

J.-B. PIOBETTA

Directeur du Service Central des Examens du Baccalauréat
de l'Université de Paris

LE
BACCALAURÉAT
DE
L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE

THÈSE PRINCIPALE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

ÉDITEURS

J.-B. BAILLIÈRE ET FILS

19, RUE HAUTEFEUILLE, PARIS (VI^e)

MCMXXXVII



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546315_0036

LE BACCALAURÉAT

J.-B. PIOBETTA

Directeur du Service Central des Examens du Baccalauréat
de l'Université de Paris

LE
BACCALAUREAT

DE
L'ENSEIGNEMENT
SECONDAIRE

THÈSE PRINCIPALE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

EDITEURS

J.-B. BAILLIÈRE ET FILS

19, RUE HAUTEFEUILLE, PARIS (VI^e)

MCMXXXVII



A Monsieur SÉBASTIEN CHARLÉTY,

Membre de l'Institut,

Recteur de l'Académie de Paris,

Hommage de reconnaissance, de dévouement et de respect.

AVANT-PROPOS

Il y a sept ans, le samedi 9 novembre 1929, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à la séance solennelle de rentrée de l'Université, reprenant, avec une philosophie plus souriante, saupoudrée de malice et d'ironie, un thème à propos duquel, quarante-deux ans plus tôt, en une circonstance analogue, Ernest Lavisse avait donné libre cours aux furibonds élans d'une passion trop amère, l'éminent recteur de l'Académie de Paris, M. S. Charléty, montrait à la docte assistance comment et pourquoi, dans « l'heureux aménagement de ce monde sublunaire », le baccalauréat, honni par les uns, maudit par les autres, maltraité par l'opinion universelle, avait réussi à survivre à ses adversaires et à devenir « l'institution la plus populaire de France et un des traits les plus caractéristiques de notre vie nationale. » Son histoire, disait l'orateur, est « peut-être la plus difficile que je connaisse » (1).

C'est ce discours, aussi frénétiquement applaudi par les jeunes étudiants que par les vieux professeurs, qui nous a suggéré l'idée de ce travail. On a écrit, en effet, l'histoire de notre enseignement secondaire. On n'a pas encore écrit l'histoire du diplôme qui en sanctionne les études. Si, cependant, les historiens trouvaient que nous n'avons pas comblé cette lacune, nous n'en éprouverions ni chagrin, ni surprise. Et cela nous épargnerait un remords : celui d'avoir, sans penser à mal, contribué à l'introduction d'un chapitre nouveau dans un programme d'histoire déjà trop vaste au gré de nombreux candidats. Nous avons moins voulu écrire la « difficile » histoire du baccalauréat de l'ensei-

(1) Cf. Annales de l'Université de Paris, n° 5, septembre-octobre 1929, p. 378

gnement secondaire, que décrire l'évolution de cette vieille institution universitaire, en essayant de préciser la nature et la portée des tendances pédagogiques et sociales qui en caractérisent les étapes, et de montrer ainsi ce qu'elle fut, ce qu'elle est, ce qui la sollicite à changer, ce qu'elle peut, ce qu'elle doit vouloir devenir. Nous serions heureux si notre tentative laissait apparaître un effort sincère pour rester fidèle à la méthode que nous recommandait Emile Durkheim dans l'une de ses plus belles leçons sur l'Evolution et le rôle de l'enseignement secondaire en France. « Les créations ex nihilo, nous disait Durkheim, sont tout aussi impossibles dans l'ordre social que dans l'ordre physique. L'avenir ne s'improvise pas ; on ne peut le construire qu'avec les matériaux du passé. Nos innovations les plus fécondes consistent bien souvent à couler des idées nouvelles dans des moules antiques, qu'il suffit de modifier partiellement pour les mettre en harmonie avec leur nouveau contenu. De même, le meilleur moyen de réaliser un nouvel idéal pédagogique est d'utiliser l'organisation établie, sauf à la retoucher secondairement, si c'est utile, pour la plier aux fins nouvelles auxquelles elle doit servir... Mais, pour pouvoir se servir ainsi des institutions pédagogiques qui existent, encore faut-il ne pas ignorer en quoi elles consistent. On n'agit efficacement sur les choses que dans la mesure où l'on connaît leur nature. On ne peut bien diriger l'évolution d'un système scolaire que, si l'on commence par savoir ce qu'il est, de quoi il est fait, quelles sont les conceptions qui sont à sa base, les besoins auxquels il répond, les causes qui l'ont suscité » (1).

L'histoire n'est donc intervenue que dans la mesure où nous avons dû réunir et compulser l'énorme masse de documents administratifs, lois et ordonnances, rapports et discussions parlementaires, décrets et arrêtés, circulaires et instructions, plans d'études et programmes, comptes rendus de débats du Conseil supérieur de l'Instruction publique et de congrès universitaires, analyses d'enquêtes officielles et de consultations privées, où se reflètent les préoccupations sociales, pédagogiques et parfois politiques dont le baccalauréat a été l'occasion ou le pré-

(1) Cf. Emile Durkheim, *Education et Sociologie*, Paris, Alcan, 1922, p. 148, 149. « Il est vraisemblable que les futurs professeurs de l'enseignement secondaire, écrit, au sujet de cette leçon, M. Paul Fauconnet, dans son Introduction au livre de Durkheim (p. 27), sentiront un jour, d'eux-mêmes, le besoin de réfléchir méthodiquement, sous la direction d'un maître, à la nature et à la fonction propres de l'institution qu'ils ont à faire vivre. Et, ce jour-là, le cours de Durkheim apparaîtra comme le guide le plus sûr pour cette réflexion ».

texte aux diverses époques de notre organisation scolaire (1). Des ouvrages eux-mêmes parlant ou traitant du baccalauréat, ceux-là seuls ont retenu notre attention, qui nous ont paru traduire ces préoccupations avec plus ou moins d'objectivité. Sans regrets nous avons sacrifié aussi bien des faits imparfaitement établis que d'amusantes anecdotes d'une authenticité certaine que l'histoire peut ou doit accueillir, mais auxquels une étude qui veut rester avant tout pédagogique n'a pas, croyons-nous, besoin d'accorder audience pour légitimer son raisonnement et justifier ses conclusions.

De propos délibéré, nous avons écarté tout ce qui nous a semblé relever de la fantaisie. Le baccalauréat a inspiré à de nombreux écrivains de beaux romans, des comédies charmantes, des confidences ingénues, à des orateurs d'éloquents discours, à des journalistes des articles pleins de verve. Et la veine ne paraît pas épuisée. Mais, que ce soit Jules Vallès (2) qui nous décrive la misère des bacheliers en un temps où ils étaient moins nombreux que de nos jours ; que ce soit Mistral qui nous raconte comment, le 18 août 1847, venu tout seul de la cité d'Avignon en la ville de Nîmes, parmi cent autres candidats « accompagnés de leurs parents, beaux messieurs et belles dames avec les poches pleines de recommandations », il fut reçu bachelier par « cinq professeurs, en robes jaunes... assis gravement sur leurs chaises... dans une grande salle, devant une grande table chargée d'écritoirs, de papiers et de livres » (3) ; que ce soit Anatole France qui nous avoue pourquoi le père Hase, ce philologue allemand entré en France, en 1804, sous l'uniforme d'officier des armées de la République, lui fit mordre la poussière en lui faisant dire, après l'avoir malicieusement appelé : « Mon

(1) Ont droit à toute notre gratitude pour avoir facilité nos recherches : MM. Bouglé, directeur de l'Ecole Normale Supérieure, Beaulteux, conservateur de la Bibliothèque de l'Université de Paris, Ripault, directeur, et Lebrun, sous directeur du Musée Pédagogique, Galampoix, chef du 2^e Bureau de la Direction de l'enseignement supérieur au Ministère de l'Education nationale, Guyot, Secrétaire général de l'Université de Paris, Guigue, Secrétaire de la Faculté des Lettres, Pacaud, Secrétaire de la Faculté des Sciences de Paris, Rosier, Secrétaire général du Bureau Universitaire de Statistique. Notre respectueuse reconnaissance va aussi à M. Henri Delacroix, doyen de la Faculté des lettres, et à M. Charles Maurain, doyen de la Faculté des sciences, qui ont bien voulu nous encourager à entreprendre cette étude.

(2) Cf. Jules Vallès, *L'Enfant, Le Bachelier, L'Insurgé, Les Réfractaires*, Paris, Charpentier, Edit. 1923.

(3) Cf. F. Mistral, *Mes origines, Mémoires et Récits* (Traduction du provençal), Paris, Plon-Nourrit, 1906, p. 130. — Cf. aussi Marcel Coulon, *Le baccalauréat de Mistral*, in *Mercure de France*, 15 juillet 1934. p. 244.

bon bédit ami », que le Rhône se jette dans le lac Ontario (1) ; que ce soit M. René Benjamin qui nous offre le gai spectacle d'un candidat jouant mille tours à ses trois examinateurs tout en jaune habillés et d'hermine couverts (2) ; la vérité historique est toujours altérée et la réalité pédagogique sacrifiée au profit de la beauté littéraire. Il en reste seulement que le baccalauréat occupe une place honorable dans notre littérature.

C'est à mettre en lumière la place qu'il a occupée, qu'il occupe encore et qu'il ne doit pas cesser d'occuper dans notre système scolaire, dans notre organisation pédagogique et dans notre vie sociale, que nous avons cru devoir borner notre dessein. Si nous y avons réussi, nous nous estimerions pleinement satisfait. Aux bacheliers qui l'ignorent nous aurions donné le moyen de connaître la vie tourmentée du baccalauréat, à ceux qui pensent que les examens du baccalauréat ne sont pas parfaits nous aurions fourni d'utiles renseignements pour de prochaines réformes.

(1) Cf. Anatole France, *La vie en Fleur*, Paris, Collection nouvelle Calmann-Lévy, p. 156. — Cf. aussi C. Pitollet, *Le Père Hase : Histoire de la venue en France de l'allemand qui refusa Anatole France au baccalauréat*, Bruxelles, 1922, p. 5.

(2) Cf. René Benjamin, *Les plaisirs du hasard*, in *Petite Illustration, Théâtre, nouvelle série*, n° 71, 10 juin 1922.

INTRODUCTION

Le titre de bachelier n'a pas été de tout temps le grade universitaire qui a permis, pendant longtemps, en France, et qui, en principe, permet encore de nos jours à ceux qui le possèdent, de prétendre à tout. Un bachelier, *baccalarius*, fut d'abord celui qui tenait une *baccalaria*, sorte de métairie. A la guerre, sous le régime féodal, un bachelier n'était qu'un servant qui aspirait à être chevalier et tenait rang entre le chevalier et l'écuyer. Dans la vie civile, le bachelier était un apprenti, un homme qui n'était pas encore classé. Par extension, le nom était donné aux célibataires, c'est-à-dire à ceux qui n'avaient pas de famille, pas de maison et dont il n'était point fait état (1).

Telle est l'origine probable du mot. Bien plus complexe est l'histoire du diplôme universitaire qui a pris le nom de baccalauréat, plus lente l'évolution pédagogique et plus compliquée, dans son développement, la procédure administrative de l'examen à l'issue duquel le candidat reconnu apte obtient le grade de bachelier, le premier dans la hiérarchie des grades universitaires délivrés par l'Etat.

L'examen a porté d'abord le nom de déterminance. Ce n'est que vers la fin du XIV^e siècle qu'il a pris le nom de baccalauréat. Mais en fait, baccalauréat ou déterminance, les deux mots correspondent à une même chose (2). A l'Université de Paris, il n'y eut d'abord d'autre grade que celui de maître, conféré par le chancelier de Notre-Dame sous le titre de permission d'enseigner. Quand la Faculté des arts se constitua en

(1) Cf. Henrici Spelmanni, *Equitis Anglo-Brit. Archaeologus in modum glossarii ad rem antiquam posteriorem de Baccalariis*, Londoni, apud Joannem Beale, 1626, p. 64. « Baccalarios item nuncupamus qui, egressi ex ephebis, matrimonium non contraxerunt ; immo caelibes, quantumvis grandaevo ». — Ce sens est resté celui du mot anglais *bachelor*.

(2) Cf. les *statuts de la Faculté des Arts de 1598*, art. 52, 53, 54, 56, 57, 58 et 75 ; le *Projet de réforme des statuts 1720*, Ch. VI, 1 à 27.

corporation, l'autorité des maîtres restreignit le pouvoir du chancelier. Les conditions que les maîtres imposèrent à ceux qui voulaient être présentés par eux au chancelier, ou admis à la participation de leurs privilèges, consistaient en des épreuves dont la première étape fut appelée détermination, la deuxième licence et la troisième maîtrise ès arts (1).

Comme la logique était l'objet presque exclusif de l'enseignement dans la Faculté des arts, les maîtres faisaient pratiquer à leurs élèves les préceptes qu'ils leur enseignaient et les exerçaient à l'argumentation. Pour exciter leur émulation, on les faisait disputer à une certaine époque de l'année, dans des circonstances plus solennelles (2). Cette sorte de concours permettait d'apprécier leurs progrès et de juger plus sûrement s'ils méritaient d'être présentés au chancelier. D'abord facultative, l'épreuve ne tarda pas à devenir obligatoire pour tous les candidats à la licence (3). Elle prit le nom de détermination, du mot *determinare*, qui signifiait poser des thèses (4).

« Pour être admis à déterminer, il fallait être âgé de 14 ans au moins, avoir suivi pendant deux ans un cours de logique à Paris ou dans une autre Université qui comptât au moins six régents, et être dans la troisième année du cours de logique. Le candidat devait justifier qu'il avait suivi un cours ordinaire et au moins deux cours extraordinaires sur l'introduction de Porphyre, le livre des catégories, l'interprétation et la syntaxe de Priscien, un cours ordinaire et un cours extraordinaire sur les topiques et les elenchi d'Aristote. En outre, il fallait avoir suivi, ou suivre, au moment où l'on se présentait, un cours sur le livre des six principes, le traité des divisions de Boèce, les seize premiers livres de Priscien, les premiers et les seconds Ana-

(1) Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement Secondaire*, Paris, 1874, p. 66 : « le premier grade, dans les quatre facultés, était comme aujourd'hui, celui de bachelier ; les bacheliers après avoir fait leurs preuves devant les examinateurs de l'Université recevaient du chancelier de Notre-Dame ou de celui de Sainte-Geneviève, la licence d'enseigner ; et les licenciés obtenaient ensuite le titre de docteurs en théologie, de docteurs en décret, de docteurs en médecine ou de maîtres ès arts, selon la Faculté à laquelle ils appartenaient ».

(2) Les disputes de la détermination semblent être indiquées dans ce passage du statut de 1215 « In responsionibus vel oppositionibus puerorum vel juvenum nulla flant convivia ».

(3) Cf. *Mémoire contre Philippe de Thori*, écrit vers 1283 (Ms. archives de l'Université de Paris) : Fuit inventus annus in quo per totum non erant 60 determinantes ; magistri ordinaverunt quod nullus recipereetur ad magistrum nisi determinasset ». Il semble que l'auteur du *Mémoire* fait allusion au statut des la Faculté des arts de 1279.

(4) La locution complète est *determinare quaestionem*. Le mot *determinatio* est employé, dans la *Bulle* d'Urbain V, pour les autres Facultés, et le mot *determinare* pour la Faculté de théologie.

lytiques... Enfin, on exigeait du candidat qu'il eût fréquenté pendant deux ans les disputes des maîtres et disputé lui-même pendant le même temps dans les écoles. La Nation pouvait dispenser de ces conditions » (1).

En 1275, époque à laquelle la déterminance prit une forme régulière qu'elle conserva jusqu'à la fin du XIV^e siècle, on jugea utile de faire précéder l'épreuve par un examen particulier destiné à écarter de l'épreuve solennelle et publique les candidats qui auraient fait trop peu d'honneur à la Nation. Avant Noël, le candidat soutenait une argumentation sur un sujet de morale, contre un maître régent, en présence des écoliers. C'est à des maîtres nommés par elle que chaque Nation confiait le soin de vérifier si les candidats remplissaient les conditions exigées et possédaient les connaissances nécessaires pour être admis à déterminer avec des chances sérieuses de succès. Cet examen prémonitoire avait lieu après la dispute de Noël. « Les déterminances commençaient avec le Carême. Tous les candidats devaient avoir inauguré leur déterminance avant le mardi ou le mercredi qui suivait le premier dimanche du Carême. Le déterminant, accompagné du bedeau de sa Nation, allait inviter certains personnages importants à assister à cette dispute. On voyait à ces épreuves des maîtres des Facultés supérieures (2), des archidiaques, des chantres, des doyens d'églises cathédrales (3). A Paris, le déterminant devait disputer tous les jours jusqu'à la fin du Carême, rue du Fouarre, dans les écoles de la Nation. Il obtenait quelquefois la permission de se faire remplacer par un sous-déterminant qui disputait pendant la seconde moitié du Carême. Pour être admis à sous-déterminer, il fallait affirmer par serment qu'on était hors d'état de payer les frais de réception » (4).

(1) Cf. Charles Thurot, *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au moyen âge*, Besançon, 1850, p. 43. Nous empruntons à cet excellent ouvrage la plupart de nos renseignements sur cette époque. Cf. aussi J. Bonnerot, *La Sorbonne, sa vie, son rôle, son œuvre à travers les siècles*, Paris, Presses Universitaires, 1927.

(2) Cette expression est employée, pour la première fois, par Alexandre IV, dans sa bulle du 15 novembre 1256, à propos de la seule Faculté de théologie. « Praest reliquis sicut superior, et tanquam inferiores ceterae sibi subsunt. » Dans la suite, cette dénomination fut donnée aux trois Facultés de théologie, de décret et de médecine, qui étaient placées ordinairement devant la Faculté des arts, dans les cérémonies et les processions. On remarquera que de nos jours encore l'énumération des Facultés de l'Etat est faite, dans les documents officiels, d'après un ordre analogue.

(3) Cf. *Mémoire contre Ph. de Thori* : « Cum ad eorum determinationes veniant viri valentes et discreti de singulis facultatibus, magnates, puta aliquando, archidiaconi, cantores et praepositi ecclesiarum cathedralium, coram illis loquendo, acquirunt loquendi audaciam quae necessaria est artistae, magnatum notitiam per quam solebant ad beneficia ecclesiastica promoveri ».

(4) Cf. Ch. Thurot, *op. cit.* p. 44.

Ces épreuves subirent quelques modifications au xv^e siècle, aussi bien en ce qui concerne les programmes qu'en ce qui concerne la procédure. Le livre de Priscien, le traité de Donat sur les figures grammaticales, l'Organon d'Aristote, les topiques de Boèce furent toujours au nombre des livres que le candidat devait connaître. Mais, à la grammaire de Priscien, les réformes de 1366 et de 1452 substituèrent le Grécisme et le Doctrinal (1). La réforme de 1452 insista tout particulièrement sur la connaissance des règles de la versification. Toutefois, la logique demeura la matière fondamentale de cet examen (2). Le but essentiel de toute éducation était de former des hommes capables de parler, d'argumenter, de discuter. L'examen devait, avant tout, servir à constater que ce but était atteint. Quant aux épreuves, tout en étant maintenues au nombre de trois, une dispute avant Noël, un examen et des disputes pendant le Carême, leur valeur relative changea. C'est ainsi que la dispute avant Noël prit une très grande importance. On lui donna le nom de déterminance, et les règlements autrefois appliqués aux disputes du Carême lui furent appliqués (3). Les écoliers admis à s'y présenter inauguraient l'argumentation, sous la présidence de leur maître, dans les écoles de leur Nation. « Ils ne pouvaient passer plus de cinq à la fois (4). Ils continuaient à disputer pendant un mois dans leurs collèges et leurs pensionnats respectifs entre la Saint-Martin (11 novembre) et Noël (25 décembre). Mais on accordait souvent des dispenses et tout un pensionnat était même parfois exempté de l'épreuve » (5).

Après cette première épreuve, les déterminants se présentaient

(1) Ils sont mentionnés dans le *Serment du Régistre de la Nation Picarde*.

(2) Cf. *Mémoire contre Ph. de Thori*. « Iterum veniunt ad hoc quod sciunt per hoc sophismata diversa probare, et in probatione respondere communi responsione ad eadem, ad veritates eorumdem ac distinctiones arguere ».

(3) Cf. *Régistre de la Nation de France*, 16 décembre 1446 : « supplicabat... quod praeclara Artium facultas vellet dispensare quod post festum Nativitatis possent fieri determinantes. Dicebat enim quod erant plures qui non erant nec poterant esse determinantes ante dictum festum Nativitatis ».

(4) Cf. *Régistre de la Nation Anglaise*, 24 novembre 1476 : « Natio Normandiae (deliberavit) quod essent plures (determinantes) in una cathedra quam quinque, vel quod essent duae cathedrae ante prandium, prima pro pauperibus hora octava, et secunda pro divitibus hora decima ». « Le mot *cathedra*, fait remarquer Ch. Thurot, est sans doute pris métaphoriquement. Le déterminant qui passait un acte était dans une chaire plus basse que la chaire des examinateurs. Cinq déterminants sont en chaire, signifie sans doute passent l'acte de la déterminance. » Dans les statuts de la Faculté des Arts de Bourges (vers 1453, Copie manuscrite, Arch. de l'Univ. de Paris) on lit : « Nec poterunt plures quam 5 in una cathedra determinare ».

(5) Cf. Ch. Thurot, *op. cit.* p. 46.

devant des examinateurs nommés par leurs Nations respectives. Nul ne pouvait être désigné comme examinateur s'il n'était gradué depuis trois ans (1). Les formes de l'élection variaient suivant les Nations. Dans la Nation de France, chacune des cinq provinces qui la composaient nommait un intrant, et cet intrant choisissait un examinateur de sa province (2). C'est revêtus de l'építoge que les examinateurs devaient remplir leur fonctions dans les écoles de la Nation. Après avoir justifié de leur temps d'études par des certificats que leur délivraient leurs professeurs et leurs maîtres de pension (3), les candidats étaient examinés sur la grammaire et la logique. L'examen avait lieu à la fin de janvier, ou au commencement de février. Les examinateurs dressaient la liste des candidats admis, qui, après avoir été signée par eux, était enfermée dans le coffre de la Nation. Puis, en présence du procureur, ils expédiaient à chaque candidat reçu, un certificat de son admission, scellé du sceau commun (4). La procédure était un peu différente dans la Nation de Picardie. A la fin de décembre, chaque diocèse nommait un intrant. Les intrants se divisaient en deux groupes et chaque groupe désignait deux examinateurs, un maître régent et un maître non régent. Il était formellement interdit aux examinateurs d'avoir des élèves parmi les candidats. L'examen portait successivement sur la grammaire, les *parva logicalia* et les livres prescrits de Porphyre et d'Aristote (5). Chacun des examinateurs devait poser au déterminant au moins une question sur chaque livre inscrit au programme. Aussitôt après la fin de l'examen, le procureur recueillait les votes des examinateurs, écrivait les noms des candidats admis, faisait signer la liste par chaque membre du jury et la scellait de son sceau. Lecture de la liste était ensuite faite en public par le bedeau qui invitait les candidats reçus à la détermination à se présenter devant le procureur pour prêter le serment habituel (6). Cette formalité remplie, les déterminants prenaient le nom de bacheliers.

(1) Cf. *Régistre de la Nation de France*, 5 janvier, 1451 : « Insolentia, dissolutiones, et inordinationes contingunt frequenter in natione circa tentamen bacchalariandorum, ex eo videlicet quod juvenes magistri et inexperti eliguntur ad tentandum ».

(2) Cf. *Ibid.*

(3) Les certificats des professeurs étaient appelés *cedulae* et les attestations des maîtres de pension ou principaux, *signeta*.

(4) Cf. *Régistre de la Nation de France*, 5 janvier 1451.

(5) Les *parva logicalia* forment le septième traité des *Summulae* attribuées à Petrus Hispanus. Il y est traité des équivoques qui peuvent naître des différentes acceptions dont les mots sont susceptibles : cf. à ce sujet une lettre de Norus à Martinus Dorpius dans les lettres d'Erasmus.

(6) Cf. *Régistre de la Nation Picarde*, *passim*.

Après l'examen du début de février, obligatoire pour les candidats de toutes les Nations, les disputes du Carême, qui ne comptaient plus pour la détermination proprement dite, perdirent de leur importance. Seule la tradition en imposait le maintien. Mais l'indiscipline des écoliers, qui prenait d'autant plus d'ampleur que ces épreuves ne comportaient plus de sanction, finit par les faire supprimer (1).

La procédure des épreuves avait un caractère en quelque sorte domestique et particulier à chaque Nation. La Faculté n'avait aucun droit d'y intervenir. Les bacheliers ne prêtaient même aucun serment au Recteur (2). « Le grade, dit Ch. Thurot, n'était pas d'un accès difficile. L'examen était souvent fait avec précipitation et sans soin. On n'observait même pas le principe si nécessaire dans les examens, *res judicata pro veritate habetur*. Les candidats refusés importunaient les examinateurs par leurs prières et les faisaient revenir sur leur décision. En 1446, quelques écoliers de la Nation de France, repoussés par les examinateurs, en appelèrent à la Nation qui commit cinq autres maîtres pour informer de la capacité et de la moralité des réclamaux. Il manquait deux mois d'études à un candidat de la Nation d'Allemagne : les examinateurs le refusèrent, la Nation l'admit. En 1479, un maître de la même Nation réclama pour un candidat repoussé à cause de sa moralité, et obtint qu'une commission fût nommée pour réviser le jugement des examinateurs. Le régime anarchique des corporations annulait l'autorité des examinateurs. Un maître, dont les écoliers étaient repoussés, considérait leur échec comme une offense personnelle ; comme les examinateurs étaient ses pairs, il pouvait réclamer contre eux. Il n'avait qu'à choisir le jour où l'assemblée de la Nation ne comptait que quatre ou cinq membres, ses amis, et il enlevait tout ce qu'il voulait » (3).

D'autre part, la multiplication des Universités avait contribué à rendre l'examen de plus en plus facile. Dans certaines Universités on vendait même les grades. Des étudiants n'hésitaient pas

(1) Cf. Ch. Thurot, *op. cit.*, p. 47 et 48. « Ces exercices réunissaient aux mêmes jours et aux mêmes heures, dans la rue du Fouarre, une multitude d'écoliers turbulents parmi lesquels il était fort difficile de maintenir l'ordre. Déjà en 1452, le cardinal d'Estouteville avait été obligé de recommander aux maîtres de mener leurs écoliers rue du Fouarre, et d'assister aux disputes. Cependant les écoliers restèrent abandonnés à eux-mêmes, sans surveillance. Au lieu d'argumenter, on se battait. En 1472, la Faculté dut interdire les disputes jusqu'à la fin du Carême ».

(2) Nous venons de voir qu'ils prêtaient serment au procureur de leur Nation.

(3) Cf. Ch. Thurot, *op. cit.*, p. 48.

à s'y rendre pour y acheter le grade de bachelier et revenir immédiatement à Paris afin d'y passer leur licence. A tel point que, en 1444, la Nation de France décida que nul ne serait admis à subir les épreuves de l'examen de la licence qu'un an après avoir été reçu bachelier. Et en 1446, la Nation Allemande statua que les bacheliers des autres Universités, qui désiraient être promus au grade de maîtres, devaient se présenter à la Nation convoquée spécialement pour les entendre justifier de leur grade par lettres testimoniales ou par témoignage (1) et prouver qu'ils avaient assisté, une année entière, à Paris, aux cours et aux disputes (2).

Le statut de 1598 introduisit dans l'examen des formes un peu plus rigoureuses. L'enseignement de la logique ayant cessé d'être l'attribut exclusif de la Faculté des arts, faisait partie du plan d'études des collèges de plein exercice (3). Pour être admis dans la classe où cet enseignement était professé, le collégien devait justifier son aptitude à le recevoir en produisant un certificat régulier d'études grammaticales et littéraires. « C'était le bienfait de la Renaissance, écrit le recteur Gréard, le fruit des efforts de Ramus, qui avait lutté si longtemps pour substituer aux exercices de la scolastique l'éducation des humanités » (4). On trouve, en outre, dans le statut de 1598, toutes les mesures administratives jugées indispensables pour assurer la juste sévérité et la moralité de l'examen : les juges devaient prêter serment de probité professionnelle (5), et les candidats fournir la constatation de leur identité et de leur bonne conduite (6). La durée de l'examen était de trois heures au moins, et il était interdit de faire passer à la fois plus de deux candidats (7). Le jury,

(1) Cf. *Dictionnaire de l'Encyclopédie*, Article : Maître ès arts.

(2) Cf. Ch. Thurot, *op. cit.*, p. 52.

(3) Cf. H. Lantoine, *Histoire de l'enseignement secondaire au XVIII^e siècle*, ch. I. — Ch. Lenormant, *Essai sur l'Instruction publique*, p. 63 et 120. « Les collèges de l'Université de Paris, écrit Lantoine, se divisaient en deux classes : les collèges de plein exercice offraient un cours d'études complet et préparaient au titre de maître ès arts ; les autres étaient destinés à des boursiers, qui, indépendamment de leurs études particulières, étaient obligés de fréquenter les collèges de plein exercice ».

(4) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 153, 154.

(5) Cf. *Ibid.*, art. 49 : « Examinatores... apud procuratores suae Nationis conceptis verbis, jurent se neminem nisi dignum ad artium baccalaureatum admissuros ».

(6) Cf. *Statuts de la Faculté des arts*, art. 36 : « Scholastici ad studium philosophicum non transeant, nisi linguarum graecae et latinae periti, et grammaticis ac rhetoricis praeceptis abunde informati, cujus rei cognitio ad Collegiorum praefectos pertinebit ».

(7) Cf. *Ibid.*, art. 58, ainsi que le décret du 30 avril 1615 et la circulaire réctorale du 16 octobre 1637.

placé sous la présidence d'un censeur, était composé généralement de quatre et parfois de cinq professeurs de rhétorique pris dans la Nation à laquelle appartenaient les candidats et, à défaut, dans les autres Nations. Un examinateur ne pouvait faire partie du jury qu'une fois chaque cinq ans (1). Pour être reçu bachelier le candidat devait réunir au moins les suffrages de trois examinateurs. Malgré la rigueur de ses formes, l'examen conservait le caractère familial qu'avaient toujours eu les épreuves de la déterminance. Il tendait même à perdre le caractère de publicité restreinte à la Nation, puisque les épreuves avaient lieu à huis clos (2).

Les frais d'examen comprenaient une rétribution fixe et une cotisation proportionnelle aux dépenses de représentation. La rétribution fixe imposée par la Nation aux candidats se divisait en deux parts : la part destinée au budget de la Nation et la part réservée aux bedeaux. Elle était établie d'après le revenu présumé du candidat. L'unité de compte était appelée bourse (*bursa*), c'est-à-dire la somme que le candidat dépensait pour son entretien, déduction faite du loyer de sa chambre et du salaire de son domestique (3). Le candidat affirmait cette somme par serment. Le procureur multipliait la bourse, ou comme on disait, la taxait suivant les besoins de la Nation, de la Faculté, et de l'Université. Les bacheliers payaient ordinairement quatre

(1) On trouve toutes les pratiques établies par la tradition résumées dans l'article 2 du chapitre VI du projet de réforme de 1720, rédigé par Pouchot sous la dictée ou tout au moins sous l'inspiration de Rollin : « *Candidati baccalaureatus artium in sua quisque Natione tentabuntur de rhetorica et litteris graecis ac latinis a professoribus rhetoricae et humanarum litterarum, suo antiquitatis ordine assumptis, censore examini praesidente. Si professores in aliqua Natione deficiant, in aliis Nationibus per ordinem supplebuntur, ut nullus illorum plus quam semel intra quinquennium tentatoris munere fungatur. Tentatores omnes in manibus procuratoris suae Nationis praestito sacramento promittent se nulli nisi digno esse suffragaturos. Nemo ad baccalaureatus gradum promovebitur, nisi cujus eruditio tribus saltem, arbitris sive ii quinque sedeant, sive quatuor tantum, pro more cujusque Nationis, fuerit probata. Si contra hanc legem aut alias peccabitur censori intercedenti jus esto. Januis clausis fiat examen per tres horas, nec plures quam duo candidati simul tententur.* » (Ch. VI, art. 2).

On peut relever, dans le même projet, les prescriptions relatives à la moralité et à l'identité des candidats. « *Quum eorum qui in Academiam admitti volunt mores non minus quam doctrinam explorari conveniat, candidati magisterii in artibus, antequam studiorum examen subeant, deponent inter manus Rectoris testimonium, quo de eorum moribus constet, subscriptum quidem a gymnasiarchis, si bursarii et alumni erunt, aut in collegiis degent ; si vero extra collegia ab aliquo notae probitatis viro.* » (Chap. VI, art. 1).

(2) La publicité était prescrite, au contraire, pour la licence.

(3) Cf. *Juramentum determinatorum* : « *Dicetis quantitatem bursae vestrae, fideliter, sine dolo, computando omnia ordinarie consumpta et exposita in bursa, duntaxat locagii hospitii et salario famuli exclusis.* »

bourses. Si la Faculté, l'Université, ou la Nation avaient à subvenir à des dépenses extraordinaires, comme pour un procès, une ambassade, la construction de salles de leçons, les candidats payaient des bourses supplémentaires. La part des bedeaux a varié suivant les temps et les Nations. En 1424, la Nation Anglaise fixa leurs droits au prélèvement de 4 sous pour la conduite aux écoles et de 2 sous pour les examens, sur la rétribution fixe versée par chaque candidat au baccalauréat. En 1476, la Nation de France fixa ce prélèvement à 4 blancs par candidat. Il était expressément interdit aux chanceliers, aux examinateurs et aux gens de service de rien recevoir des candidats, sauf 1 blanc ou 2 deniers pour l'herbe et la paille dont on jonchait les salles d'examen et qui tenaient lieu de sièges. Le candidat qui n'était pas assez riche pour payer les bourses, affirmait sous serment, en présence de la Nation, qu'il était placé dans les conditions de pauvreté qui exemptaient des frais d'examen (1).

Seuls les jeunes gens qui se vouaient à l'enseignement, à la théologie ou à la médecine, recherchaient le grade de bachelier (2). La Faculté de décret, bien que dès cette époque elle eût la réputation méritée de fournir des sujets de premier ordre aux charges de l'Etat, tant ecclésiastiques que séculières (3), n'exigeait pas de ses étudiants qu'ils fussent pourvus du baccalauréat ès arts. Pour s'y faire inscrire, il suffisait à l'étudiant de produire une lettre de scolarité attestant qu'il avait fait sa philosophie et qu'il avait reçu une connaissance suffisante du grec et du latin dans un collège (4). L'étudiant en médecine, le philiatre, pouvait, à défaut du baccalauréat, fournir, avec son acte de bap-

(1) L'expression officielle était : « Jurare statutum paupertatis ».

(2) Cf. *Statuts de la Faculté des arts*, art. 57 : « Nullus Lutetiae ad superiorum Facultatum baccalaureatum ut theologiae et medecinae nisi laurea magistri fuerit insignitus ».

(3) Cf. *Statuts de la Faculté de décret*, préambule : « ...Seminarium honestissimum hominum ad ecclesiasticos gradus et reipublicae munia, tam ecclesiastica quam secularia, promovendorum ».

(4) « Ad hoc studium (jus canonicum) nullus accedat qui non in humanioribus primum artibus et disciplinis philosophicis probe versatus sit, ac linguarum graecae et latinae cognitionem habeat » (*Statuts de la Faculté de décret*, art. 4, et *Arrêt* du Parlement du 13 juillet 1617). Plus tard (*Projet de réforme* de 1720), ceux qui ne justifiaient pas du certificat attestant qu'ils possédaient ces connaissances devaient remplir certaines conditions d'âge : ils ne pouvaient pas être admis avant dix-huit ans. On lit, à l'article 7 : « Solis artium magisteriis ad baccalaureatum in Theologica vel Medica Facultate patebit aditus ; neque ii ad illum gradum consequendum de rebus philosophicis ulterius tentabuntur, sed tantum de materiis quae ad illas facultates pertinent. Idem ad studium utriusque juris admittentur statim post adeptum artium magisterii gradum ; sed ii qui eo gradu non fuerint insigniti, iis ante decimum octavum aetatis annum ad studium illud non libecit accedere ».

tême, un certificat attestant qu'il avait suivi avec assiduité, pendant deux ans, un cours de philosophie (1).

En fait et même en droit, bien plus que la déterminance ou le baccalauréat ès arts, la lettre de scolarité a été, à partir du XVII^e siècle, pendant deux cents ans, le véritable certificat des études secondaires. Les Jésuites, dont les établissements étaient les plus nombreux et les plus peuplés, n'avaient guère à leur disposition d'autres titres pour faire admettre leurs élèves dans les Facultés. Leurs prétentions à constituer leurs collèges en universités et à leur faire accorder le privilège de la collation des grades avaient échoué, sauf pour le collège de Pau et celui de Dijon. En 1642, la compagnie avait demandé ce privilège, avec une insistance particulière, pour le collège de Clermont (le futur lycée Louis-le-Grand). Ouvert en 1563, fermé en 1594, rouvert avec un grand éclat en 1618 après avoir obtenu, à la suite de nombreux et retentissants procès, le droit d'y enseigner les humanités, ce collège n'avait pas tardé à compter plus de cinq cents pensionnaires : il fallait y retenir une chambre un an d'avance (2). D'autre part, les Jésuites avaient installé dans le ressort du Parlement de Paris, une quarantaine d'établissements fortement organisés, alors que l'Université, se refusant par tradition à pas-

(1) Tout l'enseignement juridique et médical se divisait en trois périodes aboutissant au baccalauréat, à la licence, au doctorat. Le baccalauréat en droit a survécu à toutes les réformes mais il n'est plus qu'une fiction. Le baccalauréat en médecine a été supprimée en 1792. Il comportait des études préparatoires (tempus auditionis) qui duraient trente-six mois pour les bacheliers ès arts, de quarante-huit pour les autres. Le candidat devait avoir vingt-cinq ans révolus, être célibataire, et fournir des certificats d'assiduité pendant ses années d'études et des attestations de moralité signées de trois docteurs. Le jury comprenait, outre le doyen, quatre docteurs régents tirés au sort. Les examinateurs juraient d'exercer fidèlement leurs fonctions ; d'examiner soigneusement chaque candidat sur la théorie et la pratique pendant plusieurs jours ; de lui faire faire une leçon ; d'argumenter contre lui ; de donner leur avis loyalement, sans modifications ni conditions, sur la capacité des candidats examinés. Le samedi, avant le 4^e dimanche du Carême, à dix heures du matin, devant tous les docteurs réunis, les candidats adressaient la *supplique* par l'organe de l'un des leurs et répondaient à une question de médecine. Le lundi suivant, quatre ou six docteurs examinaient les titres et faisaient un rapport ; l'examen commençait la semaine suivante. Les interrogations portaient le lundi sur l'anatomie et la physiologie, le mardi sur l'hygiène, le mercredi sur la pathologie ; le jeudi le candidat recevait cinq aphorismes d'Hippocrate qu'il commentait le jour suivant. Le samedi, après une messe solennelle, l'aîné des examinateurs faisait un rapport tendant à l'admission (sufficiens) ou au rejet (incapax) des candidats ; tous les docteurs-régents votaient ; il fallait les deux tiers des voix pour l'admission. Le Grand Bedeau s'adressant à chacun des candidats élus réunis dans la salle du haut prononçait : aujourd'hui a été admis au grade de bachelier dans la très salubre Faculté de Médecine de Paris M... en conséquence qu'il fasse son principe, parle, dic, puis il lisait le serment par lequel le bachelier jurait d'observer fidèlement les décrets, pratiques, coutumes et statuts de la Faculté... d'assister en robe à toutes les messes ordonnées par la Faculté et d'y arriver au moins avant la fin de l'épître... de soutenir trois fois une thèse quodlibétaire... etc. (Cf. J. Lévy-Valensi : *La Médecine et les Médecins français au XVII^e siècle*, Paris, Baillière et fils, 1933, p. 240 et suiv.).

(2) Cf. Edmond. *Histoire du collège Louis-le-Grand*, 1845.

ser la Seine, n'en possédait aucun sur la rive droite. Ces établissements, et surtout le collège de Clermont, faisaient aux collèges de l'Université une concurrence d'autant plus redoutable que la compagnie de Jésus, devançant de plus de trois siècles les réformateurs actuels, avait institué la gratuité de l'externat qui était pour les étudiants un puissant attrait (1). Comme moyen de défense, l'Université exigea, de ceux qui se présentaient pour obtenir des grades, un certificat d'origine. En 1642, le recteur ayant refusé d'admettre aux épreuves quatre écoliers du collège de Clermont, les candidats évincés introduisirent un pourvoi devant le conseil privé, et firent sommation à la Compagnie de Jésus d'intervenir dans la cause, comme partie intéressée. La Compagnie qui avait peut-être cherché et préparé cette occasion, la saisit avec empressement. Dans une requête où elle rappelait que, déjà en 1618, deux Facultés de l'Université, la Faculté de théologie et la Faculté des arts, avaient voulu fermer à ses élèves l'accès aux grades universitaires, elles demanda « que le collège de Clermont fust déclaré estre de l'Université ; le principal et les professeurs d'iceluy fondez en pareils droits, privileges et prerogatives que les professeurs des autres colleges ; les escoliers recevables aux degrez et fondez aux mesmes droits que les autres sans distinction. Et pour ce qu'il est evident, ajoutait la requête, que lesdicts recteur et supposts sont suspects pour les examens des escoliers des suppliants (2), plaise à Vostre Majesté ordonner, qu'après un examen valable, faict par devant lesdicts suppliants, leurs dicts escoliers, trouvez capables seront par eux receus aux degrez de théologie et des arts en ladicte Université, dont icieux suppliants pourront leur expédier toutes lettres nécessaires, en conséquence desquelles ils jouiront de tous privileges, tant pour la nomination aux benefices qu'aux autres actes quelconques, dedans et dehors de ladicte Université, ainsi que les autres graduez d'icelle, avec defense auxdicts recteur, supposts et graduez de leur apporter aucun trouble. Et

(1) On lit dans les *Constitutions* de Saint Ignace de Loyola, Ch. XI : « La même raison de charité qui fait qu'on se charge des collèges et qu'on y tient des classes publiques pour élever dans la bonne doctrine et dans les bonnes mœurs non seulement les nôtres, mais encore plus les étrangers, pourra aller jusqu'à nous faire accepter la charge de quelques universités, afin de multiplier le bien que nous pourrions faire, et de l'étendre, autant par les sciences qu'on y enseignera que par les personnes qui y viendront prendre les grades, pour aller ensuite enseigner, avec plus d'autorité ce qu'elles auront appris. » (Cf. Créteau-Joly, *Histoire religieuse, politique et littéraire de la Compagnie de Jésus*, 2^e éd. Paris, 1846, IV, p. 146).

(2) Nous retrouverons cette accusation sous la plume et dans les discours de ceux qui, à partir de 1820, engageront une lutte acharnée pour arracher à l'Université le monopole de la collation des grades et surtout du baccalauréat.

lesdicts suppliants continueront leurs prières pour la santé et la prospérité de Vostre Majesté » (1). La requête fut rejetée, de même que fut rejetée celle que la Compagnie présenta, en 1778, en faveur du collège de Caen.

Ce que les Jésuites considéraient comme une faiblesse ou une infériorité contribua, en réalité, à faire la force et la supériorité de leur enseignement. Le certificat qu'ils délivraient devait gagner en valeur intrinsèque ce que ne lui conférait aucune estampille officielle. Pour que le certificat inspirât confiance à ceux qui l'obtenaient et à ceux qui l'exigeaient, il fallait que la délivrance en fût entourée de mesures sévères et que l'examen qu'il sanctionnait ne fût soupçonné d'aucune faiblesse. C'est dans une solide constitution de leurs cadres de classes que les Jésuites cherchèrent leur point d'appui pour donner à leur certificat une valeur indéniable. Le cycle des études fut organisé de telle sorte que les élèves étaient soumis, non seulement à un examen de sortie du collège, mais aussi à un examen de sortie de chaque classe. A la fin de chaque année scolaire, tous les élèves étaient examinés (2) : telle était la règle commune à l'Oratoire (3) et à Port

(1) Cf. Ch. Jourdain, *Histoire de l'Université de Paris, aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 1862-1866, 1, p. 350.

(2) Cf. *Ratio atque institutio studiorum societatis Jesu Regulae praecepti studiorum inferiorum* : « Generalis solemnisque promotio semel in anno post anniversarias vacationes facienda est. Si qui tamen longe excellant atque in superiore schola magis quam in sua profecturi videantur (quod inspiciendis catalogis rogandisque magistris cognoscetur) nequaquam detineantur, sed quocumque anni tempore post examen ascendant. Quamquam a suprema grammatica ad humanitatem et ab humanitate ad rhetoricam vix patet ascensus. » (art. 13) — « Examinatores tres esse oportet. Unus erit ut plurimum ipse praefectus ; alios duos rerum humaniorum bene peritos qui, si fieri potest, magistri non sint, rector cum praefecto constituet. » (art. 18) — « Si quis nulla ratione ad gradum faciendum videatur idoneus, nullus deprecationi sit locus. Si quis aegre quidem aptus, sed tamen propter aetatem, tempus in eadem classe positum, aut aliam rationem promovendus videatur, id ea conditione, nisi quid obstiterit, fiat, ut si minus suam magistro probarit industriam, ad inferiorem scholam remittatur, nec in catalogo ejus ratio habeatur. Si qui denique ita sint rudes, ut nec eos promoveri deceat, nec ullus in propria classe fructus speretur, agatur cum rectore ut coram parentibus aut curatoribus per humaniter admonitis, locum non occupent. » (art. 25) — « Publice promovendorum catalogus ad singulas seorsum classes, vel in aula simul ad omnes recitetur. Si qui longe inter ceteros emineant, primi honoris causa nominentur, in caeteris alphabeti, vel doctrinae ordo servabitur. » (art. 26) — Cf. *Regulae communes professoribus classium inferiorum*, art. 37 : « Ad promotionem generalem uno ferme ante examen mense discipuli in praecipuis quibusque rebus in omnibus classibus, excepta saltem rhetorica, exerceantur. Quod si quis longe in ipso anni decursu excelleret, de eo magister referet ad praefectum, ut privatim examinatus gradum ad superiorem scholam facere possit. » — Voir aussi le chapitre *Scribendi ad examen leges*, 1 à 2, et la *Manière d'apprendre et d'enseigner* du P. de Jouvancy, 2^e partie, Chapitre II, art. 8.

(3) Cf. Ch. Hamel, *Histoire de l'Abbaye et du Collège de Juilly*, livre IV, Chapitre 1 : « Tous les ans, huit jours avant les vacances, le général de l'Oratoire venait lui-même faire la visite de l'Académie de Juilly et présider aux examens des classes... Les épreuves, que rendaient très importantes le rang, le mérite et le nombre de ceux qui les dirigeaient, décidaient du passage des élèves dans une classe supérieure, et la sévérité avec laquelle on les faisait subir stimulait puissamment le travail et entretenait la force des études ».

Royal, comme dans tous les collèges. Sans doute l'institution et la pratique des examens de passage existaient déjà dans l'Université (1). Les Jésuites n'ont pas le mérite d'avoir créé de toutes pièces une organisation pédagogique dont le fonctionnement est encore considéré, avec raison, de nos jours, comme la condition indispensable à la bonne marche des études. Il faut leur reconnaître celui d'avoir appliqué le système qu'ils avaient emprunté à l'Université, avec rigueur. Les statuts disciplinaires témoignent tous sur ce point d'une intelligente sévérité : les arriérés étaient maintenus dans la classe qu'ils avaient mal faite, les incapables rendus à leur famille. Nul ne pouvait passer d'un collège dans un autre sans justifier qu'il était en mesure de suivre le cours pour lequel il se présentait. « Ce n'était là, il est vrai, dit Gréard, que des prescriptions de règlement, et les règlements laissent toujours en défiance. Mais les faits consignés année par année, nom par nom, dans les archives des grandes maisons d'éducation du XVII^e et du XVIII^e siècles ne permettent aucun doute sur l'exactitude avec laquelle ces prescriptions étaient appliquées. Les examens, commencés le 23 août, devaient être terminés la veille de la Nativité (8 septembre). Ce jour-là avait lieu avec un certain éclat, la proclamation. Dans la grande salle des Actes, le préfet, assisté de tous les régents, adressait aux élèves une courte allocution, puis il faisait, par classe et par ordre de mérite pour chaque classe, l'appel de tous les écoliers. Ils étaient partagés en cinq catégories, ainsi désignées : *eximii*, *boni*, *mediocres*, *dubii*, *maneant* ; distingués, bons, médiocres, douteux, incapables de passer. Nul, même parmi les meilleurs, n'était dispensé de subir l'examen : s'il avait été empêché par une cause légitime avant les vacances, on le reprenait à la rentrée. Tout jugement était suivi de ses effets. L'âge ni les protections n'y

(1) *Quemquam scholasticum in classem quamcunque, nisi excussum ac penitus introspectum, et de omnibus quae in classibus inferioribus doceri solent... ne intromittanto.* » (*Règlement pour les collèges de Paris*, 15 novembre 1626, art. 50). Cette prescription est reprise et développée avec une sollicitude particulière dans le *Projet de réforme des statuts de la Faculté des arts de 1720* : « Quoniam ad scientiarum culmen non conscenditur nisi per gradus, et studia nimis festinata nunquam maturescent, gymnasiarchae, singulis annis, paulo ante Lucalia, vel per se, vel per vicarios suos seu progymnasiarchos, scholasticos omnes diligenter examinent, et singulos pro illorum ceptu in classes distribuunt. — Idem observatur in iis qui post Lucalia accedent et in eam rem primariorum decreto magistri omnes pareant. Itaque nemo injussu gymnasiarchae suam mutet, nemo eligat aut suo aut alterius arbitratu ; sed ut quisque profecerit, vel ascendat aut descendat, vel in eadem classe maneat, ex gymnasiarchae praescripto, prius ab eo examinatus et probatus. Qui ab uno collegio, postulantibus ita forte parentibus, ad aliud transire voluerint, ab gymnasiarcha et professore dimissorium libellum habeant ; secus, ne admittantur. Gymnasiarchae vero et professores, qui decretum hoc violaverint, academica paena puniantur. Libellus autem iste dimissorius non denegabitur sine gravissimis causis quarum cognitio ad rectorem pertinebit. » (Chap. 11, art. 10 à 13).

pouvaient rien : c'était du moins l'intention formelle » (1). Ainsi s'explique qu'on trouve, dans les catalogues, des rhétoriciens de vingt-cinq ans et plus. Il faut croire que les sollicitations n'étaient pas rares et que la pression exercée par d'influents et tenaces protecteurs se révélait parfois irrésistible. « On trouve des preuves de fléchissement de la règle dans les registres mêmes où les régents notaient les exceptions dont ils n'étaient pas arrivés à se défendre, comme pour s'en faire reproche et empêcher qu'on ne s'en prévალût pour l'avenir. Mais l'examen de ces registres donne l'impression que les régents, livrés à eux-mêmes, auraient laissé « pourrir » en seconde un mauvais élève plutôt que de le promouvoir en rhétorique » (2). Le véritable examen de fin d'études secondaires, celui auquel parents et élèves attachaient le plus d'importance, était l'examen de rhétorique que sanctionnait la délivrance de la lettre de scolarité (3). La valeur de cette attestation remise, après l'examen, par le préfet du collège, était si grande aux yeux de tous qu'un jour, dans un collège, les rhétoriciens à qui on l'avait refusée, forcèrent le préfet, l'épée à la main, à la leur donner quand même (4).

Que ces épreuves, s'échelonnant le long des classes, se renouvelant chaque année et conférant à la sortie du collège une attestation qui garantissait la valeur de l'élève, eussent une heureuse influence sur la marche des études, on ne saurait le contester.

(1) Cf. Gréard. — *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 157, 158.

(2) Cf. Id., *Ibid.*, p. 158 et note 1, même page. « S'il y a eu cette année des promotions parmi les *dubii*, c'est que ces élèves étaient en petit nombre et que nous avons dû nous incliner devant la persistance quelque peu importune de personnages considérables auxquels on ne pouvait rien refuser ; l'exception toutefois n'a été consentie qu'à la condition que, si les enfants qui en sont l'objet ne font pas de progrès durant les deux premiers mois de l'année, ils redescendront dans la classe inférieure. » (Note tirée par Gréard d'un manuscrit de la bibliothèque de Troyes (n° 357) intitulé : *Catalogus scolasticorum Collegii Trecensis*). Le collège de Troyes appartenait aux Oratoriens. — Voici quelques-unes des mentions relevées par Gréard dans ce catalogue : « Abfuit ab examine sine licentia. — Excessit ante examen sine licentia, strictae orationis praemium meritis ; puniatur priusquam ascendat in secundam. Morbi causa abfuit ; ascendat absque examine. — Die examinis abiit penso recusato ; ne rursus admittatur, nisi prius sextam scolam frequentarit. — Abiit binis diebus ante pronunciationem ; examini subiciatur ad instaurationem scholarum. — Putrescat in secunda nec unquam in rhetoricam ascendat ».

(3) Cf. *Ratio atque institutio studiorum societatis Jesu, Regulae praefecti studiorum*, art. 19 à 24. Les Jésuites paraissent avoir accordé plus d'importance à l'examen de philosophie. Mais, comme le fait remarquer M. F. Vial (cf. *Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire*, Paris, Delagrave, 1936, p. 13) « le cycle régulier des études dans les collèges s'achevait avec la rhétorique. C'est à peine si, dans les grands collèges, la moitié des élèves, après la rhétorique, restait encore sur les bancs pour suivre les deux années de philosophie... Les témoignages abondent sur ce point et sont tous concordants ».

(4) Cf. *Le collège des Oratoriens au Mans, Revue de l'Enseignement secondaire*, 1885, p. 507.

C'est surtout au caractère sérieux de ces examens que Arnauld et Rollin attachaient le plus d'importance, persuadés que le succès de l'éducation classique en dépendait uniquement. Le législateur des « Petites écoles » n'hésitait pas à y intéresser l'honneur du professeur. On peut sur cela, disait-il, faire confiance à un professeur intègre, exact, qui a du talent, un sens très humain de la justice et qui est reconnu comme tel. Toute solennité était exclue des épreuves, mais aucune indulgence n'était admise. Arnauld exigeait que « la rigueur inflexible » des examens s'accrût au fur et à mesure que l'écoulier s'acheminait vers les hautes classes. « Ainsi, écrivait-il, arriverait-on à ne conserver pour prendre des degrés dans les Facultés supérieures que ceux qui seraient fondés dans les lettres humaines et à retrancher le plus grand nombre d'ignorants qui les déshonorent » (1). Nulle part Rollin ne fait allusion ni à l'existence, ni à l'utilité pédagogique d'un examen extérieur. Si l'idée lui en était venue, il l'a sûrement écartée, préférant compter uniquement sur l'enchaînement des connaissances bien comprises et bien assimilées, et sur le contrôle exercé, chaque année, au collège même, sans autres examinateurs que les professeurs des élèves, par ce qu'il appelle « les exercices ou actions publiques », pour maintenir au niveau le plus élevé la force des études (2). Le président Rolland, voulant donner une assise solide à ses plans de réforme, n'a pas cherché d'autre principe que celui dont le bon Rollin avait fait la clef de voûte de son *Traité* (3). Et « les prescrip-

(1) Cf. Arnauld, *Règlement d'études sur les lettres humaines*. Outre les examens annuels, Arnauld estimait qu'il en fallait deux, plus rigoureux encore, l'un pour passer de rhétorique en philosophie, l'autre pour être reçu maître ès arts. On sait par quels moyens pédagogiques les collégiens étaient entraînés à ces examens. On les trouve longuement exposés et commentés dans le traité du P. jésuite Joseph de Jouvancy, *De ratione discendi et docendi* (1711), traduit pour la première fois en français (1803) par Lefortier, professeur de belles-lettres à l'École centrale de Fontainebleau.

(2) Cf. Rollin, *Traité des études*, 3^e partie, chap. 11, art. 2, § 1 : « On appelle exercices les actions publiques dans lesquelles les écoliers rendent compte des auteurs qu'ils ont lus en classe ou en particulier et de tout ce qui a fait la matière de leurs études... Par là on tient les enfants en haleine pendant toute une année et on les oblige d'apporter beaucoup plus d'attention à leurs études, en leur montrant de loin le public comme devant être le témoin et le juge des progrès qu'ils y auront faits... La matière ordinaire des exercices doit être ce qu'on explique en classe pendant le cours de l'année, en sorte que pour s'y bien préparer il suffise presque de se rendre bien attentif aux leçons du professeur... » Et Rollin cite l'exemple de deux jeunes frères (fils du procureur général, M. de Fleury) « dont l'un étudiait en cinquième, l'autre en troisième, interrogés l'un et l'autre sur la langue française », ce qui permettrait de penser que l'enseignement du français, dans certains collèges, avait conquis une place plus grande que celle dont témoignent les palmarès des distributions de prix invoqués par M. Daniel Mornet dans son livre remarquable sur *Les Origines intellectuelles de la Révolution française* (p. 328).

(3) Cf. le *Règlement concernant la police du collège royal de Rouen* (27 août 1762) ; art. 66 : « Les élèves n'omettront dans le cours d'études

tions de l'arrêt du 29 janvier 1765, où sont codifiées les idées nouvelles, ne font sur ce point, comme le fait remarquer Gréard, que résumer, pour les appliquer à tous les collèges, les traditions des examens annuels établies par les règlements des diverses corporations et consacrées par l'usage » (1).

Les assemblées révolutionnaires multiplièrent les plans d'instruction publique. Mais toutes les propositions relatives à l'éducation nationale, qui tiennent tant de place dans les discussions de ces assemblées, qu'elles émanent de Talleyrand ou de Condorcet, de Lakanal ou de Fourcroy, ne visent que les programmes de l'enseignement proprement dit et les conditions d'aptitude jugées sur place qui permettaient aux écoliers de s'élever d'un degré à l'autre dans la hiérarchie des études. Dans aucune on ne relève la préoccupation d'un examen solennel et public, subi devant des juges expressément désignés, n'ayant pas avec les candidats les rapports de maître à élève, et dont l'issue était la délivrance ou le refus d'un diplôme indispensable à l'obtention d'un emploi public ou à l'admission dans les établissements d'enseignement supérieur. Dans toutes, par contre, se manifeste le souci de donner à l'enseignement secondaire une orientation nouvelle. L'un des principaux inspirateurs de la création des écoles centrales, Destutt de Tracy, reprochait aux anciens collèges de n'enseigner que les langues et les belles-lettres, complétées par « un prétendu cours de philosophie » et obtenait que dans les nouvelles écoles, les programmes fussent dominés par trois catégories d'études, les langues et les belles-lettres, les sciences physiques et mathématiques, les sciences morales et politiques, ces trois catégories se prêtant un mutuel appui pour la formation de l'esprit (2).

aucune classe, et pour passer, dans le courant de l'année, d'une classe à l'autre (ce qui doit être très rare), il leur faudra le consentement du principal, des professeurs qu'ils quittent et de celui dans la classe duquel ils désirent entrer ».

(1) Cf. *Arrêt* du 29 janvier 1765, art. 51 et 52 : « Quelques jours avant les vacances, le principal du collège et le professeur de chaque classe examineront tous les écoliers à l'effet de juger de leurs capacités pour être admis à passer dans la classe supérieure... Le dernier jour, on nommera publiquement ceux qui devront être admis avec plus ou moins de distinction et quelquefois avec éloges. Les écoliers qui se trouveront trop faibles seront laissés douteux ; après les vacances, ils seront examinés de nouveau, en la même forme, ainsi que ceux qui se présenteront pour la première fois... Pour ceux qui seraient jugés absolument incapables de suivre les études, lesdits principaux, professeurs ou régents auront soin d'en avertir les parents, et lesdits parents seront tenus de les retirer ».

(2) Cf. Destutt de Tracy, *Observations sur le système actuel d'instruction publique*, an IX, et l'apologie présentée par Lacroix, *Essais sur l'enseignement* (1805 ; 2^e édit. 1816). Cf. aussi la magistrale et récente étude de M. F. Vial sur les programmes, les méthodes, l'organisation scolaire, disciplinaire et administrative des Ecoles centrales, dans *Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire*. Paris, Delagrave, 1936.

La loi du 11 floréal, an X (1^{er} mai 1802), tout en modifiant profondément l'organisation administrative de l'enseignement secondaire, ne contient aucune disposition relative à une sanction des études ayant quelque analogie avec l'examen du baccalauréat. Le terme des classes y est fixé pour tous les élèves à dix-huit ans, et l'Etat s'engage à assurer des bourses dans les écoles spéciales ou des emplois dans les carrières publiques au cinquième des 6.400 jeunes gens entretenus à ses frais dans les divers lycées de la Nation. Bourses et emplois sont le résultat d'un concours. Pour les élèves que l'épreuve n'a pas favorisés, le certificat qui leur est délivré à la sortie du lycée est la garantie acceptée de leur valeur intellectuelle. « Lorsque les élèves, dit A.-F. Fourcroy, orateur du Gouvernement, dans le discours qu'il prononça le 30 germinal, an X (20 avril 1802), au Corps Législatif, sur le projet de loi relatif à l'instruction publique, auront fini leurs six années d'études dans les lycées, leur application et leurs progrès trouveront, au premier terme de leurs travaux, une nouvelle carrière d'espérance et de succès. Deux dixièmes d'entre eux seront placés dans les diverses écoles spéciales, où ils continueront d'être instruits et entretenus aux frais du Trésor public de manière à acquérir avec gloire un état et une existence assurés dans la République. Jamais avantage plus grand n'a été offert à la jeunesse studieuse. La bonne conduite, l'attachement à leurs devoirs, les études fructueuses, conduiront ceux des élèves qui se seront le plus distingués, à puiser dans les sciences ou dans les arts libéraux, les moyens de parvenir à une profession honorable. Jurisprudence, médecine, mathématiques, physique, art militaire, manufacture, diplomatie, administration, astronomie, commerce, peinture, architecture, toutes les routes du savoir et des talents qui rendent les hommes chers et utiles à leurs semblables leur seront ouvertes. Ceux qui ne passeront pas ce genre de concours dans les écoles spéciales pourront se destiner, par une étude particulière des mathématiques, aux écoles des Services publics, et s'ouvrir aussi une autre carrière non moins glorieuse et non moins avantageuse dans le génie, l'artillerie, la marine, les ponts et chaussées, les mines et la géographie ». Et dans un rapport fait au Corps Législatif sur le même projet de loi, le 10 floréal, an X, (30 avril 1802), Jard-Panvillier, l'un des orateurs du Tribunat, écrit : « ...Un des principaux objets qu'on doit avoir en vue dans l'organisation de l'instruction publique est d'assurer à la patrie tous les talents qui peuvent la servir, et de ne priver aucun individu de l'avantage de développer ceux qu'il a reçus. »

La prudence avisée qui caractérise les débuts du gouvernement consulaire se contenta donc de créer un enseignement secondaire national à base démocratique sans donner à cet enseignement d'autre sanction que la garantie pour les bons élèves d'être admis dans les écoles spéciales comme l'Ecole Polytechnique et l'Ecole Normale Supérieure ou d'obtenir un emploi dans les administrations de l'Etat. Ni dans la loi de 1802 qui l'institue, ni dans la discussion qui précéda le vote de cette loi, il n'est fait mention d'une relation possible entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Les lycées n'ont pas pour but de fournir des étudiants aux Facultés. Ce sont des pépinières de futurs fonctionnaires et de futurs soldats. On comprend dès lors que la sanction des études qu'on y faisait ne fût pas un diplôme donnant accès à un enseignement d'un degré plus élevé.

CHAPITRE I

CRÉATION DU BACCALAURÉAT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Quelques années suffirent à montrer que les espérances conçues par les auteurs de la loi de 1802 ne se réalisaient pas et que l'enseignement secondaire faisant suite à l'enseignement primaire ne pouvait se développer qu'à la condition d'être avant tout un enseignement de culture préparant à l'enseignement supérieur. Malgré les efforts du gouvernement pour attirer des élèves payants, les familles préféraient, au lieu de mêler leurs enfants aux boursiers, les confier aux pensions privées qui pullulaient (1) et dont les chefs soucieux de garder leur clientèle, étaient complaisants pour les exigences des parents. Dès 1806, un rapport de Fourcroy constatait qu'il s'était créé, en deux ans, 377 écoles secondaires particulières comptant 27.000 élèves, contre 370 écoles secondaires communales comptant 22.000 élèves. De plus, 4.500 écoles privées avec 25.000 élèves, sans mériter le titre d'écoles secondaires, dépassaient l'enseignement primaire puisqu'on y enseignait les éléments du latin. Pendant ce temps les lycées, toujours rares, faisaient l'objet d'âpres compétitions entre les villes importantes. Plusieurs d'entre eux créés, en principe, dès 1802 ou 1803, ne s'ouvrirent qu'en 1806 ou même en 1808. Et ceux qui fonctionnaient dès le début, faute d'élèves payants, coûtaient trop cher à l'Etat.

Comme l'Empire n'avait pas besoin de prendre les précautions qui s'étaient imposées au Consulat, Napoléon força la bourgeoisie à lui confier ses fils en faisant voter, le 10 mai 1806, la courte loi dont voici le texte :

1° Il sera formé, sous le nom d'Université impériale, un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publiques dans tout l'Empire.

2° Les membres du corps enseignant contracteront des obligations civiles, spéciales et temporaires.

(1) Paris seul, d'après un rapport de Frochot, en comptait 900.

3° L'organisation du corps enseignant sera présentée, en forme de loi, au Corps Législatif, à la session de 1810.

Sans attendre ni une nouvelle loi, ni l'année 1810, un décret impérial du 17 mars 1808 institua l'Université et avec elle le diplôme qui devait sanctionner les études secondaires. C'est en effet, du décret du 17 mars 1808 que date l'organisation du baccalauréat, tel qu'il existe aujourd'hui. Le baccalauréat y est présenté comme une sorte de création. Et c'est bien, en fait comme en droit, d'une création qu'il s'agit. Car si le baccalauréat reste ce qu'il était, le premier grade universitaire dont la collation demeure exclusivement réservée aux professeurs de l'enseignement supérieur, le programme de l'examen qui y conduit comprend « tout ce qu'on enseigne dans les hautes classes des Lycées » (1). L'évolution que l'examen, ainsi institué, subira par la suite, n'apportera, nous le verrons, aucune modification à ce principe fondamental. Le baccalauréat sera désormais le couronnement et la sanction des études secondaires.

C'est surtout en cela que consiste la nouveauté. Car le décret du 17 mars 1808 transfère de la Faculté au Lycée qui en prend le monopole, la préparation directe et immédiate à l'examen du baccalauréat. L'article 5 du statut du 18 octobre 1808 précise en effet que « pour être reçu bachelier dans la Faculté des Lettres, il faudra avoir seize ans accomplis, répondre sur tout ce que l'on enseigne dans les hautes classes des lycées. Il faudra, de plus, produire un certificat des professeurs d'un lycée visé par le proviseur, et constatant une assiduité de deux ans. » Ce qui caractérise la réforme de 1808 est donc, en même temps que la création du baccalauréat de l'enseignement secondaire (2) l'institution d'un monopole destiné à obliger chaque candidat à passer deux ans au moins dans un lycée de l'Etat. Cette obligation n'était elle-même une nouveauté que dans la mesure où elle passait de la Faculté au Lycée : nous avons vu, en effet, que le Recteur de l'Université de Paris, dès 1642, pour défendre ses collèges contre la concurrence des jésuites, avait exigé des candidats qui se présentaient pour obtenir des grades, un cer-

(1) Cf. *Décret* du 17 mars 1808 : Art. 16. — Les grades dans chaque Faculté seront au nombre de trois, savoir le baccalauréat, la licence et le doctorat. Art. 17 — Les grades seront conférés par les Facultés à la suite d'examens et d'actes publics. Art. 19 — Pour être admis à subir l'examen du baccalauréat dans la Faculté des Lettres, il faudra : 1° être âgé au moins de seize ans, 2° répondre sur tout ce que l'on enseigne dans les hautes classes des Lycées. Art. 22 — On ne sera reçu bachelier dans la Faculté des Sciences qu'après avoir obtenu le même grade dans celle des Lettres, et qu'en répondant sur l'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, l'algèbre et son application à la géométrie.

(2) Le baccalauréat prit cependant les dénominations de baccalauréat ès lettres, et de baccalauréat ès sciences. Ce n'est qu'en 1890 qu'il prendra le nom de baccalauréat de l'enseignement secondaire, en vertu de l'article 1 du décret du 8 août 1890.

tificat d'origine (1), en application de l'ordonnance royale de 1629 disposant que : « Nul ne sera reçu aux degrez qu'il n'ait estudié l'espace de trois ans en l'Université où seront conferez lesdicts degrez ou en une autre, pour partie dudict tems, et en ladicte Université pour le surplus, dont il rapportera certificat suffisant. »

Cependant le décret du 17 mars 1808, bien que ses dispositions aboutissent, si elles étaient appliquées intégralement, à la suppression de la liberté d'enseigner et à une emprise totale de l'Etat sur la formation de la jeunesse, ne provoqua aucune réaction sérieuse. Il est vrai que tenant compte des habitudes séculaires, des privilèges anciens et surtout de certaines nécessités d'ordre public, l'administration impériale apportait au principe du monopole des restrictions assez larges et des mesures transitoires assez généreuses. Le statut du 18 octobre 1808, article 22, prescrivait que les deux années d'études dans un lycée ne seraient exigibles qu'à partir de 1812 : en 1810, les épreuves du baccalauréat devaient être librement ouvertes à tous les candidats quelle que fût leur origine scolaire et en 1811 on ne devait exiger qu'une année de présence dans un lycée. Bien plus, le décret du 17 septembre 1808, après avoir posé le principe que l'enseignement public serait, à dater du 1^{er} janvier 1809, exclusivement confié à l'Université (2), ne rendait exigibles les grades institués par le décret du 17 mars 1808, qu'à partir du 1^{er} janvier 1815 (3) : jusque là, disait l'article 11, « tous les individus qui ont exercé pendant dix ans, des fonctions de l'Instruction publique, pourront recevoir du Grand-Maitre le diplôme du grade correspondant aux fonctions qu'ils remplissent » (4). Par une

(1) Cf. sup., p. 15, 16.

(2) Cf. *Décret* du 17 septembre 1808, art. 2.

(3) Cf. *Ibid.*, art. 4 : « Pour la première formation seulement, il ne sera pas nécessaire que les membres enseignants de l'Université soient gradués dans une Faculté ; il ne seront tenus de l'être qu'à dater du 1^{er} janvier 1815 ».

(4) L'article 13 du *décret* du 17 février 1809 apporte la précision suivante : « Les personnes que l'article 11 du décret du 17 septembre 1808 met dans le cas d'obtenir les diplômes sans examen préalable, et qui auraient été graduées des anciennes Universités, ne payeront comme les gradués eux-mêmes que les droits de diplôme. Celles de ces personnes qui n'auraient point été graduées dans les anciennes Universités, seront tenues, pour obtenir les diplômes correspondant à leurs grades, de payer les droits d'examen et ceux de diplôme. »

Cf. G. Weill. *Histoire de l'Enseignement secondaire en France* (1802-1920) Paris 1921, p. 27. « Une lettre du proviseur de Versailles au Ministère fait comprendre comment les choses se passèrent. Il présente les requêtes de ses subordonnés : un maître élémentaire demande le grade de bachelier ; un professeur de mathématiques, celui de licencié ès-sciences ; le censeur, tous les grades de lettres, y compris le doctorat. Le proviseur ajoute ironiquement ou naïvement : « N'ayant jamais eu l'occasion de prendre ces grades, je les demande également tous ». — Le droit d'accorder les grades par collation ne fut supprimé que le 5 février 1831. Une seule exception fut établie depuis par la loi du 9 août 1849 en faveur des élèves de l'Ecole d'Administration. De nos jours, le système des équivalences, créé par le décret du 29 juillet 1912, a remplacé, jusqu'à un certain point, le système de l'attribution du grade de bachelier par collation.

décision du 22 septembre 1809, le Conseil de l'Université autorisait tout gradué dans les Facultés autres que celle des lettres, à requérir, comme tel le grade de bachelier. Le grade de maître ès arts que le statut du 18 octobre 1808 avait déclaré équivalent à celui de docteur ès lettres et ès sciences (1) donnait droit, en vertu de l'arrêté du 12 mai 1809, au grade de bachelier ès sciences et ès lettres (2). L'arrêté du 22 août 1809 stipulait que les professeurs de sixième, cinquième et quatrième, membres des anciennes corporations enseignantes, dans les Ecoles où l'enseignement était complet, ainsi que tous les professeurs des établissements où l'enseignement était incomplet, pouvaient s'ils avaient professé pendant dix ans, requérir le grade de bachelier ès lettres, sans être soumis à aucune épreuve, en acquittant toutefois le droit d'examen et celui de diplôme, et à la charge par eux d'établir le fait de cet enseignement (3). Et le règlement du 11 novembre 1826, codifiant toutes ces décisions, sous le titre : *collation et échange de grades*, précisait que le grade de bachelier ès lettres ou ès sciences pouvait être accordé par collation, s'ils avaient dix années d'enseignement et à la condition de verser entre les mains du secrétaire de l'Académie le montant des droits d'examen et de diplôme, aux professeurs de sixième, cinquième et quatrième des anciennes Corporations, dans les écoles où l'enseignement était complet, aux professeurs des établissements où l'enseignement était incomplet, aux frères des écoles chrétiennes, maîtres de pension, aux ecclésiastiques, à partir des fonctions de desservant, qui s'adonnaient à l'enseignement. Les maîtres ès arts, aux termes du même règlement, obtenaient le grade de bachelier ès lettres et ès sciences, à titre d'échange, en payant le droit de diplôme seulement (4).

D'autre part, aux termes de l'arrêté du 23 juin 1809, les élèves des séminaires, dans les académies où il n'y avait pas encore de Faculté des lettres, pouvaient « recevoir du Grand-Maitre le

(1) Cf. *Statut* du 18 octobre 1808, art. 21 : « Les anciens gradués des Facultés des arts et de théologie et de la Faculté de philosophie dans les Universités des pays réunis, pourront recevoir, sans autre examen, le diplôme correspondant au grade qu'ils avaient. Le degré de maître ès arts répond à celui de docteur ès lettres et ès sciences ».

(2) Cf. *Arrêté* du 12 mai 1809, art. 1 : « Le grade de maître ès arts correspond à ceux de bachelier ès sciences et ès lettres ».

(3) Cf. *Arrêté* du 22 août 1809, art. unique. — Cf. *Décision* du Conseil de l'Université du 31 décembre 1809 : « Le grade de bachelier ès lettres ne pourra être accordé qu'aux fonctionnaires qui ont obtenu ou qui obtiendront des grades dans les autres Facultés à raison de dix années d'enseignement ; aux individus qui ont été gradués dans les anciennes Universités, et aux docteurs qui ont été ou qui seront reçus dans les Facultés de médecine ou de droit. Ces dispositions sont exécutoires jusqu'au 1^{er} octobre 1815. Les fonctionnaires nommés à des fonctions supérieures qui les mettent dans le cas de prendre de nouveaux diplômes ne devront payer que le surplus des droits ».

(4) Cf. *Règlement général sur la comptabilité de l'Université* du 11 novembre 1826, art. 179.

diplôme de bachelier ès lettres sur un certificat d'aptitude signé par les professeurs desdits séminaires, visé par l'évêque diocésain et portant que lesdits élèves ont fait preuve des connaissances requises pour ce grade par les règlements de l'Université. » Et l'arrêté du 23 novembre 1810 (1) précisait : « Lorsque les écoles secondaires ecclésiastiques seront éloignées de la ville où siège la Faculté des lettres, un inspecteur de l'Académie en tournée ou un autre officier de l'Université, désigné à cet effet par le recteur, se transportera au grand séminaire pour examiner les candidats ; il s'adjoindra pour cet examen ceux des professeurs qu'il jugera convenables et revêtira de sa signature le certificat d'aptitudes » (2).

Il y a là, non seulement une dérogation au principe du monopole, mais aussi une exception à la règle de l'examen public subi devant la Faculté (3). « Tous les examens sont publics,

(1) Art. 3.

(2) Cf. *Arrêté* du 23 juin 1809. « Le Conseil de l'Université, vu l'article 1^{er} du décret du 9 avril 1809, portant que pour être admis dans les séminaires les élèves devront justifier qu'ils ont été reçus bacheliers dans la Faculté des Lettres ; Considérant que cette disposition ne peut être complètement exécutoire qu'à l'époque où les Facultés des Lettres de toutes les Académies seront en activité ; Voulant néanmoins accélérer autant qu'il lui est possible l'exécution d'une mesure également importante pour l'état ecclésiastique et pour l'Université ; ayant égard d'ailleurs au désir manifesté par plusieurs évêques, de voir graduer dès à présent ceux des élèves de leurs Séminaires qui ont la capacité requise ; Voulant enfin donner aux Ecoles secondaires spécialement destinées à préparer les jeunes gens à l'état ecclésiastique une marque de l'intérêt qui lui est recommandé par l'article 4 du susdit décret, Arrête ce qui suit :

Article 1^{er}. — Les élèves des séminaires situés dans des Académies où il n'y a point encore de Faculté des Lettres organisée, ou ceux qui se présenteront pour y entrer, pourront, jusqu'à l'époque de cette organisation recevoir du Grand-Maitre le diplôme de bachelier ès lettres, sur un certificat d'aptitude signé par les professeurs desdits Séminaires, visé par l'évêque diocésain, et portant que lesdits élèves ont fait preuve des connaissances requises pour ce grade par les règlements de l'Université.

Art. 2. — Les élèves examinés ainsi ne payeront que les droits de diplôme.

Art. 3. — Dans tous les temps, les institutions qui auront pour objet spécial de préparer les jeunes gens à l'état ecclésiastique pourront, en prouvant qu'elles donnent une instruction suffisante, et après un rapport de la section des études, être assimilées aux Lycées en ce point, que leurs élèves pourront se présenter devant une Faculté des Lettres pour y subir l'examen du baccalauréat, en rapportant un certificat de deux années d'études faites dans lesdites institutions.

Art. 4. — Sur la demande motivée de l'évêque, et sur le rapport de la section de comptabilité, il pourra être accordé à un certain nombre de séminaristes qui seront reçus bacheliers, la remise de tout ou partie des droits de diplôme.

Art. 5. — Sur la demande expresse et motivée de l'évêque, le Grand-Maitre pourra autoriser un individu qui se destine à l'état ecclésiastique à se présenter devant une Faculté, pour y subir l'examen du baccalauréat, quelle que soit la source de son instruction ».

(3) Il est intéressant de noter un singulier contraste : c'est le 23 décembre 1788 que l'examen intérieur a été substitué, dans les gymnases de Frusse, aux épreuves que les élèves subissaient jusque-là dans les universités ; et cette pratique nouvelle, dont pendant vingt-cinq ans la guerre empêcha l'application, devint la règle définitive à partir de 1812. C'est en 1809 qu'en France l'examen de Faculté remplaça l'examen intérieur, qui pendant des siècles avait été le mode de contrôle exercé sur les études préparatoires à l'enseignement supérieur.

déclare le statut du 16 février 1810 : Après l'examen, les examineurs se retireront pour délibérer : ils voteront ensuite sur chaque candidat au scrutin secret : et le Doyen, ou le plus ancien des examineurs, proclamera les noms des candidats qui auront été reconnus admissibles » (1). Enfin le décret du 15 novembre 1811, contrairement aux prescriptions de l'article 18 du statut du 16 février 1810, autorisait à se présenter les candidats qui n'avaient pas fait une année de rhétorique et une année de philosophie soit dans un lycée, soit dans une Ecole où ce double enseignement était formellement autorisé, s'ils apportaient la preuve qu'ils avaient été élevés par un instituteur, par leur père, oncle ou frère » (2).

Malgré, l'appareil des décrets, par la force même de l'usage et par la difficulté de procéder autrement, les candidats de la plupart des lycées échappaient, comme les candidats des séminaires, au cérémonial de l'examen extérieur. Dans les chefs-lieux académiques où siégeait la Faculté, c'était bien devant la Faculté que se passait l'examen du baccalauréat. Mais, à Paris et dans les chefs-lieux d'Académie, les professeurs de premier ordre des lycées faisaient de droit partie des Facultés (3) ; et partout le proviseur et le censeur étaient adjoints, en exécution des articles 13 et 15 du décret du 17 mars 1808, aux commissions d'examen (4) ; partout aussi le doyen pouvait appeler les professeurs du lycée à prendre séance (5). Des trois membres qui composaient obligatoirement le bureau, il suffisait qu'un seul appartînt proprement à la Faculté (6). Dans les académies où il n'existait pas de Faculté, le grade était conféré, après examen, par une commission composée du proviseur, faisant fonction de doyen, du censeur, du professeur de philosophie et du professeur de rhétorique du chef-lieu (7). Les élèves des lycées où siégeaient les Commissions, mais ceux-là seulement, se trouvaient ainsi nécessairement avoir leurs maîtres pour juges.

Le candidat n'était admis à subir les épreuves qu'après avoir versé la somme de 60 francs, soit 24 francs pour les droits d'exa-

(1) Cf. *Statut* du 16 février 1810, art. 29 et 30.

(2) Cf. *Ibid.*, art. 23.

(3) *Statut* du 16 février 1810, art. 59. *Règlement* du 19 septembre 1809, art. 24.

(4) *Statut* du 16 février 1810, art. 23.

(5) *Ibid.*, art. 24. *Statut* du 7 août 1812. En ce cas le suppléant (art. 7) touchait les mêmes droits que les titulaires pour les examens auxquels il prenait part.

(6) *Statut* du 16 février 1810, art. 22. Faute de locaux, presque partout les facultés faisaient leurs cours et tenaient leurs séances au lycée. (Cf. circulaire du 5 avril 1810).

(7) *Ordonnance* du 17 février 1815, art. 32. — *Arrêté* du 31 octobre 1815, art. 2. — *Ordonnance* du 18 janvier 1816, art. 2.

men et 36 francs pour les droits de diplôme (1). Lorsque le Grand-Maitre jugeait à propos de faire recommencer l'examen d'un candidat admis par une Faculté, le second examen était gratuit (2). Mais le candidat qui se représentait après avoir été ajourné payait de nouveau les frais d'examen (3). Les élèves qui avaient obtenu un prix d'honneur au concours général entre les lycées et les collèges n'étaient passibles d'aucun droit (4). Bénéficiaient du même avantage les fils de professeur dans la Faculté où le père professait ou était mort dans l'exercice de ses fonctions (5). Les bacheliers qui perdaient leur diplôme ne pouvaient en obtenir un duplicata qu'en payant la somme de 5 francs (6). Chaque examinateur, dans les Facultés de Paris comme dans les Facultés des départements, recevait pour droit de présence, cinq francs par candidat examiné. Le secrétaire percevait, à Paris, pour chaque examen, un droit de trois

(1) Cf. *Décret* du 17 février 1809, art. 9. Le candidat devait, en outre, verser une somme de deux francs pour l'appariteur, conformément aux prescriptions de l'article 6 du statut du 7 août 1812, ainsi conçu : « L'appariteur recevra de chaque récipiendaire, pour le loyer de robe, deux francs ».

(2) Cf. *Décret* du 17 février 1809, art. 7.

(3) Cf. *Ibid.*, art. 8. — Il résulte des prescriptions de cet article que primitivement on ne remboursait pas aux candidats ajournés les droits de diplôme. Mais le candidat qui se représentait n'était pas tenu de les verser une deuxième fois. — Cf. *Circulaire* du 23 mars 1835 : « Plusieurs Facultés m'ont consulté sur la question de savoir si un candidat, après avoir subi un examen, pouvait être ajourné et dispensé de consigner un second droit, lorsque les examinateurs renonçaient en sa faveur à leurs droits de présence. Cette question est résolue par l'article 8 du décret du 17 février 1809, ainsi conçu :

« Le candidat qui se représenterait, après avoir été jugé par une Faculté n'être pas suffisamment instruit, payera de nouveau les droits d'examen ».

Il résulte de cette disposition formelle du décret que les examinateurs ne peuvent prononcer que l'admission ou le refus. En prononçant le refus, on détermine l'époque avant laquelle le candidat ne peut se présenter à un nouvel examen. Si l'examen était interrompu par une indisposition subite, l'acte n'étant pas consommé serait nul, il n'en serait pas fait mention sur les registres ; il n'y aurait ni droit acquis pour le Trésor, ni droit de présence acquis pour les examinateurs.

Vous remarquerez que les droits d'examen sont perçus par le Trésor et classés parmi les recettes de l'Etat, que les droits de présence sont ordonnancés sur un crédit spécial ouvert au budget de l'Instruction publique, et que, par conséquent, les examinateurs qui renonceraient à leurs droits de présence ne dispenseraient pas l'élève de payer les droits dus au Trésor.

(4) Cf. *Arrêté* du 17 mai 1810, art. unique ; *règlement* du 27 novembre 1834, art. 56. Cet avantage, disparu avec la suppression du concours général, n'a pas été rétabli lorsqu'on a remis le concours général en pratique.

(5) Cf. *Règlement* du 27 novembre 1834, art. 56. Jusqu'à cette date la remise des droits n'était accordée, en vertu du décret du 25 janvier 1807, qu'aux fils de professeurs et suppléants de professeurs des Facultés de droit pour les examens subis devant ces Facultés. Les dispositions de l'article 56 du règlement du 27 novembre 1834 sont encore en vigueur de nos jours.

(6) Cf. *Règlement général sur la comptabilité de l'Université* du 11 novembre 1826, art. 177. — Cf. *Règlement* du 27 novembre 1834, art. 55 : « Leur demande est adressée au Doyen de la Faculté dans laquelle le diplôme a été délivré, et transmise par le doyen au ministre ».

francs (1). Il était chargé de tous les frais (2). En vertu de l'arrêté du 17 août 1812, les droits de présence des examinateurs et les droits du secrétaire étaient prélevés par la Faculté sur les droits d'examen des candidats (3). Par un arrêté daté du 16 novembre 1815, l'administration de l'Instruction publique abandonna aux examinateurs la totalité des droits d'examen (4). L'examineur de mathématiques, qui assistait aux examens du baccalauréat ès lettres ne recevait qu'un demi-droit de présence et le droit du secrétaire, dans les Facultés des départements, était de 2 francs 50 au lieu de 3 francs (5). Pour chaque examen, sur une recette de 24 francs, la dépense était donc de 20 francs 50 ou de 20 francs dans les Facultés des lettres et de 17 francs 50 ou de 18 francs dans les Facultés des sciences. L'excédent permettait de subvenir à la dépense entraînée par les examens des candidats qui étaient exemptés de tous droits. L'Etat ne percevait, sur chaque candidat, que la somme de 36 francs, représentant les droits de sceau et de diplôme.

Les instructions ne négligeaient aucun moyen de rehausser le caractère de l'examen. La circulaire du 5 avril 1810 invitait le recteur à y assister en personne pour donner « aux actes plus d'importance et de solennité. » Et c'est au nom de l'Empereur que le diplôme établi sur parchemin était décerné (6). La même circulaire prescrivait que les examens devaient commencer le 1^{er} août dans toutes les Facultés. Les aspirants au doctorat subissaient les premiers leurs épreuves. Venaient ensuite les aspirants au grade de licencié. Les candidats au baccalauréat étaient examinés les derniers. Les professeurs ne pouvaient entrer en vacances que lorsque tous les examens étaient terminés. Le doyen dressait la liste des examinateurs. Il faisait lui-même partie du jury (7).

La procédure était pourtant des plus simples, trop simple même parfois. L'examen ne comportait pas d'épreuves écrites. Il consistait en une épreuve orale qui devait durer une demi-heure au moins et trois quarts d'heure au plus (8). C'est ainsi

(1) Cf. *Arrêté* du 7 août 1812, art. 1 et 4.

(2) Cf. *Arrêté* du 16 novembre 1815, art. 2. Aux termes de cet article les examinateurs nommaient parmi eux un secrétaire qui percevait, en sus de son droit de présence, la somme de trois francs par examen et prenait tous les frais à sa charge.

(3) Cf. *Arrêté* du 7 août 1812, art. 3.

(4) Cf. *Arrêté* du 16 novembre 1815, art. 1. La *circulaire* du 19 octobre 1816 enjoignait aux commissions de prélever le traitement de l'appariteur sur le produit des examens avant d'en faire la répartition entre les professeurs. En même temps elle dispensait les Commissions de faire le prélèvement du dixième pour le compte de l'Instruction publique.

(5) Cf. *Règlement général sur la Comptabilité de l'Université* du 11 novembre 1826, art. 290.

(6) *Arrêté* du 1^{er} octobre 1808. L'*Ordonnance* du 18 février 1815, art. 30, prescrira que « les diplômes sont délivrés au nom du Roi ».

(7) Cf. *Statut* du 16 février 1810, art. 24.

(8) Cf. *Ibid.*, art. 28.

que pour le baccalauréat ès lettres le jury mettait entre les mains du candidat un texte d'un auteur expliqué dans les classes ; et sur ce texte ou à l'occasion de ce texte, un entretien s'engageait, que le professeur étendait, variait, prolongeait, suivant qu'il trouvait une intelligence plus ou moins ouverte. Le jury pouvait examiner huit élèves à la fois (1). Ce qui, dans certains cas, permettait à l'examen de prendre l'allure d'une véritable classe. « Je n'ai jamais eu de meilleur cours de latin que le jour de mon baccalauréat » disait à Gréard, Charles Giraud qui se souvenait d'avoir eu à traduire un passage de Tacite (2). Un lycéen de 1809, dit Mahul, voulant être bachelier de philosophie, avertit son professeur qui lui demande de choisir quelques articles dans le cours. Mais à un moment donné l'examineur s'oublie et pose une question non prévue, « Hum ! Hum ! d'un tour de gosier je lui rends la mémoire, et il passe à une autre question sans attendre la réponse » (3). Au fond, la véritable garantie de l'examen institué par le décret du 1^{er} mars 1808 résidait dans le certificat qu'exigeait ce même décret pour s'y présenter. Des mesures sévères étaient prescrites pour prévenir les complaisances. Il était formellement interdit aux professeurs de donner aucun certificat d'études avant la clôture régulière des classes (4) : c'était la pièce fondamentale du dossier.

Le nouvel examen ne provoqua pas un engouement excessif. « Les écoliers, dit Cournot (5), témoin de cette période de notre histoire universitaire, ne se préoccupaient guère du baccalauréat. Ceux-là seuls recherchaient la sanction de l'examen qui en avaient besoin pour se faire inscrire aux Facultés de théologie, de droit et de médecine (6), ou pour être admis dans les séminaires diocésains » (7).

(1) Cf. *Statut* du 18 octobre 1808, art. 8.

(2) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement Supérieur*, Paris, Hachette 1887, p. 166.

(3) Cf. Mahul, *Souvenirs*, in *Revue des langues romanes* (1895).

(4) Cf. *Arrêté* du 5 octobre 1813 : « Le conseil, après avoir entendu la section des études relativement à la mesure à prendre par rapport aux élèves qui, parvenus à leur dernière année, quitteraient le lycée avant la clôture des classes, considérant que cet abus désorganise les classes au moment le plus important des études et qu'il est dès lors essentiellement nuisible à l'intérêt des élèves... » Cf. *Circulaire* du 16 novembre 1813.

(5) Cf. Cournot : *Des institutions d'instruction publique en France*, Paris, 1864, 11^e partie, Chapitre VIII.

(6) Cf. *Décret* du 17 mars 1808, art. 25, 26 et 27. — Cette condition ne fut même exigible pour la Faculté de Médecine qu'à partir de 1815, (cf. la décision du 14 octobre 1815) et on a lieu de penser qu'elle n'était pas très rigoureusement appliquée, puisqu'elle est reproduite comme une nouveauté dans l'ordonnance du 5 juillet 1820, art. 1. La même ordonnance (art. 4) impose le baccalauréat ès sciences pour l'inscription à la Faculté de Médecine à compter du 10 janvier 1823.

(7) Cf. *Décret* du 9 avril 1809, art. 1. — Cf. *Arrêté* du 23 juin 1809.

De 1810 à 1818, la Faculté des sciences de Paris délivra 95 diplômes, soit environ 10 par an ; en 1816, il n'y en eut que 1. Pour la Faculté des lettres, les chiffres sont, en 1810, de 67 ; en 1811, de 115 ; en 1812, de 78 ; en 1813, de 66 ; en 1814, de 164.

CHAPITRE II

LA CHARTE DU BACCALAURÉAT ET LE MONOPOLE

Le décret impérial du 17 mars 1808 et le statut organique du 16 février 1810 n'avaient fait du baccalauréat que le premier grade universitaire. Cependant la circulaire interprétative du statut du 16 février 1810 laissait entrevoir l'intention de conférer au baccalauréat des prérogatives plus étendues que celles de donner accès à la Faculté de droit, à la Faculté de médecine ou aux fonctions d'enseignement (1). « La création des Facultés des lettres et des sciences, disait cette circulaire, n'est pas un des moindres bienfaits du décret impérial du 17 mars 1808, ce décret conférant les grades désormais nécessaires pour la plupart des carrières de la vie sociale et politique ». Et l'article 187 du décret du 15 novembre 1811 invitait le Conseil de l'Instruction publique, à « préparer le projet indiquant les professions auxquelles il conviendrait d'imposer l'obligation de prendre les grades ».

En réglementant la collation des diplômes « exigés ou à exiger pour les diverses fonctions et professions ecclésiastiques, politiques et civiles », l'article 30 de l'ordonnance royale du 17 février 1815, œuvre de Royer-Collard (2), se conforma simplement à l'esprit du statut du décret impérial du 17 mars 1808 et du statut du 16 février 1810. Il est assez curieux de constater que, tout en portant à l'Université centralisée de l'Empire un coup

(1) Cf. *Statut* du 17 mars 1808, art. 31 : 1° Les emplois de maître d'études et de pension ne pourront être occupés que par des individus qui auront obtenu le grade de bachelier dans la Faculté des Lettres ; 2° Il faudra être bachelier dans les deux Facultés des lettres et des sciences pour devenir chef d'institution ; 3° Les principaux et régents de Collèges, les agrégés et professeurs des sixième et cinquième, des quatrième et troisième classes des Lycées, devront avoir le grade de bachelier dans les Facultés des lettres ou des sciences, suivant qu'ils enseigneront les langues ou les mathématiques ».

(2) Royer-Collard qui présida, après les Cent Jours, dès le 15 août 1815, la Commission de l'Instruction publique, conserva ce poste jusqu'au 28 décembre 1818, par suite du refus opposé par Chateaubriand à l'offre qui lui en avait faite le duc de Richelieu au moment de la constitution de son ministère. Chateaubriand avait intrigué auprès de la marquise de Montcalm pour obtenir, au dire du comte de Molé « un petit département de fantaisie qu'on lui aurait formé des cultes, des arts, de l'instruction publique et des spectacles », mais le duc de Richelieu, malgré la pressante intervention de sa sœur, écarta cette combinaison (Cf. Marquise de Montcalm, *Mon Journal, pendant le premier ministère de mon frère*, édité par Sébastien Charléty, Paris, B. Grasset, 1935, p. 11, 12, 95).

qui aurait pu être mortel (1), Louis XVIII fit du baccalauréat, devenu la condition première de toutes les carrières libérales, une véritable institution capable de résister à toutes les attaques et de survivre à toutes les réformes. Après les Cent Jours, non seulement le gouvernement au lieu d'appliquer l'ordonnance du 17 février 1815, dans ce qu'elle aurait pu avoir de néfaste pour le monopole universitaire, conserva l'Université centralisée pour l'utiliser à son profit, mais il renchérit sur les prérogatives dont cette ordonnance avait posé le principe en faveur des grades universitaires et tout particulièrement du baccalauréat. Les ordonnances des 5 octobre 1814, 17 février 1815, 18 janvier 1816 et 5 juillet 1820 ; les décisions des 14 octobre et 4 novembre 1815, les arrêtés des 31 octobre et 16 novembre 1815, 5 août 1817 et 26 septembre 1818, les règlements des 4 décembre 1815 et 30 mai 1816, la circulaire du 19 juillet 1820 constituent une sorte de travail préparatoire qui aboutit au statut du 13 septembre 1820 que Gréard a justement appelé « la charte du baccalauréat » (2). « La commission de l'Instruction publique déclare ce statut, voulant assurer à la Société la garantie, que le grade qui ouvre l'entrée des professions les plus importantes, est destiné à lui donner, a arrêté et arrête ce qui suit... ». Désormais, ajoute avec plus de précision encore la circulaire adressée aux Recteurs, le 19 septembre 1820, par le comte Siméon, Ministre de l'Intérieur, président de la Commission de l'Instruction publique, « le grade de bachelier va ouvrir l'entrée à toutes les professions civiles, et devenir, par conséquent, pour la société, une garantie essentielle de la capacité de ceux qu'elle admettra à la servir » (3).

A cette déclaration de principe destinée à devenir aussitôt la règle des grandes écoles (4) et des grandes administrations de

(1) L'ordonnance royale du 17 février 1815 substituait à l'Université dix-sept Universités régionales.

(2) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement Supérieur*, p. 168.

(3) Cf. *Le Lycée, Journal Général de l'Instruction*, t. V, p. 344.

(4) En 1815 les élèves admis à l'Ecole Normale Supérieure n'étaient pas nécessairement bacheliers. Nous lisons dans le règlement du 14 décembre 1815 concernant l'administration et la discipline de l'Ecole Normale :

« Art. 34. — Dans le cours de ces trois années, ils (les élèves) doivent prendre leurs grades à Paris, dans la Faculté des lettres, ou dans la Faculté des sciences.

Art. 35. — Celui qui, par négligence ou mauvaise volonté, n'aura pas obtenu le grade de bachelier ès lettres à la fin de la première année sera renvoyé de l'Ecole.

Art. 36. — Celui qui, se destinant aux sciences, n'aura pu obtenir le grade de bachelier ès sciences à la fin de la deuxième année sera également renvoyé ».

Le règlement du 30 mai 1816 sur le concours entre les élèves des Collèges Royaux pour l'admission à l'Ecole prescrit dans son article 2 que les candidats doivent « avoir suivi les classes de rhétorique et de philosophie, chacune pendant une année entière dans l'un des Collèges Royaux », mais il ne fait pas mention de l'obligation pour les candidats d'être pourvus du baccalauréat.

l'Etat, répond une série de mesures étudiées dans les conseils de l'Instruction publique. Les unes, suivant les termes de la circulaire du comte Siméon, avaient pour objet « les formes à observer dans l'examen des bacheliers », les autres étaient destinés à définir les prérogatives du baccalauréat. Entre 1820 et 1850, on compte, outre les discussions de 1832, 1837 et 1844 à la Chambre des Pairs et à la Chambre des Députés, plus de soixante-dix ordonnances, décrets, règlements, statuts, arrêtés, décisions, circulaires, dont le baccalauréat est l'unique objet. On trouve dans ces textes de pressantes recommandations à la sévérité, des prescriptions minutieuses sur les formalités à remplir par les candidats et par les commissions d'examen, des précisions sur les programmes et sur la durée des épreuves. De tous ces documents officiels se dégage l'impression que le baccalauréat en devenant la norme et la mesure des études secondaires et la clef de toutes les positions, a cessé d'être le diplôme uniquement recherché par un petit nombre d'étudiants et obtenu sans beaucoup de peine à la sortie du lycée. Tous ceux qui aspirent aux fonctions de l'Etat ou aux professions libérales veulent obtenir ce diplôme qui seul pourra leur en ouvrir les portes. Mais avec non moins de netteté se dégage aussi l'impression que ni le gouvernement de la Restauration, ni le gouvernement de Louis Philippe ne purent donner aux établissements de l'Etat le monopole effectif et complet de la préparation au baccalauréat dont le gouvernement impérial avait décrété le principe absolu le 17 mars 1808 et atténué la rigueur le 15 novembre 1811.

L'ordonnance du 5 juillet 1820 prescrivait bien qu'à compter du 1^{er} janvier 1822 nul ne serait admis à l'examen requis pour le grade de bachelier ès lettres s'il n'avait suivi, au moins pendant un an, un cours de philosophie dans un collège royal ou communal, ou dans une institution où cet enseignement serait autorisé (1). Et la circulaire du 19 juillet 1820 du comte Siméon, Ministre de l'Intérieur, déclarait : « Vous savez que, depuis longtemps, et surtout depuis le décret du 15 novembre 1811, il y avait de l'embarras sur les études préalables requises pour être admis à l'examen de bachelier, et sur les Ecoles où ces études devaient avoir été faites. La sagesse du Roi y a mis fin d'une manière conforme aux désirs de l'Université. L'instruction prétendue domestique, celle des Ecoles qui n'appartiennent point à l'Université, ne seront plus prises en considération ; il n'y aura plus lieu à présenter ces certificats de parents qui portaient si souvent eux-mêmes les preuves de leur fausseté ».

Mais la sagesse du Roi ne tarda pas à se muer en complaisance et, dès le 17 octobre 1821, une nouvelle ordonnance prise, après

(1) Cf. *Ordonnance* du 5 juillet 1820, art. 2.

avis du Conseil d'Etat, à la demande du baron Cuvier, président du Conseil royal de l'Instruction publique, par intérim, permettait à ceux qui étaient « élevés dans la maison de leur père, oncle ou frère », de subir les épreuves de l'examen : il leur suffisait de présenter le fameux certificat d'études domestiques stigmatisé par la circulaire du 19 juillet 1820 (1). Bien plus, un arrêté du 15 janvier 1822 autorisait les candidats qui n'avaient fait leurs études ni dans un collège, ni dans une école reconnue par l'Etat, ni dans leur famille, à être admis à l'examen s'ils justifiaient de quatre inscriptions au cours de philosophie dans une Faculté des lettres, et de leur assiduité attestée par un certificat du professeur pour le cours duquel ils étaient inscrits (2).

(1) Cf. *Ordonnance* du 17 octobre 1821, art. 1, 2. « A dater du 1^{er} octobre 1822, pour être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres, il faudra avoir suivi, pendant une année au moins, un cours de philosophie dans l'un des collèges, institutions ou écoles ecclésiastiques régulièrement établis, où cet enseignement aura été autorisé. Sont exceptés de cette règle générale, et pourront être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres ceux qui auront été élevés dans la maison de leur père, oncle ou frère. La forme des certificats destinés à constater cette éducation de famille sera déterminée par notre Conseil royal de l'Instruction publique ». Cette ordonnance abrogeait l'ordonnance du 27 février 1821 qui avait supprimé toute production préalable de certificat d'études soit de collège, soit de famille. « L'admission au premier grade, lisons-nous dans le préambule, a besoin d'être soumise à des formes qui garantissent l'instruction des candidats ; mais pour les moyens de procurer aux enfants cette instruction, on doit s'en rapporter à la sollicitude presque toujours éclairée de l'autorité paternelle. »

(2) Cf. Art. 1. — Les considérants qui justifient cet arrêté nous montrent que les prescriptions des différents statuts, décrets, arrêtés, ordonnances et circulaires qui avaient transféré de la Faculté aux établissements d'enseignement secondaire, la préparation au baccalauréat n'étaient pas appliquées dans toutes les Académies. Nous lisons en effet : « Le Conseil Royal,

« Vu les lettres des Recteurs des Académies de Besançon, Caen, Dijon, Strasbourg et Toulouse, desquelles il résulte que dans plusieurs Académies on exige des aspirants au baccalauréat ès lettres, qu'ils prennent des inscriptions à un ou à plusieurs cours de la Faculté des lettres et qu'ils acquittent les droits de ces inscriptions, sans qu'il y ait à cet égard aucune uniformité entre les Académies près desquelles il y a des Facultés des lettres,

« Considérant qu'il convient d'établir à cet égard une règle commune et conforme au dernier état de la législation en ce qui concerne l'obtention des grades dans les Facultés des lettres ;

« Que d'après les dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1821, pour être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres, les aspirants sont seulement tenus de justifier qu'ils ont suivi, pendant une année au moins, un cours de philosophie, dans un Collège, une Institution ou une Ecole ecclésiastique régulièrement établie, où cet enseignement est autorisé, et que, sont exemptés de cette règle générale et pourront être admis à l'examen, sans faire ladite justification, les aspirants qui ont été élevés dans la maison de leur père, oncle ou frère ;

« Que de là, il résulte que ceux des aspirants qui ne peuvent point faire la justification exigée par l'ordonnance et ne sont point compris dans l'exception prévue par la même ordonnance, doivent seuls être astreints à prendre des inscriptions aux cours d'une Faculté des lettres et à justifier de leur assiduité... ».

Il convient d'ajouter que cet arrêté ne faisait que ressusciter les prescriptions des articles 19 et 20 du statut du 16 février 1810 ainsi conçus : « Art. 19. Si l'aspirant réside dans la ville où est établie la Faculté il sera tenu de justifier qu'il a fait à la Faculté, l'année de philosophie exigée par l'article précédent. Art. 20. — Ceux qui n'auront point rempli les obligations imposées par l'article 18 (justification d'une année de rhétorique et d'une année de philosophie dans un Lycée ou une Ecole autorisée) ne pourront être admis à l'examen, qu'autant qu'ils auront fréquenté la Faculté pendant deux ans,

Il y a là, on le voit, une entorse au principe du monopole de la préparation immédiate au baccalauréat dans les collèges et les établissements reconnus par l'Etat, plus grave encore que celle dont la circulaire du 19 juillet 1820 faisait grief au décret impérial du 15 novembre 1811. Royer-Collard avait eu beau déclarer à la tribune de la Chambre, défendant les principes de l'Université impériale : « l'Université s'est élevée sur cette base fondamentale, que l'instruction et l'éducation publiques appartiennent à l'Etat et sont sous la direction supérieure du Roi » (1), les haines contre le monopole universitaire, qui s'étaient fait jour dès le lendemain de la chute de l'Empire, ne désarmèrent pas (2). Les attaques les plus vives portaient surtout contre les internats des collèges royaux et contre le privilège que voulait s'attribuer l'Université en réservant aux établissements d'enseignement secondaire de l'Etat le droit de délivrer le certificat sans lequel on ne pouvait pas se présenter aux examens du baccalauréat.

La politique prudente et conciliante du comte de Frayssinous, représentant de « cette nuance extrême et affaiblie du gallicanisme qui touche au parti jésuite et ultramontain, et qui tient pourtant à s'en distinguer » (3) s'efforça, tout en assurant par une série de règlements le maintien du principe du monopole, de désarmer les passions en mettant, à la tête des collèges, des ecclésiastiques et en partageant les chaires entre ecclésiastiques et laïques. Mais le clergé, s'il faut en croire l'abbé Bautain, se

et suivi, chaque année deux cours au moins, dont un de philosophie. » Mais il faut remarquer que le texte du 16 février 1810 a une portée moins grande que celui du 15 janvier 1822. En fait le statut du 16 février 1810, du moins dans son article 19, ne porte pas atteinte au principe du monopole. Il est même probable que la mesure prévue par cet article, qui fut d'ailleurs abrogé pour les élèves des Lycées de Paris quelques mois après, ait été prise à la demande des Facultés des lettres, qui conservaient ainsi, avec un droit de regard sur la préparation immédiate au baccalauréat, la possibilité d'avoir un plus grand nombre d'étudiants. Il ne semble pas que le même motif ait inspiré l'arrêté du 15 janvier 1822.

(1) *Séance* du 25 février 1817. Dans ce discours Royer-Collard fait l'éloge sans réserve de l'internat universitaire. Les collèges royaux, selon lui, « peuvent soutenir les regards les plus sévères, et le parallèle le plus étendu avec les meilleurs établissements d'instruction que la France ait vu fleurir dans son sein. » On se plaint d'eux à cause de leur discipline inflexible et salubre : la « tendresse aveugle » des parents préfère des pensions privées, disposées à la « funeste complaisance » qu'on exige d'elles.

(2) Chateaubriand, dans son pamphlet, *De Buonaparte et des Bourbons*, ne ménage pas, on le sait, le corps dirigé par son ami Fontanes. L'abbé Félicité de Lamennais est plus violent encore dans une brochure sur *l'Université impériale*. Après les Cent-Jours les attaques reprirent avec une passion accrue.

L'ouvrage anonyme de Fabre, *Le Génie de la Révolution considéré dans l'éducation* (1817-1818) fut un véritable arsenal où puisèrent à pleines mains les écrivains de droite, surtout jusqu'au jour où Frayssinous se vit décerner les fonctions et le titre ressuscité de Grand-Maître de l'Université (1822).

(3) Cf. Cournot, *Souvenirs*, p. 74.

trouva, sauf de rares exceptions, au-dessous de sa tâche (1). Et les pensions privées, malgré la cinglante invective de Royer-Collard, gardèrent une nombreuse clientèle. Elles pullulaient partout, à Paris aussi bien qu'en province. Il y en avait, à côté d'excellents (2), beaucoup de médiocres et de mal tenues (3). Pour sauvegarder le principe du monopole, le gouvernement ne trouvait d'autre ressource que celle de reconnaître institutions et pensions. Bien peu cependant méritaient cette faveur. C'est ainsi que sur les quinze pensions ou institutions approuvées par l'Université que Bordeaux possédait, en plus du collège royal, deux seulement en étaient dignes, au dire du préfet Tournon (4).

Non seulement des institutions et des pensions privées où, comme le dénonçait le recteur de l'Académie de Lyon, la « nullité » des études était « incroyable » (5), se voyaient attribuer l'estampille officielle, mais — constatation plus grave — celles qui ne parvenaient pas à se faire reconnaître persistaient à préparer leurs élèves aux examens du baccalauréat et à leur délivrer le certificat d'études nécessaire pour être admis à subir les épreuves, malgré la surveillance exercée par le Conseil de l'Université. L'arrêté du 17 août 1835 ne laisse aucun doute à ce sujet. « Le Conseil Royal, y lisons-nous, sur la question de savoir si un maître de pension peut délivrer à des élèves de son établissement des certificats d'études valables pour subir les épreuves du baccalauréat ès lettres, s'en réfère à la règle que les maîtres de pension ne peuvent donner d'études complètes, ce qui est d'autant plus fondé que d'après les règlements qui les régissent et leurs programmes, ils ne peuvent comprendre dans leur enseignement ni la rhétorique, ni la philosophie, qui sont positivement exigées pour les examens ».

Quant aux petits séminaires dont les professeurs avaient, en vertu de l'arrêté du 23 juin 1809, le droit de délivrer à leurs élèves le certificat d'études qui leur permettait de se présenter au baccalauréat et même d'être dispensés, en tout ou partie,

(1) Cf. Bautain, *De l'éducation publique en France*, p. 45. « Le Clergé était déplacé ; parce qu'on ne l'avait pas mis là surtout pour exercer son saint ministère et en vue du salut des âmes mais principalement pour employer tous les moyens d'influence religieuse en faveur d'un intérêt humain... Il était encore déplacé, parce qu'il n'était pas au niveau des fonctions qu'on lui imposait, faute de préparation suffisante et d'antécédents ».

(2) Cf. Georges Weill, *op. cit.* p. 61 et 83. Quelques-unes eurent soin « d'y attirer comme maîtres l'élite des universitaires parisiens et ceux-ci entretenaient chez leurs élèves, de tendances diverses, l'esprit de tolérance réciproque... Les professeurs de Paris avaient... de sérieux avantages : les cours dans les pensions et les leçons particulières donnaient à la plupart d'entre eux un complément de ressources, acheté par de grandes fatigues. Les hommes de valeur préféraient un collège royal de Paris à une Faculté de province, où l'on gagnait moins, où l'on n'avait pas d'étudiants ».

(3) Blanqui dans *Souvenirs d'un étudiant*, in *Revue de Paris*, 15 octobre 1918 en décrit plusieurs.

(4) Cf. Moulard. *Le Comte de Tournon*, 1914, T. II. ch. 2.

(5) Cf. Georges Weill, *op. cit.* p. 63.

des droits d'examen et de diplôme (1), ils se multiplièrent entre 1815 et 1830 et échappèrent complètement à la surveillance de l'Université. L'ordonnance du 5 octobre 1814 les ayant affranchis de toute sujétion envers l'Université tout en leur laissant les prérogatives qui leur avaient été octroyées par le gouvernement impérial, un grand nombre d'entre eux, dirigés par des Jésuites, devinrent des collèges mixtes ouverts non seulement aux futurs prêtres, mais à tous. Et le certificat d'études était délivré aux uns comme aux autres, le respect de la légalité passant après le souci de la prospérité de l'établissement (2).

Ici encore la preuve nous est fournie par un document officiel du 17 août 1835, où nous lisons : « Le Conseil Royal, consulté sur cette question : Les jeunes gens qui ont fait leur cours de philosophie dans une Ecole ecclésiastique peuvent-ils être admis à se présenter à l'examen du baccalauréat ès lettres sur un certificat présenté par le supérieur de cette Ecole ? Estime que les certificats d'études délivrés par les directeurs des petits séminaires ne doivent servir que pour l'obtention d'un diplôme spécial du baccalauréat ès lettres, lequel diplôme n'est valable, d'après l'article 5 de l'ordonnance du 5 octobre 1814, que pour parvenir à l'état ecclésiastique ».

Le principe du monopole était, on le voit, fermement maintenu dans les textes, mais dans la pratique il n'était guère respecté. Il faut cependant croire que cela ne suffisait pas. Un moment interrompue par la présence, à la tête de l'Instruction publique, du comte de Frayssinous, évêque d'Hermopolis, avec le titre rétabli de Grand-Maitre de l'Université (1^{er} juin 1822-1^{er} février 1828), la campagne contre les collèges royaux, reprit avec une ardeur accrue, surtout après 1830. La Charte avait promis que des lois pourvoiraient « dans le plus court délai possible » à divers objets, parmi lesquels « l'instruction publique et la liberté de l'enseignement ». Les disciples de Lamennais, Lacordaire en tête, ne voulurent pas attendre les lois futures. Les saint-simoniens critiquaient un plan d'études initié servilement

(1) Cf. *Arrêté* du 23 juin 1809, art. 1, 2, 3, 4. — Cf. *Ordonnance* du 5 octobre 1814, art. 5 : « Les élèves qui auront terminé leurs cours d'études pourront se présenter à l'examen de l'Université pour obtenir le grade de bachelier ès lettres. Ce grade leur sera conféré gratuitement ». Par une décision en date du 1^{er} février 1816 cette disposition fut étendue aux élèves des séminaires protestants. L'arrêté du 11 novembre 1826 portant règlement général sur la comptabilité de l'Université maintenait la gratuité des droits d'examen et des droits de sceau et de diplôme en faveur des séminaristes (art. 175, et décision du 11 octobre 1828) mais l'article 176 prescrivait : « le titulaire d'un diplôme gratuit de séminariste qui abandonne la carrière ecclésiastique, ou qui, sans renoncer aux fonctions du sacerdoce, entre dans l'Instruction Publique, est tenu de le faire échanger contre un nouveau diplôme dans la forme ordinaire. Cet échange n'est soumis qu'au paiement de 36 francs pour droit de diplôme ».

(2) Cf. *Discussion à la Chambre des Pairs, séance du 22 mai 1844*. Victor Cousin déclarait au sujet de ces certificats : « Le mensonge était un dernier hommage rendu à une légalité impuissante ».

du moyen âge (1). Les républicains, eux-mêmes, blâmaient le monopole de l'Université au nom du principe de la liberté (2). Sans doute, voulaient-ils reprendre les idées généreuses du célèbre rapport que Talleyrand avait adressé à l'Assemblée Constituante et les dispositions libérales du projet de décret qu'il avait annexé à son rapport et dont l'avant-dernier article était ainsi conçu : « Il sera libre à tout particulier, en se soumettant aux lois générales sur l'enseignement public, de former des établissements d'instruction » (3).

Les attaques, d'autant plus violentes qu'elles étaient injustes, visaient surtout à arracher à l'Université le droit, qu'elle avait su conserver sous l'ancienne monarchie malgré les tentatives d'empiètement des Jésuites et qu'elle n'exerçait plus qu'avec une modération excessive, d'exiger des candidats au baccalauréat soit un séjour de deux ans dans un collège de l'Etat, soit la présentation d'un certificat d'études faites dans une institution reconnue ou dans la famille. C'est ce qui ressort de la lecture non seulement de l'exposé des motifs du projet de loi sur l'instruction secondaire, présenté à la Chambre des Pairs, par Villemain, Ministre de l'Instruction publique, le 2 février 1844, mais aussi de la discussion qui s'ensuivit et qui dura jusqu'au 24 mai 1844. Avec une insistance significative, Villemain y démontre la nécessité du certificat d'études à la fois comme un complément indispensable à la valeur intrinsèque de l'examen et comme une vérification utile de la valeur réelle de l'établissement où les études avaient été faites. « Veut-on, déclare-t-il, ou ne veut-on pas qu'il y ait quelque gradation, quelque hiérarchie entre les établissements d'instruction secondaire ? Veut-on, ou ne veut-on pas que les pères de famille soient éclairés sur la force relative de ces établissements ? Veut-on ou ne veut-on pas que le niveau des études et des examens se maintienne ? » (4). Si on le veut, concluait-il, il faut maintenir les certificats.

La majorité de la Chambre des Pairs était du même avis que le Ministre. Elle voyait, dans cette formalité, une sauvegarde,

(1) Cf. Georges Weill in *Revue internationale de l'enseignement*, t. 31.

(2) Cf. id. *Ibid*, t. 39.

(3) Le rapport et le projet de décret de Talleyrand ne furent ni votés ni même discutés. « Nul commencement d'exécution, nulle réalité immédiate et même nulle sanction, écrit Villemain, dans son rapport du 2 février 1844, ne fut donnée par l'Assemblée constituante au principe, alors nouveau parini nous, de la liberté d'enseignement ». Cette Assemblée posa même en principe, dans la loi de janvier 1790 sur les assemblées administratives que « sous l'autorité et l'inspection du roi, les administrations de département devaient être chargées de la surveillance de l'éducation publique », — expressions qui, dans leur généralité, ne supposaient pas la liberté des établissements particuliers d'instruction. C'est même en vertu de ce texte et en l'absence de toute loi spéciale, que la cour de cassation, dans un arrêt en date du 30 juin 1843, justifia le droit de l'Etat sur les établissements libres.

(4) Cf. *Recueil de la discussion de la loi sur l'instruction secondaire, à la Chambre des Pairs*, Paris, Paul Dupont, 1844.

sinon effective du moins apparente du principe du monopole. Mais il ne suffisait pas de maintenir les certificats, il fallait aussi prendre enfin des mesures pour que les certificats fussent sincères. Et comme l'article 18 qui rendait obligatoire la production du certificat d'études se terminait par le paragraphe suivant : « Les certificats sortiront leur plein et entier effet, à moins de preuve contraire, en cas de contestation le conseil académique prononcera », les adversaires du projet virent dans cette disposition nouvelle une trop grave menace pour les fraudeurs. Les observations présentées, à la tribune de la Chambre des Pairs, au cours de la séance du 15 mai 1844, par leur porte-parole, le marquis de Boissy, méritent d'être citées. On y trouve une fois de plus l'aveu officiel et spontané, nous devrions dire cynique, des manœuvres frauduleuses auxquelles on se livrait sans le moindre souci du respect que les parents, les premiers, doivent à la moralité des candidats (1). « ...On attribuerait, déclare le marquis de Boissy, au conseil académique, savez-vous quoi, Messieurs ? Rien autre chose que le pouvoir de déclarer qu'il y a faux, lorsque le certificat produit aura été délivré par un père de famille, lequel aura certifié que son fils a fait ses études chez lui, bien que cela ne soit pas, chose qui se fait souvent aujourd'hui. Il s'ensuivrait qu'il y aurait faux ; et, quand le conseil académique aurait déclaré que le certificat n'est pas vrai, il y aurait obligation pour le Ministère public de poursuivre en faux. Or, la peine qui serait appliquée, forcément requise par le Ministère public sur la simple déclaration du conseil académique, serait tout uniquement les travaux forcés à temps. Permettez-moi de lire l'article 147 du Code pénal, et vous verrez que non seulement il y aurait lieu à condamner aux travaux forcés à temps les pères et les tuteurs, mais encore les enfants qui auraient fait usage d'un faux certificat ».

Le marquis de Barthélemy proposa, au cours de la même séance, un amendement ainsi conçu : « Les candidats pourront se présenter aux examens des Facultés quels que soient le lieu de leur domicile et la circonscription académique dans laquelle ils auront fait leurs études ». Les candidats nomades auraient pu ainsi continuer à faire le tour des académies jusqu'à ce qu'ils en rencontrassent une de bonne volonté. Le piège était trop visi-

(1) Cf. Ernest Bersot, *Lettres sur l'Enseignement*, Paris, Hachette, 1857, II, p. 7 et 8 : Le certificat d'études a eu sa valeur tant qu'à duré le prestige de l'autorité universitaire ; mais lorsque cette autorité a été attaquée, lorsque la liberté d'enseignement a été réclamée et qu'en même temps les familles ont moins tenu à de fortes études, pourvu que la carrière de leurs enfants se fit, le certificat d'études domestiques s'est multiplié, c'est-à-dire que les parents attestaient comme études régulières faites sous leurs yeux des préparations hâtives, et que l'administration municipale, chargée de vérifier le fait, sans en avoir les moyens, l'attestait à son tour. C'était donc un mensonge légalisé, fâcheux pour la loi, qui était trompée, fâcheux pour les parents, qui consentaient à mentir, fâcheux pour les enfants, qui, pour dernière leçon, recevaient cet exemple ».

ble. Le Ministre et le rapporteur n'eurent aucune peine à le découvrir. Le marquis de Barthélémy, en prétendant qu'on pouvait bien accorder aux candidats cette possibilité de choisir leurs juges puisque tout dans le projet de loi était « en faveur de l'Université » et « rien en faveur de l'élève », puisque le recteur avait « la voie de l'appel » et que l'élève ne l'avait point et que cela était « bien dur », montrait avec trop de clarté à quelles fins tendait son amendement. Il suffit au Ministre de faire remarquer que le désir de se soustraire à la Faculté du lieu même où il habitait ne pouvait s'expliquer de la part du candidat que par « une espérance de trouver plus de facilité devant d'autres examinateurs », et au rapporteur de montrer, en quelques mots, que l'adoption de la proposition du marquis de Barthélémy « rendait très difficile la constatation des fraudes en matières de certificat d'études », fraudes, ajoutait-il, qui « ne sont pas rares ». L'amendement fut repoussé.

Malgré l'intervention éloquente du marquis de Boissy et l'habile manœuvre du marquis de Barthélémy, peut-être même à cause d'elles, l'article 18 fut adopté sans modification et, tout en sauvegardant le principe du monopole, le législateur, pour la première fois, brandissait ses foudres contre une fraude qui, pendant plus de vingt ans, avait bénéficié de l'impunité. Mais en même temps il laissait aux adversaires de l'Université, avec la rancœur de la défaite, l'un des principaux arguments dont ils s'étaient servis depuis 1642 pour dénoncer le principe du monopole comme l'expression du despotisme le plus intolérable. « Combattre cette loi, s'était écrié le comte de Montalembert, le 26 avril 1844, du haut de la tribune de la Chambre des Pairs, c'est combattre le monopole actuel de l'Université, rendu plus cruel et plus irréparable que jamais... Non seulement, elle maintient l'Université avec son esprit de fiscalité et d'inquisition, comme la douane des intelligences ; mais par des exigences inouïes jusqu'à ce jour... elle tuera dans un très court délai tous les établissements privés aujourd'hui existants... Enchaînée par d'innombrables entraves, aucune institution privée ne pourra, à la longue, lutter contre la formidable concurrence de l'Université ». Il est certain que le maintien du monopole de la collation des grades par les seuls professeurs des Facultés et de l'obligation faite aux candidats au baccalauréat de fournir un certificat d'études pour être admis à subir les épreuves de l'examen furent les deux piliers les plus solides de la campagne qui aboutit, d'abord à l'article 9 de la constitution du 4 novembre 1848, puis au décret du 16 novembre 1849 et à la loi du 15-27 mars 1850.

Aussi de Parieu, dans l'exposé des motifs qu'il adressait au Président de la République, en soumettant à son approbation le décret du 16 novembre 1849, présente-t-il la suppression des cer-

tificats d'études comme une date importante dans l'histoire de l'Université. Le Ministre l'annonce avec une certaine solennité. « L'Université, déclare-t-il, lors de sa création, a été destinée à représenter l'application à l'enseignement des principales forces conservatrices de la Société dont les générations lui étaient confiées. Elle n'a été, sous ce rapport, qu'une des branches de la centralisation dont son illustre fondateur possédait spécialement le génie... A nos yeux, la situation actuelle de l'enseignement en France appelle deux grands remèdes : l'un réside dans l'application franche et régulière de la liberté consacrée par la Constitution, et à laquelle, Monsieur le Président, vous avez, dans plus d'une circonstance, témoigné votre sympathie sincère ; l'autre consiste dans l'amélioration intérieure et administrative de l'Université, dont vous n'oubliez, pas plus que la France, l'origine ni les honorables services. Si les sociétés se conservent surtout par les dogmes, elles ne grandissent et ne brillent que par les sciences, dont le concours de l'Etat soutient si puissamment le flambeau. Concilier les satisfactions appropriées à ces deux grands besoins de conservation et de progrès, ce n'est point à nos yeux organiser la guerre entre des principes moraux différents, c'est faire converger vers un même but, en les équilibrant, deux forces nécessaires au développement complet de l'humanité. Un projet de loi préparé par mon honorable prédécesseur (1), et tour à tour soumis à l'examen d'une Commission de l'Assemblée législative et à celui du Conseil d'Etat, a été conçu dans le but de régler sur des bases nouvelles la lutte pacifique de l'Université et de l'Enseignement libre. Mais il est des réformes qui tiennent à l'action même du pouvoir exécutif, et que votre sollicitude pour l'enseignement est impatiente de voir accomplir. Au premier rang, j'ai l'honneur de vous signaler l'abolition du certificat d'études exigé pour l'obtention du baccalauréat ès lettres, par une mesure dont les statuts universitaires antérieurs à 1810, ne contiennent aucune trace (2). Cette suppression ne sera pas seule-

(1) Il s'agit du projet de loi établi par de Falloux, Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes du 20 décembre 1848 au 14 septembre 1849, projet qui fut voté en 1850, et qui a pris le nom de loi Falloux.

(2) De Parieu oublie ou feint d'oublier que le statut du 18 octobre 1808, art. 5, porte obligation pour tout candidat de produire un certificat des professeurs d'un lycée, visé par le Proviseur, et constatant une assiduité de deux ans. Il oublie aussi que l'arrêté du 23 juin 1809, art. 3, n'autorise les élèves des « institutions préparant les jeunes gens à l'état ecclésiastique » à se présenter au baccalauréat qu'à la condition de produire « un certificat de deux années d'études faites dans lesdites institutions ». Le certificat d'études n'est donc pas, comme essaye de le faire croire de Parieu, une institution fondée sur l'article 1^{er} de l'ordonnance royale du 17 octobre 1821 mais une institution qui fait partie intégrante de l'organisation de l'Université telle que l'avait conçue et réalisée Napoléon et qui découle nécessairement du principe même du monopole sur lequel reposait cette organisation. Un tel mépris de la vérité historique de la part du Ministre de l'Instruction publique, ne peut s'expliquer que par le souci de cacher au prince-Président que la mesure qu'il lui proposait d'abroger avait été prise par Napoléon I^{er}.

ment propre à honorer votre initiative par un acte favorable à la liberté des pères de famille ; l'adhésion qu'elle a reçue dans le Conseil de l'Université montrera, en outre, que le désir d'une conciliation salutaire est dans tous les cœurs... Dans les dernières années, elle (l'obligation du certificat d'études) a excité des réclamations nombreuses, et les autorités les plus graves, les plus attachées à l'ancienne législation de l'Instruction publique ne l'on jamais défendue (1). N'apparaît-elle pas comme une marque d'origine demandée au savoir, et que nos mœurs repoussent ? On en a sans doute adouci la rigueur en autorisant la production d'attestations relatives aux études domestiques. Mais ce palliatif n'a été souvent qu'une prime donnée à de regrettables, quoique excusables mensonges (2).

Dans ces circonstances, Monsieur le Président, je crois nécessaire l'abolition des certificats d'études, et cette mesure sera, de votre part, un éclatant hommage rendu à la liberté proclamée par la Constitution, non moins qu'à la raison et à la morale publique ».

On le voit, la suppression du certificat était pour de Parieu, une sorte de traité d'alliance, non seulement entre le dogme et la science, mais aussi, entre la liberté, la morale et la raison. Pour les adversaires de l'Université, l'article 1^{er} du décret du 16 novembre 1849, en déclarant : « à dater de ce jour, aucun certificat d'études ne sera exigé des aspirants au diplôme de bachelier ès lettres : toutes dispositions contraires dans les or-

(1) On est surpris de trouver une telle affirmation sous la plume du Ministre. Avait-il oublié l'ardeur avec laquelle ses prédécesseurs, le duc de Broglie, Guizot, de Salvandy, Cousin, Villemain, pour ne citer que les plus connus, avaient défendu, contre toutes les attaques dont il était l'objet, le maintien du certificat d'études ? Sans doute dans son Mémoire sur l'Instruction secondaire dans le royaume de Prusse (1836) Cousin avait écrit : « que la jeunesse française soit entièrement libre de suivre ou de ne pas suivre les collèges et que non seulement de la maison paternelle, mais des établissements privés on puisse se présenter au baccalauréat sans autre certificat d'études que les connaissances dont on fait preuve », et Guizot, en 1836, après en avoir délibéré avec Cousin et Villemain avait supprimé le certificat d'études. Enfin, en 1840, Cousin avait préparé un projet de loi où l'obligation du certificat d'études rétablie en 1837 ne figurait pas. Mais Guizot, Cousin et Villemain s'aperçurent assez vite que l'application du principe théorique de la liberté aboutissait à l'abaissement du niveau des études et de l'examen. Aussi, en 1844, résistèrent-ils à la violente attaque menée par Montalembert contre ce qu'il appelait la tyrannie du certificat d'études.

(2) De Parieu raisonne comme le faisait le comte Beugnot à la Chambre des Pairs (séance du 24 avril 1884). « Il n'est personne d'entre nous, déclarait le comte Beugnot, qui n'ait vu des hommes honnêtes et animés des meilleurs sentiments délivrer sans scrupule, des certificats constatant que leurs enfants ont fait près d'eux leurs études. C'est là une chose mauvaise, et cependant c'est une chose que la conscience publique ne réprovoque pas. Jamais un père de famille ne devrait être mis dans la nécessité de donner un faux certificat, lorsqu'il s'agit de l'éducation de son fils. » Drôle de conception de la morale que celle qui consiste à supprimer la loi pour qu'un père ne soit pas mis, sous les yeux de son fils, dans l'alternative de la respecter ou de la tourner par un mensonge !

donnances royales et arrêtés ministériels (1) sont et demeurent rapportées » (2), signifiait la mort du principe du monopole. Par cette brèche, la liberté d'enseigner entraînait dans l'enseignement secondaire avant d'avoir été votée. La voie était désormais largement ouverte au passage de la loi Falloux, dont le baccalauréat fut, malgré la volonté de son créateur, le faux prétexte et le docile instrument.

(1) Pour être complet le décret du 16 novembre 1849 aurait dû abroger, aussi les dispositions contraires du statut impérial du 18 octobre 1808 et de l'arrêté du 23 juin 1809.

(2) Comme conséquence de cet article, le Conseil de l'Université abolissait, le 11 décembre 1849, les dispositions antérieures de la législation qui, conformément aux principes établis par l'arrêté du 23 juin 1809, avaient soumis, à des conditions particulières de diplôme, les candidats se destinant à la carrière ecclésiastique, et leur avaient accordé certaines immunités (diplôme spécial, exemption des droits, échange éventuel contre le diplôme ordinaire) « Quant aux remises de droits, ajoute la décision du Conseil, elles continueront d'avoir lieu pour tous les candidats sur les motifs valables présentés par eux, et après avis du Conseil de l'Université, les épreuves subies ».

CHAPITRE III

LA PROCÉDURE DES ÉPREUVES ET LES JURYS

Nous avons vu que la procédure des épreuves prescrite par le statut du 18 octobre 1808, le règlement du 18 octobre 1809 et le statut du 16 février 1810 était des plus simples. « Après avoir travaillé huit ou dix ans, dit Ernest Bersot, on était naturellement bachelier. C'était l'âge d'or du baccalauréat, l'état d'innocence, ce que nos candidats d'aujourd'hui appelleraient l'époque des bacheliers fainéants. Il faut tout dire : le diplôme ne conférait pas toujours la science » (1). « La Faculté, ajoute Jules Simon, c'est-à-dire presque partout les professeurs du lycée vous examinaient pendant une demi-heure sur les études fraîches que vous veniez de faire..., et vous sortiez de leurs mains, à seize ans, avec ce diplôme de bachelier qu'il faut conquérir aujourd'hui par trois jours d'épreuves. Les résultats obtenus n'étaient pas merveilleux » (2).

La circulaire du 19 septembre 1820 dont nous avons déjà parlé (3) prend prétexte de l'ignorance des bacheliers en orthographe pour ordonner des mesures de sévérité destinées à relever le niveau de l'examen et à garantir la sincérité des épreuves. « Depuis longtemps, écrit le comte Siméon dans cette circulaire, on se plaignait de la facilité que certaines Facultés des lettres mettaient à la réception des bacheliers, et nous devons avouer que nous avons quelquefois reçu des lettres ou des réclamations d'individus pourvus de ce grade par voie d'examen, et

(1) Cf. Ernest Bersot, *Lettres sur l'Enseignement*, II, p. 3, Paris, Hachette, 1857.

(2) Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement Secondaire*, p. 68, Paris, Hachette, 1871. Baudin, professeur à la Faculté de Strasbourg, affirme cependant (*De l'éducation publique*, 1871, p. 280) que de 1815 à 1830, l'examen oral y donna d'excellents résultats. Et de Laprade qui fait l'éloge des programmes et des examens de cette époque (*Cf. l'Education homicide*, Paris, Didier, 1867, p. 40) ajoute : « Nous nous sommes trouvés bacheliers à la fin de notre année de philosophie sans y avoir songé ».

(3) Cf. supra, p. 34, 35.

dont le style et l'orthographe offraient la preuve d'une honteuse ignorance. Nous savons qu'il est difficile d'arriver à réformer cet abus, si les membres des Facultés ne s'y prêtent pas d'eux-mêmes, et ne mettent pas leur honneur à remplir cette partie si importante de leurs devoirs. Cependant, c'est à nous à faire le nôtre, et à prescrire les formalités et les précautions les plus propres à prévenir une indulgence d'autant plus coupable, que désormais le grade de bachelier va ouvrir l'entrée à toutes les professions civiles, et devenir par conséquent, pour la société, une garantie essentielle de la capacité de ceux qu'elle admettra à la servir. C'est dans cette vue que la Commission a rendu le statut ci-joint (1) sur les formes à observer dans l'examen des bacheliers. Nous y joignons les modèles des certificats d'études à délivrer par les chefs des établissements où ces études auront été faites, et ceux des certificats d'aptitude que les Facultés ou les Commissions d'examen doivent délivrer aux candidats, et auxquels les certificats d'études seront annexés.

En adressant ce statut à la Faculté ou à la Commission d'examen de votre Académie, vous pourrez faire imprimer pour elle des certificats d'aptitude en blanc. Ces certificats n'étant même, en quelque sorte, que des copies des procès-verbaux qu'elle doit tenir, elle pourrait avoir un registre dont chaque page contiendrait déjà un pareil procès-verbal où il ne resterait que les blancs à remplir. Ces précautions en abrégant le travail mécanique, laisseraient plus de temps pour le travail vraiment important, celui de l'examen.

« Quant aux modèles de certificats d'études, nous vous en adresserons en assez grand nombre pour que vous puissiez en transmettre à tous vos chefs de collèges et d'institutions dans lesquels les études en question sont autorisées. Vous les inviterez à les suivre dans les certificats qu'ils expédieront, et qu'ils feront imprimer, si cela leur devient nécessaire.

« Vous sentirez trop sans doute, Monsieur le Recteur, combien la sévérité que nous recommandons est une chose obligatoire pour l'Université, et combien il est convenable et juste que le Corps enseignant réponde en ce point à la confiance que le Roi lui montre, pour que la Commission ait besoin de vous exhorter à tenir la main à la stricte exécution de ce statut. Ainsi vous ne donnerez votre visa qu'à des certificats d'études réguliers, et vous prendrez tous les moyens d'acquérir une certitude morale que les certificats d'aptitude, soumis à votre approbation, ont été donnés après des examens faits en conscience. Le plus sûr

(1) Il s'agit du statut du 13 septembre 1820 dont nous avons parlé plus haut, p. 34.

de ces moyens sera de voir souvent, par vous-même, comment on examine » (1).

« Afin de garantir la capacité de ceux qui se présenteront pour obtenir le grade de bachelier ès lettres, déclare l'ordonnance du 27 février 1821 (art. 11) le Conseil royal de l'Instruction publique est chargé de déterminer, par un règlement spécial, les objets, la forme et la durée de l'examen ». Ce règlement ne tarda pas à paraître, « le Conseil d'Etat entendu », sous la forme d'un arrêté daté du 13 mars 1821. Aux termes de cet arrêté les candidats ne pouvaient plus être examinés qu'au chef-lieu de l'Académie où ils avaient terminé leurs études ou de celle où ils avaient leur domicile légal. En outre, obligation leur était faite de déclarer l'école où ils avaient été instruits ou le maître particulier qui leur avait donné des leçons. « Il sera fait mention, dit l'article 2, au certificat d'aptitude, de leur réponse à l'interpellation qui leur aura été faite à cet égard ». L'article 7 ordonnait de n'examiner qu'un seul candidat à la fois, la durée de l'examen étant de trois quarts d'heure. Quant à la nature des questions sur lesquelles le candidat avait à répondre, l'article 6 s'en remettait à un système assez compliqué de tirage au sort (2). La circulaire du 19 septembre 1820 et l'ordonnance du 27 février 1821, cherchaient des garanties propres à prévenir toute indulgence. « Il semble, dit Gréard, qu'on ne pût les trouver nulle part mieux que dans la libre conscience du juge. Mais on se défiait du juge. Pour le défendre de toute tentation de partialité ou de toute suspicion d'entraînement, on n'avait imaginé rien de mieux que de l'enchaîner. Tous les objets des épreuves étaient partagés en séries numérotées. En prenant place devant le bureau le candidat tirait un certain nombre de boules,

(1) Nous avons vu (cf. p. 30), que la circulaire du 5 avril 1810 invitait déjà les recteurs à assister à l'examen. Nous retrouvons cette invitation dans la circulaire du 19 juillet 1820. « Nous ne pouvons que vous renouveler aussi les recommandations que nous vous avons si souvent adressées sur la sévérité des examens. Assistez-y souvent ; faites-y assister au besoin un inspecteur d'Académie que vous déléguerez à cet effet ; voyez enfin par vous-même, et voyez de près, si vous pouvez en conscience donner votre approbation aux certificats d'aptitude sur lesquels la Commission doit délivrer ses diplômes. Rien ne fait plus de tort à la considération d'une Université que lorsque des gradués indignes portent des témoignages publics d'instruction délivrés par elle. » Et le statut du 13 septembre 1820, article 9 déclare : « Les Recteurs et les inspecteurs d'académie assisteront fréquemment aux examens. Chaque fois qu'ils auront été présents, il en sera fait mention sur le certificat ».

(2) Cf. *Arrêté* du 13 mars 1821, art. 6. « Les objets de l'examen seront tirés au sort. On rédigera à cet effet un tableau, en trois séries, des questions principales qui pourraient être proposées sur les matières énoncées aux articles précédents. La première série embrassera la connaissance des auteurs grecs et latins, et la rhétorique ; la seconde, l'histoire et la géographie ; la troisième, la philosophie. On déposera dans trois urnes des boules portant des numéros correspondant à ces questions : et chaque boule qui sera extraite des urnes indiquera la question à laquelle le candidat devra répondre. » On retrouve l'emploi du même mécanisme prescrit dans les mêmes termes aux articles 21 et 22 du *Règlement* du 14 juillet 1840 et aux articles 15 et 16 du *Règlement* du 26 novembre 1849.

une par matière, et c'étaient ces boules qui décidaient de la direction donnée à l'interrogation : heureux si la fortune n'avait pas trahi sa faiblesse générale ; malheureux, quel que fût d'ailleurs son mérite, s'il avait amené un numéro qui atteignît quelque ignorance particulière. Jusqu'en 1849, le certificat d'études resta une sauvegarde (1). Mais après comme avant, si haute était l'importance qu'on attachait au diplôme, qu'on ne sentait pas ce qu'avait d'étrange cette façon de juger les résultats de huit ans de discipline intellectuelle. On n'était touché que de l'apparente gravité du système. Victor Cousin qui avait vu pourtant et admiré la conduite des examens en Allemagne, avait dû mettre le programme de philosophie en numéros » (2).

Les précautions minutieuses, tatillonnes même, s'étendaient au-delà des épreuves proprement dites, témoignant ainsi d'un désir louable en lui-même de mettre l'examen à l'abri de toute suspicion, mais significatives d'un état d'esprit qui nous surprend. Tandis que ordonnances et circulaires, arrêtés, statuts et règlements fourmillent de prescriptions qui dénotent la gravité des abus et tendent toutes à limiter la liberté des jurys, aucun texte ne prévoit la moindre mesure disciplinaire contre les fraudeurs. Il faut attendre le règlement du 14 juillet 1840, le vingtième depuis 1815, pour voir enfin apparaître un article qui prévient les candidats que les fausses signatures ou toute autre fraude dont ils se rendraient coupables pourraient avoir de fâcheuses conséquences (3). Encore convient-il de remarquer que la circulaire relative au nouveau règlement, adressée aux recteurs le 17 juillet 1840 par Victor Cousin, Ministre de l'Instruction publique, Grand-Maitre de l'Université, ne dit rien de cet article, alors qu'elle commente avec complaisance toutes les mesures susceptibles de restreindre la liberté d'appréciation des examinateurs.

A lire cette masse de documents officiels on dirait que le candidat était l'Ange et l'examineur le Malin. Au Malin, on essayait de rogner les ongles ; à l'Ange, pour le maintenir en état de perpétuelle pureté, on appliquait la prudente formule : mieux vaut prévenir que punir. L'Ange n'était pourtant ni sans malice, ni sans péchés, et ceux qui l'entouraient n'hésitaient pas à le

(1) Gréard semble croire que le certificat d'études délivré par les chefs d'établissement avait une valeur analogue à celle du livret scolaire actuel et permettait de corriger ce que le sort pouvait avoir d'injuste pour l'appréciation exacte du candidat. Mais dans aucun texte officiel, il n'est dit que ce certificat puisse servir à autre chose qu'à permettre au candidat de subir les épreuves. Il est vrai seulement que, quand il n'était pas faux, il garantissait que le candidat avait suivi régulièrement la classe de rhétorique et la classe de philosophie.

(2) Cf. Gréard. *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 174 et suiv.

(3) Cf. *Règlement* du 14 juillet 1840, art. 13. On retrouvera les prescriptions de cet article dans tous les règlements postérieurs.

munir des armes les plus déloyales pour lui faciliter le succès. Des faussaires de métier, c'est l'arrêté du 11 avril 1837, pris par Guizot (1), qui nous l'apprend, parcouraient les Facultés sous des signatures empruntées, changeant de nom, d'âge et de condition et passant un examen, bon ou médiocre, suivant le prix. Les considérants de l'arrêté pris par de Salvandy, Ministre, secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique, Grand-Maître de l'Université, le 28 août 1838, invoquent les nombreuses réclamations provoquées par « le scandale des candidatures appuyées sur de prétendus certificats paternels de tous points contraires à l'intention bienveillante et libérale qui les a établis pour encourager l'éducation domestique, et non pour favoriser la fraude, les mauvaises études et les spéculations coupables ».

Le règlement du 13 mars 1821 n'exigeait, nous l'avons vu, qu'une déclaration d'identité produite avant l'examen (2). L'arrêté du 11 avril 1837 prescrivait que « tout certificat d'études délivré par le chef d'un établissement public d'instruction secondaire de plein exercice, pour servir à l'obtention du baccalauréat « devait » être précédé, sur la même feuille, de la demande dudit certificat, écrite en entier par le candidat et signée de ses nom et prénoms » (3). Quant aux certificats domestiques, ils devaient être établis suivant les mêmes formes et l'authenticité des signatures légalisée par le maire de la commune où résidaient les parents des candidats (4). Le règlement du 14 juillet 1840, tout en prenant des mesures nouvelles destinées à garantir la sincérité de l'épreuve écrite (5), rappelle toutes les prescriptions des règlements antérieurs et de plus fait obligation au recteur de viser les différentes pièces du dossier de chaque candidat. Ce qui prouve, de façon officielle, combien les abus étaient enracinés et combien il était difficile de déjouer les manœuvres frauduleuses auxquelles on se livrait sans scrupule. Les précautions dont le règlement de Victor Cousin croit indispensable d'entourer la délivrance des diplômes témoignent, de toute évidence, que la fraude ne désarmait pas et se prolongeait au-delà des épreu-

(1) L'arrêté du 16 mai 1837, pris par le successeur de Guizot, le comte de Salvandy, n'est pas moins suggestif à cet égard.

(2) Cf. *Règlement* du 13 mars 1821, art. 2.

(3) Cf. *Arrêté* du 11 avril 1837, art. 1^{er}.

(4) Cf. *Ibid*, art. 2.

(5) Cf. *Règlement* du 14 juillet 1840, art. 16, 17, 182: « ...Un des membres de la Faculté ou de la Commission, désigné à tour de rôle, dicte le devoir et préside à la composition. — Deux heures sont accordées pour cette épreuve. Pendant ce temps, les candidats restent constamment sous la surveillance de l'examineur. Ils ne peuvent avoir aucune communication au dehors ni entre eux, sous peine d'exclusion : et il n'est laissé à leur disposition d'autres livres que les dictionnaires latins. — Chaque candidat remet sa composition, signée de lui à l'examineur ». — On remarquera que la seule sanction disciplinaire prévue par ce règlement est l'exclusion de la salle d'examen.

ves de l'examen (1). Et bien que toutes ces mesures n'eussent obtenu qu'un demi-succès, Victor Consin, dans une circulaire du 8 mai 1840, pousse un cri de triomphe en déclarant : « les mesures prescrites pour déjouer les réceptions frauduleuses ont fait en grande partie, disparaître les abus qui avaient excité de si justes plaintes ».

La méfiance légitime témoignée par l'Administration aux candidats n'épargnait pas les examinateurs, que les adversaires de l'Université ne cessaient d'accuser de partialité. Sans doute estimait-on que suspecter l'intégrité des juges était le meilleur moyen d'atténuer la culpabilité des faussaires ? On le dirait à voir avec quelle minutie étaient réglées les épreuves. Non seulement la liberté de l'examineur était considérablement réduite par l'intervention du tirage au sort des questions qu'il était obligé de poser dans la forme même où elles sortaient de l'urne, mais sa probité elle-même était officiellement mise en doute (2) « ...Il importe de prévenir les abus qui pourraient exister, dit la

(1) Cf. *Ibid.*, art. 32 : « Nul diplôme ne peut être remis à l'impétrant qu'après que celui-ci aura apposé sa signature tant sur l'acte même que sur le registre mentionné à l'article 6 (dans ce registre figurait obligatoirement la signature des candidats), lequel servira à constater la remise du diplôme. Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du fonctionnaire qui a fait la remise de l'acte, doit être considéré comme non venu et comme ne conférant aucun droit ». — Fortoul, quelques années plus tard, sera obligé de pousser les précautions plus loin. Au lieu d'utiliser, pour l'établissement des diplômes, des feuilles volantes de parchemin, il les fera établir dans des registres à souches d'où chaque diplôme ne pouvait être détaché qu'au moment de sa remise à l'impétrant.

Comme les candidats avaient souvent besoin de leur diplôme quelques jours après l'examen pour prendre leurs inscriptions dans les Facultés, et que la délivrance, à cause même des précautions dont elle était entourée, exigeait un délai de quelques mois (contrôle et visa des certificats d'aptitude par le Recteur, envoi de ces certificats au Ministre, expédition des diplômes au Recteur, puis au Doyen pour inscription sur le registre et remise aux intéressés) les doyens prirent l'habitude de délivrer aux bacheliers des certificats provisoires en attendant la réception des diplômes. La fraude ne pouvant plus s'exercer sur les diplômes se porta sur la délivrance de ces certificats. C'est la circulaire adressée aux recteurs, le 14 mars 1849, par de Falloux, qui nous l'apprend : « Les certificats d'admission au grade de bachelier ès lettres, lisons-nous dans ce document, qu'il est d'usage de délivrer en attendant la réception des diplômes, ont donné lieu à de nouvelles fraudes contre lesquelles on ne saurait prendre trop de précautions. Une circulaire en date du 30 novembre 1839 porte que les certificats de cette nature ne peuvent être délivrés que par écrit, et qu'aucune formule imprimée ne doit être admise pour les actes semblables. Je vous rappelle, Monsieur le Recteur, cette mesure essentielle. J'ai décidé, en outre, que tout certificat de réception au grade de bachelier ès lettres délivré par les doyens ou les secrétaires devait être visé par les Recteurs, lorsqu'ils ne les délivrent pas eux-mêmes, et porter le sceau de l'Académie ».

(2) Un arrêté du 8 septembre 1829 pris par le Conseil royal, à la demande du baron de Montbel, Ministre des Affaires ecclésiastiques et de l'Instruction publique, interdisait aux membres des Facultés et des Commissions d'examen de « donner des répétitions à des étudiants » qui se proposaient « de prendre leurs grades dans la Faculté ou la Commission » dont ils faisaient partie. Ces dispositions furent confirmées par une décision du 20 janvier 1843, Villemain étant Ministre de l'Instruction publique. Et par arrêté du 7 septembre 1829, le comte de Salvandy, en exécution de l'arrêté du 8 septembre 1829, après délibération du Conseil, avait prononcé la dissolution d'une Commission des lettres « dont les membres avaient donné des leçons particulières à des élèves aspirant au baccalauréat ».

circulaire du 1^{er} décembre 1839 adressée aux recteurs par Villemain. Les plus fréquents ont lieu dans la collation du baccalauréat ès lettres. Je vous recommande à cet égard un redoublement d'attention, qui ne doit pas porter seulement sur les titres du candidat pour être admissible à l'examen, mais sur l'examen même que vous avez le pouvoir d'annuler toutes les fois que des épreuves insuffisantes vous paraissent avoir été trop favorablement jugées ».

C'est net. Ce que les recteurs doivent surtout surveiller, ce n'est pas l'aptitude professionnelle de l'examineur, c'est sa conscience. Dès lors, on n'est plus surpris de voir la composition du jury subir des modifications qui ne s'expliquent que par une surprenante suspicion à l'égard de ceux qui détenaient légalement le pouvoir d'examiner en vertu même de leurs fonctions et de leurs titres, ou par le désir de donner moins de prise aux accusations intéressées des ennemis de l'Université. Si l'on comprend à la rigueur la décision prise par le Conseil royal, le 2 juillet 1839, à la demande du Ministre Villemain, pour interdire aux recteurs d'exercer en même temps les fonctions de recteur et les fonctions d'examineur (1), cette interdiction n'étant que l'application à un cas particulier d'un principe général de droit qui veut que nul ne soit juge et partie dans la même cause ; on comprend difficilement l'arrêté du 14 juillet 1840, pris par Victor Cousin, pour éliminer des Commissions où ils siégeaient depuis le 17 février 1815, les proviseurs et les censeurs et les remplacer par des inspecteurs d'Académie (2). Bien plus, sept ans après nous voyons de Salvandy, par un arrêté en date du 2 janvier 1847, prendre la même mesure à l'égard des professeurs des collèges royaux et les remplacer par des jurys tirés du sein des Facultés (3), conformément à l'article 22 de la loi de 1844 et en vertu de l'ordonnance du 1^{er} janvier 1847 qui supprimait les Commissions d'examen créées par l'ordonnance du 18 janvier 1816.

(1) « Le Conseil royal, lisons-nous dans cette décision, vu les articles 31, par. 8, 58 et 96, du décret du 17 mars 1808... considérant qu'il résulte desdits articles que les Recteurs ont, relativement aux examens, une double attribution, celle d'assister aux épreuves, et celle de contrôler le résultat desdites épreuves ; qu'il y aurait incompatibilité entre l'assistance aux examens en qualité d'examineur et de juge et l'obligation d'apprécier et de juger ces mêmes examens... ».

(2) Cf. *Arrêté* du 14 juillet 1840, art. 11, 12. « Dans les Académies qui ne possèdent point de Facultés des lettres, les Commissions seront à l'avenir, présidées par un inspecteur de l'Académie, désigné par le Recteur. — Les autres membres des Commissions sont : le professeur de philosophie du collège royal ; le professeur de rhétorique ; le professeur d'histoire ; le professeur de mathématiques et le professeur de physique alternativement. — Dans les Facultés, comme dans les Commissions, les Recteurs assistent eux-mêmes aux examens, toutes les fois qu'ils le jugent convenable ».

(3) Cf. *Arrêté* du 2 janvier 1847, art. 1^{er}. « ...lesdites Facultés aux époques qui sont déterminées par le présent règlement, ou qui le seront ultérieurement, enverront au chef-lieu desdites Académies, pour y conférer les grades, un jury d'examen tiré de leur sein et assisté d'un professeur des Facultés des sciences ».

Il nous semble évident que des décisions d'une telle portée ne pouvaient se justifier par des cas particuliers de manquement au devoir. Si les proviseurs, les censeurs et les professeurs des établissements de l'Etat étaient ainsi exclus en bloc du jury, c'est plutôt, croyons-nous, parce qu'on avait intérêt à suspecter leur impartialité, que parce qu'ils ne remplissaient pas leur mission avec le souci de justice et d'indépendance qui, dans tout examen, est la règle essentielle. En admettant que quelques examinateurs, pour des raisons qu'ils estimaient honorables, mais qu'une stricte justice ne saurait admettre, se fussent ici ou là écartés de cette règle, était-ce une raison suffisante pour jeter, par une mesure générale, le discrédit sur l'ensemble des proviseurs, des censeurs et des professeurs ? « Des témoignages des survivants de cette époque, recueillis dans l'enquête de 1884, écrit M. Henri Bernès, attestent que la création, entre 1836 et 1847, de Facultés nouvelles, fut motivée en particulier par le désir de faire disparaître les commissions d'examen ; et quand on a vu, par exemple, M. le Doyen Lory, au conseil académique de Grenoble, déclarer que « les professeurs membres de ces commissions (il en avait été), surveillés par les familles et les représentants du pouvoir, étaient dans une situation fausse », que « malheureusement, de véritables scandales n'étaient pas rares », on n'est pas surpris qu'en 1847 un Ministre aussi universitaire que M. de Salvandy ait cru rendre service à l'Université en les supprimant définitivement » (1). Les témoignages invoqués par M. Henri Bernès, produits en 1885 et portant sur des faits qui dataient de quarante ans au moins, sans être suspects de partialité, ne nous paraissent pas complètement libérés de l'influence d'une vieille légende que l'intérêt, chez les uns, l'imagination chez les autres, après l'avoir créée, entretenaient avec soin. Dans tous les cas, ils ne concordent guère avec la déclaration faite par Villemain, à la Chambre des Pairs, le 15 mai 1844. « Ces commissions, dit le Ministre, sont encore au nombre de dix-sept. Comment ont-elles rempli leur devoir ? Cette recherche n'est pas indifférente, au moment où il s'agit de modifier la législation à cet égard ». Et voici, faisant parler les chiffres, la réponse qu'il donne. « L'année dernière, les dix Facultés des lettres ont examiné, pour le baccalauréat 4.419 candidats et, sur ce nombre, en ont admis 1.919. Les dix-sept commissions ont examiné 2.561 candidats, sur lesquels elles en ont reçu 1.091. Vous le voyez, conclut Villemain, les commissions d'examen sont proportionnellement plus rigoureuses que les Facultés. Cela peut s'expliquer par une cause qui n'ôte rien à l'impartialité de chacun de ces deux corps. Les Facultés sont placées dans les cen-

(1) Cf. Henri Bernès, *La réforme du Baccalauréat*, rapport adressé à la Commission de l'enseignement au nom de la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire, Paris, Belin, 1899, p. 20. L'enquête dont parle M. Bernès est de 1885 et non de 1884.

tres d'études les plus considérables et les plus actifs. Les commissions correspondent en général à des établissements d'instruction secondaire moins importants. On conçoit dès lors que les élèves qui se présentent devant elles, étant moins préparés aient moins de chance d'admission. Mais il faut en conclure que, dans l'état présent, il n'y a pas à se plaindre des commissions d'examen, non plus que des Facultés, et qu'il y a des deux côtés le même caractère d'impartiale exactitude. Toutefois, je reconnais avec la commission que, dans un système de liberté, pour des épreuves qui touchent à tant d'intérêts, lorsqu'il s'agit de défiances qu'on ne peut guérir en un moment, et de garanties qu'il faut donner, quand bien même il n'y aurait pas de défiances, il convient de reporter aux Facultés le droit d'examen ».

C'est dans cette épidémie d'une défiance artificielle qu'il faut chercher la principale, sinon l'unique cause de la suppression des commissions d'examen. Pendant la séance du 17 mai 1844 à la Chambre des Pairs, Passy répondant au Ministre de l'Instruction publique, ne se cache pas pour le dire : « Il faut se méfier, déclare-t-il, que dans leur intérêt à obtenir des parents toute confiance, les chefs d'institutions privées ne soient portés, toutes les fois que leurs élèves seront repoussés, à déclarer que la jalousie universitaire est cause de cette répulsion. La presse ne manquerait pas de s'emparer de la question : elle dirait que les professeurs sont injustes et qu'ils sont décidés d'avance à repousser les jeunes gens sortis des institutions privées » (1). C'est bien, en réalité, ce qui se passait. Les établissements privés, pensions, institutions et séminaires voyaient dans la composition de ces commissions d'examen, un obstacle à leur prospérité en même temps qu'une excuse aux échecs subis par leurs candidats. Les élèves des collèges royaux étaient examinés par leurs propres professeurs. Au lieu de considérer le fait comme une raison de plus pour ces examinateurs de juger tous les candidats avec équité, on préférerait y voir un état d'infériorité pour les candidats des institutions privées (2), quitte à

(1) C'est ce qu'avait fait, deux jours avant, du haut de la tribune, le comte de Montalembert en déclarant : « Quant à l'équité et à l'impartialité qui président aux examens dans les Facultés actuelles, il est certains faits qu'on pourrait citer, s'il n'était très difficile de transporter des anecdotes pareilles sur le terrain de la discussion politique. Dernièrement encore, les élèves d'un petit séminaire... ont été repoussés en masse par une décision où l'on a cru voir une partialité évidente. Cela s'est passé, m'a-t-on dit, à Grenoble, pour les élèves du séminaire de Valence, et cela s'est renouvelé à Aix ». Villemain lui ayant objecté que sur soixante-quatre séminaristes examinés, trente-neuf avaient été reçus, Montalembert ne persista pas moins à prétendre que le monopole de la collation des grades détenu par l'Université était « une tyrannie et une hypocrisie ».

(2) « Quelques honorables membres et tout à l'heure M. le Comte de Montalembert ont prétendu à la vérité que les Facultés recevaient plus difficilement les jeunes ecclésiastiques que les laïques, déclarait le baron Thénard à la Chambre des Pairs (séance du 15 mai 1844). Cette assertion me semble au moins hasardée. J'ai eu l'honneur d'être le doyen de la Faculté de Paris. Assez souvent de jeunes ecclésiastiques au moment de prendre leurs grades sont venus me voir et me consulter. Ils me témoignaient quel-

créer ainsi une atmosphère de suspicion qui empoisonnait les esprits et qui n'épargnait même pas les salles des collèges où avait lieu l'examen (1).

Notre déduction si sévère qu'elle puisse paraître, découle à la fois de la discussion du projet de loi de 1844 et des termes mêmes de la circulaire adressée aux recteurs le 17 juillet 1840 par le ministre de l'époque, Victor Cousin. « Il me reste, lisons-nous dans ce document officiel, à vous parler d'un changement qui n'est pas sans gravité. Jusqu'ici les Commissions d'examen étaient composées, dans les Académies où il n'y a pas de Faculté, du proviseur du Collège royal, qui avait la présidence, du censeur des études, du professeur de philosophie, du professeur de rhétorique et des professeurs de mathématiques et de physique, qui alternativement se chargeaient de la partie scientifique de l'examen... Le proviseur et le censeur d'un Collège, quelque honorable que soit leur caractère, peuvent, par leur zèle même, si digne d'éloges, pour l'administration qui leur est confiée, encourir, *dans ces temps de défiance, le soupçon d'une partialité involontaire* (c'est nous qui avons cru devoir souligner). Le Con-

ques craintes sur l'accueil qui leur serait fait. Ma réponse, à tous, a été la même : présentez-vous y avec l'habit que vous portez, et que le prêtre ne doit jamais abandonner, surtout quand il paraît en public. (Très bien !) Ils ont suivi mes conseils et tous sont venus me remercier, en se louant des égards dont ils avaient été l'objet et même de l'indulgence qu'on avait eue pour eux ».

Cf. Victor de Laprade, *Le Baccalauréat et les Etudes Classiques*, Paris 1869, p. 28, 29 : « Je ne saurais me taire... sur les attaques si violentes dont les Facultés ont été l'objet durant la polémique pour la liberté d'enseignement. Il était admis chez les adversaires de l'Université, et on voulait le persuader au public, que les élèves des maisons religieuses étaient l'objet d'une perpétuelle injustice et qu'il leur fallait faire preuve d'une écrasante supériorité pour conquérir leur diplôme. Les nécessités du combat ne justifiaient pas ces calomnies. Voici ce que j'ai vu d'aussi près que possible, dans les commissions mêmes où dominaient ce qu'il est convenu d'appeler les *libres penseurs*. Quand il se présentait un candidat dont la provenance cléricale était connue — et les trois quarts du temps les examinateurs ne connaissaient en rien l'origine des élèves — une telle crainte d'être ou de paraître plus sévère pour lui que pour les écoliers des lycées s'emparait de la commission, que la juste mesure de l'indulgence était fort souvent dépassée. Combien j'ai vu de candidats cléricaux ne devoir leur admission qu'à leur robe connue ou présumée. Et les professeurs catholiques n'étaient pas les plus empressés à cette légère et bien pardonnable prévarication ».

Ce qui était vrai au temps où de Laprade était examinateur (on sait que de Laprade, professeur de Faculté, était un catholique fervent et un partisan, non moins fervent, de l'enseignement libre, ce qui donnerait, s'il en était besoin, encore plus de valeur à son témoignage) l'est aussi de nos jours. Nous pouvons cependant affirmer que, malgré l'anonymat des copies, cette suspicion se manifeste encore parfois, tellement la mystique créée, pour les besoins de leur cause, par les jésuites, il y a plus de trois siècles, a été entretenue, pendant longtemps, dans les esprits, avec un soin jaloux.

(1) Cf. *Arrêté du 14 juillet 1840*, art. 9 : « Les examens sont publics et ont lieu dans la salle des séances ordinaires de la Faculté, ou dans la salle du Conseil Académique aux heures déterminées d'avance par la Faculté ou par la Commission ». Cf. *Circulaire du 31 décembre 1840* : « L'article 9 du règlement porte que les examens auront lieu pour les Commissions des lettres dans la salle du Conseil Académique. Cette disposition paraît éprouver des difficultés dans les Académies où MM. les Recteurs n'étant pas logés, il n'existe aucune salle spécialement affectée aux réunions du Conseil. Il a été reconnu que, dans ce cas, les examens continueraient d'avoir lieu dans le local précédemment affecté à cet usage ».

seil royal a pensé, après un mûr examen, que ces deux fonctionnaires pouvaient cesser de faire partie d'une Commission qui n'a rien d'administratif, que la présidence devait en être confiée à un des inspecteurs de l'Académie, et que l'examen devait avoir lieu, non dans l'enceinte du Collège, mais en public et dans la salle même du Conseil Académique. Sans doute, par ce changement, un sacrifice pénible est imposé à MM. les proviseurs et censeurs, mais j'ai compté sur leur dévouement éprouvé pour le corps auquel ils appartiennent, et dont l'intérêt doit prévaloir sur tous les intérêts particuliers ».

L'arrêté du 2 janvier 1847 ne fut pas suivi d'une circulaire semblable. Le successeur de Victor Cousin au Ministère de l'Instruction publique, Villemain, ne jugea pas utile d'adoucir par des regrets nuancés la rigueur de la mesure prise à l'égard des professeurs. N'avait-il pas obtenu que les professeurs de l'enseignement supérieur au moins fussent épargnés par la rafale qui, à force de souffler, avait balayé proviseurs et censeurs d'abord, professeurs des collèges royaux ensuite ? En 1844, en effet, un projet de loi avait été adressé aux Chambres, qui proposait de substituer aux jurys des quinze Facultés un jury unique choisi par le sort (c'était l'arbitre infailible) au sein de l'Institut et ainsi composé : trois membres de l'Académie des Sciences pour les sciences mathématiques, chimiques et naturelles ; trois de l'Académie française pour la littérature, la rhétorique et la philosophie ; trois de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres pour les langues modernes et anciennes, la géographie et l'histoire générale. Ce jury central devait parcourir les départements une fois par an, afin d'examiner les candidats tant au baccalauréat qu'à la licence et au doctorat. « L'intervention de l'Institut dans tous les examens, affirmait-on, produira un effet des plus salutaires à cause de la supériorité même de ses membres, qui possèdent une connaissance approfondie de tous les systèmes et de toutes les découvertes de l'esprit humain » (1). On ne dit pas si les membres de l'Institut se trouvaient flattés de l'honneur qu'on voulait leur faire en leur confiant la mission de conférer le baccalauréat aux collégiens du Royaume. Mais il est logique de croire, au point où avait été poussée l'opinion publique, que si le Ministre n'avait pas refusé de recourir à des moyens si singulièrement disproportionnés, le projet aurait fini par être adopté (2). Villemain trouva sur cette

(1) Cf. P.-E. Gasc, fils, *Etudes sur l'Instruction secondaire suivies d'un projet de loi avec exposé des motifs adressé à MM. les Membres des Chambres législatives*. Cf. Ch. Lenormant, *Essais sur l'Instruction publique : Du certificat d'aptitude*, p. 265.

(2) Un autre projet demandait la création, comme en Belgique, d'un jury de sept membres, annuellement renouvelés, et choisis arbitrairement, savoir : trois par le roi, deux par la chambre des pairs et deux par la chambre des députés. La politique aurait ainsi donné des juges aux candidats et c'est elle qui aurait décidé de leur sort (Cf. le *Rapport* présenté à la chambre des pairs par le duc de Broglie, le 12 avril 1844).

question un auxiliaire précieux en la personne du duc de Broglie, rapporteur à la Chambre des Pairs de la Commission (1) chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'instruction secondaire, que le Ministre avait déposé le 2 février 1844 (2).

« Reste à déterminer, disait le duc de Broglie dans son rapport, devant qui seront passés les examens du baccalauréat ès lettres ; reste à désigner les juges qui seront appelés, sous le régime de la liberté de l'enseignement, à reconnaître les droits respectifs des candidats et à décider de leur sort. C'est une question dont le projet de loi ne s'est point occupé ; il laisse subsister le *statu quo* par voie de préterition. Mais la commission s'en est occupée parce que le public s'en préoccupe. En principe, c'est aux Facultés, dans la personne des professeurs qui les composent, qu'il appartient de faire subir les examens aux candidats, et de conférer les grades académiques... On ne peut, dans aucun cas, laisser aux professeurs des collèges le droit de prononcer sur le sort des jeunes gens élevés dans les institutions libres... Mais suffit-il de réserver ce droit exclusivement aux professeurs titulaires des Facultés ? Suffit-il de rétablir l'ancienne règle dans sa rigueur ? Ne faudra-t-il pas pousser les précautions encore plus loin ? Les professeurs des Facultés sont membres de l'Université ; ils sortent des rangs universitaires. Ne doit-on pas craindre qu'ils ne se montrent indulgents envers les élèves des collèges et rigoureux envers les élèves des institutions libres ? Ne doit-on pas craindre qu'ils n'aient dans les examens deux poids et deux mesures ? Pour apprécier à sa valeur cette appréhension, il importe avant tout, de rappeler quelle est en France la position des professeurs des Facultés... Les professeurs des Facultés sont inamovibles, doublement inamovibles... Ils n'ont rien à craindre ni rien à attendre de personne. On ne saurait par conséquent ni trouver, ni même concevoir des juges qui réunissent plus de conditions d'indépendance... Si l'on récuse un tribunal composé de pareils juges, si l'on veut le dépouiller d'un droit qui lui appartient naturellement, qui lui a appartenu de tout temps, qui lui appartient dans toute l'Europe lettrée, la Belgique actuelle seule exceptée, quel autre tribunal choisira-t-on ? Il s'agit d'examiner des jeunes gens, de constater leurs progrès dans les études classiques, de leur faire expliquer du grec et du latin, de les interroger sur la grammaire, l'histoire, la philologie, la philosophie, les sciences exactes et

(1) Cette commission était composée de Rouillé de Fontaine, Passy, Béranger (de la Drôme), le comte de Portalis, le comte Molé, le vicomte de Caux, le duc de Broglie.

(2) Voici comment le texte ministériel de ce projet de loi définissait l'instruction secondaire : « L'instruction secondaire comprend l'instruction morale et religieuse, les études de langues anciennes et modernes, de philosophie, d'histoire et de sciences qui servent de préparation soit aux deux baccalauréats ès lettres et ès sciences, soit aux examens d'admission dans les Ecoles spéciales ». Cf. Art. 1^{er} du projet voté par la Chambre des Pairs et présenté à la Chambre des Députés le 10 juin 1844.

naturelles. Si l'on récuse et les professeurs des collèges et les professeurs des Facultés, à qui s'adressera-t-on ? »

Le duc de Broglie écarte comme dangereuses toutes les combinaisons qu'on propose. « Les professeurs des Facultés, poursuit-il, ne sont point comme les professeurs des collèges, les rivaux des professeurs des institutions libres ; ils sont les supérieurs des uns et des autres. Membres de l'Université, ils prennent sans doute un grand intérêt au succès des établissements universitaires ; mais de là à commettre envers les institutions libres de véritables injustices, de là à priver ces jeunes gens de toute carrière, il y a l'infini ; on ne peut pas, on ne doit pas le supposer ».

Il fallait cependant rassurer les « imaginations inquiètes » et donner un semblant de satisfaction au comte de Montalembert qui les représentait. Au risque de blesser la légitime susceptibilité des professeurs des Facultés, le rapport de la commission ajoute : « Nous avons cherché néanmoins si, pour prévenir, pour désarmer toute espèce de méfiance, il ne serait pas possible... d'adjoindre aux professeurs des Facultés des lettres et des Facultés des sciences, les seuls qui soient appelés à prendre part aux examens du baccalauréat ès lettres, quelques membres choisis en dehors de l'Université... Nous avons renoncé à toute espèce d'adjonction. Mais en même temps nous avons pensé qu'il pouvait y avoir quelque avantage à donner aux membres du Conseil académique (1) l'autorisation de siéger, quand ils le jugeraient convenable aux examens du baccalauréat ès lettres, et même d'y prendre part, sans avoir néanmoins voix délibérative... La présence éventuelle de tout ou partie des membres du Conseil académique peut donner dans certains cas, plus de solennité aux examens, prévenir, s'il y a lieu, ce que nous n'avons garde de présumer, des tendances fâcheuses, et, dans tous les cas, rassurer des imaginations inquiètes ».

Les propositions du rapporteur de la Commission avaient pris place dans le projet de loi sous la forme d'un article additionnel (art. 20), ainsi libellé : « Les professeurs nommés à vie qui composent les Facultés des lettres et des sciences procéderont respectivement et exclusivement aux examens du baccalauréat ès lettres et ès sciences.

Dans le ressort de chaque Académie, les membres du conseil académique pourront siéger auxdits examens et y prendre part s'ils le jugent convenable.

Ils n'auront point voix délibérative. »

(1) Le Conseil académique était composé, outre le recteur et les inspecteurs d'Académie, du premier président de la cour royale, du procureur général, du préfet, de l'évêque diocésain, de plusieurs membres du conseil général du département et de quelques notables.

Cet article fut discuté, à la Chambre des Pairs, au cours des séances du 15 et du 17 mai. Malgré les interventions violentes du comte de Montalembert qui, adoptant la tactique inaugurée par les Jésuites en 1642, accusait les professeurs des Facultés de partialité, malgré la manœuvre du marquis de Barthélemy, qui proposait sous forme d'amendement de remplacer dans les jurys les membres du Conseil académique par un nombre de personnes égal à celui des membres de la Faculté, choisies par le Ministre de l'Instruction publique, la Chambre des Pairs, sur une intervention décisive du baron Thénard, secondé par Rossi, et par le marquis de Laplace, laissa aux seuls professeurs des Facultés la charge d'examiner les candidats au baccalauréat et repoussa non seulement l'amendement du marquis de Barthélemy, mais écarta la proposition de la Commission, défendue par le duc de Broglie, par Passy, par Bourdeau, par le comte Portalis, et finalement abandonnée par le Ministre Vuillemin, qui tendait à admettre les membres du Conseil académique dans les jurys. Bien plus, tandis que le projet de loi ne reconnaissait qu'aux professeurs nommés à vie le droit de procéder aux examens du baccalauréat, écartant ainsi les professeurs-adjoints, la Chambre des Pairs, sur une tenace intervention de Victor Cousin, rédigea l'article de la façon suivante : « Les professeurs qui composent les Facultés des lettres et des sciences procéderont respectivement et exclusivement aux examens du baccalauréat ès lettres et ès sciences » (1).

(1) L'amendement de Victor Cousin, qui tendait à admettre dans les jurys les agrégés des Facultés, fut rejeté sur une intervention du ministre et du rapporteur. Ajoutons aussi que sa proposition de renvoi de l'article 20 à la Commission pour la faire de nouveau statuer sur le maintien dans les jurys des professeurs des collèges royaux, « les meilleurs examinateurs qui se pussent trouver », ne fut pas prise en considération.

CHAPITRE IV

LE PROGRAMME ET LE RÈGNE DU MANUEL LA RÉFORME DE VICTOR COUSIN

Le décret organique de l'Université impériale du 17 mars 1808, en instituant le grade de bachelier, déterminait en ces termes les conditions nécessaires pour l'obtenir : « Répondre sur tout ce qu'on enseigne dans les hautes classes des lycées » (1). Par les hautes classes des lycées, il faut entendre la rhétorique et la philosophie, comme l'explique d'ailleurs le statut du 16 février 1810 : « Les aspirants au baccalauréat seront interrogés sur les matières enseignées dans les classes de rhétorique et de philosophie » (2). Or, le programme de ces deux classes était des plus simples. Le professeur de rhétorique faisait deux leçons par semaine, de deux heures chacune. Il indiquait aux élèves les meilleurs auteurs français et dirigeait leurs lectures de manière à leur donner les notions principales de l'histoire. Dans la liste des auteurs on trouve l'Adrienne de Térence, à côté du Misanthrope de Molière, l'Art Poétique d'Horace avec celui de Boileau, Tacite auprès de Montesquieu, le VII^e chant de la Henriade à côté du VI^e de l'Enéide, le Petit-Carême de Massillon et les Oraisons funèbres de Bossuet à côté des plus belles harangues de Cicéron. On n'avait pas voulu supprimer les auteurs d'un goût moins pur, quand des beautés réelles se mêlaient à leurs défauts. Ainsi des fragments de Sénèque et de Lucain étaient lus tour à tour avec quelques morceaux choisis de Fontenelle et de Thomas. « C'est dans cette classe que le talent des élèves devait briller de tout son éclat. Les narrations, les vers latins et même français, les compositions oratoires, tout était mis en usage pour former le style, en donnant de la justesse à l'imagination et de l'abondance à la pensée » (3). On recommandait aux élèves la lecture attentive du Traité des études par Rollin et des Principes

(1) Cf. *Décret* du 17 mars 1808, art. 19.

(2) Cf. *Statut* du 16 février 1810, art. 17.

(3) Cf. Kilian. *Tableau Historique de l'Instruction Secondaire en France*, Paris 1841, p. 106.

généraux des belles-lettres par Domairon. Mais, en fait de mathématiques, les élèves de rhétorique ne recevaient que deux leçons par semaine, qui duraient une heure chacune, dans lesquelles le professeur « leur montrait la trigonométrie plane et les exerçait à l'arpentage et au lever des plans » (1). Le professeur de philosophie donnait quatre leçons par semaine, de deux heures chacune, sur les principes de la logique, de la métaphysique, de la morale, et sur « l'histoire des opinions des philosophes ». Et le professeur de sciences physiques enseignait aux élèves de philosophie, en deux leçons de deux heures par semaine, les éléments de la physique et de la chimie (2). Il n'existait encore aucun traité méthodique de philosophie. Le programme y suppléait en recommandant la lecture approfondie des meilleurs ouvrages anciens et modernes (3). Comme l'initiative de l'examineur n'était limitée par aucune énumération précise des disciplines et des parties du programme sur lesquelles aurait dû porter obligatoirement l'examen, l'épreuve se réduisait la plupart du temps, comme nous l'avons déjà dit, à l'explication orale d'un texte.

Le statut du 13 septembre 1820 apporta des changements considérables. L'épreuve restait exclusivement orale, mais elle devait désormais porter sur toutes les matières d'enseignement de toutes les classes supérieures, philosophie, rhétorique et humanités (4), y compris le grec qu'on venait d'introduire dans les programmes des collèges royaux. Le 13 mars 1821, le Conseil royal présidé par le baron Cuvier, y ajouta non seulement l'histoire et la géographie, mais encore les éléments des sciences mathématiques et physiques à titre facultatif jusqu'au 1^{er} octobre 1823 et à titre obligatoire à partir de cette date (5).

(1) Cf. *Statut* du 16 février 1810, art. 17.

(2) Cf. *Règlement sur l'enseignement dans les lycées*, du 19 septembre 1809, art. 15.

(3) Parmi les anciens : les *Dialogues* de Platon ; les *Analytiques* d'Aristote ; les *Traité philosophiques* de Cicéron.

Parmi les modernes : le *de Augmentis scientiarum* et le *Novum organum* de Bacon ; le *Discours de la Méthode* et les *Méditations* de Descartes ; le chapitre de Pascal sur la Manière de prouver la vérité et de l'exposer aux hommes ; la *Logique* de Port-Royal ; l'*Essai sur l'entendement humain* de Locke ; les *Nouveaux essais sur l'entendement humain* et la *Théodicée* de Leibnitz ; *Recherche de la vérité* et *Entretiens métaphysiques*, de Malebranche ; de l'*Existence de Dieu*, de Fénelon ; de l'*Existence de Dieu*, de Clarke ; la *Logique* de Wolff ; l'*Introduction à la philosophie*, de S. Gravesande ; *Principe du droit naturel*, de Burlamaqui ; *Traité des systèmes*, l'*Art de penser*, la *Logique* de Condillac ; *Lettres à une princesse d'Allemagne*, d'Euler ; *Essai analytique sur les facultés de l'âme*, de Charles Bonnet.

(4) Cf. *Statut* du 13 septembre 1820, art. 3.

(5) Cf. *Règlement* du 13 mars 1821, art. 3, 5. — L'article 4 prescrivait, sans doute pour donner à l'épreuve à la fois plus d'appareil et moins de danger, que à compter du 1^{er} octobre 1823 l'examen sur la philosophie se ferait en latin. Pour le grec, les mathématiques et la physique, comme l'enseignement de ces disciplines était d'une date trop récente, un arrêté du 9 février 1830 permettait aux candidats d'être dispensés d'en subir les épreuves s'ils pouvaient prouver qu'ils étaient en cours d'études avant 1824.

Il semble que l'organisme des programmes du baccalauréat fût, dès ce moment, complet. D'autant plus que le 4 septembre 1821, un statut général comprenant deux cent quarante-quatre articles venait de régler les études des collèges (1). Cependant, c'est à partir de 1821 que le baccalauréat ira se compliquant sans cesse. De son développement, 1830 et 1840, marquent les premières étapes que nous allons d'abord examiner (2). Chaque fois qu'un enseignement nouveau vient enrichir les programmes scolaires, l'examen grossit et se charge d'autant. « Vous rappelez-vous, écrivait plaisamment Ernest Bersot, le 28 février 1857, cette page où Rabelais raconte comment un procès grandit ? C'est d'abord un sac informe, puis, par les soins des gens de justice, il lui pousse une tête, une queue, des oreilles, des dents, des pattes et des griffes, spectacle très réjouissant ! Enfin, il devient un animal parfait. On pourrait, si on voulait, prendre un

(1) D'après ce statut, en troisième « le professeur explique, dans les classes du matin un choix de Salluste et de Tacite, un choix de moralistes latins, un choix de moralistes grecs ; dans les classes du soir, un choix de l'Enéide et de l'Iliade. L'étude de l'histoire du moyen âge appartient à cette classe ; elle a lieu le lundi, le mercredi et le vendredi... On continue à exercer les élèves sur la versification latine, et on leur fait apprendre par cœur un choix de poètes français analogue aux poésies latines qui ont été expliquées. Les thèmes donnés aux élèves le mardi et le samedi, entre les deux classes continuent d'être relatifs aux éléments des sciences naturelles.

En seconde, le professeur explique, dans les classes du matin, un choix des Harangues de Cicéron et un choix de l'Iliade ; dans les classes du soir, un choix d'Horace et de l'Enéide. L'étude de l'histoire moderne proprement dite appartient à cette classe... Le professeur s'attache particulièrement à l'histoire de France... On commence, dans cette classe, à préparer les élèves à la rhétorique, en leur faisant connaître les figures, et en les exerçant à composer des narrations en latin et en français...

En rhétorique, le professeur explique, dans les classes du matin, le *Conciones e veteribus historicis excerptae*, un choix des Oraisons de Cicéron et un choix des Harangues de Démosthène ; dans les classes du soir, un choix de *Conciones poeticae*, et un choix des poètes tragiques grecs. Dans le premier mois le professeur enseigne les préceptes de l'éloquence et les règles de tous les genres d'écriture. Il fait apprendre par cœur aux élèves, des morceaux choisis d'orateurs et de poètes dramatiques français. L'ordre des devoirs est ainsi réglé : lundi soir, vers latins, dont la correction a lieu le mercredi soir ; le mercredi matin, discours français, qui doit être corrigé le samedi matin ; le mercredi soir, version latine, qui doit être corrigée le vendredi soir ; le vendredi soir, version grecque, qui doit être corrigée le samedi soir ; le samedi matin, discours latin, qui doit être corrigé le mercredi matin ».

L'enseignement des sciences était réservé à la classe de philosophie qui comprenait deux années d'études. « Première année. — L'enseignement de cette classe comprend : 1° les deux premières parties de la philosophie, savoir : la logique et la métaphysique ; 2° les mathématiques élémentaires, savoir : l'arithmétique complète, la géométrie, la trigonométrie rectiligne et les premières notions de l'algèbre. Toutes les matinées sont consacrées aux mathématiques élémentaires et tous les après-dîners à la philosophie... La leçon de philosophie est donnée en latin... Deuxième année : L'enseignement de cette année comprend la dernière partie de la philosophie, savoir : 1° le cours de morale et du droit de la nature et des gens ; 2° la partie des mathématiques qui comprend la statique, les éléments de l'algèbre, et l'application de l'algèbre à la géométrie ; 3° les sciences physiques, savoir : la physique proprement dite, la chimie, et les éléments de l'astronomie physique ».

(2) On remarquera que les changements se produisent de décade en décade. Il en sera à peu près de même à partir de 1850.

plaisir de cette sorte, à propos du baccalauréat. On le montrerait à l'état naissant, ensuite s'organisant peu à peu, jusqu'au présent état où il semble qu'il ne lui manque plus rien » (1).

En 1830, l'examen oral ayant été jugé insuffisant, non sans raison d'ailleurs, pour justifier les privilèges attachés au diplôme, un arrêté du comte de Guernon-Ranville, Ministre des Affaires ecclésiastiques et de l'Instruction publique, inaugure le système des épreuves écrites. « Indépendamment des épreuves usitées jusqu'à ce jour, prescrit cet arrêté, tout candidat au baccalauréat ès lettres sera tenu d'écrire instantanément un morceau en français, soit de sa composition, soit en traduisant un passage d'auteur classique » (2). La même année le duc de Broglie, devenu Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, abroge l'article 4 de l'arrêté du 13 mars 1821 pour remplacer l'examen de philosophie en latin par un examen en français et nomme une Commission chargée de choisir les questions sur lesquelles portera l'examen pour cette discipline (3). Le programme rédigé sous l'inspiration de Victor Cousin et comprenant quarante-deux articles, est notifié aux Facultés, le 28 septembre 1832, par un arrêté du Ministre, le baron Girod (de l'Ain) (4).

Pendant plus de huit ans, aucun changement susceptible de modifier les épreuves du baccalauréat ne se produisit dans les programmes. Le statut du 3 avril 1830 promulgué par le Ministre de Guernon-Ranville et les arrêtés pris en 1833 par Guizot, Ministre de l'Instruction publique, avaient accompli une réforme importante en introduisant, dans toutes les classes, l'un l'enseignement des langues vivantes (5), et les autres, l'enseignement des

(1) Cf. Ernest Bersot. *Lettres sur l'Enseignement, Deuxième lettre*, Paris, Hachette, 1857, p. 3.

(2) Cf. *Arrêté* du 9 février 1830, art. unique.

(3) Cf. *Arrêté* du 11 septembre 1830, art. 1, 2, 3. De cette commission firent partie Villemain, Cousin, le baron Thénard, Cuvier et Poisson. Ces noms étaient une garantie de la direction libérale et savante qui allait être donnée à l'enseignement public.

(4) Cf. *Arrêté* du 28 septembre 1832. Ce programme obligatoire pour les examens du baccalauréat et pour l'enseignement des collèges contenait cinq parties : Introduction, Psychologie, Logique, Morale et Théodicée, Histoire de la Philosophie.

(5) Ce statut reprenait en les précisant et en les étendant à toutes les classes, les dispositions de l'ordonnance du 26 mars 1829 (ministère de Vatimesnil) et de l'arrêté du 15 septembre 1829 (ministère baron de Montbel) qui avaient décidé que l'enseignement des langues vivantes serait donné dans les classes de cinquième, quatrième et troisième sous la surveillance d'un maître d'études (on devine pourquoi). Le 12 mars 1838, le Ministre de Salvandy, ayant constaté que le statut du 3 avril 1830 n'était pas appliqué dans toute sa rigueur, décidait que tous les élèves, en sortant des collèges de l'Université, devaient connaître non seulement le grec et le latin « ces deux grands éléments de toute éducation libérale » mais aussi « l'une de ces quatre langues : l'allemand, l'italien, l'espagnol ou l'anglais, qui toutes confinent à l'une de nos frontières et qui apportent avec elles une littérature, une philosophie, une histoire ». Et le Ministre ajoutait : « Si l'enseignement scientifique rencontre des obstacles sérieux et soulève de légitimes objections lorsqu'il s'agit de

sciences (1). Mais cette réforme n'affectait que le plan d'études des collèges royaux.

A partir de 1840, nous assistons à des innovations importantes (2). Le 21 février 1840, le Ministre Villemain ajoute au programme de la classe de philosophie, une leçon d'histoire naturelle et une leçon de chimie, par semaine, en plus des deux leçons de physique (3). Le 14 juillet 1840, son successeur, Victor Cousin, substitue à la composition française ou à la traduction d'un passage d'auteur classique, en quoi l'arrêté du 9 février 1830 avait fait consister l'épreuve écrite, « une version latine de la même force et de la même étendue, que celles qui se donnent en rhétorique » (4) : réforme excellente, dit Gréard, « aucune épreuve ne pouvant mieux permettre de constater le savoir acquis, l'intelligence et même le talent » (5). Mais pour réaliser cette amélioration, le Ministre avait été obligé de mettre un frein aux exigences de certaines Académies qui ne réclamaient pas moins de trois, quatre et cinq épreuves écrites. Ne voulant pas trop heurter le mouvement des esprits, mais décidé à relever le niveau de l'examen, Victor Cousin augmenta l'importance de cette composition unique en lui donnant un caractère éliminatoire.

« Toutes les Académies, écrit le Ministre dans sa circulaire du 17 juillet 1840 relative au nouveau règlement du baccalauréat ès lettres, ont été unanimes pour demander qu'il y eût des épreuves écrites. Toutes ont pensé que la composition était, au baccalauréat comme au Collège, l'indice le plus sûr de la capacité d'un candidat. Trois Académies proposaient cinq compositions

le faire descendre jusqu'à l'enfance, l'étude des langues ne présente nullement les mêmes difficultés et les mêmes inconvénients. Elle plaît à l'esprit, elle le développe, elle le féconde, elle le rend habile à recevoir toutes les instructions ; elle aide et complète le travail de l'intelligence, de l'imagination de la mémoire, appliquées à l'étude des langues classiques. Par un arrêté du 21 août 1838, il rendit l'enseignement d'une langue vivante obligatoire dans tous les collèges du royaume, pour tous les élèves depuis la cinquième jusqu'à la rhétorique inclusivement.

(1) Cf. *Arrêtés* des 18 octobre et 5 novembre 1833.

(2) Déjà Villemain dans sa circulaire du 17 septembre 1839 avait demandé que l'étude des auteurs français ne fût pas un simple exercice de lecture et de mémoire : « Elle doit, disait-il, être accompagnée de toutes les observations qui peuvent initier les enfants au génie de la langue française, à l'intelligence exacte des termes propres ou figurés, au discernement des expressions les plus pures, à l'analyse des tournures les plus élégantes, et, en leur faisant comprendre l'enchaînement des idées, les préparer, par la connaissance des modèles, à s'exprimer avec justesse et correction dans leur langue maternelle ». Et dans une autre circulaire datée du 1^{er} décembre 1839, il prescrivait d'interroger, dans les examens du baccalauréat ès lettres sur des textes complets, et non sur des passages connus d'avance, et qui étaient les mêmes pour tous les candidats.

(3) Cf. *Arrêté* du 21 février 1840, art. 3.

(4) *Règlement* du 14 juillet 1840, art. 15. L'article 17 fixe la durée de cette épreuve à 2 heures.

(5) Cf. Gréard. *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris Hachette 1887, p. 171.

différentes ; six Académies, quatre compositions ; treize Académies, trois compositions ; cinq Académies, deux compositions. Tout bien pesé, je me suis décidé à ne demander qu'une seule composition, une version latine, mais à peu près de la même force et de la même étendue que les versions latines qui se donnent en rhétorique. Il m'a paru que, s'il ne faut pas ouvrir trop aisément l'entrée aux carrières libérales de la société, il n'est pas juste non plus de rendre cette entrée d'un accès trop difficile. Trop de rigueur ou trop d'indulgence serait ici une faute égale, et qui pourrait avoir de graves conséquences. De toutes les épreuves écrites, la version latine est celle qui met le mieux en lumière la capacité réelle des candidats. Une version latine bien faite témoigne suffisamment de cette connaissance solide de la langue latine, sans laquelle il ne peut y avoir de fortes études de médecine et de jurisprudence ; c'est aussi une page de français dans laquelle on peut reconnaître si le candidat sait écrire sa langue avec la pureté, la clarté et l'élégance, qui répondent elles-mêmes d'une bonne culture intellectuelle. Une seule composition, Monsieur le Recteur, sera donc exigée, mais elle sera la condition indispensable d'admissibilité aux autres épreuves, comme cela se pratique dans le concours d'agrégation de grammaire. En effet, quand on n'a pas su en deux heures, et avec un dictionnaire, traduire convenablement en français une page de latin, il est superflu d'être interrogé sur des textes de Cicéron et d'Horace, de Virgile et de Tacite. Il n'y a donc qu'une seule épreuve écrite, mais cette épreuve sera décisive ».

Les épreuves orales comprenaient deux parties distinctes : l'explication des textes et les interrogations (1). Dans l'explication des textes, le Règlement du 14 juillet 1840 fait, pour la première fois, une place aux classiques français. « Puisqu'au Collège, écrit Victor Cousin, on étudie les grands maîtres de la littérature française, il convient que cette étude soit représentée au baccalauréat. On y considérera les chefs-d'œuvre de notre langue sous un point de vue littéraire et même philologique, comme on le fait pour les chefs-d'œuvre de l'antiquité. Je compte sur cette mesure pour affermir et accroître dans nos Ecoles la connaissance et le respect de la langue nationale, de cette langue qui se prête à l'expression de toutes les pensées, quand elles sont justes et vraies, et qui ne repousse que l'exagération et le faux dans les sentiments et dans les idées ».

(1) Pour ces deux épreuves Victor Cousin maintient le système du tirage au sort en usage depuis le règlement du 13 mars 1821 : « Avant l'épreuve il est déposé dans une urne autant de boules qu'il y a de numéros, et les boules extraites successivement de l'urne par le candidat, et présentées par lui au président, indiquent, pour chaque explication grecque, latine et française, l'auteur sur lequel elle doit porter » (art. 21). C'est aussi par la voie du sort qu'étaient désignées les questions orales de la troisième épreuve (art. 22).

Quant au programme des questions littéraires, Victor Cousin exige qu'il garde une juste mesure entre les questions de la rhétorique ancienne et les questions générales mais trop vagues où s'égareraient les programmes de quelques Académies. « Les cours de rhétorique du XIX^e siècle, fait-il observer, doivent être de véritables cours de littérature ; ils ne peuvent avoir pour unique objet de former la jeunesse à l'éloquence antique, par la rhétorique telle qu'elle se trouve dans Aristote, Cicéron, Quintilien. D'autres temps, d'autres besoins. Nos cours d'humanités, pour être dignes de ce nom, doivent initier nos jeunes gens aux préceptes du goût, à l'art d'écrire en général, aux règles, et, jusqu'à un certain point, à l'histoire de la littérature. D'un autre côté, dans notre forme de gouvernement et dans le développement de notre barreau, des études oratoires conviennent à une classe assez nombreuse de citoyens (1) ; et il y a dans la rhétorique ancienne une foule de préceptes qui n'ont pas vieilli. Vous trouverez donc aussi, dans le programme que je vous adresse, des questions tirées des grands maîtres de l'art oratoire dans l'antiquité. Ces considérations vous expliquent suffisamment la pensée de ce programme, qui pourra un jour être encore perfectionné.

Mais il y a ici un écueil que je dois vous signaler, Monsieur le Recteur. Les questions littéraires du nouveau programme forment un ensemble de connaissances diverses que doit posséder tout élève de rhétorique qui a profité des leçons qu'il a reçues ; mais ces connaissances, il doit les avoir recueillies successivement dans les deux grands exercices dont se compose une classe de rhétorique, la lecture et l'explication des grands maîtres de l'art d'écrire, et leur imitation par la composition quotidienne. Les préceptes du goût et du style doivent être donnés chaque jour par le professeur dans la correction des compositions et l'explication des auteurs : je n'entends pas qu'ils deviennent, sous aucun prétexte, la matière d'un enseignement spécial, qui convertirait les cours pratiques des Collèges en des cours théoriques de Facultés. Je vous prie, Monsieur le Recteur, de vouloir bien prendre cet avis en sérieuse considération, de le porter à la connaissance de MM. les professeurs d'humanités et de veiller à ce que cette prescription soit partout strictement exécutée ».

Au programme de philosophie, qui avait été rédigé en 1830, sous son inspiration, Cousin n'apporte d'autre changement que l'introduction de quelques questions nouvelles de logique, « relatives à cette forme de raisonnement dont on a tant abusé au moyen âge, et que depuis, par une réaction extrême, on a trop négligée, à savoir, la forme syllogistique ». Le Ministre estime que « l'art

(1) On remarquera ce souci de former des hommes aptes à la parole, à cette époque où la tribune et le barreau ne manquaient pas d'orateurs qui se jetaient à la face des citations latines.

sylogistique est tout au moins une escrime puissante, qui donne à l'esprit l'habitude de la précision et de la rigueur. C'est à cette mâle école, ajoute-t-il, que se sont formés nos pères : il n'y a que de l'avantage à y retenir quelque temps la jeunesse actuelle »

Pour le programme d'histoire, Cousin propose un cadre d'histoire universelle dans lequel on s'attache aux grandes divisions, aux grands résultats, beaucoup plus qu'à des détails. « En géographie, écrit le Ministre, comme en histoire, c'est l'ensemble qui importe ; et il convient de se tenir à une égale distance d'une philosophie de l'histoire qui dégénérerait en notions systématiques, où les faits réels ne seraient plus reconnaissables, et d'un enseignement détaillé et minutieux qui accumulerait les faits sans ordre et sans lumière, et s'adresserait à la mémoire bien plus qu'à l'intelligence ».

Enfin des améliorations étaient apportées au programme de mathématiques, de physique et de chimie. Ces améliorations s'imposaient d'autant plus que Victor Cousin avait tranché tout à fait la question depuis si longtemps débattue, de l'alliance des études scientifiques et littéraires, non seulement en reportant dans le programme de la classe de philosophie l'enseignement de l'histoire naturelle (1) et de la chimie, mais aussi en supprimant tout enseignement accessoire des mathématiques dans les classes de grammaire et d'humanités (2), contrairement au vœu de ceux qui de-

(1) Cf. *Circulaire* du 17 juillet 1840 relative au nouveau règlement du baccalauréat ès lettres. « J'aurais désiré, écrit Victor Cousin, y joindre (au programme du baccalauréat) des questions d'histoire naturelle ; car il y a peu d'études qui soient plus instructives et plus attrayantes, plus à la portée de la jeunesse, et plus capables de lui faire comprendre et sentir la divine Providence. Mais vous savez que cet enseignement est transporté, et avec grande raison, pour l'année prochaine de la sixième à la philosophie. Quand il sera parfaitement constitué, il sera convenable de lui faire une place dans l'examen du baccalauréat ès lettres ».

(2) Cf. *Circulaire* du 27 août 1840. « Deux points, dit Victor Cousin, sont aujourd'hui mis hors de doute : 1° les portions d'enseignement scientifiques, réparties depuis la sixième jusqu'à la rhétorique inclusivement, ne produisent aucun bon résultat ; 2° cet enseignement accessoire, infructueux en lui-même, nuit considérablement aux études classiques. C'est un principe reconnu que les études doivent être proportionnées à l'âge des élèves ; c'est un autre principe également reconnu que, dans un même âge toutes les études doivent être analogues pour produire une impression forte et durable. Voilà pourquoi l'expérience générale a placé d'abord les études classiques, si bien appelées *humanités* parce qu'elles forment l'homme et cultivent à la fois la mémoire, l'imagination, l'esprit et le cœur. La philosophie, les mathématiques, les sciences physiques et naturelles, doivent venir après ; elles s'adressent à la réflexion naissante (Cousin, on le voit, avait sur ce point les mêmes opinions que de Salvandy). Tel m'a paru le plan vrai et régulier des études du collège. Je n'ai donc pas hésité à supprimer tous les accessoires scientifiques répartis depuis la sixième jusqu'à la rhétorique, afin de fortifier par là l'enseignement classique ; et j'ai rassemblé dans l'année de philosophie tout l'enseignement scientifique, qui alors devient lui-même plus important et plus sérieux... Cependant les classes de mathématiques élémentaires et spéciales continueront d'exister, à côté de ce collège normal, des cours particuliers réservés aux élèves qui se destinent aux écoles spéciales. On y pourra arriver, comme cela se fait aujourd'hui, sans avoir achevé les humanités et la rhétorique ; car il importe qu'il y ait dans nos collèges tout ce qui conduit les jeunes gens, non seulement au baccalauréat ès lettres, mais aux écoles spéciales et aux grands services publics. »

mandaient que l'enseignement des sciences fût mieux coordonné entre les différentes classes.

Par sa réforme du baccalauréat ès lettres, Victor Cousin s'était proposé un but : il voulait assurer aux collèges de l'Université une prépondérance certaine dans la vaste concurrence qu'allait leur imposer la liberté d'enseignement dont il pressentait l'inévitable adoption. « Voici maintenant, écrivait, le 1^{er} février 1841, dans leur ordre d'importance et dans leur enchaînement logique, les diverses mesures que j'avais cru devoir prendre dans l'intérêt de l'enseignement national. La première de toutes, la plus indispensable, était la réforme du baccalauréat ès lettres... Il est le terme des études, il les résume, il les juge. Il est le passage du collège à l'instruction supérieure et à la société » (1). Aussi le règlement du 14 juillet, en même temps qu'il modifiait les matières sur lesquelles portait l'examen, interdisait-il les diversités qui avaient été tolérées jusque là dans l'interprétation et l'application des programmes. Le nouveau règlement devait être avant tout rigoureusement et uniformément appliqué à toutes les Facultés et Commissions du royaume, l'identité du programme et de la procédure de l'examen étant considérée par le Ministre comme une forme essentielle de l'unité nationale. Il le fut jusqu'en 1852, sinon à la lettre (2), tout au moins dans son esprit et il est incon-

(1) Cf. V. Cousin, *Huit mois au Ministère de l'Instruction Publique*, in *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1841, cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement Secondaire*, Paris Hachette, 1874, p. 72 : « En 1840, M. Cousin introduit la mention, dans le certificat d'aptitude d'une note sommaire sur la valeur de l'examen. Il comptait beaucoup sur cette innovation, qu'il empruntait à l'Allemagne, et il me répéta alors plusieurs fois qu'il venait de transformer le baccalauréat... C'est sur ce diplôme qu'il voulait qu'on inscrivit la note méritée par le candidat. » Nous lisons, en effet, dans V. Cousin, *Mémoire sur l'Instruction secondaire dans le royaume de Prusse*, 2^e éd. 1837, p. 154 sq. « On ne voudra pas avoir le n^o 2, assez bien, c'est-à-dire médiocre, car ce numéro inscrit dans le brevet et présenté aux diverses facultés, sans être une réprobation, est une tache. D'autre part le N^o 1 est un bien autre honneur que notre admission pure et simple. Ainsi, pour les aspirants, cette distinction est déjà très utile ; elle ne l'est pas moins pour les juges. L'expérience apprend que tout examen qui se traduit par un *oui* ou par un *non* est toujours superficiel ; tandis que, s'il faut marquer des nuances, assigner des rangs, déterminer tel ou tel degré, alors le juge est obligé d'être attentif, et l'examen devient sérieux. » C'est donc au louable souci de rendre l'examen plus probant que répond l'innovation apportée par l'article 27 du règlement du 14 juillet 1840 : « Le jury exprime son opinion sur chaque candidat par les mots : très bien, bien ou assez bien, lesquels sont insérés dans le certificat d'aptitude. » Ajoutons que Victor Cousin, persuadé que le niveau de l'examen du baccalauréat dépendait de la valeur des études faites dans toutes les classes des collèges, rendit obligatoire pour toutes les classes, à partir de la sixième, les dispositions précédemment adoptées par les arrêtés des 2 juillet et 2 août 1836 du comte Pelet, des 8 août 1837 et 29 juin 1838 du comte de Salvandy instituant des examens spéciaux pour l'admission des élèves dans les classes supérieures.

(2) Les seules modifications apportées à la réforme de Cousin entre 1840 et 1849 eurent pour objet la liste des auteurs français : à diverses reprises Pascal et Voltaire en furent exclus pour y être quelque temps après remis, puis de nouveau exclus. On en devine aisément les raisons. C'est ainsi que de Salvandy, ayant décidé, par un arrêté en date du 4 jan-

testable qu'en relevant le niveau du baccalauréat il contribua beaucoup à fortifier les études classiques et à donner plus de variété et d'étendue à l'enseignement dans les classes supérieures des collèges.

Mais, en ce qui concerne l'examen lui-même, la réforme de Victor Cousin se révéla incapable de faire disparaître l'une des principales tares qui en viciait les épreuves depuis plus de vingt ans. Le programme du baccalauréat annexé au règlement du 14 juillet 1840 contenait cinq cents numéros dont cent cinquante pour l'épreuve d'explication et trois cent cinquante pour l'épreuve des questions. S'il y avait, dans un tel système, comme nous l'avons déjà dit, une gêne pour l'examineur, qui ne pouvait pas sortir du terrain étroit où l'enfermait la question tirée de l'urne, il y avait, par contre, une aisance pour les préparateurs. Une industrie, moins criminelle sans doute, que celle des « passeurs » mais infiniment plus répandue et qui attaquait bien profondément l'existence du baccalauréat, s'était formée dès que le règlement du 13 mars 1821 eût partagé tous les objets des épreuves en séries numérotées : c'était celle des préparateurs et des Manuels. Grâce à cette industrie l'art de préparer à l'examen s'était substitué à l'art d'enseigner la science. Pendant que l'examineur interrogeait les candidats, il était lui-même examiné, étudié, percé à jour par les préparateurs et les fabricants des Manuels, qui composaient l'auditoire. Les uns et les autres avaient bien vite fait de découvrir ses ruses, de noter ses formules, de deviner ses fantaisies, d'explorer les recoins de l'arsenal où il allait chercher ses meilleures armes. Ce n'était plus la science que ces préparateurs cherchaient à enseigner, c'était la façon de répondre à telle personne. Exercice pénible, qui ne profitait pas à l'esprit, qui lui était même nuisible, mais exercice infaillible ou à peu près. Ainsi à l'aide des Manuels rédigés sous formes de demandes et de réponses — demandes puisées dans le programme avec priorité pour celles qui sortaient le plus fréquemment, réponses rédigées grâce aux notes prises au cours des épreuves et reproduisant ce qui paraissait le plus susceptible de disposer favorablement l'examineur — les industriels du baccalauréat mettaient, en six mois, un candidat en état de répondre : il ne savait rien au bout de sept mois, ces entraînements calculés pour le moment de la course n'ayant

vier 1847, de réviser et de réduire le programme, publia le 15 janvier 1848 un nouveau programme, caractérisé par la suppression des *Provinciales*, des derniers chapitres du *Siècle de Louis XIV* et d'une question de philosophie « la vraie méthode philosophique ». Le 25 mars de la même année, son successeur au Ministère de l'Instruction publique, Carnot, rétablissait ce que de Salvandy avait supprimé et introduisait dans le programme d'histoire moderne la révolution française jusqu'en 1814. Le 26 novembre 1849, de Parieu faisait au programme de Victor Cousin les mêmes amputations que de Salvandy.

rien de durable, mais il avait un diplôme pour son argent (1).

En 1838, de Salvandy avait essayé de lutter contre ce genre de fraude, avec des armes, en vérité, bien inoffensives. Il avait interdit aux chefs d'institutions de faire des cours préparatoires au baccalauréat ès lettres et menacé de poursuites tout individu qui, par une voie quelconque, annoncerait des cours préparatoires (2). Interdiction et menace restées lettres mortes, faute de sanctions prévues par la loi. Villemain avait trouvé autre chose. On publiait chaque année, une liste de passages sur lesquels étaient interrogés les candidats. Villemain décida que les candidats seraient interrogés sur des passages choisis inopinément dans des textes complets (3). Cette mesure, si elle avait été appliquée, aurait rendu moins aisée la tâche des préparateurs et donné quelques chances d'avoir des candidats qui auraient tenu un Virgile, entre les mains, au lieu d'un Manuel, avec la traduction juxtalinéaire des passages le plus souvent demandés.

On est surpris que Cousin, dont le désir de donner au baccalauréat sa valeur était indubitable, n'ait pas poursuivi l'effort de ses prédécesseurs de Salvandy et Villemain. Et l'on ne peut que regretter que, pour apaiser d'injustes méfiances, au lieu de mettre en cinq cents numéros son programme, il n'ait pas mis fin au système absurde du tirage au sort, aussi offensant pour les examinateurs que regrettable pour les candidats distingués, et qui ne pouvait profiter qu'aux incapables sortis des mains habiles des préparateurs et des fabricants de manuels (4). Seuls, en effet,

(1) Cf. Ch. Lenormant, *Essais sur l'Instruction Publique*, p. 155. « Des jeunes gens qui n'ont même pas suivi un cours régulier d'études sont placés dans un collège, afin d'y accomplir la condition exigée d'un séjour de deux années dans les classes supérieures d'un établissement de plein exercice. Après qu'ils ont ainsi tué le temps pour complaire aux règlements, ils passent aux mains d'entrepreneurs de baccalauréat qui se chargent de mettre, en six mois, l'être le plus inepte en état de répondre aux questions des examinateurs ; et ils réussissent plus souvent qu'ils n'échouent dans leurs entreprises. »

Dans la préface de l'un de ces manuels, édité par la maison Hachette en 1848, nous lisons : « ...Quand il s'agit de résumer d'une manière substantielle l'ensemble des études classiques et d'offrir aux jeunes gens des réponses précises qui réveillent en quelques mots des souvenirs effacés, il faut être complètement maître de son sujet et en avoir fait, pour ainsi dire, l'affaire de sa vie... Les éditeurs ont donc cru qu'un bon Manuel du baccalauréat ès lettres devait admettre autant d'auteurs qu'il présente de grandes divisions, et qu'en réclamant le concours de talents éprouvés dans chaque spécialité, ils feraient une publication vraiment utile... Chacun de ces auteurs a fait ses preuves, et peut parler avec autorité des objets de ses constantes études. Ce sont des guides sûrs pour les jeunes gens... Leur travail forme, pour chaque partie principale du programme, autant de traités spéciaux, indépendants les uns des autres, et que les aspirants sont libres d'acquérir isolément, s'ils n'ont pas besoin de les consulter tous ».

(2) Cf. *Arrêté* du 28 août 1838.

(3) *Circulaire* du 1^{er} décembre 1839.

(4) Cousin cependant n'avait aucune sympathie pour ce système. Victor de Laprade (Cf. *Le Baccalauréat et les études classiques*, Paris, 1869, p. 69, 70) raconte une anecdote qui, sous la forme pittoresque et dramatique que Cousin savait si bien donner à ses épiigrammes, renferme la plus cinglante critique du questionnaire et du tirage au sort : « Le caus-

les directeurs et les professeurs des établissements qu'on désignait communément sous le vocable de « boîtes à bachot » ou de « fours à bachot » pouvaient apprécier les avantages d'un régime qui leur permettait de garantir le succès après deux ou trois mois de préparation spéciale. Plusieurs d'entre eux étaient même si sûrs de l'efficacité de leurs procédés qu'ils n'hésitaient pas à traiter à forfait et à n'être payés que si le candidat était reçu. Les annonces suivantes que nous avons relevées, parmi beaucoup d'autres, dans la quatrième page du *Charivari* de 1849, sont le meilleur témoignage de cette transformation du baccalauréat en objet de traction commerciale. « *Baccalauréat. Cours de M. Lespinasse. Traite à forfait. Payable après réception* » (1). « *Baccalauréat. Cours trimestriel. Traite à forfait. Succès garanti. M. Mondière, rue de la Monnaie, 19, près du Pont-Neuf* » (2). « *Baccalauréat. Le Large, rue des Maçons-Sorbonne, 7. On ne paie qu'après réception* » (3). « *Baccalauréat. Garanti en un, 2 ou 3 mois. M. E. S. Duroc, rue de l'Odéon, 25* » (4).

Qu'une telle industrie dont on trouve encore de nos jours des traces de la survivance ait pu naître, se développer et prospérer au point de provoquer une concurrence qui associait le prix forfaitaire au paiement conditionnel, est la preuve la plus évidente que la réforme de Cousin fut incapable de rendre au baccalauréat sa véritable signification, c'est-à-dire celle d'un diplôme qui fût réellement la sanction des études classiques en même temps que la garantie sérieuse d'une instruction générale lentement et méthodiquement acquise. C'est sûrement aux bacheliers qui sortaient

tique interrogateur était chargé, ce jour-là, de l'histoire ; il avait affaire à un excellent élève, déjà quitte des autres parties de l'examen, assuré de plusieurs boules blanches, avec qui, par conséquent, on pouvait jouer un peu sur le programme sans méchanceté et sans péril. « Monsieur, dit le professeur à très haute voix, quelle est la date de la bataille de Villaviciosa ? » L'élève tremblant : « Monsieur, je ne connais pas cette bataille. » — « Comment, monsieur, vous ignorez la bataille de Villaviciosa, et vous osez vous présenter à l'examen. » Silence et consternation du candidat, commencement d'indignation dans l'auditoire, on trouve l'examineur par trop exigeant et quelque peu féroce. M. Cousin, profondément sérieux regarde son public plongé dans la stupeur ; l'attention dure plusieurs secondes ; puis montrant son manuel avec cette mimique adorable qui n'appartenait qu'à lui : « Eh bien, monsieur, il y a un quart d'heure je n'en savais pas plus que vous. Et j'en suis charmé, car cela aurait tenu dans mon cerveau une place qui pouvait être mieux employée. »

(1) Cf. *Le Charivari*, 4 janvier 1849. Cette annonce, qui est reproduite 78 fois en 6 mois, fait suite ici à celle du Bal de la Picarde, rue Saint-Denis, 97, et précède une réclame sur la guérison des maladies secrètes. Bureau du Major, rue Montmartre, 109.

(2) *Ibid.*, 4 janvier 1849.

(3) Cf. *Ibid.*, 24 janvier 1849. Dans le numéro du 28-29 mai, cette annonce paraît sous la forme suivante : « M. Lelarge, rue des Maçons-Sorbonne, n° 7, prévient les pères de famille qu'en 2 mois il garantit de faire recevoir leurs fils bacheliers. »

(4) Cf. *Ibid.*, 7 février 1849. Précède une réclame de vins de Bordeaux et de Bourgogne à 0 fr. 30 la bouteille et au-delà.

des mains de ces industriels que pensait Thiers (1) lorsque, le 13 juillet 1844, du haut de la tribune de la Chambre des Députés, à ceux qui proposaient de n'exiger que le baccalauréat de quiconque voudrait fonder un établissement d'enseignement secondaire, il objectait : « On comprend, par exemple, que si on n'exige des aspirants que le premier grade, celui de bachelier, on ne fait pas assez sous le rapport des garanties de capacité. En effet, ce grade est celui que tout le monde prend..., celui qui prouve qu'on a appris un peu de latin, peut-être un peu d'histoire et de philosophie ; mais depuis on a pu oublier tout ce qu'on appris, courir plusieurs carrières, ne réussir dans aucune, et d'aventures en aventures tomber dans celle de l'enseignement. Ce sont ces espèces de gens sans aveu, qui infestent toutes les carrières, et souvent les plus nobles de toutes, qu'il faut écarter surtout de l'instruction publique ».

(1) Thiers était rapporteur du projet de loi sur l'enseignement secondaire qui avait été voté, le 24 mai 1844, par la Chambre des pairs et soumis à l'approbation de la Chambre des députés, par Villemain, le 10 juin 1844.

CHAPITRE V

LE BACCALAURÉAT ÈS SCIENCES ET SES VARIATIONS

A l'origine, nul ne pouvait prétendre au diplôme de bachelier ès sciences qui ne fût muni du diplôme de bachelier ès lettres. Et de même qu'il fallait, pour être admis au baccalauréat ès lettres, répondre sur tout ce qu'on enseignait dans les classes de rhétorique et de philosophie, il fallait aussi, pour être admis au baccalauréat ès sciences, répondre sur l'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, l'algèbre et son application à la géométrie, c'est-à-dire sur tout ce qu'on enseignait dans la classe de mathématiques élémentaires des lycées (1). Comme le baccalauréat ès lettres suffisait pour donner accès à toutes les Facultés et bénéficiait de toutes les prérogatives attachées au grade de bachelier, le diplôme de bachelier ès sciences ne semble avoir été recherché jusqu'en 1820 que par un petit nombre de candidats désireux de poursuivre, à leur sortie du lycée, leurs études, soit à la Faculté des sciences, soit dans les écoles spéciales. Ce petit nombre de candidats était prévu par les règlements (2). Et de fait, les Facultés des sciences ne délivrèrent, de 1809 à 1818, que 143 diplômes de baccalauréat, soit moins de 15 par an.

En 1820, on décida que pour s'inscrire dans les Facultés de médecine, il faudrait, à partir du 1^{er} janvier 1823, avoir obtenu, non seulement le grade de bachelier ès lettres, mais aussi celui de bachelier ès sciences (3). L'ordonnance qui prescrivait cette mesure et qui est, pour le baccalauréat ès sciences une vraie

(1) Cf. *Décret* du 17 mars 1808, art. 22. « On ne sera reçu bachelier dans la Faculté des sciences qu'après avoir obtenu le même grade dans celle des Lettres, et qu'en répondant sur l'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, l'algèbre et son application à la géométrie. »

(2) Cf. *Règlement particulier pour la Faculté des Sciences de Paris* du 10 octobre 1809 : « Lorsqu'il y a plusieurs élèves d'un Lycée qui demandent le baccalauréat à la fin de leurs études, le proviseur en prévient le doyen et se consulte avec lui. »

(3) Cf. *Ordonnance* du 5 juillet 1820, art. 1, 3, 4. Cf. aussi *ordonnance* du 23 février 1823, portant réorganisation de la Faculté de médecine de Paris, art. 24 : « Nul ne sera admis à prendre des inscriptions, s'il ne produit... le diplôme de bachelier ès lettres et celui de bachelier ès sciences. »

charte, au même titre et pour les mêmes raisons que l'ordonnance du 13 septembre 1820 nous est apparue comme la charte du baccalauréat ès lettres, ajoutait : « D'ici à cette époque, l'instruction requise pour ce grade, ainsi que pour les grades supérieurs de la Faculté des sciences, sera réglée de nouveau, et de manière que le grade de bachelier n'exige de ceux qui se destinent à la médecine que les connaissances scientifiques qui leur seront nécessaires » (1). C'était reconnaître qu'il y avait intérêt à distinguer, dans l'examen du baccalauréat ès sciences, ce qui convenait aux études médicales de ce qui était nécessaire pour être admis à la Faculté des sciences ou dans les écoles exclusivement scientifiques.

Aussi, dès le 25 septembre 1821, le Conseil royal de l'Instruction publique créait à côté du baccalauréat ès sciences mathématiques proprement dites, un baccalauréat ès sciences physiques et naturelles à l'usage des candidats qui se destinaient à des études de médecine. Tandis que l'examen du baccalauréat ès sciences proprement dites demeurerait tel qu'il avait été réglé par le décret du 17 mars 1808 et par le statut du 16 février 1810, l'examen du baccalauréat ès sciences physiques et naturelles avait pour objet outre le programme de mathématiques de la classe de philosophie, « la connaissance des procédés généraux d'observation communs à toutes les sciences expérimentales et quelques questions spéciales » pour la physique ; « les notions générales et particulières », pour la chimie ; « les différences anatomiques des principales divisions du règne animal et la marche à suivre pour reconnaître un animal mis sous les yeux », pour la zoologie ; « les principaux organes de fructification, les méthodes de Tournefort, de Linnaeus et de Jussieu, et les caractères essentiels des familles naturelles qui renferment un grand nombre de plantes officinales » pour la botanique ; « les principaux caractères qui distinguent les minéraux des êtres organiques, les bases de la distribution méthodique des espèces minérales et l'application de ces principes à des minéraux choisis parmi ceux que l'on emploie en médecine », pour la minéralogie (2).

(1) Cf. *Circulaire* du 19 juillet 1820. « L'article 4 de la nouvelle ordonnance, qui exige, à dater du 1^{er} janvier 1823, le baccalauréat ès sciences pour les étudiants en médecine, sera également favorable au progrès des sciences et à ceux de l'art de guérir. La Commission va s'occuper incessamment du nouveau règlement que cet article demande, après avoir consulté à cet effet des médecins et des savants dignes de confiance. Vous devez voir dans toutes ces dispositions, Monsieur le Recteur, avec quelle sollicitude le Roi daigne s'occuper de ce qui peut donner à l'Instruction publique de l'étendue et de l'éclat, et développer les germes féconds que récite l'organisation de l'Université. »

(2) Cf. *Règlement* du 25 septembre 1821. Cf. aussi l'*arrêté* du 10 novembre 1829, art. 3 : « Les candidats au baccalauréat ès sciences physiques devront répondre : 1^o sur les mathématiques élémentaires qui entrent dans le cours de première année de philosophie ; 2^o sur les éléments de la physique, de la chimie et des trois branches de l'histoire naturelle, suivant les programmes adoptés pour les collèges royaux ».

A titre de mesure transitoire, l'arrêté du 9 septembre 1823 permettait aux bacheliers ès lettres non encore pourvus du diplôme de bachelier ès sciences de s'inscrire aux cours des Facultés de médecine. Mais la troisième inscription ne devait leur être délivrée que s'ils avaient été reçus à l'examen du baccalauréat ès sciences(1). Ce n'est qu'à partir de 1825 que l'ordonnance du 5 juillet 1820 eut son plein effet et fut appliquée intégralement (2). Ce diplôme nécessaire pour pouvoir être admis à la Faculté de médecine ne bénéficiait d'aucune autre prérogative. Saisi par le Recteur de l'Académie de Strasbourg d'un rapport sur la question de savoir si les étudiants qui avaient obtenu le grade de bachelier ès sciences, comme se destinant à l'étude de la médecine, pouvaient être admis aux épreuves du grade de licencié ès sciences, le Conseil royal décidait, le 7 novembre 1826, tout en laissant la porte ouverte à la possibilité d'exceptions personnelles, que ces étudiants devaient « compléter leur examen de bachelier ès sciences devant leurs juges de licence, et qu'à cet effet la durée de l'examen de licence serait « prolongée d'un quart d'heure » (3).

En 1831, une ordonnance royale, sans supprimer le baccalauréat ès sciences physiques, abrogeait l'article 4 de l'ordonnance du 5 juillet 1820 et autorisait les étudiants en médecine à prendre leurs inscriptions sans être obligés de fournir l'attestation qu'ils étaient bacheliers ès sciences (4).

Mais en 1836, une nouvelle ordonnance abrogeait à son tour l'ordonnance de 1831 et rendait obligatoire, à partir du 1^{er} novembre 1837, la justification des diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences pour tout étudiant avant d'être admis à soutenir son premier examen dans une Faculté de médecine (5). Seuls étaient dispensés du diplôme de bachelier ès sciences, les étudiants qui, en prenant leur cinquième inscription, déclaraient n'aspirer qu'au titre d'officier de santé. L'année suivante, sur cette seconde branche du baccalauréat ès sciences, Guizot greffait un troisième baccalauréat spécialement approprié aux candidats à l'agrégation de philosophie. Ces candidats subissaient le même examen que les candidats qui se destinaient à la médecine mais ils étaient dispensés de la partie du programme relative à la chimie et à l'histoire naturelle (6).

(1) Cf. *Arrêté* du 9 septembre 1823, art. 1, 2, 3, 4.

(2) Cf. *Statut* du 9 avril 1825, art. 5.

(3) Cf. *Décision* du 7 novembre 1826.

(4) Cf. *Ordonnance* du 18 janvier 1831, art. unique.

(5) Cf. *Ordonnance* du 9 août 1836, art. 1, 2, 3, 4. Cette ordonnance prévoyait en outre que les inscriptions, quel qu'en fût le nombre, prises dans une Ecole secondaire de Médecine, ne pouvaient être échangées jusqu'à quatre inscriptions ou plus pour le doctorat dans une Faculté de médecine, qu'autant que l'étudiant justifierait des diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences.

(6) Cf. *Arrêté* du 23 février 1837.

C'est à une telle division qu'après les vicissitudes diverses que nous avons signalées, avait finalement abouti, en 1848, la constitution du baccalauréat ès sciences (1). Naturellement la procédure des épreuves du baccalauréat ès lettres valait aussi pour le baccalauréat ès sciences. Ici, comme là, le programme était divisé en séries numérotées, les questions tirées au sort et les préparateurs à l'affût, composaient, le jour de l'examen, la partie la plus attentive de l'auditoire.

(1) Cf. *Règlement* du 8 juin 1848.

CHAPITRE VI

L'ÈRE NOUVELLE DU BACCALAURÉAT ET LA RÉFORME DE FORTOUL

L'abolition du certificat d'études (1) et le droit reconnu aux candidats de se présenter au baccalauréat sans autre condition que celle de l'âge (2) devant la Faculté ou le jury académique de leur choix (3), appelaient nécessairement un complément de garanties. Il fallait concilier le principe de la liberté de l'enseignement avec la bonne marche des études et les intérêts de l'Etat et des familles. Libérer l'examen de ce qui en avait fait jusqu'alors le caractère fondamental et le but essentiel, à savoir la constatation, par l'obligation de présenter un certificat d'études, que le candidat avait suivi toutes ses classes et qu'il en avait tiré quelque fruit ; rendre les épreuves indépendantes de ce contrôle préliminaire pour en faire la vérification exclusive des connaissances du candidat, sans se préoccuper ni du temps qu'il avait mis à les acquérir, ni de la valeur des maîtres qui les lui avaient enseignées (4), c'était courir le risque de délivrer, après un examen

(1) Cf. *Décret* du 16 novembre 1849, art. 1 : « A dater de ce jour, aucun certificat d'études ne sera exigé des aspirants au diplôme de bachelier ès lettres. »

(2) Cf. *Arrêté* du 26 novembre 1849, art. 1 : « Pour être admis à subir l'examen du baccalauréat devant une Faculté des lettres, il faut être âgé au moins de seize ans. »

(3) Cf. *Loi* du 15 mars 1850, art. 3 : « Aucun certificat d'études ne sera exigé des aspirants au diplôme de bachelier ou au brevet de capacité. Le candidat peut choisir la Faculté ou le jury académique devant lequel il subira son examen ».

(4) Cf. *Le Rapport fait par Beugnot au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi de 1850 sur l'Instruction Publique* : « On prétend maintenir les certificats d'études sous le régime de la liberté en disant qu'il convient que les jeunes gens ne se présentent à l'examen du baccalauréat qu'après avoir suivi réellement, n'importe où, un cours de rhétorique et un cours de philosophie, et que la suppression de ces certificats fera inventer des procédés à l'aide desquels les élèves surchargeront tant bien que mal leur mémoire de ce qui est exigé dans un examen toujours superficiel. Cet abus peut exister. Ce sera au zèle et à la sagacité des examinateurs de pourvoir à sa répression. »

forcément superficiel, un diplôme comportant les prérogatives les plus étendues, à des jeunes gens qui se révéleraient aussitôt après incapables de justifier les espérances que leur succès avait fait naître.

Pour éviter ce risque, le Ministre de Parieu prit l'arrêté du 26 novembre 1849. « Il est nécessaire, écrivait-il dans les considérants de son arrêté, d'apporter aux règlements existants les modifications qui, d'une part, doivent assurer le libre accès des examens, et, d'autre part, peuvent seules en garantir la sincérité et la moralité dans l'absence du certificat d'études ». Ces garanties de Parieu croyait les trouver dans l'obligation, pour chaque candidat, d'écrire en entier de sa main et de signer de ses nom et prénoms sa demande d'inscription, dans la légalisation de la signature du candidat par le maire de sa commune (1), et dans le contrôle des différentes pièces du dossier par le Recteur (2). En outre, chaque candidat devait, immédiatement avant de subir les épreuves, renouveler sur un registre spécial visé et parafé par le doyen, sa demande signée par lui-même, en présence du secrétaire chargé de vérifier l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la première demande adressée au Recteur (3).

Comme le règlement du 14 juillet 1840, l'arrêté du 26 novembre 1849 divisa l'examen en trois séries d'épreuves : la composition écrite, l'explication des auteurs grecs, latins et français, les questions orales. La première épreuve consistant en une version latine de la même force et de la même étendue que les versions latines données en rhétorique, demeurait éliminatoire (4). Mais pour cette épreuve d'une durée de deux heures, au lieu d'être convoqués tous ensemble, les candidats ne devaient être réunis que par séries de vingt au maximum, de telle sorte que, si l'épreuve restait commune à tous les aspirants, le texte à traduire variait suivant les séries (5). La procédure des deux autres épreuves était réglée par le sort (6). Chaque liste d'auteurs et de questions était divisée en un même nombre de numéros. Avant l'épreuve, on déposait dans une urne autant de boules qu'il y avait de numéros, et les boules extraites successivement de l'urne, non plus par le

(1) Cf. *Arrêté* du 26 novembre 1849, art. 2.

(2) Cf. *Ibid.*, art. 3.

(3) Cf. *Ibid.*, art. 7. Aux termes du même article les candidats devaient être prévenus, chaque fois, des suites que pouvaient avoir pour eux les fausses signatures ou tout autre fraude dont ils se rendraient coupables.

(4) Cf. *Arrêté* du 26 novembre 1849, art. 8, 9, 13.

(5) Cf. *Ibid.*, art. 10.

(6) Cf. *Ibid.*, art. 15.

candidat lui-même, comme le voulait le règlement du 14 juillet 1840, mais par le secrétaire de la Faculté et présentées par lui au président du jury d'examen, indiquaient, pour chaque explication grecque, latine et française, l'auteur sur lequel elle devait porter, et, pour chaque question de littérature, de philosophie, d'histoire, de géographie, de mathématiques et de cosmographie, de physique et de chimie, la partie correspondante du programme (1). Le jury était tenu d'exprimer son opinion sur chaque candidat par les mentions : très bien, bien ou assez bien. Cette mention devait figurer sur le certificat d'aptitude, ainsi que la note obtenue dans l'épreuve écrite, les numéros des explications et des questions de l'épreuve orale et la manière dont le candidat y avait satisfait. Les certificats d'aptitude signés par tous les membres du jury, accompagnés des compositions, des procès-verbaux de chaque séance et d'un rapport sur l'ensemble des examens étaient, à la fin de la session, adressés au Recteur qui, après y avoir apposé son visa, les transmettait au Ministre, avec le procès-verbal des séances et le rapport du doyen (2). Les diplômes étaient conférés par le Ministre. Presque toutes ces mesures avaient été édictées par Victor Cousin. Dans son ensemble, le règlement du 26 novembre 1849 n'apportait au règlement du 14 juillet 1840, en ce qui concernait la procédure des épreuves et les formalités du contrôle, que des modifications de détail (3).

(1) Cf. *Ibid.*, art. 15, 16.

(2) Cf. *Règlement* du 26 novembre 1849, art. 20, 21, 22, 23, 24. Si le Recteur estimant qu'il y avait eu défaut de forme ou excès d'indulgence refusait son visa, il était tenu d'adresser au Ministre les motifs de son refus.

(3) Notons cependant une prescription nouvelle, introduite par l'art. 19, interdisant aux candidats ajournés de subir un nouvel examen avant l'ouverture de la session suivante et les obligeant à subir ce nouvel examen devant la même Faculté que le précédent, à moins d'une dispense expresse accordée par le Recteur, et cela par application de la prescription générale de l'arrêté du 26 avril 1828 (« aucun candidat ajourné ou refusé dans une Faculté ne pourra se présenter à l'examen d'une autre Faculté du même ordre, sans y être autorisé par le Conseil royal. ») Cette mesure fut sanctionnée en partie par le paragraphe 3 de l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 ainsi conçu : « Un candidat refusé ne peut se présenter avant trois mois à un nouvel examen, sous peine de nullité du diplôme ou du brevet indûment obtenu. »

Il faut croire que le Ministre, en 1849 et le législateur en 1850, avaient voulu, par là, mettre fin à une pratique frauduleuse qui consistait, pour certains candidats refusés, à s'inscrire, quelques jours après leur échec, dans une Faculté voisine pour y tenter de nouveau leur chance. La prévoyance allait même, chez certains, jusqu'à leur faire prendre leur inscription dans plusieurs Facultés. Deux circulaires ministérielles, l'une du 29 novembre 1850, l'autre du 17 décembre de la même année, furent nécessaires pour rappeler ces candidats au respect de la loi. « Je n'ai pas le droit de dispenser les citoyens de l'exécution de la loi, écrivait de Parieu aux Recteurs le 25 novembre 1850. Il importe même que cette prescription ne puisse être éludée puisque le législateur y a attaché une sanction pénale, à savoir la nullité du diplôme indûment obtenu. » Et comme la loi de 1850 avait supprimé l'obligation faite par le règlement du 26 novembre 1848, aux candidats ajournés de subir leur nouvel examen dans la

Un peu plus profondes furent les modifications que de Parieu fit subir au programme de Victor Cousin. Outre la suppression des *Provinciales* et des derniers chapitres du *Siècle de Louis XIV*, qui, depuis 1840, avaient été soumis à une sorte de chassé-croisé au cours duquel ils apparaissaient ou disparaissaient suivant que le vent de la politique soufflait dans un sens ou dans l'autre, nous y remarquons l'abolition de l'histoire littéraire. La littérature est cependant mise au premier rang, avant la philosophie qui, d'une part, gagne une question sur le fondement de la propriété et du droit civil, mais, d'autre part, est amputée de la partie relative à l'histoire des doctrines et de l'introduction qui parlait de son importance. En sciences, les réductions sont plus apparentes que réelles : seule la cosmographie est ramenée aux notions les plus élémentaires. Le Ministre avait pourtant pris son arrêté sur ce considérant que, tout en laissant aux épreuves la durée déjà prescrite par les règlements existants, il convenait de réduire et de simplifier le programme des questions qui servaient de base à l'examen oral.

Il appartenait à Fortoul de pousser la réforme du baccalauréat jusqu'aux conséquences qui découlaient logiquement de la loi du 15 mars 1850. Dès le 1^{er} avril 1851, l'un de ses prédécesseurs immédiats, Ch. Giraud, prenait, en guise de préface, un arrêté qui interdisait la réunion des jurys d'examen au siège des Lycées dans les villes dépourvues de Facultés et décidait que le jury d'examen se réunirait obligatoirement au chef-lieu académique et tiendrait sa session dans la salle même des délibéra-

même Faculté, le Ministre ajoutait : « La facilité accordée aux aspirants de choisir la Faculté devant laquelle ils subiront leur examen et par conséquent le droit qui appartient aux candidats ajournés de se présenter devant une Faculté autre que celle qui les a d'abord éliminés, impose à l'administration la nécessité des précautions les plus minutieuses, puisqu'elle a le devoir de faire prononcer la nullité du diplôme de tout candidat qui, après un premier échec, n'aurait pas mis, avant de tenter une nouvelle épreuve, un intervalle de trois mois complets. Immédiatement après chaque session d'examen ordinaire ou extraordinaire, vous m'adresserez le tableau des candidats ajournés. Ce tableau comprendra les noms, prénoms, dates et lieux de naissance des candidats avec l'indication du jour précis où l'ajournement aura été prononcé. Les noms des candidats qui auront obtenu les certificats d'aptitude que vous me transmettez pour la rédaction des diplômes de bachelier ès lettres seront rigoureusement comparés dans mes bureaux aux noms portés sur les différents tableaux académiques des candidats ajournés, et tout certificat d'aptitude délivré avant l'expiration du délai légal à un candidat qui aurait subi sans succès un premier examen, vous sera renvoyé afin que vous en poursuiviez la nullité devant le Conseil Académique. »

On voit quel système de contrôle minutieux le Ministre avait dû mettre en mouvement pour empêcher les fraudeurs de faire échec à la loi. Il dut d'ailleurs dans sa circulaire du 17 décembre 1852, pour se soustraire aux exigences des candidats qui, se prévalant à leur tour de la loi, demandaient qu'il y eût une session chaque trois mois, autoriser les Recteurs à accorder aux candidats ajournés qui en feraient la demande, la permission de subir hors session, au bout des trois mois réglementaires, un nouvel examen.

tions du Conseil académique (1). Cette mesure avait « pour but de répondre aux exigences de la loi et de prévenir les réclamations qui auraient pu surgir, tant de la part des chefs d'établissements libres que des candidats eux-mêmes » (2). Le même arrêté modifia l'article premier du règlement de 1840, en établissant que la première session commencerait le 1^{er} juillet pour se terminer le 1^{er} août et que la seconde session s'ouvrirait le 15 octobre pour être close le 15 novembre (3).

(1) Cf. *Arrêté* du 1^{er} avril 1851, art. 1 : La juridiction de chacune des Facultés des lettres pour la collation des grades est fixée ainsi qu'il suit :

Faculté d'Aix. — Session au chef-lieu des Académies des Bouches-du-Rhône et de la Corse (Aix et Ajaccio).

Faculté de Besançon. — Session au chef-lieu de l'Académie du Doubs (Besançon).

Faculté de Bordeaux. — Session au chef-lieu des Académies de la Gironde et de la Charente (Bordeaux et Angoulême).

Faculté de Caen. — Session au chef-lieu des Académies du Calvados et de la Seine-Inférieure (Caen et Rouen).

Faculté de Dijon. — Session au chef-lieu des Académies de la Côte-d'Or, de l'Allier, de la Nièvre, du Cher (Dijon, Moulins, Nevers, Bourges).

Faculté de Grenoble. — Session au chef-lieu des Académies de l'Isère et de la Drôme (Grenoble et Valence).

Faculté de Lyon. — Session au chef-lieu des Académies du Rhône, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire (Lyon, Clermont, Le Puy).

Faculté de Montpellier. — Session au chef-lieu des Académies de l'Hérault, du Gard, de l'Aveyron, de l'Algérie (Montpellier, Nîmes, Rodez, Alger).

Faculté de Paris. — Session au chef-lieu des Académies de la Seine, du Nord, de la Marne et du Loiret (Paris, Douai, Reims, Orléans).

Faculté de Poitiers. — Session au chef-lieu des Académies de la Vienne, de la Haute-Vienne et de l'Indre-et-Loire (Poitiers, Limoges, Tours).

Faculté de Rennes. — Session au chef-lieu des Académies d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure, des Côtes-du-Nord et de Maine-et-Loire (Rennes, Nantes, Saint-Brieuc, Angers).

Faculté de Strasbourg. — Session au chef-lieu des Académies du Bas-Rhin, de la Meurthe et de la Moselle (Strasbourg, Nancy, Metz).

Faculté de Toulouse. — Session au chef-lieu des Académies de la Haute-Garonne, du Lot, des Basses-Pyrénées (Toulouse, Cahors, Pau).

Art. 4. — Aux chefs-lieux d'Académie qui ne sont pas le siège d'une Faculté, le jury d'examen se réunira dans la salle du Conseil Académique. Le secrétaire d'Académie remplira près de ces jurys, conformément au règlement du 29 juillet 1850 et au décret du 13 février 1851, les fonctions d'agent comptable qui appartenaient aux économes des Lycées. » Cet article reprend la mesure prescrite par Cousin (arrêté du 14 juillet 1840, art. 9) et dont l'application s'était heurtée à des difficultés dues au manque de locaux (Cf. *supra*, p. 55, note 1).

(2) Cf. *Circulaire* du 5 avril 1851.

(3) D'après le *statut* du 16 février 1810, art. 26, nous l'avons déjà indiqué, les examens du baccalauréat devaient se faire dans les quinze derniers jours de l'année classique, ou dans les quinze jours qui précédaient l'ouverture des cours de la Faculté, c'est-à-dire pratiquement, du 1^{er} au 15 août et du 15 au 30 octobre. (Cf. *Instruction* du 5 avril 1810). Des sessions extraordinaires pouvaient être accordées pendant le cours de l'année, mais seulement par le Grand Maître.

L'arrêté du 7 avril 1821 fixa les dates suivantes : du 16 juillet jusqu'à l'époque des vacances des collèges et du 15 au 30 octobre.

L'arrêté du 12 juillet 1823 reprenant les dispositions du *statut* du 16 février 1810 prescrivit que les examens auraient lieu du 1^{er} au 15 août et du 15 octobre au 15 novembre (art. 2). Le même arrêté (art. 3) interdisait la délivrance de leur diplôme aux candidats admis aux examens de la

Les candidats ajournés en juillet pouvaient ainsi se présenter normalement en octobre, tout en restant dans les limites fixées par la loi du 15 mars 1850. Enfin le même arrêté réintégrant dans les jurys les agrégés des Facultés qui en avaient été exclus par la loi de 1844 (1).

Dès son arrivée au Ministère de l'Instruction publique, Fortoul entreprit la réforme radicale des études secondaires et du baccalauréat. Du 3 décembre 1851 au 1^{er} juillet 1856, période pendant laquelle il resta à la tête de l'université, on compte une vingtaine de documents, arrêtés, circulaires, propositions, relatifs au baccalauréat. Nombreux étaient les Français qui, depuis plus de trente ans, réclamaient une organisation plus souple du plan d'études des collèges. Les économistes soutenaient qu'il y avait un désaccord marqué entre l'instruction des collèges et les besoins d'une société faite pour le travail productif. L'ancien saint-simonien Michel Chevalier et l'économiste Adolphe Blanqui avaient montré les inconvénients, pour le développement de l'économie du pays, d'une éducation exclusivement classique, le premier en critiquant le rapport de Villemain (2), le second en exposant devant

première quinzaine d'août s'ils ne pouvaient pas justifier par un certificat des professeurs, directeurs ou principaux qu'ils avaient suivi le cours de philosophie du Collège jusqu'à la clôture des classes.

Le Ministre de Salvandy dans une *circulaire* du 24 juillet 1838 écrivait aux Recteurs : « Je suis informé que, dans quelques Académies, les Commissions chargées d'examiner les candidats au grade de bachelier ès lettres commencent les examens avant la fin de l'année classique. Outre que cet abus détourne des devoirs qu'ils ont à remplir dans les Collèges les professeurs qui font partie de ces Commissions, il se lie à une grave infraction aux dispositions des règlements concernant la collation des grades universitaires. Ces règlements, en effet, exigent des aspirants au baccalauréat ès lettres, indépendamment de la rhétorique, une année complète de philosophie... Le terme légal, et à l'avenir l'époque de la clôture effective des cours des Collèges, est le jour fixé pour la distribution des prix ; ce n'est donc qu'après cette distribution, c'est-à-dire pendant les vacances, que les Commissions des lettres peuvent régulièrement procéder aux examens. »

Il résulte de ces textes que jusqu'en 1840, il n'y eût au maximum que deux sessions chaque année. Rien n'indique que la deuxième session fût spécialement consacrée à l'examen des candidats ajournés à la première. C'est Victor Cousin qui institua trois sessions annuelles. L'article premier de l'arrêté du 14 juillet 1840 fixe l'ouverture de la première session au quinzième jour avant l'époque fixée pour l'ouverture des vacances des Collèges dans chaque Académie, c'est-à-dire au 1^{er} août, celle de la deuxième au 15 octobre et celle de la troisième au premier lundi après les vacances de Pâques. Le même article prévoyait pour l'Académie de Paris une quatrième session ayant lieu du 1^{er} au 15 janvier. Cette quatrième session fut instituée dans les départements par un *arrêté* du 11 décembre 1840.

(1) Le *règlement* du 29 juillet 1850, art. 53, avait déjà autorisé les doyens à faire appel à des agrégés des Facultés des sciences et, à défaut d'agrégés, à des docteurs ès sciences pour être adjoints aux professeurs des Facultés des Lettres dans les jurys du baccalauréat.

(2) Cf. *Journal des Economistes*, 1843, t. V, p. 50 : « Quoi, s'écriait Michel Chevalier, après 1789 et après 1830, les manufacturiers, les commerçants n'auraient que du primaire, pendant que le degré supérieur serait pour les avocats et les fonctionnaires seuls ! Ce serait une manière de roturer nouvelle qu'on établirait. »

l'Académie des sciences morales les vœux des industriels (1). D'autre part, les savants se plaignaient qu'on ne tint pas compte de leurs découvertes dans les programmes des études secondaires. Se faisant le porte parole de leurs doléances, Jean-Baptiste Dumas publiait, en 1847, au nom de la Faculté des Sciences de Paris, un rapport très sévère sur l'état de l'enseignement scientifique dans les collèges. Aucune place, écrivait Jean-Baptiste Dumas, n'est réservée aux sciences dans les classes de sixième, cinquième et quatrième. De la troisième à la rhétorique on ne leur consacre que des cours facultatifs. Puis, en philosophie, on écrase, sous le fardeau d'un vaste programme scientifique, les élèves qui, hypnotisés par l'examen du baccalauréat, ne pensent pas à autre chose et ne retiennent que « des mots, des idées tronquées, des formules pour l'examen ». La préparation scientifique aux Ecoles supérieures » se fait mieux, ajoutait Jean-Baptiste Dumas, dans certaines maisons privées que dans celles de l'Université » (2).

Mais bien avant Michel Chevalier, Adolphe Blanqui et Jean-Baptiste Dumas, les esprits réfléchis, pour qui les questions sociales ne peuvent être séparées des questions pédagogiques, avaient vu que, pour donner à l'industrie, à l'agriculture et au commerce des hommes compétents, il fallait une culture plus complète que celle de l'enseignement primaire et autre chose que la culture exclusivement classique de l'enseignement secondaire, sans latin, qui serait l'égale de l'autre. Quelques chefs d'établissement désireux de répondre aux besoins, qu'ils sentaient réels, de leur clientèle scolaire eurent recours à la création de cours spéciaux. Une classe commerciale ouverte au collège Sainte-Barbe dès l'an XII, attira, pendant quelques années, un grand nombre d'élèves (3). Divers collèges firent des tentatives semblables (4). Sous la Restauration les essais se multiplièrent particulièrement dans les petites villes où les principaux des collèges communaux se montraient attentifs à satisfaire les besoins de la classe laborieuse qui leur

(1) Cf. *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales*, 14 et 21 mars 1846.

(2) Cf. Journal général de l'Instruction publique, 1847, p. 403, où fut publié ce rapport qui provoqua une réponse énergique des proviseurs des collèges de Paris (*ibid.* p. 679). Les proviseurs, après avoir exposé les progrès de l'enseignement scientifique dans les collèges et les succès remportés au concours d'entrée à l'Ecole polytechnique, concluaient : « On doit prendre absolument le contrepied des assertions du rapport. »

(3) Cf. Quicherat, *Histoire de Sainte-Barbe*, Paris 1864, III, p. 72. Sous la Restauration les élèves de cette classe étaient appelés par dérision les *pas-latins*. Une dame, raconte Quicherat, à qui le préfet des études avait proposé d'y faire entrer son fils, répondit : « Pour rien au monde, monsieur, je ne veux pas que mon fils passe pour un imbécile. »

(4) Cf. G. Weill, *Histoire de l'Enseignement secondaire en France*, Paris 1921, p. 109 : « Le lycée de Pau annonçait en 1812 des leçons payantes d'espagnol et de tenue des livres. Au collège de Semur, le principal, l'abbé de Calonne, organisa une rhétorique française à côté de la rhétorique ordinaire. »

confiait ses enfants. A Paris, l'opinion publique ne resta pas indifférente à ce mouvement. En 1823, les *Tablettes universelles* ouvrirent un concours sur les meilleurs moyens de combler la lacune entre l'école primaire et le collège. Le prix fut décerné à Renouard. Sans rien retrancher aux études classiques qu'il considérait comme excellentes pour la faible minorité des Français mais comme inutiles sinon dangereuses pour les enfants du peuple, Renouard préconisait la création d'un enseignement secondaire comprenant le français, la morale — avec la religion et la législation — une histoire très élémentaire, une géographie plus détaillée, les éléments des sciences naturelles et mécaniques, l'arithmétique et des éléments de géométrie, le dessin, la gymnastique. Cet enseignement de courte durée et en partie ouvert aux adultes devait, dans l'esprit de Renouard, avoir pour but essentiel la préparation aux carrières pratiques (1).

C'est pour répondre à ces tendances, qui avaient obtenu audience dans les milieux dirigeants de l'Université (2), que la première tâche de Vatimesnil en 1823, après avoir installé les services du Ministère de l'Instruction Publique dans les locaux de la rue de Grenelle où ils sont encore maintenant (3), fut de préparer une réforme du plan des études secondaires qui modernisait l'enseignement classique par le développement des sciences et l'introduction des langues vivantes. Mais, au lieu de pousser ses efforts dans le sens où Vatimesnil avait orienté les siens, le gouvernement de 1830 préféra renforcer le programme des études classiques au détriment des études scientifiques. Guizot, qui avait dirigé en 1824 le rapport sur le concours des *Tablettes universelles* écrivait, en 1832, à un ami à propos de son fils : « François va faire sa philosophie et des mathématiques. C'est un nouveau monde, il est dégoûté de l'ancien. Il a fallu toute sa douceur et sa confiance en moi pour que cette dernière année de grec et de latin ne lui fût pas nauséabonde. » Il y a là, ajoutait-il, « quelque chose, et quelque chose d'important à changer. L'enseignement est trop maigre et trop lent. Il y a trop loin de l'atmosphère intellectuelle du monde réel à celle du Collège. » Cependant il persistait à affirmer sa fidélité à l'éducation classique sans laquelle « on n'est qu'un parvenu en fait d'intelligence » (4). Et, pour résoudre le problème

(1) Cf. Renouard, *Considérations sur les lacunes de l'enseignement secondaire en France*, 1824.

(2) Cf. Rendu, M. Ambroise Rendu, p. 116.

(3) Cf. L. Planté, *Vatimesnil*, in *Revue bleue*, 3 novembre 1928.

(4) Cf. Mme de Witt, M. Guizot dans sa famille et avec ses amis, p. 138. On peut rapprocher de cette confiance tombée de la plume du Ministre de l'Instruction publique, le tableau tracé par un brillant humaniste, chargé de lauriers scolaires. Voici ce que dit Edmond About : « L'Université, comme je l'ai connue en 1840, n'était guère qu'une fabrique de bacheliers. Le système avait pour centre le concours général des collèges de Paris, dernier critérium de ce qu'on appelait les fortes études. Les fortes études, de notre temps, consistent à traduire en français.

pédagogique et social de l'alliance de la culture littéraire et de la culture scientifique, il ne trouva rien de mieux qu'un expédient qui laissait le problème entier et qui attend encore de nos jours une solution définitive : le vote de la loi de 1833 instituant les écoles primaires supérieures.

En mars 1837, au cours de la discussion du projet de loi sur l'enseignement secondaire que Guizot, Ministre de l'Instruction publique pour la troisième fois, avait déposé sur le bureau de la Chambre des Députés, le fils du philosophe qui avait inspiré le programme des écoles centrales, Victor de Tracy, provoqua un débat sur le plan d'études des classes secondaires et, par voie de conséquence, sur le programme du baccalauréat, en blâmant le maintien d'une éducation exclusivement littéraire : « Je suis déjà plus vieux, dit-il, que trois ou quatre sciences ; je suis né avant la chimie, avant la véritable physique, avant la géologie... Et vous prétendez vous maintenir aux études d'il y a trois cents ans. La chose n'est pas possible. » L'intervention de Victor de Tracy donna à la discussion une ampleur inattendue et le débat, continué pendant plusieurs jours, mit Arago aux prises avec Lamartine. De bonnes études littéraires sont nécessaires déclara Arago, et ceux des grands savants qui n'en ont pas fait ont tous « quelque chose d'incomplet, d'inachevé. » Mais ces études n'ont pas besoin, pour être fructueuses de rester sous la tutelle du grec et du latin : il faut laisser les langues mortes dans les collèges royaux et les remplacer ailleurs par l'étude sérieuse du français, jointe à une langue vivante, choisie selon les besoins de chaque région (1). Lamartine

en grec ou en latin, et réciproquement ; à traiter un sujet donné en prose française ou latine, et à badiner élégamment en vers latins. A ce programme renouveau des bons pères Jésuites, l'esprit moderne avait ajouté l'histoire, la philosophie, les sciences exactes et les langues vivantes. Mais l'étude des langues vivantes n'étant pas primée au concours général, demeurait dans un discrédit absolu... L'histoire, étude un peu trop absorbante, était laissée à quelques élèves spécialistes... Quant aux sciences exactes, il était de bon ton de les ignorer si l'on ne se destinait pas à Saint-Cyr ou à l'Ecole polytechnique. Pour ce qui est de la philosophie on lui donnait un an tout plein. Mais la philosophie n'étant alors que le développement de quelques lieux communs oratoires par M. Cousin, pouvait compter comme une suprême année de rhétorique. En résumé l'enseignement officiel ne tendait qu'à propager, étendre et perfectionner le manie-ment du grec et du latin ». Le résultat, c'était que « sur une classe de quatre-vingt élèves, dix ou douze s'intéressaient peu ou prou à l'intrépide travail du collège ». (*Le Progrès*, 1864, p. 388-401).

On trouve les mêmes reproches chez Jules Janin, élève au collège Louis-le-Grand, sous la Restauration (cf. *Jules Janin peint par lui-même*, en tête de *L'Ane mort et la femme guillotinée*, 1883) chez Got (cf. *Journal*, p. 28), chez Eugène Pelletan (cf. Edouard Petit, *Eugène Pelletan*, p. 14).

Par contre J.-J. Weiss affirme que les exercices scolaires étaient très attrayants et que « le point culminant » de l'art d'enseigner fut atteint en France, vers 1840 (cf. J.-J. Weiss in *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1873).

(1) *Séance* du 23 mars 1837. Arago croyait à l'efficacité de ce qu'on a appelé plus tard le « latin court » : « Il n'est pas d'intelligence, toute simple qu'elle soit, affirmait-il, qui n'apprenne l'allemand en deux années d'une manière satisfaisante. Pour le latin et le grec, ce devrait être la même chose ».

lui répondit en montrant que, pour être solide et féconde, l'éducation pratique, industrielle ou commerciale, doit être édifiée sur une éducation littéraire susceptible de donner à la nation un fond d'idées communes. Seule l'étude du grec et du latin peuvent conduire un peuple à ce résultat, car seuls les anciens eurent le sens du beau. Le tournoi oratoire entre le savant et le poète resta sans conclusion pratique et, pas plus au cours de son troisième ministère que pendant les deux premiers, Guizot n'osa toucher au privilège exclusif dont jouissaient le grec et le latin, aussi bien dans le plan d'études des collèges que dans le programme du baccalauréat.

Quant à ses successeurs, Villemain (1) et Cousin, leur but principal, nous l'avons déjà constaté, fut de conserver, dans l'enseignement secondaire, la prépondérance des humanités. Avec eux l'enseignement scientifique, banni de toutes les classes depuis la sixième jusqu'à la rhétorique, se vit une fois de plus refouler dans la classe de philosophie. De telle sorte que lorsque Fortoul entreprit sa réforme, il se trouva en présence d'un plan d'études secondaires et d'un programme du baccalauréat qui, après la tentative avortée de Vatimesnil, n'étaient plus autre chose, suivant les termes mêmes de Cousin, « que le retour, avec quelques perfectionnements, au plan d'études des lycées de l'Empire, qui lui-même était la pratique perfectionnée des anciens Collèges de l'Université de Paris. » (2).

Sans doute, Saint-Marc Girardin avait préconisé un enseignement renfermant beaucoup de sciences et une partie littéraire fondée soit sur la méthode classique avec des exercices de version latine; soit sur la méthode primaire avec l'enseignement du français par le français (3). Et de Salvandy, redevenu Ministre de l'Instruction publique, adoptant les idées de Saint-Marc Girardin, avait promulgué en 1847 un plan d'études où la part des sciences dans l'enseignement classique était augmentée. Mais la révolution de 1848 en avait ajourné l'application complète et le vaste programme du baccalauréat de Victor Cousin n'avait subi d'autres modifications que celles, bien légères, que de Parieu y avait apportées en 1849.

Pendant ce temps, Bastiat, plein d'admiration pour les manifestations républicaines des étudiants et des lycéens, montrait la jeunesse préparée au socialisme par l'étude du latin et par le culte

(1) Goubeaux qui s'efforçait de réaliser le collège moderne, devenu plus tard le collège Chaptal, s'entendit répondre par Villemain, dont il avait sollicité l'appui par l'intermédiaire de Legouvé : « un collège français, en France, jamais ». (Cf. *Collège Chaptal, Le livre du cinquantenaire*, 1895).

(2) Cf. V. Cousin, *Œuvres*, t. v. p. 184.

(3) Cf. Saint-Marc Girardin, *De l'Instruction intermédiaire et de ses rapports avec l'instruction secondaire*, 1847.

que les professeurs ne cessaient d'étaler devant elle pour un peuple de pillards. Bastiat, en effet, ne se contentait pas de reprocher au grec et au latin d'être inutiles : il joignait sa verve mordante à celle de l'abbé Gaume (1) pour attaquer la moralité des écrivains romains. Il va sans dire qu'il ne l'attaquait ni de la même façon, ni dans le même but. « Je suppose, écrivait-il, qu'il existe quelque part, aux antipodes, une nation qui, haïssant et méprisant le travail, ait fondé tous ses moyens d'existence sur le pillage successif de tous les peuples voisins et sur l'esclavage. Cette nation s'est fait une politique, une morale, une religion, une opinion publique conforme au principe brutal qui la conserve et la développe. La France ayant donné au clergé le monopole de l'éducation, celui-ci ne trouve rien de mieux à faire que d'envoyer toute la jeunesse française chez ce peuple, vivre de sa vie, s'inspirer de ses sentiments, s'enthousiasmer de ses enthousiasmes, et respirer ses idées comme l'air. Seulement il a soin que chaque écolier parte muni d'un petit volume appelé l'*Évangile*. Les générations ainsi élevées reviennent sur le sol de la patrie; une révolte éclate; je laisse à penser le rôle qu'elles y jouent.

« Ce que voyant, l'Etat arrache au clergé le monopole de l'enseignement et le remet à l'Université. L'Université, fidèle aux traditions, envoie, elle aussi, la jeunesse aux antipodes, chez le peuple pillard et possesseur d'esclaves, après l'avoir toutefois approvisionnée d'un petit volume intitulé : *Philosophie*. Cinq ou six générations ainsi élevées ont à peine revu le sol natal qu'une seconde révolution vient à éclater. Formées à la même école que leurs devancières, elles s'en montrent les dignes émules.

« Alors vient la guerre entre les monopoleurs (2). — C'est votre petit livre qui a fait tout le mal, dit le clergé. — C'est le vôtre, répond l'Université.

« Eh non, Messieurs, vos petits livres ne sont pour rien en tout ceci. Ce qui a fait le mal, c'est l'idée bizarre, par vous conçue et exécutée, d'envoyer la jeunesse française destinée au travail, à la paix, à la liberté, s'imprégner, s'imbiber et se saturer des opinions et des sentiments d'un peuple de brigands et d'esclaves (3) ».

(1) Tandis que Bastiat menait cette campagne contre le latin et le grec, l'abbé Gaume, renouvelant en France la querelle qui avait mis aux prises les savants allemands de 1820 à 1825 publiait un violent pamphlet, intitulé *Le Ver rongeur* où il accusait toute l'antiquité antérieure à Jésus-Christ d'être profondément immorale et l'étude des langues anciennes néfaste pour la formation du véritable esprit catholique. Mais, dans son désir de conserver les études latines, qu'un prélat catholique ne pourrait sacrifier, il prétendait que l'Eglise avait donné naissance à une littérature latine aussi parfaite que la première et que Saint-Augustin, par exemple, n'était pas moins latiniste que Cicéron.

(2) Bastiat faisait partie des républicains dont nous avons parlé, (cf. sup., p. 40) qui blâmaient le monopole.

(3) Cf. Bastiat, *Baccalauréat et socialisme*, 1850.

Fortoul qui avait été saint-simonien trouva dans les conseils du gouvernement d'autres saint-simoniens, parmi lesquels les deux grands savants Jean-Baptiste Dumas et Leverrier qui, au culte de la science, associaient l'amour de l'action et de l'autorité. Avec eux, il forma une sorte de « triumvirat » décidé à réorganiser l'enseignement secondaire et le baccalauréat (1). Il s'agissait bien moins de prendre parti pour ou contre le latin que de faire oublier au pays les institutions libérales en le lançant dans une période d'activité économique et de prospérité. Pour atteindre ce résultat, Fortoul estimait, avec ses collaborateurs, que l'un des moyens les plus sûrs était de faire sortir des lycées des bacheliers ayant plus d'aptitudes et de goût pour le métier d'ingénieur et d'industriel que pour celui d'avocat ou de journaliste. Guizot, Saint-Marc Girardin et de Salvandy avaient échoué dans leurs tentatives parce qu'ils n'avaient pas vu que l'état social et politique d'un pays réagit toujours sur son système pédagogique. A une époque où la bourgeoisie régnait, placer dans les mêmes collèges (2) deux enseignements dont l'un était proclamé inférieur à l'autre, c'était fortifier l'ancien et condamner le nouveau à l'insuccès. Fortoul évita cette erreur en partageant les élèves entre deux enseignements d'égale valeur, d'égale dignité et en mettant sur le même pied le baccalauréat ès lettres et le baccalauréat ès sciences. Le 30 août 1852, il publia un arrêté instituant un nouveau plan d'études secondaires qui reçut aussitôt le nom de plan de bifurcation (3). Tous les élèves devaient suivre en commun les classes de sixième, de cinquième et de quatrième. A l'issue de la quatrième les élèves subissaient un examen, appelé examen de grammaire, dont le résultat était constaté par un certificat spécial, indispensable pour passer dans la division supérieure (4). A partir de la troisième s'opérait la séparation entre littéraires et scientifiques. Mais cette séparation était loin d'être absolue : sur dix classes de deux heures, littéraires et scientifiques devaient suivre en commun cinq classes de lettres par semaine.

Quant au baccalauréat, Fortoul décidait qu'il n'y aurait plus

(1) Cf. Cournot, *Souvenirs*, p. 225. Cournot avait collaboré à la réforme de Fortoul et le mot « triumvirat » est de lui.

(2) Cf. Weill, *Histoire de l'Enseignement Secondaire en France*, 1921, p. 112 : « Pour éviter des frais trop grands, plusieurs municipalités installèrent l'école primaire supérieure (créée par Guizot en 1833) dans les bâtiments du collège : c'était placer, côte à côte chaque jour deux populations scolaires dont l'une croyait avoir le droit de mépriser l'autre ». Et plus loin, p. 115 : « Le statut du 5 mars 1847 créait dans tous les collèges royaux et communaux un enseignement spécial parallèle au classique... Les plus petites villes refusaient un enseignement de second ordre... Comment résister au mépris qui poursuivait les « classes d'épiciers » »

(3) Le nom existait avant la chose. *La Revue de l'Instruction publique*, souhaitait, le 15 janvier 1849, « cette bifurcation d'études après laquelle on soupire depuis si longtemps ».

(4) Cf. *Décret* du 10 avril 1852, art. 2.

qu'un baccalauréat ès sciences et un baccalauréat ès lettres, les candidats au baccalauréat ès sciences étant désormais dispensés de produire le diplôme de bachelier ès lettres (1). Le baccalauréat ès sciences comprenait une épreuve écrite et une épreuve orale (2). L'épreuve écrite avait pour objet une partie littéraire consistant en une version latine, et une partie scientifique consistant en une composition sur un sujet de mathématiques ou de physique suivant que le sort en décidait (3). La note *mal* obtenue pour l'une ou l'autre composition entraînait l'ajournement du candidat (4). L'épreuve orale comprenait également une partie littéraire et une partie scientifique. Des numéros correspondant aux ouvrages inscrits au programme de la partie littéraire étant placés dans une urne, le secrétaire du jury tirait le numéro de chacun des ouvrages latins et français, allemands ou anglais, que les candidats devaient expliquer à livre ouvert. En outre, le sort désignait aussi les questions de logique, d'histoire de France et de géographie sur lesquelles chaque candidat était interrogé (5).

Pour la partie scientifique, les candidats devaient, suivant la même procédure, répondre sur l'arithmétique, la géométrie, l'algèbre, la trigonométrie rectiligne, comme dans l'ancien programme du baccalauréat ès sciences mathématiques, avec quelques compléments de géométrie descriptive, de levée de plans et de nivellement ; sur la physique, la chimie et l'histoire naturelle, comme dans l'ancien baccalauréat ès sciences physiques, mais avec un programme plus étendu ; enfin sur la cosmographie et la mécanique (6). Comme on le voit, sauf le grec, remplacé par l'allemand ou l'anglais, sauf aussi l'histoire ancienne et l'histoire du moyen âge, le règlement du 7 septembre 1852 avait pris les programmes des trois baccalauréats préexistants : ès lettres, ès sciences mathématiques, ès sciences physiques et de ces trois programmes fondus ensemble il avait fait un seul programme aboutissant à un seul baccalauréat ès sciences.

Le règlement du 5 septembre 1852, obéissant à un égal souci de symétrie, avait maintenu à l'examen du baccalauréat ès lettres une épreuve écrite et une épreuve orale, et divisé l'épreuve orale en une partie littéraire et une partie scientifique (7). Mais l'épreuve écrite, en plus de la version latine, prévue par le règlement du 14 juillet 1840, était renforcée d'une composition latine ou fran-

(1) Cf. *Décret* du 10 avril 1852, art. 3.

(2) Cf. *Ibid.*, art. 8, 9.

(3) Cf. *Règlement* du 7 septembre 1852, art. 8.

(4) Cf. *Ibid.*, art. 10.

(5) Cf. *Ibid.*, art. 11.

(6) Cf. *Règlement* du 7 septembre 1852, art. 11 et *Décret* du 10 avril 1852, art. 9.

(7) Cf. *Règlement* du 5 septembre 1852, art. 7, 8, 9, 10.

çaise suivant que le sort en décidait (1). « Un complément indispensable et depuis longtemps réclamé, écrivait Fortoul dans une circulaire adressée aux Recteurs le 14 décembre 1852, a été apporté à l'épreuve écrite. L'expérience avait démontré que la version latine ne pouvait constituer à elle seule la condition fondamentale et la base de l'examen. La composition latine ou française qui est ajoutée à la version, en présentant aux candidats un nouveau moyen de montrer leur aptitude et de racheter par un second travail l'imperfection du premier (2) donnera au jury la mesure exacte de leur force et lui permettra de prononcer en pleine connaissance de cause ».

Par contre, le programme des épreuves orales où l'épreuve de langues vivantes instituée pour le baccalauréat ès sciences ne trouvait pas de place, était allégé surtout pour les sciences et la philosophie. La partie scientifique ne comprenait plus que les notions élémentaires d'arithmétique, de géométrie plane et de physique. La philosophie — mot malsonnant pour des oreilles délicates — était réduite à trois questions, sous le nom de logique qui plaisait par un certain parfum de moyen âge, et permettait de restreindre le programme à des exercices inoffensifs (3). Dans le programme littéraire on avait fait disparaître les *Provinciales*. Le *Siècle de Louis XIV* avait trouvé grâce, mais il avait été soumis à de sages mutilations. Dans une édition de cet ouvrage « conforme au texte officiel adopté par le Conseil Impérial » publiée chez Delagrave, on avait supprimé les chapitres

(1) Cf. *Ibid.*, art. 8.

(2) Encore fallait-il que l'une des deux compositions ne fût pas trop mauvaise, car aux termes de l'art. 9 du règlement du 5 septembre 1852, la note *Mal* obtenue à l'une ou l'autre partie de l'épreuve écrite entraînait l'ajournement du candidat.

(3) Cf. Gréard, *Education et Instruction*, 11, p. 81. « De la philosophie était retranchée la partie la plus noble et la plus féconde pour l'âme de la jeunesse : la morale et la théodicée ; on avait même changé son appellation, pour la mieux rabaisser, sous le nom de logique, à une pure gymnastique d'études du 10 avril 1852. Cf. *Lettres sur l'Enseignement*, Paris, Hachette, 1857, p. 7 et 8. Bersot écrivait : « Comment ose-t-on respecter assez peu ces hautes vérités de religion et de morale pour les placer dans la logique, pour les introduire par cette porte basse et dérobée de la méthode, quand il faudrait, pour les recevoir, ouvrir l'esprit et l'âme toute grande, et les montrer comme les sommets de la science ; quand il faudrait imprimer dans les jeunes gens cette pensée qu'il ne s'agit pas là d'analyse et de synthèse, d'induction ni de déduction, mais de notre dignité, de notre bonheur, de tout l'homme. (Bersot, on le voit, mettait les vérités morales et religieuses au-dessus de la méthode)... A quoi sert-il enfin de cacher, ajoute-t-il plus loin, si soigneusement aux jeunes gens, quels qu'ils soient, l'histoire de la philosophie, comme si, dès leur entrée dans le monde, ils ne devaient pas y rencontrer toutes les erreurs, athéisme, panthéisme, fatalisme, matérialisme, communisme, etc., comme si cette innocence d'esprit, si précieusement conservée, devait servir à autre chose qu'à les exposer sans défense à la séduction de doctrines qu'ils admirent pour leur nouveauté, et qui sont seulement vieilles comme le monde. Quelle pitié ».

Victor Duruy (cf. *Notes et Souvenirs*, Paris, Hachette, 1901, I, ch. XI, p. 279) raconte qu'il trouva, un jour d'inspection au lycée de Bourges, un professeur de philosophie « fatiguant ses élèves et lui-même à rendre compte des quarante ou cinquante formes de syllogisme que le moyen âge s'était plu à étudier pour ne pas penser à de plus sérieuses choses. Faute d'espace, ajoute Duruy, il plânait sur place et, ne pouvant s'étendre, il s'enfonçait dans les ténèbres ».

XXXV, XXXVI, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, où il est question des affaires ecclésiastiques et notamment des libertés de l'église gallicane, du calvinisme au temps de Louis XIV, de la révocation de l'Edit de Nantes, des jansénistes, des missions des jésuites en Chine. Dans le chapitre XXXI, le paragraphe relatif à Galilée avait disparu. Dans le chapitre XXXII, tout ce qui regarde Pascal était supprimé. Un collégien, étudiant l'histoire littéraire au dix-septième siècle dans un ouvrage ainsi censuré, ne pouvait même pas se douter que la littérature française compte un écrivain du nom de Pascal.

Les préoccupations de Fortoul, aussi bien pour l'élaboration du plan d'études des lycées du 10 avril 1852, que pour la mise au point de la réforme du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences n'étaient pas uniquement guidées — la mise à l'index du *Précis d'Histoire Moderne* de Michelet (1) et l'amputation brutale du programme littéraire et philosophique en sont une preuve suffisante — par des considérations d'ordre pédagogique. « Tous les efforts du gouvernement, déclarait-il lui-même dans son rapport du 10 avril 1852, à propos du nouveau plan d'études, pourraient demeurer stériles, si la réforme ne dépassait pas l'enceinte des lycées ». La peur des études trop ambitieuses, la crainte de faire des déclassés, le désir de préserver maîtres et élèves contre le goût de l'érudition, des recherches et des subtilités, « cette passion des peuples vieilliss », comme disait Fortoul, avaient poussé l'ancien professeur de Faculté, devenu Ministre de l'Instruction publique, à tout réduire, à tout abaisser (2). Il serait cependant injuste de ne pas reconnaître que, tout en faisant une part, qu'on est en droit de juger excessive, à des considérations extra-scolaires, Fortoul et ses collaborateurs tinrent compte, pour réformer l'examen du baccalauréat, des critiques provoquées par le régime pédagogique dont Victor Cousin avait doté l'Université en 1840 et de l'expérience accumulée par des discussions qui, depuis 1820, remplassaient la presse et la tribune.

« A l'heure qu'il est, lisons-nous dans l'exposé des motifs du décret du 10 avril 1852, instituant le nouveau plan d'études des lycées, le grade de bachelier dans les lettres et dans les sciences n'est en rapport exact ni avec l'enseignement littéraire, ni avec l'enseignement scientifique des Lycées, de sorte que l'enseignement supérieur, complément nécessaire de l'enseignement secondaire, ne s'y rattache que d'une manière très imparfaite. Le baccalauréat ès lettres, limité à une sorte de mnémotechnie, ne résume pas réellement les études classiques; il ne confère

(1) L'interdiction de ce petit livre plein de verve et de jeunesse ne fut levée qu'en 1878 par le Ministre Bardoux.

(2) Cf. G. Weill, *Histoire de l'Enseignement Secondaire en France*, p. 138, 139. Cf. aussi Gréard, *Education et Instruction, Enseignement Secondaire*, 11, p. 80, 81 : « Les sciences étaient étroitement ramenées dans la voie des applications, les lettres dans la voie des exercices préparatoires aux examens ».

à ceux qui obtiennent le diplôme qu'un brevet à peu près sans valeur littéraire. Comme on a eu la prétention de l'imposer aux étudiants des Facultés des sciences, des Facultés de médecine et des Ecoles de pharmacie, c'est-à-dire à des jeunes gens qui n'en ont aucun besoin ou qui n'ont point de vocation pour les lettres, on a été conduit à faire de cette épreuve une vaine formalité, au grand détriment des véritables études classiques qui n'ont plus de sanction. Le baccalauréat ès lettres doit être le témoignage authentique d'une culture intellectuelle suffisamment développée, et c'est à cette condition seulement qu'il sera une préparation sérieuse à l'enseignement des Facultés des Lettres, des Facultés de droit et de théologie, pour lequel il est indispensable. De là naît la nécessité d'exiger des candidats à ce premier grade non plus un travail de mémoire et une préparation purement artificielle, mais la justification de connaissances lentement et méthodiquement acquises ».

Si Fortoul estimait que les épreuves du baccalauréat ès lettres étaient au-dessous du juste niveau des études classiques, celles du baccalauréat ès sciences lui paraissaient au contraire dépasser le but. L'existence de deux baccalauréats ès sciences, l'un pour les sciences mathématiques, l'autre pour les sciences physiques et naturelles, ne lui semblait pas justifiable. « C'est imposer, écrivait-il, à l'entrée des Facultés de l'ordre scientifique, la spécialité des connaissances, et trop exiger de tous les genres de candidats, pour un premier grade qui ne devrait être qu'une épreuve d'aptitude générale à l'étude des sciences mathématiques, physiques et naturelles, de la médecine et de la pharmacie. Les vocations se prononcent plus tard et se spécialisent par la poursuite de l'une des trois licences ès sciences, du diplôme de docteur en médecine, de pharmacien ou d'officier de santé. Par cette considération, le décret n'institue qu'un seul baccalauréat ès sciences... (qui) sera désormais la sanction des études scientifiques secondaires, comme le baccalauréat ès lettres est la sanction des études littéraires du même degré; c'est une épreuve analogue, mais indépendante de la première : car, s'il est donné à quelques natures d'élite d'exceller à la fois dans les sciences et dans les lettres, il serait chimérique de vouloir imposer aux esprits ordinaires, qui forment la majorité, l'obligation de mener de front les études scientifiques et les études littéraires (1) ».

Tandis que de Salvandy et Cousin, sans faire de discrimination entre les élèves, se contentaient de professer que l'étude des sciences mathématiques et physiques devait être réservée à la période de « la réflexion naissante » et n'être admise que dans la classe de

(1) Cf. *Rapport* du 16 avril 1852.

philosophie (1), nous voyons apparaître, avec Fortoul, l'idée de séparation entre scientifiques et littéraires fondée sur le principe pédagogique des aptitudes naturelles.

Partant de ce principe, Fortoul voulait un baccalauréat n'offrant absolument rien qui ne fût « à la portée des capacités ordinaires » (2). « Tout candidat, déclarait-il, qui aura fait des études régulières, c'est-à-dire qui aura acquis les connaissances de littérature classique, d'histoire, de géographie et les notions élémentaires des sciences, que nul homme bien élevé ne doit ignorer, sera en mesure d'obtenir le diplôme » (3). Et, remarque digne d'être notée, Fortoul était convaincu qu'en réduisant les programmes, il donnait aux études plus de force et à l'examen plus de valeur. « Si, déclarait-il encore, comme l'expérience l'a démontré, les règlements antérieurs favorisaient les préparations artificielles et faisaient plus de place à la mémoire qu'à l'intelligence, il fallait, dans l'intérêt des professions libérales dont le baccalauréat ès lettres ouvre l'accès, se hâter de modifier un système trompeur et mettre immédiatement en pratique un mode d'examen qui relèvera nécessairement le niveau des études secondaires en rendant moins superficielles ou moins illusoire les épreuves qui en constatent le mérite... Ils (les examinateurs) n'oublieront point que, si l'examen a été restreint, c'est à la condition de devenir plus sérieux, et que les élèves n'ont été déchargés des travaux étrangers à leurs études littéraires que pour qu'ils puissent se consacrer avec plus de zèle et plus de fruit à celles que le règlement leur impose » (4).

De là les prescriptions relatives aux formalités de l'examen. Fortoul, d'accord avec le Conseil supérieur de l'Instruction publique, aurait voulu, en premier lieu, fixer à dix-huit ans l'âge auquel les candidats seraient admis à subir les épreuves du baccalauréat. « Il a été généralement reconnu, écrivait-il, qu'à seize ans (5) les jeunes gens ne remplissent pas sérieusement les conditions des premiers grades qui leur ouvrent l'accès des Facultés. Les facilités qu'on leur offre aujourd'hui compromettent leur avenir, parce que, dans l'exercice des professions libérales, des diplômes conquis à la hâte ne peuvent tenir lieu de la maturité qui est le fruit du temps. Aussi le Conseil supérieur, répétant un vœu émis dans l'une des précédentes sessions, n'a-t-il pas hésité à déclarer que les aspirants au baccalauréat ne devraient pas se présenter à l'examen avant l'âge de dix-huit ans. Dans l'intérêt des familles elles-mêmes, qui, après n'avoir pas su résister aux

(1) Cf. sup., p. 67, note 2.

(2) Cf. *Circulaire* du 14 décembre 1852.

(3) Cf. *Ibid.*

(4) Cf. *Circulaire* du 14 décembre 1852.

(5) C'était la limite fixée par le décret du 17 mars 1808, art. 19 et qui n'a jamais été modifiée.

sollicitations d'une jeunesse impatiente de tout joug, ont à déplorer les conséquences funestes d'une émancipation prématurée, le Gouvernement adopte en principe cette condition d'âge pour les candidats au baccalauréat ; il en proclame hautement la nécessité. » (1) Mais une telle mesure ne pouvait être prise sans l'approbation du pouvoir législatif qui, écarta la réforme proposée malgré l'avis favorable de M. J. Langlais, député de la Sarthe, rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet du Ministre.

Faute de pouvoir innover sur ce point, les circulaires du 14 décembre 1852 et du 10 juin 1853 relatives à l'application des règlements des 5 et 7 septembre 1852 concernant les examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences, après avoir rappelé avec une insistance particulière les prescriptions que les prédécesseurs de Fortoul avaient édictées pour prévenir les substitutions de personnes (2) pour empêcher les candidats de changer de série (3) et pour rendre les fraudes impossibles, « au moins pendant la durée des compositions » (4), justifient l'article 1^{er}

(1) Cf. *Rapport* du 10 avril 1852.

(2) « Rien n'est innové quant à la limite d'âge ou aux pièces dont la production est exigée ; seulement il a paru nécessaire que les signatures apposées par les candidats mineurs sur les demandes qu'ils vous soumettent fussent légalisées par le maire de la commune dans laquelle réside leur famille. Cette garantie, en fournissant un terme authentique de comparaison et un moyen efficace de contrôle, prévient, j'aime à le penser, les substitutions de personnes » (cf. *Circulaire* du 14 décembre 1852). Cette mesure avait été prise par de Parieu dans son arrêté du 26 novembre 1849 (cf. sup., p. 78). « Vous apporterez à contrôler l'identité des candidats un soin d'autant plus scrupuleux que le diplôme de bachelier ès sciences, exigé maintenant pour la plupart des carrières spéciales, et conférant des droits plus étendus, sera probablement demandé par un nombre de candidats égal à ceux du baccalauréat ès lettres, et se partagera avec ce dernier grade l'élite de la jeunesse studieuse. » (cf. *Circulaire* du 10 juin 1853).

(3) « Vous tiendrez particulièrement la main, Monsieur le Recteur, à l'application rigoureuse des articles 4 et 6 du règlement : le premier prescrit la clôture irrévocable du registre des inscriptions la veille du jour de l'ouverture de la session, le second prononce l'acquit au Trésor des droits consignés par les candidats qui ne se présenteraient pas au jour fixé pour leur examen. S'il n'est pas convenable, ni régulier que les candidats attendent, pour se faire connaître, que les épreuves soient commencées, il serait plus inconvenant encore que, pour ménager leur chance, ils pussent, une fois inscrits changer à volonté de rang et de jour. Vous préviendrez facilement tout abus à cet égard en faisant parvenir à Monsieur le Doyen les noms des candidats inscrits au secrétariat de l'Académie, au fur et à mesure que leurs pièces vous seront adressées et en veillant à ce que les examens aient lieu conformément au tableau que vous aurez dressé. » (cf. *Circulaire* du 14 décembre 1852). « C'est à vous (le Recteur) qu'il appartient de recevoir les inscriptions des candidats et d'en dresser le tableau que vous communiquerez au fur et à mesure, à Monsieur le Doyen, jusqu'à la veille du jour fixé pour le commencement des épreuves, et où vous prononcerez irrévocablement la clôture du registre. » (cf. *Circulaire* du 10 juin 1853).

(4) « Les limites des temps fixées pour chacune des compositions ne devront pas être dépassées sous aucun prétexte et les professeurs, par leur propre exactitude, devront rendre inutile tout délai de surrogation... Vous inviterez MM. les Membres de la Faculté à redoubler de vigilance pour que les fraudes deviennent impossibles, au moins pendant la durée des compositions. La justice disciplinaire du Conseil académique devra sévir immédiatement contre les candidats qui auraient été pris en faute, et cette première satisfaction donnée à la morale sera en même temps une sauvegarde et une garantie pour les bonnes études. Il reste bien entendu que vous aurez à déférer à la justice ordinaire les pratiques coupables qui

des arrêtés des 5 et 7 septembre 1852 réduisant à trois les quatre sessions d'examens que tenaient annuellement les Facultés. (1) Nous avons vu que la session d'octobre, qui permettait aux candidats ajournés de se représenter six semaines, deux mois au plus, après l'épreuve infructueuse du mois d'août, était en contradiction avec les exigences de l'article 63 de la loi du 15 mars 1850. Les instructions du 5 avril 1851 par lesquelles de Parieu avait fixé l'ouverture de la première session au 1^{er} juillet et celle de la deuxième au 15 octobre, levaient cette contradiction mais avaient pour conséquence de réduire la durée de l'année scolaire. Fortoul, voulant à la fois respecter la loi et laisser aux candidats le temps nécessaire pour se préparer sérieusement à l'examen, préféra supprimer la session d'octobre. Bien plus, il interdit d'accueillir toute demande d'examens isolés ou collectifs en dehors des trois sessions réglementaires. « Ces demandes, dit-il, ont presque toujours comme prétexte, non pas des motifs graves et légitimes, mais des convenances particulières ou des espérances qu'on n'oserait avouer. » (2)

Notons enfin une recommandation que nous voyons paraître pour la première fois, dans les circulaires ministérielles : elle a pour but de demander aux examinateurs une juste sévérité en leur donnant l'assurance que la délibération du jury une fois

tombent sous la loi pénale et dont les auteurs méritent une punition d'autant plus sévère qu'ils cherchent à associer à leur criminelle industrie une jeunesse inexpérimentée. » (cf. *Circulaire* du 14 décembre 1852). « Je compte que votre surveillance réussira à prévenir dans l'exécution des mesures qui ont renouvelé ces épreuves, les fraudes trop souvent commises dans les examens du baccalauréat ès lettres, et qui sont ordinairement provoquées ou suggérées par une industrie des plus perverses. Si l'on dénonçait des manœuvres de ce genre vous auriez à réquerir contre les délinquants, devant le Conseil académique, les mesures disciplinaires les plus énergiques. » (cf. *Circulaire* du 10 juin 1853).

(1) Cf. *Règlement* des 5 et 7 septembre 1852, art. 1 et 2 : « Les Facultés (des lettres et des sciences) procèdent chaque année, dans trois sessions, aux examens du baccalauréat (ès lettres et ès sciences). La première session a lieu du 1^{er} août au 1^{er} septembre ; la deuxième, du 1^{er} au 15 décembre ; la troisième, du 15 avril au 1^{er} mai. Une session extraordinaire pourra, en outre, être autorisée par décision spéciale du Ministre de l'Instruction publique. Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des sessions ». *L'arrêté* du 7 juillet 1854 précisa que nul ne serait admis à subir pour la première fois l'examen du baccalauréat ès lettres ou ès sciences à la session d'avril. « L'objet des examens du baccalauréat, lisons-nous dans la *Circulaire* du 15 juillet 1854, étant de constater l'instruction des jeunes gens qui ont terminé le cours des études secondaires il s'ensuit que cette constatation, pour répondre au vœu des règlements comme à l'intérêt des études et à celui des candidats eux-mêmes, doit être faite, soit à la fin de l'année classique pour ceux des candidats qui sont suffisamment préparés, soit à la reprise des cours pour ceux qui avaient besoin de mettre le temps des vacances à profit afin de compléter leur instruction. Les deux sessions des mois d'août et de décembre sont donc les seules auxquelles les candidats puissent régulièrement se présenter, et, si des sessions ont été instituées dans le courant de l'année classique pour fournir aux candidats ajournés les moyens de réparer leurs échecs antérieurs, le but de l'administration n'a jamais été d'offrir à tous les élèves des institutions publiques ou particulières le prétexte de tronquer ou d'interrompre leurs études, pour tenter les épreuves de l'examen avant de s'y être convenablement préparés ».

(2) Cf. *Circulaire* du 14 décembre 1852.

prise, aucune intervention n'en saurait modifier le résultat. « Quant à la juste sévérité qu'il convient d'apporter dans le jugement de la version et de la composition, écrit Fortoul, je ne saurais trop la recommander aux examinateurs... La correction des pensées et du langage doit être la condition indispensable de l'épreuve écrite, comme la précision dans l'explication des auteurs et l'exactitude de l'exposition dans les matières littéraires ou philosophiques seront les conditions indispensables des épreuves orales... Les examinateurs... ne laisseront aucune excuse à l'incapacité ou à la paresse... Il est à désirer aussi que MM. les examinateurs apportent la plus grande réserve à établir des compensations, ordinairement trop indulgentes, entre les diverses parties de l'examen, lorsque les candidats ne se sont pas montrés également satisfaisants dans toutes. (1) Aucune des branches du programme ne peut être négligée impunément, (2) et si l'on doit laisser aux juges, une certaine latitude d'appréciation, c'est à la condition que cette liberté ne tournera pas au détriment des études et ne deviendra pas un droit pour les candidats négligents... Il serait inutile d'ajouter que, le jugement une fois rendu, aucune considération ne pourra en changer l'expression. » (3)

(1) Fortoul pensa que le moyen le plus efficace pour rendre ces complaisances moins aisées était d'interdire aux examinateurs de traduire leurs jugements par des notes chiffrées et de les obliger à employer des « boules de diverses couleurs, d'après l'usage adopté depuis longtemps dans les Facultés de droit » (cf. *Circulaire* du 14 décembre 1852).

La *circulaire* du 14 juin 1853 relative au nouveau mode de votation dans les examens du baccalauréat ès lettres et ès sciences apporte sur le système des boules les précisions suivantes : « A la suite des compositions et au moment où chacun des candidats déclarés admissibles sera appelé pour subir la seconde partie des épreuves, le jury devra déposer dans l'urne une boule dont la couleur représentera la note donnée à ses compositions et qui comptera, par conséquent, pour le résultat final de l'examen. Quant à la valeur des suffrages et à la mention qui sera portée sur le certificat, vous ferez savoir à MM. les Doyens des Facultés de votre ressort que nul examen ne peut entraîner la mention *Très Bien*, s'il ne se trouve dans l'urne au moins quatre boules blanches, sans aucune noire ; la mention *Bien* sera méritée lorsque, sur les cinq boules, il y en aura au moins trois blanches, sans aucune noire ; enfin l'admission à titre suffisant et correspondant à la mention *Assez Bien* ne pourra être inscrite lorsque le candidat aura deux boules noires, c'est-à-dire lorsqu'il aura été déclaré nul dans deux parties de l'examen. La boule blanche correspondant à la mention *Bien* et la boule rouge à la mention *Assez Bien* on devra pour l'appréciation du résultat de l'examen, prendre la moyenne donnée par le rapport des deux couleurs ».

(2) Nous avons vu que l'art. 9 du *Règlement* du 5 septembre 1852 prescrivait que la note *Mal* pour l'une ou l'autre partie de l'épreuve écrite, entraînait l'ajournement du candidat. La même prescription figure à l'article 10 du *Règlement* du 7 septembre 1852.

(3) Cf. *Circulaire* du 14 décembre 1852. « Les compositions étant ici, comme dans les épreuves du baccalauréat ès lettres, la base de l'examen, répète Fortoul, dans sa *circulaire* du 10 juin 1853, MM. les examinateurs sauront, je l'espère en maintenir le niveau à la hauteur convenable. »

Notons que Fortoul réserva aux doyens le soin de choisir les sujets des épreuves écrites (cf. *arrêtés* des 5 et 7 septembre 1852, art. 8). L'arrêté du 9 février 1830 qui institua, pour la première fois, une épreuve écrite, est muet sur ce point. Les *arrêtés* du 14 juillet 1840 (art. 16) et du 26 novembre 1849 (art. 9) prescrivaient que le choix devait être fait par le doyen ou par le président du jury d'examen.

Considérée en elle-même la réforme de Fortoul marquait un réel progrès au point de vue pédagogique. Le renforcement des épreuves écrites affectées d'une note éliminatoire, l'allègement du programme des épreuves orales, l'introduction d'une épreuve de langues vivantes à l'examen du baccalauréat ès sciences et le retour à un seul baccalauréat scientifique, libéré de la vieille et lourde hypothèque qui en défendait l'accès à quiconque n'était pas pourvu du grade de bachelier ès lettres, étaient autant de mesures qui s'imposaient dans l'intérêt bien compris d'une meilleure organisation des études secondaires, de même que s'imposait, dans l'intérêt du baccalauréat, l'application rigoureuse des prescriptions relatives à la sincérité de l'examen.

Mais, d'une part, ces innovations alourdissaient la charge imposée par les examens du baccalauréat aux Facultés des lettres et des sciences dont les professeurs, depuis 1847, étaient seuls à constituer les jurys, — et ce sera là une des raisons principales, comme nous le verrons, de l'hostilité que les professeurs de l'enseignement supérieur témoigneront pendant longtemps au baccalauréat qui, chaque année, dévorait une trop grande partie de leur activité. D'autre part, — chose plus grave — l'abolition du certificat d'études ayant placé définitivement le baccalauréat en dehors et au-dessus de la classe aussi bien pour les élèves des lycées et des collèges que pour ceux de l'enseignement libre, les examinateurs ne disposaient plus, pour asseoir leur jugement, que des éléments d'appréciation qu'un examen presque entièrement soumis aux caprices du tirage au sort leur fournissait. Un rapport adressé, en 1854, au Ministre de l'Instruction publique par le Comité des inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur montre que les inconvénients pédagogiques de la réforme de 1852 n'avaient pas échappé à ceux qui mieux que personne connaissaient les besoins de l'Université et les méthodes les plus propres à les satisfaire.

« Ce qui nous frappe surtout, lisons-nous dans ce rapport, c'est le regrettable exemple des ajournements infligés à des candidats reconnus parmi les meilleurs élèves de leur série. La masse des aspirants n'est déjà que trop portée à voir dans les examens une question de bonne ou de mauvaise chance et à leur attribuer un caractère aléatoire. Il ne faut pas que ces erreurs judiciaires viennent confirmer ce préjugé de la paresse et que les disgrâces imméritées de bons élèves puissent être la justification des mauvais... Dans quelle proportion les succès obtenus pendant le cours des études par les candidats leur seront-ils comptés au moment des épreuves, et de quelles garanties ce puissant moyen d'émulation devra-t-il être entouré ? Le Comité croit devoir insister auprès de Votre Excellence sur l'importance de cette dernière question. On a poussé la garantie de l'impartialité jusqu'à l'abus en voulant

que tous les candidats fussent considérés par les juges comme des unités de même valeur sans aucun égard à leur conduite et à leur travail. Cette fiction ne peut plus se soutenir. Les juges des épreuves universitaires, comme tous les juges du monde, ont besoin au contraire, de connaître tous les antécédents de leurs justiciables, et chaque candidat doit mettre son *curriculum vitæ* sous leurs yeux. Ainsi les erreurs dont nous avons parlé seraient prévenues, et les élèves laborieux trouveraient dans la dispense ou dans l'atténuation des épreuves, une récompense qui exciterait l'émulation de leurs condisciples ».

Le but que s'était proposé de Fortoul, la circulaire du 14 décembre 1852 en fait foi, était pourtant de relever le niveau des études secondaires en améliorant le mode d'examen qui en était la sanction. Son erreur fut de croire que, pour l'atteindre, il suffisait de modifier la procédure des épreuves écrites et orales du baccalauréat en confiant au sort le soin d'en régler tous les détails, alors que la condition indispensable du succès de sa réforme était de mettre l'examen en étroit rapport avec le plan d'études. M. F. Vial attribue l'échec du plan d'études de 1852 et la mauvaise réputation que la réforme de Fortoul a gardée dans l'histoire de l'enseignement secondaire, non pas à des raisons intrinsèques, mais à des causes extérieures (1). Certes, pour qu'une grande réforme pédagogique réussisse, il ne suffit pas qu'elle ait été étudiée par de grands savants et décrétée par un Ministre autoritaire. Il faut aussi, il faut surtout, qu'elle s'adresse à un corps enseignant préparé à la comprendre, à l'approuver, à la servir. A. du Mesnil a raison de dire que la réforme de 1852 était « mort-née » parce qu'elle n'était pas fondée sur « l'adhésion sincère des maîtres (2) ». Fortoul, en effet, par le ton donné aux circulaires où il commentait sa réforme (3), au lieu de se concilier leurs concours confiant, avait provoqué les résistances, sourdes chez les uns, manifestes chez les autres, de ceux qui devaient la féconder et la vivifier par leur action quotidienne. Les professeurs tracassés,

(1) Cf. F. Vial, *Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire*, Paris, Delagrave, 1936, p. 215.

(2) Cf. A. du Mesnil, in *Dictionnaire pédagogique* de Ferdinand Buisson, article *Fortoul*.

(3) « Il importe que l'application régulière et intelligente de nos programmes ait pour effet de combattre les mauvaises méthodes et de corriger les traditions erronées. » (cf. *Circulaire* du 10 juin 1853). — « Nous devons attendre les plus heureux effets des réformes que nous avons entreprises ; mais nous ne les obtiendrons qu'en combattant avec opiniâtreté les derniers restes des routines et de la grossière ignorance d'un régime dont les inconvénients devenaient intolérables. » (cf. *Circulaire* du 18 avril 1855). — « Par un entraînement de passion funeste à tout esprit de tradition, dit Gréard, le premier effet de la moindre réforme en France est trop souvent la condamnation absolue du régime qu'il s'agit d'améliorer : mais jamais ce caractère n'a été plus accusé que dans les instructions qui datent de cette époque ». (cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement secondaire*, 11, p. 80, note 2).

brimés par des ordres empreints de défiance (1) n'apportèrent aucun enthousiasme à l'exécution des prescriptions ministérielles.

Mais là n'est pas, croyons-nous, la raison principale de l'échec de cette réforme. Ce qui la condamnait à une irrémédiable stérilité, quelles que fussent les dispositions pédagogiques ou politiques de ceux qui étaient chargés de l'appliquer, c'était la persistance plus accentuée que jamais d'un profond désaccord entre les programmes du plan d'études et le programme du baccalauréat qui en était la sanction. Plan d'études et examen du baccalauréat, au lieu de former un tout homogène, un organisme complet, étaient mis par la réforme de Fortoul dans un état d'incompatibilité, d'hostilité pourrait-on dire, d'où ne pouvaient sortir que les désordres du divorce. Quand on étudie cette période de l'histoire de notre enseignement secondaire, on est surpris qu'une telle erreur pédagogique ait été commise par des savants comme le baron Thénard, Leverrier, J.-B. Dumas, des philosophes et des artistes comme Ravaisson, Ingres, Eug. Delacroix, de hauts fonctionnaires de l'Université comme Cournot.

Le plan d'études qui, nous l'avons dit, à le prendre en lui-même, marquait un incontestable progrès, devait fatalement souffrir, plus que le baccalauréat, de cette erreur. Les élèves s'aperçurent très vite que le meilleur moyen pour devenir bacheliers était d'immoler à la divinité du jour l'enseignement régulier des classes supérieures, afin de se livrer à une révision générale des matières qui étaient exigées à l'examen sans figurer dans les programmes de ces classes, révision qui exigeait des efforts inouïs de mémoire sans profit pour l'intelligence, mais à laquelle il fallait se soumettre si l'on voulait s'assurer le succès. Les professeurs constatèrent, à l'usage que les 146 numéros du programme de Fortoul contenaient autant de matières que les 500 numéros du programme de Cousin dont la réduction était plus apparente que réelle, que beaucoup de bons candidats complaient moins sur le travail fait en classe que sur le Manuel et sur les préparateurs toujours plus habiles et plus nombreux, pour se mettre au niveau de l'examen, que les mauvais se dirigeaient en foule vers l'examen du baccalauréat ès sciences (2). Nous trouvons, dans les deux *Lettres sur l'Enseignement* de Bersot, en même temps qu'un écho fidèle des légi-

(1) De Fortoul avait, entre autres mesures, réglementé les répétitions et défendu aux professeurs de recevoir des élèves chez eux. « Ils se priveront, peut-être, disait-il avec une blessante ironie, de quelques superfluités ; mais ils en seront récompensés par l'estime publique » (cf. *Circulaire* du 4 avril 1852). Toutes les circulaires de Fortoul ont été publiées par ses soins, en 1856, dans un ouvrage de quatre volumes intitulé : *Réforme de l'enseignement*.

(2) Cf. apud Mme Garnier, *Une Famille*, p. 96, une lettre de Bary : « Le proviseur est venu dans ma classe pour demander aux élèves quelles étaient leurs vocations... Comme les crétins dans les lettres s'imaginent que la stupidité littéraire est une raison pour qu'on soit très fort dans les sciences, la majorité a opté pour les sciences. »

times doléances des professeurs, la confirmation de ce qui nous est apparu comme le vice fondamental de la réforme de 1852 et la véritable raison de son échec.

« Le caractère propre au plan d'études, écrit Bersot, est la recherche de l'utile. On a considéré les spécialités dans lesquelles les hommes se partagent, et on veut fournir à toutes ces spécialités. Au lieu donc de viser à une perfection générale de l'esprit, on ne vise qu'à une perfection particulière, on forme le parfait écolier de l'Ecole Navale, de l'Ecole Forestière, de l'Ecole de Saint-Cyr, de l'Ecole Polytechnique, de l'Ecole Normale. Comme ces écoles s'ouvrent de bonne heure et qu'elles ont leur programme d'admission difficile à proportion du nombre des candidats, on a senti qu'on ne saurait y préparer trop tôt et trop fortement. Aussi, en sortant de la classe de quatrième, les élèves doivent entrer dans la voie des lettres ou dans la voie des sciences; c'est ce qu'on appelle d'un nom emprunté à l'industrie et qui sied bien ici, la bifurcation. Dès lors, l'enseignement ne voit plus que l'école; aucun écart, aucun excès; on les a prévus dans l'enseignement des lettres qui, naturellement vague, invite les élèves à regarder à droite et à gauche et à courir le pays; l'histoire et la philosophie qui éveillent de ces fantaisies ont été mises à la raison. Ce plan est très bien conçu. La séparation des lettres et des sciences répond à la séparation des aptitudes et des carrières; chacun de ces embranchements mène loin et dessert, chemin faisant, les différentes écoles. Ce que l'enseignement scientifique comporte d'études littéraires, ce que l'enseignement littéraire comporte d'études scientifiques, est bien ménagé: on trouve même, appliqué en grand pour la première fois cet excellent principe que, au lieu d'enseigner une science dans toute sa difficulté à un seul âge et à un seul ordre d'esprits, on peut l'enseigner à divers âges et à divers ordres d'esprits, à diverses profondeurs. Je le répète ce plan, comme plan, est très remarquable; il pêche dans la pratique: on a supposé des élèves d'une espèce supérieure ».

Et, comparant la situation des élèves obligés, avant d'avoir une connaissance bien certaine d'eux-mêmes et de la vie, de choisir entre deux voies, à celle d'Hercule qui, lui, était en âge de distinguer entre le bien et le mal et savait de quoi il délibérait, Bersot ajoute: « vers treize ans on les place ainsi à l'entrée de deux chemins, celui des lettres et celui des sciences; des lettres, ils connaissent la grammaire; des sciences, les quatre règles et quelques expériences de physique et de chimie amusantes; on leur a dit que par l'un ils seront ingénieurs, médecins, militaires, etc., par l'autre avocats, magistrats, prêtres et le reste. Or, il n'y a rien de plus incertain, comme chacun sait, que les vocations de treize ans. Les uns, indifférents sur les agréments ou les ennuis du chemin, ne voient, au bout qu'un uniforme qui brille; d'autres, plus prudents, se décident sur leur expérience; ils se jettent dans les lettres par dégoût

des thèmes et des leçons à réciter. Il est vrai que plusieurs, une fois entrés dans ces routes, en sentent les ennuis présents et oublient les anciens ennuis; aussi les voit-on revenir à la route abandonnée jusqu'à ce que, par honte de changer, ils restent où cette honte les a surpris... Comme il a supposé les élèves plus sûrs de leurs aptitudes, plus prévoyants de l'avenir et plus capables de mathématiques qu'ils ne le sont, le plan d'études les suppose aussi plus raisonnables, moins exclusifs. En imposant aux élèves des études étrangères à leurs spécialités, en les réunissant dans de certains exercices communs, après les avoir séparés comme en deux nations, on a pensé qu'ils consentiraient à cette digression; on s'est trompé; cela devait se prévoir et se voit maintenant. Renfermés dans la même classe, sous le même professeur, devant le même travail, les littérateurs restent littérateurs, les scientifiques, scientifiques; autrement ils croiraient perdre leur temps et manquer à la dignité des sciences ou des lettres qu'ils représentent. Par malheur personne ne profite à ces dédains ».

Une telle organisation ne pouvait donner que des résultats déplorables tant pour la formation intellectuelle des élèves que pour leur préparation pédagogique aux examens du baccalauréat. « Avec le système actuel du baccalauréat, dit Bersot, voici comment les choses se passent. Dès la classe de troisième, quelquefois avant, un élève se prépare spécialement au baccalauréat. En attendant qu'il apprenne autre chose, il apprend le programme; puis armé de ce *cicerone*, il va droit devant lui à l'examen; il ne veut voir, ne veut entendre, ne veut faire que ce qui le mène là. Ouvrir son esprit, se former un sens droit, embellir son imagination, assurer son goût (je ne parle même pas des sentiments pour qu'on ne se moque pas de moi) tout cela détourne. Un chemin à faire, tant aujourd'hui que demain, cela est clair, on voit où on va, on sait où on est; à mesure que le temps avance, l'impatience prend, on ne marche plus, on saute, et, parvenu au fossé qui sépare du but, on se lance les yeux fermés, en invoquant la chance. Beaucoup tombent au milieu, quelques-uns arrivent à l'autre bord pour l'édification commune, les victimes s'en retournent, se sèchent et se remettent un peu, puis reprennent leur élan. Que la chance leur soit en aide (1). Et maintenant qu'ils comptent leurs riches-

(1) Le sort prenait, en effet, dans la procédure des épreuves un rôle de plus en plus grand puisque, dans le règlement de Fortoul, il décidait non seulement de la nature des interrogations mais aussi de celle des compositions. « Sera-t-elle, ironise Bersot, française ou latine? C'est le sort qui en décidera. Rien que cela. Si vous avez la main heureuse, vous serez dispensé de savoir écrire en latin, et comme les joueurs les plus malheureux ne le sont pas toujours, avec la résolution de courir la chance jusqu'à ce qu'on tire une composition française, on peut négliger absolument l'autre et se contenter de pratiquer le français commun, avec lequel on se sauve en ce monde. » — Le tirage au sort, écrit H. Lantoine, secrétaire de la Faculté des lettres de Paris. « donnait lieu à un curieux spectacle... Quand le professeur chargé de surveiller la séance, décachait l'un des deux plis renfermant le sujet à dicter, s'il se trouvait que

ses : au lieu d'un esprit vigoureux par une bonne nourriture, bien digérée, par de convenables exercices, une mémoire surmenée, au lieu de science un programme, au lieu de facultés des numéros (1) ». La plaquette de Bersot ne fut publiée qu'à la fin de 1857, après la mort de Fortoul, bien que ses deux lettres paraissent avoir été écrites avant cette date (2). Le Ministre autoritaire vivant, il y aurait eu un réel danger, pour un professeur, à critiquer sa réforme avec une vivacité si pertinente, à moins de vouloir, comme Sarcey, y chercher une occasion d'échapper au joug et de partir en beauté.

Seul le monde médical opposa à la réforme de Fortoul une résistance ouverte. Le décret du 10 avril 1852 qui avait rendu seul exigible, pour pouvoir s'inscrire dans les Facultés de médecine et les Ecoles supérieures de pharmacie, le nouveau diplôme de bachelier ès sciences et supprimé définitivement l'obligation de produire le diplôme de bachelier ès lettres (3) ouvrait ainsi un débat qui passionnera longtemps l'opinion publique et qui, de nos jours encore, se ranime, à des intervalles plus ou moins rapprochés, dans les congrès corporatifs ou dans les enquêtes de la presse, et déferle parfois jusqu'à la tribune de la Chambre ou du Sénat. Les professeurs des Facultés de médecine élevèrent aussitôt des protestations contre cette mesure en l'accusant d'abaisser le niveau intellectuel du corps médical. Pendant six ans, ils renouvelèrent leurs plaintes avec une insistance qui surprend quand on sait avec quelle rigueur Fortoul mettait fin aux réclamations des fonctionnaires de l'Université (4).

Nous trouvons les doléances du corps médical, exposées avec une évidente sympathie, dans le rapport adressé à l'Empereur le 23 août 1858, par Rouland, successeur de Fortoul au Ministère

l'enveloppe recélait une matière de discours latin, bon nombre de candidats, qui avaient compté sur un discours français, prenaient leurs chapeaux et quittaient immédiatement la salle, avec l'espoir d'être mieux traités par la fortune à une autre session » (cf. H. Lantoin, *Le Baccalauréat ès lettres*, in *Revue Universitaire*, 15 février 1896, p. 135). — C'était là, on le voit, un méfait de la politique prise comme guide et mesure d'une réforme pédagogique. Pour enlever aux professeurs qui avaient le tort de ne pas penser comme lui, toute liberté de jugement, de Fortoul avait livré l'examen au hasard, hasard des textes, hasard des questions, hasard de la composition des séries.

(1) Cf. Ernest Bersot, *Lettres sur l'Enseignement*, Paris, Hachette, 1857, I, p. 4, 5, 6, 15 ; II, p. 8.

(2) Ainsi, Bersot parle du tirage au sort pour l'épreuve écrite comme si cette épreuve pouvait être un discours latin ou un discours français. Or, Rouland avait déjà supprimé cette disposition aléatoire par un arrêté daté du 3 août 1857.

(3) Cf. *Décret* du 10 avril 1852, art. 12 : « Les étudiants des Facultés de médecine et des Ecoles supérieures de pharmacie sont dispensés de produire le diplôme de bachelier ès lettres. Ils doivent produire le diplôme de bachelier ès sciences avant de prendre la première inscription. »

(4) Cf. *Rapport* du 23 août 1858, « ...telle a été la conviction du corps médical en présence du décret de 1852, auquel il apposa les plus vives résistances... Six années se sont écoulées... les Facultés et les plus illustres représentants de la médecine n'ont pas discontinué leurs plaintes. »

de l'Instruction publique et des Cultes. Après avoir rendu hommage aux efforts accomplis par son prédécesseur pour intensifier « sous l'impulsion d'un Gouvernement fort et glorieux » dans l'intérêt de l'industrie, des arts et du commerce, « l'étude des sciences appelées à jouer un si grand rôle dans le développement des richesses et de l'activité du pays », Rouland fait observer que la réforme de Fortoul, par cela même qu'elle répondait à des besoins réels, avait été appliquée avec une certaine exagération. « Ainsi, dit-il, l'entraînement légitime vers les études scientifiques ne s'est peut-être pas arrêté à ses véritables limites, lorsque, rejetant la prédominance de l'élément littéraire dans la préparation aux études médicales, il l'a soumise presque exclusivement à l'empire des études mathématiques et physiques (1) ».

(1) Fortoul avait cru atténuer les effets de l'importance accordée par le plan d'études des lycées et par le programme du baccalauréat ès sciences aux études scientifiques en donnant à la partie littéraire de l'examen une valeur éliminatoire. « Ils (les examinateurs), écrivait-il dans sa *circulaire* du 10 juin 1853, ne perdront pas de vue que la composition littéraire a son importance spéciale et doit être jugée indépendamment de la composition scientifique, sans qu'il y ait jamais lieu de les balancer l'une par l'autre. La Commission mixte (Fortoul avait créé pour préparer le nouveau programme du baccalauréat ès sciences, par un arrêté du 9 septembre 1852, une Commission mixte, comprenant les représentants des Ministères de la Guerre, de la Marine, des Finances et de l'Instruction Publique, analogue à celle qu'il avait réunie, par les arrêtés des 7 et 11 juin 1852, pour procéder à la révision des programmes d'admission aux Ecoles spéciales et des programmes de l'enseignement scientifique des lycées. On trouve dans la première Commission les noms de : Ravaisson, Brongniart, Ingres, Picot et Simart, de l'Institut; Belloc, directeur de l'Ecole Nationale spéciale de dessin et de mathématiques appliquées aux arts industriels; Jouffroy, sculpteur; Meissonnier, Duc, Eugène Delacroix, H. Flandrin, F. Pillet; dans la deuxième ceux de : baron Thénard, Leverrier, Dumas, Brongniart, général Morin et Nisard, de l'Institut; Bommar, directeur des études à l'Ecole polytechnique; Rolin, commandant de l'Ecole d'Application d'Etat-major; Bugnot, directeur des études à l'Ecole spéciale militaire; le contre-amiral Mathieu; Guibert, examinateur à l'Ecole de marine; Vieille, maître de conférences à l'Ecole Normale Supérieure; Bécлар, de l'Académie de médecine; Parade, directeur de l'Ecole forestière à Nancy; Sonnet, inspecteur d'Académie), la Commission mixte en signalant la nécessité de la culture littéraire dans l'intérêt même de notre développement industriel, a exprimé le vœu que les traditions classiques de goût et d'élégante civilisation, qui forment comme notre patrimoine national, se retrouvassent dans l'enseignement scientifique. Cette prescription devra servir de règle aux jurys qui, même dans le jugement des autres compositions, auront à tenir soigneusement compte du mérite de la forme et de la correction des idées et du style. »

Mais cette recommandation excellente en soi et faite encore de nos jours aux professeurs par les instructions ministérielles tenant lieu de préface au plan d'études du 3 juin 1925, ne pouvait pas être jugée suffisante par les partisans des humanités pour combler ce que la culture scientifique leur paraissait avoir de déficient. D'autre part, il n'est pas douteux que toute la réforme de Fortoul était fondée sur le principe que l'enseignement des sciences aboutissait à la meilleure forme de culture. « Les principes, lisons-nous dans la même circulaire, qui ont été posés par la Commission mixte, et que mon administration a consacrés, doivent guider les examinateurs, dont la mission est de s'assurer que ces règles, après avoir passé dans la pratique, forment réellement la base de l'instruction des candidats. Ce n'est pas seulement à la mémoire que les sciences doivent s'adresser, et les résultats d'ailleurs si importants qu'elles ont atteints ont peut-être moins de prix encore que les méthodes dont elles usent, et auxquelles elles façonnent les intelligences. Habituer la pensée à s'élever de l'observation des faits à la considération des lois, la faire redescendre des principes à leurs dernières conséquences, féconder

Entrant ensuite dans le vif du débat, Rouland dont le rapport a pour but de justifier son projet de décret relatif au rétablissement de l'obligation du grade de bachelier ès lettres pour les aspirants au grade de docteur en médecine, plaide le dossier du corps médical avec des arguments que nous voyons revenir à peine rajournis, sous la plume des partisans actuels d'une culture greco-latine, comme condition préalable aux études médicales.

« L'art de guérir, écrit le Ministre, si précieux à l'humanité, exige, pour être cultivé et appliqué avec succès autant d'efforts d'intelligence et de jugement que de connaissances théoriques et pratiques. Sans nul doute, le docteur en médecine, digne de ce nom, doit avoir étudié laborieusement et la structure du corps humain et les phénomènes morbides, et la matière médicale, et c'est d'abord aux procédés de l'observation la plus attentive qu'il consacre ses forces et ses veilles. Mais l'observation elle-même serait stérile si toutes les ressources d'un esprit juste, actif, pénétrant, ne venaient à la fois l'assurer et l'étendre; il faut que la médecine, luttant contre les maladies de l'homme, connaisse l'homme tout entier dans sa double essence physique et morale. C'est en spiritualisant ainsi la science médicale, si riche d'ailleurs d'enseignements positifs, que notre époque, répudiant les systèmes absolus, a si largement constitué l'art de guérir et l'a placé au sommet des professions sociales. Pourquoi donc dispenserait-on les aspirants au doctorat en médecine de l'épreuve générale des études littéraires? Mais ce sont ces études qui donnent au goût, au cœur et à l'esprit les tendances les plus délicates et les impulsions les plus heureuses. Le médecin, attaché à des travaux infinis, consulté dans toutes les classes de la société pour tous les maux qui affectent le corps et l'intelligence, obligé à tant de discernement et d'action morale, doit être, avant tout, préparé à l'apprentissage scientifique par une instruction littéraire complète. En négligeant les humanités il néglige un élément indispensable pour lui, il écarte un moyen de succès et d'influence, et il crée peut-être un véritable obstacle à l'autorité comme au progrès de l'art qu'il exerce ».

Cette défense des humanités présentées comme le roc sur lequel peut seulement être édiflée, avec toute la solidité nécessaire, la culture scientifique, était la condamnation la plus nette de la réforme de Fortoul. Le rapport de Rouland fut consacré par le décret impérial du 23 août 1858 rétablissant, pour les étudiants des Facultés de médecine aspirant au doctorat, l'obligation de produire, avant de prendre la première inscription, le diplôme de

les esprits en unissant partout la théorie à l'application et la pratique aux spéculations les plus générales, tel est le but véritable de l'éducation que nous sommes chargés de donner à la jeunesse. Telle est aussi la voie dans laquelle les examinateurs doivent s'efforcer de maintenir ou de faire entrer les élèves et les maîtres. »

bachelier ès lettres (1). Mais Rouland n'entendait pas que ce retour à la tradition fût considéré comme la conclusion d'une lutte entre les partisans de l'enseignement littéraire et les partisans de l'enseignement scientifique. Sa conception traditionaliste du rôle des études secondaires et de la valeur à donner au diplôme qui en contrôle le niveau, les méthodes et les tendances, n'aurait pu se satisfaire d'un système exclusif, sans trahir l'esprit humaniste qui la soutenait. Il s'agissait pour lui de « régler avec sincérité et bon sens » le genre d'études qu'il convenait d'imposer aux élèves des lycées pour les préparer à suivre avec fruit l'enseignement supérieur. Reconnaisant qu'un bachelier ès lettres, pour entrer à la Faculté de médecine, doit justifier, non seulement d'une culture littéraire solide, mais aussi d'une culture scientifique suffisante, il créa un baccalauréat ès sciences restreint exigible avant la troisième inscription (2). Ce baccalauréat dont le programme était allégé de tout ce que le programme du baccalauréat ès sciences contenait de difficile dans sa partie relative aux mathématiques, lui paraissait susceptible de réaliser cette « alliance juste et vraie des sciences et des lettres » qu'il voulait mettre à la base des études médicales.

Il n'est pas douteux que Rouland aurait été heureux d'étendre à tous les élèves de l'enseignement secondaire la mesure qu'il avait prise à l'égard d'une catégorie déterminée d'étudiants. Ses préférences allaient à l'ancienne organisation que Fortoul avait démolie et qui obligeait les candidats au baccalauréat ès sciences à être pourvus du diplôme de bachelier ès lettres. Il n'osa pas faire un tel retour en arrière et il se contenta d'accorder quatre boules blanches, en le dispensant des épreuves littéraires, à tout candidat au baccalauréat ès sciences pourvu du baccalauréat ès lettres (3).

(1) Cf. *Décret* du 23 août 1858, art. 1^{er} : « Les étudiants des Facultés de médecine aspirant au doctorat doivent produire, avant de prendre la première inscription, le diplôme de bachelier ès lettres. »

(2) Cf. *Décret* du 23 août 1858, art. 1^{er} : « Les étudiants des Facultés de médecine aspirant au doctorat doivent produire... avant de prendre la troisième (inscription) le diplôme de bachelier ès sciences, restreint pour la partie mathématique. »

La circulaire du 14 février 1859 précisa la nature et la valeur de ce diplôme : « Ce n'est pas, dit le ministre, un nouveau grade, mais une sorte de brevet spécial de capacité délivré aux seuls étudiants en médecine. Le conseil impérial a pensé, et j'ai complètement partagé son avis, qu'il ne fallait pas encourager les jeunes gens qui n'ont pas en vue l'étude de la médecine, à se contenter du baccalauréat ès sciences restreint. Les familles pourraient y être trompées, et le public lui-même pourrait être induit à regarder comme de véritables bacheliers ès sciences ceux qui n'ont fait que des études mathématiques incomplètes. » Aux termes de l'article 3 du décret du 23 août 1858, les candidats pourvus du baccalauréat ès sciences restreint pouvaient obtenir le grade de bachelier ès sciences en subissant l'examen sur la partie du programme qui n'était pas exigée à l'examen du baccalauréat restreint et en payant le complément des droits s'élevant à la somme de cinquante francs.

(3) Cf. *Règlement* du 7 août 1857, art. 16 : « Les candidats qui sont pourvus du diplôme de bachelier ès lettres sont dispensés des épreuves littéraires du baccalauréat ès sciences. Les parties sur lesquelles ils ne sont point interrogés sont représentées dans l'urne par quatre boules blanches. »

Il espérait, par un tel avantage, obtenir de la libre initiative des professeurs, des élèves et des familles ce qu'il ne voulait pas ou ne pouvait pas leur imposer par un acte d'autorité (1). Cet espoir ne fut pas étranger à la mesure qu'il prit, par un arrêté en date du 6 décembre 1859, et qui scindait l'examen du baccalauréat ès sciences en deux parties, afin de permettre aux candidats qui en feraient la demande de le subir en deux sessions différentes (2).

Réclamée par le Ministre de la guerre dans l'intérêt d'une meilleure organisation de la préparation au concours d'admission à l'Ecole de Saint-Cyr, cette mesure apparut au Ministre de l'Instruction Publique comme une possibilité nouvelle de rendre plus accessibles aux littéraires les épreuves du baccalauréat ès sciences (3). En réalité les décisions de Rouland n'aboutirent qu'à une plus ample multiplication des variétés du baccalauréat ès sciences dont Fortoul avait ramené les épreuves à l'unité. En 1859, il n'en existait pas moins de cinq : le baccalauréat complet (4), le baccalauréat scindé (5), le baccalauréat restreint (6), le baccalauréat complémentaire (7), enfin le baccalauréat à l'usage de ceux qui étaient déjà bacheliers ès lettres (8). Guidés par leur intérêt et par le Manuel, qui sévissait de plus en plus, les candidats, paraît-il, s'y reconnaissaient encore et s'accommodaient des chances variées que leur offrait la variété des épreuves ; les examinateurs ne s'y retrouvaient plus. D'autre part, en scindant le baccalauréat ès sciences en deux épreuves dont la première avait pour objet les sciences physiques et naturelles et pouvait être subie à la fin de l'année de seconde, Rouland, au lieu d'atténuer les défauts

(1) Cf. *Circulaire* du 14 août 1857 : « Cette disposition encouragera beaucoup de jeunes gens à se pourvoir du diplôme de bachelier ès lettres avant de tenter l'épreuve du baccalauréat ès sciences. C'est le vœu de l'administration supérieure et des hommes éminents qui me prêtent leur concours pour la direction des études scientifiques. »

(2) Cf. *Arrêté* du 6 décembre 1859, art. 1^{er} et 2.

(3) Cf. *Circulaire* du 15 décembre 1859 : « Les mesures dont il s'agit ont eu pour but de réunir, dans les classes de troisième et de seconde, toutes les études relatives aux sciences physiques et naturelles, et de réserver l'année de rhétorique à l'étude spéciale de la partie littéraire et des mathématiques exigées pour le baccalauréat ès sciences et pour l'Ecole de Saint-Cyr. Cette répartition qui permet aux jeunes gens de concentrer successivement leurs efforts et leur attention sur chacune des sciences qui font l'objet de l'enseignement, était une première satisfaction donnée aux désirs exprimés par le Ministre de la Guerre. Mais elle ne peut avoir d'effet réellement utile qu'autant que, dès la fin de la classe de seconde, les élèves seront admis à subir la partie des épreuves du baccalauréat ès sciences dont il ne doit plus être question en rhétorique. Ce n'est, en effet, qu'à la condition expresse d'une consécration immédiate donnée à cette partie des études, que la classe de rhétorique peut être ensuite employée, sans préoccupation étrangère, à l'étude exclusive des lettres et des mathématiques. »

(4) Cf. *Décret* du 10 avril 1852, art. 9.

(5) Cf. *Décret* du 6 décembre 1859, art. 1^{er} à 3.

(6) Cf. *Arrêté* du 24 janvier 1859, art 1^{er} à 6.

(7) Cf. *Décret* du 23 août 1858, art. 3.

(8) *Arrêté* du 7 août 1876, art. 16.

du règlement du 7 septembre 1852, les accentua, car cette mesure eut pour effet d'échelonner l'enseignement de la physique, de la chimie et de l'histoire naturelle sur les deux premières années de la bifurcation, tandis que les mathématiques remontant au plus haut degré de l'échelle, étaient en grande partie reportées en rhétorique. Ainsi, contrairement aux règles les plus élémentaires de la pédagogie, c'est à des élèves ne sachant qu'un peu de calcul, mais étrangers à l'algèbre et aux principes de la géométrie et de la mécanique, que les professeurs étaient obligés d'enseigner, vaille que vaille, les lois de la pesanteur, de l'hydrostatique, de la dilation des corps, etc. La décadence des études de physique et de chimie ne tarda pas à devenir manifeste. « Tous les rapports de l'inspection générale l'ont signalée, écrira quatre ans plus tard, Victor Duruy. Les professeurs se plaignent de ne plus trouver comme autrefois, des *élèves* attentifs à leurs cours, mais des *candidats*, aux prises, dès le milieu de l'année de seconde, avec les préoccupations étroites du diplôme, et délaissant l'enseignement général de la classe pour l'étude exclusive du Manuel (1) ».

L'article 8 du règlement du 5 novembre 1852 prescrivait pour l'épreuve écrite du baccalauréat ès lettres, deux compositions: 1° une version latine, 2° une composition latine ou une composition française, suivant que le sort en décidait. Une telle procédure avait provoqué de nombreuses réclamations : on lui reprochait surtout d'établir des différences sensibles entre les épreuves, et de ne pas soumettre tous les candidats aux mêmes chances. Rouland supprima ce qu'elle comportait d'aléatoire et décida, conformément au vœu exprimé par les professeurs des Facultés que les candidats seraient tenus de faire un discours latin (2). « C'est, écrivait le

(1) Cf. *Instruction* du 22 septembre 1863.

(2) Cf. *Arrêté* du 3 août 1857, art. 12. En outre le même article de cet arrêté prescrit, comme l'avait fait Fortoul en 1852, que « le texte de la version et le sujet de discours sont choisis par le doyen de la Faculté ». Nous trouvons la même prescription dans l'arrêté du 7 août 1857, art. 12, relatif à l'examen du baccalauréat ès sciences. La circulaire adressée aux Recteurs, le 14 août 1857, ajoute : « Je ne saurais vous recommander avec trop d'insistance de veiller personnellement à ce que les devoirs qui sont la matière de l'épreuve écrite soient convenablement choisis.

« Il faut qu'ils soient appropriés à la force moyenne et qu'ils ne dépassent, ni en deça ni au delà, le niveau que nous devons essayer de maintenir; que le texte des versions soit toujours emprunté aux auteurs du grand siècle, et que la suite des idées soit facile à saisir. Les élèves distingués auront ainsi l'occasion de montrer qu'ils savent manier leur langue maternelle en luttant habilement contre le texte original. Les élèves moins heureusement doués se sauveront par une interprétation à peu près fidèle. Les matières du discours latin pour le baccalauréat ès lettres, comme les questions scientifiques pour le baccalauréat ès sciences, seront rédigées dans les mêmes vues. MM. les Doyens restent chargés de ce soin: mais je me réserve, suivant les circonstances, et quand le bien des études me paraîtra l'exiger, de leur adresser, sous enveloppe cachetée, les sujets de devoirs qu'ils auront à proposer aux candidats. Je désire me rendre compte personnellement de la force des études, en ordonnant, de temps à autre, des épreuves uniformes; mais, dans tous les cas, je tiens à ce que les devoirs des candidats jugés dignes du diplôme me soient toujours adressés. J'aurai soin de le faire examiner par des hommes compétents. »

Ministre, l'exercice ordinaire de la classe de rhétorique. On se plaint, et avec raison peut-être, de l'affaiblissement des études littéraires. Le seul moyen de les remettre en honneur, c'est de leur assigner la place qui leur revient dans l'examen du baccalauréat ès lettres (1) ». Pour le reste, la matière de l'examen demeurera celle que le programme de 1852 avait fixée et Rouland ne modifia que la procédure des épreuves. Après en avoir fait l'expérience dans deux sessions consécutives à l'examen du baccalauréat ès sciences, il décida que, pour les questions faisant l'objet des épreuves orales, des sujets variés seraient placés sous le même numéro afin de permettre aux candidats de mieux montrer leur savoir (2). C'est ainsi que les huit questions du programme de logique furent divisées en vingt numéros (3). Il en fut de même pour le programme d'histoire et de géographie dont chaque numéro renferma une question d'histoire ancienne, une question d'histoire du moyen âge, une question d'histoire moderne et une question de géographie (4). Les éléments d'arithmétique, de géométrie et de

(1) Cf. *Circulaire* du 14 août 1857.

(2) Cf. *Circulaire* du 14 août 1857 : « Un seul sujet restreint, indiqué par le sort, même lorsqu'il n'est pas convenablement traité, ne prouve pas l'ignorance absolue du candidat, et cependant il est noté comme ignorant parce qu'il n'a aucun moyen de racheter l'insuffisance de son instruction sur un point déterminé. Le succès, en pareil cas, ne prouverait pas davantage en faveur de ses connaissances acquises. Le sort a d'étranges caprices, et il a pu lui assigner une question tout à fait élémentaire dont les préparateurs ont fourni d'avance la réponse. Il était nécessaire de rendre à l'examen le caractère d'un jugement équitable, en cessant d'enfermer les candidats et les juges dans le cercle étroit et infranchissable d'une question unique. »

Après une condamnation aussi pertinente du système du tirage au sort des questions, on est surpris de voir le Ministre le maintenir au lieu de le supprimer et de faire enfin confiance aux examinateurs.

(3) Cf. *Ibid* : « Sous chacun de ces numéros et à côté de la question dogmatique, se trouve l'indication d'un fragment d'auteur que le candidat pourra être invité à analyser. L'Université recommandant à ses élèves les plus beaux et les plus purs modèles du style philosophique, devait tenir à l'honneur de s'assurer, dans l'épreuve finale de l'instruction secondaire, que les candidats au baccalauréat ès lettres avaient mis à profit ces fécondes lectures, qu'ils n'en avaient pas seulement une idée générale et superficielle, mais qu'ils s'étaient pénétrés de l'esprit vivifiant de ces incomparables monuments, et qu'ils en saisissaient l'ensemble et les détails. Les exercices de la classe ne seront que plus sérieux, lorsque les jeunes gens sauront d'avance que le sort leur assignera nécessairement, au terme de leurs études, outre une question de logique convenablement circonscrite, l'appréciation d'un fragment considérable de Cicéron, de Descartes, de Bossuet ou de Fénelon. »

(4) Cf. *Ibid* : « L'autorité supérieure n'a pas entendu entourer l'épreuve du baccalauréat de difficultés superflues; elle s'est uniquement proposé de l'approprier à la force moyenne des intelligences, et elle ne veut interdire l'accès de ce grade qu'à ceux qui n'en sont pas dignes. Les jurys d'examen comprendraient donc bien mal sa pensée, si, un numéro étant donné par le sort, le candidat se voyait obligé d'en épuiser successivement tous les détails, et de répondre, non seulement aux questions d'histoire moderne que le juge lui aura adressées d'abord et qu'il aura convenablement résolues, mais encore aux quatre questions d'histoire ancienne, d'histoire du moyen âge et de géographie renfermées sous le même numéro. Cette rigueur ne serait conforme ni à l'esprit du règlement, ni aux habitudes paternelles de l'Université. Dès qu'un candidat a prouvé par plusieurs réponses claires et précises, qu'il possède la matière sur laquelle il est interrogé et qu'il a profité de l'enseignement de ses maîtres, à quoi bon pousser à bout l'expérience et chercher à mettre en défaut une intelli-

physique étaient présentés de la même manière : chacun des vingt numéros du programme contenait une question d'arithmétique, une question de géographie et une question de physique. Le nombre des numéros du questionnaire fut ainsi réduit de cent quarante-six à soixante-neuf (1). Ernest Bersot, tout en approuvant cette innovation, ne put s'empêcher de faire une réserve qui témoigne d'un sens très aigu des réalités scolaires et d'une connaissance profonde des tendances naturelles des collégiens. « Le programme du baccalauréat ès sciences, écrivait-il, révisé par un arrêté de cette année 1857, laisse plus de latitude à l'examineur et au candidat. Il est à craindre seulement qu'un même numéro comprenant plusieurs sciences, les candidats n'en sacrifient un ou deux pour se rattraper sur la troisième (2) ».

Pour la stricte application des nouvelles mesures relatives à la forme des examens, de même que pour la chasse aux fraudes, Rouland, comme ses prédécesseurs, s'en remettait à la vigilance des recteurs. « Il ne vous échappera pas, Monsieur le Recteur, lisons-nous dans la circulaire du 14 août 1857, que l'exécution des nouveaux règlements sur les deux baccalauréats vous impose une grave responsabilité. Vous représentez le pouvoir central dans la vaste circonscription dont la direction vous est confiée, et ce n'est pas là une vaine prérogative. Pour user du droit que vous confère l'article 24, pour déférer au Ministre en parfaite connaissance de cause, les jeunes gens soupçonnés de quelques fraudes (3), pour protéger efficacement tous les intérêts et ôter tout prétexte aux réclamations des familles, il importe que vous sui-

gence qui mérite des ménagements ? La variété des sujets sur lesquels les candidats peuvent être interrogés n'a pas été imaginée pour aggraver sa situation, mais tout au contraire, pour la rendre meilleure... Les familles qui suivent d'un œil attentif les épreuves du baccalauréat auraient le droit de se plaindre de l'Université, si le nouveau règlement n'était pas appliqué suivant l'esprit que je viens d'indiquer. Je m'en rapporte sur ce point aux sentiments d'équité naturelle dont MM. les Professeurs des Facultés sont animés, et dont leur supériorité même m'offre le plus sûr garant. La publicité des examens et le compte qui m'en sera fidèlement rendu me donnent d'ailleurs l'assurance que les jugements des Facultés seront toujours empreints de cette bienveillance paternelle qui n'exclut pas l'exacte justice. »

(1) La diversité des questions comprises dans un même numéro était parfois déconcertante. En histoire, par exemple, les Assyriens, Bruneaut et Frédégonde, les Médiçis, Mahomet II et la géographie de l'Afrique ne faisaient qu'un numéro.

(2) Cf. Ernest Bersot, *Lettres sur l'Enseignement*, Paris, Hachette, 1857, II, p. 9.

(3) Cf. *Arrêtés* des 5 et 7 août 1857, art. 21 : « Le Recteur défère sans délai les délinquants au Ministre de l'Instruction Publique qui statue directement et sans recours en vertu de son autorité disciplinaire ou délègue la connaissance de l'affaire au Conseil départemental du lieu où l'examen a été subi. Ce Conseil, après avoir entendu ou dûment appelé les délinquants, prononce, suivant les cas, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine de l'exclusion de toutes les Facultés, pour six mois sans appel, et avec recours au Conseil impérial, pour un an ou à toujours. » On sait que les règlements antérieurs (cf. en particulier celui du 5 septembre 1852, art. 12) prescrivaient que les délinquants seraient déferés, non pas au Ministre, mais au Conseil académique.

viez attentivement les opérations si importantes des Facultés dans la collation des grades. Lorsque vos occupations ne vous permettent pas d'assister aux examens, je vous invite à déléguer l'inspecteur d'Académie qui vous rendra compte, jour par jour, de la manière dont mes instructions sont exécutées et vous mettra en mesure d'avoir une opinion précise et motivée sur les incidents qui pourraient survenir. Les Facultés ne forment pas des jurys indépendants; c'est au nom de l'Etat qu'elles enseignent les lettres et les sciences et qu'elles confèrent des grades. Ces attributions, elle ne peuvent les exercer que sous la haute surveillance des dépositaires du pouvoir central et sous le contrôle de l'autorité rectorale ».

C'est en vertu de ce principe de la subordination des membres des Facultés aux représentants du pouvoir central que Rouland fit prendre le 20 juillet 1861 un décret autorisant le Ministre, lorsqu'il le jugerait convenable, à déléguer les Inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur pour présider, chacun dans l'ordre d'études auquel il appartenait, les jurys d'examen des Facultés (1). Jusqu'alors l'administration centrale n'avait pu contrôler que les épreuves écrites des examens du baccalauréat en se faisant envoyer par les Recteurs, avec les rapports des doyens ou des présidents de jurys, les compositions des candidats (2). L'usage, aussi bien que les règlements, l'empêchait d'étendre plus loin son contrôle.

« Pour maintenir le niveau des examens du baccalauréat ès lettres ou du baccalauréat ès sciences, écrivait Rouland dans l'exposé des motifs du décret présenté au Conseil impérial de l'Instruction Publique, suffit-il du contrôle auquel les épreuves écrites sont soumises ? Ne serait-il pas bien autrement profitable que l'information fût étendue à l'ensemble des opérations d'une session et qu'elle comprît les épreuves orales elles-mêmes ?... Les Inspecteurs généraux, dit ce décret (*décret* du 17 mars 1808) n'appartiennent à aucune Académie en particulier, ils les visitent pour reconnaître l'état des écoles et de la discipline dans les facultés, les lycées et les

(1) Cf. *Décret* du 20 juillet 1861, art. unique : « Le Ministre de l'Instruction Publique et des Cultes peut, lorsqu'il le juge convenable, déléguer les Inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur, chacun dans l'ordre d'études auquel il appartient, pour présider les jurys d'examen des Facultés des lettres, des sciences, de médecine et de droit, des Ecoles supérieures de pharmacie, des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie et des Ecoles préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres. Lorsqu'il s'agira des sessions d'examens pour le baccalauréat ès lettres et le baccalauréat ès sciences, la délégation de l'Inspecteur général sera notifiée à la Faculté vingt jours au moins avant l'ouverture de la session. » Le décret du 17 mars 1808 n'avait prévu cette mesure que pour les Facultés de droit.

(2) « L'étude de ces pièces, dit le Ministre, faite avec soin par MM. les Inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur leur a fourni la matière d'un travail aussi utile que considérable, à l'aide duquel on a pu reconnaître, et par suite corriger, dans quelques-unes de nos Facultés des tendances à un excès de sévérité ou d'indulgence qu'il fallait arrêter à temps. »

collèges, pour s'assurer de l'exactitude et des talents des professeurs pour examiner les élèves. Or, comment les Inspecteurs généraux pourraient-ils examiner les élèves d'une Académie quelconque, sinon en prenant part, ainsi que l'organisation des Ecoles de droit l'avait si sagement prévu et établi, aux examens de la Faculté elle-même ?... Si le décret portant organisation de l'Université impose aux Inspecteurs généraux le devoir d'examiner les élèves des Facultés, n'est-ce pas à la condition implicite d'étendre à tous les ordres d'enseignement ce qui avait été spécifié pour l'étude du droit, et de donner à ces fonctionnaires, sous l'autorité du Ministre, le pouvoir de participer dans toutes les Facultés aux examens et aux actes, au même titre que les professeurs ?... Dans l'intérêt des familles, il importe que l'éducation de la jeunesse puisse se poursuivre jusqu'à son terme sous l'œil vigilant des parents ; dans l'intérêt de l'Etat, il n'importe pas moins que le diplôme soit partout l'expression d'un niveau commun de mérite ».

Pédagogiquement, une telle mesure était excellente. Il est certain que la prospection des examens du baccalauréat devait offrir à l'inspection générale une mine de renseignements infiniment plus riche que la visite d'une classe, fût-elle suivie ou précédée d'un examen des devoirs, des compositions et du cahier de textes. Pour ceux qui avaient la charge d'apprécier la valeur des maîtres et des élèves et de mesurer le niveau des études, leur participation aux examens, en qualité de présidents, était sûrement le plus efficace des moyens de contrôle que le Ministre pouvait mettre à leur disposition.

On le voit, toutes les mesures prises par Rouland (du 13 août 1856 au 23 juin 1863, sous son administration, on compte vingt-quatre décrets, arrêtés ou circulaires concernant le baccalauréat) (1), avaient pour but, non pas de démolir la réforme de Fortoul, mais d'en assouplir le mécanisme par une meilleure disposition de ses différents rouages, en tenant compte, dans la mesure où sa timidité le lui permettait, des critiques de Bersot. Même son arrêté du 28 août 1859, aux termes duquel les élèves de la

(1) L'un d'eux (*arrêté* du 25 octobre 1860) détermine les mesures transitoires prises en faveur des jeunes gens originaires de la Savoie et de Nice qui avaient subi le premier examen pour le grade de maître ès arts. L'autre (*décret* du 23 décembre 1857) institue un brevet de capacité équivalent au baccalauréat dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Notons aussi que Rouland eut à résoudre un cas embarrassant, posé par le baccalauréat. Une institutrice, âgée de 37 ans, Julie-Victoire Daubié, auteur de *La Femme pauvre au XX^e siècle, par une femme pauvre* (mémoire couronné par l'Académie de Lyon en 1859) et du *Progrès dans l'enseignement primaire, Justice et Liberté* (Paris, 1862), ouvrage où était plaidée la cause des institutrices laïques et réclamée la suppression des lettres d'obédience, avait demandé à subir, en 1861, les examens du baccalauréat devant la Faculté des lettres de Lyon. Rouland lui refusa l'autorisation de se présenter, vu l'absence de précédents, mais l'année suivante, il fit droit à sa demande et Julie-Victoire Daubié fut la première femme de France bachelière (cf. *Grande Encyclopédie*, t. XIII, p. 961).

section des sciences à Paris et dans les lycées de province les plus importants cessaient d'être réunis à ceux de la section des lettres pour l'enseignement littéraire et ne conservaient plus de commun que l'enseignement de l'histoire et celui des langues vivantes, ne saurait être considéré, quoi qu'en pense Gréard (1), comme un coup porté au système de la bifurcation. Il y a là une retouche, mais non une refonte.

De même, pour l'examen du baccalauréat, les décisions de Rouland apportent de nombreuses et importantes modifications dans la forme, qui, telle l'institution du baccalauréat ès sciences scindé, accentuent, sans le vouloir, les graves défauts des règlements de 1852, mais aucune de ces décisions ne se traduit par le moindre changement dans la matière. En un mot, le plan d'études des lycées et le programme du baccalauréat seront transmis à Victor Duruy par Rouland tels que lui-même les avait reçus de Fortoul. Et Bersot pourra dire, avec autant de raison que d'ironie : « Admirant ce vaste ensemble, et convaincu que la science de nos bacheliers y répond, je désire seulement que, s'il survient là quelque révolution, on sauve un programme pour montrer à une future génération qu'elle était la force de celle-ci, comme on conserve les pesantes armures des chevaliers pour étonner notre faiblesse (2) ».

Le vœu de Bersot a été respecté. Le programme qu'il fustigeait de sa verve mordante et dont avant lui, le duc de Broglie avait dit : « pour le parcourir de question en question, il faudrait des semaines; pour l'épuiser il faudrait des mois, des années : c'est une encyclopédie au petit pied (3) » a été conservé (4). Nous eussions aimé, afin de pouvoir évaluer la force des bacheliers de cette époque, qu'on eût conservé aussi quelques exemplaires de leurs compositions. A défaut de leurs « armures » nous devons nous contenter de ce que nous dit Jules Simon des « chevaliers » dont il avait lui-même dirigé les combats et du programme sur lequel il avait mis leur science à l'épreuve. « Quant au programme... c'était l'encyclopédie de toutes les sciences humai-

(1) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement secondaire*, II, p. 83.

(2) Cf. Ernest Bersot, *Lettres sur l'Enseignement*, Paris, Hachette, 1857, p. 1, p. 12.

(3) Cf. *Rapport* présenté à la Chambre des pairs, 1844. Pendant la séance du 24 avril 1844, à la Chambre des pairs, le comte Beugnot déclarait : « La commission a qualifié ce programme d'encyclopédie au petit pied. Rien de plus juste. Il est constant que l'étendue des matières sur lesquelles les candidats sont examinés est tellement vaste, si peu en rapport avec les lois du développement réel de l'intelligence qu'on pourrait lui faire une juste application de ce mot de Pascal : « Curiosité n'est que vanité »... Vous avez lu, dans un écrit qui vous a été récemment distribué, ce mot d'un professeur qui, déplorant les vices de ce programme et leurs tristes conséquences, disait avec désespoir : « Nous sommes des machines à baccalauréat. »

(4) Nous le reproduirons plus loin aux annexes.

nes. On se consolait de son immensité en pensant qu'il n'y avait, en France, ni un élève, ni un maître qui fût capable de répondre à toutes les questions qu'il contenait. La conséquence d'un tel état de choses était une incertitude cruelle sur le résultat de l'examen et l'obligation d'effleurer une infinité de matières et de n'en approfondir aucune (1) ».

Il faut cependant être juste et reconnaître que s'il n'osa pas ouvrir le robinet pour laisser couler ce qu'il appelait lui-même le « trop plein des programmes », Rouland en proclama au moins la nécessité : « N'est-il pas désirable, déclarait-il quelques mois avant de quitter le Ministère de l'Instruction publique, dont il dirigeait les affaires depuis plus de six ans, que le baccalauréat ès lettres devienne une épreuve plus intelligente et plus sûre, quand elle n'est encore trop souvent qu'une gymnastique de la mémoire, et qu'elle pousse ainsi à la désertion d'études solides et régulières pour favoriser des préparations hâtives et trompeuses (2) ».

Il appartiendra à Victor Duruy de faire une réalité, de ce désir aussi souvent qu'inutilement exprimé.

(1) Cf. Jules Simon. *La réforme de l'Enseignement*, Paris, 1874, p. 37, 38.

(2) Cf. Rouland. *Discours prononcé à la distribution des prix du Concours général*, en 1862.

CHAPITRE VII

LA RÉFORME DE VICTOR DURUY

Victor Duruy était en tournée d'inspection au lycée de Moulins, avec son collègue Roustan, inspecteur général des sciences, lorsqu'il apprit, le 24 juin 1863, que l'empereur venait de lui confier, par un décret paru la veille dans le *Moniteur*, le Ministère de l'Instruction Publique dont les Cultes cessaient de faire partie (1). Entre ses mains, la réforme de Fortoul allait être bien moins ménagée qu'entre les mains de Rouland. Ses fonctions d'inspecteur général lui avaient permis de voir en action le personnel universitaire, d'étudier les questions relatives aux programmes et de constater la nécessité de nombreux changements que son prédécesseur, malgré les rapports qui en dénonçaient l'urgence, n'avait osé ni entreprendre, ni même examiner.

Pour bien marquer le caractère qu'allait prendre son administration, Victor Duruy demandait à l'empereur, cinq jours après son arrivée au Ministère, de signer le décret du 29 juin 1863 qui rendait à la classe de philosophie son rôle et son nom et remettait, par le rétablissement de l'agrégation de philosophie, l'enseignement philosophique dans « ses droits et son honneur » (2). A la première séance du Conseil impérial de l'Instruction Publique (juillet 1863) où il prenait place en qualité de Ministre, il déclara-

(1) Sur les circonstances qui précédèrent cet événement et sur celles qui l'accompagnèrent, cf. Victor Duruy, *Notes et Souvenirs*, Paris, Hachette, 1901, I, VI, p. 170 sq. et notamment, p. 187-188, la lettre écrite à sa fille par Roustan, le 25 juin 1863. Cf. Louis Planté, *Une rencontre de César : Victor Duruy, Ministre de l'Instruction publique*, in *Revue Bleue*, 2 mai 1931, p. 270.

(2) Cf. *Décret* du 29 juin 1863 et *arrêté* du 14 juillet 1863. — A propos de cette mesure, de Montalembert écrivait, le 11 juillet 1863, à Victor Duruy : « Adversaire invétéré de l'ancien monopole universitaire et l'un des auteurs de la loi de 1850, je n'ai jamais pensé que la suppression de la philosophie dût compter parmi les réformes que comportait l'enseignement public, et je n'ai jamais compris comment l'Etat avait pu, en 1852, infliger à ses établissements cette marque d'humiliation. Vous avez été, Monsieur le Ministre, heureusement inspiré en la faisant disparaître, et tous ceux qui ont à cœur l'honneur de la France et de l'esprit humain vous en sauront gré. »

rait : « L'Empereur nous demande de faire des hommes et non pas seulement des bacheliers » (1). Quelques jours après, le 6 août 1863, il écrivait à l'empereur : « ...Dans un pays qui compte vingt-quatre millions de citoyens occupés par l'agriculture, douze millions livrés à l'industrie et au commerce, il faut un *enseignement secondaire français* qui ne fasse ni le mécanicien, ni le tisserand, ni l'ébéniste, mais qui développe l'esprit moral avant que la pratique exerce la main. L'industrie moderne, surtout la nôtre, vit autant de science et d'art que de procédés traditionnels : travaillons donc à développer l'esprit, à épurer le goût de nos futurs industriels. Des cours de français existent déjà dans nos lycées, organisés, il est vrai, d'une manière misérable et honteuse : c'est un esprit nouveau et des hommes nouveaux à y mettre ; avec un peu d'argent et beaucoup de vigilance, on en viendra à bout. Puisque la France est le vrai centre moral du monde, assurons aussi aux enfants de la classe aisée, à ceux qui remplissent les carrières libérales, à ceux qui, par leurs qualités naturelles, leur naissance ou leur fortune, sont appelés à marcher au premier rang de la société, assurons-leur par les Lettres et par les Sciences, par la Philosophie et par l'Histoire, la culture de l'esprit la plus large et la plus féconde, afin de fortifier l'aristocratie de l'intelligence au milieu d'un peuple qui n'en veut pas d'autres, et de donner un contre-poids légitime à cette démocratie qui coule à pleins bords. Si par l'*enseignement primaire* étendu et honoré, et par l'*enseignement secondaire français* largement établi, nous relevons le niveau moral du peuple, relevons en même temps celui de la bourgeoisie par un *enseignement secondaire classique* vigoureusement constitué et par un *enseignement supérieur* dont nous secouerons la mollesse somnolente. Le peuple monte ; que la bourgeoisie ne s'arrête pas, car s'arrêter ce serait descendre. Il ne faut pas oublier non plus que les femmes sont mères deux fois, au jour de l'enfantement et par l'éducation première. Songeons donc à organiser l'*éducation des filles*, car une partie de nos embarras actuels proviennent de ce que nous avons laissé cette éducation aux mains de gens qui ne sont ni de leur temps, ni de leur pays » (2).

Tel est le plan général que Victor Duruy avait dans son portefeuille en prenant possession du Ministère de l'Instruction Publique.

En ce qui concerne plus spécialement l'enseignement secondaire et le baccalauréat, la profession de foi du nouveau Ministre nous est fournie dès le 22 septembre 1863. Dans une circulaire relative

(1) Cf. Victor Duruy, *Notes et souvenirs*, Paris, Hachette, 1901, I, IX, p. 279.

(2) Cf. *Id. Ibid.*, I, VIII, p. 197, 198.

à l'exécution de l'arrêté du 12 septembre 1863 reportant la bifurcation de la Quatrième à la Troisième et abrogeant l'arrêté du 6 décembre 1859 par lequel Rouland avait scindé l'examen du baccalauréat ès-sciences, Victor Duruy résume en quelques lignes, l'idée directrice de son action pédagogique : « Fortifier par un enseignement scientifique mieux coordonné et plus solide la culture intellectuelle des élèves de la section des lettres ; fortifier et mûrir par l'enseignement littéraire d'une première année d'humanités, combiné avec celui des principes mathématiques, la culture intellectuelle de la section des sciences. » (1) Bien que le diplôme qui sanctionne les études secondaires soit, pour les uns le baccalauréat ès lettres, pour les autres, le baccalauréat ès sciences, Victor Duruy ne saurait admettre que ces études, si elles veulent vraiment justifier le nom d'humanités qu'on leur donne, puissent être exclusivement littéraires ou exclusivement scientifiques. (2)

Partant de ce principe et persuadé que les examens du baccalauréat devaient pouvoir lui servir à constater et à régler le niveau des études secondaires, Victor Duruy, avant toute autre mesure, appliqua celle que Rouland avait brandie comme une menace, en 1857, mais qui n'avait jamais été mise en exécution. Le 24 octobre 1863, il avertit les recteurs qu'une fois au moins dans chacune des sessions du baccalauréat, et pour chacune des compositions prescrites par les réglemens, soit pour le baccalauréat ès lettres, soit pour le baccalauréat ès sciences, le Ministre de l'Instruction publique adressera à toutes les Académies un même sujet destiné à être traité, le même jour et à la même heure, dans toutes les Facultés, par la série de candidats appelés ce jour-là d'après leur rang d'inscription à prendre part à l'épreuve écrite. (3) « Dès que les épreuves orales de cette série seront terminées, ajoutait le Ministre, et que le jugement définitif du jury sur chaque candidat aura été prononcé, toutes les compositions me seront envoyées, annotées par les juges, classées par ordre de mérite, et portant chacune la mention de la note attribuée au candidat. »

Cette mesure reçut son application dès la session qui s'ouvrit, dans toute la France, le mardi 3 novembre 1863, à la même

(1) Cf. *Circulaire* du 22 septembre 1863.

(2) « Notre but, répétera-t-il, le 7 août 1867 dans le discours prononcé à la Sorbonne à l'occasion de la distribution des prix du Concours général, n'est pas, comme certains affectent de le croire, d'enseigner à parler latin ou grec, de créer le collège des chimistes ou des historiens, mais d'apprendre à penser et à faire des hommes ; c'est pour cela que nos études s'appellent humanités ».

(3) Nous avons vu (cf. plus haut, p. 78) que depuis l'arrêté du 26 novembre 1849 (art. 10), les candidats étaient divisés en séries pour les épreuves écrites. Cet arrêté avait fixé à vingt le nombre de candidats dans chaque série. Les arrêtés des 5 et 7 septembre 1852 (art. 8) avaient élevé ce nombre à vingt-cinq. Victor Duruy le ramènera à vingt (arrêté du 28 novembre 1864, art. 15).

heure. (1) En imposant à tous les candidats des épreuves identiques, Victor Duruy ne recherchait pas cette unification des examens du baccalauréat dont Victor Cousin avait rêvé sans pouvoir la réaliser autrement que sous son aspect externe. (2) Ce qu'il voulait obtenir c'était les éléments les plus certains d'appréciation et de comparaison au double point de vue de l'amélioration des études secondaires et de la direction qu'il convenait de donner à l'examen lui-même. Soumises à une Commission spéciale composée d'inspecteurs généraux et de professeurs, les compositions furent l'objet d'une étude dont le Ministre n'eut qu'à s'inspirer pour apporter, aussi bien au programme qu'à la procédure des épreuves, des modifications dictées enfin par la pédagogie et non plus par la politique ou par la tradition. C'est de cette expérience renouvelée à chaque session que sont sortis, avec de nombreuses circulaires portant sur des détails (3), le décret du 27 novembre 1864 et les règlements du 28 novembre 1864 et du 25 mars 1865, le premier relatif au baccalauréat ès lettres, le second relatif au baccalauréat ès sciences.

Le décret du 27 novembre 1864 en prescrivant que l'examen du baccalauréat ne porterait plus, désormais, que sur les matières enseignées dans les classes de rhétorique, de philosophie et de mathématiques élémentaires des lycées (4) ramenait la procédure et le programme des épreuves à l'esprit des décrets constitutifs de l'Université. Victor Duruy ne s'en cache pas. « Le Législateur de 1808, écrit-il dans son rapport à l'empereur, en a jugé ainsi : il ne demandait au candidat que de répondre sur les matières enseignées dans les deux classes qui sont comme le résumé

(1) Cf. *Circulaire* du 24 octobre 1863. « Il est indispensable, ajoutait le Ministre, que l'ouverture de la session ait lieu partout le même jour, et que les opérations des jurys se continuent de jour en jour régulièrement, sans autre interruption que celle du dimanche. Il n'importe pas moins que chaque jour les épreuves écrites commencent partout à la même heure... Ce n'est qu'à cette condition que les sujets de composition, envoyés à l'improviste dans toutes les Académies, pourront arriver partout en temps utile, et que l'on prévendra les fraudes que la rapidité des moyens de communication rendrait aujourd'hui si faciles. Je n'ai pas besoin d'ajouter que les plis cachetés qui renferment les textes qui vous seront adressés ne devront être ouverts qu'en présence des candidats à l'heure fixée pour la composition ». Et la circulaire prescrivait que pour la session de novembre 1863 les épreuves auraient lieu le mardi 3, la version latine à huit heures du matin, le discours latin et la composition scientifique à midi. Répondant au « vœu presque unanime » des doyens, le Ministre, par une circulaire datée du 15 février 1864, intervertit cet ordre : « Les candidats seront ainsi appelés, lisons-nous dans cette circulaire, à traiter le matin, alors qu'ils ont l'esprit le plus dispos, la composition la plus longue et la plus difficile, et d'un autre côté les juges pourront trouver plus facilement le temps de corriger cette composition le jour même où elle aura été faite ». Rappelons que la durée de l'épreuve était de deux heures pour la version latine et de trois heures pour le discours latin et la composition de sciences.

(2) Cf. plus haut, p. 68.

(3) Sur les trois cent quatre-vingt-dix-sept circulaires qui ont marqué l'administration de Victor Duruy (23 juin 1863, 17 juillet 1869) quarante-neuf ont pour objet le baccalauréat.

(4) Cf. *Décret* du 27 novembre 1864, art. 1 et 2.

et la plus haute expression de la vie scolaire... Est-il nécessaire... d'obliger l'élève à reprendre, au dernier moment, par un effort de mémoire désespéré, tout l'ensemble de ses études ? Ce qui importe dans la vie du Lycée, c'est moins la matière de l'enseignement que les qualités qui peuvent être développées dans l'esprit par l'étude ; et ce sont ces qualités qu'il faut demander au candidat de montrer, bien plus que le faix, *moles indigesta rerum*, sous lequel son intelligence reste parfois ensevelie... Avant de rendre un élève à sa famille et à la société, ou aux grandes Ecoles de l'Etat et aux services publics, l'Université lui demande de prouver qu'il emporte réellement du Lycée ce qu'il y est venu chercher. Et-ce une masse considérable de connaissances éphémères ? Non, ces connaissances sont le moyen, mais non pas le but de l'éducation : ce but, c'est de cultiver son esprit, de l'exercer, de l'assouplir par un commerce prolongé avec les maîtres de la pensée humaine. Le savoir positif, spécial, sera puisé ailleurs, dans les Ecoles professionnelles, où l'on forme l'ingénieur et le chimiste, le jurisconsulte et le médecin. Au Lycée on prépare l'homme ».

En un mot le rôle du lycéen, pour Victor Duruy, était moins d'amasser des connaissances, que d'apprendre à étudier, et le diplôme qui sanctionnait ses études, au lieu d'attester un « savoir hâtif qui ne résiste pas à quelques mois de loisir », devait être la preuve d'aptitudes réelles à raisonner, à écrire et à parler, formées au contact des grandes œuvres de l'esprit humain et des méthodes de la science. Aussi, le décret du 27 novembre 1864, traduisait-il cette doctrine pédagogique par une mesure qui en découle logiquement : l'article 3 dispensait des épreuves littéraires tout candidat au baccalauréat ès lettres qui avait obtenu un des prix d'honneur de rhétorique ou de philosophie au concours général (1) et des épreuves scientifiques tout candidat au baccalauréat ès sciences qui avait obtenu un des prix d'honneur pour les sciences. Le concours général n'était, en effet, ni un tournoi d'érudition, ni une joute de mémoire. C'était par excellence l'épreuve destinée à déceler chez ceux qui entraient en lutte, en même temps qu'une pensée déjà vigoureuse et un goût déjà sûr pour ce qui est beau et vrai, une aptitude à présenter avec ordre, élégance, clarté et même enthousiasme les connaissances générales qui servent de base à toute culture spécialisée.

Certes, et nous l'avons noté, bien avant Duruy, d'autres Ministres de l'Instruction Publique, de Salvandy, Cousin, Villemain, Fortoul lui-même avaient regretté, avec une égale éloquence et une même sincérité, que l'examen du baccalauréat constatât plutôt l'effort de la mémoire qu'un développement sérieux de l'intelli-

(1) Victor Duruy (Cf. *Décret* du 28 mai 1864, et *arrêté* du 29 mai 1864) venait d'étendre aux lycées et collèges des départements le concours général, qui n'avait été institué que pour les élèves des lycées de Paris.

gence et ne consacraît d'autre mérite que celui d'avoir bien retenu les leçons d'un préparateur habile ou les réponses stéréotypées d'un manuel tenu à jour. Mais aucun d'eux ne sut appliquer le remède susceptible de guérir le mal. Bien plus, sous l'administration des uns et des autres, la réforme des programmes toujours sagement annoncée comme un dégrèvement de l'examen avait toujours abouti moins sagement à des adjonctions nouvelles.

Le mérite de Victor Duruy n'est pas d'avoir reconnu le mal, mais d'avoir forgé, pour le combattre, des armes efficaces, au moment même où Cournot ne voyait qu'un remède « héroïque » ; la suppression pure et simple du baccalauréat (1). Simplifier la matière et la forme de l'examen, le renforcer pour en augmenter la valeur, tel était le but à atteindre. Tel est aussi le but des règlements du 28 novembre 1864 et du 25 mars 1865. Ce qui en caractérise l'économie, c'est, en effet, d'une part, l'augmentation du nombre des épreuves écrites et du coefficient d'importance qui leur est attribué, d'autre part, la réduction de l'examen oral aux matières enseignées dans les classes de rhétorique et de philosophie (2) et la suppression de la liste annuelle des auteurs, de la division des matières en numéros distincts et du tirage au sort de ces numéros.

Il est incontestable que l'épreuve écrite est plus concluante que l'épreuve orale. Dès 1840, Victor Cousin, nous l'avons vu (3) s'était préoccupé de la fortifier et de la développer dans l'intérêt des études. « Elle est, écrivait-il, la meilleure garantie du véritable savoir ; elle laisse au candidat la plénitude de ses moyens ; elle permet au juge de motiver plus sûrement son opinion, et elle écarte ceux des candidats qui n'ont à faire valoir que des connaissances superficielles, un peu de mémoire et beaucoup de hardiesse. » (4) Nous avons vu aussi que, dès cette époque, treize Académies avaient proposé trois compositions. Vingt-quatre ans après, le 4 octobre 1864, Victor Duruy posant aux recteurs la question suivante : Y a-t-il lieu d'ajouter à l'épreuve écrite une composition française de philosophie ? treize recteurs répondent encore oui. (5) Le règlement du 28 novembre 1864 décide, en

(1) Cf. Cournot, *Des institutions d'instruction publique en France*, Paris, 1864, p. 371 : « L'institution du baccalauréat imaginée en 1808 sans que l'on se doutât alors des conséquences, doit amener dans un avenir plus ou moins rapproché, s'il n'y est apporté remède, la ruine complète des études classiques déjà si aidée par les autres tendances de l'époque. A un mal si invétéré, si gangréneux, il faut un remède héroïque : je propose la suppression du baccalauréat tel qu'il a été constitué en 1808 ».

(2) Les langues vivantes enseignées dans ces deux classes feront l'objet d'une interrogation à l'oral, mais à titre facultatif (Cf. *Règlement* du 28 novembre 1864, art. 18).

(3) Cf. sup., p. 66.

(4) Cf. *Circulaire* du 8 mai 1840.

(5) Cf. *Circulaire* du 4 octobre 1864. De l'identité du nombre des avis il serait imprudent de conclure à l'identité des auteurs. En 1840 il y avait vingt-sept Académies ; il n'y en avait plus que seize en 1864.

conséquence, que l'épreuve écrite comprendra une composition latine, une version latine et une composition française sur un texte de philosophie. (1) Non seulement cette partie de l'examen est renforcée quantitativement mais elle acquiert, dans l'ensemble des épreuves, une plus grande importance. Tandis que le règlement du 3 août 1857 ne lui attribuait que deux suffrages sur dix. (2) Duruy lui en accorde trois sur neuf (3). Par là même l'examen oral est ramené à de plus justes limites (4) et sa procédure, à la tradition de 1808. Circonscrit dans le cercle des auteurs expliqués et des disciplines enseignées dans les classes de rhétorique et de philosophie, son but est, d'une part, d'épargner aux élèves le souci d'une préparation spéciale, qui les poussait à négliger l'essentiel pour l'accessoire et les études pour le diplôme, de fournir, d'autre part, aux examinateurs un complément d'information sur les qualités des candidats. Ainsi comprise, l'épreuve orale était enfin débarrassée de l'appareil formidable du questionnaire et la suppression du tirage au sort des questions rendait aux juges leur liberté et, du même coup, la rendait aux études. Appliqué rigoureusement, le règlement du 28 novembre 1864 devait entraîner la disparition du premier obstacle au succès des études classiques, nous voulons dire la mort du manuel qui avait fini non seulement par supplanter le livre, mais par s'interposer entre le professeur et l'élève, tuant chez celui-ci l'imagination, le raisonnement, la liberté du jugement et l'amour de la culture désintéressée. Sans doute, l'usage du questionnaire et du tirage au sort mettait les examinateurs à l'abri de fâcheuses récriminations. Mais cet avantage était largement compensé par un inconvénient d'ordre moral qui atteignait leur probité. C'est, à notre avis, un grand honneur, pour Victor Duruy, de n'avoir pas voulu supporter que les professeurs de l'Université pussent être tenus plus longtemps en suspicion.

Par ces deux mesures, portant sur la matière et la procédure des épreuves écrites et orales, le règlement du 28 novembre 1864 restituait au baccalauréat son vrai caractère. Des dispositions accessoires complétaient l'ensemble de la réforme. Victor Duruy les avait prises après avoir consulté les recteurs et les doyens. C'est ainsi que quatorze recteurs sur seize et dix-sept doyens sur vingt-

(1) Cf. *Règlement* du 28 novembre 1864, art. 12.

(2) Cf. *Règlement* du 3 août 1857, art. 15.

(3) Cf. *Règlement* du 28 novembre 1864, art. 20.

(4) Cf. *Règlement* du 28 novembre 1864, art. 18, 19. « L'épreuve orale commence par l'explication à livre ouvert d'un auteur grec, d'un auteur latin et d'un auteur français, indiqués au candidat par le président du jury, parmi les auteurs prescrits pour la classe de rhétorique des Lycées... Des questions, puisées dans les programmes officiels de l'enseignement des classes de rhétorique et de philosophie sont ensuite adressées au candidat : 1° sur la philosophie ; 2° sur l'histoire et la géographie ; 3° sur les éléments des sciences... Si le candidat en a fait préalablement la demande, il est également interrogé sur une langue vivante ».

deux ayant conclu à la suppression du système des boules que Fortoul avait substitué, en 1852, au système des notes chiffrées (1), le nouveau règlement prescrivait l'adoption d'une échelle de notes comprises entre très bien et passable et pouvant être représentées par les chiffres 4, 3, 2, 1, le zéro correspondant à la note mal étant réservé pour exprimer l'insuffisance du candidat dans une partie quelconque de l'examen. Un seul zéro dans l'épreuve écrite donnait lieu à une délibération du jury pour savoir si le candidat devait être ajourné, quelque excellentes que fussent ses deux autres notes. En outre, nul ne pouvait être admis s'il avait obtenu plus de deux zéros dans l'ensemble des épreuves. (2)

En ce qui concerne l'organisation de l'examen, le règlement du 28 novembre 1864 apporta trois modifications qui méritent d'être signalées. En vertu de l'article 4 les jurys qui, depuis l'arrêté du 2 janvier 1847, devaient être exclusivement composés de professeurs des Facultés, purent être complétés, en cas de besoin, par des agrégés ou par des docteurs choisis sur une liste annuellement dressée par le doyen et proposée au Ministre par le recteur. L'article 5 prescrivit que les candidats devaient être âgés de seize ans au moins, sans spécifier, comme l'avaient fait tous les règlements depuis 1840, que des dispenses pouvaient être accordées. (3) Et là encore Victor Duruy revenait sinon complètement, du moins en partie, à la tradition de 1808.

Il en est de même des prescriptions de l'article 1^{er} ramenant à deux par an le nombre des sessions au cours desquelles les Facultés devaient procéder aux examens du baccalauréat et supprimant tout examen isolé ou collectif en dehors de ces deux sessions dont l'ouverture était respectivement et invariablement (4) fixée au 1^{er} août et au 1^{er} novembre pour le baccalauréat ès lettres, au 20 juillet et au 20 octobre pour le baccalauréat ès sciences. Au cours d'une enquête, dix recteurs sur quatorze avaient avoué au Ministre que la session d'avril avait pour effet de désorganiser les classes au milieu de l'année, et, depuis l'arrêté du 7 juillet 1854, de pousser les élèves à désertir les études dès la fin de la classe de seconde,

(1) Cf. Sup. p. 96, note 1.

(2) Cf. *Règlement* du 28 novembre 1864, art. 21, 22, 23, 24.

(3) Dans sa circulaire du 10 octobre 1863, Victor Duruy avait déjà indiqué que la limite d'âge à 16 ans devait être considérée comme une limite extrême de toute tolérance au-dessous de laquelle il n'était pas permis de descendre. « Toute demande de dispense à cet égard, ajoutait-il, sur *quelque motif qu'elle soit appuyée*, sera regardée comme nulle et non avenue ».

(4) Cf. *Règlements* du 28 novembre 1864 et du 25 mars 1865, art. 1, par. 2. — Cf. aussi *Circulaire* du 12 octobre 1864 : « L'époque de l'ouverture de la prochaine session de novembre pour les examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences a déjà été l'objet, près de moi, de la part de plusieurs doyens, de propositions très diverses. Or, il ne m'est pas possible d'accueillir ces propositions. Il est indispensable que les examens commencent le même jour dans toutes les facultés et s'y continuent régulièrement de jour en jour, sans autre interruption que celle du dimanche pour qu'il puisse être donné suite à la décision du 24 octobre 1863 relative à l'envoi du même sujet de composition dans toutes les Facultés ».

en vue de conquérir, par un premier échec, le droit de se présenter au mois d'avril suivant, au milieu même de la rhétorique. (1) La durée de la première session pouvait s'étendre du 1^{er} août au 1^{er} septembre et celle de la deuxième du 1^{er} au 20 novembre.

Le règlement du 25 mars 1865 ramena le baccalauréat ès sciences au même type d'examen que le baccalauréat ès lettres. Tous les baccalauréats parasites qui avaient pullulé autour de lui, sous l'administration de Rouland, furent supprimés. Seul fut maintenu le baccalauréat restreint à l'usage exclusif des étudiants en médecine.

L'examen du baccalauréat étant ainsi simplifié dans sa matière et dans sa forme, il restait à y adapter les programmes des classes sur lesquels il portait. Les arrêtés des 24 et 25 mars y pourvurent en modifiant le plan d'études des lycées. La caractéristique fondamentale de ce plan était l'échelonnement de l'enseignement scientifique établi, dans chaque classe, parallèlement à l'enseignement littéraire. Les élèves pouvaient ainsi, en sortant des classes de rhétorique ou de philosophie, c'est-à-dire après avoir reçu une culture littéraire développée, passer aisément dans la classe de mathématiques élémentaires. Bien plus, « à la fin de la philosophie, écrit M. Henri Bernès, moyennant un supplément de travail très supportable (*experto crede*) on pouvait, en même temps que le baccalauréat ès lettres, obtenir celui de sciences sans avoir suivi d'autres classes. » (2)

(1) Cf. Note présentée au Conseil impérial de l'Instruction publique (1864). — Une session exceptionnelle fut autorisée en mars 1866. Elle était justifiée par le trouble que l'invasion du choléra avait apporté dans les études des candidats ajournés à la session de novembre 1865 (cf. *circulaire* du 16 décembre 1865). — D'autre part Victor Duruy fut obligé de maintenir pour le baccalauréat ès sciences, une troisième session s'ouvrant du 1^{er} au 15 mai, en faveur des candidats régulièrement inscrits pour l'admission à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, et des étudiants régulièrement inscrits près une Faculté de médecine ou une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie (cf. *Règlement* du 25 mars 1865, art. 1, par. 3). — Le 13 mai 1867, le Ministre de la guerre ayant autorisé les candidats à l'Ecole militaire de Saint-Cyr à produire indifféremment, soit le diplôme de bachelier ès sciences, soit le diplôme de bachelier ès lettres, le bénéfice de cinquante points restant acquis à ceux qui justifiaient de l'un et de l'autre grade, cette décision entraîna l'institution, en mai, d'une troisième session pour le baccalauréat ès lettres réservée, comme celle du baccalauréat ès sciences, aux candidats à Saint-Cyr. Toujours à l'affût des occasions, un certain nombre d'élèves qui ne se destinaient nullement à l'Ecole militaire, réussissaient, dès 1866, à se glisser parmi les candidats admis à la session exceptionnelle, en faisant des déclarations inexactes. Il ne fallut pas moins de quatre circulaires (17 mars 1866, 29 décembre 1866, 20 octobre 1868, 12 avril 1869) pour arriver à empêcher cette fraude.

(2) Cf. Henri Bernès, *Lettres et Sciences dans l'Enseignement secondaire*, in revue des Lycées, n° 4, 1930. « C'est, ajoute, M. Bernès, ce que faisaient beaucoup de bons élèves quels que fussent leurs projets d'avenir ». — Avec le programme de 1925-1931, c'est le contraire qui se réalise le plus aisément. Chaque année des milliers d'élèves de la classe de mathématiques se présentent à la fois au baccalauréat de mathématiques et au baccalauréat de philosophie. En 1935, le Service Central des Examens du Baccalauréat de l'Université de Paris en comptait à lui seul 947. Il n'y a guère d'élèves de la classe de philosophie qui même en faisant appel à « quelques secours particuliers » et à plus forte raison avec « un supplément de travail très

C'était précisément ce que voulait Victor Duruy. « Pour obtenir le baccalauréat ès sciences et préparer le concours d'admission aux grandes écoles scientifiques, beaucoup d'élèves, écrivait-il, d'après le nouveau plan, suivront la grande route des études complètes, c'est-à-dire les quatre classes d'humanités. Avec quelques secours particuliers, qui ne lui feront jamais défaut, un bon élève, à la fin de la philosophie, sera en mesure de se présenter même au baccalauréat ès sciences et par conséquent d'aspirer aux écoles. Cependant je reconnais volontiers que le succès, dans ce cas, sera l'exception. Après la philosophie, il faudra habituellement une année de mathématiques élémentaires pour Saint-Cyr. Une autre année de mathématiques spéciales sera nécessaire pour arriver à l'Ecole polytechnique... Dans cette prévision, la classe de mathématiques élémentaires proprement dite sera, pour les élèves sortant de philosophie, une sorte de vétéranisme qui assurera leur succès. Pour les élèves sortant de rhétorique, ce cours sera en partie une révision des matières apprises précédemment, en partie une étude nouvelle... Quant à ceux qui, plus âgés ou trop impatients, seraient autorisés par leurs familles à quitter les études littéraires après la troisième ou la seconde, il leur sera loisible d'entrer dans une classe préparatoire, dont la porte, toutefois, ne leur sera ouverte qu'à la suite d'un examen constatant qu'ils possèdent bien les principales matières de l'enseignement normal de la classe de troisième. On ne peut, en effet, aborder utilement l'étude spéciale des Mathématiques sans y être préparé par l'étude des lettres... Mais cette préparation plus rapide et moins sûre, ne peut être avantageuse qu'aux candidats que l'âge contraindrait à hâter leurs études. Ceux qui voudraient par là devancer leurs concurrents ou échapper à la nécessité d'un travail sérieux s'exposeraient à de cruelles déceptions et perdraient certainement, dans la carrière qu'ils doivent embrasser, le temps qu'ils auraient cru gagner sur le lycée. C'est ce que vous recommanderez aux chefs d'établissement de faire comprendre aux familles. La question est d'arriver bien et non d'arriver vite. » (1)

En résumé le plan d'études de Victor Duruy constitua le cours normal des humanités avec plus de sciences que par le passé, afin que l'esprit des élèves fût fortifié par les méthodes scientifiques en même temps qu'étendu par les disciplines littéraires. Au bout de la classe de philosophie, le baccalauréat ès lettres et les études ou les carrières dont il ouvrait les portes ; après le cours de mathématiques accessible aussi bien aux élèves qui sortaient de rhétorique qu'à ceux qui étaient déjà bacheliers ès lettres, le baccalauréat ès sciences et les écoles auxquelles il

supportable » soient capables d'affronter les deux examens. A Paris, deux cas seulement se sont produits en 1930. Il s'agissait de deux excellents élèves du lycée Henri IV.

(1) Cf. *Circulaire* du 24 mars 1865.

conduisait. Ainsi le plan des études secondaires et l'examen qui sanctionnait ces études étaient enfin établis et organisés en fonction l'un de l'autre.

Victor Duruy était trop au courant des choses de l'enseignement pour ne pas savoir que le maintien des études secondaires dans une voie vraiment féconde dépend de la direction imprimée aux épreuves du baccalauréat. Ses circulaires en sont le meilleur témoignage. S'inspirant des résultats de l'examen des compositions que chaque Académie lui transmettait à la fin de chaque session et sur lesquelles il n'hésitait pas à se pencher lui-même, nous le voyons entrer dans les détails de l'examen pour donner à ceux qui avaient la charge de le faire subir les directives les plus propres à en garantir la valeur. La circulaire confidentielle qu'il adressait aux Recteurs, le 18 mars 1864, mérite d'être citée :

« En comparant les facultés entre elles, lisons-nous dans ce document, pour la direction donnée aux épreuves écrites du baccalauréat et pour la correction de ces épreuves, je remarque d'assez grandes différences. Dans quelques facultés on évalue les fautes en chiffres, ou bien on les indique par des observations en marge, ou en tête de la composition ; dans d'autres facultés on se dispense de ce soin. Il y a des facultés où l'on marque la boule (1) attribuée au candidat, et d'autres où l'on ne la marque pas, et ainsi du reste. Pour éviter ces variations, je me vois forcé de tracer les règles suivantes auxquelles je désire qu'on se conforme à l'avenir :

1°) Corriger à la plume, et non au crayon, et compter dans la correction toutes les fautes, même celles d'accents qui sont trop souvent négligées ;

2°) Faire correspondre à chaque faute soulignée une indication marginale abrégée qui fasse connaître la nature de la faute (contre-sens, faute d'orthographe, etc.) et y joindre si c'est une version latine, l'évaluation en chiffres de chaque faute ; faire le total de ces chiffres en tête de la composition, ainsi que la récapitulation de chaque espèce de fautes (tant de contre-sens, tant de fautes de français, tant de barbarismes, etc.).

3°) Marquer sur chaque composition la couleur de la boule qui lui aura été attribuée, ainsi que le rang qu'elle aura dans le classement. (2)

(1) Le système des boules ne fut remplacé, comme nous l'avons vu, par le système des notes chiffrées, que par le règlement du 28 novembre 1864.

(2) Cf. *Circulaire* du 28 octobre 1864. Victor Duruy y rappelle ces recommandations et il ajoute : « Il est indispensable que toute faute soit marquée d'un signe apparent et relevée en marge, afin qu'il en reste à l'esprit et sous les yeux mêmes du correcteur un souvenir exact qui se traduise dans sa note d'ensemble ; il n'est pas moins nécessaire que la mention de cette note motivée soit inscrite en tête de chaque composition pour que tous les membres du jury d'examen puissent, au besoin, s'y référer et y trouver un utile renseignement. L'exactitude rigoureuse est la meilleure garantie d'équité ».

4°) Je remarque que, dans certaines facultés, la correction se fait à noms couverts et cachetés. Je ne puis approuver cette précaution que rien ne justifie et que personne n'a prescrite. Je regarde les professeurs de facultés comme placés au-dessus du soupçon, et n'ayant pas à offrir au public d'autres garanties d'impartialité que celle qui résulte de la confiance que l'Etat leur témoigne. (1)

5°) Quelques facultés font composer les candidats sur du papier qu'elles leur fournissent et qui porte imprimées les indications relatives au nom, aux prénoms, etc. Je désire que cet usage s'établisse partout et qu'on y joigne la précaution d'écrire à l'avance sur chaque feuille le nom du candidat à qui on la distribue, ce qui ne dispensera pas ce candidat de signer sur cette feuille et d'ajouter à la signature les indications de nom, prénoms, date et lieu de naissance, conformément au modèle ci-joint. De cette manière on évitera la fraude qui se pratique quelquefois quand deux aspirants au baccalauréat, étant dans la même salle, l'un des deux compose au nom de l'autre (2).

« Les observations générales que renferme cette circulaire doivent être considérées comme applicables aux compositions de mathématiques et de sciences physiques du baccalauréat ès sciences. Je me réserve de vous faire connaître ultérieurement, dans une circulaire spéciale, les résultats auxquels a conduit l'examen de ces compositions » (3).

Aussi significative que cette circulaire, par l'esprit qui l'inspire, aussi importante par l'objet dont elle traite et aussi précise

(1) Le décret du 7 août 1927, art. 3, prescrit que « les correcteurs ne doivent pas connaître les noms des candidats dont ils corrigent les copies ». Bien que l'anonymat soit présenté comme un moyen destiné à mettre les membres du jury à l'abri de sollicitations importunes, et non comme une mesure susceptible de jeter le moindre soupçon sur leur impartialité, il n'est pas sûr que cette subtile distinction eût satisfait la farouche et sympathique susceptibilité de Victor Duruy. — Par contre, dans une circulaire du 10 août 1865, Victor Duruy interdisait formellement aux secrétaires des Facultés de demander aux candidats à quel établissement d'enseignement public ou libre ils appartenaient, interdiction qui sera rappelée par son successeur, Bourdeau, le 15 juillet 1869, par une circulaire confidentielle de Duvaux, le 8 décembre 1882 et par Armand Fallières, le 22 septembre 1884. Notons enfin que par une circulaire datée du 20 septembre 1864, Victor Duruy recommandait aux recteurs de ne pas livrer à la publicité le résultat des sessions d'examen. « J'ai remarqué, écrivait le Ministre que divers journaux ou revues publient les résultats des sessions d'examen des Facultés et donnent les notes attribuées aux candidats admis, avant même que mon administration ait reçu les rapports officiels sur les opérations des jurys. Ces renseignements doivent être réservés à l'administration supérieure qui apprécie s'il y a lieu de les publier dans le Bulletin administratif, où tous les journaux pourront les prendre, s'ils le jugent convenable.

(2) C'était un nouveau genre de fraude qui consistait pour les « passeurs » à se muer en « doubleurs ».

(3) Cf. *Circulaires et Instructions officielles relatives à l'Instruction Publique, Ministère de son Exc. Duruy*, années 1863, 1869, Delalain, Paris, p. 180.

par les recommandations qu'elle contient, est la circulaire du 28 octobre 1864, concernant le choix des sujets : « L'examen attentif et détaillé que j'ai fait, écrit Victor Duruy, des compositions des candidats au baccalauréat ès lettres et des versions des candidats au baccalauréat ès sciences de la dernière session m'a suggéré quelques observations que je crois utile de porter à votre connaissance, à la veille d'une session nouvelle. » (1) Et Victor Duruy indique quels sont les principes qui lui paraissent devoir être appliqués pour que les sujets des épreuves, au lieu de mettre les candidats aux prises avec des difficultés artificielles, (2) les mettent en demeure de faire véritablement œuvre d'intelligence : choisir, pour les versions, des textes formant un ensemble et dont la principale difficulté consiste à saisir le lien logique des constructions et à reproduire l'enchaînement des idées (3), proposer, pour les compositions, une matière brève, précise et claire, qui serve au candidat tout à la fois de point d'appui et de règle.

Par les soins apportés à la préparation des textes et des matières de l'examen, par une exactitude scrupuleuse dans le travail de la correction, Victor Duruy voulait, autant qu'il était possible, établir entre les Facultés, une égalité de jugement qu'il considérait, avec l'application du plan d'études, comme la condition essentielle de l'élévation du niveau de l'enseignement secondaire. Il serait exagéré de prétendre que le but ait été complètement atteint. Nous verrons, pour quelles raisons d'ordre pédagogique, l'examen du baccalauréat ne pouvait pas, en quelques années, libérer son mécanisme de toutes les scories qu'une longue tradition y avait accumulées. Mais il serait injuste de ne pas reconnaître que les efforts de Victor Duruy, pour donner au diplôme de bachelier sa vraie valeur, eurent, sur la prospérité des études secondaires, une influence considérable. Le 21 novembre 1867, quatre ans après son arrivée au Ministère de l'Instruction

(1) Arrivées au Ministère au début de septembre, ces compositions avaient fait, avant la fin du mois d'octobre, l'objet d'un examen « attentif et détaillé ». Cela nous paraît digne d'être signalé.

(2) C'est pour faire disparaître l'une de ces difficultés que la circulaire du 25 janvier 1869, l'avant dernière de toutes celles que Victor Duruy a écrites sur le baccalauréat — prescrivit la substitution des textes autographiés à la dictée. Cette mesure fut abrogée par une circulaire adressée aux Recteurs le 31 mars 1870 par Segris, Ministre de l'Instruction publique. « La transcription des versions, le tirage des épreuves autographiques, obligent les doyens à se dessaisir des textes, et compromettent le secret qui doit garantir la sincérité des épreuves. L'imperfection actuelle du procédé autographique expose les candidats à des accidents plus fâcheux que ceux qui peuvent parfois se produire pendant la dictée lente et claire d'un texte, collationné ensuite par chacun d'eux ». La même circulaire interdit l'usage du dictionnaire d'histoire et de géographie que Victor Duruy avait autorisé pour la composition du discours latin.

(3) Cf. *Circulaire* du 28 octobre 1864. « Il est devenu nécessaire, ajoute le Ministre, d'écarter, au moins pour un temps, certains morceaux qui, depuis de longues années, reparaissent presque à chaque session, et dont le corrigé traîne partout. Les candidats ne sont que trop disposés à faire entrer en ligne de compte, dans leur préparation, les chances du sort : et rien n'est à négliger de ce qui peut contribuer à la moralité de l'examen ».

Publique, Victor Duruy pouvait annoncer, avec une légitime fierté, à l'empereur que, sur 836 admissions aux grandes écoles, les établissements libres, « malgré leur nombreuse population et leurs richesses », n'en comptaient pour l'année 1867, que 127, soit 15 pour cent. « Ce qui est le plus remarquable, écrivait le Ministre, c'est qu'elles ne font arriver qu'un petit nombre de leurs élèves aux écoles d'accès véritablement difficile et d'où sortent les hommes qui exercent de l'influence sur les lettres, les sciences et l'industrie. Pas un à l'Ecole normale ; 15 sur 145 à l'Ecole polytechnique ; 23 sur 233 à l'Ecole centrale. En revanche, les Jésuites ont eu, pour Saint-Cyr, 69 admissions sur 301. Ce succès s'explique par la facilité relative de l'examen, mais surtout parce que les jésuites ont la clientèle assurée des familles légitimistes qui, par leurs traditions, sont des familles militaires et, par leurs opinions, ne veulent servir qu'à l'armée, parce que là, selon elles, on sert l'Etat et non pas le Prince... Cependant je ne me tiens pas pour battu, même sur ce point difficile... J'ai plaisir à annoncer à l'Empereur que les lycées ont, cette année, 1871 élèves de plus que l'an dernier ; que les grandes classes de rhétorique et de philosophie, dépeuplées par la bifurcation, comptent en ce moment 3.562 élèves, dont 193 vétérans ; que les Doyens de Facultés, interrogés sur l'état des études sont *unanimes* à déclarer qu'elles sont revenues au niveau des époques les plus prospères et, sur certains points, les dépassent... L'Empereur me disait à Biarritz, il y a quinze mois : « Il ne faut pas que l'Enseignement spécial fasse tort à l'Enseignement classique. » Voilà la réponse. » (1)

Voilà aussi la raison de la lutte acharnée que l'enseignement congréganiste engagea contre Duruy. Sa réforme du plan d'études des lycées, sa réorganisation du baccalauréat furent attaquées avec autant de passion que l'avaient été le programme et le règlement de Cousin. La campagne, un moment apaisée, contre la composition des jurys d'examen reprit de plus belle. On demanda que le droit de conférer les grades fût enlevé à l'Université et confié à un jury mixte. (1) En même temps Victor de Laprade,

(1) Cf. Victor Duruy, *Notes et souvenirs*, Paris, Hachette, 1901, 1, p. 288, 289.

(2) Cf. Victor de Laprade, *Le Baccalauréat et les Etudes classiques*, Paris, Didier, 1869, p. 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 177, 178. Victor de Laprade tout en concluant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt même des études, de laisser à l'Etat le privilège de faire éprouver les candidats aux grades universitaires par un jury composé de professeurs de Facultés, accepte qu'on y adjoigne quelques membres de l'enseignement libre, bien que ce gage contre leur « partialité possible » donné à la « défiance du clergé et des familles » lui paraisse « gratuitement injurieux pour nos professeurs ». — Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement secondaire*, Paris, 1874, p. 46, 47, 62, 63. Jules Simon estime que l'institution des jurys mixtes aboutirait au sabotage de l'examen. « Si l'on ne prend pas les examinateurs parmi les professeurs, on n'aura jamais que des juges insuffisants et des examens sans autorité et sans portée ».

catholique libéral, ancien professeur à la Faculté des lettres de Lyon, chassé de sa chaire pour avoir écrit une satire contre l'Empire, après avoir essayé de montrer, dans une étude pédagogique très pénétrante du régime scolaire, que lycées de l'Etat et collèges congréganistes imposaient à la jeunesse une éducation homicide (1) et qu'il était temps de revenir à l'exemple des Grecs pour appliquer une pédagogie inspirée par l'amour de l'enfance, publiait un vigoureux pamphlet contre l'organisation du baccalauréat telle que l'avait réalisé Victor Duruy. (2) Victor de Laprade reproche à Victor Duruy de n'avoir pas mis l'examen du baccalauréat en harmonie avec les principes qui ont inspiré sa réforme.

« Tout homme sensé, écrit de Laprade, pense et parle sur cette matière comme M. le Ministre ; c'est pourquoi nos bacheliers sont interrogés de *omni re scibili et quibusdam aliis* et le dernier programme, sous prétexte de *supprimer tout un appareil formidable, de fortifier l'examen en le simplifiant*, de le rendre plus *paternel tout en le rendant plus sérieux*, est venu surcharger les programmes précédents de ces *quibusdam aliis* qui leur manquaient encore dans ces dernières années... Tel est, disons-le en passant, dans cette noble histoire de nos jours, le caractère de nos préambules officiels : tout gouvernement qui va établir un nouvel impôt l'annonce comme une économie ; plus l'impôt sera écrasant, plus l'économie est vantée... En vertu de cette loi du *prospectus*, qui régit également aujourd'hui les industries politiques et les industries privées, nos programmes d'examen, depuis que je les connais, n'ont cessé de grossir à chaque réduction... Dans ces dernières années, pour répondre à des réclamations très justes en elles-mêmes, quoiqu'assez mal motivées dans l'esprit des principaux réclameurs, on a remanié les programmes d'examen. De nouvelles préoccupations, tout à fait étrangères aux études classiques, ont présidé à ces changements. Sous l'empire de ces préoccupations on ne s'est pas aperçu en 1864 qu'on étendait ces programmes au lieu de les réduire. La partie scientifique du baccalauréat ès lettres est restée ce qu'elle était, sauf l'énoncé des questions : le latin et le grec ont été sagement respectés, la philosophie et la littérature française maintenues, l'histoire déjà exubérante a été accrue démesurément... Quant à la simplification des questionnaires, qu'importe, si le nombre des questions étant diminué, une des nouvelles formules contient le sujet de dix anciennes ? La réalité, la voici : le dernier programme du baccalauréat ès lettres reste aussi étendu que

(1) C'est le titre même du livre de Victor de Laprade : *L'Education homicide*, Paris, Didier, 1867. On y trouve tous les arguments qui alimentèrent, en 1929-1930, la campagne contre le surmenage.

(2) Cf. Victor de Laprade, *Le Baccalauréat et les Etudes classiques*, Paris, Didier, 1869.

les anciens, s'il ne l'est pas davantage : il est aussi mal conçu. » (1)

Le but de Victor de Laprade était la défense des études classiques et du baccalauréat ès lettres. En face de l'industrie, du commerce, des écoles professionnelles, en face du progrès scientifique, il faut, à son avis, que l'étude des lettres anciennes reste intacte, dût-on, pour la sauver, « jeter à la mer tout le reste ». (2) Seuls le grec et le latin mettent l'enfant en rapport avec « l'éternelle raison » et avec les sentiments dont vit l'humanité. (3) Les anciens, ayant eu la bonne fortune d'être les premiers interprètes d'une société civilisée, ont donné à ces sentiments une expression d'une justesse, d'une simplicité, d'une fraîcheur incomparables : leur école est pour la jeunesse la meilleure école de logique, d'esthétique, d'éloquence, de morale et d'héroïsme. (4) D'ailleurs le but de l'éducation classique est bien moins d'acquérir des connaissances que de former l'intelligence : il faut d'abord édifier la maison ; les meubles viendront ensuite. Que le bachelier ès lettres possède « la dose de calcul nécessaire à un avocat, à un magistrat, à un propriétaire, à un banquier, pour leur économie commerciale ou domestique », soit ; qu'il n'ignore pas les éléments de la géométrie, puisque le maître a dit que nul ne peut toucher à « la philosophie, s'il n'est un peu géomètre » : qu'il sache de la physique et de la chimie ce qu'il en faut savoir pour être apte à « juger de la place et de l'importance de cette science dans l'ensemble des connaissances humaines », soit encore ; mais on ne saurait lui demander davantage, sans usurper sur un temps qui appartient aux lettres. (5)

L'histoire elle-même ne doit pas, au lycée, dépasser la période des temps modernes. Introduire l'exposé des événements contemporains dans les cours classiques, c'est jeter l'enfant dans la mêlée des passions. Même en ne faisant passer sous ses yeux que le tableau du passé, on le traite en homme avant l'heure. L'histoire doit être réservée à l'enseignement supérieur. « On m'accusera, dit de Laprade, d'obscurantisme, on m'appellera clérical et poète qui pis est ; je n'en déclare pas moins que la création des professeurs spéciaux d'histoire dans les collèges me semble une mesure désastreuse pour les bonnes études. » (6) Pour l'histoire qu'il convient d'enseigner au lycée, le professeur de lettres suffit, s'il se donne la peine de semer les renseignements utiles dans le commentaire des textes qu'il explique. Le cours d'histoire le plus profitable que le collégien puisse et doive suivre est celui qu'il fait avec ses auteurs,

(1) Cf. *Id. Ibid.*, p. 4, 5, 6, 37, 38, 39, 41.

(2) Cf. *Id. Ibid.*, p. 48.

(3) Cf. *Id. Ibid.*, p. 158.

(4) Cf. *Id. Ibid.*, p. 48.

(5) Cf. *Id. Ibid.*, p. 99, 100.

(6) Cf. *Id. Ibid.*, p. 79, 80.

celui qui commence à la Septième avec le vieux *de Viris* et finit en Rhétorique avec Homère, Sophocle, Thucydide et Platon, avec Virgile, Cicéron, Tite-Live et Tacite (1). Quant aux langues vivantes, de Laprade reconnaît qu'elles constituent « un excellent instrument de travail, un moyen précieux d'information » et même « le complément de toute culture distinguée de l'intelligence ». Mais il leur refuse de pouvoir suppléer ce fond de culture générale que crée seule la pratique des langues anciennes et ne leur accorde une place dans les lycées qu'« aux moments perdus... s'il y en a » (2).

Cette défense du baccalauréat ès lettres, faisant suite à la campagne contre le surmenage et, comme elle, sympathique par son accent de sincérité sinon par la valeur de tous les arguments pédagogiques sur lesquels elle s'appuie, ne gagna rien à prendre figure d'une attaque injuste par son excès de sévérité contre la réforme de Victor Duruy. Quelques membres de l'enseignement l'approuvèrent et un savant médecin, le docteur Fonsagrives, que Victor Duruy, afin de l'aider dans sa propagande en faveur de l'hygiène scolaire, avait enlevé à la marine pour le nommer professeur à la Faculté de Montpellier (3), se réclama de Victor de Laprade (4). Mais la grande majorité des familles et des professeurs furent surpris de voir de Laprade affirmer que le plan d'études des classes de rhétorique et de philosophie de 1864 était aussi encyclopédique, plus encyclopédique même, que les programmes numérotés de 1840 et de 1852. En l'entendant fulminer contre les tyranniques exigences du programme, on ne peut s'empêcher d'évoquer ce curieux passage où Charles Nodier, dans ses *Mémoires*, raconte qu'après avoir été longtemps en prison, se trouvant rendu à la liberté inopinément, il trouve que quelque chose lui manque dans les premiers jours et surtout dans les premières heures, et ce

(1) Cf. *Id. Ibid.*, p. 48, 49. « Je ne puis oublier, dit-il, (p. 66, 67) en parlant des études, ce que j'ai vu pendant quinze ans comme examinateur de bacheliers. Visité par les candidats avant l'examen, cherchant à calmer leurs terreurs, j'aimais à savoir d'eux laquelle des matières de leurs études les intéressait ou les inquiétait le plus, en quoi ils étaient plus fort ou plus faibles ; quelle partie de leur examen *ils repassaient* avec le plus de préoccupation pendant les dernières semaines. Tous ou presque tous se plaignaient de l'histoire et s'absorbaient dans ce programme sous l'empire de l'idée funeste que c'est avec la mémoire que l'on se tire d'un examen et à l'aide des connaissances hâtives que l'on acquiert pendant les derniers mois. L'exubérance du questionnaire historique et tous les détails qu'il comportait étaient bien faits pour favoriser cette erreur ; car il est certain que les faits particuliers, les dates, la géographie physique et industrielle, les nomenclatures de princes et de dynasties, tout ce qui surchargeait en ce temps-là les programmes, ne relève que de la mémoire. L'histoire était alors, elle est encore aujourd'hui, dans d'autres conditions, une des causes qui rendent absolument nulle pour l'étude de la philosophie la dernière année du collège qui s'appelle cependant la classe de philosophie... Les derniers programmes d'histoire en étaient responsables pour une grande part ; le nouveau en sera plus coupable encore ».

(2) Cf. *Id. Ibid.*, p. 160, 161, 162.

(3) Cf. Victor Duruy, *Notes et souvenirs*, Paris, Hachette, 1901, 1, p. 283.

(4) Cf. Fonsagrives, *L'Education physique des garçons*, Paris, 1870.

quelque chose c'est son gardien. N'y eut-il pas quelque chose aussi de ce sentiment chez les professeurs des lycées, chez les élèves et même chez les examinateurs, après 1864, lorsque brusquement Victor Duruy supprima le gardien, nous voulons dire le programme ? On ne renonce pas, du soir au lendemain, à d'anciens préjugés, à de vieilles habitudes. Les cinq cents numéros ne pouvaient pas ne pas hanter, pendant longtemps encore, examinateurs, préparateurs et candidats. Victor de Laprade ne dit-il pas lui-même : « J'avoue que lorsque je vois la question de l'*échelle mobile* figurer dans un programme de collège, je ne puis m'empêcher de lever les épaules. Examineur en pareil cas, je mettrais le programme dans ma poche et j'interrogerais le candidat sur d'Assas, sur Jeanne d'Arc, sur Godefroy de Bouillon, sur Regulus et sur Lycurgue (1) ». Ni Lycurgue, ni Regulus, ni Godefroy de Bouillon, ni Jeanne d'Arc, ni d'Assas ne figuraient plus dans le plan d'études des classes de rhétorique et de philosophie des lycées après 1864. Mais ce que Victor de Laprade aurait fait par dépit, d'autres le faisaient par routine. A vrai dire, c'était chercher une mauvaise querelle à Duruy que de le traiter de « charlatan » et de lui attribuer « le génie de Barnum (2) », parce qu'il n'avait pas, en quelques mois, d'un coup de baguette magique, miraculeusement transformé l'esprit et les habitudes de ceux qui subissaient l'examen et de ceux qui le faisaient subir. Un bon règlement n'est une chose admirable que lorsqu'il entre profondément dans la pratique. Une réforme pédagogique ne peut pas produire tous ses effets dès le lendemain du jour où elle a été décrétée. Des années et des années sont nécessaires pour qu'elle livre, au prix d'un effort patient et ininterrompu, tout ce qu'elle porte en elle de bien et de mal.

Or, Victor Duruy avait quitté le Ministère de l'Instruction publique depuis un an à peine, lorsque des événements se produisirent qui devaient avoir leur répercussion, non seulement sur le régime politique de la France, mais aussi, et par la force des choses, sur son régime pédagogique. Ces événements ne permirent pas à la réforme de 1865 de poursuivre son expérience dans le sens où il aurait fallu la maintenir.

(1) Cf. Victor de Laprade, *Le Baccalauréat et les Etudes classiques*, Paris, Faidier, 1869, p. 87.

(2, Cf. *Id. Ibid.*, p. 39.

CHAPITRE VIII

CONFLIT PÉDAGOGIQUE : JULES SIMON ET DUPANLOUP

Jules Simon professait pour l'œuvre scolaire de Victor Duruy une admiration dont il ne se cachait pas. Il regardait le plan d'études du 24 mars 1865 et les règlements du 28 novembre 1864 et du 25 mars 1865, concernant le baccalauréat comme le système pédagogique le plus apte à développer le goût du travail intellectuel chez l'élève et la passion de former des hommes chez le professeur, l'un et l'autre enfin débarrassés, s'ils voulaient bien y consentir, de la hantise du baccalauréat (1). C'est dans la voie où Duruy l'avait engagée, que Jules Simon, après avoir reçu de Thiers carte blanche pour l'orientation à donner au Ministère de l'Instruction publique, pensait à maintenir l'organisation des études secondaires (2).

Mais le désastre de 1870, en montrant combien les classes dirigeantes s'étaient révélées inférieures à leur tâche, avait fait surgir des critiques très vives contre l'enseignement qu'elles avaient reçu. Pour beaucoup de Français le véritable artisan de la victoire allemande était l'instituteur prussien. « Le grand public, dit M. Georges Weill, indifférent à la pédagogie, ne songeait qu'aux résultats visibles et tangibles. Il avait constaté que les officiers allemands savaient le français, que les officiers français ne savaient pas l'allemand : on devait apprendre les langues vivantes. Nos états-majors avaient commis des bévues géographiques et mal utilisé leurs cartes : il fallait apprendre la géographie. Ces formules simplistes obligeaient le gouvernement à faire quelque chose » (3).

Les catholiques militants, bien que les officiers qui avaient perdu la bataille de Sedan n'eussent pas tous, loin de là, été éduqués dans les lycées, trouvèrent dans un tel état d'esprit un prétexte nouveau pour reprendre leur vieille campagne contre l'enseignement de l'Etat. L'organe des catholiques intransigeants, la *Revue de l'enseignement chrétien*, fondée en 1871 par le P. d'Alzon, chef de l'ordre des Assomptionnistes, n'hésitait pas à déclarer que

(1) Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement Secondaire*, Paris, Hachette, 1874, p. 87, 88.

(2) Cf. *Id. Ibid.*, p. 78 et passim.

(3) Cf. Georges Weill, *Histoire de l'Enseignement Secondaire en France*, Paris, Payot, 1921, p. 164.

l'Université avait reçu à Sedan le coup mortel et qu'il ne restait qu'à l'achever. Sous le titre « *Delenda Carthago* » on pouvait lire dans le premier numéro (mai 1871) : « Il est temps de savoir quels sont les vrais auteurs de nos défaites; d'où venait l'enseignement si affaibli de nos officiers en face de la science incontestable des états-majors prussiens; ...quels maîtres ont eus les gens de Belleville et quels maîtres ont eus les marins, les mobiles bretons et les zouaves pontificaux ». Sous une forme moins violente mais aussi péremptoire, les catholiques libéraux faisaient à l'Université le même grief (1).

Des critiques plus sérieuses et moins intéressées exercèrent sur le Ministre de l'Instruction publique une influence plus décisive. Elles venaient des universitaires eux-mêmes et de grands savants qui n'avaient d'autre ambition que celle de rechercher les moyens susceptibles de faire face aux besoins nouveaux du pays. Henri Sainte-Claire Deville (2), Pasteur (3), Emile Blanchard (4) faisaient entendre leur voix dans les cercles et dans les revues scientifiques pour proclamer la nécessité d'une organisation pédagogique capable de donner à la France les hommes de valeur dont elle manquait. Michel Bréal portait, devant l'opinion publique, le procès, non point du plan d'études de 1865, mais des méthodes qui en rendaient stérile l'application (5). Il faut lire son livre pour comprendre l'exacte valeur du jugement de Jules Simon sur l'œuvre de Victor Duruy : « La réforme de 1864 est excellente... elle n'a porté aucun fruit par notre faute (6) ».

(1) Cf. *Bulletin de la Société générale d'éducation*, 1872, p. 65, où E. de Germiny dénonce l'Université comme la « grande coupable de l'état actuel de notre pays ».

(2) Cf. Séance du 6 mars 1871 de l'Académie des Sciences.

(3) Cf. Pasteur, *Quelques réflexions sur la Science en France*, Paris, 1871.

(4) Cf. Emile Blanchard, in *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1871 : « Tout a changé, des connaissances sans nombre ont été acquises... des idées nouvelles ont été propagées et l'enseignement qu'on donne à la jeunesse n'en a tiré presque aucun profit ; l'Université a gardé pieusement les traditions du moyen âge ».

(5) Cf. Michel Bréal, *Quelques mots sur l'Instruction publique en France*, Paris, Hachette, 1872, p. 2, 3 : « Si nous voulons remédier aux défauts de notre enseignement, c'est maintenant qu'il faut nous mettre à l'œuvre. L'histoire nous montre qu'après les grandes guerres, après les guerres malheureuses surtout, l'attention publique se tourne vers l'éducation. Nous pouvons prendre modèle sur nos adversaires... Grâce à des hommes comme Guillaume de Humboldt, alors ministre de l'Instruction publique, comme Fichte, comme Stein, la Prusse de 1807 à 1813, réorganisa l'éducation nationale. C'est là un exemple à suivre, quoique la tâche en France soit quelque peu différente. Il s'agit moins encore chez nous de retremper le caractère de la nation que de corriger certains défauts de l'esprit entretenus par des méthodes vicieuses. Si nous laissons passer deux ans, trois ans, la force de l'habitude l'emportera. Il ne faut pas oublier que nous sommes le pays le plus rebelle aux vraies réformes, le plus fidèle aux traditions séculaires... Nos enfants font les mêmes exercices que Rollin dictait à ses élèves... Les livres que Bossuet a composés pour le Dauphin servent aujourd'hui à l'instruction des enfants de notre bourgeoisie ».

(6) Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement secondaire en France*, Paris, Hachette, 1874, p. 86.

Michel Bréal était au nombre des amis que Jules Simon réunissait, dans son cabinet, tous les samedis, et qui, « sans aucun titre officiel, par amitié pour le Ministre, et surtout par amitié pour les fortes études » travaillaient avec lui à toutes les réformes qu'il projetait (1). C'est au cours de ces réunions que fut élaborée la réforme de 1872. N'ajoutant au plan d'études de Victor Duruy aucune matière nouvelle, sauf en Philosophie un cours d'hygiène, qui ne devait prendre que six heures par an (2), supprimant les vers latins et diminuant l'exercice du thème (4), pour renforcer l'étude de l'histoire, de la géographie (4) et des langues vivantes devenues obligatoires dans toutes les classes (5), elle ne portait au fond que sur les méthodes. Jules Simon s'en remettait au temps du soin d'accomplir, à l'intérieur des cadres établis par Duruy, les changements que l'expérience pourrait justifier. Il tenait à faire prévaloir, d'abord, les principes d'une pédagogie patiente, ennemie de toute improvisation comme de tout bouleversement : il les fit connaître dans sa circulaire du 27 septembre 1872 qui est un modèle de haute et fine pondération pédagogique.

C'est en vertu de la même méthode que Jules Simon ne changea rien, pendant la durée de son administration à la réglementation de 1864-1865 relative au baccalauréat (6). Il avait bien procédé à une enquête auprès des proviseurs des lycées de Paris sur un projet de division de l'examen du baccalauréat ès lettres en deux

(1) Cf. *Ibid.*, p. 77. Outre Bréal, professeur au Collège de France, le groupe comprenait Jourdain de l'Académie des Inscriptions, inspecteur général des études, Bersot, de l'Académie des Sciences morales et politiques, Directeur de l'Ecole Normale Supérieure, Janet de l'Académie des Sciences morales et politiques et Mézières, tous les deux professeurs à la Sorbonne.

(2) Cf. *Arrêté et Circulaire* du 6 mai 1872.

(3) Cf. *Circulaires* des 27 mai et 27 septembre 1872. L'exercice du thème ne devait plus être pratiqué que jusqu'à la cinquième.

(4) Cf. *Circulaire* du 10 octobre 1871. L'enseignement de l'histoire contemporaine (classe de philosophie) était arrêté à 1848.

(5) *Circulaires* des 10 octobre et 13 décembre 1871. Aux termes de l'arrêté du 4 décembre 1863, l'enseignement des langues vivantes ne commençait qu'en sixième et n'était obligatoire que jusqu'à la quatrième. Il devenait facultatif dans les classes supérieures.

(6) Sur un rapport de Jules Simon et du Ministre de la Marine un décret fut pris le 26 octobre 1871 autorisant l'échange du brevet de capacité colonial contre un diplôme de bachelier. Les principales formalités prescrites par ce décret sont encore en usage de nos jours. Aux termes de l'article 1^{er} les étudiants pourvus du brevet de capacité pour les lettres ou pour les sciences, institué par le décret du 23 décembre 1857 pouvaient être admis sur leur demande et sur l'avis des Facultés compétentes, à échanger leur brevet contre un diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences sous la condition d'acquitter, au compte du Trésor public, les droits exigés en France des candidats au baccalauréat, et de justifier, en outre, qu'à l'époque où ils s'étaient présentés devant la commission d'examen coloniale, ils résidaient depuis deux ans au moins dans la colonie. La demande devait être accompagnée des pièces suivantes : extrait de l'acte de naissance ; certificat de résidence délivré par l'autorité administrative locale ; compositions écrites ; certificat d'aptitude ; récépissé du versement des droits afférents au diplôme de bachelier. En cas de refus de diplôme, les Facultés décidaient si les épreuves nouvelles à subir par l'intéressé auraient lieu en France ou dans la colonie. La Faculté conservait, dans ce dernier cas, son droit de contrôle.

parties, l'une qui aurait été subie après la rhétorique mais pas avant l'âge de seize ans, l'autre après la philosophie : les deux épreuves séparées par une année d'intervalle et d'études. La première épreuve devait porter sur les lettres, l'histoire et la géographie, la deuxième sur la philosophie, les sciences et les langues vivantes (1). Le comité consultatif institué par le décret du 25 mars 1873, saisi de projet, venait de l'adopter à l'unanimité moins une voix, lorsque la chute de Thiers entraîna le départ de Jules Simon.

Sn successeur, Bathie (2), tout en prenant le contre-pied des méthodes pédagogiques exposées dans la circulaire du 27 septembre 1872 qui avait soulevé les colères de quelques universitaires (3) et surtout celle de Dupanloup (4) et du P.

(1) Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement Secondaire*, Paris, Hachette, 1874, p. 77, 78.

(2) En réalité Jules Simon fut remplacé par Waddington, pendant une semaine, du 18 au 25 mai 1873.

(3) Cf. *Discours* de Dupanloup à l'Assemblée Nationale, 20 janvier 1873. Dupanloup cita la lettre d'un professeur de Paris qui lui avait écrit que la circulaire de Jules Simon « renversait tout dans l'éducation », qu'il n'y avait plus « ni humanités, ni discipline, ni ordre dans les classes ». Un autre professeur avait fait visite à l'évêque pour lui dire : « Vous allez nous venger de la honte qu'on veut nous imposer ». — Cf. apud. *Le XIX^e siècle*, 2 et 11 octobre 1872, 11 janvier 1873, les articles où Sarcey, tout en approuvant la circulaire, avoue qu'elle soulevait dans l'Université des objections. — Cf. apud *Paris-Journal*, 14 octobre 1872, l'article où J.-J. Weiss blâme la doctrine pédagogique de Jules Simon comme dangereuse pour les humanités « qui, dans l'art de faire des hommes, ont pour elles l'expérience acquise », et apud *Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1873, du même une fine apologie des humanités, des vers latins, du thème et du discours. — Cf. Cuvillier-Fleury, *La Réforme universitaire*, Lettre à M. le Directeur du *Journal des Débats*, Paris 1872. Dans cette brochure où il reproduisait un article qu'il avait publié dans le *Journal des Débats*, Cuvillier-Fleury, après avoir ironisé sur un système pédagogique dont le résultat serait de sacrifier le latin aux langues vivantes afin de satisfaire quelques parents « qui rêvent pour leurs enfants la destinée de commis-voyageurs perfectionnés », essayait de prouver que la véritable éducation ne peut être donnée que « par l'étude lente, prolongée, minutieuse, approfondie, raffinée des langues anciennes, le seul moyen qu'on ait encore trouvé, après trois siècles, de cultiver et d'assainir l'esprit, de le rendre souple et viril, abondant et délicat ». — Cf. Deltour, *De la Réforme universitaire*. — Lettre à M. Cuvillier-Fleury, Paris, Dentu, 1872. Deltour répliquant à Cuvillier-Fleury, déclare : « Le Ministre se propose seulement de laisser tomber ce qui était mort ». Et il invoque les résultats du concours général de 1872 pour prouver la faiblesse des meilleurs élèves en discours et en vers latins : sur cent copies de vers latins en rhétorique, une seule avait été jugée digne de l'impression.

(4) Cf. Dupanloup, *seconde lettre de Mgr l'évêque d'Orléans aux supérieurs et professeurs de ses petits séminaires sur la circulaire de M. le Ministre de l'Instruction Publique*, 1873. Non content d'avoir fustigé, du haut de la tribune parlementaire, l'homme à qui il reprochait d'avoir « déshonoré » les études classiques, Dupanloup donna, dans cette lettre, les raisons pédagogiques qui lui semblaient condamner les méthodes proposées par Jules Simon. Le thème, affirmait-il, est « le seul exercice qui fasse réfléchir à fond sur les mots, sur leur formation, sur la variété de leurs terminaisons, sur leurs racines, sur leurs nuances les plus délicates, sur ce qui fait qu'un mot n'est pas un autre » ; le travail écrit est « le vrai travail intellectuel, le travail réfléchi », tandis que l'explication orale c'est « le travail en l'air, le travail sans contrôle et sans freins ». Bref la réforme pédagogique entreprise par Jules Simon n'apparaissait à Dupanloup que comme « une œuvre de démagogue ». « Si je dois dire toute ma pensée, concluait-il, je redouterais ici la dictature de Jules Simon plus peut-être que celle de Gambetta. Avec Gambetta on sait à qui l'on a affaire ; avec Jules Simon, on ne le sait pas ».

d'Alzon (1), soumit au Conseil supérieur de l'Instruction publique le projet de Jules Simon tel que l'avait approuvé le comité consultatif. Renvoyé, pour examen, à la seconde Commission (2) qui désigna, comme rapporteur, Dupanloup, le projet fut discuté au cours de la séance du 1^{er} juillet 1873. Il est assez piquant de voir l'évêque d'Orléans soutenir, avec toute son ardeur et son incontestable talent de pédagogue, une réforme dont l'initiative venait en droite ligne du Ministre contre qui, pendant trois ans, il avait exercé sa verve d'orateur et sa fougue de polémiste. Sans doute vit-il ce que la situation avait en elle-même d'ironique imprévu ? - Son rapport de plus de quinze pages, fait état de l'approbation donnée au projet par les proviseurs des lycées de Paris et de l'avis favorable émis par le Comité consultatif. Mais il oublie de localiser dans le temps ces deux faits, de même qu'il oublie de dire par qui le projet avait été tenu sur les fonds baptismaux avant d'échoir dans ses bras. Et le nom de Jules Simon ne vient jamais se placer sous la plume du rapporteur (3).

La plupart des raisons qu'il invoque en faveur du projet sont cependant celles-là mêmes qui avaient déterminé Jules Simon (4). La scission du baccalauréat en deux épreuves subies à un an d'intervalle présentait de nombreux avantages dont l'indiscutable valeur pédagogique n'avait échappé ni au Ministre, ni à ses conseillers, ni aux proviseurs des lycées de Paris. Chacune des deux classes de rhétorique et de philosophie étant suivie d'un examen, c'est-à-dire d'une sanction immédiate et chaque examen étant par là même simplifié, la tâche devenait plus proportionnée à la capacité des élèves, et les disciplines sur lesquelles portaient les deux

(1) Cf. in *Revue de l'enseignement chrétien*, IV, p. 96, la lettre du P. d'Alzon sur la circulaire du 27 septembre 1872. Cette lettre, dit M. Georges Weill (*Histoire de l'Enseignement Secondaire en France*, Paris, Payot, 1921, p. 163) était « si violente qu'elle perdait par là même toute portée ». On y relève, au milieu des injures et des railleries les plus acerbes, cette affirmation que le latin, langue de l'Eglise, est la première des langues vivantes. — Dupanloup et le P. d'Alzon trouvèrent un contradicteur parmi les catholiques militants. François Lenormant (cf. préface des *Essais sur l'Instruction publique* de son père Charles Lenormant, Paris 1873) demande à ses coreligionnaires de ne pas s'obstiner dans leur intransigeante défense d'« un système d'enseignement qui n'est plus fait pour notre temps et que ses fruits ont définitivement condamné ». ... On peut rapprocher de l'opinion du savant archéologue, François Lenormant, sur la prépondérance accordée à l'enseignement des langues anciennes, celle de Renan sur la valeur des méthodes de Dupanloup.

(2) Cette commission était composée de : le Cardinal Archevêque de Rouen, président ; Egger, secrétaire ; l'Archevêque de Paris ; Patin ; Milne-Edwards ; Edouard Laboulaye ; Ravaissou ; Sardinoux ; l'abbé Bourgeois ; de Gaillard ; Isidor ; le général d'Outrelaine ; l'amiral de Cornulier-Lucinière ; l'Evêque d'Orléans, rapporteur.

(3) A ce silence injustement dédaigneux, il convient d'opposer l'attitude courtoise et digne de Jules Simon. Parlant du projet, il se félicite que le rapport en ait été confié à l'évêque d'Orléans, qui a, dit-il, « beaucoup d'expérience, car il a été longtemps professeur et directeur de petit séminaire : on peut même dire qu'il l'est encore ». (Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1874, p. 78.

(4) Cf. Jules Simon, *Ibid.*, p. 78, 79.

examens pouvaient être enseignées et étudiées plus à fond. D'autre part, l'examen ainsi circonscrit gagnait en précision ce qu'il perdait en étendue et les candidats certains de pouvoir être examinés de plus près dans un champ plus restreint n'avaient plus un intérêt évident à remplacer la préparation lente et méthodique du lycée par la préparation hâtive et empirique des « fabriques de bacheliers (1) ». Dupanloup espérait aussi que la réforme enlèverait aux candidats la tentation de se présenter à l'examen, comme on le faisait trop souvent, sans avoir suivi la classe de rhétorique ou la classe de philosophie, quelquefois même sans avoir mis les pieds ni dans l'une ni dans l'autre. Le rapport, en citant les chiffres de la statistique officielle des examens, nous apprend, en effet, que depuis 1867 la moitié des candidats des lycées Henri IV et Charlemagne et du Collège Rollin n'avaient pas fait de philosophie, que cette proportion atteignait le tiers des candidats venant du lycée Saint-Louis et du lycée de Versailles, et que, de 1862 à 1872, au lycée Louis-le-Grand, sur 433 candidats, 230 s'étaient présentés après la rhétorique.

Dupanloup regrette, comme Jules Simon, comme les proviseurs et les professeurs des lycées, que les hautes classes puissent être ainsi « mutilées » ou « désertées ». Et certes, il a raison. Mais pouvons-nous être d'accord avec lui quand il met ce « fait déplorable » sur le compte des réformes de Victor Duruy et de Jules Simon ? Cet abandon des classes de rhétorique et de philosophie par les candidats qui n'hésitaient pas à sacrifier les études patientes aux tyranniques exigences du diplôme, n'était-il pas plutôt la conséquence logique de la suppression du certificat d'études, si âprement réclamée par Montalembert et par Dupanloup lui-même sous le spécieux prétexte que dans un examen ce n'était pas l'origine du savoir qui devait compter, mais le savoir lui-même et le savoir seulement (2) ? Avant le décret du 16 novembre 1849 aucun candidat ne pouvait se présenter à l'examen sans fournir l'attestation qu'il avait suivi les classes de rhétorique et de philosophie. Le résultat de la suppression du certificat d'études comportait donc pour Dupanloup une leçon de modestie qui aurait dû l'inciter

(1) C'est le terme dont se sert Dupanloup pour désigner les institutions privées non confessionnelles. Ces institutions furent pendant longtemps l'objet des critiques les plus vives de la part des catholiques militants.

(2) « Les connaissances dont on fait preuve seront toujours la meilleure démonstration des études qu'on a faites », déclarait Montalembert à la Chambre des pairs au cours de la séance du 14 mai 1844. Et le comte Beugnot ajoutait : « On ne comprend pas facilement comment on demande à un individu qui se présente pour passer un examen où il a appris ce qu'il sait. L'examen ne suffit pas ; il ne constate pas le savoir réel de celui qui le subit, ou du moins il ne constate pas que le candidat ait fait de bonnes études, qu'il a passé successivement d'une classe à l'autre et qu'il sait autre chose que les matières sur lesquelles on l'interroge. Tel est le motif allégué. Mais, Messieurs, si l'examen n'est pas suffisant à qui s'en prendre, sinon à ceux qui examinent ».

à d'utiles réflexions sur les inconvénients qu'il y a toujours à mêler politique et pédagogie (1). Mais au lieu de se frapper la poitrine l'évêque d'Orléans préfère, dans son rapport, rejeter la faute sur ceux qui n'en sont point responsables.

Bien plus, Dupanloup profite de l'occasion pour rappeler à la barre l'examen du baccalauréat, dont, avant lui, nous l'avons vu, de Salvandy, Cousin, Villemain, Fortoul, Rouland, et surtout Victor Duruy avaient instruit le procès. Comme Victor Duruy, Dupanloup accuse le baccalauréat de n'être qu'une « encyclopédie de notions confuses et disparates » dont on se charge l'esprit pour un jour donné, sauf à les oublier dès le lendemain et à n'y plus revenir jamais. Comme Duruy, il s'élève contre les programmes détaillés et surchargés qui non seulement transforment l'intelligence du candidat en « une sorte de bazar mnémonique où s'enfassent pêle-mêle, sans lumière, sans ordre, sans aucune consistance, les notions les plus incohérentes », mais forcent aussi les professeurs à faire métier de préparateurs et obligent la plupart des élèves à quitter les livres pour le Manuel et les études pour le bourrage. Enfin, comme Duruy, Dupanloup écrit : « Nous demandons des hommes et l'on ne nous donne que des bacheliers ».

Mais tandis que Duruy et, après lui, Jules Simon, s'étaient efforcés d'appliquer, dans les cadres d'une organisation scolaire rajeunie, des méthodes pédagogiques susceptibles de donner au pays des bacheliers qui fussent aussi des hommes, Dupanloup sans laisser à ces méthodes le temps de faire leurs preuves les accuse d'avoir abaissé le niveau intellectuel de la jeunesse (2), et appelle de tous ses vœux le retour aux méthodes qui n'avaient fait que des bacheliers. Tant il est vrai que l'esprit de parti peut aveugler ceux qui s'y abandonnent au point de les précipiter dans les contradictions les plus flagrantes. Il est évident que ces bacheliers rabougris aux jambes flasques et à la tête lourde de notions incohérentes, qui excitaient la pitié de Dupanloup, ne pouvaient pas être, en 1873,

(1) Cela ne l'empêche pas de reprendre, dans son rapport, sous prétexte d'éviter aux candidats « des frais de voyages trop considérables » le vieux projet, que la Chambre des pairs avait écarté en 1844, d'envoyer, dans les villes éloignées du siège académique des commissions d'examens composées de membres de l'Institut désignés par le gouvernement. Dût la pédagogie en souffrir, toute raison devenait valable si elle fournissait l'occasion de pratiquer une brèche dans le monopole universitaire de la collation des grades.

(2) « Tant qu'on maintiendra, écrit Dupanloup, les théories et les exigences actuelles, on condamnera, par la faute et la préoccupation des parents et des enfants, la haute éducation des jeunes intelligences dans notre pays à une irrémédiable infériorité. On verra de pauvres enfants de sept à huit ans jetés dans l'étude du latin, s'étioler sur ce labeur ingrat, avant même de connaître les éléments de la langue française. On verra une multitude d'élèves faire leurs classes sans faire leurs études. On verra la préparation hâtive aux examens annuler l'effet de toutes nos autres réformes, mutiler et décapiter les classes les plus élevées, et compromettre de plus en plus la haute éducation intellectuelle, dans notre pays ».

les produits « étiolés » du plan d'études de 1865 (1). Il est non moins évident que l'affaiblissement des études classiques ne pouvait guère être imputé à la disparition des vers latins (2). Cependant les critiques de Dupanloup aboutirent non seulement aux décrets des 9 avril et 25 juillet 1874 (3) qui scindèrent le baccalauréat ès lettres en deux séries d'épreuves, mais encore au plan d'études du 23 juillet 1874, rapporté devant le Conseil supérieur de l'instruction publique par Patin.

La scission du baccalauréat ès lettres était une réforme en tous points heureuse (4) ». Le Ministre de l'Instruction publique, de Cumont répondant en français à un discours prononcé en latin par Poyard, professeur de rhétorique au lycée Henri IV, déclarait le 5 août 1874 : « Je m'applaudis, Messieurs, d'avoir pu déjà, avec le concours du Conseil supérieur de l'Instruction publique, rédiger un nouveau plan d'études qui rétablit, dans leur entier, les vieux exercices scolaires, base éprouvée de nos études classiques. Une tentative avait été faite pour les supprimer en partie : l'expérience n'a pas été favorable...

Tandis que nous revenions sur un essai inspiré sans doute par des intentions excellentes, mais peu heureuses dans ses résultats.

(1) Comme les études secondaires commençaient en huitième pour se terminer en philosophie ou en mathématiques élémentaires, pour apprécier les effets réels du plan d'études sur une génération de candidats il aurait fallu l'appliquer au moins pendant neuf ans.

(2) Jules Simon ne les avait supprimés qu'en 1872.

(3) C'est par le décret du 9 avril que fut établi le principe du baccalauréat scindé. Le décret du 25 juillet n'est qu'un décret portant règlement d'administration publique. Ces deux décrets n'apportèrent aucune modification ni à la forme ni à la procédure du baccalauréat ès sciences qui avaient été fixées par le règlement du 25 mars 1865. Seul l'arrêté du 26 septembre 1874, art. 4, prescrivait que les dispositions relatives à l'épreuve orale des langues vivantes du baccalauréat ès lettres étaient applicables aux épreuves orales du baccalauréat ès sciences. D'autre part le baccalauréat ès sciences restreint était maintenu. Un décret du 2 avril 1875 rendit applicables aux examens du brevet colonial les dispositions des décrets des 9 avril et 25 juillet 1874.

(4) Victor Duruy fut un des rares adversaires de cette réforme qui a cependant survécu à toutes les modifications dont le baccalauréat a été l'objet depuis 1874. « J'ai introduit, dit-il, pour le baccalauréat des modifications que justifiait alors le relèvement des études classiques. Aujourd'hui ces études sont en baisse et une mesure déplorable, la division de l'examen en deux parties, l'une après la rhétorique, l'autre après la philosophie, a compromis ces deux classes où les élèves se préoccupent plus des Manuels qui les préparent automatiquement à cette épreuve que des enseignements élevés de leurs professeurs. Aussi partagerais-je à présent l'avis de ceux qui pensent que le baccalauréat devrait être ramené à n'être qu'un simple certificat d'études bien faites... J'avais déjà dit, le 8 août 1864, aux professeurs réunis à la Sorbonne pour la distribution des prix : « Je ne serais pas éloigné de réduire la réglementation compliquée du baccalauréat à un seul article : les élèves fourniront la preuve qu'ils ont fait de bonnes humanités ». On discute encore sur la manière de constituer cette épreuve. Mais à tout prix, il faut sauver l'enseignement classique qui, entre les divers moyens d'étude, est celui qui peut le mieux préparer cette aristocratie de l'intelligence dont nos démocraties modernes ont plus besoin que toute autre société ». — (*Notes et Souvenirs*, Paris, Hachette, 1901, I, p. 284).

mes deux prédécesseurs et moi nous tentions à notre tour une modification considérable dans l'examen du Baccalauréat. Nos jeunes gens, jusqu'à ce jour, devaient, pour obtenir leur diplôme de bachelier ès lettres, répondre à la fois sur toutes les parties littéraires et scientifiques de l'enseignement. C'était le cas d'appliquer le proverbe : *Qui trop embrasse mal étreint*. Forcés de subir à jour fixe et à la fois toutes leurs épreuves, nos élèves, pour connaître un peu des diverses parties du programme, n'en étudiaient complètement aucune. Tantôt les lettres étaient négligées au profit des sciences, tantôt les sciences étaient négligées au profit des lettres. La division en deux épreuves de l'examen du Baccalauréat fera disparaître, nous l'espérons, ces graves inconvénients. Au sortir de la rhétorique, le candidat subira une première épreuve, qui sera le couronnement de ses études littéraires ; puis, après une année nouvelle consacrée aux sciences et à la philosophie, il devra, dans une seconde épreuve, justifier qu'il a acquis ces connaissances spéciales. Nous évitons ainsi de surcharger, d'accabler l'esprit de nos élèves par trop d'études simultanées ; mais nous aurons le droit, à notre tour, de leur demander d'être plus lettrés à l'examen des lettres et plus savants à l'examen des sciences (1) ».

L'arrêté du 25 juillet 1874 qui réglait la procédure des épreuves reproduisait les dispositions des arrêtés de Victor Duruy : mêmes conditions d'admissibilité à l'examen, mêmes prescriptions relatives à la composition des jurys, à la forme et à la durée des épreuves, au mode de votation, à la police de l'examen. Mais il ressuscitait la session extraordinaire du mois d'avril (2) malgré le vœu, exprimé par Dupanloup dans son rapport, de laisser aux candidats « le moins de facilités possible » pour se soustraire à l'obligation de suivre du commencement à la fin de l'année scolaire, le cours régulier des études. Les épreuves de la première partie comprenaient à l'écrit une version latine et une composition latine, avec le coefficient 1 pour chacune ; à l'oral, une explication d'auteur grec, une explication d'auteur latin, une explication d'auteur français, une interrogation sur les principales notions de rhétorique et de littérature classique, une interrogation sur l'histoire, une interrogation sur la géographie. Explications et interrogations étaient sur un pied d'égalité. Les épreuves écrites de la deuxième partie comprenaient une composition de philosophie (coefficient 2)

(1) Cf. *Discours* prononcé par de Cumont, Ministre de l'Instruction publique, à la distribution des prix du Concours général, entre les lycées et collèges de Paris et de Versailles, 5 août 1874.

(2) Cf. *Règlement* du 25 juillet 1874, art. 1, par. 4. Étaient autorisés à se présenter à cette session : 1^o les candidats âgés de vingt ans accomplis ; 2^o ceux qui avaient subi au moins deux ajournements aux sessions ordinaires précédentes ; 3^o ceux qui avaient subi, avec succès, les épreuves au mois d'avril précédent ; 4^o les candidats aux écoles spéciales du gouvernement ; 5^o les bacheliers ès sciences ; c'est-à-dire, en pratique, presque tous les candidats.

et une traduction en français d'un texte de langue vivante (coefficient 1) (1); les épreuves orales, toutes affectées du coefficient 1, comprenaient une interrogation sur la philosophie, une interrogation sur les ouvrages de philosophie portés au programme et sur l'histoire de la philosophie, une interrogation sur les sciences mathématiques, une interrogation sur les sciences physiques et naturelles, une interrogation sur une langue vivante, une interrogation sur l'histoire et la géographie (2). Tout candidat pouvait subir les épreuves de la deuxième partie devant une Faculté autre que celle où il avait subi les épreuves de la première partie, sans avoir besoin d'en demander l'autorisation (3). Il était attribué un avantage de cinquante points dans le concours de l'Ecole polytechnique au candidat pourvu du certificat constatant qu'il avait été reçu à la première partie du baccalauréat ès lettres et un avantage de vingt-cinq points, en sus, au candidat qui produisait le diplôme complet (4).

Moins heureuse était la réforme du plan d'études qui, en plus d'un point, ne faisait que reproduire celui de 1840 et ramenait ainsi, conformément aux désirs de Dupanloup et de Patin, l'esprit de la préparation de l'examen et de l'examen lui-même aux méthodes pédagogiques dont Victor Duruy et Jules Simon avaient essayé de libérer l'enseignement secondaire. Non seulement le plan d'études du 23 juillet 1874 remettait en honneur les exercices littéraires que Jules Simon avait supprimés, mais il n'accordait aux sciences qu'une place accessoire (5). « L'arithmétique et la géométrie, dit Gréard, les représentaient presque seules jusqu'à la Rhétorique; les élèves n'abordaient qu'en Philosophie les éléments de la physique et de la chimie; ils y revoyaient en même temps l'histoire naturelle dont ils avaient reçu en seconde une légère teinture ».

(1) Cf. *Arrêté* du 27 mai 1875 : « En s'inscrivant pour la deuxième partie du baccalauréat ès lettres, le candidat devra déclarer sur laquelle des deux langues, anglaise ou allemande, il désire être interrogé. Toutefois, le candidat pourra, sur sa demande, être interrogé sur l'italien et sur l'espagnol dans les Académies d'Aix, Bordeaux, Montpellier, Toulouse, où ces deux langues sont enseignées ».

(2) Cf. *Règlement* du 25 juillet 1874, art. 16.

(3) Cf. *Instruction générale* du 7 juin 1875. « L'administration déclare Wallon, Ministre de l'Instruction publique, laisse à cet égard au candidat une liberté complète. Toute restriction présenterait, en effet, des inconvénients qu'il convient d'éviter. Il doit être entendu toutefois que, dans le cas de déplacement du candidat, les notes obtenues dans la première Faculté seront nécessairement communiquées à la seconde par les soins du Recteur ». Aux termes de l'article 16 du *règlement* du 25 juillet 1874 les notes obtenues aux épreuves de la première partie étaient ajoutées à celles de la deuxième partie pour déterminer le résultat de l'ensemble de l'examen et la délivrance du diplôme.

(4) Cf. *Dépêches* du Ministre de la guerre des 24 février et 16 mars 1875.

(5) « Il y aurait tout à gagner, lisons-nous dans le rapport de Dupanloup, à réduire et simplifier ces programmes (des sciences). Les élèves les comprendront mieux, d'une part, et, d'autre part, on pourra y consacrer moins de temps. Les heures gagnées de ce côté pourront être reportées avec fruit sur l'enseignement littéraire ».

D'autre part, si le programme d'histoire était « effectivement allégé de quelques détails... en d'autres matières, dans les sciences par exemple, tout en réduisant leur importance, il avait fallu, pour se tenir au courant, faire des additions, combler des lacunes ; et les programmes des langues vivantes, qui n'étaient pas encore constitués, avaient reçu les proportions un peu démesurées qui sont presque toujours l'effet d'une première codification (1) ».

Jules Simon pouvait écrire avec autant de raisons que d'amertume : « J'avais proposé quelques additions et quelques retranchements. On a conservé les additions et renoncé aux retranchements. C'était la pire des solutions (2) ». Bien plus, il pouvait tracer le piquant tableau d'une de ces classes qu'il aurait voulu faire disparaître et qui, par la grâce de Dupanloup, allait, pendant quelques années encore, représenter la réalité : récitation monotone de quelques vers, correction de l'éternel discours où les envoyés du Sénat supplient César, en un latin déclamatoire et plat, de ne pas franchir le Rubicon, explication d'Homère et d'Horace avec « l'horrible mot à mot » suivi du « bon français » ; enfin la classe est terminée : Six élèves seulement sur cinquante ont eu un rôle actif (3) ». Dans le conflit qui l'avait mis aux prises avec Dupanloup, c'était en effet la vieille pédagogie fustigée par Bréal (4), qui avait triomphé de la pédagogie nouvelle, et le vieux baccalauréat ès lettres à prédominance classique qui l'avait emporté sur le nouveau baccalauréat, dont Victor Duruy voulait qu'il fût la garantie d'une culture à la fois littéraire et scientifique.

(1) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1837, II, p. 86. 87.

(2) Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement Secondaire*, Paris, Hachette, 1874, p. 302.

(3) Cf. *Id. Ibid.*, p. 328.

(4) Cf. Michel Bréal, *L'Instruction publique en France*, Paris, Hachette, 1873, passim. et tout particulièrement p. 238 et sq.

CHAPITRE IX

LA RÉFORME DE JULES FERRY

LE BACCALAURÉT ÈS LETTRES. LE BREVET DE CAPACITÉ COLONIAL. LE BACCALAURÉT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPÉCIAL. L'ACTION PÉDAGOGIQUE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'ÉTUDE DES QUESTIONS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

L'arrivée de Jules Ferry au Ministère de l'Instruction publique, le 4 février 1879, marque le retour aux méthodes pédagogiques préconisées par Jules Simon. Le plan d'études du 2 août 1880, sorti des délibérations du Conseil Supérieur (1) auquel Jules Ferry, par la loi du 27 février 1880, avait donné un caractère nouveau en l'ouvrant à des membres élus soit par les grands corps savants, soit par les diverses catégories de professeurs de l'enseignement public, s'inspire de la circulaire du 22 septembre 1872 (2). Quant aux programmes, le principe qui en domine les cadres et les matières, c'est de créer entre les lettres et les sciences cet accord étroit, que Duruy avait essayé de leur donner, et d'instituer ce qu'on appelait « l'éducation harmonique », c'est-à-dire l'éducation portant sur l'universalité des connaissances et reposant sur l'égalité de culture de toutes les facultés (3).

En même temps que son projet de réforme du plan d'études, Jules Ferry avait soumis à l'approbation du Conseil supérieur de l'Instruction publique un projet de décret relatif au baccalauréat ès lettres. La commission chargée de l'examen de ce projet désigna comme rapporteur, Lebaigue, professeur de seconde au lycée Charlemagne, délégué des agrégés de grammaire. « Le Baccalauréat ès lettres, lisons-nous dans son rapport, a été l'objet, dans ces derniers temps, de longues et graves controverses; une foule de

(1) Cf. Egger. *La tradition et les réformes dans l'enseignement universitaire*, Paris, 1883, p. 320 : « Jamais Ministre n'avait présidé le Conseil avec une autorité plus attentive à ses travaux, avec une exactitude plus scrupuleuse à toutes les séances, avec une fermeté plus courtoise dans la direction des débats que ne l'a fait Jules Ferry ». — Jules Ferry avait trouvé en Zévort, directeur de l'enseignement secondaire et en Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris, deux auxiliaires précieux.

(2) L'esprit de la réforme de 1880 a été particulièrement établi dans la circulaire du 4 novembre 1882. — Cf. aussi arrêté du 5 février 1881, circulaire du 9 septembre 1882 et note sur les principes des nouvelles méthodes.

(3) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1887, II, p. 88.

propositions ont surgi, les unes voulant réduire cet examen à un minimum qui entraînerait bientôt la déchéance de l'enseignement secondaire, les autres tendant à l'élever à une hauteur qui le rendrait inaccessible même aux plus méritants ». Se tenant à une égale distance des solutions extrêmes, le projet de Jules Ferry avait tout simplement pour but de mettre l'examen en harmonie avec l'esprit de la réforme du plan d'études et d'y introduire toutes les améliorations propres à faire du baccalauréat une constatation d'études équitable et sincère. Le principe du baccalauréat scindé établi par le décret du 9 avril 1874 et mis en pratique par le décret du 25 juillet 1874, étant admis, la commission se trouva d'accord avec le projet du Ministre pour reconnaître la nécessité de porter à trois le nombre des épreuves écrites de la première partie de l'examen. Elle décida que ces épreuves consisteraient en une version latine, une composition française, un thème allemand ou anglais (1).

C'étaient là des innovations importantes qui consacraient les nouvelles tendances pédagogiques. Le discours latin avait vécu (2). La composition française prenait sa place et, cette fois,

(1) Cf. *Décret* du 19 juin 1880 art. 7.

(2) Cf. « La commission, écrit Lebaigue avec une sympathique mélancolie, en me nommant son rapporteur, m'a fait un honneur insigne, et je l'en remercie ; mais peut-être, sans le vouloir, a-t-elle été un peu bien cruelle en me chargeant de notifier cet arrêt de mort que, dans ma vieille foi classique, je me flattais de pouvoir conjurer ». — *La Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire*, dans sa séance du 5 février 1880, sous la présidence de Merlet, avait entendu et discuté un rapport de Darlu, professeur de philosophie au lycée de Bordeaux, concluant à la suppression du discours latin et à son remplacement par une composition française. « Le discours latin, écrivait Darlu, a ses avantages. Tout exercice littéraire est profitable à l'esprit. Il en a un, en commun du reste avec le vers latin, et qui est très considérable. Il faut le mentionner. L'étude du discours latin révèle aux élèves le secret du style dans sa forme matérielle. Dans la composition française, l'élève — je parle de l'élève moyen, type auquel il est bon de se reporter dans ces discussions — peut réfléchir sur sa pensée et distribuer ses idées avec méthode ; il ne réfléchit pas sur son langage et ne distribue pas les mots avec art dans la phrase. Dans le discours latin, gêné par l'ignorance de la langue, et attentif aux impressions, aux alliances de mots, donc aux associations d'idées qui y sont impliquées, il étudie le mécanisme de la période et la matière du style. Brièvement, on peut dire que la page où l'élève esquisse sa composition latine est surchargée de ratures, tandis que, le plus souvent, les pages du discours français portent les traces d'une écriture trop sûre d'elle-même à laquelle le remords est inconnu. On ne saurait estimer trop haut, à mon avis, le service que la composition latine rend ainsi à l'esprit.

« Maintenant il faut tourner la médaille... Par la nature du devoir, les examinateurs sont amenés à tenir compte exclusivement de la correction matérielle du style. De là l'importance étrange, vraiment plaisante, attachée à un solécisme ou à un barbarisme. De là, la tentation pour les élèves de tout subordonner à la correction grammaticale, de penser en centons, d'écrire en phrases uniformes, etc. De là, en un mot, tous les misérables artifices qui se résument dans le barbarisme « *bachoter* ». Je ne crois pas qu'il soit exagéré de soutenir que bon nombre d'institutions libres, les plus funestes à l'éducation et à la culture libérales, vivent du discours latin et y trouvent leur triomphe menteur.

« Les élèves s'attachent exclusivement à la préparation du discours, et négligent la composition française... Le mal est irrémédiable, si le discours latin reste l'une des épreuves décisives de l'examen. Car en fait, la préparation du discours réclame *tous les efforts* de la majorité des élèves pendant six ou huit mois de l'année.

« Enfin, le discours latin est comme la clef de voûte de l'ancien édifice

sans être soumise aux caprices du tirage au sort. « Ce n'est pas, dit Lebaigue, qu'elle ait été admise sans réclamation. On a rappelé qu'il y a quelque vingt ans elle avait été, elle aussi, condamnée à disparaître sur les conclusions conformes à toutes les Facultés (1). Néanmoins il a fallu se rendre à des raisons d'un certain poids ». Les représentants des professeurs de l'enseignement secondaire, et surtout un délégué des agrégés des lettres, Georges Morel, hardi novateur, firent remarquer qu'avec l'unique épreuve de la version latine, les élèves de seconde pouvaient être tentés d'affronter l'examen, sans trop redouter l'insuccès, qu'une épreuve de français sur un sujet de littérature ou d'histoire impliquait, sinon la certitude, du moins la présomption d'un cours régulier de rhétorique, et qu'en définitive la composition française répondait mieux à l'esprit des nouvelles méthodes d'enseignement. Quant à la version latine, le décret spécifiait qu'elle se ferait dans des conditions nouvelles : les candidats mis en présence d'un texte dicté, privés du

universitaire. C'est au discours latin qu'aboutissent les classes de grammaire. On apprend la grammaire latine pour composer des thèmes ; on fait des thèmes pour composer le discours. On peut le déclarer franchement : le vers latin a disparu de nos classes ; les programmes n'ont pas encore décrété sa mort, mais la menace a suffi, il a cessé de vivre. Resté le discours latin. C'est sur le discours latin que doivent se séparer les partisans de l'ancien système d'enseignement et les partisans des réformes. Le discours latin supprimé, il faudra renouveler, renouveler de fond en comble les programmes des classes de grammaire, car les programmes actuels n'auront plus de raison d'être... Il faudra trouver de nouveaux procédés pour enseigner l'art d'écrire et de penser, car on ne pense et on n'écrit guère de la sixième à la rhétorique qu'en latin. En un mot, toutes les réformes urgentes sont contenues en germe dans la suppression du discours latin. Et c'est pour cela que je vote pour la suppression du discours...

« Cette composition doit être remplacée par une composition française qui maintienne à la classe de rhétorique, et par suite à tout l'enseignement classique, son caractère littéraire. Cette composition devrait être simple, car il est bien plus difficile d'écrire en français qu'en latin. Elle devrait être corrigée sans aucun souci des barbarismes ou des solécismes, voire de l'orthographe en dépit de la superstition si française de l'orthographe (on voit que Darlu ne considère pas l'orthographe comme une forme de la politesse à laquelle il faut se soumettre comme à une nécessité sociale) uniquement au point de vue de la *composition*, c'est-à-dire de la disposition des idées et de la justesse de l'expression. Enfin elle porterait tantôt sur un fait historique, tantôt sur une question littéraire, etc... Pourtant je verrais avec plaisir le discours proscrit sous toutes ses formes. »

Le rapport de Darlu fut approuvé par Alfred Croiset, Marion et Lemonnier, mais vivement combattu par Merlet, Lebaigue, Pigeonneau et Bertrand. Au cours de la séance du 26 février 1880, Lebaigue présenta, à son tour, un rapport où, répondant à Darlu, il essayait de montrer que la suppression du discours latin aux épreuves du baccalauréat provoquerait, comme l'avait déjà fait la « fantaisie ministérielle » de Fortoul en 1852, l'abaissement des études classiques « au-dessous de l'enseignement professionnel, au-dessous de l'enseignement primaire, au-dessous de tout ». Mais la cause du discours latin, perdant chaque jour du terrain, devenait de plus en plus difficile à défendre. Lebaigue eut beau jeter du lest et faire des concessions en proposant d'enlever à l'épreuve du discours latin tout caractère éliminatoire et d'admettre qu'elle ne serait plus « un obstacle au diplôme » pour ceux qui s'en acquitteraient mal, Croiset n'eut pas de peine à montrer qu'il fallait renoncer à tout progrès pédagogique sérieux dans l'enseignement du français et même du latin tant que le discours garderait sa place prépondérante. Dans sa séance du 11 mars, la majorité des membres de la Société décidait que la composition latine ne lui paraissait pas devoir être maintenue au baccalauréat.

(1) Cf. supra, p. 107, 108.

secours des gros dictionnaires trop riches en renseignements grammaticaux et en exemples, n'auraient le droit de se servir que d'un simple vocabulaire ou lexique donnant sans commentaires les acceptions principales de chaque mot, et mis à leur disposition par les Facultés (1). « Cette mesure, dit Lebaigue, a paru raisonnable et probante à presque tous les membres de la Commission y compris l'auteur d'un gros dictionnaire (2) ». Enfin, pour l'épreuve de langues vivantes, le décret substituait à la version, un thème allemand ou anglais, fait avec un simple lexique (3), la commission s'étant trouvé d'accord avec le Ministre pour estimer que le thème était un moyen plus sûr de constater les connaissances des candidats.

Le projet de décret conservait aux épreuves orales de la première partie le caractère que leur avait donné le règlement du 25 juillet 1874. Toutefois, l'explication des textes grecs, latins et français devant, aux termes de l'article 8, porter sur les auteurs prescrits pour les classes de troisième, de seconde et de rhétorique, il apparut à la Commission que c'était là un champ bien vaste, et qu'en exigeant trop on s'exposait à ne rien obtenir. Aussi décida-t-elle que le candidat pourrait désigner pour chaque classe le prosateur et le poète français, latins et grecs sur lesquels il désirerait être interrogé, ce qui portait à dix-huit le nombre des ouvra-

(1) Cf. *Décret* du 19 juin 1880, art. 7, par. 1^{er}. Cf. la note officielle publiée le 29 janvier 1881 au Journal général et faisant connaître dans quelles conditions devaient être rédigés ces lexiques. « Le lexique doit être seulement un memento pour l'élève. Les candidats y trouveront les mots qu'ils peuvent avoir oubliés ou ne pas connaître; mais le lexique ne devra pas suppléer à leur ignorance de la grammaire, ni à leur manque de lecture, ni les dispenser des efforts d'intelligence qu'exige l'interprétation d'un texte. En conséquence, le lexique latin-français donnera la traduction des mots latins; mais il ne contiendra la traduction d'aucune locution composée de deux mots, à moins que l'un des deux mots ne soit hors d'usage à l'état isolé. Il ne donnera pas, entre parenthèses, les compléments des noms, des verbes ou des prépositions. Les formes grammaticales (divers cas de substantifs, divers temps des verbes) pourront se trouver dans le corps de l'article, mais ils ne formeront pas des articles à part dans le lexique. Les participes ne formeront des articles à part qu'autant qu'ils sont devenus adjectifs ou substantifs. » Cf. la *Circulaire* du 21 mars 1883 informant les recteurs qu'une commission est chargée d'examiner les lexiques et de déclarer s'ils sont ou non conformes aux règles fixées par la note officielle du 29 janvier 1881. La même circulaire, conformément à une décision de la commission du budget qui avait refusé les crédits nécessaires à la fourniture gratuite des lexiques par les Facultés, prescrit que chaque candidat devra apporter son lexique. Cf. *Circulaire* du 24 avril 1883.

(2) Lebaigue était en effet l'auteur d'un excellent dictionnaire latin-français qui est encore en usage de nos jours.

(3) Cf. *Décret* du 19 juin 1880, art. 7, par. 3. — Dans le règlement du 25 juillet 1874, la composition de langues vivantes appartenait à la deuxième partie de l'examen. Malgré quelques objections, la Commission approuva le rattachement de cette épreuve à la première partie de l'examen, conformément au désir exprimé par les délégués des professeurs de l'enseignement secondaire. La Commission, déclare Lebaigue, « a compris qu'il y avait un grave inconvénient à reculer jusqu'à l'examen final l'épreuve, soit écrite, soit orale, des langues vivantes, la plupart des candidats ne s'en préoccupant que l'année même où elle devait avoir la sanction, et cela au préjudice des travaux importants qu'exigent l'étude de la philosophie et la révision de l'enseignement scientifique ».

ges qui constituaient le fond de l'explication orale (1). « Ce chiffre, remarque le rapporteur du projet, ne paraîtra pas excessif, si l'on songe à l'importance que l'interprétation et l'analyse des textes doivent prendre à l'avenir dans nos classes et la variété des matières permettra à l'examineur de mieux s'assurer que la préparation de l'examen a été ce qu'il faut qu'elle soit; progressive, méthodique, intelligente ».

Pour les épreuves de la seconde partie, la Commission fit au projet de Jules Ferry deux additions importantes, l'une relative à l'examen écrit, l'autre relative à l'examen oral. Après un assez long débat, la Commission décida qu'une composition scientifique serait ajoutée à la dissertation de philosophie. Dix voix contre cinq accordèrent cette légitime satisfaction aux professeurs de sciences. Mais il fut entendu que le sujet, pris dans le programme scientifique de la classe de philosophie, aurait un caractère général, et qu'en outre le coefficient de cette composition serait inférieur de moitié à celui de la dissertation (2). Comme compensation aux pertes qu'elles craignaient d'avoir à supporter dans la nouvelle organisation des études, les langues anciennes obtinrent qu'à l'occasion des interrogations sur les ouvrages inscrits au programme de philosophie, les auteurs grecs et latins fussent obligatoirement expliqués dans le texte même (3). « Ainsi l'antiquité classique, dit Lebaigue, n'aura pas entièrement perdu son droit de suffrage à un moment où les résultats d'un enseignement foncièrement classique seront appréciés dans un jugement définitif ».

Une proposition avait été faite à la Commission, tendant à élargir le cercle de l'examen en offrant aux candidats la ressource d'une interrogation supplémentaire sur des matières facultatives. Cette proposition destinée à encourager les aptitudes spéciales et les vocations diverses sans dispenser de l'obligation commune des connaissances fondamentales caractérisait les tendances des membres élus du nouveau Conseil, décidés à étudier les réformes scolaires en se tenant exclusivement sur le terrain pédagogique. Elle fut accueillie favorablement. Mais en présence des difficultés d'ordre pratique qu'elle soulevait et que le Ministre fit valoir, la Commission se contenta de l'appliquer, dans un article additionnel,

(1) Cf. *Décret* du 19 juin 1880, art. 8. Comme la même procédure était prescrite pour l'explication des textes de langues vivantes, le nombre des ouvrages sur lesquels le candidat pouvait être interrogé était en réalité de vingt-quatre.

(2) Cf. *Décret* du 19 juin 1880, art. 10 : « Les épreuves écrites de la seconde série consistent : 1° en une composition française sur une question empruntée au programme de philosophie; 2° en une composition sur un sujet scientifique d'un caractère élémentaire. » Cf. *Arrêté* du 19 juin 1880, art. 16, qui fixe le coefficient attribué à la composition de philosophie à 2 et à 1 celui de la composition scientifique.

(3) Cf. *Décret* du 19 juin 1880, art. 11, « les auteurs grecs et latins seront expliqués dans le texte. »

à l'épreuve des langues vivantes (1), en s'applaudissant d'avoir ainsi consacré « un principe excellent en soi, et d'avoir ouvert une voie qui, en se prolongeant peu à peu, pourrait aboutir plus tard soit à une création d'un baccalauréat supérieur, soit à la transformation de la licence (2) ».

Telle est, au point de vue pédagogique, l'économie du décret qui sortit des délibérations du Conseil supérieur de l'Instruction publique et qui fut publié le 19 juin 1880.

Au point de vue administratif, le projet du Ministre avait prévu que le délai d'une année entre les deux examens pouvait être réduit à trois mois pour les candidats âgés de dix-neuf ans accomplis à la date des épreuves de la seconde partie (3). A l'unanimité, la Commission fut d'avis d'interdire cette tolérance. Il était contraire aux principes les plus élémentaires de la pédagogie d'admettre qu'un candidat, fût-il âgé de vingt ans, pût en trois mois étudier avec profit tout ce qui fait l'objet d'un cours de philosophie. D'autre part, le règlement du 25 juillet 1874 avait maintenu, en l'aggravant, une disposition qui avait déjà provoqué, sous l'administration de Victor Duruy, un certain nombre de mesures destinées à combattre les abus auxquels elle donnait lieu (4). Il s'agissait de la session du mois d'avril dont la porte s'ouvrait à une si grande quantité de cas considérés comme exceptionnels, qu'elle avait perdu son caractère de session extraordinaire pour n'en conserver que le nom. Cette session, outre qu'elle provoquait dans les classes une désertion momentanée ou définitive et devenait par là même une cause de désorganisation dans l'enseignement, était l'occasion de déclarations mensongères faites par des candidats de plus en plus nombreux qui, pour se déroter aux conditions des examens réglementaires, s'autorisaient d'une inscription aux concours des écoles spéciales, prise pour la forme (5). Cependant,

(1) Cf. *Décret* du 19 juin 1880, art. 9 : « Tout candidat ayant satisfait aux épreuves exigées sur l'anglais ou sur l'allemand, peut demander à subir l'examen soit sur l'autre langue, soit sur l'italien ou l'espagnol. En cas de succès, mention est faite sur le diplôme de cette partie facultative. » On remarquera que ni le décret, ni l'arrêté du 19 juin 1880 ne prévoyaient aucune note comme sanction de cette épreuve facultative. C'est le décret du 15 janvier 1881 qui, en son article unique, combla cette lacune : « Les candidats qui, outre l'allemand ou l'anglais, voudront être examinés sur une autre langue vivante, y sont autorisés, tant aux épreuves écrites qu'aux épreuves orales. Le jury prendra la moyenne des points obtenus dans les deux langues si la note s'en trouve élevée. » Le même décret prescrit que les seules langues vivantes admises au baccalauréat sont : l'allemand, l'anglais, l'italien et l'espagnol, l'arabe étant en outre admis pour l'Académie d'Alger.

(2) Cf. *Rapport* de Lebaigue.

(3) Pour justifier cette mesure, on avait invoqué l'argument du volontariat. « Cet argument, écrit le rapporteur, ne saurait prévaloir contre un intérêt d'ordre supérieur, l'intérêt général des études. »

(4) Cf. *supra*, p. 122, note 1.

(5) « La Commission, lisons-nous dans le *rapport* de Lebaigue, a jugé qu'il était urgent de fermer par une interdiction absolue, une porte restée trop longtemps ouverte à l'extrême médiocrité, à la paresse et à la supercherie. »

le Ministre ne tint compte qu'à demi de l'avis du Conseil supérieur. L'arrêté du 19 juin 1880 supprima en effet la session d'avril pour les épreuves de la première partie, mais il la maintint pour celles de la deuxième en la réservant toutefois aux candidats ajournés aux épreuves orales (1).

Le décret du 19 juin 1880 et l'arrêté du même jour, codifiant l'ensemble des mesures proposées par le Conseil supérieur, sont, de tous les décrets et arrêtés pris depuis 1808 pour régler l'esprit, les matières et la procédure de l'examen du baccalauréat, ceux qui, avec la réglementation établie par Victor Duruy, nous apparaissent comme exclusivement dictés par des préoccupations d'ordre pédagogique (2) et par la volonté de mettre enfin le baccalauréat à l'abri des recettes empiriques des manuels et des procédés astucieux des préparateurs. « Nous vous demandons, concluait le rapporteur de la Commission, d'approuver le dispositif du projet tel qu'il vous est présenté. Vous ferez ainsi que l'examen du baccalauréat ès lettres soit vraiment la sanction d'études régulièrement et honnêtement faites; vous déjouerez autant que possible les calculs et les expédients de ces préparations hâtives, artificielles, malsaines, déloyales même, qui enlèvent au diplôme de bachelier sa valeur réelle et sa valeur morale, et qui trop souvent, il faut bien le dire, habituent la jeunesse à se jouer de deux grandes et respectables choses, la science et la conscience ». Ce but, certes, ne fut pas complètement atteint. Mais un grand pas était fait dans la voie ouverte en 1864 par Victor Duruy. Et nous retrouverons la

(1) Cf. *Arrêté* du 19 juin 1880, art. 1^{er}, par. 3.

(2) C'est ainsi que la question de la dispense d'âge, pour prendre un cas précis, fut réglée par Jules Ferry en tenant compte uniquement de l'intérêt des études. Les demandes de dispense instruites par les recteurs, puis soumises à l'examen du Comité consultatif, n'étaient accueillies favorablement que si elles remplissaient les conditions prescrites par la circulaire du 1^{er} juillet 1882 dont les principales dispositions ont été rappelées, dans les mêmes termes, par la réglementation actuellement en vigueur. « La dispense, écrivait Jules Ferry, est une faveur qui ne peut être accordée qu'au mérite dûment constaté, et qui est d'autant plus difficile à obtenir, que l'élève est plus loin de l'âge de seize ans... Le candidat doit faire connaître le rang qu'il occupe dans la classe, les places qu'il a obtenues dans les différentes compositions, l'opinion du ou des professeurs à la classe desquels il appartient, le tout certifié par le chef d'établissement... Vous renverrez toute pétition qui ne vous sera pas remise accompagnée des détails qui vous permettent de constater la scolarité du candidat. Vous ferez remarquer aux familles que m'écrire directement ne peut qu'amener du retard, le Comité n'ayant le droit d'émettre un avis qu'après l'enquête qui doit être faite par vous. Il vous appartient de réunir les renseignements les plus précis sur les élèves des établissements libres. Ils ne doivent pas être favorisés, ce qui arriverait s'ils obtenaient des dispenses en présentant des documents incomplets, mais ils ne sauraient être victimes de ce fait, que nous connaissons moins bien la forme des études dans les Ecoles auxquelles ils appartiennent. Il est de leur intérêt de nous éclairer entièrement, pour que le Comité prononce avec la plus stricte équité. » Deux ans après, le 7 février 1884, le successeur de Jules Ferry, Armand Fallières, précisait que les candidats bénéficiaires d'une dispense d'âge, refusés à l'examen, ne conservaient pas le bénéfice de la dispense, l'ajournement des candidats ayant fait tomber la présomption de capacité sur laquelle on s'était fondé.

plupart des mesures qui caractérisent la réforme de Jules Ferry, dans les réglemens qui succéderont à celui du 19 juin 1880.

Jules Ferry n'apporta aucune modification au régime du baccalauréat ès sciences établi par Victor Duruy en 1865. Ecrivant le 24 avril 1883 aux Recteurs pour leur rappeler que la prescription de l'article 7 du décret du 19 juin 1880 relative à l'usage des lexiques latins n'était pas applicable au baccalauréat ès sciences, il ajoutait : « le décret du 19 juin 1880 est spécial au baccalauréat ès lettres... jusqu'à présent, en ce qui concerne le baccalauréat ès sciences, il n'a rien été changé aux prescriptions du règlement du 25 mars 1865, qui reste en vigueur » (1).

Par contre, le décret du 23 décembre 1857 par lequel Rouland avait institué un brevet de capacité de l'enseignement secondaire équivalent au baccalauréat, dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion (2), et dont Victor Duruy, en vertu du décret du 18 novembre 1863, avait étendu l'application aux établissements français de l'Inde, fit, à la demande de Jules Ferry, l'objet d'une refonte complète. Un premier décret, pris le 11 décembre 1880 sur un rapport du Ministre de la Marine et des Colonies, rendit applicables aux examens du brevet de capacité les dispositions du décret du 19 juin 1880 relatif aux examens du baccalauréat ès lettres, sauf en ce qui concernait les prescriptions des articles 4, 5 et 14 (3). Un deuxième décret, pris dans les mêmes conditions le 27 août 1882, régla la procédure administrative de l'examen de façon à rendre les conditions dans lesquelles était délivré le brevet de capacité sensiblement les mêmes que celles qu'on avait fixées pour la délivrance du baccalauréat. Aux termes du décret du 23 décembre 1857, le jury se composait de cinq examinateurs choisis, chaque année, par le Gouverneur, parmi les magistrats, les membres du clergé, les membres du Conseil général, les fonctionnaires civils ou militaires, anciens élèves de l'Ecole polytechnique, les officiers du commissariat de la Marine, les docteurs en droit, en médecine, enfin les docteurs ès lettres ou ès sciences (4). Le jury pouvait, il est vrai s'adjoindre

(1) Cf. *Circulaire* du 24 avril 1883. Notons cependant que Jules Ferry, par un décret daté du 5 février 1881, avait modifié le programme de la partie philosophique de l'examen. « Les candidats au baccalauréat ès sciences complet et au baccalauréat ès sciences restreint, spécifie l'article 1^{er} de ce décret, seront interrogés sur les éléments de la méthode et les principes de la morale. »

(2) Cf. *supra*, p. 111, note 1.

(3) Les articles 4 et 5 étaient relatifs à la composition du jury; l'article 14 interdisait le remboursement du montant des droits d'examen aux candidats qui, sans excuse jugée valable, ne répondaient pas à l'appel de leur nom le jour qui leur avait été indiqué. Or, d'une part, le jury du brevet de capacité colonial était composé de membres étrangers à l'Université, d'autre part les candidats n'étaient soumis au versement d'aucune rétribution.

(4) Cf. *Décret* du 23 décembre 1857, art. 2.

à titre consultatif des personnes spécialement attachées à l'instruction publique, chefs d'institution ou professeurs; mais ces membres adjoints n'avaient pas voix délibérative (1), bien que, par la nature de leurs fonctions, ils eussent plus que personne la compétence nécessaire pour apprécier les mérites des candidats. « L'expérience, lisons-nous dans le rapport de Jauréguiberry, Ministre de la Marine et des Colonies, a démontré que, malgré l'intelligence, le savoir et le dévouement dont les membres de ces Commissions ont fait preuve, les examens n'ont pas toujours donné des résultats satisfaisants ». Le décret du 27 août 1882, tout en maintenant dans les jurys trois membres pris en dehors de l'Université, donna la prédominance au personnel enseignant (2). En outre, le décret spécifia que les matières et les formes de l'examen, ainsi que les conditions d'âge seraient les mêmes que celles adoptées dans la métropole pour le baccalauréat (3).

Plus encore que les réformes dont nous venons de parler, ce qui caractérise l'administration de Jules Ferry, c'est la création du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial. La loi du 21 juin 1865, en instituant l'enseignement secondaire spécial avait spécifié que cet enseignement serait sanctionné par la délivrance d'un diplôme de fin d'études (4). De cette création, Victor Duruy escomptait un double effet : engager les élèves et leurs familles à conduire jusqu'à leur terme des études formant un ensemble bien déterminé, amener promptement l'opinion publique à attacher une sérieuse importance à un brevet qui, pour certaines administrations publiques ou particulières, pour des chefs d'usine, de grandes fermes ou de maisons de commerce offrirait plus de garanties d'aptitude immédiate que le grade de bachelier (5). « Ce diplôme écrivait Duruy, conquis par un examen public sera délivré, au nom de l'Empereur, par le Ministre de l'Instruction publique, et je ne doute pas qu'il n'assure bientôt à ceux qui

(1) Cf. *Ibid.*, art. 2, par. 3.

(2) Cf. *Décret* du 27 août 1882, art. 1^{er}. Aux termes de cet article le jury était composé de huit membres désignés par le Gouverneur dont cinq universitaires, le chef de service de l'instruction publique, président, et quatre professeurs ou anciens professeurs, agrégés, docteurs ou licenciés. Les trois membres non professeurs devaient être titulaires de grades universitaires. « Il n'a pas été possible, déclare le rapport, de faire davantage. En effet, les colonies n'ayant pas de professeurs de Facultés, les jurys ne peuvent comprendre que des professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement secondaire, qui auraient à examiner leurs propres élèves. Il serait donc à craindre que la sincérité des examens put être mise en doute. Pour obvier à cet inconvénient, le décret prévoit une liste de huit personnes comprenant, outre le chef de service de l'instruction publique, quatre professeurs et trois membres non professeurs, mais choisis parmi les titulaires de grades universitaires. »

(3) Cf. *Décret* du 27 août 1882, art. 3.

(4) Cf. *Loi* du 21 juin 1865, art. 4.

(5) Cf. *Circulaire* du 6 avril 1866 relative à l'organisation et au plan général des études de l'enseignement secondaire spécial.

l'auront mérité la faveur des grandes administrations publiques ou privées » (1). L'examen avait été organisé de telle sorte que les candidats, selon l'option qu'ils en faisaient, étaient, aux épreuves orales, plus particulièrement interrogés, les uns sur la partie littéraire, les autres sur la partie scientifique du programme. Quant à l'épreuve écrite, les questions étaient choisies de manière à présenter, dans les lettres comme dans les sciences, un caractère suffisamment général pour que les élèves des deux catégories pussent les traiter (2).

Sans y apporter le même intérêt, les Ministres qui s'étaient succédé depuis 1869 avaient maintenu le brevet institué par Victor Duruy. Cependant l'enseignement secondaire spécial possédait, en 1880, la moitié de la population scolaire dans les collèges communaux (14.012 élèves contre 14.992) et un peu plus du quart dans les lycées (8.696 contre 32.000) (3). Malgré les oppositions, les obstacles et les défaillances, malgré le discrédit auquel il était exposé par son titre de « spécial » qui se prêtait aux quolibets (4) des élèves de l'enseignement classique, sa clientèle n'avait pas cessé de se développer, tellement sa conception répondait à une idée juste et à un besoin réel. Dans quelle mesure les élèves parcouraient-ils les cinq degrés de l'enseignement spécial ? Combien y en avait-il qui prétendaient au diplôme de fin d'études ? Une statistique établie par Gréard montre que des 5.825 jeunes gens qui avaient suivi les cours de l'enseignement secondaire spécial dans les lycées et collèges de l'Académie de Paris, de 1866 à 1880 :

915	(15,71 %)	avaient quitté les cours après l'année préparatoire.
1746	(29,97 %)	— — — la première année.
1695	(29,10 %)	— — — la deuxième —
1145	(19,66 %)	— — — la troisième —
324	(5,56 %)	— — — la quatrième —

Aussi le nombre des diplômes délivrés n'était guère considérable :

(1) Cf. *Circulaire* du 21 juillet 1866 relative à l'établissement à Mont-de-Marsan d'un lycée modèle pour l'enseignement spécial.

(2) Cf. *Circulaire* du 2 octobre 1867 relative au mode d'examen du brevet de capacité de l'enseignement secondaire spécial.

(3) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1887, I. p. 4 sq. A Paris l'enseignement secondaire spécial n'était organisé, en 1880, qu'au lycée Charlemagne. Dans le reste de l'Académie il fonctionnait dans cinq lycées (Versailles, Reims, Bourges, Orléans, Vendôme) et dans tous les collèges communaux. Une enquête faite par le vice-recteur Gréard montrait qu'au 1^{er} novembre 1880 sur les 6.699 élèves appartenant à ces lycées et collèges au nombre de 29, le lycée Charlemagne non compris, 2.094 suivaient les cours de l'enseignement spécial, soit une proportion de 31,26 pour cent.

(4) Cf. Georges Weill, *Histoire de l'enseignement secondaire en France*, Paris, Payot, 1921, p. 182, 183 : « Tous ceux qui ont passé par les collèges entre 1870 et 1890 se rappellent ce qu'on pensait des « français », des « bestiaux » ; les universitaires essayaient rarement de combattre un état d'esprit qu'ils partageaient. »

166 en quinze ans. En 1878 on comptait plus de 22.000 élèves répartis dans les cinq années d'études des cours d'enseignement secondaire spécial des lycées et collèges de la République : 1.358 seulement se présentaient à l'examen du diplôme et 580 étaient admis (1). Ces chiffres mettent en évidence le peu d'intérêt qu'on attachait à l'obtention du titre sur lequel Victor Duruy avait compté pour exciter l'émulation des élèves, émouvoir l'amour propre ou l'intérêt des parents, stimuler le zèle des maîtres.

Gréard avait invité les professeurs et les chefs d'établissement, les comités de patronage, les inspecteurs du ressort académique de Paris à faire connaître leurs vues sur les modifications qu'ils jugeaient utile d'introduire dans la procédure et les matières de l'examen ainsi que sur les avantages qu'ils estimaient devoir être attachés au diplôme. Les réponses furent en majorité favorables à l'organisation d'un système d'examens sanctionnant les études de l'enseignement secondaire spécial d'après le principe suivant : à la fin du premier degré, un diplôme assimilé au certificat de grammaire de l'enseignement classique, exigible pour l'admission aux écoles d'agriculture, aux écoles des arts-et-métiers, aux écoles vétérinaires et permettant de contracter l'engagement décennal ; à la fin des études du second degré un baccalauréat jouissant des mêmes privilèges que les deux autres, pour lequel les uns proposaient le nom de baccalauréat spécial, les autres celui de baccalauréat professionnel ou de baccalauréat ès arts et dont la base serait à peu près la même que celle du baccalauréat ès sciences, sauf la substitution d'une épreuve de langue vivante à l'épreuve de langue latine. Pour le diplôme comme pour le baccalauréat, ce qu'on réclamait avant tout, c'était que les programmes de l'examen fussent mis en harmonie avec les programmes de l'enseignement. On se plaignait du manque de règle dans les procédés des commissions, du manque d'unité dans les jugements, des difficultés de l'épreuve écrite, particulièrement pour la composition française et la composition de morale. La composition de dessin était considérée comme illusoire : on proposait que, pour cette discipline, le candidat fût jugé d'après le portefeuille de ses travaux scolaires visés par le professeur et au sujet desquels des questions lui seraient posées (2).

Tandis que ces réponses et ces suggestions parvenaient au vice-recteur de l'Académie de Paris, tandis que Henry Michel menait campagne pour la constitution d'un enseignement classique fran-

(1) Tous ces chiffres sont donnés par Gréard (*Education et Instruction, Enseignement secondaire*, Paris, Hachette, I, p. 59 sq.). Les uns lui ont été fournis par son enquête, les autres par la statistique générale.

(2) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1887, I, p. 69, 70.

çais égal en dignité à l'enseignement greco-latin (1), Jules Ferry instituait, le 2 mai 1881, au ministère de l'Instruction publique, une commission chargée, sous la présidence de Victor Duruy, de mettre à l'étude la réforme des programmes de l'enseignement secondaire spécial et de l'examen qui en était la sanction (2).

Cette commission consacra vingt-trois séances à la discussion du problème pédagogique et social posé par l'organisation de l'enseignement secondaire spécial. En ce qui concerne la sanction à donner à cet enseignement, la Commission adopta les propositions auxquelles avait abouti l'enquête de Gréard. Ayant substitué au système des « cercles concentriques » qui permettait aux élèves de quitter le collège à la fin de telle ou telle classe, en emportant avec eux, selon la durée de la scolarité, un bagage de connaissances plus ou moins élémentaires, mais qui formaient à la rigueur une façon d'encyclopédie (3), une répartition nouvelle comprenant, outre un cours élémentaire exactement semblable à la division correspondante de l'enseignement classique, un cours moyen et un cours supérieur, l'un de trois, l'autre de deux années, elle décida qu'il y avait lieu de créer, comme sanction des études du cours moyen, un certificat, et, comme sanction des études du cours supérieur, un diplôme spécial. Le certificat, étant pour les uns le seul titre recherché, pour les autres la condition même de leur passage dans le cours supérieur, devait être délivré, conformément à l'article 4 de la loi du 21 juin 1865, par une Commission nommée par le Ministre siégeant au chef-lieu du département et composé en majorité de professeurs de l'enseignement secondaire, qui se-

(1) Cf. Henry Michel, *Notes sur l'enseignement secondaire*, Paris, 1902, passim. Cf. aussi les remarquables notes de Focillon et de Pigeonneau dans le Bulletin de la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* (n° de février 1881, p. 89 et n° d'avril 1881, p. 260). Un groupe particulier, le groupe n° 2, s'était formé au sein de cette Société pour l'étude des questions relatives à l'enseignement secondaire spécial et les discussions qui y furent soutenues contribuèrent beaucoup à ramener l'attention publique sur cet ordre d'enseignement et sur l'examen qui le sanctionnait.

(2) Cette Commission était composée de : Victor Duruy, de l'Institut, président; Zévort, directeur de l'enseignement secondaire, vice-président; Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris; Faye, de l'Institut, inspecteur général de l'enseignement supérieur; Garsonnet, professeur à la Faculté de droit de Paris; Marguerin, ancien directeur de l'école municipale J.-B. Say; Focillon, directeur de l'école municipale Colbert; Philippon, secrétaire de la Faculté des sciences de Paris; Morel, professeur de seconde au lycée Henri IV; Marion, professeur de philosophie au lycée Henri IV; Lemonnier, professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand; Paquier, professeur d'histoire au lycée Saint-Louis; Mermet, professeur de physique au lycée Charlemagne; Chaigneau, chef du 1^{er} bureau de la direction de l'enseignement secondaire, secrétaire.

(3) « Nous avons pensé, avec la Commission préparatoire, écrit Morel, délégué des agrégés des lettres, dans son rapport présenté au Conseil supérieur de l'Instruction publique, au nom de la Commission de l'Enseignement spécial, que ce principe était peu favorable à la saine éducation de l'esprit; que les plus impatientes ne pouvaient acquérir ainsi qu'une initiation superficielle et précipitée aux études scientifiques et littéraires, tandis que les autres — on peut s'en convaincre en considérant l'ensemble des anciens programmes — étaient condamnés à des révisions perpétuelles, absorbantes et stériles ».

raient comme les guides et les régulateurs naturels de l'examen.

Quant au diplôme final, ambitionné par l'élite des élèves, la Commission proposa de lui donner le nom de baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial. Cette résolution ne fut pas adoptée sans débat. Quelques membres de la commission voulaient que ce titre fût réservé aux diplômes de l'enseignement secondaire classique autant par égard pour une tradition consacrée que pour récompenser par un privilège légitime des études plus longues et plus difficiles. Le baccalauréat, disaient les uns, constate au moins la connaissance de l'antiquité latine, dont nous sommes les héritiers les plus directs, qui a marqué d'une empreinte si forte notre langue et notre civilisation; c'est là un élément de supériorité intellectuelle; et il n'est que juste de la caractériser par un signe à part. Prodiguer le diplôme de bachelier, disaient les autres, c'est le déprécier, c'est en même temps lui enlever, par une confusion regrettable, le sens précis qu'on lui attribuait.

Tous redoutaient que l'enseignement classique ne fût délaissé, si l'on ouvrait aux élèves un chemin plus court et moins pénible qui les conduisait au même but. « Ces scrupules sincères, ces craintes convaincues, lisons-nous dans le rapport de Morel, ont été combattus avec autorité et avec succès par des hommes dévoués autant que personne aux études classiques. Ils ont montré qu'il convenait de donner le titre de bachelier à tous ceux qui auraient fait des études sérieuses, quelle qu'en fût la matière; qu'à défaut du grec et du latin, les programmes scientifiques et littéraires de la quatrième et de la cinquième année étaient assez complexes et assez riches pour former des esprits cultivés et solides; que cette éducation valait bien, en somme, la teinture classique et superficielle que donne au plus grand nombre des bacheliers ès sciences le latin mal appris; que le seul moyen de relever un enseignement si digne d'intérêt, c'était de placer au sommet de ces études un diplôme considéré, qu'enfin, si la séduction de ce titre est telle qu'il attire vers l'enseignement spécial une bonne part du contingent classique, les humanités seront ainsi allégées de tous ceux qui actuellement s'y attardent et s'y traînent sans aptitudes et sans résultats » (1).

(1) On peut rapprocher ces considérations des déclarations contenues dans le rapport soumis par Pigeonneau, professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand, le 19 février 1881, à la séance de la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire*: « Cette nouvelle série d'études aurait pour sanction un examen que je n'hésiterais pas à appeler le baccalauréat de l'enseignement moyen et qui offrirait à certaines administrations telles que les postes et télégraphes, les chemins de fer, les préfectures, etc., des garanties pour le moins égales à celles du baccalauréat classique tel qu'il existe aujourd'hui..

« Il faut bien compter avec la vanité et l'ignorance qui sont choses humaines et qu'on ne supprimera pas de longtemps. Pour beaucoup de parents l'essentiel c'est l'étiquette. Il faut que leurs fils aient fait leurs études au lycée ou au collège, suivant le domicile, le milieu ou les ambi-

Par onze voix contre quatre, la Commission de l'enseignement spécial (1) décida que le nouveau diplôme prendrait le nom de baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial, conformément au vœu exprimé par la commission ministérielle. Le Conseil supérieur de l'Instruction publique, dans sa séance du 30 juillet 1881, approuva cette décision en adoptant les conclusions du rapport de Georges Morel (2). Et le 4 août 1881, Jules Ferry faisait signer par le Président de la République, Jules Grévy, un décret instituant « un diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire spécial » (3). Un an après, le décret du 28 juillet 1882, fixait la procédure de l'examen. Aux termes de ce décret les épreuves étaient jugées par un jury nommé par le Ministre, sur la proposition du recteur, et composé de : un professeur de Faculté (sciences ou lettres), président, quatre professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement classique des lycées pourvus de l'agrégation et choisis, deux dans l'enseignement littéraire, deux dans l'enseignement scientifique (4). L'examen était divisé

tions de chacun, et qu'ils puissent présenter un diplôme quelconque de bachelier.

« Un grand nombre d'élèves qui autrefois auraient fait sans vocation et sans profit des études classiques ou qui se seraient contentés à regret de l'enseignement primaire suivent aujourd'hui les cours de l'enseignement moyen, surtout parce que cet enseignement se donne dans les établissements d'enseignement secondaire. Si on leur ferme la porte, les familles se sentiront humiliées et réclameront la suppression des lycées, comme elles réclament la suppression du latin et du grec, en vertu de ce principe que ce qui ne sert pas à tout le monde ne doit servir à personne.

« Laissons-leur la satisfaction innocente de voir leurs enfants porter l'uniforme de lycéen, accordons même au diplôme d'études le nom attrayant de baccalauréat, et si ces avantages séduisent un certain nombre des élèves qui encombre aujourd'hui nos classes de lettres et de sciences, félicitons-nous de ces heureuses désertions : les établissements de l'Etat n'y perdront rien et le niveau des intelligences y gagnera peut-être quelque chose. »

(1) Cette Commission était composée de : Berthelot, président; Paul Bert, Boudant, Bréal, Carriot, Dubiet, Egger, Ferraz, Fustel de Coulanges, Gavarret, Gréard, Harancourt, Huchard, Lagoguey, Jacquier, Lespaut, Manuel, Melouzey, Morel, Vintéjoux, Voigt, Zévort.

(2) En ce qui concerne les prérogatives à attacher au certificat et au baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial le rapporteur déclarait : « Il nous a paru que ce n'était pas à nous, mais à l'autorité législative qu'il appartenait de le décider. Quand les administrations publiques, quand les écoles du Gouvernement sauront ce qu'ils signifient et ce qu'ils valent, elles pourront à leur gré, maîtresses de leurs programmes d'admission, ouvrir ou fermer leurs portes à nos candidats. Pour nous, notre seule tâche et notre seule espérance est de former des hommes utiles; une fois que nous y aurons réussi, on viendra bien nous les demander. Souvenons-nous d'ailleurs que l'enseignement spécial prépare par définition, en quelque sorte, à des professions qui n'ont point d'attache officielle, et qu'à tout prendre il n'y a pas lieu de stimuler le zèle des familles à faire de leurs enfants des fonctionnaires, lorsque tant de libres débouchés s'offrent à leur industrie et à leur intelligence ».

(3) Cf. *Décret* du 4 août 1881, art. 6. Le décret organisait l'enseignement secondaire spécial en trois cycles : cours élémentaire, cours moyen, cours supérieur. L'article 4 instituait un certificat d'études qui pouvait être obtenu à la fin de la troisième année du cours moyen.

(4) Cf. *Décret* du 28 juillet 1882, art. 1^{er}. Cet article prévoyait que les anciens professeurs agrégés de l'enseignement secondaire spécial pouvaient également faire partie du jury et que, sur la proposition du recteur, un examinateur pouvait, en outre, être adjoint au jury pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

en épreuves écrites et en épreuves orales. Les épreuves écrites comprenaient : une composition de mathématiques, une composition sur une question de sciences physiques et sur une question de sciences naturelles ; une composition française ; un thème de langues vivantes (1). Les épreuves orales consistaient en explications d'auteurs et en interrogations. Les explications portaient sur les textes des auteurs français prescrits dans les lycées pour les classes de quatrième et de cinquième années de l'enseignement secondaire spécial et sur les textes désignés dans la troisième année pour l'enseignement des langues vivantes. Les interrogations portaient sur les matières de littérature, de morale, d'histoire, de géographie, de sciences mathématiques, physiques, chimiques et naturelles, de comptabilité, de législation et d'économie politique, comprises dans le plan d'études de l'enseignement spécial (2).

Enfin, le décret prescrivait que le baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial non seulement était, pour les études médicales, équivalent au baccalauréat ès sciences restreint, mais conférait aux titulaires le droit de se présenter aux examens de la licence ès sciences (3).

La réforme de Jules Ferry, portant ainsi sur l'ensemble des études secondaires, si elle ne résolvait pas définitivement tous les problèmes pédagogiques liés à l'existence du baccalauréat, avait du moins le mérite de les poser clairement. Et comme, de toutes les réformes sociales, les réformes scolaires sont celles qui, en France, à peine décrétées, furent et seront sans doute toujours l'objet des discussions les plus passionnées, l'œuvre de Jules Ferry, avant d'avoir subi l'épreuve du temps, se trouva soumise à la loi commune. Les critiques vinrent aussitôt de tous les côtés. Les journalistes, en vertu d'une vieille habitude, continuèrent, surtout pendant les périodes d'examens, à parler de la sévérité excessive des examinateurs et des difficultés insurmontables présentées par les épreuves, offrant par là aux candidats malheureux, suivant leur tempérament, motifs de consolation ou raison de rancœur. Plus pertinentes, parce qu'elles étaient dominées par des préoccupations pédagogiques, furent les discussions de la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* qui avaient commencé quelques mois avant la publi-

(1) Cf. *Ibid.*, art. 3. Comme pour le baccalauréat ès lettres le thème devait être fait sans dictionnaire, à l'aide d'un simple lexique ou vocabulaire. La langue vivante obligatoire était l'allemand ou l'anglais, sauf dans les Académies de Paris, d'Aix, de Bordeaux, de Montpellier, de Toulouse où les candidats avaient aussi le choix entre l'italien et l'espagnol. En Algérie, l'épreuve pouvait porter sur la langue arabe. L'italien et l'espagnol pouvaient faire partout l'objet d'une interrogation supplémentaire.

(2) Cf. *Ibid.*, art. 4.

(3) Cf. *Décret* du 28 juillet 1822, art. 8.

cation du décret du 19 juin 1880 (1), et qui se poursuivirent avec d'autant plus d'espérance et d'assiduité que tous les professeurs encouragés par l'intérêt témoigné par le Ministre à cette Société (2), y voyaient le moyen le plus sûr, non seulement d'alléger le fardeau écrasant que la vieille hypothèque du baccalauréat faisait peser sur l'enseignement, mais encore de ramener l'examen au rôle normal qu'il n'aurait jamais dû cesser d'avoir.

Dès le 14 février 1880, la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* avait mis en discussion un projet de réforme du baccalauréat présenté « sous une forme législative » par E. Beaussire, ancien professeur de Faculté, député (3). L'article 3 de ce projet en donne clairement l'économie et en résume la portée : « Le diplôme de bachelier ès lettres sera délivré de plein droit à tous les candidats qui justifieront, par des certificats des proviseurs, principaux ou directeurs (de l'enseignement officiel ou de l'enseignement libre) visés par les recteurs, qu'ils ont satisfait à tous les examens de passage dans toute la durée de leurs études. « Le projet, on le voit, consistait essentiellement à remplacer par un contrôle prolongé des études, le contrôle unique et définitif de l'examen, et à confier ce contrôle des études à ceux mêmes qui les dirigeaient, aux maîtres de l'enseignement secondaire. « L'élimination des mauvais élèves, écrivait Beaussire dans son rapport, qui se fait brutalement et cependant avec une indulgence extrême, à la fin des études, se ferait ainsi progressivement, de classe en classe, au grand avantage de l'enseignement qui ne serait plus encombré de non-valeurs, et à l'avantage non moins grand des familles qui pourraient, chaque année, se rendre un compte exact des résultats de leurs sacrifices et de l'intérêt qu'elles peuvent avoir à y persévérer. Le niveau du baccalauréat n'en serait abaissé à aucun point de vue ; car, quelle que soit la juste autorité des examinateurs empruntés à l'enseignement supérieur, les épreuves hâtives, indigestes, nécessairement incomplètes dont ils sont forcés de se contenter, ne

(1) Exactement cinq mois. La Société fut autorisée le 26 décembre 1879, par arrêté du préfet de police et dès sa première séance, le 20 janvier 1880, elle avait mis à l'ordre du jour la question suivante : *Le baccalauréat. Doit-il être maintenu ou transformé ? Règlements de l'examen, composition du jury, valeur attribuée au diplôme.*

(2) « Félicitons-nous, disait le 4 avril 1880, Michel Bréal en ouvrant la première assemblée générale, de ce que l'Université est aujourd'hui invitée à faire entendre sa voix. Non seulement le Ministre qui la régit ne trouve pas mauvais que les professeurs s'assemblent pour parler des grands intérêts qui leur sont confiés, mais, à la première nouvelle de la fondation de notre Société, il a demandé d'en être membre. » Dans le même discours, Bréal définissant le rôle de la Société disait : « Nous formerons ici un congrès pédagogique permanent... Votre Bulletin sera consulté comme le miroir des opinions du corps enseignant : il sera, à ce titre, un document pour l'histoire ».

(3) Cf. in *Bulletin de la Société pour l'étude des questions d'Enseignement secondaire*, 1880, p. 425 et sqq. rapport et projet de Beaussire.

sauraient perdre à être remplacées par une série d'examens approfondis à la fin de chaque année classique, alors même que ces examens ne relèveraient que des professeurs de l'enseignement secondaire. » Beaussire proposait d'imposer ce régime des examens annuels, non seulement aux élèves de l'Université, mais aussi aux élèves des établissements libres, sous les réserves suivantes : le privilège des examens annuels équivalents au baccalauréat ne serait accordé aux institutions privées que si elles enseignaient les mêmes matières que l'Université et dans un même nombre d'années ; l'inspection officielle contrôlerait sur ces deux points les établissements libres, et le privilège serait retiré en cas de fraude ou de négligence.

Le projet de Beaussire n'avait donc au fond qu'un objet : substituer de bonnes études continues à un examen final qui pouvait racheter, à grand dommage, dix ans de paresse par un jour de chance, ou tromper dix années d'efforts par un mal de tête. La Société le discuta longuement. Beaucoup de professeurs avaient été séduits par l'apparente simplicité du système. En 1881, on l'examinait encore sans se décider à l'approuver, lorsque, à la séance du 18 mai, un rapport fortement documenté de Petit de Julleville, que la *Société d'enseignement supérieur* avait discuté et approuvé le 1^{er} avril (1), plaçant la question du baccalauréat sur son véritable terrain, entraîna la substitution d'un projet nouveau au projet de Beaussire. Petit de Julleville n'eut pas de peine à montrer qu'il était impossible d'organiser des examens annuels de la huitième à la philosophie, dans un si grand nombre d'établissements publics ou privés, de telle façon que ces examens offrissent des garanties sérieuses. « Comment ferait-on, observait-il dans son rapport, que les examens de passage eussent une valeur à peu près égale dans plusieurs centaines d'établissements, divers par le nombre des élèves, par leur valeur et par celle de leurs professeurs ? Tout est relatif, mais rien n'est plus relatif que le mérite. Tel, dans sa petite ville, entrerait triomphant de seconde en rhétorique, qu'un lycée comme Louis-le-Grand ne voudrait pas admettre en quatrième. Serait-il équitable que le même diplôme récompensât des études si inégales, sans qu'une épreuve commune à tous garantît qu'un minimum de sciences est acquis par l'élève ? On dit que le contrôle officiel préviendrait les abus. Mais comment s'exercerait ce contrôle ? Porterait-il sur les huit examens de passage ou seulement sur le dernier, sur un examen de sortie plus solennel et définitif ? Dans le premier cas, où l'Etat trouvera-t-il des délégués en nombre suffisant pour examiner cent cinquante mille élèves, répartis en huit classes dans plusieurs centaines d'établissements ? Le contrôle de l'Etat ne portera-t-il que sur le der-

(1) Cf. le rapport de Petit de Julleville, in *Revue internationale d'enseignement supérieur*, n° du 15 avril 1881.

nier examen, sur l'examen de sortie ? Il n'est pas difficile de prédire ce qui arrivera dans ce cas. Cet examen plus solennel deviendra le seul sérieux. Y réussir et conquérir le grade qui en sera le prix sera l'unique ambition des élèves. Aucun professeur n'osera, en écartant un écolier, si faible qu'il puisse être, le priver du bénéfice de cette épreuve suprême où, par un succès final, il pourra racheter l'honneur de ses études. Bref, l'examen de sortie sera le baccalauréat sous un autre nom, avec tous ses avantages, mais aussi ses inconvénients ».

Pour Petit de Julleville le seul moyen de réformer l'examen du baccalauréat dans son esprit, comme dans sa procédure, ses matières et ses résultats, et d'en faire, en même temps que la sanction des études secondaires, un certificat d'aptitude aux études supérieures, était d'associer, dans les jurys, professeurs de l'enseignement supérieur et professeurs de l'enseignement secondaire. Aux premiers, la présidence et la direction des épreuves, avec le choix des sujets et la responsabilité générale, « avec, ajoutait Petit de Julleville, le devoir de contrôler la décadence ou le progrès des études et d'éclairer sur ce point l'autorité universitaire, les chefs d'établissement et l'opinion publique ». Aux seconds, la tâche d'examiner les candidats de concert avec les professeurs de Faculté, et de prêter à ceux-ci le concours de leur expérience pratique de la classe et des jeunes esprits. « Tel professeur de Faculté, lisons-nous dans le rapport, qu'une science trop spéciale et une habitude insuffisante de l'enseignement du collège pourraient prédisposer à trop d'indulgence ou à trop de sévérité, serait contenu dans les vraies limites et ramené au vrai niveau par le voisinage utile d'un professeur de lycée. Tel professeur de lycée, qui n'a jugé jusque-là ses élèves qu'à huis clos entre des murs trop familiers, serait surpris, en les retrouvant sur un autre théâtre, de reconnaître en eux des défauts ou des qualités qu'il n'avait pu nettement distinguer; ou bien, en comparant ses élèves à d'autres élèves, sa méthode à d'autres méthodes, son collège à d'autres collèges, s'éclairerait lui-même sur les lacunes de son enseignement, ou s'affermirait davantage dans la voie qu'il suit, et qu'il aurait jugée bonne au résultat ».

Le projet de Petit de Julleville était d'une valeur pédagogique indiscutable. Cette collaboration des professeurs de Faculté et des professeurs de lycée ne pouvait donner que d'excellents résultats pour l'enseignement supérieur comme pour l'enseignement secondaire, pour les élèves comme pour les maîtres. Pour rapprocher les deux enseignements, pour multiplier et resserrer les liens qui, sous peine de faire manquer leur but à tous les deux, devaient faire de l'un la préparation à l'autre, où les professeurs pouvaient-ils se rejoindre et s'associer avec plus de fruit et plus d'à-propos que dans les jurys du baccalauréat ? Pigeonneau, qui était devenu maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris, mais avait

conservé au sein de la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire*, ses fonctions de secrétaire général et sa légitime influence, vit tout ce que le projet de Petit de Julleville contenait de possibilités heureuses. Le point essentiel de la réforme du baccalauréat ne consistait pas à modifier le programme, à retrancher des épreuves, à en ajouter de nouvelles; de très nombreuses tentatives avaient été faites dans ce sens et elles n'avaient amené aucun des résultats escomptés. L'admission des professeurs des lycées dans les jurys était la réforme préalable à tout autre réforme efficace. « J'espère, disait Pigeonneau, au cours de la séance du 18 mai 1881, qu'il ne reste plus de doute dans l'esprit de personne sur l'utilité et la sagesse du projet (1) ».

Faisant siennes les propositions de Petit de Julleville, la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire*, désormais en possession d'un plan nettement établi, continua sa campagne en faveur de la réforme du baccalauréat. C'est incontestablement à l'action patiente et tenace de cette Société, véritable congrès pédagogique permanent, qu'on doit la vaste enquête ordonnée, le 10 février 1885, par Armand Fallières, successeur de Jules Ferry, non point sur l'enseignement secondaire lui-même, mais sur le baccalauréat considéré comme la clef de voûte des études secondaires et la pierre angulaire de l'enseignement supérieur.

(1) Cf. *Bulletin de la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire*, avril 1881, p. 356 et sq. Beaussire lui-même s'associa aux paroles de Pigeonneau. Notons aussi que le projet de Petit de Julleville avait été commenté et précisé dans tous ses détails par un rapport de Fitremann, inspecteur des études au lycée militaire de La Flèche.

CHAPITRE X

L'ENQUÊTE DE 1885

Dans la circulaire du 10 février 1885 adressée aux recteurs, Armand Fallières écrivait : « Les baccalauréats, bien que profondément enracinés dans nos mœurs scolaires et sociales, ont provoqué de tout temps des plaintes dont la vivacité s'est accrue dans ces dernières années. Sans parler de l'aléa inhérent à tout examen, on leur reproche d'exercer sur les études une fâcheuse influence.

« Le baccalauréat doit être, par destination, et suivant une heureuse définition, le dernier des examens de passage (1), l'examen de passage du Collège à la Faculté. L'usage en a fait autre chose, et trop souvent l'on réussit à s'y préparer par des moyens artificiels et hâtifs. Il en résulte dans les classes des troubles de plus d'une sorte : nombre d'élèves qui se figurent volontiers qu'il leur sera possible de réparer en rhétorique et en philosophie le temps perdu ou mal employé depuis la sixième, et nombre de maîtres sont conduits, contre leur gré, à prendre les exigences de l'examen pour régulateur de leur enseignement, dont ils déplorent de diminuer ainsi la liberté, l'élévation et la portée.

« Les réformes de 1864 et 1874 avaient pour but de remédier à ces défauts. On n'en saurait méconnaître l'heureux caractère et les utiles effets. Pourtant, au rapport des jurys d'examen, elles n'ont fait qu'atténuer le mal et ne l'ont pas supprimé. Les doléances se sont renouvelées depuis lors, et elles ont justement préoccupé l'opinion, dans l'Université et hors de l'Université.

« Le moment paraît venu de se demander s'il ne conviendrait pas, après avoir modifié successivement les programmes et les épreuves

(1) C'est la définition qu'en avait donnée Jules Simon dans son livre : *La Réforme de l'Enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1874, p. 44. « Ce dernier examen ne doit avoir que ce double but : constater qu'on a reçu l'enseignement secondaire et qu'on est capable de suivre l'enseignement supérieur dans les Facultés. En un mot je regarde l'examen du baccalauréat comme le degré le plus élevé d'une série d'examens obligatoires pour tous les élèves que je voudrais instituer chaque année pour le passage d'une classe à une autre ».

des baccalauréats, d'en modifier la constitution. Différents systèmes ont été mis en avant à ce sujet, on a même proposé de substituer aux baccalauréats des examens spéciaux qui seraient subis à l'entrée des Facultés et de certaines carrières publiques. Je soumetts l'examen de ces questions aux corps les plus capables d'en rechercher et d'en préparer la solution, aux assemblées des professeurs des Lycées et des Collèges de plein exercice, aux diverses Facultés, aux Conseils académiques, et je le soumettrai ensuite au Conseil supérieur de l'Instruction publique. L'Université a trop le sentiment et le souci de ses devoirs et de sa responsabilité pour ne pas comprendre l'importance et la gravité particulières de cette enquête. Il peut en sortir un grand bien pour l'enseignement secondaire et pour l'enseignement supérieur, c'est-à-dire, en définitive, pour l'élévation intellectuelle et morale de la France.

« Afin de faciliter le rapprochement et la comparaison des opinions, j'ai dressé un questionnaire, mais, il est bien entendu que ce questionnaire ne limite en rien l'exposition et la discussion des idées qui pourront se produire.

« Il est deux points seulement que je crois devoir recommander à l'attention des assemblées : le premier, c'est qu'il s'agit non pas de supprimer les preuves d'études que, depuis bientôt un siècle, l'Etat exige et est en droit d'exiger à l'entrée des Facultés et de certaines carrières, mais de les mieux adapter à ce qui les précède et à ce qui les suit; le second, c'est que la solution à intervenir n'intéresse pas seulement l'Université. Si tous les candidats aux baccalauréats sortaient de nos lycées et collèges, le problème serait plus facile à résoudre. La liberté de l'enseignement le complique, mais c'est un facteur que nous n'avons pas le droit de négliger. Les solutions proposées seraient incomplètes et fausses, si elles ne le faisaient entrer en ligne de compte.

I

« 1°) Y a-t-il lieu de décider que le baccalauréat peut être subi, au gré des candidats, soit devant les Facultés, soit à l'intérieur des établissements d'enseignement secondaire ?

« 2°) Quelles seraient alors la forme et la nature de cet examen intérieur? Se ferait-il en une seule épreuve, à la fin de la philosophie (baccalauréat ès lettres) et après les mathématiques élémentaires (baccalauréat ès sciences) ?

« Dans ce cas quel serait le jury ? Serait-il exclusivement composé de professeurs de l'enseignement secondaire ?

« 3°) Se ferait-il, au contraire, en une série d'épreuves correspondant aux examens de passage à partir de telle classe à déterminer, avec un examen spécial à la classe de philosophie ? — Ce dernier examen porterait-il seulement sur les matières de la classe

de philosophie, en considérant comme acquis les résultats constatés par les examens de passage antérieurs ?

« 4°) Cet examen intérieur pourrait-il être subi dans tous les lycées et collèges de plein exercice, ou seulement dans ceux qui seraient autorisés à le faire subir, par décision ministérielle rendue après avis, soit du Conseil académique, soit d'un Comité spécial à instituer à cet effet au chef-lieu académique, soit au Comité consultatif de l'enseignement secondaire, et pouvant être retirée dans les mêmes formes ?

« 5°) Y aurait-il lieu de concéder le même droit aux établissements libres, sous des garanties à déterminer ?

« 6°) Quelles devraient être ces garanties ?

II

« 1°) Dans le système précédent, pour les élèves qui n'auraient pas subi l'examen à l'intérieur du lycée, collège ou école, et dans le cas où cet examen intérieur ne serait pas établi, convient-il d'apporter des modifications au régime des baccalauréats subis devant les Facultés ?

« 2°) Ces changements devraient-ils porter sur les matières de l'examen : par exemple, conviendrait-il d'instituer un baccalauréat unique, comprenant, avec un fonds commun, des séries facultatives entre lesquelles le candidat pourrait choisir, et dont il serait fait mention sur le diplôme ?

« 3°) Quelles seraient dans ce cas, les épreuves communes et les matières de séries facultatives ?

« 4°) Les candidats seraient-ils autorisés, sur leur demande, à subir en des sessions différentes les épreuves communes et les épreuves des séries facultatives ?

« 5°) Y aurait-il lieu d'adjoindre au jury des membres de l'enseignement secondaire, et dans quelle proportion ?

« 6°) Y aurait-il lieu de tenir compte aux candidats des notes obtenues au cours de leurs études ? Quels seraient les moyens pratiques d'en tenir compte ?

III

« 1°) Y aurait-il lieu de supprimer purement et simplement les baccalauréats et d'entretenir des examens spéciaux à l'entrée des Facultés et des carrières publiques ?

« 2°) Dans ce cas quelles seraient ces épreuves, et quelle serait la composition du jury d'examen ?

« Mon intention étant de saisir le plus tôt possible le Conseil

supérieur de la question, je désire qu'elle soit mise immédiatement à l'étude, et que les délibérations des Lycées, Collèges et Facultés me parviennent avant le 1^{er} mai. Vous aurez soin de les résumer et d'y joindre votre avis personnel et vous m'adresserez la délibération du Conseil académique après la clôture de la prochaine session ».

Victor Duruy et Jules Simon avaient établi l'usage de provoquer directement le témoignage du corps enseignant. Mais les consultations auxquelles ils avaient procédé n'avaient jamais dépassé les limites étroites d'une réunion de quelques spécialistes. Elargissant les cadres de ce système de collaboration, Fallières s'adressait aux assemblées des professeurs des lycées et des collèges, aux professeurs de toutes les Facultés, aux membres des Conseils académiques, bref à tous ceux qui, à un titre quelconque, travaillaient au développement intellectuel de la jeunesse. Trois cent six établissements, Facultés ou Ecoles supérieures, Lycées ou Collèges, répondirent à l'appel du Ministre, dans les délais fixés par la circulaire du 10 février 1885. Rien n'est plus instructif, à notre avis, que la lecture de toutes ces réponses (1), tant au point de vue général de la pédagogie qu'au point de vue spécial du rôle du baccalauréat dans notre système d'enseignement secondaire. Des rapports d'une ampleur remarquable précèdent la plupart des délibérations et des vœux qui en sont la conclusion motivée. Les débats, dans certains collèges, ne le cèdent en rien à ceux des assemblées d'un degré plus élevé pour le sentiment précis et l'intelligence exacte des besoins de l'éducation nationale. On trouve, dans plusieurs procès-verbaux, l'un à côté de l'autre, un projet et un contre-projet. Toujours, on se sent en présence d'un ensemble d'opinions éprouvées par l'expérience, mûries par la réflexion, éclairées par la controverse, indépendantes et sincères. De toutes les consultations auxquelles il a été procédé jusqu'à nos jours, auprès du corps enseignant, l'enquête de 1885 est, sans conteste, de beaucoup la plus intéressante. Les résultats en furent analysés, commentés et discutés de main de maître par le vice-recteur Gréard, dans un rapport présenté au conseil académique de Paris, le 7 juillet 1885 (1). Sans nous astreindre à suivre l'ordre du questionnaire, que la circulaire du 10 février 1885 donnait comme facultatif, nous essayerons de dégager de la masse de documents venus de toutes les académies, ce qui nous paraît valable encore maintenant pour l'étude du problème pédagogique et social posé par l'existence du baccalauréat.

Constatons d'abord que la nécessité d'un examen terminal s'impose aux diverses assemblées comme un principe indiscutable. Les

(1) Toutes les réponses ont été réunies dans le tome XVIII (Baccalauréat) de : *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur*.

(2) On trouve ce remarquable rapport dans : *Education et Instruction, Enseignements supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 79 à 224.

Facultés de droit de Douai (1), de Lyon (2), de Nancy (3), le lycée Louis-le-Grand (4) n'hésitent pas à proclamer que des études sans contrôle courraient inévitablement le risque d'être, à brève échéance, des études sans valeur. « Il n'est pas de pays, dit Gréard, sauf la Belgique et l'Amérique, où cette sanction n'existe. L'Amérique n'a point à se féliciter de ne l'avoir point créée (5), ni la Belgique de s'en être privée (6). L'examen terminal est un stimulant nécessaire : il oblige à l'effort ; en même temps il permet de suivre la marche générale de l'enseignement : c'est le moyen d'information le plus sûr, pour peu qu'il soit judicieusement appliqué (7) ». Seuls le lycée de Montpellier (8) et le collège d'Auxerre (9), frappés de l'inconvénient des études poursuivies en vue d'un profit immédiat, proposent de substituer au baccalauréat un simple certificat d'études secondaires accordé d'après les notes des trois dernières années et n'assurant d'autre droit que celui de se présenter aux examens de Faculté et à certains examens professionnels, c'est-à-dire aux examens de carrière organisés par les Facultés et les administrations selon leurs propres besoins.

Mais l'examen de carrière remplaçant l'examen du baccalauréat ne résiste pas aux objections que son principe et son application soulèvent dans toutes les assemblées (10) et dont Renouvier avait déjà souligné l'importance pédagogique et sociale en montrant où conduirait infailliblement la mise en pratique de ce système utilitaire (11). Si l'examen de carrière porte sur les mêmes matières que le baccalauréat et a pour but de déterminer le niveau de culture générale des candidats, quelle administration pourrait, avec ses propres moyens, constituer un tribunal capable de faire une telle

(1) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, p. 460.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 390.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 514.

(4) Cf. *Ibid.*, p. 693.

(5) Cf. La Boulaye, *Rapport sur la loi relative à la liberté de l'enseignement supérieur* (Chambre des députés, 1875).

(6) La Belgique, par la loi du 20 mai 1876, avait aboli l'examen de gradué ès lettres qui, supprimé une première fois en 1854, avait été rétabli en 1861, pour l'admission aux universités. Cf. sur le principe de cette loi, les observations de Flourens, in *Société pour l'étude des questions d'enseignement supérieur*, année 1878, p. 342, 343. et sur les effets qu'elle a produits, la publication de P. Thomas, professeur à l'Université de Gand, in *Revue internationale de l'enseignement*, année 1881, p. 119.

(7) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 83.

(8) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, p. 498.

(9) Cf. *Ibid.*, p. 225.

(10) Cf. *Ibid.* Seuls les lycées d'Alger, p. 895, et le collège d'Aurillac s'y montrent favorables. Une proposition du doyen de la Faculté des sciences de Clermont fut écartée par l'assemblée des professeurs.

(11) Cf. Renouvier, apud la *Critique philosophique*, novembre et décembre 1877.

vérification avec autant de compétence et d'autorité que les jurys universitaires ? Les Facultés elles-mêmes, les Facultés professionnelles, celles de droit et de médecine, déclarent qu'elles ne se croiraient pas suffisamment autorisées à faire passer à leurs élèves la revue de l'ensemble des connaissances classiques, scientifiques et littéraires que tout étudiant doit posséder pour pouvoir entreprendre utilement des études supérieures (1). Si c'est aux matières de l'examen que s'applique le changement — et le système, pris sérieusement, ne peut guère avoir d'autre sens — le problème cesse d'être docimologique et ce qu'on met en cause ce n'est plus l'examen du baccalauréat, mais le caractère et le but de l'enseignement secondaire lui-même dont il est la sanction. La logique interne de l'examen de carrière implique la soumission des études secondaires à un contrôle aussi multiple que peuvent l'être les besoins apparents ou réels de la société et à une orientation aussi peu précise que le sont toujours les caprices de l'opinion et les passions du moment. Ce qu'on appelle la préparation aux écoles, font remarquer les professeurs du lycée Condorcet (2), apporte déjà dans nos classes des éléments de trouble, depuis que les écoles imposent à l'Université des programmes qu'elles devraient, conformément aux principes d'une pédagogie bien comprise, recevoir de l'Université ou du moins concerter avec elle. Que serait-ce lorsque ce privilège serait devenu le droit incontesté de tout le monde ? « Les établissements d'enseignement secondaire, écrit Gréard, cédant à la fatalité des lois économiques et se réglant sur la demande cesseraient bientôt d'être des écoles de culture générale pour devenir des ateliers de préparation professionnelle. L'industrialisme y trouverait peut-être un moyen de fortune. Ce serait assurément la ruine des études. Les administrations ne tarderaient pas à reconnaître elles-mêmes les périls d'un recrutement fait sans autre garantie que celle des exigences de métier (3) ». « Dans cette Babel d'examens ajustés aux besoins des moindres carrières, dit le recteur de Dijon, que deviendrait la communauté des idées puisées aux larges sour-

(1) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, Facultés de droit de Douai, p. 262, de Nancy, p. 515, de Paris, p. 594, de Poitiers, p. 781, Facultés de médecine de Nancy, p. 527, de Paris, p. 629, Faculté des sciences de Poitiers, p. 784.

(2) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, p. 662.

(3) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette 1877, p. 85. On peut reprocher de l'opinion de Gréard celle que Pigeonneau soutenait dans la séance du 4 février 1880 à la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* (cf. *Bulletin* de cette Société, mars 1880, p. 44) : « Au lieu d'un baccalauréat, déclarait Pigeonneau, qui, malgré ses défauts, conserve encore quelque chose de ce caractère élevé et désintéressé, sans lequel il n'y a pas d'études secondaires, on créerait vingt baccalauréats professionnels : nos établissements d'instruction publique deviendraient des fabriques de commis, de surnuméraires et de clercs d'avoués ; nous retrouverions la bifurcation multipliée par dix : ce serait décréter le chaos dans l'enseignement et la mort intellectuelle de la France ».

ces, qui fait la cohésion morale et l'unité patriotique de la nation ? » (1).

Moins grave peut-être, mais de même nature, est le désarroi auquel aboutirait, estime-t-on, l'examen à matières facultatives. La Faculté des lettres de Bordeaux (2), le doyen de la Faculté de médecine de Nancy (3), le lycée d'Alençon (4), les collèges de Hesdin (5), Le Fère (6), Châteaudun (7), Oran (8), qui semblent admettre l'examen à matières facultatives, lui donnent cependant pour base commune un examen comprenant obligatoirement tous les éléments des connaissances générales qui sont la caractéristique fondamentale de l'enseignement secondaire. Toutes les autres assemblées sont d'accord pour refuser aux candidats la possibilité d'exercer, comme aux examens de licence, un droit d'option sur les matières du programme commun aboutissant à autant de sortes de baccalauréats qu'il y a de disciplines : baccalauréat d'histoire, baccalauréat de langues vivantes, etc. L'idée fût-elle acceptable, personne ne la considère comme susceptible d'être pédagogiquement appliquée, à cause du désordre qu'elle entraînerait dans l'organisation des études et dans l'orientation des élèves.

La discussion devient partout plus ample, quand les diverses assemblées abordent le problème de l'examen intérieur. C'est qu'on se trouve en présence d'un système complet et surtout séduisant parce qu'il ne paraît pas, à première vue, choquer, ni dans son principe, ni dans son application, les règles essentielles d'une saine pédagogie. C'est le système pratiqué en Allemagne et, avec des variantes plus ou moins profondes, dans plusieurs autres pays. Le principe sur lequel il repose est que l'enseignement secondaire ne saurait avoir de meilleur juge que lui-même, ni les élèves d'arbitres plus éclairés que leurs maîtres agissant sous le contrôle d'un délégué des pouvoirs publics. Beaussire s'en était inspiré dans le projet dont nous avons parlé (9) ; à différentes reprises. La *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* avait fait porter ses discussions sur l'organisation de l'examen de maturité (10) ; Michel Bréal, en avait montré les avantages et les incon-

(1) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, p. 235 et 236.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 99.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 526.

(4) Cf. *Ibid.*, p. 141.

(5) Cf. *Ibid.*, p. 319.

(6) Cf. *Ibid.*, p. 323.

(7) Cf. *Ibid.*, p. 743.

(8) Cf. *Ibid.*, p. 901.

(9) Cf. sup., p. 158 et suiv.

(10) Cf. *Bulletin* de cette Société, mars 1880, p. 7 et suiv.

vénients (1) et dès 1834, Victor Cousin s'était montré favorable à ce système que le Ministre Altenstein, après treize ans d'étude, venait de codifier dans le règlement du 4 juin 1834 (2). La sélection qui en est la base, les conditions à remplir pour passer d'une classe à l'autre, lui apparaissaient comme autant de mesures préventives susceptibles de tenir en éveil maîtres, parents, élèves et de garanties sérieuses pour la bonne marche des études. Il admirait surtout la part respectivement faite dans le jugement final aux professeurs de l'enseignement secondaire qui avaient été les témoins et les guides des efforts de l'élève et aux professeurs de l'enseignement supérieur qui allaient le devenir. « Ce sont des praticiens de gymnase, disait-il, qui sont chargés des détails de l'examen; ce sont des savants de l'Université qui le revisent et forment une sorte de tribunal d'en haut qui ne prend aucune décision — car les commissions de gymnase sont cours souveraines — mais qui surveille et éclaire les commissions et le gouvernement. Institution excellente, qui prévient la routine et la négligence, lie le gymnase aux universités, répand l'harmonie et la vie dans toutes les parties de l'instruction publique (3) ».

Ni dans les Facultés, ni dans les Lycées, les avantages docimologiques du système allemand ne paraissent avoir soulevé l'enthousiasme que Victor Cousin avait éprouvé. L'attitude des professeurs est à peu près celle que Pigeonneau et *la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* avaient adoptée à l'égard de l'organisation de l'examen de maturité. On lui rend hommage, on reconnaît qu'elle excite les élèves au travail, qu'elle grandit le prestige des professeurs, mais on se refuse à croire que, transplantée en France, elle donnerait les mêmes résultats. Dans quelques établissements on propose d'en faire l'essai en l'appliquant

(1) Cf. Michel Bréal, *Le Baccalauréat allemand*, in *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1873. Cet article fut reproduit dans le *Bulletin de la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* de mars 1880, p. 80 à p. 96. « Il reste à nous demander, conclut Bréal, après en avoir décrit le fonctionnement, si un tel système est possible en France. Quelque enviable qu'il me paraisse, je ne voudrais pas conseiller de l'introduire parmi nous. D'une part, il suppose l'autorité de l'Etat sur les études reconnues sans contestation par l'ensemble du pays; d'un autre côté, il suppose l'Etat élevé au-dessus des partis et n'agissant que par des considérations scientifiques. Dans la situation où nous sommes, le droit au diplôme deviendrait un nouveau motif de discorde pour les deux corps enseignants qui se disputent notre jeunesse. On verrait, avec les revirements de la politique, des autorisations données, retirées, données encore, sans que les études fussent la seule ni la principale raison de ces changements ».

(2) Ce règlement qui avait frappé Cousin n'était plus celui qui faisait, en 1885, l'objet des discussions dont nous nous occupons : il avait été abrogé par le statut du 27 mai 1882, qui organisait l'examen intérieur avec plus de précision.

(3) Cf. Victor Cousin, directeur de l'Ecole Normale, *Mémoire sur l'Instruction secondaire dans le royaume de Prusse*, Paris, 1834. Cf. *Id.*, *Rapport sur l'état de l'instruction publique dans quelques pays de l'Allemagne et particulièrement en Prusse*, Paris, 1831.

aux grands lycées (1). Mais quatorze assemblées seulement sont franchement d'avis de l'adopter : les Facultés de théologie protestante de Paris (2) et de Montauban (3), les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie d'Amiens (4) et de Grenoble (5), les lycées d'Aix (5) et de Besançon (6), les Collèges d'Arles (7), de Pontarlier (8), de Villeneuve-sur-Lot (9), de Lisieux (10), de Brive (11), de Saint-Flour (12), de Barbézieux (13), de Châtellerauld (14). Sur les dix-sept conseils académiques, seul celui de Paris émet un vote de principe favorable, mais en déclarant que la réforme ne lui paraît pas immédiatement réalisable (15). Les Facultés, en très grande majorité, se montrent hostiles à la mise en pratique d'un système qui leur enlèverait, en fait, le droit de conférer le grade de bachelier. Elles estiment que le maintien de ce droit leur est nécessaire par la raison que le baccalauréat ouvre l'accès de l'enseignement supérieur et que, pour être efficace, leur action doit être directe et souveraine. C'est l'opinion nettement exprimée par la Faculté des lettres de Paris (16) et par la Faculté de droit de Nancy (17). Les Facultés de Douai (18), de Grenoble (19), de Montpellier (20) ; les Facultés des sciences de Dijon (21), de Marseille (22), de Poitiers (23), les Facultés des lettres de Douai (24), de

(1) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, Faculté des sciences de Lyon, p. 414, Faculté des lettres de Lyon, p. 415, Recteur de Clermont, p. 201, Recteur de Nancy, p. 568.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 571. Bosser, inspecteur de l'Académie de Paris, partage le même avis.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 856.

(4) Cf. *Ibid.*, p. 286.

(5) Cf. *Ibid.*, p. 14.

(6) Cf. *Ibid.*, p. 33.

(7) Cf. *Ibid.*, p. 33.

(8) Cf. *Ibid.*, p. 67.

(9) Cf. *Ibid.*, p. 123.

(10) Cf. *Ibid.*, p. 170.

(11) Cf. *Ibid.*, p. 195.

(12) Cf. *Ibid.*, p. 197.

(13) Cf. *Ibid.*, p. 805.

(14) Cf. *Ibid.*, p. 806.

(15) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1877, p. 98.

(16) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, p. 642. Les opinions de la Faculté des lettres de Paris sur le baccalauréat avaient été résumées dans un remarquable rapport de Croiset.

(17) Cf. *Ibid.*, p. 516.

(18) Cf. *Ibid.*, p. 264.

(19) Cf. *Ibid.*, p. 352.

(20) Cf. *Ibid.*, p. 447.

(21) Cf. *Ibid.*, p. 207.

(22) Cf. *Ibid.*, p. 9.

(23) Cf. *Ibid.*, p. 782.

(24) Cf. *Ibid.*, p. 282.

Montpellier (1), de Toulouse (2) estiment que le diplôme, délivré par d'autres que les professeurs de l'enseignement supérieur, n'aurait plus ni la même valeur, ni le même prestige, que si l'autorité des Facultés inspire confiance c'est qu'elle est indépendante et ne se règle que sur l'intérêt des études, enfin qu'il est préférable, au point de vue pédagogique comme au point de vue social, de ne pas donner aux candidats, pour juges, leurs propres professeurs.

Certaines assemblées poussent leurs objections plus loin encore, à tel point qu'elles prennent le ton indigné d'un réquisitoire contre l'atteinte qui serait portée à l'autorité morale des professeurs de Facultés et la violation qui en résulterait de ce qui est pour eux un droit indiscutable. La collation des grades est la plus haute prérogative des Facultés : elle est aussi leur principale raison d'être et leur honneur. « Enseigner les principes, conférer les grades universitaires, déclare l'assemblée des professeurs de la Faculté de droit de Douai (3), voilà la double mission sociale des professeurs de Faculté ». — « Sans doute, en province, les professeurs de Faculté travaillent et produisent, écrit le Recteur de l'Académie d'Aix (4) ; mais les Facultés de province, malgré la valeur hautement reconnue de leurs maîtres, ne passent point encore aux yeux du public pour des centres d'activité scientifique et ne jouissent point sous ce rapport de l'autorité à laquelle elles ont droit. Ce qui leur donne une autorité morale incontestée, ce qui, au jugement du plus grand nombre, et il faut compter avec l'opinion commune, les rehausse et les met hors de pair, c'est qu'elles constituent un tribunal toujours respecté devant lequel viennent se présenter les jeunes gens désireux de prouver qu'ils ont fait dans les établissements d'enseignement secondaire, de sérieuses études générales ».

Introduire des professeurs de l'enseignement secondaire dans les jurys apparaît aux professeurs de la Faculté des lettres de Dijon comme « un acte de défiance que la Faculté repousse », et comme « une menace de conflits perpétuels qu'il vaut mieux éviter » (5). La Faculté des lettres de Lyon, voulant rester maîtresse absolue de l'examen, va même jusqu'à écarter tout autre élément d'information que le témoignage fourni par les dossiers de composition et d'interrogation : elle « repousse toute pression exercée sur elle par le moyen de notes officiellement communiquées sur le compte des candidats » (6).

Si l'enseignement supérieur refuse de se laisser dépouiller de ce

(1) Cf. *Ibid.*, p. 464.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 867.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 261.

(4) Cf. *Ibid.*, p. 44.

(5) Cf. *Ibid.*, p. 213.

(6) Cf. *Ibid.*, p. 417.

qui lui appartient, l'enseignement secondaire se montre peu disposé à en accepter l'héritage complet. Les professeurs de lycée voient bien que leur présence dans les jurys contribuerait à mettre l'examen au point. Ce sentiment est même l'un de ceux qui ressortent le plus nettement de l'ensemble des réponses fournies par l'enquête (1). Mais toutes les assemblées mettent, comme condition expresse à la participation des professeurs de l'enseignement secondaire aux examens du baccalauréat, que ces professeurs seront pourvus du titre d'agrégé ou du grade de docteur, qu'ils ne seront pas appelés à interroger leurs élèves et qu'ils seront pris à un établissement ou à un département voisin de manière que les candidats soient des inconnus pour les juges et les juges des étrangers pour les candidats. Deux assemblées, celle du lycée de Rennes (2) et celle du collège de Saint-Etienne (3) ajoutent à ces précautions une mesure qui ne deviendra officiellement obligatoire que quarante-deux ans plus tard (4), l'anonymat des compositions (5).

Ces réserves indiquent suffisamment que les professeurs de l'enseignement secondaire répugnaient à se charger de la responsabilité que l'examen intérieur substitué à l'examen de faculté, ferait peser sur eux (6). Plusieurs mettent en doute la valeur pédagogique d'une telle réforme. « Encore si les études, écrit Gréard, devaient tirer de ce régime quelque bénéfice. Mais est-ce un examen que cette appréciation dernière, préparée et presque commandée par toutes les appréciations antérieures ? Assuré par avance du jugement qui l'attend, l'élève se gardera bien de faire le grand, l'indispensable effort de la fin. Ce qui d'ailleurs donne au diplôme son prix, c'est qu'il faut l'emporter de haute lutte, en présence de camarades de toute provenance, dans une sorte de concours où chaque maison prend à cœur de soutenir l'honneur du drapeau. A côté de ces titres publiquement conquis que sera ce certificat

(1) Cf. *Ibid.*, notamment les délibérations des assemblées des lycées de : Lyon (p. 424), Janson-de-Sailly (p. 687), Louis-le-Grand (p. 693-694), Vanves (p. 710), Versailles (p. 717), Limoges (p. 796), Poitiers (p. 799), Toulouse (p. 878), Coutances (p. 144), Avignon (p. 17), Nice (p. 27), Montpellier (p. 491), Reims (p. 745), Nantes (p. 832).

(2) Cf. *Ibid.*, p. 837.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 432.

(4) *Décret* du 7 août 1927, art. 3.

(5) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1877, p. 200. Gréard note qu'une pétition présentée en 1883 au Conseil supérieur par des représentants de l'enseignement libre demandait que les noms des candidats, remis sous pli cacheté, ne fussent apposés sur les compositions qu'après la correction et le classement.

(6) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII. Voudraient un jury exclusivement composé de membres de l'enseignement secondaire : les lycées de Bayonne (p. 104) et de Bourg (p. 421) les collèges de Fontainebleau (p. 763), La Rochefoucauld (p. 810), Saint-Jean-d'Angély (p. 814), Blaye (p. 125), Morlaix (p. 842), Saint-Servan (p. 848), Bagnères (p. 882), Saint-Gaudens (p. 886).

délivré *intra muros*, furtivement ? (1) Il commencera par avoir une valeur fort inégale : il y aura des bacheliers de lycée de première et de deuxième catégorie, des bacheliers de lycée et des bacheliers de collège. Et, comme les établissements, qu'on le veuille ou non, seront classés d'après la moyenne des diplômes qu'ils délivreront, on rivalisera d'indulgence, si bien que partout, inévitablement, les épreuves fléchiront. Nous ne parlons que des candidats. Et les juges ? En vain essayera-t-on de réagir : force sera bien de couvrir ces faiblesses, qu'on craindra de mettre en lumière en les réprimant trop sévèrement. Ne sait-on pas combien il est difficile de faire exécuter les règles les plus raisonnables des instructions relatives aux examens de passage ? Il faut enfin compter avec l'enseignement libre. Sous le régime de l'examen intérieur, que deviendrait-il ? Pourra-t-on, comme en Allemagne, obliger ses élèves à venir prendre le certificat devant les jurys des lycées ou des collèges ? En présence de la loi de 1850, poser la question, c'est la résoudre » (2).

Le problème qui résulte de la concurrence entre l'enseignement de l'Etat et l'enseignement privé constitue en effet, de l'avis de tous, le plus insurmontable des obstacles à l'adoption du système allemand, obstacle qui n'existe pas en Allemagne parce que les règles de l'enseignement de l'Etat y sont acceptées par l'enseignement libre comme la loi commune. Or, loin de proposer que l'enseignement libre, quelque condition qu'il soit prêt à consentir — garantie des grades, exercice de l'inspection de l'Etat, assistance d'un délégué du gouvernement aux examens — jouisse des mêmes prérogatives que l'enseignement public, toutes les assemblées, même celles qui ont quelques sympathies pour le régime de l'examen intérieur, refusent d'envisager une telle possibilité. Elles estiment que le droit d'enseignement n'implique pas le droit d'examen et que la collation d'un grade, ou la délivrance d'un diplôme équivalent à un grade, ne peut être confiée qu'à un corps qui représente l'Etat et engage son autorité. Quel-

(1) Cf. Petit de Julleville, *Le Jury du Baccalauréat ès lettres* in *Revue internationale d'enseignement supérieur*, 15 avril 1881 : « Si les études faiblissent dans une maison, si les élèves cessent d'y travailler, le baccalauréat ne tarde pas à le révéler. Supprimez la comparaison qui s'y établit entre les élèves rivaux, examinez isolément chaque classe dans chaque maison, le résultat sera moins clair et surtout plus facile à dissimuler ». Il est bon de se comparer avec des concurrents étrangers » vous disait dans notre dernière séance M. le Directeur de l'Ecole normale, en soutenant avec force l'objection que je rappelle aujourd'hui. M. Fustel de Coulanges ajoutait : « Ce qui fait la force de notre Ecole normale, c'est que seule entre toutes les grandes écoles, elle est jugée dans des examens publics et ouverts à tous. A la licence, à l'agrégation, chaque élève se trouve en concurrence et en comparaison, non seulement avec ses camarades qu'il connaît, mais avec les rivaux qu'il ignore ». Le jour où il y aurait un baccalauréat décerné dans chaque établissement, les études perdraient tous les avantages de cette concurrence féconde ».

(2) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 109, 110.

ques-unes vont jusqu'à demander le retour au certificat d'études exigé avant le décret du 16 novembre 1849 (1). Quant à la co-existence de deux jurys, jury intérieur pour les élèves des établissements de l'Etat, jury de Facultés pour les autres candidats, elle aboutirait, par l'inégalité fatale de l'examen, au discrédit de l'un ou de l'autre jury et du diplôme délivré.

La conclusion de l'enquête est que l'examen intérieur doit être écarté et que l'examen extérieur, égal pour tous, subi devant la Faculté, est le système auquel il faut se tenir. Mais, tout le monde se trouve d'accord pour reconnaître que l'examen a besoin d'être amélioré. Ceux qui en défendent l'institution sentent la nécessité d'une profonde réforme, avec autant de conviction que ceux qui l'attaquent, et appellent de tous leurs vœux des modifications dans la forme des épreuves et dans l'organisation fondamentale de l'examen. Les propositions touchant les modifications de forme ont trait au dossier du candidat, à la procédure et à l'appréciation des épreuves, au programme, à la composition du jury.

En 1838, de Salvandy avait prescrit l'institution des bulletins scolaires (2). Le but de ces bulletins était de présenter un historique exact et complet de la vie scolaire des collégiens, toutes les circonstances essentielles de leurs études et de leur conduite, année par année, classe par classe. Etablis sous forme de livrets, ils devaient être produits par tout élève comme document irréfragable de sa moralité et de sa capacité. La mesure avait au point de vue scolaire de réels avantages : tout le monde en convenait. Mais on voulut en exagérer la portée ; on prétendit que « en cas de compétitions pour des fonctions, ces livrets devaient être une preuve probante... Cette conséquence exagérée ruina l'institution des bulletins scolaires. La circulaire du 5 octobre resta donc sans effet, et provoqua seulement une violente polémique » (3). Quant au rapport adressé en 1854 à de Fortoul par le Comité des inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur pour réclamer l'institution d'un livret scolaire, nous avons vu qu'il n'eut aucun écho. En 1885, le dossier du candidat au baccalauréat ne comprend donc, avec son acte de naissance, que

(1) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII. Facultés de droit de Paris (p. 599), de Grenoble (p. 354), lycées de Moulins (p. 187), de Poitiers (p. 800). — Cf. la proposition de loi déposée par Marcou, député, et les rapports présentés à la Chambre les 14 janvier et 13 mai 1882 : « Seront seuls admissibles aux épreuves du baccalauréat ès lettres et ès sciences les élèves qui justifieront de leur certificat régulier après avoir fait les trois classes de seconde, de rhétorique et de philosophie, soit dans leurs familles, soit dans les lycées ou les collèges communaux, soit dans les institutions assimilées aux établissements de l'Université ».

(2) Cf. *Circulaire* du 5 octobre 1838.

(3) Cf. Kilian, *Tableau historique de l'Instruction secondaire en France*, Paris, Delalain, 1841, p. 239, 240.

les compositions qu'il a faites pour l'examen même. La proposition tendant à y joindre un livret scolaire, sorte de *curriculum vitæ*, indiquant les notes, les places, les récompenses que l'élève a obtenues pendant les dernières années avec un certain nombre de compositions à l'appui, est rejeté par les assemblées de huit Facultés (1), de douze Lycées, de dix-neuf Collèges et par un Recteur, celui de Grenoble. A quoi, dit-on, servirait ce dossier ? Les bons candidats n'en ont pas besoin et il ne peut sauver les mauvais. Bien plus, un tel témoignage ne saurait être, pour la conscience des juges, qu'un élément de trouble et pour les familles une tentation de recourir aux recommandations, peut-être même à la fraude pour la falsification des documents présentés. Mais ces raisons ne prévalent pas. Les assemblées de vingt-et-une Facultés ou Ecoles d'enseignement supérieur, de cinquante-trois Lycées et de soixante-douze Collèges se prononcent nettement pour l'institution du livret scolaire. Les Recteurs de Besançon (2), Bordeaux (3), Chambéry (4), Clermont (5), Dijon (6), Douai (7), Montpellier (8), Rennes (9), Alger (10), y voient pour les élèves méritants un motif de sécurité légitime, pour les professeurs un moyen d'autorité, pour l'examen une condition de moralité. « La règle, écrit Gréard, en est déjà appliquée aux demandes de bourse ; et à Paris, l'usage n'existe-t-il pas, pour les candidats, d'annexer à leurs copies de composition les billets d'admission au concours général ? » (11).

En ce qui concerne la procédure des épreuves l'enquête révèle qu'il y a une unanimité dans les lycées et les collèges pour condamner le système de convocation des candidats par séries au siège des Facultés. On demande que tous les candidats réunis au chef-

(1) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII. p. 280. L'opposition la plus catégorique est celle de la Faculté des sciences de Lille : « L'égalité la plus absolue, la condition *sine qua non* de l'impartialité à l'égard de tous les candidats, qu'elle qu'en soit l'origine, c'est qu'ils soient tous inconnus du jury, quels que soient leurs antécédents ».

(2) Cf. *Ibid*, p. 73.

(3) Cf. *Ibid*, p. 124.

(4) Cf. *Ibid*, p. 174.

(5) Cf. *Ibid*, p. 201.

(6) Cf. *Ibid*, p. 246.

(7) Cf. *Ibid*, p. 347.

(8) Cf. *Ibid*, p. 512.

(9) Cf. *Ibid*, p. 854.

(10) Cf. *Ibid*, p. 903.

(11) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 120. — Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement secondaire*, Paris, 1874, p. 75 : « De mon temps on avait coutume de joindre à sa copie, son billet de concours général ou les certificats attestant qu'on avait eu des prix ou des accessits dans son collège. Je ne saurais dire s'il en est encore ainsi, mais je le pense. Cette coutume a cela d'excellent qu'elle rassure un bon élève contre ce qu'il y a toujours d'un peu aléatoire dans un examen, même bien fait ».

lieu du département auquel ils appartiennent subissent les épreuves écrites en même temps sur des sujets communs (1) et que les épreuves orales ne commencent qu'après que toutes les corrections sont terminées. Vingt-cinq lycées et trente-six collèges désirent que les candidats soient appelés à traiter, le même jour, à la même heure, la même composition, dont le Ministère de l'Instruction publique donnerait le texte (2) après avis du comité consultatif de l'enseignement supérieur. Quelques-uns, comme le lycée d'Avignon, proposent même que le papier soit fourni par l'Etat et qu'il soit de couleur variée suivant les compositions et les sessions (3). Toutes les assemblées des lycées et des collèges expriment aussi le vœu que la deuxième session, au lieu d'être close le 15 novembre, puisse prendre fin le 15 octobre au plus tard afin de permettre aux classes de rhétorique, de philosophie et de mathématiques de fonctionner normalement quelques jours après la rentrée (4). Enfin on demande qu'aux épreuves orales les explications soient suffisamment prolongées (un quart d'heure par texte est indiqué comme mesure) et que les interrogations comprennent toujours plus d'une question.

Pour l'appréciation des épreuves, quelques assemblées proposent que tous les candidats subissent non seulement l'examen écrit mais aussi l'examen oral, les deux séries d'épreuves n'étant pas de trop pour motiver le succès ou l'échec : d'autres désirent que l'échelle de notation allant de 0 à 5 soit remplacée par l'échelle allant de 0 à 20 comme étant plus nuancée et offrant par là même plus de chances de justice relative ; d'autres encore préconisent l'attribution d'un coefficient aux différentes matières en prenant, pour base du rapport, le plan d'études ; d'autres enfin estiment qu'il serait juste de maintenir le bénéfice de l'admissibilité à ceux qui l'ont une fois acquise, soit à terme indéfini, soit pendant une ou deux années, soit seulement d'une session à l'autre. Les Facultés de droit de Bordeaux (5), de Paris (6) et de Toulouse (7), les Facultés des Lettres de Bordeaux (8) et de Poitiers (9), la

(1) L'arrêté du 6 juin 1882 avait déjà prescrit cette mesure pour les académies de Toulouse, Poitiers, Clermont, Rennes et Caen.

(2) Cf. Sup., p. 116, 117, ce que nous avons dit de cette mesure appliquée par Duruy en 1863.

(3) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, p. 20.

(4) Cette réforme d'une indiscutable utilité pédagogique, attend, de nos jours encore, sa réalisation. Elle a été mise en pratique, à la session d'octobre 1934, dans l'Académie de Paris seulement, où depuis cette date, les examens du baccalauréat se terminent, pour le plus grand bien des études, le 10 octobre au plus tard.

(5) Cf. *Ibid*, p. 92.

(6) Cf. *Ibid*, p. 610.

(7) Cf. *Ibid*, p. 864.

(8) Cf. *Ibid*, p. 98.

(9) Cf. *Ibid*, p. 788.

Faculté des sciences de Lille (1) vont jusqu'à souhaiter qu'il soit tenu compte à ceux qui ont échoué à l'examen oral, des parties pour lesquelles ils ont obtenu une note satisfaisante. Dix lycées et six collèges expriment le même vœu.

L'unanimité des avis fait place à la divergence lorsque l'enquête porte sur la question des programmes. Trente-deux lycées et vingt-huit collèges ajouteraient volontiers de nouvelles matières à l'examen, tant écrit qu'oral, à l'examen écrit surtout. Ici on voudrait un thème latin et une version grecque (2), avec ou sans alternance avec la version latine ; là une composition spéciale de cosmographie, une composition d'histoire, un dessin ; ailleurs, une épreuve de composition française et même une épreuve de grec au baccalauréat ès sciences. La raison de ces vœux est purement pédagogique : toutes les matières de l'enseignement doivent, sous peine d'être délaissées par les élèves, être l'objet d'un examen, d'un examen tout au moins possible. Elle est aussi docimologique, car on estime qu'en multipliant les épreuves on multiplie les chances en vertu du système des compensations. Les Facultés, au contraire, montrent peu d'enthousiasme pour ces extensions. Dix-sept d'entre elles sont nettement d'avis qu'il faudrait restreindre le programme : la multiplicité des épreuves écrites ou orales ne leur paraît servir que les préparations superficielles. Ce qu'elles demandent à l'examen, c'est moins une constatation des connaissances acquises par le candidat qu'une preuve de sa culture générale et de son développement intellectuel.

C'est parce qu'elles constatent que, trop souvent, chez les élèves qu'elles reçoivent, la culture générale fait défaut (3), que les Facultés, chacune se plaçant plus particulièrement au point de vue qu'elle représente, proposent la création d'un baccalauréat élémentaire commun et de baccalauréats supérieurs répondant aux divers besoins de la science et de l'enseignement : baccalauréat ès lettres ou de philosophie, baccalauréat ès sciences mathéma-

(1) Cf. *Ibid.*, p. 281.

(2) Depuis le décret du 17 juin 1808, qui avait institué le baccalauréat, le grec ne figurait qu'aux épreuves orales.

(3) Huit Facultés de droit se plaignent que beaucoup de jeunes bacheliers non seulement dénotent trop d'incertitude dans les connaissances essentielles, mais ne possèdent pas ces qualités de spontanéité, cette manière de penser en quelque sorte indépendante qui doivent distinguer les élèves de l'enseignement supérieur. « On est ainsi conduit, déclarent les professeurs de la Faculté de Caen à proposer d'établir des examens spéciaux à l'entrée des Facultés ». (Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, p. 128). Les Facultés de médecine déclarent que le baccalauréat est insuffisant comme garantie des connaissances nécessaires pour les études médicales. Elles feraient volontiers abandon du baccalauréat restreint qui ne leur offre pas de gages suffisants, pour avoir un baccalauréat ès sciences physiques et naturelles. Les Facultés des sciences sont du même avis que les Facultés de médecine. Quant aux Facultés des lettres, seule la Faculté de Lyon propose l'institution d'un examen d'entrée afin de barrer le passage aux « bacheliers incapables », mais on peut conclure, des doléances exprimées par les autres, y compris celle de Paris, qu'elles sont loin d'être hostiles à l'institution d'un examen spécial.

tiques, baccalauréat ès sciences physiques et naturelles, et, pour la sanction de l'enseignement spécial, baccalauréat ès arts. Le baccalauréat élémentaire se préparerait et se passerait dans les lycées et collèges à la fin de la seconde ; les baccalauréats supérieurs, dans les Facultés des sciences et des lettres. Pour les Facultés de droit et de médecine, il serait suppléé à l'absence de tout grade y donnant accès, par une année de candidature ou de stage probatoire, ainsi que l'exigeait le statut du 16 février 1810 (1).

Une telle organisation rendrait chacun maître chez soi. Bien plus, le problème de la participation des professeurs de l'enseignement secondaire aux examens du baccalauréat (2) ne se poserait plus. Mais au lieu d'être comblé, le fossé qui existe entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, serait plus large, plus profond et sans la moindre passerelle pour le franchir. Gréard, qui n'est guère partisan de l'admission des professeurs de lycée dans les jurys du baccalauréat (3), ne se dissimule pas que la création d'un baccalauréat élémentaire aurait pour résultat l'abaissement du niveau général aussi bien des études supérieures que des études secondaires. « Il est, dit-il, tant d'ambitions qui s'en trouveraient satisfaites. Ce serait, à bref délai, le décroissement de l'enseignement secondaire, qui, si l'examen, comme on le propose, était placé à la fin de la seconde, n'aurait plus de rhétorique, ni de philosophie, ces deux classes maîtresses, moins encore peut-être à cause des études qu'elles représentent

(1) Cf. *Statut* du 16 février 1810, art. 16.

(2) Nous avons vu, (cf. sup., p. 167) que les professeurs de l'enseignement secondaire écartaient le système de l'examen intérieur pour cette raison, entre autres, que le diplôme délivré exclusivement par eux diminuerait de valeur. Mais en ce qui concerne la composition du jury de l'examen subi devant la Faculté, soixante assemblées de professeurs de lycée et soixante-sept de professeurs de collège se ralliaient à l'idée d'un jury composé de professeurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire. Dans la pensée de plusieurs professeurs de lycée, l'enseignement secondaire devait avoir la prépondérance au sein des bureaux d'examen ; c'est à lui aussi qu'ils estimaient raisonnable et juste de laisser le choix des sujets d'épreuves.

(3) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 131. Gréard invoque des raisons budgétaires et des raisons pédagogiques : « Qui pourvoira, dit-il, au service des professeurs de l'enseignement secondaire durant leur absence ? Il n'y faudra rien moins qu'une légion de suppléants. Or a-t-on prévu les dépenses résultant de cette organisation ?... C'est tout un budget qu'il serait indispensable de constituer pour indemniser les titulaires de l'enseignement secondaire délégués et rétribuer leurs suppléants : un budget de deux ou trois cents personnes au moins. Ajoutez que ces maîtres manqueraient à leurs classes quand ils y seraient le plus utiles, au commencement et à la fin de l'année scolaire, juste au moment de donner l'élan aux premiers efforts ou de consacrer les résultats acquis ».

Quant à l'idée proposée par les assemblées de douze lycées, dont Louis-le-Grand et Saint-Louis, et de quatre collèges, dont Rollin, idée soutenue aussi par le Recteur de Montpellier, de constituer un système de commissions régionales composées de professeurs, en congé, en retraite, hors cadre : « des irréguliers, des émérites, des consulaires » comme les appelle Gréard, le vice-recteur de Paris estime qu'il ne convient pas de s'y arrêter : « Pour éclairer le jury il ne saurait suffire, dit-il, d'avoir appartenu à l'enseignement secondaire : les procédés d'enseignement se renouvelant, les programmes se modifiant, il faut ne pas avoir cessé d'y appartenir ».

qu'en raison de la maturité relative avec laquelle on les aborde et qui en assure le profit. Si du moins la mesure devait tourner à l'avantage de ceux qui pousseraient au delà du terme commun. Mais comment espérer sérieusement faire marcher de front avec cette élite la masse de ceux qui seraient résolus par avance à ne pas fournir toute la carrière ? C'est cette masse paresseuse et lourde, sans fond ni foi, qui comme toujours ferait la loi. Et sur une base aussi affaiblie que pourrait édifier l'enseignement supérieur ? Pour ne parler que des Facultés des lettres, après avoir très utilement transformé une partie de leurs cours en conférences, elles devraient donc convertir leurs conférences en classes avec correction de devoirs écrits et retour aux premiers principes !... Dépression des études secondaires, au grand détriment de la culture intellectuelle moyenne du pays, et déviation de l'enseignement supérieur, au détriment non moins grand de la culture la plus élevée, tels sont les deux termes auxquels aboutirait fatalement l'organisation du baccalauréat à deux degrés... N'enlevons rien à l'enseignement secondaire, si nous voulons, d'une part qu'il offre à l'enseignement supérieur un support résistant, d'autre part qu'il demeure le régulateur autorisé de l'esprit public et continue à former pour la société des cadres solides » (1).

C'est précisément parce qu'elles veulent que l'enseignement secondaire conserve ce grand rôle et qu'il puisse le remplir avec succès, que la plupart des assemblées réservent, dans leurs délibérations, une place considérable à la question des examens de passage. Les unes proposent d'instituer, soit pour toutes les classes, soit au moins pour les classes supérieures, un jury spécial, composé mi-parti de professeurs étrangers. Présidé par l'inspecteur d'Académie ou par un délégué du Ministre, ce jury, à la suite d'une double série d'épreuves, épreuves écrites et épreuves orales, procéderait, comme au baccalauréat, à des éliminations sévères (2). Les autres, tout en faisant des réserves, qui s'inspirent d'une expérience pédagogique aussi riche que généreuse, sur les dangers de cette application extrême, en adoptent le principe et demandent que le diplôme de bachelier soit conféré d'office aux élèves qui seraient arrivés d'examen en examen jusqu'à la philosophie, sans sortir du premier quart de la classe, ou tout au moins que les examens de passage subis avec succès, de quatrième en troisième et de seconde en rhétorique, deviennent une condition préalable à l'obtention du diplôme (3). Chez toutes, la raison commune des

(1) Cf. *Id.*, *Ibid.*, p. 211 et suiv.

(2) Cf. *Enquêtes et documents*, XVIII, passim. — Les assemblées de sept Facultés, de neuf lycées et de trente-neuf collèges se rallient à cette proposition.

(3) Cette proposition est faite par les assemblées de huit lycées et de treize collèges. On la trouve dans le contre-projet opposé par Alfred Mézières au projet Marcou sur le rétablissement des certificats d'études dont nous avons parlé plus haut.

combinaisons sages ou hardies qu'elles proposent, c'est de relever le niveau des études secondaires et par là même, la valeur du diplôme qui les sanctionne, en opérant, par des examens de passage plus ou moins sévères, une intelligente sélection.

Gréard voit dans le fonctionnement méthodique et ferme du système sélectif des examens de passage le seul moyen, non seulement de régénérer le baccalauréat, mais encore de consolider l'enseignement spécial. Si l'on veut, dit-il, que les éliminations « tournent au profit des enfants qu'elles frappent, ne faut-il pas qu'on puisse leur dire : il y a d'autres études secondaires qui se proposent, elles aussi, dans une large mesure, l'éducation générale de l'esprit, que la société honore et auxquelles elle assure les avantages compatibles avec les garanties qu'elles fournissent ? » (1) C'est le sentiment qui s'imposait de plus en plus à l'opinion éclairée (2), et qui, au cours de l'enquête, s'impose aux diverses assemblées. Dix Facultés, quinze Lycées, dix-huit Collèges, discutent longuement sur le rôle que peut jouer l'enseignement spécial pour une meilleure orientation des élèves. Les rapports de plusieurs recteurs parlent de cet enseignement avec une évidente sympathie et la ferme conviction qu'il contribuera à fortifier les études classiques, tout en donnant à une importante catégorie d'élèves des possibilités de développement intellectuel plus propices à leurs penchants. Que l'enseignement spécial obtienne, pour les diplômes auxquels il aboutit, des privilèges, presque toutes les assemblées le souhaitent. Qu'il ait sa place dans l'organisation générale des études secondaires, tout le monde le désire.

Telles sont, succinctement analysées, les principales réponses apportées par la vaste enquête de 1885 au problème du baccalauréat. L'ampleur de la consultation devait fatalement donner lieu à une divergence d'avis quant à la valeur des solutions pro-

(1) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1877, p. 217.

(2) Cf. Charles Bigot, *Les Programmes de l'enseignement secondaire*, in *Revue politique et littéraire* des 13 et 20 décembre 1884, 3 et 10 janvier 1885. « Plus nous aurons de types divers de l'enseignement, plus nous aurons de chance que tout jeune homme rencontre ici ou là la direction qui lui est propice ; les intelligences seront moins coulées les unes et les autres dans le même moule et l'activité du pays tout entier y aura gagné. Hélas, s'il sort de nos lycées tant de véritables avortés, ce n'est pas à eux seuls qu'en appartient la faute ». — Cf. Th. Reinach, apud, *Le Temps*, 8 octobre 1879 : « La véritable réforme des études secondaires, la réforme la plus urgente, est de fermer l'accès des classes supérieures à un grand nombre de jeunes gens qui ne font que les encombrer ». Et, Th. Reinach demande qu'on ouvre à ces jeunes gens les portes de l'enseignement secondaire spécial régularisé et fortifié. — Cf. in *Journal Officiel*, 3 décembre 1882, la conclusion de l'intervention faite par Chavandier de Valdrôme « Quant au moyen de défendre l'examen contre tout relâchement de niveau qui tiendrait à la faiblesse de la majorité des candidats, tout en parant aux conséquences d'examens de passages rigoureux et officiellement constitués, ce n'est pas, il me semble, dans un simple remaniement des baccalauréats, mais dans une réorganisation de notre système d'enseignement qu'il faudrait le chercher ».

posées. Elle n'a cependant pas empêché l'unanimité de se faire sur la donnée fondamentale du problème, c'est-à-dire sur la nécessité de rendre à l'enseignement secondaire la large assise qui lui manquait en faisant du baccalauréat, non plus une fin en soi, mais le couronnement normal d'études bien suivies. Et cette unanimité — toutes les discussions en témoignent — fut le résultat des préoccupations qui dominaient dans les assemblées universitaires et répondaient, avec un rare bonheur, au sentiment très profond et très net des besoins du pays.

CHAPITRE XI

LA RÉFORME DE 1890 ET L'UNIFICATION DES BACCALAURÉATS

Tandis que l'enquête de 1885 avait permis au corps universitaire d'exprimer, avec ses doléances et ses critiques, ses désirs et ses projets, l'opinion publique poursuivait sa campagne pour une réforme profonde du baccalauréat qu'elle accusait d'altérer le caractère des études dans toutes les classes supérieures des établissements secondaires et d'asservir les professeurs à la préparation d'un examen mal conçu, qui se passait dans des conditions fausses, et où l'élève, inconnu des examinateurs, pouvait subir un échec immérité (1).

Les Ministres qui se succèdent, de 1883 à 1889, Fallières, Goblet, Berthelot, Spuller, Faye, Lockroi, tous pavés de bonnes intentions, abondants en sages discours, féconds en circulaires magistrales, proclament l'urgente nécessité de cette réforme, sans apporter cependant aux règlements en vigueur d'autres modifications que d'insignifiantes retouches, les unes relatives à la délivrance des certificats de réception au grade (2), aux dispenses d'âge (3), au délai d'ajournement des candidats (4); les autres, relatives à l'interprétation de certaines parties des programmes (5). Une seule mesure mérite d'être signalée. C'est le décret pris par Spuller le 26 juillet 1887 prescrivant que les maîtres de conférences et les chargés de cours des sciences et des lettres pourvus du titre d'agrégés des lycées siègent de droit dans les jurys du baccalauréat (6).

Mais si le baccalauréat ès lettres et le baccalauréat ès sciences ne subissent aucune transformation importante, malgré les résultats

(1) Cf. *Rapport* de Bayet présenté au Conseil supérieur de l'Instruction publique en 1890.

(2) Cf. *Circulaires* des 5 mai 1883, 15 octobre 1885 et 20 avril 1886.

(3) Cf. *Circulaires* des 7 février 1884, 5 décembre 1884, 19 août 1885 et 15 octobre 1888.

(4) Cf. *Circulaire* du 27 octobre 1884.

(5) Cf. *Circulaires* des 13 mars, 20 avril et 24 juin 1885, 30 décembre 1887 et 30 janvier 1889.

(6) Dans aucun cas, ajoute ce décret (art. 1), chaque jury ne peut comprendre moins de deux membres pourvus du grade de docteur.

de l'enquête et malgré les critiques dont ils sont de plus en plus l'objet dans la presse et jusqu'au Parlement (1), le baccalauréat de l'enseignement spécial se voit attribuer des prérogatives plus étendues que n'avaient osé l'espérer ses partisans. La commission chargée d'examiner les sanctions qu'il convenait d'accorder à ce diplôme se réunit, au Ministère de l'Instruction publique, sous la présidence de René Goblet qui voulait montrer ainsi tout l'intérêt qu'il portait à « une question de si haute importance au point de vue social, comme au point de vue scolaire ». Exposant aux représentants des différents Ministères le but de la réunion, le Ministre déclarait : « Des réformes considérables se sont accomplies récemment dans l'enseignement supérieur et dans l'enseignement primaire. On a tenté aussi de modifier l'enseignement secondaire; mais les réformes qui y ont été introduites n'ont pas produit tous les résultats qu'on attendait, sans doute parce que le but à poursuivre n'avait pas été déterminé d'une manière assez nette, assez précise. Les études classiques ont incontestablement baissé depuis quelques années, et l'administration de l'Instruction publique doit chercher à en relever le niveau. Il a paru utile, en premier lieu, de réserver l'enseignement classique proprement dit, avec étude des langues anciennes, aux jeunes gens qui en ont véritablement besoin, ou qui peuvent aspirer à une haute culture. Pour les autres, et ce sont ceux qui forment le plus grand nombre, il existe un enseignement qu'on a improprement qualifié de spécial et qui tout en répondant aux besoins de la société moderne assure à ceux qui le reçoivent les bienfaits d'une instruction générale suffisante pour lui permettre de figurer avec avantage dans les carrières de l'industrie, du commerce, de l'administration, etc. Cet enseignement, qu'il ne faut pas confondre avec l'enseignement primaire supérieur, ou l'enseignement professionnel, dont le but est restreint, doit être considéré comme un véritable enseignement classique sans grec, ni latin. Pour attirer les élèves vers cet enseignement, il a paru nécessaire de donner au baccalauréat, qui en est le couronnement, des sanctions plus efficaces que celles qui lui ont été attribuées jusqu'ici ».

Dans les séances du 7 et du 27 janvier 1886, les membres de la Commission firent, au nom des administrations qu'ils représentaient, des propositions qui se traduisirent par un accord conclu entre le Ministre de l'Instruction publique et ses collègues des divers départements ministériels. Cet accord fut porté à la connaissance de toutes les administrations, sous forme d'une note, le 11 septembre 1886. Le Ministère de l'Agriculture admettait les bacheliers de l'enseignement spécial, au même titre que les autres bacheliers, au concours pour l'Ecole forestière et pour l'Adminis-

(1) Cf. Edouard Maneuvrier, *L'Education de la bourgeoisie sous la République*, Paris, Léopold Cerf, 1888, p. 37, 38, 39, 40.

tration centrale. Le Ministère du Commerce et de l'Industrie leur accordait, comme aux bacheliers ès lettres, pour le concours aux emplois de l'Administration centrale, un avantage de 10 points sur les bacheliers ès sciences. Le Ministère des Finances assimilait le baccalauréat de l'enseignement spécial aux autres baccalauréats pour l'admission dans les cadres de l'Administration centrale, de l'Enregistrement, des Perceptions et des Manufactures nationales. Le Ministère de la guerre permettait aux bacheliers de l'enseignement spécial de participer aux concours de l'Administration centrale, de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole spéciale militaire (1). En outre, il les dispensait de l'examen pour le Volontariat d'un an. Les Ministères de l'Intérieur et de la Justice considéraient le baccalauréat de l'enseignement spécial comme un titre égal à celui des autres baccalauréats pour l'admission aux emplois de commis expéditionnaire de l'Administration centrale. Le Ministère de la Marine et des Colonies lui donnait les mêmes avantages qu'au baccalauréat ès sciences dans les concours pour les Administrations centrales, pour le personnel administratif secondaire des ports et arsenaux, et pour les emplois de pharmacien de première classe. Le Ministère des Postes et Télégraphes accordait aux bacheliers de l'enseignement spécial, dans les divers concours, un avantage de points sur les autres bacheliers. Le Ministère des Travaux publics leur permettait de prendre part au concours pour l'emploi de rédacteur de l'Administration centrale et les dispensait de l'examen pour l'emploi d'agent secondaire des ponts et chaussées. Enfin, le Ministère de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, tout en leur fermant les portes des Facultés de médecine et de droit, les admettait à se présenter aux examens des licences ès sciences et aux concours pour les emplois de l'Administration centrale et de l'Administration académique. En outre, le baccalauréat de l'enseignement spécial était déclaré équivalent au baccalauréat ès sciences restreint exigé des bacheliers ès lettres pour être admis à entreprendre les études médicales.

En adressant, le 1^{er} mars 1886, au Ministre de l'Instruction publique, un rapport sur les travaux de la Commission qui avait accordé au baccalauréat de l'enseignement spécial toutes ces prérogatives, Zévort, directeur de l'enseignement secondaire, écrivait : « ...Le but que vous vous êtes proposé était surtout d'assigner à un enseignement qui va sans cesse grandissant et s'améliorant, qui intéresse la prospérité future du pays, le rang qui lui appartient, en constatant qu'il n'est marqué d'aucun caractère d'infériorité... Ce ne sera pas un médiocre honneur pour votre administration d'avoir présidé à une réforme réclamée par l'opinion, encouragée par les pouvoirs publics, qui répond si complè-

(1) Une majoration de points était cependant réservée aux candidats pourvus du baccalauréat ès lettres.

tement aux besoins de notre laborieuse démocratie, et qui doit avoir sur les destinées de la République, une si sérieuse influence ». On voit par là que la promotion du baccalauréat de l'enseignement spécial au rang du baccalauréat de l'enseignement classique n'était pas seulement une mesure pédagogique, mais aussi une mesure politique et sociale.

La Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire qui, en 1881, avait approuvé et soutenu le projet de Jules Ferry portant création d'un baccalauréat de l'enseignement spécial, vit dans cette promotion une menace pour l'enseignement classique et un danger pour le baccalauréat ès lettres et pour le baccalauréat ès sciences. L'élection de l'humaniste Gustave Merlet au Conseil Supérieur, en 1887, fut le premier résultat de la résistance opposée par cette Société à ce qu'elle considérait comme un empiètement grave et une réforme inutile, voire néfaste. On fausse complètement, disait le secrétaire général Pigeonneau, la pensée de Victor Duruy ; au lieu de former des employés supérieurs pour le commerce et des contre-maîtres pour l'industrie, on prépare de nouveaux budgétivores. « La conception première, lisons-nous dans l'un de ses nombreux rapports, celle de M. Duruy, la seule qui ait été logique, pratique et surtout sincère, reposait sur un fait incontestable et qui n'a pas disparu, malgré toutes nos bévues pédagogiques et législatives. Il y avait en 1866, il y a encore, en France, un très grand nombre de familles, en particulier dans la classe moyenne des négociants, des agriculteurs, des industriels, et dans celle des petits fonctionnaires, qui veulent quelque chose de plus que l'enseignement primaire, fût-il décoré du nom de supérieur, et qui sentent pourtant que l'enseignement classique, par la durée des études et peut être plus encore par leur caractère et par la direction qu'elles impriment nécessairement à l'intelligence, ne convient pas à leurs enfants. Elles ne veulent en faire ni des avocats, ni des médecins, ni des hommes de lettres, ni même des fonctionnaires ; elles n'ambitionnent pas pour eux les professions dites libérales ; mais elles ont la légitime prétention de leur donner une culture intellectuelle aussi complète que le permettent les exigences des carrières auxquelles elles les destinent ; cette culture que l'enseignement primaire est impuissante à leur assurer, que l'enseignement classique leur donne avec un luxe surabondant et qui peut offrir des dangers, elles la demanderont nécessairement à un enseignement plus élevé et plus général que l'enseignement primaire, moins long, moins exclusivement théorique et d'un caractère moins littéraire que l'enseignement classique : voilà la pensée de M. Duruy, voilà la raison d'être de l'enseignement spécial, qu'on aurait peut-être mieux fait de nommer, comme en Belgique, et en Angleterre, l'enseignement moyen : c'est une nécessité sociale, et ce sont les besoins mêmes auxquels il répond qui doivent fixer son caractère. Il ne

s'agit pas de savoir s'il doit être égal ou équivalent à l'enseignement classique, ce sont là des questions de mots ou, si on veut, des questions de personnes qui n'offrent qu'un très médiocre intérêt; il s'agit de faire de l'enseignement spécial un véritable enseignement secondaire, c'est-à-dire de l'élever au-dessus de l'enseignement primaire de tout ordre, ce qui est possible grâce à la durée plus longue des études, et à l'éducation première moins rudimentaire de la plupart des élèves qui s'y destinent : il s'agit aussi de ne pas aller contre le but qu'on se propose et de se souvenir des vœux des familles et de l'avenir des élèves (1) ».

Sans doute les programmes de 1866 n'étaient pas parfaits : ils se ressentaient des tâtonnements et des illusions d'une première expérience. Cependant de 1866 à 1875, en dix ans, le nombre des élèves de l'enseignement spécial, dans les lycées et collèges, était monté de zéro à 22.708 : et cela dans les conditions les plus déplorables, malgré l'anarchie des méthodes, malgré l'insuffisance d'une partie du personnel, malgré la mauvaise volonté administrative, malgré la vanité des familles qui, tout en disant beaucoup de mal du grec et du latin, voulaient le faire apprendre à leurs enfants parce que le fils du voisin les apprenait. Malheureusement le nouvel enseignement avait les ambitions et les ardeurs de la jeunesse. Il trouvait sa situation trop modeste et son mérite méconnu. Faute d'avoir eu, dès son institution, des prérogatives clairement définies et un rang nettement marqué dans la hiérarchie des grades universitaires, le brevet dont Victor Duruy lui avait octroyé la délivrance et auquel Jules Ferry avait donné le nom de baccalauréat, fut amené, en voulant obtenir ce qu'on avait oublié de mettre dans son berceau, à se poser en rival et en héritier présomptif du baccalauréat de l'enseignement classique. Dès lors la lutte entre partisans et adversaires de l'enseignement gréco-latin qui, depuis la disparition des Ecoles centrales, n'avait passionné que quelques esprits et ne s'était traduite, jusqu'en 1865, que par des discussions théoriques et par de timides tentatives de réforme comme celle de la création de cours spéciaux dans les lycées et collèges, dont nous avons parlé, prit une ampleur considérable.

Tant qu'il ne fut question que de l'organisation, dans les lycées et les collèges, à côté de l'enseignement classique, d'un enseignement secondaire sans grec ni latin, la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire*, dans ses réunions mensuelles et dans ses assemblées générales aussi bien qu'au sein du Conseil supérieur de l'Instruction publique par l'entremise de ses élus, se montra favorable à l'application de toutes les mesures administratives et pédagogiques susceptibles d'améliorer la réforme de Victor Duruy. Elle voyait dans le bon fonctionnement de l'enseignement spécial, non seulement ce que Victor Duruy y avait vu,

(1) Cf. *L'Enseignement secondaire*, 10 janvier 1890.

à savoir la possibilité de former, à côté de la classe bourgeoise chargée de fournir aux professions libérales leur état-major, une classe nouvelle d'où sortirait tout le corps d'officiers de l'armée du travail, mais aussi l'unique moyen de débarrasser l'enseignement classique de tout le poids qu'il traînait après lui, en aiguillant vers un enseignement moins théorique et plus immédiatement applicable aux réalités de la vie les esprits rebelles aux raffinements de la culture classique, impatients d'action, portés vers les choses positives. L'enseignement spécial, par la place plus large qu'il faisait aux connaissances manifestement pratiques, par l'élasticité de ses programmes qui lui permettait de se plier à certaines nécessités régionales, et d'être, sinon un enseignement professionnel, du moins une préparation et une invitation à telle ou telle catégorie de professions, enfin par la durée plus courte de ses études, avait clairement démontré qu'il répondait à un besoin à la fois social et pédagogique. Mais d'une part, au lieu de la maintenir et de la développer dans cette direction, les réformes de 1882 et de 1886, moins encore en élevant ses programmes qu'en abaissant le niveau des vieilles humanités, semblaient avoir transformé l'institution de Victor Duruy en un pseudo-enseignement classique. D'autre part, les prérogatives accordées en 1886 au baccalauréat de l'enseignement spécial apparaissaient comme une porte de plus ouverte sur le fonctionnarisme et un nouveau piège tendu à la vanité des familles.

C'est le conflit mettant aux prises ceux qui voulaient un baccalauréat classique français égal en dignité au baccalauréat gréco-latin et ceux qui, comme Henry Michel (1) et Charles Bigot (2), prétendaient qu'on pourrait à la fois faire vivre le gréco-latin, le classique français et conserver au brevet créé par Victor Duruy, à défaut du nom, tout au moins le caractère simple et modeste, que Léon Bourgeois essaya d'arbitrer. En 1890, il soumit au Conseil supérieur de l'Instruction publique un projet de décret qui substituait aux baccalauréats ès lettres, ès sciences, et ès sciences restreint, un baccalauréat unique, appelé baccalauréat de l'enseignement secondaire classique. Après avoir fait, devant la Commission chargée de l'examiner, l'objet d'une vive discussion qui dura quatre jours, le projet du Ministre fut rapporté par Bayet devant le Conseil et adopté. Le décret fut publié le 8 août 1890. Il était suivi d'un arrêté, pris à la même date, qui en fixait les modalités d'application à partir de la session de juillet-août 1891. Décret et arrêté furent commentés par une circulaire datée du 1^{er} juin 1891, où Léon Bourgeois dégageait les principes qui dominaient les dispositions diverses de la nouvelle organisation du baccalauréat clas-

(1) Cf. Henry Michel, *Notes sur l'enseignement secondaire*, Paris, Hachette, édit. 1902, passim.

(2) Cf. Charles Bigot, *Questions d'enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1886, passim.

sique et qui lui avaient paru propres à « obliger tous les élèves de l'enseignement secondaire classique à suivre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la rhétorique, les études gréco-latines, à rompre la subordination des études à l'examen, à modeler l'examen sur les études, à alléger les épreuves sans affaiblir la preuve qu'elles doivent fournir, et enfin à donner aux bons élèves toutes les sécurités possibles contre les chances inhérentes à tout examen ».

Ce qui caractérise la réforme de 1890 c'est donc le désir d'assurer, d'une part, à tous les élèves de l'enseignement classique une même culture générale sans nuire à la préparation des carrières spéciales où ils pouvaient s'engager ensuite, de sauvegarder, d'autre part, les intérêts légitimes des candidats en tenant compte de leur travail dans les trois dernières années d'études. « Désormais, proclame la circulaire ministérielle, il n'y aura plus qu'un baccalauréat de l'enseignement secondaire classique. L'enseignement secondaire classique est un; le baccalauréat auquel il aboutit doit l'être également ». Ainsi le décret du 8 août 1890 mettait fin aux derniers vestiges de la bifurcation. De là l'économie du nouveau baccalauréat : deux degrés d'épreuves, à un an d'intervalle (1); après la rhétorique, deux épreuves communes à tous; puis, l'année suivante, au choix des candidats, des épreuves correspondant ou bien à la classe de philosophie, ou bien à celle de la classe de mathématiques élémentaires. Un diplôme unique, mais avec deux mentions : lettres-philosophie, lettres-mathématiques.

L'allègement de l'examen était obtenu par la réduction du nombre des épreuves écrites. A la première partie, deux épreuves seulement et non plus trois; une version latine et une composition française. L'épreuve de version latine qui devait être faite sans dictionnaires, à l'aide d'un simple lexique, conformément à la règle établie par le décret du 19 juin 1880, et dont la durée était portée de deux à trois heures (2), avait été maintenue comme étant la plus probante « puisqu'elle dénote, dit le Ministre, à la fois la connaissance du latin, celle du français et l'aptitude à suivre un développement et enchaînement logique de pensées ». Le projet ministériel, revenant à la conception docimologique qui avait prévalu dans l'esprit de Victor Cousin en 1840, n'avait d'ailleurs prévu que cette épreuve écrite pour la première partie de l'examen. La Commission, malgré l'énergique opposition de plusieurs membres

(1) L'arrêté du 8 août 1890 maintenait, pour la seconde partie, une session extraordinaire exclusivement réservée aux candidats qui avaient subi deux échecs et aux candidats aux Ecoles spéciales du Gouvernement. Cette session pouvait avoir lieu en mars ou avril.

(2) Cf. *Circulaire* du 1^{er} juin 1891 : « En augmentant la durée de cette composition, le Conseil supérieur n'a pas entendu accroître la difficulté des textes. Loin de là, il estime que les textes à traduire doivent être des textes faciles, de la force moyenne de la classe de rhétorique, bien choisis, formant un tout, présentant un ensemble d'idées. Il a voulu seulement bien marquer l'importance de cette épreuve, qui est probante entre toutes ».

qui réclamaient le maintien de la composition française, aussi bien dans l'intérêt des études que dans l'intérêt des candidats (1), par 18 voix contre 13, avait maintenu le principe, posé par le projet du Ministre, de l'épreuve unique de version latine. Mais le Conseil supérieur, réuni en séance plénière, sur une éloquente intervention de Janet (2), décida que les épreuves écrites de la première partie

(1) Cf. Le Rapport de Bayet : « Plusieurs membres s'opposent énergiquement à la suppression de la composition française. Ils estiment qu'une pareille mesure est contraire au principe même des réformes de 1880. La composition française a obtenu place dans toutes les classes depuis la sixième ; on la retrouve à l'entrée de toutes les grandes Ecoles ; dès lors peut-elle disparaître de l'examen placé à la fin des études classiques ? Le baccalauréat classique ainsi mutilé, tomberait au-dessous du baccalauréat spécial. D'ailleurs l'intérêt des candidats est de ne pas être jugés sur une seule épreuve écrite, la version latine, et le Conseil, qui veut dépouiller l'examen de son caractère aléatoire, l'aggraverait de ce chef. Si on s'est plaint que la composition française ne donnât que peu de résultats, que les copies fussent d'une extrême faiblesse, certaines Facultés constatent au contraire que le niveau de l'épreuve monte chaque année. De tous les exercices écrits, c'est celui qui se prête le moins à une préparation mécanique, celui où l'élève peut le mieux montrer s'il a profité de la culture générale qu'il a reçue, s'il sait écrire sa langue et mettre en ordre ses idées. Dès lors convient-il d'interrompre brusquement une expérience qui n'a été commencée que depuis quelques années et dont ni l'Université ni les familles ne demandent la suppression. A toutes ces objections les partisans de l'épreuve unique ont répondu que l'opinion publique protestait contre la multiplication des épreuves et que le nombre des compositions ne saurait être un critérium de la force des études. Ils jugent que la version latine sera une preuve suffisante de la connaissance du latin, de la connaissance du français et de la logique de l'esprit ».

(2) « La composition française dans le baccalauréat secondaire classique, déclara Janet, représente essentiellement les études de rhétorique. Au temps du monopole universitaire, on n'exigeait qu'une seule composition, la version latine ; mais à cette époque, on imposait à tous les élèves le certificat d'études, c'est-à-dire l'attestation d'une classe de rhétorique et de philosophie faite dans un établissement de l'Etat. Lorsque le certificat d'études fut supprimé, on a cru nécessaire d'exiger, comme garantie des mêmes études, le discours latin, et plus tard, toujours par le même motif, la composition française. Le choix de la composition française n'était d'ailleurs que le complément de toutes les réformes de 1880, qui partout mettaient au premier rang le devoir français ; dans toutes les classes, à tous les degrés, une composition de style en français était introduite, et la composition française supplantait le discours latin pour le prix d'honneur. Dans tous les examens, même des jeunes filles, même des écoles primaires, un devoir de français sous forme d'histoire ou de morale est aujourd'hui exigé. Dans les Ecoles du Gouvernement, Polytechnique, Saint-Cyr, la composition française est à sa place. Il serait surprenant que le baccalauréat secondaire classique, remplaçant le baccalauréat ès lettres, fût le seul examen où il n'y eût pas d'exercice de ce genre. La composition philosophique de la seconde partie ne peut suffire à le remplacer, et d'ailleurs, on sait que dans cette seconde partie deux séries, celle de mathématiques et celle de physique ne seront pas assujetties à la composition de philosophie ; il y aurait donc un grand nombre d'élèves qui obtiendraient le diplôme de bachelier sans avoir fait preuve de quelque facilité à exprimer leurs idées en français.

« Les objections qui pourraient être faites porteraient plutôt sur le choix des sujets de composition que sur l'épreuve elle-même. On a pu dire que trop souvent la composition se faisait à l'aide des manuels ; mais cela dépend des sujets donnés. Si en effet on choisit des sujets sur lesquels les élèves n'ont aucune notion personnelle, comme seraient par exemple des sujets empruntés à la littérature du moyen âge, ou même du *xvii^e* siècle, les élèves sont bien obligés d'employer des connaissances extérieures ; mais il faut surtout faire appel aux souvenirs de leurs propres études en puisant dans les auteurs classiques qu'ils ont dû nécessairement lire, et que leurs professeurs leur ont expliqués. En outre la composition française ne doit pas se renfermer exclusivement dans les auteurs français. *L'Iliade*, *l'Enéide*, les tragédies les plus connues de Sophocle, les discours de Démosthène et de Cicéron que l'on traduit dans les classes, la comparaison des

comprendraient une version latine et une composition française. Ainsi la seule modification apportée à l'article 7 du décret du 19 juin 1880 consistait en la suppression du thème allemand ou anglais aux épreuves écrites de la première partie de l'examen. La seconde partie comportait deux séries d'épreuves, entre lesquelles les candidats pouvaient choisir au moment de leur inscription (1). Elles avaient pour bases les programmes, l'une de la classe de philosophie, l'autre de la classe de mathématiques élémentaires. Pour la première série, une seule composition écrite : dissertation de philosophie. Pour la deuxième série, une seule composition écrite portant à la fois sur les mathématiques et la physique. Enfin, et c'était là une innovation importante destinée à diminuer l'aléa de l'examen, l'article 8 du décret disposait que pour toutes les compositions écrites, sauf pour la version latine, il

anciens et des modernes dans les imitations françaises peuvent fournir des sujets de composition. On n'oubliera pas d'ailleurs que, dans les programmes de 1880, il avait été entendu que la composition française pourrait porter sur l'histoire aussi bien que sur la littérature, et rien n'a été changé en cela. Seulement il ne s'agit pas de l'histoire au point de vue spécial et technique, mais au point de vue littéraire ; il s'agit toujours de l'art d'exposer, d'ordonner et d'exprimer les idées : des compositions historiques d'un caractère un peu général seront très propres à cet effet. On n'a pas même exclu l'ancienne forme oratoire : il serait étrange qu'à une époque où plus que jamais la parole est une puissance, on interdît la forme des discours. En un mot, comme il a été dit dans les *Instructions* de 1880, la composition française peut prendre toutes les formes : dissertations de littérature, de morale ou d'histoire, discours, lettres, fables, parallèles, dialogues, etc. Le tout est d'écrire en français. C'est à l'art des professeurs de choisir une matière appropriée à l'âge et à la culture des jeunes gens. On évitera de pousser aux souvenirs de manuels, ou de demander des appréciations littéraires trop délicates et qui conviennent à la licence plus qu'au baccalauréat. On se contentera de notions communes qui sont le patrimoine de tous les esprits cultivés, pourvu que ces notions soient exprimées avec correction, justesse et une certaine précision. Tel sera du moins le niveau moyen ; les esprits plus distingués sauront se faire jour et obtiendront par là des rehaussements de notes. Mais le baccalauréat est surtout la preuve d'une culture moyenne telle qu'on peut la demander à tout homme bien élevé qui ne se destine pas exclusivement aux carrières littéraires : ce qu'on y demande surtout, ce sont les qualités d'un bon esprit qui puisse suffire aux devoirs divers qu'exige la société ».

(1) L'article 13 du décret du 8 août 1890 prévoyait qu'il serait institué une troisième série plus spécialement consacrée aux sciences physiques et naturelles. « En instituant la série des sciences physiques et naturelles, lisons-nous dans le rapport de Bayet, on a voulu donner satisfaction aux Facultés de médecine et de sciences qui, depuis longtemps, réclament avec énergie la suppression du baccalauréat restreint pour la partie mathématique. Aussi la Commission a-t-elle été d'avis qu'il fallait immédiatement se prononcer sur la question de principe. Une longue et intéressante discussion s'est ensuite engagée sur l'organisation de cette troisième série : si je crois inutile d'en entretenir le Conseil, c'est qu'il a paru nécessaire d'ajourner toute solution à une prochaine session. On s'est donc arrêté à la rédaction suivante : « Il sera institué une troisième série plus particulièrement consacrée aux sciences physiques et naturelles. Un règlement ultérieur déterminera les programmes et les conditions de cet examen ». — Cette troisième série ne fut pas instituée. Le décret du 31 juillet 1893 y suppléa par la création, d'un certificat d'études physiques, chimiques et naturelles. Malgré la vive opposition des représentants des professeurs des lycées qui demandaient que la préparation à ce certificat fût faite dans les établissements d'enseignement secondaire, le Conseil supérieur de l'Instruction publique adopta le projet du Ministre qui la confiait aux Facultés des sciences (Cf. *Rapports* de Darboux et de R. Poincaré).

devait être donné trois sujets différents entre lesquels les candidats auraient le droit de choisir (1).

La procédure des épreuves orales était la suivante: Examen de la première partie : explication d'un texte grec, d'un texte latin et d'un texte français choisis par l'examineur dans les ouvrages inscrits aux programmes des classes de troisième, de seconde et de rhétorique des lycées, chacune des trois explications faisant l'objet d'une note variant de 0 à 20 et affectée du coefficient 1; explication d'un texte allemand au anglais suivie d'un thème oral ou d'un entretien notée de 0 à 20 avec le coefficient 2 (2); interrogation d'histoire et de géographie d'après le programme de rhétorique notée de 0 à 20 d'après l'ensemble de l'épreuve affectée du coefficient 1; interrogation sur les éléments de mathématiques d'après le programme de la classe de rhétorique également notée de 0 à 20 avec le coefficient 1. Examen de la deuxième partie : Première série : trois épreuves tirées du programme de la classe de philosophie. 1°) Une interrogation sur la philosophie, l'histoire de la philosophie et les auteurs philosophiques notée de 0 à 20 avec le coefficient 1; 2°) Une interrogation sur l'histoire contemporaine notée de 0 à 20 avec le coefficient 1; 3°) Une interrogation sur les éléments de la

(1) Cf. *Rapport* de Bayet : « Plusieurs membres ont craint que cette mesure, si bienveillante au premier abord, ne devint dans la pratique un danger pour le candidat. Préoccupé par le désir de choisir le sujet le plus facile ou celui qu'il connaît le mieux, ne perdra-t-il pas son temps à les soupeser successivement au risque de n'avoir plus le loisir d'en traiter aucun ? D'autre part, sur les trois sujets de philosophie, en donnera-t-on un de psychologie, un de morale, un de logique ; pour les mathématiques : un de géométrie, un de cosmographie, un d'algèbre ? Dans ce cas le candidat préparera son choix pendant toute l'année ; décidé à ne traiter qu'un sujet de psychologie ou un sujet de géométrie, il n'étudiera les autres matières qu'en vue des interrogations orales, nécessairement plus superficielles. A ces observations les défenseurs du projet ont répondu que les doyens, afin de déjouer de pareils calculs, seraient libres de choisir les trois sujets soit dans la psychologie, soit dans la géométrie, etc. ». La circulaire du 1^{er} juin 1891 ajoute : « Pour la composition scientifique, on a fait observer qu'il serait d'une pratique bien difficile, et en même temps qu'il serait contraire à l'intérêt des candidats de leur donner à choisir entre trois problèmes qu'ils devraient essayer successivement avant de s'arrêter à un. Il a été entendu que les trois sujets prescrits ne différeraient l'un de l'autre que par la question de cours, mais que lorsqu'ils comprendraient un problème, ce serait le même pour tous les trois ».

(2) Cf. *Circulaire* du 1^{er} juin 1891 : « L'épreuve de langues vivantes a un coefficient double des autres explications. Par là, le Conseil supérieur a voulu marquer nettement quelle importance il y attache. En supprimant à l'écrit le thème allemand et le thème anglais, il a entendu seulement alléger les épreuves. Il lui a semblé que la traduction courante d'un texte, avec un thème oral au tableau, et mieux encore, toutes les fois que l'examineur juge la force du candidat suffisante, une courte conversation en allemand ou en anglais répondaient mieux à ce que l'on doit se proposer de l'étude des langues vivantes dans l'enseignement classique : les apprendre pour les comprendre et pour les parler... Le décret du 8 août ne fait pas mention expresse des interrogations facultatives d'italien et d'espagnol ; mais comme il abroge simplement les dispositions contraires à celles qu'il édicte, le décret du 15 janvier 1884 est maintenu. Est maintenu de même le décret du 26 décembre 1882 relatif à l'épreuve de langue vivante dans l'Académie d'Alger, en ce qu'il n'a pas de contraire au décret du 8 août dernier. Dans cette Académie, les candidats pourront, sur leur demande, être interrogés sur l'arabe ».

physique, de la chimie et de l'histoire naturelle notée de 0 à 20 avec le coefficient 2. Deuxième série : Cinq interrogations, une sur les mathématiques notée de 0 à 20 avec le coefficient 2, une sur la physique, une sur la chimie, une sur l'histoire contemporaine, une sur la philosophie, notées chacune de 0 à 20 avec le coefficient 1.

En ce qui concerne les explications d'auteurs, d'après l'article 8 du décret du 19 juin 1880, le candidat désignait lui-même, parmi les auteurs inscrits aux programmes de troisième, de seconde et de rhétorique, un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels l'examineur devait choisir le texte à traduire. C'était une prime aux préparations artificielles. Le décret du 8 août 1890, pour tous les textes, pour les langues vivantes, comme pour le grec, le latin et le français, restituait aux examinateurs le droit de choisir les textes d'explication dans les ouvrages inscrits aux programmes de troisième, de seconde et de rhétorique. A l'examen de la seconde partie (première série) seulement, les candidats pouvaient indiquer, pour l'interrogation portant sur les auteurs philosophiques, les ouvrages qu'ils avaient expliqués en classe.

Le décret et l'arrêté du 8 août 1890 n'apportaient aucune modification importante aux conditions à remplir pour être admis à se présenter à l'examen. L'âge requis restait fixé à seize ans et des dispenses pouvaient être accordées dans les conditions fixées par les circulaires des 1^{er} juillet 1882, 5 décembre 1884 et 15 octobre 1888. Pour l'inscription à la seconde partie, le candidat était tenu de justifier qu'il s'était écoulé, depuis son admission à la première partie, une année ou le laps de temps reconnu équivalent, c'est-à-dire l'intervalle compris entre la session d'octobre-novembre et celle de juillet-août de l'année suivante. Dans le cas où le candidat demandait à se présenter, pour subir les épreuves de la deuxième partie, devant une autre Faculté, la transmission de son dossier devait se faire dans les formes prescrites par les instructions des 7 juin 1875 et 17 novembre 1877. Enfin les candidats à la deuxième partie étaient autorisés à se faire inscrire pour subir soit successivement, soit à la même session, les épreuves des deux séries (1).

Quant à la procédure des examens, elle s'enrichissait de formalités et de prescriptions nouvelles. C'est par arrêté ministériel que serait fixée, comme par le passé, l'ouverture des sessions. Mais les compositions écrites auraient lieu désormais, au choix des Facul-

(1) Cf. *Circulaire* du 1^{er} juin 1891 : « La question m'a été posée de savoir si un candidat pouvait subir soit successivement, soit à la même session, les épreuves de plusieurs séries de la seconde partie. L'affirmative n'est pas douteuse. Dans ce cas, le candidat admis après les épreuves de la première série et qui se présente pour subir celle de la deuxième est dispensé, à l'oral des interrogations sur l'histoire contemporaine et sur la philosophie. Le candidat reçu antérieurement à la deuxième série et qui se présente pour subir les épreuves de la première, est dispensé des interrogations sur l'histoire contemporaine et sur les éléments des sciences physiques et naturelles. En cas de succès le diplôme porte les deux mentions correspondant à la première et à la deuxième série des épreuves ».

tés soit en une série unique, soit en séries simultanées, ou en séries successives. Dans le premier cas, il devait y avoir au moins un centre de composition dans chaque département de l'Académie. Dans le second, les compositions auraient lieu au siège de la Faculté, et chaque série comprendrait au maximum trente candidats. C'est aux Facultés qu'il appartiendrait de décider si les compositions se feraient en une série unique pour toute l'Académie. Quel que fût le mode adopté, les instructions ministérielles prescrivaient que la surveillance serait faite par un membre du jury, assisté, en cas de besoin, de surveillants auxiliaires. Avant de subir les épreuves, chaque candidat était tenu d'écrire et de signer sur un registre spécial, visé et parafé par le doyen, la déclaration qu'il ne s'était pas inscrit ou fait inscrire dans une autre Faculté pour subir le même examen dans la session courante, et qu'il n'avait pas subi l'examen auquel il se présentait dans une autre Faculté pendant la même session. Les deux compositions de la première partie devaient se faire le même jour, avec un intervalle de trois heures au moins. Il était interdit aux candidats, sous peine d'exclusion, d'avoir aucune communication avec le dehors ou entre eux, d'apporter aucune note, aucun cahier, aucun livre autre que les lexiques autorisés. Il était remis à chaque candidat des feuilles à en-tête sur lesquelles il devait écrire ses compositions. Les épreuves orales demeuraient publiques. Leur durée était fixée à trois quarts d'heure en moyenne pour chaque candidat.

L'article 19 de l'arrêté du 8 août 1890 déterminait la composition des jurys ainsi qu'il suit (1) : Première partie : Quatre membres, dont un de la Faculté des sciences. Seconde partie : Première série : Trois membres dont un de la Faculté des lettres. La présidence, aux termes de l'article 20, appartenait au doyen et, en son absence, au professeur le plus ancien de la Faculté. Dans le cas où le jury était formé d'un nombre pair de membres, la voix du président était prépondérante. Une telle organisation avait, comme les organisations précédentes, le grave défaut de ne tenir aucun compte de la spécialisation des membres du jury. Demain, comme hier, un professeur de géographie pourrait examiner les épreuves de grec, de latin ou de français et un professeur de sciences naturelles les épreuves de mathématiques.

C'est aux doyens des Facultés que la circulaire ministérielle du 1^{er} juin 1891, conformément à l'article 26 du décret du 28 décembre 1885, maintenait la prérogative de constituer les jurys. « C'est par lui (le doyen) aussi, ajoute la circulaire que sont choisis les sujets

(1) Cf. *Circulaire* du 1^{er} juin 1891 : « Toutefois je fais remarquer ici que la disposition des règlements antérieurs en vertu de laquelle le Ministre pouvait adjoindre aux membres des Facultés des docteurs ès lettres ou ès sciences et des examinateurs spéciaux pour les langues vivantes est maintenue ».

des compositions écrites. Le Conseil supérieur a pensé que ce choix devait être fait par une personne unique, responsable. Ce ne pouvait être que le doyen. Mais dans la pratique, il est bien entendu que les doyens sont autorisés comme par le passé à demander des sujets à leurs collègues. Leur prérogative, et en même temps leur obligation, c'est, parmi ces sujets différents, de choisir ».

Ni le décret, ni l'arrêté du 8 août 1890, ni la circulaire du 1^{er} juin 1891 ne fixaient de règle absolue et mathématique pour la déclaration d'admissibilité. « D'une manière générale, écrivait le Ministre dans ses instructions, l'admission ne devant être prononcée que si le candidat obtient la moyenne 10 multipliée par le total des coefficients attribués à chaque épreuve, à l'écrit l'admissibilité doit être acquise à tout candidat qui obtient 20 points pour les épreuves écrites (première partie, deux épreuves avec le coefficient 1 ; deuxième partie, première et deuxième séries, une épreuve avec le coefficient 2). Mais, conformément aux intentions du Conseil, les jurys peuvent, s'ils le jugent à propos, admettre aux épreuves orales un candidat qui, à l'écrit, serait demeuré un peu au-dessous de cette moyenne, dans le cas où telle de ses épreuves écrites, ou bien encore l'examen de son livret, permettrait d'espérer qu'il pourra se relever à l'oral. Mais dans tous les cas, pour l'admission définitive, les moyennes fixées par l'article 17 de l'arrêté doivent être obtenues (1) ». Aux termes de l'article 4 du décret du 8 août 1890, le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après échec à ces épreuves, restait acquis aux candidats pendant l'année suivante, c'est-à-dire de juillet à juillet inclusivement, de novembre à novembre inclusivement, à la condition de se présenter pour réparer leur échec devant la Faculté où ils l'avaient subi. Enfin, les règles établies par le décret du 19 juin 1880, qui prescrivaient l'ajournement dans le cas de plusieurs notes *mal* ou d'un *nul*, étaient abrogées. « Le Conseil supérieur, lisons-nous dans la circulaire du 1^{er} juin 1891, a pensé qu'étant donnée la nature de l'examen du baccalauréat, il fallait y admettre aussi largement que possible le système des compensations. Un candidat a 0 pour une épreuve et 20 pour une autre ; sa moyenne est 10 ; c'est la moyenne requise. Il doit passer. Il fera un aussi bon bachelier et peut-être fera-t-il un homme plus distingué que celui qui, dans chaque épreuve, n'a été ni au-dessous ni au-dessus de la moyenne ». Et la circulaire ministérielle ajoute : « L'admissibilité, l'admission, l'ajournement après les épreuves

(1) Cf. *Arrêté* du 8 août 1890, art. 17 : Pour être admis, les candidats doivent avoir obtenu au moins le nombre suivant de points. Première partie : 90 ; Deuxième partie : Première série, 60 ; Deuxième série : 80. Les certificats d'aptitude portent les mentions suivantes : *Passable*, quand le candidat a obtenu la moyenne de 10 points ; *Assez bien*, quand le candidat a obtenu la moyenne de 12 points ; *Bien*, quand le candidat a obtenu la moyenne de 14 points ; *Très bien*, quand le candidat a obtenu la moyenne de 15 points ».

écrites ou après les épreuves orales sont prononcées après délibération du jury. Cette prescription, qui n'a jamais cessé d'être obligatoire et dont l'oubli constitue un vice de forme pouvant entraîner la nullité des épreuves, est plus importante que jamais, avec l'examen que les jurys doivent faire des livrets scolaires ».

L'article 6 du décret du 8 août 1890 permettait en effet aux candidats de produire, en se faisant inscrire, un livret scolaire contenant toutes les indications (notes et places obtenues dans les différentes compositions en troisième, en seconde, en rhétorique, en philosophie, en mathématiques élémentaires, prix et accessits, nominations au concours général, distinctions spéciales, appréciations des professeurs) susceptibles de renseigner le jury sur leur valeur. C'était là une des innovations essentielles du décret. Le livret scolaire était depuis longtemps réclamé par les corps enseignants et par l'opinion publique. Nous avons vu que, au cours de l'enquête de 1885, une imposante majorité en avait préconisé l'institution (1). En novembre 1887, à l'ouverture des conférences de la Faculté des lettres de Paris, Lavisce avait prononcé un discours où, sous la forme d'un véritable réquisitoire qui produisit une vive impression, le baccalauréat était sommé de mettre fin, sous peine de sombrer dans le discrédit, à son caractère de loterie. « L'examen qui veut ignorer les études antérieures, déclarait Lavisce, et traite le candidat en inconnu ne résistera pas longtemps aux critiques soulevées par les méfaits qu'il a commis. Le baccalauréat est sur la sellette. Si j'étais chargé de requérir contre lui, je lui ferais passer un quart d'heure pénible, à supposer qu'un quart d'heure me suffît. Je lui reprocherais la prétention qu'il a d'ouvrir tant de carrières à l'entrée desquelles il a planté ses fourches caudines; ses programmes encyclopédiques, par lesquels il exige tant d'études que les écoliers n'ont plus le temps de rien étudier; ce sentiment que j'éprouve pour ma part, et qui est étrange, d'un examinateur qui ne voudrait pas être examiné sur les programmes où il prend ses questions; la perturbation qu'il jette dans notre travail et dans le vôtre (2), quand il nous encombre au premier et au dernier mois de l'année de cette cohue de candidats attristés, de parents anxieux, de solliciteurs insupportables. Mais ce sont là les critiques les plus légères : l'impardonnable tort du baccalauréat, c'est qu'il veut se suffire à lui-même, ne rien savoir du candidat, si ce n'est un nom, qui pourrait être avantageusement remplacé par un numéro, et d'exposer ses justiciables aux chances inégales de compositions aujourd'hui faciles, demain difficiles, pour ne point parler de la

(1) Cf. sup., p. 174, 175.

(2) « En 1885-1886, lisons-nous dans le *Rapport du Conseil général des Facultés de l'Université de Paris*, le nombre des examens du baccalauréat a été, pour la Faculté des Sciences, de 5.271, pour la Faculté des lettres, de 7.953, soit au total 13.224. »

diversité des humeurs des juges qui sont aussi variables que les compositions. A chaque session, il faut avoir le courage de le dire, le baccalauréat, par sa faute et non par la nôtre, fait des victimes et des heureux qui ne méritent pas leur sort. Il trouble ainsi cette précieuse notion de la justice que donne aux écoliers la vie du collège où chacun est payé selon ses mérites. Il introduit prématurément dans les jeunes esprits le culte immoral de la chance. Aussi ne sera-t-il plus toléré longtemps, sans doute, sous sa forme actuelle, dans un pays où les loteries sont presque défendues, et le moyen sera trouvé d'assurer dans une bonne mesure aux candidats le bénéfice de leurs études antérieures (1) ».

Commentant avec sa verve de journaliste le discours de Lavissee, Francisque Sarcey écrivait quelques jours après: « M. Ernest Lavissee a prononcé la semaine dernière, à la rentrée solennelle de la Faculté des lettres de Paris, un magistral discours qui aura un grand et légitime retentissement. Voilà donc enfin une bouche officielle qui dit du baccalauréat ce que nous en pensons : qu'il est la mort des études en France !

« J'ai vu le temps où le baccalauréat était ce qu'il doit être : une constatation et une sanction des études bien faites. Quand on avait passé dans un lycée de l'Etat ou même dans un bon collège communal ses dix années réglementaires, montant chaque année d'une classe à l'autre, on arrivait à ce redoutable examen sans s'y être préparé que par une recollection de ses souvenirs faite dans les derniers jours, et on l'affrontait sans émotion ni trouble. On était sûr, à moins d'un excès de mauvaise chance, d'être reçu tant bien que mal.

« La seule préparation au baccalauréat, c'étaient les dix années d'études régulièrement suivies. Le baccalauréat était comme le fruit naturel de l'éducation universitaire. On n'avait qu'à le laisser venir ; on le cueillerait à son heure.

« Les choses ont bien changé.

« Tandis qu'autrefois, les pères disaient aux enfants : Fais tes études, et le baccalauréat, qui ne saurait te manquer, ne sera qu'une preuve officielle que tu les as faites ; les pères disent aujourd'hui : Sois bachelier le plus vite que tu pourras.

« Le baccalauréat n'est plus un signe d'études bien faites ; c'est un but, à présent. On n'étudie pas pour savoir, pour se former et s'orner l'esprit, mais pour être bachelier. L'idéal, ce serait d'escamoter le baccalauréat sans avoir fait aucune des études auxquelles il sert de constatation.

« Comme ce n'est pas possible, il faut se hâter d'ingurgiter en masse, et pèle-mêle, toutes les matières du programme. Il faut

(1) Cf. Ernest Lavissee, *Etudes et étudiants*, Paris, Colin, 1890.

empiler dans la mémoire, au risque de la faire éclater comme une malle trop pleine, des réponses toutes prêtes aux questions que peuvent poser les examinateurs.

« On ne travaille donc plus que les yeux fixés sur le programme, et en vue du programme. Et ce malheureux programme est allé se distendant tous les jours : on y a fourré toutes les connaissances humaines. L'encyclopédique Humboldt ne savait pas le quart de ce qu'on demande à cette heure à un aspirant bachelier.

« Il semblerait que cette effroyable multiplicité de connaissances à se mettre dans la cervelle dût décourager les médiocrités et les paresseuses. Point du tout. Elle leur offre une prime au contraire. Il est trop clair que, les programmes étant horriblement chargés, on ne peut jamais savoir qu'une partie des matières qu'ils enferment. Ma foi ! au petit bonheur ! On se hasarde ; comme c'est affaire de pure mémoire, si l'on tombe sur ce que l'on sait, on a beau être un cancre, on passe comme une lettre à la poste. Si le hasard ne vous favorise pas, on a beau avoir été bon élève, être capable de comprendre et d'apprécier les classiques et s'être meublé le cerveau de ce nombre d'idées générales sans lesquelles il n'est pas d'honnête homme, on est honteusement refusé.

« M. Lavissee a fortement insisté sur ces mésaventures, qui déconsidèrent le baccalauréat. Ah ! comme il a raison ! C'est que dans l'examen tel qu'il se pratique, tel qu'on est obligé de le pratiquer aujourd'hui, on cherche ce que sait l'élève, tandis qu'il faudrait s'inquiéter seulement de la façon dont il sait ce qu'il sait. Peu importe, au fond, qu'il se trompe sur la nomenclature des rois de France, car, cette nomenclature, il l'aura oubliée huit jours après l'examen passé. Mais ce qui restera toujours, c'est un jugement sain, un esprit vigoureux, un goût affiné.

« Ce fantôme du baccalauréat à conquérir a désorganisé toutes les classes. Ce n'est qu'un cri chez les professeurs : ils n'obtiennent plus aucune attention pour les études désintéressées, les seules bonnes, les seules vraiment utiles. Ça sert-il au baccalauréat ? Les élèves ne sortent pas de là. Et, au lieu de faire les devoirs qu'on leur donne, ils se plongent à corps perdu dans les manuels, où la science est comprimée, entassée et distribuée en tablettes de Liebig.

« Là, comme partout, le signe a fait oublier la chose signifiée » (1).

Etant donné ce qu'était, ce que devait être le baccalauréat,

(1) Cf. Francisque Sarcey, *La question du Baccalauréat*, apud *La République française*, 15 novembre 1887. Ajoutons que Sarcey terminait son article par une proposition que Lavissee n'avait pas formulée : « Il n'y a pas à reformer le baccalauréat : on n'en viendra pas à bout. Il faut le supprimer ».

on ne comprenait pas que l'élève ne pût pas apporter à ses juges le témoignage compétent et sincère de ses maîtres, la constatation de ses succès ou de son travail. Déjà plusieurs Facultés l'avaient senti, et, à défaut d'un livret régulier, elles accueillaienl, provoquaient même tous les renseignements de nature à éclairer les jurys sur le passé scolaire des candidats. En instituant le livret d'une façon officielle et générale, le nouveau décret ne voulait pas simplement diminuer l'aléa inséparable de tout examen ; il avait aussi en vue le bien des études. Il y voyait l'unique remède au mal scolaire qui sévissait sur les élèves dès la troisième, substituant en eux la préoccupation exclusive et troublante de l'examen au souci libre et désintéressé du travail, rétrécissant les études, les stérilisant, les travestissant en une préparation mécanique, artificielle, sans sève et sans vertu. On espérait qu'un heureux changement se produirait le jour où le collégien saurait que, désormais, il ne dépendrait que de lui de se créer, par son travail, des témoins qui seraient entendus de ses juges (1).

Par crainte de porter atteinte à l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 sur la liberté de l'enseignement, le décret du 8 août 1890 ne rendait pas obligatoire la production du livret. L'article 7 de l'arrêté du 8 août 1890 se contentait de stipuler qu'il pouvait être délivré des livrets et par les établissements publics et par les établissements libres d'enseignement, sous la responsabilité des chefs de ces établissements (2). A défaut du livret, les candidats élevés dans les familles étaient autorisés à produire les notes de leurs professeurs (3). Sauf pour l'Académie de Chambéry, où elle était autorisée devant les Facultés de Lyon et devant celles de Grenoble, la production des livrets ne pouvait se faire que devant les Facultés de l'Académie dans le res-

(1) Cf. le *Rapport* de Bayet : « ...Dès la troisième, l'élève échappe aujourd'hui à l'autorité du professeur, il devient l'esclave du baccalauréat, n'apprend que les matières qui figurent au programme et se fait à lui-même un plan d'études en opposition avec celui que le maître doit faire respecter et appliquer ; désormais au contraire il saura qu'il sera jugé d'après l'ensemble de son travail dans les classes supérieures, que le jury lui tiendra compte des bonnes notes qu'il aura obtenues, même — et je dirai volontiers surtout — pour des interrogations et des compositions qui ne figurent pas au programme de l'examen. Sans doute des livrets scolaires pourront ne pas être d'une sincérité absolue, les bonnes places qui y seront inscrites n'auront parfois qu'une valeur illusoire, car le 1^{er} d'une mauvaise rhétorique peut être inférieur au 15^e d'une autre. Il appartiendra donc aux examinateurs d'apprécier la valeur de ces renseignements, mais depuis longtemps beaucoup d'entre eux les réclament... parce qu'ils y voient une garantie précieuse ».

(2) Cf. *Ibid.* « On a exprimé, il est vrai, la crainte que le livret ne parût une atteinte à l'article 63 de la loi du 15 mars 1850, mais le livret scolaire laisse intacte la liberté de l'enseignement, il n'est pas obligatoire ; les candidats conservent même le droit, si excessif qu'il soit, de se présenter devant la Faculté qu'ils ont choisie ».

(3) Cf. *Arrêté* du 8 août 1890, art. 7. Les signatures des chefs d'établissements libres et des professeurs particuliers devaient être légalisées.

sort de laquelle se trouvait l'établissement auquel appartenait le candidat au moment de son inscription (1).

Le projet de décret soumis par le Ministre au Conseil supérieur attribuait au livret scolaire une valeur numérique dans le total des points nécessaires pour l'admissibilité et pour l'admission (2). « Après une longue discussion, lisons-nous dans la circulaire du 1^{er} juin 1891, le Conseil supérieur n'a pas cru pouvoir tracer aux Facultés d'autres règles (que celle de tenir compte des renseignements contenus dans les livrets), et il s'en est remis pour l'appréciation des livrets à leur compétence et à leur sagesse. Divers systèmes étaient possibles. On pouvait dire: après examen des livrets, les Facultés peuvent dispenser les candidats de tout ou partie des épreuves écrites et orales. Sans parler d'autres inconvénients, ce système était en contradiction avec la lettre de la loi de 1850. Le Conseil supérieur ne s'y est pas arrêté. On pouvait dire encore : Un nombre déterminé de points est attribué à chaque livret par les jurys, ce nombre entre en compte dans le détail des points nécessaires pour l'admissibilité et pour l'admission. Le Conseil supérieur ne s'est pas arrêté non plus à ce système. Il a préféré voir dans le livret non plus une sorte d'épreuve déterminée, donnant lieu à une note spéciale, mais un témoignage permanent, formant un élément d'appréciation dans le jugement de toutes les épreuves, des épreuves orales aussi bien que des épreuves écrites. »

Par ces mesures ce n'était pas seulement la procédure documentaire du baccalauréat qui s'améliorait, c'était aussi le rôle pédagogique de l'examen qui tendait à s'adapter, mais pas suffisamment encore, à la mission éducatrice de l'enseignement secondaire. « L'examen du baccalauréat, écrivait Léon Bourgeois dans sa circulaire du 1^{er} juin 1891, est coordonné aux études secondaires et aux programmes de ces études ; il faut donc qu'il soit dirigé dans le même sens où sont dirigées ces études. La justice l'exige ; l'intérêt des études le commande. En effet, s'il y a discordance entre la nature ou le caractère des questions posées au baccalauréat et la direction imprimée aux classes, si, par exemple, en histoire on interroge à l'examen sur de menus faits de détail, alors qu'il est recommandé, au Lycée, de s'en tenir

(1) Cf. Décret du 8 août 1890, art. 6.

(2) Cf. le Rapport de Bayet : « Par contre elle (la Commission) n'a pas été favorable à l'article 7 qui attribue au livret scolaire une valeur numérique dans le total des points nécessaires pour l'admission. Cette appréciation arithmétique, placée à la suite de l'épreuve écrite, serait en réalité fort incertaine ; il vaut mieux laisser les examinateurs libres de se guider pendant toute la durée des épreuves par les indications du livret scolaire. Néanmoins l'appréciation de ce livret doit conserver un caractère obligatoire et aboutir à une sanction matérielle. La Commission a entendu le marquer nettement en adoptant la rédaction suivante : « Il est tenu compte, et pour l'admissibilité et pour l'admission des renseignements fournis par le livret ».

aux faits les plus significatifs, à ceux qui mettent le plus en relief les caractères d'une époque, d'une civilisation, il est bien évident que les études en seront faussées, l'effort des maîtres entravé, l'esprit des élèves déconcerté. Aussi ne saurais-je trop prier MM. les examinateurs de se pénétrer des instructions jointes aux derniers programmes de l'enseignement secondaire, qui leur ont été distribués, et de s'en inspirer aux examens » (1).

Or le plan d'études qui avait été élaboré en 1890 par une Commission que présidait Jules Simon remettait en honneur les études gréco-latines et donnait à l'éducation classique une certaine unité en associant la culture scientifique à la culture littéraire (2). Unification de l'enseignement classique et du baccalauréat, d'une part, identification du programme du baccalauréat et du plan d'études des lycées, d'autre part, la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* pouvait considérer cette réforme comme une victoire. En réalité, il n'y avait là qu'un « compromis qui, comme tous les compromis, apaise un temps les partis sans en satisfaire aucun et qui ne règle rien » (3). Léon Bourgeois préparait la réforme qui devait promouvoir l'enseignement spécial au rang d'enseignement secondaire moderne et mettre sur un pied d'égalité le baccalauréat qui devait sanctionner cet enseignement et le nouveau baccalauréat de l'enseignement secondaire classique. Il fallait donc essayer de désarmer les classiques en leur donnant quelques gages.

En même temps qu'il lançait sa circulaire du 1^{er} juin 1891 relative à l'application du décret et de l'arrêté du 8 août 1890, Léon Bourgeois soumettait au Conseil supérieur, qui le discuta et l'approuva au cours de la première session de 1891, un projet de décret transformant l'enseignement spécial en enseignement secondaire moderne et créant un baccalauréat qui prenait le nom de baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne. « C'est la

(1) Le Ministre mettait ainsi le doigt sur la plaie qui rongait le baccalauréat. Si, depuis 1847, époque à laquelle les professeurs de l'enseignement secondaire, pour faire taire les violentes et calomnieuses attaques de l'enseignement libre, furent exclus des jurys, toutes les tentatives destinées à mettre en harmonie le programme de l'examen avec le plan d'études des lycées, se révélèrent impuissantes, c'est avant tout parce que l'examen était subi non plus devant les professeurs des lycées qui appliquaient le plan d'études mais uniquement devant les professeurs des Facultés qui en ignoraient sinon l'existence du moins le contenu et l'esprit. Nous verrons que, même après la réforme de 1890 et les instructions si pressantes de Léon Bourgeois, la plaie restera ouverte parce que la cause du mal n'aura pas été supprimée.

(2) Cf. *Lettre du Ministre (Léon Bourgeois) aux membres du personnel administratif et enseignant des lycées et collèges*, du 15 juillet 1890 « Les lettres et les sciences font de droit partie d'un enseignement classique quelconque. Précisément parce que leurs effets sont très différents, leur concours est indispensable pour développer harmonieusement les facultés normales d'un esprit bien fait ».

(3) Cf. Francisque Vial, *Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire*, Paris, Delagrave, 1936, p. 242.

réforme du baccalauréat classique, votée l'année dernière par le Conseil supérieur, qui a fait apparaître aux yeux de tous ou de presque tous la nécessité de réorganiser l'enseignement spécial pour le mettre en harmonie avec des besoins nouveaux, déclare, sans ambages, Benoist, dans son rapport fait au Conseil, au nom de la Commission chargée de l'examen du projet ministériel sur l'organisation du nouvel examen et du nouveau baccalauréat. Un des traits caractéristiques de la réforme récente a été la suppression du baccalauréat ès sciences. Un des plus heureux résultats de cette suppression, ce sera sans doute qu'une partie des anciens aspirants au baccalauréat ès sciences, au lieu de renoncer aux études littéraires dès la 4^e ou la 3^e, les poursuivra jusqu'à la rhétorique inclusivement. Mais il est difficile de croire que tous les élèves entreront dans cette voie, et si par impossible cela arrivait, les véritables amis des études classiques devraient le déplorer au lieu de s'en réjouir. On se plaint souvent que dans nos classes la masse des écoliers médiocres fait tort à leurs camarades mieux doués ou plus laborieux. Combien cet inconvénient ne serait-il pas aggravé, si l'on versait tout à coup dans nos classes de lettres, y compris la rhétorique, une quantité d'élèves n'acceptant l'éducation littéraire qu'à contre-cœur, comme l'unique moyen qui leur soit laissé de conquérir le diplôme de bachelier ? Il était donc urgent d'ouvrir une autre voie à ces jeunes gens, aussi bien que de prévenir l'encombrement excessif de nos classes littéraires (1). L'idée devait venir d'utiliser pour satisfaire à ces besoins nouveaux l'enseignement qu'on avait sous la main, l'enseignement spécial, qui semblait naturellement destiné à recueillir la succession de nos anciennes classes de sciences. Depuis les programmes de 1886 et la création d'un baccalauréat particulier, on avait le pressentiment que ce baccalauréat nouveau détrônerait un jour ou l'autre le baccalauréat ès sciences, car il était plus fortement et plus logiquement constitué : au point de vue scientifique, il lui était au moins égal, et au point de vue littéraire, sauf le latin réservé à son rival, il lui était très supérieur. Que restait-il donc à faire ? Il fallait consolider et embellir l'édifice pour le rendre digne du couronnement qu'il avait reçu par avance, et faire des programmes d'études qui préparassent vraiment à ce baccalauréat, destiné par la force des choses à devenir le vrai baccalauréat scientifique et moderne. »

(1) Nous trouvons la même opinion dans les articles publiés par le fervent défenseur du libéralisme pédagogique. Henry Michel, dans le *Temps* (juillet 1890) : « Il y a, écrivait Henry Michel, dans nos programmes, trop de latin, trop de grec pour les uns, et pas assez pour les autres. Jamais on n'a osé dire franchement : nous aurons deux types d'enseignement secondaire. Dans l'un, nous mettrons tout ce dont ont besoin les jeunes gens qui se destinent aux professions où la connaissance du grec et du latin sont nécessaires ; dans l'autre, nous trouverons le moyen, à l'aide des langues étrangères et du français, enseignés à la manière classique, de former encore de bons, d'excellents esprits, des esprits libres ».

Le 4 juin 1891 un décret décidait que l'enseignement secondaire spécial prenait le nom d'enseignement secondaire moderne et, le lendemain un autre décret portant création et un arrêté portant organisation du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne étaient promulgués. La plupart des dispositions relatives au nouveau baccalauréat étaient les mêmes que celles du décret et de l'arrêté du 8 août 1890 relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique : répartition des épreuves en deux parties, à un an d'intervalle, session spéciale en mars ou en avril, bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, acquis pour un an à tout candidat admis aux épreuves écrites, faculté pour les candidats de présenter des livrets scolaires, etc. L'examen de la première partie comprenait à l'écrit deux épreuves de 3 heures chacune, notées de 0 à 20 avec le coefficient 1 : un thème anglais et une version allemande, ou, au choix des candidats, un thème allemand et une version anglaise, italienne ou espagnole, faits sans dictionnaires ni lexiques ; une composition française. A l'oral, six épreuves notées de 0 à 20 avec le coefficient 1 : une explication française, une explication allemande, une explication anglaise, italienne ou espagnole, une interrogation sur les mathématiques, une interrogation sur la physique et la chimie. Ces épreuves avaient pour base le programme de la classe de seconde de l'enseignement moderne. Les candidats pouvaient demander à être interrogés sur une troisième langue vivante. Dans l'Académie d'Alger, l'Arabe pouvait être substitué, au choix des candidats, à l'une des langues inscrites au programme. L'examen de la deuxième partie (première série) comprenait : à l'écrit, une dissertation sur un sujet de philosophie d'une durée de 4 heures et notée de 0 à 20 avec le coefficient 1 ; à l'oral, cinq interrogations notées de 0 à 20 avec le coefficient 1 : une interrogation sur la philosophie, une sur l'histoire contemporaine, une sur la géographie, une sur la littérature, une sur l'histoire naturelle. Les épreuves de cette série avaient pour base le programme de la classe de première (lettres) de l'enseignement secondaire moderne. La deuxième série comportait, à l'écrit, une composition de mathématiques et de physique d'une durée de 4 heures et notée de 0 à 20 avec le coefficient 2, à l'oral, cinq interrogations, une sur les mathématiques et une sur la physique, la chimie et l'histoire naturelle, notées de 0 à 20 avec le coefficient 2 : une sur l'histoire contemporaine, une sur la géographie, une sur la philosophie, notées de 0 à 20 avec le coefficient 1. Les épreuves de cette série avaient pour base le programme de la classe de première (sciences) de l'enseignement secondaire moderne. Les épreuves écrites et orales de la troisième série étaient les mêmes que celles de la deuxième série de l'enseignement secondaire classique et correspondaient au programme de la classe de Mathématiques élémentaires. Les diplômes portaient les mentions suivantes :

1^{re} série: Lettres-Philosophie ; 2^e série: Lettres-Sciences ; 3^e série: Lettres-Mathématiques.

Le décret du 5 juin 1891, maintenait, pour le nouveau baccalauréat, le jury tel qu'il avait été établi par le décret du 4 août 1881 pour le baccalauréat de l'enseignement spécial (1). Ce jury nommé par le Ministre, sur la proposition du recteur, était, nous l'avons vu (2), présidé par un professeur de Faculté. Il continuait de l'être ; seulement, le Ministre, désireux d'attacher le baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne aux Facultés des lettres et des sciences plus intimement que ne l'avait été le baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial, décida que les inscriptions seraient reçues, suivant les différentes parties et séries, au secrétariat de la Faculté des sciences et à celui de la Faculté des lettres ; que la police des examens appartiendrait aux doyens ; que les Facultés décideraient comme pour le baccalauréat de l'enseignement classique, si les épreuves écrites se feraient en une série unique ou en séries successives ; enfin, que celui des membres de la Faculté auquel, à défaut du doyen, appartiendrait la présidence, serait désigné par le doyen. Les autres membres du jury étaient, conformément au décret du 28 juillet 1882, nommés par le Ministre, pour trois ans, et pris dans les catégories suivantes, savoir : Première partie : trois examinateurs, dont un de l'ordre des sciences, sous la présidence d'un membre de la Faculté des lettres ; deuxième partie : 1^{re} série : deux examinateurs, dont un de l'ordre des sciences, sous la présidence d'un membre de la Faculté des lettres ; 2^e et 3^e séries : pour chaque série, deux examinateurs, dont l'un de l'ordre des lettres, sous la présidence d'un membre de la Faculté des sciences (3). En cas de besoin, il pouvait être adjoint aux jurys des examinateurs spéciaux pour les langues vivantes (4). Un arrêté, pris le 8 avril 1892, déterminait les indemnités qui devaient être allouées à tous les membres des jurys (5). En ce qui concerne les droits à percevoir pour

(1) Cf. *Circulaire* du 20 avril 1892.

(2) Cf. sup., p. 156.

(3) Une circulaire prescrivit le 15 juin 1893, que pour la troisième série il n'y avait pas lieu de constituer de jury spécial. « Ces candidats étant admis avec les élèves de l'enseignement secondaire classique dans la classe de mathématiques élémentaires devront être mis en série avec les aspirants à la deuxième série du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique ».

(4) Cf. *Circulaire* du 20 avril 1892.

(5) Voici les dispositions de cet arrêté : Art. 1. — Les membres des jurys d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne sont rétribués par série d'examens. Art. 2. — La rétribution est fixée ainsi qu'il suit : L'examineur chargé de la correction d'une épreuve écrite recevra une indemnité de 100 francs. L'épreuve orale donnera lieu, pour chaque examinateur, à une indemnité de 60 francs. Art. 3. — Les membres du jury ne résidant pas au siège de la Faculté recevront, en plus de l'indemnité spécifiée ci-dessus, une indemnité de 10 francs par jour. Ils seront, en outre, remboursés de leurs frais de voyage. Art. 4. — Lorsque les compositions écrites ont lieu en une série unique, le membre du jury désigné comme surveillant au centre de composition prévu par l'article 8, § 2, du

le compte du Trésor sur les candidats, le décret du 29 mai 1891 reproduisait les mesures prescrites par le décret du 5 février 1891 pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire classique (1). De même, le décret pris par le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, Jules Roche, le 24 août 1891, rendant applicables dans les colonies les dispositions du décret du 5 juin 1891, faisait pendant au décret du 18 novembre 1890 instituant un unique brevet de capacité colonial de l'enseignement secondaire classique en remplacement des brevets de capacité colonial ès lettres et ès sciences. Enfin, une note ministérielle, publiée en même temps que le décret et l'arrêté du 5 juin 1891, fixait les sanctions du nouveau baccalauréat (2).

décret du 5 juin 1891, et n'y résidant pas, recevra une indemnité de 10 francs par jour. Il sera remboursé de ses frais de voyage Art. 5. — Les secrétaires des Facultés des sciences et des lettres sont chargés des écritures administratives. Ils recevront pour ce service, à la fin de chaque session, une indemnité calculée à raison de 5 pour cent sur les droits d'examens acquis au Trésor. — Sous un tel régime la rétribution moyenne était de 3 fr. 50 pour la correction d'une composition et de 3 francs pour une interrogation orale.

Un arrêté pris le 14 janvier 1896 par Emile Combes ramena à 50 francs l'indemnité allouée pour la correction de l'épreuve écrite et à 30 celle qui était due pour l'épreuve orale. En outre, lorsque la série ne comptait pas plus de 15 candidats la rémunération était réduite à 50 francs pour l'écrit et à 15 francs pour l'oral. Si le nombre des candidats dépassait 30 ou un multiple de 30, la rémunération était fixée ainsi qu'il suit, pour chaque candidat en excédent : Correction d'une épreuve écrite, 1 franc 50 centimes ; épreuve orale, 1 franc. L'épreuve orale donnait lieu à une rémunération de 2 francs par candidat s'il s'agissait de candidats anciens admissibles.

« L'obligation d'apporter la plus stricte économie dans les dépenses publiques, écrivait aux Recteurs, le 18 janvier 1896, Emile Combes, m'a contraint de diminuer les allocations accordées jusqu'ici aux membres des jurys d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne. Telles qu'elles sont fixées désormais, elles restent encore suffisamment rémunératrices ».

(1) Ces droits, pour l'un comme pour l'autre baccalauréat, se répartissaient ainsi : Première partie : Examen : 30 francs, certificat d'aptitude, 10 francs. Deuxième partie : Examen : 30 francs, certificat d'aptitude, 10 francs, diplôme, 40 francs. Lorsque le candidat était ajourné, il lui était remboursé 10 francs pour la première partie, 50 francs pour la seconde. Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par la Faculté, ne répondait pas à l'appel de son nom, perdait le montant des droits qu'il avait consignés.

(2) Comme on peut le voir, cette note étend les prérogatives accordées au baccalauréat de l'enseignement spécial par la note du 11 septembre 1886. — *Ministère de l'Agriculture* : Administration centrale ; Ecoles nationales d'agriculture (dispense de l'examen) ; Institut agronomique (avantage de points) ; Ecoles vétérinaires. *Ministère du Commerce et de l'Industrie* : Administration centrale ; Postes et Télégraphes (avantage de points) ; Ecole des hautes études commerciales (avantage de points) ; Ecoles supérieures de commerce de Paris, de Bordeaux, du Havre et de Lyon (avantage de points) ; Institut industriel de Lille (admission de droit en deuxième année, dans la division de Technologie, et en première année dans la division du Génie civil) ; Ecole centrale Lyonnaise (dispense de l'examen). — *Ministère des Finances* : Administration centrale ; Commis stagiaire ; Contributions directes ; Surnumérariat, Enregistrement, Domaine et Timbre ; Surnumérariat et Cadres auxiliaires ; Perceptions, Manufactures nationales. — *Ministère de la Guerre* : Administration centrale ; Ecole Polytechnique ; Ecole de Saint-Cyr. — *Ministère de l'Intérieur* : Administration centrale ; Commissaire de police ; Inspecteur spécial de la police des chemins de fer. — *Ministère de la Justice et des Cultes* : Administrations centrales. — *Ministères de la Marine et des Colonies* : Administrations centrales ; Per-

Telle est l'économie de la réforme de 1890-1891. Caractérisée par la coexistence de deux types opposés de baccalauréat de l'enseignement secondaire, nous pouvons dire de cette réforme ce que dit M. Francisque Vial de la réforme du plan d'études des lycées et collèges réalisée à la même époque : elle « ne tarde pas à apparaître comme un danger. Elle risque de compromettre l'unité spirituelle de la nation et de créer deux jeunesses rivales. Le malaise persistant de l'Université non seulement n'avait pas été guéri, mais avait été aggravé par le remède qu'avait appliqué V. Duruy, et qui était la création d'un type spécial d'enseignement moderne. Il fallait trouver autre chose. (1) »

sonnel administratif des ports et arsenaux ; Emplois de pharmacien de 1^{re} classe. — *Ministère des Travaux publics* : Administration centrale ; Personnel administratif secondaire des Ponts et Chaussées (dispense de l'examen). — *Ministère de l'Instruction publique* : Administration centrale ; Licence ès sciences ; Pharmacien de 1^{re} classe ; Pharmacien de 2^e classe ; Ecole normale supérieure (Sciences) ; Emplois de l'administration académique ; Emplois de répétiteurs ; Certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes (Lycées et Ecoles normales) ; Certificat d'aptitude à l'enseignement des Classes élémentaires ; Certificat d'aptitude au professorat des Ecoles normales ; Certificat d'aptitude à l'inspection primaire.

(1) Cf. Francisque Vial, *Trois siècles d'Histoire de l'enseignement secondaire*, Paris, 1936, Delagrave, p. 243, 244.

CHAPITRE XII

LE BACCALAURÉAT DE 1902 A NOS JOURS

Contrairement aux espérances de Léon Bourgeois, la réforme de 1890-1891, loin d'apaiser l'éternelle controverse entre modernes et classiques, en avait accentué l'acuité. A tous, cette réforme apparaissait comme insuffisante et inutile, voire dangereuse : aux uns, parce qu'ils ne voyaient dans le baccalauréat de l'enseignement moderne qu'une caricature du baccalauréat de l'enseignement classique, aux autres, parce que le programme trop littéraire du nouveau baccalauréat leur semblait en diminuer la valeur scientifique. Quant aux prérogatives qu'on avait conférées au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne, si elles avaient irrité les classiques, elles n'avaient pas satisfait ceux qui voulaient lui ouvrir l'entrée de toutes les carrières libérales. Les Facultés de médecine et de droit refusaient obstinément d'assimiler les deux diplômes. Elles ne consentaient à admettre les élèves de l'enseignement moderne qu'après dispense demandée et examinée pour chaque cas. Ainsi, l'enseignement moderne était reconnu capable de mener ses élèves au baccalauréat de l'enseignement secondaire, il était même avantagé puisque les études y duraient une année de moins que dans l'enseignement classique ; mais l'équivalence des diplômes était contestée et les bacheliers modernes se trouvaient écartés de l'enseignement supérieur dont le baccalauréat classique restait le premier certificat.

Il serait vain cependant d'envisager, pour mettre en lumière cette situation paradoxale, la seule égalité des sanctions. En réalité, surtout depuis 1880, on assiste, comme nous avons déjà eu l'occasion de le noter, à la mise en accusation de l'enseignement secondaire et particulièrement des humanités gréco-latines (1).

(1) Cf. Ch. Bigot, *Questions d'enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1886, passim. « On se plaignait naguère, écrit Ch. Bigot, que l'Université enseignât médiocrement le latin, et plus médiocrement encore le grec. On n'avait pas tort. Les juges du baccalauréat auraient refusé les trois quarts des candidats, s'ils n'avaient été fort indulgents pour les solécismes et les barbarismes de la composition latine; quant au grec, tout ce qu'ils pouvaient demander aux élèves sortant de rhétorique, c'était

Par définition l'enseignement secondaire, considéré comme l'enseignement des généralités, devaient former transition entre les éléments appris à l'école primaire et les spécialités de l'enseignement supérieur. Malheureusement les études classiques, socialement réservées à la vieille bourgeoisie aisée, ouvrant l'accès aux carrières libérales et aux fonctions publiques de direction, n'avaient point répondu à l'attente d'une nouvelle bourgeoisie industrielle et commerciale, ni à l'avènement d'une démocratie utilitariste. D'autre part, l'enseignement moderne, frappé de discrédit, ne se développait pas à la mesure que la nouvelle clientèle des études secondaires exigeait pour ses besoins d'une culture moins littéraire et plus scientifique.

Cette contradiction où se trouvait pris l'enseignement secondaire était sentie par tous. Mais si, de 1891 à 1902, nulle réforme importante ne s'accomplit dans le régime des études, et partant, dans les programmes et la procédure du baccalauréat (1), c'est

à peu près d'en lire couramment les caractères. On a changé, en 1880, les programmes, on continue à s'en plaindre plus que jamais... Il est certain que depuis 1880, nos élèves ne savent pas mieux le grec et le latin qu'ils ne le savaient autrefois... Je serai franc; j'avouerai même qu'à mon avis, ils le savent moins; non pas le grec, la chose serait je crois impossible, mais le latin tout au moins. » On trouve les mêmes plaintes et les mêmes attaques dans E. Maneuvrier, *L'Education de la bourgeoisie sous la République*, Paris, L. Cerf, 1888; dans E. Raunié, *La Réforme de l'Instruction nationale*, Paris, Librairie Illustrée, 1888; dans R. Frary, *La Question du latin*, Paris, 1885. « Les dernières réformes, déclare Frary, avaient pour objet de donner moins de temps au latin, sans en affaiblir l'étude; il paraît démontré que les élèves sont bien arrivés à se donner moins de peine pour apprendre le latin, mais qu'ils en savent moins. »

(1) Notons cependant que, de 1892 à 1900, on compte 6 décrets, 14 arrêtés et 109 circulaires ou instructions ministérielles ayant pour objet le baccalauréat. De ces documents officiels nous estimons devoir en retenir huit, parce qu'ils nous paraissent apporter au régime de 1890-1891 des modifications ou des précisions intéressantes.

1^o La circulaire du 15 novembre 1894, prescrivant que les candidats admissibles aux épreuves orales de la première partie du baccalauréat classique, avant de subir les interrogations réglementaires, auraient à faire par écrit un thème allemand ou anglais; qu'il leur serait remis, à cet effet, un texte autographié comprenant quelques phrases faciles, avec des interlignes pour recevoir leur traduction; que la traduction des mots difficiles serait indiquée sur ce texte; qu'une demi-heure serait accordée aux candidats pour cet exercice; que l'appréciation de cette partie d'épreuve serait faite par l'examineur de langues vivantes avant l'explication du texte allemand ou anglais, au fur et à mesure de l'appel des candidats admissibles, et qu'elle pourrait donner lieu, de la part de l'examineur, à des observations et à des questions; enfin que cette appréciation entrerait en compte conjointement avec l'explication d'un texte allemand ou anglais dans la détermination de la note attribuée.

Cette circulaire fut prise à la suite d'un vœu émis, le 28 décembre 1893, par les membres du Conseil supérieur de l'Instruction publique, Barthélemy, Bernès, Bouchard, Boutmy, Bréal, Charpentier, Chevrel, Edon, Figuiéra, Fournier, Gourraigne, Jost, Morel, Niewenglowski, Perrot, Poiré, Mlle Salomon et Toussaint, demandant qu'une composition écrite de langue vivante fut rétablie au programme des épreuves du baccalauréat classique, et que des deux notes attribuées à la langue étrangère, l'une fut donnée d'après la valeur de cette épreuve écrite.

La Section permanente saisie de ce vœu estima que si une épreuve écrite d'admissibilité était attribuée à l'enseignement des langues vivantes, il n'y aurait aucune raison de ne pas accorder une sanction égale

que tous, classiques et modernes, s'accordaient à la fois sur la grandeur de l'entreprise et sur le besoin actuel d'une certaine stabilité. L'enquête de 1885 n'était pas si loin. N'était-il pas préférable d'attendre de nouveaux éléments d'appréciation pour re-

aux enseignements des sciences, du grec, de l'histoire et de la géographie, ce qui contribuerait, en voulant mettre ainsi tous les enseignements sur le même plan, à les contrarier et à les affaiblir les uns par les autres, mais, considérant qu'il convenait de donner un moyen d'appréciation suffisant à une épreuve orale affectée d'un double coefficient, elle fut d'avis de transformer l'épreuve, à l'examen oral, en exercices écrits et en exercices oraux. Le Ministre adopta cet avis. Le décret du 24 juillet 1899 autorisa les candidats à remplacer l'anglais et l'allemand par l'italien et l'espagnol.

2° Le décret du 31 juillet 1896 prescrivant que les épreuves écrites de la 1^{re} série de la 2^e partie du baccalauréat classique comporteraient, outre la composition de philosophie, une composition portant, au choix des candidats, soit sur les mathématiques, soit sur les sciences physiques et naturelles. Ce décret fut suivi, le 10 avril 1897, d'une circulaire spécifiant que cette composition porterait sur trois sujets qui ne seraient pas obligatoirement pris dans la même partie du programme.

3° L'arrêté du 31 juillet 1896 prescrivant que l'interrogation sur les mathématiques à la 1^{re} partie du baccalauréat classique, aurait un coefficient double : arithmétique et algèbre, 1; géométrie et cosmographie, 1.

4° La circulaire du 28 août 1896, relative à l'explication des auteurs aux épreuves du baccalauréat classique. En vertu de l'arrêté du 8 août 1895, la liste des auteurs français, grecs et latins indiqués par le plan d'études de 1890 pour les classes supérieures des lycées et collèges, avait été considérablement étendue. Une Commission, dite Commission des auteurs classiques, fut appelée à étudier les mesures à prendre en vue de l'application aux épreuves du baccalauréat classique de l'arrêté du 8 août 1895. Elle était composée de MM. Berr, Bernès, Bompard, Cahen, Dauphiné, Desjardins, Doumic, Edet, Gréard, Lanson, Liard, Morand, Pellissier, Pichon, Rabier, Rocheblave.

« Les listes d'auteurs dressées pour les classes supérieures jouent au baccalauréat un double rôle, lisons-nous dans le remarquable rapport présenté par M. H. Bernès, au nom de la Commission, à la Section permanente du Conseil supérieur. Elles forment officiellement, pour les diverses littératures, le programme des épreuves orales dites *explications d'auteurs*. Elles constituent également en fait, avec les sommaires du cours d'histoire littéraire, une sorte de programme pour l'épreuve écrite de français, en tant du moins que les sujets en sont choisis dans le domaine de la critique. La réaction qui s'est naguère produite contre l'abus d'exercices trop purement formels, l'introduction d'un cours d'histoire des littératures dans l'enseignement secondaire, le mouvement général qui a poussé en France au développement de la critique et de l'érudition, ont amené les Facultés à faire de ces programmes un usage qui a suscité des plaintes légitimes. Dans les examens oraux, pour le français, l'explication des textes a été souvent non plus seulement complétée, mais remplacée par des interrogations de critique et d'histoire littéraire. Dans les examens écrits, les analyses, les appréciations, les biographies, les dissertations critiques ou historiques se sont multipliées.

On a été séduit sans doute par l'apparence de précision qu'offrent les sujets de ce genre. On ne s'est pas aperçu qu'en voulant abolir le formalisme du lien commun, qui recouvre peut-être dans des esprits jeunes, plus de sincérité et de vie qu'on ne croit, on lui en substituait un autre, toujours stérile, celui du fait mort et de la formule apprise...

Les explications approfondies de la classe, des lectures personnelles sérieuses, ne les familiariseront jamais (les candidats) qu'avec une partie du programme. Ce qu'il leur faut, c'est une revue hâtive du tout, des analyses toutes faites, des résumés critiques, de l'extrait littéraire habilement condensé, et qu'on puisse à jour dit délayer en dissertations. Voilà ce qu'ils demandent au professeur; s'il se prête mal à le fournir, c'est le manuel qui devient le maître et l'oracle. Et ce savoir indigeste, dont l'esprit ne gardera aucun profit durable, dont l'acquisition machinale habitue la pensée à une passivité inerte, ils ne s'exercent même pas à en soigner la mise en œuvre, à le présenter avec art...

Alors que l'application de programmes relativement restreints a pu

prendre le problème avec des chances de lui trouver une solution valable ? Cependant en dehors des cercles universitaires, l'offensive moderniste se poursuivait et préparait l'opinion aux réformes décisives. Marcellin Berthelot commandait ce mouvement. Enclin à confier l'éducation purement littéraire aux langues anciennes,

donner naissance à d'aussi regrettables habitudes, n'est-il pas à craindre qu'une extension de ces programmes les aggrave singulièrement ?... Pour parer à ce danger, un moyen tout empirique se présente d'abord à l'esprit : choisir dans le programme des classes un nombre restreint d'auteurs des trois langues, et, de cette liste, plus courte, au besoin, que les listes actuelles, faire le programme du baccalauréat...

Aux yeux des élèves et des familles, aux yeux mêmes des professeurs, la liste du baccalauréat serait bientôt la seule qui compterait ; une fois de plus, l'examen asservirait l'enseignement. Cette mesure aurait un défaut plus grave. Elle laisserait, en le circonscrivant, subsister le mal qu'il faut guérir. Il n'est pas dans les programmes, mais dans l'usage qu'on en fait, dans une certaine conception de l'examen... Dans son esprit comme dans sa forme, un examen doit être exactement adapté aux études dont il est la sanction. Si donc, au cours des classes, l'éducation littéraire cherche surtout à rendre les jeunes gens capables, d'une part de se former des idées justes, de les enchaîner logiquement, de les présenter sous le biais convenable, de les exprimer correctement et clairement, d'autre part de comprendre un texte et d'y apprécier ces mêmes qualités, c'est aussi, croyons-nous, avec la connaissance des langues, cette double aptitude qui devraient avant tout contrôler les épreuves littéraires du baccalauréat...

Nous avons indiqué pour quelles raisons, la plupart du temps, les sujets de critique ou d'histoire littéraire peuvent malaisément servir à asseoir un jugement de cet ordre. Il en est de même des exposés historiques ou géographiques... Nous croyons que ces exposés, ainsi que les dissertations littéraires, doivent disparaître de l'examen. Assez de sujets variés, dùt-on souvent écarter comme bien difficiles les développements ou discussions de maximes et de pensées, s'offriront au choix des examinateurs...

Il est un travail que proposent déjà au baccalauréat quelques Facultés, et qui, trop difficile peut-être pour être imposé comme matière unique, pourrait figurer plus souvent au nombre des trois sujets entre lesquels le règlement donne le choix. C'est le commentaire écrit, guidé par un questionnaire à la fois précis et discret, d'une page française dont le texte imprimé est distribué aux candidats. L'explication littéraire à la fois et littéraire des textes français, analogue à celle des textes latins et grecs, est un des exercices les plus éducatifs qui se pratiquent actuellement dans l'enseignement secondaire. Lui donner sa place au baccalauréat, dès l'épreuve écrite, aurait le double avantage de le recommander à l'attention des maîtres et des élèves, et d'établir, sur un point de plus, la correspondance entre l'examen et les classes.

Pour les mêmes raisons, nous croyons qu'aux épreuves orales l'interrogation de français devrait toujours comprendre une explication de texte, dont les questions d'histoire littéraire ne seraient que le complément. Nous avons été amenés à nous demander si pour cette explication, aussi bien que pour celles du latin et du grec, il y avait lieu, en raison de l'étendue des programmes, de revenir à une disposition ancienne, et d'autoriser chaque candidat à composer lui-même la liste des auteurs sur lesquels porterait son examen. Les raisons qui ont fait abroger cet article de l'ancien règlement nous paraissent toujours valables. Il n'est pas bon que dans les classes la pression des élèves et des familles s'exerce en vue de faire adopter toujours tels textes d'explication, plus courts ou plus faciles que d'autres...

Tout aspirant au baccalauréat doit être capable d'expliquer quelques lignes d'un texte français à peu près quelconque, d'un texte latin ou grec de difficulté moyenne, et de répondre aux quelques questions de grammaire qui peuvent lui être posées à propos de ce texte... Il nous a semblé, cependant, que pour rassurer ceux qu'effrayerait l'étendue des programmes nouveaux, pour permettre à tous, au besoin, de tirer parti, à l'examen, du travail fait en classe, une disposition additionnelle pourrait être avantageusement jointe au règlement actuel : chaque candidat, en se faisant inscrire, joindrait à ses autres pièces la liste de deux auteurs

se méfiant des littératures modernes, Berthelot entendait que l'on créât un enseignement approprié aux exigences de l'époque et dont l'étude des sciences propres à développer les qualités d'observation et de rigoureuse logique eût fourni l'élément essentiel de la nouvelle culture. « Deux enseignements parallèles, écrivait-il, et doués des mêmes prérogatives, l'un fondé essentiellement sur les lettres anciennes, mais avec une certaine culture scientifique ; l'autre fondé essentiellement sur les sciences, mais avec une certaine culture littéraire moderne, telle me paraît être la

grecs, de deux auteurs latins, de quatre auteurs français, du programme de rhétorique, sur lesquels il se déclarerait ainsi particulièrement prêt. Le jour des épreuves orales, si l'une de ses notes d'explication restait au-dessous de la moyenne, l'examineur devrait l'en prévenir et, s'il le demandait, lui désigner, avant d'inscrire définitivement sa note, un passage à expliquer dans un des auteurs de sa liste. »

La Section permanente écarta cette proposition en faisant observer que ce recours offert à l'élève aurait été légitime s'il s'agissait pour lui de montrer qu'il avait lu un texte et qu'il en connaissait le contenu. L'épreuve, ayant uniquement pour but de prouver que le candidat est en état de comprendre un passage de moyenne difficulté, ne lui paraissait pas devoir comporter une sorte de droit d'appel puisqu'elle ne comportait aucun élément de surprise. Par contre elle adopta toutes les autres conclusions du rapport de M. Henri Bernès. Et la circulaire du 28 août prescrivit : 1° qu'il y avait lieu d'exclure, à l'examen écrit, les sujets impliquant une étude spéciale et une connaissance présente de l'un quelconque des textes inscrits au programme ; 2° qu'il y aurait intérêt à faire une place, dans l'examen écrit, sans toutefois lui donner la préférence sur les sujets d'un autre genre, aux explications écrites portant sur des textes accompagnés d'un questionnaire, imprimés ou autographiés d'avance et remis aux candidats ; 3° qu'à l'examen oral, les épreuves de grec, de latin et de français consisteraient en une explication d'un passage d'auteur pouvant être suivie de questions d'histoire littéraire mais excluant tout compte rendu ou analyse faits de mémoire.

5° Les arrêtés du 12 mars 1897 disposant que, aux épreuves orales du baccalauréat classique et du baccalauréat moderne, la note commune affectée du coefficient 1 qui était attribuée à l'histoire et à la géographie serait divisée en deux notes distinctes à chacune desquelles correspondrait le coefficient 0,5.

6° Les deux circulaires du 10 avril 1897, prescrivant que, pour empêcher les préparations partielles, les sujets de physique de la première partie du baccalauréat moderne pourront être pris dans différentes parties du programme et qu'il en sera de même pour les sujets de physique et de sciences naturelles de la deuxième partie du baccalauréat classique.

7° Le décret du 21 juillet 1897 qui est encore de nos jours la charte de la police de l'examen et que nous reproduisons aux annexes.

8° Le décret du 14 janvier 1909 abrogeant l'article 7 du décret du 19 juin 1880 et autorisant l'usage du dictionnaire pour l'épreuve de la version latine à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique. Ce décret fut pris par Georges Leygues à la suite d'un rapport présenté au Conseil supérieur de l'Instruction publique par P. Clairin. Le projet de décret avait été l'objet d'une discussion très vive au Conseil supérieur, à la session de juillet 1899. Ce n'est qu'après avoir fait l'objet d'une enquête auprès des recteurs et du personnel enseignant des lycées et des collèges qu'il fut de nouveau présenté au Conseil à la session de janvier 1900 et favorablement rapporté par P. Clairin. « Il y a près de vingt ans, écrivait le rapporteur, que le lexique latin-français a été seul autorisé à l'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique pour l'épreuve de la version latine. L'expérience dure depuis un temps suffisant pour qu'on puisse la juger, et les résultats obtenus font désirer qu'elle ne se prolonge pas davantage... C'est l'opinion, sinon unanime, du moins de la très grande majorité du personnel de l'Université. »

formule la plus désirable de notre temps, et celle à laquelle on sera ramené par la force des choses » (1).

La diminution alarmante du nombre des bacheliers scientifiques (2), la difficulté de recruter des ingénieurs, les plaintes des Facultés des sciences vinrent confirmer le vœu de Berthelot. Jules Lemaitre, dans une retentissante conférence à la Sorbonne (3), le 5 juin 1898, s'était élevé, lui aussi, mais avec plus de violence, contre « l'anachronisme effronté de l'enseignement classique dans une société démocratique ». Il désirait qu'un enseignement moderne comportât des cours de langue et de littérature françaises, l'allemand et l'anglais, des notions d'histoire nationale, de sciences et de mathématiques, un enseignement plus développé de la géographie. Mais plus grave que la controverse sur le destin des humanités classiques ou modernes et du baccalauréat qui en était la sanction officielle, apparaissait à certains esprits, et en particulier à certains membres du Parlement, la situation faite à l'enseignement libre en face de l'enseignement de l'Etat. De nouveau, le monopole de l'enseignement était demandé par une fraction importante de l'opinion républicaine, inquiète de la résistance entretenue et développée par les congrégations religieuses qui se vouaient à l'enseignement secondaire. En effet, depuis une vingtaine d'années, les institutions congréganistes avaient gagné de nombreux élèves alors que le recrutement des lycées et des collèges ne s'accroissait guère. On évaluait à 47 % environ l'effectif des lycées et collèges et à 45 % celui des maisons d'éducation chrétienne (4). L'enseignement libre laïque était tombé au très faible pourcentage du reste. Cette répartition des élèves, seule l'abrogation de la loi Falloux pouvait, semblait-il, la modifier. Cependant l'opinion publique ne paraissait pas, en majorité, disposée à l'admettre. Et les griefs que le développement de l'enseignement congréganiste soulevait se retournaient contre le baccalauréat qui était, pour la liberté de l'enseignement secondaire, la meilleure arme de défense (5).

(1) Cf. M. Berthelot, *La science éducatrice*, in *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1891.

(2) En 1889, les bacheliers scientifiques étaient de 3.433; ils n'étaient plus que 2.504 en 1898. Dans le même temps, les bacheliers littéraires étaient passés de 3.844 à 5.166.

(3) Cf. Paul Crouzet, in *Revue Universitaire*, 1898, t. II, pour les commentaires provoqués par cette conférence.

(4) Le *Rapport* de Bouge sur le budget de l'Instruction publique en 1897, fort discuté par Jules Payot, in *Revue Universitaire*, janvier 1897.

(5) Cf. E. Boutmy, *Le Baccalauréat et l'Enseignement secondaire*, Paris, Armand Colin, 1899, p. 6 et 7. « ...Le baccalauréat a pour lui, par instinct ou par raisonnement, deux classes d'hommes qu'on voit ordinairement aux prises l'une avec l'autre : les représentants de l'enseignement libre, et, au moins pour une partie, les théoriciens passionnés d'une ingénierie et d'un contrôle de plus en plus actif de la part de l'Etat. Ceux-ci, après tout, sont en possession; ils ne se soucient pas de se dessaisir; il y a beaucoup d'inconnu dans l'effet des substituts qu'on leur offre;

Dans la double lutte entre classiques et modernes, entre partisans et adversaires du monopole de l'enseignement, le baccalauréat devait donc, par la force même des choses, servir de cible aux uns, de bouclier aux autres, d'enjeu à tous. Dès le 4 février 1896, un projet de loi qui en demandait la suppression était déposé sur le bureau de la Chambre des députés, par Emile Combes, Ministre de l'Instruction publique, sous le titre : *réforme des épreuves terminales des études secondaires* (1). « De toutes les parties de l'organisation universitaire qui date du décret de 1808, écrit le Ministre dans son exposé des motifs, le baccalauréat est celle qui a été le plus constamment et le plus unanimement critiquée. Il n'en est pas non plus qui, en raison de ces critiques, ait été plus souvent modifiée : mais toujours sans succès... La dernière réforme a échoué comme les précédentes, et les inconvénients du baccalauréat se révèlent, à peu de chose près, toujours aussi nombreux et aussi graves. Comment expliquer l'échec de toutes ces tentatives ? La raison en est que, à travers toutes ces vicissitudes, le baccalauréat a gardé le vice radical qu'il tenait de son statut d'origine. On peut dire que le baccalauréat est mal né. Pour faire œuvre efficace et durable, c'est sa constitution même qu'il faut changer. Le décret du 17 mars 1808, qui a créé ou pour mieux dire organisé le baccalauréat, tel qu'il existe aujourd'hui, porte, d'une part, que cet examen a pour matière « tout ce qui s'enseigne dans les hautes classes des lycées », d'autre part,

ils craignent de perdre au change et croient plus sûr de maintenir l'état existant. Les représentants de l'enseignement libre sont attachés au baccalauréat pour d'autres raisons qui peuvent être résumées en une phrase : la suppression de cet examen les exposerait à voir revivre en fait le monopole de l'Université. Les Facultés de médecine et de droit, les administrations publiques sont les grandes consommatrices de bacheliers ; elles absorbent la presque totalité des quantités produites. Le baccalauréat supprimé, rien ne les empêcherait de décider spontanément ou sur injonction, qu'elles n'admettront à leurs examens, grades ou emplois, que des jeunes gens munis du certificat d'études d'un lycée de l'Etat. Privés de leur principal débouché, les établissements libres se videraient et n'auraient plus qu'à fermer leurs portes ; le baccalauréat les protège contre de tels actes d'intolérance. Il leur procure deux avantages considérables : 1° un jury élevé dont l'impartialité est au-dessus de tout soupçon ; 2° un titre uniforme qui sert d'écran entre elles et les autorités dont elles peuvent redouter la malveillance. Le diplôme de bachelier octroyé par l'Etat suffit et répond à tout ; il n'y a pas lieu de remonter au delà et de s'enquérir des préparations antérieures. Voilà comment le baccalauréat, examen officiel, est devenu la meilleure sauvegarde de la liberté de l'enseignement secondaire, et voilà pourquoi les représentants de l'enseignement secondaire libre sont aujourd'hui ses défenseurs les plus fidèles et les plus décidés. Si le monopole de l'Université avait subsisté, il est à peu près certain que le baccalauréat aurait disparu depuis longtemps. L'établissement d'un régime de droit commun est ce qui a le plus fait pour nous le conserver ; l'impossibilité de renoncer aujourd'hui à ce régime est ce qui garantit le mieux le maintien et la durée d'une institution décriée ou discréditée auprès de beaucoup de bons esprits. »

(1) Cf. *Travaux parlementaires*, Chambre des députés, Sixième législature, Session de 1896, Annexe au procès-verbal de la séance du 4 février 1896. Projet de loi sur la réforme des épreuves terminales des études secondaires, présenté au nom de M. Félix Faure, Président de la République Française, par M. Combes, Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.

qu' « il est subi devant les facultés ». De cette contradiction intime proviennent tous les malaises dont notre régime scolaire n'a pas depuis lors cessé de souffrir. Non seulement le baccalauréat est une gêne et même une cause de trouble pour les études, qui sont forcées de se plier à ses exigences, mais il donne prise aux critiques les mieux fondées, par le caractère hasardeux, souvent injuste, on peut même dire immoral, de ses résultats. » Tel est le préambule de cet exposé des motifs qui comprend trente pages.

L'enfant « mal né » avait grandi en force sinon en sagesse. Il était même exactement dans la quatre-vingt-huitième année d'une existence orageuse, au moment où Combes l'appelait dans l'arène. Une simple chiquenaude, fût-elle appliquée par le Grand Maître de l'Université, n'aurait pas suffi à lui faire perdre l'équilibre et à le mettre enfin définitivement hors de combat. Aussi, de tous ceux que le baccalauréat avait jusqu'alors essuyés, le réquisitoire ministériel est-il à la fois le plus serré et le plus violent. Aucune arme n'est mouchetée de ce scepticisme qui est la caractéristique habituelle des actes d'accusation administratifs. Chaque flèche, amoureusement aiguisée, savamment empoisonnée, est destinée à porter le coup mortel.

Et d'abord, Combes reproche au baccalauréat non seulement d'imposer une énorme perte de temps et une surcharge fastidieuse aux membres de l'enseignement supérieur, au grand dommage du travail scientifique, qui est la vraie raison d'être de cet enseignement et la vraie fonction de ses maîtres (1), mais surtout de réduire la durée des études dans les hautes classes de l'enseignement secondaire (2), d'y apporter un trouble profond et d'y exercer une influence délétère. Résumant ses griefs, sur ce point particulier, en une formule lapidaire, le Ministre déclare : « Dans la période de travail que déjà il écourte, le baccalauréat ne permet même pas de travailler en paix. » Le mal signalé par Combes était réel. Le rapport que, quatre mois après, M. Henri Bernès présentait, au nom de la Commission des auteurs classiques, à la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, mettait en pleine lumière que, en raison même de la nature des sujets proposés aux candidats, le travail de la classe ne pouvait pas se confondre suffisamment avec la préparation de

(1) Les sessions du baccalauréat de l'année scolaire 1894-1895 avaient eu, dans l'Académie de Paris, une durée totale de 109 jours, soit : 32 jours pour la session de novembre 1894, 8 jours pour la session complémentaire d'avril 1895, 41 jours pour la session de juillet 1895, et 28 jours pour la session de novembre 1895.

(2) La première session s'ouvrait dès les premiers jours de juillet, c'est-à-dire un mois avant l'ouverture des grandes vacances, et la seconde n'était close, dans plusieurs Académies, qu'aux derniers jours de novembre. C'était donc, pour beaucoup d'élèves, dans la même année scolaire, deux mois perdus au commencement et un mois à la fin.

l'examen (1). Si, d'une part, le programme du baccalauréat ne comprenait, ni tous les exercices de la classe, ni toutes les matières de l'enseignement, il sortait, d'autre part, du cadre des matières qui figuraient au programme de la classe de rhétorique pour étendre ses épreuves au programme des classes antérieures. De la sorte, autre chose était la classe, autre chose la préparation de l'examen. Le mal s'aggravait du fait des divergences qui naissaient inévitablement de l'interprétation des programmes. Ainsi, faisait remarquer le Ministre, avant M. Bernès, « le programme d'histoire de la littérature française porte que, dans chacune des classes de seconde et de rhétorique, il sera fait, pour le cours tout entier, qui s'étend des origines de la langue à la littérature du XIX^e siècle, « 15 leçons, d'une heure au plus, y compris les interrogations ». Les instructions officielles adressées aux professeurs insistent, conformément à l'intention formelle du Conseil supérieur, sur la nécessité de ne pas dépasser ces strictes limites dans un enseignement dont le développement ferait des classes secondaires, au préjudice de leurs exercices les plus essentiels, une contrefaçon misérable de l'enseignement supérieur. Or, en fait, il n'est guère d'académie, il n'est guère de session du baccalauréat où l'on ne propose aux candidats des sujets d'histoire littéraire qui supposeraient un cours d'une année entière ou même davantage (2). Même désaccord, bien plus grave encore,

(1) Nous avons donné (cf. p. 208, note) de larges extraits de ce rapport.

(2) Voici quelques exmples de ces sujets proposés, en 1895, par diverses Facultés :

De l'oraison funèbre de l'antiquité comparée à celle du XVIII^e siècle. Ressemblances et différences.

L'Hôtel de Rambouillet.

La Renaissance a-t-elle nui au développement spontané de la littérature française ?

Le métrique de la *Chanson de Rolland*.

Montrer la supériorité de la prose sur la poésie dans notre littérature au XVIII^e siècle et en expliquer les raisons.

Donner une idée de la société des précieuses au XVIII^e siècle. Quelle influence a-t-elle exercé sur l'esprit et sur la langue ?

Qu'est-ce que le romantisme ?

Comparer Pascal, La Bruyère et La Rochefoucauld.

Les satiriques latins.

La parodie au XVIII^e siècle.

Quels sont les traités conclus sous Louis XIV et quelles en ont été les conséquences au point de vue de l'agrandissement territorial de la France ?

Présenter un résumé de l'histoire de l'Autriche et de la Prusse au XVIII^e siècle.

Etat politique, intellectuel et moral de l'Europe à l'époque du traité de Westphalie.

Une Faculté avait proposé, le même jour, en 1892, pour la première partie du baccalauréat moderne, les trois sujets suivants :

Les réformes de Colbert;

Les acquisitions territoriales pendant le règne de Louis XIV;

L'Inde française au XVIII^e siècle.

Avec ces sujets, on peut en relever d'autres du même type dans la *Revue Universitaire* des années 1891 à 1902 et dans la brochure de M. Paul Crouzet, *Pour et Contre le Baccalauréat*. Nous nous en voudrions de ne pas reproduire le suivant, qui fut proposé après la réforme de 1902, et dont M. Crouzet pouvait dire sans exagération, ni même ironie, qu'il avait « certes demandé beaucoup de travail à son auteur », mais qu'il serait

au sujet du programme de philosophie. Ce programme, identique dans sa lettre pour la classe et pour l'examen, est, en fait, constamment amplifié, surchargé, surélevé au delà de toute mesure par les sujets d'examen. Aussi lorsqu'on reproche, non sans raison d'ailleurs, à certains de nos professeurs de philosophie des lycées et des collèges un enseignement trop étendu et trop élevé qui risque de dérouter ou d'accabler de jeunes esprits, ces professeurs sont en droit de renvoyer le reproche à d'autres et de dire, comme ils l'ont fait, qu'ils sont après tout excusables puisque, même en excédant ainsi les forces de l'intelligence de leurs élèves, leurs leçons se trouvent encore sans cesse en deçà ou au-dessous des exigences de l'examen » (1).

De ce divorce entre la classe et l'examen, Combes ne rend responsables ni les professeurs de l'enseignement supérieur à qui incombait le soin de fixer le niveau des épreuves (2), ni les profes-

difficile de concevoir « devoir plus hétérogène » et « chaos plus véritable ». En voici le texte :

Mme de Sévigné écrit, le 26 juillet 1691 :

« Voilà donc M. de Louvois mort, ce grand ministre, cet homme si considérable, qui tenait une si grande place, dont le *moi* était si étendu, qui était le centre de tant de choses ! Que d'affaires, que de desseins, que de projets, que de secrets, que d'intrigues, que de beaux coups d'échecs à faire et à conduire ! « Ah ! mon Dieu, donnez-moi un peu de temps : je voudrais bien donner un échec au duc de Savoie, un mat au prince d'Orange. — Non, non, vous n'aurez pas un seul, un seul moment. » Faut-il raisonner sur cette étrange aventure ? En vérité, il faut y faire des réflexions dans son cabinet. »

Montrez, par un *rapide* exposé des réformes militaires et de l'influence politique de Louvois, la justesse de cette expression : *il était le centre de tant de choses !...*

Dites quels sont les projets qu'il formait, et *les beaux coups d'échecs* qu'il voulait conduire, lorsque — subitement — il mourut.

Les réflexions que Mme de Sévigné a faites sur cet événement, n'est-il pas facile de les deviner, ou plutôt ne les trouvez-vous pas magnifiquement, exprimées chez un orateur du XVIII^e siècle, qui s'est appliqué à prouver que les puissances du monde sont vaines, parce qu'elles ne sauraient durer ?

(1) « A l'une des dernières sessions du Comité consultatif de l'enseignement secondaire, raconte Combes, un des inspecteurs généraux les plus anciens faisait cette observation : « Lorsque, dans nos tournées d'inspection, nous relevons dans les hautes classes des sujets de devoirs ou de compositions qui nous semblent s'écarter de la lettre et de l'esprit des programmes et de nature à jeter la classe hors de la voie, si nous en faisons l'observation, il est presque inévitable que le proviseur ou le professeur réponde : « C'est un sujet donné au baccalauréat ». Le témoignage de cet inspecteur fut aussitôt confirmé par celui de plusieurs de ses collègues ».

(2) « C'est en vertu du système, déclare Combes, que le niveau des épreuves est fixé par des maîtres qui parfois n'ont jamais appartenu à l'enseignement secondaire, qui souvent n'ont fait qu'y passer, qui, en tout cas, s'adonnent exclusivement, dès qu'ils l'ont quitté, à des études d'ordre supérieur, qui tous, par conséquent, sont exposés à se méprendre, et sur ce qui se fait en réalité dans les collèges et dans les lycées, et sur ce qu'il est possible d'y faire ».

En réalité, pour éviter toute occasion de méprise, les professeurs de l'enseignement supérieur, quand ils examinaient les candidats au baccalauréat, n'avaient qu'à se rappeler ce qu'ils étaient eux-mêmes et ce qu'étaient leurs camarades de lycée ou de collège lorsqu'ils subissaient cet examen, le premier dans la longue série des examens ultérieurs. Le système, en ce qui concernait la fixation du niveau de l'examen, péchait surtout parce que les compositions des candidats n'étaient pas toujours

seurs de l'enseignement secondaire, qui, bon gré, mal gré, avaient la charge de préparer les candidats. C'est le système seul de l'examen qu'il accuse, et l'importance attribuée au diplôme qu'il incrimine. Aux yeux des élèves et de leurs parents, l'obtention du diplôme, malgré les nombreuses modifications apportées à la procédure et au programme du baccalauréat, était, en 1896 comme en 1830, l'intérêt majeur, le premier devoir, l'unique préoccupation. Les bonnes études faites à loisir et avec un esprit libre, sans autre objet immédiat qu'elles-mêmes, sans autre fin prédominante que de s'y complaire et d'y fortifier son intelligence et son cœur, c'était le désir tenace de l'administration et l'espoir vite déçu du professeur, c'était l'idéal pédagogique, mais le diplôme, c'était la nécessité impérieuse et prochaine. Ne pas faire une part dans l'examen à un enseignement qui faisait partie du plan d'études, équivalait à peu près à le rayer du programme de la classe. Introduire au contraire à l'examen des matières qui n'étaient pas du programme de la classe, c'était inévitablement les ajouter au programme de cette classe.

Qu'on le veuille ou non, conclut le Ministre, « le baccalauréat gouverne la plupart des élèves et la plupart des professeurs ». Bien plus, poursuit-il, « ni le maître, ni la classe ne peuvent encore répondre à tous les besoins de la préparation. Au maître et à la classe s'ajoutent donc et souvent se substituent les manuels. Mieux que le maître, le manuel prévoit toutes les questions et réduit au strict minimum le pseudo-savoir indispensable pour y répondre ; mieux que la classe, il facilite les révisions et les récapitulations nécessaires. La vogue du manuel, celle du memento, qui n'en est qu'une réduction encore plus desséchée et plus appauvrie, fournissent une triste confirmation du divorce constaté entre les exigences du baccalauréat et celles des vraies études. Cette vogue signifie que, pour le baccalauréat tel qu'il est, ces études ne sont ni nécessaires, ni suffisantes : ni nécessaires, puisque dans les salles d'études et dans les classes mêmes, jusqu'au pied de la chaire du professeur, le manuel se substitue sans cesse aux leçons du maître ; ni suffisantes, puisque les bons élèves eux-mêmes sont plus ou moins obligés d'y recourir. La même conclusion s'impose à plus forte raison en présence de la vogue des cours spéciaux de préparation au baccalauréat. Si toute l'industrie de ces préparations dans laquelle nos maîtres, on doit l'espérer, se montreront toujours inférieurs, consiste à entraîner un jeune homme, de telle sorte qu'il

corrigées par des examinateurs spécialement compétents. Le nombre sans cesse croissant des candidats obligeait souvent les Facultés à faire corriger la composition française ou la version latine par un professeur de géographie, la composition de mathématiques ou de physique par un professeur de sciences naturelles, parfois même à faire interroger les candidats en histoire par un professeur de philosophie. On est surpris de ne pas trouver, dans le réquisitoire si dense de Combes, la moindre allusion à ce fait qui, mieux que tout autre, expliquait la fréquence des échecs et des succès immérités dont il avait raison de se scandaliser.

sache tout au bout de six mois, et ne sache rien au bout de sept, n'est-il pas vrai de dire que la prospérité de cette industrie étant en raison de la désertion des vraies études, accuse plus sévèrement que tout le reste le système qui non seulement s'y accorde, mais la suscite et la soutient ? (1). En somme, donc, étant donné d'une part, que de l'organisation même du baccalauréat résulte une divergence inévitable entre l'enseignement, tel qu'il doit être selon l'esprit et la lettre du plan d'études, et la nature réelle de l'épreuve telle qu'elle peut être dans les conditions où elle est subie, étant donné d'autre part, que le baccalauréat, en raison de la valeur légale et de la valeur d'opinion attachées à son diplôme, prime fatalement dans l'esprit des élèves toute autre préoccupation, il s'ensuit que le baccalauréat, tout au moins dans les classes qui y préparent, gouverne despotiquement les études et n'a d'action sur elles que pour les jeter hors de leur voie et les altérer profondément dans leur objet, leur méthode et leur esprit ».

Le réquisitoire ne s'arrête pas à cette conclusion que tout esprit uniquement soucieux de l'intérêt des études pouvait juger suffisante pour justifier le projet de loi déposé par le Ministre de l'Instruction publique. De la contradiction signalée entre l'objet ou la matière de l'examen et les conditions dans lesquelles il était subi, Combes tire une conséquence non moins grave que celle de troubler les études et de fausser la pédagogie de l'enseignement secondaire : « c'est la fausseté générale, le caractère toujours aléatoire, l'injustice souvent flagrante de ses résultats ». « Assurément, écrit-il, nulle épreuve de capacité intellectuelle ne saurait jamais être rigoureusement exacte ; mais aucun autre examen, aucun concours n'accuse à cet égard une imperfection aussi grossière. C'est qu'il n'en est aucun qui mette l'aspirant en situation si défavorable et si hasardeuse. On veut que, à heure dite, par une ou deux compositions écrites sur des sujets souvent tout à fait inattendus, parfois de difficulté excessive, par quelques réponses improvisées à des questions tirées d'un programme très vaste et que la libre interprétation du jury rend presque illimité, alors que d'ailleurs ce jury n'a tout au plus que des renseignements très sommaires sur le passé scolaire du candidat (2) et

(1) On le voit. L'industrie du « bachotage » et des « fours à bachot » qui, comme nous avons eu l'occasion de le montrer, était né dès que le baccalauréat avait cessé d'être l'examen simple qu'il était à ses débuts gardait son synchronisme et continuait à exercer ses ravages malgré les malédictions et les critiques qu'elle soulevait.

(2) Tous les rapports adressés par les recteurs au Ministre sur les examens du baccalauréat entre 1892 et 1895, que nous avons pu consulter, sont unanimes à déclarer que les heureux effets que l'on attendait de la production facultative du livret scolaire ne se produisaient pas, parce que les Facultés ne pouvaient pas, dans les quelques heures qu'elles consacraient à dresser les listes d'admissibilité, contrôler sérieusement la masse des livrets qui leur étaient soumis.

que, en tout cas, il ignore et la matière des leçons de ses maîtres et le travail personnel, les réflexions, les lectures qu'il a pu y ajouter, — on veut que ce candidat donne la mesure exacte de ce qu'il sait, de ce qu'il est et de ce qu'il vaut ! En vérité une telle épreuve n'a pas d'analogue ailleurs : elle semble constituée tout exprès pour mettre en évidence les points faibles de l'élève et pour ne lui fournir que par exception le moyen de témoigner du savoir acquis, des qualités d'esprit, des habitudes et des aptitudes qui pourraient compenser certaines insuffisances. Aussi faut-il n'accepter qu'avec bien des réserves le témoignage fourni par le baccalauréat sur l'état général des études... En vérité, si la mesure donnée par le baccalauréat, de l'élite intellectuelle de notre jeunesse, était exacte, la France devrait être considérée comme occupant depuis nombre d'années une des dernières places parmi les nations civilisées.

Mais, en réalité, ce témoignage est accablant surtout pour le baccalauréat lui-même... Si ce témoignage général est injuste, c'est que, dans bien des cas, les jugements particuliers (dont il se compose) le sont. Cette injustice, il faut bien le dire, n'est pas plus contestable ici que là. Assurément les plaintes, toujours suspectes, des candidats malheureux ou de leurs familles n'en sont pas une preuve suffisante. Mais leurs maîtres savent que trop souvent ces plaintes sont justifiées... Presque chaque année, dans les classes qui préparent au baccalauréat, il arrive que, à la même session, parfois le même jour, avec les mêmes sujets d'épreuves, tel élève est refusé dont chacun de ses condisciples et de ses maîtres attendait le succès ; tel autre est reçu dont chacun prédisait l'échec. Se peut-il rien de plus démoralisant, rien de mieux fait pour décourager l'effort, pour encourager la paresse, pour enseigner à l'enfant qu'il devra plus tard compter moins sur son mérite que sur la chance et que la justice, dans notre ordre social, n'est souvent qu'un accident ? Fâcheuses leçons en vérité ! Dans la mesure de nos moyens nous avons le devoir d'en préserver nos classes...

Il n'est donc pas possible, on l'avouera, de perpétuer indéfiniment un mode d'examen où les précautions prises pour éviter l'erreur, les garanties données aux candidats, sont moindres assurément que celles qu'on prend dans un tribunal quelconque pour une contestation de quelques centaines de francs... Le sentiment de la justice, toujours si franc et si vif dans les collèges, est le plus bel apanage de la jeunesse. Prolongeons en elle ce naïf sentiment de confiance, cette illusion, si l'on veut, d'où naîtront plus tard, à la rencontre de l'injustice, les généreuses indignations. Et si nous ne pouvons éviter que ce sentiment soit plus tard rabattu par la vie, que la première désillusion du moins ne vienne pas de nous ».

Ayant ainsi mis en évidence le vice rédhibitoire du baccalauréat qui prétendait juger la valeur et les résultats des études secondaires en dehors des conditions normales où un jugement valable peut être porté, Emile Combes proposait de remplacer cet examen, pour les élèves des lycées et des collèges, par deux examens de passage subis devant leurs professeurs, l'un après la rhétorique ou la seconde moderne, l'autre après la philosophie, ou les mathématiques élémentaires, ou la première-lettres ou la première-sciences. Mais il le maintenait pour les élèves des établissements libres (1). Quant aux prérogatives, Emile Combes était nettement d'avis que les quatre certificats d'études secondaires substitués aux quatre diplômes de baccalauréat devaient conférer les mêmes droits pour l'admission dans les Facultés. Par ce détour, il réalisait l'égalité des sanctions, contestant que les capacités et la culture générale engendrées par les diverses sortes d'enseignement secondaire fussent des différences de degré saisissables. « En quoi faisant, disait-il, on reconnaît simplement que les diverses formes de l'enseigne-

(1) Voici le texte du projet de loi :

Le Président de la République française

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des députés par le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes, qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

Article premier. — Le baccalauréat considéré comme épreuve terminale des études secondaires (enseignement classique et enseignement moderne) est supprimé.

Art. 2. — Il est remplacé par un examen de fin d'études divisé, comme l'examen du baccalauréat, en deux parties : l'une portant sur les matières de la Rhétorique ou de la Seconde Moderne; l'autre sur les matières de la Philosophie ou de la classe de Mathématiques élémentaires, ou de la Première-Lettres ou de la Première-Sciences. A la suite de ces examens, il est délivré, s'il y a lieu, un certificat d'études secondaires.

Art. 3. — Les élèves des établissements de l'Etat subissent l'examen de la fin d'études dans les établissements auxquels ils appartiennent, devant un jury propre à chacun de ces établissements. Pour les élèves de l'enseignement secondaire libre, pour ceux qui auront fait leur éducation secondaire dans la famille ou dans des établissements de l'Etat dans lesquels un jury propre à l'établissement ne pourrait être organisé, il sera institué un jury d'Etat dont les pouvoirs s'étendront à toute l'académie.

Art. 4. — Le tarif des droits à percevoir sera fixé dans les formes déterminées par l'article 6 de la loi du 27 février 1880.

Art. 5. — Seuls les élèves munis du certificat d'études secondaires seront admis à prendre des inscriptions dans les établissements d'enseignement supérieur.

Art. 6. — Des règlements d'administration publique rendus en Conseil d'Etat, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique, détermineront les mesures d'exécution nécessaires pour assurer l'application de la présente loi, notamment l'organisation et les attributions des jurys d'examen.

Fait à Paris, le 4 février 1896.

Par le Président de la République,
Le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes,
Signé : COMBES.

Le Président de la République française,
Signé : Félix FAURE.

ment donné dans les collèges ne sont rien de plus, rien de moins, que de l'enseignement secondaire ». D'après le projet de décret annexé au projet de loi, le jury, dans les établissements publics, aurait compris: un délégué de l'Etat, président, trois à cinq membres désignés, chaque année, par le recteur, parmi les agrégés ou licenciés de l'établissement. Le délégué de l'Etat, choisi par le Ministre sur une liste d'agrégés ou de docteurs établie par le Conseil académique, devait être nommé pour cinq ans avec droit d'inspection dans les lycées et collèges de l'Académie. En dehors des établissements publics, un jury unique par Académie aurait été nommé par le Ministre sur la proposition du recteur et ses membres pris soit parmi les professeurs émérites ou en exercice de l'enseignement supérieur, soit parmi les professeurs émérites de l'enseignement secondaire public. Le certificat d'études secondaires, délivré par le Ministre de l'Instruction publique, devait être le même pour tous les candidats admis, quel que fût le jury devant lequel ils auraient subi l'examen (1).

(1) Le projet de décret portant règlement d'administration publique sur l'examen terminal des études secondaires et sur le certificat d'études secondaires contenait les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les jurys chargés de l'examen de fin d'études dans les établissements secondaires publics comprennent :

1^o Un délégué de l'Etat, président;

2^o Trois membres au moins, cinq au plus, désignés chaque année, par le recteur, parmi les professeurs agrégés ou licenciés de l'établissement.

Art. 2. — Le délégué de l'Etat, président, est nommé par le Ministre, sur une liste de trois candidats, dressée par le Conseil de l'Université de l'Académie; ne peuvent figurer sur cette liste que des agrégés ou docteurs qui remplissent ou ont rempli une fonction d'enseignement secondaire ou supérieur dans un établissement dépendant du Ministère de l'Instruction publique.

Le délégué de l'Etat est nommé pour cinq ans. Ses pouvoirs sont renouvelables jusqu'au jour où il est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Il a droit d'inspection dans tous les établissements publics d'enseignement secondaire de l'Académie. Suivant le nombre et l'importance des établissements le Ministre pourra désigner un seul délégué pour plusieurs académies ou plusieurs délégués pour une seule académie.

Art. 3. — Le jury chargé de l'examen de fin d'études en dehors des établissements secondaires publics est unique dans chaque académie. Il est nommé par le Ministre, sur la proposition du recteur, après avis du Conseil de l'Université.

Les membres peuvent en être pris parmi les professeurs émérites ou en exercice de l'enseignement supérieur de l'Etat ou parmi les professeurs émérites de l'enseignement secondaire public.

Art. 4. — Pour être admis à subir l'examen de fin d'études secondaires le candidat doit produire :

1^o Son acte de naissance;

2^o L'autorisation de son père ou tuteur.

Art. 5. — Pour chaque candidat subissant l'examen dans les établissements secondaires publics un dossier scolaire est constitué comprenant :

1^o Un livret scolaire où seront portées les notes et les places qu'il a obtenues ainsi que les récompenses qu'il a méritées dans son cours d'études;

2^o Les notes qui lui ont été attribuées à chaque examen de passage.

Ce dossier est mis à la disposition du président du jury huit jours avant l'examen. Pendant l'examen il est tenu à la disposition du jury.

Art. 6. — Le président a le droit de veto.

Art. 7. — A l'ouverture de la session le jury peut, en raison du dossier

Une commission parlementaire fut nommée pour procéder à l'étude du projet ministériel. Elle ne se montra pas enthousiaste, malgré le désir que manifestaient tous ses membres de mettre un terme à l'action énervante et désorganisatrice du baccalauréat sur les études. On objecta que la réforme proposée par Emile Combes aurait été excellente si l'Etat avait le monopole de l'enseignement secondaire. Dans l'état actuel de la législation scolaire, le projet ministériel ne supprimait le baccalauréat et ses inconvénients que pour les élèves des lycées et des collèges. Il laissait subsister pour les établissements libres, auxquels était refusé le régime de l'examen intérieur, un état de choses jugé condamnable.

« La solution, écrivait Boutmy, serait parfaite, à mon sens, si l'Etat ne se mêlait plus de contresigner les certificats d'études, de leur donner fictivement et faussement un égal crédit; s'il laissait à chaque parchemin la seule valeur qui résulte de la bonne renommée de l'établissement où il a été délivré. Au reste, je conçois bien l'Etat garant d'un examen ayant une portée scientifique; je ne le conçois pas se faisant la caution d'un examen élémentaire, superficiel, et où il y a si peu de différence entre ceux qui échouent et la très grande majorité de ceux qui passent. L'Etat poinçonne les matières d'or et d'argent, cela est fort bien, mais le voit-on établissant un bureau d'essai pour le cuivre et le laiton? Quoi qu'il en soit, nous n'avons sans doute pas les mœurs qui conviendraient pour une si large liberté... Si l'on maintient, sur la foi d'un contre-seing ministériel, l'équivalence des certificats d'études, comment échapper à cette objection qu'à raison de l'énorme écart de valeur qui existe entre les lycées, les différences auront chance d'être ici plus grandes que dans tout autre système et en contradiction plus flagrante avec l'égalité officielle attestée? Comment ne pas remarquer que les influences et les pressions qui peuvent amener les juges

scolaire de l'élève, l'exempter de toutes les épreuves ou d'une partie des épreuves de l'examen. Cette décision doit être prise à l'unanimité des voix.

Art. 8. — Il y a par an deux sessions d'examen, l'une à la fin, l'autre au commencement de l'année scolaire.

Art. 9. — Chaque année, les présidents des divers jurys adressent au Ministre, par l'intermédiaire du recteur, un rapport sur les résultats de l'examen. Les rapports relatifs aux examens subis dans les établissements secondaires publics sont communiqués au Conseil académique et au Conseil de l'Université de l'Académie. Le rapport relatif aux examens subis en dehors des établissements est communiqué au Conseil de l'Université. Les Conseils joignent leurs observations aux rapports qui leur sont communiqués avant que transmission en soit faite au Ministre de l'Instruction publique.

Art. 10. — Un décret, délibéré en Conseil supérieur de l'Instruction publique, déterminera les matières, modes et conditions de l'examen subi soit devant le jury propre à chaque établissement secondaire public, soit devant le jury siégeant au chef-lieu de chaque académie.

Art. 11. — Le certificat d'études secondaires est délivré par le Ministre. Ce certificat est le même pour tous les candidats, quel que soit le jury devant lequel ils aient subi l'examen. Il peut recevoir les mentions : très bien, bien, assez bien.

à un excès d'indulgence, se trouveront ici secondées par l'intérêt même de chaque établissement et que, s'exerçant sur les professeurs mêmes des candidats, sur des hommes accessibles par devoir aux parents de leurs élèves, elles n'auront jamais été mieux armées et plus irrésistibles ? Enfin n'est-ce pas créer un grief spécieux aux établissements libres que de les mettre en dehors de ce régime de huis clos qu'ils ne manqueront pas de représenter comme un régime de faveur ? » (1). Charles Dupuy, membre de la Commission parlementaire et plusieurs fois déjà rapporteur du budget de l'Instruction publique, obéissant à des considérations analogues, demanda la constitution d'un jury fixe composé de deux membres nommés par l'Etat qui se rendraient successivement dans tous les établissements secondaires de leur Académie pour assister aux deux derniers examens de passage, subis devant les professeurs de chaque établissement. La Commission se rallia à ce système qui avait l'avantage de donner à tous les candidats, quelle que fût leur origine, le bénéfice de l'examen intérieur et de réaliser les conditions d'égalité absolue entre les établissements libres et ceux de l'Etat, que le projet de Combes ne réalisait pas.

A l'occasion de la discussion du budget devant la Chambre des députés, le 24 novembre 1896, Jules Legrand présentait un autre projet de résolution, invitant le Gouvernement à accorder à tous les baccalauréats des sanctions identiques. Cette proposition fut repoussée dans un vote indécis, par 256 voix contre 251. Goblet et Jaurès avaient bataillé pour les études classiques. Léon Bourgeois, au contraire, avait défendu son œuvre, niant que l'étude des langues vivantes fût uniquement utilitaire. Les indications de ce vote et des discussions qui l'avaient précédé amenèrent le nouveau Ministre de l'Instruction publique, A. Rambaud, à déposer, en janvier 1897, un nouveau projet de loi sur le baccalauréat.

Cette fois, on ne visait qu'à diminuer les hasards de l'examen en attribuant une plus grande importance au livret scolaire et en modifiant la composition des jurys. Les jurys comprendraient des professeurs des Facultés et des professeurs agrégés des lycées. Le livret scolaire, devenu la pièce maîtresse de l'examen, pourrait dispenser le candidat de tout ou partie des épreuves. Déjà, le 5 juillet 1896, par une circulaire adressée aux recteurs, Rambaud avait manifesté sa confiance en une meilleure utilisation du livret scolaire pour améliorer les conditions de l'examen. « Le Parlement, lisons-nous dans cette circulaire, aura prochainement à se prononcer sur la réforme du baccalauréat ; mais on ne peut plus espérer que la question soit résolue avant la séparation des Chambres. En attendant, j'ai cherché à réaliser, dès la prochaine session, les améliorations

(1) C. E. Boutmy, *Le Baccalauréat et l'Enseignement secondaire*, Paris, A. Colin, 1899, p. 8 et 9.

qui peuvent être obtenues avec la législation actuelle. La plus importante a trait au livret scolaire. Les jurys n'ont pas jusqu'ici attaché assez d'importance à ce document. Je crois devoir les inviter à en tenir, dès maintenant, le plus large compte, et à supprimer les limitations qui se sont introduites dans la pratique de plusieurs Facultés. Quelles que soient les notes obtenues par un candidat aux épreuves écrites, si l'examen de son livret scolaire donne à penser qu'il a fait de bonnes études, il est juste qu'il soit admis à prouver dans les épreuves orales la valeur des notes consignées dans son livret. Mon expérience personnelle des examens, acquise en vingt années de professorat dans les Facultés, m'autorise peut-être à donner un conseil à mes collègues. C'est de ne pas s'attacher par trop scrupuleusement aux chiffres et aux additions portés sur les feuilles d'examen. Ces chiffres sont destinés à aider leur mémoire, à préciser leurs impressions, et non à limiter leur liberté d'appréciation. La seule question qu'ils aient à se poser est celle-ci : Le candidat qu'ils ont devant eux mérite-t-il ou non d'être admis ? A-t-il fourni la preuve d'études suffisantes, d'une culture générale assez étendue, et les lacunes que présente son examen sont-elles compensées par des parties plus brillantes ou plus solides ? » (1).

Le projet de Rambaud, très modeste d'inspiration, ne reçut pas de la Commission parlementaire qui avait examiné et repoussé le projet plus radical de Combes, un accueil plus encourageant. Les objections ne manquaient pas. D'abord l'extrême inégalité de valeur des lycées, des collèges et des établissements libres ne serait pas supprimée; elle se retrouverait dans le livret en inégalité d'autorité et de crédit. On ne pourrait empêcher un élève, classé second dans une rhétorique très faible, d'apporter un bon livret, tandis que l'élève classé 25^e dans une excellente rhétorique en présenterait un fort médiocre. On ne pourrait empêcher les parents d'exercer une pression intolérable sur le professeur pour obtenir l'omission d'une note ou d'une observation défavorable. En somme, la partie de l'examen dont le candidat serait dispensé demeurerait suspecte; les candidats obligés de subir les épreuves sur cette même partie en tireraient avantage; ils prétendraient être les seuls qui ont passé l'examen complet, les seuls qui offrent toutes les garanties que le public attend du diplôme.

La Commission s'empara de la réforme proposée pour demander la refonte des programmes du baccalauréat. Les uns, comme Alfred Faure, souhaitaient la réduction de tous les diplômes à un seul.

(1) Le Ministre terminait cette circulaire par la recommandation suivante qui prouve que les instructions de Léon Bourgeois étaient restées lettre morte : « Enfin, les résultats du baccalauréat ayant une répercussion sur tout l'enseignement secondaire, il me paraît essentiel que, par le choix des sujets de composition et par la direction donnée aux épreuves orales, l'examen tout entier reste en parfaite harmonie avec les programmes de nos Lycées et Collèges et les instructions ministérielles qui en sont le commentaire ».

Les autres demandaient la suppression des épreuves orales. L'accord était loin de pouvoir se faire sur des propositions si contradictoires. D'autre part, il apparaissait que la suppression du baccalauréat amènerait sa renaissance immédiate sous des formes multiples et variées d'examens moins soucieux d'apprécier la culture générale des candidats et qu'en définitive cette suppression serait fort préjudiciable, non seulement à l'enseignement secondaire, mais aussi à l'enseignement supérieur et à l'avenir intellectuel du pays. C'était du moins l'opinion de la plupart des universitaires. Se faisant leur interprète et reprenant les objections que nous avons entendu faire par Pigeonneau, en 1880, et par Gréard, en 1885 (1), Gabriel Monod écrivait : « Je ne suis pas bien sûr que la suppression du baccalauréat puisse avoir les excellents résultats qu'on en attend ni que son existence soit aussi pernicieuse qu'on le dit... Il faudrait un robuste optimisme pour s'imaginer qu'en supprimant partout la crainte de l'examen on réveillera dans toutes les classes l'ardeur au travail » (2). Le premier Congrès des Professeurs des Lycées, réuni à Paris en avril 1897, écarta presque à l'unanimité la suppression du baccalauréat, le remède proposé lui ayant paru pire que le mal. Que l'on réforme le jury en y introduisant des professeurs de l'enseignement secondaire public à côté d'un professeur titulaire de Faculté; que le livret scolaire reste facultatif sans pouvoir dispenser de l'examen; que des réformes soient opérées dans les épreuves (extension de l'écrit et maintien de l'oral) pour diminuer les hasards de l'examen, tels étaient les vœux des professeurs des lycées et des collèges que les projets de Combes et de Rambaud eussent dû séduire puisqu'ils remettaient, en tout ou en partie, l'examen aux mains des maîtres mêmes des candidats. Mais justement ces maîtres se défiaient des jurys intérieurs à cause de l'inévitable écart de valeur entre les certificats que délivreraient les divers établissements et surtout à cause de l'excès d'indulgence et des complaisances que le jeu des influences politiques et la pression des parents ne manqueraient pas de provoquer. Deux ans plus tard, en 1899, un nouveau Congrès des professeurs repoussait à une majorité écrasante le système du jury intérieur (3).

Les polémiques de presse n'en continuaient pas moins contre une institution si aisément critiquable. Emile Gebhart accusait le baccalauréat actuel d'avoir tué les bonnes études : « Ce sont, écrivait-il, les études désintéressées, les seules vraiment fécondes qui se trou-

(1) Cf. plus haut, p. 167.

(2) Cf. G. Monod, *Le Baccalauréat* in *Revue historique*, janvier 1897.

(3) La *Société d'Enseignement supérieur* avait adopté, en juillet 1896, un rapport de Picavet demandant que les connaissances eussent plus de place dans l'enseignement secondaire, que le baccalauréat fût maintenu et ses épreuves écrites multipliées « en les organisant toutefois de telle façon qu'elles ne constituent pas une charge pour le correcteur ».

vent négligées. Tout est aiguillé en vue du baccalauréat, les professeurs eux-mêmes sont obligés de se consacrer au baccalauréat, tous les exercices de classe vont au baccalauréat, et les élèves paresseux savent qu'on peut trouver le baccalauréat en globules, par la méthode homéopathique, dans les manuels qui sont une littérature absolument pestilentielle » (1). Il proposait, en conséquence, le retour à un examen littéraire, débarrassé de toutes les « spécialités ». Plus violente s'élevait la protestation d'Ernest Lavisse qui d'ailleurs s'adressait surtout à la passion française des fonctions publiques, « recherche des distinctions vaines, recherche d'un privilège, recherche de la vie édulcorante, émolliente des fonctions paisibles ». A ce titre, le baccalauréat n'était « un mal-facteur » que par ses facilités : il dispensait les pères de famille et les maîtres de réfléchir sur l'orientation et l'éducation des enfants — « mon fils, sois d'abord bachelier » — ; il démoralisait parents et élèves qui se persuadaient que le baccalauréat est affaire de chance et de recommandation (2). Ferdinand Brunetière aurait volontiers applaudi à la disparition du baccalauréat, à condition que des examens de carrière lui fussent substitués. Il en faisait une question sociale. « Le baccalauréat, écrivait-il, n'est à proprement parler ni un certificat d'études, ni un examen d'Etat, et, quoique n'étant rien de tout cela, il est à la fois tout cela. On le passe sans gloire, et il ne confère aucun titre, mais il n'en est pas moins une espèce de titre. Un bachelier n'est rien, et son diplôme est pourtant quelque chose ; il a une sorte de vertu sociale. Il ne mène lui-même à rien, mais il ouvre beaucoup de carrières » (3).

En effet, le baccalauréat était un moyen de démarcation sociale, surtout le baccalauréat classique qui était considéré comme le produit le plus honorable de l'enseignement secondaire. « On sait que l'enseignement moderne, écrivait Ch. Langlois, est à la mode dans la petite et très petite bourgeoisie et l'enseignement classique, dans la moyenne et dans la haute bourgeoisie. L'éducation classique est le signe extérieur d'une certaine aristocratie mondaine » (4). E. Boutmy ne pensait pas autrement et c'est, de toute évidence, le baccalauréat classique qu'il visait lorsqu'il écrivait : « Cet examen n'est pas seulement une sanction des études secondaires ; c'est une institution sociale et politique de grande conséquence, et les effets qu'il produit à ce titre dépassent de beaucoup en étendue et en

(1) Cf. Emile Gebhart, *Le baccalauréat et les études classiques*, Paris, Hachette, 1899, 95 pages. L'auteur a réuni dans ce volume les articles qu'il avait publiés dans le *Journal des Débats* en août et septembre 1896.

(2) Cf. Ernest Lavisse, *Contre le baccalauréat*, in *Revue de Paris*, 15 décembre 1898.

(3) Cf. Ferdinand Brunetière, *Encore le baccalauréat*, in *Revue des Deux-Mondes*, 1899, t. CLV, p. 178.

(4) Cf. Ch.-V. Langlois, *La question de l'enseignement secondaire en France et à l'étranger*, Paris, Colin, 1900.

gravité ses effets pédagogiques. Nous avons fait, il y a un siècle, une révolution pour abolir les castes et leurs privilèges; or, nous ne prenons pas garde que le baccalauréat rétablit l'équivalent de ce que nous avons supprimé; il divise la nation en deux classes : l'une qui a des parchemins, l'autre qui n'en a pas, l'une qui a seule entrée dans les carrières libérales, l'autre qui est rejetée et confinée dans les anciennes professions roturières : commerce et industrie. C'est vers dix-huit ans que la division se fait. Le départ est net et tranché : on appartient ou l'on n'appartient pas à la classe privilégiée, et c'est le baccalauréat qui en décide. Le départ est définitif et pour la vie : on ne recommence pas après cet âge toute une éducation... Une telle organisation est en contradiction manifeste avec deux principes très solidement établis ; l'un économique et social, l'autre juridique et politique. Le premier de ces principes, c'est que les capacités de tout ordre doivent être laissées aussi libres que possible de se déplacer et de se porter là où elles se croient appelées, où elles prévoient qu'elles rendront le plus de services. Il ne faut pas moins que des raisons très graves et très péremptoires pour entraver cette circulation large et aisée de toutes les aptitudes. Le principe juridique et politique est celui de l'égale admissibilité de tous les citoyens aux places sans autres distinctions que celles des vertus et des talents. Aucune dérogation qui ne serait pas amplement et solidement justifiée ne doit être apportée à cette règle de droit, j'allais dire d'ordre public. Pour fonder en raison et en justice le privilège des uns et l'exclusion des autres, il ne faudrait pas moins qu'un critérium d'une rare justesse, donnant la mesure de tout ce qui fait la valeur d'un homme; j'entends les aptitudes physiques et morales aussi bien que les aptitudes intellectuelles. Le baccalauréat ne pourrait être accepté comme un moyen de démarcation sociale, de qualification ou de disqualification pour les hautes carrières libérales que si les bacheliers étaient, de l'aveu de tout le monde, seuls aptes à ces fonctions supérieures, s'ils l'étaient tous ou presque tous. De l'aveu de tout le monde il n'en est rien » (1).

La grande enquête que décida le Parlement en décembre 1898 (2) devait montrer combien la crise du baccalauréat était solidaire de la crise des consciences et des mœurs et mettait en pleine lumière une évolution sociale de la démocratie tendant, selon la remarque de Gréard « à faire tomber les barrières artificielles qui séparent les degrés et les modes des études secondaires, l'enseignement mo-

(1) Cf. E. Boutmy, *Le Baccalauréat et l'Enseignement secondaire*, Paris, Colin, 1899, p. 18, 19, 20.

(2) C'est incidemment, au cours de la discussion sur l'abrogation de la loi Falloux, que la Chambre des députés, élargissant la question, chargea, le 12 décembre 1898, sa Commission de l'enseignement d'ouvrir une enquête. A vrai dire, la majorité de la Chambre était opposée à l'abrogation de la loi du 15 mars 1850 et, au lieu de mettre en question la liberté de l'enseignement, préféra discuter la réforme de l'enseignement secondaire lui-même.

derne et l'enseignement classique, l'enseignement primaire supérieur et l'enseignement moderne » (1). Certes cette poussée démocratique rencontra de nombreuses et très hautes résistances, parfois inattendues, au long des 198 dépositions que la Commission présidée par Alexandre Ribot entendit en 38 séances, du 17 janvier au 27 mars 1899. Mais tant d'espérances se faisaient jour en cette époque d'Exposition Universelle et de concurrence internationale ! (2). En tout cas, si les réformes de 1880 et de 1891 avaient mis aux prises des écoles antagonistes et soulevé un vif conflit entre partisans des théories pédagogiques les plus diverses — partisans de l'enseignement gréco-latin, partisans de l'enseignement scientifique, partisans d'un enseignement classique de courte durée, partisans d'un enseignement anglo-germain — la controverse s'était toujours localisée dans les cercles universitaires et leurs alentours immédiats. L'enquête parlementaire de 1899 s'étendit délibérément à toute la nation. Des cinq volumes in-quarto de plus de 600 pages chacun qu'elle produisit, les tomes I et II contiennent les 198 dépositions recueillies, le tome III est pris par les statistiques de l'enseignement secondaire dans les établissements publics et privés, le tome IV, par les observations des recteurs et des inspecteurs généraux, le tome V, par les avis des Chambres de commerce et des Conseils généraux (3).

L'enquête forme un ensemble plus significatif par ses contradictions que par les points où l'unanimité aurait pu se créer. Son objet n'était plus seulement la réforme du baccalauréat : c'est tout le régime administratif et éducatif des lycées et des collèges, qui était mis en cause. Ample par son objet, la consultation étendue à tous ceux qui, de près ou de loin, s'intéressaient aux études eut comme principale conséquence de donner au vieux débat entre classiques et modernes un aspect nouveau. Le problème n'était plus de chercher quelle est celle des deux disciplines qui favorise le plus sûrement le progrès des intelligences, mais de savoir si la réforme la plus féconde ne consisterait pas à transformer de fond en comble l'organisation du vieil enseignement classique, dans son intérêt même, et d'en changer le caractère, en y transportant les disciplines modernes avec leur esprit et leurs méthodes (4). Nous n'avons pas à étudier ici les dépositions de ceux qui contribuèrent, soit par leur soutien, soit par leur opposition, à donner à l'enquête une telle

(1) Cf. *Enquête parlementaire* de 1899, t. I, p. 3, déposition de Gréard.

(2) Cf. Ch.-V. Langlois, *La question de l'enseignement secondaire en France et à l'étranger*, Paris, Colin, 1900, passim. « Le peuple qui, le premier, aura résolu pour le mieux le problème de l'éducation bourgeoise, écrivait Langlois, aura sur les autres un avantage marqué... Il est impossible qu'un tel peuple ne donne pas le spectacle d'une activité supérieure ».

(3) Un sixième tome comprend les tables analytiques.

(4) Cf. Francisque Vial, *Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire*, Paris, Delagrave, 1936, p. 245.

orientation (1). Nous limiterons notre analyse aux dépositions qui portèrent surtout sur le baccalauréat (2). La Commission avait posé les questions suivantes : 1° Peut-on supprimer le baccalauréat ? 2° De la substitution au baccalauréat de certificats d'études et d'examens de passage et de sortie. 3° Le régime des examens peut-il être modifié ? 4° Le diplôme de l'enseignement moderne doit-il donner accès à la Faculté de droit et à la Faculté de médecine ?

Ni les Chambres de commerce, ni les Conseils généraux n'apportèrent à la Commission des réponses susceptibles de dégager une opinion majoritaire. Les représentants des intérêts économiques de la province française se prononcèrent les uns pour les études classiques et le baccalauréat qui en était la sanction (3), les autres, pour un enseignement et un baccalauréat avec moins de grec et de latin et plus de langues vivantes et de sciences (4). Un certain nombre de Chambres se contentèrent de demander de fortes études sans prétendre qu'il fallait les chercher dans l'enseignement clas-

(1) Citons, parmi les dépositions les plus importantes, celles de : Aulard, Bérard (Victor), Bernès (H.), Berthelot, Bérenger (H.), Blondel, Boissier, Bouchard, Boudhors, Bourgeois (Léon), Boutmy, Bouthoux, Breal, Brouardel, Brunetière, Buisson, Chailley-Bert, Clairin, Combes, Croiset, Darlu, Dounic, Dupuy (E.), Ducrocq, Faguet, Ermet, Foncin, Garsonnet, Gautier (Jules), Gebhart, Glasson, Gréard, Hanotaux, Jaurès, Lachelier, Larnaud, Lavis, Lemaître (Jules), Leroy-Beaulieu (P.), Lescar, Levasseur, Léveillé, Lyon-Caen, Malet, Maneuvrier, Monod (G.), Paris (G.), Passy (F.), Payot, Perrot, Poincaré (R.), Potel, Seignobos, Wallon.

(2) Sur les 198 dépositions entendues par la Commission, 107 traitent plus ou moins longuement du baccalauréat, 37 (parmi lesquelles celles de Gréard, Darboux, Espinas, Aulard, Jaurès, Belot, Fernet) réclament le maintien de l'examen tel qu'il existe depuis 1890; 19 (celles de Berthelot, Lavis, G. Monod, Combes, Paris, Perrot, J. Lemaître, E. Dupuy, Chailley-Bert, Potel, Maneuvrier, Didon, Malet, Masson, Tisserand, Risler, Grandeau, Goblet, L. Bourgeois) en proposent la suppression pure et simple; les autres préconisent des réformes, 3 (celles de R. Poincaré, Croiset et Gebhart) ramènent l'examen à une seule épreuve, 13 (parmi lesquelles celles de Croiset, V. Bérard, Séailles, Bernès, Darboux) tendent à dispenser de l'examen certains élèves.

(3) Cf. *Enquête*, t. V, p. 192. « Pour tous ceux que leur situation de fortune ou leur intelligence rend susceptibles de devenir des chefs d'industrie ou de commerce, nous désirons à la base un enseignement classique, le meilleur enseignement qui fasse de nos jeunes gens des hommes de caractère, d'action et d'initiative, pratiquement la vraie préparation aux études utilitaires ». (Réponse de Tourcoing); Lyon, Saint-Etienne, Mazamet, Le Havre, Montpellier, Roanne, Orléans, Amiens, Boulogne, Abbeville, Saint-Quentin, Montauban, Saint-Brieuc et Nantes étaient de cet avis. Lyon avait comparé les succès remportés à son Ecole commerciale par les bacheliers classiques et les bacheliers modernes et constaté que les avantages étaient pour les premiers.

(4) Cf. *Ibid.*, p. 49. « Renfermés depuis trop longtemps dans l'étude des langues mortes, il semble que nous ayons pris à tâche de nous séquestrer dans nos frontières, faisant du baccalauréat une véritable muraille de Chine pour nous mettre dans l'impossibilité d'être en communication avec les peuples voisins » (Angoulême). Nancy, La Rochelle, Narbonne, Nice, Roubaix, Chambéry, Nevers, Blois, Saumur, Rochefort, Dunkerque, Bordeaux, Nîmes, Sète, Laval, Bastia, Bougie, Carcassonne, Auxerre, Honfleur rejoignaient l'opinion d'Angoulême.

sique plutôt que dans l'enseignement moderne (1). Des 65 réponses, une opinion ferme ne se dégageait que sur les privilèges accordés au baccalauréat qu'on était à peu près unanime à accuser d'aboutir à augmenter la masse des candidats aux emplois publics. La Commission attendait beaucoup de la consultation qu'elle avait demandée aux Conseils généraux. Sur 80 assemblées départementales qui répondirent au questionnaire dont le Ministre de l'Intérieur les avait saisies au mois d'avril 1899, 13 se déclarèrent pour le maintien intégral des méthodes, des programmes et des sanctions en vigueur. « L'enseignement secondaire, disait le Rhône, est fort bien organisé » (2). 38 réclamèrent le maintien du baccalauréat et l'affermissement des études classiques. Le Loiret déclarait : « Il faut maintenir énergiquement l'enseignement classique parce qu'il forme l'intelligence, élève le cœur, nourrit les grands esprits et les grands caractères, produit l'élite intellectuelle qui a porté si haut la renommée de la France » (3). Le Conseil général de Constantine proposa même de réserver l'enseignement classique aux fils de familles aisées et de supprimer les bourses des enfants pauvres (4). Toutefois une vingtaine de départements s'affirmèrent partisans résolus de l'égalité des sanctions, sans aller cependant jusqu'au vœu de la Corrèze : « Il faut socialiser l'enseignement moderne par la cessation des inégalités, des injustices, des privilèges de castes qui le paralysent, lui appliquer le principe primordial de l'égalité sociale » (5). En majorité, les Conseils généraux se montrèrent peu favorables au système du jury intérieur qui aboutirait à une discrimination entre les établissements publics et les établissements privés (6). Enfin, parmi les critiques que les

(1) Cf. *Ibid.*, p. 151. « Il ne faut pas affirmer la supériorité que donneraient de fortes études classiques, mais seulement la supériorité que donnent de fortes études » (Paris). Marseille, Rouen, Alger, Dieppe, Limoges, Reims, Arras, Bourges, Armentières, Le Puy, Agen, Montluçon, Aubenas et quelques autres acceptaient cette conclusion de Paris.

(2) Cf. *Ibid.*, t. V. p. 598. La même opinion est exprimée par : Alger, Var, Seine-et-Oise, Saône-et-Loire, Lot, Morbihan, Cher, Indre, Eure-et-Loir, Landes, Haute-Loire, Puy-de-Dôme.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 420. C'est aussi le vœu de : Ain, Aisne, Allier, Alpes-Maritimes, Basses et Hautes-Pyrénées, Alpes, Ardèche, Ardennes, Aube, Aude, Ariège, Bouches-du-Rhône, Cantal, Charente, Constantine, Creuse, Dordogne, Finistère, Eure, Gers, Loir-et-Cher, Loiret, Haute-Garonne, Ile-et-Vilaine, Maine-et-Loire, Haute-Marne, Mayenne, Oise, Oran, Savoie et Haute-Savoie, Hautes et Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Tarn, Vosges.

(4) Cf. *Ibid.*, p. 692. Oran fait la même proposition.

(5) Cf. *Ibid.*, p. 295. L'égalité des sanctions était demandée aussi par : Gironde, Calvados, Cantal, Meuse, Nord, Pas-de-Calais, Aube, Côtes-du-Nord, Loire, Manche, Charente-Inférieure, Dordogne, Nièvre, Somme, Sarthe, Tarn-et-Garonne, Seine-et-Marne, Var, Vendée.

(6) Le vœu de la Sarthe était très explicite : « Nous préconisons le maintien du baccalauréat pour tout le monde. C'est à la fois plus équitable et nous ne craignons pas de dire, plus avantageux pour les établissements de l'Etat. Il ne faut pas qu'on puisse dire que, grâce à ce traitement, les établissements libres sont les seuls qui puissent faire recevoir des bacheliers et que les établissements de l'Etat avouent implicitement une impuissance qui n'existe pas. »

Conseils généraux adressaient au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne, la plus fréquente était qu'il exigeait une préparation trop longue pour la clientèle des jeunes gens qui auraient pu le rechercher et qui s'en détournaient pour aller dans les écoles primaires supérieures dont les études étaient moins longues et plus pratiques. Plusieurs d'entre eux eussent souhaité la résurrection de l'enseignement spécial : « Les programmes de l'enseignement moderne gagneraient à être plus utilitaires, plus pratiques, à s'adapter mieux aux besoins locaux et au génie des populations » (1). Et le Jura ajoutait : « Que, d'une manière générale, l'enseignement secondaire ne tende pas exclusivement à préparer des jeunes gens au baccalauréat, aux carrières administratives et aux Ecoles » (2).

Mais il semble qu'Emile Bourgeois dépassait singulièrement le « vœu de la France » en prétendant que l'enseignement secondaire n'avait formé que des fonctionnaires, des ingénieurs, des médecins, des avocats; qu'il détournait les jeunes gens du commerce et de l'agriculture; et que le régime d'enseignement secondaire que la France attendait c'était « une culture générale moyenne, utile à l'exercice de toutes les professions, qui ne prépare ni trop tôt, ni trop tard aux unes, au dépens des autres » (3). A vrai dire, cette culture, l'opinion n'était point unanime à croire que le baccalauréat classique fût seul capable de l'attester. Et l'argument était un peu faible lorsqu'Emile Bourgeois s'en prenait aux parents coupables de rechercher les études les plus distinguées pour proposer qu'on distribuât sur cinq années l'enseignement secondaire ouvert à tous et que le stage de deux années auprès des Facultés, prescrit par le décret de 1810, fût nécessaire au baccalauréat (4). Est-il besoin de dire que ce retour en arrière, faisant du baccalauréat le premier des certificats de l'enseignement supérieur, était impossible en raison même de l'état des mœurs qu'Emile Bourgeois analysait

(1) Cf. *Enquête*, t. V, p. 216, Vœu de l'Aisne.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 399. Il y eut parfois de fort belles plaintes contre le baccalauréat. Témoin ce vœu de la Charente-Inférieure (*Ibid.*, p. 238) : « Nous sommes, nous, les héritiers du grand commerce de l'Ouest, le pays de France qui fournit le plus d'officiers de toutes catégories, le plus de médecins civils et militaires, le plus d'avocats et de légistes, le plus de professeurs, le moins d'agronomes et d'agents de commerce. Le médecin est pour nous un produit d'exportation intérieure et extérieure. Et le résultat, c'est que les maisons de commerce passent aux mains de familles étrangères, que nos populations décuplées des énergies locales, manquent d'initiative et de savoir en présence des crises inévitables. A quoi cela tient-il ? aux mœurs, à la tendance sociale, mais surtout à la préparation intellectuelle que les enfants reçoivent au collège, au diplôme, à la nature et aux conséquences de ce diplôme ».

(3) Cf. Emile Bourgeois, *L'enseignement secondaire selon le vœu de la France*, Paris, Chevallier-Marescq, 1900, p. 48.

(4) Cf. *Enquête*, t. I, p. 388, note adressée à la Commission par Emile Bourgeois, qui se plaignait que l'augmentation proportionnelle des effectifs de l'enseignement secondaire fût trop faible. En 1789, 1 enfant sur 40 allait au collège ; en 1896, 1 enfant sur 24.

dans son livre ? Avec plus de raison, Langlois percevait la nécessité de plusieurs types d'enseignement secondaire avec égalité de sanction : « Pour tenir compte de la diversité infinie qui existe entre les enfants, une diversification hardie des cadres de l'enseignement s'impose. La méthode des bifurcations successives, en éventail, sur un tronc commun, permet de réaliser très simplement cette réforme qui paraît au premier abord si difficile » (1).

C'est dans ce sens que devait se diriger la réforme de 1902. Il semblait bien que le baccalauréat dût être victime de ce progrès pédagogique. Mais les défenseurs du baccalauréat possédaient sur leurs adversaires l'avantage d'être les plus intéressés par cette réforme. En outre, ils n'ignoraient point que le baccalauréat commandait les plans d'études et les programmes de l'enseignement secondaire. Aussi, certains adversaires avertis ne se faisaient-ils guère d'illusion sur leur pouvoir contre cette « chaîne magnétique et magique, faite de toutes les superstitions, de tous les préjugés, de toutes les fausses disciplines, de tous les « mementos » du code de civilité classique » (2). Maurice Couyba, l'un des secrétaires de la Commission, n'avait qu'un espoir : « A force de frapper sur le baccalauréat, il faudra bien qu'il se transforme, s'effrite, s'écaille et perde son caractère dangereux et funeste au progrès intellectuel et social des générations françaises. En lui accordant de moins en moins d'importance, en tant que sanction définitive; en divisant l'enseignement secondaire en deux cycles d'études, complets par eux-mêmes et sanctionnés par des examens avec matières à option; en mettant avant lui un certificat intermédiaire, qui vaudra mieux que lui au point de vue intellectuel sans valoir autant que lui au point de vue des prérogatives sociales; en substituant peu à peu à son mode d'examen invariable, quantitatif et impersonnel, un examen variable, composé de deux épreuves écrites, et d'épreuves orales, multiples, souples, qualitatives et personnelles, suivant les aptitudes et les carrières, on arrivera à l'émietter si bien qu'il finira par perdre son caractère, son prestige et jusqu'à son nom » (3).

Parmi les défenseurs du baccalauréat, les plus nombreux étaient adversaires de l'égalité des sanctions. Hormis les frères de la Doc-

(1) Cf. Ch.-V. Langlois, *La question de l'enseignement secondaire en France et à l'étranger*, Paris, Colin, 1900, et *La question du baccalauréat*, in *Revue Universitaire*, 1897, t. II. Langlois, comparant les candidats examinés par lui aux deux baccalauréats, déclarait : « Les candidats du moderne manquent, assez souvent, de ce léger vernis d'élégance qui recouvre, chez leurs émules classiques, tant d'ignorance et de légèreté. Mais ils donnent, en général, une impression de sérieux. On sent que, pour eux, l'examen, les programmes, le succès ou l'échec, ne sont pas choses à demi-indifférentes... La masse ne vaut pas sensiblement moins que la masse correspondante de l'enseignement rival... Avec tous ses défauts, l'enseignement moderne forme des esprits parfois un peu pesants, mais solides. »

(2) Cf. Maurice Couyba, *Classiques et modernes*, Paris, Flammarion, 1901, p. 9.

(3) Cf. Id., *Ibid.*, p. 10.

trine chrétienne dont les établissements préparaient surtout au baccalauréat moderne, tous les représentants de l'enseignement libre déposèrent en faveur des privilèges du baccalauréat classique (1). La *Société générale d'Education*, représentée par Keller, ancien député, et Terrat, professeur à l'Institut catholique, exprimait catégoriquement son avis : « Le baccalauréat moderne, qui n'a de valeur que comme équivalent du baccalauréat classique et comme promesse de fonction publique, est à supprimer purement et simplement... Maintien des études classiques dans leur intégrité. Le baccalauréat classique doit être exigé pour toutes les carrières libérales (2).

La *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire*, présidée par Louis Mangin, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, se prononçait également pour le rejet de l'enseignement moderne classique ou d'un enseignement moderne de portée classique. Cette société avait confié à M. Henri Bernès, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, le soin d'établir un rapport sur la question du baccalauréat. Professeur de Rhétorique au lycée Lakanal, M. Henri Bernès jouissait d'une grande autorité parmi les défenseurs des études classiques. A l'objection générale que le baccalauréat détruit la liberté des maîtres et le véritable esprit de l'éducation, M. Bernès opposa avec force : « Un enseignement qui impose à l'utilitarisme inné des écoliers et des parents, le souci d'un examen dont ses programmes seuls déterminent les programmes, est un enseignement maître de lui-même, assuré, si l'examen est bien conçu, de rester à lui-même sa fin. Un enseignement qui n'aurait plus à son terme de sanction propre ou n'aurait qu'une sanction sans valeur sociale tangible, mais dont les élèves, dès leur sortie, trouveraient à la porte des écoles supérieures, des fonctions administratives, comme des écoles techniques de tout ordre, des épreuves spéciales à subir, serait vite asservi par les programmes de ces épreuves écrites et contraint de prendre pour unique fin la préparation directe à chacune d'entre elles. Nous savons déjà de quel poids pèsent sur les études secondaires les concours d'entrée aux grandes écoles. L'extension d'un pareil régime aurait tôt fait de les désorganiser » (3). M. Bernès n'en constatait pas moins que les examens du baccalauréat dénotaient une baisse inquiétante des études, mais c'était pour demander le renforcement de cet « examen solennel de fin d'études ». « Que le baccalauréat soit rendu plus difficile ; pour relever les études des Facultés ; pour améliorer le travail dans nos classes ; pour décourager ceux qui, sans valeur ni mérite d'aucune sorte, ne re-

(1) Cf. *Enquête*, t. II, dépositions de l'abbé Péchenard (p. 248 à 255), de Mgr Mathieu, archevêque de Toulouse (p. 240 à 246), du R. P. Didon (p. 455 à 466), de Keller (p. 554 à 556).

(2) Cf. *Ibid.*, t. II, p. 558 à 560, déposition de Terrat.

(3) Cf. H. Bernès, *La réforme du baccalauréat*, Paris, Belin, 1899, p. 3.

cherchent le diplôme que comme un moyen de tromper la société sur ce qu'ils sont; pour ramener, enfin, à des conditions qui nous donnent tout l'avantage de notre force réelle, la lutte pour le prestige et le succès qui, là comme ailleurs, se poursuit entre l'enseignement de l'Etat et l'enseignement libre » (1).

Cette conception du baccalauréat et de l'enseignement secondaire menait au seul développement des études gréco-latines. De plus, M. Bernès voyait, avec Bréal (2) et la plupart de ses collègues, dans l'égalité des sanctions, les premiers pas vers l'inévitable confusion de l'enseignement secondaire avec l'enseignement primaire supérieur. « L'assimilation complète des baccalauréats modernes aux baccalauréats classiques, qui déjà dans le domaine de l'enseignement secondaire risquerait de dépeupler l'enseignement classique au profit de l'autre, plus court d'un an, ce serait en fait, et peut-être bientôt en droit (la campagne pour l'assimilation du brevet supérieur au baccalauréat moderne a déjà commencée), l'accès des grades supérieurs que décernent les Facultés directement ouvert aux élèves de l'enseignement primaire. Ce serait un acheminement à cette suppression de l'enseignement secondaire, que préconisent déjà certains utopistes » (3). Pourquoi l'enseignement

(1) Cf. Id., *Ibid.*, p. 32, 33. M. Bernès résumait ainsi ses critiques contre le baccalauréat actuel : un examen écrit trop restreint et quelquefois corrigé sans sûreté; un examen oral trop hâtif et souvent trop superficiel, avec la tendance à demander plutôt du savoir de détail que de la réflexion et du goût. Son rapport aboutissait aux conclusions suivantes : 1° *Esprit général de l'examen* : Il y aura identité de programme, d'esprit, de méthode, entre l'examen et l'enseignement dont il est la sanction. — 2° *Constitution des épreuves* : Les compositions écrites seront plus nombreuses, affectées, au besoin, de coefficients différents, elles représenteront les principales catégories d'exercices écrits en usage dans les classes. Les épreuves orales seront plus développées. — 3° *Direction des épreuves* : L'examen portera avant tout sur la formation d'esprit, la capacité de réflexion, l'intelligence générale en chaque ordre d'études, acquises par le candidat; en seconde ligne seulement sur la quantité de ses connaissances. En littérature, aucun sujet de composition n'exigera la connaissance particulière de tel groupe de faits, de telle œuvre, même inscrite au programme des classes.

(2) Cf. *Enquête*, t. I, p. 77. Déposition de Bréal. Michel Bréal qui, après avoir, dans un livre retentissant, comme nous l'avons dit, préconisé de profondes réformes avait collaboré avec son ami Jules Simon à l'élaboration du décret et des instructions de 1872, fut effrayé de voir, en 1880 et en 1890, ses disciples aller jusqu'à lutter pour l'égalité du baccalauréat moderne et du baccalauréat classique.

(3) Cf. H. Bernès. *La Réforme du baccalauréat*, p. 44, 45. En ce qui concerne l'égalité des sanctions, le rapport de M. Bernès proposait la conclusion suivante : L'enseignement secondaire pratique ou technique (c'est l'appellation qu'il suggérerait de substituer à celle d'enseignement secondaire moderne) devrait aboutir à un examen qui ne porterait pas le nom de baccalauréat. Pour les élèves qui de cet enseignement passeraient dans les classes de sciences de l'enseignement classique, un baccalauréat spécial pourrait être institué, qui conférerait les mêmes droits que le baccalauréat Lettres-Mathématiques de l'enseignement moderne. Le baccalauréat Lettres-Mathématiques de l'enseignement classique devrait comporter une épreuve écrite de philosophie, sanction d'un enseignement philosophique complet. A cette condition, il pourrait ouvrir l'accès des grades supérieurs de Droit et de Médecine. Il n'y a pas lieu d'assimiler, au point de vue de l'accès aux grades supérieurs des Lettres, de Droit et de Médecine, les baccalauréats de l'enseignement moderne à ceux de l'enseignement classique.

moderne était-il devenu si suspect aux yeux de professeurs foncièrement laïques et profondément républicains ? M. Bernès expliquait sa suspicion et celle de ses collègues par la conscience qu'ils avaient de la mission sociale impartie aux études classiques : « Nous ne savons pas si d'une façon ou de l'autre, d'éducateurs que nous étions de l'élite intellectuelle d'une grande démocratie, on ne fera pas de nous les préparateurs spéciaux d'une petite coterie de privilégiés et de mandarins » (1).

M. Bernès ne pouvait pas cependant ignorer la transformation subie par la clientèle de l'enseignement secondaire, autrefois tirée d'une bourgeoisie riche, ou du moins cultivée, et maintenant composée en majorité des apports de la moyenne et de la petite bourgeoisie. Il semble que cet état de fait eût dû amener les défenseurs du vieil enseignement gréco-latin à reconnaître la nécessité d'une orientation nouvelle de la pédagogie française et à admettre une solution pluraliste. M. Bernès n'y songeait point, ni Lachelier, ni Alfred Fouillée qui s'élevait contre la division en deux types de l'enseignement humaniste : « Le prétendu parallélisme n'existera que sur le papier. Ce sera l'enseignement le plus facile et le plus populaire, c'est-à-dire le moins élevé, qui finira par l'emporter; seules, les raisons de tradition et de mode conserveront aux classiques une petite clientèle, qui se croira alors d'une essence supérieure ». Et Fouillée demandait le maintien d'un type unique d'humanité, avec des variantes dans les dernières années, « mais une même éducation franco-latine et philosophique pour tous » (2).

Emile Boutmy qui exerça une influence certaine sur la Commission — il avait trouvé jadis en Paul Bert un défenseur de ses

(1) Cf. *Enquête*, t. II, p. 133, 134. On trouve la même idée dans le rapport fait par Boudhors à la *Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire* et dans sa déposition (cf. *Enquête*, t. II, p. 139, 140). Boudhors considère l'enseignement moderne comme un second enseignement classique « moins solide d'ailleurs et moins nourri de principes fermes, de morale civique et de vie sociale que l'enseignement gréco-latin ».

(2) Cf. Alfred Fouillée, *L'Enseignement au point de vue national*, Paris, 1891, passim. Fouillée pensait que seul l'enseignement classique pouvait préparer la sélection nécessaire à une société démocratique. D'ailleurs, d'après lui, les plus médiocres tiraient quelque profit du travail patient et sérieux imposé par les exercices traditionnels. « Nous nous sommes fait donner les plus mauvaises copies de version latine, de discours latin, de vers latins... Lisez les sans ces préjugés pédantesques qui font que le barbarisme et le solécisme sont les péchés capitaux par excellence; passez condamnation sur les fautes de langue, préoccupez-vous exclusivement du point de vue pédagogique et esthétique : vous reconnaîtrez que les plus incorrects de ces devoirs contiennent encore quelques détails qui témoignent d'un effort intellectuel, parfois même d'un certain goût » (p. 296). — D'autre part, Fouillée mettait, comme Lachelier, toute sa confiance dans le rôle éducatif de la classe de philosophie : « Il faut compenser l'évidente diminution des croyances religieuses dans notre pays par la culture croissante du sens esthétique, du sens moral et social. L'éducation, de moins en moins théologique en France, sera philosophique ou ne sera pas » (p. 401).

idées pédagogique (1) — se souciait moins que M. Henri Bernès de lier le sort de l'enseignement secondaire au maintien du baccalauréat. Il était de ceux qui eussent volontiers abandonné le mot et la chose. Mais il savait que le baccalauréat était devenu une institution sociale solidement protégée par la complexité et la divergence d'intérêts et de droits multiples dont la conciliation, avec la liberté de l'enseignement, s'imposerait à tout système qu'on tenterait de lui substituer. Dénonçant l'action du baccalauréat sur les réalités de la vie qu'il masquait et surtout sur les programmes des lycées et des collèges dont il était devenu le régulateur (2), déplo- rant l'existence de ce « couple » formé par les études et le baccalauréat, regrettant la façon dont chacun de ces deux éléments immobilisait l'autre (3), il ne voyait de solution que dans une sorte de compromis pédagogique, simple en apparence, et que les clas- siques, à la rigueur, auraient pu accepter, mais dont la mise en pratique aurait abouti à une véritable anarchie des études et de l'examen. L'examen et le programme auraient été divisés en deux parties : la première, obligatoire, comprenant un petit nombre de matières fondamentales, parmi lesquelles le latin ; la seconde, facultative, embrassant les mêmes matières mieux étudiées et plus approfondies, et, en outre, toutes les matières spéciales laissées au choix de chaque candidat (4).

Au contraire, Ernest Lavisse se félicitait de l'organisation sco- laire qui mettait en concurrence deux types d'enseignement se- condaire classique. Il pensait même que l'existence de ces deux types, au lieu de diviser la jeunesse française comme le lui re- prochait Boutmy, devait enrichir l'esprit national. Mais pour que la concurrence entre les deux formes d'enseignement pût modifier

(1) Cf. E. Boutmy, *Le Baccalauréat et l'Enseignement secondaire*, opus- cule de 96 pages, Paris, Colin, 1899, publié à l'occasion des travaux de la Commission. Boutmy raconte (p. 39, note 1) que, dans une commission consultative, Paul Bert avait insinué, à sa suggestion, qu'on pourrait différencier les diplômés de bachelier suivant le mérite des candidats. Mais un « homme éminent, haut fonctionnaire » (Gréard sans doute) s'éleva avec véhémence contre cette proposition. « Nous jugeâmes, ajoute Boutmy, qu'il valait mieux attendre. M. Paul Bert retira sa demande, je me tus et tout fut dit pour cette fois. »

(2) Cf. Id., *Ibid.*, p. 54 : « Avant de régler le plan d'études sur les prin- cipes d'une saine pédagogie, on doit se préoccuper de satisfaire aux nécessités et aux convenances de l'examen. »

(3) Cf. Id., *Ibid.*, p. 55.

(4) Cf. Id., *Ibid.*, p. 55. Voici l'esquisse du plan de réforme proposé par Boutmy : « 1° Le baccalauréat doit être un examen très humble; il ne doit pas prétendre à embrasser tous les éléments d'une instruction libérale, mais simplement à faire la preuve d'une culture moyenne. — 2° Il sera permis au candidat d'ajouter au baccalauréat d'autres matières qui lui agréent et de se composer un examen complémentaire qui lui soit propre. Le baccalauréat cesse donc d'être une sanction des études; ce sont les études elles-mêmes qui règlent la teneur de l'examen. — 3° Le programme de l'instruction secondaire doit être rendu aussi indépendant que possible du baccalauréat. — 4° Le diplôme doit contenir une notation aussi exacte que possible de la valeur de chaque candidat, aussi complète que possible de la composition de son acquis » (p. 11 et 12).

les habitudes et détruire l'uniformité, il fallait, à son avis, supprimer le baccalauréat. Devant la Commission, Ernest Lavisce reprit donc les termes de l'article qu'il avait publié le 15 décembre 1898 dans la *Revue de Paris* et dont nous avons déjà parlé (1). « Je suis, déclara-t-il, l'ennemi convaincu du baccalauréat que je considère — passez-moi le mot violent — comme un malfaiteur. Il provoque la recherche d'une distinction sociale absolument vaine, car c'est bien peu de chose que d'être bachelier. Il est une sorte d'appel permanent et bruyant vers les fonctions publiques. Il est le principal conservateur de l'uniformité et fait obstacle à toute initiative. Pour les parents, pour les élèves, pour les maîtres, il est la loi et les prophètes. « Malheureusement, pour le remplacer, Lavisce qui tenait à la liberté de l'enseignement ne trouvait qu'un « examen plus simple, plus familial » analogue à celui qui existait lorsque l'Etat avait le monopole (2).

Avec plus de détours, la déposition de Marcelin Berthelot concluait aussi à la suppression du baccalauréat. Berthelot estimait que l'enseignement classique devait être réservé à des minorités et qu'il ne fallait donc pas le rendre obligatoire, « comme on l'a fait trop absolument par des règlements et des privilèges », au moment où la majorité des Français désiraient posséder une culture plus appropriée à la vie moderne (3).

Plus prudent, Ferdinand Buisson demandait seulement qu'on organisât sérieusement les examens de passage. Il voyait en eux « la préface normale d'un bon et vrai baccalauréat et l'antidote du mauvais et faux baccalauréat » dénoncé par Ernest Lavisce. « De la sorte, déclarait Buisson, le vrai caractère du baccalauréat sera compris de tout le monde : parents et élèves sauront qu'on n'y arrive que par une succession d'examens qui en donneront le type et qui attacheront presque infailliblement le succès au travail continu. Le baccalauréat sera une sanction véritable, une consécration des études même et, par conséquent, il cessera d'exercer une action démoralisante dans les familles et dans les établissements » (4). La déposition de Foncin (5) corroborait l'avis de Ferdinand Buisson, en demandant la création entre les deux cycles d'études secondaires un examen strictement éliminatoire qui donnerait droit à un certificat.

La Commission trouva en Raymond Poincaré un défenseur fervent de l'égalité des sanctions. Poincaré ne s'étonnait pas des résistances que les Facultés de droit et de médecine opposaient aux

(1) Cf. plus haut, p. 195, 225.

(2) Cf. *Enquête*, t. I, p. 41.

(3) Cf. *Ibid*, t. I, p. 28.

(4) Cf. *Ibid*, t. I, p. 440.

(5) Cf. *Ibid*, t. I, p. 343.

partisans du baccalauréat moderne. Il rappelait avec plaisir l'hostilité que, Ministre de l'Instruction publique, il avait dû vaincre en 1895, pour imposer, d'accord avec Ribot, Président du Conseil, et Ministre des Finances, l'équivalence des deux baccalauréats à l'administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre et à celle des Contributions directes (1). Loin de nier que l'avocat et le médecin aient besoin d'une culture générale classique, il pensait, avec Gréard et Lavis, que l'enseignement moderne avait précisément le caractère classique et il ne voyait aucune raison de refuser aux bacheliers modernes l'accès à l'enseignement supérieur. L'infériorité de ceux-ci, dont arguait Brouardel (2), doyen de la Faculté de médecine de Paris, lui paraissait démentie par ceux qui étaient le plus à même d'observer les résultats des études modernes. La connaissance de l'étymologie des mots usuels à la médecine, était-ce suffisant pour imposer l'étude du grec et du latin (3) ? Quant aux études juridiques, Poincaré se refusait à comprendre qu'il fût indispensable pour tout étudiant de lire et de commenter les *Pandectes* dans le texte (4). Le droit romain n'a qu'un intérêt historique. « Je l'ai écarté, ajoutait-il, lorsque j'ai fait la réforme de l'enseignement juridique, d'une des branches du doctorat ; et je ne suis pas sûr que, dans l'autre, il ne pourrait pas être, partiellement au moins, remplacé avec avantage par l'étude des législations modernes » (5). Sur la réforme

(1) Le Ministre des Finances fut en effet obligé, le 13 février 1895, de prendre un décret autorisant les bacheliers de l'enseignement moderne à prendre part au concours d'admission au surnumérariat des Contributions directes et de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

(2) Cf. *Enquête*, t. I, p. 211.

(3) Bouchard, membre de l'Académie de médecine, refusait l'égalité des sanctions mais se déclarait prêt à ouvrir l'étude de la médecine aux bacheliers modernes du jour où l'on consentirait à donner à l'enseignement moderne la même dignité qu'à l'enseignement classique : « Comment, déclarait-il, l'enseignement moderne qui rachète son infériorité dans la connaissance des littératures anciennes par une supériorité réelle dans la possession des langues vivantes et de la culture scientifique, n'a-t-il pas conquis plus complètement la confiance et la faveur des familles ? On l'a organisé de telle sorte qu'il soit inférieur à l'enseignement classique, mais surtout on a réduit son importance, on a limité les privilèges qu'il confère. On a voulu que la concurrence fût impossible. » (Cf. *Enquête*, t. I, p. 527).

(4) La déposition de Ducrocq, professeur à la Faculté de droit de Paris, était aussi nette : « J'estime personnellement que nos étudiants peuvent aspirer avec succès à la licence et au doctorat en droit, indépendamment de la connaissance de la langue latine. Comment veut-on que tout soit subordonné au point de vue de l'entrée dans nos Facultés à l'étude de la langue latine dans l'enseignement secondaire ? C'est en contradiction avec l'organisation des Facultés de droit dans leur état actuel ». Mais tel n'était point l'avis général des Facultés de droit. (Cf. *Enquête*, t. I, p. 517, 518).

(5) Poincaré insinua même « que l'influence du droit romain, formaliste et sacramental, n'a pas toujours été sans danger pour l'esprit français... et que si nos Assemblées parlementaires sont aussi byzantines, c'est parce que nous avons des habitudes romaines de concevoir les discussions juridiques. » (*Rires*, ajoute le procès-verbal). (Cf. *Enquête*, t. II, p. 673).

proprement dite du baccalauréat, Poincaré tint à marquer son scepticisme : « Tous les reproches contre le baccalauréat sont fondés, déclara-t-il, malheureusement il n'est pas facile de le remplacer ; et la preuve, c'est que chaque adversaire de ce diplôme apporte son système personnel. L'idéal serait que le baccalauréat ne fût plus qu'un examen de sortie, succédant à une série d'examens de passage ; mais je ne vois aucun moyen d'organiser toute une série d'examens de passage dans les établissements d'enseignement libre » (1).

Partisan, comme Poincaré, de l'égalité des sanctions, Léon Bourgeois, après avoir présenté, avec une grande modération, la défense de l'enseignement moderne, réclama avec une grande vivacité la suppression du baccalauréat. « Un des vices fondamentaux de la situation actuelle, disait-il, est de considérer le baccalauréat comme la clef des carrières ; cette idée dénature complètement le caractère de l'épreuve finale de l'enseignement secondaire et par suite le caractère de l'enseignement lui-même. Il devrait être une constatation des études faites, alors qu'il semble actuellement avoir pour but de constater l'aptitude aux études futures. » Certificats d'études, et non d'aptitudes, les diplômes délivrés par l'Etat à la sortie du lycée devaient être, selon lui, la simple constatation des résultats acquis dans l'enseignement reçu. Léon Bourgeois spécifiait : « Je voudrais que le diplôme d'études secondaires n'ouvrit par lui-même, en aucun cas, une carrière (1) ; ce qui fausse l'enseignement secondaire, c'est ce lien factice entre les études qui doivent être générales et l'entrée dans une carrière qui est la spécialisation ». Certes, le cadre rigoureux du baccalauréat commande l'enseignement secondaire, détermine ses programmes et oriente déjà les élèves. Mais en supprimant cette clé de voûte, n'était-il pas à craindre que l'édifice entier ne s'écroulât ? Comment empêcher que les certificats prévus ne fussent pas la sanction d'examen de spécialités ? Comment garder aux études un caractère général et désintéressé ? A rompre le lien qui unissait l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur, on pouvait craindre que ne s'évanouît le caractère propre de la transition

(1) C'est aussi, sans demander la suppression du baccalauréat, que des humanistes comme Gaston Paris, Victor Bérard, Jean Jaurès, Ferdinand Brunot, se firent les défenseurs de l'égalité des sanctions. Notons aussi que, à une question directe de Ribot sur l'octroi immédiat de l'égalité des sanctions, Foncin, inspecteur général de l'enseignement moderne, sans hésiter, se déclara partisan de cette mesure. « M. Ribot. — Vous croyez que cet enseignement a fait assez de preuves pour que ce ne soit pas une aventure ? — M. Foncin. — Oui, je dirai même que c'est une question de bonne foi. Vous créez un enseignement que, d'une part, vous déclarez l'équivalent du classique, et d'autre part vous lui retirez tout ce que vous lui accordez. Vous l'empêchez de conduire jusqu'au droit et à la médecine. Ce n'est pas logique et ce n'est pas juste. » (Cf. *Enquête*, t. I, p. 343).

(2) Cf. *Enquête*, t. II, p. 688. Léon Bourgeois ajoutait cependant : « En principe, les divers certificats d'études secondaires correspondront à une instruction suffisante pour suivre avec fruit l'enseignement du droit et de la médecine. »

indispensable entre le primaire et le supérieur. La valeur des critiques de M. Bernès et de ses amis ne paraissait, ici, guère contestable.

Il n'était pas douteux cependant que le travail de la Commission devait logiquement aboutir à une réforme s'inspirant à la fois des principes exposés par Léon Bourgeois et par ceux dont Boutmy s'était fait le protagoniste. Alexandre Ribot, qui présida avec tant de zèle et d'autorité les travaux d'une enquête si largement étendue et fut à lui seul toute la Commission, a dégagé les perspectives de la réforme que tant de témoignages sollicitaient (1). Ces perspectives se coordonnaient en un plan que Ribot eut assez d'ascendant pour faire adopter par une Commission où dominaient des parlementaires appartenant ou apparentés à la droite et au centre de l'Assemblée. Dans son Avant-Propos, Ribot constatait que l'éducation scolaire participait à « l'évolution sociale et économique de l'ancien monde », et que les réformes opérées depuis 1872 dans l'enseignement secondaire n'avaient pas eu la même fortune que celles qui renouvelèrent l'Université et surtout donnèrent tant de succès aux écoles primaires. Le système emprunté par l'Empire au XVIII^e siècle avait été conservé dans un monde aux besoins duquel il ne répondait plus entièrement. L'enseignement moderne avait conquis une place importante, mais soulevé de graves oppositions de la part de l'enseignement classique qui se sentait menacé dans ses privilèges. Sur la question du baccalauréat, « barrière qui s'élève à l'entrée de la plupart des fonctions publiques », Ribot reprenait les conclusions de Lavissee et de Boutmy. Il voyait en lui « un des contreforts du décret de Messidor sur les préséances », une sorte de passeport vers un certain rang hiérarchique. « Le baccalauréat n'est plus une garantie des bonnes études, il est devenu une sorte d'institution sociale, un procédé artificiel qui tend à diviser la nation en deux castes, dont l'une peut prétendre à toutes les fonctions publiques et dont l'autre est formée des agriculteurs, des industriels, des commerçants, de tous ceux qui vivent de leur travail et en font vivre le pays ». Il fallait donc détruire le nom même de baccalauréat. « Ce mot de baccalauréat traîne avec lui un cortège d'illusions, de préjugés, d'idées fausses. Les mots ont leur puissance. Quand on veut briser une tradition, il n'est pas mauvais de toucher aux signes extérieurs qui tendent à la perpétuer. »

Ecarter l'idée de diplômes délivrés par les établissements eux-mêmes (2), selon le système du jury intérieur, Ribot adoptait les

(1) Cf. A. Ribot, *La Réforme de l'enseignement secondaire*, Paris, Colin, 1899.

(2) Cf. Id., *Ibid.*, p. 101. « L'enquête approfondie à laquelle la Commission s'est livrée lui a montré que les professeurs de l'Enseignement secondaire sont à peu près d'accord pour refuser le dangereux présent qu'on veut leur faire ».

conclusions de Léon Bourgeois mais en critiquant avec plus de force le projet d'institution d'un examen à l'entrée de chaque Faculté. Il craignait que de tels examens n'eussent tendance à trop se spécialiser, alors que « toute éducation libérale suppose un ensemble de connaissances générales » aussi indispensables à ceux qui se destinent aux carrières libérales et aux fonctions publiques qu'à ceux qui ne s'y destinent pas. Par un détour adroit, Ribot résolvait ainsi le problème de l'égalité des sanctions : « Commençons par supprimer tous les modes actuels et par faire disparaître le nom même du baccalauréat. N'ayons plus qu'un seul examen de fin d'études pour les élèves de l'enseignement classique et de l'enseignement moderne. Il portera sur un certain nombre de matières obligatoires et communes à tous les candidats. Mais, tout en gardant cette unité fondamentale, l'examen pourra se diversifier suivant la vocation et les études futures de ceux qui le subissent. Le diplôme n'ouvrira l'entrée de telle ou telle Faculté qu'autant qu'il portera une mention spéciale... On n'établirait pas *a priori* une équivalence entre le diplôme du baccalauréat classique et celui du baccalauréat moderne. Ce que beaucoup de gens considèrent comme un saut dans les ténèbres. Mais tous les candidats, sans distinction d'origine, seraient admis à faire preuve d'une culture suffisante pour aborder l'enseignement supérieur. Ce ne serait plus l'égalité théorique des deux diplômes, mais l'équivalence *a poste riori* d'études faites sous des régimes différents » (1).

L'idée lui paraissait suffisante de délivrer l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur de l'hypothèque du baccalauréat et d'accorder les partisans du classique et du moderne. Mais, à une voix de majorité, l'étude des langues anciennes fut maintenue par la Commission pour l'entrée aux Facultés de droit et de médecine. Ribot n'avait donc pas réussi à séduire les défenseurs intransigeants de la culture gréco-latine et du baccalauréat classique (2).

(1) Cf. *Id.*, *Ibid.*, p. 105.

(2) Nous donnons les conclusions adoptées par la Commission telles qu'elles figurent sous le Titre V : *Examens de fin d'études* :

39°. — Il y aura, à la fin du 1^{er} cycle, un examen à la suite duquel sera délivré un certificat d'études secondaires classiques ou modernes (1^{er} degré). Cet examen sera subi devant un jury composé de professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement secondaire et présidé par un professeur de l'enseignement supérieur.

40°. — Les divers baccalauréats seront remplacés par un diplôme d'études secondaires supérieures qui sera délivré après le 2^e cycle des études secondaires classiques ou modernes.

41°. — L'examen portera sur un ensemble de matières communes à tous les candidats et sur des matières à option.

42°. — Des règlements détermineront parmi les matières à option celles qui sont obligatoires pour l'entrée dans les diverses Facultés.

43°. — Les langues anciennes continueront d'être exigées pour l'entrée à la Faculté de droit et à la Faculté de médecine. *Résolution prise à la majorité d'une voix.*

44°. — Le diplôme mentionnera les matières à option sur lesquelles le candidat aura répondu d'une manière satisfaisante et les Facultés dont l'entrée lui est ouverte. Les candidats à qui leur diplôme ne donne pas

L'enquête était terminée en 1899 et les conclusions du rapporteur déposées. Deux années se passent avant qu'une solution n'intervienne. Pendant ce temps, le Conseil supérieur de l'Instruction publique eut à connaître le projet ministériel. Au mois de janvier 1902, Georges Leygues, Ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Waldeck-Rousseau, adressait à Ribot, président de la Commission, une lettre, rendue publique, sur le projet de réforme qu'il se proposait de déposer, en conclusion de l'enquête, sur le bureau de la Chambre des députés. Non sans peine, l'accord avait été établi. Georges Leygues rendait pleinement hommage, d'une part, aux études classiques qu'il s'offrait à protéger contre toute atteinte et à fortifier comme partie intégrante du patrimoine national, à l'enseignement moderne, d'autre part, qu'il considérait comme indispensable aux nouveaux besoins du pays. Sur l'égalité des sanctions, Georges Leygues affirmait clairement sa pensée : « Entre deux cours d'études désormais égaux et des épreuves équivalentes, dans lesquelles la connaissance du grec et du latin sera remplacée par une connaissance approfondie des sciences et des langues vivantes, je ne vois plus de raison d'établir une inégalité au point de vue des sanctions. Tous les diplômes secondaires doivent conférer les mêmes droits. Il est clair, d'ailleurs, que certaines études resteront interdites à certains bacheliers, en raison même de leur genre d'études secondaires... Ceci admis, une nouvelle conséquence s'impose : tous les diplômes de bacheliers étant équivalents et conférant les mêmes prérogatives, il n'y a plus qu'un baccalauréat unique, un seul diplôme portant, à titre de renseignement, des mentions différentes suivant l'option du candidat ». Ainsi reparaisait le baccalauréat que la Commission avait désiré supprimer.

Dans son rapport complémentaire, publié avec le plan de réforme, Ribot se déclara d'accord avec le Ministre, malgré la résurrection du baccalauréat qu'il croyait avoir définitivement enterré. « ...Un cours d'études de sept années, écrivait-il, couronné par un baccalauréat unique donnant l'accès de toutes les Facultés et de tous les concours publics sans aucun privilège attaché à l'étude de telle ou telle langue, ancienne ou moderne... voilà, certes, une réforme considérable au point de vue social comme au point de vue pédagogique ». On connaît l'économie de cette ré-

accès à telle ou telle Faculté pourront passer un examen complémentaire.

45°. — Les examens pour l'obtention du diplôme d'études secondaires supérieures seront passées devant un jury composé de professeurs des Facultés des lettres et des sciences, auxquels seront adjoints des professeurs agrégés de l'enseignement secondaire, à condition qu'ils ne forment pas la majorité et qu'ils n'examinent pas leurs propres élèves.

46°. — Les doyens ou professeurs des Facultés seront chargés par le ministre d'inspecter de temps en temps les établissements publics et libres pour s'assurer du niveau de l'enseignement et de la valeur des livrets scolaires.

forme : les études réparties en deux cycles de telle sorte que l'élève puisse quitter le lycée à la fin du premier, c'est-à-dire après la classe de troisième ; le premier cycle divisé en deux sections : A (latin) et B (français) ; le deuxième, divisé en quatre sections : A. *latin-grec*, B. *latin-langues vivantes*, C. *latin-sciences*, D. *sciences-langues vivantes* dont les termes étaient les premières mentions de la première partie du baccalauréat, les secondes pouvant être indifféremment : *Philosophie ou Mathématiques*, suivant la nature des épreuves subies à l'examen de la deuxième partie.

Le 12 février 1902, la discussion du projet s'engagea devant la Chambre des députés dont la législature touchait à sa fin. Comme on examinait le budget de l'Instruction publique, le président annonça que l'ordre du jour appelait la discussion du projet présenté au nom de la Commission d'enquête sur la réforme de l'enseignement. Immédiatement un député demanda que la discussion fût renvoyée et que la Chambre ne se prononçât pas dans un débat hâtif. Brisson appuya cette demande de disjonction en invoquant la nécessité de ne pas retarder le vote du budget et le souci de ne point préjuger des desseins de la législature suivante (1). Mais Viviani fit remarquer que le Ministre pouvait décider seul et que, dans une question intéressant l'éducation nationale, il valait mieux que la Chambre prît ses responsabilités. Ribot estima que le travail de la Commission pouvait affronter la contradiction. Léon Bourgeois vint se féliciter de l'accord établi entre des hommes appartenant aux partis politiques les plus opposés, sur un certain nombre de questions essentielles qui paraissaient devoir être la charte de l'Université. Le Président du Conseil, Waldeck-Rousseau, intervint à son tour pour demander la discussion immédiate.

L'ample débat qui s'institua devant la Chambre les 12, 13 et 14 février fut surtout marqué par l'intervention de René Viviani. Au nom du parti socialiste, Viviani s'éleva, en un discours d'une haute tenue littéraire, contre l'esprit mesquin de ceux qui, pouvant profiter des humanités gréco-latines seules susceptibles par l'ampleur du mouvement de la pensée antique de préparer l'intelligence humaine à la révélation de la beauté, de l'utilité, de la vérité, selon le rôle de l'enseignement secondaire, préféraient un baccalauréat au rabais. Georges Leygues répondit aux diverses critiques par un éloge du travail accompli par la Commission parlementaire, puis reprenant les termes de la lettre qu'il avait adressée à Ribot, il s'expliqua sur le sens et la portée de son projet qui substituait à deux enseignements et à deux baccalauréats rivaux un seul baccalauréat et un enseignement unique, l'enseignement secondaire. Un vote à mains levées approuva les déclarations du Ministre et son projet de réforme.

(1) Il s'agissait de l'abrogation de la loi Falloux dont Brisson était partisan et que la Chambre d'alors ne voulait pas.

Tel quel, ce vote, peut-être inattendu, laissait les mains libres au Ministre que les circonstances pressaient d'aboutir rapidement. En effet, de nombreuses oppositions se déclaraient. Au Sénat, la majorité de la Commission de l'enseignement demeurait hostile à l'égalité des sanctions. Une demande écrite d'interpellation que lui adressait Denoix rappelait à Georges Leygues cette hostilité. D'autre part, du 15 au 20 mai siégeait le Conseil supérieur de l'Instruction publique qui devait étudier les projets de décrets et d'arrêtés soumis à cette dernière instance. Georges Leygues, pour empêcher le Conseil de mettre obstacle à la réforme ne fit porter la consultation que sur les modalités d'application. Il estimait que le droit d'avis du Conseil était épuisé par les consultations de 1900 et de 1901. Les décrets et arrêtés signés par le Président de la République le 31 mai 1902, parurent le 2 juin au *Journal Officiel*, alors que le cabinet Waldeck-Rousseau était démissionnaire. Une très ferme protestation s'était produite, au Conseil supérieur, de la part des deux représentants des professeurs des lycées, MM. Bernès et Clairin, protestation que le Ministre se refusa d'admettre au procès-verbal (1). Il n'était plus temps d'arrêter la réforme. Au Sénat, le débat ajourné par les élections législatives et la constitution du nouveau ministère ne put venir que le 8 juillet, sur l'interpellation de Denoix. Le cabinet Combes avait remplacé celui de Waldeck-Rousseau et Chaumié était devenu Ministre de l'Instruction publique. Ce fut par un ferme discours que Denoix développa son interpellation, rappelant l'inconvenance dont Georges Leygues s'était rendu coupable envers le Sénat en publiant ses décrets avant d'avoir permis aux sénateurs d'exprimer leur avis. Mais, au fond, il acceptait la réforme. Un autre sénateur, Joseph Fabre, protesta également contre « le sans-gêne » dont avait usé « le précédent Ministre de l'Instruction publique ». Tout en estimant que les universitaires, ceux-là même qui étaient « les plus mécontents », avaient le devoir de tout faire pour que « les réformes engagées aboutissent pour le plus grand bien du pays », comme aucun des décrets du 31 mai n'affirmait explicitement l'égalité des sanctions, Joseph Fabre, appuyé par Wallon,

(1) La *Revue de l'Enseignement secondaire* la publia dans son numéro de juin 1902. « Après la déclaration maintes fois répétée qu'il y avait lieu de fortifier les études classiques et les humanités, déclaraient les protestataires, les propositions votées par le Conseil supérieur ont pour conséquence :

« 1^o Un nouvel affaiblissement des études latines;

« 2^o La mutilation à peu près certaine des études grecques.

« En outre, il devient impossible aux jeunes gens qui voudront faire leurs humanités d'ajouter à une éducation littéraire complète, des études scientifiques sérieuses. C'est la destruction de l'ancien enseignement secondaire français, qui avait toujours été regardé comme la formation complète et méthodique de toutes les facultés de l'esprit. Les représentants des agrégés des lettres et des agrégés de grammaire croient qu'il est de leur devoir de signaler ces conséquences et d'en laisser la responsabilité aux auteurs et aux défenseurs du plan d'études projeté. — Henri Bernès, P. Clairin. »

demanda au Sénat de repousser cette « funeste » égalité. Chaumié n'eut pas de peine à convaincre les sénateurs que l'œuvre de son prédécesseur méritait leur approbation. Par 212 voix contre 51, le Sénat, approuvant les déclarations du Ministre, adopta les conclusions de la Commission d'enquête parlementaire et le vote de la Chambre des députés « tendant au maintien de l'enseignement classique et au développement de l'enseignement moderne ». Chaumié avait ainsi, grâce au vote d'une si vague motion, les mains aussi libres que les avait eues Georges Leygues après le vote des députés. Les circulaires relatives à l'application des décrets et arrêtés du 31 mai 1902, dont la publication avait été retardée par déférence envers le Sénat, furent aussitôt envoyées aux recteurs (1) et un décret pris le 22 juillet, prescrivait que le baccalauréat de l'enseignement secondaire institué par le décret du 31 mai 1902 était admis, quelle que fût la mention inscrite sur le diplôme, pour l'inscription dans les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur en vue des grades ou titres conférés par l'Etat (2).

En ce qui concerne la procédure de l'examen, la réforme de 1902 est caractérisée par les mesures suivantes :

1° Les sessions d'examens sont au nombre de deux : l'une à la fin, l'autre au commencement de l'année scolaire (3). Les dates d'ouverture des registres d'inscription et les dates des sessions sont fixées par arrêté ministériel (4).

2° Les inscriptions sont reçues : au secrétariat de la Faculté des lettres pour les mentions *latin-grec*, *latin- langues vivantes*, *latin-sciences* de la première partie, et pour la mention *lettres-philosophie* de la deuxième partie ; au secrétariat de la Faculté des sciences pour la mention *sciences-langues vivantes* de la première partie et pour la mention *mathématiques* de la deuxième partie (5). L'inscription comporte le dépôt d'un acte de naissance et d'une demande établis sur papier timbré et légalisés. La demande doit être accompagnée de l'autorisation du père ou du tuteur, si le candidat est mineur. En outre, le dossier doit comprendre le livret scolaire et une note indiquant la série d'épreuves que le candidat demande à subir (6). Le candidat doit avoir seize ans accomplis pour être autorisé à se présenter. Des dispenses d'âge peuvent être accordées par le Ministre. Ces dispenses ne

(1) Elles portent la date du 19 juillet 1902.

(2) Cf. *Décret* du 22 juillet 1902, art. 1^{er}.

(3) La session de mars-avril est supprimée. La dernière eut lieu en mars 1903, et seule la loi de 1913 portant à trois ans la durée du service militaire, puis la guerre en ressusciteront exceptionnellement la pratique en mars 1914, 1915, 1917 et 1918.

(4) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 1^{er}

(5) Cf. *Ibid.*, art. 3.

(6) Cf. *Ibid.*, art. 2.

peuvent porter sur une période de plus d'une année (1). L'inscription n'est valable qu'après consignation des droits à acquitter (2). Les sommes à consigner s'élèvent à 45 francs pour la première partie, à 85 francs pour la deuxième partie. En cas d'ajournement à la première partie, il est remboursé 10 francs et en cas d'ajournement à la deuxième partie, 50 francs (3). Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire (4). Nul ne peut se présenter aux épreuves de la seconde partie qu'un an après avoir subi avec succès celles de la première. L'intervalle compris entre la session d'octobre et la session de juillet de l'année suivante est compté pour un an. Aucune dispense ne peut être accordée (5). Enfin, le candidat ajourné en juillet ne peut se représenter au cours de la même session (6).

3° La production du livret scolaire est facultative comme sous le régime de 1890 (7). Mais, lorsqu'un candidat en a présenté un, il ne peut être ajourné soit après les épreuves écrites, soit après les épreuves orales, sans que le jury ait examiné son livret et ait délibéré. Mention de cet examen et de cette délibération doit être faite, sous la signature du président du jury, sur le livret et sur la feuille d'examen (8).

4° Les candidats peuvent, soit à la première partie, soit à la seconde partie, s'inscrire à la fois pour plusieurs séries et subir, dans une même session, l'examen pour ces différentes séries, mais les épreuves écrites ou orales qui, dans les différentes séries, portent sur les mêmes matières et les mêmes programmes, ne peuvent être subies qu'une seule fois au cours d'une même session (9).

5° Les jurys d'examens sont composés de membres de la Faculté des lettres et de la Faculté des sciences, de professeurs en exercice ou honoraires de l'enseignement secondaire public, agrégés ou docteurs, désignés par le Ministre de l'Instruction publique (10). La présidence appartient au doyen ou, à son défaut, au membre de l'enseignement supérieur le plus ancien. Dans le cas où le jury est formé d'un nombre pair de membres, la voix du président est

(1) Cf. *Décret* du 15 décembre 1902, art. 1^{er}.

(2) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 5.

(3) Cf. *Décret* du 15 décembre 1902, et *Circulaire* du 18 décembre 1902.

(4) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 4.

(5) Cf. *Décret* du 31 mai 1902, art. 16.

(6) Cf. *Ibid.*, art. 22.

(7) Cf. *Ibid.*, art. 9.

(8) Cf. *Ibid.*, art. 10, et *Circulaire* du 10 décembre 1903.

(9) Cf. *Arrêté* du 1^{er} novembre 1904 et *Circulaire* du 30 novembre 1904.

(10) Cf. *Décret* du 31 mai 1902, art. 3.

prépondérante (1). Les jurys comprennent : *Latin-Grec* : 6 examinateurs, dont 3 membres de l'enseignement supérieur et 3 membres de l'enseignement secondaire ; *Latin-Langues vivantes* : 5 examinateurs, dont 2 membres de l'enseignement supérieur et 3 membres de l'enseignement secondaire ; *Latin-Sciences* : 6 examinateurs, dont 3 membres de l'enseignement supérieur et 3 membres de l'enseignement secondaire ; *Sciences-Langues vivantes* : 5 examinateurs, dont 2 membres de l'enseignement supérieur et 3 membres de l'enseignement secondaire ; *Philosophie* : 4 examinateurs, dont 2 membres de l'enseignement supérieur et 2 membres de l'enseignement secondaire ; *Mathématiques* : 4 examinateurs, dont 2 membres de l'enseignement supérieur et 2 membres de l'enseignement secondaire (2). Les professeurs en exercice de l'enseignement secondaire, siégeant dans les jurys, ne peuvent examiner les élèves de l'établissement auquel ils appartiennent (3). Il peut être adjoint au jury des examinateurs spéciaux pour les langues vivantes (4). La rémunération des professeurs en exercice ou honoraires de l'enseignement secondaire public, appelés à faire partie des jurys, est fixée ainsi qu'il suit : correction d'une épreuve écrite pour une série de 30 candidats : 30 francs ; présence à l'épreuve orale pour une série de 30 candidats : 30 francs. Lorsque le nombre des candidats dépasse 30 ou un multiple de 30 la rémunération est de 1 franc pour chaque correction d'une épreuve écrite et pour chaque interrogation aux épreuves orales. Une indemnité de 10 francs par jour et le remboursement des frais de voyage sont prévus pour les examinateurs qui ne résident pas au siège de l'Université (5).

6° Les épreuves écrites ont lieu, au choix des Facultés, soit en une série unique, soit en séries simultanées, soit en séries successives (6). Les textes et sujets de composition sont choisis par le doyen de la Faculté des lettres pour les compositions littéraires, par le doyen de la Faculté des sciences pour les compositions scientifiques. Dans certains cas, s'il le juge convenable, le Ministre peut envoyer ces textes et sujets (7). Il est recommandé aux doyens, pour arrêter plus sûrement leur choix, de demander aux professeurs de l'enseignement supérieur et à ceux de l'enseignement secondaire, appelés à faire partie des jurys, de leur présenter des sujets (8). Pour les épreuves écrites, sauf pour la version latine, la version grecque et l'épreuve de langue vivante, il

(1) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 14.

(2) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 13.

(3) Cf. *Décret* du 31 mai 1902, art. 4.

(4) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 13.

(5) Cf. *Arrêté* du 23 décembre 1902.

(6) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 6.

(7) Cf. *Décret* du 31 mai 1902, art. 13, et *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 7.

(8) Cf. *Circulaire* du 10 mars 1904.

est donné trois sujets entre lesquels les candidats ont le droit de choisir. Ces sujets doivent être pris tous les trois dans la même partie de la philosophie ou dans la même branche des mathématiques ou de la physique (1). Lorsque tous les candidats composent ensemble, le même texte de version latine doit leur être proposé. Lorsqu'on ne peut assurer trois séries parallèles d'examen, l'épreuve doit être de la même force dans les trois séries A, B et C. La version grecque doit porter sur un texte facile d'où sont exclues toutes les difficultés dialectales capables d'embarrasser les candidats. Pour la composition française, il est prescrit de donner une matière suffisamment explicite afin d'éviter aux candidats toute erreur d'interprétation du sujet qu'ils ont à traiter. Le même sujet doit être donné aux candidats appartenant aux séries A, B et C lorsqu'ils composent en même temps ; ce sujet peut également être proposé aux candidats de la série D, mais rien n'empêche de leur proposer un sujet différent (2). L'analyse de tout ou partie d'un des textes portés au programme de l'examen, une question d'histoire ou de géographie ne peuvent constituer un sujet de composition. Il est prescrit d'exclure de l'examen écrit les sujets impliquant une étude spéciale et une connaissance présente de l'un quelconque des textes indiqués pour les classes supérieures (3). La composition de mathématiques et de physique aux épreuves de la première partie, série D, comprend trois questions de cours de mathématiques et un problème de mathématiques, trois questions de cours de physique et un problème de physique. Il est interdit de donner aucun sujet de chimie. Par contre aux épreuves de la deuxième partie, série mathématiques, les trois questions de cours et le problème peuvent porter indifféremment sur la chimie ou la physique (4). Pour l'examen oral de grec et de latin, l'épreuve consiste essentiellement dans une explication d'un passage de moyenne difficulté. Cette explication doit être improvisée, l'élève étant en droit de n'avoir pas fait une étude spéciale du texte qui lui est proposé et de ne pas posséder une connaissance de ce texte (5). L'explication d'un texte de langue vivante consiste dans une traduction en français faite d'après les indications de la circulaire du 1^{er} juin 1891. Le texte à expliquer doit être pris dans l'un des auteurs dont les ouvrages figurent au programme des classes de seconde et de première (6). L'épreuve de langue complémentaire (série B et série D) comprend seulement le résumé d'un

(1) Cf. *Instructions* du 25 juin 1904. Ces prescriptions figuraient déjà dans la circulaire du 1^{er} juin 1891.

(2) Cf. *Circulaire* du 10 mars 1904.

(3) Cf. *Décret* du 31 mai 1902, art. 12, qui reprend les prescriptions de la circulaire du 1^{er} juin 1891 et de la circulaire du 28 août 1896.

(4) Cf. *Circulaire* du 10 mars 1904.

(5) Cf. *Instructions* du 25 juin 1904 et circulaire du 28 août 1896.

(6) Cf. *Circulaire* du 10 mars 1904.

texte facile tiré d'un auteur contemporain ou d'une publication périodique (1).

7° La durée des épreuves écrites de la 1^{re} partie est de 3 heures pour la composition française, la version latine, la version grecque, la composition en langue vivante et de 4 heures pour la composition de mathématiques et de physique. Elle est de 4 heures pour la dissertation philosophique et de 2 heures pour la composition scientifique, aux épreuves écrites de la deuxième partie, série Philosophie ; de 3 heures pour la composition de mathématiques, la composition de sciences physiques, la dissertation philosophique, aux épreuves écrites de la deuxième partie, série Mathématiques (2). La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20. Les coefficients attribués aux différentes épreuves, tant écrites qu'orales, déterminent l'importance attachée à chaque discipline dans l'ensemble de l'examen. Aucun ajournement ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération du jury réuni à cet effet (3).

8° Les copies des candidats admis à la deuxième partie sont transmises au Ministre avec les certificats d'aptitude et avec les copies de la première partie (4). Il est interdit aux candidats d'apporter aucun papier, aucun cahier, aucun livre, autre que les dictionnaires autorisés et de faire usage d'autres feuilles de papier que celles qui leur sont remises par la Faculté (5). Tout examen entaché de fraude ou de tentative de fraude doit être déclaré nul (6). Les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire relèvent de la juridiction du Conseil de l'Université pour toute fraude commise au cours ou à l'occasion de l'examen (7).

Hormis la protestation de MM. Bernès et Clairin, la nouvelle organisation des études et du baccalauréat ne provoqua point, de prime abord, de vives récriminations. Elle apparaissait comme un progrès vers la libre concurrence des enseignements et des diplômes et elle donnait aux parents la faculté de choisir entre les études diverses. Ceux-ci toutefois restaient perplexes dans l'usage à faire d'une liberté, inconnue jusqu'alors. Il leur fallait émettre une préférence, calculer un avenir, s'orienter dans un système nouveau, prendre parti à une heure où l'on préférerait attendre des indices plus précis. Certains, comme Gustave Belot, représentant des professeurs de philosophie au Conseil supérieur, qui avaient combattu pour la suppression du privilège des études

(1) Cf. *Circulaire* du 22 juin 1904.

(2) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 10.

(3) Cf. *Décret* du 31 mai 1902, art. 8.

(4) Cf. *Arrêté* du 31 mai 1902, art. 16.

(5) Cf. *Ibid.*, art. 9.

(6) Cf. *Ibid.*, art. 15.

(7) Cf. *Instructions* du 25 juin 1904 et *Décret* du 21 juillet 1897, art. 33.

gréco-latines, s'effrayaient que l'équivalence des diplômes de bachelier eût donné la possibilité d'aborder les études de droit et de médecine sans culture philosophique. Certes, le baccalauréat de philosophie ne comportait plus d'épreuve de langues anciennes à l'oral et la classe de philosophie s'ouvrait largement à ceux qui désiraient y entrer. Mais la classe de philosophie était plutôt subie par les familles qui lui reprochaient son défaut d'objectivité scientifique, comme d'autres son indépendance d'esprit. Ainsi le baccalauréat de philosophie n'était plus en concurrence avec le baccalauréat de mathématiques (1).

Mais ce qui rendait très séduisante la réforme de 1902, c'est qu'elle établissait à la fois l'équivalence des baccalauréats et l'égalité, dans leur durée, des études dont ils étaient la sanction (2). Elle admettait que les mentions très différentes inscrites sur le diplôme de bachelier garantissaient une même culture générale acquise après un même nombre d'années d'efforts. D'ailleurs, les quatre mentions paraissaient devoir se ramener, dans la pratique, à deux. Le baccalauréat *latin-sciences*, qui devait, quelques années plus tard, attirer les candidats les plus intelligents et les plus laborieux, prenait figure de revenant. Beaucoup de professeurs ne voyaient en lui qu'un second « produit de la bifurcation Fortoul » qui s'était partagé, avec la loi Falloux, les rancœurs de l'Université (3). L'ancien baccalauréat ès sciences, faisaient-ils remarquer, ne s'était imposé que parce qu'on l'avait rendu obligatoire pour l'admission aux grandes écoles scientifiques : les candidats, poussés par la nécessité bien plus que par l'attrait des langues anciennes, se résignaient au minimum de latin qu'il comportait. Mais à quoi bon maintenant ce léger vernis de latin, puisque les mêmes prérogatives étaient attachées à toutes les mentions du baccalauréat et à toutes les options d'études ? Le baccalauréat *latin-langues vivantes*, qui ne répondait à la nécessité ni d'une culture littéraire, ni d'une culture scientifique, ne paraissait pas appelé à jouir d'une grande faveur (4). Quant au baccalauréat *latin-grec*, on était d'accord pour reconnaître qu'il ne retiendrait que la partie la plus fidèle

(1) Cf. Gustave Belot, *La nouvelle situation des classes de philosophie*, in *Revue Universitaire*, 1902, t. II, p. 351.

(2) Les meilleurs exposés des caractéristiques de la réforme de 1902 furent sans contredit le discours prononcé, le 26 novembre 1902, par le vice-recteur de l'Académie de Paris, à l'ouverture du Conseil académique, et le livre dans lequel Georges Leygues la présenta au public, sous le titre bien significatif : *L'Ecole et la Vie*, Paris, Calmann, sans date. — De nos jours, M. F. Vial en a fait un brillant exposé dans *Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire*, Paris, Delagrave, 1936, p. 245 à 256.

(3) Cf. *Revue Universitaire*, t. II, 1902, p. 94 et p. 514.

(4) En quoi on avait tort, car cette option, qui fut la verrue de la réforme de 1902, attira tous ceux qui n'étaient doués ni pour les études littéraires, ni pour les études scientifiques, c'est-à-dire les élèves qui, pour la plupart n'avaient pas les qualités intellectuelles requises pour recevoir avec profit la culture secondaire.

de la clientèle classique. On croyait donc généralement, dans l'Université, que les trois premières options se ramèneraient assez vite à une seule et que celle-ci, avec le type moderne du baccalauréat *sciences-langues vivantes*, pourvu des mêmes sanctions, aurait des chances sérieuses de vitalité.

C'était à la session de juillet 1904, pour la première partie, et à celle de juillet 1905, pour la seconde, que les programmes de 1902, conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 juillet 1902, devenaient applicables aux épreuves du baccalauréat (1). En mai 1904 eurent lieu, pour la première fois, après la réforme, les élections au Conseil supérieur de l'Instruction publique. Elles furent l'occasion de circulaires qui nous renseignent assez bien sur l'état d'esprit des professeurs. Belot, Bernès et Clairin reprirent les critiques que nous avons signalées. Ils furent réélus. Le candidat des professeurs d'histoire et de géographie, M. Gallouëdec, joignit ses plaintes à celles des candidats de philosophes, des littéraires et des grammairiens. Acceptant les mesures destinées à donner plus de souplesse pédagogique aux anciens cadres, M. Gallouëdec s'étonnait que l'enseignement de la géographie n'eût obtenu qu'une place insignifiante dans les programmes des épreuves orales de la deuxième partie du baccalauréat et surtout qu'on n'eût pas prévu pour cet examen terminal une révision des principaux pays du globe (2). Aux critiques de leurs représentants au Conseil supérieur les professeurs des classes préparatoires au baccalauréat ajoutaient celles que soulevaient les modalités d'application des programmes des classes de Première aux épreuves de la première partie de l'examen. Pour plusieurs disciplines, certaines parties figuraient dans les programmes avec la mention : « révision ». Les questions qui faisaient l'objet d'une simple révision, pouvaient-elles figurer parmi celles qu'on devait, à l'écrit ou à l'oral, poser aux candidats ? Une instruction ministérielle apporta aussitôt les précisions nécessaires (3).

Mais, ni ces précisions, ni même la bonne volonté de l'Administration centrale qui s'efforçait de donner de la souplesse à l'enseignement et aux examens en les pliant aux inclinations diverses des esprits et à laquelle on se plaisait à rendre hommage, n'étaient un bouclier suffisant pour mettre la réforme de 1902 à l'abri du

(1) Cf. *Arrêté* du 28 juillet 1902, art. 1^{er}.

(2) Cette lacune fut comblée après une pétition de 200 professeurs d'histoire enseignant la géographie dans les classes de philosophie et de mathématiques, publiée dans les *Annales de Géographie*, n° 75, du 15 mai 1905.

(3) Cf. *Circulaire* du 12 février 1905 : « Les récentes modifications apportées au régime du baccalauréat ayant eu pour objet essentiel d'assurer l'exacte coordination de l'enseignement de la classe avec l'examen, je ne saurais trop insister pour que les doyens auxquels appartient le choix des sujets de composition, ainsi que les examinateurs chargés d'interroger les candidats aux diverses séries du baccalauréat se renferment strictement dans les limites que leur tracent les programmes. »

sort que nous avons vu être celui de toutes les réformes apportées au régime du baccalauréat depuis son institution. Vives attaques, critiques amères, objections techniques, réserves chicanières, les fées de France, respectueuses de la tradition, ne pouvaient guère mettre autre chose dans son berceau. Remarquons cependant que, cette fois, l'opinion publique se passionne beaucoup moins pour cet éternel débat. C'est surtout dans le corps enseignant et apparemment pour des raisons pédagogiques, qu'on attaque, qu'on critique, qu'on objecte, qu'on se tient sur une hostile réserve. Aussi voyons-nous, dès le mois d'octobre 1906, la *Revue Universitaire* ouvrir une consultation sur le nouveau régime du baccalauréat envisagé uniquement au point de vue de l'intérêt des études (1).

Sur 1.600 opinions, individuelles ou collectives, que suscita cette enquête, aussi bien dans l'enseignement supérieur que dans l'enseignement secondaire et dans les établissements publics que dans les établissements privés, 1.400 se prononcèrent pour le maintien du baccalauréat. Une constatation s'était imposée à la majorité des répondants : il n'y avait pas deux ans que la réforme était en vigueur et les premiers résultats ne semblaient pas décourageants. N'avait-on pas assez reproché, en forçant au besoin les chiffres, à l'ancien régime d'avoir rendu l'accès au baccalauréat trop difficile ? En 1900, la session de juillet, d'après les statistiques officielles, avait accueilli 37 % des candidats à la première partie, et celle de novembre 42 %. En 1904, le pourcentage des admis aux épreuves de la première partie était passé à 45 en juillet et à 46 en novembre. L'aléa avait diminué au profit des élèves qui avoisinaient la moyenne. Ce résultat était dû, selon M. Daniel Mornet, à l'introduction, dans les jurys, des professeurs de lycées, qui, « en contact constant avec leurs élèves, obligés de les mesurer et de comparer, savent interpréter le bon et le mauvais des maigres, lentes ou verbeuses copies qui défilent sous leurs yeux » (2).

(1) La direction de cette consultation avait été confiée à M. Paul Crouzet, alors professeur au collège Rollin. Cf. sa brochure *Pour et contre le Baccalauréat* (Compte rendu et conclusions de l'enquête de la *Revue Universitaire*), Paris, Colin, 1907, 95 pages. — Voici le questionnaire de l'enquête : « 1° Le régime du baccalauréat donne-t-il de meilleurs résultats que l'ancien ? — 2° A ce nouveau régime, des modifications seraient-elles nécessaires ? et lesquelles ? — 3° Si des modifications ne suffisent pas, faut-il supprimer le baccalauréat ? le remplacer par quelque chose ? et par quoi ? — 4° Comment un régime, où le baccalauréat serait supprimé, pourrait-il s'appliquer à l'enseignement libre ou privé ? »

(2) Cf. Paul Crouzet, *Pour ou contre le Baccalauréat*, p. 14. — Mais tel n'était pas l'avis des principaux et des professeurs de collège. L'introduction des professeurs de lycée dans les jurys d'où ils restaient eux-mêmes exclus leur semblait créer une sorte de vassalité du collège vis-à-vis du lycée (cf. *Ibid.*, p. 14). Quant aux établissements libres dont la longue campagne de suspicion et de dénigrement avait réussi, en 1840, à faire écarter des jurys les provideurs et les censeurs de lycée, puis, en 1847, les professeurs, ce retour en arrière ne pouvait pas leur apparaître comme une mesure heureuse. On retrouve, sous la plume de leurs représentants, les griefs du comte de Montalembert, dépouillés cette fois de toute passion politique apparente, mais enrobés d'une mauvaise sauce pédagogique (cf. *Ibid.* p. 13).

De très nombreuses réponses reprenaient cependant les critiques qui avaient jusqu'alors jalonné l'histoire tourmentée du baccalauréat, à tel point qu'on est tenté de se demander si ceux qui les servaient, avec plus ou moins de talent ou d'humour, comme des nouveautés, faute d'avoir étudié ou compris le sens et la portée de la réforme de 1902, ne poursuivaient pas l'ancien baccalauréat dans le nouveau, sur la foi de souvenirs plus ou moins lointains. A la rigueur, quelques-unes des innombrables flèches dont le vieux carquois s'était enrichi au cours d'un siècle de polémique passionnée, quoiqu'elles fussent un peu émoussées, pouvaient encore toucher juste, si elles visaient moins le nouveau régime de l'examen que ceux qui étaient chargés de l'appliquer et qui, esclaves d'une longue tradition, mettaient du temps à s'y adapter. C'est ainsi qu'on pouvait, avec raison, se plaindre qu'à l'écrit comme à l'oral les épreuves fussent propres à constater la mémoire des candidats plutôt que leur intelligence et leur personnalité naissante, leur technique de l'examen qui, dans l'argot universitaire, avait pris depuis longtemps le nom de bachotage, plutôt que leurs connaissances essentielles et générales et leur art d'écrire, de composer et de parler, qu'il y eût trop d'inégalités dans l'appréciation des compositions et des livrets scolaires et pas assez d'harmonie dans la manière d'interroger et dans la façon de noter, que fussent insuffisantes les précautions contre la fraude et contre l'abus des recommandations (1). Entre l'esprit de l'examen et l'esprit de l'enseignement paraissait donc vouloir se perpétuer, sinon un état de divorce irrémédiable, du moins la situation toujours fâcheuse d'un mauvais ménage où l'on persiste à faire tout ce qu'il faut pour ne pas s'entendre.

En fait, l'inéquation était entre le professeur de l'élève et l'examineur du candidat. Elle n'était pas entre le programme officiel de l'examen et le programme officiel de la classe. Les défauts qu'on signalait tenaient plus des hommes que du régime. On devait les faire disparaître. On pouvait, tout au moins, en atténuer les déplorables conséquences, dans l'intérêt des études et de l'examen lui-même. Mais ils n'étaient pas tels que la suppression du baccalauréat s'en imposât, comme le prétendaient MM. Appell, Cazamian.

(1) Cf. *Id.*, *Ibid.*, p. 52. Appell se demande si ce n'est pas « fausser gravement le sens moral de l'enfant que de lui présenter comme le but le succès à l'examen, et non l'étude régulière et patiente sous la direction de ses maîtres. Ce culte du succès est l'origine de fraudes qui sont surprises de temps en temps ». Et Lavissee renchérit : « L'examen demeure hasardeux, malgré toutes les réformes faites. Le succès peut être compromis par un mal de tête, par la nervosité, par la timidité du candidat, par les erreurs ou par les manies du juge, par la rapidité inévitable, mais étourdissante de l'épreuve... Contre ce hasard toutes les précautions sont prises. La précaution de la fraude est scandaleusement employée. La précaution de la recommandation aussi. L'opinion est répandue parmi les collégiens que le « piston » fait merveille à la Sorbonne. C'est les préparer un peu tôt à l'acceptation des mœurs pratiquées par les parlementaires et par les ministres, et qui sont en train de dégoûter les Français du travail honnête. »

Demangeon (?), Desdevises du Dezert, Dottin, Dulac, Ch. Dupuy, Fournier, Gebhart, Huguet, Lanson, Lavis, Bouquier, Chaix, Corrot, Gache, Parigot, Sarthou, Sigwalt, Pignolet, Roland, Sebert, etc. (1). « Le baccalauréat, avec toutes ses imperfections, déclarait Emile Faguet, est un niveau. Lui disparaissant, tout niveau disparaît » (2). Et Boutroux ajoutait : « S'il est ce qu'il peut et doit être, le baccalauréat n'est nullement méprisable » (3).

Les projets que les adversaires du baccalauréat proposaient de lui substituer s'en tenaient, sauf celui de Paul Adam (4), aux trois systèmes qui avaient été écartés par la Commission parlementaire de 1899 : le système du livret scolaire précisé et annoté, — le système du diplôme, résultant automatiquement des notes de la scolarité, — le système de l'examen intérieur. Les uns combinaient ces divers systèmes, les autres les isolaient, mais leur caractère commun était de creuser un fossé entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, en remettant entre les mains des professeurs des lycées et des collèges le soin de délivrer eux-mêmes la sanction des études secondaires, de la même façon qu'on l'avait, de tout temps, laissé aux maîtres de l'enseignement primaire. C'est ce qui incitait M. Demangeon, partisan, de la suppression du baccalauréat, à faire des réserves qui, au fond, en exigeaient le maintien (5). M. Crouzet, reprenant l'argument sur lequel Jaurès avait particulièrement insisté devant la Commission parlementaire et dont Ribot avait souligné l'importance dans son rapport, faisait observer combien cette mesure rencontrerait de légitimes résistances. « Séparer encore le secondaire et le supérieur, disait-il, semble tout à fait contraire au principe, qui eut tant de fortune en ces derniers temps et qui reste le principe de l'avenir, au fameux *principe de l'union des trois ordres*, — mais c'est surtout contraire au rôle pédagogique des facultés, rôle spécialement développé par la réforme de 1902. Voilà des professeurs qui ont, de plus en plus, part à la formation des maîtres secondaires, et qui, désormais, pourraient ignorer l'enseignement secondaire lui-même. N'y a-t-il pas là une flagrante contradiction ? On a parlé beaucoup du rôle scientifique des facultés

(1) Cf. Id., *Ibid.*, p. 48 et suiv.

(2) Cf. Id., *Ibid.*, p. 69.

(3) Cf. Id., *Ibid.*, p. 47.

(4) Cf. Id., *Ibid.*, p. 77. M. Paul Adam proposait, pour obvier aux inégalités forcées des diplômes de fin d'études, de faire composer tous les élèves le même jour, à la même heure, sur les mêmes sujets qui seraient ensuite corrigés à Paris par des examinateurs compétents.

(5) Cf. Id., *Ibid.*, p. 59. « Supprimer tout examen, c'est détruire le pont maintenu entre l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire : il y a intérêt à ce qu'on se rencontre, à ce que les professeurs d'enseignement supérieur qui n'ont jamais enseigné au lycée, apprennent à connaître les élèves des lycées, pour mieux savoir les interroger, et surtout à ce que les professeurs de l'enseignement secondaire rencontrent parfois leurs collègues de l'Université afin de connaître les tendances nouvelles de leur science... Il y a là pour des gens spécialisés, comme nous le sommes, un rôle de « régulateur à jouer ».

comme les écartant du baccalauréat ; mais leur rôle pédagogique, dont on parle peu, les y ramène » (1).

Cependant, peu après l'ouverture de cette enquête d'où se dégageait l'opinion générale que ce qui paraissait s'imposer, après les grands changements de 1902, c'était une mise au point, plutôt qu'un nouveau bouleversement, Aristide Briand, Ministre de l'Instruction publique, déposait, le 29 novembre 1906, un projet de suppression du baccalauréat, à propos d'une nouvelle demande d'abrogation de la loi Falloux. Un diplôme de fin d'études secondaires accordé selon la moyenne des notes obtenues par l'élève pendant le cours complet de ses études, tel était, en substance, le mode de sanction proposé par Briand, pour les lycées et les collèges. Pour l'enseignement libre et pour les candidats préparés par des professeurs particuliers, l'examen et le jury d'examen étaient maintenus. Ce projet ranima les polémiques de presse qui, depuis 1902, couvaient sous la cendre. Les grands quotidiens s'ornèrent d'entêtes sensationnels : *Mort au Bachot — Guerre au Bachot — Déchéance du Bachot* (2). Mais, dans les milieux universitaires, il provoqua une réaction inverse et contribua à augmenter le nombre des « baccalauréistes », comme les appelait Emile Faguet, qui profitèrent de l'enquête de la *Revue Universitaire* pour répondre par ce cri énergique que lançaient les professeurs de Boulogne-sur-Mer : « *Le Bachot doit vivre !* » (3). M. Paul Crouzet pouvait écrire : « Connaissez-vous en France une institution plus impopulaire que le baccalauréat ? Je ne connais guère que l'octroi ou la régie — et encore ! De qui attendre une appréciation bienveillante ? Des examinateurs de faculté ? Mais il a « dévoré une large part de leur vie » (M. Gebhart). Des professeurs de lycée ou de collège ? Mais ils lui ont vu commettre trop d'injustices. Des anciens candidats ? Mais ils lui doivent les uns trop d'obstinés déboires, les autres trop de fas-

(1) Cf. Id., *Ibid.*, p. 59. Le dépouillement de l'enquête faisait aboutir M. Crouzet aux conclusions suivantes : 1° Un examen éliminatoire à la fin de la 3^e devrait empêcher les mauvais élèves de passer dans le 2^e cycle, proposition que Couyba, nous l'avons vu, avait faite à la Commission parlementaire en 1899 et qu'il venait de reprendre comme rapporteur du budget de l'Instruction publique ; 2° Les élèves éliminés de l'enseignement secondaire à 14 ans devraient trouver, dans un enseignement professionnel plus développé, une voie parallèle au baccalauréat leur permettant d'entrer plus tôt et plus utilement dans la vie active ; 3° Les non-valeurs éliminées de l'enseignement secondaire devraient être remplacées dans le second cycle par les meilleurs élèves des écoles primaires supérieures, exclusivement recrutés par voie de concours ; 4° Les meilleurs élèves des lycées et collèges devraient pouvoir être, jusqu'à concurrence de 30 % au maximum et sous la condition d'une moyenne déterminée assez élevée, dispensés de l'examen du baccalauréat, et déclarés bacheliers de droit ; 5° Le baccalauréat subsistant devrait être amélioré par toutes les modifications de détail (anonymat des copies — double note — augmentation de l'importance du livret scolaire venant de l'enseignement libre comme de l'enseignement officiel sous certaines garanties — compétence des examinateurs, etc.) capables de réaliser pour tous les candidats, libres ou autres, les meilleures conditions de justice humaine.

(2) Cf. Id., *Ibid.*, p. 48.

(3) Cf. Id., *Ibid.*, p. 47.

tidieuses besognes. Des parents ? Mais ils se rappellent leurs nuits sans sommeil et leurs journées de démarches à la recherche de la bonne « recommandation »... Il est vraisemblable que sa disparition provoquerait en France un immense *ouf* ! De plus, les ennemis du baccalauréat sont plus actifs que ses partisans. Nous sommes ainsi en France, volontiers intrépides à la démolition, et indifférents devant les ruines. Et puis il y a toujours la peur de ne pas paraître « assez avancé ». Bref, on écrit volontiers pour faire le geste révolutionnaire d'abattre le baccalauréat ; mais on n'écrit pas pour en demander le maintien. Aussi pour toutes ces causes, notre enquête semblait-elle exposée à n'enregistrer guère que des attaques contre l'enquête : car, comme nous le dit un ancien rapporteur du budget de l'Instruction publique, « bien peu nombreux sont aujourd'hui ceux qui oseraient prendre publiquement la défense du baccalauréat » (A. Massé, *Le Siècle*, 8 déc. 1906). Pourtant les défenseurs ont surgi, et nombreux. C'est que du 15 octobre, jour d'ouverture de l'enquête, au 1^{er} janvier, date de sa clôture, la nouvelle s'était répandue (exactement le 28 novembre) que M. le Ministre de l'Instruction publique allait déposer un projet de suppression du baccalauréat. Aussi l'esprit de conservation menacé s'est-il réveillé et a-t-il énergiquement manifesté » (1).

Le mouvement de protestation contre le projet ministériel prit un tel élan, qu'on ne se borna pas à défendre ce qui était, mais qu'on alla jusqu'à plaider non coupable en faveur de ce qui avait été, et qu'on fit l'éloge non seulement du baccalauréat amélioré par la réforme de 1902, mais même du baccalauréat d'autrefois, considérant, comme l'écrivaient les professeurs de l'Amicale du lycée du Mans, « que l'ancien baccalauréat, avec toute sa rigueur, ne comportait pas plus de surprises et d'injustices qu'on n'en doit attendre de tout examen » (2). On était surpris que les examens de l'enseignement primaire restassent intangibles, tandis que le baccalauréat de l'enseignement secondaire était menacé de suppression. Le projet de Briand prévoyait, en son article 6, les mesures à prendre pour renforcer le « baccalauréat primaire », c'est-à-dire « le certificat d'études primaires élémentaires, décerné après un examen public ». Les professeurs de lycée et de collège se demandaient ce qui avait bien pu valoir à l'enseignement secondaire « cet excès d'honneur » ou « cette indignité ». Le congrès de la Fédération nationale

(1) Cf. *Id.*, *Ibid.*, p. 1, 2 et 10. « Le baccalauréat est supprimé ou presque, écrivait, dans sa réponse à l'enquête, M. Abry, professeur de première au lycée de Tulle. Tant mieux. On va pouvoir en dire du bien. Vivant, le défendre, c'était risquer le ridicule. Mais on excusera l'éloge du défunt... Il avait beau se faire humble et doux. Il ne désarmait pas ses ennemis. Les refusés lui gardaient rancune. Les reçus ne lui pardonnaient pas leurs appréhensions de candidats. Il a succombé à leur coalition sous la triple accusation d'être anti-démocratique, injuste et dangereux pour les études (p. 2) ». — « C'est quand le baccalauréat est le mieux pratiqué qu'on parle de le supprimer » faisait remarquer Charles Georgin au Congrès de la Fédération des professeurs.

(2) Cf. *Id.*, *Ibid.*, p. 2.

des Amicales de professeurs de lycée réuni, à Paris, les 5 et 6 avril 1907, se prononça, par 2.796 voix contre 129, pour le maintien de l'examen extérieur, aussi bien pour les établissements privés, que pour ceux de l'Etat (1). L'Amicale des professeurs de collège, qui tenait en même temps son congrès annuel émettait le même vœu : maintien du baccalauréat sous sa forme d'examen extérieur et introduction des professeurs de collège dans les jurys. Il avait donc paru à l'immense majorité des professeurs que le projet Aristide Briand ne méritait pas plus d'être pris en considération que la proposition déjà émise en 1885 et en 1899 (2).

Pour continuer à réclamer la suppression du baccalauréat, il ne se trouvait plus, parmi les universitaires, que Paul Appell et Gustave Lanson. Paul Appell voyait dans la disparition du baccalauréat le moyen le plus commode pour « renverser les barrières artificielles qui écartent les primaires de l'enseignement supérieur et permettre à tous les Français ayant la noble ambition d'une haute culture, en vue de la science et de l'industrie, de travailler en commun dans nos Universités » (3). Gustave Lanson reprenait les critiques de Lavis-

(1) Il vota la motion suivante qui, rédigée par M. D. Roustau, s'inspirait d'un rapport de M. Fédel et d'une lettre de M. Henri Bernès : « Le Congrès, considérant : 1° que le maintien du baccalauréat n'implique en aucune manière celui du recrutement de l'enseignement secondaire ; qu'il peut cesser d'être un privilège de classe, si toutefois il en est un, dès que les conditions actuelles de ce recrutement seront modifiées ; 2° qu'il est socialement utile qu'à l'entrée des carrières libérales il y ait un examen sérieux témoignant d'une solide culture générale ; 3° que la suppression du baccalauréat aurait pour conséquence nécessaire l'établissement d'une série de cours préparatoires aux diverses carrières et aux diverses Facultés, ce qui empêcherait absolument les professeurs de travailler d'une manière désintéressée à former l'esprit de leurs élèves ; 4° que la substitution d'un examen intérieur à un examen public entraînerait à la fois un abaissement marqué du niveau des études, et une diminution de l'indépendance des professeurs en créant entre les divers établissements une sorte de rivalité d'indulgence ; 5° que ce système de l'examen intérieur a été supprimé en 1847 à la suite d'abus nombreux qui s'étaient produits ; 6° que le régime d'un certificat de fin d'études, conféré dans les seuls établissements de l'Etat, et d'un baccalauréat pour les élèves de l'enseignement libre, ne peut manquer de donner du prestige à l'enseignement libre, qu'il semble au premier abord de nature à gêner ; 7° considérant enfin que ce n'est pas au moment où le baccalauréat donne les meilleurs résultats qu'il convient de le supprimer ; Emet le vœu : 1° que l'on maintienne le régime actuel de l'examen extérieur ; 2° que les modifications à y apporter ne touchent qu'à son fonctionnement, et ne soient introduites qu'après la consultation du corps enseignant et sur l'avis conforme du Conseil supérieur. »

On remarquera que les termes de cette motion et les arguments sur lesquels elle s'appuie sont ceux-là mêmes que M. Bernès avait employés dans le remarquable rapport qu'il avait soumis à la Commission parlementaire d'enquête de 1899. C'est ainsi que nous voyons le Congrès invoquer, comme l'avait fait M. Bernès, pour condamner le système de l'examen intérieur, les soi-disant abus qui en auraient provoqué la disparition en 1847. Nous croyons avoir montré (cf. plus haut, p. 54) que l'arrêté du 5 janvier 1847 supprimant les commissions d'examen et excluant les professeurs de l'enseignement secondaire des jurys du baccalauréat, fut avant tout une mesure politique.

(2) La Fédération régionale des Amicales de professeurs des lycées de Paris avait repoussé à l'unanimité moins une voix un vœu de Bougier en faveur de la suppression du baccalauréat.

(3) Cf. Paul Appell, *Faut-il supprimer le baccalauréat ?* in *Revue du mois*, 10 janvier 1907.

contre le caractère superficiel de l'examen et les pertes de temps par lesquelles il se soldait pour les professeurs de l'enseignement supérieur. « Il est impossible, écrivait-il de vérifier l'*esprit*, on doit se borner à vérifier la *connaissance*. On pose des questions non pas qui obligent une intelligence à se découvrir, mais qui provoquent une manifestation de savoir ou d'ignorance, susceptible d'être chiffrée... Quand on n'est pas du métier, on ne se figure pas ce que peut être que *huit mille*, que *six mille* candidats à examiner en quelques semaines. Il y a là une force qui tire de plus en plus les professeurs de la Sorbonne hors de leur véritable emploi, de celui où ils peuvent rendre un réel service à l'éducation nationale » (1). C'est aux critiques de Lanson que M. Albert Fédél, dans un rapport présenté à la Fédération régionale des Amicales de professeurs des lycées de Paris, répondait à coups de statistiques, montrant que les professeurs de Faculté n'étaient pas surchargés par le baccalauréat, puisque depuis la réforme de 1902 ils n'avaient plus à corriger que 100 copies au maximum par session, et à coups de propositions susceptibles, pensait-il, d'améliorer, dans ses plus infimes détails, l'organisation de l'examen. Entraîné par sa fougue qui lui faisait oublier que de nombreux professeurs n'avaient pas attendu d'être dans les Facultés pour manifester leur hostilité à l'égard du baccalauréat, M. Fédél n'hésitait pas à reprocher aux professeurs de l'enseignement supérieur favorables à l'institution de l'examen inférieur, de n'avoir songé à s'affranchir de la corvée d'examiner que depuis que les anciens appointements d'examineurs avaient été incorporés à leur traitement général (2).

(1) Cf. G. Lanson. *Le Baccalauréat*, in *Revue Bleue*, 3 novembre 1906.

(2) Cf. le rapport de M. Fédél dans la collection du journal *l'Enseignement secondaire* (1906-1907) que, grâce à l'amabilité de M. Brossollet, directeur de la librairie Belin, nous avons pu consulter avec profit non seulement pour cette période, mais aussi pour la période antérieure de 1880-1905. M. Fédél concluait son rapport en ces termes : « Oserai-je le dire en finissant ? Il semble que certains adversaires du baccalauréat n'ont pas toujours donné les véritables raisons, les motifs cachés de leur hostilité. Lorsqu'en 1876 l'éventuel, que les examens apportaient dans le budget des facultés (et que certaines d'entre elles, en particulier celle de Poitiers, cherchaient à grossir par leur indulgence — la session de 1863, où l'on donna dans 3 séries qui ne composaient pas le même jour 3 morceaux d'un même passage du *Songe* de Scipion, est restée célèbre), fut incorporé aux traitements, les grandes facultés ne tardèrent pas à se plaindre d'un service qui ne leur apparaissait plus que comme une corvée : les petites, qui avaient besoin de ces examens pour rehausser leur prestige, demandèrent au contraire à le garder. Aujourd'hui la situation n'a pas beaucoup changé. M. Lanson dit lui-même que les facultés de jadis, qui étaient sans élèves, avaient besoin des sessions du baccalauréat pour prouver leur existence et pour acquérir un peu d'autorité. Il me semble que cette double affirmation est encore vraie de nos jours. Les grosses facultés cherchent encore à se débarrasser du baccalauréat, parce qu'il est une gêne pour les professeurs et qu'il abrège de quelques jours la durée de leurs vacances. Les petites y tiennent encore, quoiqu'elles souffrent de voir que les professeurs de l'enseignement secondaire forment plus de la moitié des jurys. Enfin, il y en a quelques-unes qui craignent de voir les élèves désertir les cours et qui cherchent, pour les retenir, à créer une sorte de nouveau baccalauréat de lettres ou de sciences, analogue au baccalauréat des facultés de droit. Voilà quels sont à mes yeux les motifs cachés de cette nouvelle campagne. »

Le projet Aristide Briand fut retiré des travaux parlementaires pour des raisons d'opportunité politique. Nous venons de voir que son dépôt avait eu pour résultat, dans les milieux universitaires, de consolider les positions que le baccalauréat tenait d'ailleurs énergiquement depuis un siècle et d'où sa force magique avait jusqu'alors suffi pour repousser les plus violents assauts. Mais l'attaque ne devait pas tarder à être reprise à l'occasion d'une campagne contre le fléchissement des études classiques. Dès 1908, Pierre Lasserre professait à l'Institut d'*Action française* une série de cours contre l'esprit moderniste de la Sorbonne qu'il rendait responsable d'une soi-disant diminution des idées françaises. En 1911, l'enquête d'Agathon, cherchant à atteindre le même but, provoquait de divers côtés des protestations contre une déchéance de la culture générale qu'on prétendait être la conséquence de l'abandon de l'étude du latin et de l'égalité des sanctions, pierre angulaire de la réforme de 1902. Une revue (1) avait fondé une ligue des *Amis du latin* que présidait Anatole France, et dont la principale revendication était le retour immédiat à l'inégalité des sanctions. *La Ligue pour la culture française*, présidée par Jean Richepin, soutenait la même doctrine. Des membres de l'Institut, l'Association des anciens élèves de l'Ecole Polytechnique, le Comité des forges de France apportaient leur appui à cette revendication.

M. Paul-Boncour accusait, dans son rapport sur le budget des Beaux-Arts « le fléchissement indéniable des études classiques ». Au Sénat, M. de Lamarzelle s'en prenait à « l'odieux baccalauréat », appelant « la revanche des vaincus de 1902 ». Les professeurs considéraient comme un outrage à l'enseignement secondaire les trois décrets pris par M. Doumergue, le 28 avril 1910, décrets dits d'équivalences qui dispensaient du baccalauréat de l'enseignement secondaire beaucoup de jeunes gens pour leur inscription dans les Facultés de droit, des sciences et des lettres en vue de la licence. On critiquait surtout les dispositions qui permettaient d'arriver à la licence ès sciences en remplaçant le baccalauréat par le P. C. N. (2). L'Association corporative des étudiants en médecine, le 26 mai 1911, s'élevait contre le décret du 28 avril 1910 relatif aux sanctions des anciens baccalauréats, qui supprimait tout avantage de points aux bacheliers classiques pour les concours d'entrée aux grandes Ecoles et décidait l'équivalence normale des mentions du baccalauréat à l'entrée du P. C. N. (3). De même, la Société de Médecine de Paris demandait que la Faculté de médecine

(1) Cf. *Les Marges*, 1911.

(2) Ces trois décrets annulés par le Conseil d'Etat pour vice de forme furent remplacés par le décret du 22 juillet 1912, qui en reprit toutes les dispositions.

(3) Ce décret annulé, pour vice de forme, par le Conseil d'Etat, comme les trois décrets sur les équivalences, fut rendu définitif par le décret du 22 juillet 1912.

fût ouverte « aux seuls possesseurs d'un diplôme de P. C. N. obtenu après présentation d'un diplôme du baccalauréat comportant les études latines » (1).

Au début de juillet 1911, la discussion vint devant le Sénat où Ribot répondit aux attaques de M. de Lamarzelle par l'éloge des programmes de 1902. Quant à la suppression du baccalauréat, Ribot en demeurerait partisan. Mais l'enseignement libre, ajoutait-il, avait toujours réclaté son maintien comme une garantie d'égalité. M. Théodore Steeg, Ministre de l'Instruction publique, affirma, à son tour que le baccalauréat latin-grec et par conséquent la culture classique avaient été sauvés par la réforme de 1902: depuis 10 ans à peine, le nombre des élèves qui étudiaient le latin dans le premier cycle avait augmenté de 3.354 unités. La crise des études classiques, invoquée pour faire revenir le Parlement sur l'égalité des sanctions, ne reposait sur aucune preuve décisive. Dans une conférence à l'Ecole des Hautes-Etudes Sociales, le 19 décembre 1912, sur la « crise du français », M. Daniel Mornet était amené à la nier (2). En réalité le mouvement contre la réforme de 1902 était factice et mêlé d'arrière-pensées politiques. Suspect de républicanisme, voire de socialisme, en 1850, le baccalauréat classique était devenu, en 1910, entre les mains de quelques polémistes, une arme excellente contre la République.

La controverse entretenue par le pamphlet de M. H. Bouasse (3) devait cependant amener le Ministre de l'Instruction publique à prendre le 4 mai 1912, un arrêté modifiant les programmes de mathématiques, de physique, de chimie et de sciences

(1) Cette demande pouvait sembler paradoxale. En 1913, M. Giran publiait, dans la *Revue Scientifique*, une étude sur l'origine des candidats au P. C. N. pendant plusieurs sessions à Toulouse. Ceux qui commentaient leurs études de P. C. N. dans les conditions les plus favorables étaient les élèves qui venaient des sections C et D, pour la première partie, et de Mathématiques, pour la seconde.

(2) M. Mornet avait réuni 200 copies du baccalauréat de 1902-1903, avant l'application de la réforme, et 200 copies de 1911, provenant de candidats de la section C. Le nombre des fautes d'orthographe était en 1911 de 2 à 4 fois plus grand. Mais la correction était à l'avantage de 1911. En 1902, il trouvait 41 fautes de correction dans 33 copies sur 200; en 1911, 31 fautes dans 29 copies. Or, la moyenne des notes était de 10,7 en 1902, et de 10,4 en 1911: copies plus correctes avec des notes plus sévères, telle était la caractéristique de l'examen de 1911. En 1911, une seule bonne copie (30/40) a une faute; en 1902, 3 bonnes copies (14/20) ont de grosses fautes. En 1911, les barbarismes, les fautes de syntaxe, les trivialités sont en moins grand nombre qu'en 1902; seul le galimatias, disait-il, s'équilibre à peu près. M. Mornet constatait en outre que le style, l'élégance de la phrase avaient perdu de leur prestige au profit de la simplicité.

Deux ans plus tôt, Lanson (cf. *Revue bleue*, 1910, II, p. 804) répondant au président du Comité des forges de France, qui se plaignait du manque de culture attesté chez les ingénieurs par la rédaction de leurs rapports, avait montré que ces ingénieurs, ayant subi les épreuves du baccalauréat avant ou peu après 1902, il était injuste de tirer argument de leur insuffisance pour critiquer le régime de 1902.

(3) Cf. H. Bouasse, *Bachot et bachotage*, Paris, Lethielléux, 1910. Tous les reproches adressés au baccalauréat depuis qu'il existe sont renouvelés dans cet ouvrage avec une verve étourdissante qui réussit parfois à faire oublier que la justice n'y trouve pas toujours son compte.

naturelles dans le sens d'un allègement, et la Commission parlementaire de l'Enseignement à ouvrir une enquête, en mars 1913, sur la réforme de 1902. Voulant faire porter sa consultation avant tout sur les programmes et les méthodes d'enseignement et appeler à déposer d'abord les représentants des associations de parents et de professeurs intéressés directement à la question, la Commission se contentait, au sujet du baccalauréat, de demander si l'égalité des sanctions entre les divers baccalauréats ouvrait réellement, et dans de bonnes conditions, l'accès de l'enseignement supérieur à tous les élèves de l'enseignement secondaire. Le questionnaire était dominé par le désir de savoir si la réforme de 1902 avait bien maintenu, sous une variété d'enseignements particuliers propres à développer les aptitudes, une unité de culture classique. Pas plus que l'opinion publique, l'opinion universitaire ne se montra enthousiaste à l'annonce de cette enquête. Le Bureau de la *Société des Amis de l'Education moderne* fut l'un des premiers à s'émouvoir de l'initiative parlementaire. M. Hubert Bourgin rédigea, au nom de cette Société, une défense déterminée des programmes et de l'esprit de la réforme de 1902. « En réalité, écrivait-il, la suppression des cycles et des sections n'a qu'un but, qui n'est guère avoué et qui est difficilement avouable, mais qui transparaît dans certains commentaires : c'est de restaurer l'enseignement gréco-latin dans sa situation privilégiée et de précipiter l'enseignement moderne, dont on ne peut se flatter d'abolir la clientèle et les raisons d'être, dans une situation subalterne, analogue à celle de l'ancien enseignement spécial ». Mais M. Bourgin ne parvenait pas à comprendre pourquoi le baccalauréat avait résisté à l'esprit réformateur de 1902. « Quant au baccalauréat, déclarait-il, étant donné ce qu'il est et ce qu'il peut être, une seule chose paraît désirable, c'est que cet examen faux, inefficace, inégal, immoral et démoralisant, accablant et frivole, soit supprimé et remplacé par un examen de contrôle et de sélection, analogue à l'examen terminal du 1^{er} cycle et au diplôme de fin d'études secondaires de jeunes filles » (1). Une fois de plus, l'enquête sur la réforme de l'enseignement secondaire conduisait à un plébiscite pour ou contre le baccalauréat.

Le questionnaire de la Commission s'adressait, en premier lieu, aux *Associations de Parents d'Elèves* dont l'existence était toute récente. Au nom de l'*Association du lycée Carnot*, Paul Delpeuch s'élevait contre l'égalité des sanctions. « Il nous semble peu équitable, disait-il, de mettre, au point de vue des sanctions, les diverses sections du 2^e cycle sur un pied d'égalité. La section B. est considérée -- c'est à un professeur qu'est emprunté le jugement -- comme « le refuge des paresseux qui ne veulent étudier ni le grec, ni les sciences et qui, par leur origine étrangère ou par quelques séjours agréables à l'étranger, compensent aisément leur infériorité en la-

(1) Cf. *L'Idée Moderne*, mai 1913.

tin ou en français ». Nous n'avons rien à apprendre sur la faiblesse de la section D. L'égalité des sanctions constitue, pour cette dernière et pour B, un exorbitant privilège » (1). Pour l'*Union des Associations d'Anciens Elèves des Lycées et Collèges*, cette égalité n'existait que sur le papier; les dénominations étaient changées, mais la vieille distinction du classique et du moderne subsistait. S'appuyant sur l'autorité d'Anatole France, de René Bazin, d'Emile Faguet, d'Henri Poincaré qui réclamaient un renforcement de la culture générale, elle reprochait à la réforme de 1902 de produire des bacheliers indifférents aux arts et aux lettres, ne pensant pas, ne sentant pas, ne raisonnant pas, ne lisant pas, ignorants de leur langue, du sens des mots, de leur valeur étymologique, incapables de composer un devoir de français et de plus en lutte ouverte avec l'orthographe. L'*Amicale des professeurs du lycée de Cherbourg* ne se contentait point d'aussi vagues récriminations contre les copies du baccalauréat, dont au surplus M. Daniel Mornet avait fait justice. Elle adressait à la Commission parlementaire un projet fort complet : deux sections, A et B, jusqu'en Seconde ; le premier baccalauréat viendrait après cette classe et comprendrait deux séries : A, français, latin, langue vivante ; B, français, sciences, langue vivante ; les examens du second baccalauréat auraient lieu deux ans après et seraient subdivisés en quatre sections : A', philosophie, français, latin, grec, une langue vivante ; A'', philosophie, français, latin, deux langues vivantes ; B', sciences, philosophie, français, latin, une langue vivante ; B'', deux langues au lieu du latin, ou une équivalence qui permettrait de substituer une épreuve d'histoire naturelle à une épreuve de langue vivante. Cette dernière idée de favoriser l'enseignement des sciences naturelles était bien accueillie par les partisans de l'éducation moderne qui trouvaient insuffisante la division des études et du baccalauréat en quatre sections. « Toute une catégorie d'étudiants, faisaient-ils remarquer, existe pour qui ni le latin, ni les mathématiques n'ont grande importance. Elle est composée des élèves qui se destinent à la médecine, à l'agriculture, au commerce ou à l'industrie ; elle constitue la majorité des candidats au baccalauréat » (2). Pour ces élèves qui se résignaient aux sections C ou D, MM. Brucker, professeur de sciences naturelles au Lycée de Versailles et Matruchot, professeur de botanique à la Sorbonne, proposaient une section E (français-sciences expérimentales).

La Commission parlementaire fut saisie de ces critiques et de ces projets, de même qu'elle eut des échos de la campagne engagée par Max Leclerc, président de la Chambre de Commerce de Paris, contre l'infériorité des bacheliers de la section D au point de vue de la culture et de la formation de l'esprit, infériorité due,

(1) Cf. *Famille et Lycée*, 1913.

(2) Cf. *La Lanterne*, 4 mai 1913.

affirmait-il, à l'erreur commise par les auteurs de la réforme de 1902, qui avaient crû que les littératures étrangères pouvaient constituer des instruments suffisants d'éducation. Mais elle ne poussa pas les choses plus loin, et la législature s'acheva sur ce feu de paille. La nouvelle Chambre ne devait pas tarder à se trouver aux prises avec des soucis plus graves et plus angoissants que ceux d'une réforme du baccalauréat et d'une orientation nouvelle à donner à la pédagogie de l'enseignement secondaire.

C'est aux événements et non plus aux opinions des hommes qu'alait pouvoir se mesurer la vérité. Plus évidente que des dépositions, faites avec un souriant scepticisme ou une conviction assurée, devant une Commission d'enquête, devait bientôt sortir du sanglant creuset de la guerre la preuve douloureuse, mais consolante et irréfutable, que la réforme de 1902 n'avait en rien diminué les énergies spirituelles de la France, et que les bacheliers qu'elle lui avait donnés, opposant aux forces aveugles de la matière les forces lucides de l'esprit, savaient accepter le plus dur sacrifice pour défendre non seulement ses champs de blé et ses usines, mais aussi et surtout l'incalculable héritage intellectuel et moral qu'elle tenait d'un long et riche passé. La réforme de 1902, écrivait le Ministre qui la fit aboutir, a eu pour but essentiel « d'armer la jeunesse pour les luttes économiques et de tourner les esprits vers l'action » (1). Et le recteur Louis Liard précisait : « Nous voulons qu'avec une provision d'idéal sans chimère, les jeunes Français soient munis déjà de connaissances positives et qu'ils n'aient pas appris à comprendre seulement pour exprimer, mais surtout pour agir dans un milieu réel et donné. Ce milieu, c'est la France, la France telle qu'elle est au commencement du XX^e siècle, avec ses transformations politiques, ses transformations sociales, ses transformations économiques, avec les contre-coups qu'ont fatalement sur elle les transformations qui s'accomplissent dans toutes les nations de l'ancien monde et du nouveau. Il faut agir sous peine de dépérir... Aussi un enseignement national qui ne serait pas résolument moderne par la substance et par l'esprit ne serait-il pas simplement un anachronisme inoffensif ; il deviendrait un péril national » (2).

La rude épreuve de la guerre montra que le but pour lequel Ribot, Leygues, Liard et, avant ou en même temps qu'eux, beaucoup d'autres avaient ardemment lutté, était atteint. Après une si dure expérience et un si probant résultat, il semble que le régime de 1902 n'aurait plus dû trouver devant lui d'adversaires. Mais il durait depuis plus de vingt ans, et, en France, comme disait déjà Gréard en parlant de la réforme de 1840 qui ne vécut que 10 ans, c'est un grand âge, « grande mortaliſ aevi spatium »,

(1) Cf. G. Leygues, *L'Ecole et la Vie*, p. 4.

(2) Cf. L. Liard, *Discours au Conseil Académique*, p. 6 et 7.

pour un régime du baccalauréat et une organisation des études secondaires (1). Aussi, dès 1922, la question du baccalauréat provoquait un débat parlementaire entre Georges Leygues et M. Léon Bérard où les défenseurs des humanités modernes et ceux des humanités classiques reprenaient de semblables et anciens arguments. Nous n'entrerons pas dans les détails des discussions dont ce débat fut l'origine, et qui, de 1922 à 1925, se produisirent non seulement au sein du Parlement, mais encore dans les revues et les journaux, dans les cercles pédagogiques et dans les congrès universitaires. Ils sont présents à toutes les mémoires, et le débat qui n'est pas et ne sera sans doute jamais épuisé se poursuit encore de nos jours. On nous permettra de n'en signaler que les résultats acquis. Le 3 décembre 1923, M. Léon Bérard, Ministre de l'Instruction publique, malgré les critiques que ne lui avait pas ménagées, du haut de la tribune du Sénat, M. Edouard Herriot, malgré l'opposition de la plupart des membres du Conseil supérieur, malgré l'hostilité des inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire, promulguait un plan d'études qui comportait pour tous les élèves des lycées et des collèges, quatre années obligatoires de latin et deux de grec. Après la classe de troisième seulement la possibilité était laissée aux familles de choisir entre des types d'études différents. Le décret du 3 décembre 1923 n'eut même pas un commencement d'application. Quelques mois après sa promulgation, le nouveau Ministre de l'Instruction publique, François Albert, rétablissait la section B du premier cycle et soumettait aux inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire, pour un nouvel examen, le plan de réforme de M. Léon Bérard. Le décret du 13 mai 1925, l'arrêté pris par M. de Monzie le 3 juin et les Instructions du 2 septembre de la même année sanctionnaient le projet établi par les inspecteurs généraux et amendé par le Conseil supérieur.

C'était officiellement la fin du régime de 1902. En réalité, la réforme de 1925, imprégnée de l'esprit de 1902 dont M. Léon Bérard lui-même, tout en ressuscitant l'obligation du grec et du latin, avait respecté et accentué la tendance essentielle en décrétant ce qu'on a appelé l'égalité scientifique, se présente plutôt comme une suite logique dans le sens d'une marche en avant que comme une rupture en vue d'un changement d'orientation (2). Si, dans les

(1) Cf. O. Gréard, *Education et Instruction*, Enseignement secondaire, II, p. 71.

(2) Cf. Francisque Vial, *Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire*, Paris, Delagrave, 1936, p. 259 et 260. Les *Instructions* pour l'application du plan d'études de 1925 (cf. *Horaires, programmes et instructions de 1925*, Paris, A. Colin, p. 109) disent que l'idée dominante de la réforme est de « restaurer l'unité de l'enseignement secondaire ». M. F. Vial, qui prit une très large part à leur élaboration, fait remarquer avec raison que « restaurer est trop dire; consolider, resserrer, eût été plus exact ». Et il ajoute : « C'est 1902, qui... a « restauré » l'unité de l'enseignement secondaire en fondant ensemble le classique et le moderne ».

classes supérieures, l'option latin-langues vivantes disparaît, à la grande satisfaction de tous, par contre la section B est maintenue parallèlement à la section A dans les basses classes et conserve la même dénomination et le même rôle en seconde et en première. L'option C est remplacée par l'option A' à partir de la quatrième. Et, pour les trois options qui constituent l'économie du nouveau régime — A (français, latin, grec, sciences), A' (français, latin, sciences, une langue vivante), B (français, sciences, deux langues vivantes) — une même culture fondée sur l'étude du français et des sciences devient la caractéristique essentielle de l'enseignement secondaire. Les disciplines sur lesquelles Victor Duruy avait bâti, en 1865, un enseignement secondaire spécial, sont enfin promues, soixante ans plus tard, au rang de disciplines fondamentales, et c'est l'étude des langues mortes, clef de voûte du vieil enseignement classique, qui passe définitivement au rang de matière à option et de spécialité.

Un décret pris le 7 août 1927 et un arrêté daté du 6 mars 1928 mettaient le régime des examens du baccalauréat en harmonie avec le nouveau régime des études. Dans le rapport qu'il adressait au Président de la République, en soumettant à sa signature le décret du 7 août 1927, M. Edouard Herriot, Ministre de l'Instruction publique, écrivait : « Les études secondaires ont été réorganisées par le décret du 13 mai et l'arrêté du 3 juin 1925. Cette réforme entraîne des modifications dans le régime des épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire, qui doivent désormais correspondre au système d'études dont elles sont le couronnement. C'est en vue de réaliser l'adaptation des examens aux programmes scolaires que j'ai l'honneur de présenter à votre signature un projet de décret dont le texte a été définitivement élaboré après consultation du Conseil supérieur de l'Instruction publique. L'idée qui domine le projet est de renforcer l'examen du baccalauréat, d'en relever le niveau de manière à en faire la consécration efficace de bonnes études secondaires. Pour obtenir ce résultat, deux sortes de mesures ont été prévues. La première consiste à augmenter le nombre des épreuves écrites. Il n'est pas douteux que c'est dans les compositions écrites que les candidats donnent le mieux la preuve de leurs connaissances et révèlent le mieux les qualités solides de leur esprit. D'autre part, il n'est pas de professeur qui n'ait constaté que les élèves donnent le principal de leurs soins et de leur effort aux matières qui sont sanctionnées au baccalauréat par une épreuve écrite. Accroître le nombre des compositions écrites, c'est donc de façon certaine donner plus de solidité à l'examen. Un ensemble de dispositions relatives au fonctionnement même de l'examen doit, en outre, concourir à ce même résultat, par exemple l'anonymat des copies... Un des caractères du projet est l'équilibre qu'il réalise entre les différentes formes de

la première partie. Elles se correspondent aussi exactement que possible. Du point de vue scientifique en particulier, les candidats des trois sections sont appelés à faire preuve de connaissances analogues et subissent des épreuves identiques. Dans l'ensemble, les trois séries représentent trois types équivalents de culture générale. On y retrouve l'unité que la réglementation des études s'est proposée de restaurer dans l'enseignement secondaire. Pour les deux sections de la deuxième partie, qui s'adressent à des candidats déjà spécialisés, on s'est inspiré du régime actuel du baccalauréat. On a laissé à la série Philosophie son caractère littéraire, sans sacrifier la formation scientifique, et à la série Mathématiques son rôle prééminent de préparation aux études scientifiques. Une entente s'est facilement réalisée sur ces bases entre l'Enseignement supérieur et l'Enseignement secondaire. Elle a permis d'établir le projet qui vous est soumis. Il s'adapte exactement à la lettre et à l'esprit du plan d'études secondaires et constitue, croyons-nous, la meilleure garantie d'aptitude aux études supérieures qui puisse être actuellement exigée ».

En ce qui concerne la procédure et la police de l'examen, le décret du 7 août 1927 et l'arrêté du 6 mars 1928 ne diffèrent du décret et de l'arrêté du 31 mai 1902 que sur les points suivants : 1° A moins d'autorisation spéciale accordée par les recteurs, les candidats doivent se présenter devant la Faculté du ressort universitaire dans lequel ils ont fait le dernier semestre d'études avant l'examen et ceux qui ne suivent le cours d'aucun établissement, dans le ressort de leur résidence effective (1). 2° Les examinateurs ne doivent pas connaître les noms des candidats dont ils corrigent les compositions. Ces noms ne sont portés à la connaissance du jury dans la délibération destinée à établir la liste d'admissibilité qu'après que les notes données par chaque correcteur ont été relevées et avant l'examen du livret scolaire que chaque candidat doit produire avant le commencement des épreuves (2). Le livret doit obligatoirement contenir la photographie et la signature de son titulaire (3). La photographie doit porter dans le coin gauche inférieur une partie de l'empreinte du cachet de l'établissement (de la mairie ou du commissariat de police s'il s'agit d'un candidat élevé dans sa famille ou qui s'est préparé lui-même), l'autre partie portant sur le feuillet (4). La signature des chefs d'établissements libres doit être légalisée (5). Tous les candidats doivent être porteurs d'une carte d'identité avec pho-

(1) Cf. *Décret* du 7 août 1927, art. 2. Cette disposition avait été déjà prescrite par l'art. 7 du décret du 31 juillet 1920.

(2) Cf. *Ibid.*, art. 3.

(3) Cf. *Ibid.*, art. 6.

(4) Cf. *Arrêté* du 6 mars 1928, art. 2.

(5) Cf. *Ibid.*, art. 2.

tographie, qu'ils auront à présenter à toute réquisition (1). 3° Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après échec à ces épreuves, est acquis aux candidats admissibles à la session de juillet pour la session d'octobre suivante. L'échec subi en juillet aux épreuves orales peut être réparé désormais devant une autre Faculté, en octobre, sur autorisation accordée par les doyens des Facultés intéressées dans le cas de changement de résidence de la famille du candidat, et par les recteurs dans les autres cas. L'admissibilité acquise à la session d'octobre n'est plus valable que pour cette session (2). 4° A l'examen écrit de la première partie, le nombre des épreuves passe de trois à cinq (3). La valeur de chaque épreuve, tout en continuant à être exprimée par une note variant de 0 à 20, est affectée du coefficient 4 pour la composition française (4) et du coefficient 3 pour les autres compositions (5). A l'examen oral, de même qu'à l'examen écrit et oral de la deuxième partie, le nombre des épreuves reste celui qui avait été fixé par le décret du 31 mai 1902, mais là aussi les coefficients sont fortement majorés (6). Aux différentes épreuves écrites et orales des diverses séries des deux parties de l'examen, après délibération du jury, la note 0 devient éliminatoire (7). 5° Primitivement conféré au nom de l'Empereur, puis au nom du Roi, puis au nom du Président de la République (8), puis au nom

(1) Cf. *Ibid*, art. 2 et la circulaire ministérielle du 3 avril 1929 qui déclare : « Pour empêcher les substitutions de personnes possibles, j'ai décidé qu'il y aurait lieu, le jour de l'examen, d'exiger la carte d'identité à l'entrée des salles. L'attention des surveillants sera appelée sur l'importance de ce contrôle, qui pourra d'ailleurs fonctionner ultérieurement chaque fois qu'on le jugera utile. Les candidats, lors de leur inscription au secrétariat, seront prévenus tout spécialement de ces dispositions. »

(2) Cf. *Décret* du 7 août 1927, art. 4.

(3) Cf. *Ibid*, art. 13. L'article 14 prescrit que l'épreuve écrite de langue vivante dans la série A' et de langue vivante principale dans la série B consiste soit en une composition, soit en une version et un thème, selon qu'en décide le procédé du tirage au sort, qui fut pendant longtemps, nous l'avons vu, la caractéristique essentielle et la tare de l'examen. Les modalités du système de tirage sont données par les circulaires du 13 décembre 1928, du 19 février et 16 avril 1934. Le même article interdit l'usage de tout dictionnaire à cette épreuve, comme l'avait déjà fait le décret du 4 juin 1891 pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne. D'autre part, tenant compte des critiques et des vœux exprimés devant la *Commission du Surmenage* créée par l'arrêté du 25 juillet 1929 (cf. in *Revue Internationale de l'Enseignement*, 1931, p. 207, 208, le discours prononcé par M. Mario Roustan, ministre de l'Instruction publique, le 6 juillet 1931, en ouvrant la session du Conseil supérieur), le décret du 2 octobre 1931 ramène le nombre des épreuves écrites de cinq à quatre, celui des épreuves orales de huit à cinq, substitue la notation de 0 à 10 à la notation de 0 à 20 et réduit considérablement les coefficients.

(4) On espérait trouver dans cette mesure un remède à la « crise du Français ».

(5) Cf. *Décret* du 7 août 1927, art. 17.

(6) Cf. *Ibid*, art. 17.

(7) Cf. *Ibid*, art. 18. « Aux épreuves écrites, précise cet article, cette décision doit être précédée d'une seconde lecture de la composition ».

(8) Sous le second empire, le diplôme était conféré au nom de l'Empereur.

du Ministre de l'Instruction publique, le diplôme de bachelier, établi au Ministère par les services de la direction de l'Enseignement supérieur, était signé par le Ministre et délivré par le Recteur. Il continue d'être conféré au nom du Ministre, comme les autres grades d'Etat, mais ce sont les services de l'Université qui l'établissent et c'est le Recteur qui le signe avant d'en faire la délivrance (1). La forme elle-même du diplôme est modifiée. Le grand cachet scellant un ruban rouge a disparu et le parchemin s'est mué en un papier ordinaire.

Par contre l'arrêté du 6 mars 1928 reprend les dispositions de l'arrêté du 31 mai 1902 relatives aux cas de fraude, de tentative de fraude ou de vice de forme. La jurisprudence applicable aux cas de fraude est celle qui a été créée par l'article 41 du décret du 21 juillet 1897, et qui les a soumis à la juridiction disciplinaire (2) du Conseil de l'Université (3). Les cas de vice de forme relèvent de la compétence du Recteur et du Ministre de l'Education nationale. Les notes données par les examinateurs, tant aux épreuves écrites qu'aux épreuves orales, ne sont susceptibles d'aucune révision. Ni dans la réglementation actuelle, ni dans aucune des réglementations antérieures, aucun texte ne réserve au candidat le droit d'exiger, ni même de solliciter, une nouvelle correction de ses compositions ou une deuxième interrogation (4). Seul le Recteur, à qui il appartient de valider les décisions du jury, a le droit d'en suspendre l'effet en refusant de viser les certificats d'aptitude sur lesquels le jury a consigné, avec les notes obtenues par les candidats, le résultat de ses délibérations (5). Mais il ne peut le faire que pour cause de vice de

(1) Cf. *Arrêté* du 6 mars 1928, modifié par l'arrêté du 6 octobre 1931, art. 17 : « Le Ministre peut autoriser les recteurs qui en font la demande à déléguer leur signature à un inspecteur d'Académie ».

(2) Cf. *Arrêté* du 6 mars 1928, modifié par l'arrêté du 6 octobre 1931, art. 8. — L'action disciplinaire est indépendante de l'action publique. Aux termes de la loi du 23 décembre 1901 : « Toute fraude commise dans les examens et les concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme délivré par l'Etat, constitue un délit. Quiconque se sera rendu coupable d'un délit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant l'examen ou le concours, à quelqu'une des parties intéressées, le texte ou le sujet de l'épreuve, ou bien en faisant usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extraits de naissance ou autres, ou bien en substituant une tierce personne au véritable candidat, sera condamné à un emprisonnement de un mois à trois ans et à une amende de 100 francs à 10.000 francs ou à l'une de ces peines seulement.

« Les mêmes peines seront prononcées contre les complices du délit. »
 « L'article 463 du code pénal est applicable aux faits prévus par la présente loi. L'action publique ne fait pas obstacle à l'action disciplinaire dans tous les cas où la loi a prévu cette dernière ».

(3) Cf. *Ibid.*, art. 14.

(4) A plus forte raison, ni les candidats, ni leurs parents, ni leurs professeurs n'ont le droit de demander communication des compositions corrigées. Dans plusieurs Académies on communique leurs notes à tous les candidats ajournés. Aucun texte ne fait obligation aux Facultés d'appliquer cette mesure.

(5) Cf. *Arrêté* du 6 mars 1928, art. 16.

forme, et il doit exposer les motifs de son refus au Ministre de l'Education nationale dans un rapport spécial. Légalement toute réclamation relative à l'examen, qui n'est pas justifiée par la violation d'une disposition législative ou réglementaire, c'est-à-dire par un vice de forme, est donc irrecevable (1).

Le décret du 7 août 1927 réédite, dans les mêmes termes que le décret du 31 mai 1902, les mesures destinées à assurer la concordance entre les études et l'examen et à maintenir les épreuves au même niveau dans les diverses Universités (2) : envoi de sujets identiques par le Ministre dans toutes les Académies (3), communication à une commission composée de membres des Comités consultatifs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire publics, des rapports des Doyens sur les sessions accompagnés des séries de compositions, rapport d'ensemble fait au Ministre par cette commission, indiquant les observations susceptibles d'être utilement portées à la connaissance des jurys, comparaison des résultats obtenus à plusieurs années d'intervalle.

Le décret du 7 août 1927 n'apportait aucune prescription (4) ni sur l'âge requis pour être admis à se présenter à l'examen (5), ni sur la procédure à appliquer aux candidats désireux de subir les épreuves de plusieurs séries, ni sur la composition des jurys (6). Ces lacunes ont été comblées par le décret du 14 janvier 1928 qui stipule que nul ne peut, sauf le cas de dispense, se présenter à la première partie s'il n'est âgé de seize ans accomplis au 1^{er} nombre de l'année de l'examen, par les décrets des 22 février 1929 et 26 février 1932 qui règlent la situation des candidats inscrits à deux ou plusieurs séries, soit à la même session, soit

(1) Cf. *Arrêt* du Conseil d'Etat du 18 novembre 1936.

(2) Cf. *Décret* du 31 mai 1902, art. 13 et 14, et *Décret* du 7 août 1927, art. 9 et 10.

(3) Cette mesure, que seul Duruy avait appliquée, n'a été prise que pour la première session de 1930.

(4) Il en laissait, aux termes de l'article 23, le soin à un arrêté spécial. Mais l'arrêté du 6 mars 1928 pris en vue de fixer toutes les modalités nécessaires pour l'exécution du décret du 7 août 1927 ne régla avec précision aucune de ces questions.

(5) Sous le régime de 1902, l'âge prescrit était de seize accomplis au moment où le candidat se présentait à la première partie. Il n'était accordé aucune dispense dépassant le délai d'une année. Les demandes de dispense, établies sur papier timbré, devaient être adressées par les parents du candidat au Ministre mais envoyées au recteur qui les instruisait. Elles étaient ensuite examinées par le Comité consultatif de l'enseignement public, puis soumises au Ministre qui statuait. La circulaire du 24 mai 1922 transféra du Ministre aux recteurs le soin de statuer. « La dispense d'âge, ajoute cette circulaire, est une faveur qui ne peut être accordée qu'au mérite dûment constaté. Elle est d'autant plus difficile à obtenir que le candidat est plus jeune. Il n'est accordé qu'exceptionnellement des dispenses dépassant une année ».

(6) L'*Arrêté* du 6 mars 1928, art. 12, indiquait seulement le nombre des membres du jury pour chaque série en précisant que l'un des membres au moins devait appartenir à l'enseignement supérieur.

à des sessions successives (1), par le décret du 6 mars 1928 qui énumère les catégories des membres des Facultés ou des grands établissements scientifiques et des professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement secondaire public dont les jurys doivent être composés (2). D'autre part, le décret du 1^{er} septembre 1930 fixa le taux de la rémunération allouée aux examinateurs appartenant à l'enseignement secondaire (3), qui depuis 1902 avait varié entre 0 fr. 50 centimes et 2 francs par copie et par interrogation et qui passa à la somme raisonnable de 5 francs (4). Enfin la loi du 11 juillet 1931 créa, au bénéfice des Universités, une rétribution spéciale de 50 francs exigible des candidats pour frais matériels d'examen (5). Les droits à percevoir que le dé-

(1) Cf. la *Circulaire* par laquelle, le 2 mars 1932, le Ministre, M. Roustan, commente et précise les dispositions du décret du 26 février 1932.

(2) Ce décret fut pris à la suite du refus concerté de siéger dans les jurys opposé, en juin 1927, par les professeurs de lycée, agrégés ou docteurs, à qui aucun texte officiel ne faisait obligation de participer aux examens du baccalauréat. Il a été modifié sur un point seulement par le décret du 13 août 1931 qui transfère du Ministre aux recteurs le soin d'arrêter définitivement, chaque année, la liste des professeurs de l'enseignement secondaire public, appelés à faire partie du jury. Les membres de l'enseignement supérieur continuent à être désignés par les doyens des Facultés intéressées.

(3) Jusqu'en 1927, les chefs de travaux et les assistants, en l'absence de tout texte explicite, furent indemnisés, comme les professeurs de lycée, pour leur présence dans les jurys du baccalauréat. La circulaire du 24 avril 1928 leur faisant application des dispositions du décret du 6 mars 1928 a fait rentrer dans le service normal des chefs de travaux et des assistants, comme dans celui des autres membres de l'enseignement supérieur, leur participation au baccalauréat.

(4) Ce décret fixe, en même temps, la rémunération des réviseurs du brevet de capacité colonial et des examinateurs de tous les examens et concours d'enseignement supérieur. Il a été malencontreusement, comme nous le montrerons plus loin, modifié par le décret du 23 mai 1934 qui, imposant aux professeurs de l'enseignement secondaire les fonctions d'examineur comme charge normale d'emploi, leur supprime tout droit à indemnité supplémentaire pour leur participation aux épreuves orales et ne maintient la rétribution de 5 francs par copie que pour les compositions que l'organisation de l'examen les oblige éventuellement à corriger en sus de 12 compositions par jour ouvrable.

(5) Les modalités de perception de cette rétribution dont sont dispensées les familles des candidats bénéficiaires de bourses ou de fractions de bourses nationales (les anciens boursiers d'externat ont été supprimés comme conséquence de la gratuité) sont fixées par la circulaire ministérielle du 27 juillet 1931. — Profitant des ressources ainsi mises à la disposition des Universités par la loi du 11 juillet 1931, M. Mario Roustan, Ministre de l'Instruction publique, a prescrit, dans une circulaire adressée aux recteurs le 6 août 1931, de créer, après consultation des Conseils d'Université, dans chaque Académie où le nombre des candidats au baccalauréat l'exigerait, un service spécial destiné à améliorer les conditions matérielles de l'examen. Le Ministre citait, comme modèle, le Service que l'Université de Paris, à la demande de M. Maurain, doyen de la Faculté des sciences, et Delacroix, doyen de la Faculté des lettres, et conformément au vœu émis, le 14 mars 1930, par la Commission chargée d'étudier les questions se rattachant au baccalauréat, avait organisé, en octobre 1930, sous l'appellation alors à la mode d'*Office central du Baccalauréat*, et qui, placé sous la direction de l'inspecteur d'Académie, M. Bénéarts, assisté de l'inspecteur d'Académie honoraire, M. Maurellet, avait donné, dès sa mise en fonctionnement lors de la deuxième session de 1930, les meilleurs résultats. La création de cet Office fut cependant, à l'occasion de la nomination du successeur de M. Bénéarts, en juin 1934, attaquée comme illégale devant le Conseil d'Etat par le Secrétaire général du syndicat des secrétaires et commis des Facultés, parce qu'elle n'avait pas

cret du 15 décembre 1902 avait fixés à 45 francs pour la première partie et à 85 pour la seconde (1), et qui, en 1923, avaient été majorés de 5 francs (2), étaient ainsi portés à 100 francs pour les épreuves de l'une et à 140 francs pour les épreuves de l'autre partie. La somme totale à verser pour être admis à subir les examens de bachelier, de l'enseignement secondaire, qui avait été fixée à 60 francs en 1809, a donc mis 122 ans pour être portée au coefficient 4 (3).

fait l'objet d'une délibération spéciale de la part du Conseil de l'Université et d'un arrêté de la part du Ministre de l'Instruction publique. Après arrêt rendu par le Conseil d'Etat le 29 janvier 1936 et délibération régulièrement prise par le Conseil de l'Université le 4 février 1936, un arrêté du Ministre de l'Education nationale a légalement créé cet organisme, le 17 mars 1936, et lui a donné la dénomination que prévoyait la circulaire du 6 août 1931 et qui seule répondait à son véritable rôle, de *Service Central des Examens du Baccalauréat de l'Enseignement secondaire*. (Cf. sur le fonctionnement de ce Service un article très documenté de M. Robert-Pimienta, apud *Le Temps*, 20 et 30 juillet 1936.)

(1) Le décret du 15 décembre 1902, qui, nous l'avons vu, avait majoré de 5 francs les sommes à percevoir sur les candidats au baccalauréat (sous le régime de 1890 les candidats versaient 40 francs pour la première partie et 80 pour la seconde) fixait la répartition de ces sommes de la façon suivante : Première partie : examen : 35 francs (au lieu de 30), certificat d'aptitude : 10 francs. Deuxième partie : examen : 35 francs (au lieu de 30), certificat d'aptitude : 10 francs, diplôme : 40 francs. Total pour les deux parties de l'examen : 130 francs (au lieu de 120). Lors de chaque consignation, le candidat avait aussi à déboursier 0 fr. 50 pour le timbre de la quittance. En outre les candidats, en vertu de l'article 6 du statut du 7 août 1812, continuaient à verser la somme de 2 francs pour le loyer de robe qu'ils donnaient à l'appariteur de la Faculté, soit en s'inscrivant, soit en rentrant dans la salle d'examen. Cette tradition fut supprimée par le décret du 26 février 1907. Lorsque le candidat était ajourné pour la première partie, il lui était remboursé la somme de 10 francs et, pour la deuxième, la somme de 50 francs. Tout candidat — et cette clause qui figurait dans les décrets antérieurs est rappelée par tous les décrets postérieurs — qui, sans excuse jugée valable par la Faculté (par le jury, précisera l'article 50 de la loi de finances du 30 juin 1923) ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué pour l'examen est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits qu'il a consignés. Enfin, sur la demande formulée par le candidat, le Ministre pouvait lui faire rembourser la somme qu'il avait versée, s'il avait obtenu la mention *très bien*. C'est pour maintenir le principe de cette excellente tradition fâcheusement interrompue par une application trop stricte de la loi de finances de 1923 que le Conseil de l'Université de Paris, à la demande de son président, M. Charléty, recteur de l'Académie, a pris une délibération autorisant le directeur du Service central des examens du baccalauréat à remettre, au nom de la Faculté intéressée, à chaque candidat reçu avec la mention *très bien* un ou plusieurs volumes d'une valeur sensiblement égale à la somme versée pour droits d'examen.

(2) C'est-à-dire 50 francs pour la première partie et 90 pour la seconde, mais sans spécifier si la majoration porte sur l'examen, sur le certificat d'aptitude ou sur le diplôme. En outre, l'article 50 de la loi de finances du 30 juin 1923 décide qu'il n'est plus accordé aucun remboursement de droit en cas d'échec à l'examen et que le candidat qui justifie sa défaillance à l'examen par une excuse jugée valable par le jury peut obtenir le remboursement de la somme versée ou son admission à valoir en vue de la prochaine session. Par défaillance à l'examen, il faut entendre que le candidat n'a fait, à aucun moment, acte de présence. Aucun motif susceptible de justifier le remboursement de la somme versée pour frais matériels de l'examen et encaissée au profit du budget de chaque Université n'est prévu ni par la loi du 11 juillet 1931, ni par la circulaire interprétative du 27 juillet 1931.

(3) On trouvera, aux Annexes, ces textes avec d'autres textes plus récents tels que le décret du 2 octobre 1931, le décret du 25 août 1933, l'arrêté du 6 octobre 1931 et les circulaires des 19 et 21 février 1934.

Telle est, amendée et complétée par les textes que nous venons d'analyser, la charte du baccalauréat actuel. Mais le décret du 7 août 1927, dans la longue série des transformations que le baccalauréat a subies et dont nous avons essayé de dégager les traits essentiels, n'en marque sans doute pas la dernière étape. Le régime qu'il a institué comptera bientôt dix années d'existence (1). Les critiques qu'on commence à lui adresser sont à peine moins violentes que celles qui furent le lot des autres régimes (2). Le baccalauréat « tient une telle place dans nos mœurs qu'il semble avoir partie liée avec l'actualité » (3). Et l'actualité est faite de mouvant bien plus que de stable. Les problèmes pédagogiques et sociaux que soulève l'existence de cette vieille institution universitaire, les passions individuelles et collectives que provoque, deux fois l'an, son fonctionnement suffiraient, sans même avoir besoin de recourir aux lumières du passé, pour permettre de pronostiquer non seulement que tôt ou tard une nouvelle réforme s'imposera, mais aussi dans quel sens elle se fera. Notre conclusion en laissera peut-être deviner les grandes lignes, en respectant toutefois les règles de la sagesse qui recommandent de ne point donner comme certitude ce qui, tout en paraissant s'imposer comme logique et nécessaire aujourd'hui, ne doit être considéré que comme simple probabilité pour demain.

(1) Il est entré en vigueur à la session de juillet 1929.

(2) Cf. notamment : 1° *Les Gaîtés du Baccalauréat*, éditions Montaigne 1931, où l'auteur, G. Peticaude, continue la manière satirique de Gebhart et de M. Bouasse; 2° l'article publié par M. Henri-Robert, bâtonnier de l'Ordre des avocats du barreau de Paris, dans *Le Journal* (27 juillet 1935) et la réponse très pertinente de M. Louis Rocher, professeur agrégé au lycée Janson de Sailly, parue dans le même quotidien, le 21 septembre 1935; 3° dans *Eccelsior* (septembre 1935) l'enquête de M. Paul Allard, qui provoqua une vive réaction dans les journaux, bulletins ou revues universitaires et dans les réunions corporatives des professeurs de l'enseignement secondaire. Nous nous contenterons d'examiner les critiques que vient de faire au baccalauréat une science nouvelle, la docimologie.

(3) Cf. Hippolyte Parigot, *Le Baccalauréat*, apud *Le Temps*, 30 mai 1936.

CHAPITRE XIII

DOCIMOLOGIE ET BACCALAURÉAT

ou l'Enquête Carnegie et le Décret du 23 mai 1934

S'il est une chose que nous croyons avoir montrée, c'est assurément que le baccalauréat de l'enseignement secondaire est, de toutes les institutions universitaires, celle qui, depuis sa création, n'a jamais cessé d'être impitoyablement retenue à la barre de l'opinion publique. Enquêtes officielles et privées, débats parlementaires, rapports de Ministres, d'administrateurs et de professeurs, articles de journaux et de revues, libelles et pamphlets, rien ne lui a manqué à aucune période de son histoire, pas même de francs éloges surtout lorsqu'on croyait qu'il avait un pied dans la tombe. Et voici qu'une science nouvelle, la docimologie, met, à son tour, le baccalauréat à la question. Plus docile par tradition, et plus habitué que les autres examens ou concours à voir les hommes se complaire à l'étalage de ses infamies apparentes et de ses tares secrètes, l'examen du baccalauréat s'est prêté aux expériences de la *Commission française pour l'enquête Carnegie sur les examens et concours en France*, expériences entreprises en 1932, dont les résultats viennent d'être publiés (1). Bien que notre exposé ait pris des proportions plus vastes que celles auxquelles nous espérions le limiter, nous avons estimé que nous avions le devoir, avant toute conclusion, d'examiner la valeur du diagnostic qui nous est fourni cette fois par de savants praticiens.

En 1934, la *Carnegie Corporation* de New-York qui joue depuis longtemps un rôle considérable dans l'étude des problèmes pédagogiques aux Etats-Unis, voulant élargir le champ de ses investigations pédagogiques et sociales, chargea l'*International Institute of Education* du Teachers College de l'Université de Columbia

(1) Cf. 1^o. — *Enquêtes sur le Baccalauréat, Recherches statistiques sur les origines scolaires et sociales des candidats au baccalauréat dans l'Académie de Paris*, avant-propos de C. Bouglé, Paris, Hachette, 1936 ; 2^o *La correction des épreuves écrites dans les Examens, Enquête expérimentale sur le baccalauréat*, Paris. A la maison du Livre, 1936.

d'instituer une enquête internationale sur les conceptions, les méthodes, la technique et la valeur probatoire des examens et concours en Angleterre, en Allemagne, en France et en Suisse. Définitivement constituée en janvier 1932, la Commission française était composée de MM. Desclos, directeur-adjoint de l'Office national des Universités et Ecoles françaises, président, Barrier, inspecteur général de l'Instruction publique, adjoint au directeur de l'enseignement primaire, Bouglé, directeur de l'Ecole Normale Supérieure, Gastinel, inspecteur général de l'Instruction publique, Laugier, professeur à la Faculté des sciences de Paris et au Conservatoire National des Arts et Métiers, Luc, directeur général de l'enseignement technique (1).

Ayant décidé que le plan général de l'enquête comprendrait une partie documentaire, une partie technique et une partie sociologique, la Commission porta, pour l'application expérimentale de ce plan, son choix sur l'examen qu'elle considérait comme « le plus typique et sans doute le plus important des examens français », le baccalauréat de l'enseignement secondaire. Le baccalauréat, déclare le président de la Commission, « est situé à mi-hauteur de l'échelle, entre le certificat d'études et les concours de l'enseignement supérieur (2) ; il est placé à la jonction de deux enseignements et sert à la fois de sanction à l'Enseignement secondaire et d'examen d'admission à l'Enseignement supérieur ; il réunit dans ses jurys des examinateurs appartenant à l'Enseignement supérieur et à l'Enseignement secondaire, dont certains siègent parfois dans les jurys d'examens de l'Enseignement primaire au brevet supérieur, comme ils peuvent siéger aussi aux concours d'entrée des grandes écoles, très représentatifs par conséquent du type d'examineur français ; enfin, le baccalauréat comporte un jeu d'épreuves qui sont également typiques puisqu'on les retrouve, à des degrés divers, à presque tous les échelons de notre série d'examens. Du point de vue social, le baccalauréat est également l'examen français le plus important, puisqu'il ouvre la voie aux études supérieures et à toutes les carrières auxquelles elles préparent, et qu'il constitue, en gros, l'instrument de sélection des classes dites dirigeantes » (3).

(1) On remarquera que des membres de la Commission, un seul, M. Laugier, en sa qualité de professeur de Faculté, est chaque année, en contact direct avec les examens du baccalauréat. Les autres ont, depuis longtemps, cessé de faire partie des jurys de cet examen.

(2) Nous dirions plutôt les examens de l'enseignement supérieur, c'est-à-dire les certificats d'études supérieures qui sont obtenus, comme chacun le sait, par voie d'examen et non de concours. A proprement parler, il n'y a pas de concours dans l'enseignement supérieur. Les concours auxquels il prépare comme ceux de l'agrégation de l'enseignement secondaire sont bien en haut de l'échelle, mais sur cette échelle le baccalauréat est loin d'être à mi-hauteur.

(3) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens. Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, Paris, 1936, p. 7.

Pour la partie documentaire de l'enquête, la Commission avait établi deux questionnaires. L'un « plus large et plus bref » fut adressé à un millier de personnes étrangères à l'enseignement, mais « capables de se former en pareille matière un jugement personnel et solide » ; l'autre plus détaillé, plus minutieux, portant exclusivement sur l'aspect pédagogique, technique et social de l'examen, fut envoyé à 3.000 spécialistes, professeurs et administrateurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, directeurs et professeurs d'établissements privés, présidents d'associations d'universitaires, etc. Au total, la consultation a touché 4.000 personnes, chiffre largement suffisant si chacune avait répondu à l'appel de la Commission. Mais le nombre des réponses a été, de part et d'autre, si faible, avoue M. Gastinel, « que la base manque pour des conclusions positives de large portée » (1). En effet, sur les 4.000 personnalités consultées, 121 à peine ont donné leur avis : 21 appartiennent à la première catégorie et 97 à la deuxième (2), trois réponses ont été fournies par des personnes n'appartenant pas au professorat mais s'intéressant, pour des raisons personnelles, aux questions d'enseignement.

Quand on compare ces résultats à ceux de l'enquête de 1885, on est surpris de constater avec quelle unanimité les professeurs se sont désintéressés d'une telle consultation. Il est vrai que l'enquête Carnegie, bien qu'elle fût menée par d'éminents universitaires et encouragée par le Ministre de l'Instruction publique (3), conservait son caractère de consultation privée. Mais les questions posées avaient une telle portée qu'elles auraient dû provoquer dans les lycées et les collèges, au lieu d'une abstention presque totale, un écho d'une certaine ampleur. Il semble que les professeurs en très grande majorité, aient estimé que cette enquête venait à un moment inopportun. Depuis 1929, les groupements universitaires et plus spécialement la *Société des Agrégés* menaient une campagne très active pour une meilleure organisation des examens du baccalauréat. Les professeurs ont-ils voulu s'abstenir de répondre à l'enquête Carnegie avant d'avoir connu les résultats des efforts engagés

(1) Cf. *Ibid.*, p. 13. Faute de réponses nombreuses et pertinentes susceptibles de constituer une synthèse valable de l'opinion du public éclairé d'une part, du corps enseignant d'autre part, l'enquête aurait été frappée de stérilité si elle n'avait trouvé en M. Gastinel le rapporteur averti qui pouvait suppléer à une telle déficience. Le « mince bouquet » de renseignements s'est transformé dans ses mains en une riche gerbe d'observations qui éclairent les problèmes pédagogiques et sociaux posés par l'existence du baccalauréat et en laissent parfois entrevoir les solutions.

(2) Membres de l'enseignement supérieur : 7 ; de l'enseignement secondaire : 82, se répartissant de la façon suivante : administrateurs : 12 dont 9 pour les lycées et 3 pour les collèges ; Professeurs de lycées : 66, dont 16 professeurs femmes ; Professeurs de collèges : 4 dont 1 professeur femme. L'enseignement privé a donné 8 réponses.

(3) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens. Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 7.

par les dirigeants de leurs groupements ? Sachant combien vivace est, chez tous, l'amour du métier, combien forte la foi en la valeur de l'enseignement dont ils ont la charge et combien vigoureux le souci de conserver son prestige au diplôme qui en est la sanction immédiate, il n'est guère possible d'expliquer par d'autres raisons leur silence. Quant au parti pris d'abstention du public éclairé, nous pensons qu'il est dû au fait que ce public commence à se rendre compte que, dans l'ensemble, l'examen du baccalauréat donne ce qu'on peut raisonnablement et humainement attendre de lui.

Nous ne croyons pas, comme M. Gastinel, qu'il soit « consécutif aux polémiques engagées depuis plus de cinquante ans autour du baccalauréat » (1). Ce n'est pas à « une sorte de lassitude générale » ou de scepticisme que les « longues querelles » qui jalonnent l'histoire du baccalauréat depuis plus d'un siècle, ont abouti, mais à une conception moins absolue et plus juste de la valeur relative de l'examen et du diplôme. Que tout ait « déjà été dit et redit », il nous serait difficile de ne pas en convenir avec M. Gastinel, après avoir accordé, dans cette étude, aux âpres discussions politiques et pédagogiques que le baccalauréat a suscitées, la place qui leur était due. S'il était nécessaire d'apporter à cette vérité une confirmation nouvelle, les réponses obtenues par l'enquête Carnegie nous la fourniraient. A la question qui synthétise les divers aspects de la consultation générale : « Estimez-vous que le baccalauréat, tel qu'il existe, fonctionne bien, c'est-à-dire : 1° que l'examen élimine les sujets médiocres pour retenir les autres ; 2° que l'institution soit adaptée au rôle qu'elle joue dans la vie nationale de la France ? » qu'a-t-on répondu qu'on ne puisse trouver dans les rapports de Salvandy, de Guizot, de Cousin, de Vuillemin, de Fortoul, de Rouland, de Duruy, de Jules Simon, de Ferry et dans les livres de Cournot, de Jules Janin, de Jules Vallès, de Bastiat, de Bréal, de Ferneuil, de Clavel, de Frary et de Maneuvrier, pour ne citer que ceux-là et laisser ainsi, entre l'actualité de l'enquête Carnegie et le passé, un intervalle de plus de cinquante ans ?

On demande au jeune bachelier de savoir comprendre, comparer, raisonner par des idées claires et distinctes, de posséder, avec les qualités intellectuelles d'un esprit juste, les qualités morales d'une volonté ferme, bref d'être un homme apte « à comprendre tout ce qui intéresse la vie de l'homme en société ». Victor Duruy, nous l'avons vu, ne voulait pas autre chose. Et si, Grand Maître de l'Université, il consentait à se pencher sur les modestes compositions des candidats au baccalauréat, ce n'était pas pour satisfaire les manies de ce qu'on appelle déformation professionnelle, mais pour donner au diplôme toutes les garanties humainement possibles d'une valeur intellectuelle et morale indiscutable.

(1) Cf. *Ibid.*, p. 15.

Reproche-t-on au baccalauréat d'être une « loterie », qui ferme trop souvent la porte aux meilleurs et l'ouvre toute grande à la foule des médiocres ? C'est un grief que lui faisait déjà Dupanloup et que les polémistes ont transformé en lieu commun à force de s'en servir : il a fallu tout l'esprit d'Emile Gebhart pour lui donner en 1899 un regain de jeunesse (1). S'il est vrai comme on le prétend que le baccalauréat est la loi des médiocrités, comment explique-t-on que le niveau intellectuel du pays se soit de plus en plus élevé, que la culture générale de l'esprit se soit de plus en plus étendue et que tant de Français, avant de s'illustrer dans toutes les branches de l'activité humaine où sont requis les éclairs du génie parfois et toujours les lumières d'une intelligence vive, riche en connaissances solides, aient commencé par être bacheliers ?

Se plaint-on que le nombre des bacheliers est excessif et que cette pléthore de diplômés constitue une menace grave pour la société ? Il y a trois quarts de siècle que Jules Vallès construisait sur ce thème ses romans douloureux. Au temps de Jules Vallès on faisait en moyenne quatre mille bacheliers par an. On en fait plus de douze mille de nos jours. La société compte-t-elle proportionnellement, en 1935, plus de bacheliers faméliques qu'en 1850 ? Certes, le problème de l'encombrement des carrières libérales, intimement lié aux problèmes politiques et économiques de plus en plus complexes de la vie sociale contemporaine, ne se pose pas aujourd'hui dans les mêmes termes qu'hier. Nous aurons à nous en occuper plus loin. Pour l'instant, contentons-nous de constater que l'enquête Carnegie n'apporte à cette question capitale aucune réponse. Nous regrettons une telle déficience. Si cependant elle était le signe que la culture intellectuelle et les diplômes qui l'attestent commencent à être considérés par l'opinion publique non plus comme objets de luxe ayant une valeur marchande, mais comme unique moyen de promouvoir l'homme et de lui faire prendre conscience de sa dignité personnelle et de son rôle social, nous nous en réjouissons. C'est parce que, pendant trop longtemps on n'en a vu que la destination utilitaire, que la valeur réelle du baccalauréat a été faussée et que tous les moyens pour obtenir le diplôme ont été jugés bons, depuis la préparation commerciale à forfait jusqu'à la fraude.

Ces considérations ne nous permettent pas d'accepter comme représentative de l'opinion publique la conclusion qui se dégage des 21 réponses faites au questionnaire général de l'enquête Carnegie et que M. Gastinel n'accepte pas lui-même, à savoir que le baccalauréat aurait : 1° pour lui, « ceux qui par naissance, par tempérament, par éducation, par fonction, ont le sentiment d'appartenir à l'équipe de tête ou à l'élite » et qui voient dans l'enseigne-

(1) Cf. Emile Gebhart, *Le Baccalauréat et les études classiques*, Paris, Hachette, 1899, p. 32 et sqq.

ment secondaire le moyen de former ce groupe dirigeant et dans le baccalauréat « un barrage indispensable »; 2° contre lui, ceux qui « même après s'être élevés socialement », gardant « l'esprit égalitaire », pensant « avec le peuple » et sentant ou voulant « sentir comme lui », prennent volontiers le baccalauréat comme une institution anachronique dépourvue de valeur réelle » (1).

Qu'il y ait encore des gens qui pensent à propos des études secondaires et du baccalauréat ce que pensait et ne pouvait pas ne pas penser, en 1863, Victor Duruy (2), c'est certain. De même, il est certain qu'il y a des gens qui croient être en étroite communion d'idées et de sentiments avec le peuple en refusant à la culture secondaire toute préexcellence et au diplôme qui en est la garantie toute valeur. Mais de ces deux opinions extrêmes, l'une, même si elle était fondée en raison, ne l'est plus ni en droit, ni en fait, la législation scolaire ayant heureusement aboli toute discrimination provenant de l'inégalité sociale pour ne retenir que les différences résultant de l'inégalité des aptitudes; l'autre est en contradiction avec la réalité. Les recherches statistiques sur les origines scolaires et sociales des candidats au baccalauréat faites sous la direction de M. C. Bouglé (3), qui dans l'ensemble de l'enquête Carnegie apportent avec les statistiques de M. Laugier, ce qu'il y a, à notre avis, de plus clair, de plus sûr et peut-être de plus utile, confirment ce que notre expérience personnelle nous permet de constater, chaque année, *grosso modo*, à savoir que, dans toutes les catégories modestes de la société se développe, suivant un rythme lent mais sûr, un vif attrait pour les études secondaires. Le baccalauréat n'est plus ni exclusivement, ni essentiellement le cens intellectuel des privilégiés de la fortune ou de la naissance. Il tend à devenir uniquement la robe virile du français de toute classe et de toute condition, qui s'en montre digne par son intelligence et son travail.

Les réponses au questionnaire spécial ont-elles, du moins, apporté à l'enquête Carnegie, sur la nature et les fins du baccalauréat, sur ses incidences pédagogiques, sur la technique, les procédés et les méthodes en vigueur à l'examen, des vues justes et précises pouvant conduire à une réforme ou à des améliorations reconnues nécessaires par tous ? Ici encore nous ne pouvons pas nous empêcher d'établir une comparaison entre la vaste enquête de 1885 et la consultation de 1932. De l'enquête de 1885 à laquelle

(1) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 22.

(2) Cf. sup. p. 173, 174.

(3) Cf. *Enquêtes sur le Baccalauréat, Recherches statistiques sur les origines scolaires et sociales des candidats*, p. 36 et sqq. Ces recherches ont été faites avec une précision digne des plus grands éloges. Elles portent sur un peu plus de 7000 candidats et candidates, c'est-à-dire à peu près la moitié environ de ceux qui se sont présentés à l'examen du baccalauréat dans le ressort de l'Académie de Paris à la session de juin-juillet 1932. On doit souhaiter qu'une telle entreprise soit poursuivie et étendue.

participa tout le corps enseignant se dégagèrent sans peine une doctrine pédagogique du baccalauréat et une volonté unanime de réforme pour mettre l'examen en harmonie avec cette doctrine. De l'enquête Carnegie il est impossible de tirer autre chose qu'une fragile mosaïque d'opinions divergentes ou contradictoires, — vues de l'esprit plus séduisantes les unes que les autres, mais non prises sur le réel représenté ici par l'organisation scolaire avec les tendances sociales qu'elle exprime et les méthodes pédagogiques qu'elle suppose.

C'est ainsi qu'à propos de la nature et des fins du baccalauréat, l'accord ne se fait même pas sur ce qui est logiquement et réglementairement la raison d'être de l'examen : contrôler les études secondaires et sélectionner les jeunes gens destinés à faire partie de l'élite intellectuelle du pays. Bien plus, parmi ceux qui reconnaissent qu'il remplit cette double fonction, si les uns s'en réjouissent, les autres le regrettent. Aucun ne semble avoir posé le problème avec toutes ses données. Aucun n'a été arrêté par les conséquences pédagogiques d'une situation légale qui date de 1850 et qui permet d'accéder au baccalauréat par deux voies différentes, celle des établissements publics et celle des établissements privés. Le rapporteur de l'enquête, M. Gastinel, remarque avec raison qu'il était impossible de répondre pertinemment à une question si importante sans tenir compte de cette situation. Tant qu'il fut obligatoire, pour être admis à se présenter au baccalauréat, de fournir un certificat attestant qu'on avait suivi au moins la classe de rhétorique et la classe de philosophie dans un lycée ou dans un établissement reconnu par l'Etat, l'examen pouvait à la rigueur considérer le certificat comme un instrument de contrôle suffisant et n'intervenir que comme organe de sélection dans la classe sociale chargée de fournir l'équipe dirigeante. On ne demandait aux épreuves du baccalauréat qu'une chose : maintenir à bonne hauteur le niveau intellectuel de cette équipe par l'élimination des éléments médiocres et le recrutement des intelligences capables d'y exceller.

C'est parce que l'examen avait une telle orientation que nous avons vu les gouvernements s'efforcer jusqu'en 1850, de maintenir l'obligation du certificat de scolarité malgré les violentes réclamations qu'elle soulevait. « Tant de réclamations, écrivait en 1844, le duc de Broglie, s'élèvent, en ce moment, contre le maintien des certificats d'études; on en sollicite la suppression avec tant de vivacité dans les écrits, dans les mémoires, dans les pétitions qui nous ont été distribués ; les écrivains, les pétitionnaires se montrent tellement préoccupés du désir de voir tous les jeunes gens sans exception, sans distinction, admis à concourir pour le diplôme qui ouvre l'accès aux études supérieures, qu'il est à propos, laissant de côté pour un moment toute autre considération, d'examiner sur quelles raisons se fondent cette préoccupation si grande et ces instances si

vives. Les raisons ne sont pas nombreuses; tout se réduit à ceci : Pourquoi, dit-on, s'informer du lieu où le candidat a fait ses études ? Qu'importe le genre d'établissement où il a appris ce qu'il sait ? Qu'importe le temps, le lieu, le pays ? Sait-il ou ne sait-il pas ? Voilà toute la question. Interrogez-le, et, s'il répond pertinemment, que vous faut-il de plus ?

« Sans être décisive, puisque le maintien du certificat d'études peut se rattacher à des considérations de plus d'une sorte, l'observation serait fondée, à quelques égards, et mériterait qu'on en tint compte si les épreuves du baccalauréat ès lettres avaient la puissance et la portée qu'on semble leur supposer ; s'il suffisait d'interroger, pendant trois quarts d'heure tout au plus, un aspirant au diplôme, pour s'assurer qu'il possède réellement les connaissances qu'il doit posséder. Mais cela n'est pas, et cela ne saurait être.

« Il ne faut pas confondre l'examen d'admission au baccalauréat ès lettres avec l'examen d'admission aux écoles spéciales, à l'Ecole polytechnique, par exemple. Là, tout est de rigueur. La matière de l'examen est spéciale, déterminée, circonscrite. Le candidat est interrogé à fond sur toutes des parties du programme. Il doit répondre et répondre également bien sur toutes les questions qui en ressortent. Tout ce qu'il sait, tout ce qu'il est tenu de savoir, est successivement, inexorablement passé en revue. Un tel examen est concluant par lui-même et à lui seul. Il serait impossible d'interroger un aspirant au baccalauréat ès lettres avec le même degré de précision, d'ensemble et de sévérité. Sur le terrain des études générales il faut choisir; tout est, jusqu'à un certain point, indéterminé, discrétionnaire. La matière de l'examen n'a point de limites... Il n'en saurait être autrement puisque le cercle de l'instruction secondaire embrasse tous les éléments des connaissances humaines. Qui ne voit, dès lors, tout ce qu'un tel examen doit avoir, par la force même des choses, de superficiel et de désultoire ? Quatre ou cinq professeurs qui n'ont chacun à leur disposition que huit ou dix minutes, peuvent-ils approfondir un sujet quelconque ? On pose au candidat quelques questions; on lui fait traduire de vive voix quelques passages; on lui dicte une version, et tout est fini. Son succès, dans une pareille épreuve, dépend plus souvent de sa présence d'esprit, de sa mémoire et d'un bon hasard, que de la connaissance solide et sérieuse des matières sur lesquelles il est interrogé...

« La preuve de capacité qui résulte d'un tel examen est insuffisante à elle seule. On a toujours exigé, pour prononcer, une autre preuve plus réelle et plus décisive, et cette autre preuve, c'est la justification d'un cours complet d'études, suivi pendant un nombre d'années déterminé sous des maîtres approuvés, d'un cours d'études dans lequel les élèves ont été préalablement examinés d'année

en année, de classe en classe, et n'ont monté de la classe inférieure à la classe supérieure qu'après avoir montré qu'ils en étaient dignes, de telle sorte que l'épreuve du baccalauréat se trouve être le complément et, pour ainsi dire, le couronnement de toutes les autres.

« Réunies ces deux épreuves de capacité sont tout au plus suffisantes; séparées, celle qui résulte du dernier examen aurait très peu de valeur; et, s'il fallait choisir, celle qui résulte d'un cours d'études régulier dans un établissement bien dirigé, sous une discipline sévère, devrait être préférée » (1).

Aussi bien, est-ce après la suppression du certificat de scolarité, en 1849, que l'examen, comme nous croyons l'avoir montré, a changé complètement de caractère et que l'épreuve écrite y a pris une importance capitale? Ne pouvant plus compter sur la garantie extérieure que lui avait donnée le décret du 17 mars 1808, le baccalauréat fut obligé de chercher dans sa structure interne, c'est-à-dire dans la nature et la procédure de ses épreuves, la possibilité d'un contrôle efficace. C'est là, et non ailleurs, qu'est la raison pour laquelle, peu à peu, toutes les matières de l'enseignement ont réussi à se faire représenter dans l'examen qui a dû se diviser en deux parties afin de mieux remplir sa fonction de contrôle. Pédagogiquement on peut, comme Gréard, regretter un tel résultat (2). Mais il est la conséquence fatale de la loi qui régit, depuis 1850, notre système scolaire et l'on se ferait une idée inexacte du baccalauréat si on se refusait à y voir le seul moyen dont l'Etat dispose pour contrôler le niveau des études secondaires et garantir la valeur du diplôme qui les sanctionne. « Les établissements privés, écrit M. Gastinel, sont libres de donner l'instruction comme il leur plaît; aucune surveillance n'est exercée sur les études qui s'y font. Le seul contrôle qu'ils aient à subir, c'est précisément le baccalauréat. Il importe donc au plus haut point que cet examen unique renseigne de façon précise et probante sur les aptitudes intellectuelles de candidats dont la formation est si peu connue. On peut en dire autant des institutions qui se sont multipliées en France pour préparer au baccalauréat. Il est trop clair que si l'organisation de l'examen lui-même pêche par quelque point, ces institutions en profiteront avec adresse; elles masqueront par un dressage rapide le défaut d'éducation intellectuelle véritable; elles armeront

(1) Cf. de Broglie, *Rapport présenté à la Chambre des pairs*, le 12 avril 1844, au nom de la Commission, chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'instruction secondaire. — C'est le même avis qu'expriment Jules Simon (cf. *La Réforme de l'Enseignement secondaire*, Paris Hachette 1874 p. 263 et suiv.) et Gréard (cf. *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 191).

(2) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement Supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 202 : « Aucune idée ne nous semble pédagogiquement plus décevante que celle qui consiste à faire représenter dans l'examen toutes les matières de l'enseignement ».

leurs élèves des moyens qui permettent de faire illusion à un examinateur maladroit ou pressé. Ainsi la valeur des épreuves sera compromise et la part du hasard y grandira » (1). C'est aussi dans l'économie de la loi de 1850 qu'il faut chercher la raison principale pour laquelle le baccalauréat est et doit rester un examen extérieur, comme l'avait reconnu l'enquête de 1885.

Mais de ces nécessités créées par la loi découle l'obligation d'organiser l'examen de telle manière qu'il soit vraiment un instrument de sélection et de contrôle. Nous touchons ainsi à la partie technique du problème. Et, c'est assurément la partie la plus intéressante, car il va de soi que du bon fonctionnement du mécanisme mis en mouvement, deux fois par an, dans chaque Académie, pour procéder à ce délicat travail de contrôle et de sélection, dépend la valeur du résultat obtenu. Que le mécanisme fonctionne mal, et la garantie accordée par l'Etat ne sera qu'une illusion, dangereuse pour la société dont on trompe la confiance, dangereuse pour les diplômés eux-mêmes qu'on investit, par malfaçon, d'une fausse valeur sociale. Aussi, avons-nous vu, aux divers moments de l'histoire du baccalauréat, les Ministres de l'Instruction publique prescrire les mesures qui leur paraissaient nécessaires pour donner à l'examen toutes les garanties désirables de probité et d'équité. L'enquête de 1885, bien que le questionnaire du Ministre ne portât qu'indirectement sur la technique de l'examen, donna lieu, dans plusieurs assemblées de professeurs, à une étude très attentive du problème. Les réformes proposées — nous avons dégagé les plus importantes (2) s'inspiraient toutes du désir d'entourer les épreuves d'un réseau de mesures techniques susceptibles d'assurer à l'ensemble de l'examen le maximum de régularité.

Des trente-neuf questions posées par le questionnaire spécial de l'enquête Carnegie, vingt-huit sont relatives à la façon dont fonctionne l'examen. C'est dire l'importance capitale attribuée par la Commission aux procédés techniques employés par les professeurs chargés de juger les épreuves et par les administrateurs chargés d'en organiser la procédure. En ce qui concerne les mesures qui relèvent exclusivement de l'administration, choix des sujets des épreuves écrites et impression des textes, choix des examinateurs et constitution des jurys, choix des locaux et organisation de la surveillance, choix de l'époque et fixation de la durée des sessions, bref pour tout ce qui a trait au fonctionnement de l'organisation matérielle de l'examen, les suggestions fournies par l'enquête méritent de retenir l'attention. Plusieurs d'entre elles ont été mises en pratique. L'expérience en a confirmé la sagesse et montré l'efficacité. D'autres améliorations souhaitables parce qu'elles assure-

(1) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 30.

(2) Cf. sup., p. 175 et suiv.

raient à l'examen toutes les garanties de régularité et lui donneraient le prestige qu'il doit avoir comme acte public, ne pourront être réalisées dans les grands centres que lorsqu'on disposera d'un immeuble construit et outillé pour servir aux examens et concours (1).

Quant aux procédés techniques employés par les examinateurs pour juger les candidats, si tous ceux qui ont répondu au questionnaire sont théoriquement d'avis que ce que l'examen doit déceler ce sont surtout les qualités intellectuelles que crée et développe, par la convergence de ses disciplines et de ses méthodes, l'enseignement secondaire, l'enquête Carnegie tend à prouver qu'en pratique, lorsqu'il s'agit, dans les épreuves écrites, de déceler ces qualités, de porter sur elles un jugement et de traduire ce jugement par une note chiffrée, on aboutit à de « violents désaccords » dont s'épouvante M. Gastinel. Ces désaccords entre « juges compétents et appliqués » nous épouvanteraient de même, s'ils exprimaient vraiment la loi de l'examen. Ils « risqueraient » en effet, de « discréditer » le baccalauréat « devant l'opinion publique et de fournir ainsi non pas des raisons, mais des armes aux adversaires de la culture secondaire elle-même » (2).

Après avoir obtenu de quelques personnes compétentes leurs opinions sur le contenu de l'examen, sur son esprit, ses incidences pédagogiques, sa valeur sociale, et de quelques professeurs l'exposé théorique de leurs principes de correction et de cotation des épreuves écrites, l'enquête Carnegie, poussant plus loin ses recherches a donc tenté de déterminer scientifiquement jusqu'à quel point les résultats pratiques des procédés dont se servent les examinateurs sont d'accord avec leurs principes, d'une part, avec la nature de l'examen d'autre part, et permettent de considérer ces procédés comme des moyens de mesure exacts. En d'autres termes, la Commission d'enquête s'est transformée, pour la partie la plus délicate et la plus originale de sa tâche, en jury examinant les examinateurs. Jusqu'à présent les enquêtes sur le baccalauréat avaient surtout tenu compte de la psychologie du candidat (3). L'enquête Carnegie met l'accent, par un renversement des données habituelles du problème, sur la psychologie du correcteur. Peu importe qu'il y ait là une attitude d'iconoclaste. La science ne connaît pas de sanctuaires inviolables. Et notre soif insatiable de justice absolue trouve, dans cette comparution du juge à la barre de

(1) Ni les répondants, ni le rapporteur de l'enquête Carnegie n'ont envisagé un tel projet. Nous n'en pensons pas moins que sa réalisation aurait une grande influence sur le bon fonctionnement de tous les examens.

(2) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 63.

(3) Des discussions se sont souvent produites, nous en avons signalé les plus importantes au cours de notre étude, au sujet des examinateurs. Mais elles portaient sur leur partialité, supposée volontaire, et non sur leur coefficient subjectif.

l'accusé, une satisfaction qui est peut-être illusoire mais dont le condamné d'hier n'est sans doute pas seul à savourer les délices.

Une étude entreprise en 1927 et poursuivie jusqu'en 1930 sur le facteur subjectif dans les notes d'examen, avait déjà permis à M. Henri Laugier et à Mlle D. Weinberg de déterminer dans quelle mesure la cotation des épreuves écrites peut être influencée par la personnalité de l'examineur (1). L'étude portait sur les notes données par deux correcteurs à une épreuve d'un des concours universitaires les plus élevés (2). La comparaison de ces notes donna lieu à une première constatation : les notes de l'examineur A étaient en moyenne moins élevées que celles de l'examineur B, la moyenne arithmétique s'établissant pour le premier à 7,9 et pour le second à 9,1, ce qui, à la rigueur, était suffisant pour prouver expérimentalement et mathématiquement que le facteur subjectif chez les examinateurs apporte dans les résultats d'un concours un coefficient de variabilité et même d'erreur aussi important que l'équation personnelle des concurrents. Mais les deux enquêteurs aboutissaient dans leurs recherches à des constatations plus précises en appliquant leurs méthodes de comparaison et de contrôle aux cas individuels : telles copies qui avaient respectivement été notées par A, 2, 4, 5, 6, avaient obtenu avec B, 7, 10, 14, 12; telles autres inversement avaient été évaluées 2, 5, 6, par B, et 7, 10, 13 par A. Sur 166 copies, 20 seulement avaient entraîné la même note de la part des deux correcteurs. Par contre, pour les 146 autres copies les écarts d'un point étaient au nombre de 29, les écarts de 2 points au nombre de 26, les écarts de 3 points au nombre de 33, les écarts de 5 à 6 points au nombre de 21 et les écarts de 7 à 9 points au nombre de 4. Tel candidat était classé 11^e et reçu par le verdict de A, tandis qu'il était classé 95^e et refusé par le verdict de B; tel autre reçu et classé 2^e par B était classé 116^e et refusé par A. En groupant les copies qui avaient obtenu chez l'un des examinateurs des notes allant de 1 à 3, puis celles qui avaient été notées de 3 à 5 et ainsi de suite et en calculant pour chaque groupe la note moyenne de l'autre examinateur, M. Laugier et Mlle Weinberg obtinrent des courbes de régression qui, tout en

(1) Cf. *Année Psychologique*, 1928, XXVII, p. 236-244, 1930, XXXI, p. 229-241. *Le Travail humain*, série A, n° 3, 1934, *Etudes docimologiques sur le perfectionnement des examens et concours*, par H. Laugier, Henri Piéron, Mme Henri Piéron, Dr E. Toulouse, Mlle D. Weinberg : cette brochure, déclare l'avant-propos de MM. Laugier et Henri Piéron, « n'a d'autre objet que d'attirer l'attention du public, des psychologues, des pédagogues, des administrateurs, sur l'existence et l'importance de problèmes docimologiques restés sans solution satisfaisante, et sur la possibilité d'en aborder l'étude par les méthodes objectives de la science expérimentale ».

(2) On sait que dans ces concours la même épreuve est corrigée par deux examinateurs ayant, outre une haute conscience de leur grave mission, ce qui va de soi, une longue expérience professionnelle. Ces deux examinateurs corrigent et notent l'épreuve séparément sans entente préalable. Ce n'est qu'au moment de la délibération que leurs notes sont confrontées.

traduisant une forte corrélation positive, s'écartaient de la ligne de corrélation parfaite. Exprimée en chiffres, d'après la formule de Bravais-Pearson, la corrélation donnait un coefficient $r=0.827$ (1).

« En résumé, concluent M. Laugier et Mlle Weinberg, il y a incontestablement une forte relation positive entre les notes des deux examinateurs. Mais l'accord reste très imparfait. Les échelles des deux examinateurs ne coïncident pas, l'un est plus indulgent que l'autre. Si l'on considère les cas individuels, on rencontre pour une même copie des écarts de notes qui vont jusqu'à 9 points, et 2 copies jugées exactement équivalentes par l'un des examinateurs peuvent être placées par l'autre, l'une en tête et l'autre en queue de la liste. Pratiquement, dans le cas d'un concours, ce ne seront pas les mêmes candidats qui seront choisis par les deux examinateurs; dans notre cas, la moitié des candidats admis par l'un serait rejeté par l'autre et *vice versa* » (2).

Voulant orienter leurs recherches dans un autre sens afin de pousser davantage l'analyse psychologique du travail des correcteurs, M. Laugier et Mlle Weinberg eurent l'idée de compléter l'expérience dont nous venons de parler en faisant corriger deux fois les mêmes copies par le même examinateur (3). Ils remirent au professeur X, après les avoir fait dactylographier, 37 compositions qu'il avait corrigées et notées trois ans et demi plus tôt pour un examen de certificat supérieur de sciences. On eût pu croire que l'examineur étant, en gros, d'accord avec lui-même, les notes de sa deuxième correction n'auraient présenté avec celles de la première que des différences insignifiantes. Il n'en fut rien. Le professeur X ne donna que 7 fois la même note à la même copie. Il a donc varié 30 fois sur 37 et son coefficient de corrélation n'est que de 0,58, alors que sa première notation fournit avec celles des professeurs Y et Z qui ont corrigé, à leur tour, les 37 copies dactylographiées, une intercorrélation moyenne de 0.60. Une composition notée d'abord 10 monta à 14; une deuxième passa de 7 à 15; inversement d'autres tombèrent de 13, 15 et 16 à 9, 8 et 6.

Certes, les résultats obtenues par M. Laugier et Mlle Weinberg ne sauraient être admis sans réserves, surtout en ce qui concerne l'expérience à laquelle s'est soumis le professeur X, malgré la rigueur mathématique avec laquelle ils se présentent (4). Il n'em

(1) Cf. *Le Travail Humain*, série A, n° 3, 1934, p. 18.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 22, 23.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 35.

(4) Cf. *Ibid.*, p. 36. — Ces réserves, M. Laugier les fait lui-même lorsque, après avoir montré que le professeur X s'est montré particulièrement inconstant, il écrit : « Il faut ajouter toutefois, que les conditions de correction n'étaient pas identiques pour lui, car il a corrigé la première fois les manuscrits signés par les élèves et la seconde fois des copies anonymes. L'intervalle de temps entre ses deux notations a été aussi plus long que chez Z ». Est-il nécessaire de faire observer que s'il est impossible d'exiger

reste pas moins que les expériences docimologiques qui les ont données prouvent, d'une part, que le facteur subjectif des examinateurs joue, dans les examens et concours, un rôle plus grand qu'on n'osait le croire, d'autre part, que ce rôle est capable d'y déranger, plus qu'il ne convient, la justice.

C'est en procédant à des expériences analogues sur un certain nombre de copies provenant des épreuves de composition française, de version latine, d'anglais, de mathématiques, de philosophie et de physique auxquelles avaient été soumis, en juillet 1930, les candidats de l'Académie de Paris que la Commission Carnegie a essayé de compléter son enquête sur le baccalauréat. La double correction n'étant pas en usage aux examens du baccalauréat, il était impossible d'appliquer à ces copies la méthode de contrôle direct grâce à laquelle nous avons vu M. Laugier et Mlle Weinberg établir comment variaient, pour 116 compositions d'un concours, les notes de l'un des examinateurs en fonction des notes de l'autre, mesurer la série des écarts et leur fréquence et calculer avec une précision indiscutable le coefficient de corrélation. A la méthode si précise du contrôle opéré directement sur le phénomène étudié, la Commission Carnegie a cru pouvoir substituer sans inconvénients la méthode du contrôle indirect opéré dans des conditions qui ne sont pas exactement celles où se produit le phénomène qu'on prétend soumettre à l'épreuve d'une étude expérimentale.

Aux examens du baccalauréat les conditions normales du phénomène sont les suivantes; chaque correcteur reçoit un paquet de copies anonymes contenant autant de compositions numérotées qu'il y a de candidats dans le jury dont il fait partie. A Paris le nombre des candidats par jury varie entre 100 et 125. Ainsi un examinateur de philosophie reçoit un paquet de 100 ou 125 copies de dissertation philosophique. Comme les candidats ont, pour cette épreuve, le droit de choisir entre trois sujets, le paquet contiendra, dans des proportions que les caprices du choix font varier à l'infini, X, copies portant sur le premier sujet, Y, copies portant sur le deuxième sujet et Z copies portant sur le troisième sujet. En général, les examinateurs corrigent les copies dans l'ordre même où ils les ont reçues, c'est-à-dire en respectant le classement qui résulte, non point du sujet choisi, mais du numéro attribué à chaque candidat, qui est le même pour chaque épreuve. Ce n'est qu'après avoir corrigé et noté chaque copie (1) sans rien savoir de l'au-

d'une machine dont on a changé les conditions, que son travail reste absolument le même quantitativement et qualitativement, on ne voit pas comment on pourrait raisonnablement l'exiger de cet être « ondoyant et divers » qui offre tant de failles à l'erreur et à l'instabilité ?

(1) Bien que le décret du 7 août 1927 n'ait pas prévu que les examinateurs, avant d'entreprendre leur travail de correction, doivent se réunir pour réaliser un accord de principe sur la façon de coter, la tradition de ces réunions s'est établie sur la demande des professeurs qui en avaient reconnu l'utilité.

teur dont il ignore même le nom, que l'examineur, au cours de la délibération pour l'admissibilité, peut confronter son opinion avec celle des autres examinateurs et chercher, dans le livret scolaire, des éléments d'informations susceptibles d'infirmer ou de confirmer son verdict. Ainsi s'explique que le résultat final de la délibération se traduise très souvent par un nombre d'admissibles plus élevé que ne l'aurait permis la moyenne des notes fournies par la correction (1).

Tel est le processus imposé par le décret du 7 août 1927 et scrupuleusement observé par les jurys. Tout autre est le processus créé et suivi par la Commission Carnegie. En voici la description. « Pour chaque épreuve, 100 copies ont été retenues, celles de la première partie du baccalauréat émanant toutes des mêmes candidats ; toutes les copies correspondant à une matière portent sur le même sujet. Les épreuves de langue vivante (anglais), de mathématiques (1^{re} partie) et de physique (2^e partie) comportent chacune deux copies (version et thème en anglais, question de cours et problème en mathématiques et en physique) et donnent lieu chacune à deux notes partielles et à une note « totale » égale, en principe, à la somme des deux précédentes. Les copies ont été choisies dans les dossiers de l'Office Central du Baccalauréat par le Secrétaire de la Commission Carnegie, avec le souci d'obtenir un lot de copies dont la diversité se rapprocherait le plus possible de la répartition générale aux examens du baccalauréat et qui serait, par conséquent, représentatif de l'ensemble en ce qui concerne notamment la répartition des notes, le pourcentage des admissibles et la répartition des candidats par sexe (2). Les

(1) On sait qu'en vertu de l'article 19 du décret du 7 août 1927 un candidat peut être déclaré admissible après examen de son livret et par décision spéciale du jury, mentionnée au procès-verbal, sans avoir obtenu la moitié du maximum des points. Pour être admis, tout candidat doit, au contraire, avoir obtenu la moyenne.

(2) Nous voulons bien admettre que, malgré les difficultés de l'opération, ce résultat ait été obtenu pour les épreuves de version latine et d'anglais, mais nous sommes obligés de faire des réserves en ce qui concerne l'épreuve de philosophie, réserves entièrement valables pour la composition française et jusqu'à un certain point pour les compositions de mathématiques et de physique. En philosophie les 4.428 candidats de la session de juillet 1930 avaient eu à choisir entre les trois sujets suivants :

1° Commenter et discuter ce mot de Pascal : Instinct et raison, marque de deux natures.

2° Qu'est-ce qu'imiter ? Quel est le rôle de l'imitation dans la vie intellectuelle.

3° La mémoire se ramène-t-elle à l'habitude ?

A tort ou à raison le premier sujet fut considéré par les candidats comme le plus difficile. On sait ce qui se produit en pareil cas : seuls les très bons candidats et les mauvais portent leur choix sur le sujet le moins commode, les premiers parce qu'ils y trouvent l'occasion de donner toute leur mesure, les seconds parce que leur ignorance les induit en erreur. Quoi qu'il en soit nous avons pu établir que ce sujet a tenté à peine 26 % des candidats, il ne saurait donc être considéré comme représentatif de l'ensemble de l'examen. C'est pourtant celui qui a été pris comme étalon et qui a guidé le choix de la Commission pour constituer le paquet des 100 copies soumises à ses cinq correcteurs.

compositions ont été recopiées à la main en un seul exemplaire, en respectant autant que possible la physionomie du texte original (disposition, orthographe, ratures, etc.) ; et la même copie a été corrigée successivement par 5 correcteurs, un système de marges mobiles permettant de détacher les traces des corrections successives. Le choix des correcteurs (5 par matière) sur la liste des examinateurs au baccalauréat de l'Académie de Paris a été effectué sans autre sélection systématique que celle qui résultait de deux considérations : 1° exclusion des professeurs ou administrateurs honoraires ; 2° recherche de quelques correctrices femmes, pour chacune des épreuves envisagées. Des instructions accompagnaient l'envoi des copies invitant les correcteurs à se placer dans les conditions du baccalauréat et à effectuer leurs corrections dans le même esprit, selon leur méthode habituelle » (1). C'est ainsi qu'après la correction, la Commission Carnegie s'est trouvée en présence de 6 notes pour chaque copie de chaque épreuve, l'une provenant de l'Office du baccalauréat et représentant la note obtenue à l'examen, les autres provenant des correcteurs qui avaient prêté leurs concours à l'enquête.

On le voit, ce processus ne réalise aucune des conditions du processus normal et le phénomène jeté dans le creuset de la méthode expérimentale n'est qu'une contrefaçon du phénomène véritable (2). Dès lors, si, de notre côté, nous ne sommes guère surpris que la Commission Carnegie se défende de porter un jugement valable sur l'ensemble de l'examen (3), le sera-t-elle, du sien, si nous nous permettons de lui contester jusqu'à un certain point le droit d'établir, entre les résultats indirects de son enquête et les résultats directs du baccalauréat, une comparaison susceptible de nous renseigner avec précision sur la valeur des instruments de mesure employés ? Nous entendons bien qu'on a prié les correcteurs de « se placer dans les conditions du baccalauréat ». C'était beaucoup espérer des enfants d'homme, que de les croire capables de garder leur mesure sur commande : comme aimait à le répéter E. Meyerson « la raison obéit mal quand nous prétendons la faire cheminer à l'essai » (4). En tout cas, après l'ès avoir ainsi en-

(1) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 72.

(2) Le mot contrefaçon est le seul qui nous paraisse traduire exactement le fait. Mais nous serions désolé si on y voyait la moindre intention accusatrice. Il convient donc de le dépouiller de la signification péjorative que rien ne nous autorise à lui laisser. Nous avons déjà dit que la Commission Carnegie ne pouvait pas étudier directement les instruments de mesure employés par les examinateurs du baccalauréat. Nous savons quelles difficultés elle a dû surmonter pour procéder à une étude indirecte et avec quelle conscience tous ses membres ont poursuivi cette étude.

(3) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 9.

(4) Cf. E. Meyerson : « Nous sommes tout à fait hors d'état de faire travailler notre raison ainsi, dans le vague, à l'essai en quelque sorte, car elle ne montre ses capacités réelles que si elle s'applique à un problème

fermés dans un circuit anormal qui rendait impossible cette opération si délicate en elle-même, c'était trop exiger d'eux. Qu'on ne s'étonne donc pas si leur mètre, au lieu de l'immuable rigidité de l'acier, a pris la souplesse infinie du caoutchouc. Il y aurait eu de quoi s'étonner davantage, si les correcteurs de l'enquête Carnegie n'avaient pas abouti à des cotations « aberrantes » et à des désaccords « violents » dont ils nous épargent le triste spectacle et les graves inconvénients quand ils corrigent pour l'examen réel.

Voulant faire à l'enquête Carnegie la part aussi belle que possible, nous prendrons les résultats de l'épreuve qui, à tort ou à raison, est communément considérée comme se prêtant le mieux, par sa nature même, à un maximum de discordance (1) : la dissertation philosophique. Le nombre des candidats ayant atteint la moyenne de 10, par conséquent proposés pour l'admissibilité par chacun des correcteurs de la Commission Carnegie est le suivant :

E	81	sur 100
A	54	» »
C	46	» »
D	43	» »
F	38	» »
B	31	» »

avec tout le sérieux, toute l'énergie dont elle est capable ». (*La déduction relativiste*, p. 169-170). — « La raison a beau rester toujours la même, les problèmes auxquels elle est amenée à s'attaquer se renouvellent sans cesse, et leur forme peut alors s'écarter à tel point de celles qui nous sont familières qu'il nous sera impossible de dire à l'avance comment notre raison s'y comportera; car, nous l'avons dit, il est bien difficile (sauf dans des cas très simples) de faire fonctionner la raison à l'essai ». (*L'explication dans les sciences*, I, p. 247). — « La raison... obéit mal quand nous prétendons la faire cheminer à l'essai, et ne fournit un effort soutenu que devant un obstacle dont la présence est ressentie par elle comme une gêne réelle ». (*Essais*, p. 108).

(1) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 78, et planche XXIX, p. 163, M. Laugier et Mlle Weinberg en relevant, pour chacune des 100 copies, l'écart le plus fort, sur les 15 comparaisons dont elle fait l'objet ont pu établir que la fréquence maxima se produit pour un écart de :

5 points sur 20 en version latine	
6 et 7 — composition française	
4 — anglais	
4 — mathématiques	
5 et 7 — philosophie	
4 — physique.	

Pour l'ensemble des écarts ils ont obtenu des courbes qui définissent nettement un classement des épreuves par ordre décroissant des écarts entre correcteurs : la physique et les mathématiques venant en tête, suivies de l'anglais et de la version latine; la courbe des écarts en composition française et en philosophie évoluant au-dessus des autres. La proportion des écarts, atteignant ou dépassant 2 points sur 20, a été, dans l'expérience Carnegie, de 64,6 % en philosophie et de 66,9 % en composition française. Enfin l'écart maximum entre 2 correcteurs sur les notes d'une copie est de :

13 points sur 20 en composition française	
12 — philosophie	
12 — version latine	
9 — anglais	
9 — mathématiques	
8 — physique.	

Or, voici le nombre des candidats qui, à la même session (Juillet 1930) ont obtenu, avec ces mêmes correcteurs (1), une note égale ou supérieure à la moyenne 10 et qui ont été proposés pour l'admissibilité, avant l'examen des livrets scolaires :

E	72 sur 100
A	(voir note 2)
C	75 sur 100
D	61 »
F	(voir note 3)
B	55 sur 100

Bien plus, après la délibération, c'est-à-dire après consultation des livrets scolaires et échange d'impressions entre les membres du jury, les résultats s'établissent de la façon suivante :

E	76 sur 100
C	84 »
D	68 »
B	70 »

L'éloquence des chiffres obtenus par l'enquête Carnegie a permis au rapporteur, M. Beaulavon, de parler d' « aberration systématique » et d' « injustice irritante et absurde » (4). Pouvons-nous faire tenir le même langage aux chiffres fournis par l'examen réel ? Après le complément d'information statistique que nous avons pu apporter à l'enquête Carnegie, après les réserves que nous avons dû faire sur les procédés de recherche expérimentale qu'elle a été obligée d'adopter, nous nous croyons autorisé à dire que ses résultats exacts et valables, si on les considère en eux-mêmes, cessent de l'être s'ils prétendent traduire la réalité ou même simplement établir entre la réalité et leur signification positive une relation suffisamment étroite. L'enquête Carnegie nous paraît avoir joué à l'égard des examens du baccalauréat le rôle de ces lentilles qui grossissent les objets au point de les déformer. Telle a été sa puissance de grossissement que le baccalauréat a

(1) Il convient de faire remarquer qu'en 1830 les examinateurs n'avaient pas encore pris l'habitude de se réunir en séance d'entente avant de procéder à la correction. Chacun d'eux avait donc corrigé d'après son tempérament et sa méthode.

(2) Le correcteur A que la Commission Carnegie appelle le « correcteur officiel » et à qui elle attribue arbitrairement 54 admissibles est en réalité un correcteur composite. Des 100 copies choisies parmi les 4.428 de l'examen pour être soumises à l'enquête expérimentale, X copies avaient été corrigées par M, Y copies par N, etc... Il ne nous est donc pas possible d'établir combien le correcteur A avait fait d'admissibles. Mais nous pouvons dire que le pourcentage des admissibles, à la session de juillet 1930, a été de 64,22, donc très supérieur à celui qui est accusé par ce correcteur étalon.

(3) Le correcteur F n'avait pas examiné de candidats en philosophie en 1930. Nous le trouvons dans un jury, en juillet 1932 : il propose pour l'admissibilité 62 candidats sur 100.

(4) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 199.

pris figure de monstre et que le président de la Commission, M. Desclos, en a été terriblement effrayé. « Si l'on se contentait de l'éloquence brutale de ces premiers résultats, écrit M. Desclos, on serait tenté de déclarer que les épreuves qui ont fait l'objet de notre expérience et qui figurent dans les examens français aux divers degrés sont d'une inexactitude et d'une injustice telles qu'il faudrait ou supprimer tout examen, ou trouver des épreuves tout à fait différentes et susceptibles de présenter des garanties plus sérieuses.

« Mais, à la réflexion, de sérieuses mises au point s'imposent. Tout d'abord, il n'en va pas tout à fait de même à l'examen réel que pour notre expérience. Ainsi que le fait remarquer M. Beau-lavon, « l'expérience de tous les professeurs de philosophie, par exemple, est beaucoup plus rassurante : ils constatent des accidents fréquents (1) sans doute, mais une bonne classe de philosophie dans un lycée parisien a environ 75 % d'admissibles assez régulièrement, et les injustices criantes sont exceptionnelles (p. 195) ». D'autre part, « l'analyse des écarts entre les notes des jurys arbitraires et la note vraie conduit à formuler une conclusion pratique (2) : un candidat dont les copies de par leur valeur intrinsèque méritent *véritablement* une note au moins égale à 150 points sur 260 (3), a 96 chances sur 100 d'être considéré admissible par un jury moyen ; et s'il mérite *véritablement* une note d'au moins 159 points sur 260, ses chances de réussite s'élèvent à 99 sur 100. Inversement, les candidats qui ne méritent véritablement pas de note supérieure à 101 points sur 260 ont 99 chances sur 100 de se voir refuser l'admissibilité aux épreuves orales. (Laugier, p. 123) »

« Enfin, les graphiques des moyennes nous montrent que, pour toutes les disciplines, l'examineur A, celui qui a réellement cor-

(1) Ces accidents fâcheux que, par une tendance naturelle, on attribue toujours soit au sujet proposé, soit au correcteur, sont pourtant dus, notre expérience nous permet de le dire, aux défaillances des candidats. Trop souvent nous avons eu l'occasion de recevoir la visite de bons candidats dont les « brouillons » vus par leurs professeurs permettaient d'espérer le succès. Il nous a toujours suffi de jeter un rapide coup d'œil sur les copies pour y trouver de graves erreurs et de regrettables omissions provenant de leur étourderie et de leur affolement. Dans ces cas on peut regretter l'échec, mais on doit admettre que tout examen exige que le candidat ait, non seulement des connaissances, mais aussi les qualités qui permettent de les utiliser en un temps donné. Le baccalauréat ne saurait échapper à cette loi : épreuve de savoir, il est aussi — qu'on se le rappelle avant de crier à l'injustice — épreuve de maturité, de présence d'esprit, de calme, de maîtrise de soi.

(2) M. Laugier tire cette conclusion consolante de la comparaison des notes des correcteurs de l'enquête Carnegie avec les notes du correcteur officiel. Sa conclusion eût été plus consolante encore s'il avait pu la tirer d'une comparaison avec la moyenne des admissibles à l'examen réel, qui nous l'avons dit est supérieure à celle du correcteur composite pris comme étalon.

(3) Les coefficients étaient, en 1930, plus élevés que les coefficients actuels fixés par le décret du 2 octobre 1931 et la valeur de chaque épreuve était exprimée par une note variant de 0 à 20 au lieu de 0 à 10.

rigé à l'examen, s'est toujours montré le plus modéré et le plus circonspect et que ses notes se sont tenues sensiblement dans la moyenne de celles du jury Carnegie. En fait, comme le dit M. Gastinel (p. 259), « si l'on veut se rappeler que le baccalauréat n'est pas un concours mais un examen où chaque discipline a son importance et où les discussions des examinateurs avant l'oral laissent à chaque spécialiste le droit de choisir des candidats dont il accepte l'admissibilité, on sera forcé de conclure que la correction de A (l'examineur au baccalauréat) répond convenablement au rôle qu'il avait à remplir » (1).

« Donc, conclut M. Desclos, à l'examen réel, les résultats ne sont ni aussi inexacts ni aussi hasardeux, qu'il peut paraître à première vue » (2).

Ces réserves ont été imposées aux membres de la Commission Carnegie par l'excès même des résultats de leur enquête. Nous croyons les avoir légitimées par la comparaison chiffrée que les documents officiels nous ont permis d'établir entre ces résultats et ceux de l'examen réel. Mais nous sommes obligé d'aller plus loin et de tirer de cette comparaison autre chose que des réserves habilement déduites, si nous voulons faire œuvre juste et utile. En elle-même l'enquête Carnegie a prouvé, ce dont tout le monde se doutait un peu, que les examinateurs sont des hommes sujets à l'erreur et qu'ils le sont encore plus qu'on n'osait le croire. Mais elle a prouvé aussi, quand nous avons rapproché des résultats indirects de son étude, les résultats directs de l'examen, que le baccalauréat, grâce à la souplesse d'une procédure sortie d'une expérience docimologique plus que séculaire (3), permet à ces examinateurs d'atténuer, s'ils le veulent, jusqu'à leur enlever toute nocivité, les inévitables écarts de leur équation personnelle. De nous avoir permis d'aboutir à cette preuve, on ne peut qu'être reconnaissant à l'enquête Carnegie.

Parce que la procédure de l'examen permet aux candidats d'attester leurs connaissances et leurs qualités, non seulement par les compositions d'un jour, mais aussi par les succès d'un long passé scolaire, et fait obligation aux examinateurs de tenir compte de

(1) L'observation que nous avons faite au sujet de la conclusion de M. Laugier est valable pour celle de M. Gastinel.

(2) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 378, 379.

(3) Nous croyons avoir montré en décrivant l'évolution de cette procédure comment, peu à peu, elle s'est perfectionnée. Pour ne citer que la production du livret scolaire on a pu voir que la possibilité pour le candidat de renforcer la valeur de ses épreuves par le témoignage de ses professeurs, préconisée en 1838 par de Salvandy, réclamée après 1850 pour combler la lacune créée par la suppression du certificat, demandée avec insistance par les professeurs en 1885 pour des raisons de pédagogie, de justice et de moralité, finit par devenir, en 1890, l'une des dispositions essentielles du règlement de l'examen.

ce passé avant de prononcer leur verdict, ce qui est pour les premiers une sauvegarde contre toute sorte d'aléas, pour les seconds un garde-fou contre l'erreur et pour tous une garantie contre l'injustice, est-ce à dire que nous soyons en possession d'un mécanisme parfait dont les instruments de mesure sont d'une exactitude irréprochable ? En lui-même le mécanisme, par rapport à celui des autres examens, offre un maximum de perfection théorique. Mais, ce sont des hommes qui le mettent en marche. Et les instruments de mesure, ce sont des hommes aussi qui les utilisent. Tout, en définitive, dans la grave question de la régularité des examens du baccalauréat et de tous les examens ou concours, se ramène à un choix à faire entre ces hommes. « Un bon choix des examinateurs suffirait, déclare M. Beaulavon, à résoudre une grande partie du problème » (1). Nous sommes tenté de dire : tout le problème. « La première conclusion que l'on tirera de la lecture des graphiques et des exposés des correcteurs, écrit M. Desclos, c'est qu'il y a lieu de faire un choix parmi les examinateurs. L'art d'examiner comporte des qualités très différentes de celles que nécessite l'art d'enseigner. On peut être excellent professeur sans être pour cela bon examinateur et il n'y a pas plus lieu de s'en froisser que l'on ne se froisse de ne pas être bon musicien (2). Il est donc nécessaire que les autorités chargées du fonctionnement des examens exercent un contrôle constant sur la correction des copies, pour éliminer les examinateurs dont la modération, la sûreté de jugement, le sens de l'examen n'offrent pas de suffisantes garanties de régularité » (3).

On peut essayer de rendre la procédure de l'examen encore plus souple en établissant, pour permettre à l'examinateur de juger avec plus de précision, une différence entre les épreuves. On distinguerait celles qui ont pour but d'« inventorier les connaissances acquises » et d'« évaluer le stade de développement intellectuel auquel les candidats sont parvenus », de celles qui ont pour ob-

(1) Cf. *Ibid.*, p. 199.

(2) On peut rapprocher cette opinion de celle que soutenait Thénard devant la Chambre des pairs le 15 mai 1844 : « Il ne faut pas seulement être savant pour examiner, il faut encore savoir examiner; poser des questions et bien apprécier les réponses, est une chose bien difficile et qui ne s'apprend que par une véritable expérience », et de celle qu'exprimait Jules Simon en 1874 : « Pendant que j'étais examinateur à la Sorbonne, j'ai découvert à côté de moi des hommes dont je ne soupçonnais pas la valeur; écrivains et orateurs assez médiocres, ils déployaient dans cette fonction spéciale une variété de connaissances une sûreté et une promptitude d'esprit, une finesse, une pénétration qui les mettait, suivant moi, au rang des grands pédagogues et par conséquent des véritables philosophes. Croit-on qu'il suffise d'être bien doué pour remplir un tel office ? Nullement, il faut joindre aux dons naturels une longue expérience de l'enseignement et une connaissance approfondie des diverses formes que revêtent la timidité, la lenteur d'esprit, le manque de mémoire, défauts qui n'impliquent nécessairement ni l'ignorance, ni l'incapacité ». (Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement Secondaire*, p. 62, 63).

(3) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens. Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 379.

jet de « découvrir les possibilités de développement ultérieur des qualités d'esprit des candidats » (1). On peut aussi, comme le voudrait M. J. Langevin, charger des commissions de spécialistes de la rédaction des énoncés des sujets (2). On peut, enfin, pour la cotation des épreuves, comme le souhaite M. Desclos, substituer à l'échelle chiffrée dont M. Gastinel a fait le procès (3), une méthode de classement et de cotation successifs exprimant la valeur attribuée à la copie par les termes : nul, très mal, mal, faible, médiocre, passable, assez bien, bien, très bien, excellent, parfait et par les chiffres correspondants : 0, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8,

(1) Cf. *Ibid.*, p. 380.

(2) Cf. *Ibid.*, p. 230.

(3) Cf. *Ibid.*, p. 253. « Admettons, dit M. Gastinel, qu'une épreuve soit cotée de 0 à 20; l'échelle se compose de 20 unités toutes égales entre elles de sorte qu'il existe le même intervalle entre deux nombres entiers consécutifs, quelle que soit la place de ces nombres dans l'échelle. Supposons que l'examineur établisse un barème sous la forme d'une correspondance fixe entre telle faute et tel nombre de points à déduire du maximum puis qu'il corrige en suivant cette règle. Admettons enfin qu'après avoir corrigé une copie qui mérite et qui a obtenu la note 2/20, il en corrige une autre sensiblement égale, et pour laquelle son barème le conduit à la note 2 avant de corriger la dernière phrase, qu'advient-il si, dans cette dernière phrase, il rencontre une faute tarifiée 1 point ? Pour rester fidèle à la règle adoptée, il cotera la copie 1 au lieu de 2. Ainsi la valeur de la copie était de 2 unités si la dernière faute n'avait pas été commise et cette faute fera baisser la note de 2 à 1, c'est-à-dire de la moitié de la note chiffrée qui lui était attribuée jusque-là. Ce qui revient à dire que les nombres ne peuvent à la rigueur représenter des valeurs que sur une série infinie, mais que, dans toute série limitée prise comme échelle d'évaluation, les unités numériques ne peuvent pas conserver leur égalité tout le long de l'échelle. Plus la note baisse et plus l'unité augmente de valeur. Sur un maximum de 20 points, elle devient, entre 2 et 1, dix fois plus élevée qu'elle ne l'est entre 20 et 19. » — La critique de M. Gastinel soulèvera, à bon droit, croyons-nous, les objections de ceux qui ne voudront pas admettre que, d'un porte-monnaie contenant 20 francs, le matin, et d'où on a tiré, avant midi, 6 fois 2 fr. 50, par exemple, pour 6 achats divers, si on tire dans la soirée 2 fr. 50 pour un septième achat, on enlève une quantité d'une valeur supérieure à celle qu'on a enlevée pour l'un des achats effectués dans la matinée. La quantité prélevée au cours de chacune des 7 opérations n'a pas changé de valeur. Elle est restée constante, c'est-à-dire 2 fr. 50. Il en est de même pour une composition qui est cotée 2 sur 20 avant la correction de la dernière phrase. Si cette dernière phrase contient une faute de la même importance qu'une autre faute trouvée, par exemple, dans la première phrase, et pour laquelle le correcteur avait retranché 1 point sur 20, c'est d'une nouvelle valeur égale à un vingtième que le correcteur diminuera pour la dernière fois la valeur de la composition et non de la moitié de la note 2 qu'elle méritait avant la découverte de cette faute, car cette note 2 n'est pas une valeur de point de départ mais une résultante. Et si cette copie qui, avant la correction de la dernière phrase, méritait la même note 2 que telle autre copie totalement corrigée, tombe à la note 1 après correction complète, ce n'est pas parce que la faute que le correcteur y a trouvée en plus a une valeur dix fois plus élevée que la faute de la première phrase, mais une valeur égale, c'est-à-dire un vingtième.

Ce qui est vrai, c'est que les conséquences ne sont pas les mêmes quand on enlève, par exemple, pour une faute, un vingtième à une copie qui n'a plus que 10 points sur 20 et à une autre qui en a 11. De même, il est plus grave pour un modeste ouvrier, qui ne possède que 10.000 francs, que pour un rentier qui possède un million de perdre 1.000 francs chaque jour pendant 9 jours. Peut-on cependant affirmer que le dernier jour, l'ouvrier a perdu 5 fois plus que le rentier ? La valeur perdue est pour l'un comme pour l'autre, de 1.000 francs par jour, ni plus ni moins. Mais, presque insupportable pour le rentier, cette perte a précipité l'ouvrier, chaque jour un peu plus, dans l'indigence.

9, 10, (1). Mais ces améliorations s'ajoutant à celles dont une longue expérience a enrichi la procédure du baccalauréat ne donneront pas à un examinateur les qualités qu'il ne possède pas naturellement, ou qu'il n'a pas acquises par la pratique de l'examen et par une accoutumance plus exacte, plus familière, avec la tâche dont il est chargé.

D'autre part, la docimologie, en comparant entre elles les notes données par X et par Y aux mêmes copies, peut établir des graphiques dont les courbes nous renseignent avec précision sur les coefficients de corrélation, sur la fréquence et la répartition des écarts, sur les probabilités d'erreurs, sur les marges d'imprécision. Et certes nul ne contestera ni la valeur théorique, ni l'utilité pratique — l'une et l'autre relatives — de ces renseignements. Mais quand il s'agit de transposer les résultats des expériences docimologiques en jugement de valeur, l'embarras commence. Nous pouvons, à la rigueur, dire que le correcteur X qui a fait 45 admissibles sur 100 a été plus sévère que le correcteur Y qui en a fait 52. Mais quel est le plus juste ? Quel est celui dont les notes ont le mieux traduit la valeur réelle des copies dont on lui avait confié la correction ? Quel est, par conséquent, celui qui est vraiment à sa place ? Est-ce « l'indulgent » Y ou « le sévère » X ? La réponse des candidats, qui ne voient que leur intérêt immédiat, n'est pas douteuse. Mais à nous qui ne voudrions voir dans l'examen qu'une œuvre de justice, la docimologie nous permet-elle de répondre et de choisir ? C'est là pourtant, et là seulement, qu'est toute la question. Notre choix entre X et Y, et notre réponse dépendront de la confiance qu'ils nous imposent, non seulement par leur indiscutable savoir, mais aussi, mais surtout par toutes ces qualités morales que nous exigeons d'un homme chargé de juger le degré de valeur des opérations de l'esprit d'un autre homme.

Nous sommes ainsi ramenés par ce détour au délicat problème du choix des examinateurs, qui commande tous les problèmes particuliers posés par l'existence du baccalauréat et auquel l'expérience docimologique de l'enquête Carnegie n'a pas apporté de

Il n'en va pas autrement pour les candidats à un examen. Ceux dont les copies sont riches en qualités, peuvent supporter plus aisément les conséquences des rares défauts qu'ils y ont laissés. L'embarras pour le correcteur consiste à trouver les normes suivant lesquelles il jugera défauts et qualités. Ce qui est générateur d'injustice et d'inexactitude ce n'est pas le jeu de ces normes, mais leur établissement. Et c'est pour cela, croyons-nous, que la docimologie expérimente avec l'espoir de trouver le mètre et la balance qui nous manquent pour pouvoir apprécier à sa juste valeur telle qualité ou tel défaut et qui permettront à chacun de mesurer et de peser avec un minimum de risques d'erreur les choses de l'esprit.

(1) Cette méthode de cotation fut en usage de 1840 à 1852. Nous avons vu que Fortoul lui substitua la méthode des boules (cf. sup., p. 96, note 1) et que Victor Duruy, en 1864, reprit l'échelle de classement mais en la ramenant aux notes comprises entre très bien et passable et pouvant être représentées par les chiffres 4, 3, 2, 1, 0 (cf. sup., p. 121).

solution parce qu'il ne peut être entièrement résolu par un système de mesure mathématique, pas plus que ne peut l'être, par le même moyen, le problème de la cotation des épreuves. Or, le choix des examinateurs est-il possible autant qu'il est nécessaire et désirable ? En théorie il l'a été et il l'est encore. En pratique, il a cessé de l'être. Les difficultés insurmontables auxquelles on se heurte ne sont pas celles que M. Desclos attribue au nombre des candidats au baccalauréat (1), mais celles qui sont nées de l'application du décret du 23 mai 1934. Aux termes de ce décret, tous les professeurs agrégés et certains professeurs licenciés de l'enseignement secondaire public remplissant les conditions prévues par le décret du 13 août 1931, sont tenus de siéger dans les jurys d'examens du baccalauréat. Leur participation à la correction des épreuves écrites et aux interrogations des épreuves orales rentre dans leur service comme une obligation (2) à laquelle nul d'entre eux ne peut se soustraire. Peu importe qu'ils n'aient pas les qualités indispensables : l'Etat les leur a conférées d'autorité. Dès lors la porte s'est fermée d'elle-même aux possibilités d'un choix rationnel et c'est le système du tour de rôle qui s'est mis à jouer par la force même des choses, aggravant l'inégalité fatale des jurys, qui est, selon nous, le vice principal de l'examen.

Nul cependant ne saurait contester — et les professeurs sont les premiers à le reconnaître (3) — que les qualités requises pour être un bon examinateur ne se rencontrent pas au même degré chez tous les membres de l'enseignement. Chez quelques-uns, elles peuvent même être totalement absentes, sans que, pour cela, ils soient dépourvus de celles qui sont nécessaires pour bien enseigner. Or, le décret du 23 mai 1934 a enlevé aux recteurs le moyen de choisir ceux qui leur paraissaient présenter le maximum de garantie parmi les professeurs qui sollicitaient la charge et l'honneur de faire partie du jury. Bien plus, il les a obligés à punir les bons examinateurs en les mettant dans l'obligation de les appeler à siéger plus souvent qu'ils ne le voudraient et que ne l'exigent, en tout cas, les principes de justice distributive dont l'application du décret implique le respect. Ainsi, ce que le budget de l'Etat a réalisé en petites économies, sur le coût de l'examen, l'examen risque de le perdre en régularité et sécurité. Car il devient désormais plus inévitable que par le passé, qu'il y ait sur la liste des

(1) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 379.

(2) Cf. *Décret* du 73 mai 1934, art. 1^{er} et 2. Cette obligation est si bien considérée comme « charge normale d'emploi » qu'aucune rétribution n'est accordée aux examinateurs pour leur participation aux examens oraux et que, pour la correction des épreuves écrites, il n'y a lieu à rémunération que dans la mesure où la correction entraîne un dépassement de la durée normale du travail journalier.

(3) Cf. notamment les ordres du jour votés par les différents Congrès de la *Société des Agrégés* depuis 1934.

examineurs de bons juges à côté de juges moins bons. Or, « il faudrait pouvoir pratiquer, écrit M. Beaulavon, une sélection rigoureuse. Une commission spéciale siégeant au Ministère, ajoutait-il, avait été instituée par les anciens règlements pour contrôler les résultats du baccalauréat dans la France tout entière; je ne sais si elle subsiste encore en droit, mais depuis longtemps je crois, elle ne fonctionne plus en fait. C'est un contrôle plus direct, plus simple et plus rapide que l'on pourrait souhaiter : sur l'initiative du doyen, ou du directeur des examens, une enquête confiée aux présidents du jury (qui sont maintenant à Paris déchargés de la correction même) ou à quelques spécialistes compétents, devrait porter après l'examen, sinon sur les méthodes, du moins sur les appréciations et notations de chaque correcteur. Tant qu'on ne sera pas sûrement et officiellement renseigné sur la valeur des examinateurs en tant que tels, aucun choix rationnel des jurys n'est possible » (1).

Tirer du profond sommeil où elle s'est laissé glisser d'elle-même sans qu'aucun décret l'y ait précipitée (2), la Commission ministérielle que Rouland avait créée en 1857 et dont Victor Duruy, le 24 octobre 1863, avait renforcé les attributions en adjoignant des professeurs aux inspecteurs généraux qui la composaient, est chose pratiquement irréalisable. Il y avait, en 1864, à peine 7.000 examens du baccalauréat par an dans toute la France. Il y en a de nos jours dix fois plus. Les candidats ne faisaient, en 1864, que trois épreuves écrites. Ils en font aujourd'hui, sept (4 pour la première partie et 3 pour la seconde). Si, après l'examen, toutes les compositions étaient centralisées au Ministère pour y être contrôlées, quelle Commission suffirait à la besogne ? (3) Le contrôle sur place, dans chaque Académie, se heurte à moins de difficultés. Les renseignements docimologiques qu'on en pourrait tirer seraient de la plus grande utilité pour éclairer les recteurs sur la valeur, en tant que tels, des examinateurs qu'ils sont appelés à nommer.

Mais ici se dresse un obstacle que la Commission Carnegie n'a pas vu. Le décret du 23 mai 1934 n'entrave pas seulement le choix, il en nie la légalité et y substitue le tour de rôle. Les fonctions d'examineur devenues « charge normale » de chaque professeur n'impliquent plus que celui qui les remplit doive posséder des qualités spéciales sanctionnées par la désignation officielle dont il

(1) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 199.

(2) Bien au contraire, le décret lui-même du 7 août 1927 (art. 10) prescrit que cette Commission, composée de membres des Comités consultatifs de l'enseignement supérieur et secondaire public, doit exercer un contrôle actif.

(3) On peut, il est vrai, substituer à un contrôle général, un contrôle procédant par sondage.

est l'objet. Tout professeur est obligatoirement examinateur. C'est la plus grave erreur pédagogique qui ait été commise depuis quelques années. Eût-on voulu — ce qui n'est sûrement pas le cas — tuer le baccalauréat, en discréditant l'examen qui le confère, qu'on n'aurait guère pu trouver moyen plus efficace (1). Si donc on veut, comme le voudraient la pédagogie et la justice d'accord avec l'intérêt bien compris du pays, choisir par tel ou tel autre moyen, les personnes chargées de désigner l'élite nationale en la passant au crible d'un examen bien fait, il faut commencer par abroger le décret qui ne reconnaît ni l'utilité ni la légalité de ce choix, du moins jusqu'à ce que la docimologie ait découvert une méthode plus précise que les procédés empiriques dont nous disposons. Mais ce décret, répondra-t-on, a été pris pour des raisons d'économie. C'est bien ce que nous savons. Et c'est aussi ce qui le rend suspect. Car si la pédagogie n'a jamais été en France génératrice de gaspillage, elle n'y saurait, sans dommage, s'accomoder de la lésinerie. A Dupanloup qui se demandait dans le rapport dont nous avons parlé plus haut (2) si les Facultés pourraient suffire à la besogne lorsque l'examen du baccalauréat serait scindé en deux parties, Jules Simon répondait en 1877 : « L'Etat en sera quitte pour payer deux fois les droits d'examen, ce qui ne sera pas une lourde charge, et ce qui donnera enfin aux professeurs un traitement à peu près équitable (3) ». Nous pourrions nous contenter de tenir le même langage. Mais, de nos jours, les questions qui ont le moindre rapport, réel ou apparent, avec le budget de l'Etat, interdisent d'opposer à l'éloquence des chiffres d'autre éloquence que celle qui découle de la comparaison entre le résultat d'une addition et le résultat d'une soustraction. Donnons donc la parole aux chiffres et, puisqu'il le faut, procédons par addition et soustraction.

Un candidat au baccalauréat verse au Trésor Public pour droits d'examen et de diplôme 50 francs lorsqu'il se présente aux épreuves de la première partie et 90 francs quand il se présente aux épreuves de la deuxième, soit au total 140 francs (4). A cette somme il convient d'ajouter : 8 francs pour les deux demandes établies sur papier timbré à 4 francs, 7 francs pour un acte de nais-

(1) Les professeurs heureusement ont vu le danger. Leur bonne volonté a jusqu'à présent permis de réduire au minimum les fâcheuses conséquences du décret du 23 mai 1934.

(2) Cf. *supra*, p. 136 et suiv.

(3) Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement Secondaire*, p. 80.

(4) La loi du 11 juillet 1931 oblige en outre tout candidat au baccalauréat à verser une rétribution de 100 francs (50 francs lors de son inscription à chacune des deux parties) pour frais matériels de l'examen. Cette rétribution a permis d'améliorer l'organisation matérielle de l'examen. Nous n'en ferons pas état dans nos calculs parce qu'il en est fait recette au budget de l'Université et non au budget du Trésor public. Les familles bénéficiaires de bourses ou de fractions de bourses ou chargées de quatre enfants de moins de 21 ans en sont d'ailleurs dispensées.

sance également sur papier timbré et 1 franc pour les timbres de quittance des deux versements, ce qui porte le total des sommes perçues par l'Etat, à 156 francs.

Comparons maintenant les recettes aux dépenses :

Les droits versés au profit du Trésor par un candidat à la première partie sont de 50 francs + 0,50 de timbre + 11 francs (demande et acte de naissance sur papier timbré) = 61 francs 50. Si ce candidat subit les 4 épreuves écrites et les 5 épreuves orales et si l'Etat verse à chaque examinateur 5 francs par épreuve (1), la dépense s'élèvera à 45 francs et le bénéfice sera de 16 francs 50. Si le candidat n'est pas admissible aux épreuves orales, la dépense sera ramenée à 20 francs et le bénéfice s'élèvera à 41 francs 50. Sur 100 candidats à la première partie ayant versé une somme de 6.150 francs, l'Etat dépenserait donc, s'ils étaient tous examinés à l'écrit et à l'oral, 4.500 francs, réalisant ainsi un bénéfice net de 1.650 francs. Mais en moyenne, 40 % au moins des candidats sont ajournés après les épreuves écrites. Ces 40 candidats n'ayant donné lieu qu'à une dépense de 800 francs soit 20 francs chacun pour la correction des compositions, l'Etat fait sur eux un bénéfice de 1.660 francs. On peut donc établir que sur 100 candidats aux examens de la première partie, l'Etat gagne 2.650 francs.

Le bénéfice se révèle encore plus élevé si on fait, pour l'examen de la deuxième partie, la balance entre les recettes et les dépenses. Chaque candidat verse au Trésor 94 francs 50 (demande sur papier timbré et timbre de quittance compris). Si le candidat subit les 3 épreuves écrites et les 6 épreuves orales la dépense est de 45 francs et le bénéfice de 49 francs 50. Si le candidat n'est pas admissible aux épreuves orales la dépense n'est plus que de 15 francs et le bénéfice s'élève à 79 francs 50. Sur 100 candidats à la deuxième partie ayant donc versé au Trésor une somme de 9.450 francs, l'Etat dépenserait s'ils étaient tous reçus à l'écrit 4.500 francs et réaliserait un bénéfice de 4.950 francs. Mais en moyenne 30 candidats sur 100 sont ajournés à l'écrit. Ces 30 candidats n'ayant occasionné qu'une dépense de 450 francs l'Etat réalise sur eux un bénéfice net de 2.385 francs. On peut donc établir que sur 100 candidats à la deuxième partie, l'Etat perçoit 9.450 francs, dépense 3.600 francs et fait un bénéfice de 5.850 francs. Admettons que les diplômes qu'il doit délivrer aux 70 bacheliers lui coûtent 10 francs pièce (2), soit 700 francs. Il lui reste en fin de compte un bénéfice net de 5.150 francs.

Au total sur 200 candidats (100 à la première partie et 100 à la

(1) C'est le tarif qui avait été fixé par le décret du 1^{er} septembre 1930.

(2) On sait que les diplômes ne sont plus ni en parchemin, ni même en simili. Le prix unitaire de 10 francs que nous avons adopté est certainement exagéré.

deuxième) la dépense après l'achat des diplômes et le paiement aux examinateurs d'une indemnité de 5 francs par épreuve écrite et orale ressort à 7.800 francs et le bénéfice s'élève à la même somme. La mise en vigueur du décret du 23 mai 1934 obligeant les examinateurs à corriger gratuitement 12 copies par jour ouvrable et supprimant toute indemnité pour les épreuves orales, a ramené la dépense, pour 100 candidats à la première partie et 100 candidats à la deuxième, de 7.800 francs à 3.960 francs et porté le bénéfice de 7.800 francs à 11.640. Admettons que l'Etat prélève sur ce bénéfice une somme largement calculée de 2.500 francs pour rembourser aux examinateurs domiciliés en dehors du centre d'examen leurs frais de déplacement et de séjour, il reste encore un bénéfice net de 9.140 francs. Comme il y a, en France, bon an, mal an, plus de 70.000 examens du baccalauréat, on peut évaluer à deux millions et demi environ le montant du bénéfice net réalisé.

Toute la question est de savoir s'il est juste que l'Etat réalise un bénéfice sur une rétribution qui a été instituée pour couvrir une dépense correspondante, en l'espèce les frais d'examen et de diplôme. Le moins que l'Etat doive faire, est d'abaisser la rétribution si elle est supérieure aux dépenses réellement faites. Que l'Etat fasse payer à chaque candidat les droits de timbre et de diplôme rien de plus équitable (1). Mais il paraîtra difficile de légitimer le versement pour frais d'examen, d'une somme dont le montant est plus du double du montant de ces frais. A moins que l'Etat ne trouve conforme à la justice, de faire payer en plus par les candidats au baccalauréat ce qu'il touche en moins pour couvrir les frais d'autres examens ou concours qui sont gratuits ou qui ne donnent lieu de la part des candidats qu'à une rétribution trop faible. En réalité, c'est uniquement pour rémunérer les examinateurs que les droits d'examen ont été institués. Donner une autre destination aux sommes versées à ce titre par les candidats au baccalauréat est un abus que la loi budgétaire et les règles de la comptabilité publique peuvent sans doute couvrir, mais que condamne la morale et réprouve l'intérêt de l'examen. C'est ce qu'avait fort bien compris la Commission de l'Instruction Publique en 1815 lorsqu'elle décida d'abandonner aux examinateurs la totalité des droits d'examen (2). Là est la vraie doctrine à laquelle

(1) Avant 1923, conformément au principe posé par le règlement général sur la comptabilité de l'Université du 11 novembre 1826 (art. 166) on remboursait au candidat ajourné à la première partie la somme de 10 francs, représentant le prix du certificat d'aptitude, sur les 45 francs qu'il avait versés et à celui qui était ajourné à la deuxième partie, la somme de 50 francs, représentant le prix du certificat d'aptitude et le prix du diplôme sur les 85 francs qu'il avait versés. L'article 50 de la loi des finances du 30 juin 1923, sans se soucier de ce qu'il y avait d'équitable dans une telle mesure, l'a supprimée, et sans diminuer la rétribution de la somme représentant le prix du certificat et du diplôme, a décidé qu'il ne serait plus accordé aucun remboursement de droit en cas d'échec à l'examen.

(2) Cf. sup., p. 30.

il faudrait revenir (1). S'il est vrai — et nul ne saurait en douter à moins d'être complètement étranger aux choses de l'enseignement — que les fonctions d'examineur exigent la mise en œuvre de qualités spéciales (2), pour l'accomplissement d'une grave mission qui diffère, par sa nature, de la mission habituelle du professeur, on conviendra qu'au lieu d'être imposées gratuitement ou à vil prix, par un décret, à tous les professeurs sans distinction, elles doivent faire l'objet d'un choix sévère et d'une rétribution équitable.

On sera peut-être surpris que notre étude de l'enquête Carnegie ait abouti à la mise en accusation d'un décret dit d'économie et à une conclusion d'ordre budgétaire. Mais, après avoir reconnu, avec les auteurs de cette enquête, que ce qui importe le plus à la régularité de l'examen est le choix des examinateurs, ne fallait-il pas, en attendant que la docimologie nous mette en possession d'un moyen plus sûr et moins coûteux, essayer de chercher, pour rendre ce choix possible, un moyen provisoire qui s'accorde avec ce que nous savons de la nature humaine et avec ce que nous pensons de la justice ? Car, pour aujourd'hui comme pour demain, si l'on veut de bons examens, la seule chose à faire est d'abord de former de bons candidats, ensuite de laisser ou de donner à ceux qui en sont chargés la possibilité de choisir de bons examinateurs. C'est à notre avis dans ce double truisme qu'est d'une part, la vérité pédagogique de toujours, d'autre part, la vérité docimologique actuelle.

(1) Cette règle fut appliquée pendant 70 ans. Elle fut supprimée par le *décret du 14 janvier 1876* qui confondit en « un seul émolument applicable au double service obligatoire de l'enseignement et des examens » le traitement fixe des professeurs et des agrégés des Facultés et les rétributions allouées annuellement au titre de droit de présence aux examens. C'est à partir de cette date que les professeurs de Facultés, seuls chargés alors des examens du baccalauréat, cessèrent de recevoir une rétribution pour ce service parce que, pour la fixation de leur traitement, on venait de tenir compte de la moyenne des droits de présence qu'ils avaient touchés pendant les cinq dernières années (cf. art. 4). Bien plus l'article 5 du *décret du 14 janvier 1876* prévoyait qu'il devait être fait réserve, sur le traitement total assigné à chaque professeur, d'une somme spécialement affectée au service des examens et payée par quart à la fin de chaque trimestre. Or, lorsqu'on a fixé les traitements des professeurs de l'enseignement secondaire, il n'a jamais été tenu compte des indemnités qu'ils percevaient pour participation aux examens. Le *décret du 23 mai 1934* constitue donc un abus, puisqu'il ajoute à la fonction d'enseignement du professeur, pour laquelle l'Etat a fixé une rétribution, une fonction d'examineur non rétribuée.

(2) M. Gastinel en donne l'énumération impressionnante (cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 44). « Le bon examinateur conclut M. Gastinel, complétant le portrait qu'en avait tracé Jules Simon, se caractérise au moins autant par ses qualités morales, que par des capacités techniques. Le calme, l'égalité d'humeur, voire l'aménité de l'accueil et de la parole, la bienveillance, la sympathie, une sympathie vive et sincère, pour la jeunesse, une sorte de préjugé favorable au candidat, mais conditionnel et clairvoyant, de la patience quand on doit essuyer l'étourderie ou la sottise, mais aussi la décision et le courage quand on doit se montrer sévère. Bref, toutes les petites vertus dont l'exercice peut dépendre du tempérament et du caractère ».

CHAPITRE XIV

LA STATISTIQUE DU BACCALAURÉAT ET LE PROBLÈME DE L'ORIENTATION DES BACHELIERS

La statistique du baccalauréat n'est plus à faire, du moins telle que permettent de l'établir les seuls documents dont on dispose (1). Dressée avec un très grand soin, pour la période qui va de 1806 à 1919 par Paul Meuriot, président de la Société de Statistique de Paris et membre du Conseil supérieur de Statistique (2), elle a un tort : celui de ne pas être exacte, et une excuse : celle de ne pas pouvoir l'être. Les données sur lesquelles elle repose n'ont qu'une valeur de prévision budgétaire. Les chiffres qui sont envoyés, à la fin de chaque session, au Ministère de l'Education Nationale, par chaque Académie, permettent en effet d'obtenir exactement le nombre des examens annuels auxquels chaque Faculté a procédé, et d'établir la balance des recettes et des dépenses. Ni la pédagogie, ni la sociologie ne peuvent en tirer aucune conclusion valable. Car le nombre des candidats examinés est établi sans tenir compte des candidats aux doubles mentions et sans faire la discrimination entre les candidats qui se présentent pour la première fois et ceux qui se présentent pour la deuxième, la troisième ou la quatrième fois.

Ainsi, l'Académie de Paris, en accusant pour l'année 1936, 23.873 candidats examinés, répartis en 12.526 ajournés à l'écrit, 2.461 ajournés à l'oral et 8.886 définitivement reçus, fournit au bureau chargé de la comptabilité d'utiles renseignements. Mais le statisticien qui prendrait ces nombres comme base pour déterminer, par rapport aux années précédentes, au moyen de comparaisons et de graphiques, le niveau des études, la sévérité ou l'indulgence des examinateurs, le pourcentage des succès et des échecs, s'exposerait

(1) On trouve ces documents aux archives du Ministère de l'Education Nationale. Le bureau Universitaire de Statistique, créé par M. de Monzie en 1933, centralise, depuis cette date, les statistiques des examens du baccalauréat.

(2) Cf. Paul Meuriot, *Le Baccalauréat, son évolution historique et statistique des origines (1808) à nos jours*, brochure de 54 pages, Nancy, Berger Levrault, 1919.

à de graves mécomptes. En effet, le nombre 23.873 correspond réellement à 23.873 examens, mais il n'exprime pas la même réalité en ce qui concerne les candidats. Il en est de même pour le nombre des ajournés et pour celui des reçus. En fait, au lieu de 23.873 candidats, on n'en a eu que 14.887, pour lesquels 23.873 examens ont été nécessaires. Ces 14.887 candidats se répartissent ainsi : 5.901 n'ont subi l'examen qu'une fois (5.440 en juillet et 461 en octobre), 7.763 l'ont subi en juillet et en octobre, 1.223 se sont présentés à deux séries, 1.106 en juillet et 117 en octobre). Le nombre des reçus n'est pas de 8.886, mais de 8.355, si l'on tient compte des 531 candidats reçus à deux séries (Mathématiques et Philosophie, ou A et A', ou A' et B). Et celui des ajournés au lieu d'être de 14.987 est en réalité de 6.532.

Ce sont, sans nul doute, des remarques de ce genre qui ont permis à M. Fortunat Strowski de dire avec autant d'ironie que de raison : « Un statisticien qui compterait combien de gens ont passé le pont d'Avignon, un jour de fête, et qui oublierait que beaucoup de personnes l'ont passé plusieurs fois, ne commettrait pas une erreur plus lourde que les statisticiens du baccalauréat (1) ». Certes, la France, pays « de la juste mesure et des fausses statistiques (2) », a pu, jusqu'à ce jour, vivre et tenir sa place dans le monde, en partie grâce à ses bacheliers, sans en connaître le nombre exact. Nous ne pensons pas que, même si elle se prolongeait, cette ignorance, qui est une des innombrables formes de son inépuisable confiance, serait susceptible de la conduire à sa perte. Mais, à l'heure où l'on se demande si le désordre économique dont elle souffre réellement et le désordre moral dont quelques-uns, semble-t-il, voudraient la voir souffrir, ne sont pas la conséquence d'une surproduction intellectuelle, elle aurait, croyons-nous, intérêt à ouvrir son livre de raison. La pédagogie et la sociologie y trouveraient leur compte, et peut-être aussi les sciences économiques et politiques. L'utilité d'une statistique du baccalauréat, établie avec le plus de précision possible, nous paraît tellement évidente que nous nous permettons d'en proposer un modèle, avec l'espoir, non point qu'il sera trouvé parfait, mais qu'il en suscitera d'autres de la part de quelque technicien de la statistique, plus initié que nous aux arcanes de cette science. Il est extrait du tableau de statistique générale des examens du baccalauréat de la première session de 1936 que nous avons dressé pour l'Académie de Paris.

Il conviendrait de compléter ces renseignements en y ajoutant des documents statistiques sur la provenance de chaque candidat avant son entrée dans l'enseignement secondaire, sur sa qualité

(1) Cf. Fortunat Strowski, *Fait-on trop de bacheliers*, in *Paris-Midi*, 1^{er} octobre 1936.

(2) Cf. F. Sieburg, *Dieu est-il Français ?*

		EXAMINÉS SE PRÉSENTANT POUR LA							CANDIDATS REFUSÉS A L'ÉCRIT				
		1 ^{re} fois	2 ^e fois	3 ^e fois	4 ^e fois	5 ^e fois	6 ^e fois et plus	Total	1 ^{re} fois	2 ^e fois	3 ^e fois	4 ^e fois	5 ^e fois
Garçons.	Élèves des Lycées et Collèges	15 ans	61	—	—	—	—	61	17	—	—	—	—
		16 —	305	1	4	—	—	310	108	—	3	—	—
		17 —	204	10	29	—	—	243	86	6	11	—	—
		18 —	80	13	35	4	6	138	44	9	22	1	3
		19 — et plus.	11	4	24	3	4	46	5	2	20	2	3
		Total. . .	661	28	92	7	10	798	260	17	56	3	6
	Élèves libres	15 ans	83	—	—	—	—	83	45	—	—	—	—
		16 —	274	3	7	—	—	284	160	3	4	—	—
		17 —	191	14	43	—	—	248	123	9	19	—	—
		18 —	98	12	35	2	8	155	77	11	28	1	6
		19 — et plus.	43	12	30	7	15	109	29	12	20	3	11
		Total. . .	689	41	115	9	23	879	434	35	71	4	17
Filles . .	Élèves des Lycées et Collèges	15 ans	2	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—
		16 —	72	—	3	—	—	75	14	—	1	—	—
		17 —	77	1	4	—	—	82	31	1	2	—	—
		18 —	59	—	6	—	—	65	32	—	4	—	—
		19 — et plus.	5	—	10	—	1	16	3	—	6	—	—
		Total. . .	215	1	23	—	1	240	81	1	13	—	—
	Élèves libres	15 ans	7	—	—	—	—	7	4	—	—	—	—
		16 —	54	—	1	—	—	55	25	—	—	—	—
		17 —	51	3	2	—	—	56	29	3	1	—	—
		18 —	12	3	8	—	—	23	11	2	4	—	—
		19 — et plus.	5	3	—	1	1	10	4	2	—	1	1
		Total. . .	129	9	11	1	1	151	73	7	5	1	1

STATISTIQUE (1936)

PREMIÈRE PARTIE — SÉRIE A

POUR LA		CANDIDATS REFUSÉS A L'ORAL POUR LA							CANDIDATS REÇUS POUR LA							
6° fois et plus	Total	1° fois	2° fois	3° fois	4° fois	5° fois	6° fois et plus	Total	1° fois	2° fois	3° fois	4° fois	5° fois	6° fois et plus	Total	Pourcentage
—	17	3	—	—	—	—	—	3	41	—	—	—	—	—	41	67,21 °
—	111	17	—	—	—	—	—	17	180	1	1	—	—	—	182	58,70 °
—	103	17	1	4	—	—	—	22	101	3	14	—	—	—	118	48,55 °
—	79	6	—	4	—	1	—	11	30	4	9	3	2	—	48	34,84 °
—	32	1	—	1	1	1	—	4	5	2	3	—	—	—	10	21,73 °
—	342	44	1	9	1	2	—	57	357	10	27	3	2	—	399	50°
—	45	2	—	—	—	—	—	2	36	—	—	—	—	—	36	43,37 °
—	167	27	—	—	—	—	—	27	87	—	3	—	—	—	90	31,69 °
—	151	15	2	5	—	—	—	22	53	3	19	—	—	—	75	30,24 °
—	123	3	1	1	—	1	—	6	18	—	6	1	1	—	26	16,77 °
2	77	—	—	4	—	1	—	5	14	—	6	4	3	—	27	24,77 °
2	563	47	3	10	—	2	—	62	208	3	34	5	4	—	254	28,89 °
1	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	15	2	—	—	—	—	—	2	56	2	—	—	—	—	58	77,33 °
—	34	2	—	—	—	—	—	2	44	—	2	—	—	—	46	56,09 °
—	36	6	—	—	—	—	—	6	21	—	2	—	—	—	23	34,38 °
1	10	1	—	—	—	—	—	1	1	—	4	—	—	—	5	31,25 °
1	96	12	—	—	—	—	—	12	122	2	8	—	—	—	132	55 °
—	4	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3	42,85 °
—	25	2	—	—	—	—	—	2	27	—	1	—	—	—	28	50,90 °
—	33	1	—	—	—	—	—	1	21	—	1	—	—	—	22	39,28 °
—	17	—	—	1	—	—	—	1	1	1	3	—	—	—	5	21,73 °
—	5	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	10 °
—	37	4	—	1	—	—	—	5	52	2	5	—	—	—	59	39,07 °

MENTIONS

PASSABLE				ASSEZ BIEN				BIEN				TRÈS BIEN			
1 ^{re} fois	2 ^e fois	3 ^e fois et plus	Total	1 ^{re} fois	2 ^e fois	3 ^e fois et plus	Total	1 ^{re} fois	2 ^e fois	3 ^e fois et plus	Total	1 ^{re} fois	2 ^e fois	3 ^e fois et plus	Total
20	—	—	20	13	—	—	13	6	—	—	6	2	—	—	2
92	1	1	94	66	—	—	66	21	—	—	21	1	—	—	1
66	3	12	81	27	—	2	29	7	—	—	7	4	—	—	4
21	4	14	39	9	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—
4	2	2	8	—	—	1	1	1	—	—	1	—	—	—	—
33	10	29	242	115	—	3	118	35	—	—	35	4	—	—	4
24	—	—	24	8	—	—	8	4	—	—	4	—	—	—	—
71	1	—	55	26	1	1	28	6	—	—	6	1	—	—	1
26	—	15	54	16	—	3	19	2	—	—	2	—	—	—	—
4	—	8	22	3	—	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—
10	—	13	23	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
38	4	36	178	57	1	4	62	13	—	—	13	1	—	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	—	—	30	20	1	—	21	4	1	—	5	2	—	—	2
6	—	2	28	16	—	—	16	2	—	—	2	—	—	—	—
4	—	1	14	5	—	1	6	2	—	—	2	1	—	—	1
1	—	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
0	—	7	77	41	1	1	43	8	1	—	9	3	—	—	3
—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—
6	—	1	16	9	—	—	9	3	—	—	3	—	—	—	—
7	—	1	18	3	—	—	3	1	—	—	1	—	—	—	—
—	1	2	3	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	4	38	13	—	1	14	7	7	—	—	7	—	—	—	—

(boursier ou non boursier), sur ses origines sociales (profession des parents) afin de pouvoir, dans les diverses catégories ainsi distinguées, déterminer le pourcentage des succès et des échecs. La statistique des examens de la deuxième partie, devrait être précédée de la statistique établie l'année précédente pour les examens de la première partie.

Nous pouvons maintenant donner le tableau des diplômes de bachelier délivrés de 1809 à 1935, tel que nous avons pu le dresser en utilisant la statistique de Meuriot et les documents conservés aux archives du Ministère de l'Education Nationale et au Bureau Universitaire de Statistique. Pour des raisons de commodité, nous avons divisé ce tableau en quatre parties, qui correspondent aux périodes les plus importantes de l'évolution du baccalauréat : 1809-1852, période pendant laquelle le baccalauréat ès lettres a seul une existence qui lui est propre, le baccalauréat ès sciences ne pouvant être obtenu que si l'on est déjà bachelier ès lettres; 1853-1892, période où le baccalauréat ès sciences est complètement indépendant du baccalauréat ès lettres; 1892 à 1905, période qui se prolonge, à titre transitoire, jusqu'en 1915, et qui est caractérisée par l'existence du baccalauréat de l'enseignement moderne parallèlement au baccalauréat de l'enseignement classique; 1905 à nos jours, période du baccalauréat unique de l'enseignement secondaire. Nous complétons ce tableau par un relevé du nombre de diplômes de bachelier ès sciences physiques délivrés de 1821 à 1854 et de bachelier ès sciences restreint délivrés de 1859 à 1896, qui furent, suivant l'époque, exigés des bacheliers ès lettres pour être admis à suivre les cours des Facultés de médecine en vue du grade de docteur. Nous n'avons trouvé aucun renseignement sur le nombre de diplômes de bachelier de l'enseignement spécial qui furent décernés de 1881 à 1892.

Les premiers diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences datent de 1809. Cette année inaugurale ne vit que 31 bacheliers (30 bacheliers ès lettres, 1 bachelier ès lettres et ès sciences). Fait assez curieux, aucun de ces bacheliers n'appartient à l'Académie de Paris. L'Académie de Douai en compte 10, celle d'Amiens 9, celle de Strasbourg 7, et celle de Rennes 4. Lyon peut revendiquer le premier bachelier ès sciences. La Sorbonne ne délivra son premier diplôme qu'en 1810, date à partir de laquelle les examens eurent lieu dans toutes les Académies, sauf à Nancy qui ne les commença qu'en 1811. Dès 1812, le millier de diplômes est largement dépassé. En 1816, on en délivre plus de 2.000. Mais il convient de rappeler qu'il y eut à cette époque, beaucoup de diplômes de bachelier conférés par simple collation en vertu de l'arrêté du 22 août 1809 (1). L'ordonnance du 13 septembre 1820, dont

(1) Cf. Sup. p. 25, 26.

TABLEAU I

a) Diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences délivrés de 1809 à 1852.

Années	Baccalauréat		Totaux
	ès lettres	ès sciences	
1809	31	1	32
1810	656	10	666
1811	983	43	1.026
1812	1.632	24	1.706
1813	1.658	16	1.674
1814	578	20	598
1815	908	6	914
1816	2.078	1	2.079
1817	1.981	7	1.988
1818	2.316	15	2.331
1819	2.297	9	2.306
1820	3.059	10	3.069
1821	4.503	27	4.530
1822	1.573	22	1.595
1823	1.790	16	1.806
1824	1.970	18	1.988
1825	2.161	14	2.175
1826	2.201	27	2.228
1827	2.148	28	2.176
1828	2.574	43	2.617
1829	2.863	46	2.909
1830	2.816	34	2.850
1831	3.190	46	3.236
1832	3.280	50	3.330
1833	3.489	67	3.556
1834	3.499	71	3.570
1835	3.684	65	3.749
1836	3.454	84	3.538
1837	3.518	79	3.597
1838	3.150	74	3.224
1839	3.116	83	3.199
1840	3.410	88	3.498
1841	2.700	76	2.776
1842	2.767	92	2.859
1843	2.963	62	3.025
1844	3.382	73	3.455
1845	3.184	74	3.258
1846	3.903	112	4.015
1847	3.312	126	3.438
1848	3.666	87	3.753
1849	3.686	100	3.786
1850	3.279	119	3.398
1851	3.992	134	4.126
1852	3.264	101	3.365

b) Diplômes de bachelier ès lettres délivrés de 1853 à 1891 et de bachelier ès sciences délivrés de 1853 à 1892.

Années	Baccalauréat		Totaux
	ès lettres	ès sciences	
1853	1.670	1.226	2.896
1854	2.038	2.236	4.274
1855	2.055	2.123	4.178
1856	2.071	1.655	3.726
1857	2.074	1.841	3.915
1858	2.116	2.015	4.131
1859	2.325	2.024	4.349
1860	2.505	1.906	4.411
1861	2.872	2.103	4.975
1862	3.288	1.947	5.235
1863	3.506	1.824	4.330
1864	3.316	1.734	4.050
1865	4.097	1.763	5.860
1866	2.947	1.632	4.579
1867	3.340	1.563	4.903
1868	3.859	1.725	5.584
1869	4.221	1.831	6.052
1870	3.975	1.701	5.676
1871	3.859	1.361	5.220
1872	4.371	1.776	6.147
1873	4.424	1.905	6.329
1874	4.325	2.061	6.386
1875	3.099 A.R.	2.111	6.444
	1.234 N.R.		
	924 A.R.		
1876	2.374 N.R.	2.128	5.426
	193 A.R.		
1877	3.180 N.R.	2.064	5.437
	43 A.R.		
1878	3.589 N.R.	2.242	5.874
1879	3.719	2.221	5.940
1880	3.907	2.278	6.185
1881	3.951	2.303	6.254
1882	3.692	2.369	6.061
1883	3.597	2.628	6.225
1884	3.830	2.729	6.559
1885	3.901	2.860	6.761
1886	3.812	2.930	6.742
1887	3.948	2.654	6.602
1888	3.866	2.978	6.844
1889	3.844	2.635	6.479
1890	4.076	2.689	6.765
1891	4.142	2.956	7.098
1892	—	2.127	2.127

c) Diplômes de bachelier de l'enseignement secondaire classique délivrés de 1892 à 1910 et de bachelier de l'enseignement secondaire moderne délivrés de 1893 à 1910.

Années	<i>Enseignement classique</i>			<i>Enseignement moderne</i>				Total général
	Lettres Philo.	Lettres Math.	Total	Philo.	Sciences	Math.	Total	
1892	2.560	473	3.033	—	—	—	—	3.033
1893	3.910	687	4.797	138	240	205	583	5.380
1894	4.405	944	5.349	221	325	302	848	6.197
1895	4.329	941	5.270	322	394	460	1.176	6.446
1896	4.655	1.062	5.717	380	407	659	1.446	7.163
1897	4.975	1.091	6.066	428	397	767	1.582	7.648
1898	4.672	1.276	5.948	494	336	892	1.722	7.670
1899	4.533	1.165	5.699	533	322	1.026	1.881	7.580
1900	4.497	1.197	5.694	505	271	894	1.670	7.364
1901	4.534	1.214	5.748	548	304	963	1.515	7.263
1902	4.529	1.210	5.739	530	276	1.003	1.809	7.548
1903	4.421	1.262	5.683	614	228	1.143	1.985	7.668
1904	4.633	1.280	5.913	742	208	1.205	2.155	8.068
1905	2.072	485	2.557	530	106	563	1.199	3.756
1906	596	28	624	240	11	125	376	1.000
1907	90	6	96	51	2	16	69	165
1908	60	3	63	16	2	5	23	86
1909	28	4	32	6	—	6	12	44
1910	19	1	20	12	—	1	13	33

d) Diplômes de bachelier de l'enseignement secondaire délivrés de 1905 à 1935.

Années	<i>Bacheliers de l'enseignement secondaire</i>		
	Philo.	Math.	Total
1905	2.387	1.186	3.573
1906	4.933	2.028	6.961
1907	4.437	2.318	6.755
1908	4.556	2.170	6.726
1909	4.716	2.404	6.920
1910	4.502	2.561	7.063
1911	4.526	2.600	7.126
1912	4.553	2.691	7.244
1913	4.765	2.773	7.538
1914	4.824	2.972	7.796

Années	<i>Bacheliers de l'enseignement secondaire</i>		
	Philo.	Math.	Total
1915	5.017	3.114	8.121
1916	4.332	2.675	7.005
1917	4.454	3.421	7.849
1918	4.602	3.615	8.217
1919	6.193	3.809	10.002
1920	6.133	3.789	9.929
1921	6.094	3.764	9.858
1922	6.188	3.596	9.784
1923	6.406	3.724	10.130
1924	6.633	3.907	10.540
1925	7.137	3.682	10.819
1926	7.528	3.844	11.372
1927	8.592	4.671	13.263
1928	9.076	3.888	12.964
1929	10.023	4.261	14.284
1930	11.186	4.043	15.229
1931	9.861	4.894	14.755
1932	10.641	4.842	15.483
1933	10.752	4.235	14.987
1934	9.547	3.586	13.133
1935	8.574	3.365	11.939

TABLEAU II

a) Diplômes de bachelier ès sciences délivrés de 1821 à 1854.

Années	Diplômes	Années	Diplômes
1821	1	1838	371
1822	27	1839	357
1823	20	1840	386
1824	146	1841	397
1825	255	1842	418
1826	255	1843	482
1827	334	1844	453
1828	414	1845	436
1829	390	1846	541
1830	379	1847	496
1831	15	1848	436
1832	12	1849	592
1833	10	1850	749
1834	15	1851	773
1835	14	1852	725
1836	22	1853	623
1837	178	1854	355

b) Diplômes de bachelier ès sciences restreint délivrés de 1859 à 1896.

Années	Diplômes	Années	Diplômes
1859	137	1878	626
1860	186	1879	676
1861	247	1880	625
1862	311	1881	581
1863	402	1882	580
1864	438	1883	552
1865	501	1884	628
1866	526	1885	622
1867	461	1886	585
1868	553	1887	676
1869	629	1888	662
1870	605	1889	798
1871	537	1890	885
1872	744	1891	1.046
1873	706	1892	1.168
1874	673	1893 (1)	1.206
1875	686	1894	1.191
1876	674	1895	63
1877	580	1896	16

nous avons signalé l'importance sociale (2), en faisant du baccalauréat la condition absolue de l'accès aux carrières civiles, eut pour résultat immédiat de porter le nombre des bacheliers à plus de 3.000 en 1820 et à plus de 4.500 en 1821. La course au diplôme de bachelier commence à cette date. La brusque régression qui se produit naturellement après une poussée si forte, ne dure pas longtemps. En 1831, le nombre des bacheliers s'élève de nouveau à plus de 3.000 et c'est, en moyenne, entre 3.000 et 3.700 qu'il oscille de 1831 à 1852.

L'année 1853 ouvre une période de rivalité, au cours de laquelle le baccalauréat ès sciences, devenu indépendant, se dispute, avec le baccalauréat ès lettres, les faveurs des candidats. En 1854 et en 1855, le premier l'emporte sur le second. Mais la victoire change vite de camp. Dès 1856, le baccalauréat ès lettres prend très nettement l'avantage. De 1854 à 1863 la moyenne annuelle des diplômes délivrés est de 4.352 (lettres : 2.485, sciences : 1.867). Elle passe à 5.440 (lettres : 3.790, sciences : 1.650) au cours de la décade 1864-1873, pour s'élever à 6.338 (lettres : 3.847, sciences : 2.491) au cours de la période comprise entre 1874 et 1891.

C'est en 1891 que le nombre des bacheliers, pour la première

(1) Année où fut décidée la création du P. C. N.

(2) Cf. sup. ch. II, p. 34 et suiv.

fois, atteint et dépasse 7.000. Il se maintient entre 6.000 et 8.000 de 1892 à 1904. Cette période compte 58.653 bacheliers ès lettres-philosophie, 13.802 bacheliers ès lettres-mathématiques, soit 72.455 bacheliers de l'enseignement secondaire classique, contre 9.519 bacheliers de l'enseignement secondaire moderne. La moyenne annuelle (5.573 bacheliers classiques et 732 bacheliers modernes) est légèrement inférieure à la moyenne de la période 1874-1891. Elle s'élève à 7.176 durant la période de liquidation qui va de 1905 à 1910, et atteint 8.082 au cours de la décade 1911-1920 (1). Ainsi, le nombre des diplômes délivrés, qui était de 4.503 en 1821, a mis un siècle pour passer du simple au double. A partir de 1919, nous assistons à une hausse qui se poursuit sur un rythme accéléré et porte la moyenne des bacheliers à 12.563 par année avec une forte prédominance du baccalauréat de philosophie (8.541) sur le baccalauréat de mathématiques (4.022).

Après les réserves que nous avons faites sur l'exactitude de la statistique du baccalauréat, il est évident que cette quantité annuelle de bacheliers à laquelle nous conduit le calcul n'a pas une valeur absolue. Le nombre 12.563 contient au moins 700 bacheliers qui, titulaires du baccalauréat (série philosophie) et du baccalauréat (série mathématiques), sont comptés deux fois dans la statistique officielle (2). On peut le ramener approximativement à 11.800 (3). La hausse, cependant, n'est pas moins considérable. Elle s'explique, en partie, par l'intervention massive de l'élément féminin dont les cohortes, depuis que l'arrêté du 10 juillet 1925 a réalisé l'identité des horaires et des programmes des lycées et collèges des jeunes filles et des garçons, se détournent du diplôme d'études secondaires (4) pour venir, chaque année, grossir un peu

(1) Cette décade comprend la période de la guerre pendant laquelle eurent lieu, outre les sessions normales, trois sessions supplémentaires, en mars 1915, 1916 et 1918. La moyenne annuelle, de 1915 à 1918, est de 7.748.

(2) C'est surtout depuis quelques années que le nombre des candidats qui se présentent à la fois aux deux séries de la deuxième partie a pris une ampleur telle que la statistique ne saurait plus longtemps la négliger sans fausser complètement ses résultats.

(3) Il est vrai que si on tenait compte du nombre des diplômes dont les statistiques ne font pas état et qui sont délivrés, chaque année, soit en échange du brevet de capacité colonial (316 en 1935), soit à la suite des examens subis à l'étranger (rien que pour l'Egypte, la Syrie et le Liban nous avons dénombré 493 candidats aux examens de la deuxième partie en juillet 1936) le nombre de 12.563 serait de nouveau atteint et même dépassé.

(4) L'enseignement secondaire de jeunes filles, créé en 1880 ne comportait pas, comme sanction, le baccalauréat, mais le diplôme d'études secondaires obtenu à la suite d'un examen intérieur. Comme les prérogatives attachées au baccalauréat n'avaient pas été accordées à ce diplôme, peu à peu s'organisèrent dans la plupart des établissements des cours spéciaux où les meilleures élèves trouvaient, avec ce qu'on appelait le « latin court », un moyen rapide de se préparer au baccalauréat.

plus les bataillons serrés des candidats (1). Mais le problème social posé par la forte progression du nombre des bacheliers ne change pas pour autant de portée, ni d'ampleur. Qu'il soit délivré à un jeune homme ou à une jeune fille, le diplôme, comportant les mêmes droits, crée les mêmes ambitions. Que les statistiques soient exactes ou fausses, un fait demeure : le nombre des diplômés augmente sans cesse et, qu'on le veuille ou non, une question se pose de nos jours, qui ne se posait pas avec la même acuité il y a trente ans à peine.

Certes l'homme n'a, en principe, aucune raison valable de redouter une surproduction dans le domaine des valeurs spirituelles. Il sait, depuis les vains efforts de Prométhée, que la science, dans sa marche incessante vers la vérité, ne lui livrera jamais le dernier secret des mystères qui le tourmentent. Mais, si l'on abandonne cette perspective infinie pour considérer seulement que le nombre des diplômes tend à devenir, de plus en plus, supérieur au nombre d'emplois dont la société dispose pour la gestion et la direction de ses services publics et privés, la question prend un autre sens. Envisagé sous cet aspect, le problème de la surproduction intellectuelle dénoncée par la statistique, semble se poser dans les mêmes termes que le problème de la surproduction industrielle et agricole affirmée par la douane. Et comme les responsabilités humaines dont il est chargé, les responsabilités sociales et économiques qui en découlent pèsent d'un grand poids sur l'ensemble du pays, on comprend qu'on puisse être tenté de rechercher le remède dans l'application des mêmes formules.

Mais à vouloir traiter les choses de l'esprit comme on traite les choses de la matière, à vouloir parler de surproduction intellectuelle comme on parle, comme on est obligé de parler, de surproduction agricole, ne risque-t-on pas de se laisser guider par une fausse analogie et de faire fausse route ? Si les problèmes économiques, qui sont, en eux-mêmes, problèmes de la matière, et donc soumis à la tutelle de l'esprit, qui a pu les renfermer dans le triptyque : production, répartition, consommation, opposent cependant à notre volonté une certaine résistance, c'est peut-être parce que

(1) On ne possède aucun renseignement précis sur le nombre des candidates au baccalauréat pour l'ensemble de la France avant 1933. Nous avons heureusement ceux qui se rapportent à Paris. En 1905, le total des candidates en Sorbonne n'était que de 52 pour les deux sessions. De 1906 à 1910, la moyenne annuelle est de 140. Elle s'établit à 300 entre 1911 et 1914. Avec la guerre, le total des candidates augmente sensiblement en raison de la perspective des carrières qui semblaient devoir s'ouvrir pour les femmes. Et, en 1933, date à laquelle, le baccalauréat étant devenu la véritable sanction de l'enseignement secondaire féminin, la statistique nous apporte des renseignements venus de toutes les Académies, nous trouvons pour l'ensemble du pays. 3.966 bachelères contre 11.021 bacheliers. Sur les 3.966 diplômes délivrés aux jeunes filles, 3.447 portent la mention : *philosophie*, et 519 la mention : *mathématiques*, tandis que les diplômes obtenus par les jeunes gens se répartissent en 7.315 avec la mention : *philosophie* et 3.706 avec la mention : *mathématiques*.

le monde de la matière, en passant dans le plan économique, se charge d'une force spirituelle qui l'affranchit partiellement et lui permet de faire obstacle à nos désirs. On peut toutefois tourner l'obstacle et par d'habiles interventions réduire la quantité des produits des usines et des champs. On le peut et on le fait sans porter atteinte à la valeur morale de l'homme. Peut-on, de même manière et sans courir même risque, réduire la production intellectuelle ? Certes, ici, la quantité n'est rien et la qualité est tout. Ce qui compte, ce n'est pas le nombre des diplômés, c'est la valeur des diplômés. Mais, si un viticulteur peut, sans changer la qualité de son vin, diminuer la production en arrachant une partie de ses plants pour mettre, à leur place, des arbres, des légumes ou rien du tout, il n'en va pas de même dans le domaine de l'esprit. La valeur des diplômés dépend, pour une très grande part, du nombre des candidats qui les recherchent.

A notre avis, le problème qui se pose n'est pas : la France compte-t-elle trop de bacheliers ? Mais celui-ci : les Français n'attribuent-ils pas, depuis quelques années, aux études désintéressées et au diplôme qui les couronne, une valeur utilitaire excessive ? Le nombre des bacheliers et des bachelières ne nous inquiète que dans la mesure où nous craignons qu'on ne laisse toute cette jeunesse, confiante en la valeur utilitaire de la science, se porter vers les études supérieures, pour s'y enliser, faute d'avoir été éclairée et guidée, faute aussi de connaître cet amour désintéressé des choses de l'esprit, qui est la condition de tout progrès humain, et de posséder cette force morale qui soutient la volonté contre la tentation de réussir à n'importe quel prix. Les familles qui apportent leurs soins à l'éducation morale de leurs enfants sont encore nombreuses, plus nombreuses heureusement, que celles dont les enfants jetés dans le lycée ou le collège, comme chiens au fil de l'eau, y restent bon gré mal gré, privés de ce soutien paternel sans lequel il est rarement possible d'édifier quelque chose de solide, et n'en sortent, munis ou dépourvus du baccalauréat, que pour se lancer, tête baissée, vaincus de la vie avant d'y être entrés, dans un monde où la règle est le vice et l'étouffement de toute dignité, la loi. Mais combien, parmi elles, se font des illusions sur les aptitudes du fils et de la fille et les engagent, après le baccalauréat, dans une voie qui ne leur réserve que déceptions, échecs et rancoeurs !

C'est ici que peut et doit intervenir, non pas une économie dirigée des richesses intellectuelles du pays, non pas l'application d'un *numerus clausus* qui répugne à notre conception du progrès comme à notre désir de donner à chacun les plus larges possibilités de développer son intelligence, de l'assouplir et de l'orner, mais l'orientation éclairée des parents, les conseils des administrateurs et des professeurs de nos établissements d'enseignement, orientation et

conseils fondés sur la connaissance aussi profonde que possible des goûts et des aptitudes, de la force physique, intellectuelle et morale des élèves. Les résultats des examens du baccalauréat, conçus et interprétés dans le sens d'une telle orientation, dont le besoin se fait de plus en plus sentir (1), faciliteraient la tâche aux uns et aux autres. « Parmi les difficultés qui ont donné lieu aux préoccupations actuelles, déclare M. Ch. Maurain, doyen de la Faculté des sciences de Paris, beaucoup sont la conséquence soit d'une interprétation défectueuse, à mon sens, du rôle des examens, soit d'abus, d'imprudences ou de facilités trop grandes dans le régime des examens... De très intéressantes études sont faites sur les tests, et, de manière générale, sur les méthodes d'orientation professionnelle; elles permettront sans doute d'améliorer le système de sélection constitué par les concours et les examens, qui sont en somme des espèces de tests (2) ».

Le vrai problème est là. Il est là avec sa réponse. Ce n'est pas un problème du présent. C'est un problème d'avenir. Mais la manière dont on conçoit le présent engage l'avenir. Et c'est parce que, depuis une vingtaine d'années on a mal conçu le présent que nous assistons à un désarroi dans les esprits, plus grave que le désordre dans les choses. Nous avons voulu faire connaître à nos enfants tout ce qui peut être connu, mais nous avons oublié d'apprendre nous-mêmes à les connaître et négligé de leur apprendre à se connaître eux-mêmes. Il ne faut pas chercher ailleurs la cause du mal ni le remède. Le mal ne vient pas de ce que les études secondaires sont trop recherchées. Le nombre des lycéens et des collégiens ne dépassera jamais la proportion nécessaire à la culture intellectuelle d'un grand pays. Le mal vient de ce que beaucoup de ces lycéens et collégiens ne sont pas portés vers les études par l'amour désintéressé du savoir, mais par l'illusion que le baccalauréat leur ouvrira les portes d'une vie large et facile, illusion créée puis entretenue par les parents et insuffisamment dissipée par les éducateurs. Or, le baccalauréat ne peut et ne doit être que la preuve d'une culture, qui permet à celui qui l'a reçue de comprendre le sens de la vie; il n'est pas la garantie que la vie lui sera élémentaire.

Des hommes dont l'intelligence et le cœur ont reçu cette culture, la France n'en aura jamais trop pour ses propres besoins et pour

(1) C'est ce besoin qui vient d'inspirer à M. S. Charléty, recteur, et à M. Gustave Monod, inspecteur de l'Académie de Paris, l'institution d'un large échange de vues entre les administrateurs et les professeurs sur les problèmes de l'orientation professionnelle de l'enseignement secondaire. Cet échange de vues a débuté, le 18 novembre 1936, par une remarquable communication de M. Henri Wallon. La discussion qui a suivi permet d'escompter d'heureux résultats.

(2) Cf. Ch. Maurain, *Sur l'extension de l'enseignement supérieur et le nombre des diplômes*, Paris, Bibliothèque rationaliste, 1934, p. 6.

ceux de l'humanité. Et ces hommes-là ne constitueront jamais un prolétariat dangereux. « Prolétariat de bacheliers », le mot n'est pas d'aujourd'hui. Il y a plus de cinquante ans qu'il est tombé, comme une parole de dédain, des lèvres ironiques du prince de Bismarck. Ce sont pourtant les quelques 200.000 jeunes gens reçus aux examens du baccalauréat, entre 1885 et 1918, c'est ce prolétariat de bacheliers, qui, mettant au service du pays et d'une grande cause son cœur, son intelligence et son savoir, a réparé le désastre dû à l'ignorance et repoussé la menace qui pesait sur la liberté. Si Bismarck avait vu 1918, il aurait sans doute reconnu qu'un capital de bacheliers est, pour une nation, la meilleure force qu'elle puisse avoir en réserve, à condition qu'elle ait su l'éduquer, la discipliner, l'orienter, bref l'habituer à la pratique des vertus difficiles.

CONCLUSION

Parvenu au terme de notre étude qui — le lecteur en a été averti — a voulu bien moins régler une question d'histoire que marquer les grandes étapes d'une évolution avec l'unique souci de montrer sous quelles influences politiques, sociales, pédagogiques, l'institution du baccalauréat est née, puis tenant bon contre vents et marées, s'est développée et transformée comme si elle portait en elle une vitalité inépuisable et d'innombrables possibilités d'adaptation, nous devons conclure. Mais, avant toute conclusion, deux remarques nous sont imposées par le déroulement même de cette évolution :

1° Si le degré de force et de vitalité d'une institution se mesure d'après le nombre et la variété des transformations qu'elle a été appelée à subir, aucune ne pourrait, sous ce rapport, rivaliser avec le baccalauréat. Depuis l'époque lointaine, qui constitue ce qu'on pourrait appeler l'âge héroïque du baccalauréat, où modestement l'examen consistait, à propos d'un texte ou d'une question, en une simple conversation entre l'examineur et le candidat, jusqu'au jour où les épreuves ont pris l'ampleur qu'on leur connaît et la forme anonyme qu'on leur impose, les réformes ont succédé aux réformes, tantôt pour le scinder, tantôt pour le diversifier, tantôt pour l'unifier, toujours pour en enrichir le programme, en compliquer la procédure, en étendre les prérogatives, en affirmer la nécessité.

2° Le baccalauréat est plus qu'une institution universitaire. Il est vite devenu et il ne cesse d'être une véritable institution sociale dont les racines plongent profondément dans notre législation et se ramifient à travers tout notre système administratif. D'innombrables règlements en font mention et y attachent des droits ou des avantages. On ne saurait le supprimer sans soumettre les actes publics, dont il fait partie intégrante, à un énorme travail de refonte et de réédition. On l'a toujours critiqué avec violence, mais on l'a sans cesse exigé avec ardeur. Il est le fanal vers lequel, depuis plus d'un siècle, la France dirige tous ceux qu'elle croit être les meilleurs de ses enfants.

Ces deux remarques nous garderont de l'injustice et de l'utopie dans la mesure où elles nous invitent à la réflexion, à la prudence et au respect. Elles mettront à l'abri de toute équivoque les perspectives de réformes que notre conclusion pourra laisser entrevoir. Il serait injuste de méconnaître la valeur pédagogique et sociale du baccalauréat. Régulateur du niveau intellectuel, voire moral, de notre jeunesse, témoin fidèle et juge impartial, en dépit d'inévitables défaillances, des efforts de tout un peuple aux prises avec le problème de la culture, il ne cesse de jouer dans notre civilisation un rôle de premier plan. La permanence d'une institution, quand elle n'est pas seulement l'effet d'une routine passive, n'est-elle pas le meilleur garant de sa valeur ? Le baccalauréat ? Sa vitalité suffit à le justifier et à entacher d'un préjugé défavorable tous les projets qui lui seraient systématiquement hostiles. Cela, cependant, ne nous enlève pas le droit de porter un jugement sur lui. Nous pourrions nous recommander de Descartes qui commença par jeter un doute absolu sur tout ce que la nature et ses précepteurs lui avaient enseigné. Mais pareille hardiesse n'est pas ici nécessaire. Elle serait hors de proportion avec le problème pédagogique et social qui s'offre à nous. Et nos critiques sont, à notre sens, destinées à fortifier et non à détruire, à affirmer et non à nier une institution entre toutes respectable.

Toute œuvre humaine, quelle que soit la puissance géniale de celui qui l'a mise au berceau, propose une double réflexion : sur sa nature propre et sur sa signification sociale. Lorsqu'il s'agit d'une institution qui appartient à la vie organique de la cité, les deux problèmes interfèrent. Ici, tout particulièrement, l'aspect technique et l'aspect social du baccalauréat sont conjugués. Goblot a remarqué, avec plus de sérénité et de compétence que maint autre, que le baccalauréat constitue une sorte de privilège réservé à une classe (1). Elevant une « barrière » et déterminant un « niveau », il est, au même titre que la mode, la politesse ou la qualité du travail, un moyen par lequel la bourgeoisie affirme son autonomie et défend sa supériorité (2). Il est indéniable que, soit selon sa destination première, soit par suite d'annexions et d'usurpations postérieures, le baccalauréat ait été mis, pendant le XIX^e siècle, au service de la classe régnante. Que, depuis, les gouvernements aient tenté de le démocratiser est incontestable aussi. Mais de cette utilisation initiale restent des survivances. Là sans doute réside le secret de certains caractères factices qu'une analyse sévère peut encore décélérer en lui.

Des exemples ? L'épreuve de latin qui fut longtemps l'épreuve fondamentale du baccalauréat est encore considérée comme un des

(1) Cf. Goblot, *La barrière et le niveau*, Paris, Alcan, 1925, p. 155 et suiv.

(2) Cf. Id, *Ibid.* p. 45, 72, 90.

éléments d'appréciation les plus sûrs pour se prononcer sur la valeur d'un candidat. Or cette survivance constitue le point névralgique du débat qui met encore aux prises classiques et modernes. Nous ne sommes, certes, point opposé au maintien de la version et de l'explication latines parmi les épreuves du baccalauréat, mais à condition qu'on en attende l'attestation d'autres vertus que l'acrobatie verbale et la promesse d'autres fruits qu'une distraction d'oisifs. Trop souvent on interprète l'étude du latin comme une règle de bienséance, sans se soucier des bénéfices positifs qu'elle peut et doit apporter à la culture. Comme si l'apprentissage des versions et des thèmes était une fin en soi, et non l'accès à une civilisation lointaine et proche à la fois ! La lecture des textes français ne se réduit-elle pas, parfois, à un exercice de grammaire ? Si l'on s'en évade, c'est trop souvent pour conduire l'esprit vers une psychologie conventionnelle ou une chronologie indifférente. De même le léger parfum de rhétorique qui se dégage de certaines dissertations dénote qu'on a plutôt inculqué au candidat les principes d'une correction désuète, d'une distinction artificielle, qu'encouragé les jeunes élans d'une pensée qui se cherche. Enfin, on peut découvrir dans l'épreuve philosophique les traces d'un traditionalisme qui refuse les réalités spirituelles ou morales et interdit la compréhension du monde contemporain. La faute, d'ailleurs, n'en incombe nullement aux professeurs des lycées et des collèges de l'Etat, mais à la loi qui exige, sous les espèces de la neutralité, un conformisme stérilisant. C'est peut-être la raison pour laquelle certains esprits cultivés considèrent volontiers le baccalauréat comme une institution désuète incapable d'attester la vraie culture.

Quoi qu'il en soit, ces survivances, dont nous avons ici un peu noirci les traits mais dont on trouve les traces plus ou moins nettes dans toutes les disciplines qui sont contrôlées par l'examen du baccalauréat, comportent deux tares. D'abord, dans la mesure où elles limitent l'exercice de la culture, une injustice sociale. Ensuite, dans la mesure où elles imposent à la culture une dépendance, un péché contre l'esprit. Pour que la culture attestée par le baccalauréat soit plus qu'une politesse ou une élégance de surface, il faut lui donner sa pleine indépendance et faire tomber toutes les barrières qui l'empêchent d'illuminer tous les cerveaux aptes à la recevoir.

Or, l'évolution du monde moderne, sans omettre l'effort des gouvernements, semble offrir, comme une nécessité naturelle, l'antidote requis. En effet, avec une extension chaque jour croissante de l'enseignement secondaire, nous constatons la croissance jusqu'à l'hypertrophie du nombre des candidats. Mais en même temps que de clientèle, l'enseignement change de sens. Le baccalauréat revêt un caractère nouveau ; il ne définit plus les limites d'une classe, comme nous l'avons déjà fait remarquer, mais il conditionne l'exer-

cice de certains métiers ; il vaut peut-être moins comme diplôme, ne fût-ce que parce qu'il a perdu la valeur que la rareté confère aussi bien à un titre universitaire qu'à une œuvre d'art, mais il vaut davantage et de plus en plus comme examen. Cet utilitarisme issu d'une âpre concurrence n'est pas sans imposer au programme des études et à la procédure de l'examen une nouvelle orientation. La multiplicité des matières, que l'examen contrôle toutes, le souci de l'érudition, les ruses du « bachotage » signifient qu'à une culture désintéressée tend à se substituer une somme de savoirs déjà presque techniques. La santé des élèves, détournés du jeu et de l'exercice physique, n'est pas seule à y perdre, mais aussi la culture. De sorte que le problème n'est pas encore complètement résolu. Comment réaliser le maximum de justice, contre les prétentions de toute classe ? Comment obtenir que le baccalauréat soit la garantie de l'authentique culture, préservée à la fois du conformisme mondain qui en a fait pendant longtemps la chasse gardée de quelques-uns, et de l'utilitarisme actuel qui essaie de la mettre à la portée de tous mais qui en menace la vertu fondamentale ?

Avant d'esquisser une réponse, énonçons les postulats qui doivent fonder la culture, telle que nous la concevons et telle que le baccalauréat doit l'attester. D'abord, il est souhaitable que la culture s'étende à tous. Si des nécessités irréductibles limitent son extension, la justice exige au moins que les plus dignes soient seuls à en bénéficier, en dehors de toute autre considération. D'autre part, il serait bon de définir plus précisément cette notion de culture, dont nous n'avons encore signalé que les déviations ou les insuffisances. En bref, la culture se reconnaît à trois signes :

Une certaine élégance dans le geste, la parole et même la pensée. Ce détecteur du raffinement d'une civilisation n'est point méprisable. Comme la politesse discipline le comportement et prépare à la délicatesse, les grâces de la rhétorique disciplinent la pensée et la guident à la dialectique. Pourquoi faire fi de ces règles vieilles comme le langage ? Suivons plutôt l'exemple du poète, bénissant ces gênes exquises qui l'astreignent aux plus féconds efforts. N'écoutons point la tentation du facile. Comment s'exercerait l'imagination sans ces contraintes ? Il ne faut pas l'abandonner au vagabondage. L'étude des auteurs, les traductions, les exercices de style, en apparence arbitraires, servent à la dompter. Et ce n'est pas sans raison que la classe de première conserve la nostalgie de son vieux nom de rhétorique. Par là déjà se justifie l'étude des humanités.

Mais si l'élégance est un jeu propre à assurer l'essor de l'imagination, il faut, pour éviter l'écueil de la préciosité, fausse distinction, lui opposer sans cesse la rigueur de l'esprit, tel qu'il se développe dans le double accord avec lui-même et avec le monde. Le goût de l'intelligibilité et de la fidélité au réel est donné par les sciences. Et Comte qui pensait faire résumer à l'enfant les étapes

parcournes par l'humanité, mettait à juste titre les sciences au premier plan de l'enseignement. Certes, il ne s'agit point d'imposer au futur bachelier le savoir encyclopédique que Gargantua recommandait à Pantagruel. Les sciences ne doivent être invoquées que pour leur valeur pédagogique, et non pour leur aspect technique. Ainsi la mathématique éveille le sens de la clarté, de la rigueur et plie l'esprit au gouvernement de la certitude. La physique vaut autant par ses lois aussi rigoureuses que des théorèmes, que par ses hypothèses de structure, qui invitent à l'audace des synthèses et, dans leurs conflits, mesurent à la pensée ses forces et son pouvoir. La biologie apprend à observer et restitue parfois à l'étonnement sa valeur. Peu à peu l'entendement s'organise parallèlement à l'imagination, sans s'encombrer vainement.

Enfin la culture acquiert sa fermeté de la réflexion. Réflexion historique, où apparaît la figure de l'homme, changeante et éternelle, sous les traits du héros ou du saint, parmi les civilisations multiples. Réflexion morale, qui porte des jugements de valeur. Réflexion philosophique enfin, où l'esprit critique gagne ses galons, et à laquelle toute pensée saine ne cesse, sans le savoir, de se référer.

Tels sont, à notre avis, les éléments fondamentaux de la culture qui réconcilie, dans une harmonieuse collaboration, l'esprit critique et le goût des choses bonnes, des choses belles et des choses vraies. Le savoir en est la condition nécessaire; il n'en est pas la condition suffisante. « La culture est quelque chose de plus que l'instruction, ou plutôt quelque chose d'autre, car l'instruction en accumulant ses richesses ne produit que l'érudition et l'érudition n'est pas toujours la culture (1) ». Or, les traits essentiels de la culture ainsi comprise, coïncident sensiblement avec le programme actuel des études secondaires (2), qui est aussi celui du baccalauréat. Ce programme, il importe de le sanctionner par un examen conçu selon l'esprit qui veut que l'enseignement secondaire, par ses méthodes et par le choix de ses disciplines, soit, dans notre organisation pédagogique, le seul enseignement capable de résoudre le problème de l'étude considérée comme moyen de formation intellectuelle, sentimentale et morale. Pendant toute la durée des études secondaires, aussi bien que pendant l'examen final qui les contrôle et les couronne, faire moins de place à l'érudition, davantage au jugement; des sciences, apprendre et montrer qu'on a appris les principes et les méthodes plutôt que la nomenclature et les résultats, les grandes hypothèses dans leur inspiration générale plutôt que la série des lois particulières; bref, assurer et constater qu'on a toujours maintenu la liaison entre l'étude technique et l'épistémologie qu'on enseigne en logique. Le

(1) Cf. Désiré Roustau, *La culture au cours de la vie*, Paris, 1930, p. 15.

(2) Cf. *Horaires, programmes et instructions de 1925*.

bachelier n'a pas besoin d'être savant, mais de pressentir ce qu'est la science. Quant aux lettres, qu'il s'agisse des langues mortes ou des langues vivantes, il faut à coup sûr respecter les exercices de grammaire, puis de style, puis de rhétorique. Mais en même temps, il faut centrer la réflexion sur le visage de l'homme plutôt que sur la manière des auteurs, afin de donner à la littérature, en collaboration étroite avec l'histoire, sa double valeur de témoignage d'une civilisation proche ou lointaine et d'analyse psychologique de l'homme. Ainsi l'étude du latin ou du grec seront autant l'occasion d'évoquer une étape de l'histoire humaine et une première approximation de la notion d'homme qu'un prétexte à développer la science du langage. Il y a place, dans notre enseignement secondaire, pour une « littérature humaine », comme pour une « géographie humaine ». Car, si notre bachelier ne doit pas être un érudit, il importe qu'il soit un humaniste en herbe. C'est pourquoi il serait bon, croyons-nous, de l'initier beaucoup plus tôt à la discipline de la philosophie. Il n'est pas question, entendons-nous bien, de jeter brutalement des élèves de troisième dans les labyrinthes de la métaphysique où Socrate attirait les éphèbes d'Athènes. Mais il n'est pas impossible d'habituer de tout jeunes esprits à la réflexion morale ou psychologique, de les initier aux secrets des dieux et de créer ainsi le climat propre à l'éclosion d'une pensée droite, forte et pour tout dire, pleinement humaine.

Nous estimons d'ailleurs comme le pensaient déjà Fortoul, en 1852, Victor Duruy, en 1863, et Dupanloup, en 1873, que les études secondaires ne devraient pas se terminer avant l'âge de 18 ans (1). La science a fait d'immenses progrès et nous continuons à demander à nos élèves de se préparer au baccalauréat à 16 ans, comme on le leur demandait en 1808. Poussés par la vanité paternelle ou maternelle autant que par une réglementation scolaire dont la valeur pédagogique est très discutable, ils entrent en sixième à 10 ans, parfois même à 9 ans. Mais beaucoup d'entre eux trébuchent en cours de route ou arrivent au poteau hors d'haleine. En Sorbonne, à la session de juillet 1936, des candidats qui se présentaient au baccalauréat pour la première fois, 49,35 % dans la série A, 50 % dans la série A', 81,50 % dans la série B étaient âgés de 17 ans au moins; 76,97 % dans la série Philosophie et 61,36 % dans la série Mathématiques atteignaient ou dépassaient l'âge de 18 ans (2).

(1) Cela supposerait que les études secondaires ne seraient accessibles qu'à l'âge de 12 ans, sauf de rares exceptions justifiées non seulement par une intelligence précoce, mais aussi par une constitution robuste. Les grandes écoles devraient modifier leurs limites d'âge : elles y gagneraient des élèves plus mûrs, plus cultivés et d'une santé plus solide.

(2) Qu'on fasse la même statistique pour le Concours général. On verra que les lauréats de 17 ans et de 18 ans sont en grand nombre.

Cette interprétation, très sommairement définie, de la pédagogie secondaire, requiert un meilleur aménagement de l'examen du baccalauréat. L'examen doit sanctionner la culture plus que le savoir, apprécier les qualités d'un esprit et sa vertu d'assimilation plutôt que la mémoire ou l'habileté, estimer enfin les possibilités d'accès à cette culture progressive qui, par son mouvement même, cherche toujours à se dépasser et qui seule peut maintenir l'homme au-dessus de sa tâche. Car, « il n'existe pas des hommes cultivés une fois pour toutes, mais des hommes qui se cultivent, dont quelques-uns ne cessent de se cultiver jusqu'à la mort » (1).

Mais, dira-t-on, comment, en quelques instants et sur quelques réponses écrites ou orales, juger les ressources d'un esprit et fixer sa destinée ? L'exemple d'Anatole France est là, qui nous invite à la prudence et à la modestie. Sans avoir atteint les cimes où le grand écrivain fut porté par son génie, tel qui lamentablement échoua au baccalauréat, s'est révélé, dans l'âpre et incessant examen qu'est la vie, l'homme de valeur. Tel autre, qui fut brièvement reçu bachelier en Sorbonne, a succombé, comme un oiseau sans défense, sous les premiers coups de la tempête. C'est que, pour apprécier les qualités de l'esprit, nous ne disposons que d'instruments imparfaits. Le rapport n'est pas toujours exact entre ces qualités et le chiffre qui les évalue. Aussi la vie se charge-t-elle parfois de démolir les classements des examinateurs et de montrer que leurs additions sont fausses. Grave problème pour la solution duquel nous demandons secours à une science nouvelle, la docimologie. Avoir pu dépister le mal, avoir réussi comme l'a fait, M. Henri Laugier, à mettre en équation son ampleur et à traduire sa variabilité en graphiques, est déjà un grand progrès. Reste à trouver le remède. On ne nous en voudra pas d'essayer d'apporter ici une modeste contribution aux patientes recherches des psychologues que ce problème passionne.

Disons tout de suite que, s'il est superflu d'envisager la création d'une école d'examineurs, il ne serait pas inutile de donner aux futurs professeurs quelques notions de docimologie. La précaution apparaît comme indispensable si l'on se rappelle que, depuis le décret du 23 mai 1934, le service des examens du baccalauréat fait partie intégrante du service normal de chaque professeur. Or, nous l'avons dit, enseigner n'est pas tout à fait la même chose qu'examiner.

L'imperfection principale des examens du baccalauréat consiste, à notre avis, dans l'inégalité des épreuves et dans l'hétérogénéité des jurys fâcheusement aggravée par l'application du décret du 23 mai 1934. L'inégalité des épreuves est la conséquence de la

(1) Cf. Bouasse, *Bachot et bachotage*, Paris, Lethielleux, 1910, p. 100.

décentralisation de l'examen (1). Au même titre qu'un billet de la Banque de France, le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire a cours légal et forcé sur tout le territoire quel que soit le crédit de l'institut d'émission qui le met en circulation. Un bachelier en Sorbonne n'a pas, légalement, plus de valeur qu'un bachelier d'une Université du Nord, de l'Est, de l'Ouest, du Midi ou du Centre. Il sera impossible de mettre les épreuves au même niveau dans les diverses Universités et de réaliser l'égalité intrinsèques des diplômes, tant que chaque Faculté aura la liberté de choisir, pour ses candidats, les sujets de composition. Sans aller jusqu'à préconiser l'envoi de sujets identiques, par le Ministre, dans toutes les Académies, pour chaque session, mesure que le règlement ne prévoit, depuis le 14 août 1847, qu'à titre exceptionnel, nous pensons qu'on obtiendrait plus d'homogénéité dans les épreuves, si les inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire qui visitent toutes les classes des lycées et des collèges et qui en connaissent la valeur, qui élaborent les programmes et savent comment ils sont appliqués, étaient officiellement chargés de proposer au choix des doyens des sujets de composition correspondant exactement à l'esprit et au niveau des études.

L'hétérogénéité des jurys a pour cause la nécessité de mobiliser un trop grand nombre d'examineurs par suite de l'habitude qu'on a prise, sous la pression des familles elles-mêmes, désireuses de voir libérer leurs enfant le plus tôt possible, de faire composer et d'interroger aux mêmes jours et aux mêmes heures tous les candidats. Il en résulte que certains jurys, malgré les efforts déployés pour les équilibrer, étant inégaux, on constate parfois, d'un jury à l'autre, une absence de corrélation qui laisse croire à un excès d'indulgence ou de sévérité. Pour remédier à ce défaut, il faudrait, selon nous, constituer un certain nombre d'équipes d'examineurs bien connus par la rectitude de leur jugement, leur savoir, leur tact, leur égalité d'humeur, bref par toutes les qualités indispensables à une œuvre d'équité (2). Présidées par des professeurs de l'enseignement supérieur et exclusivement chargées, au cours des sessions, pendant 4 ou 5 ans, de l'examen solennel du baccalauréat, ces équipes feraient subir les épreuves, sans hâte fébrile, non pas en une seule fois, mais en autant de séries que l'exigerait le nombre des candidats (3), pour que les

(1) Il est curieux de constater que le génie centralisateur de Napoléon s'est montré ici en défaut.

(2) Il va sans dire que le travail délicat et lourd de responsabilité de ces examinateurs de choix, devraient être convenablement rétribués aussi bien lorsqu'ils appartiennent à l'enseignement secondaire que lorsqu'ils appartiennent à l'enseignement supérieur. Nous avons démontré que les recettes faites sur les candidats permettent de couvrir largement la dépense.

(3) La division des candidats en séries, instituée par l'arrêté du 26 novembre 1849, a cessé d'être obligatoire à partir de 1902. Aux termes des arrêtés du 31 mai 1902 (art. 6) et du 6 mars 1928 (art. 6) « Les compositions écrites (ces arrêtés ne précisent pas d'après quel système doivent être organisées les épreuves orales) ont lieu au choix des Facultés, soit en une

diverses opérations de l'examen s'effectuent dans des conditions irréprochables. Certes la durée des sessions en serait accrue. Mais où serait le mal, si le baccalauréat y gagnait en valeur et en prestige ? Enfin, pour compléter une telle organisation, des Commissions feraient chaque année, dans chaque Académie, sans procéder à une révision des décisions des jurys, des sondages destinés à renseigner, comme le suggère si heureusement M. Beaulavon (1), l'Administration supérieure sur le niveau de l'examen et sur la façon dont les épreuves écrites ont été appréciées et notées. Nous verrions volontiers, dans ces commissions, le recteur, les doyens des Facultés des sciences et des lettres et quelques spécialistes d'une compétence indiscutable.

Ces mesures cependant risquent de demeurer inefficaces, si elles ne sont pas étayées par une doctrine officielle de l'examen du baccalauréat, clairement définie et librement acceptée. La justice ne saurait s'accommoder d'une organisation où le travail de vérification et de sanction qu'est l'examen du baccalauréat, n'aurait d'autre code que l'initiative individuelle, où chaque examinateur examinerait, non seulement d'après son tempérament, mais aussi suivant l'importance qu'il attribue arbitrairement à la discipline dont il détient le contrôle, et surtout selon la conception qui lui est propre de la destination du baccalauréat et des qualités et connaissances qu'il faut exiger des candidats. Nous pensons, quant à nous, — le lecteur a dû déjà s'en rendre compte — que ce serait une grave erreur de voir exclusivement dans le baccalauréat de l'enseignement secondaire un certificat d'aptitude à l'enseignement supérieur ou à l'enseignement spécialisé des grandes écoles. Le baccalauréat peut être cela, mais il est et il doit rester autre chose. Et c'est ce qui donne à l'examen qui le confère une physionomie qui n'appartient qu'à lui. C'est aussi ce qui rend extrêmement délicate la tâche des examinateurs.

En ne demandant pas au candidat de laisser entrevoir en lui le futur ingénieur ou le futur médecin, le futur juriste ou le futur professeur, mais de faire preuve d'une intelligence largement ouverte qui sait comprendre et s'adapter, de sentiments qui s'harmonisent, d'habitudes qui se contrôlent, bref d'un esprit solidement équilibré, pour qui les connaissances acquises sont les moyens d'acquérir des connaissances nouvelles, des instruments de résolution de

série unique, soit en séries simultanées ou en séries successives ». Le système des séries simultanées a prévalu dans la pratique. On a pu ainsi supprimer l'inégalité des sujets de composition qui viciait l'examen et provoquait les réclamations les plus vives, sinon les plus légitimes. Mais chassée de là, l'inégalité s'est réfugiée dans les jurys dont l'organisation de l'examen en séries simultanées a pour conséquence de multiplier le nombre. Tout compte fait, entre les deux maux, c'est peut-être le premier qui était et qui serait le moins grave et le plus facile à guérir

(1) Cf. *La correction des épreuves écrites dans les examens, Enquête expérimentale sur le Baccalauréat*, p. 199.

n'importe quel problème et non pas des solutions inmutables et immuablement charpentées aux problèmes déjà traités, nous demandons à l'examinateur de faire œuvre de psychologue moins que d'érudit ou de savant, de porter un jugement sur ce qui sera, bien plus que sur ce qui est. Aussi estimons-nous comme contraires aux véritables intérêts d'une saine pédagogie, aussi bien les dispenses et les équivalences de grade que les avantages attachés au diplôme de bachelier pour l'admission aux Facultés ou aux écoles spécialisées. Ou bien l'apprentissage de la spécialisation que les grandes écoles, comme les Facultés, se proposent de faire, demande, pour être efficace, à être étayé par une culture générale sérieusement éprouvée, et alors il faut, sans plus, exiger des futurs techniciens le baccalauréat de l'enseignement secondaire, ou bien la culture technique que ces écoles entendent donner se suffit à elle-même, et alors les avantages accordés aux candidats bacheliers sont une superfétation, la dispense une formalité, l'équivalence un trompe-l'œil, le baccalauréat un luxe inutile et le temps mis à l'acquérir du temps perdu (1).

Telle est notre opinion sur la destination du baccalauréat et sur l'orientation de l'examen qui sanctionne les études secondaires. Mais, bien plus que l'adoption de notre opinion ou de tout autre opinion contraire, ce qui importe ici c'est l'accord des examinateurs sur la nature et les fins du baccalauréat, c'est l'adhésion una-

(1) Notre observation s'applique aussi bien aux majorations de points, plus ou moins élevées, accordées par telles ou telles écoles scientifiques aux candidats titulaires de tel ou tel baccalauréat. C'est ainsi que le certificat de première partie mentionnant l'étude du latin, comporte une prime de 15 points et celui de bachelier, mention philosophie, une prime de 15 points pour l'admission à l'Ecole Polytechnique. Le résultat est que les élèves qui se destinent à cette école préparent en même temps le baccalauréat de mathématiques qu'ils jugent nécessaire, bien qu'il ne soit pas exigé, et celui de philosophie qui leur assure une majoration de points. Le règlement les y autorise, l'intérêt les y encourage. Mais, s'il est vrai qu'il est nécessaire de se soumettre pendant une année aux disciplines de la classe de philosophie pour y acquérir la culture qu'on lui demande, il n'est pas sûr que cette poursuite réglementaire de deux diplômes à la fois soit favorable aux bonnes études. Nous savons bien que nous touchons ici à une question délicate où les intérêts respectables des professeurs de philosophie sont en jeu. Mais n'est-il pas possible de faire à ces professeurs la situation qui leur est due sans les astreindre à ce compromis pédagogique qu'est le « bachotage ». Quant aux majorations de points, il serait plus conforme à l'intérêt des études de les accorder aux mentions *Très bien, bien*, peut-être même *assez bien*, portées sur le diplôme exigé, qu'à un diplôme facultatif obtenu après une préparation hâtive et forcément incomplète. C'est la règle qui a judicieusement prévalu pour l'attribution des bourses d'enseignement supérieur près les Facultés des sciences (P. C. B.), de droit, de médecine et de pharmacie.

Quant au système des équivalences qui a ressuscité, pour le continuer sur un plan plus vaste, le vieux système de la délivrance des grades universitaires par simple collation, s'il nous apparaît comme une mesure équitable quand il est appliqué, à titre de réciprocité, à des diplômes étrangers qui représentent une culture sensiblement égale à celle dont le baccalauréat est la sanction, le mot lui-même devient un non sens quand il s'applique à un titre ou à un diplôme français. Si celui qui possède ce titre ou ce diplôme déclarés équivalents (en vertu de quelle opération de mesure ?) possède une culture équivalente ou supérieure à celle d'un bachelier, pourquoi tient-il à être dispensé d'en faire la preuve par la voie normale de l'examen ?

nime à une définition et à une doctrine situant l'examen à la place qu'on veut lui assigner, c'est enfin la mise en œuvre d'une procédure qui maintienne et fortifie cet accord et cette adhésion. Etablir l'un, maintenir l'autre est, à notre avis, la première condition à remplir si l'on veut libérer l'examen du baccalauréat de ce caractère aléatoire qu'on lui reproche avec persistance depuis qu'il existe, dont la docimologie nous a montré, sous ses verres grossissants, la troublante image, et qui est la rançon de l'absence de cette unité de vues à la recherche de laquelle les professeurs de l'enseignement secondaire semblent enfin avoir senti d'eux-mêmes le besoin de se mettre (1). Car, « en matière d'éducation, dit M. Léon Brunschvicg, il importe encore moins de choisir le meilleur programme que de savoir se tenir à celui qu'on a choisi » (2).

Comment les divers jugements individuels dont se compose le résultat de l'examen pourraient-ils s'accorder, se compléter, former un tout valablement juste, si ceux qui jugent n'ont pas le même sentiment de ce tout et de la manière dont le jugement de chacun doit rejoindre le jugement des autres ? Ici la division du travail qui s'impose ne doit-elle pas aboutir à un acte total d'harmonieuse justice, comme ailleurs à une œuvre totale d'harmonieuse beauté ? Très souvent, il est vrai, on raisonne comme si cela allait de soi, comme si cette fin commune n'avait rien de complexe, de difficile, d'obscur, comme si tout le monde savait ce que c'est que juger un candidat. En réalité, cette vague formule est vide de tout contenu positif. Tout ce qu'elle énonce, c'est qu'il ne faut pas se tromper ; mais elle ne nous apprend pas pour autant sur quel modèle et d'après quelles directives il faut juger.

Le sort du baccalauréat dépend de la solution qu'on donnera à ce problème fondamental et, avec le sort du baccalauréat, celui de l'enseignement secondaire aujourd'hui plus que jamais travaillé par les tendances au changement les plus diverses et les plus pressantes. Ainsi, les examens de passage qu'une récente réglementation (3) s'efforce de remettre en vigueur ne donneront les résultats qu'on est en droit d'en attendre que si, préalablement, l'accord est réalisé sur le rôle pédagogique et social des études secondaires. L'institution des examens de passage ne date pas d'hier. Elle était destinée autant à assurer un enseignement fructueux

(1) C'est du moins ce qui nous paraît être l'idée dominante du remarquable rapport soumis par M. V. Tonnaire (cf. L'Agrégation, n° 212, 15 octobre 1936) aux membres de la *Société des Agrégés*, présidée par M. P. Couissin, sur le problème de la transition entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, ainsi que des rapports non moins remarquables présentés par MM. Lackenbacher et Maurice Lacroix à la Commission pédagogique du Syndicat national des professeurs de lycée, présidée par M. Gossart.

(2) Cf. Léon Brunschvicg, *Un Ministère de l'Education nationale*, Paris, Plon, 1922, p. 64.

(3) Cf. *Arrêté* du 3 octobre 1925, *circulaires* du 25 juin 1928 et du 21 juin 1932, *arrêté* du 1^{er} septembre 1933, *circulaire*, du 15 mai 1934.

qu'à rendre l'examen du baccalauréat plus probant (1). Les instructions du 15 mai 1934 ne sont excusables de la présenter comme une nouveauté que dans la mesure où l'usage en était tellement tombé

(1) Cf. Jules Simon, *La Réforme de l'Enseignement secondaire*, Paris, 1874, p. 263 et suiv. « Un enfant, écrit Jules Simon, a suivi toute une année sans rien faire, la classe de 8^e... L'année suivante, il entre en 7^e, un peu moins capable qu'il ne l'était un an auparavant quand il a mis pour la première fois les pieds dans le collège; et il en sera de même après chaque classe, sans qu'aucune autorité intervienne. Prenez le dernier élève de 5^e et faites-le composer avec les enfants de 8^e : croyez-vous qu'il sera le 1^{er} ? Il ne le sera pas; cependant, voilà quatre ans que vous le gardez. Je conviens que son père est en faute ; mais vous ? Le remède à cette situation est bien connu : c'est l'examen de promotion ou de passage. Il est dans les règlements; on s'en moque dans la pratique. Rendez-le sérieux et sévère : par cela seul, sans chercher plus loin, vous aurez amélioré les études. L'enfant que vous renverrez, ou que vous contraindrez à doubler une classe, criera, et sa famille criera comme lui. Bouchez-vous les oreilles, si vous avez de la compassion, car vous ne pouvez pas lui faire plus de tort que de l'encourager dans son obstination et dans sa paresse. Votre sévérité lui profite; elle profite à la société dont elle fait admirablement les affaires; elle profite à ses condisciples; vous avez trois raisons pour une de faire votre devoir. C'est ici peut-être que l'autorité supérieure a le plus d'occasions d'intervenir; et il faudra qu'elle le fasse, surtout dans les commencements, si on revient aux examens de promotions sévères. Ceux qui sont trop près des familles se relâcheront; pour que le nouveau règlement soit mieux observé que ceux qui l'ont précédé, il faut que les supérieurs y tiennent la main. Je ne crois pas qu'il puisse exister une réforme plus impérieusement nécessaire et d'une efficacité plus immédiate. Et notez que, si on pousse résolument dans cette voie, toutes les questions soulevées par l'organisation du baccalauréat aujourd'hui si épineuses, deviendront à peu près solubles. Ce sont ces neuf ans de tolérance coupable qui rendent le discernement des candidats difficile à faire et la justice pénible à exercer ».

Cf. Michel Bréal, *Quelques mots sur l'instruction publique en France*, Paris, 1872, p. 264 et suiv. « Il existe bien sur le papier un examen de passage empêchant les mauvais écoliers de monter dans la classe supérieure, mais dans la réalité cet examen n'arrête personne. Je ne connais pas d'exemple d'un jeune homme, qui une fois monté dans le train universitaire, n'ait pu arriver jusqu'à sa philosophie... L'âge du concours est le critérium qui sert à grouper et à retenir ensemble les écoliers; ce sont des générations qui s'avancent dans la vie, et non des élèves appareillés, parce qu'on les a reconnus de même force. Le résultat de ce système est connu. Tout le monde sait ce qu'il faut entendre par la tête et par la queue de la classe; mais peu de personnes étrangères aux lycées peuvent se figurer quelle distance surprenante sépare la tête de la queue. Tandis que sur 50 élèves, il y en a 10 qui travaillent avec énergie et 15 qui suivent passablement, les 25 autres forment une arrière-garde telle qu'entraînent après elles les armées mal organisées... Ne serait-il pas plus naturel et plus sage de poser les barrières à chaque degré des classes au lieu de laisser les élèves avancer librement jusqu'à la porte de clôture, que plus de la moitié d'entre-eux ne parvient pas à franchir ? Il n'y aura pas de bonne loi sur le baccalauréat aussi longtemps que l'examen de passage ne sera pas une réalité et une fois cet examen de passage établi, la loi sur le baccalauréat sera facile à faire ».

On trouve la même opinion sur la nécessité d'examens de passage sérieux dans le rapport de Dupanloup et de Patin. Renouvier, plus radical, allait jusqu'à souhaiter que les trois quarts des élèves désirant passer de sixième en cinquième fussent refusés (cf. *Critique philosophique*, 1873, 2^e année, I, p. 219). Gréard écrivait en 1887 : « Du jour où il (le procédé des examens de passage) serait appliqué avec une prudente énergie, les critiques dont le baccalauréat est l'objet perdraient beaucoup de leur importance ». (Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 208).

Le Dr Jules Rochard exprimait la même opinion : « Les examens de passage fournissent un moyen encore plus sûr de diminuer tout à la fois la part du hasard et le nombre des candidats au baccalauréat. Ils permettent d'opérer l'élimination progressive et périodique des non-valeurs ». (Cf. J. Rochard, *L'Education de nos fils*, Paris, Hachette, 1890, p. 327).

en désuétude que l'administration universitaire elle-même, pourtant respectueuse du passé, avait perdu le souvenir des arrêtés qui ont toujours fait suite à chaque réforme des plans d'études, pour fixer la procédure et prescrire la pratique de ces examens. A cet égard, la tradition des statuts de l'ancienne Université dont nous avons vu que les Jésuites avaient érigé le principe en règle absolu, n'a jamais subi d'interruption. Depuis le règlement du 19 vendémiaire, an XII (1), il n'est pas d'instruction qui ait été plus fermement renouvelée (2). Mais il n'en est pas non plus qui ait été appli-

(1) « Il y aura chaque année, prescrit l'article 27 de ce règlement, deux examens (les élèves faisaient deux classes par an), l'un au 15 fructidor et l'autre au 1^{er} germinal. Les élèves qui n'auront pas les connaissances suffisantes pour passer à une classe supérieure resteront dans la même classe ».

(2) Cf. notamment, *Statut* du 28 septembre 1814, *Statut* du 4 septembre 1821, *Arrêté* du 1^{er} juillet 1836, *Arrêté* du 8 août 1837, *Arrêté* du 22 septembre 1840, *Arrêté* du 30 avril 1852, *Arrêté* du 14 mars 1865, *Circulaires* des 26 juillet 1841, 25 septembre 1847, 22 mai 1852, 21 juin 1854, 29 juin 1855, 27 septembre 1872, 27 septembre 1877, 28 septembre 1880. L'un des meilleurs règlements qui aient été édictés sur les examens de passage est celui du 22 septembre 1840. En voici les dispositions :

« Art. 1^{er}. — A la fin de l'année scolaire, il sera dressé, dans toutes les classes des collèges royaux et des collèges communaux de plein exercice, une liste des élèves, de chaque classe ou division de classe par ordre de mérite. Cette liste sera formée d'après les notes et les places obtenues par les élèves dans chaque classe, y compris les compositions de la fin de l'année pour la valeur qui leur est attribuée par les règlements.

« Art. 2. — A partir de la sixième inclusivement, les élèves qui ne seront pas compris dans les trois premiers quarts de la liste de mérite précitée ne pourront être admis dans la classe immédiatement supérieure avant d'avoir subi un examen qui constate leur aptitude à suivre utilement ladite classe.

« Art. 3. — Ces examens d'admissibilité auront lieu pendant la première semaine à dater du jour de la rentrée des collèges, aux heures ordinaires des classes, en présence de tous les élèves de la classe ou division. Ils seront faits dans chaque classe par le professeur ou agrégé divisionnaire.

« Art. 4. — Dans les chefs-lieux académiques, le recteur assistera auxdits examens avec le concours des inspecteurs d'académie, du proviseur et du censeur des études. Dans les collèges royaux autres que ceux des chefs-lieux académiques, un inspecteur sera délégué pour assister aux examens, avec le concours du proviseur et du censeur des études.

« Art. 5. — Dans les collèges de Paris, les examens auront lieu avec le concours du proviseur, du censeur des études et d'un délégué spécial du Ministre. Le proviseur et le censeur des études se partageront les diverses classes; le délégué du Ministre s'assurera que les examens se font dans toutes les classes avec la sévérité convenable.

« Art. 6. — Tout élève qui, d'après le résultat de l'examen, ne sera pas jugé capable de suivre utilement le cours pour lequel il s'est présenté sera replacé dans la classe inférieure.

« Art. 7. — Chaque professeur dressera un procès-verbal de l'examen avec ses propositions motivées. Le proviseur joindra ses observations, le délégué du Ministre un rapport spécial, et le recteur prononcera. Le résultat définitif de ces diverses opérations sera transmis au Ministre.

« Art. 8. — Tout élève porté sur la liste prescrite par l'article 1^{er} du présent règlement, et qui, pour motifs légitimes, aurait obtenu l'autorisation de ne rentrer au collège qu'après l'ouverture des cours, devra satisfaire à l'épreuve ci-dessus prescrite. Tout élève venant du dehors, qui, soit au commencement, soit dans le cours de l'année scolaire, se présenterait pour être reçu dans une classe, devra, indépendamment des certificats exigés par l'article 76 du statut du 4 septembre 1821, subir un examen spécial d'admission. Dans l'un et l'autre cas, l'examen aura lieu devant le professeur ou agrégé, avec le concours du proviseur et du censeur des études.

« Art. 9. — Le présent arrêté sera applicable dans tous les collèges royaux et dans les collèges communaux de plein exercice, à partir de la prochaine rentrée des classes ».

quée avec moins de rigueur et d'assiduité (1). Fera-t-on enfin, de ces examens de passage une réalité vivante ? Y cherchera-t-on, sans défaillance ni lassitude, mais aussi sans exalter par l'incessante préoccupation d'un examen annuellement renouvelé le système nerveux de l'élève, qui a besoin d'une atmosphère calme et sereine, voire un peu insouciant, un moyen d'émulation efficace, une préparation intelligente à l'examen final qu'est le baccalauréat (2) ?

Hier, ce n'était qu'un scandale de voir, à chaque session, de pauvres candidats, vrai bataillon de maraudeurs, affronter les épreuves du baccalauréat sans avoir d'autre raison valable d'espérer le succès qu'une confiance tenace dans les caprices du hasard ou dans la réussite d'un nouveau moyen de fraude. Aujourd'hui, ce serait une trahison à l'égard de l'enfant qu'on a attiré dans le lycée gratuit, si on lui permettait d'en gravir péniblement tous les degrés jusqu'à ce qu'il se trouve arrêté devant la grille bien gardée qui est placée au bout. Lorsque nos lycées et nos collèges n'enverront aux examens du baccalauréat que des candidats qui peut-être n'obtiendront pas tous, du premier coup, le diplôme, mais qui, tous, ont été jugés dignes d'en poursuivre l'obtention, comme jadis la Nation n'autorisait l'étudiant à prendre part aux disputes, sur la paille humide de la rue du Fouarre, que si elle l'avait trouvé capable de lui faire honneur, ce jour-là un grand pas aura été fait, non seulement vers une meilleure organisation pédagogique et sociale de l'enseignement secondaire, mais aussi vers une conception du baccalauréat plus adéquate au rôle de régulateur et de contrôleur des études qu'il doit, avant tout et, en tout état de cause, jouer.

Gréard qui considérait avec raison les examens de passage comme l'armature des études secondaires, avoue que, s'il avait eu à bâtir, il aurait volontiers remplacé le baccalauréat par un système d'examens intérieurs successifs couronnés par un dernier examen plus solennel, mais intérieur aussi et subi devant les maîtres de l'enseignement secondaire, jugés autorisés, intéressés et légitimes » (3). Même s'il ne se heurtait pas à l'obstacle que lui oppose l'existence

(1) Disons cependant, pour rendre justice à qui le mérite, que Gréard, durant la brillante période où il fut à la tête de l'Académie de Paris, réussit à faire appliquer strictement la pratique des examens de passage dans les lycées et les collèges de son ressort. En octobre 1885, plus de deux mille élèves furent nus dans l'obligation soit de redoubler, soit de renoncer aux études secondaires. (Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 206 et 207).

(2) Il est évident qu'une telle application du système des examens de passage dans les lycées et les collèges, sous peine d'aller à l'encontre des intérêts de la société, suppose résolu le grave problème, que nous n'avons pas à discuter ici, des rapports entre l'enseignement secondaire et les enseignements primaire supérieur et technique.

(3) Cf. Gréard, *Education et Instruction, Enseignement supérieur*, Paris, Hachette, 1887, p. 191.

de l'enseignement libre, et qui arrêtaît Gréard, ce système ne nous séduirait pas. Il importe que le collégien, à la fin de ses études, marque son entrée dans la vie par un acte accompli en dehors de la serre chaude et fasse, au grand jour, avec le compte de ses richesses, l'épreuve de sa valeur. Ne nous séduit pas davantage le projet de ceux qui dispenseraient volontiers de l'examen les bons élèves et leur délivreraient d'office le diplôme, à la sortie du lycée, comme un viatique, sur le vu des résultats des divers examens de passage, des compositions trimestrielles, de tous les actes scolaires, bref d'un dossier consciencieusement constitué par l'administration collégiale et scrupuleusement étudié par un jury spécialement désigné.

Certes, on éviterait ainsi un double inconvénient dont nous ne méconnaissons pas la gravité : l'encombrement de l'examen et l'échec des bons candidats. Mais, ne serait-ce pas enlever toute raison d'être à l'examen que de la réserver à la foule des médiocres ? Et dispenser le bon élève de se mesurer avec l'obstacle, sous prétexte de le mettre à l'abri de toute mésaventure (1), est-ce le meilleur moyen de constater qu'il porte en lui le germe des qualités viriles, nécessaires aux combats de la vie et dont la plus importante est la maîtrise de soi ? Vous aurez sûrement un bachelier. Quel signe a pu vous faire espérer que vous aurez un homme ? Écoutons l'éducateur : « Les examens sont des exercices de volonté. En cela ils sont tous beaux et bons. Ceux qui s'excusent de ce qu'ils sont timides, troublés, vidés par l'angoisse s'excusent très mal ; ces fautes, de trop espérer, de trop craindre, enfin de ne point se gouverner virilement, sont les plus grandes fautes et peut-être les seules fautes. Je passerais encore sur l'igno-

(1) La consultation des livrets scolaires, qui est peu à peu devenue l'une des pièces maîtresses de la procédure du baccalauréat, y suffit. Encore faut-il qu'elle soit faite avec le soin le plus attentif ? Lors de la session d'octobre 1936, M. André Lalande a bien voulu, la veille de la délibération, étudier, à notre demande, les livrets scolaires des 120 candidats soumis à l'examen du jury qu'il allait présider. L'expérience a été concluante. Grâce aux renseignements que le président possédait sur chaque candidat, la délibération s'est faite avec plus de rapidité et de précision. Et ce jury a été le seul où les candidats ont tous accepté la décision qui les concernait sans manifester de surprise ni demander d'explications, bien que le pourcentage des ajournés (62 %) y fût sensiblement supérieur au pourcentage général des autres jurys (50,65 %). « Parmi ceux que nous avons pu déclarer admissibles sur le vu de leurs livrets, écrit M. André Lalande dans son rapport, plusieurs ont justifié ce crédit par de bonnes épreuves orales... Mais l'état des livrets rend souvent les examinateurs incertains. Sans parler de ceux qui ne mentionnent que des leçons particulières, beaucoup d'entre eux ne sont pas présentés d'une manière claire et correcte. Des blancs sont laissés aux endroits où devraient être mentionnées les notes ou les places; le nombre des élèves dans la classe n'est pas indiqué d'une manière telle qu'on sache exactement à quoi il s'applique; des pages sont collées ensemble pour ne pas laisser voir ce qu'elles contiennent. Beaucoup de livrets contenaient des feuilles volantes, quelquefois nombreuses, où il était difficile de se reconnaître, et qu'un candidat mal intentionné pourrait faire disparaître après l'examen, avec le visa du président qui y aurait été apposé ». De cette expérience, des résultats qu'elle a apportés, des remarques qu'elle a suggérées on devra tenir compte aussi bien du côté des examinateurs que du côté des candidats, si l'on veut que le livret scolaire, au lieu d'aller à l'encontre de la justice, permette à l'équité de mieux s'exercer.

rance, ou, mieux, je chercherais ce que le candidat sait, et je le pousserais là-dessus. Mais devant un garçon ou une fille qui sait, qui dirait bien, et qui se trouve paralysé par une grande peur, quelle opinion voulez-vous que j'aie ? Il est trop facile de raisonner bien quand on n'a rien à gagner ni à perdre. Que l'on commence par là, c'est très bien. L'école est belle à voir parce que les fautes n'y ont point de grandes conséquences ; ce n'est qu'un peu de papier perdu. Mais qu'un garçon qui a fait cent problèmes de mélanges, et qui n'y trouve plus de difficultés, soit capable, au jour de l'examen, de déraisonner en ces mêmes problèmes, ou que, trouvant d'abord la solution correcte, il soit pris soudain comme de vertige, et gâte tout, voilà d'humiliantes expériences. De même un tireur qui s'est exercé très bien sur des sangliers de carton, le jour où il doit sauver sa vie, c'est ce jour là qu'il tire à côté. Savoir, et ne point faire usage de ce qu'on sait, c'est pire qu'ignorer. L'ignorance n'est rien ; elle ne fait connaître aucun vice à l'esprit ; au contraire la faute par émotion fait paraître un esprit inculte, et je dirai même un esprit injuste » (1).

Ce n'est donc pas pour substituer une série d'examens annuels et intérieurs à un examen final et public que nous demandons le fonctionnement méthodique et ferme du système sélectif des examens de passage. C'est pour donner plus de garantie à l'examen du baccalauréat et plus de signification au diplôme de bachelier. Nous y voyons, en effet, le seul moyen de diminuer l'importance des épreuves qui n'ont qu'une valeur de constatation et de mettre davantage l'accent sur celles qui ont une valeur prémonitoire. Si, sans avoir besoin de se scinder en certificat d'études secondaires réservé aux candidats pour qui il constituerait une barrière, et en certificat d'aptitude aux études supérieures pour ceux qui, au contraire, ont témoigné, au cours de ces épreuves, qu'ils sont capables de s'élever de ce niveau vers des études plus difficiles. l'examen du baccalauréat peut fournir des moyens d'investigation assez poussés et appuyés sur des documents assez nombreux et assez précis pour laisser entrevoir, au profit de tous ceux qui l'ont subi, vers quelle activité leur intelligence, leur caractère, leur tempérament semblent les porter, il serait coupable de ne pas le faire. L'intérêt bien compris des élèves est ici en parfait accord avec l'intérêt bien compris de la société. Le but à atteindre, but idéal sans doute, mais qui ne nous paraît pas tellement éloigné, serait, après cette prise de température que devrait être l'examen, de pouvoir dire à chaque candidat s'il doit poursuivre des études supérieures, ou bien s'il peut le faire avec fruit, sous

(1) Cf. Alain, *Propos sur l'Education*, Paris, Rieder 1932, p. 295, 296, 297.

certaines conditions et lesquelles, ou enfin s'il semble inutile qu'il l'essaie (1).

On entend sans peine que pour obtenir un tel résultat, le choix des sujets et la technique de la correction et de l'interrogation, l'un et l'autre dominés par l'adhésion de tous à une conception nette de l'objectif qu'on assigne aux études secondaires et qu'on demande à l'examen, qui leur sert de conclusion et de contrôle, de montrer si elles l'ont atteint, sont d'une importance capitale. Un premier pas a été fait, il y a quatre ans par la mise en pratique, spontanée, des réunions d'entente au cours desquelles les examinateurs, sous la présidence d'un professeur de l'enseignement supérieur, discutent le sujet qui a été proposé aux candidats et arrêtent une méthode de correction et de cotation. Aucun règlement ministériel ne rend ces réunions obligatoires. L'abstention d'un membre du jury ne constitue pas un vice de forme susceptible d'entacher de nullité l'examen. Elles n'en sont pas moins utiles. Restreintes aux épreuves écrites, elles ne tarderont pas, sans doute, à s'étendre aux épreuves orales, la nécessité d'un accord préalable sur les méthodes de prospection à employer se faisant sentir aussi bien ici que là.

Mais, à notre avis, c'est dans une étroite collaboration entre l'inspection générale de l'enseignement secondaire et la Faculté, à l'occasion des examens du baccalauréat, tant pour le choix des sujets des épreuves écrites et la désignation des membres du jury que pour l'orientation et la direction des épreuves orales, que la coopération pédagogique et docimologique des examinateurs trouverait son plus solide soutien et le problème des fins à poursuivre dans l'atmosphère intime de la classe, comme au grand jour de l'examen, sa plus riche solution. Cette collaboration nous l'attendons bien moins de l'autorité d'un décret que de la volonté de tous ceux qui ont le devoir de la réaliser. Les ruses du « bachotage » ont aussi bien résisté aux poursuites judiciaires du comte de Salvandy qu'aux malédictions de ses successeurs. Sous l'enseigne de *préparation spéciale au baccalauréat* ou de *cours de révision*, la tradition des « fours à bachot » s'est perpétuée, au grand dommage de la vraie culture, de l'examen qui la contrôle et du diplôme qui est supposé l'attester. Sous le vocable d'*aide-mémoire* ou de *memento*, le manuel tant décrié continue à fournir le vernis trompeur d'un savoir passager grâce auquel on peut devenir bachelier de l'enseignement secondaire sans avoir fait d'études secondaires. Tant que l'indécision règne dans les esprits, il n'est pas de décision

(1) Si nous en jugions par le nombre des demandes de renseignements qui nous parviennent après chaque session (346 en 1935, 527 en juillet 1936) et auxquelles nous voudrions répondre avec plus de précision que ne nous permettent de le faire les conditions actuelles de l'examen, nous serions fondé à dire que les candidats et leurs parents volent, de plus en plus, dans le baccalauréat un instrument d'orientation autant qu'un instrument de mesure.

administrative qui puisse protéger l'examen contre les préparations artificielles et mettre la culture à l'abri des contrefaçons.

En résumé, après la longue route que nous avons laissée derrière nous, ce qui nous apparaît comme indispensable pour une marche en avant dans le sens des besoins de chacun, des aspirations de tous et des intérêts de la société, c'est l'affirmation d'une doctrine qui, non seulement définisse le rôle des études secondaires et du baccalauréat, mais entraîne une unité des vues et une collaboration des méthodes où l'individualisme, loin de se dissoudre en un automatisme grégaire, trouverait l'occasion de s'exprimer dans la mesure même où il apporterait à la réalisation de l'idéal commun une foi plus agissante. Ainsi pourrait-on donner au baccalauréat toute sa signification et à la culture toute sa pureté selon cette double règle : faire de l'un une sorte d'enquête permanente destinée à fournir, avec des indications exactes sur le niveau des études secondaires, des directives précises pour une orientation toujours meilleure de la jeunesse ; assurer à l'autre, avec une sélection plus juste, des perspectives plus larges. Peut-être, estimera-t-on que nous n'aboutirions alors, par le baccalauréat, qu'à créer une aristocratie de la culture comme l'ambitionnaient, il y a plus d'un siècle, le comte Siméon et, plus près de nous, Victor Duruy ? Mais, grâce au libre jeu des tendances légitimes qui la sollicitent, ce serait en dehors de toute caste, sans autre privilège que celui de l'intelligence et du travail, et avec l'espoir que cette aristocratie pourra s'étendre jusqu'à embrasser, un jour, toute la société. Ce jour-là, au lieu d'entretenir artificiellement un conflit pédagogique entre primaires et secondaires et une lutte de classes entre bacheliers et brevetés, le baccalauréat, délivré de tout soupçon quant à sa valeur probante, remplirait, sous son nom vénérable, la mission scolaire et sociale que lui assigne son histoire.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

DOCUMENTS ANNEXES

Diplôme délivré par collation.

UNIVERSITÉ IMPÉRIALE.

DIPLOME DE Bachelier es Lettres.

À MONSIEUR Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie, et Protecteur
de la Confédération du Rhin.

Nous Louis de Fontanes, Sénateur, Grand-Maître de l'Université Impériale, Comte de l'Empire;

En vertu arrêté du 1^{er} Brumaire 1811 qui nomme M. *Brigand* *Monperré* (Boury, André (Bour) de la Chapelle
de la Faculté des Lettres de la ville de Montpellier) pour en jouir

le grade de *Bachelier es Lettres*, tant dans l'ordre civil que dans l'ordre des fonctions de

repond le grade de *Bachelier es Lettres*, pour en jouir

de la capacité du respectant, de sa bonne conduite et de ses services dans l'enseignement :

Doussons, par ces présentes, audit sieur *Brigand Monperré*, le Diplôme de *Bachelier es Lettres*, pour en jouir
avec les droits et prérogatives qui y sont attachés, par les lois, décrets et réglemens, tant dans l'ordre civil que dans l'ordre des fonctions de
l'Université.

Fait au chef-lieu, et sous le sceau de l'Université.
à Paris, le 1^{er} Mars 1812.

LE GRAND-MAÎTRE.

Fontanes

PAR SON EXCELLENCE LE GRAND-MAÎTRE,
Le Conseiller-Secrétaire-général,

Brigand Monperré
Délivré par nous, *Brigand Monperré* (Boury, André (Bour) de la Chapelle)
Le Secrétaire-général.
à Paris, le 1^{er} Mars 1812.

LE CHANCELIER.

Fontanes

Diplôme délivré aux séminaristes.

UNIVERSITÉ IMPÉRIALE.

DIPLOME DE BACHELIER ES-LETTRES.

(Délivré conformément à l'art. 9 de l'arrêté du Conseil de l'Université du 28 octobre 1811.)

AU NOM DE NAPOLEON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR
DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN.

NOUS LOUIS DE FONTANES, Sénateur, Grand-Maitre de l'Université impériale, Comte de l'Empire;

Vu l'article 1^{er} du Décret impérial du 9 avril 1809, portant que, pour être admis dans les Séminaires, les Élèves devront justifier qu'ils ont reçu le grade de Bachelier dans la Faculté des Lettres; et l'article XIX du Décret du 17 mars 1808, portant que, pour être admis à l'examen dudit Baccalauréat, il faudra être âgé au moins de seize ans, et répondre sur tout ce qu'on enseigne dans les hautes classes des Lycées;

Vu la délibération du Conseil de l'Université du 25 novembre 1810 sur les rémes à suivre pour donner le grade de Bachelier aux jeunes gens destinés à l'État ecclésiastique, dans les villes où il n'y a point encore de Facultés des Lettres établies;

Sur le Certificat d'aptitude délivré au sieur *Joseph Marie de la Roche*, né à *Genève*, département de *Genève*, le *20* par *l'arrêté de l'Université du 20 octobre 1813*, et visé par le Recteur de ladite Académie :

DONNONS, par ces présentes, audit sieur *Joseph Marie de la Roche*,
droits et prérogatives qui y sont attachés par les lois, décrets et réglemens tant dans l'ordre civil que dans l'ordre des fonctions de l'Université.

Fait au Châtelet, et sur le sceau de l'Université,
à Paris, le 16^{me} novembre 1813.

LE CHANCELIER,

*Fontanes**10 10 1813*

LE GRAND-MAITRE.

Fontanes

PAR SON EXCELLENCE LE GRAND-MAITRE.

Le Conseiller-Secrétaire général,

Délivré par nous,

Recteur de l'Académie

Germe

Université de France,
Conseil royal de l'Instruction publique.

DIPLÔME DE BACHELIER ES-SCIENCES.
AU NOM DU ROI.

Nous, *Baron Georges Cuvier*,

Président du Conseil royal de l'Instruction publique,

Ve le Certificat d'aptitude au grade de Bachelier es-Sciences, accordé le 17 novembre 1821, au sieur *Mathieu de Meunier*, par le Doyen et les Professeurs de la Faculté des Sciences, Académie d'Orléans, département de la Loire.

Ve l'approbation donnée à ce Certificat par nous, le 17 novembre 1821.

Ratifiant le susdit Certificat.

Donnons, par ces présentes, audit sieur *Mathieu de Meunier*, par le Doyen et les Professeurs de la Faculté des Sciences, Académie d'Orléans, département de la Loire, l'ordre et les privilèges qui y sont attachés, tant dans l'ordre civil que dans l'ordre des fonctions de l'Université.

Fait au châtelet et sous le sceau de l'Université, à Paris, le 17 novembre 1821.

LE CONSEILLER AU CONSEIL ROYAL
chargé des fonctions de Chancelier.

Baron de Meunier



PAR M. LE PRÉSIDENT
Le Conseiller Secrétaire général.

APPRIMÉ par Nous, *Georges Cuvier*, Vice-Président du Conseil royal de l'Instruction publique, le 17 novembre 1821.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES
ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Université de France

DIPLOME DE BACHELIER ES SCIENCES *Médecine*
AU NOM DU ROI.

Nous, Denis FRAVASSINOS, Evêque d'Hermonopolis, Pair de France, Premier Amoureux du Roi, Ministre Secrétaire d'Etat au département des Affaires ecclésiastiques et de l'Instruction publique, exerçant les fonctions de Grand-Maître de l'Université,

Ve le Gréduat *Le gendre de l'Université* *Nous avons* *par le Doyen et les Professeurs*

le la Faculté des Sciences, Académie de *Paris* *le 10 Mars 1826*

Nous approuvons l'admission de *le Doyen et les Professeurs*

Reconnu le grade de *Bachelier*

Donnons, par ces présentes, acte au *le Doyen de l'Université de Paris*

pour avoir les droits et prérogatives qui y sont attachés par les lois et règlements, tant de la Faculté que de l'Université.

Fait au chef-lieu et sous le sceau de l'Université,

Paris, le 30 Mars 1826.

LE CONSEILLER AU CONSEIL ROYAL

Le Doyen de l'Université de Paris

Le Doyen de l'Université de Paris

Le Doyen de l'Université de Paris

Le Doyen de l'Université de Paris

Le Doyen de l'Université de Paris

Le Doyen de l'Université de Paris

Le Doyen de l'Université de Paris

Le Doyen de l'Université de Paris

UNIVERSITÉ DE FRANCE.

Dişome de Bachelier es Lettres.

FOR AND FOR AT

Monsieur, M^{lle}. Francis Villmann, Doct^r de l'Univ^{rsité} de Vienne. M^{lle}. Maria d'Est au département de l'Instruction publique, Grand-Maître de l'Université.

[illegible][illegible]

Fait au Palais et sous le Sceau de l'Université,
Paris, le 10 Mars 1844.

Se Conçilla au Cœur de l'Industrie qu'il y
exerce les fonctions d'ingénieur.

Le Comité a examiné les fonctions de secrétaire du Comité de l'Industrie publique.

Signature of Applicant

[illegible]

13.

Twissell?

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

UNIVERSITÉ DE FRANCE.

Diplôme de Bachelier ès Lettres.

Le Ministre au département de l'Instruction publique et des Cultes, Grand-Maître
de l'Université de France,Vu le Certificat déposé au grand le Bachelier es Lettres accordé, le 1^{er} Octobre 1846, par le Juge et lui, Professeur de la Faculté
des Lettres, Académie de Paris, au sieur Kousset (Athanasie),
né à L'Ançois — diplômé de la Voie Préparatoire;
Vu l'approbation donnée à ce Certificat par le Juge, Docteur de la Faculté Académique;
Rattachant la double Certification;

Kousset

(Vu que, par ces présentes, ainsi qu'il a été dit, pour avoir été, par dans l'ordre des fonctions de l'Université

Fait au Collège de France, le 1^{er} Octobre 1848.

Le 18 Octobre 1848.

Le Secrétaire de l'Université,

B. de la Roche

Le Ministre au département de l'Instruction publique et des Cultes,
(Grand-Maître de l'Université de France),

C. de la Roche

Par le Grand-Maître

Le Secrétaire général du Conseil de l'Université,

B. de la Roche

Tableau des Bacheliers, le 1^{er} Octobre 18481^{er} Octobre 1848

Arrêté

N° 2447.

Diplôme établi sur registre à souche.

BRUNNEN

École de Bacheliers en Sciences.

AU NOM DE L'EMPEREUR.

Le Ministre Secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique et des Cultes,

Visa le certificat d'aptitude au grade de Bachelier es Sciences accordé, le 25 novembre 1849, par les Professeurs de la Faculté des Sciences de Montpellier, à M. le Docteur en Médecine, Louis-Philippe-Charles-François, né à Montpellier le 25 novembre 1829, département de l'Hérault.

Fach: Physik sowie die Sozialen, Naturwissenschaften, Kultur und des Sports.

Le Ministre Secrétaire d'Etat
au département de l'Instruction publique et des

Delivered per le Directeur de l'Académie de Paris,
10 juin 1856.

recording of attitudes

1863

Diplôme établi sur registre à souche.

EMPIRE

FRANÇAIS.

Diplôme de Bachelier en Lettres.

AU NOM DE L'EMPEREUR.

Le Ministre Secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique,

Vu le certificat d'aptitude au grade de Bachelier en Lettres accordé, le

par les Professeurs de la Faculté des Lettres de

l'Université de

l'Université de

Vu l'inscription donnée et confirmée par le Recteur de ladite Université;

Nous, pour les présenter, audit

Nous en pourrions les dots et les copies qui y sont attachées par les lois, décrets et règlements

Le

le Diplôme de Bachelier en Lettres,

En

Le Ministre Secrétaire d'Etat

au département de l'Instruction publique,

Signé

Le Recteur de la Faculté de l'Enseignement supérieur,

Le

Le

Le

Signature de l'Empereur

Le

Le

Le

Le

Le

Le

RÉPUBLIQUE

FRANÇAISE.

Diplôme de Bachelier de l'Enseignement secondaire.

Le Ministre de l'Instruction publique,

Vu le Certificat d'aptitude obtenu le

devant la Faculté de

par le Sieur

né à, département de

Confère audit Sieur

Bachelier de l'Enseignement secondaire avec mention : *Latin-Grec Philosphie*
pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont attachés

Le Ministre de l'Instruction publique,

Signé

Fait à Paris, sous le sceau du Ministère de l'Instruction publique,



Pour expédition conforme :

LE DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

Le Chef du 1^{er} Bureau,

Signature de l'imprimant :

Délivré par le Recteur de l'Académie de

MENTION
MATHÉMATIQUES
Faculté de

Le Chef du 1^{er} Bureau,
N°

le Diplôme de

2293-11-1007.

1928

RÉPUBLIQUE

FRANÇAISE.

Diplôme de Bachelier de l'Enseignement secondaire

Le Ministre de l'Éducation nationale,

Visa le Certificat d'aptitude obtenu le devant la Faculté de
par M né à , département de le le Diplôme de
Conféré à M
Bachelier de l'Enseignement secondaire avec mention :
avec les droits et prérogatives qui y sont attachés.

Le Ministre de l'Éducation nationale,

Signé :

Fait à Paris, sous le sceau de l'Académie de l'Éducation nationale,

le

Pour expédition conforme et délivrance du diplôme :

Le Recteur de l'Académie de

Signature de l'imprimant :

N°



Diplôme délivré par échange avec le brevet de capacité colonial.

RÉPUBLIQUE

FRANÇAISE.

Diplôme de Bachelier de l'Enseignement secondaire

Le Ministre de l'Éducation nationale,

Vu le Certificat d'aptitude accordé le _____, par la Commission d'examen
de _____ à M. _____

né à _____ le _____

Vu l'approbation donnée à ce certificat par le Chef du Service de l'Instruction
publique de l'Asie Coloniale;

Vu l'avis de la Faculté des _____ de Paris,

Conferé à M. _____ le _____

Bachelier de l'Enseignement secondaire avec mention:

pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont attachés.

Le Ministre de l'Éducation nationale,

Signé: _____

Fait à Paris, sous la sceau du Ministère de l'Éducation nationale,

le _____

Signature de l'imprimant:

Pour expédition conforme et délivrance du diplôme:

Le _____

Le Recteur de l'Académie de Paris



I

LA LÉGISLATION DU BACCALAURÉAT DE 1808 A NOS JOURS ⁽¹⁾

I. — LES DÉBUTS (1808-1819)

Décret portant organisation de l'Université et du Baccalauréat

17 Mars 1808

TITRE III. — Des grades des Facultés et des moyens de les obtenir.

I. — DES GRADES EN GÉNÉRAL.

Art. 16. — Les grades dans chaque Faculté seront au nombre de trois, savoir: le baccalauréat, la licence et le doctorat.

Art. 17. — Les grades seront conférés par les Facultés à la suite d'examens et d'actes publics.

II. — DES GRADES DE LA FACULTÉ DES LETTRES.

Art. 19. — Pour être admis à subir l'examen du baccalauréat dans la Faculté des Lettres, il faudra: 1° être âgé au moins de seize ans; 2° répondre sur tout ce que l'on enseigne dans les hautes classes des Lycées.

III. — DES GRADES DE LA FACULTÉ DES SCIENCES MATHÉMATIQUES ET PHYSIQUES.

Art. 22. — On ne sera reçu bachelier dans la Faculté des Sciences qu'après avoir obtenu le même grade dans celle des Lettres. (2), et qu'en répondant sur l'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, l'algèbre et son application à la géométrie.

TITRE IV. — De l'ordre qui sera établi entre les membres de l'Université, des rangs et des titres attachés aux fonctions.

I. — DES RANGS PARMI LES FONCTIONNAIRES.

Art. 31. — 1° Les emplois de maîtres d'études et de pension ne pourront être occupés que par des individus qui auront obtenu le grade de bachelier dans la Faculté des Lettres.

(1) Le nombre des textes officiels relatifs au baccalauréat que nous avons pu colliger est de 1346. Nous publions, sous ce titre, ceux qui nous ont paru offrir le plus d'intérêt au point de vue de l'évolution du baccalauréat. D'autres textes, qu'on ne trouvera pas ici, ont été cités dans notre ouvrage.

(2) Le décret du 17 mars 1808 exigeant que l'on soit bachelier ès lettres pour être gradué dans une autre Faculté, les gradués dans les Facultés autres que celles des Lettres peuvent requérir comme tel le grade de bachelier ès lettres (Conseil, 22 septembre 1809).

2° Il faudra être bachelier dans les deux Facultés des Lettres et des Sciences pour devenir chef d'institution.

3° Les principaux et régens de Collège, les agrégés et professeurs des sixième et cinquième, des quatrième et troisième classes des Lycées, devront avoir le grade de bachelier dans les Facultés des Lettres ou des Sciences, suivant qu'ils enseigneront les langues ou les mathématiques.

Délibération du Conseil de l'Université concernant la formule des Diplômes

1^{er} Octobre 1808

Sur la proposition du Grand-Maitre, le Conseil adopte la formule de diplôme commune à chacun des divers grades des cinq Facultés.

Cette formule est ainsi conçue :

De l'autorité et au nom de Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la Confédération du Rhin;

Nous, de Fontanes (ses titres), Grand-Maitre de l'Université impériale.

Après avoir pris connaissance des examens légalement subis par

, né à , département d
, le devant la Faculté de , de l'Académie de
, pour l'obtention d

Vu également l'arrêté de réception délivré en conséquence de ces actes probatoires par MM. les professeurs de ladite Faculté, et visé par M. le Recteur de l'Académie, ainsi que les rapports favorables qui nous ont été présentés par les mêmes officiers sur les qualités, les mœurs et la conduite de l'aspirant au grade ci-dessus mentionné,

Adoptant et ratifiant lesdits actes aux termes des dispositions du décret impérial du 17 mars 1808;

Délivrons par ces présentes à M
le diplôme de en la Faculté de
de l'Académie de pour en jouir avec les droits et
prérogatives qui y sont attachés par les lois, décrets et réglemens,
tant dans l'ordre civil que dans l'ordre des fonctions de l'Université.

Donné en notre palais, et sous le sceau de l'Université, à Paris.

Le Chancelier de l'Université, *Le Grand-Maitre,*

Par le Grand-Maitre,
Le Conseiller ordinaire, Secrétaire général (1).

Statut concernant les examens dans les cinq Facultés

18 octobre 1808

TITRE II. — Des examens dans la Faculté des Lettres.

Art. 5. — Conformément à l'article 19 du décret du 17 mars 1808, il faudra pour être reçu bachelier dans la Faculté des Lettres, avoir seize

(1) Le Conseil, considérant que les personnes qui seront en droit de demander des diplômes, peuvent être divisées en trois classes différentes.

Savoir : 1° les instituteurs et maitres de pension qui exercent depuis dix ans
2° les personnes qui ont pris leurs grades dans les anciennes Facultés; 3° celles qui les prendront dans l'Université impériale.

Arrête qu'il sera fait mention dans le diplôme du titre auquel il sera accordé à l'impétrant (25 novembre 1808).

— Le Conseil décide que toute demande de diplôme devra d'abord être adressée à M. le Grand-Maitre qui, s'il juge la demande fondée, la renverra à M. le Chancelier avec ces mots : renvoyé au sceau; que M. le Chancelier, après avoir fait constater, par la section des affaires du sceau, que les pièces sont en règle, scellera et signera le diplôme, et l'adressera à la Trésorerie, pour l'acquittement des droits; que ces droits acquittés, le diplôme, au dos duquel devra être mis le reçu de M. le Trésorier, sera représenté à M. le Grand-Maitre, pour être signé par lui; qu'il sera ensuite contresigné par le Conseiller secrétaire général, et renvoyé au recteur de l'Académie dans laquelle le requérant aura subi les examens. (25 novembre 1808).

ans accomplis et répondre sur tout ce qu'on enseigne dans les hautes classes des Lycées.

Il faudra, de plus, produire un certificat des professeurs d'un Lycée visé par le Proviseur, et constatant une assiduité de deux ans.

Art. 6. — L'examen sera fait par trois membres de la Faculté des Lettres ou par ceux des agrégés qui seront leurs suppléants dans l'enseignement.

Il devra y avoir, au moins, deux professeurs en personne; cependant, l'un des deux pourra être remplacé par le proviseur ou par le censeur.

Art. 7. — Les examens, pour réception de bachelier, se feront dans les quinze derniers jours avant la clôture, ou dans les quinze premiers jours de la rentrée des classes.

Art. 8. — On ne pourra examiner plus de huit candidats à la fois. Chacun d'eux sera interrogé au moins pendant une demi-heure.

**Délivrance de diplômes par collation.
Dispense provisoire du certificat d'études.**

(Statut du 18 Octobre 1808)

Art. 21. — Les anciens gradués des Facultés des arts et de théologie et de la Faculté de Philosophie dans les Universités des pays réunis pourront recevoir, sans autre examen, le diplôme correspondant au grade qu'ils avaient.

Le degré de maître ès arts répond à celui de docteur ès lettres et ès sciences.

Art. 22. — Pendant l'année 1810, les deux ans d'études dans un Lycée ne seront pas de rigueur pour se présenter à l'examen de bachelier.

Pendant l'année 1811 on n'exigera qu'une année.

En 1812 les deux années seront exigibles.

Art. 23. — D'ici à 1812, les personnes âgées aujourd'hui de plus de vingt ans, pourront être reçues à l'examen pour le baccalauréat des lettres et sciences, sans apporter le certificat d'études demandé par l'article 5 ci-dessus. Elles pourront aussi passer immédiatement après à l'examen pour le grade de licencié. La même concession est applicable aux candidats en théologie.

Décret concernant les Droits de Sceau de l'Université.

(Le Conseil d'Etat entendu)

17 Février 1809

TITRE I. — Des droits relatifs aux grades.

Art. 7. — Lorsque le Grand-Maitre aura jugé à propos de faire recommencer l'examen d'un candidat admis par une Faculté, le second examen sera gratuit.

Art. 8. — Le candidat qui se représenterait après avoir été jugé, par une Faculté, n'être pas suffisamment instruit, payera de nouveau les frais d'examen.

Art. 9. — Les droits à payer dans les Facultés des Lettres et des Sciences sont fixés ainsi qu'il suit :

BACCALAURÉAT : Droits d'examen : 24 fr.

Droits de diplôme : 36 fr.

.....
Art. 13. — Les personnes que l'article 11 du décret du 17 décembre 1808 (1) met dans le cas d'obtenir les diplômes sans examen préalable, et qui auraient été graduées des anciennes Universités, ne payeront, comme les gradués eux-mêmes, que les droits de diplôme.

(1) Cf. Décret du 17 décembre 1808, art. 11 : « Toutefois tous les individus, qui ont exercé pendant dix ans des fonctions de l'Instruction publique, pourront recevoir du Grand-Maitre le diplôme du grade correspondant aux fonctions qu'ils remplissent, »

Celles de ces personnes qui n'auraient point été graduées dans les anciennes Universités, seront tenues, pour obtenir les diplômes correspondant à leurs grades, de payer les droits d'examen et ceux de diplôme.

Annexe

UNIVERSITÉ IMPÉRIALE

DIPLOME DE

Au nom de NAPOLÉON, Empereur des Français, Roi d'Italie et Protecteur de la Confédération du Rhin,

Nous, Louis de Fontanes, Grand-Maître de l'Université Impériale, comte de l'Empire,

Vu le certificat d'aptitude au grade de _____, accordé le _____ par les Doyens et Professeurs de la Faculté de _____, Académie de _____, au sieur _____, né à _____, département de _____ le _____

Vu l'approbation donnée à ce certificat par _____, Recteur de ladite Académie;

Ratifiant le susdit certificat;

Donnons par ces présentes au sieur _____ le diplôme de _____ pour en jouir avec les droits et prérogatives qui y sont attachés par les lois, décrets et règlements, tant dans l'ordre civil que dans l'ordre des fonctions de l'Université.

Donné au chef-lieu, sous le sceau de l'Université, à Paris le _____

Le Grand-Maitre,

Le Chancelier,

Par Son Excellence le Grand-Maitre,

Le Secrétaire général,

Délivré par nous, *Recteur de l'Académie de* _____

**Arrêté déterminant les Grades de l'Université
que peuvent réclamer les anciens gradués**

12 Mai 1809

Art. 1. — Le grade de maître ès arts correspond à ceux de bachelier ès sciences et ès lettres.

**Arrêté relatif à la collation du grade de bachelier ès lettres
aux élèves des Ecoles ecclésiastiques**

23 Juin 1809

Le Conseil de l'Université,

Vu l'article 1^{er} du décret du 9 avril 1809, portant que, pour être admis dans les séminaires, les élèves devront justifier qu'ils ont été reçus bacheliers dans la Faculté des Lettres;

Considérant que cette disposition ne peut être complètement exécutoire qu'à l'époque où les Facultés des Lettres de toutes les Académies seront en activité;

Voulant néanmoins accélérer autant qu'il lui est possible l'exécution d'une mesure également importante pour l'état ecclésiastique et pour l'Université; ayant égard d'ailleurs au désir manifesté par plusieurs évêques, de voir graduer dès à présent ceux des élèves de leurs Séminaires qui ont la capacité requise;

Voulant enfin donner aux Ecoles secondaires spécialement destinées à préparer les jeunes gens à l'état ecclésiastique une marque de l'intérêt qui lui est recommandé par l'article 4 du susdit décret,

Arrête ce qui suit:

Article premier. — Les élèves des Séminaires situés dans des Académies où il n'y a point encore de Faculté des Lettres organisée, ou ceux qui se présenteront pour y entrer, pourront, jusqu'à l'époque de cette organisation recevoir du Grand-Maitre le diplôme de bachelier ès lettres, sur un certificat d'aptitude signé par les professeurs desdits

Séminaires, visé par l'évêque diocésain, et portant que lesdits élèves ont fait preuve des connaissances requises pour ce grade par les règlements de l'Université.

Art. 2. — Les élèves examinés ainsi ne payeront que les droits de diplôme.

Art. 3. — Dans tous les temps, les institutions qui auront pour objet spécial de préparer les jeunes gens à l'état ecclésiastique pourront en prouvant qu'elles donnent une instruction suffisante, et après un rapport de la section des études, être assimilées aux Lycées en ce point, que leurs élèves pourront se présenter devant une Faculté des lettres pour y subir l'examen de baccalauréat, en rapportant un certificat de deux années d'études faites dans lesdites institutions.

Art. 4. — Sur la demande motivée de l'évêque, et sur le rapport de la section de comptabilité, il pourra être accordé à un certain nombre de séminaristes qui seront reçus bacheliers, la remise de tout ou partie des droits de diplôme.

Art. 5. — Sur la demande expresse et motivée de l'évêque, le Grand-Maître pourra autoriser un individu qui se destine à l'état ecclésiastique à se présenter devant une Faculté, pour y subir l'examen de baccalauréat, quelle que soit la source de son instruction.

**Arrêté qui détermine les grades auxquels ont droit
les membres des anciennes corporations enseignantes**

22 Août 1809

Le Conseil de l'Université

Arrête ce qui suit:

Tous les membres des anciennes Corporations enseignantes, dans les Ecoles où l'enseignement était complet, pourront, s'ils ont professé pendant dix ans, requérir les grades suivants, sans être soumis à aucune épreuve, en acquittant toutefois le droit d'examen et celui de diplôme, et à la charge par eux d'établir le fait de cet enseignement:

Les professeurs de sixième, cinquième et quatrième, le grade de bachelier ès lettres;

Les professeurs des établissements où l'enseignement était incomplet n'auront droit qu'au grade de bachelier.

Règlement sur l'enseignement dans les Lycées (Extrait).

19 Septembre 1809

Art. 24. — Les professeurs de premier ordre des Lycées, chefs-lieux d'Académie, sont professeurs de Faculté et en prendront le rang hors du Lycée; mais ils n'en seront pas moins subordonnés au proviseur dans l'intérieur de la maison (1).

Règlement particulier pour la Faculté des Sciences de Paris

10 Octobre 1809

TITRE II. — Inscriptions et examens.

Art. 36. — Lorsqu'il y a plusieurs élèves d'un Lycée qui demandent

(1) A Paris où les professeurs de mathématiques transcendantes des Lycées ne sont pas de droit membres de la Faculté des Sciences, comme dans les départements, ces professeurs seront adjoints à la Faculté, sans appointements, avec droit d'en porter la décoration et pourront être appelés aux examens (Conseil, 3 octobre 1809). Les professeurs de philosophie et de rhétorique des Lycées de Paris prendront rang après les professeurs adjoints des Facultés des Sciences ou des Lettres; ils auront le droit de porter la même décoration et la même robe, et ils pourront être appelés pour les examens dans ces Facultés (Conseil, 31 octobre 1809).

le baccalauréat à la fin de leurs études de Lycée, le proviseur en prévient le doyen et se consulte avec lui.

Art. 37. — Le Doyen fait le rôle des professeurs, et le dirige de manière que chaque professeur soit appelé à son tour, et qu'il y ait pour le baccalauréat au moins un professeur de chaque série, et, pour la licence au moins deux professeurs de la série où cette licence est demandée.

Statut sur les examens des Facultés des Lettres et des Sciences.

16 Février 1810

Inscriptions, examens et thèses.

.....

Art. 17. — En exécution de l'article 19 du décret du 17 mars 1808, les aspirants au baccalauréat dans la Faculté des Lettres seront interrogés sur les matières enseignées dans les classes de rhétorique et de philosophie.

Art. 18. — Pour être admis à l'examen, tout aspirant justifiera qu'il a fait une année de rhétorique et une année de philosophie, soit dans un Lycée, soit dans une Ecole où ce double enseignement aura été formellement autorisé.

Art. 19. — Si l'aspirant réside dans la ville où est établie la Faculté, il sera tenu de justifier qu'il a fait, à la Faculté, l'année de philosophie exigée par l'article précédent.

Il devra, en outre, avoir suivi l'un des autres cours de la même Faculté.

Art. 20. — Ceux qui n'auront point rempli les obligations imposées par l'article 18, ne pourront être admis à l'examen, qu'autant qu'ils auront fréquenté la Faculté pendant deux ans, et suivi, chaque année, deux cours au moins, dont un de philosophie.

Art. 21. — Les aspirants, âgés de seize ans accomplis à l'époque du 1^{er} janvier 1810, pourront, jusqu'au 1^{er} septembre 1812, se présenter à l'examen, sans avoir préalablement satisfait aux conditions ci-dessus prescrites.

Art. 22. — Les examens doivent être faits par trois examinateurs au moins. L'un d'entre eux sera nécessairement professeur de la Faculté.

Art. 23. — En exécution des articles 13 et 15 du décret du 17 mars 1808, les proviseurs et les censeurs des Lycées seront adjoints à la Faculté des Lettres ou à celle des Sciences; en cette qualité, ils pourront être examinateurs.

Art. 24. — Le Doyen dressera le rôle des examinateurs; il nommera ceux qui devront procéder à chaque examen; en cas de maladie ou d'absence, il pourra désigner un suppléant parmi les professeurs du lycée. Il est lui-même examinateur à son tour.

Art. 25. — Le Doyen fixe le jour de l'examen et des autres épreuves pour les aspirants aux grades.

Art. 26. — Les examens pour le baccalauréat se feront dans les quinze derniers jours de l'année classique du lycée, ou dans les quinze jours qui précéderont l'ouverture des cours de la Faculté.

Art. 27. — Il pourra être accordé des examens extraordinaires pendant le cours de l'année, mais seulement par le Grand-Maître.

Art. 28. — Chaque examen, pour tout grade, sera d'une demi-heure au moins, et de trois quarts d'heure au plus.

Art. 29. — Tous les examens sont publics.

Art. 30. — Après l'examen, les examinateurs se retireront pour délibérer: ils voteront ensuite sur chaque candidat au scrutin secret; et le Doyen, ou le plus ancien des examinateurs, proclamera les noms des candidats qui auront été reconnus admissibles.

N° 1
UNIVERSITÉ
DE FRANCE

Académie
de

FACULTÉ
DES LETTRES

*Certificat d'apti-
tude au grade
de bachelier,
conformément à
l'article 18 du
statut.*

Nous soussignés, docteurs ès lettres, doyen et professeurs de la Faculté des Lettres de l'Académie de , en exécution du décret du 17 mars 1808 et du statut de l'Université du 16 février 1810, sur les Faculté des Lettres et des Sciences;

Vu les certificats constatant que le sieur , né à , département de , le , a fait une année de rhétorique et une année de philosophie, au de , conformément ment à l'article 18 du statut;

Lui avons fait subir les examens requis par les décrets et statuts précités, et l'avons jugé digne d'obtenir le grade de bachelier.

En foi de quoi nous lui avons accordé le présent certificat d'aptitude audit grade.

Délivré par la Faculté des Lettres de l'Académie de , le

doyen, professeurs, secrétaire

Nous, , *Recteur de l'Académie de* après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite de l'aspirant, approuvons le présent certificat, qui sera de suite envoyé à son Exc. le Grand-Maitre à l'effet d'obtenir la ratification et le diplôme de bachelier.

N° 2
UNIVERSITÉ
DE FRANCE

Académie
de

FACULTÉ
DES LETTRES

*Certificat d'apti-
tude au grade
de bachelier,
conformément à
l'article 20 du
statut.*

Nous soussignés, docteurs ès lettres, doyen et professeurs de la Faculté des Lettres de l'Académie de , en exécution du décret du 17 mars 1808 et du statut de l'Université du 16 février 1810, sur les Facultés des Lettres et des Sciences;

Vu les certificats constatant que le sieur , né à , département de , le , a fait une année de rhétorique au de

Vu le relevé du registre des inscriptions fait par le secrétaire de constatant que ledit sieur a pris huit inscriptions dans ladite Faculté;

Vu enfin les certificats d'assiduité aux cours, délivrés par M. le Doyen, d'après les listes d'appel remises par les professeurs de philosophie et de

Le tout conformément à l'article 19 du statut, dont les dispositions sont applicables à l'aspirant;

Lui avons fait subir les examens requis par les décret et statut précités, et l'avons jugé digne d'obtenir le grade de bachelier.

En foi de quoi lui avons accordé le présent certificat d'aptitude audit grade.

Délivré par la Faculté des Lettres de l'Académie de *doyen professeur secrétaire*

Nous , *Recteur de l'Académie de* , après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite de l'aspirant, approuvons le présent certificat qui sera de suite envoyé à son Exc. le Grand-Maitre, à l'effet d'obtenir la ratification et le diplôme de bachelier.

N° 3
UNIVERSITÉ
DE FRANCE

Académie
de

FACULTÉ
DES LETTRES

*Certificat d'apti-
tude au grade
de bachelier,
conformément à
l'article 21 du
statut.*

Nous soussignés, docteurs ès lettres, doyen et professeurs de la Faculté des Lettres de l'Académie de , en exécution du décret du 17 mars 1808 et du statut de l'Université du 16 février 1810, sur les Facultés des Lettres et des Sciences;

Vu le relevé du registre des inscriptions fait par le secrétaire de , constatant que le sieur , né à , département de , le , a pris seize inscriptions dans ladite Faculté;

Vu les certificats d'assiduité aux cours délivrés par M. le Doyen, d'après les listes d'appel remises par les professeurs de

Le tout conformément à l'article 20 du statut, dont les dispositions sont applicables à l'aspirant.

Lui avons fait subir les examens requis par les décret et statut précité, et l'avons jugé digne d'obtenir le grade de bachelier.

En foi de quoi, lui avons accordé le présent certificat d'aptitude audit grade.

Délivré par la Faculté des Lettres de l'Académie de , le

doyen professeurs secrétaire

Nous , Recteur de l'Académie de , après nous être assuré de la capacité et la bonne conduite de l'aspirant approuvons le présent certificat, qui sera de suite envoyé à son Exc. le Grand-Maitre, à l'effet d'obtenir la ratification et le diplôme de bachelier.

N° 4
UNIVERSITÉ
DE FRANCE

Académie
de

FACULTÉ
DES LETTRES

*Certificat d'apti-
tude au grade
de bachelier,
conformément à
l'article 60 du
statut.*

Nous soussignés, docteurs ès lettres, doyen et professeurs de la Faculté des Lettres de l'Académie de , en exécution du décret du 17 mars 1808 et du statut de l'Université du 16 février 1810, sur les Facultés des Lettres et des Sciences;

Vu l'acte de naissance du sieur , né à , département de , le , constatant que ledit sieur avait seize ans accomplis au 1^{er} janvier 1810 et qu'en conséquence il se trouve dans le cas de profiter des dispositions de l'article 21 du statut;

Lui avons fait subir les examens requis par les décret et statut précités, et l'avons jugé digne d'obtenir le grade de bachelier.

En foi de quoi lui avons accordé le présent certificat d'aptitude audit grade.

Délivré par la Faculté des Lettres de l'Académie de , le

doyen professeurs secrétaire

Nous , Recteur de l'Académie de , après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite de l'aspirant, approuvons le présent certificat, qui sera de suite envoyé à son Exc. le Grand-Maitre, à l'effet d'obtenir la ratification et le diplôme de bachelier.

N° 5
UNIVERSITÉ
DE FRANCE

Académie
de

FACULTÉ
DES LETTRES

Certificat d'apti-
tude au grade
de bachelier,
conformément à
l'article 19 du
statut.

Nous soussignés, docteurs ès lettres, doyen et profes-
seurs de la Faculté des Lettres de l'Académie de Paris,
en exécution du décret du 17 mars 1808, et du statut de
l'Université du 16 février 1810, sur les Facultés des
Lettres et des Sciences;

Vu les certificats constatant que le sieur
né à , département de , le
a fait une année de rhétorique et une année de philo-
sophie au lycée , conformément à l'ar-
ticle 60 du statut;

Lui avons fait subir les examens requis par les dé-
cret et statut précités, et l'avons jugé digne d'obtenir
le grade de bachelier.

En foi de quoi lui avons accordé le présent certi-
ficat d'aptitude audit grade.

Délivré par la Faculté des Lettres de l'Académie
de

Paris, le
doyen professeurs secrétaire

Statut sur la préparation du Baccalauréat à l'Ecole Normale

30 Mars 1810

§ 4. — DES RÉPÉTITEURS.

Art. 9. — Il y a des répétiteurs destinés:

Les uns, à préparer les élèves au baccalauréat;

Les autres, à répéter les leçons des professeurs des Facultés et à diri-
ger les conférences.

Art. 51. — Tous les aspirants au baccalauréat des sciences indistincte-
ment, suivent, dans la première année, le cours de physique générale
et expérimentale.

Art. 54. — Les aspirants au baccalauréat des lettres prennent leurs
inscriptions sous trois professeurs de la Faculté des Lettres, qui leur
sont désignés par le conseiller chef de l'école.

Instruction pour l'exécution du Statut du 16 février 1810 sur les Facultés des Sciences et des Lettres.

5 Avril 1810

Au 1^{er} août commenceront les examens. Les aspirants au doctorat
subiront les premiers leurs épreuves; viendront ensuite les aspirants au
grade de licencié; les candidats pour le baccalauréat seront examinés
les derniers.

Les professeurs n'entreront en vacances que lorsque tous les exa-
mens seront terminés, ou que le doyen aura arrêté la liste des aspirants
au baccalauréat, qui, aux termes de l'article 26, devront être examinés
dans les quinze jours qui précéderont l'ouverture des cours de la Fa-
culté.

A mesure que les aspirants aux grades seront examinés, vous
m'adresserez, pour ceux dont la capacité aura été reconnue, des certifi-
cats d'aptitude revêtus de votre visa.

Vous assisterez, Monsieur le Recteur, le plus souvent qu'il vous sera
possible, aux examens et réceptions: c'est le vœu de l'article 96 du
décret du 17 mars 1808. Votre présence donnera aux actes plus d'im-
portance et de solennité. Il est essentiel d'ailleurs que vous dirigiez ces
exercices, surtout dans les premiers temps, et que vous vous assuriez par
vous-même de l'instruction des récipiendaires.

Arrêté dispensant des frais d'examens les élèves qui ont remporté le prix d'honneur aux concours des Lycées de Paris.

17 Mai 1810

Le Grand-Maitre

Arrête ce qui suit :

Article premier. — L'élève qui aura remporté le prix d'honneur au concours ouvert entre les quatre lycées de Paris sera exempt des frais d'études dans toutes les Facultés dont il suivra les cours.

Cette exemption comprend les frais d'inscription, d'examen et de thèse.

Statut relatif aux droits d'examens et aux droits de présence aux examens

14 Septembre 1810

.....
Art. 6. — Les recettes consistent en droits d'inscriptions, droits d'avance et droits de diplôme tels qu'ils sont déterminés par le décret du 17 février 1809. Ces droits sont acquittés d'avance.

Art. 16. — Lorsque les recettes d'une Faculté excéderont les dépenses énoncées dans l'article 14, il sera alloué sur cet excédent les droits de présence aux examens et actes publics: ces droits seront déterminés par le Conseil de l'Université, sur la proposition du Grand-Maitre après la reddition des comptes.

Arrêté relatif aux séminaristes qui doivent être pourvus du grade de Bachelier ès Lettres.

23 Novembre 1810

Le Conseil de l'Université,

Vu l'article 1^{er} du décret du 9 avril 1809, et la délibération du Conseil de l'Université en date du 23 juin, qui porte que les certificats d'aptitude ne pourront être délivrés aux jeunes séminaristes par les professeurs de séminaires, que jusqu'à l'époque où les Facultés des Lettres entrèrent en activité;

Après avoir entendu le rapport de la section de l'état et du perfectionnement des études,

Arrête provisoirement ce qui suit:

Article premier. — Les élèves des Ecoles secondaires ecclésiastiques situées dans les villes où se trouve une Faculté des Lettres en activité, se présenteront devant cette Faculté pour y subir l'examen du baccalauréat.

Art. 2. — Les élèves des Ecoles secondaires ecclésiastiques situées à proximité des villes où une Faculté des Lettres donnera ses cours, seront soumis à la même obligation.

Art. 3. — Lorsque ces établissements seront éloignés de la ville où siège la Faculté des Lettres, un inspecteur d'Académie en tournée, ou un autre officier de l'Université désigné à cet effet par le Recteur, se transportera au grand séminaire pour examiner les candidats; il s'adjoindra, pour cet examen, ceux des professeurs qu'il jugera convenable et revêlera de sa signature le certificat d'aptitude. (Il a été sursis en faveur des élèves ecclésiastiques à l'obligation de se pourvoir du baccalauréat dans les Facultés des Lettres par une ordonnance du 27 septembre 1814.)

Arrêté relatif aux exemptions des droits d'examen et de diplôme en faveur des aspirants à l'état ecclésiastique

28 Octobre 1811

Le Conseil de l'Université,

Après avoir entendu les sections réunies de l'état et du perfectionnement des études et de la comptabilité,

Arrête ce qui suit:

Article premier. — Il n'y aura lieu désormais à exemption des

droits d'examen et de diplôme de grades, qu'en faveur des aspirants à l'état ecclésiastique dont l'indigence aura été constatée par le certificat du maire de leurs communes respectives, et sur l'avis motivé du Recteur.

Art. 2. — Il sera exprimé dans le diplôme de bachelier ès lettres donné à ces aspirants qu'il a été délivré en conformité du présent arrêté (1).

Décret concernant le certificat d'études

15 Novembre 1811

.....
Art. 23. — Les étudiants qui se présenteront pour prendre des grades dans les lettres ou les sciences seront tenus de représenter le certificat d'études dans une école de la même ville, à moins qu'ils ne prouvent avoir été élevés par un instituteur, par leur père, oncle ou frère.

Statut sur la composition des Juries d'examens

7 Août 1812

Le Conseil de l'Université,

Voulant régler d'une manière stable la composition des deux Facultés des sciences et des lettres de l'Académie de Paris,

Arrête ce qui suit :

.....
Art. 6. — Néanmoins, lorsque les professeurs composant la Faculté, et les professeurs de première classe des Lycées, ne pourront suffire aux examens des candidats pour les grades, la Faculté pourra autoriser le doyen à rappeler tel ou tel suppléant qui sera jugé nécessaire.

Art. 7. — En ce cas, le suppléant touchera les mêmes droits que les titulaires pour les examens auxquels il aura pris part.

Statut sur les droits de présence dans les Facultés des Lettres et des Sciences de Paris.

7 Août 1812

Le Conseil de l'Université

Arrête ce qui suit :

(1) Aux Archevêques et Evêques :

Monseigneur, le Conseil de l'Université a décidé, le 28 octobre dernier, qu'il pourrait être accordé des exemptions d'examen et de droit de diplôme, pour le grade de bachelier ès lettres, aux élèves qui se destinent à l'état ecclésiastique, lorsque l'indigence de ces élèves aura été constatée.

La décision porte que les élèves qui réclameront cette faveur devront justifier de leur indigence par un certificat du maire de leurs communes respectives, et que l'exemption ne sera prononcée que sur l'avis motivé du Recteur.

Toutes les demandes de cette nature devront donc être adressées au Recteur, et l'on doit y joindre, outre le certificat du maire, un certificat signé par vous, constatant que l'élève se destine à l'état ecclésiastique.

Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien donner des ordres pour que ces différentes formalités soient remplies sans délai par les élèves indigents admis dans votre séminaire diocésain depuis le 9 avril 1809.

Je dois en même temps rappeler à votre souvenir qu'aucun élève ne peut maintenant être admis dans votre séminaire sans avoir justifié qu'il a reçu le grade de bachelier dans la Faculté des Lettres. La décision que j'ai l'honneur de vous faire connaître lève toutes les difficultés qui pourraient encore exister à cet égard.

En général, Monseigneur, les droits de diplôme doivent être acquittés sans exception, par tous les gradués des diverses Facultés; mais l'Université impériale qui n'ignore pas tous les sacrifices que vous faites pour soutenir un grand nombre de séminaristes pendant le cours de leurs études, a voulu concourir au succès de vos vues charitables, en dispensant de ces droits les élèves qui se destinent à l'état ecclésiastique. Cette faveur n'est accordée qu'aux seuls séminaristes, et elle cesserait d'avoir lieu, s'ils embrassaient une autre carrière que celle du ministère.

Il sera exprimé, en conséquence, dans les diplômes délivrés gratuitement, qu'ils ne peuvent servir que pour être admis au séminaire du diocèse et prendre des grades dans la Faculté de théologie. (Circulaire du 30 décembre 1811.)

Article premier. — Le droit de présence aux examens, dans les Facultés des Sciences et des Lettres de l'Académie de Paris, est fixé à cinq francs pour chaque examinateur.

Art. 2. — Le Doyen prendra part aux examens à son tour.

Art. 3. — Les droits de présence seront prélevés par la Faculté sur les droits d'examen des candidats.

Art. 4. — Le secrétaire percevra, pour chaque examen, un droit de trois francs. Il pourra de plus obtenir, chaque année, sur la proposition de la Faculté et de l'ordre du Grand-Maitre, une gratification qui sera prise sur les recettes éventuelles de la Faculté.

Art. 5. — La caisse de l'Université rétablira, dans celle de la Faculté, les droits de présence dus pour les examens faits précédemment.

Art. 6. — L'appariteur recevra de chaque récipiendaire, pour le loyer de robe, deux francs.

Arrêté qui détermine les conditions nécessaires pour être admis au grade de Bachelier ès lettres

26 Novembre 1812

Le Grand-Maitre de l'Université,

Vu l'article 23 du décret du 15 novembre 1811, sur les conditions exigées pour obtenir les grades dans les Facultés des Lettres et des Sciences,

Après avoir pris l'avis du Conseil de l'Université,

Arrête ce qui suit:

1° Pour être admis aux examens à l'effet d'obtenir le grade de bachelier ès lettres il suffira de produire un certificat qui constate que l'aspirant a fait ses études dans une Ecole publique autorisée par l'Université, ou qu'il a été élevé par un instituteur, par son père, oncle ou frère.

2° Les professeurs chargés des examens maintiendront avec soin l'exécution de l'article 17 du statut du 16 février 1810, qui détermine les matières sur lesquelles doivent être interrogés les aspirants au baccalauréat.

Arrêté approuvant la décision par laquelle une Faculté a refusé de délivrer un certificat d'inscription à un élève ajourné pour un nouvel examen.

1^{er} Octobre 1813

Le Conseil de l'Université, qui, sur le renvoi ordonné par S. Exc. le Grand-Maitre, a entendu le rapport, fait au nom des sections réunies des études et de l'administration des Ecoles, sur la question de savoir si la Faculté de droit de Groningue a été fondée à refuser le certificat d'inscription à un élève renvoyé à subir un nouvel examen pour le grade de licencié, certificat avec lequel il pourrait se présenter devant une autre Faculté, espérant y trouver plus d'indulgence.

Considérant que le refus fait par la Faculté de Groningue de délivrer le certificat d'inscription dans le cas dont il s'agit est fondé en raison, et sur la disposition même de la loi;

Qu'en effet l'article 54 du décret du 4^e jour complémentaire an XII (21 septembre 1804) concernant l'organisation des Ecoles de Droit, porte que, dans tous les examens, si les aspirants ne sont pas trouvés capables, il leur sera accordé un délai pour en subir de nouveaux; d'où il résulte que la Faculté devant laquelle l'élève s'est présenté est saisie du jugement de sa capacité pour l'acte dont il s'agit; que c'est devant la même Faculté qui donne le délai qu'il est ajourné à reparaitre, et que ce n'est qu'une continuation de l'examen pour lequel l'élève s'est soumis au jugement de la Faculté qui l'ajourne; que lorsqu'un élève ainsi ajourné, au lieu de se représenter, sollicite la délivrance du certificat d'inscription, c'est

évidemment pour en faire usage dans une autre Faculté qu'il se flatte de trouver moins exigeante et pour échapper à la sévérité des premiers examinateurs;

Que cette espèce de déclinaoire, s'il était toléré, pourrait donner lieu à des abus;

Considérant qu'il est encore possible qu'un élève se fasse délivrer son certificat d'inscriptions avant de se présenter aux examens, et se mette par là en état d'user de ce certificat après l'événement de l'examen :

Considérant que les motifs de la présente décision sont applicables à toutes les Facultés et qu'il importe de mettre cette règle en vigueur,

Arrête ce qui suit :

Article premier. — La décision de la Faculté de droit de Groningue est approuvée;

Art. 2. — La même règle sera observée dans toutes les Facultés;

Art. 3. — A cet effet, S. Exc. le Grand-Maitre adressera le présent arrêté à tous les Recteurs, qui en donneront connaissance aux Facultés;

Art. 4. — Lorsqu'une Faculté aura renvoyé un élève à un nouvel examen, elle en informera le Recteur, qui en instruira le Grand-Maitre, et il en sera tenu note au bureau des Facultés.

Ordonnance relative aux candidats des écoles ecclésiastiques

5 Octobre 1814

.....

Art. 5. — Les élèves qui auront terminé leurs cours d'études pourront se présenter à l'examen de l'Université pour obtenir le grade de bachelier ès lettres. Ce grade leur sera conféré gratuitement (1).

Ordonnance relative aux Jurys du Baccalauréat

17 Février 1815

.....

Art. 32. — Dans les Universités où nous n'aurions pas encore établi une Faculté des Sciences et des Lettres, le grade bachelier ès lettres pourra être conféré, après les examens prescrits, par les proviseur, préfet des études, professeurs de philosophie et de rhétorique du Collège royal du chef-lieu. Le préfet des études remplira les fonctions de doyen; il signera les diplômes, et prendra séance au Conseil de l'Université après le proviseur.

Décision qui impose aux étudiants en médecine l'obligation de présenter le diplôme de Bachelier ès lettres pour être admis au premier examen.

14 Octobre 1815

La Commission décide que, pour être admis à subir le premier examen en médecine, les étudiants sont tenus de présenter le diplôme de bachelier ès lettres. Quant aux étudiants qui ont subi le premier examen, ils seront considérés comme ayant satisfait aux conditions exigées par l'article 26 du décret du 17 mars 1808.

(1) La Commission décide que les diplômes de bachelier ès lettres devront être délivrés gratuitement aux élèves des séminaires. (2 septembre 1815.)

Cette disposition a été étendue aux élèves des séminaires protestants, par une décision en date du 1^{er} février 1816, ainsi conçue :

La Commission décide que les élèves des séminaires protestants pourront prendre gratuitement le grade de bachelier ès lettres, comme les élèves des séminaires catholiques.

Arrêté (1) portant suppression de plusieurs Facultés des Sciences et des Lettres et créant les Commissions d'examens

31 Octobre 1815

La Commission de l'Instruction publique,
Décide

.....
Dans les Académies qui n'ont point eu de Faculté des Lettres, et dans celles où la Faculté des Lettres est supprimée par le présent arrêté, les candidats au grade de bachelier ès lettres pourront être examinés dans les formes prescrites par les réglemens et statuts relatifs aux Fa-

(1) Cet arrêté, d'abord suspendu par le Ministre de l'Intérieur, fut définitivement confirmé par une ordonnance du 18 janvier 1816.

Le Ministre motivait ainsi sa décision: Cette mesure est fondée sur deux puissants motifs, le peu d'utilité des établissemens, et la pénurie où se trouvent les finances de l'Instruction publique, mais il ne pense pas que cette suppression ait pu être faite par un simple arrêté de la Commission: 1° Ces Facultés ont été créées par le décret du 17 mars; il est vrai que le Grand-Maitre et le Conseil de l'Université les ont organisées, mais ils n'avaient pas le droit, non plus que la Commission qui leur a succédé, de les supprimer; 2° l'ordonnance du 15 août 1815 surseoit à toute innovation importante dans l'Instruction publique. La Commission, avant de se décider à supprimer un aussi grand nombre d'établissements auxquels l'existence de plusieurs hommes recommandables est attachée, devait donc proposer au Ministre un projet de loi et d'ordonnance.

La Commission justifia la mesure qu'elle avait prise par les raisons suivantes:

Le décret du 17 mars 1808 porte, il est vrai, qu'il sera établi une Faculté des Sciences et une Faculté des Lettres près du Lycée de chaque chef-lieu d'Académie; mais il ne paraît pas que l'intention du législateur ait été de faire de ces Facultés des corps enseignant distincts et entièrement séparés des lycées, puisque l'article 139 du même décret n'alloue qu'une somme de 5 à 10,000 francs pour leur entretien; il paraît au contraire qu'il ne s'agissait que de confier à quelques professeurs de Lycées le droit d'examiner et de conférer les grades.

Le décret, dans ce sens, n'a même pas été exécuté partout: il n'a été érigé que huit ou dix Facultés des Sciences et quelques Académies n'ont point eu de Facultés des Lettres.

Ainsi le Conseil de l'Université, et quelquefois le Grand-Maitre seul ont été constamment juges des convenances qui prescrivaient, soit d'établir, soit d'ajourner l'établissement des Facultés des Lettres et des Sciences dans les chefs-lieux d'Académie. Eux seuls ont fixé les traitemens des professeurs, et ont mis, dans l'organisation de ces établissemens, une espèce de luxe que les circonstances permettaient alors et qu'elles interdisent aujourd'hui. Leurs efforts pour attirer des élèves à ces chaires, presque généralement abandonnées dès le commencement ont été vains. Un statut prescrivait de suivre certains cours pour obtenir le grade de bachelier ès lettres, et ce statut fut cassé par le chef du Gouvernement; preuve nouvelle que le législateur ne voulait pas que l'enseignement des Facultés fut séparé de celui des Lycées. Ces sortes de chaires furent donc en général des espèces de bénéfices destinés à exciter l'émulation des professeurs ou à récompenser leurs anciens services, avantage auquel on est forcé de renoncer lorsqu'à peine on peut soutenir les établissemens actifs et nécessaires.

Il y a deux points de vue sous lesquels l'arrêté de la Commission peut être considéré: 1° le régime de l'ordonnance du 17 février 1815, d'après laquelle Sa Majesté se réserve (article 28) de régler le nombre et la composition des Facultés, et statue (article 32) que, dans les Universités où elle n'en aurait point établi, le grade de bachelier ès lettres pourra être conféré par les proviseurs, préfet des études et professeurs de premier ordre; 2° le régime de l'ordonnance du 15 août 1815 qui attribue à la Commission les pouvoirs du Grand-Maitre et du Conseil de l'Université; dans le premier cas, la Commission n'a fait qu'exécuter l'article 32 de l'ordonnance du 17 février, dans le second, elle a fait ce qu'auraient fait le Grand-Maitre et le Conseil de l'Université qui étaient sur le point d'opérer cette réforme lorsqu'ils furent eux-mêmes supprimés. Elle est revenue au vrai sens du décret du 17 mars expliqué par celui du 15 novembre 1811; elle n'a fait, enfin, que retrancher une superfétation que les décrets ne demandaient pas, et qui n'était l'ouvrage que des autorités qu'elle remplace. Dans l'un et l'autre cas, elle se croit en règle puisque d'un côté le Roi n'a encore érigé aucune Faculté des Sciences et des Lettres, et que de l'autre le chef du Gouvernement n'en avait point érigé non plus. L'article 1^{er} du décret du 17 mars, qui en exigeait dans toutes les Académies n'était pas exécuté, et il ne voulait pas qu'il le fût; les créations partielles de chaque Faculté ne lui avaient pas été notifiées, ces créations n'étaient donc que des actes particuliers du Conseil de l'Université et quelquefois du Grand-Maitre seul, actes que la Commission avait indubitablement le pouvoir de révoquer. (Procès-verbaux, séance du 24 novembre 1815.)

cultés des Lettres, par une Commission composée du proviseur, du censeur, du professeur de philosophie et du professeur de rhétorique du Collège Royal du chef-lieu, et de ceux des autres professeurs dudit collège royal qui auraient appartenu à la Faculté des Lettres de la même Académie (1).

Le proviseur du Collège royal fera les fonctions du Doyen.

Le Recteur de l'Académie exercera près de la Commission les fonctions qui lui sont attribuées près des Facultés.

Les droits d'examen seront partagés par égales portions entre les examinateurs présents.

Décision relative aux duplicata de diplômes

4 Novembre 1815

La commission décide que les gradués, dans toutes les Facultés, qui perdront leurs diplômes, ne pourront en obtenir de nouveaux qu'en payant la somme de cinq francs.

Arrêté relatif aux droits à accorder aux Commissions d'examen pour le grade de Bachelier ès lettres

16 Novembre 1815

La commission de l'Instruction Publique arrête ce qui suit :

Article premier. — L'Administration de l'Instruction publique abandonne aux examinateurs la totalité des droits d'examen.

Art. 2. — Les examinateurs nommeront parmi eux un secrétaire, lequel percevra, en sus de son droit de présence, la somme de trois francs par examen. Le secrétaire sera chargé de tous les frais (2).

Arrêté qui fixe le droit de présence aux examens et actes publics dans les Facultés de Théologie, des Sciences et des Lettres, autres que celles de Paris.

5 Août 1817

La Commission de l'Instruction publique,

Vu le statut arrêté par le Conseil de l'Université le 14 septembre 1810, notamment les articles 5, 16 et 17;

Considérant qu'aucune disposition n'a fixé jusqu'à ce jour les droits qui doivent appartenir aux professeurs pour leur présence aux examens et actes publics dans les Facultés de Théologie, des Sciences et des Lettres, autres que celles de Paris;

Arrête ce qui suit :

Article premier. — Le droit de présence aux examens dans les Facultés des Sciences et des Lettres est fixé à cinq francs pour chaque examinateur;

Art. 2. — Le Doyen prendra part, à son tour, aux examens.

Art. 3. — Le secrétaire, outre le droit de présence qui lui est dû pour les examens et actes publics auxquels il assiste comme professeur, recevra toujours un demi-droit de présence comme secrétaire.

Art. 4. — Les droits de présence des Facultés de Théologie seront partagés par portions égales entre les trois examinateurs et le secrétaire.

Art. 5. — A partir du 1^{er} octobre 1817, les droits de présence seront prélevés par les Facultés sur les droits d'examen des candidats.

Art. 6. — Les comptes des sommes qui seront dues aux Facultés jusqu'à cette époque, à partir du 1^{er} septembre 1815, seront réglés immédiatement et d'après les bases posées par les articles ci-dessus.

(1) La Commission décide que trois professeurs sur quatre composant cette Commission, suffisent pour faire les examens (25 mai 1816).

(2) Le traitement de l'appariteur doit être prélevé sur le produit des examens, avant d'en faire la répartition entre les professeurs. Les Commissions sont dispensées de faire le prélèvement du dixième pour le compte de l'Instruction publique.

Ari. 7. — Quant aux comptes des sommes qui peuvent être dues pour le même objet antérieurement au 1^{er} septembre 1815, il y sera statué ultérieurement.

Arrêté qui règle les conditions requises pour être admis à l'examen du Baccalauréat dans les Facultés des Lettres.

26 Septembre 1818

La Commission de l'Instruction publique,
Vu l'article 19 du décret du 17 mars 1808, et l'article 23 du décret du 15 novembre 1811;

Vu les articles 17, 18, 19 et 20 du statut du 16 février 1810;

Vu l'arrêté du Grand-Maitre de l'Université, en date du 26 novembre 1812;

Voulant régler sur des bases uniformes les conditions requises pour être admis à l'examen du baccalauréat dans les Facultés des Lettres,

Arrête ce qui suit:

Les jeunes gens qui se présenteront à l'examen du baccalauréat, seront tenus de produire un certificat qui constate qu'ils ont fait leur rhétorique et leur philosophie dans une école où ce double enseignement a été autorisé par l'Université, ou de rapporter la preuve qu'ils ont été élevés par un instituteur, ou par leur père, oncle ou frère.

II. — LA CHARTE DU BACCALAURÉAT (1820-1839)

Ordonnance rendant obligatoire le grade de Bachelier pour être inscrit dans les Facultés de Droit et de Médecine

5 Juillet 1820

.....
Article premier. — A compter du 1^{er} janvier 1821, nul ne pourra être admis à prendre sa première inscription dans les Facultés de Droit et de Médecine, s'il n'a obtenu le grade de bachelier ès lettres.

Art. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1822, nul ne sera admis à l'examen requis pour le grade de bachelier ès lettres, s'il n'a suivi, au moins pendant un an, un cours de philosophie dans un collège royal ou communal, ou dans une institution où cet enseignement est autorisé.

Art. 3. — A compter du 1^{er} janvier 1823, nul ne sera admis audit examen s'il n'a suivi, au moins pendant un an, un cours de rhétorique, et, pendant une autre année, un cours de philosophie, dans l'un desdits Collèges ou institutions.

Art. 4. — A compter du 1^{er} janvier 1823, nul ne sera admis à s'inscrire dans les Facultés de médecine, s'il n'a obtenu le grade de bachelier ès sciences. D'ici à cette époque, l'instruction requise pour ce grade, ainsi que pour les grades supérieurs de la Faculté des Sciences, sera réglée de nouveau, et de manière que le grade de bachelier n'exige de ceux qui se destinent à la médecine que les connaissances scientifiques qui leur seront nécessaires.

Circulaire relative à l'ordonnance du Roi du 5 Juillet 1820

19 Juillet 1820

Vous observerez que l'article qui veut qu'à compter du 1^{er} janvier 1821, on soit bachelier ès lettres avant d'être admis à se faire inscrire dans les Facultés de Droit et de Médecine, n'empêche nullement que, pour les inscriptions à prendre d'ici à cette époque, on n'observe les articles 8 et 9 de l'arrêté de la Commission, du 13 octobre 1819, qui ont été rendus applicables aux Facultés des départements par un arrêté du 20 du même mois.

A dater du 1^{er} janvier 1821, ces deux articles deviendront inutiles puisque l'obligation d'être bachelier suppose qu'on a fait les études né-

cessaires pour obtenir ce grade, et par conséquent, qu'on ne les fait plus; vous n'en aurez pas moins à tenir sévèrement la main à ce que les étudiants des Facultés ne s'introduisent, sous aucun prétexte, comme externes, aux leçons des collèges.

Vous savez que depuis longtemps, et surtout depuis le décret du 15 novembre 1811, il y avait de l'embarras sur les études préalables requises pour être admis à l'examen de bachelier, et sur les Ecoles où ces études devaient avoir été faites. La sagesse du Roi y a mis fin d'une manière conforme aux désirs de l'Université. L'instruction prétendue domestique, celle des Ecoles qui n'appartiennent point à l'Université, ne seront plus prises en considération; il n'y aura plus lieu à présenter ces certificats de parents qui portaient si souvent eux-mêmes les preuves de leur fausseté. Mais Sa Majesté a jugé convenable d'accorder un délai raisonnable pour arriver à l'observation définitive de la règle qu'elle prescrit. Le cours de philosophie n'est exigible qu'en 1822, et l'on aura toute l'année 1821 pour le faire dans l'une des Ecoles indiquées par l'ordonnance. Le cours de rhétorique n'est exigible qu'en 1823, on peut le faire également pendant cette année 1821, et l'on aura 1822 pour celui de philosophie. Dans l'intervalle, vous vous en tiendrez, par rapport au grade de bachelier, à ce qu'exigent les décrets précédents et les arrêtés du Grand-Maitre, où ceux de la Commission, nommément celui du 26 septembre 1818, qui règle actuellement cette matière. La nouvelle ordonnance ne dérogeant point aux dispositions de celle du 5 octobre 1814, en faveur des élèves des Ecoles secondaires ecclésiastiques, qui, au moment d'entrer dans les grands séminaires, désireront recevoir le grade de bachelier, il n'y a pas lieu de les priver des avantages que ces dispositions leur accordent. Ainsi l'on continuera de les admettre à l'examen, et de leur conférer le grade sans frais, lorsqu'ils seront trouvés capables.

L'article 4 de la nouvelle ordonnance, qui exige, à dater du 1^{er} janvier 1823, le baccalauréat ès sciences pour les étudiants en médecine, sera également favorable au progrès des sciences et à ceux de l'art de guérir. La Commission va s'occuper incessamment du nouveau règlement que cet article demande, après avoir consulté à cet effet des médecins et des savants dignes de confiance. Vous devez voir dans toutes ces dispositions, Monsieur le Recteur, avec quelle sollicitude le Roi daigne s'occuper de ce qui peut donner à l'Instruction publique de l'étendue et de l'éclat, et développer les germes féconds que recèle l'organisation de l'Université.

Nous devons y répondre par notre attention à veiller sur les jeunes gens qui nous sont confiés, et à leur inspirer de bons sentiments, l'amour de l'ordre, l'attachement au Roi, et le respect pour les lois qui nous sont données. Nous espérons que vous et vos collaborateurs redoublez d'efforts pour parvenir à ce but; cependant, si des jeunes gens légers ou malheureusement nés résistaient encore aux conseils de leurs maîtres; surtout si quelques-uns d'entre eux étaient assez pervers pour chercher à corrompre et à soulever leurs camarades, il serait nécessaire de prendre contre eux des mesures de répression et même de débarrasser les Ecoles de ceux dont la présence y porterait le trouble; c'est à quoi le reste de l'ordonnance pourvoit. Au moyen de simples punitions de discipline, de punition dont le moindre maître de pension, le chef du plus petit Collège a le droit d'user envers ses élèves, le Roi donne aujourd'hui aux Facultés et aux Conseils Académiques tout ce qui leur est nécessaire pour maintenir le bon ordre parmi leurs étudiants. Dès lors, les Facultés et les Conseils académiques deviennent quelquefois responsables de tous les troubles dont ils n'auront pas promptement réprimé les premiers symptômes. Il y a plus; les mœurs mêmes de leurs élèves tombent à certains égards sous leur surveillance; il leur appartient du moins de punir tout ce qui, dans la conduite de ces jeunes gens, porterait le caractère d'un scandale public, quand même ce scandale n'aurait aucun rapport avec les factions et les mouvements politiques.

.....
Nous ne pouvons que vous renouveler aussi les recommandations que nous vous avons si souvent adressées sur la sévérité des examens.

Assistez-y souvent; faites-y assister au besoin un inspecteur d'Académie que vous déléguerez à cet effet; voyez enfin par vous-même, et voyez de près, si vous pouvez en conscience donner votre approbation aux certificats d'aptitude sur lesquels la Commission doit délivrer ses diplômes. Rien ne fait plus de tort à la considération d'une Université que lorsque des gradués indignes portent des témoignages publics d'instruction délivrés par elle.

.....

Déjà, dans une Académie, quelques-uns des jeunes gens qui se destinent seulement à devenir avoués, avaient demandé à être exemptés de produire les certificats de philosophie prescrits par l'arrêté du 13 octobre 1819. Il est probable qu'ils demanderont également à pouvoir prendre, sans être bacheliers, les inscriptions qui leur sont nécessaires pour obtenir leur certificat de capacité. La commission pense que cette faculté peut leur être accordée; mais qu'en ce cas, ces inscriptions doivent avoir une forme particulière, être portées sur un registre spécial, et ne valoir pour les grades en droit qu'autant que l'étudiant, qui voudrait par la suite s'en prévaloir à cet effet, apporterait la preuve qu'il avait rempli, avant de prendre la première, les conditions prescrites par l'arrêté, et après le 1^{er} janvier 1821, celles qu'exige l'ordonnance.

Statut portant règlement sur les examens pour le Baccalauréat ès lettres

13 Septembre 1820

La Commission de l'Instruction publique,

Vu les articles 19, 58 et 96 du décret du 17 mars 1808;

Vu l'article 7 du décret du 17 février 1809;

Vu les articles 1, 2 et 3 de l'ordonnance du 5 juillet 1820;

Voulant assurer à la société la garantie, que le grade qui ouvre l'entrée des professions les plus importantes, est destiné à lui donner,

A arrêté et arrête ce qui suit:

Article premier. — Les candidats admis à l'examen du baccalauréat, soit devant une Faculté, soit devant une des Commissions d'examen instituées par l'ordonnance du 18 janvier 1816, devront présenter, à compter de la rentrée prochaine, les certificats des études requises par l'arrêté de la Commission, du 26 septembre 1818; et, à compter du 1^{er} janvier 1822 et du 1^{er} janvier 1823, ceux des études respectivement prescrites, après ces deux époques, par l'ordonnance royale du 5 juillet 1820.

Art. 2. — Ces certificats seront délivrés par les chefs des Ecoles où les études auront été faites, et visés par les Recteurs des Académies dont ces Ecoles dépendent.

Art. 3. — A compter de la rentrée prochaine, l'examen pour le baccalauréat ès lettres aura pour objet les auteurs grecs et latins, la rhétorique, l'histoire, la géographie et la philosophie.

Art. 4. — Trois examinateurs au moins prendront part à chaque examen.

Art. 5. — Les examens seront publics et annoncés d'avance par des affiches aux portes extérieures de l'édifice où siège la Faculté ou la Commission d'examen.

Art. 6. — Ils dureront trois quarts d'heure au moins pour chaque candidat.

Art. 7. — Le certificat d'aptitude contiendra:

1° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance du candidat.

2° La mention des études qu'il aura faites en rhétorique et en philosophie.

3° Les matières et les auteurs sur lesquels il aura été examiné, ainsi qu'une note sur la manière dont il aura répondu sur chaque objet.

Art. 8. — Au certificat d'examen seront annexés les certificats d'études mentionnés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

Art. 9. — Les Recteurs et les Inspecteurs d'Académie assisteront fré-

quemment aux examens. Chaque fois qu'ils auront été présents, il en sera fait mention sur le certificat.

Art. 10. — Seront annexés au certificat d'aptitude, les certificats d'études préalables, dont il est fait mention dans l'article 1^{er}, et le tout sera adressé à la Commission, par le Recteur, comme il a été d'usage jusqu'à ce jour.

Art. 11. — Les Recteurs tiendront note des renseignements que les certificats d'examen qui passeront sous leurs yeux, pourront leur fournir sur la force des différentes études dans les établissements d'où les candidats seront sortis, et ils en adresseront chaque année le résumé à la Commission.

Art. 12. — A Paris, la Commission nommera des inspecteurs généraux, chargés de remplir les fonctions rectorales en tout ce qui concerne l'exécution du présent arrêté.

**Circulaire relative au Statut du 13 Septembre 1820,
portant règlement sur les examens pour le Baccalauréat ès lettres**
19 Septembre 1820

Monsieur le Recteur, depuis longtemps on se plaignait de la facilité que certaines Facultés des Lettres mettaient à la réception des bacheliers, et nous devons avouer que nous avons quelquefois reçu des lettres ou des réclamations d'individus pourvus de ce grade par voie d'examen, et dont le style et l'orthographe offraient la preuve d'une honteuse ignorance. Nous savons qu'il est difficile d'arriver à réformer cet abus, si les membres des Facultés ne s'y prêtent pas d'eux-mêmes, et ne mettent pas leur honneur à remplir cette partie si importante de leurs devoirs. Cependant, c'est à nous à faire le nôtre, et à prescrire les formalités et les précautions les plus propres à prévenir une indulgence d'autant plus coupable, que désormais le grade de bachelier va ouvrir l'entrée à toutes les professions civiles, et devenir par conséquent, pour la société, une garantie essentielle de la capacité de ceux qu'elle admettra à la servir. C'est dans cette vue que la Commission a rendu le statut ci-joint, sur les formes à observer dans l'examen des bacheliers. Nous y joignons les modèles des certificats d'études, à délivrer par les chefs des établissements où ces études auront été faites, et ceux des certificats d'aptitude, que les Facultés ou les Commissions d'examen doivent délivrer aux candidats, et auxquels les certificats d'études seront annexés.

En adressant ce statut à la Faculté ou à la Commission d'examen de votre Académie, vous pourrez faire imprimer pour elle des certificats d'aptitude en blanc. Ces certificats n'étant même, en quelque sorte, que des copies des procès-verbaux qu'elle doit tenir, elle pourrait avoir un registre dont chaque page contiendrait déjà un pareil procès-verbal, où il ne resterait que les blancs à remplir. Ces précautions, en abrégant le travail mécanique, laisseraient plus de temps pour le travail vraiment important, celui de l'examen.

Quant aux modèles de certificats d'études, nous vous en adresserons en assez grand nombre pour que vous puissiez en transmettre à tous vos chefs de collèges et d'institutions dans lesquels les études en question sont autorisées. Vous les inviterez à les suivre dans les certificats qu'ils expédieront, et qu'ils feront imprimer, si cela leur devient nécessaire.

Vous sentirez trop, sans doute, Monsieur le Recteur, combien la sévérité que nous recommandons est chose obligatoire pour l'Université, et combien il est convenable et juste que le Corps enseignant réponde en ce point à la confiance que le Roi lui montre, pour que la Commission ait besoin de vous exhorter à tenir la main à la stricte exécution de ce statut. Ainsi, vous ne donnerez votre visa qu'à des certificats d'études réguliers, et vous prendrez tous les moyens d'acquiescer une certitude morale que les certificats d'aptitude, soumis à votre approbation, ont été donnés après des examens faits en conscience. — Le plus sûr de ces moyens sera de voir souvent, par vous-même, comment on examine.

Recevez, etc.

UNIVERSITE DE FRANCE

ACADÉMIE D

Certificat d'Aptitude

Nous soussignés, docteurs ès lettres, membres de la (1)
de l'Académie de
Après avoir vu les certificats des études en (2) faites par
le sieur , né à , département de
le dans le (3), lesquels certificats sont annexés
au présent, en présence de M. (4)

Avons examiné le dit sieur
Sur les objets suivants:
1° En grec, sur (5)
2° En latin, sur (6)
3° Sur la rhétorique
4° Sur l'histoire et la géogra-
phie
5° Sur la philosophie

Sur lesquels ses réponses ont été
(7)

Et après avoir pris lesdites réponses en considération et en avoir
délibéré, nous l'avons jugé digne du grade de bachelier ès lettres.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat.

Fait à , le
(8)

Nous, *Recteur de l'Académie de*

Vu le certificat d'aptitude ci-dessus, et les certificats d'études et
d'examen y annexés et conformes au statut du 13 septembre 1820;

Après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite du
candidat, approuvons le susdit certificat, qui sera de suite adressé à
la Commission de l'Instruction publique, avec prière de le ratifier et
d'accorder au candidat le diplôme de bachelier.

Fait à , le
(9)

UNIVERSITE DE FRANCE

ACADÉMIE D

Certificat d'Etudes

Nous (10)

Après avoir vérifié les registres et recueilli le témoignage des (11)
certifications que l'élève né à département
de le de l'année est entré dans notre
établissement le en qualité de (12) et qu'il y a suivi
avec assiduité les cours de la classe de et de celle
de pendant année.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat.

Fait à , le

Signé:

Vu et approuvé par nous, *Recteur d*

Fait à le

- (1) Faculté des Lettres ou Commission d'examen.
- (2) Rhétorique ou philosophie.
- (3) Collège royal ou Collège communal ou institution.
- (4) Le nom du Recteur ou de l'inspecteur s'ils sont présents.
- (5) Mettre l'auteur.
- (6) Mettre l'auteur.
- (7) Qualifier les réponses.
- (8) Les signatures des examinateurs.
- (9) Signature du Recteur.
- (10) Mettre le titre du chef et le nom de l'établissement.
- (11) Professeurs ou régents.
- (12) Pensionnaire ou externe.

Décision supprimant la délivrance des grades par collation.

5 Février 1821

Le Conseil Royal,

Vu les articles 10 et 11 du décret du 17 septembre 1808;

Vu la loi du 2 mai 1827, sur l'organisation du jury,

Considérant que le délai accordé par le premier paragraphe de l'article ci-dessus cité pour les collations de grades, en vertu du temps de service, a expiré le 1^{er} février 1815 ;

Que si depuis cette époque d'autres collations ont eu lieu dans les sciences et dans les lettres en vertu du deuxième paragraphe dudit article, et du consentement du chef de l'Etat, la continuation de cet usage aurait de graves inconvénients, maintenant que les grades des sciences et des lettres confèrent aussi des fonctions dans l'ordre civil,

Arrête :

Il ne sera plus accordé de grades par collation dans aucune Faculté.

Ordonnance portant obligation, pour les candidats mineurs d'avoir le consentement du père ou du tuteur.

27 Février 1821

.....
TITRE III

Art. 2. — Afin de garantir la capacité de ceux qui se présenteront pour obtenir le grade de bachelier ès lettres, le Conseil royal de l'Instruction publique est chargé de déterminer, par un règlement spécial, les objets, la forme et la durée de l'examen.

Art. 12. — Pour être admis à cet examen, il suffit d'être âgé de seize ans, de répondre sur tout ce qu'on enseigne dans les hautes classes des Collèges royaux, et d'avoir, en cas de minorité, le consentement de son père ou de son tuteur.

Règlement concernant les examens pour le Baccalauréat ès lettres

13 Mars 1821

Le Conseil Royal

Arrête ce qui suit:

Article premier. — A dater du 1^{er} octobre 1822, les candidats au baccalauréat ès lettres seront examinés au chef-lieu de l'Académie où ils auront terminé leurs études, ou de celle où ils auront leur domicile légal.

Art. 2. — Ils déclareront l'école où ils auront été instruits ou le maître particulier qui leur aura donné des leçons, et il sera fait mention au certificat d'aptitude de leur réponse à l'interpellation qui leur aura été faite à cet égard.

Art. 3. — Conformément à l'article 3 du statut du 13 septembre 1820, ils seront examinés sur les auteurs grecs et latins, sur la rhétorique, sur l'histoire, sur la géographie et sur la philosophie.

Ils pourront aussi être examinés sur les mathématiques élémentaires et sur les éléments des sciences physiques, s'ils se déclarent capables de répondre. Il en sera fait mention au procès-verbal et au certificat d'aptitude.

Art. 4. — A compter du 1^{er} octobre 1823, l'examen sur la philosophie se fera en latin.

Art. 5. — A compter de la même époque, tous les candidats devront répondre sur les éléments des sciences mathématiques et physiques.

Art. 6. — Les objets de l'examen seront tirés au sort. On rédigera à cet effet un tableau, en trois séries, des questions principales qui pourraient être proposées sur les matières énoncées aux articles précédents. La première série embrassera la connaissance des auteurs grecs et latins, et la rhétorique; la seconde, l'histoire et la géographie; la troi-

sième, la philosophie. On déposera dans trois urnes des boules portant des numéros correspondant à ces questions; et chaque boule qui sera extraite des urnes indiquera la question à laquelle le candidat devra répondre.

Art. 7. — On n'examinera qu'un seul candidat à la fois, et la durée de l'examen sera de trois quarts d'heure.

Art. 8. — Les examinateurs attesteront sur le certificat d'aptitude que le candidat a été interrogé pendant le temps prescrit, et indiqueront les numéros des questions auxquelles il aura répondu.

Art. 9. — Le statut du 13 septembre 1820 sur les examens continuera d'être exécuté dans toutes les dispositions qui ne sont pas contraires à l'ordonnance du 27 février dernier et au présent règlement.

Arrêté relatif aux dates des examens du Baccalauréat dans la Faculté des Lettres de Paris

7 Avril 1821

.....
A l'avenir, les examens pour le baccalauréat se feront, chaque année, à compter du 16 juillet jusqu'à l'époque des vacances des collèges, et pendant la seconde quinzaine d'octobre.

Règlement concernant le diplôme de Bachelier ès sciences exigé des étudiants en médecine

25 Septembre 1821

Le Conseil royal,

Vu l'article 4 de l'ordonnance du 5 juillet 1820, ainsi conçu:

« A compter du 1^{er} janvier 1823, nul ne sera admis à s'inscrire dans les Facultés de médecine s'il n'a obtenu le grade de bachelier ès sciences. D'ici à cette époque, l'instruction requise pour ce grade, ainsi que pour les grades supérieurs de la Faculté des sciences, sera réglée de nouveau, et de manière que le grade de bachelier n'exige de ceux qui se destinent à la médecine que les connaissances scientifiques qui leur seront nécessaires. »

Vu le statut du 4 septembre 1821, concernant les Collèges royaux et communaux;

Voulant régler ce qui regarde le baccalauréat ès sciences d'une manière analogue à ce qui est prescrit dans l'article 24 du décret du 17 mars 1808 pour le doctorat ès sciences, et dans l'article 41 du statut du 16 février 1810 pour la licence dans la même Faculté,

A arrêté et arrête ce qui suit:

Article premier. — Les aspirants au baccalauréat seront admis à des examens différents, selon qu'ils se proposeront d'enseigner les sciences mathématiques ou de se livrer aux sciences naturelles et à la médecine.

Il en sera fait mention expresse sur leurs certificats de capacité et sur leurs diplômes.

Art. 2. — L'examen des aspirants qui se destineront aux sciences mathématiques demeurera tel qu'il est réglé par le statut du 16 février 1810 et par les arrêtés et règlements qui ont pu intervenir depuis.

Art. 3. — L'examen des aspirants qui se destineront à la médecine aura pour objet,

Savoir:

1° En MATHÉMATIQUES: l'arithmétique, la géométrie élémentaire, la trigonométrie rectiligne, et les premières notions d'algèbre, qui composent la première année du cours de philosophie des Collèges royaux;

2° En PHYSIQUE: la connaissance des procédés généraux d'observation communs à toutes les sciences expérimentales et quelques parties spéciales de la physique, indiquées au programme ci-joint, n° 1;

3° En CHIMIE: les notions générales et particulières de la chimie indiquées au programme ci-joint, n° 2.

4° En ZOOLOGIE: les différences anatomiques des principales divi-

sions du règne animal et la marche à suivre pour reconnaître un animal mis sous les yeux;

5° En BOTANIQUE: les principaux organes de la fructification, les méthodes de Tournefort, de Linnaeus et de Jussieu, et les caractères essentiels des familles naturelles qui renferment un grand nombre de plantes officinales;

6° En MINÉRALOGIE: les principaux caractères qui distinguent les minéraux des êtres organiques, les bases de la distribution méthodique des espèces minérales et l'application de ces principes à des minéraux choisis parmi ceux que l'on emploie en médecine, conformément au programme ci-joint.

**Ordonnance relative aux conditions à remplir pour être admis
à l'examen du Baccalauréat ès lettres.**

(Le Conseil d'Etat entendu)

17 Octobre 1821

Article premier. — A dater du 1^{er} octobre 1822, pour être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres, il faudra avoir suivi, pendant une année, au moins, un cours de philosophie dans l'un des collèges, institutions ou écoles ecclésiastiques régulièrement établis, où cet enseignement aura été autorisé.

Art. 2. — Sont exceptés de cette règle générale, et pourront être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres, ceux qui auront été élevés dans la maison de leur père, oncle ou frère.

La forme des certificats destinés à constater cette éducation de famille sera déterminée par notre Conseil royal de l'Instruction publique.

Art. 3. — A compter du 1^{er} janvier 1822, les candidats pour le baccalauréat ès lettres seront examinés sur les objets de l'enseignement des classes supérieures des collèges royaux, c'est-à-dire, sur les auteurs grecs et latins, sur la rhétorique, sur l'histoire, sur la philosophie et sur les premiers éléments des sciences mathématiques et physiques.

Art. 4. — Pour l'exécution de l'article précédent, il sera adjoint aux professeurs de la Faculté des lettres, et aux membres des Commissions d'examen créées par notre ordonnance du 31 octobre 1815, un des professeurs de mathématiques ou de physique des collèges royaux, qui soit docteur ès sciences (1).

**Arrêté relatif aux formalités à remplir pour être admis
aux examens du Baccalauréat et de la Licence ès lettres.**

15 Janvier 1822

Le Conseil royal,

Vu les lettres des Recteurs des Académies de Besançon, Caen, Dijon, Strasbourg et Toulouse, desquelles il résulte que dans plusieurs Académies on exige des aspirants au baccalauréat ès lettres, qu'ils prennent des inscriptions à un ou à plusieurs cours de la Faculté des Lettres et qu'ils acquittent les droits de ces inscriptions, sans qu'il y ait à cet égard aucune uniformité entre les Académies près desquelles il y a des Facultés des Lettres,

Considérant qu'il convient d'établir à cet égard pour toutes les Académies une règle commune et conforme au dernier état de la législation, en ce qui concerne l'obtention des grades dans les Facultés des Lettres,

Que d'après les dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1821, pour être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres, les aspirants sont seulement tenus de justifier qu'ils ont suivi pendant une année au moins un cours de philosophie, dans un Collège, une institution ou une Ecole ecclésiastique régulièrement établie, où cet enseignement est autorisé, et que, sont exceptés de cette règle générale et pourront être admis à

(1) Ce professeur recevra un demi-droit de présence pour chaque examen auquel il aura assisté. (Arrêté du 29 décembre 1821.)

l'examen, sans faire ladite justification, les aspirants qui ont été élevés dans la maison de leur père, oncle ou frère.

Que de là il résulte que ceux des aspirants qui ne peuvent point faire la justification exigée par l'ordonnance et ne sont point compris dans l'exception prévue par la même ordonnance, doivent seuls être astreints à prendre des inscriptions aux cours d'une Faculté des Lettres et à justifier de leur assiduité,

Arrête ce qui suit :

Article premier. — Tout aspirant au grade de bachelier ès lettres qui ne justifiera pas qu'il a fait une année au moins de philosophie dans un collège, une institution ou une école ecclésiastique régulièrement établie, où cet enseignement est autorisé, ou qu'il a fait ses études dans la maison de son père, oncle ou frère, devra justifier des quatre inscriptions au cours de philosophie, dans une Faculté des Lettres, et de certificats d'assiduité à lui délivrés par le professeur pour le cours duquel il sera inscrit.

Art. 2. — Il ne sera perçu aucun droit pour cette inscription.

Art. 3. — Pour être admis à l'examen à l'effet d'obtenir le grade de licencié ès lettres, il faudra justifier du diplôme de bachelier et de quatre inscriptions à deux cours au moins de la Faculté des Lettres, prises postérieurement à l'obtention du grade de bachelier, ainsi que des certificats d'assiduité auxdits cours. A Paris, il faudra avoir été inscrit à trois cours au moins de la Faculté des Lettres.

Il continuera à être perçu pour chaque inscription un droit de trois francs.

Ordonnance portant réorganisation de la Faculté de Médecine de Paris et prescrivant le grade de Bachelier pour y être admis.

2 Février 1823

.....
TITRE III. — *Admission des élèves, inscriptions, examens et réceptions.*
.....

Art. 24. — Nul ne sera admis à prendre des inscriptions s'il ne produit :

- 1° Son acte de naissance;
- 2° Un certificat de bonne conduite et de bonnes mœurs, délivré par le maire de sa commune et confirmé par le préfet.
- 3° Le diplôme de bachelier ès lettres et celui de bachelier ès sciences.
- 4° Et, s'il est mineur, le consentement de ses parents ou tuteur à ce qu'il suive les cours de la Faculté.

Arrêté qui fixe les époques des examens du Baccalauréat et interdit la délivrance du diplôme aux candidats qui n'ont pas suivi le cours de philosophie jusqu'à la clôture des classes.

12 Juillet 1823

Le Conseil royal,

Vu son arrêté du 7 avril 1821, qui fixe l'époque des examens ordinaires de la Faculté des Lettres de l'Académie de Paris,

Vu l'article 1^{er} de l'ordonnance du Roi du 17 octobre 1821, portant qu'à dater du 1^{er} octobre 1822, pour être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres, il faudra avoir suivi, pendant une année au moins, un cours de philosophie dans un collège de plein exercice, sauf les exceptions indiquées dans l'article 2,

Arrête ce qui suit :

.....
Art. 2. — Les examens pour le baccalauréat ès lettres se feront depuis le 1^{er} jusqu'au 15 août et depuis le 15 octobre jusqu'au 15 novembre.

Art. 3. — Les élèves des collèges, admis aux examens de la première quinzaine d'août n'obtiendront l'expédition de leur diplôme qu'en

justifiant par un certificat des professeurs, ou directeurs, ou principaux, qu'ils ont suivi le cours de philosophie du collège jusqu'à la clôture des classes.

Arrêté qui autorise les Bacheliers ès lettres à prendre la 1^{re} et la 2^e inscription de médecine avant d'être pourvus du Baccalauréat ès sciences.

9 Septembre 1823

.....
Article premier. — Les bacheliers ès lettres, non encore pourvus du diplôme de bachelier ès sciences, qui désirent être admis aux cours des Facultés des Médecine, au commencement de la prochaine année scolaire, pourront être inscrits provisoirement dans lesdites Facultés, pourvu qu'ils se soient fait inscrire préalablement sur les registres des examens des Facultés des Sciences établies dans les mêmes villes.

Art. 2. — Ils devront être examinés et munis du grade de bachelier ès sciences avant de prendre leur deuxième inscription.

Art. 3. — Toutefois si le candidat, lors de son examen, n'est point rejeté par la Faculté des Sciences, mais seulement ajourné à trois mois, la Faculté de Médecine pourra sur le vu de l'ajournement, l'admettre encore à prendre la deuxième inscription.

Art. 4. — La troisième inscription ne pourra, sous aucun prétexte, être prise avant que l'étudiant n'ait obtenu son diplôme de bachelier ès sciences.

Statut portant règlement général concernant les titres requis pour s'inscrire dans les Facultés.

9 Avril 1825

.....
Art. 5. — Tout étudiant, qui se présentera pour prendre sa première inscription dans une Faculté ou dans une école secondaire de médecine, est tenu de déposer, outre les diplômes exigés par les règlements:

.....
Les diplômes exigés sont, pour les Facultés de Théologie, de Droit et de Médecine, celui de bachelier ès lettres, et, en outre, pour les Facultés de Médecine, celui de bachelier ès sciences. (Ordonnance du 5 juillet 1820, art. 5.)

Décision relative au diplôme de Bachelier accordé gratuitement aux séminaristes.

21 Juin 1825

Le Conseil royal,

Vu le rapport qui lui a été présenté relativement aux droits que doivent payer les personnes qui ayant reçu gratuitement le diplôme de bachelier ès lettres en qualité de séminaristes, veulent l'échanger contre un diplôme de même grade.

Décide que ces droits seront les mêmes que ceux qui sont fixés par l'article 9 du décret du 17 février 1809, et qu'il devra, en conséquence, être versé, pour chaque nouveau diplôme, une somme de 60 francs, dont 40 francs appartiendront à l'Université et 20 francs à la Faculté ou à la Commission des Lettres de l'Académie où l'échange aura été fait (1).

(1) Le Conseil Royal,

Vu le nouveau rapport qui lui a été présenté relativement aux droits que doivent payer les personnes qui, ayant reçu gratuitement le diplôme de bachelier ès lettres en qualité de séminaristes, veulent l'échanger contre un autre diplôme du même grade,

Rapporte sa décision du 21 juin 1825, portant que ces droits seront les mêmes que ceux qui sont fixés par l'article 9 du décret du 17 février 1809, et arrête qu'il sera payé seulement une somme de 36 francs pour droits de diplôme. (11 octobre 1825.)

**Décision relative aux étudiants en médecine bacheliers ès sciences
candidats à la licence.**

7 Novembre 1826

Le Conseil royal,

Vu un rapport de M. le Recteur de l'Académie de Strasbourg sur la question de savoir si les étudiants qui ont obtenu le grade de bachelier ès sciences, comme se destinant à l'étude de la médecine, peuvent être admis aux épreuves du grade de licencié ès sciences, en vertu du diplôme qui leur a été délivré d'après l'arrêté du 9 septembre 1823,

Décide,

Que ces étudiants devront compléter leur examen de bachelier ès sciences devant leurs juges de licence, et qu'à cet effet la durée de l'examen de licence sera prolongé d'un quart d'heure.

Néanmoins il pourra être accordé des exceptions personnelles.

**Droits d'examen et de diplôme. — Duplicata.
Délivrance du baccalauréat par collation et échange.
Indemnité aux membres du jury.**

RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA COMPTABILITÉ DE L'UNIVERSITÉ

11 Novembre 1826

.....
Art. 159. — Les droits attribués à l'Université dans les Facultés de Théologie, des Sciences et des Lettres, sont :

1° ...

2° Les droits d'examen ;

3° Les droits de diplôme.

Les droits à payer dans les Facultés des Lettres et des Sciences sont fixés ainsi qu'il suit :

BACCALAURÉAT : Droits d'examen	24 Frs
Droits de diplôme	36 Frs
	60 Frs

.....
Art. 164. — Aucun élève ne peut être admis à l'examen sans avoir consigné les droits d'examen et de diplôme.

Art. 165. — Si l'étudiant ne subit pas l'examen, la somme qu'il a consignée lui est restituée par le secrétaire, d'après un mandat du Recteur.

Art. 166. — Les sommes consignées pour droit de diplôme sont également restituées d'après un mandat du recteur, lorsque le candidat n'obtient pas de diplôme.

Art. 167. — Le secrétaire de l'Académie est responsable envers l'Université de toutes les sommes qui ont été consignées entre ses mains pour les droits d'inscription, d'examen et de diplôme dans les Facultés de Théologie, des Sciences et des Lettres.

Art. 168. — Il a un registre pour chaque Faculté ; il y inscrit au débit toutes les sommes consignées chaque jour entre ses mains, en indiquant les noms des élèves qui ont consigné et l'objet de la consignation.

Il porte au crédit : 1° les droits acquis à l'Université ; 2° les droits de présence qu'il a payés aux examinateurs ; 3° les remboursements qu'il a faits sur les consignations, d'après les mandats du Recteur, avec la date des mandats.

.....
Art. 175. — Les diplômes de bachelier ès lettres sont délivrés gratuitement aux élèves des séminaires.

Cette disposition est commune aux séminaristes protestants.

Art. 176. — Le titulaire d'un diplôme gratuit de séminariste qui abandonne la carrière ecclésiastique, ou qui, sans renoncer aux fonc-

tions du sacerdoce, entre dans l'Instruction publique, est tenu de le faire échanger contre un nouveau diplôme dans la forme ordinaire.

Cet échange n'est soumis qu'au paiement de 36 francs pour droit de diplôme.

Art. 177. — Les gradués, dans toutes les Facultés, qui perdent leur diplôme, ne peuvent en obtenir un duplicata qu'en payant la somme de 5 francs.

Art. 179. — Peuvent être gradués, s'ils ont dix années d'enseignement, en payant les droits d'examen et de diplôme.

1° Les professeurs des anciennes Corporations enseignantes dans les Ecoles où l'enseignement était complet, savoir :

	GRADES A ACCORDER	MONTANT DES DROITS
Les professeurs de sixième, cinquième et quatrième	Bacheliers ès lettres	60 Frs
2° Les professeurs des établissements où l'enseignement était incomplet	Bacheliers dans la partie où ils ont enseigné ..	60 Frs
5° Les Frères des anciennes Ecoles chrétiennes actuellement maîtres de pension	Bacheliers ès sciences ou ès lettres, selon qu'ils enseignent les mathématiques ou les langues ..	60 Frs
6° Les ecclésiastiques, à partir des fonctions de desservant qui s'adonnent à l'enseignement ..	Bacheliers ès lettres	60 Frs

Peuvent être gradués, à titre d'échange, en payant le droit de diplôme seulement,

	GRADES A ACCORDER	MONTANT DES DROITS
Les maîtres ès arts	Bacheliers ès lettres et ès sciences. ..	36 Frs

Art. 180. — Aucun diplôme ne peut être délivré par collation et échange de grade sans que le montant des droits ait été consigné d'avance entre les mains du secrétaire de l'Académie.

Art. 290. — Chaque examen doit être subi devant trois examinateurs.

Un quatrième examinateur pour les mathématiques peut assister aux examens des Facultés des Lettres et des Commissions qui les remplacent ; mais il ne reçoit qu'un demi-droit de présence.

La somme allouée pour les droits de chaque examen est fixée, savoir :

Faculté des Sciences de Paris.

A chacun des trois examinateurs : 5 fr., ci.....	15. »
Au secrétaire.	3. »
Total	18. »

Faculté des Sciences des départements.

A chacun des trois examinateurs : 5 fr., ci.....	15. »
Demi-droit en sus au secrétaire, ci.....	2.50
Total	17.50

Faculté des Lettres de Paris.

A chacun des trois examinateurs : 5 fr., ci.....	15. »
Au secrétaire	3. »
Demi-droit au professeur de mathématiques adjoint à la Faculté, ci	2.50
Total	20.50

Faculté des Lettres des départements.

A chacun des trois examinateurs : 5 fr., ci.....	15. »
Au secrétaire	2.50
Demi-droit au professeur de mathématiques adjoint à la Faculté, ci	2.50
Total	20. »

Art. 291. — Le professeur, chargé des fonctions de secrétaire de la Faculté ou de la Commission chargée de délivrer des grades, remet au Recteur copie du procès-verbal de chaque séance d'examen.

Art. 292. — A la fin du mois, le Recteur fait établir le compte des droits de présence dus à chacun des examinateurs pour les examens auxquels il a assisté pendant le mois; il autorise le secrétaire à payer ces droits par un état qu'il arrête et qui est émarginé pour quittance par les examinateurs.

Arrêté concernant les étudiants ajournés ou refusés à leurs examens.

26 Avril 1828

Le Conseil royal,

Arrête qu'à l'avenir aucun candidat, ajourné ou refusé dans une Faculté ne pourra se présenter à l'examen d'une autre Faculté du même ordre, sans y être autorisé par le Conseil royal.

Arrêté qui supprime les indemnités accordées aux inspecteurs généraux et aux inspecteurs d'Académie pour missions et examens dans les chefs-lieux académiques.

17 Mars 1829

Le Conseil royal,

Arrête qu'à partir de ce jour il ne sera plus alloué d'indemnités aux inspecteurs d'Académie pour les missions et examens extraordinaires dont ils seront chargés dans les établissements du chef-lieu de l'Académie.

Il en sera de même à l'égard des inspecteurs généraux des études pour les examens et missions extraordinaires dans la ville de Paris.

Arrêté qui interdit aux professeurs des Facultés et aux membres des Commissions des Lettres de donner des répétitions aux candidats qu'ils doivent examiner.

8 Septembre 1829

Le Conseil royal,

Arrête ce qui suit:

Les fonctionnaires, membres d'une Faculté quelconque ou d'une Commission des lettres, ne pourront à l'avenir donner des répétitions à des étudiants qui se proposent de prendre leurs grades dans la Faculté ou Commission des lettres dont ils font partie (1).

(1) Ces dispositions ont été confirmées par une décision du 20 janvier 1843, ainsi conçue:

Le Conseil,

Sur le rapport de M. le conseiller chargé de ce qui concerne les Facultés des Lettres;

Vu la lettre de M. le Recteur de l'Académie de..., en date du..., par laquelle ce fonctionnaire demande si les Recteurs doivent toujours exécuter l'arrêté du Conseil du 8 septembre 1829, qui défend aux membres d'une Faculté quelconque ou d'une Commission des lettres de donner des répétitions particulières aux étudiants qui se proposent de prendre leurs grades dans la Faculté ou Commission dont ces fonctionnaires font partie,

Attendu qu'aucune disposition n'a modifié l'arrêté précité,

Maintient ledit arrêté;

Décide, en outre, qu'il sera sévèrement exécuté, et qu'il y a lieu de le rappeler à MM. les Recteurs.

En exécution de ces décisions, le Ministre, après délibération du Conseil, a prononcé, par arrêté du 7 septembre 1829, la dissolution d'une Commission des lettres dont les membres avaient donné des leçons particulières à des élèves aspirants au baccalauréat.

**Arrêté qui prescrit une épreuve écrite pour l'examen
du Baccalauréat ès lettres.**

9 Février 1830

Le Conseil royal,
Arrête ce qui suit:

Indépendamment des épreuves usitées jusqu'à ce jour, tout candidat au baccalauréat ès lettres sera tenu d'écrire instantanément un morceau en français, soit de sa composition, soit en traduisant un passage d'un auteur classique.

Ordonnance portant que les Inscriptions dites de capacité ne pourront plus compter pour le Baccalauréat ni pour la Licence en Droit.

13 Juin 1830

Article premier. — Les inscriptions dites de capacité, qui seront prises à dater du 1^{er} novembre 1830, ne pourront plus compter pour le baccalauréat, ni pour la licence en droit.

Art. 2. — Notre Conseil royal de l'Instruction publique pourra, pour des motifs graves, autoriser un étudiant à prendre sa première, et en cas de nécessité, sa seconde inscription en droit, avant d'avoir obtenu le diplôme de bachelier ès lettres.

Art. 3. — Nul ne pourra, sous aucun prétexte, prendre sa troisième inscription sans être bachelier ès lettres.

**Arrêté relatif à l'Examen de Philosophie
pour le Baccalauréat ès Lettres**

11 Septembre 1830

Le Conseil royal,
Arrête ce qui suit:

Article premier. — L'article 4 de l'arrêté du 13 mars 1821, qui prescrit que l'examen de philosophie du baccalauréat ès lettres sera fait en latin, est rapporté.

Art. 2. — L'examen de philosophie pour le baccalauréat ès lettres sera fait en français.

Art. 3. — Il sera fait une revision des questions sur lesquelles doit rouler cet examen.

Il sera nommé à cet égard une Commission qui fera son rapport dans le plus court délai possible, de manière que la série des questions en français dont se composera l'examen de philosophie pour le baccalauréat ès lettres puisse être imprimée pour la rentrée de la Faculté des Lettres.

Ordonnance portant que les Etudiants en Médecine ne seront plus astreints à prendre préalablement le grade de Bachelier ès Sciences.

18 Janvier 1831

Article unique. — L'article 4 de l'ordonnance du 5 juillet 1820, qui astreint les jeunes gens qui se proposent d'étudier la médecine à prendre préalablement le grade de bachelier ès sciences, est révoqué.

**Arrêté relatif aux droits alloués aux Commissions
chargées de délivrer les Grades.**

30 Septembre 1831

Le Conseil royal,
Arrête:

Article premier. — Dans les Commissions chargées de délivrer les grades, les droits alloués à ces Commissions seront partagés également entre les professeurs des lettres et des sciences qui auront pris part aux examens.

Art. 2. — Dans les Facultés des lettres des départements, le profes-

seur des sciences adjoint à ces Facultés recevra un droit de présence de cinq francs.

Art. 3. — Il ne sera pas alloué de droit particulier au secrétaire, dont les fonctions seront alternativement remplies par les professeurs.

Art. 4. — Il n'est fait aucun changement dans les dispositions prescrites pour la Faculté des Lettres de Paris.

Le Conseil décide, en outre, qu'il n'y a pas lieu d'admettre, à titre spécial, le professeur d'histoire dans les examens des Facultés ou Commissions des lettres des départements.

**Obligation de verser les droits d'examen et de diplôme
avant de subir les épreuves. — Duplicata de diplôme.
Exemption des droits.**

(Règlement du 27 Novembre 1834)

Art. 52. — Les droits dus dans les Facultés de Théologie, des Sciences et des Lettres se composent :

- 1° Des droits d'inscription aux cours;
- 2° Des droits d'examen;
- 3° Des droits de diplôme.

Pour les Facultés des Lettres et des Sciences.

BACCALAURÉAT: Droits d'examen	24 »
Droits de diplôme	36 »
	60 »

*Pour les Commissions des lettres qui ne peuvent
conférer que le grade de bachelier*

Droits d'examen	24 »
Droits de diplôme	36 »
	60 »

Art. 54. — Aucun élève ne peut être admis à l'examen sans avoir consigné les droits d'examen et de diplôme.

Art. 55. — Les gradués dans toutes les Facultés qui perdent leur diplôme ne peuvent en obtenir un duplicata qu'en consignant la somme de cinq francs. Leur demande est adressée au doyen de la Faculté dans laquelle le diplôme a été délivré, et transmise par le doyen au Ministre.

Art. 56. — Ne sont passibles d'aucun droit :

- 1° Les fils de professeurs de Faculté, dans la Faculté où leur père professe.
- 2° Les élèves qui ont obtenu le prix d'honneur au concours général dans toutes les Facultés où ils se présentent.
- 3° Les élèves de l'Ecole Normale, dans les Facultés des Sciences et des Lettres.
- 4° Les séminaristes catholiques et protestants pour le grade de bachelier ès lettres.

Art. 57. — Le diplôme gratuit cesse d'être valable pour le séminariste qui abandonne la carrière ecclésiastique, ou qui, sans y renoncer, entre dans l'Instruction publique; il est tenu, pour obtenir un nouveau diplôme, de payer un droit de 36 francs.

Art. 62. — Lorsque les étudiants renoncent à subir l'examen, les sommes qu'ils ont consignées leur sont restituées sur un mandat du doyen dans les Facultés de Droit et de Médecine, et sur un mandat du Recteur dans les autres Facultés.

S'il résulte de l'examen que le diplôme ne doit pas être délivré, la somme consignée pour les droits de diplôme et de sceau est restituée suivant le même mode.

Si un étudiant obtient la remise après avoir consigné les droits, la consignation lui est également restituée sur mandat du doyen ou du Recteur.

Circulaire relative au droit d'Examen exigé des Candidats refusés par les Facultés.

23 Mars 1835

Monsieur le Recteur, plusieurs Facultés m'ont consulté sur la question de savoir si un candidat, après avoir subi son examen, pouvait être ajourné, et dispensé de consigner un second droit, lorsque les examinateurs renonçaient en sa faveur à leurs droits de présence.

Cette question est résolue par l'article 8 du décret du 17 février 1809, ainsi conçu :

« Le candidat qui se représenterait, après avoir été jugé par une Faculté n'être pas suffisamment instruit, payera de nouveau les droits d'examen. »

Il résulte de cette disposition formelle du décret que les examinateurs ne peuvent prononcer que l'admission ou le refus. En prononçant le refus, on détermine l'époque avant laquelle le candidat ne peut se présenter à un nouvel examen.

Si l'examen était interrompu par une indisposition subite, l'acte n'étant pas consommé serait nul, il n'en serait pas fait mention sur les registres; il n'y aurait ni droit acquis pour le Trésor, ni droit de présence acquis pour les examinateurs.

Vous remarquerez que les droits d'examen sont perçus par le Trésor et classés parmi les recettes de l'Etat, que les droits de présence sont ordonnancés sur un crédit spécial ouvert au budget de l'Instruction publique, et que, par conséquent, les examinateurs qui renonceraient à leurs droits de présence ne dispenseraient pas l'élève de payer les droits dus au Trésor.

Arrêté qui exige des Candidats au Baccalauréat ès Lettres le double certificat de Rhétorique et de Philosophie.

17 Juillet 1835

Le Conseil royal

Vu l'ordonnance du 17 octobre 1821,

Considérant que l'article 1^{er} de ladite ordonnance, en exigeant, pour l'admission à l'examen du baccalauréat ès lettres, d'avoir fait un cours de philosophie dans un des collèges, institutions ou écoles régulièrement établis, où cet enseignement aura été autorisé, présuppose nécessairement que ce cours aura été, selon les règlements, précédé d'un cours de rhétorique.

Arrête ce qui suit :

Article premier. — Le double certificat de rhétorique et de philosophie sera exigé des élèves des Collèges ou institutions susnommés, pour qu'ils soient admissibles à l'examen du baccalauréat ès lettres (1).

(1) Le Conseil,

Sur la question de savoir si un maître de pension peut délivrer à des élèves de son établissement des certificats d'études valables pour subir les épreuves du baccalauréat ès lettres,

S'en réfère à la règle que les maîtres de pension ne peuvent donner d'études complètes, ce qui est d'autant plus fondé que d'après les règlements qui les régissent et leurs programmes, ils ne peuvent comprendre dans leur enseignement ni la rhétorique, ni la philosophie, qui sont positivement exigées pour les examens.

Le Conseil royal,

Consulté sur cette question: Les jeunes gens qui ont fait leur cours de philosophie dans une école ecclésiastique peuvent-ils être admis à se présenter à l'examen du baccalauréat ès lettres sur un certificat délivré par le supérieur de cette école?

Estime que les certificats d'études délivrés par les directeurs des petits séminaires ne doivent servir que pour l'obtention d'un diplôme spécial du baccalauréat ès lettres, lequel diplôme n'est valable, d'après l'article 5 de l'ordonnance du 5 octobre 1814, que pour parvenir à l'état ecclésiastique. (17 août 1838.)

Ordonnance qui détermine les grades exigés pour pouvoir prendre des inscriptions dans les Facultés de Droit et de Médecine.

9 Août 1836

Article premier. — A partir du 1^{er} novembre 1836, nul ne pourra être admis à prendre sa première inscription dans une Faculté, à quel que titre que ce soit, s'il ne justifie du diplôme de bachelier ès lettres; sont exceptées les inscriptions dites de capacité.

Art. 2. — A partir du 1^{er} novembre 1837, nul ne pourra être admis à soutenir son premier examen dans une Faculté de Médecine s'il ne justifie du diplôme de bachelier ès sciences, dont les frais seront déduits au profit de l'élève sur le prix des inscriptions qui lui restent à prendre.

Art. 3. — Seront dispensés de l'obligation du baccalauréat ès sciences les étudiants en médecine qui, en prenant leur cinquième inscription, déclareraient n'aspirer qu'au titre d'officier de santé; mais ladite inscription et celles qu'ils continueront de prendre dans le même but ne seront, dans aucun cas, admises à leur compter pour le doctorat en médecine.

Art. 4. — Les inscriptions, quel qu'en soit le nombre, prises dans une Ecole secondaire de médecine, ne pourront être échangées jusqu'à concurrence de quatre inscriptions ou plus pour le doctorat dans une Faculté de Médecine, qu'autant que l'étudiant justifierait des diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences.

Pour obtenir par voie d'échange moins de quatre inscriptions dans une Faculté de Médecine, il suffira du diplôme de bachelier ès lettres.

Arrêté contenant de nouvelles dispositions pour prévenir les erreurs de noms et les substitutions de personnes dans les candidatures pour le Baccalauréat ès Lettres.

11 Avril 1837

Le Conseil royal,

Vu l'ordonnance du 17 octobre 1821 sur les conditions d'admission à l'examen du baccalauréat ès lettres;

Vu spécialement l'article 2 de ladite ordonnance, qui autorise le Conseil royal de l'Instruction publique à déterminer la forme des certificats destinés à constater les études domestiques;

Vu les arrêtés du 13 septembre 1820, du 16 mars 1832 et du 17 juillet 1835;

Considérant qu'il importe de prévenir, par de nouvelles dispositions, les erreurs de noms et les substitutions de personnes qui ont eu lieu plusieurs fois dans les candidatures pour le baccalauréat ès lettres, et de faciliter à cet effet les vérifications prescrites par l'arrêté du 16 mars 1832,

Arrête ce qui suit:

Article premier. — A l'avenir, tout certificat d'études délivré par le chef d'un établissement public d'instruction secondaire de plein exercice, pour servir à l'obtention du baccalauréat ès lettres, devra être précédé, sur la même feuille, de la demande dudit certificat, écrite en entier par le candidat et signée de ses nom et prénoms.

Le tout sera visé par le Recteur de l'Académie, conformément à l'arrêté du 13 septembre 1820.

Art. 2. — Tout certificat d'études domestiques délivré pour le même objet, par le père, oncle ou frère d'un candidat, conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 17 octobre 1821, sera également précédé d'une déclaration du candidat, écrite en entier par lui, signée de ses nom et prénoms et indiquant l'objet de ce certificat.

Le tout sera visé et légalisé, quant à l'authenticité des signatures, par le maire de la commune où résident les parents du candidat.

Art. 3. — Les formalités ci-dessus prescrites sont obligatoires à partir du 1^{er} juin 1837 (1).

**Arrêté relatif aux conditions exigées
des candidats au grade de Bachelier ès Lettres.**

20 Juillet 1838

Le Conseil royal,

Vu l'article 1^{er} de l'ordonnance du 9 août 1836;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 janvier 1822, qui autorise les aspirants au grade de bachelier à justifier, à défaut d'autres certificats, de quatre inscriptions au cours de philosophie dans une Faculté des Lettres et de certificats d'assiduité à eux délivrés par le professeur pour le cours duquel ils seront inscrits.

Considérant de plus que les cours de Faculté, par leur nature et leur objet, doivent supposer les connaissances exigées pour l'obtention du baccalauréat ès lettres,

Arrête:

La disposition de l'article 1^{er} de l'arrêté du 15 janvier 1822 est et demeure rapportée.

**Circulaire qui fixe l'époque des examens
pour le Baccalauréat ès Lettres.**

24 Juillet 1838

Monsieur le Recteur, je suis informé que, dans quelques Académies, les commissions chargées d'examiner les candidats au grade de bachelier ès lettres commencent les examens avant la fin de l'année classique. Outre que cet abus détourne des devoirs qu'ils ont à remplir dans les collèges les professeurs qui font partie de ces commissions, il se lie à une grave infraction aux dispositions des règlements concernant la collation de grades universitaires. Ces règlements, en effet, exigent des aspirants au baccalauréat ès lettres, indépendamment de la rhétorique, une année complète de philosophie. Il est évident que cette condition n'est pas remplie par les jeunes gens qui sont admis à l'examen avant que les cours soient terminés.

Le terme légal, et à l'avenir (d'après les nouvelles mesures que je viens de prescrire) l'époque de la clôture effective des cours des collèges est le jour fixé pour la distribution des prix; ce n'est donc qu'après cette distribution, c'est-à-dire pendant les vacances, que les commissions

(1) Le Conseil

Arrête ainsi qu'il suit la formule de la demande ou déclaration qui doit être écrite en entier de la main des aspirants au grade de bachelier ès lettres:

1^o Formule de demande du certificat d'études dans un établissement public d'instruction secondaire:

Je soussigné (nom et prénoms) élève du collège (royal ou communal) de prie M. le (proviseur ou principal) de m'accorder un certificat d'études constatant les années distinctes et complètes de rhétorique et de philosophie que j'ai faites dans cet établissement, pour me servir à l'examen du baccalauréat ès lettres.

Ce

18

(Signature de l'impétrant.)

2^o Formule de la déclaration pour le certificat d'études domestiques:

Je soussigné (nom et prénoms), déclare, conformément à l'intention de mes parents, vouloir me présenter, avec le certificat d'études domestiques ci-joint, devant la (Faculté ou Commission) des Lettres de l'Académie où je réside, pour y subir l'examen du baccalauréat ès lettres,

Ce

18

(Signature de l'impétrant.)

(Arrêté du 16 mai 1837.)

des lettres peuvent régulièrement procéder aux examens. Vous voudrez bien donner les ordres les plus formels pour qu'ils n'aient point lieu auparavant dans le ressort de l'Académie que vous administrez.

Recevez, etc.

Arrêté qui interdit l'annonce de Cours Préparatoires à l'examen du Baccalauréat ès Lettres et détermine les conditions d'admission à cet examen.

28 Août 1838

Nous, Ministre secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique, Grand-Maitre de l'Université de France,

Considérant qu'aux termes des dispositions ci-dessus visées les études préparatoires à l'examen du baccalauréat ès lettres ne peuvent être suivies que dans les Collèges de l'Université où l'enseignement complet a été autorisé, sauf l'exception portée en l'article 23 du décret du 15 novembre 1811;

Considérant qu'un grand nombre d'individus s'annoncent comme préparant les jeunes gens à l'examen du baccalauréat ès lettres, quoiqu'ils n'aient reçu de l'autorité compétente ni titre ni autorisation à cet effet, et qu'ils n'offrent par conséquent aucune garantie de savoir ni de moralité;

Considérant, en outre, que les chefs d'institution et maîtres de pension dûment autorisés ne peuvent, en aucun cas, excéder les limites de l'enseignement, telles qu'elles sont déterminées par le décret du 15 novembre 1811, et que c'est par un empiétement abusif que quelques-uns d'entre eux font professer dans leurs établissements les cours qui doivent précéder les examens du baccalauréat ès lettres;

Considérant que cet abus se lie à des abus plus graves qui excitent des réclamations générales par le scandale des candidatures appuyées sur de prétendus certificats paternels de tous points contraires à l'intention bienveillante et libérale qui les a établis pour encourager l'éducation domestique, et non pour favoriser la fraude, les mauvaises études et les spéculations coupables,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Article premier. — Il est interdit à tout chef d'institution, maître de pension et à toutes autres personnes de faire ou de maintenir, sous quelque forme que ce puisse être, l'annonce de cours préparatoires aux examens du baccalauréat ès lettres. Toute annonce et indication de ce genre devra être immédiatement supprimée sous les peines de droit.

MM. les inspecteurs des Académies veilleront à la prompte exécution de cette disposition et nous en rendront compte.

Art. 2. — Tout individu qui, par une voie quelconque, annoncera des cours préparatoires aux examens du baccalauréat ès lettres, sera signalé au procureur du Roi, et il sera fait mention, par une insertion d'office dans les feuilles publiques, des poursuites qui seront exercées en conséquence.

Art. 3. — MM. les inspecteurs constateront, par une visite spéciale, que les chefs d'institution et maîtres de pension se renferment strictement dans les limites de l'enseignement attribué à ces deux sortes d'établissements.

Art. 4. — Les candidats aux examens du baccalauréat ès lettres qui n'auraient pas suivi les cours des collèges royaux, communaux ou établissements de plein exercice, ne seront point admis à subir lesdits examens, s'ils ne se sont pas fait inscrire quinze jours à l'avance au secrétariat de la Faculté des Lettres devant laquelle ils demandent à être examinés, et si, au moment de l'inscription, ils n'ont pas déclaré dans quel lieu et sous quels maîtres ils ont suivi les cours de rhétorique et de philosophie, et cela sans préjudice des certificats exigés.

Tout candidat dont les déclarations seront reconnues inexactes sera déféré au Conseil académique.

Chaque déclaration recevra un numéro d'ordre et nous sera immédiatement transmise.

Arrêtés de la Commission de l'Instruction publique relatifs aux professeurs de mathématiques et de physique membres du Jury du Baccalauréat.

1^o 23 Novembre 1838

Le Conseil

Emet l'avis que le professeur des sciences mathématiques et physiques qui doit être adjoint aux Facultés et aux Commissions des lettres pour les examens du baccalauréat, soit pris alternativement parmi les professeurs du collège royal titulaire des chaires de physique et des chaires de mathématiques.

2^o 14 Décembre 1838

Le Conseil,

Vu son arrêté du 23 novembre dernier portant que les professeurs des sciences physiques et mathématiques dans les collèges royaux seront adjoints alternativement aux Facultés et aux Commissions des lettres pour l'examen du baccalauréat,

Sur la question de savoir si, dans les Académies où il existe des Facultés des Sciences, les professeurs de ces Facultés qui étaient adjoints aux examinateurs pour le baccalauréat ès lettres, doivent cesser d'en faire partie, pour être remplacés par des professeurs de mathématiques et de physique des collèges royaux, conformément à l'arrêté ci-dessus cité :

Est d'avis : 1^o que l'alternat d'un professeur de mathématiques et d'un professeur de physique soit organisé dès à présent ; 2^o que les deux professeurs qui seraient désignés à cet effet peuvent être choisis soit parmi les professeurs titulaires des collèges royaux, soit parmi ceux des Facultés des Sciences.

Décision sur l'incompatibilité des Fonctions de Recteur et d'examineur.

2 Juillet 1839

Le Conseil royal,

Sur le rapport de M. le Conseiller chargé de ce qui concerne les Facultés de Droit,

Vu les articles 31, § 8, 58 et 96 du décret du 17 mars 1808, ainsi conçus :

« Art. 31, § 8. — Les professeurs des Facultés et les doyens devront être docteurs dans leurs Facultés respectives.

« Art. 58. — D'après les examens et sur les rapports favorables des Facultés, visés par les Recteurs, le Grand-Maitre ratifiera les réceptions. Dans le cas où il croira devoir refuser cette ratification, il en sera déféré à notre Ministre de l'Intérieur, qui nous en fera son rapport, pour être pris par nous, en notre Conseil d'Etat, le parti qui sera jugé convenable. Lorsqu'il le jugera utile au maintien de la discipline, le Grand-Maitre pourra faire recommencer les examens pour l'obtention des grades.

« Art. 96. — Ils (les Recteurs) assisteront aux examens et réceptions des Facultés. Ils viseront et délivreront les diplômes des gradués, qui seront ensuite envoyés à la ratification du Grand-Maitre. »

Considérant qu'il résulte desdits articles que les Recteurs ont, relativement aux examens, une double attribution, celle d'assister aux épreuves et celle de contrôler le résultat des dites épreuves ;

Qu'il y aurait incompatibilité entre l'assistance aux examens en qualité d'examineur et de juge et l'obligation d'apprécier et de juger ces mêmes examens,

Décide que les Recteurs qui sont en même temps professeurs de Facultés ne peuvent pas exercer en même temps les fonctions de Recteur et les fonctions d'examineur.

Circulaire relative aux examens du Baccalauréat dans les Facultés des Lettres et des Sciences

1^{er} Décembre 1839

Les grades conférés par les Facultés des Lettres et des Sciences prendront chaque jour plus d'importance, et seront une garantie de plus en

plus nécessaire pour l'exercice de l'enseignement. C'est un motif pour l'administration, de mettre le soin le plus sévère à tout ce qui concerne la délivrance de ces grades. Il lui importe de connaître exactement les titres d'admissibilité, les objets spéciaux d'examen, la force relative des épreuves, et de prévenir les abus qui pourraient exister.

Les plus fréquents ont lieu dans la collation du baccalauréat ès lettres. Je vous recommande à cet égard un redoublement d'attention, qui ne doit pas porter seulement sur les titres du candidat pour être admissible à l'examen, mais sur l'examen même, que vous avez le pouvoir d'annuler toutes les fois que des épreuves insuffisantes vous paraissent avoir été trop favorablement jugées.

Les principaux auteurs classiques, le programme d'histoire des collèges royaux et le programme de philosophie sont la base de cet examen. Il importe donc que les élèves soient interrogés, non sur un petit nombre de passages connus à l'avance, mais sur des passages choisis inopinément dans les textes complets, tels que ceux qu'on explique dans les rhétoriques des collèges royaux : Virgile, Horace, Tacite, quelques discours de Cicéron ou de Démosthène, quelques Vies de Plutarque, quelques tragédies de Sophocle, etc.

Je vous invite à me transmettre, à cet égard, le programme de ces textes, tel qu'il est usité dans la Faculté ou devant la Commission des lettres de votre Académie; avec indication précise des ouvrages sur lesquels les candidats sont appelés à répondre d'après le choix de l'examineur ou la désignation du sort. J'attends dans un bref délai ce programme que j'examinerai en Conseil de l'Instruction publique.

III. — LE RÉGIME DE 1840 (1840-1848)

Arrêté déterminant les enseignements que doivent suivre les élèves de Philosophie des Collèges de Paris, candidats au Baccalauréat ès Lettres.

21 Février 1840

Le Conseil royal

Arrête ce qui suit :

Article premier. — Les élèves de philosophie seront dispensés de suivre le cours de mathématiques élémentaires.

Art. 2. — Nul élève de philosophie ne pourra se présenter au baccalauréat ès lettres s'il n'a pas suivi le cours de rhétorique.

Art. 3. — Dans l'année de philosophie sont reportés les enseignements suivants :

1° Une leçon d'histoire naturelle par semaine.

2° Une leçon de chimie, ajoutée aux deux leçons de physique.

Art. 4. — Il sera institué une conférence spéciale de philosophie, à deux leçons par semaine, obligatoire pour tous les élèves de mathématiques élémentaires qui ne suivraient pas le cours ordinaire de philosophie.

Art. 5. — Le présent arrêté, exclusivement applicable aux collèges de Paris, ne recevra son exécution, dans lesdits établissements, qu'à partir de la prochaine année classique.

Règlement pour le Baccalauréat ès Lettres.

14 Juillet 1840

Le Conseil royal,

Sur la proposition du Ministre, Grand-Maître de l'Université,

Arrête les dispositions suivantes, pour servir de règlement général aux examens du baccalauréat ès lettres dans toutes les Académies du Royaume :

TITRE I. — Époque des examens.

Article premier. — Les Facultés des Lettres et les Commissions instituées par l'ordonnance du 18 janvier 1816 procéderont chaque année dans trois sessions aux examens du baccalauréat ès lettres.

La première session s'ouvrira le quinzième jour avant l'époque fixée pour l'ouverture des vacances des collèges dans chaque Académie;

La deuxième, du 15 octobre au 1^{er} novembre;

La troisième, du premier lundi qui suivra les vacances de Pâques au lundi suivant (1).

Dans l'Académie de Paris, la première session pourra s'ouvrir dès le 25 juillet et sera close le 1^{er} septembre.

La deuxième pourra se prolonger jusqu'au 15 novembre.

La troisième aura lieu du 1^{er} au 15 janvier.

Et une quatrième sera ouverte du 1^{er} au 15 avril.

Art. 2. — Aucun examen isolé ou collectif ne pourra avoir lieu, en dehors des époques ci-dessus déterminées, que sur l'autorisation expresse du Ministre, accordée en Conseil royal.

TITRE II. — *Inscription des candidats.*

Art. 3. — Les diverses pièces exigées des candidats pour leur admission aux examens devront être adressées aux Recteurs de l'Académie, quinze jours au moins avant l'ouverture des épreuves.

Art. 4. — Chaque candidat est tenu de se présenter à l'examen au chef-lieu de l'Académie où il a terminé ses études, ou de celle où il a son domicile légal.

Il ne sera fait d'exception à cette règle que par décision motivée prise en Conseil royal, sur le rapport du Recteur de l'Académie, dans laquelle l'examen devait avoir lieu.

Art. 5. — Le Recteur, après avoir visé les différentes pièces déposées par les candidats, les transmettra, avec ses observations, au doyen de la Faculté ou au président de la Commission.

Art. 6. — Le doyen ou président de la Commission fera inscrire les diverses demandes sur un registre conforme au modèle n° 1 annexé au présent règlement, lequel contiendra :

Les nom et prénoms des candidats;

Le lieu et la date de leur naissance;

Le lieu où ils ont fait leurs études;

Leur domicile actuel.

L'inscription au registre sera faite, à Paris, par le secrétaire de la Faculté, et dans les autres Académies par le secrétaire de l'Académie, en présence du candidat, lequel sera tenu d'y apposer sa signature.

Art. 7. — Le secrétaire, après avoir pris préalablement les ordres du doyen ou président de la commission, et après avoir reçu la consignation des droits à acquitter, indique à chaque candidat, au moment de l'inscription, le jour où il devra subir l'examen.

Art. 8. — Les examens seront annoncés d'avance par des avis insérés dans les journaux, et par des affiches apposées aux portes extérieures du local où siège la Faculté ou la Commission d'examen.

TITRE III. — *Forme générale des examens.*

Art. 9. — Les examens sont publics et ont lieu dans la salle des séances ordinaires de la Faculté, ou dans la salle du Conseil académique, aux heures déterminées d'avance par la Faculté ou par la Commission.

Art. 10. — Quatre juges au moins doivent prendre part aux examens y compris le membre adjoint, chargé de la partie de l'examen relative aux sciences (2).

Art. 11. — Dans les Académies qui ne possèdent point de Facultés des Lettres, les Commissions seront à l'avenir présidées par un inspecteur de l'Académie, désigné par le Recteur.

Les autres membres des commissions sont :

(1) Un arrêté du 11 décembre suivant a institué pour les départements une 4^e session correspondant à celle qui avait lieu du 1^{er} au 15 janvier dans l'Académie de Paris.

(2) Le jury doit être composé de cinq personnes; c'est là le nombre régulier et normal. Si l'un des cinq membres est accidentellement et pour une séance empêché d'assister, l'examen peut et doit avoir lieu; mais si l'impossibilité d'assister doit se prolonger et même s'étendre à toute une session, le Recteur a le droit de suppléer le membre empêché. (Avis du Conseil, 17 octobre 1841.)

Le professeur de philosophie du collège royal;
Le professeur de rhétorique;
Le professeur d'histoire;
Le professeur de mathématiques et le professeur de physique alternativement.

Art. 12. — Dans les Facultés, comme dans les Commissions, les Recteurs assistent eux-mêmes aux examens, toutes les fois qu'ils le jugent convenable.

Art. 13. — Chaque candidat, ayant de subir les épreuves, appose de nouveau sur le registre mentionné à l'article 6 sa signature, en présence des examinateurs, lesquels vérifient l'identité de cette signature avec la précédente.

Les étudiants sont prévenus chaque fois des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les règlements universitaires, et d'après les lois, les fausses signatures apposées à ces actes, ou toute autre fraude dont ils se seraient rendus coupables.

Art. 14. — Les examens se composent de trois séries d'épreuves:

- 1° La composition écrite;
- 2° L'explication des auteurs grecs, latins, et français;
- 3° Les questions orales.

Première épreuve. — COMPOSITION ÉCRITE.

Art. 15. — Pour la première épreuve, les candidats sont tenus de faire une version latine, à peu près de la même force et de la même étendue que les versions latines qui se donnent en rhétorique.

Art. 16. — Le texte de la composition est choisi par le doyen, ou par le président de la Commission.

Le même texte sera dicté à tous les candidats qui devront être examinés dans le même jour.

Un des membres de la Faculté ou de la Commission, désigné à tour de rôle, dicte le devoir et préside à la composition.

Art. 17. — Deux heures sont accordées pour cette épreuve.

Pendant ce temps, les candidats restent constamment sous la surveillance de l'examineur.

Ils ne peuvent avoir aucune communication au dehors ni entre eux, sous peine d'exclusion; et il n'est pas laissé à leur disposition d'autres livres que les dictionnaires latins.

Art. 18. — Chaque candidat remet sa composition, signée de lui, à l'examineur.

Art. 19. — La Faculté ou la Commission procède de suite à l'examen des copies et décide, d'après cette première épreuve, quels sont les candidats qui seront admis à subir les épreuves orales.

Deuxième épreuve. — EXPLICATION DES AUTEURS.

Art. 20. — Les candidats admis à la deuxième épreuve expliquent différents passages des auteurs grecs, latins et français, d'après les listes annexées au présent règlement.

Art. 21. — Chaque liste est divisée en un même nombre de numéros. Avant l'épreuve, il est déposé dans une urne autant de boules qu'il y a de numéros; et les boules extraites successivement de l'urne par le candidat, et présentées par lui au président, indiquent, pour chaque explication grecque, latine et française, l'auteur sur lequel elle doit porter.

Les juges choisissent dans le texte indiqué par le sort les passages que doit expliquer le candidat.

Troisième épreuve. — QUESTIONS ORALES.

Art. 22. — Pour la troisième épreuve, les candidats répondent verbalement à des questions de philosophie, de littérature, d'histoire, de mathématiques et de physique, également désignées par la voie du sort, parmi les programmes annexés au présent règlement, et d'après le mode déterminé à l'article 21.

TITRE IV. — *Jugement des épreuves.*

Art. 23. — La durée des épreuves pour chaque candidat, non compris les deux heures accordées pour la version latine, sera de trois quarts d'heure au moins.

Art. 24. — D'après le mérite de la composition écrite et des épreuves orales, le jury délibère sur l'admission de chaque candidat.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La décision des juges est proclamée en séance publique.

Art. 25. — Tout candidat refusé ne peut se présenter à un nouvel examen que dans une autre session.

Ce nouvel examen doit être nécessairement subi devant la même Faculté ou la même Commission que le précédent, à moins d'une dispense expresse accordée par le Ministre en Conseil royal.

Art. 26. — La Faculté ou la Commission délivre pour chaque candidat jugé admissible, un certificat d'aptitude qui doit indiquer, conformément au modèle ci-joint n° 2 :

1° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance du candidat ;

2° Le lieu où il a fait ses études ;

3° Les notes obtenues par lui dans l'épreuve de la composition ;

4° Le numéro des questions qui lui sont échues dans chacune des épreuves orales, et la manière dont il a subi lesdites épreuves.

Quand le Recteur ou un inspecteur, autre que le président de la commission, a été présent à l'examen, il en est fait aussi mention sur le certificat d'aptitude.

Art. 28. — Le certificat d'aptitude, avec les pièces déposées par les candidats, est transmis au Recteur pour recevoir son visa. Le doyen ou le président de la commission adresse en même temps au Recteur le procès-verbal de chaque séance d'examen, signé par tous les juges, et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint la composition écrite faite par chaque candidat.

Art. 29. — Si le Recteur estime qu'il y a eu défaut de formes, ou excès d'indulgence dans la réception des candidats, il déclare à la Faculté qu'il refuse son visa, et il adresse au Grand-Maître les motifs de son refus avec le certificat de la Faculté.

Art. 30. — Les certificats d'aptitude visés par le Recteur sont transmis au Ministre, avec le procès-verbal des séances d'examen et le rapport du doyen ou du président de la Commission. Le Recteur transmet également chaque fois la liste des candidats refusés.

Art. 31. — Les diplômes sont conférés par le Ministre, Grand-Maître de l'Université, dans la forme établie.

Art. 32. — Nul diplôme ne peut être remis à l'impétrant qu'après que celui-ci aura apposé sa signature tant sur l'acte même que sur le registre mentionné à l'article 6, lequel servira à constater la remise du diplôme.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du fonctionnaire qui a fait la remise de l'acte, doit être considéré comme non avenu et comme ne conférant aucun droit.

TITRE V. — *Dispositions générales.*

Art. 33. — Les dispositions contenues aux articles 19 du décret du 17 mars 1808, 18 du statut du 16 février 1810, 23 du décret du 15 novembre 1811, 1^{er} et 2 de l'ordonnance du 17 octobre 1821, et les arrêtés des 17 juillet 1835, 11 avril 1837, continueront d'être exécutés, quant aux conditions d'admissibilité aux épreuves.

Art. 34. — Le présent règlement sera exécutoire dans toutes les Académies, à partir du 1^{er} janvier 1841 (1).

(1) 1° L'article 9 du règlement porte que les examens auront lieu pour les Commissions des lettres dans la salle du Conseil Académique. Cette disposition paraît éprouver des difficultés dans les Académies où MM. les Recteurs n'étant pas logés, il n'existe aucune salle spécialement affectée aux réunions du Conseil. Il a été reconnu

N. 1

ACADÉMIE

MODELE DU REGISTRE

prescrit par les articles 6, 13 et 32 du règlement du 14 juillet 1840

d

SIGNATURE du candidat au moment de l'inscription	NOM et prénoms	LIEU ET DATE de naissance	DÉSIGNATION du lieu où le candidat a fait ses études	SIGNATURE du candidat au moment de l'examen	DATE de l'examen	NOTES inscrites sur le certificat d'aptitude	DATE de la remise du diplôme	SIGNATURE de l'impétrant indiquant le récépissé du diplôme	OBSERVA- TIONS
Signature	BERTRAND Jules	Blois (L.-et-L.) le 15 juin 1824	Collège royal de Tours	Signature	28 août 1840	Très bien	4 octobre 1840	Signature	
Signature	LAGARDE Honoré	Châteauneux (Indre) le 18 mai 1822	Collège communal de Châteauneux	Signature	17 octobre 1840	Bien	15 novembre 1840	Signature	
Signature	LEROY Pierre	Paris (Seine) le 5 juillet 1822	Études faites dans la maison paternelle	Signature	10 avril 1841	Assez bien	8 mai 1841	Signature	

MODELE DE CERTIFICAT D'APTITUDE

N° 2
 ACADEMIE
 FACULTÉ
 (ou Commission) DES LETTRES
 Session
 du mois d 18

Nous soussignés, membres de la Faculté (ou Commission) des lettres de l'Académie d

Après avoir reconnu régulières les diverses pièces déposées par le sieur (nom et prénoms né à département d le (élève du collège royal ou communal) ou de l'institution de ou élevé dans la maison paternelle) à l'effet d'être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres,

Avons procédé audit examen, conformément aux dispositions du règlement du 14 juillet 1840. (Si le Recteur ou un inspecteur a été présent, en faire ici mention)

Du procès-verbal des différentes épreuves, il résulte ce qui suit:

1° La composition écrite a été (indiquer par un mot l'appréciation des juges).

2° L'explication des auteurs grecs (N°)

L'explication des auteurs latins (N°).

L'explication des auteurs français (N°)

3° Sur la philosophie (N°) le candidat a répondu:

Sur la littérature (N°)

Sur l'histoire (N°)

Sur la géographie (N°)

Sur les mathématiques (N°)

Sur la physique et la chimie (N°)

Après avoir apprécié l'ensemble desdites épreuves et en avoir délibéré, nous avons jugé ledit candidat

que, dans ce cas, les examens continueraient d'avoir lieu dans le local précédemment affecté à cet usage.

2° L'article 11 attribue au Recteur la désignation de l'inspecteur qui doit désormais présider la commission des lettres dans les Académies qui ne possèdent point de Faculté. De là la question de savoir, d'abord, s'il s'agit d'une simple présentation du Recteur, sauf l'approbation supérieure; en second lieu, si chacun des deux inspecteurs doit être désigné à tour de rôle; troisièmement enfin, s'ils doivent avoir part aux droits d'examen, ou être indemnisés d'après le taux fixé pour les inspecteurs en tournée ou en mission.

Il a été décidé, sur le premier point, qu'il n'y avait pas lieu de nommer par un arrêté spécial l'inspecteur président de la commission, non plus que le professeur d'histoire, substitué purement et simplement au censeur comme membre de ladite Commission; sur le second point, que la désignation de l'inspecteur président appartenant au Recteur, il n'y avait aucun inconvénient à ce que les deux inspecteurs fussent désignés à tour de rôle: mais que cette rotation régulière n'était pas de droit, et que le Recteur devait demeurer libre pour le cas où la présidence de tel inspecteur ne répondrait pas au vœu du règlement ou au besoin du service; enfin, sur le troisième point, que l'inspecteur président devait avoir part aux droits d'examen, et que cette part devait être la même que celle des autres examinateurs.

Il a été arrêté en outre que les droits de présence appartenaient à l'inspecteur président, indépendamment des frais de route qui doivent lui être alloués lorsque la Commission ne siège pas au chef-lieu de l'Académie.

3° Il est dit, article 32 du règlement: « Nul diplôme ne peut être remis à l'impétrant qu'après que celui-ci aura apposé sa signature, tant sur l'acte même que sur le registre mentionné à l'article 6, lequel servira à constater la remise du diplôme. »

On a objecté que cette mesure pourrait gêner les gradués ou leurs familles en leur imposant un voyage forcé, et quelquefois dispendieux, au chef-lieu de l'Académie, attendu que ces diplômes ne sont pas délivrés sur-le-champ, et que lorsqu'ils sont envoyés à l'Académie, les candidats sont pour la plupart dispersés.

Il est facile de prévenir cet inconvénient sans diminuer les garanties qui résultent des dispositions de l'article 32. Toutes les fois qu'un récipiendaire ne pourra retirer lui-même son diplôme, il devra donner procuration à cet effet par lettre spéciale signée de lui, laquelle restera annexée au registre pour servir à constater l'identité, et le diplôme sera remis à la personne chargée de la procuration, qui signera au registre pour l'impétrant. (Circulaire aux Recteurs, 31 décembre 1840.)

digne du grade de bachelier ès lettres (avec la mention très bien, bien, assez bien).

En foi de quoi, nous lui avons délivré le présent certificat.

Fait à . le 18
(Signatures des examinateurs.)

Nous, Recteur de l'Académie d

Vu le certificat d'aptitude ci-dessus et les pièces annexées;

Après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite du candidat, approuvons le susdit certificat, qui sera immédiatement transmis à M. le Ministre de l'Instruction publique, pour être ratifié et échangé, s'il y a lieu, contre un diplôme de bachelier ès lettres.

Fait à _____ le _____ 18____
(Signature du Recteur.)

Circulaire relative au nouveau Règlement du Baccalauréat ès Lettres.

17 Juillet 1840

Monsieur le Recteur, j'ai reçu votre lettre du ... et le mémoire de la Faculté (ou Commission) des lettres de votre Académie, en réponse à la circulaire que je vous avais adressée le 8 mai dernier, relativement au projet de réforme du baccalauréat es lettres. J'ai lu avec le plus grand soin les mémoires que chacun de MM. les Recteurs m'a communiqués. Ils témoignent tous d'une connaissance approfondie de la matière et contiennent des vues pratiques dignes de toute mon attention. Le Conseil royal a mûrement examiné cet important et difficile sujet; et j'ai l'honneur de vous adresser le règlement qui est sorti de ses délibérations.

Le premier caractère de ce règlement est d'être uniforme et de s'appliquer à toutes les Facultés et Commissions du royaume. Cette uniformité avait été unanimement réclamée par les Facultés et les Commissions: elle l'était aussi par l'intérêt de l'instruction publique, et même par l'équité. Il répugne que l'examen qui confère des droits semblables ne soit pas établi partout sur des bases communes. Dans l'instruction primaire, les programmes des examens de capacité sont partout les mêmes; il n'y a pas de motifs pour qu'il n'en soit pas ainsi dans l'instruction secondaire. L'unité des programmes d'examen maintiendra celle de l'enseignement public et privé, qui elle-même concourt à fortifier la grande unité nationale. Vous voudrez bien, Monsieur le Recteur, tenir la main à ce qu'à partir du 1^{er} janvier 1841, le présent règlement, avec les programmes qui y sont annexés, soit fidèlement suivi dans le ressort de votre Académie, et que, sous aucun prétexte, il n'y soit fait dans la pratique aucune dérogation.

Le second point qui vous frappera dans ce règlement est l'importance nouvelle que prendra l'épreuve écrite. Toutes les Académies ont été unanimes pour demander qu'il y eût des épreuves écrites. Toutes ont pensé que la composition était, au baccalauréat comme au collège, l'indice le plus sûr de la capacité d'un candidat. Trois Académies proposaient cinq compositions différentes; six Académies quatre compositions; treize Académies trois compositions; cinq Académies deux compositions. Tout bien pesé, je me suis décidé à ne demander qu'une seule composition, une version latine, mais à peu près de la même force et de la même étendue que les versions latines qui se donnent en rhétorique. Il m'a paru que, s'il ne faut pas ouvrir trop aisément l'entrée aux carrières libérales de la société, il n'est pas juste non plus de rendre cette entrée d'un accès trop difficile. Trop de rigueur ou trop d'indulgence serait ici une faute égale, et qui pourrait avoir de graves conséquences. De toutes les épreuves écrites, la version latine est celle qui met le mieux en lumière la capacité réelle des candidats. Une version latine bien faite témoigne suffisamment de cette connaissance solide de la langue latine, sans laquelle il ne peut y avoir de fortes études de médecine.

cine et de jurisprudence; c'est aussi une page de français dans laquelle on peut reconnaître si le candidat sait écrire sa langue avec pureté, la clarté et l'élégance, qui répondent elles-mêmes d'une bonne culture intellectuelle. Une seule composition, Monsieur le Recteur, sera donc exigée, mais elle sera la condition indispensable d'admissibilité aux autres épreuves, comme cela se pratique dans le concours d'agrégation de grammaire. En effet, quand on n'a pas pu en deux heures, et avec un dictionnaire, traduire convenablement en français une page de latin, il est superflu d'être interrogé sur des textes de Cicéron et d'Horace, de Virgile et de Tacite. Il n'y aura donc qu'une seule épreuve écrite, mais cette épreuve sera décisive.

Pour la seconde épreuve, celle de l'explication des auteurs, vous trouverez, Monsieur le Recteur, les classiques français, à côté des classiques de l'antiquité. Dans ma circulaire du 8 mai, j'avais proposé cette innovation; et presque toutes les Académies l'ont acceptée avec empressement. Elle est consacrée par le règlement nouveau. Puisqu'au collège on étudie les grands maîtres de la littérature française, il convient que cette étude soit représentée au baccalauréat. On y considérera les chefs-d'œuvre de notre langue sous un point de vue littéraire et même philologique, comme on le fait pour les chefs-d'œuvre de l'antiquité. Je compte sur cette mesure pour affermir et accroître dans nos écoles la connaissance et le respect de la langue nationale, de cette langue qui se prête à l'expression de toutes les pensées, quand elles sont justes et vraies, et qui ne repousse que l'exagération et le faux dans les sentiments et dans les idées. J'appelle aussi d'une manière spéciale votre attention sur les nouveaux programmes qui doivent servir de fondement aux questions orales.

Le programme de philosophie reste tel qu'il a été arrêté il y a dix ans. Vous n'y trouverez d'autre changement que l'introduction de quelques questions nouvelles de logique, relatives à cette forme de raisonnement dont on a tant abusé au moyen âge, et que depuis, par une réaction extrême, on a trop négligée, à savoir, la forme syllogistique. L'art syllogistique est tout au moins une escrime puissante, qui donne à l'esprit l'habitude de la précision et de la rigueur. C'est à cette mâle école que se sont formés nos pères: il n'y a que de l'avantage à y retenir quelque temps la jeunesse actuelle.

Le programme des questions littéraires garde une juste mesure entre les questions de rhétorique ancienne, dans lesquelles se renferment exclusivement les programmes de plusieurs Académies, et les questions générales, mais trop vagues, où s'égarent quelques programmes qui ont passé sous mes yeux. Les cours de rhétorique du dix-neuvième siècle doivent être de véritables cours de littérature; ils ne peuvent avoir pour unique objet de former la jeunesse à l'éloquence antique, par la rhétorique telle qu'elle se trouve dans Aristote, Cicéron, Quintilien.

D'autres temps, d'autres besoins. Nos cours d'humanité, pour être dignes de ce nom, doivent initier nos jeunes gens aux préceptes du goût, à l'art d'écrire en général, aux règles, et, jusqu'à un certain point, à l'histoire de la littérature. D'un autre côté, dans notre forme de Gouvernement et dans le développement de notre barreau, des études oratoires conviennent à une classe assez nombreuse de citoyens; et il y a dans la rhétorique ancienne une foule de préceptes qui n'ont pas vieilli. Vous trouverez donc aussi, dans le programme que je vous adresse, des questions tirées des grands maîtres de l'art oratoire dans l'antiquité. Ces considérations vous expliquent suffisamment la pensée de ce programme, qui pourra un jour encore être perfectionné.

Mais il y a ici un écueil que je dois vous signaler, Monsieur le Recteur. Les questions littéraires du nouveau programme forment un ensemble de connaissances diverses que doit posséder tout élève de rhétorique qui a profité des leçons qu'il a reçues; mais ces connaissances il doit les avoir recueillies successivement dans les deux grands exercices dont se compose une classe de rhétorique, la lecture et l'explication des grands maîtres de l'art d'écrire, et leur imitation par la composition quotidienne. Les préceptes du goût et du style doivent être donnés chaque jour par le professeur dans la correction des compositions et

l'explication des auteurs: je n'entends pas qu'ils deviennent, sous aucun prétexte, la matière d'un enseignement spécial, qui convertirait les cours pratiques des collèges en des cours théoriques de Facultés. Je vous prie, Monsieur le Recteur, de vouloir bien prendre cet avis en sérieuse considération, de le porter à la connaissance de MM. les professeurs d'humanités et de veiller à ce que cette prescription soit partout strictement exécutée.

Pour le programme d'histoire, il contient surtout un cadre d'histoire universelle, dans lequel on s'attache aux grandes divisions, aux grands résultats, beaucoup plus qu'à ses détails. Il ne faut pas qu'un homme digne de ce nom ignore le genre humain, comme dit Bossuet. En géographie comme en histoire, c'est l'ensemble qui importe; et il convient de se tenir à une égale distance d'une philosophie de l'histoire qui dégènerait en notions systématiques, où les faits réels ne seraient plus reconnaissables, et d'un enseignement détaillé et minutieux qui accumulerait les faits sans ordre et sans lumière, et s'adresserait à la mémoire bien plus qu'à l'intelligence.

Vous remarquerez que les programmes de mathématiques, de physique, de chimie, ont été revus et améliorés. J'aurais désiré y joindre des questions d'histoire naturelle; car il est peu d'études qui soient plus instructives et plus attrayantes, plus à la portée de la jeunesse et plus capables de lui faire comprendre et sentir la divine Providence. Mais vous savez que cet enseignement est transporté, et avec grande raison, pour l'année prochaine, de la sixième à la philosophie. Quand il sera parfaitement constitué, il sera convenable de lui faire une place dans l'examen du baccalauréat ès lettres.

Il me reste à vous parler d'un changement qui n'est pas sans gravité. Jusqu'ici les Commissions d'examen étaient composées, dans les Académies où il n'y a pas de Faculté, du proviseur du Collège royal, qui avait la présidence; du censeur des études, du professeur de philosophie, du professeur de rhétorique et des professeurs de mathématiques et de physique, qui, alternativement, se chargeaient de la partie scientifique de l'examen. Mais on réclamait depuis longtemps l'introduction du professeur d'histoire dans cette Commission. En effet, quand l'étude de l'histoire et de la géographie fait, à bon droit, une partie aussi considérable de l'instruction secondaire, il est juste à tous égards de la représenter dans l'examen, et le professeur d'histoire ne peut y être suppléé sans inconvénient par un autre professeur. D'autre part, le proviseur et le censeur d'un collège, quelque honorable que soit leur caractère, peuvent, par leur zèle même, si digne d'éloges, pour l'administration qui leur est confiée, encourir, dans ces temps de défiance, le soupçon d'une partialité involontaire. Le Conseil royal a pensé, après un mûr examen, que ces deux fonctionnaires pouvaient cesser de faire partie d'une Commission qui n'a rien d'administratif, que la présidence devait en être conférée à un des inspecteurs de l'Académie, et que l'examen devait avoir lieu, non dans l'enceinte du collège, mais en public et dans la salle même du conseil académique. Sans doute, par ce changement, un sacrifice pénible est imposé à MM. les proviseurs et censeurs, mais j'ai compté sur leur dévouement éprouvé pour le corps auquel ils appartiennent, et dont l'intérêt doit prévaloir sur tous les intérêts particuliers.

Ordonnance qui supprime les Commissions des Lettres.

1^{er} Janvier 1847

Article premier. — L'ordonnance du 18 janvier 1816 est et demeure rapportée.

En conséquence, les commissions des lettres sont supprimées.

Arrêté qui établit des sessions extérieures pour le Baccalauréat ès Lettres

2 Janvier 1847

Nous, Ministre, etc.

Le Conseil royal de l'Université,

Vu l'ordonnance du Roi du 1^{er} janvier courant, qui supprime les commissions des lettres;

A délibéré, et Nous arrêtons:

Article premier. — Les Facultés des Lettres desserviront, pour la collation des grades, les Académies dépourvues de Facultés des Lettres qui leur seront annexées en vertu d'un tableau de circonscription qui sera arrêté par le Grand-Maitre de l'Université.

En conséquence, lesdites Facultés, aux époques qui sont déterminées par le présent règlement, ou qui le seront ultérieurement, enverront au chef-lieu des susdites Académies, pour y conférer les grades, un jury d'examen tiré de leur sein et assisté d'un professeur des Facultés des Sciences.

Art. 2. — Il y aura, chaque année, une session au moins d'examens pour la collation des grades, au chef-lieu de toutes les Académies du Royaume, indépendamment des sessions qui auront lieu au chef-lieu même des Facultés, en vertu de l'article suivant.

L'époque où la session devra être ouverte dans chaque Académie sera déterminée et publiée trois mois à l'avance.

Art. 3. — Il y aura au siège des Facultés, le même nombre de sessions et aux mêmes époques que par le passé.

Le programme du baccalauréat ès lettres sera immédiatement révisé et réduit. Le nouveau programme sera en vigueur aux vacances de l'année 1848. Il devra être publié un an à l'avance.

Règlement relatif au Baccalauréat ès Sciences exigé pour l'admission aux divers grades dans les Facultés.

8 Juin 1848

Article premier. — Un seul et même baccalauréat ès sciences, dont le programme est annexé au présent arrêté, sera désormais exigé, tant des candidats à la licence ès sciences mathématiques et ès sciences physiques, que des candidats à la licence ès sciences naturelles. Néanmoins, les candidats à cette dernière licence pourront, jusqu'au 1^{er} novembre 1850, s'y présenter avec le diplôme de bachelier ès sciences physiques, sous la condition imposée par le statut du 7 novembre 1826.

Art. 2. — Le baccalauréat dit baccalauréat ès sciences physiques, dont le programme est également annexé au présent arrêté, demeure exigible, comme par le passé, pour les élèves en médecine, et avec les suppressions indiquées pour les candidats à l'agrégation de philosophie (1).

Arrêté concernant le Professeur de Sciences qui doit être adjoint au Jury d'examen pour le Baccalauréat ès Lettres.

11 Juillet 1848

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 4 de l'ordonnance du 17 octobre 1821;

Vu les arrêtés du 23 novembre et du 14 décembre 1838;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 22 janvier 1847;

Arrête:

Article premier. — Les professeurs des Facultés des Sciences adjoints aux professeurs des Facultés des Lettres, pour l'examen de candidat au grade de bachelier ès lettres, seront pris exclusivement parmi les professeurs de mathématiques et de physique (2).

(1) Les candidats à l'agrégation de philosophie qui se présentent à l'examen du baccalauréat ès sciences physiques, sont dispensés de répondre sur la partie du programme de cet examen relative à la chimie et à l'histoire naturelle. (Arrêté du 23 février 1837.)

(2) Confirmé par un avis du Conseil ainsi conçu: « Le professeur de chimie de la Faculté ne peut être admis à prendre part à l'examen qu'à défaut des professeurs de mathématiques et de physique titulaires ou suppléants. (11 janvier 1850.)

Art. 2. — Les professeurs de mathématiques et le professeur de physique seront appelés alternativement à prendre part aux examens, sur la désignation du doyen de la Faculté des Sciences et sous l'approbation du Recteur de l'Académie.

Art. 3. — Dans les Académies de Poitiers et d'Aix, qui ne possèdent pas de Faculté des Sciences, l'examinateur adjoint pour les sciences aux jurys d'examen des Facultés des Lettres sera pris, savoir : pour la Faculté de Poitiers, alternativement dans les Facultés des Sciences de Rennes et de Bordeaux; pour la Faculté d'Aix, alternativement dans les Facultés des Sciences de Montpellier et de Grenoble.

La Faculté des Sciences de Montpellier fournira toujours le professeur adjoint au jury d'examen de la Faculté des Lettres d'Aix, qui tiendra session dans l'Académie de la Corse.

IV. — L'ÈRE NOUVELLE DU BACCALAURÉAT LE RÉGIME DE 1849 (1849-1856)

Circulaire relative à la délivrance des Certificats d'admission au grade de Bachelier ès Lettres.

14 Mars 1849

Monsieur le Recteur, les certificats d'admission au grade de bachelier ès lettres qu'il est d'usage de délivrer en attendant la réception des diplômes, ont donné lieu à de nouvelles fraudes contre lesquelles on ne saurait prendre trop de précautions.

Une circulaire en date du 30 novembre 1839 porte que les certificats de cette nature ne peuvent être délivrés que par écrit, et qu'aucune formule imprimée ne doit être admise pour les actes semblables. Je vous rappelle, Monsieur le Recteur, cette mesure essentielle. J'ai décidé en outre que tout certificat de réception au grade de bachelier ès lettres délivré par les doyens ou les secrétaires devait être visé par les Recteurs, lorsqu'ils ne le délivrent pas eux-mêmes, et porter le sceau de l'Académie.

Vous voudrez, monsieur le Recteur, assurer la stricte exécution de ces dispositions, et recommander à M. le Doyen de la Faculté de votre Académie, de n'admettre pour les premières inscriptions que les certificats de réception rédigés dans la forme et revêtus des garanties ci-dessus indiquées.

Recevez, etc.

Rapport et Décret supprimant le Certificat d'Etudes exigé des candidats au Baccalauréat ès Lettres

16 Novembre 1849

1^o RAPPORT

Monsieur le Président, en acceptant de votre confiance le Ministère de l'Instruction publique, occupé avec tant de distinction par l'honorable prédécesseur que des circonstances regrettées de tous en ont éloigné, j'ai moins considéré les difficultés qui pourraient m'attendre que la tâche honorable et patriotique de diriger utilement, sous vos auspices, les forces morales du culte et de l'enseignement, sauvegardes nécessaires d'une société devenue, par l'adoption du suffrage universel, maîtresse de ses destinées.

Au sein de ces grandes institutions sur lesquelles repose presque entièrement l'avenir du pays, mon premier regard devait constater une division profonde qui afflige depuis si longtemps tous ceux qui chérissent également l'immutabilité des dogmes religieux et le libre progrès de l'esprit humain.

L'Université, lors de sa création, a été destinée à représenter l'application à l'enseignement des principales forces conservatrices de la

société dont les générations lui étaient confiées. Elle n'a été, sous ce rapport, qu'une des branches de la centralisation dont son illustre fondateur possédait spécialement le génie.

Soit qu'on se rapporte à ses statuts primitifs ou à la composition originaire de ses conseils, on voit la religion appelée à exercer une sérieuse influence sur l'esprit de son enseignement.

Cependant, malgré des intentions excellentes et des efforts plus méritoires encore, ce but a-t-il été complètement atteint?

L'apparence seule d'un relâchement dans le lien nécessaire entre l'enseignement de l'Etat et les vieilles croyances, heureusement conservées au sein de tant de familles, n'a-t-elle pas au contraire suffi pour exciter des craintes, et inspirer en faveur de la liberté de l'enseignement, des vœux répétés avec insistance, surtout depuis les promesses constitutionnelles de 1830?

Lorsque, après la révolution de février nous avons constaté les ravages que pouvaient produire des idées exclusivement dirigées vers la recherche ardente et immédiate de l'égalité du bien-être, le pays a trouvé tout à la fois, dans l'expérience de cette situation, la conscience d'un grand mal moral, et dans les principes libéraux de la constitution nouvelle, l'espoir fondé d'un meilleur avenir.

L'article 9 de cette Constitution a proclamé la liberté de l'enseignement.

Il est douteux pour nous que ce principe, isolé de toute action gouvernementale, puisse assurer la régénération complète de l'éducation nationale; mais la liberté ne créera-t-elle pas tout à la fois un concours et une rivalité utiles à l'éducation publique?

A nos yeux, la situation actuelle de l'enseignement en France appelle deux grands remèdes: l'un réside dans l'application franche et régulière de la liberté consacrée par la Constitution, et à laquelle, Monsieur le Président, vous avez, dans plus d'une circonstance, témoigné votre sympathie sincère; l'autre consiste dans l'amélioration intérieure et administrative de l'Université, dont vous n'oubliez, pas plus que la France, l'origine, ni les honorables services.

Si les sociétés se conservent surtout par les dogmes, elles ne grandissent et ne brillent que par les sciences, dont le concours de l'Etat soutient si puissamment le flambeau.

Concilier les satisfactions appropriées à ces deux grands besoins de conservation et de progrès, ce n'est point à nos yeux organiser la guerre entre des principes moraux différents, c'est faire converger vers un même but, en les équilibrant, deux forces nécessaires au développement complet de l'humanité.

Grâce à Dieu, il n'y a point dans notre société deux séries de maximes contraires qui puissent, avec un égal succès, être offertes aux préoccupations naturellement si graves et si religieuses des pères de famille. En matière d'éducation, c'est l'exécution surtout qui diffère, et la rivalité d'établissements divers, sous la surveillance ferme et confiante de l'Etat, ne saurait amener que des efforts utiles aux progrès de tous.

Un projet de loi préparé par mon honorable prédécesseur, et tour à tour soumis à l'examen d'une Commission de l'Assemblée législative et à celui du Conseil d'Etat, a été conçu dans le but de régler sur des bases nouvelles la lutte pacifique de l'Université et de l'Enseignement libre.

Mais il est des réformes qui tiennent à l'action même du pouvoir exécutif, et que votre sollicitude pour l'enseignement est impatiente de voir accomplir. Au premier rang, j'ai l'honneur de vous signaler l'abolition du certificat d'études exigé pour l'obtention du baccalauréat ès lettres, par une mesure dont les statuts universitaires antérieurs à 1810, ne contiennent aucune trace. Cette suppression ne sera pas seulement propre à honorer votre initiative par un acte favorable à la liberté des pères de famille; l'adhésion qu'elle a reçue dans le Conseil de l'Université montrera, en outre, que le désir d'une conciliation salulaire est dans tous les cœurs.

La condition des certificats d'études est principalement fondée sur l'article 1^{er} de l'ordonnance royale du 17 octobre 1821, pour ce qui

concerne la philosophie, et sur l'arrêté du Conseil de l'Université du 17 juillet 1835, pour la classe de rhétorique. Elle n'a pu être établie que comme sanction d'un droit d'enseignement, dont la Constitution de 1848 a profondément modifié le caractère. Dans les dernières années, elle a excité des réclamations nombreuses, et les autorités les plus graves les plus attachées à l'ancienne législation de l'Instruction publique ne l'ont jamais absolument défendue. N'apparaît-elle pas comme une marque d'origine demandée au savoir, et que nos mœurs repoussent.

On en a sans doute adouci la rigueur en autorisant la production d'attestations relatives aux études domestiques. Mais ce palliatif n'a été souvent qu'une prime donnée à de regrettables, quoique excusables, mensonges.

Dans ces circonstances, Monsieur le Président, je crois nécessaire l'abolition des certificats d'études, et cette mesure sera, de votre part, un éclatant hommage rendu à la liberté proclamée par la Constitution, non moins qu'à la raison et à la morale publiques.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le projet de décret suivant.

Veuillez agréer, etc...

*Le ministre de l'Instruction publique
et des Cultes,
Signé: DE PARIEU.*

2° DECRET

Le Président de la République,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes;

Vu l'article 9 de la Constitution;

Décète:

Article premier. — A dater de ce jour, aucun certificat d'études ne sera exigé des aspirants au diplôme de bachelier ès lettres. Toutes dispositions contraires dans les ordonnances royales et arrêtés ministériels ont et demeurent rapportées (1).

Règlement pour le Baccalauréat ès Lettres

26 Novembre 1849

Le Ministre, etc.,

Vu le décret du Président de la République, en date du 16 novembre courant, qui supprime le certificat d'études exigé des candidats au grade de bachelier ès lettres;

Vu la délibération du Conseil de l'Université, en date des 13, 16, 20 et 21 novembre;

Considérant qu'il importe de concilier le principe de la liberté de l'enseignement avec ce qu'exigent dans l'application l'ordre public, le bien des études et les intérêts moraux, soit de l'Etat, soit des familles; qu'en conséquence, il est nécessaire d'apporter aux règlements exis-

(1) Le Conseil,

Vu le décret du Président de la République en date du 16 novembre dernier, lequel a supprimé le certificat d'études précédemment exigé des candidats au grade de bachelier ès lettres;

Vu les dispositions particulières antérieures de la législation qui avaient soumis à des conditions particulières de diplôme les candidats se destinant à l'Etat ecclésiastique, et leur avaient accordé certaines immunités;

Vu notamment l'ordonnance du 16 juin 1828;

Considérant que la suppression du certificat d'études entraîne nécessairement l'abolition de toute distinction relativement à la provenance des candidats, aussi bien qu'à leur destination présumée.

Est d'avis que toute condition et toute immunité particulières, fondées sur cette distinction, doivent cesser d'avoir lieu, et qu'en conséquence, il convient de supprimer immédiatement le diplôme spécial, l'exemption des droits et l'échange éventuel contre le diplôme ordinaire; que, quant aux remises de droits, elles continueront d'avoir lieu pour tous les candidats sur les motifs valables présentés par eux, et après avis du Conseil de l'Université, les épreuves subies. (11 décembre 1849.)

tants les modifications qui, d'une part, doivent assurer le libre accès des examens, et, d'autre part, peuvent seules en garantir la sincérité et la moralité dans l'absence du certificat d'études;

Considérant, en outre, que tout en laissant aux épreuves du baccalauréat la durée déjà prescrite par des règlements existants, il convient de réduire et de simplifier le programme des questions qui servent de base à l'examen oral,

Arrête:

TITRE I. — *Conditions d'admission aux examens.*

Article premier. — Pour être admis à subir l'examen du baccalauréat devant une Faculté des Lettres, il faut être âgé au moins de seize ans, produire son acte de naissance dûment légalisé, et, en cas de minorité, avoir le consentement régulier de son père ou tuteur (1).

Art. 2. — Tout candidat au baccalauréat ès lettres doit transmettre au Recteur de l'Académie où il a terminé ses études, ou de celle de son domicile légal, les pièces nécessaires à son admission à l'examen, en se conformant à la formule ci-jointe, écrite en entier de sa main, signée de ses nom et prénoms; et, s'il est mineur, visée par le père ou tuteur qui autorise sa demande.

La signature du père ou tuteur du candidat doit être légalisée par le maire de la commune où il réside.

Si le candidat est majeur, la signature apposée à sa demande devra être légalisée par le maire de son domicile (1).

TITRE II. — *Inscription des candidats.*

Art. 3. — Le Recteur, après avoir visé les différentes pièces déposées par les candidats, les transmet, dans un délai de quinzaine, avec ses observations au Doyen de la Faculté.

Art. 4. — Le secrétaire de la Faculté, après avoir pris préalablement les ordres du Doyen, et avoir reçu la consignation des droits à acquitter, indique à chaque candidat le jour où il doit subir l'examen.

Si le candidat renonce à subir l'examen, les sommes qu'il a consignées lui sont restituées sur un mandat du Recteur.

TITRE III. — *Forme des examens.*

Art. 5. — Les examens sont publics et ont lieu dans la salle des séances ordinaires de la Faculté.

Art. 6. — Quatre juges prennent part aux examens, y compris le membre adjoint chargé de la partie de l'examen relative aux sciences.

Art. 7. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, renouvelle, sur un registre spécial visé et parafé par le doyen, sa demande signée de lui-même, en présence du secrétaire, lequel vérifie l'identité de sa signature et celle de l'écriture en les confrontant avec celles de la première demande adressée au Recteur.

Les candidats sont prévenus, chaque fois, des suites que pourraient avoir pour eux d'après les règlements universitaires et d'après les lois, les fausses signatures apposées à ces actes ou toute autre fraude dont ils se seraient rendus coupables.

Art. 8. — Les examens se composent de trois séries d'épreuves:

1° La composition écrite;

2° L'explication des auteurs grecs, latins et français;

3° Les questions orales.

Art. 9. — Pour la première épreuve, les candidats sont tenus de faire une version latine à peu près de la même force et de la même étendue que les versions latines qui sont données en rhétorique.

(1) L'âge idéal de l'admission à l'examen du baccalauréat ès lettres ne peut être changé que par voie de décret ou de règlement d'administration publique, rapportant les actes qui ont fixé cet âge à seize ans au moins.

Il est utile, dans l'intérêt des études, de la discipline et de la bonne administration de l'instruction publique, de statuer qu'à l'avenir pour être admis à l'examen du baccalauréat ès lettres, il faudra être âgé au moins de 17 ans. (Avis du Conseil, 7 juin 1850.)

Le texte de la version est choisi par le doyen ou par le président du jury d'examen.

Le même texte est dicté à tous les candidats qui doivent être examinés dans le même jour.

Art. 10. — Le nombre des candidats réunis pour l'épreuve de la version ne dépassera pas vingt pour chaque séance.

Art. 11. — Lorsque le nombre des candidats l'exigera, plusieurs Commissions d'examen devront siéger simultanément.

Art. 12. — Un des membres de la Faculté, désigné à tour de rôle, dicte le texte de la version et préside la composition.

Deux heures sont accordées pour cette épreuve.

Pendant ce temps, les candidats restent constamment sous la surveillance de l'examineur.

Ils ne peuvent avoir aucune communication avec le dehors ni entre eux sous peine d'exclusion et il n'est laissé à leur disposition d'autres livres que des dictionnaires latins.

Chaque candidat remet sa composition, signée de lui, à l'examineur.

Art. 13. — La Faculté procède immédiatement à l'examen des copies, et décide, d'après cette première épreuve, quels sont les candidats qui sont admis à subir les épreuves orales.

Art. 14. — Les candidats admis à la deuxième épreuve expliquent différents passages des auteurs grecs, latins et français, d'après les listes annexées au présent règlement.

Chaque liste est divisée en un même nombre de numéros.

Avant l'épreuve, il est déposé dans une urne autant de boules qu'il y a de numéros, et les boules extraites successivement de l'urne par le secrétaire de la Faculté, et présentées par lui au président du jury d'examen, indiquent, pour chaque explication, grecque, latine et française, l'auteur sur lequel elle doit porter.

Les juges choisissent, dans le texte indiqué par le sort, les passages que doit expliquer le candidat.

Art. 16. — Pour la troisième épreuve, les candidats répondent verbalement à des questions de littérature, de philosophie, d'histoire, de géographie, de mathématiques et de cosmographie, de physique et de chimie, également désignées par la voie du sort, parmi les programmes annexés au présent règlement, et d'après le mode indiqué ci-dessus.

TITRE IV. — *Jugement des épreuves.*

Art. 17. — La durée des épreuves, pour chaque candidat, non compris les deux heures accordées pour la version latine, sera de trois quarts d'heure au moins.

Art. 18. — D'après le mérite de la composition écrite, et des épreuves orales, le jury délibère sur l'admission de chaque candidat. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La décision des juges est proclamée en séance publique.

Art. 19. — Tout candidat refusé ne peut se présenter à un nouvel examen que dans une autre session.

Ce nouvel examen doit nécessairement être subi devant la même Faculté que le précédent, à moins d'une dispense expresse accordée par le Recteur de l'Académie dans laquelle l'examen doit avoir lieu. Le diplôme qui aurait été obtenu contrairement à cette prescription serait nul et de nul effet.

Art. 20. — La Faculté délivre, pour chaque candidat jugé admissible, un certificat d'aptitude qui doit indiquer: 1° les nom, prénoms, date et lieu de naissance du candidat; 2° les notes obtenues par lui dans l'épreuve de la composition; 3° Le numéro des questions qui lui sont échues dans chacune des épreuves orales, et la manière dont il a subi les dites épreuves. Le certificat est signé par tous les membres qui ont pris part à l'examen.

Art. 21. — Le jury exprime son opinion sur chaque candidat par

les mots Très Bien, Bien, ou Assez Bien, lesquels sont insérés dans le certificat d'aptitude.

Art. 22. — Le certificat d'aptitude, avec les pièces déposées par le candidat est transmis au Recteur pour recevoir son visa. Le doyen ou le président du jury d'examen adresse en même temps au Recteur le procès-verbal de chaque séance d'examen, signé par tous les juges, et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint la composition écrite faite par chaque candidat.

Art. 23. — Si le Recteur estime qu'il y a eu défaut de forme ou excès d'indulgence dans la réception des candidats, il refuse son visa, et il adresse au Ministre les motifs de son refus, avec le certificat d'aptitude.

Art. 24. — Les certificats d'aptitude, visés par le Recteur, sont transmis au Ministre avec le procès-verbal des séances d'examen et le rapport du doyen ou du président du jury d'examen.

Le Recteur transmet également chaque fois la liste des candidats refusés.

Art. 25. — Les diplômes sont conférés par le Ministre dans la forme établie.

Art. 26. — Nul diplôme ne peut être remis à l'impétrant qu'après que celui-ci aura apposé sa signature tant sur l'acte même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant, et celle du fonctionnaire qui a fait la remise de l'acte, doit être considéré comme sans valeur et comme ne conférant aucun droit.

Art. 27. — Le présent arrêté et les programmes y annexés seront exécutoires à dater de ce jour.

Modèles annexes au Statut du 26 Novembre 1849.

Modèle de demande d'admission à l'examen pour les candidats mineurs.

Je soussigné (1) né à département d (2)
présente à M. le Recteur de l'Académie d conformément au
statut du 26 novembre 1849 et en vertu de l'autorisation ci-jointe de
M (3) la demande d'être admis à l'examen du baccalau-
réat devant la Faculté des Lettres d

A

le

18

(Signature du candidat.)

1° Nom et prénoms.

2° Le jour, le mois, l'année.

3° Père, mère, oncle, frère aîné, tuteur.

Modèle de l'autorisation du père de famille, du tuteur, etc.

Je soussigné domicilié dans la commune de
département déclare autoriser mon d'après la
demande ci-dessus écrite et signée par lui, à se présenter à l'examen du
baccalauréat devant la Faculté des Lettres de

A

le

18

(Signature du père ou de la mère, ou de
l'oncle, ou du frère aîné ou du tuteur.)

Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.

1° Nom et prénoms.

2° Fils, neveu, frère, pupille.

Modèle de demande d'admission à l'examen pour les candidats majeurs.

Je soussigné né à département d
domicilié à département d, présente à M. le
Recteur de l'Académie d conformément au statut du 26 no-
vembre 1849, la demande d'être admis à l'examen du baccalauréat de-
vant la Faculté des Lettres d, en vertu de l'extrait de mon

acte de naissance que je dépose dans ses mains, et qui atteste que je suis majeur; ladite demande écrite et signée par moi par devant M. le Maire de la commune d _____ où je réside.

A

le

18

(Signature du candidat)

légalisée par l'autorité municipale.

1° Nom et prénoms.

2^o Jour, mois, année.

Modèle de la formule transcrite par le candidat majeur ou mineur
sur le registre de la Faculté avant l'examen.

Je soussigné né à département d
déclare me présenter aujourd'hui en vertu des pièces pro-
duites par devant M. le Recteur de l'Académie d , aux
épreuves du baccalauréat devant la Faculté des Lettres d

A

le

18

(Signature du candidat.)

1^o Nom et prénoms.

2^o Jour, mois, année.

3^o id.

Loi relative à l'enseignement, et supprimant les certificats d'études.

15 Mars 1850

TITRE III. — *De l'Instruction secondaire* (1).

CHAPITRE PREMIER

DES ÉTABLISSEMENTS PARTICULIERS D'INSTRUCTION SECONDAIRE.

Art. 63. — Aucun certificat d'études ne sera exigé des aspirants au diplôme de bachelier ou au brevet de capacité.

(1) RAPPORT FAIT PAR M. BEUGNOT AU NOM DE LA COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

TITRE III. — *De l'Instruction secondaire.*

II. — Après l'affirmation exigée par l'article 2 de l'ordonnance du 16 juin 1828, aucune prescription n'excita des réclamations plus vives et plus persévérantes que celle qui est contenue dans l'ordonnance du 5 juillet 1820, et qui défend d'admettre à l'examen pour le grade de bachelier ès lettres quiconque n'aurait suivi au moins pendant un an, un cours de rhétorique, et pendant une autre année un cours de philosophie dans un collège royal ou communal, ou dans une institution où cet enseignement serait autorisé.

L'ordonnance du 1^{er} octobre 1821 réduisit la durée des études au cours de philosophie, et excepta de la règle générale, les élèves des écoles ecclésiastiques régulièrement établies et ceux qui auraient été élevés dans la maison de leur père, oncle, frère; mais l'exception créée en faveur des écoles ecclésiastiques disparut devant les ordonnances du 16 juin 1828. La prescription générale de deux années d'études fut remise en vigueur, et l'ordonnance du 17 octobre 1821 se trouva abrogée par un simple arrêté du Conseil royal de l'Université, resté inédit.

Tel est l'état de la législation sur ce point.

Il serait superflu d'examiner de nouveau une question si souvent agitée. Lorsque la liberté d'enseigner n'existait pas et que l'Université distribuait seule l'instruction, soit dans ses propres collèges, soit par l'intermédiaire d'instituteurs particuliers qui vivaient sous son bon plaisir, elle avait le pouvoir d'éloigner du baccalauréat les aspirants élevés à l'étranger ou dans les écoles ecclésiastiques qui, à travers des fortunes très diverses, étaient parvenus à se soustraire à son monopole. Les certificats d'études étaient des certificats d'origine et rien de plus. Mais lorsque chaque citoyen sera libre d'ouvrir une maison d'éducation secondaire et de préparer à l'examen du baccalauréat lorsqu'aucune préoccupation religieuse ou politique ne compliquera plus une question purement littéraire, quel serait le but de ces certificats? N'est-ce pas alors qu'il faudra se contenter de demander à un candidat ce qu'il sait et non où il a appris ce qu'il sait?

On prétend maintenir les certificats d'études sous le régime de la liberté en disant qu'il convient que les jeunes gens ne se présentent à l'examen du baccalauréat qu'après avoir suivi réellement, n'importe où, un cours de rhétorique et un cours de philosophie, et, que la suppression de ces certificats fera inventer des procédés à l'aide desquels

Le candidat peut choisir la Faculté ou le jury académique devant lequel il subira son examen.

Un candidat refusé ne peut se présenter avant trois mois à un nouvel examen, sous peine de nullité du diplôme ou du brevet indûment obtenu.

Règlement d'administration publique relatif à l'exécution de la loi du 15 mars 1850 et aux examens du Baccalauréat.

29 Juillet 1850

Art. 53. — Pour l'examen des candidats au baccalauréat ès lettres, des professeurs ou des agrégés des Facultés des Sciences et, à défaut de professeurs ou d'agrégés, des docteurs ès sciences sont adjoints aux professeurs des Facultés de Lettres pour la partie scientifique de l'examen.

Art. 54. — Les délibérations prises par les diverses Facultés pour la collation des grades sont transmises aux Recteurs par les doyens respectifs.

Le diplôme n'est remis au candidat que dix jours après que la délibération de la Faculté est parvenue au Recteur.

Dans les dix jours de la réception, le Recteur peut se pourvoir pour violation des formes et de la loi, devant le Conseil académique, du département où l'examen a été passé. En cas de pourvoi, le diplôme n'est remis qu'après la décision du Conseil Académique, et, s'il y a recours, du Conseil supérieur.

Art. 55. — Le Ministre de l'Instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent règlement, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Instruction pour l'exécution de l'article 63 de la loi du 15 mars 1850.

1^o 29 Novembre 1850

Monsieur le Recteur, j'ai reçu un assez grand nombre de demandes formées par des candidats au baccalauréat ès lettres ajournés après un premier examen, à l'effet d'obtenir l'autorisation de subir une nouvelle épreuve avant l'expiration du délai de trois mois. Ces demandes sont restées sans réponse. En présence du texte formel de l'article 63 de la loi du 15 mars 1850, il m'était impossible de les accueillir, car je n'ai pas le droit de dispenser les citoyens de l'exécution de la loi. Il importe même que cette prescription ne puisse être éludée puisque le législateur y a attaché une sanction pénale, à savoir la nullité du diplôme obtenu.

La facilité accordée aux aspirants de choisir la Faculté devant laquelle ils subiront leur examen, et par conséquent le droit qui appartient aux candidats ajournés de se présenter devant une Faculté autre que celle qui les a d'abord éliminés, impose à l'administration la nécessité des précautions les plus minutieuses, puisqu'elle a le devoir de faire prononcer la nullité du diplôme de tout candidat qui, après un premier échec, n'aurait pas mis, avant de tenter une nouvelle épreuve, un intervalle de trois mois complets.

Immédiatement après chaque session d'examen ordinaire ou extraordinaire, vous m'adresserez le tableau des candidats ajournés. Ce tableau comprendra les noms, prénoms, dates et lieux de naissance des

les élèves surchargeront tant bien que mal leur mémoire de ce qui est exigé dans un examen toujours superficiel. Cet abus peut exister; ce sera au zèle et à la sagacité des examinateurs de pourvoir à sa répression; mais si nous servions de la loi pour dominer dans les écoles libres les méthodes d'enseignement qui aujourd'hui nous paraissent les meilleures ou les seules bonnes, nous serions amenés à prescrire autre chose qu'un cours de philosophie et un cours de rhétorique au sein de ces établissements. nous y réglerions tout l'ordre des études; en un mot, nous supprimerions la liberté sous le prétexte banal et trompeur de maintenir ou d'élever le niveau des études. Nous avons foi dans la liberté; après avoir surmonté les difficultés de ses premiers jours, elle ravivera en France le goût des bonnes lettres, jadis en si grand honneur.

candidats, avec l'indication du jour précis où l'ajournement aura été prononcé.

Les noms des candidats qui auront obtenu les certificats d'aptitude que vous me transmettez pour la rédaction des diplômes de bachelier ès lettres, seront rigoureusement comparés dans mes bureaux aux noms portés sur les différents tableaux académiques des candidats ajournés, et tout certificat d'aptitude délivré avant l'expiration du délai légal à un candidat qui aurait subi sans succès un premier examen, vous sera renvoyé, afin que vous en poursuiviez la nullité devant le Conseil académique.

Vous voudrez bien inviter M. le Doyen de la Faculté des Lettres à rappeler aux candidats, au moment où ils se font inscrire, les dispositions de l'article 63, pour que ceux d'entre eux qui se trouveraient sous le coup du troisième paragraphe de cet article n'ignorent pas la peine à laquelle ils s'exposent en essayant d'abréger le délai légal d'ajournement.

Recevez, etc.

2^o 17 Décembre 1850

Monsieur le Recteur, ma circulaire du 29 novembre dernier a donné lieu, de la part de quelques Facultés, à des observations relatives au délai de trois mois exigé de tout candidat qui, ayant échoué une première fois à l'examen du baccalauréat ès lettres, voudrait subir de nouveau cette épreuve.

On m'a demandé, à cette occasion, d'une part, s'il faut entendre par trois mois le délai d'une session à une autre session ainsi que l'a prescrit l'article 25 du règlement du 14 juillet 1840, ou si l'on doit entendre par l'expression *avant le délai de trois mois* écrite dans la loi, trois mois révolus sans restriction d'aucune nature;

D'autre part, s'il n'est pas nécessaire, dans ce dernier cas, de changer les époques des sessions et de décider qu'à l'avenir elles n'aient lieu que de trois mois en trois mois.

Sur le premier point, Monsieur le Recteur, je ne puis que me référer aux termes de la circulaire du 29 novembre. La rédaction de l'article 63 de la loi du 15 mars 1850, n'offre aucune ambiguïté, et c'est bien le délai de trois mois révolus que le législateur a entendu imposer aux candidats qui auront échoué à un premier examen. Cette disposition ne saurait être modifiée par un simple règlement.

Quant au second point, j'ai reconnu qu'il n'y a pas de motif sérieux pour changer l'époque des sessions établies par le règlement 1840. Mais il m'a semblé qu'il était convenable de laisser aux candidats refusés depuis trois mois la liberté d'user de la faculté que la loi ouvre. Je vous autorise, en conséquence, à accorder directement à tout candidat qui se trouverait dans ces conditions, et qui en ferait la demande, la permission de se présenter, hors du temps de session, devant la Faculté des Lettres de votre ressort, sans cependant que le service des cours puisse souffrir de ces examens extraordinaires.

Recevez, etc.

Arrêté qui établit, pour les candidats à l'Institut Agronomique de Versailles, un examen portant sur les matières du Baccalauréat ès sciences physiques.

18 Septembre 1850

Le Ministre, etc.,

Vu les demandes de M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce en date des 5 juillet et 3 septembre 1850,

Arrête:

Article premier. — Les Facultés des Sciences sont chargées de faire subir un examen, sur les matières exigées des aspirants au baccalauréat ès sciences physiques, à tous les candidats à l'Institut national agronomique, dépendant de leur ressort, qui ne seront pas pourvus de ce grade, sans que ceux-ci soient tenus de justifier du grade de bachelier ès lettres.

Les examens auront lieu du 1^{er} au 10 novembre 1850.

Art. 2. — Les candidats ne pourront, en aucun cas, se prévaloir de cet examen pour réclamer le diplôme de bachelier ès sciences physiques, et le certificat qui sera délivré par la Faculté ne vaudra que pour le concours spécial de l'Institut national agronomique.

Art. 3. — Les droits d'examens sont fixés à la somme de 26 francs par candidat. Ils seront prélevés sur les crédits affectés au service de l'Institut national agronomique, au budget du Ministère de l'Agriculture et du Commerce, et soldés aux ayants droit sur la demande de MM. les préfets.

Arrêté relatif aux droits de présence aux examens dans les Facultés des Lettres des départements.

1^{er} Avril 1851

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 290 du règlement de comptabilité du 11 novembre 1826;

Vu l'arrêté du 30 septembre 1831 et la décision du 6 juillet 1849;

Vu le décret du 31 octobre 1849;

Vu les articles 33 et 53 du règlement d'administration publique du 29 juillet 1850 et le décret du 13 février 1851;

Considérant qu'il y a lieu de faire une nouvelle répartition des droits de présence aux examens dans les Facultés des Lettres des départements, de manière à y comprendre l'allocation applicable tant au professeur secrétaire qu'au secrétaire d'Académie chargé des fonctions d'agent comptable près de ces Facultés.

La Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique entendue,

Arrête:

Article premier. — Les droits de présence aux examens dans les Facultés des Lettres des départements sont fixés ainsi qu'il suit:

A chacun des trois examinateurs, 5 fr., ci	15 »
Au professeur secrétaire et au secrétaire d'Académie agent comptable, 1 fr. 50 chacun:	3 »
Demi-droit au professeur de sciences adjoint	2 50
Total	20 50

Art. 2. — Dans les chefs-lieux académiques où il n'existe pas de Faculté, les professeurs secrétaires et les secrétaires agents comptables ne viendront en partage du droit de 3 francs qu'après le prélèvement sur ladite somme des frais de registre et d'impression pour la tenue de la session du jury d'examen.

Art. 3. — Les secrétaires d'Académie remplissant les fonctions d'agent comptable près des Facultés des Lettres seront tenus de se conformer, quant au cautionnement, aux dispositions du décret du 31 octobre 1849.

Arrêté qui fixe la juridiction des Facultés des Lettres pour la collation des grades.

1^{er} Avril 1851

Le Ministre, etc.

Vu le règlement du 14 juillet 1840,

Vu les arrêtés ministériels, en date des 31 janvier 1847 et 20 juin 1849,

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850,

Vu le règlement d'administration publique, en date du 29 juillet 1850,

Vu le décret du Président de la République, en date du 13 février 1851,

La Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique entendue,

Arrête:

Article premier. — La juridiction de chacune des Facultés des Lettres pour la collation des grades est fixée ainsi qu'il suit:

Faculté d'Aix. — Session au chef-lieu des Académies des Bouches-du-Rhône et de la Corse (Aix et Ajaccio).

Faculté de Besançon. — Session au chef-lieu de l'Académie du Doubs (Besançon).

Faculté de Bordeaux. — Session au chef-lieu des Académies de la Gironde et de la Charente (Bordeaux et Angoulême).

Faculté de Caen. — Session au chef-lieu des Académies du Calvados et de la Seine-Inférieure (Caen et Rouen).

Faculté de Dijon. — Session au chef-lieu des Académies de la Côte-d'Or, de l'Allier, de la Nièvre et du Cher (Dijon, Moulins, Nevers, Bourges).

Faculté de Grenoble. — Session au chef-lieu des Académies de l'Isère et de la Drome (Grenoble et Valence).

Faculté de Lyon. — Session au chef-lieu des Académies du Rhône, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire (Lyon, Clermont, Le Puy).

Faculté de Montpellier. — Session au chef-lieu des Académies de l'Hérault, du Gard, de l'Avyron et de l'Algérie (Montpellier, Nîmes, Rodez, Alger).

Faculté de Paris. — Session au chef-lieu des Académies de la Seine, du Nord, de la Marne et du Loiret (Paris, Douai, Reims, Orléans).

Faculté de Poitiers. — Session au chef-lieu des Académies de la Vienne, de la Haute-Vienne et d'Indre-et-Loire (Poitiers, Limoges, Tours).

Faculté de Rennes. — Session au chef-lieu des Académies d'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure, des Côtes-du-Nord, et de Maine-et-Loire (Rennes, Nantes, Saint-Brieuc, Angers).

Faculté de Strasbourg. — Session au chef-lieu des Académies du Bas-Rhin, de la Meurthe et de la Moselle (Strasbourg, Nancy, Metz).

Faculté de Toulouse. — Session au chef-lieu des Académies de la Haute-Garonne, du Lot et des Basses-Pyrénées (Toulouse, Cahors, Pau).

Art. 2. — Des agrégés seront attachés, dans l'intérêt du service des examens, à celles des Facultés dont la juridiction plus étendue et la situation, quant au personnel, réclameraient cette adjonction.

Art. 3. — La première session de baccalauréat ès lettres commencera dans toutes les Facultés le 1^{er} juillet et sera close le 1^{er} août.

La seconde session pourra commencer le 15 octobre, et sera close le 15 novembre.

Art. 4. — Aux chefs-lieux d'Académie qui ne sont pas le siège d'une Faculté, le jury d'examen se réunira dans la salle des délibérations du Conseil académique.

Le secrétaire d'Académie remplira près de ces jurys, conformément au règlement du 29 juillet 1850 et au décret du 13 février 1851, les fonctions d'agent comptable qui appartenaient aux économes des Lycées.

Art. 5. — La dépense, tant pour les frais de déplacement que pour les frais de séjour des jurys chefs d'établissements libres que des candidats eux-mêmes, en supprimant (art. 1 et 4) la réunion des jurys d'examen au siège des Lycées dans les villes dépourvues de Faculté, et en décidant que le jury d'examen se réunira nécessairement au chef-lieu académique, et tiendra sa session dans la salle même des délibérations du Conseil Académique.

Circulaire relative à la circonscription des Facultés pour la collation des grades.

5 Avril 1851

Monsieur le Recteur, les principes qui ont prévalu dans la loi du 15 mars 1850 (art. 63, parag. 1 et 2), ont rendu nécessaire la modification de l'arrêté du 20 juin 1849, relatif à la juridiction des Facultés des Lettres pour la collation des grades.

L'arrêté en date du 1^{er} avril courant a pour but de répondre aux exigences de la loi et de prévenir les réclamations qui auraient pu surgir, tant de la part des chefs d'établissements libres que des candidats eux-mêmes, en supprimant (art. 1 et 4) la réunion des jurys d'examen au siège des Lycées dans les villes dépourvues de Faculté, et en décidant que le jury d'examen se réunira nécessairement au chef-lieu académique, et tiendra sa session dans la salle même des délibérations du Conseil Académique.

La nécessité d'enlever à quelques lycées le privilège dont ils jouissaient m'a forcé de transporter quelquefois, dans un département voisin, le siège du jury d'examen, parce que la ville où se trouvait le lycée n'est pas chef-lieu académique; j'ai dû aussi, eu égard à la liberté laissée aux candidats de se présenter devant la Faculté ou le jury de leur choix, augmenter, dans l'intérêt des familles, et d'après les convenances topographiques, le nombre des jurys d'examen. Je ne l'ai fait que dans une très faible proportion, pour ne pas dépasser les limites du crédit alloué par l'Assemblée législative (art. 5) pour frais de déplacement et de séjour.

Vous remarquerez, Monsieur le Recteur, que j'ai modifié (art. 3) l'article 1^{er} du règlement de 1840, en établissant que la première session commencera le 1^{er} juillet et sera close le 1^{er} août, et que la seconde session pourra commencer le 15 octobre et sera close le 15 novembre. Cette disposition était indispensable en présence du paragraphe 3 de l'article 63 de la loi 15 mars 1850 précitée, qui exige, sous peine de nullité du diplôme indûment obtenu, le délai de trois mois entre deux épreuves. Elle était demandée par un grand nombre de Recteurs et de Doyens dans l'intérêt des Facultés et des candidats. De cette façon, les jeunes gens qui échoueront dans la première session de juillet pourront se présenter à la seconde session, et ils seront en mesure, s'ils sont reçus, de prendre leur première inscription de droit, de médecine ou de pharmacie.

L'article 4, paragraphe 2, du présent arrêté, est l'exécution pure et simple de l'article 33, paragraphe 4, du règlement du 29 juillet 1850 et de l'article 4 du décret du 13 février 1851. Vous recevrez des instructions spéciales pour l'exécution de ces dispositions nouvelles, en ce qui concerne notamment le cautionnement à payer par les secrétaires agents comptables dont les recettes dépasseraient le chiffre de 5.000 francs fixé par le décret du 31 octobre 1849.

Recevez, etc.

Rapport et décret sur le nouveau plan d'études pour les Lycées et les Facultés et sur la création d'un seul Baccalauréat ès sciences indépendant du Baccalauréat ès lettres.

10 Avril 1852

1^o RAPPORT

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique a pensé comme vous, Monseigneur, que tous les efforts du Gouvernement pourraient demeurer stériles si la réforme ne dépassait pas l'enceinte des Lycées. Il lui a paru qu'il fallait suivre les élèves au delà même de l'âge où, abandonnant les études premières données sous le sceau de l'autorité, ils commencent les études déjà libres et personnelles, qui sont une préparation plus immédiate aux épreuves sérieuses de la vie. Mais quel est cet âge où ils doivent essayer d'autres méthodes et passer à une nature différente d'enseignement? N'importe-t-il pas de le fixer d'une manière précise? C'est une des graves questions que le Conseil a examinées attentivement.

Il a été généralement reconnu qu'à seize ans les jeunes gens ne remplissent pas sérieusement les conditions des premiers grades qui leur ouvrent l'accès des Facultés. Les facilités qu'on leur offre aujourd'hui compromettent leur avenir, parce que, dans l'exercice des professions libérales, des diplômes conquis à la hâte ne peuvent tenir lieu de la maturité qui est le fruit du temps. Aussi le Conseil supérieur, répétant un vœu émis dans l'une des précédentes sessions, n'a-t-il pas hésité à déclarer que les aspirants au baccalauréat ne devraient pas se présenter à l'examen avant l'âge de dix-huit ans. Dans l'intérêt des familles elles-mêmes, qui, après n'avoir pas su résister aux sollicitations d'une jeunesse impatient de tout joug, ont à déplorer les conséquences funestes d'une émancipation prématurée, le Gouvernement adopte en principe cette condition d'âge pour les candidats au baccalauréat; il en proclame hautement la nécessité; mais comme cette question se rattache aux considérations de l'ordre le plus élevé et à quelques dispositions des lois antérieures, il réclamera, pour mener à fin une réforme si utile, le concours du corps législatif. Il est, toutefois, en mesure de régler, dès aujourd'hui,

les conditions scolaires de ces grades et de les mettre en harmonie avec les nouvelles méthodes d'enseignement.

A l'heure qu'il est, le grade de bachelier dans les lettres et dans les sciences n'est en rapport exact ni avec l'enseignement littéraire ni avec l'enseignement scientifique des Lycées, de sorte que l'enseignement supérieur, complément nécessaire de l'enseignement secondaire, ne s'y rattache que d'une manière très imparfaite.

Le baccalauréat ès lettres, limité à une sorte de mnémotechnie, ne résume pas réellement les études classiques; il ne confère à ceux qui obtiennent le diplôme, qu'un brevet à peu près sans valeur littéraire. Comme on a eu la prétention de l'imposer aux étudiants des Facultés des Sciences, des Facultés de Médecine et des Ecoles de Pharmacie, c'est-à-dire à des jeunes gens qui n'en ont aucun besoin ou qui n'ont point de vocation pour les lettres, on a été conduit à faire de cette épreuve une vaine formalité, au grand détriment des véritables études classiques, qui n'ont plus de sanction.

Le baccalauréat ès lettres doit être le témoignage authentique d'une culture intellectuelle suffisamment développée, et c'est à cette condition seulement qu'il sera une préparation sérieuse à l'enseignement des Facultés des Lettres, des Facultés de Droit et de Théologie, pour lequel il est indispensable. De là, naît la nécessité d'exiger des candidats à ce premier grade non plus un travail de mémoire et une préparation purement artificielle, mais la justification de connaissances lentement et méthodiquement acquises.

Si l'épreuve du baccalauréat ès lettres, d'après les règlements actuellement en vigueur, est fort au-dessous du juste niveau des études classiques, celle du baccalauréat ès sciences dépasse certainement le but.

Il y a aujourd'hui deux baccalauréats ès sciences, l'un pour les sciences mathématiques, l'autre pour les sciences physiques et naturelles. C'est imposer, à l'entrée même des Facultés de l'ordre scientifique, la spécialité des connaissances, et trop exiger de tous les genres de candidats, pour un premier grade qui ne devrait être qu'une épreuve d'aptitude générale à l'étude des sciences mathématiques, physiques et naturelles, de la médecine et de la pharmacie. Les vocations se prononcent plus tard et se spécialisent par la poursuite de l'une des trois licences ès sciences, du diplôme de docteur en médecine, de pharmacien ou d'officier de santé.

Par cette considération, le décret n'institue qu'un seul baccalauréat ès sciences et reporte à l'examen des trois licences ès sciences mathématiques, ès sciences physiques et ès sciences naturelles, qui demeurent distinctes, les parties les plus élevées des mathématiques, de la physique, de la chimie et de l'histoire naturelle, introduites dans la première épreuve.

Le baccalauréat ès sciences sera désormais la sanction des études scientifiques secondaires, comme le baccalauréat ès lettres est la sanction des études littéraires du même degré; c'est une épreuve analogue, mais indépendante de la première: car, s'il est donné à quelques natures d'élite d'exceller à la fois dans les sciences et dans les lettres, il serait chimérique de vouloir imposer aux esprits ordinaires, qui forment la majorité, l'obligation de mener de front les études scientifiques et les études littéraires.

2^e DÉCRET

Article premier. - Indépendamment de la division élémentaire qui sera établie, s'il y a lieu, pour préparer les enfants à l'enseignement secondaire, les lycées comprennent nécessairement deux divisions: la division de grammaire, commune à tous les élèves, et la division supérieure, où les lettres et les sciences forment la base de deux enseignements distincts.

Art. 2. — Après un examen constatant qu'il sont en état de suivre les classes, les élèves sont admis dans la division de grammaire, qui embrasse les trois années de sixième, de cinquième et de quatrième.

Chacune de ces trois années est consacrée, sous la direction du même professeur:

1° A l'étude des grammaires française, latine et grecque.

2° A l'étude de la géographie et de l'histoire de France.

L'arithmétique est enseignée, en quatrième, une fois par semaine, à l'heure ordinaire des classes.

A l'issue de la classe de quatrième, les élèves subissent un examen appelé examen de grammaire, dont le résultat est constaté par un certificat spécial, indispensable pour passer dans la division supérieure.

Art. 3. — La division supérieure est partagée en deux sections :

L'enseignement de la première section a pour objet la culture littéraire, et ouvre l'accès des Facultés des Lettres et des Facultés de Droit.

L'enseignement de la seconde section prépare aux professions commerciales et industrielles, aux Ecoles spéciales, aux Facultés des Sciences et de Médecine.

Les études littéraires et historiques embrassent, comme par le passé, les classes de troisième, de seconde et de rhétorique.

Les études scientifiques ont lieu pendant trois années correspondantes.

Les programmes indiqueront les autres études qui pourront être communes aux deux enseignements.

Une dernière année, dite de *logique*, obligatoire pour les deux catégories d'élèves, a particulièrement pour objet l'exposition des opérations de l'entendement et l'application des principes généraux de l'art de penser à l'étude des sciences et des lettres.

Art. 9. — Il y a un seul baccalauréat ès sciences.

Les candidats sont dispensés de produire le diplôme de bachelier ès lettres.

Les épreuves sont de deux sortes :

1° Deux compositions écrites ;

2° Questions orales embrassant tout ce qui fait l'objet de l'enseignement de la section scientifique des Lycées.

Art. 10. — Les candidats, soit au baccalauréat ès lettres, soit au baccalauréat ès sciences, qui n'ont pas satisfait à l'épreuve écrite ne sont pas admis à l'épreuve orale.

Art. 11. — Les parties les plus élevées des mathématiques, de la physique, de la chimie et de l'histoire naturelle, qui étaient comprises dans les anciens programmes du baccalauréat ès sciences mathématiques et du baccalauréat ès sciences physiques, sont reportées à l'examen des trois licences ès sciences mathématiques, ès sciences physiques et ès sciences naturelles, qui demeurent distinctes.

Art. 12. — Les étudiants des Facultés de Médecine et des Ecoles supérieures de pharmacie sont dispensés de produire le diplôme de bachelier ès lettres. Ils doivent produire le diplôme de bachelier ès sciences avant de prendre la première inscription.

Art. 13. — Chaque année, les étudiants des Facultés de Droit doivent se faire inscrire à deux cours de la Faculté des Lettres.

Art. 14. — Les programmes détaillés des cours professés dans les Facultés des Lettres sont soumis annuellement par le Recteur, avec l'avis de la Faculté, à l'approbation du Ministre de l'Instruction publique (1).

Règlement sur l'examen du Baccalauréat ès lettres.

5 Septembre 1852

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 ;

Vu les articles 8 et 10 du décret du 10 avril 1852 ;

(1) Rattacher d'une manière plus étroite les études secondaires à l'enseignement supérieur, coordonner et régulariser les différents cours professés dans les facultés, de telle sorte que par un nouveau degré de précision et de solidité, ils deviennent aussi profitables que possible au jeune et intelligent auditoire que l'article 13 du décret y appellera désormais, telles sont, Monsieur le Recteur, les vues qui ont dirigé le Gouvernement dans l'adoption des mesures dont vous avez aujourd'hui à surveiller la stricte exécution. (Circulaire du 19 octobre 1852.)

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Arrête :

Article premier. — Les Facultés des Lettres procèdent, chaque année, dans trois sessions, aux examens du baccalauréat ès lettres

La première session a lieu du 1^{er} août au 1^{er} septembre; la deuxième, du 1^{er} au 15 décembre; la troisième, du 15 avril au 1^{er} mai.

Une session extraordinaire pourra, en outre, être autorisée par décision spéciale du Ministre de l'Instruction publique.

Art. 2. — Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des sessions.

Art. 3. — Tout candidat au baccalauréat ès lettres doit déposer, dans la quinzaine qui précède l'ouverture de la session, au secrétariat de l'Académie où il a l'intention de subir l'examen, les pièces exigées par l'article 1 et l'article 2 du règlement du 26 novembre 1849.

La signature du candidat mineur sera légalisée par le maire de la commune où il réside.

Art. 4. — Le registre d'inscription est clos, irrévocablement, la veille du jour de chaque session.

Art. 5. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 6. — Tout candidat qui, sans excuse valable et jugée telle par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Art. 7. — L'épreuve écrite et l'épreuve orale dont l'examen se compose ne peuvent être subies le même jour.

Art. 8. — La première épreuve, qui a lieu dans une seule journée, comprend : 1^o une version latine; 2^o une composition latine ou une composition française, suivant que le sort en décidera.

Le texte de la version et les sujets de composition sont choisis par le doyen de la Faculté.

Deux heures sont accordées pour la version, quatre heures pour la composition : un intervalle de deux heures au moins sépare ces deux parties de l'épreuve.

Plus de vingt-cinq candidats ne peuvent subir simultanément l'épreuve écrite, ils sont placés sous la surveillance constante d'un des membres du jury.

Art. 9. — L'épreuve écrite est jugée immédiatement par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales.

La note *Mal*, pour l'une ou l'autre partie de l'épreuve écrite, entraîne l'ajournement du candidat.

Art. 10. — Des numéros correspondant aux ouvrages inscrits sur la liste annexée au présent règlement, étant placée dans une urne, le secrétaire du jury, au commencement de l'épreuve orale, tire le numéro de chacun des ouvrages, grecs, latins et français, que les candidats doivent expliquer à livre ouvert, en répondant à toutes les questions littéraires qui leur seront faites.

Les candidats seront ensuite interrogés sur trois sujets compris dans les programmes sommaires ci-annexés. Ces sujets sont tirés au sort au moyen de trois séries de numéros correspondant aux trois divisions suivantes :

1^o Logique;

2^o Histoire et Géographie;

3^o Arithmétique, géométrie et physique élémentaires.

L'épreuve orale dure au moins une heure.

Art. 11. — Le Président du jury d'examen, s'il vient à découvrir quelque fraude, est tenu de porter immédiatement les faits à la connaissance du doyen et du Recteur, avec tous les renseignements qui peuvent éclairer la justice disciplinaire.

Art. 12. — Le Recteur défère sans délai les délinquants au Conseil académique, qui, après les avoir entendus ou dûment appelés, prononce, suivant les cas, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine

de l'exclusion de toutes les Facultés pour six mois sans appel, et avec recours au Conseil supérieur pour un an ou à toujours.

Art. 13. — Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier ès sciences sont dispensés de la partie scientifique des épreuves du baccalauréat ès lettres.

Art. 14. — Le présent règlement est exécutoire à dater du 1^{er} janvier 1853.

Art. 15. — Sont maintenues les dispositions des règlements du 14 juillet 1840, du 26 novembre 1849 et du 1^{er} avril 1851, qui ne sont pas contraires au présent règlement.

Règlement sur le Baccalauréat ès sciences.

7 Septembre 1852

Le Ministre, etc.,

Vu les articles 9 et 10 du décret du 10 avril 1852,

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Arrête :

Article premier. — Les Facultés des Sciences procèdent, chaque année, dans trois sessions, aux examens du baccalauréat ès sciences.

La première session a lieu du 10 juillet au 1^{er} septembre pour Paris et du 1^{er} août au 1^{er} septembre pour les départements; la deuxième, du 1^{er} au 31 décembre, la troisième du 1^{er} avril au 1^{er} mai

Une session extraordinaire pourra, en outre, être autorisée par décision spéciale du Ministre de l'Instruction publique.

Art. 2. — Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des sessions.

Art. 3. — Tout candidat au baccalauréat ès sciences doit déposer, dans la quinzaine qui précède l'ouverture de la session, au secrétariat de l'Académie où il a l'intention de subir l'examen, les pièces exigées par les articles 1 et 2 du règlement du 26 novembre 1849.

La signature du candidat mineur sera légalisée par le maire de la commune où il réside.

Art. 4. — Le registre d'inscription est clos, irrévocablement, la veille du jour de l'ouverture de chaque session.

Art. 5. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 6. — Tout candidat qui, sans excuse valable et jugée telle par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Art. 7. — L'épreuve écrite et orale, dont l'examen se compose, ne peuvent être subies le même jour.

Art. 8. — La première épreuve, qui a lieu dans une seule journée comprend : 1^o une version latine; 2^o une composition sur un sujet de mathématiques ou de physique, suivant que le sort en décidera.

Le texte de la version et le sujet de composition sont choisis par le doyen de la Faculté.

Deux heures sont accordées pour la version, quatre heures pour la composition; un intervalle de deux heures au moins sépare ces deux parties de l'épreuve.

Plus de vingt-cinq candidats ne peuvent subir simultanément l'épreuve écrite; ils sont placés sous la surveillance constante d'un des membres du jury.

Art. 9. — Un professeur de la Faculté des Lettres fait partie du jury.

Art. 10. — L'épreuve écrite est jugée immédiatement par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales.

La note *Mal*, pour l'une ou l'autre partie de l'épreuve écrite, entraîne l'ajournement du candidat.

Art. 11. — Des numéros, correspondant aux ouvrages inscrits sur

la liste annexée au présent règlement, étant placés dans une urne, le secrétaire du jury, au commencement de l'épreuve orale, tire le numéro de chacun des ouvrages latins et français, allemands ou anglais, que les candidats doivent expliquer à livre ouvert.

Les candidats sont ensuite interrogés sur quatre sujets compris dans les programmes d'enseignement et tirés au sort au moyen de quatre séries de numéros correspondant aux quatre divisions suivantes :

- 1° Logique, histoire et géographie;
- 2° Mathématiques pures et appliquées;
- 3° Sciences physiques;
- 4° Sciences naturelles.

L'épreuve orale dure au moins cinq quarts d'heure.

Art. 12. — Le président du jury d'examen, s'il vient à découvrir quelque fraude, est tenu de porter immédiatement les faits à la connaissance du doyen et du Recteur, avec tous les renseignements qui peuvent éclairer la justice disciplinaire.

Art. 13. — Le Recteur défère sans délai les délinquants au Conseil académique, qui, après les avoir entendus ou dûment appelés, prononce, suivant les cas, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine de l'exclusion de toutes les Facultés pour six mois sans appel et avec recours au Conseil supérieur pour un an ou à toujours.

Art. 14. — Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier ès lettres sont dispensés des épreuves littéraires du baccalauréat ès sciences.

Dispositions transitoires.

Art. 15. — Jusqu'au 10 juillet 1853, exclusivement, les baccalauréats ès sciences physiques et ès sciences mathématiques, tels qu'ils ont été réglés par l'arrêté du 8 juin 1848, seront conférés par les Facultés des Sciences.

Art. 16. — Jusqu'au 1^{er} décembre 1854 exclusivement, ils pourront être délivrés concurremment avec le nouveau baccalauréat ès sciences.

Art. 17. — A partir du 1^{er} décembre 1854, le nouveau baccalauréat ès sciences, institué par le décret du 10 avril 1852, sera seul conféré.

Art. 18. — Les questions orales qui seront posées aux candidats, conformément au paragraphe 2 de l'article 11 ci-dessus, dans les sessions des années 1853, 1854, 1855, et jusqu'au 10 juillet 1856 exclusivement seront réglées d'après les programmes d'enseignement indiqués dans les tableaux ci-annexés.

Art. 19. — Les élèves des Facultés de Médecine ne seront tenus de justifier du diplôme de bachelier ès sciences, pour prendre leur première inscription, qu'à partir du 1^{er} novembre 1854.

Ceux qui avant ce terme, auront pris leur première inscription sur la production du diplôme de bachelier ès lettres ne seront admis à prendre leur cinquième inscription que sur la présentation du diplôme de bachelier ès sciences physiques ou du nouveau diplôme de bachelier ès sciences.

A partir du 15 novembre 1854, ce dernier diplôme sera seul admis.

Art. 20. — Les aspirants au titre de pharmacien, qui, au moment de la promulgation du présent arrêté, seront munis du diplôme de bachelier ès lettres et auront commencé leur stage ou pris une inscription dans une Ecole supérieure de pharmacie, seront dispensés de produire le diplôme de bachelier ès sciences.

Arrêté concernant le Baccalauréat ès sciences et les épreuves d'admissions aux Ecoles spéciales du Gouvernement.

13 Septembre 1852

Les Ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et de l'Instruction publique et des Cultes,

Vu l'arrêté du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, en date du 30 août dernier, portant règlement du plan d'études des lycées, et rendu de l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique, con-

formément aux conclusions de la Commission mixte chargée de reviser le programme d'admission aux Ecoles spéciales du Gouvernement (Ecole polytechnique, Ecole militaire, Ecole normale supérieure, Ecole navale, Ecole forestière), ainsi que les programmes de l'enseignement scientifique des Lycées,

Arrêtent :

Article premier. — Les examens d'admission aux Ecoles spéciales ci-dessus indiquées porteront exclusivement sur les matières déterminées par les programmes de l'enseignement scientifique donné dans les lycées, et auront pour base les portions de cet enseignement correspondant aux besoins de chaque école.

La disposition ci-dessus n'est applicable aux examens d'admission pour l'Ecole navale qu'à dater du concours de 1854. Jusqu'à cette époque, les conditions du programme d'examen aujourd'hui en vigueur ne recevront aucune modification.

.....
Art. 3. — Les candidats aux Ecoles polytechnique, militaire, normale supérieure (section des sciences) et forestières, devront justifier du diplôme de bachelier ès sciences, tel qu'il a été institué par le décret du 10 avril 1852.

Art. 4. — L'examen du baccalauréat ès sciences ne portera que sur les matières contenues dans les programmes de l'enseignement scientifique des Lycées.

Art. 5. — La dernière session que tiendront les jurys d'examen pour le baccalauréat ès sciences, à la fin de chaque année scolaire, s'ouvrira, à Paris, le 10 juillet, et dans les départements, le 20 juillet.

Les examens pour l'admission à l'Ecole navale ne commenceront pas avant le 5 juillet.

Les examens pour l'admission à l'Ecole polytechnique, à l'Ecole militaire et à l'Ecole forestière ne commenceront pas avant le 20 juillet.

Néanmoins, l'épreuve des compositions pour l'examen d'admission à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, aura lieu, en 1853, au mois de juin, comme par le passé; mais les examens oraux demeurent fixés, en 1853, au 20 juillet.

Art. 6. — Jusqu'à l'époque où, conformément à l'arrêté du 30 août 1852, l'enseignement scientifique des Lycées aura pu être complètement organisé, les matières sur lesquelles porteront les examens d'admission aux Ecoles spéciales du Gouvernement seront contenues dans les programmes de l'enseignement scientifique de l'année de logique qui a précédé l'examen.

Art. 7. — Le baccalauréat ès sciences ne sera exigé des candidats à l'Ecole militaire et de Saint-Cyr et à l'Ecole forestière qu'à dater des examens d'admission de 1854. Il ne sera exigé des candidats à l'Ecole polytechnique et à l'Ecole normale supérieure qu'à dater des examens d'admission de 1855.

Circulaire pour l'exécution du règlement du 5 Septembre 1852, relatif à l'examen du Baccalauréat ès lettres.

14 Décembre 1852

Monsieur le Recteur, le règlement du 5 septembre dernier sur le baccalauréat ès lettres est exécutoire à dater du 1^{er} janvier prochain. Il est donc essentiel que vous appeliez dès aujourd'hui l'attention de M. le Doyen et des membres de la Faculté des Lettres sur les nouvelles dispositions qui régiront désormais les examens.

Ce règlement nouveau n'offre absolument rien qui ne soit à la portée des capacités ordinaires. Tout candidat qui aura fait des études régulières, c'est-à-dire qui aura acquis les connaissances de littérature classique, d'histoire, de géographie et les notions élémentaires des sciences, que nul homme bien élevé ne doit ignorer, sera en mesure d'obtenir le diplôme. Il n'y avait donc pas lieu de différer l'application de l'arrêté du 5 septembre. Si, comme l'expérience l'a démontré, les règlements antérieurs favorisaient les préparations artificielles et faisaient plus de place à la mémoire qu'à l'intelligence, il fallait, dans l'intérêt des profes-

sions libérales dont le baccalauréat ès lettres ouvre l'accès, se hâter de modifier un système trompeur et mettre immédiatement en pratique un mode d'examen qui relèvera nécessairement le niveau des études secondaires en rendant moins superficielles ou moins illusoire les épreuves qui en constatent le mérite.

Parmi les dispositions du nouveau règlement, les unes sont placées sous votre responsabilité directe, les autres rentrent dans l'ordre des devoirs de la Faculté. Je les recommande toutes également à votre vigilance.

Les prescriptions du décret du 26 novembre 1849 relatives à la suppression du certificat d'études et aux formalités de l'inscription des candidats, et l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 qui a voulu qu'un intervalle de trois mois séparât les examens nouveaux des ajournements subis, continueront à être appliqués. Rien n'est innové non plus quant à la limite d'âge ou aux pièces dont la production est exigée; seulement, il a paru nécessaire que les signatures apposées par les candidats mineurs fussent légalisées par le maire de la commune dans laquelle réside leur famille. Cette garantie, en fournissant un terme authentique de comparaison et un moyen efficace de contrôle, prévient, j'aime à le penser, les substitutions de personnes.

Les quatre sessions d'examen tenues annuellement par les Facultés ont été réduites à trois. La session d'octobre, qui permettait aux candidats ajournés de se représenter six semaines, deux mois au plus, après une épreuve infructueuse, ne pouvait pas être maintenue, si l'on voulait conserver ou rendre aux examens leur caractère sérieux. La suppression en avait d'ailleurs été demandée par plusieurs Facultés, avant même qu'elle eût été implicitement abrogée par la condition légale du délai trimestriel. Il fallait ou la supprimer, ou continuer de précipiter le terme de l'année scolaire, au risque de tronquer les études et de livrer aux chances de l'examen, des candidats incomplètement préparés. Reportée du mois d'octobre à celui de décembre, conformément à l'esprit de la loi du 15 mars 1850, cette session deviendra le recours des candidats ajournés à la session d'août et il n'y aura plus de contradiction entre les exigences de la loi et celles de l'enseignement.

Le règlement décide qu'il ne devra plus être accueilli de demandes pour les examens soit isolés, soit collectifs, en dehors des sessions. Ces demandes, en effet, ont presque toujours pour prétexte, non pas des motifs graves et légitimes, mais des convenances particulières ou des espérances qu'on n'oseraît avouer. L'administration supérieure n'en reste pas moins libre, comme par le passé, d'autoriser, dans les Facultés la tenue d'une session extraordinaire, lorsque cette mesure sera nécessitée par le nombre des aspirants ou par d'autres circonstances exceptionnelles.

Vous tiendrez particulièrement la main, Monsieur le Recteur, à l'application rigoureuse des articles 4 et 6 du règlement: le premier prescrit la clôture irrévocable du registre des inscriptions la veille du jour de l'ouverture de la session; le second prononce l'acquit au Trésor de droits consignés par les candidats qui ne se présenteraient pas au jour fixé pour leur examen. S'il n'est ni convenable ni régulier que les candidats attendent, pour se faire connaître, que les épreuves soient commencées, il serait plus inconvénient encore que, pour ménager leurs chances, ils pussent, une fois inscrits, changer, à volonté, de rang et de jour. Vous préviendrez facilement tout abus à cet égard en faisant parvenir à M. le doyen les noms des candidats inscrits au secrétariat de l'Académie, au fur et à mesure que leurs pièces vous seront adressées, et en veillant à ce que les examens aient lieu conformément au tableau que vous aurez dressé.

Le nombre des candidats inscrits étant définitivement fixé au moment même de l'ouverture de la session, il sera facile à M. le Doyen de disposer les séances d'examen de telle sorte que tous les candidats puissent être examinés dans le délai voulu, sauf à organiser deux commissions qui siègeraient simultanément, si une seule ne suffisait pas.

Relativement à l'ordre et à la nature des épreuves, vous savez déjà, Monsieur le Recteur, qu'un complément indispensable et depuis longtemps réclamé a été apporté à l'épreuve écrite. L'expérience avait démontré que la version latine ne pouvait constituer à elle seule la condi-

tion fondamentale et la base de l'examen. La composition latine ou française qui est ajoutée à la version, en présentant aux candidats un nouveau moyen de montrer leur aptitude et de racheter par un second travail l'imperfection du premier, donnera au jury la mesure exacte de leur force et lui permettra de prononcer en pleine connaissance de cause.

Aux termes des règlements, c'est le sort qui décide de la langue dans laquelle la composition doit être écrite. Le professeur chargé de surveiller cette épreuve recevra de M. le Doyen un sujet de composition française et un sujet de composition latine placés sous deux plis cachetés, exactement semblables, et qui ne porteront aucun signe extérieur. Il prendra au hasard, décachètera en présence des candidats l'un des deux plis et dictera le sujet que le sort aura ainsi désigné.

Il ne saurait plus être question de réunir tous les candidats comme l'usage en avait été admis dans plusieurs Facultés, pour imposer à tous une seule et même épreuve écrite; ils seront divisés par séries pour chaque séance de composition, et les séries ne devront jamais admettre plus de vingt-cinq élèves. Les limites de temps fixées pour chacune des compositions ne devront non plus être dépassées sous aucun prétexte, et les professeurs, par leur propre exactitude, devront rendre inutile tout délai de surrogation. De cette manière, le jugement, auquel le jury tout entier doit participer, pourra être rendu dans la journée et communiqué dès le lendemain matin aux candidats.

Quant à la juste sévérité qu'il convient d'apporter dans le jugement de la version et de la composition, je ne saurais trop la recommander aux examinateurs. Ils n'oublieront point que, si l'examen a été restreint, c'est à la condition de devenir plus sérieux, et que les élèves n'ont été déchargés des travaux étrangers à leurs études littéraires que pour qu'ils pussent se consacrer avec plus de zèle et plus de fruit à celles que le règlement leur impose.

Ainsi, Monsieur le Recteur, la correction des pensées et du langage doit être la condition indispensable de l'épreuve écrite, comme la précision dans l'explication des auteurs et l'exactitude de l'exposition dans les matières littéraires ou philosophiques seront les conditions indispensables des épreuves orales. D'ailleurs, chacun des sujets proposés pour l'interrogation embrasse un champ assez étendu pour que les candidats n'aient plus désormais à objecter le trouble et l'émotion qui les auraient empêchés de saisir et de résoudre des questions trop circonscrites et trop spéciales; les examinateurs en divisant, au besoin, les faits, et en appelant l'attention des candidats sur les divers points du sujet donné, s'assureront aisément si une partie au moins en a été étudiée avec succès, et ne laisseront aucune excuse à l'incapacité ou à la paresse.

Il est à désirer aussi que MM. les examinateurs apportent la plus grande réserve à établir des compensations, ordinairement trop indulgentes, entre les diverses parties de l'examen, lorsque les candidats ne se sont pas montrés également satisfaisants dans toutes. Aucune des branches du programme ne peut être négligée impunément, et si l'on doit laisser aux juges une certaine latitude d'appréciation, c'est à condition que cette liberté ne tournera pas au détriment des études et ne deviendra pas un droit pour les candidats négligents. En ce qui concerne les notes données à la suite de chaque examen, vous prévendrez Monsieur le Doyen que les jugements ne devront plus être portés au moyen de points ou de coefficients, mais au moyen de boules de diverses couleurs, d'après l'usage adopté, depuis longtemps, dans les Facultés de Droit. Il serait inutile d'ajouter que, le jugement une fois rendu, aucune considération ne pourra en faire changer l'expression.

Enfin, Monsieur le Recteur, vous inviterez, MM. les membres de la Faculté à redoubler de vigilance pour que les fraudes deviennent impossibles, au moins pendant la durée des compositions. La justice disciplinaire du Conseil académique devra sévir immédiatement contre les candidats qui auraient été pris en faute, et cette première satisfaction donnée à la morale sera en même temps une sauvegarde et une garantie pour les bonnes études. Il reste bien entendu que vous aurez à déférer à la justice ordinaire les pratiques coupables qui tombent sous la loi pénale et dont les auteurs méritent une punition d'autant plus sévère

qu'ils cherchent à associer à leur criminelle industrie une jeunesse inexpérimentée.

Recevez, etc.

Arrêté qui fixe les droits de présence aux examens du Baccalauréat ès lettres et du Baccalauréat ès sciences.

14 Décembre 1852

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 13 du décret du 10 avril 1852;

Vu les règlements des 5 et 7 septembre 1852, relatifs au baccalauréat ès lettres et au baccalauréat ès sciences,

Arrête:

Article premier. — A dater du 1^{er} janvier 1853, les droits de présence aux examens du baccalauréat dans les Facultés des Lettres et dans les Facultés des Sciences sont fixés ainsi qu'il suit:

A chacun des trois examinateurs, 5 francs, ci	15 »
Au professeur adjoint de la Faculté des Lettres ou de la Faculté des Sciences, 5 francs, ci	5 »
Total	20 »

Art. 2. — Dans les Facultés des Lettres et dans les Facultés des Sciences qui n'ont pas de secrétaire agent comptable spécial, le professeur secrétaire recevra par chaque examen de baccalauréat ..

Le secrétaire d'Académie agent comptable	3 »
Total	4 »

Art. 3. — Dans les chefs-lieux académiques où il n'existe pas de Facultés, les secrétaires d'Académie agents comptables auront à prélever, sur le droit de 3 francs qui leur est attribué, les frais de registre et d'impression pour la tenue de la session du jury d'examen (1).

Circulaire relative à l'application de l'arrêté du 7 septembre 1852, concernant l'examen du Baccalauréat ès sciences.

10 Juin 1853

Monsieur le Recteur, les candidats au grade de bachelier ès sciences étant autorisés, à compter de la prochaine session, à subir l'examen d'après le règlement du 7 septembre 1852, il ya lieu de préparer, dès aujourd'hui, l'application du nouveau programme des épreuves dans la mesure indiquée par les tableaux joints à l'arrêté du 7 septembre.

En promulguant ce règlement, l'administration de l'Instruction publique ne s'est pas bornée à substituer une seule et même épreuve aux

(1) Cette modification aux dispositions de l'arrêté du 1^{er} avril 1851 était recommandée, soit par la surcharge de travail que les examens imposent aux secrétaires agents comptables des chefs-lieux d'Académie où siègent les Facultés et les jurys, soit par la nécessité de rétribuer dans la même mesure, pour les fonctions absolument semblables, les professeurs des sciences adjoints aux Facultés des lettres et les professeurs des lettres adjoints aux Facultés des sciences. D'ailleurs, il ne semblait pas moins urgent de faire disparaître le partage de dépenses et d'émoluments établi par le règlement en vigueur, entre les professeurs secrétaires des Facultés et les secrétaires des Académies chefs-lieux de jurys d'examens. Sans revenir aux dispositions de l'arrêté du 30 Septembre 1831, qui avait supprimé les droits de présence des premiers, j'ai voulu que les autres fussent plus convenablement rétribués.

J'ai donc saisi avec empressement l'occasion d'améliorer la position des secrétaires d'Académie, fonctionnaires dont les services, pour rester obscurs, n'en sont ni moins utiles ni moins pénibles, et en faveur desquels de légitimes réclamations se sont plusieurs fois élevées. A l'avenir, les secrétaires des chefs-lieux de Facultés recevront le juste dédommagement du travail auquel ils se livrent, durant une partie de l'année, pour l'inscription des candidats et la tenue de la comptabilité, de même que les secrétaires des chefs-lieux des jurys d'examen, chargés seuls désormais de tous les frais du matériel, obtiendront une indemnité suffisante pour les devoirs exceptionnels qu'ils ont à remplir pendant la tenue des sessions. Ces dispositions permettront du moins aux Secrétaires d'Académie de se faire aider dans leur travail et elles rendront inutiles les adjonctions d'employés qui avaient été sollicitées par quelques-uns de vos collègues. — (Circulaire du 16 décembre 1852.)

deux baccalauréats ès sciences précédemment conférés. Les représentants des Ministères de la Guerre, de la Marine, des Finances et de l'Instruction publique, qui se sont réunis en Commission pour préparer le nouveau programme, avaient demandé que l'enseignement des sciences fût sérieusement modifié dans son esprit et dans ses méthodes. Les principes qui ont été posés par la Commission mixte et que mon administration a consacrés doivent guider les examinateurs, dont la mission est de s'assurer que ces règles, après avoir passé dans la pratique, forment réellement la base de l'instruction des candidats. Ce n'est pas simplement à la mémoire que les sciences doivent s'adresser, et les résultats d'ailleurs si importants qu'elles ont atteints ont peut-être moins de prix encore que les méthodes dont elles usent, et auxquelles elles façonnent les intelligences. Habituer la pensée à s'élever de l'observation des faits à la considération des lois, la faire redescendre des principes à leurs dernières conséquences, féconder les esprits en unissant partout la théorie à l'application, et la pratique aux spéculations les plus générales, tel est le but véritable de l'éducation que nous sommes chargés de donner à la jeunesse.

Telle est aussi la voie dans laquelle les examinateurs doivent s'efforcer de maintenir ou de faire entrer les élèves et les maîtres: il importe que l'application régulière et intelligente de nos programmes ait pour effet de combattre les mauvaises méthodes et de corriger les traditions erronées. Ces traditions, nées surtout de l'isolement autrefois convenu des branches diverses de l'éducation scientifique, disparaîtront, bientôt, si les examens, sanction dernière de l'enseignement, sont dirigés avec habileté et avec suite.

Quant aux époques, aux conditions et aux formes de l'épreuve, vous savez déjà, monsieur le Recteur, qu'elles sont réglées pour l'examen des sciences comme pour celui des lettres. Nul examen isolé ou collectif, en dehors des sessions, n'est désormais possible. C'est à vous qu'il appartient de recevoir les inscriptions des candidats et d'en dresser le tableau que vous communiquerez, au fur et à mesure, à M. le Doyen, jusqu'à la veille du jour fixé pour le commencement des épreuves, et où vous prononcerez irrévocablement la clôture du registre. Vous apporterez à contrôler l'identité des candidats un soin d'autant plus scrupuleux que le diplôme de bachelier ès sciences, exigé maintenant pour la plupart des carrières spéciales, et conférant des droits plus étendus, sera probablement demandé par un nombre de candidats égal à ceux de baccalauréat ès lettres, et partagera avec ce dernier grade l'élite de la jeunesse studieuse. Je compte que votre surveillance réussira aussi à prévenir, dans l'exécution des mesures qui ont renouvelé ces épreuves, les fraudes trop souvent commises dans les examens du baccalauréat ès lettres, et qui sont ordinairement provoquées ou suggérées par une industrie des plus perverses. Si l'on vous dénonçait des manœuvres de ce genre vous auriez à requérir contre les délinquants, devant le Conseil académique, les mesures disciplinaires les plus énergiques.

Les candidats qui ne répondraient pas à l'appel de leur nom, et ne se présenteraient pas au jour indiqué par vous pour leur examen, sans que leur absence fût pleinement justifiée, devront, sans exception, être ajournés à la session suivante.

Lorsque les candidats auront été classés par ordre et répartis entre les séances, dans les proportions indiquées par le règlement, vous aurez à vous assurer que le temps accordé pour les compositions n'est ni abrégé, ni prolongé sous aucun prétexte. Vous vous concerterez, d'ailleurs, avec M. le Doyen de la Faculté pour la fixation la plus avantageuse, en raison des localités et des saisons, des heures auxquelles les séances de compositions devront s'ouvrir et être closes. Il est important que le jugement des compositions auquel le jury tout entier prendra part, ait lieu immédiatement après la clôture de la composition elle-même; vous veillerez à ce que cette prescription qui a pour objet la bonne tenue et la marche régulière des examens ne puisse jamais être oubliée. Le tirage au sort de la composition écrite relative aux sciences aura lieu de la même manière que celui du sujet latin ou français dans les Facultés des Lettres, c'est-à-dire que le professeur surveillant ayant reçu de M. le

Doyen deux sujets, l'un de mathématique et l'autre de physique, déchètera et dictera celui que le hasard aura désigné.

Les compositions étant ici, comme dans les épreuves du baccalauréat ès lettres, la base de l'examen, MM. les examinateurs sauront, je l'espère, en maintenir le niveau à la hauteur convenable, sans toutefois dépasser les exigences légitimes. Ils ne perdront pas de vue que la composition littéraire a son importance spéciale et doit être jugée indépendamment de la composition scientifique, sans qu'il y ait jamais lieu de les balancer l'une par l'autre. La Commission mixte en signalant la nécessité de la culture littéraire dans l'intérêt même de notre développement industriel, a exprimé le vœu que les traditions classiques de goût et d'élégante civilisation, qui forment comme notre patrimoine national, se retrouvasse dans l'enseignement scientifique. Cette prescription devra servir de règle aux jurys qui, même dans le jugement des autres compositions, auront à tenir soigneusement compte du mérite de la forme et de la correction des idées du style.

Un professeur de la Faculté des Lettres étant adjoint à chaque jury d'examen pour la partie littéraire, MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres devront se concerter pour que cette adjonction ait lieu sans difficulté et que MM. les professeurs soient désignés à tour de rôle.

Après en avoir conféré avec MM. les inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur, j'ai décidé que la connaissance d'une des deux langues étrangères désignées par le programme ne serait exigée des candidats qu'à dater de la session de décembre 1853. Les jeunes gens auront eu alors le temps d'acquérir des notions d'allemand ou d'anglais et aucune dispense ne pourra plus être accordée pour cette partie des examens.

Vous vous concerterez à cette époque avec MM. les doyens des Facultés des Sciences et des Lettres auxquelles ressortit votre Académie, afin qu'il y ait toujours dans le jury un examinateur qui possède les deux langues vivantes exigées pour l'examen. La Faculté des Lettres, s'il arrivait que le membre délégué par elle n'eût pas une connaissance suffisante des langues étrangères, devra lui adjoindre un de ses collègues capable de les enseigner, et ces deux examinateurs, qui se partageront les questions littéraires, ne donneront qu'une seule et même note, comme ils ne pourront réclamer qu'un seul et même droit de présence.

Les candidats seront tenus d'expliquer un morceau de prose ou de vers des classiques allemands ou anglais, suivant qu'ils auront étudié l'une ou l'autre langue. Jusqu'à nouvel ordre, ce morceau sera indiqué par l'examineur dans le recueil des morceaux choisis de prose et de vers des classiques allemands et anglais, rédigé par M. Eichhoff, professeur de littérature étrangère à la Faculté des Lettres de Lyon, pour les classes de troisième, de seconde et de rhétorique. Les numéros 1, 2 et 3 répondront aux trois séries de ce recueil et le sort désignera la série de morceaux allemands ou anglais qui sera mise entre les mains de chaque candidat.

Bien que l'enseignement des arts graphiques n'ait pas encore été complètement organisé, il n'importe pas moins que dans le cours de l'examen, les juges s'assurent du travail et des dispositions des candidats dans cet ordre si important et si négligé des connaissances usuelles. Il sera facile d'en juger soit par la manière dont ils poseront les figures de géométrie, soit par les dessins qu'ils auront nécessairement à tracer des machines et instruments relatifs à la physique, ou des appareils dont la structure leur aura été expliquée dans l'histoire naturelle des cours organisés.

Je crois devoir, Monsieur le Recteur, appeler aussi votre attention sur l'application du nouveau règlement en ce qui concerne les aspirants au titre de pharmacien. La dispense du baccalauréat qui leur avait été accordée jusqu'à la fin de la dernière année a cessé à compter de la promulgation du programme, et à l'avenir ils devront justifier des grades que la grave responsabilité de leur profession rend obligatoires. Ils ne seront donc dispensés du grade de bachelier ès lettres que dans le cas où ils se présenteraient à partir du 10 juillet prochain, pour postuler directement le nouveau baccalauréat ès sciences; si, du 10 juillet au

1^{er} décembre 1854, ils préféreraient user de la latitude laissée par le règlement et subir l'examen d'après l'ancien programme, ils devraient produire le diplôme de bachelier ès lettres comme condition indispensable du grade auquel ils aspirent.

Il sera nécessaire que M. le Doyen de la Faculté des Sciences à la fin de chaque session, vous adresse pour m'être transmis, un rapport détaillé faisant connaître la manière dont les épreuves auront été subies, et accompagné du tableau comparatif des candidats admis et des candidats ajournés. Ce rapport devra constater la force et la faiblesse relatives des épreuves, en ce qui concerne les matières du programme et signaler les lacunes les plus apparentes de la préparation des candidats. Vous comprendrez que ce document est d'autant plus indispensable et doit être rédigé avec d'autant plus de soin qu'il importe d'établir dès le début, à quel niveau les examens ont pu atteindre, afin de juger des efforts qui resteraient à faire et des mesures qu'il faudrait prendre pour les élever à la hauteur où notre enseignement national doit se tenir.

Recevez, etc.

Circulaire relative aux sessions extraordinaires des jurys d'examens pour le Baccalauréat ès lettres et ès sciences dans plusieurs chefs-lieux d'Académie.

13 Juin 1853

Monsieur le Recteur, je vous adresse un exemplaire de mon arrêté du 13 de ce mois, relatif à la tenue des sessions d'examen pour le baccalauréat ès lettres et ès sciences qui doivent avoir lieu dans le courant du mois d'août prochain.

Cet arrêté complète, par une innovation importante, les réformes introduites dans les épreuves des deux premiers grades de l'ordre littéraire et de l'ordre scientifique. Désormais les Facultés des Sciences tiendront, comme celle des Lettres, des sessions d'examen hors de leur chef-lieu académique. L'intérêt des familles et celui des établissements d'instruction secondaire, qui avaient dicté la mesure relative aux tournées des jurys pour le baccalauréat ès lettres exigeaient que l'application en fût faite aux examens du baccalauréat ès sciences.

Je n'ai pas besoin, Monsieur le Recteur, de vous faire remarquer combien vous devez apporter de soin et de diligence dans les détails d'exécution et de mise en pratique des prescriptions de mon arrêté. Je recommande surtout à votre attention ce qui est relatif aux opérations simultanées du double jury qui devra examiner les candidats hors du siège des Facultés. Chaque Faculté ayant ses candidats spéciaux à examiner dans son chef-lieu académique, vous aurez à apprécier, de concert avec MM. les doyens, l'opportunité et la convenance qu'il y aurait à commencer les opérations soit par le chef-lieu, soit par les académies désignées pour la réunion des jurys. Cette question décidée, chaque Faculté déléguera trois de ses membres pour les examens à faire hors du siège et les six examinateurs, se conformant à l'article 4 de mon arrêté, et se prêtant un concours réciproque, tiendront deux sessions simultanées quant au temps, mais distinctes quant aux opérations, l'une pour les sciences, l'autre pour les lettres. Ainsi, le premier jour de la session ayant été consacré aux compositions des candidats de l'une des deux sections, le lendemain sera consacré aux compositions des candidats de l'autre, pendant que ceux de la veille répondront devant la Faculté de laquelle ils dépendent, et de cette façon, chaque jour offrira régulièrement aux uns les épreuves écrites, aux autres les épreuves orales. Des trois membres de chacun des deux jurys qui n'aura point de candidats à examiner en séance publique, l'un prêter son concours au jury de l'autre section occupé aux épreuves orales, et ses deux collègues se partageront la surveillance des candidats de leur juridiction pendant l'épreuve écrite.

Il est indispensable que la liste des candidats inscrits dans les chefs-lieux des jurys soit communiquée au Recteur du siège de la Faculté avant le départ des examinateurs. Il est bien entendu que si, dans l'un des chefs-lieux de session désignés par mon arrêté, il ne se présentait pas un nombre de candidats suffisant pour motiver la présence de l'un des

deux jurys, et si ce nombre ne s'élevait pas, par exemple, au-dessus de cinq, la session serait supprimée pour la localité; et en prévenant M. le Recteur du chef-lieu de la Faculté de cette suppression, vous en préviendriez aussi les candidats afin qu'ils aient à se diriger sur un autre point. Après avoir consulté les listes, MM. les Recteurs et MM. les Doyens pourront fixer l'époque de l'arrivée des jurys dans les diverses Académies où ils sont appelés à siéger, et les candidats devront laisser au bureau de l'Académie tous les renseignements nécessaires pour que l'avis qui devra leur être donné leur parvienne en temps utile.

Vous remarquerez que les jurys des deux ordres devant alterner dans les opérations des examens, il sera également indispensable que MM. les Recteurs, en indiquant aux candidats les jours fixés pour leur examen, aient égard à cette disposition fondamentale, et les classent par séries alternatives, l'une des sciences, l'autre des lettres. Ce classement, fait avec précision et régularité, préviendra toute perte de temps, soit de la part des examinateurs, soit de la part des candidats et concourra particulièrement à la bonne tenue de la session.

Il importe, Monsieur le Recteur, que vous distinguiez avec soin, par rapport au baccalauréat ès sciences, les candidats qui se proposent de subir l'examen d'après l'ancien programme, de ceux qui sont préparés en vue du nouveau. Les premiers qui subissent les épreuves dans une seule journée devront être réunis pour former une série spéciale qui pourra être examinée le jour même de l'ouverture de la session, pendant que les candidats inscrits pour la session des lettres seront occupés aux compositions écrites. Dans le cas où les aspirants de la catégorie dont je parle seraient trop nombreux pour que leur examen eût lieu en une séance, vous en réserveriez une portion pour l'un des jours où le jury des sciences serait libre.

Les opérations du double jury terminées, vous réunirez dans le plus bref délai toutes les pièces qui y sont relatives, avec votre rapport sur l'ensemble et les résultats de la session. Les rapports de MM. les présidents de jurys devront me parvenir par l'intermédiaire de MM. les Recteurs des Académies dans lesquelles les sessions auront eu lieu: un duplicata en sera déposé aux archives des Facultés par les soins de MM. les doyens.

Recevez, etc.

Circulaire relative au nouveau mode de votation dans les examens du Baccalauréat ès lettres et ès sciences.

14 Juin 1853

Monsieur le Recteur, les changements apportés à l'expression des notes des examinateurs dans les épreuves du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences exigeaient des modifications correspondantes dans la rédaction des certificats d'aptitude délivrés aux candidats admis, en même temps qu'il était devenu nécessaire de ramener ces documents à une forme commune pour toutes les Facultés. Il n'était pas moins convenable d'arrêter aussi une rédaction uniforme pour les procès-verbaux des séances d'examen.

Je vous transmets, en conséquence, les modèles auxquels ces pièces devront, à l'avenir, être entièrement semblables, soit par le fond, soit par la forme, et vous veillerez à ce qu'il n'en soit pas transmis d'autres à l'autorité supérieure.

Vous remarquerez, Monsieur le Recteur, en ce qui concerne les certificats d'aptitude, que les mentions relatives aux questions orales ne devront s'appliquer qu'aux numéros des questions auxquelles les candidats auront répondu. Il serait impossible, en effet, que les réponses fussent qualifiées par des notes spéciales lorsque les suffrages sont donnés au moyen de boules, et que les boules correspondent, non à la division des matières du programme, mais au nombre des examinateurs.

A la suite des compositions et au moment où chacun des candidats déclarés admissibles sera appelé pour subir la seconde partie des épreuves, le jury devra déposer dans l'urne une boule dont la couleur représentera la note donnée à ses compositions et qui comptera, par

conséquent, pour le résultat final de l'examen. Quant à la valeur des suffrages et à la mention qui sera portée sur le certificat, vous ferez savoir à MM. les doyens des Facultés de votre ressort que nul examen ne peut entraîner la mention *très bien*, s'il ne se trouve dans l'urne au moins quatre boules blanches, sans aucune noire; la mention *Bien* sera méritée lorsque, sur les cinq boules, il y en aura au moins trois blanches, sans aucune noire; enfin l'admission à titre suffisant et correspondant à la mention *Assez bien* ne pourra être inscrite lorsque le candidat aura deux boules noires; c'est-à-dire lorsqu'il aura été déclaré nul dans deux des parties de l'examen. La boule blanche correspondant à la mention *Bien*, et la boule rouge à la mention *Assez bien*, on devra, pour l'appréciation du résultat de l'examen, prendre la moyenne donnée par le rapport des deux couleurs.

Il sera nécessaire dans les examens du baccalauréat ès sciences que l'examinateur délégué par la Faculté des Lettres soit chargé seul de toute la partie littéraire, y compris la question sur les langues vivantes. Dans le cas où cet examen serait partagé, les deux juges qui y concourront devront se concerter pour exprimer par un seul et même suffrage la moyenne de leurs notes respectives.

De la même manière, dans l'examen du baccalauréat ès lettres, il sera convenable qu'un seul examinateur interroge sur l'explication des auteurs et sur la littérature, afin que cette partie du programme ne donne lieu qu'à une seule et même note. La logique et les questions d'histoire et de géographie seront l'objet de notes données par les deux autres membres du jury.

Je dois ajouter, pour ce qui concerne les candidats qui subiraient l'examen de bachelier ès sciences d'après l'ancien programme que les certificats spéciaux, maintenant en usage, continueront de leur être délivrés jusqu'au 1^{er} décembre 1854.

Recevez, etc.

MODELE DU CERTIFICAT D'APTITUDE AU GRADE DE BACHELIER ES LETTRES

Nous soussignés, doyens et professeurs de la Faculté des Lettres
d

En exécution du décret impérial du 17 mars 1808, de l'ordonnance royale du 1^{er} janvier 1847 et de la loi du 15 mars 1850, et conformément au règlement du 5 septembre 1852;

Vu les notes obtenues par le sieur _____ né _____
département _____ le _____, candidat au baccalauréat ès lettres à la suite de ses compositions écrites et de ses réponses aux questions portées au programme sous les numéros ci-après :

Couleur des boules

Compositions écrites

Explication des auteurs { grecs n°
 latins n°
 français n°

Logique n°

Histoire et Géographie n°

Sciences (arithmétique, géométrie et physique élémentaires) n°

Après avoir constaté le résultat des épreuves subies par le candidat, l'avons déclaré digne du grade bachelier ès lettres avec la mention

Fait à _____, le _____ 18

Secrétaires, Professeurs, Doyen.

Nous soussigné, Recteur de l'Académie de _____ après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite du candidat, approuvons le présent certificat, qui sera immédiatement envoyé à M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, à l'effet d'obtenir, s'il y a lieu, sa ratification et le diplôme de bachelier ès lettres.

A _____, le _____

18

MODELE DU CERTIFICAT D'APTITUDE
AU GRADE DE BACHELIER ES SCIENCES

Nous soussignés, doyen et professeurs de la Faculté des Sciences

En exécution du décret impérial du 17 mars 1808 et de la loi du 15 mars 1850, et conformément au règlement du 7 septembre 1852:

Vu les notes obtenues par le sieur _____
né à _____ département d'_____ le _____
candidat au baccalauréat ès sciences, à la suite de ses compositions
écrites et de ses réponses aux questions portées au programme sous les
numéros ci-après :

Couleur des boules

Compositions écrites
Explication des auteurs latins et français, n°
Langues vivantes, n°
Logique, histoire et géographie, n°
Mathématiques pures et appliquées, n°
Sciences physiques, n°
Sciences naturelles, n°

Après avoir constaté le résultat des épreuves subies par le candidat, l'avons déclaré digne du grade de bachelier ès sciences avec la mention

Fait à _____, le 18 _____
Secrétaires, Professeurs, Doyen.

Nous soussigne, *Recteur de l'Académie d*
après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite du candi-
dat, approuvons le présent certificat, qui sera immédiatement envoyé à
M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes à l'effet d'obtenir,
s'il y a lieu, sa ratification et le diplôme de bachelier ès sciences.

A _____, le _____ 18_____

Circulaire relative à l'épreuve obligatoire sur les langues vivantes dans l'examen du Baccalauréat ès Sciences et à la répartition des droits de présence.

22 Novembre 1853

Monsieur le Recteur, les candidats au nouveau baccalauréat ès sciences devant être examinés sur les langues vivantes à compter du 1^{er} décembre prochain, vous allez avoir à diriger l'application du programme du 7 septembre 1852, en ce qui concerne cette partie importante des épreuves. Votre premier soin sera de veiller à ce que nul candidat ne soit dispensé, sous quelque prétexte que ce puisse être de répondre sur cette matière. Le sursis qui avait été accordé à dû permettre aux candidats retardataires de compléter leur préparation et il ne pourrait être prolongé sans compromettre le recrutement des Ecoles spéciales, dont le programme exige la connaissance d'une langue étrangère (l'anglais ou l'allemand). Le diplôme de bachelier ès lettres ne devra pas être une cause de dispense pour ceux qui en seraient pourvus, et, soit qu'ils se présentent pour la première fois au baccalauréat ès sciences, soit qu'ils y aient déjà échoué, ils seront tenus de répondre sur les langues vivantes, restées jusqu'ici en dehors des connaissances exigées pour le baccalauréat ès lettres.

Vous voudrez bien encore, Monsieur le Recteur, relativement aux candidats bacheliers ès lettres, faire savoir à MM. les Doyens qu'il convient que les aspirants de cette catégorie soient jugés exclusivement d'après leurs réponses sur les matières de l'examen scientifique, sans égard à la valeur des épreuves littéraires qu'ils ont subies ailleurs. Quelques jurys, dans l'intention de les mettre de niveau avec les aspirants non bacheliers qui ont satisfait aux exigences du programme sur la partie littéraire, ont cru devoir leur attribuer, avant l'examen, soit une boule blanche, soit une boule rouge comme équivalent de leur aptitude littéraire. Cette manière de procéder tournerait trop à l'avantage des

candidats bacheliers, auxquels leur succès devant la Faculté des Lettres serait complé deux fois, une première par le privilège de l'admission directe des épreuves purement scientifiques, et une seconde par le suffrage hors ligne, et toujours favorable, qui leur serait donné d'avance.

Vous prendrez d'ailleurs, Monsieur le Recteur, toutes les mesures que vous jugerez nécessaires pour assurer la régularité des examens touchant les langues étrangères, soit dans le chef-lieu de votre Académie, soit dans les chefs-lieux où la Faculté des Sciences doit tenir session, et vous vous concerterez avec MM. les doyens afin qu'il y ait toujours dans les jurys un examinateur compétent. Si tous les professeurs de la Faculté des Lettres, qui doivent être délégués à tour de rôle, auprès de celle des Sciences, ne possédaient pas les connaissances requises, et si, d'un autre côté, aucun membre de la Faculté des Sciences ne pouvait suppléer ceux qui se récuseraient, c'est alors, et exclusivement, au professeur de littérature étrangère de la Faculté des Lettres qu'appartiendrait le devoir de siéger, pour cette partie de l'examen, conjointement avec celui de ses collègues, qui se trouverait délégué pour les autres parties des épreuves littéraires, quand il ne le serait pour lui-même. Le concours simultané de ces deux examinateurs, ainsi que je vous l'ai dit dans une précédente instruction, ne devra jamais représenter qu'un seul et même suffrage, comme il n'équivaudra qu'à un seul et même droit de présence.

M. les doyens n'oublieront pas, de leur côté, que dans le service des examens, chacun des professeurs doit recevoir une part égale de rétribution, comme il doit prendre une part égale de travail. J'espère qu'une répartition des droits de présence, en raison du nombre des examens faits par chacun dans l'une et dans l'autre Faculté, ne donnera jamais sujet à aucun débat et que vous n'aurez pas à rappeler à MM. les examinateurs les principes d'équité et de justice distributive qui sont placés sous la sauvegarde de leur bon esprit et de leurs sentiments de confraternité.

Recevez, etc.

Loi sur l'administration de l'instruction publique fixant les droits d'examen et les conditions d'âge (1).

14 Juin 1854

Art. 14. — Un décret, rendu en la forme des règlements d'administration publique, déterminera le tarif des droits d'inscription, d'examen et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades.

Un décret rendu en la même forme, après avis du Conseil impérial

(1) RAPPORT FAIT PAR M. J. LANGLAIS (SARTHE), DEPUTE AU CORPS LEGISLATIF AU NOM DE LA COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI SUR L'ADMINISTRATION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le projet contient une dernière disposition. Il propose de donner au Gouvernement le droit de régler par un décret, après avis du Conseil impérial de l'Instruction publique, les conditions d'âge et d'étude pour l'admission aux grades et aux cours des Facultés. Le projet ajoute qu'il pourra être dérogé aux dispositions de l'article 63 de la loi du 15 mars 1850.

Cet article 63 de la loi de 1850 porte qu'*aucun certificat d'études* ne peut être exigé des aspirants au diplôme de bachelier ou au brevet de capacité. La réserve même de cet article, substantiel à la liberté d'enseignement, témoigne que ces conditions d'études dont parle le projet, ne concernent point ce que la loi de 1850 a eu pour but de détruire. Ainsi, à aucun titre et sous aucune forme, on ne peut exiger d'un aspirant au diplôme de bachelier aucun certificat qui constate, soit s'il a suivi tel ou tel cours, soit s'il les a suivis dans tel ou tel établissement. Mais l'Etat a évidemment le droit de déterminer le programme des connaissances que les aspirants aux grades doivent posséder; les conditions sous lesquelles ils pourront passer d'un grade à un autre; le temps pendant lequel ils auront dû suivre les cours dans les Facultés, le nombre des inscriptions qu'ils devront prendre, etc.

De même l'Etat a le droit de fixer l'âge auquel on pourra prendre les grades. C'est tout un régime intérieur des Facultés que le Gouvernement demande le droit de régler, par décret, après avis du Conseil impérial.

de l'Instruction publique, règlera les conditions d'âge et d'études pour l'admission aux grades, sans qu'il puisse être dérogé à l'article 63 de la loi du 15 mars 1850.

Arrêté concernant l'admission à l'examen du Baccalauréat dans la session d'Avril.

7 Juillet 1854

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850;

Vu les règlements des 5 et 7 septembre 1852 sur le baccalauréat ès lettres et le baccalauréat ès sciences;

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu,

Arrête:

Nul ne sera admis à subir pour la première fois l'examen du baccalauréat ès lettres ou ès sciences à la session d'avril, s'il n'a pas été autorisé par le Ministre de l'Instruction publique, sur la proposition du Recteur (1).

Rapport et décret relatifs au régime des établissements d'enseignement supérieur et aux droits à percevoir des candidats au baccalauréat.

22 Août 1854

1^o RAPPORT

.....
Les frais ordinaires d'enseignement, dans la plupart des Facultés, absorbent chaque année des sommes importantes, qui sont loin d'être couvertes par le produit des inscriptions, des examens et des diplômés. Il s'ensuit que pour y suppléer on doit recourir au Trésor public, qui est chargé de couvrir le déficit annuel.

Comment songer, en présence d'une telle situation, à réparer les vides de nos collections, à installer des laboratoires et des amphithéâtres, à imiter, même de loin, la manière libérale dont sont dotés dans des pays voisins les établissements d'enseignement supérieur ?
.....

La Sorbonne est le Louvre du Corps enseignant. Aucun édifice ne mérite, à plus de titres, d'être considéré comme un monument d'utilité publique. Il s'y confère plus de grades, il s'y fait plus d'élèves et de maîtres que dans toutes les autres Facultés réunies. Ce qu'était chez les anciens le palais offert aux hôtes étrangers, la Sorbonne doit l'être pour les jeunes gens qui y viennent de toutes les parties du monde, soit d'eux-mêmes, soit envoyés par leurs gouvernements, chercher une instruction qu'ils rapportent dans leurs pays. C'est à la Sorbonne seulement que sont institués les professeurs agrégés ; c'est là seulement que se donne, chaque année, cette fête de l'enseignement secondaire qui

(1) L'objet des examens du baccalauréat étant de constater l'instruction des jeunes gens qui ont terminé le cours des études secondaires, il s'ensuit que cette constatation, pour répondre au vœu des règlements comme à l'intérêt des études et à celui des candidats eux-mêmes, doit être faite, soit à la fin de l'année classique pour ceux des candidats qui sont suffisamment préparés, soit à la reprise des cours pour ceux qui avaient besoin de mettre le temps des vacances à profit afin de compléter leur instruction. Les deux sessions des mois d'août et de décembre sont donc les seules auxquelles les candidats puissent régulièrement se présenter, et si des sessions ont été instituées dans le courant de l'année classique pour fournir aux candidats ajournés les moyens de réparer leurs échecs antérieurs, le but de l'administration n'a jamais été d'offrir à tous les élèves des institutions publiques ou particulières le prétexte de tronquer ou d'interrompre leurs études, pour tenter les épreuves de l'examen avant de s'y être convenablement préparés.

Dans l'intérêt de la régularité des études et de la discipline des établissements libres comme des établissements de l'Etat, il a été jugé nécessaire d'interdire, au milieu de l'année classique, l'accès des examens aux candidats qui n'auraient point terminé régulièrement leurs études. (Circulaire du 15 juillet 1854.)

suscite entre les Lycéens de Paris une émulation dont l'effet se communique à tous les Lycées de France. Sous tous ces rapports, il y a longtemps que la Sorbonne est devenue insuffisante. Les services y sont entassés et s'y gênent mutuellement, et la maison d'où la règle et l'ordre doivent sortir présente trop souvent l'image d'une confusion qu'il n'est au pouvoir d'aucun règlement de prévenir ou d'empêcher. Si donc il est mesure urgente, c'est sans doute celle qui aurait pour effet d'assurer à chaque service l'espace nécessaire, à chaque enseignement un local approprié, à tous les exercices l'ordre et la régularité, qui les rendront plus sérieux et plus efficaces. Il importe au plus haut degré que tout ce qui fréquente la Sorbonne, les élèves qui s'y pressent autour des chaires, les candidats qui viennent y prendre leurs grades, professeurs qui en sortent agrégés, le public libre qui vient y faire la meilleure sorte d'études, les études recommencées, emportent de là ces impressions de convenance et de respect qui doivent être les premiers et les derniers fruits de tout bon enseignement.

Le problème à résoudre était donc celui-ci : établir les tarifs de telle sorte que les Facultés puissent balancer leurs dépenses ordinaires par leurs recettes ordinaires, la subvention accordée par l'Etat à l'enseignement supérieur demeurant affectée aux dépenses extraordinaires, et principalement à la reconstruction de la Sorbonne.

La révision du tarif des diverses rétributions perçues dans les établissements d'enseignement supérieur est d'autant plus urgente, qu'il n'existe entre ces rétributions presque aucune concordance, et qu'elles semblent avoir été fixées, pour ainsi dire, au hasard...

Les tarifs des droits perçus dans les Faculté des Lettres et dans les Facultés des Sciences, ont subi quelques modifications importantes. Le premier des grades qu'elles délivrent, le baccalauréat, est vivement sollicité ; le nombre des candidats qui aspirent à ce grade est toujours très considérable. On voit aujourd'hui, il est vrai, moins de candidats au baccalauréat ès lettres que par le passé ; mais on compte beaucoup plus de candidat au baccalauréat ès sciences qu'autrefois. En définitive, on peut prévoir pour l'avenir un nombre d'examens au moins égal à celui des années précédentes : aussi l'accroissement des tarifs fait-il présumer un accroissement de recettes très notable, quoique l'augmentation soit modérée. Le droit d'examen a été porté de 24 francs à 40 francs, ce qui est de la plus stricte justice, si on considère qu'en 1809, époque où l'on a adopté la fixation à 24 francs, l'examen ne consistait qu'en une épreuve orale très courte, tandis qu'aujourd'hui chaque examen exige deux séances, la première consacrée aux deux compositions écrites, la seconde à l'épreuve orale, qui dure une heure au moins.

Le droit nouveau de certificat d'aptitude a été fixé à 20 francs seulement ; celui du diplôme, à 40 francs au lieu de 36 francs ; c'est, en somme, une augmentation de 40 francs sur l'ancien prix. Les épreuves correspondantes dans les Facultés de Médecine et de Droit et dans les Ecoles supérieures de pharmacie coûteront beaucoup plus cher. On a dû cependant limiter à 100 francs le prix du diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences, parce que ce n'est pas tout à fait un diplôme professionnel : ce grade prouve surtout une aptitude aux études scientifiques et littéraires, il ouvre l'accès des autres Facultés.

2° DECRET

Vu les lois du 19 ventôse et du 21 germinal an XI, la loi du 22 ventôse an XII, les arrêtés du 20 prairial et du 25 thermidor an XI, le décret du quatrième jour complémentaire an XII, le décret du 17 février 1809, l'ordonnance du 27 septembre 1840, le décret du 10 avril 1852 :

Vu le titre II de la loi du 14 juin 1854, relatif aux établissements d'enseignement supérieur ;

Vu l'avis du Conseil impérial de l'Instruction publique ;

Le Conseil d'Etat entendu,

.....
 Art. 6. — Des remises ou des modérations de droits peuvent être accordées aux étudiants des Facultés qui se distingueraient par leurs succès, ou qui, par leur position de famille, auraient des titres à cette faveur. Les remises sont prononcées par le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, après avis des Facultés.

Art. 8. — Les droits à percevoir dans les Facultés des Lettres sont fixés ainsi qu'il suit :

Rétributions obligatoires.

BACCALAURÉAT	}	Examen	40 Frs
		Certificat d'aptitude	20 Frs
		Diplôme	40 Frs
Total			100 Frs

Art. 9. — Les droits à percevoir dans les Facultés des Sciences sont fixés ainsi qu'il suit :

Rétributions obligatoires.

BACCALAURÉAT		}	Examen		40 Frs
			Certificat d'aptitude		20 Frs
			Diplôme		40 Frs
			Total		

**Arrêté qui fixe le droit de présence
 dans les Facultés des Lettres et des Sciences.**

26 Décembre 1854

Le Ministre, etc.

Vu l'article 290 du règlement général du 11 novembre 1826, sur la comptabilité de l'Université ;
 Vu les arrêtés des 1^{er} avril 1851 et 14 décembre 1852 ;

Vu la loi du 14 juin 1854 ;

Vu le décret du 15 décembre 1854, portant répartition par chapitre des crédits du budget de l'exercice 1855,

Arrête :

Article premier. — A partir du 1^{er} janvier 1885, le droit de présence aux examens alloués aux professeurs des Facultés des Lettres et des Sciences est porté de 5 à 7 francs.

**Décret exigeant le diplôme de bachelier ès sciences pour être admis
 à subir le concours d'élève du Service de Santé militaire.**

12 Juin 1856

TITRE I. — Recrutement des élèves destinés au service de santé militaire.

Article premier. — Il y aura tous les ans, à l'époque qui sera fixée par le Ministre de la Guerre, un concours pour l'admission aux emplois d'élève du service de santé militaire.

Art. 2. — Les conditions d'admission à ce concours sont les suivantes :

Etre né ou naturalisé Français.

Avoir moins de 23 ans révolus au 1^{er} janvier de l'année suivante ;

Avoir été reconnu apte à servir activement dans l'armée, aptitude qui sera justifiée par un certificat d'un médecin militaire du grade de major au moins ; elle pourra être vérifiée, au besoin, par l'inspecteur du service de santé, qui présidera le concours d'admission ;

Etre pourvu du diplôme de bachelier ès sciences ;

Avoir huit inscriptions dans l'une des trois Facultés de Médecine ou dans une Ecole préparatoire de Médecine, et avoir subi avec la note *Satisfait*, les deux examens de fin d'année, etc.

V. — LE RÉGIME DE 1857.

Règlement sur l'examen du Baccalauréat ès lettres.

3 Août 1857

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850;

Vu les articles 8 et 10 du décret du 10 avril 1852;

Vu les divers règlements sur le baccalauréat ès lettres;

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu,

Arrête:

Article premier. — Les Facultés des Lettres procèdent, chaque année, dans trois sessions, aux examens du baccalauréat ès lettres.

La première session a lieu du 1^{er} août au 1^{er} septembre; la deuxième du 1^{er} au 15 décembre; la troisième, du 15 avril au 1^{er} mai.

Une session extraordinaire pourra, en outre, être autorisée par décision spéciale du Ministre de l'Instruction publique.

Article 2. — Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des sessions.

Art. 3. — Les examens sont publics et ont lieu dans la salle des séances ordinaires de la Faculté.

Le jury est formé de trois membres de la Faculté des Lettres et d'un membre de la Faculté des Sciences.

Art. 4. — Lorsque le nombre des candidats l'exige, plusieurs jurys siègent simultanément.

Article 5. — Tout candidat au baccalauréat ès lettres doit déposer ou faire déposer dans les délais fixés dans l'article 6 ci-après, au secrétaire de l'Académie où il a l'intention de subir l'examen, les pièces suivantes:

1° L'acte de naissance dûment légalisé et constatant qu'il est âgé de seize ans au moins;

2° Une demande conforme à la formule ci-jointe écrite en entier de la main du candidat, signée de ses nom et prénoms, et, s'il est mineur, visée par le père ou tuteur, qui autorise la demande.

La signature du père ou du tuteur du candidat doit être légalisée par le maire de la commune où il réside.

La signature du candidat majeur ou mineur, apposée à sa demande, sera également légalisée par le maire de son domicile.

Art. 6. — Le registre d'inscription est ouvert du 10 au 25 juillet inclusivement pour la première session, du 10 au 25 novembre pour la deuxième, et du 25 mars au 1^{er} avril pour la troisième.

Il est clos irrévocablement à six heures du soir, aux jours indiqués ci-dessus comme terme de l'inscription légale.

Art. 7. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 8. — Le secrétaire de la Faculté, après avoir pris préalablement les ordres du doyen et avoir reçu la consignation des droits à acquitter, indique à chaque candidat le jour où il doit subir l'examen.

Art. 9. — Tout candidat qui, sans excuse valable et jugée telle par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Art. 10. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe, en présence du secrétaire, sur un registre spécial visé et paraphé par le doyen, une déclaration conforme au modèle ci-joint. Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande adressée au Recteur.

Les candidats sont prévenus individuellement des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les règlements universitaires et d'après

les lois, les fausses signatures apposées à ces actes, ainsi que toute autre fraude.

Art. 11. — L'épreuve écrite et l'épreuve orale dont l'examen se compose ne peuvent être subies le même jour.

Art. 12. — La première épreuve, qui a lieu dans une seule journée comprend :

1° Une version latine de la force de celles qu'on donne dans la classe de rhétorique;

2° Un discours latin.

Le texte de la version et le sujet de discours sont choisis par le doyen de la Faculté.

Deux heures sont accordées pour la version, quatre heures pour le discours latin; un intervalle de deux heures au moins sépare ces deux parties de l'épreuve.

Vingt-cinq candidats au plus peuvent subir simultanément l'épreuve écrite; ils sont placés sous la surveillance constante d'un des membres du jury.

Ils ne peuvent avoir aucune communication au dehors ni entre eux, sous peine d'exclusion, et il n'est laissé à leur disposition d'autres livres qu'un dictionnaire français-latin et un dictionnaire latin-français.

Chaque candidat remet sa composition signée de lui à l'examineur.

Art. 13. — Les compositions sont jugées immédiatement par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales.

Art. 14. — Au commencement de l'épreuve orale, des numéros correspondant aux ouvrages inscrits sur la liste annexée au présent règlement sont placés dans une urne. Le secrétaire du jury tire le numéro de chacun des ouvrages grecs, latins et français, qui font l'objet de l'examen. Les candidats doivent expliquer les textes à livre ouvert et répondre à toutes les questions littéraires qui leur sont faites.

Ils sont ensuite interrogés conformément aux programmes ci-annexés :

1° Sur la logique;

2° Sur l'histoire et la géographie;

3° Sur l'arithmétique, la géométrie et la physique élémentaires.

Les questions sont tirées au sort; chacune d'elles comprend un numéro desdits programmes.

L'épreuve orale dure au moins une heure.

Art. 15. — Les diverses épreuves du baccalauréat ès lettres donnent lieu à des suffrages exprimés par une boule blanche, rouge ou noire, et distribués de la manière suivante :

EPREUVE ÉCRITE ..	{	Version latine	1	suffrage
		Discours latin	1	—
EPREUVE ORALE ..	{	Explication { d'un auteur grec	1	—
		{ d'un auteur latin	1	—
		{ d'un auteur français ..	1	—
	{	Questions de logique	1	—
		Questions d'histoire et géographie ..	2	—
	{	Questions d'arithmétique, géométrie et physique élémentaires	2	—

10 suffrages

Art. 16. — Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier ès sciences sont dispensés de la partie scientifique des épreuves du baccalauréat ès lettres, pour laquelle il leur est attribué deux boules blanches.

Art. 17. — Une boule noire, pour l'une des deux parties de l'épreuve écrite, à moins que le candidat n'ait mérité pour l'autre une boule blanche, entraîne l'ajournement.

Art. 18. — Toutes les parties de l'examen étant obligatoires, le candidat qui ne voudrait ou qui ne pourrait répondre à aucune des questions

comprises dans le numéro que le sort lui aurait désigné, est ajourné, sans qu'il soit passé outre à la suite de l'examen, si le jury après délibération, décide que le candidat est absolument nul sur cette partie.

Art. 19. — Les certificats d'aptitude ne portent qu'une des trois mentions suivantes: *Très bien*, lorsque le candidat a obtenu au moins huit boules blanches sans aucune noire; *Bien*, lorsque le candidat a obtenu au moins six boules blanches, sans aucune noire; *Assez bien*, lorsque le candidat n'a pas plus de deux boules noires.

Art. 20. — Le président du jury d'examen, s'il vient à découvrir quelque fraude, est tenu de porter immédiatement les faits à la connaissance du Doyen et du Recteur, et d'en faire l'objet d'un rapport spécial.

Art. 21. — Le Recteur défère sans délai les délinquants au Ministre de l'Instruction publique, qui statue directement et sans recours, en vertu de son autorité disciplinaire, ou délègue la connaissance de l'affaire au Conseil départemental du lieu où l'examen a été subi. Ce Conseil, après avoir entendu ou dûment appelé les délinquants, prononce, suivant le cas, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine de l'exclusion de toutes Facultés, pour six mois sans appel, et avec recours au Conseil impérial, pour un an ou à toujours.

Art. 22. — Le certificat d'aptitude, avec les pièces déposées par le candidat, est transmis au Recteur pour recevoir son visa. Le doyen ou le président du jury adresse en même temps le procès-verbal de chaque séance, signé de tous les juges, et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint les compositions écrites faites par chaque candidat.

Art. 23. — Si le Recteur estime qu'il y a eu défaut de forme ou excès d'indulgence dans la réception des candidats, il refuse son visa et il adresse au Ministre les motifs de son refus avec le certificat délivré par le jury.

Art. 24. — Les certificats d'aptitude, visés par le Recteur, sont transmis au Ministre avec le procès-verbal des séances d'examen et le rapport du doyen ou le président du jury.

Le Recteur transmet également, chaque fois, la liste des candidats refusés.

Art. 25. — Les diplômes, s'il y a lieu, sont conférés par le Ministre dans la forme établie.

Art. 26. — Nul diplôme ne peut être remis à l'impétrant qu'après que celui-ci aura apposé sa signature, tant sur l'acte même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme, ou sur le récépissé qui doit y être annexé.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du fonctionnaire qui a fait la remise de l'acte, doit être considéré comme sans valeur et comme ne conférant aucun droit.

Art. 27. — Le présent règlement est exécutoire à partir de la session de décembre 1857.

Art. 28. — Sont et demeurent abrogés tous les règlements antérieurs relatifs au baccalauréat ès lettres.

MODELE DE DEMANDE D'ADMISSION A L'EXAMEN POUR LES CANDIDATS MINEURS

Je soussigné (1) _____, né à _____ département d
, le (2) _____, présente à M. le Recteur de l'Académie
d _____, conformément au statut du 3 août 1857, et en vertu de
l'autorisation ci-jointe de M. (3) _____, la demande d'être admis
à l'examen du baccalauréat devant la Faculté des Lettres d
A _____, le 18
(Signature du candidat.)

Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.

1. Nom et prénoms.

2. Le jour, le mois, l'année.

3. Père, mère, oncle, frère aîné, tuteur.

MODELE DE L'AUTORISATION DU PERE DE FAMILLE,
DU TUTEUR, etc.

Je soussigné (1) , domicilié dans la commune d
département d , déclare autoriser mon (2)
d'après la demande ci-dessus écrite et signée par lui, à se présenter à
l'examen du baccalauréat devant la Faculté des Lettres d

A , le 18

(Signature du père, ou de la mère, ou de
l'oncle, ou du frère aîné, ou du tuteur.)

Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.

1. Nom et prénoms.
2. Fils, neveu, frère, pupille.

MODELE DE DEMANDE D'ADMISSION A L'EXAMEN
POUR LES CANDIDATS MAJEURS

Je soussigné (1) , né à , départe-
tement d , le (2) , domicilié à
département d , présente à M. le Recteur de l'Académie
d , conformément au statut du 3 août 1857, la demande d'être
admis à l'examen du baccalauréat devant la Faculté des Lettres d
en vertu de l'extrait de mon acte de naissance que je dépose entre
ses mains et qui atteste que je suis majeur, ladite demande écrite et si-
gnée par moi par-devant M. le Maire de la commune d où je
réside.

A , le 18

(Signature du candidat.)

Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.

1. Nom et prénoms.
2. Jour, mois, année.

MODELE DE LA FORMULE A TRANSCRIRE PAR LE CANDIDAT
MAJEUR OU MINEUR SUR LE REGISTRE DE LA FACULTE
AVANT L'EXAMEN

Je soussigné (1) , né à département
d , le (2) , déclare me présenter aujour-
d'hui (3) , en vertu des pièces produites par-devant
M. le Recteur de l'Académie d , aux épreuves du bacca-
lauréat devant la Faculté des Lettres d

A , le 18

(Signature du candidat.)

1. Nom et prénoms.
2. Jour, mois, année.
3. Id.

Règlement sur l'examen du Baccalauréat ès sciences.

7 Août 1857

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850;

Vu les articles 9 et 10 du décret du 10 avril 1852;

Vu les divers règlements sur le baccalauréat ès sciences;

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu,

Arrête:

Article premier. — Les Facultés des Sciences procèdent, chaque année, dans trois sessions, aux examens du baccalauréat ès sciences.

La première session a lieu du 10 juillet au 1^{er} septembre pour Paris, et du 20 juillet au 1^{er} septembre pour les départements; la deuxième, du 1^{er} au 31 décembre; la troisième du 1^{er} avril au 1^{er} mai.

Une session extraordinaire pourra, en outre, être autorisée par décision spéciale du Ministre de l'Instruction publique.

Art. 2. — Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des sessions.

Art. 3. — Les examens sont publics et ont lieu dans la salle des séances ordinaires de la Faculté.

Le jury est formé de trois membres de la Faculté des sciences et d'un membre de la Faculté des Lettres.

Art. 4. — Lorsque le nombre des candidats l'exige, plusieurs jurys siègent simultanément.

Art. 5. — Tout candidat au baccalauréat ès sciences doit déposer, ou faire déposer, dans les délais fixés par l'article 6 ci-après, au secrétariat de l'Académie où il a l'intention de subir l'examen, les pièces suivantes :

1° L'acte de naissance dûment légalisé et constatant qu'il est âgé de seize ans au moins;

Une demande, conforme à la formule ci-jointe, écrite en entier de la main du candidat, signée de ses nom et prénoms, et, s'il est mineur, visée par le père ou tuteur, qui autorise la demande (1).

La signature du père ou tuteur du candidat doit être légalisée par le maire de la commune où il réside.

La signature du candidat majeur ou mineur, apposée à sa demande, sera également légalisée par le maire de son domicile.

Art. 6. — Le registre d'inscription est ouvert du 20 juin au 5 juillet, à Paris, et du 1^{er} au 15 juillet, dans les départements, pour la première session, du 10 au 25 novembre, pour la deuxième, et du 10 au 25 avril, pour la troisième.

Il est clos irrévocablement, à six heures du soir, aux jours indiqués ci-dessus comme terme de l'inscription légale.

Art. 7. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 8. — Le secrétaire de la Faculté, après avoir pris préalablement les ordres du doyen et avoir reçu la consignation des droits à acquitter, indique à chaque candidat le jour où il doit subir l'examen.

Art. 9. — Tout candidat qui, sans excuse valable et jugée telle par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits de l'examen qu'il a consignés.

Art. 10. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe, en présence du secrétaire, une déclaration conforme au modèle n° 4 ci-joint (1). Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande adressée au Recteur.

Les candidats sont prévenus individuellement des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les règlements universitaires et d'après les lois, les fausses signatures apposées à ces actes, ainsi que toute autre fraude.

Art. 11. — L'épreuve écrite et l'épreuve orale dont l'examen se compose ne peuvent être subies le même jour.

Art. 12. — La première épreuve, qui a lieu dans une seule journée, comprend :

1° Une version latine.

1° Une composition sur un ou plusieurs sujets de mathématiques et sur un ou plusieurs sujets de physique.

Le texte de la version et le sujet de composition sont choisis par le Doyen de la Faculté.

Deux heures sont accordées pour la version, quatre heures pour la composition; un intervalle de deux heures au moins sépare ces deux parties de l'épreuve.

Vingt-cinq candidats au plus peuvent subir simultanément l'épreuve écrite, ils sont placés sous la surveillance constante d'un des membres du jury.

(1) Ces modèles sont les mêmes que ceux du baccalauréat ès lettres, sauf l'indication de la Faculté des Sciences au lieu de la Faculté des Lettres.

(1) Ces modèles sont les mêmes que ceux du baccalauréat ès lettres.

Ils ne peuvent avoir aucune communication au dehors ni, entre eux, sous peine d'exclusion, et il n'est laissé à leur disposition d'autres livres qu'un dictionnaire latin-français.

Chaque candidat remet ses compositions signées de lui à l'examineur.

Art. 13. — Les compositions sont jugées immédiatement par le jury tout entier, qui décide, quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales.

Art. 14. — Au commencement de l'épreuve orale, des numéros correspondant aux ouvrages inscrits sur la liste annexée au présent règlement sont placés dans une urne. Le secrétaire du jury tire le numéro de chacun des ouvrages latins et français, allemands ou anglais, que les candidats doivent expliquer à livre ouvert.

Ils sont ensuite interrogés conformément aux programmes ci-annexés :

1° Sur la logique.

2° Sur l'histoire et la géographie.

3° Sur les mathématiques pures et appliquées;

4° Sur les sciences physiques.

5° Sur les sciences naturelles.

Les questions sont tirées au sort; chacune d'elles comprend un numéro desdits programmes.

L'épreuve orale dure cinq quarts d'heure.

Art. 15. — Les diverses épreuves du baccalauréat ès sciences donnent lieu à des suffrages exprimés par une boule blanche, rouge ou noire, et distribués de la manière suivante:

	Version latine	1 suffrage
EPREUVE ÉCRITE ..	Composition sur un sujet de mathématiques et de physique	1 —
	Explications { d'un auteur latin	1 —
	{ d'un auteur français ..	
	{ d'un auteur allemand ..	
	ou anglais	
EPREUVE ORALE ...	Questions de logique	1 —
	Questions d'histoire et de géographie ..	1 —
	Questions mathématiques pures et appliquées	2 —
	Questions de sciences physiques	2 —
	Questions de sciences naturelles	1 —
		10 suffrages

Art. 16. — Les candidats qui sont pourvus du diplôme de bachelier ès lettres sont dispensés des épreuves littéraires du baccalauréat ès sciences. Les parties sur lesquelles ils ne sont point interrogés sont représentées dans l'urne par quatre boules blanches.

Art. 17. — Une boule noire, pour l'une ou l'autre partie de l'épreuve écrite, entraîne l'ajournement du candidat.

Art. 18. — Toutes les parties de l'examen étant également obligatoires, le candidat qui ne voudrait ou ne pourrait répondre à aucune des questions comprises dans le numéro que le sort lui aurait assigné, est ajourné, sans qu'il soit passé outre à la suite de l'examen, si le jury, après délibération, décide que le candidat est absolument nul sur cette partie.

Art. 19. — Les certificats d'aptitude ne peuvent porter qu'une des trois mentions suivantes:

Très bien, lorsque le candidat a obtenu au moins huit boules blanches, sans aucune noire.

Bien, lorsque le candidat a obtenu au moins six boules blanches, sans aucune noire;

Assez bien, lorsque le candidat n'a pas plus de deux boules noires.

Art. 20. — Le président du jury d'examen, s'il vient à découvrir quelque fraude, est tenu de porter immédiatement les faits à la connaissance du doyen et du Recteur, et d'en faire l'objet d'un rapport spécial.

Art. 21. — Le Recteur défère sans délai les délinquants au Ministre de l'Instruction publique, qui statue directement et sans recours, en vertu de son autorité disciplinaire, ou délègue la connaissance de l'affaire au Conseil départemental du lieu où l'examen a été subi. Ce Conseil, après avoir entendu ou dûment appelé les délinquants, prononce, suivant les cas, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine de l'exclusion de toutes les Facultés, pour six mois sans appel, et, avec recours au Conseil impérial, pour un an ou à toujours.

Art. 22. — Le certificat d'aptitude, avec les pièces déposées par le candidat, est transmis au Recteur pour recevoir son visa. Le doyen ou le président du jury adresse en même temps le procès-verbal de chaque séance, signé par tous les juges et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint les compositions écrites faites par chaque candidat.

Art. 23. — Si le Recteur estime qu'il y a eu défaut de forme ou excès d'indulgence dans la réception des candidats, il refuse son visa et il adresse au Ministre les motifs de son refus avec le certificat délivré par le jury.

Art. 24. — Les certificats d'aptitude visés par le Recteur, sont transmis au Ministre avec le procès-verbal des séances d'examen et le rapport du doyen ou du président du jury.

Le Recteur transmet également, chaque fois, la liste des candidats refusés.

Art. 25. — Les diplômes, s'il y a lieu, sont conférés par le Ministre dans la forme établie.

Art. 26. — Nul diplôme ne peut être remis à l'impétrant qu'après que celui-ci aura apposé sa signature, tant sur l'acte même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme, ou sur le récépissé qui doit y être annexé.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du fonctionnaire qui a fait la remise de l'acte, doit être considéré comme sans valeur et comme ne conférant aucun droit.

Art. 27. — Le présent règlement est exécutoire à partir de la session de décembre 1857.

Art. 28. — Sont et demeurent abrogés tous les règlements antérieurs relatifs au baccalauréat ès sciences.

Instruction pour l'exécution des règlements des 3 et 7 Août 1857, relatifs au Baccalauréat ès lettres et au Baccalauréat ès sciences.

14 Août 1857

Monsieur le Recteur, je m'empresse de vous adresser un certain nombre d'exemplaires du règlement sur le baccalauréat ès lettres, en date du 3 août, et du règlement sur le baccalauréat ès sciences, en date du 7 août délibérés récemment en Conseil impérial de l'Instruction publique.

Cette partie de la législation universitaire, si souvent remaniée, avait été sagement fixée par les arrêtés des 5 et 7 septembre 1852. Il m'a paru néanmoins que la forme nouvelle, donnée aux programmes de la partie scientifique de l'examen du baccalauréat ès sciences par l'arrêté du 22 janvier 1857, pouvait être utilement appliquée aux divers programmes des deux baccalauréats, et qu'en plaçant sous le même numéro des sujets variés, nous fournissions aux candidats des chances plus certaines de montrer leur savoir. Les Facultés des Sciences ont accueilli avec satisfaction l'arrêté du 22 janvier 1857, et l'expérience qui vient d'en être faite dans deux sessions consécutives a prouvé que les candidats qui ne reculaient pas devant une préparation sérieuse étaient à peu près sûrs du succès. C'est surtout pour cette catégorie d'étudiants que l'université doit se montrer paternelle; elle leur tient compte des difficultés d'une première épreuve publique, de la timidité qui trop souvent paralyse leurs moyens, et aime à voir un jeune homme, reprenant peu à peu son sang-froid répondre pertinemment à une question de géométrie après avoir échoué sur une question d'arithmétique. C'est donc avec raison que, pour les mathématiques pures et appliquées,

comme pour les sciences physiques et les sciences naturelles, le programme ne se borne plus à donner la série complète des questions d'arithmétique, de géométrie et d'algèbre, de physique, de chimie et de mécanique, de zoologie, de botanique et de géologie, mais les entremêle et place trois ou quatre de ces questions sous le même numéro. Un seul sujet restreint, indiqué par le sort, même lorsqu'il n'est pas convenablement traité, ne prouve pas l'ignorance absolue du candidat, et cependant il est noté comme ignorant parce qu'il n'a aucun moyen de racheter l'insuffisance de son instruction sur un point déterminé. Le succès, en pareil cas, ne prouverait pas davantage en faveur de ses connaissances acquises. Le sort a d'étranges caprices, et il a pu lui assigner une question tout à fait élémentaire dont les préparateurs ont fourni d'avance la réponse. Il était nécessaire de rendre à l'examen du baccalauréat ès sciences le caractère d'un jugement équitable, en cessant d'enfermer les candidats et les juges dans le cercle étroit et infranchissable d'une question unique.

Ce qu'on a fait, au mois de janvier dernier, pour la partie scientifique de l'examen du baccalauréat ès sciences, les nouveaux règlements le font pour la partie littéraire de ce baccalauréat et pour chacun des programmes du baccalauréat ès lettres. La mesure, dont l'utilité est aujourd'hui incontestable, est généralisée.

Pour le baccalauréat ès lettres, le programme de logique n'est plus plus borné à huit questions d'une étendue presque sans limites, et qui, par cela même, appelaient des réponses vagues et sans portée; il est divisé en vingt numéros qui comprennent et résument tout l'enseignement de la logique. Sous chacun de ces numéros et à côté de la question dogmatique, se trouve l'indication d'un fragment d'auteur que le candidat pourra être invité à analyser. L'Université, recommandant à ses élèves les plus beaux et les plus purs modèles du style philosophique, devait tenir à l'honneur de s'assurer, dans l'épreuve finale de l'instruction secondaire, que les candidats au baccalauréat ès lettres avaient mis à profit ces fécondes lectures, qu'ils n'en n'avaient pas seulement une idée générale et superficielle, mais qu'ils s'étaient pénétrés de l'esprit vivifiant de ces incomparables monuments et qu'ils en saisissaient l'ensemble et les détails. Les exercices de la classe ne seront que plus sérieux, lorsque les jeunes gens sauront d'avance que le sort leur assignera nécessairement, au terme de leurs études, outre une question de logique convenablement circonscrite, l'appréciation d'un fragment considérable de Cicéron, de Descartes, de Bossuet ou de Fénelon.

Le programme d'histoire et de géographie a reçu une modification du même genre. Les numéros qui sont aussi au nombre de vingt, comprennent chacun une question d'histoire ancienne, une question d'histoire du moyen âge, une question d'histoire moderne, et une question de géographie. Les candidats doivent donc être préparés sur ces diverses parties, et l'ignorance présomptueuse n'aura plus à compter sur les chances du hasard.

Les éléments d'arithmétique, de géométrie et de physique sont présentés de la même manière. Chacun des vingt numéros de ce programme renferme une question d'arithmétique, une question de géométrie et une question de physique.

Il est facile de voir, par les observations qui précèdent, que la matière de l'examen reste exactement la même; la forme seule est modifiée. L'autorité supérieure n'a pas entendu entourer l'épreuve du baccalauréat ès lettres de difficultés superflues; elle s'est uniquement proposé de l'approprier à la force moyenne des intelligences, et elle ne veut interdire l'accès de ce grade qu'à ceux qui n'en sont pas dignes. Les jurys d'examen comprendraient donc bien mal sa pensée, si, un numéro étant donné par le sort, le candidat se voyait obligé d'en épuiser successivement tous les détails, et de répondre, non seulement aux questions d'histoire moderne que le juge lui aura adressées d'abord et qu'il aura convenablement résolues, mais encore aux quatre questions d'histoire ancienne, d'histoire du moyen âge et de géographie renfermées sous le même numéro. Cette rigueur ne serait conforme ni à l'esprit du règlement ni aux habitudes paternelles de l'Université. Dès qu'un candidat a prouvé par plusieurs réponses claires et précises, qu'il possède la ma-

tière sur laquelle il est interrogé et qu'il a profité de l'enseignement de l'enseignement de ses maîtres, à quoi bon pousser à bout l'expérience et chercher à mettre en défaut une intelligence qui mérite des ménagements? La variété des sujets sur lesquels les candidats peuvent être interrogés n'a pas été imaginée pour aggraver sa situation, mais tout au contraire, pour la rendre meilleure. Est-il resté muet à une question d'arithmétique, le maître bienveillant qui l'interroge lui présente la question de géométrie renfermée sous le même numéro. Si le résultat n'est pas plus favorable, la question de physique lui offre une dernière chance d'échapper à un échec irréparable. Les familles qui suivent d'un œil attentif les épreuves du baccalauréat es lettres auraient le droit de se plaindre de l'Université, si le nouveau règlement n'était pas appliqué suivant l'esprit que je viens d'indiquer. Je m'en rapporte sur ce point aux sentiments d'équité naturelle dont MM. les professeurs de Faculté sont animés, et dont leur supériorité même m'offre le plus sûr garant. La publicité des examens et le compte qui m'en sera fidèlement rendu me donnent d'ailleurs l'assurance que les jugements des Facultés seront toujours empreints de cette bienveillance paternelle qui n'exclut pas l'exacte justice.

Je n'ai qu'une seule observation à faire sur le nouveau programme de la partie littéraire du baccalauréat es sciences. La logique forme désormais une série distincte de questions exactement calquées sur celles du baccalauréat es lettres. Conformément à l'arrêté du 30 août 1852, les élèves qui étudient les sciences suivent en commun, avec les élèves de la section des lettres, un cours de logique, et on s'explique aisément cette prescription de l'arrêté. L'étude sérieuse de la logique n'est pas moins nécessaire aux futurs bacheliers es sciences qu'aux futurs bacheliers es lettres; elle fortifie l'esprit en le rectifiant et en lui donnant un guide sûr. Les jeunes gens qui veulent pratiquer l'art de guérir et qui doivent justifier d'abord du diplôme de bachelier es sciences, ne pourraient, sans préjudice pour leur avenir, négliger cette partie si essentielle de leurs études. Il importe donc que la logique tienne une place considérable dans l'examen qui ouvre l'accès des carrières scientifiques, et, parmi les membres très nombreux du Conseil impérial qui doivent leur illustration aux sciences, il n'y en a pas un seul qui n'ait insisté pour que le règlement nouveau introduisit une amélioration si désirable. Je me suis empressé de l'accueillir.

Vous remarquerez que les diverses dispositions relatives aux deux baccalauréats ont été réunies et coordonnées dans deux règlements uniques. On a fidèlement reproduit les dispositions antérieures non abrogées, en y ajoutant les dispositions nouvelles que l'expérience indiquait. Les Facultés, les familles et les candidats avaient besoin d'une législation claire et précise qui les dispensât de recourir à des arrêtés de dates différentes. C'est ce travail que je publie aujourd'hui sous la forme de deux arrêtés qui serviront désormais de règle à tous les intéressés.

Le règlement proprement dit, en ce qui concerne l'époque et l'ouverture des sessions, les pièces à produire par les candidats, les précautions relatives à la sincérité des examens, la délivrance des diplômes, ne contient aucune innovation et s'applique également aux deux baccalauréats. J'ai cru devoir seulement prescrire que la liste des candidats serait close cinq jours avant l'ouverture de chaque session, afin de donner à MM. les doyens des Facultés le temps nécessaire pour former les différents jurys et avertir utilement les candidats du jour où ils pourraient être examinés.

Mais il est plusieurs modifications plus importantes sur lesquelles je crois devoir appeler votre attention.

Aux termes du règlement du 5 septembre 1852, sur le baccalauréat es lettres, l'épreuve écrite comprenait deux compositions: 1° une version latine; 2° une composition latine ou une composition française, suivant que le sort en décidait. Cette dernière disposition a excité d'unanimes réclamations: on lui a reproché surtout d'établir des différences sensibles entre les épreuves, et de ne pas soumettre tous les candidats aux mêmes chances. De l'avis du Conseil impérial, j'ai donc supprimé cette disposition aléatoire, et il a été décidé que les candidats au bacca-

lauréat ès lettres seraient tenus de faire un discours latin. C'est l'exercice ordinaire de la classe de rhétorique. On se plaint, et avec raison peut-être, de l'affaiblissement des études littéraires. Le seul moyen de les remettre en honneur, c'est de leur assigner la place qui leur est due dans l'examen du baccalauréat ès lettres.

Afin de fortifier de plus en plus l'élément littéraire, l'article 15 du nouveau règlement prescrit une autre répartition des suffrages pour les différentes épreuves. Au lieu de cinq suffrages, il y en aura désormais dix, dont trois pour l'explication des auteurs grecs, latins et français. La couleur des boules est combinée, dans l'article 19, de telle sorte que l'aspirant n'obtiendra jamais le diplôme de bachelier, s'il est faible ou nul sur les parties essentielles de l'examen.

Des dispositions analogues ont été adoptées pour le baccalauréat ès sciences. En ce qui concerne ce dernier examen, vous remarquerez que le règlement du 7 août donne une importance nouvelle à l'épreuve littéraire. Sur dix suffrages, il y en a quatre pour les lettres, et tout candidat pourvu du diplôme de bachelier ès lettres obtient de droit quatre boules blanches pour la partie de l'examen dont il est légalement dispensé. Cette disposition encouragera beaucoup de jeunes gens à se pourvoir du diplôme de bachelier ès lettres avant de tenter l'épreuve du baccalauréat ès sciences. C'est le vœu de l'administration supérieure et des hommes éminents qui me prêtent leur concours pour la direction des études scientifiques.

Je ne terminerai pas la présente instruction sans vous prier d'assurer la loyale et stricte exécution de l'article 18 de l'un et de l'autre règlement. La boule noire représente la note mal, et, quand le candidat a plus de deux boules noires sur dix suffrages, il est nécessairement renvoyé à une autre session. Mais il a subi l'examen jusqu'au bout, parce que, s'il a mal répondu à plusieurs des questions qui lui étaient faites, il a du moins essayé de répondre. J'ai dû prévoir le cas où le candidat de parti pris ou par impuissance absolue, ne saurait répondre aux différentes questions comprises dans le numéro que le sort lui aurait assigné. Comme il n'est pas libre de supprimer, de son autorité privée, une partie obligatoire de l'examen, il renonce volontairement, dans ce cas, à sa qualité de candidat. Ce n'est pas une simple boule noire qu'il mérite, mais l'ajournement *ipso facto*. L'examen est de fait interrompu et ne doit pas continuer, à la condition toutefois que le jury, après délibération, ait décidé que le candidat est absolument nul sur cette partie. La peine étant très grave, il importe que la question soit jugée avec une certaine solennité.

Je ne saurais vous recommander avec trop d'insistance de veiller personnellement à ce que les devoirs qui sont la matière de l'épreuve écrite soient convenablement choisis. Il faut qu'ils soient appropriés à la force moyenne et qu'ils ne dépassent, ni en deçà ni au delà, le niveau que nous devons essayer de maintenir; que le texte des versions soit toujours emprunté aux auteurs du grand siècle, et que la suite des idées soit facile à saisir. Les élèves distingués auront ainsi l'occasion de montrer qu'ils savent manier leur langue maternelle en luttant habilement contre le texte original. Les élèves moins heureusement doués se sauveront par une interprétation à peu près fidèle. Les matières de discours latin pour le baccalauréat ès lettres, comme les questions scientifiques pour le baccalauréat ès sciences, seront rédigées dans les mêmes vues. MM. les Doyens restent chargés de ce soin; mais je me réserve, suivant les circonstances, et quand le bien des études me paraîtra l'exiger, de leur adresser, sous enveloppe cachetée, les sujets de devoirs qu'ils auront à proposer aux candidats. Je désire me rendre compte personnellement de la force des études, en ordonnant, de temps à autre, des épreuves uniformes; mais, dans tous les cas, je tiens à ce que les devoirs des candidats jugés dignes du diplôme me soient toujours adressés. J'aurai soin de les faire examiner par des hommes compétents.

Il ne vous échappera pas, Monsieur le Recteur, que l'exécution des nouveaux règlements sur les deux baccalauréats vous impose une grave responsabilité. Vous représentez le pouvoir central dans la vaste circonscription dont la direction vous est confiée, et ce n'est pas là une vaine prérogative. Pour user du droit que vous confère l'article 23, pour

déférer au Ministre, en parfaite connaissance de cause, les jeunes gens soupçonnés de quelques fraudes, pour protéger efficacement tous les intérêts et ôter tout prétexte aux réclamations des familles, il importe que vous suiviez attentivement les opérations si importantes des Facultés dans la collation des grades. Lorsque vos occupations ne vous permettent pas d'assister aux examens, je vous invite à déléguer l'inspecteur d'Académie qui vous rendra compte, jour par jour, de la manière dont mes instructions sont exécutées et vous mettra en mesure d'avoir une opinion précise et motivée sur les incidents qui pourraient survenir. Les Facultés ne forment pas des jurys indépendants; c'est au nom de l'Etat qu'elles enseignent les lettres et les sciences et qu'elles confèrent des grades. Ces attributions, elles ne peuvent les exercer que sous la haute surveillance des dépositaires du pouvoir central et sous le contrôle tutélaire de l'autorité rectorale.

Recevez, etc...

Arrêté concernant la dispense du baccalauréat accordée aux étudiants de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Bucharest.

23 Novembre 1857

Le Ministre, etc...

Vu les articles 5 et 12 du règlement d'administration publique du 22 août 1854;

Vu le règlement du 23 décembre 1854, relatif à la réception des officiers de santé;

Vu la dépêche du 8 août 1857, dans laquelle M. le Ministre des Affaires étrangères fait connaître l'organisation de l'Ecole de médecine et de chirurgie fondée à Bucharest (Valachie) par M. le docteur Davila, et exprime l'avis que les élèves de cette Ecole puissent échanger leurs inscriptions contre celles des Facultés de France, d'après le mode adopté par les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie;

Vu l'office princier du 6 mars 1856, qui donne à l'Ecole de médecine et de chirurgie de Bucharest un caractère public;

Vu le programme de l'enseignement de ladite école;

Vu le rapport favorable de l'inspecteur général de l'ordre de la médecine;

Arrête:

Art. 1^{er}. — Les élèves de l'Ecole de médecine et de chirurgie de Bucharest, qui justifieront de quatre années d'études dans ladite Ecole et des connaissances analogues à celles qu'on exige en France pour le baccalauréat ès sciences, pourront, après avoir subi avec succès l'examen de troisième année devant la Faculté de Médecine de Paris, être autorisés à y prendre les quatre dernières inscriptions et aspirer au doctorat.

Art. 2. — Les élèves de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Bucharest, qui voudront profiter des avantages énumérés dans l'article 1^{er}, devront préalablement verser, au secrétariat de la Faculté des sciences de Paris, les droits afférents au baccalauréat ès sciences, et au secrétariat de la Faculté de Médecine, le prix de douze inscriptions correspondantes à leurs quatre années d'études.

Art. 3. — Les certificats constatant des études analogues à celles qu'on exige en France pour le baccalauréat ès sciences, et les certificats d'inscriptions prises à l'Ecole de Bucharest pendant quatre années, devront être revêtus de la signature du directeur de l'Ecole et frappés du timbre de ladite Ecole; ils seront, en outre, visés et certifiés véritables par le Consul général de France.

Décret qui institue dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion des Commissions chargées d'examiner les aspirants au Baccalauréat ès lettres ou ès sciences.

23 Décembre 1857

NAPOLÉON, etc.

Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'Etat au Département de la Marine et des Colonies, et de l'avis de notre Ministre d'Etat au Département de l'Instruction publique et des Cultes;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, réglant la constitution des Colonies;

Vu le règlement du 5 septembre 1852, sur le baccalauréat ès lettres;

Vu le règlement du 7 août 1857, sur le baccalauréat ès sciences;

Vu l'avis du Conseil impérial de l'Instruction publique en date du 26 juin 1857;

Notre Conseil d'Etat entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit:

Article premier. — Dans chacune des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, il est institué une commission chargée d'examiner les aspirants au baccalauréat ès lettres ou ès sciences et de leur délivrer le certificat d'aptitude dont les effets sont déterminés par l'article 4 ci-après.

Art. 2. — Cette Commission est composée de cinq membres nommés chaque année par le Gouverneur, et choisis parmi:

Les magistrats,

Les membres du clergé,

Les membres du Conseil général,

Les fonctionnaires civils ou militaires, anciens élèves de l'Ecole polytechnique,

Vu les officiers du Commissariat de la Marine,

Les docteurs en droit, en médecine, ès lettres ou ès sciences.

La Commission peut s'adjoindre, à titre consultatif, deux personnes spécialement attachées à l'Instruction publique, chefs d'institution ou professeurs, dont la désignation est faite à la majorité des voix.

Elle désigne pareillement celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de secrétaire.

Art. 3. — La matière et les formes de l'examen, sont, autant que possible, les mêmes que pour le baccalauréat en France.

Art. 4. — Sur le vu du certificat d'aptitude obtenu devant cette commission, un brevet de capacité est délivré par le gouverneur, soit pour les lettres, soit pour les sciences.

Le brevet est délivré gratuitement.

Art. 5. — Les élèves porteurs de ce brevet peuvent prendre les quatre premières inscriptions près les Facultés de droit ou de médecine, avant d'avoir régularisé leur position par l'obtention du diplôme de bachelier.

Règlement relatif à l'organisation des épreuves du baccalauréat et à la présence des délégués de différents Ministres.

27 Février 1858

.....
Art. 4. — A dater de la session d'avril 1858, le nombre maximum des candidats admis à subir simultanément l'épreuve écrite du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences devant la Faculté des Lettres et devant la Faculté des Sciences de Paris est fixé à 12.

Art. 5. — Lorsque le nombre des candidats inscrits pour subir à Paris l'examen du baccalauréat ès lettres ou du baccalauréat ès sciences dépasse quatre-vingts, deux jurys siègent simultanément pour chaque Faculté, de sorte que vingt-quatre candidats puissent être examinés chaque jour.

Art. 6. — Les jurys devant siéger chaque jour de la session sont formés par les soins du doyen de la Faculté des Lettres et du doyen de la Faculté des Sciences de Paris.

Autant que possible, un professeur suppléant figure dans chacune des Commissions.

Le tableau dressé en conséquence des prescriptions ci-dessus est soumis au Ministre avant l'ouverture de chaque session.

Art. 7. — Les compositions écrites des candidats au baccalauréat ès sciences ou ès lettres, reçus ou ajournés dans les différentes Facultés,

sont adressés au Ministre immédiatement après la clôture de chaque session, avec un rapport général du doyen et les appréciations du Recteur.

Le texte des compositions, lequel ne doit jamais dépasser la force moyenne des élèves des classes supérieures des lycées, est toujours joint à cet envoi.

Art. 8. — L'examen oral, qui doit avoir la durée réglementaire, a lieu en présence des quatre membres du jury, lesquels ne peuvent procéder audit examen, pour chaque série de candidats, dans des salles distinctes.

Les juges sont tenus de se renfermer strictement dans les questions de programmes indiquées par le sort, et de ne pas sortir, dans les interrogations qu'ils adressent aux candidats, des limites de l'enseignement des Lycées.

Art. 9. — Un siège particulier est réservé au Recteur ou à son délégué dans la salle où ont lieu les épreuves publiques des grades délivrés par les Facultés.

Art. 10. — Des sièges particuliers sont également réservés aux délégués des Ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et de l'Instruction publique et des Cultes, dans la salle de la Faculté des Sciences de Paris, où ont lieu les épreuves du baccalauréat ès sciences.

.....

**Arrêté portant augmentation des droits de présence
des examinateurs du baccalauréat.**

27 Février 1858

.....

Art. 2. — Les droits de présence des professeurs de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences de Paris, dans la collation des grades, sont portés provisoirement, et pour la présente année, de sept francs à neuf francs.

**Instruction relative à l'exécution du règlement du 27 février 1858
concernant les examens du baccalauréat.**

15 Mars 1858

Monsieur le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser un certain nombre d'exemplaires de l'arrêté que j'ai pris à la date du 27 février dernier, pour donner aux travaux des Facultés toute la régularité désirable. Les différentes parties du service des établissements d'enseignement supérieur ont été, sous les administrations précédentes, l'objet de nombreuses dispositions mûrement délibérées en Conseil impérial de l'Instruction publique. Ces dispositions sont toujours en vigueur; mais il m'a paru utile de rappeler les plus importantes, de préciser celles qui pouvaient laisser des doutes dans l'application, et de prescrire quelques mesures intérieures, propres, d'une part, à prévenir toute déviation de l'enseignement, de l'autre, à assurer de plus en plus la sincérité des épreuves dans la collation des grades.

... Dans ma circulaire du 26 décembre 1857, j'ai déjà eu l'occasion de m'expliquer sur les épreuves du baccalauréat et de caractériser en peu de mots l'esprit qui devait animer les juges dans la collation de ce grade, dont dépend en définitive tout l'avenir des jeunes gens. Les dispositions des arrêtés du 3 et du 7 août 1857 vous sont parfaitement présentes. J'ai lieu de croire qu'elles répondent à toutes les exigences et que, si elles sont appliquées avec une intelligente équité, le baccalauréat deviendra la récompense du savoir qu'on peut raisonnablement exiger de tous ceux qui ont reçu l'instruction complète indiquée dans les programmes.

Les compositions écrites des candidats, dont vous voudrez bien me faire exactement l'envoi, conformément à l'article 7 du règlement du 27 février, doivent être classées et annotées par les juges. Ces appréciations comparées entre elles finiront par amener une certaine unifor-

mité dans le jugement d'une épreuve destinée à établir le niveau commun des études secondaires. Mais, pour atteindre un résultat si désirable, il importe que les devoirs ne dépassent pas la force moyenne des élèves de la division supérieure des lycées, et qu'ils soient toujours du genre de ceux qui leur sont habituellement proposés dans les classes, MM. les professeurs des Facultés, sortis presque tous des rangs de l'enseignement secondaire, ne voudront pas oublier leur origine. Lorsqu'ils examineront des candidats au baccalauréat, ils aimeront à se souvenir de ce qu'ils ont été, et à recourir pour un moment à leurs anciens procédés scolaires, en se mettant à la portée des jeunes gens qui quittent à peine les bancs du collège.

C'est plus particulièrement à l'examen oral que s'appliquent ces recommandations. La matière en est indiquée par le sort; mais chaque numéro contient un certain nombre de questions qu'il est facile de décomposer en plusieurs questions particulières. Je n'ai pas besoin d'insister pour que les interrogations ne sortent jamais des limites de l'enseignement des lycées, enseignement très complet et qui, lorsqu'il a été régulièrement suivi, a certainement donné aux esprits une culture suffisante.

Abréger le temps de l'examen, c'est enlever aux candidats les moyens de réparer un échec, et risquer de les condamner sans avoir donné à la défense toute latitude. Le règlement a sagement déterminé la durée de cette épreuve pour le baccalauréat ès lettres comme pour le baccalauréat ès sciences; il faut s'y tenir sans oublier jamais que cette limite a été posée tout à la fois dans l'intérêt des candidats et dans celui de la vérité. L'ignorance présomptueuse peut faire illusion, lorsque l'examen est rapide; elle est promptement démasquée pour peu que l'épreuve se prolonge. D'un autre côté, l'enfant laborieux mais timide (l'expérience consommée des juges s'y trompe rarement) a besoin de se recueillir et de se rassurer. Le temps lui vient en aide; son intelligence s'ouvre, sa mémoire renaît, et il redevient peu à peu maître de lui-même. Par cela même que les juges, ainsi que je le disais naguère, en statuant sur le sort des aspirants, ouvrent ou ferment presque toutes les carrières de l'Etat, ne sont-ils pas tenus de pousser la patience jusqu'aux dernières limites, et d'interroger l'élève, dont tout l'avenir est en jeu, de telle sorte qu'ils arrivent à une certitude complète de l'étendue de son savoir?

Cette sage méthode répond aux nécessités sociales et privées de l'examen. Les examinateurs n'ont à affecter ni l'indulgence, ni la sévérité; leur devoir essentiel est d'être justes au fond et bienveillants dans la forme. Les familles s'inclineront avec respect devant les décisions inattaquables, et elles se convaincront de plus en plus que la meilleure chance de succès auprès des Facultés sera, pour leurs enfants, dans les études régulièrement et utilement accomplies.

Je vous invite à faire part de la présente instruction aux différents chefs d'établissements d'enseignement supérieur de votre ressort, en leur adressant en même temps un exemplaire du règlement du 27 février, dont ils devront assurer la fidèle exécution.

Recevez, etc.

Arrêté relatif aux sessions d'avril et de décembre pour le baccalauréat ès lettres et pour le baccalauréat ès sciences.

15 Juillet 1858

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850;

Vu les règlements des 3 et 7 août 1857, sur le baccalauréat ès lettres et sur le baccalauréat ès sciences.

Le Conseil Impérial de l'Instruction publique entendu,

Arrête:

Article premier. — La session d'avril pour les examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences est spécialement réservée aux candidats qui ont éprouvé antérieurement un ou plusieurs ajournements.

**Rapport et décret relatifs au rétablissement du Baccalauréat
ès lettres pour les aspirants au Doctorat en médecine.**

23 Août 1858

1° RAPPORT

Sire,

Le décret du 10 avril 1852 dispense les étudiants des Facultés de Médecine de produire le diplôme de bachelier ès lettres et les assujettit seulement à l'obligation du diplôme de bachelier ès sciences.

On était justement préoccupé, à cette époque, de constituer dans les Lycées l'enseignement scientifique sur de plus larges bases. La France, sous l'impulsion d'un gouvernement fort et glorieux, voyait renaître tous ses moyens de travail et de prospérité. Il fallait surtout songer aux besoins de l'industrie, des arts et du commerce, et il était indispensable de fortifier l'étude des sciences appelées à jouer un si grand rôle dans le développement des richesses et de l'activité du pays. Mais les meilleures mesures, précisément parce qu'elles répondent à des besoins réels, sont souvent appliquées avec une certaine exagération. Ainsi l'entraînement légitime vers les études scientifiques, ne s'est peut-être pas arrêté à ses véritables limites, lorsque, rejetant la prédominance de l'élément littéraire dans la préparation aux études médicales, il l'a soumise presque exclusivement à l'empire des études mathématiques et physique. Du moins, Sire, telle a été la conviction du corps médical en présence du décret de 1852, auquel il opposa les plus vives résistances.

Cependant le système d'instruction secondaire étant ainsi établi, la prudence commandait, malgré les réclamations élevées au corps médical de ne pas renverser ce qu'on voulait construire. Les partisans des études de la médecine plus fortement empreintes de notions scientifiques ne manquaient pas de graves raisons à l'appui de leur opinion. C'était donc à l'expérience qu'il convenait de laisser le soin de décider une question si vivement débattue. Six années se sont écoulées depuis le décret du 10 avril 1852, et, pendant cette période, bien suffisante, pour éprouver les avantages ou les inconvénients du régime nouveau, les Facultés et les plus illustres représentants de la médecine n'ont pas discontinué leurs plaintes.

Suivant eux, on avait abaissé le niveau intellectuel du corps médical, sans avoir augmenté ni les moyens d'observation ni les ressources matérielles de l'art. J'ai dû, Sire, être vivement ému de cette lutte persistante des hommes les plus honorables et les plus compétents, et après une attente personnelle de deux années, pendant lesquelles j'ai attentivement suivi et constaté tout ce qu'il y avait de grave et de sérieux dans le débat, je l'ai soumis aux épreuves les plus décisives. Les trois Facultés de Médecine ont dû délibérer solennellement, et deux d'entre elles, celles de Paris et de Montpellier, ont énergiquement protesté en faveur du baccalauréat ès lettres. Une Commission spéciale composée des membres les plus distingués et des membres les plus éminents de l'Université, a émis le même avis. Ensuite, la question a été portée devant le Conseil impérial de l'Instruction publique, qui l'a résolue dans le même sens. Enfin, Sire, d'après vos ordres, le Conseil d'Etat a été saisi, et il a apporté le tribut de sa haute expérience et de ses lumières.

Que votre Majesté, Sire, me permette d'exposer brièvement les dispositions du projet de décret ci-joint et les motifs qui en sont la justification.

L'art de guérir, si précieux à l'humanité, exige, pour être cultivé et appliqué avec succès, autant d'efforts d'intelligence et de jugement que de connaissances théoriques et pratiques. Sans nul doute, le docteur en médecine, digne de ce nom, doit avoir étudié laborieusement et la structure du corps humain et les phénomènes morbides, et la matière médicale, et c'est d'abord aux procédés de l'observation la plus attentive qu'il consacre ses forces et ses veilles. Mais l'observation elle-même serait stérile si toutes les ressources d'un esprit juste, actif, pénétrant, ne venaient tout à la fois l'assurer et l'étendre; il faut que la médecine,

luttant contre les maladies de l'homme, connaisse l'homme tout entier, dans sa double essence physique et morale.

C'est en spiritualisant ainsi la science médicale, si riche d'ailleurs d'enseignements positifs, que notre époque, répudiant les systèmes absolus, a si largement constitué l'art de guérir et l'a placé au sommet des professions sociales. Pourquoi donc dispenserait-on les aspirants au doctorat en médecine de l'épreuve générale des études littéraires? Mais ce sont ces études qui donnent au goût, au cœur et à l'esprit les tendances les plus délicates et les impulsions les plus heureuses. Le médecin, attaché à des travaux infinis, consulté dans toutes les classes de la société pour tous les maux qui affectent le corps et l'intelligence, obligé à tant de discernement et d'action morale, doit être, avant tout, préparé à l'apprentissage scientifique par une instruction littéraire complète. En négligeant les humanités, il néglige un élément indispensable pour lui, il écarte un moyen de succès et d'influence, et il crée peut-être un véritable obstacle à l'autorité comme au progrès de l'art qu'il exerce. Telle est la courte analyse des raisons qui ont prévalu pour exiger des aspirants au doctorat le diplôme de bachelier ès lettres.

Mais, Sire, Votre Majesté n'eût pas trouvé bon que l'on restât dans un système exclusif. Il ne s'agit pas ici d'une lutte entre les sciences et les lettres, il s'agit de régler avec sincérité et bon sens le genre d'études préparatoires qu'il convient d'imposer aux élèves en médecine. Aussi, dans les discussions qui ont eu lieu, presque tout le monde, après le rétablissement du diplôme de bachelier ès lettres, a reconnu qu'il fallait demander aussi la preuve de certaines connaissances scientifiques. La physique, la chimie, la botanique, sont, dans une légitime mesure, nécessaires au jeune homme qui se propose d'étudier la médecine. Si on le jette dans cette étude si variée et si absorbante des maladies de l'homme et des moyens de guérir, sans aucune notion suffisante de ces sciences spéciales appelées sans cesse au secours de l'observation pathologique et de l'application de la matière médicale, il éprouvera les plus grandes difficultés. Il faut qu'en sortant de l'enseignement secondaire, il soit prêt à profiter des cours de la Faculté de Médecine, qui supposent l'élève au courant des éléments généraux des sciences physiques et naturelles.

Aussi la disposition fondamentale du projet de décret vient-elle réaliser cette alliance juste et vraie des sciences et des lettres pour les aspirants au doctorat en médecine, en exigeant tout à la fois l'obtention du baccalauréat ès lettres avant la première inscription, et celle du baccalauréat ès sciences restreint avant la troisième inscription.

Tel qu'il existe aujourd'hui, le programme du baccalauréat ès sciences comporte une série de connaissances mathématiques qui, judicieusement exigées pour d'autres carrières, semblent inutiles pour une bonne préparation à l'étude de la médecine. C'est pourquoi, Sire, le projet de décret dispense les élèves en médecine, dans l'épreuve du baccalauréat ès sciences, des questions les plus difficiles, applicables aux sciences mathématiques. Ainsi se justifie l'expression de baccalauréat ès sciences restreint. Quant au délai de six mois, pour l'obtention de ce baccalauréat, il a été déterminé par des considérations pleines d'équité. L'exigence du double diplôme grève les aspirants d'un travail assez lourd et elle est une charge exceptionnelle pour la carrière du doctorat en médecine. Il a donc paru très équitable d'accorder à l'élève sortant des cours de l'enseignement secondaire, avec le diplôme de bachelier ès lettres, un délai pour reprendre haleine, et se mettre en mesure de soutenir l'examen du baccalauréat ès sciences, tout en lui conservant le droit de s'inscrire sur-le-champ à la Faculté de Médecine et d'en suivre les cours. Je suis, au reste, convaincu que la plupart des jeunes gens qui se vouent au noble et rude labeur de la médecine, feront tous leurs efforts pour obtenir les deux baccalauréats avant de franchir l'enceinte des lycées, où les ressources d'instruction sont organisées de manière à permettre cet heureux résultat.

Le projet de décret contient plusieurs dispositions qui ne manquent ni d'opportunité ni d'importance.

Sur la foi de l'article 12 du décret du 10 avril 1852, beaucoup de jeunes gens ont pu, dans l'intention d'embrasser plus tard la profes-

sion médicale, choisir la voie scientifique que leur ouvraient les lycées. Il est juste de réserver à ces candidats le droit d'entrer dans les Facultés de Médecine avec le diplôme de bachelier ès sciences obtenu d'après le règlement actuel ; ils pourront user de ce droit jusqu'au 1^{er} novembre 1861, époque où l'exécution pure et simple des dispositions de l'article premier du nouveau décret ne lésera aucun intérêt.

Lorsqu'il s'agit de grades délivrés au nom de l'Etat, grades qui confèrent des privilèges, il importe que le titre même dont on se prévaut n'ait rien d'équivoque. Le baccalauréat ès sciences restreint ne saurait donc être attesté par un diplôme exactement semblable à celui du baccalauréat ès sciences complet. En fait, il n'a d'autre objet que de servir de sanction à l'instruction scientifique d'une catégorie déterminée d'étudiants, de ceux qui se destinent à la profession de médecin. Il sera donc spécial et n'aura de valeur que pour les études médicales. Renfermé dans ces limites, il doit coûter moins cher que le baccalauréat ordinaire. Aussi l'article 2 du décret a-t-il réduit de moitié les droits à acquitter par les aspirants au baccalauréat ès sciences restreint.

Il a paru d'ailleurs équitable de leur réserver la faculté d'échanger ce diplôme spécial contre un diplôme ordinaire, s'il leur convenait de pousser plus loin leur instruction mathématique, ou s'il leur plaisait d'entrer dans une carrière purement scientifique. La vocation médicale peut faiblir, surtout au début d'études pénibles qu'on n'aborde pas toujours avec la conscience des sacrifices qu'elle impose ; et, quant aux étudiants laborieux et persévérants, ils aimeront à profiter de cette faculté de compléter un examen dont ils auront subi antérieurement la partie la plus étendue, sinon la plus difficile. Enfin, et en tout cas l'intérêt des familles sera respecté, et l'administration se montrera aussi pleine de bienveillance pour tous ceux qui voudront se rattacher aux professions exigeant plus particulièrement les études mathématiques et le diplôme ordinaire de bachelier ès sciences.

Telles sont, Sire, les mesures et les prescriptions du projet de décret que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté.

Je suis, etc.

2° DECRET

NAPOLÉON, etc.

Vu le décret du 10 avril 1852, et notamment l'article 12 dudit décret qui est ainsi conçu :

Les étudiants des Facultés de Médecine et des écoles supérieures de pharmacie sont dispensés de produire le diplôme de bachelier ès lettres. Ils doivent produire le diplôme de bachelier ès sciences avant de prendre la première inscription ;

Vu l'article 14 de la loi du 14 juin 1854 ;

Vu l'avis du Conseil impérial de l'Instruction publique, en date du 2 juillet 1858, duquel il résulte qu'il y a lieu ;

1° D'exiger des étudiants en Médecine, avant la première inscription, le baccalauréat ès lettres, et avant la cinquième, le baccalauréat ès sciences restreint ;

2° De permettre aux bacheliers ès lettres, au commencement de l'année scolaire prochaine, de devenir étudiants en Médecine, sauf à justifier à la cinquième inscription du baccalauréat ès sciences actuel ;

Notre Conseil d'Etat entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Les étudiants des Facultés de Médecine aspirant au doctorat doivent produire, avant de prendre la première inscription, le diplôme de bachelier ès lettres, et, avant de prendre la troisième, le diplôme de bachelier ès sciences, restreint pour la partie mathématique.

La restriction indiquée dans le paragraphe précédent sera l'objet d'un règlement ministériel délibéré en Conseil impérial de l'Instruction publique.

Art. 2. — Le baccalauréat ès sciences exigé des étudiants en Méde-

cine est délivré sous la forme d'un diplôme spécial, qui n'a de valeur que pour les études médicales.

Les droits à percevoir pour le baccalauréat ès sciences des étudiants en Médecine sont fixés à la somme de 50 francs, ainsi répartis :

Examen	30 francs
Certificat d'aptitude	10 francs
Diplôme	10 francs
	50 francs

Art. 3. — Les jeunes gens pourvus du diplôme de bachelier ès sciences, spécial aux étudiants en Médecine, peuvent l'échanger contre un diplôme ordinaire de bachelier ès sciences, en subissant la partie de l'examen dont ils ont été dispensés la première fois, et en payant le complément des droits, montant à la somme de cinquante francs.

Art. 4. — Jusqu'au 1^{er} novembre 1861, les jeunes gens pourvus du diplôme ordinaire de bachelier ès sciences, peuvent prendre leurs inscriptions et leurs grades dans une Faculté de Médecine sans être tenus de produire le diplôme de bachelier ès lettres.

Règlement pour le Baccalauréat ès sciences restreint.

20 Janvier 1859

Le Ministre, etc...

Vu le décret du 23 août 1858, et notamment l'article premier de ce décret, ainsi conçu :

« Les étudiants des Facultés de Médecine, aspirant au doctorat, doivent produire, avant de prendre la première inscription, le diplôme de bachelier ès lettres, et avant de prendre la troisième, le diplôme de bachelier ès sciences restreint pour la partie mathématique.

« La restriction indiquée dans le paragraphe précédent sera l'objet d'un règlement ministériel délibéré en Conseil Impérial de l'Instruction publique » ;

Le Conseil Impérial de l'Instruction Publique entendu,

Arrête :

Article premier. — Le règlement du baccalauréat ès sciences, en date du 7 août 1857 et les programmes annexés audit règlement, ainsi que l'arrêté du 15 juillet 1858, sont applicables aux candidats qui désirent obtenir le diplôme du baccalauréat ès sciences restreint pour la partie mathématique, sauf les dispositions ci-après.

Art. 2. — Les candidats au baccalauréat ès sciences restreint peuvent subir leur examen dans les trois sessions, toutefois, pour être admis à la session d'avril il faut qu'ils soient déjà bachelier ès lettres.

Art. 3. — Le diplôme de bachelier ès sciences restreint n'est délivré qu'à ceux qui ont déjà pris deux inscriptions pour le doctorat dans une des Facultés ou des Ecoles préparatoires de Médecine de l'Empire.

Art. 4. — La composition scientifique porte sur une question de physique et sur une question d'histoire naturelle.

Art. 5. — Pour l'épreuve orale, la question de mathématiques donne lieu à un seul suffrage, celle de sciences naturelles à deux suffrages.

Art. 6. — Les candidats au baccalauréat ès sciences restreint sont interrogés sur les mathématiques (troisième série) et sur les sciences physiques (quatrième série), conformément aux programmes suivants.

Art. 7. — Les jeunes gens qui ont pris au mois de novembre dernier une première inscription dans les Facultés de Médecine ou dans les Ecoles préparatoires de Médecine, en vue du doctorat, avec le simple diplôme de bachelier ès lettres, sont autorisés à prendre la troisième au mois d'avril et la quatrième au mois de juillet ; mais ils devront justifier du diplôme de bachelier ès sciences restreint, avant de prendre la cinquième inscription.

Cette exception n'est admise que pour l'année classique 1858-1859.

Arrêté qui détermine les mentions à porter sur les certificats d'aptitude au diplôme de bachelier ès sciences et ès lettres.

24 Janvier 1859

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 19 du règlement sur le baccalauréat ès lettres et le baccalauréat ès sciences ;

Considérant que les trois mentions : *Très bien, Bien, Assez bien*, les seules qui soient autorisées par ledit article et qui doivent être portées sur les certificats d'aptitude délivrés aux candidats jugés dignes du diplôme, ne répondent pas suffisamment aux divers degrés d'instruction dont les jeunes gens peuvent faire preuve dans leur examen ;

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu ;

Arrête :

Les certificats d'aptitude délivrés aux jeunes gens dignes du diplôme de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences ne portent qu'une des cinq mentions suivantes :

PARFAITEMENT BIEN, lorsque le candidat a obtenu dix boules blanches ;

TRÈS BIEN, lorsque le candidat a obtenu huit boules blanches au moins sans aucune noire ;

BIEN, lorsque le candidat a obtenu six boules blanches au moins sans aucune noire ;

ASSEZ BIEN, lorsque le candidat a obtenu quatre boules blanches au moins et n'a pas eu plus d'une boule noire.

PASSABLEMENT, lorsque le candidat n'a pas eu plus de deux boules noires.

Circulaire relative au Baccalauréat ès sciences restreint exigé des aspirants au Doctorat en Médecine.

14 Février 1859

Monsieur le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser un certain nombre d'exemplaires du règlement délibéré au Conseil impérial de l'Instruction publique, et qui a pour objet de déterminer les conditions du baccalauréat ès sciences exigé désormais des aspirants au grade de docteur en Médecine.

Aux termes du décret du 23 août 1858, ces aspirants doivent justifier du baccalauréat ès lettres avant de prendre la première inscription, et du baccalauréat ès sciences avant de prendre la troisième. Mais le baccalauréat ès sciences imposé aux étudiants en Médecine doit être restreint pour la partie Mathématique. C'est en exécution de cette disposition du décret du 23 août que le règlement du 20 janvier dernier a été rédigé.

Les aspirants au grade du baccalauréat ès sciences restreint sont soumis à toutes les formalités prescrites pour l'obtention du baccalauréat ordinaire. Ils auront donc à produire les pièces et à faire les justifications exigées par les règlements antérieurs ; ils seront examinés, comme les autres candidats dans les trois sessions réglementaires s'ils se sont fait inscrire dans les délais voulus. Vous remarquerez seulement que la session d'avril, où on ne peut se présenter pour la première fois sans une autorisation du Ministre, leur est ouverte de plein droit s'ils sont bachelier ès lettres.

Vous n'avez certainement pas oublié que le baccalauréat ès sciences restreint n'a de valeur que pour les études médicales. Ce n'est pas un nouveau grade, mais une sorte de brevet spécial de capacité délivré aux seuls étudiants en Médecine. Le Conseil impérial a pensé, et j'ai complètement partagé son avis, qu'il ne fallait pas encourager les jeunes gens qui n'ont pas en vue l'étude de la Médecine, à se contenter du baccalauréat ès sciences restreint. Les familles pourraient y être trompées, et le public lui-même pourrait être induit à regarder comme des véritables bacheliers ès sciences ceux qui n'ont fait que des études mathématiques incomplètes. Le diplôme obtenu à la suite des épreuves

déterminées par l'arrêté du 20 janvier ne sera donc délivré qu'aux candidats définitivement engagés dans la carrière médicale, c'est-à-dire à ceux qui ont déjà pris deux inscriptions au moins (Art. 3 de l'arrêté du 20 janvier).

Les articles 4 et 5 sont tout à fait conforme à l'esprit du décret du 23 août. Le premier dispose que la composition scientifique porte sur une question de physique et sur une question d'histoire naturelle, les seules qui intéressent directement un étudiant en médecine. Le règlement du baccalauréat ès sciences complet exige avec raison que la composition scientifique porte sur une question de mathématiques et sur une question de physique. L'histoire naturelle n'est plus dans cet examen qu'une partie accessoire ; les connaissances mathématiques, au contraire, y sont d'une importance capitale. S'il en est ainsi, il est juste que les questions de mathématiques donnent lieu, dans l'épreuve orale, à deux suffrages, et les questions d'histoire naturelle à un seul. Mais dans l'examen du baccalauréat ès sciences restreint, cette proportion doit être renversée ; l'épreuve mathématique n'a plus la même importance, tandis que l'épreuve d'histoire naturelle en a beaucoup. L'article 5 du règlement nouveau a tenu compte de cette différence.

L'article 6 contient les programmes de mathématiques et de physique tels qu'ils ont été modifiés, de l'avis du Conseil impérial en vue du baccalauréat ès sciences restreint.

Le programme de mathématiques ne renferme que les notions les plus élémentaires, celles qu'il n'est permis à personne d'ignorer, et sans lesquelles un étudiant en Médecine parviendrait difficilement à bien comprendre la langue de la physique et de l'histoire naturelle qui doit lui être familière.

Le programme de physique a reçu peu de modifications : on n'en a retranché que quelques questions de mécanique qui sont plutôt mathématiques que physiques et qui n'intéressent pas directement les études médicales. Le Conseil impérial n'y a maintenu que les questions de cosmographie, parce que cette belle science ne saurait être trop répandue et que, dans sa pensée, les examinateurs n'insisteront pas sur les solutions qui exigeraient des calculs compliqués. Les étudiants en Médecine ne doivent s'occuper de cosmographie qu'au point de vue descriptif.

L'arrêté du 20 janvier ne reproduit que les questions des anciens programmes qui ont été modifiées. Il est bien entendu qu'en tout le reste le règlement du 7 août 1857 et les programmes annexés audit règlement sont obligatoires pour les candidats au baccalauréat ès sciences restreint.

L'article 7 et dernier renferme une disposition transitoire dont l'équité n'a pas besoin d'être démontrée. L'arrêté du 20 janvier n'a pu être publié que tardivement. Les jeunes gens pourvus du diplôme de bachelier ès lettres, et qui ont pris une première inscription en Médecine au mois de novembre dernier, seraient à la rigueur tenus de justifier du diplôme de bachelier ès sciences restreint avant de prendre l'inscription d'avril. Comme ils n'ont connu qu'à la fin de janvier les conditions nouvelles qui leur sont imposées, deux mois à peine les séparent de la session d'avril, et le temps manquera à la plupart d'entre eux pour une préparation efficace, si on s'en tient aux termes rigoureux du décret du 23 août. Quelques facilités en conséquence ont dû leur être accordées pour la présente année classique. Vous voudrez bien inviter Messieurs les doyens à se conformer à ces dispositions transitoires, en leur rappelant toutefois que l'année prochaine, aucune exception ne sera admise.

L'administration supérieure désire pouvoir juger en parfaite connaissance de cause si l'instruction des aspirants au baccalauréat ès sciences restreint les prépare efficacement à la carrière médicale. Pour faciliter ses appréciations, il importe que les résultats de l'épreuve spéciale du baccalauréat ès sciences restreint soient présentés séparément.

Je vous invite en conséquence à former une liste particulière de ces candidats au moment de l'ouverture des registres d'inscription, et

de prescrire à Messieurs les doyens d'en composer une ou plusieurs séries qui seront examinées à part. Ils devront, dans les rapports qu'ils sont tenus de vous adresser et que vous me transmettez, consacrer un article à cette catégorie de candidats et apprécier d'une manière détaillée les résultats des épreuves auxquelles elle aura été soumise.

Je vous prie de faire parvenir à chacun de Messieurs les doyens des Facultés des sciences de votre ressort académique, avec un exemplaire de l'arrêté du 20 janvier, une copie de la présente circulaire, et de veiller à ce que toutes les dispositions prescrites reçoivent leur exécution.

Recevez, etc.

Arrêté relatif à l'examen du Baccalauréat ès sciences.

6 Décembre 1859

Le Ministre, etc.,

Vu les articles 9 et 10 du décret du 10 avril 1852, relatifs au baccalauréat ès sciences,

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu,

Arrête :

Article premier. — L'examen du baccalauréat ès sciences peut, sur la demande des candidats, être subi dans deux sessions différentes, la première partie de l'examen portant sur les sciences physiques et naturelles, la seconde sur les questions littéraires et sur les mathématiques auxquelles sont rattachées les questions de cosmographie et de mécanique.

Les deux parties de l'examen, ainsi scindé, doivent être subies devant la même Faculté des Sciences. Des dispenses, à cet égard, peuvent être accordées par le Ministre dans des cas exceptionnels.

Il ne peut être apporté, sous peine de nullité des premières épreuves, un délai de plus de trois ans entre les deux parties de l'examen.

Art. 2. — Lorsque l'examen du baccalauréat ès sciences est subi dans deux sessions différentes, chaque partie de l'examen se compose d'une épreuve écrite et d'une épreuve orale.

Les candidats qui n'ont pas satisfait à l'épreuve écrite ne sont pas admis à l'épreuve orale.

Art. 3. — Les suffrages auxquels donnent lieu les diverses épreuves des deux parties de l'examen, exprimés par des boules blanches, rouges ou noires, sont distribués de la manière suivante.

Première partie de l'examen :

EPREUVE ÉCRITE .	{ Composition sur un ou plusieurs sujets	
	de physique	1/2 boule
	Questions de physique.	1 —
EPREUVE ORALE .	{ Questions de chimie	1 —
	Questions de sciences naturelles.....	1/2 —

Deuxième partie de l'examen :

EPREUVE ÉCRITE .	{ Version latine	1 boule
	Composition sur un ou plusieurs sujets de mathématiques	1/2 —
EPREUVE ORALE .	{ d'un auteur latin	1 —
	d'un auteur français	
	d'un auteur allemand ou anglais }	
	Questions de logique	1 —
	Questions d'histoire et de géographie..	1 —
	Questions de mathématiques pures et appliquées.	2 —
	Questions de mécanique et de cosmographie	1/2 —

10 boules

Art. 4. — Lorsque, pour la première partie de l'examen, les deux professeurs chargés de cette partie, après en avoir délibéré, sont d'accord pour faire application à un candidat de l'article 18 du règlement du 7 août 1857, ce candidat est ajourné et par conséquent obligé de subir de nouveau la première partie de l'examen.

Dans le cas contraire, les suffrages obtenus par les candidats dans la première partie de l'examen leur restent acquis, et sont supputés avec les suffrages obtenus dans la deuxième partie, pour la détermination de la mention que le certificat d'aptitude doit porter, conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 janvier 1859.

Art. 5. — La consignation des droits à acquitter par les candidats est partagée entre les deux parties de l'examen ainsi qu'il suit :

Première partie : Droits d'examen	20 Frs
Deuxième partie : Droits d'examen, de certificat et de diplôme.	80 Frs

Art. 6. — Le présent arrêté est exécutoire à partir de la session d'avril 1860, pour laquelle seule, par dérogation spéciale aux dispositions du règlement du 15 juillet 1858, les candidats seront admis sur leur simple demande, à subir, pour la première fois, la première partie de l'examen.

Art. 7. — Il n'est dérogé en rien aux prescriptions des arrêtés du 7 août 1857 et du 24 janvier 1859, en ce qui concerne les formes de l'examen du baccalauréat ès sciences lorsque cet examen n'est pas subi en deux parties distinctes.

**Circulaire pour l'exécution de l'arrêté du 6 décembre 1859
relatif à l'examen du Baccalauréat ès sciences.**

15 Décembre 1859

Monsieur le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser un certain nombre d'exemplaires de l'arrêté du 6 décembre courant, délibéré en Conseil impérial de l'Instruction publique, et qui accorde aux candidats pour le baccalauréat ès sciences la faculté de subir les épreuves de ce grade dans deux sessions différentes.

Les dispositions de cet arrêté sont le complément nécessaire des mesures prises récemment pour assurer une répartition plus uniforme des matières de l'enseignement scientifique entre les trois premières années d'études de la section des sciences. Je n'ai pas besoin de revenir ici sur les motifs développés à cet égard dans ma circulaire du 5 octobre dernier (1). Je me contenterai de vous rappeler que les mesures dont il s'agit ont eu pour but de réunir, dans les classes de troisième et de seconde, toutes les études relatives aux sciences physiques et naturelles, et de réserver l'année de rhétorique à l'étude spéciale de la partie littéraire et des mathématiques exigées pour le baccalauréat ès sciences et pour l'Ecole de Saint-Cyr.

Cette répartition, qui permet aux jeunes gens de concentrer successivement leurs efforts et leur attention sur chacune des sciences qui font l'objet de l'enseignement, était une première satisfaction donnée aux désirs exprimés par le Ministre de la Guerre. Mais elle ne peut avoir d'effet réellement utile qu'autant que, dès la fin de la classe de seconde, les élèves seront admis à subir la partie des épreuves du baccalauréat ès sciences dont il ne doit plus être question en rhétorique. Ce n'est, en effet, qu'à la condition expresse d'une consécration immédiate donnée à cette partie des études, que la classe de rhétorique peut être ensuite employée, sans préoccupation étrangère, à l'étude exclusive des lettres et des mathématiques.

On avait, au reste, déjà reproché plus d'une fois à l'examen du baccalauréat ès sciences de présenter un caractère encyclopédique qui forçait à demander trop à la mémoire des candidats, au détriment des études solides par lesquelles le raisonnement se forme et se fortifie. Sa division était réclamée depuis longtemps. L'arrêté que je vous trans-

(1) Cette circulaire contient des dispositions nouvelles applicables à l'enseignement de la section des sciences des lycées.

mets répond à ce vœu, en établissant le principe de la division des épreuves en deux parties distinctes et séparées. Il donne en même temps complète satisfaction au Ministère de la Guerre, en faisant porter la première partie de l'examen sur les sciences physiques et naturelles, et la deuxième sur les questions littéraires et sur les mathématiques auxquelles sont rattachées les questions de mécanique et de cosmographie.

Toutefois, il devenait alors indispensable que les examens pour l'Ecole de Saint-Cyr cessassent eux-mêmes de porter sur la physique et sur la chimie. Or, j'ai reçu de mon collègue, le maréchal Ministre de la Guerre, l'assurance la plus formelle qu'à l'avenir ces examens ne comprendront que des matières réservées par mon arrêté pour la deuxième partie de l'examen du baccalauréat ès sciences : c'est-à-dire les mathématiques, la mécanique et la cosmographie, pour la partie scientifique ; l'histoire, la géographie et l'allemand, pour la partie littéraire.

Malgré les avantages que doit offrir cette division de l'examen du baccalauréat ès sciences, il n'a pas paru qu'elle dût devenir l'objet d'une règle générale, imposée d'une manière absolue. L'arrêté du 6 décembre laisse aux candidats toute liberté sous ce rapport. Chacun d'eux, suivant qu'il s'y sent mieux préparé, peut opter entre l'examen subi en une seule session, conformément aux dispositions antérieures qui subsistent pleines et entières, et l'examen divisé en deux parties, tel qu'il est réglé par le présent arrêté, à la condition d'en faire la demande en s'inscrivant au secrétariat de l'Académie.

Si les deux parties de l'examen, lorsqu'il est divisé, peuvent être subies dans deux sessions plus ou moins éloignées, elles ne sauraient cependant rester tellement indépendantes qu'il soit loisible aux candidats de les subir devant deux Facultés différentes, ou d'ajourner, à leur gré, l'époque à laquelle l'examen pourra être complété. Les deux parties de l'examen devront être nécessairement subies devant la même Faculté, à moins de circonstances exceptionnelles dont le Ministre sera seul juge. Un délai de plus de trois ans entraînera la nullité des premières épreuves. Tels sont les principes établis par l'article premier du nouvel arrêté.

Les articles qui suivent ont pour objet de régler les détails d'exécution. Mais, afin que, dès la première application, il s'établisse la plus complète uniformité dans la manière de procéder des diverses Facultés des Sciences, je crois devoir donner quelques développements aux détails dont il s'agit.

Le nouveau mode d'examen n'apporte aucune modification aux dispositions du règlement du 7 août 1857, en ce qui concerne la nature des épreuves et les programmes des séries de questions. Les matières de l'examen divisé restent absolument les mêmes que celles de l'examen unique. Il n'y a de changement que dans la répartition de ces matières.

Aux termes des articles 2 et 3, chacune des deux parties de l'examen se compose d'une épreuve écrite et d'une épreuve orale.

Pour la première partie, l'épreuve écrite consistera en une composition sur un ou plusieurs sujets de physique. Il devra être accordé deux heures pour cette composition.

L'épreuve orale, dont la durée sera d'une demi-heure au moins, comprendra parmi les programmes annexés au règlement du 7 août 1857 :

1° La quatrième série de questions (sciences physiques), à l'exception des questions de mécanique et de cosmographie, qui sont réservées pour la deuxième partie de l'examen.

2° La cinquième série de questions (sciences naturelles).

Pour la deuxième partie, l'épreuve écrite consistera en une version latine, pour laquelle il sera accordé deux heures, et une composition sur un ou plusieurs sujets de mathématiques, pour laquelle il sera également accordé deux heures. Un intervalle de deux heures au moins devra d'ailleurs séparer ces deux compositions.

L'épreuve orale de la deuxième partie, dont la durée sera d'une

heure, comprendra parmi les programmes annexés au règlement du 7 août :

- 1° L'explication des auteurs latins, français, allemands ou anglais ;
- 2° La première série de questions (logique) ;
- 3° La deuxième série de questions (Histoire de France et Géographie) ;
- 4° La troisième série de questions (mathématiques pures et appliquées), à laquelle doivent être rattachées les questions de mécanique et de cosmographie comprises dans la quatrième série de questions (sciences physiques). Ces dernières questions seront indiquées par le numéro même qui sera échu en partage au candidat pour les questions de mathématiques.

Le jury devra être formé, pour la première partie de l'examen, de deux membres de la Faculté des Sciences, et pour la deuxième partie, d'un membre de la Faculté des Sciences et d'un membre de la Faculté des Lettres.

L'épreuve écrite est toujours essentiellement éliminatoire, c'est-à-dire que l'insuffisance de cette épreuve, reconnue par les deux juges, entraîne immédiatement l'ajournement du candidat, sans qu'il soit procédé à l'épreuve orale. Ainsi, dans la première partie de l'examen, tout candidat dont la composition de physique est jugée insuffisante, est ajourné. Dans la deuxième partie de l'examen, l'ajournement résultera de l'insuffisance, soit de la version latine, soit de la composition de mathématiques, sans qu'il puisse être établi de compensation entre les valeurs de ces deux épreuves si distinctes et toutes deux si importantes. J'insiste à dessein sur ce point en le recommandant à toute votre attention.

Aux termes de l'article 4, tout candidat qui, dans la première partie de l'examen, aura subi l'épreuve orale, sera, par cela même, déclaré admissible aux épreuves de la deuxième partie, à moins que les deux juges ne lui fassent application de l'article 18 du règlement du 7 août 1857. Dans ce dernier cas, le candidat est ajourné et obligé de subir de nouveau la première partie de l'examen. Dans le cas contraire, les suffrages qu'il a obtenus lui sont définitivement acquis. Ces suffrages seront transmis aux juges chargés de la deuxième partie de l'examen, pour être supputés avec ceux que ces derniers juges attribueront eux-mêmes au candidat. On comprend, dès lors, l'influence que peut avoir sur le résultat définitif le résultat de la première partie de l'examen, et combien il importe au candidat, pour se le rendre favorable, de ne pas négliger l'étude des sciences physiques et naturelles.

De même que pour l'examen subi en une seule session, les diverses épreuves, de l'une et de l'autre partie de l'examen divisé, donnent lieu à un total de dix suffrages exprimés par des boules blanches, rouges ou noires. La répartition de ces suffrages entre les épreuves, et la valeur relative de chacun d'eux, suivant la nature de l'épreuve à laquelle il se rapporte, sont réglées par le tableau inscrit à l'article 3.

Vous remarquerez qu'il n'est attribué à chacune des compositions de physique et de mathématiques, que la valeur d'un demi-suffrage. Cette disposition est la conséquence nécessaire de ce que chacune de ces compositions n'est bien réellement que la moitié de la composition scientifique spécifiée à l'article 12 du règlement du 7 août 1857. Mais il ne faut pas oublier que ces compositions n'en ont pas moins une très grande influence sur le sort des candidats, puisque chacune peut entraîner l'ajournement immédiat.

Il n'est également attribué que la valeur d'un demi-suffrage aux questions de sciences naturelles, ainsi qu'aux questions de mécanique et de cosmographie. Cela résulte de ce qu'en séparant de la physique la mécanique et la cosmographie, qui font partie de l'examen oral de l'Ecole de Saint-Cyr, et en les réunissant, dans la deuxième partie de l'examen, aux mathématiques, auxquelles elles se rattachent si naturellement, il était indispensable de leur attribuer une valeur spéciale, afin de ne pas atténuer celle des questions de mathématiques. Or, ce nouveau suffrage ne pouvait être enlevé aux questions de physique et de chimie, et il est devenu nécessaire de le prendre sur la valeur attri-

buée aux sciences naturelles, qui ne sont exigées ni pour l'Ecole de Saint-Cyr, ni pour l'Ecole Polytechnique. Vous veillerez néanmoins à ce que cette partie intéressante de l'enseignement de nos Lycées conserve encore une juste influence dans l'examen.

Les divers suffrages relatifs aux différentes épreuves dont se composent les deux parties de l'examen, étant exprimés d'après les bases du tableau inscrit à l'article 3, le jugement définitif résultera de la simple énumération des boules et fractions de boules de même couleur que comprendront ces suffrages. Dans cette supputation, qui pourra conduire à deux demi-boules de couleur différente ne pouvant se confondre en une seule boule, une demi-boule noire ne devra jamais être compensée par une demi-boule blanche. Les mentions à porter sur les certificats d'aptitude, dont vous recevrez incessamment des modèles appropriés au nouveau mode d'examen, seront alors déterminées conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 janvier 1859.

Tout candidat auquel le calcul des boules attribuera plus de deux boules noires sera ajourné ; mais cet ajournement ne peut concerner que la deuxième partie de l'examen, les suffrages obtenus pour la première partie restant acquis au candidat et ne pouvant être annulés que dans le cas prévu au troisième paragraphe de l'article premier.

Les droits à acquitter par les candidats restent fixés à 100 francs pour la totalité de l'examen divisé comme pour l'examen subi en une seule session.

L'article 5 règle le partage de ces droits entre les deux parties de l'examen. Pour la première partie, la consignation n'est que de 20 francs : c'est le montant exact des droits d'examen ; elle ne peut donc donner lieu à aucune restitution. Pour la deuxième partie, la consignation s'élève à 80 francs, sur lesquels 20 francs, qui constituent encore les droits d'examen, ne peuvent être restitués, et 60 francs, qui forment le montant des droits de certificat d'aptitude et de diplôme, sont seuls remboursés en cas d'ajournement.

L'article 6 fixe la première application du nouveau mode d'examen à la prochaine session d'avril 1860. Il accorde pour cette session, aux candidats qui en feront la demande, la faculté de se présenter pour la première fois, aux épreuves de la première partie de l'examen. Il est bien entendu que cette dérogation aux dispositions du règlement du 15 juillet 1858 ne saurait se renouveler et que les candidats au baccalauréat ès sciences divisé seront à l'avenir, en ce qui concerne la session d'avril, soumis à la même règle que les candidats au baccalauréat ès sciences subi en une seule session.

Enfin, l'article 7 maintient l'intégrité des formes de l'examen du baccalauréat ès sciences subi en une seule session, pour lequel le choix des candidats reste toujours parfaitement libre.

J'ai à peine besoin d'ajouter à tous les détails qui précèdent que les dispositions générales du règlement du 7 août 1857, en ce qui concerne l'inscription des candidats, la discipline de l'examen, la délivrance des certificats d'aptitude et des diplômes, sont d'ailleurs applicables à l'examen divisé.

Recevez, etc.

Complément d'instruction pour l'exécution de l'arrêté du 6 décembre 1859 relatif à l'examen du Baccalauréat ès sciences divisé en deux parties.

5 Mars 1860

Monsieur le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser le modèle de certificat d'aptitude qui sera délivré, pour le grade de bachelier ès sciences, à la suite de l'examen subi en deux parties, conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 décembre 1859. Ces dispositions devant recevoir leur exécution dès la session qui va s'ouvrir le 1^{er} avril prochain, il importe que Messieurs les Doyens des Facultés des Sciences se hâtent de faire imprimer des feuilles conformes au modèle ci-joint.

Vous remarquerez que la même feuille comprend, au recto, les suffrages obtenus pour la première partie de l'examen et, au verso, ceux

auxquels donnera lieu la deuxième partie, ainsi que le jugement définitif du deuxième jury, basé sur l'appréciation des notes données par les premiers juges. Vous comprendrez, dès lors, la nécessité que ces certificats d'aptitude, un fois remplis en ce qui concerne la première partie de l'examen, en cas de succès du candidat soient classés avec soin pour être transmis aux juges devant lesquels seront complétées les épreuves.

S'il arrive, ce qui sera toujours très rare, qu'un candidat, après avoir subi la première partie de l'examen, soit autorisé à subir la deuxième partie devant une autre Faculté des Sciences, cette autorisation vous sera notifiée, et vous aurez à transmettre à votre collègue, le Recteur de l'Académie devant laquelle devront être complétées les épreuves, le certificat d'aptitude relatif à la première partie de l'examen. C'est au Recteur de cette dernière Académie qu'il appartiendra d'approuver et de me soumettre le certificat d'aptitude définitif. Dans tous les cas, les deux parties de l'examen devront être, isolément, l'objet d'une mention spéciale dans le tableau statistique dressé par la Faculté devant laquelle chacune aura été subie, et pour la session où l'épreuve aura eu lieu.

Malgré les développements donnés aux instructions que renferme ma circulaire du 15 décembre 1859 il est encore quelques points sur lesquels des doutes se sont élevés. Afin de faire disparaître toute incertitude, je m'empresse de répondre ici aux questions qui m'ont été adressées à cet égard.

1° Dans la circulaire du 1^{er} décembre, il est établi que, dans l'épreuve orale de la deuxième partie de l'examen, le numéro qui sera échu en partage au candidat pour les questions de mathématiques indiquera en même temps les questions de mécanique et de cosmographie sur lesquelles portera l'interrogation. Or, il arrive que le programme, qui ne comprend que 13 numéros pour les questions de mathématiques, en comprend 14 pour les questions de mécanique et de cosmographie. Cette difficulté sera levée en mettant toujours dans l'urne les 14 numéros. Lorsque le numéro 14 sortira, il ne sera applicable qu'aux questions de mécanique et de cosmographie, et un second numéro sera tiré pour les questions de mathématiques. Lorsque le sort amènera un numéro autre que le numéro 14, le numéro tiré servira à la fois pour les deux sortes de questions ;

2° Dans la même circulaire, il est stipulé que tout candidat qui, dans la première partie de l'examen, aura subi l'épreuve orale, sera par cela même, déclaré admissible à la deuxième partie, sauf le cas où il y aurait, de la part des juges, déclaration de nullité pour toutes les questions comprises dans l'un des numéros tirés au sort. On s'est demandé si l'admissibilité de la deuxième partie de l'examen devrait encore subsister dans le cas où chacun des trois suffrages auxquels doit donner lieu l'épreuve orale de la première partie serait exprimé par la couleur noire. Il est bien évident qu'un tel résultat doit être regardé comme entraînant par lui-même une véritable nullité et un ajournement immédiat. Et, d'ailleurs, à quoi servirait au candidat la faculté de subir la deuxième partie de l'examen puisqu'il y arriverait avec plus de deux boules noires, ce qui motiverait nécessairement son refus, alors même qu'il obtiendrait toutes boules blanches dans cette deuxième partie.

Au reste, lorsque le résultat de l'épreuve orale de la première partie de l'examen, sans se traduire par toutes boules noires, pourra cependant paraître au candidat lui-même assez défavorable pour compromettre le succès des épreuves ultérieures, il sera toujours loisible à ce candidat de renoncer au premier examen subi, et de chercher à acquérir des chances meilleures en le subissant de nouveau dans une autre session. Il est évident que les droits versés restent alors acquis à la caisse de l'enseignement supérieur, et doivent être versés de nouveau ;

3° Dans le nouveau mode d'examen pour le baccalauréat ès sciences tout candidat déjà bachelier ès lettres doit être, aussi bien que pour

l'examen subi dans son intégralité en une seule session, dispensé des épreuves littéraires, et il lui est compte quatre boules blanches pour ces épreuves. Mais comme dans ce cas, l'intervention du professeur de la faculté des Lettres devient inutile, le jury, pour la deuxième partie de l'examen, se réduirait au seul professeur de mathématiques. Pour éviter cet inconvénient, un deuxième professeur de la faculté des Sciences sera adjoint au premier, et sera chargé, dans l'épreuve orale, de l'interrogation sur la mécanique et la cosmographie ;

4° En ce qui concerne le jugement qui doit être prononcé sur le mérite de l'épreuve écrite, soit de la première, soit de la deuxième partie de l'examen, on a pensé qu'une difficulté pouvait résulter de ce que, dans chacune des deux parties, le jury ne se compose que de deux juges entre lesquels il peut s'élever une divergence d'opinions.

Sans aucun doute, il importe que, pour une décision qui est d'autant plus grave qu'il en peut résulter l'ajournement immédiat du candidat, les deux juges soient parfaitement d'accord. Mais cependant s'il n'en est pas ainsi, on devra adopter ce principe, que la voix du juge, dans la compétence duquel rentre plus spécialement la nature de l'épreuve dont il s'agit, sera prépondérante.

Ainsi, pour la composition de physique dans la première partie de l'examen, en cas de partage, c'est la voix du professeur chargé d'interroger sur les questions de sciences physiques qui emportera la décision.

Il en sera de même, pour la composition de mathématiques, de la voix du professeur chargé d'interroger sur les questions de mathématiques, dans la deuxième partie de l'examen, lorsque, le candidat déjà bachelier ès lettres, un deuxième professeur de la Faculté des Sciences est adjoint au premier.

Lorsque, le candidat n'étant pas bachelier ès lettres, il sera adjoint au professeur de la Faculté des Sciences, pour la deuxième partie de l'examen, un professeur de la Faculté des Lettres, la voix du professeur de la Faculté des Sciences sera prépondérante pour la composition de mathématiques et celle du professeur de la Faculté des Lettres pour la version latine. Il ne faut pas oublier que, dans ce cas, l'insuffisance d'une seule de ces compositions doit entraîner l'ajournement, sans qu'il puisse y avoir de compensation avec le mérite de l'autre ;

5° Enfin, on s'est demandé si la limite d'âge fixée à 16 ans pour l'admission aux épreuves du baccalauréat ès sciences, n'était applicable qu'à la deuxième partie de l'examen.

On ne saurait admettre qu'il en soit ainsi en principe. Il faut avoir 16 ans accomplis pour être apte à se présenter à la première partie de l'examen. Toutefois, je me réserve d'accorder des dispenses d'âge, et j'accueillerai avec grande faveur les demandes qui seront appuyées de motifs sérieux.

Recevez, etc.

MODELE ANNEXE A LA CIRCULAIRE QUI PRECEDE

ACADEMIE	Enseignement supérieur	MODÈLE n° 4 ter.
d		
Session du mois	Faculté des Sciences d	
d	18	
	Certificat d'aptitude	
	au grade de bachelier ès sciences.	
	(Examen divisé en deux parties.)	

PREMIÈRE PARTIE DE L'EXAMEN

Nous, professeurs de la Faculté des Sciences d

En exécution du décret impérial du 17 mars 1808, de la loi du 15 mars 1850, du décret impérial du 22 août 1854, et conformément aux règlements du 7 août 1857 et des 24 janvier et 6 décembre 1859 ;

Vu les notes obtenues, pour la première partie de l'examen, par M. , né à , le département d , candidat au baccalauréat ès sciences, à la suite de sa composition écrite

et ses réponses aux questions portées au programme sous les numéros ci-après :

Nature des Questions		Nombre de suffrages	Couleur des boules
EPREUVE ÉCRITE	Physique	1/2	.....
	Physique . n° .	1	.....
EPREUVE ORALE	Chimie . n° .	1	.....
	Sciences naturelles	1/2	.....

Avons déclaré le candidat ci-dessus désigné apte à subir les épreuves de la deuxième partie de l'examen.

Fait à , le 18
Les Membres du jury, Vu : Le Secrétaire,
Le Doyen,

DEUXIÈME PARTIE DE L'EXAMEN

Nous, professeurs de la Faculté des Sciences d , assistés d'un professeur de la Faculté des Lettres d ,

En exécution du décret impérial du 17 mars 1808, de la loi du 15 mars 1850, du décret impérial du 22 août 1854, et conformément aux règlements du 7 août 1857 et des 24 janvier et 6 décembre 1859,

Vu les notes obtenues pour la deuxième partie de l'examen, par M. , né à

département d , le ,
candidat au baccalauréat ès sciences, à la suite de ses compositions écrites et de ses réponses aux questions portées au programme sous les numéros ci-après :

Nature des Questions		Nombre de suffrages	Couleur des boules
EPREUVE ÉCRITE	Version latine.	1	.....
	Mathématiques	1/2	.....
EPREUVE ORALE	Explication { Latin n°	1	.....
	d'un auteur { Français n°		
	{ Allemand n°		
	ou anglais n°		
	Logique. n° .	1	.....
	Histoire et Géographie .. n° .	1	.....
	Mathématiques pures et appliquées	2	.....
	Mécanique et Cosmographie . n° .	1/2	.....

Après avoir constaté le résultat des épreuves subies, pour la première partie et pour la deuxième partie de l'examen, par le candidat, l'avons déclaré digne du grade de bachelier ès sciences, avec la mention

Fait à , le 18
Les Membres du jury, Vu : Le Secrétaire,
Le Doyen,

Nous, soussigné, Recteur de l'Académie d ; après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite du candidat, approuvons le présent certificat, qui sera immédiatement soumis à Son Excellence M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, à l'effet d'obtenir s'il y a lieu sa ratification et la délivrance du diplôme de bachelier ès sciences.

A , le 18 .

Décret qui détermine l'époque à laquelle les élèves de l'Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie d'Alger doivent produire le Baccalauréat ès sciences restreint.

24 Mars 1860

NAPOLÉON, etc.,

Sur le rapport de notre Ministre, secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique et des Cultes et de notre Ministre secrétaire d'Etat au département de l'Algérie et des Colonies.

Vu notre décret du 2 août 1858, qui fixe les attributions du Ministère de l'Algérie et des colonies et du Ministère de l'Instruction publique et des Cultes, en ce qui concerne l'Instruction publique et des Cultes ;

Vu le décret du 4 août 1857, qui institue une école préparatoire de médecine et de pharmacie à Alger ;

Vu le décret du 23 août 1858, relatif au rétablissement du baccalauréat ès lettres pour les aspirants au doctorat en médecine.

Considérant que les étudiants de l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie d'Alger se trouvent dans une position exceptionnelle, en ce qu'il n'y a en Algérie de session d'examen pour le baccalauréat ès sciences qu'au mois d'août de chaque année,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Les étudiants de l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie d'Alger, par exception aux dispositions du premier paragraphe de l'article premier du décret du 23 août 1858, ne sont tenus de produire le diplôme de bachelier ès sciences, restreint pour la partie mathématiques, qu'au moment de prendre la cinquième inscription.

Instruction pour l'application des dispositions de l'article 5 du décret du 23 août 1858, relatives à l'échange du diplôme de bachelier ès sciences restreint pour la partie mathématiques contre un diplôme ordinaire de bachelier ès sciences.

23 Avril 1860

Monsieur le Recteur, diverses questions m'ont été soumises relativement au mode qui doit être suivi pour l'examen complémentaire des candidats qui, déjà munis du diplôme de bachelier ès sciences restreint, demandent à obtenir le diplôme ordinaire de bachelier ès sciences. Afin qu'il ne reste aucun doute à cet égard, et que le même mode soit uniformément adopté dans toutes les Facultés des Sciences, je m'empresse de vous adresser les instructions suivantes que vous devrez transmettre à M. le Doyen de la Faculté des Sciences de votre Académie.

Aux termes de l'article 3 du décret du 23 août 1858, les jeunes gens pourvus du diplôme de bachelier ès sciences, spécial aux étudiants en médecine, peuvent l'échanger contre un diplôme ordinaire de bachelier ès sciences en subissant la partie de l'examen dont ils ont été dispensés la première fois, et en payant le complément des droits s'élevant à la somme de 50 francs.

Les épreuves complémentaires que les candidats dont il s'agit ont à subir ne peuvent évidemment comprendre que la partie mathématique du baccalauréat ès sciences ordinaire. Et, en effet, le diplôme spécial aux étudiants en médecine est, aux termes mêmes du décret du 23 août, le diplôme de bachelier ès sciences restreint pour la partie mathématique. Aussi, l'arrêté du 20 janvier 1859 qui, en vertu du décret du 23 août, a réglé le programme des matières de l'examen pour ce nouveau grade, a conservé, sans modification aucune, les parties du programme du baccalauréat ès sciences ordinaire, relatives aux lettres et aux sciences naturelles, et n'a apporté à la série des questions sur les sciences physiques que des modifications très peu nombreuses et sans importance réelle. Le programme seul des questions de mathématiques a été profondément remanié et singulièrement amoindri.

Un candidat au baccalauréat ès sciences ordinaire, déjà muni du diplôme de bachelier ès sciences restreint, doit donc être considéré comme n'ayant été dispensé la première fois que de la partie mathématique de l'examen, l'épreuve orale qu'il a subie à cet égard devant être regardée comme nulle et non avenue, l'examen complémentaire de ce candidat comprendra alors, pour épreuve écrite, la composition de mathématiques qu'il aurait dû faire, et, pour épreuve orale, l'interrogation qu'il aurait dû subir sur les mathématiques.

Un seul professeur (un professeur de mathématiques) de la Faculté des Sciences sera chargé de cet examen complémentaire.

Il sera accordé deux heures pour la composition ; la durée de l'épreuve orale sera d'une demi-heure.

L'insuffisance de la composition exprimée par une boule noire déterminera nécessairement l'ajournement immédiat.

Deux boules seront attribuées à l'épreuve orale où elles entraîneront l'ajournement si elles sont ou toutes deux noires, ou l'une noire et l'autre rouge. Lorsque l'une d'elles étant noire, l'autre sera blanche, l'ajournement sera encore prononcé si l'ensemble des boules du premier examen, défalcation faite de celle qui est relative aux mathématiques, contient déjà deux boules noires. Dans tous les autres cas, le candidat sera admis.

Pour la rédaction du certificat d'aptitude au baccalauréat ès sciences ordinaire, les boules obtenues dans l'examen complémentaire seront supputées de la manière suivante, avec celles qui sont inscrites au certificat d'aptitude pour le baccalauréat ès sciences restreint ;

1° La boule donnée pour la composition de mathématiques sera combinée en une seule avec celle qui a été donnée pour la composition de physique et sciences naturelles ;

2° La boule donnée la première fois pour les mathématiques disparaîtra et sera remplacée par les deux nouvelles boules ;

3° Les deux boules données la première fois pour les sciences naturelles seront combinées en une seule.

La note portée au certificat sera déterminée alors conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 janvier 1859.

Il n'est pas besoin d'employer pour ce certificat un autre cadre que celui qui est destiné au grade de bachelier ès sciences ordinaire. On y inscrira les suffrages obtenus dans le premier examen et dans l'examen complémentaire, combinés comme il vient d'être dit. Il faudra seulement avoir soin de mentionner en tête qu'il s'agit d'un examen complémentaire. Vous joindrez d'ailleurs toujours à ce certificat d'aptitude, en me l'adressant, une expédition du certificat d'aptitude délivré à la suite de l'examen pour le baccalauréat ès sciences restreint. Je n'ai pas besoin d'ajouter que l'examen complémentaire ne peut être subi que devant la Faculté même près de laquelle a été subie la première épreuve de l'examen.

Les droits à percevoir sont de cinquante francs ; ils seront ainsi répartis :

Examen	10 francs
Certificat d'aptitude	10 francs
Diplôme ..	30 francs

Le professeur qui aura fait subir l'examen complémentaire recevra le droit de présence attribué à tout juge qui prend part à un examen de bachelier ès sciences. Dans le cas de l'ajournement, il sera restitué au candidat quarante francs.

Recevez, etc.,

Arrêté contenant des dispositions transitoires en faveur des jeunes gens originaires de la Savoie et de Nice qui ont subi le premier examen pour le grade de Maître ès Arts.

25 Octobre 1860

Le Ministre, etc.,

Vu le sénatus-consulte du 12 juin 1860 ;

Vu le décret royal du 6 mars 1856 sur le grade de la maîtrise ès arts, délivré dans les Etats sardes ;

Vu les règlements des 3 et 7 août 1857 sur les examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences ;

Vu l'article 3 de l'arrêté du 23 juillet 1860 ;

Vu les rapports de M. le Vice-Recteur de l'Académie de Chambéry et de M. le Recteur de l'Académie d'Aix,

Arrête :

Article premier. — Les jeunes gens de la Savoie et de Nice, devenus Français par suite de l'annexion de ces provinces à la France, qui ont achevé pendant l'année classique 1859-1860 leur première année de philosophie et subi avec succès le premier examen de maîtrise ès art, sont autorisés à subir, dans le cours de l'année classique

1860-1861, sans avoir à justifier d'une deuxième année de philosophie complète et régulière, le deuxième examen pour le grade de maître ès arts.

A cet effet, les Commissions instituées à Chambéry et à Nice, pour les examens de la maîtrise ès arts, tiendront encore dans chacune de ces deux villes, pendant l'année classique 1860-1861, deux sessions distinctes, dont les époques seront ultérieurement fixées sur les propositions de M. le Vice-Recteur de l'Académie de Chambéry et de M. le Recteur de l'Académie d'Aix.

Art. 2. — Les examens dont il s'agit auront lieu aux mêmes conditions, sur les mêmes matières et dans la même forme que par le passé.

Le diplôme de maître ès arts obtenu dans l'une ou l'autre de ces deux sessions d'examens sera déclaré équivalent aux deux diplômes de bacheliers ès lettres et de bachelier ès sciences français, et confèrera aux titulaires les droits et prérogatives attachés en France à ces deux derniers diplômes.

Art. 3. — Les jeunes gens spécifiés en l'article premier du présent arrêté, qui, au lieu d'aspirer au grade de maître ès arts, voudraient obtenir directement devant les Facultés françaises, soit le diplôme de bachelier ès sciences, soit le diplôme de bachelier ès lettres, seront dispensés, dans les épreuves exigées pour ce grade, de répondre sur les matières qui font l'objet du premier examen pour la maîtrise ès arts, ainsi qu'il suit :

Les candidats au baccalauréat ès sciences seront dispensés :

1° Des questions de logique, pour lesquelles il leur sera acquis à l'avance une boule blanche ;

2° Des questions d'arithmétique, d'algèbre jusqu'à la résolution des équations du deuxième degré à une seule inconnue, et de géométrie jusqu'à la mesure du volume de la sphère. Il leur sera acquis à l'avance, pour ces questions, une boule blanche sur les deux boules attribuées aux questions de mathématiques pures et appliquées.

Les candidats au baccalauréat ès lettres seront dispensés :

1° Des questions de logique, pour lesquelles il leur sera acquis à l'avance une boule blanche ;

2° Des questions d'arithmétique et de géométrie, pour lesquelles il leur sera acquis à l'avance une boule blanche sur les deux boules attribuées à la troisième série des questions du programme.

Il sera tenu compte à ces candidats, dans les droits à acquitter, soit pour le baccalauréat ès sciences, soit pour le baccalauréat ès lettres, des 42 francs déjà versés par eux pour le premier examen de maîtrise ès arts.

Circulaire relative au Baccalauréat ès sciences divisé en deux parties.

15 Février 1861

Monsieur le Recteur, l'arrêté du 6 décembre 1859, qui a accordé aux candidats pour le baccalauréat ès sciences la faculté de subir les épreuves de ce grade dans deux sessions différentes, n'a été que la conséquence et le complément nécessaire de la nouvelle répartition de l'enseignement scientifique des lycées, prescrite par la circulaire du 5 octobre précédent.

Cette nouvelle répartition avait pour objet d'assurer une préparation plus solide aux examens des Ecoles militaires en réunissant toutes les études relatives aux sciences physiques et naturelles dans les classes de troisième et de seconde, et en consacrant la classe de rhétorique exclusivement à la partie littéraire et aux mathématiques exigées pour l'examen d'admission à Saint-Cyr. Il importait donc qu'en même temps les épreuves du baccalauréat ès sciences pussent être divisées, de manière à ce qu'un premier examen, subi à la fin de la classe de seconde, devint la consécration immédiate des études dont il ne devait plus être question en rhétorique, et que les lettres et les mathématiques fussent l'objet d'un deuxième examen spécial et distinct, placé à la fin de la classe de rhétorique.

Tel a été le but essentiel de l'arrêté du 6 décembre 1859, qui, en divisant les épreuves du baccalauréat, permet aux élèves de concentrer successivement leur attention sur les diverses matières de l'enseignement pendant toute la durée de chacune des années scolaires où ces matières sont enseignées.

Or, toute l'économie de ce système serait renversée, et l'amélioration qu'on doit en attendre pour les études disparaîtrait complètement, si les élèves pouvaient profiter de l'avantage que leur offre la division de l'examen du baccalauréat ès sciences, pour abrégier et tronquer leurs études, en subissant l'une ou l'autre des deux parties de l'examen au milieu de l'année scolaire.

Au moment où il s'est agi de la première application de l'arrêté du 6 décembre, comme la nouvelle répartition de l'enseignement scientifique n'avait pas encore pu recevoir sa complète et régulière exécution, une disposition essentiellement transitoire a bien pu autoriser les candidats à subir, pour la première fois, la première partie de l'examen, à la session d'avril. Mais cette autorisation ne saurait se renouveler, et j'ai décidé qu'à l'avenir les termes du premier paragraphe de l'article premier de l'arrêté du 15 juillet 1858, relatif à la session d'avril, seraient rigoureusement applicables aux deux parties de l'examen du baccalauréat ès sciences scindé. Ainsi, aucun candidat ne peut être admis à subir, à la session d'avril, pour la première fois, soit la première partie, soit la deuxième partie de l'examen.

Décret chargeant les inspecteurs généraux de présider des jurys d'examen dans les Facultés (1).

20 Juillet 1861

NAPOLÉON, etc.,

Vu les articles 7, 8 et 34 de la loi du 22 ventôse an XII, relative aux Ecoles de Droit ;

(1) Le Gouvernement de l'Empereur a fait depuis 1852 des efforts considérables, et sur beaucoup de points couronnés de succès, en vue d'assurer à la jeunesse réunie dans nos établissements d'instruction secondaire ou près des Facultés des conditions partout satisfaisantes et, autant qu'il se pouvait, égales au double point de vue de l'enseignement et des examens de grade.

Dans l'intérêt des familles, il importe que l'éducation de la jeunesse puisse se poursuivre jusqu'à son terme sous l'œil vigilant des parents ; dans l'intérêt de l'Etat, il n'importe pas moins que le diplôme soit partout l'expression d'un niveau commun de mérite.

Diverses mesures ont été prises pour assurer ce double résultat. Leurs bons effets, partout où il a été possible de les appliquer, ont décidé le Ministre de l'Instruction publique à demander au Conseil impérial la faculté d'en faire un usage plus étendu.

En effet, jusqu'ici il a été permis seulement à l'administration centrale de contrôler les épreuves écrites des deux baccalauréats et les thèses des divers doctorats ; mais l'usage aussi bien que les règlements l'ont empêchée d'étendre plus loin son contrôle.

Cependant, lorsqu'il a paru nécessaire de réunir à Paris, par exemple, les compositions écrites de tous les candidats au baccalauréat des diverses Facultés pour une même session, l'étude de ces pièces faite avec soin par MM. les Inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur leur a fourni la matière d'un travail aussi utile que considérable, à l'aide duquel on a pu reconnaître, et par suite corriger, dans quelques-unes de nos Facultés, des tendances à un excès de sévérité ou d'indulgence qu'il fallait arrêter à temps.

Le décret du 17 mars 1808, portant organisation de l'Université, déclare en termes exprès qu'en ce qui concerne les Facultés de droit il n'est rien changé à ce qui précède. Tout indique d'ailleurs que le législateur a voulu étendre à toutes ces Facultés les dispositions qu'il confirmait dans celles-là.

En effet, les inspecteurs généraux, dit ce décret, n'appartiennent à aucune Académie en particulier, ils les visitent pour reconnaître l'état des écoles et de la discipline dans les Facultés, les lycées et les collèges, pour s'assurer de l'exactitude et des talents des professeurs pour examiner les élèves, etc...

Or, comment les Inspecteurs généraux pourraient-ils examiner les élèves d'une Académie quelconque, sinon en prenant part, ainsi que l'organisation des Ecoles de droit l'avait si sagement prévu et établi, aux examens de la Faculté elle-même ? Comment appeler les élèves à subir un examen, hors des sessions ou des exigences de grade, qui serait dès lors sans objet pour eux ? Comment les y contraindre en cas de

Vu l'article 53 du décret du quatrième jour complémentaire an XII ;

Vu les articles 17 et 19 du décret du 17 mars 1808, portant organisation de l'Université ;

Vu la loi du 19 ventôse an XI relative à l'exercice de la médecine et la loi du 21 germinal de la même année, contenant organisation des Ecoles de pharmacie.

Vu la loi du 15 mars 1850 ;

Vu l'article 6 de la loi du 9 mars 1852 ;

Vu les décrets du 22 août 1854, sur l'organisation des Académies et sur le régime des établissements d'enseignement supérieur ;

Vu les règlements du 23 et du 26 décembre 1854, sur la réception des officiers de santé et sur l'enseignement des sciences appliquées ;

Considérant qu'il importe d'établir et de maintenir, dans les divers établissements d'enseignement supérieur de même ordre, un mode uniforme dans la pratique des examens et un égal niveau dans le degré d'instruction exigé des candidats ;

Considérant que le résultat dont il s'agit ne peut être obtenu qu'à la condition d'appeler, au moins de temps en temps, un même président à diriger successivement les opérations des jurys des diverses Facultés ou Ecoles de même ordre ;

Considérant que cette mission entre dans les attributions des inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur, et qu'elle ne saurait être mieux confiée qu'à ces hauts fonctionnaires ;

Vu l'avis du Conseil impérial de l'Instruction publique ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes peut, lorsqu'il le juge convenable, déléguer les inspecteurs généraux de l'enseignement supérieur, chacun dans l'ordre d'études auquel il appartient, pour présider les jurys d'examen des Facultés des Lettres, des Sciences, de Médecine et de Droit, des Ecoles supérieures de pharmacie, des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie et des Ecoles préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences et des lettres.

Lorsqu'il s'agira des sessions d'examens pour le baccalauréat ès

refus? Si on n'examinait que les élèves de bonne volonté, quelle conclusion pourrait-on en tirer? Ne seraient-ce pas là des exceptions trop favorables?

Si le décret portant organisation de l'Université impose aux Inspecteurs généraux le devoir d'examiner les élèves des Facultés, n'est-ce pas à la condition implicite d'étendre à tous les ordres d'enseignement ce qui avait été spécifié pour l'étude du droit, et de donner à ces fonctionnaires, sous l'autorité du Ministre, le pouvoir de participer dans toutes les Facultés aux examens et aux actes, au même titre que les professeurs?

Que, par suite des transformations que l'Université a pu subir, ce droit n'ait point été exercé, cela se conçoit. Les Facultés des lettres et des sciences étaient peu nombreuses; leurs examens de grade, le baccalauréat excepté, assez rares. Les Facultés de médecine et les Ecoles supérieures ont été régies par une législation longtemps incertaine et imparfaitement fixée. Enfin, l'inspection générale de l'enseignement supérieur avait cessé d'exister; ses fonctions avaient été confondues avec celles des conseillers de l'Université et n'occupaient plus qu'une place très secondaire parmi les attributions faites aux personnages éminents qui, sous ce dernier titre, ont si longtemps veillé aux intérêts de l'enseignement.

Aujourd'hui, la France possède 16 Facultés des Lettres, 16 Facultés des Sciences, 9 Facultés de droit, 3 Facultés de médecine, 3 Ecoles supérieures de pharmacie, 22 Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie, et 5 Ecoles préparatoires à l'enseignement supérieur des sciences. Aujourd'hui, l'inspection générale de l'enseignement supérieur, placée auprès du Ministre et investie de sa confiance, après lui avoir fourni tous les éléments nécessaires à l'organisation de ces nombreux établissements d'enseignement professionnel ou de haut enseignement, d'un si haut intérêt pour le pays, est naturellement indiquée pour en suivre la marche et pour en préparer les développements.

Pour maintenir le niveau des examens du baccalauréat ès lettres ou du baccalauréat ès sciences, suffit-il du contrôle auquel les épreuves écrites sont soumises? Ne serait-il pas bien autrement profitable que l'information fût étendue à l'ensemble des opérations d'une session, et qu'elle comprît les épreuves orales elles-mêmes?

(Note au Conseil Impérial de l'Instruction publique.)

lettres et le baccalauréat ès sciences, la délégation de l'inspecteur général sera notifiée à la Faculté vingt jours au moins avant l'ouverture de la session.

VI. — LA RÉFORME DE VICTOR DURUY ET LE RÉGIME DE 1863 (1863-1873)

Circulaire relative à la partie scientifique du nouveau plan d'études des lycées et à la préparation au baccalauréat ès sciences.

22 Septembre 1863

Monsieur le Recteur... Dans la section des sciences, le baccalauréat scindé est aboli. L'enseignement des sciences physiques, réparti sur les années de seconde et de rhétorique, s'appuiera désormais sur une forte préparation mathématique. De plus, s'adressant à des élèves plus âgés d'un an (trop jeunes encore peut-être), il pourra plus aisément reprendre son niveau.

Les programmes de chimie, d'histoire naturelle et de mécanique étaient universellement regardés comme trop chargés. En effet, réunis à celui de physique, ils présentaient un nombre total de leçons supérieur à celui des leçons effectives que les règlements accordaient aux professeurs. De là une impossibilité matérielle. Dans le régime nouveau, j'élague des programmes les détails trop techniques et les notions de choses, qui, ne s'adressant qu'à la mémoire, la fatiguent sans profit pour la culture générale de l'esprit. Rien n'empêche, d'ailleurs, de reporter une partie de ces matières sur l'enseignement professionnel. Sans doute elles ont leur intérêt spécial ; mais la question est de savoir si elles sont à leur place dans le système de connaissances générales que nos lycées doivent donner à la jeunesse. Je ne le pense pas.

L'enseignement de la mécanique physique et expérimentale, au lieu d'être reporté tout entier en rhétorique et séparé de la physique comme par le passé, sera désormais partagé entre les deux années de seconde et de rhétorique, et fera ainsi partie essentielle des deux cours de physique. Cette modification était vivement réclamée par le corps enseignant. Il est impossible, en effet, au physicien d'exposer les lois de la pesanteur, et de l'hydrostatique, des attractions et répulsions électriques, etc., sans s'appuyer sur la composition des forces.

Grâce aux réformes et aux réductions que je viens de vous exposer beaucoup de difficultés et d'anomalies, que présentait l'ancien plan d'études disparaissent. La préparation au baccalauréat ès sciences, à la fin de la rhétorique, est mieux assurée qu'elle ne l'était. Aucune atteinte n'est d'ailleurs, portée à l'accord heureusement conclu par un de mes prédécesseurs entre les quatre Ministères auxquels ressortissent les Ecoles spéciales du Gouvernement.

Veuillez communiquer ces instructions à MM. les proviseurs de votre ressort académique...

Circulaire qui décide qu'un même sujet de composition sera envoyé du Ministère à toutes les Facultés, une fois au moins dans chacune des sessions d'examens du Baccalauréat.

24 Octobre 1863

Monsieur le Recteur, les examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences doivent pouvoir servir à constater et à régler le niveau des études. Or j'ai reconnu que ce résultat ne pouvait être sûrement obtenu qu'autant que des épreuves identiques imposées par l'administration supérieure à tous les candidats des diverses Académies viendraient fournir des éléments plus certains d'appréciation et de comparaison. L'épreuve des compositions écrites qui, par sa forme même, se prête facilement à la réalisation de cette mesure, m'a paru d'ailleurs réunir à elle seule les conditions les plus favorables, parce qu'elle peut résumer l'ensemble des études, et parce qu'en laissant aux

candidats toute liberté d'esprit, elle leur permet de donner la mesure exacte de ce qu'ils savent.

J'ai donc décidé qu'à l'avenir, une fois au moins dans chacune des sessions d'examens, et pour chacune des deux compositions prescrites par les réglemens, soit pour le baccalauréat ès lettres, soit pour le baccalauréat ès sciences, un même sujet sera adressé de mon Ministère à toutes les Académies pour être traité le même jour et à la même heure dans toutes les Facultés par la série de candidats que leur rang d'inscription appellera ce jour-là même à prendre part à l'épreuve écrite.

Dès que les épreuves orales de cette série seront terminées, et que le jugement définitif du jury sur chaque candidat aura été prononcé, toutes les compositions me seront envoyées, annotées par les juges, classées par ordre de mérite, et portant chacune la mention de la note attribuée au candidat. Ces compositions seront soumises à l'examen d'une Commission spéciale, et je ne doute pas que l'appréciation qui en sera faite ne me fournisse des renseignements du plus sérieux intérêt au double point de vue de l'amélioration des études et de la direction qui doit être donnée aux examens eux-mêmes.

Je désire que cette mesure reçoive son application dès la session qui va s'ouvrir le mois prochain; mais, pour en assurer le succès, il est certaines dispositions qui doivent être arrêtées à l'avance d'une manière invariable.

Il est indispensable que l'ouverture de la session ait lieu partout le même jour, et que les opérations des jurys se continuent de jour en jour régulièrement, sans autre interruption que celle du dimanche. Il n'importe pas moins que chaque jour les épreuves écrites commencent partout à la même heure.

Veuillez donc faire connaître à MM. les Doyens que j'ai fixé l'ouverture de la prochaine session au mardi 3 novembre, et que chaque jour les épreuves écrites devront commencer, pour le baccalauréat ès lettres et pour le baccalauréat ès sciences, dans l'ordre et aux heures précises qui suivent, savoir :

La version latine, à huit heures du matin ;

Le discours latin et la composition scientifique, à midi (1).

Vous devez comprendre la nécessité absolue de l'observation scrupuleuse de ces prescriptions. Ce n'est qu'à cette condition que les sujets de composition, envoyés à l'improviste dans toutes les Académies, pourront arriver partout en temps utile, et que l'on préviendra les fraudes que la rapidité des moyens de communication rendrait aujourd'hui si faciles. Je n'ai pas besoin d'ajouter que les plis cachetés qui renferment les textes qui vous seront adressés ne devront être ouverts qu'en présence des candidats, à l'heure fixée pour la composition.

Je compte sur toute votre sollicitude pour la ponctuelle exécution des prescriptions que renferme cette circulaire, et je vous prie de les notifier immédiatement à MM. les Doyens des Facultés et des Sciences de votre Académie.

Décret instituant le brevet de capacité coloniale aux Indes.

18 Novembre 1863

NAPOLÉON, par la Grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous, présents et à venir, salut.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, réglant la constitution des colonies ;

(1) La circ. du 15 fév. 1864 « correspondant au vœu presque unanime qui m'a été exprimé », intervertit cet ordre. « Les candidats seront ainsi appelés à traiter le matin, alors qu'ils ont l'esprit dispos, la composition la plus longue et la plus difficile, et d'un autre côté, les juges pourront trouver plus facilement le temps de corriger cette composition le jour même où elle aura été faite » (cf aussi circ. du 12 oct. 1864).

Cette circulaire rappelle que la session d'avril est « réservée aux candidats qui ont échoué dans les sessions antérieures ».

Vu notre décret, en date du 23 décembre 1857, sur la délivrance des brevets de capacité dans les colonies des Antilles et de la Réunion ;
Sur le rapport de notre Ministre Secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies et l'avis de notre Ministre Secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Est rendu applicable et exécutoire, dans les établissements français de l'Inde, notre décret du 23 décembre 1857, concernant la délivrance des brevets de capacité dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

Art. 2. — Notre Ministre Secrétaire d'Etat au département de la Marine et des Colonies et notre Ministre Secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret (1).

Arrêté qui exige une année de philosophie des candidats à l'Ecole Normale Supérieure.

23 Novembre 1863

Le Ministre, etc.,

Vu le règlement du 7 décembre 1860 pour l'admission à l'école normale supérieure ;

Vu le décret du 29 juin 1863 rétablissant la classe de philosophie ;
Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu ;

Arrête :

Les candidats à l'Ecole normale supérieure (section des Lettres) devront, indépendamment des conditions exigées par le règlement du 7 décembre 1850, justifier d'une année complète de philosophie :

Note présentée au Conseil impérial de l'Instruction publique sur la réforme du Baccalauréat.

1864

Le baccalauréat ès lettres ne fut autre chose, à l'origine, que la constatation des études classiques faites ou du moins achevées dans un des établissements relevant de l'Université impériale. Le décret du 17 mars 1808 (art. 19) porte : « Pour être admis à subir l'examen du « baccalauréat dans la Faculté des Lettres il faudra : 1° Etre âgé au « moins de seize ans ; 2° Répondre sur tout ce qu'on enseigne dans les « hautes classes des lycées. »

Le statut du 16 février 1810 précise cette dernière disposition : « En exécution de l'article 19 du décret du 17 mars 1808, les aspirants « au baccalauréat dans la Faculté des Lettres seront interrogés sur les « matières enseignées dans les classes de rhétorique et de philoso-
« phie.

« Pour être admis à l'examen, tout aspirant justifiera qu'il a fait « une année de rhétorique et une année de philosophie, soit dans un « lycée, soit dans une école, ou ce double enseignement aura été for-
« mellement autorisé » (art. 17 et 18).

Telle est l'origine du certificat d'études, que l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 a définitivement aboli.

Le règlement du 13 mars 1821, après avoir énuméré les matières de l'examen, « auteurs grecs et latins, rhétorique, histoire, géographie et « philosophie » et, à partir de 1823, « les éléments des sciences mathé-
« matiques et physique », ajoute (art. 6) : « Les objets de l'examen « seront tirés au sort. On rédigera, à cet effet, un tableau en trois « séries des questions principales qui pourraient être proposées sur « les matières énoncées aux articles précédents. On déposera dans trois

(1) Une circulaire datée du 23 janvier 1864 précisait que les titulaires de ce brevet avaient les mêmes droits que les titulaires du brevet délivré dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et qu'ils pouvaient prendre dans les Facultés de droit et de médecine les quatre premières inscriptions avant d'avoir régularisé leur position par l'obtention du diplôme de bachelier.

« urnes des boules portant des numéros correspondans à chaque question, etc. »

La composition écrite, discours français ou version latine, établie par arrêté du 9 février 1830, d'abord « ne consista guère qu'en un « simple exercice d'orthographe », et même avait « cessé d'être de-
« mandée dans beaucoup d'académies », lorsque l'arrêté du 14 juillet 1840 la restaura, en exigeant « une version latine à peu près de la même force et de la même étendue que les versions qui se donnent en rhétorique » (Art. 15).

Ce règlement était accompagné de la publication « d'une liste d'auteurs grecs, latins et français » et de « programmes uniformes » divisés en série, selon les diverses matières de l'examen, chaque série se composant de cinquante numéros. Il consacrait de plus l'usage des boules, de l'urne et du tirage au sort (art. 21 et 22), et prescrivait, pour la première fois, d'insérer dans le certificat d'aptitude des notes sommaires sur la valeur de chaque examen.

Le but de ce règlement était de régulariser le baccalauréat en établissant les mêmes épreuves pour toute la France.

La réforme générale des études en 1852 entraînait une réforme corrélative dans l'examen pour le premier grade universitaire. Le baccalauréat ès sciences cessa d'être ce qu'il était depuis 1808, une épreuve spéciale et limitée supposant nécessairement l'épreuve du baccalauréat ès lettres, c'est-à-dire des études générales et communes. Ce fut un examen mixte, comprenant presque autant de lettres que de sciences, et qui, de même que le plan d'études, confondait à dessein ce qu'on avait jusque-là séparé, la pratique et la théorie. (Règlement et programme du 7 septembre 1852.)

Le baccalauréat ès lettres recevait une seule modification importante. Outre la version latine, l'épreuve écrite devait comprendre désormais « une composition latine ou une composition française, suivant que le sort déciderait » (Règlement du 5 septembre 1852).

Un dernier règlement, en date du 3 août, supprima cette alternative et ne conserva que le discours latin.

Dès 1852, une nouvelle distribution des matières et la suppression de quelques parties de l'ancien programme avaient permis de réduire de quatre cents à cent quarante-six le nombre des numéros du questionnaire.

En 1857, il n'y en eut plus que soixante-neuf ; mais chaque numéro comprit des objets fort divers. En histoire, par exemple, les Assyriens avec Brunehaut et Frédégonde, les Médecis, Mahomet II et la géographie de l'Afrique ne firent plus qu'un numéro. Il en fut de même pour les sciences, où les questions les plus disparates de mathématiques pures, de physique, de chimie, etc., se trouvèrent confondues sous un même numéro d'ordre.

Enfin ce règlement consacre, pour la première fois, officiellement, la distinction des boules noires, rouges et blanches, mais sans autoriser l'opération par laquelle une noire (1) est rougie par une blanche.

Ainsi fut constitué par voie de création successive et par une progression continue du simple au composé, le système actuellement en vigueur pour l'examen du baccalauréat ès lettres.

Cet examen est-il en rapport avec le but pour lequel il a été établi ? Est-il réellement la sanction des études classiques et la preuve sérieuse de l'instruction générale du candidat ? Dès 1839, M. de Salvandy (2) croyait devoir rappeler ce caractère de généralité dont on s'écartait déjà : « Les principaux auteurs classiques, le programme d'histoire des Collèges royaux et le programme de philosophie sont la base de cet examen ; il importe donc que les élèves soient interrogés, non sur un petit nombre de passages connus d'avance, mais sur des passages choisis inopinément dans les textes complets. »

(1) Il est dit seulement, à l'article 17 : « Une boule noire, pour l'une des deux parties de l'épreuve écrite, à moins que le candidat n'ait mérité pour l'autre une boule blanche, entraîne l'ajournement. »

(2) Circulaire du 1^{er} décembre 1839.

L'année suivante (1), M. Cousin parle de même : « Le programme contient surtout un « cadre d'histoire universelle dans lequel on s'attache aux grandes divisions, aux grands résultats beaucoup plus qu'à des détails. Il ne faut pas qu'un homme digne de ce nom ignore le genre humain (Bossuet). En géographie comme en histoire, c'est l'ensemble qui importe. » Et le Ministre s'élève contre « un enseignement détaillé et minutieux » qui s'adresserait à la mémoire bien plus qu'à l'intelligence.

Déjà, en effet, malgré d'impuissantes prohibitions (2), la préparation tendait à se substituer aux études patientes et régulières. M. Forloul crut en avoir triomphé par le règlement de 1852 : « Si, comme l'expérience l'a démontré, disait-il (3), les règlements antérieurs favorisaient la préparation artificielle et faisaient plus de place à la mémoire qu'à l'intelligence, il fallait, dans l'intérêt des professions libérales, dont le baccalauréat ès lettres ouvre l'accès, se hâter de modifier un système trompeur, et mettre immédiatement en pratique un mode d'examen qui relèvera nécessairement le niveau des études secondaires. »

Dix ans plus tard, M. Rouland, signalant encore le trop-plein des programmes, disait : « N'est-il pas désirable que le baccalauréat ès lettres devienne une épreuve plus intelligente et plus sûre, quand elle n'est encore trop souvent qu'une gymnastique de la mémoire, et qu'elle pousse ainsi à la désertion d'études solides et régulières pour favoriser des préparations hâtives et trompeuses ? » (4)

Simplifier la matière et la forme de l'examen, le renforcer pour en augmenter la valeur, tel est donc le but de la réforme désirée.

Ce but peut être atteint par trois moyens :

- 1° Augmenter le nombre et l'importance des compositions écrites ;
- 2° Réduire l'examen oral aux matières enseignées dans les classes de rhétorique et de philosophie ;

3° Supprimer la liste annuelle des auteurs, la division des matières en numéros distincts et le tirage au sort de ces numéros ;

1° Il est incontestable que l'épreuve écrite est plus concluante que l'épreuve orale. Dès 1840 (5), l'administration se montre préoccupée de la fortifier et de la développer dans l'intérêt des études : « Elle est la meilleure garantie du véritable savoir ; elle laisse au candidat la plénitude de ses moyens ; elle permet au juge de motiver plus sûrement son opinion, et elle écarte ceux des candidats qui n'ont à faire valoir que des connaissances superficielles, un peu de mémoire et beaucoup de hardiesse. » Dès cette époque, toutes les Académies sont unanimes à penser que la composition est, au baccalauréat comme au Collège, l'indice le plus sûr de la capacité d'un candidat. Trois Académies proposaient cinq compositions différentes ; six Académies, quatre compositions ; treize Académies, trois compositions ; cinq Académies, deux compositions. Le Ministre se résolut à n'en garder qu'une seule, la version ; mais elle devait être « décisive ».

En établissant une composition alternativement française ou latine au gré du sort, le Ministre, auteur du règlement de 1852, recommandait « une juste sévérité dans le jugement de la version et de la composition », dans lesquelles il voyait la condition « d'un examen plus sérieux » (6). Le discours latin seul a survécu ; mais la restauration récente de la philosophie conduit au rétablissement de la dissertation française et à la réalisation des vœux des treize Académies qui, en 1840, demandaient trois épreuves écrites.

M. le Ministre, par une circulaire du 4 octobre 1864, ayant posé aux Recteurs la question suivante : Y a-t-il lieu d'ajouter à l'épreuve

(1) Circulaire du 17 juillet 1840.

(2) Arrêté du 28 août 1838.

(3) Circulaire du 14 décembre 1852.

(4) Discours du Concours général, 1862.

(5) Circulaire du 8 mai 1840.

(6) Circulaire du 14 décembre 1852.

écrite une composition française de philosophie ? Treize Recteurs sur seize ont encore répondu oui.

Un autre moyen d'augmenter l'importance de l'épreuve écrite par rapport à l'épreuve orale consiste à diminuer le nombre des sections distinctes de cette dernière épreuve, en vue d'arriver à obtenir plus exactement la valeur respective des deux parties de l'examen pour l'appréciation finale. Dans ce but, on propose : 1° De ne plus accorder que deux suffrages à l'explication des auteurs latins, grecs et français, les connaissances que l'explication suppose étant déjà largement représentées dans les épreuves écrites ; 2° De fondre en un seul les deux suffrages accordés à l'histoire et à la géographie. L'examen oral demeurera distribué ainsi qu'il suit :

1° Explication des auteurs latins, grecs et français..	2 suffrages.
2° Philosophie	1 —
3° Histoire et géographie	1 —
4° Sciences mathématiques et physiques	2 —

6 suffrages.

2° La mesure qui consiste à circonscrire l'examen oral dans le cercle des auteurs et des matières dont se compose le programme des classes de rhétorique et de philosophie a pour but de maintenir le baccalauréat au niveau moyen des classes supérieures et d'épargner aux candidats le souci d'une préparation spéciale, qui les pousse à négliger l'essentiel pour l'accessoire, et les études pour le diplôme.

Les connaissances les plus élevées supposent les autres, et ce que l'on est contraint de sacrifier dans ce système est fructueusement compensé par ce que l'on préserve à ce prix.

En résumé, l'examen du baccalauréat ès lettres comprendra désormais trois séries d'épreuves rationnelles, à chacune desquelles sera attribuée une valeur égale, c'est-à-dire représentée par un même nombre de suffrages, savoir :

1° Les compositions écrites, trois suffrages ;

2° L'épreuve orale sur les matières qui sont l'objet de l'enseignement dans la classe de rhétorique, trois suffrages ;

3° La suppression du questionnaire et de l'usage de tirer au sort les questions par numéros est une mesure non moins nécessaire.

Le questionnaire gêne le candidat, parce que, dans l'examen, la question lui est presque toujours posée avec d'autres termes que ceux sous lesquels il est accoutumé à la reconnaître ; il l'habitue à chercher dans sa mémoire ce qu'on attend de son intelligence. En outre, le questionnaire engendre le manuel.

Le manuel est, sans contredit, le premier obstacle au succès des études classiques. Le manuel supplante le livre, s'interpose entre le professeur et l'élève, devenu étranger dans la classe, tue chez celui-ci l'imagination, le raisonnement et la mémoire elle-même, qui ne se charge pas impunément d'une aride nomenclature.

Le questionnaire est une affaire de forme extérieure, qui ne tient pas au fond même de l'examen. Mais ce n'est pas une forme protectrice, une garantie essentielle, puisque cette pratique n'a été adoptée pour aucune des grandes Ecoles du Gouvernement ; puisqu'elle a même été supprimée à Saint-Cyr, sans que les candidats ni leurs familles aient élevé aucune réclamation.

Cet usage épargne, il est vrai, aux examinateurs de fâcheuses récriminations. Mais la protection accordée au candidat contre le juge, et qui lui est d'ailleurs refusée pour la portion la plus importante de l'examen, l'épreuve écrite, n'est qu'apparente ; car il n'est point de question donnée par le sort où un examinateur complaisant ne puisse trouver le moyen d'aider un candidat et de le conduire comme par la main à travers toutes les difficultés du sujet. Laissons donc les apparences, et n'acceptons pas que les professeurs de nos Facultés, non plus que les membres de notre magistrature, puissent jamais être mis en suspicion.

Sans doute l'examen, affranchi de ces formalités, suppose des juges consciencieux ; mais tout examen, tout jugement exige de l'équité, et,

on ne saurait trop le répéter, le fait seul de tirer au sort un numéro qui embrasse sous quatre chefs différents un nombre indéfini de questions faciles ou difficiles, n'est pas une garantie d'impartialité.

Doit-on prendre en considération les convenances présumées des juges ? N'est-ce pas leur faire injure que de les supposer embarrassés de varier leurs questions afin d'échapper au danger de se répéter, et impuissants à dépister la sténographie des préparateurs, en égalant le nombre des interrogations diverses à celui des points importants contenus dans les programmes, et en parcourant ainsi tout le champ des connaissances exigées ? Sans doute cela suppose de la présence d'esprit, quelque effort d'imagination et un peu de travail préparatoire ; mais en quoi est-il plus difficile de se tracer à soi-même un programme de questions, soit isolées, soit enchaînées entre elles par l'association des idées et l'analogie des objets, que de subir la loi du hasard ? Le rôle de l'examineur fut longtemps discrétionnaire, et si, dès 1823, on tira au sort des questions préparées à l'avance et distribuées en trois séries, avant 1840 le questionnaire n'existait pas. Il ne s'agit pas ici que d'un retour à la tradition.

D'ailleurs le nouveau projet, renouvelant une disposition du statut de 1810, décide que « le secrétaire de la Faculté tient un registre des procès-verbaux de chaque examen ». Sur ce registre seront consignées les questions générales qui auront été posées aux candidats sur les diverses questions de l'épreuve orale. Chaque professeur pourra le consulter, et le doyen sera tenu de signer chaque procès-verbal. En même temps que les Recteurs l'inspection académique et l'inspection générale y trouveront la matière d'un contrôle légitime et respecté.

La même argumentation conduit à ne plus avoir pour le baccalauréat ès lettres d'autre liste d'auteurs que celle qui sera adoptée pour les classes de rhétorique et de philosophie. Il importe, en effet, de ne point favoriser la préparation mécanique et précipitée d'un petit nombre d'auteurs ; que la liste soit large, ou plutôt qu'elle embrasse tout ce qu'il y a de pur et de parfait dans les trois langues classiques. On ne pourra se flatter de parcourir en un an ou deux un cercle aussi vaste ; mais on ne pourra devenir capable d'y marcher d'un pas assez sûr, et, pour y réussir, on voudra suivre des guides, on choisira les meilleurs, et on ne les quittera plus à moitié chemin.

Dans le cours de l'examen même, le candidat, n'ayant plus à répondre, pour l'explication des auteurs, sur un texte déterminé qu'il a dû préparer à l'avance, pourra être aidé et soutenu par l'examineur plus qu'il ne doit l'être à présent. Il n'aura plus le droit de penser et de dire qu'il est rejeté à cause de quelques mots grecs ou latins oubliés ; il le sera parce qu'il n'aura point fourni une preuve suffisante qu'il a fait de bonnes humanités.

Un petit nombre de dispositions accessoires ont paru indispensables pour compléter cet ensemble. Il suffit de les indiquer et de les justifier en quelques mots.

1° Dans l'usage, il arrive, pour l'examen oral comme pour l'examen écrit, que les bonnes notes sont prises en compensation des mauvaises, ou, selon l'usage adopté, que les boules noires sont rougies à l'aide des blanches. Quatorze Recteurs, sur seize et dix-sept doyens sur vingt-deux ont conclu à la suppression des boules. Elles seront avantageusement remplacées par une échelle de notes comprises entre très bien et passable, et pouvant être représentées à volonté par les chiffres 4, 3, 2, 1. Le zéro correspondant à la note mal, exprime l'insuffisance du candidat dans une partie quelconque de l'examen et à quelque degré que ce soit.

Un seul zéro ou mal dans l'épreuve écrite donnera lieu à une délibération du Jury pour savoir si le candidat doit être ajourné. Nul ne sera admis au diplôme s'il a encouru plus de deux zéros sur les neuf parties distinctes dont se compose l'examen.

2° Une sanction sera accordée à l'étude des langues vivantes, au moyen d'une note supplémentaire, dont l'effet pourra être d'élever le niveau de la note d'ensemble.

3° Enfin, de l'aveu des dix Recteurs sur quatorze, la session d'avril ayant pour effet de désorganiser les classes au milieu de l'année, et,

depuis l'arrêté du 7 juillet 1854, de pousser les élèves à désertar les études dès la fin de la classe de seconde, en vue de conquérir, par un premier échec, le droit de se présenter au mois d'avril suivant, au milieu même de la rhétorique, cette session sera abolie pour le baccalauréat ès lettres.

Le baccalauréat ès sciences, ramené au même type d'examen que le baccalauréat ès lettres, n'aura désormais d'autre programme que le programme même de la classe de mathématiques élémentaires des Lycées. Mais ce programme sera réduit.

Une dernière mesure aura pour effet d'accuser, aussi haut que possible aux yeux des candidats, l'importance du travail régulier de la classe, et de rendre évidente la partie assimilation du baccalauréat avec les études classiques. Elle consiste à conférer de droit le baccalauréat ès lettres à tout élève ayant obtenu un prix d'honneur de rhétorique ou de philosophie au concours général de Paris ou des départements, à la condition qu'il passera d'une manière satisfaisante la partie scientifique de l'examen, et réciproquement le grade de bachelier ès sciences aux lauréats des mêmes concours pour le prix d'honneur des Sciences à la condition qu'ils subiront les épreuves littéraires qui doivent être représentées dans l'ensemble du diplôme.

En résumé, le baccalauréat ès lettres étant un examen d'un caractère général et nullement professionnel, lequel a pour but de constater l'instruction et surtout le degré de culture intellectuelle du candidat, doit être organisé de manière à mettre en jeu les facultés capitales et non les facultés secondaires de l'esprit, le jugement, la réflexion, le raisonnement, non la mémoire. De plus, cet examen doit servir à établir un niveau commun à l'entrée de toutes les carrières libérales. D'où la nécessité de ramener les épreuves d'admission au caractère le plus général en même temps qu'à la plus grande simplicité possible.

La réforme proposée réalise ces conditions essentielles. Elle simplifie la forme et la matière de l'examen, en diminuant le nombre des sections distinctes, en sacrifiant une part considérable de l'ancien programme, et en ne retenant que les études supérieures, qui s'appuient nécessairement sur celles qui ont dû les précéder. Elle rend à ces études leur véritable caractère d'humanités ; elle constitue à l'entrée des professions qui exigent la culture de l'esprit par les lettres et par les sciences, une épreuve générale, qui est comme le point de départ commun.

Quel sera l'effet probable des mesures projetées ? Plus que par le passé, il sera nécessaire de lire les bons auteurs, de s'exercer à la composition française et latine, de suivre les cours réguliers professés par un maître autorisé. Mais cette obligation d'un travail soutenu est-elle plus dure et plus fâcheuse, que n'est aujourd'hui la nécessité de dissimuler, par de grossiers palliatifs, le néant des études antérieures, et de surcharger avec précipitation la mémoire d'un faix de matières destinées à ne point pénétrer dans l'esprit ? Comme par le passé les élèves impropres aux études classiques entrèrent dans les cours spéciaux ; ceux qui seront incapables de s'élever jusqu'au baccalauréat ou qui se décourageront trop vite, borneront leur ambition aux carrières qui n'exigent que certaines garanties de stage ou des certificats de capacité, ainsi que cela a lieu, dans les facultés de médecine, pour les officiers de santé, et, dans les Ecoles de droit pour les notaires, les avoués, les huissiers, etc. On croit généralement à tort, que le plus grand nombre des administrations publiques, exigent le baccalauréat ; c'est le contraire qui est la vérité (1).

(1) Le baccalauréat n'est pas exigé pour l'admission :

au Ministère de la Maison de l'Empereur ;

au Ministère d'Etat ;

au Ministère de la Marine ;

au Ministère de l'Intérieur ;

à la Direction des lignes télégraphiques ;

au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics ;

à l'Administration des Cultes ;

Quant aux professions qui supposent l'éducation la plus distinguée on ne saurait en entourer l'accès de garanties trop solides. Ce que font certaines administrations particulières qui exigent le baccalauréat ès lettres, non comme preuve d'aptitude professionnelle, mais parce qu'elles veulent se recruter parmi les premiers choix des intelligences.

Il a encore le droit, dans un intérêt de l'ordre le plus élevé, d'imposer les mêmes épreuves à l'entrée de certaines professions libres, dont la base est essentiellement littéraire : le droit, la médecine, l'enseignement. S'il n'exige pour les Ecoles spéciales que le baccalauréat ès sciences, il doit maintenir, au moins facultativement, pour ceux des aspirants à ces Ecoles qui pourront y parvenir, une épreuve d'instruction générale à laquelle il est juste d'attacher un grand prix et des avantages particuliers ; car les lettres, disait Napoléon I^{er}, sont l'esprit même tandis que les sciences ne sont qu'une application particulière de l'esprit.

**Arrêté qui exempte des frais d'examen et de diplôme
les lauréats du prix d'histoire au concours général des départements**

26 Novembre 1864

Le Ministre, etc.,

Vu le décret du 28 mai 1864, instituant un concours général entre les élèves des Lycées et Collèges des départements ;

Vu la décision ministérielle du 18 juin suivant, portant que le prix d'histoire institué dans ledit concours, sous le titre du prix du Ministre, donne droit à une dispense des frais d'examens dans les Facultés ;

Arrête :

Article premier. — L'élève qui aura remporté, dans le concours général des Lycées et Collèges des départements, le prix d'histoire, sera exempt des frais d'études dans toutes les Facultés ou Ecoles supérieures de pharmacie dont il suivra les cours.

Cette exemption comprendra les frais d'inscription, d'examens, de thèse, de certificat d'aptitude et de diplôme.

Art. 2. — Cette disposition est exécutoire à dater du concours de l'année 1864 (1).

**Rapport et décret concernant le baccalauréat ès lettres
et le baccalauréat ès sciences**

27 Novembre 1864

1^o RAPPORT

Sire,

Dans toute maison d'éducation bien conduite, une ne laisse passer un élève d'une classe dans une autre, qu'à la condition d'avoir acquis, dans la première les connaissances qui lui sont nécessaires pour suivre la seconde avec profit. Le baccalauréat n'est que le dernier et les plus solennel de ces examens de passage.

Avant de rendre un élève à sa famille et à la Société, ou aux grandes Ecoles de l'Etat et aux services publics, l'Université lui demande de prouver qu'il emporte réellement du Lycée ce qu'il y est venu chercher. Est-ce une masse considérable de connaissances éphémères ? Non, ces

au Ministère des Finances et au Ministère de l'Instruction publique pour les employés inférieurs ;
à la Caisse des Dépôts et Consignations ;
au Crédit Foncier ;
à la Banque de France ;
au Crédit Mobilier ;
aux chemins de fer des cinq grandes lignes ; etc.
Enfin, il n'est pas légalement exigible pour les charges d'officiers ministériels, etc., etc...

(1) L'arrêté du 2 décembre 1864 étendit l'application de ces dispositions à l'élève qui obtiendrait le même prix au concours général des Lycées et Collèges de Paris et de Versailles.

connaissances sont le moyen, mais non pas le but de l'éducation : ce but, c'est de cultiver son esprit, de l'exercer, de l'assouplir par un commerce prolongé avec les maîtres de la pensée humaine. Le savoir positif, spécial, sera puisé ailleurs, dans les Ecoles professionnelles, où l'on forme l'Ingénieur et le chimiste, le jurisconsulte et le médecin. Au Lycée, on prépare l'homme. Dans cette distinction est toute la règle de notre système d'éducation nationale.

Mais si l'instruction classique, qu'avec tant de raison l'on appelle l'instruction libérale, se propose de développer harmonieusement dans l'enfant toutes les facultés de l'homme, sans songer encore à les engager dans une direction déterminée, il s'ensuit que l'épreuve destinée à constater les résultats de cette éducation générale doit être disposée de manière à convaincre le candidat qu'on regardera dans son intelligence bien plus que dans sa mémoire, et qu'il lui sera tenu moins de compte de ce savoir hâtif, qui ne résiste pas à quelques mots de loisir, que de la preuve, fournie par lui, qu'il s'est rendu familier avec les faits considérables de l'histoire, avec les grandes œuvres de l'esprit humain avec les bonnes méthodes scientifiques, et que, sur tout cela, il sait parler et écrire raisonnablement.

Est-il nécessaire, pour atteindre ce but, d'obliger l'élève à reprendre, au dernier moment, par un effort de mémoire désespéré, tout l'ensemble de ses études ? Ce qui importe dans la vie du Lycée, c'est moins la matière de l'enseignement que les qualités qui peuvent être développées dans l'esprit par l'étude ; et ce sont ces qualités qu'il faut demander au candidat de montrer, bien plus que le faix, *moles indigesta rerum*, sous lequel son intelligence reste parfois ensevelie.

Le Législateur de 1808 en a jugé ainsi : il ne demandait au candidat que de répondre sur les matières enseignées dans les deux classes qui sont comme le résumé et la plus haute expression de la vie scolaire, la rhétorique et la philosophie.

J'ai l'honneur de proposer à l'Empereur de revenir à l'esprit des décrets constitutifs de l'Université de France, de supprimer tout un appareil formidable de programmes, de questionnaires et de tirage au sort ; de fortifier l'examen en le simplifiant ; de le rendre plus paternel tout en le rendant plus sérieux.

Ce n'est pas à dire que tout candidat sera désormais admis. Souvent les familles, trompées par d'impatientes ardeurs, cherchent moins l'intérêt bien entendu de l'esprit de leurs enfants que le profit matériel à tirer immédiatement du diplôme, et des candidats malheureux oublient parfois dans leurs plaintes que, pour l'Université, comme pour la Société, ce diplôme ne doit pas être une complaisance, mais une vérité. Le baccalauréat, en effet, a un double caractère. Il n'est pas un concours où les plus dignes seulement emportent la couronne, il est la simple constatation d'études bien faites, et, à ce titre, le diplôme doit être accordé à tous ceux qui ont fait des études suffisamment bonnes pour mériter d'être classés parmi les hommes d'éducation libérale ; mais il est de plus, pour les grandes écoles comme pour plusieurs administrations publiques et privées, une barrière qui les défend au besoin contre les incapables : c'est la première épreuve éliminatoire à l'entrée de la vie civile, et la première leçon de moralité pratique que les jeunes gens reçoivent effectivement.

Au moment où, de toutes parts, on s'efforce de constituer l'enseignement spécial sur des bases larges et solides, pour l'industrie, le commerce et l'agriculture, il ne conviendrait pas d'abaisser le niveau auquel se mesure l'instruction nécessaire pour les autres fonctions de la société. Le peuple monte, et il se dépense aujourd'hui, dans l'industrie, plus d'intelligence qu'il n'en fallait autrefois au barreau.

Que ceux donc qui aspirent à servir l'Etat dans l'administration et la magistrature, à honorer le pays dans les lettres et dans les sciences, ou à conquérir la confiance publique dans les professions libérales gardent leur avance en rendant plus sérieuses ces études premières d'où le reste de la vie dépend et que, de son côté, l'Université s'efforce de rendre à la fois moins pénibles et plus fécondes.

Si Votre Majesté me permettait de reprendre le principe simple

et clair de 1808 pour le baccalauréat ès lettres, il serait appliqué au baccalauréat ès sciences.

L'examen pour ce diplôme ne porterait que sur les matières qui formeront l'objet de l'enseignement dans la classe de mathématiques élémentaires, dont le programme sera réduit.

Si l'Empereur approuve les propositions que j'ai l'honneur de lui soumettre, je prierai Sa Majesté de vouloir bien revêtir de sa signature le projet du décret ci-joint.

2° DECRET

NAPOLÉON, etc.,

Vu le décret du 17 mars 1808 ;

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 ;

Vu les articles 8, 9 et 10 du décret du 10 avril 1852 ;

Vu le décret du 29 juin 1863 (1) ;

Vu le décret du 28 mai 1864 (2) ;

Le Conseil de l'Instruction publique bien entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Examen du baccalauréat ès lettres porte sur les matières enseignées dans les classes de rhétorique et de philosophie des Lycées. L'épreuve écrite consiste en trois compositions.

A l'épreuve orale le candidat, s'il le demande, est interrogé sur une langue vivante.

Art. 2. — L'examen du baccalauréat ès sciences porte sur les matières enseignées dans la classe de mathématiques élémentaires des Lycées (2^e année).

Art. 3. — Le candidat au baccalauréat ès lettres qui a obtenu un des prix d'honneur de rhétorique ou de philosophie au concours général de Paris ou des départements est dispensé des épreuves littéraires, s'il subit d'une manière satisfaisante la partie scientifique de l'examen.

Le candidat au baccalauréat ès sciences, qui a obtenu un des prix d'honneur pour les sciences dans les mêmes concours est dispensé des épreuves scientifiques, s'il subit d'une manière satisfaisante la partie littéraire de l'examen.

Règlement pour les examens du baccalauréat ès lettres

28 Novembre 1864

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 ;

Vu les articles 8 et 10 du décret du 10 avril 1852 ;

Vu le règlement du 3 août 1857 ;

Vu le décret du 27 novembre 1864 ;

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu,

Arrête :

TITRE PREMIER. — Des sessions d'examen.

Article premier. — Les Facultés des Lettres procèdent chaque année, dans deux sessions, aux examens du baccalauréat ès lettres.

La première session a lieu du 1^{er} août au 1^{er} septembre ; la deuxième, du 1^{er} au 20 novembre.

Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des sessions.

Art. 2. — Les examens sont publics et ont lieu dans la salle des séances ordinaires de la Faculté.

TITRE II. — De la composition du jury.

Art. 3. — Le jury est formé de trois membres de la Faculté des Lettres et d'un membre de la Faculté des Sciences.

(1) Décret relatif à la classe de philosophie et au concours d'agrégation de philosophie des Lycées.

(2) Décret portant l'établissement d'un concours général entre les élèves des Lycées et Collèges des départements.

Il peut être adjoint au jury, sur la proposition du Recteur de l'Académie, un examinateur spécial pour l'épreuve relative aux langues vivantes.

Art. 4. — Lorsque le nombre des candidats l'exige, plusieurs jurys siègent simultanément.

Des agrégés des Facultés, et, à leur défaut, des docteurs, choisis sur une liste annuellement dressée par le doyen de la Faculté et proposée au Ministre par le Recteur, peuvent être appelés à compléter les jurys d'examen.

TITRE III. — *Des conditions d'admissibilité à l'examen.*

Art. 5. — Tout candidat au baccalauréat ès lettres doit déposer ou faire déposer, dans les délais fixés par l'article 7 ci-après, au secrétariat de l'Académie où il a l'intention de subir l'examen, les pièces suivantes :

Son acte de naissance, dûment légalisé et constatant qu'il est âgé de 16 ans au moins ;

Une demande conforme à la formule ci-jointe (modèle n° 1 et 3) écrite en entier de la main du candidat, signée de ses noms et prénoms, et, s'il est mineur, visée par le père ou le tuteur qui autorise la demande (modèle n° 2).

Art. 6. — La signature du père ou tuteur du candidat doit être légalisée par le maire de la commune où il réside.

La signature du candidat majeur ou mineur, apposée à sa demande, sera légalisée par le maire de sa résidence.

Art. 7. — Le registre d'inscription est ouvert du 10 au 25 juillet inclusivement, pour la première session et du 10 au 25 octobre, pour la deuxième.

Il est clos irrévocablement à six heures du soir, aux jours indiqués ci-dessus comme terme de l'inscription légale.

Art. 8. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 9. — Le secrétaire de la Faculté, après avoir pris préalablement les ordres du doyen et avoir reçu la consignation des droits à acquitter, indique à chaque candidat, en suivant l'ordre d'inscription, le jour où il doit subir l'examen.

Art. 10. — Tout candidat qui, sans excuse valable et jugée telle par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examens qu'il a consignés.

Art. 11. — Chaque candidat immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe, en présence du secrétaire, sur un registre spécial visé et paraphé par le doyen, une déclaration conforme au modèle N° 4 ci-joint. Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande adressée au Recteur.

Les candidats sont prévenus individuellement des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les règlements universitaires et d'après les lois, les fausses signatures apposées à ces actes ainsi que toute autre fraude.

TITRE IV. — *De l'épreuve écrite.*

Art. 12. — L'épreuve écrite comprend :

1° Une composition latine ;

2° Une version latine de la force de celles qu'on donne en rhétorique ;

3° Une composition française sur un sujet de philosophie. Les sujets et le texte de ces compositions sont choisis par le doyen de la Faculté.

Art. 13. — Quatre heures sont accordées pour la composition latine, trois heures pour la composition française, et deux heures pour la version latine, non compris le temps nécessaire pour la dictée des devoirs.

Art. 14. — Les trois compositions ont lieu dans l'ordre suivant :
Le premier jour : de 7 heures du matin à 11 heures, composition latine ; de 2 heures à 4 heures du soir : version latine ; le lendemain abstraction faite des dimanches et jours fériés, pendant lesquels l'examen est suspendu : de 7 heures du matin à 10 heures : composition française.

Art. 15. — Vingt candidats au plus peuvent subir simultanément l'épreuve écrite. Ils sont placés sous la surveillance constante d'un des membres du jury, qui paraphe chacune des compositions.

Ils ne peuvent avoir aucune communication au dehors ni entre eux sous peine d'exclusion, et il n'est laissé à leur disposition d'autres livres que les dictionnaires classiques.

Art. 16. — Il est remis aux candidats, pour écrire leurs compositions, des feuilles à tête imprimée, portant l'indication de leurs nom et prénoms et revêtues du sceau de la Faculté. Chaque candidat signe sa composition et la dépose lui-même entre les mains de l'examineur surveillant.

Art. 17. — Les trois compositions, corrigées chacune par un membre du jury, sont immédiatement jugées par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales. Ces épreuves ont lieu le jour même.

TITRE V. — *De l'épreuve orale.*

Art. 18. — L'épreuve orale commence par l'explication à livre ouvert d'un auteur grec, d'un auteur latin et d'un auteur français, indiqués au candidat par le président du jury, parmi les auteurs prescrits pour la classe de rhétorique des Lycées. Le candidat doit d'ailleurs répondre aux questions de littérature et d'histoire qui se rattacheraient naturellement à cette explication.

Si le candidat en a fait préalablement la demande, il est également interrogé sur une langue vivante.

Art. 19. — Des questions, puisées dans les programmes officiels de l'enseignement des classes de rhétorique et de philosophie, sont ensuite adressées au candidat.

1° Sur la philosophie ;

2° Sur l'histoire et la géographie ;

3° Sur les éléments des sciences.

L'épreuve orale dure trois quarts d'heure.

TITRE VI. — *De la valeur respective des épreuves.*

Art. 20. — Les diverses épreuves sont partagées en cinq sections qui sont représentées par un nombre de suffrages déterminé comme il suit :

1° L'épreuve écrite, 3 suffrages ;

2° L'explication des auteurs, 2 suffrages ;

3° La philosophie, 1 suffrage ;

4° L'histoire et la géographie, 1 suffrage ;

5° Les éléments des sciences, 2 suffrages.

TITRE VII. — *De l'ajournement.*

Art. 21. — Toutes les parties de l'examen étant obligatoires, la nullité prononcée par le jury sur une des cinq sections entraîne de plein droit l'ajournement.

Art. 22. — Tout suffrage négatif exprimant l'insuffisance du candidat, à quelque degré que ce soit, est représenté par la note mal.

Art. 23. — L'ajournement peut être prononcé avant l'examen oral si la note *mal* est attribuée à une des compositions écrites, et que la valeur des deux autres ne paraisse pas au jury devoir compenser l'insuffisance de la première.

L'ajournement est encore de plein droit si l'insuffisance est telle sur certaines parties que, pour trois des neuf suffrages le jury ait donné la note mal.

TITRE VIII. — *Du certificat d'aptitude et de la note d'admission.*

Art. 24. — Les suffrages d'admission sont représentés par les notes *très bien*, *bien*, *assez bien* et *passable*, ou par les chiffres 4, 3, 2 et 1.

Le certificat d'aptitude au grade de bachelier, qui est ensuite échangé contre le diplôme définitif, est délivré au candidat avec une de ces quatre notes résultant de l'ensemble de l'examen.

Art. 25. — Lorsqu'un candidat demande à être interrogé sur une langue vivante, il lui est tenu compte, pour le résultat total, de la note qu'il a obtenue dans cette partie de l'examen.

TITRE IX. — *Des candidats bacheliers ès sciences.*

Art. 26. — Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier ès sciences sont dispensés de la partie scientifique des épreuves du baccalauréat ès lettres.

TITRE X. — *De la police de l'examen.*

Art. 27. — Le secrétaire de la Faculté tient le registre des procès-verbaux de chaque examen.

Art. 28. — Le président du jury, s'il vient à découvrir quelque fraude, est tenu de porter immédiatement les faits à la connaissance du doyen et du Recteur, et d'en faire l'objet d'un rapport spécial.

Le Recteur défère sans délai les délinquants au Ministre de l'Instruction publique, qui statue directement sans recours, dans les limites de son autorité disciplinaire, ou, suivant la gravité des faits, renvoie l'affaire devant le Conseil académique du lieu où l'examen a été subi. Le Conseil, après avoir entendu ou dûment appelé les délinquants, prononce s'il y a lieu, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine de l'exclusion de toutes les Facultés, à temps ou à toujours. Sa décision peut être déférée au Conseil impérial.

Art. 29. — Les certificats d'aptitude, avec les pièces déposées par les candidats, sont transmis au Recteur pour recevoir son visa. Le doyen ou le Président du jury adresse en même temps le procès-verbal de chaque séance, signé par tous les juges, et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint les compositions faites par chaque candidat, corrigées, annotées et classées selon l'ordre de mérite par les membres du jury.

Art. 30. — Si le Recteur estime qu'il y a lieu de refuser le visa, il adresse au Ministre les motifs de son refus avec le certificat délivré par le jury.

ARTICLE XI. — *De la délivrance du diplôme.*

Art. 31. — Les diplômes, s'il y a lieu, sont conférés par le Ministre dans la forme établie.

Art. 32. — Nul diplôme ne peut être admis à l'impétrant qu'après que celui-ci aura apposé sa signature, tant sur l'acte même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme, ou sur le récépissé qui doit y être annexé.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du fonctionnaire qui a fait la remise de l'acte doit être considéré comme sans valeur et ne conférant aucun droit.

TITRE XII

Art. 33. — Le présent règlement est exécutoire à partir du 1^{er} juillet 1865.

Art. 34. — Sont et demeurent abrogés tous les règlements antérieurs, relatifs au baccalauréat ès lettres.

Modèles annexés au règlement du 27 novembre 1864.

N° 1 MODELE DE DEMANDE D'ADMISSION A L'EXAMEN
POUR LES CANDIDATS MINEURS

Je soussigné (1) _____, né à _____,
département de _____, le (2) _____,
présente à M. le Recteur de l'Académie de _____,
conformément au règlement du 27 novembre 1864, et en vertu de l'autorisation ci-jointe (3) d'être admis à l'examen du baccalauréat devant la Faculté des lettres de _____

A _____, le _____ 18 _____
(Signature du candidat.)

Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.

(1) Nom et prénoms.

(2) Le jour, le mois, l'année.

(3) Père, mère, oncle, frère aîné, tuteur.

N° 2

MODELE DE L'AUTORISATION DU PERE DE FAMILLE,
DU TUTEUR, ETC.

Je soussigné (1) , domicilié dans la commune de , département de , déclare autoriser mon (2) d'après la demande ci-dessus écrite et signée par lui, à se présenter à l'examen du baccalauréat devant la Faculté des Lettres de

A , le 18 .

(Signature du père, ou de la mère, ou de l'oncle, ou du frère aîné, ou du tuteur.)
Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.

(1) Nom, prénoms.

(2) Fils, neveu, frère, pupille.

N° 3

MODELE DE DEMANDE D'ADMISSION A L'EXAMEN
POUR LES CANDIDATS MAJEURS

Je soussigné (1) , né à , département d , le (2) , domicilié à , département de , présente à M. le Recteur de l'Académie de , conformément au règlement du 28 novembre 1864, la demande d'être admis à l'examen du baccalauréat devant la Faculté des Lettres de , en vertu de l'extrait de mon acte de naissance, que je dépose dans ses mains, et qui atteste que je suis majeur, ladite demande écrite et signée par moi par-devant M. le Maire de la commune de , où je réside.

A , le 18 .

(Signature du candidat.)

Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.

(1) Nom et prénoms.

(2) Jour, mois, année.

N° 4

MODELE DE LA FORMULE A TRANSCRIRE PAR LE CANDIDAT
MAJEUR OU MINEUR SUR LE REGISTRE DE LA FACULTE
AVANT L'EXAMEN.

Je soussigné (1) , né à , département d , le (2) , déclare me présenter aujourd'hui (3) en vertu des pièces produites par-devant M. le Recteur de l'Académie de , aux épreuves du baccalauréat devant la Faculté des Lettres de

A , le 18 .

(Signature du candidat.)

(1) Nom et prénoms.

(2) et (3) Jour, mois, année.

Règlement pour l'examen du baccalauréat ès sciences

25 Mars 1865

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 ;

Vu les articles 9 et 10 du décret du 10 avril 1852 ;

Vu le règlement du 7 août 1857 ;

Vu le règlement du 27 novembre 1864 ;

Vu le décret du 4 décembre 1864 ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1865 (1) ;

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu,

Arrête :

TITRE PREMIER. — Des sessions d'examen.

Article premier. — Les Facultés des Sciences procèdent, chaque

(1) Arrêté modifiant le plan d'études des Lycées.

année, dans deux sessions, aux examens du baccalauréat ès sciences.

La première session d'examen a lieu du 10 juillet au 1^{er} septembre pour Paris, et du 20 juillet au 1^{er} septembre pour les départements ; la deuxième, du 20 octobre au 10 novembre.

Une session extraordinaire pourra, en outre, par décision spéciale du Ministre de l'Instruction publique, être autorisée, du 1^{er} au 15 mai, en faveur des candidats au baccalauréat ès sciences régulièrement inscrits pour l'admission à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, et des étudiants régulièrement inscrits près une Faculté de Médecine ou une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie.

Aucun examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des sessions.

Art. 2. — Les examens sont publics et ont lieu dans la salle des séances ordinaires de la Faculté.

TITRE II. — *De la Composition du Jury.*

Art. 3. — Le jury est formé de trois membres de la Faculté des Sciences et d'un membre de la Faculté des Lettres.

Il peut être adjoint au jury, sur la proposition du Recteur de l'Académie, un examinateur spécial pour l'épreuve relative aux langues vivantes.

Art. 4. — Lorsque le nombre des candidats l'exige, plusieurs jurys siègent simultanément. Des agrégés des Facultés, et, à leur défaut des docteurs, choisis sur une liste annuellement dressée par le doyen de la Faculté et proposés au Ministre par le Recteur, peuvent être appelés à compléter les jurys d'examen.

TITRE III. — *Des conditions d'admissibilité à l'examen.*

Art. 5. — Tout candidat au baccalauréat ès sciences doit déposer dans les délais fixés par l'article 7 ci-après, au secrétariat de l'Académie où il a l'intention de subir l'examen, les pièces suivantes :

Son acte de naissance dûment légalisé, et constatant qu'il est âgé de seize ans au moins ;

Une demande conforme à la formule ci-jointe (modèles N^{os} 1 et 3) (1) écrite en entier de la main du candidat, signée de ses nom et prénoms et, s'il est mineur, visée par le père ou tuteur, qui autorise la demande (modèle N^o 2) (1).

Art. 6. — La signature du père ou tuteur du candidat doit être légalisée par le maire de la commune où il réside.

La signature du candidat majeur ou mineur, apposée à sa demande sera légalisée par le maire de sa résidence.

Art. 7. — Le registre d'inscription est ouvert du 20 juin au 5 juillet inclusivement à Paris, et du 1^{er} au 15 juillet dans les départements pour la première session ; du 1^{er} au 15 octobre, pour la deuxième session.

Il est clos irrévocablement à six heures du soir, aux jours indiqués ci-dessus comme terme de l'inscription légale.

Art. 8. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 9. — Le secrétaire de la Faculté, après avoir pris préalablement les ordres du doyen, et avoir reçu la consignation des droits à acquitter, indique à chaque candidat, en suivant l'ordre d'inscription le jour où il doit subir l'examen.

Art. 10. — Tout candidat qui, sans excuse valable et jugée telle par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Art. 11. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe, en présence du secrétaire, sur un registre spécial visé et paraphé par le doyen, une déclaration conforme au

(1) Ces modèles sont les mêmes que ceux annexés au règlement du 28 novembre 1864 sur le baccalauréat ès lettres, avec ces seules différences que l'indication de Faculté des Lettres doit être remplacée par celle de Faculté des Sciences, et que le règlement visé est celui du 25 mars 1865.

modèle N° 4 ci-joint. Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande adressée au Recteur.

Les candidats sont prévenus individuellement des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les règlements universitaires et d'après les lois, les fausses signatures apposées à ces actes, ainsi que toute autre fraude.

TITRE IV. — *De l'épreuve écrite.*

Art. 12. — L'épreuve écrite comprend :

1° Une version latine de la force de celles qu'on donne dans la classe de mathématiques élémentaires (2^e année).

2° Une composition sur un sujet de mathématiques et sur un sujet de physique.

Art. 13. — Quatre heures sont accordées pour la composition de sciences, et deux heures pour la version latine, non compris le temps nécessaire pour la dictée des devoirs.

Art. 14. — Les deux compositions ont lieu le même jour, et dans l'ordre suivant :

De 7 heures du matin à 11 heures : composition de sciences.

De 2 heures à 4 heures du soir : version latine.

Art. 15. — Vingt candidats au plus peuvent subir simultanément l'épreuve écrite. Ils sont placés sous la surveillance constante d'un des membres du jury, qui paraphrase chacune des compositions.

Ils ne peuvent avoir aucune communication au dehors ni entre eux, sous peine d'exclusion, et il n'est laissé à leur disposition d'autres livres qu'un dictionnaire latin-français et une table de logarithmes.

Art. 16. — Il est remis aux candidats, pour écrire leurs compositions, des feuilles à tête imprimée, portant l'indication de leurs noms et prénoms, et revêtues du sceau de la Faculté. Chaque candidat signe sa composition et la dépose lui-même entre les mains de l'examineur surveillant.

Art. 17. — Les deux compositions, corrigées chacune par un membre du jury, sont immédiatement jugées par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales. Ces épreuves ont lieu le lendemain, abstraction faite des dimanches et jours fériés, pendant lesquels l'examen est suspendu.

TITRE V. — *De l'épreuve orale.*

Art. 18. — L'épreuve orale commence par l'explication à livre ouvert d'un auteur latin et d'un auteur français, indiqués au candidat par le président du jury, parmi les auteurs prescrits pour la classe de mathématiques élémentaires (2^e année). Le candidat est, en outre, interrogé sur une langue vivante.

Art. 19. — Des questions puisées dans les programmes officiels de la classe de mathématiques élémentaires (2^e année) sont ensuite adressées au candidat :

- 1° Sur les mathématiques ;
- 2° Sur les Sciences physiques ;
- 3° Sur l'histoire et la géographie ;
- 4° Sur la philosophie.

L'épreuve orale dure trois quarts d'heure.

TITRE VI. — *De la valeur respective des épreuves.*

Art. 20. — Les diverses épreuves sont partagées en cinq sections, qui sont représentées par un nombre de suffrages déterminé comme il suit :

- 1° L'épreuve écrite, 2 suffrages ;
- 2° Les mathématiques, 2 suffrages ;
- 3° Les sciences physiques, 2 suffrages ;
- 4° L'explication des auteurs et la connaissance d'une langue vivante, 1 suffrage ;
- 5° La philosophie, l'histoire et la géographie, 2 suffrages.

TITRE VII. — *De l'ajournement.*

Art. 21. — Toutes les parties de l'examen étant obligatoires, la nullité prononcée par le jury sur une des cinq sections entraîne de plein droit l'ajournement.

Art. 22. — Tout suffrage négatif, exprimant l'insuffisance du candidat, à quelque degré que ce soit, est représenté par la note « mal ».

Art. 23. — L'ajournement peut être prononcé avant l'examen oral si la note « mal » est attribuée à une des compositions écrites, et que la valeur de l'autre ne paraisse pas au jury devoir compenser l'insuffisance de la première.

L'ajournement est de plein droit si l'insuffisance est telle sur certaines parties que, pour trois des neuf suffrages, le jury ait donné la note « mal ».

TITRE VIII. — *Du certificat d'aptitude et de la note d'admission.*

Art. 24. — Les suffrages d'admission sont représentés par les notes *très bien, bien, assez bien* et *passable*, ou par les chiffres 4, 3, 2 et 1.

Le certificat d'aptitude au grade de bachelier, qui est ensuite échangé contre le diplôme définitif, est délivré au candidat avec une de ces quatre notes résultant de l'ensemble de l'examen.

TITRE IX. — *Des candidats bacheliers ès lettres.*

Art. 25. — Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier ès lettres sont dispensés de la partie littéraire des épreuves du baccalauréat ès sciences.

TITRE X. — *De la Police de l'examen.*

Art. 26. — Le Secrétaire de la Faculté tient le registre des procès-verbaux de chaque examen.

Art. 27. — Le Président du Jury, s'il vient à découvrir quelque fraude, est tenu de porter immédiatement les faits à la connaissance du Doyen et du Recteur, et d'en faire l'objet d'un rapport spécial.

Le Recteur défère sans délai les délinquants au Ministre de l'Instruction publique, qui statue directement et sans recours dans les limites de son autorité disciplinaire, ou, suivant les cas, renvoie l'affaire devant le conseil académique du lieu où l'examen a été subi. Le Conseil après avoir entendu ou dûment appelé les délinquants, prononce, s'il y a lieu, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine de l'exclusion de toutes les Facultés, à temps ou à toujours. Sa décision peut être déférée au Conseil impérial.

Art. 28. — Les certificats d'aptitude, avec les pièces déposées par les candidats sont transmis au Recteur pour recevoir son visa. Le doyen ou le président du jury adresse en même temps le procès-verbal de chaque séance, signé par tous les juges et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint les compositions faites par chaque candidat, corrigées, annotées et classées par ordre de mérite par les membres du jury.

Art. 29. — Si le Recteur estime qu'il y a lieu de refuser le visa, il adresse au Ministre les motifs de son refus avec le certificat délivré par le jury.

TITRE XI. — *De la délivrance du diplôme.*

Art. 30. — Les diplômes, s'il y a lieu, sont conférés par le Ministre dans la forme établie.

Art. 31. — Nul diplôme ne peut être remis à l'impétrant qu'après que celui-ci aura apposé sa signature, tant sur l'acte même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme, ou sur le récépissé qui doit être annexé.

Tout diplôme qui ne porte pas la signature de l'impétrant et celle du fonctionnaire qui a fait la remise de l'acte doit être considéré comme sans valeur et comme ne conférant aucun droit.

TITRE XII

Art. 32. — Le présent règlement est exécutoire à partir du 1^{er} juillet 1865.

Art. 33. — Sont et demeurent abrogés tous les règlements antérieurs relatifs au baccalauréat ès sciences.

Circulaire relative à la participation des professeurs des Facultés des sciences dans les examens du baccalauréat ès lettres

19 Juin 1865

Monsieur le Recteur, les dispositions de l'article 19 du 25 mars 1865 ayant supprimé l'histoire naturelle du programme de l'examen du baccalauréat ès sciences, quelques-uns de MM. les Doyens de la Faculté des Sciences ont paru craindre que cette suppression n'entraînant l'exclusion de MM. les Professeurs des sciences naturelles des jurys d'examen pour le baccalauréat ès sciences. Je vous prie de rassurer complètement à cet égard ces honorables professeurs. L'article 3 du règlement précité, en appelant à faire partie du jury trois membres de la Faculté des Sciences, n'établit avec raison, entre les professeurs de la Faculté aucune distinction fondée sur l'ordre d'études auquel ils appartiennent. Il ne saurait y avoir lieu, en effet, pour les épreuves du baccalauréat, qui sont la sanction d'études élémentaires générales, d'avoir recours, comme lorsqu'il s'agit du doctorat et même de la licence à des spécialités scientifiques déterminées. MM. les Professeurs des sciences naturelles doivent donc, comme par le passé, être appelés à faire partie du jury.

Il en doit être de même en ce qui concerne la participation d'un professeur de la Faculté des Sciences aux examens du baccalauréat ès lettres. Le règlement du 28 novembre 1864 reproduisant sur ce point les dispositions du règlement du 3 août 1857, n'établit aucune distinction entre les divers professeurs de la Faculté des Sciences qui doivent être appelés, à tour de rôle, à remplir la mission dont il s'agit.

Envoi de nouveaux modèles de certificats d'aptitude au grade de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences et de procès-verbaux d'examens.

19 Juin 1865

Monsieur le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser des modèles de certificats d'aptitude au grade de bachelier ès lettres et de bacheliers ès sciences, établis conformément aux dispositions des règlements des 28 novembre 1864 et 25 mars 1865, ainsi que des modèles de procès-verbaux constatant le résultat des examens pour chacun de ces deux grades.

Je vous prie de transmettre ces modèles à MM. les Doyens de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences de votre Académie, afin qu'ils en fassent immédiatement imprimer le nombre d'exemplaires qui sera nécessaire pour le service des examens.

Ces modèles seront employés dès la prochaine session, dans laquelle la forme prescrite pour les examens par les règlements précités doit être immédiatement adoptée. J'ai à peine besoin de vous faire observer qu'en ce qui concerne le baccalauréat ès lettres, tout ce qui est relatif à la composition française devra être considéré encore comme non avenu jusqu'au 1^{er} juillet 1866, époque à laquelle sont ajournées l'exécution de la mesure qui prescrit trois compositions, et l'exigence des nouveaux programmes des classes de rhétorique et de philosophie.

Il n'y aura donc réellement jusque-là pour l'examen du baccalauréat ès lettres, que huit suffrages et la note moyenne résultant de l'ensemble de l'examen sera reculée d'après ce nombre.

La disposition du règlement du 28 novembre 1864 relative aux

langues vivantes, par cela même que l'épreuve dont il s'agit est essentiellement facultative, sera exécutoire dès la prochaine session ; les candidats sont appelés au moment de leur inscription à faire connaître s'ils ont l'intention de profiter de cette disposition.

Pour le baccalauréat ès sciences, l'histoire naturelle continuera jusqu'au 1^{er} juillet 1866 à faire partie du programme de l'examen oral, mais le suffrage relatif à cette branche d'études devra se confondre avec ceux qui sont attribués aux sciences physiques. Ainsi deux suffrages seront exprimés collectivement pour les sciences physiques et naturelles, et le nombre total des suffrages restera ainsi égal à neuf, nombre fixé par l'arrêté du 25 mars 1865.

ACADÉMIE
d.

Session du mois
d. 18..

Juin 1865

Enseignement supérieur

FACULTÉ DES LETTRES D

Certificat d'aptitude

Au grade de bachelier ès lettres.

Nous, Professeurs de la Faculté des Lettres d
assistés d'un professeur de la Faculté des Sciences d

En exécution du décret impérial du 17 mars 1808, de la loi du 15 mars 1850, du décret impérial du 22 août 1854, du décret impérial du 27 novembre 1864, et conformément au règlement du 28 novembre 1864 ;

Vu les notes obtenues par M. , né à ,
département d , le
candidat au baccalauréat ès lettres, à la suite de ses compositions écrites
et de ses réponses aux questions qui lui ont été posées par les membres
du jury savoir :

Nature des questions		Nombre des suffrages	Suffrages exprimés Notes	Chiffres
EPREUVE ÉCRITE .	Composition latine	1		
	Version latine	1		
	Composition française	1		
EPREUVE ORALE .	Explication d'un auteur	2	Grec	
			Latin	
			Français	
	Philosophie	1		
	Histoire et géographie	1		
	Eléments des sciences	2		
Totaux :		9		
EPREUVE FACULTATIVE.	Langues vivantes			

Moyenne :

Moyenne définitive :

Après avoir constaté le résultat des épreuves subies par le candidat, l'avons déclaré digne du grade de bachelier ès lettres avec la mention

Fait à , le 18 .

Les membres du jury.

Le Secrétaire.

Vu : Le Doyen.

Nous, soussigné, Recteur de l'Académie d
après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite du candidat, approuvons le présent certificat, qui sera immédiatement soumis à S. Exc. le Ministre de l'Instruction publique, à l'effet d'obtenir, s'il y a lieu sa ratification et la délivrance du diplôme de bachelier ès lettres.

A , le 18 .

Vu le résultat du scrutin ouvert sur chacun d'eux et constatant les suffrages par eux obtenus dans la proportion suivante :

NOMS des candidats	SUFFRAGES EXPRIMÉS					NOMS des candidats	SUFFRAGES EXPRIMÉS				
	Très bien	Bien	Assez bien	Pas- sable	Mal		Très bien	Bien	Assez bien	Pas- sable	Mal

Ont déclaré admissibles au grade de bachelier ès lettres ;

1° Avec la mention *Très bien*, les sieurs :

2° Avec la mention *Bien*, les sieurs :

3° Avec la mention *Assez bien*, les sieurs :

4° Avec la mention *Passable*, les sieurs :

Fait et signé en séance par les membres du jury.

ACADÉMIE

d

Enseignement supérieur

FACULTÉ DES SCIENCES D

Session du mois

Certificat d'aptitude

d. 18..

Au grade de bachelier ès sciences

Nous, professeurs de la Faculté des Sciences d ,
assistés d'un professeur de la Faculté des Lettres d ,

En exécution du décret impérial du 17 mars 1808, de la loi du
15 mars 1850, du décret impérial du 22 août, du décret impérial du
27 novembre 1864, et conformément au règlement du 25 mars 1865 ;

Vu les notes obtenues par M. , né à
département d , le 18 ,
candidat au baccalauréat ès sciences, à la suite de ses compositions
écrites et de ses réponses aux questions qui lui ont été posées par les
membres du jury, savoir :

		Nature des questions	Nombre des suffrages	Suffrages exprimés — Notes Chiffres
EPREUVE ÉCRITE .	{	Composition scientifique	1	
		Version latine	1	
EPREUVE ORALE .	{	Explication d'un auteur { Latin		
		{ Français		
		Connaissance d'une langue vi- vante	1	
		Mathématiques	2	
		Sciences physiques	2	
		Histoire et géographie	1	
		Philosophie	1	

Totaux : 9

Moyenne :

Après avoir constaté le résultat des épreuves subies par le candi-
dat, l'avons déclaré digne du grade de bachelier ès sciences avec la
mention

Fait à , le 18

Les Membres du jury,
Le Secrétaire,

Vu : *Le Doyen,*

Nous soussigné, Recteur de l'Académie d ,
après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite du can-
didat, approuvons le présent certificat qui sera immédiatement soumis
à S. Exc. le Ministre de l'Instruction publique, à l'effet d'obtenir s'il
y a lieu, sa ratification et la délivrance du diplôme de bachelier ès
sciences.

MINISTÈRE
de l'INSTRUCTION
PUBLIQUE
—
ACADÉMIE
d
—
FACULTÉ
DES SCIENCES
—
Session du mois
d. 18..
—

PROCES-VERBAL

constatant le résultat des examens pour le baccalauréat
ès sciences subis à la Faculté des Sciences d 18
dans la séance d

Le 18 , les membres
de la Faculté des Sciences d
formant le jury d'examen pour le baccalauréat ès
sciences au nombre prescrit par le règlement et assis-
tés de M. , professeur à la
Faculté des Lettres d , siégeant
à

Vu les compositions faites le même jour sous la
surveillance de M. , professeur de
la Faculté, par les candidats inscrits pour la séance
de ce jour au nombre de , savoir :

NUMÉROS D'ORDRE	NOMS DES CANDIDATS	NUMÉROS D'ORDRE	NOMS DES CANDIDATS
1		11	
2		12	
3		13	
4		14	
5		15	
6		16	
7		17	
8		18	
9		19	
10		20	

Ont déclaré admissibles aux épreuves orales, à raison des notes
par eux obtenues et ci-après mentionnées, les candidats dont les noms
suivent :

NOMS DES CANDIDATS	SUFFRAGES EXPRIMÉS		NOMS DES CANDIDATS	SUFFRAGES EXPRIMÉS	
	Comp. scient.	Vers. latine		Comp. scient.	Vers. latine

Et ont signé :

Et le 18 , les membres du jury ci-
dessus désignés procédant dans la forme et dans le temps voulus par
le règlement du 25 mars 1865 à l'examen oral des candidats admis à
subir la seconde partie des épreuves, et après les avoir interrogés sur
toutes les matières ;

Vu le résultat du scrutin ouvert sur chacun d'eux et constatant les suffrages par eux obtenus dans la proportion suivante :

Noms des candidats	SUFFRAGES EXPRIMÉS					Noms des candidats	SUFFRAGES EXPRIMÉS				
	Très bien	bien	Assez Bien	Pas- sable	Mal		Très bien	Bien	Assez bien	Pas- sable	Mal

Ont déclaré admissibles au grade de bachelier ès sciences :

1° Avec la mention *très bien*, les sieurs :

2° Avec la mention *bien*, les sieurs :

3° Avec la mention *assez bien*, les sieurs :

4° Avec la mention *passable*, les sieurs :

Fait et signé en séance par les membres du jury.

Envoi de modèles des tableaux statistiques des épreuves du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences

5 Juillet 1865

Monsieur le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser les modèles des tableaux statistiques des épreuves du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences qui devront à l'avenir être dressés par MM. les Doyens et m'être transmis par vous à la suite de chaque session.

Je n'ai pas besoin de vous donner de nouvelles instructions pour la rédaction de ces états. La marche à suivre est absolument la même que celle qui était suivie pour les tableaux donnant statistique des boules blanches, rouges ou noires, employées dans les anciens tableaux pour l'expression des suffrages. Ces trois boules sont remplacées par les cinq notes : très bien, bien, assez bien, passable, mal, qui permettent de mieux graduer les nuances de la valeur attribuée à chacune des épreuves.

Les totaux inscrits au bas des tableaux offriront entre eux, comme par le passé, des vérifications utiles. Ainsi le total des cinq chiffres correspondant aux cinq notes devra reproduire, pour chacune des compositions le nombre des candidats inscrits ; le total de ces cinq chiffres, pour chacune des épreuves orales, devra reproduire le nombre des candidats admis à l'épreuve orale, si l'épreuve donne lieu à un seul suffrage, et le double de ce nombre, si l'épreuve donne lieu à deux suffrages. Le total des cinq chiffres de la récapitulation des suffrages devra être égal à neuf fois le nombre des candidats admis à l'épreuve orale, et, enfin, le total des quatre chiffres des mentions obtenues doit reproduire le nombre des candidats admis définitivement.

Le tableau relatif au baccalauréat ès lettres comprendra, en outre, une dernière colonne réservée pour l'épreuve facultative sur les langues vivantes, qui ne doit contribuer en aucun cas à l'ajournement du candidat et ne peut avoir d'influence que pour relever la mention portée au certificat d'aptitude.

Cette colonne fera connaître, pour chaque candidat qui aura demandé à être interrogé sur une langue vivante, l'indication de la langue dont il s'agit et la note donnée par le jury pour cette épreuve spéciale. Les totaux au bas de la colonne donneront le nombre des candidats ayant subi l'épreuve facultative et le nombre des notes de chacune des cinq catégories.

Enfin, dans le cas où un candidat a subi l'épreuve facultative, la mention portée à la colonne précédente avant pour titre : Mentions obtenues, devra toujours être la mention définitive résultant à la fois de l'ensemble des autres épreuves et de l'épargne sur les langues vivantes.

(Voir tableau pages 468 et 469).

LETTRES D

Session

d 18

épreuves du baccalauréat

ÉPREUVE ORALE				RÉCAPITULATION des suffrages pour les candidats admis à l'épreuve orale	MENTIONS OBTENUES	ÉPREUVE FACULTATIVE — LANGUES VIVANTES	OBSERVATIONS
EXPLICATION DES AUTEURS grecs, latins français (2 suffrages)	PHILOSOPHIE (1 suffrage)	HISTOIRE et GÉOGRAPHIE	ÉLÉMENTS de SCIENCES (2 suffrages)				
Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Ind. de la lang. vivante	
Bien	Bien	Bien	Bien	Bien	Bien	Très Bien	
Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	Bien	
Passable	Passable	Passable	Passable	Passable	Passable	Assez Bien	
Mal	Mal	Mal	Mal	Mal	Mal	Passable	
						Mal	

SCIENCES D

Session

d 18

épreuves du baccalauréat

ÉPREUVE ORALE					RÉCAPITULATION des suffrages pour les candidats admis à l'épreuve orale	MENTIONS OBTENUES	OBSERVATIONS
EXPLICATION DES AUTEURS latin, français lang. vivante (1 suffrage)	MATHÉMATIQUES (2 suffrages)	SCIENCES PHYSIQUES (2 suffrages)	HISTOIRE et GÉOGRAPHIE (1 suffrage)	PHILOSOPHIE (1 suffrage)			
Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	Très Bien	
Bien	Bien	Bien	Bien	Bien	Bien	Bien	
Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	Assez Bien	
Passable	Passable	Passable	Passable	Passable	Passable	Passable	
Mal	Mal	Mal	Mal	Mal	Mal	Mal	

Il est évident que, pour le baccalauréat ès lettres, jusqu'au 1^{er} juillet 1866, la colonne relative à la composition française restera en blanc. Le nombre des suffrages étant alors réduit à huit, la vérification de la colonne de récapitulation des suffrages ne reproduira que huit fois le nombre des candidats admis à l'épreuve orale.

Vous avez reçu, Monsieur le Recteur, les nouveaux modèles des certificats d'aptitude qui doivent être délivrés par les Facultés. Ces certificats offrent le résumé très succinct, mais complet, de toutes les parties de l'examen, et la nature de chacune des questions posées au candidat doit y être indiquée d'une manière aussi claire que possible par quelques mots seulement. Toutefois, vous avez dû comprendre que le libellé de ces certificats ne saurait tenir lieu et dispenser des procès-verbaux détaillés prescrits par l'article 27 du règlement. La suppression du tirage au sort des questions adressées au candidat, la liberté entière laissée au jury de puiser ces questions dans toute l'étendue des programmes officiels de l'enseignement donne à la rédaction du procès-verbal de chaque examen une très grande importance. On doit pouvoir y suivre nettement la direction donnée à l'examen, y retrouver toutes les questions faites au candidat et la manière dont il a été répondu.

Je n'ai pas besoin de vous adresser un modèle spécial pour ces procès-verbaux ; la disposition qui doit être adoptée est exactement la même que celle du certificat d'aptitude, si ce n'est que le cadre doit offrir l'étendue nécessaire pour que chacune des parties puisse recevoir tout le développement désirable.

Instruction pour les examens des baccalauréats ès sciences et ès lettres

8 Juillet 1865

Monsieur le Recteur, quelques doutes s'étant élevés dans plusieurs Académies sur la marche à suivre pour les examens du baccalauréat ès sciences restreint, je crois devoir vous adresser des instructions précises à cet égard.

Un projet de règlement concernant le baccalauréat ès sciences restreint pour la partie mathématique institué par le décret du 23 août 1858 est soumis en ce moment au Conseil d'Etat.

En attendant que ce règlement soit adopté et promulgué, les dispositions des règlements antérieurs devront continuer à être en vigueur ; ainsi le nombre et la nature des compositions écrites, la nature et les programmes des épreuves orales, le nombre des suffrages et la distribution des suffrages restent les mêmes que par le passé.

Toutefois, le tirage au sort des questions sera supprimé, et le jury, conformément aux dispositions du règlement du 25 mars 1865, restera libre, pour s'assurer des connaissances réelles du candidat de choisir ses questions dans toute l'étendue des programmes. Les suffrages seront exprimés par les cinq notes très bien, assez bien, passable, mal, ou par des chiffres : 4, 3, 2, 1, 0, au lieu de l'être par des boules blanches, rouges ou noires.

L'ajournement sera prononcé d'après les règles posées par l'arrêté du 25 mars précité. La mention portée au certificat d'aptitude en cas d'admission sera déterminée par la moyenne des chiffres obtenus pour chaque suffrage. Cette moyenne, de même que pour le baccalauréat ès sciences complet et pour le baccalauréat ès lettres, s'obtiendra en divisant la somme totale des chiffres par le nombre de suffrages exprimés qui, ici, sera égal à 10.

Dans le cas où le candidat est déjà bachelier ès lettres, et dispensé par conséquent de la partie littéraire de l'examen, il ne sera attribué aucun suffrage pour cette partie des épreuves. Le nombre des suffrages exprimés sera alors réduit à 6, et c'est le nombre 6 qui deviendra le diviseur servant à établir la moyenne.

La même règle devra être suivie pour les candidats au baccalauréat ès sciences complet déjà bachelier ès lettres et pour les candidats au baccalauréat ès lettres déjà bachelier ès sciences, en ce qui concerne les épreuves dont ils sont dispensés. Par ce mode de procéder, les candidats dont il s'agit sont jugés d'après la valeur réelle des épreuves.

qu'ils subissent, et l'on fait disparaître ce qu'avait d'arbitraire la disposition qui leur attribuait toujours les boules blanches pour les épreuves où ils s'étaient peut-être montrés très médiocres.

Les moyennes déterminées comme il vient d'être dit, ne seront, il est vrai, presque jamais des nombres entiers ; mais on devra toujours prendre pour l'expression de la mention portée au certificat le nombre entier dont la moyenne se rapproche le plus.

Instruction pour l'envoi des pièces relatives aux examens du Baccalauréat.

3 Juillet 1866

Monsieur le Recteur, le dépouillement des pièces constatant le résultat des sessions du baccalauréat tenues par les Facultés des Lettres et des Sciences donne lieu dans mes bureaux à un travail considérable que je désire simplifier autant que possible.

Pour y parvenir, j'ai décidé qu'à l'avenir les divers documents me seraient adressés à l'issue de la session, en un seul envoi disposé de la manière suivante :

Chaque procès-verbal contiendra, avec les textes et les sujets des compositions, les copies classées par ordre de mérite des candidats admis ou ajournés dans la série à laquelle correspond ce procès-verbal.

Ces copies seront placées sous enveloppes spéciales indiquant le sujet de la composition (version latine, discours, etc.) le nombre des copies et la catégorie des élèves (admis ou ajournés) auxquels elles se rapportent.

Les certificats d'aptitude attachés sur l'acte de naissance des candidats, et classés par ordre alphabétique rigoureux, formeront un second ensemble de documents.

L'envoi sera complété par le rapport du doyen et par les tableaux statistiques des épreuves.

Circulaire relative à la gratuité des examens subis après ajournement

30 Novembre 1867

Monsieur le Recteur, je suis consulté sur la question de savoir si un étudiant qui a obtenu la gratuité des actes à accomplir pour l'obtention d'un grade et qui échoue dans un examen peut exciper de la décision qui lui a accordé la gratuité pour se représenter sans frais aux mêmes épreuves. La question s'est déjà présentée plusieurs fois, et elle a toujours été résolue négativement. Les cas, qui étaient très graves sous l'empire des anciens règlements, se sont multipliés depuis que les décisions impériales du 13 août 1864 et du 5 décembre 1865 ont admis de nouvelles catégories d'étudiants non passibles de droits ; il devient donc nécessaire de notifier à tous les chefs d'établissements la règle précédemment adoptée. Du moment où un étudiant a subi un examen, il a épuisé son droit à la gratuité pour ledit acte, et, si l'épreuve lui est défavorable, il ne peut se présenter qu'en acquittant le droit de l'examen proprement dit ; mais il continue à jouir, tant que le certificat d'aptitude et le diplôme que pour les actes subséquents, du bénéfice de la décision qui l'avait placé dans la catégorie des non passibles de droits.

Je vous prie de notifier à MM. les Doyens ainsi qu'à M. le Directeur de l'Ecole supérieure de pharmacie cette disposition, qui a été également adoptée par mon collègue le Ministre de la guerre, en ce qui concerne les élèves entretenus par son département dans les Ecoles de médecine et de pharmacie de Strasbourg.

Arrêté qui modifie le règlement du 28 novembre 1864 sur le baccalauréat ès lettres

28 Juillet 1868

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 26 de l'arrêté du 28 novembre 1864, qui dispense les candidats au baccalauréat ès lettres, déjà bacheliers ès sciences, de

répondre sur la partie scientifique des épreuves du baccalauréat ès lettres ;

Vu le règlement du 25 mars 1865 sur le baccalauréat ès sciences ;

Considérant que le programme de la partie historique et géographique est le même pour l'un et l'autre baccalauréat, et qu'il n'y a pas lieu, dès lors, d'obliger les bacheliers ès sciences, candidats au baccalauréat ès lettres, à subir de nouveau une épreuve à laquelle ils ont satisfait ;

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu ;

Arrête :

L'article 26 du règlement du 28 novembre 1864 sur le baccalauréat ès lettres est modifié ainsi qu'il suit :

« Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier ès sciences
« sont dispensés de la partie scientifique ainsi que de la partie his-
« torique et géographique des épreuves du baccalauréat ès lettres. »

**Circulaire prescrivant l'emploi de textes autographiés
pour la version latine et l'examen du baccalauréat ès lettres**

25 Janvier 1869

Monsieur le Recteur, la dictée des textes de version latine, dans les épreuves du baccalauréat entraîne à la fois une perte de temps, un embarras pour les candidats, s'ils entendent mal ce qu'on leur dicte, et, par suite, des réclamations de leur part.

A l'avenir, pour ces épreuves, on substituera des textes latins autographiés à la dictée.

Je vous prie de vouloir bien veiller à l'exécution de cette décision, dont vous aurez à donner avis à MM. les Doyens.

**Circulaire rappelant que le diplôme de bachelier ès lettres
doit être exigé pour l'inscription au cours des Facultés de Droit**

25 Septembre 1869

Monsieur le Recteur, dans ces dernières années, un certain nombre de jeunes gens, qui avaient fait leurs études classiques sous le régime de la bifurcation, ont été autorisés à s'inscrire dans les Facultés de Droit sur la présentation du diplôme de bachelier ès sciences. Cette faveur était une dérogation évidente au décret du 17 mars 1808 et aux ordonnances des 5 juillet 1820 et 9 août 1836, qui déclarent obligatoire la production du diplôme de bachelier ès lettres avant la première inscription. Aussi le Ministre de l'Instruction publique eut-il soin de spécifier dans les lettres qui vous furent adressées, et spécialement dans une note insérée au Bulletin administratif (octobre 1868) que les autorisations accordées en cette circonstance ne pouvaient avoir le caractère d'une mesure générale et que la règle subsistait en son entier.

Le régime de la bifurcation avant cessé d'être en vigueur depuis cinq ans, il me paraît nécessaire aujourd'hui de rentrer dans la règle sans qu'il soit besoin, d'ailleurs, d'insister sur les considérations justifiant l'exigence d'un grade qui est pour les professeurs une garantie d'aptitude à laquelle ils attachent avec raison le plus grand prix, et pour les candidats, une préparation indispensable aux études juridiques.

Je vous prie de vouloir bien adresser copie de ma circulaire à M. le doyen de la Faculté de Droit de votre ressort en lui faisant connaître désormais que nul ne pourra prendre la première inscription à la Faculté sans produire, avec les autres pièces exigées, le diplôme de bachelier ès lettres.

**Règlement relatif : 1^o aux suffrages exprimés dans les épreuves du
baccalauréat ès sciences et du baccalauréat ès lettres ; 2^o à la
session d'Avril**

19 Mars 1870

Le Ministre, etc.,

Vu les articles 1, 5, 20, 21, 22 et 23 des règlements du 28 novembre 1864, sur le baccalauréat ès lettres, et du 25 mars 1865, sur le baccalauréat ès sciences ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1867, relatif aux sessions extraordinaires du baccalauréat ès lettres.

Le Conseil impérial de l'Instruction publique entendu (1)

Arrête :

Article premier. — L'examen du baccalauréat ès lettres et celui

(1) NOTE POUR LE CONSEIL IMPÉRIAL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE RELATIVE AUX SESSIONS SPÉCIALES DU BACCALAURÉAT

Le règlement du 28 novembre 1864 pour le baccalauréat ès lettres et celui du 25 mars 1865 pour le baccalauréat ès sciences ont produit des résultats dont il y a lieu de se féliciter. La désertion des classes supérieures s'est arrêtée, l'abus des préparations artificielles a diminué; le niveau de l'examen s'est relevé, le nombre des étudiants qui prennent les deux diplômes a considérablement augmenté. Cependant l'expérience a démontré l'opportunité de modifier plusieurs articles de ces règlements, en vue d'arriver à une appréciation plus exacte du mérite des candidats et de mettre plus immédiatement le diplôme à la portée de tous ceux qui sont en état de l'obtenir.

1° NOMBRE DE SUFFRAGES. — SPECIALITE DES NOTES ATTRIBUEES AUX DIVERSES PARTIES DE L'EXAMEN

Pour chacun des deux baccalauréats, l'examen est divisé en cinq sections comprenant neuf suffrages. Ce nombre est inférieur à celui des matières diverses et des épreuves réellement subies. Ainsi l'explication des auteurs, qui comprend trois épreuves distinctes, est représentée par deux suffrages seulement; un suffrage unique est attribué à l'histoire et à la géographie. Cette répartition a paru laisser trop de place à l'arbitraire et créer aux examinateurs d'inutiles embarras.

Sur les observations présentées par plusieurs Facultés, notamment par les Facultés des lettres et par la Faculté des sciences de Paris, on propose :

1° de supprimer la division de l'examen en sections;

2° d'attribuer une note particulière et un suffrage distinct à chaque épreuve ou partie de l'examen.

Cette distribution nouvelle porterait à onze le chiffre des suffrages exprimés pour le baccalauréat ès lettres, et à douze celui des suffrages exprimés pour le baccalauréat ès sciences.

2° CONDITIONS DE L'AJOURNEMENT.

Dans ce système, chaque suffrage et chaque note concourant d'une manière indépendante et avec une égale valeur, soit à l'admission, soit au rejet du candidat, les articles 21, 22 et 23 du règlement, relatifs à l'ajournement, devraient être modifiés en ce sens que désormais l'ajournement résulterait : 1° de la note *Mal*, attribuée à l'une des compositions écrites, sauf la composition prévue en l'article 23; 2° de la *nullité* prononcée par le jury, non plus sur une section, mais sur l'une quelconque des épreuves écrites ou orales; 3° de trois notes « *Mal* » ou zéro sur onze ou douze suffrages au lieu de neuf, le nombre des matières diverses restant le même, quoique celui des suffrages soit changé.

3° DE LA NULLITE. — QU'ELLE NE PEUT ETRE PRONONCEE QUE PAR LE JURY

Aux termes de l'article 21 du règlement, « la nullité prononcée par le jury sur une des cinq sections entraîne de plein droit l'ajournement ». Mais, d'après l'article suivant, « tout suffrage négatif exprimant l'insuffisance du candidat, à quelque degré que ce soit, est représenté par la note *Mal* ». D'où l'incertitude de savoir comment déterminer les cas où la note « *Mal* » représente l'insuffisance relative, c'est-à-dire un degré inférieur à la note « *Passable* », et ceux dans lesquels elle exprime la nullité proprement dite qui entraîne l'ajournement. A cet égard, la circulaire interprétative du 11 octobre 1866 avait posé les règles suivantes : « Un élève est nul pour une section par ce seul fait qu'il a mérité la note « *Mal* » pour tous les suffrages de la section ou pour le suffrage unique qui constitue la section... Dans aucun cas, le jury n'a le droit de modifier la note d'un examinateur. » Cette jurisprudence a soulevé de vives réclamations. Elle a paru supprimer à tort l'appréciation du degré d'insuffisance que peut comporter la note « *Mal* », établir entre « *Mal* » et « *Nul* » une synonymie inadmissible, poser une équation fautive entre un seul zéro et trois zéros (art. 23); enfin, elle confère indûment, dans de certains cas, à un seul examinateur le droit d'ajournement réservé par le règlement au jury de la manière la plus expresse, puisque, aux termes de l'article 21, la *nullité doit être prononcée par le jury*. La pratique a plus d'une fois révélé les inconvénients de ce système.

D'ailleurs, si la division de l'examen en section est abolie, il n'y a plus lieu de s'arrêter aux limites fixées par la circulaire de 1866. On propose donc d'en revenir simplement à la règle posée par l'arrêté de 1864, conférant au jury le droit de prononcer la nullité d'une épreuve, ce qui n'implique pas la Faculté de modifier la note « *Mal* » donnée par l'examineur compétent.

du baccalauréat ès sciences comprennent autant de suffrages qu'il y a d'épreuves distinctes, savoir :

Pour le baccalauréat ès lettres :

ÉPREUVES ÉCRITES

Composition latine	1 suffrage.
Version latine	1 —
Composition française	1 —

ÉPREUVES ORALES

Explication des auteurs	3 suffrages.
Philosophie	1 —
Histoire et Géographie	1 —
Eléments des sciences mathématiques ..	1 —
Eléments des sciences physiques	1 —

Total : 10 —

4^e DE LA SESSION D'AVRIL

L'article 63 de la loi du 15 mars 1850 ayant aboli tout certificat d'études, on vit les candidats désertir en foule les classes régulières, pour se présenter, au milieu de l'année scolaire, aux examens de la session d'avril. Les choses en vinrent promptement à ce point que, dès 1852, le Conseil Impérial de l'Instruction Publique émit l'avis que l'âge de l'inscription pour le baccalauréat fût reculé jusqu'à dix-huit ans. Le Ministre, dans un rapport à l'Empereur, annonça l'intention de saisir le Corps législatif de la question, et la difficulté d'établir une entente avec les autres Administrations, pour l'âge d'admission aux différentes écoles de l'Etat, empêcha seule la réalisation de ce projet. En vain l'arrêté du 7 juillet 1854 restreignit la faculté de se présenter pour la première fois, en avril, aux seuls candidats autorisés par le Ministre, c'est-à-dire « aux candidats qui auraient terminé régulièrement leurs études »; en vain le programme même du baccalauréat fut remanié et l'examen rendu plus sévère en 1857. « On a vu de nouveau, lit-on dans une circulaire du 23 juillet 1858, des candidats abandonner prématurément leurs études et se présenter au milieu de l'année classique, sans préparation suffisante à l'un ou à l'autre baccalauréat. »

La mesure prise par l'arrêté du 15, juillet 1858 consiste à « réserver la session d'avril pour les candidats qui auraient éprouvé antérieurement un ou plusieurs ajournements ». C'est à cette mesure que l'expérience nous conseille de revenir aujourd'hui.

Le Conseil Impérial, dans sa session de novembre 1854, avait adopté la résolution de supprimer entièrement la session d'avril pour le baccalauréat ès lettres et de réserver la session de mai au baccalauréat ès sciences exclusivement aux candidats régulièrement inscrits pour l'Ecole Militaire de Saint-Cyr, ainsi qu'aux étudiants en médecine et en pharmacie. L'expérience ne tarda guère à démontrer que cette suppression sans réserve était une mesure trop radicale. On fut obligé d'admettre diverses exceptions. La circulaire du 12 avril 1869, relative au baccalauréat ès sciences, a étendu la tolérance administrative d'inscription, pour la session de mai, à des catégories entières de candidats, dont l'arrêté du 25 mars 1865 ne fait pas mention : les officiers de santé et pharmacie de seconde classe, les aspirants à l'Ecole de Strasbourg déjà pourvus d'un baccalauréat, les jeunes gens âgés de plus de vingt ans. Une pareille exception pourrait, sans nul inconvénient, être admise en faveur des étudiants en droit régulièrement inscrits, lesquels sont déjà pourvus du diplôme de bachelier ès lettres et ont incontestablement achevé le cours de leurs études classiques.

En ce qui concerne le baccalauréat ès lettres, le Conseil Impérial, dans la session de novembre 1867, « considérant que les candidats à l'Ecole de Saint-Cyr sont autorisés à produire indifféremment, soit le diplôme de bachelier ès sciences, soit le diplôme de bachelier ès lettres, le bénéfice de cinquante points restant acquis à ceux qui justifieraient de l'un et de l'autre diplôme », a jugé qu'il y avait lieu de rétablir une session extraordinaire de baccalauréat ès lettres en mai, pour cet ordre de candidats seulement, et sous cette clause expresse que « le diplôme de bachelier ès lettres ne serait délivré qu'à ceux qui présenteraient un certificat constatant qu'ils ont subi les épreuves pour l'admission à ladite Ecole ».

Des faits nombreux ont prouvé que cette clause était illusoire. On y échappe sans cesse par des déclarations de pure forme, c'est-à-dire par des fraudes contre lesquelles l'Administration est désarmée. Il y a là un danger plus grave encore que ceux dont on s'est préoccupé jusqu'ici. Il faut remarquer, d'ailleurs, que beaucoup de jeunes gens ayant dépassé l'âge scolaire ou régulièrement achevé leurs études sans avoir pu conquérir le diplôme se voient ajournés pour un laps de temps trop considérable et seraient tentés de se décourager. De tous côtés, les familles protestent contre ce déni d'examen. Au moment où la préparation de la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur peut mettre en question la collation des grades par l'Etat, l'Université ne doit-elle pas aller au-devant des objections qui lui seront adressées? Serait-il prudent

Pour le baccalauréat ès sciences

ÉPREUVE ÉCRITE

Compositions de mathématiques	1	suffrage
Composition de physique	1	—
Version latine	1	—

ÉPREUVES ORALES

Sciences mathématiques	2	—
Sciences physiques	2	—
Explications des auteurs	1	—
Interrogation sur une langue vivante ..	1	—
Philosophie ..	1	—
Histoire et Géographie	1	—

Total : 11 —

Art. 2. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 21 des deux règlements ci-dessus visés :

« Toutes les parties de l'examen étant obligatoires, la nullité sur « l'une quelconque de ces parties entraîne l'ajournement.

« Elle ne peut être appréciée et prononcée que par le jury. »

Art. 3. — Est modifié ainsi qu'il suit l'article 22 des mêmes règlements :

« Tout suffrage destiné à exprimer l'insuffisance du candidat, à « quelque degré que ce soit, est représenté par la note mal. »

Art. 4. — Le paragraphe premier de l'article 23 du règlement relatif au baccalauréat ès sciences est remplacé par le paragraphe suivant, commun aux deux règlements.

« L'ajournement peut être prononcé avant l'examen oral, si la « note *mal* est attribuée à l'une des compositions écrites, et que la « valeur des deux autres ne paraisse pas au jury devoir compenser « l'insuffisance de la première. »

Est substitué, dans le paragraphe 2 du même article, au mot neuf, commun aux deux règlements :

Le mot dix, dans le règlement du baccalauréat ès lettres ;

Le mot onze, dans le règlement du baccalauréat ès sciences.

Art. 5, § 1^{er}. — Seront admis à la session extraordinaire de mai, pour le baccalauréat ès sciences :

Les aspirants à l'École militaire de Saint-Cyr, sous les conditions indiquées par un arrêté spécial ;

de continuer à ajourner au mois d'août, c'est-à-dire à la fin de l'année scolaire, les candidats refusés au mois de novembre ? En rétablissant une session intermédiaire pour les élèves déjà refusés, elle conciliera l'intérêt des études et les justes réclamations des familles. L'Administration doit donc consentir à admettre aux examens de la session d'avril, pour le baccalauréat ès lettres, les candidats, quelle que soit leur destination, qui justifieraient, par certificats émanés des doyens des Facultés des Lettres, de deux ajournements au moins dans les sessions antérieures, et ceux qui auraient atteint l'âge de vingt ans au 1^{er} janvier de l'année où ils se présentent.

Il ne serait pas sage de pousser plus loin la tolérance. En effet, le baccalauréat est un certificat d'études secondaires complètes. Si le candidat les a réellement faites, il est de son intérêt de se présenter à la session qui suit immédiatement la clôture des cours. Il ne sera jamais mieux préparé, et il aura, s'il échoue quoique capable, la perspective de pouvoir se représenter à la plus prochaine session. Mais s'il évite l'une ou l'autre de ces sessions normales, il avoue par là son insuffisance et le besoin de compléter sa préparation, non dans une maison d'entraînement, mais dans un établissement où les cours soient régulièrement constitués. Il commence donc une nouvelle année d'études, et c'est lui rendre un mauvais service que de lui fournir des moyens d'interrompre ces études et de les tronquer en vue d'une émancipation inutilement prématurée.

L'exigence des deux ajournements antérieurs est donc pleinement justifiée, surtout par l'intérêt des candidats.

En conséquence, on propose :

1^o d'admettre à la session d'avril du baccalauréat ès sciences les étudiants en droit régulièrement inscrits ;

2^o d'admettre à la session d'avril du baccalauréat ès lettres les candidats qui justifieraient de deux échecs antérieurement subis ou qui seraient âgés de plus de vingt ans au 1^{er} janvier précédent.

Les aspirants à l'Ecole militaire de santé de Strasbourg déjà bacheliers ès lettres ;

Les officiers de santé et les pharmaciens de deuxième classe ;

Les étudiants en médecine et en pharmacie régulièrement inscrits ;

Les étudiants en droit régulièrement inscrits.

§ 2. — Une session extraordinaire pourra avoir lieu, à l'époque des vacances de Pâques, pour le baccalauréat ès lettres.

Seront admis à ladite session :

Les aspirants à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, sous les conditions indiquées par un arrêté spécial ;

Les aspirants à l'Ecole militaire de santé de Strasbourg déjà bacheliers ès sciences.

Seront également admis à cette session, ainsi qu'à la session de mai pour le baccalauréat ès sciences, les candidats ayant eu vingt ans accomplis avant le 1^{er} janvier de l'année où ils se présenteront, et ceux qui établiront, par certificats des doyens des Facultés, qu'ils ont déjà subi deux ajournements dans les sessions antérieures.

Art. 6. — Toutes les demandes à fin d'admission aux sessions extraordinaires de Pâques et de mai seront adressées directement au Recteur, qui les instruira et qui statuera selon les formes établies.

Art. 7. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

Circulaire relative à l'emploi des textes autographiés dans les examens du Baccalauréat ès lettres.

31 Mars 1870

Monsieur le Recteur, l'article 13 du règlement du 28 novembre 1864 pour le baccalauréat ès lettres, consacre l'usage de la « dictée des devoirs » ; l'article 15 du même règlement porte « qu'il n'est laissé à la disposition des candidats « d'autres livres que les dictionnaires classiques ».

Cependant une circulaire du 25 janvier 1869 substitue, pour la version latine, « des textes autographiés à la dictée », et une note insérée au Bulletin administratif de la même année « autorise les candidats à se servir de dictionnaire d'histoire et de géographie » pour la composition de discours latin.

Il est évident que ces mesures n'ont pu être adoptées que provisoirement et à titre d'essai. L'expérience n'en a point paru satisfaisante. La transcription des versions, le tirage des épreuves autographiques, obligent les doyens à se dessaisir des textes et compromettent le secret qui doit garantir la sincérité des épreuves. L'imperfection actuelle du procédé autographique expose les candidats à des accidents plus fâcheux que ceux qui peuvent parfois se produire pendant la dictée lente et claire d'un texte, collationné ensuite par chacun d'eux. Le temps ainsi épargné ne saurait être d'aucune considération, puisque l'article 13 du règlement a prévu que ce temps ne serait pas compris dans la durée des deux heures accordées pour la version latine.

D'autre part, l'usage des dictionnaires d'histoire et de géographie ne peut être assimilé à celui des dictionnaires proprement dits ou lexiques, seuls autorisés par le règlement. On a remarqué qu'il entraîne les bons candidats à dépenser en recherches vaines un temps qu'ils emploieraient plus fructueusement à rassembler leurs idées, à les coordonner, à les exprimer d'une manière précise et littéraire ; les plus faibles n'y gagnent qu'une facilité illusoire à remplir leurs compositions d'un amas oiseux de documents étrangers.

Je n'ai pas cru devoir proposer au Conseil impérial de ratifier ces innovations. En conséquence, il y a lieu d'en revenir à la pratique du règlement. Je vous prie d'en informer MM. les Doyens.

Décret relatif à l'échange des brevets de capacité délivrés dans les Colonies.

26 Octobre 1871

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes, et du Ministre de la Marine et des Colonies ;

Vu les décrets du 23 décembre 1857 et du 18 novembre 1863, qui ont institué, dans les colonies françaises de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, et dans les établissements français de l'Inde, des Commission d'examen pour les sciences et pour les lettres;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique,,

Décède :

Article premier. — Dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, et dans les établissements français de l'Inde, les étudiants pourvus du brevet de capacité pour les lettres ou pour les sciences, institué par décret du 23 décembre 1857, pourront être admis, sur leur demande et sur l'avis des Facultés compétentes, à échanger contre un diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences, sous la condition d'acquitter, au compte du Trésor public, les droits exigés en France des candidats au baccalauréat, et de justifier, en outre, qu'à l'époque où ils se sont présentés devant la Commission d'examen coloniale, ils résidaient depuis deux ans au moins dans la colonie.

La demande devra être accompagnée des pièces suivantes :

1° Extrait de l'acte de naissance;

2° Certificat de l'autorité administrative locale, constatant que le postulant réside, depuis deux ans au moins dans la colonie;

3° Compositions écrites;

4° Certificat d'aptitude conforme à l'un des modèles annexés au présent décret;

5° Récépissé du versement des droits afférents au diplôme de bachelier.

Article 2. — En cas de refus du diplôme, les Facultés décideront si les épreuves nouvelles à subir par les intéressés auront lieu en France ou dans les colonies. Les Facultés compétentes conservent, dans ce dernier cas, leur droit de contrôle.

MODELES ANNEXES AU DECRET DU 26 OCTOBRE 1871

1° Certificat d'aptitude

Au brevet de capacité pour les lettres.

Nous, membres de la Commission instituée à l'effet d'examiner les aspirants au brevet de capacité pour les lettres, dans la colonie d

Vu les décrets des 23 décembre 1857, 18 novembre 1863 et 27 novembre 1864, et les règlements des 28 novembre 1864 et 19 mars 1870;

Vu les notes obtenues par M. _____ né à _____ le _____ 18 _____ candidat au brevet de capacité pour les lettres, à la suite de ses compositions écrites et de ses réponses qui lui ont été posées par les membres du jury, savoir :

NATURE DES QUESTIONS	Nombre SUFRAGES EXPRIMÉS	
	des suffrages	(a) Chiffres
EPREUVE ÉCRITE .	Composition latine	1
	Version latine	1
	Composition française	1
EPREUVE ORALE .	Explication { Grec	1
	d'un auteur { Latin	1
	{ Français	1
	Philosophie	1
	Histoire et Géographie	1
	Eléments des sciences mathém.	1
Totaux : 10		
EPREUVE FACULTATIVE .	{ Langue vivante.	

Moyenne

Moyenne définitive : .

Moyenne :

(a) Aux termes du règlement du 28 novembre 1864, les notes d'examen sont: très bien, bien, assez bien, passable, mal. Elles correspondent aux chiffres 4, 3, 2, 1, 0.

Après avoir constaté le résultat des épreuves subies par le candidat, l'avons déclaré digne du brevet de capacité pour les lettres, avec la mention.

Fait à , le 18
Les Membres du Jury,

Vu : *Le Président,* *Le Secrétaire,*

Nous, soussigné Directeur de l'Intérieur, après nous être assuré de la capacité et la bonne conduite du candidat, approuvons le présent certificat qui sera immédiatement soumis à M. le Gouverneur de la Colonie à l'effet d'obtenir, s'il y a lieu, sa ratification et la délivrance du brevet de capacité pour les lettres.

A , le 18

Nous, membres de la Commission instituée à l'effet d'examiner les aspirants au brevet de capacité pour les sciences dans la colonie de Vu les décrets des 23 décembre 1857, 18 novembre 1863 et 27 novembre 1864 et les règlements des 25 mars 1865 et 19 mars 1870 ;

Vu les notes obtenues par M. , né à le 18 candidat au brevet de capacité pour les sciences, à la suite des compositions écrites et de ses réponses aux questions qui lui ont été posées par les membres du Jury, savoir :

NATURE DES QUESTIONS		Nombre SUFFRAGES EXPRIMÉS des suffrages Notes (a) Chiffres	
EPREUVE ÉCRITE .	Composition de mathématiques.	1	
	Composition de physique	1	
	Version latine	1	
EPREUVE ORALE .	Connaissance de langue vivante.	1	
	Mathématiques	1	
	Sciences physiques	1	
	Histoire et Géographie	1	
	Philosophie	1	
Total :		11	
Moyenne :			

(a) Aux termes du règlement du 25 mars 1865, les notes d'examen sont: très bien, bien, assez bien, passable et mal. Elles correspondent aux chiffres 4, 3, 2, 1, 0.

Après avoir constaté le résultat des épreuves subies par le candidat, l'avons déclaré digne du brevet de capacité pour les sciences avec la mention

Fait à , le 18
Les Membres du Jury,

Vu : *Le Président,* *Le Secrétaire,*

Nous, soussigné, Directeur de l'Intérieur, après nous être assuré de la capacité de la bonne conduite du candidat, approuvons le présent certificat, qui sera immédiatement soumis à M. le Gouverneur de la Colonie, à l'effet d'obtenir, s'il y a lieu, sa ratification, et la délivrance du brevet pour les sciences.

A , le 18

Arrêté qui détermine la valeur du diplôme de bachelier ès sciences délivré par le Lycée de Galata-Seraï (1).

12 Février 1872

Le Ministre, etc.

Vu l'arrêté du 23 novembre 1857 qui assimile le grade de bachelier ès sciences, obtenu en Roumanie, au même grade conféré par les Facultés françaises ;

(1) Cet arrêté a été abrogé par l'arrêté du 4 octobre 1904 à la suite de la décision du 10 février 1904 instituant les examens correspondant au baccalauréat de l'enseignement secondaire à Constantinople et à Smyrne et chargeant l'Ecole française d'Athènes de ces examens.

Vu l'avis de M. le Ministre des Affaires étrangères en date du 8 novembre 1871 ;

Arrête :

Article premier. — Le grade de bachelier ès sciences, conféré par le Directeur et le professeur du Lycée impérial de Galata-Séraï, à Constantinople, sera déclaré équivalent au diplôme français de bachelier ès sciences.

Cette équivalence ne sera accordée qu'autant que la réception aura eu lieu devant un jury composé d'au moins trois agrégés ou licenciés de l'Université de France.

Art. 2. — Les certificats d'aptitude, conformes au modèle ci-annexé et délivrés par le jury mentionné à l'article précédent ainsi que les compositions écrites des candidats seront transmis au Ministère de l'Instruction publique et soumis à l'appréciation d'une Faculté des Sciences désignée par lui.

D'après l'avis de cette Faculté, l'équivalence sera délivrée dans les conditions préalables déterminées par l'article 5 du règlement d'administration publique en date du 22 août 1854.

MODELE ANNEXE A L'ARRETE DU 12 FEVRIER 1872

EMPIRE OTTOMAN

Certificat d'aptitude

Au diplôme de bachelier ès sciences.

Le Directeur du lycée impérial ottoman de Galata-Séraï, agissant au nom et par ordre de M. le Ministre de l'Instruction publique ;

Vu le certificat en date du _____, par lequel la Commission siégeant à Galata-Séraï atteste que M. _____ né à _____

a été examiné sur les diverses parties du programme de l'enseignement secondaire et a mérité les notes suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

- 1° Langue et littérature française ;
- 2° Histoire et géographie générales ;
- 3° Eléments de langue latine ;
- 4° Mathématiques élémentaires ;
- 5° Physique, Chimie et Histoire naturelle.

DEUXIÈME PARTIE

- 1° Langue et littérature turques ;
- 2° Langue et littérature arabes et persanes ;
- 3° Langue grecque (sur la demande du candidat).

Délivré à M. _____ le présent certificat, attestant qu'il a convenablement satisfait à la _____ de l'examen exigé pour le grade de bachelier ès sciences.

Constantinople, le _____

18

VII. — LE RÉGIME DE 1874 (1874-1879)

Rapport sur un nouveau projet de décret relatif au Baccalauréat ès lettres, présenté au Conseil supérieur de l'Instruction publique par Mgr l'Evêque d'Orléans, rapporteur de la Seconde Commission (1).

(Extrait du procès-verbal de la séance du 1^{er} Juillet 1873)

Messieurs, le projet de décret relatif au baccalauréat ès lettres a été renvoyé à l'examen de votre seconde Commission. Ce projet, votre

(1) Cette Commission était composée de MM. :

Le Cardinal Archevêque de Rouen, Président.

Egger, Secrétaire.

L'Archevêque de Paris.

Patin.

Milne-Edwards.

Edouard Laboulaye.

Ravaisson.

Sardinoux.

L'Abbé Bourgeois.

De Gaillard.

Isidor.

Le Général d'Outrelaine.

L'Amiral De Cornulier-Lucinière.

L'Evêque d'Orléans, Rapporteur.

Commission l'a examiné avec tout le soin que commandait l'importance d'une telle question, et nous venons vous soumettre ici le résultat de nos observations.

Le projet partage l'examen du baccalauréat ès lettres en deux épreuves distinctes : l'une qui sera subie après la rhétorique, mais ne pourra l'être avant seize ans ; l'autre après la philosophie, les deux épreuves séparées l'une de l'autre par une année d'intervalle et d'études.

La première épreuve comprend les lettres, l'histoire et la géographie.

La seconde, la philosophie, les sciences et les langues.

Les candidats ne peuvent être admis à cette seconde épreuve qu'après avoir subi convenablement la première. Ceux qui n'auraient pas été reçus pour l'examen des lettres après la rhétorique, au mois d'août, seraient admis, s'ils étaient âgés de plus de dix-neuf ans, à se présenter une seconde fois à cet examen au mois de novembre.

Telles sont les principales dispositions du projet.

Appelée à se prononcer sur la valeur de ces dispositions, votre seconde Commission est d'avis d'adopter le décret, et voici les motifs qui l'ont déterminée :

Des plaintes nombreuses se sont élevées depuis longtemps déjà contre l'examen du baccalauréat, tel qu'il est actuellement constitué : ces plaintes nous ont paru légitimes.

Mais ces plaintes, Messieurs, on ne peut les entendre sans se convaincre aussitôt qu'elles atteignent, non seulement le programme du baccalauréat, mais tout notre système d'études, et que les graves inconvénients de l'examen ne sont que la conséquence rigoureuse des plans d'études qui y préparent.

Il faut donc signaler d'abord ici le mal profond, l'abus principal, qui fausse nos études classiques et trop souvent les condamne, ainsi que l'examen qui les termine, à l'impuissance et à la stérilité.

Les plans d'études sont trop chargés : on y a mis trop de choses, et trop de chaque chose. A l'étude du grec, du latin et du français, on a ajouté, et il le fallait bien, les langues vivantes ; puis est venue la grande invasion de l'histoire, laquelle est par elle-même si facilement envahissante : on y a fait entrer tous les faits de l'histoire, chez toutes les nations, dans tous les siècles, depuis l'origine du monde jusqu'à nos dernières révolutions ; on y a mis également plus de géographie, plus de mathématiques, plus de sciences naturelles, physique, chimie, géologie, etc., à quoi il faut bien ajouter encore tout ce qui constitue l'éducation physique : la gymnastique, l'escrime, l'exercice du fusil ; enfin les arts d'agrément, le dessin, la musique : cours accessoires, dit-on, mais auxquels les parents tiennent parfois plus encore qu'à tous les autres pour leurs enfants.

Cette manie d'étudier de tout, dans le détail prescrit par nos programmes, n'a jamais été la prétention d'aucun peuple, au point où cela est arrivé parmi nous.

Et ce système est entré de plain-pied dans tous les programmes d'enseignement public et privé.

Eh bien, il faut, Messieurs, le dire ici, c'a été là un des coups les plus funestes portés aux bonnes études, le plus funeste de tous : c'en a été le renversement. Et pourquoi ? par cette raison bien simple qu'on ne peut pas tout faire à la fois, sous peine de ne rien faire de bon ;

Parce que, selon le mot de Montaigne, « tout cela fait un peu de chaque chose, et rien du tout, à la française » ;

Parce que l'instruction perd nécessairement en profondeur et en solidité ce qu'elle semble gagner en superficiele ;

Parce que, selon le mot très vif de M. Saint-Marc Girardin, « une fois qu'on a dépassé une certaine mesure, on peut, dans l'esprit des enfants, mettre tout ce qu'on veut, et tant qu'on veut, car le tonneau se vide à mesure qu'il s'emplit : il n'a plus de fond ».

Par suite inévitable, l'examen du baccalauréat s'est trouvé étrangement surchargé : car il comprend à la fois les matières de presque toutes les études littéraires, historiques, scientifiques, et devient ainsi une science à peu près universelle, impossible à la fois et impuissante,

une sèche et aride nomenclature, parlant de tout en l'air et n'enseignant rien à fond, effroi des jeunes gens, et comme on l'a dit ici même : désespoir des pères de famille, et, pour ces diverses raisons, niveau fatal d'abaissement intellectuel pour la jeunesse française.

Ainsi entendu, le baccalauréat n'est plus et ne peut guère plus être qu'un assemblage hâtif et confus de notions mnémotechniques, dont on charge l'esprit pour un jour donné, sauf à les oublier dès le lendemain et à n'y plus revenir jamais.

Et comme, d'ailleurs, ce diplôme du baccalauréat est exigé pour la plupart des carrières, on y sacrifie tout, même les études. Au lieu de faire sa rhétorique, on passe souvent cette année, si importante pour le sérieux développement des facultés intellectuelles, à préparer, par la mémoire beaucoup plus que par l'intelligence, son examen.

On sacrifie ainsi la rhétorique. On sacrifie encore plus la philosophie qui, pour être ce qu'elle doit être réellement, une véritable discipline de l'esprit et une lumière sur les grands et éternels principes des choses, demande aux jeunes gens une application et un temps que les exigences du programme actuel du baccalauréat ne comportent pas.

De là ce résultat déplorable, qu'un tiers et souvent la moitié des candidats se présentent chaque année aux examens du baccalauréat sans avoir fait leur philosophie. Cela est officiellement constaté. Et ceux qui arrivent à la faire, la font mal, écrasés qu'ils sont par les matières encyclopédiques du programme.

Et, non seulement ils sacrifient la philosophie et les lettres, mais encore, traversant à la hâte toutes les études sans se fixer à aucune, fatigués et obsédés d'ailleurs par les préoccupations de l'examen, l'histoire, les langues et les sciences, tout est sacrifié aux tyranniques exigences du diplôme.

Une telle préparation si factice et si précipitée, dévore tout, supplée à tout : dès lors, le manuel supplante tous les livres ; le préparateur remplace tous les professeurs ; et c'est dans ce sens et devant ces résultats que j'ai pu dire et imprimer il y a vingt ans : Nous demandons des hommes, et l'on ne nous donne que des bacheliers.

Ainsi, l'enseignement qui devrait couronner et affermir tous les autres se trouve presque réduit à néant ; et la haute éducation intellectuelle de notre pays, cette éducation qui nous a faits si grands dans le passé, menace de dégénérer de plus en plus en un mécanisme stérile qui amènerait à la longue une décadence profonde de l'esprit français.

Tels ont été, Messieurs, nos motifs, pour appeler sur l'examen du baccalauréat ès lettres, une réforme sérieuse et décisive ; et il nous a semblé que le projet de décret contribuerait puissamment à cette réforme.

Ce qui nous a confirmés dans cette pensée, c'est d'abord que le Comité consultatif de l'Instruction publique a adopté ce projet de décret à l'unanimité moins une voix.

Et, de plus, je crois pouvoir ajouter que ce sont des Facultés qui ont les premières demandé et sollicité le nouveau décret.

De leur côté, MM. les proviseurs des Lycées de Paris, dans une réunion générale, ont unanimement approuvé la mesure, ainsi que MM. les professeurs de philosophie, et tous pour les raisons frappantes que voici :

En séparant l'examen du baccalauréat en deux épreuves, on les dégage l'une de l'autre, et par là même on les allège toutes deux : les études littéraires se font, et l'examen des lettres se prépare sans que la préoccupation de la philosophie, des sciences et des langues vivantes vienne se jeter à la traverse, et paralyser à la fois l'intelligence et le travail des jeunes gens.

D'autre part, les études et l'examen de la philosophie et des sciences se font sans la préoccupation des lettres et de l'histoire et rien n'empêche les élèves de consacrer à ces graves matières tout leur temps et tous leurs efforts.

De ceci l'avantage est sensible : car au lieu d'encombrer la tête de ces pauvres enfants d'une véritable encyclopédie de notions confuses et disparates, on leur assigne pour chaque épreuve un domaine

parfaitement distinct ; et alors les matières présenteront un caractère homogène, dont leur jeune intelligence pourra beaucoup plus aisément saisir l'ensemble et les détails.

Cet avantage est décisif et frappe tous les yeux. Par là, on a lieu d'espérer que la rhétorique et la philosophie reprendront enfin leur rang et leur honneur parmi nous, car : 1° Chacune de ces deux classes sera suivie d'un examen, c'est-à-dire d'une sanction immédiate et 2° chaque examen étant simplifié par la division proposée, la tâche sera plus proportionnée à la capacité des élèves, et les matières de chaque examen pourront dès lors être enseignées et étudiées plus à fond.

On aura donc manifestement des études plus sérieuses ; et cela pour une autre raison encore : c'est qu'on aurait aussi, et par là même de plus sérieux examens. Dans le système actuel, tout le monde le sait, et tous les examinateurs en conviennent, la compassion qu'inspirent les candidats aux prises avec un si vaste programme rend les jurys d'examen très indulgents sur la philosophie et les sciences ; et même sur le reste, tandis que dans le système proposé ayant à examiner sur moins de matières à la fois MM. les examinateurs pourront et devront interroger plus à fond, et les jeunes gens certains dès lors qu'ils seront sérieusement examinés, ne seront plus tentés de remplacer les vraies études par des préparations hâtées et factices.

Il en résultera donc pour eux de meilleures études, une meilleure éducation de l'esprit, une éducation vraiment intellectuelle, vraiment libérale, c'est-à-dire une éducation qui donnera successivement l'essor à toutes les facultés, affermira leur pensée en même temps qu'elle enrichira leur mémoire, et fera de leur intelligence l'instrument du vrai savoir, au lieu de la réduire à n'être qu'une sorte de bazar mnémonique où s'entassaient pêle-mêle, sans lumière, sans ordre, sans aucune consistance, les notions les plus incohérentes totalement substituées à la réalité et au fond des vraies connaissances.

Ajoutons en ce dernier lieu qu'on enlèvera aux jeunes gens la tentation de supprimer comme ils le font trop souvent, soit la rhétorique, soit la philosophie.

Aujourd'hui qu'arrive-t-il ? C'est qu'un grand nombre d'élèves ne font point de rhétorique, et surtout point de philosophie, ce qui est encore plus désastreux. Les chiffres officiels sont là, et il n'y a pas à le nier. La statistique des examens prouve qu'un tiers, souvent même la moitié de ceux qui se présentent, n'ont point fait leur philosophie. Ce nombre, depuis 1867, suit, dans les Lycées et Collèges de Paris, une proportion croissante, à partir du tiers. Au Lycées Henri IV et Charlemagne et au Collège Rollin cette proportion atteint la moitié des élèves ; elle est parvenue au tiers au Lycée Saint-Louis et au Lycée de Versailles, et l'a dépassé au Lycée Louis-le-Grand. Dans ce dernier Lycée, depuis 1862 jusqu'en 1872, sur 433 élèves, 230, ainsi plus de la moitié, se sont présentés après la rhétorique, sans avoir fait leur philosophie. De ce fait déplorable une cause manifeste, c'est la nécessité où l'on s'est trouvé comme nous le disions tout à l'heure, par suite de l'étendue du programme, d'être d'une indulgence excessive dans les examens sur la philosophie. Sachant qu'il rencontrerait là peu d'exigence le candidat abandonnait la classe de philosophie et le professeur et s'en tenait au manuel et au préparateur. Mais dans le système nouveau nous l'avons vu, l'examen deviendra nécessairement plus sérieux étant plus circonscrit. Surtout comme il faudra nécessairement une année d'intervalle constaté par le certificat daté de l'admission au premier examen, les jeunes gens n'auront plus la même facilité ni le même intérêt à supprimer leur philosophie, et ils auront le temps de la faire bonne.

Les hautes classes ne seront donc plus mutilées ou même totalement supprimées comme par le passé, et les professeurs de nos grands établissements d'éducation verront se rétablir la discipline et l'honneur des fortes études, sans que l'industrie privée ait au même degré la faculté de créer, comme actuellement, ses fabriques de bacheliers.

C'est pour toutes ces raisons, Messieurs que nous n'avons pas hésité à approuver le projet de décret, de même que la réunion des proviseurs

et des professeurs et le Comité consultatif n'avaient pas hésité à l'accepter le recommandant ainsi, avec l'autorité de leurs lumières et de leur expérience, à votre propre acceptation.

Il y a ici cependant des difficultés pratiques qu'il faut signaler et sur la solution desquelles la seconde commission a senti le besoin d'appeler toute l'attention et les lumières au Conseil supérieur.

Et d'abord dans l'application du nouveau décret, il y aurait dit-on pour MM. les professeurs des Facultés chargés de l'examen des candidats, double peine et moins d'avantages.

Je rappellerai d'abord ici, Messieurs, que ce sont des Facultés de province qui ont les premières demandé ce nouveau décret. Et quant à MM. les professeurs de la Faculté de Paris, qui sont, par l'éclat de leur enseignement et par la haute distinction de leurs écrits, l'honneur des lettres françaises, leur dévouement, je le sais, se déclare prêt à ne reculer devant aucune fatigue, devant aucun sacrifice, pour assurer le succès de cette utile et nécessaire réforme.

On peut observer ensuite que l'examen étant désormais partagé, d'une part chaque examen comportera moins de matières, et d'autre part il ne sera pas nécessairement fait par les mêmes professeurs.

De plus, ils pourront avoir des auxiliaires. En effet, le règlement qui est soumis à notre examen porte ceci :

« Lorsque le nombre des candidats l'exige, plusieurs jurys siègent simultanément.

« Des agrégés de Facultés et, à défaut, des docteurs choisis sur une liste annuellement dressée par le doyen de la Faculté et proposée au Ministre par le Recteur, peuvent être appelés à compléter le jury d'examen. »

Quant aux avantages convenables et nécessaires attachés à ces honorables, mais très laborieuses fonctions, il sera facile au gouvernement de faire voter un crédit qui reconnaitra comme il convient chez MM. les professeurs de Faculté, un dévouement et des intérêts qui doivent être avant tout respectés.

A ce propos, la Commission émet le vœu que les frais d'examen pour les deux épreuves séparées restent ce qu'ils sont aujourd'hui, la seule preuve totale, et que les parents ne soient pas obligés à de plus grandes dépenses que par le passé.

Dans ce but, et pour éviter à un certain nombre d'élèves des frais de voyage trop considérables, on pourrait envoyer quelques commissions d'examens dans les lieux les plus éloignés du siège académique ; et des membres de l'Institut pourraient être à cet effet délégués par le Gouvernement.

En facilitant ainsi les examens, on se rapprocherait de ce qui se pratique en Allemagne pour les examens de maturité, où un Commissaire du Gouvernement préside dans les gymnases le jury qui fait passer cet examen et délivre les diplômes.

Quant aux candidats, une première objection est celle qui se tire de l'âge. On a dit : Dans le système du décret on pourra être bachelier ès sciences à l'âge de seize ans, tandis qu'on ne pourra être bachelier ès lettres qu'à dix-sept ans. Or, dans cette situation, voici ce qui arrivera : pour gagner une année, les jeunes gens se précipiteront vers le baccalauréat ès sciences. Ils désertent de plus en plus la rhétorique et la philosophie que vous voulez relever. Les études littéraires seront sacrifiées à la préoccupation exclusive de faire au plus vite sa carrière, et le remède que vous cherchez sera pire que le mal.

D'abord, nous l'avons vu, l'inconvénient existe aujourd'hui. Et nous avons démontré que le nouveau système amènera un plus grand nombre de jeunes gens à faire leur philosophie, et à la faire mieux. Ces raisons s'appliquent dans toute leur force aux jeunes gens qui ne se destinent pas aux carrières scientifiques. Quant à ceux qui s'y destinent, voici une réponse péremptoire :

Pourquoi ne fixerait-on pas le même âge pour les deux baccalauréats ? On serait bachelier ès sciences à dix-sept ans comme pour les lettres.

L'objection alors disparaît pleinement ; et voici comment, dans ce

système, les choses pourraient être organisées : la première épreuve, l'épreuve littéraire, celle qu'on pourrait subir dès l'âge de seize ans, serait commune aux deux baccalauréats. Tous les candidats seraient tenus de la passer. La deuxième épreuve seule différerait, et la partie scientifique y serait plus ou moins étendue, selon qu'on voudrait obtenir l'un ou l'autre diplôme. Mais la philosophie y aurait toujours sa place, et les candidats au baccalauréat ès sciences pourraient très facilement suivre un cours de philosophie, en même temps qu'ils feraient leurs mathématiques élémentaires. Rien de plus facile, en effet, dans un cours de mathématiques élémentaires, que d'intercaler un cours de philosophie complet qui s'organiserait avec deux leçons de deux heures par semaine, ou mieux avec quatre leçons d'une heure chacune. Ils se prépareraient donc à la deuxième partie du baccalauréat et feraient une philosophie en même temps qu'ils feraient leur année de mathématiques élémentaires, et seraient préparés du même coup par leurs cours de mathématiques au baccalauréat ès sciences, qui leur est nécessaire. Ils passeraient l'année suivante aux mathématiques spéciales. Tout se trouverait par là concilié.

Ainsi donc, le système proposé, s'il ne peut pas supprimer cette inclination fatale qui porte à découronner de la philosophie les études libérales, la combat efficacement du moins, en offrant le moyen de combiner cette étude avec la préparation aux carrières, tandis que l'autre système succombait là déplorablement.

Il faut de plus qu'on sache, pour réduire l'objection à sa juste valeur : en fait, très peu de jeunes gens prennent le baccalauréat ès sciences avant dix-sept ans. Et il n'est pas nécessaire, en effet, qu'ils le prennent plus tôt. Bacheliers à dix-sept ans, c'est-à-dire à la fin des mathématiques élémentaires, ils vont de là aux mathématiques spéciales et ils ont alors trois ans pour se préparer à l'Ecole polytechnique. Or, deux ans leur suffisent ; aussi beaucoup d'entre eux, je devrais dire la plupart, ne se font-ils recevoir bachelier ès sciences qu'à dix-huit ans.

S'il s'agit des candidats à Saint-Cyr, pour eux il y a moins de difficultés encore, car : 1° leurs études sont moins étendues que celles des candidats à l'Ecole polytechnique, et la limite d'âge est la même, ils ont donc du temps devant eux ; 2° les mêmes études à peu de choses près, qui les préparent au baccalauréat ès sciences, les conduisent à Saint-Cyr. Il n'y a donc pas de retard occasionné par la fixation du baccalauréat à dix-sept ans.

Mais la réponse que nous venons de faire suscite une autre objection, c'est que ce système retarde d'un an l'entrée dans les Ecoles du Gouvernement.

A supposer que cette assertion soit exacte, on avouera du moins que cet inconvénient n'en est pas un pour la très grande majorité des jeunes Français qui n'entrent pas dans les Ecoles Spéciales.

Mais si l'on a bien suivi les réponses que nous avons opposées aux objections précédentes, on doit être convaincu qu'en réalité celle-ci n'est pas fondée, et que, pour la plus grande partie, je dirai la presque totalité des candidats, l'entrée aux Ecoles ne serait pas retardée. N'oublions pas qu'on ne peut entrer à Saint-Cyr avant dix-huit ans. Où serait alors le mal d'obliger ces jeunes gens à faire leurs études littéraires solides avant d'appliquer leur esprit aux études spéciales ?

Cette obligation ôtera aux études littéraires, aux vraies études, à celles qui forment l'homme, ce caractère artificiel et hâtif qui en fait la faiblesse et en prépare la ruine. Elle laissera aux élèves le temps nécessaire pour le développement régulier et vraiment fécond de leurs Facultés, et le diplôme qui couronnera leurs études sera alors ce qu'en Allemagne on appelle si justement le diplôme de maturité, c'est-à-dire la marque d'un esprit qui, loin d'être fatigué, affaibli et écrasé — comme il arrive trop souvent — par la masse de ces notions mal conquises, mal digérées, qu'il a saisies, pour ainsi dire, au hasard et à la hâte se trouvera en possession de facultés solidement préparées et vraiment mûries pour l'étude des sciences et pour les carrières spéciales auxquelles il se destine. Qui ne voit les grands avantages qu'il y aurait pour nos jeunes officiers à se présenter à l'Ecole militaire avec la vi-

gueur et la distinction d'esprit, avec le goût du travail que donnent des humanités bien faites ?

Mais on insiste encore, et l'on dit : la limite d'âge inférieure pour l'Ecole polytechnique est seize ans ; or les candidats qui sont en mesure d'entrer à cet âge, nous voulons qu'ils entrent sans retard, et sans être arrêtés par vos règlements, car ce sont toujours des jeunes gens très distingués, qui deviennent souvent des hommes éminents.

On conviendra d'abord que les candidats de cette catégorie sont de rares exceptions, et l'on peut se demander s'il faut faire une loi pour des exceptions. On conviendra encore que ce ne sera pas un médiocre avantage pour ces rares candidats de pouvoir entrer à l'Ecole avec une éducation générale plus forte. Mais admettons qu'on doive faire une loi exceptionnelle pour cette catégorie de candidats, je suis prêt à y souscrire, persuadé qu'elle ne saurait avoir de fréquentes applications, ni, par conséquent, de fâcheuses conséquences : ne pourrait-on pas établir que, par exception, un jeune homme admissible à l'Ecole polytechnique à seize ans, c'est-à-dire à la limite d'âge inférieure, sera admis à passer en une seule fois l'examen complet du baccalauréat ès lettres ?

Quant aux candidats qui seraient exceptionnellement en retard, on a proposé pour eux plusieurs solutions :

1° Ne peut-on pas, a-t-on dit, leur accorder exceptionnellement de passer leur examen dans les mêmes conditions d'âge et d'examen qu'aujourd'hui ?

2° Nous avons montré plus haut comment pour eux tout se peut concilier, et comment, dût-on ne pas reculer l'âge pour l'entrée dans les Ecoles, ils trouveraient facilement trois années pour leur préparation.

3° Mais enfin cette limite d'âge, ne peut-on la reculer à vingt-et-un ans au lieu de vingt, pour l'entrée dans les Ecoles militaires ? Il est manifeste que ceci serait capital et d'une importance décisive pour relever dans nos collèges le niveau de la haute éducation intellectuelle de la jeunesse française (1).

Tant qu'on maintiendra les théories et les exigences actuelles, on condamnera, par la faute et la préoccupation des parents et des enfants, la haute éducation des jeunes intelligences dans notre pays à une irrémédiable infériorité. On verra de pauvres enfants de sept à huit ans jetés dans l'étude du latin, s'étioler dans ce labeur ingrat, avant même de connaître les éléments de la langue française. On verra une multitude d'élèves faire leurs classes sans faire leurs études. On verra la préparation hâtive aux examens annuler l'effet de toutes nos autres réformes, mutiler et décapiter les classes les plus élevées, et compromettre de plus en plus la haute éducation intellectuelle, dans notre pays. Les meilleures traditions seront impuissantes devant un système artificiel et factice, et l'on n'arrivera qu'à un abaissement continu des intelligences et des études, pour avoir voulu faire violence à l'invincible nature des choses.

En ne donnant pas aux jeunes gens le temps nécessaire, le temps sans lequel rien ne peut se faire de grand ni de durable, on n'aura donné à aucun, ni à ceux qui entrent dans les carrières civiles, ni à ceux qui se destinent aux carrières militaires, le goût de l'étude, l'amour de la science, l'habitude du travail. Or ce sont là les grands fruits de l'éducation. Mais où les recueille-t-on ces fruits si précieux ? En fait, sauf le mois qui précède l'examen, on ne travaille sérieusement et assi-

(1) Il faut souhaiter vivement que la limite d'âge pour les Ecoles soit reculée à vingt-et-un ans. Ce serait la solution la plus heureuse au point de vue de la haute culture intellectuelle, et celle qui laisserait le plus de temps aux études générales, si nécessaires dans l'éducation avant l'époque où les jeunes gens abordent les études spéciales. Mais cette réforme, peut-être ne faut-il guère y compter. Il y a longtemps qu'on la demande, et pour des raisons très puissantes, sans doute, que je m'abstiens d'examiner ici, faute d'une compétence suffisante, le Ministre de la Guerre s'y est toujours refusé. Il faut donc organiser les choses avec la limite actuelle de vingt ans. Or je crois que le système proposé ici répond à toutes les objections et résout toutes les difficultés.

dûment presque nulle part, même dans les Ecoles les plus célèbres : le noble, le généreux travail, les grands écoliers d'autrefois, où sont-ils ? Sans doute il y en a encore, mais c'est le très petit nombre ; puis, qui ne l'a vu, qui ne l'a déploré ? l'examen passé, ces pauvres jeunes gens laissent là tout, les livres, le travail, l'étude ; et dans les diverses carrières, sauf de rares exceptions qui par là même sont infiniment honorables, ils abandonnent ensuite leur jeunesse et leur avenir à une oisiveté honteuse, meurtrière, par la triste raison qu'ils n'ont jamais connu ni les nobles plaisirs de l'esprit, ni les joies austères de l'étude, ni le bonheur du travail.

Enfin, comme dernier remède, ou plutôt comme complément nécessaire de la réforme que nous nous proposons, il faudrait diminuer le programme des sciences et ne pas étendre indéfiniment le programme d'histoire. Ici encore les hommes les plus éminents, les plus compétents en matière de sciences, nous recommandent, non seulement à nous mais aux différents départements ministériels, dans l'intérêt des études et de la haute éducation intellectuelle, de faire décharger, dans une proportion notable, les programmes scientifiques d'entrée aux diverses écoles, particulièrement celui de l'Ecole polytechnique ».

A cette question donc se rattache le remaniement, la simplification des programmes des cours scientifiques dans les classes de lettres. Et ceci, c'est le vœu unanime des professeurs de sciences eux-mêmes. Tous déplorent le peu de fruit que porte cet enseignement, et ils en trouvent la cause dans le développement excessif des programmes d'études et d'examen.

Et de ceci le Conseil Supérieur a reçu un témoignage décisif, entre autres,

« Dans une réunion toute récente de MM. les proviseurs et directeurs des lycées et collèges de Paris et de Versailles, sous la présidence de M. le Vice-Recteur, le vœu a été de nouveau exprimé, que l'enseignement scientifique dans les classes littéraires soit réduit et simplifié, et qu'il n'y ait plus qu'une classe de sciences au lieu de deux, en seconde et en troisième.

Tous les chefs d'établissements, moins un, se sont prononcés pour cette mesure, qui rendrait immédiatement aux classes littéraires un temps précieux, sans nuire aux études scientifiques. »

Il y aurait donc tout à gagner à réduire et simplifier ces programmes ; les élèves les comprendront mieux, d'une part ; et, d'autre part, on pourra y consacrer moins de temps. Les heures gagnées de ce côté pourront être reportées avec fruit sur l'enseignement littéraire. Et qu'on ne craigne pas que la préparation aux Ecoles en souffre. Il vaut mieux un petit nombre de notions nettes et précises, déposées dans l'intelligence des élèves avant le moment où ils abordent les grandes études scientifiques, qu'un amas de matières indigestes et confuses, dont la presque totalité ne tire aucun profit. Il n'y a pas un professeur qui n'aime mieux avoir à faire à des élèves neufs qu'à des élèves mal appris, qui ont contracté la mortelle habitude de se résigner à ne rien savoir qu'à peu près et en l'air.

Si enfin, monobstant toutes ces raisons, on vient encore nous dire : « Vous avez beau faire, les élèves sont plus habiles que vous, et se voyant astreints désormais à deux épreuves, ils trouveront toujours un moyen de se soustraire à l'une ou à l'autre », à cela on peut répondre :

1° Le mal existe, nous l'avons vu, puisqu'il est établi que depuis des années un tiers et plus des élèves ne font pas de philosophie. Le nouveau système y porte du moins un remède sérieux.

2° Car dans ce nouveau système, l'examen sera bien plus difficile à passer pour des élèves qui n'auraient fait que des classes de lettres, et qui essaieraient de se présenter à l'examen sans avoir fait leur philosophie ;

3° D'ailleurs que gagneraient-ils à ne pas faire leur année de philosophie, puisqu'ils sont nécessairement obligés, après l'épreuve de rhétorique, d'attendre une année entière avant d'être admis à subir l'épreuve finale pour obtenir leur diplôme de bachelier ès lettres ?

Enfin il faut bien en convenir, il n'y a pas de règlement que l'intérêt mal entendu et la mauvaise foi ne parviennent à élucider. L'import-

tant, c'est de leur laisser pour cela le moins de facilités possible. Or, nous l'avons démontré, c'est là précisément ce que fait le nouveau système.

Indépendamment d'ailleurs, de toutes ces raisons, nous pouvons invoquer encore, en faveur des réformes que nous proposons, je dois le redire en terminant, les autorités les plus graves et les plus compétentes. Ces réformes sont vivement sollicitées par plusieurs Facultés de province, par MM. les professeurs de philosophie des lycées de Paris, par plusieurs des Conseils académiques, notamment par ceux de Toulouse et de Douai, tant on a de toutes parts le vif sentiment de la grandeur du mal et de l'impérieuse nécessité d'y porter remède.

Mais pour rendre ces réformes vraiment utiles et efficaces, et fournir à la jeunesse de nos Ecoles le moyen de passer ces examens dans les meilleures conditions d'âge et de maturité, la Commission, au nom de laquelle j'ai l'honneur de parler, m'a demandé d'insister sur la nécessité de faire disparaître tout d'abord un abus dont les conséquences ont été jusqu'ici désastreuses pour les bonnes études. Il existe, en effet, dans certains lycées et Collèges, des cours ou des classes qui comptent jusqu'à 40, 50 et même 60 et 80 élèves confiés à la direction et à la surveillance d'un seul professeur. Aussi, qu'arrive-t-il le plus souvent ? Le professeur est écrasé de travail, la moitié, les trois-quarts des élèves échappe à toute direction véritable, à tout sérieux contrôle : il n'y a d'exception que pour un tout petit nombre d'élèves laborieux et privilégiés. Pour les autres, les études vont au hasard, et les classes restent encombrées de cette triste foule d'élèves nuls ou incapables, qui en entravent la marche et sont tout à la fois le désespoir des maîtres et le fléau des études.

A ce mal il y a deux remèdes. Il faudrait d'abord poser en règle qu'un professeur n'aura jamais plus de 25 élèves dans les classes de grammaire, et plus de 30 ou 40 dans les classes élevées. Dès qu'une classe dépasse ce chiffre, il faut la dédoubler et lui donner deux professeurs, et plus encore, s'il y a lieu, comme cela peut arriver dans les grands collèges qui comptent pour une seule classe jusqu'à 150 élèves. Il suffit d'indiquer ceci pour comprendre quelle puissante amélioration une telle réforme apportera dans l'ensemble des études.

Ce qui importe en second lieu, c'est de maintenir avec une vigueur inflexible le niveau des examens de passage d'une classe à une autre, et cela pour toutes les classes sans exception. Et pour faire de cet examen une épreuve sérieuse, pour rendre cette sanction puissante et efficace, il faut y mettre le contrôle de la publicité, en permettant, comme en Allemagne, aux parents des élèves et à des personnes notables de contrôler les examens. Cette mesure stimulera l'ardeur des uns, poussera aux abois la paresse des autres, éliminera peu à peu des classes la catégorie désespérante des incapables et des *fruits secs*, établira en pratique comme en principe qu'il n'est plus permis de faire ses classes sans faire ses études, et on arrivera ainsi à former pour les examens finals une génération d'élèves rompus par l'habitude du travail aux plus difficiles épreuves. Et en dehors des grands établissements d'éducation classique, où régnerait cette noble et sévère discipline, il y aurait d'autres établissements d'un autre ordre, où serait donnée une instruction différente, et où seraient recueillis les élèves incapables des hautes études intellectuelles.

Telles sont, Messieurs, les principales dispositions du décret que vous avez commis à notre examen, et que nous vous proposons d'adopter.

Telles sont aussi les difficultés qui se présentent et qu'il importe de résoudre. Pour préparer cette solution en parfaite connaissance de cause, la seconde Commission a proposé l'ajournement de votre décision.

Sur cette proposition, ainsi que pour le fond du décret, et pour la solution des difficultés, la seconde Commission s'en réfère avec une entière confiance à la sagesse et à la parfaite compétence dont le Conseil supérieur donne, chaque jour, dans la discussion de ces difficiles et délicates questions, des preuves éclatantes, auxquelles, pour ma part, je suis heureux de rendre ici un profond hommage.

Circulaire relative aux projets de réforme du Baccalauréat ès lettres.

19 Septembre 1873

Monsieur le Doyen, dans sa dernière session (juin-juillet 1875), le Conseil supérieur de l'Instruction publique a eu à examiner un projet de décret relatif au baccalauréat ès lettres. Ce projet partage l'examen en deux épreuves distinctes : l'une qui serait subie après la rhétorique par les élèves ayant au moins seize ans, et comprendrait les lettres, l'histoire et la géographie, l'autre, qui aurait lieu à une année d'inter-valle, et comprendrait la philosophie, les sciences et les langues vivantes. Cette division avait été approuvée par le Comité consultatif de l'Enseignement public.

Le Conseil supérieur, tout en adoptant, quant au fond, la proposition qui lui était soumise, a cru devoir, en raison de certaines difficultés pratiques, ajourner sa décision. Les motifs de cette résolution sont développés dans le rapport ci-joint de Mgr l'Evêque d'Orléans, rapport qui a servi de base à la délibération, et dont les conclusions ont été adoptées.

Je vous prie, Monsieur le Doyen, d'étudier vous-même, avec le plus grand soin, ce document et de le communiquer à vos collègues. Vous les appellerez à délibérer sur l'utilité de la réforme, et, dans le cas où la Faculté l'approuverait, sur les moyens propres à faire disparaître les obstacles qui ont empêché l'adoption immédiate du projet. Vous aurez à me faire connaître les résultats de ce travail dans un rapport suivi de conclusions. Comme la Faculté des Lettres doit se réunir le 20 octobre pour la seconde session du baccalauréat, vous pourrez, je l'espère, m'envoyer le rapport que je vous demande dans les premiers jours de novembre prochain, car je voudrais connaître vos observations quelques jours avant la réunion du Conseil supérieur, c'est-à-dire avant le 1^{er} novembre, date que le Conseil a fixée, au moment de se séparer, pour la deuxième session.

Décret relatif à l'examen du Baccalauréat ès lettres.

9 Avril 1874

Le Président de la République,

Sur le rapport, etc.,

Vu les articles 16 et 19 du décret du 17 mars 1808 ;

Vu le décret du 27 novembre 1864 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique,

Décrète :

Article premier. — L'examen du baccalauréat ès lettres comprend deux séries d'épreuves :

La première porte sur les lettres et sur les parties de l'histoire et de la géographie enseignées dans le cours des études classiques, jusqu'à la rhétorique inclusivement ;

La deuxième porte sur la philosophie, sur les sciences et sur les parties de l'histoire et de la géographie enseignées dans la classe de philosophie, et sur les langues vivantes.

Art. 2. — Nul ne peut, sauf le cas de dispense, se présenter à l'examen du baccalauréat ès lettres, s'il n'est âgé de 16 ans accomplis.

Les candidats âgés de moins de 19 ans ne peuvent se présenter à l'examen du baccalauréat, épreuve deuxième série, qu'une année après avoir subi avec succès celles de la première série.

Pourra compter pour une année l'intervalle compris entre la session de novembre et celle de juillet :

Le délai d'une année est réduit à trois mois pour les candidats âgés de plus de 19 ans à la date des épreuves de la deuxième série.

Art. 3. — La division des épreuves est obligatoire à dater de novembre 1875, jusque-là, elle est facultative, et les candidats qui se présenteront à la première série des épreuves ne seront interrogés, en ce qui concerne l'histoire et la géographie, que sur les matières actuellement comprises dans le programme de rhétorique.

Décret portant règlement d'administration publique, sur les droits d'examen et de diplôme et sur les conditions d'âge et d'études pour l'admission au grade de bachelier ès lettres.

25 Juillet 1874

Décret du 25 Juillet 1874.

Le Président de la République,

Sur le rapport, etc.,

Vu les articles 16 et 19 du décret du 17 mars 1808 ;

Vu l'article 14 de la loi du 14 juin 1854 ;

Vu le décret du 27 novembre 1864 ;

Vu le décret du 9 avril 1874 ;

Vu l'avis du Conseil supérieure de l'Instruction publique ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Nul ne peut, sauf le cas de dispense, se présenter à l'examen du baccalauréat ès lettres, s'il n'est âgé de seize ans accomplis.

Art. 2. — L'examen pour le baccalauréat ès lettres comprend deux séries d'épreuves.

Art. 3. — Les épreuves de la deuxième série ne peuvent être subies qu'un an après que le candidat a subi avec succès celles de la première série.

L'intervalle compris entre la session d'octobre-novembre et celle de juillet-août compte pour une année.

Le délai d'une année pourra être réduit à trois mois pour les candidats qui auraient dix-neuf ans accomplis à la date des épreuves de la deuxième série.

Art. 4. — Pour le jugement des épreuves de la première série, le jury est formé de trois membres de la Faculté des Lettres. Pour le jugement des épreuves de la seconde série, il est formé de deux membres de la Faculté des Lettres et d'un membre de la Faculté des Sciences.

Art. 5. — Les agrégés des Facultés, et, à défaut, les docteurs désignés annuellement par le Ministre, après avis des doyens et des Recteurs, peuvent être appelés à compléter le jury d'examen.

Il peut, en outre, être adjoint au jury, sur la proposition du Recteur de l'Académie, un examinateur spécial pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

Art. 6. — Les épreuves de chaque série sont les unes écrites, les autres orales.

Art. 7. — Les épreuves écrites de la première série sont :

1° Une version latine.

2° Une composition en latin.

Les deux compositions, corrigées chacune par un membre du jury, sont jugées par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales.

Art. 8. — Les épreuves orales de la première série consistent en explications d'auteurs et en interrogations.

Les explications portent sur des textes des auteurs français, latins et grecs, prescrits dans les lycées pour la classe de rhétorique ; en ce qui touche les auteurs grecs, l'examen ne portera que sur certaines parties de leurs œuvres désignées tous les trois ans par un arrêté ministériel.

Les interrogations portent : 1° sur les parties de l'histoire et de la géographie enseignées en rhétorique dans les lycées ; 2° sur les principales notions de rhétorique et de littérature classique.

Art. 9. — Les épreuves écrites de la seconde série sont :

1° Une composition française sur un sujet de philosophie.

2° La traduction en français d'un texte de la langue vivante.

Les dispositions prescrites par l'article 7 pour la première série le sont également pour la deuxième.

Art. 10. — Les épreuves orales de la seconde série consistent en interrogations: 1° sur les parties de la philosophie, de l'histoire et de la géographie enseignées dans la classe de philosophie des lycées; 2° sur les sciences dans la limite du plan d'études des lycées pour les classes de lettres; 3° sur une langue vivante.

Art. 11. — Toutes les parties de l'examen sont obligatoires.

Soit à l'épreuve écrite, soit à l'épreuve orale, l'ajournement ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération du jury.

Art. 12. — Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier ès sciences sont dispensés de la partie scientifique des épreuves du baccalauréat ès lettres.

Art. 13. — Tout bachelier ès sciences qui aura subi avec succès la première épreuve du baccalauréat ès lettres, et qui aura été déclaré admissible aux épreuves orales de l'examen pour l'Ecole Polytechnique ou l'Ecole militaire de Saint-Cyr, pourra prendre les trois premières inscriptions à la Faculté de Droit ou à la Faculté de Médecine avant d'avoir subi la deuxième épreuve du baccalauréat ès lettres.

Art. 14. — Les droits à percevoir par le trésor pour le baccalauréat ès lettres sont fixés ainsi qu'il suit :

Examens (deux à 30 francs)	60 francs
Certificats d'aptitude (2 à 10 fr.)...	20 —
Diplôme	40 —

Total : 120 francs

Le candidat consignera 40 francs avant la première série d'épreuves et 80 francs avant la deuxième.

Lorsque le candidat est ajourné pour la première série, il lui est remboursé la somme de 10 francs sur les 40 francs qu'il a consignés.

Lorsqu'il est ajourné pour la deuxième série, il lui est remboursé 50 francs sur les 80 francs qu'il a consignés.

Art. 15. — Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Art. 16. — La division des épreuves deviendra obligatoire à dater du 1^{er} octobre 1875.

Jusqu'à cette époque, elle sera facultative; les candidats qui se présenteront à la première série des épreuves ne seront interrogés, en ce qui concerne l'histoire et la géographie, que sur les matières actuellement comprises dans le programme de rhétorique.

Art. 17. — Jusqu'à la fin de l'année scolaire 1874-1875, les candidats au baccalauréat qui auront été ajournés pour la première série pourront, à leur choix, renouveler cette même épreuve ou subir l'examen du baccalauréat en une seule épreuve dans les conditions fixées par les anciens règlements.

Art. 18. — Les candidats qui auront échoué à l'examen du baccalauréat en une seule épreuve pourront, jusqu'en octobre-novembre 1876 inclusivement, subir de nouveau l'examen d'après les règlements des 28 novembre et 19 mars 1870, ou, s'ils le préfèrent, se présenter au baccalauréat en deux épreuves.

Art. 19. — Le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois et au *Journal Officiel*.

Règlement pour le Baccalauréat ès lettres.

25 Juillet 1874

Le Ministre, etc.,

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Arrête :

TITRE PREMIER. — *Sessions d'examens.*

Article premier. — Les Facultés des Lettres procèdent chaque année, en deux sessions, aux examens du baccalauréat ès lettres.

Les examens sont publics.

Les sessions ont lieu : la première à la fin, la seconde au commencement de l'année scolaire.

Une session extraordinaire peut être tenue au mois d'avril. Sont seuls autorisés à s'y présenter : 1° les candidats âgés de vingt ans accomplis ; 2° ceux qui ont subi au moins deux ajournements aux sessions précédentes ; 3° ceux qui se présentent aux Ecoles spéciales du Gouvernement ; ceux qui ont subi avec succès, au mois d'avril précédent, les épreuves de la première série telles qu'elles sont définies par les articles ci-après ; 5° les bacheliers ès sciences.

Nul examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des époques ci-dessus déterminées.

TITRE II. — *Conditions d'admissibilité à l'examen.*

Art. 2. — Tout candidat au baccalauréat ès lettres doit déposer ou faire déposer, dans les délais fixés par l'article 4 ci-après au secrétariat de la Faculté où il a l'intention de subir l'examen, les pièces suivantes :

L'acte de naissance dûment légalisé et constatant qu'il est âgé de seize ans au moins ;

Une demande conforme à la formule ci-jointe (modèles 1, 2 et 3), écrite en entier de la main du candidat, signée de ses nom et prénoms, et, s'il est mineur, visée par le père ou tuteur qui autorise la demande.

Art. 3. — La signature du père ou du tuteur du candidat doit être légalisée par le maire de la commune où il réside.

La signature du candidat, majeur ou mineur, apposée, sera légalisée par le maire.

Art. 4. — Le registre d'inscription est ouvert vingt jours avant l'ouverture de la session, et clos cinq jours avant ladite ouverture.

Il est clos à 6 heures du soir au jour indiqué ci-dessus, comme terme de l'inscription légale.

Art. 5. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 6. — Le secrétaire de la Faculté, après avoir pris préalablement les ordres du doyen et avoir reçu la consignation des droits à acquitter, indique à chaque candidat le jour où il doit subir l'examen.

Art. 7. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe, en présence du secrétaire, sur un registre spécial visé et paraphé par le doyen, une déclaration conforme au modèle n° 4 ci-joint. Le Secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande adressée au Recteur.

Les candidats sont prévenus individuellement des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les lois et d'après les règlements universitaires, les fausses signatures apposées à ces actes, ainsi que toute autre fraude.

TITRE III. — *Forme des examens.*

Article 8. — Lorsque le nombre des candidats l'exige, plusieurs jurys siègent simultanément.

Art. 9. — Les épreuves de la première série ont lieu le même jour, à deux heures d'intervalle.

Les sujets et les textes en sont choisis par le doyen.

Deux heures sont accordées pour la version latine ; quatre heures pour la composition en latin.

Art. 10. — Vingt candidats au plus peuvent subir simultanément l'épreuve écrite. Ils sont placés sous la surveillance constante d'un des membres du jury, qui paraphrase chacune des compositions.

Ils ne peuvent avoir aucune communication au dehors ni entre eux, sous peine d'exclusion, et il n'est laissé à leur disposition d'autres livres que les dictionnaires classiques.

Art. 11. — Il est remis aux candidats, pour écrire leurs compositions, des feuilles à tête imprimée (modèle N^o 5), conformes au modèle ci-joint.

Art. 12. — Dans les épreuves orales du premier examen, les candidats répondent aux questions d'histoire, de géographie, de rhétorique et de littérature classique qui leur sont posées.

Art. 13. — Quatre heures sont accordées pour la composition de la deuxième série, et deux heures pour la traduction en français d'un texte de langue vivante.

Art. 14. — Les dispositions prescrites par les articles 10 et 11 pour la première série le sont également pour la deuxième.

Art. 15. — La durée des épreuves orales dans chaque série d'épreuves est d'une demi-heure pour chaque candidat.

Art. 16. — Les diverses épreuves du baccalauréat ès lettres donnent lieu à des suffrages qui sont distribués de la manière suivante :

EPREUVES ÉCRITES DE LA PREMIÈRE SÉRIE

Version latine	1 suffrage
Composition latine	1 —

EPREUVES ORALES DE LA PREMIÈRE SÉRIE

Explication d'un auteur grec	1 —
Explication d'un auteur latin	1 —
Explication d'un auteur français	1 —
Interrogations sur les principales notions de rhétorique et de littérature classique	1 —
Interrogation sur l'histoire	1 —
Interrogations sur la géographie	1 —

EPREUVES ÉCRITES DE LA SECONDE SÉRIE

Composition de philosophie	2 suffrages
Traduction en français d'un texte de langue vivante	1 —

EPREUVES ORALES DE LA SECONDE SÉRIE

Interrogations sur la philosophie ..	1 —
Interrogations sur les ouvrages de philosophie portés au programme et sur l'histoire et la philosophie....	1 —
Interrogations sur les sciences mathématiques	1 —
Interrogations sur les sciences physiques et naturelles	1 —
Interrogations sur une langue vivante	1 —
Interrogations sur l'histoire et la géographie	1 —

Total : 17 suffrages

Art. 17. — Les suffrages sont exprimés par des chiffres correspondant aux mentions suivantes :

0 : Nul ; 1 : Mal ; 2 : Passable ; 3 : A. Bien ; 4 : Bien ; 5 : T. Bien.

Le certificat d'aptitude est délivré au candidat avec une de ces

quatre notes : passable, assez bien, très bien, résultant de l'ensemble de l'examen.

Art. 18. — L'ajournement est prononcé avant l'épreuve orale si la note mal est attribuée par le jury à l'une des deux compositions écrites, et si la note de l'autre ne paraît pas compenser celle de la première, l'ajournement est également prononcé à chaque examen si deux notes mal ont été données au candidat sur le nombre total des suffrages.

Art. 19. — Le candidat ajourné ne peut se représenter dans le cours de la même session.

TITRE IV. — *Police des examens.*

Art. 20. — Le secrétaire de la Faculté tient les registres des procès-verbaux de chaque série d'épreuves.

Art. 21. — Le président du jury, s'il vient à découvrir quelque fraude, est tenu de porter immédiatement les faits à la connaissance du Doyen et du Recteur, et d'en faire l'objet d'un rapport spécial.

Le Recteur défère sans délai les délinquants au Ministre de l'Instruction publique, qui statue directement et sans recours dans les limites de son autorité disciplinaire, ou suivant la gravité des faits renvoie l'affaire devant le conseil académique du lieu où les épreuves ont été subies. Le Conseil après avoir entendu ou dûment appelé les délinquants, prononce, s'il y a lieu, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine de l'exclusion de toutes les Facultés, à temps ou à toujours. Sa décision peut être déférée au Conseil supérieur.

Art. 22. — Les certificats d'aptitude (modèles 6 et 7) avec les pièces déposées, par les candidats, seront transmis au Recteur pour recevoir son visa. Le Doyen ou le président du jury lui adresse en même temps le procès-verbal de chaque séance signé de tous les juges, et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la forme relative des épreuves. Il y joint les compositions faites par chaque candidat, corrigées et annotées par les membres du jury.

Art. 23. — Si le Recteur estime qu'il y a défaut de forme dans la réception des candidats, il refuse son visa aux certificats d'aptitude et il adresse au Ministre les motifs de son refus, avec les certificats déli-
vrés par le jury.

Art. 24. — Les diplômes, s'il y a lieu, sont conférés par le Ministre dans la forme établie.

Art. 25. — Nul diplôme n'est remis à l'impétrant qu'après que celui-ci a apposé sa signature, tant sur l'acte même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme, ou sur un récépissé qui doit être annexé à ce registre.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du fonctionnaire qui a fait la remise de l'acte est considéré comme sans valeur.

Modèles annexes au règlement du 25 juillet 1874

N° 1

MODELE DE DEMANDE D'ADMISSION A L'EXAMEN POUR LES CANDIDATS MINEURS

Je soussigné
département d , le (2)
présente à M. le Recteur de l'Académie d ,
conformément au règlement du 25 juillet 1874, et en vertu de l'autorisation ci-jointe M. (3) , la demande
d'être admis à la première série des épreuves du baccalauréat devant
la Faculté des Lettres d

A

, le

18

Signature du candidat:

(Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.)

N° 2

MODELE DE L'AUTORISATION DU PERE DE FAMILLE,
DU TUTEUR, ETC.

Je soussigné (4) , domicilié dans la commune de , département d , déclare autoriser mon (5) d'après la demande ci-dessus écrite et signée par lui, à se présenter à la première série des épreuves du baccalauréat devant la Faculté des Lettres d

A , le 18

Signature du père, ou de la mère, ou de l'oncle, ou du frère aîné, ou du tuteur.

(Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.)

- (1) Nom et prénoms.
- (2) Le jour, le mois, l'année.
- (3) Père, mère, oncle, frère aîné, tuteur.
- (4) Nom et prénoms.
- (5) Fils, neveu, frère, pupille.

N° 3

MODELE DE DEMANDE D'ADMISSION A L'EXAMEN
POUR LES CANDIDATS MAJEURS

Je soussigné (1) , né à , département d , le (2) , domicilié à , département d , présente à M. le Recteur de l'Académie d , conformément au règlement du 25 juillet 1874, la demande d'être admis à la première série des épreuves du baccalauréat devant la Faculté des Lettres d

, en vertu de l'extrait de mon acte de naissance que je dépose dans ses mains et qui atteste que je suis majeur, ladite demande écrite et signée par moi par devant M. le Maire de la commune d , où je réside.

A , le 18

Signature du candidat:

(Cette signature doit être légalisée par l'autorité municipale.)

N° 4

MODELE DE FORMULE A TRANSCRIRE PAR LE CANDIDAT MAJEUR
OU MINEUR SUR LE REGISTRE DE LA FACULTE AVANT L'EXAMEN

Je soussigné (3) , né à , département d , déclare me présenter aujourd'hui (5) , le , en vertu des pièces produites par devant M. le Recteur de l'Académie d , aux premières épreuves du baccalauréat devant la Faculté des Lettres d

A , le 18

Signature du candidat:

- (1) Nom et prénom.
- (2) Jour, mois, année.
- (3) Nom et prénoms.
- (4) Jour, mois, année.
- (5) Jour, mois, année.

N° 5

BACCALAURÉAT
ÈS LETTRES

Note
Rang

FACULTE DES LETTRES D

Nom du candidat

M

° Série

Le 18

- 1° Version latine,
Composition latine,
Composition de philosophie,
Traduction en français d'un texte de langue vivante ;
- 2° Le candidat inscrit là ses nom, prénoms, date et lieu de naissance et signe lisiblement à la fin de la copie.

Juillet 1874

N° 6

ACADÉMIE

d

Sessions du Mois
d 18

FACULTE DES LETTRES D

Correspondant aux épreuves de la première série du baccalauréat
ès lettres.

Nous, professeur de la Faculté des Lettres d

En exécution du décret du 17 mars 1808, et conformément aux
décret et arrêté en date du 25 juillet 1874 ;

Attendu que le sieur , né à ,
département d , le 18 ,
candidat aux épreuves de la première série du baccalauréat ès lettres, a
obtenu les notes ci-après, savoir :

NATURE DES QUESTIONS		Nombre SUFFRAGES EXPRIMÉS		
		de suffrages	Notes	Chiffres
EPREUVES ÉCRITES	Version latine	1		
	Composition en latin	1		
EPREUVES ORALES	Explication d'un auteur	Grec	1	
		Latin	1	
		Français	1	
		sur les principales notions de rhétori- que et littérature classique sur l'his- toire	1	
		sur la géographie .	1	
	Total . .		8	
		Moyenne		

Lui avons accordé le présent certificat d'aptitude correspondant
aux épreuves de la première série du baccalauréat ès lettres, avec la
mention

Fait à , le 18

Les Membres du Jury,

Vu : Le Doyen,

Le Secrétaire,

Nous, Recteur de l'Académie d , après nous être assuré
de la capacité et de la bonne conduite du candidat, approuvons le pré-
sent certificat, correspondant aux épreuves de la première partie du
baccalauréat ès lettres.

A , le 18

Académie

N° 7

d

Session du mois
d 18

FACULTE DES LETTRES D

Au grade de bachelier ès lettres.

Nous, Professeurs de la Faculté des Lettres d , assistés
d'un professeur de la Faculté des Sciences d , en exécution
du décret du 17 mars 1808, et conformément aux décret et arrêté en
date du 25 juillet 1874,

Vu le certificat d'aptitude correspondant aux épreuves de la pre-
mière série du baccalauréat ès lettres ci-annexé, revêtu de l'approba-
tion de M. le Recteur de l'Académie d , accordé le
18 au sieur
né à , département d , candidat au
baccalauréat ès lettres ;

Attendu que le sieur
après, savoir :

a obtenu les notes ci-

NATURE DES QUESTIONS		Nombre SUFRAGES EXPRIMÉS de suffrages		Notes	— Chiffres	
EPREUVES ÉCRITES	{	Composition de philosophie....	1			
		Traduction en français d'un texte de langue vivante.....	1			
		Sur la philosophie	1			
EPREUVES ORALES	{	Sur les ouvrages de philosophie portés au pro- gramme et sur l'histoire de la philosophie ..	1			
		Interrogation {	Sur les sciences mathématiques	1		
		Sur les sciences physiques et na- turelles	1			
		Sur une langue vivante	1			
		Sur l'histoire de la géographie..	1			
		Total.....		9		
		Moyenne				

P'avons déclaré digne du grade de bachelier avec la mention

Fait à , le 18

Les Membres du jurys,

Vu : le Doyen,

Le Secrétaire,

Nous, Recteur de l'Académie de après nous être assuré de la capacité et de la bonne conduite du candidat, approuvons le présent certificat, qui sera immédiatement soumis à S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique, à l'effet d'obtenir, s'il y a lieu, sa ratification et la délivrance du diplôme de bachelier ès lettres.

A , le 18

Circulaire relative au remboursement des droits payés pour le baccalauréat.

30 Novembre 1874

Monsieur le Recteur, plusieurs candidats au baccalauréat ès lettres qui n'ont encore subi que la première partie des épreuves, m'ont adressé, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Académie, des demandes en remboursement des droits qu'ils ont soldés. Je ne saurais prendre, quant à présent, une mesure conforme à leur désir.

Il convient de ne pas perdre de vue que les deux séries d'épreuves du baccalauréat constituent un seul examen ; or, pour tous les grades conférés dans les Facultés, il n'est statué sur les demandes de remises qu'après constatation des résultats définitifs de l'examen et sur le vu du relevé détaillé des notes. Il n'y a aucune raison de faire exception pour le baccalauréat ès lettres.

Je vous prie donc de faire savoir aux candidats qui se mettraient en instance auprès de vous pour obtenir le remboursement des frais de la première épreuve, qu'il ne pourra être pris une décision qu'après l'accomplissement des épreuves complémentaires. Vous voudrez bien vous dispenser de me transmettre les demandes irrégulières qui vous parviendraient.

Arrêté relatif à l'épreuve orales des langues vivantes dans l'examen du Baccalauréat ès lettres et du Baccalauréat ès sciences.

26 Décembre 1874

Le Ministre, etc.,

Vu les articles 9 et 10 du décret du 25 juillet 1874 ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Arrête :

Article premier. L'examen du baccalauréat ès lettres, en ce qui concerne l'épreuve orale des langues vivantes, consiste dans les exercices suivants :

Questions sur la grammaire ;

Explication d'un texte ;

Exercice de conversation.

Les candidats qui répondront sur l'allemand devront lire l'écriture cursive.

Art. 2. — (Désigne les textes des auteurs sur lesquels portera l'explication.)

Art. 3. — En s'inscrivant pour la deuxième partie de l'examen du baccalauréat ès lettres, les candidats devront déclarer sur laquelle des quatre langues ci-dessus désignées ils désirent être interrogés (1).

Art. 4. — Les dispositions du présent règlement sont applicables aux épreuves orales du baccalauréat ès sciences.

Décret qui rend applicables, dans les Colonies, les décrets des 9 Avril et 25 Juillet 1874, relatifs au Baccalauréat ès lettres.

2 Avril 1875

Le Président, etc.,

Sur le rapport du Ministre de la Marine et des Colonies ;

Vu les décrets des 23 décembre 1857, 18 novembre et 26 octobre 1871 ;

Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 qui règle la constitution des colonies,

Décète :

Article premier. — Sont déclarées applicables dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et dans les établissements de l'Inde, pour l'obtention des brevets de capacité, destinés à être échangés contre des diplômes de bachelier ès lettres, les dispositions des décrets des 9 avril et 25 juillet 1874 rendus en France pour les examens du baccalauréat ès lettres.

Instruction générale pour l'exécution du Règlement du 25 Juillet 1874 sur le Baccalauréat ès lettres et ès sciences.

7 Juin 1875

Monsieur le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser, sous forme d'instruction générale, les réponses du Comité consultatif aux diverses questions qui m'avaient été soumises au sujet de l'application du nouveau règlement du baccalauréat ès lettres. Je reproduis ces questions l'une après l'autre en les faisant suivre des solutions adoptées.

1° Le candidat peut-il subir la deuxième partie du baccalauréat

(1) Modifié ainsi qu'il suit par un arrêté du 27 mai 1875 :

« En s'inscrivant pour la deuxième partie de l'examen du baccalauréat ès lettres, le candidat devra déclarer sur laquelle des deux langues, anglaise ou allemande, il désire être interrogé.

« Toutefois, le candidat pourra, sur sa demande, être interrogé sur l'italien et sur l'espagnol dans les Académies d'Aix, Bordeaux, Montpellier, Toulouse, où ces deux langues sont enseignées. »

Cette disposition a été complétée par l'arrêté du 10 novembre 1875, qui autorise les candidats aux grades de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences, subissant leurs examens en Algérie, à demander que l'épreuve relative à la connaissance d'une langue vivante porte sur la langue arabe.

ès lettres devant une Faculté autre que celle où il a subi la première partie ?

L'administration laisse à cet égard au candidat une liberté complète. Toute restriction présenterait, en effet, des inconvénients qu'il convient d'éviter. Il doit être entendu toutefois que, dans le cas de déplacement du candidat, les notes obtenues dans la première Faculté seront nécessairement communiquées à la seconde par les soins du Recteur ;

2° Pourra-t-on délivrer les pièces et certificats au demi-bachelier ?

Cette question est résolue par le règlement du 25 juillet 1874. Il est dit, dans ce document, article 17, qu'un certificat d'aptitude, correspondant au premier examen, est délivré au candidat. Cette délivrance est de droit ; elle est particulièrement nécessaire aux candidats, aux Ecoles militaires, surtout en présence des dispositions adoptées par M. le Ministre de la Guerre (1) et à ceux qui se présenteraient aux examens du baccalauréat ès sciences. On y joindra, en cas de besoin, l'acte de naissance.

3° L'arrêté du 26 décembre 1874, relatif aux langues vivantes, est-il applicable à toutes les Académies, ou seulement aux Académies renfermant des Lycées où l'Espagnol et l'Italien sont enseignés ?

L'arrêté spécial du 26 décembre 1874, relatif aux langues vivantes laissait aux candidats à la seconde épreuve du baccalauréat ès lettres une entière liberté d'option. Un nouvel arrêté, en date du 27 mai 1875 marque d'une manière plus expresse les intentions du Conseil supérieur.

En s'inscrivant pour la seconde partie de l'examen, le candidat devra déclarer sur laquelle des deux langues, Anglaise ou Allemande, il désire être interrogé. Toutefois, le candidat pourra, sur sa demande, être interrogé sur l'Italien ou sur l'Espagnol dans les Académies où ces deux langues sont enseignées. L'Anglais et l'Allemand sont donc la règle ; l'Italien et l'Espagnol sont l'exception.

4° Doit-on non seulement interroger sur les ouvrages de philosophie et sur l'histoire de la philosophie, mais encore faire expliquer les ouvrages ?

Il serait sans doute désirable que, dans les classes de philosophie, les ouvrages grecs et latins prescrits par le programme fussent étudiés dans le texte même. On pourra, dans la seconde partie des épreuves du baccalauréat, chercher à s'assurer, par voix d'interrogation, que ces textes sont connus des candidats ; mais en les leur faisant expliquer, on modifierait le caractère spécial de l'examen, et il y aurait là une répétition de la première épreuve, qui porte sur les textes grecs et latins.

5° Dans les épreuves du baccalauréat complet, faut-il faire expliquer les auteurs grecs, latins et français, indiqués par l'ancien programme, ou ceux qu'indique le nouveau programme de la deuxième partie du baccalauréat scindé et qui sont les seuls qu'on étudie en philosophie ?

La question est résolue par l'article 18 du décret du 25 juillet 1874. Aux termes de cet article, les candidats qui auront échoué à l'examen du baccalauréat en une seule épreuve pourront subir de nouveau cet examen, d'après les règlements des 28 novembre 1864 et 19 mars 1870, jusqu'en novembre 1876 ou, s'ils le préfèrent, se présenter au baccalauréat en deux épreuves.

Ces différences inévitables dans les programmes sont heureusement temporaires. Les listes d'auteurs de l'ancien et du nouveau programme ne sont pas d'ailleurs si divergentes que la préparation pour le second ne puisse servir utilement pour le premier.

(1) Il est attribué un avantage de cinquante points dans les concours de l'Ecole polytechnique au candidat pourvu du certificat constatant qu'il a subi avec succès la première partie du baccalauréat ès lettres scindé.

A partir de 1878, un avantage de vingt-cinq points, en sus, sera attribué au candidat qui produira le diplôme complet (dépêches du Ministre de la Guerre des 24 février et 16 mars 1875).

6° Un candidat peut-il être admis par compensation, s'il a obtenu la note nul dans l'une des parties de l'examen ?

Question résolue par l'article 11 du décret du 25 juillet. Il y est dit, en effet, que toutes les parties de l'examen sont obligatoires ; la note nul entraîne donc l'ajournement du candidat, mais après délibération du jury.

7° La liste des auteurs grecs, fixée par l'arrêté du 14 juillet 1874, n'est-elle applicable qu'aux candidats du baccalauréat scindé ?

Cette question est déjà traitée au paragraphe 5 de la présente circulaire.

8° Les langues vivantes seront-elles demandées à tous les candidats indistinctement, ou seulement à ceux d'entre eux qui se présentent pour la deuxième partie de l'examen ?

Le régime des épreuves du baccalauréat n'est pas modifié pour les élèves qui subissent le baccalauréat complet dans les conditions précédemment indiquées (paragraphe 5) ; les langues vivantes ne sont exigées que dans la seconde partie de l'examen du baccalauréat scindé.

9° Quel examen aura à subir le candidat bachelier ès sciences qui se présente aux épreuves du baccalauréat ès lettres.

Il y aura lieu nécessairement de le dispenser, à la seconde partie de l'examen du baccalauréat ès lettres, de toutes les épreuves scientifiques ; son titre de bachelier ès sciences l'en affranchit.

10° Comment doivent être interprétés ces mots : « Jusqu'à la fin de l'année scolaire 1874-1875... » par lesquels débute l'article 17 du décret du 25 juillet 1874 ?

L'année scolaire expire au mois d'août. Cependant, la session de novembre étant spécialement réservée aux élèves qui n'étaient pas en mesure de se présenter à la session précédente et à ceux qui auraient échoué dans cette même session, il a paru équitable d'entendre l'article susvisé dans son sens le plus libéral.

À la suite de ces questions se place un vœu auquel je dois répondre. On désirerait que le programme, pour les principales notions de rhétorique et de littérature classique, fût défini. Mais on ne prend pas garde que la Faculté est tenue de se référer, dans ses interrogations, au plan d'études des Lycées. Or, il est prescrit aux professeurs de l'enseignement secondaire d'accompagner toute explication, grecque, latine ou française, des notions de rhétorique, de littérature et d'histoire, nécessaires pour l'intelligence des auteurs. Le cercle des questions posées au baccalauréat est ainsi tracé par le plan d'études.

L'article 16 de l'arrêté du 25 juillet 1874, en mentionnant les « interrogations sur les principales notions de rhétorique » n'ajoute rien d'ailleurs aux exigences de l'arrêté de 1864 ; il se borne à préciser un fait acquis : la connaissance nécessaire desdites notions. J'ajoute que le plan d'études déjà cité débute au chapitre de la rhétorique par ces mots : « Notions principales de rhétorique. » Il y a donc accord intime entre le plan et l'arrêté ; il n'y a pas innovation.

Quant aux « interrogations sur les principales notions de littérature classique » (art. 16 de l'arrêté du 25 juillet 1874), elles ont toujours été exigées. Le règlement de 1864 dit expressément à propos de l'explication des auteurs prescrits pour la classe de rhétorique, que « le candidat doit répondre aux questions de littérature et d'histoire qui se rattacheront naturellement à cette explication ». Du reste, ces questions doivent être limitées aux objets qu'il n'est pas permis à un candidat d'ignorer, lorsqu'il se présente à l'examen après des études sérieuses.

L'application du nouveau règlement pour le baccalauréat ès lettres a suscité également plusieurs questions qui se rattachent à l'examen du baccalauréat ès sciences.

On demande si le candidat reçu à la première partie du baccalauréat ès lettres scindé, et qui se présente au baccalauréat ès sciences complet, sera dispensé des épreuves littéraires. Quelles seront celles de ces épreuves qu'il n'aura pas à subir, et, sur quelle partie du programme d'histoire et de géographie il ne sera pas interrogé.

L'arrêté du 25 mars 1865, relatif à l'examen du baccalauréat ès

sciences, présente les dispositions suivantes pour les matières littéraires de l'examen.

L'épreuve écrite comprend :

1° Une version latine de la force de celles qu'on donne dans la classe de mathématiques élémentaires, deuxième année ;

2° L'épreuve orale commence par l'explication à livre ouvert d'un auteur latin et d'un auteur français indiqués au candidat par le président du jury, parmi les auteurs prescrits pour la classe de mathématiques élémentaires, deuxième année ;

3° Le candidat est, en outre, interrogé sur une langue vivante (Anglais, Allemand, Italien, Espagnol) ;

4° Des questions sont posées sur l'histoire et la géographie et sur la philosophie. (Cet enseignement en mathématiques élémentaires comprend le résumé des cours d'histoire et de géographie des classes de rhétorique et de philosophie, ainsi que le résumé du cours de philosophie.)

Mais le même règlement, en son article 25, porte ce qui suit :

« Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier ès lettres sont dispensés de la partie littéraire des épreuves du baccalauréat ès sciences. »

Le candidat qui produit le diplôme de bachelier ès lettres complet est donc dispensé de toute épreuve littéraire.

Quant aux candidats qui ne produiront que le certificat d'aptitude pour la première partie de l'examen du baccalauréat ès lettres, ils seront dispensés des épreuves littéraires du programme de cette première partie, c'est-à-dire de la version latine, de l'explication des auteurs latins et français, du résumé du cours d'histoire et de géographie qui correspond à la rhétorique. Mais ils seront interrogés sur le résumé du cours d'histoire et de géographie qui correspond à la classe de philosophie ; sur le résumé du cours de philosophie de la classe de mathématiques élémentaires et sur les langues vivantes.

Pour l'histoire et la géographie, les Facultés sont invitées à renfermer, en 1875, les questions posées aux candidats dans les limites et le résumé des questions communes aux programmes de 1865 et de 1874 ; à partir de juillet 1876, les questions seront circonscrites dans les limites du plan d'études du 23 juillet 1874.

Pour la philosophie, les candidats seront interrogés, à leur choix, sur les questions communes à l'ancien et au nouveau programme, ou sur le résumé du programme de 1865.

Quant aux langues vivantes, les conditions de l'épreuve orale que les candidats ont à subir sont déterminées par les arrêtés du 26 décembre 1874 et du 27 mai 1875.

Enfin, on a demandé si le certificat d'aptitude, correspondant à la première partie des épreuves du baccalauréat ès lettres scindé peut tenir lieu de certificat de grammaire pour prendre des instructions d'officier de santé et de pharmacien de deuxième classe. L'affirmative ne peut être douteuse. Le candidat qui a subi avec succès, après la classe de rhétorique, les épreuves prescrites par le règlement de 1874 présente des garanties de savoir supérieures à celles que peut offrir le certificat.

Le baccalauréat et loi relative à la liberté de l'enseignement supérieur.

12 Juillet 1875

Art. 13.

Le baccalauréat ès lettres et le baccalauréat ès sciences resteront exclusivement conférés par les Facultés de l'Etat (1).

(1) Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. le Comte Jaubert, relative à la liberté de l'enseignement supérieur, par M. Edouard Laboulaye, membre de l'Assemblée Nationale.

Le projet de la Commission extra-parlementaire de 1870, projet repris par M. le Comte Jaubert et soumis à l'Assemblée, établissait, nous l'avons dit, un jury spécial

Décret portant Règlement d'administration publique, modifiant les conditions d'études exigées des aspirants au grade de pharmacien de deuxième classe.

14 Juillet 1875

Art. 2. — Avant de prendre leur première inscription, soit de stage, soit de scolarité, les aspirants devront produire un certificat, délivré par le Recteur de l'Académie, constatant qu'ils ont justifié, devant un jury constitué à cet effet, des connaissances enseignées dans les classes de quatrième des Lycées.

Règlement concernant l'épreuve des langues vivantes dans les examens subis en Algérie par les candidats aux grades de bacheliers ès lettres et de bachelier ès sciences.

10 Novembre 1875

Le Ministre, etc.,

Vu les arrêtés des 26 décembre 1874 et 27 mai 1875 ;

Vu le vœu émis par le Conseil du Gouvernement de l'Algérie, le 27 mai 1875,

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Arrête :

Article premier. — Les candidats aux grades de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences, qui subiront leurs examens en Algérie pourront demander que l'épreuve relative à la connaissance d'une langue vivante porte sur la langue arabe.

L'épreuve écrite pour l'un et l'autre baccalauréat devra, dans ce cas, porter sur un texte en arabe littéraire.

Art. 2. — Les épreuves orales comprendront :

- 1° Des questions sur la grammaire ;
- 2° L'explication, à livre ouvert, d'un texte pris dans les morceaux choisis des Mille et une Nuits et dans les Fables de Bidpay ;
- 3° Des exercices de conversation en langue vulgaire.

pour les examens de l'enseignement supérieur ; mais il exceptait de ces examens la collation des grades de bacheliers ès lettres et de bacheliers ès sciences.

La commission de 1870 avait considéré que le baccalauréat, couronnement de l'enseignement secondaire, n'appartenait en rien à l'enseignement supérieur. Les Facultés de l'Etat jouent ici le rôle d'un jury spécial : elles n'ont pas instruit les candidats, elles n'examinent point sur ce qu'elles enseignent. L'enseignement secondaire a eu une bonne fortune qui manque à l'enseignement supérieur : il a trouvé, en dehors et au-dessus de lui, un corps de professeurs, familier avec les études classiques et les sciences, et complètement étranger aux querelles et aux jalousies qui troublent une sphère inférieure.

En examinant les candidats au baccalauréat, les professeurs de Faculté ne sont pas des rivaux intéressés, ce sont des juges, juges impartiaux, éclairés et respectés de tous. On ne voit donc pas, disait la commission de 1870, pourquoi l'Etat changerait un système généralement accepté, pour conférer aux Facultés libres des Sciences et des Lettres le droit de faire des bacheliers ; ce n'est pas là une conséquence de la liberté d'enseignement. Les candidats au baccalauréat n'appartiennent par aucun lien aux Facultés.

N'ayant pas accepté la création d'un jury spécial, nous n'avions pas à prendre parti dans cette question, au moins comme législateurs ; mais le sujet ayant été longuement discuté dans notre Commission, il nous a paru convenable de déclarer qu'aux yeux de la majorité la collation du baccalauréat ne faisait point partie des droits de l'enseignement supérieur. Du reste, nous n'avons pas la prétention d'enchaîner l'avenir. Quand il y aura des Universités libres fortement constituées, nos successeurs aviseront. On peut soutenir sans doute que les Facultés libres des Sciences et des Lettres sont aussi capables de conférer le baccalauréat que le sont les Facultés de l'Etat ; on peut dire qu'il se formera autour d'elles des établissements libres d'enseignement secondaire, et que ces établissements rencontreront dans les Facultés libres des juges qu'elles préfèrent ; on peut ajouter que ces Facultés, qui feront peu de licenciés et de docteurs, ne trouveront guère que dans les droits d'examen du baccalauréat les ressources dont elles ont besoin pour prospérer ; toutes ces considérations ont leur prix ; mais, suivant la majorité de la Commission, il n'y a pas là, comme pour les examens d'enseignement supérieur, une raison d'équité qui commande de partager la collation du baccalauréat entre les Facultés libres et les Facultés de l'Etat.

Art. 3. — Les dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus sont applicables à l'examen pour l'obtention du diplôme d'études de l'enseignement secondaire spécial.

Art. 4. — Les candidats au brevet de capacité pour l'enseignement primaire (partie facultative) pourront demander à subir un examen sur l'arabe vulgaire.

Cet examen comprendra :

- 1° Des exercices de conversation ;
- 2° Une question de grammaire ;
- 3° Un thème et une version.

Art. 5. — Le présent règlement sera exécutoire à partir de l'année scolaire 1875-1876.

Décret relatif à la composition des jurys chargés de la collation des grades.

26 Décembre 1875

Le Président de la République,
Sur le rapport, etc.,

FACULTÉ DES LETTRES

BACCALAURÉAT { Première partie : 3 examinateurs.
Deuxième partie : 3 examinateurs (dont un
de la Faculté des Sciences).

Décret supprimant les indemnités allouées aux professeurs de l'enseignement supérieur à titre de droit de présence aux examens.

14 Janvier 1876

Article premier. — A dater du 1^{er} janvier 1876, dans les Facultés de Théologie, de Droit et de Médecine, des Sciences et des Lettres, et dans les Écoles supérieures de pharmacie, les rétributions éventuelles de toute nature, allouées annuellement aux professeurs et agrégés, soit à titre de droit de présence aux examens, soit en proportion du nombre des élèves inscrits, sont et demeurent supprimées.

Art. 2. — Lesdites rétributions et le traitement fixe forment un seul émolument applicable au double service obligatoire de l'enseignement et des examens.

Règlement d'administration publique déterminant les conditions rendant obligatoire le grade de bachelier pour l'obtention des grades de licencié et de docteur dans les Facultés des Sciences.

15 Juillet 1877

TITRE PREMIER. — De la licence ès lettres.

Article premier. — Les candidats à la licence ès sciences mathématiques et à la licence ès sciences physiques doivent être pourvus du diplôme de bacheliers ès sciences complet.

Les candidats à la licence ès sciences naturelles doivent justifier du même grade ou être pourvus des diplômes de bachelier ès lettres et de bachelier ès sciences restreint physiques et naturelles (1).

(1) Il me paraît superflu de justifier la disposition qui autorise les bacheliers ès lettres pourvus, en outre, du baccalauréat ès sciences restreint pour la partie mathématique (baccalauréat ès sciences physiques) à postuler le grade de licencié ès sciences naturelles : cette disposition ne fait que régulariser un état de choses passé depuis longtemps dans la pratique : la plupart des aspirants à cette licence sont, en effet, des docteurs ou des étudiants en médecine, qui désirent trouver un titre spécial à une chaire d'histoire naturelle dans une Faculté ou dans une École de médecine de plein exercice. (Circulaire du 27 août 187.)

Circulaire relative au Certificat d'aptitude correspondant à la première série des épreuves du Baccalauréat ès lettres.

17 Novembre 1877

Monsieur le Recteur, lorsqu'un candidat au grade de bachelier ès lettres ne subit pas les deux séries devant la même Faculté, le certificat d'aptitude au premier examen doit être communiqué à la Faculté où ont lieu les secondes épreuves. Si le candidat est admis, cette dernière Faculté transmet à l'administration centrale le certificat dont il s'agit, en même temps que le certificat correspondant aux secondes épreuves, et se dessaisit par conséquent de tout élément d'information relatif au premier examen.

Ce mode de procéder me paraît défectueux, et il me semble préférable que la Faculté qui admet au grade conserve dans ses archives le premier certificat obtenu par le candidat.

Je vous prie, en conséquences, de vouloir bien inviter M. le Doyen de la Faculté des Lettres à ne vous envoyer désormais qu'une copie certifiée du certificat délivré après la première série d'épreuves.

Décret portant règlement d'administration publique exigeant des aspirants au grade de docteur en médecine le grade de bachelier ès lettres et le diplôme de bachelier ès sciences restreint.

20 Juin 1878

Art. 2. — Les aspirants doivent produire, au moment où ils prennent leur première inscription, le diplôme de bachelier ès lettres et le diplôme de bachelier ès sciences, restreint pour la partie mathématique.

Décret portant règlement d'administration publique créant l'obligation pour les aspirants au titre de pharmacien de première classe d'être pourvus du Baccalauréat.

12 Juillet 1878

Art. 2. — Les aspirants doivent produire, au moment où ils prennent la première inscription, soit de scolarité, soit de stage, le diplôme de bachelier ès lettres ou celui de bachelier ès sciences.

Circulaire pour l'application du Décret du 20 Juin 1878 sur les études des aspirants au grade de docteur en médecine.

20 Novembre 1878

Monsieur le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser un certain nombre d'exemplaires du décret du 20 juin dernier, portant règlement d'administration publique pour les études et les examens des aspirants au doctorat en médecine.

Bien que ce règlement ne puisse recevoir un commencement d'exécution qu'à dater du 1^{er} novembre 1879, et ne doive devenir obligatoire en toutes ses parties qu'en 1885, il me paraît utile de vous en exposer, dès à présent, l'économie, et, pour donner au nouveau décret toute sa signification, de comparer les dispositions qu'il renferme aux prescriptions qui l'ont précédé ; ces dispositions portent sur les points suivants :

1°

2° *Obligation des deux diplômes de bachelier ès lettres et ès sciences dès la première inscription.*

Sous le régime du décret du 23 août 1858, les aspirants au doctorat peuvent prendre la première et la deuxième inscription en médecine avec le seul diplôme de bachelier ès lettres ; ils ont jusqu'à la troisième inscription pour produire le diplôme de bachelier ès sciences. A l'avenir, aux termes de l'article 2, paragraphe 1^{er}, du décret du 20 juin 1878, les candidats seront tenus de produire les deux diplômes au début même de leurs études, c'est-à-dire en prenant la première inscription.

Les considérations qui ont déterminé le Conseil supérieur et le Conseil d'Etat à adopter cet avis peuvent se résumer comme il suit. Le régime de 1858 donnait lieu à des abus maintes fois signalés. Les bacheliers ès lettres candidats au doctorat qui se jugeaient incapables de se préparer au baccalauréat ès sciences dans un délai de six mois s'inscrivaient au titre d'Officier de sante, ce qui leur permettait d'ajourner la justification du baccalauréat ès sciences à un an et quelquefois à deux ans et plus. La préoccupation de cet examen les accompagnait donc pendant une partie notable de leurs études, et il arrivait qu'ils ne parvenaient à le subir avec succès qu'après des échecs répétés. Si, au contraire, ils se proposaient de subir l'épreuve des sciences au terme voulu, après avoir pris régulièrement leurs deux premières inscriptions de doctorat, le premier semestre de leurs études médicales se trouvait compromis par un souci étranger à ces études.

D'autre part, comme ils n'avaient pas acquis en temps utile les connaissances voulues pour suivre avec fruit à la Faculté les cours spéciaux de chimie, de physique et d'histoire naturelle, leur premier examen de fin d'année se ressentait de leur insuffisance, et ils se voyaient fréquemment ajournés au mois de novembre, et de là à un an.

C'est donc à la fois dans l'intérêt des études et dans l'intérêt des candidats que le décret a prescrit l'obligation des deux diplômes à l'époque de la première inscription.

Il est bien entendu, d'ailleurs, que le diplôme de bachelier ès sciences complet doit avoir la même valeur que celui de bachelier ès sciences restreint. Vous aurez à répondre dans ce sens aux questions qui vous seraient soumises à ce sujet par les chefs d'établissements et par les familles.

Règlement concernant les bourses de pharmacie de 1^{re} classe.

20 Novembre 1879

Art. 4. — Les candidats pourvus du grade de bachelier ès lettres ou de bachelier ès sciences complet, qui ont été admis à ces grades avec la note *Bien*, pourront obtenir une bourse de première année.

Loi relative aux pouvoirs du Conseil supérieur de l'Instruction publique en ce qui concerne les programmes et les examens.

27 Février 1880

TITRE PREMIER. — Du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Art. 5. — Sur les programmes, méthodes d'enseignement, modes d'examens, réglemens administratifs et disciplinaires relatifs aux Ecoles publiques, déjà étudiés par la Section permanente ;
Sur les réglemens relatifs aux examens et à la collation des grades ;

Art. 6. — Un décret, rendu en forme des réglemens d'administration publique, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique, détermine le tarif des droits d'inscription, d'examen et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades, ainsi que les conditions d'âge pour l'admission aux grades.

Circulaire relative aux équivalences de grades demandées par les élèves de l'Ecole de Médecine de Bucharest.

28 Février 1880

Monsieur le Recteur, aux termes d'un arrêté en date du 11 juillet 1866, les élèves de l'Ecole de Médecine de Bucharest, assimilés précédemment aux élèves des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie (arrêté du 23 novembre 1857), sont autorisés à prendre douze inscriptions dans nos Facultés, sous la réserve qu'ils justifieront de titres émanant des autorités scolaires de leur pays pouvant être consi-

dérés comme équivalents aux diplômes français de bachelier ès sciences restreint. Ces étudiants sont, en outre, assujettis au paiement des droits exigés de nos nationaux. L'article 3 de l'arrêté du 11 juillet 1866, dans le but de prévenir les fraudes, spécifiait que les certificats d'études et d'inscriptions produits par les étudiants de Bucharest devaient être revêtus de la signature du directeur de l'Ecole, du timbre de ladite Ecole, et, en outre, visés et certifiés véritables par le Consul général de France.

M. l'Agent de Roumanie m'a exprimé le désir, au nom de son Gouvernement, que la régularité des titres produits par ses compatriotes soit rigoureusement constatée.

Pour éviter, dans l'avenir, les doutes qui pourraient s'élever au sujet de la valeur de ces documents, je crois devoir vous rappeler les dispositions réglementaires exigées en Roumanie pour obtenir le diplôme correspondant au grade de bachelier délivré par nos Facultés.

Ce titre académique a été institué en Roumanie le 15-27 septembre 1867.

L'élève qui veut obtenir le diplôme de bachelier doit préalablement passer un examen satisfaisant de ses études gymnasiales.

Seuls, les élèves qui ont obtenu le diplôme de bachelier de l'une des deux Universités de Roumanie, celle de Bucharest ou celle de Jassy, ont le droit de se faire inscrire pour suivre les cours des différentes Facultés.

De 1867 à 1873, les diplômes de bachelier ont été délivrés au nom de Son Altesse le Prince de Roumanie ; ils sont revêtus du sceau de l'Ecole où l'élève a terminé ses études gymnasiales, ainsi que de la signature du directeur de cette Ecole et de celle du Recteur de l'Université de Jassy. Ces diplômes sont, en outre, visés par le Ministre de l'Instruction publique et signés par le candidat.

De 1873 à 1874, ces diplômes, délivrés également au nom de Son Altesse le Prince de Roumanie, ont été revêtus du sceau de l'Ecole et seulement de la signature du Recteur de l'une des deux Universités et de celle du candidat qui a subi l'examen ; ils sont de même visés par le Ministre de l'Instruction publique.

De 1874 à 1876, les diplômes de bachelier ont été délivrés au nom du Ministère de l'Instruction publique : ils sont revêtus de la signature du Recteur de l'une des deux Universités de Roumanie et de celle du candidat qui a passé l'examen.

Deuis le mois de Septembre 1876, ces diplômes sont de nouveau délivrés au nom de Son Altesse le Prince de Roumanie et signés par le Recteur de l'une des Universités de Bucharest ou de Jassy, ils sont visés par le Ministre de l'Instruction publique et portent aussi la signature du titulaire.

Tout étudiant roumain doit, lorsqu'il passe un examen de licence ou doctorat, produire, par-devant les autorités chargées de l'examen, son acte de naissance, ses inscriptions et son diplôme de bachelier en original.

Je vous prie de vouloir bien faire connaître ces dispositions particulières à MM. les Doyens et Directeurs des Etablissements d'enseignement supérieur de votre ressort académique, et de veiller personnellement à ce que les titres dont il s'agit ne puissent être acceptés par nos Facultés qu'autant qu'ils présenteraient toutes les garanties officielles qui viennent d'être énumérées.

Loi interdisant à l'enseignement supérieur libre de délivrer des certificats d'études portant le titre de Baccalauréat.

19 Mai 1880

Art. 4. — Les établissements libres d'enseignement supérieur ne pourront, en aucun cas, prendre le titre d'université.

Les certificats d'études qu'on y jugera à propos de décerner aux élèves ne pourront porter les titres de baccalauréat, de licence ou de doctorat.

Art. 5. — Les titres ou grades universitaires ne peuvent être attribués qu'aux personnes qui les ont obtenus après les examens ou les concours réglementaires subis devant les professeurs ou les jurys de l'Etat (1).

Arrêté exigeant des maîtres auxiliaires des Lycées le grade de bachelier ès lettres ou ès sciences complet.

29 Mai 1880

Ils doivent être agés de dix-huit ans au moins et trente ans au plus et pourvus du baccalauréat ès lettres ou baccalauréat ès sciences complet.

VIII. — LE RÉGIME DE 1880 (1880-1889).

Décret concernant l'examen du Baccalauréat ès lettres. (2)

19 Juin 1880

Le Président de la République ;

Sur le rapport, etc. ;

Vu les articles 16 et 19 du décret du 17 mars 1808 ;

Vu le décret du 27 novembre 1864 ;

(1) EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI RELATIF A LA LIBERTE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRESENTE PAR M. JULES FERRY, MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS.

L'abus que nous voulons réprimer par l'article 5, est flagrant; des étrangers et même des Français gradués à l'étranger s'attribuent, dans notre pays, des titres à l'aide desquels ils surprennent la confiance publique. S'il est admis qu'en vertu de l'article 78 de la loi du 15 mars 1850 et des dispositions du décret conforme du 5 décembre de la même année, des équivalences de grades et des autorisations d'enseigner, générales ou limitées peuvent être accordées à des étrangers, le Conseil supérieur de l'Instruction publique, entendu, il devient nécessaire de mettre un terme à des usurpations de grades ou de titres qui portent atteinte à l'ordre public.

(2) RAPPORT FAIT AU CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE AU NOM DE LA COMMISSION CHARGÉE DE L'ÉTUDE DU PROJET DE DÉCRET SUR LE BACCALAURÉAT ÈS LETTRES, PAR M. LEBAGUE, MEMBRE DU CONSEIL.

Messieurs, la Commission que vous avez nommée pour l'étude des réformes scolaires, et qui vient d'achever sa tâche délicate et laborieuse, était chargée en même temps d'étudier le nouveau projet de décret relatif au baccalauréat ès lettres. J'ai l'honneur de vous soumettre le résultat des délibérations.

Le baccalauréat ès lettres a été l'objet, dans ces derniers temps, de longues et graves controverses: une foule de propositions ont surgi, les uns voulant réduire cet examen à un minimum qui entraînerait bientôt la déchéance de l'enseignement secondaire, les autres tendant à l'élever à une hauteur qui le rendrait inaccessible même aux plus méritants. Le projet actuel se tient à une égale distance des solutions extrêmes.

Prenant pour point de départ le décret du 25 juillet 1874, il s'est appliqué, d'un côté, à le mettre en harmonie avec l'esprit des réformes scolaires, de l'autre à y introduire toutes les améliorations propres à faire du baccalauréat ce qu'il doit être avant tout, une constatation d'études qui soit logique, équitable et sincère.

C'est d'après ces principes que la Section permanente a donné son approbation au projet; c'est à ce même point de vue que votre commission s'est placée, à son tour, pour l'examiner et le parfaire. Je me bornerai donc à l'énumération motivée des dispositions nouvelles du projet amendé, énumération que je m'efforcerai de faire aussi rapide et aussi claire que le comporte un sujet grave et complexe.

Le principe d'une double série d'épreuves subies à une année d'intervalle ayant été admis sans conteste, la Commission est entrée de plain-pied dans les détails de l'application. Tout d'abord, elle a reconnu, d'accord avec le projet, la nécessité de trois épreuves écrites pour l'examen de la première série ou examen de rhétorique; à savoir: une version latine, une composition française, un thème allemand ou anglais.

Ce sont là trois innovations. Je dis trois, Messieurs: car la version latine devra être faite désormais dans des conditions nouvelles. Le candidat, mis en présence d'un texte dicté, n'aura plus le secours des gros dictionnaires, trop riches, a-t-on dit, en renseignements grammaticaux et en exemples; il sera réduit à l'usage d'un simple vocabulaire ou lexique, donnant sans commentaire les acceptions principales de chaque mot. Sa réflexion fera le reste. Cette mesure a paru raisonnable et probante à presque tous les membres de la Commission, y compris l'auteur d'un gros dictionnaire.

Vu les décrets du 9 avril et 25 juillet 1874 ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Décrète :

Article premier. — Nul ne peut, sauf le cas de dispense, se présenter à l'examen du baccalauréat ès lettres, s'il n'est âgé de seize ans accomplis.

Quant au discours latin, il a vécu. La Commission, en me nommant son rapporteur, m'a fait un honneur insigne, et je l'en remercie ; mais peut-être, sans le vouloir, a-t-elle été un peu bien cruelle en me chargeant de notifier cet arrêt de mort que, dans ma vieille foi classique je me flattais de pouvoir conjurer. Toujours est-il que le discours latin, ou, pour parler plus exactement, la composition latine, a dû céder la place à une composition française. Ce n'est pas que cette dernière épreuve ait été admise sans réclamation. On a soutenu et démontré qu'elle était loin d'offrir la garantie d'un critérium infallible ; on a rappelé qu'il y a quelque vingt ans elle avait été, elle aussi, condamnée à disparaître, sur les conclusions conformes de toutes les Facultés. Néanmoins il a fallu se rendre à des raisons d'un certain poids.

Les professeurs de l'enseignement supérieur ont prouvé sans peine qu'une seule composition littéraire faisait la part trop belle au hasard, et que deux épreuves écrites pouvaient se servir de contrôle réciproque. De leur côté, les professeurs de l'enseignement secondaire ont fait remarquer qu'avec l'unique épreuve de la version latine, les élèves de seconde seraient tentés d'affronter l'examen sans trop redouter l'insuccès, et qu'en définitive une composition française sur un sujet de littérature ou d'histoire impliquait, sinon la certitude, du moins la présomption d'un cours régulier de rhétorique. Enfin, la composition française répondait mieux à l'esprit des nouvelles méthodes d'enseignement. Ces considérations ont déterminé le vote.

Sur l'épreuve écrite de langues vivantes, le Conseil remarquera deux choses. D'abord, le thème a été substitué à la version ; ce thème fait d'ailleurs avec un simple lexique est, de l'avis de tous, un moyen infiniment plus sûr de constater l'instruction des candidats. En second lieu, la composition allemande ou anglaise qui, dans le programme actuel, appartient à l'examen de philosophie, est rattachée par le nouveau projet à l'examen de rhétorique. Malgré quelques objections, la Commission a approuvé ce changement : elle a compris qu'il y avait un grave inconvénient à reculer jusqu'à l'examen final l'épreuve, soit écrite, soit orale, des langues vivantes, la plupart des candidats ne s'en préoccupant que l'année même où elle devait avoir sa sanction, et cela au préjudice des travaux importants qu'exigent l'étude de la philosophie et la revision de l'enseignement scientifique.

Les épreuves orales de la première série gardent, dans le projet, le caractère qu'elles ont eu jusqu'à ce jour. Cependant l'explication des textes devant porter dorénavant sur les auteurs français, latins et grecs prescrits pour les classes de troisième, de seconde et de rhétorique, il a paru que c'était là un champ bien vaste, et qu'en exigeant trop, on s'exposait à ne rien obtenir. Aussi a-t-il décidé que, conformément à une pratique usitée dans d'autres examens, le candidat pourrait désigner, pour chaque classe et pour chaque langue, le prosateur et le poète sur lesquels il désirerait être interrogé, ce qui porte à vingt-quatre le nombre des ouvrages qui seront le fond de l'explication orale. Ce chiffre ne paraîtra pas excessif, si l'on songe à l'importance que l'interprétation et l'analyse des textes doivent prendre à l'avenir dans nos classes, et la variété des matières permettra à l'examineur de mieux s'assurer que la préparation de l'examen a été ce qu'il faut qu'elle soit, progressive, méthodique, intelligente.

Pour les épreuves de la seconde série, deux additions importantes ont été faites au projet, l'une ayant trait à la partie écrite, l'autre à la partie orale de l'examen.

Sur la proposition d'un de ses membres, et après un assez long débat, la Commission a arrêté qu'une composition scientifique serait ajoutée à la dissertation de philosophie. Dix voix contre cinq ont cru devoir accorder cette légitime satisfaction aux professeurs de sciences, qui la réclament depuis longtemps ; mais il a été bien entendu que le sujet, pris dans le programme scientifique de la classe de philosophie, aurait un caractère général, et qu'en outre le coefficient de cette composition serait inférieur de moitié à celui de la dissertation.

De leur côté, les langues anciennes ont réclamé une compensation aux pertes qu'elles craignent d'avoir à supporter dans la future organisation des études, réclamation d'ailleurs bien modeste, et à laquelle la Commission s'est empressée de faire droit. A l'occasion des interrogations sur les ouvrages portés au programme de philosophie, les auteurs grecs et latins devront être expliqués dans le texte même. Ainsi, l'antiquité classique n'aura pas entièrement perdu son droit de suffrage à un moment où les résultats d'un enseignement foncièrement classique seront appréciés dans un jugement définitif.

Les différentes additions que nous vous proposons pour l'examen oral de la première et de la seconde série ont pour conséquence nécessaire d'en augmenter la

Art. 2. — L'examen pour le baccalauréat ès lettres comprend deux séries d'épreuves.

Art. 3. — Les épreuves de la deuxième série ne peuvent être subies

durée; il a semblé à la Commission que ce n'était pas trop de trois quarts d'heure pour satisfaire aux exigences du nouveau programme.

Quant à l'ensemble des dispositions qui modifient plus ou moins sensiblement l'état présent des choses, il ne saurait être d'une exécution immédiate: de ces dispositions, les unes sont applicables à la session de juillet 1881, les autres à celle de 1883. D'ici là, bien des candidats futurs, engagés peut-être en ce moment dans une fausse route, sentiront la nécessité de donner à leurs travaux une direction meilleure; ils comprendront qu'ils n'ont plus guère à compter sur les recettes empiriques des manuels, mais que le moyen le plus sûr, comme le plus honorable de succès, est dans les procédés rationnels d'un enseignement substantiel et suivi.

Je ne dois pas oublier, Messieurs, qu'une dernière proposition a été faite à la Commission; elle tendait à élargir le cercle de l'examen pour les candidats de bonne volonté, en leur offrant la ressource d'une interrogation supplémentaire sur des matières facultatives. Cette proposition, dont l'effet serait d'encourager les aptitudes spéciales et les vocations diverses, sans dispenser de l'obligation commune des connaissances fondamentales, a été accueillie par une faveur unanime. Toutefois, elle a paru, du moins quant à présent, d'une pratique difficile. La Commission s'est contentée de l'appliquer, dans un article additionnel, à l'épreuve de langues vivantes. Mais elle s'applaudit d'avoir ainsi consacré un principe excellent en soi, et d'avoir ouvert une voie qui, en se prolongeant peu à peu, pourrait aboutir plus tard soit à la création d'un baccalauréat supérieur, soit à la transformation de la licence. Dans un cas comme dans l'autre, un véritable progrès serait réalisé.

Telles sont, au point de vue pédagogique, les modifications que la Commission a cru devoir apporter au projet de décret, afin de mieux en préciser l'esprit. C'est dans la même intention qu'elle s'est arrêtée sur deux autres points, ceux-là d'un caractère plus particulièrement administratif.

Le dernier paragraphe de l'article 3 du projet dit que le délai d'une année pourra être réduit à trois mois pour les candidats qui auraient dix-neuf ans accomplis à la date des épreuves de la seconde série. A l'unanimité, la Commission a été d'avis d'interdire cette tolérance. En effet, elle n'a pu raisonnablement admettre qu'un candidat, même un candidat de vingt ans, pût en trois mois étudier fructueusement tout ce qui a fait l'objet du cours de philosophie. Quant à l'argument du volontariat, qui a été non pas invoqué, mais simplement mentionné, il ne saurait prévaloir contre un intérêt d'ordre supérieur, l'ordre général des études.

Appelée à reviser l'arrêté du 25 juillet 1874, qui commente et applique le décret du même jour, la Commission s'est trouvée en présence d'une disposition encore plus abusive. Un des paragraphes de l'article premier, vous le savez, autorise une session extraordinaire au mois d'avril de chaque année, et il déclare aptes à s'y présenter:

1° Les candidats âgés de vingt ans accomplis;

2° Ceux qui ont subi au moins deux ajournements aux sessions précédentes;

3° Ceux qui se présentent aux Ecoles spéciales du Gouvernement;

4° Ceux qui ont subi, avec succès, au mois d'avril précédent, les épreuves de la première série;

5° Les bacheliers ès sciences.

Là encore il y a eu quasi-unanimité dans la Commission pour demander la suppression de ce paragraphe.

Les examens de Pâques occasionnent dans les classes une désertion momentanée ou définitive, et deviennent par là même une cause de désorganisation dans l'enseignement.

D'autre part, le nombre des cas exceptionnels, énumérés par l'arrêté, est tel qu'il tourne presque en règle générale. Enfin, ce qui augmente encore la quantité et la gravité des exceptions, c'est la déclaration souvent mensongère des candidats qui, pour se dérober aux conditions des examens réglementaires, s'autorisent d'une inscription qu'ils n'ont prise que pour la forme aux concours des Ecoles spéciales. La Commission a jugé qu'il était urgent de fermer, par une interdiction absolue, une porte restée trop longtemps ouverte à l'extrême médiocrité, à la paresse et à la supercherie.

L'ensemble des mesures que nous vous proposons est-il trop rigoureux? Nous ne le pensons pas. Pendant quelques années peut-être le nombre des bacheliers sera moindre, mais ils seront meilleurs, et c'est là ce qui importe. En conséquence, Messieurs, nous vous demandons d'approuver le dispositif du projet, tel qu'il vous est présenté. Vous ferez ainsi que l'examen du baccalauréat ès lettres soit vraiment la sanction d'études régulièrement, honnêtement faites; vous déjouerez, autant qu'il est possible, les calculs et les expédients de ces préparations hâtives, artificielles, mal-saines, déloyales même, qui enlèvent au diplôme de bachelier sa valeur réelle et sa valeur morale, et qui trop souvent, il faut bien le dire, habituent la jeunesse à se fier de deux grandes et respectables choses, la science et la conscience.

qu'un an après que le candidat a subi avec succès celles de la première série.

Il ne pourra être accordé aucune dispense.

L'intervalle compris entre la session d'octobre-novembre et celle de juillet-août compte pour une année.

Art. 4. — Pour le jugement des épreuves de la première série, le jury est formé de trois membres de la Faculté des Lettres. Pour le jugement des épreuves de la seconde série, il est formé de deux membres de la Faculté des Lettres et d'un membre de la Faculté des Sciences.

Art. 5. — Les agrégés des Facultés, et, à leur défaut, des docteurs désignés annuellement par le Ministre, après avis des doyens et du Recteur, peuvent être appelés à faire partie du jury d'examen.

Il peut en outre être adjoint au jury, sur la proposition du Recteur de l'Académie, un examinateur spécial pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

Art. 6. — Les épreuves de chaque série sont les unes écrites, les autres orales.

Art. 7. — Les épreuves écrites de la première série sont :

1° Une version latine.

A partir de la session juillet-août 1883, cette version sera faite sans dictionnaire, à l'aide de lexiques ou vocabulaires mis à la disposition des candidats par les Facultés.

2° Une composition française sur un sujet de littérature ou d'histoire.

Pour cette composition, l'usage de tout livre et dictionnaire est interdit.

3° Un thème allemand ou anglais.

A partir de la session juillet-août 1883, le candidat ne pourra se servir que d'un simple lexique.

Les compositions corrigées chacune par un membre du jury sont jugées par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales.

Art. 8. — Les épreuves orales de la première série consistent en explications d'auteurs et en interrogations.

Les explications portent sur les textes des auteurs français, grecs ou latins prescrits dans les lycées pour les classes de troisième de seconde et de rhétorique, et sur les textes désignés dans les mêmes classes, pour l'enseignement des langues vivantes. Le candidat peut désigner, pour chaque classe et pour chaque langue, le prosateur et le poète sur lesquels il désire être interrogé.

Les interrogations portent sur les matières de littérature, d'histoire et de géographie enseignées dans les mêmes classes.

Art. 9. — Tout candidat ayant satisfait aux épreuves exigées sur l'anglais ou sur l'allemand, peut demander à subir l'examen soit sur l'autre langue, soit sur l'italien ou l'espagnol. En cas de succès, mention est faite, sur le diplôme, de cette partie facultative.

Art. 10. — Les épreuves écrites de la seconde série consistent :

1° En une composition française sur une question empruntée au programme de philosophie ;

2° En une composition sur un sujet scientifique d'un caractère élémentaire.

Art. 11. — Les épreuves orales de la seconde série consistent en interrogations et explications portant :

1° Sur les parties de philosophie et de l'histoire enseignées dans la classe de philosophie des lycées ;

2° Sur les sciences ;

3° Sur les auteurs de philosophie portés au programme de la classe. (Les auteurs grecs et latins seront expliqués dans le texte.)

Art. 12. — Toutes les parties de l'examen sont obligatoires.

Soit à l'épreuve écrite, soit à l'épreuve orale, l'ajournement ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération du jury.

Art. 13. — Les candidats qui produisent le diplôme de bachelier

ès sciences sont dispensés de la partie scientifique du baccalauréat ès lettres.

Art. 14. — Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Art. 15. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir de la session de juillet-août 1883.

Toutefois, les dispositions de l'article 7, relatives à l'épreuve française substituée à l'épreuve latine de l'ancien règlement, et celle de l'épreuve de langues vivantes, reportée de la deuxième à la première série, seront applicables à partir de la session de juillet-août 1881.

A partir de la session de juillet-août 1882, la composition de sciences fera partie de l'épreuve écrite dans la seconde série.

Art. 16. — Le décret du 25 juillet 1874 est abrogé, sauf en ce qui concerne les prescriptions de l'article 14 dudit décret sur les droits à percevoir.

Arrêté concernant les épreuves d'admission au grade de bachelier ès lettres.

49 Juin 1880

TITRE PREMIER. — Sessions d'examen.

Article premier. — Les Facultés des Lettres procèdent, chaque année, en deux sessions, aux examens du baccalauréat ès lettres.

Les examens sont publics.

Les sessions ont lieu : la première à la fin, la seconde au commencement de l'année scolaire.

Une session extraordinaire peut avoir lieu au mois d'avril, elle est exclusivement réservée aux candidats ajournés aux épreuves de la deuxième série. La session d'avril pour la première série est supprimée à partir de 1881.

Nul examen isolé ou collectif ne peut avoir lieu en dehors des époques ci-dessus déterminées.

TITRE II. — Conditions d'admissibilité à l'examen.

Art. 2. — Tout candidat au baccalauréat ès lettres doit déposer ou faire déposer dans les délais fixés par l'article 4 ci-après, au secrétariat de la Faculté où il a l'intention de subir l'examen, les pièces suivantes :

1° L'acte de naissance, dûment légalisé et constatant qu'il est âgé de seize ans au moins ;

2° Une demande conforme à la formule prescrite par l'arrêté du 25 juillet 1874, écrite en entier de la main du candidat, signée de ses noms et prénoms et, s'il est mineur, visée par le père ou tuteur qui autorise la demande.

Art. 3. — La signature du père ou du tuteur du candidat et celle du candidat majeur ou mineur doivent être légalisées.

Art. 4. — Le registre d'inscription est ouvert vingt jours et clos cinq jours avant le commencement de la session.

Il est clos à six heures du soir, au jour indiqué ci-dessus comme terme à l'inscription légale.

Art. 5. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 6. — Le secrétaire de la Faculté, après avoir pris préalablement les ordres du Doyen et avoir reçu la consignation des droits à acquitter, indique à chaque candidat le jour où il doit subir l'examen.

Art. 7. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe, en présence du secrétaire, sur un registre spécial et visé et paraphé par le doyen, une déclaration conforme au modèle réglementaire. Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture, en les confrontant avec celles de la demande adressée au Recteur.

Les candidats sont prévenus individuellement des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les lois et d'après les règlements uni-

versitaires, les fausses signatures apposées à ces actes, ainsi que toute autre fraude.

TITRE III. — *Forme des examens.*

Art. 8. — Lorsque le nombre des candidats l'exige, plusieurs jurys siègent simultanément.

Art. 9. — La composition française et la composition en version latine ont lieu le même jour, à trois heures d'intervalle.

L'épreuve écrite sur les langues vivantes a lieu le lendemain.

Les sujets et les textes sont choisis par le doyen.

Trois heures sont accordées pour la composition en français ; deux heures pour la version latine, une heure et demie pour le thème de langue vivante.

Art. 10. — Vingt candidats au plus peuvent subir simultanément l'épreuve écrite. Ils sont placés sous la surveillance constante d'un des membres du jury, qui paraphrase chacune des compositions.

Ils ne peuvent avoir aucune communication au dehors ou entre eux, sous peine d'exclusion, et il n'est laissé à leur disposition d'autres livres que les lexiques autorisés.

Art. 11. — Il est remis aux candidats pour écrire leurs compositions, des feuilles à tête imprimée, conforme au modèle joint à l'arrêté du 25 juillet 1874.

Art. 12. — Dans les épreuves orales du premier examen, les candidats sont interrogés sur l'histoire, la géographie, la littérature classique et les langues vivantes.

Art. 13. — Quatre heures sont accordées pour la composition en philosophie dans la deuxième série, et deux heures pour la composition des sciences.

Art. 14. — Les dispositions prescrites par les articles 10 et 11 pour la première série le sont également pour la deuxième.

Art. 15. — La durée des épreuves orales dans chaque série est de trois quarts d'heure pour chaque candidat.

Art. 16. — Les diverses épreuves du baccalauréat ès lettres donnent lieu à des suffrages qui sont distribués de la manière suivante :

ÉPREUVES ÉCRITES DE LA PREMIÈRE SÉRIE.

	Nombre de suffrages.
Version latine	1
Composition française	1
Thème de langues vivantes	1

ÉPREUVES ORALES DE LA PREMIÈRE SÉRIE.

Explication d'un auteur grec	1
Explication d'un auteur latin	1
Explication d'un auteur français	1
Interrogations sur les principales notions de littérat. classique ..	1
Interrogations sur l'histoire	1
Interrogations sur la géographie	1
Interrogations sur l'Allemand et sur l'Anglais	1

ÉPREUVES ÉCRITES DE LA SECONDE SÉRIE.

Composition de philosophie	2
Composition sur les sciences	1

ÉPREUVES ORALES DE LA SECONDE SÉRIE.

Interrogations sur la philosophie	2
Interrogations sur l'histoire de la philosophie	1
Explication des auteurs de philosophie portés au programme de la classe. (Les auteurs grecs et latins seront expliqués dans le texte.)	1
Interrogations sur les sciences mathématiques	1
Interrogations sur les sciences physiques	1
Interrogations sur les sciences naturelles	1
Interrogations sur l'histoire	1

Total..... 21

Art. 17. — Les suffrages sont exprimés par des chiffres correspondant aux mentions suivantes :

0.....	Nul ;
1.....	Mal ;
2.....	Passable ;
3.....	Assez bien ;
4.....	Bien ;
5.....	Très bien.

Le certificat d'aptitude est délivré au candidat, avec une de ces quatre notes : passable, assez bien, bien, très bien, résultant de l'ensemble de l'examen.

Art. 18. — L'ajournement est prononcé avant l'épreuve orale, si la note « Mal » attribuée par le jury à l'une des compositions écrites n'est pas compensée par la note de l'autre ou des deux autres compositions.

A l'examen oral, l'ajournement est également prononcé, lorsque sur le nombre total des suffrages, le candidat a eu, dans la première série, deux notes « Mal » ; dans la seconde série, soit deux notes « Mal » pour les lettres, soit trois notes « Mal » (1).

Art. 19. — Le candidat ajourné ne peut se représenter dans le cours de la même session.

TITRE IV. — *Police des examens.*

Art. 20. — Le secrétaire de la Faculté tient les registres des procès-verbaux de chaque série d'épreuves.

Art. 21. — Le président du jury, s'il découvre quelque fraude, est tenu de porter immédiatement les faits à la connaissance du doyen et du Recteur, et d'en faire l'objet d'un rapport spécial.

Le Recteur défère sans délai les délinquants au Ministre de l'Instruction publique, qui renvoie, s'il y a lieu, l'affaire devant le Conseil académique du ressort où les épreuves ont été subies. Le Conseil, après avoir entendu ou dûment appelé les délinquants, peut prononcer, outre la nullité de l'examen entaché de fraude, la peine de l'exclusion de toutes les Facultés, à temps ou à toujours. Sa décision peut être déférée au Conseil supérieur.

Art. 22. — Les certificats d'aptitude, avec les pièces déposées par les candidats, sont transmis au Recteur pour recevoir son visa. Le doyen

(1) Monsieur le Recteur, j'ai été consulté sur le sens de l'article 18 de l'arrêté du 19 juin 1880, concernant les épreuves du baccalauréat ès lettres. Cet article est ainsi conçu : « L'ajournement est prononcé avant l'épreuve orale, si la note Mal, attribuée par le jury à l'une des compositions écrites n'est pas compensée par la note de l'autre ou des deux autres compositions. A l'examen oral, l'ajournement est également prononcé, lorsque, sur le nombre total des suffrages, le candidat a eu dans la première série, deux notes Mal, dans la seconde série, soit deux notes Mal pour les lettres, soit trois notes Mal. »

Le premier paragraphe ne donne lieu à aucune difficulté.

Le sens du second paragraphe est précisé par les mots « sur le nombre total des suffrages ». Le législateur a voulu dire que, pour prononcer l'ajournement après l'épreuve orale, le jury doit considérer l'ensemble des notes obtenues aux épreuves écrites et aux épreuves orales, le nombre total des suffrages ; que le candidat est ajourné à la première série, s'il a obtenu sur ce nombre total deux notes Mal, à la seconde série soit deux notes Mal pour les lettres, soit trois notes Mal également pour l'ensemble de l'épreuve.

Il est évident que l'expression « sur le nombre total des suffrages » n'aurait aucun sens, si le second paragraphe se rapportait aux épreuves orales.

Cette interprétation est encore plus claire, si on se reporte à l'article 18 de l'arrêté du 25 juillet 1874, article que la nouvelle rédaction a voulu reproduire, en y introduisant une modification, rendue nécessaire par la place qu'ont désormais les interrogations sur les sciences dans les épreuves de la seconde série.

L'ancien article est ainsi conçu :

« L'ajournement est prononcé avant l'épreuve orale, si la note Mal est attribuée par le jury à l'une des deux compositions écrites, et si la note de l'autre ne paraît pas compenser celle de la première.

« L'ajournement est également prononcé, à chaque examen, si deux notes Mal ont été données au candidat sur le nombre total des suffrages. » (Circulaire du 29 octobre 1881.)

ou le président du jury lui adresse en même temps le procès-verbal de chaque séance signé de tous les juges et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint les compositions faites par chaque candidat ; corrigées et annotées par les membres du jury.

Art. 23. — Si le Recteur estime qu'il y a défaut de forme dans la réception des candidats, il refuse son visa aux certificats d'aptitude, et il fait connaître au Ministre les motifs de son refus, en lui transmettant les certificats délivrés par le jury.

TITRE V. — *Délivrance des diplômes.*

Art. 24. — Les diplômes sont conférés par le Ministre dans la forme établie.

Art. 25. — Nul diplôme n'est remis à l'impétrant qu'après que celui-ci a apposé sa signature tant sur l'acte même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme ou sur un récépissé qui doit être annexé à ce registre.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du fonctionnaire qui fait la remise de l'acte est considéré comme sans valeur.

Décret déclarant applicables dans les Colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion, et dans les établissements français de l'Inde pour l'obtention des brevets de capacité de l'enseignement secondaire, les dispositions du Décret du 19 Juin 1880 relatif aux examens du Baccalauréat ès lettres.

11 Décembre 1880

Le Président de la République,

Sur le rapport du Ministre de la Marine et des Colonies,

Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 qui règle la constitution des colonies ;

Vu les décrets des 23 décembre 1857, 18 novembre 1863 et 26 octobre 1871, relatifs au brevet de capacité de l'enseignement secondaire dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des établissements français de l'Inde ;

Vu le décret du 2 avril 1875 qui a rendu exécutoires dans les colonies ci-dessus les dispositions des décrets des 9 avril et 25 juillet 1874 sur le baccalauréat ès lettres ;

Vu le décret du 19 juin 1880 qui fixe à nouveau les conditions des examens du baccalauréat ès lettres,

Décète :

Article premier. — Sont déclarées applicables dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et dans les établissements français de l'Inde, pour l'obtention des brevets de capacité de l'enseignement secondaire, les dispositions du décret du 19 juin 1880, relatif aux examens du baccalauréat ès lettres, sauf ce qui concerne la prescription des articles 4, 5 et 14.

Art. 2. — Le Ministre de la Marine et des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal Officiel* et aux bulletins officiels des colonies susmentionnées.

Décret concernant l'épreuve des langues vivantes dans l'examen du Baccalauréat ès lettres.

15 Janvier 1881

Le Président de la République,

Sur le rapport, etc.,

Vu l'article 7 du décret du 19 juin 1880, portant règlement sur le baccalauréat ès lettres,

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Décète :

Article premier. — Les candidats qui, outre l'Allemand ou l'Anglais, voudront être examinés sur une autre langue vivante, y sont autorisés,

tant aux épreuves écrites qu'aux épreuves orales. Le Jury prendra la moyenne des points obtenus dans les deux langues si la note s'en trouve élevée.

Les seules langues vivantes admises au baccalauréat sont : l'Allemand, l'Anglais, l'Italien et l'Espagnol.

L'Arabe est en outre admis pour l'Académie d'Alger.

**Décret relatif à l'épreuve de philosophie des Baccalauréats
ès sciences complet et restreint.**

5 Février 1881

Le Président de la République,

Sur le rapport, etc.,

Vu les arrêtés du 8 septembre 1863 et du 25 novembre 1875 relatifs à l'épreuve de philosophie dans les examens du baccalauréat ès sciences complet et du baccalauréat ès sciences restreint.

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu :

Décète :

Article premier. — Les candidats au baccalauréat ès sciences complet et au baccalauréat ès sciences restreint seront interrogés sur les éléments de la méthode et les principes de la morale.

Art. 2. — Cette disposition sera exécutoire à partir de la session d'août 1881.

**Arrêté fixant l'indemnité due à certains membres des jurys
du Baccalauréat.**

13 Mai 1881

Le Président du Conseil, Ministre, etc.,

Vu le décret du 19 juin 1880, article 5,

Arrête :

Les docteurs et les professeurs de langues vivantes non docteurs, appelés à titre extraordinaire à faire partie des jurys du baccalauréat, recevront l'indemnité allouée, pour droit de présence, aux membres des jurys pour l'agrégation des Facultés par l'arrêté du 6 décembre 1876 (1).

Arrêté relatif à la session extraordinaire du Baccalauréat.

10 Février 1882

Le Ministre, etc.,

Vu l'article 2 du règlement du 24 janvier 1859 ;

Vu l'article 14 du décret du 25 juillet 1874 ;

Vu les décrets des 20 juin et 12 juillet 1878 ;

Vu le décret et arrêté du 19 juin 1880,

Arrête :

Article premier. — Une session extraordinaire de baccalauréat s'ouvrira le samedi 25 mars 1882, dans les Facultés des Lettres.

Cette session est exclusivement réservée aux candidats ajournés aux épreuves de la deuxième série, et qui en justifient, et à ceux qui ont subi avec succès, depuis un an au moins, les épreuves de la première série.

Les candidats subiront l'examen d'après le programme adopté pour les sessions de juillet et de novembre 1881.

Art. 2. — Une session extraordinaire de baccalauréat complet et

(1) « A dater de l'année 1876, les droits de présence alloués aux membres des jurys pour l'agrégation des Facultés et des Ecoles supérieures de pharmacie sont fixés ainsi qu'il suit :

« Pour chaque juge (y compris le président et le secrétaire, s'il est membre du jury), 15 fr. par séance.

« Pour le secrétaire, lorsqu'il est pris en dehors du jury, 6 fr. par séance. » (Arrêté du 6 décembre 1876, article premier.)

restreint s'ouvrira le lundi 20 mars 1882 dans les Facultés des Sciences.

Sont admis à s'inscrire pour cette session :

Les candidats aux Ecoles spéciales du Gouvernement pour le concours de 1882 ;

Les étudiants en Droit aspirant à la licence, régulièrement inscrits à une Faculté ;

Les étudiants en médecine, en cours régulier d'études avant le 1^{er} novembre 1879 et qui justifient du diplôme de bachelier ès lettres ;

Les candidats ajournés deux fois et qui en justifient.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 21 mars 1870 les aspirants au baccalauréat ès sciences complet, candidats aux Ecoles du Gouvernement, ne seront inscrits sur le registre des aspirants audit grade qu'autant que l'autorisation de leurs ascendants ou tuteur portera indépendamment des autres indications réglementaires, la formule suivante :

« Je déclare, en outre, que mon fils (ou pupille) se présentera cette année au concours d'admission à l'Ecole de... »

Les aspirants au baccalauréat ès sciences complet ou restreint, étudiants en droit ou en médecine, produiront le relevé de leurs inscriptions.

Art. 4. — Les Recteurs des Académies sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté relatif aux centres d'examen pour le Baccalauréat pendant la session de Juillet-Août 1882.

10 Juin 1882

Le Ministre, etc.,

Vu le règlement du 2 janvier 1847 ;

Vu les décrets du 22 août 1854 sur l'organisation des Académies et sur le régime des établissements d'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 4 mai 1855 ;

Vu le décret du 27 novembre modifiant les conditions d'examen du baccalauréat ;

Vu les règlements des 25 mars 1865, 19 mars 1870 et 19 juin 1880, sur les examens du baccalauréat ès sciences et du baccalauréat ès lettres ;

Vu le règlement du 25 juillet 1874 ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1880 ;

Vu les règlements des 15 janvier et 5 février 1881 ;

Vu l'arrêté du 6 mars 1882,

Arrête :

Article premier. — Les centres d'examens où se rendront les membres détachés des Facultés des Lettres et des Facultés des Sciences, pendant la session de juillet-août 1882, pour les épreuves du baccalauréat, sont déterminés ainsi qu'il suit :

Académie d'Aix, sessions à Bastia, Ajaccio, Nice ;

— de Bordeaux, session à Pau ;

— de Caen, session à Rouen ;

— de Clermont, session à Brives ;

— de Douai, session à Amiens ;

— de Grenoble, sessions à Tournon, Chambéry ;

— de Montpellier, session à Carcassonne ;

— de Poitiers, session à Limoges ;

— de Rennes, sessions à Brest, Nantes, Angers ;

— de Toulouse (1).

(1) Le Ministre, etc.

Vu le règlement du 25 mars 1865 sur le baccalauréat ès sciences ;

Vu le décret du 19 juin 1880 et l'arrêté du même jour sur le baccalauréat ès lettres ;

Vu l'arrêté du 14 juin 1881 sur les centres d'examens :

Vu l'avis des Facultés des sciences et des lettres de Toulouse, en date du 24 mai 1882 ;

Art. 2. — Les opérations de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences de Paris, commenceront le 10 juillet ; celles des Facultés des Sciences et des Facultés des Lettres des départements commenceront le 20 juillet.

Art. 3. — Les opérations des Facultés des Lettres et des Facultés des Sciences, hors du siège des Facultés, auront lieu comme par le passé, de telle sorte que les séances affectées aux épreuves écrites pour les candidats de l'un des deux ordres soient consacrées aux épreuves orales pour les candidats de l'autre ordre.

Des registres destinés à l'inscription des candidats seront ouverts tant au chef-lieu académique que dans les centres situés hors du chef-lieu, du 20 juin au 5 juillet à Paris, et du 1^{er} au 12 juillet dans les départements, pour le baccalauréat ès sciences et pour le baccalauréat ès lettres.

Art. 4. — Ces registres seront clos irrévocablement à six heures du soir aux jours indiqués ci-dessus comme terme de l'inscription légale.

Art. 5. — Pour les centres situés hors du siège des Facultés, les inscriptions des candidats seront reçues dans les bureaux de l'Inspecteur d'Académie ; mais la consignation des droits n'aura lieu qu'au moment de l'examen, entre les mains du secrétaire agent comptable des Facultés qui se joindra toujours aux membres détachés des Facultés.

Art. 6. — En ce qui concerne l'Académie de Toulouse, il n'est dérogé en rien à l'arrêté du 6 juin 1882.

Art. 7. — Les Recteurs des Académies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique entendue ;
Arrête,

Article premier. — La session de juillet-août 1882, pour le baccalauréat ès sciences et pour le baccalauréat ès lettres, s'ouvrira dans l'Académie de Toulouse le 10 juillet 1882.

Le Registre d'inscription sera clos le 6 juillet à 6 heures du soir.

Art. 2. — Les épreuves écrites se feront, pour la deuxième partie du baccalauréat ès lettres le 10 juillet, pour la première partie, les 12 et 13 juillet ; pour le baccalauréat ès sciences le 11 juillet.

Art. 3. — Tous les candidats composeront simultanément au chef-lieu de chaque département de l'Académie.

Les inscriptions seront reçues à Toulouse au secrétariat des Facultés des sciences et des lettres, et chaque candidat devra faire connaître en envoyant les pièces réglementaires, dans quel chef-lieu il désire faire les compositions écrites.

Art. 4. — Il n'y aura pour chaque composition qu'un seul et même sujet.

Les compositions seront surveillées par les professeurs des Facultés de Toulouse.

Art. 5. — Les compositions régulièrement scellées, seront remises par les professeurs surveillants aux doyens, qui feront procéder à la correction par les professeurs des deux Facultés.

Art. 6. — Ceux des candidats à la deuxième partie du baccalauréat ès lettres qui ont le droit de subir leur examen d'après l'ancien régime sont tenus de faire connaître, en s'inscrivant, s'ils comptent user de cette faculté.

Art. 7. — Les candidats déclarés admissibles seront appelés à subir l'examen oral à Toulouse, à partir du 28 juillet ; une lettre du secrétariat fixera à chacun le jour où il devra se présenter.

Les appels auront lieu par département. L'ordre des départements sera tiré au sort par le Conseil des Doyens, sous la présidence du Recteur. Pour chaque département, les candidats admissibles subiront l'épreuve orale par ordre alphabétique.

Art. 8. — Les candidats enverront au Secrétaire de la Faculté, en même temps que leur demande d'inscription, et par un mandat sur la poste le montant des droits réglementaires, ou feront consigner ces droits par une personne régulièrement autorisée. Le Secrétaire fera parvenir par la même voie, aux candidats non admissibles, la somme au remboursement de laquelle ils ont droit.

Art. 9. — Le Recteur de l'Académie de Toulouse est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

(Arrêté du 6 juin 1882.)

**Circulaire relative aux demandes de dispenses d'âge
pour le Baccalauréat**

1^{er} Juillet 1882

Le Comité consultatif de l'enseignement supérieur, saisi d'un grand nombre de demandes de dispenses d'âge pour les baccalauréats ès sciences et ès lettres, a arrêté, ainsi qu'il suit, sa jurisprudence.

Le Comité ne proposera aucune dispense qui dépasse le délai d'une année.

Si le candidat, à la session de juillet, doit avoir seize ans accomplis avant le 31 décembre de l'année courante, l'enquête doit constater qu'il a fait d'une façon satisfaisante des études complètes et régulières.

Si le candidat ne doit avoir seize ans accomplis que dans les six premiers mois de l'année suivante (c'est-à-dire avant le 30 juin) la dispense d'âge doit être instruite avec un soin tout particulier. Le candidat doit faire connaître le rang qu'il occupe dans la classe, les places qu'il a obtenues dans les différentes compositions, l'opinion du ou des professeurs à la classe desquels il appartient, le tout certifié par le chef de l'établissement. Vous devez me renseigner sur la force des études dans l'établissement. La dispense est une faveur qui ne peut être accordée qu'au mérite dûment constaté, et qui est d'autant plus difficile à obtenir, que l'élève est plus loin de l'âge de seize ans.

Le Comité statuera les pièces de l'enquête sur chaque demande qui, comme vous le voyez, devient une question d'espèce.

Vous renverrez toute pétition qui ne vous sera pas remise accompagnée des détails qui vous permettent de constater la scolarité du candidat.

Vous ferez remarquer aux familles que m'écrire directement ne peut qu'amener du retard, le Comité n'ayant le droit d'émettre un avis qu'après l'enquête qui doit être faite par vous.

Il vous appartient de réunir les renseignements les plus précis sur les élèves des établissements libres. Ils ne doivent pas être favorisés, ce qui arriverait s'ils obtenaient des dispenses en présentant des documents incomplets, — mais ils ne sauraient être victimes de ce fait, que nous connaissons moins bien la force des études dans les Ecoles auxquelles ils appartiennent. Il est de leur intérêt de nous éclairer entièrement, pour que le Comité prononce avec la plus stricte équité.

A la session de novembre, les règles sont les mêmes ; il y a seulement lieu de reculer de trois mois la date fixée au 31 décembre et au 30 juin pour les candidats qui se présentent à la session de juillet.

**Arrêté relatif aux notations pour le Baccalauréat ès sciences
et le Baccalauréat ès lettres.**

19 Juillet 1882

Le Ministre, etc.,

Vu le règlement du 25 mars 1865 et l'arrêté du 19 mars 1870 relatifs au baccalauréat ès sciences ;

Vu l'arrêté du 25 juillet 1874 et les règlements du 19 juin 1880 concernant le baccalauréat ès lettres ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu (1) ;

Arrête :

Article premier. — Les suffrages attribués par le jury d'examen

(1) *Rapport fait au Conseil supérieur de l'Instruction publique par M. Lespiault, membre du Conseil.*

Messieurs, les suffrages attribués par le jury d'examen aux épreuves du baccalauréat sont établis, dans le système actuellement en vigueur, sur une échelle différente, suivant qu'il s'agit du baccalauréat ès lettres et ès sciences. Tandis que, pour le premier, l'échelle de notations varie de 0, qui signifie nul, à 5 qui veut dire très bien, elle varie pour le second de 0, qui signifie mal, à 4 qui correspond à très bien. Le nul n'a pas de représentation numérique ou s'exprime par le double zéro.

De cette différence de notation résulte quelque confusion dans l'esprit des candidats. Il pourrait même en résulter parfois des méprises dans les notes des examinateurs, appelés alternativement dans des jurys différents. Votre Commission a pensé, à l'unanimité, qu'il y avait tout avantage à revenir à un mode uniforme,

aux épreuves du baccalauréat ès sciences et du baccalauréat ès lettres sont exprimés par des chiffres correspondant aux mentions suivantes : 0 : nul. — 1 : mal. — 2 : passable. — 3 : assez bien. — 4 : bien. — 5 : très bien.

Le certificat d'aptitude porte une de ces quatre notes : passable, assez bien, bien, très bien, résultant de l'ensemble de l'examen.

Art. 2. — Dans les épreuves des deux baccalauréats est attribuée :

La mention passable aux candidats admis malgré une ou deux notes mal ou avec toutes notes *passable* ; la mention *assez bien*, à ceux qui, n'ayant pas de note *mal* ont une ou plusieurs notes supérieures à *passable* ; la mention *bien*, à ceux qui, n'ayant pas de note *mal*, ont une majorité de notes supérieures à *passable* ; la mention *très bien*, à ceux qui, n'ayant pas de note *mal*, ont une majorité de notes *bien* ou *très bien*.

Art. 3. — Malgré une note *mal*, mais par délibération spéciale du jury, la mention *assez bien*, *bien* ou *très bien*, peut être accordée à un candidat.

Décret relatif au Baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial.

28 Juillet 1882

Le Président de la République,

Sur le rapport, etc.,

Vu l'article 16 du décret du 17 mars 1808 ;

Vu la loi du 21 juin 1865 ;

Vu le décret du 4 août 1881 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique ;

Décrète :

Article premier. — Le jury, pour le jugement des épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial, est composé de cinq

et le moyen le plus simple consiste à étendre au baccalauréat ès sciences les notations en usage, depuis quelques années, pour le baccalauréat ès lettres.

Un autre détail du règlement appelait aussi des réformes. Il faut aujourd'hui, pour qu'un candidat obtienne la mention assez bien ou très bien, que la moyenne de ses notes s'élève à 3, 4 ou 5 et en outre, qu'il n'ait aucune note mal. Or, par suite de la simultanéité d'épreuves de nature très différente, il est bien rare qu'un jeune homme se montre imperturbablement solide sur toutes les parties de son examen. Aussi les statistiques dressées par les soins du Ministre de l'Instruction publique nous montrent-elles plusieurs séries de sessions consécutives, sans une seule mention très bien, avec deux ou trois mentions bien à peine, et un nombre insignifiant d'assez bien. Il est clair que cela ne correspond nullement à la réalité des choses. Sur les milliers de candidats qui se présentent chaque année, il y en a certainement qui sont très bons, et un assez grand nombre qui sont bons. Aussi paraît-il équitable d'adopter des dispositions moins exclusives. On arrivera certainement à une juste mesure en adoptant l'article 2 de l'arrêté qui vous est soumis. Cet article est ainsi conçu :

Article 2. — Dans les épreuves des deux baccalauréats est attribuée :

La mention passable aux candidats admis malgré une ou deux notes mal ou avec toutes notes passable ;

La mention assez bien à ceux qui n'ayant pas de note mal ont une ou plusieurs notes supérieures à passable ;

La mention bien à ceux qui, n'ayant pas de notes mal, ont une majorité de notes supérieure à passable ;

La mention très bien à ceux qui, n'ayant pas de notes mal, ont une majorité des notes bien et très bien.

Cet article lui-même, s'il n'était légèrement amendé, resterait encore trop sévère. Il arrive en effet, bien souvent, qu'un élève très distingué échoue cependant dans une des dix ou douze épreuves qui lui sont imposées, et que l'un des examinateurs se trouve forcé de lui donner une note mal, ce qui, d'ailleurs, n'implique en rien la nullité.

Lui refuser absolument toute chance de mention, malgré l'excellence de son examen sur tout le reste, ne serait pas tout à fait équitable, et on pourrait voir, dans cette mesure, une prime d'encouragement à la médiocrité. Aussi votre Commission a-t-elle cru devoir ajouter au projet un troisième article qui permet d'accorder à un candidat les mentions assez bien, bien, très bien, malgré une note mal, mais seulement à la suite d'une délibération spéciale du jury d'examen.

C'est par ces divers motifs, Messieurs, que votre Commission vous propose d'adopter le projet de règlement qui vous est soumis.

membres désignés par le Ministre, sur la proposition du Recteur ; il comprend :

Un professeur de Faculté (Sciences ou Lettres) président ;

Quatre professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement classique des lycées pourvus de l'agrégation et choisis, deux dans l'enseignement littéraire, deux dans l'enseignement scientifique.

Les anciens professeurs, agrégés de l'enseignement secondaire spécial, peuvent également faire partie de ce jury.

Il peut en outre, être adjoint à la Commission, sur la proposition du Recteur de l'Académie, un examinateur pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

Le jury est nommé pour trois ans. Ses membres peuvent être renommés.

Art. 2. — Les épreuves sont, les unes écrites, les autres orales.

Art. 3. — Les épreuves écrites comprennent :

1° Une composition de mathématiques ;

2° Une composition sur une question de sciences physiques et sur une question de sciences naturelles ;

3° Une composition française (pour cette composition l'usage de tout livre et dictionnaire est interdit) ;

4° Un thème de langues vivantes (Allemand ou Anglais). A partir de la session de juillet-août 1884, ce thème sera fait sans dictionnaire, à l'aide de lexiques ou vocabulaire mis à la disposition des candidats par les Facultés.

La composition de langue vivante peut, sur la demande du candidat, être un thème italien ou espagnol, à Paris et dans les Académies d'Aix, de Bordeaux, de Montpellier et de Toulouse.

Les candidats qui subissent leur examen en Algérie peuvent demander que l'épreuve de langue vivante porte sur la langue arabe.

Les compositions, corrigées chacune par un membre du jury, sont jugées par le jury tout entier, qui décide quels sont les candidats admis à subir les épreuves orales.

Art. 4. — Les épreuves orales consistent en explications d'auteurs et en interrogations.

Les explications portent sur les textes des auteurs français prescrits dans les lycées pour les classes de quatrième et de cinquième année de l'enseignement secondaire spécial, et sur les textes désignés dans la troisième année pour l'enseignement des langues vivantes.

Les interrogations portent sur les matières de littérature, de morale, d'histoire, de géographie, de sciences mathématiques, physiques, chimiques et naturelles, de comptabilité, de législation et d'économie politique, comprises dans le cours d'enseignement spécial.

Art. 5. — Toutes les parties de l'examen sont obligatoires.

Soit à l'épreuve écrite, soit à l'épreuve orale, l'ajournement ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération du jury.

Art. 6. — Tout candidat ayant satisfait à l'épreuve de langues vivantes peut demander à subir l'examen sur une des autres langues vivantes inscrites à l'article 4. En cas de succès, mention est faite sur le diplôme de cette partie facultative.

Art. 7. — Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par le jury, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Art. 8. — Les candidats pourvus du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial sont admis à se présenter aux examens de la licence ès sciences.

Le baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial est équivalent au baccalauréat ès sciences restreint pour les études médicales.

Art. 9. — Les dispositions du présent décret sont applicables à partir de la session de juillet-août 1883.

Art. 10. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois et au *Journal Officiel*.

**Circulaire relative à la dispense de la partie scientifique
du Baccalauréat ès lettres.**

29 Juillet 1882

J'ai été consulté sur la question de savoir si un bachelier ès sciences restreint, candidat au baccalauréat ès lettres, devait être dispensé de la partie scientifique de ce dernier examen.

J'ai l'honneur de vous informer que, sur l'avis conforme du Comité consultatif de l'enseignement public, cette question a été résolue négativement.

**Rapport et décret concernant la composition du jury d'examen pour
le Baccalauréat dans les Colonies de la Martinique, de la Réunion, de la Guadeloupe.**

27 Août 1882

1^o RAPPORT

Monsieur le Président, un décret du 23 décembre 1857, rendu en Conseil d'Etat, a autorisé la délivrance, dans les colonies des Antilles et de la Réunion, de brevets de capacité ès lettres et ès sciences. Par un décret postérieur, 26 octobre 1871, ces brevets ont pu être échangés contre les diplômes de bacheliers correspondants.

Les conditions dans lesquelles sont obtenus les brevets de capacité doivent être, autant que possible, les mêmes que celles qui sont observées pour les examens du baccalauréat. Il en résulte que les règles concernant ces brevets ont dû subir successivement des modifications analogues à celles qui ont été introduites dans la réglementation métropolitaine.

La composition du jury chargé d'examiner les aspirants aux brevets de capacité coloniaux n'a pas varié ; elle est encore actuellement déterminée par l'article 2 du décret institutif du 23 décembre 1857.

Aux termes de ce décret, le jury se compose de 5 membres choisis parmi les magistrats, les membres du clergé, les membres du conseil général, les fonctionnaires civils et militaires, anciens élèves de l'Ecole Polytechnique, les officiers du Commissariat de la Marine, les docteurs en droit, en médecine, enfin les docteurs ès lettres ou ès sciences.

La Commission peut, il est vrai, s'adjoindre à titre consultatif deux personnes spécialement attachées à l'Instruction publique, chefs d'institution ou professeurs ; mais ces membres adjoints n'ont pas voix délibérative, bien que, par la nature de leurs fonctions, ils aient plus que personne la compétence nécessaire pour apprécier les mérites des candidats.

L'expérience a démontré que, malgré l'intelligence, le savoir et le dévouement dont les membres de ces Commissions ont fait preuve, les examens n'ont pas toujours donné des résultats satisfaisants. D'ailleurs, comme les brevets de capacité peuvent être échangés contre les diplômes de bacheliers correspondants, il paraît indispensable que la composition des jurys coloniaux se rapprochent autant que possible de la formation des jurys métropolitains.

Tel est le but du projet de décret ci-joint, qui est destiné à constituer sur de nouvelles bases les jurys d'examen coloniaux, tout au moins à la Martinique ou à la Réunion, c'est-à-dire dans celles de nos possessions d'outre-mer qui ont actuellement un lycée et des professeurs de l'Université. Dans ce projet on s'est attaché à donner la prédominance au personnel enseignant. Mais il n'a pas été possible de faire davantage. En effet, les colonies n'ayant pas de professeurs de Facultés, les jurys ne peuvent comprendre que les professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement secondaire qui auraient à examiner leurs propres élèves. Il serait donc à craindre que la sincérité des examens pût être mise en doute.

Pour obvier à cet inconvénient, le décret prévoit une liste de huit personnes, comprenant, outre le chef du service de l'Instruction publique, quatre professeurs et trois membres non professeurs, mais choisis parmi les titulaires de grades universitaires.

C'est sur cette liste que sont recrutés les jurys d'examen, qui sont constitués, d'ailleurs, d'après les mêmes bases que dans la métropole.

Ce projet de décret a été communiqué à M. le Ministre de l'Instruction publique, qui en a approuvé la teneur.

D'autre part, conformément à votre décision du 9 février 1882, il a été soumis à l'examen du Conseil d'Etat, qui l'a adopté dans sa séance du 5 avril dernier.

En conséquence, j'ai l'honneur de soumettre ce projet de décret à votre haute sanction.

2° DECRET

Le Président de la République,

Sur le rapport du Ministre de la Marine et des Colonies ;

Vu le sénatus-consult du 3 mai 1854 réglant la constitution des colonies ;

Vu le décret du 23 décembre 1857 qui a autorisé la délivrance des brevets de capacité ès lettres et ès sciences dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

Vu le décret du 2 avril 1875 rendant applicables, pour l'obtention desdits brevets de capacité, les dispositions des décrets des 9 avril et 25 juillet 1874 relatifs aux examens de baccalauréat ès lettres.

Vu l'avis du Ministre de l'Instruction publique, en date du 11 août 1882,

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Dans chacune des colonies de la Martinique et de la Réunion, les jurys chargés d'examiner les candidats au brevet de capacité littéraire ou scientifique, créé par le décret du 23 décembre 1857, sont pris sur une liste de huit membres, ainsi composée :

Le chef de service de l'Instruction publique ;

Quatre professeurs ou anciens professeurs, agrégés, docteurs ou licenciés, deux de l'ordre des lettres, et deux de l'ordre des sciences, désignés par le Gouverneur ;

Trois membres non professeurs, titulaires de grades universitaires, également désignés par le Gouverneur.

Art. 2. — Le jury d'examen est composé de trois membres pour le brevet de capacité littéraire et de quatre membres pour le brevet de capacité scientifique.

Il comprend :

Pour tous les examens, le chef de service de l'Instruction publique, président.

Pour les examens à chacune des épreuves du brevet de capacité littéraire, un professeur et un membre non professeur.

Les membres de chaque catégorie, professeurs de l'ordre des sciences, membres non professeurs, sont appelés à tour de rôle par le chef de service de l'Instruction publique à faire partie des jurys d'examen. Ils sont remplacés à chaque session.

En cas d'empêchement du chef de service de l'Instruction publique, il est remplacé par un professeur, et la présidence du jury est exercée par le membre du jury non professeur.

Le jury peut s'adjoindre, lorsqu'il y aura lieu, un examinateur spécial pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

Art. 3. — Les matières et les formes de l'examen, ainsi que les conditions d'âge, sont les mêmes que celles adoptées en France pour le baccalauréat.

Des dispenses de conditions d'âge peuvent être accordées par le Ministre de la Marine et des Colonies.

Art. 4. — Sur le vu du procès-verbal de l'examen, et conformément à ce procès-verbal, le brevet de capacité est délivré par le Gouverneur. La remise du brevet de capacité n'entraîne aucun frais.

Art. 5. — Les élèves porteurs de ce brevet peuvent prendre les quatre premières inscriptions près les Facultés de Droit ou de Méde-

cine avant d'avoir régularisé leur position par l'obtention du diplôme de bachelier.

Art. 6. — Les dispositions du présent décret seront applicables à la Guadeloupe dans l'année qui suivra la constitution dans cette colonie, d'un établissement d'enseignement secondaire officiel.

Art. 7. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Décret autorisant l'admission de la langue arabe parmi les épreuves du Baccalauréat ès lettres dans l'Académie d'Alger.

26 Décembre 1882

Le Président de la République,

Sur le rapport, etc.,

Vu les décrets et règlement du 19 juin 1880 sur le baccalauréat ès lettres :

Vu le règlement du 10 novembre 1875 ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Décète :

Article premier. — Dans l'Académie d'Alger, l'épreuve écrite des langues vivantes prescrite par les articles 7 et 8 du décret du 19 juin 1880 sur le baccalauréat ès lettres consiste, pour les candidats qui en font la demande, dans la traduction d'un morceau français en langue arabe.

Art. 2. — L'épreuve orale, pour les mêmes candidats, reste déterminée par l'article 2 du règlement du 10 novembre 1875.

Circulaire relative à la statistique des examens dans les établissements d'enseignement supérieur.

13 Février 1883

Dans le but de réunir ces renseignements d'une manière précise et uniforme, j'ai fait dresser un certain nombre de cadres destinés à recevoir les indications nécessaires à l'établissement d'une statistique complète des examens et des diplômes. Cette statistique formera, avec celle des étudiants inscrits, des inscriptions et des baccalauréats ès lettres et ès sciences, un ensemble de documents sur l'enseignement supérieur, qui pourront être consultés utilement.

Circulaire relative à l'emploi de lexiques au Baccalauréat ès lettres.

21 Mars 1883

Monsieur le Recteur, l'article 7 du décret du 19 juin 1880 porte qu'à partir de la session de juillet-août 1883 la version latine, le thème allemand et le thème anglais, à l'épreuve du baccalauréat ès lettres, seront faites à l'aide de lexiques ou de vocabulaires. Une note officielle publiée le 29 janvier 1881 au Journal général (1) a fait connaître dans

(1) Aux termes de l'article 7 du décret du 19 juin 1880, les candidats au baccalauréat ès lettres doivent avoir entre les mains, pour certaines compositions, un lexique, à l'exclusion des dictionnaires développés. Il paraît utile, dans l'intérêt des auteurs et des éditeurs, de donner quelques explications à ce sujet.

Le lexique doit être seulement un memento pour l'élève. Les candidats y trouveront les mots qu'ils peuvent avoir oubliés ou ne pas connaître; mais le lexique ne devra pas suppléer à leur ignorance de la grammaire ni à leur manque de lecture, ni les dispenser des efforts d'intelligence qu'exige l'interprétation d'un texte.

En conséquence, le lexique latin-français donnera la traduction des mots latins; mais il ne contiendra la traduction d'aucune locution composée de deux mots, à moins que l'un des deux mots ne soit hors d'usage à l'état isolé. Il ne donnera pas, entre parenthèses, les compléments des noms, des verbes ou des prépositions.

Les formes grammaticales (divers cas de substantifs, divers temps des verbes) pourront se trouver dans le corps de l'article, mais ils ne formeront pas des articles à part dans le lexique.

Les participes ne formeront des articles à part qu'autant qu'ils sont devenus adjectifs ou substantifs.

Le lexique français-allemand ou français-anglais ne contiendra pas la traduction

quelles conditions doivent être rédigés ces lexiques ou vocabulaires. Une commission a été chargée d'examiner tous ceux qui lui seraient présentés, et de déclarer s'ils étaient ou non conformes aux règles fixées par la note officielle, sans avoir à se prononcer sur leur mérite à d'autres égards. Ces décisions seront portées à votre connaissance et à celle du public par un avis inséré au Bulletin administratif, et rédigé ainsi qu'il suit :

« La Commission chargée d'examiner les lexiques qui peuvent, en exécution de l'article 7 du décret du 19 juin 1880, être employés par les candidats au baccalauréat ès lettres, a déclaré que tel lexique ne contenait rien de contraire à la note officielle du 29 janvier 1881. »

Le temps n'a pas permis à tous les éditeurs d'achever les éditions qu'ils ont entreprises ; la liste reste ouverte ; chaque lexique reconnu conforme y sera inscrit aussitôt qu'il aura été examiné. Les éditeurs auront le droit d'inscrire sur l'ouvrage la formule suivante : Lexique reconnu conforme à la note officielle du 29 janvier 1881.

J'ai décidé, la Section permanente entendue, que chaque candidat apportera lui-même le lexique dont il devra se servir. Avis lui en sera donné au moment de l'inscription.

Cette manière de procéder, conforme du reste à une décision de la Commission du budget, qui n'a pas admis que l'Etat fournit les lexiques, a l'avantage de ne pas créer un privilège au profit des libraires dont les lexiques auraient été achetés par l'Etat, cette année. Elle laisse toute liberté à la concurrence et aussi au choix des jeunes gens, qui pourront prendre tel lexique qu'il leur plaira d'apporter, parmi ceux qui auront été reconnus conformes par la Commission.

Je vous prie aussi, selon l'avis exprès de la Section permanente, d'inviter MM. les Doyens à donner des versions et des thèmes plus faciles que par le passé pour la prochaine session de juillet-août 1883 ; il est évident que l'élève, obligé de se servir de simples lexiques, y trouvera moins de secours que dans des dictionnaires plus complets. Il y a lieu de tenir compte de cette nouveauté ; l'épreuve doit simplement prouver des connaissances moyennes, et non une expérience et une science que nous n'avons pas à demander à de bons élèves de rhétorique.

Instruction pour l'ordonnancement des remises de droits dans les établissements d'enseignement supérieur.

31 Mars 1883

Monsieur le Recteur, les décrets des 25 juillet et 25 novembre 1882 ayant confié aux percepteurs des contributions directes le recouvrement des droits acquittés par les élèves des Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, un de vos collègues m'a demandé quelles pièces il y aura lieu de produire désormais pour le paiement des sommes accordées, à titre de remise sur le budget de mon département.

Le paiement des remises devant être fait, comme celui de toutes les autres dépenses, par les soins des agents de l'administration des finances, j'ai dû nécessairement consulter mon collègue, et je m'empresse de vous adresser le modèle du certificat qu'il appartient au secrétaire de dresser ; cette pièce continuera à être accompagnée d'un état nominatif, dont le modèle est également ci-joint.

Ces formules devront être adoptées à dater du 1^{er} avril prochain, toute pièce qui n'y serait pas strictement conforme et ne donnerait pas complètement les indications exigées sera refusée.

des locutions composées de deux ou plusieurs mots. Il ne donnera pas, entre parenthèses, les compléments des noms, des verbes ou des prépositions. Il pourra donner la traduction des différents sens que possède le mot français, en séparant les traductions par des points ou des tirets ; mais il ne mentionnera pas l'ordre d'idées spécial auquel chaque expression se rapporte.

Il peut contenir les principales formes grammaticales des noms et des verbes, ainsi que l'indication du genre des substantifs.

Le lexique français-allemand pourra indiquer si les particules accompagnant les verbes sont séparables ou inséparables. Il pourra aussi donner les cas gouvernés par les prépositions.

Circulaire relative à l'emploi de dictionnaire par les candidats au Baccalauréat ès sciences dans l'épreuve de la version latine.

24 Avril 1883

Mon attention a été appelée sur la question de savoir si la prescription de l'article 7 du décret du 19 juin 1880, qui interdit l'usage des dictionnaires pour l'épreuve de la version latine, aux épreuves du baccalauréat ès lettres, est applicable au baccalauréat ès sciences.

J'ai l'honneur de vous rappeler que le décret du 19 juin 1880 est spécial au baccalauréat ès lettres, et que, jusqu'à présent, en ce qui concerne le baccalauréat ès sciences, il n'a rien été changé aux prescriptions du règlement du 25 mars 1865, qui reste en vigueur.

Circulaire relative aux certificats de réception des épreuves du Baccalauréat ès lettres.

5 Mai 1883

Monsieur le Recteur, mon attention a été souvent appelée sur le libellé défectueux des certificats provisoires délivrés aux candidats qui ont subi avec succès les épreuves de la première partie du baccalauréat ès lettres ou qui ont été admis à ce grade.

La mention première et deuxième partie n'y est pas toujours inscrite ; souvent elle est inscrite à la main et d'une manière difficilement lisible. Il est même arrivé que des secrétaires se sont servis, sans les modifier, d'imprimés destinés à constater la réception au baccalauréat.

Pour remédier à ces inconvénients, qui peuvent amener non seulement des erreurs regrettables, mais aussi des fraudes, lorsque les étudiants se présentent devant les Facultés pour prendre leurs inscriptions, j'ai fait établir les modèles de certificats provisoires que devront adopter les Facultés des Lettres.

Je vous prie de vouloir bien donner les ordres nécessaires pour que ces modèles, dont je vous transmets ci-joint un exemplaire, soient seuls employés à l'avenir.

Arrêté relatif au mode d'examen des Baccalauréats ès sciences et ès lettres dans l'Académie de Toulouse.

30 Mai 1883

Le Président du Conseil, Ministre, etc.,

Vu le règlement du 25 mars 1865 sur le baccalauréat ès sciences :

Vu le décret du 19 juin 1880 et l'arrêté du même jour sur le baccalauréat ès lettres ;

Vu l'arrêté du 10 juin 1882 sur les centres d'examen ;

Vu l'arrêté du 6 juin 1882 déterminant les conditions dans lesquelles seront subies les épreuves du baccalauréat dans l'Académie de Toulouse pendant la session de juillet-août 1882 ;

Vu les arrêtés des 13 octobre 1882 et 31 janvier 1883 relatifs aux sessions de novembre et de mars du baccalauréat dans la même Académie ;

Vu le rapport de M. le Recteur de l'Académie de Toulouse en date du 15 mai 1883 ;

La Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique entendue,

Arrête :

Article premier. — La session de juillet-août 1883, pour le baccalauréat ès sciences et pour le baccalauréat ès lettres, s'ouvrira dans l'Académie de Toulouse, le 10 juillet prochain. Le registre d'inscription, ouvert le 15 juin, sera clos le 30 juin, à six heures du soir.

Art. 2. — Les épreuves écrites se feront, pour la seconde partie du baccalauréat ès lettres le 10 juillet ; pour la première partie, le 11 et le 12 juillet ; pour le baccalauréat ès sciences complet et restreint, le 13 juillet.

Art. 3. — Tous les candidats composeront simultanément au chef-

lieu de chaque département de l'Académie. Les inscriptions seront reçues au secrétariat des Facultés des Sciences et des Lettres.

Art. 4. — Il n'y aura pour chaque composition qu'un seul et même sujet.

Les compositions seront surveillées par les professeurs des Facultés de Toulouse, aidés d'asseesseurs pris parmi les fonctionnaires de l'administration académique.

Art. 5. — Les compositions, régulièrement scellées, seront remises par les professeurs surveillants aux doyens, qui feront procéder à la correction par les professeurs des deux Facultés.

Art. 6. — Les candidats déclarés admissibles seront appelés à subir l'examen oral au chef-lieu de l'Académie, à partir du 30 juillet ; une lettre du secrétaire fixera à chacun le jour où il devra se présenter. Les appels auront lieu par département. L'ordre des départements sera tiré au sort par le Conseil des doyens sous la présidence du Recteur.

Pour chaque département, les candidats admissibles subiront l'épreuve orale par ordre alphabétique.

Art. 7. — Les candidats se feront inscrire au secrétariat de la Faculté, où ils déposeront leur acte de naissance dûment légalisé, et, s'ils sont mineurs, une autorisation de leur père ou tuteur également légalisée. Ils pourront demander leur inscription par lettre affranchie, accompagnée des pièces ci-dessus indiquées.

Le secrétaire leur délivrera immédiatement ou leur enverra par la poste un bulletin de versement, indiquant le montant de la somme à consigner, qui devra être versée soit à la caisse du percepteur désigné de la ville de Toulouse, soit à la caisse du trésorier général ou du receveur particulier de l'arrondissement où ils résident.

Le récépissé qui leur sera délivré sera soumis au visa du secrétaire avant l'admission aux épreuves.

En cas d'échec, le remboursement des consignations qui ne sont pas acquises au Trésor sera effectué sur le vu d'un ordre de remboursement délivré par le secrétaire, et dont le montant sera acquitté, soit par le percepteur de Toulouse, soit par le trésorier général, le receveur particulier ou le percepteur de la résidence de la partie versante.

Art. 8. — Le Recteur de l'Académie de Toulouse est chargé de l'exécution du présent arrêté (1).

**Arrêté relatif aux centres d'examen
pour le Baccalauréat ès lettres et ès sciences.**

6 Juin 1883

Le Président du Conseil, Ministre, etc.,

Vu le règlement du 2 janvier 1847 ;

sur le régime des établissements d'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 4 mai 1855 ;

men du baccalauréat ;

sur les examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences ;

Vu le règlement du 25 juillet 1874 ;

Vu les règlements des 15 janvier et 5 février 1881 ;

Vu les décrets des 25 juillet et 25 novembre 1882, relatifs à la perception des droits universitaires dans les établissements d'enseignement supérieur ;

Arrête :

Article premier. — Les centres d'examen où se rendront les mem-

(1) Ces dispositions ont été rendues applicables aux Facultés de Bordeaux, Clermont, Poitiers et Rennes, par arrêté du 31 mai 1883, aux Facultés de Lyon par arrêté du 15 juin 1883, aux Ecoles supérieures d'Alger, par arrêté du 19 juin 1883.

bres détachés des Facultés des Lettres et des Facultés des Sciences pendant la session de juillet 1883, pour les épreuves du baccalauréat, sont déterminés ainsi qu'il suit :

Académie d'Aix, sessions à Bastia, Ajaccio, Nice ;
Académie de Caen, session à Rouen ;
Académie de Douai, session à Amiens ;
Académie de Grenoble, sessions à Tournon, Chambéry ;
Académie de Montpellier, session à Carcassonne.

Art. 2. — Les opérations de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences de Paris commenceront le 7 juillet ; celles des Facultés des Sciences et des Lettres des départements commenceront le 20 juillet.

Art. 3. — Les opérations des Facultés des Lettres et des Facultés des Sciences, hors du siège des Facultés, auront lieu, comme par le passé, de telle sorte que les séances affectées aux épreuves écrites pour les candidats de l'un des deux ordres soient consacrées aux épreuves orales pour les candidats de l'autre ordre.

Art. 4. — Les candidats s'inscriront aux secrétariats des Facultés du 10 au 25 juin à Paris, et du 20 juin au 5 juillet dans les départements.

Ces registres seront clos irrévocablement à six heures du soir, aux jours indiqués ci-dessus comme terme de l'inscription légale.

Art. 5. — Les candidats, qu'ils subissent leurs examens au chef-lieu académique ou dans les centres situés hors du chef-lieu devront se faire inscrire aux secrétariats des Facultés. Ils pourront demander leur inscription par lettre affranchie accompagnée des pièces exigées par les règlements des 25 mars 1865 et 19 juin 1880.

Le secrétaire leur délivrera immédiatement ou leur enverra par la poste, un bulletin de versement, indiquant le montant de la somme à consigner, qui devra être versée soit à la caisse du percepteur désigné de la ville siège de la Faculté, soit à la caisse du trésorier général ou du receveur particulier de l'arrondissement où ils résident. Le récépissé qui leur sera délivré sera soumis au visa du secrétaire avant l'admission aux épreuves, ce fonctionnaire devant toujours se joindre aux membres détachés des Facultés. En cas d'échec, le remboursement des consignations qui ne sont pas acquises au trésor sera effectué sur le vu d'un ordre de remboursement délivré par le secrétaire, et dont le montant sera acquitté soit par le percepteur de la ville siège de la Faculté, soit par le trésorier général, le receveur particulier ou le percepteur de la résidence de la partie versante.

Arrêté portant ouverture d'une session extraordinaire de Baccalauréat dans les Facultés des Sciences et dans les Facultés des Lettres.

22 Janvier 1884

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

Vu l'article 2 du règlement du 20 janvier 1859 ;

Vu le règlement du 25 mars 1865 ;

Vu l'article 3 de l'arrêté du 21 mars 1870 ;

Vu l'article 14 du décret du 25 juillet 1874 ;

Vu les décrets des 20 juin et 12 juillet 1878 ;

Vu les décrets et arrêté du 19 juin 1880 ;

Vu les décrets des 25 juillet et 25 novembre 1882, relatifs à la perception des droits universitaires dans les établissements d'enseignement supérieur,

Arrête :

Article premier. — Une session extraordinaire de baccalauréat s'ouvrira le 29 mars 1884 dans les Facultés des Lettres.

Cette session est exclusivement réservée aux candidats ajournés aux épreuves de la deuxième série et qui en justifient.

Art. 2. — Une session extraordinaire de baccalauréat complet et restreint s'ouvrira le 22 avril 1884 dans les Facultés des Sciences.

Sont admis à s'inscrire pour cette session :

Les candidats aux Ecoles spéciales du Gouvernement pour le concours de 1884 ;

Les étudiants en droit aspirant à la licence régulièrement inscrits à une Faculté ;

Les étudiants en médecine, en cours régulier d'études avant le 1^{er} novembre 1879, et qui justifient du diplôme de bachelier ès lettres ;

Les candidats ajournés deux fois et qui en justifient.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 21 mars 1870, les aspirants au baccalauréat ès sciences complets, candidats aux Ecoles du Gouvernement, ne seront inscrits sur le registre des aspirants audit grade, qu'autant que l'autorisation de leurs ascendants ou tuteurs portera, indépendamment des autres indications réglementaires, la formule suivante :

« Je déclare, en outre, que mon fils (ou pupille) se présentera cette année au concours d'admission à l'Ecole... »

Les aspirants au baccalauréat ès sciences complet ou restreint, étudiants en droit ou en médecine, produiront le relevé de leurs inscriptions.

Art. 4. — Les candidats devront se faire inscrire aux secrétariats des Facultés. Ils pourront demander leur inscription par lettre affranchie, accompagnée des pièces exigées par les règlements des 25 mars 1865 et 19 juin 1880.

Le secrétaire leur délivrera immédiatement, ou leur enverra par la poste, un bulletin de versement indiquant le montant de la somme à consigner, qui devra être versée, soit à la caisse du percepteur désigné de la ville siège de la Faculté, soit à la caisse du trésor général ou du receveur particulier de l'arrondissement où ils résident.

Le récépissé qui leur sera délivré sera soumis au visa du secrétaire, avant l'admission aux épreuves.

En cas d'échec, le remboursement des consignations qui ne sont pas acquises au Trésor sera effectué sur le vu d'un ordre de remboursement, délivré par le secrétaire, et dont le montant sera acquitté, soit par le percepteur de la ville siège de la Faculté, soit par le trésorier général, le receveur particulier ou le percepteur de la résidence de la partie versante.

Art. 5. — Les Recteurs des Académies sont chargés de l'exécution du présent arrêté (1).

(1) M. le Recteur, j'ai l'honneur de vous adresser un certain nombre d'exemplaires d'un arrêté du 22 janvier courant, qui autorise l'ouverture de sessions extraordinaires pour le baccalauréat ès sciences et pour le baccalauréat ès lettres.

Ces sessions commenceront le 22 avril prochain dans les Facultés des Sciences et le 29 mars 1884 dans les Facultés des Lettres.

Vous remarquerez que, conformément aux dispositions des règlements du 19 juin 1880, la session pour le baccalauréat ès lettres est exclusivement réservée aux candidats à la deuxième série des épreuves, précédemment ajournés.

L'arrêté du 22 janvier contient l'indication des diverses catégories des candidats qui peuvent être admis à cette session pour le baccalauréat ès sciences complet et restreint; la condition expresse pour être admis à s'inscrire pour ce dernier grade est d'avoir pris régulièrement des inscriptions de doctorat avant le 1^{er} novembre 1879, et de justifier, par conséquent, du baccalauréat ès lettres.

Je vous prie de donner les instructions les plus précises pour que les justifications exigées des candidats et de leurs pères ou tuteurs soient l'objet d'une attention spéciale et d'un contrôle très sévère.

Je vous autorise à avancer ou à retarder de quelques jours, suivant les convenances locales, les dates fixées par l'arrêté du 22 janvier.

Vous voudrez bien, au reçu de cette circulaire, vous entendre avec MM. les Doyens et me faire connaître immédiatement les dates que vous aurez adoptées.

L'arrêté du 22 janvier contient l'indication du mode de versement et de remboursement des droits universitaires. Ces dispositions ne font que reproduire les prescriptions récemment adoptées.

Vous voudrez bien assurer l'exécution de ces diverses dispositions. (Circulaire du 25 janvier 1884.)

**Circulaire relative aux dispenses d'âge pour les Baccalauréats
ès lettres et ès sciences.**

7 Février 1884

J'ai remarqué que, dans plusieurs Académies, des candidats au baccalauréat, admis à se présenter pendant la session de juillet à la faveur d'une dispense d'âge et refusés à l'examen, se sont présentés de nouveau à la session de novembre sans nouvelle autorisation.

Je vous prie de vouloir bien rappeler à MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort académique que la dispense d'âge n'est accordée que pour la session en vue de laquelle elle a été demandée. Cette faveur repose d'ailleurs sur une présomption de capacité que l'ajournement du candidat fait tomber.

En conséquence les candidats refusés doivent renouveler leur demande de dispense d'âge.

**Arrêté relatif aux épreuves du Baccalauréat dans les Académies
de Bordeaux, Caen, Clermont, Montpellier, Poitiers, Rennes et
Toulouse.**

30 Mai 1884

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts

Vu l'arrêté du 6 juin 1882, pris sur l'avis de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, relatif au mode d'examen pour les épreuves du baccalauréat ès sciences et du baccalauréat ès lettres.

Vu les propositions faites par MM. les Recteurs des Académies de Bordeaux, Caen, Clermont, Montpellier, Poitiers, Rennes et Toulouse ; sur l'avis conforme des Facultés des Sciences et des Lettres de ces Académies,

Arrête :

Article premier. — Dans les Académies de Bordeaux, Caen, Clermont, Montpellier, Poitiers, Rennes et Toulouse, les épreuves du baccalauréat ès sciences et du baccalauréat ès lettres se feront, pendant la session de juillet-août 1884, suivant le mode établi par l'arrêté du 6 juin 1882 susvisé.

Art. 2. — MM. les Recteurs des Académies de Bordeaux, Caen, Clermont, Poitiers, Rennes et Toulouse sont chargés d'arrêter les mesures propres à assurer l'exécution de ces dispositions, en se conformant aux prescriptions de l'arrêté du 6 juin 1882.

Arrêté déterminant les centres d'examen pour le Baccalauréat.

10 Juin 1884

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts

Vu le règlement du 2 janvier 1847 ;

Vu les décrets du 22 août 1854 sur l'organisation des Académies et sur le régime des établissements d'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 4 mai 1855 ;

Vu les règlements des 25 mars 1865, 19 mars 1870 et 19 juin 1880, sur les examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences ;

Vu le règlement du 25 juillet 1874 ;

Vu les règlements des 15 janvier et 5 février 1881 ;

Vu les décrets des 25 juillet et 25 novembre 1882, relatifs à la perception des droits universitaires dans les établissements d'enseignement supérieur,

Arrête :

Article premier. — Les centres d'examen où se rendront les membres des Facultés des Lettres et des Facultés des Sciences, pendant la session de juillet-août 1884, pour les épreuves du baccalauréat sont déterminés ainsi qu'il suit :

Académie d'Aix : sessions à Bastia, Ajaccio, Nice ;

Académie de Douai : session à Amiens ;

Académie de Grenoble : sessions à Tournon, Chambéry.

Art. 2. — Les opérations de la Faculté des Lettres et de la Faculté

des Sciences de Paris commenceront le 5 juillet ; celles des Facultés des Sciences et des Facultés des Lettres des départements commenceront le 20 juillet.

Art. 3. — Les opérations des Facultés des Lettres et des Facultés des Sciences, hors du siège des Facultés, auront lieu comme par le passé, de telle sorte que les séances affectées aux épreuves écrites pour les candidats de l'un des deux ordres soient consacrées aux épreuves orales pour les candidats de l'autre ordre.

Art. 4. — Les candidats, qu'ils subissent leurs examens au chef-lieu académique ou dans les centres situés hors du chef-lieu doivent se faire inscrire aux secrétariats des Facultés, du 15 au 25 juin à Paris, et du 20 juin au 5 juillet dans les départements. Ils pourront demander leur inscription par lettre affranchie, accompagnée des pièces exigées par les règlements des 25 mars 1865 et 19 juin 1880.

Les registres seront clos irrévocablement à six heures du soir aux jours indiqués ci-dessus comme terme de l'inscription légale.

Art. 5. — Les Recteurs des Académies d'Aix, de Douai et de Grenoble sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Circulaire relative aux formalités à remplir par les candidats au Baccalauréat.

22 Septembre 1884

Par une circulaire du 8 décembre 1882 (1), un de mes prédécesseurs vous a rappelé les dispositions relatives aux formalités à remplir par les candidats au baccalauréat. Cette circulaire énonçait expressément qu'en aucun cas le secrétaire de la Faculté ne peut demander aux candidats à quel établissement public ou libre ils appartiennent.

Je suis informé que dans quelques Facultés ces prescriptions n'ont pas été exactement observées.

Je vous prie de rappeler de nouveau ces dispositions à MM. les Doyens et Secrétaires des Facultés, et de veiller personnellement à ce qu'il n'y soit dérogé pour aucun motif.

Vous voudrez bien m'accuser réception de la présente circulaire.

Circulaire relative au délai d'ajournement des candidats aux épreuves du Baccalauréat ès sciences et du Baccalauréat ès lettres.

27 Octobre 1884

Monsieur le Recteur, vous m'avez adressé la liste alphabétique des candidats qui ont échoué aux épreuves du baccalauréat ès lettres (première et deuxième partie) et aux épreuves des baccalauréats ès sciences complet et restreint. Vous m'avez également communiqué, en exécution de la circulaire du 17 novembre 1883, la liste des candidats admis aux épreuves de la première partie du baccalauréat ès lettres.

L'examen de ces listes a donné lieu de remarquer que plusieurs candidats se sont présentés deux fois au même examen dans des Facultés différentes pendant la même session.

L'article 19 du règlement du 19 juin 1880 concernant les épreuves d'admission au grade de bachelier ès lettres porte que « le candidat ajourné ne peut se représenter dans le cours de la même session ».

Ces dispositions qui ne font qu'appliquer les prescriptions de l'article 63 de la loi du 15 mars 1850, concernent aussi bien les examens du baccalauréat ès sciences que ceux du baccalauréat ès lettres. Elles vous ont été rappelées en ces termes par la circulaire du 31 octobre 1883 :

« Aux termes de l'article 63, paragraphe 3, de la loi du 15 mars 1850, un candidat refusé ne peut se présenter avant trois mois à un

(1) Cette circulaire (confidentielle) rappelait notamment aux Recteurs que les dispositions des circulaires antérieures des 10 août 1865 et 15 juillet 1869 n'étaient pas modifiées, et que les secrétaires des Facultés ne devaient pas demander aux candidats à quel établissement d'enseignement public ou libre ils appartenaient.

nouvel examen, sous peine de nullité du diplôme ou brevet indûment obtenu. Cette disposition est formelle ; mais, en fait, elle est subordonnée à la répartition dans le cours de l'année scolaire des sessions d'examen qui, toutes, ne sont pas trimestrielles ; quelques-unes sont semestrielles ; d'autres sont annuelles. De là l'usage qui s'est établi de faciliter, dans certains cas, le renouvellement de l'examen avant la session suivante. Ces abréviations de délai d'ajournement sont d'ailleurs prévues par l'arrêté du 28 juin 1869 et sont réservées à votre décision ; elles doivent être tout à fait exceptionnelles. L'article 63 de la loi du 15 mars 1850 est surtout applicable aux candidats aux baccalauréats ès sciences et ès lettres ; il vise ceux de ces candidats qui, après avoir échoué devant une Faculté, se présenteraient pendant la même session et pour le même examen devant une autre Faculté. La loi déclare nul l'examen subi avec succès dans ces conditions ; il est essentiel que les candidats ne l'ignorent pas. Vous prendrez des mesures en conséquence. Un contrôle est, d'ailleurs, organisé par les soins de mon administration sur les listes des candidats refusés que vous avez à me transmettre à l'issue de chaque session.

« Les candidats seront avertis qu'en outre de la nullité de l'examen prévue par la loi de 1850, l'article 24 du décret du 30 juillet 1883 les défère à la juridiction du Conseil Académique qui peut les « exclure à temps ou à toujours de toutes les Facultés ».

Afin de faciliter l'application rigoureuse des prescriptions qui viennent d'être rappelées, j'ai décidé qu'en outre des formalités qu'ils ont à remplir, en se faisant inscrire, les candidats devront signer la déclaration suivante après en avoir pris connaissance.

Je soussigné (nom, prénoms) _____, département de _____
né à _____, le (jour, mois, an) _____
candidat au baccalauréat ès _____ déclare ne m'être pas inscrit ou fait inscrire dans une autre Faculté ou Ecole pour subir le même examen pendant la présente session.

Je déclare en outre n'avoir pas subi ledit examen dans une autre Faculté ou Ecole pendant cette même session.

Les candidats seront avertis des peines disciplinaires qu'ils peuvent encourir en outre de la nullité de l'examen.

Je vous recommande tout particulièrement de veiller à l'exacte exécution des instructions qui précèdent. Vous voudrez bien donner les ordres les plus précis pour qu'elles soient l'objet d'une attention spéciale de la part de MM. les Doyens et Secrétaires des Facultés des Sciences et des Lettres, et vous aurez à m'informer sans délai des fraudes ou des tentatives de fraudes qui se produiraient.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire.

Circulaire relative aux dispenses d'âge pour le Baccalauréat.

5 Décembre 1884

La circulaire du 1^{er} juillet 1882 a déterminé, conformément à l'avis du Comité consultatif de l'enseignement public, les conditions dans lesquelles les demandes de dispense d'âge pour le baccalauréat devaient être instruites ou examinées.

La circulaire du 7 février 1884 exige que les candidats refusés à la session de juillet renouvellent leur demande de dispense d'âge pour pouvoir se présenter à la session de novembre.

Pour compléter les diverses dispositions relatives aux dispenses d'âge, j'ai décidé :

1^o Que les candidats autorisés à se présenter, avec dispense d'âge à la session de juillet, et qui, à cette session, auront été admis aux épreuves orales pourront, sans nouvelle autorisation, se présenter à la session de novembre.

2^o Que les candidats qui n'auront pas justifié la faveur de la dispense, en étant admissibles aux épreuves orales, ne pourront pas se présenter à la session de novembre, sauf dans le cas où ils atteindraient leur seizième année pendant le mois de novembre.

Je vous prie de donner des instructions dans ce sens à MM. les

Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre Académie et de veiller à ce qu'elles soient rigoureusement exécutées.

Circulaire relative à l'obligation d'être bachelier pour obtenir une bourse de licence et d'agrégation.

20 Mai 1885

INSCRIPTIONS CONDITIONNELLES.

Vous autoriserez, comme par le passé, à s'inscrire conditionnellement les jeunes gens qui ne seraient pas encore bacheliers à l'ouverture du concours. Ils devront être reçus bacheliers à la session de juillet-août. Vous aurez soin de m'adresser, après la clôture du registre d'inscription, la liste des candidats que vous auriez inscrits conditionnellement, et me faire savoir, aussitôt après la session du baccalauréat, le résultat de leur examen. En aucun cas, les candidats de cette catégorie ne pourront réclamer le bénéfice de la session de novembre.

Décret déterminant les conditions d'études exigées des aspirants aux grades de pharmacien de 1^{re} et 2^e classe.

26 Juillet 1885

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes ;

Vu la loi du 21 germinal an XI et l'arrêté du Gouvernement en date du 25 thermidor de la même année ;

Vu l'ordonnance du 27 septembre 1840 et le règlement du 5 février 1841 ;

Vu les décrets des 22 août 1854 et 15 février 1860 ;

Vu l'article 20 de la loi du 26 juillet 1860 ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 1861 ;

Vu les décrets des 14 juillet et 26 décembre 1875 ;

Vu les décrets des 12 juillet et 31 août 1878 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1878 ;

Vu les lois des 27 février et 18 mars 1880 ;

Vu les décrets des 3 août et 30 juillet 1883 ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu (1),

Arrête :

Article premier. — Les études en vue des diplômes des pharma-

(1) Si les décrets de 1875 et de 1878 ont comblé une lacune regrettable en imposant aux étudiants l'obligation de faire d'une manière distincte leur stage et leur scolarité, ils ont laissé aux étudiants la faculté de ne présenter le grade de bachelier ou le certificat d'examen de grammaire qu'au moment de prendre leur inscription soit de stage, soit de scolarité. En réalité, un très petit nombre d'élèves étaient pourvus avant d'entrer en pharmacie, des grades dont il s'agit, et la plupart d'entre eux préparaient les examens qui conduisent à ces grades pendant le cours de leur stage officinal. Cette facilité laissée aux candidats d'entreprendre en même temps deux études aussi différentes a produit des résultats contraires à ceux que l'on pouvait attendre. Le plus grand nombre, empêchés par les obligations de la pratique du stage, terminaient leur période triennale sans pouvoir subir avec succès les examens du baccalauréat ou du certificat de grammaire, et il en résultait de longues interruptions dans le cours des études ou des demandes de dispenses, dont le nombre excessif m'a été signalé par le Comité consultatif. Le conseil supérieur a pensé que cette situation était défavorable aux études préliminaires des candidats, et par conséquent au bon recrutement des élèves en pharmacie, il a reconnu que l'intérêt même des candidats exige que ceux-ci obtiennent, avant d'entreprendre leurs études spéciales, la sanction de leurs études classiques, afin de pouvoir commencer sans autre préoccupation la période du stage.

En conséquence, nul ne pourra à l'avenir prendre sa première inscription de stage s'il ne justifie de l'un des grades énumérés à l'article 2 du décret. Ces grades sont, pour les aspirants au titre de pharmacien de 1^{re} classe: le diplôme de bachelier ès lettres, ou le diplôme de bachelier ès sciences complet, ou enfin le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire spécial; pour le titre de pharmacien de 2^e classe, soit le certificat d'examen de grammaire complété par un examen portant sur les éléments de physique, de chimie et d'histoire naturelle, conformément au programme d'études de troisième année de l'enseignement secondaire spécial. (Circulaire du 15 octobre 1885.)

ciens de première classe et de pharmacien de deuxième classe durent six années, savoir : trois années de stage dans une officine de trois années de scolarité.

Art. 2. — Le stage est constaté au moyen d'inscriptions.

Nul ne peut se faire inscrire comme stagiaire s'il n'a seize ans accomplis et s'il ne produit, pour le grade de pharmacien de première classe, le diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences (complet) ou le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire spécial, pour le grade de pharmacien de deuxième classe, à défaut de l'un de ces diplômes de bachelier, soit le certificat d'études de l'enseignement secondaire spécial, soit le certificat d'examen de grammaire complété par un examen portant sur les éléments de physique, de chimie et d'histoire naturelle, conformément au programme d'études de troisième année de l'enseignement secondaire spécial.

Décret exigeant des candidats à la licence ès sciences le grade de bachelier.

28 Juillet 1885

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu (1),
Décrète :

(1) RAPPORT PRESENTE AU CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, SUR UN PROJET DE DECRET RELATIF A LA LICENCE ES SCIENCES, PAR M. LESPIAULT, MEMBRE DU CONSEIL.

Le baccalauréat de l'enseignement spécial n'offre pas, suivant eux, une garantie suffisante de culture générale; enfin il ne suppose aucune connaissance du grec ni du latin, et cependant une notion au moins superficielle de ces langues est nécessaire pour l'intelligence complète des termes scientifiques et pour la lecture de certains ouvrages fondamentaux.

Il a été répondu qu'on était généralement trop porté à juger l'enseignement spécial par les élèves qui n'ont suivi que le premier cycle; que le baccalauréat établi il y a trois ans, pour relever cet enseignement, offrait des garanties sérieuses de culture générale. A peu près équivalent sous le rapport scientifique, au baccalauréat ès sciences, il remplace la version latine par une composition française et une composition d'histoire; il suppose des connaissances plus complètes en géographie et en histoire littéraire; il comprend en sus des notions d'économie politique et de droit usuel. En ce qui concerne les études de latin (car il ne faut pas parler du grec, également étranger aux deux baccalauréats) qui seraient nécessaires à l'intelligence des étymologies ou à la lecture de certains traités, elles seraient certainement très utiles à tous, particulièrement aux savants qui seuls se présenteraient jadis à la licence ès sciences naturelles; mais, depuis que cette licence est devenue, comme les autres, un grade professionnel, on ne saurait être aussi exigeant. Enfin, il serait cruel d'opposer une barrière infranchissable aux jeunes gens qui, après avoir suivi les études d'enseignement spécial, auraient le désir de pousser plus loin leur éducation scientifique.

C'est pour des raisons analogues que votre Commission s'est refusée à adopter une autre proposition faite par l'un de ses membres par laquelle le baccalauréat de l'enseignement spécial aurait dû être complété par le certificat de grammaire. On a considéré que ce certificat n'avait aucune valeur réelle; que la moitié au moins des élèves de quatrième l'obtenaient sans examen, que les autres, pour se présenter devant un jury spécial, apprenaient à la hâte quelques mots de latin, qu'ils oublièrent aussitôt, et qu'en un mot ce certificat n'offrait aucune garantie supplémentaire.

Un autre paragraphe de l'article premier porte qu'après avis de la Commission des sciences du Comité consultatif, le Ministre pourra autoriser à se présenter à la licence ès sciences naturelles sans qu'ils justifient du diplôme de bachelier ès sciences complet ou du diplôme de bachelier de l'enseignement spécial, les aspirants au doctorat en médecine qui ont subi avec succès le premier examen probatoire.

Ce paragraphe, dont quelques membres de la Commission trouvaient la tolérance excessive, a néanmoins été maintenu, parce que le premier examen probatoire de médecine est supérieur à celui de bachelier ès sciences complet, que les étudiants en médecine sont en outre bacheliers ès lettres, que d'ailleurs l'autorisation du Comité consultatif est imposée et ne sera accordée que sur de bonnes notes, que les meilleurs seulement parmi les étudiants en médecine ont l'énergie de se préparer à la licence, et qu'enfin il est très important de multiplier les points de contact entre les diverses Facultés d'une même Académie.

Mais votre Commission a été unanime à regretter que dans notre riche système d'examens il n'y en eût aucun qui fût la sanction de ce cours si important, et elle émet de nouveau le vœu que les prochains remaniements de tous les baccalauréats comprennent le rétablissement de l'ancien baccalauréat ès sciences mathématiques.

Article premier. — Les Facultés des Sciences délivrent les certificats d'aptitude pour :

La Licence ès sciences mathématiques ;

La Licence ès sciences physiques ;

La Licence ès sciences naturelles,

Pour se présenter aux examens, il faut justifier du diplôme de bachelier ès sciences complet ou de bachelier de l'enseignement secondaire spécial et de quatre inscriptions trimestrielles.

Peuvent être autorisés, après avis de la Commission des sciences du Comité consultatif de l'enseignement public, à se présenter à la licence ès sciences naturelles, sans justifier du diplôme de bachelier ès sciences complet ou du diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire spécial, les aspirants au doctorat en médecine qui ont subi avec succès le premier examen probatoire.

Circulaire relative aux dispenses d'âge pour le Baccalauréat.

19 Août 1885

Monsieur le Recteur, à la suite de la présente session de juillet-août, un certain nombre de nouvelles demandes de dispense d'âge pourront être adressées, en vue de la session de Novembre, par des candidats ajournés.

Je crois donc utile de vous rappeler les termes de la circulaire du 5 décembre 1884, en vous priant de vouloir bien observer strictement les prescriptions suivantes :

« 1° Les candidats autorisés à se présenter avec dispense d'âge à la session de juillet, et qui, à cette session, auront été admis aux épreuves orales, peuvent, sans autorisation, se présenter à la session de novembre ;

« 2° Les candidats qui n'auront pas justifié la faveur de la dispense en étant admissibles aux épreuves orales, ne pourront pas se présenter à la session de novembre, sauf le cas où ils atteindraient leur seizième année pendant le mois de novembre. »

Circulaire relative aux inscriptions prises sur la production du brevet de capacité obtenu dans les Colonies.

13 Octobre 1885

Le décret du 23 décembre 1857, qui a institué dans les colonies une commission chargée d'examiner les aspirants au baccalauréat et de leur délivrer les certificats d'aptitude au brevet de capacité pour les lettres ou pour les sciences, décide, article 5, que les élèves porteurs de ce brevet peuvent prendre les quatre premières inscriptions près les Facultés de Droit ou de Médecine, avant d'avoir régularisé leur position par l'obtention du diplôme de bachelier, le décret du 26 octobre 1871, qui a autorisé l'échange des brevets de capacité avec un diplôme de bachelier, après avis d'une Faculté de la métropole, n'a modifié aucune de ces dispositions, qui restent donc en vigueur.

Les facilités ainsi accordées aux jeunes créoles sont justifiées par les délais nécessairement très longs après lesquels l'échange dont il s'agit peut être accordé ou refusé ; mais le décret de 1871, en limitant le nombre des inscriptions qui peuvent être prises dans ces conditions, a voulu que les études ne pussent être continuées si, après l'année écoulée, l'échange n'a pas été obtenu.

Je suis informé que, dans quelques Facultés, les élèves originaires des colonies ont été admis à subir l'examen correspondant aux inscriptions qu'ils étaient autorisés à prendre exceptionnellement. Cette interprétation du décret de 1871 est contraire à l'esprit et à la lettre de ce décret, et je vous prie de le faire observer à MM. les Doyens et Directeurs de votre ressort académique ; vous les inviterez à donner les ordres nécessaires pour que les étudiants ne puissent être admis à l'examen sans justifier du ou des diplômes de bachelier obtenus par voie d'échange.

Je vous prie de veiller personnellement à l'exécution de ces dispositions.

Circulaire relative à la délivrance des certificats de réception aux grades.

15 Octobre 1885

Mon attention a été appelée sur les réclamations fréquentes auxquelles donne lieu l'usage, établi par certaines Facultés, de refuser de délivrer aux étudiants un certificat constatant leur réception aux grades.

Ces réclamations sont fondées. Non seulement aucune disposition réglementaire n'interdit la délivrance des certificats dont il s'agit, mais il résulte des règlements organiques que les gradués doivent recevoir le certificat qui établit leur aptitude au grade pour lequel ils ont subi des épreuves régulières.

Si, dans la pratique, il est impossible de leur délivrer le certificat d'aptitude qui sert à établir le diplôme, et qui doit rester déposé aux archives, il me paraît indispensable de ne pas priver les étudiants d'un document qui peut leur être nécessaire pour justifier de leur réception avant la délivrance du diplôme. En conséquence, j'ai décidé qu'à l'avenir il serait procédé de la façon suivante :

Les secrétaires des Facultés et Ecoles délivreront au candidat admis au grade un certificat constatant sa réception, et portant l'indication de ses nom, prénoms, date et lieu de naissance ; ce certificat sera rendu aux secrétaires, soit des Facultés et Ecoles, soit des Académies, au moment de la remise du diplôme correspondant.

L'étudiant en possession de son diplôme n'a plus droit à un certificat, même dans le cas de perte du diplôme, lequel ne peut être remplacé que par un duplicata accordé à titre onéreux.

Ces mesures donneront satisfaction aux réclamations et éviteront les abus qui pourraient résulter de la délivrance de plusieurs certificats.

Je vous prie de transmettre ces instructions à MM. les Doyens et Directeurs de votre ressort académique, et de veiller à leur exécution.

Circulaire relative aux équivalences de grade.

1^{er} Novembre 1885

Les demandes d'équivalence de grade de bachelier formées par les étrangers qui désirent suivre en France les cours des différentes Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur devenant de plus en plus nombreuses, il m'a paru nécessaire d'établir les règles d'après lesquelles ces sortes d'affaires doivent être traitées.

Après un examen attentif des diverses formes sous lesquelles se produisent les demandes d'équivalence, le Comité consultatif a adopté les résolutions suivantes, que j'ai approuvées.

Les titres produits par les étrangers doivent être soumis à l'examen soit de la Faculté des Sciences, soit de la Faculté des Lettres, suivant l'ordre d'études dont justifie le candidat et la nature de l'équivalence qu'il sollicite.

Ces Facultés apprécient l'authenticité des documents produits, leur valeur scolaire, la nature des études qu'ils indiquent et les épreuves subies ; elles décident si ces justifications correspondent aux diverses matières exigées en France des candidats aux baccalauréats ès sciences et ès lettres, et enfin, s'il y a lieu, à équivalence.

En cas d'affirmative, les demandes et les pièces sont transmises, avec l'avis de la Faculté et votre opinion personnelle, au Ministre qui statue.

Il en est de même si la Faculté reconnaît que les justifications correspondent à des études trop insuffisantes pour être admises à l'équivalence.

Dans d'autres cas, les certificats produits présenteront des obscurités ou des lacunes : par exemple, il sera fait simplement mention de sciences physiques, sans qu'il soit spécifié si cette expression générale comprend la physique, la chimie et l'histoire naturelle, ou bien le certificat mentionnera la plupart des matières comprises dans le baccalauréat ès lettres, moins le grec et le latin ; il pourra se faire encore

que l'on produise pour ces langues des certificats émanant de professeurs particuliers.

Dans tous les cas, l'étranger devra être soumis à un examen devant une délégation de la Faculté des Sciences ou de la Faculté des Lettres. Cet examen sera oral et portera sur les matières qui ne se trouvent pas clairement énoncées sur les certificats produits, ou qui en seront absentes. Pour le latin, l'examen consistera en un thème et une version faits au tableau.

Si ces examens, en quelque sorte complémentaires, sont subis avec succès, l'étranger pourra obtenir l'équivalence, à titre onéreux, des grades correspondant aux certificats produits par lui.

Je vous prie d'assurer l'exécution immédiate de cette décision.

TARIF

ET NOMENCLATURE DES DROITS A ACQUITTER POUR L'OBTENTION DES GRADES
DANS LES FACULTÉS ET ÉCOLES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
A PARTIR DU 1^{er} AVRIL 1887.

ORDRE des ÉTABLISSEMENTS	GRADES et TITRES délivrés	DÉSIGNATION DES ACTES à accomplir pour l'obtention des grades	NOMBRE des ACTES à accomplir	TAUX de la rétribution pour chacun des actes	TOTAL des RÉTRIBU- TIONS	OBSERVATIONS
Faculté des Sciences	Baccalauréat	Examen	1	40 »	40 »	Décret du 23 août 1858.
		Certificat d'aptitude	1	20 »	20 »	
		Diplôme	1	40 »	40 »	
		TOTAL			100 »	
	Baccalauréat restreint	Examen	1	30 »	30 »	
		Certificat d'aptitude.	1	10 »	10 »	
		Diplôme	1	10 »	10 »	
		TOTAL			50 »	
Faculté des Lettres	Baccalauréat	Examen ou épreuves	2	30 »	60 »	Ce tarif a été établi par le dé- cret du 22 août 1854 sauf les modifications indiquées ci- dessus. Décret du 9 avril et 25 juil- let 1874.
		Certificats d'aptitude	2	10 »	20 »	
		Diplôme	1	40 »	40 »	
		TOTAL			120 »	

Circulaire relative à la délivrance des certificats de réception aux grades.

20 Avril 1886

Ma circulaire du 15 octobre 1885, relative à la délivrance des certificats de réception aux grades, décide que l'étudiant en possession de son diplôme n'a plus le droit à un certificat de réception, même dans le cas de perte du diplôme, lequel ne peut être remplacé que par un duplicata accordé à titre onéreux.

Cette mesure avait pour objet d'éviter les abus qui résultaient de la délivrance de plusieurs certificats ; elle soulève dans la pratique des difficultés qui m'ont été signalées et dont je crois devoir tenir compte.

En effet, aux termes d'une instruction du Ministère de la Guerre, les candidats à l'Ecole polytechnique sont tenus de justifier, par deux pièces distinctes de leur admission au grade de bachelier. Il peut également arriver qu'un aspirant à une Ecole soit en même temps candidat à une autre Ecole et qu'il se trouve ainsi dans l'impossibilité absolue de satisfaire aux règlements ministériels qui exigent la production du diplôme ou du certificat qui en tient lieu.

Dans ces conditions, j'ai décidé que désormais tout candidat à une Ecole du Gouvernement ou au volontariat pourrait recevoir, sur sa demande, des certificats constatant qu'il est bachelier. Chacun de ces certificats devra porter cette mention expresse qu'il est délivré exclusivement en vue d'un concours déterminé.

Vous voudrez bien faire connaître cette disposition à MM. les Doyens et Directeurs de votre ressort académique et veiller à son exécution.

Circulaire pour l'exécution du règlement du 31 mai 1886 exigeant le Baccalauréat des candidats aux bourses dans les Facultés des Sciences et des Lettres.

31 Mai 1886

Les candidats produisent, en s'inscrivant, leur diplôme de bachelier ès lettres pour les bourses de licence ès lettres, de bachelier ès sciences ou de bachelier de l'enseignement spécial pour les bourses de licence ès sciences. Comme par le passé, vous recevrez les inscriptions conditionnelles des candidats qui doivent subir les épreuves du baccalauréat à la prochaine session de juillet. Vous aurez soin de me faire connaître sans retard le résultat de leur examen.

Note relative aux sanctions du Baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial.

11 Septembre 1886

A la suite d'un accord intervenu entre le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes et ses Collègues des divers départements ministériels, les sanctions ci-après déterminées ont été accordées au baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial, savoir :

1° MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Les bacheliers de l'enseignement spécial seront admis, au même titre que les autres bacheliers, au concours pour l'Ecole forestière et pour l'Administration centrale.

2° MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

Les candidats aux emplois dans l'Administration centrale, pourvus du grade de bachelier de l'enseignement spécial, auront, comme les bacheliers ès lettres, un avantage de 10 points sur les bacheliers ès sciences.

3° MINISTÈRE DES FINANCES.

Le baccalauréat de l'enseignement spécial sera assimilé aux autres baccalauréats dans les concours pour les emplois suivants :

- 1° Administration centrale : Commis stagiaire ;
- 2° Enregistrement : Cadres auxiliaires ;
- 3° Perceptions ;
- 4° Manufactures nationales.

4° MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1° Le baccalauréat de l'enseignement spécial permettra de se présenter aux concours pour l'administration centrale ;

2° Il sera assimilé au baccalauréat ès sciences dans les concours pour l'Ecole polytechnique et l'Ecole spéciale militaire, un avantage de points étant cependant réservé aux candidats pourvus du baccalauréat ès lettres ;

3° Il dispense de l'examen pour le Volontariat d'un an.

5° MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Le baccalauréat spécial constituera un titre égal à celui des autres baccalauréats pour les candidats aux emplois de commis expéditionnaire à l'Administration centrale.

6° MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Les candidats aux emplois de commis expéditionnaire de l'Administration centrale pourront produire le baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial au même titre que les autres baccalauréats.

7° MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

Le baccalauréat de l'enseignement spécial donnera les mêmes avantages que le baccalauréat ès sciences dans les concours :

1° Pour les Administrations centrales de la Marine et des Colonies ;

2° Pour le personnel administratif secondaire des ports et arsenaux ;

3° Pour les emplois de pharmaciens de première classe.

8° MINISTÈRE DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

Dans les divers concours, les bacheliers de l'enseignement spécial auront un avantage de points sur les autres bacheliers.

9° MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Le baccalauréat de l'enseignement spécial permettra de prendre part au concours pour l'emploi de rédacteur à l'Administration centrale et dispensera de l'examen pour l'emploi d'agent secondaire des ponts et chaussées.

10° MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES CULTES.

Aux termes de l'article 8 du décret du 28 juillet 1882, les candidats pourvus du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial sont admis à se présenter aux examens des licences ès sciences.

En outre, ledit baccalauréat est équivalent au baccalauréat ès sciences restreint pour les études médicales.

Il est assimilé au baccalauréat ès sciences dans les concours pour l'admission aux emplois de l'administration centrale et de l'administration académique.

Décret concernant la composition des jurys du Baccalauréat.

28 Juillet 1887

Le Président de la République française ;

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts ;

Vu le titre III, paragraphes 2 et 3, du décret du 17 mars 1808 ;

Vu les articles 6 et 13 du statut du 18 décembre 1808 ;

Vu les articles 22 et 23 du statut du 16 février 1810 ;

Vu l'article 3 du règlement du 25 mars 1865 ;

Vu les articles 4 et 5 du décret du 19 juin 1880 ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu (1),

Décète :

Article premier. — Les maîtres de conférences et les chargés de cours des Facultés des Sciences et des Lettres pourvus du titre d'agrégé des lycées peuvent siéger dans les jurys du baccalauréat.

Dans aucun cas chaque jury ne peut comprendre moins de deux membres pourvus de grade de docteur.

Circulaire relative aux candidats au Baccalauréat ès sciences restreint pourvus de la première partie du Baccalauréat ès lettres.

30 Septembre 1887

Monsieur le Recteur, j'ai été consulté sur la question de savoir si un candidat pourvu de la première partie des épreuves du baccalauréat ès lettres doit être dispensé des épreuves littéraires du baccalauréat ès sciences restreint.

Les programmes de ces deux baccalauréats contiennent, en effet, des parties communes, et m'a paru convenable de ne pas exiger des candidats qu'ils subissent de nouveau des épreuves auxquelles ils ont déjà pris part.

J'ai décidé, en conséquence, que les candidats pourvus de la première partie du baccalauréat ès lettres seraient, à l'examen du baccalauréat ès sciences restreint, dispensés de la version latine et que les épreuves littéraires ne porteraient que sur la philosophie et sur le programme d'histoire et de géographie de la classe de philosophie des Lycées.

Je vous prie de porter cette décision à la connaissance de M. le Doyen et des intéressés et de veiller à son exécution.

(1) RAPPORT PRESENTE AU CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUR UN PROJET DE DECRET CONCERNANT LA COMPOSITION DES JURYS DU BACCALAUREAT PAR M. COUAT, MEMBRE DU CONSEIL.

Messieurs, votre Commission vous propose d'adopter le projet de décret qui vous est soumis, concernant les jurys d'examen pour le baccalauréat ès sciences et pour le baccalauréat ès lettres (suit le dispositif du projet qui a été adopté).

Jusqu'ici en effet, les membres des Facultés pourvus de grade de docteur, pouvaient seuls entrer dans les jurys des baccalauréats ès lettres et ès sciences, tandis que les Facultés, depuis l'institution des maîtrises de conférences, comptaient parmi leurs membres plusieurs maîtres agrégés des Lycées, mais non encore Docteurs. Il a paru utile, pour rendre plus facile la tâche des Facultés et pour leur permettre de donner plus de temps à l'enseignement, d'autoriser l'introduction dans les jurys des maîtres de conférences et chargés des cours agrégés des Lycées. Aucun diplôme ne prouve l'aptitude particulière de l'examineur; dans tous les cas, le titre d'agrégé est à ce point de vue une garantie suffisante. Les maîtres de conférences prennent part à tous les travaux de la Faculté; on les juge capables de préparer les candidats aux diverses licences et aux diverses agrégations: il serait illogique de les considérer comme incapables d'interroger les candidats au baccalauréat. Si, d'ailleurs ils ont la compétence et la capacité, pourquoi ne pas s'en servir?

Votre Commission a donc trouvé tout naturel que les maîtres de conférences pourvus de titre d'agrégé fussent autorisés à faire parti des jurys d'examens; mais elle a pensé qu'il serait imprudent de leur conférer un droit absolu, dont l'usage, dans certains cas, ne serait pas sans inconvénient. Les non-docteurs pourront être désignés pour prendre part aux examens du baccalauréat. Mais ils ne sont pas, dans chaque Faculté, membres de droit du jury. Enfin, pour éviter les réclamations que soulèverait peut-être la composition des jurys composés uniquement de jeunes agrégés, débutant à peine dans l'enseignement, l'Administration, d'accord avec votre Commission, a établi que les jurys comprendraient toujours deux membres au moins pourvus de grade de docteur.

Ces précautions sont sages; elles permettront de multiplier les jurys dans les Facultés des grands centres universitaires, où le nombre des maîtres des conférences non-docteurs est encore considérable; elles permettront en même temps de réserver pour l'enseignement ceux de ces maîtres de conférences qu'il conviendra.

Telles sont, Messieurs, les raisons, exposées très sommairement, pour lesquelles votre Commission vous propose d'adopter le projet de décret.

Circulaire accordant des avantages aux titulaires de la première partie du Baccalauréat ès lettres candidats à l'examen du certificat d'études d'officier de santé institué par le Décret du 30 Juillet 1886.

31 Octobre 1887

Monsieur le Recteur, le certificat d'aptitude à la première partie du baccalauréat ès lettres témoignant de connaissances littéraires supérieures à celles qui sont exigées pour le certificat d'études, j'ai décidé que les candidats aux diplômes d'officier de santé et de pharmacien de deuxième classe qui auront subi avec succès la première série des épreuves du baccalauréat ès lettres ne seront interrogés à l'examen du certificat d'études, institué par le décret du 30 juillet 1886, que sur les matières scientifiques de cet examen.

Je vous prie de porter cette décision à la connaissance de MM. les Doyens et Directeurs de votre ressort académique et de veiller à son exécution.

Arrêté relatif à l'épreuve orale de la langue vivante à l'examen du Baccalauréat ès sciences.

30 Décembre 1887

Le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts ;

vu l'arrêté du 26 décembre 1874 ;

Le Conseil de l'Instruction publique entendu (1),

(1) RAPPORT PRESENTE AU CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUR UN PROJET D'ARRETE RELATIF A L'EPEUVE DE LANGUES VIVANTES AU BACCALAUREAT ES SCIENCES, PAR M. MOTHERE, MEMBRE DU CONSEIL.

Messieurs, l'examen du baccalauréat ès sciences, dans la partie des langues vivantes, est encore réglé par l'arrêté du 26 décembre 1874; c'est probablement le plus ancien de nos programmes; il a treize ans d'existence aujourd'hui même, et ne méritait pas cette longévité exceptionnelle.

Commun dans l'origine au baccalauréat ès lettres et au baccalauréat ès sciences, cette identité déjà le condamne; ainsi nulle distinction entre un élève de philosophie et un élève de mathématiques élémentaires; on supposait à l'un et à l'autre une égale culture littéraire.

Le programme d'anglais, par exemple, comprenait trois auteurs, tous trois poètes, et des plus difficiles que cette littérature puisse fournir : Pope, Milton, Shakespeare. Ce programme d'examen devenait inévitablement le programme d'enseignement dans les classes de Mathématiques préparatoires et de Mathématiques élémentaires, qui n'en ont pas d'autres. Les beautés poétiques échappent à ces élèves pour la plupart; les inversions et les tropes ne deviennent intelligibles pour eux qu'à force d'explication.

Encore, le temps est-il si court qu'on ne saurait tout leur expliquer. On pourrait objecter que ces élèves lisent en même temps Virgile, et, qui plus est, Horace, que les poètes latins devraient les initier, sinon à la poésie, du moins au langage poétique. Il est vrai, les choses devraient se passer ainsi; mais, en fait, elles se passent autrement; je ne sais, mais peut-être le professeur de latin rencontre-t-il de son côté les mêmes difficultés que le professeur d'anglais.

Le programme d'allemand donne lieu à des critiques moins absolues peut-être, mais encore trop justifiées: il suffit de citer le Laocoon de Lessing.

Votre Commission, Messieurs, a donc constaté avec regret que les candidats au baccalauréat ès sciences sont occupés à préparer des textes qui passent leur compréhension, à recueillir un mot à mot que le professeur fait devant eux, à s'en charger la mémoire, non pas pour longtemps. Quand leurs efforts sont récompensés c'est par le diplôme, et non par un progrès réel. Rien ne saurait être plus contraire aux intentions du Conseil.

Le remède était aisé: prendre dans le plan d'études, surtout dans les classes de troisième et de seconde, des prosateurs d'abord, et sans négliger les modernes. Mais votre Commission n'a eu garde de corriger un excès par un excès contraire, et, parce qu'on avait exagéré la part de la haute poésie, d'exclure systématiquement les ouvrages en vers. Mettre le programme à la portée des élèves est sage, sans doute, mais à la portée des élèves sérieux; si quelques-uns ont emporté de la troisième (ou même de la seconde) des rudiments d'éducation littéraire, il est juste de leur laisser une occasion de l'entretenir, de leur en accorder même le bénéfice devant l'examineur du baccalauréat.

En conséquence, Messieurs, votre Commission vous propose d'arrêter ainsi qu'il suit la liste des auteurs allemands et anglais:

Arrête :

Article premier. — L'épreuve orale de langue vivante à l'examen du baccalauréat ès sciences consiste en :

Questions de grammaire ;

Explication d'un texte ;

Exercice de conversation. Les candidats interrogés sur l'Allemand devront lire l'écriture cursive ;

Allemand	Gœthe : <i>Campagne de France.</i>
	Schiller : <i>Guillaume Tell.</i>
	Auerbach : <i>Récits villageois.</i>
Anglais	Goldsmith : <i>Le village abandonné. Le voyageur.</i>
	Macaulay : <i>Histoire d'Angleterre</i> , tome premier.
	Georges Eliot : <i>Silas Marner.</i>

La Commission laisse subsister les exercices oraux qui ont toujours accompagné l'explication des textes, et qui sont ainsi désignés dans l'arrêté précité : questions sur la grammaire ; exercice de conversation.

La Commission allait borner là son travail, quand son attention a été appelée sur les programmes d'italien et d'espagnol : ceux-ci encore avaient été faits primitivement pour les élèves des lettres, étendus ensuite aux élèves des sciences par une assimilation très contestable ; les noms de Dante, Machiavel, Tasse, Calderon, semblaient destinés à disparaître comme Shakespeare, Milton, Pope et Lessing.

Mais fallait-il simplement refaire une liste d'auteurs et laisser, d'ailleurs, au programme sa forme actuelle, qui est la même pour les langues du Nord et les langues du Midi ? Y a-t-il, au contraire dans les choses une diversité qui motiverait un traitement différent ?

L'italien et l'espagnol, a-t-on dit, ont leur clientèle dans nos provinces méridionales, où les jeunes gens en acquièrent aisément l'usage, favorisés par la ressemblance des patois, par des fréquents rapports avec les étrangers ; pour savoir bien ces langues ils n'auraient qu'à seconder les circonstances. On se plaint qu'ils les secondent mollement, qu'ils se contentent d'une connaissance superficielle acquise à peu de frais, et contentent même leurs juges à ce prix.

Si les langues du Midi ont été admises dans nos programmes, ce n'est pas évidemment dans l'intention de faciliter l'accès des diplômes à la population scolaire de quelques départements ; c'est pour le bien de nos rapports intellectuels, politiques, commerciaux avec les peuples voisins ; c'est que l'italien grandit rapidement en importance, que l'espagnol est une langue du négoce, après l'anglais, la plus répandue sur le globe.

La Commission était donc sollicitée à fortifier l'examen d'italien et d'espagnol, dans l'intérêt de l'équité, pour que le diplôme s'acquière partout avec la même difficulté comme il a la même valeur ; surtout dans un intérêt public, et dans l'espérance que la jeunesse du midi ne se dérobera plus, ou se dérobera moins, aux occasions d'apprendre les langues limitrophes, au devoir de contribuer à nos relations avec l'extérieur.

Cette proposition ainsi motivée, la Commission l'a jugée d'autant plus acceptable qu'on ne lui demandait pas des réformes profondes telles que le Conseil ne les attendait pas d'elle, et telles que peut-être il eût hésité à les ratifier. Ainsi elle ne se serait pas crue en droit d'instituer une composition écrite, un thème.

Le thème oral aurait eu des partisans ; on l'a pourtant écarté sous ce nom, le mot de thème se prêtant à une interprétation trop large s'appliquant, par exemple à un passage de Voltaire ou de Bossuet proposé par l'examineur. Finalement, on s'est accordé à demander simplement la traduction de quelques phrases au tableau. Ainsi compris, le thème oral se distingue peu de l'exercice de conversation déjà inscrit au programme : il en deviendra le complément naturel.

Si modeste que fût cette addition, la Commission s'est immédiatement appliquée à la compenser par un retranchement au moins égal. Le candidat devait jusqu'ici préparer quatre ouvrages, tous fort étendus ; on réduit chaque liste à deux articles : une chrestomathie pour l'une et l'autre langue, *Don Quichotte* pour l'espagnol, les *Fiancés de Manzoni* pour l'italien.

Le programme ainsi équilibré paraît satisfaire aux conditions requises ; on ne disperse pas l'attention des élèves ; c'est par un travail intelligent et fructueux qu'ils se prépareront aux épreuves.

Enfin, Messieurs, votre Commission a dû se demander à quelle époque les dispositions nouvelles entrèrent en vigueur. On vous propose de permettre, pendant un an, l'option entre le programme nouveau et l'ancien ; le candidats qui ont déjà commencé le travail aride et stérile imposé par l'ancien programme ont le droit d'y persévérer sans trouble dans la limite du temps indiqué ; mais il est probable, comme aussi cela est désirable, que la plupart se tourneront avec empressement vers les études plus intelligentes et plus profitables ; leurs professeurs ne manqueront pas de les y exhorter.

Les candidats interrogés sur l'une des deux langues du Midi traduisent au tableau des phrases françaises en Italien ou en Espagnol.

Art. 2. — L'explication des textes porte sur les auteurs ci-après : (Voir *Annexes II, programme de 1874.*)

Art. 3. — Les dispositions qui précèdent sont exécutoires à dater de la session de juillet 1889.

Jusqu'à cette époque, les candidats auront la faculté d'opter entre le présent programme et celui du 26 décembre 1874.

Circulaire relative au service des diplômes.

10 Février 1888

Monsieur le Recteur, la vérification des certificats d'aptitude aux grades m'a permis de constater que ces pièces ne sont pas toujours rédigées avec tout le soin nécessaire, et que, sur beaucoup d'entre elles, il est impossible de reconnaître la véritable orthographe des noms et lieux de naissance des candidats.

J'ai remarqué, en outre, que dans quelques Académies les résultats des examens me sont transmis avec un retard considérable.

Dans un service aussi minutieux, où la moindre erreur entraîne inévitablement une rectification de diplôme, il est indispensable que l'état civil des candidats soit établi avec la plus grande exactitude. Il importe également que les résultats des examens me soient envoyés dans un court délai, afin de mettre le plus tôt possible les diplômes à la disposition des ayants droit.

Je désire donc qu'à l'avenir les certificats d'aptitude aux grades soient écrits d'une manière très lisible et conforme à la teneur des actes de naissance qui les accompagnent. Ces pièces me seront adressées dans l'ordre prescrit par la circulaire du 30 juillet 1866, *au plus tard* dans la quinzaine de la clôture de la session pour le baccalauréat et la licence, et pour les autres grades, dans la quinzaine de l'admission à ces grades.

Je vous rappelle en même temps qu'aucun candidat ne doit être admis à s'inscrire sans le dépôt préalable de son acte de naissance suivi d'une traduction certifiée par un traducteur juré, lorsque cet acte est en langue étrangère.

Je vous prie de donner les ordres les plus précis afin que ces diverses dispositions soient strictement exécutées.

Circulaire relative à l'époque d'ouverture de la deuxième session ordinaire du Baccalauréat.

1^{er} Mai 1888

Mon attention est appelée sur les avantages qu'il y aurait à ce que la session de baccalauréat tenue en novembre par les Facultés des Sciences et des Lettres fût avancée au 25 octobre, c'est-à-dire réunie à la session extraordinaire qui s'ouvre à cette date pour les engagés conditionnels.

Cette modification aux règlements actuels aurait pour effet de supprimer certains inconvénients préjudiciables aussi bien à la régularité de l'enseignement qu'aux élèves des Lycées et des Facultés. Il paraît certain, par exemple, que la session de novembre entrave la reprise régulière et complète des cours et des conférences dans les Facultés. Les étudiants se trouvent ainsi sans direction au début de leurs études et ont le temps de prendre des habitudes de négligence. Enfin les candidats au baccalauréat ne rentrent guère au Lycée que le 1^{er} décembre, et perdent, par conséquent, les deux premiers mois de l'année scolaire.

Je vous prie de saisir de cette question la Faculté des Sciences et la Faculté des Lettres de votre Académie et de me faire parvenir, dans le plus bref délai possible, les résultats de leurs délibérations avec les rapports à l'appui.

Vous voudrez bien y joindre vos observations personnelles.

Circulaire fixant la date de l'ouverture de la seconde session ordinaire du Baccalauréat.

21 Septembre 1888

J'ai l'honneur de vous informer que, par un arrêté en date du 21 septembre courant, j'ai fixé au 3 novembre prochain la date d'ouverture de la seconde session ordinaire de 1888 pour les examens du baccalauréat ès lettres et du baccalauréat ès sciences.

Je vous prie de prendre les mesures nécessaires à l'exécution de cette disposition.

Circulaire relative aux dispenses d'âge pour le Baccalauréat.

15 Octobre 1888

Aux termes de la circulaire du 5 décembre 1884, relative aux dispenses d'âge pour le baccalauréat, les candidats qui n'ont pas justifié la faveur de la dispense à la session de juillet en étant admissibles aux épreuves orales ne peuvent pas se présenter à la session de novembre, sauf dans le cas où ils atteignent leur seizième année dans le courant du mois.

Cette disposition a soulevé de nombreuses réclamations : elles ont pour objet d'obtenir que la date fixée par la circulaire de 1884 soit reculée au 31 décembre.

Ce vœu m'ayant paru légitime, j'ai cru devoir le soumettre au Comité consultatif de l'enseignement supérieur. Cette assemblée l'a examiné dans sa séance du 13 octobre courant, et j'ai décidé, conformément à son avis, que les candidats pourvus d'une dispense d'âge, qui n'auront pas été admissibles en juillet aux épreuves orales, ne pourront pas prendre part à la session de novembre, sauf dans le cas où ils atteindraient leur seizième année dans le courant du mois de décembre suivant.

Quant à ceux qui auront été autorisés à subir leur examen en juillet, et qui, à cette époque, auront été admis aux épreuves orales, ils pourront, comme par le passé, se présenter sans nouvelle autorisation à la session de novembre.

Vous voudrez bien porter cette décision à la connaissance de MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre Académie et m'accuser réception de la présente circulaire.

Décret (1) portant obligation pour les candidats à l'Ecole du Service de Santé Militaire d'être pourvus du diplôme de bachelier ès lettres et du diplôme de bachelier ès sciences complet ou restreint.

25 Décembre 1888

TITRE II. — Mode et conditions d'admission des élèves.

Art. 10. — Nul ne peut être admis au concours s'il n'a préalablement justifié :

1° Qu'il est Français ou naturalisé Français ;

2° Qu'il a eu dix-sept ans au moins et vingt-deux ans au plus le 1^{er} janvier de l'année du concours.

.....
5° Qu'il est pourvu du diplôme de bachelier ès lettres et du diplôme de bachelier ès sciences complet ou restreint pour la partie mathématiques, ainsi que du nombre d'inscriptions à une Faculté de Médecine ou à une Ecole de plein d'exercice ou à une Ecole préparatoire et d'examens probatoires déterminés par le Ministre de la Guerre.

Toutes ces conditions sont de rigueur, et aucune dérogation ne peut être autorisée.

(1) Ce décret portait création de l'Ecole du service de santé militaire.

Circulaire relative à la première session ordinaire du Baccalauréat en 1889.

21 Mai 1889

... La date d'ouverture est fixée uniformément dans les départements au 16 juillet. Vous pourrez la retarder si vous le jugez convenable. Mais je tiens essentiellement à ce que vous ne l'avanciez pas sans m'en avoir référé.

Dans le cas où les dates déterminées pour les examens de licence par l'arrêté du 6 août 1881 ne cadreraient pas avec la date fixée par l'arrêté de ce jour pour les baccalauréats, je vous autorise à les modifier.

Il vous appartient de prescrire l'ouverture et la clôture des registres d'inscription dans les délais indiqués par les règlements.

Vous donnerez aux mesures prises dans vos Académies la plus grande publicité.

Arrêté et circulaire concernant le taux de l'indemnité à allouer aux professeurs de langues vivantes adjoints aux jurys d'examen du Baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial pour l'interrogation sur la langue vivante complémentaire.

1° ARRETE

22 Juillet 1889

Le Ministre de l'Instruction et des Beaux-Arts,

Vu les décrets des 28 juillet et 18 août 1882 ;

Vu le décret du 8 août 1886,

Arrête :

Les professeurs adjoints au jury d'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial pour l'interrogation sur la langue vivante dite complémentaire recevront, à la fin de chaque session, une indemnité calculée à raison de cinq francs par examen.

2° CIRCULAIRE

23 Juillet 1889

J'ai l'honneur de vous adresser ampliation d'un arrêté du 22 de ce mois, fixant le taux de l'indemnité à allouer aux professeurs de langues vivantes adjoints aux jurys du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial pour l'interrogation sur la langue vivante dite complémentaire. Cette partie de l'examen ne donnant lieu qu'à une épreuve orale, j'ai décidé que l'indemnité dont il s'agit serait de cinq francs par examen.

Il est bien entendu d'ailleurs que les professeurs qui ne résident pas dans la ville où siègera le jury recevront, en dehors du droit de présence ci-dessus spécifié, une indemnité de dix francs par jour, et seront, en outre, remboursés de leurs frais de voyage.

Je vous prie de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cet arrêté.

IX. — LE RÉGIME DE 1890 (1890-1901)

Décret relatif au Baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

8 Août 1890

Vu l'article 63 de la loi du 15 mars 1850 ;

Vu les décret et arrêté en date des 23 août 1858 et 20 janvier 1859, relatifs au baccalauréat ès sciences restreint ;

Vu les décret et arrêté en date des 27 novembre 1864 et 25 mars 1865 relatifs au baccalauréat ès sciences ;

Vu les décret et arrêté en date du 19 juin 1880, relatifs au baccalauréat ès lettres ;

Vu l'article 5 de la loi du 27 février 1880 ;
Vu les décrets des 15 janvier 1881 et 26 décembre 1882,
Le conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

TITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

Article premier. — Il est substitué aux baccalauréats ès lettres, ès sciences, et ès sciences resreint pour la partie mathématiques, un baccalauréat unique de l'enseignement secondaire classique.

Art. 2. — Les diplômes sont conférés par le Ministre de l'Instruction publique après des examens subis au siège des Facultés devant les jurys composés de membres de la Faculté des Sciences et de la Faculté des Lettres.

Art. 3. — Les épreuves du baccalauréat sont les unes écrites, les autres orales.

Les épreuves écrites sont éliminatoires.

Art. 4. — Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après échec à ces épreuves, est acquis aux candidats pendant l'année suivante, à la condition qu'ils se présentent pour réparer leur échec devant la Faculté où ils l'ont subi.

Art. 5. — L'admissibilité, l'admission ou l'ajournement sont prononcés après délibération du jury.

Art. 6. — Les candidats peuvent produire, en se faisant inscrire, un livret scolaire établi dans les formes qui seront prescrites par un arrêté ministériel.

Cette production n'est autorisée que devant la Faculté dans le ressort de laquelle se trouve l'établissement auquel appartient le candidat.

Dans l'Académie de Chambéry, les livrets scolaires pourront être produits devant les Facultés de Lyon et de Grenoble.

Art. 7. — Les livrets sont examinés par les jurys. Il est tenu compte, pour l'admissibilité et pour l'admission, des renseignements qu'ils contiennent.

Art. 8. — Pour les épreuves écrites, sauf pour la version latine, il est donné trois sujets différents, entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

TITRE II. — *Des épreuves.*

Art. 9. — Les épreuves sont divisées en deux parties.

Art. 10. — Nul ne peut se présenter aux épreuves de la seconde partie qu'un an après avoir subi avec succès celles de la première partie. Aucune dispense ne sera accordée.

L'intervalle compris entre la session d'octobre-novembre et celle de juillet-août compte pour une année.

Art. 11. — Les épreuves de la première partie sont :

Epreuves écrites :

- 1° Une version latine ;
- 2° Une composition française.

Epreuves orales :

- 1° L'explication d'un texte grec ;
- 2° L'explication d'un texte latin ;
- 3° L'explication d'un texte français.

Ces textes sont choisis par l'examineur dans les ouvrages inscrits aux programmes des classes de troisième, de seconde et de rhétorique des lycées.

4° L'explication d'un texte allemand ou anglais suivie d'un thème oral ou d'un entretien ;

5° Une interrogation d'histoire et de géographie d'après le programme de classe de rhétorique ;

6° Une interrogation sur les éléments des mathématiques d'après le même programme.

Art. 12. — Les candidats à la seconde partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre les séries suivantes d'épreuves :

PREMIÈRE SÉRIE.

Epreuves écrites :

Une dissertation française sur un sujet de philosophie.

Epreuves orales :

1° Une interrogation sur la philosophie, l'histoire de la philosophie et les auteurs philosophiques ;

2° Une interrogation sur l'histoire contemporaine ;

3° Une interrogation sur les éléments de la physique, de la chimie et de l'histoire naturelle.

Les épreuves de cette série ont pour base le programme de la classe de philosophie.

Epreuves écrites :

Une composition de mathématiques et de physique.

Epreuves orales :

1° Une interrogation sur les mathématiques ;

2° Une interrogation sur la physique ;

3° Une interrogation sur la chimie ;

4° Une interrogation sur l'histoire contemporaine ;

5° Une interrogation sur la philosophie.

Les épreuves de cette série ont pour base le programme de la classe de mathématiques élémentaires des Lycées.

Art. 13. — Il sera institué une troisième série plus spécialement consacrée aux sciences physiques et naturelles.

Un règlement ultérieur déterminera les programmes et les conditions spéciales de cette série.

Art. 14. — Le diplôme est délivré sur la production de deux certificats d'aptitude correspondant, l'un à la première partie, l'autre à la seconde partie des épreuves.

Art. 15. — Sont inscrites sur les diplômes les mentions suivantes :

Première série : Lettres-Philosophie ;

Deuxième série : Lettres-Mathématiques ;

Troisième série : Lettres-Sciences physiques et naturelles.

TITRE III. — *Dispositions transitoires.*

Art. 16. — Les dispositions du présent décret seront applicables à dater de la session de juillet-août 1891, sauf en ce qui concerne la troisième série de la seconde partie.

Art. 17. — Les candidats à l'ancien baccalauréat ès lettres ayant échoué antérieurement à la session de juillet-août 1891 pourront opter entre l'ancien et le nouveau régime des épreuves jusqu'à la session de novembre 1892 inclusivement.

Il pourra être délivré des diplômes de bachelier ès sciences jusqu'à la session de novembre 1894 inclusivement, et des diplômes de bachelier ès sciences restreint jusqu'à la mise en vigueur des dispositions relatives à la troisième série de la seconde partie.

Art. 18. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

**Arrêté relatif au Baccalauréat
de l'enseignement secondaire classique.**

8 Août 1890

Vu le décret en date du 8 août 1890, relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique,

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

RAPPORT FAIT AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUR LE PROJET D'UN DÉCRET ET LE PROJET D'ARRÊTÉ RELATIFS AU BACCALAURÉAT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CLASSIQUE PAR M. BAYET, MEMBRE DU CONSEIL.

Messieurs, la Commission dont j'ai l'honneur d'être le rapporteur a consacré quatre jours à l'examen du projet qui vous a été soumis après avoir été adopté par la Section permanente. Aucune institution, en effet, dans toute l'organisation de notre

TITRE PREMIER. — *Sessions d'examens.*

Article premier. — Les Facultés des Sciences et des Lettres procèdent, chaque année, en deux sessions, aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

Les sessions ont lieu : la première à la fin, la seconde au commencement de l'année scolaire. Les dates en sont fixées par arrêtés ministériels.

Une session extraordinaire, pour la seconde partie, peut avoir lieu aux mois de mars ou d'avril.

Cette session est exclusivement réservée aux candidats qui ont subi deux échecs et aux candidats aux Ecoles spéciales du Gouvernement.

enseignement secondaire, n'a suscité plus de controverses que le baccalauréat. Plusieurs fois modifié, il n'a jamais cessé d'être suspect à ceux qui s'occupent des problèmes de l'éducation nationale ni de provoquer les réclamations des maîtres et des familles. On l'a accusé d'altérer le caractère des études dans toutes les classes supérieures des établissements secondaires et d'asservir les professeurs à la préparation d'un examen mal conçu, qui se passe dans des conditions fausses, et, où l'élève, inconnu de ceux qui l'interrogent, peut subir un échec immérité. Parfois même on a déclaré qu'il était incurable, qu'il fallait non le réformer mais le supprimer.

Le Conseil n'a point à se placer à ce dernier point de vue. Le baccalauréat est dans nos lois, notre devoir est donc de chercher à l'améliorer et à le mettre en harmonie avec les réformes que vous avez précédemment votées. Le projet que votre Commission a adopté en le modifiant sur quelques points est néanmoins une œuvre d'ensemble. Les principes qui en dominent les dispositions diverses se dégagent nettement. On a voulu assurer à tous les élèves de l'enseignement classique une même culture générale sans nuire à la préparation des carrières spéciales où ils s'engageront plus tard; on a voulu, d'autre part, sauvegarder les intérêts légitimes des candidats en tenant compte de leur travail durant leurs trois dernières années d'études.

De l'article 1^{er} dépend le sort du projet; il a donc été l'objet d'une vive discussion. On s'est demandé si le décret n'aggraverait pas le baccalauréat au lieu de le simplifier. Les candidats au baccalauréat avec mention « mathématiques » devront subir la première partie de l'examen, ils devront faire une version plus difficile que celle qu'on donne aujourd'hui au baccalauréat ès sciences, ils devront expliquer du grec. Par suite, a-t-on dit, le niveau des classes littéraires baissera, car les classes de lettres s'encombreront d'élèves qui n'y seront que malgré eux. D'autres se dirigeront vers l'enseignement spécial, qui, dans ses classes supérieures, deviendra l'asile des transfuges de l'enseignement classique. Dès lors ne devrait-on point s'occuper immédiatement de l'enseignement spécial et de son baccalauréat?

A ces arguments, les défenseurs du projet ont répondu que la réforme de l'enseignement spécial n'était point en question, mais que chaque membre du Conseil avait le droit de la proposer: il serait opportun, en effet, de simplifier le baccalauréat qui en est le terme et qui effraye les candidats. Le mouvement qui porterait de ce côté ceux qui ne voudront pas de l'enseignement classique n'a rien d'ailleurs qui doive alarmer; la culture littéraire et scientifique qu'on y peut recevoir est supérieure à celle qu'on trouve dans la classe de mathématiques préparatoires. La suppression de cette classe, qui est restée comme la porte basse de l'ancienne bifurcation, sera un des avantages du projet. Quant à croire que la perspective d'une version latine de la force de rhétorique ou d'une explication grecque doive fatalement décourager ceux qui se destinent aux carrières scientifiques, il n'en est rien: les statistiques prouvent que dans l'état actuel la moitié environ de ceux qui se présentent au baccalauréat ès sciences sont déjà bacheliers ès lettres. La Commission s'est ralliée à cette manière de voir; mais, afin de mieux marquer le caractère du projet qui maintient jusqu'à la rhétorique inclusivement l'unité des études, elle a adopté la rédaction suivante: « Il est substitué aux anciens baccalauréats ès lettres, ès sciences, ès sciences restreint pour la partie mathématique, un baccalauréat unique de l'enseignement secondaire classique.

Les articles 2 et 3 n'ont donné lieu à aucune observation. L'article 4, qui assure aux candidats refusés le bénéfice de l'admissibilité pour l'année suivante devant la Faculté où ils se sont déjà présentés, a paru à quelques membres d'une indulgence excessive. Ils ont proposé de n'étendre le bénéfice de cette mesure qu'à la session suivante. Ne serait-il pas d'ailleurs étrange qu'un candidat qui aurait été déclaré admissible avec une épreuve écrite fort médiocre fût désormais dispensé de tout effort vers le mieux, et ne pourrait-on restreindre cette exemption à ceux dont la composition aurait mérité à la session antérieure au moins la note 11 ou 12? Malgré ces observations, l'article 4 du projet a été voté sans modifications.

Pour l'article 5, une nouvelle rédaction, destinée à en mieux préciser le sens, a été adoptée: « L'admissibilité, l'admission, l'ajournement, sont prononcés après délibération du jury. »

L'article 6, qui institue le livret scolaire, contient une des innovations les plus

TITRE II. — Conditions d'admissibilité à l'examen.

Art. 2. — Tout candidat doit déposer ou faire déposer dans les délais fixés ci-après au secrétariat de la Faculté des Sciences ou de la Faculté des Lettres, les pièces suivantes :

1° Son acte de naissance dûment légalisé, constatant qu'il a l'âge requis par les règlements ;

2° Une demande conforme à la formule annexée au présent arrêté, écrite en entier de sa main, signée de ses nom et prénoms. Si ce candidat est mineur sa demande doit être accompagnée de l'autorisation de son père ou tuteur ;

importantes du projet, puisqu'il a pour but d'empêcher que le candidat ne soit victime d'un accident, d'un trouble passager, d'une défaillance de mémoire. D'autre part, dès la troisième, l'élève échappe aujourd'hui à l'autorité du professeur, il devient l'esclave du baccalauréat, n'apprend que les matières qui figurent au programme et se fait à lui-même un plan d'études en opposition avec celui que le maître doit faire respecter et appliquer ; désormais, au contraire, il saura qu'il sera jugé d'après l'ensemble de son travail dans les classes supérieures, que le jury lui tiendra compte des bonnes notes qu'il aura obtenues, même — et je dirai volontiers surtout — pour des interrogations et des compositions qui ne figurent pas au programme de l'examen. Sans doute, des livrets scolaires pourront ne pas être d'une sincérité absolue, les bonnes places qui y seront inscrites n'auront parfois qu'une valeur illusoire, car le 1^{er} d'une mauvaise rhétorique peut être inférieur au 15^e d'une autre. Il appartiendra donc aux examinateurs d'apprécier la valeur de ces renseignements, mais depuis longtemps beaucoup d'entre eux les réclament, et même des établissements libres n'hésitent pas à en donner, parce qu'ils y voient une garantie précieuse. On a exprimé, il est vrai, la crainte que le livret ne parût une atteinte à l'article 6§ de la loi du 15 mars 1850, mais le certificat d'études exigé par cet article avait un tout autre caractère ; il constatait que l'élève avait fait sa rhétorique et sa philosophie dans un établissement de l'Etat. Le livret scolaire, au contraire, laisse intacte la liberté d'enseignement, il n'est pas obligatoire ; les candidats conservent le même droit, si excessif qu'il soit, de se présenter devant la Faculté qu'ils ont choisie. Enfin, si le livret impose au dévouement des examinateurs une tâche nouvelle, en les éclairant mieux, il rend plus facile leur responsabilité morale. Ces considérations ont décidé la Commission à voter à une grande majorité l'article 6.

Par contre, elle n'a pas été favorable à l'article 7, qui attribue au livret scolaire une valeur numérique dans le total des points nécessaires pour l'admission. Cette appréciation arithmétique, placée à la suite de la correction de l'épreuve écrite, serait en réalité fort incertaine ; il vaut mieux laisser les examinateurs libres de se guider pendant toute la durée des épreuves d'après les indications du livret scolaire. Néanmoins, l'appréciation de ce livret doit conserver un caractère obligatoire et aboutir à une sanction matérielle. La Commission a entendu le marquer nettement en adoptant la rédaction suivante : « Il est tenu compte, et pour l'admissibilité et pour l'admission, des renseignements fournis par le livret scolaire. »

L'article 8 autorise les candidats à choisir, sauf pour la version latine, entre trois sujets différents. Plusieurs membres ont craint que cette mesure, si bienveillante au premier abord, ne devint dans la pratique un danger pour le candidat. Préoccupé par le désir de choisir le sujet le plus facile, ou celui qu'il connaît le mieux, ne perdra-t-il pas son temps à les soupeser successivement, au risque de n'avoir plus le loisir d'en traiter aucun ? D'autre part, sur les trois sujets de philosophie, en donnera-t-on un de psychologie, un de morale, un de logique : pour les mathématiques, un de géométrie, un de cosmographie, un d'algèbre ? Dans ce cas, le candidat préparera son choix pendant toute l'année ; décidé à ne traiter qu'un sujet de psychologie ou un sujet de géométrie, il n'étudiera les autres matières qu'en vue des interrogations orales, nécessairement plus superficielles. A ces observations, les défenseurs du projet ont répondu que les doyens, afin de déjouer de pareils calculs, seraient libres de choisir les trois sujets, soit dans la psychologie, soit dans la géométrie, etc. L'article 8 a été adopté, mais à une assez faible majorité.

Les articles 9, 10, 12 n'ont donné lieu à aucune discussion. Quant à l'article 11, l'Administration le retire pour en faire l'objet d'un décret spécial.

La discussion a été vive sur l'article 13, qui modifie le nombre des épreuves de la première partie du baccalauréat. Plusieurs membres s'opposent énergiquement à la suppression de la composition française ; ils estiment qu'une pareille mesure est contraire au principe même des réformes de 1880. La composition française a obtenu place dans toutes les classes depuis la sixième ; on la retrouve à l'entrée de toutes les grandes Ecoles : dès lors, peut-elle disparaître de l'examen placé à la fin des études classiques ? Le baccalauréat classique, ainsi mutilé, tomberait au-dessous du baccalauréat spécial. D'ailleurs, l'intérêt des candidats est de ne pas être jugés sur une seule épreuve écrite, la version latine, et le Conseil, qui veut dépouiller l'examen de son caractère aléatoire, l'aggraverait de ce chef. Si on s'est plaint que la composition

La signature du candidat et, s'il est mineur, celle de son père ou tuteur, doivent être légalisées ;

3° Une note indiquant, s'il est candidat à la première partie, sur quelle langue vivante il demande à être interrogé, s'il est candidat à la seconde partie, quelle série d'épreuves il demande à subir.

A ces pièces peut être joint le livret scolaire prévu par l'article 6 du décret en date de ce jour.

Art. 3. — Les inscriptions sont reçues au secrétariat de la Faculté des Lettres pour la première partie, et pour la première série de la seconde partie, au secrétariat de la Faculté des Sciences, pour la deuxième série de la seconde partie.

française ne donnât que peu de résultats, que les copies fussent d'une extrême faiblesse, certaines Facultés constatent au contraire que le niveau de l'épreuve monte chaque année. De tous les exercices écrits, c'est celui qui se prête le moins à une préparation mécanique, celui où l'élève peut le mieux montrer s'il a profité de la culture générale qu'il a reçue, s'il sait écrire sa langue et mettre en ordre ses idées. Dès lors convient-il d'interrompre brusquement une expérience qui n'a été commencée que depuis quelques années et dont ni l'Université ni les familles ne demandent la suppression ?

A toutes ces objections, les partisans de l'épreuve unique ont répondu que l'opinion publique protestait contre la multiplication des épreuves et que le nombre des compositions ne saurait être un critérium de la force des études. Ils jugent que la version latine sera une preuve suffisante de la connaissance du latin, de la connaissance du français et de la logique de l'esprit. Après cet échange d'observations, la Commission a voté qu'il n'y avait pas lieu d'introduire dans l'article la composition française, mais à une assez faible majorité : 18 voix contre 13.

Le maintien de l'épreuve écrite de langue vivante a aussi été réclamée par quelques membres. Le Conseil, qui l'a établie, a-t-il des raisons sérieuses de la supprimer ? Après tant d'efforts en vue de développer l'étude des langues vivantes, alors que les progrès commencent à apparaître clairement, pourquoi s'exposer à perdre de ce côté le terrain qu'on avait gagné ? Mais, a-t-on dit d'autre part, si l'étude des langues vivantes a fait des progrès, c'est qu'on en a senti la nécessité, et non parce qu'on a introduit un thème à l'examen écrit ; d'ailleurs, à l'examen oral, l'interrogation d'allemand ou d'anglais bénéficiera d'un coefficient double. La Commission a adopté sur ce point le projet.

En ce qui concerne les épreuves orales, il a été entendu que le mot « explication » indiquait que le professeur pourrait interroger le candidat sur les notions d'histoire littéraire.

L'article 14 devait nécessairement provoquer un long examen. Dans la dernière année d'études, la bifurcation, ou, pour parler plus exactement, la trifurcation jusqu'à retardée, s'accomplit ; la culture commune n'est plus représentée que par l'histoire contemporaine. Mais beaucoup de membres se refusent à admettre que l'enseignement philosophique soit supprimé pour les deux tiers environ des élèves. Nous avons charge d'âmes, nous devons former des consciences en même temps que des intelligences ; l'Etat ne saurait, sans manquer à son devoir, priver une partie des élèves de ses Lycées et de ses Collèges de cet enseignement moral qu'il a introduit dans les écoles primaires ; il y aurait même lieu de se demander s'il ne devrait pas le donner sous une forme simple dès les petites classes. A un autre point de vue, il n'y a point de savants sans la connaissance des principes de la méthode, il n'y a pas de médecins sans la connaissance de la psychologie. Aussi, la Commission vous propose-t-elle d'attribuer à la philosophie les trois heures actuellement consacrées à l'enseignement littéraire dans la classe de mathématiques élémentaires. Les cours y seraient faits d'après le programme de sixième année de l'enseignement spécial. En outre, on pourrait réunir, là où les circonstances le permettraient, les élèves de lettres et de sciences pour les classes de philosophie ; ainsi, ces jeunes gens qui auront poursuivi ensemble leurs études jusqu'à la rhétorique inclusivement auraient encore des cours communs pendant leur dernière année de collège, et le principe de l'unité de culture, qui est la base même du projet, serait encore renforcé. Comme conséquence de ces dispositions, on ajouterait donc, dans la rédaction de l'article 14 : « 5° une interrogation de philosophie ».

Cette grave question résolue, diverses modifications étaient nécessaires pour régler l'organisation des études de la série de philosophie et de la série de mathématiques. Ainsi, pour les élèves de la première série, tout le programme de sciences physiques et naturelles et d'hygiène sera transporté en philosophie ; par contre, le programme de sciences mathématiques actuellement en vigueur en philosophie sera transporté en rhétorique. Pour plus de clarté à la rédaction adoptée dans le projet, on substituera donc celle-ci : « 3° une interrogation sur les éléments de la physique, de la chimie, de l'histoire naturelle ». La seconde série, celle des sciences mathématiques, recevra les candidats à Saint-Cyr. Il est probable qu'il faudra organiser pour eux une division

Art. 4. — Le registre d'inscription est ouvert du 15 au 30 juin et du 10 au 25 octobre.

Dans le cas où, par application de l'article premier, paragraphe 3, du présent arrêté, il est ouvert une session extraordinaire en mars ou avril, l'arrêté ministériel qui l'ouvre fixe les dates d'ouverture et de clôture du registre d'inscription.

Art. 5. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 6. — L'inscription n'est valable qu'après consignation des droits à acquitter.

spéciale; en tout cas, comme les programmes de Saint-Cyr exigent une composition française, les professeurs de philosophie et d'histoire seront invités à y exercer leurs élèves. Plusieurs membres ont vivement insisté pour que la composition écrite pût comprendre, outre la question de mathématiques, une question de physique. Il leur a paru dangereux de rayer ainsi de l'écrit toute une partie des études scientifiques. Les avis ont été très partagés dans la Commission, mais cependant cet amendement n'a pas été adopté. Enfin, dans la rédaction du paragraphe consacré à la deuxième série, un membre a proposé qu'on inscrivit simplement : « une interrogation sur les mathématiques », en supprimant la rédaction indiquée dans le projet. Cet amendement a été adopté.

L'organisation de la troisième série, celle des sciences physiques et naturelles, présentait des difficultés particulières. Un des membres s'est plaint à ce sujet que les Facultés des sciences et des lettres n'eussent pas été consultées sur la réforme du baccalauréat. Il a été répondu à cette observation que les Facultés avaient été consultées dès 1885 et que les auteurs du projet s'étaient inspirés de leurs réponses. En instituant la série des sciences physiques et naturelles, on a voulu donner satisfaction aux Facultés de médecine et des sciences, qui depuis longtemps réclament avec énergie la suppression du baccalauréat restreint pour la partie mathématique. Aussi, la Commission a-t-elle été d'avis qu'il fallait immédiatement se prononcer sur la question de principe. Une longue et intéressante discussion s'est engagée sur l'organisation de cette troisième série; si je crois inutile d'en entretenir le Conseil, c'est qu'il a paru nécessaire d'ajourner toute solution à une prochaine session. On s'est donc arrêté à la rédaction suivante : « Il sera institué une troisième série plus particulièrement consacrée aux sciences physiques et naturelles. Un règlement ultérieur déterminera les programmes et les conditions de cet examen. »

Les articles suivants n'ont subi aucune modification essentielle. A l'article 16, la Commission a cependant été d'avis qu'il convenait de marquer par des formules plus précises le caractère de cette réforme. Nous vous proposons donc de le rédiger ainsi :

« 1^{re} série. — Lettres et philosophie.

« 2^e série. — Lettres et mathématiques.

« 3^e série. — Lettres et sciences naturelles. »

Enfin, le délai de prorogation fixé par l'article 18 à la session de novembre 1893 serait prolongé jusqu'à la session de novembre 1894.

Telles sont, Messieurs, les modifications que votre Commission vous propose d'adopter; elles ne portent aucune atteinte aux principes mêmes du projet.

RAPPORT SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ.

Le projet d'arrêté qui vous est soumis est le complément nécessaire du projet de décret. Il n'a donné lieu qu'à un petit nombre d'observations.

« ARTICLE PREMIER. Afin de restreindre autant que possible le trouble apporté dans l'organisation des classes par la session de mars-avril, nous vous proposons, pour le dernier paragraphe, une rédaction nouvelle : « Une session extraordinaire peut avoir lieu au mois de mars ou d'avril. Elle est exclusivement réservée aux candidats aux Ecoles du Gouvernement. »

« ART. 3 ». On supprimerait les mots : « troisième série », l'organisation de cette série étant ajournée.

« ART. 7 ». Il a paru naturel de se préoccuper des candidats élevés dans leurs familles. Nous vous proposons donc d'ajouter le paragraphe suivant à cet article : « Pour les candidats élevés dans leurs familles, les professeurs particuliers peuvent fournir des notes sur les études faites sous leur direction. Leur signature devra être légalisée. »

« ART. 8 ». Le paragraphe premier porterait : « Soit en une série unique, soit en séries simultanées ou successives. »

« ART. 11 ». La fin de la dernière phrase serait ainsi rédigée : « ...aucun cahier, aucune note, aucun livre autre que les lexiques autorisés ». »

« ART. 13 ». Un membre de la Commission aurait voulu qu'on n'accordât que deux heures pour la version latine, un autre qu'on en accordât quatre. La Commission a maintenu trois heures et demie, mais en indiquant qu'on devrait donner des textes

TITRE III. — Du livret scolaire.

Art. 7. — Le livret scolaire que les candidats sont autorisés à déposer en se faisant inscrire doit être établi conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Il est délivré sous la responsabilité des chefs d'établissements.

La signature des chefs d'établissements libres doit être légalisée.

Pour les candidats élevés dans les familles, les professeurs particuliers peuvent fournir des notes sur la valeur des études faites sous leur direction. Leurs signatures doivent être légalisées.

TITRE IV. — Forme des examens.

Art. 8. — Les compositions écrites ont lieu, au choix des Facultés, soit en une série unique, soit en séries simultanées ou en séries successives.

Dans le premier cas, il y a au moins un centre de composition dans chaque département de l'Académie.

Dans le second cas, les compositions ont lieu au siège de la Faculté et chaque série comprend, au maximum, 30 candidats.

Dans tous les cas, elles se font sous la surveillance d'un membre du jury.

Art. 9. — Les sujets des compositions écrites sont choisis par le doyen.

Art. 10. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe, sur un registre spécial visé et parafé par le doyen, une déclaration conforme au modèle annexé. Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande du candidat.

Les candidats sont prévenus des suites que pourraient avoir pour

plus longs. Pour la 2^e série de la 2^e partie, plusieurs membres ont exprimé le vœu qu'on pût donner un sujet de mathématiques et un sujet de physique qui devraient être traités dans une même séance de quatre heures. Cet amendement n'a pas été adopté, mais la Commission a jugé que trois heures suffiraient pour la composition de mathématiques.

La dernière ligne de cet article disparaît pour la raison indiquée au sujet de l'article 3.

« Art. 16 ». Les modifications suivantes ont été adoptées :

2^e partie, 1^{re} série, à la 2^e ligne : « Interrogation sur la philosophie, l'histoire de la philosophie, et les auteurs philosophiques. »

2^e partie, 3^e série, à la dernière ligne : « Interrogation sur la physique, la chimie et l'histoire naturelle. »

2^e série, 3^e ligne : Un membre a demandé que la physique eût un coefficient double, puisqu'elle ne sera pas représentée à l'examen écrit. Cet amendement a été adopté.

« Art. 17 ». Il a paru nécessaire à la majorité de la Commission d'indiquer à quelles conditions seraient délivrées les mentions : *Passable*, avec la moyenne 10; *Assez bien*, avec la moyenne 12; *Bien*, avec la moyenne 14; *Très bien*, avec la moyenne 15. On calculera ces moyennes en divisant le total des points obtenus par le nombre des interrogations. Enfin, les changements apportés à l'article 7 du projet de décret entraînent la suppression du dernier alinéa de l'article 17 du projet d'arrêté.

« Art. 18 ». Un article nouveau serait ajouté : « Aucun candidat ajourné ne pourra se représenter dans la même session. »

« Art. 19 » (ancien 18). La composition des jurys serait modifiée ainsi qu'il suit :

1^{re} partie. — Quatre membres, dont un de la Faculté des sciences ;

2^e partie, 1^{re} série. — Trois membres, dont un de la Faculté des sciences ;

2^e partie, 2^e série. — Trois membres, dont un de la Faculté des lettres. »

« Art. 20 » (ancien 19). Au lieu des mots : « Au membre de la Faculté », on substituerait : « Au professeur le plus ancien de la Faculté ».

Enfin, quelques modifications au modèle du livret scolaire ont paru nécessaires.

Dans le corps du livret, aux mots : « Mentions particulières » seraient ajoutés : « et observations ». La circulaire ministérielle indiquerait que, par observations, on devrait entendre des renseignements sur le zèle de l'élève au travail, sur ses efforts, etc. La majorité de la Commission a, en outre, été d'avis que, sans porter atteinte à la liberté des chefs d'établissements, on pourrait leur demander d'adopter, dans leurs livrets, la cote numérique de 0 à 20. La note 1, qui se trouve au bas des pages 13 et suivantes, serait donc ainsi rédigée : « A côté de la note évaluée en chiffres de 0 à 20, indiquer la place obtenue par l'élève dans la composition. »

eux d'après les lois et règlements, les fausses signatures apposées aux actes ainsi que toute autre fraude.

Art. 11. — Les candidats ne peuvent avoir aucune communication avec le dehors ou entre eux, sous peine d'exclusion. Il leur est interdit d'apporter aucun cahier, aucune note, aucun livre autre que les lexiques autorisés.

Il est remis à chaque candidat des feuilles à en-tête imprimé sur lesquelles ils doivent écrire leur composition.

Art. 13. — La durée des compositions est fixée ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE PARTIE.

Version latine	3 heures
Composition française	4 heures

SECONDE PARTIE.

Première série :

Composition de philosophie	4 heures
----------------------------------	----------

Deuxième série :

Composition de mathématiques et de physique	4 heures
---	----------

Art. 14. — Les épreuves orales sont publiques.

Art. 15. — La durée des épreuves orales est, en moyenne, de trois quarts d'heure pour chaque candidat.

Art. 16. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20. Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

PREMIÈRE PARTIE.

Version latine	1
Composition française	1
Explication grecque	1
Explication latine	1
Explication française	1
Epreuve de langue vivante	2
Interrogation sur l'histoire et la géographie	1
Interrogation sur les mathématiques	1

SECONDE PARTIE.

Première série :

Composition de philosophie	2
Interrogation sur la philosophie, sur l'histoire de la philosophie, les auteurs philosophiques	1
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1
Interrogation sur les éléments de la physique, de la chimie et des sciences naturelles	2

Deuxième série :

Composition de mathématiques et de physique	2
Interrogation sur les mathématiques	2
Interrogation sur la physique	1
Interrogation sur la chimie	1
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1
Interrogation sur la philosophie	1

Art. 17. — Pour être admis, les candidats doivent avoir obtenu au moins le nombre suivant de points :

PREMIÈRE PARTIE	90
-----------------------	----

SECONDE PARTIE :

1 ^{re} série	60
2 ^e série	80

Les certificats d'aptitude portent les mentions suivantes :

Passable, quand le candidat a obtenu la moyenne de 10 points ;

Assez bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 12 points ;

Bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 14 points ;

Très bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 15 points.

Art. 18. Le candidat ajourné ne peut se représenter dans le cours de la même session.

TITRE V. — *Des jurys.*

Art. 19. — Les jurys sont composés ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE PARTIE : 4 membres, dont un de la Faculté des Sciences.

SECONDE PARTIE :

1^{re} série, 3 membres dont un de la Faculté des Sciences ;

2^e série, 3 membres dont un de la Faculté des Lettres.

Art. 20. — La présidence appartient au doyen et, en son absence, au professeur le plus ancien de la Faculté.

Dans le cas où le jury est formé d'un nombre pair de membres, la voix du président est prépondérante.

TITRE VI. — *Police des examens.*

Art. 21. — Les registres des procès-verbaux sont tenus par les Secrétaires des Facultés.

En cas de fraude ou de tentative de fraude à l'examen, les dispositions de l'article 19 du décret du 30 juillet 1883 sont immédiatement appliquées.

Art. 22. — Le secrétaire de la Faculté tient les registres des procès-verbaux de chaque série d'épreuves.

Art. 23. — Les certificats d'aptitude, auxquels sont annexés les actes de naissance des candidats, sont transmis au Recteur pour recevoir, s'il y a lieu, son visa.

Le doyen de la Faculté adresse en même temps au Recteur copie du procès-verbal de chaque séance, lequel est signé à l'original par tous les membres du jury, et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint les compositions faites par chaque candidat, corrigées et annotées par les membres du jury.

Art. 24. — Dans les quinze jours qui suivent la fin de la session, le Recteur transmet les différentes pièces au Ministre de l'Instruction publique avec ses observations.

Dans le cas où il croit devoir refuser son visa aux certificats d'aptitude pour cause de vice de forme dans l'examen, le Recteur expose les faits dans un rapport spécial au Ministre.

Art. 25. — Les diplômes sont conférés par le Ministre dans la forme établie. Ils sont transmis aux Recteurs, qui les délivrent après les avoir signés.

Nul diplôme n'est remis à l'impétrant qu'après que celui-ci a apposé sa signature tant sur le titre même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme ou sur un récépissé qui doit être annexé à ce registre.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du Recteur est sans valeur.

Art. 26. — Sont abrogées les dispositions contraires à celles du présent arrêté.

Décret relatif au Baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial.

18 Août 1890

Vu les décrets des 4 août 1881, 28 juillet 1882 et 8 août 1886 ;

Vu le décret du 8 août 1890 sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire classique ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu ;

Article premier. — Dans les examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial, le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après échec à ces épreuves, est acquis aux candidats pour l'année suivante, à la condition qu'ils se présentent pour réparer leur échec devant le jury de l'Académie où ils l'ont subi.

Art. 2. — Les candidats peuvent produire, en se faisant inscrire, un un livret scolaire qui sera établi dans les formes prescrites par l'arrêté du 8 août.

Cette production n'est autorisée que devant les jurys des Académies dans le ressort desquelles se trouve l'établissement auquel appartient le candidat.

Art. 3. — Les livrets sont examinés par les jurys. Il est tenu compte, pour l'admissibilité et pour l'admission, des renseignements qu'ils contiennent.

Art. 4. — Pour les épreuves écrites, sauf pour le thème de langue vivante, il est donné trois sujets différents, entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

Art. 5. — Les dispositions du présent décret seront applicables à partir de la première session ordinaire de 1891.

Décret relatif au Brevet de capacité colonial.

18 Novembre 1890

Le président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies, et sur l'avis du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu les articles 6 et 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les décrets des 23 décembre 1857, 18 novembre 1863, 26 octobre 1871, relatifs aux brevets de capacité de l'enseignement secondaire dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et des établissements français de l'Inde ;

Vu les décrets des 2 avril 1875, 11 décembre 1880 et 26 juillet 1881 qui ont rendu exécutoires dans les colonies ci-dessus les dispositions des décrets des 9 avril, 25 juillet 1874, 19 juin 1880 et 15 janvier 1881 sur le baccalauréat ès lettres ;

Vu le décret du 8 août 1890, instituant un baccalauréat unique de l'enseignement secondaire classique,

Décète :

Article premier. — Sont déclarés applicables dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et dans les établissements français de l'Inde, les dispositions du décret du 8 août 1890, instituant un baccalauréat unique de l'enseignement secondaire classique, sauf en ce qui concerne l'article 2 et le paragraphe 3 de l'article 6.

Art. 2. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au « Journal Officiel de la République française » au « Bulletin des Lois », au « Bulletin du Sous-Secrétariat d'Etat des Colonies » et aux « Journaux officiels » et aux « Bulletins » des colonies sus-mentionnées.

Décret déterminant les conditions d'âge et fixant les droits à percevoir pour les épreuves du Baccalauréat de l'enseignement secondaire classique (1).

5 Février 1891

Vu la loi du 27 février 1880 ;

Vu le décret du 8 août 1880 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Article premier. — Nul ne peut, sauf le cas de dispense, se présenter à l'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique s'il n'est âgé de seize ans accomplis.

(1) Toutes les dispositions de ce décret sont reproduites dans le décret du 29 août 1891 relatif au baccalauréat de l'enseignement moderne, avec la disposition nouvelle suivante :

Art. 4. — Les candidats admis à l'une des séries de la deuxième partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne, et qui désire subir les épreuves de l'une des deux autres séries, est tenu de consigner les droits ci-dessous indiqués :

Examen.	30 francs
Certificat d'aptitude	10 francs

Total..... 40 francs

En cas d'échec, il est remboursé au candidat la somme de 10 francs sur les 40 francs qu'il a consignés.

Art. 5. — Les dispositions de l'article 4 sont applicables aux candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

Art. 2. — Les droits à percevoir par le Trésor public pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire classique sont fixés ainsi qu'il suit :

Examens (deux à 30 francs)	60 francs
Certificats d'aptitude (deux à 10 francs)	20 —
Diplôme	40 —
	120 francs

Le candidat consignera 40 francs avant les épreuves de la première partie et 80 francs avant les épreuves de la seconde partie.

Lorsque le candidat est ajourné pour la première partie, il lui est remboursé la somme de 10 francs sur les 40 francs qu'il a consignés.

Lorsque le candidat est ajourné pour la seconde partie, il lui est remboursé 50 francs sur les 80 francs qu'il a consignés.

Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par la Faculté, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examen qu'il a consigné.

Art. 3. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au « Bulletin des Lois » et au « Journal Officiel ».

Circulaire relative au Baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

1^{er} Juin 1891

Le décret du 8 août 1890 sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire classique est exécutoire, pour la première partie des épreuves, à dater de la session de juillet 1891, et pour la seconde, à dater de la session de juillet 1892 (art. 16 du décret ; circulaire du 24 septembre 1890). Au moment où elles vont avoir à en faire la première application, il importe que les Facultés soient nettement fixées sur l'esprit qui en a dicté les différentes dispositions.

D'une manière générale, le baccalauréat n'est pas le but des études secondaires, il en est simplement une constatation, une vérification. — Par suite, il doit être coordonné aux études, et les dispositions en doivent être réglées de telle sorte qu'elles rendent cette vérification aussi simple et aussi sûre que possible. Le mieux serait, sans doute, qu'il fût en réalité le dernier des examens de passage, qu'il fût subi à l'intérieur des établissements d'enseignement secondaire, devant les jurys où l'élève aurait pour juges ses propres maîtres.

Il n'y avait pas lieu de songer à une telle réforme. La loi du 15 mars 1850 ne la permettait pas. Mais, dans les limites qu'elle a mises au pouvoir réglementaire du Ministre et du Conseil supérieur, il y avait champ à plus d'une modification heureuse. Le Conseil supérieur a adopté toutes celles qui lui ont paru de nature à rompre la subordination des études à l'examen, à modeler l'examen sur les études, à alléger les épreuves sans affaiblir la preuve qu'elles doivent fournir, et enfin à donner aux bons élèves toutes les sécurités possibles contre les chances inhérentes à tout examen.

UNITÉ DU GRADE.

Désormais, il n'y aura plus qu'un baccalauréat de l'enseignement secondaire classique. L'enseignement secondaire classique est un ; le baccalauréat auquel il aboutit doit l'être également. Par là, vont disparaître, en quelques années, les derniers vestiges de la bifurcation. Il n'y a pas de culture classique sans une longue suite d'études. Le peu de latin dont il fallait bien le plus souvent se contenter au baccalauréat ès sciences, pouvait être appris en un an ou deux, parfois en quelques mois. Cet enseignement hâtif n'avait rien de commun avec une vraie culture. En y renonçant et en forçant tous les élèves de l'enseignement secondaire classique à suivre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la rhétorique, les études gréco-latines, on leur assure, à ceux du moins qui sont aptes à la recevoir, l'éducation classique que leurs parents ont voulue pour eux.

Il n'a pas paru possible de les retenir tous ensemble jusqu'à la fin de la philosophie. Ce n'est pas pour l'école, mais pour la vie et pour la société que nous faisons nos programmes et nos règlements. Il y a des nécessités dont il faut tenir compte. Si l'enseignement secondaire est avant tout un enseignement général, et non pas l'enseignement des spécialités, il vient cependant un moment où il subit la distinction des aptitudes : études communes jusqu'à la fin de la rhétorique ; puis distribution des élèves en deux groupes ; les uns dans la classe de philosophie, les autres dans celle de mathématiques élémentaires. De là aussi l'économie du nouveau baccalauréat : deux degrés d'épreuves à un an d'intervalle ; après la rhétorique, des épreuves communes à tous ; puis l'année suivante, au choix des candidats des épreuves correspondant ou bien à la classe de philosophie, ou bien à celle de mathématiques élémentaires. Un diplôme unique, mais avec deux mentions : lettres-philosophie, lettres-mathématiques.

LE LIVRET SCOLAIRE.

Le livret scolaire est une des innovations essentielles du décret du 8 août 1890. Il était depuis longtemps réclamé par les corps enseignants et par l'opinion publique. Etant donné ce qu'est, ce que doit être le baccalauréat, on ne comprend pas que l'élève ne puisse pas apporter à ses juges le témoignage de ses maîtres, la constatation de ses succès ou de son travail. Déjà plusieurs Facultés l'avaient senti, et, à défaut d'un livret régulier, elles accueillaient, provoquaient même tous les renseignements de nature à éclairer les jurys sur la valeur des candidats.

En instituant le livret d'une façon générale, le Conseil supérieur n'a pas voulu simplement diminuer l'aléa inséparable de tout examen ; il a eu surtout en vue le bien des études. On a décrit bien des fois le mal scolaire qui sévit trop souvent sur les élèves dès la seconde, parfois même dès la troisième, substituant en eux la préoccupation exclusive et troublante de l'examen au souci libre et désintéressé du travail, rétrécissant les études, les stérilisant, les travestissant en une préparation mécanique, artificielle, sans sève et sans vertu. Quel changement ce sera le jour où l'écolier saura que, désormais, il ne dépend que de lui de se créer, par son travail, des témoins qui seront entendus de ses juges. Le baccalauréat n'est pas un prix qu'on remporte en champs clos. Il ne faut pas s'y préparer comme à une lutte. Il faut se dire au contraire qu'on le gagne chaque jour, sans y penser, en travaillant à tout, sauf à l'examen lui-même.

Tel peut être l'effet du livret scolaire. Aussi ne saurais-je trop appeler l'attention des Facultés sur ce point.

La production du livret est facultative. La loi de 1850 n'aurait pas permis de la rendre obligatoire. Il peut être délivré des livrets et par les établissements publics et par les établissements libres d'enseignement secondaire, sous la responsabilité des chefs de ces établissements ; à défaut du livret, « les candidats élevés dans les familles peuvent produire les notes » de leurs professeurs (art. 7 de l'arrêté du 8 août).

Ne pourront être produits que les livrets revêtus des justifications prescrites par les règlements.

La production facultative des livrets ne peut se faire indifféremment devant telle ou telle Faculté. Sauf pour l'Académie de Chambéry, où elle est autorisée à la fois devant les Facultés de Lyon et devant celles de Grenoble, elle ne peut se faire que devant les Facultés de l'Académie dans le ressort de laquelle se trouve l'établissement auquel appartient le candidat au moment de son inscription (art. 6 du décret).

Aux termes de l'article 7, les livrets produits par les candidats au moment de leur inscription et annexés ensuite à leurs compositions doivent être examinés par les jurys.

Il n'est pas besoin de dire que cet examen est obligatoire.

« Il est tenu compte, pour l'admissibilité et pour l'admission des renseignements que les livrets contiennent. »

Après une longue discussion, le Conseil supérieur n'a pas cru pouvoir tracer aux Facultés d'autres règles, et il s'en est remis pour l'appréciation des livrets à leur compétence et à leur sagesse. Divers systèmes

étaient possibles. On pouvait dire : Après examen des livrets, les Facultés peuvent dispenser les candidats de tout ou partie des épreuves écrites et orales. Sans parler d'autres inconvénients, ce système serait en contradiction avec la lettre de la loi de 1850. Le Conseil supérieur ne s'y est pas arrêté. On pouvait dire encore : Un nombre déterminé de points est attribué à chaque livret par les jurys, ce nombre entre en compte dans le total des points nécessaires pour l'admissibilité et pour l'admission. Le Conseil supérieur ne s'est pas arrêté non plus à cet autre système. Il a préféré voir dans le livret non plus une sorte d'épreuve déterminée, donnant lieu à une note spéciale, mais un témoignage permanent, formant un élément d'appréciation dans le jugement de toutes les épreuves, des épreuves orales aussi bien que des épreuves écrites.

LES ÉPREUVES.

Le baccalauréat est l'examen de passage entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, et, comme l'essentiel de l'enseignement secondaire c'est moins la somme et la variété des connaissances acquises, que l'éveil donné aux facultés de l'esprit, le baccalauréat devrait être réduit à quelques épreuves fort simples, mais bien choisies, à celles qui permettraient le mieux de constater dans l'esprit des candidats les effets de la culture secondaire classique.

C'est de cette pensée que, d'accord avec le Conseil supérieur, je me suis inspiré en simplifiant et en allégeant les épreuves, que vraiment on avait grossies outre mesure.

ÉPREUVES ÉCRITES.

A la *première partie*, deux épreuves seulement, et non plus trois ; une version latine et une composition française, épreuves qui, plus que tous les autres exercices écrits des collèges, ont paru propres aux constatations plus haut indiquées.

Version latine. — La durée de cette épreuve est portée de deux à trois heures, non compris le temps de la dictée, s'il n'est pas remis de textes autographiés aux candidats. En augmentant la durée de cette composition, le Conseil supérieur n'a pas entendu accroître la difficulté des textes. Loin de là, il estime que les textes à traduire doivent être des textes faciles, de la force moyenne de la classe de rhétorique, bien choisis, formant un tout, présentant un ensemble d'idées. Il a voulu seulement bien marquer l'importance de cette épreuve, qui est probante entre toutes, puisqu'elle dénote à la fois la connaissance du latin, celle du français et l'aptitude à suivre un développement et un enchaînement logique de pensées.

Comme par le passé, la version latine sera faite sans dictionnaires, à l'aide de simples lexiques.

Composition française. — Le Conseil a maintenu cette épreuve. Pour bien marquer ses intentions, je ne saurais mieux faire que de citer textuellement les raisons développées, en séance, par un de ses membres :

« La composition française dans le baccalauréat secondaire classique représente essentiellement les études de rhétorique. Au temps du monopole universitaire, on n'exigeait qu'une seule composition, la version latine ; mais, à cette époque, on imposait à tous les élèves le certificat d'études, c'est-à-dire l'attestation d'une classe de rhétorique et de philosophie faite dans un établissement de l'Etat. Lorsque le certificat d'études fut supprimé, on a cru nécessaire d'exiger, comme garantie des mêmes études, le discours latin, et plus tard, toujours par le même motif, la composition française. Le choix de la composition française n'était d'ailleurs que le complément de toutes les réformes de 1880, qui partout mettaient au premier rang le devoir français ; dans toutes les classes, à tous les degrés, une composition de style en français était introduite, et la composition française supplantait le discours latin pour le prix d'honneur. Dans tous les examens, même des jeunes filles, mêmes des Ecoles primaires, un devoir de français sous forme d'histoire ou de morale est aujourd'hui exigé. Dans les Ecoles du Gouvernement, Polytechnique, Saint-Cyr, la composition française est à sa place. Il serait surprenant que le baccalauréat secondaire classique, remplaçant le baccalauréat ès

lettres, fût le seul examen où il n'y eût pas d'exercice de ce genre. La composition philosophique de la seconde partie ne peut suffire à le remplacer, et d'ailleurs, on sait que dans cette seconde partie deux séries, celle des mathématiques et celle de la physique ne sont pas assujetties à la composition de philosophie : il y aurait donc un grand nombre d'élèves qui obtiendraient le diplôme de bachelier sans avoir fait preuve de quelque facilité à exprimer leurs idées en français.

« Les objections qui pourraient être faites porteraient plutôt sur le choix des sujets de composition que sur l'épreuve elle-même. On a pu dire que trop souvent la composition française se faisait à l'aide des manuels ; mais cela dépend des sujets donnés. Si en effet on choisit des sujets sur lesquels les élèves n'aient aucune notion personnelle, comme seraient par exemple des sujets empruntés à la littérature du moyen-âge, ou même du xvi^e siècle, les élèves sont bien obligés d'employer des connaissances extérieures ; mais il faut surtout faire appel aux souvenirs de leurs propres études en puisant dans les auteurs classiques qu'ils ont dû nécessairement lire, et que leurs professeurs leur ont expliqués. En outre, la composition française ne doit pas se renfermer exclusivement dans les auteurs français. L'Iliade, l'Énéide, les tragédies les plus connues de Sophocle, les discours de Démosthène et de Cicéron que l'on traduit dans les classes, la comparaison des anciens et des modernes dans les imitations françaises peuvent fournir des sujets de composition. On n'oubliera pas d'ailleurs que, dans les programmes de 1880, il avait été entendu que la composition française pourrait porter sur l'histoire aussi bien que sur la littérature, et rien n'a été changé en cela. Seulement il ne s'agit pas de l'histoire au point de vue spécial et technique, mais au point de vue littéraire ; il s'agit toujours de l'art d'exposer, d'ordonner et d'exprimer les idées ; des compositions historiques d'un caractère un peu général seront très propres à cet effet. On n'a pas même exclu l'ancienne forme oratoire : il serait étrange qu'à une époque où plus que jamais la parole est une puissance, on interdît la forme des discours. En un mot, comme il a été dit dans les Instructions de 1880, la composition française peut prendre toutes les formes : dissertations de littérature, de morale ou d'histoire, discours, lettres, fables, parallèles, dialogues, etc. Le tout est d'écrire en français. C'est à l'art des professeurs de choisir une matière appropriée à l'âge et à la culture des jeunes gens. On évitera de pousser aux souvenirs de manuels, ou de demander des appréciations littéraires trop délicates et qui conviennent à la licence plus qu'au baccalauréat. On se contentera de notions communes qui sont le patrimoine de tous les esprits cultivés, pourvu que ces notions soient exprimées avec correction, justesse et une certaine précision. Tel sera du moins le niveau moyen ; les esprit plus distingués sauront se faire jour et obtiendront par là des rehaussements de notes. Mais le baccalauréat est surtout la preuve d'une culture moyenne telle qu'on peut la demander à tout homme bien élevé et qui ne se destine pas exclusivement aux carrières littéraires ; ce qu'on y demande surtout, ce sont les qualités d'un bon esprit qui puisse suffire aux devoirs divers qu'exige la société. »

La *seconde partie* comporte dès à présent deux séries d'épreuves, entre lesquelles les candidats choisissent au moment de leur inscription, et qui ont pour bases les programmes, l'un de la classe de philosophie, l'autre de la classe de mathématiques élémentaires.

Première série. — Une seule composition écrite : dissertation de philosophie.

Deuxième série. — Une seule composition écrite portant à la fois sur les mathématiques et la physique. Le texte du décret est limitatif ; il s'agit de la physique proprement dite, et non des sciences physiques en général. Par suite, aucun sujet de chimie ne peut être donné.

L'article 8 du décret dispose que pour les compositions écrites, sauf pour la version latine, il est donné trois sujets différents entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

Cette disposition, empruntée à d'autres pays où elle a donné d'excellents résultats, a pour but de diminuer l'aléa de l'examen. Avec un sujet unique, il peut se faire qu'un bon candidat tombe sur la question qu'il possède le plus imparfaitement. Avec trois sujets différents, cette chance

est singulièrement diminuée. Des trois sujets proposés, le candidat ne doit traiter qu'un seul.

Contre cette disposition on a objecté qu'elle pourrait favoriser les préparations partielles. Si, par exemple, à la première série de la seconde partie les trois sujets de dissertation étaient pris, l'un dans la psychologie, l'autre dans la logique, le troisième dans la morale, on aurait des candidats qui n'étudieraient que la psychologie, ou la logique, ou la morale. Il a été répondu que les trois sujets différents devaient être pris tous les trois dans la même partie de la philosophie ou dans la même branche des mathématiques ou de la physique.

Pour la composition scientifique, on a fait observer avec justesse qu'il serait d'une pratique bien difficile, et en même temps qu'il serait contraire à l'intérêt des candidats de leur donner à choisir entre trois problèmes qu'ils devraient essayer successivement avant de s'arrêter à un. Il a été entendu que les trois sujets prescrits ne différeraient l'un de l'autre que par la question de cours, mais que, lorsqu'ils comprendraient un problème, ce serait le même pour tous les trois.

ÉPREUVES ORALES.

J'arrive maintenant aux épreuves orales. MM. les Professeurs des Facultés savent quelles qualités, j'allais dire vertus, elles exigent des examinateurs : la bienveillance, la douceur, l'affabilité, la patience. Le baccalauréat n'est pas une épreuve solennelle où il y ait à faire montre de savoir ; c'est encore moins la mise en présence de juges et de justiciables. C'est tout simplement une vérification d'études chez un jeune homme de seize à dix-huit ans. D'où le caractère des épreuves orales, un entretien familier dans lequel l'examineur s'assure, par des questions faciles, nettement formulées, méthodiquement posées, répétées et variées s'il le faut, que le candidat a fait ses études et qu'il en a profité. Tout cela, MM. les Professeurs des Facultés le savent mieux que moi ; je n'insiste pas.

Je me permettrai seulement d'appeler leur attention sur un point, à mon sens, fort important : l'examen du baccalauréat est coordonné aux études secondaires et aux programmes de ces études ; il faut donc qu'il soit dirigé dans le sens même où sont dirigées ces études. La justice l'exige ; l'intérêt des études le commande. En effet, s'il y a discordance entre la nature ou le caractère des questions posées au baccalauréat et la direction imprimée aux classes, si, par exemple, en histoire on interroge à l'examen sur de menus faits de détail, alors qu'il est recommandé, au Lycée, de s'en tenir aux faits les plus significatifs, à ceux qui mettent le plus en relief les caractères d'une époque, d'une civilisation, il est bien évident que les études en seront faussées, l'effort des maîtres entravé, l'esprit des élèves déconcerté. Aussi ne saurais-je trop prier MM. les Examinateurs de se pénétrer des instructions jointes aux derniers programmes de l'enseignement secondaire, qui leur ont été distribués, et de s'en inspirer aux examens.

La nomenclature des épreuves orales du nouveau baccalauréat appelle quelques commentaires :

Première partie. — L'ancien programme disait : *traduction* d'un texte grec, *traduction* d'un texte latin ; le nouveau dit : *explication*. Il ne s'agit donc pas seulement de la traduction littérale, mais de l'explication d'un texte, avec les diverses questions grammaticales, historiques ou littéraires, que ce texte peut provoquer. Il n'y a plus d'interrogation spéciale d'histoire littéraire. Mais cette partie des études, à laquelle les instructions prescrivent d'ailleurs de maintenir un caractère très élémentaire, pourra trouver place dans l'explication des textes.

L'épreuve de langues vivantes a un coefficient double des autres explications. Par là, le Conseil supérieur a voulu marquer nettement quelle importance il y attache. En supprimant à l'écrit le thème allemand et le thème anglais, il a entendu seulement alléger les épreuves. Il lui a semblé que la traduction courante d'un texte, avec un thème oral fait au tableau, et mieux encore, toutes les fois que l'examineur juge la force du candidat suffisante, une courte conversation en allemand ou en anglais répondaient mieux à ce que l'on doit se proposer

de l'étude des langues vivantes dans l'enseignement classique : les apprendre pour les comprendre et pour les parler.

Le coefficient 2 ne doit pas être réparti sur chacune des parties de l'épreuve, mais attribué à l'épreuve totale. L'examineur donnera sa note et la multipliera par 2.

Le décret du 8 août ne fait pas mention expresse des interrogations facultatives d'Italien et d'Espagnol, mais comme il abroge simplement les dispositions contraires à celles qu'il édicte, le décret du 15 janvier 1881 est maintenu. Est maintenu de même le décret du 26 décembre 1882 relatif à l'épreuve des langues vivantes dans l'Académie d'Alger, en ce qu'il n'a pas de contraire au décret du 8 août dernier. Dans cette Académie, les candidats pourront, sur leur demande, être interrogés sur l'arabe.

D'après les anciens programmes, le candidat désignait lui-même, parmi les auteurs inscrits aux programmes de troisième, de seconde et de rhétorique, un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels l'examineur devait choisir le texte à traduire. C'était une prime aux préparations artificielles ; à la demande d'un très grand nombre de Facultés et de Lycées, elle a été supprimée. Désormais, pour tous les textes, pour les langues vivantes, comme pour le grec, le latin et le français, l'examineur aura droit de choisir les textes d'explication dans les ouvrages inscrits aux programmes de troisième, de seconde et de rhétorique.

Mais, par mesure transitoire, comme le décret qui régit désormais le baccalauréat ne date que du 8 août 1890, aux sessions de 1891-1892 le choix des examinateurs s'exercera seulement sur les auteurs de rhétorique ; aux sessions de 1892-1893, sur les auteurs de rhétorique et de seconde, pour s'exercer pleinement à partir des sessions de 1893-1894. Cette règle toutefois n'a rien d'absolu, et les jurys demeurent libres, pendant ces années de transition, d'interroger les candidats sur les auteurs qu'ils ont étudiés dans les classes de seconde et de troisième.

L'interrogation d'histoire et de géographie est une. La note sera attribuée d'après l'ensemble de l'épreuve.

L'interrogation sur les éléments des mathématiques doit se faire d'après le programme de rhétorique (arrêté du 12 août 1890).

A la *seconde partie* (1^{re} série) l'interrogation de philosophie est une, mais elle peut porter à la fois sur l'ensemble de l'enseignement philosophique, philosophie, histoire de la philosophie et auteurs philosophiques (programme du 22 janvier 1885). Pour ce qui est des auteurs philosophiques, je rappelle la note qui accompagne le programme précité : « Le professeur devra faire expliquer chaque année deux textes français, un texte grec et un texte latin choisis par lui dans la liste précédente », d'où pour les candidats, le droit d'indiquer à l'examen les ouvrages expliqués en classe.

L'interrogation d'histoire contemporaine a pour base le programme du 28 janvier 1890 ; celle de physique, chimie et histoire naturelle, le programme du 12 août de la même année.

Les épreuves de la seconde série « ont pour base les programmes de la classe de mathématiques élémentaires ».

M. les Examineurs ne perdront pas de vue que ces programmes ont été modifiés et mis en harmonie avec le nouveau régime d'études par l'arrêté du 24 janvier 1891.

CONDITIONS DE L'EXAMEN.

En se faisant inscrire à la première partie, tout candidat doit justifier, par son acte de naissance, dûment légalisé, qu'il a l'âge requis par les règlements.

Cet âge est de seize ans (décret du 5 février 1891).

Des dispenses d'âge peuvent être accordées, dans les conditions fixées par les circulaires des 1^{er} juillet 1882, 5 décembre 1884 et 15 octobre 1888.

Pour l'inscription à la seconde partie, le candidat doit justifier qu'il s'est écoulé, depuis son admission à la première partie, une année où le laps de temps reconnu équivalent. Cette justification se fait par le certificat d'aptitude à la première partie, lequel n'est pas délivré au

candidat, mais demeure au secrétariat de la Faculté. Dans le cas où le candidat se présente pour subir la deuxième partie devant une autre Faculté, la transmission du dossier se fait dans les formes prescrites par les instructions du 7 juin 1875 et 17 novembre 1877.

Il n'est rien modifié aux formules précédemment prescrites pour les demandes d'inscription.

Ces demandes indiquent, pour la première partie, sur quelles langues vivantes le candidat désire être interrogé, et pour la seconde partie, quelle série d'épreuves il doit subir.

A ces pièces peut être joint le livret scolaire. Les livrets seront rendus aux candidats à la suite des épreuves de la première partie. Ils peuvent être représentés pour la seconde partie au moment de leur inscription.

La question m'a été posée de savoir si un candidat pouvait subir soit successivement, soit à la même session, les épreuves de plusieurs séries de la seconde partie. L'affirmative n'est pas douteuse.

Dans ce cas, le candidat admis après les épreuves de la première série et qui se présente pour subir celles de la deuxième est dispensé, à l'oral, des interrogations sur l'histoire contemporaine et sur la philosophie. Le candidat reçu antérieurement à la deuxième série et qui se présente pour subir les épreuves de la première, est dispensé des interrogations sur l'histoire contemporaine et sur les éléments des sciences physiques et naturelles.

En cas de succès le diplôme porte les deux mentions correspondant à la première et à la deuxième série des épreuves.

FORME DES EXAMENS.

L'ouverture des sessions continuera d'être fixée par arrêté ministériel.

Les registres d'inscription sont, dans tous les cas, ouverts du 15 au 30 juin et du 10 au 25 octobre.

Dans le cas où une session extraordinaire serait autorisée en mars ou en avril, les dates d'ouverture et de clôture des registres d'inscription seraient fixées par arrêté ministériel.

Les compositions écrites ont lieu, au choix des Facultés, soit en une série unique, soit en séries simultanées, ou en séries successives.

Dans le premier cas, il y a au moins un centre de composition dans chaque département de l'Académie.

Dans le second, les compositions ont lieu au siège de la Faculté, et chaque série comprend au maximum trente candidats.

C'est aux Facultés qu'il appartient désormais de décider si les compositions se feront en une série unique pour toute l'Académie. La Faculté des Lettres en décidera pour la première partie et pour la première série de la seconde partie ; la Faculté des Sciences pour la seconde série. Il est à souhaiter que la Faculté des Sciences adopte le mode qui aura été adopté par la Faculté des Lettres.

La décision de la Faculté fixera les centres de composition. S'il surgissait de ce chef quelque difficulté particulière, vous voudriez bien m'en référer.

Les décisions des Facultés devront être portées à la connaissance des intéressés un mois au moins avant l'ouverture des sessions.

Quel que soit le mode adopté, la surveillance sera faite par un membre du jury, assisté, s'il y a lieu, de surveillants auxiliaires.

Avant de subir les épreuves, chaque candidat écrit et signe sur un registre spécial, visé et parafé par le doyen, la déclaration qu'il ne s'est pas inscrit ou fait inscrire dans une autre Faculté pour subir le même examen dans la session courante, et qu'il n'a pu subir l'examen auquel il se présente dans une autre Faculté pendant la même session.

Les deux compositions de la première partie se font le même jour. Elles devront être séparées par un intervalle de trois heures au moins.

Les candidats ne peuvent avoir aucune communication avec le dehors ou entre eux, sous peine d'exclusion. Il leur est interdit d'apporter aucune note ; aucun cahier, aucun livre autre que les lexiques autorisés.

Il est remis à chaque candidat des feuilles à en-tête sur lesquelles ils doivent écrire leur composition.

Les épreuves orales sont publiques ; elles durent en moyenne trois quarts d'heure pour chaque candidat.

DES JURYS, DE L'ADMISSIBILITÉ, DE L'ADMISSION

Nulla difficulté pour la composition des jurys. L'article 19 de l'arrêté la détermine exactement. Toutefois je fais remarquer ici que la disposition des règlements antérieurs en vertu de laquelle le Ministre pouvait adjoindre aux membres des Facultés des docteurs ès lettres ou ès sciences et des examinateurs spéciaux pour les langues vivantes est maintenue.

C'est par le doyen que sont constitués les jurys (art. 26 du décret du 28 décembre 1885). C'est par lui aussi que sont choisis les sujets des compositions écrites. Le Conseil supérieur a pensé que ce choix devait être fait par une personne unique, responsable. Ce ne pouvait être que le doyen. Mais dans la pratique, il est bien entendu que les doyens sont autorisés comme par le passé à demander des sujets à leurs collègues. Leur prérogative, et en même temps leur obligation, c'est, parmi ces sujets différents, de choisir.

Le jugement des épreuves s'exprime par des notes variant de 0 à 20. Un coefficient spécial est attribué à chaque épreuve (art. 16 de l'arrêté). La note affectée du coefficient 1 est exprimée de 0 à 20, celle qui est affectée du coefficient 2, de 0 à 40.

Le Conseil n'a pas cru devoir fixer de règle absolue et mathématique pour la déclaration d'admissibilité. D'une manière générale, l'admission ne devant être prononcée que si le candidat obtient la moyenne 10 multipliée par le total des coefficients attribués à chaque épreuve à l'écrit, l'admissibilité doit être acquise à tout candidat qui obtient 20 points pour les épreuves écrites (première partie, deux épreuves avec le coefficient 1 ; deuxième partie, première et deuxième séries, une épreuve avec le coefficient 2). Mais, conformément aux intentions du Conseil, les jurys peuvent, s'ils le jugent à propos, admettre aux épreuves orales un candidat qui, à l'écrit, serait demeuré un peu au-dessous de cette moyenne, dans le cas où telle de ses épreuves écrites, ou bien encore l'examen de son livret, permettrait d'espérer qu'il pourra se relever à l'oral. Mais dans tous les cas, pour l'admission définitive, les moyennes fixées par l'article 17 de l'arrêté doivent être obtenues.

Les jurys remarqueront que les plus anciennes règles qui prescrivaient l'ajournement dans le cas de plusieurs notes mal ou d'un nul sont abrogées. Le Conseil supérieur a pensé qu'étant donnée la nature de l'examen du baccalauréat, il fallait y admettre aussi largement que possible le système des compensations. Un candidat a 0 pour une épreuve et 20 pour une autre ; sa moyenne est 10 ; c'est la moyenne requise. Il doit passer. Il fera un aussi bon bachelier et peut-être fera-t-il un homme plus distingué que celui qui, dans chaque épreuve, n'a été ni au-dessous ni au-dessus de la moyenne.

L'admissibilité, l'admission, l'ajournement après les épreuves écrites ou après les épreuves orales sont prononcées après délibération du jury. Cette prescription, qui n'a jamais cessé d'être obligatoire et dont l'oubli constitue un vice de forme pouvant entraîner la nullité des épreuves, est plus importante que jamais, avec l'examen que les jurys doivent faire des livrets scolaires.

BÉNÉFICE DE L'ADMISSIBILITÉ.

Le candidat déclaré admissible, mais refusé après les épreuves orales, conserve le bénéfice de l'admissibilité pendant une année entière, c'est-à-dire de juillet à juillet inclusivement, de novembre à novembre inclusivement, à la condition de se présenter pour réparer son échec devant la Faculté où il l'a subi.

A la répétition des épreuves orales, il conserve pour les épreuves écrites les notes qu'il avait obtenues lors de son admissibilité.

Si dans l'espoir d'obtenir de meilleures notes, il veut renoncer au bénéfice de l'admissibilité et faire de nouvelles épreuves écrites, il est entièrement libre.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Le décret et l'arrêté du 8 août 1890 sont applicables à dater de la session de juillet-août 1891.

Les candidats qui ne sont pas encore présentés subiront l'examen suivant le nouveau programme.

Les candidats qui ont échoué à la première partie antérieurement à cette session pourront renouveler l'épreuve d'après l'ancien programme ou opter pour le nouveau ; en optant pour le nouveau programme, les candidats déclarés admissibles perdent nécessairement le bénéfice de leur admissibilité.

En ce qui concerne les épreuves de la seconde partie, le droit d'option ne saurait exister ; la circulaire du 24 septembre 1890, interprétative de l'article 17 du décret du 8 août, rappelle en effet que les deux parties du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique sont solidaires, et que, de même qu'elle aboutissent à un seul diplôme elles forment un tout indivisible.

Par suite, les candidats qui auront subi les épreuves de la première partie d'après l'ancien régime devront subir aussi les épreuves de la seconde partie d'après le même régime ; cette interprétation s'applique également aux deux parties du nouveau régime.

Les candidats qui préparent actuellement le baccalauréat ès sciences pourront se présenter aux épreuves de ce grade jusqu'à la session de novembre 1894 inclusivement. En outre, le diplôme de bachelier ès sciences restreint pourra être délivré jusqu'à la mise en vigueur des dispositions relatives à la troisième série de la seconde partie du nouveau baccalauréat.

Je joins à la présente circulaire un exemplaire des décret et arrêté du 8 août 1890, du décret du 5 février 1891, le modèle des certificats d'aptitude pour la première partie et pour les deux séries de la seconde partie des épreuves, les modèles des demandes que doivent faire les candidats, enfin celui de la déclaration qu'ils doivent transcrire sur le registre de la Faculté avant l'examen.

Je vous prie de porter les dispositions qui précèdent à la connaissance des Facultés et des établissements d'enseignement secondaire de votre ressort et de veiller à leur exécution.

Décret relatif au Baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne.

5 Juin 1891

Vu le décret en date du 4 juin 1891 ;

Vu la loi du 27 février 1880 ;

Vu le décret du 4 août 1881 ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Décète :

TITRE PREMIER.

Article premier. — Le baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial créé par le décret du 4 août 1881 prend à l'avenir le nom de baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Art. 2. — Les diplômes sont conférés par le Ministre de l'Instruction publique après des examens subis au siège des Facultés.

Art. 3. — Les épreuves sont : les unes écrites, les autres orales. Les épreuves écrites sont éliminatoires.

Art. 4. — Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après échec à ces épreuves, est acquis aux candidats pendant l'année suivante, à la condition qu'ils se présentent pour réparer leur échec devant le même jury.

Art. 5. — L'admissibilité, l'admission ou l'ajournement sont prononcés après délibération du jury.

Art. 6. — Les candidats peuvent produire en se faisant inscrire, un livret scolaire établi dans les formes qui seront prescrites par un arrêté ministériel.

Cette production n'est autorisée qu'aux secrétariats des Facultés des Académies dans le ressort desquelles se trouve l'établissement auquel appartient le candidat.

Dans l'Académie de Chambéry les livrets scolaires pourront être produits aux secrétariats des Facultés de Lyon et de Grenoble.

Art. 7. — Les livrets sont examinés par les jurys. Il est tenu compte pour l'admissibilité et pour l'admission des renseignements qu'ils contiennent.

Art. 8. — Pour les épreuves écrites, sauf pour l'épreuve de langues vivantes, il est donné trois sujets entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

TITRE II. — *Des épreuves.*

Art. 9. — Les épreuves sont divisées en deux parties.

Art. 10. — Nul ne peut se présenter aux épreuves de la seconde partie qu'un an après avoir subi avec succès celles de la première partie.

Aucune dispense ne sera accordée.

L'intervalle compris entre la session d'octobre-novembre et celle de juillet-août compte pour une année.

PREMIÈRE PARTIE.

Art. 11. — Les épreuves de la première partie sont :

Epreuves écrites :

Un thème anglais et une version allemande, ou, au choix des candidats, un thème allemand ou une version anglaise, italienne ou espagnole, faits sans dictionnaires ni lexiques ;

Une composition française.

Jusqu'à la session d'octobre-novembre 1893 inclusivement, l'usage d'un lexique reste autorisé pour l'épreuve écrite en langue vivante.

Epreuves orales :

1° L'explication d'un texte français ;

2° L'explication d'un texte allemand ;

3° L'explication d'un texte anglais, italien ou espagnol, au choix des candidats.

Les explications de textes de langues vivantes sont accompagnées ou suivies d'une conversation dans celles des langues vivantes sur lesquelles les candidats sont interrogés.

Les candidats peuvent, en outre, demander à être interrogés sur une troisième langue vivante. Dans l'Académie d'Alger, l'Arabe peut être substitué, au choix des candidats, à l'une des langues inscrites au programme ;

4° Une interrogation d'histoire et de géographie ;

5° Une interrogation sur les mathématiques ;

6° Une interrogation sur la physique et la chimie.

Ces épreuves ont pour base les programmes de la classe de Seconde de l'enseignement secondaire moderne.

DEUXIÈME PARTIE.

Art. 12. — Les candidats à la seconde partie peuvent choisir au moment de leur inscription entre les séries suivantes d'épreuves :

Première série :

Epreuves écrites :

Une dissertation sur un sujet de philosophie.

Epreuves orales :

1° Une interrogation sur la philosophie ;

2° Une interrogation sur l'histoire contemporaine ;

3° Une interrogation sur la géographie ;

4° Une interrogation sur la littérature ;

5° Une interrogation sur l'histoire naturelle.

Les épreuves de cette série ont pour base le programme de la classe de Première (Lettres) de l'enseignement secondaire moderne.

Deuxième série :

Epreuves écrites :

Une composition de mathématiques et de physique.

Epreuves orales :

1° Une interrogation sur les mathématiques ;

2° Une interrogation sur la physique, la chimie et l'histoire naturelle ;

3° Une interrogation sur l'histoire contemporaine ;

4° Une interrogation sur la philosophie ;

5° Une interrogation sur la géographie.

Les épreuves de cette série ont pour base le programme de la classe de Première (Sciences) de l'enseignement secondaire moderne.

Troisième série :

Epreuves écrites :

Une composition de mathématiques et de physique.

Epreuves orales :

1° Une interrogation sur les mathématiques ;

2° Une interrogation sur la physique ;

3° Une interrogation sur la chimie ;

4° Une interrogation sur l'histoire contemporaine ;

5° Une interrogation sur la philosophie.

Les épreuves de cette série ont pour base le programme de la classe de Mathématiques élémentaires des Lycées.

Art. 13. — Le diplôme est délivré sur la production de deux certificats d'aptitude correspondant, l'un à la première partie, l'autre à la seconde partie des épreuves.

Art. 14. — Sont inscrites sur les diplômes les mentions suivantes :

1^{re} série : Lettres-Philosophie ;

2^e série : Lettres-Sciences ;

3^e série : Lettres-Mathématiques.

TITRE III. — *Dispositions transitoires.*

Art. 15. — Les dispositions du présent décret seront applicables, en ce qui concerne la première partie des épreuves, à dater de la session de juillet-août 1892, en ce qui concerne la seconde partie des épreuves, à dater de la session de juillet-août 1893.

Jusqu'à la session d'octobre-novembre 1894 inclusivement, les épreuves écrites de la première partie ne comprendront qu'un seul thème de langue vivante, anglais ou allemand, au choix des candidats.

Art. 16. — Il pourra être délivré des diplômes de bachelier de l'enseignement secondaire spécial jusqu'à la session d'octobre-novembre 1894 inclusivement.

Art. 17. — Sont abrogées toutes les dispositions des décrets antérieurs contraires à celles du présent décret.

Arrêté relatif au Baccalauréat de l'Enseignement secondaire moderne.

5 Juin 1891

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu le décret en date du 5 juin 1891, relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

RAPPORT FAIT AU CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
SUR L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE MODERNE,
par M. BENOIST, membre du Conseil.

BACCALAURÉAT. — Dans l'enseignement moderne comme dans l'enseignement classique, le baccalauréat est la sanction des études secondaires. L'examen que votre Commission a fait du projet relatif au baccalauréat est donc le couronnement naturel et nécessaire de ce rapport.

Plusieurs de ces dispositions relatives au baccalauréat sont les mêmes que celles

Arrête :

TITRE PREMIER. — *Sessions d'examens.*

Article premier. — Il est ouvert chaque année deux sessions pour les examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne : la première à la fin, la seconde au commencement de l'année scolaire. Les dates en sont fixées par arrêtés ministériels.

Une session extraordinaire, pour la seconde partie, peut avoir lieu au mois de mars ou d'avril.

Cette session est exclusivement réservée aux candidats qui ont subi deux échecs et aux candidats aux Ecoles spéciales du Gouvernement.

TITRE II. — *Conditions d'admissibilité à l'examen.*

Art. 2. — Tout candidat doit déposer ou faire déposer dans les délais fixés ci-après, au secrétariat de la Faculté des Sciences ou de la Faculté des Lettres, les pièces suivantes :

1° Son acte de naissance dûment légalisé, constatant qu'il a l'âge requis par les règlements ;

2° Une demande conforme à la formule annexée au présent arrêté, écrite en entier de sa main, signée de ses nom et prénoms. Si le candi-

du décret concernant le baccalauréat classique et ne pouvaient soulever aucune objection. La discussion a porté seulement sur trois articles : les articles 8, 10 et 13 du projet.

Voici le texte de l'article 8 : « Pour les épreuves écrites, sauf pour la version de langues vivantes, il est donné trois sujets entre lesquels les candidats ont le droit de choisir. »

Un membre a dit que cet article, inspiré par le désir de sauvegarder les intérêts des candidats, était de nature à les compromettre ; qu'il était aussi difficile pour eux de choisir le sujet qui leur convient le mieux que de le traiter convenablement. On a voulu aussi prévenir les réclamations des candidats et de leurs parents, qui se plaignent des sujets imposés par les Facultés. C'est une faiblesse et une faiblesse inutile, car les réclamations continueront à se produire jusqu'au jour où on recevra 100 candidats sur 100. C'est une mesure sur laquelle on sera bientôt obligé de revenir, comme on est revenu sur l'autorisation accordée aux candidats de désigner à l'examen oral les auteurs sur lesquels ils désirent être interrogés.

On a répondu que l'article 9 n'est que la reproduction d'un article inséré il y a un an dans le règlement du baccalauréat classique. Le Conseil ne peut revenir sur ce qu'il a fait, tant que l'expérience n'aura pas démontré la réalité des inconvénients qu'on lui signale.

L'article a été adopté.

Art. 10 : « Les épreuves sont divisées en deux parties. » Il a été dit que rien ne justifiait cette division, que ce n'était qu'une imitation de ce qui se passe pour le baccalauréat classique, imitation malheureuse, car les raisons qui expliquent qu'on ait pris cette mesure pour le baccalauréat classique n'existent pas pour le baccalauréat moderne.

On a répondu que la division du baccalauréat se justifiait par l'impossibilité pour les candidats de préparer en un an des matières aussi nombreuses que celles que comprendrait le baccalauréat unique. Ils seraient naturellement amenés à s'y préparer plusieurs années à l'avance et à remplacer le travail utile par la lecture des manuels ; c'est ce qu'on a voulu éviter.

L'article 10 est adopté.

Art. 12. — Le premier paragraphe de l'article, le seul qui ait provoqué une discussion, est ainsi conçu : « Les épreuves de la première partie sont : un thème allemand et un thème anglais faits sans dictionnaire ni lexique. »

Parmi les membres de la Commission, les uns ont pensé que deux thèmes faits sans le secours d'aucun livre constituaient une épreuve trop difficile ; qu'il convenait ou bien de remplacer l'un des deux thèmes par une version, ou bien de permettre aux candidats l'usage du dictionnaire.

D'autres, au contraire, ont soutenu que les deux thèmes étaient la sanction nécessaire des programmes de langues vivantes, et que supprimer l'un des deux, surtout le thème allemand, c'était mettre en péril tout le plan d'études.

Les résolutions adoptées ont été les suivantes :

1° Les épreuves écrites de langues vivantes consisteront en un thème et une version en des langues différentes ;

2° Les candidats pourront faire au choix : A) soit un thème anglais et une version allemande ; B) soit un thème allemand et une version anglaise, italienne ou espagnole ;

3° Les candidats ne pourront s'aider ni de dictionnaires, ni de lexiques.

dat est mineur, sa demande doit être accompagnée de l'autorisation de son père ou tuteur.

La signature du candidat et, s'il est mineur, celle de son père ou tuteur doivent être légalisées.

En se faisant inscrire pour la première partie, le candidat indique quelle série d'épreuves il demande à subir.

A ces pièces peut être joint le livret scolaire prévu par l'article 6 du décret en date de ce jour.

Art. 3. — Les inscriptions sont reçues : au secrétariat de la Faculté des Lettres, pour la première partie et pour la première série de la seconde partie ; au secrétariat de la Faculté des Sciences, pour les deuxième et troisième séries de la seconde partie.

Art. 4. — Le registre d'inscription est ouvert du 15 au 30 juin, et du 10 au 25 octobre.

Dans le cas où, par application de l'article premier, paragraphe 2, du présent arrêté, il est ouvert une session extraordinaire en mars ou avril, l'arrêté ministériel qui l'ouvre fixe les dates d'ouverture et de clôture du registre d'inscription.

Art. 5. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 6. — L'inscription n'est valable qu'après consignation des droits (1).

TITRE III. — *Du livret scolaire.*

Art. 7. — Le livret scolaire que les candidats sont autorisés à déposer en se faisant inscrire doit être établi conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Il est délivré sous la responsabilité des chefs d'établissements.

La signature des chefs d'établissements libres doit être légalisée.

Pour les candidats élevés dans les familles, les professeurs particuliers peuvent fournir des notes sur la valeur des études faites sous leur direction. Leurs signatures doivent être légalisées.

TITRE IV. — *Forme des examens.*

Art. 8. — Les compositions écrites ont lieu, au choix des Facultés, soit en une série unique, soit en séries simultanées ou en séries successives.

Dans le premier cas, il y a au moins un centre de composition dans chaque département de l'Académie.

Dans le second cas, les compositions ont lieu au siège de la Faculté, et chaque série comprend, au maximum, 30 candidats.

Dans tous les cas, elles se font sous la surveillance d'un membre du jury.

Art. 9. — Les sujets des compositions écrites sont choisis par le doyen.

Art. 10. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe, sur un registre spécial visé et parafé par le doyen, une déclaration conforme au modèle annexé. Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande du candidat.

Les candidats sont prévenus des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les lois et règlements, les fausses signatures apposées aux actes, ainsi que toute autre fraude,

Art. 11. — Les candidats ne peuvent avoir aucune communication avec le dehors ou entre eux, sous peine d'exclusion. Il leur est interdit d'apporter aucun cahier, aucune note, aucun livre autre que les lexiques transitoirement autorisés.

Art. 12. — Il est remis à chaque candidat des feuilles à en-tête sur lesquelles ils doivent écrire leur composition.

Art. 13. — La durée des compositions est fixée ainsi qu'il suit :

(1) Le décret du 29 août 1891 fixant ces droits reproduit les dispositions du décret du 5 février 1891 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

PREMIÈRE PARTIE :

Epreuves de langues vivantes	3 heures
Composition française	3 heures

DEUXIÈME PARTIE :

Première série :

Dissertation sur un sujet de philosophie	4 heures
--	----------

Deuxième série :

Composition de mathématiques et de physique	4 heures
---	----------

Troisième série :

Composition de mathématiques et de physique	4 heures
---	----------

Art. 14. — Les épreuves orales sont publiques.

Art. 15. — La durée des épreuves orales est, en moyenne, de trois quarts d'heure pour chaque candidat.

Art. 16. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20.

Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

PREMIÈRE PARTIE :

Epreuve de langues vivantes	1
Composition française	1
Explication française	1
Explication allemande	1
Explication anglaise, italienne ou espagnole	1
Interrogation sur l'histoire et la géographie	1
Interrogation sur les mathématiques	1
Interrogation sur la physique et la chimie	1

SECONDE PARTIE :

Première série :

Dissertation sur un sujet de philosophie	1
Interrogation sur la philosophie	1
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur la littérature	1
Interrogation sur l'histoire naturelle	1

Le nombre de points attribué à l'interrogation facultative sur une troisième langue vivante entre en compte dans le total des points nécessaires pour être admis.

Deuxième série :

Composition de mathématiques et de physique	2
Interrogation sur les mathématiques	2
Interrogation sur la physique, la chimie et l'histoire naturelle	2
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur la philosophie	1

Troisième série :

Composition de mathématiques et de physique	2
Interrogation sur les mathématiques	2
Interrogation sur la physique	1
Interrogation sur la chimie	1
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1
Interrogation sur la philosophie	1

Art. 17. — Pour être admis, les candidats doivent avoir obtenu au moins le nombre suivant de points :

PREMIÈRE PARTIE	80
SECONDE PARTIE : { Première série	60
Deuxième série	90
Troisième série	80

Les certificats d'aptitude portent les mentions suivantes :

Passable, quand le candidat a obtenu la moyenne de 10 points ;

Assez bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 12 points ;

Bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 14 points ;

Très bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 15 points.

Art. 18. — Le candidat ajourné ne peut se représenter dans le cours de la même session.

TITRE V. — Des jurys.

Art. 19. — Les jurys sont composés ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE PARTIE :

Quatre examinateurs, dont un pour les sciences ;

SECONDE PARTIE :

Première série :

Trois examinateurs, dont un pour les sciences ;

Deuxième série :

Trois examinateurs, dont un pour les lettres ;

Troisième série :

Trois examinateurs, dont un pour les lettres.

TITRE VI. — Police des examens.

Art. 21. — Les registres des procès-verbaux sont tenus par les secrétaires des Facultés.

En cas de fraude ou de tentative de fraude à l'examen, les dispositions de l'article 19 du décret du 30 juillet 1883 sont immédiatement appliquées.

Art. 22. — Le secrétaire de la Faculté tient les registres des procès-verbaux de chaque série d'épreuves.

Art. 23. — Les certificats d'aptitude, auxquels sont annexés les actes de naissance des candidats, sont transmis au Recteur pour recevoir, s'il y a lieu, son visa.

Le doyen de la Faculté adresse en même temps au Recteur copie du procès-verbal de chaque séance, lequel est signé à l'original par tous les membres du jury, et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint les compositions faites par chaque candidat, corrigées et annotées par les membres du jury.

Art. 24. — Dans les quinze jours qui suivent la fin de la session, le Recteur transmet ces différentes pièces au Ministre de l'Instruction publique avec ses observations.

Dans le cas où il croit devoir refuser son visa aux certificats d'aptitude pour cause de vice de forme dans l'examen, le Recteur expose les faits dans un rapport spécial au Ministre.

Art. 25. — Les diplômes sont conférés par le Ministre dans la forme établie.

Ils sont transmis aux Recteurs, qui en opèrent la remise, après les avoir signés.

Nul diplôme n'est remis à l'impétrant qu'après que celui-ci a apposé sa signature tant sur le titre même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme ou sur un récépissé qui doit être annexé à ce registre.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du Recteur est sans valeur.

Art. 26. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent arrêté.

Circulaire concernant les parties communes aux différentes épreuves des Baccalauréats.

5 Novembre 1891

Les programmes des diverses séries du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique, ainsi que ceux des anciens baccalauréats encore en vigueur, contiennent toujours des parties communes, et il me paraît convenable de ne pas exiger des candidats qu'ils subissent de nouveau des épreuves auxquelles ils ont déjà satisfait ; j'ai décidé, en conséquence, que :

Ancien baccalauréat ès lettres. Un bachelier de l'enseignement secondaire spécial est dispensé de la partie scientifique du baccalauréat ès lettres.

Baccalauréat ès sciences complet. Un candidat au baccalauréat ès sciences complet pourvu de la première partie rhétorique de l'enseignement secondaire classique est dispensé de la version latine à l'écrit; il ne sera interrogé à l'oral que sur l'histoire contemporaine et la philosophie.

Baccalauréat ès sciences restreint. Un candidat au baccalauréat ès sciences restreint est également dispensé de la partie littéraire de ce grade, s'il est pourvu de la première partie de rhétorique de l'enseignement secondaire classique.

Baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

PREMIÈRE PARTIE.

Un candidat pourvu du diplôme de bachelier ès sciences restreint n'est pas dispensé de l'interrogation de mathématiques. Mais un candidat à cette épreuve en est dispensé, s'il justifie du titre de bachelier ès sciences complet ou de bachelier de l'enseignement secondaire spécial.

DEUXIÈME PARTIE.

Première série (Lettres, Philosophie) :

Un bachelier ès sciences complet ne subira à cette épreuve que l'interrogation d'histoire naturelle; il sera dispensé de la physique et de la chimie. Le bachelier de l'enseignement secondaire spécial et celui ès sciences restreint seront dispensés de la totalité des épreuves scientifiques de la première partie.

Deuxième série (Lettres, Mathématiques) :

Il pourra survenir qu'un candidat pourvu du diplôme de bachelier ès lettres-philosophie, veuille se présenter à la deuxième série : Lettres, Mathématiques. Dans ce cas, il sera dispensé de toute la partie littéraire des épreuves.

Circulaire relative à une session extraordinaire du Baccalauréat.

5 Février 1892

J'ai l'honneur de vous adresser ampliation d'un arrêté en date de ce jour, par lequel est autorisée l'ouverture, aux mois de mars et d'avril, de sessions extraordinaires pour le baccalauréat ès sciences et pour la seconde partie du baccalauréat ès lettres.

Conformément aux règlements en vigueur, et notamment à celui du 19 juin 1880, cette session est exclusivement réservée aux candidats ajournés à la deuxième partie du baccalauréat ès lettres.

Sont autorisés à se présenter au baccalauréat ès sciences complet et au baccalauréat ès sciences restreint les candidats précédemment ajournés et ceux qui se destinent aux Ecoles du Gouvernement (concours de 1892).

Il n'y aura pas, à cette époque, de session extraordinaire pour la première partie du baccalauréat ès lettres en faveur des candidats admis après les épreuves écrites, mais ajournés après les épreuves orales, et qui conservent pendant un an le bénéfice de l'admissibilité.

Je vous rappelle que, l'année dernière, j'ai soumis la question à la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, et qu'à l'unanimité elle a été d'avis, d'abord que les règlements en vigueur ne permettaient pas cette session, puis, qu'il n'y avait pas lieu de les modifier sur ce point.

Le but de tous les règlements sur les baccalauréats, et en particulier, des dispositions des règlements de 1880 qui interdisent l'ouverture, au milieu de l'année scolaire, d'une session pour la première partie du baccalauréat ès lettres, et exigent l'intervalle d'une année entre la première et la seconde partie de l'examen, a été de faire obstacle, dans l'intérêt des bonnes études, aux préparations hâtives et artificielles, et d'astreindre les élèves à des classes régulières et complètes.

Ce résultat si désirable serait compromis par la mesure demandée. Les candidats admissibles, mais ajournés à l'oral en juillet et en novembre, voudraient sans doute entrer en philosophie pour se présenter de nouveau en avril.

Dans cette classe qui, plus que toute autre, par l'importance, la

nouveauté et la diversité des études inscrites aux programmes, exige des élèves une attention exclusive, ils seraient partagés entre les soucis et les exigences d'un examen se rapportant à la rhétorique et les travaux propres à la classe de philosophie ; ou bien, partageant leur année entre la classe de rhétorique et celle de philosophie, ils sacrifieraient cette dernière et la rabaîsseraient à ces préparations mécaniques et stériles qu'il est de notre devoir d'empêcher.

Dans un cas comme dans l'autre ce serait, à très bref délai, la désorganisation et l'abaissement des classes supérieures de notre enseignement secondaire. Le bénéfice de l'admissibilité accordé à un candidat pendant un temps limité, est une faveur dont l'effet doit être de donner à l'élève plus de liberté d'esprit pour le travail. On ne saurait l'invoquer en faveur d'une mesure qui aurait pour le bien des études de si fâcheuses conséquences.

Circulaire relative aux certificats d'aptitude des Baccalauréats classique et moderne.

12 Mars 1894

Monsieur le Recteur, en vue d'assurer la régularité du service des diplômes, et afin d'éviter des erreurs que la diversité des mentions données aux baccalauréats classique et moderne pourrait amener, je vous prie d'inviter les Facultés des Sciences et des Lettres de votre Académie à adopter les mesures suivantes :

Les certificats d'aptitude à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique et du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne, dont les modèles vous ont été envoyés par les circulaires des 1^{er} juin 1891 et 20 avril 1892, seront établis sur papier blanc.

Les certificats d'aptitude correspondant à la deuxième partie, première série (Lettres-Philosophie), du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique, seront établis sur papier violet.

Les certificats d'aptitude correspondant à la deuxième série (Lettres-Mathématiques) seront imprimés sur papier jaune.

Les certificats d'aptitude de la deuxième partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne seront imprimés, celui de la première série (Lettres-Philosophie) sur papier bleu ; celui de la deuxième série (Lettres-Sciences) sur papier vert ; celui de la troisième série (Lettres-Mathématiques), sur papier rouge.

Vous trouverez ci-joint les modèles des certificats d'aptitude de ces différentes couleurs, et vous voudrez bien veiller à ce qu'ils soient très exactement reproduits tant au point de vue de la disposition typographique que du format.

On pourra cependant se servir des imprimés actuels jusqu'à épuisement de la provision qui peut exister aux secrétariats. Mais il sera nécessaire que les doubles ou triples mentions soient signalées d'une façon spéciale et très apparente.

Circulaire relative aux conditions d'admission des élèves dans les classes de mathématiques élémentaires et de philosophie.

12 Juin 1895.

Je suis informé que dans certains Lycées on exige des élèves qui désirent suivre les cours dans les classes de mathématiques élémentaires qu'ils justifient de leur admission à la première série des épreuves du baccalauréat classique ou moderne. Des réclamations m'ont été adressées à ce sujet ; elles me paraissent fondées.

Cette exigence, Monsieur le Recteur, n'est en effet autorisée par aucun règlement scolaire ; elle ne se justifie pas non plus en raison. Outre qu'elle fait obstacle au recrutement de la classe en question, elle peut, dans certains cas, causer un préjudice réel aux intérêts bien entendus des jeunes gens et de leurs familles.

Pour un grand nombre d'élèves, il est vrai, ceux, par exemple, qui ont en vue les carrières dites libérales ou les Ecoles du Gouvernement, le diplôme de bachelier est la sanction nécessaire de leurs études. Mais

il n'est pas interdit à d'autres de demander simplement à l'enseignement secondaire les connaissances qui leur permettront de s'initier plus tard à telle ou telle profession commerciale ou industrielle à laquelle ils se destinent. Et si même ils n'ont en vue, comme fin des études secondaires, que la culture générale qui en résulte, il ne s'ensuit pas qu'ils soient, par là même, dans de plus mauvaises conditions pour suivre ce cours d'études avec fruit. On a dit que le baccalauréat est un mal nécessaire. En tout cas, si, par rencontre, quelques-uns peuvent s'en passer, il n'y a pas lieu de leur en faire une obligation.

Comme ces élèves ne nous demandent aucun diplôme, aucun témoignage officiel au sujet de leurs études, on n'a pas à exiger d'eux, pour entrer dans la classe dont il s'agit, d'autres garanties que les conditions d'âge et de capacité. Et là où, comme c'est le cas, cette preuve de capacité ne peut être fournie par un examen de passage, puisque le programme de la classe en question n'est pas la suite des programmes précédents, mais se trouve pour la plus grande part constitué par des enseignements nouveaux, il n'y a d'autre moyen de s'assurer si la capacité requise existe ou non chez l'élève, que de le mettre à l'essai et de le voir à l'œuvre dans cette classe même. Quand ils jugeront l'épreuve suffisante, les professeurs auront à donner leur avis pour ou contre son admission définitive.

Ces raisons générales justifient, aux mêmes conditions, l'admission en philosophie. Qu'un élève ne se soit pas présenté à l'examen qui termine la rhétorique ou qu'il y ait échoué, dans les deux cas, s'il est réellement capable de suivre la classe de philosophie, il n'y a pas de raison suffisante de l'empêcher d'y entrer. Or, il est certain que l'échec à la première série d'épreuves du baccalauréat ne démontre pas l'incapacité de tirer bon parti des divers cours qui constituent le programme de cette classe. Il est, au contraire, d'expérience que plus d'un élève, qui avait jusqu'alors assez médiocrement réussi, a trouvé dans ce nouvel ordre d'enseignement une occasion de réparer, en partie, le défaut de ses études antérieures et de se relever. Où serait, dès lors, l'avantage d'en interdire le bénéfice à des jeunes gens qui, dans bien des cas, n'auraient pas le temps ou les moyens de refaire une rhétorique ? Sans nous prêter jamais à abaisser le niveau des cours, nous ne devons pas perdre de vue que les élèves ne sont pas faits pour les classes mais les classes pour les élèves.

J'ajoute, Monsieur le Recteur, que si un élève ayant échoué à la première partie des épreuves du baccalauréat demandait à entrer en philosophie ou en mathématiques, sans renoncer, cependant, à tenter ultérieurement, si les circonstances le lui permettent, ce même examen et en continuant par devers lui à s'y préparer dans ses moments de loisir, il ne faudrait pas s'y opposer. Encore une fois, s'il travaille sérieusement dans la classe où il est admis, s'il n'est pas un empêchement pour le professeur, un fâcheux exemple pour ses condisciples, s'il tire lui-même de l'enseignement un profit certain, c'est tout ce que nous devons exiger de lui. Pour le reste, nous pouvons le conseiller, nous n'avons pas à lui imposer, bon gré, mal gré, à lui ou à sa famille, notre manière de voir sur la direction générale de ses études.

Vous voudrez bien donner, dans le plus bref délai, des instructions très précises dans ce sens à MM. les Proviseurs et principaux des Lycées et Collèges de votre ressort et les inviter à en aviser les familles intéressées. Il importe que ces instructions soient partout mises en vigueur dès la rentrée prochaine.

Arrêté fixant la rémunération des membres des jurys d'examens du Baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne.

14 Janvier 1896

Article premier. — Les membres des jurys d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne sont rétribués par série d'examen.

Il n'y a pas lieu à rétribution quand il n'est pas constitué de jury spécial.

Art. 2. — La série normale comprend trente candidats.

Pour cette série la rétribution est fixée ainsi qu'il suit :

L'examineur chargé de la correction d'une épreuve écrite recevra une indemnité de 50 francs.

L'épreuve orale donnera lieu, pour chaque examinateur, à une indemnité de 30 francs.

Art. 3. — Lorsque le nombre des candidats inscrits pour la session à l'une ou l'autre partie du baccalauréat ne dépasse pas 15, la rémunération prévue à l'article précédent est réduite de moitié.

Art. 4. — Si le nombre des candidats inscrits pour la session dépasse 30 ou un multiple de 30, la rémunération est fixée ainsi qu'il suit, pour chaque candidat en excédent :

Correction d'une épreuve écrite .. 1 fr. 50

Epreuve orale 1 fr.

pour chaque examinateur.

Art. 5. — Il est constitué une ou plusieurs séries spéciales pour les candidats jouissant du bénéfice de l'admissibilité ; l'épreuve orale donne lieu, pour chaque examinateur, à une rémunération de 2 francs par candidat.

Art. 6. — Dans le cas où la correction d'une épreuve écrite est confiée à deux ou trois examinateurs, la rémunération prévue aux articles 2, 3 et 4 est partagée également entre eux soit par moitié, soit par tiers.

Art. 7. — Les membres du jury ne résidant pas au siège de la Faculté recevront, en plus de l'indemnité spécifiée ci-dessus, une indemnité de 10 francs par jour ; ils seront, en outre, remboursés de leurs frais de voyage.

Art. 8. — Lorsque les compositions écrites ont lieu en une série unique, le membre du jury désigné comme surveillant au centre de composition prévu par l'art. 8, paragraphe 2, du décret du 5 juin 1891 et n'y résidant pas recevra une indemnité de 10 francs par jour. Il sera remboursé de ses frais de voyage.

Art. 9. — Les secrétaires des Facultés des Sciences et des Lettres sont chargés des écritures administratives. Ils recevront, pour ce service, à la fin de chaque session, une indemnité calculée à raison de 5 pour 100 sur les droits d'examens acquis au Trésor.

Art. 10. — Les dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Décret fixant la taxe d'affranchissement pour les lettres de convocation aux examens.

6 Mai 1897

Vu la loi du 29 mars 1889, portant que la taxe applicable aux correspondances officielles non affranchies, expédiées sous le contreseing de fonctionnaires désignés par décret et ne possédant pas la franchise postale avec les destinataires, est égale à la taxe d'affranchissement préalable dont ces correspondances étaient passibles,

Article premier. — La taxe spéciale édictée par la loi du 29 mars 1889 s'appliquera aux lettres de convocation aux examens, circulant dans les conditions déterminées par ladite loi et expédiées par les Recteurs d'Académie, les doyens des Facultés, les directeurs des Ecoles supérieures du Gouvernement et les Inspecteurs des Académies.

Art. 2. — La disposition qui précède sera exécutoire à partir du 1^{er} juin 1887.

Décret sur le régime disciplinaire des candidats au Baccalauréat.

21 Juillet 1897

TITRE III. — De la Discipline.

Art. 32. — L'action disciplinaire exercée contre les étudiants est indépendante de l'action des tribunaux.

Art. 33. — Relèvent de la juridiction du Conseil de l'Université :

1° Les étudiants immatriculés ou inscrits sur le registre d'une Faculté ou Ecole d'Enseignement supérieur de l'Etat, tant que leur immatriculation est valable ou que leurs inscriptions ne sont pas périmées ;

2° Les candidats aux grades et titres de l'enseignement supérieur, ainsi que les candidats aux baccalauréats de l'enseignement secondaire, pour toute faute commise au cours ou à l'occasion d'un examen.

Art. 34. — Les peines de discipline sont :

1° La réprimande ;

2° L'interdiction de prendre des inscriptions et de subir des examens dans la Faculté ou Ecole pendant un an au plus ;

3° L'exclusion de la Faculté ou Ecole pendant un an au plus ;

4° L'exclusion de l'Université pendant deux ans au plus ;

5° L'exclusion à toujours de l'Université, et en outre, s'il y a lieu, l'exclusion temporaire de toutes les Facultés ou Ecoles, prévue au paragraphe 7 du présent article ;

6° L'interdiction de subir un ou plusieurs examens déterminés devant aucune Faculté ou Ecole pendant deux ans au plus ;

7° L'exclusion de toutes les Facultés ou Ecoles d'enseignement supérieur, publiques et libres, pendant deux ans au plus ;

8° L'exclusion à toujours de toutes les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, publiques et libres.

L'exclusion entraîne l'incapacité de se faire immatriculer, de prendre des inscriptions et de subir des examens.

Lorsque l'exclusion temporaire ou l'exclusion perpétuelle prévues aux paragraphes 4° et 5° du présent article sont prononcées contre un étudiant d'une Ecole extérieure au siège d'une Université, elles sont limitées à cette Ecole.

Art. 35. — Le doyen ou directeur a droit d'avertissement ou d'admonestation à l'égard de tous les étudiants de la Faculté ou Ecole.

Art. 41. — Tout examen entaché de fraude ou de tentative de fraude doit être déclaré nul.

En cas de flagrant délit, le candidat quitte la salle ; la nullité de l'examen est prononcée par le jury ; dans les autres cas, l'annulation est prononcée par le Conseil de l'Université.

La nullité ou l'annulation de l'examen peut être prononcée contre les complices de l'auteur principal de la fraude ou de la tentative de fraude.

L'auteur principal et ses complices sont déférés au Conseil de l'Université et peuvent être punis d'une des peines prévues aux paragraphes 6°, 7° et 8° de l'article 34.

Art. 42. — L'annulation de l'examen entraîne la nullité de diplôme dans le cas où il a été délivré avant la découverte de la fraude.

Art. 43. — Le Conseil de l'Université peut ordonner l'affichage de ces décisions en matière disciplinaire à l'intérieur de l'Université ou de l'Ecole.

Décret autorisant l'usage du dictionnaire pour l'épreuve de la version latine au Baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

14 Janvier 1900

Vu l'article 7 du décret du 19 juin 1880 ;

Vu les décrets et arrêté du 8 août 1890, relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique ;

RAPPORT PRESENTE AU CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE SUR LE PROJET DE DECRET AUTORISANT L'USAGE DU DICTIONNAIRE POUR L'EPREUVE DE LA VERSION LATINE AU BACCALAUREAT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CLASSIQUE, par M. CLAIRIN, membre du Conseil.

La proposition et le projet de décret qui vous sont soumis aujourd'hui ont déjà été l'objet d'une discussion au Conseil supérieur à la session de juillet 1899. Il a paru

Vu la loi du 27 février 1880 ;
 Vu la loi du 10 juillet 1896 ;
 Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

utile à cette époque de faire une enquête supplémentaire avant de prendre une décision. Le rapport que votre Commission m'a chargé de faire résumera donc les discussions de juillet 1899 complétées par les renseignements fournis par l'enquête et par la nouvelle délibération de la Commission au cours de la présente session.

Il y a près de vingt ans que le lexique latin-français a été seul autorisé à l'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique pour l'épreuve de la version latine. L'expérience dure depuis un temps suffisant pour qu'on puisse la juger et les résultats obtenus font désirer qu'elle ne se prolonge pas davantage.

Cependant le projet du décret qui vous est soumis trouve encore quelques adversaires. Ceux-ci ne se déclarent pas convaincus par les observations qui précèdent le vœu pris en considération par la section permanente. Ils craignent que la réforme proposée n'éloigne du but que l'on cherche à atteindre. Le lexique, disent-ils, met tous les candidats dans les mêmes conditions et diminue le caractère aléatoire de l'épreuve. Si l'usage du dictionnaire est bon dans les classes, il n'en est pas de même au moment de l'examen. En classe, l'élève apprend à travailler et à se servir des instruments de travail ; à l'examen oral, on lui demande même d'expliquer un texte latin sans le secours d'aucun livre. Formés par leurs études et leurs lectures antérieures, les candidats doivent savoir ce qui leur est nécessaire pour comprendre un texte seulement avec l'aide du lexique ; ils doivent faire, à propos du passage à traduire, un travail intellectuel que l'usage du dictionnaire risque de changer en un travail plus passif et plus mécanique. Trompés par les exemples au milieu desquels ils s'égarent et dont ils cherchent mal à propos à adapter le sens à une phrase qui les embarrasse, ils font des fautes qu'ils éviteraient s'ils donnaient dans leur travail plus de place au bon sens et à la réflexion. Le lexique, forçant à étudier davantage le contexte, à demander davantage au travail de l'esprit est préférable au dictionnaire, d'autant plus que les dictionnaires sont de valeur inégale, et que la qualité plus ou moins grande du livre augmente ou diminue les chances d'un candidat. Avec l'aide du dictionnaire, les ignorants peuvent paraître aussi instruits que ceux qui savent le latin.

Quelques-uns vont plus loin et proposent de supprimer tout livre pouvant aider les candidats, aussi bien le lexique que le dictionnaire. On devrait apprendre assez de latin dans les classes pour être en état de faire une version sans aucun secours. Il suffirait, à l'occasion, d'indiquer aux candidats le sens des tournures spéciales, des mots difficiles que présenterait le texte à traduire. Cette proposition, dont l'effet serait de diminuer singulièrement la valeur de l'épreuve, n'a pas été approuvée par votre Commission. Dans les réponses des lycées et des collèges fournies par les Recteurs, elle ne compte que deux partisans : un principal de collège et un professeur de lycée.

Aux arguments mis en avant par les défenseurs du lexique, les partisans de la réforme proposée opposent surtout les nécessités de l'enseignement bien entendu et les résultats de l'expérience qui se poursuit depuis 1881.

L'usage du dictionnaire est indispensable non seulement pour bien comprendre un texte, mais aussi pour bien apprendre une langue. Tout le monde en a besoin. Les dictionnaires les plus volumineux latins ou français, ne donnent qu'une très petite partie de la langue, mais une partie absolument nécessaire. Les développements de la signification d'un mot, le passage d'un sens à un autre, les alliances de mots, les habitudes particulières à chaque auteur, voilà des choses qu'il est indispensable de connaître et qu'un lexique ne donne pas. On n'a pas le droit d'exiger qu'un élève refasse lui-même tout ce travail de la langue que le dictionnaire doit précisément lui indiquer. Les professeurs eux-mêmes, lorsqu'ils veulent arriver à la connaissance exacte d'un texte, ont bien soin de chercher les meilleurs dictionnaires, de consulter les commentateurs les plus autorisés : « Jamais il ne m'arrive, disait Ch. Thurot, d'ouvrir un auteur latin sans avoir sous la main un dictionnaire, et un dictionnaire aussi complet que possible. »

La version latine ne sert pas seulement à montrer jusqu'où vont les connaissances d'un élève dans le vocabulaire et la syntaxe de la langue latine. Si on voulait faire une constatation de ce genre, il suffirait de leur demander un thème fait avec un lexique ou même sans aucun livre. La version est l'exercice peut-être le plus propre à montrer les qualités de l'esprit d'un élève, et c'est précisément par l'usage qu'il sait faire du dictionnaire que l'élève révèle son intelligence. Loin de réduire la version à un exercice mécanique, l'usage bien compris du dictionnaire en fait un exercice particulièrement propre à montrer les qualités actives et personnelles. C'est par lui qu'on apprend souvent comment un latinisme peut trouver son équivalent dans une expression bien française. Si une difficulté se présente, on lit l'article du dictionnaire, on réfléchit sur les divers exemples cités, on les compare ; par la comparaison, le contraste ou l'analogie, on décide son choix d'une manière raisonnée, on montre ce qu'on possède en force de raisonnement, en pénétration, en goût. Y a-t-il beaucoup d'exercices comparables ? Précisément à cause de tout ce qu'il contient, le dictionnaire est dangereux pour l'ignorant qui hésite et se perd au milieu des ressources

Article premier. — L'usage du dictionnaire est autorisé pour l'épreuve de la version latine à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

qu'on lui prodigue. Sur un texte bien choisi, il y aura plus de différence entre le travail des élèves instruits et intelligents et celui des élèves ignorants et sans jugement, s'ils ont à leur disposition un dictionnaire, que s'ils n'ont à leur disposition qu'un lexique.

Le latin a, comme toute les langues, ses proverbes, ses locutions toutes faites et techniques. On ne peut pas exiger des élèves qu'ils les connaissent toutes. Parmi les latinistes, combien possèdent cette connaissance ? Et même lorsqu'on a rencontré telle de ces locutions dans ses lectures, est-on assuré d'avoir une mémoire assez fidèle pour ne pas risquer d'oublier le sens d'une expression au moment où on aurait besoin de l'avoir présent à l'esprit.

Les dictionnaires donnent et traduisent ces expressions ; les lexiques, à moins de ne pas se distinguer des dictionnaires, ne les donnent pas. Le lexique n'a d'utilité que si on veut constater l'étendue des connaissances d'un candidat dans le vocabulaire latin en lui demandant de comprendre à peu près un texte facile, de faire une explication cursive. Et encore, pour ce genre d'épreuve, le lexique donne trop ou trop peu. Il donne trop, puisqu'il fournit tous les mots et permet, par conséquent, d'en ignorer le sens ; il donne trop peu, puisqu'il ne permet de traduire que des textes très faciles ou d'une manière très imparfaite. Dès qu'on est aux prises avec une version tirée d'un auteur tel que ceux qui figurent au programme des classes supérieures, la connaissance du sens étymologique ou ordinaire des mots ne suffit plus ; il faut pouvoir connaître les sens particuliers, même les sens exceptionnels.

L'utilité du dictionnaire fait assez comprendre pourquoi il a été et est encore d'un usage général, presque universel dans les classes. Mais le règlement actuel du baccalauréat a eu des conséquences funestes dans le travail intérieur de nos établissements d'enseignement secondaire.

L'enquête nous apprend que déjà dans 3 lycées et dans 20 collèges, le dictionnaire a à peu près complètement disparu et que, dans un grand nombre d'établissements, on s'en sert moins qu'autrefois, renseignement confirmé par les déclarations des éditeurs, qui nous disent que si la vente des lexiques destinés aux commerçants n'a pas baissé, celle des dictionnaires a considérablement diminué depuis 1881. Mais, ce qui est particulièrement grave, c'est que dans la plupart des lycées et des collèges, en rhétorique, les professeurs, obligés de familiariser leurs élèves avec l'instrument de travail qu'ils auront à leur disposition le jour de l'examen, leur recommandent ou leur imposent l'usage du lexique, les uns pendant quelques semaines, les autres pendant un semestre, quelquefois pendant toute l'année. La préoccupation, disons le mot, « la peur du baccalauréat », fait proscrire le dictionnaire non seulement pour les compositions, mais même pour les devoirs. Qui ne voit le danger qui menace notre enseignement secondaire, si nos élèves de rhétorique, inquiétés par le règlement actuel du baccalauréat, négligent l'étude sérieuse du latin pour cultiver la préparation à l'examen ? Et, quoique l'enquête ne puisse rien nous apprendre sur ce point, il est probable que le mal n'est pas moins grand dans l'enseignement libre.

L'emploi obligatoire du lexique n'a pas non plus contribué à relever l'épreuve de la version au baccalauréat.

Il est toujours mauvais de mettre, le jour de l'examen, un candidat dans des conditions de travail autres que celles auxquelles il est habitué. Accoutumé à travailler en général avec l'aide du dictionnaire, le bon élève est inquiet, déconcerté quand il n'a plus à sa disposition qu'un lexique. Plus il a de logique et de finesse d'esprit, plus il risque de perdre. Le lexique devient pour lui une cause d'erreurs grossières. Les jurys ont dû se montrer de plus en plus indulgents pour la version latine et donner le plus souvent des textes très faciles parce que l'emploi du lexique ne permet pas de demander aux candidats la traduction de textes tels que ceux qu'on peut donner dans les classes à des élèves de seconde ou de rhétorique. Un professeur d'université nous a dépeint la triste situation de ses collègues et la sienne quand ils doivent examiner un texte facile, le lexique sous les yeux, pour ne pas proposer aux candidats des difficultés trop grandes. Expurger, truguer les textes faciles, voilà à quoi on est réduit pour rendre la version intelligible aux élèves aidés d'un seul lexique. Et malgré ces précautions, on constate dans les traductions des erreurs grossières. Au lieu de diminuer l'aléa de l'examen, l'usage du lexique l'augmente en diminuant la supériorité que les bons élèves ont sur les médiocres et les mauvais. De cet usage du lexique vient en partie la faiblesse dont on se plaint partout. On est allé jusqu'à dire que « l'examen du baccalauréat s'est abaissé au niveau de l'examen de grammaire ».

En condamnant les jurys à choisir et à arranger les textes ainsi qu'il a été dit plus haut, on a enlevé à l'épreuve de la version une partie de sa valeur ; on est amené forcément à donner beaucoup de notes passables ou médiocres, peu de notes vraiment bonnes distinguant nettement les bons candidats des mauvais.

Si, en 1881, on a remplacé le dictionnaire par le lexique, c'est qu'on voulait faire l'essai d'une nouvelle méthode dans l'enseignement du latin. On se proposait

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret, qui aura son effet à partir de la session de juillet 1900.

X. — LE RÉGIME DE 1902 (1902-1926)

Décret sur le Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

31 Mai 1902

Vu les décret et arrêté du 8 août 1890, relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique ;

Vu les décret et arrêté du 5 juin 1891, relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne ;

Vu la loi du 27 février 1880 ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

TITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

Article premier. — Les examens qui déterminent la collation du grade de bachelier de l'enseignement secondaire sont subis devant les

de faire surtout des explications cursives dans lesquelles on se contente nécessairement de l'à peu près. Mais, si ces explications ont leur utilité, elles ne montrent pas au même degré que les traductions plus lentes et plus soignées, rendant exactement tous les détails, toutes les nuances d'un texte, le savoir et surtout l'intelligence et le goût des élèves. Les partisans les plus déclarés de cette méthode reconnaissent que des erreurs ont été commises. Que certains professeurs, grâce à leur talent personnel, à l'influence qu'ils exercent sur de bons élèves, réussissent à les entraîner et obtiennent de résultats remarquables, personne ne le conteste. Mais il ne faut pas perdre de vue la moyenne des élèves et la moyenne des professeurs. Le nombre, la force inégale des élèves ne permettent pas d'obtenir de ces lectures cursives tout ce qu'on espérait quand on prétendait imiter, sans très bien les connaître, des usages étrangers. Ailleurs aussi, en Belgique notamment, des essais semblables ont eu de mauvais résultats, sinon dans l'enseignement supérieur, au moins dans l'enseignement secondaire. Il convient donc de mettre d'accord l'examen final de l'enseignement secondaire avec les méthodes suivies généralement dans cet enseignement.

La réforme proposée paraît donc utile et même nécessaire. C'est ce qu'a compris et loyalement reconnu le rapporteur de 1880, M. Lobaigue. Je ne saurais mieux faire que de citer, tant son aveu est sincère et complet. Voici ce qu'il écrivait au mois de décembre 1897 : « Nous en faisons l'humble aveu : comme membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique, nous nous étions rallié à l'avis de ceux qui proposaient de tenter cette innovation ; aujourd'hui nous n'hésitons pas à reconnaître que nous nous étions complètement mépris, nous et bien d'autres, sur la valeur intrinsèque de la mesure, plus encore que sur l'application qu'on se réservait d'en faire. »

C'est aussi l'opinion, sinon unanime, du moins de la très grande majorité du personnel de l'Université. Les réponses des Recteurs en font foi. Sept d'entre eux se sont contentés de transmettre les réponses venues des lycées et des collèges, réponses où la minorité favorable au lexique est extrêmement faible : neuf y ont ajouté leur avis motivé. Six demandent nettement qu'on permette l'emploi du dictionnaire au baccalauréat ; deux disent seulement que la réforme sera accueillie favorablement ; un seul recommande l'usage du lexique, tout en reconnaissant que l'immense majorité des chefs d'établissement de son Académie (21 sur 23) est d'un avis contraire au sien.

Quant aux dictionnaires eux-mêmes, il s'agit, bien entendu, des dictionnaires classiques. L'abus n'est pas à craindre. Les dictionnaires savants sont difficiles à manier, et demandent, pour être consultés avec profit, une science qui dépasse celle des candidats au baccalauréat. Les bons dictionnaires latin-français ne manquent pas. Si on constate que certains d'entre eux valent mieux que les autres, ceux-là auront la vogue et élimineront les livres de qualité inférieure, pour le plus grand profit des études latines.

Enfin l'usage du lexique peut être autorisé concurremment avec celui du dictionnaire, et les candidats resteront libres de se servir de celui des deux livres qu'ils préféreront.

La majorité de votre Commission présente à votre acceptation, sans aucune modification, le projet de décret qui vous est soumis.

Conformément à ce qui avait été proposé au mois de juillet 1899, ce décret aurait son effet à partir de la première session qui suivrait la publication, c'est-à-dire à partir de la session de juillet 1900.

Facultés des Lettres et des Sciences, au siège des Universités et dans les villes désignées par le Ministre de l'Instruction publique.

Art. 2. — Les diplômes sont conférés par le Ministre de l'Instruction publique dans les formes déterminées par les lois et règlements relatifs aux grades d'Etat.

Art. 3. — Les jurys d'examens sont composés : 1° de membres de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences ; 2° de professeurs en exercice ou honoraires de l'enseignement secondaire public, agrégés ou docteurs, désignés par le Ministre de l'Instruction publique.

Art. 4. — Les professeurs en exercice de l'enseignement secondaire siégeant dans les jurys ne peuvent examiner les élèves de l'établissement auquel ils appartiennent.

Art. 5. — Les jurys sont présidés, suivant les examens, par des membres de la Faculté des Lettres ou de la Faculté des Sciences. La composition des jurys est déterminée par arrêté ministériel.

Art. 6. — Les épreuves sont les unes écrites, les autres orales. Les épreuves écrites sont éliminatoires.

Art. 7. — Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après échec à ces épreuves, est acquis aux candidats pour les deux sessions suivantes, à la condition qu'ils se présentent, pour réparer leur échec, devant la Faculté où ils l'ont subi.

Art. 8. — Aucun ajournement, soit après les épreuves écrites, soit après les épreuves orales, ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération du jury réuni à cet effet.

Art. 9. — Tout candidat peut produire en se faisant inscrire un livret scolaire établi dans les formes prescrites par l'arrêté ministériel du 8 août 1890.

Cette production n'est autorisée que devant la Faculté dans le ressort de laquelle se trouve l'établissement auquel appartient le candidat.

Dans l'Académie de Chambéry, les livrets scolaires peuvent être produits devant les Facultés des Universités de Lyon et de Grenoble.

Art. 10. — Les livrets sont examinés par les jurys.

Il est tenu compte, pour l'admissibilité et pour l'admission, des renseignements qu'ils contiennent.

Lorsqu'un candidat a présenté un livret scolaire, il ne peut être ajourné, soit après l'épreuve écrite, soit après l'épreuve orale, sans que le jury ait examiné son livret dans la délibération prévue à l'article 8.

Mention en est portée, sous la signature du président du jury, sur le livret et sur la feuille d'examen.

Art. 11. — Pour les épreuves écrites, sauf pour la version latine, la version grecque et l'épreuve de langues vivantes, il est donné trois sujets, entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

Art. 12. — L'analyse de tout ou partie d'un des textes portés au programme de l'examen, une question d'histoire ou de géographie, ne peuvent constituer un sujet de composition écrite.

Art. 13. — En vue d'assurer la concordance entre les études et l'examen et de maintenir les épreuves au même niveau dans les diverses Académies, des textes et sujets communs de composition peuvent être envoyés par le Ministre.

Art. 14. — Les rapports des doyens sur les sessions, les textes et sujets d'épreuves écrites, auxquels sont joints des séries de compositions et de procès-verbaux des épreuves, et des rapports des proviseurs et principaux sur les résultats de l'examen sont communiqués à une Commission composée de membres du Comité consultatif de l'enseignement public (1^{re} et 2^e sections, enseignement supérieur et enseignement secondaire).

Cette commission fait un rapport d'ensemble au Ministre et indique les observations qu'il paraît utile de porter à la connaissance des jurys.

Périodiquement, en vue de juger de l'état et de la marche des études la Commission fera la comparaison des résultats obtenus au baccalauréat à plusieurs années d'intervalle.

TITRE II. — Des épreuves.

Art. 15. — Les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont divisées en deux parties.

Art. 16. — Nul ne peut se présenter aux épreuves de la seconde partie qu'un an après avoir subi avec succès celles de la première.

Aucune dispense ne sera accordée.

L'intervalle compris entre la session d'octobre-novembre et celle de juillet-août compte pour une année.

Art. 17. — Les candidats à la première partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre quatre séries d'épreuves : Latin-Grec, Latin-Langues vivantes, Latin-Sciences, Sciences-Langues vivantes.

I. — LATIN-GREC.

Epreuves écrites :

1° Une composition française ;

2° Une version latine ;

3° Une version grecque.

Epreuves orales :

1° L'explication d'un texte grec ;

2° L'explication d'un texte latin ;

3° L'explication d'un texte français.

Ces textes sont choisis dans les ouvrages inscrits aux programmes des classes de seconde et de première de la section A de l'enseignement secondaire ;

4° Une épreuve de langue vivante étrangère (allemand, anglais, espagnol ou italien) au choix du candidat, suivant le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret ;

5° Une interrogation sur l'histoire ancienne, d'après la classe de 1^{re} de la section A de l'enseignement secondaire ;

6° Une interrogation sur l'histoire moderne, d'après le même programme ;

7° Une interrogation sur la géographie, d'après le même programme ;

8° Une interrogation sur les mathématiques, d'après le même programme ;

9° Une interrogation sur la physique, d'après le même programme.

II. — LATIN-LANGUES VIVANTES.

Epreuves écrites :

1° Une composition française ;

2° Une version latine ;

3° Une composition en langue vivante étrangère (allemand, anglais, espagnol ou italien) au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret.

Epreuves orales :

1° L'explication d'un texte latin ;

2° L'explication d'un texte français.

Ces textes sont choisis dans les ouvrages inscrits aux programmes des classes de seconde et de première de la section B de l'enseignement secondaire ;

3° Deux épreuves sur deux langues vivantes étrangères, dont une porte obligatoirement sur l'allemand ou l'anglais, l'autre sur l'allemand, l'anglais, l'espagnol ou l'italien au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret ;

4° Une interrogation sur l'histoire ancienne, d'après le programme de la classe de première de la section B de l'enseignement secondaire ;

5° Une interrogation sur l'histoire moderne, d'après le même programme ;

6° Une interrogation sur la géographie, d'après le même programme ;

7° Une interrogation sur les mathématiques, d'après le même programme ;

8° Une interrogation sur la physique, d'après le même programme.

III. — LATIN-SCIENCES

Epreuves écrites :

- 1° Une composition française ;
- 2° Une version latine ;
- 3° Une composition de mathématiques et de physique.

Epreuves orales :

- 1° L'explication d'un texte latin ;
- 2° L'explication d'un texte français.

Ces textes sont choisis dans les ouvrages inscrits aux programmes des classes de seconde et de première de la section C de l'enseignement secondaire ;

3° Une épreuve de langue vivante étrangère (allemand, anglais, espagnol ou italien) au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret ;

4° Une interrogation sur l'histoire, d'après le programme de première de la section C de l'enseignement secondaire ;

5° Une interrogation sur la géographie, d'après le même programme ;

6° Une interrogation sur les mathématiques, d'après le même programme ;

7° Une interrogation sur la physique, d'après le même programme ;

8° Une interrogation sur la chimie, d'après le même programme.

IV. — SCIENCES-LANGUES VIVANTES.

Epreuves écrites :

1° Une composition française ;

2° Une composition en langue vivante étrangère (allemand, anglais, espagnol ou italien) au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret ;

3° Une composition de mathématiques et de physique.

Epreuves orales :

1° L'explication d'un texte français, choisi dans les ouvrages inscrits aux programmes des classes de seconde et de première de la section D de l'enseignement secondaire ;

2° Deux épreuves sur deux langues vivantes étrangères, dont une porte obligatoirement sur l'allemand ou l'anglais, l'autre, au choix du candidat, sur l'allemand, l'anglais, l'espagnol, l'italien ou le russe, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret ;

3° Une interrogation sur l'histoire, d'après le programme de la classe de première de la section D de l'enseignement secondaire ;

4° Une interrogation sur la géographie, d'après le même programme ;

5° Une interrogation sur les mathématiques, d'après le même programme ;

6° Une interrogation sur la physique, d'après le même programme ;

7° Une interrogation sur la chimie, d'après le même programme.

Art. 18. — Dans l'Académie d'Alger, l'Arabe peut être substitué à une des langues prévues à l'article précédent pour les épreuves orales de langues vivantes.

Art. 19. — Les candidats à la seconde partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre les deux séries suivantes d'épreuves :

V. — PHILOSOPHIE.

Epreuves écrites :

1° Une dissertation française sur un sujet de philosophie ;

2° Une composition de sciences physiques et de sciences naturelles.

Epreuves orales :

1° Une interrogation sur la philosophie et les auteurs philosophiques ;

2° Une interrogation sur l'histoire contemporaine ;

3° Une interrogation sur les sciences physiques ;

4° Une interrogation sur les sciences naturelles.

Les épreuves de cette série se font d'après les programmes de la classe de philosophie.

VI. — MATHÉMATIQUES.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition de mathématiques ;
- 2° Une composition de sciences physiques ;
- 3° Une dissertation de philosophie.

Epreuves orales :

- 1° Une interrogation sur les mathématiques ;
- 2° Une interrogation sur la physique ;
- 3° Une interrogation sur la chimie ;
- 4° Une interrogation sur les sciences naturelles ;
- 5° Une interrogation sur la philosophie ;
- 6° Une interrogation sur l'histoire contemporaine.

Les épreuves de cette série se font d'après les programmes de la classe de mathématiques.

Art. 20. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20.

Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

Première partie.

I. — LATIN-GREC.

Composition française	2
Version latine	2
Version grecque	2
Explication grecque	1
Explication latine	1
Explication française	1
Epreuve de langue vivante étrangère	2
Interrogation sur l'histoire ancienne	1
Interrogation sur l'histoire moderne	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur les mathématiques	0,50
Interrogation sur la physique	0,50

II. — LATIN-LANGUES VIVANTES.

Composition française	2
Version latine	2
Composition en langue vivante étrangère	2
Explication latine	1
Explication française	1
1 ^{re} épreuve de langue vivante	1
2 ^e épreuve de langue vivante	1
Interrogation sur l'histoire ancienne	1
Interrogation sur l'histoire moderne	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur les mathématiques	0,50
Interrogation sur la physique	0,50

III. — LATIN-SCIENCES.

Composition française	2
Version latine	2
Composition de mathématiques et de physique	4
Explication latine	1
Explication française	1
Epreuve de langue vivante étrangère	2
Interrogation sur l'histoire	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur les mathématiques	3
Interrogation sur la physique	2
Interrogation sur la chimie	1

IV. — SCIENCES-LANGUES VIVANTES.

Composition française	2
Composition en langue vivante étrangère	2
Composition de mathématiques et de physique	2

Explication française	1
Interrogation sur l'histoire	1
Interrogation sur la géographie	1
1 ^{re} épreuve de langue vivante	1
2 ^e épreuve de langue vivante	1
Interrogation sur les mathématiques	3
Interrogation sur la physique	2
Interrogation sur la chimie	1

Deuxième partie.

I. — PHILOSOPHIE.

Dissertation philosophique	2
Composition de sciences	1
Interrogation sur la philosophie et les auteurs philosophiques ..	2
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1
Interrogation sur les sciences physiques	1
Interrogation sur les sciences naturelles	1

II. — MATHÉMATIQUES.

Composition de mathématiques	2
Composition de sciences physiques	2
Dissertation philosophique	1
Interrogation sur les mathématiques	2
Interrogation sur la physique	1
Interrogation sur la chimie	1
Interrogation sur les sciences naturelles	1
Interrogation sur la philosophie.....	1
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1

Art. 21. — Pour être admis, les candidats doivent avoir obtenu la moitié du nombre maximum des points.

Les certificats d'aptitude portent les mentions suivantes :

Passable : quand le candidat a obtenu la moitié du nombre maximum des points ;

Assez bien : quand le candidat a obtenu une moyenne de 12 points ;

Bien : quand le candidat a obtenu une moyenne de 14 points ;

Très bien : quand le candidat a obtenu une moyenne de 16 points.

Art. 22. — Le candidat ajourné ne peut se représenter dans le cours de la même session.

Art. 23. — Sont inscrites sur les diplômes les mentions suivantes :

Latin-Grec, philosophie ou mathématiques ;

Latin-Langues vivantes, philosophie ou mathématiques ;

Latin-Sciences, philosophie ou mathématiques ;

Sciences-Langues vivantes, philosophie ou mathématiques.

Art. 24. — Un arrêté ministériel déterminera la date à laquelle le présent décret sera mis en exécution.

Art. 25. — Les dispositions générales du titre premier pourront être appliquées par arrêté ministériel aux baccalauréats de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire moderne, pendant la période où ils seront maintenus à titre transitoire.

Art. 26. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

Arrêté relatif au Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

31 Mai 1902

Vu le décret en date du 31 mai 1902, relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

TITRE PREMIER. — Sessions d'examens.

Article premier. — Les Facultés des Sciences et des Lettres procèdent chaque année, en deux sessions, aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Les sessions ont lieu : la première à la fin, la seconde au commencement de l'année scolaire.

Les dates des sessions et les dates d'ouverture du registre d'inscription sont fixées par arrêtés ministériels.

TITRE II. — Conditions d'admissibilité à l'examen.

Art. 2. — Tout candidat doit déposer ou faire déposer, dans les délais fixés ci-après, au secrétariat de la Faculté des Sciences ou de la Faculté des Lettres, les pièces suivantes :

1° Son acte de naissance dûment légalisé, constatant qu'il a l'âge requis par les règlements ;

2° Une demande conforme à la formule annexée au présent arrêté, écrite en entier de sa main, signée de ses nom et prénoms. Si le candidat est mineur, sa demande doit être accompagnée de l'autorisation de son père ou tuteur.

La signature du candidat et, s'il est mineur, celle de son père ou tuteur doivent être légalisées ;

3° Une note indiquant quelle série d'épreuves il demande à subir. A ces pièces peut être joint le livret scolaire prévu par l'article 9 du décret en date du 31 mai 1902.

Art. 3. — Les inscriptions sont reçues :

Au secrétariat de la *Faculté des Lettres*, pour les mentions ci-après désignées de la première partie : *Latin-Grec, Latin-Langues vivantes, Latin-Sciences*, et la mention *Philosophie* de la seconde partie ;

Au secrétariat de la *Faculté des Sciences*, pour la mention : *Sciences-Langues vivantes* de la première partie, et la mention *Mathématiques* de la seconde partie.

Art. 4. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 5. — L'inscription n'est valable qu'après consignation des droits à acquitter.

TITRE III. — Forme des examens.

Art. 6. — Les compositions écrites ont lieu, au choix des Facultés, soit en une série unique, soit en séries simultanées ou en séries successives.

Dans le premier cas, il y a au moins un centre de composition dans chaque département de l'Académie.

Dans le second cas, les compositions ont lieu au siège de la Faculté et chaque série comprend, au maximum, 30 candidats.

Dans tous les cas, elles se font sous la surveillance d'un membre du jury.

Art. 7. — Sauf dans le cas où ils sont envoyés par le Ministre, les textes et sujets des épreuves écrites sont choisis par le doyen de la Faculté des Lettres pour les compositions littéraires, par le doyen de la Faculté des Sciences pour les compositions scientifiques.

Art. 8. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe sur un registre spécial, visé et paraphé par le doyen, une déclaration conforme au modèle annexé. Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande du candidat.

Les candidats sont prévenus des suites que pourraient avoir pour eux, d'après les lois et règlements, les fausses signatures apposées aux actes, ainsi que toute autre fraude ou tentative de fraude.

Art. 9. — Les candidats ne peuvent avoir aucune communication avec le dehors et entre eux, sous peine d'exclusion. Il leur est interdit d'apporter aucun papier, aucun cahier, aucune note, aucun livre autre que les dictionnaires autorisés et les tables de logarithmes.

Ils ne peuvent faire usage que des feuilles de papier qui leur sont remises.

Art. 10. — La durée des compositions est fixée ainsi qu'il suit :

Première partie.

LATIN-GREC.

Composition française	3 heures
Version latine	3 —
Version grecque	3 —

LATIN-LANGUES VIVANTES.

Composition française	3 —
Version latine	3 —
Composition en langue vivante étrangère	3 —

LATIN-SCIENCES.

Composition française	3 —
Version latine	3 —
Composition de mathématiques et de physique	4 —

SCIENCES-LANGUES VIVANTES.

Composition française	3 —
Composition en langue vivante étrangère	3 —
Composition de mathématiques et de physique.....	4 —

Seconde partie.

PHILOSOPHIE.

Composition française sur un sujet de philosophie	4 —
Composition sur les sciences physiques et naturelles.....	2 —

MATHÉMATIQUE.

Composition de mathématiques	3 —
Composition de sciences physiques	3 —
Dissertation philosophique	3 —

Art. 11. — Les épreuves orales sont publiques.

Art. 12. — La durée de l'examen oral est, en moyenne, de trois quarts d'heure pour chaque candidat.

TITRE IV. — *Des jurys.*

Art. 13. — Les jurys sont composés ainsi qu'il suit :

Première partie.

LATIN-GREC

6 examinateurs, dont 3 membres de l'enseignement supérieur et 3 membres de l'enseignement secondaire.

LATIN-LANGUES VIVANTES.

5 examinateurs, dont 2 membres de l'enseignement supérieur et 3 membres de l'enseignement secondaire.

LATIN-SCIENCES.

6 examinateurs, dont 3 membres de l'enseignement supérieur et 3 membres de l'enseignement secondaire.

SCIENCES-LANGUES VIVANTES.

5 examinateurs, dont 2 membres de l'enseignement supérieur et 3 membres de l'enseignement secondaire.

Deuxième partie.

PHILOSOPHIE.

4 examinateurs, dont 2 membres de l'enseignement supérieur et 2 membres de l'enseignement secondaire.

MATHÉMATIQUES.

4 examinateurs, dont 2 membres de l'enseignement supérieur et 2 membres de l'enseignement secondaire.

En cas de besoin, il pourra être adjoint aux jurys des examinateurs spéciaux pour les langues vivantes.

En cas d'empêchement imprévu, un membre de l'enseignement supérieure peut être remplacé par un membre de l'enseignement secondaire dans un jury, et réciproquement.

Art. 14. — La présidence appartient au doyen et, à son défaut, au membre de l'enseignement supérieur le plus ancien dans la Faculté.

Dans le cas où le jury est formé d'un nombre pair de membres, la voix du président est prépondérante.

TITRE V. — *Police des examens.*

Art. 15. — Les registres des procès-verbaux sont tenus par les secrétaires des Facultés.

En cas de fraude ou de tentative de fraude à l'examen, les dispositions de l'article 41 du décret du 21 juillet 1897 sont immédiatement appliquées.

Art. 16. — Les certificats d'aptitude, auxquels sont annexés les actes de naissance des candidats, sont transmis au Recteur pour recevoir, s'il y a lieu, son visa.

Le doyen de la Faculté adresse en même temps au Recteur copie du procès-verbal de chaque séance, lequel est signé à l'original par tous les membres du jury, et un rapport sur l'ensemble des examens et sur la force relative des épreuves. Il y joint les compositions faites par chaque candidat, corrigées et annotées par les membres du jury.

Art. 17. — Dans les quinze jours qui suivent la fin de la session, le Recteur transmet les différentes pièces au Ministre de l'Instruction publique avec ses observations.

Dans le cas où il croit devoir refuser son visa aux certificats d'aptitude pour cause de vice de forme dans l'examen, le Recteur expose les faits dans un rapport spécial au Ministre.

Art. 18. — Les diplômes sont transmis aux Recteurs, qui les délivrent après les avoir signés.

Nul diplôme n'est remis à l'impétrant qu'après que celui-ci a apposé sa signature tant sur le titre même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme, ou sur un récépissé qui doit être annexé à ce registre.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du Recteur est sans valeur.

Art. 19. — Les dispositions du titre premier du présent arrêté seront appliquées aux examens des baccalauréats de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire moderne pendant la période où ils sont maintenus à titre transitoire.

Art. 20. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent arrêté.

Circulaire relative à la rémunération des membres des jurys du Baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne.

3 Juin 1902

J'ai l'honneur de vous adresser un certain nombre d'exemplaires d'un arrêté en date du 3 juin 1902, portant modification à dater de ce jour, des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté du 14 janvier 1896 qui a fixé la rémunération des membres des jurys d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne.

Vous remarquerez que toutes les autres dispositions de l'arrêté du 14 janvier 1896 sont maintenues.

Vous voudrez bien veiller à ce que les états qui me seront transmis à l'avenir, dans la forme prescrite par la circulaire du 23 décembre 1893, tiennent compte des allocations fixées par ces arrêtés.

Arrêté fixant la rémunération des membres des jurys d'examens du Baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne.

3 Juin 1902

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu les décret et arrêté du 5 juin 1891, relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne ;

Vu le décret du 29 août 1891, fixant les conditions d'âge et de droits à percevoir pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 1896,

Arrête :

Article premier. — Les membres des jurys d'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne sont rétribués ainsi qu'il suit :

Correction d'une épreuve écrite pour une série de 30 candidats 30. »

Présence à l'épreuve orale pour une série de 30 candidats 30. »

Il n'y a pas lieu à rétribution quand il n'est pas constitué de jury spécial.

Art. 2. — Lorsque le nombre des candidats inscrits pour la session dépasse 30 ou un multiple de 30, la rémunération est fixée ainsi qu'il suit, pour chaque candidat en excédent :

Correction d'une épreuve écrite 1. »

Présence aux épreuves orales 1. »
pour chaque examinateur.

Art. 3. — Les dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Circulaire relative à l'emploi de tables trigonométriques aux examens du Baccalauréat.

3 Juillet 1902

Pour répondre à un vœu dont je viens d'être saisi, j'ai décidé que les candidats au baccalauréat seraient autorisés à faire usage de tables trigonométriques établies d'après le système de la division centésimale du quart de la circonférence.

Je vous prie de donner avis de ma décision à M. le Doyen de la Faculté des Sciences de votre ressort.

Décret relatif aux sanctions du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

22 Juillet 1902

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu l'article 5 de la loi du 27 février 1880 ;

Vu les décret et arrêté du 31 mai 1902 relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire ;

Vu l'avis émis par le Conseil supérieur de l'Instruction publique dans sa session de mars 1901,

Article premier. — Le baccalauréat de l'enseignement secondaire institué par le décret du 31 mai 1902 est admis, quelle que soit la mention inscrite sur le diplôme, pour l'inscription dans les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, en vue des grades ou titres conférés par l'Etat.

Décret fixant les conditions d'âge et les droits à percevoir pour les Baccalauréats de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire classique et moderne.

15 Décembre 1902

Article premier. — Nul ne peut, sauf le cas de dispense, se présenter à l'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire s'il n'est âgé de seize ans accomplis.

Art. 2. — Les droits à percevoir par le Trésor public pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire, ainsi que pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement moderne pendant la période où il sont maintenus à titre transitoire, sont fixés ainsi qu'il suit :

1 ^{re} PARTIE		{	Examen	35 francs	} 45 Frs
			Certificat d'aptitude	10 francs	
2 ^e PARTIE		{	Examen	35 francs	} 85 Frs
			Certificat d'aptitude	10 francs	
			Diplôme	40 francs	

Total des droits pour ces deux parties de l'examen 130 Frs

Art. 3. — Le candidat doit consigner 45 francs avant les épreuves de la première partie et 85 francs avant les épreuves de la seconde partie.

Lorsque le candidat est ajourné pour la première partie, il lui est remboursé la somme de 10 francs sur les 45 francs qu'il a consignés.

Lorsqu'il est ajourné pour la seconde partie, il lui est remboursé 50 francs sur les 85 francs qu'il a consignés.

Tout candidat qui, sans excuse jugée valable par la Faculté, ne répond pas à l'appel de son nom le jour qui lui a été indiqué, est renvoyé à une autre session et perd le montant des droits d'examen qu'il a consignés.

Art. 4. — Le candidat admis à l'une des séries de la deuxième partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique ou de l'enseignement secondaire moderne, et qui désire subir les épreuves de l'une des autres séries, est tenu de consigner pour chacune de ces séries les droits ci-après indiqués :

Examen ..	.....	35 francs
Certificat d'aptitude		10 francs

Total..... 45 francs

En cas d'échec, il est remboursé la somme de 10 francs sur les 45 francs qu'il a consignés.

Art. 5. — Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1903. A cette même date seront abrogés les décrets du 5 février et du 29 août 1891.

Art. 6. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois* et publié au *Journal Officiel*.

Circulaire relative à la suppression de la session extraordinaire de Mars-Avril pour le Baccalauréat.

18 Décembre 1902

J'ai été saisi d'un certain nombre de demandes tendant à l'ouverture, en mars-avril 1903, d'une session extraordinaire pour les candidats à la seconde partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique et du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne.

Une telle mesure serait contraire aux dispositions de l'arrêté du 31 mai 1902 sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire. L'article premier faisant l'objet du titre premier de cet arrêté, est, en effet, ainsi conçu :

« Les Facultés des Sciences et des Lettres procèdent, chaque année, en deux sessions, aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Les sessions ont lieu, la première à la fin, la seconde au commencement de l'année scolaire. »

D'un autre côté, l'article 19 du même arrêté porte que : « Les dispositions du titre premier du présent arrêté seront appliquées aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique et de l'en-

seignement secondaire moderne pendant la période où ils sont maintenus à titre transitoire. »

Or cette période transitoire est ouverte depuis la session de juillet dernier. Conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 juillet 1902, elle prendra fin :

1° Pour la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique : après la session de novembre 1903 ;

2° Pour la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne : après la session de novembre 1904.

En conséquence, il ne m'est pas possible d'autoriser l'ouverture d'une session en mars prochain.

Je vous prie d'en informer MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres, ainsi que les chefs d'établissement d'enseignement secondaire publics et libres de votre ressort.

Arrêté fixant la rémunération des membres des jurys d'examens du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

23 Décembre 1902

Vu les décret et arrêté du 31 mai 1902 relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire ;

Vu le décret du 15 décembre 1902, fixant les conditions d'âge et les droits à percevoir,

Article premier. — Les professeurs en exercice ou honoraires de l'enseignement secondaire public appelés à faire partie des jurys du baccalauréat de l'enseignement secondaire, en exécution de l'article 3 du décret du 31 mai 1902, sont rétribués ainsi qu'il suit :

Correction d'une épreuve écrite pour une série de 30 candidats : 30 fr. ;

Présence à l'épreuve orale pour une série de 30 candidats : 30 fr.

Art. 2. — Lorsque le nombre des candidats inscrits pour la session dépasse 30 ou un multiple de 30, la rémunération est fixée ainsi qu'il suit pour chaque candidat en excédent :

Correction d'une épreuve écrite : 1 franc.

Présence aux épreuves orales : 1 franc.

Art. 3. — Dans les séries spéciales constituées pour les épreuves orales des candidats jouissant du bénéfice de l'admissibilité, la présence à ces épreuves est rémunérée à raison de 1 franc par candidat inscrit.

Art. 4. — Dans le cas où la correction d'une épreuve écrite est confiée à deux ou trois des examinateurs qui font l'objet du présent arrêté, la rémunération prévue aux articles 1 et 2 est partagée également entre eux, soit par moitié, soit par tiers.

Art. 5. — Les professeurs de l'enseignement secondaire, appelés à siéger dans les jurys du baccalauréat de l'enseignement secondaire, recevront en plus des indemnités déterminées ci-dessus, lorsqu'ils ne résideront pas au siège de l'Université, une indemnité de 10 francs par jour ; ils seront en outre remboursés des frais de voyage.

Art. 6. — Les dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Décret modifiant le décret du 13 février 1902, relatif à la composition des jurys d'examen et à la délivrance des brevets de capacité pour le Baccalauréat dans les Etablissements français de l'Inde.

25 Décembre 1902

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 18 novembre 1861, qui a rendu applicable dans les établissements français de l'Inde le décret du 23 décembre 1857, concernant la délivrance des brevets de capacité dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

Vu le décret du 18 novembre 1890, qui a rendu applicable à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et dans les établissements

français de l'Inde le décret du 8 août 1890 instituant un baccalauréat unique de l'enseignement secondaire classique ;

Vu le décret du 13 février 1902 réglant la composition des jurys d'examen et la délivrance des brevets de capacité pour le baccalauréat dans les établissements français de l'Inde ;

Vu le décret du 31 mai 1902 relatif au baccalauréat ;

Vu l'avis du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Article premier. — Les article 1, 2 et 3 du décret du 13 février 1902 susvisés sont remplacés par les divisions suivantes :

« Article premier. — Dans les établissements français de l'Inde, les jurys chargés d'examiner les candidats aux épreuves des brevets de capacité correspondant au baccalauréat de l'enseignement secondaire sont désignés par le Gouverneur et choisis sur une liste de dix membres nommés chaque année par ce haut fonctionnaire et pris parmi :

« Les magistrats ;

« Les fonctionnaires civils ou militaires et les professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement public pourvus d'une licence ès sciences ou ès lettres, du doctorat en médecine, du diplôme de pharmacien de 1^{re} classe ou anciens élèves de l'Ecole polytechnique.

« Les seules mentions qui pourront être inscrites sur le brevet de capacité et en vue desquelles les candidats seront examinés, sont les suivantes :

« Sciences-Langues vivantes, Philosophie ;

« Sciences-Langues vivantes, Mathématiques.

« Art. 2. — Les jurys, pour la première partie et pour les deux séries de la deuxième partie des épreuves du brevet de capacité, comprennent un nombre de membres égal à celui prévu en France pour les épreuves correspondantes du baccalauréat de l'enseignement secondaire : sciences-langues vivantes, philosophie ou mathématiques.

« Les présidents des jurys sont désignés par le Gouverneur. Chaque série désigne celui de ses membres qui remplira les fonctions de secrétaire.

« Les jurys ne peuvent être composés de membres professeurs pour plus de moitié.

« Les jurys pourront s'adjoindre, lorsqu'il y aura lieu, des examinateurs spéciaux pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

« Art. 3. — Les matières et les formes de l'examen, ainsi que les conditions d'âge, sont les mêmes que celles adoptées en France pour le baccalauréat.

« Toutefois, pour les épreuves orales, le tamoul pourra être substitué à l'une des langues vivantes sur lesquelles les candidats peuvent être interrogés en France.

« Les plis cachetés renfermant les sujets de compositions écrites sont adressés par le Ministre au Gouverneur et ouverts en présence des candidats.

« Des dispenses de conditions d'âge peuvent être accordées par le Ministre des Colonies dans les mêmes conditions que dans la métropole. »

Art. 2. — Les dispositions du présent décret seront mises à exécution :

1^o Pour la première partie, sciences-langues vivantes, à partir de la session de décembre 1904 ;

2^o Pour la deuxième partie, philosophie, mathématiques, à partir de la session de décembre 1905.

Il ne sera plus reçu d'inscription pour la première partie du brevet de capacité correspondant au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique à dater de la session de 1904.

Toutefois, les candidats qui antérieurement à cette date, se seront présentés à la première partie dudit brevet de capacité, conserveront le droit de subir l'examen d'après le régime institué par le décret du 8 août 1890, appliqué dans l'Inde par le décret du 18 novembre suivant.

Art. 3. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 4. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux journaux officiels de la métropole et de la colonie des établissements français de l'Inde et inséré au Bulletin des Lois, ainsi qu'au Bulletin officiel du Ministère des Colonies.

Arrêté portant ouverture d'une dernière session de Baccalauréat en Mars 1903.

24 Janvier 1903

Article premier. — Une session extraordinaire de baccalauréat, exclusivement réservée aux candidats ajournés aux épreuves de la deuxième partie du baccalauréat ès lettres, à celles de la deuxième partie, première série (lettres-philosophie), du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique et du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne, et qui justifient cet ajournement, s'ouvrira, *pour la dernière fois*, devant les Facultés des Lettres, le 28 mars 1903.

Art. 2. — Une session extraordinaire pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire classique, deuxième partie, deuxième série, (lettres-mathématiques) et pour le baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne, deuxième partie, deuxième et troisième séries (lettres-sciences, lettres-mathématiques) s'ouvrira, *pour la dernière fois*, devant les Facultés des Sciences le 30 mars 1903.

Cette session est réservée aux candidats précédemment ajournés, et qui en justifient.

Art. 3. — Les candidats devront se faire inscrire aux secrétariats des Facultés. Ils pourront demander leur inscription par lettre affranchie, accompagnée des pièces exigées par les règlements des 25 mars 1865, 19 juin 1880 et 8 août 1890.

Le secrétaire leur délivrera immédiatement ou leur enverra par la poste un bulletin de versement indiquant le montant de la somme à consigner, qui devra être versée, soit à la caisse du percepteur désigné de la ville siège de la Faculté, soit à la caisse du trésorier général ou du receveur particulier de l'arrondissement où ils résident.

Le récépissé qui leur sera délivré sera soumis au visa du secrétaire avant l'admission aux épreuves.

En cas d'échec, le remboursement des consignations qui ne sont pas acquises au Trésor sera effectué sur le vu d'un ordre de remboursement délivré par le secrétaire, et dont le montant sera acquitté, soit par le percepteur de la ville siège de la Faculté, soit par le trésorier général, le receveur particulier ou le percepteur de la résidence de la partie versante.

Art. 4. — Les Recteurs des Académies sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Circulaire relative à l'ouverture, en Mars 1903, d'une dernière session de Baccalauréat classique (2^e partie).

27 Janvier 1903

Aux termes de l'article premier de l'arrêté du 31 mai 1902 sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire, « les Facultés des Sciences et des Lettres procèdent chaque année, *en deux sessions*, aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

« Les sessions ont lieu : la première à la fin, la seconde au commencement de l'année scolaire. »

D'un autre côté, l'article 19 du même arrêté est ainsi conçu : « Les dispositions du titre premier du présent arrêté seront appliquées aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique et du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne pendant la période où ils sont maintenus *à titre transitoire*. »

Or, cette période transitoire a été ouverte en vertu d'un arrêté rendu le 28 juillet 1902, ce qui implique la suppression de la session extraordinaire de mars-avril.

Il semble résulter des nombreuses communications qui me parviennent que les dispositions que je viens de rappeler ont échappé aux candidats lors de la publication des arrêtés précités, et que c'est seulement par la circulaire du 18 décembre 1892 que les intéressés ont appris que la session extraordinaire était supprimée.

En présence de cet état de choses sur lequel mon attention a été spécialement appelée, j'ai décidé qu'une session aurait lieu pour la dernière fois au mois de mars prochain, et je vous adresse ci-joint copie d'un arrêté, en date du 24 janvier 1903, autorisant l'ouverture de cette session.

Dans les Facultés des Lettres, sont seuls autorisés à se présenter les candidats à la deuxième partie des baccalauréats ès lettres, de l'enseignement secondaire classique et de l'enseignement secondaire moderne, précédemment ajournés, et qui justifient de cet ajournement. La circulaire du 5 février 1892 vous a donné les motifs pour lesquels il n'est pas possible d'admettre à cette session les candidats à la première partie de ces grades. Vous voudrez bien vous y reporter pour répondre aux questions qui vous seraient adressées à ce sujet.

Dans les Facultés des Sciences, sont admis à se présenter à la session de mars les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire classique (deuxième série) et les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne (deuxième et troisième séries). Ces candidats doivent également justifier d'un ajournement pour pouvoir être inscrits.

Vous voudrez bien donner les instructions nécessaires pour que les formules N° 4 qui accompagnent les circulaires des 1^{er} juin 1891 et 20 avril 1898 soient très exactement remplies par les candidats à tous les examens du baccalauréat.

J'ajoute que les dispositions du décret du 15 décembre 1902 fixant les droits à percevoir des aspirants au baccalauréat seront applicables dans cette session et que les prescriptions de la circulaire du 18 décembre 1902 ne devront pas être perdues de vue.

Arrêté portant ouverture, en Mars 1903, d'une session d'examens pour la 1^{re} partie du Baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

30 Janvier 1903

Une session pour la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique sera ouverte en mars 1903.

Elle sera exclusivement réservée aux bacheliers de l'enseignement secondaire moderne qui désirent subir les épreuves du baccalauréat classique.

Circulaire relative à l'ouverture en Mars 1903, d'une session extraordinaire du Baccalauréat classique (1^{re} partie).

5 Février 1903

J'ai l'honneur de vous adresser copie d'un arrêté, en date du 30 janvier 1903, rendu conformément à l'avis de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, par lequel est autorisée, au mois de mars prochain, l'ouverture d'une session pour la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique. Cette session est exclusivement réservée aux bacheliers de l'enseignement secondaire moderne qui désirent subir les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique.

Je vous prie de vouloir bien notifier les dispositions de cet arrêté à M. le Doyen de la Faculté des Lettres et en assurer l'exécution.

Décret portant introduction de la langue russe dans les épreuves du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

17 Décembre 1903

Article premier. — Les dispositions de l'article 17 du décret du 31 mai 1902 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 17. — Les candidats à la première partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre quatre séries d'épreuves : Latin-Grec, Latin-Langues vivantes, Latin-Sciences, Sciences-Langues vivantes.

I. — LATIN-GREC.

4° « Une épreuve de langue vivante étrangère (Allemand, Anglais, Espagnol, Italien ou russe), au choix du candidat, suivant le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret.

II. — LATIN-LANGUES VIVANTES.

« 3° Une composition en langue vivante étrangère (Allemand, Anglais, Espagnol, Italien ou Russe), au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret.

Epreuves orales :

« 3° Deux épreuves sur deux langues vivantes étrangères, dont une porte obligatoirement sur l'Allemand ou l'Anglais, l'autre sur l'Allemand, l'Anglais, l'Espagnol, l'Italien ou le Russe, au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret.

III. — LATIN-SCIENCES.

Epreuves orales :

« 3° Une épreuve de langue vivante étrangère (Allemand, Anglais, Espagnol, Italien ou Russe), au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret.

IV. — SCIENCES-LANGUES VIVANTES.

« 2° Une composition en langue vivante étrangère (Allemand, Anglais, Espagnol, Italien ou Russe), au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret.

Epreuves orales :

Art. 2. — Les Facultés devant lesquelles pourront être subies les épreuves de langue russe seront désignées chaque année par arrêté ministériel.

Arrêté relatif aux dictionnaires autorisés pour l'épreuve écrite de langue étrangère vivante au Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

1^{er} Mars 1904

Les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire sont autorisés à faire usage, à l'épreuve écrite de langue étrangère vivante, des dictionnaires ci-après désignés :

Savoir :

I. — LANGUE ALLEMANDE.

Venn. — *Deutsches Wörterbuch nach der neuen amtlichen Rechtschreibung für Schule und Haus.*

P. F. L. Hoffmann. — *Wörterbuch der deutschen Sprache.*

Friedrich Mann. — *Kurzes Wörterbuch der deutschen Sprache.*

Duden. — *Orthographisches Wörterbuch.*

K. Erbe. — *Wörterbuch der deutschen Rechtschreibung.*

Sanders. — *Deutsches Wörterbuch, Schulausgabe.*

Moritz Heyne. — *Deutsches Wörterbuch.*

II. — LANGUE ANGLAISE.

Thomas T. MacLagan. — *The royal English Dictionary.*

Rev. James Wood. — *Nuttall's Standard Dictionary of the English Language.*

Blackie's Standard Shilling Dictionary.

Chamber's Twentieth Century Dictionary of the English Language.
The concise English Dictionary by Charles Annandale.
Collin's Large Type Pronouncing Dictionary.
Webster's Condensed Dictionary.
Cassel. — *English Dictionary.*

III. — LANGUE ESPAGNOLE.

Nuevo Diccionario de la Lengua Castellana, por Miguel de Toro y Gomez.
Diccionario General abreviado de la Lengua Castellana, por Lorenzo Campano.
Diccionario Manual de la Lengua Castellana, por D. Ramon Campuzano.
Diccionario Castellano de bolsillo, por Alfonso de la Quintana.
Campano Illustrado Diccionario Castellano.

IV. — LANGUE ITALIENNE.

Piccolo dizionario universale di Petrocchi.

(Sous réserve que la première feuille d'impression qui contient exclusivement des renseignements grammaticaux disparaîtra de l'ouvrage qui sera mis entre les mains des candidats.)
Fanfani. — *Dizionario della Lingua italiana.*

Circulaire relative à la constitution des jurys du Baccalauréat.

10 Mai 1904

L'arrêté du 26 avril 1904, inséré au *Journal Officiel*, fixe la date d'ouverture de la première session des baccalauréats et indique la nature des examens qui peuvent être subis dans cette session.

D'un autre côté, les jurys d'examen seront constitués conformément aux dispositions du décret du 31 mai 1902 et de l'arrêté du 30 mars 1903 et comprendront :

1° Des membres de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences ;

2° Des professeurs en exercice ou honoraires de l'enseignement secondaire public, *agrégés* ou *docteurs*, désignés par le Ministre de l'Instruction publique ;

Lorsque les examinateurs sont en nombre *pair*, le jury comprend un nombre égal de membres de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire. Lorsque le jury comprend un nombre *impair* d'examineurs, les membres de l'enseignement secondaire doivent se trouver en majorité.

Or, les jurys du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique et du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont composés ainsi qu'il suit :

BACCALAURÉAT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CLASSIQUE.

Première partie :

4 membres, dont un de la Faculté des Sciences.

Deuxième partie (1^{re} série) :

3 membres, dont un de la Faculté des Sciences.

Deuxième partie (2^e série) :

3 membres, dont un de la Faculté des Lettres.

BACCALAURÉAT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

Première partie.

A. — *Première série* (latin-grec) :

6 examinateurs.

B. — *Deuxième série* (latin-langues vivantes) :

5 examinateurs.

C. — *Troisième série* (latin-sciences) :

6 examinateurs.

D. — *Quatrième série* (sciences-langues vivantes) :

5 examinateurs.

Dans ces conditions, les jurys devront comprendre :

BACCALAURÉAT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CLASSIQUE.

Première partie :

2 membres de l'enseignement supérieur (un professeur de la Faculté des Lettres, un professeur de la Faculté des Sciences) ;

2 membres de l'enseignement secondaire.

Deuxième partie (1^{re} série) :

1 membre de l'enseignement supérieur (Faculté des Lettres) ;

2 membres de l'enseignement secondaire.

Deuxième partie (2^e série) :

1 membre de l'enseignement supérieur (Faculté des Sciences) ;

2 membres de l'enseignement secondaire.

BACCALAURÉAT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

Première partie.

A. — *Première série* (latin-grec) :

3 membres de l'enseignement supérieur ;

3 membres de l'enseignement secondaire.

B. — *Deuxième série* (latin-langues vivantes) :

2 membres de l'enseignement supérieur ;

3 membres de l'enseignement secondaire.

C. — *Troisième série* (latin-sciences) :

3 membres de l'enseignement supérieur ;

3 membres de l'enseignement secondaire.

D. — *Quatrième série* (sciences-langues vivantes) :

2 membres de l'enseignement supérieur ;

3 membres de l'enseignement secondaire.

Conformément aux termes de la circulaire en date du 26 avril 1904, les jurys constitués précédemment pour les examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne (1^{re} et 2^e parties) siégeront durant les sessions de 1904.

En ce qui touche les candidats à la deuxième partie du *baccalauréat ès lettres* (régime de 1880), ils continuent à être examinés d'après les prescriptions du décret du 19 juin 1880.

Je vous serai obligé de me faire parvenir, dans le plus bref délai possible, vos propositions pour la constitution, dans votre ressort académique, des jurys du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique (1^{re} et 2^e parties) et du baccalauréat de l'enseignement secondaire (1^{re} partie, séries A, B, C, D), en tenant compte de ce fait qu'il ne paraît pas nécessaire de prévoir des examinateurs spéciaux pour la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire classique. Les candidats à l'épreuve dont il s'agit peuvent être examinés par un jury choisi par les professeurs désignés en vue de la première partie (série A : latin-grec) du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Je vous rappelle en terminant :

1° Que vos propositions ne doivent comprendre que le nombre de professeurs de l'enseignement secondaire *strictement* nécessaire pour assurer la marche régulière des opérations.

2° Que le règlement donne la facilité de faire appel à des *examinateurs spéciaux*, c'est-à-dire à des examinateurs non agrégés ou docteurs, pour les épreuves de langues étrangères vivantes ;

3° Que vous n'avez pas à me faire connaître les noms des membres des Facultés de votre ressort qui participent aux examens. C'est au doyen qu'il appartient de régler le service au jour le jour.

Arrêté et circulaire relatifs aux candidats inscrits à plusieurs séries.

1^{er} Novembre 1904

Article premier. — Les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire peuvent, soit à la première partie, soit à la seconde partie de l'examen, s'inscrire à la fois pour plusieurs séries et subir, dans une même session, l'examen pour ces différentes séries.

Art. 2. — Les épreuves écrites ou orales qui, dans les différentes séries, portent sur les mêmes matières et les mêmes programmes, ne peuvent être subies qu'une seule fois au cours d'une même session.

La note obtenue pour une de ces épreuves, dans la première en date des séries, vaut pour toutes les autres séries.

Art. 3. — Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 sont applicables au candidat admis, dans une session, aux épreuves d'une série et qui se présente, dans une autre session, aux épreuves d'une autre série. Toutefois, s'il en est fait la demande, le candidat est admis à passer de nouveau des épreuves déjà subies dans une autre série à une session antérieure.

Art. 4. — Sont inscrites sur le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire les différentes mentions de la première et de la seconde partie obtenues par le candidat.

30 Novembre 1904

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un certain nombre d'exemplaires d'un arrêté, en date du 1^{er} novembre 1904, relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Cet arrêté, rendu après avis de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, consacre, en son article premier, le droit des candidats de se présenter, dans la même session, à plusieurs séries de la première partie ou aux deux séries de la seconde. Toutefois, la Section n'a pas entendu déroger au principe d'après lequel un candidat ajourné à un examen peut s'y représenter au cours de la même session. L'article 2 maintient ce principe en décidant qu'on ne pouvait être admis à subir qu'une fois, pendant une session, les épreuves portant sur les mêmes matières et les mêmes programmes. En conséquence, un candidat, inscrit simultanément pour plusieurs séries, qui aura, dans la série « latin-grec », échoué par exemple pour la version latine, ne pourra recommencer les épreuves communes. Il conservera donc, pour ces épreuves, dans les diverses séries auxquelles il se présentera, les notes obtenues par lui dans la première série. Ces notes devront être reproduites sur chacun des certificats d'aptitude correspondant aux examens qu'il subira.

Il a paru utile d'établir la liste des épreuves portant sur les mêmes matières et les mêmes programmes ou épreuves communes aux différentes séries de la première partie.

Epreuves communes aux séries « Latin-Grec » et « Latin-Langues vivantes ». — Toutes les épreuves, sauf la version grecque, l'explication grecque, et l'épreuve de langue vivante étrangère, d'une part, et la composition en langue vivante étrangère, ainsi que les épreuves orales de langues vivantes, d'autre part.

Epreuves communes aux séries « Latin-Grec » et « Latin-Sciences ». — Les épreuves de français et de latin (composition et explication françaises, version et explication latines), l'épreuve de langue vivante, les interrogations sur l'histoire moderne et sur la géographie.

Epreuves communes aux séries « Latin-Langues vivantes » et « Latin-Sciences ». — Les épreuves de français et de latin, l'interrogation sur l'histoire moderne et l'interrogation sur la géographie.

Epreuves communes aux séries « Latin-Grec » et « Sciences-Langues vivantes ». La composition française, l'interrogation sur l'histoire moderne et l'interrogation sur la géographie. L'explication française, ne portant pas de part et d'autre sur les mêmes programmes, ne saurait être considérée comme équivalente dans les deux séries.

Epreuves communes aux séries « Latin-Langues vivantes » et « Sciences-Langues vivantes ». — Les épreuves rappelées au paragraphe précédent, plus les épreuves de langues vivantes.

Epreuves communes aux séries « Latin-Sciences » et « Sciences-Langues vivantes ». — Les épreuves rappelées ci-dessus, plus les épreuves scientifiques.

Les épreuves communes aux deux séries de la seconde partie sont

l'interrogation sur l'histoire contemporaine et l'interrogation sur les sciences naturelles.

Ces règles étant posées, il est bien entendu que la jurisprudence précédemment adoptée en matière d'examens et rappelée notamment dans les circulaires des 1^{er} juin 1891 et 5 mars 1894 continuera d'être appliquée dans le nouveau régime du baccalauréat, et qu'un candidat qui aura satisfait aux épreuves d'une série sera dispensé dans une autre série, des épreuves similaires portant sur un programme moins étendu ou affectées d'un coefficient moindre. Ainsi, l'élève qui a subi avec succès les épreuves, en vue de la mention « latin-sciences » n'aura pas à répondre aux interrogations sur les mathématiques et sur la physique quand il se présentera dans la même session aux séries « latin-grec » ou « langues-vivantes » ; il n'aura pas à recommencer l'explication française dans la série « sciences-langues vivantes ».

Je vous prie de notifier ces dispositions à MM. les Doyens et Secrétaires des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort.

Circulaire relative à l'épreuve de sciences physiques (application numérique) de la 2^e partie: série Philosophie.

20 Décembre 1904

J'ai été saisi de la question de savoir si les sujets de la composition écrite de sciences physiques et de sciences naturelles qui figure aux programmes de la deuxième partie du baccalauréat (série Philosophie) doivent comprendre uniquement des questions de cours.

J'ai décidé que cette composition scientifique porterait sur des *questions de cours*. Elle pourra comprendre au besoin une application numérique simple relative à ces questions, à l'exclusion de tout problème proprement dit, c'est-à-dire de tout exercice résultant de la combinaison de plusieurs lois physiques.

Je vous prie de vouloir bien porter ma décision à la connaissance de MM. les Doyens des Facultés intéressées.

Circulaire relative au Baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne. (Régime du Décret du 5 Juin 1891.)

24 Décembre 1904

J'ai été saisi d'un certain nombre de demandes émanant d'élèves qui suivaient régulièrement les cours de la classe de seconde moderne durant l'année classique 1903-1904, et qui, tout en remplissant les conditions d'âge réglementaires, n'ont pu, pour des motifs spéciaux (maladie, absence de leurs parents, etc.) se présenter à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne ni en juillet, ni en octobre 1904. Ces jeunes gens, qui tombent sous le coup de l'arrêté du 29 juillet 1902, insistent pour que le nouveau programme ne leur soit pas appliqué et pour que l'ancien régime soit prorogé en leur faveur lors de la prochaine session.

Parmi ces demandes, il en est certainement de très motivées. Aussi suis-je disposé, en principe, à autoriser ceux des candidats auxquels une circonstance exceptionnelle n'a pas permis de valider leurs études de seconde moderne en 1904, à subir encore en juillet prochain les épreuves de la première partie du baccalauréat moderne, telles qu'elles sont déterminées par le décret du 5 juin 1891.

Il sera statué par *décision d'espèces*. Vous aurez donc à procéder à une très sérieuse enquête au sujet de chacune des demandes dont vous serez saisi. Les dossiers qu'il y aura lieu de me transmettre comprendront toutes les justifications nécessaires (certificats médicaux, etc.) ; ils seront accompagnés de bulletins scolaires établissant que les candidats ont fait en 1903-1904 leur seconde moderne, comme suite de classes complètes et régulières et qu'en raison de leur âge ils pouvaient se présenter au mois de juillet et de novembre 1904, sans avoir besoin de dispense.

La même faveur pourra être accordée, sur votre proposition, aux bacheliers de l'enseignement secondaire moderne qui exprimeraient le désir de postuler le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire classique.

Circulaire relative aux épreuves de la première partie du Baccalauréat de l'enseignement secondaire, portant sur les matières inscrites avec la mention « révision » ou « applications ».

12 Février 1905

J'ai été consulté sur la question de savoir si, aux épreuves de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire, les sujets de compositions écrites, ainsi que les interrogations, peuvent porter sur les matières inscrites aux programmes des classes de première avec la mention *révision* ou *applications*.

Conformément à l'avis de la Commission spéciale instituée par application des dispositions de l'article 14 du décret du 31 mai 1902 sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire, j'ai décidé que les sujets de compositions écrites ne devront *jamais* être pris parmi les matières figurant aux programmes sous le titre de *révision* ou *applications*.

A l'examen oral, ces matières ne pourront en aucun cas faire l'objet principal de l'interrogation. Toutefois, à l'occasion des questions portant sur le programme propre de la classe, l'examineur pourra s'assurer que le candidat possède une connaissance suffisante des matières inscrites au programme de la classe de seconde, dont la *révision* a dû être faite au commencement de la classe de première.

Les récentes modifications apportées au régime du baccalauréat ayant eu pour objet essentiel d'assurer l'exacte coordination de l'enseignement de la classe avec l'examen, je ne saurais trop insister pour que les doyens, auxquels appartient le choix des sujets de compositions, ainsi que les examinateurs chargés d'interroger les candidats aux diverses séries du baccalauréat, se renferment strictement dans les limites que leur tracent les programmes. Il va de soi que, sous aucun prétexte, les interrogations posées aux épreuves orales de la première partie ne devront porter sur les parties des programmes qui constituent la matière de l'enseignement d'une classe ultérieure.

Je vous prie de veiller personnellement à l'exécution de ces instructions, que vous voudrez bien notifier à MM. les Doyens des Facultés intéressées.

Circulaire relative à la composition de sciences du Baccalauréat de l'enseignement secondaire. (2^e partie: Philosophie.)

24 Mars 1905

Le décret du 31 mai 1902 dispose que les épreuves écrites du baccalauréat de l'enseignement secondaire (deuxième partie — première série — Philosophie) comportent : une composition de sciences physiques et de sciences naturelles dont la durée est fixée à deux heures.

D'un autre côté, l'article 2 du même décret est ainsi conçu : « Pour les épreuves écrites, sauf pour la version latine, la version grecque et l'épreuve de langues vivantes, il est donné trois sujets entre lesquels les candidats ont le droit de choisir. »

Les dispositions dont il s'agit sont applicables à la composition de sciences physiques et de sciences naturelles de la deuxième partie (première série) du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

J'ai décidé en conséquence qu'il y avait lieu de donner aux candidats qui se présenteront à cette série de la deuxième partie ;

A. — Pour la composition de sciences physiques ;

Trois sujets pris tantôt dans la physique, tantôt dans la chimie ;

B. — Pour la composition de sciences naturelles ;

Trois sujets pris dans les sciences naturelles.

Je vous prie de vouloir bien notifier ces dispositions à MM. les Doyens des Facultés des Lettres et des sciences de votre ressort académique.

Circulaire relative aux candidats à la deuxième partie du Baccalauréat appelés sous les drapeaux le 10 Octobre 1905.

18 Juillet 1905

Aux termes de la loi du 21 mars 1905, les jeunes gens appelés sous les drapeaux ou admis à devancer l'appel, pourront réclamer, cette

année encore, pour la dernière fois, le bénéfice de l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée.

Ceux qui voudront bénéficier de ces dispositions devront être en mesure de justifier, avant le 10 octobre 1905, du certificat modèle G attestant qu'ils sont titulaires d'une première inscription en vue du doctorat en médecine, du doctorat en droit, du diplôme de pharmacien de première classe, de la licence ès lettres ou de la licence ès sciences.

Mais pour prendre leur première inscription, il faut qu'ils soient en mesure de justifier du baccalauréat. Or la session du baccalauréat dite d'octobre-novembre ne s'ouvrira que le 16 octobre 1905, c'est-à-dire six jours après l'appel.

J'estime qu'il serait contraire à l'équité de ne pas faciliter, aux jeunes gens incorporés le 10 octobre 1905, sous le régime de la loi du 15 juillet 1889, le moyen de prendre part à la deuxième session ordinaire du baccalauréat. Si ces jeunes gens n'étaient pas, comme leurs devanciers, mis en mesure de régulariser leur situation avant la mise en route de la classe à laquelle ils appartiennent, ils se verraient placés dans une situation tout à fait défavorable, et leurs intérêts s'en trouveraient compromis.

J'ai donc décidé que les candidats à la deuxième partie des divers baccalauréats, appelés sous les drapeaux le 10 octobre prochain, seraient autorisés, exceptionnellement, à se présenter dans une session spéciale qui s'ouvrira entre le 25 septembre et le 3 octobre. Cette session devra être terminée assez à temps pour que les étudiants soient en mesure de justifier du certificat modèle G le lundi 9 octobre au plus tard, et de réclamer le bénéfice de l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889, avant leur incorporation. Il est bien entendu que nul ne pourra être inscrit en vue de cette session spéciale s'il ne justifie, par la production de pièces authentiques et régulières, ou de son incorporation le 10 octobre comme appartenant à la classe de 1904 ou d'une autorisation de devancement d'appel. Dans ce dernier cas, il remettra, à l'appui de sa demande, un dossier contenant un certificat de l'autorité militaire constatant son aptitude physique.

Cette session qui, je le reconnais, ne rentre pas dans les prévisions réglementaires, imposera aux Facultés une tâche particulièrement lourde à cette époque de l'année. Toutefois, étant donné la gravité des intérêts en jeu et la nécessité de permettre à un certain nombre de jeunes gens de bénéficier une dernière fois de la loi militaire de 1889, j'ai pensé que les membres des Facultés, aussi bien que les professeurs de l'enseignement secondaire public, ne se refuseraient pas à accepter cette tâche. Je fais appel, en cette circonstance, à tout leur dévouement. Il serait possible d'ailleurs de rendre cette tâche plus aisée en désignant pour les jurys les professeurs qui, à raison de leurs convenances personnelles, se trouveraient à cette date au chef-lieu académique.

Je vous prie de me faire connaître, en m'accusant réception de la présente dépêche, les dispositions que vous aurez cru devoir prendre à cet égard. Il serait d'ailleurs bien entendu que cette mesure, motivée par des circonstances tout à fait particulières, ne saurait en aucune façon constituer un précédent et que la seconde session de baccalauréat, les années suivantes, n'aurait lieu que dans la seconde quinzaine d'octobre.

Arrêté fixant l'horaire et le programme de l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les classes de philosophie et de mathématiques.

28 Juillet 1905

Article premier. — Est fixé ainsi qu'il suit, pour l'enseignement de l'histoire et de la géographie, l'horaire des classes de philosophie et de mathématiques :

Histoire et géographie :

3 heures pendant un semestre,

4 heures pendant un semestre.

dont une heure hebdomadaire pendant les deux semestres pour la géographie.

Art. 2. — Le programme d'histoire et de géographie pour les classes de philosophie et de mathématiques est fixé ainsi qu'il suit : (*Voir ce programme aux annexes : Programme*).

Décret modifiant les articles 19 et 20 du décret du 31 Mai 1902 relatif au Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

1^{er} Août 1905

Article premier. — Les dispositions des articles 19 et 20 du décret du 31 mai 1902 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 19. — Les candidats à la seconde partie peuvent choisir au moment de leur inscription, entre les deux séries suivantes d'épreuves :

I. — PHILOSOPHIE.

Epreuves orales :

2° Une interrogation sur l'histoire contemporaine et la géographie.

II. — MATHÉMATIQUES.

Epreuves orales :

6° Une interrogation sur l'histoire contemporaine et la géographie.

« Art. 20. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20.

Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

Deuxième partie.

I. — PHILOSOPHIE.

Interrogation sur l'histoire contemporaine et la géographie.

II. — MATHÉMATIQUES.

Interrogation sur l'histoire contemporaine et la géographie.

Art. 2. — Le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Circulaire prescrivant que le programme d'hygiène ne fait pas partie du programme du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

10 Mars 1905

J'ai été consulté sur la question de savoir si l'*hygiène*, qui fait partie du programme d'enseignement des classes terminales, doit être considérée comme *science naturelle* et figurer, comme telle, au nombre des matières exigées au baccalauréat.

J'ai l'honneur de vous informer que l'*hygiène* ne peut être considérée comme une des matières sur lesquelles ont à répondre les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Je vous prie de vouloir bien en donner avis à MM. les Doyens des Facultés intéressées, ainsi qu'aux chefs des établissements d'enseignement secondaire de votre ressort académique.

Décret modifiant l'instruction pour les épreuves de langues vivantes du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

22 Juillet 1906

Article premier. — L'instruction pour les épreuves de langues étrangères vivantes du baccalauréat de l'enseignement secondaire annexée au décret du 31 mai 1902 est modifiée ainsi qu'il suit, à partir du 1^{er} juillet 1907, en ce qui concerne l'épreuve écrite :

« Epreuve écrite. — Elle consiste en une composition dans la

langue étrangère choisie par le candidat (narration, description, lettre).

« Une matière indiquant le plan et fournissant les principales idées du sujet est donnée dans la langue étrangère choisie par le candidat.

« L'usage d'un dictionnaire en langue étrangère, sans traduction, est autorisé.

« Les dictionnaires dont les candidats pourront faire usage seront désignés par arrêté ministériel, après avis de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

« La durée de cette épreuve sera de trois heures. »

Arrêté désignant un dictionnaire allemand dont les candidats au Baccalauréat sont autorisés à faire usage à l'épreuve écrite de langue étrangère vivante.

20 Décembre 1906

Les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire sont autorisés à faire usage, à l'épreuve de langue étrangère vivante, du dictionnaire allemand portant le titre suivant :

Deutsches Woerterbuch, de J. Dresch.

Décret et circulaire relatifs à la suppression du droit de robe et à la fixation des droits d'examen.

26 Février 1907

1° DECRET

.....
Vu l'article 6 de la loi du 27 février 1880 portant qu'un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique détermine le tarif des droits d'inscriptions, d'examens, de certificats d'aptitude et de diplômes à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades ;
.....

Le Conseil d'Etat entendu,

.....
Art. 2. — Les droits d'examen proprement dits, ci-après désignés, sont fixés de la façon suivante :

.....		
SCIENCES	{	1 ^{re} épreuve des baccalauréats..... 40 francs
		2 ^e épreuve des baccalauréats 40 francs
LETTRES	{	1 ^{re} épreuve des baccalauréats..... 40 francs
		2 ^e épreuve des baccalauréats 40 francs
.....		

.....
Art. 3. — Le présent décret recevra son exécution à dater du 1^{er} mars 1907.

Art. 4. — Le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Cultes et le Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des Lois et publié au *Journal Officiel*.

2° CIRCULAIRE

27 Février 1907

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation d'un décret en date du 26 février 1907, portant règlement d'administration publique, et relatif à la suppression du droit de robe et à la fixation des droits d'examen à percevoir dans les Facultés et Ecoles d'Enseignement supérieur.

Ce décret supprime le port de la robe en même temps que la perception correspondante, connue sous le nom de « droit de robe ». Les abus qui en résultaient ont été souvent signalés et ont donné lieu à des réclamations justifiées. Il était contraire à la dignité des Facultés que des agents chargés d'y faire observer le bon ordre pussent considérer comme la partie la plus importante de leurs ressources non seulement

le droit de robe, mais les pourboires qu'y ajoutaient des candidats plus généreux ou plus fortunés que d'autres. C'est pour mettre un terme à ces pratiques que le Parlement a bien voulu inscrire dans le budget de 1907 les augmentations de crédits nécessaires à l'amélioration des traitements réguliers des appariteurs et, d'une façon spéciale, du personnel auquel le service des examens impose un surcroît de travail.

Ces relèvements de crédits sont compensés par une légère élévation des droits afférents à quelques examens ; elle a été calculée de façon à éviter aux familles une aggravation de charge réelle.

En retour, les agents des Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur ne devront ni solliciter, ni même accepter des candidats aux examens aucune rémunération ni gratification de quelque nature qu'elle soit. Je vous prie de donner à ce sujet à MM. les doyens et directeurs des instructions précises et de veiller personnellement avec le plus grand soin à ce qu'elles soient strictement observées. Si des infractions venaient à se produire, je vous serais obligé de me les signaler ; elles devront être sévèrement réprimées.

Je vous envoie ci-inclus un certain nombre d'affiches qui devront être apposées d'une façon très apparente dans les divers locaux, cours, galeries, couloirs des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que dans les divers lycées et collèges de votre ressort et dans les bureaux de l'Inspection académique.

Il y aurait lieu, en outre, afin de mieux assurer la publicité de ces dispositions, de les reproduire sur les convocations et sur les avis adressés aux étudiants et à leurs familles en vue des examens.

Le décret ci-joint étant applicable dès le 1^{er} mars 1907, les rétributions qui y sont fixées remplacent immédiatement celles précédemment établies pour les actes auxquels elles correspondent. En conséquence, à partir de cette date, il ne peut être encaissé aucune somme dont le montant ne correspond pas au nouveau tarif.

J'ajouterai qu'il ne sera pas adressé aux secrétariats de nouveaux modèles d'états de droits acquis. Mais vous recevrez ultérieurement des tarifs imprimés qui remplaceront ceux annexés à la circulaire du 9 décembre 1897.

Circulaire pour l'inscription des candidats en vue de plusieurs séries du Baccalauréat.

12 Février 1908

Des hésitations se sont produites au sujet de l'application des décret et arrêté du 31 mai 1902, de l'arrêté du 1^{er} novembre 1904 et de la circulaire du 30 du même mois, concernant les aspirants au baccalauréat qui se présentent, à une même session, à plusieurs séries, soit à la première, soit de la deuxième partie du baccalauréat.

Ainsi, il est arrivé que des candidats, ayant échoué à une des séries, ont pu, à la même session, en se présentant à une autre série, subir à nouveau les épreuves auxquelles ils avaient été refusés. Cette manière de procéder est absolument contraire à toute la réglementation scolaire et notamment aux dispositions de l'article 22 du décret du 31 mai 1902 et de l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} novembre 1904.

Je crois donc devoir vous rappeler les instructions précédemment édictées et spécialement le principe que nul ne peut se présenter deux fois aux mêmes épreuves au cours d'une même session.

En conséquence, et ainsi que l'explique la circulaire du 30 novembre 1904, tout candidat au baccalauréat qui se présente à plusieurs séries dans la même session, s'il a échoué aux épreuves de la première série, conserve dans la deuxième série, les notes obtenues aux épreuves communes.

Il ne doit pas être admis à subir de nouveau ces épreuves.

D'ailleurs, pour éviter à l'avenir des erreurs, il y aura lieu de prendre les mesures ci-après indiquées :

L'arrêté du 1^{er} novembre 1904 sera affiché dans les salles d'examen ; de plus, au moment de l'ouverture des registres d'inscription, les candidats seront invités à faire connaître s'ils s'inscrivent pour subir

dans la même session une seule série ou plusieurs séries d'épreuves. S'ils désirent se présenter dans la même session à plusieurs séries de la première ou de la deuxième partie, ils devront le spécifier dans leur demande et ne pas omettre d'y mentionner chacune des séries qu'ils veulent subir.

Leur demande sera remise au secrétariat en autant d'exemplaires, établis sur timbre, qu'ils postulent de séries. Le secrétaire de la Faculté intéressée prendra ensuite les dispositions nécessaires pour l'inscription ; s'il y a lieu, lorsqu'il s'agira d'actes ne relevant pas de la même Faculté, il transmettra un exemplaire de la demande à son collègue et s'entendra avec lui pour les mises en séries.

Vous voudrez bien porter ces dispositions à la connaissance de MM. les Doyens et Secrétaires des Facultés des Lettres et des Sciences de votre ressort, à qui vous rappellerez que les droits à percevoir restent fixés par l'article 4 du décret du 15 décembre 1902 (modifié par le décret du 26 février 1907, et par la circulaire N° 9500 du 18 août 1905).

Décret modifiant les articles 19 et 20 du décret du 31 mai 1902 relatif au Baccalauréat de l'enseignement secondaire

22 Décembre 1908

Article premier. — Les dispositions des articles 19 et 20 du décret du 31 mai 1902 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 19. — Les candidats à la seconde partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre les deux séries suivantes d'épreuves :

I. — PHILOSOPHIE.

Epreuves orales :

4° Une interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène.

II. — MATHÉMATIQUES.

Epreuves orales :

1° Une interrogation sur les mathématiques ;

2° Une interrogation sur la physique et la chimie ;

3° Une interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène ;

4° Une interrogation sur la philosophie ;

5° Une interrogation sur l'histoire contemporaine et la géographie. »

Art. 20. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20.

Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

I. — PHILOSOPHIE.

Epreuves orales :

Interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène 1

II. — MATHÉMATIQUES.

Epreuves orales :

Interrogation sur les mathématiques 2

Interrogation sur la physique et la chimie 2

Interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène 1

Interrogation sur la philosophie 1

Interrogation sur l'histoire contemporaine et la géographie 1

Art. 2. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à partir de la session de juillet 1910.

**Décret et circulaire relatifs aux aspirants aux grades
ou titres établis par l'Etat.**

12 Mai 1909

1° DECRET

Article premier. — Tout étudiant qui poursuit l'obtention d'un des grades ou titres établis par l'Etat ne peut s'inscrire à cet effet dans les différentes Facultés ou Ecoles d'enseignement supérieur que s'il justifie du diplôme, brevet ou certificat sans lequel, d'après les règlements, nul n'est admis à postuler le grade ou le titre auquel il aspire.

Aucune dispense ne peut être accordée.

Art. 2. — Les étudiants de nationalité étrangère qui veulent entreprendre des études en vue de la licence ou du doctorat en droit, ou de la licence ès lettres, ne sont autorisés à s'inscrire dans les Facultés ou Ecoles que sur la production en original des diplômes, brevets ou certificats à eux délivrés par les Universités ou établissements étrangers où ils ont accompli leurs études et subi les examens. Ces documents, accompagnés de la traduction qui en sera faite par un traducteur-juré, seront visés et certifiés véritables par le Consul Général de France pour le pays dont ils proviennent.

Le Comité consultatif de l'enseignement public (première section) jugera si ces diplômes, brevets ou certificats peuvent être acceptés comme équivalents au baccalauréat de l'enseignement secondaire ou au diplôme de licencié en droit, après avis motivé de la Faculté ou Ecole où l'étudiant demande à s'inscrire.

Art. 3. — Il n'est point dérogé aux conventions internationales relatives aux étudiants français résidant à l'étranger et aux étudiants originaires de Roumanie.

Ne sont point modifiées les règles suivies jusqu'ici à l'égard des étudiants originaires de l'Ile Maurice, à l'égard des étudiants inscrits à l'Ecole française de droit du Caire et à la Faculté française libre de Médecine de Beyrouth.

Art. 4. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

2° CIRCULAIRE

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un certain nombre d'exemplaires du décret en date du 12 mai 1909, publié au *Journal Officiel* du 13, et relatif aux aspirants aux grades ou titres établis par l'Etat.

Je tiens à vous faire connaître les raisons qui m'ont déterminé à proposer à M. le Président de la République d'approuver les dispositions de ce décret, ainsi qu'à en préciser l'objet et à en signaler les conséquences.

J'avais constaté que depuis dix ans, le nombre des demandes de dispenses en vue des grades d'Etat s'était accru d'année en année dans des proportions excessives.

Il m'a paru qu'il y avait là un double danger.

Les intérêts de l'enseignement secondaire étaient lésés de ce fait qu'un trop grand nombre d'élèves abandonnaient les hautes classes des lycées et des collèges ou n'y travaillaient que d'une façon insuffisante. D'autre part, les Facultés se plaignaient de l'accession trop fréquente de jeunes gens qui n'étaient pas en état d'entreprendre avec profit des études d'enseignement supérieur.

C'est pour remédier à cette situation que le décret du 12 mai est intervenu.

L'article premier rappelle et confirme le principe en vertu duquel nul ne peut être admis à postuler un des grades ou titres institués par l'Etat, s'il ne justifie du diplôme, brevet ou certificat requis par le règlement spécial du grade ou du titre auquel il aspire.

Mais il est stipulé en outre, en son paragraphe 2, que : « Aucune dispense ne peut être accordée. »

J'appelle toute votre attention sur cette disposition, qui fixe nettement une interdiction formelle, absolue.

En conséquence, nul Français, à l'avenir, ne pourra se faire inscrire :

En vue de la licence en droit et de la licence ès lettres s'il ne justifie pas du baccalauréat de l'enseignement secondaire (décret du 22 juillet 1902) ;

En vue des études pharmaceutiques et de la licence ès sciences, s'il ne justifie d'un diplôme de bachelier (décrets du 26 juillet 1885 et du 22 janvier 1896) ;

En vue du doctorat en médecine, s'il ne justifie pas du baccalauréat de l'enseignement secondaire et du certificat d'études physiques, chimiques et naturelles (P. C. N.) (décrets des 31 juillet 1893, 22 juillet 1902, 11 janvier 1909) ;

En vue des études pour le diplôme de chirurgien-dentiste, s'il ne justifie pas des diplômes, brevets ou certificats prévus par les décrets du 25 juillet 1893 et du 11 janvier 1909.

.....

Les pharmaciens de 2^e classe obtenaient aisément la dispense du baccalauréat en vue de la licence ès sciences. Le décret du 12 mai s'oppose à ce que cette dispense leur soit désormais accordée.

Enfin les licenciés ès sciences qui ont obtenu l'autorisation de postuler les certificats d'études supérieures à l'aide d'une dispense de baccalauréat, ne seront plus autorisés à faire valoir cette dispense en vue des études médicales.

Mais il est évident que les étudiants qui ont obtenu des dispenses antérieurement au décret pourront les faire valoir pendant les délais fixés par la circulaire du 12 mai 1903.

L'article 2 concerne les étudiants étrangers qui veulent entreprendre des études en vue de certains grades d'état, tels que la licence ou le doctorat en droit, la licence ès sciences ou la licence ès lettres.

S'il est indispensable pour le bon renom des Universités françaises de leur ouvrir les portes de nos Facultés, il n'est pas moins indispensable qu'ils offrent, au point de vue de la culture générale, des garanties analogues à celles qui sont exigées des étudiants français. L'article 2 fixe avec précision les conditions dans lesquelles les étudiants devront introduire leur demande. Les diplômes, brevets ou certificats qui leur auront été délivrés seront produits en original et accompagnés de la traduction faite par un traducteur juré. En outre, ces documents (diplômes, brevets ou certificats) seront visés et certifiés véritables par le Consul de France dans le pays d'où ils proviennent.

Après avis de la Faculté ou Ecole où l'étudiant demandera à s'inscrire, le Comité consultatif de l'enseignement public (première section) jugera si ces diplômes, brevets ou certificats peuvent être acceptés comme équivalents au baccalauréat de l'enseignement secondaire ou au diplôme de licencié en droit. Et le Ministre statuera.

L'article 3 concerne les étudiants originaires de Roumanie et les étudiants originaires de l'île Maurice, les étudiants français qui ont fait leurs études à l'étranger, leurs parents y étant domiciliés, enfin les étudiants inscrits à l'Ecole française de droit du Caire et ceux inscrits à la Faculté française libre de Médecine de Beyrouth.

Cet article peut se passer de commentaire.

Il est conforme à la stricte équité.

Il ne pouvait être question, en effet, de rendre caduques des conventions dont les nations qui les ont conclues ont été maintes fois à même de constater les heureux résultats. Il ne pouvait pas non plus être question d'abandonner la jurisprudence si libérale établie depuis plusieurs années déjà.

Telles sont les raisons du décret du 12 mai. Telles en seront les conséquences.

Mais je crois devoir insister sur le caractère limitatif de ce décret. On a dit — on a même écrit — que le décret du 12 mai 1909 mettait fin au régime des dispenses en vue des titres universitaires, notamment en vue du doctorat d'Université mention Médecine, ne conférant pas le droit d'exercer en France.

C'est là une interprétation tout à fait erronée.

Il suffit de lire les premières lignes de l'article premier pour s'en rendre compte. Le décret du 12 mai est relatif aux grades et titres établis par l'Etat. Il ne vise en aucune façon les titres universitaires.

Les grades et titres établis par l'Etat sont d'ordre professionnel, les titres créés par les Universités dans les conditions fixées par l'article 15 du décret du 21 juillet 1897 sont d'ordre exclusivement scientifique. Ils ne confèrent aucun des droits et privilèges attachés aux grades par les lois et règlements, et ne peuvent en aucun cas être déclarés équivalents aux grades. Enfin, les diplômes sont délivrés, au nom de l'Université qui les a créés, par le président du Conseil de l'Université, en des formes différentes de celles adoptées pour les diplômes délivrés par le Ministre, représentant l'Etat.

La jurisprudence suivie à l'égard des étudiants étrangers venus en France pour y postuler le doctorat universitaire, mention Médecine, subsiste donc dans toute son intégralité.

Je crois devoir vous rappeler que c'est à la suite d'un ample débat à la Chambre des Députés que cette jurisprudence a été établie en 1896. Elle a fait l'objet d'une circulaire en date du 21 juillet de cette année-là, dont je tiens à replacer sous vos yeux les prescriptions essentielles :

« Les services et laboratoires de nos Facultés de Médecine continueront de rester grands ouverts et sans condition aux médecins étrangers qui, leurs études terminées dans leurs pays respectifs, viennent en France pour se perfectionner dans telle ou telle branche de leur art.

« Quant aux jeunes gens, chaque année plus nombreux, qui viennent de l'étranger en France pour y commencer et y poursuivre leurs études médicales, il y a lieu de distinguer entre ceux qui ont l'intention de s'établir en France pour y exercer la médecine et ceux qui se proposent, leurs études terminées, de retourner dans leurs pays d'origine.

« Pour les premiers, il est juste de les astreindre aux mêmes conditions que nos étudiants nationaux. Ils ne recevront donc le diplôme d'Etat conférant le droit d'exercer la médecine en France que si, au moment de leur première inscription, ils justifient du diplôme français de bachelier et du certificat de sciences physiques, chimiques et naturelles.

« Pour les autres, qui sont d'ailleurs de beaucoup les plus nombreux, il continuera de leur être accordé comme par le passé, et plus largement encore, dispense du baccalauréat français en vue de l'inscription dans les Universités, mais le diplôme qu'ils pourront recevoir à la fin du cours régulier des études ne leur confèrera pas le droit d'exercer la médecine en France. Avis devra leur en être donné aux secrétariats des Facultés au moment de leur inscription.

« Il continuera d'être accordé, en vue des études médicales, des équivalences de baccalauréat aux étudiants originaires de pays auxquels nous lient, pour cet objet, des conventions internationales. »

Je ne saurais rien ajouter à ces prescriptions, ni en rien retrancher. Elles restent conformes à la volonté exprimée par la Chambre des Députés.

Elles continueront donc à être appliquées après le décret du 12 mai comme elles l'étaient avant. Les intéressés devront toutefois introduire leurs demandes dans les conditions fixées par l'article 2 du décret.

Quant aux autres titres universitaires qui existent entre les différentes Facultés, ils continueront bien entendu, à être régis par leurs règlements spéciaux, approuvés par arrêtés ministériels, après avis de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Je vous prie de vouloir bien transmettre cette circulaire à MM. les doyens des Facultés et à MM. les directeurs d'Ecoles d'enseignement supérieur de votre ressort académique, et veiller personnellement à ce que les dispositions qu'elle contient soient rigoureusement observées.

**Décret modifiant les articles 17, 19 et 20 du décret du 31 mai 1902
relatif au Baccalauréat de l'enseignement secondaire.**

26 Juillet 1909

Article premier. — Les dispositions des articles 17, 19 et 20 du décret du 31 mai 1902 sont modifiées ainsi qu'il suit :

« Art. 17. — Les candidats à la première partie peuvent choisir au moment de leur inscription, entre quatre séries d'épreuves : latin-grec, latin-langues vivantes, latin-sciences, sciences-langues vivantes.

I. — LATIN-GREC.

Epreuves orales :

« 1° L'explication d'un texte grec ;

« 2° L'explication d'un texte latin ;

« 3° L'explication d'un texte français ;

« Ces textes sont choisis dans les ouvrages inscrits aux programmes des classes de seconde et de première de la section A de l'enseignement secondaire ;

« 4° Une épreuve de langue vivante étrangère (Allemand, Anglais, Espagnol, Italien ou Russe), au choix du candidat, suivant le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret ;

« 5° Une interrogation sur l'histoire ancienne, d'après le programme de la classe de première de la section A de l'enseignement secondaire ;

« 6° Une interrogation sur l'histoire moderne, d'après le même programme ;

« 7° Une interrogation sur la géographie, d'après le même programme ;

« 8° Une interrogation sur les mathématiques, d'après le même programme.

II. — LATIN-LANGUES VIVANTES.

Epreuves orales :

« 1° L'explication d'un texte latin ;

« 2° L'explication d'un texte français.

« Ces textes sont choisis dans les ouvrages inscrits au programme des classes de seconde et de la première de la section B de l'enseignement secondaire ;

« 3° Deux épreuves sur deux langues vivantes étrangères, dont une porte obligatoirement sur l'Allemand ou l'Anglais, l'autre sur l'Allemand, l'Anglais, l'Espagnol, l'Italien ou le Russe, au choix du candidat, d'après le mode déterminé par l'instruction annexée au présent décret ;

« 4° Une interrogation sur l'histoire ancienne, d'après le programme de la classe de première de la section B de l'enseignement secondaire ;

« 5° Une interrogation sur l'histoire moderne, d'après le même programme ;

« 6° Une interrogation sur la géographie, d'après le même programme ;

« 7° Une interrogation sur les mathématiques, d'après le même programme.

« Art. 19. — Les candidats à la seconde partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre les deux séries suivantes d'épreuves :

I. — PHILOSOPHIE.

Epreuves orales :

« 1° Une interrogation sur la philosophie ;

« 2° Une interrogation sur les auteurs philosophiques ;

« 3° Une interrogation sur l'histoire contemporaine ;

« 4° Une interrogation sur la géographie ;

« 5° Une interrogation sur les sciences physiques et la cosmographie ;
« 6° Une interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène. »

II. — MATHÉMATIQUES.

Epreuves orales :

- « 1° Une interrogation sur les mathématiques ;
- « 2° Une interrogation sur la physique et la chimie ;
- « 3° Une interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène ;
- « 4° Une interrogation sur la philosophie ;
- « 5° Une interrogation sur l'histoire contemporaine ;
- « 6° Une interrogation sur la géographie. »

« Art. 20. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20.

« Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

Première partie.

I. — LATIN-GREC.

Composition française	2
Version latine	2
Version grecque	2
Explication latine	1
Explication grecque	1
Explication française	1
Epreuve de langue vivante étrangère	2
Interrogation sur l'histoire ancienne	1
Interrogation sur l'histoire moderne	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur les mathématiques	1

II. — LATIN-LANGUES VIVANTES.

Composition française	2
Version latine	2
Composition en langue vivante étrangère	2
Explication latine	1
Explication française	1
Interrogation sur l'histoire ancienne	1
Interrogation sur l'histoire moderne	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur les mathématiques	1

Deuxième partie.

I. — PHILOSOPHIE.

Epreuves orales :

Interrogation sur la philosophie	2
Interrogation sur les auteurs philosophiques	1
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur les sciences physiques et la cosmographie	2
Interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène	1

II. — MATHÉMATIQUES.

Epreuves orales :

Interrogation sur les mathématiques	3
Interrogation sur la physique et la chimie	3
Interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène	1
Interrogation sur la philosophie	1
Interrogation sur l'histoire contemporaine	1
Interrogation sur la géographie	1

Art. 2. — Les dispositions du présent décret seront mises à exécution à partir de la session de juillet 1910 en ce qui concerne les épreuves de la deuxième partie ; à partir de la session de juillet 1911 en ce qui concerne les épreuves de la première partie.

**Décrets relatifs aux candidats au Baccalauréat
de l'enseignement secondaire inscrits pour plusieurs séries.**

1^o 26 Juillet 1909

Article premier. — Lorsqu'un candidat au baccalauréat de l'enseignement secondaire, qui a subi avec succès les épreuves d'une série, soit de la première, soit de la seconde partie, se présente, dans la même session ou dans une session ultérieure, à une autre série d'épreuves de ce même baccalauréat, il ne subit pas de nouveau les épreuves portant sur les mêmes matières et les mêmes programmes que les épreuves similaires de la première série.

Art. 2. — A la seconde série d'épreuves, les notes obtenues dans cette série entrent seules en ligne de compte pour l'admissibilité et pour l'admission.

Art. 3. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 1^{er} novembre 1904 contraires aux dispositions du présent décret.

2^o 25 Décembre 1909

Article premier. — Nul ne peut s'inscrire pour subir, dans la même session, les épreuves de plus de deux séries de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Ces deux inscriptions ne peuvent être prises que dans les Facultés d'une même Université.

Art. 2. — Les candidats inscrits pour subir, dans la même session, les épreuves de deux séries de la première partie du baccalauréat, s'ils échouent aux épreuves de la première série à laquelle ils sont appelés, ne sont pas admis à se présenter, dans ladite session, aux épreuves de la seconde série.

Art. 3. — Aux différentes épreuves écrites et orales des diverses séries des deux parties du baccalauréat, la note zéro est éliminatoire, si elle est maintenue après la délibération du jury.

**Rapport et décret relatifs aux capacitaires en droit et aux licenciés
ès sciences reçus antérieurement au décret du 12 mai 1909,
ainsi qu'aux aspirants à ce titre ou à ce grade en cours d'études
à cette date.**

2 Novembre 1909

1^o RAPPORT

Un décret, en date du 12 mai 1909, dispose, article premier, que « tout étudiant qui poursuit l'obtention d'un des grades ou titres établis par l'Etat, ne peut s'inscrire, à cet effet, dans les différentes Facultés ou Ecoles d'Enseignement Supérieur, que s'il justifie du diplôme, brevet ou certificat sans lequel, d'après les règlements, nul n'est admis à postuler le grade ou titre auquel il aspire ».

Il spécifie, en outre, au paragraphe 2 du même article, qu'« aucune dispense ne peut être accordée ».

Ce décret, rendu sur ma proposition, était urgent. En effet, depuis dix ans, le nombre des demandes de dispenses en vue des grades d'Etat s'était accrue d'année en année dans de telles proportions qu'il avait fait naître un double danger : 1^o pour l'enseignement secondaire, dont les intérêts étaient lésés de ce fait qu'un trop grand nombre d'élèves abandonnaient les hautes classes des lycées et des collèges ou n'y travaillaient que d'une façon insuffisante ; 2^o pour les Facultés, dont l'accès était trop souvent ouvert à des jeunes gens qui n'étaient pas en état d'entreprendre avec fruit des études d'enseignement supérieur.

Il ne contenait aucune mesure transitoire.

Or, j'ai été amené à constater que sa stricte et immédiate application était de nature à porter un sérieux préjudice à certaines catégories d'étudiants, je veux parler de ceux qui, antérieurement au décret du 12 mai, avaient commencé à préparer soit la capacité en droit, soit la licence ès sciences, en vue d'être admis, une fois capacitaires, à postuler la licence en droit, ou bien, une fois licenciés ès sciences, à entreprendre soit les études médicales, soit les études pharmaceutiques.

Il m'a paru équitable de ne pas priver ces catégories d'étudiants des espérances qu'une pratique fréquemment suivie jusqu'au jour de la promulgation du décret susvisé leur avait fait concevoir.

Telles sont les raisons qui m'ont déterminé, Monsieur le Président, à soumettre aujourd'hui à votre haute approbation les dispositions du décret ci-joint.

Ces dispositions ont un caractère tout à fait transitoire. Aucun doute n'est possible à cet égard, le décret fixant avec précision les délais pendant lesquels elles resteront en vigueur. Passé ces délais, les capacitaires en droit et les licenciés ès sciences qui n'en auront pas profité devront se soumettre au droit commun établi par le décret du 12 mai 1909, aux dispositions générales duquel il n'est rien modifié.

2° DECRET

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts :

Vu le décret du 12 mai 1909 ;

Après avis du Comité consultatif de l'enseignement public (1^{re} section),

Décète :

Article premier. — Par mesure transitoire, les dispositions du décret du 12 mai 1909, relatif aux aspirants aux grades ou titres établis par l'Etat ne seront pas applicables :

1° Pendant un délai de deux ans à partir de la promulgation du présent décret, aux capacitaires en droit (ancien et nouveau régime), reçus antérieurement au 12 mai 1909 ;

2° Pendant un délai de deux ans à partir de leur réception au certificat de capacité en droit, aux aspirants à ce certificat en cours d'études au 12 mai 1909 ;

3° Pendant un délai de deux ans à partir de leur réception à la licence, aux licenciés ès sciences qui veulent entreprendre soit les études médicales, soit les études pharmaceutiques et qui ont obtenu, antérieurement à la promulgation dudit décret, la dispense du baccalauréat en vue de la licence ès sciences.

Art. 2. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

Circulaire relative à la constitution des jurys du Baccalauréat.

8 Mars 1910

Plusieurs membres du Conseil supérieur de l'Instruction publique ont émis le vœu que :

« Les professeurs du premier cycle (c'est-à-dire de la sixième à la troisième) agrégés ou docteurs, soient appelés à faire partie des jurys du baccalauréat au même titre que les professeurs du deuxième cycle (c'est-à-dire de la seconde à la philosophie) et qu'on leur confie l'examen des matières de leur compétence à l'exclusion de toute autre. »

Conformément au règlement, ce vœu a été soumis à la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, et la Section permanente,

Se référant à l'article 3 du décret du 31 mai 1902 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire, lequel est ainsi conçu :

« Les jurys d'examens sont composés : 1° de membres de la Faculté des Lettres et de la Faculté des Sciences ; 2° de professeurs en exercice ou honoraires de l'Enseignement secondaire public, agrégés ou docteurs, désignés par le Ministre de l'Instruction publique » ;

Constatant que ces dispositions ne prescrivent aucune exclusion et que, par conséquent, il appartient aux Recteurs, qui voient les professeurs à l'œuvre, d'adresser au Ministre, en vue de la constitution des jurys du baccalauréat, les propositions les plus conformes aux intérêts généraux,

A émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir favorablement cette proposition.

Cet avis, que j'ai cru devoir adopter et dont il a été donné lecture au Conseil supérieur de l'Instruction publique dans sa séance du 18 décembre 1909 (voir Bulletin du 5 février 1910, n° 1914) rend caduques les dispositions contraires de la circulaire du 28 mars 1905.

Je vous ferai toutefois observer que, de l'avis même de la Section permanente, vos propositions pour la constitution des jurys du baccalauréat doivent être les plus conformes aux intérêts généraux.

Décret relatif aux sanctions des anciens Baccalauréats.

28 Avril 1910

.....
Après avis du Comité consultatif de l'enseignement public (1^{re} section) :

Article premier. — Sont admis pour l'inscription dans les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, en vue des grades ou titres conférés par l'Etat, les diplômés de bachelier délivrés sous le régime antérieur au régime établi par le décret du 31 mai 1902 sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire (baccalauréat ès sciences complet, baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial, baccalauréat de l'enseignement secondaire classique, baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne).

Art. 2. — Sont et demeurent abrogées les dispositions contraires à celles du présent décret.

Décret admettant des équivalences du Baccalauréat pour l'inscription dans les Facultés de Droit en vue de la Licence.

28 Avril 1910

.....
Après avis de la Commission du droit du Comité consultatif de l'enseignement public,

Article premier. — Est admis pour l'inscription dans les Facultés de Droit, en vue de la licence, en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire, le titre d'ancien élève d'une des Ecoles du Gouvernement ci-après désignées :

Ecole Polytechnique ; Ecole de Saint-Cyr ; Ecole navale ; Ecole centrale des arts et manufactures ; Institut agronomique.

Décret admettant des équivalences du Baccalauréat pour l'inscription dans les Facultés des Sciences en vue de la Licence.

28 Avril 1910

.....
Après avis de la Commission des sciences du Comité consultatif de l'enseignement public,

Décète :

Article premier. — Sont admis pour l'inscription dans les Facultés des Sciences, en vue des certificats d'études supérieures de sciences (licence), en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire :

1° Le certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (sciences) ;

2° Le certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'enseignement secondaire ;

3° Le certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles normales et dans les Ecoles primaires supérieures (sciences) ;

4° Le certificat d'études physiques, chimiques, naturelles (P. C. N.) obtenu avec 80 points ;

5° Le titre d'ancien élève d'une des Ecoles du Gouvernement ci-après désignées :

Ecole Polytechnique ; Ecole navale ; Ecole de Saint-Cyr ; Ecole central des arts et manufactures ; Ecole des mines de Paris ; Ecole des mines de Saint-Etienne ; Ecole des ponts et chaussées ; Ecole supérieure des postes et des télégraphes (deuxième section) ; Institut agronomique ;

6° Le grade de contrôleur des mines ;

7° Le grade de conducteur des ponts et chaussées.

**Décret admettant des équivalences pour l'inscription
dans les Facultés des Lettres en vue de la Licence.**

28 Avril 1910

.....
Après avis de la Commission des lettres du Comité Consultatif de l'enseignement public,

Décète :

Article premier. — Sont admis pour l'inscription dans les Facultés des Lettres en vue de la licence, en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire :

1° Le diplôme de l'Ecole des hautes études (section des sciences historiques et philologiques et section des sciences religieuses) ;

2° Le diplôme de l'Ecole des langues orientales vivantes ;

3° Le certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (lettres) ;

4° Le certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes dans les lycées et collèges ;

5° Le certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles normales et dans les Ecoles primaires supérieures (lettres) ;

6° Le certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'enseignement secondaire ;

7° Le titre d'ancien élève d'une des Ecoles du Gouvernement ci-après désignées :

Ecole polytechnique ;

Ecole navale ;

Ecole de Saint-Cyr.

**Circulaire pour l'interprétation des décrets du 28 avril 1910,
admettant un certain nombre de titres en équivalence du baccalauréat.**

22 Juillet 1910

J'ai été consulté sur la question de savoir si les décrets, en date du 28 avril 1910, qui ont admis un certain nombre de titres en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire pour l'inscription en vue de la licence dans les Facultés de Droit, des Sciences et des Lettres, permettaient à ceux qui en sont pourvus de s'inscrire directement sans en avoir obtenu, comme par le passé, l'autorisation du Ministre.

Cette autorisation demeure toujours nécessaire, les décrets en question n'ayant pas abrogé les dispositions du règlement du 10 octobre 1810, relatif aux sanctions des anciens baccalauréats.

Ces observations visent également les étudiants désireux de bénéficier des dispositions du décret du 28 avril 1910, relatif aux sanctions des anciens baccalauréats.

Je vous serais obligé de donner des instructions en ce sens à MM. les doyens et directeurs d'Ecoles d'enseignement supérieur de votre ressort et d'en assurer l'exécution.

Rapport et décret instituant à la Nouvelle-Calédonie un brevet de capacité correspondant aux différentes séries du baccalauréat de l'enseignement secondaire de la Métropole.

31 Juillet 1910

1° RAPPORT

Un arrêté du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, en date du 6 décembre 1881, a créé le collège de Nouméa. Réorganisé par arrêté local du 15 septembre 1904, cet établissement comprend une section d'enseignement secondaire et une section d'enseignement professionnel ; l'un et l'autre aboutissent à un examen de fin d'études permettant d'obtenir un diplôme dont il est tenu compte pour l'admission dans les divers services locaux.

Le certificat de fin d'études délivré au collège de Nouméa a répondu pendant longtemps aux besoins de la colonie.

Il n'en est plus de même aujourd'hui.

En effet, un grand nombre de familles ont exprimé le désir de voir sanctionner les études faites au collège de Nouméa par un brevet de capacité correspondant au baccalauréat de l'enseignement secondaire et susceptible d'être échangé contre le diplôme de bachelier délivré en France, ainsi que cela se pratique à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et dans les Etablissements français de l'Inde.

Se faisant l'écho des vœux de la population, l'administration locale et le Conseil général de la Nouvelle-Calédonie ont demandé que cette réforme soit réalisée le plus tôt possible.

Dans ce but, j'ai fait préparer le projet de décret ci-joint que, d'accord avec le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

.....

2° DECRET

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 12 décembre 1874, sur le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et dépendances ;

Vu la législation métropolitaine sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire,

Article premier. — Il est institué, dans la colonie de la Nouvelle-Calédonie un brevet de capacité correspondant aux différentes séries du baccalauréat de l'enseignement secondaire de la métropole.

Art. 2. — Les jurys chargés d'examiner les candidats au brevet de capacité et de leur délivrer le certificat d'aptitude dont les effets sont déterminés par l'article 6 ci-après, sont désignés par le Gouverneur et choisis sur une liste de huit membres nommés chaque année par ce haut fonctionnaire et pris parmi :

Les magistrats ;

Les fonctionnaires civils ou militaires et les professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement public pourvus d'une licence ès lettres ou ès sciences, du doctorat en médecine, du diplôme de pharmacien de 1^{re} classe, ou anciens élèves diplômés d'une Ecole supérieure du Gouvernement.

Art. 3. — Le Gouverneur fixe chaque année la date d'ouverture des deux sessions d'examen, la première à la clôture, la deuxième à l'ouverture de l'année scolaire, c'est-à-dire dans le courant du mois de décembre pour la première session et dans le courant du mois de mars pour la deuxième session.

Art. 4. — Les jurys pour les diverses séries des épreuves du brevet de capacité comprennent un nombre de membres égal à celui prévu en France pour les épreuves correspondantes au baccalauréat de l'enseignement secondaire. Les présidents des jurys sont désignés par le Gouverneur.

Chaque jury désigne celui de ses membres qui remplira les fonctions de secrétaire.

Il ne peut y avoir par jury plus de deux membres professeurs.

Les jurys pourront s'adjoindre, lorsqu'il y aura lieu, des examinateurs spéciaux pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

Art. 5. — Les matières et les formes de l'examen, ainsi que les conditions d'âge, sont les mêmes que celles adoptées en France pour le baccalauréat.

Les plis cachetés renfermant les sujets des compositions écrites sont adressés par le Ministre au Gouverneur et ouvertes en présence des candidats.

Des dispenses de conditions d'âge peuvent être accordées par le Ministre des Colonies dans les mêmes conditions que dans la métropole.

Art. 6. — Les certificats d'aptitude sont transmis par les présidents des jurys au fonctionnaire chargé du Service de l'Instruction publique pour recevoir, s'il y a lieu, son visa.

Les présidents des jurys adressent également à ce fonctionnaire les procès-verbaux des examens, lesquels doivent être signés par tous les membres des jurys, ainsi qu'un rapport sur la force relative des épreuves. Ils y joignent les compositions faites par chaque candidat, corrigées et annotées par les membres du jury.

Le fonctionnaire chargé du Service de l'Instruction publique fait parvenir ces différentes pièces au Gouverneur avec ses observations.

Art. 7. — Dans les cas où il croit devoir refuser son visa aux certificats pour cause de vice de forme dans l'examen, le fonctionnaire chargé du Service de l'Instruction publique expose les faits dans un rapport spécial au Gouverneur.

Art. 8. — Les brevets sont délivrés par le Gouverneur. Ils sont contresignés par le fonctionnaire chargé du Service de l'Instruction publique. La remise des brevets n'entraîne aucun frais.

Art. 9. — Les étudiants pourvus de la première ou de la deuxième partie du brevet de capacité correspondant à l'un des baccalauréats de l'enseignement secondaire, peuvent être admis, sur leur demande et l'avis des Facultés compétentes, à échanger contre le certificat d'aptitude à la première partie du baccalauréat ou contre le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, sous la condition d'acquitter, au compte du Trésor public, les droits exigés en France des candidats aux mêmes titres, et de justifier, en outre, qu'à l'époque où ils se sont présentés devant le jury d'examen colonial, ils résidaient depuis un an au moins en Nouvelle-Calédonie ou qu'ils ont obtenu du Ministre des Colonies, la dispense de cette obligation de résidence.

La demande devra être accompagnée des pièces suivantes :

1° L'extrait d'acte de naissance ;

2° Le certificat de l'autorité administrative locale constatant que le postulant résidait depuis un an au moins dans la colonie lorsqu'il s'est présenté à l'examen ou qu'il a été exceptionnellement dispensé de cette obligation ;

3° Les compositions écrites ;

4° Le livret scolaire, s'il en a été produit un aux examens ;

5° Le certificat d'aptitude au brevet de capacité délivré dans la colonie ;

Le récépissé constatant que l'étudiant a versé dans la colonie les droits d'échange et que ces droits ont bien été encaissés par le comptable au compte « Divers L/C versement en échange de mandats sur le Trésor ».

Art. 10. — En cas de refus du diplôme, les Facultés décideront si les épreuves nouvelles à subir par les intéressés auront lieu en France ou dans la colonie. Les Facultés compétentes conservent dans ce dernier cas leur droit de contrôle.

Art. 11. — Les élèves porteurs du brevet de capacité peuvent prendre les quatre premières inscriptions près les Universités avant

d'avoir régularisé leur position par l'obtention du diplôme de bachelier.

Art. 12. — Le Ministre des Colonies et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux Journaux officiels de la métropole et de la Nouvelle-Calédonie et inséré au Bulletin des lois, ainsi qu'aux Bulletins Officiels des Ministères des Colonies et de l'Instruction publique.

**Décret modifiant le décret du 28 avril 1910 relatif
aux équivalences du Baccalauréat en vue de la Licence ès Sciences.**

16 Juillet 1911

.....
Après avis de la Commission des sciences du Comité consultatif de l'enseignement public,

Décète :

Article premier. — Le paragraphe 4 de l'article premier du décret du 28 avril 1910, admettant des équivalences du baccalauréat pour l'inscription dans les Facultés des Sciences en vue de la licence, est modifié ainsi qu'il suit :

.....
4° Le certificat d'études physiques, chimiques et naturelles (P. C. N.), obtenu avec 66 points.
.....

Arrêté instituant un examen pour les étudiants étrangers non pourvus de diplômes, brevets ou certificats d'enseignement secondaire.

5 Janvier 1912

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu l'avis de la Commission nommée par arrêté du 20 octobre 1911,

Arrête :

Article premier. — Il est institué un examen spécial pour les étudiants de nationalité étrangère originaires de pays où l'enseignement secondaire n'est pas organisé de façon équivalente à l'enseignement secondaire français et qui demandent à s'inscrire dans les Facultés ou Ecoles d'enseignement supérieur.

Pourront être autorisés, après avis de la Commission nommée par l'arrêté des 20 octobre 1911, à se présenter à cet examen, les étudiants étrangers, originaires des autres pays, qui ne justifient pas de diplômes, brevets ou certificats sanctionnant des études secondaires complètes et régulières.

Les étudiants visés aux paragraphes précédents ne pourront être admis à prendre inscription avec équivalence ou dispense du baccalauréat que s'ils ont satisfait à cet examen.

Art. 2. — L'examen comprend :

1° Une épreuve écrite commune à tous les candidats ;

3° Une épreuve orale commune à tous les candidats ;

3° Une épreuve orale spéciale suivant la nature des études que veut entreprendre le candidat.

Art. 3. — Les épreuves sont déterminées ainsi qu'il suit :

Epreuve écrite.

Traduction en français d'un texte écrit dans la langue du pays d'origine du candidat (durée : trois heures). L'usage d'un dictionnaire est autorisé.

Epreuves orales.

1° Epreuve commune à tous les candidats :

Lecture d'un texte français facile et conversation à propos de ce texte.

2° Epreuve spéciale :

a) Pour les candidats qui postulent la licence en droit ou la licence ès lettres :

Interrogations sur l'histoire et la civilisation du pays d'origine du candidat ;

b) Pour les candidats qui postulent soit la licence ès sciences, soit le doctorat universitaire (mention médecine), soit le diplôme universitaire de pharmacien, soit le diplôme universitaire de chirurgien-dentiste :

Interrogation sur les mathématiques, les sciences physiques et les sciences naturelles, d'après le programme annexé au présent arrêté. Les épreuves orales sont publiques. Leur durée est en moyenne de trois quarts d'heure pour chaque candidat.

Art. 4. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20. Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

Epreuve écrite	2
Epreuve orale commune	1
Epreuve orale spéciale	1

Pour être admis à subir les épreuves orales, le candidat doit avoir obtenu pour l'épreuve écrite au moins la note 8.

L'équivalence ou la dispense prévue à l'article premier est refusée à tout candidat qui n'a pas obtenu un minimum de 40 points pour l'ensemble des épreuves.

Art. 5. — L'épreuve écrite est jugée par un jury nommé par le Ministre.

Les épreuves orales sont subies devant des jurys nommés par le Ministre au siège de chaque Université.

Les examens ont lieu, chaque année, en deux sessions, l'une dans la seconde quinzaine de mai, l'autre dans la seconde quinzaine d'octobre.

Les dates des sessions sont fixées par le Ministre. Le registre d'inscription est ouvert pendant quinze jours ; il est clos douze jours avant la date d'ouverture de la session.

Une session exceptionnelle aura lieu en février 1912.

Art. 6. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Le candidat ajourné ne peut se présenter dans le cours de la même session.

Art. 7. — Pour s'inscrire à l'examen, tout candidat doit déposer ou faire déposer dans les délais réglementaires, au Secrétariat de l'Académie :

1° Une pièce officielle constatant la date de sa naissance, dûment légalisée et accompagnée d'une traduction faite par un traducteur-juré ;

2° Une demande écrite en entier de sa main, signée de ses noms et prénoms ;

3° Le récépissé de déclaration de résidence, prescrit par l'article premier du décret du 2 octobre 1888 relatif au séjour des étrangers en France ;

4° Un certificat de bonne vie et mœurs, délivré par un des représentants du pays d'origine du candidat, accrédités en France.

Art. 8. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe sur un registre spécial visé et paraphé par le Secrétaire de l'Académie une déclaration conforme au modèle annexé (1). Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande du candidat.

Les candidats sont prévenus que l'apposition d'une signature fausse,

(1) Je soussigné (nom et prénoms), né à _____, le (jour, mois, an),
candidat à l'examen institué par l'arrêté du _____, déclare ne m'être
pas inscrit ou fait inscrire dans une autre Université pour subir le même examen
pendant la présente session.

A

, le

191

(signature du candidat.)

toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'exclusion à toujours de l'examen.

Art. 9. — Les candidats ne peuvent avoir, pendant l'examen, aucune communication avec le dehors ou entre eux, sous peine d'exclusion. Il leur est interdit d'apporter aucun papier, aucun cahier, aucune note, aucun livre autre que le dictionnaire autorisé.

Ils ne peuvent faire usage que des feuilles de papier qui leur sont remises.

Art. 10. — Les registres des procès-verbaux sont tenus par le secrétaire de l'Académie.

**Décret rapportant le décret du 12 mai 1909
relatif aux aspirants aux grades ou titres établis par l'Etat.**

20 Juin 1912

Article premier. — Le décret du 12 mai 1909, relatif aux aspirants aux grades ou titres établis par l'Etat, est rapporté.

Art. 2. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

**Décret relatif aux dispenses du Baccalauréat en vue de la Licence
dans les Facultés de Droit, les Facultés des Sciences, les
Facultés des Lettres.**

22 Juillet 1912

Article premier. — Sont admis à s'inscrire en vue de la licence, avec dispense du baccalauréat, dans les Facultés de Droit, les Facultés des Sciences, les Facultés des Lettres, les candidats de nationalité française qui justifient d'un des titres ou grades suivants :

FACULTÉ DE DROIT.

Titre d'ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole de Saint-Cyr, de l'Ecole navale, de l'Ecole centrale des Arts et Manufactures, de l'Institut agronomique, de l'Ecole des mines de Paris, de l'Ecole des ponts et chaussées ;

Licence ès sciences obtenues avec dispense du baccalauréat ;

Diplôme de l'Ecole des hautes études (Section des sciences historiques et philosophiques et Section des sciences religieuses) ;

Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (lettres) ;

Certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes dans les lycées et collèges ;

Certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'enseignement secondaire ;

Certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles normales et dans les Ecoles primaires supérieures (lettres) ;

Certificat d'aptitude à l'Inspection primaire et à la Direction des Ecoles normales.

FACULTÉ DES SCIENCES.

Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (sciences) ;

Certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'enseignement secondaire ;

Certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles normales et dans les Ecoles primaires supérieures (sciences et sciences appliquées).

Le certificat d'études physiques, chimiques et naturelles obtenu avec 70 points par les candidats pourvus du brevet supérieur de l'enseignement primaire ou du diplôme de fin d'études de l'enseignement secondaire des jeunes filles ;

Titre d'ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole navale, de l'Ecole de Saint-Cyr, de l'Ecole centrale des arts et manufactures, de l'Ecole des mines de Paris, de l'Ecole des mines de Saint-Etienne, de l'Ecole des ponts et chaussées, de l'Ecole supérieure des postes et des télégraphes (deuxième section), de l'Institut agronomique.

Grade de conducteur des mines ;

Grade de conducteur des ponts et chaussées.

FACULTÉ DES LETTRES.

Diplôme de l'Ecole des hautes études (Section des sciences historiques et philologiques et Section des sciences religieuses) ;

Diplôme de l'Ecole des langues orientales vivantes ;

Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (lettres) ;

Certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes dans les lycées et collèges ;

Certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'enseignement secondaire ;

Certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles normales et dans les Ecoles primaires supérieures (lettres) ;

Certificat d'aptitude à l'inspection primaire et à la direction des Ecoles normales ;

Titre d'ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole navale, de l'Ecole de Saint-Cyr.

Art. 2. — Il n'est rien modifié aux règlements qui déterminent l'inscription des étudiants de nationalité française dans les Facultés de Médecine et dans les Ecoles supérieures de pharmacie.

Art. 3. — Aucune dispense ne sera accordée en dehors des cas ci-dessus spécifiés.

Art. 4. — Les étudiants de nationalité étrangère continueront d'être admis dans les Universités françaises après déclaration, dans les conditions déterminées par le Ministre de l'Instruction publique, de l'équivalence des titres produits par eux avec les titres français.

Art. 5. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

Décret relatif aux sanctions des anciens Baccalauréats.

22 Juillet 1912

Article premier. — Sont admis pour l'inscription dans les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, en vue des grades ou titres conférés par l'Etat, les diplômes de bachelier délivrés sous le régime antérieur au régime établi par le décret du 31 mai 1902 sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire (baccalauréat ès sciences complet, baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial, baccalauréat de l'enseignement secondaire moderne).

Art. 2. Sont et demeurent abrogées les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

Arrêté relatif aux demandes d'équivalences formées par les étudiants étrangers.

22 Juillet 1912

Article premier. — Les étudiants de nationalité étrangère qui veulent faire dans les Universités françaises des études en vue de la licence ou du doctorat en droit, de la licence ès sciences ou de la licence ès lettres, du doctorat universitaire mention « médecine » ou du diplôme universitaire de pharmacien, doivent produire en original les diplômes, brevets ou certificats délivrés par les Universités, ou établissements où ils ont accompli leurs études et subi des examens. Ces documents, accom-

pagnés de la traduction d'un traducteur juré, seront visés et certifiés véritables soit par le Consul général de France dans le pays dont ils proviennent, soit par un des représentants du pays d'origine du candidat, accrédités en France.

Le Comité consultatif de l'enseignement public (1^{re} section) après avis motivé de la Faculté ou Ecole intéressée, apprécie si ces diplômes, brevets ou certificats peuvent être déclarés équivalents au baccalauréat de l'enseignement secondaire ou au diplôme de licencié en droit.

Art. 2. — Il n'est point dérogé aux conventions internationales relatives aux étudiants français résidant à l'étranger et aux étudiants originaires de Roumanie.

Ne sont point modifiées les règles suivies jusqu'ici à l'égard des étudiants originaires de l'île Maurice, des étudiants inscrits à l'Ecole française de droit du Caire et à la Faculté française libre de Médecine de Beyrouth.

Avis du Comité du Contentieux du Ministère de l'Instruction Publique pour l'interprétation du décret du 22 juillet 1912 relatif aux dispenses du baccalauréat.

12 Novembre 1912

Le Comité du Contentieux,

Considérant qu'un décret du 12 mai 1909 rappelle que l'inscription dans les Facultés est subordonnée à l'obtention préalable de certains diplômes ou certificats et ajoute qu'aucune dispense ne sera désormais accordée ;

Considérant qu'aux dates des 2 novembre 1909 et 2 novembre 1910, des exceptions ont atténué l'interdiction précitée et qu'il a été permis désormais d'accorder des dispenses aux candidats qui auraient, antérieurement au décret du 12 mai 1909, commencé leurs études soit en vue du certificat de capacité en droit, soit en vue de la licence ès sciences après dispense de baccalauréat ès sciences, pourvu que la demande de dispense fût formulée dans un délai de deux ans ;

Considérant d'ailleurs que les bénéficiaires de ces dispositions transitoires obtenaient ainsi non pas la faculté d'exiger les dispenses, mais le pouvoir de les demander avec chance de les obtenir ;

Considérant qu'à la date du 20 juin 1912, le décret du 12 mai 1909 a été rapporté purement et simplement, qu'il en est ainsi résulté la suppression de toute entrave à l'obtention des dispenses, que dès lors les décrets qui ne levaient ces entraves que dans les cas exceptionnels sont devenus sans objet ; qu'il y a lieu de les considérer comme abrogés avec le décret du 12 mai 1909, dont ils avaient pour objet exclusif de réduire la portée ;

Considérant qu'à la date du 22 juillet 1912, un nouveau décret, pris après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique vient régler à nouveau toute la matière ; qu'il détermine *quels diplômes seront considérés comme équivalents à ceux qu'on exige normalement à l'entrée des Facultés* ; qu'il n'y mentionne pas, comme justifiant une dispense, les cas particuliers dont s'étaient occupés les décrets transitoires du 2 novembre 1909 et du 2 novembre 1910 ; qu'il décide au contraire qu'en dehors des équivalences admises aucune dispense ne sera accordée, qu'il déclare enfin abroger toutes dispositions contraires, ce qui implique l'abrogation des décrets de novembre 1909 et 1910 ;

Considérant qu'il n'est pas possible de soutenir que cette disposition fort sage porte atteinte à un droit acquis ; qu'en effet nul ne peut prétendre qu'il tenait des décrets précédents le droit de s'inscrire dans les Facultés sans justifier de l'obtention des grades nécessaires ;

Par ces motifs, émet l'avis que le décret du 22 juillet 1912 doit seul être observé et qu'aucune prétention ne peut être fondée sur les dispositions abrogées explicitement ou implicitement, qui étaient contenues dans les décrets antérieurs.

**Rapport suivi d'un décret portant création à Madagascar
d'un brevet de capacité correspondant au baccalauréat.**

5 Décembre 1912

1° RAPPORT

Le Collège de Tananarive créé en 1908 s'est développé, depuis sa fondation, d'une façon régulière et progressive. Le nombre des élèves qui suivent ses classes a dépassé la centaine et celui des inscrits était, à la fin de la dernière année scolaire, supérieur à 130 ; tous appartiennent à la population européenne ou assimilée.

Il manque actuellement pour sanctionner les efforts des élèves, le couronnement des études secondaires, le baccalauréat.

Les candidats à cet examen sont obligés de se rendre à Saint-Denis (Réunion), à plus de 700 kilomètres de la côte Est. Les familles demandent l'institution d'un brevet de capacité, correspondant au baccalauréat, épreuve qui serait subie sur place. Il paraît très naturel de donner aux élèves du collège de Tananarive les mêmes avantages sur ce point que ceux dont bénéficient les élèves des établissements d'enseignement secondaire des autres colonies, tels que les lycées de la Réunion, de la Martinique, les collèges de Pondichéry, de Nouméa, etc.

Toutes garanties ont été prises pour que les jeunes gens titulaires de ce brevet de capacité puissent, s'ils le désirent, régulièrement l'échanger dans la métropole contre le diplôme de bachelier.

2° DECRET

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 6 août 1896 ayant annexé Madagascar à la France ;

Vu les décrets des 11 décembre 1891 et 30 juillet 1897 fixant les pouvoirs du Gouverneur général ;

Vu la législation métropolitaine sur le baccalauréat de l'enseignement secondaire ;

Sur le rapport du Ministre des colonies et du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Article premier. — Il est institué, dans la colonie de Madagascar, un brevet de capacité correspondant aux différentes séries du baccalauréat de l'enseignement secondaire de la métropole.

Art. 2. — Les jurys chargés d'examiner les candidats au brevet de capacité et de leur délivrer le certificat d'aptitude, dont les effets sont déterminés par l'article 6 ci-après, sont choisis par le Gouverneur Général sur une liste de huit membres pris, chaque année, parmi les professeurs titulaires du collège, les magistrats et les fonctionnaires civils ou militaires pourvus d'une licence ès lettres ou ès sciences, du doctorat en médecine ou du diplôme de pharmacien de première classe, ou anciens élèves diplômés de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole militaire de Saint-Cyr, de l'Ecole Centrale, ou d'une Ecole supérieure du Gouvernement, pour lesquelles un baccalauréat de l'enseignement secondaire est exigé à l'examen d'entrée.

Art. 3. — Le Gouverneur général fixe chaque année la date d'ouverture des deux sessions d'examen, la première à la clôture, la deuxième au commencement de l'année scolaire.

Art. 4. — Les jurys pour les diverses séries des épreuves du brevet de capacité comprennent un nombre de membres égal à celui prévu en France pour les épreuves correspondantes au baccalauréat de l'enseignement secondaire. Les président du jury sont désignés par le Gouverneur général. Chaque jury désigne celui de ses membres qui remplira les fonctions de secrétaire. Il ne peut y avoir par jury plus de deux membres professeurs. Les jurys pourront s'adjoindre, s'il y a lieu, des examinateurs spéciaux pour les épreuves relatives aux langues vivantes.

Art. 5. — Les matières et les formes de l'examen, ainsi que les conditions d'âge, sont les mêmes que celles adoptées en France pour le baccalauréat. Toutefois, les candidats pourront être autorisés à se faire interroger, à titre de langue facultative, sur la langue malgache. Les

plis cachetés renfermant les sujets de compositions écrites sont adressés par le Ministre au Gouverneur général et ouverts en présence des candidats. Des dispenses de conditions d'âge peuvent être accordées par le Ministre des Colonies dans les mêmes conditions que dans la métropole.

Art. 6. — Les certificats d'aptitude sont transmis par les présidents des jurys au chef du Service de l'enseignement pour recevoir, s'il y a lieu, son visa. Les présidents des jurys adressent également à ce fonctionnaire les procès-verbaux des examens, lesquels doivent être signés par tous les membres du jury, ainsi qu'un rapport sur la force relative des épreuves. Ils y joignent les compositions faites par chaque candidat, corrigées et annotées par les membres des jurys.

Le chef du Service de l'enseignement fait parvenir ces différentes pièces au Gouverneur général avec ses observations.

Art. 7. — Dans le cas où il croit devoir refuser son visa aux certificats pour cause de vice de forme dans l'examen, le chef du Service de l'enseignement expose les faits dans un rapport spécial au Gouverneur général. Celui-ci décide, d'accord avec ce fonctionnaire, si l'ensemble des épreuves, au cours desquelles un vice de forme a été constaté, doivent être recommencées. En cas de désaccord, le Ministre des Colonies statue, et les sujets de composition sont envoyés dans les conditions fixées à l'article 5. Tout examen entaché de fraude ou de tentative de fraude doit être déclaré nul. En cas de flagrant délit, la nullité est prononcée par le jury.

Art. 8. — Les fonctions attribuées par le présent décret au chef du Service de l'enseignement sont remplies, en cas d'absence, d'empêchement ou de congé par le fonctionnaire appelé à le remplacer.

Art. 9. — Les brevets sont délivrés par le Gouverneur général. Ils sont contresignés par le chef du Service de l'enseignement. Leur remise n'entraîne aucun frais.

Art. 10. — Les étudiants pourvus de la première ou de la deuxième partie du brevet de capacité correspondant à l'un des baccalauréats de l'enseignement secondaire peuvent être admis, sur leur demande et l'avis des Facultés compétentes, à l'échanger contre le certificat d'aptitude à la première partie du baccalauréat ou contre le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, sous la condition d'acquitter, au compte du trésor public, les droits exigés en France des candidats au même titre, et de justifier, en outre, qu'à l'époque où ils se sont présentés devant le jury d'examen colonial ils résidaient depuis un an au moins à Madagascar, ou qu'ils sont fils de fonctionnaires en exercice à Madagascar à l'époque de l'examen, ou qu'ils ont obtenu du Ministre de l'Instruction publique, sur l'avis du Ministre des Colonies, la dispense de cette obligation de résidence.

La demande devra être accompagnée des pièces suivantes :

1° L'extrait de l'acte de naissance ;

2° Le certificat de l'autorité administrative locale constatant que le postulant résidait depuis un an au moins dans la colonie, lorsqu'il s'est présenté à l'examen, ou que son père est fonctionnaire en exercice à Madagascar à l'époque de l'examen ou qu'il a été exceptionnellement dispensé de cette obligation ;

3° Les compositions écrites ;

4° Le livret scolaire, s'il en a été produit un aux examens ;

5° Le certificat d'aptitude au brevet de capacité délivré dans la colonie ;

6° Le récépissé constatant que l'étudiant a versé dans la colonie les droits d'échange et que ces droits ont bien été encaissés par le comptable au compte « divers, L/C versement » en échange de mandats sur le Trésor.

Art. 11. — Si les Facultés compétentes jugent, vu l'insuffisance des épreuves, qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'échange, le candidat devra, s'il veut obtenir le diplôme de bachelier, se présenter aux épreuves du baccalauréat dans la métropole aux conditions déterminées par les règlements en vigueur.

Art. 12. — Les élèves porteurs du brevet de capacité peuvent prendre les quatre premières inscriptions près les Universités avant d'avoir régularisé leur position par l'obtention du diplôme de bachelier.

Art. 13. — Le ministre des Colonies et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux journaux officiels de la métropole et de la colonie et inséré au Bulletin des Lois ainsi qu'aux bulletins officiels des deux Ministères intéressés.

Circulaire relative aux programmes d'enseignement scientifique des Lycées et Collèges de garçons et aux candidats au baccalauréat.

6 Décembre 1912

Ma circulaire du 23 mai dernier a eu pour objet de fixer la portée des modifications récemment introduites dans les programmes d'enseignement scientifique des lycées et collèges de garçons.

Depuis lors, il a été demandé de divers côtés quelle interprétation exacte comportait le texte de l'article 2, paragraphe 2, de l'arrêté du 4 mai 1912, concernant spécialement les candidats au baccalauréat.

En vue de répondre à ces questions, je crois utile de vous faire parvenir les instructions suivantes :

En premier lieu, il convient de donner au mot « interrogés » son sens le plus large, c'est-à-dire d'admettre qu'il s'applique aux candidats aussi bien pour les sujets de compositions écrites qu'ils ont à traiter que pour les questions orales.

D'autre part, les candidats ne devront pas être interrogés sur les matières ajoutées aux programmes, et ceux-ci se trouveront par suite réduits, pour l'année scolaire 1912-1913, aux parties qui sont *communes aux anciens et aux nouveaux programmes*.

Enfin, le régime transitoire prévu pour la session du mois de juillet 1913 devra s'étendre même à celle du mois d'octobre de la même année.

Je vous prie de vouloir bien communiquer ces dispositions à M. le Doyen de la Faculté des Sciences et à MM. les Chefs d'établissements secondaires de votre ressort.

Décret ajoutant des dispositions transitoires au décret du 22 juillet 1912 relatif aux dispenses du Baccalauréat.

26 Février 1913

Article premier. — Par mesure transitoire, sont admis à s'inscrire en vue de la licence, avec dispense du baccalauréat :

a) Dans les Facultés de Droit :

1° Pendant un délai de deux ans à partir de leur réception au certificat de capacité en droit, les aspirants à ce certificat en cours d'études au 12 mai 1909 ;

2° Pendant un délai de deux ans à partir de leur réception au brevet de capacité pour le baccalauréat et au brevet de capacité pour la licence, les élèves des Ecoles de droit de Pondichéry et de Fort de France aspirants à ces brevets en cours d'études au 12 mai 1909 ;

b) Dans les Facultés des Sciences :

Les candidats au certificat d'études physiques, chimiques, naturelles qui, dans la session de juillet 1912 ou dans une session antérieure, ont obtenu ce certificat avec 66 points.

Circulaire relative aux compositions de Mathématiques et de Physique au Baccalauréat (1^{re} partie, série C et série D).

16 Mai 1913

Aux termes de l'arrêté du 31 mai 1902 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire, la composition de mathématiques et la composition de physique pour le baccalauréat (1^{re} partie : série latin-sciences et série sciences-langues vivantes) sont réunies en une seule séance d'une durée de quatre heures.

Or, à plusieurs reprises, la question s'est posée de savoir s'il n'y aurait pas avantage pour les candidats à séparer ces compositions par un intervalle de temps.

MM. Buguet et Huard, membres du Conseil supérieur de l'Instruction publique, ont même émis le vœu que :

« Désormais les compositions de mathématiques et de physique du baccalauréat de première C et D soient faites distinctement, en deux séances de deux heures chacune, séparées par un long repos. Par exemple : l'une se ferait le matin, l'autre le soir. »

La Section permanente du Conseil supérieur, appelée, conformément au règlement, à donner son avis, n'a pas cru devoir demander l'adoption de la proposition telle qu'elle était formulée, jugeant qu'elle entraînerait de sérieuses difficultés d'organisation tant au point de vue de la surveillance qu'au point de vue de la durée de l'examen. Mais la Section a été d'avis que, dans l'intérêt des candidats, il y avait lieu de rechercher les moyens de tenir compte des desiderata exprimés.

Après examen de la question, j'ai décidé de fixer à deux heures la durée de chacune des deux compositions de mathématiques et de physique en les séparant par une suspension d'un quart d'heure pendant laquelle sera distribué le sujet de la deuxième composition. La composition de mathématiques sera faite la première.

Cette décision aura son effet à partir de la prochaine session de juillet.

Je vous prie de la notifier à MM. les Doyens des Facultés intéressées ainsi qu'à MM. les Chefs d'établissements d'enseignement secondaire de votre ressort académique.

Vous voudrez bien veiller à son exécution.

Décret relatif aux coefficients des épreuves de la deuxième partie du Baccalauréat de l'enseignement secondaire (Mention : Mathématiques).

12 Juillet 1913

Article premier. — Les dispositions de l'article 20 du décret du 31 mai 1902 relatif au baccalauréat de l'Enseignement secondaire sont modifiées ainsi qu'il suit :

Art. 20. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20.

Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

.....

II. — MATHÉMATIQUES.

Epreuves écrites :

Composition de mathématiques	3
Composition de sciences physiques.....	3
Dissertation philosophique	2

Epreuves orales :

Interrogation sur les mathématiques	4
Interrogation sur la physique et la chimie	3
Interrogation sur les sciences naturelles et l'hygiène	1
Interrogation sur la philosophie	2
Interrogation sur l'histoire contemporaine	2
Interrogation sur la géographie	1

Art. 2. — Les dispositions du présent décret seront mises à exécution à partir de la session de juillet 1914.

Arrêté portant création d'une Commission pour examiner un projet modifiant la date de la session de juillet des différents Baccalauréats.

27 Octobre 1913

Article premier. — Il est institué une Commission en vue d'examiner la question de savoir si la session de juillet des divers baccalauréats doit avoir lieu du 14 au 31 juillet.

Art. 2. — Cette Commission est ainsi composée :

MM. Liard, vice-recteur de l'Académie de Paris, Président ;
Bayet, directeur de l'enseignement supérieur, conseiller d'Etat ;
Poincaré, directeur de l'enseignement secondaire ;
Appell, doyen de la Faculté des Sciences de l'Université de Paris ;
Croiset, doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris ;
Lefèvre, doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Lille ;
Floquet, doyen de la Faculté des Sciences de l'Université de Nancy ;
Huard, professeur au lycée Henri IV, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique ;
Moniot, professeur au lycée Janson-de-Sailly, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Arrêté portant ouverture, en Mars 1914, d'une session extraordinaire du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

12 Février 1914

Article unique. — Exceptionnellement il sera ouvert, au mois de mars 1914, dans les Facultés des Sciences et dans les Facultés des Lettres, une session de baccalauréat, première et deuxième partie.

Cette session extraordinaire est exclusivement réservée aux candidats appartenant à la classe 1913 actuellement incorporés ou ayant obtenu un sursis d'incorporation, à la condition qu'ils se soient présentés sans succès à une session précédente dudit examen.

Décret modifiant le Décret du 22 Juillet 1912 relatif aux dispenses de Baccalauréat.

3 Mars 1914

Article premier. — L'article 3 du décret du 22 juillet 1912 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 3. — Aucune dispense ne sera accordée en dehors des cas ci-dessus spécifiés. Toutefois, des équivalences de baccalauréat avec titres étrangers pourront être accordées, en vue de grades d'Etat, aux étudiants de nationalité française dont les parents sont établis à l'étranger et qui y auront fait des études d'enseignement secondaire.

« Un arrêté ministériel déterminera les conditions auxquelles pourront être concédées ces équivalences. »

Circulaire relative aux dispenses d'âge pour le Baccalauréat.

18 Mai 1914

Le décret du 19 juin 1880 dispose (article premier) que nul ne peut, sauf le cas de dispense, se présenter au baccalauréat de l'enseignement secondaire s'il n'est âgé de seize ans accomplis.

La circulaire du 3 avril 1893, qui vous rappelait, en les complétant sur certains points, les instructions des circulaires antérieures, a fixé, comme il suit, les conditions auxquelles les dispenses d'âge prévues par le décret du 19 juin 1880 pourraient être accordées :

« Afin d'éviter toute confusion de date, il est décidé que les candidats doivent avoir seize ans accomplis avant le 1^{er} juillet s'ils se présentent à la session de juillet-août et avant le 1^{er} novembre s'ils se présentent à la session d'octobre-novembre de la même année.

« Les candidats qui n'ont pas seize ans peuvent demander des dispenses : la différence entre la date de naissance et les dates qui viennent d'être indiquées établit la quotité de la dispense d'âge.

« Si celle-ci est supérieure à une année, fût-ce d'un seul jour, la demande ne peut être accueillie et ne doit pas être transmise. »

L'application rigoureuse qui a été faite jusqu'ici de ces dispositions a donné lieu de constater qu'elles pouvaient avoir comme conséquence de priver de leurs vacances des élèves particulièrement bien doués et laborieux, pour ce seul motif que leur quinzième année n'étant révolue qu'au cours de la session d'octobre (qui est en principe une session de réparation), il leur faudrait obtenir une dispense supérieure à une an-

née (ce qu'interdit la circulaire du 3 avril 1893), pour être admis à se présenter à la session de juillet.

Les situations, tout à fait dignes d'intérêt, qui m'ont été à cet égard récemment signalées, méritent d'être prises en considération. J'ai, en conséquence, décidé que des dispenses d'âge pourraient exceptionnellement être accordées, après avis du Comité consultatif de l'enseignement public, pour la session de juillet, à des candidats qui atteindront leur quinzième année, au plus tard, le 1^{er} novembre suivant, date extrême de la session d'automne.

Mais il est bien entendu, et je crois devoir insister tout spécialement sur ce point, que vous n'aurez à me transmettre, pour ces dispenses exceptionnelles de plus d'une année, que les demandes présentées par des candidats particulièrement bien doués et d'élite, qui se seront placés, au cours de leurs études secondaires régulièrement faites, très au-dessus de la moyenne des candidats au baccalauréat.

Il n'est rien modifié aux autres dispositions de la circulaire du 3 avril 1913.

Circulaire relative aux équivalences.

20 Novembre 1915

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un certain nombre d'exemplaires de deux arrêtés, en date du 16 novembre 1915 (1).

Le premier de ces arrêtés modifie les dispositions de l'arrêté du 22 juillet 1912 qui a fixé les conditions auxquelles les étudiants de nationalité étrangère, désireux de s'inscrire dans une Université française, peuvent obtenir l'équivalence avec le baccalauréat de l'enseignement secondaire des diplômes, certificats ou brevets à eux délivrés par les établissements où ils ont fait leurs études. Il leur facilite, d'une façon générale, cette inscription en abrégéant dans bien des cas, la procédure jusqu'ici suivie en matière d'équivalences du baccalauréat.

Le second arrêté a été pris pour l'exécution du décret du 3 mars 1914 relatif aux demandes d'équivalence avec le baccalauréat de l'Enseignement secondaire, présentées par des étudiants de nationalité française qui ont dû faire hors de France tout ou partie de leurs études, et qui sont munis de diplômes ou titres étrangers donnant accès, dans le pays d'origine, à l'Enseignement supérieur.

C'est à vous, Monsieur le Recteur, qu'il appartiendra désormais de prendre la décision, quand le titre présenté figurera au nombre de ceux qui seront inscrits sur la liste que je dresserai chaque année. L'équivalence sera accordée quand vous aurez constaté que le titre présenté à l'appui de la demande d'équivalence est bien authentique, qu'il figure sur cette liste, et que le dossier contient bien toutes les pièces dont la production est prescrite par l'article 2. En ce qui concerne ces pièces, vous remarquerez qu'à l'avenir il n'est plus indispensable que les traductions soient faites par un traducteur-juré de France, qu'elles peuvent l'être (et, de ce fait, les frais à la charge des étudiants que ces traductions entraînent seront diminués) par un des agents diplomatiques ou consulaires dont le visa est requis sur le titre original.

L'équivalence accordée dans les conditions ci-dessus sera valable dans toutes les Universités françaises, et permettra l'inscription successive ou simultanée, sans nouvelle décision, en vue des titres ou grades pour lesquels le baccalauréat est exigé, à l'exception, bien entendu, des grades et titres d'Etat de docteur en médecine, pharmacien et chirurgien-dentiste (article premier, paragraphe 2 de l'arrêté susvisé).

Vous aurez à me tenir au courant des décisions que vous aurez prises en la forme et dans les délais, fixés par l'article 3 de l'un et l'autre arrêtés.

Les demandes d'équivalences qui ne rentreront pas dans la catégorie prévue à l'article premier me seront soumises comme par le passé, et je statuerai. Mais vous aurez toujours à constituer le dossier ainsi qu'il est prescrit par l'article 2 et à me le transmettre avec l'avis de la Faculté et le vôtre.

Je vous prie de notifier les dispositions qui précèdent à MM. les Doyens et Directeurs.

(1) Voir ces deux arrêtés, page 701.

Décret et circulaire dispensant les étudiants de nationalité étrangère bénéficiaires d'équivalences d'acquitter les droits correspondants.

18 Janvier 1916

1° DECRET.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des inventions intéressant la Défense nationale et du Ministre des Finances ;

Vu la loi du 14 juin 1854 sur l'administration de l'Instruction publique, notamment l'article 14, paragraphe premier ainsi conçu :

« Un décret, rendu en la forme des règlements d'administration publique, déterminera le tarif des droits d'inscription, d'examen et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades » ;

Vu l'article 5 du décret du 22 août 1854 sur le régime des établissements d'enseignement supérieur ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article premier. — Les étudiants de nationalité étrangère admis à bénéficier des décisions d'équivalence de grade sont dispensés d'acquitter les droits correspondant aux actes scolaires français (grades, scolarité, examens) correspondants.

Art. 2. — Le présent décret aura son effet à dater du 1^{er} janvier 1916.

Art. 3. — L'article 5 du décret du 22 août 1854 est rapporté en ce qu'il a de contraire au présent décret.

Art. 4. — Le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des inventions intéressant la Défense nationale et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

2° CIRCULAIRE.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, en un certain nombre d'exemplaires, ampliation d'un décret, en date du 18 janvier 1916, pris en exécution de la loi des finances du 15 juillet 1914, et relatif aux équivalences qui pourront être accordées aux étudiants de nationalité étrangère.

Aux termes de ce décret, exécutoire à dater du 1^{er} janvier 1916, les étudiants de nationalité étrangère sont dispensés d'acquitter les droits correspondant aux actes scolaires français dont l'équivalence leur sera accordée.

Vous voudrez bien transmettre ampliation de ce décret à MM. les Doyens des Facultés et Ecoles d'Enseignement supérieur de votre ressort, ainsi qu'à MM. les Secrétaires spécialement chargés d'en assurer l'exécution.

Décret relatif à l'admission de la langue arabe et à l'institution d'une interrogation de langue vivante à l'oral de la 2^e partie.

22 Janvier 1917

La langue arabe est admise au même titre que les autres langues vivantes au baccalauréat, l'allemand ou l'anglais restant obligatoire comme première langue vivante aux épreuves orales de la première partie des séries latin-langues vivantes et sciences-langues vivantes.

Une interrogation sur une langue vivante étrangère (Allemand, Anglais, Espagnol, Italien, Russe, ou Arabe) sera ajoutée, à partir de la ses-

sion de juillet 1918, aux épreuves de la seconde partie. Coefficients : série Philosophie : 0,5 ; série Mathématiques : 1.

Les Facultés devant lesquelles pourront être subies les épreuves de langue russe et de langue arabe seront désignées chaque année par arrêté ministériel.

Il n'est rien modifié aux règlements en vigueur relatifs à l'admission de la langue arabe aux examens du baccalauréat dans les académies d'Alger et de Lyon.

Instructions relatives à l'interrogation de langue vivante aux épreuves orales du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

1. — Lettre du Ministre aux Recteurs.

17 Décembre 1917

Diverses questions m'ont été posées au sujet de l'application du décret du 22 janvier 1917, qui a ajouté une interrogation de langue vivante aux épreuves orales de la deuxième partie du baccalauréat de l'Enseignement secondaire (Philosophie et Mathématiques) :

1° On m'a demandé d'après quelle liste d'auteurs et quels programmes se fera cette interrogation et en quoi elle consistera.

L'article 19 (I et II) du décret répond à la première question. Il y est dit que les épreuves de l'une et l'autre séries (Philosophie et Mathématiques) se font d'après les programmes des classes de Philosophie ou de Mathématiques? C'est donc l'un des auteurs inscrits au programme de l'une ou l'autre classe qui devra faire l'objet de l'interrogation. Quant à l'interrogation elle-même, j'ai décidé, après avoir pris l'avis de MM. les Inspecteurs généraux, qu'elle consisterait en la lecture à haute voix et l'explication d'un texte choisi dans le programme d'auteurs des dites classes et en un entretien sur le texte expliqué dans la langue étrangère choisie par le candidat.

2° Cette interrogation devra-t-elle être subie à partir de l'année 1918 par les candidats actuellement éliminés ou admissibles ?

La négative n'est pas douteuse. Il est, en effet, de règle constante qu'un candidat ajourné à un examen conserve, quand il se présente pour réparer son échec, le régime sous lequel il a subi la première fois les épreuves de cet examen. Toutefois, si le candidat en exprimait le désir dans sa demande d'inscription à l'examen, rien ne s'opposerait à ce qu'il fût autorisé à subir les épreuves conformément aux dispositions du décret du 22 janvier 1917.

Mais il doit être entendu que le candidat actuellement reçu à l'une des deux séries (Philosophie ou Mathématiques), qui se présentera pour la première fois à l'autre série, ne sera pas dispensé de l'interrogation de langue vivante, car il s'agira alors pour lui d'un examen nouveau.

Enfin, il va de soi que les candidats qui, à partir de l'année 1918, auront subi avec succès les épreuves de la série Mathématiques, d'après les nouvelles dispositions seront dispensés, s'ils se présentent ultérieurement à la série Philosophie, de l'interrogation de langue vivante, puisque cette matière est affectée, dans cette dernière série, d'un coefficient moindre que dans la série mathématiques ($1/2$ au lieu de 1).

3° Quelles modifications devront être apportées comme conséquence des dispositions nouvelles dans l'établissement des certificats d'aptitude de la deuxième partie ?

Il y aura lieu d'ajouter :

1° Aux visas, la mention suivante : « Vu le décret du 22 janvier 1917 » ;

2° À la nomenclature des épreuves orales, et suivant la série : Série Philosophie — « Interrogation de langue vivante, coefficient 0,5 de 0 à 10. » L'examinateur, en notant de 0 à 10, fera ainsi automatiquement la multiplication de la note (de 0 à 20) par le coefficient ($1/2$) ;

ou série Mathématiques — « Interrogation de langue vivante, coefficient 1, de 0 à 20. »

Il est à remarquer que, par suite de cette nouvelle épreuve, la

moyenne est augmentée de 5 points pour la série Philosophie et devient 115, et de 10 points pour la série Mathématiques et devient 220.

II. — Lettre du Vice-Recteur de l'Académie de Paris aux Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres.

28 Janvier 1918

Les deux questions suivantes ont été posées à M. le Ministre au sujet de l'application des dispositions de la circulaire du 17 décembre dernier relative à l'interrogation de langue vivante imposée par le décret du 22 janvier 1917 aux candidats à la deuxième partie du baccalauréat.

1° Comment l'auteur à expliquer sera-t-il choisi ?

2° Le candidat pourra-t-il présenter la même langue qu'à la première partie du baccalauréat ?

M. les Inspecteurs généraux consultés sur ces questions ont fait la réponse suivante que M. le Ministre a adoptée :

L'épreuve de langue vivante de la seconde partie du baccalauréat est destinée à établir que le candidat a gardé la pratique de la langue étrangère et qu'il est capable de traduire un texte. Elle n'exige pas de lui des connaissances nouvelles et n'implique pas à proprement parler la préparation d'un programme. C'est seulement à titre d'indication qu'une circulaire a rappelé la liste des auteurs inscrits aux programmes des classes de mathématiques et de philosophie. Les textes proposés pourront donc être choisis soit sur cette liste, soit dans un journal ou une revue, soit dans un recueil d'extraits en usage dans les classes. Les candidats n'auront pas à présenter une liste d'ouvrages sur lesquels l'interrogation devrait obligatoirement porter.

Du caractère de la nouvelle épreuve, il résulte que les candidats devraient être interrogés à la seconde partie du baccalauréat dans la même langue qu'à la première, toutefois il n'y a pas d'inconvénients sérieux à ce qu'ils désignent une nouvelle langue.

III. — Lettre du Ministre aux Recteurs.

10 Septembre 1918

M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, m'a transmis, en l'appuyant, un vœu de la Commission des examens oraux du concours d'admission à l'Ecole spéciale militaire, tendant à autoriser les candidats à la première partie du baccalauréat à demander à être interrogés sur les ouvrages inscrits au programme de langues vivantes des concours de Saint-Cyr et de Polytechnique.

« L'adoption de cette proposition aurait pour effet », m'écrit mon collègue, « de donner aux candidats à l'Ecole spéciale militaire la faculté de préparer leurs auteurs pendant deux années au moins et de réduire ainsi les aléas du concours qui font que certains d'entre eux sont interrogés sur un passage récemment étudié en classe et d'autres sur un texte qu'ils n'avaient auparavant que rapidement parcouru. »

Après avoir examiné cette question, j'ai reconnu qu'étant donné leur caractère spécial, on ne pouvait inscrire seuls au programme du baccalauréat les ouvrages indiqués pour les concours de Saint-Cyr et de Polytechnique ; mais pour concilier les intérêts en présence, j'ai décidé que dorénavant et à partir de la session de juillet 1919 inclusivement, les candidats au baccalauréat (première partie) seront autorisés à inscrire, en nombre égal, sur la liste qu'ils ont à présenter à l'examinateur, des ouvrages figurant au programme ordinaire du baccalauréat et des ouvrages inscrits aux programmes des concours pour l'Ecole de Saint-Cyr et pour l'Ecole Polytechnique.

Décret fixant la liste des langues vivantes admises comme langues complémentaires.

28 Décembre 1918 -

Article premier. — Les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire (séries latin-langues et sciences-langues) peuvent, aux épreuves orales de langues vivantes, présenter comme langue complé-

mentaire, au lieu d'une des langues vivantes prévues au décret du 22 janvier 1917 portant modification du décret du 31 mai 1902, une des langues suivantes : grec moderne, portugais, roumain, danois, norvégien, suédois, polonais, tchèque, serbo-croate, arménien, persan, chinois, japonais, annamite.

Toutefois, cette substitution n'est autorisée que dans les académies où il sera possible d'adjoindre au jury un examinateur compétent.

Décrets et Instruction **sur les mesures exceptionnelles motivées par l'état de guerre.**

A. — DECRETS.

10 Janvier 1919

I

Article premier. — Les candidats au baccalauréat appartenant à la classe 1917 et aux classes antérieures, qui auront été sous les drapeaux pendant la guerre, seront déclarés admis, soit à la deuxième partie, soit à la première partie, s'ils ont été admissibles aux sessions ouvertes avant ou pendant la durée des hostilités.

Pour l'application de ces dispositions, les Facultés procéderont à la vérification des dossiers d'examen et prononceront les admissions.

Le diplôme de bachelier sera délivré aux intéressés après acquittement des droits réglementaires.

Art. 2. — Ceux des candidats visés à l'article précédent qui ont subi sans succès les épreuves écrites de la première ou de la deuxième partie du baccalauréat, dans les sessions ouvertes avant ou pendant la durée des hostilités, sont autorisés à se présenter à un examen spécial qui sera organisé pour la première et pour la deuxième partie, d'après un programme restreint, fixé par arrêté ministériel après avis du comité consultatif de l'enseignement public.

Les candidats pourvus seulement du certificat de la première partie, et qui remplissent les mêmes conditions du service militaire, sont autorisés à se présenter à l'examen spécial prévu pour la deuxième partie.

Art. 3. — L'examen spécial est ouvert également à ceux des candidats visés à l'article premier dont l'appel ou l'engagement pendant les hostilités a interrompu les études en philosophie ou en mathématiques pour la deuxième partie ou en seconde pour la première partie.

Art. 4. — Les dispositions de l'article 16 du décret du 31 mai 1902 concernant les délais à observer entre les examens de la première et ceux de la seconde partie ne sont pas opposables aux candidats qui remplissent les conditions prévues par le présent décret.

Art. 5. — Les programmes restreints de première et deuxième partie seront établis avant le 15 février 1919. Ils devront permettre aux candidats de se présenter après une préparation spéciale qui ne pourra pas excéder la moitié d'une année scolaire normale.

Art. 6. — Il sera ouvert une session spéciale dès la fin de mars et le commencement d'avril 1919.

Pendant deux ans, après la démobilisation de la classe 1917, des sessions spéciales pourront être ouvertes chaque année en janvier, en mars, en juillet et en octobre.

II

Article premier. — Les jeunes gens appartenant aux classes antérieures à la classe 1918, restés dans les régions envahies jusqu'à la signature de l'armistice, et qui n'ont pu commencer ou poursuivre leurs études dans les établissements d'enseignement supérieur, bénéficieront, dans la mesure où le leur permettront leurs obligations militaires, des dispositions contenues dans l'instruction du 25 mars 1918 et l'additif du 19 décembre 1918, ainsi que des dispositions du décret du 10 janvier 1919 sur la scolarité et des instructions ministérielles publiées à la suite de ce décret.

Art. 2. — Les jeunes gens des classes 1918 et postérieures, restés dans les régions envahies jusqu'à la signature de l'armistice et qui n'ont pu commencer leurs études dans les établissements d'enseignement supérieur pourront, dans la mesure où le leur permettront leurs obligations militaires, bénéficier, pour la première année d'études, des dispositions de l'instruction du 25 mars 1918 réservées aux étudiants des classes antérieures à la classe 1918 et du décret du 10 janvier 1919 sur la scolarité.

Art. 3. — Les candidats au baccalauréat des classes antérieures à la classe 1918, restés dans les régions envahies jusqu'à la signature de l'armistice et qui n'ont pu subir les épreuves, pourront, dans la mesure où le leur permettront leurs obligations militaires, bénéficier du décret du 10 janvier 1919.

Les candidats au baccalauréat des classes 1918 et 1919, qui se sont trouvés dans les mêmes conditions, pourront également, dans la mesure où le leur permettront leurs obligations militaires, bénéficier du décret du 10 janvier 1919, pour une session soit de deuxième partie, soit de première partie.

B. — INSTRUCTION.

La situation des candidats au baccalauréat des classes antérieures à la classe 1918 qui ont été sous les drapeaux pendant la guerre est réglée :

1° Par le décret du 12 juillet 1917 permettant d'accorder des dispenses aux étudiants mobilisés ;

2° Par le décret du 10 janvier 1919 instituant des facilités pour l'obtention du diplôme.

Le premier de ces décrets prévoit des dispenses individuelles seulement en vue de l'inscription dans les facultés ou écoles assimilées. Ces dispenses ne sont pas de droit. L'octroi en est subordonné, pour chaque demande, à l'avis favorable d'une commission spéciale et à une décision du ministre.

Le décret du 10 janvier est d'une application générale. Tout candidat remplissant les conditions d'ordre militaire exigées par le décret est en droit de bénéficier de ses dispositions.

Ce second décret a institué, pour les candidats qui n'ont pas été admissibles soit à la première, soit à la deuxième partie avant leur incorporation, un examen réduit dont la préparation peut être faite en quelques mois, avec la possibilité, pour ceux qui le préparent, de faire en même temps une première année d'études dans une faculté ou de se livrer à toute autre occupation. Cet examen est, en effet, conçu de la façon la plus large : il doit simplement prouver que le candidat n'a pas perdu entièrement le bénéfice de ses études antérieures, qu'il a acquis pendant la guerre une certaine maturité de jugement, et qu'il a pu reprendre, par quelques lectures, le goût du travail intellectuel. Aussi l'examen sera-t-il seulement oral pour la première et la deuxième partie.

Les candidats devront, pour la deuxième partie, présenter le certificat de la première partie. Pour la première partie, ils devront justifier qu'ils se sont déjà présentés à cet examen ou que, pendant une partie de l'année scolaire, ils ont, avant leur incorporation, suivi une classe de première ou de seconde. En s'inscrivant, ils devront déposer un état certifié de leurs services militaires.

Les candidats qui auront été admis à l'examen spécial de première partie pourront se présenter à l'examen spécial de deuxième partie, dès la première session suivante.

Des notes pourront être données conformément aux règlements en vigueur pour le baccalauréat. Mais tout examen donnera lieu à une délibération spéciale dans laquelle il sera pris connaissance du dossier du candidat. En cas de refus, les motifs seront consignés par écrit.

Les programmes indiqués pourront être largement étudiés. Les examinateurs élimineront de leurs interrogations les difficultés et les détails qui imposeraient une préparation contraire à l'esprit même de l'examen.

La préparation de ces examens spéciaux pourra être organisée, s'il y a lieu, dans les lycées ou dans les Facultés, en tenant compte de l'âge et de la situation acquise des candidats.

Décret fixant le taux de la rémunération des professeurs de l'enseignement secondaire siégeant dans les jurys du Baccalauréat.

18 Août 1921

Article premier. — Les professeurs en exercice ou honoraires de l'enseignement secondaire public appelés à faire partie des jurys d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont rétribués ainsi qu'il suit :

Correction d'une épreuve écrite : 2 francs par candidat ;

Interrogation aux épreuves orales : 2 francs par candidat présent.

Instructions relatives à l'organisation de l'épreuve de langue vivante.

24 Février 1922

Il a été constaté que l'épreuve écrite de langue vivante du baccalauréat de l'enseignement secondaire n'était pas organisée de la même manière dans tous les centres d'examen et l'on m'a demandé de remédier aux inconvénients et aux inégalités qui résultent de ce défaut d'uniformité.

Aux termes de l'instruction annexée au décret du 13 février 1920, les candidats doivent trouver dans le texte de la version la solution des principales difficultés de vocabulaire du thème, de manière qu'ils puissent réserver leur attention à la correction et à la précision grammaticales. D'autre part, l'article 2 de l'arrêté du 12 mars 1920 prescrit que la durée totale des épreuves écrites de langue vivante prévue par le décret précité sera de trois heures, soit 1 h. 30 pour la version et 1 h. 30 pour le thème d'imitation. Le texte de ce dernier, ne devra être distribué que lorsque les copies de version auront été remises par les candidats.

Or tantôt, ce qui est réglementaire, les aspirants peuvent se servir du texte étranger qu'ils conservent par devers eux pour y puiser le vocabulaire et les tournures dont ils ont besoin pour leur thème ; tantôt le texte de la version est enlevé aux candidats avant que les thèmes ne leur soient distribués et ce procédé est illogique puisque le thème doit être un exercice d'imitation et que le candidat a toutes facilités pour garder copie de la version ou même l'apprendre par cœur, dans certaines Facultés enfin, les deux textes seraient distribués simultanément et les candidats trouveraient dans le texte français des éléments précieux pour faire leur version.

Il importe que les épreuves du baccalauréat aient partout le même caractère et présentent les mêmes difficultés. C'est pourquoi je vous prie d'inviter MM. les Doyens des Facultés des Lettres et des Sciences, ainsi que les jurys d'examens, à se conformer aux instructions suivantes, en ce qui concerne l'épreuve écrite de langue vivante :

1° Le texte de la version doit être laissé aux candidats pendant toute la composition ;

2° Le temps de la composition étant divisé en deux parties, pour la première seule le texte de la version sera remis aux candidats ; puis, au milieu de la séance, le thème sera distribué et la séance prolongée d'une durée égale au temps de cette seconde distribution.

Circulaire conférant aux recteurs le droit d'accorder les dispenses d'âge.

24 Mai 1922

Afin de simplifier les écritures et de diminuer le nombre des affaires qui donnent lieu à correspondance entre l'administration centrale et les académies, j'ai résolu de vous charger par délégation spéciale de décider en dernier ressort dans les cas suivants :

1° Dispense d'âge pour les candidats au baccalauréat sans aucune réserve.

.....

Instructions relatives à l'admission d'élèves non pourvus de la première partie du baccalauréat dans les classes de philosophie et de mathématiques.

I. — 9 Octobre 1922.

(Lettre du Recteur de l'Académie de Paris.)

L'attention de M. le Ministre a été appelée sur les inconvénients que présente l'admission dans les classes de philosophie d'élèves qui ne possèdent pas la première partie du baccalauréat, admission le plus souvent demandée au profit d'élèves refusés à la première partie du baccalauréat en juillet et en octobre, et bien décidés à se présenter à nouveau à cet examen l'année suivante.

M. le Ministre estime que la présence de ces élèves dans les classes de philosophie, et leur rentrée en cours d'année dans les classes de Première, est de nature à jeter le trouble dans les études, sans qu'il en résulte un profit réel pour les intéressés.

« En conséquence, m'écrit-il (6 octobre), MM. les Proviseurs devront exiger désormais, de toute famille qui demande l'admission en philosophie d'un élève non bachelier, l'affirmation écrite que cet élève ne se présentera pas au baccalauréat dans l'année scolaire, étant bien entendu que cette affirmation permettrait au chef d'établissement de s'opposer, le cas échéant, à un changement de classe réclamé en cours d'année. »

Il ajoute qu'« au cas où la famille refuserait de fournir cet engagement et manifesterait par ce refus même l'intention de faire préparer à l'élève la première partie du baccalauréat, le proviseur aurait qualité pour imposer la classe qui assure le mieux cette préparation, en l'espèce une division de Première ».

Je vous prie de vouloir bien assurer l'exécution de ces instructions.

II. — 13 Janvier 1923.

(Lettre du Recteur de l'Académie de Paris.)

M. le Ministre a décidé (12 janvier) « que les instructions contenues dans sa dépêche du 6 octobre dernier (notifiée le 9) et ayant pour but d'éviter l'admission dans la classe de Philosophie d'élèves non pourvus de la première partie du baccalauréat, s'appliqueront également à la classe de mathématiques élémentaires, dans laquelle les admissions de cette nature présentent les mêmes inconvénients ».

Je vous prie de vouloir bien vous conformer à cette décision.

Arrêté relatif à l'application des nouveaux programmes de l'enseignement secondaire aux épreuves du Baccalauréat.

I. — 7 Février 1925

Article premier. — Les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire (première et deuxième parties) actuellement en cours régulier d'études seront interrogés, à partir de la session de juillet 1925, sur les programmes et les listes d'auteurs des classes de première, de philosophie et de mathématiques fixées par l'arrêté du 3 décembre 1923.

Art. 2. — Par mesure transitoire :

1° Les candidats ajournés aux sessions antérieures à la session de juillet 1925 conservent le droit d'être interrogés sur les programmes et les listes d'auteurs en vigueur avant le 1^{er} octobre 1924 jusqu'à la session d'octobre 1925 inclusivement.

2° Le programme d'auteurs grecs, latins et français de la classe de seconde en usage antérieurement au 1^{er} octobre 1924 restera en vigueur pour la première partie du baccalauréat jusqu'à la session d'octobre 1925 inclusivement et pour les candidats ajournés à cette session et aux sessions antérieures jusqu'à la session d'octobre 1926 inclusivement. (Arrêté du 7 février 1925.)

II. — 16 Mars 1925

L'article premier de l'arrêté du 7 février 1925 est rapporté et remplacé par les dispositions suivantes :

Article premier. — Les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire (1^{re} et 2^e parties) actuellement en cours régulier d'études seront interrogés, à partir de la session de juillet 1925, sur les programmes et les listes d'auteurs des classes de première, de philosophie et de mathématiques mis en vigueur par l'arrêté du 25 mars 1924.

Circulaire relative à l'application aux épreuves du Baccalauréat de l'enseignement secondaire du nouveau programme de Philosophie.

21 Mars 1925

Par arrêté en date du 7 février 1925, inséré au *Journal Officiel* des 9 et 10 du même mois, et dont l'article premier a été modifié par l'arrêté du 16 mars 1925 (*Journal Officiel* du 18) j'ai décidé que les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire (1^{re} et 2^e parties) actuellement en cours régulier d'études seraient interrogés, à partir de la session de juillet 1925, sur les programmes et les listes d'auteurs des classes de première, de philosophie et de mathématiques mis en application par l'arrêté du 25 mars 1924.

Il est donc indispensable que, pour la session de juillet prochain, les présidents et les membres des jurys aient pris connaissance des modifications apportées aux anciens programmes et y conforment leurs interrogations.

J'attire, en particulier, votre attention sur l'innovation que présente le programme de philosophie. Ce programme comporte une partie commune obligatoire pour tous les candidats et une partie à option. Un certain nombre d'articles de l'ancien programme — notions de logique formelle, de sociologie, d'esthétique, etc., ont disparu de la partie commune du nouveau. Il importe donc qu'aucune interrogation sur ces articles ne soit posée aux candidats qui ne les auront pas choisis.

D'autre part, le nouveau programme porte les indications suivantes :

Chaque professeur devra choisir trois articles parmi les matières à option, qui comprennent des questions complémentaires et des auteurs à expliquer. Les articles choisis pourront être tous les trois des textes ; l'un des trois au moins devra toujours être un texte. Une note écrite indiquant le ou les textes expliqués et, s'il y a lieu, les questions complémentaires choisies, avec l'indication très sommaire des points étudiés, devra être remise à l'examineur par le candidat ou figurer sur le livret scolaire.

La liste d'auteurs philosophiques à expliquer a été également renouvelée.

Les nouveaux programmes et les listes d'auteurs ont été insérés au *Journal Officiel* du 13 décembre 1923.

Je vous prie de vouloir bien rappeler aux présidents et aux membres des jurys du baccalauréat ces dispositions nouvelles et en assurer l'application à la session prochaine, sauf en ce qui concerne les candidats bénéficiaires des mesures transitoires édictées par mon arrêté du 7 février 1925 (art. 2.).

Circulaire relative à l'application des nouveaux programmes de l'enseignement secondaire aux épreuves du Baccalauréat.

25 Mars 1925

L'article premier de l'arrêté du 7 février 1925 a disposé que les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire (1^{re} et 2^e parties) actuellement en cours régulier d'études seraient interrogés, à partir de la session de juillet 1925 sur les programmes et les listes d'auteurs de première, de philosophie et de mathématiques fixés par l'arrêté du 3 décembre 1923.

La question m'a été posée de savoir si les dispositions de cet arrêté visent en leur entier les programmes des classes de première, de philosophie et de mathématiques fixés par l'arrêté du 3 décembre 1923 ou seulement la partie de ces programmes mise en application par l'arrêté du 25 mars 1924.

Bien que la mention de l'arrêté du 25 mars 1924 au nombre des considérants qui précèdent l'arrêté du 7 février 1925 ne doivent laisser subsister aucun doute à ce sujet, je tiens à préciser que les dispositions de l'article premier de ce dernier arrêté ne visent que la partie des programmes de 1923 mise en vigueur à partir du 1^{er} octobre 1924 par l'arrêté du 25 mars 1924.

Pour dissiper toute incertitude j'ai, par arrêté en date du 16 mars 1925, remplacé l'article premier susvisé par les dispositions suivantes :

« Article premier. — Les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire (1^{re} et 2^e parties) actuellement en cours régulier d'études seront interrogés, à partir de la session de juillet 1925, sur les programmes et les listes d'auteurs des classes de première, de philosophie et de mathématiques mis en application par l'arrêté du 25 mars 1924. » (Soit, en ce qui concerne les classes de philosophie et de mathématiques, outre les listes d'auteurs, les programmes d'histoire intitulés : « Institutions de la France actuelle. »)

Vous voudrez bien notifier ces dispositions à MM. les Doyens et Chefs d'établissements d'enseignement secondaire.

Circulaire concernant l'usage des tables de logarithmes.

22 Avril 1925

La question m'a été posée de savoir s'il peut être fait usage aux épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire de tables de logarithmes comportant un certain nombre de formules de trigonométrie ou de physique.

Il y a lieu de répondre par la négative. En effet, la mise de ces tables entre les mains des candidats au baccalauréat ne pourrait que fausser le caractère des épreuves. Certaines questions de cours de trigonométrie conduisent à des formules dont le rappel facilite vraiment trop la tâche du candidat à qui l'on demande de les établir. Il serait difficile au correcteur d'établir une différence entre deux candidats dont l'un aurait fait l'effort nécessaire pour reconstituer les formules qui résument la solution de la question posée et dont l'autre aurait reproduit ces formules exactes — grâce à l'aide du formulaire — en les accompagnant de quelques affirmations rédigées en termes vagues et peu compromettants.

En tolérant l'usage des tables munies d'un formulaire, on risquerait de diminuer l'effort d'assimilation demandé aux élèves au cours de la préparation.

Je vous prie, en conséquence, de donner les instructions nécessaires pour que les tables sans formulaire soient seules utilisées aux examens du baccalauréat.

Interdiction de faire figurer des surnoms sur les diplômes.

2 Juillet 1926

(Lettre du Recteur de l'Académie de Paris aux doyens des Facultés des Lettres et des Sciences.)

Pour répondre aux questions que vous m'avez posées, le 19 mai dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que M. le Ministre vient de me confirmer (29 juin) les termes de sa lettre du 10 mai 1922 par laquelle il spécifiait qu'aucun surnom ne doit figurer sur les diplômes.

M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, qu'il avait en effet consulté sur un cas identique lui avait répondu en ces termes : « le fait pour le père de M. X... de s'être fait attribuer un surnom n'est pas de nature à en motiver la transmission à sa descendance. D'autre part, ce surnom n'a été introduit dans l'acte de naissance que par l'oubli des termes de l'article 57 du Code civil qui ordonne de ne désigner dans les actes de naissance les parents des enfants que par leurs prénoms, noms, profession et domicile. En conséquence, il n'y a pas lieu à mon avis de faire figurer dans le diplôme délivré à M. X... une énonciation qui ne saurait en tout cas s'appliquer à sa personne, et qui n'a d'ailleurs été attribuée à son père, qu'en violation des prescriptions de la loi. »

XI. — LE RÉGIME DE 1927

Rapport, décret et arrêté concernant les jurys d'examen du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

2 Juillet 1927

1° RAPPORT.

Depuis plusieurs années, le Ministère de l'Instruction publique a eu à envisager des changements dans la composition des jurys du baccalauréat, tant pour tenir compte de l'augmentation constante du nombre des candidats, qui a passé de 34.000 en 1914 à plus de 37.000 en 1926, que pour faire face à la complexité croissante des épreuves.

Les deux types anciens du baccalauréat classique et moderne ont été remplacés, pour la première partie, par les quatre séries : latin-grec, latin-langues vivantes, latin-sciences, sciences-langues vivantes. De plus, le nombre des épreuves écrites et des interrogations orales de cette première partie a été, pour chaque série, largement augmenté. Il en est de même, quoique dans des proportions moindres, pour la deuxième partie, séries philosophie et mathématiques. Tandis que, avant 1905, l'ensemble des examens classiques et modernes se traduisait par 8 épreuves écrites et 25 épreuves orales, le baccalauréat actuel comporte 17 épreuves écrites et 44 épreuves orales.

Ainsi, dès 1923, le Conseil supérieur de l'Instruction publique a-t-il été saisi de la question. Il a adopté à cette date un texte favorable à l'admission dans les jurys d'examen des chargés de cours des lycées et professeurs de collèges, remplissant certaines conditions.

Dans sa session actuelle, je l'ai consulté sur un nouveau projet qui présente les caractères suivants : pour aider dans leur tâche, devenue de plus en plus lourde, les membres de l'enseignement supérieur, on continue à faire appel aux professeurs agrégés ou docteurs de l'enseignement secondaire, on y joint les anciens professeurs du cadre local d'Alsace et Lorraine, et enfin tous les agrégés et les docteurs de l'enseignement public. A leur défaut, on fait appel aux professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement public, licenciés ou certifiés, comptant dix ans de service dans l'enseignement.

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique ayant été consulté, conformément à la loi, j'ai l'honneur de vous proposer de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

2° DECRET.

Article premier. — Les jurys d'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont composés :

1° De membres des Facultés des Lettres et des Facultés des Sciences en activité ou honoraires ;

2° De membres des autres établissements d'enseignement supérieur ou des grands établissements scientifiques en activité ou honoraires désignés par le Ministre ;

3° De professeurs et anciens professeurs de l'enseignement public, quel que soit l'ordre d'enseignement, agrégés ou docteurs, proposés par le recteur et nommés par le Ministre. Peuvent également être désignés dans les mêmes conditions des professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement public, licenciés ou certifiés et comptant dix ans de service dans l'enseignement.

Des examinateurs ne rentrant pas dans les catégories précédentes pourront être adjoints au jury pour les langues vivantes. Ils sont également nommés par le Ministre.

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment celles de l'article 3 du décret du 31 mai 1902 susvisé.

Art. 3. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

3° ARRETE.

Article premier. — L'article 13 de l'arrêté du 31 mai 1902 modifié par arrêté du 10 août 1920 est remplacé par les dispositions suivantes :
Les jurys sont composés ainsi qu'il suit :

PREMIÈRE PARTIE.

Latin-Grec	6 examinateurs
Latin-Langues vivantes	5 —
Latin-Sciences	6 —
Sciences-Langues vivantes	5 —

DEUXIÈME PARTIE.

Philosophie	4 examinateurs
Mathématiques	4 —

En cas de nécessité, le nombre des membres des jurys peut être réduit d'une unité par décision du recteur, approuvée par le Ministre.

Chaque jury comprendra au moins un membre de l'enseignement supérieur.

Art. 2. — Le paragraphe premier de l'article 14 de l'arrêté du 31 mai 1902, modifié par l'arrêté du 10 août 1920, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

La présidence du jury appartient au doyen, ou à défaut, au membre du jury qu'il désigne.

Rapport et décret relatifs à la réorganisation du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

7 Août 1927

I. — RAPPORT.

Les études secondaires ont été réorganisées par le décret du 13 mai et l'arrêté du 3 juin 1925. Cette réforme entraîne des modifications dans le régime des épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire qui doivent désormais correspondre au système d'études dont elles sont le couronnement. C'est en vue de réaliser l'adaptation des examens aux programmes scolaires que j'ai l'honneur de présenter à votre signature un projet de décret dont le texte a été définitivement élaboré après consultation du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

L'idée qui domine le projet est de renforcer l'examen du baccalauréat, d'en relever le niveau de manière à en faire la consécration efficace de bonnes études secondaires. Pour obtenir ce résultat, deux sortes de mesures ont été prévues. La première consiste à augmenter le nombre des épreuves écrites. Il n'est pas douteux que c'est dans les compositions écrites que les candidats donnent le mieux la preuve de leurs connaissances et révèlent le mieux les qualités solides de leur esprit. D'autre part, il n'est pas de professeur qui n'ait constaté que les élèves donnent le principal de leurs soins et de leur effort aux matières qui sont sanctionnées au baccalauréat par une épreuve écrite. Accroître le nombre des compositions écrites, c'est donc de façon certaine donner plus de solidité à l'examen.

Un ensemble de dispositions relatives au fonctionnement même de l'examen doit, en outre, concourir à ce même résultat par exemple l'anonymat des copies, le choix entre trois questions pour certaines matières des épreuves écrites, le maintien de l'admissibilité pour la seule session d'octobre.

Un des caractères du projet est l'équilibre qu'il réalise entre les différentes formes de la première partie. Elles se correspondent aussi exactement que possible. Du point de vue scientifique en particulier, les candidats des trois sections sont appelés à faire preuve de connaissances analogues et subissent des épreuves identiques. Dans l'ensemble, les trois séries représentent trois types équivalents de culture générale. On y retrouve l'unité que la réglementation des études s'est proposée de restaurer dans l'enseignement secondaire.

Pour les deux sections de la deuxième partie, qui s'adressent à des candidats déjà spécialisés, on s'est inspiré du régime actuel du baccalauréat.

lauréat. On a laissé à la série philosophie son caractère littéraire, sans sacrifier la formation scientifique et à la série mathématiques son rôle prééminent de préparation aux études scientifiques.

Une entente s'est facilement réalisée sur ces bases entre l'enseignement supérieur et l'enseignement secondaire. Elle a permis d'établir le projet qui vous est soumis. Il s'adapte exactement à la lettre et à l'esprit du plan d'études secondaires et constitue, croyons-nous, la meilleure garantie d'aptitude aux études supérieures qui puisse être actuellement exigée.

Si vous partagez cette manière de voir, je vous serais obligé, Monsieur le Président, de revêtir le présent décret de votre signature...

II. — DECRET.

Vu le décret du 31 mai 1902 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire, modifié par les décrets des 17 décembre 1903, 1^{er} août 1906, 22 décembre 1908, 26 juillet 1909, 12 juillet 1913, 22 janvier 1917 et 13 février 1920 ;

Vu les décrets des 5 mai 1904, 13 juillet 1912, 28 décembre 1918, 19 août 1920 et 1^{er} juillet 1921 ;

Vu le décret du 31 juillet 1920 ;

Vu le décret du 22 juillet 1902, relatif aux sanctions du baccalauréat ;

TITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

Article premier. — Les examens qui déterminent la collation du grade de bachelier de l'enseignement secondaire sont subis devant les Facultés des Lettres et les Facultés des Sciences, au siège des Universités et dans les villes désignées par le Ministre.

Art. 2. — Les diplômes sont conférés par le Ministre de l'Instruction publique et dans les formes déterminées par les lois et règlements relatifs aux grades d'Etat.

Conformément à l'article 7 du décret du 31 juillet 1920, les candidats doivent se présenter devant la Faculté du ressort universitaire dans lequel ils ont fait le dernier semestre d'études avant l'examen. Les candidats qui ne suivent les cours d'aucun établissement se présentent dans le ressort de leur résidence effective. Ceux qui font leurs études à l'étranger désignent trois mois au moins avant l'examen la Faculté devant laquelle ils désirent se présenter.

Les recteurs peuvent accorder des dispenses dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 31 juillet 1920.

Art. 3. — Les épreuves sont, les unes écrites, les autres orales.

Les épreuves écrites sont éliminatoires.

Les correcteurs des compositions ne doivent pas connaître les noms des candidats dont ils corrigent les copies. Ces noms sont portés à la connaissance du jury dans la délibération destinée à établir la liste d'admissibilité, après que les notes données par les correcteurs ont été relevées et avant l'examen des livrets.

Art. 4. — Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales après échec à ces épreuves, est acquis aux candidats admissibles à la session de juillet pour la session d'octobre suivante. L'admissibilité acquise à la session d'octobre n'est valable que pour cette session.

L'échec doit être réparé devant la Faculté où il a été subi. Toutefois, des dérogations à cette règle peuvent être autorisées par décisions motivées : 1^o par les doyens des Facultés intéressées dans le cas de changement de résidence de la famille ; 2^o dans les autres cas, par les Recteurs des académies intéressées.

Art. 5. — Aucun ajournement, soit après les épreuves écrites, soit après les épreuves orales, ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération spéciale du jury.

Art. 6. — Un livret scolaire établi dans les formes qui seront déterminées par un arrêté ministériel doit être également produit avant le commencement des épreuves. Ce livret doit obligatoirement contenir la photographie et la signature de son titulaire.

Art. 7. — Le livret est examiné par le jury.

Il est tenu compte pour l'admissibilité et pour l'admission des renseignements qu'il contient.

Aucun candidat ne peut être ajourné, soit après les épreuves écrites, soit après les épreuves orales, sans que le jury ait examiné son livret dans la délibération prévue à l'article 5. Mention en est portée sur le livret sous la signature du président du jury.

Art. 8. — Pour les épreuves écrites, sauf pour la version latine, la version grecque, les épreuves de langues vivantes étrangères et les problèmes des épreuves scientifiques, il est donné trois sujets entre lesquels le candidat a le droit de choisir.

Art. 9. — En vue d'assurer la concordance entre les études et l'examen et de maintenir les épreuves au même niveau dans les diverses Universités des textes et sujets de composition peuvent être envoyés par le Ministre.

Art. 10. — Les rapports des doyens sur les sessions, les textes et sujets d'épreuves auxquels sont joints des séries de composition et de procès-verbaux des épreuves, et les rapports de proviseurs et principaux sur les résultats de l'examen sont communiqués à une commission composée de membres des comités consultatifs de l'enseignement supérieur et secondaire public.

Cette commission fait un rapport d'ensemble au Ministre et indique les observations qu'il paraît utile de porter à la connaissance des jurys.

Périodiquement, en vue de juger de l'état de la marche des études, la commission fait la comparaison des résultats obtenus au baccalauréat à plusieurs années d'intervalle. Les travaux de cette commission sont communiqués au Ministre.

TITRE II. — Des épreuves.

Art. 11. — Les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont divisées en deux parties.

Elles portent sauf les exceptions prévues à l'article 14 ci-après, sur les programmes officiels de la classe de première A, A' et B pour la première partie et sur les programmes officiels des classes de philosophie et de mathématiques pour la seconde partie.

Art. 12. — Nul ne peut se présenter aux épreuves de la seconde partie qu'un an après avoir subi avec succès celles de la première.

Aucune dispense n'est accordée.

L'intervalle compris entre la session d'octobre et celle de juillet compte pour une année.

Art. 13. — Les candidats à la première partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre trois séries d'épreuves, série A, série A', série B.

SÉRIE A.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition française ;
- 2° Une version latine ;
- 3° Une version grecque ;
- 4° a) Une composition de mathématiques ;
b) Une composition de physique.

Epreuves orales :

- 1° Explication d'un texte français du xvi^e siècle ou des siècles suivants ;
- 2° Explication d'un texte latin ;
- 3° Explication d'un texte grec ;
- 4° Explication d'un texte de langue vivante étrangère ;
- 5° Interrogation d'histoire ;
- 6° Interrogation de géographie ;
- 7° Interrogation de mathématiques ;
- 8° Interrogation de sciences physiques.

SÉRIE A'.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition française ;

- 2° Une version latine ;
- 3° Une épreuve de langue vivante étrangère ;
- 4° a) Une composition de mathématiques ;
b) Une composition de physique.

Epreuves orales :

- 1° Explication d'un texte français du xvi^e ou du xvii^e siècle ;
- 2° Explication d'un texte français moderne ;
- 3° Explication d'un texte latin ;
- 4° Explication d'un texte de langue vivante étrangère ;
- 5° Interrogation d'histoire ;
- 6° Interrogation de géographie ;
- 7° Interrogation de mathématiques ;
- 8° Interrogation de sciences physiques.

SÉRIE B.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition française ;
- 2° Une épreuve de langue vivante étrangère ;
- 3° Une épreuve de seconde langue vivante étrangère ;
- 4° a) Une composition de mathématiques ;
b) Une composition de physique.

Epreuves orales :

- 1° Explication d'un texte français du moyen âge ou du xvi^e siècle ;
- 2° Explication d'un texte français classique ou moderne ;
- 3° Explication d'un texte de langue vivante étrangère ;
- 4° Explication d'un texte de seconde langue vivante étrangère ;
- 5° Interrogation d'histoire ;
- 6° Interrogation de géographie ;
- 7° Interrogation de mathématiques ;
- 8° Interrogation de sciences physiques.

Art. 14. — L'épreuve écrite de langue vivante étrangère consiste soit en une composition dans cette langue, soit en une version et un thème.

A cette épreuve, l'usage de tout dictionnaire est interdit.

Par mesure transitoire, l'emploi d'un dictionnaire rédigé exclusivement dans la langue choisie par le candidat demeure autorisé jusques et y compris la session d'octobre 1932.

Aux épreuves orales des trois séries :

- 1° Chaque explication de texte français donne lieu à une interrogation sur l'histoire de la littérature française.
- 2° L'interrogation de géographie comporte obligatoirement une interrogation sur la géographie des colonies françaises.
- 3° L'interrogation de sciences physiques porte, par exception, sur les programmes des classes de seconde et de première.

Art. 15. — Les candidats à la seconde partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre les deux séries suivantes :

Série I. — PHILOSOPHIE.

Epreuves écrites :

- 1° Une dissertation philosophique ;
- 2° Une composition de sciences physiques et naturelles.

Epreuves orales :

- 1° Une interrogation de philosophie (programme obligatoire) ;
- 2° Une seconde interrogation de philosophie (programme à option) ;
- 3° Une interrogation sur le programme d'études littéraires ;
- 4° Une interrogation d'histoire ;
- 5° Une interrogation de géographie ;
- 6° Une interrogation de mathématiques et de cosmographie ;
- 7° Une interrogation de sciences physiques ;
- 8° Une interrogation de sciences naturelles ;
- 9° Une interrogation de langue vivante étrangère.

Série II. — MATHÉMATIQUES.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition de mathématiques ;
- 2° Une composition de sciences physiques ;
- 3° Une dissertation philosophique.

Epreuves orales :

- 1° Une interrogation de mathématiques ;
- 2° Une interrogation de sciences physiques ;
- 3° Une interrogation de sciences naturelles ;
- 4° Une interrogation de philosophie ;
- 5° Une interrogation d'histoire ;
- 6° Une interrogation de géographie ;
- 7° Une interrogation de langue vivante étrangère.

Dans cette série, les interrogations de mathématiques, de sciences physiques et de sciences naturelles peuvent donner lieu à des questions sommaires sur l'histoire de ces sciences.

Art. 16. — Les candidats ont à choisir tant pour les épreuves orales que pour les épreuves écrites, entre les langues vivantes étrangères énumérées ci-après : Allemand, Anglais, Italien, Espagnol, Arabe littéraire, Russe, Portugais.

Chaque année, un arrêté ministériel détermine les facultés devant lesquelles peuvent être subies les épreuves d'arabe littéraire, de russe et de portugais.

Toutefois, au baccalauréat de la série B, l'une des langues vivantes choisies par les candidats est obligatoirement l'allemand ou l'anglais. Cette disposition ne s'applique pas aux candidats visés au paragraphe suivant.

Les candidats d'origine annamite et les nationaux des pays avec lesquels il existe des conventions ou ententes universitaires peuvent lorsqu'il est possible d'adjoindre au jury un examinateur compétent, substituer leur langue maternelle à l'une des langues énumérées au § 1^{er} du présent article.

Peuvent faire l'objet d'une interrogation complémentaire, les langues énumérées ci-après : roumain, danois, norvégien, suédois, hollandais, polonais, tchèque, serbo-croate, bulgare, grec moderne, arménien, persan, turc, amharique, malgache, chinois, japonais, annamite, cambodgien.

Cette interrogation n'est autorisée que dans les Universités où il est possible d'adjoindre au jury un examinateur compétent.

Elle a la même notation et le même coefficient que l'interrogation portant sur les langues visées au § 1^{er}. Toutefois, la note obtenue n'entre en ligne de compte, en vue de l'admission qu'autant qu'elle dépasse la moyenne.

Art. 17. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20. Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves.

Première partie.

SÉRIE A.

Composition française	4
Version latine	3
Version grecque	3
Epreuve de mathématiques	3
Epreuve de physique	3
Explication française	4
Explication latine	3
Explication grecque	3
Explication de langue vivante étrangère	2
Interrogation d'histoire	3
Interrogation de géographie	3
Interrogation de mathématiques	4
Interrogation de sciences physiques	4

SÉRIE A'.

Composition française	4
Version latine	3
Epreuve de langue vivante étrangère	3
Epreuve de mathématiques	3
Epreuve de physique	3
Première explication française	3
Deuxième explication française	3
Explication latine	3
Explication de langue vivante étrangère	3
Interrogation d'histoire	3
Interrogation de géographie	3
Interrogation de mathématiques	4
Interrogation de sciences physiques	4

SÉRIE B.

Composition française	4
Première épreuve de langue vivante étrangère	3
Deuxième épreuve de langue vivante étrangère	3
Epreuve de mathématiques	3
Epreuve de physique	3
Première explication française	3
Deuxième explication française	3
Première explication de langue vivante étrangère	3
Deuxième explication de langue vivante étrangère	3
Interrogation d'histoire	3
Interrogation de géographie	3
Interrogation de mathématiques	4
Interrogation de sciences physiques	4

Seconde partie.

SÉRIE PHILOSOPHIE.

Dissertation philosophique	4
Composition de sciences physiques et naturelles	2
Interrogation de philosophie (programme obligatoire)	3
Interrogation de philosophie (programme à option)	1 ½
Interrogation d'études littéraires	1
Interrogation d'histoire	4
Interrogation de géographie	1
Interrogation de mathématiques	1
Interrogation de sciences physiques	2
Interrogation de sciences naturelles et hygiène	1 ½
Interrogation de langue vivante étrangère	1

SÉRIE MATHÉMATIQUES.

Composition de mathématiques	6
Composition de sciences physiques	6
Dissertation philosophique	4
Interrogation de mathématiques	8
Interrogation de sciences physiques	6
Interrogation de sciences naturelles et hygiène	2
Interrogation de philosophie	2
Interrogation d'histoire	4
Interrogation de langue vivante étrangère	1

Art. 18. — Aux différentes épreuves écrites et orales des diverses séries des deux parties, après délibération du jury, la note zéro est éliminatoire.

Aux épreuves écrites, cette décision doit être précédée d'une seconde lecture de la composition.

Art. 19. — Pour être déclaré admissible, tout candidat doit avoir obtenu la moitié du maximum des points. Toutefois, un candidat n'ayant pas obtenu cette moyenne peut être déclaré admissible après examen de son livret et par décision spéciale du jury, mentionnée au procès-verbal.

Pour être admis, tout candidat doit avoir obtenu la moitié du maximum des points.

Art. 20. — Les certificats d'aptitude portent les mentions suivantes : *Passable*, quand le candidat a obtenu la moitié du maximum des points. *Assez bien*, quand le candidat a obtenu la moyenne de 12 points. *Bien*, quand le candidat a obtenu la moyenne de 14 points. *Très bien*, quand le candidat a obtenu la moyenne de 16 points.

Article 21. — Le candidat ajourné ne peut se représenter dans le cours de la même session.

Art. 22. — Le grade de bachelier de l'enseignement secondaire est conféré aux candidats qui ont subi avec succès les épreuves d'une série de chacune des deux parties. Le diplôme porte les indications de séries suivantes :

A Philosophie ou A Mathématiques.

A' Philosophie ou A' Mathématiques.

B Philosophie ou B Mathématiques.

Quelles que soient les séries inscrites sur le diplôme, le grade de bachelier est admis pour l'inscription supérieure dans les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, en vue des grades ou titres conférés par l'Etat.

Art. 23. — Un arrêté spécial fixera les conditions d'inscription, la composition des jurys, la durée de chaque épreuve écrite et toutes modalités nécessaires pour l'exécution du présent décret.

Art. 24. — Ce décret entrera en vigueur en ce qui concerne la première partie, à la session de juillet 1929, pour les garçons, et à celle de juillet 1930 pour les jeunes filles, et l'année suivante en ce qui concerne la deuxième partie. A partir de ces dates et jusqu'à la session d'octobre 1932 inclus, pourront seuls, par mesure transitoire, se présenter à la première partie, dans les conditions du précédent régime du baccalauréat, les candidats qui se seront déjà présentés avant la session de juillet 1929, pour les garçons et avant celle de juillet 1930 pour la deuxième partie.

Les candidates qui le demanderont pourront être autorisées par le recteur à subir les épreuves de baccalauréat, suivant le régime institué par le présent décret, dès 1929 pour la première partie, et des 1930 pour la seconde.

Art. 25. — L'application des dispositions du présent décret sera fixée pour les diverses colonies par des décrets contresignés par le Ministre de l'Instruction Publique et par le Ministre des Colonies.

Art. 26. — Sont abrogés les décrets du 31 mai 1902 relatifs au baccalauréat et toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 27. — Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel et inséré au Bulletin des Lois.

Rapport et décret relatifs à la condition d'âge pour s'inscrire au Baccalauréat.

14 Janvier 1928

I. — RAPPORT.

Nous avons l'honneur de vous soumettre ci-joint un projet de décret modifiant l'âge auquel les candidats sont admis à subir les épreuves de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Il s'agit de modifier l'article 1^{er} du décret de finances du 15 décembre 1902, article qui n'a pas été abrogé bien que les autres dispositions dudit décret aient été modifiées par le décret du 26 février 1907.

L'article 1^{er} du décret du 1^{er} décembre 1902, dispose : « Nul ne peut, « sauf le cas de dispense, se présenter à l'examen du baccalauréat de « l'enseignement secondaire s'il n'est âgé de 16 ans accomplis. »

Les 16 ans doivent être accomplis au jour de l'ouverture de la session, donc à une date qui peut varier, qui, en tous cas, n'est pas la même pour les deux sessions de l'année.

Il y aurait avantage à prévoir désormais une date fixe au lieu d'une date variable.

Tout candidat au baccalauréat devrait avoir 16 ans révolus au 1^{er} novembre de l'année de l'examen ; une telle disposition permettrait aux

candidats dont la seizième année se termine entre les deux sessions de juin et d'octobre de se présenter sans avoir à solliciter de dispense pour la session de juin-juillet. Elle les mettrait réglementairement sur le même plan que leurs camarades un peu plus âgés et leur donnerait le droit absolu de subir la même année deux fois le même examen.

Outre cet effet de justice, la mesure envisagée allègerait la tâche des recteurs qui n'auraient plus à examiner autant de demandes de dispense. Surtout, elle diminuerait le nombre des arrivées tardives dans les classes de philosophie et de mathématiques à la suite de la session d'octobre.

MM. les Recteurs garderaient le droit qu'ils ont actuellement (circulaire du 24 mai 1922) de se prononcer par délégation en premier et dernier ressort sur toutes les demandes de dispense.

Le décret du 15 décembre 1902 a été pris conformément aux dispositions de la loi du 27 février 1880, le Conseil d'Etat entendu.

La modification que nous avons l'honneur de vous proposer a donc été soumise préalablement à cette haute assemblée.

II. — DECRET.

Vu la loi du 27 février 1880 (art. 6),

Vu le décret du 31 mai 1902,

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique,

Le Conseil d'Etat entendu.

Article Premier. — Nul ne peut, sauf le cas de dispense, se présenter à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire s'il n'est âgé de seize ans accomplis au 1^{er} novembre de l'année de l'examen.

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions antérieures contraires.

Art. 3. — Le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret qui aura effet à partir de la première session de 1928 du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Lettre du Recteur de l'Académie de Paris aux Doyens des Facultés des Lettres et des Sciences.

27 Janvier 1928

Le *Journal Officiel* du 22 janvier 1928 a publié un décret aux termes duquel l'âge exigé des candidats à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire sera désormais de 16 ans accomplis au 1^{er} novembre de l'année de l'examen. Le rapport de M. le Président de la République qui précède ce décret indique les raisons de cette modification à l'article 1^{er} du décret des finances du 15 décembre 1902.

La nouvelle disposition entrant immédiatement en vigueur et devant être applicable à la prochaine session du baccalauréat, vous voudrez bien, conformément aux instructions de M. le Ministre (23 courant) prendre les dispositions utiles pour la porter à la connaissance des candidats par les moyens de publicité d'usage.

Arrêté et instruction relatifs à la réorganisation du Baccalauréat.

6 Mars 1928

I. — ARRETE

Vu les décrets en date des 7 août 1927 et 6 mars 1928 relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

TITRE PREMIER. .. *Sessions d'examens.*

Article premier. — Les Facultés des Sciences et des Lettres (1) pro-

(1) Il y a une Faculté des Lettres et une Faculté des Sciences à Besançon, Bordeaux, Caen, Clermont, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy, Paris, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Toulouse et Alger.

Il y a une Faculté des Lettres à Aix et une Faculté des Sciences à Marseille.

Dans les colonies de la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane fran-

cèdent, chaque année, en deux sessions, aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Les sessions ont lieu, la première, à la fin, la seconde, au commencement de l'année scolaire.

Les dates des sessions et les dates d'ouverture du registre d'inscription sont fixées par arrêtés ministériels.

TITRE II. — *Conditions d'admissibilité à l'examen.*

Art. 2. — Tout candidat dépose ou fait déposer dans les délais fixés, au secrétariat de la Faculté des Sciences ou de la Faculté des Lettres, les pièces suivantes :

1° Son acte de naissance, constatant qu'il a l'âge requis par les règlements ;

2° Une demande d'inscription écrite en entier de sa main, signée de ses nom et prénoms ;

3° Une note indiquant quelle série d'épreuves il demande à subir et, s'il y a lieu, sur quelles langues vivantes étrangères il désire subir les épreuves écrites et orales ;

4° Son livret scolaire, établi conformément aux modèles annexés au présent arrêté.

Le livret scolaire est établi sous la responsabilité des chefs d'établissements.

La signature des chefs d'établissements libres doit être légalisée.

Les candidats élevés dans leur famille ou qui se sont préparés eux-mêmes, sont autorisés à produire des notes qui leur seront fournies par des professeurs particuliers. Les signatures de ces professeurs devront être légalisées.

La photographie qui doit être apposée sur le livret des élèves d'un établissement scolaire porte dans le coin gauche inférieur une partie de l'empreinte du cachet de l'établissement, l'autre partie portant sur le feuillet.

Pour les candidats élevés dans leur famille ou qui se seront préparés eux-mêmes, ce cachet est remplacé par la signature du maire ou du commissaire de police de leur résidence habituelle.

Tous les candidats devront être porteurs d'une carte d'identité avec photographie qu'ils auront à présenter à toute réquisition.

Art. 3. — Les inscriptions sont reçues aux secrétariats des Facultés des Lettres et des Sciences.

Art. 4. — Tout candidat régulièrement inscrit doit être examiné dans la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Art. 5. — L'inscription n'est valable qu'après consignation des droits à acquitter.

TITRE III. — *Forme des examens.*

Art. 6. — Les compositions écrites ont lieu au choix des Facultés soit en une série unique, soit en séries simultanées ou en séries successives.

Elles ont lieu au siège de la Faculté et dans les centres fixés par le Recteur. Il y a au moins un centre de compositions dans chaque département de l'Académie.

gaise, la Nouvelle-Calédonie, à Madagascar, en Cochinchine, au Tonkin et à Pondichéry (Université de Paris) ; en Afrique occidentale française (Université de Bordeaux), des examens subis dans les mêmes conditions, les mêmes formes et sur les mêmes programmes que les examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire, donnent lieu à la délivrance d'un brevet de capacité colonial. Bien qu'identique au baccalauréat, ce brevet n'est échangé contre le diplôme de bachelier par le Ministre de l'Éducation Nationale, qu'après versement des droits d'État, révision des compositions faite par une Commission spéciale siégeant, pour tous les centres, au Service Central des Examens du Baccalauréat de l'Université de Paris, et ratification des décisions des jurys coloniaux.

Des sessions ont lieu aussi : au Maroc, à Rabat, Casablanca, Oudjda et Tanger (Université de Bordeaux) ; à Londres (Université de Lille) ; à Rome (Université de Grenoble) ; à Madrid et à Barcelone (Université de Toulouse) ; à Athènes, Bucarest, Varsovie, Korça, Salonique, Istanbul (École française d'Athènes) ; à Alexandrie, Le Caire, Beyrouth, Alep, Damas, Jérusalem (Université de Paris) ; à Montréal (Université de Paris) ; à Montevideo (Université de Poitiers).

Elles se font sous la surveillance d'un membre du jury.

Art. 7. — Sauf dans le cas où ils sont envoyés par le Ministre, les textes et sujets des épreuves écrites sont choisis par le Doyen de la Faculté des Lettres pour les compositions littéraires, par le Doyen de la Faculté des Sciences pour les compositions scientifiques.

Art. 8. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, remplit et signe une déclaration conforme au modèle annexé par laquelle il reconnaît qu'il a été prévenu des suites que pourraient avoir pour lui, d'après les lois et règlements, les fausses signatures, apposées aux actes, ainsi que toute autre fraude ou tentative de fraude.

Art. 9. — Sous peine d'exclusion immédiate, les candidats ne peuvent avoir aucune communication avec le dehors ou entre eux, ni conserver aucun papier, aucun cahier, aucune note, aucun livre autre que les dictionnaires et les tables de logarithmes autorisés.

Ils ne peuvent utiliser pour les épreuves que les feuilles de papier qui leur sont remises.

Art. 10. — La durée des compositions est fixée ainsi qu'il suit :

Première partie.

SÉRIE A.

Composition française : 3 heures.

Version latine : 3 heures.

Version grecque : 3 heures.

Epreuve de mathématiques : 2 heures.

Epreuve de physique : 2 heures.

SÉRIE A'.

Composition française : 3 heures.

Version latine : 3 heures.

Epreuve de langue vivante étrangère : 3 heures.

Epreuve de mathématiques : 2 heures.

Epreuve de physique : 2 heures.

SÉRIE B.

Composition française : 3 heures.

Première épreuve écrite de langue étrangère : 3 heures.

Seconde épreuve écrite de langue vivante étrangère : 3 heures.

Epreuve de mathématiques : 2 heures.

Epreuve de physique : 2 heures.

Deuxième partie.

SÉRIE PHILOSOPHIE.

Dissertation philosophique : 4 heures.

Composition de sciences physiques et naturelles : 2 h. 30 (1 h. 30 plus 1 heure).

SÉRIE MATHÉMATIQUES.

Composition de mathématiques : 3 heures.

Composition de sciences physiques : 3 heures.

Dissertation philosophique : 3 heures.

Art. 11. — Les épreuves orales sont publiées. Elles ont lieu dans les Facultés des Lettres et des Sciences et, éventuellement dans les centres fixés par les Recteurs.

TITRE IV. — *Des jurys.*

Art. 12. — Les jurys comprennent :

Première partie.

SÉRIE A.

Six examinateurs.

SÉRIE A'.

Six examinateurs.

SÉRIE B.

Six examinateurs.

Deuxième partie.

SÉRIE PHILOSOPHIE.

Cinq examinateurs au moins.

SÉRIE MATHÉMATIQUES.

Six examinateurs.

En cas de besoin, il peut être adjoint aux jurys des examinateurs spéciaux pour les langues vivantes.

En cas de nécessité le nombre des membres du jury peut être réduit d'une unité par décision du Recteur, approuvée par le Ministre.

Chaque jury comprend au moins un membre de l'enseignement supérieur.

Art. 13. — Dans le cas où le jury est formé d'un nombre pair de membres, la voix du président est prépondérante.

TITRE V. — *Police des examens.*

Art. 14. — En cas de fraude ou de tentative de fraude à l'examen, les dispositions de l'article 41 du décret du 21 juillet 1897 sont immédiatement appliquées.

Art. 15. — Le Doyen de la Faculté adresse au Recteur un rapport sur l'ensemble des épreuves.

Art. 16. — Les certificats d'aptitude auxquels sont annexés les actes de naissance des candidats sont transmis au Recteur pour recevoir s'il y a lieu, son visa.

Dans le cas où il croit devoir refuser son visa aux certificats d'aptitude pour cause de vice de forme dans l'examen, le Recteur expose les faits au Ministre dans un rapport spécial.

Nul diplôme n'est remis à l'impétrant qu'après que celui-ci a apposé sa signature tant sur le titre même que sur le registre spécial qui sert à constater la remise du diplôme ou sur un récépissé qui doit être annexé à ce registre.

Tout diplôme qui ne porte point la signature de l'impétrant et celle du Recteur est sans valeur.

Art. 18. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux candidats aux examens du baccalauréat déterminés par le décret du 7 août 1927 ; elles auront les mêmes dates d'application que les dispositions dudit décret.

Art. 19. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

II. — INSTRUCTION

5 Avril 1928

Le *Journal Officiel* du 30 mars a publié l'arrêté du 6 du même mois, pris conformément à l'article 23 du décret du 7 août 1927 et relatif à la mise en application du nouveau régime du baccalauréat quant aux dates des sessions d'examens, aux conditions d'inscription, à la forme des examens, aux jurys, à la police des examens et à la délivrance des diplômes. Conformément à son article 18, cet arrêté n'aura effet qu'à partir de la première session du baccalauréat, nouveau régime (juillet 1929). Il sera d'ailleurs inséré au Bulletin administratif.

Je vous prie d'en prendre une note toute spéciale et de le joindre aux documents concernant le nouveau régime du baccalauréat (décrets du 7 août 1927 et du 6 mars 1928, circulaire du 17 mars 1928). Vous avez déjà remarqué que le décret du 6 et la circulaire du 17 mars s'appliquent au régime finissant (art. 6 du décret du 6 mars 1928) comme au nouveau régime qui entrera en vigueur à la session de juillet 1929 pour les garçons.

En ce qui concerne le nombre des examinateurs dans les diverses séries, les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 2 juillet 1927 sont applicables aux examens du baccalauréat qui seront subis cette année et les années suivantes sous le régime de 1902, l'article 2 de cet arrêté concernant la présidence du jury est toutefois remplacé par le § 1^{er} de l'article 4 du décret du 6 mars 1928 susvisé. Ce paragraphe confie la

présidence du jury à un membre de l'enseignement supérieur. Bien que cela ne soit pas explicitement indiqué, il conviendra que ce soit toujours un professeur ou un maître de conférences ou un chargé de cours.

En résumé, pour l'organisation, d'après le régime de 1902, des sessions du baccalauréat en 1928 et ultérieurement, les textes principaux dont vous avez à tenir compte sont les suivants : décret du 31 mai 1902 (à noter que les articles 3, 5, 17, 19 et 20 sont abrogés), décrets du 22 janvier 1917 et 13 février 1920 qui ont modifié les articles 17, 19 et 20 du décret du 31 mai 1902 ; décret du 6 mars 1928 et circulaire du même mois ; arrêté du 31 mai 1902 et article 1^{er} de l'arrêté du 2 juillet 1927 modifiant son article 13 déjà modifié par l'arrêté du 10 août 1920. Quant à l'article 14 de l'arrêté du 31 mai 1902, son § 2 ainsi conçu : « Dans le cas où le jury est formé d'un nombre pair des membres, la voix du président est prépondérante » n'a pas été abrogé et demeure en vigueur pour le régime de 1902. La même disposition se retrouve d'ailleurs à l'article 13 de l'arrêté du 6 mars 1928 relatif à l'organisation du nouveau régime.

Je vous rappelle que le décret du 14 janvier 1928 a fixé à 16 ans accomplis au 1^{er} novembre de l'année de l'examen des candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Rapports, décrets et instructions relatifs aux jurys du Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

1^o 6 Mars 1928

A. — RAPPORT.

Le décret du 7 août 1927 sur le nouveau régime du baccalauréat a fixé dans son ensemble la réglementation de cet examen et l'a mis en harmonie avec le système d'études de l'enseignement secondaire. Mais, pour des raisons de fait, l'organisation des jurys d'examen avait été prévue dans un décret antérieur en date du 2 juillet 1927.

C'est ce dernier texte qu'il est opportun de reprendre et de remplacer aujourd'hui par le projet de décret que j'ai l'honneur de vous soumettre et que le Conseil supérieur de l'Instruction publique a examiné dans sa dernière session. La nouvelle composition des jurys est moins limitée que dans la réglementation de 1902 qui ne prévoyait à côté des membres des Facultés des Lettres et des Sciences, que des professeurs de l'enseignement secondaire agrégés ou docteurs.

Il pourra désormais être fait appel, non seulement à ces catégories, mais aussi au personnel de tous les établissements scientifiques, aux professeurs et anciens professeurs de l'enseignement secondaire public dont les titres et les services justifient la présence dans les jurys. Je tiens à préciser que le texte qui vous est soumis ne fait aucune distinction entre le personnel masculin et le personnel féminin ; il permet donc de désigner comme examinateurs des membres de l'enseignement secondaire des jeunes filles remplissant les conditions prévues.

Il semble que ces dispositions soient de nature à assurer dans les meilleures conditions le fonctionnement des épreuves du baccalauréat.

Si vous partagez cette manière de voir, je vous serais obligé, Monsieur le Président, de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

B. — DECRET.

Article premier. — Les jurys d'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont composés :

1^o De professeurs, chargés de cours, maîtres de conférences, chargés de conférences, en activité ou honoraires, des Facultés des Lettres ou des Sciences, d'autres membres de ces Facultés s'ils sont agrégés ou docteurs, de membres du personnel enseignant des autres établissements d'enseignement supérieur public, les uns et les autres désignés par le doyen.

2^o De professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement secondaire public, agrégés ou docteurs.

3° De professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement secondaire public, licenciés ou certifiés, comptant quinze ans de services d'enseignement et ayant exercé leurs fonctions dans une classe préparatoire au baccalauréat pendant cinq ans au moins.

4° De professeurs de l'enseignement secondaire du cadre local d'Alsace et Lorraine.

Les membres visés aux paragraphes 2, 3 et 4 sont désignés par le recteur sur une liste arrêtée par le ministre.

Art. 2. — Pour les langues étrangères, autres que l'anglais et l'allemand, des examinateurs n'entrant pas dans les catégories précédentes peuvent être, en cas de nécessité, adjoints au jury. Ils sont nommés par le Ministre.

Art. 3. — Les examinateurs de l'enseignement secondaire siégeant dans les jurys ne peuvent interroger les élèves de l'établissement auquel ils appartiennent.

Art. 4. — Le jury est présidé par un membre de l'enseignement supérieur.

La composition des jurys est déterminée par arrêté ministériel.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et, notamment, celles du décret du 2 juillet 1927.

Art. 6. — Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret qui aura effet à partir de la session de juin-juillet 1928.

2° 24 Avril 1928

Aucun texte ne réglait jusqu'ici d'une manière explicite, la question de la présence des chefs de travaux et des assistants des Facultés des Sciences dans les jurys d'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire, et, s'ils étaient appelés à en faire partie, c'était par une interprétation, d'ailleurs légitime, des textes en vigueur, au titre de membre de l'enseignement supérieur.

Le décret du 6 mars 1928 dispose que les jurys de baccalauréat seront désormais composés : « 1° de professeurs chargés de cours, maîtres de « conférences, chargés de conférences en activité ou honoraires des « Facultés des Lettres et des Sciences, d'autres membres de ces Facultés « s'ils sont agrégés ou docteurs... » Il permet expressément de faire appel aux chefs de travaux et aux assistants de ces Facultés pourvu qu'ils soient munis du titre ou grade exigé.

Ceux d'entre eux qui ont figuré l'an dernier dans la composition des jurys ont été rétribués dans les mêmes formes que les autres membres n'appartenant pas à l'enseignement supérieur. Cette mesure avait un caractère exceptionnel tenant aux circonstances et ne saurait être maintenue. Il importe dorénavant de revenir au droit commun, la participation au baccalauréat rentrant dans le service normal des chefs de travaux et assistants comme celui des autres membres de l'enseignement supérieur.

Vous voudrez bien donner connaissance de cette instruction à M. le Doyen de la Faculté des Sciences qui en avisera les intéressés ; il y aura lieu de l'appliquer dès la prochaine session du baccalauréat.

Je suis assuré, d'ailleurs, qu'elle répond aux désirs des intéressés eux-mêmes.

C. — INSTRUCTION

1° 17 Mars 1928

L'article 1^{er} du décret du 6 mars 1928 paru à l'*Officiel* du 15 mars 1928 dispose que les membres des jurys d'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont choisis par les recteurs sur une liste arrêtée par le Ministre.

Cette disposition aura pour effet essentiel de vous permettre de pourvoir au dernier moment aux remplacements nécessaires sans avoir à m'en référer.

En principe cette liste sera valable pour les deux sessions de l'année (juillet et octobre). Chaque année, après la session d'octobre et au plus tard le 1^{er} décembre, vous m'adresserez vos propositions concernant :

1° Le nombre des professeurs de l'enseignement secondaire que vous

estimerez nécessaire pour la constitution du jury en justifiant votre proposition.

2° La liste prévue au décret précité préparée par vos soins après consultation des doyens.

En vue de parer aux défections qui peuvent se produire par mutation, maladie ou pour toute autre cause, cette liste comprendra des noms en quantité plus considérable qu'il m'est nécessaire pour la constitution des jurys. Pour fixer les idées, on peut envisager un excès de 20 % environ, mais je ne verrais pas d'inconvénient à ce qu'il fût plus élevé.

La liste devra, dans la mesure du possible, faire une place à la plupart des catégories envisagées dans le décret tout en laissant la plus grande part aux professeurs agrégés des lycées. Vous n'oublierez pas mes prescriptions antérieures relatives à la désignation des agrégés de grammaire. Vous remarquerez, en outre, que le décret ne fait aucune distinction entre le personnel masculin et le personnel féminin. Vous aurez d'ailleurs, en vue des désignations, à vous entendre avec MM. les Doyens.

Dès que je vous aurai fait connaître ma décision, les intéressés seront avisés par vos soins. Vous leur demanderez de vous accuser réception et de vous faire connaître leur acceptation ou leur refus dans un délai que vous fixerez et qui ne dépassera pas quinze jours.

Vous aurez alors à me faire part de l'ensemble des réponses et à m'adresser, le cas échéant, les propositions complémentaires qui vous paraîtraient nécessaires pour me permettre d'arrêter la liste définitive.

Il sera bon que les professeurs qui figurent sur la liste, s'ils ne sont pas appelés une année, soient désignés une des années suivantes comme membres des jurys par un roulement au moins partiel.

Exceptionnellement pour l'année 1928, la liste devra être préparée dès maintenant et m'être adressée pour le 15 avril au plus tard.

2° 13 Août 1931

A. — RAPPORT.

Le décret du 6 mars 1928 a réglementé l'organisation des jurys d'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire. Aux termes de l'article 1^{er} de ce décret, les membres du jury qui n'appartiennent pas à l'enseignement supérieur doivent être désignés par le recteur sur une liste arrêtée par le ministre.

Or, en fait, cette liste est toujours arrêtée conformément aux propositions du recteur. Son établissement par le ministre et les modifications rendues souvent nécessaires pendant les sessions d'examens entraînent des formalités administratives qu'il a paru utile de simplifier pour faciliter la constitution des jurys.

A cette fin, le Conseil supérieur de l'Instruction publique, a adopté un projet de décret tendant à réaliser la décentralisation désirable. Aux termes de ce texte, la liste des membres n'appartenant pas à l'enseignement supérieur sera arrêtée désormais dans chaque Académie par le recteur.

En conséquence, j'ai l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-après destiné à remplacer le décret du 6 mars 1928.

B. — DECRET.

Article premier. — Les jurys d'examen du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont composés :

1° De professeurs chargés de cours, maîtres de conférences en activité ou honoraires des Facultés des Sciences ou des Lettres, d'autres membres de ces Facultés s'ils sont agrégés ou docteurs : de membres du personnel enseignant des autres établissements d'enseignement supérieur public ou de grands établissements scientifiques, les uns et les autres désignés par le doyen.

2° De professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement secondaire public, agrégés ou docteurs.

3° De professeurs ou anciens professeurs de l'enseignement secondaire public, licenciés ou certifiés comptant 15 ans de service d'enseignement et ayant exercé leurs fonctions dans une classe préparatoire au baccalauréat pendant 5 ans au moins.

4° De professeurs de l'enseignement secondaire du cadre local d'Alsace et de Lorraine.

Les membres visés aux paragraphes 2, 3 et 4 sont désignés par le recteur sur une liste qu'il arrête annuellement.

Art. 2. — Pour les langues étrangères vivantes autres que les langues allemande et anglaise, les examinateurs n'entrant pas dans les catégories précédentes peuvent en cas de nécessité être adjoints au jury. Ils sont nommés par le recteur.

Art. 3. — Les examinateurs de l'enseignement secondaire siégeant dans les jurys ne peuvent pas interroger les élèves de l'établissement auquel ils appartiennent.

Art. 4. — Le jury est présidé par un membre de l'enseignement supérieur. La composition des jurys est déterminée par arrêté ministériel.

Art. 5. — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment celles du décret du 6 mars 1928.

Art. 6. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret qui aura effet à partir de la session d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire de juin-juillet 1932.

Circulaire relative aux élèves de Seconde qui se présenteraient à l'examen pour s'assurer le bénéfice du régime transitoire.

19 Juillet 1928

De nombreux élèves de la classe de seconde des lycées et collèges et des établissements privés demandent à se présenter aux épreuves du baccalauréat à la session d'octobre 1928 afin de pouvoir s'assurer, en cas d'échec, le bénéfice du régime actuel, conformément aux dispositions transitoires prévues par l'article 24 du décret du 7 août 1927. Une école donnant des cours par correspondance a même organisé une propagande en ce sens auprès des élèves.

Deux cas sont à envisager :

Si le candidat est âgé de 16 ans accomplis au 1^{er} novembre de l'année de l'examen, son inscription à la 1^{re} partie ne peut lui être refusée, conformément aux dispositions du décret du 14 janvier 1928, quelles que soient, par ailleurs, ses conditions de scolarité.

S'il ne remplit pas la condition d'âge susvisée, il doit, pour être autorisé à se présenter, vous adresser une demande de dispense sur laquelle il vous appartient de statuer sans aucune réserve, dans les conditions de la circulaire du 24 mai 1922.

J'appelle votre attention sur l'inconvénient majeur qu'il y aurait à favoriser en l'espèce des combinaisons contraires à l'esprit et à la lettre du décret du 7 août 1927 qui s'est proposé de mettre l'examen du baccalauréat en harmonie avec le système d'études dont il est le couronnement. Je vous prie donc de n'accorder aucune dispense d'âge en vue du baccalauréat, fut-ce d'un seul jour, à un candidat qui n'aurait pas terminé le cycle complet des études secondaires.

Par contre, j'estime qu'il convient d'être très large pour l'octroi des dispenses d'âge aux élèves qui viennent de terminer leur année de première, de façon qu'ils puissent rester sous le régime actuel du baccalauréat.

Circulaire relative à la suppression de l'autorisation du père ou du tuteur pour les candidats mineurs.

28 Novembre 1928 (1)

Pour les candidats mineurs l'autorisation du père ou du tuteur n'est pas demandée. Sous l'ancien régime, l'obligation pour le mineur d'obtenir

(1) Cf. Lettre du Recteur de l'Académie de Paris aux doyens des Facultés du 15 avril 1929 : « Aux termes de la circulaire ministérielle du 28 novembre 1928, l'autorisation du père ou du tuteur n'est plus exigée des candidats mineurs aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire (nouveau régime). J'estime, dans ces conditions, que pareille mesure peut être appliquée aux candidats de l'ancien régime du baccalauréat. »

cette autorisation a présenté, dans certains cas, de tels inconvénients, qu'il n'a paru nécessaire de la maintenir dans le nouveau texte.

Circulaire et instruction relatives aux épreuves de langues vivantes et de sciences.

13 Décembre 1928

I. — CIRCULAIRE.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, un exemplaire des instructions pour les épreuves de langues vivantes étrangères et de sciences au baccalauréat de l'enseignement secondaire (régime institué par le décret du 7 août 1927).

Je vous prie des les communiquer à MM les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres et de leur donner la publicité d'usage auprès des candidats de votre ressort.

Je vous rappelle qu'en ce qui concerne les épreuves écrites de langues vivantes étrangères, l'article 14 du décret du 7 août 1927 (§ 3) dispose que, par mesure transitoire, l'emploi d'un dictionnaire rédigé exclusivement dans la langue choisie par le candidat demeure autorisé jusques et y compris la session d'octobre 1932. Les candidats pourront, en conséquence, utiliser les dictionnaires autorisés à ce jour.

J'attire tout spécialement votre attention sur la mesure transitoire prévue en ce qui concerne les épreuves écrites de langues vivantes étrangères; celles-ci porteront pour les deux sessions de l'année 1929 sur une version suivie d'un thème.

II. — INSTRUCTION (1) (Langues vivantes).

(Baccalauréat, 1^{re} partie.)

A. — Épreuves écrites.

Les épreuves écrites consistent soit en une version suivie d'un thème, soit en une composition dans une langue étrangère choisie par le candidat.

Deux mois avant l'ouverture de la session de juillet, il est procédé dans le cabinet du doyen de la Faculté des Lettres, en présence d'un professeur de l'enseignement supérieur et d'un professeur de l'enseignement secondaire, à un tirage au sort qui décide de la nature de l'épreuve. Elle sera la même pour les deux sessions de l'année (juillet et octobre). Les candidats sont aussitôt informés par les soins du recteur de l'Académie.

Lorsque le Ministre use de son droit d'envoyer des textes et sujets, le tirage au sort a lieu dans le cabinet du directeur de l'enseignement supérieur, dans les mêmes formes.

Dans les deux cas, si un événement fortuit y oblige, de nouveaux sujets peuvent être donnés ou envoyés (même nature de l'épreuve).

Le texte de la *version* de langue étrangère sera choisi dans un ouvrage de prose ou de vers, et ne dépassera pas quinze ou vingt lignes en moyenne.

Le *thème* n'aura pas nécessairement de rapport avec la *version*. Le *vocabulaire* en sera simple et concret et devra ne présenter aucune difficulté qui puisse détourner l'effort du candidat de la correction et de la précision grammaticales.

La traduction des mots techniques ou difficiles sera donnée en note.

La *composition* libre aura toujours pour point de départ un texte très facile de langue étrangère. Elle pourra prendre la forme d'une narration, lettre ou dialogue se rapportant à ce texte, ou d'une réponse en langue étrangère à quelques questions posées à propos de ce texte, ou d'une très simple étude littéraire de ce texte.

Les candidats de la série B devront indiquer sur les copies, à titre

(1) Avec les modifications apportées par les *Instructions* du 1^{er} février 1929.

de renseignement, la langue qu'ils ont commencée en Sixième et celle qu'ils ont commencée en Quatrième.

La concordance sur les copies de cette indication sera vérifiée par le jury.

Pour les deux sessions de juillet et d'octobre 1929 et par mesure transitoire, le tirage au sort prévu ci-dessus n'aura pas lieu. Les épreuves écrites de langues vivantes porteront sur une version suivie d'un thème.

B. — *Epreuves orales.*

L'épreuve orale consiste essentiellement dans l'explication d'un texte tiré d'un des ouvrages du programme des classes de Seconde et de Première que le candidat déclarera avoir lus.

Il ne s'agira pas uniquement d'une traduction en français, mais bien de l'explication d'un texte, avec les diverses remarques grammaticales ou littéraires auxquelles ce texte peut donner lieu.

Aux candidats des sections A' et B, il pourra être posé, mais uniquement à propos du texte ainsi expliqué, quelques questions relatives à l'histoire littéraire et à la civilisation du peuple dont le candidat a choisi la langue.

En outre, l'épreuve orale comprend obligatoirement une conversation en langue étrangère.

INSTRUCTION (Sciences).

(Baccalauréat, 1^{re} partie, et Baccalauréat, 2^e partie, *Mathématiques*.)

Chacune des épreuves de sciences mathématiques ou physiques comprend une question de cours et un problème. Le texte de la question de cours devra toujours être libellé de façon que le sujet à traiter soit très nettement délimité ; la question sera choisie de manière que le temps nécessaire par sa rédaction n'excède pas le quart de la durée de l'épreuve. Quant au problème, il importe qu'il soit proposé en tenant compte de la formation des candidats, très différente suivant qu'il s'agit de la première partie du baccalauréat ou de la seconde. Dans aucun cas il ne devra se réduire à une simple application numérique ; il convient qu'il comporte des questions de difficultés diverses commençant par les plus faciles, qui ne devront arrêter que les candidats d'une insuffisance vraiment indiscutable.

À la première partie, la même importance sera attribuée à la question de cours et au problème ; il en sera de même pour l'épreuve de sciences physiques de la seconde partie. Mais à la seconde partie Mathématiques du baccalauréat, avec des candidats déjà entraînés à la recherche et aux applications, il convient de donner au problème, dans l'épreuve de mathématiques, une importance nettement plus grande qu'à la question de cours. Sur 120 points on devra en réserver de 80 à 90 pour le problème. Dans chaque Académie, la répartition des notes entre le problème et la question sera fixée suivant la nature des questions posées. Cette répartition sera portée à la connaissance des candidats en même temps que le sujet de l'épreuve.

Instruction relative au nouveau régime et à l'envoi des sujets par le Ministre.

I. — 1^{er} Février 1929

Le nouveau régime du baccalauréat, institué par le décret du 7 août 1927 fonctionnera cette année pour la première fois. Il est particulièrement important que le choix des épreuves dont plusieurs ont un caractère nouveau soit entouré, aux sessions prochaines de juillet et de novembre, de garanties spéciales et que le niveau de l'examen soit dès le principe établi d'une manière uniforme dans toutes les Académies.

L'article 13 du précédent règlement du baccalauréat prévoyait déjà qu'en vue d'assurer la concordance entre les études et l'examen, des textes et sujets communs pouvaient être envoyés par le Ministre dans les diverses Académies. Cette disposition a été reprise par l'article 9 du décret du 7 août 1927. Il a paru opportun de l'appliquer au moins pour les ses-

sions de juillet et d'octobre 1929 du nouveau régime. J'ai décidé, en conséquence, que les sujets de composition des séries A, A' et B seraient donnés cette année, par le Ministère et en principe les mêmes pour les diverses Académies. Je n'entends nullement pour cela me priver de l'expérience que les Facultés ont acquise en cette matière, ni les écarter d'un rôle qu'elles ont coutume de remplir avec autant de scrupule que le discernement, et je leur demanderais de collaborer avec moi pour l'établissement des sujets communs.

Il appartiendra donc à MM. les Doyens de la Faculté des Sciences et de la Faculté des Lettres de me proposer deux textes pour chacune des épreuves écrites de la 1^{re} partie désignées à l'article 13 du décret du 7 août 1927.

Il est nécessaire que vous m'adressiez ces propositions sous pli cacheté au Ministère, Direction de l'Enseignement supérieur avant le 20 février.

Comme par le passé, MM. les Doyens choisiront sous leur responsabilité les sujets des épreuves écrites qui doivent être subies par les candidats se présentant au baccalauréat, soit à la 1^{re}, soit à la 2^e partie, suivant le régime établi par le décret du 31 mai 1902.

En ce qui concerne les propositions qui me seront soumises en vue de l'application du nouveau régime, elles devront, pour les épreuves autres que la version latine, la version grecque, l'épreuve de langue vivante et les problèmes de mathématiques et de physique, comprendre chacune, comme d'habitude, les trois sujets pour choix du candidat.

Pour les langues vivantes étrangères, il y aura lieu de ne proposer des sujets que pour les langues principales prévues au § 1^{er} de l'article 16 du décret du 7 août 1927 (allemand, anglais, italien, espagnol, arabe littéraire, russe, portugais) ; et sous la réserve, pour les langues autres que l'allemand et l'anglais, qu'elles puissent faire l'objet d'épreuves devant la Faculté. Conformément aux instructions du 13 décembre 1928, parues au *Journal Officiel* du 15 décembre 1928, p. 13.018, seuls devront m'être proposés des textes comprenant chacun un sujet de version et un sujet de thème (thème simple et non thème d'imitation).

Quant aux épreuves portant dans les conditions du § 4 de l'article susvisé, sur des langues spéciales qui ne sont choisies qu'exceptionnellement et à condition qu'il soit possible d'adjoindre au jury un examinateur compétent, elles continueront à être organisées par les soins de la Faculté où sera subi l'examen et sur des sujets choisis par elle. Il n'y aura donc pas lieu d'en faire état dans les propositions.

Il sera prudent de tenir en réserve, dans chaque Académie, un certain nombre de sujets ou de textes pour chacune des épreuves qui pourraient être substituées au sujet commun en cas d'erreur ou d'accident survenu au dernier moment dans un centre d'examen.

Les textes du nouveau régime vous parviendront tout imprimés en un nombre d'exemplaires suffisant. A cet effet, j'aurais besoin que vous m'adressiez, avant le 15 mars, Direction de l'enseignement supérieur, 2^e bureau, le renseignement suivant avec toute l'exactitude qu'il peut comporter : d'après la répartition des élèves entre les diverses classes des établissements de votre Académie, comme d'après les statistiques des dernières sessions du baccalauréat, quel vous paraît devoir être, en juillet prochain, le nombre approximatif des candidats de votre Académie pour chacune des trois sections A, A' et B. On n'omettra pas de considérer que les jeunes filles, dans l'ensemble, subiront les épreuves dans les conditions du régime établi par le décret du 31 mai 1902.

Ces indications devront être données pour chaque centre d'examen afin de permettre de vous adresser pour chacun d'eux le nombre d'exemplaires voulu.

Je vous signale, en terminant, que j'ai décidé de modifier le § 9 des Instructions pour les épreuves de langues vivantes étrangères (baccalauréat 1^{re} partie) épreuves écrites. Au lieu de préciser au moment de leur inscription l'ordre dans lequel ils désirent subir les épreuves de langues, les candidats de la série B devront indiquer sur leurs copies, à titre de renseignement, la langue qu'ils ont commencée en Sixième et

celle qu'ils ont commencée en Quatrième. Vous recevrez incessamment la rectification utile qui paraîtra d'ailleurs au *Journal Officiel* (1).

II. — 13 Avril 1929

Ma circulaire du 1^{er} février 1929 relative aux conditions dans lesquelles seront choisis cette année les sujets des épreuves écrites de la 1^{re} partie du baccalauréat nouveau régime, indiquait que les Facultés continueraient à proposer ceux qui se rapportent aux langues spéciales exceptionnellement choisies par les candidats : annamite et langues des pays avec lesquels il existe une convention ou entente universitaire.

Il m'est apparu qu'il n'y avait pas d'inconvénient à ce que les Facultés de la métropole devant lesquelles pourront être subies pendant les sessions de 1929 les épreuves d'arabe littéraire (Paris, Aix, Marseille, Bordeaux, Strasbourg, Toulouse) et celles de portugais (Paris, Aix-Marseille, Rennes) choisissent aussi elles-mêmes les sujets correspondants en tenant compte que les épreuves écrites de langues vivantes étrangères doivent comporter cette année une version et un thème libre.

En définitive, seront envoyés par mes soins les sujets des épreuves écrites suivantes : composition française (A, A', B), version latine (A et A'), 1^{re} épreuve de langue vivante étrangère Allemand et Anglais (B), composition de mathématiques et composition de physique (A, A', B.), version grecque (A), épreuve de langue vivante étrangère (A') et seconde épreuve de langue vivante étrangère (B). Pour ces deux dernières épreuves qui comportent des sujets communs, les sujets que j'enverrai seront ceux d'allemand, d'anglais, d'italien, d'espagnol et de russe.

Le tableau ci-joint résume l'organisation des épreuves écrites de langues vivantes étrangères à la 1^{re} partie du baccalauréat nouveau régime ; il demande à être rapproché des dispositions de l'arrêté du 29 mars 1929 fixant pour cette année les jours et heures des épreuves écrites.

Il faut prévoir le cas où des Italiens, candidats à la série B, réclameraient le bénéfice des dispositions du paragraphe 4 de l'art. 16 du décret du 7 août 1927. L'Italie est en effet un des pays avec lesquels une convention scolaire est intervenue. L'Italien devra alors être considéré comme la langue d'un pays à convention et donner lieu, en conséquence, dans la série B, à la 1^{re} épreuve de langue vivante. Les Facultés donneront les sujets. A la seconde épreuve, conformément au paragraphe 3 de l'article 16 susvisé, les candidats de cet ordre ne seront pas astreints à présenter l'allemand ou l'anglais.

Je vous prie de communiquer ces instructions à MM. les Doyens des Facultés des Lettres et des Sciences en les invitant à en assurer la stricte exécution.

*Epreuves écrites de langues vivantes étrangères au baccalauréat
Nouveau régime (Séries A' et B)*

A. — SUJETS A PROPOSER AUX CANDIDATS.

SÉRIE A.

1^{er} jour : Allemand, Anglais (2).

1^{re} épreuve de la série B : Annamite et langues des pays à convention (3).

2^e jour : Allemand, Anglais, Italien, Espagnol, Russe (2).

Epreuve unique de la série A' et 2^e épreuve de la série B : Arabe littéraire, Portugais, Annamite et langues des pays à convention (3 et 4).

(1) Le paragraphe 9 du Titre A — épreuves écrites — des instructions pour les épreuves de langues étrangères vivantes (Baccalauréat, 1^{re} partie) ainsi conçu : « Les candidats de la série B devront, au moment de leur inscription, préciser dans quel ordre ils désireront subir les épreuves de « langues » est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les candidats de la série B devront indiquer sur leurs copies, à titre de renseignement, la langue qu'ils ont commencée en sixième et celle qu'ils ont commencée en quatrième.

La concordance sur les copies de cette indication sera vérifiée par le jury. »

(2) Sujets envoyés par le Ministère.

(3) Sujets donnés par les Facultés.

(4) Annamite et langues des pays à convention pour la série A' seulement.

SÉRIE B.

Les candidats de cette série présentant l'allemand et l'anglais subiront l'épreuve d'allemand le 1^{er} jour et celle d'anglais le 2^e jour.

Les candidats de cette série présentant l'allemand et une des 7 langues visées au paragraphes 1^{er} de l'art. 16 du décret du 7 août 1927, autre que l'anglais, subiront l'épreuve d'allemand le 1^{er} jour.

Les candidats de cette série présentant l'anglais et une des 7 langues ci-dessus, autre que l'allemand, subiront l'épreuve d'anglais le 1^{er} jour.

Les candidats de cette série présentant l'annamite ou leur langue maternelle subiront l'épreuve correspondante le 1^{er} jour et composeront le 2^e jour en une des 7 langues visées au paragraphe 1^{er} de l'article 16 du décret du 7 août 1927.

SÉRIE A'.

Les candidats de cette série présentant l'une des 7 langues énumérées au § 1^{er} de l'article 16 susvisé, l'annamite ou leur langue maternelle, subiront le 2^e jour l'unique épreuve de langue vivante à laquelle ils sont astreints.

III. — 20 Juin 1929

Des sujets communs ayant été envoyés cette année aux Facultés, en vue de la session de juin de la 1^{re} partie du baccalauréat, nouveau régime, il n'en devient que plus important, pour le secret des épreuves, de faire composer les candidats aux heures prescrites. Vous voudrez bien appeler d'urgence sur ce point l'attention de MM. les Doyens de la Faculté des Sciences et de la Faculté des Lettres en leur demandant d'inviter les présidents des épreuves écrites à prendre l'heure légale et à ouvrir l'examen exactement aux heures fixées par l'arrêté du 29 mars 1929.

IV. — 20 Juin 1929

Mon attention a été appelée sur le fait que les sujets de composition de sciences qui vous ont été adressées en vue du baccalauréat, nouveau régime (1^{re} partie) sont imprimés sur la même feuille.

Il en résulte qu'une suspension de 15 minutes entre les deux épreuves — mathématiques et physique — ne pourra avoir lieu comme il est d'usage pour les épreuves de même nature de l'ancien régime. Il conviendra de laisser composer les candidats pendant quatre heures et de ne recueillir qu'à la fin des épreuves les deux sortes de composition. J'ai pris bonne note de cette question en vue de la prochaine session.

J'observe d'ailleurs qu'une durée de quatre heures pour les deux épreuves dans les conditions déterminées ci-dessus n'aura rien d'excessif, il se trouve — en philosophie ou au concours général, par exemple — des épreuves d'une durée égale ou supérieure.

D'autre part, l'arrêté du 6 mars 1928 ne prévoit aucun intervalle entre les deux compositions.

Je vous prie de communiquer d'urgence ces instructions à MM. les Doyens de la Faculté des Sciences et des Lettres en les priant de veiller à leur stricte exécution.

Décret relatif aux langues vivantes complémentaires.

22 Février 1929

Vu le décret du 7 août 1927 portant organisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire,

Vu le décret et l'arrêté du 6 mars 1928,

Vu les instructions sur le baccalauréat,

Vu la loi du 17 février 1880,

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Article premier. — Le § 5 de l'article 16 du décret du 7 août 1927 est modifié et complété comme suit :

« Peuvent faire l'objet d'une interrogation complémentaire, les langues « énumérées ci-après : roumain, danois, norvégien, suédois, hollandais, « polonais, tchèque, serbo-croate, bulgare, grec moderne, hébreu moderne, « arménien, persan, turc, ambarique, malgache, chinois, japonais, anna- « mite, cambodgien. »

Art. 2. — L'article 17 du décret du 7 août 1927 est modifié comme suit :

« Art. 17. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note « variant de 0 à 20. Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

Seconde partie
SÉRIE PHILOSOPHIE

.....
Interrogation de sciences naturelles 1 ½
.....

SÉRIE MATHÉMATIQUES

.....
Interrogation de sciences naturelles 2
.....

Circulaire relative à l'identification des candidats.

3 Avril 1929

L'article 2 de l'arrêté du 6 mars 1928 (Titre II. — Conditions d'admissibilité à l'examen) prescrit que les candidats au baccalauréat doivent déposer, en se faisant inscrire, leur livret scolaire ou des notes fournies par des professeurs particuliers. La photographie du candidat doit figurer sur ces pièces avec, suivant le cas, le cachet de l'établissement où la signature d'un maire ou d'un commissaire de police. D'autre part, tous les candidats doivent être porteurs d'une carte d'identité avec photographie qu'ils ont à présenter à toute réquisition. Pour empêcher les substitutions de personne possibles, j'ai décidé qu'il y aurait lieu, le jour de l'examen, d'exiger la carte d'identité à l'entrée des salles. L'attention des surveillants sera appelée sur l'importance de ce contrôle qui pourra d'ailleurs fonctionner ultérieurement chaque fois qu'on le jugera utile. Les candidats lors de leur inscription au Secrétariat seront prévenus tout spécialement de ces dispositions.

Je vous prie d'inviter les chefs des établissements d'enseignement publics qui présentent des candidats au baccalauréat à prendre d'urgence toutes dispositions utiles pour que les formalités concernant la délivrance de la carte d'identité aient lieu le plus rapidement possible. Il semble que le plus expédient serait de demander au commissaire de police de déléguer à cet effet un représentant qui s'entendrait avec la Direction de l'établissement pour que les formalités nécessaires y soient accomplies sans que les internes aient à s'absenter.

Instructions relatives aux examens du Baccalauréat en Egypte.

9 Avril 1929

Vous avez bien voulu appeler à nouveau mon attention sur les conditions spéciales dans lesquelles il y aurait lieu de prévoir que seraient subies en Egypte les épreuves analogues au baccalauréat de l'Enseignement secondaire dont les sessions ont lieu, comme en France deux fois par an.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai soumis la question à la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Conformément aux propositions du Consul de France à Alexandrie, la Section permanente a estimé qu'il y avait lieu d'autoriser les candidats d'origine grecque à présenter le grec moderne dans chacune des séries de la première partie au même titre que l'une des 7 langues énumérées au paragraphe premier de l'article 16 du décret du 7 août 1927, sans astreindre d'ailleurs ceux qui s'inscriront en vue des épreuves de la série B à présenter l'Anglais ou l'Allemand à la seconde épreuve de langue vivante. Cette épreuve pourra porter à l'écrit comme à l'oral sur l'une quelconque des langues ci-dessus visées.

La Section permanente a été d'avis d'autre part que l'Arabe à la série B, ne pouvait être appelé à compter pour deux langues, mais qu'il conviendrait d'autoriser les candidats le présentant à cette série comme

leur langue maternelle à choisir pour la seconde épreuve l'une des langues : allemande, anglaise, italienne, espagnole, russe, portugaise (sous réserve que les centres disposent d'examinateurs compétents). Ils ne seraient donc pas obligés de présenter l'allemand ou l'anglais comme les candidats de la série B doivent le faire au baccalauréat dans la métropole.

La Section permanente a admis la possibilité de présenter l'hébreu moderne dans les mêmes conditions pour les candidats d'origine israélite, l'arménien pour les candidats d'origine arménienne, l'amharique pour les originaires d'Abyssinie, enfin le perse pour les originaires de la Perse.

Quant aux adaptations proposées par le Consul de France en ce qui concerne le programme de français et consistant à décider :

1° Que les candidats de la série A seront interrogés sur un texte du *xvii*^e siècle ou suivants ;

2° que les candidats des séries A' et B seront interrogés :

a) sur un texte des *xvii*^e siècle ou *xviii*^e siècle,

b) sur un texte français moderne.

La Section permanente a désiré qu'elles fussent réservées aux candidats d'origine non française, nos nationaux devant, pour ces matières, subir les épreuves dans les conditions normales.

L'épreuve orale de géographie comporte deux interrogations dont la seconde doit, aux termes de l'article 14 du décret du 7 août 1927, viser la géographie des colonies françaises. La Section permanente a estimé que cette seconde interrogation pourrait, pour les candidats non français seulement, porter soit sur les colonies françaises, soit sur le bassin méditerranéen.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai adopté l'avis de la Section permanente.

Je vous prie d'en aviser le Consulat de France à Alexandrie en le priant d'organiser en conséquence les épreuves correspondant à celles de la première partie du nouveau régime du baccalauréat.

Instructions relatives à la carte d'identité et au livret scolaire.

I. — 15 Avril 1929

Pour répondre à votre demande de renseignements du 11 avril courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les prescriptions de ma circulaire du 3 avril sur la carte d'identité à exiger des candidats au baccalauréat ne peuvent s'appliquer qu'aux candidats du nouveau régime (première partie pour cette année).

L'obligation de la carte d'identité a été introduite en effet pour le nouveau régime par le dernier paragraphe de l'article 3 de l'arrêté du 6 mars 1928 que rappelait ma circulaire susvisée. Elle n'existe pas pour l'ancien régime.

En ce qui concerne le dépôt du livret scolaire, ma circulaire du 12 avril dernier vous a précisé qu'il n'y aurait pas lieu de l'exiger lors de l'inscription ; mais seulement au moment des épreuves. Les Secrétariats auront à cet égard la latitude nécessaire. Le mieux serait de réunir les livrets au moment de l'appel de la première composition écrite, comme vous l'indiquez.

II. — 18 Avril 1929

Des précisions m'ont été demandées sur la nature de la carte d'identité qu'aux termes du dernier paragraphe de l'article 2 de l'arrêté du 6 mars 1927, tous les candidats au baccalauréat *nouveau régime* devront présenter à toute réquisition.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en adoptant ce supplément de garantie qui viendra, avec la photographie figurant soit sur le livret, soit sur les attestations scolaires, renforcer la police de l'examen, le Conseil supérieur de l'Instruction publique n'a pas entendu imposer pour le baccalauréat une carte d'identité spéciale. S'il a surtout visé les cartes couramment établies par les mairies et les commissariats, il ne s'est nullement opposé à ce que d'autres pièces de valeur analogue, par exemple un permis de conduire, une carte d'étranger... puissent être

produites pourvu qu'elles comportent, avec la photographie du titulaire, les renseignements d'état civil essentiels : date et lieu de naissance, sexe... et l'indication du domicile.

Il m'a été aussi demandé si les cartes d'identité que les candidats auraient à faire établir seraient passibles du droit de timbre. Etant donné l'utilité générale que ces pièces comportent, il ne pouvait être question d'envisager en l'espèce des immunités spéciales et c'est en conséquence dans les conditions de rétribution et de taxe normales qu'elles sont délivrées.

Toutefois, je ne crois pas m'écarter des vues du Conseil supérieur en acceptant que pour les élèves des établissements scolaires publics, une carte dont le modèle ci-dessous émane de M. le Proviseur d'un lycée puisse être produite. Le recto en serait obligatoirement rempli et présenterait la double garantie du cachet de l'établissement apposé dans le coin gauche de la photographie et de la signature du directeur. Quant au verso, le titulaire de la carte le ferait remplir s'il le juge utile seulement et paierait alors le droit d'usage.

Modèle du recto :

ETABLISSEMENT	
CARTE D'IDENTITÉ SCOLAIRE	
Année scolaire	
Signature	:
du titulaire,	:
Photographie	
Je soussigné (1)	
certifie que M.	
né le	
est élève de mon Etablissement.	
(1) Proviseur, Principal ou Directeur.	

Modèle du verso :

Vu pour la certification matérielle de la signature de l'élève
et de celle de M.
(Ville), le
Le Commissaire de police,

Je vous prie de communiquer ces instructions à MM. les Doyens de la Faculté des Sciences et de la Faculté des Lettres et d'en donner connaissance aux proviseurs et principaux de votre ressort ainsi qu'aux chefs d'établissement publics qui préparent au baccalauréat en leur recommandant d'utiliser ce modèle.

III. — 11 Mai 1929

Ma circulaire du 18 avril vous rappelait quelles avaient été, à cet égard, les intentions du Conseil supérieur de l'Instruction publique. Sans rien prescrire d'absolu, on a voulu limiter la possibilité des substitutions de personnes à l'examen en exigeant des candidats, à toute réquisition, la production d'une pièce officielle apportant la preuve de leur identité, c'est qu'il a paru, comme l'indiquait ma circulaire du 18 avril, que la pièce connue sous cette dénomination, délivrée par les mairies et les commissariats de police, était en fait la plus facile à se procurer. Mais il ne s'ensuit pas, comme je l'indiquais encore, que d'autres pièces de valeur analogue ne puissent être produites au même titre : permis de conduire, carte d'étranger, passeport, etc... J'ai cru devoir attribuer le même caractère d'authenticité à la carte d'identité scolaire dont la circulaire susvisée donnait le modèle. Réservé aux élèves des établissements

d'enseignement publics et visé par les chefs de ces établissements, je considère en effet un tel document comme délivré sous mon autorité et ma responsabilité et comportant en conséquence un caractère d'authenticité indiscutable.

Sans vouloir, en aucune façon, mettre en cause la valeur de pièces signées par les directeurs d'institutions privées, j'estime, pour la raison de droit exprimée ci-dessus, que le même régime ne saurait être étendu ni aux élèves de ces établissements ni aux candidats se préparant à l'examen par des leçons particulières ou par leurs propres moyens. Ils auront, en conséquence, à présenter à toute réquisition, soit la carte d'identité courante, soit des documents officiels comportant une valeur analogue.

Le coût de la carte d'identité est d'ailleurs modique et l'on doit observer que cette pièce établie en vue du baccalauréat a l'avantage, pour son détenteur, d'être d'une utilisation générale.

Instruction relative à l'anonymat des épreuves écrites.

19 Avril 1929

L'article 3 du décret du 7 août 1927 sur le baccalauréat nouveau régime a prescrit que les correcteurs des compositions au baccalauréat ne doivent pas connaître les noms des candidats dont ils corrigent les copies.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le modèle adopté, pour un objet analogue, par le service des examens de l'enseignement primaire de la Seine. Les Facultés auront à s'en inspirer pour les épreuves écrites au baccalauréat. Quelques adaptations seront nécessaires. Il convient de laisser une certaine latitude à cet égard, sans imposer, par exemple, d'employer du papier réglé; l'essentiel est que tout modèle comporte strictement un coin noir que le candidat rabat en haut et sur la partie droite de sa copie.

Le numéro que le rabat cachera avec les autres indications sera, à volonté, le numéro de reconnaissance que les Facultés prescriront : celui du registre ou celui de la table.

Le candidat le reproduira sur la partie gauche de l'en-tête, de façon que, si le correcteur ne reçoit que des copies anonymes, les Secrétariats puissent toutefois les suivre et les grouper.

Outre ce numéro de reconnaissance, le candidat inscrira dans la partie que le coin rabattu rendra invisible, son nom, ses prénoms, sa date et son lieu de naissance. S'il est nécessaire, l'espace réservé à ces indications et le coin à rabattre seront alors prévus de dimensions plus grandes que sur le modèle ci-joint.

Quant à l'en-tête, visible, partie gauche de la copie, il suffirait d'y porter :

Faculté des Lettres et des Sciences

—
Date :

Répétition du n° :

Note : sur 20.

Coefficient :

En « Nota Bene » au bas de la première page de la copie, par exemple, il serait utile de rappeler aux candidats qu'il leur est interdit de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance.

Les détails, je l'ai dit, seront à l'appréciation des Facultés qui les disposeront à leur convenance. Si elles le jugent absolument utile, elles pourront ajouter certaines indications comme celles visant la partie, la série, la nature de l'épreuve, les appréciations du correcteur. L'important est que celui-ci se trouve, conformément aux prescriptions réglementaires, en présence d'une copie dont aucune indication ne lui permette de connaître l'auteur.

Si des Facultés avaient déjà commandé les feuilles qui seront remises aux candidats pour les épreuves écrites, je ne m'opposerais pas à leur utilisation pourvu que le modèle en soit conforme à l'esprit des dispositions sur l'anonymat.

Vous auriez à m'adresser ce modèle.

De même, vous voudrez bien me faire parvenir un exemplaire de celui que les Facultés adopteront conformément aux présentes instructions que je vous prie de communiquer *d'urgence* à MM. les Doyens de la Faculté des Sciences et de la Faculté des Lettres.

Instructions relatives aux examens du Baccalauréat dans les Centres de Grèce et de Turquie.

I. — 8 Juin 1929

Vous avez bien voulu me faire savoir que vous étiez d'avis d'accorder aux candidats aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire (régime du décret du 7 août 1927) dans les centres de Grèce et de Turquie des facilités analogues à celles qui leur étaient concédées sous le précédent régime d'examens en ce qui concerne les épreuves de langues vivantes étrangères.

Conformément à l'avis de la Section permanente du Conseil Supérieur de l'Instruction publique relatif aux examens du baccalauréat en Orient, j'ai décidé que les candidats d'origine grecque, turque, bulgare, yougoslave, arménienne, israélite, seraient autorisés, dans chacune des séries de la première partie, à présenter respectivement le grec moderne, le turc, le bulgare, le serbe, l'arménien, l'hébreu moderne, au même titre que l'une des sept langues vivantes étrangères énumérées au paragraphe 1 de l'article 16 du décret du 7 août 1927.

Quand ils s'inscriront à la série B, ils ne seront d'ailleurs pas astreints à présenter l'allemand ou l'anglais comme les candidats de cette série doivent le faire dans la métropole.

Je vous serais obligé de vouloir bien assurer l'exécution de cette décision.

(Lettre du Ministre au Directeur de l'Ecole française d'Athènes).

II. — 23 Mai 1930

Par lettre du 8 juin 1929, je vous ai informé que conformément à l'avis de la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, j'avais autorisé les candidats d'origine grecque, turque, bulgare, yougoslave, arménienne, israélite, à présenter respectivement le grec moderne, le turc, le bulgare, le serbo-croate, l'arménien, l'hébreu moderne, aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire, dans les centres de Grèce et de Turquie, si l'Ecole française d'Athènes dispose d'examineurs compétents.

J'avais précisé que conformément aux indications de la Section permanente, les candidats à la série B, de la première partie du baccalauréat (régime du décret du 7 août 1927) ne sont pas obligés de présenter l'allemand ou l'anglais comme les candidats de cette série doivent le faire dans la métropole.

Par lettre du 12 mai 1930 vous m'avez signalé que des candidats de nationalité albanaise désirent bénéficier des mêmes facilités.

J'ai l'honneur de vous informer que j'autorise les candidats d'origine albanaise à présenter la langue albanaise dans les mêmes conditions dans les centres d'examens de Grèce et de Turquie.

(Lettre du Ministre au Directeur de l'Ecole française d'Athènes.)

Instruction relative aux interrogations de français (série B), de géographie des colonies et de sciences physiques (séries A, A' et B).

18 Juin 1929

L'article 13 du décret du 7 août 1927 portant organisation du nouveau régime du baccalauréat (1^{re} partie) a prescrit que la première épreuve orale de la série B consisterait dans l'explication d'un texte français du moyen âge ou du xvi^e siècle.

Or, l'étude directe des textes du moyen âge ne figure qu'au programme de la classe de Troisième. L'explication devra donc porter simplement sur des textes antérieurs à l'âge classique principalement du

xvi^e siècle, et emprunté aux morceaux choisis de prose et de vers classiques français pour les classes supérieures qui figurent au programme de la classe de première.

Il y aura d'ailleurs lieu de ne pas omettre que dans la série B comme dans les deux autres, chaque explication de texte français donne lieu à une interrogation sur l'histoire de la littérature française.

En ce qui concerne d'autre part l'interrogation de géographie dans les trois séries de la première partie, je crois devoir vous rappeler qu'aux termes de l'art. 14 du décret susvisé, elle comporte obligatoirement une interrogation sur la géographie des colonies françaises.

Enfin, le même article a prévu que pour les trois séries l'interrogation de sciences physiques porterait, par exception à l'article II, sur les programmes des classes de seconde et de première.

Le programme de la classe de seconde ne devra pas faire l'objet initial de l'interrogation ; mais, à l'occasion de la question principale, l'examineur s'assurera que le candidat possède une connaissance suffisante des matières inscrites au programme de cette classe.

Je vous prie d'en aviser MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres en les priant de porter ces instructions à la connaissance des membres des jurys du baccalauréat.

Décret et Instruction relatifs aux langues vivantes présentées par les nationaux de certains pays.

10 Juillet 1929

I. — DECRETS.

Vu les décrets des 7 août 1927, 14 janvier et 6 mars 1926,

Vu l'arrêté du 6 mars 1928,

Vu la loi du 27 février 1880,

Le Conseil Supérieur de l'Instruction publique entendu,

Article premier. — Le paragraphe 4 de l'article 16 du décret du 7 août 1927 est ainsi modifié :

« Les candidats d'origine annamite ou cambodgienne et les nationaux « des pays avec lesquelles il existe des conventions scolaires ou ententes « universitaires peuvent, lorsqu'il est possible d'adjoindre au jury un « examinateur compétent, substituer leur langue maternelle à l'une des « langues énumérées au paragraphe 1^{er} du présent article. »

II. — INSTRUCTION

A. — Règles communes à tous les centres d'examens.

1^o *Langues pouvant être choisies par tout candidat* : langue allemande, anglaise, italienne, espagnole, arabe, russe, portugaise. A la série B l'une des deux langues doit être la langue allemande ou la langue anglaise.

2^o *Langues réservées aux nationaux* : les annamites, les cambodgiens et les candidats originaires de pays ayant conclu une convention scolaire (danois, italiens, norvégiens, persans, polonais, roumains, yougoslaves, tchèques) peuvent choisir respectivement les langues annamite, cambodgienne, danoise, italienne, norvégienne, persane, polonaise, serbo-croate, tchèque, aux examens, même en remplacement à la série B de la langue allemande ou de la langue anglaise (1).

3^o *Langues pouvant faire l'objet d'une interrogation complémentaire facultative* : langue allemande, anglaise, italienne, espagnole, arabe, russe, portugaise, roumaine, danoise, norvégienne, suédoise, hollandaise, polonaise, tchèque, serbo-croate, bulgare, grecque moderne, arménienne, persane, turque, amharique, malgache, chinoise, japonaise, annamite, cambodgienne, hébraïque moderne, berbère.

(1) Depuis ces instructions, une convention a été conclue avec l'Afghanistan. Une autre est en voie de conclusion avec la Suède.

B. — Règles spéciales à certains centres d'examens.

1° A *Athènes, Salonique et Stamboul* : les Albanais, Arméniens, Bulgares, Grecs, israélites, Yougoslaves et Turcs peuvent choisir respectivement les langues albanaise, arménienne, bulgare, grecque moderne, hébraïque moderne, serbo-croate et turque, aux examens, même en remplacement, à la série B, de la langue allemande ou de la langue anglaise.

2° A *Alexandrie et au Caire* : les Albanais, Ethiopiens, Arméniens, Grecs, israélites, Yougoslaves et Turcs peuvent choisir respectivement les langues albanaise, amharique, arménienne, grecque moderne, hébraïque moderne, serbo-croate et turque aux examens, même en remplacement, à la série B, de la langue allemande ou de la langue anglaise.

3° A *Hanoï et Saïgon* : les langues annamite, cambodgienne, laotienne et chinoise sont admises aux examens.

4° A *Pondichéry* : la langue tamoule est admise aux examens.

5° A *Tananarive* : la langue malgache est admise aux examens.

Instruction relative aux candidats admis à la 1^{re} partie, ancien régime.

11 Juillet 1929

Mon attention a été appelée sur la situation des candidats au baccalauréat qui ayant été admis à la première partie, ancien régime, se présenteront en 1930 à la deuxième partie de l'examen; devront-ils obligatoirement subir les épreuves dans les séries philosophie et mathématiques de l'ancien régime ou auront-ils le droit de choisir entre ce régime et le nouveau ? La question intéresse surtout les jeunes filles.

En effet, les programmes de l'enseignement secondaire dans les établissements féminins sont en retard d'une année sur ceux des établissements de garçons. Or, beaucoup de lycées ou collèges de jeunes filles n'ont pas de classe de philosophie et la plupart n'ont pas de classe de mathématiques. Les candidates aux examens correspondants ont trouvé jusqu'ici, dans les établissements de garçons, l'enseignement qui leur convenait. Il n'en sera plus de même à partir de la rentrée prochaine, les classes de philosophie et de mathématiques devant être soumises au nouveau régime dans le plus grand nombre des lycées et collèges de garçons.

Si l'on obligeait les jeunes filles qui auront subi les épreuves du baccalauréat (première partie, ancien régime), à se présenter à la seconde partie sous ce même régime, on en mettrait un grand nombre dans l'impossibilité de continuer leurs études.

La Section permanente du Conseil Supérieur a été d'avis qu'il y avait lieu d'autoriser les candidats titulaires de la première partie du baccalauréat ancien régime, à opter indifféremment, à partir de 1930, à la deuxième partie de l'examen, soit pour l'ancien, soit pour le nouveau régime dans les deux séries, philosophie et mathématiques.

La Section permanente a estimé qu'une telle option réserverait dans la mesure du possible le droit d'un candidat à poursuivre ses études dans la voie où il les a commencées ; elle permettrait à celui qui n'a pas cette possibilité de les terminer. Il n'est pas à craindre que l'association des deux parties du baccalauréat, obtenue la première sous l'ancien régime, la seconde sous le nouveau, conduise à un diplôme de valeur diminuée.

Si, en philosophie, les élèves ont un programme de sciences moins étendu, en revanche ils suivront un peu plus de mathématiques ; dans la classe de mathématiques, l'ensemble des connaissances acquises, sous le nouveau régime, ne sera pas sensiblement moindre.

J'ai décidé d'adopter cet avis.

Le diplôme obtenu par les candidats ayant choisi dans ces conditions de subir les épreuves de la deuxième partie conformément au nouveau régime sera établi au titre de l'ancien régime et comportera pour la première partie la mention correspondant à la série dont le candidat est titulaire.

Je vous prie de donner à ces dispositions la publicité nécessaire et d'en aviser spécialement MM. les doyens de la Faculté des Sciences et de la Faculté des Lettres ainsi que les chefs des établissements d'instruction de votre ressort qui préparent au baccalauréat.

Instructions relatives à l'interrogation d'études littéraires à la série Philosophie.

7 Novembre 1929

Il paraît utile de préciser la façon dont les examinateurs devront comprendre et diriger aux épreuves orales du baccalauréat nouveau régime, deuxième partie, série philosophie, l'interrogation d'études littéraires prescrite par le décret du 8 août (art. 17).

L'interrogation portera sur une seule langue, les candidats indiquant préalablement la littérature sur laquelle ils désirent être interrogés.

L'épreuve comportera toujours la lecture expliquée d'un texte emprunté soit au programme de la classe de première, soit à l'un des auteurs étudiés en philosophie conformément aux instructions.

Elle aura pour objet de prouver que le candidat reste en mesure de lire avec intelligence et d'interpréter avec exactitude une page de grec, de latin ou de français, et qu'il a tiré parti de sa dernière année d'études en se montrant capable d'apercevoir l'intérêt intellectuel que présente pour un esprit de notre temps la connaissance directe des œuvres littéraires antiques ou modernes.

Je vous prie de donner à ces instructions la publicité nécessaire et d'en aviser MM. les Doyens des Facultés de Sciences et des Lettres.

Circulaire relative aux étudiants pourvus du brevet de capacité colonial ou du certificat constatant qu'ils ont subi avec succès les examens du baccalauréat en Egypte, en Syrie, au Liban, en Grèce et en Turquie.

4 Décembre 1929

J'ai appris que dans certaines Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, des jeunes gens ont éprouvé des difficultés pour prendre leur première inscription en vue des études universitaires bien qu'ils aient justifié du brevet de capacité colonial (première et deuxième parties), de certificats constatant leur admission aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire français (première et deuxième parties) dans les pays du Levant.

J'ai l'honneur de vous signaler que les examens du brevet de capacité colonial sont actuellement organisés dans les centres de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), Fort-de-France (Martinique), Saint-Denis (Ile de la Réunion), Pondichéry (Inde française), Nouméa (Nouvelle Calédonie), Hanoï et Saïgon (Indochine française), Tananarive (Madagascar), Dakar et Saint-Louis (Afrique occidentale française), Cayenne (Guyane française).

Les examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire français sont organisés à Beyrouth (Liban) par la Direction de l'Instruction publique du Haut-Commissariat de la République Française auprès des Etats de Syrie, du Liban, des Alaouites et du Djebel druze, à Alexandrie (Egypte) par le Consulat de France dans cette ville, à Athènes et à Salonique (Grèce) et à Stamboul (Turquie) par l'Ecole française d'Athènes.

La transmission des dossiers au Ministère de l'Instruction publique, l'ensemble des formalités afférentes à l'établissement des diplômes de bachelier, l'envoi de ces diplômes dans les centres où les candidats ont subi leurs examens et leur délivrance aux intéressés exigent des délais considérables.

Or, les jeunes gens qui ont été reçus aux examens de la deuxième partie du brevet de capacité colonial ou à ceux de la deuxième partie du baccalauréat français en Orient désirent entreprendre leurs études supérieures dans les Universités françaises dès la fin de leurs études secondaires.

En conséquence ces jeunes gens ont le droit — sur production de leur brevet de capacité colonial ou d'un certificat constatant leur admission aux examens de la deuxième partie du baccalauréat français dans l'un des centres orientaux (Beyrouth, Alexandrie, Athènes, Salonique, Stamboul) — de prendre les premières inscriptions en vue des études universitaires dans les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur. Ils bénéficient par là du même régime que les détenteurs d'un certificat d'admis-

sion à la deuxième partie du baccalauréat délivré par une Faculté des Sciences ou des Lettres pour tenir lieu provisoirement du diplôme lui-même.

Toutefois, il appartient à ces étudiants de réclamer la délivrance de leur diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire à l'administration compétente : Direction de l'Instruction publique de la Colonie, Direction de l'Instruction publique du Haut-Commissariat de la République à Beyrouth ; Consulat de France à Alexandrie ; Ecole française d'Athènes.

Lors de la réception de leur diplôme de bachelier, ces étudiants doivent le déposer au Secrétariat de la Faculté ou Ecole qui le joint à leur dossier.

Je vous serais obligé de vouloir bien rappeler ces prescriptions à MM. les Doyens des Facultés et Directeurs des Ecoles d'enseignement supérieur de votre ressort en les priant d'en assurer l'application.

Instructions relatives à l'interrogation de Mathématiques de la série Philosophie.

6 Février 1930

Une interrogation de mathématiques et cosmographie figure sur la liste des épreuves orales de la 2^e partie, série Philosophie, du baccalauréat de l'enseignement secondaire, établie par l'article 15 du décret du 7 août 1927.

Des exercices sur les programmes de seconde et de première ont été prévus dans le programme de la classe de philosophie (nouveau régime). Ils ont pour but de mettre les élèves en état de recevoir l'enseignement portant sur les compléments d'algèbre. Ce sont ces compléments qui, avec la cosmographie, font l'objet de l'interrogation prévue par le décret du 7 août 1927.

Je vous serais obligé de vouloir bien en aviser MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort qui devront en informer les examinateurs du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Procès-verbal de la Commission chargée d'étudier l'organisation des sessions du Baccalauréat.

14 Mars 1930

La Commission chargée d'étudier les questions se rattachant à l'organisation, en 1930, des sessions du baccalauréat de l'enseignement secondaire s'est réunie, le vendredi 14 mars, à 9 h. 30, dans le cabinet de M. le Directeur de l'Enseignement supérieur.

Etaient présents :

MM.

CHARLÉTY, Recteur de l'Académie de Paris, Président.

CAVALIER, Directeur de l'Enseignement Supérieur.

VIAL, Directeur de l'Enseignement Secondaire.

MAURAIN, Doyen de la Faculté des Sciences de l'Université de Paris.

DELACROIX, Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

BLUTEL, Inspecteur Général de l'Enseignement Secondaire.

PARODI, Inspecteur Général de l'Enseignement Secondaire.

BECK, Proviseur du Lycée Henri IV.

RODRIGUES, Professeur au Lycée Janson de Sailly.

BLANCHARD, Professeur au Collège de Meaux.

PACAUT, Secrétaire de la Faculté des Sciences de l'Université de Paris.

GUIGUE, Secrétaire de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

M. le Recteur, président, après avoir ouvert la séance donne la parole à M. Delacroix, pour l'exposé des projets de réorganisation qui ont été envisagés par les Facultés.

M. Delacroix fait observer que la question la plus grave est celle de la composition des jurys pour lesquels aucune élimination n'est possible, en raison du trop petit nombre d'examinateurs bénévoles venant de l'enseignement secondaire. Il estime qu'il est indispensable de rétribuer immédiatement, d'une façon convenable le service très pénible du baccalauréat. Il propose 10 francs par copie et par interrogation ; 100 francs par surveillance.

Pour l'organisation matérielle, M. le Doyen Delacroix estime qu'il faudrait généraliser, le plus possible, l'emploi des salles de classe dans les Lycées, qui a donné toute satisfaction au point de vue de la surveillance, mais, étant donné que les Doyens n'ont aucune autorité sur l'enseignement secondaire, ni même la possibilité d'exercer un contrôle, il estime que l'on devrait créer, dès maintenant, un Office central du baccalauréat dont la direction serait confiée à un Inspecteur d'Académie et qui, sous le contrôle du Recteur, s'occuperait de toutes les opérations des examens du baccalauréat. Enfin, M. le Doyen Delacroix estime que le sujet unique est absolument indispensable pour éviter une protestation plus ou moins justifiée des candidats qui établissent des comparaisons entre les différents sujets donnés à une même session. La Faculté des Lettres, à Paris, tient essentiellement au sujet unique pour éviter le retour des incidents tumultueux et du véritable scandale de certaines sessions d'il y a quatre ou cinq ans.

M. le Doyen Maurain s'associe entièrement aux paroles de M. Delacroix, et il montre comment l'enseignement primaire de la Seine a su organiser « l'Hôtel des Examens » dans de vastes locaux, avec un bureau permanent dirigé par un chef, assisté de neuf collaborateurs et d'une Commission des examens permanente. Une imprimerie spéciale existe même à cet Hôtel des examens. Il souhaite qu'il soit possible, dans l'avenir, d'établir une organisation analogue pour le baccalauréat.

M. Rodrigues s'associe aux propositions des Doyens en ce qui concerne l'organisation d'un Office du baccalauréat et demande que les professeurs de l'enseignement supérieur soient eux aussi, rémunérés. Il se plaint qu'un grand nombre d'assistants et de chefs de travaux remplacent les professeurs de l'enseignement supérieur ; il explique l'insuffisance du nombre des examinateurs de l'enseignement secondaire, non pas tant par le fait d'une rémunération tout à fait insuffisante, mais par une véritable crise de moralité, en raison des nombreuses fuites et fraudes qu'il a déjà signalées.

MM. Vial, Delacroix, Cavalier et Maurain insistent pour qu'on leur apporte les preuves écrites de ces fuites ou de ces fraudes, preuves qu'ils n'ont pu avoir jusqu'à présent.

M. Rodrigues voudrait que l'on renonçât au sujet unique et que l'on fit imprimer, chaque année, 30 sujets différents qui seraient tirés au sort à la dernière minute.

M. Vial, Cavalier, Delacroix montrent l'impossibilité de réaliser semblable réforme. M. Rodrigues déclare que l'enseignement secondaire ne collaborera qu'à un baccalauréat qui lui donne toute garantie au sujet de la probité intégrale et absolue de l'examen ; sans ces garanties, l'enseignement secondaire préférerait voir supprimer l'examen.

MM. Delacroix et Maurain approuvent cette dernière suggestion.

La discussion générale étant close, la Commission émet :

1° A l'unanimité, le vœu que la rétribution des membres de l'enseignement supérieur et secondaire soit fixée, dès juin-juillet 1930 à 10 francs par copie et interrogation ; 100 francs par surveillance.

2° A l'unanimité, moins la voix de M. Rodrigues, que cette année encore le Ministre donne un sujet unique pour toute la France, comme l'année dernière, afin d'établir la jurisprudence nécessaire pour la sanction des nouveaux programmes de l'enseignement secondaire.

3° A l'unanimité, que l'on généralise l'expérience tentée dans les lycées et qu'on utilise de plus en plus les petites salles de classe.

4° A l'unanimité, que, dès maintenant, un Office Central du baccalauréat soit créé par le Recteur ; que sa direction soit confiée à un Inspecteur d'Académie, délégué par le Recteur, et ayant toute autorité pour établir la coordination entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

M. Cavalier résume les délibérations de la Commission et montre qu'en départementalisant les examens, il serait possible d'éviter une centralisation exagérée, qu'en faisant présider plusieurs jurys par le même professeur de l'enseignement supérieur on arriverait à créer plus d'uniformité dans la notation des candidats. Il promet, enfin, de faire tout son possible pour donner aux Facultés les ressources suffisantes pour organiser convenablement ces examens.

S'il n'était pas possible d'obtenir, dès maintenant, les tarifs demandés par la Commission, peut-être serait-il possible, tout au moins, de faire la perception de droits au profit des Facultés.

MM. Charléty spécifie qu'il faudrait compter au moins 50 francs par candidat.

La séance est levée à 12 h. 30.

Circulaire relative à l'emploi des caractères gothiques manuscrits.

23 Mai 1930

La question m'a été posée de savoir si l'emploi des caractères gothiques manuscrits (Fraktur) était obligatoire aux épreuves écrites de langue allemande à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Aucun texte n'a précisé jusqu'ici la question. Dans l'ensemble des Facultés, la règle est la liberté. J'estime qu'il n'y a pas lieu de s'en départir, d'autant plus que le même choix est laissé en Allemagne aux candidats. La « Fraktur », en faveur de laquelle on peut d'ailleurs produire des arguments non négligeables, est de moins en moins usitée dans ce pays.

En conséquence, il y a lieu de donner en caractères latins les sujets de version et de composition allemandes et de laisser d'autre part toute liberté aux candidats pour l'emploi aux épreuves écrites (composition et thème) des caractères soit gothiques, soit latins.

Je vous prie d'en aviser MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres.

Décret relatif aux indemnités pour le service des examens.

24 Juin 1930

Article premier. — En dehors du remboursement des frais de voyage et de séjour auxquels ils ont droit par application des dispositions du décret du 2 décembre 1926, les professeurs et fonctionnaires ressortissant à l'enseignement supérieur, et toutes autres personnes appelées à faire partie des jurys d'examens et concours ci-dessous visés, recevront les indemnités suivantes, savoir :

1° BACCALAURÉAT.

Examineurs visés aux articles premier et 2 du décret du 6 mars 1928, à l'exclusion des membres en exercice des Facultés des Sciences et des Lettres ;

Epreuve écrite : 2 fr. 50 par candidat.

Epreuve orale : 2 fr. 50 par candidat.

2° BREVET DE CAPACITÉ COLONIAL.

Correcteurs désignés pour la revision des compositions. Epreuve écrite : 2 fr. 50 par candidat.

.....

Organisation d'un centre d'examens du Baccalauréat à Montevideo (Uruguay).

28 Juillet 1930

1° *Inscription des candidats.* — Un centre d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire est organisé en juin-juillet à Montevideo (Uruguay) par les soins des Facultés des Sciences et des Lettres de l'Université de Poitiers et de la Légation de France en Uruguay.

Les demandes d'inscription doivent parvenir aux Facultés des Sciences et des Lettres de l'Université de Poitiers avant le 1^{er} avril.

2° *Droits d'examens.* — Ces droits sont payés à Montevideo au profit de l'Etat. Au moment de leur inscription, les candidats versent au Consulat de Montevideo le montant des droits l'examen exigés actuellement en France, soit 50 fr. 25 pour la première partie et 90 fr. 25 pour la seconde. Ces droits seront adressés par l'agent diplomatique à M. le Mi-

nistre des Affaires Etrangères qui centralise les fonds et établit un ordre de paiement au nom de M. le percepteur de Poitiers, agent-comptable de l'Université de Poitiers.

Le versement préalable des droits d'examens étant une condition *sine qua non* de la validité de ces examens, la proclamation des résultats ne peut avoir lieu que si les droits ont été *effectivement encaissés* par l'agent-comptable.

3° *Epreuves écrites.* — Le choix des sujets et les corrections des épreuves écrites ont lieu dans les conditions ordinaires par les Facultés des Sciences et des Lettres de l'Université de Poitiers.

MM. les Doyens remettent à M. le Recteur de l'Académie de Poitiers les sujets sous plis scellés et assez tôt pour que les épreuves écrites aient lieu à Montevideo dans les premiers jours de juin.

Les sujets sont expédiés par M. le Recteur de l'Académie de Poitiers au Ministère des Affaires Etrangères (Service des Œuvres françaises à l'étranger, Section des Ecoles) qui les transmet à M. le Ministre de France à Montevideo.

La surveillance des épreuves est assurée par des fonctionnaires du Lycée français de cette ville n'enseignant pas dans la classe de première ou par des fonctionnaires de la Légation ou du Consulat.

Les copies sont envoyées par la voie diplomatique à M. le Recteur de l'Académie de Poitiers.

Lorsque les copies sont corrigées, la liste d'admissibilité est transmise à Montevideo télégraphiquement par la voie diplomatique.

4° Les épreuves orales ont lieu à Montevideo devant un jury constitué sur place. Ce jury peut comprendre des professeurs de l'Institut français de Buenos-Ayres, du Lycée français de Montevideo, des professeurs, ingénieurs et fonctionnaires de cette ville.

Les propositions relatives à la constitution de ce jury d'épreuves orales faites par M. le Ministre de France à Montevideo d'accord avec M. le Directeur du Lycée français de cette ville sont soumises pour approbation à M. le Recteur de l'Académie de Poitiers.

Décret relatif aux langues vivantes.

21 Août 1930

Vu les décrets des 7 août 1927 et 1929 et du 10 juillet 1929,

Vu la loi du 27 février 1880,

Le Conseil Supérieur de l'Instruction publique entendu,

Article premier. — Les articles 14 et 16 du décret du 7 août 1927 sur le nouveau régime du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont modifiés comme suit :

Art. 14. — 1^{er} § sans changement.

3^e § sans changement.

2^e § sans changement.

Les dispositions des § 2 et 3 ci-dessus ne sont pas applicables à l'épreuve écrite d'arabe où l'emploi d'un dictionnaire est autorisé. (Le reste de l'article sans changement.)

Art. 16. — Les candidats ont à choisir tant pour les épreuves orales que pour les épreuves écrites entre les langues vivantes énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe, russe, portugais.

Chaque année un arrêté ministériel détermine les Universités devant lesquelles peuvent être subies les épreuves d'arabe, de russe et de portugais.

§ 3 sans changement.

§ 4 sans changement (§ 4 de l'art. 16 du 7 août 1927 a été modifié par décret du 10 juillet 1929).

§ 5. — Peuvent faire l'objet d'une interrogation complémentaire les langues énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe dialectal, russe, portugais, roumain, danois, norvégien, suédois, hollandais, polonais, tchèque, serbo-croate, bulgare, grec moderne, arménien, persan, turc, amharique, malgache, chinois, japonais, annamite, cambodgien, hébreu moderne, berbère.

(Le reste de l'article sans changement).

Décrets et Instructions relatifs à la rémunération des membres des jurys d'examens et des concours de l'enseignement supérieur.

I. — DECRET

1^{er} Septembre 1930

Article premier. — En dehors du remboursement des frais de voyage et de séjour auxquels ils ont droit par application des dispositions du décret du 2 décembre 1926, et textes modificatifs subséquents, les professeurs et fonctionnaires ressortissant à l'enseignement supérieur et toutes autres personnes, appelés à faire partie des jurys des examens et concours ci-dessous visés, recevront les indemnités suivantes, savoir :

I. — BACCALAURÉAT.

Examineurs visés aux articles 1 et 2 du décret du 6 mars 1928 à l'exclusion des membres en exercice des Facultés des Sciences et des Lettres :

Epreuves écrites, 5 francs par épreuve et par candidat.

Epreuves orales, 5 francs par épreuve et par candidat.

II. — BREVET DE CAPACITÉ COLONIAL.

Correcteurs désignés pour la révision des compositions : épreuve écrite : 5 francs par candidat.

Art. 3. — Le présent décret aura effet à partir du 1^{er} avril 1930.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

Art. 5. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au « Journal Officiel ».

II. — INSTRUCTIONS

1^o 1^{er} Septembre 1930

Ce décret abroge un précédent décret en date du 24 juin 1930 (*J. O.* du 2 juillet 1930, pages 7.334 et 35) dont il reprend d'ailleurs les chiffres, sauf en ce qui concerne les examens du baccalauréat pour lesquels le taux (droits de présence et de correction) est porté, à dater du 1^{er} avril 1930, à 5 francs (au lieu de 2 fr. 50).

Son application ne donne lieu de ma part qu'à deux observations :

1^o

2^o D'autre part, pour les examens du baccalauréat, ledit décret devant être interprété dans son sens le plus large, il y aura lieu, lorsque le cas se présentera (deuxième partie, série philosophie) ou pourrait se présenter à l'avenir pour une autre série, de compter une indemnité entière pour la correction de celle de sciences naturelles.

En portant, pour la partie qui les concerne, la présente circulaire à la connaissance de MM. les Doyens ou autres chefs d'établissements, vous voudrez bien leur rappeler que tous les états dressés à l'occasion des examens suivants... doivent :

1^o Etre établis en double exemplaire, dont l'un sera revêtu, s'il y a lieu, des timbres d'acquit;

2^o Désigner la personne habilitée à toucher les fonds ;

3^o Etre émargé par chacun des bénéficiaires et signés par vous et le Doyen ou chef d'établissement.

Il en sera de même en ce qui touche les états relatifs au baccalauréat, qui seront toujours établis séparément pour chaque Faculté.

2^o 11 Juin 1932

Le décret du 1^{er} septembre 1930 (art. 1 § 1) a, comme vous le savez, alloué « *par épreuve* » une indemnité de 5 francs aux membres des jurys du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

L'application de cette mesure ayant donné lieu à diverses interprétations, il m'a paru opportun, au moment où le décret du 2 octobre 1931 portant organisation des examens du baccalauréat entre en vigueur, de déter-

miner, pour chaque cas, dans le tableau ci-dessous, l'épreuve à laquelle correspond l'indemnité dont il s'agit.

Il doit être bien entendu que l'allocation de cinq francs figurant sur ledit tableau en regard de chaque épreuve ne peut être attribuée, sauf l'exception dont il va être parlé dans le § suivant, qu'une seule fois, et cela, même si cette épreuve comporte deux explications (explication latine et grecque) ou deux interrogations (interrogation d'histoire et de géographie, interrogation de sciences physiques, interrogation de mathématiques et de cosmographie).

Il n'est dérogé à cette règle qu'en ce qui concerne la composition de sciences physiques et naturelles (deuxième partie, série philosophie), pour laquelle, ainsi qu'il ressort du tableau, il est alloué une indemnité de cinq francs pour la composition de sciences physiques et une indemnité de cinq francs pour la composition de sciences naturelles.

*
**

Première partie.

PREMIÈRE SÉRIE : A

Epreuves écrites :

Composition française	5 fr.
Version latine	5 »
Version grecque	5 »
Epreuve de mathématiques	5 »

Epreuves orales obligatoires :

Explication française	5 fr.
Explication latine et explication grecque	5 »
Explication de langue vivante étrangère	5 »
Interrogation d'histoire et de géographie	5 »
Interrogation de sciences physiques	5 »
Interrogation complémentaire facultative de langue vivante étrangère	5 »

DEUXIÈME SÉRIE : A'.

Epreuves écrites :

Composition française	5 fr.
Version latine	5 »
Explication de langue vivante étrangère	5 »
Epreuve de mathématiques	5 »

Epreuves orales obligatoires :

Explication française	5 fr.
Explication latine	5 »
Explication de langue vivante étrangère	5 »
Interrogation d'histoire et de géographie	5 »
Interrogation de sciences physiques	5 »
Interrogation complémentaire facultative de langue vivante étrangère	5 »

TROISIÈME SÉRIE : B.

Epreuves écrites :

Composition française	5 fr.
Epreuve de langue vivante étrangère	5 »
Epreuve de mathématiques	5 »
Epreuve de physique	5 »

Epreuves orales obligatoires :

Explication française	5 fr.
Explication de langue vivante étrangère	5 »
Interrogation d'histoire et de géographie	5 »
Interrogation de mathématiques	5 »
Interrogation de sciences physiques	5 »
Interrogation complémentaire facultative de langue vivante étrangère	5 »

Deuxième partie.

SÉRIE PHILOSOPHIE.

Epreuves écrites :

Dissertations philosophiques	5 fr.
Composition de sciences physiques et naturelles :	
Sciences physiques	5 »
Sciences naturelles	5 »

Epreuves orales obligatoires :

Interrogation de philosophie	5 fr.
Interrogation d'histoire et de géographie	5 »
Interrogation de mathématiques et de cosmographie	5 »
Interrogation de sciences physiques	5 »
Interrogation de sciences naturelles	5 »
Interrogation de langue vivante étrangère	5 »
Interrogation complémentaire facultative de langue vivante étrangère	5 »

SÉRIE MATHÉMATIQUES.

Epreuves écrites :

Composition de mathématiques	5 fr.
Composition de sciences physiques	5 »
Dissertation philosophique	5 »

Epreuves orales obligatoires :

Interrogation de mathématiques	5 fr.
Interrogation de sciences physiques	5 »
Interrogation de sciences naturelles	5 »
Interrogation de philosophie	5 »
Interrogation d'histoire et de géographie	5 »
Interrogation de langue vivante étrangère	5 »
Interrogation complémentaire facultative de langue vivante étrangère	5 »

III. — DECRETS.

23 Mai 1934

I

Article premier. — Est considérée comme charge normale d'emploi l'obligation, pour les fonctionnaires en exercice ressortissant à l'enseignement supérieur, ou à l'enseignement secondaire, de participer aux jurys des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Art. 2. — Les rétributions prévues par le décret du 1^{er} septembre 1930 (art. 1^{er}, I, baccalauréat) sont supprimées pour les fonctionnaires visés à l'article précédent.

Toutefois, une rémunération pourra être maintenue pour la correction des compositions écrites entraînant un dépassement de la durée normale du travail journalier par le double fait du nombre élevé des copies et de la nécessité d'effectuer cette correction dans un délai limité. Les modalités de cette exception seront déterminées par un décret contresigné par le Ministre des Finances.

Les membres en exercice des Facultés des Sciences et des Lettres ne recevront en tout état de cause aucune rémunération pour leur participation aux jurys d'examens du baccalauréat.

Art. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

Art. 4. — Le Ministre de l'Education nationale et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel ».

II

Vu le paragraphe 2 de l'article 2 du décret du 23 mai 1934 ainsi conçu :

« Toutefois, une rémunération pourra être maintenue pour la correc-

« tion des compositions écrites entraînant un dépassement de la durée normale du travail journalier par le double fait du nombre élevé des copies et de la nécessité d'effectuer cette correction dans un délai limité. Les modalités de cette exception seront déterminées par un décret con-
« trésigné par le Ministre des Finances. »

Décrète :

Article premier. — Les membres des jurys du baccalauréat de l'enseignement secondaire continueront à recevoir les rémunérations prévues par le décret du 1^{er} septembre 1930 pour les corrections des épreuves écrites effectuées en sus de douze par jour ouvrable compris entre le moment où ils auront reçu les copies et celui où ils seront tenus de les rendre.

IV. — INSTRUCTIONS.

1^o 5 Juin 1934

Le « Journal Officiel » du 24 mai a publié deux décrets en date du 23 du même mois, fixant les conditions de participation des fonctionnaires en exercice de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire aux jurys des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Vous remarquerez d'abord que ces dispositions sont applicables à partir de la prochaine session et n'ont pas d'effet rétroactif. En conséquence, vous voudrez bien me faire parvenir, dans le moindre délai possible, les états de liquidation des sommes dues pour les examens de la session d'octobre 1933, établis dans les mêmes formes et suivant les mêmes modalités que précédemment. Mais, étant donné l'époque à laquelle nous sommes, il ne me sera possible d'ordonnancer ces dépenses que sur exercice clos, c'est-à-dire avant la fin de l'année en cours. Je vous serais donc très obligé d'examiner la possibilité de faire l'avance de ces paiements sur le budget de l'Université. Vous voudrez bien m'informer de ce que vous ferez.

D'autre part, je crois devoir vous donner quelques explications quant à l'application des décrets susvisés.

Il n'est rien changé aux règles anciennes en ce qui concerne les anciens fonctionnaires de l'enseignement supérieur, les anciens fonctionnaires de l'enseignement secondaire et les examinateurs spéciaux de langues étrangères, tous ces examinateurs continueront à être désignés selon les instructions de mes circulaires du 17 mars 1928 et du 7 octobre 1931, et à être payés suivant les règles du décret du 1^{er} septembre 1930.

Il n'y a pas de changement non plus en ce qui concerne les fonctionnaires en exercice des Facultés des Sciences et des Facultés des Lettres qui, comme par le passé, doivent faire partie des jurys sans aucune rémunération.

Quant aux fonctionnaires en exercice de l'enseignement supérieur n'appartenant pas aux Facultés des Sciences et des Lettres et aux fonctionnaires en exercice de l'enseignement secondaire, c'est désormais pour eux une obligation de participer aux examens du baccalauréat. Dans ces conditions, il n'y a plus lieu de leur demander, comme le prévoyait ma circulaire du 17 mars 1928, leur acceptation de siéger dans les jurys de ces examens. Toutefois, vous voudrez bien examiner, dans le plus large esprit de bienveillance, les demandes de ceux qui invoqueraient des raisons sérieuses pour être déchargés de ce service.

Ces fonctionnaires en exercice ne seront rémunérés, comme le prévoit le décret, que pour les corrections des épreuves écrites dépassant le nombre de 12 par jour ouvrable. Pour fixer le nombre de corrections à rémunérer, vous aurez à déterminer l'heure à laquelle les examinateurs auront reçu les copies et l'heure à laquelle ils les rendront. Vous décompterez les journées par périodes de 24 heures à partir de l'heure de réception des copies. Les journées incomplètes n'entreront pas en compte. Vous devrez vous efforcer d'organiser le service des corrections en sorte qu'il soit le moins onéreux possible pour le budget.

Je vous prie également de vouloir bien vous reporter à mes instructions du 11 juin 1932, modifiées par la note du 16 juin suivant, qui ont fixé le mode de calcul de la rétribution pour les compositions écrites. C'est sur la même base que doivent être déterminées les rétributions pour les corrections excédant le nombre de 12 par jour ouvrable. Il sera

compté une correction pour chaque épreuve faisant l'objet d'une rémunération distincte sur le tableau de la circulaire susvisée.

Enfin, vous observerez que les examens oraux ne doivent pas donner lieu en aucun cas à rémunération. On m'a demandé s'il ne serait pas possible, dans le cas où ils ne seraient pas terminés le 14 juillet, d'attribuer aux examinateurs siégeant après cette date une rémunération prélevée sur le droit de 50 francs institué au profit des Universités par la loi du 11 juillet 1931. Je ne puis que répondre par la négative à cette question, le droit étant destiné à faire face aux dépenses matérielles de l'examen.

Vous voudrez bien me faire parvenir les états de paiement des indemnités dans le plus bref délai possible après la clôture de la session, afin que je puisse faire procéder à l'ordonnancement. En effet, comme il vous serait difficile, en raison du changement de régime, de m'adresser des prévisions exactement, je ne mettrai pas par avance à la disposition des préfets le crédit nécessaire du paiement desdites indemnités.

2^e 2 Juillet 1934

Ma circulaire du 5 juin 1934 constate (in fine) qu'il vous serait difficile, en raison du changement de régime, de m'adresser des prévisions exactes en ce qui concerne les sommes nécessaires à la rétribution des membres des jurys d'examen du baccalauréat. Cette année, ces sommes ne pourront donc être ordonnancées que lorsque vous m'aurez transmis les états ; mais l'attente qui sera ainsi imposée aux intéressés pourrait les gêner en ce qui concerne le remboursement des frais de voyage et de séjour que leur occasionnent lesdits examens. Je vous serais très obligé, afin de remédier à cette situation et de permettre ainsi de demander au Conseil de l'Université le remboursement des débours aussitôt service fait, de vouloir bien, par mesure exceptionnelle, consentir, en ce qui concerne la *session de juin-juillet 1934*, à l'avance des sommes représentant la dépense dont il s'agit.

Cette avance sera remboursée à l'Université en même temps que seront ordonnancées, directement au nom des Secrétaires des Facultés, les sommes nécessaires au paiement des indemnités pour les corrections des épreuves écrites : permettez-moi d'ailleurs d'insister à ce sujet d'une façon très pressante afin que les états de paiement me parviennent dans un délai aussi bref que possible.

J'ajoute que, sans qu'il vous soit nécessaire de la solliciter spécialement, je vous donne d'ores et déjà l'autorisation de prélever les fonds nécessaires à l'avance dont il s'agit sur les crédits déjà inscrits au budget de l'Université pour 1934.

Décret relatif aux titulaires du brevet de capacité franco-indigène en Indochine.

12 Octobre 1930

Article premier. — Les titulaires du brevet de capacité de l'Enseignement secondaire franco-indigène institué en Indochine par arrêté du Gouverneur général, en date du 23 novembre 1927, sont admis à s'inscrire dans les Universités françaises en vue de tous les grades délivrés par les Facultés de Droit, des Sciences et des Lettres.

En ce qui concerne les études médicales, pharmaceutiques et de chirurgie dentaire, ils pourront s'inscrire exclusivement en vue de diplômes d'Etat de docteur en Médecine, de pharmacien et de chirurgien-dentiste délivrés dans les conditions d'études, de scolarité et d'examens fixés par les décrets des 10 septembre 1924, 26 juillet 1909 et 11 janvier 1909 et qui ne donneront pas droit à l'exercice de la profession dans la Métropole.

Art. 2. — L'équivalence du baccalauréat de l'Enseignement secondaire prévue par l'article précédent est prononcée par le Recteur de l'Académie dans le ressort de laquelle se trouve la Faculté ou école où veut s'inscrire l'étudiant.

Sa demande doit être accompagnée :

1^o Du diplôme pour lequel est demandée l'équivalence ;

2° D'une pièce d'identité (acte de naissance, certificat de notoriété) visée par le chef d'administration locale du pays ou le postulant réside.

La même équivalence est accordée dans les mêmes conditions en Indochine par le directeur de l'Instruction publique et, dans les autres colonies, par le chef du service de l'Instruction publique.

Art. 3. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel*.

Loi et Instructions relatives à la création, au profit des universités, d'une rétribution spéciale à verser par les candidats au Baccalauréat de l'enseignement secondaire.

I. — LOI.

11 Juillet 1931

Article unique. — Toute demande en vue d'être admis à subir les épreuves écrites ou orales d'une série de baccalauréat de l'enseignement secondaire donne lieu à la perception, pour frais matériels de l'examen, d'une rétribution de 50 francs, dont il est fait recette au budget de l'Université.

Les familles bénéficiaires de bourses ou de fractions de bourse ou chargées de quatre enfants de moins de vingt et un ans en seront dispensées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

II. — INSTRUCTION SUR LES DISPENSES DE RETRIBUTIONS.

1° 27 Juillet 1931

(Boursiers; familles nombreuses)

La loi du 11 juillet 1931 promulguée au « *Journal Officiel* » des 15 et 16 juillet 1931 dispose que « toute demande en vue d'être admis à subir les épreuves écrites ou orales d'une série de baccalauréat de l'enseignement secondaire donne lieu à la perception pour frais matériels de l'examen d'une rétribution de 50 francs dont il est fait recette au budget de l'Université.

Les familles bénéficiaires de bourses ou de fractions de bourses ou chargées de quatre enfants de moins de vingt et un ans en seront dispensées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat. »

Vous remarquerez que cette rétribution est exigée de tous les étudiants et qu'elle porte comme les droits ordinaires d'examens, soit sur l'ensemble des épreuves écrites ou orales, soit en cas d'échec sur les épreuves orales seulement. Tout candidat ajourné qui se représente à l'oral doit donc s'acquitter à nouveau de la rétribution dont il s'agit. Il convient en outre d'observer que celle-ci étant exigible à toutes les séries, les candidats à deux séries doivent effectuer un double versement.

Cependant une dérogation est faite en faveur de deux catégories d'étudiants : les boursiers et les enfants appartenant à une famille d'au moins quatre enfants de moins de vingt et un ans. Ces candidats doivent être, aux termes de la loi, dispensés de la rétribution spéciale. Cette dispense est de droit mais pour en bénéficier, les candidats devront faire connaître leur situation sur la demande même de leur inscription. A cette demande, il conviendra d'annexer à titre justificatif, soit un certificat délivré sous sa responsabilité par le chef de l'établissement où l'élève fait ses études, soit un certificat délivré par le maire.

Il convient, par ailleurs, de préciser quels seront les bénéficiaires de cette dispense.

Il s'agit des boursiers, c'est-à-dire des titulaires des bourses ou fractions de bourses nationales d'enseignement secondaire conférées par l'Etat

en exécution des dispositions du décret du 6 juillet 1926 (1). Ces boursiers devront appartenir soit à la classe de première, soit à la classe de philosophie ou de mathématiques qui ont obtenu une bourse nationale après avoir subi avec succès la première partie de l'examen.

La dispense ne s'applique ni aux bénéficiaires des autres bourses (bourses départementales, bourses communales, bourses provenant de fondations particulières), ni aux bénéficiaires d'exonération spéciales (exonération de frais d'études, exonérations accordées aux fils de Français résidant à l'étranger, exonérations accordées aux enfants de certains étrangers, etc.).

Quant à la perception de cette rétribution spéciale, il n'est pas nécessaire de prévoir deux quittances. Il suffira d'en établir une qui comportera deux rubriques distinctes :

1° Droits d'examens acquis à l'Etat ;

2° Rétribution d'examen acquise à l'Université.

Il y aura lieu, d'autre part, d'indiquer sur l'état de recettes trimestriel, en regard des droits acquis au Trésor public, le montant des droits qui reviennent à l'Université. Dans la partie « Justification des gratifiés », il sera nécessaire de mentionner les étudiants qui auront été exonérés de la rétribution spéciale et d'indiquer leurs qualités.

En ce qui concerne l'inscription de la recette au budget de l'Université, la rétribution dont il s'agit devra figurer au budget ordinaire ; *en recettes*, à l'article 10 en un paragraphe spécial ; *en dépenses* à l'article 6 en un paragraphe spécial portant la rubrique suivante : *dépenses relatives aux examens*.

La loi étant immédiatement applicable, je vous prie de vouloir bien prendre dès maintenant les dispositions nécessaires pour qu'elle entre en vigueur à la session d'octobre prochain. Vous voudrez bien porter ces renseignements à la connaissance des chefs d'établissement et faire assurer par la voie de la presse, dans la mesure et d'après les modalités qui vous paraîtront utiles, la publicité nécessaire.

2^e 9 Octobre 1931

(Boursiers de l'enseignement primaire)

Vous m'avez transmis le 28 septembre une lettre par laquelle M. le Directeur de l'Ecole primaire supérieure de Suresnes a posé la question de savoir si les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire titulaires de bourses nationales d'enseignement primaire supérieur peuvent être dispensés de la rétribution spéciale de 50 francs instituée par la loi du 11 juillet 1931.

La réponse ne fait aucun doute ; elle se résout par la négative. L'exonération accordée aux étudiants titulaires de bourses nationales d'enseignement secondaire ne saurait être étendue aux boursiers appartenant à l'enseignement primaire supérieur qui ne prépare pas au baccalauréat. La circulaire du 27 juillet 1931 a d'ailleurs bien précisé que les bénéficiaires de la dispense doivent appartenir soit à la classe de première, soit à la classe de philosophie, soit à celle de mathématiques.

(Lettre du Ministre au Recteur de l'Académie de Paris.)

3^e 30 Mai 1932

(Validité de la dispense)

Vous m'avez transmis une lettre par laquelle le Directeur de l'Office du Baccalauréat, pose la question de savoir si un candidat exonéré de la rétribution de 50 francs instituée par la loi du 11 juillet 1931, peut en cas d'échec bénéficier de nouveau de cette exonération.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la question doit se résoudre par la négative. Aux termes de l'art. 109 (par. 2) de la loi de finances

(1) « Après examen de votre communication du 9 mars 1935, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à vos indications il convient de ne plus considérer comme boursiers nationaux les anciens boursiers d'externat ou les boursiers d'externat surveillé qui ont renoncé à leur bourse pour ne pas être astreints à assister aux études surveillées. » (Lettre du Ministre au Recteur de l'Académie de Paris, 3 avril 1935.)

du 13 juillet 1925, aucune dispense après échec d'une épreuve ou à un examen ne peut être renouvelée pour les droits relatifs à cette épreuve ou à cet examen. Par suite de ces dispositions, un candidat dispensé de la rétribution spéciale de 50 francs en octobre dernier et ajourné au cours de cette session, est astreint au versement de ladite rétribution s'il désire réparer son échec en juillet prochain.

(Lettre du Ministre au Recteur de l'Académie de Paris.)

4^e 30 Mai 1932

(Boursiers des classes préparatoires aux grandes écoles)

Par lettre en date du 17 mai courant, vous m'avez demandé si des élèves boursiers de lycées, qui appartiennent, soit à la classe de Saint-Cyr, soit à celle de Navale préparatoire ou de spéciales préparatoires et qui sont candidats à la deuxième partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire peuvent être dispensés de la rétribution de 50 francs instituée par la loi du 11 juillet 1931.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément à votre avis, les boursiers dont il s'agit suivant les cours de mathématiques préparatoires au baccalauréat peuvent être considérés comme appartenant à la classe de mathématiques et bénéficier à ce titre de l'exonération spéciale de 50 francs.

(Lettre du Ministre au Recteur de l'Académie de Paris.)

5^e 25 Avril 1932

(Remboursement de la rétribution)

Vous m'avez transmis une lettre du Directeur de l'Office central du baccalauréat, relative au remboursement éventuel à certains candidats de la rétribution spéciale de 50 francs instituée par la loi du 11 juillet 1931.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les requêtes des candidats qui, ayant la dispense prévue, ont cependant acquitté le montant de la rétribution et en réclament le remboursement ne peuvent être accueillies.

La circulaire du 27 juillet 1931 a en effet précisé que pour bénéficier d'une exonération, les candidats doivent faire connaître leur situation sur la demande même de leur inscription. Les étudiants qui n'ont pas observé cette prescription ne sont donc pas fondés à demander le remboursement d'un droit qu'ils n'avaient pas à verser; à moins que l'erreur ne provienne du fait de l'administration.

(Lettre du Ministre au Recteur de l'Académie de Paris.)

III. — INSTRUCTION SUR L'EMPLOI DE LA RETRIBUTION ET LA CREATION D'UN SERVICE SPECIAL DES EXAMENS DU BACCALAUREAT

6 Août 1931

La loi du 11 juillet 1931 porte création au bénéfice des Universités d'une rétribution spéciale de 50 francs à verser par les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire et ma circulaire du 27 juillet 1931 vous a précisé quelques points relatifs à cette perception.

Désormais, les Universités disposeront ainsi de ressources nouvelles qui leur donneront la possibilité de réaliser progressivement la réforme devenue nécessaire de l'organisation matérielle du baccalauréat.

Les Facultés des Lettres et des Sciences obligées de faire face à l'organisation de plus en plus complexe des certificats de licence, peuvent, en effet, difficilement suffire à la préparation matérielle des épreuves du baccalauréat. Cette difficulté ne pourra que s'accroître en égard au nombre toujours croissant des candidats à ces examens. Il convient par conséquent de procéder le plus rapidement possible à une réorganisation des services en vue de réaliser les améliorations qui s'imposent.

C'est à cette fin qu'a été récemment créé à Paris le « Service central du Baccalauréat ».

Les résultats obtenus jusqu'ici par cet organisme m'autorisent à envisager la création de services semblables dans les autres académies — plus particulièrement, et tout d'abord, dans celles qui se trouvent

comprendre un nombre important d'établissements d'enseignement secondaire (publics et privés) — soit qu'elles aient une grande ville pour chef-lieu, soit que leur ressort s'étende à de nombreux départements.

Il vous appartient, en conséquence, d'étudier dès à présent avec le Conseil de l'Université l'organisation d'un tel service et de déterminer, d'après les circonstances locales et le personnel dont vous pouvez disposer, les modalités d'exécution nécessaires à cet objet.

Caractère des services.

Il ne s'agit point d'organes autonomes et isolés. Les services du baccalauréat doivent au contraire être étroitement rattachés aux Universités dans le cadre desquelles ils doivent vivre et se développer. Le Directeur de chaque service sera sous le contrôle général du Recteur placé sous la direction immédiate des doyens des Facultés des Lettres et des Sciences lesquels conservent la responsabilité du choix des sujets et la haute police des examens ; les secrétariats de ces Facultés devront leur prêter leur concours tant pour les inscriptions que pour la mise en état des locaux où auront lieu les examens et que pour le recrutement des agents dont l'emploi sera reconnu nécessaire.

Fonctionnement et attributions.

Le Service assistera les doyens pour la préparation matérielle des sujets des épreuves écrites (impression, tirage, distribution, etc.) et il devra s'entourer de toutes les garanties nécessaires pour assurer le secret absolu de ces opérations ; il en aura la responsabilité.

Les attributions des services comprendront, sous l'autorité et la direction des doyens, tout ce qui concerne généralement l'organisation et le fonctionnement des épreuves du baccalauréat. Chaque service centralisera les inscriptions des candidats, constituera leurs dossiers, préparera l'organisation des séries (écrit et oral), dressera les procès-verbaux des examens, établira les bulletins de versement dont la délivrance restera bien entendu confiée aux secrétaires des Facultés, ceux-ci étant chargés, aux termes des lois et règlements, de l'assiette des droits universitaires. Le Service devra en outre s'occuper des moyens de réaliser une surveillance efficace de tous les centres d'examens. Il préparera les délibérations des jurys et il centralisera pour le public les résultats généraux des examens. Il sera enfin chargé de l'établissement et de la délivrance des certificats provisoires ainsi que l'établissement des diplômes de baccalauréat, qui sont, pour le moment, envoyés ensuite au Ministère pour signature.

J'envisage, sur ce dernier point, une mesure de décentralisation qui vous évitera cette transmission et vous remettra le soin de délivrer les diplômes. Des instructions spéciales seront ultérieurement adressées à cet effet.

Peut-être, plus tard, conviendra-t-il d'étendre l'activité de ce service à tout ou partie des examens propres des Facultés.

A toute éventualité, il sera donc bon d'intituler le nouvel organisme : *Service des examens.*

Budget et personnel.

Le service des examens disposera des ressources nouvelles apportées aux Universités par la loi du 11 juillet 1931.

Les dépenses du Service comprendront tout ce qui concerne la préparation matérielle des examens : impression, tirage, papier, convocations, en un mot, toutes les dépenses de cette nature figurant actuellement au budget des Facultés.

Les ressources résultant de l'application de la loi du 11 juillet 1931 permettront notamment de renforcer la surveillance des épreuves écrites en rétribuant le personnel nécessaire à cet objet. Il sera en outre possible de prévoir des indemnités spéciales pour le personnel propre au service. On ne saurait sur ce point fixer de règles générales : le fonctionnement de chaque service dépendra, en effet, de l'importance de ses charges et des ressources à escompter. Si ces charges ne sont pas trop lourdes, c'est le secrétaire d'une des Facultés (Sciences ou Lettres) qui

pourra assumer la direction du Service. Il suffira souvent d'engager à titre temporaire un auxiliaire de l'administration académique. Là où les ressources le permettront et où le nombre des candidats le justifiera, on pourra utilement confier l'administration du service à des fonctionnaires retraités. De toutes manières, il ne saurait être question de création d'emplois régulière : le personnel devra avoir un caractère auxiliaire et sera pris le plus souvent à titre temporaire. Il devra naturellement présenter toutes les garanties morales indispensables.

J'attire votre attention sur la nécessité de ne réaliser une telle organisation que par étapes et qu'avec prudence. Il conviendra d'attendre pour prendre des mesures définitives, que la loi ait donné des résultats probants. Ceux-ci ne pouvant en effet être dès à présent connus avec exactitude.

**

Les indications qui précèdent n'ont pas pour but de fixer des règles rigoureuses. Toute latitude est laissée aux Universités pour organiser les services au mieux des intérêts de l'administration. L'essentiel est de mettre sur pied une organisation qui puisse correspondre aux besoins déterminés de telle ou telle Université et qui soit capable d'assurer sous une autorité responsable et avec le maximum de garanties le service matériel du baccalauréat.

La réalisation d'une telle organisation présentera un double avantage : d'une part, il en résultera une amélioration sensible de la préparation matérielle des examens du baccalauréat et, d'autre part, les secrétariats, ainsi déchargés d'une partie de leurs obligations, en seront d'autant soulagés. En outre, les Facultés pourront désormais disposer pour d'autres objets de crédits prévus jusqu'ici pour les frais matériels d'examens. Vous aurez à tenir compte de cette nouvelle organisation lorsque vous établirez vos propositions en vue du budget de 1932.

Vous voudrez bien donner connaissance de cette circulaire à MM. les Doyens des Facultés des Lettres et des Sciences de votre ressort et me tenir informé des dispositions que vous aurez prises en vue de réaliser la réorganisation dont il s'agit. Vous aurez à ce sujet à m'adresser un rapport circonstancié qui devra me parvenir avant le 1^{er} mars 1932.

Décret et Instructions modifiant le régime du baccalauréat de l'enseignement secondaire institué par le décret du 7 août 1927 et modifié par les décrets des 22 février et 10 juillet 1929, et 21 août 1930.

I. — DECRET.

2 Octobre 1931

TITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

Article premier. — Les examens qui déterminent la collation du grade de bachelier de l'enseignement secondaire sont subis devant les Facultés des Lettres et les Facultés des Sciences, au siège des universités et dans les villes désignées par le Ministre.

Art. 2. — Les diplômes sont conférés par le Ministre de l'Instruction publique dans les formes déterminées par les lois et règlements relatifs aux grades d'Etat.

Conformément à l'article 7 du décret du 31 juillet 1920, les candidats doivent se présenter devant la Faculté du ressort universitaire dans lequel ils ont fait le *dernier semestre d'études* avant l'examen. Les candidats qui ne suivent les cours d'aucun établissement se présentent dans le ressort de leur *résidence effective*. Ceux qui font leurs études à l'étranger désignent trois mois au moins avant l'examen la Faculté devant laquelle ils désirent se présenter.

Les Recteurs peuvent accorder des dispenses dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 31 juillet 1920.

Art. 3. — Les épreuves sont, les unes écrites, les autres orales.

Les épreuves écrites sont éliminatoires.

Les correcteurs des compositions ne doivent pas connaître le nom

des candidats dont ils corrigent les copies. Ces noms sont portés à la connaissance du jury dans la délibération destinée à établir la liste d'admissibilité, après que les notes données par les correcteurs ont été relevées et avant l'examen des livrets.

Art. 4. — Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales après échec à ces épreuves est acquis aux candidats admissibles à la session de juillet pour la session d'octobre suivante. L'admissibilité acquise à la session d'octobre n'est valable que pour cette session.

L'échec doit être réparé devant la faculté où il a été subi.

Toutefois, des dérogations à cette règle peuvent être autorisées par décisions motivées : 1° par les doyens des Facultés intéressées dans le cas de changement de résidence de la famille ; 2° dans les autres cas, par les Recteurs des Académies intéressées.

Art. 5. — Aucun ajournement, soit après les épreuves écrites, soit après les épreuves orales, ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération spéciale du jury.

Art. 6. — Un livret scolaire établi dans les formes qui seront déterminées par un arrêté ministériel doit être également produit avant le commencement des épreuves. Ce livret doit obligatoirement contenir la photographie et la signature de son titulaire.

Art. 7. — Le livret est examiné par le jury.

Il est tenu compte pour l'admissibilité et pour l'admission des renseignements qu'il contient.

Aucun candidat ne peut être ajourné, soit après les épreuves écrites, soit après les épreuves orales, sans que le jury ait examiné son livret dans la délibération prévue à l'article 5. Mention en est portée sur le livret sous la signature du président du jury.

Art. 8. — Pour les épreuves écrites, sauf pour la version latine, la version grecque, les épreuves de langues vivantes étrangères, et les problèmes des épreuves scientifiques, il est donné trois sujets entre lesquels le candidat a le droit de choisir.

Art. 9. — En vue d'assurer la concordance entre les études et l'examen et de maintenir les épreuves au même niveau dans les diverses Universités, des textes et sujets de composition peuvent être envoyés par le Ministre.

Art. 10. — Les rapports des doyens sur les sessions, les textes et sujets d'épreuves écrites auxquels sont joints des séries de composition et des procès-verbaux des épreuves et des rapports de proviseurs et principaux sur les résultats de l'examen sont communiqués à une commission composée de membres des Comités consultatifs de l'enseignement supérieur et secondaire public.

Cette commission fait un rapport d'ensemble au Ministre et indique les observations qu'il paraît utile de porter à la connaissance des jurys.

Périodiquement, en vue de juger de l'état et de la marche des études, la commission fait la comparaison des résultats obtenus au baccalauréat à plusieurs années d'intervalle. Les travaux de cette Commission sont communiqués au Ministre.

TITRE II. — Des épreuves.

Art. 11. — Les épreuves du baccalauréat de l'enseignement secondaire sont divisées en deux parties.

Elles portent sur les programmes officiels de la classe de 1^{re} A, A' et B pour la première partie, et sur les programmes officiels des classes de philosophie et des mathématiques pour la deuxième partie.

Art. 12. — Nul ne peut se présenter aux épreuves de la deuxième partie qu'un an après avoir subi avec succès celles de la première.

Aucune dispense n'est accordée.

L'intervalle compris entre la session d'octobre et celle de juillet compte pour une année.

Art. 13. — Les candidats à la première partie peuvent choisir au moment de leur inscription entre trois séries d'épreuves : série A, série A', série B.

SÉRIE A.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition française ;
- 2° Une version latine ;
- 3° Une version grecque ;
- 4° Une composition de mathématiques.

Epreuves orales :

- 1° Explication d'un texte français des XVI^e, XVII^e, XVIII^e, XIX^e siècles ;
- 2° Explication d'un texte latin et d'un texte grec ;
- 3° Explication d'un texte de langue vivante étrangère ;
- 4° Interrogation d'histoire et de géographie ;
- 5° Interrogation de sciences physiques.

SÉRIE A'.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition française ;
- 2° Une version latine ;
- 3° Une épreuve de langue vivante étrangère ;
- 4° Une composition de mathématiques.

Epreuves orales :

- 1° Explication d'un texte français des XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles ;
- 2° Explication d'un texte latin ;
- 3° Explication d'un texte de langue vivante étrangère ;
- 4° Interrogation d'histoire et de géographie ;
- 5° Interrogation de sciences physiques.

SÉRIE B.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition française ;
- 2° Une épreuve portant sur l'une des deux langues vivantes étrangères étudiées par le candidat ;
- 3° Une composition de mathématiques ;
- 4° Une composition de physique.

Epreuves orales :

- 1° Explication d'un texte français des XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles ;
- 2° Explication d'un texte dans celle des deux langues vivantes étrangères étudiées par le candidat n'ayant pas fait l'objet d'une épreuve écrite ;
- 3° Interrogation d'histoire et de géographie ;
- 4° Interrogation de mathématiques ;
- 5° Interrogation de sciences physiques.

Art. 14. — L'épreuve écrite de langue vivante étrangère consiste soit en une composition dans cette langue, soit en une version et un thème. A cette épreuve, l'usage de tout dictionnaire est interdit.

Par mesure transitoire, l'emploi d'un dictionnaire rédigé exclusivement dans la langue choisie par le candidat demeure autorisé jusques et y compris la session d'octobre 1932.

Les dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-dessus ne sont pas applicables à l'épreuve écrite d'arabe où l'emploi d'un dictionnaire est autorisé.

Aux épreuves orales des trois séries de la première partie :

- 1° Chaque explication de texte français donne lieu à une interrogation sur l'histoire de la littérature française ;
- 2° L'interrogation de géographie comporte obligatoirement une interrogation sur la géographie des colonies françaises.

Art. 15. — Les candidats à la deuxième partie peuvent choisir, au moment de leur inscription, entre deux séries d'épreuves : série philosophie, série mathématiques.

SÉRIE PHILOSOPHIE.

Epreuves écrites :

- 1° Une dissertation philosophique ;
- 2° Une composition de sciences physiques et naturelles.

Epreuves orales :

- 1° Une interrogation de philosophie (programme obligatoire et programme à option) ;
- 2° Interrogation d'histoire et de géographie ;
- 3° Interrogation de mathématiques et de cosmographie ;
- 4° Interrogation de sciences physiques ;
- 5° Interrogation de sciences naturelles ;
- 6° Interrogation de langue vivante étrangère.

SÉRIE MATHÉMATIQUES.

Epreuves écrites :

- 1° Une composition de mathématiques ;
- 2° Une composition de sciences physiques ;
- 3° Une dissertation philosophique.

Epreuves orales :

- 1° Interrogation de mathématiques ;
- 2° Interrogation de sciences physiques ;
- 3° Interrogation de sciences naturelles ;
- 4° Interrogation de philosophie ;
- 5° Interrogation d'histoire et de géographie ;
- 6° Interrogation de langue vivante étrangère.

Dans cette série, les interrogations de mathématiques, de sciences physiques et de sciences naturelles peuvent donner lieu à des questions sommaires sur l'histoire de ces sciences.

Art. 16. — Les candidats ont à choisir tant pour les épreuves orales que pour les épreuves écrites, entre les langues vivantes énumérées ci-après : Allemand, Anglais, Italien, Espagnol, Arabe, Russe, Portugais.

Chaque année un arrêté ministériel détermine les Universités devant lesquelles peuvent être subies les épreuves d'Arabe, de Russe et de Portugais.

Toutefois, au baccalauréat de la série B, l'une des langues vivantes choisies par les candidats est obligatoirement l'Allemand ou l'Anglais. Cette disposition ne s'applique pas aux candidats visés au paragraphe suivant.

Les candidats d'origine annamite ou cambodgienne et les nationaux des pays avec lesquels il existe des conventions scolaires ou ententes universitaires, peuvent, lorsqu'il est possible d'adjoindre au jury un examinateur compétent, substituer leur langue maternelle à l'une des langues énumérées au paragraphe premier du présent article.

Peuvent faire l'objet d'une interrogation complémentaire les langues énumérées ci-après : Allemand, Anglais, Espagnol, Italien, Arabe dialectal, Russe, Portugais, Roumain, Danois, Norvégien, Suédois, Hollandais, Polonais, Tchèque, Serbo-croate, Bulgare, Grec moderne, Arménien, Persan, Turc, Amharique, Malgache, Chinois, Japonais, Annamite, Cambodgien, Hébreu moderne, Berbère.

Cette interrogation n'est autorisée que dans les Universités où il est possible d'adjoindre au jury un examinateur compétent.

Elle a la même notation et le même coefficient que l'interrogation portant sur les langues visées au paragraphe premier. Toutefois, la note obtenue n'entre en ligne de compte en vue de l'admission qu'autant qu'elle dépasse la moyenne.

Art. 17. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 10. Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

Première partie.

SÉRIE A.

Composition française	2
Version latine	2
Version grecque	2
Epreuve écrite de mathématiques	2
Explication française	2
Explication latine et explication grecque	2
Explication de langue vivante étrangère	1
Interrogation d'histoire et de géographie	3
Interrogation de sciences physiques	2

SÉRIE A'.

Composition française	2
Version latine	2
Epreuve de langue vivante étrangère	2
Epreuve écrite de mathématiques	2
Explication française	2
Explication latine	2
Explication de langue vivante étrangère	2
Interrogation d'histoire et de géographie	3
Interrogation de sciences physiques	3

SÉRIE B.

Composition française	2
Epreuve écrite de langue vivante étrangère	2
Epreuve écrite de mathématiques	2
Epreuve écrite de physique	2
Explication française	2
Explication de langue vivante étrangère	2
Interrogation d'histoire et de géographie	3
Interrogation de mathématiques	3
Interrogation de sciences physiques	3

Seconde partie.

SÉRIE PHILOSOPHIE.

Dissertation philosophique	2
Composition de sciences physiques et naturelles	1
Interrogation de philosophie	3
Interrogation d'histoire et de géographie	3
interrogation de mathématiques et de cosmographie.....	1
Interrogation de sciences physiques	1
Interrogation de sciences naturelles	1
Interrogation de langue vivante étrangère	1

SÉRIE MATHÉMATIQUES.

Composition de mathématiques	3
Composition de sciences physiques	3
Dissertation philosophique	3
Interrogation de mathématiques	4
Interrogation de sciences physiques	3
Interrogation de sciences naturelles	1
Interrogation de philosophie	1
Interrogation d'histoire et de géographie	2 $\frac{1}{2}$
Interrogation de langue vivante étrangère	$\frac{1}{2}$

Art. 18. — Aux différentes épreuves écrites et orales des diverses séries des deux parties, après délibération du jury, la note zéro est éliminatoire.

Aux épreuves écrites, cette décision doit être précédée d'une seconde lecture de la composition.

Art. 19. — Pour être admissible, tout candidat doit avoir obtenu la moitié du maximum des points. Toutefois, un candidat n'ayant pas obtenu cette moyenne peut être déclaré admissible après examen de son livret et par décision spéciale du jury, mentionnée au procès-verbal.

Pour être admis, tout candidat doit avoir obtenu la moitié du maximum des points.

Art. 20. — Les certificats d'aptitude portent les mentions suivantes :
Passable, quand le candidat a obtenu la moitié du maximum des points ;

Assez bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 6 sur 10 ;

Bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 7 sur 10.

Très bien, quand le candidat a obtenu la moyenne de 8 sur 10.

Art. 21. — Le candidat ajourné ne peut se représenter dans le cours de la même session.

Art. 22. — Le grade de bachelier de l'enseignement secondaire est

conféré aux candidats qui ont subi avec succès les épreuves d'une série de chacune des deux parties. Le diplôme porte les indications de séries suivantes :

- A philosophie ou A mathématiques,
- A' philosophie ou A' mathématiques,
- B philosophie ou B mathématiques.

Quelles que soient les séries inscrites sur le diplôme, le grade de bachelier est admis pour l'inscription dans les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, en vue des grades ou titres conférés par l'Etat.

Art. 23. — Un arrêté spécial fixera les conditions d'inscription, la composition des jurys, la durée de chaque épreuve écrite et toutes modalités nécessaires pour l'exécution du présent décret.

Art. 24. — Ce décret entrera en vigueur en ce qui concerne la première partie, à la session de juillet 1929 pour les garçons et à celle de juillet 1930 pour les jeunes filles, et l'année suivante en ce qui concerne la deuxième partie. A partir de ces dates et jusqu'à la session d'octobre 1932 inclus, pourront seuls, par mesure transitoire, se présenter à la première partie dans les conditions du présent régime du baccalauréat, les candidats qui se seront déjà présentés avant la session de juillet 1929 pour les garçons et avant celle de juillet 1920 pour les jeunes filles. Ces dates sont reculées d'une année en ce qui concerne la deuxième partie.

Les candidates qui le demanderont pourront être autorisées par le Recteur à subir les épreuves du baccalauréat suivant le régime institué par le présent décret dès 1929 pour la première partie, et dès 1930 pour la seconde.

Art. 25. — L'application des dispositions du présent décret sera fixée pour les diverses colonies par des décrets contresignés par le Ministre de l'Instruction publique et par le Ministre des Colonies.

Art. 26. — Sont abrogés les décrets du 31 mai 1902 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire, du 22 juillet 1902 relatif à ses sanctions et toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 27. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

II. — INSTRUCTIONS.

A) 7 Octobre 1931

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation de deux décrets (accompagnés des rapports au Président de la République y afférents) et d'un arrêté relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire, à savoir :

I. — Décret du 2 octobre 1931.

Ce décret modifie les articles 11, 13, 14, 15, 17 et 20 du décret du 7 août 1927 portant organisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Les articles 11 et 14 du décret du 7 août 1927 prévoyaient que les épreuves de sciences physiques, aux examens de la première partie du baccalauréat, portaient sur les programmes officiels des classes de seconde et de première.

Les membres des phrases de ces deux articles qui avaient établi l'exception à la règle générale ont été supprimés par le nouveau décret. Désormais toutes les épreuves des examens de la première partie portent sans exception sur les programmes officiels des classes de première, A, A' et B, ainsi qu'il est spécifié dans l'article 11 modifié. Les épreuves de sciences physiques ne porteront donc plus sur les programmes dans les classes de seconde.

Les articles 13, 15, 17 et 20 du décret du 7 août 1927 ont été modifiés en vue d'opérer une réduction du nombre des épreuves et d'apporter des changements dans les coefficients, ainsi qu'il est indiqué dans le rapport au Président de la République.

L'attention des membres de jury d'examens devra être appelée sur

une innovation faite à l'article 17 : la substitution de la notation de 0 à 10 à la notation de 0 à 20.

Dans les certificats actuels, chaque note est portée directement avec son coefficient ; il en résulte parfois des erreurs.

Pour les éviter, il sera prévu dans les nouveaux modèles l'inscription pour chaque épreuve de la note primitive (de 0 à 10) et dans une autre colonne du produit de cette note multipliée par le coefficient.

De nouveaux modèles de certificats d'aptitude se rapportant aux modifications des articles 13, 15 et 17 vous seront envoyés en temps opportun.

**

II. — Décret du 13 août 1931.

Dans le rapport qui précède ce décret, il est expliqué que celui-ci remplace le décret du 6 mars 1928 relatif à la constitution des jurys d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire et a pour objet de faire œuvre de déconcentration. Désormais, c'est à vous qu'incombera la tâche d'arrêter la liste des membres des jurys qui ne font pas partie du personnel (en activité ou non) de l'enseignement supérieur. Les prescriptions de ma circulaire du 17 mars 1928 demeurent en vigueur, sauf en ce qu'elles ont de contraire aux prescriptions du présent décret. Après la session d'octobre, vous aurez à m'adresser avec votre rapport d'ensemble la liste nominative des personnes ayant effectivement figuré dans les jurys avec un résumé numérique les classant par catégories (professeurs de Facultés, agrégés des différentes disciplines, professeurs de collège, etc.).

Arrêté du 6 octobre 1931.

Cet arrêté modifie les articles 10 et 12 de l'arrêté du 6 mars 1928 relatif à l'organisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

L'article 10 fixant la durée des épreuves écrites n'appelle aucune observation particulière.

L'article 12 sur la composition des jurys d'examens est modifié dans son principe même. Alors que le texte ancien fixait pour chaque jury un nombre déterminé d'examineurs, le texte nouveau fixe seulement un *minimum* qui pourra donc être dépassé dans la mesure où vous le jugerez utile.

Il sera possible alors de constituer des jurys dans lesquels le président n'aura pas à interroger lui-même et se bornera à la direction et à la surveillance effective de l'examen.

Cette mesure permettra, lorsque plusieurs jurys fonctionnent simultanément dans un même local, de leur donner un seul et même président, disposition qui a été déjà appliquée en particulier à Paris et qui a donné toute satisfaction. Elle présente en effet des avantages marqués : bien que chargé de plusieurs jurys, le Président n'étant plus absorbé par les interrogations effectives, pourra mieux exercer ses fonctions de direction, résoudre notamment immédiatement les petites difficultés, suivre les interrogations de ses collègues, assurer dans une certaine mesure la coordination des notations.

Un seul membre de l'Enseignement supérieur pouvant ainsi présider simultanément plusieurs jurys, il en résultera pour le personnel des Facultés un allègement sensible. A la session d'octobre, une partie seulement de ce personnel sera nécessaire pour assurer le service. Il ne sera donc pas excessif de leur demander, par compensation, de rentrer un peu plus tôt et d'avancer la session d'octobre. Nous répondrons ainsi aux vœux unanimes de l'enseignement secondaire et des familles.

Je rappelle toutefois que si les jurys peuvent ne comprendre qu'un seul membre de l'Enseignement supérieur, c'est un minimum qu'il y a intérêt à dépasser chaque fois que ce sera possible. Il importe que les Facultés continuent à prendre dans la mesure de leurs disponibilités en personnel, la part la plus large aux examens du baccalauréat.

Les deux décrets et l'arrêté ci-joints entreront en vigueur à la session de juin-juillet 1932. Les modifications apportées au décret du 7 août 1927 et à l'arrêté du 5 mars 1928 s'appliqueront obligatoirement à tous les candidats soumis au régime institué par ledit décret.

Par contre, il n'est rien changé aux mesures transitoires prescrites à l'article 24 du décret du 7 août 1927, concernant les candidats qui se sont déjà présentés sous un régime antérieur.

Vous voudrez bien assurer l'exécution des règlements ci-inclus et des prescriptions de la présente circulaire et en donner connaissance à MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort.

B) 12 Décembre 1931

(Certificats d'aptitude)

Les modifications apportées par le décret du 2 octobre 1931 aux articles 13, 15 et 17 du décret du 7 août 1927 relatif au baccalauréat de l'Enseignement secondaire ont nécessité l'établissement de nouveaux modèles de certificats d'aptitude, dont l'envoi vous a été annoncé par circulaire du 7 octobre 1931.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, en trois exemplaires, les neuf modèles en question.

Ceux-ci ont été établis en tenant compte des simplifications de l'examen et des modifications afférentes à la notation et aux coefficients, réalisés par le décret du 2 octobre 1931.

Ils seront utilisés dès la session de juin-juillet 1932 pour tous les candidats soumis au régime du décret du 7 août 1927 et des règlements rectificatifs.

L'établissement de nouveaux certificats a permis de réaliser diverses améliorations qui ont paru utiles :

1° Les décrets et arrêtés récents concernant le baccalauréat ont été visés, ce qui permettra aux examinateurs de se rapporter à ces règlements, sans s'exposer à des omissions regrettables ;

2° Pour éviter toute confusion, il est indiqué que la note de 0 à 10 doit être marquée dans une première colonne. Cette note doit être multipliée avec le coefficient indiqué dans une deuxième colonne. Le résultat de l'opération est inscrit dans une troisième colonne ;

3° Une distinction nette est faite entre les épreuves orales obligatoires et l'épreuve orale complémentaire facultative de langue vivante étrangère ;

4° Quelques précisions concernant les mentions ont été apportées sous le chiffre 4.

Les certificats d'aptitude qui seront commandés pour les Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort devront être conformes en ce qui concerne le dispositif, les caractères d'imprimerie, le format et la couleur aux modèles ci-joints.

Toutefois, il y aura lieu de demander à l'imprimeur de choisir pour le certificat d'aptitude de la seconde partie, A' Philosophie, un papier d'un rouge moins vif que celui qui a été adopté par l'Imprimerie nationale pour le modèle ci-joint.

En outre, les erreurs de typographie suivantes devront être réparées :

Sur le modèle de la première partie, série A, à la dixième ligne, au lieu de « 10 juille 1929 », écrire « 10 juillet 1929 », et à la quatorzième ligne, au lieu de « lu baccalauréat », écrire « du baccalauréat » ;

Sur le modèle de la première partie, série B, à la première ligne, au lieu de « Faculté de », écrire « Faculté des » ; et à la quarantième ligne, au lieu de « 220 inclusivement » écrire « 220 inclusivement ».

Pour faciliter les travaux d'impression et pour en accélérer la réalisation et en réduire le coût, le Directeur de l'Imprimerie nationale m'a fait savoir qu'il y a intérêt à ce que les commandes qui lui seront adressées par des Facultés, lui parviennent toutes vers la même époque. En conséquence, dans le cas où les Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort désireraient s'adresser à cette imprimerie, elles sont invitées à lui faire parvenir leur commande avant le 1^{er} février 1932.

Je vous serais obligé de vouloir bien en informer MM. les Doyens desdites Facultés.

C) 25 Janvier 1932

I. — TEXTES DE LANGUES VIVANTES ÉTRANGÈRES.

Aux termes de l'article 11, paragraphe 2 du décret du 7 août 1927 modifié par l'article premier du décret du 2 octobre 1931, les épreuves des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire portent sur les programmes officiels des classes de première A, A' et B, pour la première partie, et sur ceux des classes de philosophie et de mathématiques pour la seconde partie.

La circulaire du 7 octobre 1931 a précisé que « désormais toutes les épreuves des examens de la première partie porteront sans exception sur les programmes de la classe de première ».

Une question m'a été posée à l'effet de savoir si ces nouvelles prescriptions devaient s'appliquer aux textes de langues vivantes étrangères à la première partie du baccalauréat.

La réponse à cette question est affirmative. A partir de la session de juin-juillet 1932, les épreuves orales de langues vivantes étrangères à la première partie, consisteront dans l'explication d'un texte tiré d'un auteur de l'un des ouvrages de la classe de première que le candidat déclare avoir lu. La prescription contraire de l'instruction du 13 décembre 1928 qui permettait de faire porter cette explication sur un texte d'un auteur de la classe de seconde est abrogée.

II. — CONSTITUTION DES JURYS D'EXAMENS DES ÉPREUVES ÉCRITES.

L'article 12 de l'arrêté du 6 mars 1928 modifié par l'article premier de l'arrêté du 6 octobre 1931 a prescrit que chaque jury d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire comprend au minimum cinq examinateurs dont au moins un membre de l'enseignement supérieur.

La circulaire du 7 octobre 1931 a précisé que désormais il sera possible « de constituer des jurys dans lesquels le président n'aura pas à interroger lui-même et se bornera à assurer la direction et la surveillance effective de l'examen ». Elle a spécifié qu'un seul membre de l'Enseignement supérieur pourra ainsi présider plusieurs jurys.

On m'a posé la question de savoir si cette organisation concernait uniquement les épreuves orales ou s'il fallait l'étendre aux épreuves écrites.

Une telle organisation peut être adoptée tant en ce qui concerne les épreuves écrites qu'en ce qui concerne les épreuves orales.

Désormais, un membre de l'Enseignement supérieur peut être chargé de la présidence de jurys d'épreuves écrites sans être astreint à la correction effective de copies. Dans ce cas, il doit assurer la direction et le contrôle de l'examen. Il a notamment pour mission de vérifier la régularité des opérations des jurys : calcul des notes et coefficients, examen et visa des livrets scolaires, etc..., et de veiller à empêcher tout excès d'indulgence ou de sévérité dans la façon de noter des correcteurs.

III. — ABROGATION DE L'ANCIEN RÉGIME D'EXAMENS.

Le paragraphe premier de l'article 24 du décret du 7 août 1927 portant réorganisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire prescrit que :

« Ce décret (du 7 août 1927) entrera en vigueur en ce qui concerne la première partie, à la session de juillet 1929 pour les garçons et à celle de juillet 1930 pour les jeunes filles, et l'année suivante en ce qui concerne la seconde partie. A partir de ces dates et jusqu'à la session d'octobre 1932 inclus, pourront seuls, par mesure transitoire, se présenter à la première partie dans les conditions du précédent régime du baccalauréat les candidats qui se seront déjà présentés avant la session de juillet 1929 pour les garçons et avant celle de juillet 1930 pour les jeunes filles. Ces dates seront reculées d'une année en ce qui concerne la deuxième partie. »

Par ailleurs, aux termes de l'article 7 du décret du 31 mai 1902 relatif à l'ancien régime d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire :

« Le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales, après échec à ces examens, est acquis aux candidats pour les deux sessions suivantes, à la condition qu'ils se présentent pour réparer leur échec devant la Faculté où ils l'ont subi. »

Il résulte du paragraphe premier de l'article 24 du décret du 7 août 1927 que les bénéficiaires de l'ancien régime d'examens peuvent se présenter à toutes les épreuves écrites et orales de la première partie, ancien régime, jusqu'à la session d'octobre 1932 incluse et à celles de la deuxième partie, ancien régime, jusqu'à la session d'octobre 1933 incluse.

Toutefois, l'article 24 du décret du 7 août 1927 limite la portée de l'article 7 du décret du 31 mai 1902, de telle sorte que l'admissibilité aux épreuves orales de la première partie, ancien régime, acquise en 1932 ne sera valable que pour l'année de son obtention et que l'admissibilité aux épreuves orales de la seconde partie, ancien régime, acquise en 1933 ne vaudra que pour cette année-là.

Tout candidat qui, à la session d'octobre 1932 au plus tard, n'aura pas été reçu aux épreuves orales de la première partie, ancien régime, et tout candidat qui, à la session d'octobre 1933, dernier délai, n'aura pas été reçu aux épreuves orales de la seconde partie, ancien régime, aura perdu définitivement le bénéfice de l'ancien régime. L'admissibilité qu'il aurait acquise en 1932 à la première partie sera donc perdue.

Seul, le régime d'examens institué par le décret du 7 août 1927, l'arrêté du 6 mars 1928 et les réglemens rectificatifs qui ont suivi, devra être appliqué à la première partie, dès la session de juin-juillet 1934.

Je vous serais obligé de vouloir bien assurer l'exécution de ces instructions et d'en donner connaissance à MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort.

D) 12 Décembre 1934

(Présidence des jurys)

Je vous ai fait connaître dans mes circulaires du 7 octobre 1931 et 25 janvier 1932 relatives à l'organisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire qu'il était désormais possible, en raison des dispositions de l'article 12 de l'arrêté du 6 mars 1928, modifié par l'article premier de l'arrêté du 6 octobre 1931, « de constituer des jurys dans lesquels le président n'a pas nécessairement à interroger lui-même et peut se borner à assurer la direction et la surveillance effective et réelle de l'examen ».

Le caractère et le but de cette mesure était défini en particulier par le passage suivant de ma circulaire susvisée du 7 octobre 1931 :

« Cette mesure permettra, lorsque plusieurs jurys fonctionnent simultanément dans un même local, de leur donner un seul et même président, disposition qui a été déjà appliquée, en particulier à Paris et qui a donné toute satisfaction. Elle présente en effet des avantages marqués : bien que chargé de plusieurs jurys, le président n'étant plus absorbé par les interrogations effectives, pourra mieux exercer ses fonctions de direction, résoudre notamment immédiatement les petites difficultés, suivre les interrogations de ses collègues, assurer dans une certaine mesure la coordination des notations. »

Par suite, en particulier, de l'accroissement du nombre des étudiants, les examens devenaient une tâche trop lourde dans certaines Facultés, pour les membres de l'enseignement supérieur.

La disposition nouvelle permettait d'alléger cette tâche dans une mesure laissée à votre appréciation. Elle ne doit pas avoir un caractère général, mais plutôt exceptionnel et compte tenu des besoins et des circonstances. La circulaire précitée disait en effet :

« Je rappelle toutefois que si les jurys peuvent ne comprendre qu'un seul membre de l'enseignement supérieur, c'est un minimum qu'il y a intérêt à dépasser chaque fois que ce sera possible. Il importe que les Facultés continuent à prendre dans la mesure de leurs disponibilités en personnel, la part la plus large aux examens du baccalauréat. »

Ces prescriptions qui avaient été édictées à titre d'expérience, sont entrées en vigueur à la session de juin-juillet 1932.

Il s'est donc écoulé assez de temps pour qu'il soit actuellement possible d'en apprécier les résultats.

Pour me permettre de me faire une opinion précise à cet égard, je vous prie de vouloir bien répondre au questionnaire suivant :

	Juillet 1932	Octobre 1932	Juillet 1933	Octobre 1933	Juillet 1934	Octobre 1934
1° Nombre de candidats						
2° Nombre des professeurs de l'enseignement supérieur ayant fait partie des jurys et :						
a) ayant corrigé des copies..						
b) ayant interrogé à l'oral..						
c) nombre total des séances d'oral						
3° Nombre des professeurs de l'enseignement supérieur ayant seulement présidé des jurys (écrit ou oral)						

Il n'y aura pas lieu d'établir, dans les réponses à ce questionnaire, des distinctions entre les différentes séries du baccalauréat. Mais il conviendra de compléter le questionnaire de toutes observations que vous jugerez utile de faire. Vous voudrez bien notamment indiquer aussi exactement que possible la façon dont les professeurs de l'enseignement supérieur ont compris leur rôle lorsqu'ils ont seulement présidé les jurys et si vous estimez qu'il leur est possible d'avoir ainsi une action utile et efficace sur la bonne marche de l'examen.

Instructions relatives aux examens du baccalauréat subis en dehors de la métropole.

26 Novembre 1931

Par lettre n° 2.029 du 27 octobre 1931, vous m'avez donné connaissance de la demande de renseignements qui vous a été adressée par M. le Directeur de la Mission laïque française à Salonique au sujet des modifications apportées par le décret du 2 octobre 1931 aux épreuves de langues étrangères vivantes à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il y a lieu de distinguer :

1° Le règlement général déterminé par décrets qui s'appliquent strictement aux candidats de la Métropole ;

2° Les dispositions particulières prises d'accord avec le Ministre des Affaires étrangères et l'Ecole française d'Athènes, par décisions ministérielles, en faveur des centres d'examens d'Athènes, Salonique et Stamboul.

I. — RÈGLEMENT GÉNÉRAL.

Les dispositions de l'article 16 du décret du 7 août 1927 concernant les langues étrangères vivantes, modifiées par les décrets des 22 février et 10 juillet 1929 et 21 août 1930 n'ont pas été modifiées par le décret du 2 octobre 1931.

La règle posée au paragraphe premier de l'article 16 susvisé en vertu de laquelle les candidats ont à choisir entre les sept langues : allemande, anglaise, italienne, espagnole, arabe, russe et portugaise est donc maintenue, ainsi que celle mentionnée au paragraphe 3 par application de laquelle, à la série B, l'une des deux langues choisies par les candidats est obligatoirement l'Allemand ou l'Anglais. Sont également maintenues les dispositions du paragraphe 4 qui a prescrit qu'à la série B les candidats d'origine annamite ou cambodgienne et les nationaux des pays avec lesquels il existe des conventions ou ententes universitaires avec la France peuvent, lorsqu'il est possible d'adjoindre au jury un examinateur compétent, substituer leur langue maternelle à l'une des sept langues énumérées au paragraphe premier.

Aucune convention scolaire n'ayant été conclue entre la France et la Grèce, les candidats de nationalité grecque ne peuvent pas présenter la langue moderne comme langue obligatoire à la série B. Ils peuvent seulement subir une interrogation complémentaire *facultative* de grec moderne (§ 5 de l'art. 16 du décret du 7 août 1927).

II. — RÈGLEMENT SPÉCIAL A LA GRÈCE ET A LA TURQUIE.

Les règles précitées prescrites par décrets pris en Conseil supérieur de l'Instruction publique ont fait l'objet de dérogations autorisées par décisions ministérielles des 8 juin 1929 et 23 mai 1930, prises conformément aux indications de la Section permanente dudit Conseil supérieur en faveur des candidats des centres de Grèce et de Turquie.

Aux termes de ces décisions, les candidats d'origine albanaise, arménienne, bulgare, grecque, israélite et turque aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire français dans les centres d'Athènes, Salonique et Stamboul sont autorisés à présenter respectivement l'albanais, l'arménien, le bulgare, le grec moderne, l'hébreu moderne et le turc au même titre que l'une des sept langues étrangères vivantes énumérées au paragraphe premier de l'article 16 du décret du 7 août 1927. Les candidats à la série B, bénéficiaires de ces décisions ministérielles ne sont pas astreints, comme les candidats de la métropole, à présenter l'Allemand ou l'Anglais. Ces décisions ne s'appliquent d'ailleurs que dans la mesure où l'Ecole française d'Athènes dispose d'examineurs qualifiés pour chacune des langues en question.

Les décisions des 8 juin 1929 et 23 mai 1930 n'ont pas été supprimées par le décret du 2 octobre 1931. L'application qui en sera faite à partir de juin 1932 sera fonction des modifications apportées à ce décret par l'article 13 du décret du 7 août 1927.

En conséquence, un candidat de nationalité grecque inscrit en vue de la série B dans un centre de Grèce ou de Turquie pourra, à son choix ou bien présenter l'Espagnol à l'écrit, et le Grec moderne à l'oral, ou bien présenter le Grec moderne à l'écrit et l'Espagnol à l'oral.

Je vous serais obligé de vouloir bien assurer en ce qui vous concerne l'application de ces instructions et d'en donner connaissance à M. le Directeur de la Mission laïque à Salonique.

Circulaire relative aux épreuves de langues vivantes.

27 Novembre 1931

Aux termes de l'article 13 du décret du 2 novembre 1931 relatif au nouveau régime du baccalauréat de l'enseignement secondaire, les épreuves de langues vivantes pour la première partie B comportent : à l'écrit « une épreuve portant sur l'une des deux langues vivantes étrangères étudiées par le candidat » ; à l'oral « une explication d'un texte dans celle des deux langues vivantes étrangères étudiées par le candidat n'ayant pas fait l'objet d'une épreuve écrite ».

Ce texte se suffit à lui-même. Toutefois son interprétation ayant donné lieu à certaines hésitations, il ne sera pas inutile d'en préciser le sens et la portée.

Les candidats de la série B doivent, comme par le passé, présenter deux langues vivantes étrangères choisies par eux parmi celles qui ont été énumérées à l'article 16 du décret du 7 août 1927. L'une de ces deux langues doit être obligatoirement l'Anglais ou l'Allemand, sauf s'il s'agit des candidats visés au paragraphe 4 de l'article susvisé.

L'épreuve écrite porte sur l'une quelconque des deux langues présentées par le candidat, sans aucune restriction et sans qu'une sélection particulière soit faite à ce point de vue à l'Anglais ou à l'Allemand dont l'étude a été commencée en sixième.

Le choix en est fait par le candidat et la liberté de ce choix est absolue. Il se fera au moment de l'inscription.

Aux termes de l'article 2 de l'arrêté du 6 mars 1928 (article qui continue à rester en vigueur), les candidats doivent en effet indiquer en s'inscrivant « sur quelles langues vivantes étrangères ils désirent subir les épreuves écrites et orales ».

C'est donc en s'inscrivant que le candidat indiquera :

1° Les deux langues vivantes étrangères qu'il a choisies ;

2° Celle de ces deux langues qu'il désigne pour l'épreuve écrite.

Je vous prie de vouloir bien porter ces précisions à la connaissance de MM. les Doyens et les Chefs des Etablissements de votre ressort.

Instructions relatives à la durée de la validité de l'admissibilité.

2 Décembre 1931

J'ai été saisi de plusieurs demandes relatives à la durée de la validité de l'admissibilité aux épreuves orales du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'aux termes du paragraphe premier de l'article 4 du décret du 7 août 1927 portant organisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire : « le bénéfice de l'admissibilité aux épreuves orales après échec à ces épreuves est acquis aux candidats admissibles à la session de juillet pour la session d'octobre suivante. L'admissibilité acquise à la session d'octobre n'est valable que pour cette session. »

Cette règle qui est appliquée depuis la session de juin-juillet 1929, n'a fait l'objet d'aucune modification. Elle doit donc être appliquée strictement à tous les candidats soumis au régime établi par le décret du 7 août 1927 et les décrets rectificatifs, toute demande de dérogation étant irrecevable, quel que soit le motif invoqué.

Vous voudrez bien porter ces renseignements à la connaissance de MM. les Doyens.

Instructions relatives aux candidats d'origine albanaise dans les centres d'examens du baccalauréat en Egypte.

11 Janvier 1932

Par lettre n° 461 du 26 novembre 1931, vous m'avez avisé que M. le Consul général d'Albanie à Alexandrie a demandé à notre représentant dans cette ville que la langue albanaise soit admise aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire d'Egypte.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'un avis de principe concernant la question des langues étrangères vivantes aux examens du baccalauréat en Egypte a été émis en 1929 par la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, en faveur de certaines catégories de candidats d'origine étrangère.

Me référant à cet avis, je crois devoir autoriser les candidats d'origine albanaise à présenter la langue albanaise aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire en Egypte sous réserve qu'un examinateur compétent puisse faire partie du jury d'examens des centres d'Alexandrie et du Caire.

Les candidats qui s'inscriront à la série B ne seront pas astreints à choisir l'Allemand ou l'Anglais parmi les deux langues étrangères prévues par l'article 13 du décret du 7 août 1927 modifié par le décret du 2 octobre 1931.

Je vous serais obligé de bien vouloir aviser M. le Consul de France et M. le Consul d'Albanie de cette décision.

J'ai donné connaissance de celle-ci à M. le Recteur de l'Académie de Paris en lui demandant d'en tenir compte lors de la préparation des sujets destinés aux centres d'examens du baccalauréat en Egypte.

Décret et Instructions relatifs aux candidats inscrits pour plusieurs séries.

I. — DECRET.

26 Février 1932

Vu le décret du 7 août 1927 portant organisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire modifié par les décrets des 22 février 1929, 10 juillet 1929, 21 août 1930 et 2 octobre 1931 ;

Vu le décret du 14 janvier 1928 relatif aux conditions d'âge re-

quises pour se présenter à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire ;

Vu l'arrêté du 6 mars 1928 relatif à l'organisation des examens du baccalauréat de l'Enseignement secondaire, modifié par l'arrêté du 6 octobre 1931 ;

Vu le décret du 13 août 1931 sur la constitution des jurys d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire ;

Vu le décret du 31 juillet 1920 relatif à la constitution des Universités ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Article premier. — Les candidats à la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire peuvent s'inscrire dans la même session à deux séries au plus.

Les candidats à la seconde partie peuvent s'inscrire dans la même session à deux séries (mathématiques et philosophie).

Ces deux inscriptions simultanées ne peuvent être prises que dans les Facultés d'une même Université.

Au moment de l'inscription, les candidats indiquent celle des deux séries qu'ils choisissent comme devant être la première.

Toutefois, à la session d'octobre, celle des deux séries à laquelle le candidat a été déclaré admissible à la session de juin-juillet est obligatoirement considérée comme première série. D'autre part, si un candidat à la seconde partie a été en juin-juillet admissible à la fois aux deux séries, celle qu'il avait désignée comme la première, l'est obligatoirement en octobre.

Art. 2. — Si le candidat inscrit à la même session pour deux séries soit de la première, soit de la seconde partie, subit avec succès les épreuves de la série qu'il a désignée comme devant être la première, il ne subit pas de nouveau les épreuves portant sur les mêmes matières et les mêmes programmes que les épreuves similaires de la première série affectées d'un coefficient égal ou supérieur.

La même règle est appliquée lorsqu'un candidat reçu à une ou deux séries de la première partie se présente dans une session ultérieure à une ou deux autres séries et lorsqu'un candidat reçu à une série de la seconde partie se présente dans une session ultérieure à l'autre série.

Les notes obtenues à la deuxième ou à la troisième série entrent seules en ligne de compte pour l'admissibilité et pour l'admission.

Art. 3. — A la première partie, si le candidat échoue aux épreuves de la première série, il n'est pas admis à se présenter dans la même session aux épreuves de la seconde série.

Art. 4. — A la seconde partie, si le candidat échoue aux épreuves de la première série, il est autorisé à se présenter à la seconde série et doit subir toutes les épreuves (écrites et orales) quelles soient ou non communes aux deux séries.

Art. 5. — Les décrets des 26 juillet et 25 décembre 1909 et 22 février 1929 relatifs aux candidats à plusieurs séries d'une même partie du baccalauréat et toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Art. 6. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret qui aura effet à partir de la session d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire de juin-juillet 1932.

II. — INSTRUCTION.

A) 2 Mars 1932

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation d'un décret en date du 26 février 1932 relatif aux candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire (régime du décret du 7 août 1927 et des décrets rectificatifs) inscrits à deux séries, à la même session ou à plusieurs séries à des sessions successives.

Les candidats à deux séries dans la même session doivent indiquer sur leur demande d'inscription quelle est celle des deux séries qu'ils choisissent pour première série. Lorsqu'il s'agit de deux séries relevant

de Facultés différentes un exemplaire de la demande est envoyé à chacune des deux Facultés.

Candidat reçu à la première série de la première ou de la deuxième partie du baccalauréat.

L'article 2 du nouveau décret prescrit que tout candidat reçu à la série qu'il a désignée comme devant être la première ou à laquelle il a été reçu dans une session précédente, ne subit pas les épreuves portant sur les mêmes matières et les mêmes programmes que les épreuves similaires de la première série affectées d'un coefficient égal ou supérieur.

Il résulte des modifications faite aux articles 13, 15 et 17 du décret du 7 août 1927, par l'article premier du décret du 2 octobre 1931 et des prescriptions du présent décret, que les épreuves doivent être subies conformément au tableau ci-après :

I. — Candidat à la série A, déjà reçu soit à la série A', soit à l'une et à l'autre des deux séries A' et B :

Version grecque	2
Explication latine et explication grecque	2

II. — Candidat à la série A et déjà reçu à la série B :

Version latine	2
Version grecque	2
Explication latine et explication grecque	2

III. — Candidat à la série A' déjà reçu à la série A :

Epreuve écrite de langue vivante étrangère	2
Epreuve écrite de mathématiques, coefficient	3
Explication latine	2
Explication de langue vivante étrangère	2
Interrogation de sciences physiques	3

IV. — Candidat à la série A' déjà reçu à la série B :

Version latine	2
Epreuve écrite de mathématiques	3
Explication latine	2

V. — Candidat à la série A' déjà reçu aux deux séries A et B :

Epreuve écrite de mathématiques	3
Explication latine	2

VI. — Candidat à la série B déjà reçu à la série A :

Epreuve écrite portant sur l'une des deux langues vivantes étrangères étudiées par le candidat	2
Epreuve écrite de physique	2
Explication d'un texte dans celle des deux langues vivantes étrangères étudiées par le candidat n'ayant pas fait l'objet d'une épreuve écrite	2
Interrogation de mathématiques	3
Interrogation de sciences physiques	3

VII. — Candidat à la série B déjà reçu soit à la série A', soit à l'une et à l'autre des deux séries A et A' :

Epreuve écrite de physique	2
Explication dans une langue vivante étrangère autre que la langue choisie pour la série A'	2
Interrogation de mathématiques	3

VIII. — Candidat à la série Philosophie déjà reçu à la série Mathématiques :

Dissertation philosophique	2
Composition de sciences physiques et naturelles	1
Interrogation de philosophie	3
Interrogation d'histoire et de géographie	3
Interrogation de langue vivante étrangère (1)	1

(1) Le décret du 13 avril 1935 ayant porté de 0,5 à 1 le coefficient de l'épreuve orale de langue vivante à la deuxième partie (série mathématiques) cette interrogation a été supprimée *ipso facto* à partir de 1936. Seuls y restent astreints les candidats reçus au baccalauréat (série Mathématiques) avant cette date.

IX. — Candidat à la série Mathématiques déjà reçu à la série Philosophie :

Composition de mathématiques	3
Composition de sciences physiques	3
Interrogation de mathématiques	4
Interrogation de sciences physiques	3

Tant à la première qu'à la seconde partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire, un candidat ne peut subir une épreuve complémentaire facultative de langue vivante étrangère à la seconde ou à la troisième série qu'à la condition de ne pas avoir subi une épreuve facultative de cette nature pour une série à laquelle il a été reçu.

Candidat ajourné à la première série de la première partie du baccalauréat.

Aux termes mêmes de l'article 3 du nouveau décret, tout candidat ajourné aux épreuves écrites ou aux épreuves orales de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire, ne peut pas se présenter pendant la même session à la série qu'il a choisie comme seconde série.

Candidat ajourné à la première série de la deuxième partie du baccalauréat.

Conformément aux prescriptions de l'article 4 du nouveau décret, désormais, en cas d'échec aux épreuves écrites et aux épreuves orales de la série désignée comme première série de la seconde partie, le candidat devra subir toutes les épreuves écrites et toutes les épreuves orales obligatoires prévues par l'article 15 du décret du 7 août 1927, modifié par l'article premier du décret du 2 octobre 1931.

L'article 4 susvisé permet donc aux candidats à la seconde partie du baccalauréat en cas d'ajournement à la première série, de se présenter à la seconde série au cours de la même session et d'acquiescer ainsi le grade de bachelier de l'Enseignement secondaire.

Candidat admissible à la session de juin-juillet qui se présente à deux séries à la session d'octobre.

L'article premier du décret a posé, en règle générale, à son paragraphe 4, la faculté pour le candidat de désigner celle des deux séries qu'il choisit comme devant être la première.

Le paragraphe 5 de ce même article apporte une dérogation à cette règle en ce qui concerne les candidats à la session d'octobre bénéficiaires d'une ou de deux admissibilités acquises en juin-juillet de la même année.

Deux cas doivent être envisagés.

1° Le candidat admissible en juin-juillet à une seule série désire passer l'oral de cette série à la session d'octobre et se présenter à une autre série.

En ce cas, la série à laquelle il est déjà admissible est obligatoirement la première ;

2° Le candidat est bénéficiaire de deux admissibilités acquises en juin-juillet et désire se présenter aux épreuves orales de ces deux séries à la session d'octobre.

En ce cas, la série qu'il avait désignée comme devant être la première à la session de juin-juillet l'est obligatoirement en octobre.

Organisation des examens de la première partie.

Comme par le passé, les Facultés peuvent faire certains agencements afin d'examiner rapidement les candidats qui se présentent à deux séries de la première ou de la seconde partie du baccalauréat pendant la même session.

Un système acceptable consiste à faire subir aux candidats à deux séries de la première partie les épreuves écrites non communes de la seconde série en même temps qu'ont lieu les épreuves écrites des candidats à une seule série. Les compositions correspondantes à la seconde

série ne seraient faites que conditionnellement ; elles ne seraient corrigées qu'après admission définitive aux épreuves écrites et orales de la première série. En cas d'échec à la première série de la première partie, les candidats sont considérés comme ne s'étant pas présentés à la seconde série. En cas de succès à la première série, l'admissibilité et l'admission à la deuxième série dépendent uniquement des notes obtenues dans les épreuves spéciales de cette série.

Organisation des examens de la deuxième partie.

En ce qui concerne la seconde partie, les Facultés peuvent, si elles le jugent à propos, faire subir aux candidats toutes les épreuves écrites afférentes à l'une et l'autre série.

En cas de succès aux épreuves écrites et orales de la série désignée comme première série, les épreuves écrites non communes spéciales à la seconde série sont seules corrigées et il est tenu compte seulement de ces épreuves pour statuer sur l'admissibilité aux épreuves orales de cette seconde série. Si l'admissibilité a été prononcée, seules les épreuves orales spéciales à la seconde série doivent être subies.

En cas d'échec aux épreuves écrites ou orales de la première série de la seconde partie, toutes les épreuves écrites faites par le candidat en vue de la seconde série sont corrigées et il n'est tenu compte en vue de l'admissibilité que des notes attribuées à ces épreuves. Il convient de joindre au dossier le relevé des notes et le procès-verbal afférent à l'examen subi par le candidat à la première série. Dans la mesure du possible, on conserve à l'examen de la seconde série, les examinateurs de la première série. Si l'admissibilité est prononcée, le candidat subit toutes les épreuves orales de la seconde série.

**

Le décret ci-joint et les prescriptions de la présente circulaire s'appliqueront dès la session de juin-juillet 1932 à tous les candidats à plusieurs séries d'une même partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire — régime du décret du 7 août 1927 et des décrets rectificatifs y compris ceux qui se sont présentés sous ledit régime d'examens antérieurement à la promulgation du présent décret.

Aucune correspondance d'épreuves n'a été prévue entre le régime établi par ce décret et le régime précédent. En conséquence, il y a lieu de considérer les deux séries d'épreuves d'une même partie sans lien d'un régime à l'autre.

Je vous serais obligé de vouloir bien assurer l'exécution du décret ci-joint et de la présente circulaire et en donner connaissance à MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort.

B) 21 Février 1934

Par circulaire en date du 2 mars 1932, je vous ai fait connaître les épreuves que doivent subir les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire qui se présentent à deux ou plusieurs séries de cet examen.

Depuis cette date est intervenu le décret du 25 août 1933 aux termes duquel l'épreuve de langues vivantes étrangères de première série B est divisée tant à l'écrit qu'à l'oral en deux parties portant chacune sur une langue distincte.

Il convient d'adapter les nouvelles dispositions de ce décret qui doit entrer en vigueur en juin-juillet 1934 aux prescriptions de ma circulaire précitée.

En conséquence, les paragraphes VI et VII de cette circulaire sont modifiés ainsi qu'il suit :

V. — Candidat à la série B déjà reçu à la série A.

Epreuve écrite portant sur deux langues étrangères	2
Epreuve écrite de physique.....	2
Explication d'un texte portant sur les deux langues vivantes étrangères qui ont fait l'objet de l'épreuve écrite	2

Interrogation de mathématiques	3
Interrogation de sciences physiques	3

VII. — *Candidat, à la série B déjà reçu, soit à la série A', soit à l'une et à l'autre des deux séries A et A'.*

Epreuve écrite de physique	2
Epreuve écrite portant sur une langue vivante étrangère autre que celle choisie pour la série A'. Durée : 3 heures	2
Explication d'un texte portant sur une langue vivante étrangère autre que celle choisie pour la série A'	2
Interrogation de mathématiques	3

Il va de soi que la longueur de l'épreuve écrite de langue vivante étrangères qu'auront à subir à la série B les candidats reçus, soit à la série A', soit à l'une et à l'autre des deux séries A et A' devra correspondre à la durée réservée par les présentes instructions à cette épreuve (3 heures). Comme à la série A' (Cf. Instructions du 19 février 1934), la version devra donc comprendre 20 lignes environ et le thème 12 lignes environ.

Je vous prie de vouloir bien porter ces modifications à la connaissance de MM. les Doyens des Facultés des Lettres et des Sciences de votre ressort et de leur donner toute la publicité désirable auprès des candidats.

Ces instructions devront entrer en vigueur à la session de juin-juillet 1934.

C) 2 Avril 1936

La circulaire du 2 mars 1932 concernant les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire inscrits à plusieurs séries, prévoit que les candidats à la deuxième partie (série Philosophie) déjà reçus à la série Mathématiques doivent subir une interrogation de langue vivante étrangère.

Or, le décret du 13 avril 1935, qui doit entrer en vigueur à la session de juin-juillet 1936, ayant attribué à l'épreuve orale de langue vivante étrangère de la série Mathématiques le même coefficient qu'à l'épreuve de langue vivante étrangère de la série Philosophie, il convient de mettre cette circulaire en harmonie avec les prescriptions de l'article 2 du décret du 26 février 1932 qui prescrit que tout candidat reçu à la série qu'il a désignée comme devant être la première ou à laquelle il a été reçu à une session précédente ne subit pas les épreuves portant sur les mêmes matières et les mêmes programmes que les épreuves similaires de la première série, affectées d'un coefficient égal ou supérieur.

En conséquence, les candidats à la deuxième partie du baccalauréat (série Philosophie) déjà reçus à la série Mathématiques n'auront plus à subir l'interrogation de langue vivante étrangère. Les épreuves comprendront donc désormais : une dissertation philosophique, une composition de sciences physiques et naturelles, une interrogation de philosophie, une interrogation d'histoire et de géographie.

Je vous serais obligé de vouloir bien porter à la connaissance de MM. les Doyens des Facultés intéressées ces dispositions qui entreranno en vigueur à la session de juin-juillet 1936.

Instructions relatives à l'usage du dictionnaire pour les épreuves de langue vivante.

2 Novembre 1932

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'aux termes de l'article 14 du décret du 7 août 1927 relatif au baccalauréat de l'Enseignement secondaire, l'usage du dictionnaire a été autorisé pour la dernière fois à la session d'octobre 1932, aux épreuves écrites des langues vivantes étrangères. Il vous appartiendra donc de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en interdire l'emploi à partir de la session de juillet 1933. Il reste bien entendu, ainsi que le stipule le décret du 21 août 1930, que l'emploi du dictionnaire reste autorisé à l'écrit pour la langue arabe.

Circulaire désignant la juridiction à laquelle doivent être confiées les affaires disciplinaires relatives au Brevet de capacité colonial.

17 Mars 1933

La question s'est posée de savoir à quelle juridiction devait être confié le jugement des fraudes commises au cours des examens du brevet de capacité colonial.

Le seul Conseil présentant au Ministère des Colonies quelques-unes des attributions des Conseils d'Université de la Métropole est le Comité Supérieur consultatif de l'Instruction publique aux Colonies dont les attributions ont été fixées par décret du 8 mai 1919, mais rien ne permet en l'état actuel des règlements d'attribuer à ce Comité un pouvoir de juridiction en une matière aussi précise que celle de la répression des fraudes à l'examen, les règlements concernant des pénalités devant toujours être d'interprétation stricte.

Il convient d'autre part d'observer qu'aux termes de l'article 33 (Titre III. — *De la Discipline*) du décret du 21 juillet 1897 portant règlement pour les Conseils des Universités, « relèvent de la juridiction du Conseil de l'Université les candidats aux grades et titres de l'Enseignement Supérieur, ainsi que les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire pour toute faute commise au cours ou à l'occasion d'un examen ». Les candidats au brevet de capacité colonial doivent être, aux termes mêmes du décret du 23 décembre 1857, considérés comme des aspirants au baccalauréat de l'enseignement secondaire et peuvent entrer, par conséquent, dans la catégorie prévue à l'article 33 susvisé. Après accord intervenu entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère des Colonies, il a été décidé que c'est à l'Université chargée de prononcer l'échange du brevet de capacité colonial contre le baccalauréat que doit être attribué le jugement des fraudes commises au cours ou à l'occasion du brevet de capacité colonial. Cette Université est actuellement celle de Paris.

Il appartiendra donc dorénavant au Conseil de l'Université de Paris et pour autant que l'Académie de Paris sera chargée de l'échange du brevet de capacité colonial contre le baccalauréat de l'enseignement secondaire, de connaître des fraudes dont il s'agit. Lorsqu'une telle fraude se produira, elle sera portée à votre connaissance par le Ministère des Colonies. Application devra être faite aux candidats au brevet de capacité colonial des dispositions de l'article 41 du décret du 21 juillet 1897 relatif au régime scolaire et disciplinaire des Universités et dont je vous rappelle le texte :

« Art. 41. — Tout examen entaché de fraude ou de tentative de « fraude doit être déclaré nul.

« En cas de flagrant délit, le candidat quitte la salle, la nullité de « l'examen est prononcée par le jury; dans les autres cas, l'annulation « est prononcée par le Conseil de l'Université.

« La nullité ou l'annulation de l'examen peut être prononcée contre « les complices de l'auteur principal de la fraude ou de la tentative « de fraude.

« L'auteur principal et ses complices sont déférés au Conseil de « l'Université et peuvent être punis d'une des peines prévues aux para- « graphes 6°, 7° et 8° de l'article 34. »

Le Conseil de l'Université aura à prononcer les peines dont il s'agit sur le vu d'un rapport circonstancié qui devra être établi par le Gouverneur de la Colonie et qu'il devra adresser au Recteur par l'intermédiaire du Ministère des Colonies.

Les parties seront convoquées conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 juillet 1897 portant règlement pour les Conseils des Universités, mais comme elles ne pourront pas, dans la plupart des cas, répondre à cette convocation, il leur appartiendra d'adresser au Conseil un mémoire écrit pour présenter leur défense. Cette procédure est prévue par l'article 20 du décret susvisé.

.....
Pour le Ministre et par autorisation:

Le Directeur de l'Enseignement Supérieur,
Signé : J. CAVALIER.

Circulaire relative aux dispenses de droits d'examen.

12 Juin 1933

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la loi des finances du 13 juillet 1925 et du décret du 22 novembre 1925, les étudiants appartenant à une famille nombreuse de quatre enfants au moins peuvent obtenir des dispenses totales ou partielles de droits d'études et d'examens.

Des difficultés s'étant produites dans l'application de ces règlements, je tiens à préciser que pour bénéficier des dispositions sus-indiquées, les intéressés devront produire un certificat du Maire, établissant qu'ils font bien partie d'une famille nombreuse d'au moins trois enfants vivants.

La même procédure devra être adoptée en ce qui concerne les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire qui désirent être dispensés de la rétribution spéciale de 50 francs prévue par la loi du 11 juillet 1931.

Rapport, Décret et Instructions modifiant les articles 13 et 17 du Décret du 7 août 1927.

25 Août 1933

I. — RAPPORT.

Le décret du 2 octobre 1931 a eu notamment pour objet d'alléger et de simplifier les examens du baccalauréat tels qu'ils étaient organisés par le décret du 7 août 1927. C'est surtout à la première partie que des simplifications s'imposaient. Aux différentes sections le nombre d'épreuves écrites a été ramené de cinq à quatre ; celui des épreuves orales de huit à cinq.

Dans la section B, les mathématiques et la physique ont été maintenues à l'écrit et à l'oral. Par contre, les deux langues vivantes étrangères qui, sous le régime antérieur, faisaient chacune l'objet d'une épreuve distincte, tant à l'écrit qu'à l'oral, figurent, depuis le décret précité du 2 octobre 1931, l'une seulement à l'écrit, l'autre seulement à l'oral. Il s'ensuit que la langue de l'écrit ne se retrouve plus à l'oral et inversement.

Ce système qui était motivé par le souci d'établir un équilibre entre les différentes sections, a soulevé, depuis la mise en vigueur de ce décret, un certain nombre de critiques. On a fait remarquer que les candidats ayant le droit de choisir la langue qu'ils veulent présenter à l'oral et qu'ils veulent présenter à l'écrit, ont une tendance à orienter leur préparation en fonction de ce choix, ce qui est contraire à l'esprit des programmes de l'enseignement secondaire.

L'expérience a prouvé, en effet, que nombre de candidats négligent de bonne heure de se perfectionner dans la connaissance pratique (prononciation, etc.) de la langue choisie par eux comme « langue d'écrit » et s'intéressent peu à l'histoire de la pensée et de la civilisation étrangères, sachant que ces connaissances ne peuvent être appréciées par les correcteurs des épreuves écrites. La même tendance à ajuster leurs efforts aux exigences de l'examen les pousse souvent à se contenter, dans l'étude de la « langue d'oral », d'une aisance apparente et superficielle.

Or, une langue vivante est faite à la fois pour être écrite et pour être parlée ; les diverses instructions ministérielles mettant à partir de la Seconde les deux langues vivantes enseignées en section B sur le pied d'égalité, l'enseignement des langues vivantes se propose deux fins : possession pratiquement utilisable de la langue et culture de l'esprit. Cette identité des fins, des moyens et des programmes doit avoir pour conséquence logique l'identité des épreuves et des sanctions d'examen.

Pour répondre à ces critiques, on aurait pu envisager d'instituer deux épreuves de langues vivantes à l'écrit et deux interrogations à l'oral. Mais cette mesure, qui aurait pour effet d'augmenter le nombre d'épreuves à la série B, détruirait l'équilibre entre les trois séries et porterait atteinte à l'économie générale du décret du 2 octobre 1931. Il a donc paru préférable de diviser, à l'écrit et à l'oral, l'épreuve de langues vivantes en deux parties, chacune d'elles portant sur une langue distincte affectée d'un coefficient égal à 1. Cette solution, qui respecte ainsi,

tant au point de vue des épreuves qu'au point de vue des coefficients, l'équilibre entre les trois séries, doit avoir pour effet de donner à la préparation des deux langues une valeur égale et répondre par là même aux critiques qui viennent d'être exposées.

Il va de soi que chaque épreuve, écrite ou orale, bien que portant sur deux langues, conservera le caractère d'une épreuve unique, tant au point de vue du coefficient que de la rétribution des correcteurs et examinateurs.

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique, saisi de la question, a estimé que la réforme proposée était justifiée et il a donné un avis favorable à sa réalisation.

II. — DECRET.

Vu le décret du 7 août 1927 portant organisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire modifié par les décrets des 22 février 1929, 10 juillet 1929, 21 août 1930 et 2 octobre 1931 ;

Vu le décret du 14 janvier 1928 relatif aux conditions d'âge requises pour se présenter à la première partie du baccalauréat ;

Vu le décret du 31 juillet 1929 relatif à la constitution des Universités,

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Article premier. — Les articles 13 et 17 du décret du 7 août 1927, relatif aux examens du baccalauréat de l'Enseignement secondaire, modifié par les décrets des 22 février 1929, 10 juillet 1929, 21 août 1930 et 2 octobre 1931 sont remplacés par les dispositions suivantes :

TITRE II. — Des épreuves.

Art. 13. —

SÉRIE B.

Epreuves écrites :

1° Une composition française ;

2° Une épreuve portant sur les deux langues vivantes étrangères étudiées par le candidat ;

3° Une composition de mathématiques ;

4° Une composition de physique.

Epreuves orales :

1° Explication d'un texte français des XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles ;

2° Explication d'un texte dans chacune des deux langues vivantes étrangères étudiées par le candidat.

Le reste sans changement.

Art. 17. —

SÉRIE B.

Composition française	2
Epreuve écrite portant sur deux langues vivantes étrangères	2
Epreuve de mathématiques	2
Epreuve de physique	2
Explication française	2
Explication portant sur les deux langues étrangères vivantes qui ont fait l'objet de l'épreuve écrite	2
Interrogation d'histoire et de géographie	3
Interrogation de mathématiques	3
Interrogation de sciences physiques	3

Art. 2. — Le présent décret entrera en vigueur à la session d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire en juin-juillet 1934.

III. — INSTRUCTIONS.

A) 29 Août 1933

(Rémunération de la correction des épreuves et coefficients.)

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation d'un décret en date du 25 août 1933 modifiant les articles 13 et 17 du décret du 2 octobre 1931 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Aux termes de ces nouvelles dispositions, l'épreuve de langues vivantes étrangères de la série B est divisée en deux parties tant à l'écrit qu'à l'oral ; chacune de ces parties porte sur une langue distincte et est affectée d'un coefficient égal à 1. Chaque épreuve écrite et orale conserve donc le caractère d'une épreuve unique au point de vue des coefficients comme au point de vue de la rétribution des correcteurs et des examinateurs.

Cette réforme qui respecte l'équilibre établi entre les trois séries du baccalauréat a pour objet de donner une valeur égale à la préparation de deux langues.

Je vous prie de vouloir bien donner connaissance à MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort académique des nouvelles dispositions qui entreront en vigueur en juin-juillet 1936.

B) 19 Février 1934

(Nature et durée des épreuves.)

Aux termes du décret du 25 août 1933 modifiant les articles 13 et 17 du décret du 2 octobre 1931 relatif au baccalauréat de l'enseignement secondaire et de la circulaire transmissive du 29 août 1933, l'épreuve de langues étrangères de la série B est divisée, tant à l'écrit qu'à l'oral, en deux parties portant chacune sur une langue distincte et affectée chacune d'un coefficient égal à 1.

Le décret n'a en rien modifié ni l'article 10 de l'arrêté du 6 octobre 1931 qui prescrit que toutes les épreuves écrites du baccalauréat doivent avoir une durée de 3 heures, ni l'article 14 du décret du 2 octobre 1931, aux termes duquel l'épreuve écrite de langues vivantes étrangères consiste soit en une composition, soit en une version ou un thème.

Il convient donc d'adapter la nature et la succession des deux nouvelles épreuves écrites de la série B au temps limité dont disposeront désormais les candidats.

Tel est l'objet des instructions que j'ai l'honneur de vous adresser ci-jointes et qui modifient celles du 13 décembre 1928 relatives aux épreuves de langues vivantes étrangères (annexes au décret du 7 août 1927). Elles sont applicables à partir de la session de juin-juillet 1934.

Je vous prie de les communiquer à M. le Doyen de la Faculté des Lettres et de leur donner toute la publicité désirable auprès des candidats de votre ressort.

Il est bien entendu que doivent rester en vigueur les dispositions des instructions du 13 décembre 1928 qui ne sont pas en contradiction avec les nouvelles instructions.

La nature des épreuves écrites de langues vivantes étrangères prévues pour les séries A' et B est déterminée par voie de tirage au sort, conformément aux paragraphes 2 et 3 des instructions du 13 décembre 1928 (annexes au décret du 7 août 1927).

Celle des deux épreuves (composition ou bien version et thème) qui sortira de l'urne sera subie :

1° Par les candidats de la série A' dans leur langue unique ;

2° Par les candidats de la série B dans la langue mentionnée la première sur leur demande d'inscription.

* Celle qui sera restée dans l'urne sera subie par les candidats de la série B dans la langue mentionnée la deuxième sur leur demande d'inscription.

Les deux épreuves de la série B auront la même durée, c'est-à-dire une heure et demie.

Il n'y aura entre elles d'autre intervalle que celui qui sera nécessaire pour recueillir les copies de la première épreuve et remettre les sujets de la seconde.

La première partie de la séance de trois heures sera toujours consacrée à la composition.

Les sujets des compositions, les textes des versions et des thèmes, ne pourront être les mêmes pour les candidats des séries A' et B.

Les versions de la série B comprendront environ dix lignes (de dix

mots), les thèmes, six lignes environ. Pour la série A' : versions, vingt lignes environ ; thèmes, douze lignes environ.

C) 16 Avril 1934

(Tirage au sort des épreuves.)

Les épreuves écrites de langues étrangères vivantes du baccalauréat de l'enseignement secondaire consistent soit en une *version suivie d'un thème*, soit en une *composition* rédigée dans la langue choisie par le candidat, un tirage au sort décide pour les deux sessions de l'année (juillet et octobre) de la nature de l'épreuve. Aux termes des instructions du 13 décembre 1928 ce tirage au sort doit avoir lieu deux mois avant la session de juillet.

Or le décret du 25 août 1933 qui a eu pour but d'imposer aux candidats de la série B une connaissance égale des deux langues vivantes étrangères qu'ils doivent présenter, a, pour cette série, divisé l'épreuve tant à l'écrit qu'à l'oral, en deux parties qui portent chacune sur une langue distincte.

Mes instructions du 19 février 1934 ont fixé les conditions d'exécution et, en particulier, l'application du tirage au sort régi jusqu'à présent par les instructions du 13 décembre 1928.

Or, il apparaît qu'il y aurait désormais un grave inconvénient pédagogique à faire connaître aux candidats, *avant la clôture du registre d'inscription*, la nature des épreuves qu'ils auront à subir : ils seraient en effet tentés de faire dépendre du tirage au sort le choix de la langue qu'ils présentent comme langue 1 et par suite de s'exercer uniquement — même dès le début de leurs études — à la traduction dans une langue et à la rédaction dans l'autre. Les effets du décret du 25 août 1933 risqueraient ainsi d'être en partie annulés. Il convient donc de leur laisser ignorer *au moment de leur inscription*, la nature des épreuves qu'ils auront à subir.

J'ai, en conséquence, décidé de modifier sur ce point les instructions du 13 décembre 1928 et de fixer le tirage au sort des épreuves écrites de langues étrangères vivantes, non plus deux mois avant la session de juillet, mais *après la clôture effective du registre des inscriptions*. Le tirage au sort effectué avant la session de juillet ne vaudra plus dorénavant que pour cette session. Un autre tirage au sort devra être effectué dans les mêmes conditions pour la session d'octobre.

Je vous serais obligé de vouloir bien porter d'urgence ces dispositions à la connaissance de MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort académique de manière que les nouvelles instructions puissent être appliquées dès à présent en vue de la prochaine session du baccalauréat de l'Enseignement secondaire.

Décret relatif à la participation des membres de l'enseignement public aux jurys d'examens et de concours.

17 Décembre 1933

Article premier. — Est considérée, comme charge normale d'emploi, l'obligation, pour les personnels des établissements d'enseignement relevant du Ministère de l'Education nationale, de participer aux jurys des examens et concours pour lesquels ils sont qualifiés par leurs titres ou emplois.

Il ne peut être accordé de rémunération particulière, dans des conditions et d'après des modalités qui seront fixées ultérieurement par décret contresigné par le Ministre du Budget, que pour des jurys de certains examens ou concours limitativement énumérés et pour la correction de compositions écrites entraînant un dépassement de la durée normale du travail par suite de l'obligation où se trouvent les intéressés d'effectuer cette correction dans les délais limités.

Art. 2. — Les rémunérations fixées aux articles 3 et 4 du décret du 21 août 1926 en ce qui concerne les membres des jurys d'examen à divers certificats d'aptitude, concours ou examens, ne seront maintenues, à compter du 1^{er} août 1933, que pour les certificats ou concours dont la liste sera déterminée par décret contresigné par le Ministre du Budget.

Art. 3. — L'état de répartition des sommes résultant de l'application des règles prévues aux articles 2 et 3 est arrêté par le Ministre sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret auront effet à dater du 1^{er} août 1933.

Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret, et notamment le décret du 27 mai 1932.

Art. 5. — Le Ministre de l'Education nationale et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel*.

Instruction relative aux extraits d'actes de l'état civil.

A) 26 Avril 1934

Mon attention a été appelée sur le fait que les prescriptions relatives à la production des expéditions et extraits d'actes de l'état civil par les candidats au baccalauréat de l'enseignement secondaire n'étaient pas toujours observées par les fonctionnaires chargés de les appliquer.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'en matière d'examen et de concours, les services publics ne doivent accepter comme justification que des expéditions ou extraits d'actes de l'état civil *ayant moins de trois mois de date*.

Je vous prie d'appeler l'attention de MM. les Secrétaires de Facultés sur ces dispositions qui s'appliquent également aux examens et concours relevant de l'Enseignement primaire et secondaire.

B) 1^{er} Juin 1934

Par circulaire du 26 avril 1934, je vous ai rappelé qu'en matière d'examens et de concours, les expéditions ou extraits d'actes de l'état civil (1) fournis par les candidats devaient avoir moins de trois mois de date.

En ce qui concerne le baccalauréat de l'enseignement secondaire, la question m'a été posée de savoir si cette obligation entraîne le renouvellement de l'extrait de l'acte de naissance pour chaque session nouvelle d'examens.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'expédition fournie lors de l'inscription en vue de la première partie peut être considérée comme valable pour la seconde, les deux parties du baccalauréat ne peuvent en effet être considérées comme des examens différents, mais comme les épreuves d'un même tout.

Par ailleurs, un candidat ayant échoué à l'une ou l'autre partie du baccalauréat et qui veut réparer son échec au cours d'une même année ne peut être tenu de déposer un nouvel extrait de naissance.

Je vous prie de bien vouloir porter ces précisions à la connaissance de MM. les Secrétaires des Facultés et Services d'examens.

Décret et Instruction modifiant l'article 17 du décret du 7 août 1927.

13 Avril 1935

Vu le décret du 7 août 1927 portant organisation des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire modifié par les décrets des 22 février 1929, 10 juillet 1929, 21 août 1930 et 2 octobre 1931 ;

(1) L'extrait prévu par l'article 57 du Code civil (modifié par la loi du 30 novembre 1906) tient lieu de copie intégrale de l'acte de naissance. — « Les traductions d'actes de l'état civil étrangers doivent être faits sur papier de dimension (c'est-à-dire de 4, 8 ou 12 francs selon la grandeur de l'acte), et ceci en vertu de la loi de 1878, le papier timbré de 6 francs étant réservé exclusivement aux expéditions de l'état civil français. Toutes contestations à ce sujet peuvent être présentées à l'inspecteur du contentieux, à la direction départementale du timbre. » (Consultation de M. Camille Magron, traducteur-juré près le tribunal civil de la Seine, du 28 février 1936.)

Vu le décret du 31 juillet relatif à la Constitution des Universités ;
Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Décète :

Article premier. — L'article 17 du décret du 7 août 1927 relatif aux examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire, modifié par le décret du 2 octobre 1931 est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 17. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 10. Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

Seconde partie.

SÉRIE PHILOSOPHIE.

Dissertation philosophique	2
Composition de sciences physiques et naturelles.....	1
Interrogation de Philosophie	3
Interrogation d'histoire et géographie	3
Interrogation de mathématiques et cosmographie	1
Interrogation de sciences physiques	1
Interrogation de sciences naturelles	1
Interrogation de langue vivante étrangère	1

SÉRIE MATHÉMATIQUES.

Composition de mathématiques	3
Composition de sciences physiques	3
Dissertation philosophique	2
Interrogation de mathématiques	4
Interrogation de sciences physiques	3
Interrogation de sciences naturelles	1
Interrogation de philosophie	1
Interrogation d'histoire et géographie	2 1/2
Interrogation de langue vivante étrangère	1

Art. 2. — Le présent décret entrera en vigueur à la session d'examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire de jui-juillet 1936.

Art. 3. — Le Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel*.

II. — INSTRUCTION.

26 Avril 1935

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint ampliation d'un décret en date du 13 avril 1935 modifiant l'article 17 du décret du 7 août 1927, modifié par le décret du 2 octobre 1931.

Comme vous le remarquerez, en exécution de ces nouvelles dispositions, le coefficient de l'épreuve orale de langue vivante à la deuxième partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire (série Mathématiques) est porté de 1/2 à 1, coefficient déjà attribué à l'épreuve correspondante dans la série philosophie.

Je vous prie de vouloir bien donner connaissance à MM. les Doyens des Facultés des Sciences et des Lettres de votre ressort, de ces nouvelles dispositions, qui entreront en vigueur en juin-juillet 1936.

Arrêté portant création d'un service central des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire, auprès de l'Université de Paris.

17 Mars 1936

Le Ministre de l'Education Nationale,

Vu la loi du 10 juillet 1891,

Vu la loi du 11 juillet 1931,

Vu les décrets du 21 juillet 1897 et du 22 juillet 1897, modifiés par le décret du 23 juillet 1922,

Vu le décret du 7 août 1927 portant organisation du baccalauréat de l'Enseignement Secondaire, modifié par les décrets des 22 fé-

vrier 1929, 10 juillet 1929, 21 août 1930, 2 octobre 1931 et 13 avril 1935;

Vu le décret du 31 juillet 1929 relatif à la constitution des Universités;

Vu les instructions ministérielles du 6 août 1931;

Vu la délibération du Conseil de l'Université de Paris du 4 février 1936;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 29 janvier 1936;

Arrête:

Article premier. — Il est créé, auprès de l'Université de Paris, un Service Central des Examens du Baccalauréat de l'Enseignement secondaire. Placé sous l'autorité du Recteur et sous le contrôle du doyen de la Faculté des Lettres et du doyen de la Faculté des Sciences, ce Service est spécialement chargé de l'organisation matérielle des examens du baccalauréat de l'enseignement secondaire dans l'Académie de Paris et dans les centres à l'étranger rattachés à cet effet à l'Université de Paris.

Art. 2. — Le Directeur du Service est nommé par le Recteur. Il a la responsabilité du secret absolu des épreuves écrites et de toutes les opérations relatives à l'examen. Les opérations de chaque session font, de sa part, l'objet d'un rapport adressé aux doyens, qui le transmettent au Recteur avec leurs observations. Le Directeur peut être, le cas échéant, secondé dans ses fonctions par un secrétaire administratif mis à sa disposition par le Recteur.

Art. 3. — Le Directeur a sous ses ordres, pour assurer les différents travaux d'inscription, de comptabilité, de dactylographie, de classement, de statistiques, etc..., des employés et agents recrutés à titre temporaire et désignés par le Recteur. Il peut également, avec l'autorisation du Recteur, faire appel à des auxiliaires payés à l'heure.

Art. 4. — La rémunération du Directeur du Service est fixée par le Recteur, après avis du Conseil de l'Université. Elle ne peut dépasser celle d'un Inspecteur d'Académie du cadre des départements en résidence à Paris. Le Directeur a droit aux indemnités de résidence et de charges de famille dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat, ainsi qu'au logement ou, à défaut, à une indemnité compensatrice.

La rémunération du Secrétaire administratif est fixée dans les mêmes conditions. Elle ne peut être supérieure au traitement de 2^e classe d'un Secrétaire des Facultés des départements.

Les employés temporaires sont rémunérés à la journée suivant les tarifs et les règlements en vigueur pour le personnel de l'Administration centrale du Ministère de l'Education Nationale. Les employés rémunérés à l'heure sont payés suivant le tarif horaire dudit Ministère.

Art. 5. — Le Recteur et les Doyens demeurent chargés de la nomination des membres du jury et du choix définitif des sujets des épreuves écrites, conformément aux règlements en vigueur.

Art. 6. — La signature des bulletins de versement des droits à percevoir pour le compte du Trésor reste confiée aux Secrétaires des Facultés.

Le Conseil d'Etat et les décisions du jury.

(Arrêt du Conseil d'Etat du 18 Novembre 1936)

Elève au lycée Descartes, à Tours, le jeune Yves C... a échoué au baccalauréat parce que, dit-il, on lui a posé en histoire une question que son professeur, à ce qu'il prétend du moins, lui avait affirmé qu'on ne lui poserait pas, d'après certain accord entre professeurs de la Faculté de Poitiers. Le père de ce lycéen a d'abord réclamé au Ministère de l'Education nationale contre la décision du jury du baccalauréat (2^e partie, série Philosophie) refusant Yves C... à cet examen. N'ayant pas obtenu satisfaction, il s'est adressé au Conseil d'Etat, demandant que la note éliminatoire soit relevée à la moyenne et que son fils soit déclaré bachelier.

Dans ses observations au pourvoi le Ministre répond que la question posée au candidat figurait au programme d'histoire de la classe de

Philosophie, que le fait qu'elle n'a pas été traitée en classe ne saurait être utilement invoqué à l'appui de la requête ; que d'ailleurs le jeune lycéen n'a pas davantage répondu lors de l'interrogatoire de philosophie, etc.

Le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi, parce « qu'à l'appui de leur demande en annulation de la décision attaquée les requérants n'invoquent aucune violation d'une disposition législative ou réglementaire... »

XII. — DISPENSES ET ÉQUIVALENCES

Arrêté relatif aux demandes d'équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire formées par les étudiants de nationalité française.

16 Novembre 1915 (1)

Vu le décret du 3 mars 1914 modifiant l'article 3 du décret du 22 juillet 1912,

Article premier. — Sont admis à s'inscrire dans les Universités françaises en vue de tous les grades, titres et certificats délivrés par les diverses Facultés et Ecoles, les étudiants de nationalité française qui, en raison de l'établissement de leurs parents à l'étranger, ont dû faire, hors de France, tout ou partie de leurs études secondaires et qui, à défaut de baccalauréat français, produisent un diplôme, titre ou certificat reconnu dans le pays d'origine comme donnant accès aux études d'enseignement supérieur. La liste de ces diplômes, titres et certificats est dressée chaque année par le Ministre de l'Instruction publique.

Art. 2. — L'équivalence de ce diplôme, titre ou certificat avec le baccalauréat français est prononcée par le Recteur de l'Académie dans le ressort de laquelle se trouve la Faculté ou Ecole où veut s'inscrire l'étudiant.

A la demande de l'étudiant devront être joints :

1° Un extrait de l'acte de naissance du postulant ;

2° L'original et la traduction du diplôme, titre ou certificat pour lequel l'équivalence est demandée.

La traduction devra être certifiée authentique soit par le traducteur juré de France, soit par un agent diplomatique ou consulaire de France en résidence dans le pays d'origine du diplôme, titre ou certificat.

3° La déclaration d'un agent diplomatique ou consulaire de France, attestant qu'au moment de l'obtention par le postulant de ce diplôme, titre ou certificat, ses parents étaient établis depuis au moins cinq ans à l'étranger.

Arrêté relatif aux demandes d'équivalence formées par les étudiants étrangers modifié par l'arrêté du 21 Juillet 1931.

16 Novembre 1915 (1)

Vu l'article 4 du 22 juillet 1912,

Article premier. — Les étudiants de nationalité étrangère sont admis à s'inscrire dans les Universités françaises, après avoir obtenu l'équivalence avec le baccalauréat français de l'enseignement secondaire sur la production d'un diplôme, titre ou certificat reconnu dans le pays étranger où il a été délivré comme donnant accès aux études d'enseignement supérieur. La liste de ces diplômes, titres et certificats est dressée, chaque année, par le Ministre de l'Instruction publique.

Toutefois, ces étudiants ne peuvent pas postuler les diplômes d'Etat de docteurs en médecine, pharmacien et chirurgien-dentiste, s'ils ne justifient pas des titres initiaux français requis par les règlements afférents à ces diplômes d'Etat.

Art. 2. — Les équivalences prévues à l'article précédent sont prononcées par le Recteur de l'Académie dans le ressort de laquelle se trouve la Faculté ou l'Ecole où veut s'inscrire l'étudiant.

La demande de l'étudiant doit être accompagnée :

(1) Voir, page 623, la circulaire interprétative de cet arrêté.

1° Du diplôme, titre ou certificat étranger pour lequel est demandée l'équivalence ;

2° D'une pièce d'identité (*acte de naissance, acte de baptême, etc.*) du postulant.

Ces documents devront avoir été visés soit par un agent diplomatique ou consulaire de France en résidence dans le pays d'où ils proviennent, soit par un représentant de ce pays accrédité en France. Aux originaux devront être jointes des traductions authentiques et certifiées telles, soit par un traducteur-juré de France, soit par un des agents diplomatiques ou consulaires dont le visa est requis.

Art. 3. — Chaque équivalence fait l'objet d'un arrêté spécial visant le diplôme, titre ou certificat étranger admis en équivalence. Un bordereau de ces arrêtés est transmis tous les trois mois au Ministre de l'Instruction publique.

Art. 4. — Sur production de diplômes, titres ou certificats étrangers autres que ceux visés par l'article 1^{er}, des équivalences du baccalauréat peuvent être accordées et pour les mêmes fins aux étudiants ne nationalité étrangère.

Les demandes devront être formulées et les dossiers constitués comme il est prescrit à l'article 2, mais l'examen et la décision sont réservés au Ministre qui statue, après avis du Doyen ou Directeur et du Recteur de l'Académie.

Art. 5. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Décret relatif aux équivalences accordées aux étudiants de nationalité étrangère (Droits universitaires).

18 Janvier 1916

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale et du Ministre des Finances ;

Vu la loi du 14 juin 1854 sur l'administration de l'Instruction publique notamment l'article 1 § 1^{er}, ainsi conçu : « Un décret, rendu en la forme des règlements d'administration publique, déterminera le tarif des droits d'inscription, d'examen et de diplôme à percevoir dans les établissements d'enseignement supérieur chargés de la collation des grades » ;

Vu l'article 5 du décret du 22 août 1854 sur le régime des établissements d'enseignement supérieur ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Article premier. — Les étudiants de nationalité étrangère admis à bénéficier des décisions d'équivalence de grade sont dispensés d'acquitter les droits correspondants aux actes scolaires français (grades, scolarité, examens) correspondants.

Art. 2. — Le présent décret aura son effet à dater du 1^{er} janvier 1916.

Art. 3. — L'article 5 du décret du 22 août 1854 est rapporté en ce qu'il a de contraire au présent décret.

Art. 4. — Le Ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel » et inséré au « Bulletin des lois ».

Décret relatif au brevet de capacité franco-indigène en Indochine.

12 Octobre 1930

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et du Ministre des Colonies,

Vu les décrets du 20 octobre 1911 portant fixation des pouvoirs du gouverneur général et organisation administrative et financière de l'Indochine ;

Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Indochine instituant en Indochine un examen dénommé : « Brevet de capacité de l'enseignement secondaire franco-indigène » ;

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine et notamment l'article 35 de cette loi ;

Vu la loi du 19 avril 1898 portant unification du diplôme de pharmacien ;

Vu les décrets des 10 septembre 1924, 26 juillet 1909 et 11 janvier 1909 concernant la réorganisation des études médicales pharmaceutiques et de chirurgie dentaire ;

Vu la loi du 27 février 1880 ;

Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,

Article premier. — Les titulaires du brevet de capacité de l'enseignement secondaire franco-indigène institué en Indochine par arrêté du gouverneur général, en date du 23 novembre 1928, sont admis à s'inscrire dans les Universités françaises en vue de tous les grades délivrés par les Facultés de Droit, des Sciences et des Lettres.

En ce qui concerne les études médicales, pharmaceutiques et de chirurgie dentaire, ils pourront s'inscrire exclusivement en vue de diplômes d'Etat de docteur en médecine de pharmacien et de chirurgien-dentiste délivrés dans les conditions d'études, de scolarité et d'examens fixés par les décrets des 10 septembre 1924, 26 juillet 1909 et 11 janvier 1909 et qui ne donneront pas droit à l'exercice de la profession dans la métropole.

Art. 2. — L'équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire prévu à l'article précédent est prononcée par le recteur de l'Académie dans le ressort de laquelle se trouve la Faculté ou Ecole où veut s'inscrire l'étudiant.

Sa demande doit être accompagnée :

1° Du diplôme pour lequel est demandée l'équivalence ;

2° D'une pièce d'identité (acte de naissance, certificat de notorité) visée par le chef d'administration locale du pays où le postulant réside.

La traduction authentique de cette pièce devra être produite s'il y a lieu.

La même équivalence est accordée dans les mêmes conditions en Indochine par le directeur de l'Instruction publique et, dans les autres colonies, par le chef du service de l'Instruction publique.

Art. 3. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au « Journal Officiel ».

Décret relatif à l'octroi d'équivalences du baccalauréat aux étudiants étrangers ayant acquis la nationalité française depuis l'obtention de leur diplôme.

14 Janvier 1930

Article premier. — Les étudiants d'origine étrangère ayant acquis la nationalité française depuis l'obtention de leur diplôme, titre ou certificat de leur pays d'origine admis en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire, peuvent obtenir cette équivalence dans les formes et conditions prescrites par l'arrêté du 16 novembre 1915.

Art. 2. — Lorsqu'ils présenteront le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire ou l'un des autres titres initiaux requis par le règlement pour l'inscription au diplôme d'Etat de docteur en médecine, de pharmacien ou de chirurgien-dentiste, les étudiants visés à l'article premier ci-dessus, admis à suivre les études organisées en vue du diplôme d'Etat peuvent obtenir des dispenses de scolarité et d'examens.

Ces dispenses seront accordées après avis du Comité consultatif de l'Enseignement supérieur public (Commission de la médecine et de la pharmacie).

Art. 3. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret.

A. — DISPENSES.

Instruction relative aux titres français permettant de demander à titre onéreux la dispense du Baccalauréat.

1^{er} Août 1932

Les trois listes de titres français permettant à leurs titulaires de nationalité française de postuler respectivement la licence en droit, la licence ès sciences et la licence ès lettres, avec dispense à titre onéreux du baccalauréat de l'enseignement secondaire, ont été établies par l'article 2 du décret du 27 mai 1924.

Cet article a été modifié et complété par les décrets rectificatifs ci-après désignés.

Droit : décret du 7 février 1925.

Sciences : décrets des 7 février et 26 juillet 1925 ; 25 février et 17 juillet 1926, 11 février 1927, 22 février 1929 et 15 août 1931.

Lettres : décrets des 25 février 1927 et 17 août 1928.

Pour éviter toute confusion dans l'interprétation de ces nombreux règlements, je vous signale que l'article 2 du décret du 27 mai 1924 est actuellement rédigé comme suit, compte tenu de tous les décrets rectificatifs :

Art. 2. — Sont admis à s'inscrire en vue de la licence avec dispense du baccalauréat dans les Facultés de Droit, les Facultés des Sciences et les Facultés des Lettres (1), les candidats de nationalité française qui justifient de l'un des titres ou grades suivants :

FACULTÉS DE DROIT

Titre d'ancien élève de l'Ecole Polytechnique, de l'Ecole de Saint-Cyr, de l'Ecole Navale, de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures, de l'Institut Agronomique, de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, de l'Ecole Nationale des Mines de Saint-Etienne, de l'Ecole des Ponts et Chaussées, de l'Ecole d'application du Génie Maritime, de l'Ecole supérieure de la Métallurgie et de l'Industrie des Mines de Nancy, admis aux examens de sortie ou ayant obtenu le diplôme le plus élevé conféré par l'Ecole.

Licence ès sciences obtenue avec dispense du baccalauréat.

Diplôme de l'Ecole des Hautes Etudes (Section des Sciences historiques et philologiques et Section des Sciences religieuses).

Diplôme de l'Ecole Nationale des Langues Orientales vivantes.

Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (Lettres).

Certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes dans les Lycées et Collèges.

Certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'Enseignement secondaire.

Certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles Normales et les Ecoles primaires supérieures (Lettres).

Certificat d'aptitude au professorat commercial dans les Ecoles pratiques de commerce et d'industrie.

(1) *Faculté de Médecine.* — Cf. Décret du 6 mars 1934, art. 2 : « ... Au moment de prendre la première inscription (les aspirants au doctorat de médecine) doivent produire, avec le certificat d'études physiques, chimiques et biologiques, le diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, ou le diplôme d'Etat de docteur ès sciences, de docteur ès lettres ou de docteur en droit, ou le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire. »

Faculté de Pharmacie. — Cf. Décrets des 12 mai et 26 juillet 1909 : « Nul ne peut se faire inscrire comme stagiaire s'il ne produit un diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire ou un diplôme d'Etat de docteur ès sciences ou de docteur ès lettres ou de docteur en droit ou le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire. Aucune dispense ne peut être accordée. »

FACULTÉS DES SCIENCES

Titre d'ancien élève de l'Ecole Polytechnique, de l'Ecole Navale, de l'Ecole de Saint-Cyr, de l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures, de l'Ecole nationale Supérieure des Mines de Paris, de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne, de l'Ecole des Ponts et Chaussées, de l'Ecole Supérieure des Postes et Télégraphes (2^e section), de l'Ecole d'application du Génie maritime, de l'Institut Agronomique et des Ecoles Nationales d'Agriculture de Grignon, Montpellier et Rennes, de l'Institut Agricole d'Algérie, de l'Ecole Supérieure de la Métallurgie et de l'Industrie des Mines de Nancy, de l'Institut Agricole de l'Université de Toulouse, de l'Ecole Municipale de Physique et de Chimie de la Ville de Paris, de l'Ecole Supérieure d'Electricité, de l'Ecole Centrale Lyonnaise, admis aux examens de sortie ou ayant obtenu le diplôme le plus élevé conféré par l'Ecole.

Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (Sciences, Lettres).

Certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'enseignement secondaire.

Première partie du certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles Normales et dans les Ecoles primaires supérieures (Sciences et sciences appliquées).

Certificat d'aptitude au professorat industriel et certificat d'aptitude à l'enseignement pratique.

Brevet supérieur (programme de 1921) obtenu avec la note 12 au moins pour la composition française et la composition de mathématiques.

Brevet d'ingénieur des Ecoles Nationales d'Arts et Métiers présenté par les anciens élèves qui auront obtenu, pour la composition française, la moyenne 12 au moins à l'examen de première année.

Grade d'ingénieur adjoint des travaux publics (Service des Mines).

Grade d'ingénieur adjoint des travaux publics (Service des Ponts et Chaussées).

Certificat d'études physiques, chimiques et naturelles obtenu avec un minimum de 70 points par les candidats pourvus du diplôme de fin d'études secondaires des jeunes filles (ancien régime), ou du diplôme complémentaire d'études secondaires des jeunes filles (régime de 1929), ou du diplôme d'études secondaires des jeunes filles (régime de 1929), obtenu avant le 1^{er} novembre 1932, ou du brevet supérieur de l'enseignement primaire ou du brevet d'enseignement primaire supérieur.

FACULTÉS DES LETTRES

Titre d'ancien élève de l'Ecole Polytechnique, de l'Ecole Navale, de l'Ecole de Saint-Cyr, admis aux examens de sortie.

Diplôme de l'Ecole des Hautes études (Section des Sciences historiques et philosophiques et section des Sciences religieuses) ;

Diplôme de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes ;

Certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire des jeunes filles (Lettres) ;

Certificat d'aptitude à l'enseignement des langues vivantes dans les lycées et collèges ;

Certificat d'aptitude au professorat des classes élémentaires de l'Enseignement secondaire ;

Première partie du certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles normales et les Ecoles primaires supérieures (Lettres) ;

Certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles normales et dans les Ecoles primaires supérieures (Lettres) ;

Certificat d'aptitude à l'Inspection primaire et à la Direction des Ecoles normales ;

Certificat d'aptitude au professorat dans les Ecoles pratiques de Commerce et d'Industrie (Lettres). Langues vivantes.

Art. 3. —

Je vous serais obligé de vouloir bien veiller à ce qu'aucune liste autre que la liste ci-dessus ne soit publiée dans l'annuaire de l'Université de votre ressort et ne soit communiquée aux personnes qui demandent des renseignements.

B. — EQUIVALENCES.

Titres étrangers admis en équivalence du Baccalauréat (1).

Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts,

Vu l'arrêté du 16 novembre 1915 relatif aux demandes d'équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire en vue des études universitaires faites par des Français d'origine ayant résidé à l'étranger ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 1915 relatif aux demandes d'équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire en vue des études universitaires faites par des étrangers ayant accompli leurs études à l'étranger modifié par l'article premier de l'arrêté du 21 juillet 1931 ;

Vu le décret du 18 janvier 1916 concédant la gratuité des équivalences accordées en vue des études universitaires aux étrangers pourvus de titres étrangers ;

Vu l'article 6 du décret du 27 mai 1924 concernant l'admission des étrangers dans les universités françaises ;

Vu le décret du 14 janvier 1930 relatif aux demandes d'équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire en vue des études universitaires faites, après obtention de la nationalité française, par des candidats d'origine étrangère ayant accompli leurs études à l'étranger.

Arrête :

Article premier. — La liste des titres étrangers visés par l'article premier de chacun des deux arrêtés susvisés du 16 novembre 1915 est établie comme suit :

AFGHANISTAN. — Diplômes de fin d'études secondaires délivré par le Ministère afghan de l'Instruction publique sur la proposition du directeur français du collège Amanieh, à Caboul, et revêtu de la signature de ce directeur.

ALBANIE. — Certificat de fin d'études secondaires du lycée national de Korça.

ALLEMAGNE. — 1° Certificat de maturité (Reifezeugnis ou Zeugnis der Reife) délivré soit par une école secondaire, soit par une « Aufbauschule » à six classes ;

2° Autorisation de suivre les cours universitaires sans certificat de maturité délivré soit en Prusse (par application des décrets prussiens des 19 septembre 1919 et 11 juin 1924), soit dans les autres Etats du Reich (décrets similaires bavaurois, hessois, saxons, thuringiens, etc.).

AMÉRIQUE (Etats-Unis d'). — (*Iles Hawaï et Porto Rico*). — Diplôme de « B. A. » (Bachelor of Arts) ou de « B. Sc. » (Bachelor of Science) délivré par un des établissements d'enseignement désignés dans la première annexe à l'arrêté du 26 octobre 1931 (2).

ARGENTINE (République). — Certificat d'études secondaires complètes délivré par un Collège national.

AUTRICHE. — Certificat de maturité (Reifezeugnis ou Zeugnis der Reife), délivré par un établissement de l'un des quatre types suivants : (Gymnasium, Realgymnasium, Realschule, Hauptschule).

BELGIQUE. — Titres belges admis en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire, en vue exclusivement (3) :

A. — *Des études dans les Facultés et Ecoles de droit, des lettres et de théologie.*

1° Certificat d'études moyennes qualifié de « préparatoire à l'examen de candidat en philosophie et lettres » ;

(1) *Journal Officiel* du 19 octobre 1934.

(2) Voir cette 1^{re} annexe, page 710.

(3) La spécialisation des sanctions des titres secondaires belges pour l'admission aux études supérieures en Belgique vient de motiver la spécialisation de l'équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire en vue de postuler les grades et titres d'enseignement supérieur français. Vous voudrez bien veiller à ne proposer l'équivalence du baccalauréat qu'en vue exclusivement des disciplines spécialement mentionnées au présent arrêté (Circ. min. du 7 nov. 1931).

2° Certificat constatant l'admission à l'épreuve préparatoire au grade de candidat en philosophie et lettres, de candidat en sciences naturelles et de candidat notaire.

B. — *Des études dans les Facultés et écoles des sciences et du certificat d'études P. C. N. dans les écoles de médecine et de pharmacie.*

1° Certificat d'études moyennes préparatoires à l'examen de candidat en sciences physiques et mathématiques ;

2° Certificat constatant un cours complet d'études professionnelles fait dans un établissement d'enseignement moyen ;

3° Certificat constatant l'admission à l'école préparatoire aux grades de candidat en sciences physiques et mathématiques et de candidat ingénieur ;

4° Certificat constatant la réception à l'examen d'entrée à l'Ecole Polytechnique de Bruxelles.

C. — *Des études de pharmacie, de chirurgie dentaire et — après justification du certificat d'études P. C. N. ou de son équivalence — des études de médecine* (diplômes d'Etat pour les Français d'origine ; diplômes d'université pour les autres candidats) :

Grade de candidat en sciences naturelles.

BOLIVIE. — Diplôme de bachelier (certificado de ingreso) dans une Faculté d'université bolivienne.

BRÉSIL. — Certificat de quatre années d'études faites dans un établissement d'enseignement secondaire désigné dans la deuxième annexe à l'arrêté du 26 octobre 1931 (1).

BRITANNIQUE (Empire). — 1° Certificat de « matriculation », délivré par une des universités de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, de l'Etat libre d'Irlande, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud, de Malte, de Hong-Kong.

2° Tout diplôme obtenu dans l'Empire britannique, accompagné d'une attestation du « Universities bureau of the British Empire, 88, à Gower street, London, W. C. I. », constatant que ce diplôme confère à son titulaire le droit d'être admis comme étudiant régulier dans une des universités de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, de l'Etat libre d'Irlande, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Afrique du Sud, de Malte, de Hong-Kong.

3° Tout certificat accompagné d'une attestation du « Universities bureau of the British Empire », constatant que son titulaire a subi avec succès, dans une université de l'Inde, l'« Intermediate examination for the degrees of B. A. (Bachelor of Arts), B. Sc. (Bachelor of Science), L. L. B. (Bachelor of Laws), M. B. (Bachelor of Medicine), B. E. (Bachelor of Engineering), B. Com. (Bachelor in Commerce), B. Ag. (Bachelor in Agriculture), B. O. L. (Bachelor in Oriental Learning), B. C. L. (Bachelor of Civil Law).

4° Certificat de fin d'études (Apolytirion) délivré par un gymnase hellénique de l'île de Chypre, à l'exclusion des écoles de commerce grecques.

BULGARIE. — 1° Diplôme de fin d'études secondaires des collèges français Saint-Augustin et Saint-Joseph, Philippopoli (Plovdiv) et Saint-Michel à Varna, de l'Institut français Notre-Dame-de-Sion à Roustchouk et de l'école française de commerce des frères à Sofia ;

2° Certificat de maturité, d'un gymnase national bulgare, ou d'une école pédagogique bulgare, ou des séminaires bulgares de Sofia et de Philippopoli ;

3° Certificat de maturité du collège russe Kouzmine (ou école des langues vivantes) à Sofia ;

4° Certificat de maturité du collège français Saint-André de Varna ;

5° Diplôme de fin d'études secondaires du collège français des sœurs de Saint-Joseph, à Sofia.

CHILI. — Diplôme de licence secondaire (licencio secundaria) ;

CHINE. — 1° Certificat d'études secondaires, délivré par l'Université « l'Aurore », à Changhaï (cours préparatoire) ;

(1) Voir cette 2° annexe, page 714.

2° Certificat de fin d'études de l'école russe de Kharbine (Mandchourie) ;

3° Diplôme de fin d'études secondaires du collège municipal de Shanghai ;

4° Diplôme d'études moyennes supérieures de l'Institut technique franco-chinois de Shanghai.

COLOMBIE. — Diplôme de bachelier, délivré par les établissements d'enseignement secondaire, désignés par le ministère colombien de l'Instruction publique, et accompagné d'un certificat attestant que le candidat a subi avec succès l'examen d'admission à une Université colombienne.

COSTA-RICA. — Diplôme de bachelier en humanités, délivré par un établissement d'enseignement secondaire.

CUBA. — Diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences, délivré par un établissement d'enseignement secondaire.

DANEMARK. — Certificat d'examen d'étudiant (*Studenterksamen*), d'une des trois séries :

1° Langues classiques ; 2° Langues modernes ; 3° Mathématiques — sciences naturelles.

DANTZIG (Ville libre de). — Certificat de maturité (*Reifezeugnis* ou *Zeugnis der Reife*) délivré par les gymnases, realgymnases et écoles réales supérieures.

DOMINICAINE (République). — Diplôme de bachelier.

EGYPTE. — 1° Certificat d'études secondaires délivré par le Gouvernement égyptien ;

2° Diplôme de bachelier ou certificat de fin d'études (*Apolytirion*) délivré par un gymnase hellénique d'Egypte à l'exclusion des écoles de commerce grecques.

EQUATEUR. — Diplôme de baccalauréat délivré par les collèges nationaux.

ESPAGNE. — Diplôme de bachelier délivré par le recteur d'une université.

ESTONIE. — 1° Certificat de maturité des gymnases publics ;

2° Certificat de maturité de l'un des gymnases privés ci-après : Dôme, Kubu, Lender, Saint-Charles, Treffner, Westholm à Tallinn (Revel), de la minorité russe, de la Société pour l'éducation de la jeunesse à Tartu, de la minorité lettone à Valk, de la Société pour la propagation de l'instruction à Viljandi, de garçons et de jeunes filles à Voru ;

3° Certificat de maturité délivré par tout établissement libre, revêtu de l'approbation du ministère esthonien de l'Instruction publique.

FINLANDE. — Diplôme d'étudiant obtenu à la suite de l'examen de sortie de l'établissement d'enseignement secondaire.

GRÈCE. — Certificat de fin d'études (*Apolytirion*) délivré par un gymnase hellénique à l'exclusion des écoles de commerce.

GUATÉMALA. — Diplôme de baccalauréat ès sciences et ès lettres.

HARTI. — Certificat d'études secondaires du deuxième degré (mention « lettres » ou mention « lettres-sciences »).

HOLLANDE. — 1° Certificat d'études prévu par l'article 57 de la loi hollandaise du 2 mai 1863 sur l'enseignement secondaire (article modifié par la loi hollandaise du 1^{er} mars 1920) ;

2° Certificat d'études prévu par l'article 55, second alinéa, de la loi hollandaise du 2 mai 1863 sur l'enseignement secondaire (article modifié par la loi hollandaise du 1^{er} mars 1920) ;

3° Certificat d'études prévu par l'article 11 de la loi hollandaise du 28 avril 1876 sur l'enseignement supérieur ;

4° Certificat d'études prévu par l'article 12 de la loi hollandaise du 28 avril 1876 (article modifié par la loi hollandaise du 22 mai 1905) ;

5° Certificat d'études prévu par l'article 157 de la loi hollandaise du 28 avril 1876 sur l'enseignement supérieur.

HONDURAS. — Diplôme de bachelier de l'Université de Tegucigalpa.

HONGRIE. — Certificat de maturité ou de baccalauréat délivré par les lycées, gymnases, réalgymnases et écoles réales.

ISLANDE. — Certificat d'examen d'étudiant (*Students prof.*) d'une des deux sections : 1° Langues ; 2° Sciences.

ITALIE. — 1° Diplôme de maturité classique ou de maturité scientifique ;

2° Diplôme du lycée technique arménien Moorat Raphaël, à Venise.

JAPON. — Diplôme de fin d'études des lycées et écoles secondaires dépendant du Ministère de l'Instruction publique, de l'Athénée français à Tokio, de l'école de l'Etoile du Matin à Tokio, des écoles de langues étrangères de Tokio à Osaka.

LETTONIE. — Certificat de maturité (*Gatavības apliecība*) délivré par les gymnases lettons et les gymnases des minorités nationales ou religieuses (allemande, israélite, polonaise, russe, etc.).

LIBAN (1). — 1° Diplôme de baccalauréat libanais de l'enseignement secondaire délivré par le Président de la République libanaise à Beyrouth ;

2° Diplôme de « B. A. » (*Bachelor of Arts*) de l'Université américaine à Beyrouth.

LITHUANIE. — 1° Certificat de maturité, délivré par les gymnases de l'Etat ;

2° Certificat de maturité, délivré par les gymnases privés jouissant des droits des gymnases de l'Etat et portant la signature du représentant du ministère lithuanien de l'Instruction publique.

LUXEMBOURG. — 1° Certificat de maturité d'un gymnase ou lycée ;

2° Certificat de capacité (section industrielle) d'une école industrielle ou commerciale.

MEXIQUE. — Certificat d'études préparatoires à l'enseignement universitaire, délivré par une école nationale préparatoire.

NICARAGUA. — Diplôme de bachelier ès sciences et lettres, délivré par le Président de la République.

NORVÈGE. — Diplôme de bachelier (*Artium ou Studenterskamen*).

PANAMA. — 1° Diplôme de bachelier ès lettres ou de bachelier ès sciences, délivré par l'Institut national panaméen ;

2° Diplôme de bachelier ès sciences et lettres du collège de la Salle, à Panama.

PARAGUAY. — Diplôme de bachelier, délivré par le conseil secondaire et supérieur.

PÉROU. — 1° Diplôme de baccalauréat ès lettres ou ès sciences ;

2° Certificat de fin d'études, délivré après cinq années d'enseignement secondaire.

PERSE. — Diplôme de fin d'études secondaires, délivré par le ministère persan de l'Instruction publique.

POLOGNE. — 1° Certificat de maturité (*Swiadectwo Dorjrzalosci*) obtenu dans un gymnase de l'Etat ;

2° Certificat de maturité (*Swiadectwo Dorjrzalosci*) obtenu dans un gymnase privé après examen devant un jury désigné par le curateur d'un arrondissement scolaire.

PORTUGAL ET ILES AÇORES. — Diplôme de cours complémentaire de lettres ou de sciences des lycées nationaux.

ROUMANIE. — Diplôme de baccalauréat (*Diploma de bacalaureat*) délivré par le ministère roumain de l'Instruction.

SALVADOR. — Diplôme de bachelier.

SUÈDE. — Certificat de baccalauréat délivré par un établissement public d'enseignement secondaire (*Latingymnasium ou Realgymnasium*).

SUISSE. — 1° Certificat de maturité fédérale de l'un des types A. B. C. délivré par la Commission fédérale de maturité ou par une autorité scolaire cantonale ;

2° Diplôme de baccalauréat ou certificat de maturité de l'un des types A. B. C. délivré par une école désignée dans l'annexe à l'arrêté du 7 octobre 1922.

(1) A partir du 1^{er} janvier 1932, les candidats qui auront accompli leurs études secondaires dans les Etats du Levant sous mandat français devront — à défaut du baccalauréat de l'enseignement secondaire français dont les sessions ont lieu à Beyrouth (Liban) et à Alep (Syrie) — produire à l'appui de leur demande d'équivalence du baccalauréat l'un des titres indiqués par le présent arrêté du 26 octobre 1931 (modifié par arrêté du 7 octobre 1922) (circ. du 6 novembre 1931).

SYRIE (1). — Diplôme de baccalauréat de l'enseignement secondaire délivré par le Ministère de l'Instruction publique de l'Etat de Syrie à Damas.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — 1° Certificat de maturité d'un gymnase réel ou réformé ;

2° Certificat de maturité d'une école réelle joint au certificat d'examen complémentaire prévu par l'arrêté autrichien du 29 mars 1909.

TURQUIE. — Diplôme du second cycle d'études des lycées turcs.

URUGUAY. — Diplôme de bachelier ès sciences et ès lettres de l'Université de Montevideo.

VENEZUELA. — Diplôme de bachelier en philosophie.

YOUgoslavIE. — Certificat de baccalauréat ou de maturité délivré par un établissement public de l'enseignement secondaire (gymnase ou école réelle).

Art. 2. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté et notamment les dispositions de l'arrêté du 7 octobre 1932.

Art. 3. — Les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 17 octobre 1934.

Première annexe de l'arrêté du 26 Octobre 1931.

maintenue en vigueur par l'arrêté du 7 octobre 1932.

AMÉRIQUE (ETATS-UNIS D'), ILES HAWAÏ ET PORTO-RICO

Liste des établissements d'enseignement du district de Colombie, des 48 Etats-Unis d'Amérique, des îles Hawaï et de Porto-Rico dont les diplômés de « B. A. » (Bachelor of Arts) et de « B. Sc. » (Bachelor of Science) sont admis en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Alabama. — Alabama College for Women, Montevallo. — Birmingham-Southern College, Birmingham. — Howard College, Birmingham. — Judson College, Marion. — Springhill College, Springhill. — University of Alabama, University. — Women's College of Alabama, Montgomery.

Arizona. — University of Arizona, Tucson.

Arkansas. — Hendrix College, Conway. — Ouachita College, Arkadelphia. — University of Arkansas, Fayetteville.

California. — Claremont Colleges (Pomona ; Scripps), Claremont. — College of the Holy Name, Oakland. — College of the Pacific, Stockton. — Dominican College of San Rafael, San Rafael. — Mills College, Oakland. — Occidental College, Los Angeles. — St Mary's College, St Mary's. — Stanford University, Stanford University. — University of California, Berkeley. — University of California, Los Angeles. — University of Redlands. — University of Southern California, Los Angeles. — Whittier College, Whittier.

Colorado. — Colorado College, Colorado Springs. — Loretto Heights College, Denver. — University of Colorado, Boulder. — University of Denver, Denver.

Connecticut. — Connecticut College for Women, New London. — Trinity College, Hartford. — Wesleyan University, Middletown. — Yale University, New Haven.

Delaware. — University of Delaware, Newark.

Columbia (District of). — American University, Washington. — Catholic University of America, Washington. — George Washington University, Washington. — Georgetown University, Washington. — Howard University, Washington. — Trinity College, Washington.

(1) A partir du 1^{er} janvier 1932, les candidats qui auront accompli leurs études secondaires dans les Etats du Levant sous mandat français devront — à défaut du baccalauréat de l'enseignement secondaire français dont les sessions ont lieu à Beyrouth (Liban) et à Alep (Syrie) — produire à l'appui de leur demande d'équivalence du baccalauréat l'un des titres indiqués par le présent arrêté du 26 octobre 1931 (cir. du 6 novembre 1931).

Florida. — Florida State College for Women, Tallahassee. — Rollins College, Winter Park. — University of Florida, Gainesville.

Georgia. — Agnes Scott College, Decatur. — Brenau College, Gainesville. — Emory University, Atlanta. — Georgia State College for Women, Milledgeville. — Georgia State Women's College, Valdosta. — Mercer University, Macon. — Shorter College for Women, Rome. — University of Georgia, Athens. — Wesleyan College, Macon.

Hawaii. — Université of Hawaii, Honolulu.

Idaho. — College of Idaho, Caldwell. — University of Idaho, Moscow.

Illinois. — Augustina College and Theological Seminary, Rock Island. — Carthage College, Carthage. — De Paul University, Chicago. — Eureka College, Eureka. — Illinois College, Jacksonville. — Illinois Wesleyan University, Bloomington. — Illinois Woman's College, Jacksonville. — James Millikin University, Decatur. — Knox College, Galesburg. — Lake Forest College, Lake Forest. — Lewis Institute, Chicago. — Loyola University, Chicago. — Monmouth College, Monmouth. — North Central College, Naperville. — Northwestern University, Evanston. — Rockford College, Rockford. — Rosary College, River Forest. — Shurtleff College, Alton. — University of Chicago, Chicago. — University of Illinois, Urbana. — Wheaton College, Wheaton.

Indiana. — Ball State Teachers College, Muncie. — De Pauw University, Greencastle. — Earlham College, Richmond. — Franklin College of Indiana, Franklin. — Hanover College, Hanover. — Indiana University, Bloomington. — Purdue University, Lafayette. — St Mary's College, Notre-Dame. — St Mary of the Woods College, St Mary of the Woods. — University of Notre Dame du Lac, Notre-Dame. — Valparaiso University, Valparaiso. — Wabash College, Crawfordsville.

Iowa. — Coe College, Cedar Rapids. — Columbia College of Dubuque, Dubuque. — Cornell College, Mt. Vernon. — Drake University, Des Moines. — Grinnell College, Grinnell. — Luther College, Decorah. — Morningside College, Siaux City. — Mt. St. Joseph College, Dubuque. — Parsons College, Fairfield. — Penn College, Oskaloosa. — St. Ambrose College, Davenport. — Simpson College, Indianola. — University of Dubuque, Dubuque. — University of Iowa, Iowa City.

Kansas. — Baker University, Baldwin. — College of Emporia, Emporia. — Friends University, Wichita. — Municipal University of Wichita, Wichita. — Ottawa University, Ottawa. — St. Benedict's College, Atchison. — St. Mary's College, St. Mary's. — Sterling College, Sterling. — Southwestern College, Winfield. — University of Kansas, Lawrence. — Washburn College, Topeka.

Kentucky. — Berea College, Berea. — Centre College of Kentucky, Danville. — Georgetown College, Georgetown. — Transylvania College, Lexington. — University of Kentucky, Lexington. — University of Louisville, Louisville.

Louisiana. — Centenary College of Louisiana, Shreveport. — Louisiana College, Pineville. — Louisiana State University, Baton Rouge. — Loyola University, New Oréans. — Newcomb College, New Oréans. — Southwestern Louisiana Institute, Lafayette. — Tulane University of Louisiana, New Orleans.

Maine. — Bates College, Lewiston. — Bowdoin College, Brunswick. — Colby College, Waterville. — University of Maine, Orono.

Maryland. — College of Notre-Dame of Maryland, Baltimore. — Goucher College, Baltimore. — Hood College, Frederick. — Johns Hopkins University, Baltimore. — Morgan College, Baltimore. — Mt. St. Mary's College, Emmitsburg. — St. John's College, Annapolis. — St. Joseph's College, Emmitsburg. — University of Maryland, College Park. — Washington College, Chestertown. — Western Maryland College, Westminster.

Massachusetts. — Amherst College, Amherst. — Boston College, Boston. — Boston University, Boston. — Clark University, Worcester. — Harvard University, Cambridge. — Holy Cross College, Worcester. — International Y. M. C. A. College, Springfield. — Massachusetts Institute of Technology, Cambridge. — Mt. Holyoke College, South Hadley. —

Radcliffe College, Cambridge. — Simmons College, Boston. — Smith College, Northampton. — Tufts College, Tufts College. — Wellesley College, Wellesley. — Wheaton College, Norton. — Williams College, Williamstown.

Michigan. — Albion College, Albion. — Alma College, Alma. — Battle Creek College, Battle Creek. — Calvin College, Grand Rapids. — College of the City of Detroit, Detroit. — Hillsdale College of Michigan, Hillsdale. — Hope College, Holland. — Kalamazoo College, Kalamazoo. — Marygrove College, Detroit. — University of Detroit, Detroit. — University of Michigan, Ann Arbor.

Minnesota. — Carleton College, Northfield. — College of St. Catherine, St. Paul. — College of St. Teresa, Winona. — College of St. Thomas, St. Paul. — Concordia College, Moorhead. — Gustavus Adolphus College, Hamline University, St. Paul. — Macalester College, St. Paul. — St. Olaf, St. Peter College, Northfield. — University of Minnesota, Minneapolis.

Mississippi. — Blue Mountain College, Blue Mountain. — Millsaps College, Jackson. — Mississippi College, Clinton. — Mississippi State College for Women, Columbus. — Mississippi Woman's College, Hattiesburg. — University of Mississippi, University.

Missouri. — Central College, Fayette. — Culver Stackton College, Canton. — Drury College, Springfield. — Lindenwood College, St. Charles. — Missouri Valley College, Marshall. — Park College, Parkville. — St. Louis University, St. Louis. — Tarkio College, Tarkio. — University of Missouri, Columbia. — Washington University, St. Louis. — Webster College for Women, Webster Groves. — Westminster College, Fulton. — William Jewell College, Liberty.

Montana. — Montana State College, Bozeman. — State University of Montana, Missoula.

Nebraska. — Creighton University, Omaha. — Doane College, Crete. — Hastings College, Hastings. — Nebraska Wesleyan University, Lincoln. — University of Nebraska, Lincoln.

Nevada. — University of Nevada, Reno.

New Hampshire. — Dartmouth College, Hanover. — University of New Hampshire, Durham.

New Jersey. — College of St. Elizabeth, Convent Station. — Georgian Court College, Lakewood. — Princeton University, Princeton. — Rutgers University, New Brunswick.

New Mexico. — State University of New Mexico, Albuquerque.

New York. — Adelphi College of Brooklyn, Brooklyn. — Alfred University, Alfred. — Barnard College, New York City. — Casinius College of Buffalo, Buffalo. — Colgate University, Hamilton. — College of the City of New York, New York City. — College of Mt. St. Vincent on the Hudson, New York City. — College of New Rochelle, New Rochelle. — College of the Sacred Heart, New York City. — College of St. Rose, Albany. — Columbia University, New York City. — Cornell University, Ithaca. — D'Youville College, Buffalo. — Elmira College, Elmira. — Fordham University, Fordham. — Hamilton College, Clinton. — St. Bonaventure's College and Seminary, Geneva. — St. John's College, New York City. — St. Joseph's College for Women, Keuka Park. — St. Lawrence University, New York City. — St. Stephan's College, Tarrytown-on-Hudson. — Skidmore College, New York City. — Syracuse University, Niagara. — Union College, Troy. — United States Military Academy, St. Bonaventure. — University of Buffalo, Brooklyn. — University of Rochester, Brooklyn. — Vassar College, Canton. — Wells College, Annandale. — William Smith College, Saratoga Springs. — Hobart College, Syracuse. — Hunter College of the City of New York, Schenectady. — Keuka College, West Point. — Manhattan College, Buffalo. — Marrymount College, Rochester. — New York University, Poughkeepsie. — Niagara University, Aurora. — Russel Sage College, Geneva.

North Carolina. — Catawba College, Salisbury. — Davidson College, Davidson. — Duke University, Durham. — Elon College, Elon. — Greensboro College, Greensboro. — Guilford College, Guilford College. — Lenoir-Rhyne College, Hickory. — Meredith College, Raleigh. — North Carolina College for Women, Greensboro. — Salem College, Winston

Salem. — University of North Carolina, Chapel Hill. — Wake Forest College, Wake Forest.

North Dakota. — Jamestown College, Jamestown. — University of North Dakota, Grand Forks.

Ohio. — Antioch College, Yellow Springs. — Ashland College, Ashland. — Baldwin Wallace College, Berea. — Capital University, Columbus. — College of Wooster, Wooster. — Denison University, Granville. — Heidelberg College, Tiffin. — Hiram College, Hiram. — John Carroll University, Cleveland. — Kenyon College, Gambier. — Lake Erie College, Painesville. — Marietta College, Marietta. — Miami University, Oxford. — Mt Union College, Alliance. — Muskingum College, New Concord. — Oberlin College, Oberlin. — Ohio State University, Columbus. — Ohio University, Athens. — Ohio Wesleyan University, Delaware. — Otterbein University, Westerville. — St. Xavier College, Cincinnati. — University of Akron, Akron. — University of Cincinnati, Cincinnati. — University of the City of Toledo, Toledo. — University of Dayton, Dayton. — Western College for Women, Oxford. — Western Reserve University, Cleveland. — Wittenberg College, Springfield.

Oklahoma. — Oklahoma College for Women, Chickasha. — Philipps University, Enid. — University of Oklahoma, Norman. — University of Tulsa, Tulsa.

Oregon. — Linfield College, Mc Minville. — Redd College, Portland. — University of Oregon, Eugene. — Willamette University, Salem.

Pennsylvania. — Albright College, Myerstown. — Allegheny College, Meadville. — Bryn Mawr College, Bryn Mawr. — Brucknell University, Lewisburg. — Dickinson College, Carlisle. — Franklin and Marshall College, Lancaster. — Geneva College. — Beaver Falls. — Gettysburg College, Gettysburg. — Grove City College, Grove City. — Haverford College, Haverford. — Juniata College, Huntingdon. — Immaculata College, Immaculata. — Lafayette College, Easton. — Lebanon Valley College, Annville. — Lehigh University, Bethlehem. — Lincoln University, Lincoln University. — Merywood College, Scranton. — Moravian College, and Theological Seminary, Bethlehem. — Muhlenberg College, Allentown. — Pennsylvania College for Women, Pittsburgh. — Pennsylvania State College, State College. — St. Joseph College, Philadelphia. — St. Thomas College, Scranton. — St. Vincent College, Beatty. — Seton Hill College, Greensburg. — Swarthmore College, Swarthmore. — Temple University, Philadelphia. — Thiel College, Greenville. — University of Pennsylvania, Philadelphia. — University of Pittsburgh, Pittsburgh. — Ursinus College, Collegeville. — Villanova College, Villanova. — Washington and Jefferson College, Washington. — Westminster College, New Wilmington. — Wilson College, Chambersburg.

Porto Rico. — University of Porto Rico, San Juan.

Rhode Island. — Brown University, Providence. — Pembroke College, Providence. — Rhode Island State College, Kingston.

South Carolina. — Clemson College, Clemson. — Coker College, Hartsville. — College of Charleston. — Converse College, Spartanburg. — Erskine College, Due West. — Furman University, Greenville. — Limestone College, Gaffney. — Presbyterian College of South Carolina, Clinton. — The Citadel, Charleston. — University of South Carolina, Columbia. — Winthrop College, Rock Hill. — Wofford College, Spartanburg.

South Dakota. — Dakota Wesleyan University, Mitchell. — Huron College, Huron. — University of South Dakota, Vermillion. — Yankton College, Yankton.

Tennessee. — Carson and Newman College, Jefferson City. — George Peabody College for Teachers, Nashville. — Maryville College, Maryville. — Southwestern, Memphis. — Tusculum College, Greenville. — University of Chattanooga, Chattanooga. — University of the South, Seawancee. — University of Tennessee, Knoxville. — Vanderbilt University, Nashville.

Texas. — Baylor College for Women, Belton. — Baylor University, Waco. — College and Industrial Arts, Denton. — Incarnate Word College, San Antonio. — Our Lady of the Lake College, San Antonio. — Rice Ins-

titute, Houston. — Simmons University, Abilene. — Southwestern University, Georgetown. — Southern Methodist University, Dallas. — Texas Christian University, Fort Worth. — Trinity University, Waxahachie. — University of Texas, Austin.

Utah. — Brigham Young University, Provo. — University of Utah, Salt Lake City.

Vermont. — Middlebury College, Middlebury. — University of Vermont, Burlington.

Virginia. — Bridgewater College, Bridgewater. — College of William and Mary in Virginia, Williamsburg. — Emory and Henry College, Emory. — Hampden-Sidney College, Hampden-Sidney. — Lynchburg College, Lynchburg. — Randolph-Macon College for Men, Ashland. — Randolph-Macon Women's College, Lynchburg. — Roanoke College, Salem. — Sweet Briar College, Sweet Briar. — University of Richmond, Richmond. — University of Virginia, Charlottesville. — Virginia Military Institute, Lexington. — Virginia Polytechnic Institute, Blacksburg. — Washington and Lee University, Lexington.

Washington. — College of Puget Sound, Tacoma. — Gonzaga University, Spokane. — State College of Washington, Pullman. — University of Washington, Seattle. — Whitman College, Walla Walla.

West Virginia. — Bethany College, Bethany. — Marshall College, Huntington. — West Virginia Collegiate Institute, Institute. — West Virginia University, Morgantown. — West Virginia Wesleyan College, Buckhannon.

Wisconsin. — Beloit College, Beloit. — Carroll College, Waukesha. — Lawrence College, Appleton. — Marquette University, Milwaukee. — Milwaukee-Downer College, Milwaukee. — Ripon College, Ripon. — St. Mary's College, Prairie du Chien. — University of Wisconsin, Madison.

Wyoming. — University of Wyoming, Laramie.

Deuxième annexe de l'arrêté du 26 Octobre 1931 (1).

BRÉSIL

Liste des établissements d'enseignement secondaire brésiliens dont le certificat de quatre années d'études est admis en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Atheneu Pedro II, Aracaju (Serjipa). — Gymnasio de Bahia, Bahia (Bahia). — Gymnasio de Barbacena, Barbacena (Minas Geraes). — Gymnasio Paes de Carvalho, Belem (Para). — Gymnasio Mineiro de Bello Horizonte, Bello Horizonte (Minas Geraes). — Gymnasio de Campinas, Campinas (Sao-Paulo). — Lyceu de Humanidades, Campos (Rio de Janeiro). — Gymnasio Paranaense, Curytiba (Parana). — Lyceu Cuyabano, Cuyaba (Matto-Grosso). — Gymnasio Catharinense, Florianopolis (Santa-Catharina). — Lyceu de Cearà, Fortaleza (Cearà). — Lyceu de Goyaz, Goyaz (Goyaz). — Lyceu Alagoano, Maceio (Alagoas). — Gymnasio Amazonense Pedro II, Manaos (Amazonas). — Atheneu Norte Rio Grandense, Natal (Rio Grande do Norte). — Lyceu Parahybano, Parahyba (Parahyba). — Gymnasio Pelotense, Pelotas (Rio Grande do Sul). — Gymnasio d Pernambuco, Recife (Pernambuco). — Gymnasio de Ribeirao Preto, Ribeirao Preto (Sao-Paulo). — Collegio Pedro II, Rio de Janeiro (District Fédéral). — Lyceu Maranhense, Sao-Luis (Maranhao). — Gymnasio da Capital, Sao-Paulo (Sao-Paulo). — Lyceu Piauhvense, Therisina (Piauhy). — Gymnasio de Espirito Santo, Victoria (Espirito Santo).

Annexe à l'arrêté du 7 Octobre 1922.

SUISSE

Liste des écoles suisses dont les diplômes de baccalauréat ou les certificats de maturité (autre que la maturité fédérale) sont admis en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Kantonsschule, A. B. C., Aaran. — Kollegium Karl Borromäus, A., Altdorf. — Gymnasium, A., Bâle. — Höhere Töchterschule, B., Bâle. — Obere Realschule, C., Bâle. — Freies Gymnasium, A. B. C., Berne. —

(1) Maintenue par l'arrêté du 7 octobre 1932.

Städtisches Gymnasium (Literarschule), A. B., Berne. — Städtisches Gymnasium (Realschule), C., Berne. — Gymnasium, A. B. C., Berthoud. — Städtisches Gymnasium, A. B. C., Bienne. — Kollegium, A. B., Brigue. — Bündnerische Kantonsschule, A. B. C., Coire. — Stiftsschule des Klosters Einsiedeln, A. B., Einsiedeln. — Lehranstalt des Benediktinerstiftes, A., Engelberg. — Thurgauische Kantonsschule, A. B. C., Frauenfeld. — Collège cantonal Saint-Michel, A. B. C., Fribourg. — Lycée cantonal de jeunes filles, A. B., Fribourg. — Collège de Genève, A. B. C., Genève. — Ecole supérieure et secondaire de jeunes filles, B., Genève. — Lehranstalt Bethlehem, A. B., Immensee Küsnacht. — Gymnase communal, A. B. C., La Chaux-de-Fonds. — Ecole supérieure des jeunes filles, B., Lausanne. — Gymnase classique cantonal, A. B., Lausanne. — Gymnase scientifique cantonal, C., Lausanne. — Kantonsschule, A. B. C., Lucerne. — Liceo Cantonale, A. B. C., Lugano. — Ecole supérieure des jeunes filles, B., Neuchâtel. — Gymnase cantonal, A. B. C., Neuchâtel. — Ecole cantonale de Porrentruy, A. B. C., Porrentruy. — Kantonsschule, A. B. C., Saint-Gall. — Collège classique, A. B., Saint-Maurice. — Kantonale Lehranstalt, A. B., Sarnen. — Kantonsschule, A. B. C., Schaffhouse. — Evangelische Lehranstaltin Schiers, A. B. C., Schiers. — Kollegium Maria Hilf, A. B. C., Schwyz. — Collège classique, A. B., Sion. — Ecole industrielle supérieure, C., Sion. — Kantonsschule, A. B. C., Soleure. — Kollegium St. Fidelis, A., Stans. — Kantonsschule von Appenzel-am-Rh., A. B. C., Trogen. — Kantonsschule (Gymnasium und Oberrealschule), A. B. C., Winterthur. — Kantonsschule, A. B. C., Zoug. — Freies Gymnasium, A. B. C., Zurich. — Gymnasium der Kantonsschule, A. B., Zurich. — Kantonale Industrieschule (Oberrealschule), C., Zurich.

**Arrêté portant équivalence du certificat de maturité
et du Baccalauréat (mesure concernant les Alsaciens-Lorrains).**

3 Juin 1919

Vu les décrets des 21 juillet 1897 et 8 juillet 1914 ;
Vu les décrets des 22 juillet 1912 et 3 mars 1914 ;
Vu le décret du 18 janvier 1916 ;
Vu l'arrêté du 16 novembre 1915 ;

Article premier. — Les étudiants alsaciens-lorrains qui sont pourvus du certificat de maturité des lycées, gymnases, écoles réales supérieures (*à l'exclusion des écoles réales*) d'Alsace-Lorraine ou d'un Etat allemand sont admis à s'inscrire dans les Universités françaises en vue de tous les grades, titres et certificats délivrés par les diverses Facultés ou Ecoles.

Art. 2. — Ces mêmes étudiants peuvent, par mesure individuelle, et en raison des études qu'ils auraient faites sous le régime allemand, obtenir des dispenses de scolarité ainsi que l'autorisation de prendre cumulativement des inscriptions.

Art. 3. — L'équivalence du certificat de maturité avec le baccalauréat français, les dispenses de scolarité, les inscriptions cumulatives leur sont accordées par le Recteur de l'Académie dans le ressort de laquelle se trouve la Faculté ou Ecole où veut s'inscrire l'étudiant.

Art. 4. — Conformément au décret du 18 janvier 1916, les étudiants alsaciens-lorrains sont dispensés d'acquitter les droits correspondant aux actes scolaires français dont ils ont obtenu l'équivalence ou la dispense (grades, scolarité, examens).

Instruction relative à l'équivalence de la première partie.

(Lettre au Recteur de l'Académie de Paris.)

10 Avril 1935

Vous m'avez transmis le 7 mars dernier, une lettre de M. le Ministre des Affaires étrangères relative à Mlle P... qui sollicite l'équivalence de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire qui lui a été concédée avec la première partie du baccalauréat français.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il ne m'est pas possible, à mon

grand regret, d'accueillir la requête de Mlle P... Il est accordé des équivalences avec le baccalauréat de l'enseignement secondaire complet première et deuxième partie) ainsi que l'a prévu l'arrêté du 15 novembre 1915, mais non pas avec la première partie, seulement. Or, Mlle P... n'est titulaire que de la première partie du diplôme délivré par... ; je ne puis dans ces conditions, envisager la possibilité de lui accorder l'équivalence quelle sollicite.

Au surplus, une demande semblable présentée par une candidate au baccalauréat français, titulaire de la première partie du même diplôme, avait fait en 1932 l'objet d'une décision ministérielle de refus.

J'ajoute que l'examen du certificat de réception à l'examen délivré par... à Mlle P... est établi de telle sorte qu'il peut prêter à confusion avec le certificat d'aptitude du baccalauréat français de l'enseignement secondaire. Il porte notamment la mention : Baccalauréat de l'enseignement secondaire, alors que l'examen qui sanctionne les cours de... n'est ni le baccalauréat français de l'enseignement secondaire, ni le baccalauréat (de ce pays), mais, semble-t-il, un examen privé.

Je vous prie de bien vouloir notifier cette décision à l'intéressée en lui retournant les pièces ci-jointes.

Je crois utile d'attirer votre attention sur la forme du certificat délivré par... qui prête à confusion avec nos certificats officiels. Peut-être estimerez-vous devoir signaler le fait à notre Ministre en...

C. — EXAMEN SPÉCIAL POUR LES ÉTRANGERS.

Arrêté relatif à l'examen pour les étudiants étrangers non pourvus de diplômes, brevets ou certificat d'enseignement secondaire.

18 Août 1928

Article premier. — Il est organisé au siège de chaque université un examen spécial aux étrangers originaires de pays où l'enseignement secondaire n'est pas organisé de façon équivalente au baccalauréat de l'enseignement secondaire français, et qui demandent à s'inscrire dans les Facultés ou Ecoles d'enseignement supérieur.

A titre exceptionnel, peuvent être autorisés, après avis de la Commission nommée par l'arrêté du 20 octobre 1911, à se présenter à cet examen, les étudiants étrangers originaires des autres pays qui ne justifient pas de diplômes, brevets ou certificats admis en équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Les candidats doivent préalablement se présenter :

I. — Ceux qui habitent Paris, devant la Commission spéciale de l'examen des étrangers.

I. — Ceux qui se trouvent en province, devant le Recteur de l'Académie de leur résidence.

III. — Ceux qui se trouvent à l'étranger devant un universitaire détaché ou devant le consul de France dans la ville la plus proche de leur résidence.

Pour chaque candidat n'habitant pas à Paris une appréciation écrite émanant de l'autorité devant laquelle il a comparu est obligatoirement jointe au dossier.

Elle indique notamment s'il parle et comprend le français et s'il paraît digne d'être admis à subir les épreuves de l'examen spécial. Dans le cas où le candidat excipe de son impossibilité de satisfaire à ces prescriptions, la Commission examine la valeur de l'excuse produite.

Les Français, les sujets et protégés coloniaux français ne peuvent pas être autorisés à se présenter à l'examen spécial.

Art. 2. — Les examens ont lieu, chaque année, en deux sessions, l'une dans la deuxième quinzaine de mars, l'autre dans la première quinzaine de novembre.

Les dates des sessions et les dates d'ouverture du registre d'inscriptions sont fixées par arrêtés ministériels. Le registre d'inscription est

ouvert pendant quinze jours, il est clos vingt jours avant la date d'ouverture de la session.

Art. 3. — Tout candidat doit déposer ou faire déposer dans les délais réglementaires, au secrétariat de l'Académie :

1° Une pièce officielle constatant la date de sa naissance, dûment légalisée et accompagnée d'une traduction faite par un traducteur juré ;

2° Une demande écrite en entier de sa main, signée de ses nom et prénoms, indiquant sa nationalité, son âge, son adresse, les études qu'il désire entreprendre et les raisons pour lesquelles il n'a pas obtenu un diplôme étranger admis en équivalence avec le baccalauréat français ;

3° Le récépissé de déclaration de résidence prescrit par les règlements relatifs au séjour des étrangers en France ;

4° Un certificat de bonne vie et mœurs, délivré par un des représentants du pays d'origine du candidat, accrédité en France ;

5° Tous les diplômes français ou étrangers (originaux et traductions authentiques) dont il est pourvu ou des attestations officielles des études qu'il a accomplies en France, dans les colonies françaises ou les pays placés sous le protectorat français, ou à l'étranger.

Art. 4. — Tout candidat régulièrement inscrit et autorisé à se présenter doit être examiné au cours de la session pour laquelle il s'est fait inscrire.

Le candidat ajourné ne peut se représenter au cours de la même session.

Art. 5. — Chaque candidat, immédiatement avant de subir les épreuves, écrit et signe sur un registre spécial visé et paraphé par le secrétaire de l'Académie une déclaration conforme au modèle annexé (1). Le secrétaire vérifie l'identité de la signature et de l'écriture en les confrontant avec celles de la demande du candidat.

Les candidats sont prévenus que l'apposition d'une signature fausse, toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'exclusion à toujours de l'examen.

Art. 6. — Les candidats ne peut avoir, pendant l'examen, aucune communication avec le dehors ou entre eux, sous peine d'exclusion. Il leur est interdit d'apporter aucun papier, aucun cahier, aucune note, aucun livre.

Art. 7. — Les épreuves sont déterminées ainsi qu'il suit :

Epreuves écrites :

Explication et commentaire d'un texte français dicté.

Epreuves orales :

1° Lecture à haute voix d'un texte français et conversation à propos de ce texte ;

2° Interrogation sur l'histoire, d'après le programme annexé au présent arrêté ;

4° Interrogation sur les sciences mathématiques, d'après le même programme ;

5° Interrogation sur les sciences physiques, d'après le même programme ;

6° Interrogation sur les sciences naturelles, d'après le même programme.

Les épreuves orales sont publiques. Leur durée totale est en moyenne d'une heure et demie pour chaque candidat.

Art. 8. — Le jury d'examen des épreuves écrites et orales est nommé par le Recteur au siège de chaque université. Ce jury choisit le sujet.

(1) *Modèle de la déclaration exigée du candidat.*

Je soussigné (nom et prénoms), né à

le (jour, mois, an)

par l'arrêté du

ou fait inscrire dans une autre Université pour subir le même examen pendant la présente session.

A

, le

candidat à l'examen institué
déclare ne m'être pas inscrit

(Signature du candidat)

Art. 9. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20.

Les coefficients suivants sont attribués aux différentes épreuves :

Explication et commentaire d'un texte français dicté	3
Lecture d'un texte français et conversation	2
Interrogation sur l'histoire	1
Interrogation sur la géographie	1
Interrogation sur les sciences mathématiques	1
Interrogation sur les sciences physiques	1
Interrogation sur les sciences naturelles	1

Pour être admis à subir les épreuves orales, le candidat doit avoir obtenu pour l'épreuve écrite la note 8 sur 20.

L'admissibilité aux épreuves orales n'est valable que pour la session au cours de laquelle elle est prononcée. Elle ne peut, en aucun cas, être reportée à une session ultérieure.

Art. 10. — L'équivalence du baccalauréat de l'enseignement secondaire est accordée à tous les candidats qui ont obtenu un minimum de 100 points par arrêté spécial pris par le Recteur de l'Académie et visant l'examen auquel les candidats ont satisfait.

Les étudiants de nationalité étrangère qui ont obtenu ladite équivalence du baccalauréat français peuvent se faire inscrire dans toutes les Facultés ou Ecoles d'enseignement supérieur.

Toutefois, ces étudiants ne peuvent pas se faire inscrire en vue des grades et titres d'Etat de docteur en médecine, pharmacien et chirurgien-dentiste.

Art. 11. — Les candidats reçus à l'examen spécial à la session de mars ne peuvent pas obtenir la concession d'inscriptions cumulatives et doivent commencer régulièrement leur scolarité.

Art. 12. — Les registres des procès-verbaux sont tenus par le secrétaire de l'Académie.

XIII. — Instructions données aux Présidents, aux membres des Jurys et aux candidats par le Service central des examens du baccalauréat de l'Université de Paris (1).

I. — Instructions pour les Présidents.

Le Directeur du Service central des examens du baccalauréat de l'Université de Paris croit devoir prier messieurs les Présidents de vouloir bien s'entendre avec les chefs d'établissement où fonctionnent les jurys et de se conformer aux dispositions ci-après, en vue d'assurer la bonne marche des épreuves.

1. — A la délibération pour l'admissibilité, le Président et l'examineur désigné par lui doivent faire simultanément le relevé et le calcul des points sur les deux procès-verbaux afin d'éviter le plus possible les erreurs. Après la délibération, il y a lieu de répartir les admissibles en groupes de 15 candidats au maximum. Si le nombre des admissibles exige une répartition supérieure à 17 candidats par groupe, prière d'avertir le Directeur du Service central des examens du baccalauréat qui désignera des examinateurs suppléants.

2. — Pour l'admissibilité, il est rappelé qu'aux termes de l'article 5 du décret du 7 août 1927, « aucun ajournement ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération spéciale du jury » et qu'aux termes de l'article 7 de ce même décret l'examen du livret s'impose dans *tous les cas*. Voici les termes mêmes de cet article :

« Le livret est examiné par le jury. Il est tenu compte pour l'admissibilité et pour l'admission des renseignements qu'il contient. Aucun candidat ne peut être ajourné soit après les *épreuves écrites* soit après les *épreuves orales* sans que le jury ait examiné son livret dans la *délibération* prévue à l'article 5. *Mention en est portée sur le livret sous la signature du Président du Jury.* »

(1) Nous reproduisons ces instructions à titre purement documentaire.

Chaque président peut prendre connaissance des livrets la veille ou l'avant-veille de la délibération.

3. — Messieurs les présidents des jurys sont aussi priés :

1° de ne rien mettre sur les certificats des candidats *éliminés à l'écrit* ;

2° de vouloir bien désigner aux épreuves orales, parmi les membres du jury, un secrétaire qui sera chargé de vérifier les résultats et de remplir d'une manière exacte et complète le certificat de chaque candidat, dûment daté et signé par le Président et par les membres du jury ;

3° d'annuler avec un trait de plume les certificats des candidats *ajournés à l'oral* ;

4° de ne pas admettre à subir les épreuves les candidats qui se présenteraient sans la carte d'identité exigée par le décret du 7 août 1927 ;

5° Il est rappelé à MM. les Présidents qu'un candidat ne peut être définitivement admis que s'il obtient le minimum de points exigible. Si le jury, après examen du livret, estime que l'admission d'un candidat n'ayant pas atteint le minimum doit néanmoins être prononcée, il y aura lieu de *majorer* les notes pour que ledit minimum soit atteint.

6° Les Présidents doivent signer les livrets des candidats *éliminés à l'écrit* et de ceux *ajournés à l'oral*, avec la mention :

Vu le livret,
Le Président du Jury,
(Signature et date)

L'oubli de cette formalité peut provoquer des réclamations et entraîner la nullité de l'examen.

7° L'attention de MM. les Président est attirée sur la nécessité d'exiger le respect des opérations du jury, en ne tolérant pas les conversations qui troublent les épreuves et produisent une fâcheuse impression sur le public. Au besoin il ne faut pas hésiter à faire expulser les candidats ou les spectateurs dont la tenue troublerait la solennité de l'examen.

Ci-joint un exemplaire des instructions remises à MM. les Examinateurs. Prière de leur rappeler que la présence, aux délibérations, de *tous les examinateurs* est indispensable pour que les opérations du jury soient valables et de les inviter à ne pas partir avant la proclamation des résultats.

8° Les examinateurs doivent, après chaque interrogation, inscrire seulement sur les certificats les questions posées, mais non les notes chiffrées. Ces notes ne seront relevées qu'au moment des délibérations *qui doivent rester secrètes* et d'où les appariteurs ou les agents seront exclus.

9° MM. les Présidents sont priés de demander à chaque membre du jury une note succincte résumant ses impressions sur les épreuves écrites et orales et de faire parvenir ces documents au Directeur du Service central des examens du baccalauréat. Il va sans dire que si MM. les Présidents voulaient bien y ajouter leurs impressions personnelles, le Directeur leur en serait reconnaissant.

10° Il importe de ne pas donner au public l'impression que les délibérations sont faites avec trop de hâte ou de précipitation. Lorsque les interrogations d'une séance finissent trop tard, il est préférable de remettre, au début de la séance qui suit, la délibération et la proclamation des résultats. Dans ce cas, les certificats qui sont laissés sous la garde de l'appariteur, ne doivent contenir aucune note relative aux épreuves orales.

11° Après leur proclamation par le Président, les résultats doivent être affichés à l'aide d'une liste portant la signature du Président. A la fin de chaque séance, les procès-verbaux et les certificats d'aptitude doivent être envoyés au secrétariat du Service central du baccalauréat, 22, rue Vauquelin.

II. — Instructions pour les examinateurs.

La correction des épreuves écrites est confiée à un seul examinateur pour chaque discipline, c'est dire que MM. les Correcteurs doivent redoubler d'attention dans cette partie essentielle de leur tâche. M. le Recteur

et MM. les Doyens sont certains qu'ils auront à cœur, comme par le passé, de peser les épreuves avec scrupule, sans bienveillance excessive comme sans extrême sévérité, dans la pleine conscience du pouvoir dont ils sont investis et de la responsabilité qui leur incombe.

De nombreux examinateurs ont remarqué, lors des sessions précédentes, que le style est trop souvent incorrect et que les copies fourmillent de fautes d'orthographe. Les instructions ministérielles du 3 juin 1925 prescrivent que : « le respect absolu de la correction dans l'emploi de la langue française doit être imposé aux élèves par tous les professeurs qu'il s'agisse d'exercices écrits ou oraux, littéraires ou scientifiques. » Si ces instructions visent le travail fait en classe ou pour la classe, à plus forte raison s'appliquent-elles aux épreuves écrites et orales du baccalauréat. Il importe que les candidats soient convaincus qu'il y a là une obligation à laquelle ils ne sauraient se dérober sans s'exposer à de graves mécomptes.

M. les Examinateurs sont instamment priés de procéder de la façon suivante :

1° *Signaler par des indications marginales les principales fautes et lacunes des compositions, donner une note chiffrée, multiplier cette note par le coefficient, terminer par une appréciation d'ensemble qui justifie la note chiffrée, et signer au moins de leurs initiales.* Prière de corriger à l'encre plutôt qu'au crayon. L'appréciation d'ensemble justifiant la note chiffrée est indispensable pour répondre, le cas échéant, aux réclamations des candidats ou des familles.

2° Assister à la réunion (dont la date et le lieu leur seront indiqués) où une entente s'établira au sujet de la correction.

3° Dans le cas où ils recevraient une sollicitation prouvant que le secret de l'anonymat n'a pas été gardé, signaler le fait au Directeur du Service central, afin qu'il puisse, par une enquête, déterminer s'il s'agit d'une indiscrétion proprement dite, ou d'un défaut d'organisation de l'anonymat et prendre les mesures nécessaires.

EPREUVES ORALES.

1° Arriver à l'heure exacte. Les arrivées tardives produisent sur le public des candidats et des parents la plus fâcheuse impression.

2° Toute note inférieure à 10 doit être précédée d'un zéro. *On est prié de ne pas se borner à une seule question avant de donner le zéro éliminatoire.*

3° Consulter le livret scolaire.

4° Vérifier l'identité des candidats. Les candidats qui n'ont pas de carte d'identité ne doivent pas être admis à subir les épreuves.

5° En vue de prévenir les plaintes des candidats et des familles, on devra s'abstenir de toute réflexion au sujet des études des candidats, des établissements auxquels ils appartiennent, des notes consignées sur les livrets scolaires, et veiller à ce que les questions posées figurent bien dans le programme dont un exemplaire est mis par le Service central à la disposition de chaque examinateur.

6° Il est rappelé à MM. les Professeurs que la présence aux délibérations de tous les membres du jury est indispensable pour que les opérations soient valables, aux épreuves orales comme aux épreuves écrites. L'oubli de cette formalité pourrait entraîner l'annulation de l'examen. MM. les Examinateurs sont instamment priés de ne pas partir avant la proclamation des résultats.

7° A la fin de chaque séance, les interrogateurs sont priés de remettre au président, qui les fera parvenir au Service central, les feuilles individuelles portant leurs notes et, s'il y a lieu, leurs observations.

N. B. — « Aux différentes épreuves écrites et orales des diverses séries des deux parties, après délibération du jury, la note zéro est éliminatoire. Aux épreuves écrites, cette décision doit être précédée d'une seconde lecture de la composition. » (Décret du 7 août 1927, art. 18.)

III. — Instructions relatives à la surveillance.

MM. les Professeurs surveillants sont priés de lire *avec attention* les instructions ci-après et de s'y conformer exactement :

1° Le professeur surveillant ne doit décacheter l'enveloppe contenant le sujet de composition que lorsque tous les candidats sont entrés dans la salle d'examen et qu'il a déclaré la séance ouverte.

2° Les candidats ne doivent entrer dans la salle d'examen qu'à l'appel de leur nom. Veiller à ce qu'ils occupent les places qui leur sont assignées. S'assurer qu'ils appartiennent bien à la série pour laquelle ils se présentent. *Vérifier leur identité au cours de l'épreuve.* Tout candidat qui ne pourrait pas justifier de son identité doit être exclu de la salle d'examen. Mention en sera faite sur le procès-verbal de la séance.

3° Un candidat retardataire ne pourra être admis à composer que si personne n'est sorti de la salle avant son arrivée. Il ne pourra remettre sa composition après l'heure réglementaire. De toute manière aucun candidat ne devra être admis à composer dix minutes après la dictée ou la remise des sujets de composition.

4° Avertir les candidats que ceux dont la tenue laisserait à désirer, soit aux abords, soit à l'intérieur de l'établissement où ont lieu les épreuves écrites ou orales, s'exposent à être exclus immédiatement de l'examen.

Instructions à donner aux candidats aussitôt après leur entrée dans la salle d'examen.

1° Les candidats doivent remettre à MM. les Professeurs surveillants les documents de toute nature en leur possession. Ils ne peuvent garder que le dictionnaire latin-français pour l'épreuve de version latine, le dictionnaire gréco-français pour l'épreuve de version grecque et la table de logarithme *sans formules* pour les épreuves de mathématiques et de physique. Les jeunes filles seront invitées à déposer leurs sacs à main. Tout candidat qui ne se conformerait pas à cette règle serait immédiatement expulsé et traduit devant le conseil de discipline de l'Université. Il en serait de même pour les candidats *communiquant entre eux*. Leur rappeler les dispositions — relatives à la discipline — qui figurent sur leur convocation. Les informer qu'aux précédentes sessions plusieurs candidats ont été traduits devant le Conseil de l'Université pour fraudes ou tentatives de fraudes et que des sanctions sévères (interdictions et exclusions à temps ou à toujours) ont été prononcées contre eux.

2° En vue de prévenir la communication des sujets à des personnes étrangères il est interdit à tout candidat, *même s'il ne compose pas*, de quitter la salle d'examen avant la fin de chaque séance. Les candidats qui seraient indisposés seront conduits à l'*infirmerie du lycée, centre d'examen*, ou, *s'ils composent à la Sorbonne, à l'infirmerie du lycée Saint-Louis* ou à celle du *lycée Louis-le-Grand jusqu'à la fin de la séance*. Après deux heures écoulées, ceux qui, continuant leur travail, auraient besoin de sortir, pourront y être autorisés, mais individuellement et toujours accompagnés et surveillés de près. Mention de l'heure de leur sortie et de leur rentrée sera indiquée sur leur composition.

3° Dès le début de la séance — avant la dictée ou la remise des sujets — les candidats devront remplir l'en-tête détachable de leur feuille blanche de composition. Ils auront soin de n'oublier aucune des indications demandées. Le Service central du baccalauréat assurera ensuite l'anonymat complet des copies par un numéro différent du numéro de table. Si une feuille blanche n'est pas suffisante pour composer et si une seconde est employée les candidats mettront les deux feuilles l'une dans l'autre. La seconde contiendra les mêmes indications que la première.

4° Prévenir les candidats qu'ils ont intérêt à ce que, pour chacune des épreuves écrites, leur écriture soit lisible et leur orthographe correcte. A la fin de la séance ils ne devront pas quitter la salle d'examen avant d'avoir remis leur copie. *Aucune réclamation ne sera accueillie au sujet de copies absentes qu'ils déclareraient avoir remises.*

Prière de les mettre en garde contre les « corrigés » qu'on distribue

à la sortie. Ces « corrigés » faits à la hâte, peuvent, en les induisant parfois en erreur, leur enlever le calme et la confiance dont ils ont besoin pour les épreuves ultérieures.

5° **LANGUES VIVANTES.** — L'usage de tout dictionnaire est interdit, sauf pour l'arabe. Pour la série B, la première partie de la séance (une heure et demie) sera toujours consacrée à l'épreuve de composition libre.

Il n'y aura entre les deux épreuves d'autre intervalle que celui qui sera nécessaire pour recueillir les copies de la composition libre et remettre les sujets de version et thème.

Les candidats désireux d'être interrogés sur des morceaux choisis de langues vivantes sont invités à apporter aux épreuves orales deux exemplaires du recueil étudié.

6° **PHILOSOPHIE.** — Prévenir les candidats, déjà bacheliers de mathématiques, qui se présentent au baccalauréat de Philosophie, qu'ils doivent faire la composition de sciences physiques comme celle de sciences naturelles. Pour ces deux épreuves, il ne doit pas — entre les deux compositions — y avoir d'autre intervalle que celui qui est nécessaire pour recueillir les copies de sciences physiques et dicter les sujets de sciences naturelles. C'est dire qu'il n'y a pas de récréation entre les deux épreuves.

7° Prévenir les candidats que les listes d'admissibilité ne seront pas affichées et qu'ils seront informés officiellement et directement du résultat de leurs épreuves écrites ainsi que de la date et du lieu des épreuves orales. Le Service central du baccalauréat décline toute responsabilité au sujet des listes publiées par la presse ou par tout autre moyen.

EPREUVES ÉCRITES. — *Les épreuves écrites doivent commencer à l'heure précise indiquée.* Après avoir décacheté l'enveloppe en présence des candidats, dicter ou remettre le sujet, *portes et fenêtres fermées*, et veiller à ce qu'il n'y ait aucune communication avec l'extérieur. L'entrée dans la salle d'examen est interdite à toute personne qui n'a pas été désignée pour y pénétrer. Le temps de la dictée du sujet (ou de la distribution) n'est pas compris dans la durée des épreuves. Après la dictée, faire circuler, s'il y a lieu, les textes-témoins dans la salle et les laisser à la disposition des candidats. Indiquer l'heure précise à laquelle les compositions devront être remises. S'abstenir de donner aucune indication relative aux sujets sauf pour redresser — s'il y a lieu — une erreur matérielle des textes. Si des difficultés se produisent au sujet de ces textes, en référer immédiatement à un professeur spécialiste, ou faire appeler par téléphone le Directeur du Service central du baccalauréat.

1° Veiller à ce que les textes non utilisés ne soient pas détournés de la salle d'examen et remis à des personnes étrangères. *Les appariteurs et agents ne doivent pas connaître ces textes.*

2° La surveillance doit être *rigoureuse et exclusive de toute autre occupation*. Il est arrivé parfois que des candidats aient pu copier des notes ou copier les uns sur les autres sans que les surveillants s'en fussent aperçus. Ce sont les correcteurs qui ont découvert la supercherie. Ces fautes ont entraîné des sanctions sévères. Il importe d'avertir les candidats et de prévenir le retour de pareils faits. *La légende ne doit pas s'établir qu'il est facile de frauder au baccalauréat.*

3° Certifier l'authenticité des compositions en apposant leur signature et la date de l'épreuve en marge de la page 1 des copies et des feuilles intercalaires. Exemple :

Judi 18 juin — matin

(Signature du professeur surveillant.)

Cette opération devra être effectuée dans la première demi-heure de chaque séance. Dans les salles où il y a plusieurs surveillants, ceux-ci auront à se répartir le travail.

4° Veiller à ce que le papier ne soit pas détourné et ne remettre une feuille supplémentaire (avec la date et la signature) que si le candidat montre que la première feuille est insuffisante.

5° Prévenir les candidats qu'ils auront à s'assurer que les copies remises portent en marge de la première page de chaque feuille, la date de l'épreuve et la signature d'un des Professeurs surveillants.

6° Les appariteurs et agents doivent se tenir constamment à la disposition de MM. les Surveillants et ils ne peuvent sortir de la salle d'examen que pour remplir les missions dont on les aura chargés. Quand ils sont autorisés à sortir, ils ne doivent emporter aucun document. *Ne pas les envoyer au Service central porter les livrets scolaires pendant les séances.* Ces livrets seront portés en même temps que les compositions après la séance.

7° Veiller à ce que l'ordre ne soit pas troublé, dans les derniers moments de la séance, par la sortie des candidats. Après avoir recueilli les copies, les classer dans l'ordre des numéros de table. Si des candidats sont défaillants il y aura lieu de les signaler au procès-verbal et de mettre, dans le paquet de copies, à leur place respective, des feuilles blanches de composition portant, sur l'en-tête, l'indication de chacun des numéros défaillants. *Joindre un texte à chaque paquet de copies.*

8° Si des fraudes ou d'autres incidents se produisent, en référer immédiatement — par un rapport spécial — au Directeur du Service central des examens du baccalauréat.

9° Au début de la première séance, chaque candidat doit remettre au professeur surveillant son livret scolaire et la quittance du versement des droits d'examen ou l'attestation en tenant lieu. Les candidats qui ne peuvent remettre ni la quittance ni l'attestation ne doivent pas être admis à composer.

IV. — Instructions contenues dans les lettres de convocation des candidats.

1° L'accès du local où ont lieu les épreuves est refusé à tout candidat qui arrivant en retard, se présente après la distribution des sujets de composition.

2° Le candidat ne sera admis à composer que sur la présentation, à l'entrée de la salle, de la quittance du versement des droits d'examen ou de l'attestation en tenant lieu.

3° Le candidat ne doit avoir, sous peine d'exclusion et de poursuites devant le Conseil de l'Université, aucune note manuscrite ou imprimée, aucun livre (sauf les dictionnaires autorisés et les tables de logarithmes sans formules), aucune communication avec le dehors.

Il est absolument interdit de sortir pendant la durée des compositions.

A la fin de la séance et avant de quitter la salle d'examen, chaque candidat doit remettre ses copies au professeur surveillant.

4° LIVRET SCOLAIRE. — Les candidats devront remettre leur livret scolaire, en même temps que la quittance, à la première composition écrite.

Le livret des candidats ajournés à l'écrit doit être retiré au Service central du Baccalauréat, par les intéressés, à la fin de la session.

Les candidats reçus ou ajournés à l'oral devront reprendre leur livret scolaire dans la salle d'examen après la proclamation des résultats.

Après cette proclamation, le Service central n'est plus responsable des livrets.

5° Les candidats qui auraient été convoqués par erreur pour un examen autre que celui pour lequel ils ont demandé à être inscrit, doivent aviser sans retard le Secrétariat du Service central.

6° Nul ne peut s'inscrire pour subir, dans la même session, les épreuves de plus de deux séries de la première partie du baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Ces deux inscriptions ne peuvent être prises que dans les Facultés d'une même Université.

7° Les candidats inscrits pour subir dans la même session, les épreuves de Philosophie et de Mathématiques, doivent fournir deux livrets scolaires distincts.

8° Les candidats admissibles à la session de juillet (mais ajournés à l'oral ou défaillants) devront, s'ils veulent subir les épreuves orales à la session d'octobre, se faire inscrire à nouveau et acquitter intégralement les droits d'examen.

N. B. — Le Conseil de l'Université, dans les sessions bisannuelles, a condamné à des peines diverses énumérées dans le décret et la loi ci-dessous plusieurs candidats au baccalauréat pour fraudes aux épreuves écrites.

1° Décret du 21 juillet 1897
relatif au régime scolaire et disciplinaire des Universités.

TITRE III. — De la discipline.

Art. 32. — L'action disciplinaire exercée contre les étudiants est indépendante de l'action des tribunaux.

Art. 33. — Relèvent de la juridiction du Conseil de l'Université :
1° Les étudiants immatriculés ou inscrits sur le registre d'une Faculté ou Ecole d'enseignement supérieur de l'Etat, tant que leur immatriculation est valable ou que leurs inscriptions ne sont pas périmées ;

2° Les candidats aux grades et titres de l'enseignement supérieur, ainsi que les candidats aux baccalauréats de l'enseignement secondaire, pour toute faute commise au cours ou à l'occasion d'un examen.

Art. 34. — Les peines de discipline sont :

1° La réprimande ;

2° L'interdiction de prendre des inscriptions et de subir des examens dans la Faculté ou Ecole pendant un an au plus (1) ;

3° L'exclusion de la Faculté ou Ecole pendant un an au plus (2) ;

4° L'exclusion de l'Université pendant deux ans au plus ;

5° L'exclusion à toujours de l'Université et, en outre, s'il y a lieu, l'exclusion temporaire de toutes les Facultés ou Ecoles, prévue au paragraphe 7 du présent article ;

6° L'interdiction de subir un ou plusieurs examens déterminés devant une Faculté ou Ecole pendant deux ans au plus ;

7° L'exclusion de toutes les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, publiques et libres, pendant deux ans au plus ;

8° L'exclusion à toujours de toutes les Facultés et Ecoles d'enseignement supérieur, publiques et libres.

L'exclusion entraîne l'incapacité de se faire immatriculer, de prendre des inscriptions et de subir des examens.

Lorsque l'exclusion temporaire ou l'exclusion perpétuelle prévues aux paragraphes 4 et 5 du présent article sont prononcées contre un étudiant d'une Ecole extérieure au siège d'une Université, elles sont limitées à cette Ecole.

Art. 41. — Tout examen entaché de fraude ou de tentative de fraude doit être déclaré nul.

En cas de flagrant délit, le candidat quitte la salle ; la nullité de l'examen est prononcée par le jury ; dans les autres cas, l'annulation est prononcée par le Conseil de l'Université.

La nullité ou l'annulation de l'examen peut être prononcée contre les complices de l'auteur principal de la fraude ou de la tentative de fraude.

L'auteur principal et ses complices sont déferés au Conseil de l'Université et peuvent être punis d'une des peines prévues aux paragraphes 6, 7 et 8 de l'article 34.

2° Loi du 23 décembre 1901
réprimant les fraudes dans les examens et concours publics.

Article premier. — Toute fraude commise dans les examens et concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme délivré par l'Etat constitue un délit.

Art. 2. — Quiconque se sera rendu coupable d'un délit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant l'examen ou le concours, à quelqu'une des parties intéressées, le texte ou le sujet de l'épreuve, ou bien en faisant usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extraits de naissance ou autres,

(1) Les recommandations auprès des Membres du Jury ou auprès du Service central sont interdites.

(2) Les candidats dont la tenue laisse à désirer, soit aux abords, soit à l'intérieur de l'établissement où ont lieu les épreuves, s'exposent à être exclus immédiatement de l'examen.

ou bien en substituant une tierce personne au véritable candidat, sera condamné à un emprisonnement d'un mois à trois ans et à une amende de 100 francs à 10.000 francs ou à l'une des peines seulement.

Art. 3. — Les mêmes peines seront prononcées contre les complices du délit.

Art. 4. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux frais prévus par la présente loi.

Art. 5. — L'action publique ne fait pas obstacle à l'action disciplinaire dans tous les cas où la loi a prévu cette dernière.

XIV. — LES PRÉROGATIVES DU BACCALAURÉAT

I. — Enseignement supérieur.

A. — *Inscription dans les Facultés.* — « Quelles que soient les séries inscrites sur le diplôme, le grade de bachelier est admis pour l'inscription dans les Facultés et Ecoles d'Enseignement supérieur *en vue des grades ou titres conférés par l'Etat* » (Décret du 7 août 1927, art. 22). En principe, le baccalauréat de l'enseignement secondaire est exigé à l'entrée de toutes les Facultés pour les études régulières. Des dispenses ou des équivalences peuvent être accordées, comme nous l'avons indiqué plus haut, dans des conditions fixées par décrets. Mais les dispenses et les équivalences ne valent, sauf nouvelle décision ministérielle ou rectorale, que pour le grade en vue duquel elles avaient été concédées. Et en aucun cas ni une dispense ni une équivalence ne confèrent la propriété du grade. Ainsi un étudiant étranger qui a obtenu l'équivalence du baccalauréat ne peut prendre le titre de bachelier.

B. — *Bourses nationales d'enseignement supérieur.* — FACULTÉ DE DROIT. — Des bourses de licence (première année) peuvent être accordées, pour un an, à des candidats ayant obtenu, soit la mention *Assez bien* à chacune des deux parties du baccalauréat de l'enseignement secondaire, soit la mention *passable* à la première partie et la mention *bien* à la deuxième partie. (Arrêté du 11 août 1930).

FACULTÉ DE MÉDECINE. — Des bourses de première année peuvent être accordées, pour un an, aux étudiants qui justifient de la note 75 à l'examen du certificat d'études P. C. B. et d'une mention *bien* et une *assez bien* aux deux parties du baccalauréat de l'enseignement secondaire, ou de la note 80 au même certificat et d'une mention *assez bien* à l'une des parties du baccalauréat. (Arrêté du 8 avril 1930.)

FACULTÉ DE PHARMACIE. — Des bourses de première année peuvent être accordées pour un an, aux étudiants qui justifient, soit de la mention *assez bien* à l'examen de validation du stage et d'une mention *bien* et une *assez bien* aux deux parties du baccalauréat de l'enseignement secondaire, soit de la mention *bien* à l'examen de validation de stage et d'une mention *assez bien* à l'une des parties du baccalauréat. (Arrêté du 8 avril 1930.)

FACULTÉ DES SCIENCES. — Des bourses de P. C. B. peuvent être accordées aux étudiants qui ont été admis au baccalauréat de l'enseignement secondaire et ont obtenu soit la mention *assez bien* à chacune des deux parties de cet examen, soit la mention *passable* à la première partie et la mention *bien* à la deuxième partie du baccalauréat. (Arrêté du 15 mai 1927.)

II. — Grandes écoles pour lesquelles le baccalauréat est exigé et ne donne pas de majoration de points.

Ecole normale supérieure :

Le baccalauréat complet est exigé.

Ecole normale supérieure de l'enseignement secondaire des jeunes filles :

Le baccalauréat complet ou le diplôme complémentaire d'enseignement secondaire des jeunes filles, ou le brevet supérieur.

Ecoles normales supérieures de l'enseignement primaire de Fontenay (F) et de Saint-Cloud (G) :

Le baccalauréat complet ou le brevet supérieur, ou le diplôme complémentaire d'enseignement secondaire de jeunes filles.

Ecole normale supérieure de l'enseignement technique :

Le baccalauréat complet ou le brevet supérieur ou le diplôme complémentaire d'enseignement secondaire de jeunes filles ou le brevet d'ingénieur des Ecoles d'Arts et Métiers ou du diplôme d'ancien élève des mêmes écoles, ou du diplôme de sortie d'une école supérieure de Commerce ou de titres reconnus équivalents.

Ecole normale d'éducation physique :

Le baccalauréat complet ou le diplôme complémentaire d'enseignement secondaire des jeunes filles, ou le brevet supérieur.

Ecole des Chartes :

Le baccalauréat complet est exigé.

Ecole nationale France d'Outre Mer :

Le baccalauréat complet est exigé.

Ecole du Service de santé de la Marine et des Colonies :

Le baccalauréat complet, le P. C. B. ou des inscriptions de médecine.

Ecole du Service de santé militaire :

Le baccalauréat complet, le P. C. B. ou des inscriptions de médecine.

Ecoles Dentaires :

Le baccalauréat complet est exigé ou remplacé par le brevet supérieur ou le diplôme complémentaire d'enseignement secondaire de jeunes filles.

Ecoles nationales vétérinaires :

Le baccalauréat complet ou le diplôme d'ingénieur agricole ou agronome.

Ecole française de Papeterie :

Le baccalauréat complet peut être remplacé par un examen d'équivalence.

Ecole nationale de céramique de Sèvres :

Le baccalauréat (1^{re} partie) ou un titre équivalent.

Navire Ecole « Jacques Cartier » :

Le baccalauréat (2^e partie Mathématiques).

Ecole professionnelle d'Assistance aux malades :

Le baccalauréat complet, ou le diplôme complémentaire d'enseignement secondaire des jeunes filles, ou le brevet supérieur.

III. — *Grandes Ecoles pour lesquelles le baccalauréat (1^{re} ou 2^e partie) est exigé et donne des majorations de points.*

Ecole Polytechnique :

Première partie exigée.

15 points de majoration pour la mention latin (1^{re} partie A ou A').

15 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

Ecole Navale :

Première partie exigée.

15 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

20 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Ecole spéciale Militaire de Saint-Cyr :

Première partie exigée.

50 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

50 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Ecole de l'Air :

Première partie exigée.

20 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

20 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Institut agronomique :

10 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

20 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Ecole Haut Enseignement Commercial pour Jeunes Filles :

Première partie exigée ou le diplôme complémentaire d'enseignement secondaire des jeunes filles ou le brevet supérieur.

10 points de majoration pour la deuxième partie.

IV. — *Grandes Ecoles pour lesquelles le baccalauréat (1^{re} ou 2^e partie) n'est pas exigé, mais donne des majorations de points*

Ecole Centrale :

- 50 points de majoration pour la première partie, série A.
- 30 points de majoration pour la première partie, série A'.
- 10 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.
- 20 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris :

- 25 points de majoration pour la première partie, série A.
- 10 points de majoration pour la première partie, série A'.
- 15 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne :

- 30 points de majoration pour la première partie, série A.
- 20 points de majoration pour la première partie, série A'.
- 20 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

Ecole nationale supérieure de l'Aéronautique :

- 10 points pour la première partie, mention latin A'.
- 10 points de majoration pour la première partie, mention grec A.
- 10 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

Ecoles nationales d'Agricultures :

- 8 points de majoration pour la première partie, toutes séries.
- 12 points de majoration pour la deuxième série Philosophie.
- 2 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Ecoles nationales d'Horticulture :

Les majoration accordées aux bacheliers sont annoncées au moment de l'ouverture du concours.

Ecole de Chimie appliquée de Lille :

Des majorations sont accordées au baccalauréat (série littéraire).

Ecole nationale des Industries Agricoles de Douai :

- 16 points de majoration pour la première partie (toutes séries).
- 10 points de majoration pour la deuxième partie, série Philosophie.
- 2 points de majoration pour la deuxième partie, Mathématiques.

Ecole coloniale d'Agriculture de Tunis :

- 8 points de majoration pour la première partie (toutes séries).
- 12 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

Ecole supérieure de Métallurgie et des Mines de Nancy :

- 20 points de majoration pour la première partie série A.
- 20 points de majoration pour la première partie, série A'.
- 10 points de majoration pour la première partie, série B.
- 20 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.
- 10 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Ecole centrale Lyonnaise :

- 20 points de majoration pour la première partie, série A.
- 30 points de majoration pour la première partie série A'.
- 10 points de majoration pour la première partie, série B.
- 30 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.
- 30 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Ecole des Hautes Etudes Commerciales :

- 14 points de majoration pour la deuxième partie, série B.
- 18 points de majoration pour la deuxième partie, série A ou A'.
- 8 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.
- 8 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques et Philosophie réunies.

Ecole supérieure de Commerce de Paris :

- 14 à 18 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.
- 8 points de majoration pour la deuxième partie Mathématiques.

Ecole d'ingénieurs mécaniciens de la Marine :

- 60 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

Ecoles des Officiers mécaniciens de l'armée de l'air :

- 10 points de majoration pour la première partie (toutes séries).
- 30 points de majoration pour la deuxième partie Philosophie.

V. — *Ecoles pour lesquelles le baccalauréat n'est pas exigé mais y donne accès sans concours.*

- Ecole nationale des langues orientales vivantes.
Ecole de préparation des professeurs français à l'étranger.
Ecoles supérieures de Commerce.
Ecole pratique coloniale du Havre.
Ecole spéciale de Mécanique et d'Electricité (entrée directe en 2^e année).
Ecole de radiotélégraphie.
Ecole spéciale de Sylviculture.
Institut d'enseignement commercial de Grenoble.
Ecole de Chimie appliquée à Lille (baccalauréat deuxième partie Mathématiques).
Institut chimique de Rouen (*id.*).
Institut chimique de Nancy (*id.*).
Institut Electrotechnique et de Mécanique appliquée de Nancy (*id.*).
Institut agricole de Nancy.
Institut polytechnique de l'Ouest à Nantes : section Elèves-Ingénieurs (baccalauréat deuxième partie Mathématiques).
Institut polytechnique de Bretagne à Rennes.
Institut agricole de Toulouse.
Institut de chimie de Toulouse (baccalauréat deuxième partie Mathématiques).
Institut Electrotechnique et de Mécanique appliquée de Toulouse (*id.*).
Ecole nationale technique de Strasbourg.
Ecole supérieure de filature et de tissage de Mulhouse.
Ecole supérieure de chimie de Mulhouse (baccalauréat deuxième partie Mathématiques).
Ecole d'Ingénieurs de Marseille (*id.*).
Institut technique de Normandie à Caen (*id.*).
Institut industriel du Nord de la France à Lille (*id.*).

VI. — *Lycées et Collèges.*

A. — Le grade de bachelier est exigé des candidats aux fonctions de surveillant d'internat et de répétiteur.

B. — L'admission aux épreuves écrites et orales de la première partie du baccalauréat tient lieu d'admission à l'examen des bourses d'enseignement secondaire.

C. — En principe, la première partie du baccalauréat n'est pas nécessaire pour qu'un élève de la classe de Première soit admis à entrer dans la classe de Philosophie ou dans la classe de Mathématiques. (Circulaire du 12 juin 1895, et Instructions du 6 octobre 1932.)

VII. — *Enseignement primaire.*

Les bacheliers peuvent être délégués dans les fonctions d'instituteur suppléant à défaut de candidats qualifiés pourvus du brevet supérieur. Le bachelier délégué dans ces fonctions peut être admis à subir les épreuves du certificat d'aptitude pédagogique pour être titularisé (lois du 3 août 1936 et du 30 décembre 1930).

VIII. — *Enseignement secondaire libre.*

Le grade de bachelier est exigé pour obtenir l'autorisation d'ouvrir et de diriger un établissement d'enseignement secondaire privé (Loi de 1850, art. 60).

IX. — *Principaux emplois administratifs accessibles aux bacheliers.*

- Commis des Contributions directes.
Contrôleur des Contributions directes.
Rédacteur au Ministère de la Guerre.
Commis d'ordre dans les Ministères.
Vérificateur adjoint des Poids et Mesures.
Rédacteur stagiaire au Ministère des Finances.
Rédacteur à l'Imprimerie nationale.
Rédacteur stagiaire à la Caisse des dépôts et consignations.

Surnuméraire des Contributions directes et de l'enregistrement.
Contrôleur stagiaire des douanes.
Stagiaire des Contributions indirectes.
Rédacteur dans les Manufactures de l'Etat et Contrôleur adjoint de la culture du tabac.
Contrôleur stagiaire des Contributions diverses en Algérie.
Contrôleur de 4^e classe de la Trésorerie en A. O. F.
Commissaire de Police ou Inspecteur spécial de la police des chemins de fer ou des postes en Algérie.
Surnuméraire des P. T. T.
Vérificateur stagiaire au Ministère du Travail.
Contrôleur stagiaire des services de la main-d'œuvre.
Inspecteur stagiaire des services départementaux des Assurances Sociales.
Rédacteur dans les Préfectures et sous-Préfectures.
Rédacteur dans les services du Contrôle civil au Maroc.
Rédacteur stagiaire à l'administration centrale de la Direction générale des Finances au Maroc.
Cadres principaux extérieurs de la Direction générale des Finances au Maroc.
Commis de deuxième classe des services civils en A. O. F.
Commis stagiaire des douanes en A. O. F.
Garde principal stagiaire des Forêts en Indochine.
Commis de troisième classe des Services civils à Madagascar.
Service local des domaines de la propriété foncière et du cadastre à Madagascar.
Service judiciaire local à Madagascar.
Commis stagiaire des Services civils en A. O. F.
Ingénieur des Travaux publics de l'Etat.
Adjoints techniques des Ponts et Chaussées.
Commis à la Banque de France et attachés à l'inspection des succursales.
Commis du Trésor.
Contrôleur adjoint des Douanes et Régies de l'Indochine.
Vérificateur adjoint des Douanes et Régies de l'Indochine.
Sténographe stagiaire du Sénat.
Commis de l'Assistance publique à Paris.
Adjoint stagiaire d'économat des lycées.
Agent comptable des écoles professionnelles des filles de la Ville de Paris (réservé aux femmes).
Attaché aux chemins de fer (le baccalauréat donne en général la possibilité de débiter, sans examen, à l'échelle 7, au lieu de l'échelle 5, l'échelle allant de 1 à 18).



II

PROGRAMMES DU BACCALAUREAT DE 1809 A NOS JOURS

I. — LES DÉBUTS DU BACCALAURÉAT (1809 à 1820).

Règlement du 19 Septembre 1809 sur l'enseignement dans les lycées.

1° EPREUVES ÉCRITES : Néant.

2° EPREUVES ORALES : d'après le programme suivant :

DU COURS D'ETUDES DES LYCEES.

Le professeur de rhétorique enseignera à ses élèves les règles de tous les genres d'écrire, leur en fera voir les plus beaux exemples dans les auteurs anciens et modernes, et les exercera à la composition en latin et en français. Ses leçons dureront 2 heures, et il en donnera 5 par semaine.

Il n'y aura qu'un seul professeur de mathématiques pour les classes de rhétorique et de mathématiques spéciales.

Ce professeur fera aux élèves de l'année en rhétorique, deux leçons d'une heure par semaine ; il leur montrera la trigonométrie plane, et les exercices à l'arpentage et au levé des plans.

Il fera aux élèves de l'année de mathématiques spéciales cinq leçons par semaine, dont deux de deux heures ; il terminera l'algèbre, montrera l'application de l'algèbre à la géométrie, les sections coniques et la statique.

Dans l'année de Philosophie, les élèves seront instruits, soit en latin, soit en français, sur les principes de la logique, de la métaphysique, de la morale, et sur l'histoire des opinions des philosophes ; le professeur leur donnera quatre leçons par semaine, de deux heures chacune, et les fera composer sur des matières philosophiques.

Le professeur de sciences physiques fera aussi aux élèves de mathématiques spéciales, un cours d'histoire naturelle élémentaire de deux leçons par semaine, où il fera connaître les substances les plus utiles ou les plus curieuses de la nature.

Le même professeur, dans un cours de même étendue, enseignera aux élèves de philosophie, les éléments de la physique et de la chimie.

Le professeur de mathématiques transcendantes fera aux élèves de philosophie, deux leçons par semaine, de deux heures chacune, sur l'optique et l'astronomie.

DES LIVRES CLASSIQUES.

Les leçons de tout genre se feront d'après des livres classiques ou élémentaires imprimés, suivant l'état annexé au présent règlement. Le Grand-Maitre se réserve d'en faire composer pour les genres d'études où l'on n'en possède pas encore de convenables.

Les professeurs annonceront, par un programme publié et affiché avant la rentrée des classes, ceux des ouvrages adoptés dont ils se proposent de faire usage pour les leçons de l'année.

TITRE PREMIER. — *Rhétorique.*

Quintilien, édition de Rollin. — *Cicéron, Orator.* — *Dialogues de Fénelon sur l'éloquence.* — *Tite-Live. — Excerpta e Tacito.* — *Discours de Cicéron. — Conciones e veteribus historicis excerptae. — Conciones poeticae.* — Noël, Laplace. — *Enéide.* — *Art poétique d'Horace. — Leçons latines de littérature et de morale*, Noël, Laplace. — *Iliade d'Homère. — Démosthène, Olynthiennes, Philippiques*, Discours pour la couronne. — *Discours grecs*, choisis de divers orateurs, par l'Abbé Auger. — *Oraisons funèbres*, de Bossuet et de Fléchier. — *Petit Carême*, de Massillon. — *Discours sur l'histoire universelle*, par Bossuet. — *Grandeur et décadence des Romains.* — Boileau, *Art Poétique.* — *Le Théâtre des lycées.* — *La Henriade.* — *Leçons françaises de littérature et de morale*, Noël, Laplace.

TITRE II. — *Mathématiques.*

EN RHÉTORIQUE. — *L'arithmétique et l'algèbre*, d'après les traités élémentaires de Bezout, Bossut, Marie ou Lacroix. — *La géométrie*, d'après les éléments de Lacroix ou de Legendre. — *L'arpentage*, d'après les méthodes exposées dans le traité de topographie de Puissant.

EN MATHÉMATIQUES SPÉCIALES. — Les compléments d'algèbre pourront être tirés de la résolution des équations numériques de Lagrange.

L'application de l'algèbre à la géométrie, et les sections coniques seront enseignées dans les ouvrages de Lacroix, ou dans le traité des courbes du second degré de Biot ;

Pour la statique, on suivra le traité de Monge ou celui de Poinçot ;

Pour l'astronomie, le traité élémentaire de Biot.

TITRE III. — *PHILOSOPHIE.*

Il n'existe aucun ouvrage qui ait paru au Conseil de l'Université pour pouvoir être proposé comme un traité méthodique, élémentaire et complet de toutes les parties de la philosophie ; il se borne, quant à présent, à recommander aux professeurs de se pénétrer de ce qu'il y a de meilleur dans les ouvrages suivants :

Parmi les anciens :

Les dialogues de Platon ; Les Analytiques d'Aristote ; Les traités philosophiques de Cicéron.

Parmi les modernes :

Le livre de Augustinis scientiarum, et le *Novum Organum* de Bacon ; *La méthode de Descartes, ses Méditations ; Le chapitre de Pascal sur la manière de prouver la vérité et de l'exposer aux hommes ; La logique de Port-Royal ; L'essai sur l'entendement humain*, de Locke ; *Les nouveaux essais sur l'entendement humain*, de Leibnitz, sa *Théodicée ; Recherche de la vérité*, par Malebranche, ses *Entretiens métaphysiques ; De l'existence de Dieu*, par Fénelon ; *De l'existence de Dieu*, par Clarke ; *La logique*, de Wolf ; *L'Introduction à la philosophie*, de s'Gravesande ; *Principes du droit naturel*, par Burlamaqui ; *Traité des systèmes, l'Art de penser, la Logique*, de Condillac ; *Lettre d'Euler à une princesse d'Allemagne ; Essai analytique sur les facultés de l'âme*, par Charles Bonnet.

TITRE IV. — *Sciences physiques.*

1° Pour l'histoire naturelle : *Eléments de Duméril, Tableau élémentaire des animaux*, de Cuvier ; *Genera Plantarum*, de Jussieu ; *Minéralogie*, de Brongniart ; *Le professeur pourra faire lire et extraire les ouvrages*, de Linnaeus, Buffon, Lacépède, Haüy, etc.

2° Pour la chimie : *La chimie*, de Lavoisier ; *Philosophie chimique* de Fourcroy ; *Statique chimique*, de Bertholet ; *Le professeur fera lire et extraire les ouvrages* de Fourcroy, de Thomson, etc...

3° Pour la physique : *La physique*, d'Haüy ; *La physique mécanique*, de Fischer, publiée par Biot.

Statut du 28 Septembre 1814 portant règlement sur les études des lycées et collèges.

LIVRES INDIQUÉS POUR LA CLASSE DE RHÉTORIQUE.

Français :

Oraisons funèbres de Bossuet ; *Choix d'oraisons funèbres* ; *Petit Carême*, de Massillon ; *Grandeur et décadence des Romains*, de Montesquieu ; *Pensées*, de Pascal ; *Caractères*, de La Bruyère ; *Siècle de Louis XIV* ; *Art poétique*, de Boileau ; *La Henriade*.

Latin :

Quintilien. Tacite. *Conciones e veteribus historicis excerptae*. Cicéron : *Orator*, in Verrem, pro Milone. Virgile, Horace. *Conciones poeticae*.

Grec :

Harangues choisies, de Démosthène, *Tragiques Grecs*. Homère. *Un livre* de Thucydide.

Mathématiques : Mêmes ouvrages qu'en 1809.

Histoire : Tableau chronologique de Hénault.

Il sera rédigé un traité élémentaire de rhétorique.

Dans la classe de philosophie, le professeur traitera, en quatre leçons par semaine, de la logique, de la métaphysique et de la morale, et terminera son cours par un abrégé de l'histoire de la philosophie, on l'enseignera conformément aux méthodes en usage dans l'ancienne Université de Paris.

Mathématiques. — Suite de l'algèbre, d'après les éléments d'Euler. Algèbre de M. Lacroix, avec le complément. La résolution des équations numériques de Lagrange. Application de l'algèbre à la géométrie, d'après le traité de M. Lacroix, ou de M. Poulet. Dellile. La statique, d'après les traités de M. Monge ou de M. Poinçot. Astronomie. Abrégé de M. Delambre, ou Traité élémentaire de M. Biot.

Physique. — Le traité de M. Haüy ou celui de Fischer.

Chimie. — La chimie de M. Thénard.

L'Université propose un prix de 4.000 francs à l'auteur du meilleur traité élémentaire, en un volume, sur l'un des objets suivants :

La géographie, l'histoire du moyen-âge, l'histoire de France, la rhétorique, la chimie, la physique.

L'auteur jouira en outre de la propriété de son ouvrage, qui sera indiqué pour l'usage des établissements de l'Université. Celle-ci publiera le programme de chacun de ces ouvrages, et les fera examiner par des juges instruits dans les matières.

II. — RÉGIME DE 1821.

Statut du 4 Septembre 1821 des collèges royaux.

1° EPREUVES ÉCRITES : Néant jusqu'en 1829. A partir de 1830 : Composition française ou traduction d'un passage d'un auteur classique. (Arrêté du 9 février 1830.)

2° EPREUVES ORALES : d'après le Statut du 4 septembre 1821, le règlement du 25 septembre 1825, et l'arrêté du 10 novembre 1829.

ENSEIGNEMENT DES LETTRES.

Classe de rhétorique.

Le professeur explique dans les classes du matin le *Conciones e veteribus historicis excerptae*, un choix des oraisons de Cicéron, et un choix des Harangues de Démosthène ; dans les classes du soir, un choix du *Conciones poeticae*, et un choix des poètes tragiques grecs.

Dans les premiers mois, le professeur enseigne les préceptes de l'éloquence et les règles de tous les genres d'écrire.

Il fait apprendre par cœur, aux élèves, des morceaux choisis d'orateurs et de poètes dramatiques français.

ENSEIGNEMENT DES SCIENCES.

Classe de Philosophie, première année.

L'enseignement de cette année comprend, 1° Les deux premières parties de la philosophie, savoir : la logique et la métaphysique ; 2° les mathématiques élémentaires, savoir : l'arithmétique complète, la géométrie, la trigonométrie rectiligne et les premières notions d'algèbre.

Toutes les matinées sont consacrées aux mathématiques, et toutes les après-dînées à la philosophie.

Classe de Philosophie, deuxième année.

L'enseignement comprend, 1° la dernière partie de la philosophie, savoir, le cours de morale et du droit de la nature et des gens, 2° la partie des mathématiques qui comprend la statique, les éléments de l'algèbre et l'application de l'algèbre à la géométrie ; 3° les sciences physiques, savoir : la physique proprement dite, la chimie et les éléments de l'astronomie physique.

Règlement du 25 Septembre 1821 concernant les connaissances que doivent avoir acquises les élèves qui, se destinant à la profession de Médecin, se présenteront aux examens pour le grade de Bachelier ès sciences.

Article premier. — Les aspirants au baccalauréat seront admis à des examens différents, selon qu'ils se proposeront d'enseigner les sciences mathématiques, ou de se livrer aux sciences naturelles et à la médecine. Il en sera fait mention expresse sur leurs certificats de capacité et sur leurs diplômes.

Art. 2. — L'examen des aspirants qui se destineront aux sciences mathématiques demeurera tel qu'il est réglé par le statut du 16 février 1810.

Art. 3. — L'examen des aspirants qui se destineront à la médecine, aura pour objet,

Savoir :

1° En mathématiques, l'arithmétique, la géométrie élémentaire, la trigonométrie rectiligne et les premières notions d'algèbre, qui composent la première année du cours de philosophie des collèges royaux ;

2° En physique, la connaissance des procédés généraux d'observation communs à toutes les sciences expérimentales, et quelques parties spéciales, indiquées au programme ci-joint, n° 1 ;

3° En chimie, les notions générales et particulières de la chimie, programme n° 2 ;

4° En zoologie, les différences anatomiques des principales divisions du règne animal, et la marche à suivre pour reconnaître un animal mis sous les yeux ;

5° En botanique, les principaux organes de la fructification, les méthodes de Tournefort, de Linnaeus et de Jussieu, et les caractères essentiels des familles naturelles qui renferment un grand nombre de plantes officinales.

6° En minéralogie, les principaux caractères qui distinguent les minéraux des êtres organiques, les bases de la distribution méthodique des espèces minérales, et l'application de ces principes à des minéraux choisis parmi ceux que l'on emploie en médecine, conformément au programme n° 3.

I. — PHYSIQUE.

1° La connaissance des procédés généraux d'observation communs à toutes les sciences expérimentales, comprenant : la balance et la manière de s'en servir ; le baromètre ; le thermomètre ; le ressort de l'air et des gaz, la machine pneumatique ; les dilatations des corps solides, liquides, aériformes ; les lois générales de la vaporisation, de l'hydro-

métrie, et en général des phénomènes qui accompagnent les changements d'états des corps par la chaleur ; les procédés à l'aide desquels on détermine les pesanteurs spécifiques des corps ; les phénomènes capillaires.

2° *Parties spéciales de la physique :*

Dans l'acoustique, les lois de la formation et de la propagation du son, soit dans un milieu indéfini, soit dans des tuyaux, avec leur application aux organes de l'ouïe et de la voix ;

Dans l'électricité, notions élémentaires sur l'électricité et le galvanisme ;

Dans l'optique, les lois générales du mouvement de la lumière, de sa réflexion et de sa réfraction dans les corps non cristallisés. Théorie des miroirs, des lunettes et des microscopes. Application à la construction de l'organe de la vue.

II. — CHIMIE.

Notions générales sur les forces qui concourent à la production des phénomènes chimiques. — Phénomènes chimiques considérés comme sources de chaleur et de froid. — Extraction, propriétés et caractéristiques de l'oxygène, de l'hydrogène, du carbone, du bore, du phosphore, de l'azote, du soufre, de l'iode, du chlore. — Analyse de l'air. — Théorie générale de la combustion. — Propriétés des gaz hydrogène carboné, phosphoré ; du cyanogène, de l'ammoniaque ; de l'eau, de l'eau oxygénée, de l'oxyde de carbone, du protoxyde et du deutoxyde d'azote ; des acides carbonique, borique, phosphorique, phosphoreux, sulfurique, sulfureux, hyposulfurique, hyposulfureux, nitrique, nitreux, chlorique, hydrochlorique, hydro-cyanique, arsenique, arsénieux. — Extraction et propriétés principales du potassium, du manganèse, du fer, du zinc, de l'étain, de l'antimoine, du cuivre, du plomb, du mercure, de l'argent, de l'or et du platine ; de la potasse, de la soude, de la barite, de la chaux, de la magnésie, de l'alumine, de la silice et de tous les oxydes des métaux précédents. — Lois de composition des sels. — Leur décomposition réciproque. — Action de la pile voltaïque sur les combinaisons chimiques en général.

CARACTÈRES GÉNÉRIQUES DES	PROPRIÉTÉS DES ESPÈCES A BASE DE
Carbonates	Potasse, soude.
Sous-carbonates	Potasse, soude, chaux, magnésie, fer, cuivre, plomb.
Borates	Soude.
Phosphates	Chaux et ses variétés, soude, fer, plomb ; mercure, argent.
Sulfates.	Potasse, soude, barite, chaux, magnésie, alumine, manganèse, zinc, cuivre, plomb, mercure, argent, alun.
Sulfites	Potasse, chaux.
Nitrates	Potasse, barite, chaux, magnésie, cuivre, plomb, mercure, argent.
Nitrites	Potasse.
Chlorates	Potasse, barite.
Chlorures	Potasse, soude, barite, chaux, magnésie, silice, fer, étain, antimoine, plomb, mercure, argent, or, platine.
Sulfures	Potasse, soude, chaux, magnésie, fer, antimoine, cuivre, plomb, mercure, argent.
Cyanures	Potasse, hydro-cyanate de fer et de potasse.
Arséniates, arsénites ..	Potasse.
Sels ammoniacaux	Carbonate, sous-carbonate, phosphate, phosphate de soude et d'ammoniaque, ammoniac-magnésien, sulfate, nitrate, hydro-chlorate, hydro-sulfate.

Composition des substances végétales.

Méthode générale d'analyse, applicable à ces substances.
Phénomènes chimiques qui accompagnent la germination.
Influence des agents extérieurs sur la végétation.

PRÉPARATIONS ET PROPRIÉTÉS DES ACIDES	CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES	PROPRIÉTÉS DES ESPÈCES A BASE DE
Acétique.	Acétates.	Potasse, ammoniacque, barite, chaux, fer, cuivre, plomb.
Oxalique.	Oxalates.	Potasse, chaux, fer, plomb.
Citrique.	Citrates.	
Tartrique.	Tartrates doubles.	Potasse et soude, ou chaux, ou fer, ou antimoine.
Gallique.	Gallates.	Potasse, barite, fer.
Benzoïque.	Benzoates.	Potasse, soude, chaux,
Succinique.	Succinales.	Potasse, fer.

Principe astringent :

Des alcalis végétaux : Morphine, strychnine, brucine, delphine, véraltrine.

Des substances neutres : Du sucre, de l'amidon, des gommes, du ligneux.

Des substances inflammables : Des huiles fixes, leur décomposition par les alcalis. Le savon.

Des huiles essentielles, des résines, de la cire, du camphre, du caoutchouc.

Des substances azotées : Albumine végétale, gluten, ferment. La fermentation alcoolique.

Extraction et propriétés de l'alcool. Des éthers sulfureux, nitreux, hydro-chlorique, acétique. Phénomènes de la fermentation acide, pa-naire, putride.

Moyens de conserver les substances organiques.

Caractères distinctifs des substances animales.

Méthodes générales pour leur analyse.

Substances acides. Acide urique, lactique.

Substances neutres. Gélatine, albumine, fibrine, osmazôme, mucus, caseum, urée, picromes, sucre de lait.

Substances inflammables. Matières grasses, composition naturelle, altération par alcalis.

Composition et analyse de la salive, du chyle, du sang, du lait, de la bile, des calculs biliaires, de l'urine, de la substance nerveuse et des os.

Phénomènes chimiques de la respiration. Application de la connaissance de ces phénomènes à la théorie de la chaleur animale.

On exigera que les candidats énoncent les expériences qu'il faudrait tenter pour reconnaître ces diverses substances et les résultats qu'elles devraient offrir pour mettre en état de prononcer, avec certitude, sur la nature d'un corps donné.

III. — MINÉRALOGIE.

Exposer les principaux caractères qui distinguent les minéraux des êtres organiques.

Considérations générales sur lesquelles est basée la distribution des espèces minérales.

Exposer la notion de l'espèce minéralogique.

Faire l'application des principes précédents à des minéraux choisis parmi ceux employés en médecine et indiquer les substances naturelles analogues à celles que l'on obtient immédiatement par les procédés chimiques.

1° Matières sur lesquelles seront interrogés les aspirants au grade de bachelier ès sciences mathématiques et physiques.

(Arrêté du 10 Novembre 1829.)

Article premier. — Les candidats au grade de bachelier ès sciences seront admis à des examens différents, selon la carrière qu'ils se proposent d'embrasser.

Il en sera fait mention expresse sur les certificats d'aptitude et sur les diplômes.

Art. 2. — L'examen des aspirants au baccalauréat ès sciences mathématiques aura pour objet :

1° L'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, l'algèbre et son application à la géométrie ;

2° Les éléments des sciences physiques tels qu'ils sont enseignés dans les collèges royaux.

Art. 3. — Les candidats au baccalauréat ès sciences physiques devront répondre :

1° Sur les mathématiques élémentaires qui entrent dans le cours de première année de philosophie ;

2° Sur les éléments de la physique, de la chimie et des trois branches de l'histoire naturelle suivant les programmes adoptés pour les collèges royaux.

Art. 4. — Les aspirants à l'agrégation de philosophie seront libres de prendre l'un ou l'autre des deux baccalauréats.

Art. 5. — Il n'est rien innové, quant à présent, en ce qui concerne les aspirants au doctorat en médecine.

2° Catalogue d'ouvrages adoptés pour l'enseignement en rhétorique.

Année 1834-1835.

Classes du matin.

Novum Testamentum graecum (actes des apôtres). — Traité de rhétorique (un de ceux dont l'usage est autorisé par l'Université). — *Conciones (ex latinis scriptoribus excerptae)*. — Cicéron (*discours, et Brutus seu de claris oratoribus*). — Tacite. — *Démosthène* (*Discours de la couronne*). — *Conciones graecae*. — *Oraisons funèbres* de Bossuet et de Fléchier. — *Caractères* de La Bruyère.

Classes du soir.

Horace. — Virgile. — Lucain (édition abrégée de M. Naudet). — Homère. — Pindare. — Une tragédie de Sophocle ou d'Euripide. — Théâtre classique (*Athalie, Esther, Polyeucte, Le Misanthrope*).

Programme de sciences physiques et naturelles pour le Baccalauréat ès sciences mathématiques et le Baccalauréat ès sciences physiques.

Arrêté du 3 Février 1837.

PHYSIQUE.

Propriétés générales des corps.

1. — Étendue. Impénétrabilité. Porosité. Divisibilité. Corps solides, liquides, gazeux.

2. — Inertie. Mobilité. Forces. Composition des forces. Considérations générales sur l'équilibre et le mouvement. Mouvement uniforme. Vitesse. Mouvement uniformément varié. Vitesse. Mouvement relatif. Mouvement absolu. Quantités de mouvements. Communication du mouvement entre des masses non élastiques.

Pesanteur.

3. — Direction de la pesanteur. Lois de la chute des corps démontrée par le plan incliné et par la machine d'Atwood.

4. — Poids. Centre de Gravité. Définition de la masse et de la densité. Balances.

5. — Mouvement de rotation. Expériences sur la force centrifuge.

6. — Lois des oscillations du pendule. Application du pendule à la détermination de l'intensité de la pesanteur et de la figure de la terre.

Hydrostatique.

7. — Principe d'égalité de pression. Conditions d'équilibre des liquides. Pressions verticales et latérales. Equilibre des liquides homogènes ou hétérogènes dans les vases communicants. Presse hydraulique. Superposition de plusieurs liquides de densités différentes.

8. — Principe d'Archimède démontré par le raisonnement et par l'expérience. Détermination des densités des corps solides et liquides. Aéromètres à volumes constants et à poids constants. Usage des tables de pesanteurs spécifiques.

9. — Fluides élastiques. Pesanteur de l'air démontrée par l'expérience. Baromètre. Loi de Mariotte. Manomètres. Machine pneumatique. Machine de compression. Fusil à vent. Fontaines de compression. Application du principe d'Archimède aux fluides élastiques.

10. — Énoncé du théorème de Toricelli sur l'écoulement des liquides ; moyen de le vérifier par expérience, en ayant égard à la contraction de la veine. Vase de Mariotte. Siphon. Siphon intermittent. Fontaine intermittente. Pompes aspirantes et foulantes.

Chaleur.

11. — Dilatation des corps par la chaleur. Construction des thermomètres. Mesure des dilatations des solides, des liquides et des gaz. Détermination de la densité des gaz.

12. — Chaleur rayonnante. Sa réflexion. Sa transmission au travers de différents corps. Pouvoirs émissifs, absorbants et réfléchissants. Equilibre mobile de la température. Réflexion apparente du froid.

13. — Conductibilité des corps pour la chaleur.

14. — Passage de l'état solide à l'état liquide, et passage inverse de l'état liquide à l'état solide. Chaleur latente. Mélanges réfrigérants.

15. — Détermination des capacités par la méthode des mélanges et par la fusion de la glace.

16. — Passage de l'état liquide à l'état de vapeur. Formation des vapeurs dans le vide. Maximum de leur force élastique. Mesure de la force élastique maximum à diverses températures. Ébullition, chaleur latente. Condensation. Idée des principes sur lesquels repose la construction des machines à vapeur.

17. — Dans le mélange des vapeurs avec les gaz, les forces élastiques s'ajoutent. Hygrométrie. Sources de chaleur et de froid.

Électricité.

18. — Développement de l'électricité par le frottement. Corps conducteurs et non conducteurs. Expériences sur lesquelles est fondée l'hypothèse de l'électricité sur les corps conducteurs. Pouvoir des pointes.

21. — Électricités dissimulées. Condensateurs. Bouteilles de Leyde. Batteries électriques.

Galvanisme.

22. — Développement de l'électricité par le contact. Principes sur lesquels repose la construction de la pile voltaïque. Modification de cet appareil. Effets qu'il produit.

Magnétisme.

23. — Attraction qui s'exerce entre l'aimant et le fer. Expériences par lesquelles on reconnaît qu'il y a toujours au moins deux pôles dans un aimant. Expériences sur lesquelles est fondée l'hypothèse de deux fluides magnétiques.

24. — Définir la déclinaison et l'inclinaison, et donner une idée des boussoles de déclinaison et d'inclinaison.

25. — Procédés d'aimantation.

Electro-magnétisme.

26. — Expériences qui constatent l'action des courants sur les aimants, et l'action des courants sur les courants.

27. — Construction et usage du multiplicateur.

28. — Moyens de produire les courants thermo-électriques. Description du thermo-multiplicateur.

Actions moléculaires.

29. — Capillarité. Ascension ou dépression des liquides dans les tubes capillaires, et autres effets de la capillarité.

30. — Elasticité. Compressibilité des liquides. Compressibilité des solides. Elasticité de tension et de torsion. Ténacité.

Acoustique.

31. — De la production du son et de sa vitesse de transmission dans l'air atmosphérique.

32. — Lois des vibrations des cordes. Evaluation numérique des sons. Sons graves et aigus.

Optique.

33. — Propagation de la lumière dans un milieu homogène. Moyen de déterminer le temps qu'elle met pour venir du soleil à la terre.

34. — Réflexion. Lois de la réflexion. Effets des miroirs plans et miroirs sphériques, concaves et convexes.

35. — Réfraction. Lois de la réfraction. Effet des prismes, considérés par rapport à la déviation seulement. Effets des lentilles concaves et convexes.

36. — Décomposition et recomposition de la lumière.

37. — Structure de l'œil et vision.

38. — Donner une idée des instruments d'optique les plus simples, tels que : la chambre claire ; la chambre noire ; la loupe ; le microscope simple ; le microscope ordinaire ; la lunette de Galilée ; la lunette astronomique ; les télescopes.

Météorologie.

39. — Moyenne hauteur annuelle du baromètre en différents lieux. Limite des oscillations extrêmes. Variations horaires à diverses latitudes.

40. — Températures moyennes annuelles à la surface du sol à diverses latitudes. Climats tempérés. Climats excessifs. Températures à diverses profondeurs.

41. — Quantité de pluie à diverses hauteurs et en divers lieux. Formation de la rosée, de la gelée blanche, du verglas, etc.

42. — Electricité atmosphérique. Effets de la foudre. Construction des paratonnerres.

CHIMIE.

1. — Considérations générales sur la nature des corps et sur la force qui unit leurs parties constituantes.

2. — Nomenclature chimique, ordre d'après lequel les corps doivent être étudiés.

Dans l'étude des corps, s'attacher à leurs principales propriétés physiques, à leurs propriétés chimiques caractéristiques, à leur préparation et à leur composition ; ne pas négliger toutefois de parler de leur état naturel et de leurs principaux usages.

3. — Notions sur la chaleur et l'électricité (celles qui sont nécessaires pour l'intelligence des phénomènes chimiques).

4. — Lois suivant lesquelles les corps se combinent, nombres proportionnels.

Corps simples non métalliques.

5. — Oxygène, définition et cause de la combustion, flamme.

6. — Hydrogène, carbone, phosphore.

7. — Soufre, chlore, azote.

8. — Air atmosphérique.

Composés combustibles non métalliques.

9. — Hydrogène proto et bicarboné, hydrogène phosphoré.

Des oxydes et acides non métalliques.

10. — De l'eau.

11. — De l'oxyde de carbone, de l'acide carbonique, de l'oxyde de phosphore, et des acides hypophosphorique et phosphorique.

12. — Des acides sulfureux et sulfurique.

13. — Des oxydes d'azote et des acides azoteux et azotique.

14. — Des acides chlorhydrique, fluorhydrique, sulfhydrique.

Des métaux.

15 et 16. — Etude générale. Classification des métaux ; leurs pro-

priétés physiques, action qu'exercent sur eux la chaleur, l'électricité, le fluide magnétique, l'oxygène, l'air, les corps combustibles (carbone, phosphore, soufre, chlore), l'eau, les acides sulfurique, azotique, chlorhydrique.

Notions sur l'état naturel des métaux et la préparation des plus importants : étain, fer, cuivre, plomb, mercure, argent, or et platine.

Des alliages.

17. — Etude générale. Insister sur la dureté que prennent les métaux en s'alliant, sur la décomposition des alliages par la chaleur, lorsqu'ils sont formés de métaux fixes et de métaux volatils, ou de métaux dont les degrés de fusion sont très différents, sur les phénomènes que présentent les alliages dans leur contact avec l'air à une température élevée, enfin sur la propriété que possèdent les métaux de s'unir en toutes proportions. Indiquer ensuite la composition ou la nature des amalgames, du bronze, du métal des cloches, du tantam, de l'étamage, du fer-blanc, du moiré, de la soudure des plombiers, des caractères d'imprimerie, du cuivre jaune, des monnaies d'argent, d'or, de billon, de l'alliage dans l'eau bouillante.

Des oxydes métalliques.

18, 19 et 20. — Etude générale. Classification. Principales propriétés physiques des oxydes : action qu'exercent sur eux la chaleur, l'électricité, le fluide magnétique, l'hydrogène, le carbone, le chlore, le potassium, l'eau, les acides.

Rappeler les lois de leur composition, donner une idée de la préparation de la plupart des oxydes, en faisant voir comment on peut se les procurer, soit en combinant le métal à l'oxygène, soit en les extrayant des sels par les bases, ou des azotates ou des carbonates par la chaleur.

Etude particulière. Potasse, soude, baryte, chaux, magnésie, alumine, ammoniacque.

Des sels.

21 et 22. — Etude générale. Nature des sels ; leur division en familles, genres et espèces. Propriétés qu'ont les oxydes de s'unir en diverses proportions avec le même acide. Lois auxquelles les sels sont soumis dans leur composition, conséquences importantes qu'on en tire pour l'analyse.

Action de l'eau, de la glace sur les sels. Froids artificiels.

Action hygrométrique de l'air, sels efflorescents, déliquescents.

Action du feu et de la pile sur les sels, précipitation des métaux des dissolutions salines par d'autres métaux. Prouver ainsi que dans les sels de même genre et au même état de saturation, les quantités d'acides sont proportionnelles à la quantité d'oxygène des oxydes. Faire voir que les bases et les acides tendent à décomposer les sels, savoir : les bases, en s'emparant des acides, et les acides en s'emparant des bases des sels, citer les bases et les acides les plus énergiques.

Décomposition réciproque de deux sels solubles qui peuvent former un sel soluble et un sel insoluble.

Citer les principaux sels doubles.

23. — Caractères génériques des carbonates, carbonate de chaux, carbonate de potasse, potasse du commerce, carbonate de soude, soude du commerce, carbonate d'ammoniacque.

24 et 25. — Caractères génériques des phosphates, phosphate de chaux, phosphate d'ammoniacque ; s'en servir pour rendre incombustibles les tissus les plus inflammables.

Caractères génériques des sulfates, sulfates de chaux, de soude, de magnésie, alun, sulfates de fer, de cuivre.

26. — Caractères génériques des azotates, azotate de potasse, poudre.

Caractères génériques des chlorates, chlorate de potasse, poudres fulminantes.

27 et 28. — Caractères génériques des chlorures, chlorures de sodium, de baryum, bichlorure d'étain, protochlorure d'antimoine, chlorures de mercure, d'or, de platine, chlorure de cobalt, encres sympathiques.

29. — Chlorhydrate d'ammoniacque, silicates, verres, poteries, mortiers et mastics, pierres précieuses.

30 et 31. — Généralités sur les matières végétales et animales.

ZOOLOGIE.

Questions générales.

Définition générale des corps organisés animaux, par comparaison avec les corps organisés végétaux, et avec les corps inorganisés, en ayant successivement égard :

- 1° A la composition chimique ou moléculaire ;
- 2° A la structure anatomique ou textulaire ;
- 3° A la forme considérée d'une manière générale, et aux limites dont elle est susceptible ;
- 4° A l'origine, à la formation ou naissance ;
- 5° Au mode d'accroissement, par suite de la nutrition ;
- 6° Au mode de destruction, de décomposition, par suite de la mort.

Définition de ce que l'on entend par *caractères* en général et par caractères naturels, artificiels, positifs, négatifs, et par subordination de caractères, pour parvenir à la conception et à l'établissement d'une disposition méthodique des animaux.

Exposition des principes des différentes sortes de distribution méthodique des animaux, connues sous le nom de systèmes, de méthode systématique, dichotomique, de méthode naturelle, et, par suite de ce qu'en entend, ou doit entendre par individu, variété, genre, famille, ordre, classe, embranchement, type et règne.

Donner la définition et les principes de la nomenclature, appliquée à la dénomination et à la classification méthodique des animaux.

Donner une idée générale de ce que l'on entend par distribution géographique des animaux à la surface de la terre, ou de la géographie zoologique.

Questions spéciales.

Quelles sont les différences principales que présentent les animaux considérés sous le rapport de la forme générale et du volume ?

Quels sont les éléments anatomiques qui entrent dans la composition des animaux, et qu'entend-on par solides, liquides, produits ? Qu'est-ce qu'une fibre, un tissu ? Combien distingue-t-on de tissus dans les animaux, et dans quel ordre doivent-ils être classés ?

Qu'est-ce qu'un parenchyme ?

Qu'est-ce qu'un organe ?

Qu'est-ce qu'un appareil ?

Quels sont les principaux appareils qui constituent la machine animale et quelles sont les fonctions qu'ils exécutent ?

Qu'entend-on par fonctions et appareils de la vie animale et de la vie organique ? Donner un exemple en définissant comparativement ce que c'est que l'absorption, l'exhalation, la sécrétion, la sensation, la locomotion.

Donner l'analyse de quelques-uns des appareils et de leurs fonctions comme celui de la vision et de l'audition dans le système sensorial, de la production de la voix, de la marche, du vol, de la natation dans le système locomoteur, de la digestion, de la respiration, de la circulation dans le grand appareil de la nutrition.

Qu'entend-on par série ou échelle animale ?

Analyser les principaux systèmes de zoologie et les principes sur lesquels ils reposent.

Faire connaître les principales différences extérieures et intérieures qui distinguent les grandes divisions du règne animal, mammifères, oiseaux, reptiles, amphibiens, poissons, insectes, mollusques, zoophytes, et les principes de distribution systématique des espèces qu'elles renferment.

Donner enfin quelques exemples de l'emploi de la méthode naturelle appliquée à la distribution géographique des animaux et à l'économie domestique.

ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE VÉGÉTALES. BOTANIQUE.

Qu'est-ce que le végétal ? Qu'a-t-il de commun avec l'animal et le minéral ? En quoi diffère-t-il de l'un et de l'autre ?

Nommer, définir, décrire, selon l'ordre de leur apparition, les organes simples ou composés de la végétation et de la reproduction.

Ce qu'on entend par ces mots : tissu végétal. Faire connaître la forme primitive de ce tissu et les principales modifications que souvent il éprouve en vieillissant.

Comment, dans la généralité des espèces, il existe un certain accord plus ou moins sensible, entre la répartition des diverses modifications du tissu, et les trois grandes divisions admises par tous les phytologistes, de végétaux acotylédonés, monocotylédonés et dicotylédonés, de sorte que, pour l'ordinaire, on peut reconnaître à laquelle des trois divisions appartient une espèce, par la seule inspection de sa structure interne.

Dire ce qu'on sait touchant les principaux phénomènes de la vie végétale, tels que l'absorption, la transpiration, la respiration, le mouvement et l'élaboration des fluides, la nutrition, l'accroissement de parties anciennes, l'apparition de parties nouvelles, la formation des ovules avec ou sans le concours de la fécondation, la gestation durant laquelle l'ovule fécondé passe à l'état de graine, la germination, la tendance des racines vers le centre de la terre et des tiges vers le ciel, les maladies, la mort, etc.

Décrire les mouvements particuliers qui se manifestent à l'extérieur dans plusieurs organes, et discuter les hypothèses par lesquelles on a essayé de les expliquer.

Montrer la parfaite convenance de certaines dispositions organiques pour l'accomplissement des phénomènes de l'absorption, de la transpiration, etc., et indiquer, autant que le permettent les progrès de la science, l'influence qu'exercent sur ces phénomènes les agents extérieurs pondérables ou impondérables.

Que doit-on entendre par ces mots : Caractères botaniques ? D'après quelles données est-on convenu de mesurer l'importance relative de ces caractères, et par conséquent, de les subordonner les uns aux autres. Appréciation des résultats plus ou moins satisfaisants obtenus par ce procédé.

Définir d'après les auteurs les plus accrédités, l'individu, l'espèce, la variété, le genre, la famille, et mettre en lumière, à l'aide de quelques exemples bien choisis, ce qu'il a de positif ou d'hypothétique dans les définitions.

Qu'est-ce que les classifications botaniques, dites méthodes ou systèmes, considérées sous le point de vue le plus général ?

Dans l'état actuel de la phytologie, peut-on, comme on le fait souvent en zoologie, démontrer la nécessité de la co-existence des principaux caractères employés comme base des méthodes ?

Donner l'analyse des Méthodes de Tournefort, de Linné, de Jussieu, et en montrer l'utilité pratique.

Indiquer sommairement la distribution des races végétales à la surface du globe, et les principales causes qui président à cet arrangement.

Enfin, donner des notions générales sur l'emploi des végétaux pour les besoins et les jouissances de l'espèce humaine.

MINÉRALOGIE.

Quelles sont les différences végétales qu'on observe entre les corps bruts et les corps organisés.

Quelles sont les formes essentielles des corps bruts ?

Quelles sont les différences principales des six groupes auxquels on peut rapporter toutes les formes cristallines ?

Qu'entend-on par clivage et structure régulière ?

En quoi consistent les structures irrégulières ?

Quelles sont les autres propriétés physiques que présentent les minéraux ?

De combien de manières les corps bruts peuvent-ils différer les uns des autres sous le rapport des mêmes éléments ?

L'analyse seule suffit-elle toujours pour établir clairement la différence que les corps présentent ?

Lorsqu'elle ne suffit pas, comment y supplée-t-on ?

Quels sont les degrés relatifs d'importance qu'on peut attribuer aux diverses propriétés des minéraux ?

Quelles sont celles de ces propriétés qu'on peut plus particulièrement employer comme caractères ?

Définition de l'espèce minérale.

Que doit-on entendre par genre en minéralogie ?

Peut-on former quelques autres groupes naturels de minéraux ?

Quels sont les principaux minéraux qui composent les formations cristallines du globe, et ceux qui se trouvent dans les formations sédimentaires ?

Quelles sont les principales applications des minéraux aux besoins de la société ?

GÉOLOGIE.

Quelle est la forme de la terre ?

Quelles conséquences générales peut-on tirer du degré d'aplatissement de la terre à ses pôles ?

Quelle est, à peu près, l'épaisseur de la partie extérieure connue du globe terrestre relativement au diamètre de celui-ci ?

Qu'entend-on par roche, dépôt, stratification, superposition, par fossiles, formation, terrain, sol ?

En comparant les roches aux produits actuellement formés par les eaux et par les volcans, peut-on les distinguer en roches de formation aqueuse et roches de formation ignée ?

Quels sont les caractères particuliers de ces deux modes de formation ?

Comment reconnaît-on l'âge relatif des divers dépôts formés par les eaux ?

Les mêmes moyens peuvent-ils servir pour classer dans l'ordre de leur ancienneté les dépôts d'origine ignée ?

Donner une idée de la composition et de la structure du terrain qui renferme la houille.

Indiquer les principales conditions de composition et de structure du sol, favorables à la recherche et à la découverte des sources et des eaux jaillissantes.

Dire dans quelles formations et dans quels terrains se rencontrent les divers minerais métalliques, les dépôts charbonneux, les marbres, le sel gemme, le gypse, les pierres lithographiques, les pierres à chaux hydraulique, les argiles à porcelaine et à poterie, les marnes à amender.

III. — RÉGIME DE 1840.

I. — Baccalauréat ès sciences.

(Règlement du 14 Juillet 1840.)

ÉPREUVES ORALES.

Pour être reçu bachelier dans les Facultés des Sciences il faut subir des examens différents, selon que l'on se propose d'enseigner les sciences mathématiques ou de se livrer aux sciences naturelles et à la médecine.

L'examen des aspirants qui se destinent à la médecine a pour objet, savoir :

1° *En mathématiques*, l'arithmétique, la géométrie élémentaire, la trigonométrie rectiligne et les premières notions l'algèbre, qui composent la première année du cours de philosophie des collèges royaux ;

2° *En physique*, la connaissance des procédés généraux d'observation communs à toutes les sciences expérimentales, et quelques parties spéciales de la physique, indiquées au programme ci-joint, n° 1 ;

3° *En chimie*, les notions générales et particulières de la chimie, indiquées au programme ci-joint n° 2 ;

4° *En zoologie*, les différences anatomiques des principales divisions du règne animal, et la marche à suivre pour reconnaître un animal mis sous les yeux ;

5° *En botanique*, les principaux organes de la fructification, les méthodes de Tournefort, de Linnaeus et de Jussieu, et les caractères

essentiels des familles naturelles qui renferment un grand nombre de plantes officinales ;

6° *En minéralogie*, les principaux caractères qui distinguent les minéraux des êtres organiques ; les bases de la distribution des espèces minérales, et l'application de ces principes à des minéraux choisis parmi ceux que l'on emploie en médecine, conformément au programme ci-joint, n° 3.

PHYSIQUE.

N° 1. — *Programme des connaissances élémentaires de physique à exiger des jeunes élèves en médecine aspirant au grade de bachelier ès sciences.*

1° La connaissance des procédés généraux d'observation communs à toutes les sciences expérimentales, comprenant :

La balance et la manière de s'en servir ;

Le baromètre ;

Le thermomètre ;

Le ressort de l'air et des gaz, la machine pneumatique ;

Les dilatations des corps solides, liquides, aériformes ;

Les lois générales de la vaporisation, de l'hygrométrie, et en général des faits qui accompagnent les changements d'état des corps par la chaleur ;

Les procédés à l'aide desquels on détermine les pesanteurs spécifiques des corps solides, liquides, aériformes ;

Les phénomènes capillaires.

2° Parties spéciales de la physique :

Dans l'acoustique, les lois générales de la formation et de la propagation du son, soit dans un milieu indéfini, soit dans des tuyaux, avec leur application aux organes de l'ouïe et de la voix.

Dans l'électricité, notions élémentaires sur l'électricité et le galvanisme.

Dans l'optique, les lois générales du mouvement de la lumière, de sa réflexion et de sa réfraction dans les corps non cristallisés. Théorie des miroirs, des lunettes et des microscopes.

Application à la construction de l'organe de la vue.

CHIMIE.

N° 2. — *Programme des connaissances de chimie à exiger des jeunes élèves en médecine aspirant au grade de bachelier ès sciences.*

Notions générales sur les forces qui concourent à la production des phénomènes chimiques.

Phénomènes chimiques considérés comme sources de chaleur et de froid.

Extraction, propriétés générales et caractéristiques de l'oxygène, de l'hydrogène, du carbone, du bore, du phosphore, de l'azote, du soufre, de l'iode, du chlore.

Analyse de l'air. Théorie générale de la combustion.

Propriétés des gaz hydrogène carboné, phosphoré ; du cyanogène, de l'ammoniaque ;

De l'eau, de l'eau oxygénée, de l'oxyde de carbone, du protoxyde et du deutoxyde d'azote ;

Des acides carbonique, borique, phosphorique, phosphoreux, sulfurique, sulfureux, hypo-sulfurique, hypo-sulfureux, nitrique, nitreux, chlorique, hydro-chlorique, hydro-sulfurique, hydro-cyanique, arsénique, arsénieux.

Extraction et propriétés principales du potassium, du manganèse, du fer, du zinc, de l'étain, de l'antimoine, du cuivre, du plomb, du mercure, de l'argent, de l'or, du platine ;

De la potasse, de la soude, de la baryte, de la chaux, de la magnésie, de l'alumine, de la silice et de tous les oxydes des métaux précédents.

Lois de composition des sels. — Leur décomposition par les acides,

les bases ; leur décomposition réciproque. Action de la pile voltaïque sur les combinaisons chimiques en général.

CARACTÈRES GÉNÉRIQUES DES	PROPRIÉTÉS DES ESPÈCES A BASE DE
Carbonates	Potasse, soude.
Sous-carbonates	Potasse, soude, chaux, magnésie, fer, cuivre, plomb.
Borates	Soude.
Phosphates	Chaux et ses variétés, soude, fer, plomb, mercure, argent.
Sulfates	Potasse, soude, baryte, chaux, magnésie, alumine, manganèse, zinc, cuivre, plomb, mercure, argent, alun.
Sulfites	Potasse, chaux.
Nitrates	Potasse, baryte, chaux, magnésie, cuivre, plomb, mercure, argent.
Nitrites	Potasse.
Chlorates	Potasse, baryte.
Hydro-Chlorates ou Chlorures	Potasse, soude, baryte, chaux, magnésie, silice, fer, étain, antimoine, plomb, mercure, argent, or, platine.
Hydro-Sulfates ou Sulfures	Potasse, soude, chaux, magnésie, fer, antimoine, cuivre, plomb, mercure, argent.
Hydro-cyanates ou cyanures	Potasse, hydro-cyanate de fer et de potasse.
Arséniates, arsénites ..	Potasse.
Sels ammoniacaux	Carbonate, sous-carbonate, phosphate, phosphate de soude et d'ammoniaque, ammoniac-magnésien, sulfate, nitrate, hydro-chlorate, hydro-sulfate.

Composition des substances végétales.

Méthode générale d'analyse, applicable à ces substances.
Phénomènes chimiques qui accompagnent la germination.
Influence des agents extérieurs sur la végétation.

PRÉPARATIONS ET PROPRIÉTÉS DES ACIDES	CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES	PROPRIÉTÉS DES ESPÈCES A BASE DE
Acétique	Acétates	Potasse, ammoniacque, baryte, fer, chaux, cuivre, plomb.
Oxalique	Oxalates	Potasse, chaux, fer, plomb.
	Sur-oxalates et quadroxalates.	Potasse.
Citrique	Citrates	Chaux, potasse, plomb.
Tartrique	Tartrates	Potasse, soude, chaux, plomb, fer.
	Sur-tartrates	Potasse.
	Tartrates doubles	Potasse et soude. Potasse et chaux. Potasse et fer. Potasse et antimoine.
Gallique	Gallates	Potasse, baryte, fer.
Benzoïque	Benzoates	Potasse, soude, chaux.
Succinique	Succinates	Potasse, fer.

Principe astringent :

Des alcalis végétaux. — Morphine, strychnine, brucine, delphine, vératrine.

Des substances neutres. — Du sucre et de ses principales variétés. — De l'amidon, des gommes, du ligneux.

Des substances inflammables. — Des huiles fixes ; leur décomposition par les alcalis. — Fabrication du savon.

Des huiles essentielles, des résines, des gommes-résines, de la cire, du camphre, du caoutchouc.

Des substances azotées, — De l'albumine végétale, du gluten, du ferment. — Circonstances nécessaires pour le développement de la fermentation alcoolique.

Extraction et propriétés de l'alcool. — Des éthers sulfurique, nitreux, hydro-chlorique, acétique.

Phénomènes qui accompagnent la fermentation acide, panai, putride.

Moyens de conserver les substances organiques.

Caractères distinctifs des substances animales.

Méthode générale pour l'analyse de ces substances.

Substances acides. — Acide urique, lactique.

Substances neutres. — Gélatine, albumine, fibrine, osmazôme, caseum, urée, picromes, sucre de lait.

Substances inflammables. — Des diverses matières grasses ; leur composition naturelle. — Altération qu'elles éprouvent par l'action des alcalis.

Composition et analyse de la salive, du chyle, du sang, du lait, de la bile, des calculs biliaires, de l'urine, des calculs urinaires, de la substance nerveuse, des os.

Phénomènes chimiques de la respiration.

Application de la connaissance de ces phénomènes à la théorie de la chaleur animale.

On insistera particulièrement sur les propriétés qui servent à reconnaître les substances et à les distinguer les unes des autres. On exigera que les candidats énoncent les expériences qu'il faudrait tenter et les résultats qu'elles devraient offrir, pour mettre en état de prononcer, avec certitude, sur la nature du corps donné.

MINÉRALOGIE.

N° 3. — *Programme des connaissances élémentaires qui sont exigées des jeunes élèves en médecine aspirant au grade de bachelier ès sciences.*

Exposer les principaux caractères qui distinguent les minéraux des êtres organiques.

Indiquer les considérations générales sur lesquelles est basée la distribution méthodique des espèces minérales, dont les unes sont tirées de la composition chimique, et les autres des propriétés qui fournissent les caractères des trois divisions supérieures, savoir : les classes, les ordres et les genres.

Exposer la notion de l'espèce minéralogique, et indiquer les caractères sur lesquels est fondée la distinction des différentes espèces, et ceux qui peuvent faire reconnaître à laquelle appartient un minéral donné.

Faire l'application des principes précédents à des minéraux choisis parmi ceux qui sont employés en médecine, et indiquer les substances naturelles analogues à celles que l'on obtient immédiatement par les procédés chimiques.

BACCALAURÉAT ÈS SCIENCES MATHÉMATIQUES.

Il a pour objet :

1° L'arithmétique, la géométrie, la trigonométrie rectiligne, l'application de l'algèbre à la géométrie, et les éléments de statique ; la trigonométrie sphérique, l'algèbre, comprenant la formule du binôme et la résolution des équations numériques.

BACCALAURÉAT ÈS SCIENCES PHYSIQUES.

Il a pour objet :

1° Les mathématiques élémentaires qui entrent dans le cours de la première année de philosophie.

2° Les éléments de la physique, de la chimie et des trois branches de l'histoire naturelle, suivant les programmes annexés à l'arrêté du 3 février 1837.

II. — Baccalauréat ès lettres.

(Règlement du 14 Juillet 1840.)

1° ÉPREUVES ÉCRITES : Version latine.

PROGRAMME DES ÉPREUVES ORALES.

QUESTIONS DE PHILOSOPHIE.

Introduction.

1. — Objet de la philosophie. — Utilité et importance de la philosophie. — Ses rapports avec les autres sciences.

2. — Des méthodes différentes qui ont été suivies jusqu'ici dans les recherches philosophiques. — De la vraie méthode philosophique.

3. — Division de la philosophie. Ordre dans lequel il faut en disposer les parties.

Psychologie.

4. — Objet de la psychologie. — Nécessité de commencer l'étude de la philosophie par la psychologie. — De la conscience et de la certitude qui lui est propre.

5. — Des phénomènes de conscience et de nos idées en général. — De leurs différents caractères et de leurs diverses espèces. — Donner des exemples.

6. — De l'origine et de la formation des idées. — Prendre pour exemples quelques-unes des plus importantes de nos idées.

7. — Donner une théorie des facultés de l'âme. — Qu'est-ce que déterminer l'existence d'une faculté ?

8. — Sensibilité. — Son caractère. — Distinguer la sensibilité de toutes les autres facultés et marquer sa place dans l'ordre de leur développement.

9. — De la faculté de connaître ou de la raison. — Caractère propre de cette faculté.

10. — Des facultés qui se rapportent à la faculté générale de connaître. — De la conscience. — De l'attention.

11. — De la perception extérieure.

12. — Du jugement. — Du raisonnement.

13. — De l'abstraction. — De la généralisation.

14. — De la mémoire. — De l'association des idées.

15. — De l'activité et de ses divers caractères. — De l'activité volontaire et libre. — Décrire le phénomène de la volonté et toutes ses circonstances.

16. — Démonstration de la liberté.

17. — Du moi ; de son identité ; de son unité.

18. — De la distinction de l'âme et du corps.

Logique.

19. — De la méthode. — De l'analyse et de la synthèse.

20. — De la définition ; de la division et des classifications.

21. — De la certitude en général et des différentes sortes de certitude.

23. — De l'analogie. — De l'induction. — De la déduction.

23. — Du syllogisme et de ses règles. — Citer des exemples.

24. — De l'utilité de la forme syllogistique.

25. — Des sophismes et des moyens de les résoudre.

26. — Autorité du témoignage des hommes.

27. — Des signes et du langage dans leurs rapports avec la pensée.

28. — Des causes de nos erreurs et des moyens d'y remédier.

Morale et théodicée.

29. — Objet de la morale.
30. — Des divers motifs de nos actions. Est-il possible de les ramener à un seul ? Quelle est leur importance relative ?
31. — Décrire les phénomènes moraux sur lesquels repose ce qu'on appelle conscience morale, sentiment ou notion du devoir, distinction du bien et du mal, obligation morale, etc.
32. — Du mérite et du démérite. — Des peines et des récompenses. — De la sanction de la morale.
33. — Division des devoirs. — Morale individuelle ou devoirs de l'homme envers lui-même.
34. — Morale sociale, ou devoirs de l'homme envers ses semblables.
 - 1° Devoirs envers l'homme en général ;
 - 2° Devoirs envers l'Etat.
35. — Énumération et appréciation des différentes preuves de l'existence de Dieu.
36. — Des principaux attributs de Dieu ; de la divine Providence et du plan de l'Univers.
37. — Examen des objections tirées du mal physique.
38. — Examen des objections tirées du mal moral.
39. — Destinées de l'homme. — Preuves de l'immortalité de l'âme.
40. — Morale religieuse, ou devoirs envers Dieu.

Histoire de la philosophie.

41. — Quelle méthode faut-il appliquer à l'étude de l'histoire de la philosophie.
42. — En combien d'époques générales peut-on diviser l'histoire de la philosophie.
43. — Faire connaître les principales écoles de la philosophie grecque avant Socrate.
44. — Faire connaître Socrate et le caractère de la révolution philosophique dont il est l'auteur.
45. — Faire connaître les principales écoles grecques depuis Socrate jusqu'à la fin de l'Ecole d'Alexandrie.
46. — Quels sont les principaux philosophes scolastiques ?
47. — Quelle est la méthode de Bacon ? Donner une analyse du *novum Organum*.
48. — En quoi consiste la méthode de Descartes ? Donner une analyse du discours de la *Méthode*.
49. — Faire connaître les principales écoles modernes depuis Bacon et Descartes.
50. — Quels avantages peut-on retirer de l'histoire de la philosophie pour la philosophie elle-même ?

QUESTIONS LITTÉRAIRES,

De la littérature en général.

1. — Classifications des divers genres de littérature, en prose et en vers.

Poésie.

2. — Indiquer les différents genres de poésie ; faire connaître le caractère de chacun d'eux.
3. — Qu'entend-on par langue poétique ?
4. — Du vers, soit métrique, soit syllabique. — Des principales règles de la prosodie latine et française.
5. — De l'art poétique et de la poésie.
6. — Du génie et du goût.

Eloquence.

7. — De l'éloquence et de la rhétorique.
8. — De l'ancienne division de l'éloquence en trois genres.
9. — De l'ancienne division de la rhétorique en trois parties.
10. — De l'invention.
11. — Qu'est-ce que la preuve ? Combien y a-t-il de sortes de

preuves ? A quelle source l'orateur doit-il principalement puiser les preuves ?

12. — Des lieux communs.

13. — De l'argumentation et de ses diverses formes philosophique et oratoire.

14. — Des divers arguments ; par exemple, de l'enthymème, du syllogisme, du dilemme.

15. — Des mœurs. — Qu'entend-on par les mœurs oratoires ?

16. — Des passions. — Qu'est-ce que les passions relativement à l'éloquence ?

17. — De la disposition.

18. — De l'exorde ; de ses différentes espèces.

19. — De la proposition.

20. — De la division. — Faire connaître les qualités d'une division bien faite.

21. — De la narration. — De la différence de la narration oratoire et de la narration historique. — Quelles sont les principales qualités de la narration oratoire ?

22. — De la confirmation.

23. — De l'amplification.

24. — De la refutation.

25. — Des sophismes. — Pétition de principes. — Cercle vicieux. Ambiguïté des mots.

26. — De la péroraison.

27. — De l'action.

28. — De l'élocution et du style.

29. — Quelles sont les qualités essentielles du style.

30. — De l'ancienne distinction des trois genres de style.

31. — De la période.

32. — De l'harmonie du style et des différentes espèces d'harmonie.

33. — Du style et des figures. — Des figures de mots et des figures de pensées.

34. — Faire connaître les principales figures de pensées. — En citer des exemples.

35. — Faire connaître les principaux tropes. En citer des exemples.

Histoire littéraire.

36. — Quelles sont les principales époques de la poésie grecque.

37. — Citer les poètes qui ont brillé dans chacune de ces époques, en suivant l'ordre des genres, en indiquant les dates de leur naissance et de leur mort, et les titres de leurs principaux ouvrages.

38. — Quelles sont les principales époques de la poésie latine ?

39. — Citer les poètes qui ont brillé dans chacune de ces époques, en suivant l'ordre des genres, etc.

40. — Quelles sont les principales époques de la poésie française ?

41. — Citer les poètes qui ont brillé dans chacune de ces époques, etc.

42. — Quelles sont les principales époques de l'éloquence grecque ?

43. — Citer les orateurs qui ont brillé dans chacune d'elles, en suivant l'ordre des genres..., etc.

44. — Quelles sont les principales époques de l'éloquence latine ?

45. — Citer les orateurs qui ont brillé dans chacune d'elles, etc.

46. — Quelles sont les principales époques de l'éloquence française ?

47. — Citer les orateurs qui ont brillé dans chacune d'elles, etc. — Faire connaître les principaux orateurs sacrés.

48. — Des principaux historiens grecs ;

49. — Des principaux historiens latins.

50. — Des principaux historiens français.

QUESTIONS D'HISTOIRE.

Prolégomènes.

1. — Définition de l'histoire, son objet. — Grandes divisions et périodes les plus remarquables de l'histoire universelle.

Histoire ancienne.

2. — Etendue de l'histoire ancienne. — Enumération des divers Etats et surtout des grands empires, dans leur ordre géographique et chronologique. — De leur importance respective dans l'histoire ancienne.

3. — Origine de l'Univers et de l'homme, d'après les Saintes Ecritures. — Dissemination du genre humain après le déluge. — Origine des différentes races. — Formation des peuples par migrations et par colonies.

4. — *Judée.* — Histoire du peuple de Dieu. — Patriarches. — Séjour en Egypte. — Législation de Moïse. — Josué. — Conquête et partage de la Terre-Sainte. — Gouvernement des juges.

5. — Histoire des Hébreux pendant les règnes de Saül, David et Salomon. — Royaume de Juda et d'Israël jusqu'au retour de la captivité sous Cyrus.

6. — Histoire des Juifs depuis l'édit de Cyrus jusqu'à la prise de Jérusalem. — Etat politique et religieux de la Judée, principalement à l'époque de la naissance de Jésus-Christ.

7. — *Egypte.* — Histoire de l'Egypte jusqu'à la conquête de ce pays par Cambise. — Religion, gouvernement, arts et monuments de l'Egypte.

8. — *Assyrie.* — Histoire des Assyriens et des Babyloniens jusqu'à la prise de Babylone par Cyrus. — Gouvernement, religion. — Science des Chaldéens. — Monuments de Babylone.

9. — *Médie, Perse, Lydie.* — Royaume de Lydie jusqu'à la chute de Crésus. — Histoire des Mèdes et des Perses jusqu'à Cyrus. — Règne de Cyrus. — Coutumes et religion des Mèdes et des Perses.

10. — Histoire des successeurs de Cyrus jusqu'au commencement de la guerre de Darius contre les Grecs. — Gouvernement des Perses à cette époque.

11. — *Phénicie.* — Tyr, sa situation, son commerce, ses établissements en Afrique, en Espagne, en Sicile.

GRÈCE.

12. — Anciennes populations de la Grèce. — Pélasges, Hellènes, colonies étrangères. — Histoire des temps héroïques. — Invasion et conquête des Doriens. — Colonies grecques en Europe, en Asie, en Afrique. — Poèmes homériques. — Ere des olympiades.

13. — Histoire des Athéniens depuis Codrus jusqu'à la première invasion des Perses. — Population d'Athènes. — Gouvernement. — Aristocratie des Eupatrides. — Les archontes. — Législation de Dracon et de Solon. — Constitution d'Athènes à l'époque des guerres médiques.

14. — Histoire des Spartiates depuis la conquête des Doriens jusqu'à la guerre médique. — Population. — Spartiates, Laconiens, Ilotes. — Constitution et législation de Lyncurgue. — Guerres de Messénie, guerres de l'Argolide. — Etat du Péloponèse à l'époque des guerres médiques.

15. — Histoire de la Grèce et de la Perse pendant les guerres médiques.

16. — Histoire des luttes intérieures des peuples de la Grèce jusqu'à la fin de la guerre du Péloponèse.

17. — Histoire de la Grèce et de la Perse depuis la fin de la guerre du Péloponèse jusqu'à l'avènement de Philippe, père d'Alexandre.

18. — Histoire de la Macédoine jusqu'au règne de Philippe. — Histoire de la Macédoine et de la Grèce pendant le règne de Philippe.

19. — Histoire de la Macédoine, de la Grèce et de la Perse pendant le règne d'Alexandre.

20. — Causes principales qui ont assuré tour à tour la prépondérance aux Athéniens, aux Spartiates ou aux Macédoniens dans la Grèce, et aux Grecs d'Europe dans l'Asie aux diverses époques, et particulièrement à l'époque des conquêtes d'Alexandre.

21. — Rivalités et guerres des généraux d'Alexandre jusqu'à la bataille d'Ypsus.

22. — Histoire de la Macédoine et de la Grèce depuis la bataille d'Ypsus jusqu'à la réduction de la Grèce en province roumaine.

23. — Histoire de l'Égypte depuis la bataille d'Ypsus jusqu'à la réduction de l'Égypte en province romaine. — Histoire de la Syrie depuis la bataille d'Ypsus jusqu'à la réduction de la Syrie en province romaine.

24. — Indication des États secondaires formés en Asie des débris de l'empire des Perses et de l'empire macédonien.

25. — Polythéisme grec, fêtes religieuses. — Jeux olympiques. — Amphictyonies. — Notions sommaires sur les lettres, les sciences et les arts en Grèce, depuis Homère jusqu'à la conquête des Romains.

ROME.

26. — Anciens peuples de l'Italie. — Fondation de Rome. — Son histoire sous les rois. — Institutions, gouvernement. — Accroissement du territoire.

27. — Histoire de la constitution de Rome depuis l'établissement du Consulat. — Consulat, dictature, tribunat. — Lois agraires, décemvirat. — Les douze tables. — Partage du consulat jusqu'à l'admission des plébéiens à toutes les magistratures.

28. — Guerres de Rome contre les peuples de l'Italie jusqu'à l'entière réduction de la Cisalpine. — Invasion des Gaulois et de Pyrrhus. Armée romaine. — Colonies.

29. — Carthage. — Ses mœurs et sa constitution comparées avec celles de Rome. Rome et Carthage se rencontrent en Sicile. — Première guerre punique.

30. — Seconde et troisième guerres puniques. — Annibal, les Scipions. — Ruine de Carthage.

31. — Guerres des Romains en Asie, en Europe et en Afrique pendant la guerres puniques, et jusqu'à l'époque de la défaite des Cimbres et des Teutons.

32. — Changements dans la constitution intérieure de Rome. — Histoire et tribunat des Gracques. — Multiplication des esclaves et des affranchis. — Invasion des Latins et des Italiens dans la Cité. — Commencement de l'ordre des chevaliers.

33. — Guerre sociale. — Rivalité de Marius et de Sylla. — Victoires de Sylla sur Mithridate. — Continuation de la guerre civile jusqu'à la mort de Sertorius.

34. — Guerres des Romains contre Spartacus, Mithridate, Tigrane ; contre les pirates, contre les Juifs et les autres peuples de l'Asie, depuis la mort de Sylla jusqu'au retour de Pompée en Italie.

35. — Domination de Pompée et de l'ordre des chevaliers. — Cicéron, sa vie politique. — César. — Le parti populaire. — Premier triumvirat. — Consulat de César.

36. — Guerre des Gaules. — Intrigues et séditions à Rome. — Défaite de Crassus. — Guerre civile. — Triomphe, domination et mort de César.

37. — État de Rome après la mort de César. — Second triumvirat. — Partage du monde romain. — Guerre civile. — Bataille d'Actium. — L'Empire.

38. — Causes principales qui ont donné aux Romains la domination sur l'Italie et ensuite l'empire sur une partie du monde.

39. — Naissance de Jésus-Christ, les apôtres, les premières Eglises. Persécutions pendant les premiers siècles de l'empire.

40. — Etendue de l'empire romain. — Changements introduits par Auguste dans la constitution politique. — Règne d'Auguste.

41. — Notions sommaires sur l'histoire littéraire de Rome depuis la fin de la première guerre punique jusqu'à la mort d'Auguste.

42. — Règnes de Tibère, de Caligula, de Claude, de Néron. — Destruction de l'aristocratie romaine. — Exploits de Corbulo. — Commencement de la conquête de la Grande-Bretagne. — Galba, Othon, Vitellius.

43. — Les Flaviens et les Antonins. — Grandeur et sage administration de l'empire. — Guerres contre les Bataves, les Parthes, les Germains. — Décadence de l'empire sous le règne de Commode.

44. — Les princes syriens. — De Pertinas jusqu'à Alexandre Sévère.

45. — Usurpateurs militaires. — De Maximin jusqu'à Gallien. — Anarchie intérieure. — Commencement de l'invasion des Barbares.

46. — Aristocratie militaire. — De Claude II jusqu'à Carin et Numérien. — Efforts des empereurs qui ont gouverné l'empire romain pendant cette période, pour repousser les Barbares et pour organiser la défense des frontières.

47. — Division de l'empire. — De Dioclétien jusqu'à Constantin. — Constitution monarchique, administrative et fiscale de l'empire sous ces deux princes. — Succès des armes romaines. — Le christianisme devient la religion impériale. — Fondation de Constantinople.

48. — Familles flavienne et valentinienne, depuis la mort de Constantin jusqu'au partage définitif de l'empire après la mort de Théodose. — Efforts impuissants des vieilles religions et des nouvelles hérésies contre le christianisme. — Polythéisme de Julien. — Arianisme de Valens. — Invasion des Huns sur les terres des Goths, et des Goths dans l'empire romain. — Commencement de la grande invasion. — Théodose.

49. — Etat politique des provinces romaines sous les empereurs. — Leur organisation. — Préfectures du prétoire, diocèses, provinces. — Administration civile, militaire, judiciaire, financière. — Constitution particulière des villes provinciales. — Colonies, municipes, sénat, curie, magistratures municipales, corporations.

50. — Constitution du christianisme en Occident. — Les papes. — Les évêques. — Juridiction, discipline. — Les conciles.

Histoire du moyen âge.

1. — Etendue de l'histoire du moyen âge. — Ses grandes divisions. Enumération des principaux Etats fondés pendant cette période de l'histoire, dans leur ordre géographique et chronologique. — Leur importance respective dans l'histoire du moyen âge.

2. — *Invasion des Barbares.* — Idée générale de la décadence de l'empire romain. — Ethnographie du monde barbare avant l'invasion. — Scythes et Tartares, Slaves, Germains. — Mœurs des Barbares. — Leurs invasions dans les deux empires. — Destruction de l'empire d'Occident.

3. — *Goths et Lombards.* — Histoire des Ostrogoths et des Lombards en Italie jusqu'à la conquête du royaume des Lombards par Charlemagne. — Théodoric, Cassiodore. — Histoire des Wisigoths en France et en Espagne. — Causes de la chute rapide des royaumes fondés par les Goths.

4. — *Anglo-Saxons.* — Etablissement des Anglo-Saxons dans la Grande-Bretagne. — Heptarchie. — Guerres civiles. — Invasions danoises. — Royaume d'Angleterre jusqu'à la bataille de Hastings.

5. — *Francs.* — Premiers établissements, premières tribus, premiers chefs des Francs. — Clovis. — Guerres civiles et expéditions des Francs. — Décadence des Mérovingiens ; ses causes. — Victoires de l'Australie sur la Neustrie. — Les maires du palais des deux pays. — Les deux Pépins.

Organisation des Barbares après la conquête. — Des terres. — Des personnes. — Du gouvernement. — Législation des Barbares. — Résultats généraux de l'invasion.

6. — *Empire d'Orient.* — Histoire de l'empire d'Orient jusqu'aux croisades. — Guerres contre les Perses. — Justinien, ses lois. — Bélisaire. — Héraclius.

7. — *Eglise.* — Etat de l'Eglise en Orient et en Occident. — Notions sommaires sur les lettres et les arts jusqu'à Charlemagne.

8. — *Mahométisme.* — Etat de l'Arabie avant Mahomet. — Vie de Mahomet. — Idée de sa législation religieuse et du Koran. — Ali. — Les Ommiades. — Les Abassyydes. — Dynasties indépendantes. — Des Turcs Seljoucides.

Invasion des Arabes en Espagne. — Kalifat de Cordoue. — Etat social et politique des Arabes en Espagne. — Incursions des Sarrasins en France, en Italie.

9. — *Empire carolingien.* — Histoire des règnes de Pépin et de Charlemagne. — Etendue de l'empire de Charlemagne. — Institutions

civiles, politiques, ecclésiastiques, littéraires de Charlemagne. — Alliance des papes et des Carolingiens. — Accroissement des Etats de l'Eglise.

10. — Histoire des successeurs de Charlemagne jusqu'au règne de Louis d'Outre-Mer. — Causes de la décadence des Carolingiens et du démembrement de leur empire. — Différence de races et d'intérêts entre les peuples de l'empire. — Séparation des royaumes et des provinces. — Commencement de la féodalité.

11. — *France*. — Origine et faibles commencements de la dynastie capétienne au milieu de la France féodale. — Hugues, Robert, Henri et Philippe I^{er}.

Idée générale de la féodalité en Europe et surtout en France. — Importance de la terre. — Alleux et fiefs. — Héritéité. — Droits et devoirs respectifs des possesseurs de fiefs. Hiérarchie féodale. — La royauté.

12. — *Normands*. — Invasions normandes au ix^e et au x^e siècles. — Etablissement des Normands en Neustrie. — Conquête de la Grande-Bretagne par Guillaume. — Bataille de Hastings. — Partage de la terre conquise.

Conquête de l'Italie méridionale par les Normands. — Rois normands des Deux-Siciles.

13. — *Allemagne et Italie*. — Histoire de l'Allemagne et de l'Italie jusqu'à la mort de Frédéric II. — De l'Allemagne depuis la fondation de l'empire jusqu'à la querelle des investitures. — De l'Italie jusqu'à la même époque. — Lutte de l'empire et du sacerdoce ; des Gibelins et des Guelfes, sous la maison de Souabe. — Grégoire VII, Innocent III, Innocent IV. — Frédéric Barberousse, Frédéric II.

14. — *Croisades*. — Histoire des Croisades. — Etat de l'Europe à l'époque de la première croisade. — Etat de l'Orient. — Royaume chrétien à Jérusalem. — Les croisades prennent la route de mer. — Importance de Venise dans la quatrième croisade. — Empire Franc à Constantinople. — Croisades de Saint-Louis en Egypte et à Tunis. — Résultats généraux des croisades : politiques, commerciaux, industriels et littéraires.

15. — *Allemagne et Italie*. — Histoire de l'Allemagne depuis la mort de Frédéric II jusqu'au commencement de Frédéric III. — Formation de la ligue helvétique. — Changements divers introduits dans la constitution de l'empire, pendant cette période de l'histoire d'Allemagne.

16. — Histoire des Etats d'Italie et leurs rapports avec l'Allemagne depuis la mort de Frédéric II. — Progrès des républiques maritimes. — Translation du Saint-Siège à Avignon. — Grand schisme d'Occident. — Concile de Constance et de Bâle. — Maisons souveraines d'Italie. — République de Toscane. — Rivalité de Venise et de Gènes. — Maison d'Aragon. — Traité de Lodi.

17. — *France et Angleterre*. — Histoire de France sous les Capétiens depuis Louis le Gros jusqu'à l'avènement de Philippe de Valois. — Révolution dans les communes du nord de la France. — Saint Louis. — Albigeois. — Différends de Philippe le Bel avec l'Angleterre, avec l'Espagne, avec le Saint-Siège. — Templiers. — Progrès du pouvoir royal.

Histoire de l'Angleterre depuis la mort de Guillaume le Conquérant jusqu'à l'avènement d'Edouard III. — Grande charte anglaise. — Premières luttes de l'Angleterre et de la France.

18. — Histoire de la France et de l'Angleterre depuis l'avènement de Philippe de Valois et d'Edouard III jusqu'à l'expulsion des Anglais. — Abaissement de la féodalité en France. — Convocation des états généraux. — Les députés des communes anglaises au parlement. — Dissensions civiles dans les deux royaumes.

19. — *Espagne*. — Histoire des Arabes et des royaumes chrétiens en Espagne, jusqu'à l'avènement de Henri IV au trône de Castille. — Guerres entre les chrétiens et les Arabes. — Affaiblissement et division des royaumes arabes. — Institutions politiques de l'Aragon et de la Castille. — Royaume du Portugal. — Découvertes des Portugais en Afrique.

20. — *Etats slaves et scandinaves*. — Histoire des Etats slaves et scandinaves depuis leur origine jusqu'au milieu du xv^e siècle.

21. — *Grecs et Turcs.* — Empire grec. — Turcs ottomans. — Tamerlan. — Prise de Constantinople.

Situation et puissance respective des Etats musulmans et des Etats chrétiens au milieu du xv^e siècle.

22. — Notions sommaires sur les arts, les lettres, les sciences, le commerce, en Europe, depuis Charlemagne jusqu'à la prise de Constantinople.

Histoire moderne.

23. — Etendue de l'histoire moderne proprement dite. — Ses époques principales et ses grandes divisions géographiques. — Peuples et Etats les plus célèbres dans les temps modernes, et leur importance respective. — Indication sommaire des grandes découvertes et des progrès de la civilisation.

24. — *Etats slaves et scandinaves.* — Histoire de la Russie et de la Pologne depuis l'avènement d'Ywan III Wasiliewitch, jusqu'à l'avènement de Pierre le Grand.

Histoire de la Suède et du Danemark depuis la rupture de l'union de Colmar, jusqu'à l'époque de l'avènement de Charles XII.

25. — *Turquie, Hongrie, Bohême.* — Histoire de la Turquie depuis la prise de Constantinople jusqu'à la mort d'Othman III.

Histoire de la Bohême et de la Hongrie depuis le milieu du xv^e siècle jusqu'à l'époque où le trône de Hongrie est déclaré héréditaire dans la maison d'Autriche.

26. — *Espagne et Portugal.* — Troubles intérieurs de l'Aragon et de la Castille. — Réunion de ces deux royaumes sous Ferdinand le Catholique et Isabelle. — Conquête des royaumes de Grenade et de Navarre. — Progrès du pouvoir royal. — Ximenes.

27. — *Indes et Amérique.* — Découvertes, conquêtes, établissement des Portugais en Afrique et en Asie. — Découvertes, conquêtes, établissements des Espagnols en Amérique. — Décadence de l'empire portugais aux Indes après Albuquerque.

28. — *Angleterre et Ecosse.* — Guerre des Deux Roses. — Affaiblissement de la noblesse anglaise à l'issue de cette lutte. — Avènement des Tudor : Henri VII. — Lutte de la noblesse en Ecosse contre les Stuart.

29. — *France et Italie.* — Dernières années de Charles VII et règne de Louis XI. — Lutte du roi contre les grands vassaux. — Ligue et guerre du Bien public. — Charles le Téméraire. — Agrandissement du territoire.

Dangers de l'Italie. — Décadence de Venise. — Efforts du pape pour établir l'unité en Italie. Ferdinand d'Aragon à Naples. — Les Médicis à Florence. — Les Sforza à Milan. — Guerre de Charles VIII et de Louis XII en Italie. — Histoire intérieure de la France sous ces deux princes.

30. — *La maison d'Autriche.* — Accroissement de puissance et de territoire pour la maison d'Autriche. — Changements introduits dans la constitution de l'empire sous Ferdinand III et Maximilien I^{er}. — Ligue anséatique. — Progrès de la ligue helvétique.

31. — Rivalité de la France et de la maison d'Autriche jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis. — Règne de Charles-Quint et de François I^{er}.

32. — *La réforme.* — Origine et commencement de la réforme en Allemagne. — Luther. — Alliance des protestants du nord de l'Allemagne. — L'électeur Maurice de Saxe. — Premières luttes de la réforme jusqu'à la paix d'Augsbourg.

33. — La réforme en Angleterre. — Règne d'Henri VII. — Marie Stuart, Elisabeth.

34. — Avènement des Stuart au trône d'Angleterre. — Jacques I^{er}, Charles I^{er}. — Les parlements. — Cromwell.

Restauration des Stuart. — Les Wighs et les Toris. — Révolution de 1688. — La maison de Brunswick.

35. — La réforme en France et en Suisse. — Calvin. — Caractère démocratique de sa réforme. — Premières guerres de la réforme en France. — Charles IX. — Les Guise. — La Saint-Barthélémy.

36. — Henri III. — Influence de l'Espagne et de l'Angleterre dans nos guerres religieuses. — Etats de Blois. — La ligue. — Règne glorieux de Henri IV. — Edit de Nantes.

37. — La réforme dans les Pays-Bas espagnols. — Règne de Philippe II en Espagne. — Progrès de la réforme dans les Pays-Bas. — Granvelle. — Le duc d'Albe. — Les Gueux. — Révolte et union des provinces septentrionales. — Le prince d'Orange. — Rivalité de Philippe II et d'Elisabeth d'Angleterre.

38. — Guerre de trente ans : Gustave Adolphe. Waldstein. — Traité de Westphalie ; ses résultats. — Equilibre européen.

39. — Notions sommaires sur l'histoire des arts, des sciences et des lettres, principalement en Italie et en France, depuis l'époque de la prise de Constantinople jusqu'à la paix de Westphalie. — Invention de l'imprimerie ; usage plus fréquent de la poudre à canon et de la boussole. — Influence de ces grandes découvertes sur la civilisation.

40. — *Espagne et Portugal*. — Histoire de l'Espagne et du Portugal depuis la mort de Philippe II, jusqu'à la guerre de la Succession.

41. — *France*. — La France succède en Europe à l'ancienne prépondérance de la maison d'Autriche. — Minorité et règne de Louis XIII. — Le cardinal de Richelieu. — Ses luttes contre les grands, contre les protestants, contre la maison d'Autriche.

42. — Minorité de Louis XIV. — Mazarin. — Troubles et guerres de la Fronde. — Paix des Pyrénées. — Majorité de Louis XIV. — Caractère du jeune monarque. — Grandeur et puissance de la France. — Apogée du pouvoir royal. — Coalition des puissances européennes. — Paix de Ryswick.

43. — Guerre de la succession d'Espagne. — Dernières années et revers de Louis XIV. — Dynastie des Bourbons en Espagne. — Avènement de la maison de Hanovre en Angleterre. — Mort de Louis XIV.

44. — Notions sommaires sur les lettres, les sciences et les arts pendant le règne de Louis XIV.

45. — Régence du duc d'Orléans. — Triple et quadruple alliance. — Guerres et négociations relatives à la succession d'Espagne. — Traité de Vienne.

46. — *Histoire générale*. — Etablissements, conquêtes et colonies des Hollandais, des Anglais, des Espagnols, des Portugais, des Français, aux Indes et dans l'Amérique, de 1598 à 1784. — Guerres des colonies contre leurs métropoles. — Indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

47. — Guerre de la succession d'Autriche. — Puissance de la Prusse sous Frédéric II. — Marie-Thérèse. — Paix d'Aix-la-Chapelle. — Alliance de la France avec l'Autriche, et de la Prusse avec l'Angleterre. — Guerre de sept ans. — Paix de Paris et d'Hubertsbourg.

48. — Histoire de la Russie, de la Pologne, de la Suède, du Danemark, depuis l'avènement de Charles XII et celui de Pierre le Grand jusqu'au règne de Catherine II.

49. — Etat de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, de l'Empire et des Pays-Bas, depuis la paix de Paris. — Convocation des états généraux en France.

50. — Notions sommaires sur les lettres, les sciences et les arts au dix-huitième siècle en Europe.

QUESTIONS DE GEOGRAPHIE

Prolégomènes.

1. — De la géographie en général et de ses divisions. — Géographie astronomique et mathématique. — Géographie physique. — Géographie politique et historique.

2. — *Géographie astronomique et mathématique*. — Corps célestes. — Donner une idée sommaire du système solaire : le soleil, les planètes et leurs satellites, les comètes. — La terre, sa place, sa forme, sa grandeur, son double mouvement.

3. — Sphères céleste et terrestre. — Leurs principaux cercles. — Axe, pôles. — Ecliptique. — Equateur. — Tropiques. — Cercles polaires, parallèles. Méridiens. — Horizon visuel ou rationnel. — Zénith et nadir.

— Hémisphères. — Points cardinaux. — Rose des vents. — Latitude et longitude. — Climats. — Usage des globes et des cartes. — Echelles. — Mesures itinéraires.

4. — *Géographie physique*. — Division de la superficie du globe. — Définitions des principaux termes de géographie et d'hydrographie : océans, mers méditerranées, golfes, baies, détroits, manches, canaux, rades, anses, ports, havres, récifs, brisants, écueils, etc. — Description particulière des différents océans : Austral Pacifique, Indien, Atlantique, Boréal. — La terre : continents, îles, presqu'îles, isthmes, côtes, plateaux, montagnes, vallées et bassins, lacs, glaciers, volcans, fleuves, rivières, etc.

5. — *Géographie politique et historique*. — Différentes parties du monde. — Quelles sont celles qui étaient connues des anciens. Jusqu'où s'étendaient dans chaque partie du monde les connaissances des anciens ?

Géographie ancienne.

6. — *Judée au temps de Salomon*. — Limites, fleuves, montagnes de la Judée. — Division par tribus. — Villes principales.

7. — *Empire persan sous Darius I^{er}*. — Limites, montagnes, fleuves, lacs. — Divisions en satrapies. — Villes principales. — Détails particuliers sur l'Asie-Mineure, l'Assyrie, la Phénicie, l'Égypte.

8. — *La Grèce ancienne*. — Configuration du sol de la Grèce. — Montagnes, fleuves, rivages. — Limites et divisions. — La Grèce continentale, ses principaux États. — Le Péloponèse. — Divisions. — Villes principales. — Les îles. — Colonies en Asie-Mineure. — Colonies dans la Grande-Grèce.

9. — *Empire d'Alexandre*. — Ses limites à la mort du conquérant. — États qu'il renfermait. — Géographie spéciale de la Macédoine : limites, montagnes, fleuves et villes principales. — Thrace. — Itinéraire d'Alexandre. — Inde en deçà du Gange. — Montagnes, fleuves et villes principales. — Expédition de Néarque.

10. — *Démembrement de l'empire d'Alexandre*. — Royaumes de Macédoine, d'Égypte, de Syrie. — Étendue et limites de chacun de ces États à la mort de Ptolémée I^{er}. — Villes principales du royaume de Syrie. — Royaume de Pergame, de Pont, de Bithynie, de Parthie, de Bactriane. — Étendue et limites, villes principales.

11. — *Italie ancienne*. — Géographie physique de l'Italie. — Golfes, lacs, fleuves, montagnes. — Le Latium. — Topographie de Rome. — Accroissements successifs de la domination romaine en Italie jusqu'à l'entière soumission de cette contrée. — Étendue, limites, populations, villes principales des diverses parties de l'Italie ancienne. — Îles.

12. — *Empire romain*. — Son étendue et ses limites sous Auguste. Divisions et subdivisions des provinces. — Population, richesses, commerce de ses provinces. Leurs villes principales. — Division de l'empire au IV^e siècle. Préfectures, diocèses, provinces.

Géographie au moyen âge.

13. — *Le monde barbare*. — Position géographique des divers peuples barbares sur les frontières de l'empire à la mort de Théodose. — Déplacements successifs de ces peuples. — Etablissements des Wisigoths, des Ostrogoths, des Burgondes, des Francs, des Suèves, des Vandales, des Saxons et des Lombards.

14. — *Empire carlovingien*. — Son étendue et ses limites. — Peuples compris dans cet empire. — Limites, divisions, principales villes des États de l'Europe occidentale au temps de Charlemagne. — Espagne. — Angleterre.

15. — *La France féodale*. — Principaux États féodaux de la France sous la troisième race. — Leur position et leur importance relative. — Leur réunion successive.

Géographie moderne.

16. — *L'Europe*. — Position astronomique. — Limites. — Principales chaînes de montagnes, mers, îles, golfes, caps, fleuves, lacs. — Population. — Principaux États.

17. — *France*. — Position astronomique. — Division par provinces et par départements. — Chaînes de montagnes. — Principales rivières. — Canaux. — Population. — Gouvernement. — Administration départementale. — Religion. — Îles dépendantes de la France.

18. — Bassins du Rhin et de la Seine avec les bassins secondaires de la Meuse, de l'Escaut, de la Somme, de l'Orne et de la Vire. — Départements qu'ils renferment. — Villes principales.

19. — Bassin de la Loire. — Départements qu'il renferme. — Villes principales.

20. — Bassin de la Garonne avec les bassins secondaires de la Charente et de l'Adour. — Départements qu'ils renferment. — Villes principales.

21. — Bassin du Rhône avec les bassins secondaires de l'Aude, de l'Hérault et du Var. — Départements qu'ils renferment. — Villes principales.

22. — *Espagne*. — Position. — Limites. — Division. — Rivières. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

23. — *Portugal*. — Position. — Limites. — Division. — Rivières. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

24. — *Îles Britanniques*. — Position. — Divisions en grandes et petites îles. — Population générale des îles britanniques.

Angleterre. — Limites. — Rivières. — Canaux. — Division. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

25. — *Écosse*. — Limites. — Rivières. — Canaux. — Division. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales. — Groupe d'îles qui avoisinent l'Écosse.

Irlande. — Limites. — Rivières. — Canaux. — Division. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

26. — *Belgique*. — Limites. — Rivières. — Canaux. — Division. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

27. — *Hollande*. — Limites. — Rivières. — Canaux. — Division. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

28. — *Danemark*. — Quels sont les pays qui le composent ? Îles principales. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

Suède et Norvège. — Limites. — Division. — Rivières. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

29. — *Russie en général*. — Position. — Étendue. — Russie d'Europe en particulier. — Limites. — Division. — Rivières. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

Pologne. — Limites. — Division. — Rivières. — Montagnes. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales. — Quelle était l'étendue de l'ancienne Pologne ?

30. — *Royaume de Prusse*. — Pays qui font partie de la confédération germanique. — Pays qui en sont indépendants. — Position. — Limites. — Population. — Rivières. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

31. — *Empire d'Autriche*. — Pays qui font partie de la confédération germanique. — Pays qui en sont indépendants. — Position. — Limites. — Population. — Rivières. — Montagnes. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

32. — *Confédération germanique*. — États qui la composent, royaumes, grands-duchés, États inférieurs, villes libres, limites, population générale. — Gouvernement. — Diète. — Villes principales. — Division de l'Allemagne par cercles, comparée avec la division moderne des États germaniques.

33. — *Confédération suisse*. — Limites. — Division. — Rivières. — Lacs. — Montagnes. — Glaciers. — Population. — Gouvernement. — Villes principales.

34. — *Italie en général.* — Position. — Limites. — Rivières. — Montagnes. — Volcans. — Iles. — Population. — Villes principales.

Italie septentrionale. — Etats qu'elle renferme. — Leurs limites. — Leur population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales. — Iles.

35. — *Italie centrale.* — Etats qu'elle renferme. — Leurs limites. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales. — Iles.

36. — *Italie méridionale.* — Royaume des Deux-Siciles. — Limites. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales. — Iles.

37. — *Turquie en général.* — Etendue. — Division.

Turquie d'Europe en particulier. — Position. — Limites. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales. — Iles.

Grèce. — Limites. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales. — Iles.

38. — *Asie.* — Position. — Limites. — Division. — Mers intérieures et extérieures. — Rivières. — Chaînes de montagnes. — Population générale.

39. — *Turquie d'Asie.* — Limites. — Division. — Rivières. — Chaînes de montagnes. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales. — Iles.

40. — *Perse.* — Limites. — Division. — Mers qui l'entourent. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

41. — *Indes en deçà et au delà du Gange.* — Position. — Limites. — Division. — Rivières. — Montagnes qui se partagent l'empire de l'Inde. — Peuples qui l'habitent. — Population. — Religion. — Villes principales. — Iles.

42. — *Empire chinois.* — Position. — Limites. — Pays qui le compose. — Leurs limites. — Leurs divisions. — Rivières. — Population. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

43. — *Russie d'Asie.* — Sibérie. — Position. — Limites. — Division. — Principaux fleuves. — Montagnes. — Population. — Villes principales. — Iles.

Tartarie indépendante. — Peuples. — Rivières. — Villes.

44. — *Océanie.* — Énumération des diverses îles et contrées dont se compose cette partie du monde. — Position. — Etablissements européens.

45. — *Afrique.* — Forme et étendue. — Position. — Limites. — Nature du sol. — Rivières. — Montagnes. — Principaux Etats. — Possessions des nations européennes. — Leurs limites. — Leurs habitants. — Leur gouvernement. — Leur religion. — Villes principales. — Iles.

46. — *Côte de Barbarie.* — Etats qui y sont situés. — Limites. — Rivières. — Montagnes. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

Algérie. — Division. Administration. — Villes principales.

47. — *Egypte, Nubie, Abyssinie.* — Limites. — Division. — Nature du sol. — Habitants. — Gouvernement. — Villes principales.

48. — *Amérique septentrionale.* — Position. — Limites. — Mers qui l'entourent. — Montagnes. — Rivières. — Lacs. — Principaux Etats Possessions des nations européennes. — Leurs divisions. — Leurs habitants. — Leur gouvernement. — Leur religion. — Villes principales. — Iles.

49. — *Etats-Unis.* — Limites. — Rivières. — Montagnes. — Population. — Division. — Gouvernement. — Religion. — Villes principales.

50. — *Amérique méridionale.* — Forme et étendue. — Rivières. — Montagnes. — Volcans. — Principaux Etats. — Possessions des nations européennes. — Leurs limites. — Leur division. — Leurs habitants. — Leur gouvernement. — Leur religion. — Villes principales. — Iles.

QUESTIONS DE MATHÉMATIQUES

Arithmétique.

1. — Définitions. — Qu'appelle-t-on grandeur ou quantité ? Unité ? Nombre ? Nombre abstrait et nombre concret ?

Numération. — Objet de la numération. — Principe fondamental. — Les différents ordres d'unités. — Changements que subit un nombre lorsqu'on écrit à sa droite ou qu'on y supprime un ou plusieurs zéros.

2. — Addition. — Objet de cette opération. — Règle. — Pourquoi commence-t-on le calcul par la droite ? — Preuve de l'addition par l'addition même.

Soustraction. — Explication de cette opération. — Sa preuve par l'addition.

3. — Multiplication. — Définition particulière au cas des nombres entiers. — Qu'appelle-t-on multiplicande ? Multiplicateur ? Produit ? Facteurs ? — Espèce des unités du produit.

Table de Pythagore. — Multiplication par un nombre d'un seul chiffre. — Multiplication par un nombre composé d'un seul chiffre suivi de plusieurs zéros. — Multiplication par un nombre de plusieurs chiffres. — Cas où les facteurs sont terminés par des zéros. — Preuve de la multiplication au moyen d'une autre multiplication.

4. — Démonstration des deux principes suivants : 1° le produit de deux nombres reste le même quand on change l'ordre des deux facteurs ; 2° on multiplie un nombre par un produit de deux facteurs en multipliant ce nombre successivement par chacun des deux facteurs.

Usage principal de la multiplication.

5. — Division. — Définition. — Qu'appelle-t-on dividende ? diviseur ? quotient ? — Différents points de vue sous lesquels on peut envisager la division.

Règle générale. — Démonstration (il suffira de faire voir qu'on reproduit le dividende en multipliant le diviseur par le nombre placé au quotient). — Comment juge-t-on qu'on a placé au quotient un chiffre trop fort ou trop faible ? — Preuve de la division par la multiplication, et réciproquement.

Deux usages principaux de la division.

6. — Fractions décimales. — Définition de cette sorte de fractions. — Manière de les écrire et de les énoncer. — Quels changements y produit le déplacement de la virgule ? — Pourquoi la valeur d'une fraction ne change-t-elle pas quand on place ou qu'on supprime des zéros à sa droite ?

7. — Addition et soustraction des décimales.

Multiplication. — Règle générale. — Démonstration.

Division. — Cas où le dividende et le diviseur ont le même nombre de décimales. — Cas où le nombre des décimales n'est point le même.

8. — Fractions. — Origine des fractions. — Que désignent le numérateur et le dénominateur ? — Prouver qu'on ne change pas la valeur d'une fraction quand on multiplie ou qu'on divise ses deux termes par le même nombre. — Utilité de cette remarque pour simplifier les fractions. — Règle pour trouver le plus grand commun diviseur de deux nombres. — Réduction des entiers en fraction. — Extraction des entiers qui sont contenus dans une expression fractionnaire. — Conversion des décimales en fractions ordinaires, et réciproquement.

9. — Addition et soustraction des fractions. — Réduction au même dénominateur.

10. — Multiplication des fractions. — Définition de la multiplication par un nombre entier, par une fraction. — Règles et démonstration pour les différents cas de la multiplication des nombres fractionnaires. — Pourquoi le produit de deux fractions proprement dites est-il moindre que chaque facteur. — Evaluation des fractions de fractions.

11. — Division des fractions. — Règles et démonstrations pour les différents cas.

12. — Système métrique. — Mesure de longueur. — Le mètre. — Son rapport avec le méridien. — Subdivisions et multiples.

13. — Mesure de superficie. — L'are. — Comment dérive-t-il du mètre ? — Combien contient-il de mètres carrés ?

Mesure de solidité. — Le stère ou mètre cube. — Son usage.

Mesure de capacité. — Le litre. — Comment il dérive du mètre. — Subdivisions et multiples.

Monnaie. — Le franc. — Comment il dérive du mètre.

Mesure de poids. — Le gramme. — Comment il dérive du mètre. — Subdivisions et multiples.

14. — Composition du carré d'un nombre qui contient des dizaines et des unités.

Extraction de la racine carrée.

Composition du cube d'un nombre qui contient des dizaines et des unités.

Extraction de la racine cubique.

15. — Rapports et proportions. — Définition du rapport. — Définition de la proportion. — Propriété fondamentale des proportions ; la démontrer.

16. — Comment on peut trouver l'un des quatre termes d'une proportion par la seule connaissance des trois autres, ou règle de trois. — Questions les plus simples qui se résolvent par cette règle.

17. — Proportion continue. — Ce que c'est. — Moyenne proportionnelle entre deux nombres. — Comment on la trouve. — De combien de manières peut-on changer l'ordre des termes d'une proportion sans troubler la proportion ?

18. — Démontrer qu'une proportion étant donnée, il y aura encore proportion si l'on ajoute chaque conséquent à son antécédent ou chaque antécédent à son conséquent.

Démontrer que la somme des antécédents est à la somme des conséquents comme un antécédent est à son conséquent.

19. — Démontrer que si on multiplie deux proportions terme à terme, les quatre produits feront entre eux une proportion. — Si quatre nombres sont en proportion, leurs carrés seront aussi en proportion ; et de même les cubes, etc.

Géométrie.

20. — Définitions. — De la géométrie. — De la ligne droite. — De la ligne courbe. — Du plan. — De l'angle, etc.

21. — Théorèmes. — Sur les angles adjacents. — Sur les angles opposés au sommet. — Sur les triangles égaux. — Sur le triangle isocèle. — Sur les triangles qui ont des côtés ou des angles inégaux. — Sur les perpendiculaires et les obliques.

22. — Théorèmes. — Sur les parallèles (il sera permis de considérer comme évidente l'égalité des angles correspondants).

23. — Théorèmes. — Sur la somme des angles d'un triangle. — Sur la somme des angles d'un polygone quelconque. — Sur le parallélogramme et le losange.

24. — Définition de la circonférence, du cercle, etc. — Les cordes égales soutiennent des arcs égaux, et réciproquement.

25. — Théorèmes. — Sur le rayon perpendiculaire à une corde. — Sur les cordes égales ou inégales. — Sur la perpendiculaire menée à l'extrémité du rayon. — Sur les parallèles menées dans le cercle.

26. — Théorèmes. — Sur les cercles qui se coupent ou se touchent. 27. — Mesure des angles. — Cas où l'angle a son sommet au centre d'un cercle. — Cas où le sommet est placé sur la circonférence. — Cas où il est dans l'intérieur du cercle. — Cas où il est au dehors.

28. — Problèmes. — On propose de mener des perpendiculaires. — De faire un angle égal à un autre. — De mener une parallèle à une droite donnée. — De partager un angle ou un arc en deux parties égales. — De construire un triangle avec trois de ses parties (pourvu qu'il y ait un côté).

29. — Problème. — On propose de mener une tangente au cercle par un point pris sur la circonférence ou au dehors.

30. — On propose de construire un segment de cercle capable d'un angle donné.

31. — Définitions des figures équivalentes. — Des figures semblables, etc.

Théorèmes. — Sur l'aire du rectangle (1). — Du parallélogramme. 32. — Propriété du triangle rectangle. — Carré de l'hypoténuse, etc.

33. — Théorèmes. — Sur la ligne menée parallèlement à la base d'un — Du triangle. — Du trapèze.

(1) Il est inutile de considérer le cas où la base est incommensurable avec la hauteur ; alors la décomposition en carrés donne sur-le-champ l'aire du rectangle.

triangle (1). — Sur les triangles semblables. — Sur les droites qui se coupent dans le cercle ou hors du cercle.

34. — Problèmes. — On propose de diviser une droite en parties égales. — De trouver une quatrième ou une moyenne proportionnelle. — De faire un carré équivalent à un polygone. — De faire un carré égal à la somme de deux carrés. — De construire un triangle semblable à un triangle donné, et un polygone semblable à un polygone donné.

35. — Théorèmes. — Tout polygone régulier peut être inscrit dans le cercle et peut lui être circonscrit. — Incrire un carré. — Incrire un hexagone régulier et un triangle équilatéral dans un cercle. — Aire du polygone régulier. — Aire du cercle (2).

36. — Théorèmes. — Les périmètres des polygones réguliers d'un même nombre de côtés sont comme les rayons des cercles inscrits et circonscrits ; leurs surfaces sont comme les carrés de ces mêmes rayons. — Les circonférences des cercles sont comme les rayons, et leurs surfaces comme les carrés des rayons (3).

Donner une idée de la manière dont on a pu calculer le rapport approché de la circonférence au diamètre. — Quel est le rapport trouvé par Archimède ?

37. — Définition de la perpendiculaire au plan.

Théorèmes. — Une ligne droite ne peut être en partie dans un plan et en partie au dehors. — Deux lignes droites qui se coupent sont dans un même plan. — L'intersection de deux plans est une ligne droite. — Si une droite est perpendiculaire à deux autres qui se croisent à son pied dans un plan, elle sera perpendiculaire à ce plan.

38. — Définitions de la parallèle au plan. — Des plans parallèles. — Comment mesure-t-on l'angle de deux plans (4) ? — Définition du plan perpendiculaire.

Théorèmes. — La ligne parallèle à une droite, située dans un plan, est parallèle à ce plan. — Les intersections de deux plans parallèles par un troisième sont parallèles. — Une droite étant perpendiculaire à un plan, tout plan conduit par cette droite, etc. — Si deux plans sont perpendiculaires entre eux, et que, dans l'un d'eux, on mène une perpendiculaire à l'intersection commune, cette ligne sera perpendiculaire à l'autre plan, et réciproquement.

39. — Si deux droites sont parallèles, et que l'une d'elles soit perpendiculaire à un plan, l'autre sera aussi perpendiculaire à ce plan.

Réciproquement, si deux droites sont perpendiculaires à un même plan, elles seront parallèles entre elles.

40. — Définitions des polyèdres, du prisme, du parallépipède, du cube, de la pyramide, des polyèdres semblables, des polyèdres réguliers.

Théorèmes. — Solidité du parallépipède rectangle (5). — Du parallépipède quelconque.

41. — Du prisme triangulaire. — Du prisme quelconque.

42. — De la pyramide triangulaire. — De la pyramide quelconque.

43. — Définitions du cylindre, du cône, de la sphère. — Section de ces trois solides par des plans.

Théorèmes. — Solidité du cylindre. — Du cône. — De la sphère (6).

44. — Théorèmes. — Surface du cylindre. — Du cône. — Du cône tronqué.

Surface de la sphère. — De la zône.

Algèbre.

45. — Préliminaires. — Emploi des lettres pour représenter les nombres. — Avantages qui en résultent. — Signes des opérations. —

(1) Il est également inutile de considérer ici le cas de l'incommensurabilité.

(2) On considérera le cercle comme un polygone régulier d'une infinité de côtés.

(3) On regardera le cercle comme un polygone d'une infinité de côtés.

(4) On sera dispensé de toute démonstration à ce sujet.

(5) On se bornera au cas où la base est commensurable avec la hauteur ; alors la décomposition en petits cubes donne sur-le-champ la mesure du solide.

(6) On passera des polyèdres aux corps ronds par la considération des *infinitement petits*.

Coefficients. — Exposants. — Notions sur les puissances. — Distinction des quantités algébriques en monomes et polynomes. — Qu'entend-on par termes semblables ? — Réduction des termes semblables quand il s'en rencontre.

46. — Addition et soustraction des quantités algébriques tant entières que fractionnaires.

47. — Multiplication des quantités algébriques tant entières que fractionnaires. — Règles des coefficients. — Règle des exposants. — Règles de signes.

48. — Division des quantités algébriques. — Règles des coefficients — des exposants et des signes.

49. — Résolution des équations. — Evanouissement des dénominateurs. — Transposition des termes. — Règle générale pour résoudre toute équation du premier degré à une seule inconnue.

50. — Résolution de plusieurs équations du premier degré à plusieurs inconnues. — Elimination. — Problèmes qui dépendent du premier degré. — Règles générales pour trouver les équations d'un problème. — Résolution des équations du deuxième degré à une seule inconnue.

QUESTIONS DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE.

1. — Donner une idée générale des corps matériels. — Faire connaître les divers états qu'ils affectent dans la nature. — Enumérer les propriétés générales qui les caractérisent.

2. — Qu'est-ce que la pesanteur ? — Lois de la pesanteur ; comment les a-t-on déterminées ?

Qu'est-ce que la masse, la densité, le poids d'un corps ?

Du centre de gravité.

Du pendule, ses usages.

3. — Des balances. — Conditions auxquelles doit satisfaire une bonne balance.

Méthode de la double pesée.

4. — Condition d'équilibre des liquides. — Pression sur le fond d'un vase. — Vases communicants. — Principe d'Archimède.

5. — Définition des poids spécifiques des corps ; procédés employés pour leur détermination. — Aéromètres à volume constant et à poids constant. — Leurs usages.

6. — Quelles sont les expériences propres à déterminer le poids de l'air ? — En quoi consiste le baromètre, et comment doit-il être construit ? — Baromètre à cuvette de Fortin. — Baromètres à siphon de Gay-Lussac. — Comment mesure-t-on la hauteur de la colonne de mercure qui, dans un baromètre, indique la pression exercée par l'air ? Expliquer l'ascension des aérostats.

7. — En quoi consiste la loi de Mariotte ? — Quelles sont les expériences qui ont été faites pour l'établir ?

Construction et usages des machines pneumatiques et de compression.

8. — Comment peut-on mesurer la hauteur des montagnes avec le baromètre ?

Donner une idée de la construction des pompes aspirantes, foulantes, aspirantes et foulantes.

Du siphon.

9. — Qu'est-ce que l'attraction moléculaire ? — En quoi consistent les phénomènes capillaires ?

De la cristallisation.

10. — Qu'est-ce que le son ? — Des moyens de le produire. — Quelle est la vitesse du son dans l'air. — Comment l'a-t-on déterminée ?

11. — Que se passe-t-il dans les corps qui s'échauffent ou se refroidissent ? — Quel est l'instrument nommé thermomètre ? — Quelles sont les substances employées à sa construction ? — Description et construction des thermomètres. — Leur graduation. — Echelles de Réaumur et centigrade. — Rapport de ces échelles.

12. — Qu'entend-on par chaleur rayonnante ? — Comment s'établit l'équilibre de température entre les corps à distance ? — Indiquer

les principales expériences qui prouvent que la chaleur traverse certains corps sans les échauffer.

13. — Lorsqu'un corps s'échauffe ou se refroidit, quelles sont les influences qui résultent de sa nature et de la disposition de sa surface, suivant qu'elle est polie ou hérissée d'aspérités, brillante ou noircie ?

Qu'entend-on par pouvoir rayonnant et pouvoir absorbant des corps, et comment les déterminer ?

Comment prouve-t-on que la chaleur se réfléchit ? — Quelles sont les lois de sa réflexion ?

14. — Qu'entend-on par conductibilité des corps pour la chaleur ? Tous les corps ont-ils la même faculté conductrice ?

Prouver que tous les corps se dilatent par la chaleur. — Comment détermine-t-on leur dilatation ? — Se dilatent-ils uniformément ?

15. — Quelle est la loi de la dilatation des gaz ? — Qu'est-ce le pendule compensateur ? — Qu'entend-on par maximum de densité de l'eau, et à quelle température apparaît-il ?

16. — Quels sont les phénomènes que présentent les corps en changeant d'état ? Quels sont les principaux procédés employés pour produire ce changement ?

Qu'est-ce que le calorique sensible et le calorique latent ? Qu'entend-on par unité de chaleur ?

Quelle est la quantité de chaleur nécessaire pour faire passer la glace de l'état solide à l'état liquide ?

17. — Quelle est la force élastique des vapeurs que produisent les liquides lors de leur ébullition, sous la pression de l'atmosphère ? — Comment pourrait-on trouver la force élastique d'une vapeur à une température inférieure ou supérieure à celle de l'ébullition du liquide qui la produit ?

Quelles sont les causes qui influent sur la quantité de vapeur contenue dans un espace donné, vide ou plein d'air ?

Lois des mélanges des gaz et des vapeurs.

18. — Qu'est-ce que la chaleur spécifique d'un corps ? Comment mesure-t-on la chaleur spécifique des solides et des liquides avec le calorimètre de glace ou par la méthode des mélanges ?

Comment mesurer le calorique de vaporisation de l'eau, et comment l'emploie-t-on pour le chauffage des bains ?

Donner une idée des machines à vapeur.

19. — Quelles sont les principales sources de chaleur ? — Quels sont les moyens employés pour produire du froid ?

Comment conçoit-on le dégagement de la chaleur dans la combustion, le frottement et la compression ?

Briquet à air, briquet ordinaire.

20. — Qu'est-ce qu'un hygromètre ? Construction de l'hygromètre à cheveu ; déterminer ses limites.

Qu'est-ce que l'état hygrométrique d'un lieu, et comment le détermine-t-on ?

Quelle différence y a-t-il entre la vaporisation et l'évaporation ? — Pourquoi l'évaporation est-elle accompagnée d'un abaissement de température ?

Comment s'opère la congélation de l'eau dans le vide ?

21. — Comment explique-t-on la formation de la rosée, des brouillards ?

Production de glace par le rayonnement nocturne.

22. — Quels sont les moyens employés pour développer de l'électricité dans les corps ?

A quels signes reconnaît-on qu'ils sont électrisés ? Corps conducteurs et isolants.

Faire connaître les faits principaux sur lesquels repose l'hypothèse des deux fluides électriques.

23. — Exposer les attractions et les répulsions électriques. — Indiquer les principaux électromètres et électroscopes. — Quelle est la construction d'une machine électrique ? — Peut-on lui faire fournir l'une et l'autre espèce d'électricité.

24. — En quoi consiste la bouteille de Leyde ou condensateur élec-

irique ? — Comment l'électricité s'y distribue-t-elle ? — Comment charge-t-on et décharge-t-on la bouteille de Leyde ?

De l'électrophore.

25. — En quoi consiste une batterie électrique, et quelles sont les actions physiques, chimiques et physiologiques qu'on produit avec cet appareil ?

26. — Rapports entre les effets de la foudre et de l'électricité. — Comment s'est-on assuré que certains nuages sont électrisés ?

Description et théorie des paratonnerres.

Quelles sont les conditions essentielles pour qu'ils ne puissent jamais être dangereux ?

Choc en retour.

27. — Quels sont les faits observés par Galvani, qui ont conduit Volta à reconnaître que les métaux en contact deviennent électriques ?

En quoi consiste la pile de Volta ?

28. — Des effets physiologiques, physiques et chimiques produits par la pile voltaïque. — A quel signe reconnaît-on que l'électricité est transmise dans un fil conducteur ?

Expérience d'Oerstedt.

29. — Des rhéomètres ou galvanomètres. — Leur construction, leurs usages.

Des fils traversés par un courant électrique agissent-ils les uns sur les autres ? — Sont-ils influencés par le globe terrestre ?

30. — Qu'est-ce qu'un aimant naturel ? — Qu'entend-on par pôles d'un aimant. — Comment les détermine-t-on ?

Action exercée sur un aimant par la terre ou un autre aimant.

Direction, déclinaison, inclinaison de l'aiguille aimantée.

Action des aimants sur les courants.

Théorie du magnétisme.

31. — Quelle différence y a-t-il entre le fer doux et l'acier trempé, relativement au magnétisme ? — Comment peut-on aimanter les substances magnétiques ? — Aimantation par des aimants, par la terre et des courants électriques.

32. — En quoi consiste l'expérience de la chambre noire ? — Exposer les effets qu'on y observe.

Quelle est la loi de la réflexion de la lumière. — En quoi un miroir de métal diffère-t-il d'un miroir de glace ? — Comment voit-on les objets dans un miroir plan, dans un miroir concave et dans un miroir convexe ? — Qu'entend-on par foyer ?

33. — Qu'est-ce que la réfraction de la lumière ? — Phénomènes principaux de la réfraction. — Quelle est son influence sur le moment de l'apparition et de la disparition des astres ?

Du mirage.

34. — Quels sont les phénomènes qui résultent de la transmission d'un rayon de lumière à travers un prisme ? — Du spectre solaire.

Quelles sont les couleurs du spectre, et dans quel ordre se présentent-elles ?

Comment pourrait-on recomposer la lumière blanche.

35. — Comment se fait-il qu'un verre lenticulaire donne en arrière de lui l'image des objets placés en avant ?

Quelle est la position et la grandeur des images, et pourquoi les verres de divergence ou concaves ne produisent-ils pas le même effet ?

36. — De quelle manière s'opère la vision ? — En quoi consistent les vues myopes et presbytes, et comment peut-on remédier à ces défauts avec des verres concaves et convexes ?

Durée de la sensation produite par un point lumineux.

37. — Qu'est-ce qu'un corps simple ? — Qu'est-ce qu'un corps composé ? — Enumérer et classer les corps simples. — Exposer les principes sur lesquels repose la nomenclature chimique.

38. — Qu'est-ce que l'affinité chimique ? — En quoi diffère-t-elle de la cohésion ? Définir l'analyse et la synthèse.

Qu'entend-on par équivalents chimiques ?

39. — Faire connaître les principes de l'air atmosphérique et le rôle que ce fluide joue dans les phénomènes de la combustion et de la respiration.

40. — Quelle différence y a-t-il entre les métalloïdes et les métaux ? — Exposer les propriétés qui distinguent l'hydrogène, le carbone, le phosphore, le soufre, le chlore, l'iode.

41. — Des caractères qui permettent de reconnaître les métaux les plus utiles.

42. — Comment distingue-t-on en général les oxydes des acides ?

43. — Indiquer la composition et les propriétés les plus saillantes des principaux oxydes et des principaux acides.

44. — Qu'est-ce qu'un sel ? — Qu'entend-on par sel neutre, sel acide, sel alcalin ? — Caractères des principaux genre de sels.

45. — Quelles sont les propriétés de quelques-uns des sels les plus employés, tels que le sel marin, le salpêtre ou nitrate de potasse, le plâtre ou sulfate de chaux, l'alun, le carbonate de chaux, le phosphate de chaux ?

46. — Que se passe-t-il lorsqu'un sel est décomposé par un acide, ou par une base, ou par un métal ?

47. — Quels sont les éléments des matières organiques ?

Comment se fait-il qu'un petit nombre d'éléments puisse produire un très grand nombre de matières organiques.

48. — Qu'est-ce qui détermine les alternatives du jour et de la nuit et le retour périodique des saisons ? — A quoi faut-il attribuer l'inégalité des jours ? — Quelle est la durée de l'année. — Faire connaître la disposition du calendrier.

49. — Quelle est la cause des éclipses du soleil et de lune ? — Pour-quoi les premières sont-elles moins fréquentes que les secondes ? — Et comment se fait-il qu'elles n'ont pas lieu chaque mois.

50. — Dire ce qu'on entend par longitude et latitude. — Quel en est l'usage dans la géographie ? — Donner une idée de la manière dont on peut les déterminer.

Liste des auteurs grecs, latins et français annexée au règlement du Baccalauréat ès lettres, pour l'épreuve de l'explication.

(14 Juillet 1840)

(Les candidats ne doivent être interrogés que d'après les éditions autorisées pour l'usage des classes.)

Auteurs grecs.

Homère : *Le premier livre de l'Illiade*, n^{os} 1, 2, 3 ; *Le sixième livre de l'Illiade*, n^{os} 4, 5, 6, 7. — Sophocle : *Œdipe roi*, n^{os} 8, 9, 10, 11 ; *Œdipe à Colone*, n^{os} 12, 13, 14. — Euripide : *Hécube*, n^{os} 15, 16, 17, 18. — Théocrite : *La première Idylle*, n^{os} 19, 20, 21. — Xénophon : *Les Mémoires sur Socrate*, livre premier, n^{os} 22, 23, 24 ; livre II, n^{os} 25, 26, 27 ; livre III, n^{os} 28, 29, 30 ; livre IV, n^{os} 31, 32, 33. — Platon : *Le premier Alcibiade*, n^{os} 34, 35, 36, 37. — Démosthène : *La première Olynthienne*, n^{os} 38, 39, 40 ; *La deuxième Olynthienne*, n^{os} 41, 42, 43. — Plutarque : *Vie d'Alexandre*, n^{os} 44, 45, 46 ; *Vie de César*, n^{os} 47, 48, 49, 50.

Auteurs latins.

Virgile : *Le quatrième livre des Géorgiques*, n^{os} 1, 2 ; *Le premier livre de l'Enéide*, n^{os} 3, 4 ; livre II, n^o 5 ; livre III, n^o 6 ; livre IV, n^o 7 ; livre V, n^o 8 ; livre VI, n^{os} 9, 10 ; livre VII, n^o 11 ; livre VIII, n^o 12 ; livre IX, n^o 13 ; livre X, n^o 14 ; livre XI, n^o 15 ; livre XII, n^o 16. — Horace : *Le premier livre des Odes*, n^{os} 17, 18 ; *Le premier livre des Satires*, n^{os} 19, 20 ; *le premier livre des Epîtres*, n^{os} 21, 22 ; *L'art poétique*, n^{os} 23, 24. — Ovide : *Les Métamorphoses*, livre premier, n^o 25 ; livre II, n^o 26. — Térence : *L'Andrienne*, n^o 27. — Cicéron : *Discours contre Verrès, de Signis*, n^{os} 28, 29 ; *de Suppliciis*, n^{os} 30, 31 ; *la Milonienne*, n^{os} 32, 33 ; *Le songe de Scipion*, n^{os} 34, 35 ; *Les Tusculanes*, n^{os} 36, 37. — Tacite : *Vie d'Agricola*, n^{os} 38, 39 ; *Le premier livre des Annales*, n^{os} 40, 41. — Pline le Jeune : *Le Panégyrique de Trajan*, n^{os} 42, 43. — *Narrations et discours tirés de Tite-Live*, n^{os} 44, 45 ; *Narrations et discours tirés de Salluste*, n^o 46, 47 ; *Narrations et discours tirés de Quinte-Curce*, n^o 50.

Auteurs français.

Corneille : *Le Cid*, n^{os} 1, 2 ; *Polyeucte*, n^{os} 3, 4. — Racine : *Bri-
tannicus*, n^{os} 5, 6 ; *Esther*, n^{os} 7, 8 ; *Athalie*, n^{os} 9, 10. — Molière : *Le
Misanthrope*, n^{os} 11, 12. — La Fontaine : *Les trois premiers livres des
Fables*, n^{os} 13, 14 ; les livres IV, V, VI, n^{os} 15, 16 ; les livres VII, VIII,
IX, n^{os} 17, 18 ; les trois derniers livres, n^{os} 19, 20, *Philémon et Baucis*.
— Boileau : *Les Épîtres*, n^{os} 21, 22 ; *L'Art poétique*, n^{os} 23, 24. — Pas-
cal : *Les deux premières Provinciales*, n^{os} 25, 26. — Bossuet : *Oraison
funèbre de la reine d'Angleterre*, n^{os} 27, 28 ; *Oraison funèbre du prince
de Condé*, n^{os} 29, 30 ; Troisième partie du discours sur l'*Histoire Uni-
verselle*, n^{os} 31, 32. — Fénelon : *Dialogues sur l'éloquence*, n^{os} 33, 34 ;
Télémaque, livre IV, n^{os} 35, 36 ; Livre XIV (description des Champs-
Élysées), n^o 37, 38. — La Bruyère : *Des ouvrages de l'esprit*, n^{os} 39,
40. — Massillon : *Le Petit Carême*, les cinq premiers sermons, n^{os} 41,
42 ; les cinq derniers, n^{os} 43, 44. — Montesquieu : *Grandeur et Déca-
dence des Romains*, n^{os} 45, 46. — Buffon : *Discours sur le style*, n^{os} 47,
48. — Voltaire : *Siècle de Louis XIV*, n^{os} 49, 50.

IV. — RÉGIME DE 1852.

I. — Baccalauréat ès lettres.

(5 Septembre 1852)

1° EPREUVES ÉCRITES :

Une version latine et une composition latine ou française.

2° EPREUVES ORALES.

LISTE DES AUTEURS

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Les Olynthiennes, les Philippiques, le discours
pour la couronne.*
2. — Plutarque : *Vie des hommes illustres.*
3. — Choix de discours des Pères grecs.
4. — Homère.
5. — Sophocle.

Auteurs latins.

1. — Cicéron : *Discours contre Catilina et contre Verrès ; Traités
de l'Amitié et de la Vieillesse ; Songe de Scipion.*
2. — César : *Commentaires.*
3. — Salluste.
4. — Tacite : *Annales.*
5. — Virgile.
6. — Horace.

Auteurs français.

1. — Bossuet : *Discours sur l'histoire universelle, Oraisons funèbres.*
2. — Fénelon : *Lettres à l'Académie, Dialogues sur l'Eloquence.*
3. — Massillon : *Petit carême.*
4. — Montesquieu : *Considérations sur les causes de la grandeur
et de la décadence des Romains.*
5. — Voltaire : *Vie de Charles XII, Siècle de Louis XIV.*
6. — Théâtre classique.
7. — Boileau.
8. — La Fontaine : *Fables.*

2° PROGRAMMES SOMMAIRES.

I. — LOGIQUE.

1. — Etude de l'esprit humain et du langage.
2. — De la méthode dans les divers ordres de connaissances.
3. — Application des règles de la méthode à l'étude des principales
vérités de l'ordre moral.

4. — Analyse du *De Officiis* de Cicéron.
5. — Analyse du discours *De la méthode* de Descartes.
6. — Analyse de la *Logique* de Port Royal.
7. — Analyse du *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même* de Bossuet.
8. — Analyse du *Traité de l'existence de Dieu*, de Fénelon.

II. — HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

Histoire ancienne.

1. — Monde connu des anciens.
2. — Temps primitif.
3. — Histoire du peuple de Dieu jusqu'à la captivité.
4. — Egypte.
5. — Assyriens. — Babyloniens. — Phéniciens. — Mèdes et Perses.
6. — La Grèce. — Sa position géographique. — Temps héroïques.
7. — Colonies. — Institutions politiques, Lycurque, Solon, Pisistrate.
8. — Guerres médiques. — Guerre du Péloponèse. Périclès. Les Grecs en Asie.
9. — Philippe de Macédoine et Démosthène.
10. — Alexandre. Démembrement de son empire.
11. — La Grèce réduite en province romaine.
12. — La géographie de l'Italie. Position de Rome. Les rois.
13. — Fondation de la république. Premières guerres de Rome.
14. — Les guerres puniques. — Annibal et Scipion. — Conquêtes des Romains.
15. — Troubles civils. — Les Gracques. — Marius. — Sylla. — Sertorius. — Mithridate.
16. — Pompée. — Cicéron et Catilina.
17. — César. — Premier triumvirat. — Second triumvirat.
18. — Organisation du gouvernement impérial. — Bornes et divisions géographiques de l'empire. — Siècle d'Auguste.
19. — Les empereurs de la maison d'Auguste. — Naissance et progrès du christianisme.
20. — Les empereurs Flaviens. — Les Antonins.
21. — Les empereurs Syriens. — Dioclétien.
22. — Constantin. — Triomphe du christianisme. — Théodose. — Partage définitif de l'empire. — Chute de l'empire d'Occident.
23. — Condition de la Gaule pendant toute la durée de l'empire.

Histoire du moyen âge.

24. — Etat du monde romain et du monde barbare à la fin du quatrième siècle de notre ère.
25. — Invasion des Barbares du Nord. — Alaric. — Genseric. — Attila. — Clovis.
26. — Première monarchie franque. — Frédégonde et Brunehaut.
27. — Décadence de la race mérovingienne. — Maires du palais.
28. — Seconde monarchie franque. — Charlemagne.
29. — Invasion des peuplades du Midi. — Les Arabes. — Mahomet.
30. — Démembrement du kalifat.
31. — Temps féodaux. — Démembrement de l'empire de Charlemagne. — Faiblesse de ses successeurs. — Lutte des derniers Carlovingiens et des premiers Capétiens. — Etablissement des Normands en France.
32. — Exposition du système féodal. — Géographie sommaire de l'Europe féodale. — Déclin des lettres à la fin du ix^e siècle. — Renaissance dès le xi^e siècle.
33. — Rivalité du sacerdoce et de l'empire.
34. — Croisades. — Leurs résultats.
35. — Organisation des grandes nations modernes. — En France, progrès de l'autorité royale. — Bataille de Bouvines. — Saint Louis. — Progrès de la littérature et des arts. — Philippe le Bel. — La loi salique.
36. — Invasion danoise en Angleterre. — Invasion du duc de Normandie. — Royauté anglo-normande. — Henri II. — La grande charte.
37. — Guerre de cent ans entre la France et l'Angleterre. — Bataille

de Crécy et de Poitiers. — Charles V. — Duguesclin. — Charles VI. — Les Armagnacs et les Bourguignons. — Bataille d'Azincourt. — Charles VII. — Jeanne d'Arc. — Nouveaux progrès de l'autorité royale en France.

35. — Espagne. — Lutte entre les Maures et les Chrétiens. — Formation et agrandissement des monarchies espagnoles. — Fondation du royaume de Portugal. — Découvertes des Portugais.

36. — Républiques italiennes.

37. — Etat anarchique de l'Allemagne. — Formation et rupture de l'Union de Colmar. — Polonais et Moscovites. — Turcs ottomans. — Chute de Constantinople.

Histoire des temps modernes.

38. — Etat politique et divisions géographiques de l'Europe au milieu du xv^e siècle.

39. — France. — Louis XI. — Charles le Téméraire. — Charles VIII. — Accession de la Bretagne.

40. — Angleterre. — Guerre des deux roses.

41. — Espagne. — Ferdinand et Isabelle. — Chute de Grenade.

42. — Allemagne et Italie. — Frédéric III et Maximilien. — Venise et Gênes. — Les Médicis. — Politique du Saint Siège.

43. — Les Tucs sous Mahomet II. — Etendue et puissance de l'empire ottoman en 1520.

44. — Guerres d'Italie. — Louis XII. — Tableau de l'Italie au moment de l'invasion française.

45. — Découverte de la poudre à canon, de l'imprimerie, de la boussole. Christophe et Vasco de Gama.

46. — La réforme en Allemagne, en Suisse, en Angleterre.

47. — Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint.

48. — Soliman II. — Siège de Vienne.

49. — Henri II. — Conquête des trois évêchés.

50. — Le concile de Trente.

51. — La réforme en France. — Guerres de religion. — François II. — Charles IX. — Henri III. — Les Guises.

52. — Elisabeth et Marie Stuart.

53. — Philippe II. — Soulèvement des Pays-Bas. — Guillaume de Nassau.

54. — Henri IV. — Ses victoires. — Son gouvernement. — Sully.

55. — Jacques I^{er} d'Angleterre. — Charles I^{er}. — Révolution de 1648. — Cromwell.

56. — Richelieu et Louis XIII. — Guerre de trente ans. — Abaissement de la maison d'Autriche.

57. — Mazarin et la Fronde.

58. — Louis XIV et son siècle.

59. — Restauration de Charles II en Angleterre. — Jacques II. — Révolution de 1688. — Le prince d'Orange.

60. — La régence et Louis XV. — Frédéric II et Marie-Thérèse. — Charles XII et Pierre le Grand. — Partage de la Pologne.

61. — Esprit de la réforme du xviii^e siècle.

62. — Révolution française. — Assemblée constituante. — Assemblée législative. — Convention nationale. — Directoire. — Le consulat. — L'Empire.

Géographie physique et politique.

63. — Grandes divisions du globe.

64. — Etats européens (la France exceptée).

65. — Histoire sommaire de la géographie.

66. — Géographie statistique des productions et du commerce des principales contrées.

67. — Géographie physique et politique de la France.

III. — ARITHMÉTIQUE, GÉOMÉTRIE ET PHYSIQUE ÉLEMENTAIRES.

Eléments d'arithmétique.

1. — Système de numération. — Système métrique.

2. — Addition, soustraction, multiplication et division des nombres entiers.

3. — Extension des mêmes règles aux nombres entiers accompagnés de fractions décimales et aux fractions décimales pures.

4. — Des fractions en général. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur.

5. — Addition et soustraction des fractions.

6. — Multiplication et division d'un nombre entier par une fraction, d'une fraction par une fraction. — Sens que l'on attache à ces expressions.

7. — Règles de trois, d'intérêt, d'escompte par la méthode dite de réduction à l'unité.

8. — Partage d'une somme en parties proportionnelles à des nombres donnés.

9. — Moyennes arithmétiques et règle d'alliage.

Eléments de géométrie plane.

10. — Premières notions sur la ligne droite et le cercle, les angles et la mesure des angles au moyen des arcs de cercle.

11. — Cas d'égalité des triangles.

12. — Propriétés fondamentales des perpendiculaires et des obliques.

13. — Propriétés fondamentales des parallèles et théorème sur la somme des angles du triangle.

14. — Propriétés des parallélogrammes.

15. — Propriétés principales des cordes, des sécantes et des tangentes.

16. — Mesures des angles que ces lignes font entre elles, au moyen des arcs de cercle qu'elles interceptent.

17. — Lignes proportionnelles.

18. — Conditions de similitude des triangles et des polygones quelconques.

19. — Décomposition d'un triangle rectangle en deux triangles semblables au triangle donné, et relations numériques qui en résultent.

20. — Problèmes élémentaires sur la ligne droite et le cercle.

21. — Diviser une droite et un arc en deux parties égales.

22. — Décrire une circonférence qui passe par trois points donnés.

23. — D'un point donné hors d'un cercle, mener une tangente à ce cercle.

24. — Trouver une quatrième proportionnelle à trois lignes données et une moyenne proportionnelle entre deux lignes données.

25. — Construire un polygone semblable à un polygone donné.

26. — Mesure des aires.

27. — Mesure de l'aire du rectangle. — Du parallélogramme. — Du triangle. — Du trapèze. — d'un polygone quelconque.

28. — Mesure approchée de l'aire d'une figure plane quelconque.

29. — Rapport entre les aires des polygones semblables.

30. — Relation entre les surfaces des carrés construits sur les trois côtés d'un triangle rectangle.

31. — Polygones réguliers inscrits et circonscrits au cercle.

32. — Incrire un carré, un hexagone et les polygones réguliers dont l'inscription se ramène à celle de l'hexagone et du carré.

33. — Montrer que le rapport de la circonférence au diamètre est le même pour tous les cercles, et indiquer l'esprit de la méthode au moyen de laquelle on peut, par des procédés élémentaires, obtenir une valeur approchée de ce rapport.

34. — Mesure de l'aire du cercle, envisagé comme un polygone régulier d'une infinité de côtés.

Eléments de physique.

35. — De la pesanteur. — Expérience de la chute des corps dans le vide. — Masse. — Densité, poids d'un corps. — Centre de gravité. — Isochronisme des petites oscillations du pendule. — Usage de la balance.

36. — Conditions d'équilibre des liquides. — Démonstration expé-

rimentale du principe d'Archimède. — Poids spécifique des corps. — Idée des aéromètres.

• 37. — Baromètre. — Loi de Mariotte. — Machine pneumatique. — Pompes. — Siphon.

38. — Le son. — Sa production. — Sa vitesse dans l'air.

39. — Dilatabilité des corps par la chaleur. — Thermomètre.

40. — Chaleur rayonnante. — Réflexion de la chaleur. — Emission et absorption.

41. — Changement d'état des corps. — Fusion, solidification, vaporisation, liquéfaction. — Définition de la chaleur latente.

42. — Démonstration expérimentale de la force élastique des vapeurs.

43. — Donner une idée du principe des machines à vapeur.

44. — Ebullition, distillation, évaporation, froid produit par l'évaporation. — Prouver que tous les corps n'ont pas la même capacité pour la chaleur. — Définition de la chaleur spécifique.

45. — Développement de l'électricité par le frottement. — Faits sur lesquels repose l'hypothèse des deux fluides électriques.

46. — Description des électroscopes et de la machine électrique. — Effets de la bouteille de Leyde et des batteries.

47. — Analogie entre les effets de la foudre et de l'électricité. — Paratonnerres.

48. — Aimants naturels. — Pôles. — Déclinaison de l'aiguille aimantée. — Aimantation.

49. — Pile voltaïque : ses principaux effets physiques, chimiques et physiologiques. — Courant électrique. — Aimantation du fer doux.

50. — Télégraphes électriques.

51. — Lumière. — Réflexion. — Lois de la réflexion.

52. — Miroirs plans. — Effets des miroirs concaves. — Foyer. — Réfraction. — Effets de la réfraction. — Effets des lentilles. — Prisme. — Spectre solaire.

II. — Baccalauréat ès sciences.

(7 Septembre 1852)

1° EPREUVES ÉCRITES :

Une version latine et une composition de mathématiques ou de physique.

2° EPREUVES ORALES :

1. — La liste des auteurs que les candidats devront expliquer.
2. — Les programmes des quatre séries de questions auxquelles ils devront répondre.
3. — Les tableaux d'après lesquels l'interrogation sera graduée dans les sessions des années 1853, 1854 et jusqu'au 10 juillet 1856 exclusivement.

LISTE DES AUTEURS

Auteurs latins.

1. — Cicéron : *Discours contre Catilina et contre Verrès. Traités de l'amitié et de la vieillesse, Songe de Scipion.*
2. — César : *Commentaires.*
3. — Salluste.
4. — Tacite : *Annales.*
5. — Virgile.
6. — Horace.

Auteurs français.

1. — Bossuet : *Discours sur l'histoire universelle. Oraisons funèbres.*
2. — Fénelon : *Lettres à l'Académie. Dialogues sur l'éloquence.*
3. — Massillon : *Petit Carême.*
4. — Montesquieu : *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains.*
5. — Voltaire : *Vie de Charles XII, Siècle de Louis XIV.*
6. — Théâtre classique.

7. — Boileau.

8. — La Fontaine : Fables.

Auteurs allemands.

Morceaux choisis de prose et de vers des classiques allemands.

Auteurs anglais.

Morceaux de prose et de vers des classiques anglais.

II. — PROGRAMME DES QUESTIONS.

Première série. — LOGIQUE, HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

Logique.

1. — Des facultés de l'âme. — Sensibilité. — Entendement. — Volonté.
2. — Des opérations de l'entendement. — Attention. — Comparaison. — Jugement. — Raisonnement.
3. — Des idées en général, de leur origine, de leurs différents caractères, de leurs diverses espèces.
4. — Des notions et vérités premières.
5. — De la mémoire, de l'association des idées, de l'imagination.
6. — Des signes en général et du langage en particulier.
7. — Influence des signes sur la formation des idées.
8. — Notions de grammaire générale.
9. — De la méthode en général. — De l'analyse et de la synthèse.
10. — De la méthode dans les sciences physiques et naturelles. — Observation. — Expérimentation.
11. — De l'analogie. — De l'induction. — Des hypothèses.
12. — De la méthode dans les sciences exactes. — Axiomes. — Définition. — Démonstration.
13. — Du syllogisme. — De ses figures. — De ses règles.
14. — De la méthode dans les sciences morales. — Autorité du témoignage des hommes. — Règles de la critique historique.
15. — De la certitude en général. — Des différentes sortes de certitude.
16. — Des causes et des remèdes de nos erreurs.

HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

Histoire de France.

17. — Limites et étendue de la Gaule. — Caractère des peuplades gauloises. — Druides et monuments druidiques. — Anciennes migrations en Espagne, en Italie, dans la vallée du Danube, en Grèce, en Thrace, en Asie mineure.

18. — Soumission de la Gaule narbonnaise aux Romains. — Luittes contre César (58-50). — Pacification de la Gaule.

19. — Condition de la Gaule pendant toute la durée de l'empire.

20. — Les Francs avant Clovis. — Clovis et ses fils.

21. — Puissance des Francs Mérovingiens. — Clotaire I^{er}, Frédégonde, Brunehaut, Clotaire II, Dagobert. — Prépondérance des Francs dans l'Europe occidentale. — Mœurs et institutions apportées par les Germains au milieu des populations romaines. — Bénéfice et alleux (538-638).

22. — Décadence de la race Mérovingienne. — Affaiblissement de la royauté. — Rois fainéants. — Maires du Palais. — Opposition de la Neustrie à l'Austrasie. — Ebroïn. — Bataille de Testry (638-687).

23. — Puissance croissante des maires d'Austrasie. — Pépin d'Héristal. — Charles Martel. — Pépin le Bref (687-752). — Ils constituent l'Etat et relèvent le pouvoir. — Pépin le Bref fonde la seconde Race (752).

24. — Réunion et tentative d'organisation de tout le monde germanique par Charlemagne. — Ses guerres, son gouvernement, étendue et divisions géographiques de son empire. — Premier réveil littéraire (768-814).

25. — Fragilité de l'œuvre de Charlemagne. — Faiblesse de Louis le Débonnaire. — Bataille de Fontanet. — Division de l'empire en trois

royaumes par le traité de Verdun. — La France proprement dite est limitée au Nord-Est par la Meuse (814-843).

26. — Faiblesse de Charles le Chauve. — Invasion des Northmans par le Nord et l'Ouest, des Sarrasins par la Provence et les Alpes, et bientôt des Hongrois par l'Est. — Nouveaux démembrements de l'Etat et du pouvoir. — Reconnaissance définitive de l'hérédité des bénéfices et des offices royaux. — Inutilité des tentatives faites pour reconstituer l'empire de Charlemagne. — Irrévocable décision en plusieurs Etats (843-888).

27. — Royauté d'Eudes et de Raoul. — Entreprises pour substituer une nouvelle dynastie à celle des Carolingiens. — Transformation du pouvoir royal. — Règnes de Hugues Capet et de ses trois premiers successeurs (888-1108), leur alliance intime avec l'Eglise. — Etablissement des Northmans en France.

28. — Exposition du système féodal. — Asservissement de la plus grande partie des anciens hommes libres ; mais le servage est substitué à l'esclavage. — Description féodale de la France. — Géographie sommaire de l'Europe féodale.

29. — Ferveur ardente et union de toute l'Europe chrétienne dans une même foi et une même pensée. — La première croisade et le royaume chrétien de Jérusalem (1058-1157).

30. — Les dernières croisades (1147-1270). — Résultat de ces expéditions. — Part que la France y prit.

31. — La royauté commence la guerre contre la féodalité avec l'appui des communes, des villes et des églises. — Progrès de l'autorité royale sous Louis VI, Louis VII, Philippe-Auguste et Louis VIII. — Extension du domaine de la couronne. — Conquêtes de plusieurs provinces de l'Ouest sur Jean sans Terre. — Bataille de Bouvines. — Affermissement de l'autorité royale au Nord. — Conquête de plusieurs provinces du Midi par la croisade contre les Albigeois (1108-1226).

32. — Saint Louis. — Ses guerres contre les barons et contre les Anglais. — Ses deux croisades. — Ses travaux législatifs. — Coups portés par Saint Louis à la féodalité. — Premiers grands mouvements de la prose française. — Villehardouin et Joinville. — Troubadours et trouvères. — Universités. — Architecture ogivale (1226-1270). — Les ordres mendiants.

33. — Philippe III et Philippe IV. — Guerres avec l'Aragon, la Flandre et l'Angleterre. — Lutte avec Boniface VIII. — Commencements d'une administration régulière. — Pénurie du Trésor, exactions pour le remplir. — Condamnation des Templiers. — Premiers Etats généraux. — Le parlement. — Fin de la descendance directe de Hugues Capet. — La loi salique (1270-1328).

34. — Première partie de la guerre de Cent ans. — Edouard III et le Prince Noir, Philippe VI et Jean II. — Guerre de Flandre et de Bretagne. — Batailles de Crécy et de Poitiers (1328-1356).

35. — Etats généraux. — Jacquerie. — Charles V et Duguesclin. — La France une première fois recouvrée sur les Anglais (1356-1380).

36. — Catastrophes en France. — Folie de Charles VI. — Armagnacs et Bourguignons (1380-1414).

37. — Henri V. — Bataille d'Azincourt. — Traité de Troyes. — Charles VII et Henri VI. — Jeanne d'Arc. — Expulsion des Anglais (1414-1453).

38. — Progrès de l'autorité royale. — Résumé de l'administration des Valois jusqu'à Charles VII. — Formation d'une nouvelle féodalité princière par les apanages. — Progrès du tiers-état. — Importance du Parlement et de l'Université. — Réformes de Charles VII. — Pragmatique sanction de Bourges. — Taille perpétuelle. — Armée permanente.

39. — Nouveaux progrès de l'autorité royale sous Louis XI. — Puissance des maisons féodales. — Opposition et mort du duc de Bourgogne. — Résultats du règne de Louis XI. — Anne de Beaujeu et Charles VIII. — Etats généraux de 1484. — Acquisition de la Bretagne (1453-1494).

40. — Commencement des guerres d'Italie. — Expéditions de Charles VIII et de Louis XII. — Gouvernement de ce dernier prince (1494-1515).

41. — Rivalité de François I^{er} et de Charles Quint. — Marignan, Pavie. — Captivité de François I^{er}. — Prise de Rome par le connétable de Bourbon. — Traité de Cambrai (1515-1529). — Rôle de l'Angleterre dans la lutte de la France et de l'empire.

42. — Henri II et le Traité de Cateau-Cambrésis. — Résultats des guerres d'Italie. — La Péninsule fermée aux Français et soumise aux Espagnols. — La France acquiert Metz, Toul et Verdun (1457-1559). — La renaissance en France.

43. — La réforme en France. — Guerres de religion. — François II. — Charles IX. — Henri III. — Les Bourbons et les Guises (1559-1589).

44. — Henri IV achève de ruiner la prépondérance de l'Espagne, termine en France les guerres de religion et rétablit le pouvoir royal. — Ses réformes, ses projets. — Sully. — Ecoles littéraires de la France. — Montaigne. — Amyot. — Ronsard et Malherbe.

45. — L'autorité royale conserve la prééminence en France. — Richelieu et Louis XIII. — Le protestantisme cesse d'être un parti politique. — Abaissement des Grands. — Création des Intendants. — Abaissement de la maison d'Autriche (1610-1643).

46. — Guerre de Trente Ans. — Traité de Westphalie. — L'Alsace reste à la France.

47. — Mazarin et la Fronde. — Les traités de Westphalie et des Pyrénées préparent la grandeur de Louis XIV. — Situation de l'Europe et limites des Etats en 1661. — Décadence de l'Espagne, de l'Italie et de l'Empire. — Epuisement de la Suède. — Décadence de la Pologne. — Divisions de l'Angleterre. — Richesses et puissance de la Hollande (1643-1661).

48. — Louis XIV. — Ministère de Colbert. — Administration intérieure. — Industrie. — Commerce. — Marine marchande et militaire. — Les classes. — Législation. — Epoque la plus glorieuse des lettres françaises.

49. — Louis XIV. — Influence prépondérante de Louvois. — Organisation militaire. — Guerre avec l'Espagne. — Traité d'Aix-la-Chapelle. — Invasion de la Hollande. — Coalition générale. — Traité de Nimègue. — Turenne. — Condé. — Vauban. — Duquesne. — Conquête de la Flandre et de la Franche-Comté (1661-1679).

50. — Révocation de l'édit de Nantes et politique de Louis XIV à l'égard de l'Angleterre. — Charles II. — Jacques II. — Opposition de l'aristocratie et du clergé anglais. — Révolution de 1688 avec l'aide de la Hollande. — Guillaume de Nassau. — Locke. — Nouveau droit politique (1679-1688).

51. — Suites de la révolution de 1688 pour l'Europe. — Traité de Ryswick. — Guerre de la succession d'Espagne. — Traité d'Utrecht et de Rastadt (1688-1715). — Luxembourg, Villars, Catinat, Vendôme, Berwick et Tourville.

52. — Coup d'œil sur le xvii^e siècle. — Progrès général des sciences, des lettres et des arts.

53. — Le règne de Louis XV. — Law. — Ministère de Fleury. — Guerre de la succession d'Autriche et Guerre de sept ans. — Traité de Paris. — Perte des colonies françaises (1715-1763).

54. — Esprit de réforme popularisé par les philosophies (Voltaire, Montesquieu, Rousseau...) et par les économistes (Vauban, Quesnay, Adam, Smith, etc.) dans toute l'Europe. — Pombal et Joseph I^{er} en Portugal. — Ferdinand VI. — Charles III et Aranda en Espagne. — Tanucci et Charles VII à Naples. — Léopold en Toscane. — Joseph II en Autriche. — Frédéric II en Prusse. — Choiseul, Louis XVI, Turgot, Malesherbes et Necker en France.

55. — Découvertes scientifiques et géographiques au xviii^e siècle : Franklin, Lavoisier, Linnée, Buffon, Laplace, Lagrange, Volta, Cook et Bougainville. — Géographie de l'Europe en 1789.

56. — Assemblée constituante. — Assemblée législative. — Journée du 10 août. — Convention nationale. — Procès et mort de Louis XVI. — La Terreur. — Le 9 thermidor. — Lé 13 vendémiaire.

57. — Directoire. — Premières campagnes de Bonaparte en Italie.

— Traité de Campo-Formio. — Expédition d'Égypte. — Retour de Bonaparte. — Le 18 brumaire. — Constitution consulaire. — Concordat. — Code civil.

58. — Napoléon empereur. — Géographie de l'Europe en 1810. — Guerre de Russie. — Campagne d'Allemagne. — Campagne de France. — Abdication. — Retour de l'Île d'Elbe. — Les Cent Jours. — Waterloo. — Sainte-Hélène. — Traité de 1815.

Géographie physique et politique.

59. — Objet et utilité de cette étude. — Ce qu'on entend par géographie physique et par géographie politique. — Nomenclature et définition des principaux termes en usage. — Utilité des cartes géographiques. — Mappemonde. — Cartes générales. — Cartes particulières. — Echelles. — Valeur des principales mesures itinéraires en myriamètres. Division de la surface du globe en terres et eaux ; rapport de leur étendue ; population du globe.

Continents. — Forme générale de leur contour. — Orographie et hydrographie sommaires. — Grandes divisions relatives aux races et aux religions. — Parties du monde.

Océan. — Grandes divisions. — Leur situation relative et leur communication entre elles. — Mers principales.

60. — *Asie, Afrique, Amérique du Nord et Amérique du Sud.* — Limites, forme générale du contour, mers et îles principales. — Division en grands versants. — Chaînes de montagne. — Lacs et fleuves. — Grandes divisions relatives aux races et aux religions. — Principaux États ; leurs capitales. — Population. — Principales colonies européennes. — Mention particulière des possessions anglaises aux Indes et des États-Unis d'Amérique.

Océanie. — Situation, divisions, mers, îles et archipels principaux ; possessions des Européens ; capitales.

61. — *Europe.* — Limites ; forme générale du contour ; mers, îles et presqu'îles principales ; situation.

Division en grands versants ; ligne de partage des eaux depuis les monts Ourals jusqu'au détroit de Gibraltar.

Principales chaînes de montagnes ; situation et direction. — Principaux fleuves : sources, directions, embouchures. — Grands lacs. — Grandes divisions d'après les races et les religions, langues principales. — Principaux États de l'Europe, leur situation ; capitales. — Population de l'Europe.

62. — *Description sommaire des mers :*

- 1° Grand Océan ;
- 2° Océan atlantique ;
- 3° Mer des Indes ;
- 4° Mer Méditerranée et Mer Noire ;
- 5° Mer du Nord ;
- 6° Mer Baltique.

Situation. — Forme générale du littoral. — Mers secondaires, îles et détroits principaux. — Pays baignés par ces mers. — Embouchures des fleuves les plus remarquables, grands ports. — Principales colonies européennes. — Notions sur les lignes de navigation les plus suivies et sur la durée de leur traversée.

63. — *États européens :*

- 1° Îles britanniques ;
- 2° Hollande et Belgique ;
- 3° Suède, Norvège, Danemark ;
- 4° Russie et Pologne ;
- 5° Prusse ;
- 6° Allemagne et Suisse ;
- 7° Empire d'Autriche ;
- 8° Turquie d'Europe et Grèce ; Principautés slaves, Îles Ioniennes ;
- 9° Italie ;
- 10° Espagne et Portugal.

Pour chacun de ces États :

Situation et limites. — Mers et îles, versants. — Chaînes de mon-

lignes ; Fleuves et lacs. — Grandes divisions politiques. — Capitales. — Gouvernement. — Population. — Races et religions. — Colonies. — Ports principaux. — Armée, marine. — Revenu des puissances de premier ordre.

Mention des confédérations germanique et helvétique. — Eléments de puissances des Empires russe et britannique.

64. — *Histoire sommaire de la géographie.* — Monde connu des anciens. — Progrès de la géographie au moyen âge. — Etat des connaissances géographiques au commencement du xv^e siècle ; progrès de ces connaissances depuis cette époque. — Navigateurs les plus célèbres ; résumé de leurs principales découvertes. — Notions sommaires sur les principaux voyages autour du monde.

65. — *Géographie industrielle et commerciale.* — Notions élémentaires et sommaires : 1° Sur les localités d'où proviennent les productions les plus utiles : céréales, fers, houille, bois, coton, vins, etc.... — 2° Sur les plus importants centres d'industrie ; produits principaux de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, etc. — 3° Sur les centres principaux et ports de commerce ; matières premières ou fabriquées qui donnent lieu à l'importation ou à l'exportation ; lignes de navigation qu'elles suivent ; durée du trajet.

66. — *Limites.* — Latitudes et longitudes extrêmes. — Tracé du contour de la France. — Ligne de partage des eaux.

Chaînes de montagnes. — Situation et direction générale. — Ramifications. — Divisions en versants et bassins.

Côtes maritimes : 1° De Dunkerque à Bayonne ; 2° De Port-Vendres à Antibes.

Tracé du littoral. — Iles, caps et golfes. — Embouchures des grands fleuves. — Départements et villes principales du littoral.

Limites de terre : 1° De Dunkerque à Wissembourg ; 2° De Wissembourg à Bâle et à Antibes ; 3° De Port-Vendres à Bayonne. — Tracé de la limite. — Départements qu'elle confine. — Pays limitrophes.

Description sommaire des Alpes et des Pyrénées. — Situation, direction. — Divisions. — Montagnes, cols et ramifications les plus remarquables. — Rivières principales qui descendent de ces chaînes.

67. — *Bassins de la Seine, de la Loire, de la Garonne et du Rhône, bassins de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin* (partie française). — Ceinture du bassin et cours du fleuve. — Principaux affluents. — Départements et villes principales qu'arrosent le fleuve et ses affluents. — Points où commence la navigation.

Canaux et chemins de fer. — Principaux canaux, mers et rivières qu'ils mettent en communication. — Chemins de fer. — Grands villes qu'ils unissent. — Liaison avec les principaux chemins de fer de Belgique et d'Allemagne.

68. — *Ancienne division de la France en provinces.* — Situation des provinces. — Historique sommaire de leur rattachement à la couronne de France. — Capitales.

Division de la France en départements. — Origine et but de cette nouvelle division. — Situation respective des départements. — Chefs-lieux.

Concordance des deux divisions.

Départements formés des anciennes provinces de :

1° Bretagne, Normandie, Ile-de-France ;

2° Champagne, Picardie, Artois, Flandre, Lorraine ;

3° Poitou, Maine, Touraine, Anjou, Orléanais, Berry, Nivernais, Bourbonnais ;

4° Limousin, Auvergne, Marche, Saintonge, Aunis, Angoumois ;

5° Guyenne, Gascogne, Béarn ;

6° Comté de Foix, Roussillon, Languedoc ;

7° Provence, Dauphiné, Comtat-Venaissin, Lyonnais, Corse ;

8° Alsace, Franche-Comté, Bourgogne.

69. — *Statistique de la France.* — Superficie. — Population. — Gouvernement. — Divisions administratives, militaires, ecclésiastiques, judiciaires. — Instruction publique. — Préfectures maritimes. — Agriculture, industrie, commerce. — Revenu, dettes. — Armée, marine.

70. — *Colonies.* — Algérie. — Situation, limites. — Chaînes de montagnes et rivières principales. — Provinces et villes principales. — Races, religions. — Colonies françaises dans les différentes parties du monde. — Situation. — Villes principales. — Productions, commerce.

Deuxième série. — MATHÉMATIQUES PURES ET APPLIQUÉES.

Mathématiques pures.

Arithmétique.

1. — Numération décimale. — Addition et soustraction de nombres entiers, multiplication. Le produit de plusieurs nombres entiers ne change pas quand on intervertit l'ordre des facteurs. Pour multiplier un nombre par un produit de plusieurs facteurs, il suffit de multiplier successivement par les facteurs de ce produit.
2. — Division des nombres entiers. Pour diviser un nombre par un produit de plusieurs facteurs, il suffit de diviser successivement par les facteurs de ce produit. Restes de la division d'un nombre entier par 2, 3, 5, 9. Caractères de divisibilité pour chacun de ces nombres.
3. — Définition de nombres premiers et de nombres premiers entre eux. — Trouver le plus grand commun diviseur de deux nombres. — Tout nombre qui divise un produit de deux facteurs, et qui est premier avec l'un des facteurs, divise l'autre. — Décomposition d'un nombre en ses facteurs premiers. — En déduire le plus petit nombre divisible par des nombres donnés.
4. — Fractions ordinaires. — Une fraction ne change pas de valeur quand on multiplie ou quand on divise ses deux termes par un même nombre. — Réduction d'une fraction à sa plus simple expression. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur. — Plus petit dénominateur commun.
5. — Opérations sur les fractions ordinaires.
6. — Nombres décimaux, opérations, comment on obtient un produit et un quotient à une unité près d'un ordre décimal donné. — Erreurs relatives correspondantes des données et du résultat.
7. — Réduire une fraction ordinaire en fraction décimale. — Quand le dénominateur d'une fraction irréductible contient d'autres facteurs premiers que 2 et 5, la fraction ne peut être exactement convertie en décimales, et le quotient qui se prolonge indéfiniment est périodique. — Etant donné une fraction décimale périodique simple ou mixte, trouver la fraction ordinaire génératrice.
8. — Système des mesures légales, mesures de longueur : mètres, divisions, multiples. — Rapport de l'ancienne toise à 6 pieds au mètre. — Convertir en mètres un nombre donné de toises. — Mesures de superficie, de volume et de capacité. — Mesures de poids. — Monnaies, titre et poids des monnaies de France. — Usage des tables de conversion des anciennes mesures en mesures légales.
9. — Formation du carré et du cube de la somme de deux nombres. — Extraction de la racine carrée d'un nombre entier. — Indication sommaire de la marche à suivre pour l'extraction de la racine cubique.
10. — Carré et cube d'une fraction. — Racine carrée d'une fraction ordinaire et décimale à une unité près d'un ordre décimal donné.
11. — Rapports des grandeurs concrètes. — Dans une suite de rapports égaux, la somme des numérateurs et celle des dénominateurs forment un rapport égal aux premiers. — Notions générales sur les grandeurs qui varient dans le même rapport ou dans un rapport inverse. — Solution par la méthode dite de *réduction* à l'unité, des questions les plus simples dans lesquelles on considère de telles quantités. — Mettre en évidence les rapports des quantités de même nature qui entrent dans le résultat final, et en conclure la règle générale à suivre pour écrire immédiatement la solution demandée.
12. — Intérêts simples. — Formule générale qui fournit la solution de toutes les questions relatives aux intérêts simples. — De l'escompte commercial. — Partager une somme en parties proportionnelles à des nombres donnés.

13. — Usage des tables de logarithmes pour abrégér les calculs de multiplication et de division, l'élevation aux puissances, l'extraction des racines. — Emploi de la *règle à calcul*, borné à la multiplication et à la division.

Algèbre.

14. — Calcul algébrique. — Emploi des lettres et des signes comme moyen d'abréviation et de généralisation. — Termes semblables. — Addition et soustraction.

15. — Multiplication. — Règle des signes. — Division des monômes. — Exposant zéro. — Exposé sommaire de la division des polynômes.

16. — Equations du premier degré. — Résolution des équations numériques à une ou plusieurs inconnues par la méthode de substitution. — Interprétation des valeurs négatives dans les problèmes. — Usage et calcul des quantités négatives. — Des cas d'impossibilité et d'indétermination. — Formules générales pour la résolution d'un système d'équations du premier degré à plusieurs inconnues. — Discussion complète de ces formules.

17. — Equation du second degré à une inconnue. — Résolution, double solution. — Valeurs imaginaires. — Décomposition du trinôme x^2+px+q en facteurs du premier degré. — Relations entre les coefficients et les racines de l'équation $x^2+px+q=0$.

18. — Des questions du maximum et du minimum qui peuvent se résoudre par les équations du second degré.

19. — Propriétés des progressions arithmétiques et des progressions géométriques. — Des logarithmes. — Chaque terme d'une progression arithmétique commençant par zéro, r , $2r$, $3r$, $4r$... est dit le logarithme du terme qui occupe le même rang dans une progression géométrique commençant par l'unité, 1 , q , q^2 , q^3 , q^4 ...

Si l'on conçoit que l'excès de la raison q sur l'unité diminue de plus en plus, les termes de la progression géométrique croîtront par degrés aussi rapprochés qu'on voudra. Etant donné un nombre plus grand que un, il existera toujours un terme de la progression géométrique, dont la différence avec ce nombre sera moindre que toute autre quantité donnée. Le logarithme d'un produit de plusieurs facteurs est égal à la somme des logarithmes de ces facteurs. — Corollaires relatifs à la division, à l'élevation aux puissances, à l'extraction des racines.

20. — Logarithmes dont la base est 10. — Tables. — Règle des parties proportionnelles. — De la caractéristique. — Changement qu'elle éprouve quand on multiplie ou quand on divise un nombre par une puissance de 10. — Usage des caractéristiques négatives. — Application des logarithmes aux questions d'intérêts composés et aux annuités.

Géométrie.

21. — Ligne droite et plan. — Ligne brisée. — Ligne courbe. — Définition et génération de l'angle. — Angles droit, aigu, obtus, etc. — Par un point pris sur une droite, on ne peut élever qu'une seule perpendiculaire à cette droite. — Angles adjacents, angles opposés par le sommet.

22. — Triangles. — Cas d'égalité les plus simples. — Propriétés du triangle isocèle. — Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à une droite. — Cas d'égalité des triangles rectangles.

23. — Droites parallèles. — Lorsque deux parallèles sont rencontrées par une sécante, les quatre angles aigus qui en résultent sont égaux entre eux, ainsi que les quatre angles obtus. — Angles dont les côtés sont parallèles ou perpendiculaires. — Dénominations attribuées à ces divers angles. — Réciproques. — Sommes des angles d'un triangle et d'un polygone quelconque. — Parallélogrammes. — Propriétés de leurs côtés, de leurs angles, de leurs diagonales.

24. — De la circonférence au cercle. — Dépendance mutuelle des arcs et des cercles. — Le rayon perpendiculaire à une corde divise cette corde et l'arc sous-tendu, chacun en deux parties égales. — Dépendance mutuelle des longueurs des cordes et de leur distance au centre. — Condition pour qu'une droite soit tangente à une circonférence. — Arcs

interceptés par des cordes parallèles. — Condition du contact et de l'interception de deux cercles.

25. — Mesure des angles. — Si des sommets de deux angles on décrit deux arcs de cercle d'un même rayon, le rapport des angles sera égal à celui des arcs compris entre leurs côtés. — Évaluation des angles en degrés, minutes et secondes. — Angles inscrits.

26. — Usage de la règle et du compas dans les constructions sur le papier. — Vérification de la règle. — Problèmes élémentaires sur la construction des angles et des triangles. — Tracé des perpendiculaires et des parallèles. — Abréviation des constructions au moyen de l'équerre et du rapporteur. — Vérification de l'équerre.

27. — Division d'une droite et d'un arc en deux parties égales. — Décrire une circonférence qui passe par trois points donnés. — D'un point hors du cercle mener une tangente à ce cercle. — Mener une tangente commune à deux cercles. — Décrire sur une ligne donnée un segment de cercle capable d'un angle donné.

28. — Lignes proportionnelles. — Toute parallèle à l'un des côtés d'un triangle, divise les deux autres côtés en parties proportionnelles. Réciproque. — Propriété de la bissectrice de l'angle d'un triangle. — Polygones semblables. — En coupant un triangle par une parallèle à l'un de ses côtés, on détermine un triangle partiel semblable au premier. — Conditions de similitude des triangles. — Décomposition des polygones semblables en triangles semblables. — Rapport des périmètres.

29. — Relations entre la perpendiculaire abaissée du sommet de l'angle droit d'un triangle rectangle sur l'hypothénuse, les segments de l'hypothénuse, l'hypothénuse elle-même et les côtés de l'angle droit. — Relations entre le carré du nombre qui exprime la longueur du côté d'un triangle opposé à un angle droit, aigu ou obtus, et les carrés des nombres qui expriment les longueurs des deux autres côtés. — Si d'un point pris dans le plan d'un cercle, on mène des sécantes, le produit des distances de ce point aux deux points d'intersection de chaque sécante avec la circonférence est constant, quelle que soit la direction de la sécante. — Cas où elle devient tangente.

30. — Diviser une droite donnée en partie égales, ou en parties proportionnelles à des lignes données. — Trouver une quatrième proportionnelle à trois lignes, une moyenne proportionnelle entre deux lignes. — Construire sur une droite donnée, un polygone semblable à un polygone donné.

31. — Polygones réguliers. — Tout polygone régulier peut être inscrit et circonscrit au cercle. — Le rapport des périmètres de deux polygones réguliers d'un même nombre de côtés, est le même que celui des rayons de cercles circonscrits. — Le rapport d'une circonférence à son diamètre est un nombre constant. — Inscrire dans un cercle de rayon donné un carré, un hexagone régulier. — Manière d'évaluer le rapport approché de la circonférence au diamètre, en calculant les polygones réguliers de 4, 8, 16, 32... côtés, inscrits dans un cercle de rayon donné.

32. — Relations entre le carré construit sur le côté d'un triangle, opposé à un angle droit ou aigu ou obtus, et les carrés construits sur les deux autres côtés.

33. — Le rapport des aires de deux polygones semblables est le même que celui des carrés des côtés homologues. — Aire d'un polygone régulier. — Rapport des aires de deux cercles de rayons différents.

Figures, dans l'espace.

34. — Du point et de la ligne droite. — Deux droites qui se coupent déterminent la position d'un plan. — Condition pour qu'une droite soit perpendiculaire à ce plan. — Propriétés de la perpendiculaire et des obliques, menées d'un même point à un plan. — Parallélisme des droites et des plans.

35. — Définition et génération des angles dièdres. — Dièdre droit. — Angle plan correspondant à l'angle dièdre. — Le rapport de deux angles dièdres est le même que celui de leurs angles plans. — Plans perpendiculaires entre eux. — Si deux plans sont perpendiculaires à un troisième, leur intersection commune est perpendiculaire à ce troi-

sième. — Angles trièdes. — Chaque face d'un angle trièdre est plus petite que la somme des deux autres. — Si l'on prolonge les arêtes d'un angle trièdre au delà du sommet, on forme un nouvel angle trièdre qui ne peut lui être superposé, bien qu'il soit composé des mêmes éléments (on se bornera à cette simple notion).

36. — Des polyèdres. — Parallélipède. — Mesure du volume du parallélipède rectangle, du parallélipède quelconque, du prisme rectangulaire, du prisme quelconque.

37. — Pyramide. — Mesure du volume de la pyramide triangulaire, de la pyramide quelconque. — Volume du tronc de pyramide à bases parallèles. — Exercices numériques.

38. — Polyèdres semblables. — En coupant une pyramide par un plan parallèle à sa base, on détermine une pyramide partielle semblable à la première. — Deux pyramides triangulaires qui ont un angle dièdre égal, compris entre deux faces semblables et semblablement placées sont semblables. (On se bornera à ce seul cas de similitude.) — Décomposition des polyèdres semblables en pyramides triangulaires semblables. — Rapport de leurs volumes. — Exercices numériques.

39. — Cône droit à base circulaire. — Sections parallèles à la base. — Surface latérale du cône, du tronc de cône à bases parallèles. — Cylindre droit à base circulaire. — Mesure de la surface latérale et du volume. — Extensions aux cylindres droits à base quelconque.

40. — Sphère. — Sections planes, grands et petits cercles. — Pôles d'un cercle. — Etant donnée une sphère, trouver son rayon. — Plan tangent. — Mesure de la surface engendrée par une ligne brisée régulière, tournant autour d'un axe mené dans son plan, par son centre. — Aire de la zone, de la sphère entière.

41. — Mesure du volume engendré par un triangle, tournant autour d'un axe mené dans son plan, par un de ses sommets. — Application au secteur polygonal régulier, tournant autour d'un axe mené dans son plan et par son centre. — Volume du secteur sphérique, de la sphère entière.

Notions sur quelques courbes usuelles.

42. — Définition de l'ellipse, par la propriété des foyers. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axes, sommets, rayons vecteurs. — Définition générale de la tangente à une courbe. — Les rayons vecteurs menés des foyers à un point de l'ellipse font, avec la tangente en ce point et d'un même côté de cette ligne, des angles égaux. — Mener la tangente à l'ellipse,

1° par un point pris sur la courbe ;

2° par un point extérieur. Normale à l'ellipse.

43. — Définition de la parabole par la propriété du foyer et de la directrice. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axe, sommet, rayon vecteur. — La tangente fait des angles égaux avec la parallèle à l'axe et le rayon vecteur, menés par le point de contact. — Mener la tangente à la parabole, 1° par un point pris sur la courbe ; 2° par un point extérieur. — Normale. — Sous-normale. — Le carré d'une corde perpendiculaire à l'axe est proportionnel à la distance de cette corde au sommet.

44. — Définition de l'hélice, considérée comme résultant de l'enroulement du plan d'un triangle rectangle sur un cylindre droit à base circulaire. — La tangente à l'hélice fait avec l'arrête du cylindre un angle constant. — Construire la projection de l'hélice et de la tangente, sur un plan perpendiculaire à la base du cylindre.

45. — Lignes trigonométriques. (On ne considère que les rapports des lignes trigonométriques au rayon.) — Relation entre les lignes trigonométriques d'un même angle. — Expression du sinus et du cosinus en fonction de la tangente.

46. — Connaissant le sinus et le cosinus de deux arcs, trouver le sinus et le cosinus de leur somme et de leur différence. — Trouver la tangente de la somme ou de la différence de deux arcs, quand on connaît les tangentes de ces deux arcs. — Expressions de $\sin. 2a$, $\cos. 2a$ et $\text{tang. } 2a$. — Connaissant $\cos. a$, calculer $\sin. 1/2$ et $\cos. 1/2 a$. — Rendre

calculable par logarithmes, la somme de deux lignes trigonométriques, sinus ou cosinus.

47. — Notions sur la construction des tables trigonométriques. — Usage des tables.

48. — Résolution des triangles. — Relations entre les angles et les côtés d'un triangle rectangle, ou d'un triangle quelconque. — Résolution des triangles rectangles.

49. — Connaissant un côté et deux angles d'un triangle quelconque, trouver les autres parties, ainsi que la surface du triangle. — Connaissant deux côtés avec l'angle compris, trouver les trois autres parties et la surface du triangle. — Connaissant les trois côtés, trouver les angles et la surface du triangle.

50. — Application de la trigonométrie au levé des plans.

Mathématiques appliquées.

Levé des plans.

51. — Tracé d'une droite sur le terrain. — Mesure d'une portion de droite au moyen de la chaîne. — Levé au mètre. — Tracé des perpendiculaires. — Usage de l'équerre d'arpenteur. — Mesure des angles avec le graphomètre. — Description et usage de cet instrument. — Rapporter le plan sur le papier. — Echelle de réduction. — Levé à la planche.

52. — Déterminer la distance à un point inaccessible, la distance entre deux points inaccessibles. — Prolonger une ligne droite au delà d'un obstacle qui arrête la vue. — Par trois points donnés mener une circonférence, lors même qu'on ne peut approcher du centre. — Trois points, A, B, C, étant situés sur un terrain uni et rapportés sur une carte, déterminer sur cette carte, le point P d'où les distances AB et AC ont été vues sous des angles qu'on a mesurés.

53. — Notions sur l'arpentage. — Cas où le terrain serait limité dans une de ses parties par une ligne courbe.

Notions sur la représentation géométrique des corps à l'aide des projections.

54. — Insuffisance du dessin ordinaire. — Méthode géométrique exacte. — Projection d'un point sur un plan. — Plans de projection. — La position d'un point dans l'espace est déterminée, quand on connaît ses projections sur deux plans perpendiculaires entre eux. — Projections d'une droite. — Une droite est déterminée par ses projections. — Tracés d'une droite. — Angles formés par une droite avec les plans de projection.

55. — Projection d'une courbe. — Exemple du cercle. — Projections d'un cube, d'une pyramide, d'un cylindre vertical ou incliné.

56. — Ce que, dans les arts du dessin, l'on nomme *plan, élévation et coupe*. Manière de représenter par plan, élévation et coupe, un bâtiment ou une machine simple.

Notions sur le nivellement et ses usages.

57. — Objet du nivellement. — Description et usage du niveau d'eau. — Manière d'inscrire et de calculer les résultats des observations. — Profils de nivellement. — Représentation des résultats du nivellement et du levé des plans, à l'aide d'une seule projection. — Ce que l'on nomme plan coté. — Plan de comparaison.

58. — Représentation d'un point et d'une droite sur un plan coté. — Connaissant la cote d'un point situé sur une droite donnée, trouver la projection de ce point, et vice-versa. — Trouver l'inclinaison d'un chemin tracé sur un plan coté.

59. — Manière de représenter les plans. — Ce que l'on nomme ligne de plus grande pente d'un plan. — Echelle de pente. — Comment trouver l'échelle de pente d'un plan assujéti à passer par trois points donnés par leur projection et leur cote. — Tracer, sur un plan coté, un chemin, une rigole d'irrigation.

III^e Série. — SCIENCES PHYSIQUES.

Cosmographie.

1. — Étoiles. — Distances angulaires. — Sphère céleste. — Mouvement diurne apparent des étoiles. — Culmination. — Plan méridien. — Axe

du monde ; pôles. — Etoiles circumpolaires. — Etoile polaire. — Hauteur du pôle à Paris. — Parallèles, équateur. — Jour sidéral. — Mouvement de rotation de la terre autour des la ligne des pôles. — Différence des étoiles en ascension droite. — Déclinaisons.

2. — Description du ciel. — Constellations et principales étoiles. — Etoiles de diverses grandeurs. — Combien on en voit à l'œil nu. — Etoiles périodiques, temporaires, colorées. — Etoiles doubles, leur révolution. — Distance des étoiles à la terre. — Voie lactée. — Nébuleuses. — Nébuleuses résolubles.

3. — De la terre. — Phénomènes qui donnent une première idée de sa forme. — Parallèles. — Equateur. — Méridiens. — Longitude et latitude. — Valeur numérique des degrés mesurés en France, en Laponie, au Pérou et rapportés à l'ancienne toise. — Leur allongement à mesure qu'on approche des pôles. — Rayon et aplatissement de la terre. — Longueur du mètre.

4. — Cartes géographiques. — Projection orthographique et stéréographique. — Mappemonde. — Système de développement en usage dans la construction de la carte de France.

5. — Du soleil. — Mouvement annuel apparent. — Ecliptique. — Points équinoxiaux. — Constellations zodiacales. — Diamètre apparent du soleil, variable avec le temps. — Le soleil paraît décrire une ellipse autour de la terre. — Principe des aires. — Origine des ascensions droites. — Ascension droite au soleil. — Temps solaires vrai et moyen. — Principes élémentaires des cadrans solaires. — Année tropique. — Sa valeur en jours moyens. — Calendrier. — Réforme julienne, réforme grégorienne. — Distance du soleil à la terre. — Rapport du volume du soleil à celui de la terre. — Rapport des masses. — Densité du soleil à celui de la terre. — Taches du soleil. — Rotation du soleil sur lui-même.

6. — Du jour et de la nuit en un lieu déterminé de la terre, et de leurs durées à différentes époques de l'année. — Crépuscules. — Saisons. — Inégalité de la durée des différentes saisons. — Idée de la précession des Equinoxes. — Mouvement réel de la terre autour du soleil.

7. — De la lune. — Diamètre apparent. — Phases. — Syzygies. — Quadratures. — Lumière cendrée. — Révolutions sidérales et synodie. — Orbite décrite par la lune autour de la terre. Diamètre réel et volume de la lune. — Sa masse. — Taches. — Rotation. — Libration en longitude. — Montagnes de la lune, leur hauteur. — Constitution vulcanique de la lune. — Absence d'eau et d'atmosphère.

8. — Eclipses de lune. — Leur cause. — Ombre et pénombre. — Influence de l'atmosphère terrestre. — Eclipses de soleil. — Eclipses partielles, annulaires, totales.

9. — Des planètes. — Noms des principales. — Leurs distances moyennes. — Leurs mouvements autour du soleil s'effectuent suivant les lois de Képler. — Enoncé du principe de la gravitation universelle. — Planètes inférieures. — Mercure, Vénus. — Leurs digressions orientales et occidentales. — Phases de Vénus. — Jupiter, rotation, aplatissement de son disque. — Satellites, leur éclipse. — Vitesse de la lumière. — Saturne, Bandes. — Rotation. — Aplatissement. — Anneau et satellites. — Dimension des différentes parties de ce système. — Petites planètes situées entre Mars et Jupiter.

10. — Des comètes. — Noyau, chevelures, queue. — Comètes périodiques. — Comète de Halley. — Comète de Biéla, son dédoublement.

11. — Phénomène des marées. — Flux et reflux, haute et basse mer, circonstances principales du phénomène, sa période. — Les marées sont dues aux actions combinées de la lune et du Soleil. — Marées des syzygies et des quadratures.

PHYSIQUE ET MÉCANIQUE.

Physique.

Equilibre des liquides et des gaz.

12. — Notions générales sur la pesanteur. — Centres de gravité. — Poids. — Usages de la balance. — Définition des liquides et des gaz.

13. — Equilibre des liquides. — Principe de la transmission des pressions. — Son application à la presse hydraulique. — Description succincte.

— Liquides superposés. — Vases communicants. — Niveau d'eau. — Pressions exercées par les liquides sur les parois des vases.

14. — Principe d'Archimède. — Corps flottants. — Mesure de la densité des solides et des liquides. — Aéromètres.

15. — Pression atmosphérique. — Mises en évidence. — Baromètres de Fortin et de Gay-Lussac.

16. — Loi de Mariotte. — Manomètres. — Machine pneumatique. Influence du poids de l'air sur les corps qui y sont plongés. — Aérostats. — Equilibre des fluides dont les diverses parties ne sont point à la même température. — Tirage des cheminées. — Appareils de chauffage par circulation d'eau chaude.

Fluides impondérables. Acoustique.

17. — Chaleur. — Dilatation des corps. — Construction et usage des thermomètres. — Coefficients des dilatations des solides, des liquides et des gaz, leurs usages. — Densité des gaz.

18. — Passage de l'état solide à l'état liquide, et l'inverse. — Chaleur latente. — Mélanges réfrigérants. — Passage de l'état liquide à l'état de vapeur. — Formation de vapeurs dans le vide. — Maximum de leur force élastique. — Mesure de la force élastique maximum de la vapeur d'eau à diverses températures, par le procédé de Dalton. — Tables. — Ebullition. — Chaleur latente. — Condensation. — Distillations. — Alambics.

19. — Conductibilité des corps par la chaleur. — Procédé d'Ingenhousz pour les solides. — Déterminateur de la chaleur spécifique pour les solides et les liquides par la méthode des mélanges. — Mélange des gaz et des vapeurs. — Hygromètre à cheveu.

20. — Pluie et neige. — Distribution de la température à la surface du globe. — Influence de la latitude, de l'altitude, du voisinage des mers. — Lignes isothermes. — Vents réguliers et irréguliers. — Chaleur rayonnante. — Rosée.

21. — Electricité. — Développement de l'électricité par frottement. — Corps conducteurs et non conducteurs. — L'électricité se porte à la surface des corps et s'accumule vers les pointes. — Electricité par influence. — Electroscope. — Machine électrique.

22. — Electricité dissimulée. — Bouteille de Leyde. — Batteries électriques. — Electromètre condensateur. — Electricité atmosphérique. — Tonnerre. — Paratonnerres.

23. — Magnétisme. — Attraction du fer vers l'aimant. — Pôles des aimants. — Procédés d'aimantation. — Aiguille aimantée. — Définir la déclinaison et l'inclinaison. — Boussole.

24. — Galvanisme. — Expériences de Galvani, de Volta. — Disposition de la pile voltaïque. — Diverses modifications de cet appareil. (On ne donnera pas la théorie de la pile). — Effets physiologiques, mécaniques, calorifiques et lumineux. — Effets chimiques. — Galvanoplastie. — Dorure, argenture.

25. — Electromagnétisme. — Expérience d'Ørsted. — Construction et usages du multiplicateur. — Expériences qui constatent l'action des courants sur les aimants et l'action des courants sur les courants. — Solénoïdes. — Assimilation des aimants aux solénoïdes.

26. — Aimantation par les courants. — Télégraphes. — Induction. — Expériences fondamentales. — Appareil de Pixii ou de Clarke.

27. — Acoustique. — Production du son. — Le son ne se propage pas dans le vide. — Vitesse de transmission dans l'air. — Intensité et hauteur du son. — Sirène.

28. — Vibration des cordes. — Gamme et intervalles musicaux. — Accord parfait. — Tuyaux sonores.

29. — Optique. — Propagation de la lumière dans un milieu homogène. — Ombre. — Pénombre. — Mesure de l'intensité relative de deux lumières. — Réflexion. — Loi de la réflexion. — Effets des miroirs plans et des miroirs sphériques concaves et convexes.

30. — Réfraction. — Lois de la réfraction. — Explication des phénomènes principaux, produits par la réfraction. — Effets des lentilles concaves et convexes. — Action des prismes. — Décomposition et recomposition de la lumière.

31. — Description des instruments d'optique les plus simples. — Chambre noire, loupe, microscope. — Lunette de Galilée. — Lunette astronomique. — Télescope de Newton.

Mécanique.

32. — Du temps et de sa mesure. — Unités adoptées. — Du pendule. — Résultats des observations de Galilée. — Du mouvement. — Il est absolu ou relatif. — Du mouvement uniforme. — Vitesse. — Du mouvement varié en général. — Mouvement accéléré, retardé, périodique. — Vitesse.

33. — Mouvement uniformément accéléré. — Lois de ce mouvement. — Chute des graves dans le vide. — Machine d'Atwood. — Appareil à indications continues. — Mouvement uniformément retardé.

34. — Mouvement circulaire ou de rotation. — Vitesse angulaire. — Composition des mouvements. — Indépendance des mouvements simultanés, constatée par l'observation. — Composition des chemins parcourus et des vitesses.

35. — Transformations de mouvement. — Du plan incliné. — Rapport des espaces parcourus dans le sens de sa base et de sa hauteur. — Des poulies. — Poulies fixes. — Poulie mobile dans le cas où les deux bras de la corde sont parallèles. — Poulies mouflées. — Rapport des chemins parcourus par la main de l'homme et par le fardeau. — Du treuil, treuil des carriers, treuil des puits. — Rapport des chemins parcourus par les chevilles ou par la manivelle, au chemin parcouru par le fardeau. — Des engrenages. — Description sommaire. — Tracé pratique. — Rapport des nombres de tours et des pignons. — Des courroies et cordes sans fin. — De la vis et de son écrou. — Rapport des chemins parcourus par l'extrémité du levier et par l'écrou ou la vis, dans le sens de l'axe.

36. — Des forces et de leurs effets. — Loi de l'inertie. — Forces et effets des forces. — Condition de l'égalité de deux forces. — Egalité de l'action et de la réaction. — Comparaison des forces aux poids à l'aide des dynamomètres, le kilogramme peut être pris pour unité de force.

37. — Principe de la proportionnalité des forces aux vitesses. — Deux forces constantes appliquées successivement à un même point matériel, parlant du repos ou animé d'une vitesse initiale de même direction que les forces, sont entre elles comme des accélérations qu'elles produisent. — Conséquence relative au cas où l'une des forces est le poids même du mobile. — Définition de la masse. — Relation entre les forces constantes, les masses, les accélérations.

38. — Travail d'une force constante, agissant sur un point matériel qui se meut en ligne droite dans la direction de la force. — Cas d'une force constante, appliquée tangentiellement à la circonférence d'une roue. — Unité de travail. — Kilogrammètre. — Force de cheval-vapeur.

39. — Composition de deux forces appliquées à un même point matériel, déduite de la composition des vitesses. — Les distances d'un point de la résultante aux deux composantes sont en raison inverse des intensités de ces composantes. — Conséquence pour la composition des forces parallèles. — Extension au cas de plusieurs forces concourantes ou parallèles. — Conditions de l'équilibre d'un point matériel. — Ces conditions sont indépendantes de l'état de mouvement ou de repos du point considéré. — Centre des forces parallèles. — Centre de gravité. — Cas où le corps a un plan, un axe de symétrie, un centre de figure. — Sphère. — Parallélepède. — Méthode pratique pour déterminer le centre de gravité des solides.

40. — Du mouvement uniforme des machines. — Énoncé du principe de la transmission du travail en ce cas. — Le travail moteur est toujours plus grand que l'effet utile. — Impossibilité du mouvement perpétuel, et de la multiplication du travail moteur. — Rendement d'une machine. — C'est le rapport du travail ou effet utile transmis au travail moteur dépensé. — Il constitue la valeur industrielle de l'appareil. — Il est toujours inférieur à l'unité. — Énoncé des lois expérimentales du frottement : 1° à l'instant du départ ; 2° pendant le mouvement. — Applications de ces lois ou principes au plan incliné, au levier, au treuil, à la poulie simple ou mouflée, à la vis. — Usages de ces machines.

41. — Écoulement des liquides. — Expérience et règle de Torricelli. — Contraction des veines. — Formules pratiques pour le jaugeage des

cours d'eau. — Notions sur les moteurs ou récepteurs hydrauliques. — Force ou travail absolu d'un cours d'eau. — Il y a pour tous les récepteurs une vitesse relative au maximum d'effet. — Anciennes roues à palettes plates recevant l'eau en dessous. — Roues à aubes courbes. — Roues à aubes planes emboîtées dans des coursiers circulaires. — Roues à augets recevant l'eau à la partie supérieure. — Rendement de ces diverses roues.

42. — Des pompes. — Soupapes. — Pistons. — Pompes élévatoires ; aspirantes et élévatoires ; aspirantes et foulantes. — Causes de pertes de travail moteur, inhérentes aux pompes. — Vis d'Archimède. — Roue à tympan. — Résultats d'expérience sur leur rendement. — Moulins à vent. — Notions succinctes sur la mouture du blé.

43. — Résultats d'expériences sur la force motrice et le travail utile développés par les moteurs animés. — Machines à vapeur. — Description sommaire des systèmes en usage. — Action de la vapeur. — Effets de la détente ; de la condensation. — Description et effets utiles : 1° de la machine à basse pression de Watt ; 2° de la machine à détente et à condensation à un ou deux cylindres ; 3° des machines à haute pression, à détente et sans condensation. — Quantités de charbon brûlées par force de cheval dans ces diverses machines. — Des machines locomotives.

CHIMIE

Généralités. — Corps simples non métalliques.

44. — Divers états de la nature. — Cohésion. — Affinité. — Synthèse. — Analyse. — Corps simples. — Métaux. — Métalloïdes. — Corps composés. — Nomenclature. — Acides. — Bases. — Corps neutres. — Sels. — Proportions multiples.

45. — Cristallisation des corps. — Isomorphisme. — Dimorphisme. — Polymorphisme. — Equivalents, leur emploi.

46. — Oxygène. — Combustion.

47. — Azote. — Air atmosphérique.

48. — Hydrogène. — Eau.

49. — Carbone. — Acide carbonique. — Sa production dans la respiration des animaux. — Sa décomposition par les plantes.

50. — Oxyde de carbone. — Effets vénéneux. — Hydrogène carboné. — Gaz de l'éclairage. — Flamme. — Effet des toiles métalliques. — Lampe de sûreté.

51. — Oxydes d'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque.

52. — Soufre. — Acide sulfureux. — Acide sulfurique. — Hydrogène sulfuré.

53. — Phosphore. — Acide phosphorique. — Hydrogène phosphoré.

54. — Chlore. — Acide chlorhydrique. — Eau régale.

55. — Classification des corps non métalliques en quatre familles. — Principaux composés qu'ils forment entre eux.

56. — Cyanogène. — Iodure d'azote. — Sulfure de carbone.

Métaux et leurs composés.

57. — Métaux. — Leurs propriétés et leur classification.

58. — Alliages. — Leurs propriétés. — Notions sommaires sur les plus usuels.

59. — Action de l'oxygène sur les métaux. — Action de l'air sec ou humide. — Oxydes en général. — Action du soufre sur les métaux. — Caractères des sulfures. — Action de l'air à froid et à chaud sur les sulfures. — Action de l'eau sur ces corps. — Action du chlore sur les métaux. — Chlorures métalliques. — Action de l'eau et des métaux sur les chlorures.

60. — Sels en général. — Lois de Berthollet.

61. — Carbonates. — Sulfates. — Azotates. — Lois de composition de ces trois genres. — Action de la chaleur, du charbon, du soufre, de l'eau, des bases et des acides usuels sur les corps qu'ils renferment.

62. — Potassium. — Sodium. — Leurs composés les plus usuels. — Potasses. — Soudes. — Sulfate de soude. — Sel marin. — Nitre. — Poudre.

63. — Barium. — Calcium. — Magnésium. — Aluminium. — Bioxyde de barium. — Chlorures de chaux. — Sulfate de magnésie. — Aluns.

64. — Calcaires. — Chaux grasses et hydrauliques. — Mortiers. — Plâtre.

65. — Fer, zinc, étain. — Oxydes et caractères de leurs sels. Vitriol vert, vitriol blanc. Liqueur de Libavius.

66. — Cuivre, plomb. — Mercure. — Oxydes et caractères de leurs sels. Vitriol bleu. Céruse. — Ca omel. — Sublimé corrosif.

67. — Argent. — Or. — Platine. — Caractères de leurs chlorures ou sels solubles. — Alliages usuels. — Essais d'argent et d'or. — Daguerrotype. — Photographie.

68. — Un sel des métaux précédents étant donné, en déterminer la base.

69. — Silice et silicates. — Argiles. — Kaolins. — Poteries. — Verres.

70. — Notions de métallurgie. — Extraction et manipulation mécanique des minerais : or, argent, mercure, plomb, cuivre, étain, zinc, fer, fontes et aciers.

Nations générales de chimie organique.

71. — Nature des matières organiques. — Analyse. — Caractères des acides organiques usuels, savoir : oxalique, acétique, lactique, tartrique, tannique. — Alcalis organiques. — Quinine.

72. — Cellulose. — Bois, leur altération et leur conservation, leur coloration. — Fécules. — Extraction de la fécule de pommes de terre. — Amidon de blé. — Dextrine. — Glucose. — Farines. — Gluten. — Panification.

73. — Caractère du sucre de cannes. — Extraction du sucre de betteraves. — Fermentation alcoolique. — Vin, bière, cidre.

74. — Alcool. — Ether sulfurique, acétique, chlorydrique.

75. — Huiles et graisses. — Saponification. — Acides gras. — Bougie stéarique. — Huiles volatiles. — Résines. — Vernis.

76. — Matières tinctoriales. — Notions sur la teinture et l'impression.

77. — Matières animales neutres. — Albumine, fibrine, caséum, gélatine, urée. — Acide urique. — Principes de l'art du tanneur. — Conservation des matières animales.

IV^e Série. — SCIENCES NATURELLES.

Zoologie et physiologie animale.

1. — Comparaison sommaire de l'organisation et des fonctions des animaux et des végétaux. — Exposition générale des organes qui constituent l'animal ; relations des diverses fonctions ; description des principaux tissus qui les composent.

2. — Fonction de nutrition. — Description de l'appareil digestif et de ses annexes. — Structure et développement des dents. — Mastication et déglutition. — Nature des aliments. — Phénomènes chimiques de la digestion. — Secrétions qui y concourent. — Absorption par les vaisseaux chylifères.

3. — Sang : composition et usages de ce liquide, phénomènes de la circulation. — Appareil circulatoire : cœur, artères, veines. — Mécanisme de la circulation : explication des phénomènes du pouls. — Indication sommaire des modifications de l'appareil circulatoire dans l'ensemble du règne animal.

4. — Respiration. — Phénomènes chimiques. — Appareil respiratoire des mammifères. — Mécanisme de l'inspiration et de l'expiration. — Asphyxie. — Indication du mode de respiration chez les autres animaux terrestres et aquatiques. — Respiration trachéenne, branchiale, cutanée. — Chaleur animale. — Animaux à sang froid et à sang chaud.

5. — Secrétions et exhalation. — Glandes, peau, membranes muqueuses et séreuses. — Assimilation. — Résumé des phénomènes de nutrition.

6. — Fonctions de relation. — Organes du mouvement. — Composition du squelette. — Structure et formation des os. — Articulations. — Muscles, leur structure et leur mode d'insertion. — Mécanisme des mouvements. — Modification de l'appareil locomoteur pour servir à la marche, au vol, à la natation et à la reptation chez les divers animaux. — Organes producteurs de sons, voix.

7. — Système nerveux. — Indication des parties qui le constituent essentiellement. — Fonction du système nerveux. — Nerfs moteurs et sensitifs.

8. — Organes des sens : toucher, goût, odorat. — Organe de la vue et de l'ouïe. — Fonctions de leurs parties essentielles.

9. — Organisation générale des mammifères, des oiseaux, des reptiles, des poissons. — Sécrétion du lait. — Structure des œufs.

10. — Organisation générale des annelés (insectes, arachnides, crustacés, annélides), des mollusques et des zoophytes. — Production de la soie, de la cire, du nacre et des perles. — Corail et éponges.

11. — Classification du règne animal en quatre principaux groupes ou embranchements. — Division des animaux vertébrés en classes et leur caractère.

12. — Division des mammifères en ordres, exemple de quelques familles ou genre d'animaux indigènes remarquables. — Principaux groupes des oiseaux, reptiles et poissons. — Exemples pris parmi les espèces les plus vulgaires.

13. — Division des animaux articulés en classes. — Crustacés, annélides, arachnides. — Exemples choisis parmi les espèces utiles ou nuisibles. — De la classe des insectes, de ses principaux ordres et de leur métamorphose. — Exemples pris parmi les insectes utiles ou nuisibles à l'agriculture.

14. — Des mollusques et des zoophytes, exemples pris parmi les espèces utiles ou nuisibles.

Botanique et physiologie végétale.

15. — Exposition générale des organes qui constituent un végétal, leurs diverses fonctions. — Parties élémentaires ou tissus qui les composent. — Tissu cellulaire. — Tissu ligneux et fibres textiles. — Vaisseaux de la sève et du suc propre. — Composition chimique.

16. — Organes de la nutrition ou de la végétation. — Développement lors de la germination. — Racines, structure et fonctions. — Absorption. — Racines adventives. — Boutures. — Racines charnues alimentaires.

17. — Feuilles, leur origine sur la tige, leur disposition relative. Bourgeons, écailles, stipules, structure et principales modifications. — Influence de la respiration diurne et nocturne sur l'air ambiant. — Etiollement.

18. — Tiges. — Structure de la tige dans les dicotylédones et les monocotylédones. — Tiges souterraines, bulbes et tubercules. — Circulation de la sève. — Accroissement des tiges ligneuses des dicotylédones. Greffe et incision annulaire.

19. — De la nutrition des végétaux en général. — Sécrétion ou élaboration des substances diverses dans leur tissu et leurs organes sécréteurs. — Sucre, fécule, gommes, huiles, résines, cires, sucs propres, caoutchouc, lait végétal, opium, matières colorantes, etc.

20. — Organes de la reproduction. — Divers modes, par gemmes ou par bulbilles. — De la fleur en général. — Forme de l'inflorescence. — Bractées et enveloppes florales. — Calice et corolle, leurs modifications essentielles.

21. — Etamines et pistils, structure et rapports de position dans la fleur. — Fonction de ces organes. — Circonstances qui influent sur la floraison et sur la fécondation. — Coulture des fruits. — Chaleur développée dans certains fleurs. — Sécrétion des nectaires. — Mouvements des feuilles et de certains organes des fleurs.

22. — Développement et structure des divers fruits, secs ou charnus, de la graine et des parties qui la composent. — Tégument et appendices (coton, etc.). — Périspermes farineux et huileux. — Embryon.

23. — Germination. — Changements chimiques dans la graine. — Formation du sucre dans les céréales. — Alcools de grain et bière. — Développement de l'embryon et structure de la jeune plante.

24. — Structure comparée des dicotylédones, des monocotylédones, des acotylédones ou cryptogames.

25. — De la classification du règne végétal. — Espèce, genre, variétés. — Des classifications artificielles. — Système de Linnée, son application à la détermination des plantes. — De la méthode naturelle appliquée au règne végétal. — Familles naturelles. — Division générale en dicotylédones, monocotylédones et acotylédones ou cryptogames. — Division des dicotylédones en polypétales, monopétales et apétales.

26. — Caractères des plantes dicotylédones et de quelques-unes de leurs familles (crucifères, malvacées, rosacées, papilionacées, ombellifères, bruyères, solanées, labiées, composées, chenopodées, amentacées, conifères).

27. — Caractères des monocotylédones et de quelques familles (liliacées, iridées, joncées, palmiers, graminées).

28. — Caractère des cryptogames et de quelques familles (fougères, mousses, algues, lichens, champignons).

Géologie.

29. — Constitution générale des parties solides de la surface de la terre. — Dispositions des roches qu'on y observe. — Nature cristalline ou sédimentaire. — Présence ou absence des corps organisés fossiles. — Mode de dépôt de ces roches ; stratification.

30. — Phénomènes géologiques actuels propres à faire comprendre les phénomènes anciens. — Dépôts sédimenteux et concrétions. — Phénomènes de transports. — Torrents, fleuves, glaciers.

31. — Phénomènes volcaniques. — Nature et disposition des roches et autres produits auxquels ils donnent naissance. — Leur action physique et mécanique. — Chaleur centrale. — Sources thermales et puits artésien.

32. — Succession des divers dépôts de sédiments ou terrains régulièrement stratifiés. — Différence de stratification. — Terrains anciens antérieurs au terrain carbonifère. — Ardoise. — Fossiles caractéristiques. — Terrain houiller ; sa disposition, son origine, ses principaux fossiles.

33. — Terrains de sédiment moyen. — Grès bigarrés et terrains salifères. — Sel gemme et gypse. — Calcaires du Jura. — Pierre lithographique, minéral de fer, etc. — Craie. — Corps organisés caractéristiques de ces terrains.

34. — Terrains de sédiments supérieurs ou tertiaires ; leur division en bassins. — Succession des terrains marins et d'eau douce qu'ils composent. — Lignites et gypse. — Corps organisés fossiles animaux et végétaux.

35. — Terrains de transport ; diluvium et blocs erratiques. — Cavernes à ossements et brèches osseuses. Formation de la couche superficielle du sol ou terre arable.

36. — Terrains en masse non stratifiés ; leur disposition relativement aux terrains de sédiment. — Terrains primitifs et ignés anciens. — Granit et porphyre. — Volcans éteints ; leur analogie avec les volcans actuels. — Basaltes, laves.

37. — Influence des terrains ignés sur les terrains stratifiés. — Filons. — Soulèvements. — Époques relatives de soulèvements des principales chaînes de montagnes.

38. — Succession générale des êtres organisés et changements de la forme de la surface de la terre pendant les diverses périodes géologiques. — Position dans les couches de la terre des principales substances minérales utiles.

Tableaux d'après lesquels les candidats au Baccalauréat des sciences seront interrogés dans les années 1853, 1854 et jusqu'au 10 Juillet 1856 exclusivement.

(Instructions du 7 Septembre 1852.)

PREMIER TABLEAU à partir du 10 juillet 1853.

LISTE DES AUTEURS Auteurs latins.

1. — Cicéron : *Discours contre Catilina* ; *Le Traité de l'Amitié*.
2. — César : *De Bello Gallico*.
3. — Virgile : *Episodes des Georgiques*.
4. — Ovide : *Choix de métamorphoses*.

Auteurs français.

1. — Fénelon : *Télémaque*.
2. — Voltaire : *Vie de Charles XII*.
3. — Racine : *Athalie*.
4. — Boileau : *Satires*.

Langues vivantes.

Explications de morceaux choisis d'auteurs allemands ou anglais.

QUESTIONS ORALES.

Les candidats ne seront interrogés que sur les sujets compris dans les numéros du programme définitif.

1^{re} Série: (25 sujets).

Histoire : Du n° 39 à 58 inclus.

Géographie physique et politique : Du n° 66 à 70 inclus.

2^e Série: (53 sujets).

Arithmétique : Du n° 1 à 13 inclus.

Algèbre : Du n° 14 à 20 inclus.

Géométrie : Du n° 21 à 41 inclus.

Trigonométrie : Du n° 45 à 50 inclus.

Mathématiques appliquées : Du n° 51 à 56 inclus.

3^e Série: (39 sujets).

Cosmographie : Du n° 1 à 11 inclus.

Physique : Du n° 12 (1) à 25 inclus.

Chimie : N° 44 et de 46 à 57 inclus.

II^e TABLEAU

à partir de la session du 10 juillet 1854.

LISTE DES AUTEURS.

Auteurs latins.

1. — Cicéron : *Discours contre Verrès* *Le Traité de la Vieillesse*.
2. — César : *Commentaires*.
3. — Virgile : *Les trois premiers livres de l'Enéide*.
4. — Horace : *Odes*.

Auteurs français.

1. — Bossuet : *Discours sur l'Histoire universelle*.
2. — Fénelon : *Lettre à l'Académie*.
3. — Théâtre classique.
4. — Boileau : *Epîtres*.

Langues vivantes.

Même programme qu'en 1853.

QUESTIONS ORALES.

1^{re} Série: (41 sujets).

Logique : Du n° 1 à 16 inclus.

Histoire et Géographie : même programme qu'en 1853.

2^e Série: (53 sujets).

Même programme qu'en 1853.

3^e Série: (43 sujets).

Cosmographie : même programme.

Physique : N° 12 à 31 inclus.

Chimie : même programme.

4^e Série.

Histoire Naturelle (Programme transitoire).

1. — Notions générales sur les caractères distinctifs des minéraux, des végétaux et des animaux. — Du règne animal, principaux organes qui entrent dans la composition du corps d'un animal. — Organes de la digestion, de la circulation et de la respiration.

2. — Organes du mouvement et de la sensibilité, squelette interne

(1) Le sujet suivant formera le N° 12 bis: Lumière. Notions générales. Réflexion. Décomposition de la lumière.

ou extérie. — Muscles et tendons. — Nerfs. — Organes des sens et de la voix. — Peau et ses dépendances. — Poils, écailles, plumes.

3. — Classification générale du règne animal. — Sa division en quatre principaux groupes ou embranchements. — Division des animaux vertébrés en classes.

4. — Division des mammifères en ordres. — Exemple de quelques familles ou genres d'animaux indigènes remarquables. — Principaux groupes des oiseaux, reptiles et poissons. — Exemples pris parmi les espèces les plus vulgaires.

5. — Division des animaux articulés en classes. — Crustacés, annélides, arachnides. — Exemples choisis parmi les espèces utiles ou nuisibles. — De la classe des insectes, de ses principaux ordres et de leurs métamorphoses. — Exemples pris par les insectes utiles ou nuisibles à l'agriculture.

6. — Des mollusques et des zoophytes. — Exemples pris parmi les espèces nuisibles ou utiles.

7. — Notions générales sur les organes qui constituent les végétaux. — De la racine, de la tige et des feuilles et leurs principales modifications : bourgeons, bulbes, tubercules, bractées et inflorescence.

8. — De la fleur, du fruit et de la graine. — Diverses parties qui les constituent, leurs modifications essentielles. — Principaux caractères qu'ils fournissent pour la classification.

9. — De la classification du règne végétal, espèce, genre et variétés. — Des classifications artificielles. — Système de Linné, son application à la détermination des plantes. — De la méthode naturelle appliquée au règne végétal. — Familles naturelles. — Division générale en dicotylédones, monocotylédones ou acotylédones ou cryptogames. — Division des dicotylédones en polypétales, monopétales et apétales.

10. — Exemples de familles de dicotylédones polypétales prises parmi les plus importantes et les plus nombreuses de celles de notre pays (crucifères, malvacées, rosacées, papillonacées, ombellifères). — Exemples de familles de dicotylédones monopétales et apétales choisies comme les précédentes (bruyères, solanées, labiées, composées, chenopodées, aménacées, conifères).

11. — Exemples de familles monocotylédones, choisies comme les précédentes (liliacées, iridées, joncées, palmiers, graminées).

12. — Exemples de familles cryptogames, choisies comme les précédentes (fougères, prêles, mousses, algues, lichens, champignons).

13. — Indication des roches les plus vulgaires qui entrent dans la composition des couches du globe, leur dénomination et leurs caractères extérieurs les plus frappants, leur disposition habituelle en couche ou en masse. — Montrer quelques exemples de fossiles qu'elles peuvent renfermer.

III^e TABLEAU

A partir de la session du 10 juillet 1855 jusqu'à celle du 10 juillet exclusivement.

LISTE DES AUTEURS.

Même liste qu'au deuxième tableau.

QUESTIONS ORALES.

1^{re} Série: (41 sujets).

Même programme qu'au deuxième tableau.

2^e Série: (59 sujets).

Programme complet de 1853.

3^e Série: (57 sujets).

Cosmographie : Programme complet.

Physique : Programme du 2^e tableau.

Chimie : Du n^o 44 à 69 inclus.

4^e Série.

Histoire naturelle. — Les candidats seront interrogés d'après le programme transitoire du deuxième tableau.

V. — RÉGIME DE 1857

Programmes scientifiques du Baccalauréat ès Sciences.

(Arrêté du 22 Janvier 1857.)

Les sujets de composition seront nécessairement empruntés aux questions contenues dans lesdits programmes.

ÉPREUVES ÉCRITES : une version latine et une composition de mathématiques ou de physique.

II^e Série. — MATHÉMATIQUES PURES ET APPLIQUÉES.

1. — *Arithmétique.* — Définition des nombres premiers et des nombres premiers entre eux. — Trouver le plus grand commun diviseur de deux nombres. — Tout nombre qui divise un produit de deux facteurs, et qui est premier avec l'un des facteurs divise l'autre. — Décomposition d'un nombre en ses facteurs premiers. — En déduire le plus petit nombre divisible par des nombres donnés. — Fractions ordinaires. — Une fraction ne change pas de valeur quand on multiplie ou quand on divise ses deux termes par un même nombre. — Réduction d'une fraction à sa plus simple expression. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur. — Plus petit dénominateur commun. — Opérations sur les fractions ordinaires.

Géométrie. — Définition de la parabole par la propriété du foyer et de la directrice. — Tracé de la courbe par points, par un mouvement continu. — Axe. — Sommet. — Rayon vecteur. — La tangente fait des angles égaux avec la parallèle à l'axe et le rayon vecteur, menés par les points de contact. — Mener la tangente à la parabole : 1^o par un point pris sur la courbe ; 2^o par un point extérieur. — Normale, sous-normale. — Le carré d'une corde perpendiculaire à l'axe est proportionnel à la distance de cette corde au sommet.

2. — *Arithmétique.* — Nombre décimaux. — Opérations. — Comment obtenir un quotient et un produit à une unité près d'un ordre décimal donné. — Erreurs relatives correspondantes des données et du résultat. — Réduire une fraction ordinaire en fraction décimale. Quand le dénominateur d'une fraction irréductible contient d'autres facteurs premiers que 2 et 5, la fraction ne peut être convertie exactement en décimales et le quotient qui se prolonge indéfiniment est périodique. — Etant donné une fraction décimale périodique, simple ou mixte, trouver la fraction ordinaire génératrice.

Géométrie. — Définition de l'ellipse par la propriété des foyers. — Tracé de la courbe par points et par mouvement continu. — Axes. — Sommets. — Rayons vecteurs. — Définition générale de la tangente à une courbe. — Les rayons vecteurs menés des foyers à un point de l'ellipse font, avec la tangente en ce point et d'un même côté de cette ligne, des angles égaux. — Mener la tangente à l'ellipse : 1^o par un point pris sur la courbe ; 2^o par un point extérieur. — Normale à l'ellipse.

3. — *Arithmétique.* — Système des mesures légales. — Mesures de longueur. — Mètre, divisions et multiples. — Rapport de l'ancienne toise à six pieds au mètre. — Convertir en mètres un nombre de toises donné. — Mesures de superficie, de volume et de capacité. — Mesures de poids. — Monnaies. — Titre et poids des monnaies en France ; usage des tables de conversion des anciennes mesures en mesures légales. — Formation du carré et du cube de la somme de deux nombres. — Extraction de la racine carrée d'une fraction ordinaire, d'une fraction décimale à une unité près d'un nombre décimal donné.

Géométrie. Des polyèdres. — Parallélépipède. — Mesure de volume des parallélépipèdes rectangle, quelconque, des prismes triangulaire, quelconque. — Pyramide. — Mesure du volume de la pyramide triangulaire, de la pyramide quelconque. — Volume du tronc de pyramide à bases parallèles. — Applications numériques.

4. — *Arithmétique.* — Intérêts simples. — Formule générale pour

résoudre les questions relatives aux intérêts simples. — De l'escompte commercial. — Partager une somme en parties proportionnelles à des nombres donnés.

Trigonométrie. — Notions sur la construction des tables trigonométriques. — Usage de ces tables.

Géométrie. — Définition et génération des angles dièdres. — Angle dièdre droit. — Angle correspondant à l'angle dièdre. — Le rapport de deux angles dièdres est le même que celui de leurs angles plans. — Plans perpendiculaires entre eux. — Si deux plans sont perpendiculaires à un troisième, leur intersection commune est perpendiculaire à ce troisième. — Angles trièdres. — Chaque face d'un angle trièdre est plus petite que la somme des deux autres. — Si l'on prolonge les arêtes d'un angle trièdre au delà du sommet, on forme un nouvel angle trièdre qui ne peut lui être superposé bien que composé des mêmes éléments (on se bornera à cette simple notion).

5. — *Algèbre.* — Equations du 1^{er} degré. — Résolution des équations numériques du 1^{er} degré à une ou plusieurs inconnues, par la méthode de substitution. — Interprétation des valeurs négatives dans les problèmes. — Usage et calcul des quantités négatives. — Des cas d'impossibilité et d'indétermination. — Formule générale pour la résolution d'un système d'équations à deux inconnues. — Discussion complète de ces formules.

Géométrie. — Polyèdres semblables. En coupant une pyramide par un plan parallèle à sa base, on détermine une pyramide partielle semblable à la première, deux pyramides qui ont un angle dièdre égal, compris entre deux faces semblables et semblablement placées, sont semblables (on se bornera à ce seul cas de similitude). — Décomposition des polyèdres semblables en pyramides triangulaires semblables. — Rapport de leurs volumes. — Applications numériques.

6. — *Algèbre.* — Equation du 2^e degré à une inconnue. — Résolution. — Double solution. — Valeurs imaginaires. — Décomposition du trinôme $X^2 + pX + q$ en facteurs du 1^{er} degré. — Relations entre les coefficients et les racines de l'équation $X^2 + pX + q = 0$. — Des questions de maximum et de minimum résolues par les équations du 2^e degré.

Géométrie. — Cône droit à base circulaire. — Sections parallèles à la base. — Surface latérale du cône du tronc de cône à bases parallèles et leur volume. — Cylindre droit à base circulaire. — Mesure de la surface latérale et du volume. — Extension aux cylindres droits à base quelconque.

7. — *Algèbre.* — Principales propriétés des progressions arithmétiques et géométriques. — Des logarithmes. — Chaque terme d'une progression arithmétique commençant pas zéro, 0, r, 2r, 3r... est dit le logarithme du terme qui occupe le même rang dans une progression géométrique commençant par l'unité, 1, q, q², q³... — Si l'on conçoit que l'excès de la raison q sur l'unité diminue de plus en plus, les termes de la progression géométrique croîtront par degrés aussi rapprochés qu'on voudra. — Etant donné un nombre plus grand que 1, il existera toujours un terme de la progression géométrique dont la différence avec ce nombre sera moindre que toute quantité donnée. — Le logarithme d'un produit de plusieurs facteurs est égal à la somme des logarithmes de ces facteurs. — Corollaires relatifs à la division, à l'élevation aux puissances, à l'extraction des racines. — Applications. — Emploi de la règle à calcul, borné à la multiplication et à la division.

Géométrie. — Sphère. — Sections planes, grands cercles, petits cercles. — Pôles d'un cercle. — Etant donnée une sphère, trouver son rayon. — Plan tangent. — Mesure de la surface engendrée par une ligne brisée régulière, tournant autour d'un axe mené dans son plan et par son centre. — Aire de la zone, de la sphère entière. — Mesure du volume engendré par un triangle tournant autour d'un axe mené dans son plan, par un de ses sommets. — Application au secteur polygonal régulier, tournant autour d'un axe mené dans son plan, par un de ses sommets. — Application au secteur polygonal régulier, tournant autour d'un axe mené dans son plan, par un de ses sommets. — Volume du secteur sphérique, de la sphère entière.

8. — *Trigonométrie*. — Les lignes trigonométriques (on ne considère que les rapports des lignes trigonométriques au rayon). — Relations entre les lignes d'un même angle. — Expression du sinus ou du cosinus en fonction de la tangente. — Connaissant les sin. et les cos. de deux arcs, trouver le sin. et le cos. de leur somme et de leur différence. — Trouver la tangente de la somme ou de la différence de deux arcs, quand on connaît les tangentes de ces deux arcs. — Expressions de $\sin. 2a$, $\cos. 2a$ et $\tan. 2a$. — Connaissant $\cos. a$, calculer $\sin. \frac{1}{2}a$ et $\cos. \frac{1}{2}a$. Rendre calculables par logarithmes la somme de deux lignes trigonométriques, sin. ou cos.

Algèbre. — Logarithmes dont la base est 10. — Tables. — Règle des parties proportionnelles. — De la caractéristique. — Changement qu'elle éprouve quand on multiplie ou divise un nombre par une puissance de 10. — Usage des caractéristiques négatives. — Applications des logarithmes aux questions d'intérêts composés et aux annuités.

9. — *Géométrie*. — Mesure des angles. Angles inscrits. — Usage de la règle et du compas dans les constructions sur le papier. — Vérification de la règle. — Problèmes élémentaires sur la construction des angles et des triangles. — Tracé des perpendiculaires et des parallèles. — Abréviations des constructions au moyen de l'équerre et du rapporteur. — Vérification de l'équerre. — Division d'une droite et d'un arc en deux parties égales. — Décrire une circonférence passant par trois points donnés. — D'un point hors du cercle mener une tangente à ce cercle. — Mener une tangente commune à deux cercles. — Décrire sur une ligne donnée un segment de cercle capable d'un angle donné.

Trigonométrie. — Résolution des triangles. — Relations entre les angles et les côtés d'un triangle rectangle, ou quelconque. — Connaissant un côté et deux angles d'un triangle quelconque, trouver les autres parties ainsi que la surface du triangle. — Connaissant les trois côtés, trouver les angles et la surface du triangle.

10. — *Géométrie*. — Lignes proportionnelles. — Toute parallèle à l'un des côtés d'un triangle divise les deux autres côtés en parties proportionnelles. — Réciproque. — Propriété de la bissectrice de l'angle d'un triangle. — Polygones semblables. — En coupant un triangle par une parallèle à l'un de ses côtés, on détermine un triangle partiel semblable au premier. — Conditions de similitude des triangles. — Décomposition des polygones semblables en triangles semblables. — Rapport des périmètres.

Trigonométrie. — Application de la trigonométrie aux différentes questions que présente le levé des plans.

11. — *Géométrie*. — Relations entre la perpendiculaire abaissée du sommet de l'angle droit d'un triangle rectangle sur l'hypothénuse, les segments de l'hypothénuse elle-même et les côtés de l'angle droit. — Relations entre le carré du nombre qui exprime la longueur du côté d'un triangle opposé à un angle droit, aigu ou obtus, et les carrés des nombres qui expriment les longueurs des deux autres côtés. — Si d'un point pris dans le plan d'un cercle, on mène des sécantes, le produit des distances de ce point aux deux points d'intersection de chaque sécante avec la circonférence est constant, quelle que soit la direction de la sécante. — Cas où elle devient tangente. — Diviser une droite donnée en parties égales ou proportionnelles à des lignes données. — Trouver une quatrième proportionnelle à trois lignes, une moyenne proportionnelle entre deux lignes. — Construire sur une droite donnée un polygone semblable à un polygone donné.

Mathématiques appliquées. — Tracé d'une droite sur le terrain. — Mesure d'une portion de droite au moyen de la chaîne. — Levé au mètre. — Tracé des perpendiculaires. — Usage de l'équerre d'arpenteur. — Mesure des angles au moyen du graphomètre. — Description et usage de cet instrument. — Rapporter le plan sur le papier. — Echelle de réduction. — Levé à la planchette. — Déterminer la distance à un point inaccessible. — Prolonger une ligne droite au delà d'un obstacle qui arrête la vue. — De trois points donnés, mener une circonférence, lors même qu'on ne peut approcher du centre. — Trois points, A, B, C, étant situés sur un terrain uni et rapportés sur une carte, déterminer sur cette carte le

point P d'où les distances AB et AC ont été vues sous des angles qu'on a mesurés. — Notions sur l'arpentage. — Cas où le terrain serait limité dans une de ses parties par une ligne courbe.

12. — *Géométrie*. — Le rapport des périmètres de deux polygones réguliers, d'un même nombre de côtés, est le même que celui des rayons des cercles circonscrits. — Le rapport d'une circonférence à son diamètre est un nombre constant. — Inscire dans un cercle de rayon donné un carré, un hexagone régulier. — Manière d'évaluer le rapport approché de la circonférence au diamètre, en calculant les périmètres des polygones réguliers de 4, 8, 16, 32... côtés, inscrits dans un cercle de rayon donné.

Mathématiques appliquées. — Projections d'une droite. — Angles formés par une droite avec les plans de projection. — Projections d'une courbe. — Exemple du cercle. — Projection d'un cube, d'une pyramide, d'un cylindre vertical ou incliné. — Ce que dans les arts du dessin l'on nomme *plan, élévation et coupe*. Manière de représenter par plan, élévation et coupe, un bâtiment ou une machine simple.

13. — *Géométrie*. — Mesure de l'aire du rectangle, du parallélogramme, du triangle, du trapèze, d'un polygone quelconque. — Méthode de la décomposition en triangles et en trapèzes rectangles. — Relations entre le carré construit sur le côté d'un triangle, opposé à un angle droit, aigu ou obtus, et les carrés construits sur les deux autres côtés. — Le rapport des aires de deux polygones semblables est le même que celui des carrés des côtés homologues. — Aire d'un polygone régulier. — Aire d'un cercle, d'un secteur et d'un segment de cercle. — Rapport des aires de deux cercles de rayons différents.

Mathématiques appliquées. — Objet du nivellement. — Description et usage du niveau d'eau. — Manière d'inscrire et de calculer les résultats des observations. — Profils de nivellement. — Plan coté. — Plan de comparaison. — Représentation d'un point et d'une droite sur un plan coté. — Connaissant la cote d'un point situé sur une droite donnée, trouver la projection de ce point, et vice-versa. — Manière de représenter les plans. — Ce que l'on nomme ligne de plus grande pente d'un plan. — Echelle de pente. — Comment trouver l'échelle de pente d'un plan assujéti à passer par trois points donnés par leur projection et leur cote. — Sur un plan coté, tracer un chemin, une rigole d'irrigation.

Troisième série. — SCIENCES PHYSIQUES.

1. — *Mécanique*. — Comparaison des forces aux poids à l'aide de dynamomètres. — Le kilogramme peut être pris pour unité de force. — Principe de la proportionnalité des forces aux vitesses. — Deux forces constantes appliquées successivement à un même point matériel, partant du repos ou animé d'une vitesse initiale de même direction que les forces sont entre elles comme les accélérations qu'elles produisent. — Conséquence relative au cas où l'une des forces est le poids même du mobile. — Définition de la masse. — Relations entre les forces constantes, les masses et les accélérations.

Physique. — Réfraction. — Lois de la réfraction. — Effets des lentilles concaves et convexes. — Action des prismes. — Décomposition et recombinaison de la lumière.

Chimie. — Cristallisation des corps. — Isomorphisme. — Dimorphisme et polymorphisme. — Equivalents, leur emploi. — Hydrogène. — Eau.

2. — *Mécanique*. — Du temps et de sa mesure. — Unités adoptées. — Du pendule. — Résultat des observations de Galilée. — Du mouvement absolu ou relatif. — Du mouvement uniforme. — Vitesse. — Du mouvement varié en général : accéléré, retardé, périodique. — Mouvement uniformément accéléré et loi de ce mouvement. — Chute des graves dans le vide. — Machine d'Atwood. — Appareils à indications continues. — Mouvement uniformément retardé. — Mouvement circulaire ou de rotation. — Vitesse angulaire. — Composition des mouvements. — Indépendance des mouvements simultanés, constatés par l'observation. — Composition des chemins parcourus et des vitesses.

Physique. — Acoustique. — Production du son. — Le son ne se propage pas dans le vide. — Vitesse de transmission dans l'air. — Vibration des cordes. — Tuyaux sonores.

Chimie. — Azote. — Air atmosphérique. — Oxydes d'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque. — Azotates. — Lois de composition des sels de ce genre. — Action de la chaleur, de l'eau, du charbon, du soufre, des bases et acides usuels sur les azotates.

3. — *Cosmographie.* — Mouvement annuel apparent du soleil. — Ecliptique. — Points équinoxiaux. — Constellations zodiacales. — Diamètre apparent du soleil variable avec le temps. — Le soleil paraît décrire une ellipse autour de la terre. — Principe des aires. — Origine des ascensions droites. — Ascension droite du soleil. — Temps solaires, vrai et moyen. — Principes élémentaires des cadrans solaires. — Année tropique. — Sa valeur en jours moyens. — Calendrier. — Réforme julienne et grégorienne. — Distance du soleil à la terre. — Taches du soleil rapporté à la densité moyenne de la terre. — Taches du soleil. — Rotation du soleil sur lui-même. — Du jour et de la nuit en un lieu déterminé de la terre, et de leurs durées, à différentes époques de l'année. — Crépuscules. — Saisons et inégalité de leur durée. — Idée de la précession des équinoxes. — Mouvement réel de la terre autour du soleil.

Physique. — Attraction qui s'exerce entre l'aimant et le fer. — Pôles des aimants et procédés d'aimantation. — Aiguille aimantée. — Définir la déclinaison et l'inclinaison. — Boussole.

Chimie. — Soutre. — Acide sulfureux, sulfurique. — Hydrogène sulfuré. — Action du soufre sur les métaux. — Caractères des sulfures. — Action de l'eau sur ces corps. — Sulfates. — Lois de composition. — Action de la chaleur, de l'eau, du charbon, du soufre, des bases et des acides sur les sulfates.

4. — *Mécanique.* — Des pompes, des soupapes et des pistons. — Pompes élévatoires, aspirantes et élévatoires, aspirantes et foulantes. — Causes de pertes de travail moteur inhérentes aux pompes.

Physique. — Electricité. Développement par frottement. — Corps conducteurs et non conducteurs. — L'électricité se porte à la surface des corps et s'accumule vers les pointes. — Electricité par influence. — Electroscopie. — Machine électrique. — Electricité dissimulée. — Bouteille de Leyde. — Batteries électriques. — Electromètre condensateur. — Electricité atmosphérique. — Tonnerre et paratonnerre.

Chimie. — Chlore. — Acide chlorhydrique. — Eau régale. — Action du chlore sur les métaux. — Chlorures. — Action des métaux sur les chlorures. — Action de l'eau sur ces corps. — Chlorure de chaux. — Ses emplois.

5. — *Cosmographie.* — Etoiles. — Distances angulaires. — Sphère céleste. — Mouvement diurne apparent des étoiles. — Culmination. — Plan méridien. — Axe du monde. — Pôles. — Etoiles circumpolaires. — Etoile polaire. — Hauteur du Pôle à Paris. — Parallèles. — Equateur. — Jour sidéral. — Mouvement de rotation de la terre autour de la ligne des pôles. — Différence des étoiles en ascension droite. — Déclinaisons. — Description du ciel. — Constellations et principales étoiles. — Etoiles de première grandeur, visibles à l'œil nu. — Etoiles périodiques, temporaires, colorées. — Etoiles doubles, leurs révolutions. — Distance des étoiles à la terre. — Voie lactée. — Nébuleuses, nébuleuses résolubles.

Physique. — Aimantation par les courants. — Télégraphes. — Induction. — Expériences fondamentales. — Appareil de Pixii ou de Clarke.

Chimie. — Sucre de cannes ou de betteraves. — Fermentation alcoolique. — Boissons alcooliques. — Panification. — Alcool. — Ether sulfurique, chlorhydrique, acétique.

6. — *Mécanique.* — Composition de deux forces appliquées à un même point matériel, déduite de la composition des vitesses. — Les distances d'un point de la résultante aux deux composantes sont en raison inverse des intensités de ces composantes. — Conséquences pour la composition de deux forces parallèles. — Extension aux cas de plusieurs forces parallèles ou concourantes. — Conditions de l'équilibre d'un point matériel indépendantes de l'état de mouvement ou de repos du point considéré. — Centres des forces parallèles. — Centre de gravité. — Cas où le corps a un plan, un axe de symétrie, un centre de figure. — Sphère. — Parallépipède. — Méthode pratique pour déterminer le centre de gravité des corps solides.

Physique. — Usages de la balance. — Chaleur. — Dilatation des corps par la chaleur. — Construction et usage des thermomètres. — Usages des coefficients de dilatation des solides, des liquides et des gaz. — Densité des gaz.

Chimie. — Carbone. — Acide carbonique. — Production dans la respiration des animaux et décomposition par les plantes. — Oxyde de carbone. — Effets vénéneux. — Hydrogène carboné. — Gaz de l'éclairage. — Flamme. — Effet des toiles métalliques. — Lampe de sûreté. — Cyanogène. — Carbonates, lois de composition, action de la chaleur, de l'eau, du charbon, du soufre, des bases et des acides sur les carbonates.

7. — *Cosmographie.* — De la terre. — Phénomènes qui donnent une première idée de sa forme. — Pôles. — Parallèles. — Equateur. — Méridiens. — Longitude et latitude géographiques. — Valeurs numériques des degrés mesurés en France, en Laponie, au Pérou, et rapportés à l'ancienne toise. — Leur allongement, à mesure qu'on s'approche des pôles. — Rayon et aplatissement de la terre. — Longueur du mètre. — Cartes géographiques. — Projections orthographique et stéréographique. — Mappemonde. — Système de développement en usage dans la construction de la carte de France.

Physique. — Conductibilité des corps pour la chaleur. — Procédé d'Ingenhousz pour les solides. — Détermination de la chaleur spécifique des corps solides et liquides par la méthode des mélanges. — Mélange des gaz et vapeurs. — Hygromètre à cheveu. — Pluie. — Neige. — Distribution de la température à la surface du globe. — Influence de la latitude, de l'altitude, du voisinage des mers. — Vents réguliers. — Chaleur rayonnante, rosée.

Chimie. — Fer, fontes, aciers. — Oxydes de fer, caractère de leurs sels. — Vitriol vert. — Cuivre. — Plomb. — Mercure. — Oxydes et caractères de leurs sels. — Vitriol bleu. — Céruse. — Calomel. — Sublimé corrosif. — Argent. — Or. — Platine. — Caractères de leurs chlorures ou sels solubles. — Alliages usuels. — Essais d'argent et d'or.

8. — *Mécanique.* — Écoulement des liquides. — Règle et expérience de Torricelli. — Contraction des verres. — Anciennes roues à palettes planes recevant l'eau en dessous. — Roues à aubes courbes, planes, emboîtées dans des coursiers circulaires.

Physique. — Electro-magnétisme. — Expérience d'Oersted; construction et usages du multiplicateur. — Expériences qui constatent l'action des courants sur les aimants et des courants sur les courants. — Solénoïdes, leur assimilation aux aimants.

Chimie. — Sels en général. — Lois de Berthollet. — Un sel soluble des métaux étudiés dans le cours étant donné, déterminer la base. — Un sel soluble formé par les acides usuels, déterminer l'acide.

9. — *Cosmographie.* — De la lune. Diamètre apparent. — Phases. — Syzygies. — Quadratures. — Lumière cendrée. — Révolution sidérale et synodique. — Orbite décrite par la lune autour de la terre. — Diamètre réel et volume de la lune. — Distance de la lune à la terre. — Masse. — Taches. — Rotation. — Libration en longitude. — Montagnes de la lune, leur hauteur. — Constitution volcanique. — Absence d'eau et d'atmosphère. — Eclipses de lune. — Cause. — Ombre et pénombre. — Influence de l'atmosphère terrestre. — Eclipses de soleil, partielles, annulaires, totales.

Physique. — Équilibre des liquides. — Principe de la transmission des pressions. — Application à la presse hydraulique. — Description succincte de cet appareil. — Liquides superposés. — Vases communicants. — Niveau d'eau. — Pression exercée par les liquides sur les parois des vases qui les contiennent. — Principe d'Archimède. — Corps flottants. — Mesure de la densité des solides et des liquides. — Aréomètres.

Chimie. — Phosphore. — Acide phosphorique. — Hydrogène phosphoré. — Sels ammoniacaux. — Sels en général. — Lois de Berthollet. — Équivalents, leur emploi.

10. — *Mécanique.* — Machines à vapeur. — Description sommaire des principaux systèmes en usage. — Action de la vapeur. — Effet de la détente, de la condensation. — Effets utiles : 1° de la machine à basse

pression de Watt ; 2° des machines à haute pression, à détente et sans condensation ; 3° des machines à haute pression sans détente ni condensation. — Des machines locomotives.

Physique. — Galvanisme. — Expériences de Galvani et de Volta. — Piles de volta, de Daniel et de Bunsen (on ne donnera pas la théorie de la pile). — Effets mécaniques, calorifiques, lumineux et chimiques de la pile. — Galvanoplastie. — Dorure, argenture.

Chimie. — Classification des corps non métalliques en quatre familles. — Principaux composés qu'ils forment entre eux. — Métaux, propriétés et notions sommaires sur les plus usuels. — Equivalents, leur emploi.

11. — *Cosmographie.* — Des planètes. — Noms des principales. — Distances moyennes. — Leurs mouvements autour du soleil s'effectuent suivant les lois de Kepler. — Enoncé du principe de la gravitation universelle. — Planètes inférieures. — Mercure. — Vénus. — Leurs digressions orientale et occidentale. — Phases de Vénus. — Jupiter. — Rotation. — Aplatissement de son disque. — Satellites; leur éclipse. — Vitesse de la lumière. — Saturne, bandes. — Rotation. — Appiaissement. — Anneau et satellites. — Dimension des parties de ce système. — Grand nombre de petites planètes situées entre Mars et Jupiter. — Des comètes, noyau, chevelure, queue. — Petitesse de leurs masses. — Comète de Biela, son dédoublement. — Phénomènes des marées. — Flux et reflux. — Haute et basse mer. — Circonstances et période du phénomène. — Les marées sont dues aux actions combinées de la lune et du soleil. — Marées des syzygies et des quadratures.

Physique. — Pression atmosphérique. — Mise en évidence. — Baromètres de Fortin et de Gay-Lussac. — Loi de Mariotte. — Manomètres. — Machine pneumatique. — Influence du poids de l'air sur le poids des corps qui y sont plongés. — Aérostats. — Equilibre des fluides qui ne sont pas à la même température. — Tirage des cheminées.

Chimie. — Nature des matières organiques, leur analyse. — Caractères des acides organiques : oxalique, acétique, tartrique, tannique. — Alcalis organiques. — Quinine. — Cellulose. — Fécules. — Dextrine. — Glucose. — Farine. — Gluten. — Albumine, fibrine, caséum. — Gélatine. — Urée et acide urique.

12. — *Mécanique.* — Enoncé du principe de la transmission du travail dans le cas du mouvement uniforme des machines. — Le travail moteur est toujours plus grand que le travail fourni. — Impossibilité du mouvement perpétuel et de la multiplication du travail moteur. — Enoncé des lois expérimentales du frottement : 1° à l'instant du départ ; 2° pendant le mouvement. — Application des notions précédentes au plan incliné, au treuil, à la poulie simple.

Physique. — Passage de l'état solide à l'état liquide et passage inverse. — Chaleur latente. — Mélanges réfrigérants. — Passage de l'état solide à l'état de vapeur. — Formation des vapeurs dans le vide. — Maximum de leur force élastique. — Mesure de la force élastique, maximum de la vapeur d'eau à diverses températures, par le procédé de Dalton. — Ebullition. — Chaleur latente. — Condensation. — Distillation.

Chimie. — Potasium. — Sodium. — Composés usuels. — Potasses. — Soudes. — Sulfate de soude. — Sel marin. — Nitre. — Poudre. — Aluns. — Calcaires. — Chaux grasse et hydrauliques. — Mortiers. — Plâtre.

13. — *Mécanique.* — Travail d'une force constante, agissant sur un point matériel qui se meut en ligne droite dans la direction de la force. — Cas d'une force constante, appliquée tangentiellement à la circonférence d'une roue. — Unité de travail. — Kilogrammètre.

Physique. — Propagation de la lumière dans un milieu homogène. — Ombre et pénombre. — Mesure des intensités relatives de deux lumières. — Réflexion et sa loi. — Effets des miroirs plans et des miroirs sphériques concaves et convexes.

Chimie. — Métaux. — Propriétés et classification. — Alliages. — Propriétés et notions sommaires sur les plus usuels. — Action de l'oxygène sur les métaux. — Action de l'air sec ou humide. — Oxydes en général, leurs propriétés physiques. — Action de l'hydrogène, du char-

lon, du soufre et du chlore sur les métaux. — Action de l'eau sur les oxydes.

14. — *Mécanique*. — Transformations de mouvement. — Du plan incliné. — Rapport des espaces parcourus dans le sens du plan aux espaces parcourus dans le sens de sa base et de sa hauteur. — Des poulies : poulies fixes, poulies mobiles dans le cas où les deux brins de la corde sont parallèles, poulies mouflées. — Du treuil. — Treuil des carriers, des puits. — Rapport des chemins parcourus par les chevilles ou par la manivelle au chemin parcouru par le fardeau.

Physique. — Description des instruments d'optique les plus simples. — Chambre noire. — Loupe. — Microscope. — Lunette astronomique. — Télescope de Newton.

Chimie. — Divers états de la matière. — Cohésion. Affinité. — Synthèse. — Analyse. — Corps simples : Métaux et Métalloïdes. — Corps composés. — Nomenclature. — Acides. — Bases. — Corps neutres. — Sels. — Proportions multiples. — Equivalents, leur emploi. — Oxygène. — Combustion.

Quatrième série. — SCIENCES NATURELLES.

1. — *Zoologie*. — Description de l'appareil digestif et de ses annexes. — Nature des aliments. — Phénomènes chimiques de la digestion. — Secrétions qui y concourent. — Absorption.

Botanique. — Structure comparée des dicotylédones, monocotylédones, cryptogames.

Géologie. — Succession générale des êtres organisés et changements de la forme de la surface de la terre pendant les diverses périodes géologiques.

2. — *Zoologie*. — Organisation générale des mammifères, des oiseaux, des reptiles, des poissons. — Division des mammifères en ordres. — Principaux groupes des oiseaux, des reptiles, des poissons.

Botanique. — Feuilles, leurs principales modifications, leur structure et leurs fonctions, influence de ces dernières sur l'air ambiant. — Etiolement.

Géologie. — Terrains de sédiment supérieurs ou tertiaires, leur division en bassins. — Succession des terrains marins et d'eau douce qui les composent. — Lignites et gypse. — Fossiles, animaux et végétaux.

3. — *Zoologie*. — Composition du squelette. — Structure et développement des os. — Articulations. — Muscles, structure et modes d'insertion. Mécanisme des mouvements. — Modifications de l'appareil locomoteur pour servir à la marche, au vol, à la natation, à la reptation dans les divers animaux.

Botanique. — Organes de la reproduction. — Divers modes de reproduction. — Fleur. — Inflorescence. — Calice et corolle. — Etamines et pistils. — Fonctions de ces organes. — Chaleur développée dans certaines fleurs. — Mouvement des feuilles et de certains organes des fleurs.

Géologie. — Influence des terrains ignés sur les terrains stratifiés. — Filons. — Soulèvements. — Epoque relative de soulèvement de certaines montagnes.

4. — *Zoologie*. — Composition et usages du sang. — Phénomènes généraux de la circulation. — Appareil circulatoire : cœur, veines, artères. — Mécanisme de la circulation. — Principales modifications de l'appareil circulatoire.

Botanique. — Tiges, leurs principales modifications. — Structure chez les dicotylédones et les monocotylédones. — Circulation de la sève. — Accroissement des tiges ligneuses des dicotylédones. — Racines, principales modifications et fonctions.

Géologie. — Succession des divers dépôts de sédiment ou terrains régulièrement stratifiés. — Différences de stratification. — Terrains antérieurs au Carbonifère. — Ardoises. — Terrain houiller, sa disposition, son origine, ses principaux fossiles.

5. — *Zoologie*. — Phénomènes chimiques de la respiration. — Appareil respiratoire des mammifères. — Mécanisme de l'inspiration et de l'expiration. — Asphyxie. — Respiration cutanée, bronchiale, trachéenne. — Chaleur animale. — Animaux à sang chaud et à sang froid.

Botanique. — Développement et structure des fruits, de la graine

et des parties qui la composent. — Embryon, sa structure. — Changements chimiques dans la graine pendant la germination. — Développement de l'embryon et structure de la jeune plante.

Géologie. — Terrains en masse non stratifiés, disposition relative aux terrains de sédiment. — Terrains primitifs et ignés anciens. — Granit et porphyre. — Volcans éteints, basaltes, laves.

6. — *Zoologie.* — Organes des sens. — La vue et l'ouïe. — Fonctions de leurs parties essentielles.

Botanique. — De la méthode naturelle. — Familles naturelles. — Division générale des plantes en dicotylédones, monocotylédones et cryptogames. — Division des dicotylédones en polypétales, monopétales et apétales.

Géologie. — Terrains de transport. — Diluvium et blocs erratiques. — Cavernes à ossements et brèches osseuses. — Formation de la couche superficielle du sol ou terre arable. — Phénomènes actuels de transport.

7. — *Zoologie.* — Classification du règne animal. — Division en embranchements et classes. — Caractères de ces embranchements et classes.

Botanique. — Organes de la plante. — Parties élémentaires ou tissus qui les composent. — Leur composition chimique.

Géologie. — Phénomènes volcaniques. — Nature et disposition des roches et autres produits auxquels ils donnent naissance. — Leur action physique et mécanique. — Chaleur centrale. — Sources thermales et puits artésiens.

8. — *Zoologie.* — Indication des parties qui constituent essentiellement le système nerveux. — Fonctions du système nerveux. — Nerfs moteurs et sensitifs.

Botanique. — De la classification du règne végétal. — Espèce, genre, variétés. — Des classifications artificielles. — Système de Linné, application à la détermination des plantes.

Géologie. — Terrains de sédiment moyen. — Grès bigarrés et terrains salifères. — Calcaires du Jura. — Craie. — Substances minérales importantes et corps organisés, caractéristiques de ces terrains.

Programmes annexes au règlement sur l'examen du Baccalauréat ès Sciences.

(Arrêté du 7 Août 1857.)

LISTE DES AUTEURS.

Auteurs latins.

Même liste que pour le baccalauréat ès lettres.

Auteurs français.

Idem.

Le ministre de l'Instruction publique indique le 1^{er} septembre de chaque année, les parties de ces auteurs sur lesquelles les candidats doivent être interrogés.

Auteurs allemands.

Morceaux choisis de vers et de prose des classiques allemands.

Auteurs anglais.

Morceaux choisis de vers et de prose des classiques anglais.

PROGRAMME DES CINQ SÉRIES

Première série. — LOGIQUE.

Même programme que pour le baccalauréat ès lettres, sauf l'omission à chacune des 20 questions, de l'explication de textes.

Deuxième série. — HISTOIRE DE FRANCE ET GÉOGRAPHIE.

1. — *Histoire de France.* — Limites et étendue de la Gaule. — Caractères et mœurs des peuplades gauloises. — Soumission de la Narbonnaise par les Romains. — Luites contre César. — Condition de la Gaule pendant la durée de l'empire.

Géographie. — Objet et utilité de cette étude. — Nomenclature géographique. — Mappemonde, cartes, échelle. — Valeur des principales mesures itinéraires en myriamètres.

2. — *Histoire*. — Les Francs avant Clovis. — Puissance des Francs mérovingiens. — Mœurs et institutions apportées en Gaule par les Germains. — Bénéfices et alleux.

Géographie. — Division de la surface du globe en terres et en eaux. — Continents. — Divisions relatives aux races et aux religions. — Océan, ses grandes divisions. — Mers principales.

3. — *Histoire*. — Maires du palais. — Opposition de la Neustrie et de l'Austrasie. — Pépin d'Héristal. — Charles Martel. — Pépin le Bref. — Avènement des carolingiens.

Géographie. — Asie. — Afrique. — Amériques du Nord et du Sud. — Océanie. — Limites. — Mers et îles principales. — Montagnes et fleuves. — Principaux Etats. — Population. — Possessions anglaises aux Indes. — Etats-Unis d'Amérique. — Divisions de l'Océanie, archipels, colonies.

4. — *Histoire*. — Charlemagne. — Ses guerres. — Son gouvernement. — Etude géographique de son empire. — Premier réveil littéraire.

Géographie. — L'Europe. — Limites et contour. — Mers et îles. — Montagnes et fleuves. — Lacs.

5. — *Histoire*. — Décadence et partage de l'empire franc. — Louis le Débonnaire. — Charles le Chauve. — Batailles de Fontanet. — Les Normands. — Charles le Gros. — Le royaume de France en 843. — Royauté d'Eudes et de Raoul.

Géographie. — Grandes divisions de l'Europe d'après les races et les religions. — Langues principales. — Principaux Etats. — Leur situation. — Capitales. — Population de l'Europe.

6. — *Histoire*. — Hugues Capet et ses trois premiers successeurs. — Leur alliance avec l'Eglise. — Etablissement des Normands en France. — Exposition du système féodal.

Géographie. — Description sommaire des mers: 1° Grand Océan; 2° Océan Atlantique; 3° Mers des Indes; 4° Méditerranée et Mer Noire; 5° Mer du Nord; 6° Mer Baltique. — Situation générale de ces mers. — Forme du littoral, îles et détroits. — Embouchures des fleuves les plus remarquables. — Lignes de navigation les plus suivies.

7. — *Histoire*. — Les Croisades. — Royaume chrétien de Jérusalem. — Expéditions de Saint Louis. — Résultats généraux des Croisades.

Géographie. — Etats du nord de l'Europe. — Situation, limites, capitales, gouvernements, population.

8. — *Histoire*. — Progrès de l'autorité royale de Louis VI à Saint Louis. — Extension du domaine de la couronne. — Législation de Saint Louis. — Atteintes portées à la féodalité.

Géographie. — Etats du centre de l'Europe. — Situation, limites, capitales, gouvernements, population.

9. — *Histoire*. — Philippe III et Philippe IV. — Guerres avec l'Aragon, la Flandre, l'Angleterre. — Lutte avec Boniface VIII. — Les Etats généraux. — Fin de la descendance directe de Hugues Capet. — La loi salique.

Géographie. — Etats de l'est de l'Europe. — Situation, limites, capitales, gouvernements, population.

10. — *Histoire*. — Première partie de la Guerre de Cent Ans. — Philippe VI et Edouard III. — Batailles de Crécy et de Poitiers. — La jacquerie. — Charles V et Duguesclin.

Géographie. — Etats du midi de l'Europe. — Situation, limites, capitales, gouvernements, population.

11. — *Histoire*. — Dernière partie de la guerre de Cent ans. — Folie de Charles VI. — Alliance momentanée avec les Anglais. — Armagnacs et Bourguignons. — Bataille d'Azincourt. — Traité de Troyes. — Charles VII et Jeanne d'Arc. — Expulsion des Anglais.

Géographie historique. — Monde connu des anciens. — Progrès de la géographie au moyen âge. — Principales découvertes. — Voyages autour du monde.

12. — *Histoire*. — Administration des Valois et progrès de l'autorité royale sous Charles VII et Louis XI. — Pragmatic sanction de Bourges. — Taille perpétuelle. — Armée permanente. — Abaissement de la féoda-

lité princière créée par les apanages. — Mariage de Charles VIII avec Anne de Bretagne.

Géographie industrielle et commerciale. — Notions sommaires sur les localités d'où proviennent les matières premières les plus utiles à l'industrie et sur les centres d'industrie et de commerce les plus importants.

13. — *Histoire.* — Commencement des guerres d'Italie. — Charles VIII et Louis XII. — Rivalité de François I^{er} et de Charles Quint.

Géographie particulière de la France. — Description orographique et hydrographique de la France. — Longitudes et latitudes extrêmes. — Contours. — Chaînes de montagnes et partage des eaux. — Versants et bassins.

14. — *Histoire.* — Henri II et le traité de Cateau-Cambrésis. — Résultats des guerres d'Italie. — La Renaissance et la Réforme en France. — Guerres de religion.

Géographie. — Limites de terre de la France, tracé des limites. — Départements qu'elle confine. — Pays limitrophes. — Description sommaire des Alpes et des Pyrénées.

15. — *Histoire.* — Henri IV, ses réformes, ses projets. — Sully. — Minorité de Louis XIII. — La guerre de Trente ans. — Richelieu.

Géographie. — Côtes maritimes de la France. — Tracé du littoral. — Iles, caps, golfes. — Départements et villes du littoral.

16. — *Histoire.* — Mazarin. — Traités de Westphalie et des Pyrénées. — Situation des principaux Etats de l'Europe en 1661. — La littérature française avant Malherbe et Corneille.

Géographie. — Bassins de la Seine, de la Loire, de la Garonne et du Rhône, bassins de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin (partie française).

17. — *Histoire.* — Gouvernement et administration de Louis XIV. — Colbert. — Industrie et commerce. — Législation. — Epoque la plus glorieuse des lettres françaises.

Géographie. — Voies de communication en France. — Canaux et chemins de fer. — Communications entre les mers et les rivières. — Liaison des chemins de fer français avec les principales lignes de la Belgique et de l'Allemagne.

18. — *Histoire.* — Guerres de Louis XIV, depuis la déclaration de guerre à l'Espagne jusqu'aux traités d'Utrecht et de Rastadt.

Géographie. — Ancienne division de la France en provinces et division actuelle en départements. — Concordance des deux divisions.

19. — *Histoire.* — La régence et Louis XV. — Guerre de la Succession et guerre de Sept ans. — Perte des colonies françaises. — Propagation de l'esprit de réforme. — Louis XVI et l'Assemblée nationale. — La Convention. — La Terreur.

Géographie. — Statistique de la France. — Superficie, population. — Gouvernement. — Division administrative, militaire, ecclésiastique, judiciaire. — Instruction publique. — Agriculture, industrie, commerce. — Armée, Marine.

20. — *Histoire.* — Directoire. — Campagnes de Bonaparte en Italie et en Egypte. — Le 18 brumaire. — Consulat et Empire. — Etat politique de l'Europe en 1810. — Guerre de Russie. — Abdication de l'Empereur. — Les Cent jours. — Waterloo. — Traité de 1815.

Géographie. — Algérie et colonies françaises dans les différentes parties du monde, situation, limites, montagnes, rivières. — Religions. — Villes principales. — Production et commerce.

Troisième série. — MATHÉMATIQUES PURES ET APPLIQUÉES.

Même programme que celui du 22 janvier 1857 (deuxième série).

Quatrième série. — SCIENCES PHYSIQUES.

Même programme que celui du 22 janvier 1857 (troisième série).

Cinquième série. — SCIENCES NATURELLES.

Même programme que celui du 22 janvier 1857 (quatrième série).

**Programme du Baccalauréat ès Sciences restreint
pour la partie Mathématiques.**

(Arrêtés du 7 Août 1857, 20 Janvier 1859, 1^{er} Septembre 1864,
25 Mars 1865, 10 Novembre 1875,
30 Décembre 1887 et Décret du 5 Février 1881.)

EPREUVES ÉCRITES : 1° Pour les candidats bacheliers ès lettres : une composition scientifique sur une question de physique et sur une question de sciences naturelles.

2° Pour les candidats non bacheliers ès lettres : a) une composition sur une question de physique et sur une question de sciences naturelles ; b) une version latine.

EPREUVES ORALES (1) : D'après le programme ci-dessous.

ARITHMÉTIQUE.

Restes de la division d'un nombre entier par 2, 3, 5, 9. — Caractères de divisibilité par chacun de ces nombres. — Définition des nombres premiers et les nombres premiers entre eux. — Décomposition d'un nombre en ses facteurs premiers. — Fractions ordinaires. — Une fraction ne change pas de valeur quand on multiplie ou quand on divise ses deux termes par un même nombre. — Simplification d'une fraction. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur. — Opérations sur les fractions. — Système des mesures légales. — Mesures de longueur. — Mètre ; ses divisions ; ses multiples. — Rapport de l'ancienne toise de six pieds au mètre. — Convertir en mètres un nombre donné de toises. — Mesures de superficie, de volume, de capacité. — Mesures de poids. — Monnaies. — Titre et poids des monnaies de France. — Conversion des anciennes mesures de poids en mesures légales. — Formation du carré de la somme de deux nombres. — Extraction de la racine carrée d'un nombre entier. — Indications sommaires des mêmes opérations sur le cube et la racine cubique d'un nombre entier. — Carré et racine carrée des fractions. — Intérêts simples. — De l'escompte commercial. — Partager une somme en parties proportionnelles à des nombres donnés.

ALGÈBRE.

Addition et soustraction. — Multiplication. — Règle des signes. — Division des monômes. — Equation du premier degré. — Résolution des équations numériques du premier degré à une ou plusieurs inconnues par la méthode dite de *substitution*. — Des cas d'impossibilité et d'indétermination. — Formules générales pour la résolution d'un système d'équations du premier degré à deux inconnues. — Equation du second degré à une inconnue. — Résolution. — Double solution. — Valeurs imaginaires.

GÉOMÉTRIE.

Mesure des angles. — Angles inscrits. — Problèmes élémentaires sur la construction des angles et des triangles. — Tracé des perpendiculaires et des parallèles. — Division d'une droite et d'un arc en deux parties égales. — Décrire une circonférence qui passe par trois points donnés. — D'un point donné hors d'un cercle, mener une tangente à ce cercle. — Lignes proportionnelles (2). — Toute parallèle à l'un des côtés d'un triangle divise les deux autres côtés en parties proportionnelles. — Propriétés de la bissectrice de l'angle d'un triangle. — Polygones semblables. — En coupant un triangle par une parallèle à l'un de ses côtés, on détermine un triangle partiel semblable au premier. — Conditions de similitude des triangles. — Décomposition des polygones semblables en triangles semblables. — Rapport des périmètres.

Relations entre la perpendiculaire abaissée du sommet de l'angle droit d'un triangle rectangle sur l'hypothénuse, les segments de l'hypothénuse, l'hypothénuse elle-même et les côtés de l'angle droit.

(1) Les candidats bacheliers ès lettres ne doivent être interrogés que sur la partie scientifique du programme.

(2) En conservant les énoncés habituels, on devra remplacer dans les démonstrations, l'algorithme des proportions par l'égalité des rapports.

Relations entre les trois côtés d'un triangle rectangle.

Si, d'un point pris dans le plan d'un cercle, on mène des sécantes, le produit des distances de ce point aux deux points d'intersection de chaque sécante avec la circonférence est constant, quelle que soit la direction de la sécante. — Cas où elle devient tangente.

Polygones réguliers. — Le rapport des périmètres de deux polygones réguliers, d'un même nombre de côtés, est le même que celui des rayons des cercles inscrits (1).

Le rapport de la circonférence au diamètre est un nombre constant.

Inscrire dans un cercle donné un carré, un hexagone régulier.

Manière d'évaluer le rapport approché de la circonférence au diamètre, en calculant les périmètres des polygones réguliers de 4, 8, 16, 32 côtés inscrits dans un cercle de rayon donné.

Mesure de l'aire du rectangle ; du parallélogramme ; du triangle ; du trapèze ; d'un polygone quelconque. — Méthode de la décomposition en triangles et en trapèzes rectangles.

Relations entre le carré construit sur le côté d'un triangle opposé à un angle droit ou aigu ou obtus et les carrés construits sur les deux autres côtés.

Le rapport des aires de deux polygones semblables est le même que celui des carrés des côtés homologues.

Aire d'un polygone régulier. — Aire d'un cercle, d'un secteur et d'un segment de cercle. — Rapport des aires de deux cercles de rayons différents.

COSMOGRAPHIE.

Etoiles. — Distances angulaires. — Sphère céleste.

Mouvement diurne apparent des étoiles. — Culmination. — Plan méridien. — Axe du monde. — Pôles. — Etoiles circompolaires. — Etoile polaire. — Hauteur du pôle à Paris.

Parallèles. — Equateur. — Jour sidéral. — Mouvement de rotation autour de la ligne des pôles.

Différence des étoiles en ascension droite. — Déclinaisons.

Description du ciel. — Constellations et principales étoiles. — Etoiles de diverses grandeurs. — Combien on en voit à l'œil nu. — Etoiles périodiques, temporaires, colorées. — Etoiles doubles, leurs révolutions. — Distance des étoiles à la terre. — Voie lactée.

Nébuleuses. — Nébuleuses résolubles.

De la terre. — Phénomènes qui donnent une première idée de sa forme. — Pôles. — Parallèles. — Equateur. — Méridien. — Latitude et longitude géographiques.

Valeurs numériques des degrés mesurés en France, en Laponie, au Pérou, et rapportées à l'ancienne toise. — Leur allongement à mesure qu'on s'approche des pôles. — Rayon. — Aplatissement de la terre. — Longueur du mètre.

Cartes géographiques. — Idée des projections orthographique et stéréographique. — Mappemonde.

Du soleil. — Mouvement annuel apparent du soleil. — Ecliptique. — Points équinoxiaux. — Constellations zodiacales.

Diamètre apparent du soleil, variable avec le temps. — Le soleil paraît décrire une ellipse autour de la terre. — Principe des aires.

Origine des ascensions droites. — Ascension droite du soleil. — Temps solaires vrai et moyen. — Principes élémentaires des cadrans solaires.

Année tropique. — Sa valeur en jours moyens. — Calendrier. — Réforme julienne, réforme grégorienne.

Distance du soleil à la terre. — Rapport du volume du soleil à celui de la terre. — Rapport des masses. — Densité du soleil rapportée à la densité moyenne de la terre. — Taches du soleil. — Rotation du soleil sur lui-même.

Du jour et de la nuit en un lieu déterminé de la terre, et de leurs durées à différentes époques de l'année. — Crépuscules. — Saisons. — Iné-

(1) La longueur de la circonférence du cercle sera considérée sans démonstration, comme la limite vers laquelle tend le périmètre d'un polygone inscrit dans cette courbe, à mesure que les côtés diminuent indéfiniment.

galité de la durée des différentes saisons. — Idée de la précession des équinoxes.

Mouvement réel de la terre autour du soleil.

De la lune. — Diamètre apparent. — Phases. Syzygies.

Quadratures. — Lumière cendrée.

Révolution sidérale et synodique. — Orbite décrite par la lune autour de la terre.

Distance de la lune à la terre. — Diamètre réel et volume de la lune.

— Sa masse.

Taches. — Rotation. — Libration en longitude. — Montagnes de la lune, leur hauteur. — Constitution volcanique de la lune. — Absence d'eau et d'atmosphère.

Eclipses de lune. — Leur cause. — Ombre et pénombre. — Influence de l'atmosphère terrestre.

Eclipses de soleil. — Eclipses partielles, annulaires, totales.

Des planètes. — Noms des principales. — Leurs distances moyennes.

— Leurs mouvements autour du soleil s'effectuent suivant les lois de Képler. — Énoncé du principe de la gravitation universelle.

Planètes inférieures. Mercure, Vénus. — Leurs digressions orientale et occidentale. — Phases de Vénus.

Jupiter. — Rotation ; aplatissement de son disque. — Satellites ; leurs éclipses. — Vitesse de la lumière.

Saturne. — Bandes. — Rotation, aplatissement. — Anneau et satellites. — Dimension des différentes parties de ce système.

Grand nombre de petites planètes situées entre Mars et Jupiter.

Des comètes. — Noyau ; chevelure ; queue. — Petitesse de la masse des comètes. — Nature de leurs orbites. — Comètes périodiques. — Comète de Halley. — Comète de Biela. — Son dédoublement.

Phénomène des marées. — Flux et reflux. — Haute et basse mer. —

Circonstances principales du phénomène. — Sa période.

Les marées sont dues à l'action combinée de la lune et du soleil. — Marées des syzygies et des quadratures.

MÉCANIQUE.

Du temps et de sa mesure. — Unités adoptées. — Du pendule. — Résultats des observations de Galilée.

Du mouvement absolu ou relatif.

Du mouvement uniforme. — Vitesse.

Du mouvement varié en général. — Mouvement accéléré, retardé, périodique. — Vitesse.

Mouvement uniformément accéléré. — Loi de ce mouvement.

Chute des graves dans le vide. — Machine d'Atwood. — Appareil à indications continues.

Mouvement uniformément retardé.

Mouvement circulaire ou de rotation. — Vitesse angulaire.

Composition des mouvements. — Indépendance des mouvements simultanés, constatée par l'observation.

Composition des chemins parcourus et des vitesses.

Transformations de mouvement.

Du plan incliné. — Rapport des espaces parcourus dans le sens du plan aux espaces parcourus dans le sens de sa base et de sa hauteur.

Des poulies. — Poulie fixe. — Poulie mobile dans le cas où les deux brins de la corde sont parallèles. — Poulies mouflées. — Rapport des chemins parcourus par la main de l'homme et par le fardeau.

Du treuil. — Treuil des carriers. — Treuil des puits. — Rapport des chemins parcourus par les chevilles ou par la manivelle au chemin parcouru par le fardeau.

Comparaison des forces aux poids, à l'aide de dynamomètres. — Le kilogramme peut être pris pour unité de force.

Principe de la proportionnalité des forces aux vitesses. — Deux forces constantes appliquées successivement à un même point matériel, partant du repos ou animé d'une vitesse initiale de même direction que les forces, sont entre elles comme les accélérations qu'elles produisent.

Conséquence relative au cas où l'une des forces est le poids même du mobile. — Définition de la masse.

Relations entre les forces constantes, les masses et les accélérations.

Travail d'une force constante, agissant sur un point matériel qui se meut en ligne droite dans la direction de la force. — Cas d'une force constante, appliquée tangentiellement à la circonférence d'une roue.

Unité du travail. — Kilogrammètre.

Composition de deux forces appliquées à un même point matériel, déduite de la composition des vitesses.

Les distances d'un point de la résultante aux deux composantes sont en raison inverse des intensités de ces composantes. — Conséquence pour la composition de deux forces parallèles.

Extension des propositions qui précèdent aux cas de plusieurs forces concourantes ou parallèles.

Conditions de l'équilibre d'un point matériel. — Ces conditions sont indépendantes de l'état du mouvement ou de repos du point considéré.

Centre des forces parallèles. — Centre de gravité. — Cas où le corps a un plan, un axe de symétrie, un centre de figure. — Sphère. — Parallépipède. — Méthode pratique pour déterminer le centre de gravité des corps solides.

Énoncé du principe de la transmission du travail dans le cas du mouvement uniforme des machines.

Le travail moteur est toujours plus grand que l'effet utile. — Impossibilité du mouvement perpétuel et de la multiplication du travail moteur.

Énoncé des lois expérimentales du frottement : 1° à l'instant du départ ; 2° pendant le mouvement.

Application des principes et des notions précédentes au plan incliné, au treuil, à la poulie simple.

Écoulement des liquides. — Expériences et règles de Torricelli. — Contraction des veines liquides.

Des pompes. — Soupapes. — Pistons. — Pompes élévatoires. — Pompes aspirantes et foulantes. — Causes de pertes de travail moteur inhérentes aux pompes.

PHYSIQUE.

Pesanteur. — Usage de la balance.

Chaleur. — Dilatation des corps par la chaleur. — Construction et usage des thermomètres.

Usage des coefficients de dilatation des solides, des liquides et des gaz.

Densité des gaz.

Passage de l'état solide à l'état liquide, et passage inverse de l'état liquide à l'état solide. — Chaleur latente. — Mélanges réfrigérants.

Passage de l'état liquide à l'état de vapeur. — Formation des vapeurs dans le vide. — Maximum de leur force élastique. — Mesure de la force élastique maximum de la vapeur d'eau à diverses températures, par le procédé de Dalton.

Ebullition. — Chaleur latente. — Condensation. — Distillation.

Conductibilité des corps pour la chaleur. — Procédé d'Ingenhouz pour les corps solides.

Détermination de la chaleur spécifique des corps solides et liquides par la méthode des mélanges.

Mélange des gaz et des vapeurs. — Hygromètre à cheveu. — Pluie. — Neige.

Distribution de la température à la surface du globe. — Influence de la latitude, de l'altitude, du voisinage des mers. — Vents réguliers.

Chaleur rayonnante. — Rosée.

Hydrostatique. — Équilibre des liquides. — Principes de la transmission des pressions. — Son application à la presse hydraulique. — Description succincte de cet appareil.

Liquides superposés. — Vases communicants. — Niveau d'eau. Pression exercée par les liquides sur les parois de vases qui les contiennent.

Principe d'Archimède. — Corps flottants. — Mesure de la densité des solides et des liquides. — Aréomètres.

Pression atmosphérique. — Expériences qui la mettent en évidence.
— Baromètres de Fortin et de Gay-Lussac.

Loi de Mariotte. — Manomètres. — Machine pneumatique. — Influence du poids de l'air sur le poids des corps qui y sont plongés. — Aérostats.

Equilibre des fluides dont les diverses parties ne sont pas à la même température. — Tirage des cheminées.

Electricité. — Développement de l'électricité par le frottement. — Corps conducteurs ; corps non conducteurs. — L'électricité se porte à la surface des corps et s'accumule vers les pointes.

Electricité par influence. — Electroscope. — Machine électrique.

Electricité dissimulée. — Bouteille de Leyde. — Batteries électriques. — Electromètre condensateur.

Electricité atmosphérique. — Tonnerre. — Paratonnerre.

Magnétisme. — Attraction qui s'exerce entre l'aimant et le fer. — Pôles des aimants. — Procédés d'aimantation.

Aiguille aimantée. — Définir la déclinaison et l'inclinaison. — Boussole.

Galvanisme. — Expériences de Galvani, de Volta. — Piles de Volta, de Daniell, de Bunsen. (On ne donnera pas de théorie de la pile.)

Effets mécaniques, caloriques, lumineux et chimiques de la pile.

Electro-magnétisme. — Expérience d'Ærstedt. — Construction et usages du multiplicateur.

Expériences qui constatent l'action des courants sur les aimants et l'action des courants sur les courants. — Solénoïdes.

Aimentation par les courants. — Télégraphes.

Induction. — Expériences fondamentales. — Appareil de Pixii ou de Clarke.

Acoustique. — Production du son. — Le son ne se propage pas dans le vide. — Vitesse de transmission dans l'air.

Vibrations des cordes.

Tuyaux sonores.

Optique. — Propagation de la lumière dans un milieu homogène. —

Ombre. — Pénombre. — Mesure des intensités relatives de deux lumières.

Réflexion. — Lois de la réflexion. — Effets des miroirs plans et des miroirs sphériques, concaves et convexes.

Réfraction. — Lois de la réfraction.

Effets des lentilles concaves et convexes.

Action des prismes. — Décomposition et recomposition de la lumière.

Description des instruments d'optique les plus simples. — Chambre noire. — Loupe. — Microscope. — Lunette astronomique. — Télescope de Newton.

CHIMIE.

Divers états de la matière. — Cohésion.

Affinité. — Synthèse. — Analyse.

Corps simples. — Métaux. — Métalloïdes.

Corps composés. — Nomenclature. — Acides. — Bases.

Corps neutres. — Sels. — Proportions multiples.

Cristallisation des corps. — Isomorphisme. — Dimorphisme. — Polymorphisme.

Equivalents ; leur emploi.

Oxygène. — Combustion.

Hydrogène. — Eau.

Azote. — Air atmosphérique.

Carbone. — Acide carbonique. — Production de l'acide carbonique dans la respiration des animaux. — Sa décomposition par les plantes. — Oxyde de carbone. — Ses effets vénéneux. — Hydrogène carboné.

Gaz de l'éclairage. — Flamme. — Effet des toiles métalliques. — Lampe de sûreté.

Oxydes d'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque.

Soufre. — Acide sulfureux. — Acide sulfurique. — Hydrogène sulfuré.

Phosphore. — Acide phosphorique. — Hydrogène phosphoré.

- Chlore. — Acide chlorydrique. — Eau régale.
Classification des corps non métalliques en quatre familles. — Principaux composés qu'ils forment entre eux.
Cyanogène.
Métaux. — Leurs propriétés et leur classification.
Alliages. — Leurs propriétés. — Notions sommaires sur les plus usuels d'entre eux.
Action de l'oxygène sur les métaux. — Action de l'air sec ou humide.
Oxydes en général. — Leurs propriétés physiques.
Action de l'hydrogène, du charbon, du soufre et du chlore sur les oxydes. — Action de l'eau sur les oxydes.
Action du soufre sur les métaux. — Caractères des sulfures.
Action de l'air à froid et à chaud sur les sulfures. — Action de l'eau sur ces corps.
Action du chlore sur les métaux. — Chlorures métalliques. — Action de l'eau sur ces corps.
Sels en général. — Lois de Berthollet.
Carbonates. — Lois de composition de ce genre de sels. — Action de la chaleur, du charbon, du soufre, de l'eau, des bases, des acides usuels, sur les carbonates.
Sulfates. — Lois de composition de ce genre de sels. — Action de la chaleur, du charbon, du soufre, de l'eau, des bases, des acides usuels, sur les sulfates.
Azotates. — Lois de composition de ce genre de sels. — Action de la chaleur, du charbon, du soufre, de l'eau, des bases, des acides usuels, sur les azotates.
Potassium. — Sodium. — Leurs composés les plus usuels. — Potasses. — Soudes. — Sulfate de soude. — Sel marin. — Nitre. — Poudre de guerre. — Chlorure de chaux. — Ses emplois. — Aluns.
Calcaire. — Plâtre. — Sels ammoniacaux.
Fer. — Fontes ; aciers. — Oxydes de fer ; caractères de leurs sels. — Vitriol vert.
Cuivre. — Plomb. — Mercure. — Leurs oxydes et les caractères de leurs sels. — Vitriol bleu. — Céruse. — Calomel. — Sublimé corrosif.
Argent. — Or. — Platine. — Les caractères de leurs chlorures ou sels solubles. — Leurs alliages usuels. — Essais d'argent et d'or.
Un sel soluble des métaux étudiés dans le cours étant donné, en déterminer la base.
Un sel soluble formé par les principaux acides usuels étant donné, en déterminer l'acide.
Nature des matières organiques. — Leur analyse.
Caractères des acides organiques les plus usuels, savoir :
Oxalique, acétique, tartrique, tannique.
Alcalis organiques. — Quinine.
Cellulose.
Fécules. — Dextrine. — Glucose.
Sucres de cannes ou de betteraves. — Fermentation alcoolique. — Boissons alcooliques.
Farines. — Gluten. — Panification.
Alcool. — Ether sulfurique. — Ether chlorydrique. — Ether acétique.
Matières animales neutres. — Albumine ; fibrine ; caséum. — Gélatine. — Urée.
Acide urique.

HISTOIRE NATURELLE.

- Zoologie. — Description de l'appareil digestif et de ses annexes.
Nature des aliments. — Phénomènes chimiques de la digestion. — Sécrétions qui y concourent. — Absorption.
Composition et usages du sang.
Phénomènes généraux de la circulation.
Appareil circulatoire : cœur, artères, veines.
Mécanisme de la circulation. — Principes modifications de l'appareil circulatoire.
Phénomènes chimiques de la respiration.

Appareil respiratoire des mammifères. — Mécanisme de l'inspiration et de l'expiration. — Asphyxie.

Respiration trachéenne, bronchiale, cutanée.

Chaleur animale. — Animaux à sang chaud et à sang froid.

Composition générale du squelette. — Structure et développement des os. — Articulations.

Muscles ; leur structure et leur mode d'insertion.

Mécanisme des mouvements. — Modifications de l'appareil locomoteur pour servir à la marche, au vol, à la natation et à la reptation dans les divers animaux.

Indication des parties qui constituent essentiellement le système nerveux. — Fonctions du système nerveux. — Nerfs moteurs et sensitifs. Organes des sens.

Organes de la vue et de l'ouïe. — Fonctions de leurs parties essentielles.

Organisation générale des mammifères, des oiseaux, des reptiles et des poissons.

Classification générale du règne animal. — Sa division en embranchements et en classes. — Caractères de ces embranchements et de ces classes.

Division des mammifères en ordres.

Principaux groupes des oiseaux, reptiles et poissons.

Botanique. — Organes de la plante. — Parties élémentaires ou tissus qui les composent. — Composition chimique de ces tissus.

Organes de la nutrition ou de la végétation. — Racines ; leurs principales modifications ; leurs fonctions.

Feuilles ; leurs principales modifications ; leur structure et leurs fonctions ; influence de ces fonctions sur l'air ambiant. — Etiolement.

Tiges ; leurs principales modifications. — Structure de la tige dans les dicotylédones et les monocotylédones.

Circulation de la sève. — Accroissement des tiges ligneuses des dicotylédones.

Organes de la reproduction. — Divers modes de reproduction. — Fleur. — Inflorescence.

Calice et corolle.

Étamines et pistils.

Fonctions de ces organes. — Chaleur développée dans certaines fleurs.

Mouvement des feuilles et de certains organes des fleurs.

Développement et structure des fruits ; de la graine et des parties qui la composent. — Embryon ; sa structure.

Changements chimiques, dans la graine pendant la germination. — Développement de l'embryon et structure de la jeune plante.

De la classification du règne végétal. — Espèce, genre et variétés.

Des classifications artificielles. — Système de Linné ; son application à la détermination des plantes.

De la méthode naturelle. — Familles naturelles.

Division générale des plantes en dicotylédones, monocotylédones et acotylédones ou cryptogames.

Division des dicotylédones en polypétales, monopétales et apétales.

Structure comparée des dicotylédones, des monocotylédones et des acotylédones ou cryptogames.

Géologie. — Phénomènes actuels de transport.

Phénomènes volcaniques. — Nature et disposition des roches et autres produits auxquels ils donnent naissance. — Leur action physique et mécanique.

Chaleur centrale. — Sources thermales et puits artésiens.

Succession des divers dépôts de sédiment ou terrains régulièrement stratifiés. — Différences de stratification.

Terrains anciens antérieurs au terrain carbonifère. — Ardoises.

Terrain houillier ; sa disposition, son origine, ses principaux fossiles.

Terrains de sédiments moyens. — Grès bigarrés et terrains salifères.

Calcaires du Jura. — Craie.

Substances minérales importantes et corps organisés, caractéristiques de ces terrains.

Terrains de sédiment supérieurs ou tertiaires ; leur division en bassins. — Succession des terrains marins et d'eau douce qui les composent. — Lignites et gypse. — Corps organisés fossiles animaux et végétaux.

Terrains de transport. — Diluvium et blocs erratiques. — Cavernes à ossements et brèches osseuses. — Formation de la couche superficielle du sol ou terre arable.

Terrains en masse non stratifiés ; leur disposition relativement aux terrains de sédiment.

Terrains primitifs et terrains ignés anciens. Granit et porphyre. — Volcans éteints ; basaltes, laves.

Influence des terrains ignés sur les terrains stratifiés. — Filons.

Soulèvement. — Epoque relative de soulèvement des principales chaînes de montagne.

Succession générale des êtres organisés et changements de la forme de la surface de la terre pendant les diverses périodes géologiques.

EPREUVES LITTÉRAIRES

EXPLICATIONS D'AUTEURS.

Auteurs latins.

Cicéron : *Discours contre Verrès ; Traité de l'Amitié.*

César : *De Bello Gallico*, 2^e et 3^e livres.

Salluste : *Jugurtha.*

Tacite : *Annales*, 2^e livre.

Virgile : *Géorgiques*, 4^e livre. — *Enéide*, 2^e livre.

Horace : *Odes*, 1^{er} livre. — *Art poétique.*

Auteurs français.

Bossuet : *Discours sur l'Histoire universelle*, 3^e partie ; *Oraison funèbre du prince de Condé.*

Fénelon : *Lettre à l'Académie.*

Massillon : Les 7^e, 8^e et 9^e sermons du *Petit Carême.*

Montesquieu : *Considérations sur les Causes de la Grandeur et de la Décadence des Romains.*

Voltaire : *Histoire de Charles XII.*

Corneille : *Polyeucte.*

Racine : *Esther.*

Boileau : *Les Satires.* — *L'art poétique.*

La Fontaine : Les 7^e, 8^e et 9^e livres des *Fables.*

(Arrêté du 1^{er} Septembre 1864.)

HISTOIRE DE FRANCE.

Limites et étendue de la Gaule. — Caractères et mœurs des peuplades gauloises. — Soumission de la Narbonnaise par les Romains. — Luites contre César. — Condition de la Gaule pendant la durée de l'empire.

Les Francs avant Clovis. — Puissance des Francs Mérovingiens. — Mœurs et institutions apportées dans la Gaule par les Germains. — Bénéfices et alleux.

Maires du palais. — Opposition de la Neustrie et de l'Austrasie. — Pépin d'Héristal. — Charles Martel. — Pépin le Bref. — Avènement de la dynastie carlovingienne.

Charlemagne. — Ses guerres. — Son gouvernement. — Etendue géographique de son empire. — Premier réveil littéraire.

Décadence et partage de l'empire franc. — Louis le Débonnaire. — Charles le Chauve. — Bataille de Fontanet. — Les Normands. — Charles le Gros. — Limites du royaume de France en 843. — Royauté d'Eudes et de Raoul.

Règnes de Hugues Capet et de ses trois premiers successeurs. —

Leur alliance avec l'Eglise. — Etablissement des Normands en France. — Exposition du système féodal.

Les croisades. — Royaume chrétien de Jérusalem. — Expéditions de saint Louis. — Résultats généraux des croisades.

Progrès de l'autorité royale de Louis VI à saint Louis. — Extension du domaine de la couronne. — Législation de saint Louis. — Atteintes portées à la féodalité.

Philippe III et Philippe IV. — Guerres avec l'Aragon, la Flandre, l'Angleterre. — Lutte avec Boniface VIII. — Les états généraux. — Fin de la descendance directe de Hugues Capet. — La loi salique.

Première partie de la guerre de Cent ans entre l'Angleterre et la France. — Philippe VI et Edouard III. — Batailles de Crécy et de Poitiers. — La jacquerie. — Charles V et Duguesclin.

Dernière partie de la guerre de Cent ans entre la France et l'Angleterre. — Folie de Charles VI. — Alliance momentanée avec l'Angleterre. — Les Armagnacs et les Bourguignons. — Bataille d'Azincourt. — Traité de Troyes. — Charles VII et Jeanne d'Arc. — Expulsion des Anglais.

Administration des Valois et progrès de l'autorité royale sous Charles VII et Louis XI. — Pragmatique sanction de Bourges. — Taille perpétuelle. — Armée permanente. — Abaissement de la féodalité princière créée par les apanages. — Mariage de Charles VIII avec Anne de Bretagne.

Commencement des guerres d'Italie. — Charles VIII et Louis XII. — Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint.

Henri II et le traité du Câteau-Cambrésis. — Résultat des guerres d'Italie. — La Renaissance et la Réforme en France. — Guerres de religion.

Henri IV. — Ses réformes. — Ses projets. — Sully. — Minorité de Louis XIII. — La guerre de Trente ans. — Richelieu.

Mazarin. — Traités de Westphalie et des Pyrénées. — Situation des principaux Etats de l'Europe en 1661. — La littérature française avant Malherbe et Corneille.

Gouvernement et administration de Louis XIV. — Colbert. — Industrie et Commerce. — Législation. — Epoque la plus glorieuse des lettres françaises.

Guerres de Louis XIV, depuis la déclaration de guerre à l'Espagne jusqu'aux traités d'Utrecht et de Rastadt.

La Régence et Louis XV. — Guerre de la Succession et guerre de sept ans. — Perte des colonies françaises. — Propagation de l'esprit de réforme. — Louis XVI et l'Assemblée nationale. — La Convention. — La Terreur.

Directoire. — Campagnes de Bonaparte en Italie et en Egypte. — Le 18 brumaire. — Gouvernement consulaire et Empire. — Etat politique de l'Europe en 1810. — Guerre de Russie. — Abdication de l'Empereur. — Les cent jours. — Waterloo. — Traités de 1815.

(Arrêté du 7 Août 1857.)

GÉOGRAPHIE.

Objet et utilité de cette étude. — Nomenclature géographique. — Mappemonde, cartes, échelle. — Valeur des principales mesures itinéraires en myriamètres.

Division de la surface du globe en terres et en eaux. — Continents. — Divisions relatives aux races et aux religions. — Océan, ses grandes divisions. — Mers principales.

Description sommaire des mers : 1° Grand Océan ; 2° Océan Atlantique ; 3° mer des Indes ; 4° mer Méditerranée et mer Noire ; 5° mer Noire ; 6° mer du Nord ; 7° mer Baltique. — Situation générale de ces mers. — Forme du littoral ; îles et détroits. — Embouchures des fleuves les plus remarquables. — Lignes de navigation les plus suivies.

Grandes divisions de l'Europe d'après les races et les religions. — Langues principales. — Principaux Etats. — Leur situation. — Capitales. — Population de l'Europe.

L'Europe. — Limites et contour. — Mers et îles. — Montagnes et fleuves. — Lacs.

Etats du nord de l'Europe. — Situation et limites. — Capitales. — Gouvernements. — Population.

Etat du centre de l'Europe. — Situation et limites. — Capitales. — Gouvernements. — Population.

Etats de l'est de l'Europe. — Situation et limites. — Capitales. — Gouvernements. — Population.

Etats du midi de l'Europe. — Situation et limites. — Capitales. — Gouvernements. — Population.

Asie. — Afrique. — Amérique du Nord et Amérique du Sud. — Océanie. — Limites. — Mers et îles principales. — Montagnes et fleuves. — Principaux Etats. — Population. — Possessions anglaises aux Indes. — Etats-Unis d'Amérique. — Divisions de l'Océanie, archipels, colonies.

Monde connu des anciens. — Progrès de la géographie au moyen âge. — Principales découvertes. — Voyages autour du monde.

Notions sommaires sur les localités d'où proviennent les matières premières les plus utiles à l'industrie et sur les centres d'industrie et de commerce les plus importants.

Description orographique et hydrographique de la France. — Longitudes et latitudes extrêmes. — Contour. — Chaines de montagnes et partage des eaux. — Versants et bassins.

Côtes maritimes de la France. — Tracé du littoral. — Îles, caps et golfes. — Départements et villes principales du littoral.

Limites de terre de la France : tracé de la limite. — Départements qu'elle confine. — Pays limitrophes. — Description sommaire des Alpes et des Pyrénées.

Bassins de la Seine, de la Loire, de la Garonne et du Rhône.

Bassins de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin (partie française).

Voies de circulation en France. — Canaux et chemins de fer. — Communication entre les mers et les rivières. — Liaison des chemins de fer français avec les principales lignes de la Belgique et de l'Allemagne.

Ancienne division de la France en provinces et division actuelle en départements. — Concordance des deux divisions.

Statistique de la France. — Superficie, population. — Gouvernement. — Divisions administrative, militaire, ecclésiastique, judiciaire. — Instruction publique. — Agriculture, industrie, commerce. — Armée. — Marine.

Algérie et colonies françaises dans les différentes parties du monde ; situation, limites, montagnes et rivières. — Religions. — Villes principales. — Production et commerce.

(Arrêté du 7 Août 1857.)

PHILOSOPHIE.

Aux termes du décret du 5 février 1881, le programme de philosophie du baccalauréat ès sciences ne comprend plus que les *Eléments de la Méthode* et les *Principes de la Morale*.

Voici quelles étaient les questions de Logique et de Morale dans le programme spécial de philosophie, prescrit par arrêté du 25 novembre 1875 pour le baccalauréat ès sciences.

Logique.

De la certitude et de l'évidence.

De la méthode déductive. — Définition. — Syllogisme. — Sophismes.

De la méthode inductive. — Observation. — Expérimentation. — Induction. — Hypothèse. Classification.

Applications principales de la méthode aux sciences exactes et aux sciences physiques et naturelles.

Morale.

La science morale. — La distinction du bien et du mal. — Les divers motifs de nos actions.

Le devoir et le droit. — Les sanctions de la loi morale.

Division des devoirs. — Devoirs de l'homme envers Dieu, envers lui-même, envers ses semblables.

Immortalité de l'âme. — Démonstration de l'immortalité.

ÉPREUVES DES LANGUES VIVANTES.

LANGUES ALLEMANDE, ANGLAISE, ITALIENNE ET ESPAGNOLE.

L'épreuve orale de langue vivante consiste en :

Questions de grammaire ;

Explication d'un texte ;

Exercices de conversation.

Les candidats interrogés en allemand doivent lire l'écriture cursive.

Les candidats interrogés sur l'une des deux langues du Midi ont à traduire au tableau des phrases françaises en italien ou en espagnol.

L'explication des textes porte sur les auteurs ci-après :

Auteurs allemands.

Goethe : *Campagne de France.*

Schiller : *Guillaume Tell.*

Auerbach : *Récits villageois.*

Auteurs anglais.

Georges Eliot : *Silas Marner.*

Macaulay : *Histoire d'Angleterre* (tome premier).

Goldsmith : *Le village abandonné ; le Voyageur.*

Auteurs italiens.

Muazoni : *Les Fiancés ; une Chrestomathie.*

Auteurs espagnols.

Cervantès : *Don Quichotte ; une Chrestomathie.*

(Arrêté du 30 Décembre 1887.)

LANGUE ARABE.

L'épreuve orale comprend :

1° Des questions sur la grammaire ;

2° L'explication à livre ouvert d'un texte pris dans les morceaux choisis des *Mille et une nuits* et dans les *Fables de Bidpay* ;

3° Des exercices de conversation en langue vulgaire.

(Arrêté du 10 Novembre 1875.)

Baccalauréat ès Sciences restreint exigé des aspirants au Doctorat en Médecine.

(Arrêté du 24 Janvier 1859.)

Art. 6. — Les candidats sont interrogés sur les mathématiques (troisième série) et sur les sciences physiques (quatrième série), conformément aux programmes suivants.

Troisième série. — MATHÉMATIQUES.

1. — *Arithmétique.* — Définition des nombres premiers et des nombres premiers entre eux. — Décomposition d'un nombre en ses facteurs premiers. — Restes de la division d'un nombre entier par 2, 3, 5, 9. — Caractères de divisibilité pour chacun de ces nombres.

Géométrie. — Mesure des angles. — Angles inscrits. — Problèmes élémentaires sur la construction des angles et des triangles. — Tracé des perpendiculaires et des parallèles.

2. — *Arithmétique.* — Fractions ordinaires. — Une fraction ne change pas de valeur quand on multiplie ou divise ses deux termes par un même nombre. — Simplification d'une fraction. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur. — Opérations sur les fractions.

Géométrie. — Division d'une droite et d'un arc en deux parties égales. — D'un point donné hors du cercle mener une tangente à ce

cercle. — Décire une circonférence passant par trois points donnés.

3. — *Arithmétique*. — Système des mesures légales. — Mesures de longueur. — Mètre, division, multiples. — Rapport de l'ancienne toise à 6 pieds au mètre. — Convertir en mètres un nombre donné de toises.

Géométrie. — Lignes proportionnelles. — Toute parallèle à l'un des côtés du triangle divise les deux autres en parties proportionnelles. — Propriétés de la bissectrice de l'angle du triangle.

4. — *Arithmétique*. — Système des mesures légales. — Superficie, volume, capacité. — Mesures de poids. — Monnaies. — Titre et poids des monnaies. — Conversion des anciennes mesures de poids en mesures légales.

Géométrie. — Polygones semblables. — En coupant un triangle par une parallèle à l'un de ses côtés, on détermine un triangle partiel semblable au premier. — Conditions de similitude. — Décomposition des polygones semblables en triangles semblables. — Rapport des périmètres.

5. — *Arithmétique*. — Formation du carré de la somme de deux nombres. — Extraction de la racine carrée d'un nombre entier. — Indications sommaires des mêmes opérations sur le cube et la racine cubique. — Carré et racine carrée des fractions.

Géométrie. — Relations entre la perpendiculaire abaissée du sommet de l'angle droit d'un triangle rectangle sur l'hypothénuse, les segments de l'hypothénuse, l'hypothénuse elle-même et les côtés de l'angle droit. — Relations entre les trois côtés du triangle rectangle.

6. — *Arithmétique*. — Intérêts simples. — De l'escompte commercial. — Partager une somme en parties proportionnelles à des nombres donnés.

Géométrie. — Si, d'un point pris dans le plan d'un cercle, on mène des sécantes, le produit des distances de ce point aux deux points d'intersection de chaque sécante avec la circonférence est constant, quelle que soit la direction de la sécante. — Cas où elle devient tangente.

7. — *Algèbre*. — Addition, soustraction, multiplication. — Règle des signes. — Division des monômes.

Géométrie. — Le rapport des périmètres de deux polygones réguliers, d'un même nombre de côtés, est le même que celui des rayons des cercles inscrits. — Le rapport de la circonférence au diamètre est un nombre constant. — Inscrire dans un cercle donné, un carré, un hexagone régulier. — Manière d'évaluer le rapport approché de la circonférence au diamètre, en calculant les périmètres des polygones réguliers de 4, 8, 16, 32 côtés inscrits dans un cercle de rayon donné.

8. — *Algèbre*. — Equation du premier degré. — Résolution des équations numériques du premier degré à une ou deux inconnues par la méthode de *substitution*. — Des cas d'impossibilité et d'indétermination. — Formules générales pour la résolution d'un système d'équation du 1^{er} degré à deux inconnues.

Géométrie. — Mesure de l'aire du rectangle, du parallélogramme, du triangle, du trapèze, d'un polygone quelconque. — Méthode de la décomposition en triangles et en trapèzes rectangles. — Relations entre le carré construit sur le côté d'un triangle, opposé à un angle droit ou aigu ou obtus, et les carrés construits sur les deux autres côtés.

9. — *Algèbre*. — Equation du deuxième degré à une inconnue. — Résolution. — Double solution. — Valeurs imaginaires.

Géométrie. — Le rapport de deux polygones semblables est le même que celui des carrés des côtés homologues. — Aire d'un polygone régulier, d'un cercle, d'un secteur, d'un segment de cercle. — Rapport des aires de deux cercles de rayons différents.

Quatrième série. — SCIENCES PHYSIQUES (14 questions).

Les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 13 et 14, ne subissent pas de changement.

7. — *Cosmographie*. — De la terre. — Phénomènes qui donnent une idée de sa forme. — Pôles. — Parallèles. — Equateur. — Méridien. — Latitude et longitude. — Valeurs numériques des degrés mesurés en France, en Laponie, au Pérou et rapportés à l'ancienne toise. — Leur

allongement à mesure qu'on s'approche des pôles. — Rayon. — Aplatissement de la terre. — Longueur du mètre. — Cartes géographiques. — *Idee* des projections orthographiques et stéréographiques. — Mappemonde.

Physique, chimie. — Programme complet.

8. — *Mécanique.* — Ecoulement des liquides. — Expérience et règle de Torricelli : contraction des veines liquides.

Physique, chimie. — Programme complet.

10. — *Cosmographie.* — Des planètes. — Noms des principales. — Distances moyennes. — Leurs mouvements autour du soleil s'effectuent suivant les lois de Kepler. — Énoncé du principe de la gravitation universelle. — Planètes inférieures. — Mercure. — Vénus. — Leurs digressions orientale et occidentale. — Phases de Vénus. — Jupiter. — Rotation ; aplatissement de son disque. — Satellites, leurs éclipses. — Vitesse de la lumière. — Saturne. — Bandes. — Rotation. — Aplatissement. — Anneau et satellites. — Dimension des parties de ce système. — Grand nombre de petites planètes entre Mars et Jupiter.

Physique. — Galvanisme. — Expériences de Galvani, de Volta. — Piles de Volta, de Daniell, de Bunsen. (On ne donnera pas la théorie de la pile). — Effets mécaniques, calorifiques, lumineux et chimiques de la pile.

Chimie. — Programme complet.

11. — *Cosmographie.* — Des comètes : noyau, chevelure, queue. — Petitesse de leurs masses et nature de leurs orbites. — Comètes périodiques. — Comètes de Halley, de Bielaz, son dédoublement. — Phénomènes des marées. — Flux et reflux, haute et basse mer. — Circonstances et période du phénomène. — Les marées sont dues à l'action combinée de la lune et du soleil. — Marées des syzygies et des quadratures.

Physique, chimie. — Programme complet.

12. — *Mécanique, physique.* — Programme complet.

Chimie. — Potassium. — Sodium. — Composés usuels. — Potasses. — Soudes. — Sulfate de soude. — Sel marin. — Nitre aluns. — Calcaires. — Plâtres.

Baccalauréat ès Lettres.

(Arrêté du 3 Août 1857.)

EPREUVES ÉCRITES : une version latine et un discours latin.

EPREUVES ORALES : d'après le programme ci-dessous.

PROGRAMME DES TROIS SÉRIES DE QUESTIONS.

Première série. — LOGIQUE.

1. — Objet de la logique. — Ses rapports avec les autres sciences. *Cicéron* : De officiis, premier livre : L'honnête.

2. — Des facultés de l'âme. — Sensibilité. — Volonté. — Entendement.

Cicéron : De officiis ; 2^e livre : L'utile.

3. — De la sensibilité, des sensations et des sentiments.

Cicéron : De officiis ; 3^e livre : Comparaison de l'honnête et de l'utile.

4. — Des opérations de l'entendement. — Attention. — Comparaison. — Jugement. — Raisonnement.

Descartes : Discours de la méthode, 1^{re}, 2^e, 3^e parties. — Considérations touchant les sciences et règles de la méthode.

5. — Des idées en général. — De leur origine. — De leurs différents caractères, de leurs diverses espèces. — Des notions et vérités premières.

Descartes : Discours de la Méthode. 4^e, 5^e et 6^e parties. — Raisons qui prouvent l'existence de Dieu et de l'âme humaine. — Questions de physique.

6. — De la mémoire et de l'association des idées. — De l'imagination.

Logique de Port-Royal : 1^{re} partie. Les idées.

7. — Des signes en général et du langage en particulier. — Influence des signes sur la formation des idées. — Notions de grammaire générale.

Logique de Port-Royal : 2^e partie. Le jugement.

8. — De la méthode en général. — De l'analyse et de la synthèse. — De la méthode dans les sciences physiques et naturelles. — Observation. — Expérimentation. — Des classifications (naturelles et artificielles).

Logique de Port-Royal : 3^e partie : Le Raisonnement.

9. — De l'analogie et de l'induction. — Des hypothèses.

Logique de Port-Royal : 4^e partie. La méthode.

10. — De la méthode dans les sciences exactes. — Axiomes. — Définitions. — De la démonstration et de l'évidence.

Bossuet : Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même.

Chapitre premier du n^o 1 à 6. Les sens et les passions.

11. — Du syllogisme, de ses figures, de ses règles. — Usage et abus du syllogisme.

Bossuet : id. Chapitre premier du n^o 7 à 20. L'intelligence et la volonté.

12. — De la méthode dans les sciences morales.

Bossuet : id. Chapitre IV. Dieu créateur de l'âme et du corps.

13. — Autorité du témoignage des hommes. — Règles de la critique historique.

Bossuet : id. Chapitre V. De la différence entre l'homme et la bête.

14. — De la certitude en général et des différentes sortes de certitude. — Des causes et des remèdes de nos erreurs.

Fénelon : Traité de l'existence de Dieu. Première partie. Chapitre I et II. — Preuves de l'existence de Dieu tirées de l'aspect général de l'univers et des principales merveilles de la nature.

15. — De la volonté.

Fénelon : id. Première partie. Chapitre III. Réponse aux objections des épicuriens.

16. — De la conscience et du sentiment moral.

Fénelon : 2^e partie. Chapitre premier. — Méthode à suivre dans la recherche de la vérité.

17. — Application des règles de la méthode à la démonstration de la spiritualité de l'âme et de la liberté.

Fénelon : 2^e partie. Chapitre premier. Preuve métaphysique de l'existence de Dieu.

18. — Application des règles de la méthode à la démonstration de l'existence et de la Providence de Dieu.

Fénelon : 2^e partie. Chapitre III. Réfutation du spinosisme.

19. — Application des règles de la méthode à la démonstration de la loi morale et de ses diverses sanctions.

Fénelon : 2^e partie. — Chapitre IV. Nouvelle preuve de l'existence de Dieu, tirée de la nature des idées.

20. — De la destinée de l'homme et de l'immortalité de l'âme.

Fénelon : 2^e partie. Chapitre V. De la nature et des attributs de Dieu.

Deuxième série. — HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

1. — *Histoire ancienne.* — Temps primitif. — Traditions bibliques. — Fondation des empires. — Monde connu des anciens.

Moyen âge. — Etat du monde romain et du monde barbare à la fin du iv^e siècle de notre ère. — Invasion des barbares du Nord. — Alaric. Attila. — Ganseric.

Histoire moderne. — Etat politique et divisions géographiques de l'Europe au milieu du xv^e siècle. — Gouvernement et situation intérieure de la France. — Louis XI. — Charles le Téméraire.

Géographie. — Histoire sommaire de la géographie. — Monde connu des anciens. — Progrès de la géographie au moyen âge. — Principales découvertes et voyages autour du monde. — Parties du monde.

2. — Histoire du peuple de Dieu jusqu'à la captivité.
Principaux Etats fondés par les barbares dans l'empire Romain aux v^e et vi^e siècles.

De l'Angleterre au milieu du xv^e siècle. — Guerre des Deux Roses.
Description sommaire des mers. — Mers secondaires. — Îles et détroits principaux. — Embouchure des fleuves les plus remarquables. — Grands ports. — Notions sommaires sur les lignes de navigation les plus suivies.

3. — Egypte.

Clovis. — Fondation de la première monarchie franque.

L'Espagne au milieu du xv^e siècle. — Ferdinand et Isabelle. — Chute de Grenade.

Asie.

4. — Assyriens. — Babyloniens. — Phéniciens. — Mèdes et Perses. — Frédégonde et Brunehaut. — Décadence de la race mérovingienne. — Maires du palais. — Opposition de la Neustrie et de l'Austrasie.

Allemagne et Italie au milieu du xv^e siècle. — Frédéric III et Maximilien. — Venise et Gênes. — Les Médicis. — Politique du Saint-Siège. — Les Turcs sous Mahomet II. — Etendue et puissance de l'empire ottoman en 1520.

Afrique.

5. — La Grèce. — Géographie de la Grèce ancienne. — Temps héroïques. — Colonies. — Principaux États : Lycurgue, Solon, Pisistrate. Seconde monarchie franque. — Charlemagne.

Guerre d'Italie. — Charles VIII. — Louis XII. — Tableau de l'Italie au moment de l'invasion française.

Amérique du Nord et Amérique du Sud.

6. — Guerres médiques. — Guerre du Péloponèse. — Périclès. — Les Grecs en Asie et en Egypte.

Invasion des peuplades du Midi. — Les Arabes. — Mahomet. — Démembrement du kalifat.

Usage de la poudre à canon et de la boussole. — Découverte de l'imprimerie.

Christophe Colomb et Vasco de Gama.

Océanie.

7. — Philippe de Macédoine et Démosthène.

Partage de l'empire de Charlemagne. — Faiblesse de ses successeurs. — Lutte des derniers Carlovingiens et des premiers Capétiens. — Les Normands. — Démembrement de la France en grands fiefs. — La réforme religieuse en Allemagne, en Suisse, en Angleterre. — Europe : Géographie physique.

8. — Alexandre le Grand. — Démembrement de son Empire.

Tableau sommaire du système féodal. — Géographie sommaire de l'Europe féodale.

Rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint.

Europe : Géographie politique.

9. — La Grèce réduite en province romaine.

Othon le Grand et l'empire germanique. — Grégoire VII. — Rivalité du Sacerdoce et de l'Empire.

Soliman II. — Siège de Vienne. — Henri II. — Conquête des Trois-Évêchés.

Europe : Géographie industrielle et commerciale.

10. — Géographie physique de l'Italie ancienne. — Fondation de Rome. — Les Rois.

Croisades. — Leurs résultats.

Le concile de Trente. — La réforme en France. — Guerres de religion. — François II, Charles IX, Henri III. — Les Guises.

France : Géographie physique, limites, latitudes et longitudes extrêmes ; ligne de partage des eaux, chaînes de montagnes. — Division en versants et bassins.

11. — Fondation de la république romaine. — Premières guerres de Rome jusqu'à l'invasion de Pyrrhus.

Organisation des grandes nations modernes. — Progrès de l'autorité royale en France. — Bataille de Bouvines. — Etablissement des communes.

Elisabeth et Marie Stuart. — Philippe II d'Espagne. — Soulèvement des Pays-Bas. — Guillaume de Nassau.

France : Géographie physique, côtes maritimes. — Tracé du littoral. — Îles, caps, golfes. — Embouchures des fleuves. — Départements et villes du littoral.

12. — Guerres puniques. — Annibal et Scipion. — Conquêtes des Romains hors de l'Italie.

Saint-Louis. — Sa législation. — Renaissance et progrès des arts et de la littérature.

Henri IV. — Ses victoires. Son gouvernement. — Sully.

France : Géographie physique ; limites de terre. — Tracé de la limite. — Pays limitrophes.

13. — Troubles civils à Rome. — Les Gracques. — Marius et Scylla.

Philippe le Bel. — Application de la loi salique. — Avènement des Valois.

Jacques I^{er} d'Angleterre. — Charles I^{er}. — Révolution de 1648. — Cromwell.

France : Géographie physique : description sommaire des Alpes et des Pyrénées ; situation, direction, grandes divisions, montagnes, cols et ramifications, rivières principales qui descendent de ces chaînes.

14. — Sertorius. — Mithridate. — Pompée. — Cicéron et Catilina.

Invasion danoise en Angleterre. — Invasion du duc de Normandie. — Royauté anglo-normande. — Henry II. — Etablissement de la Grande Charte.

Louis XIII et Richelieu. — Guerre de trente ans. — Abaissement de la maison d'Autriche.

France. Géographie physique : bassins de la Seine, de la Loire, de la Garonne et du Rhône, bassins de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin (partie française).

15. — César. — Premier triumvirat. — Conquête de la Gaule. — Dictature de César. — Second triumvirat. — Fin de la république.

Guerre de cent ans. — Batailles de Crécy et de Poitiers. — Charles V. — Duguesclin.

Mazarin et la Fronde.

France. — Géographie commerciale. — Principaux canaux, mers et rivières qu'ils mettent en communication. — Principaux chemins de fer, grandes villes qu'ils unissent, leur liaison avec les principaux chemins de fer de Belgique et d'Allemagne.

16. — Organisation du gouvernement impérial à Rome. — Auguste. — Bornes et divisions générales de l'empire romain.

Charles VI. — Armagnacs et Bourguignons. — Bataille d'Azincourt. — Avènement des Lancastre.

Louis XIV et son siècle.

France. Géographie politique : anciennes divisions en provinces. Situation, date et historique sommaire de leur réunion à la couronne, capitales.

17. — Les Empereurs romains de la maison d'Auguste. — Naissance et progrès du christianisme.

Charles VII. — Jeanne d'Arc. — Nouveaux progrès de l'autorité royale en France.

Restauration de Charles II en Angleterre. — Jacques II. — Révolution de 1688. — Le prince d'Orange.

France. Géographie politique. — Division en départements, origine et but de cette division. — Chef-lieux. — Concordance des deux divisions en provinces et départements.

18. — Les empereurs Flaviens. — Les Antonins.

Lutte entre Maures et chrétiens. — Formation et agrandissement de la monarchie espagnole. — Fondation du royaume de Portugal. — Premières découvertes des Portugais.

La régence et Louis XV. — Charles XII et Pierre le Grand. — Frédéric II et Marie-Thérèse. — Partage de la Pologne.

France. Géographie administrative. — Statistique de la France, superficie, population. — Gouvernement. — Divisions administratives, militaires, ecclésiastiques, judiciaires. — Instruction publique. — Préfectures maritimes. — Agriculture, industrie, commerce. — Armée, marine.

19. — Empereurs syriens. — Anarchie militaire. — Dioclétien. — Administration impériale. — Guelfes et gibelins. — Républiques italiennes : Venise, Gênes, Florence.

Louis XVI. — Traité de Versailles. — Révolution française. — Assemblée constituante, législative. — Convention.

Colonie française de l'Algérie : situation, limites. — Chaînes de montagnes, rivières, provinces, villes, races, religions.

20. — Constantin. — Triomphe du christianisme. — Théodose. — Partage définitif de l'empire romain. — Chute de l'empire d'Occident. — Organisation et administration de la Gaule durant l'empire romain.

Avènement de la maison de Hasbourg. — Affranchissement de la Suisse. La bulle d'or. — Union de Colmar. — Turcs ottomans. — Chute de Constantinople. — Géographie politique de l'Europe en 1453.

Le Directoire. — Le général Bonaparte en Italie et en Egypte. — Le Consulat. — L'empire. — Napoléon I^{er}.

Colonies françaises dans les différentes parties du monde. — Situation, villes, productions, commerce.

Troisième série. — ARITHMÉTIQUE, GÉOMÉTRIE ET PHYSIQUE ÉLÉMENTAIRE.

I. — *Arithmétique.* — Système de numération. — Système métrique.

Géométrie. — Montrer que le rapport de la circonférence au diamètre est le même pour tous les cercles et indiquer l'esprit de la méthode au moyen de laquelle on peut, par des procédés élémentaires, obtenir une valeur approchée de ce rapport.

Physique. — Baromètre. — Loi de Mariotte. — Machine pneumatique. — Siphon. — Pompes.

2. — *Arithmétique.* — Addition, soustraction et multiplication des nombres entiers.

Géométrie. — Polygones réguliers inscrits et circonscrits au cercle. — Inscrire un carré, un hexagone et les polygones réguliers dont l'inscription se ramène à celle de l'hexagone et du carré.

Physique. — Donner une idée du principe des machines à vapeur. — Ebullition, distillation, évaporation et froid qu'elle produit. — Prouver que tous les corps n'ont pas la même capacité pour la chaleur. — Définition de la chaleur spécifique.

3. — *Arithmétique.* — Division des nombres entiers.

Géométrie. — Problèmes élémentaires sur la ligne droite et le cercle. — Diviser une droite et un arc en deux parties égales. — Décrire une circonférence passant par trois points donnés. — D'un point donné hors du cercle, mener une tangente à ce cercle.

Physique. — Aimants naturels. — Pôles. — Déclinaison de l'aiguille aimantée. — Aimantation. — Pile voltaïque, ses principaux effets physiques, chimiques, physiologiques. — Courant électrique. — Aimantation du fer doux. — Télégraphes électriques.

4. — *Arithmétique.* — Extension des règles de l'addition, soustraction, multiplication et division aux nombres entiers accompagnés de fractions décimales et aux fractions décimales pures.

Géométrie. — Propriétés fondamentales des parallèles et théorème sur la somme des angles du triangle. — Propriétés des parallélogrammes.

Physique. — De la pesanteur. — Expérience de la chute des corps dans le vide. — Masse. — Densité. — Poids d'un corps. — Centre de gravité. Isochronisme des petites oscillations du pendule. — Usage de la balance. — Conditions d'équilibre des liquides. — Démonstration expérimentale du principe d'Archimède. — Poids spécifique des corps. — Idée des aréomètres.

5. — *Arithmétique.* — Des fractions en général. — Réductions de plusieurs fractions au même dénominateur.

Géométrie. — Mesure des aires : rectangles, parallélogrammes, triangle, trapèze, polygone quelconque. — Mesure approchée de l'aire d'une figure plane quelconque.

Physique. — Lumière. — Réflexion. — Lois de la réflexion. — Miroirs plans. — Effets des miroirs concaves. — Foyer.

6. — *Arithmétique.* — Addition et soustraction des fractions.

Géométrie. — Trouver une quatrième proportionnelle entre deux

lignes données. — Construire un polygone semblable à un polygone donné.

Physique. — Développement de l'électricité par le frottement. — Faits par lesquels repose l'hypothèse de deux fluides électriques. — Description des électroscopes et de la machine électrique. — Effet de la bouteille de Leyde et des batteries. — Analogie entre les effets de la foudre et de l'électricité. — Paratonnerre.

7. — *Arithmétique.* — Multiplication et division d'un nombre entier par une fraction et de fractions entre elles. — Sens que l'on attache à ces expressions.

Géométrie. — Premières notions sur la ligne droite, le cercle, les angles, la mesure des angles au moyen des arcs de cercle. — Cas d'égalité des triangles. — Propriétés fondamentales des perpendiculaires et des obliques.

Physique. — Réfraction. — Effets de la réfraction. — Effets des lentilles. — Prisme. — Spectre solaire.

8. — *Arithmétique.* — Règle de trois, d'intérêt, d'escompte, par la méthode dite de réduction à l'unité.

Géométrie. — Lignes proportionnelles. — Conditions de similitude des triangles et des polygones quelconques. — Décomposition d'un triangle rectangle en deux triangles semblables au triangle donné, et relations numériques qui en résultent.

Physique. — Le son. — Sa production. — Sa vitesse dans l'air.

9. — *Arithmétique.* — Partage d'une somme en parties proportionnelles à des nombres donnés.

Géométrie. — Rapport entre les aires des polygones semblables. — Relation entre les surfaces des carrés construits sur les trois côtés d'un triangle rectangle.

Physique. — Dilatibilité des corps par la chaleur. — Thermomètre. — Chaleur rayonnante. — Réflexion de la chaleur. — Emission et absorption.

10. — *Arithmétique.* — Moyennes arithmétiques et règles d'alliage.

Géométrie. — Propriétés principales des cordes, des sécantes et des tangentes. — Mesure des angles au moyen des arcs de cercle que leurs côtés interceptent.

Physique. — Changement d'état des corps. — Fusion, solidification, vaporisation, liquéfaction. — Définition de la chaleur latente. — Démonstration expérimentale de la force élastique des vapeurs.

(Arrêté du 5 Septembre 1857.)

I. — LISTE DES AUTEURS

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Les Olynthiennes, les Philippiques, le Discours pour la couronne.*

2. — Plutarque : *Vie des hommes illustres.*

3. — Choix de discours des Pères grecs.

4. — Homère.

5. — Sophocle.

Auteurs latins.

1. — Cicéron : *Discours contre Catilina et contre Verrès. Traité de l'Amitié et de la Vieillesse. Songe de Scipion.*

2. — César : *Commentaires.*

3. — Salluste.

4. — Tacite : *Annales.*

5. — Virgile.

6. — Horace.

Auteurs français.

1. — Bossuet : *Discours sur l'histoire universelle. Oraisons funèbres.*

2. — Fénelon : *Lettre à l'Académie. Dialogues sur l'éloquence.*

3. — Massillon : *Petit Carême.*

4. — Montesquieu : *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains.*

5. — Voltaire : *Vie de Charles XII, Siècle de Louis IX.*

6. — Théâtre classique.
7. — Boileau.
8. — La Fontaine : *Fables*.

II. — PROGRAMMES SOMMAIRES

I. — LOGIQUE.

1. — Etude de l'esprit humain et du langage.
2. — De la méthode dans les divers ordres de connaissances.
3. — Application des règles de la méthode à l'étude des principales vérités de l'ordre moral.
4. — Analyse du *De Officiis*, de Cicéron.
5. — Analyse du *Discours de la Méthode*, de Descartes.
6. — Analyse du *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même*, de Bossuet.
7. — Analyse du *Traité de l'existence de Dieu*, de Fénelon.

II. — HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

Histoire ancienne.

1. — Monde connu des Anciens.
2. — Temps primitifs.
3. — Histoire du peuple de Dieu jusqu'à la captivité.
4. — Egypte.
5. — Assyriens. — Babyloniens. — Phéniciens. — Perses et Mèdes.
6. — La Grèce. — Sa position géographique. — Temps héroïques. — Colonies. — Institutions politiques. — Lycurgue, Solon, Pisistrate.
7. — Guerres médiques. — Guerre du Péloponèse. — Périclès. — Les Grecs en Asie.
8. — Philippe de Macédoine et Démosthènes.
9. — Alexandre. — Démembrement de son empire.
10. — La Grèce réduite en province romaine.
11. — Géographie de l'Italie. — Position de Rome. — Les rois.
12. — Fondation de la République. — Premières guerres de Rome.
13. — Les guerres puniques. — Annibal et Scipion. — Conquêtes des Romains hors de l'Italie.
14. — Troubles civils. — Les Gracques. — Marius. — Sylla. — Sertorius. — Mithridate.
15. — Pompée. — Cicéron et Catilina.
16. — César. — Premier triumvirat. — Second triumvirat.
17. — Organisation du gouvernement impérial. — Bornes et divisions géographiques de l'empire. — Siècle d'Auguste.
18. — Les empereurs de la maison d'Auguste. — Naissance et progrès du christianisme.
19. — Les empereurs Flavien. — Les Antonins.
20. — Les empereurs syriens. — Dioclétien.
21. — Constantin. — Triomphe du christianisme. — Théodose. — Partage définitif de l'empire. — Chute de l'empire d'occident.
22. — Condition de la Gaule pendant toute la durée de l'empire.

Histoire du moyen âge.

23. — Etat du monde romain et du monde barbare à la fin du iv^e siècle de notre ère.
24. — Invasion des Barbares du Nord. — Alaric. — Genséric. — Attila. — Clovis.
25. — Première monarchie franque. — Frédégonde et Brunehaut.
- Décadence de la race mérovingienne. — Maires du palais.
26. — Seconde monarchie franque. — Charlemagne.
27. — Invasion des peuplades du midi. — Les Arabes. — Mahomet. — Démembrement du kalifat.
28. — Temps féodaux. — Démembrement de l'empire de Charlemagne. — Faiblesse de ses successeurs. — Lutte des derniers Carolingiens, et des premiers Capétiens. — Etablissement des Normands en France.

29. — Exposition du système féodal. — Géographie sommaire de l'Europe féodale. — Déclin des lettres à la fin du ix^e siècle. — Renaissance dès le xi^e siècle.

30. — Rivalité du sacerdoce et de l'empire.

31. — Croisades. — Leurs résultats.

32. — Organisation des grandes nations modernes. — En France, progrès de l'autorité royale. — Batailles de Bouvines. — Saint Louis. — Progrès de la littérature et des arts. — Philippe-le-Bel. — La loi salique.

33. — Invasion danoise en Angleterre. — Invasion du duc de Normandie.

Royaauté anglo-normande. — Henri II. — La grande charte.

34. — Guerre de cent ans. — Batailles de Crécy et de Poitiers. — Charles V. — Duguesclin. — Charles VI. — Armagnacs et Bourguignons. — Bataille d'Azincourt. — Charles VII. — Jeanne d'Arc. — Nouveaux progrès de l'autorité royale en France.

35. — Espagne. — Lutte entre les Maures et les Chrétiens. — Formation et agrandissement des monarchies espagnoles. — Fondation du royaume de Portugal. — Découvertes des Portugais.

36. — Républiques italiennes.

37. — Etat anarchique de l'Allemagne. — Formation et rupture de l'union de Colmar. — Polonais et moscovites. — Turcs Ottomans. — Chute de Constantinople.

Histoire des temps modernes.

38. — Etat politique et divisions géographiques de l'Europe au milieu du xv^e siècle.

39. — France. — Louis XI. — Charles le Téméraire. — Charles VIII. — Accession de la Bretagne.

40. — Angleterre. — Guerre des Deux Roses.

41. — Espagne. — Ferdinand et Isabelle. — Chute de Grenade.

42. — Allemagne et Italie. — Frédéric III et Maximilien. — Venise et Gênes. — Les Médicis. — Politique du Saint-Siège.

43. — Les Turcs sous Mahomet II. — Etendue et puissance de l'empire ottoman en 1520.

44. — Guerres d'Italie. — Louis XII. — Tableau de l'Italie au moment de l'invasion française.

45. — Découvertes de la poudre à canon, de l'imprimerie, de la boussole. — Christophe Colomb et Vasco de Gama.

46. — La réforme en Allemagne, en Suisse, en Angleterre.

47. — Rivalité de François I^{er} et de Charles Quint.

48. — Soliman II. — Siège de Vienne.

49. — Henri II. — Conquête des Trois Evéchés.

50. — Le Concile de Trente.

51. — La réforme en France. — Guerres de religion. — François II. — Charles IX. — Henri III. — Les Guises.

52. — Elisabeth et Marie Stuart.

53. — Philippe II. — Soulèvement des Pays-Bas. — Guillaume de Nassau.

54. — Henri IV. — Ses victoires. Son gouvernement. — Sully.

55. — Jacques I^{er} d'Angleterre. — Charles I^{er}. — Révolution de 1648. — Cromwell.

56. — Richelieu et Louis XIII. — Guerre de trente ans. — Abaissement de la maison d'Autriche.

57. — Mazarin et la Fronde.

58. — Louis XIV et son siècle.

59. — Restauration de Charles II en Angleterre. — Jacques II. — Révolution de 1688. — Le prince d'Orange.

60. — La régence de Louis XV. — Frédéric II et Marie-Thérèse. — Charles XII et Pierre le Grand. — Partage de la Pologne.

61. — Esprit de réforme du xviii^e siècle.

62. — Révolution française. — Assemblée constituante. — Assemblée législative. — Convention nationale. — Directoire. — Le consulat. — L'empire.

Géographie physique et politique.

63. — Grandes divisions du globe.
64. — Etats européens (la France exceptée).
65. — Histoire sommaire de la géographie.
66. — Géographie statistique des productions et du commerce des principales contrées.
67. — Géographie physique et politique de la France.

III. — ARITHMÉTIQUE, GÉOMÉTRIE ET PHYSIQUE ÉLÉMENTAIRES.

Eléments d'arithmétique.

1. — Système de numération. — Système métrique.
2. — Addition, soustraction, multiplication et division des nombres entiers.
3. — Extension des mêmes règles aux nombres entiers accompagnés de fractions décimales et aux fractions décimales pures.
4. — Des fractions en général. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur.
5. — Addition et soustraction des fractions.
6. — Multiplication et division d'un nombre entier par une fraction, d'une fraction par une fraction. — Sens que l'on attache à ces expressions.
7. — Règles de trois, d'intérêt, d'escompte, par la méthode dite de réduction à l'unité.
8. — Partage d'une somme en parties proportionnelles à des nombres donnés.
9. — Moyennes arithmétiques et règles d'alliage.

Eléments de géométrie plane.

10. — Premières notions sur la ligne droite et le cercle, les angles et la mesure des angles au moyen des arcs de cercle.
11. — Cas d'égalité des triangles.
12. — Propriétés fondamentales des perpendiculaires et des obliques.
13. — Propriétés fondamentales des parallèles et théorèmes sur la somme des angles du triangle.
14. — Propriétés des parallélogrammes.
15. — Propriétés principales des cordes, des sécantes et des tangentes.
16. — Mesures des angles que ces lignes font entre elles, au moyen des arcs de cercle qu'elles interceptent.
17. — Lignes proportionnelles.
18. — Conditions de similitude des triangles et des polygones quelconques.
19. — Décomposition d'un triangle rectangle en deux triangles semblables au triangle donné, et relations numériques qui en résultent.
20. — Problèmes élémentaires sur la ligne droite et le cercle.
21. — Diviser une droite et un arc en deux parties égales.
22. — Décrire une circonférence qui passe par trois points donnés.
23. — D'un point donné hors d'un cercle, mener une tangente à ce cercle.
24. — Trouver une quatrième proportionnelle à trois lignes données et une moyenne proportionnelle entre deux lignes données.
25. — Construire un polygone semblable à un polygone donné.
26. — Mesure des aires.
27. — Mesure des aires du rectangle, du parallélogramme, du triangle, du trapèze, d'un polygone quelconque.
28. — Mesure approchée de l'aire d'une figure plane quelconque.
29. — Rapport entre les aires des polygones semblables.
30. — Relation entre les surfaces des cercles construits sur les trois côtés d'un triangle rectangle.
31. — Polygones réguliers inscrits et circonscrits au cercle.
32. — Incrire un carré, un hexagone et les polygones réguliers dont l'inscription se ramène à celle de l'hexagone et du carré.

33. — Montrer que le rapport de la circonférence au diamètre est le même pour tous les cercles, et indiquer l'esprit de la méthode, on peut par des procédés élémentaires, obtenir une valeur approchée de ce rapport.

34. — Mesure de l'aire du cercle, envisagé comme un polygone régulier d'une infinité de côtés.

Eléments de physique.

35. — De la pesanteur. — Expérience de la chute des corps dans le vide. — Masse. — Densité, poids d'un corps. — Centre de gravité. — Isochronisme des petites ondulations du pendule. — Usage de la balance.

36. — Conditions d'équilibre des liquides. — Démonstration expérimentale du principe d'Archimède. — Poids spécifique des corps. — Idée des aréomètres.

37. — Baromètre. — Loi de Mariotte. Machine pneumatique. — Pompes. — Siphons.

38. — Le son. — Sa production. — Sa vitesse dans l'air.

39. — Dilatibilité des corps par la chaleur. — Thermomètre.

40. — Chaleur rayonnante. — Réflexion de la chaleur. — Emission et absorption.

41. — Changement d'état des corps. — Fusion, solidification, vaporisation, liquéfaction. — Définition de la chaleur latente.

42. — Démonstration expérimentale de la force élastique des vapeurs.

43. — Donner une idée du principe des machines à vapeur.

44. — Ebullition, distillation, évaporation, froid produit par l'évaporation. — Prouver que tous les corps n'ont pas la même capacité pour la chaleur. — Définition de la chaleur spécifique.

45. — Développement de l'électricité par le frottement. — Faits sur lesquels repose l'hypothèse des deux fluides électriques.

46. — Description des électroscopes et de la machine électrique. — Effets de la bouteille de Leyde et des batteries.

47. — Analogie entre les effets de la foudre et de l'électricité. — Paratonnerres.

48. — Aimants naturels. — Pôles. — Déclinaison de l'aiguille aimantée. — Aimantation.

49. — Pile voltaïque : ses principaux effets physiques, chimiques et physiologiques. — Courant électrique. — Aimantation du fer doux.

50. — Télégraphes électriques.

51. — Lumière. — Réflexion. — Lois de la réflexion.

52. — Miroirs plans. — Effets des miroirs concaves. — Foyer. — Réfraction. — Effets de la réfraction. — Effet des lentilles. — Prisme. — Spectre solaire.

Fixation des textes destinés à l'interrogation des candidats au Baccalauréat ès Lettres en 1857-1858.

(Arrêté du 17 Août 1857.)

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Discours pour la couronne.*

2. — Plutarque : *Vies de Démosthène et d'Alexandre.*

3. — Choix de discours des Pères grecs. — *Saint Basile*, discours adressés aux jeunes gens sur l'utilité qu'ils peuvent retirer de la lecture des auteurs païens. — *Saint Jean Chrysostome* : *Discours sur la disgrâce d'Eutrope.*

4. — Homère : 6^e et 9^e livres de *l'Illiade.*

5. — Sophocle : *Philoctète, Antigone.*

Auteurs latins (1).

1. — Cicéron : *Traité de l'Amitié. Discours contre Catilina.*

2. — César : 6^e livre des *Commentaires.*

3. — Salluste : *Guerre de Jugurtha.*

4. — Tacite : Les deux premiers livres des *Annales*.
5. — Virgile : 9^e, 10^e, 11^e et 12^e livres de l'*Enéide*.
6. — Horace : premier livre des *Odes*. Premier épître du deuxième livre. *Épître aux Pisons*.

Auteurs français (1).

1. — Bossuet : Troisième partie du *Discours sur l'histoire universelle*. *Oraison funèbre de la reine d'Angleterre*.
2. — Fénelon : *Dialogues sur l'éloquence*.
3. — Massillon : Les cinq premiers sermons du *Petit Carême*.
4. — Montesquieu : *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*.
5. — Voltaire : *Vie de Charles XII*.
6. — Corneille : *Polyeucte*. Racine : *Athalie*.
7. — Boileau : *Satires*. *Art poétique*.
8. — La Fontaine : Les trois premiers livres des *Fables*. *Philémon et Baucis*.

Programme du Baccalauréat ès Lettres.

1^o Pour 1859.

(Arrêté du 30 Août 1858.)

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Les Philippiques*.
2. — Plutarque : *Vies de Solon et de Cicéron*.
3. — Sans changement.
4. — Homère : livre I et II de l'*Odyssée*.
5. — Sophocle : *Œdipe Roi*. *Œdipe à Colone*.

Auteurs latins.

1. — Cicéron : *Traité de la vieillesse*. *Discours contre Verrès*.
2. — César : premier livre des *Commentaires*.
3. — Salluste : *Catilina*.
4. — Tacite : livres III et IV des *Annales*.
5. — Virgile : *Episodes des Géorgiques*. Le 6^e livre de l'*Enéide*.
6. — Horace : le livre II des *Odes*. Le premier livre des *Épîtres*.

Auteurs français.

1. — Bossuet : Première partie du *Discours sur l'histoire universelle*. *Oraison funèbre du prince de Condé*.
2. — Fénelon : *Lettre à l'Académie*.
3. — Massillon : Les 6, 7, 8, 9^e *Sermons du Petits Carême*.
4. — Sans changement.
5. — Voltaire : *Siècle de Louis XIV*.
6. — Corneille : *Cinna*. Racine : *Esther*.
7. — Boileau : *Les Épîtres*, l'*Art poétique*.
8. — La Fontaine : livres IV, V, VI des *Fables*.

Les mêmes textes d'auteurs latins et français sont fixés pour le baccalauréat ès sciences.

2^o Pour 1860.

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Les Olynthiennes*.
2. — Plutarque : *Vies d'Alexandre et de César*.
3. — Sans changement.
4. — Homère : livre I et IV de l'*Illiade*.
5. — Sophocle : *Electre*, *Antigone*.

Auteurs latins.

1. — Cicéron : *Songes de Scipion*. *Discours contre Catilina*.
2. — César : deuxième livre des *Commentaires*.

(1) Même programme pour les candidats au baccalauréat ès sciences.

3. — Comme en 1858.
4. — *Idem.*
5. — Comme en 1859.
6. — Horace : livre III des *Odes*. Art poétique.

Auteurs français.

1. — Comme en 1858.
2. — *Idem.*
3. — *Idem.*
4. — *Idem.*
4. — *Idem.*
5. — Comme en 1859.
6. — Comme en 1858.
7. — Comme en 1859.
8. — La Fontaine : les VII, VIII et IX^e livres des *Fables*.

N. B. — Même programme d'auteurs *latins* et *français* pour le baccalauréat ès sciences — sauf aux auteurs français où les candidats n'auront à expliquer de Bossuet que le *Discours sur l'histoire universelle*.

Arrêté du 29 Août 1860 fixant les parties d'auteurs grecs, latins et français sur lesquels les candidats au Baccalauréat ès Lettres seront interrogés pendant 1861.

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Discours pour la couronne*.
2. — Plutarque : *Vies de Démosthène et de Cicéron*.
3. — Sans changement.
4. — Homère : livre VI de l'*Iliade*, livre II de l'*Odyssée*.
5. — Sophocle : *Philoctète*. *Œdipe-Roi*.

Auteurs latins (1).

1. — Cicéron : *Traité de l'Amitié*. *Discours contre Verrès*.
2. — César : livre VI des *Commentaires*.
3. — Salluste : *Catilina*.
4. — Tacite : livre III et IV des *Annales*.
5. — Virgile : livre IX et X de l'*Enéide*. Episodes des *Géorgiques*.
6. — Horace : livre premier des *Odes*. Art poétique.

Auteurs français (1).

1. — Bossuet : *Discours sur l'histoire universelle*, première partie. *Oraison funèbre du prince de Condé*.
2. — Fénelon : *Lettre à l'Académie*.
3. — Massillon : Les 5 premiers sermons du *Petit Carême*.
4. — Sans changement.
5. — Voltaire : *Vie de Charles XII*.
6. — Boileau : *Satires*, Art poétique.
7. — La Fontaine : livres IV, V, VI des *Fables*. *Philémon et Baucis*.

Arrêté du 29 Août 1860 fixant les parties d'auteurs grecs, latins et français sur lesquels les candidats au Baccalauréat ès Lettres seront interrogés pendant 1862.

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Les Philippiques*.
2. — Plutarque : *Vies d'Alexandre et de Solon*.
3. — Sans changement.
4. — Homère : livre IX de l'*Iliade*. Livre premier de l'*Odyssée*.
5. — Sophocle : *Antigone*. *Œdipe à Colonne*.

(1) Les auteurs français et latins sont communs aux candidats pour le baccalauréat ès sciences.

Auteurs latins (1).

1. — Cicéron : *Discours contre Catilina. Traité de la vieillesse.*
2. — César : livre premier des *Commentaires.*
3. — Salluste : *Guerre de Jugurtha.*
4. — Tacite : livres I et II des *Annales.*
5. — Virgile : livres XI et XII de l'*Enéide*. Episodes des *Géorgiques.*
6. — Horace : livre II des *Odes. L'Art poétique.*

Auteurs français (1).

1. — Bossuet : *Discours sur l'histoire universelle*, troisième partie.
Oraison funèbre de la reine d'Angleterre.
2. — Fénelon : *Dialogue sur l'éloquence.*
3. — Massillon : les 5, 6, 7 et 8^e *Sermons du Petit Carême.*
4. — Sans changement.
5. — Voltaire : *Siècle de Louis XIV.*
6. — Corneille : *Cinna*. Racine : *Athalie.*
7. — Boileau : Les *Épîtres, l'Art poétique.*
8. — La Fontaine : les quatre premiers livres des *Fables, Philémon et Baucis.*

Arrêté du 29 Août 1860 fixant les parties d'auteurs grecs, latins et français sur lesquels les candidats au Baccalauréat ès Lettres seront interrogés pendant 1863.

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Olynthiennes.*
2. — Plutarque : *Vies de César et de Démosthène.*
3. — Sans changement.
4. — Homère : livres VI et IX de l'*Iliade.*
5. — Sophocle : *Electre. Philoctète.*

Auteurs latins (2).

1. — Cicéron : *Discours contre Verrès. Traité de l'Amitié.*
2. — César : livre IV des *Commentaires.*
3. — Salluste : *Catilina.*
4. — Tacite : les 2 et 4^e livres des *Annales.*
5. — Virgile : les 9 et 10^e livres de l'*Enéide*. Episode des *Géorgiques.*
6. — Horace : le livre III des *Odes.*

Auteurs français (2).

1. — Bossuet : *Discours sur l'histoire universelle*, deuxième partie.
Oraison funèbre du prince de Condé.
2. — Fénelon : *Lettre à l'Académie.*
3. — Massillon : les 1^{er}, 2^e, 7^e et 9^e sermons du *Petit Carême.*
4. — Montesquieu : Sans changement.
5. — Voltaire : *Vie de Charles XII.*
6. — Corneille : *Le Cid. Polyeucte.*
7. — Racine : *Esther et Athalie.*
8. — Boileau : Les *Satires, l'Art poétique.*
9. — La Fontaine : livres VI, VII, VIII et IX des *Fables.*

Arrêté du 29 Août 1863 fixant les parties d'auteurs grecs, latins et français sur lesquels les candidats au Baccalauréat ès Lettres seront interrogés pendant 1864.

Auteurs grecs.

1. — Démosthène : *Discours pour la couronne.*
2. — Plutarque : *Vies de Thémistocle et d'Aristide.*

(1) Même programme d'auteurs latins et français pour les candidats au baccalauréat ès sciences.

(2) Mêmes parties d'auteurs latins et français pour le baccalauréat ès sciences.

3. — Choix de discours des Pères Grecs. Saint Basile : *Discours* sur ce précepte : Fais attention à toi-même. Saint Jean Chrysostome : *Discours pour le retour de Statien*.

4. — Homère : livre XXIV de *l'Illiade*. Livre XI de *l'Odyssée*.

5. — Sophocle : *Œdipe Roi*. *Antigone*.

Auteurs latins (1).

1. — Cicéron : *Discours contre Catilina*. *Traité de la vieillesse*.

2. — César : *De bello civili*, livre premier.

3. — Salluste : *Les discours de Catilina et de Jugurtha*.

4. — Tacite : Livres III et IV des *Annales*.

5. — Virgile : livre premier des *Géorgiques*. Livres VI et VII de *l'Enéide*.

6. — Horace : livre premier des *Odes*. Livre premier des *Epîtres*.

Auteurs français (1).

1. — Bossuet : *Discours sur l'histoire universelle*, première partie. *Oraison funèbre d'Henriette d'Angleterre*.

2. — Fénelon : *Dialogues sur l'éloquence*.

3. — Massillon : les 4, 5 et 6^e sermons du *Petit Carême*.

4. — Montesquieu : Sans changement.

5. — Voltaire : *Siècle de Louis XIV*.

6. — Corneille : *Cinna*. *Polyeucte*.

7. — Racine : *Athalie*.

8. — Boileau : *Les Epîtres*, *L'Art poétique*.

9. — La Fontaine : livres III, IV, V et VI des *Fables*.

RÉGIME DE 1863

Baccalauréat ès Lettres (1864-1874).

Baccalauréat ès Sciences (1865-1889).

A. — REGIME TRANSITOIRE.

1^o Programme de Philosophie pour le Baccalauréat ès Lettres.

(Arrêté du 8 Septembre 1863.)

Le programme de philosophie pour le baccalauréat ès lettres comprendra les matières suivantes :

1. — Objet de la philosophie. — Ses rapports avec les autres sciences. — Sa division.

PSYCHOLOGIE.

2. — Des faits psychologiques de la conscience. — Des facultés de l'âme : sensibilité, facultés intellectuelles, activité.

3. — Sensibilité, des sens, des sensations, des sentiments.

4. — Facultés intellectuelles : perception, conscience, mémoire, imagination, jugement, raison.

5. — Des idées en général, de leur origine, de leurs caractères. — Notions et vérités premières.

6. — De l'activité et de ses divers caractères. — Activité volontaire et libre. — Démonstration de la liberté.

7. — De la personnalité, de la spiritualité de l'âme. — Distinction de l'âme et du corps et leurs rapports.

LOGIQUE.

8. — De la vérité et de l'erreur. — De l'évidence, de la certitude, de la probabilité.

9. — Des signes et du langage dans leurs rapports avec la pensée.

10. — De la méthode, analyse et synthèse. — Analogie, induction et déduction.

(1) Mêmes parties d'auteurs latins et français pour le baccalauréat ès sciences.

11. — Raisonnement. — Syllogisme. — De la définition, de la division et des classifications.

12. — Méthode dans les différents ordres de sciences.

13. — Autorité du témoignage des hommes. — Des erreurs et des sophismes.

MORALE.

14. — Divers motifs de nos actions. — Conscience morale. — Distinction du bien et du mal. — Du devoir et de la vertu.

15. — Mérite et démerite. — Peines et récompenses. — Sanction de la morale.

16. — Divisions des devoirs. — Devoirs de l'homme envers lui-même, envers ses semblables, la famille, l'Etat.

THÉODICÉE.

17. — Existence de Dieu. — Preuves de l'existence de Dieu.

18. — Principaux attributs de Dieu. — De la Providence. — Réfutation des objections tirées du mal physique et du mal moral.

19. — Destinée de l'homme. — Preuves de l'immortalité de l'âme, morale religieuse ou devoirs envers Dieu.

20. — Notions d'histoire de la philosophie.

2° Désignation des auteurs philosophiques.

(Arrêté du 12 Mars 1864.)

Considérant qu'à chacune des questions dogmatiques du programme de philosophie pour le baccalauréat ès lettres, il doit être ajouté, conformément au règlement du 3 août 1857, une question sur un auteur de philosophie ;

Le programme est réglé ainsi qu'il suit.

1. — Platon : Première partie du *Gorgias*, jusqu'à l'intervention de Callidès dans le dialogue.

2. — Platon : Deuxième partie du *Gorgias*.

3. — Cicéron : Livre premier du *De Officiis*.

4. — Descartes : 1^{re}, 2^e et 3^e parties du *Discours de la Méthode*.

5. — Descartes : 4^e et 6^e parties du *Discours de la Méthode*.

6. — Pascal : *De l'autorité en matière de philosophie*.

7. — Pascal : *Réflexions sur la géométrie en général. De l'art de persuader*.

8. — Sénèque : *Lettres à Lucilius*, 2, 3, 6, 7, 8 et 18 ;

9. — *Id.* : 20, 21, 23, 24, 28 et 31.

10. — *Id.* : 41, 44, 65, 66, 73 et 84.

11. — *Id.* : 89, 92, 101 et 104.

12. — *Id.* : 107, 108, 120 et 121.

13. — Logique de Port Royal : *Premier discours et Chapitres 3, 6, 7, 12 et 13 de la première partie*.

14. — *Id.* : *Chapitres 3, 15, 16 de la deuxième partie*.

15. — *Id.* : *Chapitres 1, 2, 3, 4, 5 de la troisième partie*.

16. — *Id.* : *Chapitres 19 et 20 de la troisième partie et Chapitre II de la quatrième partie*.

17. — Bossuet : *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même*. Chapitre premier.

18. — *Id.* : Chap. IV et V.

19. — Fénelon : *Traité de l'existence de Dieu*. Chap. I et II de la première partie.

20. — *Id.* : Chap. II de la première partie.

3° Désignation des auteurs grecs, latins et français sur lesquels les candidats au Baccalauréat ès Lettres seront interrogés pendant 1865.

(Arrêté du 1^{er} Septembre 1864.)

1. — Démosthène : *Olynthiennes*.

2. — Plutarque : *Vies de Solon et de Cicéron*.

3. — Choix de discours des Pères grecs. — Saint Basile : *Discours*

sur ce précepte : « Fais attention à toi-même. » Saint Jean Chrysostome : *Discours sur la disgrâce d'Eutrope*.

4. — livre IX de l'*Iliade*. Livre VI de l'*Odyssée*.

5. — Sophocle : *Electre*. *Œdipe à Colone*.

Auteurs latins (1).

1. — Cicéron : *Discours contre Verrès*. *Traité de l'amitié*.

2. — César : livres II et III, de *Bello Gallico*.

3. — Salluste : *Jugurtha*.

4. — Tacite : livre II des *Annales*.

5. — Virgile : livre IV des *Géorgiques*. Livre II de l'*Enéide*.

6. — Horace : livre premier des *Odes*. *L'Art poétique*.

Auteurs français (1).

1. — Bossuet : *Discours sur l'histoire universelle*, troisième partie. *Oraison funèbre du prince de Condé*.

2. — Fénelon : *Lettres à l'Académie*.

3. — Massillon : Les 7, 8, 9^e sermons du *Petit Carême*.

4. — Montesquieu : Sans changement.

5. — Voltaire : *Charles XII*.

6. — Corneille : *Polyeucte*.

7. — Racine : *Esther*.

8. — Boileau : Les *Satires*. *L'Art poétique*.

9. — La Fontaine : Les 7, 8 et 9^e livres des *Fables*.

B. — REGIME DEFINITIF.

Baccalauréat ès Lettres.

(Arrêté du 25 Mars 1865.)

1^o EPREUVES ÉCRITES : Une composition latine, une version latine et une composition de philosophie.

2^o EPREUVES ORALES : D'après le programme de rhétorique et de philosophie.

AUTEURS CLASSIQUES.

Classe de rhétorique (2) :

Pensées de Pascal. — *Oraisons funèbres* de Bossuet. — La Bruyère. — Fénelon : *Lettre à l'Académie*. — Buffon : *Discours sur le style*. — Voltaire : *Le siècle de Louis XIV*. — Boileau : *L'art poétique*. — Théâtre classique. — La Fontaine : *Fables*.

Classe de philosophie.

Xénophon : *Mémoires de Socrate*. — Platon : *Gorgias*. — Cicéron : *De republica*, *Tusculanes*, *De officiis*. — Sénèque : *Lettres choisies*. — Logique de Port-Royal. — Descartes : *Discours de la méthode*. — Pascal : *De l'autorité en matière de philosophie*. .. *Réflexions sur la géométrie en général*. — *De l'art de persuader*. — Bossuet : *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même*. — Fénelon : *Traité de l'existence de Dieu*.

LANGUES VIVANTES.

Cours facultatif.

Anglais.

Morceaux choisis de prose et de vers.

Sheridan : *The school for scandal*.

Macaulay : *Essays*.

Milton : *Paradise Lost*, livre I et II.

Shakespeare : *King Coesar*. *Macbeth*. *King Lear*.

Allemand.

Morceaux choisis de prose et de vers.

(1) Mêmes parties d'auteurs latins et français pour le baccalauréat ès sciences.

(2) (Arrêté du 13 juillet 1866.) Les extraits de Lucrèce sont compris au nombre des auteurs latins désignés pour l'explication et la récitation dans la classe de rhétorique des lycées.

Schiller : *Guillaume Tell*. *Marie Stuart*. *Histoire de la guerre de Trente ans*.

Goethe : *Iphigénie*. *Hermann et Dorothee*.

Lessing : *Laocoon*.

Italien et espagnol

Morceaux choisis des auteurs classiques.

PHILOSOPHIE.

Programme du 14 juillet 1865.

Le même que celui du 8 septembre 1863, mais sans numération des questions.

HISTOIRE.

Pour la classe de philosophie, voir le programme du 15 décembre 1865.

Pour la classe de rhétorique, voir le programme du 25 mars 1865.

Programme d'histoire pour la classe de rhétorique.

Minorité de Louis XIV. — La Fronde. — Guerre d'Espagne. — Traité des Pyrénées.

Gouvernement personnel de Louis XIV. — Colbert et Louvois. — Conquêtes de la Flandre et de la Franche-Comté. — Paix d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue. — Révocation de l'édit de Nantes. — Chambres de réunion.

Révolution de 1688 en Angleterre. — Guillaume III. — Ligue d'Augsbourg et succession d'Espagne. — Traités de Ryswyck, d'Utrecht et de Rastad.

Caractère général du gouvernement de Louis XIV. — Institutions et fondations. — Tableau des lettres, des sciences et des arts sous son règne.

Louis XV. — Régence du duc d'Orléans. — Ministère du cardinal Fleury.

Succession de Pologne. — Traité de Vienne. — Guerre de la succession d'Autriche et de Sept ans.

Progrès du royaume de Prusse. — Frédéric II. — Traité de Paris. — Perte des colonies françaises.

Fin du règne de Louis XV. — Acquisition de la Lorraine et de la Corse. — Destruction des parlements. — Etat des esprits à cette époque.

Progrès des sciences.

Lutte de la Suède et de la Russie. — Charles XII et Pierre le Grand. Catherine II.

Partage de la Pologne. — Guerres de la Russie contre la Suède et Turquie.

Puissance maritime et coloniale de l'Angleterre. — Conquête des Indes orientales. — Régime colonial. — Progrès et soulèvement des colonies d'Amérique. — Guerre de l'indépendance des Etats-Unis. — Traité de Versailles.

Louis XVI. — Turgot, Malesherbes, Necker. — Assemblée des notables.

Convocation des Etats généraux. — Situation politique de l'Europe en 1789.

Assemblée constituante et Assemblée législative. — Réunion des trois ordres.

Prise de la Bastille. — Journée des 5 et 6 octobre. — Constitution de 1791. — Déclaration de guerre à l'Autriche. — Journée du 10 août. — Massacres de septembre.

Convention nationale. — Procès et mort de Louis XVI. — La Terreur.

Le 9 thermidor. — Campagnes de 1793 et 1794. — 13 Vendémiaire. — Directoire. — Bonaparte en Italie. — Campo-Formio. — Expédition d'Egypte. — 18 Brumaire. — Consulat. — Marengo. — Paix de Lunéville et d'Amiens. — Empire. — Austerlitz. — Trafalgar. — Paix de Presbourg. — Iéna. — Friedland, Tilsitt. — Blocus continental. —

Guerre d'Espagne. — Wagram. — Campagnes de Russie, d'Allemagne et de France. — Abdication de l'Empereur. — Retour de l'île d'Elbe. — Les Cent jours. — Waterloo. — Traités de 1815.

GÉOGRAPHIE.

Rhétorique. — Revision sommaire de la géographie générale, inscrite aux programmes de seconde et de troisième.

1° Description particulière de l'Europe. — Géographie physique. — Races, langues, religions. — Divisions politiques :

Divisions, principales villes, peuples, religions et gouvernements :

France et Grande-Bretagne ;

Belgique, Pays-Bas, Etats scandinaves ;

Confédération germanique, Prusse et Autriche ;

Confédération helvétique et Italie ;

Espagne et Portugal ;

Turquie et Grèce ;

Russie et Pologne.

2° Description particulière de l'Asie, de l'Amérique et de l'Océanie.

Situation, limites et villes principales :

Chine, Japon, Etats de l'Indo-Chine ;

Perse, Afghanistan, Hérat, Turkestan ;

Turquie d'Asie, Arabie ;

Asie russe, anglaise, française et portugaise.

Géographie de l'Afrique : Atlas, Sahara, Nil, Sénégal, Niger.

Géographie de l'Amérique du Nord, des îles du golfe du Mexique et des Antilles.

Géographie de l'Amérique du Sud, de l'Océanie.

Possessions européennes.

Description sommaire des mers. — Principaux voyages et découvertes.

ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUE

N° 4. — ÉLÉMENTS D'ALGÈBRE.

Opérations algébriques. — Sommaire de la division des polynômes. — Equation du premier degré. — Interprétation des valeurs négatives et discussion des cas d'impossibilité dans certains problèmes du premier degré. — Equations du deuxième degré à une inconnue. — Application à quelques problèmes d'arithmétique et de géométrie plane.

N° 5. — GÉOMÉTRIE.

Polygones réguliers. — Inscription dans le cercle : carré, hexagone. — Moyen d'évaluer le rapport approché de la circonférence au diamètre. — Mesure des aires : rectangles, parallélogramme, triangle, trapèze, polygone quelconque. — Aire approchée d'une figure plane limitée par une courbe quelconque. — Théorème du carré construit sur l'hypoténuse. — Aire d'un polygone régulier. — Aire du cercle et du secteur circulaire. — Notions sur le levé des plans et l'arpentage. — Levé au mètre, au graphomètre, à l'équerre d'arpenteur, à la planchette. — Du plan et de la ligne droite dans l'espace. — Perpendiculaires et obliques au plan. — Parallélisme des droites et des plans. — Angles dièdres. — Plans perpendiculaires entre eux. — Notions sur les angles trièdres, polyèdres. — Des polyèdres : sections planes du prisme et de la pyramide. — Mesure des volumes : parallélépipède, prisme, pyramide et tronc de pyramide à bases parallèles. — Notions sur les polyèdres semblables : rapport des surfaces et des volumes.

N° 7. — CORPS RONDS.

Cylindre droit à base circulaire. — Surface latérale et volume. — Extension aux cylindres droits à base quelconque. — Cône droit à base circulaire. — Sections parallèles à la base. — Surface latérale du cône, tronc de cône à bases parallèles et leur volume. — Sphère. — Sections plans, grands et petits cercles. — Pôles. — Etant donnée une sphère, trouver son rayon par une construction plane. — Plan tangent à la sphère. — Mesure de la surface engendrée par une ligne brisée régulière tournant autour d'un axe mené dans son plan et par son centre. —

Aire de la zone, de la sphère entière. — Exercices. — Mesure du volume de la sphère considérée comme sommet d'une infinité de pyramides ayant pour base des polygones plans infiniment petits, et le rayon pour hauteur. — Autre méthode fondée sur la considération du volume engendré par un triangle tournant autour d'un axe mené dans son plan par l'un de ses sommets. — Application au secteur polygonal régulier, tournant autour d'un axe mené dans son plan et par son centre. — Volume du secteur sphérique, de la sphère entière.

N° 8. — COSMOGRAPHIE.

(Cours très élémentaire et surtout descriptif.)

Premières apparences que présente l'aspect du ciel. — Ascensions droites et déclinaisons des étoiles. — Description du ciel. — Constellations et principales étoiles.

De la terre. — Longitudes et latitudes. — Valeurs numériques des degrés mesurés en France, en Laponie, au Pérou, et rapportés à l'ancienne toise. — Allongement à mesure que l'on approche des pôles ; on en conclut que la terre est aplatie aux pôles. — Cartes géographiques. — Notions sur les divers systèmes de projections. — Du soleil. — Mouvement annuel apparent, mouvement elliptique. — Principe des aires. — Notions sur la mesure du temps. — Année tropique. — Calendrier. — Distance du soleil à la terre. — Rapport de leurs volumes et des masses. — Taches solaires. — Rotation du soleil sur lui-même. — Inégalité des jours et des nuits. — Saisons. — Idée de la précession des équinoxes. — Mouvements réels de la terre. — De la lune. — Phases. — Révolutions sidérales et synodiques. — Orbite décrite par la lune autour de la terre. — Distance de la lune à la terre. — Rapport de leurs volumes et des masses. — Taches. — Rotation. — Aperçu sur la constitution physique de la lune. — Eclipses de lune et de soleil. — Des planètes. — Lois de Képler. — Énoncé du principe de la gravitation universelle. — Notions sur les planètes principales. — Grand nombre de très petites planètes entre Mars et Jupiter. — Des comètes. — Comètes périodiques, les plus célèbres. — Notions d'astronomie sidérale. — Distance des étoiles à la terre. — Étoiles doubles, changeantes et colorées. — Nébuleuses. Voie lactée. — Notions sur le phénomène des marées.

N° 9.

Révision des numéros 4, 5, 7 et 8. — Leçons complémentaires sur les logarithmes, l'usage des tables et la similitude des figures dans l'espace.

N° 10. — PHYSIQUE.

Préliminaires. — Division. Mobilité. Inertie. — Le mouvement et les forces.

Pesanteur. — Direction. — Centre de gravité. — Poids. — Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood. — Pendule. — Observations de Galilée. — Intensité de la pesanteur. — Balance. — Notions sur les divers états des corps. — Principes d'égalité de pression dans les fluides. — Surface libre des liquides pesants en équilibre. — Pressions sur le fond des vases. — Presse hydraulique. — Vases communicants. — Principe d'Archimède. — Poids spécifiques. — Aréomètres. — Pesanteur de l'air. — Baromètre. — Loi de Mariotte. — Machine pneumatique. — Pompes. — Siphons. — Aérostats.

Chaleur. — Dilatation des corps. — Thermomètre. — Chaleur rayonnante. — Fusion, solidification. — Chaleur latente. — Mélanges réfrigérants. — Formation de vapeurs dans le vide. — Vapeurs saturées et non saturées. — Maximum de tension. — Méthode de Dalton. — Ébullition. — Distillation. — Froid produit par l'évaporation. — Notions sur les machines à vapeur. — Notions sommaires d'hygrométrie. — Rosée.

Electricité et magnétisme. — Développement par frottement, par influence. — Electroscopes. — Electrophore. — Machine électrique. — Foudre. — Paratonnerre. — Aimants. — Pôles. — Aimantation. — Définition de l'inclinaison et de la déclinaison. — Boussole. — Pile voltaïque. — Courants. — Effets physiologiques, mécaniques, physiques et

chimiques de la pile. — Aimantation du fer doux par les aimants. — Télégraphe électrique.

Acoustique. — Du son. — Vitesse dans l'air. — Qualité du son.

Optique. — Propagation de la lumière. — Ombre et pénombre. — Lois de la réflexion. — Miroirs plans, sphériques concaves et convexes. — Réfraction. — Prisme. — Lentilles. — Spectre solaire. — Loupe. — Lunette astronomique.

N° 11. — CHIMIE.

Cohésion et ses effets. — Cristallisation. — Formation des corps composés : synthèse. — Leur décomposition, analyse. — Affinité et ses modifications. — Corps simples. — Métalloïdes et métaux. — Corps composés. — Acides, bases, corps neutres, sels. — Principes de la nomenclature. — Proportions multiples.

Oxygène, combustion.

Hydrogène. — Eau. — Analyse et synthèse de l'eau. — Eaux potables.

Azote. — Air atmosphérique. — Analyse quantitative et qualitative de l'air.

Notions sur les équivalents chimiques.

Carbone. — Acide carbonique, sa formation par les animaux, sa décomposition par les plantes. — Oxyde de carbone. — Hydrogène bicarboné. — Gaz de l'éclairage. — Flammes. — Lampes de sûreté.

Oxydes d'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque.

Soufre. — Acides sulfureux, sulfurique. — Hydrogène sulfuré.

Phosphore. — Acide phosphorique. — Hydrogène sulfuré.

Chlore. — Acide chlorhydrique. — Eau régale.

Classification des métalloïdes en familles naturelles. — Métaux en général. — Propriétés et classifications. — Alliages principaux. — Sels.

Programme d'histoire pour la classe de philosophie.

(Arrêté du 15 Décembre 1865.)

1. — Résumer les faits généraux qui ont modifié à partir du ^{xv}e siècle, les idées, les intérêts et la constitution de la société européenne :

1° Révolution politique qui substitue la monarchie absolue aux dominations féodales ;

2° Révolution religieuse qui divise l'Europe et prépare l'avènement de la liberté des cultes ;

3° Révolution économique qui favorise le développement du grand commerce et la richesse mobilière ;

4° Révolution dans les arts et les lettres (^{xvi}e et ^{xvii}e siècles) dans la philosophie et les sciences : développement de l'esprit d'observation et d'examen scientifique.

2. — Etat de l'Europe dans la deuxième moitié du ^{xviii}e siècle. — En France, opposition entre les idées et les institutions. — Demandes de réformes.

3. — La Révolution française : — Assemblée constituante, demande des cahiers, caractères des réformes politiques et sociales. — Principes de 1789. — Fin de l'ancien régime. — Abolition des privilèges, égalité civile et politique, création des actes de l'état civil. — La royauté constitutionnelle substituée au pouvoir absolu. — Séparation des pouvoirs administratif et judiciaire. — Nouveau système d'impôts. — Les assignats et leurs conséquences. — Retour sur l'histoire du crédit. — Liberté du travail et des transactions.

4. — L'assemblée législative, la Convention et le Directoire. — Impression produite en Europe par la révolution française. — Opposition de la cour, de la noblesse, du clergé, émigration, déclaration de Pillnitz, manifeste de Brunswick, soulèvements intérieurs. — La Terreur. — Suppression des libertés publiques. (Comité du Salut public, maximum et loi sur les accapareurs.) — Grand livre de la dette publique. — Banqueroute des deux tiers.

5. — Le Consulat. — Constitution de l'an VIII. — Mesures pour réconcilier les partis. — Organisation administrative, départementale et municipale. — Création de la Banque de France. — Création des tri-

bunaux d'appel. — Le code civil : ses principes. — Le Concordat. — Réorganisation de l'instruction publique : l'Université.

6. — L'Empire. — Constitution impériale. — Politique intérieure : ordre public, grands travaux. — Etat des lettres et des arts. — Sciences nouvelles (géologie et paléontologie). — Applications industrielles de la science. — Politique extérieure : blocus continental, conséquences politiques et industrielles (droits des neutres). — Etat de l'Europe en 1810. — Gloire militaire. — Expansion sur l'Europe des principes de 1789. — Coalition contre la prépondérance de la France. — Invasion du territoire. — Chute de l'Empire.

7. — La Restauration. — Charte de 1814. — Les Cent jours, l'acte additionnel. — Congrès de Vienne et traités de 1815. — Tableau comparé des puissances européennes et de leurs colonies en 1789 et en 1815. — Napoléon à Sainte-Hélène.

8. — En France, en Angleterre, en Italie, en Espagne et en Allemagne, antagonisme entre l'ancien régime et les idées nouvelles. — La Sainte Alliance.

9. — Louis XVIII. — Occupation militaire du territoire. — Réaction politique. — Sociétés secrètes. — Mesures économiques prises en vue de la politique nouvelle, système protecteur en France et en Angleterre.

10. — Révolutions en Espagne, à Lisbonne, à Naples et à Turin ; mouvements en Allemagne et en Pologne. — Insurrection des Grecs. — Emancipation des colonies espagnoles. — Congrès de Troppau, de Laybach et de Vérone. — Intervention de l'Autriche en Italie, de la France en Espagne. — Politique de la Hollande en Belgique.

11. — Etat des lettres, des sciences et des arts. — Influences des littératures étrangères. — Nouvelles applications de la science à l'industrie : navigation à vapeur, chemins de fer, éclairage au gaz, phares, carte géologique de la France ; découvertes qui ont mis sur la voie de la télégraphie électrique.

12. — Charles X. — Ministère Villèle. — Indemnité aux émigrés. — Etat de l'Angleterre, ministère Wellington. — Révolution au Portugal. — Progrès des idées libérales. — Emancipation des catholiques d'Irlande. — Réformes économiques de Huskisson. — Union douanière en Allemagne. — Ministère Martignac. — Intervention en faveur des Grecs. — Navarin. — Invasion des Russes en Turquie. — Traité d'Andrinople. — Fondation d'un royaume grec.

13. — Ministère Polignac. — Prise d'Alger. — Les ordonnances, révolution de juillet. — Résultats généraux des 15 ans de Restauration. — Extension donnée au régime constitutionnel, prospérité financière et commerciale. — Institution des caisses d'épargne. — Délivrance de la Grèce et destruction de la piraterie. — Mouvement des esprits. — Résistance du gouvernement et sa chute.

14. — Le roi Louis-Philippe. — Charte de 1830. — Suites de la Révolution de 1830 en Europe. — Création du royaume de Belgique. — Soulèvement de la Pologne. — Mouvement en Suisse, en Allemagne et en Italie. — Intervention de l'Autriche. — Occupation d'Ancone par la France. — En Angleterre bill de réforme. — En Espagne et en Portugal, établissement de gouvernements constitutionnels. — En Turquie, réformes du sultan Mahmoud et de Méhémet Ali en Egypte. — Intervention russe (1833).

15. — Rivalité de la Russie et de l'Angleterre en Orient. — Progrès des Anglais aux Indes, des Russes au sud du Caucase et à l'est de la mer Caspienne. — La Perse. — Siège de Hérat (1838). — Expéditions des Anglais dans l'Afghanistan et des Russes contre Khive. — Les Anglais et la Chine. — Guerre de l'Opium.

16. — Sympathies de la France pour le pacha d'Egypte. — Rapprochement entre l'Angleterre et la Russie. — Première phase de la question d'Orient. — Traité de Londres (1840). — Convention des détroits.

17. — Résultats et faits généraux du règne de Louis-Philippe : système électoral (200.000 électeurs). — Fréquents changements de ministères. — Adoucissement de la loi pénale. — Lois sur l'instruction primaire et les travaux publics, abolition de la loterie. — Sourde propa-

gation des idées socialistes. — Développement de l'industrie et du commerce. — Progrès des sciences. — Lois sur les chemins vicinaux (1836) et les chemins de fer (1842). — Conquête de la plus grande partie de l'Algérie. — Attitude du gouvernement à l'égard des puissances étrangères.

18. — Révolution de février 1848. — Gouvernement provisoire ; le suffrage universel. — Proclamation de la République. — Explosion des idées communistes. — Arrêt soudain du travail. — Ateliers nationaux. — Élection du 10 décembre, le Prince Louis-Napoléon, président de la République.

19. — Contre-coup des journées de février en Europe : à Milan, Venise, Rome, Vienne, Berlin, Francfort, en Hongrie et dans les Principautés danubiennes. — L'Autriche à Novare. — Occupation de Rome par la France.

20. — Rétablissement de l'Empire. — Napoléon III et la nouvelle constitution impériale. — Satisfaction donnée aux besoins généraux et aux intérêts populaires. — Institutions de bienfaisance. — Impulsion donnée aux travaux publics. — Encouragements à l'agriculture, à l'industrie et aux arts. — Institutions de crédit. — Liberté commerciale. — Instruction publique. — Liberté d'enseignement.

21. — Politique de l'empereur Nicolas envers la France depuis 1830. — Influence du Tzar sur l'Allemagne, ses efforts pour dénationaliser la Pologne, ses projets sur Constantinople. — Guerre de Crimée. — Prise de Sébastopol. — Convention avec la Suède. — Congrès et traité de Paris. — Nouveaux principes du droit des gens. — Expédition de Syrie. — Canal de l'isthme de Suez.

22. — Rôle de l'Autriche et du Piémont durant la guerre de Crimée. — Les Autrichiens envahissent le Piémont. — Intervention française : Batailles de Magenta et de Solferino. — Paix de Villafranca et traité de Zurich. — Formation du royaume d'Italie. — Annexion à la France du Comté de Nice et de la Savoie. — Agitations en Allemagne, antagonisme séculaire de la Prusse et de l'Autriche.

23. — Progrès de l'influence européenne dans le reste du monde. — Prospérité des colonies anglaises et des établissements hollandais. — Position des Anglais dans l'Inde depuis la guerre des cypayes. — Les Russes dans l'Extrême-Orient. — Tentatives des puissances pour ouvrir la Chine et le Japon. — Prise de Pékin par une expédition anglo-française. — Conquête par la France de la basse Cochinchine. — Nouveau système colonial. — Le travail libre et le travail esclave.

24. — Rapide essor de l'Union Américaine, ses causes. — Découverte de gîtes aurifères de la Californie et de l'Australie : effets de l'abondance de l'or sur le marché européen. — Guerre entre les Etats du Nord et ceux du Sud. — Situation des anciennes colonies espagnoles. — Expédition du Mexique. — Prise de Puebla, occupation de Mexico.

25. — Tableau comparatif des grandes puissances du monde. — Population, religion, gouvernement, armée, flotte, budget, agriculture, industrie, commerce, arts, sciences, littérature. — Comparaison pour la France entre les années 1788 et 1863 de la production agricole et industrielle, de la population et des ressources financières. — Accroissement de la richesse publique et de la vie moyenne. — Progrès de la charité publique, diminution de la criminalité.

26. — Caractères nouveaux de la société moderne :

1° Relations étroites établies entre les peuples par les chemins de fer et la navigation à vapeur, la télégraphie électrique, les banques et le nouveau régime commercial. — Propagation du système métrique, expositions universelles. — Progrès des idées de paix, solidarité des intérêts entre les peuples.

2° Sollicitude des gouvernements pour les intérêts matériels et moraux du plus grand nombre.

3° Par l'égalité des droits et la libre expansion de l'activité industrielle, la richesse est produite en plus grande abondance et se distribue mieux ; l'épargne et le capital sont devenus possibles pour ceux qui vivent de salaires. — Dans l'antiquité, la guerre, la spoliation et l'esclavage, avec leur influence corruptrice, donnaient la richesse ; le travail

et l'épargne, avec leur action bienfaisante, sont désormais la source des fortunes privées. — Grandeur mais danger de la civilisation moderne, nécessité de développer les intérêts moraux pour faire équilibre au développement immense des intérêts matériels. — Part de la France dans l'œuvre générale de la civilisation.

Programme d'histoire.

(Arrêté du 10 Octobre 1871.)

Le programme de l'histoire contemporaine, enseignée dans les classes de philosophie s'arrêterait à la révolution de 1848 et le temps employé jusqu'ici à la dernière partie de ce programme sera réservé à la géographie administrative, industrielle et commerciale contemporaine.

Programme d'après le rapport général sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie par MM. Levasseur et Himly.

Rhétorique. — Géographie physique, politique, historique, économique et administrative de la France et de ses possessions coloniales.

Philosophie. — Suppression de l'histoire contemporaine depuis 1848 remplacée par :

1° Une révision générale des grandes époques de l'histoire antérieures à 1815 ;

2° L'histoire de 1815 à 1848 ;

3° L'étude géographique des modifications territoriales, politiques et administratives des Etats du globe depuis 1848 avec révision sommaire de la géographie générale.

II. — Baccalauréat ès sciences complet.

(Règlement du 25 Mars 1865.)

1° **EPREUVES ÉCRITES** : une version latine, une composition de mathématiques et de physique.

2° **EPREUVES ORALES** : d'après le programme suivant : du 25 mars 1865 modifié par : arrêté du 26 décembre 1877 ; décret du 5 février 1881 ; arrêté du 30 décembre 1887 et circulaire du 30 janvier 1889.

SCIENCES MATHÉMATIQUES

ARITHMÉTIQUE.

On reprend le programme de la classe de Troisième (reproduit ci-après), en le complétant par quelques leçons sur les propriétés des nombres premiers, les fractions décimales périodiques, les erreurs relatives et l'extraction des racines.

Programme de la Classe de Troisième.

Numération décimale.

Les quatre opérations sur les nombres entiers.

Nombres décimaux. — Opérations.

Caractères de divisibilité par 2, 3, 5, 9 et 11.

Définition des nombres premiers et des nombres premiers entre eux. — Marche à suivre pour décomposer un nombre en ses facteurs premiers (aucun développement théorique). — Formation du plus grand commun diviseur et du plus petit commun multiple de plusieurs nombres.

Fractions ordinaires. — Simplification d'une fraction (on admettra, sans démonstration, qu'une fraction dont les deux termes sont premiers entre eux est irréductible). — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur commun. — Opérations sur les fractions. — Conversion d'une fraction ordinaire en fraction décimale.

Carré et racine carrée d'un nombre entier, d'un nombre décimal.

Système métrique.

Rapport de deux nombres. — Égalité de deux rapports ou proportion.

Rapport de deux grandeurs. — Grandeurs proportionnelles. — Problèmes sur les grandeurs proportionnelles.

Questions d'intérêt et d'escompte, formule pour les résoudre.

GÉOMÉTRIE.

Géométrie plane.

On reprend rapidement les programmes des classes de Troisième et de Seconde (voir ci-après), en les complétant sur quelques points, particulièrement sur l'inscription des polygones réguliers (cas du décagone) et la détermination du rapport de la circonférence au diamètre par la méthode des isopérimètres. — On termine cette révision par des exercices et problèmes sur la comparaison des aires : Construire un carré équivalent à un polygone donné. — Construire un carré dont le rapport à un carré donné soit égal au rapport de deux lignes données. — Construire un rectangle équivalent à un carré donné, et dont les côtés adjacents fassent une somme ou aient entre eux une différence donnée. — Application à la construction des racines des équations du second degré à une inconnue.

Géométrie dans l'espace.

Du plan et de la ligne droite. — Condition pour qu'une droite soit perpendiculaire à un plan.

Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à un plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Angle dièdre. — Génération des angles dièdres par la rotation d'un plan autour d'une droite. — Dièdre droit.

Mesure des angles dièdres.

Propriétés des plans perpendiculaires entre eux.

Angles trièdres. — Cas d'égalité et de symétrie.

Propriétés de l'angle trièdre supplémentaire.

Limite de la somme des faces d'un angle polyèdre convexe.

Limite de la somme des angles dièdres d'un angle trièdre. — Analogies et différences entre les angles trièdres et les triangles rectilignes.

Des polyèdres. — Prisme. — Parallélipèdre, cube, pyramide. — Sections planes, parallèles, du prisme et de la pyramide.

Mesure des volumes. — Volume du parallélipèdre, du prisme, de la pyramide, du tronc de pyramide à bases parallèles, du tronc de pyramide triangulaire.

De la symétrie dans les polyèdres. — Plan de symétrie. — Centre de symétrie (1).

ALGÈBRE ÉLÉMENTAIRE.

Révision et complément des premières notions données dans la classe de Seconde (d'après le programme reproduit ci-après) :

Discussion des formules qui résolvent un système d'équations du premier degré à deux inconnues. — Exercices.

Equation du second degré à une inconnue. — Double solution. — Valeurs imaginaires.

Propriétés des trinômes du second degré.

Des questions de maximum et de minimum qui peuvent se résoudre par les équations du second degré.

Principales propriétés des progressions arithmétiques et des progressions géométriques.

Théorie des logarithmes déduite des progressions.

Logarithmes dont la base est 10. — Tables. — De la caractéristique.

Introduction des caractéristiques négatives pour étendre aux nombres plus petits que 1 les calculs logarithmiques (2).

(1) L'étude de la symétrie par rapport à un point se ramène à celle de la symétrie par rapport à un plan, en imprimant une rotation de 180° à l'une des deux figures autour d'un axe perpendiculaire à ce plan et passant par le centre de symétrie.

(2) Pour définir les logarithmes des nombres plus petits que 1, il suffit d'étendre à ces nombres la propriété fondamentale des logarithmes : Soit a un nombre plus petit que 1, et soit P le produit $a + 10^n$ supposé supérieur ou au moins égal à 1. P aura un logarithme, et si l'on convient d'étendre à ce produit la propriété fondamentale, on aura

$$\log a \text{ ou } \log \frac{P}{10^n} = \log P - n.$$

Ainsi, on convient d'appeler logarithme de a le logarithme de P , diminué de n .

Usage des tables.

Intérêts composés et annuités. — Applications des logarithmes à ces questions.

Programme de la Classe de Seconde.

Opérations algébriques. (On ne parlera pas de la division des polynômes.)

Equations du premier degré. — Exercices numériques. — Equation du second degré à une inconnue. — Application à quelques problèmes d'arithmétique et de géométrie.

Comparaison des faces, des angles dièdres, des angles polyèdres homologues de deux polyèdres symétriques. — Equivalence de leurs volumes. Polyèdres semblables (1).

Cas de similitude de deux pyramides triangulaires.

Rapport des volumes de deux polyèdres semblables. — Pôle de similitude de deux polyèdres semblables et semblablement placés.

Corps ronds.

Cylindre droit à base circulaire. — Mesure de la surface latérale et du volume. — Extension aux cylindres droits à base quelconque.

Cône droit à base circulaire. — Sections parallèles à la base. — Surface latérale du cône, du tronc de cône à bases parallèles. — Volume du cône, du tronc de cône à bases parallèles.

Sphère. — Sections planes ; grands cercles ; petits cercles. — Pôles d'un cercle. — Etant donnée une sphère, trouver son rayon par une construction plane.

Plan tangent. — Angle de deux arcs de grand cercle.

Notions sur les triangles sphériques : leur analogie parfaite avec les angles trièdres.

Mesure de la surface engendrée par une ligne brisée régulière tournant autour d'un axe mené dans son plan et par son centre. — Aire de la zone, de la sphère entière. — Exercices.

Mesure du volume engendré par un triangle tournant autour d'un axe mené dans son plan par un de ses sommets. — Application au secteur polygonal régulier tournant autour d'un axe mené dans son plan et par son centre. — Volume du secteur sphérique, de la sphère entière, du segment sphérique. — Exercices. — Volume approché d'un solide limité par une surface quelconque.

Notions sur quelques courbes.

Définition de l'ellipse par la propriété des foyers. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axes. — Sommets. — Rayons vecteurs.

Définition générale de la tangente à une courbe.

Les rayons vecteurs menés des foyers à un point de l'ellipse font, avec la tangente en ce point, et d'un même côté de cette ligne, des angles égaux.

Mener la tangente à l'ellipse par un point pris sur la courbe, par un point extérieur. — Normale à l'ellipse.

Définition de la parabole par la propriété du foyer et de la directrice. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axe. — Sommet. — Rayon vecteur.

La tangente fait des angles égaux avec la parallèle à l'axe et le rayon vecteur menés par le point de contact.

Mener la tangente à la parabole par un point pris sur la courbe, par un point extérieur. — Normale. — Sous-normale.

Relation entre le carré d'une ordonnée perpendiculaire à l'axe et la distance de cette ordonnée au sommet.

Définition de l'hélice, considérée comme résultant de l'enroulement du plan d'un triangle rectangle sur un cylindre droit à base circulaire. — Pas de l'hélice.

En faisant porter cette soustraction sur la caractéristique seule, on voit que celle-ci contiendra un nombre d'unités *negatives* égal au rang qu'occupe, à droite de la virgule, le premier chiffre significatif de a .

(1) On appelle ainsi ceux qui sont compris sous un même nombre de faces semblables chacune à chacune, et dont les angles polyèdres homologues sont égaux.

La tangente à l'hélice fait avec l'arrête du cylindre un angle constant.

Construire la projection de l'hélice et de la tangente sur un plan perpendiculaire à la base du cylindre.

Programme de la Classe de Troisième.

Ligne droite et plan. — Ligne brisée. — Ligne courbe.

Angle. — Génération des angles par la rotation d'une droite autour d'un de ses points. — Angle droit.

Triangles. — Cas d'égalité les plus simples. — Propriétés du triangle isocèle. — Cas d'égalité des triangles rectangles.

Lieu géométrique des points équidistants de deux points. — Lieu géométrique des points équidistants de deux droites qui se coupent.

Droites parallèles. — Sommes des angles d'un triangle, d'un polygone. — Propriétés des parallélogrammes.

De la circonférence du cercle. — Dépendance mutuelle des arcs et des cordes, des cordes et de leur distance au centre.

Tangente au cercle. — Intersection et contact de deux cercles.

Mesure des angles. — Angle inscrit.

Usage de la règle et du compas dans les constructions sur le papier. — Tracé des perpendiculaires et des parallèles, usage de l'équerre.

Évaluation des angles en degrés, minutes et secondes. — Rapporteur.

Problèmes élémentaires sur la construction des angles et des triangles. — Mener une tangente à un cercle par un point extérieur. — Mener une tangente à un cercle parallèlement à une droite donnée. — Mener une tangente commune à deux cercles. — Décrire sur une droite donnée un segment capable d'un angle donné.

Mesure des aires. — Aires du rectangle, du parallélogramme, du triangle, du trapèze, d'un polygone quelconque. — Aire approchée d'une figure limitée par une courbe quelconque. — Théorème du carré construit sur l'hypoténuse d'un triangle rectangle. — Nombreuses applications numériques.

Notions d'arpentage. — Usage de la chaîne et de l'équerre d'arpenteur.

N. B. — Le professeur fera exécuter aux élèves des dessins géométriques suivant des dimensions données; s'il reste du temps, il fera résoudre quelques problèmes de construction et trouver quelques lieux géométriques.

Programme de la Classe de Seconde.

Lignes proportionnelles.

Polygones semblables. — Conditions de similitude des triangles. — Rapport des périmètres des polygones semblables.

Relations entre la perpendiculaire abaissée du sommet de l'angle droit d'un triangle rectangle sur l'hypoténuse, les segments de l'hypoténuse, l'hypoténuse elle-même et les côtés de l'angle droit.

Théorème relatif au carré du nombre qui exprime la longueur du côté d'un triangle opposé à un angle droit, aigu ou obtus.

Théorème relatif aux sécantes du cercle issues d'un même point.

Problèmes : Diviser une droite donnée en parties égales, en parties proportionnelles à des longueurs données. — Trouver une quatrième proportionnelle à trois lignes données, une moyenne proportionnelle à deux lignes données. — Construire sur une droite donnée un polygone semblable à un polygone donné.

Polygones réguliers. — Leur inscription dans le cercle : carré, hexagone.

Moyen d'évaluer le rapport approché de la circonférence au diamètre. — Applications.

Aire d'un polygone régulier. — Aire d'un cercle, aire d'un secteur circulaire.

Rapport des aires de deux figures semblables.

Du plan et de la ligne droite dans l'espace. — Perpendiculaires et obliques au plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Angles dièdres. — Plans perpendiculaires.

Notions très sommaires sur les angles trièdres et polyèdres.

Notions sur le levé des plans. — Levé au mètre, levé à l'équerre, levé au graphomètre, levé à la planchette.

Notions sur le nivellement. — Niveau d'eau, mire. — Cote d'un point. — Courbes de niveau. — Lecture d'une carte topographique.

TRIGONOMÉTRIE RECTILIGNE

Lignes trigonométriques. — Relations entre les lignes trigonométriques d'un même angle. — Expression du sinus et du cosinus en fonction de la tangente.

Formules relatives aux sinus, cosinus et tangentes de la somme et de la différence de deux arcs.

Expressions de $\sin 2a$, $\cos 2a$ et $\operatorname{tg} 2a$. — Sonnaissant $\cos a$ ou $\sin a$, calculer $\sin \frac{1}{2}a$ et $\cos \frac{1}{2}a$.

Rendre calculable par logarithmes la somme de deux lignes trigonométriques, sinus, cosinus et tangente.

Notions sur la construction des tables trigonométriques. — Usage des tables.

Relation entre les angles et les côtés d'un triangle rectangle ou d'un triangle quelconque.

Résolution des triangles rectangles.

Résolution des triangles quelconques dans les quatre cas qui peuvent se présenter. — Déterminer l'aire d'un triangle en fonction des données.

Application de la trigonométrie à diverses questions que présente le levé des plans : Distance à un point inaccessible. — Mesure des hauteurs. — Trois points, A, B, C, étant donnés sur un plan, déterminer un quatrième point d'où les distances AB et BC ont été vues sous les angles qu'on a mesurés.

ÉLÉMENTS DE GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE

Insuffisance du dessin ordinaire pour la représentation des corps. — Utilité d'une méthode géométrique qui, par des opérations graphiques exécutées sur un seul et même plan, fasse connaître exactement la forme et la position d'une figure à trois dimensions.

Projection d'un point, d'une droite, d'une ligne quelconque sur un plan. — Plan de projection.

Traces d'une droite. — Vraie longueur de la droite qui joint deux points donnés par leurs projections.

Angles d'une droite avec les plans de projection.

Représentation d'un plan par ses traces. — Angles d'un plan avec les plans de projection.

Méthode des rabattements. — Exercices.

Intersection de deux plans. — Intersection d'une droite et d'un plan.

Distance d'un point à un plan. — Distance d'un point à une droite.

Angle de deux droites. — Angle d'une droite et d'un plan. — Angle de deux plans.

Projections d'un prisme, d'une pyramide, d'un cylindre, d'un cône à base circulaire, exécutées sur des objets réels.

Sections planes des polyèdres.

Notions sur la méthode des plans cotés.

COSMOGRAPHIE

Programme de la Classe de Rhétorique.

Aspect général du ciel. — Constellations et étoiles les plus remarquables.

De la sphère céleste. — Uniformité de son mouvement apparent. Méridiens, pôles. — Jour sidéral. — Hauteur et azimut. — Ascension droite et déclinaison.

De la terre. — Longitudes et latitudes géographiques. — Grandeur du rayon de la terre supposée sphérique. — Aplatissement du globe terrestre. — Longueur du mètre.

Du soleil. — Mouvement apparent de cet astre. — Solstices et équinoxes. — Obliquité de l'écliptique.

Inégalité des jours et des nuits. — Saisons. — Climats.
Mouvement elliptique. — Loi des aires. — Inégalité des saisons.
Mesure du temps. — Jour solaire vrai. — Jour solaire moyen.
Double mouvement de la terre. — Explication de l'inégalité des jours et des nuits, des saisons, déduite des mouvements réels.
Taches du soleil. — Rotation.
De la lune. — Phases.
Taches. — Rotation. — Constitution physique. — Cartes de la lune.
— Distance de la lune à la terre. — Dimensions réelles. — Eclipses de lune et de soleil. — Période chaldéenne.
Calendrier. — Calendrier lunaire, solaire, luni-solaire. — Réforme Julienne. — Calendrier grégorien.
Des planètes. — Mouvements apparents des planètes dans le zodiaque.
— Système de Copernic.
Distances des planètes au soleil. — Lois de Kepler.
Notions sommaires sur les planètes.
Notions sur les comètes. — Etoiles filantes, bolides.
Énoncé du principe de la gravitation universelle.
Notions sur les marées.
Notions d'astronomie stellaire.

MÉCANIQUE.

Éléments de statique.

Notions sur les forces. — Condition d'égalité de deux forces. — Leur élévation numérique. — Comparaison des forces aux poids à l'aide du dynamomètre.

On admet que deux forces égales et contraires, appliquées à deux points liés par une droite invariable de longueur, et agissant dans la direction de cette droite, se font équilibre. — Translation du point d'application d'une force en un point quelconque de sa direction, qu'on suppose lié invariablement au premier.

Composition de deux forces appliquées à un même point. — Théorème des moments par rapport à un point pris dans le plan des forces.

Composition d'un nombre quelconque de forces appliquées à un même point. — Condition d'équilibre.

Composition de deux forces parallèles. — Couple.

Composition d'un nombre quelconque de forces parallèles. Centre des forces parallèles.

Centre de gravité ; sa recherche dans quelques cas simples à triangle et pyramide.

Composition d'un système quelconque de forces appliquées à un corps solide. — Leur réduction à deux forces, dont l'une est appliquée à un point pris à volonté. — Condition générale de l'équilibre.

Des machines simples.

Levier. — Condition générale d'équilibre du levier. — Relation entre la puissance et la résistance.

Des balances. — Balance ordinaire, balance romaine, bascule du commerce.

Poulie. — Équilibre de la poulie fixe. — Équilibre de poulie mobile.

Mouffles.

Treuil. — Condition générale d'équilibre du treuil. — Relation entre la puissance et la résistance.

Plan incliné. — Équilibre d'un corps placé sur un plan incliné.

Éléments de cinématique et de dynamique.

Mouvement rectiligne uniforme. — Vitesse.

Mouvement rectiligne varié. — Vitesse moyenne. — Vitesse à un instant quelconque.

Mouvement rectiligne uniformément varié. — Accélération.

De l'accélération à un instant quelconque dans le mouvement rectiligne varié.

Composition de deux mouvements simultanés rectilignes, uniformes ou uniformément variés.

Mouvement de rotation uniforme autour d'un axe fixe. — Vitesse angulaire.

Loi d'inertie.

Loi du mouvement relatif (1). — On en déduit qu'une force constante, agissant sur un point matériel qui part du repos ou qui est animé d'une vitesse initiale de même direction que la force, lui imprime un mouvement uniformément varié. — Réciproque.

Deux forces constantes sont proportionnelles aux accélérations qu'elles produisent, en agissant séparément sur un même point matériel qui part du repos, ou qui est animé d'une vitesse initiale de même direction de la force. — De la masse. — Sa mesure au moyen du poids.

Notions sur le travail des forces.

Ce qu'on appelle travail d'une force constante appliquée à un point dont le déplacement est rectiligne. — Unité de travail.

Faire voir que, dans les machines simples, à l'état de mouvement uniforme, et sollicitées uniquement par une puissance et une résistance, le travail moteur est égal au travail résistant (2).

Influence des résistances dites passives. — Dans la pratique, le travail moteur est toujours plus grand que le travail résistant utile.

SCIENCES PHYSIQUES

PHYSIQUE

Préliminaires.

Divisions de la physique.

Mobilité, inertie, forces. — Mouvement uniforme. — Mouvement uniformément varié. — Proportionnalité des forces constantes aux accélérations qu'elles impriment à un même mobile. — Masses. — Mesure des forces constantes. — Énoncé de la règle du parallélogramme des forces et de la composition de deux forces parallèles. — Centre des forces parallèles.

Pesanteur.

Direction de la pesanteur. — Centre de gravité. — Poids.

Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood. — Appareil de Morin.

Pendule. — Observations de Galilée. — Intensité de la pesanteur.

Balance.

Notions sur les divers états des corps.

Principe d'égalité de pression dans les fluides. — Surface libre des liquides pesants en équilibre. — Pression sur le fond des vases. — Presse hydraulique.

Vases communicants.

Principe d'Archimède. — Poids spécifiques. — Aéromètres.

Pesanteur de l'air. — Baromètre.

Loi de Mariotte. — Manomètres.

Machine pneumatique. — Pompes. — Siphons. — Aérostats.

Chaleur.

Dilatation des corps par la chaleur.

Construction et usage des thermomètres.

Notions sur les coefficients de dilatation des solides, des liquides et des gaz. — Leurs usages.

Poids spécifiques des gaz (procédé de Regnault).

Chaleur rayonnante. — Expérience de Melloni.

Notions sur la conductibilité des corps. — Procédés d'Ingenhouz. — Détermination de la chaleur spécifique des solides et des liquides par la méthode des mélanges.

Fusion et solidification. — Chaleur latente. — Mélanges réfrigérants.

Formation des vapeurs dans le vide. — Vapeurs saturées et non saturées. — Maximum de tension. — Mesure du maximum de tension de la

(1) On admet ces deux lois comme résultats de l'expérience.

(2) Dans le cas de la poulie mobile, on supposera les cordons parallèles.

vapeur d'eau à diverses températures par la méthode de Dalton. — Tables.
Mélange des gaz et des vapeurs.
Evaporation. — Ebullition. — Distillation.
Chaleur latente des vapeurs. — Froid produit par l'évaporation.
Machines à vapeur. — Kilogrammètre. — Cheval-vapeur.
Hygrométrie. — Rosée.
Climats. — Température. — Influence de l'altitude, de la position sur les continents et les îles. — Lignes isothermes. — Distribution annuelle de la température.
Vents réguliers et irréguliers.

Electricité et Magnétisme.

Développement de l'électricité par frottement. — Corps conducteurs et non conducteurs.
Énoncé de la loi des attractions et répulsions électriques.
L'électricité se porte à la surface des corps et s'accumule vers les pointes.
Electricité par influence. — Electrosopes. — Electrophore. — Machine électrique.
Condensateur. — Bouteille de Leyde et batterie. — Electromètre condensateur.
Electricité atmosphérique. — Foudre. — Paratonnerre.
Attraction qui s'exerce entre l'aimant et le fer. — Pôles des aimants.
— Définition de la déclinaison et de l'inclinaison. — Boussoles. — Distribution de magnétisme terrestre. — Procédés d'aimantation.
Expériences de Galvani et de Volta. — Pile voltaïque. — Diverses modifications de cet appareil. — Effets physiologiques, mécaniques, physiques et chimiques. — Galvanoplastie. — Dorure. — Argenture.
Expérience d'Erstedt. — Construction et usage du galvanomètre.
Expériences qui constatent l'action des courants sur les courants et des courants sur les aimants. — Solénoïdes. — Assimilation des aimants aux solénoïdes.
Aimantation par les courants. — Télégraphes. — Thermo-multiplieur.
Expériences fondamentales sur l'induction électrique. — Appareil de Pixii et de Clarke.

Acoustique.

Production du son. — Vitesse de transmission dans l'air.
Intensité du son. — Hauteur du son. — Sirène.
Vibrations des cordes. — Gamme et intervalles musicaux.

Optique.

Propagation de la lumière dans un milieu homogène. — Ombre. — Pénombre. — Mesure des intensités relatives de deux lumières.
Lois de la réflexion. — Miroirs plans. — Miroirs sphériques concaves et convexes.
Lois de la réfraction. — Prismes. — Lentilles.
Décomposition et recomposition de la lumière. — Spectre solaire.
Vision.
Chambre noire. — Microscope solaire. — Loupe. — Microscope composé. — Lunette astronomique. — Télescope de Newton. — Lunette de Galilée.
Actions chimiques produites par la lumière. — Daguerriotype. — Photographie.

CHIMIE

Cohésion et ses effets. — Cristallisation. — Isomorphisme et dimorphisme.
Formation des corps composés : synthèse. — Leur décomposition : analyse.
Affinité et ses modifications.
Corps simples. — Métalloïdes et métaux.
Corps composés. — Acides, bases, corps neutres, sels.
Principes de la nomenclature.
Proportions multiples.

Oxygène. — Combustion. — Exemples de combustion vive et de combustion lente. — Chaleur dégagée par la combustion des principaux corps combustibles.

Hydrogène. — Eau. — Analyse et synthèse de l'eau. — Eaux potables.

Azote. — Air atmosphérique. — Analyse qualitative et quantitative de l'air.

Equivalents chimiques.

Carbone. — Acide carbonique. — Synthèse de cet acide. — Sa formation par les animaux. — Sa décomposition par les plantes. — Oxyde de carbone. — Hydrogène bicarboné. — Gaz de l'éclairage. — Flammes. — Lampe de sûreté.

Oxydes d'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque.

Soufre. — Acide sulfureux. — Acide sulfurique. — Hydrogène sulfuré.

Phosphore. — Acide phosphorique. — Hydrogène phosphoré.

Chlore. — Acide chlorhydrique. — Eau régale.

Classification des métalloïdes en familles naturelles. — Rappeler les principaux composés qu'ils forment entre eux. — Donner leur formule.

Métaux en général. — Leurs propriétés et leur classification.

Alliages.

Action de l'oxygène, de l'air sec et de l'air humide sur les métaux. —

Action du soufre et du chlore.

Oxydes métalliques. — Action de la chaleur, du carbone, de l'eau. — Préparation générale des oxydes métalliques. — Potasse, soude et chaux.

Sulfures. — Chlorures. — Sel marin.

Notions sommaires de métallurgie. — Fers, fontes et aciers. — Plomb et cuivre. — Etain et zinc. — Argent.

Sels. — Leurs propriétés générales. — Lois de leur composition. — Lois de Berthollet.

Principaux genres de sels. — Carbonates : carbonate de potasse, de soude et de chaux. — Sulfates : aluns. — Azotates : nitre et poudre.

Un sel étant donné parmi les sels usuels, montrer comment on en reconnaît le genre et l'espèce.

EXPLICATION DES AUTEURS

AUTEURS LATINS

Narrationes.

CÉSAR : *De bello Gallico.*

CICÉRON : *Catilinaires.* — *De amicitia.*

VIRGILE : *Enéide*, (livres I et II).

AUTEURS FRANÇAIS

Morceaux choisis de prose et de vers des classiques français.

BOSSUET : *Discours sur l'histoire universelle*, III^e partie.

VOLTAIRE : *Siècle de Louis XIV.*

Théâtre classique.

BOILEAU.

LA FONTAINE : *Fables.*

LANGUES VIVANTES

Allemand.

GÆTHER : *Campagne de France.*

SCHILLER : *Guillaume Tell.*

AUERBACH : *Récits villageois.*

Les candidats qui répondent sur l'allemand doivent lire l'écriture cursive.

Anglais.

GEORGES ELLIOT : *Silas Marner.*

MACAULAY : *Histoire d'Angleterre* (tome I).

GOLDSMITH : *Le Village abandonné, le Voyageur.*

Espagnol.

CERVANTÈS : *Don Quichotte, une chrestomathie.*

Les candidats traduisent au tableau des phrases françaises en espagnol.

Italien.

MANZONI : *Les Fiancés, une chrestomathie.*

Les candidats traduisent au tableau des phrases françaises en italien.

Arabe.

Morceaux choisis de *Mille et une Nuits.*

Fables de BIDPAY.

L'exercice de conversation a lieu en langue vulgaire.

HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

HISTOIRE

Programme de la Classe de Rhétorique.

Histoire de l'Europe, et particulièrement de la France, depuis 1610 jusqu'en 1789.

Louis XIII. — Troubles de la Régence. — Etats généraux de 1614.

Louis XIII et Richelieu. — Lutte contre les protestants. — Intrigues et complot dans la noblesse et la famille royale. — Accroissement de l'autorité monarchique. — Marine et colonies. — Guerre de Trente ans. — Gustave-Adolphe. — Paix de Westphalie. — Traité d'Oliva.

Les Stuarts en Angleterre. — Révolution de 1648. — Olivier Cromwell. — L'acte de navigation. — Restauration des Stuarts.

Minorité de Louis XIV. — La Fronde parlementaire. — La Fronde des princes. — Guerre contre l'Espagne. — Traité des Pyrénées. — Toute-puissance de Mazarin.

Gouvernement personnel de Louis XIV. — Procès de Fouquet. — Les Conseils. — Les Secrétaires d'Etat.

Organisation financière. — Agriculture. — Commerce. — Industrie. — Colonies. — Réforme et travaux de Colbert. — Institutions et fondations ; les Ordonnances. — Organisation militaire. — Réformes de Le Tellier et de Louvois. — Vauban.

Politique extérieure. — Lyonne et Pomponne. — Guerre de dévolution. — Guerre de Hollande. — Paix de Nimègue. — Chambres de réunion (Strasbourg). — Trêve de Ratisbonne.

Affaires religieuses. — Déclaration de 1682. — Révocation de l'édit de Nantes. — Port-Royal.

Révolution de 1688 en Angleterre. — Guillaume III. — Déclaration des droits.

Guerre de la ligue d'Augsbourg. — Traité de Ryswick. — Guerre de la succession d'Espagne. — Traité d'Utrecht et de Rastadt.

Fin du règne de Louis XIV. — Détresse financière. — Testament et mort du roi.

Tableau des lettres, des arts et des sciences sous Richelieu et Louis XIV.

Lutte de la Suède et de la Russie. — Charles XII et Pierre le Grand. — Etat de l'Europe orientale après les traités de Carlowitz, de Passarowitz et de Nystad.

Louis XV. — Régence du duc d'Orléans. — Système de Law. — Ministère du cardinal Fleury. — Guerre de la succession de Pologne.

Progrès de l'Etat prussien. — Frédéric II. — Guerre de la succession d'Autriche ; Marie-Thérèse. — Guerre de Sept ans.

Rivalité maritime et coloniale de la France et de l'Angleterre. — Perte des colonies françaises. — Traité de Paris.

Gouvernement de Louis XV, le Parlement, le clergé. — D'Argenson, Machault. — Choiseul. — Le Triumvirat ; réforme judiciaire du chancelier Maupeou.

Tableau des lettres, des arts et des sciences au dix-huitième siècle. — Economistes et philosophes. — Influence des idées françaises en Europe.

Mouvement de réforme en Europe. — Charles III d'Espagne. — Pom-

bal en Portugal. — Joseph II en Autriche. — Frédéric II en Prusse. — Gustave III de Suède. — Beccaria. — Léopold de Toscane.

La Russie au dix-huitième siècle. — Catherine II. — Démembrement de la Pologne. — Guerre de la Russie contre la Suède et la Turquie.

L'Angleterre au dix-huitième siècle. — Gouvernement parlementaire. — Conquêtes des Anglais dans l'Inde. — Voyages et découvertes.

Progrès et soulèvement des colonies d'Amérique. — Guerre de l'indépendance des Etats-Unis. — Traité de Versailles. — Constitution américaine de 1787.

Louis XVI. — Turgot et Malesherbes ; réformes. — Necker. — Politique extérieure : Vergennes. — Calonne et Brienne. — Assemblée des Notables. — Convocation des Etats Généraux. — Situation politique de l'Europe en 1789.

Programme de la Classe de Philosophie.

Histoire contemporaine, de 1789 à 1875.

Etat de la France avant la Révolution. — La Cour et le Gouvernement. — L'administration provinciale. — La justice et la législation. — Les impôts. — L'armée. — Les trois ordres. — Le clergé. — Privilèges de la noblesse et droits féodaux. — La noblesse de robe. — La bourgeoisie. — Corporations industrielles. — Etat de la propriété.

Election des députés aux Etats généraux. — Rédaction des cahiers. — Ouverture des Etats.

Assemblée constituante. — Prise de la Bastille (14 juillet 1789). — Abolition des privilèges. — Déclaration des droits. — Constitution de 1791. — Assignats. — Constitution civile du clergé. — Liberté du commerce et de l'industrie.

Assemblée législative. — Déclaration de guerre à l'Autriche. — Campagne de 1792.

La Convention nationale. — Etablissement de la République. — La Commune de Paris. — Girondins et Montagnards. — Procès et mort de Louis XVI. — Le Comité de salut public. — La Terreur. — Le 9 thermidor.

Première coalition. — Campagnes de 1793 et 1794. — Guerre de Vendée. — Campagne de 1795. — Traité de Bâle.

Institutions et créations de la Convention. — Grand-Livre de la dette publique. — Système métrique. — L'Institut. — Organisation de l'enseignement. — Constitution de l'an III.

Le Directoire. — Mesures financières. — La conscription militaire. — Campagne de 1796 ; Bonaparte en Italie. — Traité de Campo-Formio. — Congrès de Rastadt. — Expédition d'Egypte. — Deuxième coalition. — Campagne de 1799.

Le 18 brumaire. — Le Consulat. — Constitution de l'An VIII. — Organisation administrative, financière et judiciaire.

Le Code civil. — Le Concordat et les articles organiques. — La Banque de France. — La Légion d'honneur.

Campagne de 1800. — Traités de Lunéville et d'Amiens. — Le Consulat à vie. — Rupture de la paix d'Amiens.

L'Empire. — Constitution impériale. — Nouvelle noblesse. — L'armée. — Politique intérieure de Napoléon. — Suppression du Tribunat. — Rôle du Sénat et du Conseil d'Etat. — Les codes. — Les finances. — Grands travaux d'utilité générale. — L'Université. — Sciences, lettres, beaux-arts et industrie. — Politique extérieure de Napoléon. — Guerres de 1804 à 1807 ; Austerlitz, Iéna, Friedland. — Traité de Presbourg et de Tilsitt. — Création d'Etats feudataires. — Blocus continental. — Guerre d'Espagne. — Traité de Vienne.

L'Europe en 1810. — Etat politique et moral. — Campagnes de Russie et d'Allemagne. — Campagne de France. — Chute de l'Empire.

La Restauration. — Charte de 1814. — Traité de Paris.

Les Cent jours. — L'acte additionnel. — Waterloo. — Le Congrès de Vienne. — Les traités de 1815. — Tableau comparé des puissances européennes et de leurs colonies en 1789 et en 1815.

Règne de Louis XVIII. — Le régime parlementaire. — Lois sur les

élections, sur le recrutement militaire, sur la presse. — Mesures économiques. — Système protecteur. — Agitations intérieures.

Règne de Charles X. — La Congrégation. — Chute du ministère Villèle.

Les ordonnances. — Révolution de Juillet.

Politique extérieure de la Restauration. — Intervention en Espagne. — Navarin. — Expédition de Morée. — Prise d'Alger.

La Sainte-Alliance, les congrès et la politique d'intervention. — Les universités allemandes. — Le carbonarisme. — Insurrections en Italie, en Espagne.

Affranchissement de la Grèce. — Traité d'Andrinople.

Règne de Georges IV en Angleterre. — Politique extérieure. — Caning. — Réformes économiques. — Huskisson. — Emancipation des catholiques.

Emancipation des colonies espagnoles. — Le Brésil.

Règne de Louis-Philippe. — Charte de 1830. — Sociétés secrètes, émeutes. — Lois de Septembre. — Lois sur l'instruction primaire et sur les travaux publics. — Développement de l'industrie. — Chemins de fer. — Loi d'apanage. — Loi de régence. — La campagne réformiste. — Révolution de Février.

Politique extérieure de Louis-Philippe. — Intervention en Belgique. — Occupation d'Ancône. — Quadruple alliance. — Le droit de visite. — Mariages espagnols.

Conquête et colonisation de l'Algérie.

Etats des lettres, des arts et des sciences depuis 1815. — Romantiques et classiques. — Influence des littératures étrangères. — Nouvelles applications de la science à l'industrie.

Mouvements en Europe après 1830. — Création du royaume de Belgique. — Insurrection de Pologne. — L'Italie de 1831 à 1838. — Etablissement du régime constitutionnel en Espagne et en Portugal. — Union douanière en Allemagne. — Le Sonderbund. — Angleterre. — Bill de réforme parlementaire et électorale. — Robert Peel et Richard Cobden. — Réformes coloniales. — Le libre échange. — *L'income-tax*.

Question d'Orient. — Le sultan Mahmoud. — Méhémet-Ali. — Traité de Londres. — Convention des détroits. — Progrès des Russes et des Anglais en Asie.

Changements survenus dans le gouvernement de la France depuis 1848. — Constitutions de 1848 et de 1852. — Loi constitutionnelle de 1875.

Changements territoriaux survenus en Europe depuis 1848. — Formation de l'unité italienne et de l'unité allemande. — Monarchie austro-hongroise. — Guerre de 1870 et traité de Francfort. — Etats danubiens.

Expansion coloniale des puissances européennes. — Principales modifications dans l'ordre économique. — Les traités de commerce. — Le canal de Suez. — L'abolition de l'esclavage.

GÉOGRAPHIE

Programme de la Classe de Rhétorique.

Géographie physique, politique, administrative et économique de la France et de ses possessions coloniales.

Position de la France. — Description détaillée du sol français.

Les côtes. — Notions sommaires sur la constitution géologique du sol. — Système orographique : montagnes, plateaux et plaines. — Altitude moyenne des principales régions.

Régime des eaux. — Climat : température, vents dominants, pluie. Frontières : défenses naturelles et places fortes de la France et des pays limitrophes. — Ports militaires.

Langue et nationalité française.

Formation territoriale de la France.

Les anciennes provinces. — Organisation actuelle : commune, canton, arrondissement, département.

Pouvoirs publics. — Administration centrale : les ministères. — Organisation des grands services de l'Etat.

Agriculture. — Zones de cultures, régions agricoles. — Produits, pêche.

Carrières et mines. — Industrie. — Principaux centres industriels.

Routes, canaux, chemins de fer, postes, télégraphes, navigation fluviale et maritime. — Commerce : importation, exportation, transit. — Principaux centres de commerces et grandes villes.

Population : densité, mouvement de la population. — Influence de l'état physique ou économique des régions sur le groupement de la population.

Algérie : description physique, produits, voies de communication, commerce. — Population, colonisation, administration.

Possessions coloniales de la France : description physique, productions, navigation, pêche, commerce, établissements pénitentiaires ; pays protégés. — Administration.

PHILOSOPHIE (1)

Logique.

De la certitude et de l'évidence.

De la méthode déductive. — Définition. — Syllogisme. — Sophismes.

De la méthode inductive. — Observation. — Expérimentation. — Induction. — Hypothèses. — Classifications.

Applications principales de la méthode aux sciences exactes et aux sciences physiques et naturelles.

Morale.

La conscience morale. — La distinction du bien et du mal. — Les divers motifs de nos actions.

Le devoir et le droit. — Les sanctions de la loi morale.

Division des devoirs. — Devoirs de l'homme envers Dieu, envers lui-même, envers ses semblables.

Immortalité de l'âme. — Démonstration de l'immortalité.

Circulaire relative aux auteurs sur lesquels doivent être interrogés les candidats au Baccalauréat ès Sciences.

30 Janvier 1889

Monsieur le Recteur, les candidats au baccalauréat ès Sciences peuvent être interrogés sur les auteurs latins suivants déterminés par le règlement de 1865.

Narrationnes. — César : *De Bello Gallico*. — Cicéron : *Catilinaires* ; *Verrines* ; *De Amicitia*. — Virgile : *Eglogues* ; *Enéide* (Livres I et II). — Horace : *Satires*.

Un certain nombre de membres du Conseil supérieur de l'Instruction publique ont exprimé le vœu que ce programme fût révisé et que les textes fussent plus appropriés à la force moyenne des candidats. La Section permanente a pensé, et j'ai adopté cet avis en Conseil supérieur, qu'il pouvait être donné satisfaction au vœu dont il s'agit, sans procéder à une révision proprement dite des programmes, en conservant dans la liste ci-dessus les ouvrages les moins difficiles.

En conséquence à dater de la prochaine session, les candidats au baccalauréat ès sciences ne seront plus interrogés à l'avenir que sur les matières suivantes en ce qui concerne les auteurs latins :

Narrationes. — César : *De Bello Gallico*. — Cicéron : *Catilinaires* ; *De Amicitia*. — Virgile : *Enéide* (Livre I et II).

Je vous prie de porter cette décision à la connaissance de M. le Doyen et des chefs d'établissements d'enseignement secondaire public et privé.

(1) Décret du 5 février 1881, art. 1^{er} : « Les candidats au baccalauréat ès sciences complet seront interrogés sur les éléments de la méthode et les principes de la morale ».

VII. — RÉGIME DE 1874

I. — Liste des auteurs grecs à expliquer dans le premier examen du Baccalauréat ès Lettres, à partir du 1^{er} Août 1875 :

(Arrêté du 14 Juillet 1874.)

Homère : *Iliade* I. IX.

Sophocle : *Philoctète*.

Aristophane : La scène de la pauvreté dans le *Plutus*.

Platon : *Phédon*, ch. I, VIII, LVII, LXVII.

Démosthène : Les *Olynthiennes*.

Aristote : *Poétique*, ch. I-III : origine et définition. — V-IX, tragédie action et temps de l'action. — XXIII, XXIV, XXVI : Épopée et tragédies comparées.

II. — Épreuves :

(Décret du 25 Juillet 1874.)

Première Série. — ECRIT : une version latine et une composition latine.

ORAL : d'après le programme ci-dessous (10 août 1874).

2^e Série. — ECRIT : une composition de philosophie et une traduction d'un texte de langue vivante.

ORAL : d'après le programme ci-dessous (10 août 1874).

III. — Programme du Baccalauréat ès Lettres.

(Arrêté du 10 Août 1874.)

CLASSE DE RHÉTORIQUE

Notions principales de rhétorique.

Langue française. — Étude de la langue et de la littérature française. — Discours ou composition en français. — Analyses littéraires d'auteurs français. — Explication et récitation d'auteurs français.

Morceaux choisis des grands écrivains du XVI^e.

Pascal : *Pensées*. — Bossuet : *Oraisons funèbres*. — La Bruyère. — Fénelon : *Lettre à l'Académie* ; *Sermon pour l'Épiphanie*. — Buffon : Morceaux choisis ; *Discours sur le style*. — Voltaire : *Siècle de Louis XIV*. — Boileau : *Art poétique*. — Théâtre classique. — La Fontaine : *Fables*.

Langue latine. — Explication et récitation d'auteurs latins : Conclaves. — Cicéron : principaux discours ; principaux ouvrages de rhétorique. — Tacite. — Virgile. — Horace. — Lucrèce : extraits. — Plaute : *P'Aululaire*.

Langue grecque. (Programme spécial du baccalauréat, 14 juillet 1874).

Histoire et géographie. — Histoire de l'Europe de 1610 à 1789. — Courte révision de l'Histoire de France antérieure à 1610. — Géographie de la France et de ses possessions coloniales. — Révision sommaire des notions générales de géographie.

Sciences et langues vivantes (allemande ou anglaise).

PROGRAMME D'HISTOIRE

Courte révision de l'Histoire de France, antérieure à 1610.

Histoire de l'Europe de 1610 à 1789.

Géographie politique de l'Europe en 1610.

Louis XIII. — États Généraux de 1614. — Richelieu, sa lutte contre les protestants et la noblesse. — La guerre de Trente ans. — Paix de Westphalie.

Les Stuarts en Angleterre. — Révolution de 1648. — Olivier Cromwell. Minorité de Louis XIV. — Le parlement de Paris et la Fronde. — Guerre contre l'Espagne. — Traité des Pyrénées.

Gouvernement personnel de Louis XIV. — Colbert et Louvois. —

Conquête de la Flandre et de la Franche-Comté. — Paix d'Aix-la-Chapelle et de Nimègue. — Chambres de réunion ; acquisition de l'Alsace. — Révocation de l'Edit de Nantes.

Révolution de 1688 en Angleterre. — Guillaume III. — Ligue d'Augsbourg et succession d'Espagne. — Traités de Ryswyck, d'Utrecht et de Rastadt.

Gouvernement de Louis XIV. — Institutions et fondations. — Commerce et industrie.

Tableau des lettres, des sciences et des arts en France sous le règne de Louis XIV.

Louis XV. — Régence du duc d'Orléans. — Système de Law. — Ministère du cardinal Fleury.

Guerre de la succession de Pologne. — Traité de Vienne.

Guerre de la succession d'Autriche et guerre de Sept ans. — Progrès du royaume de Prusse. — Frédéric II. — Traité de Paris. — Perte des colonies françaises.

Fin du règne de Louis XV. — Réunion de la Lorraine et de la Corse.

Suppression des parlements.

Tableau des lettres, sciences et arts au XVIII^e siècle. Les économistes, les philosophes.

Lutte de la Suède et de la Russie. — Charles XII et Pierre le Grand. — Catherine II. — Partage de la Pologne. — Guerres de la Russie contre la Suède et la Turquie.

Puissance maritime et coloniale de l'Angleterre. — Conquête des Indes orientales. — Régime colonial.

Progrès et soulèvement des Etats-Unis d'Amérique. — Guerre de l'indépendance. — Traité de Versailles.

Louis XVI. — Turgot et Malesherbes. — Necker. — Assemblée des notables.

Convocation des Etats Généraux.

Situation politique de l'Europe en 1789.

PROGRAMME DE GÉOGRAPHIE

Révision sommaire des notions générales de géographie et des grandes divisions du globe.

Géographie physique, politique, administrative et économique de la France et de ses possessions coloniales.

Configuration et étendue de la France. — Mers, golfes, détroits, îles, presqu'îles, caps, côtes.

Constitution géologique. — Système orographique. — Description des Alpes, du Jura, des Vosges, des Cévennes, du Massif Central, des Pyrénées, etc. — Plateaux et plaines. — Altitudes moyennes.

Régime des eaux. — Terrains perméables et imperméables. — Bassins, fleuves, rivières, lacs.

Climat : influence de l'Océan, de la Méditerranée, des montagnes. — Vents dominants. — Pluies.

Frontières de terre. — Défenses naturelles et places fortes de la France et des pays limitrophes. — Ports militaires.

Etendue et grandes divisions de la Gaule avant et sous la domination romaine. — Grands fiefs. — Formation territoriale du royaume de France. — Langue et nationalité française.

Provinces et Gouvernements. — Anciennes divisions administratives et judiciaires.

Départements ; organisation en 1790 ; modifications survenues depuis cette époque.

Administration des communes, cantons, arrondissements et départements.

Administration centrale. — Travaux publics. — Agriculture et commerce. — Armée : Divisions militaires. — Marine et colonies : arrondissements maritimes. — Finances : budget, dette, contribution, douanes, etc. — Justice : justice de paix, tribunaux de 1^{re} instance, cours d'appel, cours de cassation. — Instruction publique : académies universitaires. — Institut. — Cultes : archevêchés et évêchés, consistoires.

Organisation politique.

Agriculture ; zones et régions agricoles. — Rapports avec la géologie et le climat.

Pêche côtière. — Carrieres et mines : rapports avec la géologie. — Industries métallurgiques, chimiques, alimentaires, textiles, etc. — Rapport des diverses industries avec l'agriculture et avec les mines.

Commerce. — Voies de communication : routes, canaux, chemins de fer, postes, télégraphes. — Importance des transports à l'intérieur. — Navigation fluviale et maritime. — Poids, mesures, monnaies. — Importation, exportation. — Principaux centres de commerce et grandes villes.

Population, densité. — Mouvement de la population.

République d'Andorre et principauté de Monaco.

Possessions coloniales de la France.

Algérie, côtes, relief, cours d'eau, départements, villes ; agriculture, forêts, mines, commerce, chemin de fer ; populations, colonisation, administration.

Sénégal, etc. — Description physique et productions du Sénégal et de Gorée ; comptoirs de la côte occidentale.

La Réunion, Ste-Marie de Madagascar, Mayotte, etc. — Description physique, production, commerce.

Établissements français dans l'Inde et la Cochinchine, protectorat du Cambodge.

Nouvelle Calédonie, Tahiti, îles Marquises, description et ressources du col, colonisation, établissements pénitenciers.

Guyane : description et ressources. — Martinique, Guadeloupe : sols, productions, commerce, Saint-Pierre et Miquelon ; banc de Terre-Neuve et pêche de la morue.

Administration des colonies.

CLASSE DE PHILOSOPHIE

Cours de Philosophie. — Objet et divisions de la Philosophie. — Ses rapports avec les autres sciences.

Psychologie. — Des faits psychologiques. — De la conscience. — Distinction des faits physiologiques avec les faits psychologiques. — Des facultés de l'âme. — Sensibilité, intelligence, volonté. — Sensibilité : sensations, sentiments. — Instincts, penchants, passions. — Intelligence. — Perception extérieure, intime. — Raison. — Des idées en général. — Classification des idées. — Différentes théories proposées sur l'origine des idées. — Notions premières, axiomes et principes de la raison. — Opérations intellectuelles. — La mémoire. — L'association des idées. — L'imagination. — L'attention. — L'abstraction. — La comparaison. — La généralisation. — Le jugement, le raisonnement. — Les signes et le langage. — Des rapports du langage avec la pensée. — Volonté. — Instinct. — Habitude. — De la liberté morale ou libre arbitre. — Démonstration de la liberté. — Principaux systèmes qui nient la liberté. — Harmonie des facultés de l'âme. — Unité du principe de ces facultés. — La personnalité humaine. — La spiritualité de l'âme. — Distinction de l'âme et du corps, leur union, lois de cette union. — Des systèmes qui nient la distinction de l'âme et du corps.

Logique. — Du fondement de la certitude. — Scepticisme. — Formes du scepticisme ancien et moderne. — Différentes espèces de certitudes. — L'évidence sensible, l'évidence rationnelle, l'évidence morale. — De la méthode : analyse, synthèse. — Méthode déductive. — Définition. — Déduction. — Syllogisme. — Démonstration. — Abus du syllogisme, sophismes. — Méthode inductive. — Observation. — Expérimentation. — Induction. — Hypothèse. — Division. — Classification. — L'erreur, causes logiques et morales. — Application de la méthode : 1° aux sciences exactes (mathématiques) ; 2° aux sciences physiques et naturelles ; 3° aux sciences morales et politiques (philosophie, droit, économie politique, etc.) ; 4° aux sciences historiques. — Le témoignage des hommes et la critique du témoignage.

Métaphysique et Théodicée. — Notions principales de la métaphysique générale. — L'existence de Dieu et ses preuves. — Attributs de Dieu et Providence. — Réfutations des objections tirées du mal physique et moral.

Morale. — Morale générale ou théorique. — Principe de la loi morale. — Réfutation des principes contraires ou incomplets. — La conscience morale. — Principaux phénomènes de la conscience morale. — La distinction du bien et du mal. — Les divers motifs de nos actions. — Le devoir et le droit. — La justice et la vertu. — Les sanctions de la loi morale. — Morale pratique et division des devoirs. — Devoirs de l'homme envers Dieu, envers lui-même, ses semblables, la famille, la société et l'Etat. — Destinée de l'homme. — Immortalité de l'âme.

Histoire de la Philosophie. — Des systèmes en général. — Définition des principaux systèmes philosophiques. — Notions sommaires sur la philosophie grecque avant Socrate : Ioniens, Eléates, Atonistes. Pythagoriciens, Sophistes. — Socrate, Platon, Aristote. — Notions sur les écoles après Socrate : Pyrrhoniens, Epicuriens, Stoiciens. — Notions sur la philosophie à Rome et sur l'école d'Alexandrie. — Notions sur la philosophie scolastique. — Notions sur la philosophie de la Renaissance. — La philosophie au XVIII^e. — Bacon, Descartes et ses principaux disciples. — Malebranche. — Leibnitz et Locke. — Notions sur la philosophie du XVIII^e en France, en Angleterre et en Allemagne.

Ouvrages philosophiques. — Xénophon ; Mémoires sur Socrate. — Platon : Phédon. — Livre VII de La République (allégorie de la caverne, théorie des idées). — Epictète : Manuel. — Cicéron : De Officiis. — Les deux premiers livres du De Finibus Donorum et malorum (exposition et réfutation du système d'Epicure). — Logique de Port-Royal. — Descartes : Discours de la méthode. — Pascal : de l'autorité en matière de philosophie. — Entretien de Pascal avec M. de Saci. — Bossuet : Traité de la Connaissance de Dieu et de soi-même (plan général de l'ouvrage, analyse des 4^e et 5^e parties). — Fénelon : Traité de l'existence de Dieu. — Leibnitz : Théodicée (extraits).

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE

Première partie : *Histoire de 1789 à 1815.*

Géographie de l'Europe en 1789. — Les institutions de la France avant la Révolution : la royauté, les conseils, les secrétaires d'Etat ; les parlements, les chambres des comptes. — Les intendants, l'administration provinciale. — La justice. — Les impôts. — Les trois ordres ; privilèges de la noblesse ; constitution du clergé ; la noblesse de robe ; les corporations industrielles ; l'état de la propriété. — Convocation des Etats Généraux, élection des députés, demandes des Cahiers. — Assemblée constituante. — Réunion des trois ordres. — Constitution de 1791. — Changements opérés par la Constituante. — Abolition des privilèges. — Etablissement de la royauté constitutionnelle. — Séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires. — Tribunal de cassation ; jury, justice de paix. — Création des actes de l'état civil. — Nouveau système d'impôts. — Liberté de l'industrie et du commerce. — Nouvelle division administrative et centralisation. — L'assemblée législative. — Déclaration de guerre à l'Autriche. — Le 10 Août. — Campagne de 1792. — La Convention Nationale. — La Commune de Paris. — Procès et mort de Louis XVI. — La Terreur. — Le Comité de Salut public. — Les assignats. — Le maximum. — Le 9 Thermidor. — Constitution de l'an III. — Campagne de 1793 et de 1794. — Le Directoire. — Détresse financière et agitation de partis. — Campagne de Bonaparte en Italie. — Traité de Campo-Formio. — Expédition d'Egypte. — Le 18 Brumaire. — Le Consulat. — Constitution de l'an VIII. Organisation administrative, financière et judiciaire. — Le code civil. — Le Concordat. — L'Université. — La Banque de France. — Campagne d'Italie. — Marengo. — Traités de Lunéville et d'Amiens. — Le Consulat à vie. — L'Empire. — La Constitution impériale. — Politique intérieure de Napoléon. — Ordre public. — Grands travaux d'utilité générale. — Progrès des sciences et de l'industrie. — Etat des lettres et des arts. — Politique extérieure de Napoléon. — Campagne d'Austerlitz. — Paix de Presbourg. — Campagne de Prusse. — Iéna. — Paix de Tilsitt. — Royaumes d'Italie, des Deux-Siciles, de Saxe, de Westphalie. — Blocus continental ; ses conséquences politiques et industrielles. — Droit des neutres. — Wagram. — Etat de l'Europe en 1810. — Guerre d'Espagne. — Campagnes de Russie, d'Allemagne et de France. — Abdication de l'Empereur.

— La Restauration. — Charte de 1814. — Les Cent jours. — L'acte additionnel. — Waterloo. — Congrès de Vienne. — Traités de 1815. — Tableau comparé des puissances européennes et de leurs colonies en 1789 et en 1815.

Deuxième partie : *Histoire sommaire de 1815 à 1848.*

Règne de Louis XVIII. — Mesures économiques. — Le système protecteur en France et en Angleterre. — Mouvement en Europe. — Emancipation des colonies espagnoles. — Congrès de Vérone. — Intervention de l'Autriche en Italie, de la France en Espagne. — Etat des lettres, des sciences et des arts. — Influence des littératures étrangères. — Nouvelles applications des sciences à l'industrie. — Règne de Charles X. — Affranchissement de la Grèce. — Prise d'Alger. — Les Ordonnances. — Révolution de Juillet. — Angleterre. — Emancipation des catholiques. — Réformes économiques. — Canning, Huskisson, Robert Pell. — Union douanière en Allemagne. — Règne de Louis-Philippe. — Charte de 1830. — Lois sur l'instruction primaire et les travaux publics. — Développement de l'industrie. — Chemins de fer. — Conquête de l'Algérie (1830-1848). — Création du royaume de Belgique. — Mouvements en Europe. — Occupation d'Ancône. — En Angleterre, bill des réformes. — Espagne et Portugal, établissement du régime constitutionnel. — Réformes du sultan Mahmoud, Méhémet-Ali. — Progrès des Anglais et des Russes en Asie. — Expédition anglaise en Chine : guerre de l'opium. — La question d'Orient : le traité de Londres et la convention des Détroits. — Changements territoriaux survenus en Europe et en Amérique depuis 1848. — Progrès de la colonisation européenne.

PROGRAMME DU BACCALAURÉAT ÈS LETTRES POUR LES MATHÉMATIQUES

Mathématiques. — Calcul des fractions ordinaires et des fractions décimales. — Système métrique. — Equations du 1^{er} degré. — Cas d'égalité des triangles. — Droites parallèles. — Somme des angles d'un triangle. — Mesure des angles. — Angle inscrit. — Mesure des aires planes : parallélogramme, triangle, trapèze. — Triangles semblables. — Rapport des aires de deux figures semblables. — Polygones réguliers : carré et hexagone. — Rapport de la circonférence au diamètre. — Aire du cercle. — Plans et droites dans l'espace. — Perpendiculaires et obliques du plan. — Parallélisme des droites et des plans. — Angles dièdres. — Plans perpendiculaires. — Volume d'un prisme, d'une pyramide. — Surface et volume d'un cylindre, d'un cône. — Cercles tracés sur la sphère. — Surface et volume de la sphère.

Cosmographie. — Ascension droite et déclinaison des étoiles. — Longitudes et latitudes géographiques. — Explication des saisons. — Inégalité des jours et des nuits. — Phases de la lune. — Eclipses.

Physique. — Division. — Mobilité. — Notions sommaires sur le mouvement et les forces.

Pesanteur. — Direction de la pesanteur. — Centre de gravité. — Poids. — Balance. — Justesse. — Sensibilité. — Double pesée. — Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood. — Notions sur le travail des forces. — Pendule, ses applications. — Notions sur les divers états des corps. — Principes d'égalité de pression dans les fluides. — Surface libre des liquides pesants en équilibre. — Pression sur le fond des vases. — Presse hydraulique. — Principe des vases communicants ; applications. — Principe d'Archimède. — Poids spécifiques. — Notions sur les aéromètres à poids constant. — Pesanteur de l'air. — Variomètre. — Loi de Mariotte. — Machine pneumatique. — Pompes. — Siphons. — Aérostats.

Chaleur. — Dilatation des corps. — Thermomètre. — Corps bons et mauvais conducteurs. — Définition de la chaleur spécifique. — Calorie. — Production de chaleur par dépense de travail. — Production du travail par dépense de chaleur. — Notion de l'équivalence du travail mécanique et de la chaleur. — Fusion, solidification. — Dissolution. — Définition de la chaleur de fusion. — Mélanges réfrigérants. — Vaporisation dans le vide. — Vapeurs saturantes et non saturantes. — Maximum de tension. — Vaporisation dans les gaz. — Définition de l'état hygrométrique. — Pluie.

— Neiges. — Evaporation. — Ebullition. — Distillation. — Définition de la chaleur de vaporisation. — Principes de la machine à vapeur.

Electricité et magnétisme. — Production de l'électricité par le frottement. — Electricité par influence, électroscopes, électrophore, machine électrique. — Condensateur, bouteille de Leyde, batteries. — Foudres. — Paratonnerre. — Piles voltaïques. — Courant électrique : effets physiologiques, mécaniques, physiques, chimiques. — Galvanoplastie, dorure et argenture. — Aimants. — Pôles. — Définitions de l'inclinaison et de la déclinaison. — Aimantation. — Galvanomètre à une aiguille. — Electro-aimant. — Télégraphe Morse.

Acoustique. — Production et propagation du son. — Ses qualités. — Intervalles musicaux. — Accord parfait.

Optique. — Propagation de la lumière. — Emission et ondulation. — Ombre et pénombre. — Lois de la réflexion. — Miroirs sphériques concaves et convexes. — Réfraction. — Prisme. — Lentilles. — Loupe. — Principe de la lunette astronomique, du microscope composé et du télescope. — Dispersion de la lumière. — Spectre des diverses sources lumineuses. — Spectre solaire. — Chaleur rayonnante et radiations diverses. — Refroidissement nocturne. — Rosée.

CHIMIE

Corps composés et corps simples. — Analyse et synthèse. — Oxygène. — Combustion. — Oxydes. — Hydrogène. — Eau : analyse et synthèse. — Azote. — Air atmosphérique ; analyse. — Acides, bases, corps neutres, sels. — Proportions chimiques. — Principes de la nomenclature et de la notation chimique. — Carbone. — Acide carbonique. — Oxyde de carbone. — Combustibles usuels. — Gaz de la houille. — Flamme. — Lampe de sûreté. — Formation d'acide carbonique dans la respiration des animaux. — Sa décomposition dans la respiration des plantes. — Acide azotique. — Ammoniaque. — Soufre. — Acide sulfureux, sulfurique, sulhydrique. — Phosphore. — Acide phosphorique. — Hydrogène phosphoré. — Chlore. — Acide chlorhydrique. — Eau régale. — Métaux. — Métaux usuels. — Alliages usuels. — Matières organiques. — Notions sommaires sur leur constitution.

HISTOIRE NATURELLE

Zoologie. — Organisation comparée des animaux et des végétaux. — Tissus animaux. — Fonctions de nutrition. — Absorption. — Digestion : appareil digestif, aliments. — Vaisseaux chylifères. — Circulation : sang, cœur, artères et veines. — Respiration : poumons, branchies, trachées. — Asphyxie. — Chaleur animale. — Secrétions : glandes, peau. — Appareil urinaire. — Squelette. — Muscles. — Mécanisme du mouvement. — Organes. — Production des sons : voix. — Système nerveux : nerfs moteurs, sensitifs. — Actions réflexes. — Organes des sens. — Classification : embranchement du règne animal. — Classe des vertébrés : ordre des mammifères.

Botanique. — Tissus des végétaux. — Racines, tiges, feuilles. — Circulation de la sève, accroissement des végétaux. — Fleur, fécondation, fruit, graines, germination. — Classifications : systèmes artificiels, méthode naturelle, subordination des caractères, choix des caractères dominateurs. — Dicotylédones, monocotylédones, acotylédones. — Distribution géographique des végétaux et des animaux.

Géologie. — Constitution générale de notre globe. — Phénomènes géologiques de l'époque actuelle. — Torrents, fleuves, lacs, mers, sédiments, phénomènes de transports, glaciers. — Rôle de l'atmosphère dans la désagrégation des roches, terre végétale. — Chaleur centrale. — Tremblements de terre, soulèvements et abaissements. — Phénomènes volcaniques, sources thermales, eaux minérales, puits artésiens. — Phénomènes géologiques anciens. — Disposition des roches qui forment la croûte solide du globe. — Phénomènes de soulèvement. — Formation des chaînes de montagne. — Notions sommaires sur les terrains de sédiments anciens ou primaires, sur les terrains moyens ou secondaires, sur les terrains supérieurs, tertiaires et quaternaires.

IV. — Épreuve orale de langues vivantes.

(Arrêté du 25 Décembre 1874.)

Art. 1^{er}. — L'examen du baccalauréat ès Lettres en ce qui concerne l'épreuve orale des langues vivantes consiste dans les exercices suivants :

Questions sur la grammaire ;

Explication d'un texte ;

Exercice d'une conversation.

Les candidats qui répondront sur l'allemand devront lire l'écriture cursive.

Art. 2. — L'explication des textes portera sur les auteurs ci-après :

Allemand.

Lessing : *Le Laocoon*. — Lettres sur la littérature ancienne et moderne. — Correspondance entre Goethe et Schiller. — Goethe : *Hermann et Dorothee*. — Schiller : *Guillaume Tell* ; *Guerre de Trente Ans*.

Anglais.

Pope : *Essai sur la critique*. — Shakespeare : *Macbeth*. — Milton : *Le Paradis perdu*. Chants I et II.

Espagnol.

Cervantès : *Don Quichotte*. — Antonio de Solis : *Conquista de Mexico*. — Calderan : *El magico prodigioso*. — Hurtado de Mendoza : *Guerre de Grenade*.

Italien.

Dante : *Inferno* (Chant I). — Le Tasse : *La Gerusalemme liberata*. — Machiavel : *Discours sur la première décade de Tite-Live*. — Manzoni : *Les Fiancés*.

Art. 3. — En s'inscrivant pour la 2^e partie de l'examen du Baccalauréat ès Lettres, les candidats devront déclarer sur laquelle des quatre langues ils désirent être interrogés.

Liste des auteurs grecs pour le premier examen du Baccalauréat ès Lettres.

(Arrêté du 26 Décembre 1877.)

Homère : *Iliade*, Livre X. — Euripide : *Iphigénie à Aulis*. — Xénophon : *Economiques*, ch. I à XI. — Platon : *Le Criton*. — Démosthène : *Première Philippique*. — Denys d'Halicarnasse : *Première lettre à Ammoeus* (sur Démosthène et Aristote). — Plutarque : *Vie de Démosthène*. — Aristote : *Poétique*, ch. I à IX.

Ratifié par un nouvel arrêté du 15 juillet 1878 modifiant le programme de grec en rhétorique pour le rendre conforme au programme de baccalauréat adopté.

VIII. — RÉGIME DE 1880

Baccalauréat ès Lettres.

(Arrêté du 19 Juin 1880 modifié par l'arrêté du 22 Janvier 1885.)

PREMIERE SERIE D'ÉPREUVES

ÉPREUVES ÉCRITES : Version latine. Composition française. Thème allemand ou anglais.

ÉPREUVES ORALES : EXPLICATION DES AUTEURS.

AUTEURS FRANÇAIS.

Classe de Troisième.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes français des xvi^e, xvii^e, xviii^e et xix^e siècles.

Corneille : *Le Cid*, *Horace*. — Racine : *Iphigénie*, *les Plaideurs*. — Boileau : *Satires* et *Épîtres*. — Bossuet : *Discours sur l'Histoire universelle* (3^e partie). — Fénelon : *Dialogue des Morts*.

Classe de Seconde.

Morceaux choisis de prosateur et de poètes des XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.

Chanson de Roland : Extraits. — Joinville : Extraits. — Montaigne : Extraits. — Corneille : *Cinna*, *Nicomède*. — Bossuet : *Morceaux choisis*. — Racine : *Andromaque*, *Britannicus*. — Molière : *L'Avare*, *Les Femmes savantes*. — La Fontaine : *Fables* (les six premiers livres). — La Bruyère. — Voltaire : *Lettres choisies*.

Classe de Rhétorique.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.

Corneille : Théâtre. — Racine : Théâtre. — Molière : *Le Misanthrope*, *Tartufe*. — Boileau : *Art poétique*. — La Fontaine : *Fables* (les six derniers livres). — Pascal : *Pensées*, *Provinciales* (1^{re} et IV^e). — Bossuet : *Oraisons funèbres*. — La Bruyère. — Fénelon : *Lettre sur les Occupations de l'Académie française*. — Buffon : *Discours sur le style*. — Voltaire : *Siècle de Louis XIV*.

AUTEURS GRECS

Classe de Troisième.

Homère : *Odyssée* (chants I et II). — Hérodote : *Morceaux choisis*. — Xénophon : Extraits des *Mémorables*. — Lucien : *Le Songe ou le Coq*.

Classe de Seconde.

Homère : *Odyssée* (chants VI, XI, XXII et XXIII). — Euripide : *Iphigénie à Aulis*, *Alceste*. — Platon : *Apologie*. — Xénophon : *Economique*. — Plutarque : *Vie de Démosthène*, *Vie de Cicéron*.

Classe de Rhétorique.

Homère : *Iliade* (chants I, VI, XVIII, XXII et XXIV). — Sophocle : *Œdipe roi*, *Œdipe à Colone*, *Antigone*. — Aristophane : Extraits. — Platon : *Criton*, *Phédon*. — Démosthène : *Les sept Philippiques*, *Discours sur la Couronne*.

AUTEURS LATINS

Classe de Troisième.

Tite-Live (livres XXI et XXII). — Cicéron : *de Suppliciis*, *de Senectute*. — Pline : *Choix de Lettres*. — Salluste. — Virgile : *Episodes des Géorgiques*, *Enéide* (livres III, IV et V).

Classe de Seconde.

Virgile : *Enéide* (livre VI, VII et VIII). — Horace : *Odes*. — Cicéron : *Catilinaires*, *de Amicitia*. — Tite-Live (livre XXIII, XXIV et XXV). — Tacite : *Vie d'Agricola*, *Annales* (livres I, II et III).

Classe de Rhétorique.

Térence : *Adelphes*. — Lucrèce : Extraits. — Virgile : *Enéide* (livre IX à X.). — Horace : *Satires* et *Epîtres*. — Cicéron : *Pro Milone*, *pro Murena*, *Choix de Lettres*. — Tite-Live (livres XXVI à XXX). — Tacite : *Annales* (livres XIII, XIV et XV) ; *Histoires* (livres I et II).

AUTEURS ALLEMANDS

Classe de Troisième.

Morceaux choisis. — Goethe : *Campagne de France*. — Schiller : *Guillaume Tell*, *Marie Stuart*. — Chamisso : *Pierre Schlemihl*. — Auerbach : *Récits villageois*.

Classe de Seconde.

Morceaux choisis. — Goethe : *Hermann et Dorothee*. — Schiller : *Trilogie de Wallenstein*, *Extraits des œuvres historiques*. — Hauff : *Lichtenstein*. — De Kleist : *Michaël Kohlhaas*.

Classe de Rhétorique.

Morceaux choisis. — Lessing : *Dramaturgie* (Extraits). — Poésies lyriques de Gœthe et de Schiller. — Schiller : *La Fiancée de Messine, Jeanne d'Arc*.

AUTEURS ANGLAIS

Classe de Troisième.

Morceaux choisis. — Goldsmith : *Le Vicaire de Wakefield*. — Lamb : *Histoires tirées de Shakspeare* (*Tales from Shakspeare*). — Macaulay : *Histoire d'Angleterre*, vol. I.

Classe de Seconde.

Morceaux choisis. — Shakspeare : *Jules César*. — Goldsmith : *Le Village abandonné, le Voyageur*. — Walter Scott : un Roman. — Dickens : *A Christmas carol, David Copperfield*. — Extraits des historiens anglais.

Classe de Rhétorique.

Morceaux choisis. — Shakspeare : *Macbeth, Richard III*. — W. Irving : *Esquisses* (*Sketch-book*). — Byron : *Childe Harold*. — Tennyson : *les Idylles du Roi* (*Idylls of the King*) ; *Enoch Arden*. — Dickens : *Nicolas Nickleby*. — Georges Eliot : *Silas Marner*.

ARABE

L'épreuve orale de langue arabe comprend :

- 1° Des questions de grammaire ;
- 2° L'explication à livre ouvert d'un texte pris dans les morceaux choisis des *Mille et une Nuits* et dans les *Fables de Bidpay* ;
- 3° Des exercices de conversation en langue vulgaire.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

Classe de Troisième.

Notions sommaires d'histoire littéraire à l'occasion des textes expliqués ou dictés.

Classe de Seconde.

Histoire sommaire de la littérature française jusqu'à la mort de Henri IV (quinze leçons).

Programme des leçons.

1. — Formation de la langue française : résumé rapide. — Langue d'oc et langue d'oïl. — Poésie lyrique du Midi : les Troubadours.
2. — Les Trouvères. — Chansons de gestes. — Les trois Cycles.
3. — Les fabliaux et le roman de *Renart*.
4. — Le roman de la *Rose* et la poésie allégorique. — Poésies lyrique du Nord (du XIII^e au XV^e siècle).
5. — Poésie dramatique : les *Mystères*.
6. — Suite de la poésie dramatique : *Farces, Soties* et *Moralités*.
7. — La prose : les quatre grand chroniqueurs : Villehardouin, Joinville, Froissard, Commines.
8. — XV^e siècle : aperçu rapide. — XVI^e siècle : la Renaissance, la Réforme.
- 9 et 10. — La poésie : Clément Marot et son école, Ronsard et la Pléiade.
11. — Le théâtre : Commencements de la tragédie et de la comédie.
12. — La prose : sa richesse en tous les genres : érudits, philosophes, théologiens, politiques, historiens, conteurs.
13. — Rabelais. — Montaigne.
14. — Les auteurs de *Mémoires*. — La Satire Ménippée.
15. — D'Aubigné. — Régnier. — Malherbe.

Classe de Rhétorique.

Histoire sommaire de la littérature française depuis l'avènement de Louis XIII (quinze leçons).

Programme des leçons.

1. La littérature sous Louis XIII et Richelieu : l'hôtel de Rambouillet ; l'Académie française.
2. — La tragédie au XVII^e siècle.
3. — La comédie au XVII^e siècle.
4. — La poésie didactique. — La satire. — La fable.
5. — Les moralistes.
6. — L'éloquence de la chaire.
7. — Les lettres ; les mémoires.
8. — Montesquieu et Buffon.
9. — Voltaire.
10. — Jean-Jacques Rousseau.
11. — Le théâtre et la poésie au XVIII^e siècle.
12. — Caractère général du XVIII^e siècle : les philosophes et les savants.
13. — La littérature pendant la Révolution et l'Empire.
14. — La poésie dans la première moitié du XIX^e siècle. — Classiques et romantiques.
15. — La prose dans la première moitié du XIX^e siècle.

LITTÉRATURE LATINE

Classe de Troisième.

Notions sommaires d'histoire littéraire à l'occasion des textes expliqués ou dictés.

Classe de Seconde.

Notions sommaires d'histoire de la littérature latine (dix leçons).

Programme des leçons.

1. — Premiers temps de la littérature latine : premiers essais de poésie sous l'influence de la Grèce.
2. — Les poètes comiques.
3. — Cicéron.
4. — La poésie au temps de Cicéron.
5. — Les grands historiens.
6. — Les poètes au siècle d'Auguste.
7. — Sénèque. — Les deux Pline. — Quintilien.
8. — Les poètes épiques après Virgile.
9. — Les poètes satiriques après Horace.
10. — Derniers temps de la littérature latine. — La littérature chrétienne.

Classe de Rhétorique.

Le professeur, sans faire un cours suivi d'histoire littéraire, doit s'attacher, à propos de l'explication des auteurs et de la correction des devoirs, à mettre en lumière les caractères essentiels de la littérature des principales époques, à marquer la filiation des grandes œuvres et à indiquer la place occupée par les genres secondaires.

LITTÉRATURE GRECQUE

Classe de Troisième.

Notions sommaires d'histoire littéraire à l'occasion des textes expliqués ou dictés.

Classe de Seconde.

Notions sommaires d'histoire de la littérature grecque (dix leçons).

Programme des leçons.

1. — Les premières traditions poétiques de la Grèce : Homère, Hésiode.
2. — Les poètes lyriques.
3. — Les poètes tragiques.
4. — Les poètes comiques.
5. — Les historiens au V^e et au IV^e siècle.
6. — Les philosophes.
7. — Les orateurs.

8. — Les poètes alexandrins.
9. — La littérature gréco-romaine.
10. — L'éloquence chrétienne au IV^e siècle.

Classe de Rhétorique.

Le professeur, sans faire un cours suivi d'histoire littéraire, doit s'attacher, à propos de l'explication des auteurs et de la correction des devoirs, à mettre en lumière les caractères essentiels de la littérature des principales époques, à marquer la filiation des grandes œuvres et à indiquer la place occupée par les genres secondaires.

HISTOIRE

Classe de Troisième.

HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE,
DU V^e SIÈCLE A LA FIN DU XIII^e SIÈCLE (395-1270).

La Gaule avant la conquête romaine et sous l'empire : administration provinciale et municipale ; le colonat. — Ecoles, monuments, civilisation. — Le christianisme, l'épiscopat.

Les Germains : leurs invasions, énumération des Etats qu'ils ont fondés. — Les Huns et Attila ; les Goths et Théodoric.

Les Francs. — Clovis. — Clotaire II. — Dagobert. — Gouvernement et institutions de l'époque mérovingienne. — Notions sur les lois barbares ; la loi salique.

L'empire romain d'Orient. — Justinien ; son œuvre législative.

Mahomet. — L'islamisme et le califat. — Eclat de la civilisation arabe.

Pépin d'Héristal. — Charles Martel. — Pépin le Bref. — Charlemagne ; ses guerres ; rétablissement de l'Empire. — Gouvernement et institutions de l'époque carlovingienne. — Capitulaires.

Louis le Pieux. — Traité de Verdun.

Charles le Chauve. — Les Normands. — Démembrement de l'Empire en royaumes et de la France en grands fiefs. — Avènement des Capétiens.

Le régime féodal.

L'Eglise, épiscopat ; papauté ; conciles, ordres religieux.

L'empire. — Otton le Grand. — Les Franconiens. — La querelle des Investitures ; Grégoire VII.

Les Croisades. — Le royaume de Jérusalem. — Les assises.

L'empire latin de Constantinople.

Alexandre III et Frédéric Barberousse. — Innocent III. — Guerre des Albigeois. — Innocent IV et Frédéric II. — La maison d'Anjou en Italie.

Conquête de l'Angleterre par les Normands. — Henri II.

La grande Charte. — Henri III.

Progrès des populations urbaines et rurales ; les communes.

Progrès du pouvoir royal en France. — Louis VI, Louis VII et Philippe-Auguste.

Règne de saint Louis.

Les arts, les lettres, les écoles aux XII^e et XIII^e siècles ; le commerce et l'industrie.

Tableau des Etats de l'Europe en 1270.

Classe de Seconde.

HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE,
DE 1270 A 1610.

Philippe le Bel ; caractère nouveau du gouvernement ; les légistes ; les premiers Etats généraux. — Lutte contre Boniface VIII. — Condamnation des Templiers. — Soulèvement de la noblesse en 1314. — Les trois fils de Philippe le Bel.

Première partie de la guerre de Cent ans. — Les Etats généraux et Etienne Marcel. — La Jacquerie. — Charles V et Duguesclin ; guerres et gouvernement. — Paris au XIV^e siècle.

Allemagne. — Avènement des Habsbourg. — Affranchissement de la Suisse. — La Bulle d'Or. — La Hanse.

Déclin du moyen âge. — Commencement de la Renaissance en Italie : Dante, Giotto, Pétrarque.

La poudre à canon ; la boussole ; le papier.

Les papes à Avignon ; le grand schisme d'Orient. — Wiclef en Angleterre ; agitations en Europe.

Deuxième partie de la guerre de Cent ans. — Charles VI ; rôle de la maison de Bourgogne. — Charles VII et Jeanne d'Arc ; traité d'Arras.

Institutions de Charles VII ; armée permanente ; Pragmatique de Bourges. — Mœurs ; la chevalerie nouvelle ; la cour de Bourgogne. — Guerre des Hussites. — Fin du grand schisme.

Démembrement de l'empire d'Orient. — Slaves et Hongrois ; les Turcs en Europe ; Mahomet II. — La Moscovie ; Ivan III.

Nouveaux progrès du pouvoir monarchique. — France ; Louis XI et Charles le Téméraire. — Charles VIII et Anne de Beaujeu. — Etats généraux de 1484.

Angleterre : avènement des Tudors ; la Constitution anglaise à la fin du xv^e siècle.

Formation du royaume d'Espagne ; Ferdinand et Isabelle. — Découvertes maritimes : Christophe Colomb ; les Portugais aux Indes ; les Espagnols en Amérique.

Etat de l'Italie. — Les Médicis à Florence. — Guerres d'Italie ; Louis XII, les papes Jules II et Léon X.

Rivalité de la France et de la maison d'Autriche ; François 1^{er}, Charles-Quint, Henri VIII et Soliman. — Henri II. — Acquisition des Trois-Evêchés ; paix de Cateau-Cambrésis.

Gouvernement et institutions de la France, de Charles VIII à François II ; l'administration, l'armée, la justice, les finances ; le concordat de 1516.

La Renaissance. — Invention de l'imprimerie. — Les arts et les lettres en Italie (Brunelleschi, Machiavel, l'Arioste, le Tasse ; les écoles italiennes, Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange). — Flandre et Allemagne (des Van Eyck ; Erasme ; Dürer ; Copernic). — France ; le cardinal d'Amboise ; le Collège de France ; Rabelais, Ronsard, Montaigne ; l'école de Fontainebleau (Jean Goujon, Philibert Delorme).

La Réforme en Suisse, en Allemagne et dans les Etats scandinaves. — Zwingle et Luther ; paix d'Augsbourg. — Calvin à Genève.

Angleterre. — Henri VIII, Elisabeth et Marie Stuart.

Le concile de Trente ; la société de Jésus. — Philippe II, son rôle en Europe. — Affranchissement des Provinces-Unies ; Guillaume le Taciturne.

Commencements de la Réforme en France et guerres de religion. — Charles IX ; le chancelier de l'Hospital. — Les Guises ; les Etats généraux ; Henri III et la Ligue. — Henri IV et Sully. — Edit de Nantes. — Administration et politique.

Etat de l'Europe en 1610.

Classe de Rhétorique.

HISTOIRE DE L'EUROPE ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE, DEPUIS 1610 JUSQU'EN 1789.

Louis XIII. — Troubles de la Régence. — Etats généraux de 1614.

Louis XIII et Richelieu. — Lutte contre les protestants. — Intrigues et complots dans la noblesse et la famille royale.

Accroissement de l'autorité monarchique. — Marine et colonies. — Guerre de Trente ans. — Gustave-Adolphe. — Paix de Westphalie. — Traité d'Oliva.

Les Stuarts en Angleterre. — Révolution de 1648. — Olivier Cromwell. — L'acte de navigation. — Restauration des Stuarts.

Minorité de Louis XIV. — La Fronde parlementaire. — La Fronde des princes. — Guerre contre l'Espagne. — Traité des Pyrénées. — Toute-puissance de Mazarin.

Gouvernement personnel de Louis XIV. — Procès de Fouquet. — Les Conseils. — Le Secrétaires d'Etat.

Organisation financière. — Agriculture. — Commerce. — Industrie. — Colonies. — Réformes et travaux de Colbert. — Institutions et fon-

dations ; les Ordonnances. — Organisation militaire. — Réforme de Le Tellier et de Louvois. — Vauban.

Politique extérieure. — Lyonne et Pomponne. — Guerre de dévotion. — Guerre de Hollande. — Paix de Nimègue. — Chambres de réunion (Strasbourg). — Trêve de Ratisbonne.

Affaires religieuses. — Déclaration de 1682. — Révocation de l'édit de Nantes. — Port-Royal.

Révolution de 1688 en Angleterre. — Guillaume III. — Déclaration des droits.

Guerre de la ligue d'Augsbourg. — Traité de Ryswyck. — Guerre de la succession d'Espagne. — Traités d'Utrecht et de Rastadt.

Fin du règne de Louis XIV. — Détresse financière. — Testament et mort du roi.

Tableau des lettres des arts et des sciences sous Richelieu et Louis XIV.

Lutte de la Suède et de la Russie. — Charles XII et Pierre le Grand. — Etat de l'Europe orientale après les traités de Carlowitz, de Passarowitz et de Nystad.

Louis XV. — Régence du duc d'Orléans. — Système de Law. — Ministère du cardinal Fleury. — Guerre de la succession de Pologne.

Progrès de l'Etat prussien. — Frédéric II. — Guerre de la succession d'Autriche ; Marie-Thérèse. — Guerre de Sept ans.

Rivalité maritime et coloniale de la France et de l'Angleterre. — Perte des colonies françaises. — Traité de Paris.

Gouvernement de Louis XV, le Parlement, le clergé. — D'Argenson, Machault. — Choiseul. — Le Triumvirat ; réforme judiciaire du chancelier Maupeou.

Tableau des lettres, des arts et des sciences au XVIII^e siècle. — Economistes et philosophes. — Influence des idées françaises en Europe.

Mouvement de réforme en France. — Charles III d'Espagne. — Pombal en Portugal. — Joseph II en Autriche. — Frédéric II en Prusse. — Gustave III en Suède. — Beccaria. — Léopold de Toscane.

La Russie au XVIII^e siècle. — Catherine II. — Démembrement de la Pologne. — Guerre de la Russie contre la Suède et la Turquie.

L'Angleterre au XVIII^e siècle. — Gouvernement parlementaire. — Conquêtes des Anglais dans l'Inde. — Voyages et découvertes.

Progrès et soulèvement des colonies d'Amérique. — Guerre de l'indépendance des Etats-Unis. — Traité de Versailles. — Constitution américaine de 1787.

Louis XVI. — Turgot et Malesherbes ; réformes. — Necker. — Politique extérieure : Vergennes. — Calonne et Brienne. — Assemblée des Notables. — Convocation des Etats généraux. — Situation politique de l'Europe en 1789.

GÉOGRAPHIE

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE

Classe de Troisième.

1^{re} Etude générale.

Bornes et superficie de l'Europe. — Configuration de l'Europe. Les mers ; description des côtes.

Relief du sol. — Systèmes orographiques.

Les plateaux et les plaines.

Fleuves et rivières. — Principaux centres de distribution des eaux. — Principaux groupes de lacs.

Lignes isothermes, vents et pluies ; climats maritimes et continentaux. — Rapports de la végétation et du climat : flore méditerranéenne ; steppes ; forêts du Nord. — Limites climatériques de l'olivier, de la vigne, des céréales, de la végétation arborescente.

2^e Description particulière des Etats.

Etudier pour chaque Etat les traits caractéristiques de la géographie physique, la géographie politique, les divisions administratives

ou historiques les plus importantes, les villes principales, la géographie économique (agriculture, mines, industrie, voies de communication, commerce), la population, la race, la langue, la religion.

Résumé comparatif. — Superficie comparée des Etats. — Productions et commerce. — Densité des populations. — Races, — Langues. — Religions. — Forces militaires.

Classe de Seconde.

GÉOGRAPHIE DE L'AFRIQUE, DE L'ASIE, DE L'OcéANIE ET DE L'AMÉRIQUE.
Géographie générale.

L'atmosphère : vents alizés et vents variables, moussons, cyclones.
— Distribution de la pluie.

Lignes isothermes ; climats ; végétaux.

La mer, marées, courants. — Le fond des mers. — Régions polaires.

Les continents. — Comparaison des principaux traits de la géographie physique dans les cinq parties du monde. — Montagnes, plateaux et plaines, fleuves.

Notions élémentaires sur la division des races humaines.

Afrique, Asie, Océanie, Amérique.

Relief du sol, fleuves, lacs ; régions naturelles. — Populations, émigrations, langues et religions. — Principaux Etats. — Colonies européennes, sauf celles de la France.

Géographie économique : productions les plus importantes de l'agriculture, des mines, de l'industrie. — Commerce, principaux ports.

Voies de communication par terre et par mer.

Insister sur l'Egypte, l'empire des Indes, l'Indo-Chine, la Chine et le Japon, l'Asie russe, les Etats-Unis, le Brésil, les colonies britanniques et néerlandaises.

Relations commerciales des cinq parties du monde.

Grandes lignes de navigation à vapeur et de télégraphe électrique.

Histoire sommaire des découvertes géographiques.

Classe de Rhétorique.

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE, POLITIQUE, ADMINISTRATIVE ET ÉCONOMIQUE
DE LA FRANCE ET DE SES POSSESSIONS COLONIALES.

Position de la France. — Description détaillée du sol français.

Les côtes. — Notions sommaires sur la constitution géologique du sol. — Système orographique : montagnes, plateaux et plaines. — Altitude moyenne des principales régions.

Régime des eaux. — Climat : température, vents dominants, pluie.

Frontières : défenses naturelles et places fortes de la France et des pays limitrophes. — Ports militaires.

Langue et nationalité française.

Formation territoriale de la France.

Les anciennes provinces. — Organisation actuelle : commune, canton, arrondissement, département.

Pouvoirs publics. — Administration centrale : les ministères. — Organisation des grands services de l'Etat.

Agriculture. — Zones de cultures, régions agricoles. — Produits, pêche.

Carrières et mines. — Industrie. — Principaux centres industriels.

Routes, canaux, chemins de fer, postes, télégraphes, navigation fluviale et maritime. — Commerce : importation, exportation, transit.

— Principaux centres de commerce et grandes villes.

Population : densité, mouvement de la population. — Influence de l'état physique ou économique des régions sur le groupement de la population.

Algérie : description physique, produits, voies de communication, commerce. — Population, colonisation, administration.

Possessions coloniales de la France : description physique, productions, navigation, pêche, commerce, établissements pénitentiaires : pays protégés. — Administration.

DEUXIEME SERIE D'EPREUVES

EPREUVES ÉCRITES : *Composition de philosophie,
composition de sciences.*

EPREUVES ORALES : PHILOSOPHIE.

Introduction.

La science, les sciences ; la philosophie. — Objet et division de la philosophie.

Psychologie.

Objet de la psychologie ; caractères propres des faits qu'elle étudie : les faits psychologiques et physiologiques.

Méthode de la psychologie : méthode subjective : la réflexion ; méthode objective : les langues, l'histoire, etc. De l'expérimentation en psychologie.

Classification des faits psychologiques : sensibilité, intelligence, volonté.

Sensibilité. — Le plaisir et la douleur : sensations, sentiments.

Les inclinaisons. — Les passions.

Intelligence. — Acquisition, conservation, élaboration de la connaissance. — Les données de l'expérience et l'activité de l'esprit.

Les sens et la conscience.

La mémoire. — L'association. — L'imagination.

L'abstraction et la généralisation. — Le jugement et le raisonnement.

Principes directeurs de la connaissance. — Peut-on expliquer par l'expérience, l'association ou l'hérédité ?

La volonté. — Instinct ; liberté ; habitude.

L'expression des faits psychologiques : les signes et le langage.

Le beau et l'art.

Les rapports du physique et du moral.

Notions très sommaires de psychologie comparée ; l'homme et l'animal.

Logique.

Logique formelle. — Des termes. — Des propositions. — Des différentes formes du raisonnement.

Logique appliquée. — Méthode des sciences exactes : axiomes ; définitions ; démonstration.

Méthode des sciences physiques et naturelles : observation, expérimentation ; hypothèse, induction. — Classification, analogie, définitions empiriques.

De la méthode dans les sciences morales. — Le témoignage des hommes ; la méthode historique.

Des erreurs et des sophismes.

Morale.

Principes de la morale. — La conscience ; le bien ; le devoir.

Examen des doctrines utilitaires.

La responsabilité et la sanction.

Les devoirs. — Devoirs envers soi-même : sagesse, courage, tempérance.

Devoirs envers nos semblables : le droit et la justice ; la charité.

Devoirs particuliers envers la famille. — L'éducation.

Devoirs envers la patrie : obéissance aux lois. — L'éducation des enfants. — L'impôt, le vote. — Le service militaire. — Dévouement à la patrie.

Des rapports de la morale et de l'économie politique. — Le travail. — Le capital. — La propriété.

Éléments de métaphysique.

De la valeur objective de la connaissance : dogmatisme, scepticisme, idéalisme.

De l'existence du monde extérieur.

De la nature en général : diverses conceptions sur la matière et sur la vie.

de l'âme : matérialisme et spiritualisme.

Dieu ; la Providence. — Le problème du mal.

L'immortalité de l'âme. — La religion naturelle.

Notions sommaires sur les principales doctrines philosophiques.

Socrate ; Platon ; Aristote ; Epicuréisme et Stoïcisme. — Bacon ; Descartes ; Locke ; Spinoza ; Leibnitz ; Kant.

AUTEURS PHILOSOPHIQUES

Textes français.

Descartes : *Discours sur la méthode* ; — *Les principes de la philosophie* livre I.

Malebranche : *De la recherche de la vérité*, livre II (*De l'imagination*), première partie, chap. I et V ; deuxième et troisième parties en entier.

Pascal : *De l'autorité en matière de philosophie* ; — *Le l'esprit géométrique* ; — *Entretien avec M. de Sacy*.

Leibniz : *Nouveaux essais sur l'entendement humain*, avant-propos et livre I ; — *Monadologie*.

Condillac : *Traité des sensations*, livre I.

V. Cousin : *Le vrai, le beau et le bien*, 3^e partie (*le bien*).

Textes grecs.

Xénophon : *Mémorables*, livre I.

Platon : le VI^e livre de *la République*.

Aristote : *Ethique à Nicomaque*, livre X.

Epictète : *Manuel*.

Textes latins.

Lucrèce : *de Natura rerum*, livre V.

Cicéron : *de Natura deorum*, livre II ; — *de Officiis*, livre I.

Sénèque : *Lettres à Lucilius* (les seize premières).

Le professeur de Philosophie doit faire expliquer, chaque année, deux textes français, un texte grec et un texte latin, choisis par lui dans la liste précédente.

HISTOIRE

HISTOIRE CONTEMPORAINE, DE 1789 A 1875.

Etat de la France avant la Révolution. — La cour et le Gouvernement. — L'administration provinciale. — La justice et la législation. — Les impôts. — L'armée. — Les trois ordres. — Le clergé. — Privilège de la noblesse et droits féodaux. — La noblesse de robe. — La bourgeoisie. — Corporations industrielles. — Etat de la propriété.

Élection des députés aux Etats généraux. — Rédaction des cahiers. — Ouverture des Etats.

Assemblée constituante. — Prise de la Bastille (14 juillet 1789). — Abolition des privilèges. — Déclaration des droits. — Constitution de 1791. — Assignats. — Constitution civile du clergé. — Liberté du commerce et de l'industrie.

Assemblée législative. — Déclaration de guerre à l'Autriche. — Campagne de 1792.

La Convention nationale. — Etablissement de la République. — La Commune de Paris. — Girondins et Montagnards. — Procès et mort de Louis XVI. — Le Comité de salut public. — La Terreur. — Le 9 Thermidor.

Première coalition. — Campagnes de 1793 et de 1794. — Guerre de Vendée. — Campagne de 1795. — Traité de Bâle.

Institutions et créations de la Convention. — Grand-Livre de la Dette publique. — Système métrique. — L'Institut. — Organisation de l'enseignement. — Constitution de l'an III.

Le Directoire. — Mesures financières. — La conscription militaire. — Campagne de 1796 ; Bonaparte en Italie. — Traité de Campo-Formio. — Congrès de Rastadt. — Expédition d'Egypte. — Deuxième coalition. — Campagne de 1799.

Le 18 Brumaire. — Le Consulat. — Constitution de l'An VIII. — Organisation administrative financière et judiciaire.

Le Code civil. — Le Concordat et les articles organiques. — La Banque de France. — La Légion d'honneur.

Campagne de 1800. — Traités de Lunéville et l'Amiens. — Le Consulat à vie. — Rupture de la paix d'Amiens.

L'Empire. — Constitution impériale. — Nouvelle noblesse. — L'armée. — Politique intérieure de Napoléon. — Suppression de tribunaux. — Rôle du Sénat et du Conseil d'Etat. — Les codes. — Les finances. — Grands travaux d'utilité générale. — L'Université. — Sciences, lettres, beaux-arts et industries. Politique extérieure de Napoléon. — Guerres de 1804 à 1807 ; Austerlitz, Iéna, Friedland. — Traités de Presbourg et de Tilsitt. — Création d'Etats feudataires. — Blocus continental. — Guerre d'Espagne. — Traité de Vienne.

L'Europe en 1810. — Etat politique et moral. — Campagnes de Russie et d'Allemagne. — Campagne de France. — Chute de l'Empire.

La Restauration. — Charte de 1814. — Traité de Paris.

Les Cent jours. — L'Acte additionnel. — Waterloo.

Le congrès de Vienne. — Les traités de 1815. — Tableau comparé des puissances européennes et de leurs colonies en 1789 et en 1815.

Règne de Louis XVIII. — Le régime parlementaire. — Lois sur les élections, sur le recrutement militaire, sur la presse. — Mesures économiques. — Système protecteur. — Agitations intérieures. — Règne de Charles X. — La Congrégation. — Chute du ministère Villèle.

Les ordonnances. — Révolution de Juillet.

Politique extérieure de la Restauration. — Intervention en Espagne. — Navarin. — Expédition de Morée. — Prise d'Alger.

La Sainte-Alliance, les congrès et la politique d'intervention. — Les universités allemandes. — Le carbonarisme. — Insurrections en Italie, en Espagne.

Affranchissement de la Grèce. — Traité d'Andrinople.

Règne de Georges IV en Angleterre. — Politique extérieure. — Canning. — Réformes économiques. — Huskisson. — Emancipation des catholiques.

Emancipation des colonies espagnoles. — Le Brésil.

Règne de Louis-Philippe. — Charte de 1830. — Sociétés secrètes, émeutes. — Lois de Septembre. — Lois sur l'instruction primaire et sur les travaux publics. — Développement de l'industrie. — Chemins de fer. — Lois d'apanage. — Loi de régence. — La campagne réformiste. — Révolution de Février.

Politique extérieure de Louis-Philippe. — Intervention en Belgique. — Occupation d'Ancône. — Quadruple alliance. — Le droit de visite. — Mariages espagnols.

Conquête et colonisation de l'Algérie.

Etat des lettres, des arts et des sciences depuis 1815. — Romantiques et classiques. — Influence des littératures étrangères. — Nouvelles applications de la science à l'industrie.

Mouvements en Europe après 1830. — Création du royaume de Belgique. — Insurrection de Pologne. — L'Italie de 1831 à 1833. — Etablissement du régime constitutionnel en Espagne et en Portugal. — Union douanière en Allemagne. — Le Sonderbund. — Angleterre. — Bill de réforme parlementaire et électorale. — Robert Peel et Richard Cobden. — Réformes coloniales. — Le libre-échange. — *L'income-tax*.

Question d'Orient. — Le sultan Mahmoud. — Méhémet-Ali. — Traité de Londres. — Convention des détroits. — Progrès des Russes et des Anglais en Asie.

Changements survenus dans le gouvernement de la France depuis 1848. — Constitutions de 1848 et de 1852. — Loi constitutionnelle de 1875.

Changements territoriaux survenus en Europe depuis 1848. — Formation de l'unité italienne et de l'unité allemande. — Monarchie austro-hongroise. — Guerre de 1870 et traité de Francfort. — Etats danubiens.

Expansion coloniale des puissances européennes. — Principales modifications dans l'ordre économique. — Les traités de commerce. — Le canal de Suez. — L'abolition de l'esclavage.

MATHEMATIQUES
Classe de Philosophie.

Revision des cours d'arithmétique, d'algèbre et de géométrie :

ARITHMÉTIQUE.
Classe de Troisième.

Numération.

Addition, soustraction et multiplication des nombres entiers. —
Théorèmes simples relatifs à la multiplication.

Division des nombres entiers. — Caractères de divisibilité par
chacun des nombres 2, 5, 4, 9 et 3.

Plus grand commun diviseur. — Propriétés élémentaires des nom-
bres premiers. — Plus petit commun multiple.

Opérations sur les fractions.

Fractions décimales. — Opérations sur les nombres décimaux ;
quotient de deux nombres entiers ou décimaux à moins d'une unité
décimale d'un ordre donné.

Carré et racine carrée.

Rapports et proportions.

ALGÈBRE.
Classe de Troisième.

Premières notions de calcul algébrique.

Classe de Seconde.

Résolution des équations du premier degré à une et à plusieurs in-
connues.

Interprétation des solutions négatives.

Résolution de l'équation du second degré.

GÉOMÉTRIE.
Classe de Quatrième.

Ligne droite et plan. — Angles.

Triangles. — Cas d'égalité.

Perpendiculaires et obliques.

Théorie des parallèles. — Parallélogramme.

Circonférence. — Dépendance mutuelle des cordes et des arcs.

Sécante tangente.

Position relative de deux circonférences.

Mesure des angles.

Problèmes élémentaires sur la droite et le cercle.

Classe de Troisième.

Lignes proportionnelles.

Similitude.

Relation entre les côtés du triangle rectangle.

Propriétés des cordes des sécantes et des tangentes issues d'un
même point.

Quatrième proportionnelle et moyenne proportionnelle.

Polygones réguliers. — Carré, hexagone.

Mesure des aires. — Rapport des aires de deux polygones sem-
blables. — Rectangle, parallélogramme, triangle, trapèze.

Rapport de la circonférence au diamètre. — Aire du cercle.

Classe de Seconde.

Géométrie de l'espace. — Perpendiculaire et oblique à un plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Angles dièdres. — Plans perpendiculaires.

Notions sur les angles trièdres et polyèdres.

Polyèdres. — Mesure des volumes : parallépipède, prisme, pyra-
mide, tronc de pyramide.

Classe de Rhétorique.

Cylindre, cône, tronc de cône : surface et volume.

Sphère. — Section plane. — Grands cercles. — Petits cercles. —
Pôles d'un cercle. — Plan tangent. — Surface et volume de la sphère.

SCIENCES PHYSIQUES

PHYSIQUE.

Classe de Philosophie.

Le programme de la classe de philosophie comprend la revision du Cours de Troisième et de Seconde.

Classe de Troisième.

Pesanteur. — Equilibre des liquides et des gaz.

Divers états de la matière.

Direction de la pesanteur. — Centre de gravité. — Poids. — Balance.

Surface libre des liquides en équilibre. — Egalité de pression en tous sens. — Pressions sur les parois. — Vases communicants.

Principe d'Archimède. — Application à la mesure des poids spécifiques ; aéromètres à poids constant.

Pression atmosphérique ; baromètre.

Loi de Mariotte ; expérience de Mariotte.

Machine pneumatique. — Pompes. — Presse hydraulique. — Siphon.

Aérostats.

Chaleur.

Dilatation des corps par la chaleur.

Thermomètre. — Définition du degré.

Maximum de densité de l'eau.

Définition des chaleurs spécifiques. — Principe de la méthode des mélanges.

Fusion. — Solidification. — Dissolution. — Cristallisation. — Chaleur de fusion (simple définition).

Vaporisation : vapeurs saturantes et non saturantes. — Maximum de tension.

Définition de l'état hygrométrique. — Pluie, neige, rosée.

Evaporation, ébullition, distillation. — Chaleur de vaporisation (simple définition). — Froid produit par l'évaporation.

Conductibilité.

Classe de Seconde.

Electricité. — Magnétisme.

Production de l'électricité par le frottement.

Electrisation par influence : électroscope à feuilles d'or ; électrophore ; machine électrique.

Condensateur : bouteille de Leyde ; batteries.

Pile de Volta. — Piles de Daniell, de Bunsen. — Courant électrique. — Effets physiologiques, physiques et chimiques.

Principe de la pile thermo-électrique.

Aimants naturels et artificiels.

Définition de la déclinaison et de l'inclinaison.

Expériences d'Erstedt. — Galvanomètre.

Action des courants sur les courants.

Action de la terre sur un courant fermé, mobile autour d'un axe vertical ; conducteurs astatiques.

Solénoïde : comparaison du solénoïde et de l'aimant.

Aimantation par les courants : électro-aimants. — Principe du télégraphe électrique.

Induction par les courants et les aimants. — Bobine de Ruhmkorff.

Acoustique.

Production du son. — Propagation. — Vitesse dans l'air et dans l'eau.

Réflexion du son. — Echo.

Intensité ; hauteur. — Cordes vibrantes ; loi des longueurs. — Principaux intervalles musicaux. — Harmoniques. — Timbre.

Lois expérimentales des tuyaux sonores.

Classe de Philosophie.

Optique.

Propagation rectiligne de la lumière. — Vitesse.
Lois de la réflexion. — Miroirs plans.
Miroirs sphériques concaves et convexes.
Réfraction. — Prisme. — Lentilles.
Loupe. — Principe de la lunette astronomique du microscope et du télescope.
Décomposition et recomposition de la lumière.
Spectre solaire. — Spectre des diverses sources lumineuses.
Chaleur rayonnante.
Photographie.
Revision et compléments relatifs à la physique et à la chimie.
Principe de l'inertie. — Forces.
Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood.
Pendule. — Applications.
Travail. — Force vive. — Energie.
Equivalent mécanique de la chaleur. — Application aux principaux phénomènes physiques.
Machine à vapeur : condensateur détente.
Principe des machines magnéto-électriques. — Transmission de la force.
Galvanoplastie ; dorure ; argenture.
Téléphone.

CHIMIE.

Classe de Philosophie.

Revision du cours de rhétorique.

Classe de Rhétorique.

Corps simples et corps composés.
Eau : analyse et synthèse. — Hydrogène. — Oxygène.
Air : analyse. — Azote.
Combustion. — Notions générales sur la combinaison chimique. — Chaleur dégagée. — Changement de propriétés.
Principes de la nomenclature et de la notation chimiques.
Acides. — Bases.
Oxydes de l'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque.
Lois des combinaisons en poids et en volumes.
Chlore. — Acide chlorhydrique. — Eau régale. — Iode.
Soufre. — Acide sulfureux. — Acide sulfurique. — Acide sulfhydrique.
Phosphore. — Acide phosphorique. — Hydrogène phosphoré.
Carbone. — Acide carbonique. — Oxyde de carbone. — Sulfure de carbone. — Cyanogène et acide cyanhydrique.
Carbures d'hydrogène. — Acétylène. — Gaz oléifiant. — Gaz des marais. — Benzine. — Gaz de la houille. — Flamme.
Silice.
Généralité sur les métaux, les oxydes et les sels.
Généralités sur les principales matières organiques, au double point de vue de leur existence dans les végétaux et de leur formation artificielle.

SCIENCES NATURELLES

CLASSE DE PHILOSOPHIE.

Anatomie et Physiologie animales et végétales.

Le professeur ne doit faire intervenir les descriptions anatomiques ou histologiques que dans la mesure où elles peuvent servir à élucider la partie physiologique.

Caractères généraux des êtres vivants. — Animaux et végétaux.

Anatomie et physiologie animales.

Caractères généraux des animaux. — Principaux tissus.

I. — *Fonctions de nutrition.* (Etude spéciale de l'homme.)

Digestion : appareil digestif ; aliments ; phénomènes mécaniques et chimiques de la digestion.

Circulation : sang, appareil circulatoire sanguin, mécanisme de la circulation ; lymphé et circulation lymphatique.

Absorption.

Respiration : appareil respiratoire ; phénomènes mécaniques, physiques et chimiques.

Chaleur animale.

Appareils d'élimination : reins, glandes de la peau.

Foie. — Fonction glycogénique.

Notions sommaires sur les appareils et fonctions de nutrition dans la série animale.

II. — *Fonctions de relation.* (Etude spéciale de l'homme.)

Organes des sens :

L'œil, la vision, l'accommodation. — Quelques mots sur les anomalies de la vision.

L'oreille, l'audition.

L'odorat, le goût et le toucher.

Le larynx, la voix.

Appareil du mouvement : os, squelette, articulations. — Muscles : structure, fonctions.

Centres nerveux : fonctions. — Nerfs moteurs, nerfs sensitifs. — Grand sympathique.

Principales modifications du système nerveux dans la série animale.

Anatomie et physiologie végétales.

Caractères généraux des végétaux.

Cellule végétale formation des tissus. — Principaux tissus.

I. — *Nutrition.* (Etude spéciale d'une plante phanérogame.)

Racine. — Radicelles. — Croissance et fonctions de la racine.

Tige : croissance et fonctions de la tige.

Feuille : structure, croissance et fonctions.

Nutrition en général : plantes à chlorophylle, plantes sans chlorophylle. — Aliments. — Réserves nutritives. — Respiration.

II. — *Reproduction.* (Etude spéciale d'une plante phanérogame.)

Fleur : enveloppes florales ; structure de l'étamine : anthère, pollen ; structure des carpelles : ovule. — Fécondation et développement.

Fruit et graine. — Germination : phénomènes qui l'accompagnent.

Cryptogames : reproduction et formes alternantes. — Parasitisme.

Circulaire du 13 mars 1885 relative aux nouveaux programmes du Baccalauréat ès lettres.

Les programmes du 22 janvier 1885 pour les classes de lettres de l'enseignement secondaire ne seront appliqués intégralement que l'année prochaine. C'est donc d'après les programmes de 1880 que les candidats au baccalauréat ès lettres devront être interrogés en juillet et novembre 1885.

Cependant, en ce qui concerne la deuxième partie des épreuves, j'ai décidé que la composition et les interrogations de philosophie se feraient, dès juillet prochain, d'après le nouveau programme de philosophie. Cette mesure n'a que des avantages, puisqu'elle permet aux candidats de profiter, sans plus tarder, des réductions apportées pour la philosophie, au programme de 1880, et elle ne saurait avoir d'inconvénient, puisqu'aucune question nouvelle n'a été introduite. Toutefois comme la liste des auteurs philosophiques n'est plus la même et que les changements d'auteurs ne peuvent se faire dans les classes, au cours de la présente année, c'est sur la liste du programme de 1880 que se feront, cette année, les explications d'auteurs philosophiques.

II. — Baccalauréat de l'enseignement secondaire spécial.

(Décret du 4 Août 1881 et arrêté du 28 Juillet 1882)

Programme du 28 Juillet 1882

(Modifié par l'arrêté du 10 Août 1886)

1° EPREUVES ÉCRITES : composition de mathématiques ; composition de sciences physiques et naturelles ; composition française ; thème anglais ou allemand.

2° EPREUVES ORALES : d'après le programme ci-dessous.

LANGUE ET LITTÉRATURE FRANÇAISES

Notions sommaires d'histoire de la littérature française à l'occasion des textes expliqués.

Les principaux genres de compositions littéraires en prose et en vers.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes français des xvi^e, xvii^e, xviii^e et xix^e siècles.

Bossuet : *Oraisons funèbres d'Henriette d'Angleterre et du Prince de Condé.*

Fontenelle : *Choix d'Eloges des Académiciens.*

Voltaire : *Lettres choisies.*

Corneille : *Horace, Le Menteur.*

Racine : *Andromaque, Iphigénie.*

Molière : *Les Précieuses ridicules, Les Femmes savantes.*

Boileau : *L'Art poétique.*

Extraits des poètes lyriques français du xix^e siècle.

Recueil de morceaux choisis des prosateurs et des poètes grecs et latins : notions sur les principaux chefs-d'œuvre des littératures anciennes, à l'occasion des morceaux lus et commentés.

Extraits des économistes des xviii^e et xix^e siècles.

Programme de la classe de Cinquième année.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes français, du xi^e siècle jusqu'à nos jours. Notions sommaires d'histoire de la littérature française à l'occasion des textes expliqués.

Pascal : *Les Pensées, la quatorzième Provinciale.*

Fénelon : *Lettre à l'Académie.*

Corneille : *Cinna.*

Racine : *Britannicus.*

Molière : *Le Misanthrope, Tartufe.*

Mignet : *Choix de portraits historiques.*

Extraits des économistes des xviii^e et xix^e siècles.

Programme de la classe de Sixième année.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes français, du x^e siècle jusqu'à nos jours.

La Bruyère : *Des Ouvrages de l'esprit, Du Mérite personnel. Des Biens de fortune.*

Montesquieu : *Esprit des lois* (les cinq premiers livres).

Corneille : *Polyeucte.*

A. de Tocqueville : *Introduction de La Démocratie en Amérique.*

— Extraits de ses œuvres.

Extraits des économistes des xviii^e et xix^e siècles.

LANGUES ET LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

Allemand.

Programme de la classe de Cinquième année.

Notions d'histoire littéraire à l'occasion des auteurs expliqués.

Auteurs :

Schiller : *Guillaume Tell, Marie Stuart.*

Extrait des œuvres historiques de Schiller.

Hauff : *Lichtenstein.*

Musæus : *Contes choisis.*

Choix de lectures historiques, géographiques, scientifiques, tirées des meilleurs écrivains allemands contemporains.
Poésies lyriques de Goëthe et de Schiller.

Programme de la classe de Sixième année.

Notions de prosodie.

Notions d'histoire littéraire dans l'ordre chronologique.

Auteurs :

Poètes lyriques du XVIII^e et du XIX^e siècle.

Goëthe : *Vérité et fiction* (extraits); *Iphigénie en Tauride*; *Hermann et Dorothée*.

Schiller : *Œuvres historiques* (extraits) ; les trois premiers actes de *Jeanne d'Arc* ; *Trilogie de Wallenstein*.

Extraits des meilleurs écrits historiques, géographiques, scientifiques du XIX^e siècle.

Anglais.

Programme de la classe de Cinquième année.

Notions d'histoire littéraire à l'occasion des auteurs expliqués.

Auteurs :

Dickens : *Chant de Noël*, *David Copperfield*.

W. Irving : *Esquisses* (Sketch-book).

Choix de lettres.

Extraits des voyageurs, des historiens et des économistes anglais.

Shakespeare : *Jules Cesar*.

Tennyson : *Enoch Arden*.

Macaulay : *Essais biographiques*.

Miss Martineau : *Illustrations of political economy*.

Programme de la classe de Sixième année.

Notions d'histoire littéraire dans l'ordre chronologique.

Notions de prosodie.

Auteurs :

Shakespeare : *Macbeth*, *Richard III*.

Byron : *Childe Harold*.

Choix de poésies contemporaines.

Dickens : *Nicolass Nickleby*.

Georges Eliot : *Silas Marner*.

Seeley : *L'Expansion de l'Angleterre*.

Stuart Mill : *La Liberté*.

Extraits des voyageurs, des historiens et des économistes anglais.

Espagnol.

Programme de la classe de Cinquième année.

Livre de lecture contenant des morceaux tirés des historiens, des voyageurs, des romanciers et des poètes espagnols.

Programme de la classe de Sixième année.

Notions d'histoire littéraire à l'occasion des auteurs expliqués.

Extraits des meilleurs écrits historiques et géographiques.

Extraits des romanciers (*Don Quichotte*, *Novelas exemplares*, le *Gil Blas* du P. Isla, etc.) et des poètes (Lope de Vega, Calderon, etc.).

Notions sur les différences du portugais et de l'espagnol.

Italien.

Programme de la classe de Cinquième année.

Livre de lecture contenant des morceaux tirés des historiens, des économistes, des romanciers et des poètes italiens.

Programme de la classe de Quatrième année.

Notions d'histoire littéraire à l'occasion des auteurs expliqués.

Extraits des meilleurs écrits historiques, depuis Machiavel et Guichardin jusqu'à nos jours.

Extraits des poètes italiens (Arioste, Tasse, Leopardi, etc.)

Arabe.

Morceaux choisis des *Mille et une Nuits*.

Fables de Bidpay.

MORALE

Programme de la classe de Quatrième année.

MORALE PRATIQUE.

Notions préliminaires. — Premières données de la conscience.

Devoirs domestiques. — Devoirs des enfants envers les parents.

Devoirs des parents envers les enfants.

Devoirs des frères et sœurs.

Devoirs sociaux. — Respect de la vie humaine.

Respect de l'honneur et de la réputation. Les outrages, la calomnie, la médisance. Condamnation de la délation et de l'envie.

Respect de la propriété. Le vol et la fraude sous toutes ses formes.

Caractère sacré des promesses et des contrats.

Equité. Reconnaissance. La bienfaisance : l'aumône ; l'obligation d'assister ses semblables dans le péril ; le dévouement, le sacrifice. Devoirs de l'amitié. Respect de la vieillesse, des supériorités morales.

Devoirs à l'égard des animaux.

Devoirs réciproques des maîtres et des serviteurs.

Devoirs civiques. — La patrie et le patriotisme. L'obéissance aux lois, le respect des magistrats, l'impôt, le service militaire, le vote.

Devoirs personnels. — Devoir de conservation personnelle. Le suicide.

Principales formes du respect de soi-même : tendance, prudence, courage. Respect de la vérité ; sincérité vis-à-vis de soi-même.

Devoir de cultiver et de développer toutes nos facultés. Le travail : sa nécessité, son influence morale.

Devoirs religieux et droits correspondants.

PHILOSOPHIE

Programme de la classe de Sixième année.

I. — ÉLÉMENTS DE PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE (1).

La science. Les sciences. Classification et hiérarchie des sciences.

Les sciences mathématiques : leur objet leurs principales divisions. Méthode : définitions, axiomes, démonstrations.

Les sciences de la nature : leur objet, leurs principales divisions, leurs méthodes ; l'expérience ; les méthodes d'observation et d'expérimentation. La classification. L'hypothèse. L'induction. Rôle de la déduction dans les sciences de la nature.

Les sciences morales : leur objet, leurs caractères propres, leurs

(1) Le caractère de cet enseignement devra être historique non moins que théorique. Le professeur ne se contentera pas d'une exposition abstraite des règles de la logique, il s'attachera à en montrer l'origine et à en faire comprendre l'application par de nombreux exemples empruntés à l'histoire des méthodes, des idées, des découvertes scientifiques, en recourant, quand il se pourra, aux réflexions et commentaires que les maîtres de la science nous ont laissés sur leurs travaux et ceux de leurs prédécesseurs. Il a paru bon d'indiquer ici quelques-uns des ouvrages les plus utiles à consulter.

Sur la science en général : Aristote, *Métaphysique* (les premiers chapitres ; Bacon, *Novum organum* ; Descartes, *Discours sur la méthode*).

Sur la classification des sciences : Bacon, *De dignitate et augmentis* ; p. 19 d'Alembert, *Discours préliminaire* ; Ampère, *Classification des sciences* ; Auguste Comte, *Cours de philosophie positive* (2^e leçon).

Sur les sciences mathématiques en général : Auguste Comte (3^e et 10^e leçons).

Sur la méthode : Pascal, *De l'esprit géométrique* ; Leibnitz, *Nouveaux essais* ; d'Alembert, *Eléments de philosophie*.

Sur les méthodes dans les sciences physiques : Bacon, Stuart Mill, Herschel, *Discours sur la philosophie naturelle*.

Sur l'hypothèse : Claude Bernard, *Introduction à la médecine expérimentale*, 1^{re} partie ; sur la classification : Cuvier, *Règne animal*, préface.

Sur la déduction dans les sciences de la nature : Stuart Mill, *Logique*, liv. III, chap. XI, XII et XIII.

Sur l'objet et la méthode des sciences morales : Stuart Mill, *Logique*, livre VI.

Sur la critique historique : Daunou, *Cours d'études historiques*, tome I.

Exemples de grandes hypothèses : Laplace, Cuvier, Darwin ; l'unité des forces physiques.

principales divisions. Méthode : l'induction et la déduction dans les sciences morales.

Rôle de l'histoire dans les sciences morales ; la critique historique.

Exposé sommaire des principales hypothèses générales dans les différents ordres de sciences.

II. — ÉLÉMENTS DE PHILOSOPHIE MORALE.

Les faits de l'ordre moral, leurs caractères propres ; la liberté, la responsabilité. La personnalité morale.

Les fins de la vie humaine : le bonheur ; l'utilité ; le devoir ; Platon, les Stoïciens, Kant.

L'individu. — Devoirs envers la personne morale. La dignité humaine.

La famille. — Sa constitution morale. Esprit de famille. L'autorité dans la famille.

La société. — Le droit et les droits. Respect de la personne dans les autres hommes. L'esclavage ; le servage ; les abus de pouvoir.

Respect de la personne dans ses croyances et ses opinions ; liberté religieuse et philosophie ; tolérance.

Respect de la personne dans ses biens. Principe de la propriété.

La justice et la charité. Formes diverses de la charité. Le dévouement.

La patrie ; la nation, ce qui la constitue. La puissance publique. L'État et les lois. Fondement de l'autorité publique. Le gouvernement. Devoirs et droits des gouvernants.

Sanction de la morale. Dieu. La religion naturelle.

HISTOIRE

Programme de la classe de Cinquième année.

HISTOIRE DE LA CIVILISATION AU MOYEN ÂGE ET DANS LES TEMPS MODERNES

Les origines de la civilisation. — Âges de la pierre et des métaux.

— Habitations et sépultures. — La Gaule indépendante et la Gaule romaine. — Religion, mœurs, coutumes.

Établissement des Germains dans l'empire romain. — Le droit romain et les lois barbares.

L'empire grec au sixième siècle. — Justinien, travaux législatifs. — L'empire franc au huitième siècle. — Charlemagne. — Les lettres et les écoles.

L'islamisme. — Le Coran. — Empire des arabes. — Civilisation musulmane. — Bagdad et Cordoue.

L'Eglise au moyen âge. — Hérésies. — Schisme grec. — La papauté. — Son influence. — Ses luttes contre l'Empire.

Les Croisades. Leurs résultats. — Relations entre l'Orient et l'Occident.

La société au moyen âge. Le régime féodal. Le servage. Affranchissement des villes.

La royauté française au moyen âge : Ses progrès sous les Capétiens. — Paris sous Philippe-Auguste. — L'université. — Saint-Louis. — Ses institutions. — Les lettres. — L'art ogival.

Développement des libertés politiques et progrès des classes inférieures au XIII^e et au XIV^e siècle. — La grande Charte et le Parlement en Angleterre. — Les États généraux en France. — Les villes de Flandre. — La Hanse teutonique.

Progrès du patriotisme et de l'autorité royale en France au quinzième siècle. — Jeanne d'Arc. — Les institutions de Charles VII. — Les luttes de Louis XI.

L'Europe à la fin du moyen âge. — Chute de l'empire grec. — Tendance des États vers l'unité et la centralisation. — Grandes inventions. La poudre à canon la boussole, le papier, l'imprimerie.

Les découvertes géographiques des Espagnols et des Portugais. — Leurs résultats politiques et économiques.

Les guerres d'Italie et les luttes contre la maison d'Autriche. — La Renaissance italienne et la Renaissance française.

La réforme. — Origines. — Diverses formes du protestantisme. — Réorganisation du catholicisme.

Les guerres de religion. — Philippe II. — Elisabeth. — Henri IV.
La monarchie absolue en France au XVII^e siècle. — Son organisation sous Louis XIII et sous Louis XIV. — Les questions religieuses.
La France et l'équilibre européen. — Les traités de Westphalie. — L'Angleterre et la monarchie constitutionnelle. — Les traités d'Utrecht.
Développement des richesses et des forces publiques en France au XVII^e siècle. — Sully. — Richelieu. — Colbert. — Louvois. — Lettres, sciences et arts.

Programme de la classe de Sixième année.

HISTOIRE DE LA CIVILISATION CONTEMPORAINE.

L'Europe nouvelle au XVIII^e siècle. — Formation et progrès de la Prusse et de la Russie.

Luttes de la France et de l'Angleterre. — L'empire colonial des Anglais. — L'indépendance des colonies anglaises d'Amérique.

Les idées nouvelles au XVIII^e siècle. — Les philosophes, les encyclopédistes, les économistes. — Influence de l'esprit français. — Essais de réformes en France et en Europe.

La monarchie et la société à la fin du XVIII^e siècle. Le pouvoir absolu et les privilèges. — La prise de la Bastille et la nuit du 4 août. — Fin de l'ancien régime.

La déclaration des droits de l'homme. — Les principes de la société nouvelle. — Les constitutions de 1791 ; de l'an I, de l'an III.

Histoire de la frontière française. — Lutte de la Révolution contre l'Europe. — Les traités de Bâle et de Campo-Formio.

La constitution de l'an VIII. — Le Consulat et l'Empire. — Gouvernement intérieur et créations. — Législation. — Travaux publics. — Lettres, sciences et arts.

Lutte de la France contre l'Angleterre et l'Europe. — Blocus continental. Ses conséquences économiques et politiques.

Fin de l'Empire. — Congrès de Vienne. — L'Europe en 1815.

Les chartes de 1814 et de 1830. — Le régime parlementaire en Angleterre et dans la plupart des Etats européens, de 1815 à 1848.

La Révolution de février. — Le suffrage universel. — Changements survenus dans le gouvernement de la France, de 1848 à 1875.

Changements survenus dans l'état de l'Europe, de 1848 à 1875. — Les nationalités. L'unité italienne ; l'unité allemande.

La question d'Orient au XIX^e siècle. — Démembrement de l'empire ottoman : Grèce, Egypte, principautés danubiennes.

La France en Afrique. — Progrès et rivalités des puissances européennes en Asie.

Le Nouveau-Monde. — Etats-Unis. Brésil. Républiques de l'Amérique du Sud. — L'esclavage.

Les arts et les lettres au XIX^e siècle. — Principales applications des découvertes scientifiques à l'industrie : la vapeur et l'électricité.

Réformes économiques en France et en Europe. — Les traités de commerce. — La protection et le libre échange. — Les expositions universelles.

La démocratie ; le service militaire, l'instruction publique. — Part de la France dans les progrès sociaux, politiques, économiques, accomplis au XIX^e siècle. — Sa situation parmi les grandes puissances européennes.

GEOGRAPHIE

Programme de la classe de Quatrième année. (1)

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Revision de la géographie physique. — Nature des côtes. — Prin-

(1) Chacun des trois cours de géographie économique est précédé d'une *revision des traits caractéristiques de la géographie physique et de l'organisation politique*, pour chaque pays. Cette revision ne peut pas occuper un grand nombre de leçons. Mais, en fait, elle se poursuivra pendant toute la durée du cours, si le maître s'impose l'obligation de déterminer toujours la position physique et administrative des villes et des régions de production, d'industrie, de commerce, et s'il impose rigoureusement la même obligation à ses élèves. L'emploi des cartes physiques muettes pour la démonstration, l'interrogation, les devoirs, peut rendre à cet égard de grands services.

cipaux traits du relief. — Hydrographie. — Plateau central. — Avantages de la situation et de la configuration de la France. — Comparaison avec les autres pays de l'Europe.

Formation territoriale. — Changements survenus au xix^e siècle. — Gouvernement. — Divisions administratives. — Organisation des grands services publics. — Population. — Immigration et émigration.

Agriculture. — Climats et zones de culture. — Produits agricoles : céréales, pâturages, forêts, vignes, situation des principaux vignobles. Cultures industrielles. — Produits animaux ; bétail, vers à soie, pêcheries. — Tableau des principales régions de production.

Industries minérales. — Le sol. — Les eaux minérales. — Salines. — Carrières, houillères, tourbières, le fer et les autres métaux.

Industries métallurgiques. — Hauts fourneaux, fonderies et forges. Leur distribution et leur groupement. — Les grandes usines. — Le Creusot.

Industries textiles : le coton, la laine, la soie, le chanvre et le lin. — Distribution des principaux ateliers de filature et de tissage.

Industries alimentaires et industries chimiques. — Papeterie, imprimerie. — Industries de luxe et d'art. — Les grandes manufactures, Sèvres, les Gobelins.

Résumé de la production industrielle. — Tableau des principales villes manufacturières.

Commerce. — Les voies de communication. — Résumé historique. — Les routes, les canaux : leur utilité, le réseau actuel.

Les chemins de fer. — Leur développement depuis un demi-siècle. — Les grandes compagnies : lignes principales. — Points de jonction avec les lignes étrangères.

Communications maritimes de la France. — Service de paquebots (durée de quelques trajets). — Les câbles sous-marins.

Les échanges. — Grands marchés intérieurs. — Ports marchands. — Débouchés principaux du commerce français. — Exportation. — Importation. — Tarifs.

L'Algérie. — Traits principaux de son relief. — Climat. — Productions agricoles. — Céréales, forêts, vignes, alfa. — Carrières et mines. — Villes principales. — Organisation administrative. — Races. — Mouvement de la colonisation.

Protectorat de Tunisie. — Sénégal. Haut Niger. Le commerce du Soudan. — Le Congo français. — Autres colonies africaines.

Colonies et protectorat en Asie. — Inde et Indo-Chine. — Colonies océaniques et américaines. — Produits.

Résumé de la situation économique de la France.

Programme de la classe de Cinquième année.

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'EUROPE, MOINS LA FRANCE

Revision de la géographie physique de l'Europe. — Mers et côtes. — Relief du sol. — Hydrographie. — Climats. — Énumération des États européens.

Description de chaque État :

Traits caractéristiques de la géographie physique. — Grandes divisions politiques. — Éléments constitutifs, caractère et génie de la race. — Développement historique. — Constitutions.

Agriculture : céréales, vignes, cultures industrielles, forêts, pâturages, élevages, pêche.

Industrie. Carrières et mines, métallurgie, industries textiles, industries spéciales, grandes villes manufacturières.

Commerce : voies de communication. — Canaux. — Grandes lignes de chemins de fer. — Marchés intérieurs et foires. — Ports marchands.

Commerce général. — Énumération des colonies.

Résumé comparatif des États européens : superficie, population absolue et relative, races, langues, religions, forces militaires.

Richesses. — Grandes régions agricoles. — Groupes industriels. — Principaux foyers d'activité commerciale.

Rôle économique et tendances politiques des grandes puissances européennes.

Programme de la classe de Sixième année.

GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE, DE L'ASIE,
DE L'Océanie ET DE L'AMÉRIQUE

Revision de la géographie générale du globe. — Les océans, les continents, les régions polaires.

Description de chaque continent :

Côtes et îles, traits caractéristiques du relief du sol, hydrographie, climats, grandes lignes isothermes.

Résumé de l'histoire géographique. Les découvertes maritimes et les explorations intérieures. — Les grands explorateurs du XIX^e siècle.

Les Etats indépendants (indigènes ou d'origine européenne) ; leur organisation. — Les peuplades et groupes de peuplades.

Colonies et protectorats des puissances européennes. — Empires coloniaux de l'Angleterre, de la Russie, de la Hollande. — Possessions des Espagnols, des Portugais, etc. — Comparaison avec les colonies françaises.

Résumé économique : Produits végétaux et animaux. — Mines, métaux précieux et pierres précieuses. — Industries. — Grands marchés intérieurs. — Ports.

Grandes routes de commerce : détroits, canaux, principales lignes de navigation. — Lignes et projets de chemins de fer.

SCIENCES MATHÉMATIQUES

ARITHMÉTIQUE.

Programme de la classe de Sixième année.

Compléments : théorie du plus grand commun diviseur et du plus petit commun multiple de plusieurs nombres. — Propriétés des nombres premiers. — Fractions décimales périodiques. — Théorie de l'extraction de la racine carrée.

ALGÈBRE.

Programme de la classe de Cinquième année.

Compléments d'algèbre.

Propriétés du trinôme ax^2+bx+c .

Inégalités.

Questions de maximum et de minimum.

Discussion de problèmes.

GÉOMÉTRIE.

Programme de la classe de Sixième année.

Revision et compléments.

Le livre premier est vu en 1^{re} année ; les livres II à V, en 2^e et 3^e année ; les livres VI et VII, en 4^e année ; le livre VIII, en 5^e année.

Les programmes de 2^e et 3^e année comprennent des notions d'arpentage et de levé des plans :

Notions d'arpentage. Usage de la chaîne et de l'équerre d'arpenteur.

Notions sur le levé des plans. — Levé au mètre, levé à l'équerre, levé au graphomètre, levé à la planchette.

Le programme de 5^e année est ainsi libellé :

Courbes usuelles.

Ellipse. — Tracé de la courbe ; principales propriétés. — Tangente. — Normale.

Hyperbole. — Tracé de la courbe ; principales propriétés. — Tangente. — Normale. — Asymptotes.

Parabole. — Tracé de la courbe ; principales propriétés. — Tangente. — Normale.

Hélice. — Définition. — Tangente.

Projection d'une hélice sur un plan perpendiculaire à la base du cylindre ; tracé de la tangente en un point de cette projection.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE.

Programme de la classe de Quatrième année.

Préliminaires. — Point. — Ligne droite. — Représentation d'un plan.

Problèmes sur l'intersection de deux plans de trois plans ; d'une droite et d'un plan. — Droite et plan perpendiculaires.

Méthode des rabattements. Application de cette méthode aux problèmes sur les angles et les distances.

Vraie grandeur d'un polygone dont les projections des sommets sont données.

Représentation de quelques polyèdres simples et sections planes de ces polyèdres.

Programme de la classe de Cinquième année.

Revision du cours de quatrième année.

Méthode des changements de plan ; méthodes des rotations ; application aux angles et aux distances.

Résolution de l'angle trièdre.

Notions sur les plans cotés ; courbes horizontales ; lecture d'une carte topographique.

Principes de la perspective et des ombres.

Programme de la classe de Sixième année.

Revision du cours des années précédentes.

Sphère : plan tangent en un point donné ; plan tangent mené par une droite. — Section de la sphère par un plan. Cône circonscrit. — Cylindre circonscrit.

Plans tangents au cylindre et au cône.

Sections planes du cylindre et du cône.

TRIGONOMÉTRIE.

Programme de la classe de Cinquième année.

Lignes trigonométriques.

Relations fondamentales entre les six lignes trigonométriques d'un même arc.

Disposition et usage des tables de sinus cosinus, tangentes et cotangentes.

Disposition et usage des tables de logarithmes des lignes trigonométriques.

Résolution des triangles rectangles. — (Les formules relatives aux triangles rectangles sont des conséquences immédiates des définitions des lignes trigonométriques.)

Démonstration des formules qui donnent $\sin. (a \pm b)$, $\cos. (a \pm b)$, $\operatorname{tg}. (a \pm b)$. (Théorème des projections.)

Calcul de $\sin \frac{a}{2}$, $\cos \frac{a}{2}$ en fonction de $\cos a$ ou de $\sin a$, et de

$\operatorname{tg} \frac{a}{2}$ en fonction de $\operatorname{tg} a$.

Transformation d'une somme ou d'une différence de sinus ou de cosinus en un produit.

Emploi de l'angle auxiliaire.

Exercices sur les équations trigonométriques.

Relations trigonométriques entre les éléments d'un triangle quelconque.

Résolution des triangles obliquangles.

Application de la trigonométrie à diverses questions qui se présentent dans le levé des plans.

Déterminer : 1° la hauteur d'une tour dont le pied est accessible ; 2° celle d'une montagne ; 3° la distance d'un point accessible à un point inaccessible ; 4° la distance de deux points inaccessibles ; 5° un point par trois autres.

MÉCANIQUE.

Programme de la classe de Cinquième année.

Statique.

Forces ; leur mesure. — Résultante de plusieurs forces.
Composition des forces concourantes : 1° cas de deux forces ;
2° cas de plusieurs forces concourantes. Polygone des forces.
Composition des forces parallèles. — Centre d'un système de forces parallèles.
Centre de gravité.
Centre de gravité du contour d'un triangle, d'un arc de cercle.
Centre de gravité de la surface, d'un triangle, d'un trapèze.
Centre de gravité d'un prisme, d'une pyramide.
Réduction d'un nombre quelconque de forces appliquées à un corps solide, d'abord à trois forces, puis à deux.
Conditions d'équilibre d'un corps solide libre sollicité par un nombre quelconque de forces.
Cas particuliers où le corps est mobile autour d'un point fixe ou d'un axe fixe, ou repose sur un plan.
Machines simples. — 1° Levier. Charge du point d'appui. Balance ordinaire. Romaine. Poulie.
2° Treuil. Roues à cheville. Chèvre.
3° Plan incliné. Coin. Vis. Presse à vis. Vis sans fin.

Programme de la classe de Sixième année.

Cinématique.

Mouvement uniforme. — Mouvement varié. — Représentation graphique de la loi d'un mouvement. — Vitesse à un instant quelconque.
Mouvement uniformément varié ; loi des espaces ; accélération. — Application à la pesanteur. — Mouvement d'un corps lancé verticalement avec une vitesse initiale.
Mouvement de rotation uniforme, varié ; vitesse angulaire.
Composition de deux mouvements simultanés rectilignes, uniformes, ou uniformément variés sans vitesse initiale. — Mouvement des projectiles dans le vide.

Dynamique.

Inertie. — Réaction. — Mouvement imprimé à un point matériel par une force constante de grandeur et de direction. — Proportionnalité des forces constantes aux accélérations. — Masse d'un corps ; sa mesure au moyen du poids.

Travail mécanique. — Unité de travail. — Travail d'une force constante quand son point d'application se déplace dans la direction même de la force, ou bien sur une courbe à laquelle la force est tangente. — Travail d'une force lorsque le point d'application ne se déplace pas dans sa direction. — Travail d'une force variable. — Le travail de la résultante est égal à la somme des travaux des composantes.

Machines à l'état de mouvement uniforme. — Forces motrices, forces résistantes. — Égalité du travail moteur et du travail résistant ; en déduire les conditions d'équilibre des machines usuelles.

Notions sur les résistances passives. — Frottement. — Travail des résistances passives ; rendement d'une machine.

Principe des forces vives pour un point matériel libre animé d'un mouvement rectiligne. — Application à la chute des corps.

Énoncé du théorème général des forces vives. — Emploi des volants pour régulariser le mouvement des machines. — Emploi des freins pour modérer la vitesse ou arrêter la machine.

Notions générales sur la transformation du mouvement. — Engrenages. — Parallélogramme de Watt ; losange de Peaucellier ; bielle et manivelle ; cames et excentriques.

COSMOGRAPHIE.

Programme de la classe de Sixième année.

Premières apparences que présente l'aspect du ciel. — Mouvement

diurne. — Ascension droite et déclinaison d'une étoile. — Description du ciel : constellations et principales étoiles.

De la terre. — Longitude et latitude géographiques. — Aplatissement de la terre. — Notions sur les cartes géographiques.

Du soleil. — Mouvement annuel apparent. — Diamètre apparent du soleil. — Mouvement elliptique. — Principe des aires. — Notions sur la mesure du temps. — Année tropique. — Calendrier.

Distance du soleil à la terre. — Rapport du rayon du soleil à celui de la terre.

Taches du soleil. — Rotation du soleil sur lui-même.

Inégalité des jours et des nuits.

Saisons. — Idée de la précession des équinoxes.

Mouvements réels de la terre.

De la lune. — Phases. — Révolution sidérale et synodique. — Orbite décrite par la lune autour de la terre.

Distance de la lune à la terre. — Rapport du rayon de la lune à celui de la terre.

Taches. — Rotation. — Aperçu sur la constitution physique de la lune.

Eclipses de lune et de soleil.

Des planètes. — Lois de Képler. — Enoncé du principe de la gravitation universelle. — Notions sur les planètes principales.

Explication du phénomène des marées.

Notions sur les comètes. — Comètes périodiques les plus célèbres. — Étoiles filantes.

Notions d'astronomie sidérale. — Distance des étoiles à la terre. — Étoiles changeantes et colorées. — Nébuleuses. — Voie lactée.

Exercices graphiques. — Epures représentant le réseau des parallèles et des méridiens dans le système des projections orthographiques et stéréographiques.

Tracé des cadrans solaires.

PHYSIQUE

Extrait du programme de la classe de Deuxième année.

(Revu en 6^e année.)

Electricité statique.

Production de l'électricité par le frottement. — Attractions et répulsions.

Notions sur la distribution de l'électricité à la surface des corps.

Effets des pointes.

Electrisation par influence. — Electrosopes. — Electrophore.

Machine électrique.

Condensateurs électrique. — Bouteille de Leyde. — Batteries.

Effets des décharges électriques.

Electricité atmosphérique. — Foudre paratonnerre.

Magnétisme.

Aimants naturels et artificiels. — Pôles. — Action des aimants les uns sur les autres. — Aiguille aimantée. — Définition de la déclinaison et de l'inclinaison. — Boussole. — Procédés d'aimantation.

Programme de la classe de Quatrième année.

(Revu en 6^e année.)

Optique.

Propagation de la lumière. — Ombre et pénombre.

Comparaison de l'intensité de deux sources lumineuses.

Réflexion de la lumière : Propriétés des miroirs plans et des miroirs sphériques.

Réfraction : Ses lois. — Prisme. — Réflexion totale. — Chambre claire.

Lentilles. — Propriétés des lentilles. (Constructions graphiques.)

Décomposition et recombinaison de la lumière. — Spectre solaire.

Loupe. — Microscope. — Lunettes. — Télescope.

Chaleur rayonnante (étude expérimentale).

Programme de la classe de Cinquième année.

Notions de mécanique physique. — Mouvements. — Force. — Travail. — Force vive.

Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood. — Pendule.

Hydrostatique.

Poids spécifiques des solides et des liquides.

Loi de Mariotte. — Manomètres. — Lois du mélange des gaz. — Dissolution des gaz.

Machines pneumatiques et machines de compression.

Chaleur.

Dilatation des solides, des liquides et des gaz. — Mesure.

Thermomètre à air.

Densité des gaz.

Sources de chaleur.

Calorimétrie.

Notions sur la théorie mécanique de la chaleur. Machines thermiques.

Chaleur dégagée par les actions chimiques. — Notions de thermo-chimie.

Programme de la classe de Sixième année.

Electricité et magnétisme.

Revue des phénomènes généraux de l'électricité statique et du magnétisme.

Notions élémentaires sur le potentiel et la capacité électrique.

Electromètre de Thomson.

Effets généraux du courant électrique. — Résistance des conducteurs. — Forces électro-motrices.

Unités électro-magnétiques.

Induction. — Bobine de Ruhmkorff.

Machines magnéto-électriques et dynamo-électriques. — Type à courants alternatifs. — Type à courants continus. — Applications.

Téléphone. — Microphone.

Optique.

Revision de l'optique.

Réflexion de la lumière : miroirs courbes.

Réfraction : théorie élémentaire des lentilles. — Application aux instruments d'optique.

Décomposition de la lumière : spectres des diverses sources lumineuses ; raies des spectres. — Analyse spectrale.

Radiations calorifiques, lumineuses et chimiques.

Photographie.

Notions sur les phénomènes ondulatoires.

CHIMIE

Programme de la classe de Cinquième année.

CHIMIE ORGANIQUE.

Eléments des substances organiques. Principes immédiats.

Méthodes analytiques et méthodes synthétiques.

Classification d'après les fonctions chimiques.

Carbures d'hydrogène : Carbures gazeux ; acétylène ; gaz oléfiant ; gaz des marais. — Chloroforme.

Carbures liquides et solides ; pétroles ; essence de térébenthine ; benzine ; toluène ; naphtaline ; anthracène.

Alcools : Alcool ordinaire et ses principaux éthers.

Alcool méthylique.

Glycérine. — Corps gras neutres.

Les glucoses. — Sucre de canne, sucre de lait.

Dextrine. — Amidon et féculs. — Gommés. — Celluloses.

Phénol. — Alizarine.

Aldéhydes : Essence d'amandes amères. — Camphre.

Acides : Principaux acides volatils (formique acétique). Acides gras. — Acides fixes (oxalique tartrique, citrique, lactique).

Alcalis : Alcalis artificiels : Aniline. Toluidines. — Rosanilines.
Matières colorantes naturelles et artificielles.
Alcalis végétaux (nicotine, morphie, quinine, strychnine).
Amides : Notions générales. — Urée. — Acide urique. — Indigo.
Albumine et ses congénères (caséine, fibrine, gluten). — Gélatine.

Programme de la classe de Sixième année.

CHIMIE GÉNÉRALE.

Combinaison chimique. — Décomposition, dissociation.
Lois des poids : nombres proportionnels. — Equivalents.
Los des volumes gazeux. — Poids atomiques. — Chaleurs spécifiques. — Isomorphisme.
Influence de la chaleur, de l'électricité, de la lumière sur les actions chimiques.
Notions sur la mécanique chimique : Mesure des travaux chimiques. — Principes thermo-chimiques. — Applications aux cas les plus simples de combinaison, de décomposition, de substitutions directes entre les éléments, les acides et les bases.

CHIMIE APPLIQUÉE.

Soufre. — Acide sulfurique. — Acide azotique.
Sel marin. — Acide chlorhydrique. — Soude artificielle. — Potasses.
Chlorures décolorants. — Blanchiment. — Chlorate de potasse. Ammoniaque.
Gas de l'éclairage. — Produits dérivés du goudron de houille.
Sucres. — Fécules et amidons. — Dextrine et glucose.
Fermentation alcoolique. — Alcool. — Vins. — Bières. — Vinaigre; acide acétique.
Corps gras. — Savons. — Bougies.
Papier.
Couleurs minérales, végétales et animales. — Substances tinctoriales.
Notions sur les fermentations et sur la conservation des matières organiques.

ANALYSE CHIMIQUE.

Recherche de la base d'un sel soluble. — Recherche de l'acide.
Même recherche sur les sels insolubles les plus importants.
Essais des alliages usuels.
Essais au chalumeau (perles, réductions sur le charbon).
Mélange de deux sels (déterminer l'acide et la base).
Spectroscopie.
Notions sur la chimie analytique quantitative par l'emploi des liqueurs titrées; essais alcalimétriques et acidimétriques; essais chlorométriques; essais de fer; essais des manganèses.
Analyse élémentaire d'une substance organique. — Dosage de l'azote sous forme d'ammoniaque.
Essais des combustibles.
Saccharimétrie optique et chimique.

SCIENCES NATURELLES

Programme de la classe de Cinquième année.

Anatomie et physiologie de l'homme et des animaux.

Digestion : Appareil digestif. — Dents. — Aliments.
Régime alimentaire propre aux diverses espèces (animaux carnivores, insectivores, herbivores, frugivores, granivores, omnivores).
Adaptation du système dentaire au régime alimentaire propre à l'espèce; bec des oiseaux.
Sécrétion salivaire. — Estomac et suc gastrique. — Foie et bile. — Pancréas. — Rôle des divers liquides digestifs.
Absorption : Le chyle et les vaisseaux chylifères. — Absorption lymphatique. — Absorption par les veines.
Circulation : Le sang. — Idée de sa composition. — Cœur. — Artères, réseau capillaire; veines. — Mécanisme de la circulation.

Respiration : Poumons, trachées ; respiration aérienne. — Branchies ; respiration aquatique. — Respiration cutanée. — Phénomène de l'hématose.

Asphyxie. — Combustion respiratoire : chaleur animale.

Sécrétions. — L'appareil respiratoire et l'urée. — Sécrétions de la peau. — Membranes muqueuses, séreuses. Idée des glandes et de leurs fonctions. — Fonction glycogénique du foie.

Equilibre des fonction de nutrition.

Innervation : L'axe cérébro-spinal chez les vertébrés. — Les nerfs sensitifs et les nerfs moteurs ; les nerfs mixtes.

Système nerveux des insectes.

Fonctions générales des masses centrales du système nerveux.

Fonctions générales des nerfs. — Actions reflexes.

Programme de la classe de Sixième année.

Locomotion : Le squelette, les os, les muscles, les tendons, chez les vertébrés et chez les articulés.

Organes des sens. — Toucher, ses organes spéciaux. — Structure de la peau, poils, plumes, ongles, sabots et cornes.

Odorat et goût.

Oùïe. — Constitution générale de l'oreille chez l'homme et chez les mammifères. — Idée du mécanisme de l'audition.

Organe de la voix. — Idée de son mécanisme.

Vision : l'œil et ses annexes : idée sommaire du mécanisme de la vision. — Presbytie ; myopie. — Vision binoculaire.

Adaptation des formes générales du corps et des membres au genre de vie des diverses espèces.

L'espèce. — Les races et les variétés. — Hérité des formes organiques et des instincts. — Idée de la sélection naturelle et de la sélection artificielle.

Anatomie et physiologie des végétaux.

Racine et racicules. — Absorption par les racines. — Racines adventives. — Tige aérienne, tige souterraine (rhizôme) ; tronc des arbres dicotylédones ; stipe des palmiers ; chaume des graminées.

Feuilles : leur structure. — Chlorophylle : son rôle ; nutrition.

Respiration.

Multiplication des plantes au moyen des organes de la végétation : boutures et marcottes. — Bulbes ; stolons. — La greffe.

Circulation de la sève.

Latex.

Rapports de la plante avec le sol et avec l'atmosphère.

Composition élémentaire des tissus de la plante : origine de ses éléments.

Principes immédiats élaborés dans les tissus des végétaux (sucre ; fécule ; corps gras ; principes azotés).

Organisation générale de la fleur : pollen, ovule : fécondation.

Le fruit : développement et maturation.

Organisation de la graine. — Description du grain des céréales.

— Multiplication des plantes au moyen des graines.

Notions sur la reproduction des cryptogames.

Végétaux alimentaires pour l'homme et les animaux.

ECONOMIE POLITIQUE (1)

Programme de la classe de Cinquième année.

Introduction.

L'économie politique. — Son but. — Ses rapports avec les autres sciences et notamment avec le droit. — Divisions de l'économie politique : production, distribution, circulation et consommation des richesses.

(1) Le professeur évitera de donner à l'enseignement un caractère trop abstrait ; il s'attachera principalement à initier les élèves, dans la mesure que leur âge comporte, à la connaissance des faits économiques, à leur montrer comment certaines lois générales s'en dégagent, et comment ces lois peuvent servir dans les crises sociales, commerciales et industrielles.

Première partie. — Production de la richesse.

Les éléments de la production :

- 1° La terre et les agents naturels ;
- 2° Le travail et l'industrie : organisation et liberté du travail, aperçu historique, les corporations, Turgot. — Classification des industries. — Le commerce. — Le rôle de l'entrepreneur dans l'industrie.
- 3° Le capital : différentes espèces de capital ; — comment l'épargne le forme, l'accroît et le conserve.

Deuxième partie. — Distribution de la richesse.

I. — *La propriété.* — La propriété individuelle ; exposé et réfutation des principaux systèmes qui la nient ; fondement de la succession *ab intestat* et du droit de tester.

II. — *Les conventions :*

1° *Le fermage :* La rente du sol. — Différents systèmes de culture ; grande et petite culture ; inconvénients d'un trop grand morcellement ou d'une concentration excessive de la propriété.

2° *La part du capital dans la répartition de la richesse :* l'intérêt ; légitimité du prêt à intérêt.

3° *La part de l'entrepreneur :* le profit.

4° *La part de l'ouvrier :* application de la loi de l'offre et de la demande au travail. — Salaire. — Participation aux bénéfices. — Associations ouvrières. — Syndicats ouvriers. — Le socialisme ; ses formes diverses ; réfutation.

La question de la population dans ses rapports avec la distribution de la richesse : la pauvreté et le paupérisme.

Troisième partie. — Circulation de la richesse.

I. — *L'échange :* ses diverses formes. — La valeur et le prix. — Loix qui président à la fixation, aux variations et à l'équilibre des prix ; prix courants, coût de production. — Concurrence. — Monopoles.

II. — *La monnaie.* — En quel sens c'est une marchandise. — Monnaie d'or, d'argent et de billon. — Titre et tolérance. — Union latine. — Monométallisme et bimétallisme. — Système monétaire.

III. — *Le crédit.* — Comment il supplée à la monnaie et est une source de richesse. — Ses rapports avec l'épargne.

1° Crédit privé : commerce de banque. — Différentes espèces de banques : les banques d'émission et le billet de banque. — Circulation fiduciaire. — La Banque de France. Le crédit immobilier (sociétés de crédit foncier) ;

2° Crédit public : sur quelles bases il repose : emprunts de l'Etat ;

3° Théorie des annuités et de l'amortissement (obligations des chemins de fer et du Crédit foncier ; rente amortissable). — Conversion des dettes publiques. — Cours légal et cours forcé. — La bourse : son rôle au point de vue du crédit.

IV. — *Le commerce intérieur et extérieur.* — Le change. — Les crises commerciales : leurs causes et leurs remèdes. — Importation et exportation ; les débouchés. — Balance du commerce : comment elle se règle par le numéraire ou par les fonds internationaux. — Libre-échange, protection et prohibition ; traités de commerce ; droits de douane ; entrepôts ; ventes publiques.

Quatrième partie. — Consommation de la richesse.

1° *L'épargne.* — Ses sources, la prévoyance. — Assurances sur la vie, contre l'incendie et les divers accidents. — Caisses d'épargne. — Sociétés de secours mutuels.

2° *Le luxe.*

Cinquième partie. — Application de l'économie politique à la législation financière.

1° *Impôt.* — Différentes espèces d'impôts. — L'impôt proportionnel et l'impôt progressif.

2° *Budget.* — Comment un budget s'établit. — Vote du budget. — Annuité et spécialité du budget.

LÉGISLATION COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE (1)

Programme de la classe de Sixième année.

Objet de cette partie de la législation.

1^{re} Partie. — LÉGISLATION COMMERCIALE.

I. Des actes de commerce et des commerçants.

1° Les actes de commerce. — Distinction des actes commerciaux par eux-mêmes et des actes commerciaux à raison de la qualité de ceux qui les font.

2° Les commerçants : capacité; droits et devoirs spéciaux; livres de commerce, patente, etc.

Sociétés commerciales : en nom collectif — en commandite simple — par actions — à capital variable — en participation.

II. Contrats commerciaux.

1° Vente (diverses formes de la vente commerciale ; opérations à terme, leur importante croissante).

2° Cage (description et utilité des warrants).

3° Commission (objet et utilité de ce contrat).

4° Transport (règles spéciales aux transports par chemins de fer; tarifs et responsabilité des compagnies).

5° Opérations de bourse : bourse des effets publics (agents de change, négociations au comptant et à terme); bourse des marchandises (courtiers).

6° Contrats particuliers au droit maritime. — Notions générales sur la propriété des navires, les armateurs et les capitaines. — Affrètement.

— Assurances maritimes. — Prêt à la grosse. — Hypothèque maritime.

— Ventes maritimes.

La preuve en matière commerciale.

III. — Faillite et banqueroute.

1° Faillite. — L'état de faillite. — Mesures qu'il comporte, utilité de ces mesures. — Déclaration de la faillite; ses effets. — Administration de la faillite : juge-commissaire, syndics. — Solutions de la faillite : union, concordat, clôture par insuffisance d'actif. — Incapacités des faillis; réhabilitation.

2° Banqueroute simple et frauduleuse. — En quoi elle consiste; ses conséquences.

IV. Juridiction commerciale.

1° Tribunaux de commerce. — Organisation, compétence, procédure.

2° Conseils de prud'hommes. — Caractère spécial de leurs attributions; élection des prud'hommes.

Appendice. — Chambres de commerce. — Chambres consultatives des arts et manufactures. Conseil supérieur du commerce et de l'industrie.

2^e Partie. — LÉGISLATION INDUSTRIELLE.

Propriété industrielle. — Brevets d'invention. — Propriété et protection des dessins de fabrique. — Modèles de fabrique. — Marques de fabrique et de commerce. — Nom commercial. — Concurrence déloyale.

Appendice. — Notions générales sur la propriété littéraire et artistique.

COMPTABILITÉ

Programme de la classe de Troisième année.

Commerce. — Opérations les plus habituelles: achats, ventes, trocs, payements, encaissements, règlements, virements.

Commerçants. — Principaux genres de commerce: commerce des

(1) Cet enseignement devra être essentiellement pratique: il a pour objet la législation usuelle. Le professeur devra s'attacher à familiariser les élèves avec les institutions sociales au milieu desquelles ils sont appelés à vivre, à leur faire connaître leurs droits et leurs obligations dans les circonstances ordinaires de la vie, à leur indiquer où ils trouveront renseignements et conseils dans les cas imprévus.

marchandises par les négociants, les importateurs et les exportateurs; commerce des métaux précieux par les changeurs; commerce des titres et valeurs par les banquiers; commerce des transports par les commissionnaires et les armateurs.

Intermédiaires. — Courtiers de marchandises, agents de change, courtiers maritimes. — Foires, marchés, bourses. — Cours et cotes. — Entrepreneurs de transport. — Lettres de voitures. — Expéditions par chemins de fer. Connaissements.

Comptabilité des marchandises. — Factures, comptes de ventes. — Livre d'achats. — Livre de ventes.

Comptabilité de la caisse. — Reçus. — Bordereaux de versements. — Livre de caisse.

Comptabilité de portefeuille. — Effets de commerce. — Billet à ordre, lettre de change, mandat. — Timbre, acceptation, endossement, valeur, acquit sans frais, protêt, recours. — Chèque. — Clearing-House.

Escompte et négociations des effets de commerce. — Revision des méthodes commerciales et rapides du calcul de l'intérêt et de l'escompte. Bordereaux d'escompte. — Livre d'entrée et de sortie des effets. — Echéancier.

Comptabilité générale. — Description du journal et du grand livre.

Programme de la classe de Quatrième année.

Comptes courants. — Définition. — Intérêts immédiats et nombres. — Méthodes directe, indirecte et hambourgeoise.

Théorie de la comptabilité. — Livre brouillard ou main courante. — Application de la division du travail dans la comptabilité par la décomposition du brouillard. — Méthodes dites en partie simple et en partie double. — Etude graduée des opérations du commerce au point de vue de leur traduction en articles du journal. — Tracé et formules des articles. — Passation des articles du journal au grand livre.

Balance de vérification. — Son principe et son utilité.

Inventaire. — Définition. — Inventaire des marchandises et valeurs. — Débiteurs douteux ou insolubles. — Compte de profits et pertes. — Résultat. — Balance d'inventaire et bilan. — Fermeture et réouverture des comptes.

Comptabilité des sociétés par actions. — Examen du bilan d'une société par actions et explication des principaux chapitres.

Echanges internationaux. — Calcul du prix de revient de marchandises achetées sur les marchés étrangers et revendues en France ou de marchandises exportées de France à l'étranger.

Monnaies et échanges. — Calcul du prix de revient de diverses monnaies étrangères importées en France et réciproquement de monnaies françaises exportées à l'étranger. — Cotes des changes à Paris et à l'étranger. — Examen, lecture et interprétation de ces cotes. — Calcul de parité des effets de commerce entre différents pays.

IX. — RÉGIME DE 1890

(Modifié par arrêté du 17 Août 1895)

I. — Baccalauréat de l'Enseignement secondaire classique.

PREMIERE PARTIE

EPREUVES ÉCRITES : Version latine. Composition française.

EPREUVES ORALES : EXPLICATION DES AUTEURS (1)

AUTEURS GRECS

Classe de Troisième.

Hérodote : Morceaux choisis.

Xénophon : *Anabase*.

(1) En prévision des difficultés qui auraient pu se produire à l'examen des candidats ayant fait leur Troisième et leur Seconde antérieurement à la publication des nouvelles listes prescrites pour l'explication des auteurs français, grecs et latins,

Lucien : Extraits (*Timon, le Songe, l'Icaro-Ménippe, Charron*).

Homère : *Odyssée* (chants I et II).

Pages et pensées morales, extraites des auteurs grecs.

Classe de Seconde.

Xénophon : *L'Economique*.

Platon : *Ménéxène* ; *Ion*.

Plutarque : Extraits suivis des *Vies parallèles* (Alexandre et César, Démosthène et Cicéron, Alcibiade et Coriolan, Périclès et Fabius Maximus).

Homère : *Iliade*.

Euripide : Une tragédie (les deux *Iphigénie, Alceste, Hécube, Hippolyte, Médée*).

Pages et pensées morales extraites des auteurs grecs.

Classe de rhétorique.

Thucydide : Extraits.

Xénophon : *Mémorables*.

Platon : Extraits.

Démosthène : Les sept *Philippiques*; Le *Discours sur la Couronne*.

Orateurs attiques : Extraits (Lysias, Isocrate, Eschine, Hypéride).

Aristote : Extraits de la *Rhétorique*.

Homère : *Iliade* et *Odyssée*.

Eschyle : Extraits.

Sophocle : Une tragédie.

le Ministre de l'Instruction publique précise les mesures à prendre en vue de l'application aux épreuves du baccalauréat :

« ...La Section a été d'avis qu'en raison de l'extension donnée à la liste des auteurs français, grecs et latins indiqués pour les classes supérieures et en raison de l'impossibilité qui en résulte d'étudier dans les classes, non pas même la totalité de ces textes, mais la majeure partie de ceux qui semblent les plus importants, il y avait lieu d'exclure à l'examen écrit les sujets impliquant une étude spéciale et une connaissance présente de l'un quelconque de ces textes. L'élève, en effet, est évidemment en droit de n'avoir pas fait cette étude et de ne pas posséder cette connaissance.

« La Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique a admis également qu'il y aurait intérêt à faire une place, dans l'examen écrit, sans toutefois leur donner la préférence sur les sujets d'un autre genre, aux explications écrites portant sur des textes accompagnés d'un questionnaire, lesquels seraient imprimés ou autographiés d'avance et remis aux candidats.

« Pour l'examen oral de grec et de latin, l'épreuve consiste essentiellement dans une *explication* d'un passage de moyenne difficulté. En fait, vu l'étendue de l'ancien programme, cette explication était déjà, dans presque tous les cas, improvisée. L'extension des listes nouvelles ne modifiera donc pas le caractère de l'épreuve et il n'y a, en conséquence, rien à changer à l'usage.

« Mais, en ce qui concerne l'épreuve orale de français, elle consistait le plus souvent, en fait, sinon aux termes du règlement, dans un compte rendu ou une analyse, faits de mémoire, de l'un des ouvrages du programme.

« Vu l'étendue du programme nouveau, on ne saurait plus exiger désormais de semblables comptes rendus. L'épreuve devra donc consister, comme celles de grec et de latin et conformément aux termes mêmes du règlement, en une *explication* d'un passage d'auteur. Il va de soi, d'ailleurs, que l'explication de l'élève devra, dans bien des cas, être provoquée et soutenue par les questions de l'examineur.

« Il a été également entendu qu'à l'explication proprement dite pourraient se rattacher quelques notions d'histoire littéraire, mais très élémentaires et ne dépassant pas les limites du programme de la classe, non plus que les limites du développement possible de ce programme à raison du très petit nombre d'heures dans lequel le plan d'études l'a intentionnellement renfermé.

« La Section n'a pas adopté la proposition de la Commission tendant à ce que les candidats aient la faculté de désigner eux-mêmes, en cas d'insuffisance dans les explications portant sur les textes choisis par l'examineur, les auteurs latins, grecs et français sur lesquels ils désireraient subir un complément d'examen. Elle a pensé que, étant donné le caractère même de l'épreuve, tel qu'il vient d'être défini, cet examen complémentaire serait une complication superflue. Ce recours offert à l'élève serait légitime, s'il s'agissait pour lui dans les épreuves en question de montrer qu'il a lu un texte et qu'il en sait le contenu ; mais on lui demandera seulement de prouver qu'il est en état de comprendre un passage de moyenne difficulté. Ainsi étendue, l'épreuve ne comporte pas de surprise et, en conséquence, elle ne comporte pas non plus une sorte de droit d'appel. »

(Extrait de la *Circulaire ministérielle* du 28 août 1896.)

Aristophane : Extraits.

Théocrite : Idylles et Morceaux choisis.

Pages et pensées morales, extraites des auteurs grecs.

AUTEURS LATINS.

Classe de Troisième.

Narrationes (recueil de récits extraits principalement de Tite-Live).

Cicéron : *Catilinaires*; *Pro Archia*.

Salluste.

Théâtre latin : Extraits.

Virgile : *Géorgiques* (principalement les Episodes); *Enéide* (livres IV à VIII).

Anthologie des poètes latins (à l'exclusion des ouvrages compris dans les programmes).

Pages et pensées morales, extraites des auteurs latins.

Classe de Seconde.

Cicéron : *De Suppliciis*; *De Signis*; *Songe de Scipion*.

Tite-Live : Un livre de la 3^e décade.

Tacite : *Vie d'Agricola*; *Germanie*.

Pline le Jeune : Choix de lettres.

Théâtre latin : Extraits.

Virgile : *Enéide* (livres IX à XII); *Bucoliques*.

Horace : *Odes*.

Anthologie des poètes latins (à l'exclusion des ouvrages compris dans les programmes).

Pages et pensées morales, extraites des auteurs latins.

Classe de Rhétorique.

Cicéron : Choix de lettres; *Pro Milone*; *Pro Murena*; Extraits et analyses des principaux discours; Extraits des œuvres morales et philosophiques; Extraits des traités de rhétorique.

Conciones.

Tite-Live : Un livre de la 3^e décade.

Sénèque : Extraits des lettres à Lucilius et des traités de morale.

Tacite : *Annales*; *Histoire*; *Dialogue des orateurs*.

Lucrèce : Extraits.

Anthologie des poètes latins (à l'exclusion des ouvrages compris dans les programmes).

Pages et pensées morales, extraites des auteurs latins.

AUTEURS FRANÇAIS.

Classe de Troisième.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes des xvi^e, xvii^e, xviii^e et xix^e siècles.

Portraits et récits extraits des prosateurs du xvi^e siècle.

Corneille : Théâtre choisi.

Molière : Théâtre choisi.

Boileau : Satires et Épîtres.

La Bruyère : Les portraits.

Lettres choisies du xvii^e et du xviii^e siècle.

Chefs-d'œuvre poétique de Lamartine et de Victor Hugo.

Chateaubriand : Récits scènes et paysages.

Michelet : Extraits tirés de l'Histoire du moyen âge.

Classe de Seconde.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes des xvi^e, xvii^e, xviii^e et xix^e siècles.

Chanson de Roland.

Villehardouin, Joinville, Froissart, Commines : Extraits.

Chrestomathie du moyen âge.

Montaigne : Principaux chapitres et extraits.

Chefs-d'œuvre poétiques de Marot, Ronsard, du Bellay, d'Aubigné, Régnier.

Corneille : Théâtre choisi.

Molière : Théâtre choisi.
Racine : Théâtre choisi.
La Fontaine : *Fables*.
Boileau : *Satires et Epîtres*.
Bossuet : *Oraisons funèbres*.
La Bruyère : *Caractères*.
Lettres choisies du XVII^e et du XVIII^e siècle.
J.-J. Rousseau : Morceaux choisis.
Chefs-d'œuvre poétiques de Lamartine et de Victor Hugo.

Classe de Rhétorique.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes des XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.
Montaigne : Principaux chapitres et extraits.
Corneille : Théâtre choisi.
Molière : Théâtre choisi.
Racine : Théâtre choisi.
La Fontaine : *Fables*.
Boileau : *Epîtres; Satires; Art poétique*. — Extraits des œuvres en prose.
Pascal : *Pensées; Provinciales* (I, IV, XIII et extraits).
Bossuet : *Oraisons funèbres; Sermons choisis*. — Extraits de ses œuvres diverses.
La Bruyère : *Caractères*.
Fénelon : *Lettre à l'Académie*. — Extraits des autres œuvres.
Montesquieu : *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*. — Extraits de l'*Esprit des lois* et des œuvres diverses.
Buffon : Extraits (Discours et vues générales).
Voltaire : Extraits des œuvres historiques et des autres ouvrages en prose.
Diderot : Extraits.
J.-J. Rousseau : Morceaux choisis. — *Lettre à d'Alembert sur les spectacles*.
Chefs-d'œuvre poétiques de Lamartine et de Victor Hugo.
Choix des moralistes du XVII^e, du XVIII^e et du XIX^e siècle.
Choix des principaux historiens du XIX^e siècle.

AUTEURS ALLEMANDS.

Classe de Troisième.

Morceaux choisis.
Goethe : *Campagne in Frankreich*; Extraits des mémoires (*Dichtung und Wahrheit*).
Schiller : *Wilhelm Tell; Maria Stuart; Der Neffe als Onkel*.

Classe de Seconde.

Morceaux choisis.
Goethe : *Hermann und Dorothea*.
Schiller : *Wallenstein* (les trois parties); Extrait des œuvres historiques.
Hauff : *Lichtenstein*.
Extraits des historiens allemands.

Classe de Rhétorique.

Morceaux choisis.
Lessing : *Hamburgische Dramaturgie* (Extraits).
Poésies lyriques de Goethe et de Schiller.
Goethe : *Iphigenie auf Tauris*; Extraits des œuvres en prose.
Schiller : *Die Jungfrau von Orleans; Die Braut von Messina*.
Choix de ballades allemandes.

AUTEURS ANGLAIS.

Classe de Troisième.

Morceaux choisis.
Goldsmith : *The Vicar of Wakfield*.
Lamb : *Tales from Shakespeare*.
Macaulay : *History of England* (Extraits).

Classe de Seconde.

Morceaux choisis.

Shakespeare : *Julius Cæsar; Coriolanus.*

Goldsmith : *The deserted Village.*

Walter Scott : *Un roman.*

Dickens : *A Christmas carol; David Copperfield.*

Extraits des historiens anglais.

Classe de Rhétorique.

Morceaux choisis.

Shakespeare : *Macbeth, King Richard III.*

Byron : *Childe Harold.*

Tennyson : *Enoch Arden.*

Dickens : *Nicholas Nickleby.*

George Eliot : *Silas Marner.*

AUTEURS ARABES.

Arabe littéral.

Mouliéras : *Manuel algérien.*

Mathuel : *Grammaire d'arabe régulier.*

Houdas : *Histoire de Djouder le Pêcheur* (Extrait des *Mille et une Nuits*).

Mouliéras : *Chrestomathie élémentaire d'arabe.*

Ben Sedira : *Cours de littérature arabe.*

Arabe vulgaire.

Mejdoub : *Choix de fables arabes.*

Allaoua : *Recueils de thèmes et versions d'arabe parlé.*

Houdas : *Lettres manuscrites.*

Recueil de devoirs (*Lettres*) publiés par l'Ecole des lettres d'Alger.

HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE

1^o HISTOIRE.

Classe de Rhétorique.

HISTOIRE DE L'EUROPE ET DE LA FRANCE DE 1610 A 1789.

La France, de l'avènement de Louis XIII à la mort de Mazarin. — Les Etats de 1614. — Richelieu : lutte contre les protestants et les grands. Accroissement de l'autorité monarchique. Marine et colonies. — Minorité de Louis XIV; Mazarin, la Fronde.

La politique européenne. — La maison d'Autriche. Les catholiques et les protestants en Allemagne. — La guerre de Trente ans : intérêts des puissances qui y sont engagées; les armées et les bandes; grands généraux, principales actions militaires.

La paix de Westphalie et la paix des Pyrénées.

L'Angleterre sous les Stuarts. — La révolution de 1648. Cromwell. La restauration.

Etat de l'Europe vers 1660. — Décadence de l'Espagne. Prospérité de la Hollande. Prépondérance de la Suède dans le Nord. La paix d'Oliva.

Mouvement intellectuel. — Sciences et philosophie : Bacon, Galilée, Descartes, Spinoza. — Lettres : l'influence espagnole, Cervantès et Lope de Vega. — L'Académie française : Corneille, Pascal. — Les arts : Poussin, Le Sueur.

La Société française. — L'hôtel de Rambouillet. La misère au temps de la Fronde : saint Vincent de Paul.

Louis XIV, la monarchie absolue. — Théorie du roi sur le pouvoir royal. La cour, les conseils, les secrétaires d'Etat. Colbert, Louvois, Vauban. Les affaires religieuses : la déclaration de 1682; la révocation de l'édit de Nantes.

La politique de Louis XIV. — Lionne et Pomponne. — Guerre de Hollande. — Formation de la ligue d'Augsbourg.

La Révolution d'Angleterre. — Les Stuarts et le Parlement : whigs et tories. Déclaration des droits : avènement de Guillaume III.

Les coalitions contre Louis XIV. — La succession d'Espagne.

- Dernières années de Louis XIV.* — La cour; Port-Royal; détresse financière; testament et mort du roi.
- Le mouvement intellectuel.* — Les lettres; les grands classiques. Les arts: Le Brun, Mansard, Le Louvre, Versailles. — Les sciences. Commencement d'opposition: Fénelon et le duc de Bourgogne. Vauban. — Bayle.
- L'Europe vers 1715.* — L'Europe occidentale après les traités d'Utrecht et de Rastadt. L'Europe orientale après les traités de Carlowitz, de Passarowitz et de Nystadt. Pierre le Grand.
- La France, de 1715 jusqu'au milieu du XVIII^e siècle.* — La régence et les essais de réforme. Law, Fleury, d'Argenson, Machault.
- Les affaires européennes.* — Règlement de la succession d'Espagne, des successions de Pologne et de Toscane. Les Bourbons d'Espagne en Italie. Stanislas Leczinski en Lorraine.
- Autriche et Prusse pendant la première moitié du XVIII^e siècle.* — L'Etat prussien. Frédéric II. Marie-Thérèse. — Guerres de la succession d'Autriche et de Sept ans: exposé général de la politique. Indication des principales actions militaires. Rôle de la France dans ces guerres.
- Les affaires maritimes et coloniales.* — Rivalité de la France et de l'Angleterre en Amérique et aux Indes. L'empire anglais. Voyages de découvertes.
- L'Europe orientale.* — La Russie: Catherine II. Conquêtes sur la Turquie. Partages de la Pologne.
- La fin du règne de Louis XV.* — Le Parlement. — Choiseul et Maupéou.
- Le mouvement intellectuel et politique.* — Les lettres et les arts, les sciences, les philosophes et les économistes en France. Les livres, la presse, les salons; les Parlements.
- Le gouvernement parlementaire en Angleterre.* — Rois, Parlement et ministres; triomphe des whigs: les libertés politiques, la presse.
- Mouvement de réformes en Europe.* — Influence des idées françaises. Charles III en Espagne; Pombal en Portugal; Léopold de Toscane et Beccaria en Italie; Gustave III en Suède.
- Joseph II en Autriche.* — Frédéric en Prusse. — Situation de la Prusse en Allemagne à la fin du règne de Frédéric II.
- Préludes de la Révolution française.* — La France à l'avènement de Louis XVI. — Etat des esprits à cette époque; opposition entre les idées et les institutions. — Essais de réforme: Turgot. Malesherbes. Necker. Désordres financiers. Les Etats généraux.
- La guerre d'indépendance en Amérique.* — Les colonies anglaises d'Amérique, leur soulèvement. — Intervention de la France. — Constitution américaine de 1787.
- Vue générale sur l'Europe en 1789.* — Conclusion du cours.

2^e GÉOGRAPHIE.

Classe de Rhétorique.

GÉOGRAPHIE DE LA FRANCE.

Observations sur la configuration, la constitution géologique, le relief du sol, le régime des eaux, le climat.

Etude de la France par grandes régions naturelles et par provinces: traits caractéristique de l'orographie, de l'hydrographie, de la géographie économique. Mœurs, traditions, grands souvenirs historiques.

La nationalité française.

La population: densité.

Le régime administratif étudié particulièrement dans le département et dans la commune.

L'organisation militaire. La frontière. Défenses naturelles et places fortes de la France et des pays limitrophes.

L'Algérie et le protectorat de Tunisie. Forces productrices; développement de la colonisation.

Les colonies françaises. Colonies d'Amérique, possessions et établissements de l'Afrique occidentale, de l'Afrique orientale; Inde, Indochine, Océanie françaises.

Rapports de la France avec les grands pays du globe. L'émigration

et l'immigration ; échanges. Voies internationales de communication. Comparaison de la puissance économique et militaire de la France avec celle d'autres Etats.

MATHEMATIQUES

ARITHMÉTIQUE.

Classe de Rhétorique.

Revision et complément du cours d'arithmétique de la classe de Troisième.

Propriétés élémentaires des nombres premiers.

Carré. — Racine carrée.

Programme de la classe de Troisième.

Numération.

Addition, soustraction et multiplication des nombres entiers.

Théorèmes simples relatifs à la multiplication.

Division des nombres entiers. — Caractères de divisibilité par chacun des nombres 2, 5, 4, 9 et 3.

Plus grand commun diviseur et plus petit commun multiple de deux ou plusieurs nombres.

Opérations sur les fractions.

Fractions décimales. — Opérations sur les nombres décimaux ; quotient de deux nombres entiers ou décimaux à moins d'une unité décimale d'un ordre donné.

Carré. — Racine carrée (règle pratique).

Rapports et proportions.

Conseils généraux. — Dans cette classe, au lieu de se borner, comme dans les classes précédentes, à familiariser les élèves avec la pratique du calcul, il faut démontrer les règles, tout en se limitant strictement au programme.

Les règles concernant les opérations sur les nombres décimaux seront déduites des règles établies pour les opérations sur les fractions ordinaires.

En ce qui concerne la racine carrée, on se bornera à l'extraction de la racine carrée d'un nombre entier ou décimal à moins d'une unité décimale d'un ordre donné.

ALGÈBRE.

Classe de Rhétorique.

Revision du cours d'algèbre des classes de Troisième et de Seconde.

Equations du premier degré à une ou plusieurs inconnues.

Equation du second degré.

Programme de la classe de Troisième.

Emploi des lettres pour représenter les inconnues. — Problèmes simples conduisant à des équations du premier degré.

Emploi des lettres pour représenter les données. — Formules algébriques.

Emploi des nombres positifs ou négatifs pour la représentation des grandeurs susceptibles d'être portées dans un sens ou dans le sens opposé : longueurs comptées à partir d'un point, temps, vitesse, degrés thermométriques.

Opérations sur les nombres positifs et sur les nombres négatifs.

Equation du mouvement uniforme.

Programme de la classe de Seconde.

Revision des premières notions de calcul algébrique données dans la classe de Troisième.

Monômes et polynômes. — Addition, soustraction et multiplication des polynômes.

Résolution des équations du premier degré à une et à plusieurs inconnues. (Explication des diverses méthodes sur des systèmes d'équations numériques.)

Application à la résolution de quelques problèmes simples.

GÉOMÉTRIE.

Classe de Rhétorique.

Revision des cours précédents.

Cylindre, cône, tronc de cône : surface et volume.

Sphère. — Section plane. — Grands cercles. — Petits cercles. — Pôles d'un cercle. — Plan tangent. — Surface et volume de la sphère.

Conseils généraux. — Dans l'enseignement de la géométrie, le professeur s'attachera à bien mettre en évidence l'enchaînement des propositions. Dans la résolution des problèmes, il emploiera la méthode analytique de préférence à la méthode synthétique.

Programme de la classe de Quatrième.

Ligne droite et plan. — Angles.

Triangles. — Cas d'égalité.

Perpendiculaires et obliques.

Théorie des parallèles. — Parallélogramme.

Cercle. — Dépendance mutuelle des cordes et des arcs.

Sécante, tangente.

Positions relatives de deux cercles.

Mesure des angles.

Problèmes élémentaires sur la droite et le cercle.

Programme de la classe de Troisième.

Lignes proportionnelles.

Similitude.

Relations entre les côtés d'un triangle rectangle.

Propriétés, en ce qui concerne le cercle, des sécantes issues d'un même point.

Constructions géométriques. — Quatrième proportionnelle et moyenne proportionnelle.

Polygones réguliers. — Carré, hexagone, triangle équilatéral. — Mesure des aires : rectangle, parallélogramme, triangle, trapèze.

Rapport des aires de deux polygones semblables.

Rapport de la circonférence au diamètre. — Aire du cercle.

Programme de la classe de Seconde.

Géométrie dans l'espace. — Perpendiculaire et obliques à un plan. — Parallélisme des droites et des plans.

Angles dièdres. — Plans perpendiculaires.

Notions sur les angles trièdres et les angles polyèdres. (On ne parlera pas des trièdres supplémentaires.)

Polyèdres. — Mesure des volumes : parallélépipède, prisme, pyramide, tronc de pyramide.

COSMOGRAPHIE.

Classe de Rhétorique.

Sphère céleste. — Principales constellations. — Mouvement diurne. — Ascension droite et déclinaison.

Forme sphérique de la terre. — Détermination de la longitude et de la latitude. — Rayon de la terre.

Soleil. — Mouvement apparent sur la sphère céleste. — Ecliptique ; constellations zodiacales. — Saisons.

Lune. — Ses phases.

Eclipses de lune et de soleil.

Description générale du système solaire. — Planètes et leurs satellites.

Système de Kopernik.

Détails succincts sur les diverses planètes.

Comètes. — Étoiles filantes.

Amas d'étoiles. — Nébuleuses.

DEUXIÈME PARTIE

Première série.

EPREUVES ÉCRITES : 1° Dissertation française sur un sujet de philosophie.

2° Composition portant, au choix des candidats, soit sur les mathématiques, soit sur les sciences physiques et naturelles.

EPREUVES ORALES : Programmes de la classe de Philosophie.

PHILOSOPHIE — HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE

Auteurs philosophiques.

1° PHILOSOPHIE.

Introduction.

La science ; les sciences ; la philosophie. — Objet et division de la philosophie.

Psychologie.

Objet de la psychologie ; caractères propres des faits qu'elle étudie ; les faits psychologiques et les faits physiologiques.

Méthode de la psychologie ; méthode subjective : la réflexion ; méthode objective : les langues, l'histoire, etc. De l'expérimentation en psychologie.

Classification des faits psychologiques : sensibilité, intelligence, volonté.

Sensibilité. — Le plaisir et la douleur ; sensations, sentiments. Les inclinations. — Les passions.

Intelligence. — Acquisition, conversation, élaboration de la connaissance. Les données de l'expérience et l'activité de l'esprit.

Les sens et la conscience.

La mémoire. L'association. L'imagination.

L'abstraction et la généralisation. — Le jugement et le raisonnement.

Principes directeurs de la connaissance. Peut-on les expliquer par l'expérience, l'association ou l'hérédité ?

La volonté. — Instinct ; liberté ; habitude.

L'expression des faits psychologiques : les signes et le langage.

Le beau et l'art.

Les rapports du physique et du moral.

Notions très sommaires de psychologie comparée ; l'homme et l'animal.

Logique.

Logique formelle. — Des termes. — Des propositions. — Des différentes formes du raisonnement.

Logique appliquée. — Méthode des sciences exactes : axiomes ; définitions ; démonstration.

Méthode des sciences physiques et naturelles : observation, expérimentation ; hypothèse, induction. — Classification, analogie, définitions empiriques.

De la méthode dans les sciences morales. — Le témoignage des hommes ; la méthode historique.

Des erreurs et des sophismes.

Morale.

Principes de la morale. — La conscience, le bien, le devoir.

Examen des doctrines utilitaires.

La responsabilité et la sanction.

Les devoirs. — Devoirs envers soi-même : sagesse, courage, tempérance.

Devoirs envers nos semblables : Le droit et la justice ; la charité.

Devoirs particuliers envers la famille. — L'éducation.

Devoirs envers la patrie : Obéissance aux lois. L'éducation des enfants. L'impôt. Le vote. Le service militaire. Dévouement à la patrie.

Des rapports de la morale et de l'économie politique. — Le travail. Le capital. La propriété.

Eléments de métaphysique.

De la valeur objective de la connaissance : dogmatisme, scepticisme, idéalisme.

De l'existence du monde extérieur.

De la nature en général : diverses conceptions sur la matière et sur la vie.

De l'âme : matérialisme et spiritualisme.

Dieu ; la Providence. Le problème du mal.

L'immortalité de l'âme. — La religion naturelle.

2° NOTIONS SOMMAIRES.

sur les principales doctrines philosophiques.

Socrate ; Platon ; Aristote ; Epicurisme et Stoïcisme. — Bacon ; Descartes ; Locke ; Spinoza ; Leibniz ; Kant.

3° AUTEURS PHILOSOPHIQUES (1).

Auteurs français.

Descartes : *Discours de la Méthode, Les Méditations, Les Principes*, livre premier.

Pascal : *Opuscules, Pensées*.

Malebranche : *De la recherche de la vérité*, livre II.

Bossuet : *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même*, livres I, IV et V.

Fénelon : *Traité de l'existence de Dieu*.

Leibniz : *Nouveaux Essais*, livre premier. — *La Théodicée*. Extraits : *La Monadologie*.

Condillac : *Traité des sensations*, livre I.

Montesquieu : *Esprit des lois*, livre I.

Rousseau : *Contrat social*, livres I et II.

Jouffroy : Extraits.

Auguste Comte : *Cours de philosophie positive*. 1^{re} et 2^e leçons.

Cousin : *Du bien*.

Claude Bernard : *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, 1^{re} partie.

Kant : *Fondements de la métaphysique des mœurs*.

Stuart Mill : *Logique*, tome II, livre VI.

AUTEURS LATINS ET GRECS.

Auteurs grecs.

Xénophon : *Livre des Mémorables*.

Platon : *Phédon, Gorgias*, VI^e ou VII^e ou VIII^e livre de la *République*.

Aristote : VIII^e ou IX^e ou X^e livre de la *Morale à Nicomaque* ; VII^e livre de la *Politique*.

Epictète : *Manuel*.

Auteurs latins.

Lucrèce : *De Natura rerum*, livre V.

Cicéron : Un livre de *De Officiis* ; Une des *Tusculanes*, *La République*.

Senèque : Les XVI premières lettres à Lucilius.

Bacon : *De Dignitate et Augmentis scientiarum* (principaux chapitres).

HISTOIRE

HISTOIRE CONTEMPORAINE (1789 à 1889)

I

Préliminaires et causes générales de la Révolution. — L'ancien régime : l'arbitraire et le privilège ; la cour, le gouvernement et l'administration ; impôt, justice, armée. — Les trois ordres.

(1) Le professeur de la classe de Philosophie doit faire expliquer chaque année deux textes français, un texte grec et un texte latin choisis par lui dans la liste des auteurs du programme ; d'où, pour les candidats, le droit d'indiquer à l'examen les ouvrages expliqués en classe. (Circulaire du 1^{er} juin 1891.)

Les Etats généraux et la Constituante. — Les cahiers. Les orateurs de la Constituante. Suppression de l'ancien régime et constitution du nouvel état de choses.

Les monarchies européennes vers 1789. — La question d'Orient. Impression produite par la Révolution. Rôle de l'émigration.

Assemblée législative et Convention. — Chute de la royauté. Girondins, Montagnards. Les clubs ; les Jacobins ; la commune de Paris. Le Comité du Salut public. La Terreur.

Lutte contre l'Europe et contre les soulèvements à l'intérieur. Les armées et les généraux de la République. Traités de Bâle.

Esprit des réformes de la Convention. Constitution de l'an III.

Le Directoire. — Campagne d'Italie, d'Egypte. Nouvelle coalition. Les coups d'Etat. Le 18 Brumaire.

Le Consulat et l'Empire. — La Constitution de l'an VIII et ses transformations jusqu'en 1807. Esprit des institutions du Consulat et de l'Empire. Les Codes. Le Concordat. La Légion d'honneur ; la Cour impériale ; la noblesse d'empire. L'Université. Les institutions financières. Travaux publics.

Guerres jusqu'en 1807 : la Grande Armée, les généraux de l'empire.

Le blocus continental. Commencement des résistances nationales.

Caractères de la guerre d'Espagne et de la guerre de 1809.

Etat de l'Empire et de l'Europe vers 1810. Caractère du pouvoir impérial. — Lutte contre le pape.

Dernières luttes : Moscou ; la bataille de Leipzig. L'invasion. Waterloo et Sainte-Hélène.

Le Congrès de Vienne ; caractère de son œuvre. L'Europe de 1815.

II

La Sainte-Alliance et les peuples. — Le pouvoir absolu et le régime parlementaire.

La Charte de 1814 en France. Le régime parlementaire sous Louis XVIII. Principaux orateurs et hommes d'Etat. Charles X. La congrégation.

Les Congrès. Lutte contre l'esprit nouveau en Italie, en Espagne et en Allemagne. — Insurrections et interventions. Affranchissement de la Grèce. Politique de la France. Prise d'Alger.

La révolution de 1830.

Mouvement des esprits depuis la fin du XVIII^e siècle. — Part de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne. Renouveau des littératures allemande et anglaise. Caractère de la littérature française sous l'Empire. Influences étrangères. Le romantisme. La critique littéraire.

Développement de l'érudition. Rénovation des connaissances sur l'Orient, l'antiquité classique, le moyen âge. L'archéologie et les grandes découvertes. L'histoire.

Renaissance de l'esprit classique dans l'art pendant la Révolution et l'Empire. Le romantisme dans l'art. — La musique symphonique et dramatique.

Développement des sciences exactes, physiques et naturelles.

Applications : La vapeur, l'électricité. Progrès de l'industrie.

Louis-Philippe. — La nouvelle Charte. Principaux orateurs et hommes d'Etat. Les partis ; les sociétés secrètes.

Effet produit par la révolution de 1830 en Europe : Belgique, Pologne, Espagne.

La question d'Orient ; caractères de la politique extérieure de Louis-Philippe. — Conquête de l'Algérie.

III

Révolution de 1848. — Causes de la révolution en France. La question électorale. La République de 1848. Contre-coup en Europe.

Changements survenus dans le gouvernement de la France depuis 1848. — La constitution de 1852 et le second Empire. — La République. Lois constitutionnelles de 1875.

La politique extérieure. — Formation de l'unité italienne ; guerre de 1859. Le royaume d'Italie.

Formation de l'unité allemande : guerre italo-prussienne contre l'Autriche. Nouvelle constitution de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie. Guerre de 1870-1871 ; l'invasion, le siège de Paris ; la lutte en province. — L'empire allemand. Les stipulations du traité de Francfort. La question d'Orient : guerres de Crimée et des Balkans. Le Pan-slavisme.

L'Angleterre et la Russie en Asie.

L'Angleterre. — Principaux hommes d'Etat et grandes réformes au xix^e siècle. L'Irlande.

Le Nouveau monde. — Formation des principaux Etats de l'Amérique du Sud. Extension des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

IV

Développement ou transformation des principes de 1789.

Liberté politique : régime constitutionnel ; principales formes de gouvernement dans le monde actuel.

Liberté religieuse : liberté des cultes, suppression des religions d'Etat.

Respect de la personnalité humaine : abolition de la traite, de l'esclavage, du servage.

Idées démocratiques et questions sociales : suffrage, instruction populaire, service militaire, obligatoire. — Socialisme ; organisation du travail.

Mouvement intellectuel. — Esprit d'observation dans la littérature et dans l'art. L'érudition. Les sciences.

Industrie et commerce : généralisation de l'emploi de la vapeur et de l'électricité. Multiplication des voies de communication à travers le monde. — Protection et libre-échange. Traités de commerce et conventions internationales. Expositions universelles.

Expansion de la civilisation européenne. — Explorations. Distribution des principales langues européennes à la surface du globe.

Résumé du rôle de la France dans l'histoire politique, sociale et intellectuelle depuis 1789.

PHYSIQUE ET CHIMIE

Classe de Philosophie.

PHYSIQUE.

Pesanteur. — Equilibre des liquides et des gaz.

Divers états de la matière.

Principe de l'inertie. — Forces. — Enoncé sans démonstration, de la règle du parallélogramme des forces et de celle de la composition de deux forces parallèles.

Direction de la pesanteur. — Centre de gravité, poids.

Balance.

Surface libre des liquides en équilibre. — Egalité de pression en tous sens. — Pressions sur les parois ; vases communicants.

Principe d'Archimède. — Application à la mesure des poids spécifiques ; aréomètres à poids constant.

Pression atmosphérique ; baromètre.

Loi de Mariotte ; expériences de Mariotte.

Machine pneumatique. — Pompes. — Presse hydraulique. — Siphon. Aérostats.

Chaleur.

Dilatation des corps par la chaleur.

Thermomètre.

Maximum de densité de l'eau.

Définition des chaleurs spécifiques. — Principe de la méthode des mélanges.

Fusion. — Solidification. — Dissolution. — Cristallisation. — Chaleur de fusion (simple définition).

Vaporisation ; vapeurs saturantes et non saturantes. — Maximum de tension.

Définition de l'état hygrométrique. — Pluie, neige, rosée.

Evaporation, ébullition, distillation. — Chaleur de vaporisation (simple définition). — Froid produit par l'évaporation. Conductibilité.

Acoustique.

Production du son. — Propagation. — Vitesse dans l'air et dans l'eau.

Réflexion du son. — Echo.

Intensité ; hauteur. — Cordes vibrantes ; loi des longueurs. — Principaux intervalles musicaux. — Harmoniques. — Timbre.

Electricité.

Production de l'électricité par le frottement.

Electrisation par influence ; électroscope à feuilles d'or ; électrophore ; machine électrique.

Condensateur ; bouteille de Leyde ; batteries. — Foudre. — Paratonnerre.

Pile de Volta. — Piles de Daniell, de Bunsen. — Courant électrique.

— Effets physiologiques, physiques et chimiques de la pile.

Galvanoplastie ; dorure, argenture.

Magnétisme.

Aimants naturels et artificiels.

Définition de la déclinaison et de l'inclinaison.

Expérience d'Ørsted. — Galvanomètre.

Action des courants sur les courants.

Action de la terre sur un courant fermé, mobile autour d'un axe vertical ; conducteurs astatiques.

Solénoides : comparaison d'un solénoïde et d'un aimant.

Aimantation par les courants : électro-aimants. — Principe du télégraphe électrique.

Induction par les courants et les aimants. — Bobine de Ruhmkorff. — Téléphone. — Principe des machines magnéto-électriques.

Optique.

Propagation rectiligne de la lumière. — Vitesse.

Lois de la réflexion. — Miroirs plans.

Miroirs sphériques, concaves et convexes.

Réfraction. — Prisme. — Lentilles (étude expérimentale).

Loupe. — Principe de la lunette astronomique, du microscope et du télescope.

Décomposition et recombinaison de la lumière.

Spectre solaire. — Spectre des diverses sources lumineuses.

Chaleur rayonnante.

Photographie.

Compléments.

Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood.

Pendule. — Applications.

Travail. — Force vive. — Energie.

Définition de l'équivalent mécanique de la chaleur.

Principe de la machine à vapeur : condensateur, détente.

CHIMIE.

Corps simples et corps composés.

Eau : analyse et synthèse. — Hydrogène. — Oxygène.

Air : analyse. — Azote.

Combustion. — Notions générales sur la combinaison chimique. —

Chaleur dégagée. — Changement de propriétés.

Principes de la nomenclature et de la notation chimiques.

Acides. — Bases.

Oxydes de l'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque.

Lois des combinaisons en poids et en volumes.

Chlore. — Acide chlorhydrique. — Eau régale. — Iode.

Soufre. — Acide sulfureux. — Acide sulfurique. — Acide sulfhydrique.

Phosphore. — Acide phosphorique. — Hydrogène phosphoré.
Carbone. — Acide carbonique. — Oxyde de carbone. — Sulfure de carbone. — Cyanogène et acide cyanhydrique.
Carbure d'hydrogène. — Acétylène. — Gaz oléifiant. — Gaz des marais. — Benzine. — Gaz de la houille. — Flamme.

Silice.

Généralités sur les métaux, les oxydes et les sels. (*Une leçon.*)

Généralités sur les principales matières organiques, au double point de vue de leur extraction des êtres vivants et de leur formation artificielle. (*Une leçon.*)

ELEMENTS D'HISTOIRE NATURELLE.

ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE ANIMALES ET VÉGÉTALES

En ce qui concerne l'anatomie et la physiologie animales et végétales, et en particulier pour toutes les questions relatives à la structure des organes, on ne donnera de développements histologiques que dans la mesure où ils pourront servir à élucider la physiologie.

Caractères généraux des êtres vivants. — Animaux et végétaux.

ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE ANIMALES

Caractères généraux des animaux. — Principaux tissus.

I. — *Fonctions de nutrition.* (Etude spéciale de l'homme.)

Digestion : appareil digestif ; aliments ; phénomènes mécaniques et chimiques de la digestion.

Circulation : sang, appareil circulatoire sanguin, mécanisme de la circulation ; lymphé et canal thoracique.

Absorption.

Respiration : appareil respiratoire, phénomènes mécaniques, physiologiques et chimiques.

Chaleur animale.

Appareils d'élimination : reins, glandes de la peau.

Foie : ses fonctions.

Notions sommaires sur les appareils de la circulation et de la respiration dans la série animale.

II. — *Fonctions de relation.* (Etude spéciale de l'homme.)

Organes des sens.

L'œil, la vision, l'accommodation. — Quelques mots sur les anomalies de la vision.

L'oreille, l'audition.

L'odorat, le goût et le toucher.

Le larynx, la voix.

Appareil du mouvement : os, squelette, articulations. — Muscles : structure, fonctions.

Centres nerveux : fonctions. — Nerfs moteurs, nerfs sensitifs.

Principales modifications du système nerveux dans la série animale.

ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE VÉGÉTALES

Caractères généraux des végétaux.

Principaux tissus.

I. — *Nutrition.* (Etude spéciale d'une plante phanérogame.)

Racine. — Radicelles. — Croissance et fonctions de la racine.

Tige : croissance et fonctions de la tige.

Feuille : structure ; croissance et fonctions.

Nutrition en général : plantes à chlorophylle, plantes sans chlorophylle. — Aliments. — Réserves nutritives. — Respiration.

II. — *Reproduction.* (Etude spéciale d'une plante phanérogame.)

Fleur : enveloppes florales ; étamine, anthère, pollen, carpelles, ovule. Fécondation et développement.

Fruit et graine. — Germination : phénomènes qui l'accompagnent.

Cryptogames : reproduction et formes alternantes. — Parasitisme.

Deuxième série.

EPREUVE ÉCRITE : Composition de mathématiques et de physique.

EPREUVES ORALES : Programme de la classe de Mathématiques élémentaires.

MATHEMATIQUES

ARITHMÉTIQUE.

Numération décimale.

Addition et soustraction des nombres entiers.

Multiplication des nombres entiers. — Produit de plusieurs facteurs.

— Théorème fondamental et ses conséquences.

Division des nombres entiers. — Théorèmes relatifs à la division.

Restes de la division d'un nombre entier par 2, 5 ; 4, 25 ; 8, 125 ; 9, 3. — Caractères de divisibilité par chacun de ces nombres.

Plus grand commun diviseur de deux nombres. — Recherche du plus grand commun diviseur par la méthode des divisions successives.

Nombres premiers entre eux. — Tout nombre qui divise un produit de deux facteurs et qui est premier avec l'un des facteurs divise l'autre.

Plus petit commun multiple de deux nombres.

Définition des nombres premiers. — Propriétés élémentaires. — Décomposition d'un nombre entier en un produit de facteurs premiers.

— Composition du plus grand commun diviseur et du plus petit commun multiple de plusieurs nombres décomposés en facteurs premiers.

Fractions ordinaires. — Réduction d'une fraction à sa plus simple expression. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur.

— Plus petit dénominateur commun. — Opérations sur les fractions ordinaires. — Extension de la théorie aux fractions dont les deux termes sont des fractions ordinaires.

Nombres décimaux. — Opérations (en considérant les fractions décimales comme cas particuliers des fractions ordinaires). — Calcul d'un produit ou d'un quotient à une approximation donnée.

Réduction d'une fraction ordinaire en fraction décimale. Condition de possibilité. — Fractions décimales périodiques.

Carré d'un nombre entier ou fractionnaire. — Composition du carré de la somme de deux nombres. — Le carré d'une fraction n'est jamais égal à un nombre entier. — Définition et extraction de la racine carrée d'un nombre entier à moins d'une unité. — Définition et extraction de la racine carrée d'un nombre entier ou fractionnaire à une approximation donnée.

Système métrique. — Exercices.

Rapport de deux nombres. — Rapports égaux.

Partager un nombre en parties proportionnelles à des nombres donnés.

Mesure des grandeurs. — Définition du rapport de deux grandeurs de même espèce. — Théorème : le rapport de deux grandeurs de même espèce est égal au quotient des nombres qui les mesurent.

Grandeurs directement ou inversement proportionnelles. Problèmes. — Règle de trois simple ou composée.

Intérêt simple. — Rentes françaises. — Escomptes. — Questions sur les mélanges et les alliages.

Définition de l'erreur absolue et de l'erreur relative. — Théorie sommaire des erreurs relatives. — Exercices.

ALGÈBRE

Introduction des nombres négatifs. — Exemples : position d'un point sur un axe, formule du mouvement uniforme. — Opérations sur les nombres négatifs. — Fractions algébriques. — Extension des propriétés démontrées en arithmétique.

Expressions algébriques. — Monômes. Polynômes. Termes semblables.

Opérations algébriques. — Addition, soustraction et multiplication des polynômes. — Division des monômes. — Exposant zéro. — Division de deux polynômes ordonnés par rapport aux puissances décroissantes d'une même lettre.

Equations du premier degré. — Equation du premier degré à une inconnue.

Equations du premier degré à plusieurs inconnues. Diverses méthodes de résolution.

Résolution et discussion de deux équations du premier degré à deux inconnues.

Problèmes. — Mise en équation. — Discussion des résultats.

Inégalités numériques. — Inégalités du premier degré.

Equation du second degré $ax^2+bx+c=0$. (On ne fera pas la théorie des imaginaires.) — Relations entre les coefficients et les racines. — Nature et signes des racines.

Etude du trinome du second degré. — Changements de signe. — Inégalités du second degré.

Variations de grandeur du trinome ; représentation graphique. — Equation bicarrée. — Trinome bicarré.

Problèmes du second degré. — Questions de maximum et de minimum qui peuvent être traitées par la résolution d'une équation du second degré.

Variation du quotient de deux trinomes du second degré ; représentation graphique (exemples numériques).

Progressions arithmétiques et progressions géométriques.

Somme des carrés des n premiers nombres entiers.

Logarithmes vulgaires. — Définition et propriétés. (On ne considérera que les nombres qui peuvent faire partie de la progression géométrique après insertion de moyens géométriques.) — Usage des tables à cinq décimales.

Intérêts composés et annuités.

GÉOMÉTRIE.

Figures planes.

Ligne droite et plan. — Angles. — Droites perpendiculaires.

Triangles. — Triangle isocèle. — Cas d'égalité des triangles.

Perpendiculaires et obliques. — Triangles rectangles. — Cas d'égalité.

Définition d'un lieu géométrique. Lieu géométrique des points équidistants de deux points ou de deux droites.

Droites parallèles.

Somme des angles d'un triangle, d'un polygone convexe.

Parallélogrammes.

Figures symétriques par rapport à un point ou à une droite. — Deux figures planes symétriques sont égales.

Translation d'une figure plane de forme invariable. Composition de plusieurs translations.

Usage de la règle et de l'équerre.

Cercle. — Intersection d'une droite et d'un cercle. — Tangente au cercle ; les deux définitions de la tangente. — Arcs et cordes.

Positions relatives de deux cercles.

Mesure des angles.

Mouvement de rotation autour d'un point. — Tout déplacement d'une figure plane de forme invariable dans son plan, se ramène à une rotation ou à une translation.

Usage de la règle et du compas. — Rapporteur. — Problèmes élémentaires et lieux géométriques.

Longueurs proportionnelles. — Toute parallèle à l'un des côtés d'un triangle divise les deux autres côtés en parties proportionnelles. Réciproque.

Propriétés des bissectrices d'un triangle. — Lieu géométrique des points dont le rapport des distances à deux points fixes est constant.

Triangles semblables. — Cas de similitude.

Figures homothétiques. — Centres de similitude de deux cercles. — Polygones semblables.

Relations métriques dans un triangle rectangle et dans un triangle quelconque.

Lignes proportionnelles dans le cercle. — Puissance d'un point par rapport à un cercle. — Axe radical. — Centre radical.

Diviser une droite en parties proportionnelles à des droites don-

nées. — Quatrième proportionnelle ; moyenne proportionnelle. — Division d'une droite en moyenne et extrême raison.

Polygones réguliers. — Démontrer qu'il existe des polygones réguliers d'un nombre quelconque de côtés. — Inscription du carré, de l'hexagone, du triangle équilatéral, du décagone, du pentédécagone. — Deux polygones réguliers d'un même nombre de côtés sont semblables. Rapport de leurs périmètres.

Longueur d'un arc de cercle. — Rapport de la circonférence au diamètre. Calcul de π .

Aire des polygones, aire du cercle.

Mesure de l'aire du rectangle, du parallélogramme, du triangle, du trapèze, d'un polygone quelconque.

Le carré construit sur l'hypoténuse d'un triangle rectangle est équivalent à la somme des carrés construits sur les côtés de l'angle droit.

Rapport des aires de deux polygones semblables.

Aire d'un polygone régulier convexe. — Aire d'un cercle, d'un secteur et d'un segment de cercle. — Rapport des aires de deux cercles.

Notions d'arpentage. — Usage de la chaîne et de l'équerre d'arpenteur.

Figures dans l'espace.

Plan et ligne droite.

Détermination d'un plan. — Droite et plan perpendiculaires.

Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à un plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Angle dièdre. — Dièdre droit. — Angle plan correspondant à un angle dièdre.

Le rapport de deux angles dièdres est le même que celui de leurs angles plans.

Plans perpendiculaires entre eux.

Angles trièdres. — Chaque face d'un trièdre est moindre que la somme des deux autres. Limites de la somme des faces d'un trièdre.

Trièdres supplémentaires.

Dans tout trièdre, chaque dièdre augmenté de deux droits est plus petit que la somme des deux autres. Limites de la somme des dièdres d'un angle trièdre.

Si l'on prolonge les arêtes d'un angle trièdre quelconque au delà de son sommet, on forme un nouvel angle trièdre qui ne peut lui être superposé, bien qu'il soit composé des mêmes éléments. Préciser la disposition des éléments d'un trièdre.

Cas d'égalité des trièdres.

Somme des faces d'un angle polyèdre convexe.

Polyèdres.

Parallélépipède. — Volume du parallélépipède rectangle, volume du parallélépipède droit. — Volume du prisme droit. — Volume du parallélépipède oblique. — Volume du prisme oblique.

Pyramide. — Volume de la pyramide. — Volume du tronc de pyramide à bases parallèles.

Plyèdres homothétiques. — Polyèdres semblables. — Rapport des volumes de deux polyèdres semblables.

Translation d'une figure de forme invariable dans l'espace. — Rotation autour d'un axe.

Figures symétriques. — Symétrie par rapport à un point. — Symétrie par rapport à un plan. Ce second mode de symétrie se ramène au premier. — Symétrie par rapport à une droite. — Deux polyèdres symétriques sont équivalents.

Cylindre droit à base circulaire. — Surface latérale. — Volume.

Cône droit à base circulaire. — Sections parallèles à la base. — Surface latérale du cône, du tronc de cône à bases parallèles. — Volume du cône, du tronc de cône à bases parallèles.

Sphère. — Sections planes, grands cercles, petits cercles. — Pôles d'un cercle. — Etant donnée une sphère, trouver son rayon par une construction plane.

Plan tangent.

Mesure de la surface engendrée par une ligne brisée régulière tour-

nant autour d'un de ses diamètres. — Aire de la zone. — Aire de la sphère.

Mesure du volume engendré par un triangle tournant autour d'un axe mené dans son plan, par un de ses sommets. Application au volume engendré par un secteur polygonal régulier tournant autour d'un de ses diamètres. — Volume d'une sphère. — Volume d'un segment sphérique.

Notions sur l'ellipse et la parabole.

Ellipse. — Définition de l'ellipse par la propriété des foyers. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axes. — Sommets. — Cercles directeurs. — Intersection d'une droite et d'une ellipse. — Tangente. — Normale. — Mener à une ellipse une tangente : 1° par un point donné ; 2° parallèlement à une droite donnée.

Parabole. — Définition de la parabole par la propriété du foyer et de la directrice. Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axe. — Sommet.

Intersection d'une droite et d'une parabole. — Tangente. — Normale. — Sous-normale. — Mener à une parabole une tangente : 1° par un point donné ; 2° parallèlement à une droite donnée. — Relation entre le carré d'une corde perpendiculaire à l'axe et sa distance au sommet.

Notions sur l'hélice.

Définition. — Propriété de la tangente.

TRIGONOMÉTRIE.

Lignes trigonométriques. — Relations entre les lignes trigonométriques d'un même arc. — Calcul des lignes trigonométriques de quel-

ques arcs : $\frac{\pi}{4}$, $\frac{\pi}{3}$, etc.

Théorème des projections.

Formules d'addition pour le sinus, le cosinus et la tangente.

Expressions de $\sin 2a$, $\cos 2a$, $\operatorname{tg} 2a$.

Toutes les lignes trigonométriques de l'arc a s'expriment rationnellement en fonction de $\operatorname{tg} \frac{1}{2} a$.

Connaissant $\cos a$ ou $\sin a$, calculer $\sin \frac{1}{2} a$ et $\cos \frac{1}{2} a$. Connaissant $\operatorname{tg} a$, calculer $\operatorname{tg} \frac{1}{2} a$.

Transformer en produit la somme de deux lignes trigonométriques : sinus, cosinus ou tangents.

Limite de $\frac{\sin x}{x}$ quand x tend vers zéro.

Usage des tables trigonométriques à cinq décimales.

Relations entre les angles et les côtés d'un triangle.

Résolution des triangles.

Applications de la trigonométrie aux différentes questions relatives au lever des plans.

Résolution et discussion de quelques équations trigonométriques simples.

Résolution trigonométrique de l'équation du second degré.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE.

Insuffisance du dessin ordinaire pour la représentation des corps. — Utilité d'une méthode géométrique qui, par des constructions graphiques exécutées sur un seul et même plan, fasse connaître exactement la forme et la position d'une figure.

Projections d'un point, d'une droite, d'une ligne quelconque sur un plan.

Plan horizontal et plan vertical de projection.

Représentation d'un point, d'une droite, d'une ligne quelconque par leurs projections horizontale et verticale.

Représentation d'un plan.

Problèmes relatifs à la droite. — Trouver les traces d'une droite déterminée par ses projections. — Trouver les projections d'une droite dont les traces sont données. — Mener par un point une parallèle à une droite donnée. Reconnaître si deux droites données par leurs projections se coupent.

Problèmes relatifs au plan. — Faire passer un plan : 1° par trois points ; 2° par deux droites qui se coupent ; 3° par deux droites parallèles ; 4° par un point et par une droite donnée. — Mener par un point un plan parallèle à un plan donné.

Déterminer l'intersection de deux plans. — Déterminer le point commun à trois plans.

Problèmes relatifs à la droite et au plan. — Déterminer le point de rencontre d'une droite et d'un plan donnés. — Reconnaître sur une épure si une droite donnée est dans un plan donné. — Mener par un point une droite parallèle à un plan donné et s'appuyant sur une droite donnée. — Mener par un point une droite s'appuyant sur deux droites données. — Mener une droite de direction donnée et s'appuyant sur deux droites données.

Droite et plan perpendiculaires. — Condition nécessaire et suffisante pour qu'un angle droit se projette sur un plan suivant un angle droit. — Mener par un point une droite perpendiculaire à un plan. — Mener par un point un plan perpendiculaire à une droite donnée. — Mener par un point une droite perpendiculaire à une droite donnée.

Méthode des rotations (l'axe étant supposé perpendiculaire à l'un des plans de projection).

Changement de l'un des plans de projection.

Méthode des rabattements.

Application de ces méthodes aux questions suivantes :

1° *Détermination des distances.* — Distance de deux points. — Distance d'un point à un plan. — Distance d'un point à une droite. — Plus courte distance de deux droites.

2° *Détermination des angles.* — Angle de deux droites. — Angle d'une droite et d'un plan. — Angles d'une droite avec les plans de projection. — Angle de deux plans. — Angles d'un plan avec les plans de projection.

Projections d'un prisme, d'une pyramide. — Parties vues et cachées. Sections planes de ces polyèdres.

Projection d'un cercle.

Projection d'un hélice sur un plan parallèle à son axe.

MÉCANIQUE.

Eléments de statique.

Notions sur les forces. — Forces égales. — Evaluation numérique d'une force. — On admet que deux forces égales et contraires, appliquées à deux points liés par une droite de longueur invariable et agissant dans la direction de cette droite, se font équilibre. — Translation du point d'application d'une force en un point quelconque pris sur sa ligne d'action et supposé lié invariablement au premier.

Composition de deux forces appliquées à un même point. — Théorème des moments par rapport à un point pris dans le plan des forces.

Composition d'un nombre quelconque de forces appliquées à un même point. — Condition d'équilibre.

Composition de deux forces parallèles.

Couple. — Un couple n'a pas de résultante. — Composition et décomposition des couples.

Composition d'un nombre quelconque de forces parallèles. — Centre des forces parallèles. — Centre de gravité ; sa recherche dans quelques cas simples : triangle, trapèze, quadrilatère, prisme et pyramide.

Composition d'un système quelconque de forces appliquées à un corps solide. — Leur réduction à une force et à un couple. — Condition générale de l'équilibre. — Conditions d'équilibre lorsque le corps sur lequel agissent les forces n'est pas entièrement libre. — Cas particuliers où le corps est mobile autour d'un point fixe ou autour d'un axe fixe, ou repose sur un plan inébranlable.

Des machines simples.

Levier. — Condition générale d'équilibre du levier.

Balances. — Balance ordinaire, balance romaine, balance de Roberval, balance de Quintenz.

Poulie. — Equilibre de la poulie fixe. — Equilibre de la poulie mobile. — Moufles.

Treuil. — Condition d'équilibre du treuil. — Treuil des carriers.

Plan incliné. — Equilibre d'un corps placé sur un plan incliné.

COSMOGRAPHIE

Révision du cours de Rhétorique et compléments.

Projection stéréographique.

Inégalité des jours et des nuits.

Mesure du temps. — Jour solaire vrai. — Jour solaire moyen. — Calendrier. — Réforme Julienne, réforme Grégorienne. — Lois de Képler. — Inégalité des saisons.

PHYSIQUE.

Préliminaires.

Divers états de la matière.

Principe de l'inertie. — Forces. — Enoncé, sans démonstration, de la règle du parallélogramme des forces et du théorème relatif à la composition des forces parallèles.

Pesanteur. — Equilibre des liquides et des gaz.

Direction de la pesanteur. — Centre de gravité, poids. — Balance.

Transmission des pressions dans les fluides : principe de Pascal. — Surface libre des liquides en équilibre. — Pression sur le fond et sur les parois des vases.

Vases communicants.

Presse hydraulique.

Principe d'Archimède. — Poids spécifiques. — Aéromètres.

Pression atmosphérique. — Baromètre.

Loi de Mariotte. — Manomètres. — Mélange des gaz.

Machine pneumatique. — Pompes. — Siphon.

Aérostats.

Chaleur.

Dilatation des corps par la chaleur.

Thermomètre.

Définition et usage des coefficients de dilatation.

Maximum de densité de l'eau.

Densité des gaz (procédé de Regnault).

Chaleurs spécifiques des solides et des liquides. — Principe de la méthode des mélanges.

Fusion et dissolution. — Solidification. — Chaleur de fusion. — Mélanges réfrigérants.

Vaporisation. — Formation des vapeurs dans le vide. — Vapeurs saturantes et non saturantes. — Force élastique maximum de la vapeur d'eau aux diverses températures.

Mélange des gaz et des vapeurs.

Evaporation. — Ebullition. — Distillation.

Chaleur de vaporisation.

Hygrométrie. — Hygrométrie de condensation.

Rosée. — Pluie. — Neige.

Notions sur la conductibilité. — Applications usuelles.

Acoustique.

Production et propagation du son. — Vitesse du son dans l'air.

Réflexion du son. — Echo.

Intensité. — Hauteur. — Intervalles musicaux.

Vibrations transversales des cordes. — Harmoniques.

Timbre des sons.

Optique.

Propagation rectiligne de la lumière. — Vitesse, sans description des procédés de mesure.

Comparaison des intensités de deux lumières.

Lois de la réflexion. — Miroirs plans. — Miroirs sphériques, concaves et convexes.

Lois de la réfraction. — Prismes. — Lentilles.

Composition de la lumière blanche. — Dispersion. — Spectre solaire ; spectre des différentes sources lumineuses.

Loupe. — Microscope composé. — Lunette astronomique. — Lunette de Galilée. — Télescope de Newton.

Actions chimiques produites par la lumière. — Notions très sommaires de photographie.

Chaleur rayonnante. — Notions générales sur les phénomènes d'émission, de réflexion, de transmission et d'absorption. — Identité de la chaleur rayonnante et de la lumière.

Electricité et magnétisme.

Electrisation par le frottement.

Énoncé de la loi des attractions et des répulsions électriques.

Distribution de l'électricité à la surface des corps conducteurs. — Pouvoir des pointes.

Notions élémentaires et purement expérimentales sur le potentiel et la capacité électrique.

Electrisation par influence. — Electroscopes. — Electrophore. — Machines électriques.

Condensation. — Bouteille de Leyde ; batteries. — Electroscope, condensateur.

Foudre. — Paratonnerre.

Aimants naturels et artificiels ; pôles.

Définition de la déclinaison et de l'inclinaison.

Boussoles usuelles.

Aimantation par simple touche.

Expériences de Galvani et de Volta. — Pile de Volta. — Effets, chimiques des courants. — Piles à courant constant.

Expérience d'Ørsted. — Galvanomètre.

Énoncé des lois fondamentales des courants. — Unités pratiques d'intensité, de résistance et de force électromotrice.

Actions des courants sur les courants et sur les aimants. — Solénoïdes.

Aimantation par les courants.

Télégraphes.

Courants thermo-électriques.

Réversibilité de ces machines.

Téléphone.

Effets calorifiques et lumineux des courants. — Arc voltaïque ; lampe à incandescence.

Galvanoplastie. — Dorure. — Argenture.

Compléments.

Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood. — Machine de Morin.

Proportionnalité des forces aux accélérations. — Masse. — Sa mesure au moyen du poids.

Pendule. — Applications.

Notions très élémentaires sur le travail, la force vive, l'énergie, l'équivalent mécanique de la chaleur.

Formes diverses de l'énergie. — Principe de la conservation de l'énergie.

Machine à vapeur. — Condenseur. — Détente.

CHIMIE

Corps simples et corps composés.

Cristallisation. — Isomorphisme et dimorphisme.

Analyse et synthèse.

Nomenclature.

Métalloïdes et métaux.

Acides, bases, sels, corps neutres.

Proportions multiples.

Équivalents chimiques.

Notions générales sur le dégagement ou l'absorption de chaleur dans les combinaisons chimiques.

Eau. — Analyse et synthèse. — Lois des volumes.

Hydrogène.

Oxygène. — Combustion ; chaleur dégagée.

Air atmosphérique. — Analyse.

Azote. — Oxyde de l'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque.

Chlore. — Brome, iode et fluor. — Acide chlorhydrique.

Soufre. — Acide sulfureux. — Acide sulfurique. — Acide sulphydrique.

Phosphore. — Acides phosphoriques. — Hydrogène phosphoré.

Carbone. — Oxyde de carbone. — Acide carbonique. — Sulfure de carbone.

Carbures d'hydrogène : acétylène, gaz des marais, gaz oléfiant. —

Gaz de la houille. — Flamme.

Classification des métalloïdes en familles naturelles.

Métaux en général. — Propriétés, classification.

Alliages.

Principaux modes de production des oxydes métalliques. — Action de la chaleur, du carbone et de l'eau.

Potasse, soude, chaux. — Sulfures. — Chlorures ; sel marin.

Sels. — Propriétés générales.

Actions des acides, des bases et des sels sur les sels.

Principaux genres de sels. — Carbonates : carbonate de potasse, de soude, de chaux. — Sulfates : aluns. — Azotates : nitre et poudre.

Eaux potables.

Principes de la métallurgie du fer. — Fontes et aciers.

Généralité sur les matières organiques existant dans les êtres vivants ou produites artificiellement. — Méthodes générales : analyse et synthèse. — Principes généraux de la classification : fonctions (1).

HISTOIRE CONTEMPORAINE.

(Même programme que pour la série « Philosophie ».)

PHILOSOPHIE

I. — ÉLÉMENTS DE PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE (2)

La science. Les sciences. Classification et hiérarchie des sciences.

Les sciences mathématiques : leur objet, leurs principales divisions. Méthode : définitions, axiomes, démonstrations.

(1) D'après le *Plan d'études* de la classe de Mathématiques élémentaires, deux leçons seulement sont consacrées à l'exposition de ces notions sommaires de chimie organique.

(2) Le caractère de cet enseignement devra être historique non moins que théorique. Le professeur ne se contentera pas d'une exposition abstraite des règles de la logique, il s'attachera à en montrer l'origine et à en faire comprendre l'application par de nombreux exemples empruntés à l'histoire des méthodes, des idées, des découvertes scientifiques, en recourant, quand il se pourra, aux réflexions et commentaires que les maîtres de la science nous ont laissés sur leurs travaux et ceux de leurs prédécesseurs. Il a paru bon d'indiquer ici quelques-uns des ouvrages les plus utiles à consulter.

Sur la science en général : Aristote, *Métaphysique* (les premiers chapitres) ; Bacon, *Novum organum* ; Descartes, *Discours sur la méthode*.

Sur la classification des sciences : Bacon, *De dignitate et augmentis* ; p. 19 d'Alembert, *Discours préliminaire* ; Ampère, *Classification des sciences* ; Auguste Comte, *Cours de philosophie positive* (2^e leçon).

Sur les sciences mathématiques en général : Auguste Comte (3^e et 10^e leçons).

Sur la méthode : Pascal, *De l'esprit géométrique* ; Leibniz, *Nouveaux Essais* ; d'Alembert, *Éléments de philosophie*.

Sur les méthodes dans les sciences physiques : Bacon, Stuart Mill, Herschell, *Discours sur la philosophie naturelle*.

Sur l'hypothèse : Claude Bernard, *Introduction à la médecine expérimentale*, 1^{re} partie ; sur la classification : Cuvier, *Règne animal*, préface.

Sur la déduction dans les sciences de la nature : Stuart Mill, *Logique*, liv. III, chap. XI, XII et XIII.

Sur l'objet et la méthode des sciences morales : Stuart Mill, *Logique*, liv. VI.

Sur la critique historique : Daunou, *Cours d'études historiques*, tome I.

Exemples de grandes hypothèses : Laplace, Cuvier, Darwin, l'unité des forces physiques.

Les sciences de la nature : leur objet, leurs principales divisions, leurs méthodes ; l'expérience ; les méthodes d'observation et d'expérimentation. La classification. L'hypothèse. L'induction. Rôle de la déduction dans les sciences de la nature.

Les sciences morales : leur objet, leurs caractères propres, leurs principales divisions. Méthode : l'induction et la déduction dans les sciences morales.

Rôle de l'histoire dans les sciences morales ; la critique historique.

Exposé sommaire des principales hypothèses générales dans les différents ordres de sciences.

II. — ÉLÉMENTS DE PHILOSOPHIE MORALE

Les faits de l'ordre moral, leurs caractères propres ; la liberté, la responsabilité. La personnalité morale.

Les fins de la vie humaine : le bonheur ; l'utilité ; le devoir ; Platon, les Stoïciens, Kant.

L'individu. — Devoirs envers la personne morale. La dignité humaine.

La famille. — Sa constitution morale. Esprit de famille. L'autorité dans la famille.

La société. — Le droit et les droits. Respect de la personne dans les autres hommes. L'esclavage ; le servage ; les abus de pouvoir.

Respect de la personne dans ses croyances et ses opinions ; liberté religieuse et philosophie ; tolérance.

Respect de la personne dans ses biens. Principe de la propriété.

La justice et la charité. Formes diverses de la charité. Le dévouement.

La patrie ; la nation, ce qui la constitue. La puissance publique. L'Etat et les lois. Fondement de l'autorité publique. Le gouvernement. Devoirs et droits des gouvernants.

Sanction de la morale. Dieu. La religion naturelle.

II. — Baccalauréat de l'Enseignement secondaire moderne.

PREMIERE PARTIE

ÉPREUVES ÉCRITES : 1° Un thème allemand et une version anglaise, italienne, espagnole ou russe ; ou bien un thème anglais et une version allemande, italienne, espagnole ou russe ;

2° Une composition française.

ÉPREUVES ORALES : EXPLICATION DES AUTEURS.

Auteurs français.

Programme de la classe de Seconde.

Corneille : *Cinna*, *Polyeucte*.

Racine : *Athalie*, *Britannicus*, *Andromaque*.

Pascal : Choix de *Pensées*.

Bossuet : Sermons choisis et extraits des autres œuvres.

Molière : *Le Misanthrope*, *Tartuffe*.

La Fontaine : *Fables* (VI à XII).

Voltaire : extraits de prose.

Lettres choisies du XVIII^e siècle.

Recueil de morceaux choisis (du moyen âge au XVIII^e siècle).

Recueil de morceaux choisis des prosateurs du XIX^e siècle.

Recueil de morceaux choisis des poètes du XIX^e siècle.

Auteurs allemands.

Programme de la classe de Troisième.

Morceaux choisis.

Goethe. — *Campagne in Frankreich* ; Extraits des mémoires (*Dichtung und Wahrheit*).

Schiller. — *Wilhelm Tell* ; *Maria Stuart* ; *Poésies lyriques*.

Kotzebue. — *Die deutschen Kleinstädter*.

Programme de la classe de Seconde.

Lessing. — *Dramaturgie* (extraits).

Goethe. — *Hermann et Dorothee*.

Schiller. — *Wallenstein* (les trois parties) ; *Die Jungfrau von Orleans* (les trois premiers actes). — Extraits des œuvres historiques.

Kleist. — *Michael Kohlhaas*.

Heine. — Morceaux choisis prose et poésie.

Poésies lyriques de Goëthe.

Choix de lectures historiques et géographiques.

Auteurs anglais.

Programme de la classe de Troisième.

Morceaux choisis.

Goldsmith. — *She stoops to conquer, The Vicar of Wakefield*.

Lamb. — *Tales from Shakespeare*.

Macaulay. — *Essays* (extraits).

Cox. — *The gods and the heroes*.

Programme de la classe de Seconde.

Shakespeare. — *Julius Cæsar, Coriolanus*.

Milton. — Extraits.

Walter Scott. — Un roman.

Byron. — *Child Harold*.

Dickens. — *A Christmas Carol, David Copperfield*.

Longfellow. — Extraits.

Extraits des voyageurs, des historiens et des économistes anglais.

Auteurs italiens.

Programme de la classe de Troisième.

Zirardini (Giuseppe). — *Fiore di letture italiane*, prose et vers. (2 vol. 1868, Baudry.)

Silvio Pellico. — *Le mie Prigioni*.

Gaspere Gozzi. — *Ragionamenti dialoghi di morale e di critica letteraria*, pour les écoles secondaires. (1 vol. Barbèra.)

Programme de la classe de Seconde.

Zirardini. — *Fiore di letture italiane*. (2 vol. Baudry.)

Fr. Guicciardini. — *Ritratti, allocuzioni e pensieri*, tirés de sa *Storia d'Italia*. (1 vol. Barbèra.)

Machiavelli. — *Discorsi sopra la prima Deca di T. Livio*, réduits à l'usage des classes supérieures. (1 vol. Barbèra.)

Machiavelli. — *Libro dell'arte della guerra*, édition Domenico Carbone. (Barbèra.)

Ariosto. — *Orlando furioso*, à l'usage de la jeunesse, par l'abbé Avesani. (Lemonnier.)

Torquato Tasso. — *Gerusalemme liberata*, édition Domenico Carbone. (1 vol. Barbèra.)

Auteurs espagnols.

Programme de la classe de Troisième.

Morceaux choisis de prose et de poésie.

Choix de fables de Yriarte, de Samaniego.

Diego de Mendoza. — *Guerra de Granada*.

Antonio de Solis. — *Historia de la conquista de Mejico*.

Don M. J. Quintana. — *Vidas de Espagnoles celebres*.

Programme de la classe de Seconde.

Cervantès. — *Don Quijote* (1^{re} partie) ; *Novetas ejemplares*.

Ramon Mesonero. — *Escenas Matritenses*.

Guillen de Castro. — *Mocedades del Cid*.

Alarcon. — *La Verdad sospechosa*.

Choix de lectures historiques, géographiques et scientifiques.

Auteurs arabes.

Mouliéras. — Chrestomathie élémentaire d'arabe régulier.

Machuel. — Histoire de Sindbad le Marin.

Ben Sedira. — Cours de littérature arabe.

HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

1° HISTOIRE.

Histoire de l'Europe et de la France de 1610 à 1789.

La France, de l'avènement de Louis XIII à la mort de Mazarin. — Les Etats généraux de 1614. — Richelieu : lutte contre les protestants et les grands. Accroissement de l'autorité monarchique. Marine et colonies. — Minorité de Louis XIV ; Mazarin, la Fronde.

La politique européenne. — La maison d'Autriche. Les catholiques et les protestants en Allemagne. — La guerre de Trente ans : intérêts des puissances qui y sont engagées ; les armées et les bandes ; grands généraux, principales actions militaires.

La paix de Westphalie et la paix des Pyrénées.

L'Angleterre sous les Stuarts. — La Révolution de 1648. — Cromwell. La Restauration.

Etat de l'Europe vers 1660. — Décadence de l'Espagne. Prospérité de la Hollande. Prépondérance de la Suède dans le Nord. La paix d'Oliva.

Mouvement intellectuel. — Sciences et philosophie : Bacon, Galilée, Descartes, Spinoza. — Lettres : l'influence espagnole, Cervantès et Lope de Vega. — L'Académie française : Corneille, Pascal. — Les arts : Poussin, Le Sueur.

La société française. — L'hôtel de Rambouillet. La misère au temps de la Fronde ; Saint Vincent de Paul.

Louis XIV, la monarchie absolue. — Théorie du roi sur le pouvoir royal. La cour, les conseils, les secrétaires d'Etat. Colbert, Louvois, Vauban. Les affaires religieuses : la déclaration de 1682 : la révocation de l'édit de Nantes.

La politique de Louis XIV. — Lionne et Pomponne. Guerre de Hollande. — Formation de la ligue d'Augsbourg.

La Révolution d'Angleterre. — Les Stuarts et le Parlement : Whigs et Tories. Déclaration des droits ; avènement de Guillaume III.

Les coalitions contre Louis XIV. — La succession d'Espagne.

Dernières années de Louis XIV. — La cour ; Port-Royal ; détresse financière ; testament et mort du roi.

Le mouvement intellectuel. — Les lettres ; les grands classiques. — Les arts : Le Brun, Mansart. Le Louvre, Versailles. — Les sciences.

Commencement d'opposition : Fénelon et le duc de Bourgogne. Vauban. — Bayle.

L'Europe vers 1715. — L'Europe occidentale après les traités d'Utrecht et de Rastadt. L'Europe orientale après les traités de Carlowitz, de Passarowitz et de Nystadt. Pierre le Grand.

La France de 1715 jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. — La Régence et les essais de réforme. Law, Fleury, d'Argenson. Machault.

Les affaires européennes. — Règlement de la succession d'Espagne, des successions de Pologne et de Toscane. Les Bourbons d'Espagne en Italie. Stanislas Leczinski en Lorraine.

Autriche et Prusse pendant la première moitié du XVIII^e siècle. — L'Etat prussien. Frédéric II et Marie-Thérèse. Guerres de la Succession d'Autriche et de Sept ans ; exposé général de la politique. Indication des principales actions militaires. Rôle de la France dans ces guerres.

Les affaires maritimes et coloniales. — Rivalité de la France et de l'Angleterre en Amérique et aux Indes. L'empire anglais. Voyages et découvertes.

L'Europe orientale. — La Russie : Catherine II. Conquêtes sur la Turquie. Partages de la Pologne.

La fin du règne de Louis XV. — Le Parlement. — Choiseul et Maupeou.

Le mouvement intellectuel et politique. — Les lettres et les arts, les sciences, les philosophes et les économistes en France. Les livres, la presse, les salons ; les parlements.

Le gouvernement parlementaire en Angleterre. — Rois. Parlement et ministres ; triomphes des Whigs : les libertés politiques, la presse.

Mouvement de réforme en Europe. Influence des idées fran-

çaises. Charles III en Espagne ; Pombal en Portugal ; Léopold de Toscane et Beccaria en Italie ; Gustave III en Suède.

Joseph II en Autriche. — Frédéric II en Prusse. — Situation de la Prusse en Allemagne à la fin du règne de Frédéric II.

Préludes de la Révolution française. — La France à l'avènement de Louis XVI. — Etat des esprits à cette époque ; opposition entre les idées et les institutions. — Essais de réformes : Turgot. Malesherbes. Necker. Désordres financier. Les Etats généraux.

La guerre d'indépendance en Amérique. — Les colonies anglaises d'Amérique ; leur soulèvement. — Intervention de la France. — Constitution américaine de 1787.

Vue générale sur l'Europe en 1789. — Conclusion du cours.

2° GÉOGRAPHIE.

Géographie de la France.

Observations sur la configuration, la constitution géologique, le relief du sol, le régime des eaux, le climat.

Etude de la France par grandes régions naturelles et par provinces : traits caractéristiques de l'orographie, de l'hydrographie, de la géographie économique. Mœurs, traditions, grands souvenirs historiques.

La nationalité française.

La population : densité.

Le régime administratif étudié particulièrement dans le département et dans la commune.

L'organisation militaire. La frontière. Défenses naturelles et places fortes de la France et des pays limitrophes.

L'Algérie et le protectorat de Tunisie. Forces productrices ; développement de la colonisation.

Les colonies françaises. Colonies d'Amérique ; possessions et établissements de l'Afrique occidentale, de l'Afrique orientale ; Inde, Indo-Chine, Océanie française.

Rapports de la France avec les grands pays du globe. L'émigration et l'immigration ; échanges. Voies internationales de communication. Comparaison de la puissance économique et militaire de la France avec celle d'autres Etats.

MATHEMATIQUES.

GÉOMÉTRIE

Du plan et de la ligne droite dans l'espace. — Perpendiculaire et obliques au plan. — Parallélisme des droites et des plans.

Angles dièdres. — Plans perpendiculaires.

Notions sur les angles trièdres et polyèdres.

Polyèdres. — Prisme, pyramide.

Mesure des volumes. Parallélépipède, prisme, pyramide, tronc de pyramide.

Notions sommaires sur les polyèdres semblables. Rapport des surfaces, des volumes.

Cylindre droit à base circulaire. — Mesure de la surface latérale et du volume.

Cône droit à base circulaire. — Surface latérale du cône, du tronc de cône.

Sphère ; sections planes. Grands cercles ; petits cercles ; pôles d'un cercle. Etant donnée une sphère, trouver son rayon par une construction plane.

Plan tangent à la sphère.

Mesure de la surface engendrée par une ligne brisée régulière tournant autour d'un axe mené dans son plan et par son centre ; aire de la zone, de la sphère.

Mesure du volume de la sphère.

ALGÈBRE

Equation du deuxième degré à une inconnue.

Relations entre les coefficients et les racines de l'équation

$$ax^2+bx+c=0.$$

Inégalité du second degré à une inconnue.

Progressions arithmétiques. — Progressions géométriques.

Logarithmes vulgaires. — Définition et propriétés. — (On ne considérera que les nombres qui peuvent faire partie de la progression géométrique après insertion de moyens géométriques.)

Usage des tables à 5 décimales.

Application des logarithmes aux questions d'intérêts composés et d'annuités.

TRIGONOMÉTRIE

Définition du sinus, du cosinus, de la tangente et de la cotangente d'un angle plus petit que 90° . — Formules relatives au triangle rectangle.

Usage des tables trigonométriques (à cinq décimales).

Résolution d'un triangle rectangle dans lequel on connaît deux éléments dont un côté. — Applications numériques.

Détermination de la hauteur d'une tour verticale.

Extension de la définition des lignes trigonométriques aux angles compris entre 90° et 180° . Principales relations entre les éléments d'un triangle.

Résolution d'un triangle dans lequel on connaît trois éléments dont un côté. (On établira géométriquement des formules dont on a besoin.) Applications numériques.

Hauteur d'une tour verticale dont le pied est inaccessible. — Distance de deux points inaccessibles. — Notions sur la triangulation.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE

Préliminaires. — Point. — Ligne droite. — Représentation d'un plan.

Problèmes sur l'intersection de deux plans, de trois plans, d'une droite et d'un plan. — Droite et plan perpendiculaires.

Méthode des rabattements. Application de cette méthode aux problèmes sur les angles et les distances.

COSMOGRAPHIE

Sphère céleste. — Principales constellations. — Mouvement diurne. — Ascension droite et déclinaison.

Forme sphérique de la terre. — Détermination de la longitude et de la latitude. — Rayon de la terre.

Soleil. — Mouvement apparent sur la sphère céleste. — Ecliptique ; constellations zodiacales. — Saisons.

Lune. — Ses phases.

Eclipses de lune et de soleil.

Description générale du système solaire. — Planètes et leurs satellites. Système de Kopernik.

Détails succincts sur les diverses planètes.

Comètes. — Etoiles filantes.

Amas d'étoiles. — Nébuleuses.

PHYSIQUE ET CHIMIE

1° PHYSIQUE.

Electricité statique.

Electrisation par le frottement. — Énoncé de la loi des attractions et des répulsions électriques. — Notions sur la distribution de l'électricité à la surface des corps conducteurs. — Effets des points.

Electrisation par influence. — Electroscopes. — Electrophore. — Machine électrique.

Condensation. — Bouteille de Leyde. — Batteries.

Foudre. — Paratonnerres.

Magnétisme.

Aimants naturels et artificiels. — Pôles. — Aiguille aimantée.

Définition de la déclinaison et de l'inclinaison.

Boussoles usuelles.

Aimantation par simple touche.

Electricité dynamique.

Pile de Volta. — Effets chimiques du courant.
Piles à courant constant.
Effets calorifiques et lumineux.
Action du courant sur l'aiguille aimantée. — Galvanomètre.
Action des courants sur les courants. — Solénoïde.
Aimantation par les courants. — Electro-aimants.
Notions élémentaires sur l'induction électrique.

Acoustique.

Production du son. — Sa propagation dans l'air ; sa vitesse.
Réflexion. — Echo. — Résonances.
Qualités du son. — Intensité. — Hauteur. — Mesure du nombre de vibrations.

Optique.

Propagation rectiligne de la lumière. — Ombre ; pénombre. —
Comparaison des intensités de deux sources lumineuses.
Lois de la réflexion. — Propriétés des miroirs plans et des miroirs sphériques.
Lois de la réfraction. — Prisme. — Réflexion totale. — Chambre claire.
Lentilles.
Décomposition et recombinaison de la lumière. — Spectre solaire.
Microscope solaire. — Loupe. — Microscope. — Lunette astronomique. — Lunette de Galilée. — Télescope de Newton.
Chaleur rayonnante (étude expérimentale).

2° CHIMIE.

Métaux.

Métaux. Propriétés générales. — Alliages. — Oxydes. — Sulfures.
— Chlorures.
Sels ; propriétés générales.
Actions des acides, des bases et des sels sur les sels.
Notions sur les équivalents.
Azotates. — Sulfates. — Carbonates.
Potassium. — Sodium. — Oxydes, chlorures, azotates, sulfates, carbonates.
Sels ammoniacaux.
Baryte.
Chaux. Carbonate, sulfate, phosphate. — Chlorures décolorants.
Magnésium. — Magnésie ; carbonate et sulfate.
Zinc. — Oxydes, chlorure, sulfate.
Aluminium. — Alumine. — Aluns, feldspaths, argiles, poteries, verres.
Manganèse (composés oxygénés).
Fer. — Oxydes, chlorures, sulfates.
Minerais de fer. — Principes de la métallurgie du fer. — Fontes.
— Aciers.
Nickel. — Chlorure, sulfate.
Étain. — Oxydes et chlorures.
Cuivre. — Plomb. — Oxydes, sulfures, chlorures, sulfates, carbonates.
Mercure. — Argent. — Principaux composés.
Or. — Platine.

DEUXIÈME PARTIE

Première série.

EPREUVE ÉCRITE : Une dissertation sur un sujet de philosophie.
EPREUVES ORALES : Programme de la classe de Première (Lettres).

PHILOSOPHIE

INTRODUCTION

La science ; les sciences ; la philosophie. — Objet et division de la philosophie.

PSYCHOLOGIE

Objet de la psychologie ; caractères propres des faits qu'elle étudie : les faits psychologiques et les faits physiologiques.

Méthode de la psychologie : méthode subjective : la réflexion ; méthode objective : les langues, l'histoire, etc. De l'expérimentation en psychologie.

Classification des faits psychologiques : sensibilité, intelligence, volonté.

Sensibilité. — Le plaisir et la douleur ; sensations, sentiments. Les inclinations. — Les passions.

Intelligence. — Acquisition, conservation, élaboration de la connaissance. Les données de l'expérience et l'activité de l'esprit.

Les sens et la conscience.

La mémoire. L'association. L'imagination.

L'abstraction et la généralisation. — Le jugement et le raisonnement.

Principes directeurs de la connaissance. Peut-on les expliquer par l'expérience, l'association ou l'hérédité ?

La volonté. — Instinct ; liberté ; habitude.

L'expression des faits psychologiques : les signes et le langage.

Le beau et l'art.

La folie. — Influence de l'alcoolisme sur la genèse de la folie. — Affaiblissement de l'intelligence et de la volonté par l'usage des boissons alcooliques.

Les rapports du physique et du moral.

Notions très sommaires de psychologie comparée ; l'homme et l'animal.

LOGIQUE

Logique formelle. — Des termes. — Des propositions. — Des différentes formes du raisonnement.

Logique appliquée. — Méthode des sciences exactes : axiomes ; définitions ; démonstration.

Méthode des sciences physiques et naturelles : observation, expérimentation ; hypothèse, induction. — Classification, analogie, définitions empiriques.

De la méthode dans les sciences morales. — Le témoignage des hommes ; la méthode historique.

Des erreurs et des sophismes.

MORALE

Principes de la morale. — La conscience ; le bien ; le devoir.

Examen des doctrines utilitaires.

La responsabilité et la sanction.

Les devoirs. — Devoirs envers soi-même : sagesse, courage, tempérance. — Dommages causés par l'alcoolisme à la race, à la famille, à la société, au pays.

Devoirs envers nos semblables : le droit et la justice ; la charité. Devoirs particuliers envers la famille. — L'éducation.

Devoirs envers la patrie : Obéissance aux lois. L'éducation des enfants. L'impôt. Le vote. Le service militaire. Dévouement à la patrie.

Des rapports de la morale et de l'économie politique. — Le travail. Le capital. La propriété.

Influence de l'alcool sur l'appauvrissement et le plus souvent sur la misère de l'individu et de la famille.

Effet sur la richesse publique. — Ce que l'alcool coûte à la France. — Autres effets : criminalité suicide, accidents de travail.

ÉLÉMENTS DE MÉTAPHYSIQUE

De la valeur objective de la connaissance : dogmatisme, scepticisme, idéalisme.

De l'existence du monde extérieur.

De la nature en général : diverses conceptions sur la matière et sur la vie.

De l'âme : matérialisme et spiritualisme.
Dieu ; la Providence. Le problème du mal.
L'immortalité de l'âme. — La religion naturelle.

AUTEURS PHILOSOPHIQUES (1)

Auteurs français.

Descartes : *Discours de la Méthode, Les Principes de la Philosophie*, livre premier.

Malebranche : *De la Recherche de la Vérité*, livre II (*De l'imagination*), première partie, chap. I et V ; deuxième et troisième parties en entier.

Pascal : *De l'Autorité en matière de Philosophie, De l'Esprit géométrique, Entretien avec M. de Sacy*.

Leibniz : *Nouveau Essais sur l'Entendement humain*, avant-propos et livre premier, *Monadologie*.

Condillac : *Traité des sensations*, livre premier.

V. Cousin : *Le Vrai, le Beau et le Bien*, troisième partie (*le Bien*).

HISTOIRE

HISTOIRE CONTEMPORAINE (1789-1889).

Préliminaires et causes générales de la Révolution. — L'ancien régime : l'arbitraire et le privilège ; la cour, le gouvernement et l'administration ; impôt, justice, armée. — Les trois ordres.

Les Etats généraux et la Constituante. — Les cahiers. Les orateurs de la Constituante. Suppression de l'ancien régime et constitution du nouvel état de choses.

Les monarchies européennes vers 1789. — La question d'Orient. Impression produite par la Révolution. Rôle de l'émigration.

Assemblée législative et Convention. — Chute de la royauté. Girondins ; Montagnards. Les clubs ; les Jacobins ; la commune de Paris. Le Comité de Salut public. La Terreur.

Lutte contre l'Europe et contre les soulèvements à l'intérieur.

Les armées et les généraux de la République. Traités de Bâle.

Esprit des réformes de la Convention. Constitution de l'an III.

Le Directoire. — Campagnes d'Italie, d'Egypte. Nouvelle coalition.

Les coups d'Etat. Le 18 Brumaire.

Le Consulat et l'Empire. — La constitution de l'an VIII et ses transformations jusqu'en 1807. Esprit des institutions du Consulat et de l'Empire. Les Codes. Le Concordat. La Légion d'honneur ; la Cour impériale ; la noblesse d'Empire. L'Université. Les institutions financières. Travaux publics.

Guerres jusqu'en 1807 ; la Grande armée ; les généraux de l'Empire.

Le blocus continental. Commencement des résistances nationales. Caractères de la guerre d'Espagne et de la guerre de 1809.

Etat de l'Empire et de l'Europe vers 1810. Caractère du pouvoir impérial. — Lutte contre le pape.

Dernières luttes : Moscou ; la bataille de Leipzig. L'invasion. Waterloo et Sainte-Hélène.

Le Congrès de Vienne ; caractère de son œuvre. L'Europe de 1815.

La Sainte-Alliance et les peuples. — Le pouvoir absolu et le régime parlementaire.

La Charte de 1814 en France. Le régime parlementaire sous Louis XVIII. Principaux orateurs et homme d'Etat. Charles X. La congrégation.

Les Congrès. Lutte contre l'esprit nouveau en Italie, en Espagne et en Allemagne. — Insurrections et interventions. Politique de la France. Affranchissement de la Grèce. Prise d'Alger.

La révolution de 1830.

(1) D'après le plan d'études de la classe de Première (lettres), le professeur doit faire expliquer chaque année deux textes français choisis par lui dans la liste suivante ; d'où, pour les candidats, le droit d'indiquer à l'examen les ouvrages expliqués en classe.

Mouvement des esprits depuis la fin du XVIII^e siècle. — Part de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne. Renouveau des littératures allemande et anglaise. Caractère de la littérature française sous l'Empire. Influences étrangères. Le romantisme. La critique littéraire.

Développement de l'érudition. Rénovation des connaissances sur l'Orient l'antiquité classique, le moyen âge. L'archéologie et les grandes découvertes. L'histoire.

Renaissance de l'esprit classique dans l'art pendant la Révolution et l'Empire. Le romantisme dans l'art. — La musique symphonique et dramatique.

Développement des sciences exactes, physiques et naturelles. Applications : la vapeur, l'électricité. Progrès de l'industrie.

Louis-Philippe. — La nouvelle Charte. Principaux orateurs et hommes d'Etat. Les partis, les sociétés secrètes.

Effet produit par la révolution de 1830 en Europe : Belgique, Pologne, Espagne.

La question d'Orient ; caractères de la politique extérieure de Louis-Philippe. — Conquête de l'Algérie.

Révolution de 1848. — Causes de la révolution en France. La question électorale. La République de 1848. Contre-coup en Europe.

Changements survenus dans le gouvernement de la France depuis 1848. — La constitution de 1852 et le second Empire. — La République. Lois constitutionnelles de 1875.

La politique extérieure. — Formation de l'unité italienne ; guerre de 1859. Le royaume d'Italie.

Formation de l'unité allemande : guerre italo-prussienne contre l'Autriche-Hongrie.

Guerre de 1870-71 ; l'invasion, le siège de Paris ; la lutte en province. — L'Empire allemand. Les stipulations du traité de Francfort.

La question d'Orient : guerre de Crimée et des Balkans. Le Pan-slavisme.

L'Angleterre et la Russie en Asie.

L'Angleterre. — Principaux hommes d'Etat et grandes réformes au XIX^e siècle. L'Irlande.

Le Nouveau-Monde. — Formation des principaux Etats de l'Amérique du Sud. Extension des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

Développement ou transformation des principes de 1789.

Liberté politique : régime constitutionnel ; principales formes de gouvernement dans le monde actuel.

Liberté religieuse : liberté des cultes, suppression des religions d'Etat.

Respect de la personnalité humaine : abolition de la traite, de l'esclavage, du servage.

Idées démocratiques et questions sociales : suffrage ; instruction populaire, service militaire obligatoire. — Socialisme, organisation du travail.

Mouvement intellectuel. — Esprit d'observation dans la littérature et dans l'art. L'érudition. Les sciences.

Industrie et commerce. — Généralisation de l'emploi de la vapeur et de l'électricité. Multiplication des voies de communication à travers le monde. Protection et libre-échange. Traités de commerce et conventions internationales. Expositions universelles.

Expansion de la civilisation européenne. — Explorations. Distribution des principales langues européennes à la surface du globe.

Résumé du rôle de la France dans l'histoire politique, sociale et intellectuelle depuis 1789.

GEOGRAPHIE

GÉOGRAPHIE GÉNÉRALE

I. — Europe. Les six grandes puissances.

Angleterre. — La race, les institutions. Richesses, l'élevage, les mines, l'industrie manufacturière. Le commerce extérieur. L'empire colonial, les Indes, le Dominion, le Cap, l'Australie. Les positions commandant les grandes routes maritimes.

Russie. — Formation, état politique et social. Répartition inégale de la production agricole, des richesses minières, de l'industrie. La Russie et la question d'Orient. Conquête de l'Asie septentrionale et centrale. Le commerce de la Caravane. Le chemin de fer transcaspien.

Allemagne. — Constitution de l'Empire. Forces militaires. Principaux centres de l'industrie minière et manufacturière. Progrès du commerce. Grandes voies ferrées traversant l'Allemagne. Ports. Emigration et expansion coloniale.

Autriche-Hongrie. — Formation et transformations récentes. Constitution de 1867. Le dualisme. La question des races. Richesses agricoles de la Hongrie. L'industrie en Autriche, en Bohême. L'Autriche et la question d'Orient.

Italie. — L'unité italienne. Richesses du sol. Industrie. Richesses artistiques. Ports. Grandes voies ferrées de la péninsule et des Alpes.

France. — Comparaison de ses richesses, de ses forces et de son activité extérieure avec celles des autres grandes puissances.

Les Etats du second ordre. — Comparaison de leur rôle dans le passé et de leur situation actuelle.

Les grandes villes de l'Europe.

II. — *Le Nouveau-Monde.*

La découverte, la colonisation, l'émancipation. Les races indigènes, la question de l'esclavage. L'Amérique anglo-saxonne, l'Amérique latine.

Les Etats-Unis. Formation politique et constitution. Eléments de la race et mouvement de la population. Production agricole, industrielle. Activité commerciale. Grands marchés et grandes voies ferrées.

Amérique latine. Le Brésil ; plantations et mines. Autres républiques de l'Amérique méridionale et centrale. Leur production agricole et minière. — Les Antilles ; les possessions européennes en Amérique. La question du canal interocéanique.

III. — *L'Asie, l'Océanie, l'Afrique.*

L'Asie. — Les civilisations primitives, les religions, les invasions d'origine asiatique. Progrès et rivalités des puissances européennes en Asie. L'Asie russe, anglaise, turque, française. Les grands Etats asiatiques. La Perse, la Chine, le Japon. Leurs richesses, leurs rapports avec l'Occident.

L'Océanie. — Grandes possessions coloniales de la Hollande, de l'Angleterre. Leurs richesses. Les ports de l'océan Pacifique. L'expansion chinoise dans cette région.

L'Afrique. — L'Egypte. Le Nil. Antique civilisation. L'Egypte grecque, romaine, musulmane. L'Egypte et la France. Richesses. Développement et révolutions contemporaines. Le canal de Suez.

L'Afrique française. — Les routes du Sahara. — L'accès du Soudan.

L'intérieur de l'Afrique. — Les grands lacs et les grands fleuves. — Grands noms de l'exploration au XIX^e siècle. Les zones d'influence de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne. Nature et objet du commerce en Afrique. L'esclavage.

LITTÉRATURE

Esquisse de l'histoire de la littérature grecque et de la littérature latine. (Le professeur s'attache surtout à faire connaître et comprendre les principaux chefs-d'œuvre (1).)

(1)

A. — LITTÉRATURE GRECQUE.

1. Le peuple grec ; race et dialectes. Longue durée de la littérature grecque ; principales périodes ; caractères généraux.
2. L'époque homérique : *l'Illiade* ; *l'Odyssée*. — Hésiode.
3. La poésie lyrique (iambe, élégie, ode) : Solon, Pindare.
4. La tragédie attique : Eschyle, Sophocle, Euripide.
5. La comédie attique : Aristophane, Menandre.
6. L'histoire : Hérodote, Thucydide, Xénophon, Polybe.
7. L'éloquence : Démosthène.

Esquisse sommaire de la littérature française de 1789 jusqu'à nos jours.

Textes de lecture, d'explication et d'analyse.

1. Traduction des principaux chefs-d'œuvre grecs et latins.

2. L'éloquence en France depuis 1789 (genres divers) : choix de discours et d'extraits de discours.

Les historiens français du XIX^e siècle : Augustin Thierry, Guizot, Michelet, Thiers, Mignet, etc. : extraits.

La critique littéraire : extraits des principaux critiques français.

Chateaubriand : extraits.

M^{me} de Staël : extraits.

De Tocqueville : Introduction à la *Démocratie en Amérique* : extraits de ses œuvres.

Sainte-Beuve : extraits des *Lundis* et des *Portraits*.

Victor Hugo : choix de poésies.

Recueil de morceaux choisis des prosateurs du XIX^e siècle.

Recueil de morceaux choisis des poètes du XIX^e siècle.

Recueil de morceaux choisis de littératures étrangères (traductions).

HISTOIRE NATURELLE

ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE ANIMALES ET VÉGÉTALES

Caractères généraux des êtres vivants. — Animaux et végétaux.

Anatomie et physiologie animales.

Caractères généraux des animaux. — Principaux tissus.

I. — *Fonctions de nutrition.* (Etude spéciale de l'homme.)

Digestion : appareil digestif ; aliments ; phénomènes mécaniques et chimiques de la digestion.

Circulation : sang ; appareil circulatoire sanguin ; mécanisme de la circulation ; lymphé et canal thoracique.

Absorption.

Respiration : appareil respiratoire ; phénomènes mécaniques, physiques et chimiques.

Chaleur animale.

Appareils d'élimination : reins, glandes de la peau.

Foie : ses fonctions.

Notions sommaires sur les appareils de la circulation et de la respiration dans la série animale.

II. — *Fonction de relation.* (Etude spéciale de l'homme.)

Organes des sens.

L'œil, la vision, l'accommodation. — Quelques mots sur les anomalies de la vision.

L'oreille, l'audition.

L'odorat, le goût et le toucher.

Le larynx, la voix.

Appareil du mouvement ; os, squelette, articulations. — Muscles : structure, fonctions.

8. La philosophie : Socrate ; Platon (*l'Apologie*, le *Phédon*, le *Criton*).

9. Théocrite ; *l'Anthologie*.

10. Plutarque, Lucien.

B. — LITTÉRATURE LATINE.

1. Le peuple romain : formation de sa littérature ; origines nationales ; influence grecque. Principales périodes ; caractères généraux.

2. Période républicaine :

a) La comédie (Plaute ; Térence).

b) Lucrèce.

c) Cicéron ; ses discours, ses autres œuvres.

d) L'histoire (César ; Salluste).

3. Période impériale :

a) La poésie (Horace ; Virgile ; Lucain ; Juvénal).

b) L'histoire (Tite-Live ; Tacite).

c) La philosophie et la science (Sénèque ; Pline).

d) Pline le Jeune. Fin de la littérature.

e) La littérature chrétienne (grecque et latine).

Centres nerveux : fonctions. — Nerfs moteurs, nerfs sensitifs.

Principales modifications des appareils de relation dans la série animale.

III. — *Notions sommaires de paléontologie.*

Les animaux des temps primaires. — Développement des invertébrés : trilobites ; insectes de la houille ; premiers poissons.

Anatomie et physiologies végétales.

Caractères généraux des végétaux.

Principaux tissus.

I. — *Nutrition.* (Etude spéciale d'une plante phanérogame.)

Racine. — Radicelles. — Croissance et fonctions de la racine.

Tige : croissance et fonctions de la tige.

Feuille : structure, croissance et fonctions.

Nutrition en général : plantes à chlorophylle, plantes sans chlorophylle. — Aliments. — Réserves nutritives. — Respiration.

II. — *Reproduction.* (Etude spéciale d'une plante phanérogame.)

Fleur : enveloppes florales ; étamine, anthère, pollen ; carpelles, ovule.

Fécondation et développement.

Fruit et graine.

Germination : phénomènes qui l'accompagnent.

Cryptogames : reproduction et formes alternantes. — Parasitisme.

Deuxième série

EPREUVE ÉCRITE : Une composition de mathématiques et de physique.

EPREUVES ORALES : Programme de la classe de Première (Sciences).

MATHEMATIQUES

COMPLÉMENTS D'ALGÈBRE

Notions très succinctes de géométrie analytique. — Equation du premier degré. — Coefficient angulaire d'une droite. — Construction d'une droite donnée par son équation.

Représentation d'une fonction par une courbe. — Notion de la dérivée. — La dérivée est le coefficient angulaire de la tangente.

Représentation d'une fonction par une courbe. — Notion de la dérivée. — La dérivée est le coefficient angulaire de la tangente.

Variation des fonctions suivantes :

$$y = ax^2 + bx + c,$$
$$y = \frac{ax + b}{a'x + b'}$$
$$y = \frac{ax^2 + bx + c}{a'x^2 + b'x + c'}$$

Pour cette dernière fonction, on se bornera à des exemples numériques.

Remarque. — En vue de la variation des fonctions précédentes, il suffira de faire connaître la dérivée d'une somme, d'un produit et d'un quotient.

TRIGONOMÉTRIE

Fonctions circulaires. — Définition complète des six lignes trigonométriques. — Théorème des projections. Formules d'addition des arcs. — Duplication et bissection.

COURBES USUELLES

Ellipse. — Définition de l'ellipse par la propriété des foyers. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axes. — Cercles directeurs. — Sommet. — Intersection d'une droite et d'une ellipse. — Tangente. — Normale. — Equation de l'ellipse rapportée à ses axes. — Projection orthogonale du cercle.

Parabole. — Définition de la parabole par la propriété du foyer et de la directrice. Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axe. — Sommet. Intersection d'une droite et d'une parabole. — Tangente. — Normale. — Sous-normale. — Equation de la parabole.

Etude géométrique des sections planes du cylindre et du cône de révolution par la méthode de Dandelin.

Hélice. — Définition. Propriété de la tangente.

Projection sur un plan parallèle à l'axe.

COSMOGRAPHIE

Revision du cours de l'année précédente et compléments.

Projection stéréographique.

Inégalité des jours et des nuits.

Mesure du temps. — Jour solaire vrai. — Jour solaire moyen. —

Calendrier. — Réforme Julienne, réforme Grégorienne.

Lois de Képler. — Inégalité des saisons.

Notions sur l'histoire de l'astronomie : Hipparque, Ptolémée, Kopernik Galilée, Tycho-Brahé, Képler, Newton, Clairant, d'Alembert, Lagrange et Laplace, Herschel, Leverrier.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE

Revision.

Changement du plan vertical de projection. — Rotations. — Applications les plus simples.

Cylindre et cône. — Plans tangents. — Sections planes.

Sphère. — Plan tangent en un point donné ; plan tangent mené par une droite. — Section plane. — Cône circonscrit. — Cylindre circonscrit.

Ombres d'une sphère, d'un cône et d'un cylindre.

Méthode des plans cotés. Application aux droites et aux plans. Courbes de niveau. — Problèmes simples. — Lecture d'une carte topographique. — Carte de l'Etat-Major.

Notions de levé de plans. — Planimétrie et nivellement. — Explication des différentes méthodes. — Usage des instruments. (Exécuter sur le terrain, s'il y a possibilité.)

Notions de perspective. — Exemples : carrelage hexagonal ; croix de pierre ; porte avec perron. — Eléments de perspective cavalière.

Programme de la classe de Seconde.

Préliminaires. — Point. — Ligne droite. — Représentation d'un plan.

Problèmes sur l'intersection de deux plans, de trois plans, d'une droite et d'un plan. — Droite et plan perpendiculaires.

Méthode des rabattements. Application de cette méthode aux problèmes sur les angles et les distances.

MÉCANIQUE

Statique.

Forces ; leur mesure. — Résultante de plusieurs forces.

Composition des forces concourantes : 1° Cas de deux forces ;

2° Cas de plusieurs forces concourantes. Polygone des forces.

Composition des forces parallèles. — Couple (pas de théorie des couples). Centre d'un système de forces parallèles.

Centre de gravité. Sa recherche dans quelques cas simples : triangle ; trapèze ; quadrilatère ; prisme ; pyramide.

Réduction d'un nombre quelconque de forces appliquées à un corps solide, d'abord à trois forces, puis à deux.

Conditions d'équilibre d'un corps solide libre sollicité par un nombre quelconque de forces.

Cas particuliers où le corps est mobile autour d'un point fixe ou d'un axe ou repose sur un plan fixe.

Machines. — 1° Levier. — Charge du point d'appui. — Balance ordinaire. — Balance de Roberval, de Quintenz. — Romaine. — Poulie fixe et poulie mobile. — Mouffles.

2° Treuil. — Cric. — Roues à chevilles. — Chèvre. — Grue.
3° Plan incliné. — Applications du plan incliné.

Cinématique.

Mouvement rectiligne. — Mouvement uniforme. — Mouvement varié. — Vitesse moyenne. — Vitesse à un instant donné. — Diagramme de la loi du mouvement. — La vitesse est égale au coefficient angulaire de la tangente au diagramme de la loi du mouvement. — Graphique des chemins de fer. — Mouvement uniformément varié. — Loi des espaces. — Lois des vitesses.

Appareils enregistreurs. — Machine de Morin.

Mouvement curviligne. — Vitesse moyenne. — Vitesse à un instant donné.

Notions sur le mouvement d'un système matériel invariable. — Mouvement d'une figure plane dans son plan. — Centre instantané. — Mouvement de translation. — Mouvement de rotation autour d'un axe fixe. — Vitesse angulaire.

Notions générales sur la transformation du mouvement. — Engrenages. — Parallélogramme de Watt ; losange de Peaucellier. — Bielle et manivelle. — Cames et excentriques.

On montrera des modèles aux élèves.

Dynamique.

Notions sur les machines à l'état de mouvement. — Travail mécanique. Unité de travail. — Travail d'une force constante. — Travail d'une force variable ; travail élémentaire ; travail total ; son évaluation graphique. — Le travail de la résultante est égal à la somme des travaux des composantes.

Principe du travail virtuel dans les systèmes à liaisons complètes. On se bornera à l'énoncé du principe et à sa vérification dans les machines simples ; application à quelques machines composées.

Enoncé du principe général des forces vives. — Application aux machines. — Egalité du travail moteur et du travail résistant.

Notions sur les résistances passives. — Frottement ; ses lois. — Travail des résistances passives. — Rendement d'une machine. — Emploi des volants et des freins.

PHYSIQUE, CHIMIE ET HISTOIRE NATURELLE

1° PHYSIQUE.

Mouvements. — Forces. — Proportionnalité des forces aux accélérations. — Masse. — Travail. — Force vive.

Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood.

Pendule. — Applications.

Poids spécifiques des solides et des liquides. Densité des gaz.

Manomètres. — Machines pneumatiques et de compression.

Siphon.

Sources de chaleur.

Notions sur la théorie mécanique de la chaleur. — Machines thermiques : machine à vapeur ; machine à gaz.

Notions élémentaires et purement expérimentales sur le potentiel et la capacité électrique. — Electromètre de Thomson.

Enoncé des lois fondamentales des courants.

Unités pratiques d'intensité, de résistance et de force électromotrice.

Bobine de Ruhmkorff.

Machines magnéto-électriques et dynamo-électriques. — Réversibilité de ces machines.

Eclairage électrique.

Galvanoplastie. — Dorure. — Argenture.

Sonneries électriques. — Télégraphe. — Téléphone. — Microphone.

Intervalles musicaux. — Gamme.

Vibrations transversales des cordes : lois expérimentales.

Harmoniques. — Timbre des sons.

Spectroscope. — Spectres des diverses sources lumineuses. Analyse spectrale.

Notions très sommaires de photographie.

2° CHIMIE.

Chimie générale.

Combinaison chimique. — Décomposition. — Dissociation.

Lois des poids : nombres proportionnels. — Equivalents.

Lois des volumes gazeux. — Poids atomiques. — Lois des chaleurs spécifiques. — Isomorphisme.

Principes de thermochimie. — Application aux cas les plus simples.

Chimie organique.

Eléments des substances organiques. — Principes immédiats.

Méthodes analytiques et méthodes synthétiques.

Classification d'après les fonctions chimiques.

Carbures d'hydrogène. — Carbures gazeux : acétylène ; gaz oléfiant ; gaz des marais. — Chloroforme.

Carbures liquides et solides. — Pétroles ; essence de térébenthine ; benzine ; toluène ; naphthaline ; anthracène.

Alcools. — Alcool ordinaire et ses principaux éthers.

Alcool méthylique.

Glycérine. — Corps gras neutres.

Glucoses. — Sucre de canne. Sucre de lait.

Dextrine. — Amidon et féculs. — Gommés. — Cellulose.

Phénol. — Alizarine.

Aldéhydes. — Essence d'amandes amères. — Camphre.

Acides. — Principaux acides volatils (formique, acétique).

Acides gras. — Acides fixes (oxalique, tartrique, citrique).

Savons. — Bougies.

Alcalis. — Alcalis artificiels : aniline ; toluidines ; rosanilines.

Matières colorantes naturelles et artificielles.

Alcals végétaux (nicotine, morphine, quinine, strychnine).

Amides. — Notions générales. — Urée. — Acide urique. — Indigo.

Albumine et ses congénères (caséine, fibrine, gluten).

Albumine et se congénères (caséine, fibrine, gluten). Gélatine.

Conservation des matières organiques.

Fermentation alcoolique. — Vin. — Bière.

Analyse chimique.

Caractères des bases et caractères des principaux genres de sels.

Recherche de la base d'un sel soluble. — Recherche de l'acide.

Notions sur la chimie analytique quantitative par l'emploi des liqueurs titrées. — Essais alcalimétriques. — Essais chlorométriques. — Essais de fer.

Analyse élémentaire d'une substance organique.

Dosage de l'azote sous forme d'ammoniaque.

3° HISTOIRE NATURELLE.

[Programme commune aux classes de Première (lettres) et de Première (sciences).]

HISTOIRE

HISTOIRE CONTEMPORAINE (1789-1889).

[Programme commun aux classes de Première (lettres) et de Première (sciences).]

GEOGRAPHIE

[Programme commun aux classes de Première (lettres) et de Première (sciences).]

PHILOSOPHIE

I. — ÉLÉMENTS DE PHILOSOPHIE SCIENTIFIQUE (1).

La science. Les sciences. Classification et hiérarchie des sciences.

Les sciences mathématiques : leur objet leurs principales divisions. Méthode : définitions, axiomes, démonstrations.

Les sciences de la nature : leur objet, leurs principales divisions, leurs méthodes ; l'expérience ; les méthodes d'observation et d'expérimentation. La classification. L'hypothèse. L'induction. Rôle de la déduction dans les sciences de la nature.

Les sciences morales : leur objet leurs caractères propres, leurs principales divisions. Méthode : l'induction et la déduction dans les sciences morales.

Rôle de l'histoire dans les sciences morales ; la critique historique.

Exposé sommaire des principales hypothèses générales dans les différents ordres de sciences.

II. — ÉLÉMENTS DE PHILOSOPHIE MORALE.

Les faits de l'ordre moral, leurs caractères propres ; la liberté, la responsabilité. La personnalité morale.

Les fins de la vie humaine ; le bonheur ; l'utilité ; le devoir, Platon, les Stoïciens, Kant.

L'individu. — Devoirs envers la personne morale. La dignité humaine.

La famille. — Sa constitution morale. Esprit de famille. L'autorité dans la famille.

La société. — Le droit et les droits. Respect de la personne dans les autres hommes. L'esclavage ; le servage ; les abus de pouvoir.

Respect de la personne dans ses croyances et ses opinions ; liberté religieuse et philosophie ; tolérance.

Respect de la personne dans ses biens. Principe de la propriété.

La justice et la charité. Formes diverses de la charité. Le dévouement.

La patrie ; la nation, ce qui la constitue. La puissance publique. L'Etat et les lois. Fondement de l'autorité publique. Le gouvernement. Devoir et droits des gouvernants.

Sanction de la morale. Dieu. La religion naturelle.

(1) Le caractère de cet enseignement devra être historique non moins que théorique. — Le professeur ne se contentera pas d'une exposition abstraite des règles de la logique, il s'attachera à en montrer l'origine et à en faire comprendre l'application par de nombreux exemples empruntés à l'histoire des méthodes, des idées, des découvertes scientifiques, en recourant, quand il se pourra, aux réflexions et aux commentaires que les maîtres de la science nous ont laissés sur leurs travaux et ceux de leurs prédécesseurs. Il a paru bon d'indiquer ici quelques-uns des ouvrages les plus utiles à consulter :

Sur la science en général : Aristote, *Métaphysique* (les premiers chapitres) ; Bacon, *Novum organum* ; Descartes, *Discours de la méthode*.

Sur la classification des sciences : Bacon, *De Dignitate et Augmentis* ; d'Alembert, *Discours préliminaire* ; Ampère, *Classification des sciences* ; Auguste Comte, *Cours de philosophie positive* (2^e leçon).

Sur les sciences mathématiques en général : Auguste Comte (3^e et 10^e leçons).

Sur la méthode : Pascal, *De l'Esprit géométrique* ; Leibniz, *Nouveau Essai* ; d'Alembert, *Eléments de philosophie*.

Sur les méthodes dans les sciences physiques : Bacon, Stuart Mill ; Herschel, *Discours sur la philosophie naturelle*.

Sur l'hypothèse : Claude Bernard, *Introduction à la médecine expérimentale* 1^{re} partie ; sur la classification : Cuvier, *Règne animal*, préface.

Sur la déduction dans les sciences de la nature : Stuart Mill, *Logique*, livre III, chapitres XI, XII et XIII.

Sur l'objet et la méthode des sciences morales : Stuart Mill, *Logique*, livre VI.

Sur la critique historique : Daunou, *Cours d'études historiques*, tome I.

Exemples de grandes hypothèses : Laplace, Cuvier, Darwin ; l'unité des forces physiques.

Troisième série

ÉPREUVES ÉCRITES : Une composition de mathématiques et de physique.

ÉPREUVES ORALES : Programme de la classe de mathématiques élémentaires.

MATHÉMATIQUES

ARITHMÉTIQUE

Numération décimale.

Addition et soustraction des nombres entiers.

Multiplication des nombres entiers. — Produit de plusieurs facteurs. — Théorème fondamental et ses conséquences.

Division des nombres entiers. — Théorèmes relatifs à la division.

Restes de la division d'un nombre entier par 2, 5 ; 4, 25 ; 8, 15 ; 9, 3. — Caractères de divisibilité par chacun de ces nombres.

Plus grand commun diviseur de deux nombres. Recherche du plus grand commun diviseur par la méthode des divisions successives.

Nombres premiers entre eux. — Tout nombre qui divise un produit de deux facteurs et qui est premier avec l'un des facteurs divise l'autre.

Plus petit commun multiple de deux nombres.

Définition des nombres premiers. — Propriétés élémentaires. — Décomposition d'un nombre entier en un produit de facteurs premiers.

— Composition du plus grand commun diviseur et du plus petit commun multiple de plusieurs nombres décomposés en facteurs premiers.

Fractions ordinaires. — Réduction d'une fraction à sa plus simple expression. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur.

— Plus petit dénominateur commun. — Opérations sur les fractions ordinaires. — Extension de la théorie aux fractions dont les deux termes sont des fractions ordinaires.

Nombres décimaux. — Opérations (en considérant les fractions décimales comme cas particuliers des fractions ordinaires). — Calcul d'un produit ou d'un quotient à une approximation donnée.

Réduction d'une fraction ordinaire en fraction décimale. Condition de possibilité. — Fractions décimales périodiques.

Carré d'un nombre entier ou fractionnaire. — Composition du carré de la somme de deux nombres. — Le carré d'une fraction n'est jamais égal à un nombre entier. — Définition et extraction de la racine carrée d'un nombre entier à moins d'une unité. — Définition et extraction de la racine carrée d'un nombre entier ou fractionnaire à une approximation donnée.

Système métrique. — Exercices.

Rapport de deux nombres. — Rapports égaux.

Partager un nombre en parties proportionnelles à des nombres donnés.

Mesure des grandeurs. — Définition du rapport de deux grandeurs de même espèce. — Théorème : le rapport de deux grandeurs de même espèce est égal au quotient des nombres qui les mesurent.

Grandeurs directement ou inversement proportionnelles. — Problèmes. — Règle de trois simple ou composée.

Intérêt simple. — Rentes françaises. — Escomptes. — Questions sur les mélanges et les alliages.

Définition de l'erreur absolue et de l'erreur relative. — Théorie sommaire des erreurs relatives. — Exercices.

ALGÈBRE

Introduction des nombres négatifs. — Exemples : position d'un point sur un axe formule du mouvement uniforme. — Opérations sur les nombres négatifs. — Fractions algébriques.

Expressions algébriques. — Monômes. — Polynômes. Termes semblables.

Opérations algébriques. — Addition, soustraction et multiplication des polynômes. — Division des monômes. — Exposant zéro. — Division de deux polynômes ordonnés par rapport aux puissances décroissantes d'une même lettre.

Equations du premier degré. — Equation du premier degré à une inconnue.

Equations du premier degré à plusieurs inconnues. — Diverses méthodes de résolution.

Résolution et discussion de deux équations du premier degré à deux inconnues.

Problèmes. — Mise en équation. — Discussion des résultats.

Inégalités numériques. — Inégalités du premier degré.

Equation du second degré $ax^2+bx+c=0$. (On ne fera pas la théorie des imaginaires. — Relations entre les coefficients et les racines. — Nature et signes des racines.

Etude du trinôme du second degré. — Changements de signe. — Inégalités du second degré.

Variations de grandeur du trinôme ; représentation graphique. — Equation bicarrée. — Trinôme bicarré.

Problèmes du second degré. — Questions de maximum et de minimum qui peuvent être traitées par la résolution d'une équation du second degré.

Variation du quotient de deux trinômes du second degré ; représentation graphique (exemples numériques).

Progressions arithmétiques et progressions géométriques.

Somme des carrés des n premiers nombres entiers.

Logarithmes vulgaires. — Définition et propriétés. (On ne considérera que les nombres qui peuvent faire partie de la progression géométrique après insertion de moyens géométriques.) — Usage des tables à cinq décimales.

Intérêts composés et annuités.

GÉOMÉTRIE

Figures planes.

Ligne droite et plan. — Angles. — Droites perpendiculaires.

Triangles. — Triangle isocèle. — Cas d'égalité des triangles.

Perpendiculaires et obliques. — Triangles rectangles. — Cas d'égalité.

Définition d'un lieu géométrique. — Lieu géométrique des points équidistants de deux points ou de deux droites.

Droites parallèles.

Somme des angles d'un triangle d'un polynôme convexe.

Parallélogrammes.

Figures symétriques par rapport à un point ou à une droite. — Deux figures planes symétriques sont égales.

Translation d'une figure plane de forme invariable. Composition de plusieurs translations.

Usage de la règle et de l'équerre.

Cercle. — Intersection d'une droite et d'un cercle. — Tangente au cercle ; les deux définitions de la tangente. — Arcs et cordes.

Positions relatives de deux cercles.

Mesure des angles.

Mouvement de rotation autour d'un point. — Tout déplacement d'une figure plane de forme invariable, dans son plan, se ramène à une rotation ou à une translation.

Usage de la règle et du compas. — Rapporteur. — Problèmes élémentaires et lieux géométriques.

Longueurs proportionnelles. — Toute parallèle à l'un des côtés d'un triangle divise les deux autres côtés en parties proportionnelles. Réciproque.

Propriétés des bissectrices d'un triangle. — Lieu géométrique des points dont le rapport des distances à deux points fixes est constant.

Triangles semblables. — Cas de similitude.

Figures homothétiques. — Centres de similitude de deux cercles. — Polygones semblables.

Relations métriques dans un triangle rectangle et dans un triangle quelconque.

Lignes proportionnelles dans le cercle. — Puissance d'un point par rapport à un cercle. — Axe radical. — Centre radical.

Diviser une droite en parties proportionnelles à des droites données. — Quatrième proportionnelle ; moyenne proportionnelle. — Division d'une droite en moyenne et extrême raison.

Polygones réguliers. — Démontrer qu'il existe des polygones réguliers d'un nombre quelconque de côtés. — Inscription du carré, de l'hexagone, du triangle équilatéral, du décagone, du pentédécagone. — Deux polygones réguliers d'un même nombre de côtés sont semblables. Rapport de la circonférence au diamètre. Calcul de n .

Aire des polygones, aire du cercle.

Mesure de l'aire du rectangle, du parallélogramme, du triangle, du trapèze, d'un polygone quelconque.

Le carré construit sur l'hypoténuse d'un triangle rectangle est équivalent à la somme des carrés construits sur les côtés de l'angle droit.

Rapport des aires de deux polygones semblables.

Aire d'un polygone régulier convexe. — Aire d'un cercle, d'un secteur et d'un segment de cercle. — Rapport des aires de deux cercles.

Notions d'arpentage. — Usage de la chaîne et de l'équerre d'arpenteur.

Figures dans l'espace.

Plan et ligne droite.

Détermination d'un plan. — Droite et plan perpendiculaires.

Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à un plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Angle dièdre. — Dièdre droit. — Angle plan correspondant à un angle dièdre.

Le rapport de deux angles dièdres est le même que celui de leurs angles plans.

Plans perpendiculaires entre eux.

Angles trièdres. — Chaque face d'un trièdre est moindre que la somme des deux autres. Limites de la somme des faces d'un trièdre.

Trièdres supplémentaires.

Dans tout trièdre, chaque dièdre augmenté de deux droits est plus petit que la somme des deux autres. Limites de la somme des dièdres d'un angle trièdre.

Si l'on prolonge les arêtes d'un angle trièdre quelconque au delà de son sommet, on forme un nouvel angle trièdre qui ne peut lui être superposé, bien qu'il soit composé des mêmes éléments. Préciser la disposition des éléments d'un trièdre.

Cas d'égalité des trièdres.

Somme des faces d'un angle polyèdre convexe.

Polyèdres.

Parallélépipède. — Volume du parallélépipède rectangle, volume du parallélépipède droit. — Volume du prisme droit. — Volume du parallélépipède oblique. — Volume du prisme oblique.

Pyramide. — Volume de la pyramide. — Volume du tronc de pyramide à bases parallèles.

Polyèdres homothétiques. — Polyèdres semblables. — Rapport des volumes de deux polyèdres semblables.

Translation d'une figure de forme invariable dans l'espace. — Rotation autour d'un axe.

Figures symétriques. — Symétrie par rapport à un point. — Symétrie par rapport à un plan. Ce second mode de symétrie se ramène au premier. — Symétrie par rapport à une droite. — Deux polyèdres symétriques sont équivalents.

Cylindre droit à base circulaire. — Surface latérale. — Volume.

Cône droit à base circulaire. — Sections parallèles à la base. — Surface latérale du cône, du tronc de cône à bases parallèles. — Volume du cône à bases parallèles.

Sphère. — Sections planes, grands cercles, petits cercles. — Pôles d'un cercle. — Etant donnée une sphère, trouver son rayon par une construction plane.

Plan tangent.

Mesure de la surface engendrée par une ligne brisée régulière tournant autour d'un de ses diamètres. — Aire de la zone. — Aire de la sphère.

Mesure du volume engendré par un triangle tournant autour d'un axe mené, dans son plan, par un de ses sommets. Application au volume engendré par un secteur polygonal régulier tournant autour d'un de ses diamètres. — Volume d'une sphère. — Volume d'un segment sphérique.

Notions sur l'ellipse et la parabole.

Ellipse. — Définition de l'ellipse par la propriété des foyers. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axes. — Sommets. — Cercles directeurs. — Intersection d'une droite et d'une ellipse. — Tangente. — Normale. — Mener à une ellipse une tangente : 1° par un point donné ; 2° parallèlement à une droite donnée.

Parabole. — Définition de la parabole par la propriété du foyer et de la directrice. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axe. — Sommet.

Intersection d'une droite et d'une parabole. — Tangente. — Normale. — Sous-normale. — Mener à une parabole une tangente : 1° par un point donné ; 2° parallèlement à une droite donnée. — Relation entre le carré d'une corde perpendiculaire à l'axe et sa distance au sommet.

Notions sur l'hélice.

Définition. — Propriété de la tangente.

TRIGONOMÉTRIE

Lignes trigonométriques. — Relations entre les lignes trigonométriques d'un même arc. — Calcul des lignes trigonométriques de quelques

arcs : $\frac{\pi}{4}$, $\frac{\pi}{3}$, etc.

Théorème des projections.

Formules d'addition pour le sinus, le cosinus et la tangente.

Expressions de $\sin 2a$, $\cos 2a$, $\tan 2a$.

Toutes les lignes trigonométriques de l'arc a s'expriment rationnellement en fonction de $\tan \frac{1}{2} a$.

Connaissant $\cos a$ ou $\sin a$, calculer $\sin \frac{1}{2} a$ et $\cos \frac{1}{2} a$. Connaissant $\tan a$, calculer $\tan \frac{1}{2} a$.

Transformer en produit la somme de deux lignes trigonométriques : sinus, cosinus ou tangentes.

Limite de $\frac{\sin x}{x}$ quand x tend vers zéro.

Usage des tables trigonométriques à cinq décimales.

Relations entre les angles et les côtés d'un triangle.

Résolution des triangles.

Applications de la trigonométrie aux différentes questions relatives au lever des plans.

Résolution et discussion de quelques équations trigonométriques simples.

Résolution trigonométrique de l'équation du second degré.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE

Insuffisance du dessin ordinaire pour la représentation des corps. — Utilité d'une méthode géométrique qui par des constructions graphiques exécutées sur un seul et même plan, fasse connaître exactement la forme et la position d'une figure.

Projections d'un point, d'une droite, d'une ligne quelconque sur un plan.

Plan horizontal et plan vertical de projection.

Représentation d'un point, d'une droite, d'une ligne quelconque par leurs projections horizontale et verticale.

Représentation d'un plan.

Problèmes relatifs à la droite. — Trouver les traces d'une droite déterminée par ses projections. — Trouver les projections d'une droite dont les traces sont données. — Mener par un point une parallèle à une droite donnée. Reconnaître si deux droites données par leurs projections se coupent.

Problèmes relatifs au plan. — Faire passer un plan : 1° par trois points ; 2° par deux droites qui se coupent ; 3° par deux droites parallèles ; 4° par un point et par une droite donnée. — Mener par un point un plan parallèle à un plan donné.

Déterminer l'intersection de deux plans. — Déterminer le point commun à trois plans.

Problèmes relatifs à la droite et au plan. — Déterminer le point de rencontre d'une droite et d'un plan donnés. — Reconnaître sur une épure si une droite donnée est dans un plan donné. — Mener par un point une droite parallèle à un plan donné et s'appuyant sur une droite donnée. — Mener par un point une droite s'appuyant sur deux droites données. — Mener une droite de direction donnée et s'appuyant sur deux droites données.

Droite et plan perpendiculaires. — Condition nécessaire et suffisante pour qu'un angle droit se projette sur un plan suivant un angle droit. — Mener par un point une droite perpendiculaire à un plan. — Mener par un point un plan perpendiculaire à une droite donnée. — Mener par un point une droite perpendiculaire à une droite donnée.

Méthode des rotations (l'axe étant supposé perpendiculaire à l'un des plans de projection).

Changement de l'un des plans de projection.

Méthode des rabattements.

Application de ces méthodes aux questions suivantes :

1° *Déterminer des distances.* — Distance de deux points. — Distance d'un point à un plan. — Distance d'un point à une droite. — Plus courte distance de deux droites.

2° *Détermination des angles.* — Angle de deux droites. — Angle d'une droite et d'un plan. — Angles d'une droite avec les plans de projection. — Angle de deux plans. — Angles d'un plan avec les plans de projection.

Projection d'un prisme, d'une pyramide. — Parties vues et cachées. Sections planes de ces polyèdres.

Projection d'un cercle.

Projection d'une hélice sur un plan parallèle à son axe.

MÉCANIQUE

Eléments de statique.

Notions sur les forces. — Forces égales. — Evaluation numérique d'une force. — On admet que deux forces égales et contraires, appliquées à deux points liés par une droite de longueur invariable et agissant dans la direction de cette droite, se font équilibre. — Translation du point d'application d'une force en un point quelconque pris sur sa ligne d'action et supposé lié invariablement au premier.

Composition de deux forces appliquées à un même point. — Théorème des moments par rapport à un point pris dans le plan des forces.

Composition d'un nombre quelconque de forces appliquées à un même point. — Condition d'équilibre.

Composition de deux forces parallèles.

Couple. — Un couple n'a pas de résultante. — Composition et décomposition des couples.

Composition d'un nombre quelconque de forces parallèles. — Centre des forces parallèles. — Centre de gravité ; sa recherche dans

quelques cas simples : triangle, trapèze, quadrilatère, prisme et pyramide.

Composition d'un système quelconque de forces appliquées à un corps solide. — Leur réduction à une force et à un couple. — Condition générale de l'équilibre. — Conditions d'équilibre lorsque le corps sur lequel agissent les forces n'est pas entièrement libre. Cas particulier où le corps est mobile autour d'un point fixe ou autour d'un axe fixe, ou repose sur un plan inébranlable.

Des machines simples.

Levier. — Condition générale d'équilibre du levier.

Balances. — Balance ordinaire, balance romaine, balance de Roberval de Quintenz.

Poulie. — Equilibre de la poulie fixe. — Equilibre de la poulie mobile. — Mouffles.

Treuil. — Condition d'équilibre du treuil. — Treuil des carriers.

Plan incliné. — Equilibre d'un corps placé sur un plan incliné.

COSMOGRAPHIE

Revision du cours de Rhétorique (1) et compléments.

Projection stéréographique.

Inégalité des jours et des nuits.

Mesure du temps. — Jour solaire vrai. — Jour solaire moyen. —

Calendrier. — Réforme Julienne, réforme Grégorienne.

Lois de Képler. — Inégalité des saisons.

PHYSIQUE

Préliminaires.

Divers états de la matière.

Principe de l'inertie. — Forces. — Enoncé, sans démonstration, de la règle du parallélogramme des forces et du théorème relatif à la composition des forces parallèles.

Pesanteur. — Equilibre des liquides et des gaz.

Direction de la pesanteur. — Centre de gravité, poids. — Balance.

Transmission des pressions dans les fluides : principe de Pascal.

— Surface libre des liquides en équilibre. — Pressions sur le fond et sur les parois des vases.

Vases communicants.

Presse hydraulique.

Principe d'Archimède. — Poids spécifiques. — Aéromètres.

Pression atmosphérique. — Baromètre.

Loi de Mariotte. — Manomètres. — Mélange des gaz.

Machine pneumatique. — Pompes. — Siphon.

Aérostats.

Chaleur.

Dilatation des corps par la chaleur.

Thermomètre.

Définition et usage des coefficients de dilation.

Maximum de densité de l'eau.

Densité des gaz (procédé de Regnault).

Chaleurs spécifiques des solides et des liquides. — Principe de la méthode des mélanges.

Fusion et dissolution. — Solidification. — Chaleur de fusion. — Mélanges réfrigérants.

Vaporisation. — Formation des vapeurs dans le vide. — Vapeurs saturantes et non saturantes. — Force élastique maximum de la vapeur d'eau aux diverses températures.

Mélange des gaz et des vapeurs.

(1) Le programme de cosmographie de la classe de Rhétorique est le même que celui de la classe de Seconde moderne.

Evaporation. — Ebullition. — Distillation.
Chaleur de vaporisation.
Hygrométrie. — Hygromètre de condensation.
Rosée. — Pluie. — Neige.
Notions sur la conductibilité. — Applications usuelles.

Acoustique.

Production et propagation du son. — Vitesse du son dans l'air.
Réflexion du son. — Echo.
Intensité. — Hauteur. — Intervalles musicaux.
Vibrations transversales des cordes. — Harmoniques.
Timbre des sons.

Optique.

Propagation rectiligne de la lumière. — Vitesse, sans description, des procédés de mesure.
Comparaison des intensités de deux lumières.
Lois de la réflexion. — Miroirs plans. — Miroirs sphériques, concaves et convexes.
Lois de la réfraction. — Prismes. — Lentilles.
Composition de la lumière blanche. — Dispersion. — Spectre solaire ; spectres des différentes sources lumineuses.
Loupe. — Microscope composé. — Lunette astronomique. — Lunette de Galilée. — Télescope de Newton.
Actions chimiques produites par la lumière. — Notions très sommaires de photographie.
Chaleur rayonnante. — Notions générales sur les phénomènes d'émission de réflexion, de transmission et d'absorption. — Identité de la chaleur rayonnante et de la lumière.

Electricité et magnétisme.

Electrisation par le frottement.
Enoncé de la loi des attractions et des répulsions électriques.
Distribution de l'électricité à la surface des corps conducteurs. — Pouvoir des pointes.
Notions élémentaires et purement expérimentales sur le potentiel et la capacité électrique.
Electrisation par influence. — Electrosopes. — Electrophore. — Machines électriques.
Condensation. — Bouteille de Leyde ; batteries. — Electroscope, condensateur.
Foudre. — Paratonnerre.
Aimants naturels et artificiels ; pôles.
Définition de la déclinaison et de l'inclinaison.
Boussoles usuelles.
Aimantation par simple touche.
Expériences de Galvani et de Volta. — Pile de Volta. — Effets chimiques des courants. — Piles à courants constant.
Expérience d'Ørsted. — Galvanomètre.
Enoncé des lois fondamentales des courants. — Unités pratiques d'intensité, de résistance et de force électromotrice.
Actions des courants sur les courants et sur les aimants. — Solénoïdes.
Aimantation par les courants.
Télégraphes.
Courants thermo-électriques.
Induction électrique : expériences fondamentales. — Principe des machines magnéto-électriques et dynamo-électriques. — Réversibilité de ces machines.
Téléphone.
Effets calorifiques et lumineux des courants. — Arc voltaïque ; lampe à incandescence.
Galvanoplastie. — Dorure. — Argenture.

Compléments.

Lois de la chute des corps. — Machine d'Atwood. — Machine de Morin.

Proportionnalité des forces aux accélérations. — Masses. — Sa mesure au moyen du poids.

Pendule. — Applications.

Notions très élémentaires sur le travail, la force vive, l'énergie, l'équivalent mécanique de la chaleur.

Formes diverses de l'énergie. — Principe de la conservation de l'énergie.

Machine à vapeur. — Condensateur. — Détente.

CHIMIE

Corps simples et corps composés.

Cristallisation. — Isomorphisme et dimorphisme.

Analyse et synthèse.

Nomenclature.

Métalloïdes et métaux.

Acides, bases, sels, corps neutres.

Proportions multiples.

Equivalents chimiques.

Notions générales sur le dégagement ou l'absorption de chaleur dans les combinaisons chimiques.

Eau. — Analyse et synthèse. — Lois des volumes.

Hydrogène.

Oxygène. — Combustion, chaleur dégagée.

Air atmosphérique. — Analyse.

Azote. — Oxydes de l'azote. — Acide azotique. — Ammoniaque.

Chlore. — Brome, iode et fluor. — Acide chlorhydrique.

Soufre. — Acide sulfureux. — Acide sulfurique. — Acide sulfhy-

drique.

Phosphore. — Acides phosphoriques. — Hydrogène phosphoré.

Carbone. — Oxyde de carbone. — Acide carbonique. — Sulfure de carbone.

Carbures d'hydrogène : acétylène, gaz des marais, gaz oléfiant. —

Gaz de la houille. — Flamme.

Classification des métalloïdes en familles naturelles.

Métaux en général. — Propriétés, classification.

Alliages.

Principaux modes de production des oxydes métalliques. — Action de la chaleur, du carbone et de l'eau.

Potasse, soude, chaux. — Sulfures. — Chlorures ; sel marin.

Sels. — Propriétés générales.

Actions des acides, des bases et des sels sur les sels.

Principaux genres de sels. — Carbonates : carbonate de potasse, de soude, de chaux. — Sulfates : aluns. — Azotates : nitre et poudre.

Eaux potables.

Principes de la métallurgie du fer. — Fontes et aciers.

Généralités sur les matières organiques existant dans les êtres vivants ou produits artificiellement. — Méthodes générales : analyse et synthèse. — Principes généraux de la classification : fonctions.

HISTOIRE

Histoire contemporaine (1789-1889).

Programme commun aux classes de Mathématiques élémentaires et de Première (lettres et sciences).

PHILOSOPHIE

Programme commun aux classes de Mathématiques élémentaires et de Première (sciences).

X. — RÉGIME DE 1902

Baccalauréat de l'Enseignement secondaire.

(Décret et arrêté du 31 Mai 1906, arrêté du 28 Juillet 1902,
décret du 13 Décembre 1902, décret du 1^{er} Août 1905.)

I. — Séries Scientifiques.

PREMIERE PARTIE

I. — Série: Latin-Sciences (C).

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ; 2° Une version latine ; 3° Une composition de mathématiques et de physique (1).

EPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE LATIN.

(Programme commun aux séries A, B, C).

Programme de Seconde.

Cicéron : *De Suppliciis*, *De Signis*, *Songes de Scipion*.

Tite-Live : Un livre de la troisième décade.

Tacite : *Vie d'Agricola*, *Germanie*.

Pline le Jeune : Choix de *Lettres*.

Virgile : *Enéide* (livres IX à XII) ; *Bucoliques*.

Horace : *Odes*.

Anthologie des poètes latins (à l'exclusion des ouvrages compris dans les programmes).

Pages et pensées morales extraites des auteurs latins.

Programme de Première.

(Programme commun aux séries A, B, C).

Cicéron : Choix de *Lettres*, *Pro Milone*, *Pro Murena*.

Extraits et analyses des principaux discours. Extraits des œuvres morales et philosophiques. Extraits des traités de rhétorique.

Conciones.

Tite-Live : Un livre de la troisième décade.

Sénèque : Extraits des *Lettres à Lucilius* et des *Traité de morale*.

Tacite : *Annales*, *Histoires*, *Dialogues des orateurs*.

Théâtre latin : Extraits.

Lucrèce : Extraits.

Virgile.

Horace : *Satires* et *Épîtres*.

Anthologie des poètes latins (à l'exclusion des ouvrages compris dans les programmes).

Pages et pensées morales extraites des auteurs latins.

2° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS

Programme de Seconde.

(Programme commun aux séries A, B, C).

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes des XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles.

Chanson de Roland.

Villehardouin, Joinville, Commines. Extraits.

Chrestomathie du moyen âge.

Montaigne : Principaux chapitres et extraits.

Chefs-d'œuvre poétique de Marot, Ronsart, Du Bellay, d'Aubigné, Régnier.

(1) Le texte du décret est limitatif. Il s'agit de la physique proprement dite, et non des sciences physiques en général. Par suite, aucun sujet de chimie ne peut être donné.

La composition de mathématiques et celle de physique roulent sur le programme de la classe de Première; elles comportent chacune une question de cours (trois sujets au choix) et un problème (un seul sujet). (*Circulaire du 10 Mars, 1904.*)

Corneille : Théâtre choisi.
Molière : Théâtre choisi.
Racine : Théâtre choisi.
La Fontaine : *Fables*.
Boileau : Satires et épîtres.
Bossuet : Oraisons funèbres.
La Bruyère : *Caractères*.
Lettres choisies du XVII^e et du XVIII^e siècle.
Lectures sur la société du XVII^e siècle extraites des mémoires et des
mémoires et des correspondances.
J.-J. Rousseau : Morceaux choisis.
Chefs-d'œuvre poétiques de Lamartine et de Victor Hugo.
Choix des principaux historiens du XIX^e siècle.

Programme de Première.

(Programme commun aux séries A, B, C).

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes des XVI^e, XVII^e, XVIII^e
et XIX^e siècles.

Montaigne : Principaux chapitres et extraits.

Corneille : Théâtre choisi.

Molière : Théâtre choisi.

Racine : Théâtre choisi.

La Fontaine : *Fables*.

Boileau : *Épîtres, Satires, Art poétique*. — Extraits des œuvres en
prose.

Pascal : *Pensées, Provinciales* (I, IV, XIII et extraits).

Bossuet : Oraisons funèbres, Sermons choisis. — Extraits de ses
œuvres diverses.

La Bruyère : *Caractères*.

Fénelon : *Lettres à l'Académie* ; extraits des autres œuvres.

Lettres choisies du XVII^e et du XVIII^e siècle.

Montesquieu : *Considérations sur les causes de la grandeur des
Romains et de leur décadence*. — Extraits de *l'Esprit des lois* et des
œuvres diverses.

Buffon : Extraits (discours et vues générales).

Voltaire : Extraits des œuvres historiques et des autres ouvrages
en prose.

Diderot : Extraits.

J.-J. Rousseau : Morceaux choisis. *Lettres à d'Alembert sur les
spectacles*.

Lectures sur la société du XVIII^e siècle extraites des *Mémoires* et des
Correspondances.

Chefs-d'œuvre poétiques de Lamartine et de Victor Hugo.

Choix des moralistes du XVII^e, du XVIII^e et du XIX^e siècle.

Choix des principaux historiens du XIX^e siècle.

3^e ÉPREUVE DE LANGUE VIVANTE ÉTRANGÈRE

Une épreuve orale de langue vivante étrangère, allemand, anglais,
espagnol, italien ou russe, au choix du candidat. Les listes d'auteurs
pour l'enseignement des langues vivantes dans les lycées et collège de
garçons sont déterminées ainsi qu'il suit :

DEUXIÈME PÉRIODE

(CLASSES DE QUATRIÈME ET DE TROISIÈME)

1. Livre de lectures contenant des tableaux de la vie à l'étranger,
des notions pratiques, données sous une forme agréable et courte, sur
le commerce, les moyens de communication, les distractions, les insti-
tutions, en un mot présentant dans des textes suivis le vocabulaire de
la vie courante.

2. Choix de nouvelles et de scènes dialoguées, donnant, autant que
possible, en même temps que des modèles de style pour les narrations
des élèves, des peintures de mœurs contemporaines. Ce recueil pourra
contenir des contes, des légendes et aussi quelques pièces de vers.

Pour l'allemand :

Extraits d'auteurs modernes, tels que W. Alexis, M. von Ebner-Eschenbach, Fontane, Freytag, Ganghofer, Gottschall, Hackländer, P. Heyse, Hans Hoffmann, Hans Hopfen, Max Kretzer, D. von Liliencron, Raabe, Riehl, Rodenberg, Rosegger, Max Schmidt, Spielhagen, Stifter, Stinde Storm, Sudermann, Wildenbruch, Wilbrandt, etc.

Pour l'anglais :

Extraits d'auteurs modernes, tels que Marryat, Stevenson, Miss Edgeworth, Miss Mitford, Miss Montgomery, Mrs. Brunett, Ouida, Kingsley, Hawthorne, Hardy, Thomas Hughes, Anstey, Rider Haggard, Mary Wilkins, Wells, Jerome K. Jerome, etc. — Courts poèmes et contes en vers de : Cowper, Southey, Scott, Wordsworth, Coleridge, Campbell, Kingley, Longfellow, Morris, Mrs. Browning, etc.

Pour l'espagnol :

Extraits d'auteurs modernes, tels que récits, nouvelles et contes de Trueba, Fernán Caballero, Pereda, Fernández Bremón, Carlos Rubio, Eduardo Bustillo, Narciso Campillo, Ruiz Aguilera, Castro y Serrano, Valera, Pardo Bazán, Eusebio Blasco, Fernánflor, Palacio Valdès, Salvador Rueda, Blasco Ibáñez, etc.

Pour l'italien :

Un recueil du genre de *Prose e poesie italiane scelte annotate da Luigi Morandi* (S. Lapi, édit. à Città di Castello).

L. Capuana. — *C'era una volta*.

Nouvelles de C. Collodi, Emma Perodi, Ida Baccini.

Si le professeur préfère faire usage de textes plus suivis, il choisira un des ouvrages énumérés ci-dessous :

Langue allemande.

Grimm. — *Märchen*.

Bechstein. — *Deutsche Märchen*.

Hauff. — *Märchen*.

Goethe. — *Der neue Paris* (W. u. D. livre II), *das Puppenspiel* (W. Meister I, 2-7), *die gefährliche Wette* (Wanderjahre, III, 8).

Rosegger. — *Waldjugend, Als ich noch der Waldbauernbub war*.

Stifter. — *Granit, der Waldsteig*.

Storm. — *Pole Poppensaler, Geschichten aus der Tonne*.

M. von Ebner-Eschenbach. — *Krambambuli, Schloss-und Dorfgeschichten*.

Wildenbruch. — *Neid, Kindertränen*.

G. Keller. — *Kleider machen Leute*.

Langue anglaise.

Hawthorne. — *Tanglewood Tales, The Wonder Book*.

Kingsley. — *The Heroes, Water Babies*.

Halliwell. — *Popular Rhymes and Nursery Tales*.

Swift. — *Gulliver's Travels*.

R. Kipling. — *The First Jungle Book* (Extraits).

Lady Barker. — *Station Life in New Zealand*.

Miss Montgomery. — *Misunderstood*.

Godsmith. — *Vicar of Wakefield*.

Johnson. — *Rasselas*.

Sir John Lubbock. — *Pleasures of life*.

Langue espagnole.

Extraits de *Don Quijote*.

Fables choisies (Samaniego, Iriarte, Jérica, Hartzenbusch, etc.).

Fernán Caballero. — *Cuentos, oraciones, adivinas y refranes populares é infantiles*.

A. de Trueba. — *Cuentos populares, Cuentos campesinos, El libro de los Cantares, Narraciones populares*.

Frontaura. — *Las tiendras*.

Langue italienne.

Silvio Pellico. — *Le mie Prigioni*.

Giovanni Dupré. — *Pensieri sull' arte e ricordi autobiografici*.

Emilio de Marchi. — *L'Età preziosa*.

Giovanni Verga. — *Storia di una capinera*.
Edmondo De Amicis. — *Cuore, Alle porte d'Italia, La Vita militare*.

Antonio Fogazzaro. — *Daniele Cortis*.

Ida Baccini. — *La storia di Firenze narrata a scuola*.

Langue russe.

Léon Tolstoï. — Les quatre livres de lecture russe.

Lermontov. — *Bella* (épisode du roman : Un héros de notre temps).

Gogol. — Le Reviseur.

Pouchkine. — Boris Boulba.

Tourguenev. — Extraits des *Mémoires d'un chasseur*.

Un journal à l'usage des classes peut prendre la place d'un des livres de lecture énumérés ci-dessus, mais il est nécessaire, dans ce cas, que tous les élèves de la classe y soient abonnés.

TROISIEME PERIODE

(CLASSES DE SECONDE ET DE PREMIÈRE (1)).

1. Lectures se rapportant à la géographie, à l'histoire, aux sciences, aux arts et à l'industrie.

2. Lectures choisies dans les principaux chefs-d'œuvre de la littérature ou l'un des ouvrages suivants :

CLASSE DE SECONDE.

Pour l'allemand :

Choix de poésies lyriques : Ballades et Lieder de Bürger, Goethe, Schiller, Tieck, A. W. et F. Schlegel, Chamisso, Uhland, A. Grün, Lenau, Rückert, Platen, H. Heine, etc.

Extraits des œuvres en prose de Goethe : *Werther, Wilhelm Meister, Briefe aus der Schweiz, Italienische Reise*.

Pour l'anglais :

Sheridan. — *The School for Scandal*.

Goldsmith. — *She Stoops to Conquer*.

W. Irving. — *Rip Van Winkle, Spectre Bridegroom, Legend of Sleepy Hollow*.

Stevenson. — *Treasure Island*.

Longfellow. — *Tales of a Wayside Inn* (extraits).

W. Morris. — *The Earthly Paradise* (extraits).

Macaulay. — *Essays* (extraits).

Dickens. — *Christmas Carol*.

Pour l'espagnol :

Choix de poésies lyriques classiques.

Extraits du *Romancero*.

Anthologie des poètes modernes et contemporains.

Nouvelles courtes de Pedro de Alarcón, Valera, Trueba, Pardo Bazán, etc.

Scènes choisies des *Saynetes* contemporains (Javier de Burgos, Vital Aza, Ramos Carrion, Ricardo de la Vega, etc.).

Cervantès. — *Don Quixote*.

Moratin. — *El sí de las Niñas*.

Quintana. — *Biographies des Espagnols célèbres*.

Mesonero Romanos. — *Scènes madrilènes*.

Pour l'italien :

Arioste. — Morceaux choisis.

Métastase. — Drames et poésies choisies.

G. Gozzi. — *L'Osservatore*.

Goldoni. — Choix de comédies (*La Locandiera, Il Burbero Benefico, La Bottega del Caffè*, etc.).

Alfieri. — *Vita*, texte de l'édition classique Linaker (Florence, Barbèra).

Monti. — Choix de poésies.

Manzoni. — *I promessi sposi*.

(1) Pour les classes de Seconde et de Première B et D, en ce qui concerne la seconde langue, on prendra l'un des ouvrages indiqués pour la période précédente.

CLASSE DE PREMIÈRE

- Pour l'allemand :
- Schiller : *Wilhelm Tell, Maria Stuart, Jungfrau von Orleans, Wallenstein.*
- Goethe : *Iphigenie, Torquato Tasso, Egmont, Faust (1^{er} Theil), Götz von Berlichingen.*
- Kleist : *Prinz von Homburg.*
- Grillparzer : *Drames historiques.*
- Extraits des œuvres en prose de Wieland, Goethe (*Mémoires, Campagne de France, Sur la littérature française*), Schiller, Novalis, Immermann, Auerbach, Freytag, Sheffel, G. Keller, K. F. Meyer, P. Heysé, etc.
- Pour l'anglais :
- Shakespeare. — *Julius Cæsar, Macbeth.*
- Extraits de Milton, Addison, Goldsmith (prose et vers). Wordsworth.
- Byron. — *Prisoner of Chillon.*
- Coleridge. — *The Ancient Mariner.*
- Dickens. — *David Copperfield* (édition abrégée).
- Macaulay. — Extraits de l'*Histoire d'Angleterre.*
- G. Eliot. — *Scenes of Clerical Life, Silas Marner.*
- Tennyson. — *Enoch Arden, The Brook, Poèmes antiques* (Ulysses, The Lotos Eaters).
- Thackeray. — *The English Humorists.*
- Pour l'espagnol :
- Cervantès. — *Don Quixote.* Choix dans les *Novelas ejemplares.*
- Extraits des historiens. — Mendoza, Mariana, Solis, Melo, Quintana, Tóreno; etc.
- Choix dans le Théâtre classique et le Théâtre moderne. — (P. ex. : Castro, *Mocedades del Cid*; Alarcón, *Verdad sospechosa*; Calderón, *La vida es sueño*; Moreto, *El desdén con el desdén*; Moratin, *Ea café*; Scènes choisies de Bretón de los Herreros, Rubi, Eguilaz, Tamayo, Ayala, Echegaray, etc.).
- Larra. — *Articulos de costumbres.*
- Pour l'italien :
- Boccace. — Morceaux choisis.
- Pétrarque. — Poésies choisies.
- B. Castiglione. — *Il cortigiano.*
- B. Cellini. — *Vita*, texte de l'édition classique Bacci (Florence, Sansoni).
- Vasari. — Morceaux choisis.
- Tasse. — Morceaux choisis : *La Gerusalemme liberata.*
- Parini. — *Il Giorno, Le Odi.*
- Alfieri. — Choix de tragédies.
- Extraits des romanciers contemporains (en particulier de A. Fogazzaro, Renato Fucini, L. Capuana, G. Verga, M. Serao).
- Instruction pour l'épreuve de langue arabe au baccalauréat de l'enseignement secondaire dans l'académie d'Alger.*
- Epreuve écrite.* — Composition en arabe régulier usuel soit d'une lettre, soit d'une narration facile. Le plan et les principaux développements du sujet seront dictés en langue française. L'usage d'un dictionnaire arabe-français et français-arabe est autorisé et laissé au choix de l'élève. La durée de cette épreuve est de trois heures.
- Epreuves orales.* — L'examinateur remet au candidat soit un texte facile tiré d'un recueil rédigé en arabe classique et de difficulté moyenne, soit une lettre originale sans complications graphiques. Le candidat lira ce texte à haute voix, puis il le résumera en se servant de l'arabe vulgaire. L'examinateur posera ensuite au candidat, au sujet du texte qui vient d'être lu, quelques questions sur les faits qui y sont relatés et sur les règles grammaticales les plus simples. Questions et réponses seront faites en français pour la grammaire et en arabe vulgaire pour le reste.
- Le candidat aura aussi à répondre à des questions faciles qui lui seront adressées concernant la vie arabe, les mœurs et coutumes des Arabes, leurs travaux agricoles et industriels, leur commerce, la géo-

graphie générale de l'Afrique du Nord, en un mot ce qui peut avoir trait à la vie coloniale. Comme dans l'épreuve précédente, cet échange de questions et de réponses aura lieu en arabe vulgaire.

Lorsque, conformément à l'article 2 du décret du 5 mai 1904, l'épreuve orale subie sur l'arabe parlé et l'arabe écrit tiendra lieu de deux épreuves de deux langues étrangères distinctes, cette épreuve aura un caractère moins élémentaire que dans le cas où elle ne comportera que comme épreuve portant sur une seule langue.

(Décrets des 31 Mai, 22 Juillet, 13 et 15 Décembre 1902.

Arrêtés ministériels des 31 Mai et 28 Juillet 1902.)

6° HISTOIRE MODERNE.

Programme commun aux séries A, B, C, D.

La France sous le règne de Louis XV. — La Régence. Les parlements ; les affaires religieuses ; les difficultés financières.

L'Angleterre au XVIII^e siècle (1). — Formation du régime parlementaire. La crise constitutionnelle (1760-1783). La réaction tory.

L'Empire russe au XVIII^e siècle. — Les réformes de Pierre le Grand. Le gouvernement de Catherine II.

L'Etat prussien aux XVII^e et XVIII^e siècles. — Le Grand-Electeur. Frédéric-Guillaume I^{er}. Frédéric II.

L'Etat autrichien au XVIII^e siècle. — La Pragmatique. Marie-Thérèse. Les réformes de Joseph II.

La politique continentale de 1715 à 1763. — Politique de la France. Rivalité de la Prusse et de l'Autriche (2). Rivalité de la France et de l'Angleterre.

La politique coloniale. — Le conflit en Amérique jusqu'à 1763 ; les compagnies de commerce aux Indes. Formation de l'Empire britannique.

Soulèvement des colonies anglaises. — Formation des Etats-Unis jusqu'à 1787.

La politique orientale. — Pologne et Turquie jusqu'à 1795.

Caractères généraux du XVIII^e siècle. — La société française, les salons, les financiers. — Les lettres ; les arts ; les sciences ; les idées philosophiques et économiques. Le « despotisme éclairé ». L'administration des intendants.

Louis XVI. — La crise financière.

La France en 1789. — La cour ; le gouvernement ; l'administration ; les finances ; la justice. L'état social.

La période monarchique de la Révolution. — Les Etats-Généraux et la Constituante. Abolition de l'ancien régime. Transformation de la société française par la Révolution. La Constitution de 1791. L'Assemblée législative ; résistance du roi ; formation du parti républicain ; la chute de la royauté.

La République. — La Convention ; les partis ; les insurrections ; le gouvernement révolutionnaire ; la réaction après Thermidor. La Constitution de l'an III. L'œuvre de la Convention. — Le gouvernement du Directoire.

La lutte contre l'Europe de 1792 à 1802. — Les conquêtes. Les traités (3).

Le Gouvernement consulaire et impérial. — La Constitution de l'an VIII et ses transformations. Caractères du pouvoir impérial. Organisation intérieure. — Le Concordat et les articles organiques ; lutte avec le pape.

La politique extérieure de Napoléon. — La lutte contre l'Angleterre.

(1) Le professeur ne fera point l'histoire complète et suivie des ministères.

(2) Le professeur ne fera point l'exposé de la guerre de succession d'Autriche ni de la guerre de Sept ans. Il choisira quelques exemples d'actions militaires. (*Notes du Plan d'études.*)

(3) Pour les guerres de la Révolution et de l'Empire, le professeur choisira une ou deux campagnes qu'il étudiera avec quelques détails à titre d'exemple. (*Note du Plan d'études.*)

Les guerres jusqu'au traité de Tilsitt ; Austerlitz ; Iéna ; Friedland. — Le blocus continental. — Les résistances nationales : Espagne ; Allemagne. Les réformes de la Prusse.

La fin de l'Empire. — Guerre de Russie ; la coalition générale ; l'invasion. La première Restauration. Les Cent Jours ; Waterloo. — Les traités de Paris. Les remaniements territoriaux en Europe.

7° GEOGRAPHIE

Programme commun aux séries A, B, C, D.

LA FRANCE.

Constitution géologique. Le relief. Les climats. Le régime des eaux. Les côtes.

Formation de la nation française. Répartition de la population. Langues et religions.

Etude de la France par grandes régions naturelles. Traits caractéristiques du relief, du climat, du régime des eaux, de la géographie économique. Population et villes.

Régime administratif étudié particulièrement dans le département et dans la commune. Organisation militaire ; traits essentiels de la défense des frontières.

Les colonies. L'Algérie ; le protectorat de la Tunisie ; l'Afrique française ; Madagascar ; l'Indochine ; les colonies du Pacifique ; les colonies d'Amérique.

La France dans le monde : rapports avec les grands pays du globe.

6° MATHEMATIQUES

Programme commun aux séries C et D.

GÉOMÉTRIE.

Révision de la géométrie plane (Programme ci-dessous de Quatrième A et de Troisième A) et du programme de Seconde ci-dessous :

Programme de Quatrième A.

Ligne droite et plan. — Angles.

Triangles. — Cas d'égalité.

Perpendiculaire et obliques.

Théorie des parallèles. — Parallélogramme.

Cercle. — Dépendance mutuelle des cordes et des arcs.

Sécante, tangente.

Positions relatives de deux cercles.

Mesure des angles.

Problèmes élémentaires sur la droite et le cercle.

Programme de Troisième A.

Lignes proportionnelles.

Positions relatives des deux points qui divisent une droite dans un rapport donné.

Propriétés des bissectrices d'un triangle.

Triangles semblables. Cas de similitude.

Polygones semblables.

Puissance d'un point par rapport à un cercle.

Relations métriques dans un triangle rectangle.

Constructions géométriques : quatrième proportionnelle et moyenne géométrique.

Polygones réguliers : carré, hexagone et triangle équilatéral.

Programme de Seconde C.

Révision du programme de la classe précédente. — Aires : rectangles, parallélogrammes, triangles, trapèzes, rapport des aires de deux polygones semblables. — Aire du cercle.

Géométrie dans l'espace. — Perpendiculaire et obliques à un plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Angles dièdres. — Plans perpendiculaires.

Notions sur les angles trièdres et les angles polyèdres. (On ne parlera pas des trièdres supplémentaires.)

Polyèdres. — Mesure des volumes : parallélépipède, prisme, pyramide, tronc de pyramide.

Cylindre. Cône, tronc de cône : surface et volume. Sphère. Section plane. — Grands cercles. — Petits cercles. — Pôles d'un cercle. — Plan tangent. — Surface et volume de la sphère.

Courbes usuelles

Ellipse. — Définition de l'ellipse par la propriété des foyers. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axes. — Sommets. — Cercles directeurs. — Intersection d'une droite et d'une ellipse. — Tangente. — Normale. — Mener à une ellipse une tangente : 1° par un point donné ; 2° parallèlement à une droite donnée.

Parabole. — Définition de la parabole par la propriété du foyer et de la directrice. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axe. — Sommet. — Intersection d'une droite et d'une parabole. — Tangente. — Normale. — Sous-Normale. — Mener à une parabole une tangente : 1° par un point donné ; 2° parallèlement à une droite donnée. — Relation entre le carré d'une corde perpendiculaire à l'axe et sa distance au sommet.

Hélice. — Définition. — Propriété de la tangente.

TRIGONOMÉTRIE.

Connaissant $\cos a$ ou $\sin a$, calculer $\cos \frac{a}{2}$ et $\sin \frac{a}{2}$.

Connaissant $\operatorname{tg} a$, calculer $\operatorname{tg} \frac{a}{2}$.

Relations entre les côtés et les angles d'un triangle. Résolution des triangles. Résolution et discussion de l'équation trigonométrique

$$a \sin x + b \cos x = c.$$

ALGÈBRE.

Révision du programme de la classe de Seconde ci-dessous :

Révision des opérations sur les nombres positifs ou négatifs ; extension aux fractions algébriques des propriétés démontrées en arithmétique.

Monômes ; polynômes ; termes semblables.

Opérations : addition, soustraction, multiplication des monômes et des polynômes. — Division des monômes.

Résolution des équations du premier degré à une inconnue. — Résolution et discussion de deux équations du premier degré à deux inconnues. — Inégalités du premier degré. — Problèmes ; mise en équation. — Discussion des résultats.

Variations de l'expression $ax + b$; représentation graphique.

Equation du second degré à une inconnue. — On ne fera pas la théorie des imaginaires. — Relations entre les coefficients et les racines. Nature et signes des racines. — Etude du trinôme du second degré. Changements de signes. Inégalités du second degré. Problèmes du second degré. Variations du trinôme du second degré ; représentation graphique.

Variations de l'expression $\frac{ax+b}{a'x+b'}$; représentation graphique.

Notion de la dérivée ; signification géométrique de la dérivée. — Le sens de la variation est indiqué par le signe de la dérivée ; application à des exemples numériques très simples.

Progressions arithmétiques et progressions géométriques.

Logarithmes (1). — Usage des tables de logarithmes à quatre et cinq décimales.

Intérêts composés.

(1) Pour ce qui est des logarithmes, on se proposera essentiellement de familiariser les élèves avec l'usage des tables. — On introduira les logarithmes en ne considérant que les nombres qui font partie de la progression géométrique, dont on supposera la raison très voisine de 1, et l'on admettra l'existence d'un système de logarithmes dans lequel le logarithme de 10 est égal à 1. (*Note du Plan d'études.*)

MÉCANIQUE.

Vecteurs. — Projection d'un vecteur sur un axe orienté. — Somme géométrique de plusieurs vecteurs concourants. — Théorème des projections. — Différence géométrique de deux vecteurs.

Moment linéaire d'un vecteur par rapport à un point : le moment linéaire de la somme de plusieurs vecteurs concourants par rapport à un point est égal à la somme géométrique des moments de ces vecteurs.

Systèmes de vecteurs quelconques ; somme géométrique ; moment résultant par rapport à un point. — Cas particulier : couple de vecteurs.

Moment par rapport à un axe. Moment de la somme géométrique de vecteurs concourants. — Somme des moments des deux vecteurs d'un couple.

Tétraèdre et parallélépipède construits sur deux segments. — *Extension de la notion du moment.*

CINÉMATIQUE.

Mesure du temps. — Unité adoptée. — Pendule.

Du mouvement. — Sa relativité. — Trajectoire d'un point.

Exemples de mouvement.

Mouvement rectiligne et uniforme. — Vitesse dans ce mouvement. — Sa représentation par un vecteur. — Mouvement varié quelconque. — Vitesse moyenne. — Vitesse à un instant donné. — Sa représentation par un vecteur. — La vitesse est la dérivée de l'arc de trajectoire prise par rapport au temps.

Hodographe. — Accélération.

Exemples de mouvement varié. — Mouvement uniformément varié.

Mouvement uniforme sur un cercle. — Vitesse angulaire.

Mouvement oscillatoire simple sur une droite.

Changement du système de comparaison. — Composition des vitesses. — Exemples et applications (ne pas insister sur les applications purement géométriques).

Mouvement de rotation d'un corps autour d'un axe. — Représentation de la rotation par un vecteur porté sur l'axe. La vitesse d'un point du corps est le moment linéaire du vecteur représentatif par rapport au point.

Mouvement de translation d'un corps solide.

Mouvement hélicoïdal d'un corps.

Réalisation pratique de ces mouvements. — Arbres et coussinets. — Pivots et crapaudines. — Gonds et charnières. — Glissières rectilignes. — Vis et écrou.

GÉOGRAPHIE DESCRIPTIVE.

Insuffisance du dessin ordinaire pour la représentation des corps. — Nécessité d'une méthode géométrique qui, par des constructions graphiques exécutées sur un seul et même plan, fasse connaître la forme et la position d'une figure.

Projection d'un point, d'une droite, d'une ligne quelconque, sur un plan.

Projections sur un plan horizontal. — Nécessité d'un autre élément de construction. — Cote. La cote peut être figurée par une ligne droite verticale ou bien être représentée par un nombre. De là deux méthodes différentes.

Développement de la première méthode par l'emploi d'un plan vertical de projection.

Représentation d'un point, d'une droite, d'une ligne quelconque, par leurs projections horizontale et verticale.

Détermination d'une droite par ses traces horizontale et verticale. Angle d'une droite avec le plan horizontal de projection. — Pente d'une droite. — Droites parallèles. Droites concourantes. — Reconnaître si deux droites données par leurs projections sont concourantes.

Représentation d'un plan par ses traces horizontale et verticale. Déterminer ces traces quand on connaît trois points du plan — ou bien deux droites du plan — ou bien une droite et un point.

Utilité particulière de la considération des horizontales d'un plan. — Connaissant la projection horizontale d'un point d'un plan, trouver la projection verticale de ce point. — Etant données les projections d'un point, reconnaître si le point est au-dessus ou au-dessous du plan. — Connaissant la projection horizontale d'une droite d'un plan, trouver sa projection verticale.

Lignes de plus grande pente d'un plan, leur relation avec les horizontales. — Angle d'un plan avec le plan horizontal en construisant en vraie grandeur le triangle rectangle qui a pour hypoténuse une portion de ligne de plus grande pente et pour côté de l'angle droit la projection horizontale de cette portion de ligne. — Pente d'un plan.

Plans parallèles. — Mener par un point un plan parallèle à un plan donné.

Intersection de deux ou trois plans.

Intersection d'une droite et d'un plan. — Reconnaître sur une épure si une droite donnée est dans un plan donné. — Mener par un point une droite s'appuyant sur deux droites données.

Mener par un point une droite parallèle à un plan donné et s'appuyant sur une droite donnée. — Mener une droite de direction donnée et s'appuyant sur deux droites données. — Droite et plan perpendiculaires. — Condition nécessaire et suffisante pour qu'un angle droit se projette sur un plan suivant un angle droit. — Mener par un point une droite perpendiculaire à un plan donné. — Mener par un point un plan perpendiculaire à une droite donnée. — Abaisser d'un point une droite perpendiculaire sur une droite donnée. — Développement de la seconde méthode, par l'emploi de cotes numériques.

Représentation d'un point par sa projection horizontale et sa cote. — Représentation d'une droite. — Graduation. — Pente. — Intervalle.

Rabattement d'une figure autour d'une horizontale ou d'une droite de front. — Représentation d'un plan. — Ligne de pente. — Echelle de pente.

Projection d'un cercle. — Etude sommaire de la sphère. — Reprendre par cette méthode les problèmes déjà traités par la méthode des deux projections.

COSMOGRAPHIE.

Etoiles. — Distance angulaire. — Sphère céleste. — Mouvement diurne apparent des étoiles. — Culmination. — Plan méridien. — Axe du monde. — Pôles. — Etoiles circumpolaires. — Etoile polaire. — Hauteur du pôle à Paris. — Parallèles. — Equateur. — Jour sidéral.

Ascension droite. — Déclinaison.

Description du ciel. — Constellations et principales étoiles. — Etoiles de diverses grandeurs. — Etoiles visibles à l'œil nu.

Etoiles télescopiques. — Emploi de la photographie pour la constitution d'une carte du ciel. — Etoiles périodiques ; temporaires ; colorées. — Etoiles doubles. — Voie lactée. — Nébuleuses. — Enorme distances des étoiles à la Terre.

De la Terre. — Observations qui donnent une première idée de sa forme. — Pôles. — Méridiens. — Parallèles. — Equateur. — Longitude et latitude géographiques. — Longueur d'un méridien. — Rayon de la Terre.

Du soleil. — Diamètre apparent. — Mouvement annuel apparent. — Ecliptique. — Equinoxes. — Solstices. — Zodiaque. — Signes et constellations.

Origine des ascensions droites. — Ascension droite du Soleil. — Temps solaires : vrai et moyen. — Année tropique. — Distance moyenne du Soleil à la Terre. — Masse et volume. — Constitution physique du Soleil. — Taches, protubérances. — Photosphère. — Chromosphère. — Couronne. — Rotation du Soleil sur lui-même.

De la Lune. — Mouvement sur la sphère céleste. — Diamètre apparent. — Distance moyenne de la Lune à la Terre. — Phases. — Sizygies. — Quadratures. — Lumière cendrée. — Révolutions sidérale et synodique. — Constitution physique. — Masse et volume.

Description sommaire du système solaire d'après Copernic. — Explication du mouvement diurne par le mouvement de rotation de la

Terre sur elle-même autour de la ligne des pôles. — Lois de Képler. — Planètes inférieures et supérieures. — Leurs satellites. — Notions sommaires sur leur constitution physique.

Comètes. — Comètes périodiques.

Etoiles filantes.

7° PHYSIQUE

Programme commun aux séries C et D.

Optique. — Corps lumineux et non lumineux ; corps opaques, transparents, translucides.

Propagation rectiligne de la lumière ; ombres. — Vitesse : principe de la méthode de la roue dentée.

Comparaison expérimentale des intensités de deux sources lumineuses.

Lois de la réflexion. — Miroirs ; marche des rayons ; images réelles et images virtuelles ; formule des miroirs.

Lois de la réfraction ; réflexion totale. — Lampe à faces parallèles, prisme, lentilles : marche des rayons, images ; formule des lentilles ; convergence ; dioptrie.

Etude optique de l'œil ; accommodation ; correction des défauts optiques de l'œil. — Loupe. — Principe de la lunette et du microscope.

Dispersion de la lumière ; spectroscopie ; spectre des diverses sources lumineuses ; spectres d'absorption ; spectre solaire ; couleur des corps.

Explication élémentaire de l'arc-en-ciel.

Photographie.

Électricité. — Electrisation ; cylindre de Faraday ; quantité d'électricité ; développement simultané des deux électricités.

Etude expérimentale de la distribution ; pouvoir des pointes.

Notion du champ électrique ; le champ est nul à l'intérieur d'un conducteur ; électrisation par influence ; écrans électriques ; principe des machines à influence.

Notion expérimentale de la différence de potentiel entre deux condensateurs ; électromètre.

Condensateur ; capacité ; diélectriques.

Courant électrique : intensité.

Résistance ; loi d'Ohm ; courants dérivés. — Loi de Joule.

Expression générale de l'énergie électrique.

Electrolyse, ions, lois de Faraday. — Définition pratique de l'ampère. — Polarisation, piles, accumulateurs.

Aimants. — Champ magnétique ; définition expérimentale ; expériences sur les spectres magnétiques. Champ magnétique d'un courant.

Règle d'Ampère, solénoïde ; galvanomètre à aimant mobile.

Action d'un champ magnétique sur un courant. — Galvanomètre à cadre mobile.

Ampèremètres et voltmètres.

Aimantation par les champs magnétiques. Flux magnétique ; saturation, hystérésis. Aimants permanents, pôles, expérience de l'aimant brisé.

Force électromotrice d'induction ; loi fondamentale.

Applications de l'électricité. — Applications diverses de l'électro-aimant ; télégraphe ; téléphone. — Machine Gramme (moteur et générateur).

Transport de l'énergie. — Eclairage électrique. — Four électrique. — Notions d'électrochimie.

Électricité atmosphérique. — Paratonnerre. — Magnétisme terrestre.

8° CHIMIE

Programme commun aux séries C et D.

Fer (1), fontes, aciers.

Aluminium, alumine, sulfate d'aluminium, aluns ; isomorphisme.

Argile, kaolin, porcelaine.

(1) On devra se contenter d'exposer les réactions utilisées en métallurgie sans trop détailler les appareils industriels.

Cuivre et alliages. — Sulfate de cuivre.

Argent et or. — Alliages monétaires.

Chimie organique.

Substances organiques. — Substances organisées.

Analyse qualitative des éléments qui entrent dans une substance organique.

Carbures d'hydrogène. — Méthane et éthane : pétroles. — Ethylène. — Acétylène. — Gaz de l'éclairage. — Benzine, naphthaline. — Séries homologues.

Produits de substitution et d'addition halogénés. — Chloroforme, iodoforme, chlorure d'éthylène.

Alcool méthylique, alcool éthylique ; fermentation alcoolique. — Fonction alcool.

Acide acétique, distillation du bois, acides gras. — Fonction acide. Ethers sels.

Glycérine, corps gras, bougies et savons.

Saccharose, glucose, amidon, cellulose.

Phénol, acide picrique.

Aniline.

Notions très sommaires sur les principes extraits des végétaux (quinine, morphine, amygdaline).

II. — Série: **Sciences-Langues vivantes (D).**

ÉPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ;

2° Une composition de langue étrangère ;

3° Une composition de mathématiques et de physique.

ÉPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS.

Programme de Seconde D.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes des xvi^e, xvii^e, xviii^e et xix^e siècles.

Corneille. — Théâtre choisi.

Racine. — Théâtre choisi.

Molière. — Théâtre choisi.

La Bruyère. — Caractères.

Lettres choisies du xvii^e et du xviii^e siècle.

Voltaire. — Extraits des œuvres historiques et des autres ouvrages en prose ; lettres choisies.

Buffon. — Extraits : discours et vues générales.

J.-J. Rousseau : Extraits.

Lamartine. — Choix de poésies.

Victor Hugo. — Théâtre choisi.

Extraits des écrivains scientifiques.

Programme de Première D.

Morceaux choisis de prosateurs et de poètes des xvi^e, xvii^e, xviii^e et xix^e siècles.

Pascal. — *Pensées, Provinciales, I, IV, XIII et Extraits.*

La Fontaine. — *Fables.*

La Bruyère. — *Caractères.*

Voltaire. — Extraits des œuvres historiques et des autres ouvrages en prose ; lettres choisies.

J.-J. Rousseau. — Extraits.

Montesquieu. — Extraits de *l'Esprit des lois* et des œuvres diverses.

Choix des moralistes du xvii^e, du xviii^e et du xix^e siècle.

Extraits des orateurs et écrivains politiques de 1789 à nos jours.

Extraits des écrivains scientifiques.

Choix des principaux historiens du xix^e siècle.

2° ÉPREUVES DE LANGUES VIVANTES ÉTRANGÈRES

Deux épreuves sur deux langues vivantes étrangères, dont une porte obligatoirement sur l'allemand ou l'anglais, l'autre, au choix du candidat, sur l'allemand, l'anglais, l'espagnol, l'italien ou le russe (voir listes d'auteurs, p. 930).

3° HISTOIRE

Programme commun aux séries A, B, C, D.

4° GEOGRAPHIE

Programme commun aux séries C, D.

5° MATHEMATIQUES

Programme commun aux séries C, D.

6° PHYSIQUE

Programme commun aux séries C, D.

7° CHIMIE

Programme commun aux séries A, B, C, D.

SECONDE PARTIE

Série: Mathématiques.

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition de mathématiques ;
2° Une composition de sciences physiques (1) ;
3° Une dissertation de philosophie.

EPREUVES ORALES : 1° MATHEMATIQUES.

ARITHMÉTIQUE.

Numération décimale.

Addition, soustraction, multiplication et division des nombres entiers. Théorèmes fondamentaux concernant ces opérations.

Explication des règles pratiques pour effectuer les opérations.

On ne change pas le reste d'une somme, d'une différence, d'un produit, en augmentant ou en diminuant un terme ou un facteur d'un multiple du diviseur. Restes de la division d'un nombre entier par 2, 5, 4, 25, 8, 125, 9, 3. Caractères de divisibilité par chacun de ces nombres.

Plus grand commun diviseur de deux ou plusieurs nombres. — Nombres premiers entre eux. On ne change pas le plus grand commun diviseur de deux nombres en multipliant ou en divisant l'un d'eux par un nombre premier à l'autre. Tout nombre qui divise un produit de deux facteurs et qui est premier à l'un de ces facteurs divise l'autre. Le produit de deux nombres premiers à un troisième nombre est premier à ce dernier nombre. Plus petit commun multiple de deux ou plusieurs nombres.

Définition et propriétés élémentaires des nombres premiers. Décomposition d'un nombre entier en un produit de facteurs premiers. Cette décomposition ne peut s'effectuer que d'une seule façon. Composition du plus grand commun diviseur et du plus petit commun multiple de deux ou plusieurs nombres décomposés en facteurs premiers.

Fractions ordinaires. — Réduction d'une fraction à sa plus simple expression. — Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur. — Plus petit dénominateur commun. — Opérations sur les fractions ordinaires ; extension à ces opérations des propositions fondamentales concernant les opérations sur les nombres entiers. — Extension de la théorie aux fractions dont les deux termes sont des fractions ordinaires. — Nombres décimaux. — Opérations (en considérant les fractions décimales comme cas particulier des fractions ordinaires). — Calcul d'un quotient à une approximation donnée.

Réduction d'une fraction ordinaire en fraction décimale ; condition de possibilité. — Lorsque la réduction est impossible, la fraction ordinaire peut être regardée comme la limite d'une fraction décimale périodique illimitée.

Carré d'un nombre entier ou fractionnaire ; composition du carré de la somme de deux nombres. — Le carré d'une fraction n'est jamais égal à un nombre entier. — Définition et extraction de la racine carrée d'un nombre entier ou fractionnaire à une approximation donnée.

(1) Il s'agit non de la physique proprement dite, mais bien des sciences physiques en général. Dans ces conditions, la composition dont il s'agit peut comprendre à la fois une question de physique et une question de chimie. (Circulaire du 18 Février 1905.)

Système métrique. — Exercices.

Rapport de deux nombres. — Rapports égaux. — Partage en parties proportionnelles.

Mesure des grandeurs. — Définition du rapport de deux grandeurs de même espèce. — Théorème : le rapport de deux grandeurs de même espèce est égal au quotient des nombres qui les mesurent.

Grandeurs directement ou inversement proportionnelles. — Problèmes. — Règle de trois simple ou composée.

Intérêt simple. — Rentes françaises. — Escompte. — Questions sur les mélanges et les alliages.

Définition de l'erreur absolue et de l'erreur relative. — Détermination de la limite supérieur de l'erreur commise sur une somme, une différence, un produit, un quotient, connaissant les limites supérieures des erreurs dont les données sont entachées. — Calcul, à une approximation donnée, d'une somme, d'une différence, d'un produit ou d'un quotient.

ALGÈBRE.

Introduction des nombres positifs et négatifs ; leur utilité pour la représentation des grandeurs susceptibles d'être comptées dans deux sens opposés. Opérations sur ces nombres ; extension aux fractions algébriques des propriétés démontrées en arithmétique.

Monômes, polynômes ; addition, soustraction, multiplication et division des monômes et des polynômes.

Principes relatifs à la résolution des équations.

Equation du premier degré à une ou deux inconnues ; résolution et discussion. Exemples de systèmes d'équations du premier degré à plusieurs inconnues.

Equations du second degré à une inconnue. (On ne développera pas la théorie des imaginaires.) Relations entre les coefficients et les racines. Nature et signe des racines. Equation bicarrée.

Changement de signes et variations des expressions

$$ax+b,$$

$$ax^2+bx+c$$

Inégalités du premier et du second degré.

Problèmes du premier et du second degré ; mise en équations. Discussion des résultats.

Progressions arithmétiques et progressions géométriques. Somme des carrés et des cubes des n premiers nombres entiers.

Logarithmes vulgaires. Usage des tables à cinq décimales. Intérêts composés et annuités.

Coordonnées d'un point. Représentation d'une droite par une équation du premier degré. — Coefficient angulaire d'une droite. Construction d'une droite donnée par son équation. Représentation d'une fonction par une courbe.

Variations et représentation graphique des fonctions.

$$y=ax+b,$$

$$y=\frac{ax+b}{a'x+b'}$$

$$y=ax^2+bx+c,$$

$$y=ax^2+bx^2+c.$$

Notion de la dérivée. Signification géométrique (coefficient angulaire de la tangente) et cinématique (vitesse dans le mouvement rectiligne) de la dérivée ; le sens de la variation d'une fonction est indiqué par le signe de la dérivée. Dérivée d'une somme, d'un produit, d'un quotient, de la racine carrée d'une fonction, de $\sin x$, $\cos x$, $\operatorname{tg} x$, $\operatorname{cotg} x$.

Application à l'étude de la variation, à la recherche des maximums ou des minimums de quelques fonctions simples, en particulier des fractions de la forme

$$\frac{ax^2+bx+c}{a'x^2+b'x+c'},$$

$$x^2+px+q,$$

où les coefficients ont des valeurs numériques. Dérivées de l'aire d'une courbe considérée comme fonction de l'abscisse. (On admettra la notion d'aire.) Le professeur laissera de côté toutes les questions subtiles que

soulève une exposition rigoureuse de la théorie des dérivées ; il aura surtout en vue les applications et ne craindra pas de faire appel à l'intuition.

TRIGONOMÉTRIE.

Révision du programme des classes précédentes :

Programme de Seconde C et D.

Lignes trigonométriques. — Relations entre les lignes trigonométriques d'un même arc. Calcul des lignes trigonométriques de quelques arcs :

$$\frac{\pi}{4}, \frac{\pi}{3}, \text{ etc.}$$

Théorèmes des projections.

Formule d'addition pour le sinus, le cosinus et la tangente.

Expression de $\sin 2a$, $\cos 2a$, $\operatorname{tg} 2a$.

Toutes les lignes trigonométriques de l'arc a s'expriment rationnellement en fonction de $\operatorname{tg} \frac{a}{2}$.

Transformer en produit la somme de deux lignes trigonométriques, sinus, cosinus ou tangentes.

Usage des tables trigonométriques à cinq décimales.

Résolution des triangles rectangles.

Applications de la trigonométrie aux diverses questions relatives au levé des plans (1).

GÉOMÉTRIE.

Figures planes.

Ligne droite et plan. — Angles. — Droites perpendiculaires.

Triangles. — Triangle isocèle. — Cas d'égalité des triangles.

Perpendiculaires et obliques. — Triangles rectangles. — Cas d'égalité.

Définition d'un lieu géométrique. — Lieu géométrique des points équidistants de deux points ou de deux droites.

Droites parallèles.

Sommes des angles d'un triangle, d'un polygone convexe.

Parallélogrammes.

Figures symétriques par rapport à un point ou à une droite. — Deux figures planes symétriques sont égales.

Translation d'une figure plane de forme invariable.

Composition de plusieurs translations.

Usage de la règle et de l'équerre.

Cercle. — Intersection d'une droite et d'un cercle.

Tangente au cercle ; les deux définitions de la tangente. — Arc et cordes.

Positions relatives de deux cordes.

Mesures des angles.

Mouvement de rotation autour d'un point. — Tout déplacement d'une figure plane de forme invariable dans son plan se ramène à une rotation ou à une translation.

Usage de la règle et du compas. — Rapporteur.

Problèmes élémentaires et lieux géométriques.

Longueurs proportionnelles. — Toute parallèle à l'un des deux côtés d'un triangle divise les deux autres côtés en parties proportionnelles. — Réciproque.

Propriétés des bissectrices d'un triangle. — Lieu géométrique des points dont le rapport des distances à deux points fixes est constant.

Triangles semblables. — Cas de similitude.

Homothétie. — Centres de similitude de deux cercles. — Polygones semblables.

Relations métriques dans un triangle rectangle et dans un triangle

(1) On ne parlera pas de la construction des tables trigonométriques.

quelconque. — Théorème de Stewart. — Lignes proportionnelles dans le cercle. — Puissance d'un point par rapport à un cercle. — Axe radical. — Centre radical. — Inversion. — Diviser une droite en parties proportionnelles à des droites données. — Quatrième proportionnelle ; moyenne proportionnelle. — Division d'une droite en moyenne et extrême raison.

Polygones réguliers. — Démontrer qu'il existe des polygones réguliers d'un nombre quelconque de côtés. — Inscription du carré, de l'hexagone, du triangle équilatéral, du décagone, du pentédécagone. — Deux polygones réguliers d'un même nombre de côtés sont semblables. — Rapport de leurs périmètres. — Longueur d'un arc de cercle. — Rapport de la circonférence au diamètre. — Calcul de π .

Aires des polygones ; aire du cercle.

Mesure de l'aire du rectangle, du parallélogramme, du triangle, du trapèze, d'un polygone quelconque.

Le carré construit sur l'hypoténuse d'un triangle rectangle est équivalent à la somme des carrés construits sur les côtés de l'angle droit.

Rapport des aires de deux polygones semblables.

Aire d'un polygone régulier convexe. — Aire d'un cercle, d'un secteur, d'un segment de cercle. — Rapport des aires de deux cercles.

Notions d'arpentage. — Usage de la chaîne et de l'équerre d'arpenteur.

Figures dans l'espace.

Plan et ligne droite.

Détermination d'un plan. — Droite et plan perpendiculaires.

Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à un plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Angle dièdre. — Dièdre droit. — Angle plan correspondant à un angle dièdre.

Le rapport de deux angles dièdres est le même que celui de leurs angles plans.

Plans perpendiculaires entre eux.

Angles trièdres. — Chaque face d'un trièdre est moindre que la somme des deux autres. Limites de la somme des faces d'un trièdre.

Disposition des éléments d'un trièdre.

Trièdres supplémentaires.

Dans tout trièdre chaque dièdre augmenté de deux droits est plus grand que la somme des deux autres.

Limites de la somme des dièdres d'un angle trièdre.

Si l'on prolonge les arêtes d'un angle trièdre quelconque au delà de son sommet, on forme un nouvel angle trièdre qui ne peut lui être superposé, bien qu'il soit composé des mêmes éléments.

Cas d'égalité des trièdres.

Somme des faces d'un angles polyèdre convexe.

Polyèdres.

Parallélépipède. — Volume du parallélépipède rectangle. — Volume du parallélépipède oblique. Volume du prisme oblique.

Pyramide. — Volume de la pyramide. — Volume du tronc de pyramide à bases parallèles.

Polyèdres homothétiques. — Polyèdres semblables. — Rapport des volumes de deux polyèdres semblables. — Translation d'une figure de forme invariable dans l'espace. Rotation autour d'un axe. — Déplacement le plus général d'un corps dans l'espace.

Figures symétriques. — Symétrie par rapport à un point. — Symétrie par rapport à un plan. Ce second mode de symétrie se ramène au premier. — Symétrie par rapport à une droite. — Deux polyèdres symétriques sont équivalents.

Cylindre droit à base circulaire. — Surface latérale. — Volume.

Cône droit à base circulaire. — Sections parallèles à la base. — Surface latérale du cône, du tronc de cône à bases parallèles. — Volume du cône, du tronc de cône à bases parallèles.

Sphère. — Sections planes, grands cercles, petits cercles. — Pôles

d'un cercle. — Etant donnée une sphère, trouver son rayon par une construction plane.

Plan tangent.

Mesure de la surface engendrée par une ligne brisée régulière tournant autour d'un de ses diamètres. — Aire de la zone. — Aire de la sphère. — Mesure du volume engendré par un triangle tournant autour d'un axe mené dans son plan par un de ses sommets. — Application au volume engendré par un secteur polygonal régulier tournant autour d'un de ses diamètres. — Volume d'une sphère. — Volume d'un segment sphérique.

Courbes usuelles.

Ellipse. — Définition de l'ellipse par la propriété des foyers. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axes. — Sommets. — Cercles directeurs. — Intersection d'une droite et d'une ellipse. — Tangente. — Normale. — Mener à une ellipse une tangente : 1° par un point donné ; 2° parallèlement à une droite donnée. — Ellipse considérée comme projection d'un cercle.

Parabole. — Définition de la parabole par la propriété du foyer et de la directrice. — Tracé de la courbe par points et d'un mouvement continu. — Axe. — Sommet. — Intersection d'une droite et d'une parabole. — Tangente. — Normale. — Sous-Normale. — Mener à une parabole une tangente : 1° par un point donné ; 2° parallèlement à une droite donnée. — Relation entre le carré d'une corde perpendiculaire à l'axe et sa distance au sommet.

Section du cône droit. — Méthode de Dandelin. — Hyperbole.

Hélice. — Définition. Propriété de la tangente.

MÉCANIQUE.

Cinématique.

Révision du cours de cinématique de la classe de Première (sections C et D).

Roulement sans glissement dans un plan d'un cercle sur un autre ou bien sur une ligne droite. Cycloïdes et épicycloïdes. — Application aux engrenages cylindriques. — Crémaillère.

Roues intermédiaires. — Exemples simples de trains d'engrenage. Notions sur les systèmes articulés. — Bielle et manivelle. — Pantographes et inverseurs. — Appareils à ligne droite de Peaucellier.

Statique.

Forces appliquées à un point matériel. — Leur mesure. — Résultante. — Equilibre d'un point matériel libre. — Equilibre d'un point matériel sur un plan quand on tient compte du frottement (1).

Equilibre d'un point pouvant glisser sans frottement sur une courbe ou sur une surface.

Forces appliquées à un corps solide. — Somme géométrique et moment résultant des forces par rapport à un point. — Réduction d'un nombre quelconque de forces appliquées à un solide, d'abord à trois, puis à deux forces.

Les deux forces finales ont même somme géométrique et même moment résultant que les forces primitives.

Conditions d'équilibre d'un solide libre. — Application à trois forces, à des forces parallèles, à des forces situées dans un même plan.

Conditions d'équivalence de deux systèmes de forces appliquées à un solide libre, exprimées comme les conditions d'équilibre. — Applications ; couples, composition des couples ; les forces appliquées à un solide peuvent toujours être réduites à une force et à un couple ; conditions pour que les forces aient une résultante unique.

Cas particulier des forces situées dans un plan.

Forces parallèles. — Centre des forces parallèles. — Centre de gravité. — Sa recherche dans quelques cas simples : triangle, trapèze, quadrilatère, prisme, pyramide.

(1) On fera remarquer que les conditions d'équilibre s'expriment par des inégalités. (Note du Plan d'études.)

Equilibre d'un corps mobile autour d'un axe fixe ou bien assujéti à reposer sur un plan fixe.

Machines simples. — Levier. — Charge du point d'appui. — Treuil. — Poulie fixe et poulie mobile. — Moufles. — Cric. — Plan incliné.

Dynamique.

Notions sur la dynamique du point. — Inertie. — La force est égale géométriquement au produit de la masse par l'accélération.

Travail d'une force appliquée à un point matériel. — Unité de travail. — Travail d'une force constante, d'une force variable. — Travail élémentaire. — Travail total. — Evaluation graphique. — Travail de la résultante de plusieurs forces concourantes. — Théorème des forces vives pour un point matériel. — Exemples simples.

Machines à l'état de mouvement. — On vérifiera que si une machine simple est mise en mouvement, les conditions d'équilibre étant remplies à chaque instant, le travail de la puissance est égal et de signe contraire à celui de la résistance.

Enoncé du principe général des forces vives. — Application aux machines. — Travail moteur et travail résistant.

Résistances passives. — Frottement. — Enoncé des lois du frottement. — Travail des résistances passives. — Rendement d'une machine. — Indications sur l'emploi des volants et des freins.

Géométrie descriptive.

Révision du cours de la classe de Première. Méthode des rabattements. Applications à la détermination des distances et des angles.

Distance de deux points. — Distance d'un point à un plan. — Distance d'un point à une droite.

Angle de deux droites. — Angle de deux plans. — Angle d'un plan avec les plans de projections. — Angle d'une droite et d'un plan.

Représentation d'une pyramide et d'un prisme. — Section plane.

Développement de la méthode des projections cotées (suite).

Détermination de la distance de deux points ; de la distance d'un point à une droite ; de la distance d'un point à un plan.

Angle de deux droites et angle de deux plans.

Représentation d'une surface par des courbes de niveau. — Problèmes relatifs à ce mode de représentation.

Cote d'un point de la surface dont la projection horizontale est donnée. Pente d'une ligne tracée sur la surface. — Lignes d'égale pente. — Ligne de pente. (Tracés approximatifs.) — Lignes de plus grande pente.

Application des considérations précédentes aux cartes topographiques. — Planimétrie et nivellement. — Lignes et teintes conventionnelles. — Lecture d'une carte, et en particulier de la carte d'Etat-Major. — Usage de la carte sur le terrain.

Compléments.

Notions de géométrie projective. — Plan du tableau. — Perspective d'un point, d'une droite, d'une ligne.

Rapport anharmonique de quatre points en ligne droite. — Sa conservation par projection. — Rapport harmonique.

Point de fuite d'une droite ; perspective de deux droites parallèles. — Ligne de fuite d'un plan. — Conception de la droite à l'infini d'un plan.

Correspondance homographique entre deux points sur une même droite. — Points doubles. — Deux points homologues forment avec ces points doubles un rapport anharmonique constant. Cas particulier de l'involution.

Faisceaux homographiques autour d'un même point. — Rayons doubles. (On évitera de parler des éléments géométriques imaginaires.)

Faisceaux homographiques autour de deux points différents ; le lieu de l'intersection de deux rayons homologues est une droite ou une conique, c'est-à-dire la perspective d'un cercle, convenablement faite, d'un point de vue approprié.

COSMOGRAPHIE.

La Terre. — Mesure des degrés du méridien en France, en Laponie, au Pérou ; leur allongement à mesure que l'on s'approche des pôles. — Aplatissement de la Terre. — Longueur du mètre. — Mètre légal.

Cartes géographiques. — Projections orthographique et stéréographique (éviter les développements trop exclusivement géométriques). — Mappemonde. — Système de développement en usage dans la construction de la carte de France. — Indication sur la carte de Mercator.

Soleil. — Diamètre apparent du Soleil. — Il est variable avec le temps. — Conclusion relative à la distance du Soleil à la Terre. — Le Soleil paraît décrire une ellipse autour de la Terre en suivant la loi des aires.

Temps solaire vrai et moyen ; heure légale ; fuseaux horaires.

Année tropique. — Calendrier. — Réforme julienne. — Réforme grégorienne.

Du jour et de la nuit en un lieu déterminé de la Terre. — Leurs durées variables. — Crépuscule.

Saisons. — Inégalité de leurs durées.

Mouvement de la Terre autour du Soleil.

Lune. — Orbite de la Lune et de la Terre. — Rotation de la Lune sur elle-même.

Eclipses de Lune.

Eclipses partielles et totales. — Ombre et pénombre. — Influence de l'atmosphère terrestre.

Eclipses du Soleil. — Eclipses partielles, annulaires, totales.

Système solaire. — Lois de Képler.

Gravitation universelle.

Notions sommaires sur les marées.

Notions sommaires sur les planètes et sur les comètes.

Aperçu de l'histoire de l'astronomie.

2° PHYSIQUE

Chute des corps dans le vide et dans l'air ; résistance de l'air, existence d'une vitesse limite.

Expériences avec le plan incliné, la machine d'Atwood et la machine de Morin.

Relation générale entre la force, la masse et l'accélération. — Application au mouvement circulaire uniforme.

Mouvement des projectiles. — Comparaison avec le mouvement des planètes : la pesanteur est un cas particulier de l'attraction universelle.

Pendule simple. — Mouvement pendulaire. — Pendule composé : existence d'un pendule simple synchrone (sans démonstration). — Mesure de g , ses variations. — Expérience de Foucault ; son explication au pôle. — Horloges et chronomètres.

Energie. — Énoncé du théorème des forces vives. — Applications (volant, marteau, etc.). — Diverses formes d'énergie (mécanique, thermique, électrique, chimique, etc.) ; leurs transformations mutuelles. — Principe de la conservation de l'énergie. — Equivalent mécanique de la calorie : expérience de Joule. — Refroidissement d'un gaz par la détente avec travail : définition des deux chaleurs spécifiques. — Principe de la machine à vapeur et des moteurs à explosion ; indicateur de Watt. — Énoncé du principe de Carnot. — Idée de la dégradation de l'énergie.

Continuité de l'état gazeux et de l'état liquide. — Expériences d'Andrews. — Point critique.

Élévation de la température d'ébullition et abaissement de la température de congélation dans les solutions étendues : Lois de Raoult. — Solutions saturées. — Sursaturation.

Unités. — Révision des lois fondamentales et des formules de la mécanique et de l'électricité. — Unités fondamentales et unités dérivées. — Unités mécaniques C. G. S. — Système pratique d'unités électriques.

Généralités sur les mouvements vibratoires. — Procédés d'enregistrement. Chronophotographie. — Mouvements pendulaires. — Propagation d'un mouvement vibratoire. — Vibrations longitudinales et vibrations transversales. — Longueur d'onde. — Réflexion des ondes. — Ondes stationnaires : nœuds et ventres. — Existence des phénomènes d'interférences. — Résonance.

Phénomènes périodiques en acoustiques, optique et électricité. — Le son est dû à un mouvement vibratoire. — Phonographe. — Vitesse du son. — Sons musicaux. — Qualités physiologiques du son ; leur interprétation physique. — Hauteur ; influence du mouvement relatif de la source et de l'observateur. — Intervalles.

Cordes vibrantes (Etude sommaire) harmoniques. — Résonateurs ; tuyaux sonores (étude sommaire).

Timbres des sons. — Idée de la décomposition d'un mouvement périodique quelconque en mouvements pendulaires.

Hypothèse des vibrations lumineuses, période. *Existence* des phénomènes de diffraction.

Lumières monochromatiques. — Spectre. — Etude du spectre, de l'infra-rouge et de l'ultra-violet. — Phosphorescence et fluorescence.

Existence des phénomènes de double réfraction et de polarisation. Notions très élémentaires sur les courants alternatifs. — Transformateurs ; bobines d'induction. — Décharge dans les gaz. — Rayons cathodiques. — Rayons X.

Oscillations électriques. — Propagation des ondes électriques ; télégraphie sans fil.

Hypothèse de l'identité des oscillations lumineuses et électriques.

3° CHIMIE.

Généralités sur les combinaisons chimiques.

Analyse immédiate.

de Révision des caractères des corps simples et composés permettant constater leur existence dans les combinaisons chimiques.

Principes de l'analyse pondérale et de l'analyse volumétrique (1).

Lois pondérales de la chimie.

Nombres proportionnels, symboles, formules.

Lois des volumes. — Hypothèse d'Avogadro et d'Ampère.

Molécules. — Définition et détermination des poids moléculaires.

Atomes. — Quelques exemples et détermination des poids atomiques.

Notation atomique. — Valence.

Classification des métalloïdes (2).

Acides, bases et sels.

Métaux alcalins et alcalinoterreux. — Composés usuels.

céruse. — Fer, sulfate ferreux. — Zinc, sulfate de zinc. — Plomb, minium, — Cuivre, sulfate de cuivre. — Mercure, chlorure de mercure.

Caractères distinctifs des oxydes, sulfures et des principaux genres de sels (chlorures, carbonates, sulfates et azotates).

Equilibres chimiques (au point de vue expérimental). — Dissociation. Lois de Berthollet.

Phénomènes thermiques qui accompagnent les réactions : thermo-chimie.

Chimie organique.

Principes de l'analyse organique.

Synthèse (3).

Formules développées.

(1) Le professeur devra seulement indiquer des exemples usuels et faciles à produire expérimentalement (chlorure d'argent, sulfate de baryum, dosage électrolytique du cuivre, alcalimétrie, etc.).

(2) On devra profiter de ces leçons pour compléter l'étude des métalloïdes au point de vue des analogies des corps d'une même famille. Même remarque pour les métaux d'un même groupe.

(3) Le professeur s'attachera à choisir des exemples saillants pour montrer comment, à partir des éléments, on peut arriver à des composés complexes.

Fonctions en chimie organique.

Carbures d'hydrogène ; dérivés hétérogènes.

Alcool éthylique (1), éther ordinaire, aldéhyde, acétone, méthylamines.

Acide acétique, anhydrique acétique, éthers sels, acétamide, urée.

Cyanogène, acide cyanhydrique, cyanures.

Glycérine, acide oxalique, acide lactique.

Carbures benzéniques. — Phénol, aniline.

Substances organiques azotées : albumine.

4° SCIENCES NATURELLES

(Programme commun aux séries Mathématiques et Philosophie.)

INTRODUCTION

Anatomie et physiologie animales et végétales.

Phénomènes de la vie communs aux animaux et aux végétaux. —
Éléments constitutifs des êtres vivants. — Multiplication de ces éléments, nutrition.

Anatomie et physiologie animale.

Notion des tissus. — Leur groupement en organes.

Principaux types d'organisation dans le règne animal. Leurs perfectionnements progressifs jusqu'aux vertébrés. — Traits fondamentaux des vertébrés ; leurs modifications caractéristiques chez les poissons, batraciens, reptiles, oiseaux et mammifères.

L'homme, étude spéciale des fonctions chez l'homme.

Fonctions de nutrition. — Digestion : appareil digestif ; aliments ; phénomènes chimiques de la digestion.

Circulation : sang, appareil circulatoire sanguin ; mécanisme de la circulation ; lymphé.

Absorption.

Respiration : appareil respiratoire ; phénomènes physiques et chimiques.

Chaleur animale.

Appareils d'élimination : reins.

Foie : ses fonctions.

Fonctions de relation. — Centres nerveux ; fonctions, nerfs moteurs, nerfs sensitifs.

Organes des sens : l'œil, la vision, l'accommodation.

L'oreille, l'audition.

L'odorat, le goût.

La peau, le toucher.

Appareil locomoteur.

Le larynx, la voix.

Notions sommaires de paléontologie (2).

Idee générale de la configuration des continents et des mers durant les périodes primaires, secondaires et tertiaires. Changements des climats.

Les animaux des temps primaires. — Développement des Invertébrés : trilobites, insectes de la houille. — Premiers poissons, premiers batraciens.

Les animaux des temps secondaires : ammonites et belemnites.

Evolution des reptiles. — Premiers oiseaux.

Les animaux des temps tertiaires et quaternaires. — Evolution des mammifères ; origine des types actuels. — Histoire du cheval.

L'Homme.

(1) En étudiant les composés organiques qui figurent dans ce programme, le professeur devra s'en servir comme exemples dans l'étude élémentaire des fonctions et de leur enchaînement. (*Notes du Plan d'études.*)

(2) Ces notions forment la matière de cinq leçons d'une heure au plus. (*Note du Plan d'études.*)

Anatomie et physiologie végétales.

Principaux types d'organisation dans le règne végétal : algues et champignons ; mousses ; Cryptogames vasculaires ; caractères distinctifs des Phanérogames.

Etude spéciale des fonctions chez les Phanérogames.

Nutrition. — Racines, radicelles. — Croissance et fonctions de la racine.

Tige : croissance et fonctions de la tige.

Feuille : structure, croissance et fonctions.

Nutrition en général : chlorophylle. — Aliments. — Nutrification dans le sol. — Réserves nutritives. — Respiration. — Plantes parasites.

Reproduction. — Fleur : enveloppes florales ; étamines, anthère, pollen ; carpelles, ovules. — Fécondation et développement. — Fruit et graine.

Germination : phénomènes qui l'accompagnent.

Comparaison des modes de reproduction chez les Cryptogames et les Phanérogames. — Idée de l'évolution des végétaux.

5° PHILOSOPHIE

I. — *Eléments de philosophie scientifique.*

Introduction : La connaissance vulgaire et la connaissance scientifique.

La science : Classification et hiérarchie des sciences.

Méthode des sciences mathématiques : Définitions. — Axiomes et postulats. — Démonstration.

Méthode des sciences de la Nature : L'expérience : les méthodes d'observation et d'expérimentation. — L'hypothèse ; les théories. — Rôle de l'induction et de la déduction dans les sciences de la Nature. — La classification.

Méthode des sciences morales et sociales : Les procédés de la psychologie. — Rapports de l'histoire et des sciences sociales.

II. — *Eléments de philosophie morale.*

Les conditions psychologiques de la vie morale.

Objet et caractère de la morale.

Les données de la conscience morale : Obligation et sanction.

Les mobiles de la conduite et les fins de la vie humaine : Le plaisir, le sentiment et la raison. — L'intérêt personnel et l'intérêt général. — Le devoir et le bonheur. — La perfection individuelle et le progrès de l'humanité.

Morale personnelle : Le sentiment de la responsabilité. — La vertu et le vice. — La dignité personnelle et l'autonomie morale.

Morale domestique : La constitution morale et le rôle social de la famille. — L'autorité dans la famille.

Morale sociale : Le droit. — Justice et charité. — La solidarité. Les droits : Respect de la vie et de la liberté individuelle.

La propriété et le travail. — La liberté de penser.

Morale civique et politique : La nation et la Loi. — La Patrie. — L'Etat et ses fonctions. — La démocratie : l'égalité civile et politique.

6° HISTOIRE CONTEMPORAINE

(Programme commun aux séries Mathématiques et Philosophie.)

La Restauration en Europe. — L'Europe après le Congrès de Vienne. — Les monarchies absolues ; les congrès ; les interventions.

La Monarchie constitutionnelle en France. — La Charte ; régime électoral ; presse ; budget. Luttres des partis. La Révolution de 1830. Révision de la Charte. — Gouvernement de Louis-Philippe : les partis d'opposition ; formation des partis catholique et socialiste.

L'Angleterre jusqu'en 1848. — La réforme de 1832 ; les agitations chartiste et irlandaise ; l'agitation libre-échangiste.

Le mouvement intellectuel en Europe pendant la première moitié du XIX^e siècle. — Les arts ; les lettres ; les sciences.

La Révolution de 1848 et la réaction. — En France, en Italie, en Allemagne, en Autriche.

Le second Empire. — La Constitution de 1852 ; l'Empire autoritaire ; l'Empire libéral.

Les guerres nationales. — Formation de l'unité italienne. Formation de l'université allemande ; la guerre de 1870.

La question d'Orient. — Désorganisation et démembrement de l'empire ottoman ; formation des Etats chrétiens des Balkans. Guerre de Crimée. Guerre des Balkans. Congrès de Berlin. Les Etats des Balkans depuis 1878 ; l'Autriche, puissance balkanique.

L'Eglise catholique. — Pie IX ; le concile du Vatican. Léon XIII.

La France de 1870 à 1889. — La Constitution de 1875. Principales réformes.

L'Empire allemand. — La Constitution. — Les partis. — L'Alsace-Lorraine.

L'Autriche-Hongrie depuis 1860. — Les luttes des nationalités.

L'Angleterre. — Réformes démocratiques. — L'Irlande.

L'Espagne. — Les révolutions. — *La Belgique.* Les partis ; le régime électoral. — *La Suisse.* L'Etat fédéral ; le gouvernement direct.

La Russie au xix^e siècle. — La Pologne ; les réformes d'Alexandre II ; l'abolition du servage.

Le mouvement intellectuel dans la seconde moitié du XIX^e siècle. — Les arts ; les lettres ; les sciences.

Transformation de l'industrie et du commerce. — La vapeur ; l'électricité ; la grande industrie. — Les voies de communication internationales : chemins de fer, lignes de navigation, câbles.

Développement économique de l'Europe. — Les grandes puissances industrielles et commerciales.

Les puissances européennes en Afrique. — La conquête de l'Algérie. — Le protectorat français en Tunisie. La question d'Egypte. — Le partage de l'Afrique. Convention de Berlin. Les Français, les Anglais, les Allemands, les Belges en Afrique. La lutte contre la traite.

Les puissances européennes en Asie. — Asie russe ; Asie anglaise ; Asie française. — Extrême-Orient : le Japon ; la Chine.

L'Amérique. — Formation des principaux Etats de l'Amérique latine. — Les Etats-Unis : organisation de l'Etat fédéral depuis 1787. Les partis. Agrandissement du territoire. Accroissement de la population. Abolition de l'esclavage. Développement économique. La politique d'annexion.

Caractères généraux de la civilisation contemporaine. — La paix armée. Les alliances. Importance des intérêts économiques.

L'impérialisme.

Respect de la personnalité humaine : abolition de l'esclavage et du servage. Adoucissement de la législation pénale.

Liberté religieuse : suppression des religions d'Etat.

Les libertés politiques : le régime représentatif ; les principales formes de gouvernement.

Formation du régime démocratique : le droit de suffrage ; le suffrage universel ; l'instruction populaire ; le service militaire.

Les doctrines sociales et la législation ouvrière.

7^e GEOGRAPHIE (1)

(Programme commun aux séries Mathématiques et Philosophie.) (2).

LES PRINCIPALES PUISSANCES DU MONDE

Iles Britanniques. — Géographie physique et économique. L'empire britannique. (Pour l'Angleterre comme pour les autres puissances, on n'insistera que sur les grandes colonies.) L'Angleterre en Afrique. L'Inde anglaise. L'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le Canada.

(1) Cette interrogation a été introduite par le décret du 1^{er} Août 1905.

(2) Ce programme, en harmonie avec le programme d'Histoire, a pour but de faire bien connaître aux élèves l'état économique actuel des principales puissances du globe, étude qui suppose la connaissance de leurs conditions géographiques.

L'étendue du programme suffit à montrer qu'il ne s'agit pas d'entrer dans de trop grands détails, mais de bien faire saisir la physionomie des grandes régions géo-

Belgique et Pays-Bas. — Géographie physique et économique. Le Congo belge. Les Indes néerlandaises.

Allemagne. — Géographie physique et économique. L'émigration. La colonisation allemande. Le commerce allemand dans le monde.

Suisse. — Géographie physique et économique. Les percées alpines. *Autriche-Hongrie.* — Géographie physique et économique. Les nationalités.

Italie. — Géographie physique et économique. L'émigration italienne.

Empire russe. — Géographie physique et économique. Les dépendances de la Russie en Asie.

Chine et Japon. — Géographie physique et économique. L'émigration chinoise et japonaise.

Etats-Unis. — Géographie physique et économique. Accroissement de la population. Expansion des États-Unis.

République Argentine et Brésil. — Géographie physique et économique. Développement de la colonisation.

Les grandes voies de communication. — Routes maritimes et terrestres. Chemins de fer. Grandes lignes de navigation. Télégraphes.

II. — Séries Littéraires.

PREMIERE PARTIE

I. — Série: Latin-Grec (A).

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ; 2° Une version latine ; 3° Une version grecque.

EPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE GREC.

Programme de Seconde A.

Homère. — *Iliade, Odyssée.*

Xénophon. — *L'Économique.*

Platon. — *Apologie de Socrate, Criton, Ion.*

Plutarque. — Extraits suivis des *Vies parallèles* (Alexandre et César, Démosthène et Cicéron, Alcibiade et Coriolan, Périclès et Fabius Maximus).

Euripide. — Une tragédie (les deux *Iphigénie, Alceste, Hécube, Hippolyte, Médée*).

Pages et pensées morales extraites des auteurs grecs.

Programme de Première A.

Xénophon. — *Mémoires.*

Platon. — Extraits.

Démosthène. — *Les Philippiques, le Discours sur la couronne.*

Orateurs attiques : Extraits (Lysias, Isocrate, Eschine, Hypéride).

Homère. — *Iliade, Odyssée.*

Eschyle. — Extraits.

Sophocle. — Une tragédie.

Euripide. — Une tragédie.

Aristophane. — Extraits.

Anthologie des poètes grecs à l'exception des ouvrages compris dans les programmes.

Pages et pensées morales extraites des auteurs grecs.

2° EXPLICATION D'UN TEXTE LATIN

Programme commun aux séries A, B, C, D.

3° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS

Programme commun aux séries A, B, C.

graphiques dans ses relations avec le relief, le climat, l'hydrographie, les productions naturelles, etc.

Pour l'exposé de la géographie physique qui précédera naturellement toute considération économique, le professeur a toute liberté de grouper plusieurs États, par exemple d'exposer d'ensemble la géographie physique de l'Europe centrale, ou encore l'étude du Canada pour la joindre à celle des États-Unis. (*Note du Plan d'études.*).....

4° EPREUVE DE LANGUE VIVANTE ETRANGERE

Une épreuve orale de langue vivante étrangère, allemand, anglais, espagnol ou italien, au choix du candidat. (Voir liste d'auteurs p. 930).

5° HISTOIRE ANCIENNE

Programme commun aux séries A et B).

Description de l'Italie. Anciennes populations. Les Etrusques ; tombeaux ; religion. Les Latins.

Rome primitive. — Tradition sur les rois et sur les premiers temps de la République ; la lutte entre les ordres. Description sommaire des institutions.

La religion. — Les dieux ; le culte ; les prêtres : culte du foyer et des morts.

L'armée romaine. — Enrôlement, armement, camps, discipline ; le triomphe.

La conquête de l'Italie (1). Les voies romaines.

La conquête du bassin de la Méditerranée. — Caractères de la politique et de la guerre : Macédoine, Carthage, Espagne, Gaule méridionale.

Conséquences des conquêtes. — Introduction de l'hellénisme ; Scipion et Caton. — Transformation des mœurs ; habitation, vêtement, repas, jeux. — Transformation dans la religion, la vie intellectuelle, la morale. — Transformation sociale ; disparition de la classe moyenne ; la clientèle. Noblesse : chevaliers ; plèbe : esclaves.

La vie politique. — Les magistrats ; le cens ; une séance du Sénat ; les assemblées et les élections.

Administration des provinces. — Les peuples soumis ; les proconsuls ; les publicains.

Les Gracques. — Les lois agraires.

Marius et Sylla. — Guerre sociale ; guerre civile ; proscriptions et loi de Sylla.

Pompée. — Spartacus. Guerres en Orient. Catilina.

César. — La conquête des Gaules.

Fin de la République. — Caton d'Utique. Pharsale. Dictature de César. Le Triumvirat ; Actium.

Auguste. — Organisation du gouvernement et du culte ; l'apothéose. Administration des provinces. Les colonies. Les armées des frontières. — Lettres et arts. Monuments. Commerce.

Les Empereurs. — La famille d'Auguste. Les prétoriens. Révoltes et guerres. Les Flaviens, les Antonins. La paix romaine.

L'Empire romain au III^e siècle. — Les Sévères. Anarchie et invasions. Dioclétien.

La civilisation romaine sous l'Empire. — La vie romaine ; Pompéï. Les spectacles, les écoles, les mœurs. L'aristocratie. Les classes inférieures ; les esclaves, les associations.

Le droit romain. — La famille ; la propriété ; la procédure.

Le christianisme. — L'Eglise primitive ; les persécutions.

Constantin. — Triomphe du christianisme ; organisation de l'Eglise.

Derniers temps de l'Empire. — Julien. Suppression du paganisme. Nouvelle organisation de l'Empire. Rome et Constantinople ; la cour ; les fonctionnaires ; les curiales ; les colons. Les Barbares dans l'armée.

Les Barbares. — Les Germains ; mœurs et religions. Etablissement des Germains dans l'Empire : Francs, Anglo-Saxons. Conversion au christianisme. Clovis.

La Gaule franque. — La royauté mérovingienne. Les régions de la Gaule franque.

L'Eglise en Occident. — La papauté. Grégoire le Grand.

Le rétablissement de l'Empire. — Charlemagne. Le démembrement de l'Empire en royaumes. Otton I^{er} empereur.

Les Arabes. — Mahomet ; le Coran ; l'Islam. L'Empire et la civilisation arabe.

(1) Le professeur ne fera pas l'exposé des guerres. (Note du Plan d'études.)....

L'Empire byzantin du v^e au x^e siècle. — Les lois ; la religion ; l'art.

6° HISTOIRE MODERNE

Programme commun aux séries A, B, C, D.

7° GEOGRAPHIE

Programme commun aux séries A, B, C, D.

8° MATHÉMATIQUES

Programme commun aux séries A et B).

ALGÈBRE

Exercices sur les équations du second degré.

GÉOMÉTRIE DANS L'ESPACE.

Du plan.

Droites et plans perpendiculaires. — Droites et plans parallèles. Angles dièdres. — Plans perpendiculaires.

Mesure de la surface et du volume des polyèdres et des corps ronds (prisme, parallélépipède, pyramide, cylindre, cône, sphère). Les démonstrations seront données seulement pour les cas les plus simples.

COSMOGRAPHIE.

Système de Copernic.

Le Soleil. — Ses dimensions, sa distance à la Terre. — Constitution physique, rotation, taches. — Lumière zodiacale.

Notions sommaires sur les planètes. — Mercure. — Vénus. — Mars. — Jupiter. — Saturne. — Uranus. — Neptune.

Notions sommaires sur les satellites.

La Terre. — Forme et dimensions. — Rotation, pôles, équateur, méridiens, parallèles. — Longitude. — Latitude.

La Lune. — Mouvement. — Constitution physique.

Des comètes. — Détails sommaires sur les plus importantes. — Etoiles filantes. — Bolides.

Des étoiles. — Principales constellations.

Nébuleuses. — Voie lactée.

Etoiles doubles, étoiles variables et temporaires.

9° PHYSIQUE

Programme commun aux séries A et B).

Optique. — Propagation rectiligne de la lumière. — Vitesse.

Comparaison expérimentale des intensités de deux sources lumineuses.

Lois de la réflexion. — Etude expérimentale des miroirs (1).

Réfraction ; existence de la réflexion totale ; étude expérimentale des lentilles (1).

Etude physique de l'œil. — Loupe.

Principe de la lunette et du microscope.

Dispersion de la lumière ; spectre des diverses sources lumineuses ; spectres d'absorption, spectre solaire ; couleur des corps.

Photographie.

Électricité (2). — Electrification ; cylindre de Faraday ; quantité d'électricité (3) ; développement simultané des deux électricités.

Electrification par influence. — Pouvoir des pointes. — Principe des machines électriques.

Notion expérimentale de la différence de potentiel entre deux conducteurs.

(1) L'existence des images et les propriétés du plan focal seront considérées comme données par l'expérience.

(2) Dans l'étude de l'électricité, comme dans les autres parties du programme, le professeur pourra suivre un ordre différent de l'ordre indiqué, et commencer, par exemple par l'étude du courant. (*Note du Plan d'études.*)

(3) On se contentera d'indiquer les unités pratiques.

Condensateurs, capacité.

Courant électrique. — Intensité.

Aimants ; expérience de l'aimant brisé. — Déclinaison et inclinaison (simples définitions) ; boussole.

Définition expérimentale du champ magnétique : expériences sur les champs magnétiques ; champ magnétique d'un courant ; règle d'Ampère ; solénoïde ; galvanomètre à aimant mobile.

Action d'un champ magnétique sur un courant ; galvanomètre à cadre mobile ; ampèremètre.

Aimantation par les champs magnétiques. — Electro-aimant ; applications ; télégraphe.

II. — Série: **Latin-Langues vivantes (B).**

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ; 2° Une version latine ; 3° Une composition en langue vivante étrangère, allemand, anglais, espagnol ou italien, au choix du candidat.

EPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE LATIN.

Programme commun aux séries A, B, C.

2° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS

Programme commun aux séries A, B, C.

3° EPREUVES DE LANGUES VIVANTES ÉTRANGÈRES

Deux épreuves orales sur deux langues vivantes étrangères ; dont une porte obligatoirement sur l'allemand ou l'anglais, l'autre sur l'allemand, l'anglais, l'espagnol ou l'italien. (Voir la liste des auteurs, p. 930).

4° HISTOIRE ANCIENNE

Programme commun aux séries A et B).

5° HISTOIRE MODERNE

Programme commun aux séries A, B, C, D.

6° GEOGRAPHIE

Programme commun aux séries A, B, C, D.

7° MATHÉMATIQUES

Programme commun aux séries A et B).

8° PHYSIQUE

Programme commun aux séries A et B).

SECONDE PARTIE

Série : Philosophie

EPREUVES ÉCRITES (1) : 1° Une dissertation française sur un sujet de philosophie ; 2° Une composition de sciences physiques et de sciences naturelles.

EPREUVES ORALES : 1° PHILOSOPHIE ET AUTEURS PHILOSOPHIQUES.

I. — PHILOSOPHIE.

Introduction.

Objet et divisions de la philosophie.

Psychologie.

Caractères propres des faits psychologiques. La conscience.

La vie intellectuelle.

Les données de la connaissance. — Sensations. — Images. — Mémoire et association.

(1) Il est donné trois sujets, entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

L'attention et la réflexion. — La formation des idées abstraites et générales. — Le jugement et le raisonnement.

L'activité créatrice de l'esprit.

Les signes ; rapport du langage et de la pensée.

Les principes rationnels ; leur développement et leur rôle.

Formation de l'idée de corps et perception du monde extérieur.

La vie affective et active.

Le plaisir et la douleur. — Les émotions et les passions. — La sympathie et l'imitation.

Les inclinaisons. — Les instincts. — L'habitude.

La volonté et le caractère. — La liberté.

Conclusion : Le physique et le moral. — L'automatisme psychologique. — La personnalité : l'idée du *moi*.

Notions sommaires d'esthétique.

Notions sommaires sur le beau et sur l'art.

Logique.

Logique formelle : Les termes. — La proposition. — Les diverses formes du raisonnement.

La science : Classification et hiérarchie des sciences.

Méthode des sciences mathématiques : Définitions. — Axiomes et postulats. — Démonstration.

Méthode des sciences de la Nature : L'expérience : les méthodes d'observation et d'expérimentation. — L'hypothèse ; les théories. — Rôle de l'induction et de la déduction dans les sciences de la Nature. — La classification.

Méthode des sciences morales et sociales : Les procédés de la psychologie. — Rapports de l'histoire et des sciences sociales.

Morale.

Objet et caractère de la morale.

Les données de la conscience morale : Obligation et sanction.

Les mobiles de la conduite et les fins de la vie humaine : Le plaisir, le sentiment et la raison. — L'intérêt personnel et l'intérêt général. — Le devoir et le bonheur. — La perfection individuelle et le progrès de l'humanité.

Morale personnelle : Le sentiment de la responsabilité. — La vertu et le vice. — La dignité personnelle et l'autonomie morale.

Morale domestique : La constitution morale et le rôle social de la famille. — L'autorité dans la famille.

Morale sociale : Le droit. — Justice et charité. — La solidarité.

Les droits : Respect de la vie et la liberté individuelle. — La propriété et le travail. — La liberté de penser.

Morale civique et politique : La Nation et la Loi. — La Patrie. — L'Etat et ses fonctions. — La démocratie ; l'égalité civile et politique.

N. B. — Le professeur insistera, tant à propos de la morale personnelle que de la morale sociale, sur les dangers de l'alcoolisme et sur ses effets physiques, moraux et sociaux : dégradation morale, affaiblissement de la race, misère, suicide, criminalité. (*Note du Plan d'études.*)

Métaphysique.

Valeur et limites de la connaissance.

Les problèmes de la philosophie première ; la Matière, l'Ame et Dieu.

Rapports de la métaphysique avec la science et la morale.

II. — AUTEURS PHILOSOPHIQUES.

Xénophon : un livre des *Mémorables*.

Platon : *Phédon*, *Gorgias* ; un livre de la *République*.

Aristote : un livre de la *Morale à Nicomaque* ; un livre de la *Politique*.

Epictète : *Manuel*.

Marc-Aurèle.

Lucrèce : *De Natura rerum*, livre II ou livre V.

Sénèque : Extraits des *Lettres à Lucilius* et des *Traité*s de morale.
Bacon : *De la dignité et de l'accroissement des sciences*.
Descartes : *Discours de la Méthode* ; *Méditations* ; *Les Principes*, livre premier.
Pascal : *Pensées* et opuscules.
Malebranche : *De la recherche de la vérité*, livre I ou II. — *Entretiens sur la métaphysique*.
Spinoza : *Ethique* (un livre).
Leibnitz : *Nouveaux essais*, avant-propos et livre I. — *Théodicée* (Extraits). — *Monadologie*. — *Discours de métaphysique*.
Hume : *Traité de la nature humaine* (un livre).
Condillac : *Traité des sensations*, livre I.
Montesquieu : *Esprit des lois*, livre I.
J.-J. Rousseau : *Contrat social* (un livre).
Kant : *Fondement de la métaphysique des mœurs*. — *Prolegomènes*.
Jouffroy : Extraits.
A. Comte : *Cours de philosophie positive*, 1^{re} et 2^e leçons. — *Discours sur l'esprit positif*.
Cl. Bernard : *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, 1^{re} partie.
Stuart Mill : *Logique*, livre VI. — *L'Utilitarisme*. — *La Liberté*.
Spencer : *Les premiers principes* (1^{re} partie). — *Introduction à la science sociale*.

2° HISTOIRE CONTEMPORAINE.

(Programme commun aux séries Mathématiques et Philosophie.)

3° GEOGRAPHIE (1)

(Programme commun aux séries Mathématiques et Philosophie.)

4° SCIENCES PHYSIQUES

PHYSIQUE.

Notion expérimentale du travail et de la puissance : exemples familiers et données numériques. — Conservation du travail.

Chute des corps dans le vide et dans l'air. — Expériences avec le plan incliné, la machine d'Atwood et la machine de Morin.

Notions élémentaires sur le mouvement des projectiles ; la pesanteur est un cas particulier de l'attraction universelle. — Pendule (étude expérimentale) ; formule (sans démonstration). — Principe de la mesure de g . — Application du pendule aux horloges ; échappement ; balancier à ressort spiral. — Pendule de Foucault au pôle.

Energie. — Diverses formes d'énergie (mécanique, thermique, électrique, chimique, etc.) ; leurs transformations mutuelles. — Principe de la conservation de l'énergie ; expériences de Joule ; équivalent mécanique de la calorie ; machines thermiques. Énoncé du principe de Carnot. — Idée de la dégradation de l'énergie.

Mouvements périodiques. — Méthode graphique (2). — Vibrations longitudinales et vibrations transversales. Démonstration expérimentale de la propagation d'un mouvement vibratoire. — Longueur d'onde. — Réflexion des ondes. — Nœuds et ventres (3). — Existence des phénomènes d'interférence. — Résonance.

Acoustique et optique. — Le son est dû à un mouvement vibratoire. — Phonographie. — Vitesse du son. — Sons musicaux ; qualités physiologiques du son ; leur interprétation physique. — Intervalles.

Cordes vibrantes (loi des longueurs). — Harmoniques. — Résonateurs ; caisses de résonance et tuyaux sonores.

(1) Interrogation introduite par le décret du 1^{er} Août 1905.

(2) Indiquer les applications de cette méthode à la physiologie.

(3) Le professeur se servira utilement d'une corde ou d'un tube en caoutchouc pour montrer la propagation et la réflexion des ondes, ainsi que les ondes stationnaires. (Note du Plan d'études.)

Analogies de la lumière et du son. — Hypothèses des vibrations lumineuses. — Qualités physiologiques de la lumière ; leur interprétation physique. — Etude sommaire des radiations, de l'infra-rouge à l'ultra-violet. — Phosphorescence et fluorescence.

Electricité. — Lois de Ohm. — Loi de Joule. — Eclairage électrique. — Electrolyse. — Lois de Faraday. — Piles. — Accumulateurs.

Induction : Expériences fondamentales.

Principe de la machine Gramme (moteur et générateur). — Corrélation des phénomènes d'induction et des phénomènes électro-magnétiques. — Téléphone, microphone.

Notions sur les courants alternatifs et les oscillations électriques. — Transformateurs.

Décharges à travers les gaz. — Rayons cathodiques. — Rayons X. Electricité atmosphérique. — Paratonnerre.

CHIMIE

Air. — Oxygène. — Azote.

Eau pure ; analyse, synthèse. — Eaux potables.

Hydrogène.

Acide chlorhydrique. — Chlore.

Electrolyse du chlorure de sodium. — Sodium, soude caustique. Ammoniaque.

Corps simples : métalloïdes, métaux. — Corps composés.

Principe de la conservation de la matière. — Lois des proportions définies. — Lois des volumes.

Symboles. — Notation atomique ; formules.

Nomenclature ; acides, bases et sels.

Soufre ; anhydride sulfureux ; acide sulfurique ; hydrogène sulfuré.

Acide azotique.

Phosphore.

Carbone ; combustibles naturels et artificiels.

Anhydride carbonique ; oxyde de carbone.

Propriétés pratiques des métaux et des alliages.

Chlorure de sodium, carbonate de sodium.

Chaux, plâtre.

Fer. — Cuivre et alliages.

Argent et or ; alliages monétaires.

Chimie organique.

Carbures d'hydrogène. — Méthane ; pétroles. — Ethylène. — Acétylène. — Benzène.

Gaz de l'éclairage.

Alcool éthylique ; fermentation alcoolique.

Acide acétique ; vinaigre, fermentation acétique.

Ethers sels ; corps gras.

Glycérine ; bougies et savons.

Saccharose ; glucose.

Matières organiques azotées ; albumines.

5° SCIENCES NATURELLES

(Programme commun aux séries Mathématiques et Philosophie.)

Régime de 1902.

(Modifié pour les Mathématiques, la Physique, la Chimie et les Sciences naturelles par les arrêtés des 29 Juillet 1911 et 4 Mai 1912 et pour les langues vivantes par le décret du 22 Janvier 1917.)

PREMIERE PARTIE

1° MATHÉMATIQUES

(Programme commun aux séries C et D.)

GÉOMÉTRIE.

Plan et ligne droite.

Détermination d'un plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Droite et plan perpendiculaires.

Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à un plan.

Angle dièdre. Sens. Angle plan correspondant à un angle dièdre.

Plans perpendiculaires entre eux.

Projection d'une aire plane.

Symétrie par rapport à une droite. Symétrie par rapport à un point. Symétrie par rapport à un plan. Ce second mode de symétrie se ramène au premier.

Angles trièdres. — Disposition des éléments. Trièdres symétriques. Chaque face d'un trièdre est moindre que la somme des deux autres. Limites de la somme des faces d'un trièdre.

Limites de la somme des faces d'un angle polyèdre convexe. Trièdres supplémentaires. Applications.

Cas d'égalité des trièdres.

Homothétie. — Sections planes parallèles d'angles polyèdres. Aires.

Polyèdres. — Polyèdres homothétiques. Prisme. Pyramide.

Volumes des parallélépipèdes et des prismes. Volume de la pyramide.

Volume du tronc de pyramide à bases parallèles. Volume du tronc de prisme triangulaire.

Rapport des volumes de deux polyèdres homothétiques.

Deux polyèdres symétriques sont équivalents.

Cylindre à base circulaire. Plan tangent.

Cône à base circulaire. Plan tangent. Sections parallèles à la base.

Surfaces de révolution simples : cylindre, cône.

Sphère. Sections planes. Pôles. Plan tangent. Cône et cylindre circonscrits.

Surface latérale du cylindre et du cône de révolution.

Volume du cylindre et du cône à base circulaire.

Aire de la zone. Aire de la sphère. Volume de la sphère.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE.

Projection et cote d'un point.

Représentation de la droite. Pente. Distance de deux points. Droites concourantes. Droites parallèles.

Représentation du plan. Echelle de pente. Plans parallèles.

Rabattement sur un plan horizontal. Angle de deux droites. Distance d'un point à une droite.

Intersections de droites et de plans.

Droites et plans perpendiculaires. Distance d'un point à un plan.

Angle d'une droite et d'un plan. Angle de deux plans.

Représentation du point, de la droite et du plan à l'aide de deux plans de projection.

Intersections de droites et de plans. Droites et plans parallèles.

Droites et plans perpendiculaires.

Rabattement d'un plan sur un plan horizontal.

Changement du plan vertical.

Reprendre les problèmes précédemment énoncés relatifs aux distances, angles.

TRIGONOMÉTRIE.

Fonctions circulaires (sinus, cosinus, tangente et cotangente). Relations entre les fonctions circulaires d'un même arc. Calcul des fonctions circulaires de quelques arcs : $\frac{\pi}{4}$, $\frac{\pi}{3}$, etc.

Théorie des projections.

Formules d'addition pour le sinus, le cosinus et la tangente.

Expressions de $\sin 2a$, $\cos 2a$, $\operatorname{tg} 2a$.

Toutes les fonctions circulaires de l'arc a s'expriment rationnellement en fonction de $\operatorname{tg} \frac{a}{2}$.

Connaissant $\cos a = b$, trouver les valeurs du sin et du cos des arcs $\frac{a}{2}$; choix des valeurs correspondantes à un arc a donné.

Connaissant $\operatorname{tg} a$, trouver les valeurs des tg des arcs $\frac{a}{2}$; choix de la valeur correspondante à un arc a donné.

Transformer en produit la somme ou la différence de deux fonctions circulaires, sinus, cosinus ou tangentes. Problème inverse.

Usage des tables de logarithmes à quatre ou à cinq décimales.

Résolution des triangles rectangles.

Résolution ou discussion de quelques équations trigonométriques simples.

Relations entre les côtés et les angles d'un triangle. (On ne s'occupera pas de l'équivalence des systèmes.)

ALGÈBRE.

Equation et trinôme du second degré. Exemples numériques où la variable peut être une ligne trigonométrique.

Notion de la dérivée, signification géométrique de la dérivée. Le signe de la dérivée indique le sens de la variation; applications à la

variation des fonctions $\frac{ax+b}{ax+b'}$, ax^2+bx+c , $ax+b+\frac{c}{x}$, et à la variation

de la fonction ax^3+bx^2+cx+d , où les coefficients sont numériques.

Etude d'un mouvement rectiligne uniforme ou uniformément varié.

Définition de la vitesse et de l'accélération dans un mouvement rectiligne par les dérivées.

2° PHYSIQUE

Programme commun aux séries A, B, C, D.

Optique. — Corps lumineux et non lumineux; corps opaques, transparents, translucides.

Propagation rectiligne de la lumière; ombres. — Vitesse: principe de la méthode de la roue dentée; résultats des mesures.

Comparaison expérimentale des intensités de deux sources lumineuses.

Miroir plan: lois de la réflexion. — Miroirs sphériques: marche des rayons; images réelles et images virtuelles, formule des miroirs.

Loi de la réfraction; réflexion totale. — Lame à faces parallèles. —

Prisme: marche des rayons, images; formule des lentilles (1); convergence; dioptrie.

Loupe. — Principes du microscope, de la lunette astronomique et de la lunette de Galilée.

Photographie.

Electricité et magnétisme (2). — Electrification; cylindre de Faraday; quantité d'électricité (3); développement simultané des deux électricités.

Etude expérimentale de la distribution; pouvoir des pointes; paratonnerre.

Notion du champ électrique; le champ est nul à l'intérieur d'un conducteur; électrification par influence; écrans électriques; principe des machines à influence.

Notion expérimentale de la différence de potentiel entre deux conducteurs. — Expression de l'énergie électrique d'un conducteur (4).

(1) Le professeur suivra la marche qu'il jugera la meilleure pour l'établissement de ces formules (prisme, dioptrie, etc.).

(2) Dans l'étude de l'électricité, comme dans les autres parties du programme, le professeur pourra suivre un ordre différent de l'ordre indiqué, et commencer, par exemple, par l'étude du courant.

(3) On n'emploiera que les unités pratiques.

(4) On se bornera à indiquer la formule sans l'établir.

Condensateur; capacité; rôle du diélectrique.

Courant électrique : intensité.

Résistance ; lois d'Ohm ; courants dérivés. — Loi de Joule.

Electrolyse, lois de Faraday. — Définition pratique de l'ampère. —

Polarisation, piles à liquides, accumulateurs.

Aimants permanents, pôles, expérience de l'aimant brisé.

Champ magnétique ; définition expérimentale ; expériences sur les spectres magnétiques. — Champ terrestre ; boussole de déclinaison.

Champ magnétique d'un courant ; règle d'Ampère ; solénoïde ; galvanomètre à aimant mobile.

Action d'un champ magnétique sur un courant. — Galvanomètre à cadre mobile.

Aimantation par les champs magnétiques. — Saturation. — Flux magnétique.

Force électromotrice d'induction ; loi fondamentale.

Application de l'électricité. — Applications diverses de l'électro-aimant ; télégraphe ; téléphone. — Machine Gramme (récepteur et générateur). — Transport de l'énergie. — Eclairage électrique. — Four électrique. — Principales applications de l'électrolyse.

3° CHIMIE.

Chimie des métaux (1).

Propriétés pratiques des métaux et des alliages.

Chlorure, sulfate et carbonate de sodium.

Calcaires, chaux, plâtre.

Fer, fontes, aciers. — Sulfate ferreux.

Zinc, sulfate de zinc.

Plomb, minium, céruse.

Aluminium, alumine, sulfate d'aluminium, aluns ; isomorphisme.

Argile, kaolin, porcelaine.

Cuivre et alliages, sulfate de cuivre.

Mercure, chlorures de mercure.

Argent et or, alliages monétaires.

Eaux naturelles.

Chimie organique.

Substances organiques ; substances organisées.

Éléments qui entrent dans une substance organique.

Carbures d'hydrogène. — Méthane, pétroles. — Ethylène. — Acétylène. — Gaz de l'éclairage. — Benzène.

Alcool éthylique ; fermentation alcoolique.

Acide acétique ; distillation du bois ; vinaigre, fermentation acétique.

Corps gras, glycérine, bougies et savons.

Saccharose, glucose, amidon, cellulose.

4° MATHEMATIQUES

(Programme commun aux séries A et B.)

ALGÈBRE.

Exercices sur les équations du premier degré à une ou plusieurs inconnues, et du second à une inconnue.

Variation du trinôme du second degré ; représentation graphique. Mouvement uniformément varié.

Variation de l'expression $\frac{ax+b}{ax'+b'}$; représentation graphique.

GÉOMÉTRIE.

Mesure des angles ; degrés, grades, radians.

Triangles semblables. — Définition du sinus, du cosinus et de la tangente d'un angle compris entre 0 et deux droits.

(1) On devra se contenter d'exposer les réactions utilisées en métallurgie sans trop détailler les appareils industriels. (*Note du Plan d'études.*)

Sinusôïde.

Relations métriques dans le triangle et dans le cercle.

Résolution des triangles rectangles.

Mesure des aires planes.

Notions élémentaires sur la symétrie.

Exercices numériques sur les règles relatives aux surfaces et aux volumes du prisme, de la pyramide, du cylindre, du cône et de la sphère.

5° PHYSIQUE

(Interrogation supprimée pour les séries A et B par le décret du 26 Juillet 1909.)

DEUXIÈME PARTIE

Série: Mathématiques.

1° MATHÉMATIQUES (1.)

ARITHMÉTIQUE.

Numération décimale.

Addition, soustraction, multiplication et division des nombres entiers. Théorèmes fondamentaux concernant ces opérations. Explication des règles pratiques pour effectuer les opérations.

On ne change pas le reste d'une somme, d'une différence, d'un produit, en augmentant ou diminuant un terme ou un facteur d'un multiple du diviseur. Restes de la division d'un nombre entier par 2, 5, 4, 25, 8, 125, 9, 3, 11. Caractères de divisibilité par chacun de ces nombres.

Plus grand commun diviseur de deux ou plusieurs nombres.

Nombres premiers entre eux.

Tout nombre qui divise un produit de deux facteurs et qui est premier à l'un de ces facteurs divise l'autre.

Définition et propriétés élémentaires des nombres premiers. Décomposition d'un nombre entier en un produit de facteurs premiers. Cette décomposition ne peut s'effectuer que d'une seule façon. Composition du plus grand commun diviseur et du plus petit commun multiple de deux ou plusieurs nombres décomposés en facteurs premiers.

(1) Les modifications faites au programme de mathématiques de la seconde partie du baccalauréat par l'arrêté du 29 juillet 1911 n'apportent aucun changement aux instructions générales du 27 juillet 1905 relatives à l'enseignement des mathématiques dans les classes de Mathématiques A et B.

Toutefois, il y a lieu de préciser quelques points et de donner des indications destinées aux maîtres qui examineront les candidats au baccalauréat, comme à ceux qui prépareront les élèves à cet examen.

Les matières supprimées par cet arrêté se classent en deux catégories :

Les unes existent au programme des classes de Première C et D. Leur connaissance peut être utile pour la solution du problème posé à la seconde partie du baccalauréat. Les professeurs s'assureront donc, soit par des interrogations, soit par des compositions écrites, que leurs élèves possèdent ces matières d'une façon suffisante; ils pourront même en reprendre l'exposition s'ils le jugent utile. On ne posera pas de *question de cours* ni à l'écrit ni à l'oral de la seconde partie du baccalauréat sur ces matières.

Les autres figuraient seulement au programme de la classe de Mathématiques A et B avant l'arrêté précité; elles ne feront l'objet d'*aucune question* au baccalauréat.

En arithmétique, à propos des rapports, on ne posera que des questions sur des grandeurs concrètes; à propos des erreurs, les élèves seront exercés sur des exemples précis.

En algèbre, les données d'un problème donnant lieu à des discussions ne renfermeront qu'un paramètre.

Les exercices de géométrie analytique seront strictement limités à ceux que mentionne le programme.

En géométrie descriptive, les élèves seront exercés à faire de petites épreuves sur les parties conservées du programme.

En mécanique, le professeur pourra se contenter d'exposer une méthode pour la réduction des forces appliquées à un corps solide. Ses élèves seront jugés sur la façon dont ils exposeront la méthode qu'ils auront eux-mêmes proposée. D'ailleurs, l'examineur doit, d'une façon générale, porter son jugement en faisant abstraction de ses préférences personnelles pour tel ou tel mode d'exposition. (*Instructions annexées à l'arrêté du 29 Juillet 1911.*)

Fractions ordinaires. — Réduction d'une fraction ordinaire à sa plus simple expression. Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur. Plus petit dénominateur commun. Opérations sur les fractions ordinaires.

Nombres décimaux. Opérations (en considérant les fractions décimales comme cas particulier des fractions ordinaires). Calcul d'un quotient à une approximation décimale donnée.

Réduction d'une fraction ordinaire en fraction décimale ; condition de possibilité.

Carré d'un nombre entier ou fractionnaire ; composition du carré de la somme de deux nombres. Le carré d'une fraction n'est jamais égal à un nombre entier. Définition et extraction de la racine carrée d'un nombre entier ou fractionnaire à une approximation décimale donnée.

Exercices sur le système métrique.

Rapport de deux nombres. Rapports égaux. Partage en parties proportionnelles.

Mesure des grandeurs. Définition du rapport de deux grandeurs de même espèce. Théorème : le rapport de deux grandeurs de même espèce est égal au quotient des nombres qui les mesurent.

Grandeurs directement ou inversement proportionnelles. Problèmes.

Définition de l'erreur absolue et de l'erreur relative. Détermination d'une limite supérieure de l'erreur commise sur une somme, une différence, un produit, un quotient, connaissant les limites supérieures des erreurs dont les données sont entachées.

ALGÈBRE.

Division des monômes et des polynômes.

Problèmes du premier et du second degré.

Progressions arithmétiques et progressions géométriques.

Logarithmes vulgaires. Usage des tables à cinq décimales.

Intérêts composés et annuités.

Coordonnées d'un point. Représentation d'une droite par une équation du premier degré. Coefficient angulaire d'une droite.

Construction d'une droite donnée par son équation.

Variations et représentations graphiques des fonctions :

$$y = ax + b ; \quad y = \frac{ax + b}{a'x + b'} ;$$

$$y = ax^2 + bx + c.$$

Dérivée d'une somme, d'un produit, d'un quotient, de la racine carrée d'une fonction, de $\sin x$, $\operatorname{tg} x$, $\operatorname{cotg} x$.

Application à l'étude de la variation, à la recherche des maxima ou des minima de quelques fonctions simples, en particulier des fonctions de la forme

$$\frac{ax^2 + bx + c}{a'x^2 + b'x + c'} ; \quad x^3 + px + q,$$

où les coefficients ont des valeurs numériques.

Dérivée de l'aire d'une courbe regardée comme fonction de l'abscisse. (On admettra la notion d'aire.)

[Le professeur laissera de côté toutes les questions subtiles que soulève une exposition rigoureuse de la théorie des dérivées ; il aura surtout en vue les applications et ne craindra pas de faire appel à l'intuition.]

TRIGONOMÉTRIE.

Résolution des triangles.

Applications de la trigonométrie aux diverses questions relatives au levé des plans.

(On ne parlera pas de la construction des tables trigonométriques.)

GÉOMÉTRIE.

Translation. Rotation. Symétries.

Homothétie et similitude.

Prisme, pyramide, cylindre, cône, sphère.

Aires et volumes.

Puissance d'un point par rapport à un cercle et par rapport à une sphère. Axes radicaux. Plans radicaux.

Inversion. Applications. Appareil de Peaucellier. Projection stéréographique.

Vecteurs. — Projection d'un vecteur sur un axe ; moment linéaire par rapport à un point ; moment par rapport à un axe.

Somme géométrique d'un système de vecteurs ; moment résultant par rapport à un point ; somme de moments par rapport à un axe.

Application à un couple de vecteurs.

Coniques.

Ellipse. — Tracé ; tangente ; problèmes simples sur les tangentes. Equation de l'ellipse rapportée à ses axes. Ellipse considérée comme projection du cercle ; problèmes simples sur les tangentes ; intersection de l'ellipse et d'une droite.

Hyperbole. — Tracé ; tangente ; problèmes simples sur les tangentes. Equation de l'hyperbole rapportée à ses axes.

Parabole. — Tracé, tangente. Equation de la parabole rapportée à son axe et à la tangente au sommet.

Définition commune à ces courbes au moyen d'un foyer et d'une directrice.

Sections planes d'un cône ou d'un cylindre de révolution.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE.

Rabattements. Changement d'un plan de projection ; rotation autour d'un axe perpendiculaire à un plan de projection.

Application aux distances et aux angles ; distance de deux points, d'un point à une droite, d'un point à un plan ; plus courte distance de deux droites, dont l'une est verticale ou de bout ou de deux droites parallèles à un même plan de projection ; perpendiculaire commune à ces droites. Angle de deux droites ; angle d'une droite et d'un plan ; angle de deux plans.

Projection du cercle. Sphère ; section plane, intersection avec une droite.

Représentation d'une surface par des courbes de niveau. Cote d'un point de la surface dont la projection horizontale est donnée. Pente d'une ligne tracée sur une surface. Lignes d'égale pente. Lignes de plus grande pente.

Application des considérations précédentes aux cartes topographiques.

Planimétrie et nivellement. Lignes et teintes conventionnelles. Lecture d'une carte et en particulier de la carte d'Etat-major. Usage de la carte sur le terrain.

CINÉMATIQUE.

Unités de longueur et de temps.

Du mouvement. Sa relativité. Trajectoire d'un point.

Exemples de mouvement.

Mouvement rectiligne : Mouvement uniforme ; vitesse, sa représentation par un vecteur. Mouvement varié ; vitesse moyenne ; vitesse à un instant donné, sa représentation par un vecteur ; accélération moyenne ; accélération à un instant donné, sa représentation par un vecteur. Mouvement uniformément varié.

Mouvement curviligne. Vitesse moyenne, vitesse à un instant donné définies comme vecteurs. Valeur algébrique de la vitesse. Hodographe. Accélération.

Mouvement circulaire uniforme, vitesse angulaire ; projection sur un diamètre, mouvement oscillatoire simple sur une droite.

Changement du système de comparaison. Composition des vitesses. Exemples et application (ne pas insister sur les applications purement géométriques).

Mouvement de translation d'un corps solide. Glissières rectilignes.

Mouvement de rotation d'un corps solide autour d'un axe. Arbres et coussinets. Pivots et crapaudines. Gonds et charnières.

Etude géométrique de l'hélice. Mouvement hélicoïdal d'un corps. Vis et écrou.

Transformations simples de mouvement étudiées au point de vue pratique : courroies de transmission, roues dentées, bielles et manivelles. (On n'étudiera pas le détail des mécanismes.)

DYNAMIQUE ET STATIQUE.

Point matériel. — Inertie. Force: sa représentation par un vecteur. Masse. Indépendance des effets des forces. Composition des forces.

Equilibre d'un point matériel libre. Equilibre d'un point matériel sur une courbe ou sur une surface. Equilibre d'un point matériel sur un plan quand on tient compte du frottement.

Mouvement d'un point pesant libre suivant une verticale.

Mouvement parabolique d'un point pesant.

Frottement de glissement. Mouvement d'un point pesant sur la ligne de plus grande pente d'un plan, avec ou sans frottement.

Travail d'une force appliquée à un point matériel. Unité de travail.

Travail d'une force constante, d'une force variable. Travail élémentaire. Travail total. Evaluation graphique. Travail de la résultante de plusieurs forces.

Théorème des forces vives pour un point matériel. Exemples simples.

Forces appliquées à un corps solide. — Forces parallèles. Centre des forces parallèles. Centre de gravité. Sa recherche dans quelques cas simples : triangle, trapèze, quadrilatère, prisme, pyramide.

Couples, composition des couples.

Réduction des forces appliquées à un solide à deux forces ou à une force et à un couple.

Conditions d'équilibre d'un corps solide. Cas de trois forces, de forces parallèles, de forces situées dans un même plan.

Equilibre d'un corps mobile autour d'un axe fixe, d'un point fixe ou bien assujéti à reposer sur un plan fixe.

Machines simples à l'état de repos. — Levier. Charge du point d'appui. Treuil. Poulie fixe et poulie mobile.

Mouffles, cric, plan incliné.

COSMOGRAPHIE.

Sphère céleste. — Distance angulaire. Hauteur et distance zénithale. Théodolite.

Lois du mouvement diurne. Méridien. Pôle. Jour sidéral.

Ascension droite et déclinaison. Lunette méridienne.

Terre.

Coordonnées géographiques.

Dimensions et relief de la terre.

Mappemonde. Cartes.

Soleil. — Mouvement propre apparent sur la sphère céleste. Ecliptique. Inégalité des jours et des nuits aux diverses latitudes. Saisons. Année tropique et année sidérale.

Heure sidérale ; heure moyenne ; heure légale.

Calendriers julien et grégorien.

Lune. — Mouvement propre apparent sur la sphère céleste. Phases.

Rotation. Variation du diamètre apparent.

Eclipses de lune et de soleil.

Planètes. — Système de Copernic.

Lois de Kepler.

Loi de Newton et ses conséquences.

Notions sommaires sur les distances, les dimensions, la constitution physique du soleil et des planètes.

Comètes ; étoiles filantes ; bolides.

Etoiles. Nébuleuses. Voie lactée.

PHYSIQUE.

Pesanteur. — Chute des corps dans le vide et dans l'air : appareil de Morin ou tout autre permettant l'étude expérimentale directe de la chute libre. Résistance de l'air, existence d'une vitesse limite.

Etablissement des lois fondamentales de la dynamique au moyen de la machine d'Atwood ou du plan incliné ; application à la chute libre. — Définition de la masse. Énoncé de la relation générale entre la force, la masse et l'accélération. Application au mouvement circulaire uniforme et au mouvement sinusoïdal.

Pendule simple : lois du mouvement pendulaire. Pendule composé : existence d'un pendule simple synchrone (sans démonstration). Mesure de g ; ses variations. Principe des horloges et des chronomètres.

Énergie. — Énoncé du théorème des forces vives ; applications (volant, marteau, pendule simple synchrone d'un pendule composé, etc.). Diverses formes d'énergie (mécanique, thermique, électrique, chimique, etc.) ; leurs transformations mutuelles ; principe de la conservation de l'énergie. Équivalence de la chaleur et du travail mécanique ; expérience de Joule.

Détente des gaz : cas d'un gaz parfait, expérience de Joule ; détente avec travail extérieur.

Principe de la machine à vapeur et des moteurs à explosion ; indicateur de Watt.

Rendement d'une machine thermique ; énoncé du principe et du théorème de Carnot.

Changements d'état. — Équilibre entre les divers états d'un corps pur : diagrammes.

Réseaux d'isothermes : cas d'un gaz parfait ; cas d'un liquide et de sa vapeur ; expériences d'Andrews ; point critique. Continuité de l'état gazeux et de l'état liquide.

Solutions saturées ; sursaturation.

Unités de mesure. — Unités fondamentales et unités dérivées. —

Unités mécaniques C. G. S. — Système pratique d'unités électriques.

Généralités sur les mouvements vibratoires. — Procédés d'enregistrement. — Chronophotographie. — Mouvements pendulaires. — Propagation d'un mouvement vibratoire. — Vibrations longitudinales et vibrations transversales. — Longueur d'onde. — Interférences. — Réflexion des ondes. — Ondes stationnaires : nœuds et ventres. — Résonance.

Phénomènes périodiques en acoustique. — Le son est dû à un mouvement vibratoire. — Phonographe. — Vitesse de propagation du son. — Qualités physiologiques du son ; leur interprétation physique. — Sons musicaux. — Intervalles ; harmoniques ; gamme tempérée. — Cordes vibrantes (étude sommaire). — Tuyaux sonores (étude sommaire). — Timbre des sons. — Idée de la décomposition d'un mouvement périodique quelconque en mouvements pendulaires.

Phénomènes périodiques en optique. — Hypothèse des vibrations lumineuses, période. — Expérience des miroirs de Fresnel ou des deux trous d'Young. Lumière polarisée : les vibrations lumineuses sont transversales (1).

(1) Le professeur se contentera de montrer l'existence et les propriétés de la lumière polarisée par une expérience appropriée, en se servant de nicols ou miroirs, par exemple.

Conseils généraux. — Le professeur se contentera d'exposer les faits tels que nous les comprenons aujourd'hui, sans se préoccuper de l'ordre historique. On lui demande de débarrasser l'enseignement de beaucoup de vieilleries que la tradition a conservées : appareils surannés, théories sans intérêt, calculs sans réalité. Il n'entrera point dans la description minutieuse des appareils ni des modes opératoires. Le but n'est pas de faire de nos élèves des physiciens de profession, mais de leur faire connaître les grandes lois de la nature et de les mettre à même de se rendre compte de ce qui se passe autour d'eux ; dans cette vue, l'enseignement doit être à la fois très élevé, très simple et très pratique. Évitant les développements mathématiques, il doit toujours être fondé sur des expériences. Mais, pour ses démonstrations expérimentales, le professeur emploiera le moins possible des appareils compliqués ; il cherchera à les réaliser avec les moyens les plus simples et les plus à portée, s'attachant bien plus à l'esprit des méthodes qu'aux détails techniques d'exécution ; il utilisera fréquemment les représentations graphiques, non seulement pour mieux montrer aux élèves l'allure des phénomènes, mais pour faire pénétrer dans leur esprit les idées si importantes de fonction et de continuité ; enfin, par des applications numériques toujours empruntées à la réalité et réduites aux formes les plus simples, il habituera les élèves à se

Lumières monochromatiques. — Dispersion. — Spectroscopie. — Etude très sommaires sur l'émission des radiations.

Phénomènes périodiques en électricité. — Notions très élémentaires sur les courants alternatifs, leur production, leurs propriétés et leur utilisation : définition expérimentale de l'intensité efficace, du voltage efficace et de la puissance moyenne d'un courant alternatif ; influence de la self-induction et de la capacité d'un conducteur sur la puissance d'un courant alternatif dans ce conducteur (sans calculs) ; idée du facteur de puissance. — Principe des alternateurs monophasés et polyphasés. Principe des moteurs à courant monophasé et des moteurs à champ tournant ; transformation, bobine d'induction.

Décharge électrique dans les gaz ; rayons cathodiques, rayons X. — Oscillations électriques. — Propagation des ondes électriques. — Principe de la télégraphie sans fil. — Hypothèse de l'identité des oscillations électriques et lumineuses.

Chimie.

Généralités sur les combinaisons chimiques. — Analyse immédiate.

Principes de l'analyse gravimétrique et de l'analyse volumétrique (1).

Lois des combinaisons en poids et en volumes.

Idée d'un système de nombres proportionnels et d'une notation chimique.

Formules déduites des propriétés des corps.

Définition chimique du système des masses moléculaires et des masses atomiques.

Lois physiques auxquelles ces masses obéissent (Avogadro, Raoult, Mitscherlich, Dulong et Petit).

Détermination approchée des masses moléculaires par des méthodes physiques.

Exemples de détermination précise de quelques masses atomiques : hydrogène, carbone, potassium, argent, chlore.

Hypothèse atomique : montrer que les lois des combinaisons peuvent être considérées comme des conséquences de l'hypothèse des molécules et des atomes, et de l'hypothèse d'Avogadro.

Notion de valence.

Acides, bases, sels. Lois de Berthollet.

Caractères des oxydes, sulfures, chlorures, sulfates, azotates et carbonates.

Classification des métalloïdes.

Chimie organique.

Principes de l'analyse organique. — Synthèse (2). — Formules développées.

Fonctions en chimie organique.

Carbures d'hydrogène ; dérivés halogénés ; étudier sommairement les principaux : chlorures de méthyle et d'éthyle, chloroforme, iodoforme.

Etude sommaire de l'alcool méthylique et de l'alcool éthylique au

rendre compte de l'ordre de grandeur des phénomènes et à discerner dans quelles limites de précision une même correction peut être nécessaire ou absurde.

La recommandation faite au professeur de ne pas se préoccuper de l'ordre historique dans l'exposé d'une question n'implique pas, tant s'en faut, l'oubli des grands noms qui ont illustré la science. A l'occasion et sous forme de digression, il fera connaître la vie de quelques grands hommes (Galilée, Descartes, Pascal, Newton, Lavoisier, Ampère, Fresnel, etc.), en faisant ressortir non seulement l'importance de leurs travaux, mais surtout la grandeur morale de leur dévouement à la science ; on l'engage à donner aux élèves lecture de quelques pages caractéristiques de leurs œuvres.

(1) Le professeur devra seulement indiquer des exemples usuels et faciles à produire expérimentalement (chlorure d'argent, sulfate de baryum, dosage électrolytique du cuivre, alcalimétrie, acidimétrie, chlorométrie).

(2) Le professeur s'attachera à choisir des exemples saillants pour montrer comment, à partir des éléments, on peut arriver à des composés complexes.

point de vue fonctionnel (1) ; éther ordinaire ; aldéhyde éthylique ; acétoné ; méthylamines.

Etude sommaire de l'acide acétique au point de vue fonctionnel ; anhydride.

Ethers-sels.

Acétamide. Urée.

Cyanogène et acide cyanhydrique.

Glycérine.

Acide oxalique ; acide lactique.

Carbures benzéniques. Phénol ; acide picrique ; aniline.

3° SCIENCES NATURELLES ET HYGIENE

(Programme commun aux séries mathématiques et philosophie.)

SCIENCES NATURELLES.

Anatomie et physiologie animales.

I. — Introduction.

Eléments constitutifs des animaux ; leur multiplication. — Notions sommaires sur les tissus ; leur groupement en organes.

II. — Etude spéciale des fonctions chez l'homme.

Fonctions de relation. — Le squelette : structure, composition chimique et accroissement des os ; description sommaire des différentes parties du squelette ; articulations.

Les muscles : forme, structure, propriétés physiologiques ; analyse expérimentale de la contraction musculaire ; le myographe. — Chaleur et travail musculaire ; les sources de l'énergie musculaire.

Notions de mécanique animale.

Le système nerveux : anatomie sommaire des centres nerveux ; les nerfs et leur rôle ; fonctions des centres nerveux.

Les organes des sens ; la peau et ses différentes fonctions ; l'odorat et le goût ; l'œil, la vision et l'accommodation ; les principales anomalies de la vision ; notions sommaires sur l'oreille.

Fonctions de nutrition. — La digestion, les aliments ; étude sommaire de l'appareil digestif ; chimie de la digestion.

La circulation : sang, appareil circulatoire et mécanisme de la circulation. — Lymphes.

L'absorption.

La respiration : appareil respiratoire ; phénomènes mécaniques de la respiration ; échanges gazeux dans les poumons, respiration des tissus. — La chaleur animale.

Notions sommaires sur le foie et les reins.

Réserves nutritives : glycogène et graisses.

III. — Principaux types d'organisation dans le règne animal.

Le type protozoaire. — Montrer les perfectionnements progressifs des métazoaires en prenant pour base l'étude d'un type commun des principaux groupes d'invertébrés (polype, annélide et insecte).

Traits fondamentaux des vertébrés. Modifications caractéristiques des appareils respiratoire, circulatoire, nerveux et adaptations des extrémités des membres chez les différentes classes des vertébrés.

Anatomie et physiologie végétales.

I. — Introduction.

La cellule et les principaux tissus végétaux.

II. — Etude spéciale des fonctions chez les phanérogames.

Appareil végétatif. — Forme, structure et croissance de la racine, de la tige et de la feuille. Principales adaptations au milieu.

Physiologie de la nutrition. — Les échanges gazeux chez les plantes ; respiration, chlorophylle et assimilation chlorophyllienne,

(1) Le professeur cherchera à établir, sur des exemples particuliers, l'enchaînement qui existe entre les différentes fonctions.

transpiration. — Les aliments de la plante ; sources de l'azote. — Nutrition des plantes vertes : absorption de l'eau et des sels minéraux, circulation de la sève brute, formation de la sève élaborée. Réserves nutritives. — Nutrition des plantes sans chlorophylle.

Reproduction. — Fleur : enveloppes florales, étamines, anthère, pollen ; carpelles, ovules. Fécondation et développement. Etude très sommaire du fruit. Graine et germination.

III. — Principaux types d'organisation dans le règne végétal.

Algues et champignons, mousses ; cryptogames vasculaires ; phanérogames. Comparaison des modes de reproduction chez les cryptogames et les phanérogames.

IV. — Conclusion.

Phénomènes de la vie communs aux animaux et aux végétaux.

Géologie.

La terre. — Notions sur la composition de l'écorce terrestre ; roches sédimentaires, roches éruptives, filons métalliques.

Des déformations de la croûte terrestre sous l'influence des agents physiques : formation des montagnes, creusement des vallées, modifications de la configuration des continents et des mers.

Les temps géologiques. — Preuves de l'immensité de leur durée ; preuves de leur succession fournies par la stratigraphie et la paléontologie.

Idée de l'évolution générale des végétaux et des animaux.

HYGIÈNE (1).

L'eau. — Conditions pour qu'une eau soit potable. — Contamination des eaux ; purification des eaux contaminées.

L'air. — Dangers de l'air confiné. — Renouvellement de l'air. — Ventilation. — Poussières et microbes contenus dans l'air.

Les aliments. — Dangers des aliments altérés. — Parasites introduits dans le corps humain par les aliments et les boissons : vers parasites.

Les boissons alcooliques. — Boissons fermentées : cidre, bière, vin ; leur action physiologique. — Boissons distillées et boissons alcooliques additionnées d'essences ; graves effets pathogéniques de leur usage. — Alcoolisme ; comment on devient alcoolique, déchéance de l'alcoolique et de sa descendance.

L'exercice. — Inconvénients du défaut ou de l'excès des exercices physiques.

Les maladies contagieuses. — Indication rapide des principales maladies transmissibles ou inoculables à l'homme et de leurs modes ordinaires de propagation.

Réceptivité et immunité. — Résistance de l'organisme. — Variole et vaccine : la vaccination.

Inoculations préservatrices contre le charbon, la rage, la diphtérie. — Durée des périodes de préservation.

Animaux domestiques. — Maladies qu'ils peuvent transmettre à l'homme.

DEUXIÈME PARTIE

Série : Philosophie.

SCIENCES PHYSIQUES ET COSMOGRAPHIE

PHYSIQUE.

Pesanteur. — Poids des corps. — Direction commune aux poids de tous les corps en un lieu donné. — Centre de gravité. — Dynamomètre.

Comparaison des poids des corps en un lieu donné : Balance.

(1) Bien que faisant partie du programme des classes de mathématiques et de philosophie, l'hygiène ne figurait pas au nombre des matières exigées au baccalauréat (cf. Circulaire du 10 mars 1905). Le décret du 22 décembre 1908 stipula que l'interrogation porterait désormais sur les sciences naturelles et l'hygiène (art. 1^{er}).

Notion générale de la force. — Enoncé de la règle de composition de deux forces appliquées au même point, de deux forces parallèles appliquées à un solide et opération inverse.

Notion expérimentale du travail, de la puissance : exemples familiers et données numériques. — Conservation du travail.

Chute des corps dans le vide et dans l'air ; tube de Newton ; machine de Morin ou toute autre permettant l'étude expérimentale directe de la chute libre.

Etablissement des lois fondamentales de la dynamique au moyen de la machine d'Atwood ou du plan incliné ; application à la chute libre des corps. — Définition de la masse. — Intensité de la pesanteur.

Pendule (étude expérimentale) ; formule (sans démonstration). — Principe de la mesure de g . — Variation du poids d'un corps avec la latitude et avec l'altitude (expérience de Von Jolly) : la pesanteur est un cas particulier de l'attraction universelle. — Application du pendule aux horloges ; échappement.

Equilibre des liquides et des gaz. — Force exercée sur une portion plane de paroi ; pression. (On admettra comme faits d'expérience que la pression est normale à la paroi et que sa grandeur est indépendante de l'orientation de la paroi.) — Variation de la pression avec la profondeur. — Applications et exemples. — Pression atmosphérique. — Baromètre ; variation de la pression atmosphérique avec l'altitude. — Manomètres usuels.

Principe d'Archimède. — Corps flottants ; aérostats.

Poids spécifiques relatifs ou densités.

Compressibilité des gaz. (On se bornera à l'approximation donnée par la loi de Mariotte.) — Mélange des gaz. Etude sommaire des pompes à gaz et à liquides.

Chaleur. — Thermomètre à mercure ; détermination des points fixes. — Principe de la mesure des coefficients de dilatation ; applications. — Maximum de densité de l'eau.

Quantité de chaleur ; méthode des mélanges considérée comme permettant de mesurer des quantités de chaleur d'origine quelconque. — Définition de la chaleur spécifique.

Fusion et solidification. — Point de fusion. — Chaleur de fusion (simple définition).

Notions élémentaires sur la vaporisation des liquides ; maximum de pression d'une vapeur ; variation avec la température (représentation graphique). — Température critique ; continuité de l'état liquide et de l'état gazeux. — Liquéfaction des gaz. — Ebullition. — Chaleur de vaporisation (simple définition).

Vapeur d'eau dans l'atmosphère. — Point de rosée ; sa détermination. — Brouillards ; nuages.

Optique. — Propagation rectiligne de la lumière dans un milieu homogène. — Vitesse : résultats des mesures.

Miroirs plans : lois de la réflexion. — Etude expérimentale des miroirs sphériques concaves.

Réfraction ; existence de la réflexion totale ; étude expérimentale des lentilles. (L'existence des images et les propriétés des plans focaux seront considérées comme données par l'expérience.)

Loupe.

Principe du microscope, de la lunette astronomique et de la lunette de Galilée.

Dispersion de la lumière ; spectre des diverses sources lumineuses ; spectres d'absorption, spectre solaire ; couleur des corps.

Photographie.

Electricité et magnétisme. — (Dans l'étude de l'électricité, comme dans les autres parties du programme, le professeur pourra suivre un ordre différent de l'ordre indiqué et commencer, par exemple, par l'étude du courant.)

Electrisation ; cylindre de Faraday ; quantité d'électricité. (On se contentera d'indiquer les unités pratiques.) — Développement simultané des deux électricités.

Electrisation par influence. — Pouvoirs de pointes, paratonnerre.

— Principe des machines électriques. — Electrophore. Notion expérimentale de la différence de potentiel entre deux conducteurs.

Condensateurs ; capacité.

Courant électrique. — Intensité.

Aimants ; expérience de l'aimant brisé. — Définitions de la déclinaison et de l'inclinaison.

Définition expérimentale du champ magnétique ; expériences sur les spectres magnétiques ; champ magnétique d'un courant ; règle d'Ampère ; solénoïde ; galvanomètre à aimant mobile, ampèremètre.

Aimantation par les champs magnétiques. — Electro-aimant ; applications ; télégraphe.

Action d'un champ magnétique sur un courant ; galvanomètre à cadre mobile. — Principe de la machine Gramme employée comme récepteur.

Piles hydro-électriques.

Lois d'Ohm.

Loi de Joule. — Eclairage électrique. — Four électrique.

Electrolyse. — Lois de Faraday. — Polarisation : accumulateurs. — Galvanoplastie.

Induction : expériences fondamentales.

Emploi de la machine Gramme comme générateur. — Corrélation des phénomènes d'induction et des phénomènes électro-magnétiques. — Téléphone, microphone.

Energie. — Diverses formes de l'énergie (mécanique, thermique, électrique, chimique, etc.) ; leurs transformations mutuelles. — Expériences de Joule ; équivalent mécanique de la calorie. — Principe de la conservation de l'énergie. — Machines thermiques. — Enoncé du principe et du théorème de Carnot. — Idée de la dégradation de l'énergie.

Mouvements périodiques. Généralités. — Méthode graphique. (On indiquera les applications de cette méthode à la physiologie.) — Vibrations longitudinales et transversales. — Démonstration expérimentale de la propagation d'un mouvement vibratoire. — Longueur d'onde. — Existence des phénomènes d'interférence. — Réflexion des ondes. — Ondes stationnaires. — Nœuds et ventres.

Phénomènes périodiques en acoustique. — Le son est dû à un mouvement vibratoire. — Phonographe. — Vitesse du son. — Qualités physiologiques du son ; leur interprétation physique. — Sons musicaux. — Intervalles. — Harmoniques.

Etude sommaire des lois des vibrations transversales des cordes. — Etude sommaire des tuyaux sonores.

Phénomènes périodiques en optique. — Analogies de la lumière et du son. — Hypothèse des vibrations lumineuses. — Qualités physiologiques de la lumière ; leur interprétation physique. — Radiations infra-rouges et ultra-violettes : étude sommaire.

Phénomènes périodiques en électricité. — Notions très élémentaires sur les propriétés des courants alternatifs ; définition expérimentale de l'intensité efficace. — Transformateurs. — Principe de la bobine de Ruhmkorff. — Oscillations électriques. — Principe de la télégraphie sans fil.

Décharge à travers les gaz. — Rayons cathodiques. — Rayons X.

CHIMIE.

Chimie minérale.

Eau pure ; analyse, synthèse.

Hydrogène.

Oxygène.

Air ; expérience de Lavoisier. — Azote.

Electrolyse du chlorure de sodium : chlore, sodium, soude caustique.

Acide chlorhydrique.

Ammoniaque.

Corps simples : métalloïdes, métaux. — Corps composés.

Principe de la conservation de la matière. — Loi des proportions définies. — Loi des volumes.

Symboles. — Notation atomique ; formules.

Soufre ; anhydride sulfureux ; acide sulfurique ; acide sulfhydrique.

Acide azotique.

Phosphore.

Carbone ; ses variétés principales ; anhydride carbonique ; oxyde de carbone.

Propriétés pratiques des métaux usuels et des alliages.

Chlorure de sodium, carbonate de sodium.

Chaux, plâtre.

Fer. — Cuivre et alliages.

Argent et or ; alliages monétaires.

Eaux naturelles.

Chimie organique.

Carbures d'hydrogène. — Méthane, pétroles. — Ethylène. — Acétylène. — Benzène.

Gaz de l'éclairage.

Alcool éthylique ; fermentation alcoolique.

Acide acétique ; vinaigre, fermentation acétique.

Ethers sels ; corps gras ; acides gras.

Glycérine ; bougies et savons.

Saccharose ; glucose.

COSMOGRAPHIE (1).

Système de Copernic.

Le Soleil. Ses dimensions, sa distance à la Terre. Notions sommaires sur la constitution physique, la rotation, les taches du Soleil.

Notions sommaires sur les planètes.

La Terre. Forme et dimensions. Rotation, pôles, équateur, méridiens, parallèles. Longitude. Latitude.

La Lune. Mouvement. Constitution physique.

Comètes. Etoiles filantes. Bolides.

Etoiles. Nébuleuses. Voie lactée.

Séries: **Mathématiques et Philosophie.**

LANGUES VIVANTES.

Le décret du 22 janvier 1917 ayant prescrit qu'aux épreuves orales de la deuxième partie (Mathématiques et Philosophie) les candidats subiraient une interrogation sur une langue vivante étrangère (allemand, anglais, espagnol, italien, russe ou arabe) à partir de la session de juillet 1918, la liste d'auteurs ci-dessus fut introduite dans les programmes des classes de Philosophie et de Mathématiques.

1. Extraits des principaux historiens, critiques et philosophes.

2. Lectures choisies dans la littérature du XIX^e siècle.

Pour l'allemand :

Extraits des critiques, historiens et philosophes : Lessing, Herder, Winckelmann, Humboldt, W. et F. Schlegel, L. Børne, W. Scherer. — Niebuhr, L. von Ranke, Fr. von Raumer, Droysen, Mommsen, H. von Sybel ; Gregorovius, Janssen, Treitschke. — Kant, Schelling, Fichte, Hegel, Schleiermacher, D.-F. Strauss, Schopenhauer, Nietzsche, etc.

Œuvres choisies dans la poésie contemporaine :

Anzengruber, K. Busse, Geibel, Gilm, Greif, Hamerling, Henckell, Hebbel, G. Hauptmann, P. Heyse, Liliencron, H. Lingg, K.-F. Meyer, Th. Storm, Wildenbruch, etc.

Pour l'anglais :

Emerson. — *English Traits*.

H. Spencer. — Choix d'essais.

Stuart-Mill. — *Autobiography*.

Mathew Arnold. — *Culture and Anarchy*.

Ruskin. — *Stones of Venice*, tome II, le chapitre intitulé *On the Nature of Gothic*, publié avec introduction de W. Morris.

Carlyle. — *Essay on Goethe on Burns*.

(1) Introduite dans le programme de philosophie par le décret du 26 juillet 1909.

Seeley. — *The expansion of England*.
Keats. — Extraits.
Byron. — *Childe Harold*, Ch. III.
Tennyson. — Extraits.
Mrs. Browning. — Extraits.
Robert Browning. — Extraits.
Rudyard Kipling. — Poèmes (extraits).
Pour l'espagnol :
Extraits des moralisies (Guevara, Quevedo, Gracian, Granada, Leon)
et des critiques (Quintana, Martinez de la Rosa, Lista, Valera, Menendez
Pelayo, etc.).
Poésie lyrique contemporaine (Espronceda, Zorilla, Bécquer, Cam-
poamor, Nunez de Arce, etc.).
Pages choisies des Picaresques et des romanciers contemporains.
Pour l'italien :
Dante. — Morceaux choisis.
Machiavelli. — Un recueil du genre de *Crestomazia machiavellica*
de Finzi (Turin, Clausen).
Galilée. — *Prose scelte*. — Foscolo : morceaux choisis.
Giusti. — Lettres et poésies choisies.
Leopardi. — Extraits des *Operette morali* ; poésies choisies.
A. Fogazzaro. — Opuscules critiques, philosophiques (*L'Origine*
dell'Uomo ; *Per la Bellezza d'un'idea* ; *Il dolore nell'arte*, etc.).

**Arrêté modifiant les programmes d'enseignement
des mathématiques des Classes de Seconde C et D.**

27 Juillet 1905.

ALGÈBRE.

Opérations sur les nombres positifs ou négatifs.
Monômes, polynômes, termes semblables.
Opérations. — Addition, soustraction, multiplication des monômes
et des polynômes.
Identité $x^m - a^m = (x - a)(x^{m-1} + ax^{m-2} + \dots + a^{m-1})$
Division des monômes.
Résolution des équations du premier degré à une inconnue. Iné-
galité du premier degré. Résolution et discussion de deux équations
du premier degré à deux inconnues.
Problème ; mise en équation. Discussion des résultats.
Variation de l'expression $ax + b$; représentation graphique.
Equation du second degré à une inconnue (on ne fera pas la théo-
rie des imaginaires). Relations entre les coefficients et les racines.
Existence et signe des racines. Etude du trinôme du second degré.
Inégalité du second degré. Problèmes du second degré. Variation
du trinôme du second degré ; représentation graphique.
Variation de l'expression $\frac{ax+b}{a'x+b'}$; représentation graphique.
Notion de la dérivée. Signification géométrique de la dérivée. Le
signe de la dérivée indique le sens de la variation ; applications à des
exemples numériques très simples et en particulier aux fonctions étu-
diées précédemment.
Progressions arithmétiques et progressions géométriques. Loga-
rithmes.
Usage des tables de logarithmes à quatre ou cinq décimales.
Intérêts composés.

GÉOMÉTRIE (figures planes).

Ligne droite et plan. — Angles, sens d'un angle. Droites perpendi-
culaires.
Triangle. Triangle isocèle. Cas d'égalité des triangles.
Perpendiculaires et obliques. Triangles rectangles. Cas d'égalité.
Définition d'un lieu géométrique. Lieu géométrique des points équi-
distants de deux points ou de deux droites.
Droites parallèles.

Somme des angles d'un triangle, d'un polygone convexe.

Parallélogrammes.

Figures symétriques par rapport à un point ou à une droite. Deux figures planes symétriques sont égales.

Translation d'une figure plane de forme invariable.

Cercle. — Intersection d'une droite et d'un cercle.

Tangente au cercle ; les deux définitions de la tangente.

Arcs et cordes.

Position relatives de deux cercles.

Mesure des angles.

Mouvement de rotation autour d'un point. Tout déplacement d'une figure plane de forme invariable dans son plan se ramène à une rotation ou à une translation.

Longueurs proportionnelles. — Points partageant un segment dans un rapport donné. Définition de la division harmonique.

Triangles semblables.

Toute parallèle à l'un des côtés d'un triangle divise les deux autres côtés en parties proportionnelles. Réciproque. Définition d'un faisceau harmonique.

Propriétés des bissectrices d'un triangle. Lieu géométrique des points dont le rapport des distances à deux points fixes est constant.

Notions simples sur l'homothétie. Polygones semblables. Sinus, cosinus, tangente et cotangente des angles compris entre 0 et 2 droits. Relations métriques dans un triangle rectangle et dans un triangle quelconque. Lignes proportionnelles dans le cercle. Quatrième proportionnelle ; moyenne proportionnelle.

Polygones réguliers. Inscription dans le cercle du carré, de l'hexagone, du triangle équilatéral, du décagone, du pentédécagone. Deux polygones réguliers d'un même nombre de côtés sont semblables. Rapport de leurs périmètres. Longueur d'un arc de cercle. Rapport de la circonférence au diamètre. Calcul de π . (On se bornera à la méthode des périmètres.)

Aire des polygones ; aire du cercle. Mesure de l'aire du rectangle, du parallélogramme, du triangle, du trapèze, d'un polygone quelconque. Rapport des aires de deux polygones semblables.

Aire d'un polygone régulier convexe. Aire d'un cercle, d'un secteur et d'un segment de cercle. Rapport des aires de deux cercles.

Notions d'arpentage. Usage de la chaîne et de l'équerre d'arpenteur.

Classe de Première C et D.

GÉOMÉTRIE.

Plan et ligne droite.

Détermination d'un plan.

Parallélisme des droites et des plans.

Droite et plan perpendiculaires.

Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à un plan.

Angle dièdre. Sens. Angle plan correspondant à un angle dièdre.

Plans perpendiculaires entre eux.

Projection d'une aire plane.

Translation. Rotation autour d'un axe. Symétrie par rapport à une droite. Symétrie par rapport à un point. Symétrie par rapport à un plan. Ce second mode de symétrie se ramène au premier.

Angles trièdres. — Disposition des éléments. Trièdres symétriques. Chaque face d'un trièdre est moindre que la somme des deux autres. Limites de la somme des faces d'un trièdre. Limite de la somme des faces d'un angle polyèdre. Limites de la somme des faces d'un angle polyèdre convexe.

Trièdres supplémentaires. Applications.

Cas d'égalité des trièdres.

Homothétie. — Sections planes parallèles d'angles polyèdres. Aires.

Polyèdres. — Polyèdres homothétiques, polyèdres semblables. Prisme. Pyramide.

Notions sommaires sur les symétries du cube et de l'octaèdre régulier.

Volumes des parallélépipèdes et des prismes. Volume de la pyramide.

Volume du tronc de pyramide à bases parallèles. Volume du tronc de prisme triangulaire.

Rapport des volumes de deux polyèdres semblables.

Deux polyèdres symétriques sont équivalents.

Cylindre à base circulaire. Plan tangent.

Cône à base circulaire. Plan tangent. Sections parallèles à la base.

Surfaces de révolution simples : cylindre, cône.

Sphère. Sections planes. Pôles. Plan tangent. Cône et cylindre circonscrits.

Surface latérale du cylindre et du cône de révolution.

Volume du cylindre et du cône à base circulaire.

Aire de la zone. Aire de la sphère. Volume de la sphère.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE.

Projection et cote d'un point.

Représentation de la droite. Pente. Distance de deux points. Droites concourantes. Droites parallèles.

Représentation du plan. Echelle de pente. Plans parallèles.

Rabattement sur un plan horizontal. Angle de deux droites. Distance d'un point à une droite.

Intersections de droites et de plans. Application aux problèmes d'ombres et de sections planes de prismes et de pyramides.

Droites et plans perpendiculaires. Distance d'un point à un plan.

Angle d'une droite et d'un plan. Angle de deux plans. Application à la construction de polyèdres simples.

Représentation du point, de la droite et du plan à l'aide de deux plans de projection.

Intersections de droites et de plans. Droites et plans parallèles.

Droites et plans perpendiculaires.

Rabattement d'un plan sur un plan horizontal.

Changement du plan vertical.

Reprendre les problèmes précédemment énoncés relatifs aux distances, angles, ombres et sections planes.

TRIGONOMÉTRIE.

Fonctions circulaires (sinus, cosinus, tangente et cotangente). Relations entre les fonctions circulaires d'un même arc. Calcul des fonc-

tions circulaires de quelques arcs : $\frac{\pi}{4}$, $\frac{\pi}{3}$, etc.

Théorie des projections.

Formule d'addition pour le sinus, le cosinus et la tangente.

Expressions de $\sin 2a$, $\cos 2a$, $\operatorname{tg} 2a$.

Toutes les fonctions circulaires de l'arc a s'expriment rationnellement en fonction de $\operatorname{tg} \frac{a}{2}$.

Connaissant $\cos a = b$, trouver les valeurs du $\sin$ et du $\cos$ des arcs a ; choix des valeurs correspondantes à un arc a donné.

Connaissant $\operatorname{tg} a$, trouver les valeurs des tg des arcs $\frac{a}{2}$; choix de la valeur correspondante à un arc a donné.

Transformer en produit la somme ou la différence de deux fonctions circulaires, sinus, cosinus ou tangentes. Problème inverse. Expression de la forme

$$a \cos (\cot + d) + b \cos (\cot + \beta)$$

où t désigne la seule variable.

Usage des tables de logarithmes à quatre ou cinq décimales.

Résolution des triangles rectangles.

Résolution ou discussion de quelques équations trigonométriques simples.

Relations entre les côtés et les angles d'un triangle. Résolution des triangles.

ALGÈBRE.

Equation et trinôme du second degré. Cas où la variable est une ligne trigonométrique.

Calcul des dérivées de fonctions simples. Etude des variations et de la représentation graphique.

Etude d'un mouvement rectiligne au moyen de la théorie des dérivées. Vitesse et accélération. Mouvement uniformément varié.

Classe de Seconde A.

ALGÈBRE.

Exercices sur les équations du premier degré et la représentation des variations de la fonction $ax+b$.

GÉOMÉTRIE.

Du plan et de la droite dans l'espace.

Angle dièdre. Droites et plans parallèles. Droite et plan perpendiculaires.

Définitions des angles polyèdres, de la pyramide, du prisme.

Enoncé des règles relatives aux surfaces et aux volumes des prismes, pyramides, cylindres, cônes et sphères.

Classe de Première A.

ALGÈBRE.

Exercices sur les équations numériques du premier degré à une ou plusieurs inconnues, et du second degré à une inconnue ; représen-

tation des variations de x^2 et $\frac{1}{x}$.

GÉOMÉTRIE.

Mesure des angles. Figures planes semblables. Définition du sinus, du cosinus et de la tangente d'un angle compris entre 0 et 2 droits.

Relations métriques dans le triangle et dans le cercle. Mesure des aires planes.

Enoncé des règles relatives aux surfaces et aux volumes des prismes, pyramides, cylindres, cônes et sphères.

Classe de Mathématiques.

ARITHMÉTIQUE.

Numération décimale.

Addition, soustraction, multiplication et division des nombres entiers. Théorèmes fondamentaux concernant ces opérations. Explication des règles pratiques pour effectuer ces opérations.

On ne change pas le reste d'une somme, d'une différence, d'un produit, en augmentant ou en diminuant un terme ou un facteur d'un multiple du diviseur. Restes de la division d'un nombre entier par 2, 5, 4, 25, 8, 125, 9, 3, 11. Caractères de divisibilité par chacun de ces nombres.

Plus grand commun diviseur de deux ou plusieurs nombres. Nombres premiers entre eux.

Tout nombre qui divise un produit de deux facteurs et qui est premier à l'un de ces facteurs divise l'autre.

Plus petit commun multiple de deux ou plusieurs nombres.

Définition et propriétés élémentaires des nombres premiers. Décomposition d'un nombre entier en un produit de facteurs premiers. Cette décomposition ne peut s'effectuer que d'une seule façon. Composition

du plus grand commun diviseur et du plus petit commun multiple de deux ou plusieurs nombres décomposés en facteurs premiers.

Fractions ordinaires. Réduction d'une fraction à sa plus simple expression. Réduction de plusieurs fractions au même dénominateur. Plus petit dénominateur commune. Opérations sur les fractions ordinaires.

Nombre décimaux. Opérations (en considérant les fractions décimales comme cas particulier des fractions ordinaires). Calcul d'un quotient à une approximation décimale donnée.

Réduction d'une fraction ordinaire décimale ; condition de possibilité. Lorsque la réduction est impossible, la fraction ordinaire peut être regardée comme la limite d'une fraction décimale périodique illimitée.

Carré d'un nombre entier ou fractionnaire ; composition du carré de la somme de deux nombres. Le carré d'une fraction n'est jamais égal à un nombre entier. Définition et extraction de la racine carrée d'un nombre entier ou fractionnaire à une approximation décimale donnée.

Système métrique. Exercices.

Rapport de deux nombres. Rapports égaux. Partage en parties proportionnelles.

Mesure des grandeurs. Définition du rapport de deux grandeurs de même espèce. Théorème : le rapport de deux grandeurs de même espèce est égal au quotient des nombres qui les mesurent.

Grandeurs directement et inversement proportionnelles. Problème.

Définition de l'erreur absolue et de l'erreur relative. Détermination de la limite supérieure de l'erreur commise sur une somme, une différence, un produit, un quotient, connaissant les limites supérieures des erreurs dont les données sont entachées.

ALGÈBRE.

Nombres positifs et négatifs. Opérations sur ces nombres.

Monômes, polynômes, addition, soustraction, multiplication et division des monômes et des polynômes.

Principes relatifs à la résolution des équations.

Equations du premier degré.

Equation du second degré à une inconnue. (On ne développera pas la théorie des imaginaires.) Equations simples qui s'y ramènent.

Inégalités du premier et du second degré.

Problèmes du premier et du second degré.

Progressions arithmétiques et progressions géométriques. Somme des carrés et des cubes des n premiers nombres entiers.

Logarithmes vulgaires. Usage des tables à cinq décimales.

Intérêts composés et annuités.

Coordonnées d'un point. Représentation d'une droite par une équation du premier degré. Coefficient angulaire d'une droite.

Construction d'une droite donnée par son équation.

Variations et représentations graphiques des fonctions :

$$y = ax + b ; \quad y = \frac{ax + b}{a'x + b'} ; \quad y = ax^2 + bx + c ; \quad y = ax^4 + bx^2 + c.$$

Dérivée d'une somme, d'un produit, d'un quotient, de la racine carrée d'une fonction, de $\sin x$, $\cos x$, $\operatorname{tg} x$, $\operatorname{cotg} x$.

Application à l'étude de la variation, à la recherche des maxima ou des minima de quelques fonctions simples, en particulier des fonctions de la force

$$\frac{ax^2 + bx + c}{a'x^2 + b'x + c} ; \quad x^3 + px + q.$$

où les coefficients ont des valeurs numériques.

Dérivée de l'aire d'une courbe regardée comme fonction de l'abscisse. (On admettra la notion d'aire.)

(Le professeur laissera de côté toutes les questions subtiles que soulève une exposition rigoureuse de la théorie des dérivées ; il aura sur-

tout en vue les applications et ne craindra pas de faire appel à l'intuition.)

TRIGONOMÉTRIE.

Fonctions circulaires. Addition et soustraction des arcs. Multiplication et division par 2.

Résolution des triangles.

Applications de la trigonométrie aux diverses questions relatives au levé des plans.

(On ne parlera pas de la construction des tables trigonométriques.)

GÉOMÉTRIE.

Droite. Angles. Parallélisme. Polygones. Cercle.

Plan ; droites et plans. Angles dièdres ; angles polyèdres.

Translation. Rotation. Symétries.

Homothétie et similitude. Relations métriques. Polygones réguliers.

Prisme, pyramide, cylindre, cône, sphère.

Aires et volumes.

Puissance d'un point par rapport à un cercle et par rapport à une sphère. Axes radicaux. Plans radicaux.

Polaire d'un point par rapport à un cercle ; plan polaire d'un point par rapport à une sphère.

Inversion. Applications. Appareil de Peaucellier. Projection stéréographique.

Vecteurs. — Projection d'un vecteur sur un axe ; moment linéaire par rapport à un point ; moment par rapport à un axe.

Somme géométrique d'un système de vecteurs ; moment résultant par rapport à un point ; somme de moments par rapport à un axe.

Application à un couple de vecteurs.

Projections centrales. — Plan du tableau. Perspective d'un point, d'une droite, d'une ligne. Point de fuite d'une droite. Perspective de deux droites parallèles. Ligne de fuite d'un plan. Conception de la droite à l'infini d'un plan.

CONIQUES.

Ellipse. — Tracé ; tangente ; problèmes simples sur les tangentes. Equation de l'ellipse rapportée à ses axes. Ellipse considérée comme projection du cercle ; problèmes simples sur les tangentes ; intersection de l'ellipse et d'une droite.

Hyperbole. — Tracé, tangente ; asymptotes ; problèmes simples sur les tangentes. Equation de l'hyperbole rapportée à ses axes.

Parabole. — Tracé, tangente ; problèmes simples sur les tangentes. Equation de la parabole rapportée à son axe et à la tangente d'un sommet.

Définition commune de ces courbes au moyen d'un foyer et d'une directrice.

Sections planes d'un cône ou d'un cylindre de révolution.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE.

Rabattements. Changement d'un plan de projection ; rotation autour d'un axe perpendiculaire à un plan de projection.

Application aux distances et aux angles ; distance de deux points, d'un point à une droite, d'un point à un plan ; plus courte distance de deux droites, dont l'une est verticale ou debout ou de deux droites parallèles à un plan de projection ; perpendiculaire commune à ces droites. Angle de deux droites ; angle d'une droite et d'un plan ; angle de deux plans.

Projection du cercle. Sphère ; section plane, intersection avec une droite. Cône et cylindre à une directrice circulaire ; plan tangent passant par un point ou parallèle à une droite ; ombres ; contours apparents ; sections planes. Cônes et cylindres circonscrits à la sphère. Ombres.

Représentation d'une surface par des courbes de niveau. Cote d'un

point de la surface dont la projection horizontale est donnée. Pente d'une ligne tracée sur une surface. Lignes d'égale pente.

Applications des considérations précédentes aux cartes topographiques.

Planimétrie et nivellement. Lignes et teintes conventionnelles. — Lecture d'une carte et en particulier de la carte d'Etat-major. Usage de la carte sur le terrain.

CINÉMATIQUE.

Unités de longueur et de temps.

Du mouvement. Sa relativité. Trajectoire d'un point.

Exemples de mouvement.

Mouvement rectiligne : Mouvement uniforme ; vitesse, sa représentation par un vecteur. Mouvement varié ; vitesse moyenne ; vitesse à un instant donné, sa représentation par un vecteur ; accélération moyenne ; accélération à un instant donné, sa représentation par un vecteur. Mouvement uniformément varié.

Mouvement curviligne. — Vitesse moyenne, vitesse à un instant donné définies comme vecteurs. Valeur algébrique de la vitesse. Hodographe. Accélération.

Mouvement circulaire uniforme, vitesse angulaire ; projection sur un diamètre, mouvement oscillatoire simple sur une droite.

Changement du système de comparaison. Composition des vitesses.

Exemples et applications (ne pas insister sur les applications purement géométriques).

Mouvement de translation d'un corps solide. Glissières rectilignes.

Mouvement de rotation d'un corps solide autour d'un axe. Arbres et coussinets. Pivots et crapaudines. Gonds et charnières.

Etude géométrique de l'hélice. Mouvement hélicoïdal d'un corps. Vis et écrou.

Transformations simples de mouvement étudiées au point de vue pratique : courroies de transmission, roues dentées, bielles et manivelles. (On n'étudiera pas le détail des mécanismes.)

DYNAMIQUE ET STATIQUE.

Point matériel. — Inertie. Force : sa représentation par un vecteur. Masse. Indépendance des effets des forces. Composition des forces. Equilibre d'un point matériel libre. Equilibre d'un point matériel sur une courbe ou sur une surface. Equilibre d'un point matériel sur un plan quand on tient compte du frottement.

Mouvement d'un point pesant suivant une verticale.

Mouvement parabolique d'un point pesant.

Frottement de glissement. Mouvement d'un point pesant sur la ligne de la plus grande pente d'un plan, avec ou sans frottement.

Travail d'une force appliquée à un point matériel. Unité de travail.

Travail d'une force constante, d'une force variable. Travail élémentaire.

Travail total. Evolution graphique. Travail de la résultante de plusieurs forces. Théorème des forces vives pour un point matériel. Exemples simples.

Forces appliquées à un corps solide. — Forces parallèles. Centre des forces parallèles. Centre de gravité. Sa recherche dans quelques cas simples : triangle, trapèze, quadrilatère, prisme, pyramide.

Couples, composition des couples.

Réduction des forces appliquées à un solide à deux forces ou à une force et à un couple.

Conduction d'équilibre d'un corps solide. Cas de trois forces, de forces parallèles, de forces situées dans un même plan.

Equilibre d'un corps mobile autour d'un axe fixe, d'un point fixe ou bien assujéti à reposer sur un plan fixe.

Machines simples à l'état de repos et à l'état de mouvement. Levier. Charge du point d'appui. Treuil. Poulie fixe et poulie mobile.

Mouffes, cric, plan incliné.

On vérifiera que si une machine simple est en mouvement, les conditions de l'équilibre étant remplies à chaque instant, le travail élémentaire de la puissance est égal et de signe contraire à celui de la résistance.

Enoncé du théorème général des forces vives. Application aux machines.

Travail moteur et travail résistant.

Résistance passive. Frottement.

Travail des résistances passives. Rendement d'une machine.

Indications sur l'emploi des volants et des freins.

COSMOGRAPHIE.

Sphère céleste. — Distance angulaire. Hauteur et distance zénithale. Théodolite.

Lois du mouvement diurne. Méridien. Pôle. Jour sidéral.

Ascension droite et déclinaison. Lunette méridienne.

Terre.

Coordonnées géographiques.

Dimensions et relief de la terre.

Mappemondes, cartes.

Soleil. — Mouvement propre apparent sur la sphère céleste. Écliptique. Inégalité des jours et des nuits aux diverses latitudes. Saisons. Année tropique et année sidérale.

Heure sidérale, heure moyenne, heure légale.

Calendrier julien et grégorien.

Lune. — Mouvement propre apparent sur la sphère céleste. Phases. Rotation. Variation du diamètre apparent.

Eclipses de lune et de soleil.

Planètes. — Système de Copernic.

Lois de Képler.

Loi de Newton et ses conséquences.

Notions sommaires sur les distances, les dimensions, la constitution physique du soleil, des planètes et de leurs satellites.

Comètes ; étoiles filantes, bolides.

Etoiles ; constellations. Nébuleuses. Voie lactée.

Classe de Philosophie.

MATHÉMATIQUES.

Rappel des principales règles relatives au calcul des nombres positifs ou négatifs ; développements de $(a+b)^2$, $(a+b)^3$; identité :

$$a^{n+1} - b^{n+1} = (a-b) (a^n + a^{n-1}b + \dots + b^n)$$

Notions sur l'algèbre géométrique des Grecs : représentation d'un nombre par une ligne, d'un produit par la surface d'un rectangle ; figures équivalentes aux identités :

$$(a \pm b)^2 = a^2 \pm 2ab + b^2, \left(\frac{a+b}{2}\right)^2 - \left(\frac{a-b}{2}\right)^2 = ab.$$

Carré construit sur l'hypoténuse d'un triangle rectangle.

Construction d'un rectangle ayant un côté donné et équivalent à un rectangle donné.

Construction d'un rectangle équivalent à un carré donné, connaissant la somme ou la différence de ses côtés ; expressions de ces côtés qui résultent de la construction.

Résolution algébrique de l'équation du second degré. Application au problème précédent ; comparaison des résultats.

Avantages de la notation moderne et en particulier de l'introduction des nombres positifs et négatifs.

Détermination, au moyen de deux nombres positifs ou négatifs, d'un point, d'un plan ; représentation inverse d'un système de deux nombres au moyen d'un point d'un plan.

Extension de la notion de coordonnées, longitude et latitude d'un point d'une sphère.

Représentation graphique de la variation d'un phénomène qui dépend d'une seule variable ; courbes des températures, des pressions ; application à la statistique. Notion de fonctions ; représentation graphique de fonctions très simples :

$$y=ax, \quad y=ax+b, \quad y=x^2, \quad y=x^3, \quad y=\frac{1}{x}.$$

Construction d'une droite définie par une équation numérique du premier degré entre x, y ; coefficient angulaire (1), ordonnée à l'origine. Coefficient angulaire de la droite qui joint deux points.

Usage du papier quadrillé. Résolution de deux équations numériques du premier degré à deux inconnues par l'intersection de deux droites, des équations numériques de la forme :

$$x^2+px+q=0, \quad x^3+px+q=0.$$

par l'intersection des courbes (une fois tracées), ayant pour équations

$$y=x^2, \quad y=x^3.$$

avec la droite dont l'équation est $y+px+q=0$.

Graphique des chemins de fer.

Courbes fournies par les appareils enregistreurs.

Construction de quelques courbes simples définies géométriquement, équations de ces courbes.

Notions de la tangente et de la dérivée. Exemples de tangentes obtenues géométriquement comme limites d'une sécante (cercle, parabole). Coefficient angulaire de la tangente : applications à quelques cas simples :

$$y=x^2, \quad y=x^3, \quad y=\frac{1}{x}.$$

Notions sur l'usage de la dérivée pour reconnaître le sens de la variation d'une fonction.

Évaluation approximative de l'aire d'une courbe tracée sur du papier quadrillé en comptant les carrés contenus à l'intérieur de la courbe : limite de l'erreur fournie par le nombre des carrés que traverse la courbe ; cette erreur peut être rendue très petite en employant un quadrillage très fin.

Aire du triangle obtenue comme la limite commune de deux sommes de rectangles dont l'une est inférieure, l'autre supérieure à l'aire cherchée. Aire de la parabole. Problème inverse de la recherche d'une dérivée. Aire d'un triangle ou d'une parabole obtenue par la recherche d'une fonction dont la dérivée par rapport à x est ax ou ax^2 .

Application de la méthode infinitésimale à l'évaluation des volumes ou des surfaces des corps considérés en géométrie élémentaire.

COSMOGRAPHIE.

Système de Copernic.

Le soleil, ses dimensions, sa distance à la terre. Constitution physique, rotation, taches.

Notions sommaires sur les planètes.

La terre. Forme et dimensions. Rotation, pôles, équateur, méridiens, parallèles. Longitude. Latitude.

La lune. Mouvement. Constitution physique.

Comètes. Étoiles filantes. Bolides.

Étoiles. Nébuleuses. Voie lactée.

(1) Le coefficient angulaire sera défini comme étant le coefficient de x dans l'équation résolue par rapport à y , ou comme l'ordonnée du point d'abscisse égale à l'unité de la parallèle menée par l'origine.

Arrêté fixant le programme des épreuves orales de l'examen spécial pour les étudiants étrangers non pourvus du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent.

5 Janvier 1912

Programme des matières de l'épreuve orale spéciale aux candidats qui postulent soit la licence ès sciences, soit le doctorat universitaire (mention médecine), soit le diplôme universitaire de pharmacien, soit le diplôme universitaire de chirurgien-dentiste* (art. 3, par. b).

I. — MATHÉMATIQUES.

Calcul. — Système métrique. Système d'unités C. G. S. Usage pratique. Nombres entiers, nombres fractionnaires, fractions décimales. Addition, soustraction, multiplication et division de ces nombres. Proportionnalité directe et inverse. Règle de trois.

Algèbre. — Emploi des lettres. Résolution d'une équation du premier degré à une inconnue, de deux équations du premier degré à deux inconnues.

Résolution et discussion d'une équation du second degré à une inconnue.

Progressions arithmétiques. Progressions géométriques. Cas où la raison est plus petite que l'unité en valeur absolue. Limite de la somme des N premiers termes pour N infini.

Fonctions d'une variable. Représentation graphique. Fonction linéaire, trinôme du second degré.

Géométrie. — Mesure des angles. Relations métriques dans les triangles. Mesure des aires planes ; rectangle, parallélogramme, triangle, trapèze, cercle.

Perpendiculaire à un plan. Angles dièdres : leur mesure.

Aires d'un cylindre droit, d'un cône droit, d'un tronc de cône droit, d'une zone, d'une sphère.

Volumes d'un parallélépipède, d'un prisme, d'une pyramide, d'un tronc de pyramide, d'un cylindre, d'un cône, d'un tronc de cône, d'une sphère.

Pour les aires et les volumes, on insistera surtout sur les applications numériques des formules.

Trigonométrie. — Fonctions circulaires. Addition et soustraction des arcs.

II. PHYSIQUE.

Pesanteur. Détermination du poids d'un corps. Balances usuelles, simple pesée et double pesée.

Pression des gaz. Sa mesure en atmosphères, baromètre, manomètre.

Principe d'Archimède. Densité d'un corps.

Température : sa mesure. Thermomètre à mercure. Fusion. Vaporisation.

Ebullition. Chaleur spécifique.

Electricité et magnétisme. Piles. Accumulateurs. Propriété des courants électriques. Aimants. Induction. Principe des machines magnéto et dynamo électriques.

Lumière. Réflexion : miroirs plans. Réfraction : prisme et lentilles. Spectres.

III. — CHIMIE.

Corps simples et corps composés.

Eau. Analyses et synthèse.

Air. Analyse.

Acides, bases.

Hydrogène. Oxygène. Soufre ; acide sulfurique. Chlore ; acide chlorhydrique. Azote ; ammoniaque, acide azotique. Carbone ; oxyde de carbone et anhydride carbonique.

IV. — BOTANIQUE.

Les organes de la plante. — Racine, tige, feuille, fleur. Forme, structure, développement de ces organes ; leurs principales modifications.

Plantes à fleurs et plantes sans fleurs. Parties essentielles de la fleur : anthère et pollen, pistil et ovule. Fécondation. Fruits et principales sortes de fruits. Graine, sa constitution.

Germination de la graine ; ses conditions. Aliments minéraux et organiques. Absorption de l'eau et des substances minérales par les racines. Circulation.

Fonction chlorophyllienne. Respiration. Transpiration.

Formation des réserves azotées et hydrocarbonées ; leur utilité au point de vue de l'alimentation.

V. — ZOOLOGIE.

Notions sur les principales fonctions chez l'homme :

1° *Appareil digestif.* — Dents. Glandes salivaires. Estomac. Intestin. Foie. Pancréas. Aliments. Sucs digestifs. Absorption intestinale.

2° *Circulation.* — Sang. Cœur, artères, veines. Mécanisme de la circulation. Lymphes et vaisseaux lymphatiques.

3° *Respiration.* — Poumon. Mécanisme de la respiration. Phénomènes chimiques de la respiration. Chaleur animale.

4° *Sécrétions et excréments.* — Appareil urinaire. Glandes mammaires. Glandes sudoripares.

5° *Appareil locomoteur.* — Squelette, articulations, muscles.

6° *Système nerveux.* — Axe cérébro-spinal. Nerfs. Grand sympathique. Fonctions des centres nerveux et des nerfs.

Programme spécial motivé par l'état de guerre.

(Arrêté du 10 Février 1919.)

Le ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts,

Vu les décret et arrêté du 31 mai 1902 relatifs au baccalauréat de l'enseignement secondaire et les actes ultérieurs y relatifs ;

Vu le décret du 10 janvier 1919 ;

Vu l'avis du comité consultatif de l'enseignement public,

Arrête, ainsi qu'il suit, le programme de l'examen spécial prévu par l'article 2 du décret du 10 janvier 1919 :

Première partie.

A. — LATIN-GREC.

Explication d'un texte grec, d'un texte latin, d'un texte en langue vivante étrangère pris dans un auteur ou un ouvrage inscrit au programme, au choix du candidat.

Explication d'un texte français pris dans l'un des deux ouvrages ou auteurs du programme présentés par le candidat.

Interrogation sur l'histoire, d'après le programme suivant :

L'histoire intérieure de la France de 1789 à 1804. — La France et l'Europe de 1789 à 1815. — Les traités de 1815.

Interrogation sur la géographie, d'après le programme suivant :

La France, étude physique et économique. — Ses principales colonies.

Interrogation soit sur l'algèbre, soit sur la géométrie, au choix du candidat, d'après le programme du baccalauréat.

B. — LATIN-LANGUES VIVANTES.

Explication d'un texte latin et d'un texte français, dans les mêmes conditions que pour la série A.

Explication de deux textes en deux langues vivantes étrangères : pour la langue principale, explication d'un texte pris dans l'un des deux ouvrages ou auteurs du programme présentés par le candidat ; pour la langue accessoire, explication d'un texte tiré d'un auteur du programme choisi par le candidat.

Interrogation sur l'histoire, d'après le programme fixé pour la série A.

Interrogation sur la géographie, d'après le programme fixé pour la série A.

Interrogation soit sur l'algèbre, soit sur la géométrie, au choix du candidat, d'après le programme du baccalauréat.

C. — LATIN-SCIENCES.

Explication d'un texte latin, d'un texte français et d'un texte en langue vivante étrangère, dans les mêmes conditions que pour la série A.

Interrogation sur l'histoire, d'après le programme fixé pour la série A.

Interrogation sur la géographie, d'après le programme fixé pour la série A.

Interrogation soit sur la géométrie, soit sur la géométrie descriptive, soit sur la trigonométrie, soit sur l'algèbre, au choix du candidat, d'après le programme du baccalauréat.

Interrogation en physique soit sur l'optique, soit sur l'électricité (sans les applications énoncées au paragraphe spécial à la fin du programme), au choix du candidat.

Interrogation soit sur la chimie des métaux, soit sur la chimie organique, au choix du candidat.

D. — SCIENCES-LANGUES VIVANTES.

Explication d'un texte français et de deux textes en deux langues vivantes étrangères, dans les mêmes conditions que pour la série B.

Interrogation sur l'histoire, d'après le programme fixé pour la série A.

Interrogation sur la géographie, d'après le programme fixé pour la série A.

Interrogation sur les mathématiques, dans les mêmes conditions que pour la série C.

Interrogations sur la physique et la chimie, dans les mêmes conditions que pour la série C.

DEUXIÈME PARTIE

I. — PHILOSOPHIE.

Interrogation sur une des parties du programme de philosophie : psychologie, logique, morale, au choix du candidat.

Interrogation sur l'histoire contemporaine, d'après le programme suivant :

Histoire intérieure de la France de 1848 à 1875. — L'unité italienne (1848-1870). — L'unité allemande (1861-1871). — La question d'Alsace-Lorraine.

Interrogation sur la géographie, d'après le programme suivant :
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande ;

L'Allemagne ;

Les Etats-Unis.

Interrogation, au choix du candidat, soit sur les sciences physiques, soit sur les sciences naturelles, d'après le programme suivant :

Sciences physiques. — Physique : 1. Pesanteur, équilibre des gaz, chaleur. — 2. Optique, électricité et magnétisme. — 3. Mouvements périodiques : généralités, phénomènes périodiques en acoustique, en optique et en électricité. — Chacune de ces trois parties au choix des candidats.

Chimie. — 1. Chimie des métalloïdes. — 2. Chimie des métaux. — 3. Chimie organique. Chacune de ces trois parties au choix du candidat.

Sciences naturelles. — 1. Anatomie et physiologie animales : étude spéciale des fonctions chez l'homme. — 2. Anatomie et physiologie végétales : étude spéciale des fonctions des phanérogames. — Chacune de ces parties au choix du candidat.

II. — MATHÉMATIQUES.

Interrogation sur une des parties du programme de mathématiques, soit arithmétique, soit algèbre, soit géométrie, soit géométrie descriptive, soit cinématique, dynamique et statique, au choix du candidat.

Interrogation, au choix du candidat, soit sur la physique, soit sur la chimie et les sciences naturelles, d'après le programme suivant :

Physique. — 1. Pesanteur, énergie, changement d'état. — 2. Généralités sur les mouvements vibratoires ; phénomènes périodiques en acoustique et optique : notions très sommaires sur les courants alternatifs, leur production et leurs propriétés ; bobine d'induction ; décharge électrique dans les gaz, oscillations électriques et lumineuses. — Chacun de ces deux parties au choix des candidats.

Chimie. — 1. Généralités sur les combinaisons chimiques (non compris les caractères des oxydes, sulfures, chlorures, sulfates, azotates, carbonates et la classification des métalloïdes). — 2. Chimie organique. — Chacune de ces deux parties au choix du candidat.

Sciences naturelles. — 1. Anatomie et physiologie animale : étude spéciale des fonctions chez l'homme. — 2. Anatomie et physiologie végétales : étude spéciale des fonctions chez les phanérogames. — Chacune de ces deux parties au choix du candidat.

Interrogation sur la philosophie, soit sur les éléments de philosophie scientifique, soit sur les éléments de philosophie morale, au choix du candidat.

Interrogation sur l'histoire contemporaine, d'après le programme fixé pour la série philosophie.

Interrogation sur la géographie, d'après le programme fixé pour la série philosophie.

XI. — RÉGIME DE 1927.

(Décret du 7 août 1927, arrêtés des 3 juin 1925, 10 août 1926 et 6 mars 1928.)

PREMIÈRE PARTIE

Série A

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française (1) ; 2° Une version latine (2) ; 3° Une version grecque (3) ; 4° (4) a) Une composition de mathématiques (5) ; b) Une composition de physique (6).

EPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS DU XVI^e SIÈCLE OU DES SIÈCLES SUIVANTS (7).

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A', B.)

Morceaux choisis de prose et de vers des classiques français (même recueilli pour les trois classes supérieures).

Montaigne : Extraits.

(1) Il est donné trois sujets, entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

(2) L'épreuve est de même force dans les deux séries-A et A'. Lorsque tous les candidats composent ensemble, le même texte est donné.

— Les candidats peuvent faire usage de dictionnaires et de lexiques.

(3) La version grecque devra porter sur un *texte facile* d'où seront exclues toutes les difficultés dialectales capables d'embarrasser les candidats. (Circulaire du 10 mars 1904.) — Les candidats peuvent usage de dictionnaires et de lexiques.

(4) La composition de mathématiques et la composition de physique ont chacune une durée de deux heures et sont séparées par une suspension d'un quart d'heure pendant laquelle est distribué le sujet de la deuxième composition. La composition de mathématiques est faite la première. (Circulaire du 16 avril 1913.)

(5) Les candidats peuvent faire usage indistinctement de tables trigonométriques, contésimales ou sexagésimales. Sont seules autorisées les tables sans formulaire. (Circulaires du 3 juillet 1902 et du 22 avril 1925.)

(6) Le texte du décret est limitatif. Il s'agit de la physique proprement dite et non des sciences physiques en général. Par suite, aucun sujet de chimie ne peut être donné.

Pour les mathématiques et la physique il est donné trois sujets au choix, sauf pour les problèmes. (Circulaires du 10 mars 1904 et du 5 juin 1919.)

(7) Chaque explication de texte français donne lieu à une interrogation sur l'histoire de la littérature française. (Décret du 7 août 1927.)

Corneille : Théâtre choisi.
La Fontaine : Fables.
Molière : Théâtre choisi.
Boileau : Œuvres poétiques et extraits des œuvres en prose.
Racine : Théâtre choisi.
Pascal : *Pensées*. — *Provinciales* (I, IV et extraits).
Bossuet : *Oraisons funèbres*. — *Sermons*. — Extraits des autres œuvres.
La Bruyère : *Caractères*.
Fénelon : *Lettre à l'Académie*.
Lettres choisies du xvii^e et du xviii^e siècle.
Montesquieu : Extraits.
Buffon : Extraits.
Voltaire : Extraits. — Lettres choisies.
Diderot : Extraits.
J.-J. Rousseau : Extraits.
Lectures sur la société extraites des mémoires et des correspondances des xvii^e et xviii^e siècles.
Rivarol : *Discours sur l'universalité de la langue française*.
Chateaubriand : Extraits.
Lamartine : Extraits.
Victor Hugo : Extraits.
A. de Vigny : Extraits.
A. de Musset : Extraits.
Anthologie des poètes du xix^e siècle (1).
Choix des principaux historiens du xix^e siècle.
Choix des grands critiques du xix^e siècle (Sainte-Beuve, Taine, Renan, etc.).
Extraits des grands romanciers du xix^e siècle.
Extraits des écrivains scientifiques.
Extraits des orateurs et des écrivains politiques.
Extraits des grands moralistes des xvii^e, xviii^e, xix^e siècles.

2° EXPLICATION D'UN TEXTE LATIN

Programme de Première A.

(Commun aux sections A et A')

Théâtre latin : Extraits.
Lucrèce : Extraits.
Virgile : Œuvres.
Horace : Œuvres.
Cicéron : *Pro Milone*. — *Pro Murena*. — Analyses et extraits des principaux discours. — Extraits des traités de rhétorique. — Extraits des œuvres morales et philosophiques.
César : *Commentaires*.
Tite-Live : Troisième décade.
Sénèque : Extraits.
Tacite : Œuvres.
Contiones.
Anthologie des poètes latins.
Anthologie des prosateurs latins jusqu'à la fin du iv^e siècle après J.-C.

3° EXPLICATION D'UN TEXTE GREC

Programme de Première A.

Homère : *Iliade*. — *Odyssée*.
Eschyle : Extraits.
Sophocle : Une tragédie.
Euripide : Une tragédie ou extraits.
Aristophane : Extraits et fragments de Ménandre.
Xénophon : Œuvres.

(1) Les anthologies sont destinées à faire connaître les textes qui ne sont pas inscrits expressément par ailleurs au programme. (*Note des Horaires et Programmes.*)

Platon : Extraits suivis, reliés par des analyses.
Orateurs attiques : Extraits.
Démosthène : *Philippiques*. — *Discours sur la couronne*.
Anthologie des poètes grecs.
Anthologie des prosateurs grecs.
Pages et pensées morales extraites des auteurs grecs.

4° EXPLICATION D'UN TEXTE DE LANGUE VIVANTE ETRANGERE

Les candidats ont à choisir entre les langues vivantes énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe, russe et portugais. L'épreuve a lieu selon le mode déterminé par les *Instructions du 13 décembre 1928* (Cf. page 649).

Programme de Seconde A.
(Commun aux sections A, A' et B.)

LANGUE ALLEMANDE.

Lessing : *Minna von Barnhelm*.
Goëthe : *Hermann und Dorothea*. — *Werther* (Extraits). — *Italienische Reise* (extraits).
Schiller : *Wilhelm Tell*.

LANGUE ANGLAISE.

Shakespeare : *Julius Cæsar*. — *Merchant of Venice*.
Goldsmith : *The deserted village*.
Sheridan : *The school for Scandal*.
W. Irving : *Sketch book*.
Tennyson : *Enoch Arden*. — *The brook*. — *Ulysses*. — *The Lotos Eaters*.
Dickens : *Christmas Carol*.
Stevenson : *Dr Jekyll and Mr Hyde*.
H.-G. Wells : *The Country of the Blind*.
Macaulay : Extraits des Essais sur Hampden, Hastings, Clive et Pitt.

W. Cowper : *The task* :
I. — 127-366 ; 557-677 ; 678-696 ; 749-768.
II. — 1-47 ; 596-666.
III. — 290-351.
IV. — 1-213 ; 243-428 ; 429-488 ; 533-703 ; 781-801.
V. — 1-126 ; 221-241 ; 271-320 ; 331-345 ; 462-496.
VI. — 6-28 ; 57-86 ; 295-347 ; 580-600 ; 906-971 ; 1000-1005.

LANGUE ITALIENNE.

L'Ariosto : Episodes de l'*Orlando Furioso*.
P. Metastasio : *La clemenza di Tito*. — *Attilio Regolo*.
Goldoni : *La Locandiera*. — *La bottega del Caffè*.
Alfieri : *La Vita scritta da esso* (extraits).
A. Manzoni : *I promessi sposi*. — Œuvres poétiques (extraits).
Fogazzaro : *Piccolo mondo antico*.
R. Fucini : *Le veglie di Neri*.
G. Pascoli : Choix de poésies.

LANGUE ESPAGNOLE.

El Lazarillo de Tormes.
Ercilla : *La Araucana* (extraits).
Cervantès : *Novelas*.
Juan Ruiz de Alarcón : *La verdad sospechosa*.
Francisco de Rojas Zorrilla : *García del Castañar*.
Leandro Fernandez de Moratin : *El sí de las Niñas*. — *La comedia nueva*.
Mesonero Romanos : *Scènes Madrilènes*.

B. Pérez Galdos : *Misericordia*. — *Trafalgar*.
S. y J. Alvarez Quintero : Teatro escogido (*El Patio*. — *Las Flores*. — *Malvaloca*).

Programme de Première A.
(Commun aux sections A, A' et B.)

1° Choix de lectures destinées à faire connaître la vie, l'histoire, la civilisation et les principaux chefs-d'œuvre de la littérature du peuple étranger.

2° Choix de poètes des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles.

3° Pages choisies des romanciers et auteurs dramatiques des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles.

Ou l'un des ouvrages suivants :

LANGUE ALLEMANDE.

Goethe : *Iphigenie*. — *Egmont*. — *Torquato Tasso*. — *Götz von Berlichingen*.

Schiller : *Wallenstein*. — *Die Jungfrau von Orleans*.

Kleist : *Prinz von Homburg*.

Pages choisies des auteurs dramatiques et des romanciers des XIX^e et XX^e siècles, en particulier de Fontane, G. Keller, C.-F. Meyer, Spitteler, Sudermann, Hautmann, Hofmannsthal, Liliencron, Thomas Mann, Heinrich Mann, J. Schlaf, Paul Ernst, Freussen, C. Viebig, Hermann Hesse, Otto Flake, Fr. von Unruh, etc.

LANGUE ANGLAISE.

Shakespeare : *The Tempest*. — *As You like it*. — *Macbeth*.

Milton : *Allegro*. — *Penseroso*.

Goldsmith : *She stoops to conquer*.

Wordsworth : *Peter Bell*. — *Michael*.

Shelley : *Ode to the West Wind*. — *The sensitive Plant*. — *The Cloud*. — *To a Skylark*.

Coleridge : *The ancient Mariner*.

Dickens : *David Copperfield* (extraits).

Thackeray : *Esmond* (extraits).

G. Eliot : *Scenes of clerical Life*.

Addison : extraits du *Spectator*.

W. Hazlitt : *Essays* : The Indian Jugglers ; On Thought and Action ;

On Vulgarity and Affectation ; On going a Journey ; On the Disadvantages of intellectual Superiority ; On the Knowledge of Character ; On a Sundial ; On the Conversation of Lords.

LANGUE ITALIENNE.

Dante : *La Vita nuova* (extraits). — *Inferno* (extraits).

Pétrarque : Choix de poésies.

Boccace : Extraits.

T. Tasso : *La Gerusalemme liberata* (extraits).

V. Alfieri : *Antigone*. — *Saul*.

G. Parini : *Il Mattino*.

G. Leopardi : Choix de poésies.

G. Carducci : Choix de poésies.

LANGUE ESPAGNOLE.

Cervantès : *Don Quijote*.

Guilhem de Castro : *Las Mocedades del Cid* (première partie).

Lope de Vega : *El porro del hortelano*.

Breton de los Herreros : *El pelo de la dehesa*.

Mariano José de Larra : *Articulos de costumbres*.

José Maria Pereda : *Peñas arriba*.

Romances choisies.

Morceaux choisis des auteurs picaresques et satiriques des XVII^e et XVIII^e siècles.

Anthologie des poètes romantiques espagnols.

5° HISTOIRE

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A' et B.)

HISTOIRE CONTEMPORAINE JUSQU'AU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE.

I

La fin de l'ancien régime. — La société française à la veille de la Révolution ; la réaction nobiliaire ; la prospérité économique et l'enrichissement de la bourgeoisie ; paysans et ouvriers ; les disettes. La formation de la doctrine révolutionnaire ; Rousseau, Mably, Condorcet ; influence des idées américaines. La crise financière et la nécessité des réformes : Calonne, Brienne. La révolte des privilégiés. Necker et la convocation des États généraux.

La période monarchique de la Révolution. — Les États généraux et l'Assemblée nationale constituante ; transformations politiques et sociales ; La Constitution de 1791. La monarchie constitutionnelle. Louis XVI et l'Assemblée législative. L'Europe et la Révolution ; la question polonaise ; la guerre ; les Prussiens en France. La chute de la royauté.

La République. — La Convention ; le procès de Louis XVI ; Girondins et Montagnards. La première coalition ; l'invasion ; la chute des Girondins ; les insurrections. Le gouvernement révolutionnaire ; le Comité de Salut public ; la défense nationale et la Terreur ; l'invasion repoussée ; la dictature de Robespierre. La Convention thermidorienne. Les conquêtes et les traités de Bâle. L'œuvre constitutionnelle, sociale, économique et religieuse de la Convention. Le Directoire : histoire intérieure et extérieure. Le dix-huit brumaire.

Le gouvernement consulaire et impérial. — Les Constitutions de l'an VIII et de l'an XII. Le régime consulaire ; la réorganisation administrative ; les codes ; le Concordat. Le rétablissement de la paix. L'Empire ; caractères du régime impérial ; la cour, la noblesse ; l'Université ; les travaux publics.

La politique extérieure de Napoléon I^{er}. — Les coalitions jusqu'au traité de Tilsit ; Austerlitz, Iéna, Friedland ; la Grande Armée. Le blocus continental. Transformations administratives et sociales en Europe sous l'influence des idées françaises. Les résistances nationales : la guerre d'Espagne, les réformes en Prusse.

La fin de l'Empire. — Guerre de Russie. Campagnes de 1813 et de 1814. L'abdication et le premier traité de Paris. La première Restauration. Les Cent Jours ; Waterloo. Le second traité de Paris. Le congrès de Vienne et les remaniements territoriaux en Europe.

II

L'Europe après les traités de 1815. — La Sainte Alliance ; la politique d'Alexandre I^{er} et le système de Metternich ; les révolutions et les congrès. Les premières guerres d'indépendance ; le soulèvement des colonies espagnoles d'Amérique ; l'insurrection de la Serbie ; l'indépendance de la Grèce.

La Restauration en France. — La Charte de 1814. Louis XVIII ; les institutions politiques, les partis, le régime parlementaire. La réaction : Charles X. La révolution française de 1830 ; avènement de Louis-Philippe.

L'Europe de 1830 à 1848. — La révolution de 1830 en Europe. L'insurrection polonaise et la fin du royaume de Pologne. Le soulèvement et l'organisation de la Belgique. La crise orientale. Mahmoud et Méhémet-Ali ; la question des Détroits jusqu'à la convention de 1841.

La monarchie de Juillet. — La Charte révisée ; le gouvernement de la bourgeoisie ; les insurrections républicaines. Louis-Philippe et la Chambre. La politique de Guizot ; le développement économique ; l'entente cordiale. La conquête de l'Algérie. L'opposition et la révolution de février 1848.

L'Angleterre pendant la première moitié du XIX^e siècle. — L'ancien

régime anglais. L'émancipation des catholiques et la réforme électorale de 1832. Après la réforme ; l'agitation chartiste ; l'agitation libre-échangiste ; l'agitation irlandaise. Les Anglais dans l'Inde, dans l'Afrique du Sud et en Australie.

Le développement des Etats-Unis d'Amérique. — La Constitution de 1787. L'extension territoriale et le peuplement. L'évolution politique. La question de l'esclavage et la guerre de Sécession.

Le mouvement des idées de 1815 à 1848. — Le développement des sciences. L'érudition. Le romantisme littéraire et artistique. Le catholicisme libéral. Les premiers systèmes socialistes.

6° GEOGRAPHIE (1)

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A' et B.)

LA FRANCE.

I

Rappel des notions générales sur la géographie physique de la France. (Cette partie du programme ne devra pas occuper plus de trois ou quatre classes.)

II

Etude de la France par grandes régions naturelles : géographie physique et géographie humaines (population, vie économique).

(La géographie régionale devra être étudiée en se bornant aux onze grandes régions reconnues d'une manière incontestable : Nord, Est, bassin parisien, Ouest, massif central, Sud-Ouest, Pyrénées, région méditerranéenne. Alpes, Jura, Saône et Rhône. Il conviendra de laisser de côté à ce sujet toute autre division, telle que celles des provinces, ainsi que les considérations purement géologiques.)

III

La population française : densité, natalité et mortalité ; immigration et émigration.

Vie économique de la France ; agriculture, industrie, voies de communication, commerce, marine marchande.

Etude de l'Afrique du Nord et des colonies françaises. L'Afrique occidentale et équatoriale. Madagascar. L'Indochine française. Les petites colonies. Rôle de la France et de ses colonies dans la vie économique du monde.

7° MATHÉMATIQUES

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A' et B.)

ALGÈBRE.

Equation du second degré à une inconnue. Existence des racines (on ne parlera pas des imaginaires).

Relations entre les coefficients et les racines. Signe des racines.

Etude du trinôme du second degré. Inégalité du second degré.

Problèmes du second degré.

Variation du trinôme du second degré ; représentation graphique.

Variation de la fonction $\frac{ax+b}{a'x+b'}$; représentation graphique.

Progressions arithmétiques et progressions géométriques.

Intérêts composés.

Usage des tables de logarithmes à quatre ou cinq décimales.

(1) L'épreuve de géographie comporte obligatoirement une interrogation sur la géographie des colonies françaises. (Décret du 7 août 1927.)

GÉOMÉTRIE.

(Figures dans l'espace.)

Plan et ligne droite. — Détermination d'un plan. Intersection d'un plan et d'une droite. Intersection de deux plans.

Parallélisme des droites et des plans.

Droite et plan perpendiculaires.

Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à un plan.

Angles dièdres. — Angle plan correspondant à un angle dièdre.

Plans perpendiculaires entre eux.

Projection d'une aire plane.

Symétrie par rapport à une droite, à un point, à un plan.

Angles polyèdres. — Chaque face d'un trièdre est moindre que la somme des deux autres. Limite de la somme des faces d'un trièdre ou d'un angle polyèdre convexe.

Trièdres supplémentaires.

Trièdres symétriques.

Cas d'égalité ou de symétrie des trièdres.

Sections d'angles polyèdres par des plans parallèles. Aires de ces sections.

Polyèdres. — Prisme, pyramide.

Volume des parallélépipèdes et des prismes.

Volume de la pyramide.

Volume du tronc de pyramide à bases parallèles.

Volume du tronc de prisme triangulaire.

Définition de deux prismes ou de deux pyramides semblables. Rapport de leurs volumes.

Corps ronds. — Surface cylindrique ou conique à directrice circulaire. Plan tangent. Sections parallèles au plan de la directrice.

Sphères, sections planes. Pôles, plan tangent, cône et cylindre circonscrits.

Aire latérale du cylindre et du cône de révolution.

Volume du cylindre et du cône à base circulaire.

Aire de la zone. Aire de la sphère. Volume de la sphère.

8° SCIENCES PHYSIQUES (1)

Programme de Seconde A.

(Commun aux sections A, A' et B.)

PHYSIQUE.

Divers états de la matière : exemples de solides, liquides et gaz. Passage d'un état à un autre.

Notions expérimentales de la force, du travail et de la puissance : exemples et données numériques. - Unités usuelles de force, de travail et de puissance.

Principe de la conservation du travail dans l'équilibre des machines simples : poulies, levier, plan incliné, treuil.

Énoncé — sans démonstration — des règles de composition des forces concourantes et des forces parallèles.

Pesanteur. — Poids, verticale, centre de gravité, dynamomètre, balance. - Poids spécifique des solides et des liquides : principe de la méthode du flacon.

Équilibre des liquides et des gaz. - Force exercée sur une portion de paroi : pression, unité usuelle de pression.

Principe de Pascal et variation de la pression avec la profondeur ; applications, exemples.

Pression atmosphérique. — Principe du baromètre à mercure, baromètre métallique.

Manomètre à air libre, manomètre métallique, instruments enregistreurs.

(1) L'interrogation de sciences physiques porte, par exception, sur les programmes des classes de Seconde et de Première. (Décret du 7 août 1927.)

Principe d'Archimède : application à la mesure des poids spécifiques. Corps flottants ; aéromètres à poids constant ; aérostats.

Chaleur. — Température, thermomètre à mercure, détermination des points fixes.

Notion de quantité de chaleur, mesure des quantités de chaleur par la méthode des mélanges. — Mesure des chaleurs spécifiques des solides et des liquides.

Dilatation des solides ; définition des coefficients de dilatation. — Dilatation des liquides ; dilatation absolue du mercure. Existence du maximum de poids spécifique de l'eau. — Usage des coefficients de dilatation.

Compressibilité des gaz : la loi de Mariotte donnée comme une première approximation ; mélange des gaz.

Dilatation des gaz à pression constante et variation de pression à volume constant : relation $\frac{pv}{1+\alpha t} = c^te$.

Densité des gaz (simple définition).

Fusion, point de fusion, chaleur de fusion.

Notions élémentaires sur la vaporisation des liquides. — Pression maximum des vapeurs, variation avec la température. — Evaporation, ébullition, distillation simple. Définition de la chaleur de vaporisation.

Principe de la liquéfaction des gaz : existence d'une température critique.

CHIMIE.

Eau, composition ; hydrogène, oxygène.

Air, expérience de Lavoisier, azote.

Electrolyse du chlorure de sodium ; chlore, sodium, soude caustique.

Acide chlorhydrique.

Analyse, synthèse, mélange, combinaison.

Corps simples : métalloïdes, métaux ; corps composés.

Principe de la conservation de la matière ; loi des proportions définies, lois des volumes.

Symboles, notation atomique, formules.

Soufre, anhydride sulfureux, anhydride sulfurique, acide sulfurique, acide sulfhydrique.

Acide azotique.

Ammoniaque.

Acide phosphorique, phosphore.

Charbons, carbone, anhydride carbonique et oxyde de carbone.

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A' et B.)

PHYSIQUE.

Optique. — Corps lumineux et non lumineux ; corps opaques, transparents, translucides.

Propagation rectiligne de la lumière : ombres.

Miroir plan : lois de la réflexion.

Miroirs sphériques, marche des rayons. Images, formule des miroirs déduite de la construction des images.

Définition du sinus d'un angle.

Réfraction. Lames à faces parallèles. Lois de la réfraction.

Réflexion totale.

Prisme. Etude expérimentale de la déviation ; formules.

Lentilles. Marche des rayons. Images. Formules des lentilles déduites de la construction des images. Convergence. Dioptrie (on admettra, sans démonstration, la formule donnant la distance focale en fonction de l'indice et des rayons de courbure des faces de la lentille).

Œil réduit, au seul point de vue de l'accommodation.

Loupe : puissance dans les cas simples (œil au foyer, vision à l'infini). Microscope ; grossissement commercial.

Principe de la lunette astronomique et de la lunette de Galilée : grossissement dans le cas de la vision à l'infini.

Magnétisme. — Aimants ; pôles. Expérience de l'aimant brisé. Champ magnétique : définition expérimentale. Expériences sur les spectres magnétiques.

Electricité. — Le courant électrique défini par ses propriétés. Sens. Champ magnétique terrestre. Principe de la boussole de déclinaison. du courant.

Electrolyse: loi de Faraday. Quantité d'électricité, intensité.

Définition pratique du coulomb et de l'ampère.

Chaleur dégagée dans un conducteur. — Résistance. — Ohm. — Loi de Joule.

Notions sur l'énergie. — Force électromotrice et différence de potentiel. — Le volt. — Récepteurs et générateurs. — Loi d'Ohm. — Courants dérivés.

Champ magnétique d'un courant. — Règle d'Ampère. — Solénoïde. — Galvanomètre à aimant mobile.

Action d'un champ magnétique sur un courant. — Galvanomètre à cadre mobile.

Aimantation par les champs magnétiques. — Flux magnétique.

Electro-aimants. — Principe du télégraphe.

Force électromotrice d'induction : loi fondamentale.

Machine Gramme (réceptrice et génératrice). — Téléphone.

Notions sommaires sur les piles à liquides et les accumulateurs.

CHIMIE.

Métaux.

Propriétés pratiques des métaux et des alliages.

Chlorure et carbonate de sodium. — Calcaires, chaux, plâtre.

Fer, fontes, aciers, sulfate ferreux.

Aluminium ; alumine, sulfate d'aluminium, aluns, isomorphisme.

Zinc. — Plomb.

Cuivre et alliages, sulfate de cuivre.

Propriétés de l'argent ; propriétés de l'or.

Chimie organique.

Substances organisées. Substances organiques.

Éléments qui entrent dans une substance organique.

Carbures d'hydrogène : Méthane, pétroles. — Ethylène. — Acétylène. — Gaz de l'éclairage. — Benzène.

Alcool éthylique ; fermentation alcoolique.

Acide acétique ; distillation du bois ; vinaigre, fermentation acétique.

Notions sommaires : saccharose, glucose, amidon, cellulose.

Série A'

ÉPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ; 2° Une version latine ; 3° Une épreuve de langue vivante étrangère(1) ; 4° a) Une composition de mathématiques ; b) Une composition de physique.

ÉPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS DU XVI^e OU DU XVII^e SIÈCLE.

(Même programme que celui de la classe de Première A pour les xvi^e et xvii^e siècles.)

2° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS MODERNE

(Même programme que celui de la classe de Première A pour les auteurs modernes.)

3° EXPLICATION D'UN TEXTE LATIN

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

(1) Voir les *Instructions* du 13 décembre 1928, p. 649.

4° EXPLICATION D'UN TEXTE DE LANGUE VIVANTE ETRANGERE

Les candidats ont à choisir entre les langues vivantes énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe, russe et portugais. L'épreuve a lieu selon le mode déterminé par les *Instructions du 13 décembre 1928*.

(Mêmes programmes que ceux des classes de Seconde et de Première A.)

5° HISTOIRE

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

6° GEOGRAPHIE

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

7° MATHEMATIQUES

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

8° SCIENCES PHYSIQUES

(Mêmes programmes que ceux des classes de Seconde et de Première A.)

Série B

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ; 2° Une épreuve de langue vivante étrangère ; 3° Une épreuve de seconde langue vivante étrangère ; 4° a) Une composition de mathématiques ; b) Une composition de physique.

EPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS DU MOYEN AGE OU DU XVI^e SIECLE.

(Même programme que celui de la classe de Première A pour le moyen âge et le xvi^e siècle.)

2° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS CLASSIQUE OU MODERNE

(Même programme que celui de la classe de Première A pour les auteurs classiques et modernes.)

3° EXPLICATION D'UN TEXTE DE LANGUE VIVANTE ETRANGERE

Les candidats ont à choisir, pour cette première épreuve de langue vivante, entre l'anglais et l'allemand. L'épreuve a lieu selon le mode déterminé par les *Instructions du 13 décembre 1928*, publiées page 16.

(Mêmes programmes que ceux des classes de Seconde et de Première A.)

4° EXPLICATION D'UN TEXTE D'UNE SECONDE LANGUE VIVANTE ETRANGERE

Les candidats ont à choisir, pour cette épreuve, entre les langues vivantes étrangères énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe, russe, portugais. L'épreuve a lieu selon le mode déterminé par les *Instructions du 13 décembre 1928*.

(Mêmes programmes que ceux des classes de Seconde et de Première A.)

5° HISTOIRE

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

6° GEOGRAPHIE

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

7° MATHEMATIQUES

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

8° SCIENCES PHYSIQUES

(Mêmes programmes que ceux des classes de Seconde et de Première A.)

SECONDE PARTIE

Philosophie

(Programmes de la classe de Philosophie.)

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une dissertation philosophique (1) ;
2° Une composition de sciences physiques et naturelles (2).

EPREUVES ORALES : 1° PREMIERE INTERROGATION DE PHILOSOPHIE.

(Programme obligatoire.)

N. B. — L'ordre adopté dans le programme n'enchaîne pas la liberté du professeur ; il suffit que les questions indiquées au programme obligatoire soient toutes traitées.

Introduction. — Caractère général de la philosophie.

PSYCHOLOGIE.

Objet de la psychologie. Caractères des faits psychologiques ; leurs relations avec les faits physiologiques. Le point de vue introspectif et le point de vue objectif.

Sensations et images. La perception. L'étendue. L'idée d'objet.

L'association des idées. La mémoire. L'imagination.

L'attention.

L'abstraction et la généralisation. Rôle des signes. Rapports du langage et de la pensée.

Le jugement et le raisonnement.

Sensibilité et activité. Les tendances et les mouvements.

Les plaisirs et les douleurs d'ordre physique et d'ordre moral. Les émotions. Les passions.

L'instinct. L'habitude. La volonté.

Conscience, inconscience, personnalité.

Problèmes métaphysiques posés par la psychologie : la raison, la liberté.

LOGIQUE.

Les procédés généraux de la pensée : intuition et connaissance immédiate, raisonnement et connaissance discursive. Déduction et induction. Analyse et synthèse.

La science et l'esprit scientifique.

Les mathématiques : objet et méthode. Leur rôle actuel dans l'ensemble des sciences.

Les sciences expérimentales : l'établissement des faits ; la découverte et la vérification des lois ; les principes, les théories.

Quelques exemples des grandes théories de la physique, de la chimie ou de la biologie modernes.

Les sciences morales ; le rôle de l'histoire et de la sociologie.

MORALE.

Le problème moral. La morale et la science.

La conscience morale : sa nature et sa valeur.

Le devoir et le droit. La responsabilité.

La justice et la charité.

Les grandes conceptions de la vie morale. (Il est entendu qu'il s'agit uniquement de caractériser les grandes tendances morales et que l'histoire n'interviendra que pour fournir des exemples.)

(1) Il est donné trois sujets, entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

(2) Il y a une composition de sciences physiques (physique ou chimie) et une composition de sciences naturelles. Pour chacune d'elles, trois sujets au choix. La composition de sciences physiques porte sur des questions de cours. Elle peut comprendre au besoin une application numérique simple relative à ces questions, à l'exclusion de tout problème proprement dit, c'est-à-dire de tout exercice résultant de la combinaison de plusieurs lois physiques. (Circul. du 20 décembre 1904 et du 24 mars 1905.)

La morale et la vie personnelle. La vie du corps et la vie de l'esprit. La dignité individuelle. Rapports de la moralité personnelle et de la vie sociale.

La morale et la vie domestique. La famille. La morale et la crise de la natalité.

La morale et la vie économique. La division du travail. La solidarité. La profession. La question sociale.

La morale et la vie politique. Liberté et égalité. L'Etat. La loi. Droits et devoirs civiques.

La Patrie. La morale et les relations internationales.

L'Humanité. Devoirs envers l'homme sans considération de race. Devoirs des nations colonisatrices.

PHILOSOPHIE GÉNÉRALE; LES GRANDS PROBLÈMES MÉTAPHYSIQUES.

Les théories de la connaissance. Les principes de la raison.

La valeur de la science et l'idée de la vérité.

L'espace et le temps. La matière. La vie.

L'esprit. La liberté.

Dieu.

2° DEUXIÈME INTERROGATION DE PHILOSOPHIE

(Programme à option.)

REMARQUE 1. — Le professeur devra choisir trois articles dans le programme suivant, qui comprend d'une part les questions complémentaires, d'autre part une liste des textes d'auteurs philosophiques à expliquer.

REMARQUE 2. — Les articles choisis par le professeur pourront être, tous les trois, des textes. L'un des trois au moins devra être un texte.

REMARQUE 3. — Quant aux questions complémentaires, il ne devra pas être consacré plus de six leçons à l'enseignement de chacune d'elles.

REMARQUE 4. — Une note écrite indiquant le ou les textes expliqués, et, s'il y a lieu, les questions complémentaires choisies, avec l'indication très sommaire des points étudiés, devra être remise à l'examineur par le candidat au baccalauréat ou figurer sur le livret scolaire.

1° QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES.

1. Histoire de la philosophie, sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

a) Tableau d'ensemble indiquant la succession et les relations des doctrines et des écoles ;

b) Exposé historique, soit d'un grand problème, soit d'une grande doctrine, soit d'une grande époque de la philosophie.

2. Notions de psychologie expérimentale. Par exemple : ce qu'on fait dans un laboratoire de psychologie ; les tests ; les applications actuelles de la psychologie.

3. Notions de psychologie pathologique. Par exemple : les troubles de la personnalité ; les maladies du langage.

4. Notions d'esthétique.

5. Notions de logique formelle.

6. Notions de la science du langage. Par exemple : l'évolution des langues ; linguistique générale.

7. Notions de sociologie.

2° AUTEURS PHILOSOPHIQUES.

Platon : *Phédon*, *Gorgias*, Un livre de la *République*.

Aristote : un livre de la *Morale à Nicomaque*. Un livre de la *Politique*.

Epictète : *Entretiens* (un livre).

Marc-Aurèle : *Pensées*.

Lucrèce : *De Natura rerum*, livre II ou livre V.

Descartes : *Discours de la Méthode*, *Méditations*, *Les Principes*, livre I.

Pascal : *Pensées* et opuscules.

Malebranche : *De la recherche de la vérité*, livre I ou II. — *Entretiens sur la métaphysique*. — *Traité de morale*.

Spinoza : *Ethique* (un livre).

Leibniz : *Nouveaux essais*, avant-propos et livre premier. — *Théodicée* (Extraits). — *Monadologie*. — *Discours de métaphysique*.

Berkeley : *Dialogues entre Hylas et Philonoüs*. — *Traité sur les principes de la connaissance*.

Hume : *Traité de la nature humaine* (un livre).

Condillac : *Traité des sensations*, livre I.

J.-J. Rousseau : *Contrat social* (un livre). — *La profession de foi du Vicaire savoyard*.

Kant : *Critique de la raison pure* (préface de la 2^e édition). — *Fondement de la métaphysique des mœurs*.

A. Comte : *Cours de philosophie positive*, 1^{re} et 2^e leçons. — *Discours sur l'esprit positif*.

Renan : *L'avenir de la science* (extraits).

Cl. Bernard : *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale*, 1^{re} partie.

Stuart Mill : *L'Utilitarisme*.

Spencer : *Les premiers principes* (1^{re} partie). — *Introduction à la science sociale*.

Cournot : *Matérialisme, Vitalisme, Rationalisme*.

3° INTERROGATION SUR LE PROGRAMME D'ETUDES LITTÉRAIRES

Le professeur aura toute liberté pour organiser les études littéraires de cette classe, et complétera en particulier l'étude des écrivains français par quelques aperçus sur la littérature contemporaine.

Il puisera, à son gré, dans la liste des auteurs de la classe de Première, auxquels il pourra ajouter les textes suivants :

Pour le latin :

Sénèque : Extraits des *Lettres à Lucilius* et des traités de morale.

Pour le grec :

Théocrite : Idylles choisies.

Thucydide : Extraits.

Aristote : Extraits de la *Rhétorique* et de la *Poétique*.

4° HISTOIRE

HISTOIRE CONTEMPORAINE DEPUIS LE MILIEU DU XIX^e SIÈCLE.

I

La révolution de 1848 et la réaction en France jusqu'au 2 décembre 1851.

La révolution de 1848 et la réaction en Europe : Allemagne, Autriche, Italie.

La France sous le Second Empire. — La Constitution de 1852. L'empire autoritaire, l'empire libéral. Le développement économique et la société. La politique extérieure de Napoléon III et les traités de 1815 ; politique méditerranéenne ; politique coloniale.

La question d'Orient. — La guerre de Crimée et le Congrès de Paris. La neutralisation de la Mer Noire.

La formation de l'unité italienne. Victor-Emmanuel II et Cavour. Le royaume d'Italie. La question romaine ; Pie IX : le syllabus et le concile du Vatican ; la loi des garanties.

La formation de l'unité allemande. — La politique de Bismarck ; la guerre de 1866 ; la Confédération de l'Allemagne du Nord. La guerre de 1870-1871. L'empire allemand.

L'Autriche après 1852. — Le régime absolutiste. La question des nationalités : unitarisme ou fédéralisme. Le compromis austro-hongrois. Le mouvement slave.

La Russie après la guerre de Crimée. — Les réformes libérales d'Alexandre II. L'insurrection polonaise de 1863 ; le retour à l'absolutisme et les partis d'opposition. La politique de russification.

II

La France sous la troisième République. — L'Assemblée nationale, la Constitution de 1875. L'affermissement du régime républicain; les lois scolaires; les crises intérieures et les partis politiques; le gouvernement des radicaux. L'œuvre économique et sociale de la troisième République. Le mouvement intellectuel et artistique.

L'empire colonial de la France depuis 1870. — Sa formation, son organisation.

L'Angleterre depuis le milieu du XIX^e siècle. — L'évolution vers la démocratie; les lois électorales. L'évolution économique et sociale. La question irlandaise.

L'empire colonial britannique depuis le milieu du XIX^e siècle. — Son développement. Les dominions et les tentatives d'organisation impériale. Les mouvements nationaux.

L'empire allemand après 1871. — Le gouvernement de Bismarck; le gouvernement de Guillaume II; expansion économique et politique mondiale. Le pangermanisme. La question d'Alsace-Lorraine et la question polonaise.

Les Etats-Unis depuis la guerre de Sécession. — Le régime politique. L'immigration; les transformations économiques. L'expansion dans le Pacifique; les Etats-Unis et l'Amérique latine.

Les relations internationales de 1871 à 1904. — L'entente des trois empereurs et la crise de 1875. La crise orientale; la conférence de Londres, la guerre des Balkans et le congrès de Berlin. L'alliance austro-allemande de 1879; la triple alliance de 1882. La question d'Egypte. Le partage de l'Afrique et la conférence de Berlin. Le développement de la triple alliance et l'alliance franco-russe. La rivalité coloniale anglo-française; l'entente de 1904.

La question d'Extrême-Orient. — La civilisation chinoise. Les Européens en Chine, les premiers conflits. La civilisation japonaise; l'ère nouvelle. La guerre sino-japonaise et ses conséquences. La guerre russo-japonaise. La république chinoise.

Les relations internationales de 1905 à 1914. — Triple alliance et triple entente. La question marocaine. La politique orientale de l'Autriche et de l'Italie; les guerres balkaniques; la crise serbe.

La guerre de 1914 à 1918. — Les belligérants; les principaux théâtres d'opérations et les principales phases; les transformations de l'armement et de la tactique. La révolution russe de 1917. L'intervention des Etats-Unis. Les traités et les remaniements territoriaux. La Société des nations.

Les premières conséquences de la guerre. — La reconstitution de la Pologne. Les nouveaux Etats de l'Europe centrale. La nouvelle organisation de l'Allemagne. La question russe. La question turque. Le bouleversement économique et social.

LES INSTITUTIONS ACTUELLES DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le pouvoir constituant et la procédure de révision. La souveraineté populaire; le régime électoral.

Les libertés publiques : liberté individuelle, liberté de la presse, liberté de réunion et d'association.

Les pouvoirs publics. — Le Président de la République. Les ministres. Les Chambres. Le Conseil d'Etat.

L'organisation départementale et communale.

Les grands services publics. — Grands traits de l'organisation judiciaire (juridictions civiles, répressives, administratives et commerciales). L'organisation militaire.

5^e GEOGRAPHIE

L'exposé de la géographie physique précédera naturellement toute étude économique : le professeur aura toute liberté de grouper plusieurs Etats, par exemple d'exposer la géographie physique de l'Europe centrale, ou encore de réserver l'étude du Canada pour la joindre à celle des Etats-Unis.

I. — LES PRINCIPALES PUISSANCES ÉCONOMIQUES DU MONDE.

L'empire britannique : les Iles Britanniques, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, l'Afrique australe, l'Inde.

Le rôle économique de la Belgique et des Pays-Bas. — Le Congo belge, les Indes néerlandaises.

L'Allemagne.

Le rôle économique de la Suisse. Les percées alpines.

Les Etats danubiens. (On se bornera à monter la situation économique créée par le démembrement de l'Autriche-Hongrie.)

L'Italie.

La Pologne.

La Russie d'Europe et d'Asie.

La Chine et le Japon.

Les Etats-Unis.

La république Argentine et le Brésil.

II. — LA VIE ÉCONOMIQUE DU GLOBE.

Les grandes voies ferrées. Les grands courants de navigation. Les canaux interocéaniques. Les transports aériens. Les communications télégraphiques.

6° MATHEMATIQUES ET COSMOGRAPHIE (1)

Exercices sur les programmes de Seconde et de Première.

COMPLÉMENTS D'ALGÈBRE.

Dérivée. Signification géométrique. Le signe de la dérivée indique le sens de la variation. Application à l'étude de quelques fonctions très simples.

Fonction primitive. — Utilisation pour le calcul de certaines aires (on admettra la notion d'aire).

COSMOGRAPHIE.

Système de Copernic.

Le soleil : dimensions, distance à la terre. Notions sommaires sur sa constitution physique. La rotation, les taches du soleil.

Notions sommaires sur les planètes.

La terre. Forme et dimensions. Rotation. Pôles. Equateur. Méridiens, parallèles. Longitude et latitude.

La lune. Mouvement. Constitution physique.

Comètes. Etoiles filantes. Bolides.

Etoiles. Nébuleuses. Voie lactée.

7° SCIENCES PHYSIQUES

PHYSIQUE.

Enregistrement graphique, chronophotographie.

Chute des corps dans le vide et dans l'air, étude expérimentale.

Pendule, étude expérimentale, formule (sans démonstration). — Principe de la mesure de g .

Energie. — Diverses formes d'énergie (mécanique, thermique, électrique, chimique) ; leurs transformations mutuelles. — Equivalent mécanique de la calorie : principe de l'expérience de Joule. — Principe de la conservation de l'énergie.

Machines thermiques : rendement.

Mouvements périodiques. — Le son est dû à un mouvement vibratoire. — Démonstration expérimentale de la propagation d'un mouvement vibratoire. — Longueur d'onde. — Vitesse du son.

Réflexion des ondes ; nœuds et ventres. — Existence des phénomènes d'interférence.

(1) Des exercices sur les programmes de Seconde et de Première ont été prévus dans le programme de la classe de Philosophie. Ils ont pour but de mettre les élèves en état de recevoir l'enseignement portant sur les compléments d'algèbre. Ce sont ces compléments qui, avec la cosmographie, font l'objet de l'interrogation prévue par le décret du 7 août 1927. (Circulaire du 6 février 1930.)

Qualités physiologiques du son, leur interprétation physique.

Sons musicaux : intervalles, harmoniques.

Résonances. — Résonateurs, caisses de résonance, tuyaux sonores.

Etude sommaire des cordes vibrantes.

Analogies de la lumière et du son. — Hypothèse des vibrations lumineuses : vitesse de propagation, période, longueur d'onde. — Qualités physiologiques de la lumière. — Etude sommaire des radiations de l'infra-rouge à l'ultra-violet. — Photographie.

Electricité. — Notions sur le condensateur. — Notions sur les courants alternatifs et les oscillations électriques. — Transformateurs. — Bobine d'induction.

Décharges à travers les gaz. — Rayons cathodiques. — Rayons X. Principe de la télégraphie sans fil.

CHIMIE.

Généralités sur les combinaisons chimiques.

Mélanges et corps purs. — Analyse immédiate.

Lois des combinaisons en poids et en volumes.

Notions sommaires sur le système des poids atomiques et des poids moléculaires. — Formules. — Notion de valence.

Acides, bases, sels, lois de Berthollet.

Chimie organique.

Principes de l'analyse organique. — Synthèse : exemples.

La fonction en chimie organique.

Etude sommaire de quelques corps au point de vue fonctionnel : alcool éthylique, éther ordinaire, aldéhyde acétique, acide acétique.

Ethers-sels, chlorure d'éthyle, corps gras : glycérine.

Benzine, phénol, acide picrique, aniline.

8° SCIENCES NATURELLES

I. — ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE ANIMALES.

Introduction. — La cellule animale. La différenciation cellulaire. Principaux tissus.

Etude spéciale des fonctions chez l'Homme,

Fonctions de relation.

Le squelette. — Structure, composition chimique et accroissement des os. Description sommaire des différentes parties du squelette.

Les muscles. — Forme, structure, propriétés physiologiques des muscles. Analyse expérimentale de la contraction musculaire. Chaleur et travail musculaire. Les sources de l'énergie musculaire. Le larynx et la voix.

Le système nerveux. — Anatomie sommaire du système cérébro-spinal. Le neurone. Principales fonctions de la moelle épinière et de l'encéphale ; rôle des nerfs.

Les systèmes sympathique et parasympathique. Leurs fonctions.

Les organes des sens. — La peau et ses différentes fonctions. L'odorat et le goût. L'œil, la vision, les principales anomalies de la vision. Notions sommaires sur l'oreille.

Fonctions de nutrition.

La digestion. — Anatomie de l'appareil digestif. Les aliments. Action des sucs digestifs sur les aliments. Le pancréas et le foie ; leur structure et leurs fonctions.

La circulation. — Le sang, sa composition, rôle de ses diverses parties. Description sommaire de l'appareil circulatoire. Mécanisme de la circulation ; action du cœur ; rôle des vaisseaux ; la pression artérielle.

La lymphe. — Sa composition ; son rôle. Appareil circulatoire et circulation lymphatiques.

Immunité ; vaccination ; sérothérapie.

L'absorption.

La respiration. — Anatomie de l'appareil respiratoire. Ventilation pulmonaire. Echanges gazeux dans les poumons. Respiration des tissus. Asphyxie.

La désassimilation. — Produits de désassimilation. Structure du rein ; l'urine.

Les réserves nutritives. — Réserves d'hydrocarbures ; glycogène hépatique et musculaire. Réserves de graisses, d'albumine et de matières minérales.

Résumé de la nutrition. Le bilan nutritif, les rations alimentaires.

La chaleur animale. Quantités de chaleur produites. Sources de la chaleur animale. Régulation thermique.

Notions sur les sécrétions internes ; leur rôle dans la coordination des fonctions de nutrition.

N. B. — Les notions purement anatomiques et histologiques seront réduites au *minimum*. Dans le développement du programme, le professeur pourra suivre un ordre différent de celui indiqué.

II. — ANATOMIE ET PHYSIOLOGIE VÉGÉTALES.

Introduction. — La cellule et les principaux tissus végétaux.

Etude spéciale des principales fonctions chez les Phanérogames.

Fonctions de nutrition. — Forme, structure et croissance de la racine, de la tige et de la feuille.

Les aliments des végétaux. Absorption de l'eau et des sels minéraux ; leur circulation. Transpiration. Respiration.

La chlorophylle. Assimilation chlorophyllienne à partir du gaz carbonique. Produits de l'assimilation chlorophyllienne. Les sources de l'azote. Migration des substances élaborées.

Nutrition des plantes sans chlorophylle ; saprophytisme ; parasitisme et symbiose. Les réserves.

Fonctions de reproduction. — La fleur. Enveloppes florales ; étamines, pistil. Fécondation. Transformation de l'ovule en graine.

Le fruit et la graine mûre. Germination de la graine. Développement de la plantule.

Principaux modes de reproduction des Cryptogames, à l'aide d'exemples choisis parmi les Champignons, les Algues, les Mousses, les Fougères et les Sélaginelles.

Comparaison des modes de reproduction chez les Phanérogames et chez les groupes supérieurs des Cryptogames.

N. B. — Même observation que pour l'étude de l'anatomie et de la physiologie animales.

III. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES ÊTRES VIVANTS.

Comparaison des cellules animales et des cellules végétales : fonctions communes à toutes les cellules. Caractères de la vie.

IV. — EVOLUTION DES ÊTRES VIVANTS.

Etude de quelques exemples de faits paléontologiques ; développement des Reptiles ; apparition des Oiseaux, ancêtres du Cheval. Plantes fossiles.

Indication de quelques exemples au choix, tirés de l'anatomie, de l'embryologie et de la distribution géographique, servant de base à l'étude de l'évolution des êtres vivants.

9° INTERROGATION DE LANGUE VIVANTE ETRANGERE

Les candidats ont à choisir entre les langues vivantes énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe, russe et portugais.

AUTEURS

Extraits des principaux romanciers, poètes, historiens, critiques, philosophes et écrivains politiques des XIX^e et XX^e siècles.

Ou l'un des ouvrages suivants :

LANGUE ALLEMANDE.

Lessing : Extraits des ouvrages de critique.
Goethe : *Mémoires* (extraits). — *Campagne de France*. — *Faust*
(1^{re} partie).
Heine : Extraits de prose.

LANGUE ANGLAISE.

Shakespeare : *Hamlet*.
Milton : *Paradise Lost* (extraits).
Bacon : *Essays*.
Carlyle : *Heroes and Hero Worship*.
Ruskin : Extraits.
Emerson : Extraits.
Stuart Mill : *Autobiography* (extraits).

LANGUE ITALIENNE.

Dante : Episodes du *Purgatoire* et du *Paradis*.
Machiavel : *Il Principe*.
Foscolo : Choix de poésies.
Leopardi : *Operette morali*.
Carducci : *Letture del Risorgimento Italiano*.

LANGUE ESPAGNOLE.

R. Menéndez Pidal : *Prosistas castellanos*.
Calderón : *La vida es sueño*.
J. Cadalso : *Cartas marruecas*.
Angel Ganivet : *Idearium español*.
Eusebio Blasco : *Mis contemporáneos*.
Rafael Altamira : *Historia de la civilización española* (Manuel Soler).
Extraits des Mystiques espagnols.
Anthologie des poètes espagnols contemporains.

Mathématiques

(Programmes de la classe de Mathématiques.)

EPREUVES ÉCRITES (1) : 1° Une composition de mathématiques ;
2° Une composition de sciences physiques (2) ; 3° Une dissertation philosophique.

EPREUVES ORALES : 1° MATHÉMATIQUES (3).

ARITHMÉTIQUE.

I. — Numération décimale. — Addition, soustraction, multiplication et division des nombres entiers. Théorèmes fondamentaux concernant ces opérations. Explication des règles pratiques pour effectuer ces opérations.

Restes de la division d'une somme, d'une différence, d'un produit par un nombre. Application à la division par 2, 5, 4, 25, 8, 125, 9, 3, 11. Caractères de divisibilité par chacun de ces nombres.

P. G. C. D. de deux ou de plusieurs nombres. Nombres premiers entre eux. Propriétés du P. G. C. D. Conséquences relatives à la divisibilité.

P. P. C. M. de deux ou de plusieurs nombres.

Définition et propriétés élémentaires des nombres premiers. Décomposition d'un nombre entier en un produit de facteurs premiers. Application aux diviseurs et aux multiples.

(1) Il est donné trois sujets, entre lesquels les candidats ont le droit de choisir.

(2) Il s'agit non de la physique proprement dite mais bien des *sciences physiques* en général. Dans ces conditions, la composition dont il s'agit peut comprendre à la fois une question de physique et une question de chimie. (*Circulaire du 12 février 1905*.)

(3) Dans la série *Mathématiques*, les interrogations de mathématiques, de sciences physiques et de sciences naturelles peuvent donner lieu à des questions sommaires sur l'histoire de ces sciences. (*Décret du 7 août 1927*.)

II. — Rapport de deux grandeurs de même espèce. — Mesure des grandeurs et notion de fraction.

Propriétés des fractions. Opérations. Cas des fractions décimales. Nombres décimaux.

Le rapport de deux grandeurs de même espèce est égal au quotient des nombres qui les mesurent.

Grandeurs directement et inversement proportionnelles.

Système métrique.

III. — Calcul d'un quotient à une approximation décimale donnée. — Réduction d'une fraction ordinaire en fraction décimale. Condition de possibilité. Fractions décimales périodiques.

Carré d'un nombre entier ou fractionnaire. Composition du carré de la somme de deux nombres. Le carré d'une fraction n'est jamais égal à un nombre entier. Définition et extraction de la racine carrée d'un nombre entier ou fractionnaire à une approximation décimale donnée.

Définition de l'erreur absolue et de l'erreur relative. Exercices.

ALGÈBRE.

Nombres positifs et nombres négatifs. Opérations sur ces nombres. Monômes, polynômes. Addition, soustraction, multiplication, division des monômes et des polynômes.

Principes relatifs à la résolution des équations.

Equations du premier degré.

Equations du second degré à une inconnue (on ne parlera pas des imaginaires). Equations simples qui s'y ramènent.

Inégalités du premier et du second degré.

Progressions arithmétiques et progressions géométriques.

Logarithmes vulgaires. Usage des tables à quatre ou cinq décimales.

Intérêts composés et annués.

Coordonnées d'un point. Représentation d'une droite par une équation du premier degré. Coefficient angulaire d'une droite. Construction d'une droite donnée par son équation.

Variations et représentations graphiques des fonctions

$$ax+b, \quad \frac{ax+b}{ax^2+bx+c}, \quad ax^2+bx+c, \quad ax^4+bx^2+c.$$

Dérivée. Signification géométrique. — Dérivée d'une somme, d'un produit, d'un quotient, de la racine carrée, d'une fonction, de $\sin x$, $\cos x$, $\lg x$, $\cotg x$.

Application à l'étude de la variation, à la recherche des maxima et des minima de quelques fonctions simples, en particulier des fonctions de la forme

$$\frac{a'x^2+b'x+c'}{ax^2+bx+c}, \quad ax^3+bx^2+cx+d,$$

où les coefficients ont des valeurs numériques.

Exemples numériques de fonctions simples tirées des fonctions précédemment étudiées où la variable est une fonction trigonométrique.

Fonction primitive. Utilisation pour le calcul de certaines aires (on admettra la notion d'aire).

TRIGONOMÉTRIE.

Orientation relative de deux vecteurs portés par des droites parallèles, de deux angles d'un même plan. — Rapport de ces grandeurs.

Extension de la notion d'arc et d'angle. — Fonctions circulaires (sinus, cosinus, tangente et cotangente). — Relations entre les fonctions circulaires d'un même arc.

Calcul des fonctions circulaires de quelques arcs : $\frac{\pi}{4}$, $\frac{\pi}{3}$ etc.

Théorie des projections. Somme géométrique des vecteurs.

Formules d'addition pour le sinus, le cosinus et la tangente.

Expressions de $\sin 2a$, $\cos 2a$, $\lg 2a$.

Toutes les fonctions circulaires de l'arc a s'expriment rationnellement en fonction de $\operatorname{tg} \frac{a}{2}$.

Transformer en produit la somme ou la différence de deux fonctions circulaires, sinus, cosinus, tangente. — Problème inverse.

Usage des tables de logarithmes à quatre ou cinq décimales.

Exercices sur la résolution et la discussion de quelques équations trigonométriques simples.

Relations entre les côtés et les angles d'un triangle. Résolution des triangles.

GÉOMÉTRIE.

I. — *Transformations des figures.* — Déplacements. — Translation. — Rotation.

Symétries.

Homothétie et similitude.

Puissance d'un point par rapport à un cercle ou à une sphère. Axes radicaux. Plans radicaux.

Polaire d'un point par rapport à deux droites.

Polaire d'un point par rapport à un cercle. Plan polaire d'un point par rapport à une sphère.

Inversion. — Projection stéréographique.

II. — *Coniques.* — Ellipse. Cercles directeurs. Intersection d'une ellipse et d'une droite. Tangentes. Equation de l'ellipse rapportée à ses axes. Ellipse et cercle considérés comme projections l'un de l'autre. Applications.

Hyperbole. Cercles directeurs. Intersection d'une hyperbole et d'une droite. Tangentes. Asymptotes. Equation de l'hyperbole rapportée à ses axes.

Parabole. — Intersection d'une parabole et d'une droite. Tangentes. Equation de la parabole rapportée à l'axe et à la tangente au sommet.

Définition commune de ces courbes au moyen d'un foyer et d'une directrice.

Sections planes d'un cône ou d'un cylindre de révolution.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE ET GÉOMÉTRIE COTÉE.

Représentation du point, de la droite, du plan. Droites concourantes. Droites parallèles. Plans parallèles.

Intersection de droites et de plans. Application à la représentation des prismes et des pyramides.

Droites et plans perpendiculaires.

Changement de plan, rotation, rabattement.

Application aux distances et aux angles. Distance de deux points, d'un point à une droite, d'un point à un plan. Angle de deux droites, d'une droite et d'un plan, de deux plans.

CINÉMATIQUE.

Relativité du déplacement. Trajectoire.

Mouvement rectiligne. — Mouvement uniforme, vitesse numérique. Mouvement varié, vitesse numérique moyenne, vitesse numérique à un instant donné. Accélération numérique. Mouvement uniformément varié.

Mouvement curviligne. — Equation horaire, vitesse et accélération numériques.

Vecteur vitesse. — Vitesse moyenne, vitesse à un instant donné définies comme vecteurs.

Mouvement circulaire. — Vitesse angulaire, relation avec la vitesse numérique. Vecteur vitesse. Vecteur accélération. Mouvement circulaire uniforme. Mouvement sinusoïdal.

Composition des vitesses.

STATIQUE.

Point matériel. — Inertie. Force, sa représentation par un vecteur. Masse. Indépendance des effets des forces. Composition des forces.

Equilibre d'un point matériel libre. Equilibre d'un point matériel sur une droite ou sur un cercle, sur un plan ou sur une sphère. Cas du frottement.

Moment d'une force par rapport à un point ou par rapport à une droite. Théorème de Varignon.

Forces appliquées à un corps solide. — Forces parallèles. Centre des forces parallèles. Centre de gravité, exemples simples : triangle, trapèze, prisme, pyramide.

Réduction des forces appliquées à un corps solide à deux forces. Application à l'équilibre d'un corps solide soumis à trois forces, à des forces parallèles, à des forces situées dans le même plan.

Notion de couple.

Equilibre d'un corps solide assujéti à reposer sur un plan fixe. Equilibre d'un corps solide mobile autour d'un axe ou d'un point fixe (fixité réalisée par une articulation cylindrique ou sphérique).

Machines simples à l'état de repos. — Levier, treuil, poulie fixe et poulie mobile. Plan incliné.

COSMOGRAPHIE.

Sphère céleste. — Distance angulaire. — Hauteur et distance zénithale. — Théodolite.

Lois du mouvement diurne. — Méridien. — Pôle. Jour sidéral. — Ascension droite et déclinaison. Lunette méridienne.

Terre. — Coordonnées géographiques.

Dimensions et relief de la terre.

Mappemonde. — Cartes.

Soleil. — Mouvement propre apparent sur la sphère céleste. Ecliptique. — Inégalité des jours et des nuits aux diverses latitudes. Saisons. Année tropique et année sidérale.

Heure sidérale, heure moyenne, heure légale.

Calendriers julien et grégorien.

Lune. — Mouvement propre apparent sur la sphère céleste. — Phases.

Rotation. — Variations du diamètre apparent.

Eclipses de lune et de soleil.

Planètes. — Système de Copernic. — Lois de Képler. — Loi de Newton et ses conséquences.

Notions sommaires sur les distances, les dimensions, la constitution physique du soleil, des planètes et de leurs satellites.

Comètes. — Etoiles filantes. — Bolides.

Etoiles. — Constellations. — Nébuleuses. — Voie lactée.

2° SCIENCES PHYSIQUES

PHYSIQUE.

Procédés d'enregistrement graphique. — Chronophotographie.

Chute des corps dans le vide et dans l'air. Etude expérimentale directe de la chute libre.

Lois de la dynamique: vérification expérimentale. — Définition de la masse. — Enoncé de la relation générale entre la force, la masse et l'accélération. Application au mouvement circulaire uniforme et au mouvement sinusoïdal. Résistance de l'air : existence d'une vitesse limite. — Principe des aéroplanes.

Unités de mesures. — Unités fondamentales et unités dérivées. — Systèmes C. G. S. et M. T. S. et système métrique.

Pendule simple : lois du petit mouvement du pendule. — Pendule composé : existence d'un pendule simple synchrone (sans calcul). — Mouvements analogues au petit mouvement du pendule. — Champ de pesanteur. — Mesure de g ; variations de g .

Energie. Enoncé du théorème des forces vives. — Applications : volant, marteau. Diverses formes d'énergie (mécanique, thermique, électrique, chimique), leurs transformations mutuelles.

Equivalence de la chaleur et du travail : expérience de Joule. Principe de la conservation de l'énergie.

Principe de la machine à vapeur et des moteurs à explosion (sans description détaillée). Indicateur de Watt.

Rendement d'une machine thermique. — Simple énoncé du principe et du théorème de Carnot.

Changements d'état. — Equilibre entre les divers états d'un corps pur : diagrammes.

Réseaux d'isothermes. — Cas d'un gaz parfait. — Expérience d'Andrews ; point critique. Continuité de l'état liquide et de l'état gazeux.

Mouvements vibratoires. — Le son est dû à un mouvement vibratoire. — Propagation d'un mouvement vibratoire. — Longueur d'onde. — Vitesse de propagation du son.

Interférences. — Réflexion des ondes, ondes stationnaires : nœuds et ventres.

Qualités physiologiques du son, leur interprétation physique. — Sons musicaux : intervalles, harmoniques. — Gamme de Zarlin, gamme tempérée.

Résonance. — Tuyaux sonores (étude sommaire). — Timbre des sons.

Etude sommaire des cordes vibrantes.

Hypothèse des vibrations lumineuses. — Lumière monochromatique : période, vitesse de propagation, longueur d'onde.

Principe des interférences : expériences du biprisme et des trous d'Young.

Dispersion : spectroscopie. — Etude du spectre de l'infra-rouge à l'ultra-violet. — Photographie.

Electricité. — Notions élémentaires sur le condensateur : capacité, farad.

Notions élémentaires sur les courants alternatifs : leur production, leurs propriétés, leur utilisation. — Définition expérimentale de l'intensité efficace, de la force électromotrice efficace, de la puissance moyenne d'un courant alternatif. — Exposer — sans calcul — l'influence de la self-induction et de la capacité : définition du facteur de puissance.

Principe des alternateurs monophasés et polyphasés.

Transformateurs. — Bobine d'induction.

Décharge électrique dans les gaz. — Rayons cathodiques et rayons X.

Oscillations électriques. — Propagation des ondes électriques : principe de la télégraphie sans fil.

Hypothèse de l'identité des oscillations électriques et des oscillations lumineuses.

CHIMIE.

Généralités sur les combinaisons chimiques.

Analyse immédiate.

Principe de l'analyse gravimétrique et de l'analyse volumétrique (chlorure d'argent, sulfate de baryum, acidimétrie et alcalimétrie).

Lois des combinaisons en poids et en volumes.

Système de nombres proportionnels. — Notation chimique. — Formules.

Définition chimique du système des masses moléculaires et des masses atomiques.

Lois physiques auxquelles ces masses obéissent : Avogadro, Raoult, Mitscherlich, Dulong et Petit. Application de ces lois.

Notion de valence.

Acides, bases, sels, lois de Berthollet.

Caractères des oxydes, sulfures, chlorures, sulfates, azotates et carbonates.

Chimie organique.

Principe de l'analyse organique. — Synthèse : exemples. — Formules développées.

La fonction en chimie organique (chaque fonction sera définie et étudiée à sa place, sur un exemple particulier).

Carbures d'hydrogène. — Dérivés halogénés : chlorure de méthyle.

Etude sommaire de l'alcool éthylique au point de vue fonctionnel.
— Ether ordinaire, aldéhyde éthylique, acétone, méthylamines.

Etude sommaire de l'acide acétique au point de vue fonctionnel :
chlorure et anhydride.

Ethers-sels.

Notions sommaires sur la fonction amide : urée. — Cyanogène et
acide cyanhydrique au point de vue fonctionnel.

Glycérine. — Corps gras, bougies, savons.

Carbures benzéniques. — Phénol, acide picrique, aniline.

NOTE. — Dans cette classe, un certain nombre d'exercices pratiques porteront sur la révision des questions les plus importantes de Seconde et de Première.

3° SCIENCES NATURELLES

(Même programme qu'en Philosophie.)

4° PHILOSOPHIE

(Le programme de logique et de morale de la classe de Philosophie.)

5° HISTOIRE

(Même programme qu'en Philosophie.)

6° GEOGRAPHIE

(Même programme qu'en Philosophie.)

7° LANGUE VIVANTE ETRANGERE

(Même programme qu'en Philosophie.)

RÉGIME DE 1927

modifié par les décrets des 2 octobre 1931 et 25 août 1933 et par les arrêtés des 30 avril et 6 octobre 1931

PREMIÈRE PARTIE

Série A

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ; 2° Une version latine ; 3° Une version grecque ; 4° Une composition de mathématiques.

MATHEMATIQUES

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A' et B.)

ALGÈBRE.

(Même programme qu'en 1927.)

GÉOMÉTRIE.

(Figures dans l'espace.)

Plan et ligne droite. — Détermination d'un plan et d'une droite.

Intersection de deux plans.

Parallélisme des droites et des plans.

Droite et plan perpendiculaires.

Propriétés de la perpendiculaire et des obliques menées d'un même point à un plan.

Angles dièdres. Angle plan correspondant à un angle dièdre.

Plans perpendiculaires entre eux.

Projection de l'aire d'un polygone plan.

Symétrie par rapport à une droite, à un point, à un plan.

Angles polyèdres. Chaque face d'un trièdre est moindre que la somme des deux autres. Limite de la somme des faces d'un trièdre ou d'un angle polyèdre convexe.

Trièdres supplémentaires.

Trièdres symétriques.

Cas d'égalité ou de symétrie des trièdres.

Polyèdres. — Prisme, pyramide, section d'une pyramide par un plan parallèle au plan de la base.

Volumes des parallélépipèdes et des prismes.

Volume de la pyramide.

Volume du tronc de pyramide à bases parallèles.

Volume du tronc de prisme triangulaire.

Rapport des volumes de deux prismes ou de deux pyramides semblables.

Corps ronds. — Surface cylindrique ou conique à direction circulaire.

Plan tangent. Sections parallèles au plan de la directrice.

Sphère, sections planes. Pôles, plan tangent, cône et cylindre circonscrits.

Aire latérale du cylindre et du cône de révolution.

Volume du cylindre et du cône à base circulaire. Volume du tronc de cône à bases parallèles.

Aire de la zone. Aire de la sphère. Volume de la sphère.

EPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS DES XVI^e, XVII^e, XVIII^e ET XIX^e SIECLES (1).

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A', B.)

Morceaux choisis de prose et de vers des classiques français (même recueil pour les trois classes supérieures).

Montaigne : Extraits.

Pascal : Une *Provinciale*, *Pensées*.

Une tragédie classique.

Une comédie classique.

Un drame romantique.

Boileau : *Art poétique*.

Fénelon : *Lettre à l'Académie*.

Les philosophes du dix-huitième siècle, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, les Encyclopédistes, Buffon.

Une grande œuvre (2) en vers du dix-neuvième siècle.

Une grande œuvre (2) en prose du dix-neuvième siècle.

Extraits des historiens et des critiques du dix-neuvième siècle.

Michelet : Pages choisies.

2° EXPLICATION D'UN TEXTE LATIN ET D'UN TEXTE GREC

LATIN.

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, et A'.)

Cicéron : Un des grands discours.

Tacite : *Vie d'Agricola*, *Annales*.

Virgile : *Bucoliques*, et *Géorgiques* (extraits).

Horace : Œuvres.

Lucrèce : Extraits (second semestre).

Extraits des auteurs latins, prose et poésie (on insistera sur les poètes lyriques).

GREC.

Programme de Première A.

Xénophon : *Mémoires*.

Platon : Etude d'ensemble d'un dialogue.

(1) Chaque explication de texte français donne lieu à une interrogation sur l'histoire de la littérature française. (*Décret du 7 août 1927.*)

(2) Par une grande œuvre, il faut entendre soit un ouvrage suivi, soit un recueil publié par l'auteur, soit même un ensemble d'extraits permettant de connaître et de caractériser la personnalité d'un grand écrivain : par exemple *Jocelyn*, *La Légende des siècles*, *Eugénie Grandet*, *Les Récits des temps mérovingiens*.

Démosthène : Un discours.

Homère : *Iliade*, un chant ou une partie du poème formant un ensemble épique.

Sophocle : Une tragédie.

Aristophane : Extraits.

3° EXPLICATION D'UN TEXTE DE LANGUE VIVANTE ETRANGERE

Les candidats ont à choisir entre les langues vivantes énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe, russe et portugais. L'épreuve a lieu selon le mode déterminé par les *Instructions du 13 décembre 1928*.

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A', B.)

1° Choix de lectures destinées à faire connaître la vie, l'histoire, la civilisation et les principaux chefs-d'œuvre de la littérature du peuple étranger.

2° Choix de poètes des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles.

3° Pages choisies des romanciers et auteurs dramatiques des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles.

Ou l'un des ouvrages suivants :

LANGUE ALLEMANDE.

Gœthe : *Iphigenie*. — *Egmont*. — *Torquato Tasso*. — *Götz von Berlichingen*.

Schiller : *Wallenstein*. — *Die Jungfrau von Orleans*.

Kleist : *Prinz von Homburg*.

Pages choisies des auteurs dramatiques et des romanciers des XIX^e et XX^e siècles, en particulier de Fontane, G. Keller, C.-F. Meyer, Spitteler, Sudermann, Hautmann, Hofmannsthal, Liliencron, Thomas Mann, Heinrich Mann, J. Schlaf, Paul Ernst, Freussen, C. Viebig, Hermann Hesse, Otto Flake, Fr. von Unruh, etc.

LANGUE ANGLAISE.

Shakespeare : *The Tempest*. — *As You like it*. — *Macbeth*.

Milton : *Allegro*. — *Penseroso*.

Goldsmith : *She stoops to conquer*.

Wordsworth : *Peter Bell*. — *Michael*.

Shelley : *Ode to the West Wind*. — *The sensitive Plant*. — *The Cloud*. — *To a Skylark*.

Coleridge : *The ancient Mariner*.

Dickens : *David Copperfield* (extraits).

Thackeray : *Esmond* (extraits).

G. Eliot : *Scenes of clerical Life*.

Addison : extraits du *Spectator*.

W. Hazlitt : *Essays* : The Indian Jugglers ; On Thought and Action ; On Vulgarity and Affectation ; On going a Journey ; On the Disadvantages of intellectual Superiority ; On the Knowledge of Character ; On a Sundial ; On the Conversation of Lords.

LANGUE ITALIENNE.

Dante : *La Vita nuova* (extraits). — *Inferno* (extraits).

Pétrarque : choix de poésies.

Boccace : extraits.

T. Tasso : *La Gerusalemme liberata* (extraits).

V. Alfieri : *Antigone*. — *Saul*.

G. Parini : *Il Mattino*.

G. Leopardi : choix de poésies.

G. Carducci : choix de poésies.

LANGUE ESPAGNOLE.

Cervantès : *Don Quijote*.

Guilhem de Castro : *Las Mocedades del Cid* (1^{re} partie).

Lope de Vega : *El perro del hortelano*.

Breton de los Herreros : *El pelo de la dehesa*.

Mariano José de Larra : *Articulos de costumbres*.

José Maria Pereda : *Peña arriba*.

Romances choisis.

Morceaux choisis des auteurs picaresques et satiriques des XVII^e et XVIII^e siècles.

Anthologie des poètes romantiques espagnols.

4^e HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A', B.)

HISTOIRE.

Histoire contemporaine jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

I

La France en 1789. Organisation politique et administrative. La société. L'esprit public.

La crise financière et la convocation des Etats généraux. La fin de l'ancien régime. La Constituante, les réformes.

La Législative. L'Europe et la Révolution, la guerre, la chute de la royauté.

La Convention jusqu'au 2 juin 1793. Prépondérance de la Gironde et conquête des frontières naturelles. La première coalition, l'insurrection vendéenne, l'invasion et la chute des Girondins.

La Convention du 2 juin 1793 au 9 thermidor.

Le gouvernement révolutionnaire, les réformes militaires. Libération des frontières. Dictature et chute de Robespierre.

La Convention thermidorienne. Les traités de Bâle.

L'œuvre de la Convention.

Le Directoire. Histoire intérieure et extérieure.

Histoire intérieure du Consulat et de l'Empire. Réorganisation administrative. Les codes. Centralisation et despotisme. L'université. Les rapports de Napoléon et de l'Eglise catholique.

La politique extérieure de Napoléon I^{er}. Les coalitions jusqu'au traité de Tilsit, Austerlitz, Iéna, Friedland, la Grande Armée. Le blocus continental. Transformations administratives et sociales en Europe sous l'influence des idées françaises. Les résistances nationales, la guerre d'Espagne, les réformes en Prusse.

La fin de l'Empire. Guerre de Russie. Campagnes de 1813 et de 1814. L'abdication et le premier traité de Paris. La première Restauration. Les Cent Jours. Waterloo. Le second traité de Paris. Le congrès de Vienne et les remaniements territoriaux en Europe.

II

La Sainte-Alliance. Révolutions et congrès. Les premières guerres d'indépendance, le soulèvement des colonies espagnoles, l'insurrection de la Serbie, l'indépendance de la Grèce.

La Restauration en France. La Charte. Louis XVIII et Charles X. Les partis. La vie parlementaire. Le mouvement romantique. La révolution de 1830.

L'Europe de 1830 à 1848. La révolution de 1830 en Europe. L'insurrection polonaise. Indépendance de la Belgique. Louis-Philippe et l'Angleterre, les affaires d'Espagne, la crise orientale.

La Monarchie de juillet. Le Gouvernement de la bourgeoisie. Les insurrections républicaines. Le développement économique, les théoriciens socialistes, le catholicisme libéral. La politique de Guizot. La révolution de 1848.

La politique coloniale. Conquête de l'Algérie.

L'Angleterre pendant la première moitié de dix-neuvième siècle. L'émancipation des catholiques et la réforme électorale de 1832. L'agitation chartiste, l'agitation libre-échangiste, l'agitation irlandaise. Les Anglais dans l'Inde, dans l'Afrique du Sud et en Australie.

Les Etats-Unis, de la constitution de 1787 à la fin de la guerre de Sécession.

GEOGRAPHIE

(Même programme qu'en 1927.)

5° SCIENCES PHYSIQUES

Programme de Première A.

(Commun aux sections A, A', B.)

PHYSIQUE.

Optique. — Propagation rectiligne de la lumière.

Miroir plan, lois de la réflexion.

Miroirs sphériques, formules déduites de la construction des images.

Réfraction. Lame à faces parallèles. Lois de la réfraction. Réflexion totale.

Prisme. Etude expérimentale de la déviation, formules.

Lentilles. Formules déduites de la construction des images. Convergence. Dioptrie.

Œil réduit, au seul point de vue de l'accommodation.

Loupe, puissance dans le cas de la vision à l'infini.

Principe du microscope, puissance et grossissement commercial.

Principe de la lunette astronomique et de la lunette de Galilée, grossissement dans le cas de la vision à l'infini.

Magnétisme. — Aimants. Expérience de l'aimant brisé. Champ magnétique et spectre magnétique. Champ magnétique terrestre, déclinaison.

Electricité. — Le courant électrique défini par ses propriétés. Sens du courant.

Electrolyse. Loi de Faraday. Quantité d'électricité, intensité. Définition pratique du coulomb et de l'ampère.

Chaleur dégagée dans un conducteur. Résistance. Ohm. Loi de Joule.

Notions sur l'énergie. Force électromotrice et différence de potentiel, le volt. Récepteurs et générateurs. Loi d'Ohm, courants dérivés.

Champ magnétique d'un courant, règle d'Ampère. Galvanomètre à aimant mobile.

Action d'un champ magnétique sur un courant. Galvanomètre à cadre mobile.

Aimantation par les champs magnétiques. Flux magnétique. Electro-aimants.

Force électromotrice d'induction, loi fondamentale.

Machine de Gramme (réceptrice et génératrice).

Notions très sommaires sur les piles usuelles et sur les accumulateurs.

CHIMIE.

Métalloïdes.

Acide phosphorique et phosphore.

Charbons, carbone, anhydride et acide carboniques, oxyde de carbone.

Silice, silicates.

Métaux.

Propriétés pratiques des métaux et des alliages.

Chlorure et carbonate de sodium.

Calcaires, chaux, plâtre.

Fer, fontes, aciers.

Aluminium, alumine, sulfate d'aluminium, aluns, isomorphisme.

Cuivre et alliages, sulfate de cuivre.

Série A'

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ; 2° Une version latine ; 3° Une épreuve de langue vivante étrangère (1) ; 4° Une composition de mathématiques.

(1) Voir les *Instructions* du 13 décembre 1928. A partir de 1933 l'usage de tout dictionnaire est interdit, sauf pour l'arabe.

EPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS DES XVI^e, XVII^e, XVIII^e ET XIX^e SIECLES.

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

2° EXPLICATION D'UN TEXTE LATIN

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

3° EXPLICATION D'UN TEXTE DE LANGUE VIVANTE ETRANGERE

Les candidats ont à choisir entre les langues vivantes énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe, russe et portugais. L'épreuve a lieu selon le mode déterminé par les *Instructions du 13 décembre 1928*.

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

4° HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

5° SCIENCES PHYSIQUES

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

Série B

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition française ; 2° Une épreuve portant sur deux langues vivantes étrangères (1) ; 3° Une composition de mathématiques ; 4° Une composition de physique.

EPREUVES ORALES : 1° EXPLICATION D'UN TEXTE FRANÇAIS DES XVI^e, XVII^e, XVIII^e ET XIX^e SIECLES.

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

2° EXPLICATION D'UN TEXTE

DANS CHACUNE DES DEUX LANGUES VIVANTES ÉTRANGÈRES ÉTUDIÉES
PAR LE CANDIDAT

Les candidats ont à choisir entre les langues vivantes étrangères énumérées ci-après : allemand, anglais, italien, espagnol, arabe, russe et portugais. L'épreuve a lieu selon le mode déterminé par les *Instructions du 13 décembre 1928*.

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

3° HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

4° MATHÉMATIQUES

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

5° SCIENCES PHYSIQUES

(Même programme que celui de la classe de Première A.)

SECONDE PARTIE

Philosophie

(Programmes de la classe de Philosophie.)

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une dissertation philosophique ; 2° Une composition de sciences physiques et naturelles.

EPREUVES ORALES : 1° PHILOSOPHIE.

(Même programme qu'en 1927.)

2° HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

HISTOIRE.

Histoire contemporaine depuis le milieu du XIX^e siècle.

I

La Révolution de 1848 et la réaction en France, en Italie, en Allemagne et en Autriche.

Le second empire. L'empire autoritaire. Le développement économique. La guerre de Crimée et le congrès de Paris.

La politique extérieure de Napoléon III et l'évolution du régime. L'empire libéral.

La formation de l'unité italienne. Pie IX, le Syllabus et le concile du Vatican, la loi des garanties.

La formation de l'unité allemande. La guerre de 1866 et la confédération de l'Allemagne du Nord, la guerre de 1870-1871, l'empire allemand.

La monarchie des Habsbourg de 1852 à 1914, le compromis austro-hongrois, la question des nationalités.

La Russie de 1855 à 1914. Les réformes d'Alexandre II, l'insurrection polonaise de 1863, le retour à l'absolutisme, la politique de russification. La révolution de 1905.

II

La France sous la Troisième République. L'Assemblée nationale et la Constitution de 1875. Les républicains au pouvoir. Formation et évolution des partis. Les lois scolaires ; l'œuvre économique et sociale de la Troisième République.

L'empire colonial français depuis 1848 ; sa formation, son organisation.

Les institutions actuelles du peuple français. Le pouvoir constituant. La souveraineté populaire, les lois électorales. Les libertés publiques. Les pouvoirs publics. Notions sommaires sur l'organisation départementale et communale et sur quelques grands services publics, justice, armée.

L'Angleterre depuis le milieu du dix-neuvième siècle.

Son évolution vers la démocratie. Le développement économique et social. La question irlandaise.

L'empire colonial britannique depuis le milieu du dix-neuvième siècle ; les dominions et les tentatives d'organisation impériale, les mouvements nationaux.

L'empire allemand depuis 1871. Le gouvernement de Bismarck. Le gouvernement de Guillaume II. L'expansion économique et la politique mondiale. Question polonaise et question d'Alsace-Lorraine.

Les Etats-Unis depuis la guerre de Sécession. La vie politique et économique. L'impérialisme américain.

La question d'Extrême-Orient. Les Européens en Chine ; la transformation du Japon. Guerre sino-japonaise, guerre russo-japonaise. La république chinoise. Les questions actuelles.

Le mouvement scientifique, le mouvement littéraire et artistique depuis le triomphe du romantisme jusqu'à nos jours, principalement en France.

III

Les relations entre Etats européens de 1871 à 1904. La crise orientale et le congrès de Berlin. Triple-Alliance et alliance franco-russe. La question d'Egypte. Le partage de l'Afrique. La rivalité anglo-française et l'entente de 1904.

Les relations entre Etats européens de 1905 à 1914. Triple-Alliance et Triple-Entente. La question marocaine, les questions balkaniques et la politique orientale de la Russie et de l'Autriche.

La guerre de 1914-1918. Principaux théâtres d'opérations, principales phases. La révolution russe. L'intervention des Etats-Unis.

Les traités et les remaniements territoriaux. La Société des nations. Les premières conséquences de la guerre. Les Etats nouveaux. Transformation de l'Allemagne. Les dictatures. Bouleversement économique et social.

GÉOGRAPHIE.

(Même programme qu'en 1927.)

3° MATHÉMATIQUES ET COSMOGRAPHIE.

(Même programme qu'en 1927.)

4° SCIENCES PHYSIQUES

PHYSIQUE.

Etude expérimentale de la chute des corps dans le vide.
Pendule, étude expérimentale, formule (sans démonstration).
Principe de la mesure de g .
Energie, ses différentes formes et leurs transformations.
Expérience de Joule, principe de l'équivalence. Conservation de l'énergie.
Machines thermiques, rendement.
Mouvements périodiques. Le son est dû à un mouvement vibratoire.
Etude expérimentale de la propagation d'un mouvement vibratoire. Longueur d'onde. Vitesse du son.
Réflexion des ondes sonores, nœuds et ventres.
Qualités physiologiques du son. Leur interprétation physique.
Sons musicaux, intervalles, harmoniques.
Résonance, tuyaux sonores.
Etude sommaire des cordes vibrantes.
Analogies de la lumière et du son.
Electricité. — Notions sur les courants alternatifs et sur les oscillations électriques. Transformateurs. Bobine d'induction.
Décharges à travers les gaz. Rayons cathodiques et rayons X.

CHIMIE.

Généralités sur les combinaisons chimiques.

Lois des combinaisons en masses et en volumes.
Notions sommaires sur le système des masses atomiques et des masses moléculaires. Formules. Notion de valence.

Chimie organique.

Substances organisées et substances organiques.
Principe de l'analyse organique élémentaire.
Carbures d'hydrogène. Méthane. Pétrole. Ethylène. Acétylène. Benzène. Notion de fonction. Fonction carbure d'hydrogène. Gaz d'éclairage.
Alcool éthylique, fonction alcool.
Acide acétique, fonction acide.
Ethers-sels. Corps gras. Glycérine.
Ether ordinaire.

5° SCIENCES NATURELLES

(Même programme qu'en 1927.)

6° LANGUES VIVANTES

(Même programme qu'en 1927.)

Mathématiques

(Programmes de la classe de Mathématiques.)

EPREUVES ÉCRITES : 1° Une composition de mathématiques ; 2° Une composition de sciences physiques ; 3° Une dissertation philosophique.

EPREUVES ORALES : 1° MATHÉMATIQUES.

ARITHMÉTIQUE.

(Même programme qu'en 1927.)

ALGÈBRE.

Nombres positifs et nombres négatifs. Opérations.
Monômes, polynômes. Opérations.
Principes relatifs à la résolution des équations.
Equations du premier degré.
Equations du second degré à une inconnue (on ne parlera pas des imaginaires). Equations simples qui s'y ramènent.
Inégalités du premier et du second degré.
Progressions arithmétiques et progressions géométriques.

Logarithmes vulgaires. Usage des tables à cinq décimales.

Intérêts composés et annuités.

Coordonnées d'un point. Représentation d'une droite par une équation du premier degré.

Rappel des variations et représentations graphiques des fonctions étudiées précédemment.

Dérivée. Signification géométrique. — Dérivée d'une somme, d'un produit, d'un quotient, de la racine carrée d'une fonction, de $\sin x$, $\cos x$, $\operatorname{tg} x$, $\operatorname{cotg} x$.

Application à l'étude de la variation de quelques fonctions simples.

Notion de fonction primitive. Utilisation pour le calcul de certaines aires (on admettra la notion d'aire).

TRIGONOMÉTRIE.

Extension de la notion d'arc et d'angle. Fonctions circulaires (sinus, cosinus, tangente et cotangente).

Théorie des projections. Somme géométrique des vecteurs.

Formules d'addition, formules de multiplication par 2.

Toutes les fonctions circulaires de l'arc a s'expriment rationnellement en fonction de $\operatorname{tg} \frac{a}{2}$.

Transformer en produit la somme ou la différence de deux fonctions circulaires, sinus, cosinus. Problème inverse.

Usage des tables de logarithmes à quatre ou cinq décimales.

Exercices sur la résolution et la discussion de quelques équations trigonométriques simples.

Relations entre les côtés et les angles d'un triangle. Résolution des triangles.

GÉOMÉTRIE.

I. — *Transformation des figures.* — Translation, rotation, symétrie.

Homothétie et similitude.

Puissance d'un point par rapport à un cercle ou à une sphère.

Axes radicaux. Plans radicaux.

Polaire d'un point par rapport à deux droites.

Polaire d'un point par rapport à un cercle. Plan polaire d'un point par rapport à une sphère.

Inversion. Projection stéréographique.

II. — *Coniques.* — Ellipse. Intersection avec une droite. Tangentes. Equation réduite de l'ellipse. Ellipse et cercle considérés comme projections l'un de l'autre.

Hyperbole. Intersection avec une droite. Tangentes. Asymptotes. Equation réduite de l'hyperbole.

Parabole. Intersection avec une droite. Tangentes. Equation réduite de la parabole.

Définition commune des coniques au moyen d'un foyer et d'une directrice.

Sections planes d'un cône ou d'un cylindre de révolution.

GÉOMÉTRIE DESCRIPTIVE ET GÉOMÉTRIE COTÉE.

Représentation du point, de la droite, du plan.

Intersection de droites et de plans. Application à la représentation des prismes et des pyramides.

Droites et plans perpendiculaires.

Changement de plan, rotation, rabattement. Application aux distances et aux angles.

CINÉMATIQUE ET STATIQUE.

(Même programme qu'en 1927.)

COSMOGRAPHIE.

Sphère céleste. — Hauteur et distance zénithale. Théodolite. Lois du mouvement diurne. Ascension droite et déclinaison. Lunette méridienne.

Terre. — Coordonnées géographiques. Dimensions et relief de la terre. Mappemonde. Projection orthogonale ou stéréographique sur le plan d'un méridien ou de l'équateur.

Soleil. — Mouvement propre apparent sur la sphère céleste. Ecliptique. Inégalité des jours et des nuits aux diverses latitudes. Saisons.

Année tropique et année sidérale. Heure sidérale, heure moyenne et heure légale. Calendrier julien et calendrier grégorien.

Lune. — Mouvement propre apparent sur la sphère céleste. Phases. Rotation. Eclipses de lune et de soleil.

Planètes. — Système de Copernic. Lois de Képler. Loi de Newton. Notions sommaires sur les distances, les dimensions, la constitution physique du soleil, des planètes et de leurs satellites.

Comètes. Etoiles filantes. Bolides.

Etoiles. Nébuleuses. Voie lactée.

2° SCIENCES PHYSIQUES

PHYSIQUE.

Chute des corps dans le vide et dans l'air, étude expérimentale directe de la chute libre.

Lois de la dynamique, vérification expérimentale $F=my$, application au mouvement circulaire uniforme et au mouvement sinusoïdal.

Résistance de l'air, vitesse limite. Principe des aéroplanes.

Unités de mesures, unités fondamentales et unités dérivées. Systèmes C. G. S., M. T. S. et système métrique.

Pendule simple et pendule composé : existence d'un pendule simple synchrone (sans calcul). Généralisation du mouvement pendulaire.

Champ de pesanteur, mesure de g , ses variations.

Energie. — Énoncé du théorème des forces vives. Diverses formes d'énergie (mécanique, thermique, électrique, chimique), leurs transformations mutuelles.

Equivalence de la chaleur et du travail, expérience de Joule. Principe de la conservation de l'énergie.

Principe de la machine à vapeur et du moteur à explosion (sans description détaillée). Indicateur de Watt.

Rendement d'une machine thermique. Simple énoncé du principe et du théorème de Carnot.

Mouvements vibratoires. — Le son est dû à un mouvement vibratoire. Propagation d'un mouvement vibratoire. Longueur d'onde. Vitesse de propagation du son.

Interférences. Réflexion des ondes sonores, ondes stationnaires.

Qualités physiologiques du son, leur interprétation physique. Sons musicaux : intervalles, harmoniques. Gamme de Zarlin, gamme tempérée.

Résonance, tuyaux sonores (étude sommaire). Timbre des sons.

Étude sommaire des cordes vibrantes.

Hypothèse des vibrations lumineuses. Lumière monochromatique : période, vitesse de propagation, longueur d'onde.

Principe des interférences, expériences du biprisme et des trous d'Young.

Dispersion, spectroscopie. Étude du spectre, de l'infra-rouge à l'ultra-violet.

Électricité. — Notions élémentaires sur le condensateur, capacité, farad.

Notions élémentaires sur les courants alternatifs, leur production, leurs propriétés, leur utilisation. Définition expérimentale de l'intensité efficace, de la force électromotrice efficace, de la puissance moyenne d'un courant alternatif. Exposer (sans calcul) l'influence de la self-induction et de la capacité, définition du facteur de puissance.

Principe des alternateurs monophasés et polyphasés.

Transformateurs. Bobine d'induction.

Décharge électrique dans les gaz. Rayons cathodiques et rayons X.

Oscillations électriques. Propagation des ondes électriques, principe de la télégraphie sans fil.

CHIMIE.

Généralités sur les combinaisons chimiques.

Notions très sommaires d'analyse immédiate.
Principe de l'analyse gravimétrique et de l'analyse volumétrique
(chlorure d'argent, sulfate de baryum, acidimétrie et alcalimétrie).
Lois des combinaisons en masses et en volumes.
Système de nombres proportionnels. Notation chimique.
Formules.
Masses atomiques et masses moléculaires : lois physiques auxquelles
ces masses obéissent.
Notion de valence.

Chimie organique.

Substances organisées et substances organiques.
Principe d'analyse organique, formule développée.
Carbures d'hydrogène. Méthane, pétroles. Éthylène. Acétylène.
Fonction carbure d'hydrogène. Gaz d'éclairage.
Alcool éthylique, fonction alcool.
Acide acétique, chlorure et anhydride, fonction acide.
Aldéhyde éthylique. Acétone. Méthylamine.
Oxyde d'éthyle.
Ethers-sels. Notions sommaires sur les acides gras et sur la glycérine.
Benzène. Phénol. Aniline.

3° SCIENCES NATURELLES

(Même programme qu'en Philosophie.)

4° PHILOSOPHIE

(Le programme de logique et de morale de la classe de Philosophie.)

5° HISTOIRE ET GEOGRAPHIE

(Même programme qu'en Philosophie.)

6° LANGUE VIVANTE ETRANGERE

(Même programme qu'en Philosophie.)

**Instructions modifiant le programme de mathématiques
en Seconde et en Première (1).**

18 Novembre 1936.

Les difficultés de l'enseignement dans les classes de mathématiques rendent souhaitables quelques retouches aux programmes de mathématiques dans les classes de Seconde et de Première.

J'ai donc décidé de modifier comme suit les programmes annexés à l'arrêté du 3 juin 1925 modifié par les arrêtés du 10 août 1926 et 30 avril 1931 :

1° *Classe de Seconde.* — *Algèbre.* — On ajoutera : Résolution de l'équation du second degré à une inconnue et à coefficients numériques.

Géométrie. — On remplacera l'alinéa : « Définition du sinus et du cosinus des angles compris entre 0 et 2 droits » par « Sinus, cosinus, tangente et cotangente ; relations entre le sinus, le cosinus, la tangente et la cotangente d'un même arc ».

2° *Classe de Première.* — *Géométrie.* — On remplacera l'alinéa : « Projection de l'aire d'un polygone plan » par « Projection sur un plan, aire de la projection d'un polygone plan. Projection de la somme géométrique de deux vecteurs sur un axe ; application au sinus, au cosinus et à la tangente de la somme de deux arcs ».

(1) Nous donnons cette instruction à titre de renseignement. Pour être légalement applicable aux examens du baccalauréat, toute modification apportée aux programmes doit faire l'objet d'un arrêté pris par le Ministre, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

Les dispositions ci-dessus entreront en vigueur dès l'année scolaire 1936-1937.

Toutefois, l'application au *sinus*, au *cosinus* et à la *tangente* de la somme de deux arcs n'entrera en vigueur qu'à partir du 1^{er} octobre 1937.

Arrêté fixant le programme des épreuves orales de l'examen pour les étudiants étrangers non pourvus du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent.

18 Août 1928

I. — HISTOIRE

La diplomatie européenne depuis 1815. La formation des unités nationales. L'organisation politique de l'Europe après la guerre de 1914-1918.

Caractères généraux de la civilisation contemporaine. Les lettres, les sciences et les arts depuis le début du XIX^e siècle.

II. — GÉOGRAPHIE.

La France : relief du sol, climat, hydrographie, côtes, population, agriculture, industrie, commerce.

L'Europe : notions de géographie physique et de géographie humaine.

Les grandes voies de commerces mondiales.

III. — MATHÉMATIQUES.

Calcul : système métrique, système d'unités C. G. S. usage pratique. Nombres entiers, nombres fractionnaires, fractions décimales. Addition, soustraction, multiplication et division de ces nombres. Proportionnalité directe et inverse, règle de trois.

Algèbre : emploi des lettres, résolution d'une équation du premier degré à une inconnue, de deux équations du premier degré à une inconnue.

Résolution et discussion d'une équation du second degré à une inconnue.

Progressions arithmétiques, progressions géométriques. Cas où la raison est plus petite que l'unité en valeur absolue. Limite de la somme des N premiers termes pour N infini.

Fonctions d'une variable. Représentation graphique. Fonctions linéaire, trinôme du second degré.

Géométrie : mesure des angles, relations métriques dans les triangles. Mesure des aires planes, rectangle, parallélogramme, triangle, trapèze, cercle.

Perpendiculaire à un plan. Angles dièdres ; leur mesure.

Aires d'un cylindre droit, d'un cône droit, d'un tronc de cône droit, d'une zone, d'une sphère.

Volumes d'un parallélépipède, d'un prisme, d'une pyramide, d'un tronc de pyramide, d'un cylindre, d'un cône, d'un tronc de cône, d'une sphère.

Pour les aires et les volumes, on insistera surtout sur les applications numériques des formules.

Trigonométrie : fonctions circulaires, addition et soustraction des arcs.

IV. — SCIENCES PHYSIQUES

a) PHYSIQUE.

Pesanteur : détermination du poids d'un corps : balances usuelles, simple pesée et double pesée.

Pression des gaz : sa mesure en atmosphère, baromètres, manomètre. Principe d'Archimède, densité d'un corps.

Température : sa mesure, thermomètre à mercure, fusion, vaporisation, ébullition, chaleur spécifique.

Electricité et magnétisme : piles, accumulateurs, propriété des cou-

rants électriques, aimants, induction, principe des machines magnéto et dynamo-électriques.

Lumière, réflexion : miroirs plans, réfraction, prisme et lentilles, spectres.

b) CHIMIE.

Corps simples et corps composés.

Eau, analyse et synthèse.

Air, analyse.

Acides, bases.

Hydrogène, oxygène, soufre, acide sulfurique, chlore, acide chlorhydrique, azote, ammoniacque, acide azotique, carbone, oxyde de carbone et anhydride carbonique.

V. — SCIENCES NATURELLES

a) BOTANIQUE.

Les organes de la plante : racine, tige, feuilles, fleur, forme, structure, développement de ces organes ; leurs principales modifications.

Plantes à fleur et plantes sans fleur ; parties essentielles de la fleur, anthère et pollen, pistil et ovule, fécondation, fruit et principales sortes de fruits ; graine, sa constitution.

Germination de la graine : ses conditions, aliments minéraux et organiques, absorption de l'eau et des substances minérales par les racines, circulation.

Fonction chlorophyllienne, respiration, transpiration.

Formation des réserves azotées et hydrocarbonées ; leur utilité au point de vue de l'alimentation.

b) ZOOLOGIE.

Notions sur les principales fonctions chez l'homme.

1° *Appareil digestif* : dents, glandes salivaires, estomac, intestin, foie, pancréas, aliments, sucs digestifs, absorption intestinale.

2° *Circulation* : sang, cœur, artères, veines, mécanisme de la circulation, lymphes et vaisseaux lymphatiques ;

3° *Respiration* : poumons, mécanisme de la respiration, phénomènes chimiques de la respiration, chaleur animale.

4° *Sécrétions et excrétions* : appareil urinaire, glandes mammaires, glandes sudoripares ;

5° *Appareil locomoteur* : squelette, articulations, muscles ;

6° *Système nerveux* : axe cérébro-spinal, nerfs, grand sympathique, fonctions des centres nerveux et des nerfs.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS CITÉS

- About (Ed.), 84.
 Abry (E.), 225.
 Adam (P.), 253.
 Agathon, 258.
 Alain, 350.
 Albert (F.), 263.
 Allard, 271.
 Altenstein, 169.
 Alzon (le P. d'), 132, 136.
 Appell (P.), 252, 256.
 Arago, 85.
 Aristote, 6, 8, 9, 61, 66.
 Arnauld, 19.
 Augustin (St), 87.
 Aulard, 228.
 Bacon, 61.
 Bardoux, 91.
 Barthélemy, 207.
 Barthélemy (de), 41, 42, 59.
 Barrier, 273.
 Bary, 99.
 Bastiat, 86, 87, 275.
 Baudin, 46.
 Bazin (R.), 261.
 Bayet, 182, 187, 189, 190, 191, 198, 199.
 Beaulavon, 289, 292, 296, 323.
 Beaulieux, 3.
 Beaussire, 158, 159, 161, 168.
 Beautain, 37, 38.
 Béclard, 103.
 Belloc, 103.
 Belot (G.), 228, 248, 249, 250.
 Bénaerts, 269.
 Bérard (L.), 263.
 Bérard (V.), 228, 238.
 Béranger, 57.
 Béranger (H.), 228.
 Bernès (H.), 53, 122, 207, 208, 210, 213, 214, 228, 232, 233, 234, 235, 243, 248, 250, 256.
 Berr, 208.
 Bersot, 41, 46, 62, 63, 90, 99, 101, 102, 109, 111, 112, 134.
 Bert (P.), 156, 234, 235.
 Berthelot (M.), 156, 182, 209, 211, 228, 236.
 Bertrand, 145.
 Beudant, 156.
 Beugnot, 44, 77, 112, 137.
 Bigot (Ch.), 180, 187, 206.
 Bismarck, 313.
 Blanchard, 133.
 Blanqui, 38, 82, 83.
 Blondel, 228.
 Boèce, 6, 8.
 Boileau, 60.
 Boissier (G.), 228.
 Boissy (de), 41, 42.
 Bommard, 103.
 Bompard, 207.
 Boncour (P.), 258.
 Bonnerot, 7.
 Bonnet, 61.
 Bossier, 170.
 Bossuet, 60, 108, 133.
 Bouasse, 259, 271, 321.
 Bouchard, 207, 228, 237.
 Boudhors, 228, 234.
 Bouge, 211.
 Bougier, 253, 256.
 Bouglé (C.), 3, 272, 273, 277.
 Bourdeau, 59, 125.
 Bourgeois (abbé), 136.
 Bourgeois (E.), 230.
 Bourgeois (L.), 187, 199, 200, 206, 222, 223, 228, 230, 238, 239, 240, 242.
 Bourgin (H.), 260.
 Boutmy, 207, 211, 221, 225, 226, 228, 234, 235, 239.
 Boutroux, 228, 253.
 Bravais-Pearson, 284.
 Bréal (M.), 133, 134, 142, 156, 158, 168, 169, 207, 228, 233, 275, 326.
 Briand (A.), 254, 256, 258.
 Brisson, 242.
 Broglie (de), 44, 56, 57, 58, 63, 112, 278, 280.
 Brongniart, 99.
 Brossollet, 257.
 Brouardel, 228, 237.
 Brucker, 261.
 Brunetière, 224, 228.
 Brunot (F.), 238.
 Brunschvicg (L.), 325.
 Buisson (F.), 228, 236.
 Burlamaqui, 61.
 Cahen (A.), 208.
 Calonne (Abbé de), 83.

- Carnot, 69.
 Carriot, 156.
 Caux (de), 57.
 Cazamian, 252.
 César, 142.
 Chaigneau, 154.
 Chailley-Bert, 228.
 Chaix, 253.
 Charléty (S.), 1, 33, 270, 312.
 Charpentier, 207.
 Chateaubriand, 33, 37.
 Chaumié, 243, 244.
 Chevalier, 82, 83.
 Chevandier de Valdrôme, 180.
 Chevrel, 207.
 Cicéron, 60, 61, 62, 65, 66, 87, 130.
 Clairin, 210, 228, 243, 248, 250.
 Clarcke, 61.
 Clavel, 275.
 Combes (E.), 204, 212, 213, 214, 215, 217, 219, 221, 222, 223, 224, 228, 243.
 Condillac, 61.
 Condorcet, 20.
 Cornulier-Lucinière (de), 136.
 Corrot, 253.
 Couissin (P.), 325.
 Coulon, 3.
 Cournot, 31, 37, 88, 99, 119, 279.
 Cousin, 39, 44, 49 à 52, 55, 56, 59, 63 à 71, 79 à 82, 85, 86, 91, 92, 117, 118, 138, 169, 188, 275.
 Couyba, 231, 254.
 Créteineau-Joly, 15.
 Croiset (A.), 145, 170, 228.
 Crouzet (P.), 211, 214, 251, 253, 254.
 Cumont (de), 139, 140.
 Cuvier, 36, 61, 63.
 Cuvillier-Fleury, 135.
 Darboux, 190, 228.
 Darlu, 144, 145, 228.
 Daublé (Julie-Victoire), 111.
 Dauphiné, 208.
 Delacroix (E.), 99, 103.
 Delacroix (H.), 3, 269.
 Delpeuch, 260.
 Deltour, 135.
 Demangeon, 253.
 Demosthène, 62.
 Denoix, 243.
 Descartes, 61, 108, 316.
 Desclos, 273, 290, 291, 293, 295.
 Desdevises du Désert., 253.
 Desjardins, 208.
 Didon (le R. P.), 228, 232.
 Domairon, 61.
 Donat, 8.
 Dottin, 253.
 Doumergue, 258.
 Doumic, 208, 228.
 Dorpins, 9.
 Dubief, 156.
 Duc, 103.
 Ducrocq, 228, 237.
 Dumas (J.-B.), 83, 88, 99, 103.
 Dupanloup, 132, 135 à 142, 276, 320, 326.
 Dupuy (Ch.), 222, 253.
 Dupuy (E.), 228.
 Durkheim, 2.
 Duroc, 71.
 Duruy, 90, 107, 112 à 128, 130, 131, 133, 134, 137 à 140, 142, 143, 148 à 154, 165, 185 à 187, 268, 275, 277, 294, 296, 320, 332.
 Duvaux, 125.
 Edet, 208.
 Edmond, 14.
 Edon, 207.
 Egger, 136, 143, 156.
 Erasme, 9.
 Espinas, 228.
 Estouteville (d'), 10.
 Euler, 61.
 Fabre, 37.
 Fabre (J.), 243.
 Faguet (E.), 228, 254, 261.
 Fallières (A.), 125, 149, 161, 162, 182.
 Fauconnet, 2.
 Falloux (de), 43, 45, 211, 226, 242, 248.
 Faure (A.), 223.
 Faure (F.), 211, 219.
 Faye, 154, 182.
 Fedel (A.), 256, 257.
 Fénelon, 61, 108.
 Fernet, 228.
 Ferneuil, 275.
 Ferraz, 156.
 Ferry (J.), 143, 144, 147, 149 à 151, 154, 157, 161, 186, 275.
 Fichte, 130.
 Figuiéra, 207.
 Fitremann, 161.
 Flandrin, 103.
 Fleury (de), 19.
 Flourens, 166.
 Focillon, 154.
 Foncin, 228, 236, 238.
 Fonsagrives, 130.
 Fontanes (de), 37.
 Fontenelle, 60.
 Fortoul (de), 51, 77, 80, 82, 86, 88, 90 à 93, 96 à 99, 101 à 105, 107, 112, 114, 118, 138, 145, 151, 249, 275, 294, 320.
 Fouillée (A.), 234.
 Fourcroy, 20, 21, 23.
 Fournier, 207, 253.
 France (A.), 3, 4, 258, 261, 321.
 Frary, 207, 275.
 Frayssinous, 37, 39.
 Frinet, 228.
 Frochot, 23.
 Fustel de Coulanges, 156, 173.
 Gache, 253.
 Gaillard (de), 136.
 Galampon, 3.
 Gallouédec, 250.
 Gambetta, 135.
 Garnier (Mme), 99.

Garsonnet, 154, 228.
Gasc, 56.
Gastinel, 273 à 276, 278, 280, 282, 293, 300.
Gaume (abbé), 87.
Gautier (Jules), 228.
Gavarret, 156.
Gebhart, 224, 228, 253, 254, 276.
Georgin (Ch.), 225.
Germiny, 133.
Giran, 259.
Giraud (Ch.), 31, 80.
Girod, 63.
Goblet, 182, 183.
Goblot, 316.
Gossart, 325.
Got, 85.
Goubeaux, 86.
Gourraigne, 207.
Grandeau, 228.
Gravesende, 61.
Gréard, 11, 17, 18, 20, 31, 34, 48, 49, 64, 90, 91, 98, 112, 140, 142, 143, 152 à 154, 156, 165, 167, 172, 173, 175, 178 à 180, 208, 224, 228, 235, 237, 262, 263, 280, 326, 328.
Guernon-Ranville, 63.
Guibert, 103.
Guigue, 3.
Guizot, 44, 50, 63, 75, 84, 85, 86, 88, 275.
Guyot (M.), 3.
Hamel, 16.
Hanotaux, 228.
Haraucourt, 156.
Hase, 3, 4.
Henri-Robert, 271.
Herriot (Edouard), 263, 264.
Homère, 30, 142.
Horace, 60, 62, 65, 142.
Huguet, 253.
Humboldt, 130.
Ingres, 99, 103.
Isidor, 136.
Jacquier, 156.
Janet, 134, 189.
Janin (J.), 85, 275.
Jard-Panvillier, 21.
Jauréguiberry, 151.
Jaurès (J.), 222, 228, 238, 253.
Jost, 207.
Jouffroy, 103.
Jourdain, 16, 134.
Jouvancy (le P. de), 16, 19.
Jussieu, 74.
Keller, 232.
Killian, 60, 174.
Laboulaye, 136, 166.
Lachelier, 228.
Lackenbacher, 325.
I acordaire, 35
Lacroix, 20.
Lacroix (M.), 325.
Lagoguey, 156.
Lakanal, 20.

Lalande (A.), 329.
Lamartine, 85.
Lamarzelle (de), 258.
Lamennais, 37, 39.
Langevin (J.), 293.
Langlais, 94.
Langlois (Ch.), 225, 227, 231.
Lantoine, 11, 101, 102.
Lanson, 208, 253, 256, 257, 259.
Laplace, 59.
Laprade (de), 46, 55, 70, 127 à 131.
Larnaudes, 228.
Lasserre (P.), 258.
Laugier (H.), 273, 277, 283, 284, 285, 290, 321.
Lavissee (E.), 1, 195, 196, 225, 228, 235 à 237, 252, 253, 256.
Lebaigue, 143 à 146, 148.
Lebrun, 3.
Leclerc (Max), 261.
Lefortier, 19.
Legouvé, 86.
Legrand (J.), 222.
Leibnitz, 61.
Lelarge, 71.
Lemaitre (J.), 211, 228.
Lemonnier, 145, 154.
Lenormant (Ch.), 11, 56, 70, 136.
Lenormant (F.), 136.
Leroy-Beaulieu (P.), 228.
Lescar, 228.
Lespialt, 156.
Lespinasse, 71.
Levasseur, 228.
Leveillé, 228.
Leverrier, 88, 99, 103.
Lévy-Valensi, 14.
Leygues, 210, 241 à 244, 249, 262, 263.
Liard, 208, 262.
Linnée, 74.
Locke, 61.
Lockroy, 182.
Lory, 53.
Louis-Philippe, 35.
Louis XVIII, 34.
Louvois, 215.
Loyola (St Ignace de), 15.
Luc, 273.
Lucaïn, 60.
Lyon-Caen, 228.
Mahul, 31.
Malebranche, 61.
Malet, 228.
Maneuverier, 183, 207, 228, 275.
Mangin (L.), 232.
Manuel, 156.
Marcou, 174.
Marion, 145, 154.
Marguerin, 154.
Massillon, 63.
Masson, 228.
Mathieu, 103.
Mathieu (Mgr), 232.
Matruchot, 261.

- Maurain (Ch.), 3, 269, 312.
 Maurellet, 269.
 Meissonnier, 103.
 Melouzey, 156.
 Merlet, 144, 145, 185.
 Mermet, 154.
 Mesnil (du), 98.
 Meuriot, 301.
 Meyerson (E.), 287.
 Mézières, 134.
 Michel (Henry), 153, 154, 187, 201.
 Michelet, 91.
 Milne-Edwards, 136.
 Mistral (F.), 3.
 Molé, 33, 57.
 Molière, 60.
 Mondière, 71.
 Monod (Gabr.), 224, 228.
 Monod (Gust.), 312.
 Montalembert, 42, 44, 54, 58, 59, 114, 137, 251.
 Montbel (de), 51, 63.
 Montcalm (Marquise de), 33.
 Montesquieu, 60.
 Monzie (de), 263, 301.
 Morand, 208.
 Morel, 145, 154, 155, 156, 207.
 Morin, 103.
 Moulard, 38.
 Napoléon, 23, 43, 321.
 Niewenglowski, 207.
 Nisard, 103.
 Nodier (Ch.), 130.
 Outrelaine (d'), 136.
 Pacaud, 3.
 Paquier, 154.
 Parade, 103.
 Parieu (de), 42, 43, 44, 69, 78, 79, 80, 86, 94.
 Parigot (H.), 253, 271.
 Paris (G.), 228, 238.
 Pascal, 61, 68, 91, 112.
 Passy, 54, 57, 59.
 Passy (F.), 228.
 Pasteur, 133.
 Patin, 36, 139, 141, 326.
 Payot, 211, 228.
 Péchenard (abbé), 232.
 Pelet, 68.
 Pelletan (E.), 85.
 Pellissier, 208.
 Perrot, 207, 228.
 Petitclaud, 271.
 Petit de Julleville, 159, 160, 161, 173.
 Petrus Hispanus, 9.
 Philippon, 154.
 Picavet, 224.
 Pichon, 208.
 Picot, 103.
 Pigeonneau, 145, 154, 155, 160, 161, 167, 169, 185, 224.
 Pignolet, 253.
 Pillet (F.), 103.
 Pieron (H.), 283.
 Pieron (Mme), 283.
 Pimienta (Robert), 270.
 Pitollet (C.), 4.
 Planté (L.), 84, 114.
 Poincaré (H.), 261.
 Poincaré (R.), 190, 228, 236, 237, 238.
 Poiré, 207.
 Poisson, 63.
 Porphyre, 61.
 Portalis, 57, 59.
 Potel, 228.
 Pouchot, 57, 59.
 Poyart, 139.
 Priscien, 6, 8.
 Quicherat, 83.
 Quintillien, 66.
 Rabelais, 62.
 Rabier, 208.
 Rambaud, 222, 223.
 Ramus, 11.
 Raunié, 207.
 Ravaisson, 99, 103, 136.
 Reinach (Th.), 180.
 Renan, 136.
 Rendu (84).
 Renouard, 84.
 Renouvier, 166, 326.
 Ribot (A.), 227, 238 à 242, 253, 262.
 Richelieu (duc de), 33.
 Richepin, 258.
 Ripault, 3.
 Risler, 228.
 Rochard (J.), 326.
 Rocheblave, 208.
 Roche (J.), 204.
 Rocher (L.), 271.
 Roland, 253.
 Rolin, 103.
 Rolland, 19.
 Rollin, 12, 19, 60, 133.
 Rosier, 3.
 Rossi, 59.
 Rouillé, 57.
 Rouland, 102 à 114, 116, 138, 150, 275.
 Roustan, 114.
 Roustan (D.), 256, 319.
 Roustan (M.), 269.
 Royer-Collard, 33, 37, 38.
 Sainte-Claire Deville, 133.
 Saint-Marc Girardin, 86, 88.
 Salomon (Mlle), 207.
 Salluste, 62.
 Salvandy (de), 44, 50 à 53, 63, 67, 69, 70, 82, 88, 92, 118, 138, 174, 275.
 Sarcey (Fr.), 102, 135, 196, 197.
 Sardinoux, 136.
 Sarthou, 253.
 Séailles, 228.
 Sebert, 253.
 Segris, 126.
 Seignebos, 228.
 Sénèque, 60.
 Sévigné (Mme de), 215.
 Sieburg, 302.

- Sigwalt, 253.
Simart, 103.
Siméon (comte), 34, 35, 46, 332.
Simon (Jules), 6, 46, 68, 112, 113, 127,
132 à 139, 141 à 143, 162, 165, 175,
200, 280, 297, 300, 326.
Socrate, 320.
Sonnet, 103.
Sophocle, 130.
Spuller, 182.
Steeg (Th.), 259.
Stein, 133.
Strowski (F.), 302.
Tacite, 31, 60, 62, 65, 130.
Talleyrand, 20, 40.
Térence, 60.
Terrat, 232.
Thénard, 54, 59, 63, 99, 103.
Thiers, 72.
Thomas, 60.
Thomas (P.), 166.
Thori (Ph. de), 6, 7, 8.
Thucydide, 130.
Thurot, 7, 8, 10, 11.
Tisserand, 228.
Tite-Live, 130.
Tonnaire (V.), 325.
Toulouse (Dr), 283.
Tournefort, 74.
Tournon, 38.
Tracy (Destutt de), 20.
Tracy (V. de), 85.
Urbain V., 6.
Vallès (Jules), 3, 275, 276.
Vatimesnil, 63, 84, 86.
Vial (F.), 18, 20, 98, 200, 205, 227, 249,
263.
Vieille, 103.
Villemain, 40, 44, 51, 52, 53, 56, 59, 63,
64, 70, 72, 82, 118, 138, 275.
Vintéjoux, 156.
Virgile, 65, 70, 130.
Viviani (R.), 247.
Voigt, 156.
Voltaire, 68.
Waldeck-Rousseau, 241, 242, 243.
Wallon, 228, 243.
Wallon (H.), 312.
Weill, 38, 40, 83, 88, 91, 132, 136, 152.
Weinberg (Mile), 283, 284, 285.
Weiss (J.-J.), 85, 135.
Witt (Mme de), 84.
Wolff, 61.
Zevort, 143, 154, 156, 184.

INDEX ANALYTIQUE

N. B. — Pour tout ce qui concerne les programmes et la procédure de l'examen (époque des sessions, formalités d'inscription, conditions d'admissibilité ou de refus, d'admission ou d'ajournement, forme, nature et durée des épreuves, composition du jury, délivrance des diplômes, police de l'examen) on est prié de se reporter à la partie de la Table : Documents Annexes, qui renvoie aux décrets, arrêtés et instructions réglementant le régime de l'époque sur laquelle on veut se documenter.

Actes de naissance. — 698. — (traduction des), 698.

Actions publiques. — 19.

Admissibilité. — 194. — (durée du bénéfice de l'), 176, 266, 544, 561, 547, 635, 687. (Voir Documents annexes).

Admission. — 194 (Voir Documents annexes). — (dans les classes de philosophie et de mathématiques) 570, 631.

Affranchissement des convocations. — 572.

Afrique Occidentale française. — 642 (voir Brevet colonial).

Age. — 6, 24, 93, 94, 121, 268, 320, 335, 337. — (Dispense d'), 149, 517, 528, 530, 533, 542, 622, 629.

Ajournement. — 245. — (Délai d'), 387, 529. — (Pourvoi contre l'), 700.

Anonymat. — 125, 126, 172, 265, 635, 637, 657.

Appariteurs. — 29, 30. — Interdiction de recevoir des pourboires, 599, 590, d'assister aux délibérations, 723.

Appréciation des épreuves. — 79, 96, 121, 282 (Voir Epreuves).

Assistants (et chef de travaux). — 269, 646.

Autorisation paternelle (institution de l'), 355, 383. — (Suppression de l') 648.

Baccalauréat (époque à laquelle ce mot apparaît dans les statuts de l'Université), 5. — (avant 1808), 5 à 14. — (création du baccalauréat de l'enseignement secondaire), 23. — (âge d'or

du), 46. — (garantie essentielle de la capacité de ceux que la société admet à la servir), 47. — (encyclopédie au petit pied), 112, 197. — (charge trop lourde pour les professeurs de Faculté), 97, 213, 257. — (loterie), 196, 197, 217, 276. — (loi des médiocrités), 276. — (institution anachronique), 277. — (institution sociale), 235, 316. — (cens intellectuel des privilégiés de la fortune), 277. — (robe virile de tous les Français), 277. — (divise la nation en deux classes), 226. — (malfaiteur), 225. — (enfant mal né), 213. — (unique préoccupation des parents et des élèves), 216. — (la meilleure arme de défense de l'enseignement libre), 211, 232. — (barrière et niveau), 316. — (condition de l'exercice de certains métiers), 318. — (type représentatif des examens français), 273. — (régulateur et contrôleur des études), 328. — (nature et fins du), 278, 324.

Baccalauréat. — Ès arts, 5, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 153, 158. — Ès lettres, 23, 24, 136, 137, 141, 335. — Nécessaire pour : les étudiants en médecine, 31, 102, 347, 348, 350, 358, 366 ; en droit, 31, 350, 393, 425, 472, 503 ; en pharmacie, 503, 531 ; pour obtenir une bourse de licence, 531, 536 ; pour se présenter à la licence ès lettres, 357, 358 ; pour se présenter au baccalauréat ès sciences, 24, 73, 335. — Scindé, 134, 135, 488. — Suppression, 544. — Ès sciences, 24, 73, 336, 339, 340, 391, 392. — Nécessaire pour : les étudiants en médecine, 75, 102, 103, 104, 356, 359, 363, 366 ; en pharmacie, 503, 531 ; pour la licence et le doctorat ès sciences, 502, 532 ;

pour les grandes écoles, 396. — Scindé, 106, 431 à 441, 454. — Suppression, 544. — Ès sciences physiques, 74, 360, 379. — Ès sciences restreint, 105, 106, 428, 429, 503, 538. — De l'enseignement spécial, 151, 156, 183 à 187, 518, 522, 536. — Es sciences physiques et naturelles, 178. — De l'enseignement secondaire classique, 187 à 200, 543. — De l'enseignement secondaire moderne, 200 à 203, 562. — De l'enseignement secondaire, 206, 244 et suiv., 576 et suiv. (Voir Prérogatatives, Diplôme, Dispenses, Équivalences).

Baccalauréat (élémentaire), 177, 178, 179.

Baccalauréat (supérieur), 148, 177, 178, 179.

Baccalauréat. (à matières facultatives), 168, 235.

Baccalauréat (ès sciences expérimentales) 261.

Baccalauréat (opinions sur le) (Voir opinions).

Baccalauréat (rapports sur le) (Voir rapports).

Baccalauréat (enquêtes sur le) (Voir enquêtes).

Bacheliers (époque à laquelle les déterminants prennent le nom de), 5. — (en lutte avec l'orthographe), 41, 261. — (fainéants), 46. — (pléthore de), 276, 309. — (prolétariat de), 313. — (Espèce de gens sans aveu), 72. — (Orientation des) (voir orientation). — (Statistique des) (voir statistique).

Bachelière (la première), 111.

Bachotage. — 217, 252, 318, 331.

Boîtes à bachot. — 71.

Brevet de capacité colonial. — 111, 134, 150, 151 à 157, 204, 207, 421, 445, 476, 497, 520, 553, 587, 611, 618, 661. — (Régime disciplinaire du), 693. — (De capacité franco-indigène), 670, 702. — (Équivalent au baccalauréat), 670.

Bucarest. — 421, 504.

Candidats (instructions aux), 723. — (Ambulants) 79. — (Nomades), 41, 42. — (Se présentant dans la même session deux fois au même examen dans des Facultés différentes), 529. — (passeurs), 125.

Caractères gothiques. — 664.

Censeur (Président du Jury), 347. — (Membre du Jury), 28, 340, 344, 349. — (Éliminé du Jury), 52, 55, 56, 371, 372, 378.

Centres d'examens. — 80, 81, 515, 524, 525, 528, 642. — (Dans les colonies), 641, 642. — (À l'étranger), 642, 685. (Interdits dans les lycées), 81. — (Autorisés), 718.

Certificats d'admission. — 380, 524, 534, 535.

Certificats (de scolarité, d'études domestiques, d'origine). — 15, 16, 28, 35, 36, 37, 40, 47, 50, 174, 278 à 280, 337, 345, 346, 350, 352, 357, 358, 365, 366. — délivrés par : les Facultés, 36. — les pensions, 38. — les séminaires, 38. — légalisés, 50. — interdiction d'en délivrer avant la clôture des classes, 31. — cause de la campagne contre le monopole, 42. — Suppression, 43, 44, 77, 97, 278, 380, 382, 386. — d'admission, 380, 524, 534, 535, 661, frauduleux, 51. — d'aptitude, 48, 79, 267, 341, 354, 375, 405, 437, 463, 470, 495. — validité des certificats délivrés dans les centres des colonies et de l'étranger, 661.

Charte (la charte du baccalauréat). — 33, 34, 74.

Coefficient de variabilité (chez l'examineur), 283 et suiv.

Commissions d'examens. — 28, 52, 53, 54, 256, 347, 348. — Suppression d'une Commission dont les membres avaient donné des répétitions aux candidats, 362. — Suppression des Commissions, 378.

Commission (d'étude des résultats du baccalauréat), 297, 676 (d'organisation des épreuves), 662. (voir Vérification).

Communication (des notes). — 267. — (des compositions), 267.

Compositions (Envoi au recteur et au Ministre). — 79, 124. — (Correction des). — 124, 125, 126, 719. — (Anonymat des) (voir ce mot).

Concours général. — 320. — Lauréats dispensés : des droits d'examen 29, 344, 453, des épreuves 118.

Conseil supérieur. — Nécessité de prendre son avis pour les décrets et arrêtés relatifs au baccalauréat, 504.

Contentieux (Avis du Comité du Contentieux sur les dispenses de baccalauréat). — 617.

- Cours de préparation spéciale au baccalauréat.** — 75, 137, 331 (Interdiction d'annoncer des). — 368.
- Culture** (littéraire et scientifique). — 20, 63, 67, 82 à 90, 92, 93, 100, 103 à 105, 108, 115, 116, 122, 129, 135, 140 à 143, 154, 155, 186 et suiv., 200, 201, 206, 209 à 211, 225, 227, 228, 233, 240 à 242, 258, 317 à 319 (le baccalauréat et la). — 316 et suiv.
- Date** (des examens). — 30, 340, 394, 408, 411, 454, 491, 546, 642.
- Décret** du 23 mai 1934 (conséquences du). — 295 et suiv.
- Délai** (entre la première et la deuxième partie). — 488, 508, 636 (pour réparer un échec). — 387, 529.
- Dessin** (épreuve de). — 153.
- Déterminance.** — 5, 6, 7, 8, 9.
- Dictionnaires** (remplacés par des lexiques). — 146 (autorisés). — 210, 506, 509, 522, 524, 573, 591, 599, 692.
- Diplômes** (délivrés par collation). — 25, 26, 337, 338, 339, 355, 360 (établissement des). — 267 (interdiction d'y inscrire des surnoms) 632. — (Délivrance des), 51, 266. — (Interdiction à l'enseignement supérieur libre de délivrer des diplômes de baccalauréat), 505. — (frauduleux), 51.
- Discipline.** — 94, 95, 109, 210, 265, 267, 384, 399, 457, 493, 512, 572.
- Dispense** (d'épreuves). — 8, 118, 253 (voir Concours général). — (de baccalauréat) (voir Table des Matières). — de droits d'examen et de diplôme (voir Droits) (avis du Comité du contentieux sur les dispenses). — 617.
- Doyen.** — 28, 29, 51, 73, 82, 96, 107, 193, 203, 323, 340, 345, 383, 384, 385, 398, 401, 402, 420, 491, 561, 647, 651, 700. — (nomme les membres du jury et en fait partie), 30.
- Docimologie.** — 272 et suiv.
- Droits** (d'examen et de diplôme). — 12, 25, 26, 29, 270, 297, 337, 344, 360, 361, 364, 365, 407, 408, 410, 489, 490, 535, 553, 585, 599, 671. — (bulletins de versement des droits signés obligatoirement par le secrétaire de la Faculté), 700. — (de robe), 29, 599 (abandon des droits d'examen aux examinateurs), 30, 299, 349. — (dispense de droits), 13, 29, 344, 345, 347, 359, 382, 624, 671, 694. — (Valable pour une seule fois), 471, 671. — (Remboursement des), 270, 299, 496. — (Remise des droits), 45, 523. — (Restitution des), 364. — (Perte du montant des droits en cas d'absence, 270. — (en cas d'échec), 270.
- Duplicata.** — 29, 349, 360.
- École Normale Supérieure** (le baccalauréat et l'). — 34.
- Égalité scientifique.** — 263, 264.
- Égalité de sanctions.** — 219, 222, 231, 233, 238, 241, 243, 249, 258, 260.
- Égypte.** — 642, 654, 661, 685, 687.
- Enquêtes** (de 1885) 162. — (de 1899), 227. — (de la *Revue Universitaire en 1906*) 251. — (de 1913) 260. — (Carnegie). — 272.
- Epreuves** (uniquement orales). — 30, 61 (introduction d'une épreuve de français à l'oral). — 65 (introduction de l'épreuve écrite), — 63, 64, 107, 119, 120 (avec caractère éliminatoire). — 64, 65, 78, 372, 412, 509 (introduction d'une épreuve écrite de français). — 189, 190, 208, 209, 210, 365, 514; de langue vivante, 97, 146; de grec, 247. — (Tentative de retour à l'épreuve unique), 188. — (Epreuves communes). — 568 (facultatives). — 147, 168, 235, 626, 653, 659 (présence des délégués des différents Ministres aux épreuves orales). — 422. — (Inégalité des), 321. — (De constatation), 330. — (Prémonitoires), 330.
- Equivalences.** — 25, 324. — (Opposition à l'institution des), 258 et suiv. (voir table des matières).
- Examen** (intérieur), 27, 158, 159, 168, 170 à 174, 219, 222, 224, 229, 253. — (De maturité), 168, 169. — (Isolés), 95. — (De carrière), 163, 166, 167, 232, 240. — (A matières facultatives), 163, 168, 235. — (Pour les étudiants étrangers non bacheliers), 613, 713. — (De passage), 16, 17, 18, 19, 68, 163, 179, 180, 236, 325 à 330. — (Préalable à l'obtention du baccalauréat), 179. — (Charge normale d'emploi pour les professeurs de Faculté), 300. — (Pour les professeurs d'enseignement secondaire), 296, 668.
- Examineurs** (accusés de partialité), 48, 50 à 57, 59, 120, 125. — (Choix des), 294.
- Fabriques de bachots.** — 137.
- Facteur subjectif** (chez les examinateurs), 238 et suiv.

Fours à bachot. — 137.

Fraudes (dans la délivrance des certificats), 35, 39, 41, 42, 44. — (Dans les signatures), 49, 50, 94, 109, 267. — (Dans la délivrance des diplômes), 50 (voir Discipline).

Grades (le baccalauréat, 1^{er} grade universitaire), 24 (voir Diplôme).

Grèce. — 658, 642, 686.

Guadeloupe. — 421, 497, 513, 520, 555 (voir Brevet Colonial).

Guerre (Mesures spéciales motivées par la), 627.

Histoire (critiques de V. de Laprade contre l'invasion de l'), 129.

Identification des candidats. — 11, 50, 78, 94.

Identité (Carte) 265, 266, 642, 654, 655.

Inde. — 445, 487, 513, 553, 587, 642 (voir Brevet colonial).

Indemnités (Attribuées aux examinateurs), 29, 30, 203, 204, 246, 269, 297, 300, 344 à 346, 349, 361 à 364, 389, 400, 406, 410, 423, 502, 514, 543, 571, 584, 585, 587, 629, 664, 666, 697.

Inscription (dans la Faculté du ressort) 41, 265.

Inspecteurs généraux. — 110, 111, 296, 323, 331, 353, 442.

Inspecteurs d'Académie. — 48, 52, 110, 352, 368, 371, 373.

Institut (Projet tendant à charger les membres de l'Institut de faire subir les examens du baccalauréat), 56, 138.

Institutions libres. — 38.

Instructions (aux présidents, aux membres des jurys, aux surveillants, aux candidats), 721.

Jugement des épreuves. — 282.

Jurys. — 11, 12, 28, 52, 55, 56, 57, 58, 59, 156, 203, 220, 222, 245, 269, 337, 345, 352, 361, 369, 379, 454, 489, 502, 509, 537, 552, 561, 577, 592, 608, 633, 645, 683, 697 (interdiction aux membres des jurys de donner des leçons aux candidats), 51, 362. — (d'interroger leurs élèves), 172, 246. — (Projet tendant à les composer de personnes étrangères à l'Université), 56. — (Tirés au sort), 56. — (Comprenant des membres du Conseil académique), 58. — (Complétés par des agrégés ou des docteurs nommés par le Ministre), 121, 182. — (Régionaux

composés de professeurs émérites), 178, 220. — (Hétérogénéité des), 321 et suiv. — (Inégalité des), 295.

Langues vivantes (critiques de V. de Laprade contre les) 130.

Lettres (testimoniales), 11. — (De scolarité), 14, 16, 21.

Liban (voir Égypte).

Liberté de l'enseignement (le baccalauréat et la) 163, 173, 198, 211, 221, 232, 259, 278, 280, 281, 329.

Limite d'âge (voir Age).

Littéraire (voir Culture).

Livret scolaire. — 97, 98, 174, 175, 195, 198, 199, 222, 245, 253, 265, 329, 544, 550, 555, 577, 635, 636. — (Opposition des professeurs de Faculté à l'institution du), 175. (Obligation pour le jury de le consulter, 544, 577, et pour le président de le signer, 577).

Loi Falloux (le baccalauréat et la), 42.

Madagascar. — 618, 642 (voir Brevet Colonial).

Maison des examens. — 282.

Maîtres ès arts. — 6, 11, 337, 440.

Majoration. — 141, 184, 282 (voir Prérogatives).

Manuel. — 60, 69, 70, 99, 106, 119, 120, 138, 331.

Martinique. — 421, 497, 513, 520, 553 (voir Brevet Colonial).

Monopole. — 14, 15, 16, 24, 27, 33, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 45, 87, 211, 221, 280.

Montevideo. — 642, 664.

Notation (des épreuves) 79, 96, 121. — (par le système des boules), 96. — (par le système chiffré), 121. — (Echelle de notation), 293.

Notes éliminatoires. — 266, 639.

Nouvelle-Calédonie. — 611, 642 (voir Brevet Colonial).

Opinions (sur le Baccalauréat) de : (About) 84, (Appell) 252, (de Barthélemy) 41, 42, 59 (Bastiat) 86 (Bazin) 261 (V. Bérard) 228, 238 (H. Bernès) 207, 234 (Bersot) 41, 46, 101, 102, 112 (Berthelot) 236 (Beugnot) 44, 77, 112, 137 (Bismarck) 313 (Boissier G.) 228 (Bourgeois L.) 199, 238 (H. Bourgin) 260 (Boutmy) 221 et suiv. (Boutroux) 253 (Bréal) 326 (A. Briand) 254, 256 (de Broglie) 44, 56, 112, 278, 280 (Brunetière) 225 (Charléty) 1 (Combes)

204 et suiv. (Cousin) 68 (Couyba) 231, 254 (A. Croiset) 145, 170, 228 (P. Crouzet) 211, 214, 251 à 254 (Dupanloup) 138 (Duruy) 116, 118, 139 (E. Faguet) 253 (A. Fallières) 162 (J. Ferry) 149 à 151 (Fortoul) 91 (Gastinel) 273 à 276 (Gebhart) 225 (Ch. Giraud) 31, 80 (Gréard) 112 à 180, 326, 328 (Henri-Robert) 271 (Ed. Herriot) 264 (Janet) 189 (J. Jaurès) 253 (Lanson) 208, 253, 256, 257, 259 (de Laprade) 127 à 131 (Lavissee) 222, 236, 252 (Leygues) 241 à 244 (G. Monod) 224 (de Montalembert) 42, 44, 54, 58, 59, 114, 137, 251 (H. Parigot) 253, 271 (Poincaré R.) 237, 238 (Renouvrier) 166, 326 (Ribot A.) 239, 241 (Rossi) 59 (F. Sarcey) 196 (J. Simon) 113, 132, 326 (Viviani) 247.

Organisation de l'examen. — 281.

Orientation des bacheliers. — 311, 312.

Origine des candidats (obligation de la déclarer), 368. — (Interdiction de la demander) 125, 529. — (Enquête sur l'), 272, 277, 303.

Pensions privées. — 38, 54, 137.

Philosophie (le programme de... amputé par Fortoul) 90, 91. — (rétabli par Duruy) 114.

Plan d'études et programmes du baccalauréat. — 98, 99, 120, 122, 123, 124, 143, 144, 153, 188, 199, 214 et suiv., 223, 231, 235, 252.

Police de l'examen (voir Discipline).

Pourvoi en Conseil d'État. — 700.

Préparateurs. — 69, 71, 99, 119 (à forfait), 71.

Préparations hâtives. — (cause de la désertion des classes), 136, 137.

Prérogatives. — 13, 31, 33, 34, 35, 47, 63, 72, 74, 156, 183, 219, 229 (voir : Table des Matières).

Procédure. — 10, 30, 46 et suiv., 76, 78, 89, 93, 94, 98, 107, 117, 119, 120, 140, 149, 175, 191, 192, 199, 244, 265, 291, 292.

Professeurs de l'enseignement secondaire. (Membres du Jury), 28. — (éliminés du Jury), 52. — (demandant à y être réintégrés), 161, 172, 224. — (opposition des professeurs de Faculté), 171. — (réadmis), 245. — (avantages de leur admission), 251. — (refusant d'y siéger), 269. — (la fonction d'examinateur leur est imposée comme charge normale d'emploi), 269, 295, 668, 697.

Professeurs de 1^{er} ordre des lycées (faisaient partie de droit des Facultés), 28, 339.

Prix accordé aux candidats reçus avec la mention très bien, 270.

Programmes (développement des), 60, 62, 64, 65, 66, 67. — (divisés en numéros), 69, 70, 76. — (suppression des numéros), 120. — (encyclopédiques), 128, 138, 279. — (voir Table des Matières). — (plan d'études et programme) (voir plan d'études).

Proviseur (membre du Jury), 28, 340, — (Président), 349. — (éliminé du Jury), 52, 55, 56, 371, 372, 378.

Publication des résultats (Interdiction de les communiquer aux journaux), 125 (voir : Instructions aux candidats).

Rapports sur le baccalauréat (Bayet), 189, 545. — (Beaussire), 158. — (Benoist), 564. — (Bernès). 232. — (Beugnot), 386. — (de Broglie), 57 et suiv. — (Clairin), 573. — (Combes), 213. — (Couat), 538. — (Jules Simon), 473. — (Dupanloup), 479. — (Duruy), 446, 452. — (Jaubert), 500. — (Langlais), 407. — (Lebaigue), 506. — (Mothère), 539. — (Petit de Julleville), 160. — (Pigeonneau), 185. — (Ribot), 239. — (Villemain), 40. — (Zevort), 184.

Recours contre les décisions du jury. — 267, 700.

Recteur (présence aux examens), 30, 48. — (approuve ou refuse de signer les certificats d'aptitude), 48, 267, 644. — (reçoit les inscriptions), 94. — (ne doit pas examiner les candidats), 52. — (contrôle l'examen), 52, 109. — (nomme les examinateurs), 647 (voir : tous les décrets et arrêtés sur le baccalauréat).

Réforme. — de V. Cousin (critique de la) 69. — de Fortoul (raison de son échec) 100. — (résistance du monde médical à la) 102. — de V. Duruy (critiques de V. de Laprade contre la) 127. — de J. Ferry (critiques des journalistes et des universitaires contre la) 157. — de 1890 (les inconvénients et les avantages de la) 199 et suiv. — de 1902 (attaques contre la) 251.

Régimes. — (voir Table des Matières)

Réunion (La), 421, 497, 513, 525, 553, 642 (voir : Brevet Coonia).

Réunions d'entente. — 289, 331 (voir : instructions).

Révision des épreuves. — 267.

Sanction (des études secondaires) 20, 21, 22, 31, 149, 278, 318. — (égalité de sanction), (voir : égalité).

Savoie. — 430.

Scientifique (voir culture).

Séries (candidats à plusieurs), 245, 593, 600, 607, 687.

Servicespécialdesexamens. — 269, 270, 673, 699.

Sessions 95. — (extraordinaires), 340, 403, 514, 526, 546, 569, 589, 590, 597, 622. — (d'avril), 82, 95, 121, 140, 148, 149, 408, 424, 472, 491, 586.

Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire. — 158 à 161, 185 à 187, 232.

Statistique. — 32, 152, 153, 301 à 309.

Substitution de personnes. — 94, 366.

Sujets de composition (choisis par le doyen), 96: — (envoyés par le Minis-

tre), 107, 116, 176, 420, 650. — (choix des) 107, 126, 189, 209, 223, 247, 322, 331. — (possibilité pour le candidat de choisir entre trois sujets pour certaines compositions) 191.

Surveillance. — (assurée obligatoire-ment par un membre du jury) 193.

Syllogistique. — 66.

Syrie. — 642, 654, 661, 685, 687.

Tables de logarithmes. — 585, 632.

Textes autographiés. — 126, 472, 476,

Tirage au sort des épreuves. — 48, 49, 51, 65, 70, 76, 78, 79, 89, 97, 101, 102, 108, 119, 120, 266, 355, 372, 384, 394, 412, 696, 697.

Unité de doctrine (dans l'examen) 325 et suiv.

Turquie. — 642, 686.

Validité de l'examen. — 267.

Vérification des épreuves (commission de). — 117, 297, 323.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Publications périodiques

- Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction Publique*, Paris, Imprimerie nationale (a cessé de paraître à la fin de 1932).
- Annuaire de l'Instruction Publique et des Beaux Arts* (la dernière édition est de 1922) Paris, Delalain.
- Annuaire général de l'Université et de l'enseignement français*, rédigé et publié par l'*Information Universitaire*, 8 bis, rue de l'Arrivée, Paris.
- Annuaire général de la France et de l'étranger* (Chapitre : l'Enseignement) Paris, Larousse.
- Annuaire de la Jeunesse*, Paris, Vuibert (la dernière édition est de 1920).
- L'Information Universitaire* (hebdomadaire), 8 bis, rue de l'Arrivée, Paris.
- Revue Internationale de l'Enseignement*, Paris.
- Bulletin de la Faculté des lettres de Strasbourg*, Strasbourg, Istra.
- Bulletin de l'Université et de l'Académie de Toulouse*, Toulouse, E. Privat.
- La plupart des Universités publient régulièrement des *Annuaire*s, *Livrets*, ou *Guides de l'Étudiant*. Le *livret de l'Étudiant de Paris*, publié chaque année par le Bureau de Renseignements de la Sorbonne, forme en 1937 un volume de 464 pages.
- Revue Universitaire*, Paris, A. Colin.
- Revue de l'Enseignement*, Paris, Delagrave.
- Journal des Lycées* (mensuel), 9, rue du Sommerard, Paris.
- Journal des Collèges* (organe du Syndicat National des Professeurs de Collège).
- Bulletin Officiel du Syndicat National des Professeurs de lycée et du personnel de l'enseignement secondaire féminin* (périodique) et son supplément : *La Quinzaine Universitaire*, 5, rue Las-Cases, Paris.
- L'Agrégation* (bulletin officiel bi-mensuel de la Société des Agrégés).
- Bulletin de la Société des professeurs titulaires licenciés de lycée*.
- Les Agrégées* (bulletin officiel de la Société des Agrégées).
- Bulletin des certifiées* (organe de la Société des certifiées).
- Bulletin de la Société des Professeurs de Français et de langues anciennes de l'Enseignement secondaire public*.
- Bulletin de la Société des Professeurs d'Histoire et de Géographie de l'enseignement public*.
- Bulletin de l'Association des Professeurs de Mathématiques de l'Enseignement secondaire public*.
- Bulletin de l'Union des Physiciens*.
- Revue de l'Enseignement des Langues vivantes*, Paris, Didier.
- Les Langues modernes* (Bulletin de l'Association des Professeurs de langues vivantes de l'Enseignement public).
- Bulletin de l'Association des Professeurs des Langues méridionales*.

Famille et lycée (Bulletin de la Fédération des Associations de Parents d'Elèves des Lycées et Collèges, 5, rue de Bellechasse, Paris).

L'Education, Paris, Hatier.

Bulletin de la Société générale d'Education et d'Enseignement.

II. — Recueils de documents et d'informations

Documents concernant l'expansion scientifique et universitaire de la France (Bibliothèque de l'Office National des Universités et Ecoles françaises). Paris, Presses Universitaires de France.

Recueil des lois et règlements de l'Enseignement supérieur, t. I — VII (1789-1914) par A. DE BEAUCHAMP, Paris, Delalain. Le VII^e volume (1909-1914) a été publié par A. GÉNÈRES, Paris, Imprimerie nationale, 1914.

Statut du personnel enseignant et scientifique de l'Enseignement, par J. DELPECH, Paris, Sirey, 1931.

Recueil de la discussion de la loi sur l'instruction secondaire, à la Chambre des Pairs, Paris, Paul Dupont, 1844.

Enquêtes et Documents relatifs à l'Enseignement supérieur, t. I-CXIX (1883-1923). Publications du Ministère de l'Instruction Publique, Paris, Imprimerie nationale. (Le t. XVIII est consacré à l'enquête de 1885 sur le Baccalauréat).

Enquête de 1899 sur l'enseignement secondaire et le baccalauréat, 6 vol. Paris, Imprimerie de la Chambre des Députés, MOTTEROZ, 1899.

Plan d'études et programmes de l'Enseignement secondaire dans les Lycées et Collèges, d'après les arrêtés des 31 mai 1902, 7 et 28 juillet 1905, 30 juillet et 5 août 1909, 4 mai 1912, Paris, Hachette.

Instructions concernant les programmes de l'Enseignement secondaire, Paris, Delagrave, 1902.

Plan d'études et programmes de l'Enseignement secondaire des jeunes filles. Paris, Hachette.

Débats parlementaires relatifs à la réforme de l'Enseignement secondaire (*Journal Officiel* des 8, 9, 13, 15, 16, 20, 23, 27, 29, 30 juin et 8 juillet 1922 et séances des 8, 11 et 18 mai, 8 et 22 juin, 5 et 11 juillet 1923).

Enseignement secondaire. Horaires, programmes, instructions, 1925. Paris, A. Colin.

L'Enseignement en France, par C. RICHARD, Paris, Colin, 1925.

Recueil complet de la Législation de l'Enseignement secondaire, par L. DION, Paris, Mizeret, Rinqueberck et Rouvière.

Guide des Etudes, par Gaston ANTIGNAC, t. I. *Enseignement supérieur*, t. II. *Enseignement secondaire, primaire, technique*, publié par *l'Information Universitaire*, 8 bis, rue de l'Arrivée, Paris.

Vade-Mecum du Lycéen et de sa famille, par G. BOURDONCLE, Paton, Troyes, 1932.

Pour réussir au Baccalauréat, Conseils pratiques, par un groupe de professeurs agrégés, Paris, Editions Montaigne, 1932.

Atlas de l'Enseignement en France, publié par International Examination Inquiry, Commission française pour l'enquête Carnegie, sur les examens et concours en France, au Musée pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Enquête expérimentale sur le Baccalauréat. La correction des épreuves écrites dans les examens, par la Commission française pour l'enquête Carnegie, Paris, La maison du Livre, 1936.

Enquête sur le Surmenage intellectuel (1929-1930) publié par le Bulletin officiel du Syndicat national des professeurs de lycée, 1929-1930, 5, rue Las-Cases, Paris.

III. — Ouvrages et articles

- ALAIN. — *Propos sur l'éducation*, Paris, Rieder, 1932.
- APPELL (P.). — *Faut-il supprimer le baccalauréat ?* in *Revue du Mois*, 10 janvier 1907.
- AULARD (A.). — *L'enseignement secondaire et la République*, Ligue française d'Enseignement, Paris, 1899.
- Napoléon I^{er} et le monopole universitaire*, Paris, A. Colin, 1911.
- BAUDIN. — *De l'Education publique*, 1871.
- BASTIAT. — *Baccalauréat et socialisme*, t. IV des Œuvres complètes, Paris, Guillaumin et C^{ie}, 1854.
- BAUTAIN. — *De l'éducation publique en France*, Paris, 1871.
- BELOT (G.). — *La nouvelle situation de la classe de philosophie*, in *Revue Universitaire*, 1902, t. 2.
- BENJAMIN (R.). — *Les plaisirs du hasard*, Petite Illustration, Théâtre, juin 1922.
- BÉRARD (L.). — *Pour la Réforme de l'enseignement secondaire*, Paris, Colin, 1923.
- BERNÈS (H.). — *La réforme du Baccalauréat*, Paris, Belin, 1899.
- Lettres et sciences dans l'Enseignement secondaire*, in *Revue des lycées*, 1930.
- BERSOT (E.). — *Lettres sur l'enseignement*, Paris, Hachette, 1857.
- BERTHELOT (M.). — *La science éducatrice*, in *Revue des Deux-Mondes*, mars 1891.
- BIGOT (Ch.). — *Les programmes de l'enseignement secondaire*, in *Revue politique et littéraire*, 13 et 20 décembre 1884.
- Questions d'enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1886.
- BLANQUI. — *Souvenirs d'un étudiant*, in *Revue de Paris*, 15 octobre 1918.
- BONNEROT (J.). — *La Sorbonne, sa vie, son rôle, son œuvre à travers les siècles*, Paris, Presses universitaires, 1927.
- BOUASSE. — *Bachot et bachotage*, Paris, Lethielleux, 1910.
- BOUGLÉ (C.). — *Enquêtes sur le baccalauréat, Recherches statistiques sur les origines scolaires et sociales des candidats au baccalauréat dans l'Académie de Paris*, Paris, Hachette 1936.
- BOURGEOIS (E.). — *L'enseignement secondaire selon le vœu de la France*, Paris, Chevallier-Marescq, 1900.
- BOUTMY. — *Le baccalauréat et l'enseignement secondaire*, Paris, Colin, 1899.
- BRÉAL (M.). — *Quelques mots sur l'instruction publique en France*, Paris, Hachette, 1872.
- Le baccalauréat allemand*, in *Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1873.
- BRUNETIÈRE (F.). — *Encore le baccalauréat*, in *Revue des Deux-Mondes*, 1899, t. CLV.
- BRUNSCHVIGG (L.). — *Un ministère de l'éducation nationale*, Paris, Plon, 1922.
- CAMP (Maxime du). — *Paris, ses origines, ses fonctions et sa vie*, 6^e Edit. 1879.
- Souvenirs littéraires*, 2 vol. 1882-1883.
- CASSAGNE (A.). — *Peut-on supprimer le baccalauréat ?* in *Revue Universitaire*, 1899, t. I.
- CHARLÉTY (S.). — *Discours prononcé à l'occasion de la rentrée de l'Université*, Annales de l'Université de Paris, n^o 5, 1929.
- COULON (M.). — *Le baccalauréat de Mistral*, in *Mercure de France*, 15 juillet 1934.

- COURNOT. — *Des institutions d'instruction publique en France*, Paris, Hachette, 1864.
Souvenirs, écrits par Cournot en 1859 et publiés avec une introduction et des notes par E.-P. Botinelli, Paris, Hachette, 1913.
- COUSIN (V.). — *Rapport sur l'état de l'instruction publique dans quelques pays de l'Allemagne et particulièrement en Prusse*, Paris, 1831.
Mémoire sur l'instruction secondaire dans le royaume de Prusse, Paris, 1834.
Huit mois au ministère de l'Instruction publique, in *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1841.
- COUYBA. — *Classiques et modernes*, Paris, Flammarion, 1901.
- CRETINEAU-JOLY. — *Histoire religieuse, politique et littéraire de la compagnie de Jésus*, 2^e édition, Paris, 1846.
- CROISSET (A.). — *L'enseignement classique et l'enseignement moderne*, Paris, Belin, 1898.
L'éducation dans l'Université, Paris, Alcan, 1901.
- CROUZET (P.). — *Pour et contre le baccalauréat*, Paris, Colin, 1907.
- DÉAT (M.). — *L'école unique et le problème de la Culture*, l'Université nouvelle, avril 1932.
- DUPONT-FERRIER. — *La vie quotidienne d'un collège parisien pendant plus de 350 ans*, 3 vol. Paris, de Boccard, 1921-1925.
- DUPUY. — *L'Etat et l'Université, ou la vraie réforme de l'enseignement secondaire*, Paris, Cerf, 1890.
- DURKHEIM (E.). — *Education et Sociologie*, Préface de Paul FAUCONNET, Paris, Alcan, 1922.
- DURUY (V.). — *Notes et souvenirs*, Paris, Hachette, 1901.
- EGGER. — *La tradition et les réformes dans l'enseignement universitaire*, Paris, Masson, 1883.
- FABRE. — *Le génie de la Révolution considéré dans l'éducation*, Paris, 1817-1818.
- FERRY (J.). — *Discours et opinions*, Paris, Colin, 1895-1896.
- FOUILLÉE (A.). — *L'enseignement au point de vue national*, Paris, 1891.
- FORTOUL (DE). — *Reforme de l'enseignement*, 1856.
- FRANCE (A.). — *La vie en Fleur*.
- FRARY. — *La question du latin*, Paris, 1885.
- GASC (P.-E.). — *Etudes sur l'instruction secondaire*, Paris, 1844.
- GASTINEL (G.). — *L'enseignement secondaire en France* (Publication du groupement des Universités et grandes Ecoles de France pour les relations avec l'Amérique latine, 96, boulevard Raspail, Paris), Paris, 1919.
- GEBHART. — *Le baccalauréat et les études classiques*, Paris, Hachette, 1899.
- GIRARDIN (E.). — *De l'instruction publique en France*, Paris, Muret et Fournier, 1842.
- GOBLOT (E.). — *La barrière et le niveau*, Paris, Alcan, 1925.
- GRÉARD (H.). — *Education et instruction*, 3 vol. Paris, Hachette, 1887.
- GRENIER (A.). — *La préparation et les programmes du baccalauréat*, in *Revue universitaire*, 1924, t. I.
- HAMEL (Ch.). — *Histoire de l'Abbaye et du collège de Juilly*, Paris, Donniol, 1868.
- HERVIER (M.). — *Le Baccalauréat et la question de la propédeutique*, in *Revue Universitaire*, 1922, t. I.
- JANIN (Jules). — *L'âne mort et la femme guillotinée*, Paris, 1883.
- JOURDAIN (Ch.). — *Histoire de l'Université de Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, 1862-1866.

- JOUVANCY (DE). — *De ratione discendi et docendi*, 1711, trad. Lefortier, 1803.
- KILIAN. — *Tableau historique de l'instruction secondaire en France*, Paris, Delalain, 1841.
- LACROIX. — *Essais sur l'enseignement*, Paris, 1805, 2^e édit. 1816.
- LANGLOIS (Ch.-V.). — *La question de l'enseignement secondaire en France et à l'étranger*, Paris, 1900.
- LANSON (G.). — *Le baccalauréat*, in *Revue bleue*, 1906, t. 2, 1910, t. 2.
L'Université et la Société moderne, Paris, Colin, 1902.
- LANTOINE (H.). — *Le baccalauréat ès lettres, ses diverses transformations, de 1808 à nos jours*, in *Revue Universitaire*, 1896, t. I.
- LAPRADE (V. DE). — *L'éducation homicide*, Paris, Didier, 1867.
Le baccalauréat et les études classiques, Paris, Didier, 1869.
- LAUGIER (H.). — *Etudes docimologiques sur les perfectionnements des examens et concours*, Le Travail Humain, Paris, Conservatoire des Arts et Métiers, 1934.
- LAVART (L.). — *Le baccalauréat et l'enseignement primaire*, in *Journal des Instituteurs*, 22 février 1930.
- LAVISSE (E.). — *Contre le baccalauréat*, in *Revue de Paris*, 15 décembre 1898.
Etudes et Etudiants, Paris, Colin, 1890.
- LENORMANT (Ch.). — *Essai sur l'instruction publique*, Paris, Didier, 1873.
- LEYGUES (G.). — *L'Ecole et la Vie*, Paris, Calmann-Levy, sans date.
- LIARD (L.). — *L'enseignement supérieur en France, 1789-1893*, 2 vol. Paris, Colin, 1888-1894.
Pages éparses, Paris, Colin, 1902.
- MANEUVRIER (E.). — *L'éducation de la bourgeoisie sous la République*, Paris, L. Cerf, 1888.
- MAHUL. — *Souvenirs*, in *Revue des langues romanes*, 1895.
- MAURAIN (Ch.). — *Sur l'extension de l'enseignement supérieur et le nombre des diplômés*, Paris, Bibl. rationaliste, 1934.
- MEURIOT (P.). — *Le baccalauréat, son évolution historique et statistique des origines (1808) à nos jours*, Nancy, Berger-Levrault, 1919.
- MICHEL (Henry). — *Notes sur l'enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1902.
La loi Falloux, Paris, Hachette, 1906.
- MISTRAL (F.). — *Mes origines*, Mémoires et récits, Paris, Plon-Nourrit, 1906.
- MONNOT (A.). — *Pour le baccalauréat*, in *Revue Universitaire*, 1921, t. I.
- MONOD (Gabriel). — *Le baccalauréat*, in *Revue historique*, janvier 1897.
- MORNET (D.). — *Les origines intellectuelles de la Révolution Française*, Paris, A. Colin, 1933.
- MUTEAU (Ch.). — *Les écoles et collèges en province depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789*, Paris, Chevalier-Maresq, 1882.
- PARIGOT (H.). — *Le baccalauréat*, apud, *Le Temps*, 30 mai 1936.
- PEITCLAUDE. — *Les gaietés du baccalauréat*, Editions Montaigne, Paris, 1932.
- PETIT DE JULLEVILLE. — *Le jury du baccalauréat ès lettres*, in *Revue internationale d'enseignement supérieur*, 15 avril 1881.
- PIÉRON (H.) et PIÉRON (Mme). — *Etudes docimologiques sur le perfectionnement des examens et concours*, Le Travail Humain, Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris, 1934.
- PITOLLET (C.). — *Le père Hase. Histoire de la venue en France de l'allemand qui refusa Anatole France au baccalauréat*, Bruxelles, 1922.
- QUICHERAT. — *Histoire de Sainte-Barbe*, 3 vol. Paris, Hachette, 1860-1864.

- RAGANASSE (Z.). — *Fabrique de pions*, Paris, Albert Savine, 1893.
- RAUNIE (E.). — *La réforme de l'Instruction Nationale*, Paris, Librairie illustrée, 1888.
- RENOUARD. — *Considérations sur les lacunes de l'enseignement secondaire en France*, Paris, 1824.
- RENOUVIER. — *Le baccalauréat*, in *Critique philosophique*, 1873, 1877.
- RIBOT (A.). — *La réforme de l'enseignement secondaire*, Paris, Colin, 1899.
- ROLLIN. — *Traité des Etudes*, 1726.
- ROUSTAN (D.). — *La culture au cours de la vie*, Paris, Editions de l'Institut Pelman, 1930.
- ROUSTAN (M.). — *La réforme du baccalauréat*, in *Revue internationale de l'enseignement*, 1931.
- SAINT-MARC GIRARDIN. — *De l'instruction intermédiaire et des rapports avec l'instruction secondaire*, Paris, 1847.
- SARCEY (F.). — *La question du baccalauréat*, in *République française*, 15 novembre 1887.
- SICARD (Abbé A.). — *Les études classiques avant la Révolution*, Paris, Perrin, 1887.
- SIMON (J.). — *La réforme de l'enseignement secondaire*, Paris, Hachette, 1874.
- STROWSKY (F.). — *Fait-on trop de bacheliers ?* in *Paris-Midi*, 7 octobre 1936.
- TAINE (H.). — *La reconstruction de la France en 1800 ; l'Ecole*, in *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1892.
- THUROT (Ch.). — *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au moyen âge*, Besançon, 1850.
- TOULOUSE (Dr.). — *Etudes docimologiques sur le perfectionnement des examens et concours*, *Le travail humain*, Paris, Conservatoire des Arts et Métiers, 1934.
- TRACY (Destutt de). — *Observations sur les systèmes actuels d'instruction publique*, Paris, an IX.
- VALÈS (J.). — *L'enfant, Le Bachelier, L'Insurgé, Les Réfractaires*, Paris.
- VIAL (F.). — *L'enseignement secondaire et la démocratie*, Paris, A. Colin, 1901.
La Vie Universitaire à Paris (Publié sous les auspices du Conseil de l'Université de Paris), Paris, A. Colin, 1918.
Trois siècles d'histoire de l'enseignement secondaire, Paris, Delagrave, 1936.
- WEILL (G.). — *Histoire de l'enseignement secondaire en France, 1802-1920*, Paris, Payot, 1921.
- WEINBERG (Mlle). — *Etudes docimologiques sur le perfectionnement des examens et concours*, *Le Travail humain*, Paris, Conservatoire des Arts et Métiers, 1934.
- ZEVORT. — *L'enseignement secondaire de 1880 à 1890*, Paris, 1890.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — Création du Baccalauréat de l'Enseignement secondaire	23
CHAPITRE II. — La Charte du Baccalauréat et le Monopole.	33
CHAPITRE III. — La Procédure des épreuves et les Jurys....	46
CHAPITRE IV. — Le Programme et le Règne du Manuel. — La Réforme de V. Cousin	60
CHAPITRE V. — Le Baccalauréat ès sciences et ses variations.	73
CHAPITRE VI. — L'Ere nouvelle du Baccalauréat et la Ré- forme de Fortoul.....	77
CHAPITRE VII. — La Réforme de Victor Duruy.....	114
CHAPITRE VIII. — Conflit pédagogique : Jules Simon et Dupan- loup	132
CHAPITRE IX. — La Réforme de Jules Ferry. Le Baccalauréat ès lettres. Le Brevet de capacité colonial. Le Baccalauréat de l'enseignement spé- cial. L'action pédagogique de la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire	143
CHAPITRE X. — L'Enquête de 1885	162
CHAPITRE XI. — La Réforme de 1890 et l'unification des Bacca- lauréats	182
CHAPITRE XII. — Le Baccalauréat de 1902 à nos jours.....	206
CHAPITRE XIII. — Docimologie et Baccalauréat ou l'Enquête Carnegie et le décret du 23 mai 1934....	272
CHAPITRE XIV. — La Statistique du Baccalauréat et le pro- blème de l'orientation des bacheliers....	301
CONCLUSION	315

DOCUMENTS ANNEXES

12 planches : *Reproduction de diplômes de différentes époques*
(numérotées de A à K)

La législation du Baccalauréat de 1808 à nos jours.....	335
I. — Les débuts (1808-1819)	335
II. — La charte du Baccalauréat (1820-1839).....	350
III. — Le régime de 1840 (1840-1848)	370
IV. — L'ère nouvelle du Baccalauréat. Régime de 1849 (1849-1856)	380

V. — Le régime de 1857	411
VI. — La réforme de Victor Duruy et le régime de 1863 (1863-1873)	444
VII. — Le régime de 1874 (1874-1879).....	479
VIII. — Le régime de 1880 (1880-1889).....	506
IX. — Le régime de 1890 (1890-1901).....	543
X. — Le régime de 1902 (1902-1926).....	576
XI. — Le régime de 1927.....	633
XII. — Dispenses et Equivalences. Examen spécial pour les étrangers	701
XIII. — Instructions à l'usage des présidents, des mem- bres des jurys, des candidats.....	718
XIV. — Les prérogatives du baccalauréat	725
Programmes du Baccalauréat de 1809 à nos jours	731
I. — Les débuts du Baccalauréat	731
II. — Régime de 1821	733
III. — Régime de 1840	743
IV. — Régime de 1852	766
V. — Régime de 1857	790
VI. — Régime de 1863	826
VII. — Régime de 1874	848
VIII. — Régime de 1880	854
IX. — Régime de 1890	884
X. — Régime de 1902	930
XI. — Régime de 1927	986
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS CITÉS	1021
INDEX ANALYTIQUE	1027
BIBLIOGRAPHIE .. .	1033

ACHEVÉ D'IMPRIMER

LE 30 JANVIER 1937, SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE CENTRALE,
8, RUE DE FURSTENBERG, PARIS-VI^e

